Gouvernement du Canada — Government of Canada

L'hon. Stewart D. McInnes
Receveur général du Canada

comptes publics du canada

1985

Volume I

Revue et États financiers

Canada

86-02290/

Gouvernement du Canada
Government of Canada

L'hon. Stewart D. McInnes
Receveur général du Canada

comptes publics du canada

1985

Volume I

Revue et
États financiers

Canada

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1985

En vente au Canada par l'entremise de nos

agents libraires agréés
et autres librairies

ou par la poste auprès du:

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnements et Services Canada
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue P 51-1/1985-1F
ISBN 0-660-91574-x

au Canada: $9.50
à l'étranger: $11.40

Prix sujet à changement sans préavis

À son Excellence

la très honorable Jeanne Sauvé,
C.P., C.C., C.M.M., C.D.,
Gouverneur général et
Commandant en chef du Canada.

MADAME LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

J'ai l'honneur de présenter à Votre Excellence les Comptes publics du Canada pour l'exercice clos le 31 mars 1985.

Je vous prie d'agréer, Madame le Gouverneur général, l'assurance de mon profond respect.

Le Président du Conseil du Trésor,
Robert de Cotret.

OTTAWA, LE 5 DÉCEMBRE 1985.

À l'honorable Robert de Cotret,
Président du Conseil du Trésor.

Conformément aux dispositions de l'article 55(1) de la Loi sur l'administration financière, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du Canada pour l'exercice clos le 31 mars 1985, afin de vous permettre de les déposer à la Chambre des communes.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments respectueux.

Le Receveur général du Canada,
Stewart D. McInnes.

OTTAWA, LE 5 DÉCEMBRE 1985.

À l'honorable Stewart McInnes,
Receveur général du Canada.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du Canada pour l'exercice clos le 31 mars 1985.

L'article 55(1) de la Loi sur l'administration financière prévoit que les Comptes publics de chaque exercice seront préparés par le Receveur général et seront déposés à la Chambre des communes, par le Président du Conseil du Trésor, au plus tard le trente et unième jour de décembre qui suit la fin de cet exercice ou, si la Chambre des communes n'est pas alors en session, dans les quinze jours de l'ouverture de la session qui suit.

Le présent rapport annuel est présenté en trois volumes:

Volume I—Aperçu de l'activité financière de l'exercice comprenant les états sommaires; les états financiers du Canada au sujet desquels le Vérificateur général a exprimé une opinion, c'est-à-dire, les états des opérations, des recettes et dépenses sur une base brute et nette, du déficit accumulé, de l'actif et du passif du Canada et de l'emploi des crédits, accompagnés de notes connexes; les observations du Vérificateur général sur les états financiers du Canada; les analyses des débours et des crédits; les analyses des recettes et des dépenses budgétaires, des comptes d'actif et de passif, ainsi que certains états qui, en vertu de la Loi sur l'administration financière, doivent paraître aux Comptes publics, et divers autres annexes et états.

Volume II—Détails des opérations financières du gouvernement, divisées par ministère.

Volume III—Contient un rapport annuel global des activités de toutes les sociétés d'État mères ainsi qu'une énumération des sociétés d'État et des autres sociétés en coparticipation du Canada.

Les états financiers vérifiés présentés dans le volume I sont pour l'exercice clos le 31 mars 1985. Dans le but de permettre la fermeture et la vérification des comptes, les états financiers ont été datés du 16 septembre.

Veuillez agréer, Monsieur le Receveur général, l'expression de mes sentiments respectueux.

Le Sous-receveur général du Canada,
R. V. Hession.

OTTAWA, LE 5 DÉCEMBRE 1985.

INTRODUCTION AUX COMPTES PUBLICS

Nature des Comptes publics

Les Comptes publics constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé à chaque exercice par le Receveur général, comme l'exige l'article 55 de la Loi sur l'administration financière.

Le rapport couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars et est préparé à partir de données contenues dans les comptes du Canada et de registres plus détaillés tenus par les ministères et organismes. Les comptes du Canada constituent le registre centralisé des opérations financières du gouvernement, tenu par le Receveur général, et qui résume les opérations de tous les ministères et organismes. Chaque ministère est responsable de l'accord de ses comptes avec les comptes de contrôle du Receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices précédents.

Présentation des Comptes publics

Les Comptes publics sont publiés en trois volumes.

Volume I

Le volume I présente un sommaire et une analyse des opérations financières du gouvernement. Son contenu peut se résumer comme suit:

SECTION 1: états sommaires des opérations financières du gouvernement du Canada selon le régime de comptabilité des Comptes publics et celui des Comptes nationaux augmentés;

SECTION 2: états financiers vérifiés du gouvernement du Canada, préparés conformément à l'article 55 de la Loi sur l'administration financière;

SECTION 3: observations du Vérificateur général sur les états financiers;

SECTION 4: examen des enveloppes et débours, et Budgets des dépenses et crédits;

SECTION 5: examen des recettes budgétaires;

SECTION 6: examen des dépenses budgétaires;

SECTION 7: analyse des prêts, dotations en capital et avances;

SECTION 8: analyse des comptes à fins déterminées;

SECTION 9: analyse des autres éléments de passif;

SECTION 10: analyse des comptes d'opérations de change;

SECTION 11: analyse de la dette non échue;

SECTION 12: analyse des autres comptes figurant à l'état de l'actif et du passif;

SECTION 13: renseignements supplémentaires exigés par la Loi sur l'administration financière; et,

SECTION 14: autres renseignements divers.

Volume II

Le volume II présente, par ministère, les opérations financières du gouvernement. Il contient les opérations financières pour chacun des ministères et leurs organismes associés, et des renseignements et analyses supplémentaires.

a) OPÉRATIONS FINANCIÈRES MINISTÉRIELLES

Dans un modèle semblable au Budget des dépenses, le volume II présente les opérations financières de chaque ministère selon un ensemble uniforme d'états. Sous presque tous les rapports, les détails sont d'un niveau semblable à celui du Budget des dépenses et offrent les renseignements suivants:

(i) Emploi des crédits

Cet état constitue l'état ministériel principal. Il récapitule l'emploi, par ministère, de l'autorisation accordée par le Parlement dans les lois portant affectation de crédits et autres statuts. Il expose, par programme:

—le libellé des crédits ou statuts pertinents;

—le montant autorisé pour chaque crédit ou statut;

—l'emploi complet au cours de l'exercice des montants autorisés;

—les soldes non dépensés (montants annulés et reportés) ou les montants suremployés; et,

—l'emploi complet de l'exercice précédent.

(ii) Coût total des programmes—Budgétaire

Ce tableau présente le coût total calculé pour chaque programme, en ajoutant aux dépenses budgétaires, les valeurs des services fournis par d'autres ministères, ainsi que les locaux fournis par le ministère qui fait la déclaration et par le ministère des Travaux publics, et en déduisant les rentrées non fiscales portées en recettes.

Le coût total calculé pour chaque programme est également reflété au Budget des dépenses et dans les Comptes publics au tableau «Programmes par activité».

(iii) Programmes par activité—Budgétaire

Ce tableau constitue une comparaison des crédits budgétaires avec les dépenses réelles et les coûts et recettes imputés, visés à l'alinéa (ii). Il expose les dépenses totales des programmes, par activité et par catégorie de crédit, ainsi que le coût total des programmes, par catégorie de crédit. Il est apparenté au tableau «Programme par activité», figurant au Budget des dépenses.

(iv) Subventions et contributions

Ce tableau présente les détails des montants affectés aux subventions et contributions, par catégorie de bénéficiaires et par programme, ainsi que les versements.

(v) Dépenses budgétaires par programme et article courant

Ce tableau présente les dépenses par article courant et s'apparente à celui des «Articles de dépense», figurant au Budget des dépenses.

(vi) Recettes

Chaque ministère expose des états récapitulatifs et détaillés des recettes perçues dans le cadre de ses activités.

(vii) Fonds renouvelables

L'orientation commerciale d'un fonds renouvelable se traduit dans le bilan et l'état des opérations ou des recettes et dépenses, présentés à chaque exercice. L'objectif minimal d'un fonds renouvelable vise le recouvrement des coûts et la plupart des conventions comptables commerciales servent à mesurer les coûts.

(viii) Autres entités

Afin de promouvoir les objectifs du gouvernement et des ministères, on a créé, par des lois portant affectation de crédits et autres législations, diverses entités telles les établissements publics. Les états financiers de ces entités sont aussi illustrés.

b) RENSEIGNEMENTS ET ANALYSES SUPPLÉMENTAIRES

D'autres détails sont fournis, dans le volume II, à titre de compléments aux états déjà présentés et comprennent:

—les comptes débiteurs et les radiations (section 30);

—les services professionnels et spéciaux (section 31);

—la construction et l'acquisition de terrains, bâtiments, ouvrages, machines et matériel (section 32);

—les paiements de dommages-intérêts, paiements à titre de faveur, arrêts de la Cour fédérale et paiements sans contrepartie (section 33);

—les divers paiements et programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés (section 34);

—les subventions et contributions (section 35); et,

—les états divers par ministère (section 36).

Volume III

Le volume III contient un rapport annuel global des activités de toutes les sociétés d'État mères ainsi qu'une énumération des sociétés d'État et des autres sociétés en coparticipation du Canada.

VOLUME 1

TABLE DES MATIÈRES

SECTION

1. États comparatifs des opérations.
2. États financiers vérifiés du gouvernement du Canada.
3. Observations du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Canada.
4. Enveloppes et débours, Budgets des dépenses et crédits.
5. Recettes budgétaires.
6. Dépenses budgétaires.
7. Prêts, dotations en capital et avances.
8. Comptes à fins déterminées.
9. Autres éléments de passif.
10. Comptes d'opérations de change.
11. Dette non échue.
12. Autres comptes inscrits à l'état de l'actif et du passif.
13. Renseignements supplémentaires exigés par la Loi sur l'administration financière.
14. Autres renseignements divers.
15. Index.

SECTION 1

COMPTES PUBLICS
1984-85

États comparatifs des opérations

SOMMAIRE

	Page
Introduction	1.3
État sommaire des opérations—Présentation des Comptes publics	1.4
État sommaire des opérations—Présentation des Comptes nationaux augmentés	1.11
Rapprochement des Comptes publics et des Comptes nationaux augmentés	1.16

INTRODUCTION

Dans la présente section, les opérations financières du gouvernement du Canada sont énoncées sous une forme sommaire avec, en regard, les chiffres comparatifs pour les quatre exercices précédents. Les opérations financières sont d'abord présentées conformément aux conventions comptables décrites à la note 1 afférente aux états financiers vérifiés dans la section 2 de ce volume, et figurent sous la rubrique «Présentation des Comptes publics»; la deuxième présentation, fondée sur la méthode des Comptes nationaux des revenus et des dépenses, est élargie afin de comprendre d'autres opérations financières touchant le Fonds du revenu consolidé. Cette deuxième présentation figure sous la rubrique «Présentation des Comptes nationaux augmentés».

Dans cette section, on a voulu fournir une vue d'ensemble des opérations financières du gouvernement en fonction tant des Comptes publics que des Comptes nationaux augmentés. La présentation des Comptes publics reflète les procédés et les conventions comptables adoptés afin de procurer au Parlement une comptabilité de la provenance et de l'emploi des ressources financières. Les opérations des Comptes nationaux, de la présentation des Comptes nationaux augmentés, visent principalement à faciliter l'analyse économique du secteur public fédéral selon une méthode conforme à celle employée pour mesurer la fluctuation des revenus et des dépenses de l'économie. Les autres parties indiquent le rapport qui existe entre le solde budgétaire habituel d'après les Comptes nationaux et les besoins financiers, les opérations de la dette et la caisse du gouvernement, dans l'ensemble.

Présentation des Comptes publics

Le tableau intitulé «État sommaire des opérations» présente un ensemble de données, concernant les catégories principales d'opérations, selon quatre principales rubriques: budgétaire, non budgétaire, change et dette non échue. La situation de la caisse qui en découle à la fin de chaque exercice y figure également.

La présentation des Comptes publics de cette année comprend pour la première fois, les recettes provenant de la taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne, dans les recettes budgétaires. Ce traitement est conforme avec la présentation du Budget du 23 mai 1985. Suite à cette reclassification des recettes provenant de la taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne, la présentation des Comptes publics diffère de la revue économique du ministère des Finances et de l'état des opérations financières publié chaque mois dans la Gazette du Canada, mais est compatible avec les autres sections des Comptes publics.

Pour fins de comparaison, les recettes et les dépenses budgétaires de cette section considèrent les Postes Canada comme une société de la Couronne pour tous les exercices. Cette Société a été proclamée le 16 octobre 1981.

Il est à noter que dans la présentation des Comptes publics, les chiffres concernant les éléments budgétaires et non budgétaires pour 1980-81 n'ont pas été redressés pour tenir compte de certaines modifications mineures qui peuvent être survenues dans les responsabilités ministérielles et dans la classification des comptes. La plupart des composantes sont toutefois comparables d'un exercice à l'autre.

Présentation des Comptes nationaux augmentés

Cette section présente les opérations financières du gouvernement, d'après la méthode des Comptes nationaux augmentés. Comme pour la présentation des Comptes publics, les opérations sont classées en quatre catégories principales: les Comptes nationaux traditionnels des revenus et des dépenses, appelés opérations des Comptes nationaux, les prêts et autres opérations, les opérations de change et les opérations de la dette non échue. La caisse à la fin de chaque exercice est également indiquée. À partir de la ligne intitulée «Besoins financiers (opérations de change non comprises)», la présentation des Comptes nationaux augmentés est identique à celle des Comptes publics.

Le total des prêts et autres opérations accusera une différence par rapport à celui des opérations non budgétaires présenté dans les Comptes publics; cela tient, en partie, à des différences du champ d'application. Les prêts consentis à certains organismes, tel l'Énergie atomique du Canada, Limitée, ainsi que les avances consenties à certains fonds spéciaux, ne sont pas compris dans le calcul du total des prêts et autres opérations selon la présentation des Comptes nationaux augmentés, puisque les opérations de ces organismes et fonds spéciaux sont comprises dans les opérations des Comptes nationaux. De même, les rentrées et les déboursés au titre des comptes gouvernementaux de pension et de sécurité sociale, tel le Compte d'assurance-chômage, sont compris dans les Comptes nationaux. Donc, ils ne sont pas compris dans le redressement relatif aux prêts et autres opérations. En déterminant l'excédent ou le déficit d'après la méthode des Comptes nationaux, certains postes de recettes, tels les impôts sur le revenu des sociétés, sont reflétés d'après une comptabilité d'exercice plutôt qu'une comptabilité de caisse. Les «Prêts et autres opérations» comprennent l'écriture de régularisation nécessaire pour passer d'une comptabilité d'exercice des recettes et des dépenses à une comptabilité de caisse.

ÉTAT SOMMAIRE DES OPÉRATIONS—PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS

Le total des besoins financiers, les opérations de change non comprises, s'est élevé à $29,611 millions pour l'exercice clos le 31 mars 1985. Le déficit budgétaire de $36,917 millions a été partiellement compensé par une provenance de $7,306 millions pour les opérations non budgétaires. Les opérations de change ont diminué les besoins de $2,233 millions. Le total des besoins financiers a été de $27,378 millions en 1984-85. Ces opérations, ajoutées à une augmentation de $26,824 millions de la dette non échue, ont produit une diminution de $554 millions dans la caisse, apportant celle-ci à $5,858 millions au 31 mars 1985.

Le tableau 1.1 énonce les opérations financières du gouvernement pour les cinq exercices de 1980-81 à 1984-85 sur une base comparative.

TABLEAU 1.1

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS[1]
ÉTAT SOMMAIRE DES OPÉRATIONS
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars				
	1981	1982	1983	1984	1985
I. Opérations budgétaires					
A. Recettes	45,398	54,854	56,012	57,131	64,137
B. Dépenses	- 58,416	- 69,449	- 80,001	- 88,915	- 101,054
Déficit	- 13,018	- 14,595	- 23,989	- 31,784	- 36,917
II. Opérations non budgétaires					
A. Prêts, dotations en capital et avances	- 423	- 1,800	- 768	- 673	510
B. Comptes à fins déterminées[2]	2,781	4,270	- 212	4,399	4,214
C. Autres opérations	393	2,941	1,553	3,105	2,582
Provenance nette	2,751	5,411	573	6,831	7,306
Besoins financiers (opérations de change non comprises)	- 10,267	- 9,184	- 23,416	- 24,953	- 29,611
III. Opérations de change[3]	1,307	506	- 1,017	168	2,233
Total des besoins financiers[4]	- 8,960	- 8,678	- 24,433	- 24,785	- 27,378
IV. Opérations de la dette non échue[3]	11,153	9,367	22,392	26,618	26,824
Variation de la caisse[5]	2,193	689	- 2,041	1,833	- 554
V. Caisse en fin d'exercice	5,931	6,620	4,579	6,412	5,858

On trouvera plus de précisions dans d'autres sections de ce volume.
[1] En conformité avec l'état des opérations de la section 2 de ce volume.
[2] Aux fins de la présentation des opérations du gouvernement, les comptes à fins déterminées comprennent les avances au Compte d'assurance-chômage.
[3] La dette non échue à payer en devises étrangères fait partie des opérations de change.
[4] Besoins de trésorerie (–).
[5] Diminution de la caisse (–).

I. Opérations budgétaires

A. Recettes

Le total des recettes budgétaires a augmenté de $7,006 millions, ou 12.3% pour atteindre $64,137 millions en 1984-85. Les recettes fiscales ont augmenté de $6,333 millions tandis que les recettes non fiscales ont augmenté de $673 millions.

Les recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de $2,287 millions, ou 8.5% comparativement à 2.4% en 1983-84. L'augmentation de cet impôt en 1984-85 fait suite à une croissance de 7.5% du revenu des particuliers, le plafonnement à 5% du facteur d'indexation de 1984 et la baisse de la réduction d'impôt fédéral à $100 de $200 qu'elle était en 1984.

Les perceptions relatives à l'impôt sur le revenu des sociétés ont été de $9,379 millions en 1984-85, soit $2,093 millions de plus que le niveau de 1983-84 qui était de $7,286 millions. La croissance dans les perceptions de 1984-85 reflète deux années de forte croissance suite à la récession dans les profits des sociétés de 54.8% et 21.2% en 1983 et 1984, respectivement.

Concernant l'énergie, les perceptions de 1984-85 ont été légèrement plus élevées, soit $4,209 millions comparativement à $4,036 millions en 1983-84, puisque le fait d'établir le taux de la taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz à 0%, en date du 1er février 1984, a compensé les gains provenant des recettes des autres taxes en matière d'énergie.

Les recettes provenant de la taxe sur les ventes et des droits de douane à l'importation ont augmenté de 16.1% et 12.3% respectivement par rapport à 1983-84. Une augmentation de 1% dans les taux de la taxe de vente, en date du 1er octobre 1984, et une augmentation des dépenses dans les domaines de la consommation et des affaires en 1984 ont résulté en une augmentation dans les recettes provenant de la taxe sur les ventes tandis qu'une hausse dans les droits de douane à l'importation reflète une forte hausse dans les importations en 1984.

Les recettes non fiscales ont augmenté à $6,330 millions en 1984-85, du niveau de $5,657 millions en 1983-84, reflétant une augmentation de $624 millions dans les intérêts sur les avances au Compte d'assurance-chômage. Les profits de la Banque du Canada ont également été plus élevés de $108 millions.

TABLEAU 1.2

GOUVERNMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars				
	1981	1982	1983	1984	1985
I. Opérations budgétaires					
A. RECETTES, section 5					
Recettes fiscales—					
Impôt sur le revenu—					
Des particuliers	19,837	24,046	26,330	26,967	29,254
Des sociétés	8,106	8,118	7,139	7,286	9,379
Des non résidents	867	1,018	998	908	1,021
	28,810	*33,182*	*34,467*	*35,161*	*39,654*
Taxes et droits d'accise—					
Taxe sur les ventes	5,429	6,185	5,894	6,660	7,729
Droits de douane à l'importation	3,188	3,439	2,831	3,380	3,796
Droits d'accise	1,042	1,175	1,274	1,356	1,462
Autres	573	564	685	755	850
	10,232	*11,363*	*10,684*	*12,151*	*13,837*
Taxes en matière d'énergie—					
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières et taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires	27	864	1,960	2,106	2,563
Taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne		786	889	805	850
Redevances d'exportation sur le pétrole	842	519	392	215	408
Taxe d'accise—Essence	453	436	408	386	404
Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz	187	998	1,264	524	− 16
Redevances d'indemnité spéciale sur le pétrole		473			
	1,509	*4,076*	*4,913*	*4,036*	*4,209*
	11,741	*15,439*	*15,597*	*16,187*	*18,046*
Autres recettes fiscales	99	120	132	126	107
Total des recettes fiscales	40,650	48,741	50,196	51,474	57,807
Recettes non fiscales—					
Produits de placements—					
Banque du Canada	1,459	1,853	1,879	1,744	1,852
Société canadienne d'hypothèques et de logement	839	873	892	941	913
Société du crédit agricole	243	285	346	408	452
Intérêts des dépôts bancaires	318	701	433	395	243
Compte du fonds des changes	620	763	812	591	414
Autres produits de placements	651	615	655	668	1,328
	4,130	*5,090*	*5,017*	*4,747*	*5,202*
Autres recettes non fiscales	618	1,023	799	910	1,128
Total des recettes non fiscales	4,748	6,113	5,816	5,657	6,330
Total des recettes	45,398	54,854	56,012	57,131	64,137

B. Dépenses

Les dépenses budgétaires en 1984-85 ont augmenté de 13.7% pour atteindre $101,054 millions, comparativement à des augmentations de 11.1% en 1983-84 et 15.2% en 1982-83.

Les frais de la dette publique ont augmenté de $4,405 millions, ou 24.3%, pour atteindre $22,551 millions en 1984-85, reflétant une augmentation dans la dette non échue en circulation au cours de l'exercice et de taux d'intérêt plus élevés.

Les dépenses de la Défense nationale ont augmenté de $954 millions ou 12% pour atteindre $8,926 millions en 1984-85. Ceci reflète l'engagement du gouvernement, envers l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord, d'augmenter les dépenses de la défense d'environ 3% par année.

Les paiements relatifs aux prestations de sécurité de la vieillesse, incluant les suppléments de revenu garanti, et les allocations au conjoint, ont augmenté à $11,418 millions ou 9.7% au-dessus du niveau de 1983-84 de $10,406 millions. Ceci est plus élevé que l'augmentation de 7.9% en 1983-84 à cause d'une croissance plus haute dans le nombre de récipiendaires et d'augmentations dans le niveau des prestations. La hausse dans les prestations comprend des augmentations des taux de suppléments de revenu garanti de $25 chaque le 1er juillet 1984 et le 1er novembre 1984.

Les contributions aux provinces pour l'assurance-hospitalisation, les soins médicaux et les services complémentaires de santé ont augmenté de 13.8%, ou $766 millions, pour atteindre $6,330 millions en 1984-85, reflétant un versement rétroactif substantiel en 1984-85. Ces ayants droit du financement des programmes établis augmentent généralement avec le Produit National Brut. Le secteur de l'enseignement post-secondaire des accords de financement des programmes établis a augmenté de $240 millions pour atteindre $2,492 millions.

Le Compte d'indemnisation pétrolière a enregistré un déficit de $1,240 millions en 1984-85, soit une augmentation de $757 millions par rapport au déficit de 1983-84 de $483 millions. La hausse dans le déficit est survenue en dépit de l'augmentation de novembre 1984 dans le taux de revenu de $17.50 du mètre cube. Cette augmentation dans le taux a été plus que compensée par une hausse dans les versements d'indemnisation pétrolière.

La contribution du gouvernement au Compte d'assurance-chômage a augmenté de seulement 2.7% ou $74 millions, pour atteindre $2,788 millions par suite de niveaux moyens du chômage demeurant à peu près les mêmes pour les deux exercices. Les effets de la récession et des niveaux de chômage élevés tout au cours de 1984-85 ont rendu compte pour la hausse de 10.6% ou $347 millions dans les paiements du Régime d'assistance du Canada pour atteindre $3,635 millions.

TABLEAU 1.3

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars				
	1981	1982	1983	1984	1985
I. Opérations budgétaires					
B. DÉPENSES, section 6					
Développement social—					
Prestations de sécurité de la vieillesse, suppléments de revenu garanti et allocations au conjoint	7,418	8,585	9,643	10,406	11,418
Allocations familiales	1,851	2,020	2,231	2,326	2,418
Régime d'assistance publique du Canada	1,941	2,298	2,832	3,288	3,635
Contribution du gouvernement au Compte d'assurance-chômage	871	957	2,034	2,714	2,788
Financement des programmes établis—					
Assurance et services de soins médicaux	3,982	4,283	4,060	5,564	6,330
Aide à l'éducation	1,693	1,730	1,677	2,252	2,492
Autres	8,401	8,948	10,919	12,350	13,632
	26,157	*28,821*	*33,396*	*38,900*	*42,713*
Développement économique et régional	9,246	7,720	10,598	12,327	13,827
Arrangements fiscaux	3,944	4,750	5,597	5,878	6,085
Aide et affaires extérieures	1,073	1,367	1,568	1,764	2,117
Défense	5,077	6,028	6,992	7,972	8,926
Parlement et services gouvernementaux	2,612	3,620	3,154	3,628	4,035
Total des dépenses des programmes	48,109	52,306	61,305	70,469	77,703
Dette publique	10,687	15,168	16,971	18,146	22,551
	58,796	67,474	78,276	88,615	100,254
Provision pour évaluation de l'actif et du passif	− 380	1,975	1,725	300	800
Total des dépenses	58,416	69,449	80,001	88,915	101,054

II. Opérations non budgétaires

A. Prêts, dotations en capital et avances

La provenance nette au titre des prêts, dotations en capital et avances était de $510 millions en 1984-85, comparativement à un besoin de $673 millions en 1983-84, pour un changement net de $1,183 millions. Ce changement comprend une augmentation de $200 millions concernant la provision pour évaluation.

Les prêts, dotations en capital et avances aux sociétés de la Couronne désignées comme institutions de crédit ont diminué de $570 millions, passant d'une provenance de $122 millions en 1983-84, à une provenance de $692 millions en 1984-85, suite principalement à des remboursements nets de $551 millions par la Société du crédit agricole et à une remise de prêts de $308 millions relative au Fonds d'assurance hypothécaire de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Il y a eu des besoins nets plus élevés pour la Société d'assurance-dépôts du Canada et la Banque fédérale de développement. Les prêts, dotations en capital et avances aux autres sociétés de la Couronne ont diminué de $581 millions en 1984-85. Cette baisse reflète principalement une diminution de $660 millions dans les versements à Petro-Canada.

B. Comptes à fins déterminées

Les comptes à fins déterminées ont fourni une provenance nette de $4,214 millions en 1984-85 comparativement à une provenance nette de $4,399 millions en 1983-84. Cette baisse de $185 millions a été en partie attribuable à des besoins nets plus élevés de $517 millions pour le Compte d'assurance-chômage, qui a eu un besoin de $976 millions en 1984-85. Ce besoin plus élevé est attribuable à un versement d'intérêt de $741 millions à même le Compte. Le solde de $332 millions de la provenance nette est principalement attribuable aux comptes de pension de retraite ($440 millions), partiellement compensé par une baisse de $211 millions dans la provenance nette pour les comptes de dépôt et de fiducie.

C. Autres opérations

Les autres opérations ont fourni une provenance nette de $2,582 millions en 1984-85 comparativement à $3,105 millions en 1983-84. La baisse de $523 millions est principalement attribuable aux fonds en transit ($695 millions).

TABLEAU 1.4

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars				
	1981	1982	1983	1984	1985
II. Opérations non budgétaires[1]					
A. PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES, section 7					
Sociétés de la Couronne—					
Institutions de crédit—					
Banque fédérale de développement	101	125	145	172	157
Société canadienne d'hypothèques et de logement	- 66	- 199	- 30	194	364
Société d'assurance-dépôts du Canada		- 200	60	140	- 40
Société du crédit agricole	- 270	- 348	- 394	- 379	172
Société pour l'expansion des exportations	124	52	- 40	- 5	39
	- 111	*- 570*	*- 259*	*122*	*692*
Autres sociétés de la Couronne—					
Air Canada	13	14	16	17	18
Chemins de fer nationaux du Canada	- 8		- 41	- 62	2
Corporation de développement des investissements du Canada	- 2		- 308	5	18
Énergie atomique du Canada, Limitée	697	8	3	37	38
Petro-Canada	- 440	- 840	- 1,354	- 660	
Autres	275	- 359	101	130	- 28
	535	*- 1,177*	*- 1,583*	*- 533*	*48*
	424	***- 1,747***	***- 1,842***	***- 411***	***740***
Autres prêts, dotations en capital et avances—					
Administrations provinciales et territoriales	247	28	- 41	35	67
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement	- 309	- 276	- 273	- 167	- 172
Organismes internationaux (souscriptions moins effets à payer)	- 110	- 166	- 213	- 335	- 378
Avances à la caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, non compris les provisions pour prestations conditionnelles	37	29	28	31	32
Entreprises mixtes et en coparticipation	- 5	- 6	- 58	- 10	- 111
Divers	- 77	- 12	- 19	- 116	- 168
	- 217	*- 403*	*- 576*	*- 562*	*- 730*
Prêts, dotations en capital et avances avant la provision	207	- 2,150	- 2,418	- 973	10
Provision pour évaluation de l'actif	- 630	350	1,650	300	500
Total des prêts, dotations en capital et avances après la provision pour évaluation de l'actif	- 423	- 1,800	- 768	- 673	510
B. COMPTES À FINS DÉTERMINÉES, section 8					
Comptes d'éléments de passif—					
Compte du régime de pensions du Canada	173	170	165	152	211
Comptes de pension de retraite	2,307	3,014	3,483	3,862	4,302
Compte d'assurance-chômage	- 682	- 15	- 3,289	- 459	- 976
Compte des rentes sur l'État	- 15	- 21	- 22	- 26	- 29
Comptes de dépôt et de fiducie	241	1,129	- 223	532	321
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces	728	- 56	- 384	277	309
Autres	29	49	58	61	76
Total des comptes à fins déterminées	2,781	4,270	- 212	4,399	4,214
C. AUTRES OPÉRATIONS, sections 9 et 12					
Fonds en transit	- 693	16	- 736	689	- 6
Autres éléments de passif	1,086	2,925	2,289	2,416	2,588
Total des autres opérations	393	2,941	1,553	3,105	2,582
Opérations non budgétaires nettes avant la provision pour évaluation de l'actif	3,381	5,061	- 1,077	6,531	6,806
Provision pour évaluation de l'actif	- 630	350	1,650	300	500
Opérations non budgétaires nettes après la provision pour évaluation de l'actif	2,751	5,411	573	6,831	7,306

[1] Provenance/besoin (-).

III. Opérations de change

Les opérations de change comprennent les opérations du Compte du fonds des changes, ayant pour but d'assurer des conditions ordonnées sur le marché des changes, et de permettre aux différents ministères d'effectuer des paiements en devises étrangères pour l'achat de biens et de services. Elles comprennent également les souscriptions et les effets à payer au Fonds monétaire international, de même que les Droits de tirages spéciaux. Les opérations de change ont produit une provenance en dollars canadiens de $2,233 millions en 1984-85 comparativement à $168 millions en 1983-84.

IV. Opérations de la dette non échue

Les obligations négociables à payer en monnaie canadienne ont augmenté de $12,379 millions en 1984-85 et les obligations d'épargne du Canada de $3,756 millions; les ventes nettes de bons du Trésor se sont élevées à $10,600 millions. Au total, la dette non échue à payer en monnaie canadienne a augmenté de $26,824 millions en 1984-85 comparativement à une augmentation de $26,618 millions en 1983-84.

V. Caisse en fin d'exercice

Les besoins financiers, y compris les opérations de change, se sont élevés à $27,378 millions. Ceci a été largement financé par $26,824 millions dans les opérations de la dette non échue. L'excédent de l'augmentation dans les besoins financiers sur la dette non échue a résulté en une diminution de $554 millions dans la caisse au 31 mars 1985, laquelle était de $5,858 millions comparativement à $6,412 millions au 31 mars 1984.

TABLEAU 1.5

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars				
	1981	1982	1983	1984	1985
III. Opérations de change[1], section 10					
Compte du fonds des changes—Avances	1,263	– 237	– 1,990	767	– 778
Fonds monétaire international—Souscriptions	– 930	181	64	– 1,279	10
	333	*– 56*	*– 1,926*	*– 512*	*– 768*
Moins: Fonds monétaire international—Effets à payer	– 715	2	44	– 961	– 32
Allocations de Droits de tirages spéciaux	– 175	70	24	– 18	2
	– 890	*72*	*68*	*– 979*	*– 30*
Dette non échue à payer en devises étrangères	84	634	977	– 299	2,971
Total des opérations de change	1,307	506	– 1,017	168	2,233
IV. Opérations de la dette non échue[1], section 11					
Obligations négociables	7,834	3,000	4,989	7,273	12,379
Obligations d'épargne du Canada	– 2,269	9,166	7,663	5,563	3,756
Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada	23	18	17	18	16
Bons du Trésor	5,445	– 2,395	9,750	12,575	10,600
Emprunts de la Société financière Canadair Inc. à être remboursés par le gouvernement—Monnaie canadienne				150	– 50
Devises étrangères	150	853	160	– 279	133
Effets et prêts à payer en devises étrangères	– 5	– 585	703	1,214	2,904
	11,178	*10,057*	*23,282*	*26,514*	*29,738*
Moins:					
Dette non échue détenue par le gouvernement—					
Obligations négociables	– 83	14	– 110	164	– 122
Obligations d'épargne du Canada détenues pour le compte du personnel	1	24	6	13	49
Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada	23	18	17	18	16
Dette non échue à payer en devises étrangères	84	634	977	– 299	2,971
	25	*690*	*890*	*– 104*	*2,914*
Total des opérations de la dette non échue à payer en monnaie canadienne	11,153	9,367	22,392	26,618	26,824
V. Caisse en fin d'exercice, section 12					
En monnaie canadienne	5,826	6,541	4,193	6,329	5,779
En devises étrangères	105	79	386	83	79
Total de la caisse	5,931	6,620	4,579	6,412	5,858

[1] Provenance/besoin(–).

TABLEAU 1.6

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars				
	1981	1982	1983	1984	1985
RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA					
Rentrées—					
Contributions des employeurs et cotisations des employés	2,689	3,282	3,446	3,716	3,879
Revenus de placements	1,519	1,850	2,236	2,534	2,889
Déboursés—					
Pensions	- 2,011	- 2,456	- 3,036	- 3,657	- 4,224
Frais d'administration	- 67	- 76	- 85	- 89	- 100
Variation nette	2,130	2,600	2,561	2,504	2,444
Placements—Titres des provinces détenus par le Fonds de placement	- 1,957	- 2,430	- 2,396	- 2,352	- 2,233
Total (net) du régime de pensions du Canada	173	170	165	152	211
COMPTE D'ASSURANCE-CHÔMAGE					
Rentrées—					
Contribution du gouvernement(1)	946	1,047	2,148	2,854	2,946
Contributions des employeurs et cotisations des employés	3,399	4,887	5,039	7,465	7,777
Revenus de placements	13	38	2	1	2
Déboursés—					
Prestations(1)	- 4,524	- 5,318	- 9,677	- 9,816	- 10,048
Intérêt		- 6	- 10	- 117	- 741
Frais d'administration	- 516	- 663	- 791	- 846	- 912
Total (net(2)) du Compte d'assurance-chômage	- 682	- 15	- 3,289	- 459	- 976
COMPTES DE PENSION DE RETRAITE					
Compte de pension de retraite de la Fonction publique—					
Rentrées—					
Contribution du gouvernement	288	321	339	349	373
Cotisations des employés	314	331	339	362	379
Sociétés de la Fonction publique—Contributions des employeurs et cotisations des employés	57	128	232	239	246
Intérêt	608	837	981	1,261	1,616
Redressement du passif actuariel	559	951	267		
Autres	10	14	21	21	21
Déboursés—					
Rentes	- 409	- 466	- 523	- 576	- 647
Autres	- 61	- 65	- 45	- 42	- 49
Variation de la fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle	- 104	- 375	301	481	356
Variation nette	*1,262*	*1,676*	*1,912*	*2,095*	*2,295*
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes—					
Rentrées—					
Contribution du gouvernement	142	159	183	200	212
Cotisations des employés	80	91	105	113	120
Intérêt	480	618	755	933	1,125
Redressement du passif actuariel	252	454	286	20	
Autres	1	1	2	2	2
Déboursés—					
Rentes	- 267	- 292	- 315	- 336	- 363
Autres	- 14	- 15	- 12	- 10	- 13
Variation de la fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle	19	- 151	20	239	203
Variation nette	*693*	*865*	*1,024*	*1,161*	*1,286*
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada—					
Rentrées—					
Contribution du gouvernement	44	52	61	65	67
Cotisations des employés	22	27	31	34	34
Intérêt	59	68	103	127	157
Redressement du passif actuariel	38	51	5		
Déboursés—					
Rentes	- 13	- 16	- 19	- 21	- 24
Autres	- 3	- 3	- 2	- 2	- 2
Variation de la fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle	- 12	- 21	17	22	19
Variation nette	*135*	*158*	*196*	*225*	*251*
Compte de prestations de retraite supplémentaires—					
Rentrées—					
Contribution du gouvernement	74	88	81	94	100
Cotisations des employés	75	83	87	94	100
Sociétés de la Fonction publique—Contributions des employeurs et cotisations des employés	10	24	43	45	46
Autres	94	159	180	185	260
Déboursés—					
Rentes	- 25	- 26	- 31	- 27	- 25
Autres	- 11	- 13	- 9	- 10	- 11
Variation nette	*217*	*315*	*351*	*381*	*470*
Total (net) des comptes de pension de retraite	2,307	3,014	3,483	3,862	4,302

(1) Y compris les prestations aux pêcheurs.
(2) Net des avances non productives d'intérêt et portant intérêt.

ÉTAT SOMMAIRE DES OPÉRATIONS—PRÉSENTATION DES COMPTES NATIONAUX AUGMENTÉS

Les comptes nationaux des revenus et des dépenses ont été élaborés afin de fournir une méthode permettant l'analyse économique de la fluctuation des revenus et des dépenses de l'économie. Les notions et les définitions qui s'appliquent au secteur gouvernemental sont conformes à celles concernant les autres secteurs et suivent les pratiques internationales qui ont été élaborées sous l'égide des Nations Unies. La nature économique d'une opération constitue le facteur déterminant de son classement dans le cadre des Comptes nationaux. Outre les recettes, les dépenses et le solde des Comptes nationaux traditionnels, qui sont illustrés dans le présent document sous la rubrique «Opérations des Comptes nationaux», les Comptes nationaux augmentés présentent les éléments qui expliquent la différence entre le solde au budget des Comptes nationaux et la totalité des besoins financiers selon la présentation des Comptes publics.

En 1984-85, les opérations des Comptes nationaux ont résulté en un déficit de $32,208 millions. Les prêts et autres opérations ont résulté en une provenance nette de $2,597 millions. Les opérations de change ont diminué les besoins de $2,233 millions et les opérations de la dette non échue ont fourni une provenance de $26,824 millions. Comme noté auparavant, les opérations de change et de la dette non échue sont identiques à celles de la présentation des Compte publics.

TABLEAU 1.7

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES NATIONAUX AUGMENTÉS
ÉTAT SOMMAIRE DES OPÉRATIONS
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars				
	1981	1982	1983	1984	1985
I. Opérations des Comptes nationaux[1]					
A. Recettes[2]	53,411	66,711	67,580	72,079	78,792
B. Dépenses[3]	– 62,883	– 75,704	– 89,565	– 97,362	– 111,000
Déficit	– 9,472	– 8,993	– 21,985	– 25,283	– 32,208
II. Prêts et autres opérations					
A. Prêts, dotations en capital et avances	– 534	– 1,739	– 596	– 881	502
B. Comptes courus	– 1,214	– 277	– 1,033	505	1,287
C. Autres opérations	953	1,825	198	706	808
Provenance nette ou besoin net (–)	– 795	– 191	– 1,431	330	2,597
Besoins financiers (opérations de change non comprises)	– 10,267	– 9,184	– 23,416	– 24,953	– 29,611
III. Opérations de change[4]	1,307	506	– 1,017	168	2,233
Ensemble des besoins financiers[5]	– 8,960	– 8,678	– 24,433	– 24,785	– 27,378
IV. Opérations de la dette non échue[4]	11,153	9,367	22,392	26,618	26,824
Variation de la caisse[6]	2,193	689	– 2,041	1,833	– 554
V. Caisse en fin d'exercice	5,931	6,620	4,579	6,412	5,858

(1) Ces opérations des Comptes nationaux sont conformes à celles publiées par Statistique Canada le 29 novembre 1985.
(2) Le total des recettes augmenté des provisions pour consommation de capital est d'après les Comptes nationaux des revenus et des dépenses de Statistique Canada.
(3) Les dépenses courantes augmentées de la formation brute de capital sont d'après les Comptes nationaux des revenus et des dépenses de Statistique Canada.
(4) La dette non échue à payer en devises étrangères fait partie des opérations de change.
(5) Besoins de trésorerie (–).
(6) Diminution de la caisse (–).

I. Opérations des Comptes nationaux

A. Recettes

Les recettes globales, selon la méthode des Comptes nationaux, ont augmenté de $6,713 millions ou 9.3% en 1984-85. Ceci se compare à une augmentation de $7,006 millions, ou 12.3%, d'après les Comptes publics. Les différences dans les taux de croissance se rapportent à des différences conceptuelles de traitement entre les Comptes nationaux et les Comptes publics.

Ces différences conceptuelles sont principalement comme suit:

a) Il y a des différences concernant les taxes en matière d'énergie. Dans les Comptes nationaux, les redevances d'indemnisation pétrolière sont comprises dans les recettes tandis qu'elles sont exclues des recettes dans les Comptes publics. Elles se sont élevées à $2,291 millions en 1984-85, soit 25% au-dessus du niveau de 1983-84.

b) Les taxes directes au titre des particuliers d'après les Comptes nationaux comprennent les contributions des employeurs et les cotisations des employés à l'assurance-chômage et aux régimes de pension du gouvernement. Ces éléments, lesquels sont exclus des recettes budgétaires dans les Comptes publics, se sont élevés à $9,658 millions en 1984-85, soit 6% au-dessus du niveau de 1983-84 de $9,114 millions.

c) Les revenus de placements d'après les Comptes nationaux ne comprennent pas les profits provenant des ventes d'or, lesquels sont compris dans les Comptes publics. Cependant, en plus des autres catégories de produits de placements des Comptes publics, les revenus de placements d'après les Comptes nationaux comprennent les intérêts sur les comptes de pension de retraite et les frais de services bancaires, et sont réduits par les déficits des entreprises commerciales du gouvernement. Les intérêts sur les comptes de pension de retraite, les intérêts sur les prêts et avances, les frais de services bancaires et les profits nets des entreprises commerciales du gouvernement se sont élevés à respectivement $3,775 millions, $2,265 millions, $75 millions et $1,738 millions en 1984-85, comparativement à respectivement $3,303 millions, $2,220 millions, $80 millions et $1,113 millions en 1983-84. Pour l'ensemble de ces quatre catégories, la croissance a été de $1,137 millions, ou 16.9%, en 1984-85.

d) Dans les Comptes nationaux, l'impôt sur le revenu des sociétés est inscrit sur une base d'exercice, tandis que dans les Comptes publics, il est inscrit sur une base de caisse. De plus, le montant d'après les Comptes nationaux comprend la taxe sur les recettes pétrolières et gazières et la taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires, lesquelles sont rapportées comme un élément distinct dans la présentation des taxes en matière d'énergie d'après les Comptes publics. L'impôt dû sur les revenus des sociétés a augmenté de $1,093 millions en 1984-85, soit 10.1%, comparativement à une hausse de $2,093 millions ou 28.7% pour les perceptions selon la présentation des Comptes publics.

e) De plus, les Comptes nationaux comprennent les provisions pour consommation de capital, lesquelles sont exclues des Comptes publics. Les provisions pour consommation de capital se sont élevées à $1,299 millions en 1984-85, soit 10.5% au-dessus du niveau de 1983-84 de $1,176 millions.

Concernant les catégories majeures, les taxes directes au titre des particuliers d'après les Comptes nationaux ont augmenté de $2,310 millions ou 6.5% en 1984-85. Tel que mentionné ci-haut, l'impôt dû sur les revenus des sociétés a augmenté de $1,093 millions ou 10.1%. Les taxes indirectes ont augmenté de $1,931 millions ou 11.7%, reflétant des hausses dans les recettes pour la plupart des composantes de taxes indirectes. Les revenus de placements ont augmenté de $1,137 millions ou 16.9%, reflétant des intérêts plus élevés gagnés sur les fonds du gouvernement détenus par le public et des profits nets plus élevés remis par les entreprises commerciales du gouvernement.

B. Dépenses

Les dépenses du gouvernement fédéral, selon la méthode des Comptes nationaux, étaient de $111,000 millions en 1984-85, soit une augmentation de $13,638 millions ou 14% comparativement à 1983-84. Ceci se compare avec une hausse de $12,139 millions ou 13.7% selon la méthode des Comptes publics. Comme pour les recettes, les différences en termes de valeurs et en taux de croissance reflètent des différences conceptuelles qui sont principalement comme suit:

a) Les paiements d'indemnisation pétrolière sont comptabilisés sur une base courue brute dans la présentation des Comptes nationaux. Dans la présentation des Comptes publics, le compte d'indemnisation pétrolière est comptabilisé sur une base nette avec les recettes portées au crédit des dépenses. Les paiements d'indemnisation pétrolière d'après les Comptes nationaux ont été de $3,486 millions en 1984-85 comparativement à $2,263 millions en 1983-84, pour une hausse de $1,223 millions ou 54%. Cette augmentation de $1,223 millions était de $466 millions plus élevée que l'augmentation de $757 millions dans les dépenses du compte d'indemnisation pétrolière d'après les Comptes publics.

b) Dans les Comptes nationaux, les dépenses des fonds et d'organismes identifiés sont substituées pour des transferts du gouvernement à ces fonds et organismes. De même, les paiements de transferts aux particuliers dans les dépenses des Comptes nationaux comprennent les prestations d'assurance-chômage et les paiements de pension du gouvernement plutôt que les contributions du gouvernement au Compte d'assurance-chômage et aux fonds de pension. Ces paiements de prestations d'assurance-chômage et de pension, lesquels ne sont pas compris dans les dépenses budgétaires des Comptes publics, se sont élevés à $12,464 millions ou 5.3% au-dessus du niveau de 1983-84 de $11,803 millions.

c) Les déficits des entreprises commerciales du gouvernement sont déduits des recettes dans les Comptes nationaux, tandis qu'ils sont compris dans les dépenses dans les Comptes publics.

d) Les dépenses des Comptes nationaux ne comprennent pas les réserves ou radiations qui ont été identifiées telles la provision pour évaluation, qui est comprise dans les dépenses budgétaires.

e) Comme pour les recettes, les dépenses des Comptes nationaux comprennent les provisions pour consommation de capital, lesquelles sont exclues des dépenses des Comptes publics.

Les paiements de transfert aux autres paliers de gouvernement ont augmenté à $20,361 millions ou 9.9% en 1984-85 comparativement à des taux de croissance de 15% en 1983-84 et de 10.8% en 1982-83. Tandis que les paiements en vertu des ententes d'imposition ont diminué légèrement de $51 millions, ou 0.9%, pour atteindre $5,665 millions, les contributions du gouvernement aux provinces pour l'assurance-hospitalisation, les soins médicaux et l'éducation postsecondaire ont augmenté de 13.4% en 1984-85 pour atteindre $7,586 millions. Les paiements effectués aux provinces sous le Régime d'assistance du Canada ont augmenté de $293 millions ou 8.8% pour atteindre $3,631 millions en 1984-85 à cause des niveaux continuels de chômage élevés. Les autres transferts aux provinces ont augmenté significativement à cause principalement aux paiements pour l'enseignement des langues officielles.

Les paiements de transfert aux particuliers ont augmenté de $2,160 millions ou 7.6% en 1984-85 comparativement aux taux d'augmentation de 9.1% et de 31.5% en 1983-84 et 1982-83 respectivement. Les prestations de la sécurité de la vieillesse se sont accrues de 9.8% ou $1,008 millions pour atteindre $11,304 millions en 1984-85. L'augmentation dans les prestations d'assurance-chômage de 2.4% ou $237 millions, pour atteindre $10,120 millions reflète les légères baisses dans le nombre de bénéficiaires et les semaines d'éligibilité pour les prestations, compensée par une hausse dans les prestations moyennes versées. Suite à des augmentations de 14.5% en 1982-83 et 13.8% en 1983-84, les pensions du gouvernement ont augmenté de 9.5% pour atteindre $1,848 millions en 1984-85. Les autres transferts aux particuliers se sont accrus de $661 millions ou 15.8% en 1984-85, à cause principalement des programmes de création d'emploi du gouvernement et des contributions aux autochtones pour la provision de services éducatifs, économiques et sociaux.

Les biens et services courants se sont accrus de 10% à $22,433 millions, ce qui est entre les augmentations de 13.1% en 1982-83 et 6% en 1983-84. Les dépenses pour les biens et services de défense ont augmenté de $935 millions ou 12.2% en 1984-85, tandis que les dépenses pour les biens et services non militaires ont augmenté de $1,111 millions ou 8.7% pour atteindre $13,817 millions. Les rémunérations des salariés ont augmenté de $495 millions ou 4.7% pour atteindre $10,956 millions, tandis que les soldes et indemnités militaires ont augmenté de $193 millions ou 7.9% pour atteindre $2,633 millions en 1984-85. Les autres biens et services courants ont augmenté significativement de $1,235 millions ou 19.6% à $7,545 millions en 1984-85, à cause principalement aux dépenses en capital militaires.

L'intérêt de la dette publique s'est élevé de $4,329 millions ou 24% en 1984-85, comparativement aux augmentations de 7.4% en 1983-84 et de 13.2% en 1982-83, à cause des taux d'intérêt élevés et à une augmentation de la dette en circulation.

La formation brute de capital a connu une hausse substantielle de 51.1% ou $965 millions pour atteindre $2,852 millions. Cette hausse reflète l'impact continu de nouveaux projets de capital en vertu du Programme de projets spéciaux de relance qui a été introduit dans le Budget d'avril 1983. La croissance en 1984-85 dans les transferts courants aux non résidents de 20.7% ou $264 millions, pour atteindre $1,539 millions, reflète l'engagement du gouvernement envers l'Aide officielle au développement.

Les subventions ont augmenté significativement de $1,889 millions ou 32.2%, pour atteindre $7,762 millions en 1984-85. Ceci s'explique par la hausse de $160 millions en 1984-85 concernant les paiements d'indemnisation aux importateurs de pétrole qui ont atteint $738 millions, et par une hausse dans les subventions reliées au pétrole synthétique pour atteindre $2,748 millions, laquelle est survenue suite à la dépréciation du dollar canadien envers le dollar américain et du volume élevé de pétrole se qualifiant pour des subsides concernant le nouveau prix de référence du pétrole. Les autres genres de subventions ont augmenté de 18.3% pour atteindre $4,276 millions à cause principalement des paiements de stabilisation concernant le grain de l'Ouest. De plus, l'assistance en capital a augmenté de 5.2%, ou $156 millions, pour atteindre $3,131 millions en 1984-85 puisque les paiements en vertu du Programme d'encouragement du secteur pétrolier ont été plus élevés comparativement à 1983-84.

TABLEAU 1.8

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES NATIONAUX AUGMENTÉS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars				
	1981	1982	1983	1984	1985
I. Opérations des Comptes nationaux					
A. RECETTES—					
Taxes directes—					
Particuliers	24,536	30,563	33,209	35,713	38,023
Sociétés	9,014	8,902	9,472	10,844	11,937
Non résidents	932	1,163	1,116	1,051	1,170
Total des taxes directes	*34,482*	*40,628*	*43,797*	*47,608*	*51,130*
Taxes indirectes	13,339	19,207	16,609	16,555	18,486
Autres transferts courants des particuliers	16	15	15	24	24
Revenus de placements	4,736	5,917	6,110	6,716	7,853
Provisions pour consommation de capital	838	944	1,049	1,176	1,299
Total des recettes	53,411	66,711	67,580	72,079	78,792
B. DÉPENSES—					
Biens et services courants—					
Défense	5,072	5,820	7,035	7,681	8,616
Non militaires	9,361	11,181	12,187	12,706	13,817
Total des biens et services courants	*14,433*	*17,001*	*19,222*	*20,387*	*22,433*
Paiements de transferts aux particuliers	17,114	19,776	26,005	28,361	30,521
Subventions	5,697	6,374	5,830	5,873	7,762
Assistance en capital	656	871	3,122	2,975	3,131
Transferts courants aux non résidents	779	943	1,069	1,275	1,539
Intérêt de la dette publique	10,544	14,855	16,821	18,072	22,401
Transferts aux provinces	12,574	14,217	15,826	18,214	20,017
Transferts aux administrations locales	303	322	283	318	344
Formation brute de capital	783	1,345	1,387	1,887	2,852
Total des dépenses	62,883	75,704	89,565	97,362	111,000
Déficit	- 9,472	- 8,993	- 21,985	- 25,283	- 32,208

II. Prêts et autres opérations

A. Prêts, dotations en capital et avances

La provenance pour les prêts, dotations en capital et avances, d'après les Comptes nationaux augmentés, a été de $502 millions en 1984-85, soit un changement de $1,383 millions par rapport au besoin de $881 millions en 1983-84. Les prêts à d'autres gouvernements et les prêts divers ont créé un besoin de $806 millions en 1984-85 et $1,332 millions en 1983-84. Les prêts, dotations en capital et avances aux institutions de crédit ont fourni une provenance de $737 millions en 1984-85 comparativement à $166 millions en 1983-84.

B. Comptes courus

Cette catégorie reflète principalement la différence entre l'enregistrement sur une base de caisse modifiée dans la présentation des Comptes publics, et l'enregistrement sur une base d'exercice dans la présentation des Comptes nationaux. Cette catégorie enregistre également plusieurs éléments tels les fonds en transit, les créditeurs et les intérêts courus. Ces éléments sont généralement importants et ne sont pas compris dans les catégories des Comptes nationaux des revenus et des dépenses. Ces comptes courus ont résulté en une provenance de $1,287 millions en 1984-85 comparativement à $505 millions en 1983-84.

C. Autres opérations

Les autres opérations ont fourni une provenance de $808 millions en 1984-85 comparativement à $706 millions en 1983-84. Cette catégorie comprend le compte des accords de perception fiscale avec les provinces, les comptes de dépôt et de fiducie, et les autres opérations qui ne sont pas compris dans les Comptes nationaux des revenus et des dépenses.

TABLEAU 1.9

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES NATIONAUX AUGMENTÉS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars				
	1981	1982	1983	1984	1985
II. Prêts et autres opérations					
A. PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES—					
Institutions de crédit—					
Société d'assurance-dépôts du Canada		- 200	60	140	- 40
Société canadienne d'hypothèques et de logement	- 66	- 199	- 30	194	364
Société pour l'expansion des exportations	19	3	- 40	- 5	39
Société du crédit agricole	- 270	- 348	- 394	- 379	172
Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	37	29	28	31	32
Banque fédérale de développement	101	125	145	172	157
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	12	12	12	13	13
	- 167	- 578	- 219	166	737
Expansion économique régionale—					
Prêts de stabilisation et d'expansion aux provinces	8	9	9	9	10
Expansion industrielle régionale	- 8	13	102	22	40
Prêts—Électricité	- 3	- 1	- 4	- 6	- 3
	- 3	21	107	25	47
Transports et communications—					
Air Canada	13	14	16	17	18
Chemins de fer nationaux du Canada	- 8		- 41	- 62	2
Société Radio-Canada	188				
Autres		9	- 7	5	4
	193	23	- 32	- 40	24
Prêts à d'autres paliers de gouvernement—					
Autres paliers de gouvernement—Domestique	167	- 7	- 84	- 4	30
Autres gouvernements—International	- 229	- 256	- 273	- 167	- 172
Organismes internationaux	- 110	- 166	- 213	- 335	- 378
	- 172	- 429	- 570	- 506	- 520
Divers—					
Petro-Canada	- 440	- 840	- 1,354	- 659	
Autres	10	- 286	- 178	- 167	- 286
	- 430	- 1,126	- 1,532	- 826	- 286
Provision pour évaluation de l'actif	45	350	1,650	300	500
Total des prêts, dotations en capital et avances	- 534	- 1,739	- 596	- 881	502
B. COMPTES COURUS—					
Intérêts et dette échue	399	1,848	1,677	1,212	1,166
Comptes de la période complémentaire	- 742	- 3,267	- 1,200	122	- 76
Impôt sur le revenu des sociétés	- 737	115	- 1,090	- 1,306	- 87
Redevances d'exportation sur le pétrole	- 21	97	- 643	- 21	- 86
Formation brute de capital	- 222	129	100	- 147	- 223
Chèques et mandats en circulation	9	29	208	516	376
Provision pour évaluation de certains éléments de passif	100	772	- 85	129	217
Total des comptes courus	- 1,214	- 277	- 1,033	505	1,287
C. AUTRES OPÉRATIONS—					
Comptes des accords de perception fiscale avec les provinces	728	- 56	- 384	277	309
Autres	225	1,881	582	429	499
Total des autres opérations	953	1,825	198	706	808
Provenance nette ou besoin net (-)	- 795	- 191	- 1,431	330	2,597

RAPPROCHEMENT DES COMPTES PUBLICS ET DES COMPTES NATIONAUX AUGMENTÉS

Bien que la présentation des Comptes publics et celle des Comptes nationaux augmentés donnent une image identique des besoins financiers totaux, il existe des différences quant au traitement des opérations servant à calculer l'excédent ou le déficit budgétaire dans le cadre des Comptes publics et l'excédent ou le déficit dans celui des Comptes nationaux augmentés. Ces différences sont compensées par les composantes non budgétaires des besoins financiers totaux.

Les tableaux suivants présentent le rapprochement des opérations selon les deux systèmes de comptabilisation. Les principaux facteurs qui donnent lieu au rapprochement sont présentés ci-dessous.

Les déficits des entreprises commerciales du gouvernement qui ne font pas partie de l'entité comptable du gouvernement sont, aux fins de présentation des Comptes publics, affectés à des crédits budgétaires et ainsi enregistrés comme des dépenses budgétaires. Dans la présentation des Comptes nationaux, ces déficits, y compris le déficit de la Société canadienne des postes, sont déduits du revenu de placement du gouvernement.

Dans les Comptes publics, les recettes sont enregistrées selon la comptabilité de caisse. Bien que les recettes des Comptes nationaux soient en grande partie comptabilisées selon la comptabilité de caisse, certains postes, tels l'impôt sur le revenu des sociétés et les redevances d'exportation sur le pétrole, sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice.

Les opérations concernant les comptes de pension des employés et le Compte d'assurance-chômage sont traitées comme des opérations non budgétaires dans les Comptes publics, bien que les contributions statutaires du gouvernement à ces comptes et le paiement de l'intérêt sur la dette du gouvernement envers ces comptes fassent partie des dépenses budgétaires. Les contributions des employeurs et les cotisations des employés à ces comptes ainsi que les revenus d'intérêt connexes font partie des recettes du gouvernement dans la présentation des Comptes nationaux augmentés et le paiement des prestations fait partie des dépenses du gouvernement.

Dans la présentation des Comptes publics, l'achat d'immobilisations, tel les édifices et la machinerie, est comptabilisé comme une dépense budgétaire au cours de l'exercice d'acquisition. Seules les immobilisations et les dépenses en capital nouvellement produites figurent dans les dépenses des Comptes nationaux. Les recettes et les dépenses du gouvernement comprennent une provison pour amortissement des immobilisations dans le cadre précédent tandis que cet amortissement n'existe pas dans la présentation des Comptes publics.

L'univers des Comptes nationaux augmentés comprend certains organismes du gouvernement qui ne figurent pas à l'univers des Comptes publics. Les opérations financières réelles de ces organismes font partie des recettes et des dépenses des Comptes nationaux augmentés. Les transferts et les prêts à ces organismes ne sont donc pas comptabilisés dans la présentation des Comptes nationaux augmentés.

TABLEAU 1.10

GOUVERNEMENT DU CANADA
RAPPROCHEMENT DES COMPTES PUBLICS ET DES COMPTES NATIONAUX AUGMENTÉS
RECETTES
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars				
	1981	1982	1983	1984	1985
Recettes budgétaires—Comptes publics	45,398	54,854	56,012	57,131	64,137
Éléments de rapprochement—					
Rentrées des fonds de pension et de sécurité sociale du gouvernement	6,599	8,909	9,571	12,476	13,490
Impôt sur le revenu des sociétés—Excédent des sommes courues sur les sommes perçues	737	- 115	1,090	1,306	87
Provisions pour consommation de capital	838	944	1,049	1,176	1,299
Redevances d'indemnité sur le pétrole(1)	1,459	3,855	2,743	1,833	2,291
Recettes non fiscales(2)	- 365	- 432	- 480	- 535	- 628
Déficits des entreprises commerciales du gouvernement	- 1,124	- 1,485	- 1,159	- 1,212	- 979
Divers(3)	- 131	181	- 1,246	- 96	- 905
Total des recettes—Comptes nationaux augmentés	53,411	66,711	67,580	72,079	78,792

(1) Dans les Comptes publics, les redevances d'indemnité sur le pétrole sont déduites des paiements d'indemnisation pétrolière et sont comprises dans les dépenses budgétaires. Les recettes brutes et les paiements bruts sont inscrits dans les Comptes nationaux.

(2) Divers éléments de recettes non fiscales, tels les frais de services et les produits de la vente de biens courants, lesquels sont inscrits comme recettes d'après les Comptes publics, sont déduits des dépenses d'après les Comptes nationaux.

(3) Les éléments majeurs sous la catégorie divers comprennent les redressements pour les produits de la vente d'immobilisations utilisées, la taxe sur le transport aérien, les rentrées de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, les éléments imputés, et le traitement des recettes dans la période de comptabilisation complémentaire au 31 mars.

TABLEAU 1.11

GOUVERNEMENT DU CANADA
RAPPROCHEMENT DES COMPTES PUBLICS ET DES COMPTES NATIONAUX AUGMENTÉS
DÉPENSES
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars				
	1981	1982	1983	1984	1985
Dépenses budgétaires—Comptes publics	58,416	69,449	80,001	88,915	101,054
Éléments de rapprochement—					
Déboursés des fonds de pension et de sécurité sociale du gouvernement	5,852	7,026	11,308	11,808	12,464
Dépenses nettes des fonds et organismes[1]	769	901	797	985	1,232
Provisions pour consommation de capital	838	944	1,049	1,176	1,299
Programme d'indemnisation pétrolière[2]	900	3,804	2,934	1,685	2,246
Recettes non fiscales[3]	– 365	– 432	– 480	– 535	– 628
Déficits des entreprises commerciales du gouvernement	– 1,124	– 1,485	– 1,159	– 1,212	– 979
Transferts budgétaires aux fonds et organismes	– 1,737	– 2,789	– 2,202	– 5,050	– 5,385
Divers[4]	– 666	– 1,714	– 2,683	– 410	– 303
Total des dépenses—Comptes nationaux augmentés	62,883	75,704	89,565	97,362	111,000

(1) Dans les Comptes nationaux, les crédits budgétaires à divers fonds et organismes sont remplacés par les dépenses courantes nettes des fonds et organismes.
(2) Cet élément représente la différence entre les paiements bruts inscrits d'après les Comptes nationaux et les paiements nets inscrits d'après les Comptes publics.
(3) Diverses recettes non fiscales, tels les frais de services et les produits de la vente de biens courants, lesquelles sont inscrites comme recettes d'après les Comptes publics, sont déduites des dépenses d'après les Comptes nationaux.
(4) Les éléments majeurs sous la catégorie divers comprennent les redressements pour des réserves et radiations, une provision pour évaluation de l'actif et du passif, l'achat d'immobilisations utilisées, les éléments imputés, et le traitement des dépenses dans la période de comptabilisation complémentaire au 31 mars.

TABLEAU 1.12

GOUVERNEMENT DU CANADA
RAPPROCHEMENT DES COMPTES PUBLICS ET DES COMPTES NATIONAUX AUGMENTÉS
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars				
	1981	1982	1983	1984	1985
Opérations non budgétaires—Comptes publics	2,751	5,411	573	6,831	7,306
Éléments de rapprochement—					
Comptes de pension et de sécurité sociale du gouvernement	– 1,849	– 3,240	– 252	– 3,713	– 3,430
Impôt sur le revenu des sociétés—Excédent des sommes courues sur les sommes perçues	– 737	115	– 1,090	– 1,306	– 87
Divers[1]	– 960	– 2,477	– 662	– 1,482	– 1,192
Prêts et autres opérations—Comptes nationaux augmentés	– 795	– 191	– 1,431	330	2,597

(1) Les éléments majeurs sous la catégorie divers comprennent les redressements pour une provision pour évaluation de l'actif et du passif, et le traitement des recettes et dépenses dans la période de comptabilisation complémentaire au 31 mars.

SECTION 2

COMPTES PUBLICS
1984-85

États financiers vérifiés du gouvernement du Canada

SOMMAIRE

	Page
État de la responsabilité et préface	2.2
État des opérations	2.5
État des recettes et dépenses	2.6
État du déficit accumulé	2.7
État de l'actif et du passif	2.8
État de l'emploi des crédits	2.10
Notes afférentes aux états financiers du gouvernement du Canada	2.11
Opinion du vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Canada	2.19

ÉTAT DE LA RESPONSABILITÉ ET PRÉFACE AUX ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Les états financiers de cette section ont été préparés par le gouvernement du Canada conformément aux conventions comptables décrites à la note 1 afférente aux états financiers, et selon une méthode compatible à celle de l'exercice précédent, après avoir appliqué rétroactivement la modification aux conventions comptables énoncée à la note 2. Le but fondamental des états financiers est de fournir des renseignements au Parlement et par le fait même au public, pour faciliter une compréhension et une évaluation:

—des affaires financières du Canada lesquelles ont été gérées par le gouvernement; et

—de la nature et de l'étendue des responsabilités financières confiées au gouvernement dans un exercice donné par les Lois constitutionnelles et autres textes législatifs du Parlement.

Les deux notions de base sur lesquelles est fondé le système comptable du gouvernement se trouvent dans les Lois constitutionnelles. Premièrement, la notion du Fonds du revenu consolidé qui découle de l'exigence que tous les droits et recettes, autres que ceux qui sont réservés aux provinces, «formeront un fonds consolidé de revenu»; deuxièmement, la notion suivant laquelle le solde du Fonds, après certaines imputations préalables, «sera approprié par le Parlement du Canada».

La responsabilité tant qu'à l'intégrité et à l'objectivité des états financiers revient au gouvernement. Les états financiers sont préparés sous la direction conjointe du président du Conseil du Trésor, du ministre des Finances et du Receveur général du Canada, en conformité avec la loi habilitante. Les états financiers sont préparés selon une comptabilité de caisse modifiée. Lorsqu'il y a dérogation avec la comptabilité de caisse, les renseignements compris dans ces états financiers sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleures prévisions et jugements du gouvernement. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers, figurant ailleurs dans ce volume, sont conformes à ceux apparaissant dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités en matière de comptabilité et de compte rendu, le gouvernement maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne lesquels donnent pleine considération aux coûts, aux bénéfices et aux risques, et lesquels sont développés pour s'assurer d'une façon raisonnable que les opérations sont autorisées correctement, exécutées selon des règlements prescrits, autorisées par le Parlement, et comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des deniers publics et de sauvegarder les éléments d'actif et les biens du Canada découlant de l'administration gouvernementale. Le Receveur général maintient les comptes du Canada, lesquels constituent le registre centralisé des opérations financières du gouvernement, et obtient, des ministères, organismes et sociétés de la Couronne, tous les renseignements additionnels requis de façon à rencontrer les exigences de comptabilité et de compte rendu.

Le vérificateur général du Canada exprime une opinion indépendante sur les états financiers préparés par le gouvernement. Les fonctions du vérificateur général à cet égard sont énoncées à l'article 6 de la Loi sur le vérificateur général, S.C. 1976-77, c. 34, qui dicte en partie que le vérificateur général «indique si les états (financiers) sont présentés fidèlement et conformément aux conventions comptables énoncées pour l'administration fédérale et selon une méthode compatible avec celle de l'année précédente; il fait éventuellement des réserves».

Les états financiers, lesquels font partie des Comptes publics, sont déposés annuellement au Parlement, et sont référés au Comité permanent des Comptes publics, lequel rend compte au Parlement des résultats de son examen de même que de toutes les recommandations concernant les états financiers et le rapport de vérification qui s'y rattache. Des représentants du gouvernement et du vérificateur général assistent aux réunions de révision du Comité des

Comptes publics dans le but de témoigner et de fournir d'autres renseignements exigés par le Comité. Ces réunions sont ouvertes au public, et le rapport du Comité ainsi que ses recommandations au Parlement sont publiés dans le rapport officiel de la Chambre des communes.

Les états financiers consistent de cinq états et des notes afférentes. Le premier état financier est l'état des opérations, lequel indique la façon dont les besoins financiers ont été rencontrés, et l'effet des opérations sur la caisse. Les opérations financières sont classées sous les catégories suivantes:

- La première catégorie, les opérations budgétaires, consiste de toutes les opérations avec les tiers qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement, et comprend les rentrées provenant des recettes fiscales et non fiscales, de même que les dépenses autorisées par le Parlement.
- La deuxième catégorie, les opérations non budgétaires, comprend les opérations dans les prêts, dotations en capital et avances, dans les éléments de passif reliés à l'administration de certains deniers publics encaissés ou perçus pour des fins déterminées, et dans les autres éléments de passif. Ces opérations rendent compte du changement dans les créances et les dettes du gouvernement.
- La troisième catégorie, les opérations de change, reflète les opérations avec le Compte du fonds des changes, dont le but principal est d'aider à contrôler et à protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire canadienne, de même qu'une comptabilité de la situation nette du gouvernement en ce qui concerne le Fonds monétaire international. Les opérations de change comprennent également la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La quatrième catégorie, les opérations de la dette non échue, représente la mesure dans laquelle les besoins financiers ont été satisfaits au moyen d'une augmentation de la dette non échue qui indique le changement net dans les montants dus relatifs aux obligations négociables, aux obligations d'épargne du Canada, aux bons du Trésor, et à certains effets et prêts à payer. Les opérations de la dette non échue ne comprennent pas la dette non échue à payer en devises étrangères.

Le deuxième état financier est l'état des recettes et dépenses. Cet état fournit une comptabilité plus détaillée des opérations budgétaires résumées à l'état des opérations.

Le troisième état financier est l'état du déficit accumulé qui indique les changements dans le déficit accumulé pour les deux derniers exercices.

Le quatrième état financier est l'état de l'actif et du passif. Cet état diffère d'une certaine façon du bilan conventionnel propre au secteur privé. Les immobilisations, lesquelles ont été comptabilisées comme dépenses, sont enregistrées à la valeur nominale de $1, et les recettes non encore perçues, telles les taxes, ne sont pas enregistrées à titre d'éléments d'actif. Il est à noter, par conséquent, que la différence entre l'actif comptabilisé net et le passif s'attribue à la somme des déficits et excédents budgétaires annuels déterminés selon les conventions comptables du gouvernement. Cette différence ne doit pas être considérée comme l'avoir net du gouvernement.

Le cinquième état financier est l'état de l'emploi des crédits. Cet état résume par ministère, l'emploi des crédits parlementaires pour les dépenses budgétaires, et pour les prêts, dotations en capital et avances.

Les autres sections de ce volume, de même que les volumes II et III des Comptes publics, sont destinés à fournir des renseignements à l'appui des états financiers.

GOUVERNEMENT DU CANADA

État des opérations
pour l'exercice clos le 31 mars 1985
(en millions de dollars)

	1985	1984
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES		
Recettes	64,137	57,131
Dépenses	− 101,054	− 88,915
Déficit	− 36,917	− 31,784
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES		
Prêts, dotations en capital et avances	510	− 673
Comptes à fins déterminées	4,214	4,399
Autres opérations	2,582	3,105
Provenance nette	7,306	6,831
Besoins financiers (non compris le change)	*− 29,611*	*− 24,953*
OPÉRATIONS DE CHANGE[2]	2,233	168
Total des besoins financiers[1]	*− 27,378*	*− 24,785*
OPÉRATIONS DE LA DETTE NON ÉCHUE[2]	26,824	26,618
Variation de la caisse	*− 554*	*1,833*
CAISSE EN FIN D'EXERCICE	*5,858*	*6,412*

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.
On trouvera plus de précisions dans d'autres sections de ce volume.
[1] Besoins de trésorerie (−).
[2] La dette non échue à payer en devises étrangères fait partie des opérations de change.

Le 16 septembre 1985

Le Contrôleur général du Canada
MICHAEL H. RAYNER, F.C.A.

Le Sous-ministre des Finances
STANLEY H. HARTT

Le Sous-receveur général du Canada
R. V. HESSION

GOUVERNEMENT DU CANADA

État des recettes et dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1985
(en millions de dollars)

	1985		1984	
	Brutes[1]	Nettes[1]	Brutes[1]	Nettes[1]
RECETTES, tableau 5.1, section 5—				
RECETTES FISCALES				
Impôt sur le revenu—				
Des particuliers	29,254	29,254	26,967	26,967
Des sociétés	9,379	9,379	7,286	7,286
Des non résidents	1,021	1,021	908	908
	39,654	*39,654*	*35,161*	*35,161*
Taxes et droits d'accise—				
Taxe sur les ventes	7,729	7,729	6,660	6,660
Taxes en matière d'énergie	6,417	4,209	5,786	4,036
Droits de douane à l'importation	3,796	3,796	3,380	3,380
Autres	2,538	2,312	2,319	2,111
	20,480	*18,046*	*18,145*	*16,187*
Autres recettes fiscales	107	107	126	126
	60,241	*57,807*	*53,432*	*51,474*
RECETTES NON FISCALES				
Produits de placements	5,272	5,202	4,825	4,747
Autres recettes non fiscales	5,211	1,128	4,585	910
	10,483	*6,330*	*9,410*	*5,657*
TOTAL DES RECETTES	**70,724**	**64,137**	**62,842**	**57,131**
DÉPENSES, tableau 6.2, section 6—				
Développement social—				
Prestations de sécurité de la vieillesse, suppléments de revenu garanti et allocations au conjoint	11,418	11,418	10,406	10,406
Allocations familiales	2,418	2,418	2,326	2,326
Régime d'assistance publique du Canada	3,635	3,635	3,288	3,288
Contribution du gouvernement au Compte d'assurance-chômage	2,788	2,788	2,714	2,714
Financement des programmes établis—				
Assurance et services de soins médicaux	6,330	6,330	5,564	5,564
Aide à l'éducation	2,492	2,492	2,252	2,252
Autres	14,991	13,632	13,598	12,350
	44,072	*42,713*	*40,148*	*38,900*
Développement économique et régional	16,972	13,827	14,942	12,327
Arrangements fiscaux	6,085	6,085	5,878	5,878
Aide et affaires extérieures	2,137	2,117	1,782	1,764
Défense	9,197	8,926	8,284	7,972
Parlement et services gouvernementaux	5,827	4,035	5,146	3,628
Total des dépenses des programmes	*84,290*	*77,703*	*76,180*	*70,469*
Dette publique	22,551	22,551	18,146	18,146
	106,841	*100,254*	*94,326*	*88,615*
PROVISION POUR ÉVALUATION	*800*	*800*	*300*	*300*
TOTAL DES DÉPENSES	**107,641**	**101,054**	**94,626**	**88,915**
DÉFICIT	**36,917**	**36,917**	**31,784**	**31,784**

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.
On trouvera plus de précisions dans d'autres sections de ce volume.
[1] La différence entre Brutes et Nettes provient des Recettes à valoir sur les crédits.

Le 16 septembre 1985

Le Contrôleur général du Canada
MICHAEL H. RAYNER, F.C.A.

Le Sous-ministre des Finances
STANLEY H. HARTT

Le Sous-receveur général du Canada
R. V. HESSION

GOUVERNEMENT DU CANADA

État du déficit accumulé pour l'exercice clos le 31 mars 1985

(en millions de dollars)

	1985	1984
Déficit accumulé au début de l'exercice		
Tel qu'inscrit précédemment	157,011	119,522
Reclassification et évaluation de certains éléments d'actif et de passif (note 2)	– 2,480	3,225
Déficit accumulé au début de l'exercice, tel que redressé	154,531	122,747
Déficit avant la modification aux conventions comptables (tel qu'inscrit précédemment en 1984)	37,767	37,489
Diminution nette du déficit suite à la reclassification et l'évaluation de certains éléments d'actif et de passif (note 2)	– 850	– 5,705
Déficit (tel que redressé pour 1984)	36,917	31,784
Déficit accumulé à la fin de l'exercice (tel que redressé pour 1984)	191,448	154,531

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.
On trouvera plus de précisions dans d'autres sections de ce volume.

Le 16 septembre 1985

Le Contrôleur général du Canada
MICHAEL H. RAYNER, F.C.A.

Le Sous-ministre des Finances
STANLEY H. HARTT

Le Sous-receveur général du Canada
R. V. HESSION

GOUVERNEMENT DU CANADA

État de l'actif et du passif au 31 mars 1985

(en millions de dollars)

	1985	1984	Variation nette
ACTIF FINANCIER			
PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES, tableau 7.1, section 7—			
Sociétés de la Couronne—			
Institutions de crédit—			
Banque fédérale de développement	557	714	−157
Société canadienne d'hypothèques et de logement	9,860	10,224	−364
Société d'assurance-dépôts du Canada	40		40
Société du crédit agricole	4,328	4,500	−172
Société pour l'expansion des exportations	890	929	−39
	15,675	*16,367*	*−692*
Autres sociétés de la Couronne—			
Air Canada	557	575	−18
Chemins de fer nationaux du Canada	2,854	2,856	−2
Corporation de développement des investissements du Canada	396	414	−18
Énergie atomique du Canada, Limitée	795	833	−38
Petro-Canada	4,299	4,299	
Autres	1,646	1,618	28
	10,547	*10,595*	*−48*
Total des sociétés de la Couronne	*26,222*	*26,962*	*−740*
Autres prêts, dotations en capital et avances—			
Administrations provinciales et territoriales	1,147	1,214	−67
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement	4,387	4,215	172
Organismes internationaux	3,727	3,306	421
Moins: effets à payer	1,196	1,153	43
	2,531	*2,153*	*378*
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, non compris les provisions pour prestations conditionnelles	192	224	−32
Entreprises mixtes et en coparticipation	571	460	111
Divers	766	598	168
	9,594	*8,864*	*730*
	35,816	*35,826*	*−10*
Moins: provision pour évaluation	6,200	5,700	500
TOTAL DES PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES	*29,616*	*30,126*	*−510*
COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE, tableau 10.1, section 10—			
Compte du fonds des changes—Avances, tableau 10.2, section 10	4,177	3,399	778
Fonds monétaire international—Souscriptions	3,985	3,995	−10
	8,162	*7,394*	*768*
Moins: Fonds monétaire international—Effets à payer	3,276	3,244	32
Allocations de Droits de tirage spéciaux	1,056	1,058	−2
	4,332	*4,302*	*30*
TOTAL DES COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE	*3,830*	*3,092*	*738*
FONDS EN TRANSIT, tableau 12.1, section 12	*1,882*	*1,876*	*6*
CAISSE, tableau 12.2, section 12	*5,858*	*6,412*	*−554*
IMMOBILISATIONS (évaluées à un dollar), section 12			
ACTIF COMPTABILISÉ NET	41,186	41,506	−320
DÉFICIT ACCUMULÉ	*191,448*	*154,531*	*36,917*
TOTAL	**232,634**	**196,037**	**36,597**

	1985	1984	Variation nette
PASSIF			
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES, tableau 8.1, section 8—			
Compte du régime de pensions du Canada	29,056	26,612	2,444
Moins: titres des provinces détenus par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada	27,349	25,116	2,233
	1,707	*1,496*	*211*
Comptes de pension de retraite	37,517	33,791	3,726
Moins: fraction non amortie des insuffisances actuarielles	527	1,103	- 576
	36,990	*32,688*	*4,302*
Compte d'assurance-chômage	- 262	- 278	16
Moins: prêts portant intérêt	4,815	3,823	992
	- 5,077	*- 4,101*	*- 976*
Compte des rentes sur l'État	1,095	1,124	- 29
Comptes de dépôt et de fiducie	2,611	2,290	321
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces	1,617	1,308	309
Divers	574	498	76
TOTAL DES COMPTES À FINS DÉTERMINÉES	*39,517*	*35,303*	*4,214*
AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF, tableau 9.1, section 9—			
Intérêts et dette échue	10,805	9,638	1,167
Moins: escompte non amorti des bons du Trésor	1,387	1,016	371
	9,418	*8,622*	*796*
Créditeurs	5,556	4,307	1,249
Chèques et mandats en circulation	3,422	3,046	376
Provision pour congés et indemnités de cessation d'emploi des employés	2,050	1,900	150
Provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement—			
Emprunts des sociétés mandataires de la Couronne, tableau 7.4, section 7 (note 14)	12,864	10,763	2,101
Moins: emprunts à être probablement remboursés par ces sociétés de la Couronne	12,810	10,675	2,135
	54	*88*	*- 34*
Divers	185	134	51
TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF	*20,685*	*18,097*	*2,588*
DETTE NON ÉCHUE, tableaux 11.1 et 11.9, section 11—			
À payer en monnaie canadienne—			
Obligations négociables	69,256	56,811	12,445
Obligations d'épargne du Canada	41,960	38,204	3,756
Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada	205	189	16
Bons du Trésor	52,300	41,700	10,600
Emprunts de la Société financière Canadair Inc à être remboursés par le gouvernement	100	150	- 50
	163,821	*137,054*	*26,767*
Moins: dette non échue détenue par le gouvernement	446	503	- 57
	163,375	*136,551*	*26,824*
À payer en devises étrangères—			
Obligations négociables	2,117	2,183	- 66
Effets et prêts à payer en devises étrangères	5,943	3,039	2,904
Emprunts de la Société financière Canadair Inc à être remboursés par le gouvernement	1,017	884	133
	9,077	*6,106*	*2,971*
Moins: dette non échue détenue par le gouvernement	20	20	
	9,057	*6,086*	*2,971*
TOTAL DE LA DETTE NON ÉCHUE	*172,432*	*142,637*	*29,795*
TOTAL	**232,634**	**196,037**	**36,597**

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.
On trouvera plus de précisions dans d'autres sections de ce volume.

Le 16 septembre 1985

Le Contrôleur général du Canada
MICHAEL H. RAYNER, F.C.A.

Le Sous-ministre des Finances
STANLEY H. HARTT

Le Sous-receveur général du Canada
R. V. HESSION

GOUVERNEMENT DU CANADA

État de l'emploi des crédits pour l'exercice clos le 31 mars 1985

(en millions de dollars)

	Crédits	Employés au cours de l'exercice	Soldes			Employés au cours de l'exercice précédent
			Annulés	Suremployés	Reportés	
Affaires des anciens combattants—Budgétaires	1,529	1,459	70			1,388
Non budgétaires	**377**	**- 34**			**411**	**- 34**
Affaires extérieures—Budgétaires	2,354	2,305	37		12	1,972
Non budgétaires	**11,250**	**510**	**23**		**10,717**	**535**[2]
Affaires indiennes et Nord canadien—Budgétaires	2,286	2,251	29	3	9	2,052
Non budgétaires	**71**	**21**	**2**		**48**	**150**
Agriculture—Budgétaires	1,915	1,593	298		24	1,393
Non budgétaires	**1,027**	**- 134**	[1]		**1,161**	**194**
Approvisionnements et Services—Budgétaires	703	410	15		278	441
Non budgétaires	**22**	**- 2**			**24**	**- 2**
Communications—Budgétaires	1,584	1,520	41		23	1,369
Non budgétaires	**81**	**- 3**	[1]		**84**	[1]
Conseil du Trésor—Budgétaires	573	270	303			265
Conseil privé—Budgétaires	176	174	2	[1]		83
Consommation et Corporations—Budgétrires	261	202	59			269
Défense nationale—Budgétaires	8,938	8,926	30	18		7,972
Non budgétaires	**48**	**9**			**39**	**1**
Développement économique et régional—Budgétaires	22	6	16			20
Développement social—Budgétaires	7	3	4			6
Emploi et Immigration—Budgétaires	5,308	4,994	314			4,820
Non budgétaires	**12**	**6**			**6**	**3**
Énergie, Mines et Ressources—Budgétaires	4,844	4,575	198		71	3,458
Non budgétaires	**3,910**	**4**	**6**		**3,900**	**625**
Environnement—Budgétaires	855	819	36			762
Expansion industrielle régionale—Budgétaires	2,036	1,666	273		97	2,072
Non budgétaires	**1,289**	**- 155**	**9**		**1,435**	**- 155**
Finances—Budgétaires	28,593	28,514	4		75	23,918
Non budgétaires	**4,983**	**249**	[1]		**4,734**	**40**
Gouverneur général—Budgétaires	6	6	[1]			5
Justice—Budgétaires	285	257	28	[1]		219
Parlement—Budgétaires	196	194	2			178
Pêches et Océans—Budgétaires	789	721	68			609
Non budgétaires	**170**	**118**	[1]		**52**	**37**
Revenu national—Budgétaires	1,611	1,588	23			1,465
Non budgétaires	**500**				**500**	
Santé nationale et Bien-être social—Budgétaires	24,935	24,914	21	[1]		22,554
Non budgétaires	**20**	**20**	[1]			
Sciences et Technologie—Budgétaires	830	792	38			693
Secrétariat d'État—Budgétaires	3,268	3,224	35		9	2,918
Solliciteur général—Budgétaires	1,789	1,630	159			1,496
Non budgétaires	[1]	[1]			[1]	[1]
Transports—Budgétaires	4,148	3,701	405		42	3,265
Non budgétaires	**962**	**- 10**	**9**		**963**	**57**
Travail—Budgétaires	2,173	2,107	66			1,719
Non budgétaires	**4,666**	**283**	**23**		**4,360**	**438**
Travaux publics—Budgétaires	1,814	1,433	90		291	1,234
Non budgétaires	**2**		**2**			
TOTAL—BUDGÉTAIRES	103,828	100,254	2,664	21	931	88,615
NON BUDGÉTAIRES	**29,390**	**882**	**74**		**28,434**	**1,889**[2]

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.
Voir le volume II pour plus de précisions sur l'emploi des crédits.
[1] Moins de $500,000.
[2] Le montant de l'exercice précédent a été redressé suite à l'exclusion de l'ajustement de la réévaluation.
Les montants en caractères romains sont budgétaires.
Les montants en caractères **gras** sont non budgétaires et sont reliés aux prêts, dotations en capital et avances.

Le 16 septembre 1985

Le Contrôleur général du Canada
MICHAEL H. RAYNER, F.C.A.

Le Sous-ministre des Finances
STANLEY H. HARTT

Le Sous-receveur général du Canada
R. V. HESSION

Notes afférentes aux états financiers du gouvernement du Canada

1. Conventions comptables importantes

Les conventions comptables du gouvernement du Canada sont fondées sur des notions contenues dans les Lois constitutionnelles, et dans la Loi sur l'administration financière et autres textes législatifs.

i. *Entité comptable du gouvernement du Canada*

Afin de tenir les comptes du Canada et de préparer les Comptes publics, le gouvernement du Canada se définit comme l'ensemble des ministères mentionnés à l'annexe A de la Loi sur l'administration financière; toute division ou direction de la Fonction publique, y compris toute commission nommée conformément à la Loi sur les enquêtes et désignée par le gouverneur en conseil comme ministère aux fins de la Loi sur l'administration financière; les employés du Sénat, de la Chambre des communes et de la Bibliothèque du Parlement; ainsi que toute société mentionnée à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière.

Conformément à la définition susmentionnée, les sociétés énumérées aux parties I et II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière, et les sociétés de la Couronne qui ne sont pas sujettes aux sections I à IV de la partie XII de la Loi sur l'administration financière, ne font pas partie de l'entité comptable du gouvernement du Canada; ainsi, leurs états financiers ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Cependant, les emprunts des sociétés lesquelles sont mandataires de la Couronne sont inscrits comme élément de passif du gouvernement après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés. Les états financiers des sociétés de la Couronne sont présentés dans le volume III des Comptes publics.

En outre, certains comptes et fonds possèdent leurs propres états financiers qui ne sont pas combinés avec ceux du gouvernement mais qui sont présentés séparément aux volumes I et II. Ces comptes et fonds comprennent le Compte du fonds des changes, le Compte du régime de pensions du Canada, le Compte d'assurance-chômage et les autres comptes similaires.

ii. *Catégories d'opérations financières*

Les opérations financières du gouvernement, enregistrées dans les comptes du Canada et présentées dans les Comptes publics, sont réparties en opérations budgétaires, non budgétaires, de change et de la dette non échue.

En somme, les opérations budgétaires entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel et sont inscrites à l'état des recettes et dépenses. Toutes les autres opérations mènent soit à l'acquisition ou au règlement de créances, soit à la création ou à l'exécution de dettes, et sont déclarées à l'état de l'actif et du passif.

Aux fins de compte rendu, les Comptes publics suivent la classification en vigueur à la fin de l'exercice. Les montants de l'exercice précédent sont reclassifiés rétroactivement pour être conformes aux conventions comptables et à la présentation de l'exercice en cours.

iii. *Recettes budgétaires*

Les recettes budgétaires comprennent toutes les recettes fiscales et non fiscales qui agissent sur le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement, ainsi que les recettes internes de celui-ci.

Les recettes du gouvernement sont généralement comptabilisées au titre de l'exercice au cours duquel elles ont été reçues. Tout remboursement de recettes est toutefois imputé à l'exercice au cours duquel le versement se fait.

Les recettes sont comptabilisées après déduction des remboursements versés, et ne comprennent ni les sommes à recevoir, ni les impôts prélevés au nom des provinces et territoires, ni les montants crédités au Compte du régime de pensions du Canada, au Compte d'assurance-chômage, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Les recettes sont comptabilisées sur une base brute et nette à l'état des recettes et dépenses. La différence entre les deux provient des recettes à valoir sur les crédits.

iv. *Dépenses budgétaires*

Les dépenses budgétaires comprennent toutes les imputations aux crédits budgétaires qui influencent le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement. Ces imputations comprennent les travaux accomplis, les biens reçus, les services exécutés et les paiements de transfert effectués, au cours de l'exercice, ainsi que les dépenses internes du gouvernement.

Les dépenses ne comprennent pas les montants imputés au Compte du régime de pensions du Canada, au Compte d'assurance-chômage sauf pour la part du gouvernement concernant les prestations, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Les dépenses sont comptabilisées sur une base brute et nette à l'état des recettes et dépenses. La différence entre les deux provient des recettes à valoir sur les crédits.

v. *Actif*

L'actif se définit comme étant les créances du gouvernement acquises sur des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut, certaines créances ne sont pas comprises à l'état de l'actif et du passif. Les plus importantes sont les sommes à recevoir, nettes des remboursements à payer, au titre des recettes fiscales et non fiscales.

vi. *Passif*

Le passif se définit comme étant les dettes du gouvernement envers des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut, et selon les lois habilitantes, le passif actuariel découlant de l'indexation au coût de la vie, des pensions de retraite et des rentes, n'est pas comptabilisé à l'état de l'actif et du passif.

vii. *Immobilisations*

Les immobilisations du gouvernement, qui comprennent les terrains, bâtiments, matériel et ouvrages (tels que les canaux, les ports et les routes), sont imputées aux dépenses budgétaires lors de leur acquisition ou construction. On reconnaît leur existence à l'état de l'actif et du passif, en les inscrivant à une valeur nominale de $1.

viii. *Évaluation de l'actif et du passif*

ACTIF

L'actif est enregistré au coût et fait l'objet d'une évaluation annuelle afin de refléter les diminutions de la valeur enregistrée à la valeur estimative de réalisation.

PASSIF

Le passif est inscrit au montant à payer et les éléments de passif concernant les comptes de pension de retraite, sauf pour l'indexation, ainsi que le Compte des rentes sur l'État, sont évalués sur une base actuarielle.

Ni le Compte du régime de pensions du Canada, ni le Compte de prestations de retraite supplémentaires ne sont tenus sur une base actuarielle. La Loi sur le régime de pensions du Canada limite les paiements tirés sur le Fonds du revenu consolidé au solde du Compte du régime de pensions du Canada.

ix. *Conversion des opérations de change*

Les opérations de change sont converties et comptabilisées en monnaie canadienne aux taux de change en vigueur aux dates des opérations.

Les éléments d'actif et de passif qui proviennent de ces opérations de change sont convertis à la fin de l'exercice, aux taux de change en vigueur à cette date. Les gains nets sont crédités aux recettes, tandis que les pertes nettes sont imputées aux dépenses.

2. Modification aux conventions comptables

Les rentrées du Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne ont été classées comme opérations budgétaires, tandis qu'elles étaient classées comme opérations non budgétaires au cours des exercices précédents. Cette modification à la convention comptable a été autorisée par le président du Conseil du Trésor et le ministre des Finances conformément à l'article 54(2)b) de la Loi sur l'administration financière.

En 1984 et dans les exercices précédents, l'effet des modifications aux conventions comptables était entièrement reflété dans l'exercice de la modification, avec aucun redressement des chiffres de l'exercice précédent. À partir de 1985, de telles modifications sont appliquées rétroactivement, avec un redressement du déficit et du déficit accumulé de l'exercice précédent, pour fins de conformité.

L'effet des modifications effectuées en 1985 et en 1984, sur le déficit accumulé au début de l'exercice et sur le déficit de l'exercice, est comme suit:

i. *Effet des modifications sur le déficit accumulé au début de l'exercice*

	(en millions de dollars)	
	1985	1984
Modification apportée en 1985:		
Inclusion de la taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne, accumulée au début de l'exercice, dans les recettes[1]	- 2,480	- 1,675
Modifications apportées en 1984:		
Provision pour évaluation de certains éléments d'actif, et pour le passif non enregistré précédemment		4,900
Diminution (-)/augmentation du déficit accumulé au début de l'exercice par suite des modifications aux conventions comptables	- 2,480	3,225

[1] Les investissements effectués à même le Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne sont maintenant présentés sous les prêts, dotations en capital et avances—Petro-Canada.

ii. *Effet des modifications sur le déficit*

	(en millions de dollars)	
	1985	1984
Modification apportée en 1985:		
Inclusion de la taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne, dans les recettes	- 850	- 805
Modifications apportées en 1984:		
Effet rétroactif de la provision pour évaluation de certains éléments d'actif, et pour le passif non enregistré précédemment		- 4,900
Diminution du déficit par suite des modifications aux conventions comptables	- 850	- 5,705

3. Modification à la présentation

Les recettes sont présentées sous une forme plus sommaire à l'état des recettes et dépenses. Par contre, les dépenses, auparavant présentées par ministère, sont maintenant présentées par enveloppe.

4. Passif éventuel du gouvernement du Canada

Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs. Le passif éventuel du gouvernement comprend les garanties formelles et les pertes possibles résultant de causes en instance et imminentes relatives à des demandes d'indemnités et d'évaluations à l'égard de l'inexécution de contrats, de dommages causés à des personnes et à un bien, et d'éléments connexes.

Le passif éventuel du gouvernement était de $8,208 millions au 31 mars 1985 et est résumé au tableau suivant:

	(en millions de dollars)	
	1985[1]	1984
i) Garanties formelles par le gouvernement:		
Emprunts effectués par des entités autres que les sociétés de la Couronne	2,866	2,177
Programmes d'assurance du gouvernement	1,468	1,428
Autres garanties formelles	150	125
ii) Causes en instance et imminentes [2]	3,724	2,859
	8,208	6,589

[1] On trouvera plus de précisions à la section 12 de ce volume.
[2] Comprend $2.9 milliards reliés à la gestion par le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien des engagements envers les autochtones par suite de statuts et traités. Ce montant représente les revendications des plaignants dans 42 causes en litige. Il y a 64 autres causes et règlements de revendications concernant les terrains pour les autochtones qui sont présentement sujets à négociation, et pour lesquels des montants ne sont pas énoncés dans les revendications; il est impossible de déterminer les montants qui pourraient être à payer en fin de compte.

5. Consolidation des sociétés de la Couronne

Conformément à la convention comptable énoncée à la note 1 (i), l'actif, le passif, les revenus et les dépenses inscrits dans les états financiers distincts des sociétés de la Couronne mentionnées à l'annexe C de la Loi sur l'administration financière (LAF), et des sociétés de la Couronne non sujettes aux sections I à IV de la partie XII de la LAF, ne sont pas consolidés dans les états financiers du gouvernement. Par conséquent, seules les opérations financières entre le gouvernement et les sociétés de la Couronne sont inscrites dans les comptes du Canada.

Le tableau suivant résume le total de l'actif, du passif, des recettes et des dépenses du gouvernement d'après la base non consolidée actuelle, et prévoit une comparaison avec ce que les totaux seraient si les états financiers distincts de toutes les sociétés de la Couronne étaient entièrement consolidés avec ceux du gouvernement. Les totaux consolidés comprennent l'actif, le passif, les revenus et les dépenses des sociétés de la Couronne résultant d'opérations avec des tiers autres que le gouvernement. Les effets de toutes les opérations entre les sociétés et le gouvernement et entre les sociétés elles-mêmes ont été éliminés des totaux d'après la consolidation.

Les renseignements consolidés ont été préparés en utilisant la comptabilité de caisse modifiée du gouvernement, en vertu de laquelle les éléments d'actif non financier, tels les terrains, bâtiments et matériel, sont compris dans les dépenses lorsqu'acquis plutôt qu'inscrits comme éléments d'actif. Par conséquent, les éléments d'actif non financier des sociétés de $26,714 millions ont été compris dans le déficit accumulé consolidé plutôt que présenté comme éléments d'actif.

Des renseignements non vérifiés apparaissent dans le tableau pour les sociétés ayant des fins d'exercice autres que le 31 mars.

	(en millions de dollars)	
	1985	
	Gouvernement tel qu'inscrit	Consolidé avec les sociétés de la Couronne[1]
Actif financier		
Détenu par les ministères	41,186	18,797
Détenu par les sociétés de la Couronne		29,714
Total de l'actif financier	41,186	48,511
Passif		
Dette non échue		
Des ministères	172,432	155,549
Des sociétés de la Couronne		16,564
Effets en circulation de la Banque du Canada et montants dus aux déposants		16,946
Autres montants dus		
Par les ministères	60,202	58,661
Par les sociétés de la Couronne		14,524
Total du passif	232,634	262,244
Déficit accumulé	191,448	213,733
Recettes	70,724	90,807
Dépenses	107,641	128,828
Déficit de l'exercice	36,917	38,021
Déficit accumulé au début de l'exercice	154,531	175,712
Déficit accumulé à la fin de l'exercice	191,448	213,733
Passif éventuel	8,208	8,693

[1] On trouvera plus de précisions à la section 7 de ce volume.

6. Programmes d'assurance

Certaines sociétés de la Couronne, qui sont toutes mandataires de Sa Majesté, administrent des programmes d'assurance. Si ces sociétés n'ont pas les fonds requis pour satisfaire à toutes les demandes d'indemnisations, le gouvernement, dans ces cas, fournira les montants nécessaires à même les crédits budgétaires ou non budgétaires. Le gouvernement est d'avis qu'aucune provision n'a besoin d'être établie dans les comptes du Canada pour ces programmes d'assurance.

Concernant la Société d'assurance-dépôts du Canada, tel que décrit à la note 14 (ii), le gouvernement fournira le financement requis à même les crédits non budgétaires.

En ce qui concerne le Fonds d'assurance hypothécaire (FAH), la Société canadienne d'hypothèques et de logement estime que le déficit, calculé sur une base actuarielle, était de $812 millions au 31 mars 1985, après avoir radié des avances de $308 millions effectuées par le gouvernement dans les exercices précédents. Quoique le FAH est censé être autosuffisant à longue échéance, il a connu des découverts de caisse. Le gouvernement a fourni, depuis août 1984, des avances non productives d'intérêts au FAH, à même les crédits budgétaires. Les avances traitées comme dépenses budgétaires en 1984-85 ont été de $172 millions, réduisant le montant de $812 millions à $640 millions. Un montant additionnel de $60 millions a été avancé au 15 septembre 1985.

Le tableau suivant résume l'information concernant ces programmes d'assurance. L'information n'a pas été vérifiée puisque les sociétés ont des fins d'exercices autres que le 31 mars 1985.

Programmes	Assurance en vigueur	Montants nets des indemnités*	Moyenne des montants nets des indemnités pour les 5 derniers exercices	Montant du fonds ou de la provision
	(en millions de dollars)			
Société d'assurance-dépôts du Canada				
Exercice en cours	172,615	245	54	- 872
Exercice précédent	161,547	22	4	- 32[illegible]
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
Fonds d'assurance hypothécaire				
Exercice en cours	39,500	161	18	- 640
Exercice précédent	34,474	- 50	- 6	- 226
Fonds d'assurance de prêts pour l'amélioration des maisons				
Exercice en cours	2	(1)	(1)	8
Exercice précédent	3	(1)	(1)	7
Fonds de garantie de loyer				
Exercice en cours				27
Exercice précédent				30
Société pour l'expansion des exportations				
Contrats d'assurance des exportations pris en son nom				
Exercice en cours	2,309	4	7	24
Exercice précédent	2,132	19	7	22

Les états financiers de ces sociétés sont reproduits dans le volume III des Comptes publics.

* Indique la différence entre les indemnités et les montants provenant de la vente des avoirs correspondants et autres recouvrements.

(1) Moins de $500,000.

7. Aide au développement international—Prêts et souscriptions

i. *Prêts aux pays en voie de développement*

Les prêts de $4,387 millions ($4,215 millions en 1984) aux gouvernements étrangers comprennent $3,080 millions ($2,879 millions en 1984) de prêts aux pays en voie de développement. Ces prêts font partie du programme d'aide du Canada au développement international et sont non productifs d'intérêt ou portent intérêt à des taux plus favorables que ceux qui étaient en vigueur au Canada au moment où l'aide a été accordée. Les soldes au 31 mars, groupés selon leur terme, sont:

Terme	Période de grâce avant le début des remboursements	Taux d'intérêt	1985	1984
			(en millions de dollars)	
17 ans	7 ans	*	1	1
20 ans	5 ans	5%	35	35
25 ans	5 ans	6%	1	1
30 ans	7 ans	3%	189	189
35 ans	5 ans	*	3	3
40 ans	10 ans	*	1	1
50 ans	10 ans	*	2,805	2,649
53 ans(1)	13 ans	*	41	
55 ans(1)	15 ans	*	4	
			3,080	2,879

* Ne porte pas intérêt.

(1) Prêts recédulés.

Ces prêts, d'après leurs termes, accordent des bénéfices financiers aux récipiendaires. Escomptée au taux d'emprunt à long terme pour l'exercice de l'opération, la valeur actuelle des bénéfices accordés a été estimée à $2,200 millions ($2,100 millions en 1984). Les bénéfices accordés au cours de l'exercice étaient de $100 millions ($200 millions en 1984). Conformément à la note 1 (viii), aucune provision n'a été effectuée pour ce montant dans les comptes du Canada.

Au cours de l'exercice, des intérêts sur prêts et des frais d'engagements de services de $6 millions ($6 millions en 1984) ont été reçus des pays en voie de développement. On trouvera plus de précisions aux sections 7 et 14 de ce volume ainsi qu'à la section 2 du volume II.

ii. *Souscriptions et prêts aux organismes internationaux*

Les prêts, dotations en capital et avances de $3,727 millions ($3,306 millions en 1984) aux organismes internationaux comprennent $3,086 millions ($2,754 millions en 1984) de souscriptions au capital de l'Association internationale de développement et de prêts à d'autres institutions financières internationales, lesquelles font aussi partie du programme d'aide du Canada au développement international. Ces institutions accordent des prêts aux pays en voie de développement selon des termes semblables à ceux décrits sous i. plus haut. Les souscriptions aux organismes internationaux ne fournissent pas de produits de placements mais sont remboursables sur la terminaison de l'organisme ou lors du retrait. On trouvera plus de précisions à la section 7 de ce volume.

Les prêts, dotations en capital et avances aux organismes internationaux sont présentés après avoir déduit des effets à payer de $1,196 millions ($1,153 millions en 1984), y compris $1,129 millions ($1,076 millions en 1984) d'effets à payer à l'Association et aux institutions mentionnées ci-dessus. Les effets sont non productifs d'intérêt, sont non négociables, mais sont payables à vue, quoiqu'ils ne sont normalement encaissés que sur des périodes allant jusqu'à sept ans, selon les besoins financiers des institutions.

Un montant de $1,957 millions ($1,678 millions en 1984), compris dans la provision pour évaluation, est équivalent à la situation nette du gouvernement vis-à-vis ces institutions.

8. Comptes de pension de retraite

Le gouvernement fournit des pensions pour ses employés, principalement les membres de la Fonction publique, des Forces canadiennes, et de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Des pensions de base sont fournies pour ces employés en vertu de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique, de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes et de la Loi sur la pension de retraite de la GRC, respectivement. Les pensions de base sont indexées au coût de la vie en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires.

La Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique couvre également les employés de certaines sociétés de la Couronne. Les employés de ces sociétés de la Couronne participantes effectuent des cotisations d'après la même base que les employés du gouvernement, et les sociétés contribuent un montant égal.

Les comptes de pension de retraite apparaissant à l'état de l'actif et du passif comprennent le passif pour les pensions de base et pour l'indexation. Le passif pour les pensions de base est déterminé sur une base actuarielle tandis que le passif pour l'indexation ne l'est pas. Le gouvernement a estimé que si le passif pour tous les comptes de pension de retraite était déterminé sur une base actuarielle, le passif inscrit et le déficit accumulé augmenteraient de $15.8 milliards au 31 mars 1985 ($16.2 milliards au 31 mars 1984).

Cette estimation est basée sur des suppositions économiques à long terme y compris un prétendu taux d'intérêt de 6.5%, un taux d'inflation de 3.0%, un taux d'augmentation de traitement de 5.5%, et sur d'autres suppositions et méthodes actuarielles qui ont été employées aux fins des rapports actuariels des pensions de base déposés avant le 31 mars 1985. Cependant, l'estimation du passif actuariel non enregistré serait beaucoup moins élevée s'il était assumé que les gains d'intérêt «réels» crédités aux comptes, lesquels sont présentement beaucoup plus élevés que ceux absolus employés dans les suppositions, continueront à un niveau relativement élevé pour un certain nombre d'années.

Il est à noter que le financement et la comptabilisation des régimes de pension des employés sont présentement sujets à révision en anticipation de modifications législatives.

9. Comptes à fins déterminées et Compte du fonds des changes

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, les recettes et dépenses des comptes suivants ne sont pas comprises dans les recettes et dépenses du gouvernement. Les soldes de ces comptes sont inscrits à l'état de l'actif et du passif du gouvernement. Si les opérations des comptes suivants avaient été classifiées comme budgétaires, les recettes, les dépenses, le déficit et le déficit accumulé auraient été affectés comme suit:

	(en millions de dollars)			
	Effet sur le(s)			
	Recettes	Dépenses	Déficit	Déficit accumulé
Compte d'assurance-chômage[1]	7,779 *7,466*	8,755 *7,925*	976 *459*	5,077 *4,101*
Autres comptes à fins déterminées	541 *389*	503 *141*	– 38 *– 248*	– 980 *– 942*
Compte du fonds des changes[1]	– 190 *– 246*		190 *246*	– 34 *– 224*
Effet total	8,130 *7,609*	9,258 *8,066*	1,128 *457*	4,063 *2,935*

[1] On trouvera plus de précisions sur ces comptes aux sections 8 et 10 de ce volume.
Les montants en caractères romains sont ceux de 1984-85.
Les montants en *italique* sont ceux de 1983-84.

10. Compte du régime de pensions du Canada

Conformément à la loi habilitante, les prestations et les coûts encourus dans la gestion du régime de pensions du Canada sont financés à même les cotisations et contributions des employés, des employeurs et des personnes à leur propre compte, et de l'intérêt provenant du placement des cotisations et contributions non immédiatement requises pour les prestations et les coûts. Quoique le régime de pensions du Canada a été établi en vertu d'une loi fédérale, sa gestion est sous le contrôle conjoint du gouvernement et des provinces. Toute province ou groupe de provinces ayant ⅔ de la population du Canada peut interdire toute modification à la Loi sur le régime de pensions du Canada qui affecte le niveau des cotisations ou des prestations. L'autorisation du gouvernement de payer des prestations en vertu du régime se limite au solde du Compte du régime de pension du Canada qui était de $29,056 millions au 31 mars 1985. Cependant, conformément aux conventions comptables du gouvernement, les recettes et les dépenses du régime ne sont pas comptabilisées avec celles du gouvernement.

En 1985, les recettes du régime de pensions du Canada ont été de $6.8 milliards ($6.3 milliards en 1984) et les dépenses ont été de $4.3 milliards ($3.7 milliards en 1984). Le solde du Compte du régime de pensions du Canada est de $29.1 milliards au 31 mars 1985 ($26.6 milliards au 31 mars 1984). Les fonds en excès des besoins de fonctionnement courants estimés ($27.3 milliards au 31 mars 1985; $25.1 milliards au 31 mars 1984) ont été investis dans les titres des provinces et du gouvernement selon la proportion des cotisations provenant de la juridiction par rapport aux cotisations totales au régime.

Le régime de pensions du Canada n'est pas conçu pour être comptabilisé sur une base actuarielle, mais si le régime devait être éventuellement comptabilisé comme tel, le gouvernement estime qu'un montant additionnel de $215 milliards aurait été nécessaire au 31 décembre 1984, pour payer les prestations futures de tous les participants et retraités couverts par le régime à cette date. Les suppositions actuarielles employées pour déterminer cette estimation comprennent un taux d'intérêt de 6.5%, un taux d'inflation de 3.5%, et une augmentation annuelle des gains moyens de 5%. Les états financiers du Compte sont reproduits à la section 8 de ce volume.

11. Échéance de la dette du gouvernement

Le tableau suivant présente le total de la dette non échue par ordre d'échéance:

	(en millions de dollars)					
	Obligations négociables[1]	Obligations d'épargne du Canada[1]	Bons du Trésor	Effets et prêts à payer en devises étrangères	Emprunts de la Société financière Canadair Inc.	Total
1986	5,399	3,621	52,300	1,909	1,117	64,346
1987	6,643	2,421		211		9,275
1988	6,640	1,362		1,182		9,184
1989	1,988	7,756		852		10,596
1990	5,764	6,943		840		13,547
1991/95	17,904	19,857		759		38,520
1996/2000	5,359			190		5,549
2001/05	16,576					16,576
2006/09	5,100					5,100
	71,373	41,960	52,300	5,943	1,117	172,693
Moins: titres détenus par le gouvernement	62	199				261
	71,311	41,761	52,300	5,943	1,117	172,432

On trouvera plus de précisions à la section 11 de ce volume.

[1] Il est à noter que toutes les obligations d'épargne du Canada sont remboursables à vue sans égard à la date d'échéance et que $4,973 millions d'obligations négociables inscrites comme venant à échéance en 1986 jusqu'en 1988 sont échangeables au gré du détenteur contre des obligations venant à échéance en 1991/94.

12. Déficit accumulé

Conformément à ses conventions comptables, les recettes du Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne sont comprises dans les recettes du gouvernement.

Toutefois, la loi habilitante exige que de telles recettes soient réservées pour être utilisées seulement pour accroître le taux de propriété au sein de l'industrie du gaz et du pétrole au Canada. Le tableau ci-dessous présente les soldes du Compte au 31 mars 1985, lesquels sont compris dans le déficit accumulé:

	(en millions de dollars)	
	1985	1984
Déficit accumulé non compris le Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne	194,778	157,011
Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne	– 3,330	– 2,480
Déficit accumulé d'après l'état de l'actif et du passif	191,448	154,531

13. Crédit d'impôt pour enfants

Les crédits d'impôt pour enfants sont réclamés à même les déclarations d'impôt sur le revenu des particuliers. Les réclamations sont réglées en réduisant le montant d'impôt à payer pour l'année ou, lorsqu'il n'y a aucun impôt à payer, par l'émission d'un chèque de remboursement. Dans les deux cas, les impôts sur le revenu des particuliers sont réduits, même si aucun impôt n'avait été payé. Si ces réductions d'impôt et paiements directs avaient été inscrits comme dépenses, le total des dépenses et des recettes brutes aurait augmenté respectivement de $1,609 millions ($2,117 millions en 1984).

14. Emprunts des sociétés mandataires de la Couronne

Les emprunts des sociétés mandataires de la Couronne de $12.9 milliards ($10.8 milliards en 1984) comprennent des emprunts de la Commission canadienne du blé (CCB) de $4 milliards ($2.8 milliards en 1984) et des emprunts de la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) de $1 milliard ($0.9 milliard en 1984).

i. Commission canadienne du blé

Les emprunts de la CCB ont été encourus dans le but de financer les ventes de grain à crédit à divers pays. Les modalités des ventes de grain à crédit exigent le versement en entier en dedans de 36 mois ou moins de la date de livraison. Cependant, certains pays connaissent des difficultés pour assurer le service de leurs dettes internationales, dont environ $2.5 milliards sont dus à la CCB. Ce montant, lequel comprend les intérêts courus, était en souffrance.

Ces pays ont conclu une recédulation ordonnée de leurs dettes, y compris les intérêts aux taux courants. Environ $0.5 milliard des $2.5 milliards dus à la CCB ont été recédulés au 15 septembre 1985. La recédulation exige des versements sur 8 à 10 ans; les intérêts en souffrance, avec les intérêts sur le plein montant recédulé, sont versés dans les années initiales, avec les paiements du principal et des intérêts dans la période qui reste. Il est anticipé que le montant en souffrance qui demeure, lequel s'élève à environ $2 milliards, sera recédulé dans un avenir immédiat.

Il est à noter que, pour de tels prêts aux emprunteurs souverains, des délais de versement ne sont pas nécessairement une indication d'une perte future exigeant une provision. Les entités souveraines et leurs dettes internationales n'ont pas de mortalité commerciale et le système international prévoit plusieurs mécanismes et institutions à travers lesquels les pays faisant face à des difficultés de remboursement peuvent affecter des mesures pour y remédier dans les accords avec leurs créanciers. C'est pourquoi, le gouvernement, en tant que garant des emprunts de la CCB pour financer les ventes de grain à crédit, n'a effectué aucune provision d'évaluation dans les comptes du Canada.

ii. Société d'assurance-dépôts du Canada

Les emprunts de la SADC ont été encourus dans le but de financer un déficit de $872 millions au 31 mars 1985 suite à une provision pour pertes réelles et anticipées relatives à des institutions membres insolvables. La

SADC fournit aux déposants une assurance jusqu'à concurrence de $60,000 par déposant et par institution membre sur les dépôts canadiens ayant un terme n'excédant pas 5 ans, pour lesquels les institutions membres versent des primes d'assurance. Après le 31 mars 1985, tel que décrit à la note 17, quatre institutions membres, ayant des dépôts assurés d'environ $800 millions, ont été forcées de commencer les procédures de liquidation.

Conformément à la Loi sur la SADC, la SADC est autorisée à emprunter jusqu'à $1.5 milliard du gouvernement. De cette limite, elle a emprunté $40 millions au 31 mars 1985 et $525 millions au 15 septembre 1985. Ces emprunts portent intérêt aux mêmes taux courants que ceux aux sociétés de la Couronne, et sont remboursables en entier au gouvernement. Le gouvernement prévoit modifier la Loi sur la SADC, dans le but d'augmenter les primes admissibles à un niveau suffisant pour permettre à la SADC de rembourser à longue échéance ses emprunts et d'éliminer son déficit. Le gouvernement est d'avis qu'aucune provision n'a besoin d'être établie dans les comptes du Canada.

15. Engagements selon des contrats de location-acquisition

Les immobilisations majeures du gouvernement sont soit achetées ou louées. Lorsqu'un bail transfère pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété d'un bien au locataire, il est considéré comme un contrat de location-acquisition. Le gouvernement a conclu des contrats de location-acquisition avec des tiers pour des bâtiments et du matériel.

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, les versements selon les contrats de location-acquisition sont imputés aux dépenses budgétaires dans l'exercice du versement. De tels versements sont autorisés annuellement par le Parlement. Le total des engagements du gouvernement en circulation, selon des contrats de location-acquisition, en excès de $1 million chacun, conclus jusqu'au 31 mars 1985, s'élevait à $1,635 millions. Des intérêts implicites de $1,175 millions et des frais accessoires de $5 millions sont compris dans ce montant. Les engagements nets de $455 millions qui en résultent représentent la valeur des immobilisations louées et le montant principal de la dette qui n'est cependant pas reflétée comme un élément d'actif et de passif à l'état de l'actif et du passif du gouvernement, conformément aux conventions comptables importantes de celui-ci.

	(en millions de dollars)
	1985
Versements minimums en vertu de baux cédulés pour être effectués en:	
1986	55
1987	55
1988	55
1989	55
1990	55
1991/95	267
1996/2000	248
2001/05	248
2006/10	247
2011/15	229
2016/20	121
Total des engagements selon des contrats de location-acquisition (versements minimums en vertu de baux)	1,635
Moins: intérêts implicites	1,175
frais accessoires	5
Engagements nets selon des contrats de location-acquisition	455

On trouvera plus de précisions à la section 14 de ce volume.

16. Opérations internes du gouvernement

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, les recettes et les dépenses comprennent des opérations entre ministères. Puisqu'elles ont été autorisées par le Parlement, ces opérations internes représentent des imputations et crédits valables aux autorisations, et des crédits valables aux recettes.

Le tableau ci-dessous résume les recettes et les dépenses, de même que les opérations internes connexes.

	(en millions de dollars)		
	Brutes	Créditées aux crédits	Nettes
Recettes, tel qu'inscrit	70,724 *62,842*	6,587 *5,711*	64,137 *57,131*
Moins: opérations internes	2,141 *1,738*	1,931 *1,579*	210 *159*
Recettes, non compris les opérations internes	68,583 *61,104*	4,656 *4,132*	63,927 *56,972*
Dépenses, tel qu'inscrit	106,841 *94,326*	6,587 *5,711*	100,254 *88,615*
Moins: opérations internes	2,141 *1,738*	1,931 *1,579*	210 *159*
Dépenses, non compris les opérations internes	104,700 *92,588*	4,656 *4,132*	100,044 *88,456*

On trouvera plus de précisions aux sections 5 et 6 de ce volume.
Les montants en caractères romains sont ceux de 1984-85.
Les montants en *italique* sont ceux de 1983-84.

17. Événements subséquents à la fin de l'exercice

Suite à la fin de l'exercice, la Banque commerciale du Canada, la Norbanque, la Compagnie de placements hypothécaires CCB et la Compagnie de fiducie Continentale ont connu des difficultés financières et ont été forcées de commencer les procédures de liquidation. La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC), laquelle est mandataire de Sa Majesté, fournit aux déposants une assurance jusqu'à concurrence de $60,000 par déposant et par institution membre sur les dépôts canadiens ayant un terme n'excédant pas 5 ans. De tels dépôts couverts par cette assurance dans les quatre institutions s'élèvent à approximativement $800 millions. En outre, la Banque du Canada a avancé approximativement $1.8 milliard, garanti par la cession d'éléments d'actif spécifiques des deux banques—Banque commerciale du Canada et Norbanque.

Le gouvernement a déposé un projet de loi demandant une autorisation au montant de $875 millions pour compenser tous les déposants non assurés des deux banques et de la Compagnie de placements hypothécaires CCB. Si le projet de loi est approuvé, les versements aux déposants non assurés par le gouvernement seront effectués jusqu'à concurrence de 60% des dépôts non assurés en 1985-86, le reste à être versé en 1986-87. Le montant total sera imputé aux dépenses budgétaires en 1985-86.

Les avances de la Banque du Canada sont supposées être remboursées en entier en vertu de sa position en tant que créancier privilégié. Les versements aux déposants assurés par la SADC, aux déposants non assurés par le gouvernement, et de toute perte sur le remboursement des avances de la Banque du Canada, sont probablement recouvrables au prorata à même la vente des actifs des banques. À ce moment, les montants à être probablement recouvrés, s'il y a lieu, ne peuvent être déterminés.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du gouvernement du Canada pour l'exercice clos le 31 mars 1985 ainsi que les états des recettes et dépenses, des opérations, du déficit accumulé et de l'emploi des crédits pour l'exercice clos à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires pour faire rapport, comme l'exige l'article 6 de la Loi sur le vérificateur général.

À mon avis, ces états financiers présentent des renseignements conformément aux conventions comptables énoncées du gouvernement du Canada mentionnées à la note 1 afférente aux états financiers et, après avoir donné effet rétroactif au changement à la comptabilité pour le Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne ainsi qu'il est décrit à la note 2, de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent. Toutefois, à mon avis, vu les conventions comptables énoncées que je considère non convenables selon les grandes lignes des Réserves 1, 2 et 3, les états financiers ci-joints ne présentent pas fidèlement la situation financière du gouvernement au 31 mars 1985 ainsi que ses résultats d'exploitation et exigences financières pour l'exercice clos à cette date.

Réserve 1 : Déclaration fragmentaire de l'activité du gouvernement

Bien que les états financiers soient intitulés «États financiers du gouvernement du Canada», certaines activités importantes du gouvernement sont exclues, comme l'indique la note 1(i). Par conséquent, les états financiers ne présentent pas un sommaire complet et global de la pleine nature et étendue des affaires financières et des ressources pour lesquelles le gouvernement est responsable. À mon avis, l'entité comptable ainsi que définie à la note 1(i) est insuffisante sous les deux rapports qui suivent:

(i) Des activités ministérielles importantes exécutées par le Compte du fonds des changes, le Compte d'assurance-chômage et d'autres comptes semblables continuent d'être déclarées dans des comptes ou des états financiers distincts qui ne sont pas intégrés aux états financiers du gouvernement. Je crois qu'ils devraient l'être. Ainsi qu'elle est décrite à la note 9, la pleine consolidation de ces activités aurait l'effet suivant :

	(en millions de dollars)	
	1985	1984
Augmentation :		
les recettes	8,130	7,609
les dépenses	9,258	8,066
le déficit	1,128	457
le déficit accumulé	4,063	2,935

(ii) L'actif, le passif, les recettes et les dépenses déclarés dans les états financiers distincts des sociétés d'État ne sont pas consolidés dans les états financiers ci-joints. Par exemple, selon le résumé à la note 14, les pertes subies par la Société d'assurance-dépôts du Canada ne sont pas comprises dans les résultats d'exploitation déclarés du gouvernement. De même manière, l'actif et le passif de la Commission canadienne du blé, qui comportent des créances en arrérages de pays souverains pour lesquelles aucune provision n'est actuellement établie, ne sont pas compris dans le passif et l'actif déclarés du gouvernement.

Si tous les états financiers distincts des sociétés d'État avaient été consolidés en utilisant la méthode de comptabilité de caisse modifiée du gouvernement, selon laquelle les éléments d'actif non financier tels que les terrains, les édifices et le matériel sont portés aux dépenses lors de l'acquisition plutôt que déclarés à l'actif, l'effet sur les états financiers ci-joints serait semblable à ce qui est décrit à la note 5. Toutefois, une étude plus poussée par le gouvernement est nécessaire afin d'établir dans quelle mesure et de quelle manière les états financiers distincts des sociétés d'État devraient être consolidés avec ceux du gouvernement, et pour ceux non consolidés, quelle autre présentation serait convenable. Par conséquent, je ne peux établir l'effet de ce sujet sur les états financiers du gouvernement.

Réserve 2 : Éléments d'actif déclarés pour des sommes qui dépassent leur valeur

Lorsque les prêts dans le cadre de l'aide au développement international indiqués à la note 7(i) afférente aux états financiers sont octroyés, ils sont inscrits à l'actif aux pleins montants avancés en conformité de la note 1(v) et (viii). À la date d'émission, les montants avancés par le Canada dépassent considérablement la valeur de l'élément d'actif reçu par le Canada à cause des clauses concessionnaires décrites dans la note 7(i). À mon avis, tout excédent des sommes avancées sur la valeur de l'élément d'actif reçu confère un avantage et constitue une dépense qui devrait être comptabilisée et déclarée comme telle dans l'état des recettes et dépenses lors de l'exercice où les prêts sont octroyés.

Le gouvernement n'a pas établi de provision à l'égard du $3,080 millions en «prêts aux pays en voie de développement» décrits à la note 7(i). Je crois qu'une provision d'environ $2,200 millions, la somme des bénéfices accordés selon la déclaration à la note, aurait dû être établie.

Si l'on avait établi une provision pour ces prêts lors de l'exercice en cours et les exercices antérieurs, l'actif déclaré diminuerait et le déficit accumulé augmenterait d'environ $2.2 milliards ($2.1 milliards en 1984). Le déficit de l'exercice serait augmenté d'environ $100 millions ($200 millions en 1984).

Réserve 3 : Passif non comptabilisé

Conformément à la convention comptable énoncée à la note 1(vi) les dettes dans le cadre de l'indexation des régimes de pension des employés ne sont pas comptabilisées et déclarées en entier aux états financiers ci-joints. Je crois que les dettes supplémentaires pour l'indexation devraient être comptabilisées et déclarées aux états financiers afin d'apporter une déclaration plus complète du passif. Ainsi que le déclare la note 8, si le plein montant de ces dettes avait été comptabilisé, le passif déclaré augmenterait d'environ $15.8 milliards ($16.2 milliards en 1984) et le déficit de l'exercice diminuerait jusqu'à concurrence de $400 millions (augmenterait jusqu'à concurrence de $2.3 milliards en 1984).

De plus, selon la déclaration à la note 6, le gouvernement n'a pas établi de provision pour le déficit du Fonds d'assurance hypothécaire. Si la provision avait été établie pour ce déficit, comme je crois qu'elle aurait dû l'être, le passif déclaré augmenterait de $640 millions ($226 millions en 1984) et le déficit de l'exercice augmenterait de $414 millions ($226 millions en 1984).

Des renseignements et commentaires supplémentaires sur les états financiers et cette opinion sont insérés dans mes observations à la section 3 de ce volume.

Ottawa, Canada
le 16 septembre 1985

le Vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

SECTION 3

COMPTES PUBLICS
1984-85

Observations du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Canada

SOMMAIRE

	Page
Introduction	3.2
Réserve 1: Déclaration fragmentaire de l'activité du gouvernement	3.2
Réserve 2: Éléments d'actif déclarés pour des sommes qui dépassent leur valeur	3.4
Réserve 3: Passif non comptabilisé	3.4
Présentation de rapports financiers sommaires	3.5

Observations du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Canada

Introduction

J'ai vérifié les états financiers du gouvernement du Canada pour l'exercice clos le 31 mars 1985. Ces états et l'Opinion que j'ai exprimée s'ajoutent à la section 2 de ce volume. Ces états financiers comprennent l'état de l'actif et du passif, l'état des recettes et dépenses, l'état des opérations, l'état du déficit accumulé et l'état de l'emploi des crédits.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires pour faire rapport, comme l'exige l'article 6 de la Loi sur le vérificateur général. Cet article énonce que:

> «Le vérificateur général examine les différents états financiers qui doivent figurer dans les comptes publics en vertu de l'article 55 de la Loi sur l'administration financière et tous autres états que lui soumet le président du Conseil du Trésor ou le ministre des Finances pour vérification; il indique si les états sont présentés *fidèlement* et conformément aux conventions comptables énoncées pour l'administration fédérale et selon une méthode compatible avec celle de l'année précédente; il fait éventuellement des réserves.» (italiques ajoutés).

Le mot *fidèlement* est utilisé pour exprimer le jugement du vérificateur quant à la convenance du choix et de l'application des principes comptables aux circonstances particulières d'une entreprise. À cause de l'effet important et convaincant sur les états financiers des sujets signalés dans mes réserves, j'ai tiré comme conclusion que:

> «. . . les états financiers ci-joints ne présentent pas *fidèlement* la situation financière du gouvernement au 31 mars 1985 ainsi que ses résultats d'exploitation et exigences financières pour l'exercice clos à cette date.» (italiques ajoutés).

Les trois réserves à mon Opinion se rapportent à la convenance des conventions comptables énoncées du gouvernement. Elles abordent les mêmes questions que celles signalées l'an dernier. J'ai illustré ma préoccupation à l'égard de la déclaration fragmentaire (Réserve 1) en apportant des commentaires sur la Société d'assurance-dépôts du Canada et la Commission canadienne du blé. De plus, j'ai ajouté le déficit du Fonds d'assurance hypothécaire en tant qu'un autre passif non comptabilisé (Réserve 3). Le gouvernement a pris certaine mesure cet exercice à l'endroit de la Réserve 1 ce qui fera aussi l'objet de mon commentaire.

Les observations qui suivent apportent des renseignements qui expliquent davantage ces trois Réserves, et présentent des commentaires sur la présentation de rapports financiers sommaires par le gouvernement.

Réserve 1: Déclaration fragmentaire de l'activité du gouvernement

En vertu de la convention comptable énoncée décrite à la note 1(i), une partie importante de l'actif, du passif, des recettes et des dépenses du gouvernement du Canada est déclarée dans des états financiers distincts de divers comptes, fonds et sociétés d'État qui ne sont pas intégrés actuellement aux états financiers du gouvernement. C'est pourquoi, bien que les états financiers présentés dans la section 2 de ce volume sont intitulés «États financiers du gouvernement du Canada», ils ne fournissent pas un sommaire complet et global de la pleine nature et de l'étendue des affaires financières et des ressources pour lesquelles le gouvernement est responsable.

Il y a deux composantes de premier ordre à la Réserve 1. La première traite des activités ministérielles exclues, et la seconde des activités gouvernementales exclues qui sont exécutées par les sociétés d'État.

Activités ministérielles exclues

Les opérations à l'égard des activités ministérielles suivantes sont déclarées dans des états financiers ou des comptes qui ne sont pas intégrés aux états financiers du gouvernement:

- Compte d'assurance-chômage;
- Compte du fonds des changes; et
- Autres comptes à fins déterminées.

Le gouvernement a récapitulé à la note 9 ce que les recettes, les dépenses, le déficit et le déficit accumulé auraient été si les activités mentionnées auparavant avaient été consolidées cet exercice. Je crois que ces activités devraient être consolidées afin de présenter un sommaire plus complet et global de la pleine nature et étendue des affaires financières et des ressources pour lesquelles le gouvernement est responsable.

Lors de l'exercice courant, le gouvernement a consolidé les opérations du Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne. Selon la déclaration à la note 2, ceci a eu pour effet de réduire le déficit accumulé au début de l'exercice par $2,480 millions et de réduire le déficit accumulé de l'exercice par $850 millions. Ceci a eu pour effet également d'éliminer le compte de passif de $1,673 millions relié à l'Accroissement du taux de propriété canadienne et d'augmenter le placement en Petro-Canada par $1,657 millions.

Activités exclues des sociétés d'État

En plus des activités ministérielles discutées ci-avant, des activités gouvernementales sont aussi exécutées par plusieurs sociétés d'État dont les états financiers ne sont pas consolidés dans les états financiers du gouvernement. Au 31 mars 1985, les dotations en capital dans les sociétés d'État s'élevaient à environ $26 milliards, ou 55 pour cent de l'actif comptabilisé du gouvernement.

Des renseignements supplémentaires sur les sociétés d'État ont été présentés cet exercice à la note 5 afférente aux états financiers du gouvernement. Cette nouvelle note récapitule ce que les totaux des états financiers du gouvernement seraient si toutes les sociétés d'État étaient consolidées en entier en utilisant la comptabilité de caisse modifiée du gouvernement, selon laquelle les éléments d'actif non financier tels que les terrains, les édifices et le matériel sont portés aux dépenses lors de l'acquisition plutôt que déclarés à l'actif. La section 7 du présent volume présente des renseignements connexes selon la société.

Bien que la note 5 et la section 7 soient instructives, le gouvernement n'a pas encore abordé la question de base quant à la meilleure manière de rajuster ses états financiers pour qu'ils représentent les activités exécutées par les sociétés d'État.

L'exclusion des activités des sociétés des états financiers peut avoir un effet important sur les renseignements déclarés aux états. Envisagez la Société d'assurance-dépôts du Canada et la Commission canadienne du blé dont les affaires financières font l'objet d'une récapitulation à la note 14.

Au 31 mars 1985, la Société d'assurance-dépôts du Canada avait un déficit de $872 millions. De cette somme, environ $540 millions représentent une perte au cours de l'exercice qui est exclue du déficit déclaré du gouvernement, vu que la Société n'est pas consolidée.

Au 31 mars 1985, la Commission canadienne du blé avait des emprunts bancaires garantis par le gouvernement d'environ $4.0 milliards compensés par des comptes débiteurs de pays souverains. Environ $2.5 milliards de créances étaient en arrérages et aucune provision n'est actuellement établie pour celles-ci. Les emprunts bancaires de la Commission ont, au cours des derniers exercices, augmenté chaque année pour acquitter l'intérêt sur sa dette. La Commission n'est pas consolidée, et ses comptes débiteurs et ses emprunts sont exclus de l'actif et du passif déclarés du gouvernement.

Des cadres du gouvernement m'ont avisé qu'ils sont en voie de planifier afin de mener une étude qui permettra d'établir quelles seront les sociétés à consolider, la méthode de comptabilité à employer pour la consolidation, ainsi que la comptabilisation et la déclaration pour toutes les sociétés non consolidées. J'incite les cadres à effectuer cette étude et à rajuster de façon prioritaire les états financiers.

Une préoccupation connexe—Dépenses imputées en compensation des recettes

L'an dernier, j'ai attiré l'attention sur la pratique du gouvernement de déclarer les versements en vertu du programme de Crédit d'impôt pour enfants comme une réduction des recettes de l'impôt des particuliers plutôt qu'une dépense au titre d'un programme. Cette pratique continue, mais le gouvernement a ajouté la note 13 aux états financiers qui présente les versements effectués au cours de l'exercice de même que l'effet sur les recettes et dépenses déclarées si les versements avaient été imputés aux dépenses du secteur Affaires sociales, tout comme je crois qu'ils auraient dû l'être. Je n'ai pas inséré cette question dans la Réserve 1 parce qu'elle n'a pas d'incidence sur le déficit déclaré.

Réserve 2: Éléments d'actif déclarés pour des sommes qui dépassent leur valeur

En conformité avec les conventions comptables énoncées décrites dans la note 1(v) et (viii) afférente aux états financiers, on inscrit à l'actif les pleins montants des prêts d'aide aux pays en voie de développement. À la date d'émission, les montants avancés par le Canada dépassent considérablement la valeur de l'élément d'actif reçu par le Canada à cause des clauses concessionnaires décrites dans la note 7(i). À mon avis, tout excédent des sommes avancées sur la valeur de l'élément d'actif reçu confère un avantage financier aux pays en voie de développement et constitue une dépense à l'égard de l'aide au développement international qui devrait être comptabilisée et déclarée comme telle dans l'état des recettes et dépenses.

En disant cela, je ne propose pas que tous ces prêts soient de nouveau évalués à la fin de chaque exercice, comme le ferait quelqu'un qui veut tenir compte de l'effet de l'érosion monétaire. Ce que je dis c'est qu'au jour d'émission des prêts, le gouvernement devrait établir ce qu'ils valent et les comptabiliser en tant qu'actif à cette valeur, à ce moment-là. Il m'apparaît que la différence entre la somme avancée et la valeur de l'actif reçu est en réalité un don ou, si l'on emploie la terminologie du gouvernement, une «libéralité» qu'il faudrait imputer aux dépenses et ajouter au déficit.

Bien que le $3,080 millions en prêts spéciaux d'aide non réglés à la fin de l'exercice n'ont pas, ou peu, de taux de rendement et qu'ils sont remboursables sur des périodes allant jusqu'à 55 ans, le gouvernement n'a pas établi de provision pour l'évaluation à leur endroit. Je crois que le gouvernement devrait avoir établi une provision pour l'évaluation d'environ $2,200 millions—la somme des avantages conférés en vertu des prêts comme le déclare la note 7(i). Parce que les prêts continuent d'être présentés à l'état de l'actif et du passif à des sommes qui dépassent considérablement leur valeur en tant qu'actif, ma Réserve demeure.

Réserve 3: Passif non comptabilisé

Indexation des régimes de pensions des employés

Le gouvernement a défini le passif comme étant des dettes envers des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes. Toutefois, en vertu de la convention comptable énoncée à la note 1(vi) et, ainsi que le décrit la note 8, des dettes de $15.8 milliards ($16.2 milliards en 1984), reliées aux dispositions d'indexation des régimes de pensions des employés (y compris les Forces canadiennes et la Gendarmerie royale du Canada), n'ont pas été comptabilisées.

Bien que la note 8 soit instructive, jusqu'à ce que le gouvernement rajuste de façon convenable les états financiers afin de présenter le passif supplémentaire pour l'indexation, le fardeau quant à le faire repose sur le lecteur. Je considère celà à la fois injuste et non souhaitable. Un lecteur qui n'est pas familier avec les états financiers peut voir apparaître un portrait différent de celui du lecteur qui possède plus d'expérience dans ce domaine.

Des cadres du gouvernement m'ont avisé qu'ils ont amorcé une étude afin d'établir dans quelle mesure le passif supplémentaire pour l'indexation des régimes de pensions des employés devrait être comptabilisé et déclaré aux états financiers du gouvernement et de quelle manière comptabiliser et déclarer le changement à ce passif d'un exercice à l'autre. J'encourage les cadres à compléter cette étude et rajuster les états financiers à la date la plus rapprochée possible.

Déficit du Fonds d'assurance hypothécaire

Le Fonds d'assurance hypothécaire est administré, au nom du gouvernement, par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), une société mandataire de l'État. Le Fonds a été constitué pour faciliter un approvisionnement suffisant de fonds hypothécaires en réduisant le risque pour les prêteurs et en encourageant l'échange sur le marché de deuxième hypothèque. Lorsque l'actif du Fonds ne suffit pas pour répondre aux demandes qui lui sont adressées, le gouvernement avance de l'argent à la SCHL afin de lui permettre de remplir ses obligations envers le Fonds.

Le Fonds a déclaré des déficits qui vont en augmentant au cours des quelques derniers exercices. Après avoir donné un effet rétroactif à la rémission par le gouvernement en 1985 des prêts consentis au Fonds lors des exercices antérieurs, les déficits ainsi qu'ils ont été rajustés au 31 mars sont récapitulés ci-après.

	(en millions de dollars)		
	1985	1984	1983
Déficit ainsi qu'il a été déclaré par le Fonds	812	534	270
Avances en provenance du gouvernement au cours de l'exercice	(172)		
Effet rétroactif de la rémission des prêts		(308)	(308)
Déficit (surplus) ainsi qu'il a été rajusté	640	226	(38)

Selon l'explication à la note 6 afférente aux états financiers, le gouvernement croit qu'il n'est pas nécessaire d'établir une provision aux comptes du Canada à l'endroit du déficit du Fonds. Je ne suis pas d'accord. Selon mon jugement, les déficits présentés auparavant dans le tableau (ainsi qu'ils ont été rajustés) sont un passif réel du gouvernement qui devrait être enregistré aux comptes et inséré dans les états financiers vu:

- qu'ils représentent la meilleure estimation d'un actuaire compétent au titre des sommes à verser à l'avenir à l'égard des pertes subies quant à l'assurance en vigueur; et
- que de façon vraisemblable des fonds ne seront pas accessibles à l'avenir si ce n'est en provenance du gouvernement à l'égard de ces pertes.

Si une provision avait été établie aux comptes du Canada pour le déficit du Fonds d'assurance hypothécaire, tout comme je crois qu'elle aurait dû l'être, l'actif déclaré du gouvernement augmenterait de $640 millions ($226 millions en 1984) et le déficit de l'exercice augmenterait de $414 millions ($226 millions en 1984).

Présentation de rapports financiers sommaires

Je continue à croire que le problème le plus important et répandu quant à la présentation de rapports financiers par le gouvernement fédéral est l'emploi de principes comptables non appropriés lors de la préparation de ses rapports financiers. Derechef, cette année il y a trois réserves lesquelles, à mon avis, démontrent que les conventions comptables non appropriées ont entraîné: la déclaration fragmentaire de l'activité du gouvernement; les éléments d'actif déclarés pour des sommes qui dépassent leur valeur; et un passif important non comptabilisé.

Je crois fermement que la connaissance de l'activité et des besoins de renseignements financiers des utilisateurs soit le point de départ pour parvenir à un consensus lorsqu'il s'agit des principes comptables qui doivent être employés lors de la préparation des rapports financiers du gouvernement. Ce point de vue est conforme à l'énoncé récent du Comité sur la comptabilité et la vérification des organismes du secteur public de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) qui a indiqué que l'objectif premier des états financiers du gouvernement était de communiquer des «...informations fiables et pertinentes, compte tenu des besoins de ceux pour qui ils sont préparés, sous une forme qui maximise [leur] utilité. . .».

J'ai achevé dernièrement une étude intensive de deux ans sur les besoins des utilisateurs de renseignements financiers ayant trait au gouvernement, l'Étude sur les rapports financiers des gouvernements fédéraux. Les résultats de cette étude, qui a été menée de pair avec le "General Accounting Office" des États-Unis, seront publiés dans les mois à venir.

La mise au point des principes comptables qui sont appropriés pour les gouvernements canadiens et généralement reconnus par les utilisateurs, préparateurs et vérificateurs d'états financiers fait des progrès. En tant que comptable agréé, je suis fier de l'élitisme démontré par l'ICCA. En tant que vérificateur général du Canada, je me sens encouragé par le soutien constant que le gouvernement apporte à l'ICCA et l'intérêt démontré lorsqu'il s'agit de rendre les états financiers que je vérifie plus aptes à répondre aux besoins des utilisateurs.

SECTION 4

COMPTES PUBLICS
1984-85

Enveloppes et débours, Budgets des dépenses et crédits

SOMMAIRE

	Page
Enveloppes et débours	4.2
Détails des débours par enveloppe	4.2
Débours des ministères par enveloppe	4.6
Budgets des dépenses et crédits—	
Autorisations parlementaires de dépenser	4.7
Crédits et dépenses budgétaires et non budgétaires—Annuels et statutaires	4.8
Rapprochement des débours pour les prêts, dotations en capital et avances avec l'emploi des crédits non budgétaires	4.9

ENVELOPPES ET DÉBOURS

La complexité croissante des responsabilités du gouvernement et les ressources limitées dont il dispose pour y faire face ont conduit au système de gestion des politiques et des dépenses. D'après ce système, le gouvernement gère les ressources mises à sa disposition, par «enveloppes». Chacune des enveloppes représente les ressources disponibles pour tous les éléments de dépenses ministérielles reliés à un domaine particulier de politique.

Selon le système d'enveloppes, le plan de dépenses est déterminé en fonction de débours pour les dépenses budgétaires et pour les prêts, dotations en capital et avances. Les débours pour les dépenses budgétaires comprennent le service de la dette publique, les dépenses de fonctionnement et en capital, les subventions et contributions versées aux autres administrations publiques, à des personnes et à des organismes, et les autres genres de paiements de transferts. Les débours pour les prêts, dotations en capital et avances comprennent la variation nette de ceux-ci.

Détails des débours par enveloppe

Le tableau 4.1 démontre les débours sur une base comparative pour les dépenses budgétaires et pour les prêts, dotations en capital et avances par composante majeure pour chacune des enveloppes.

TABLEAU 4.1

DÉTAILS DES DÉBOURS PAR ENVELOPPE
(en millions de dollars)

	1985			1984		
	Dépenses budgétaires	Prêts, dotations en capital et avances	Total	Dépenses budgétaires	Prêts, dotations en capital et avances	Total
DÉVELOPPEMENT SOCIAL						
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	1,459	– 32	1,427	1,388	– 31	1,357
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—						
Ministère	2,251	– 14	2,237	2,052	5	2,057
Commission d'énergie du Nord canadien		– 5	– 5	(1)	21	21
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—						
Centre d'information sur l'unité canadienne	14		14	20		20
COMMUNCICATIONS—						
Ministère: culture	86	(1)	86	81	(1)	81
Conseil des Arts du Canada	73		73	66		66
Société Radio-Canada	905		905	816		816
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	46	– 3	43	16	(1)	16
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	25	(1)	25	24	(1)	24
Corporation du Centre national des Arts	15		15	14		14
Office national du film	61		61	57		57
Bibliothèque nationale	30	(1)	30	30		30
Musées nationaux du Canada	74	(1)	74	69	(1)	69
Archives publiques	39	(1)	39	37	(1)	37
DÉVELOPPEMENT SOCIAL	3		3	6		6
EMPLOI ET IMMIGRATION—						
Ministère	8	6	14	9	3	12
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	4,982		4,982	4,807		4,807
Commission d'appel de l'immigration	4		4	4		4
ENVIRONNEMENT—						
Ministère: excluant foresterie	753	(1)	753	714	(1)	714
Commission des champs de bataille nationaux	1		1			

TABLEAU 4.1

DÉTAILS DES DÉBOURS PAR ENVELOPPE—*Suite*
(en millions de dollars)

	1985			1984		
	Dépenses budgétaires	Prêts, dotations en capital et avances	Total	Dépenses budgétaires	Prêts, dotations en capital et avances	Total
JUSTICE—						
Ministère	134	(1)	134	109	(1)	109
Commission canadienne des droits de la personne	9		9	8		8
Commissaire à la magistrature fédérale	89	(1)	89	82	(1)	82
Cour fédérale du Canada	8		8	7		7
Commission de réforme du droit du Canada	5		5	5		5
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada	3		3	1	(1)	1
Cour suprême du Canada	6		6	5		5
Cour canadienne de l'impôt	3	(1)	3	2		2
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—						
Ministère	24,655	(1)	24,655	22,345	(1)	22,345
Programme de la condition physique et du sport amateur	102	(1)	102	69	(1)	69
Conseil de recherches médicales	157		157	140		140
SECRÉTARIAT D'ÉTAT—						
Ministère	3,043	(1)	3,043	2,748	(1)	2,748
Conseil consultatif de la situation de la femme	2		2	2	(1)	2
Conseil de recherches en sciences humaines	63		63	60		60
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	3	(1)	3	2		2
SOLLICITEUR GÉNÉRAL—						
Ministère	40	(1)	40	28	(1)	28
Service correctionnel	740	(1)	740	652	(1)	652
Commission nationale des libérations conditionnelles	14	(1)	14	14		14
Gendarmerie royale du Canada	836	1	837	802	(1)	802
TRAVAIL—						
Société canadienne d'hypothèques et de logement	1,965	– 365	1,600	1,604	– 194	1,410
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	7		7	5		5
	42,713	– 412	42,301	38,900	– 196	38,704
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL						
AFFAIRES EXTÉRIEURES—						
Ministère—						
Programme des céréales et des graines oléagineuses	138		138	152		152
Programme d'expansion des marchés d'exportation	33		33	27		27
Corporation commerciale canadienne	17		17	17		17
Société pour l'expansion des exportations		116	116	12	120	132
AGRICULTURE—						
Ministère	1,563	– 3	1,560	1,370	– 3	1,367
Commission canadienne du lait	6	37	43	5	– 185	– 180
Office canadien des provendes	19		19	17	(1)	17
Canagrex	5		5	1		1
Société du crédit agricole		– 171	– 171		379	379
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—						
Ministère: soumissions de recherche et de développement spontanées et expansion des entreprises	17		17	23		23
COMMUNICATIONS—						
Ministère—						
Communications: excluant culture	166		166	159	(1)	159
CONSOMMATION ET CORPORATIONS—						
Ministère	194	(1)	194	262	(1)	262
Commission sur les pratiques restrictives du commerce	1		1	1		1
Conseil canadien des normes	7		7	6		6
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL	6	(1)	6	20	(1)	20
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—						
Ministère	4,128	1	4,129	3,003	7	3,010
Commission de contrôle de l'énergie atomique	20		20	19	(1)	19
Énergie atomique du Canada, Limitée	326	– 38	288	336	– 37	299
Office national de l'énergie	24	(1)	24	23	(1)	23
Petro-Canada	17		17	12	612	624
Société Petro-Canada pour l'assistance internationale	60		60	65		65
ENVIRONNEMENT: foresterie	65		65	48		48
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—						
Ministère	1,070	– 33	1,037	1,028	– 19	1,009
Corporation de développement des investissements du Canada					(1)	(1)
Société financière Canadair Inc	300		300	550	(1)	550
Société de développement du Cap-Breton	108	2	110	110	11	121
Eldorado Nucléaire Limitée					– 5	– 5
Banque fédérale de développement	31	– 157	– 126	78	– 172	– 94
Agence d'examen de l'investissement étranger	7		7	6		6
Téléglobe Canada		– 1	– 1		– 3	– 3
Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited	150	– 4	146	300		300

TABLEAU 4.1

DÉTAILS DES DÉBOURS PAR ENVELOPPE—*Suite*
(en millions de dollars)

	1985			1984		
	Dépenses budgétaires	Prêts, dotations en capital et avances	Total	Dépenses budgétaires	Prêts, dotations en capital et avances	Total
PÊCHES ET OCÉANS—						
Ministère	721	114	835	609	38	647
Office canadien du poisson salé		−2	−2		6	6
Office de commercialisation du poisson d'eau douce		6	6		−8	−8
SCIENCES ET TECHNOLOGIE—						
Département d'État	7	(1)	7	11	(1)	11
Conseil national de recherches du Canada	468	(1)	468	396	(1)	396
Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie	312		312	281		281
Conseil des sciences du Canada	5		5	5		5
TRANSPORTS—						
Ministère	2,905	−4	2,901	2,790	61	2,851
Air Canada		−18	−18		−17	−17
Bureau canadien de la sécurité aérienne	5		5			
Commission canadienne des transports	786	(1)	786	469	(1)	469
Administration du pipe-line du Nord	4	(1)	4	6	(1)	6
Bureau de l'administrateur de l'Office du transport du grain	1		1			
TRAVAIL—						
Ministère	129	(1)	129	105	(1)	105
Conseil canadien des relations du travail	6	(1)	6	5	(1)	5
	13,827	−155	13,672	12,327	785	13,112
ARRANGEMENTS FISCAUX						
FINANCES—						
Ministère—						
Programme des paiements de transfert fiscal	5,813	−38	5,775	5,647	−16	5,631
TRAVAUX PUBLICS—						
Ministère—						
Subventions aux municipalités	272		272	231		231
	6,085	−38	6,047	5,878	−16	5,862
AIDE ET AFFAIRES EXTÉRIEURES						
AFFAIRES EXTÉRIEURES—						
Ministère: excluant le programme des céréales et des graines oléagineuses et le programme d'expansion des marchés d'exportation	700	1	701	605	−5	600
Agence canadienne de développement international	1,333	338	1,671	1,089	256	1,345
Centre de recherches pour le développement international	81		81	67		67
Commission mixte internationale	3		3	3		3
FINANCES—						
Ministère—						
Programme des politiques financières et économiques: aide au développement		214	214		236	236
	2,117	553	2,670	1,764	487	2,251
DÉFENSE						
DÉFENSE NATIONALE	8,926	8	8,934	7,972	1	7,973

TABLEAU 4.1

DÉTAILS DES DÉBOURS PAR ENVELOPPE—*Fin*
(en millions de dollars)

	1985			1984		
	Dépenses budgétaires	Prêts, dotations en capital et avances	Total	Dépenses budgétaires	Prêts, dotations en capital et avances	Total
PARLEMENT ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX						
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—						
Ministère: excluant les soumissions de recherche et de développement spontanées, l'expansion des entreprises et le centre d'information sur l'unité canadienne	171	(1)	171	208	(1)	208
Monnaie royale canadienne		−2	−2		−2	−2
Statistique Canada	208	(1)	208	190	(1)	190
CONSEIL DU TRÉSOR—						
Secrétariat	259	(1)	259	254	(1)	254
Contrôleur général	11		11	11		11
CONSEIL PRIVÉ—						
Ministère	52	(1)	52	50	(1)	50
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	3		3	2		2
Directeur général des élections	94		94	6	(1)	6
Commissaire aux langues officielles	9		9	9	(1)	9
Conseil économique du Canada	8		8	8		8
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	8	(1)	8	8		8
FINANCES—						
Ministère—						
Programme des politiques financières et économiques: excluant l'aide au développement	90	40	130	69	−140	−71
Programme du tribunal canadien des importations	2		2	2		2
Programme de l'inspecteur général des banques	2		2	1		1
Programme spécial	(1)	1	1	(1)	1	1
Vérificateur général	40		40	38	(1)	38
Assurances	13		13	13		13
Commission du tarif	3		3	2		2
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	6		6	5		5
PARLEMENT—						
Sénat	26	(1)	26	23	(1)	23
Chambre des communes	158	(1)	158	145	(1)	145
Bibliothèque du Parlement	10	(1)	10	10	(1)	10
REVENU NATIONAL—						
Douanes et Accise	409	(1)	409	378	(1)	378
Impôt	663	(1)	663	604	(1)	604
Société canadienne des postes	516		516	483		483
SECRÉTARIAT D'ÉTAT—						
Commission de la Fonction publique	113	(1)	113	106	(1)	106
TRAVAUX PUBLICS—						
Ministère: excluant les subventions aux municipalités	1,064	(1)	1,064	917	5	922
Commission de la Capitale nationale	97	−5	92	86	(1)	86
	4,035	34	4,069	3,628	−136	3,492
DETTE PUBLIQUE						
FINANCES—						
Ministère—						
Programme du service de la dette publique	22,551		22,551	18,146		18,146
TOTAL	100,254	−10	100,244	88,615	925	89,540

(1) Moins de $500,000.

Débours des ministères par enveloppe

Le tableau 4.2 reflète les responsabilités ministérielles des débours pour chacune des enveloppes.

TABLEAU 4.2

DÉBOURS DES MINISTÈRES PAR ENVELOPPE
(en millions de dollars)

	Développement social	Développement économique et régional	Arrangements fiscaux	Aide et affaires extérieures	Défense	Parlement et services gouvernementaux	Dette publique	Total des débours
Affaires des anciens combattants	1,427							1,427
	1,357							*1,357*
Affaires extérieures		304		2,456				2,760
		328		*2,015*				*2,343*
Affaires indiennes et Nord canadien	2,232							2,232
	2,078							*2,078*
Agriculture		1,456						1,456
		1,584						*1,584*
Approvisionnements et Services	14	17				377		408
	20	*23*				*396*		*439*
Communications	1,351	166						1,517
	1,210	*159*						*1,369*
Conseil du Trésor						270		270
						265		*265*
Conseil privé						174		174
						83		*83*
Consommation et Corporations		202						202
		269						*269*
Défense nationale					8,934			8,934
					7,973			*7,973*
Développement économique et régional		6						6
		20						*20*
Développement social	3							3
	6							*6*
Emploi et Immigration	5,000							5,000
	4,823							*4,823*
Énergie, Mines et Ressources		4,538						4,538
		4,040						*4,040*
Environnement	754	65						819
	714	*48*						*762*
Expansion industrielle régionale		1,473						1,473
		1,884						*1,884*
Finances			5,775	214		191	22,551	28,731
			5,631	*236*		*- 14*	*18,146*	*23,999*
Gouverneur général						6		6
						5		*5*
Justice	257							257
	219							*219*
Parlement						194		194
						178		*178*
Pêches et Océans		839						839
		645						*645*
Revenu national						1,588		1,588
						1,465		*1,465*
Santé nationale et Bien-être social	24,914							24,914
	22,554							*22,554*
Sciences et Technologie		792						792
		693						*693*
Secrétariat d'État	3,111					113		3,224
	2,812					*106*		*2,918*
Solliciteur général	1,631							1,631
	1,496							*1,496*
Transports		3,679						3,679
		3,309						*3,309*
Travail	1,607	135						1,742
	1,415	*110*						*1,525*
Travaux publics			272			1,156		1,428
			231			*1,008*		*1,239*
Total des débours (net)	42,301	13,672	6,047	2,670	8,934	4,069	22,551	100,244
	38,704	*13,112*	*5,862*	*2,251*	*7,973*	*3,492*	*18,146*	*89,540*

Les montants en caractères romains représentent les débours de 1984-85.
Les montants en *italique* représentent les débours de 1983-84.

BUDGETS DES DÉPENSES ET CRÉDITS

Autorisations parlementaires de dépenser

Le gouvernement soumet ses propositions de dépenses au Parlement au moyen des Budgets des dépenses annuels. Au cours de l'exercice, le gouvernement peut demander des crédits additionnels. La demande initiale est intitulée le «Budget principal des dépenses», et les demandes additionnelles sont intitulées «Budgets supplémentaires». Dans ces Budgets des dépenses, le gouvernement demande l'autorisation pour cette portion des propositions de dépenses qui n'est pas déjà couverte par d'autres statuts. Les montants totalisant de telles propositions de dépenses sont autorisés dans les lois portant affectation de crédits et sont, en général, référés comme des autorisations «annuelles». Le solde des dépenses prévues est effectué en vertu de l'autorisation d'autres statuts, lesquels autorisent des déboursés pour des fins spécifiques, et pour des montants et des périodes établis par ces lois. L'emploi prévu ou estimatif de presque toutes ces autorisations «statutaires» pour l'exercice en cours est compris dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements seulement; cependant, il n'est pas compris dans des lois portant affectation de crédits puisqu'il a déjà été autorisé par le Parlement.

Les autorisations annuelles, sauf pour quelques exceptions, s'annulent à la fin de l'exercice si elles ne sont pas employées. Par contre, les autorisations statutaires, sauf pour quelques exceptions, sont reportées aux exercices futurs. Ces autorisations reportées aux exercices subséquents sont référées comme des autorisations qui «ne s'annulent pas».

Les dépenses budgétaires et les besoins non budgétaires pour les prêts, dotations en capital et avances sont compris sous chaque genre d'autorisation de dépenser (annuelle ou statutaire).

Le tableau 4.3 présente, pour l'exercice clos le 31 mars 1985, un résumé des autorisations parlementaires de dépenser, lesquelles ont été demandées et approuvées (autorisations annuelles), de même que l'emploi estimatif des autorisations déjà accordées (autorisations statutaires).

Un état de l'emploi des crédits par ministère, tel que vérifié par le vérificateur général, apparaît dans la section 2 de ce volume. Des précisions additionnelles sur les crédits et les dépenses par ministère et par genre (annuels et statutaires) sont présentées à l'Introduction du volume II (tableau 2), de même qu'aux sections ministérielles de ce même volume.

TABLEAU 4.3

AUTORISATIONS PARLEMENTAIRES DE DÉPENSER
(en millions de dollars)

	Autorisations		
	Annuelles	Statutaires	Total
BUDGETS DES DÉPENSES			
Propositions de dépenses soumises au Parlement:			
Budget principal des dépenses—Budgétaires	36,830	57,724	94,554
Non budgétaires	**322**	**1,648**	**1,970**
Budget supplémentaire (A)—Budgétaires	296		296
Budget supplémentaire (B)—Budgétaires	2,153	4,043	6,196
Non budgétaires	**2**	**1**	**3**
Budget supplémentaire (C)—Budgétaires	1,218	620	1,838
Non budgétaires	**30**	**−1**	**29**
Total—Budgétaires	40,497	62,387	102,884
Non budgétaires	**354**	**1,648**	**2,002**
CRÉDITS			
Accordés par le Parlement dans les lois portant affectation de crédits:			
Loi nº 1 portant affectation de crédits—Budgétaires	10,274		
Non budgétaires	**85**		
Loi nº 2 portant affectation de crédits—Budgétaires	26,852		
Non budgétaires	**237**		
Loi nº 3 portant affectation de crédits—Budgétaires	2,153		
Non budgétaires	**2**		
Loi nº 4 portant affectation de crédits—Budgétaires	1,218		
Non budgétaires	**30**		
Total—Budgétaires	40,497		
Non budgétaires	**354**		

Les montants en caractères romains sont budgétaires.
Les montants en caractères **gras** sont non budgétaires et sont reliés aux prêts, dotations en capital et avances.

Crédits et dépenses budgétaires et non budgétaires—Annuels et statutaires

Les crédits budgétaires prévoient des autorisations de dépenser pour ces opérations qui influencent le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement. Les crédits non budgétaires prévoient des autorisations de dépenser pour toutes les opérations qui résultent en l'acquisition ou la disposition de prêts, dotations en capital et avances. Les soldes des crédits reportés des exercices précédents sont disponibles pour être dépensés, de même que les augmentations courantes à ces autorisations.

Les totaux de ces autorisations sont réduits par le montant de l'emploi de l'exercice en cours, afin de déterminer les soldes qui s'annulent, qui sont dépensés en trop ou qui sont reportés aux exercices futurs, selon le genre d'autorisation. Lorsque les remboursements de prêts sont autorisés, les déboursés non budgétaires sont inscrits sur une base nette, soit en soustrayant de tels remboursements.

Le tableau 4.4 présente le détail du total des autorisations parlementaires disponibles pour être dépensées. Il comprend les autorisations reportées, les autorisations parlementaires de dépenser d'après le tableau 4.3 et divers ajustements expliqués dans les notes au tableau.

Le tableau 4.5 présente, pour l'exercice clos le 31 mars 1985, un résumé des crédits et dépenses budgétaires et non budgétaires effectués en vertu de crédits annuels et qui ne s'annulent pas, de même qu'en vertu de diverses autorisations statutaires.

Des précisions ministérielles supplémentaires sont présentées à l'Introduction du volume II (tableau 2).

TABLEAU 4.4

TOTAL DES AUTORISATIONS PARLEMENTAIRES DISPONIBLES POUR ÊTRE DÉPENSÉES
(en millions de dollars)

	Reportées	Budgets des dépenses et crédits	Changements autorisés[1]	Total des autorisations parlementaires disponibles pour être dépensées
Annuelles—Budgétaires	22	40,497	−46	40,473
Non budgétaires	**1,783**	**354**	**279**	**2,416**
Statutaires—Budgétaires	658	62,387	310	63,355
Non budgétaires	**25,728**	**1,648**	**−402**	**26,974**
Total—Budgétaires	680	102,884	264	103,828
Non budgétaires	**27,511**	**2,002**	**−123**	**29,390**

[1] Ces changements autorisés comprennent des éléments tels que:
a) les affectations réservées établies afin de fournir l'autorité de paiement relative au suremploi de crédits de l'exercice précédent par suite des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE);
b) les ajustements aux éléments apparaissant dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements afin de démontrer les dépenses réelles, de même que les ajustements à certaines autorisations reportées des exercices précédents pour refléter les autorisations disponibles; et,
c) les augmentations aux autorisations approuvées dans des lois autres que les lois portant affectation de crédits.
Des précisions supplémentaires peuvent être obtenues en se référant à la colonne des changements autorisés aux états de l'emploi des crédits des sections ministérielles du volume II.

Les montants en caractères romains sont budgétaires.
Les montants en caractères **gras** sont non budgétaires et sont reliés aux prêts, dotations en capital et avances.

TABLEAU 4.5

CRÉDITS ET DÉPENSES BUDGÉTAIRES ET NON BUDGÉTAIRES—ANNUELS ET STATUTAIRES
(en millions de dollars)

	Crédits[1]	Employés	Annulés	Sur-employés	Reportés
Annuels—Budgétaires	40,473	38,095	2,359	21	40
Non budgétaires	**2,416**	**423**	**74**		**1,919**
Statutaires—Budgétaires	63,355	62,159	305		891
Non budgétaires	**26,974**	**459**			**26,515**
Total—Budgétaires	103,828	100,254	2,664	21	931
Non budgétaires	**29,390**	**882**	**74**		**28,434**

[1] Représente le total des autorisations parlementaires disponibles pour être dépensées.
Les montants en caractères romains sont budgétaires.
Les montants en caractères **gras** sont non budgétaires et sont reliés aux prêts, dotations en capital et avances.

Rapprochement des débours pour les prêts, dotations en capital et avances avec l'emploi des crédits non budgétaires

Le tableau qui suit présente un rapprochement du total des débours pour les prêts, dotations en capital et avances, tel qu'apparaissant au tableau 4.1, avec le total des crédits non budgétaires employés au cours de l'exercice, tel qu'apparaissant à l'état de l'emploi des crédits de la section 2 de ce volume.

La différence majeure se rapporte aux remboursements de prêts pour les crédits qui n'autorisent pas l'emploi des remboursements pour effectuer des déboursés supplémentaires. Ces montants sont déduits des débours bruts pour fins de rapport par enveloppe, mais non pour fins de rapport de l'emploi des crédits.

	Prêts, dotations en capital et avances non budgétaires (en millions de dollars)
Total des débours pour les prêts, dotations en capital et avances d'après le tableau 4.1	−10
Plus: ajustements aux éléments des autorisations non budgétaires qui ne sont pas requis pour fins de rapport de l'emploi des crédits—	
remboursements de prêts pour les crédits qui n'autorisent pas l'emploi des remboursements pour effectuer des déboursés supplémentaires	872
autres ajustements	20
Total de l'emploi des crédits non budgétaires d'après l'état vérifié de l'emploi des crédits de la section 2 de ce volume	882

SECTION 5

COMPTES PUBLICS
1984-85

Recettes budgétaires

SOMMAIRE

	Page
Recettes budgétaires	5.2
Recettes fiscales	5.6
Recettes non fiscales	5.8
État supplémentaire—	
Recettes mensuelles par catégorie choisie	5.9

RECETTES BUDGÉTAIRES

Les recettes budgétaires comprennent toutes les recettes fiscales et non fiscales qui agissent sur le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement, ainsi que les recettes internes de celui-ci.

Les recettes du gouvernement sont généralement comptabilisées au titre de l'exercice au cours duquel elles ont été reçues. Tout remboursement de recettes est toutefois imputé à l'exercice au cours duquel le versement se fait.

Les recettes sont comptabilisées après déduction des remboursements versés, et ne comprennent ni les sommes à recevoir, ni les impôts prélevés au nom des provinces et territoires, ni les montants crédités au Compte du régime de pensions du Canada, au Compte d'assurance-chômage, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Les recettes d'un exercice doivent alors inclure les rentrées créditées au compte du Receveur général par la Banque du Canada et les banques à charte le 31 mars ou avant, et les montants reçus aux bureaux du gouvernement le 31 mars ou avant, mais non déposés avant le mois d'avril ou non crédités au compte du Receveur général avant avril. Les recettes comprennent également les montants reçus dans le courrier, le premier jour de travail du mois d'avril, à moins qu'il soit évident que l'intention du remetteur était de s'acquitter d'une dette qui survient dans le nouvel exercice.

Le rendement provenant des recettes fiscales varie selon les changements aux taux d'imposition, les changements apportés à l'impôt de base et les fluctuations de la conjoncture économique. L'impôt exigible sur le revenu des contribuables est calculé d'après le revenu de l'année d'imposition, mais la perception anticipée des impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés, par voie de retenues à la source et de versements, a pour effet d'échelonner les rentrées tout au long de l'exercice.

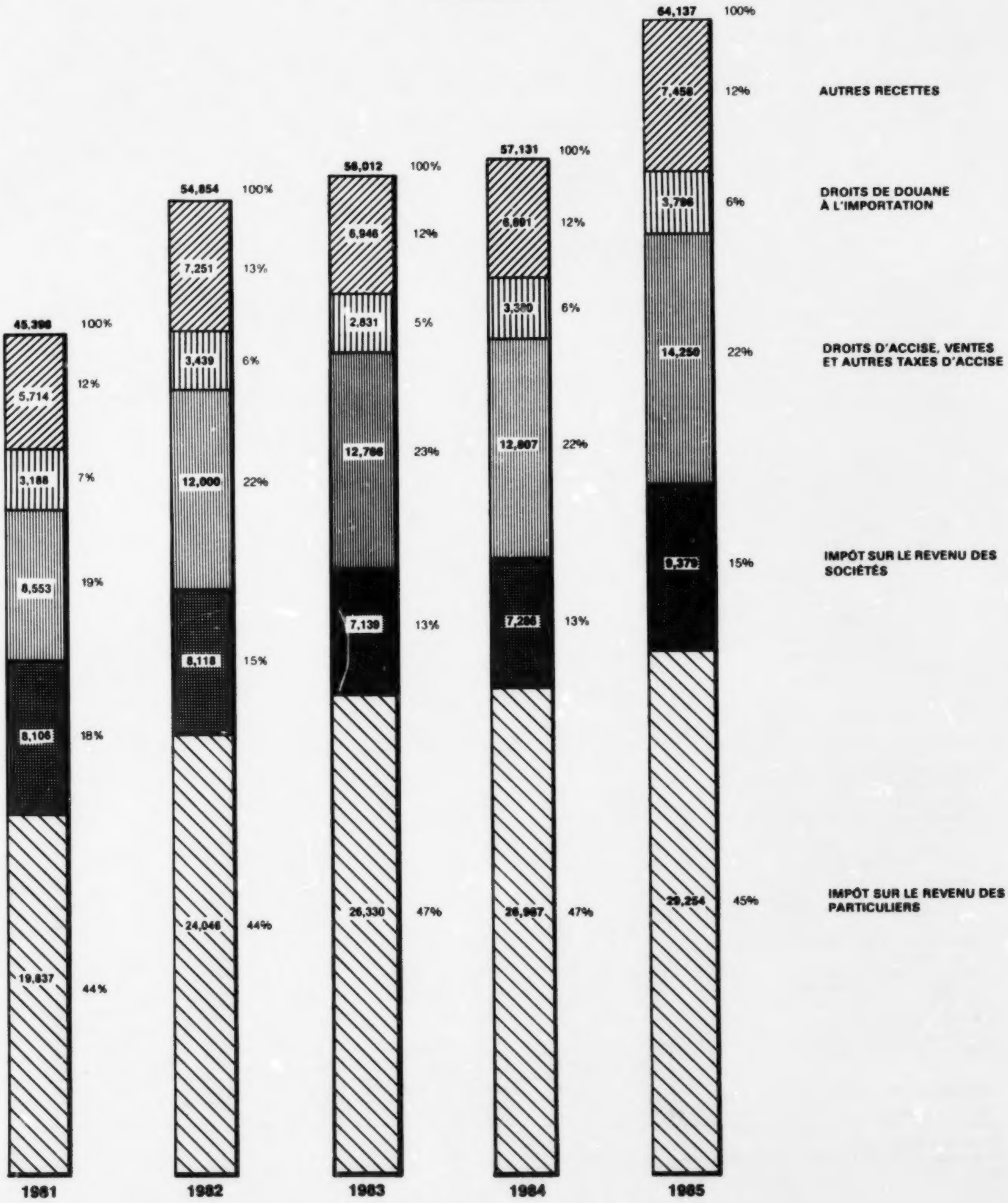
Voici les principales modifications fiscales de l'exercice:

—impôt sur le revenu des particuliers—la déduction uniforme de $100 au titre des reçus médicaux et/ou des dons de charité a été abrogée; la réduction d'impôt fédéral a été abaissée de $200 à $100; et, l'indexation des exemptions et des tranches d'imposition a été plafonnée à 5% en 1984;
—taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires (TRPS)—les dispositions qui supprimaient la TRPS dans le cas du pétrole classique, c'est-à-dire du 1er juin 1983 au 31 mai 1984, ont été prolongées d'un an jusqu'au 31 mai 1985. Étant donné que les recettes pétrolières supplémentaires peuvent être déduites du revenu imposable des sociétés, cette suppression de la TRPS a donné lieu à une hausse en partie compensatrice des recettes tirées de l'impôt sur le revenu des sociétés;
—taxe sur les ventes—les taux de la taxe sur les ventes ont été relevés de 1 point de pourcentage, à compter du 1er octobre 1984; et,
—droits de douane à l'importation—tel que convenu dans le cadre des négociations commerciales multilatérales, la sixième des huit réductions tarifaires annuelles a été mise en œuvre en janvier 1985.

En vertu des arrangements fiscaux qui sont entrés en vigueur en 1962, le gouvernement fédéral a conclu des accords de perception fiscale afin de percevoir les impôts sur le revenu des particuliers de toutes les provinces et territoires (sauf le Québec), ainsi que les impôts sur le revenu des sociétés de toutes les provinces et territoires (à l'exception de l'Ontario, du Québec et de l'Alberta). Les impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés que le gouvernement fédéral perçoit au nom des provinces et territoires ne sont pas compris dans les tableaux présentés ci-après.

RECETTES

«Sommaire comparatif pour cinq exercices»
Millions de dollars



Le tableau 5.1 présente les recettes budgétaires par catégorie principale et par source tant sur une base brute que sur une base nette. Il différencie les recettes internes du gouvernement de celles provenant de tiers. La différence entre les recettes brutes et nettes provient des recettes à valoir sur les crédits. Les autres tableaux de cette section fournissent des précisions supplémentaires sur le total des recettes nettes (concernant les tiers et internes du gouvernement).

TABLEAU 5.1

RECETTES BUDGÉTAIRES PAR CATÉGORIE PRINCIPALE ET PAR SOURCE
(en millions de dollars)

	1984-85							
	Recettes brutes			Recettes à valoir sur les crédits		Recettes nettes		
	Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Total[2]	Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Total[2]
Recettes fiscales—								
Impôt sur le revenu—								
Des particuliers	29,254		29,254			29,254		29,254
Des sociétés	9,379		9,379			9,379		9,379
Des non résidents	1,021		1,021			1,021		1,021
	39,654		*39,654*			*39,654*		*39,654*
Taxes et droits d'accise—								
Taxe sur les ventes	7,592	137	7,729			7,592	137	7,729
Droits de douane à l'importation	3,794	2	3,796			3,794	2	3,796
Droits d'accise	1,462		1,462			1,462		1,462
Autres	1,076	(1)	1,076	226		850	(1)	850
	13,924	*139*	*14,063*	*226*		*13,698*	*139*	*13,837*
Taxes en matière d'énergie—								
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières et taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires	2,563		2,563			2,563		2,563
Taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne	850		850			850		850
Redevances d'exportation sur le pétrole	408		408			408		408
Taxe d'accise—Essence	404		404			404		404
Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz	– 15	– 1	– 16			– 15	– 1	– 16
Redevances d'indemnisation pétrolière	2,208		2,208	2,208				
	6,418	*– 1*	*6,417*	*2,208*		*4,210*	*– 1*	*4,209*
	20,342	*138*	*20,480*	*2,434*		*17,908*	*138*	*18,046*
Autres recettes fiscales	107		107			107		107
Total des recettes fiscales	60,103	138	60,241	2,434		57,669	138	57,807
Recettes non fiscales—								
Produits de placements—								
Banque du Canada	1,852		1,852			1,852		1,852
Société canadienne d'hypothèques et de logement	913		913			913		913
Société du crédit agricole	452		452			452		452
Intérêts des dépôts bancaires	243		243			243		243
Compte du fonds des changes— Avances	414		414			414		414
Autres produits de placements	1,307	91	1,398		70	1,307	21	1,328
	5,181	*91*	*5,272*		*70*	*5,131*	*21*	*5,202*
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	344	6	350			344	6	350
Rémunérations de services	998	908	1,906	849	905	149	3	152
Privilèges, licences et permis	284		284	153		131		131
Produits des ventes	257	132	389	169	120	88	12	100
Monnaie canadienne	70		70			70		70
Pertes et bénéfices de change	61		61			61		61
Autres recettes non fiscales	1,285	866	2,151	1,051	836	234	30	264
	3,299	*1,912*	*5,211*	*2,222*	*1,861*	*1,077*	*51*	*1,128*
Total des recettes non fiscales	8,480	2,003	10,483	2,222	1,931	6,258	72	6,330
Total des recettes	68,583	2,141	70,724	4,656	1,931	63,927	210	64,137

(1) Moins de $500,000.
(2) Reflétées à l'état des recettes et dépenses de la section 2 de ce volume.

1983-84									
Recettes brutes			Recettes à valoir sur les crédits		Recettes nettes				
Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Total[2]	Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Total[2]	Variation du total des recettes nettes
26,967		26,967			26,967		26,967	2,287
7,286		7,286			7,286		7,286	2,093
908		908			908		908	113
35,161		*35,161*			*35,161*		*35,161*	*4,493*
6,561	99	6,660			6,561	99	6,660	1,069
3,376	4	3,380			3,376	4	3,380	416
1,356	[1]	1,356			1,356	[1]	1,356	106
962	1	963	208		754	1	755	95
12,255	*104*	*12,359*	*208*		*12,047*	*104*	*12,151*	*1,686*
2,106		2,106			2,106		2,106	457
805		805			805		805	45
215		215			215		215	193
386	[1]	386			386	[1]	386	18
524	[1]	524			524	[1]	524	– 540
1,750		1,750	1,750					
5,786		*5,786*	*1,750*		*4,036*		*4,036*	*173*
18,041	*104*	*18,145*	*1,958*		*16,083*	*104*	*16,187*	*1,859*
126		126			126		126	– 19
53,328	104	53,432	1,958		51,370	104	51,474	6,333
1,744		1,744			1,744		1,744	108
941		941			941		941	– 28
408		408			408		408	44
395		395			395		395	– 152
591		591			591		591	– 177
655	91	746		78	655	13	668	660
4,734	*91*	*4,825*		*78*	*4,734*	*13*	*4,747*	*455*
267	3	270			267	3	270	80
857	876	1,733	702	874	155	2	157	– 5
257		257	139		118		118	13
237	105	342	172	97	65	8	73	27
56		56			56		56	14
19		19			19		19	42
1,349	559	1,908	1,161	530	188	29	217	47
3,042	*1,543*	*4,585*	*2,174*	*1,501*	*868*	*42*	*910*	*218*
7,776	1,634	9,410	2,174	1,579	5,602	55	5,657	673
61,104	1,738	62,842	4,132	1,579	56,972	159	57,131	7,006

Recettes fiscales

Le tableau 5.2 présente les recettes fiscales par tête, pour les cinq derniers exercices.

TABLEAU 5.2

RECETTES FISCALES PAR TÊTE

	Recettes fiscales
	$
1985	2,283
1984	2,053
1983	2,021
1982	1,983
1981	1,674

Impôt sur le revenu des particuliers

Cet impôt est prélevé sur le revenu des particuliers aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu.

En 1984-85, l'impôt sur le revenu des particuliers constituait la source de recettes la plus importante du gouvernement. L'impôt s'est élevé à $29,254 millions, soit 46% du total des recettes budgétaires nettes.

Impôt sur le revenu des sociétés

Cet impôt est prélevé sur le revenu des sociétés aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu.

L'impôt sur le revenu des sociétés a été la deuxième en importance parmi les sources de recettes du gouvernement. L'impôt s'est élevé à $9,379 millions en 1984-85, soit 15% du total des recettes budgétaires nettes.

Impôt sur le revenu des non résidents

L'impôt sur le revenu des non résidents est prélevé sur le revenu gagné au Canada par des non résidents. Il provient d'impôts retenus sur les dividendes, intérêts, loyers, redevances, pensions alimentaires, et revenus de successions et de fiducies, versés à des non résidents. L'impôt s'est élevé à $1,021 millions en 1984-85, soit 2% du total des recettes budgétaires nettes.

Taxes et droits d'accise

Les taxes et droits d'accise se sont élevés à $18,046 millions en 1984-85, soit 28% du total des recettes budgétaires nettes.

TABLEAU 5.3

TAXES ET DROITS D'ACCISE
(en millions de dollars)

	1984-85	1983-84	Variation
Taxe sur les ventes—			
Produits domestiques	6,550	5,574	976
Produits importés	1,509	1,341	168
Moins: les remboursements et prélèvements	330	255	75
	7,729	*6,660*	*1,069*
Droits de douane à l'importation	4,224	3,767	457
Moins: les remboursements et prélèvements	428	387	41
	3,796	*3,380*	*416*
Droits d'accise—			
Cigarettes, tabac et cigares	576	540	36
Spiritueux	523	478	45
Bière	363	338	25
Permis	(1)	(1)	
Moins: les remboursements et prélèvements	(1)	(1)	
	1,462	*1,356*	*106*
Taxes en matière d'énergie—			
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières et taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires	2,563	2,106	457
Taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne	850	805	45
Redevances d'exportation sur le pétrole	408	215	193
Taxe d'accise—Essence	404	386	18
Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz	− 16	524	− 540
	4,209	*4,036*	*173*
Autres—			
Cigarettes, tabac et cigares	596	537	59
Vins	98	85	13
Bijoux	51	47	4
Services de programmation des télécommunications	45	28	17
Climatiseurs pour automobiles	38	28	10
Sanctions	13	20	− 7
Briquets	3	3	
Machines à sous	2	4	− 2
Produits divers	7	5	2
Moins: les remboursements et prélèvements	3	2	1
	850	*755*	*95*
Total	18,046	16,187	1,859

(1) Moins de $500,000.

Taxe sur les ventes

La taxe sur les ventes, au montant de $7,729 millions en 1984-85, représente la taxe la plus importante perçue en vertu de la Loi sur la taxe d'accise.

Droits de douane à l'importation

Les recettes provenant des droits de douane à l'importation, lesquelles consistent principalement de taxes *ad valorem* sur l'importation de produits, se sont élevées à $3,796 millions en 1984-85.

Droits d'accise

Les droits d'accise, au montant de $1,462 millions en 1984-85, sont perçus sur les boissons alcooliques (autres que les vins) et sur les produits du tabac. (Les produits du tabac et les vins ont fait l'objet de taxes supplémentaires en vertu de la Loi sur la taxe d'accise.)

Taxe sur les recettes pétrolières et gazières et taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires

La taxe sur les recettes pétrolières et gazières est entrée en vigueur le 1er janvier 1981, et s'applique aux profits nets d'exploitation se rattachant à la production pétrolière et gazière.

La taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires est entrée en vigueur le 1er janvier 1982. Elle est perçue sur les recettes supplémentaires provenant du pétrole découvert avant 1981, et résulte de différences entre les prix à la tête du puits et les prix tels qu'exposés dans le Programme énergétique national de 1980. À partir de juin 1982, cette taxe a été suspendue pour une durée de trois ans pour le pétrole conventionnel. Elle demeure cependant en vigueur pour le pétrole provenant des projets d'exploitation des sables bitumineux en production commerciale avant 1976.

Taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne

Cette taxe est perçue pour accroître le taux de propriété au sein de l'industrie du gaz et du pétrole au Canada. Les sommes perçues dans le cadre de cette taxe étaient antérieurement créditées au Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne. Voir la note 2 aux états financiés vérifiés à la section 2 de ce volume.

Redevances d'exportation sur le pétrole

En 1984-85, la part fédérale des recettes se rattachant aux redevances d'exportation sur le pétrole était de $408 millions. En vertu de l'article 17.1(1)(*b*) de la Loi sur l'administration de l'énergie, les redevances d'exportation sur le pétrole sont partagées avec les provinces productrices de pétrole. Cette part est reliée au pétrole produit dans ces provinces et exporté de celles-ci au cours de l'exercice.

Taxe d'accise—Essence

Les rentrées de la taxe d'accise—Essence ont été de $404 millions en 1984-85. Selon certaines circonstances, les montants reçus peuvent être remboursés aux acheteurs. Au 31 mars 1985, $477 millions ont été reçus et $73 millions ont été remboursés et imputés aux recettes.

Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz

Cette taxe, entrée en vigueur au cours de 1980-81, était imposée sur toutes ventes de gaz naturel et de liquides du gaz. Son taux a été établi à zéro pourcent en date du 1er février 1984.

Recettes non fiscales

Produits de placements

Les produits de placements consistent principalement en des intérêts sur les prêts et avances consentis, en des virements de bénéfices et surplus, et en revenu de location de propriétés.

Le tableau 5.4 présente un sommaire des produits de placements concernant les éléments d'actif présentés à l'état de l'actif et du passif. Des précisions supplémentaires figurent à la section 14 de ce volume et aux sections ministérielles du volume II.

TABLEAU 5.4

PRODUITS DE PLACEMENTS
(en millions de dollars)

	1984-85	1983-84	Variation
Prêts, dotations en capital et avances—			
Sociétés de la Couronne—			
Institutions de crédit—			
Banque fédérale de développement	34	50	- 16
Société canadienne d'hypothèques et de logement	913	941	- 28
Société d'assurance-dépôts du Canada		5	- 5
Société du crédit agricole	452	408	44
Société pour l'expansion des exportations	24	34	- 10
	1,423	*1,438*	*- 15*
Autres sociétés de la Couronne—			
Air Canada	18	19	- 1
Chemins de fer nationaux du Canada	62	20	42
Énergie atomique du Canada, Limitée	81	44	37
Autres—			
Banque du Canada	1,852	1,744	108
Commission canadienne du lait	18	31	- 13
Commission d'énergie du Nord canadien	19	34	- 15
Monnaie royale canadienne	5	26	- 21
Divers	11	11	
	2,066	*1,929*	*137*
	3,489	*3,367*	*122*
Administrations provinciales et territoriales	91	95	- 4
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement	51	59	- 8
Organismes internationaux	(1)	(1)	
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	12	14	- 2
Entreprises mixtes et en coparticipation	4	6	- 2
Divers	31	19	12
	189	*193*	*- 4*
	3,678	3,560	118
Comptes d'opérations de change—			
Compte du fonds des changes—Avances	414	591	- 177
Fonds monétaire international—Souscriptions	15	10	5
	429	601	- 172
Caisse—			
Intérêts des dépôts bancaires	243	395	- 152
Autres comptes—			
Intérêt sur prêts au Compte d'assurance-chômage	739	117	622
Dette non échue détenue par le gouvernement	69	32	37
Revenu de location de propriétés	22	21	1
Intérêt sur placement *re:* achats militaires	13	7	6
Fonds renouvelable des approvisionnements	5	10	- 5
Autres	4	4	
	852	191	661
Total	5,202	4,747	455

(1) Moins de $500,000.

RECETTES BUDGÉTAIRES

ÉTAT SUPPLÉMENTAIRE

Recettes mensuelles par catégorie choisie

Le tableau 5.5 présente les recettes mensuelles par catégorie choisie.

TABLEAU 5.5

RECETTES MENSUELLES PAR CATÉGORIE CHOISIE
(en millions de dollars)

	Impôt sur le revenu des particuliers	Impôt sur le revenu des sociétés	Impôt sur le revenu des non résidents	Taxe sur les ventes	Droits de douane à l'importation	Droits d'accise	Taxe sur les recettes pétrolières et gazières[1]	Taxe spéciale[2]	Redevances d'exportation sur le pétrole	Taxe d'accise—Essence	Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz	Autres taxes et droits d'accise et autres recettes fiscales	Recettes non fiscales	Total
Avril 1984	914	302	89	335	216	96	89		7	6	1	25	248	2,328
Mai	2,680	567	61	632	369	120	145	116	26	29	- 8	142	346	5,225
Juin	1,528	604	50	563	293	126	148	13	39	32		59	643	4,098
Juillet	2,647	828	92	719	371	131	254	- 1	47	38	1	77	577	5,781
Août	2,245	553	77	650	324	103	153	132	30	35	- 10	118	495	4,905
Septembre	2,503	541	46	556	321	119	177	80	31	41		61	551	5,027
Octobre	2,940	557	96	724	381	138	200	73	29	44		89	278	5,549
Novembre	2,866	431	101	635	341	153	199	62	39	30		71	454	5,382
Décembre	2,515	686	65	689	257	122	160	73	43	45	- 1	44	831	5,529
Janvier 1985	3,552	635	181	742	301	121	221	74	39	35	1	66	463	6,431
Février	2,353	607	96	557	268	93	239	83	37	30		98	160	4,621
Mars	1,489	2,629	62	682	316	95	377	30	27	27	1	50	971	6,756
Complémentaire	1,022	439	5	245	38	45	201	115	14	12	- 1	57	313	2,505
Total	29,254	9,379	1,021	7,729	3,796	1,462	2,563	850	408	404	- 16	957	6,330	64,137

(1) Y compris la taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires.
(2) Relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne.

SECTION 6

COMPTES PUBLICS 1984-85

Dépenses budgétaires

SOMMAIRE

	Page
Dépenses budgétaires	6.2
Par fonction	6.2
Par enveloppe	6.4
Par article courant	6.6
Par programme	6.7
Par catégorie	6.9
États supplémentaires—	
Service de la dette publique	6.12
Dépenses imputées sur les crédits statutaires	6.13
Dépenses mensuelles par principaux ministères	6.14

DÉPENSES BUDGÉTAIRES

Les dépenses budgétaires comprennent toutes les imputations aux crédits budgétaires qui influencent le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement. Ces imputations comprennent les travaux accomplis, les biens reçus, les services exécutés et les paiements de transfert effectués, au cours de l'exercice, ainsi que les dépenses internes du gouvernement.

Les dépenses ne comprennent pas les montants imputés au Compte du régime de pensions du Canada, au Compte d'assurance-chômage sauf pour les prestations versées aux pêcheurs, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Dans cette section, les dépenses sont analysées de plusieurs façons différentes:

— par fonction, i.e. grandes politiques;

— par enveloppe, i.e. domaine de politique;

— par article courant, i.e. facteurs de production acquis ou paiements de transfert effectués;

— par programme, i.e. le but; et,

— par catégorie, i.e. fonctionnement, capital, et subventions et contributions.

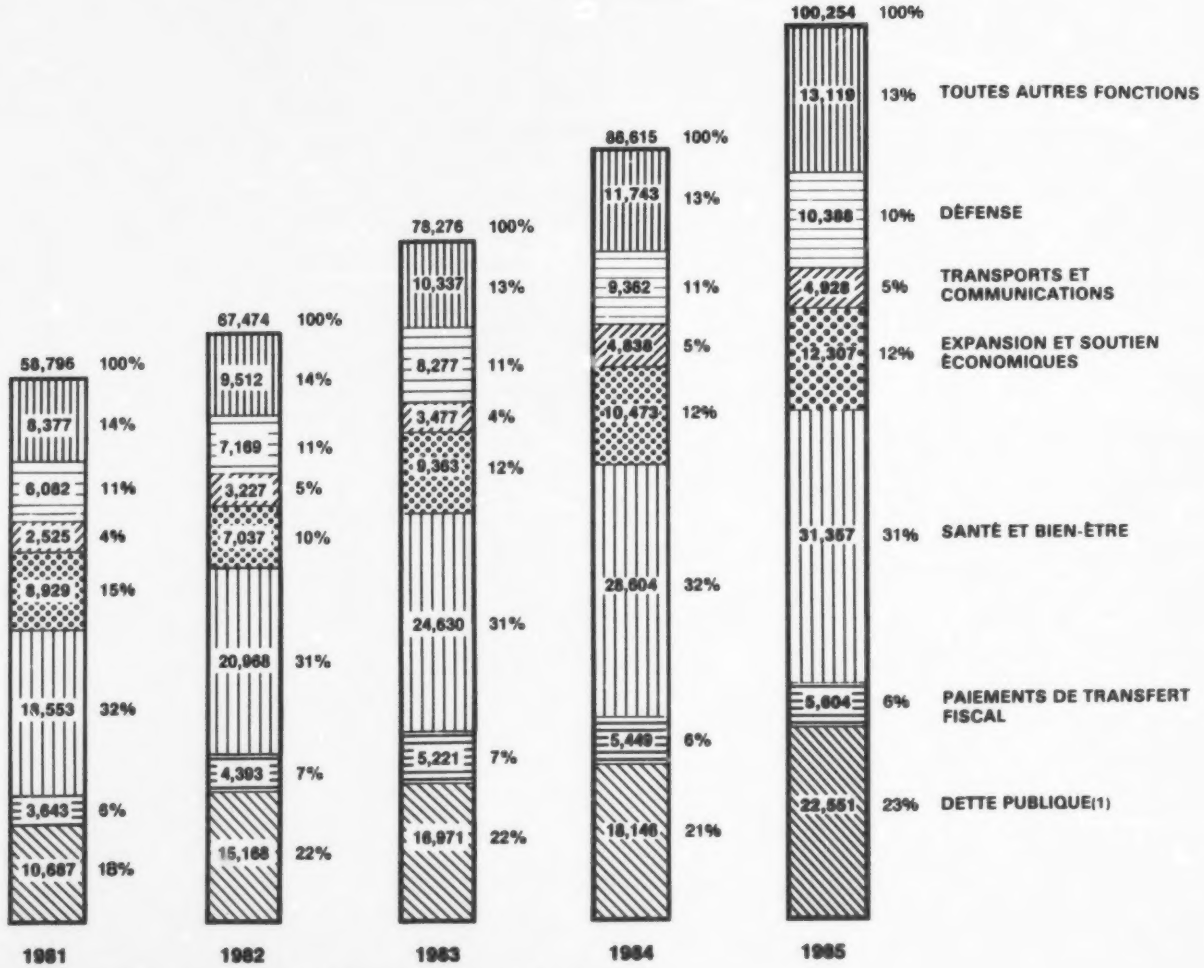
Dépenses par fonction

La présentation des dépenses par fonction reflète les grandes politiques poursuivies par le gouvernement. Ces fonctions, présentées au tableau 6.1, sont reliées principalement aux services donnés aux gens du Canada ou à d'autres juridictions gouvernementales au Canada.

La catégorie la plus importante de ces dépenses est celle de la santé et du bien-être social qui rend compte de $31,357 millions, soit 31% du total des dépenses nettes.

DÉPENSES PAR FONCTION PRINCIPALE

«Sommaire comparatif pour cinq exercices»
Millions de dollars



(1) Y compris l'intérêt supplémentaire relatif aux comptes de pension de retraite de la Fonction publique, des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada.

TABLEAU 6.1

DÉPENSES PAR FONCTION
(en millions de dollars)

	1984-85	1983-84	Variation
Services généraux du gouvernement—			
Services législatifs et administratifs—			
Législatif	328	222	106
Exécutif	216	183	33
Perception des impôts et des droits	1,075	984	91
Région de la Capitale nationale	97	86	11
Services législatifs et administratifs—Autres postes	538	512	26
	2,254	*1,987*	*267*
Protection des personnes et des biens—			
Justice	123	110	13
Service correctionnel	794	694	100
Protection policière	836	802	34
Services aux consommateurs	79	75	4
Protection des personnes et des biens—Autres postes	29	28	1
	1,861	*1,709*	*152*
	4,115	3,696	419
Affaires étrangères—			
Relations extérieures—			
Relations diplomatiques	490	416	74
Contributions aux organismes internationaux	109	113	- 4
	599	*529*	*70*
Aide aux pays en voie de développement	1,474	1,221	253
	2,073	1,750	323
Défense—			
Services de défense	8,929	7,974	955
Prestations aux anciens combattants	1,459	1,388	71
	10,388	9,362	1,026
Transports et communications—			
Transports aériens	1,249	1,433	- 184
Transport maritime	839	615	224
Transports routiers	234	264	- 30
Services postaux	516	483	33
Télécommunications	166	158	8
Transports et communications—Autres postes	1,924	1,885	39
	4,928	4,838	90
Expansion et soutien économiques—			
Secteur primaire—			
Agriculture	1,488	1,409	79
Pêches, ressources forestières et ressources en eau	1,102	920	182
Énergie	4,195	3,127	1,068
Secteur primaire—Autres postes	76	66	10
	6,861	*5,522*	*1,339*
Secteur secondaire	163	210	- 47
Commerce extérieur	153	134	19
Population active—			
Conditions de travail	65	61	4
Formation	905	972	- 67
Immigration	141	132	9
Population active—Autres postes	1,008	695	313
	2,119	*1,860*	*259*
Recherches générales—			
Sciences sociales—Recherches	279	258	21
Sciences physiques—Recherches	1,097	954	143
	1,376	*1,212*	*164*
Expansion régionale	1,427	1,248	179
Expansion et soutien économiques—Autres postes	208	287	- 79
	12,307	10,473	1,834
Santé et bien-être social—			
Santé—			
Hygiène publique	169	167	2
Soins médicaux	157	140	17
Soins hospitaliers	6,343	5,575	768
Santé—Autres postes	63	61	2
	6,732	*5,943*	*789*
Maintien du revenu—			
Versements aux personnes âgées	11,417	10,406	1,011
Versements aux familles	2,418	2,327	91
Versements aux chômeurs	2,989	3,051	- 62
	16,824	*15,784*	*1,040*
Assistance sociale—			
Régime d'assistance publique du Canada et postes afférents	3,759	3,383	376
Assistance sociale—Autres postes	91	90	1
	3,850	*3,473*	*377*
Indiens et Inuit	1,938	1,752	186
Logement et rénovation urbaine	1,965	1,604	361
Santé et bien-être social—Autres postes	48	48	
	31,357	28,604	2,753
Aide à l'éducation—			
Enseignement postsecondaire	2,492	2,252	240
Éducation—Autres postes	204	198	6
	2,696	2,450	246
Culture et loisirs—			
Archives, galeries, théâtres, etc	158	150	8
Parcs nationaux, lieux historiques et autres aires de loisirs	311	312	- 1
Cinéma, radio et télévision	991	897	94
Culture et loisirs—Autres postes	543	450	93
	2,003	1,809	194
Paiements de transfert fiscal—			
Subventions, prévues par la loi, aux gouvernements provinciaux	36	36	
Paiements de péréquation des revenus	5,489	5,438	51
Autres paiements de transfert fiscal	79	- 25	104
	5,604	5,449	155
Dette publique	22,551	18,146	4,405
Frais généraux internes—			
Services de soutien du gouvernement	1,996	1,807	189
Contributions aux régimes de pensions et de soins médicaux des employés	236	231	5
	2,232	2,038	194
Total des dépenses nettes	100,254	88,615	11,639

Dépenses par enveloppe

Le tableau 6.2 présente les dépenses par enveloppe reflétant les domaines des grandes politiques du gouvernement. Le tableau est présenté tant sur une base brute que sur une base nette et différencie les dépenses concernant les tiers de celles qui sont internes du gouvernement. La différence entre les dépenses brutes et nettes représente les recettes à valoir sur les crédits. Les autres tableaux de cette section fournissent des précisions supplémentaires pour le total des dépenses nettes (concernant les tiers et internes du gouvernement).

TABLEAU 6.2

DÉPENSES BUDGÉTAIRES PAR ENVELOPPE ET PAR SOURCE
(en millions de dollars)

	1984-85							
	Dépenses brutes			Recettes à valoir sur les crédits		Dépenses nettes		
	Concernant les tiers	Internes du gouvernement	Total[2]	Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Concernant les tiers	Internes du gouvernement	Total[2][3]
Développement social—								
Prestations de sécurité de la vieillesse, suppléments de revenu garanti et allocations au conjoint	11,418		11,418			11,418		11,418
Allocations familiales	2,418		2,418			2,418		2,418
Régime d'assistance publique du Canada	3,635		3,635			3,635		3,635
Contribution du gouvernement au Compte d'assurance-chômage	2,788		2,788			2,788		2,788
Financement des programmes établis—								
Assurance et services de soins médicaux	6,330		6,330			6,330		6,330
Aide à l'éducation	2,492		2,492			2,492		2,492
Autres	14,933	58	14,991	1,313	46	13,620	12	13,632
	44,014	*58*	*44,072*	*1,313*	*46*	*42,701*	*12*	*42,713*
Développement économique et régional	16,589	383	16,972	2,790	355	13,799	28	13,827
Arrangements fiscaux	6,085		6,085			6,085		6,085
Aide et affaires extérieures	2,135	2	2,137	20	(1)	2,115	2	2,117
Défense	9,051	146	9,197	259	12	8,792	134	8,926
Parlement et services gouvernementaux	4,289	1,538	5,827	274	1,518	4,015	20	4,035
Total des dépenses des programmes	***82,163***	***2,127***	***84,290***	***4,656***	***1,931***	***77,507***	***196***	***77,703***
Dette publique	22,537	14	22,551			22,537	14	22,551
Total des dépenses	104,700	2,141	106,841	4,656	1,931	100,044	210	100,254

(1) Moins de $500,000.
(2) Reflétées à l'état des recettes et dépenses de la section 2 de ce volume.
(3) Des précisions supplémentaires par enveloppe sont présentées au tableau 4.1 (section 4 de ce volume).

1983-84								
Dépenses brutes			Recettes à valoir sur les crédits		Dépenses nettes			Variation du total des dépenses nettes
Concernant les tiers	Internes du gouvernement	Total(2)	Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Concernant les tiers	Internes du gouvernement	Total(2)(3)	
10,406		10,406			10,406		10,406	1,012
2,326		2,326			2,326		2,326	92
3,288		3,288			3,288		3,288	347
2,714		2,714			2,714		2,714	74
5,564		5,564			5,564		5,564	766
2,252		2,252			2,252		2,252	240
13,544	54	13,598	1,202	46	12,342	8	12,350	1,282
40,094	*54*	*40,148*	*1,202*	*46*	*38,892*	*8*	*38,900*	*3,813*
14,578	364	14,942	2,276	339	12,302	25	12,327	1,500
5,878		5,878			5,878		5,878	207
1,781	1	1,782	18		1,763	1	1,764	353
8,179	105	8,284	306	6	7,873	99	7,972	954
3,934	1,212	5,146	330	1,188	3,604	24	3,628	407
74,444	*1,736*	*76,180*	*4,132*	*1,579*	*70,312*	*157*	*70,469*	*7,234*
18,144	2	18,146			18,144	2	18,146	4,405
92,588	1,738	94,326	4,132	1,579	88,456	159	88,615	11,639

Dépenses par article courant

La présentation des dépenses par article courant est reliée aux biens et services acquis, de même qu'aux paiements de transfert effectués, par le gouvernement.

Un sommaire comparatif des dépenses par article courant est présenté au tableau 6.3. Des précisions supplémentaires figurent au volume II.

Les subventions, contributions et autres paiements de transfert forment la catégorie la plus importante des dépenses et ont absorbé la somme de $49,190 millions, soit 49% du total des dépenses nettes. Ces paiements comprenaient les paiements de transfert fiscal aux provinces, $5,521 millions; les paiements en vertu de la Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique, $293 millions; les paiements pour les services de santé assurés et les services complémentaires de santé, $6,330 millions; les versements d'allocations familiales, $2,418 millions; les versements de revenu garanti, $2,953 millions; les versements d'allocations au conjoint, $249 millions; les versements à la sécurité de la vieillesse, $8,216 millions; les paiements au Régime d'assistance du Canada, $3,635 millions; et, les paiements pour l'enseignement postsecondaire, $2,265 millions.

Les traitements et salaires se sont élevés à $10,789 millions, soit 11% du total des dépenses nettes. L'augmentation de $681 millions est surtout due à l'augmentation des taux de traitements et salaires.

Le service de la dette publique s'est élevé à $22,551 millions, soit 22% du total des dépenses nettes. La hausse de $4,405 millions est surtout due à l'augmentation de la dette non échue.

TABLEAU 6.3

DÉPENSES PAR ARTICLE COURANT
(en millions de dollars)

				Variation	
		1984-85	1983-84	Montant	%
Traitements et salaires	(1)	10,789	10,108	681	7
Autres frais touchant le personnel	(1)	2,119	1,985	134	7
Transports et communications	(2)	1,516	1,397	119	9
Information	(3)	358	290	68	23
Services professionnels et spéciaux	(4)	2,561	2,506	55	2
Location	(5)	845	741	104	14
Achat de services de réparation et d'entretien	(6)	1,011	894	117	13
Services publics, fournitures et approvisionnements	(7)	2,241	2,151	90	4
Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	(8)	1,503	1,179	324	27
Construction et acquisition de machines et de matériel	(9)	3,307	2,386	921	39
Subventions, contributions et autres paiements de transfert	(10)	49,190	43,913	5,277	12
Service de la dette publique	(11)	22,551	18,146	4,405	24
Toutes autres dépenses	(12)	8,850	8,629	221	3
Total des articles courants	(1-12)	106,841	94,325	12,516	13
Moins: recettes à valoir sur les crédits	(13)	6,587	5,710	877	15
Total des dépenses nettes		100,254	88,615	11,639	13

Des précisions figurent à l'Introduction (tableau 3) et aux sections ministérielles du volume II.

Dépenses par programme

Les programmes de chaque ministère et organisme indiquent les principaux objectifs du ministère.

Le tableau 6.4 présente un sommaire comparatif des dépenses par programme.

TABLEAU 6.4

DÉPENSES PAR PROGRAMME
(en millions de dollars)

	1984-85	1983-84	Variation
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS—			
Affaires des anciens combattants	764	719	45
Commission des allocations aux anciens combattants	1	1	
Pensions	689	664	25
Bureau des services juridiques des pensions	5	4	1
	1,459	1,388	71
AFFAIRES EXTÉRIEURES—			
Ministère—			
Intérêts du Canada à l'étranger	726	630	96
Fonds renouvelable du Bureau des passeports	− 3	− 2	− 1
Céréales et graines oléagineuses	138	152	− 14
Expositions internationales	10	4	6
	871	*784*	*87*
Corporation commerciale canadienne	17	17	
Agence canadienne de développement international	1,333	1,089	244
Société pour l'expansion des exportations		12	− 12
Centre de recherches pour le développement international	81	67	14
Commission mixte internationale	3	3	
	2,305	1,972	333
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—			
Ministère—			
Administration	50	51	− 1
Affaires indiennes et inuit	1,488	1,387	101
Affaires du Nord	651	595	56
Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement	− 1	− 1	
Revendications des autochtones	63	20	43
	2,251	*2,052*	*199*
Commission d'énergie du Nord canadien		(1)	
	2,251	2,052	199
AGRICULTURE—			
Ministère—			
Administration	57	52	5
Développement du secteur agro-alimentaire	1,137	956	181
Réglementation et inspection agro-alimentaires	205	190	15
Fonds renouvelable sur la surveillance des hippodromes	− 1	− 1	
Service canadien des forêts	127	136	− 9
Commission canadienne des grains	38	37	1
	1,563	*1,370*	*193*
Commission canadienne du lait	6	5	1
Office canadien des provendes	19	17	2
Canagrex	5	1	4
	1,593	1,393	200
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—			
Ministère—			
Services	204	195	9
Approvisionnements	22	27	− 5
Fonds renouvelable des approvisionnements	− 35	10	− 45
Fonds renouvelable de la production de défense	− 3	− 1	− 2
Centre d'information sur l'unité canadienne	14	20	− 6
	202	*251*	*− 49*
Statistique Canada	208	190	18
	410	441	− 31
COMMUNICATIONS—			
Ministère—			
Communications et culture	253	239	14
Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales	− 1	1	− 2
	252	*240*	*12*
Conseil des Arts du Canada	73	66	7
Société Radio-Canada	905	816	89
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	46	16	30
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	25	24	1
Corporation du Centre national des Arts	15	14	1
Office national du film	61	57	4
Fonds renouvelable de l'Office national du film	(1)	(1)	
Bibliothèque nationale	30	30	
Musées nationaux du Canada	74	69	5
Archives publiques	39	37	2
	1,520	1,369	151
CONSEIL DU TRÉSOR—			
Secrétariat—			
Administration centrale de la Fonction publique	56	52	4
Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance	202	201	1
Affectations temporaires	1	1	
	259	*254*	*5*
Contrôleur général	11	11	
	270	265	5
CONSEIL PRIVÉ—			
Ministère—			
Conseil privé	51	45	6
Spécial	1	5	− 4
	52	*50*	*2*
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	3	2	1
Directeur général des élections	94	6	88
Commissaire aux langues officielles	9	9	
Conseil économique du Canada	8	8	
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	8	8	
	174	83	91

TABLEAU 6.4

DÉPENSES PAR PROGRAMME—*Suite*
(en millions de dollars)

	1984-85	1983-84	Variation
CONSOMMATION ET CORPORATIONS—			
Ministère	194	262	- 68
Commission sur les pratiques restrictives du commerce	1	1	
Conseil canadien des normes	7	6	1
	202	269	- 67
DÉFENSE NATIONALE—			
Services de défense	8,912	7,959	953
Construction de défense (1951) Limitée	14	13	1
	8,926	7,972	954
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL	6	20	- 14
DÉVELOPPEMENT SOCIAL	3	6	- 3
EMPLOI ET IMMIGRATION—			
Ministère—			
Administration centrale	8	9	- 1
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—			
Administration	42	38	4
Emploi et assurance	4,809	4,647	162
Immigration	128	119	9
Rentes sur l'État	3	3	
	4,982	*4,807*	*175*
Commission d'appel de l'immigration	4	4	
	4,994	4,820	174
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—			
Ministère—			
Administration	27	21	6
Énergie	3,813	2,738	1,075
Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement	- 2	- 2	
Minéraux et sciences de la terre	290	246	44
	4,128	*3,003*	*1,125*
Commission de contrôle de l'énergie atomique	20	19	1
Énergie atomique du Canada, Limitée	326	336	- 10
Office national de l'énergie	24	23	1
Petro-Canada	17	12	5
Société Petro-Canada pour l'assistance internationale	60	65	- 5
	4,575	3,458	1,117
ENVIRONNEMENT—			
Ministère—			
Administration	49	45	4
Services de l'environnement	459	405	54
Parcs Canada	310	312	- 2
	818	*762*	*56*
Commission des champs de bataille nationaux	1		1
	819	762	57
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—			
Ministère	1,070	1,028	42
Société financière Canadair Inc.	300	550	- 250
Société de développement du Cap-Breton	108	110	- 2
Banque fédérale de développement	31	78	- 47
Agence d'examen de l'investissement étranger	7	6	1
Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited	150	300	- 150
	1,666	2,072	- 406

	1984-85	1983-84	Variation
FINANCES—			
Ministère—			
Politiques financières et économiques	90	69	21
Service de la dette publique	22,551	18,146	4,405
Paiements de transfert fiscal	5,813	5,647	166
Tribunal canadien des importations	2	2	
Inspecteur général des banques	2	1	1
Spécial	(1)	(1)	
	28,458	*23,865*	*4,593*
Vérificateur général	40	38	2
Assurances	13	13	
Commission du tarif	3	2	1
	28,514	23,918	4,596
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	6	5	1
JUSTICE—			
Ministère—			
Administration de la justice	134	109	25
Commission canadienne des droits de la personne	9	8	1
Commissaire à la magistrature fédérale	89	82	7
Cour fédérale du Canada	8	7	1
Commission de réforme du droit du Canada	5	5	
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada	3	1	2
Cour suprême du Canada	6	5	1
Cour canadienne de l'impôt	3	2	1
	257	219	38
PARLEMENT—			
Sénat	26	23	3
Chambre des communes	158	145	13
Bibliothèque du Parlement	10	10	
	194	178	16
PÊCHES ET OCÉANS	721	609	112
REVENU NATIONAL—			
Douanes et Accise	409	378	31
Impôt	663	604	59
Société canadienne des postes	516	483	33
	1,588	1,465	123
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—			
Ministère—			
Administration centrale	45	42	3
Services sanitaires et sociaux	10,170	9,022	1,148
Services médicaux	377	331	46
Protection de la santé	114	106	8
Sécurité du revenu	13,905	12,803	1,102
Condition physique et sport amateur	102	69	33
XV[e] Jeux Olympiques d'hiver	44	41	3
	24,757	*22,414*	*2,343*
Conseil de recherches médicales	157	140	17
	24,914	22,554	2,360
SCIENCES ET TECHNOLOGIE—			
Département d'État	7	11	- 4
Conseil national de recherches du Canada—			
Recherches scientifiques et industrielles	447	376	71
Information scientifique et technique	21	20	1
	468	*396*	*72*

TABLEAU 6.4

DÉPENSES PAR PROGRAMME—*Fin*
(en millions de dollars)

	1984-85	1983-84	Variation
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	312	281	31
Conseil des sciences du Canada	5	5	
	792	693	99
SECRÉTARIAT D'ÉTAT—			
Ministère—			
Administration et opérations régionales	35	30	5
Langues officielles	313	304	9
Aide à l'éducation	2,492	2,252	240
Citoyenneté et culture	203	162	41
	3,043	*2,748*	*295*
Conseil consultatif de la situation de la femme	2	2	
Commission de la Fonction publique	114	107	7
Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel	– 1	– 1	
Conseil de recherches en sciences humaines	63	60	3
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	3	2	1
	3,224	2,918	306
SOLLICITEUR GÉNÉRAL—			
Ministère	40	28	12
Service correctionnel	740	652	88
Commission nationale des libérations conditionnelles	14	14	
Gendarmerie royale du Canada—Application de la loi	836	802	34
	1,630	1,496	134
TRANSPORTS—			
Ministère—			
Administration centrale	130	117	13
Fonds renouvelable des magasins	1	(1)	1
Transport maritime	812	595	217
Transports aériens	775	552	223
Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes	19	31	– 12
Transports de surface	1,168	1,495	– 327
	2,905	*2,790*	*115*
Bureau canadien de la sécurité aérienne	5		5
Commission canadienne des transports	786	469	317
Administration du pipe-line du Nord	4	6	– 2
Bureau de l'administrateur de l'Office du transport du grain	1		1
	3,701	3,265	436
TRAVAIL—			
Ministère	129	105	24
Conseil canadien des relations du travail	6	5	1
Société canadienne d'hypothèques et de logement	1,965	1,604	361
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	7	5	2
	2,107	1,719	388
TRAVAUX PUBLICS—			
Ministère—			
Administration	56	53	3
Services professionnels et techniques	57	55	2
Fonds renouvelable des services de construction	4	2	2
Logement	685	574	111
Travaux maritimes	27	20	7
Voirie et autres travaux de génie	72	68	4
Gestion et aménagement fonciers	161	143	18
Subventions aux municipalités	274	233	41
	1,336	*1,148*	*188*
Commission de la Capitale nationale	97	86	11
	1,433	1,234	199
Total des dépenses nettes	100,254	88,615	11,639

(1) Moins de $500,000.

Dépenses par catégorie

Les dépenses peuvent être classées sous trois catégories principales: les dépenses de fonctionnement, les dépenses en capital, et les subventions et contributions. Les dépenses de fonctionnement comprennent les dépenses encourues dans la conduite des activités administratives et opérationnelles du programme; les dépenses en capital portent sur la construction et l'acquisition d'immobilisations, les subventions et les contributions sont des versements faits dans le but de favoriser la réalisation des objectifs du programme, mais qui ne sont pas pour des biens et services.

Un sommaire comparatif des dépenses par catégorie apparaît au tableau 6.5.

TABLEAU 6.5

DÉPENSES PAR CATÉGORIE
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	1984-85	1983-84	1984-85	1983-84	1984-85	1983-84	1984-85	1983-84
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	294,626	284,002	3,253	3,052	1,161,125	1,101,195	1,459,004	1,388,249
AFFAIRES EXTÉRIEURES—								
Ministère	632,803	578,094	70,461	48,731	167,782	156,790	871,046	783,615
Corporation commerciale canadienne	17,617	17,168					17,617	17,168
Agence canadienne de développement international	72,021	60,695	2,079	1,027	1,258,820	1,027,550	1,332,920	1,089,272
Société pour l'expansion des exportations		11,848						11,848
Centre de recherches pour le développement international					81,000	67,400	81,000	67,400
Commission mixte internationale	2,913	2,970	17	16			2,930	2,986
	725,354	*670,775*	*72,557*	*49,774*	*1,507,602*	*1,251,740*	*2,305,513*	*1,972,289*

TABLEAU 6.5

DÉPENSES PAR CATÉGORIE—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	1984-85	1983-84	1984-85	1983-84	1984-85	1983-84	1984-85	1983-84
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—								
Ministère	392,136	518,586	91,204	91,138	1,767,720	1,441,707	2,251,060	2,051,431
Commission d'énergie du Nord canadien		50						50
	392,136	*518,636*	*91,204*	*91,138*	*1,767,720*	*1,441,707*	*2,251,060*	*2,051,481*
AGRICULTURE—								
Ministère	602,145	567,496	115,667	60,513	845,103	742,232	1,562,915	1,370,241
Commission canadienne du lait	5,780	5,410	197	65			5,977	5,475
Office canadien des provendes	1,308	1,251	48	50	17,302	15,485	18,658	16,786
Canagrex	5,400	700					5,400	700
	614,633	*574,857*	*115,912*	*60,628*	*862,405*	*757,717*	*1,592,950*	*1,393,202*
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—								
Ministère	187,922	239,264	13,105	12,231	1,198	65	202,225	251,560
Statistique Canada	198,416	184,220	9,390	4,954	247	410	208,053	189,584
	386,338	*423,484*	*22,495*	*17,185*	*1,445*	*475*	*410,278*	*441,144*
COMMUNICATIONS—								
Ministère	181,213	174,931	25,295	24,314	45,455	40,511	251,963	239,756
Conseil des Arts du Canada					72,614	65,581	72,614	65,581
Société Radio-Canada	904,927	815,971					904,927	815,971
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	45,571	16,263					45,571	16,263
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	25,026	23,088	225	419		70	25,251	23,577
Corporation du Centre national des Arts	14,932	14,427					14,932	14,427
Office national du film	58,042	54,169	3,168	2,822	277	565	61,487	57,556
Bibliothèque nationale	29,656	29,114	471	479	37	28	30,164	29,621
Musées nationaux du Canada	62,389	55,896	2,766	2,336	8,568	10,682	73,723	68,914
Archives publiques	36,583	34,790	2,669	1,650		529	39,252	36,969
	1,358,339	*1,218,649*	*34,594*	*32,020*	*126,951*	*117,966*	*1,519,884*	*1,368,635*
CONSEIL DU TRÉSOR—								
Secrétariat	257,573	253,323	643	72	563	607	258,779	254,002
Contrôleur général	10,857	10,803				4	10,857	10,807
	268,430	*264,126*	*643*	*72*	*563*	*611*	*269,636*	*264,809*
CONSEIL PRIVÉ—								
Ministère	49,045	43,387	1,758	1,032	1,199	5,662	52,002	50,081
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	2,406	1,885	7	7			2,413	1,892
Directeur général des élections	78,320	6,011	105	81	15,069	149	93,494	6,241
Commissaire aux langues officielles	9,149	8,665	218	175			9,367	8,840
Conseil économique du Canada	8,138	8,011	117	53			8,255	8,064
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	8,184	7,806	67	49			8,251	7,855
	155,242	*75,765*	*2,272*	*1,397*	*16,268*	*5,811*	*173,782*	*82,973*
CONSOMMATION ET CORPORATIONS—								
Ministère	129,778	131,355	5,768	5,141	58,205	125,265	193,751	261,761
Commission sur les pratiques restrictives du commerce	1,392	1,505	6	2			1,398	1,507
Conseil canadien des normes					6,612	5,978	6,612	5,978
	131,170	*132,860*	*5,774*	*5,143*	*64,817*	*131,243*	*201,761*	*269,246*
DÉFENSE NATIONALE	6,013,503	5,644,458	2,567,284	1,973,230	345,351	354,553	8,926,138	7,972,241
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL	6,137	19,006	33	412	159	395	6,329	19,813
DÉVELOPPEMENT SOCIAL	2,668	6,253	19	201			2,687	6,454
EMPLOI ET IMMIGRATION—								
Ministère	7,734	8,418	225	453			7,959	8,871
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	3,567,224	3,491,245	22,880	16,436	1,391,730	1,299,599	4,981,834	4,807,280
Commission d'appel de l'immigration	4,568	3,483					4,568	3,483
	3,579,526	*3,503,146*	*23,105*	*16,889*	*1,391,730*	*1,299,599*	*4,994,361*	*4,819,634*
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—								
Ministère	– 1,815,658	– 1,404,607	44,627	35,232	5,898,845	4,372,497	4,127,814	3,003,122
Commission de contrôle de l'énergie atomique	19,788	18,058	221	318	444	281	20,453	18,657
Énergie atomique du Canada, Limitée	294,436	306,307	31,100	30,010			325,536	336,317
Office national de l'énergie	23,797	22,419	246	300			24,043	22,719
Petro-Canada	17,040	11,800					17,040	11,800
Société Petro-Canada pour l'assistance internationale	60,500	65,000					60,500	65,000
	– 1,400,097	*– 981,023*	*76,194*	*65,860*	*5,899,289*	*4,372,778*	*4,575,386*	*3,457,615*
ENVIRONNEMENT—								
Ministère	603,426	557,714	142,409	147,648	72,372	56,349	818,207	761,711
Commission des champs de bataille nationaux	800		14				814	
	604,226	*557,714*	*142,423*	*147,648*	*72,372*	*56,349*	*819,021*	*761,711*

DÉPENSES BUDGÉTAIRES

TABLEAU 6.5

DÉPENSES PAR CATÉGORIE—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	1984-85	1983-84	1984-85	1983-84	1984-85	1983-84	1984-85	1983-84
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—								
Ministère	230,970	201,596	2,840	3,378	836,587	822,572	1,070,397	1,027,546
Société financière Canadair Inc	300,000	550,000					300,000	550,000
Société de développement du Cap-Breton	107,573	110,194					107,573	110,194
Banque fédérale de développement	31,108	77,883					31,108	77,883
Agence d'examen de l'investissement étranger	6.697	6,350	66	18	15	40	6,778	6,408
Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited	150,000	300,000					150,000	300,000
	826,348	*1,246,023*	*2,906*	*3,396*	*836,602*	*822,612*	*1,665,856*	*2,072,031*
FINANCES—								
Ministère	22,641,235	18,217,268	3,320	1,204	5,813,601	5,646,842	28,458,156	23,865,314
Vérificateur général	38,309	36,433	1,060	742	358	337	39,727	37,512
Assurances	12,922	13,237	76	213			12,998	13,450
Commission du tarif	2,742	2,095	35	16			2,777	2,111
	22,695,208	*18,269,033*	*4,491*	*2,175*	*5,813,959*	*5,647,179*	*28,513,658*	*23,918,387*
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	5,604	4,973	196	98			5,800	5,071
JUSTICE—								
Ministère	75,873	68,152	1,453	1,711	57,043	39,336	134,369	109,199
Commission canadienne des droits de la personne	8,501	6,977	261	391			8,762	7,368
Commissaire à la magistrature fédérale	74,046	68,330	15	11	15,188	14,011	89,249	82,352
Cour fédérale du Canada	7,566	6,560	792	215			8,358	6,775
Commission de réforme du droit du Canada	4,993	4,746	54	31			5,047	4,777
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada	2,382	1,228	61	140			2,443	1,368
Cour suprême du Canada	5,351	4,668	367	113	552	491	6,270	5,272
Cour canadienne de l'impôt	2,558	1,653	491	182		19	3,049	1,854
	181,270	*162,314*	*3,494*	*2,794*	*72,783*	*53,857*	*257,547*	*218,965*
PARLEMENT—								
Sénat	24,834	21,580	468	734	710	740	26,012	23,054
Chambre des communes	148,868	137,748	7,874	6,265	1,023	1,002	157,765	145,015
Bibliothèque du Parlement	10,026	9,311	156	114			10,182	9,425
	183,728	*168,639*	*8,498*	*7,113*	*1,733*	*1,742*	*193,959*	*177,494*
PÊCHES ET OCÉANS	480,625	438,322	205,363	142,847	34,780	27,868	720,768	609,037
REVENU NATIONAL—								
Douanes et Accise	397,412	371,336	11,130	7,012			408,542	378,348
Impôt	646,249	587,385	16,915	16,446	47	45	663,211	603,876
Société canadienne des postes	515,831	483,009					515,831	483,009
	1,559,492	*1,441,730*	*28,045*	*23,458*	*47*	*45*	*1,587,584*	*1,465,233*
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—								
Ministère	576,499	510,390	50,726	50,216	24,129,694	21,853,018	24,756,919	22,413,624
Conseil de recherches médicales	3,546	2,909	63	217	153,191	137,313	156,800	140,439
	580,045	*513,299*	*50,789*	*50,433*	*24,282,885*	*21,990,331*	*24,913,719*	*22,554,063*
SCIENCES ET TECHNOLOGIE—								
Département d'État	5,302	8,681	62	58	1,895	2,430	7,259	11,169
Conseil national de recherches du Canada	254,793	228,814	104,551	76,254	108,615	91,436	467,959	396,504
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	11,032	6,567			300,527	274,621	311,559	281,188
Conseil des sciences du Canada	4,765	4,551	32	31			4,797	4,582
	275,892	*248,613*	*104,645*	*76,343*	*411,037*	*368,487*	*791,574*	*693,443*
SECRÉTARIAT D'ÉTAT—								
Ministère	169,312	156,891	2,339	1,665	2,871,014	2,589,825	3,042,665	2,748,381
Conseil consultatif de la situation de la femme	2,384	2,161	7	13			2,391	2,174
Commission de la Fonction publique	110,053	104,278	3,204	1,315			113,257	105,593
Conseil de recherches en sciences humaines	5,851	5,655			57,009	54,429	62,860	60,084
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	2,998	1,669	87	77			3,085	1,746
	290,598	*270,654*	*5,637*	*3,070*	*2,928,023*	*2,644,254*	*3,224,258*	*2,917,978*
SOLLICITEUR GÉNÉRAL—								
Ministère	21,894	19,136	1,055	336	17,322	8,677	40,271	28,149
Service correctionnel	606,119	536,215	132,464	114,675	1,306	1,029	739,889	651;919
Commission nationale des libérations conditionnelles	13,692	12,755	281	1,050			13,973	13,805
Gendarmerie royale du Canada	731,750	715,121	90,901	73,816	13,226	12,801	835,877	801,738
	1,373,455	*1,283,227*	*224,701*	*189,877*	*31,854*	*22,507*	*1,630,010*	*1,495,611*
TRANSPORTS—								
Ministère	1,640,649	1,639,909	790,344	426,401	473,723	723,820	2,904,716	2,790,130
Bureau canadien de la sécurité aérienne	4,445		930				5,375	
Commission canadienne des transports	42,960	39,115	685	546	742,753	429,484	786,398	469,145
Administration du pipe-line du Nord	3,524	5,406		8			3,524	5,414
Bureau de l'administrateur de l'Office du transport du grain	1,130		211				1,341	
	1,692,708	*1,684,430*	*792,170*	*426,955*	*1,216,476*	*1,153,304*	*3,701,354*	*3,264,685*

TABLEAU 6.5

DÉPENSES PAR CATÉGORIE—*Fin*
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	1984-85	1983-84	1984-85	1983-84	1984-85	1983-84	1984-85	1983-84
TRAVAIL—								
Ministère	74,739	69,098	604	508	54,211	35,031	129,554	104,637
Conseil canadien des relations du travail	5,644	5,437	35	35			5,679	5,472
Société canadienne d'hypothèques et de logement	1,965,063	1,604,324					1,965,063	1,604,324
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	3,910		1,639		1,467	4,803	7,016	4,803
	2,049,356	*1,678,859*	*2,278*	*543*	*55,678*	*39,834*	*2,107,312*	*1,719,236*
TRAVAUX PUBLICS—								
Ministère	448,012	712,390	601,410	186,545	286,567	248,803	1,335,989	1,147,738
Commission de la Capitale nationale	97,055	86,550					97,055	86,550
	545,067	*798,940*	*601,410*	*186,545*	*286,567*	*248,803*	*1,433,044*	*1,234,288*
Total des dépenses nettes	45,871,627	41,121,764	5,192,385	3,580,296	49,190,221	43,912,962	100,254,233	88,615,022

ÉTATS SUPPLÉMENTAIRES

Service de la dette publique

Le service de la dette publique comprend l'intérêt sur la dette non échue (y compris les bons du Trésor) et sur les comptes à fins déterminées, les frais d'émission de nouveaux emprunts, l'amortissement de l'escompte à l'émission d'obligations, les primes et commissions afférentes aux obligations, et les frais de service afférents à la dette publique.

L'augmentation de $3,832 millions du service de la dette publique relativement à la dette non échue est surtout attribuable à une augmentation de celle-ci qui est passée de $143,160 millions au 31 mars 1984, à $172,898 millions au 31 mars 1985. L'augmentation de $573 millions du service de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées découle principalement d'une augmentation des comptes de pension de retraite.

Un sommaire comparatif du service de la dette publique est présenté au tableau 6.6. Des précisions se trouvent à la section 14 de ce volume.

TABLEAU 6.6

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE
(en millions de dollars)

	1984-85	1983-84	Variation
Dette non échue—			
Obligations négociables—			
À payer en monnaie canadienne	7,544	6,183	1,361
À payer en devises étrangères—			
Dollars des États-Unis	178	187	- 9
Deutsche marks	8	23	- 15
Francs suisses	10	6	4
Yen japonais		10	- 10
	196	*226*	*-30*
	7,740	*6,409*	*1,331*
Obligations d'épargne du Canada	4,818	4,377	441
Obligations spéciales non négociables—			
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	22	19	3
Bons du Trésor	5,216	3,351	1,865
Effets et prêts à payer en devises étrangères—			
Dollars des États-Unis	310	174	136
Francs suisses	41	26	15
Yen japonais	60	27	33
	411	*227*	*184*
Frais de service et d'émission de nouveaux emprunts	54	46	8
Total du service de la dette publique relativement à la dette non échue	18,261	14,429	3,832
Comptes à fins déterminées—			
Comptes de pension de retraite	3,681	3,268	413
Compte des rentes sur l'État	75	77	- 2
Compte du régime de pensions du Canada	151	111	40
Comptes de dépôt et de fiducie	310	233	77
Autres	73	28	45
Total du service de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées	4,290	3,717	573
Total du service de la dette publique	22,551	18,146	4,405

Dépenses imputées sur les crédits statutaires

L'autorisation de dépenser, comprise dans les crédits statutaires, est consentie à des fins particulières ainsi que pour des montants et des délais prescrits par les lois. Cette autorisation ne s'annule généralement pas à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. Les dépenses imputées à ces crédits statutaires rendent compte, à chaque exercice, pour plus de la moitié du total des dépenses nettes.

En 1984-85, les dépenses à même les crédits statutaires se sont élevées à $62,159 millions, soit 62% du total des dépenses nettes de $100,254 millions.

Le tableau 6.7 présente un sommaire comparatif de ces dépenses statutaires.

TABLEAU 6.7

DÉPENSES IMPUTÉES SUR LES CRÉDITS STATUTAIRES
(en millions de dollars)

	1984-85			1983-84			Variation
Service de la dette publique			22,551			18,146	4,405
Versements à la sécurité de la vieillesse			8,216			7,649	567
Contributions aux provinces en vertu de l'assurance-hospitalisation, des soins médicaux et des services complémentaires de santé aux termes de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur le financement des programmes établis			6,330			5,564	766
Arrangements fiscaux et utilité publique			5,814			5,647	167
Paiements aux provinces en vertu du Régime d'assistance publique du Canada			3,635			3,288	347
Versements du supplément de revenu garanti			2,953			2,524	429
Contribution du gouvernement au Compte d'assurance-chômage			2,788			2,714	74
Versements d'allocations familiales			2,418			2,327	91
Paiements aux provinces pour l'enseignement postsecondaire			2,265			2,065	200
Paiements à des compagnies de chemin de fer en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest			590				590
Indemnisation pétrolière			438			483	−45
Excédent des dépenses sur les revenus de la Société canadienne des postes			347			305	42
Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices			272			231	41
Versements d'allocations au conjoint			249			233	16
Paiements d'intérêts en vertu de la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants			207			179	28
Contribution en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte			188			134	54
Avances au Fonds d'assurance hypothécaire			172				172
Contributions à l'égard des prestations versées aux pêcheurs			159			140	19
Paiements relatifs à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest			117			122	−5
Dépenses d'élections			91			3	88
Traitements, indemnités et pensions des juges			86			79	7
Paiements à des compagnies de chemin de fer et de transport en vertu de la Loi sur les chemins de fer			75			359	−284
Paiement à des compagnies de chemin de fer et de camionnage en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique			56			48	8
Ministres, membres du Parlement et sénateurs—Traitements et autres indemnités			44			41	3
Programme de soutien du revenu d'adaptation pour les travailleurs			42			11	31
Achat de la monnaie canadienne			38			23	15
Paiement d'indemnités à des employés de la Fonction publique et à des marins marchands			33			30	3
Versements pour les mouvements du grain *re* Loi sur le transport du grain de l'Ouest			29			141	−112
Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises			29			25	4
Pension de retraite, prestations de retraite supplémentaires, prestations de décès et autres pensions—							
Fonction publique—							
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de pension de retraite de la Fonction publique	373			349			
Paiements statutaires en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires	421			380			
Contribution patronale du gouvernement au Compte d'assurance-chômage	160			147			
Quote-part d'appariement du gouvernement au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	85			79			
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de prestations de retraite supplémentaires	70			67			
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de prestations de décès	7			7			
Amortissement de l'insuffisance actuarielle	356			481			
		1,472			1,510		
Moins: intérêt qui a réduit l'amortissement de l'insuffisance actuarielle et qui est imputé à l'intérêt de la dette publique	356			481			
recouvrements des fonds renouvelables	31			34			
		387			515		
			1,085			995	90
Forces canadiennes—							
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de pension de retraite des Forces canadiennes	212			200			
Paiements statutaires en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires	236			207			
Contribution patronale du gouvernement au Compte d'assurance-chômage	53			48			
Quote-part d'appariement du gouvernement au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	28			25			

TABLEAU 6.7

DÉPENSES IMPUTÉES SUR LES CRÉDITS STATUTAIRES—*Fin*
(en millions de dollars)

	1984-85			1983-84			Variation
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de prestations de retraite supplémentaires	22			21			
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de prestations de décès	2			2			
Amortissement de l'insuffisance actuarielle	202			259			
		755			762		
Moins: intérêt qui a réduit l'amortissement de l'insuffisance actuarielle et qui est imputé à l'intérêt de la dette publique		202			259		
			553			503	50
Gendarmerie royale du Canada—							
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	67			65			
Paiements statutaires en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires	19			17			
Contribution patronale du gouvernement au Compte d'assurance-chômage	11			11			
Quote-part d'appariement du gouvernement au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	6			6			
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de prestations de retraite supplémentaires	6			6			
Amortissement de l'insuffisance actuarielle	19			22			
		128			127		
Moins: intérêt qui a réduit l'amortissement de l'insuffisance actuarielle et qui est imputé à l'intérêt de la dette publique		19			22		
			109			105	4
Versements en vertu des services de défense et de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada			18			18	
Toutes autres dépenses statutaires			162			247	-85
Total			62,159			54,379	7,780

Dépenses mensuelles par principaux ministères

Le tableau 6.8 présente un sommaire des dépenses par mois pour 1984-85.

TABLEAU 6.8

DÉPENSES MENSUELLES PAR PRINCIPAUX MINISTÈRES
(en millions de dollars)

	Finances	Santé nationale et Bien-être social	Défense nationale	Emploi et Immigration	Énergie, Mines et Ressources	Transports	Secrétariat d'État	Affaires extérieures	Affaires indiennes et Nord canadien	Travail	Autres	Total
Avril 1984	2,037	1,942	416	262	48	213	198	146	219	67	743	6,291
Mai	2,155	1,904	518	418	143	316	211	136	132	75	1,032	7,040
Juin	2,391	1,977	517	440	205	310	241	105	184	129	1,211	7,710
Juillet	2,196	1,972	590	435	334	220	249	162	183	95	1,131	7,567
Août	2,123	1,977	743	373	355	344	212	160	197	122	1,169	7,775
Septembre	2,287	2,036	614	352	379	185	245	138	169	102	1,094	7,601
Octobre	2,355	2,025	616	391	402	297	227	199	193	113	1,189	8,007
Novembre	2,250	2,087	665	382	527	329	256	175	171	78	1,255	8,175
Décembre	2,748	2,014	671	322	372	203	239	179	156	517	720	8,141
Janvier 1985	2,146	2,117	733	398	339	271	309	185	209	284	1,057	8,048
Février	2,207	2,228	739	442	199	294	298	237	127	143	1,080	7,994
Mars	3,110	2,527	1,139	494	249	220	463	227	119	153	1,311	10,012
Complémentaire	509	108	965	285	1,023	499	76	256	192	229	1,751	5,893
Total des dépenses nettes	28,514	24,914	8,926	4,994	4,575	3,701	3,224	2,305	2,251	2,107	14,743	100,254

SECTION 7

COMPTES PUBLICS
1984-85

Prêts, dotations en capital et avances

SOMMAIRE

	Page
Sociétés de la Couronne	7.4
Institutions de crédit	7.4
Autres	7.8
Intérêt financier du gouvernement du Canada dans les sociétés de la Couronne	7.18
Détails concernant l'intérêt financier du gouvernement du Canada dans les sociétés de la Couronne	7.23
Consolidation des sociétés de la Couronne avec le gouvernement	7.24
Aide financière aux sociétés de la Couronne provenant de crédits budgétaires	7.26
Passif éventuel des sociétés de la Couronne	7.27
Autres—	
Administrations provinciales et territoriales	7.28
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement	7.34
Organismes internationaux	7.37
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	7.41
Entreprises mixtes et en coparticipation	7.42
Divers	7.44
Provision pour évaluation	7.52
État supplémentaire—	
Intérêt non perçu enregistré	7.53

PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES

Les prêts, dotations en capital et avances forment une catégorie d'éléments d'actif représentant les créances acquises et les titres de participation détenus par le gouvernement du Canada, obtenus par l'emploi de crédits parlementaires. Certains crédits permettent d'utiliser les remboursements pour des prêts et avances supplémentaires. Plusieurs crédits ne s'annulent pas, ce qui permet aux soldes non utilisés d'être reportés d'exercice en exercice. On retrouve aux sections ministérielles du volume II, les précisions à l'égard de l'emploi des crédits non budgétaires pour les prêts, dotations en capital et avances.

Les prêts, dotations en capital et avances sont enregistrés au coût et font l'objet d'une évaluation afin d'estimer les pertes sur les réalisations. Les opérations de change sont converties et comptabilisées en dollars canadiens au cours du change en vigueur à la date de l'opération. Les prêts, dotations en capital et avances qui proviennent de ces opérations de change sont, à la fin de l'exercice, convertis au cours du change en vigueur à cette date. Les gains nets sont crédités aux recettes à titre de pertes et bénéfices de change, tandis que les pertes nettes sont imputées aux dépenses budgétaires du ministère des Finances.

La provision constituée pour refléter les pertes prévues sur la réalisation de créances détenues par le gouvernement a été autorisée par le ministre des Finances et le président du Conseil du Trésor, en vertu de l'article 54(2)b) de la Loi sur l'administration financière.

Les recettes encaissées au cours de l'exercice sur les prêts, dotations en capital et avances sont créditées aux produits de placements; plus de précisions sont présentées à la section 14 de ce volume. Conformément aux conventions comptables établies, les intérêts courus et les intérêts échus et impayés ne sont pas déclarés aux recettes. Le tableau 7.15 donne des précisions sur l'intérêt non perçu enregistré.

Les opérations et les soldes de fin d'exercice concernant les prêts, dotations en capital et avances sont présentés comme suit:

—sociétés de la Couronne;

—administrations provinciales et territoriales;

—gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement;

—organismes internationaux;

—avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants;

—entreprises mixtes et en coparticipation; et,

—divers.

Les opérations ainsi que les soldes sont résumés davantage dans les sections 1 et 2 de ce volume.

Certains tableaux de cette section présentent la continuité des comptes, en démontrant les soldes d'ouverture et de fermeture, de même que les rentrées et autres crédits, et les paiements et autres débits, i.e. la fluctuation des opérations. En outre, l'expression «compte(s) sans opérations courantes» fait partie de certains tableaux, afin de fournir un lien avec les chiffres publiés dans l'édition précédente des Comptes publics, et pour illustrer les opérations nettes des comptes fermés au cours de l'exercice précédent.

TABLEAU 7.1

PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES

	1er avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
	$	$	$	$	$	$
Sociétés de la Couronne—						
Institutions de crédit, tableau 7.2—						
Banque fédérale de développement	714,000,000	157,000,000		557,000,000	– 157,000,000	– 172,000,000
Société canadienne d'hypothèques et de logement	10,224,271,659	646,569,268	282,000,000	9,859,702,391	– 364,569,268	– 193,382,011
Société d'assurance-dépôts du Canada			40,000,000	40,000,000	40,000,000	– 140,000,000
Société du crédit agricole	4,499,787,217	867,025,182	695,600,000	4,328,362,035	– 171,425,182	378,233,772
Société pour l'expansion des exportations	929,125,606	115,967,502	76,553,550	889,711,654	– 39,413,952	5,258,700
	16,367,184,482	*1,786,561,952*	*1,094,153,550*	*15,674,776,080*	*– 692,408,402*	*– 121,889,539*
Autres sociétés de la Couronne, tableau 7.3—						
Air Canada	574,847,172	18,158,908		556,688,264	– 18,158,908	– 16,908,864
Chemins de fer nationaux du Canada	2,855,456,595	8,095,711	6,100,000	2,853,460,884	– 1,995,711	61,617,879
Corporation de développement des investissements du Canada	414,012,596	17,614,322		396,398,274	– 17,614,322	– 5,647,122
Énergie atomique du Canada, Limitée	833,218,657	38,133,569		795,085,088	– 38,133,569	– 36,944,101
Petro-Canada	4,299,126,174			4,299,126,174		660,463,079
Autres	1,618,337,808	809,497,445	837,604,304	1,646,444,667	28,106,859	– 129,668,071
	10,594,999,002	*891,499,955*	*843,704,304*	*10,547,203,351*	*– 47,795,651*	*532,912,800*
Total des sociétés de la Couronne	26,962,183,484	2,678,061,907	1,937,857,854	26,221,979,431	– 740,204,053	411,023,261
Autres prêts, dotations en capital et avances—						
Administrations provinciales et territoriales, tableau 7.9	1,213,590,892	109,564,869	42,771,083	1,146,797,106	– 66,793,786	– 35,756,926
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement, tableau 7.10	4,214,731,243	115,635,500	287,843,304	4,386,939,047	172,207,804	167,152,010
Organismes internationaux, tableau 7.11	3,306,239,559	1,421,832	422,292,159	3,727,109,886	420,870,327	388,781,615
Moins: effets à payer, tableau 7.11	1,152,768,176	365,572,403	322,661,129	1,195,679,450	42,911,274	53,428,558
	2,153,471,383	*366,994,235*	*744,953,288*	*2,531,430,436*	*377,959,053*	*335,353,057*
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants non compris les provisions pour prestations conditionnelles, tableau 7.12	223,912,756	47,431,382	15,881,389	192,362,763	– 31,549,993	– 31,265,844
Entreprises mixtes et en coparticipation, tableau 7.13	459,824,089	269,489	111,275,000	570,829,600	111,005,511	10,184,544
Divers, tableau 7.14	598,164,613	591,376,185	758,880,925	765,669,353	167,504,740	116,341,352
Total des autres prêts, dotations en capital et avances	8,863,694,976	1,231,271,660	1,961,604,989	9,594,028,305	730,333,329	562,008,193
	35,825,878,460	3,909,333,567	3,899,462,843	35,816,007,736	– 9,870,724	973,031,454
Moins: provision pour évaluation	5,700,000,000	500,000,000		6,200,000,000	500,000,000	300,000,000
Total	30,125,878,460	4,409,333,567	3,899,462,843	29,616,007,736	– 509,870,724	673,031,454

SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

Les prêts, dotations en capital et avances aux sociétés de la Couronne représentent le solde des créances détenues par le gouvernement au titre des sociétés pour fins de fonds de roulement, de dépenses en capital et autres objets, ainsi que les dotations en capital au capital-actions de ces sociétés, et des prêts et avances aux sociétés pour fins de consentir des prêts.

Une société de la Couronne représente une société d'État mère ou une filiale à cent pour cent; une société d'État mère est une personne morale appartenant directement à cent pour cent à Sa Majesté; une filiale à cent pour cent est une personne morale appartenant à cent pour cent à une ou plusieurs sociétés d'État mères, soit directement, soit par l'intermédiaire de filiales dont chacune appartient à cent pour cent, même indirectement, à une ou plusieurs sociétés d'État mères. Celles-ci incluent les sociétés dans les parties I et II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière, la Banque du Canada, la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, la Commission canadienne du Blé, le Centre de recherches pour le développement international et la Corporation du Centre national des Arts.

Une société de la Couronne signifie une société qui, en dernier lieu, doit rendre compte au Parlement, par l'intermédiaire d'un ministre de la Couronne, de la conduite de ses affaires. La majorité des sociétés de la Couronne énumérées aux annexes de la Loi sur l'administration financière sont mandataires de Sa Majesté du chef du Canada. Ce statut est accordé selon une des façons suivantes:

i) désignation par le Parlement, par une loi spéciale de constitution;
ii) autorisation statutaire; et,
iii) proclamation selon la Loi sur le fonctionnement des compagnies de l'État.

Les états financiers des sociétés d'État mères sont présentés dans le volume III des Comptes publics. Les états financiers relatifs aux filiales à cent pour cent des sociétés de la Couronne sont aussi compris dans ce volume lorsque les comptes de celles-ci ne sont pas consolidés avec ceux de la société mère. Ces états financiers sont annexés à ceux de la société d'État mère afférente.

Institutions de crédit

Le tableau 7.2 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les divers genres de prêts, dotations en capital et avances accordés aux sociétés de la Couronne fournissant une aide financière.

TABLEAU 7.2

SOCIÉTÉS DE LA COURONNE—INSTITUTIONS DE CRÉDIT

	1er avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
	$	$	$	$	$	$
Banque fédérale de développement—						
Capital versé	294,000,000			294,000,000		
Prêts	420,000,000	157,000,000		263,000,000	– 157,000,000	– 172,000,000
	714,000,000	*157,000,000*		*557,000,000*	*– 157,000,000*	*– 172,000,000*
Société canadienne d'hypothèques et de logement—						
Capital-actions	25,000,000			25,000,000		
Habitation	6,536,740,164	196,836,968	157,500,000	6,497,403,196	– 39,336,968	– 150,549,387
Immeubles	65,153,675	2,417,322	1,500,000	64,236,353	– 917,322	– 1,911,776
Projets paritaires	1,306,815,339	29,315,480	117,000,000	1,394,499,859	87,684,520	120,011,234
Programme de rénovation urbaine	29,150,547	4,156,539	500,000	25,494,008	– 3,656,539	– 535,907
Projets d'habitations pour étudiants	381,481,641	5,013,959		376,467,682	– 5,013,959	– 8,664,455
Épuration des eaux-vannes	1,112,191,832	23,613,495	5,500,000	1,094,078,337	– 18,113,495	– 20,625,975
Fonds d'assurance hypothécaire	307,600,000	307,600,000			– 307,600,000	– 6,700,000
Aide aux propriétaires	460,138,461	77,615,505		382,522,956	– 77,615,505	– 124,128,610
Compte sans opérations courantes						– 277,135
	10,224,271,659	*646,569,268*	*282,000,000*	*9,859,702,391*	*– 364,569,268*	*– 193,382,011*
Société d'assurance-dépôts du Canada			40,000,000	40,000,000	40,000,000	– 140,000,000
Société du crédit agricole—						
Capital d'apport	189,933,000		28,400,000	218,333,000	28,400,000	23,900,000
Effets	4,296,486,836	862,676,229	665,700,000	4,099,510,607	– 196,976,229	356,732,724
Caisse des prêts aux syndicats agricoles	13,367,381	4,348,953	1,500,000	10,518,428	– 2,848,953	– 2,398,952
	4,499,787,217	*867,025,182*	*695,600,000*	*4,328,362,035*	*– 171,425,182*	*378,233,772*
Société pour l'expansion des exportations—						
Capital-actions	612,000,000		76,000,000	688,000,000	76,000,000	152,000,000
Prêts	317,125,606	115,967,502	553,550	201,711,654	– 115,413,952	– 121,741,300
Compte sans opérations courantes						– 25,000,000
	929,125,606	*115,967,502*	*76,553,550*	*889,711,654*	*– 39,413,952*	*5,258,700*
Total	16,367,184,482	1,786,561,952	1,094,153,550	15,674,776,080	– 692,408,402	– 121,889,539

Banque fédérale de développement

La Société a été établie par la Loi sur la Banque fédérale de développement, dans le but de favoriser et de faciliter la création et l'expansion d'entreprises au Canada, en fournissant un concours financier, des conseils de gestion, des programmes de formation des cadres, des services d'information et de consultation, et les services accessoires à ces diverses fonctions.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $31.1 millions à même les crédits budgétaires.

Capital versé

Le versement de capital du gouvernement dans la Société est autorisé selon les dispositions des articles 28 et 52 de la Loi sur la Banque fédérale de développement.

Prêts

L'article 30 de la Loi sur la Banque fédérale de développement a autorisé l'affectation de prêts à la Société, pour permettre à celle-ci d'atteindre ses objectifs.

Les prêts portent intérêt à des taux de 8.125% à 10.125% par année, et sont remboursables sur des périodes de 1 à 9 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1985 et le 1er août 1988.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $33.8 millions au gouvernement.

Société canadienne d'hypothèques et de logement

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement, afin d'encourager la construction résidentielle, la réparation et la modernisation d'habitations existantes, l'amélioration des conditions d'habitation et de vie au Canada, et pour encourager l'aménagement de communautés en assurant des installations d'infrastructure.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre du Travail, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $1,965.1 millions à même les crédits budgétaires. Elle a versé des intérêts de $873.3 millions et a viré un profit de $39.7 millions au gouvernement.

Capital-actions

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont autorisées selon les dispositions de l'article 17 de la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Habitation

Des avances ont été accordées afin de permettre à la Société de consentir des prêts en vertu des articles suivants de la Loi nationale sur l'habitation:

a) Article 14.1—pour projets d'habitations à loyer sur la garantie d'une première hypothèque, et pour vendre ou acheter des prêts effectués sur des projets d'habitations à loyer;

b) Article 15— à toute personne en vue d'aider
  - i) à la construction, l'achat ou l'amélioration d'un projet d'habitations à bas loyer;
  - ii) à l'achat d'immeubles existants, avec le terrain sur lequel ils sont situés, et à leur transformation en un projet d'habitations à bas loyer; ou,
  - iii) à la transformation d'immeubles existants en un projet d'habitations à bas loyer;

c) Article 27.5—aux municipalités et aux quartiers choisis pour l'amélioration de locaux dans le quartier à l'égard duquel la contribution est versée;

d) Article 34.1—
  - i) au propriétaire d'un logement familial ou de facilités de logement du type foyer ou pension aux fins d'aider à leur réparation, leur remise en état ou leur amélioration;
  - ii) à une corporation sans but lucratif, aux fins d'aider à la transformation d'un immeuble résidentiel existant, que possède cette corporation, en un immeuble offrant un nombre différent de logements familiaux, des facilités de logement du type foyer ou pension, ou un nombre différent de lits, du type foyer ou pension;

e) Article 34.18—à des coopératives afin d'aider à la construction, l'acquisition ou l'amélioration d'un projet d'habitations;

f) Article 42—aux provinces, municipalités ou offices du logement public en vue de faciliter l'acquisition et l'équipement de terrains à des fins d'habitation;

g) Article 43—à une province, une municipalité ou un office du logement public pour la construction ou l'acquisition d'un projet de logement public;

h) Article 58—à une personne qui ne peut obtenir un prêt d'un prêteur agréé en vue de la construction d'une maison ou d'un projet d'habitations; et,

i) Article 59—aux Indiens en vue d'aider à l'achat, l'amélioration ou la construction de projets d'habitations sur les réserves indiennes.

Les avances portent intérêt à des taux de 3.5% à 17.625% par année, et sont remboursables sur des périodes s'échelonnant de 18 à 50 ans, avec des versements finals entre le 30 septembre 1997 et le 30 septembre 2034.

Immeubles

L'article 55 de la Loi nationale sur l'habitation autorise des avances afin: *a*) d'acquérir des terrains ou des projets d'habitations par achat, bail ou autrement; *b*) d'installer des services sur les terrains acquis et d'apporter des améliorations auxdits terrains ou à leur égard, et les mettre en valeur et les aménager aux fins de logement; *c*) de construire, transformer ou améliorer des projets d'habitations; et, *d*) d'acquérir des matériaux et accessoires de construction ainsi que d'autres biens meubles qui seront utilisés relativement à des projets d'habitations.

Au cours de l'exercice, des avances supplémentaires ont été autorisées par le crédit L100 des Travaux publics, des Lois n° 1 et n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits, et par le crédit L30b du Travail, de la Loi n° 3 de 1984-85 portant affectation de crédits.

Les avances portent intérêt à des taux de 9.525% à 16.157% par année, et sont remboursables sur une période de 50 ans, avec le versement final le 31 décembre 2033.

Projets paritaires

L'article 40 de la Loi nationale sur l'habitation autorise des avances pour permettre d'entreprendre des projets de concert avec le gouvernement d'une province ou tout organisme de celui-ci, pour *a*) l'acquisition et l'aménagement de terrains à des fins d'habitation ou à toute fin afférente; *b*) la construction de projets d'habitations ou de facilités de logement du type foyer ou pension en vue de la vente ou de la location; et, *c*) l'acquisition, l'amélioration et la transformation de bâtiments existants en vue d'en faire un projet d'habitations ou des facilités de logement du type foyer ou pension.

Les avances portent intérêt à des taux de 5% à 17.96% par année, et sont remboursables sur des périodes de 25 à 50 ans, avec des versements finals entre le 31 mars 2005 et le 30 septembre 2034.

Programme de rénovation urbaine

Des avances ont été accordées afin de permettre à la Société de consentir des prêts en vertu de l'article 25 de la Loi nationale sur l'habitation, à une province ou une municipalité, pour l'aider à exécuter un programme de rénovation urbaine.

Les avances portent intérêt à des taux de 5.31% à 8.75% par année, et sont remboursables sur des périodes de 20 à 50 ans, avec des versements finals entre le 31 décembre 1985 et le 31 décembre 1999.

Projets d'habitations pour étudiants

Des avances ont été accordées afin de permettre à la Société de consentir des prêts en vertu de l'article 47 de la Loi nationale sur l'habitation, à une province ou un organisme provincial, à une municipalité ou un organisme municipal, à un hôpital, une commission scolaire, une université, un collège, une association coopérative ou une corporation de charité, pour aider *a*) à la construction, l'acquisition ou l'amélioration d'un projet d'habitations pour étudiants; *b*) à l'acquisition de bâtiments existants et leur transformation en projet d'habitations pour étudiants; ou, *c*) à la transformation de bâtiments existants en projet d'habitations pour étudiants.

Les avances portent intérêt à des taux de 5% à 10.54% par année, et sont remboursables sur des périodes de 20 à 50 ans, avec des versements finals entre le 30 septembre 1993 et le 31 décembre 2030.

Épuration des eaux-vannes

Des avances ont été accordées afin de permettre à la Société de consentir des prêts en vertu de l'article 51 de la Loi nationale sur l'habitation, à une province, à une municipalité ou à une régie municipale d'égouts, pour faciliter l'aménagement ou l'agrandissement d'un projet de traitement des eaux d'égout, et la construction d'un réseau de collecteurs d'égouts pluviaux.

Les avances portent intérêt à des taux de 5% à 10.376% par année, et sont remboursables sur des périodes de 18 à 50 ans, avec des versements finals entre le 30 septembre 1993 et le 31 décembre 2030.

Fonds d'assurance hypothécaire

Des avances étaient effectuées, conformément à l'article 9(6) de la Loi nationale sur l'habitation, pour permettre à la Société de s'acquitter de ses obligations selon l'article 8 de la Loi.

Au cours de l'exercice, la renonciation au remboursement des avances impayées au 30 juin 1984 a été autorisée par le crédit 26b du Travail, de la Loi n° 3 de 1984-85 portant affectation de crédits.

Aide aux propriétaires

Des avances ont été accordées afin de permettre à la Société de consentir des prêts en vertu de l'article 34.15 de la Loi nationale sur l'habitation, pour encourager *a*) la construction d'une maison ou d'une unité en copropriété par une personne ou par le constructeur qui a l'intention de la vendre à une personne, le propriétaire admissible ou l'acquéreur admissible ayant l'intention d'occuper la maison, un logement dans celle-ci, ou l'unité en copropriété lui appartenant; ou, *b*) l'acquisition d'une maison ou d'une unité en copropriété par un propriétaire admissible éventuel.

Les avances portent intérêt à des taux de 7.625% à 9.625% par année, et sont remboursables sur des périodes de 20 à 50 ans, avec des versements finals entre le 31 décembre 1992 et le 31 mars 1996.

Société d'assurance-dépôts du Canada

La Société a été établie par la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada, afin de fournir de l'assurance, jusqu'à concurrence de $60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des institutions fédérales membres et des institutions provinciales approuvées.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Finances, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

L'article 37 de la Loi prévoit que le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société des montants sous forme de prêts selon les modalités que peut déterminer le gouverneur en conseil. L'ensemble de tels prêts autorisés à être en circulation en tout temps est de $1,500,000,000.

Le prêt consenti au cours de l'exercice porte intérêt au taux de 11.875% par année et échoit le 6 mars 1986.

Société du crédit agricole

La Société a été établie par la Loi sur le crédit agricole, dans le but d'aider les agriculteurs canadiens à établir et à aménager des exploitations agricoles stables en disposant de crédit à long terme.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Agriculture, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $10.3 millions à même les crédits budgétaires.

Capital d'apport

L'apport en capital du gouvernement dans la Société est autorisé par l'article 12 de la Loi sur le crédit agricole.

Le montant total autorisé ne doit pas excéder $225,000,000.

Effets

Ces effets provisoires, émis au ministre des Finances à l'égard des prêts effectués conformément à l'article 13 de la Loi, accordent des fonds à la Société afin qu'elle puisse consentir des prêts aux agriculteurs. Le montant global des prêts en circulation en tout temps ne doit pas dépasser vingt-cinq fois le capital de la Société.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) remboursables sur une période de 20 ans, portant intérêt à des taux de 9% à 12.25% par année, avec des versements finals entre le 1er juillet 1997 et le 1er juillet 2003, $1,019,061,234;

b) remboursables sur une période de 20 ans, portant intérêt à des taux de 5.375% à 8.75% par année, avec des versements finals entre le 1er décembre 1985 et le 1er juillet 1999, $1,699,079,100;

c) remboursables sur une période de 19 ans, portant intérêt à des taux de 5.25% à 6% par année, avec des versements finals entre le 1er décembre 1985 et le 1er juillet 1986, $42,721,223;

d) remboursables sur une période de 10 ans, portant intérêt à des taux de 11.25% à 12.125% par année, avec des versements finals entre le 1er juillet 1993 et le 1er juillet 1994, $667,597,392;

e) remboursables sur une période de 25 ans, portant intérêt à des taux de 5% à 5.75% par année, avec des versements finals entre le 30 juin 1985 et le 30 juin 1986, $5,351,648; et,

f) remboursables sur une période de 4 ans, portant intérêt à des taux de 11% à 12.75% par année, avec des versements finals entre le 1er juillet 1989 et le 1er juillet 1990, $665,700,000.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $449.8 millions au gouvernement.

Caisse des prêts aux syndicats agricoles

Des avances ont été accordées par le ministre des Finances, conformément à l'article 8 de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles, afin de permettre à la Société de consentir des prêts. L'article 3(1) de la Loi permet à la Société de consentir des prêts à un syndicat agricole pour:

a) l'achat de machines agricoles;

b) l'achat, la construction ou l'amélioration des bâtiments; ou,

c) l'achat ou l'amélioration des terrains sur lesquels des bâtiments sont ou doivent être construits, lorsque ceux-ci servent principalement aux opérations d'agriculture du syndicat ou de ses membres.

L'article 8 de la Loi limite le solde maximum des avances en circulation à $25,000,000.

Les avances portent intérêt à des taux de 9.75% à 16.5% par année, et sont remboursables sur une période de 5 ans, avec des versements finals entre le 1er juillet 1985 et le 1er juillet 1989.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $2.1 millions au gouvernement.

Société pour l'expansion des exportations

La Société a été établie par la Loi sur l'expansion des exportations, afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation au moyen de prêts, d'assurances, de garanties et d'autres mesures financières.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Capital-actions

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont autorisées selon les dispositions de l'article 11 de la Loi sur l'expansion des exportations.

Au cours de l'exercice, le gouvernement a souscrit pour 760,000 actions supplémentaires pour une valeur totale de $76 millions.

Prêts

Les prêts consentis à la Société sont autorisés par les articles 12 et 13 de la Loi sur l'expansion des exportations. En conformité de l'article 12, la Société peut emprunter des fonds de toute manière, de sources publiques ou privées, notamment par l'émission et la vente d'obligations, de débentures, de billets ou autres titres de créance de la Société. Conformément à l'article 13, des prêts peuvent être effectués à la Société, à même le Fonds du revenu consolidé, selon les modalités fixées par le ministre des Finances.

L'article 14 limite les emprunts non remboursés de la Société faits en application des articles 12 et 13 à un montant égal à dix fois le total obtenu en ajoutant au capital payé de la Société le montant, le cas échéant, de ses bénéfices non répartis établi selon ses derniers états de comptes pour une année financière, qui ont été vérifiés par le vérificateur général du Canada.

Aux fins de la Loi sur l'expansion des exportations, l'article 31 autorise également le gouvernement du Canada à consentir des prêts, par l'intermédiaire de la Société. Ces prêts sont administrés par la Société au nom du gouvernement et sont inscrits plus loin dans cette section sous les rubriques «Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement» et «Divers prêts, dotations en capital et avances».

Les prêts portent intérêt à des taux de 5.5% à 9.25% par année, et sont remboursables sur des périodes de 4 à 15 ans, avec des versements finals entre le 15 avril 1985 et le 15 octobre 1988.

Au cours de l'exercice, les rentrées et autres crédits comprenaient des remboursements de prêts de $115,967,502, tandis que les paiements et autres débits comportaient un redressement dû à la réévaluation de $553,550 à l'égard de prêts s'élevant à $4,500,000 É-U. La Société a versé des intérêts de $24.1 millions au gouvernement.

Autres sociétés de la Couronne

Au tableau 7.3 figure un sommaire des soldes et des opérations des divers genres de prêts, dotations en capital et avances consentis aux sociétés de la Couronne engagés dans des activités autres que de financement.

TABLEAU 7.3

AUTRES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

	1er avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
	$	$	$	$	$	$
Air Canada—						
Capital-actions	329,009,000			329,009,000		
Prêt consolidé	232,986,900	17,788,708		215,198,192	- 17,788,708	- 16,567,068
Hangar d'entretien à Winnipeg	12,851,272	370,200		12,481,072	- 370,200	- 341,796
	574,847,172	*18,158,908*		*556,688,264*	*- 18,158,908*	*- 16,908,864*
Chemins de fer nationaux du Canada—						
Capital-actions	2,619,777,732		6,100,000	2,625,877,732	6,100,000	69,032,000
Prêt consolidé	221,530,012	8,046,203		213,483,809	- 8,046,203	- 7,385,808
Services de transbordeur entre Yarmouth et Bar Harbour	49,016	24,508		24,508	- 24,508	- 24,508
Chemins de fer du gouvernement canadien—Fonds de roulement	14,099,835	25,000		14,074,835	- 25,000	- 3,805
	2,855,456,595	*8,095,711*	*6,100,000*	*2,853,460,884*	*- 1,995,711*	*61,617,879*
Corporation de développement des investissements du Canada	395,658,315			395,658,315		
Canadair Limitée	14,487,081	13,747,122		739,959	- 13,747,122	- 147,122
De Havilland Aircraft of Canada, Limited, The	3,867,200	3,867,200			- 3,867,200	
Eldorado Nucléaire Limitée						- 5,000,000
Compte sans opérations courantes						- 500,000
	414,012,596	*17,614,322*		*396,398,274*	*- 17,614,322*	*- 5,647,122*
Énergie atomique du Canada, Limitée—						
Capital-actions	15,000,000			15,000,000		
Capital d'apport	149,159,473			149,159,473		
Habitation	6,055,478	523,607		5,531,871	- 523,607	- 509,204
Usine d'eau lourde de Bruce	116,995,142	9,804,379		107,190,763	- 9,804,379	- 8,733,558
Division des produits commerciaux	3,305,770	455,987		2,849,783	- 455,987	- 425,699
Centrale nucléaire de Gentilly II	151,000,000	1,682,200		149,317,800	- 1,682,200	
Stock d'eau lourde	72,500,000	3,000,000		69,500,000	- 3,000,000	
Bâtiment pour la production d'isotopes	11,600,000	11,600,000			- 11,600,000	900,000
Équipements pour la production d'isotopes	7,700,000	7,700,000			- 7,700,000	3,900,000
Centrale nucléaire de Lepreau	299,400,000	3,181,477		296,218,523	- 3,181,477	
Bureau des services techniques de Sheridan Park	502,794	185,919		316,875	- 185,919	- 175,640
Comptes sans opérations courantes						- 31,900,000
	833,218,657	*38,133,569*		*795,085,088*	*- 38,133,569*	*- 36,944,101*
Petro-Canada—						
Capital-actions—Ordinaires	3,326,354,321			3,326,354,321		660,463,079
—Privilégiées	972,771,853			972,771,853		
	4,299,126,174			*4,299,126,174*		*660,463,079*
	8,976,661,194	82,002,510	6,100,000	8,900,758,684	- 75,902,510	662,580,871

PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES

TABLEAU 7.3

AUTRES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE—*Fin*

	1er avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
	$	$	$	$	$	$
Autres—						
Banque du Canada	5,920,000			5,920,000		
Société canadienne des ports	138,467,511	53,387,628	2,569,795	87,649,678	- 50,817,833	- 218,806,013
Administration du pont du port de Saint-Jean	14,401,541	94,627		14,306,914	- 94,627	- 88,493
	152,869,052	*53,482,255*	*2,569,795*	*101,956,592*	*- 50,912,460*	*- 218,894,506*
Arsenaux Canadiens Limitée, Les	3,500,000			3,500,000		
Société Radio-Canada	33,000,000			33,000,000		
Corporation commerciale canadienne	10,000,000			10,000,000		
Commission canadienne du lait	79,334,000	510,421,374	547,709,374	116,622,000	37,288,000	- 184,662,158
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	9,053,275	114,350,878	111,611,538	6,313,935	- 2,739,340	- 36,365
Canadian National (West Indies) Steamships Ltd—						
Capital-actions	976			976		
Avances	324,024			324,024		
	325,000			*325,000*		
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	296,199			296,199		
Office canadien du poisson salé	14,093,500	37,758,500	36,000,000	12,335,000	- 1,758,500	5,687,500
Société canadienne des paris sportifs		20,000,000	20,000,000			
Société de développement du Cap-Breton	11,368,288	5,000,000	7,073,956	13,442,244	2,073,956	11,368,288
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	10,340,248	46,330,043	52,000,000	16,010,205	5,669,957	- 7,701,793
Société du port de Halifax			25,555,762	25,555,762	25,555,762	
Loto Canada Inc	1			1		
Société du port de Montréal	141,665,988	300,614		141,365,374	- 300,614	141,665,988
Commission de la Capitale nationale	31,103,856	4,794,908		26,308,948	- 4,794,908	- 18,522
Commission d'énergie du Nord canadien—						
Prêts	228,820,626	10,409,997	5,000,000	223,410,629	- 5,409,997	21,582,852
Avances	50,000			50,000		
Fonds de roulement	7,500,000			7,500,000		
	236,370,626	*10,409,997*	*5,000,000*	*230,960,629*	*- 5,409,997*	*21,582,852*
Société des Transports du Nord Limitée—						
Capital-actions	24,900,000			24,900,000		
Prêts	30,276,778	3,071,188		27,205,590	- 3,071,188	- 3,157,078
	55,176,778	*3,071,188*		*52,105,590*	*- 3,071,188*	*- 3,157,078*
Pêcheries Canada Inc	28,491,000		2,998,900	31,489,900	2,998,900	28,491,000
Pêcheries Cartier Inc	10,000			10,000		10,000
	28,501,000		*2,998,900*	*31,499,900*	*2,998,900*	*28,501,000*
Société du port de Prince Rupert			27,084,979	27,084,979	27,084,979	
Monnaie royale canadienne	14,232,375	2,131,785		12,100,590	- 2,131,785	- 1,971,785
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	624,950,000			624,950,000		
Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, Les	59,752,867			59,752,867		
	684,702,867			*684,702,867*		
Téléglobe Canada	5,874,592	1,296,616		4,577,976	- 1,296,616	- 3,341,646
Uranium Canada, Limitée	9			9		
Société du port de Vancouver, La	81,310,154	149,287		81,160,867	- 149,287	81,310,154
VIA Rail Canada Inc	9,300,000			9,300,000		
	1,618,337,808	809,497,445	837,604,304	1,646,444,667	28,106,859	- 129,668,071
Total	10,5[illegible]4,999,002	891,499,955	843,704,304	10,547,203,351	- 47,795,651	532,912,800

Air Canada

La Société a été établie par la Loi d'Air Canada, afin d'assurer des services aériens réguliers, domestiques et internationaux à l'Amérique du Nord, aux Îles Britanniques, à l'Europe continentale et aux Antilles.

La Société n'est pas mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $17.6 millions au gouvernement.

Capital-actions

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte.

Prêt consolidé

Le prêt, consolidé en 1978-79, porte intérêt au taux de 7.243% par année, et est remboursable en versements semestriels sur une période de 15 ans, avec le versement final le 13 avril 1993.

Hangar d'entretien à Winnipeg

Des prêts ont été consentis afin de construire un hangar d'entretien ordinaire à Winnipeg, Manitoba.

Le prêt, consolidé en 1980-81, porte intérêt au taux de 8.31% par année, et est remboursable en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 31 décembre 2001.

Chemins de fer nationaux du Canada

La Société a été établie par la Loi sur les Chemins de fer nationaux, en vue d'établir, d'exploiter et de gérer un réseau ferroviaire national.

La Société n'est pas mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $80.2 millions à même les crédits budgétaires.

Capital-actions

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte.

Au cours de l'exercice, l'achat de 12,200 actions ordinaires supplémentaires se chiffrant à $6,100,000 a été autorisé en vertu du crédit L115 des Transports, des Lois n° 1 et n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des dividendes de $42.5 millions au gouvernement.

Prêt consolidé

Le prêt, consolidé en 1978-79, porte intérêt au taux de 8.75% par année, et est remboursable en versements semestriels sur une période de 20 ans, avec le versement final le 30 juin 1998.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $19.2 millions au gouvernement.

Services de transbordeur entre Yarmouth et Bar Harbour

Des avances recouvrables ont été consenties afin de parachever la construction du terminus de transbordement à Bar Harbour, Maine, É-U.

Les avances non productives d'intérêt sont remboursables au montant de $24,508 par année sur une période de 11 ans, avec le versement final le 28 décembre 1985.

Chemins de fer du gouvernement canadien—Fonds de roulement

Des avances ont été consenties pour fins de fonds de roulement.

Les avances sont non productives d'intérêt et n'ont pas de dates fixes de remboursement.

Corporation de développement des investissements du Canada

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations commerciales canadiennes, afin:

a) d'aider à la création ou au développement d'entreprises, de ressources, de biens et d'industries du Canada;

b) d'augmenter, d'élargir et de développer, pour les Canadiens, les possibilités de participation au développement économique du Canada, en utilisant leurs compétences et leurs capitaux;

c) d'investir dans les actions ou valeurs de toute corporation qui est propriétaire de biens au Canada ou qui fait des affaires se rattachant aux intérêts économiques du Canada;

d) d'investir dans des initiatives ou entreprises qui profiteront vraisemblablement au Canada, entre autres choses par l'acquisition de biens; et,

e) d'exercer les activités au mieux des intérêts du Canada, agissant ainsi d'une façon commerciale.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société financière Canadair Inc et The de Havilland Aircraft of Canada, Limited ont respectivement reçu une aide financière de $300 millions et de $150 millions à même les crédits budgétaires. Ces deux sociétés sont des filiales à cent pour cent de la Corporation de développement des investissements du Canada.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte. Le solde du compte représente la valeur de 100 actions ordinaires de la Société sans valeur nominale ou sans valeur au pair.

Canadair Limitée

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes, afin de fabriquer et de vendre des avions. La Société est une filiale à cent pour cent de la Corporation de développement des investissements du Canada.

Des prêts ont été consentis à la Société pour le financement de bombardiers d'eau, lesdits prêts devant être recouvrés par la vente des avions.

Les prêts sont non productifs d'intérêt et sont remboursables seulement lorsque les avions sont vendus.

The de Havilland Aircraft of Canada, Limited

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations ontariennes, afin de fabriquer et de vendre des avions. La Société est une filiale à cent pour cent de la Corporation de développement des investissements du Canada.

Des prêts étaient consentis à la Société à l'égard des coûts d'outillage pour la production de l'avion DHC-7.

Au cours de l'exercice, les prêts ont été entièrement remboursés.

Eldorado Nucléaire Limitée

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes, pour subvenir à l'exploitation minière et au raffinage d'uranium, et à la production de combustibles nucléaires au Canada. La Société est une filiale à cent pour cent de la Corporation de développement des investissements du Canada.

L'intérêt échu mais non perçu, s'élevant à $10,093,433 au 31 mars 1985, a été enregistré dans les comptes du Canada au cours des exercices précédents en le débitant à un compte de prêts et en le créditant à un compte d'intérêt non perçu (voir le tableau 7.15 de cette section). Puisque la convention du gouvernement est de comptabiliser les recettes seulement lorsque perçues, cet intérêt non perçu a été déduit du compte de prêts afin de présenter celui-ci sur une base nette.

Énergie atomique du Canada, Limitée

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes, afin d'accroître l'utilisation de l'énergie atomique pour des fins pacifiques. Elle a également pour but de promouvoir, d'aider et d'effectuer des travaux de recherche et de perfectionnement pour appuyer l'utilisation de l'énergie atomique pour satisfaire les besoins à court et long terme du Canada en matière d'énergie à bon compte, pour susciter un intérêt commercial face aux autres pays, et pour diversifier et améliorer les applications pratiques de l'énergie atomique dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture et de la médecine.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $325.5 millions à même les crédits budgétaires. Elle a versé des intérêts de $81.6 millions au gouvernement.

Capital-actions

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte.

Capital d'apport

La contribution du gouvernement dans le capital de la Société est inscrite à ce compte.

Habitation

Des prêts ont été consentis pour financer la construction d'habitations à proximité de l'Établissement de recherche nucléaire de Whiteshell.

Les prêts portent intérêt à des taux de 3.5% à 8.5% par année, et sont remboursables en versements mensuels égaux sur une période de 30 ans, avec des versements finals entre le 31 décembre 1985 et le 30 juin 2003.

Usine d'eau lourde de Bruce

Des prêts ont été consentis afin de financer la construction de l'usine d'eau lourde de Bruce à Douglas Point, Ontario.

Les prêts portent intérêt à des taux de 6.687% à 8.5% par année, et sont remboursables en versements mensuels égaux sur une période de 17 ans, avec le versement final le 31 décembre 1992.

Division des produits commerciaux

Des prêts ont été consentis afin de financer la construction d'aménagements manufacturiers et d'un laboratoire à South March, Ontario.

Les prêts portent intérêt à des taux de 6.687% à 7.625% par année, et sont remboursables en versements mensuels égaux sur une période de 20 ans, avec des versements finals entre le 31 mai 1988 et le 30 septembre 1992.

Centrale nucléaire de Gentilly II

Des prêts ont été consentis pour financer une partie de la construction de la centrale nucléaire CANDU-PHW 600 à Gentilly, selon un accord conclu avec la province de Québec et l'Hydro-Québec.

Le prêt, consolidé en 1983-84, porte intérêt au taux de 9.18% par année, et est remboursable en versements annuels égaux sur une période de 25 ans, avec le versement final le 7 avril 2008.

Stock d'eau lourde

Des prêts ont été consentis en vue de financer la production et l'achat d'eau lourde aux fins de location ou de revente à des utilisateurs canadiens et étrangers.

Les prêts portent intérêt à des taux de 9.125% à 10.125% par année, et sont remboursables à la fin d'une période de 10 ans, avec le versement final le 1er janvier 1988.

Bâtiment pour la production d'isotopes

Des prêts étaient consentis en vue d'aider à la construction d'un bâtiment pour la production d'isotopes.

Au cours de l'exercice, les prêts ont été entièrement remboursés.

Équipements pour la production d'isotopes

Des prêts étaient consentis dans le but d'aider à l'achat de nouveaux équipements.

Au cours de l'exercice, les prêts ont été entièrement remboursés.

Centrale nucléaire de Lepreau

Des prêts ont été consentis pour financer une partie de la construction de la Centrale nucléaire de Lepreau.

Le prêt, consolidé en 1980-81, porte intérêt au taux de 9.706% par année, et est remboursable en versements annuels égaux sur une période de 25 ans, avec le versement final le 1[er] avril 2008.

Bureau des services techniques de Sheridan Park

Des prêts ont été consentis pour financer la construction d'installations de bureau.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5.625% à 6% par année, et sont remboursables en versements mensuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 31 octobre 1986.

Petro-Canada

La Société a été établie par la Loi sur la Société Petro-Canada, afin:

a) de faire de la prospection pour rechercher et mettre en valeur des sources de combustible ou d'énergie, et notamment d'hydrocarbures;

b) d'effectuer des travaux de recherche et de développement concernant les ressources en combustibles et en énergie;

c) d'importer, de produire, de transporter, de distribuer, de raffiner et de commercialiser les hydrocarbures de toutes sortes;

d) de produire, de distribuer, de transporter et de commercialiser d'autres combustibles et d'autres sources d'énergie; et,

e) de s'engager ou d'investir dans des opérations ou des entreprises ayant un rapport avec l'exploration, la production, l'importation, la distribution, le raffinage et la commercialisation de combustibles, d'énergie et de ressources connexes.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $60.5 millions à même les crédits budgétaires.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont autorisées par les articles 5, 22, 24.1 et 25 de la Loi sur la Société Petro-Canada.

Banque du Canada

La Banque du Canada a été établie par la Loi sur la Banque du Canada, pour réglementer le crédit et la monnaie dans le meilleur intérêt de la vie économique de la nation, pour contrôler et protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire nationale et pour mitiger, par son influence, les fluctuations du niveau général de la production, du commerce, des prix et de l'emploi de la main-d'œuvre, autant que possible dans le cadre de l'activité monétaire, et généralement pour favoriser la prospérité économique et financière du Canada.

La Banque n'est pas mandataire de Sa Majesté et doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Finances.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Banque sont autorisées en vertu de l'article 17 de la Loi. Une somme de $5,000,000 représente la valeur au pair de 100,000 actions, et le solde de $920,000 représente la prime payée relativement à l'achat, en 1938, des actions détenues par le public.

Les profits réalisés par la Banque sont remis annuellement au gouvernement. En 1984-85, un profit de $1,852.2 millions fut réalisé par la Banque.

Société canadienne des ports

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des ports, pour administrer, gérer et régir les ports canadiens, et tous ports, ouvrages ou biens du Canada transférés par le gouverneur en conseil.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $35.2 millions à même les crédits budgétaires.

En vertu de l'autorisation de la Loi sur la Société canadienne des ports, des prêts sont consentis afin de financer les dépenses en capital des divers ports qui sont de la compétence de la Société canadienne des ports. Un sommaire des soldes et opérations des prêts effectués à divers ports suit:

	1[er] avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985
	$	$	$	$
Belledune	2,243,859	36,591		2,207,268
Halifax	25,555,762	25,555,762		
Prince Rupert	27,084,979	27,084,979		
Sept-Îles	2,977,437			2,977,437
Churchill	13,693,573			13,693,573
Saint-Jean, N-B	64,513,991	646,945	2,569,795	66,436,841
Saint-Jean, T-N	1,657,474	43,490		1,613,984
Chicoutimi	740,436	19,861		720,575
	138,467,511	53,387,628	2,569,795	87,649,678

En date du 1[er] juin 1984, les ports de Halifax et de Prince Rupert ont été établis comme des sociétés de port locales ayant pour noms la Société du port de Halifax et la Société du port de Prince Rupert, respectivement. Conformément à la Loi sur

la Société canadienne des ports, l'actif, le passif et l'avoir concernant ces deux ports ont été transférés aux nouvelles sociétés.

Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés en vertu du crédit L60 des Transports, des Lois n° 1 et n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) non productifs d'intérêt, ayant une date d'échéance indéfinie, et n'exigeant aucun remboursement de capital, $55,609,434;

b) portant intérêt à des taux de 11% à 11.875% par année, remboursables en versements annuels égaux sur une période de 10 ans, avec des versements finals entre le 31 décembre 1993 et le 31 décembre 1994, $11,567,827;

c) portant intérêt à des taux de 6.44% à 15.625% par année, remboursables en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec des versements finals entre le 31 décembre 2000 et le 31 décembre 2002, $17,902,623; et,

d) portant intérêt au taux de 11.625% par année, remboursable en versements égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 28 février 2005, $2,569,795.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $1.2 million au gouvernement.

Administration du pont du port de Saint-Jean

Des prêts ont été consentis à l'Administration du pont du port de Saint-Jean en vertu d'un pont pour véhicules traversant le port de Saint-Jean. Un accord entre le Canada, la province du Nouveau-Brunswick, la ville de Saint-Jean et l'Administration du pont du port de Saint-Jean, le 7 juillet 1966, demande que les obligations émises par l'Administration et acquises par la Société canadienne des ports, soient exclusivement utilisées au financement du coût total en capital du pont (voir aussi le tableau 7.14, Divers prêts, dotations en capital et avances).

Les prêts portent intérêt à des taux de 6.687% à 8.5% par année, et sont remboursables en versements semestriels égaux sur des périodes de 50 à 51 ans, avec des versements finals entre le 1er janvier 2020 et le 1er janvier 2021.

Au cours de l'exercice, l'Administration a versé des intérêts de $1 million au gouvernement.

Les Arsenaux Canadiens Limitée

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes, dans le but de maintenir un niveau de rendement de la confection canadienne de certain matériel militaire pour les besoins de la défense canadienne et connexe aux munitions.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Approvisionnements et des Services, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Des avances ont été accordées à la Société pour fins de fonds de roulement.

Les avances sont non productives d'intérêt et n'ont pas de dates fixes de remboursement.

Société Radio-Canada

La Société a été établie par la Loi sur la radiodiffusion, en vue de fournir un service national de radiodiffusion dans les deux langues officielles, ainsi qu'un service international de radiodiffusion dont la teneur et la nature soient principalement canadiennes.

La Société est mandataire de Sa Majesté et doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Communications.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $904.9 millions à même les crédits budgétaires.

Des avances ont été consenties à la Société pour fins de fonds de roulement. Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $33,000,000.

Les avances sont non productives d'intérêt et sont remboursables à partir des sommes en main (espèces et titres négociables), lesquelles excèdent en tout temps les montants requis par la Société pour fins de fonds de roulement.

Corporation commerciale canadienne

La Société a été établie par la Loi sur la Corporation commerciale canadienne, afin d'aider à l'expansion du commerce international, d'aider des personnes à obtenir des marchandises en dehors du Canada, et de placer des marchandises exportables.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $17.6 millions à même les crédits budgétaires.

L'article 8(1) de la Loi stipule que des avances n'excédant pas le montant global de $10,000,000 peuvent être mises à la disposition de la Société comme capital versé.

Commission canadienne du lait

La Société a été établie par la Loi sur la Commission canadienne du lait, afin d'offrir, aux producteurs rentables de lait et de crème, l'occasion d'obtenir une juste rétribution pour leur travail et pour leur investissement, et d'assurer aux consommateurs de produits laitiers, un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Agriculture, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $332.5 millions à même les crédits budgétaires.

Des prêts ont été consentis à la Commission, pour financer le commerce fait par rapport aux produits laitiers. Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $300,000,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 9.5% à 12.25% par année, et sont remboursables en dedans de 1 an.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $18.1 millions au gouvernement.

Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne

La Société a été établie par la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, en vue de favoriser et d'encourager le développement d'une industrie du long métrage au Canada.

La Société est mandataire de Sa Majesté et doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Communications.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $45.6 millions à même les crédits budgétaires.

Les avances sont non productives d'intérêt et n'ont pas de conditions fixes de remboursement.

Canadian National (West Indies) Steamships Ltd

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes, pour fournir un service de transbordeur entre le Canada et les Antilles.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière. La Société a reçu l'autorisation d'être dissoute conformément à la Loi autorisant la dissolution de sociétés d'État, adoptée par la Chambre des communes le 11 septembre 1985.

Capital-actions

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte.

Avances

Les avances sont remboursables à partir des deniers recevables sur le recouvrement du versement final lors de la vente de huit navires à des intérêts cubains; ce versement devait être effectué le 19 août 1963 au moyen d'une lettre de crédit irrévocable émise par l'intermédiaire de la Bank of America. Cependant, le United States Cuban Assets Control Regulations, entré en vigueur le 3 juillet 1963, a interdit à la Bank of America d'honorer le paiement de la traite. Depuis, les négociations entreprises pour obtenir un statut particulier, en vue de recouvrer les effets à recevoir, n'ont pas porté fruit. Selon l'avis de la gestion, appuyé par la jurisprudence, les deniers et les intérêts y afférents ne seront perçus que lorsque les règlements auront été abrogés.

Une dérogation à l'application du délai de prescription a été obtenue jusqu'au 1er janvier 1989, et des prolongations additionnelles seront obtenues si nécessaire.

Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes, dans le but de rendre accessible au public, grâce à des licences négociées avec l'industrie, la propriété industrielle et intellectuelle résultant des recherches et développements financés par des fonds publics.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $350,000 à même les crédits budgétaires.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte.

Office canadien du poisson salé

La Société a été établie par la Loi sur le poisson salé, pour augmenter les gains des producteurs de morue salée du secteur primaire.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Pêches et des Océans, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Afin d'assurer le fonctionnement de l'Office aux termes de la Loi, l'article 17 stipule que le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances, selon les conditions dont il pourra être convenu, à *a)* garantir le remboursement des prêts, y compris l'intérêt que toute banque consentira à l'Office; et, *b)* consentir des prêts à l'Office.

Le montant global des prêts autorisés à être en circulation en tout temps, emprunté de tous les prêteurs, est de $50,000,000.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) remboursables en dedans de 1 an, portant intérêt à des taux de 9.375% à 11.5% par année, avec des versements finals entre le 9 juin 1985 et le 23 octobre 1985, $11,500,000; et,

b) remboursables sur une période de 10 ans, portant intérêt à des taux de 7.75% à 12.375% par année, avec des versements finals entre le 22 septembre 1985 et le 30 septembre 1990, $835,000.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $2.3 millions au gouvernement.

Société canadienne des paris sportifs

La Société a été établie par la Loi sur les paris collectifs sportifs, afin d'organiser, d'exploiter et de gérer, seule ou conjointement avec le ou les gouvernements provinciaux avec lesquels elle a conclu un accord à cette fin et conformément aux règlements pris en application de l'article 16 de la Loi, des paris collectifs; et, sur ordre du gouverneur en conseil, d'exploiter et de gérer, conformément aux règlements pris par celui-ci, d'autres jeux légaux.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière. La Société a reçu l'autorisation de se mettre en liquidation conformément à la Loi liquidant Sport Sélect et Loto Canada, adoptée par la

Chambre des communes le 14 juin 1985, laquelle a reçu sanction royale le 20 juin 1985.

Au cours de l'exercice, des prêts étaient consentis afin de permettre à la Société de continuer son exploitation. Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $20,000,000. La renonciation au remboursement de ces prêts a été autorisée par le crédit 49b de la Santé nationale et du Bien-être social, de la Loi n° 3 de 1984-85 portant affectation de crédits.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $36.5 millions à même les crédits budgétaires.

Société de développement du Cap-Breton

La Société a été établie par la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton, pour stimuler le redressement économique et l'expansion sur l'île du Cap-Breton, tout en rationalisant l'industrie houillère.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $107.6 millions à même les crédits budgétaires.

Des avances ont été consenties dans le but de fournir un fonds de roulement à la division des exploitations houillères de la Société. Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $25,000,000.

Les avances sont non productives d'intérêt et n'ont pas de dates fixes de remboursement.

Office de commercialisation du poisson d'eau douce

La Société a été établie par la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce, pour réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce, ainsi que pour faire la commercialisation du poisson.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Pêches et des Océans, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Afin d'assurer le fonctionnement de l'Office aux termes de la Loi, l'article 17 stipule que le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances, selon les conditions dont il pourra être convenu, à *a*) garantir le remboursement des prêts, y compris l'intérêt que toute banque consentira à l'Office; et, *b*) consentir des prêts à l'Office.

Le montant global des prêts autorisés à être en circulation en tout temps, emprunté de tous les prêteurs, est de $30,000,000.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) remboursables sur une période de 10 ans, portant intérêt à des taux de 8.25% à 15.625% par année, avec des versements finals entre le 30 mars 1988 et le 31 mars 1992, $3,510,205; et,

b) remboursables en dedans de 1 an, portant intérêt à des taux de 9.75% à 11.5% par année, avec des versements finals entre le 4 avril 1985 et le 22 février 1986, $12,500,000.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $1.2 million au gouvernement.

Société du port de Halifax

Conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports, le port de Halifax a été établi, en date du 1[er] juin 1984, comme une société de port locale ayant pour nom la Société du port de Halifax. Cette Société administre, gère et régit le port de Halifax.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

En vertu de la Loi sur la Société canadienne des ports, le prêt pour financer les dépenses en capital concernant le port de Halifax a été transféré de la Société canadienne des ports à cette Société.

Le prêt non productif d'intérêt a une date d'échéance indéfinie, et n'exige aucun remboursement de capital.

Loto Canada Inc

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations commerciales canadiennes, afin d'exploiter et de gérer une loterie nationale en conformité avec les Règlements sur la loterie nationale. Les revenus nets de la Société ont été versés au Receveur général du Canada, afin d'être portés au Compte de la loterie nationale. Ces revenus ont été répartis comme suit:

82.5%—pour aider à absorber le déficit des Jeux olympiques de 1976 et pour aider au financement des Jeux du Commonwealth de 1978;

12.5%—somme versée aux provinces proportionnellement au nombre de billets vendus sur leur territoire; et,

5%—applicable aux programmes de santé, de sport amateur et de loisirs.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière. La Société a reçu l'autorisation de se mettre en liquidation conformément à la Loi liquidant Sport Sélect et Loto Canada, adoptée par la Chambre des communes le 14 juin 1985, laquelle a reçu sanction royale le 20 juin 1985. La Société a été légalement dissoute le 10 juillet 1985.

Le solde du compte représente l'achat, pour $1, des actions ordinaires de Loto Canada Inc.

Société du port de Montréal

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des ports, afin d'administrer, de gérer et de régir le port de Montréal.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Des prêts ont été consentis dans le but de financer les dépenses en capital concernant le port de Montréal.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) non productifs d'intérêt, ayant une date d'échéance indéfinie, et n'exigeant aucun remboursement de capital, $132,994,837; et,

b) portant intérêt au taux de 6.25% par année, remboursables en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 31 décembre 2000, $8,370,537.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $0.5 million au gouvernement.

Commission de la Capitale nationale

La Société a été établie par la Loi sur la Capitale nationale, afin d'aider à la conservation et à l'élaboration de la région de la capitale nationale, et de préparer des plans à cet effet de façon que la nature et le caractère du siège du gouvernement canadien soit conforme à son importance nationale.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Travaux publics, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $97.1 millions à même les crédits budgétaires.

Des prêts ont été consentis afin d'acquérir des biens dans la région de la capitale nationale. Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés en vertu du crédit L120 des Travaux publics, des Lois n° 1 et n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5% à 9% par année. Aucune date n'est fixée pour le remboursement du principal sauf que les prêts et intérêts doivent être remboursés à partir du produit total des ventes de biens.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $2.1 millions au gouvernement.

Commission d'énergie du Nord canadien

La Société a été établie par la Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien, afin de construire, acheter, louer ou autrement acquérir, exploiter et entretenir des installations d'énergie électrique dans les territoires du Nord-Ouest ou le territoire du Yukon et, avec l'approbation du gouverneur en conseil, mais sous réserve des lois des provinces, ailleurs au Canada.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $18.7 millions au gouvernement.

Prêts

Des prêts ont été consentis à la Société pour des dépenses en capital. Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés en vertu du crédit L60 des Affaires indiennes et du Nord canadien, des Lois n° 1 et n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits.

Les prêts portent intérêt à des taux de 4% à 15.625% par année, et sont remboursables annuellement jusqu'au 31 mars 2024.

Le décret CP 1985-6/1041 du 28 mars 1985 a modifié les conditions de certains prêts consentis à la Société, par la fixation des taux d'intérêt à zéro pour cent pour 1984-85. Le montant total d'intérêt renoncé en 1984-85 se chiffre à $9.3 millions. Cette renonciation d'intérêt était nécessaire afin de prévenir que la Société ne subisse une perte de fonctionnement selon la zone tarifaire. La Société aurait subi une perte de fonctionnement puisque le gouvernement a exigé que celle-ci limite l'augmentation des prix de l'électricité pour les services publics fournis dans chaque zone tarifaire à 6% et 5% en 1983-84 et en 1984-85, respectivement.

Avances

L'article 14 de la Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien a autorisé le versement à la Commission d'une somme de $50,000 pour subvenir aux dépenses encourues dans la conduite d'enquêtes prévues à l'article 13 de la Loi.

Les avances sont non productives d'intérêt et n'ont pas de dates fixes de remboursement.

Fonds de roulement

Des prêts ont été consentis à la Société, dans le but de maintenir des inventaires et de rencontrer les exigibilités.

Les prêts sont non productifs d'intérêt et sont remboursables en 10 versements annuels égaux de $750,000, commençant le 31 mars 1990. Dans le cas où un versement est en retard, les intérêts sont alors ajoutés d'après le taux courant, et ceci jusqu'à la date du remboursement.

Société des Transports du Nord Limitée

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes, pour offrir un service général de transport dans le nord du Canada et dans l'Arctique, ainsi que des services intermodaux connexes.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière. La Société a reçu l'autorisation d'être aliénée conformément à la Loi autorisant l'aliénation de la Société des Transports du Nord Limitée, adoptée par la Chambre des communes le 27 juin 1985, laquelle a reçu sanction royale le 28 juin 1985.

Capital-actions

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte. De plus, 1,520 actions sans valeur au pair de la Société, ayant une valeur totale de $152,000, ont été transférées, à aucun coût, au ministre des Transports, conformément au décret CP 1975-2055 du 11 septembre 1975.

Prêts

Des prêts ont été consentis à la Société, pour financer l'acquisition d'installations de transport pour le déplacement de marchandises vers le Nord canadien.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) portant intérêt à des taux de 8.375% à 8.5% par année, remboursables sur une période de 15 ans, avec des versements finals entre le 15 octobre 1989 et le 15 octobre 1990, $3,159,246; et,

b) portant intérêt au taux de 7.45% par année, remboursables sur une période de 15 ans, avec le versement final le 31 décembre 1991, $24,046,344.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $2.3 millions au gouvernement.

Pêcheries Canada Inc

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations commerciales canadiennes.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Pêches et des Océans, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte. Ces dotations en capital, autorisées par la Loi sur la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique, ont été effectuées pour permettre la restructuration des Pêcheries Unies dans la province de Québec, dans le but de les aider à devenir plus viables, compétitives et de propriétés privées.

Pêcheries Cartier Inc

En 1983-84, le gouvernement a acquis, conformément à la Loi sur la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique, 10 actions avec droit de vote de catégorie A des Pêcheries Cartier Inc, relativement à la restructuration des Pêcheries Unies dans la province de Québec, dans le but de les aider à devenir plus viables, compétitives et de propriétés privées.

Le gouvernement du Canada détient 0.04% des actions avec droit de vote émises par Pêcheries Cartier Inc. Le solde des actions avec droit de vote émises par Pêcheries Cartier Inc est détenu par les Pêcheries Canada Inc.

Société du port de Prince Rupert

Conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports, le port de Prince Rupert a été établi, en date du 1er juin 1984, comme une société de port locale ayant pour nom la Société du port de Prince Rupert. Cette Société administre, gère et régit le port de Prince Rupert.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

En vertu de la Loi sur la Société canadienne des ports, le prêt pour financer les dépenses en capital concernant le port de Prince Rupert a été transféré de la Société canadienne des ports à cette Société.

Le prêt non productif d'intérêt a une date d'échéance indéfinie, et n'exige aucun remboursement de capital.

Monnaie royale canadienne

La Société a été établie par la Loi sur la Monnaie royale canadienne, afin de:

a) fabriquer des pièces de monnaie du Canada et prendre des mesures pour en assurer la fabrication et l'approvisionnement;

b) fabriquer des pièces de monnaie d'autres pays;

c) fondre, essayer, affiner, acheter et vendre de l'or, de l'argent et d'autres métaux pour le compte du Canada; et,

d) fabriquer des médailles, plaques et autres choses qui contribuent aux pouvoirs de la Monnaie.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Approvisionnements et des Services, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

L'article 18(1)a) de la Loi stipule que des prêts ne devant pas dépasser, au total, $5,000,000 peuvent être consentis à la Monnaie, afin de faire face aux dépenses d'établissement et de fonctionnement.

L'article 18(1)b) de la Loi stipule que des prêts peuvent être consentis à la Monnaie, pour financer les frais des projets d'investissements approuvés par le gouverneur en conseil.

L'article 18(2) de la Loi stipule que le montant total non remboursé des prêts consentis en vertu de l'article 18(1), ne doit en aucun temps dépasser $35,000,000.

L'article 19(2) de la Loi stipule que l'ensemble de tous les montants prêtés à la Monnaie à des fins temporaires et non remboursés, ne doit en aucun temps dépasser $1,000,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 7.625% à 11.625% par année, et sont remboursables sur des périodes de 1 à 14 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1985 et le 1er avril 1998.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $1.4 million et a viré un profit de $3.3 millions au gouvernement.

Administration de la voie maritime du Saint-Laurent

La Société a été établie par la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, pour construire, gérer et entretenir, soit entièrement au Canada ou conjointement avec des travaux entrepris par une autorité compétente aux États-Unis, une voie en eau profonde entre le port de Montréal et le lac Érié.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $3 millions à même les crédits budgétaires.

L'apport de capital du gouvernement dans la Société est inscrit à ce compte.

Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations commerciales canadiennes, afin de gérer et d'entretenir le pont Jacques Cartier et le pont Champlain, ainsi qu'une partie de l'autoroute Bonaventure à Montréal, Québec. Cette Société est une filiale à cent pour cent de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent.

Ce compte comptabilise les prêts qui ont été transférés de la Société canadienne des ports.

Le 17 décembre 1981, conformément au décret CP 1981-3635, les reconnaissances de dettes ont été annulées et remplacées par un certificat portant une date d'émission du 1er avril 1981, une date d'échéance indéterminée, sans remboursement de capital, et un taux d'intérêt correspondant à zéro pour cent par année. De plus, les intérêts courus et non payés au 31 mars 1981 sur les certificats originaux, s'élevant à $44,513,580, seront considérés comme non échus et exigibles le 1er avril 1981.

Une avance non productive d'intérêt de $6,489,605 est déclarée par la Société comme étant à payer au gouvernement. Même si cette avance a été radiée des comptes du Canada dans le passé au moyen d'une imputation directe au compte du déficit accumulé, on n'a pas renoncé à son recouvrement.

Téléglobe Canada

La Société a été établie par la Loi sur Téléglobe Canada, en vue d'établir, de maintenir et d'exploiter, au Canada et ailleurs, des services de télécommunications extérieures par câble, appareil de radiotélégraphie, radiotéléphonie et autres moyens de télécommunication, en vue de la conduite de communications publiques, et de coordonner les services de télécommunications extérieures du Canada avec ceux des autres parties du Commonwealth des nations britanniques.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

L'article 12 de la Loi autorise le ministre des Finances, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, à fournir à la Société, aux fins de capital, des sommes ne dépassant pas $4,500,000 et, en sus, toutes les autres sommes affectées par le Parlement.

Les prêts portent intérêt à des taux de 3.5% à 5.75% par année, et sont remboursables en versements semestriels sur des périodes de 15 à 40 ans, avec des versements finals entre le 30 mars 1986 et le 30 septembre 1998.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $251,327 au gouvernement.

Uranium Canada, Limitée

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes, en vue de l'acquisition et la vente de concentrés d'uranium.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière. La Société a reçu l'autorisation d'être dissoute conformément à la Loi autorisant la dissolution de sociétés d'État, adoptée par la Chambre des communes le 11 septembre 1985.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte.

La Société du port de Vancouver

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des ports, afin d'administrer, de gérer et de régir le port de Vancouver.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Des prêts ont été effectués dans le but de financer les dépenses en capital concernant le port de Vancouver.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) non productifs d'intérêt, ayant une date d'échéance indéfinie, et n'exigeant aucun remboursement de capital, $76,494,444; et,

b) portant intérêt au taux de 7.5% par année, remboursable en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 31 décembre 2000, $4,666,423.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $361,178 au gouvernement.

VIA Rail Canada Inc

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations commerciales canadiennes, afin de revivifier les services ferroviaires pour voyageurs au Canada, et de gérer et commercialiser ces services selon une méthode commerciale efficace, de façon à réduire la charge financière du gouvernement.

La Société n'est pas mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $537.5 millions à même les crédits budgétaires.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte.

Intérêt financier du gouvernement du Canada dans les sociétés de la Couronne

Le tableau 7.4 résume l'intérêt financier du gouvernement dans ses sociétés de la Couronne au 31 mars 1985.

Selon les conventions comptables du gouvernement, les comptes des sociétés de la Couronne ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement et seules les opérations financières entre les sociétés de la Couronne et le gouvernement sont

comptabilisées dans les comptes du Canada. Les sociétés de la Couronne sont soit mandataires ou non mandataires de la Couronne. En général, le statut de mandataire est explicitement énoncé dans les articles d'incorporation. Les sociétés de la Couronne comprennent par définition soit des sociétés d'État mères, soit des filiales à cent pour cent. Une filiale à cent pour cent appartient à cent pour cent à une ou plusieurs sociétés d'État mères. Ce tableau comprend l'information financière consolidée concernant les sociétés d'État mères. L'information financière portant sur les filiales à cent pour cent non consolidées est présentée séparément. Ce tableau résume l'information financière à l'égard des sociétés mandataires et non mandataires de la Couronne au 31 mars 1985. Cette information financière est fondée sur des états financiers préparés selon les principes comptables généralement reconnus dans le secteur privé. En ce qui regarde les sociétés de la Couronne ayant des fins d'exercices autres que le 31 mars, des chiffres non vérifiés apparaissent dans le tableau. Le tableau présente l'«Actif» moins les «Emprunts et autres éléments de passif» pour en arriver à l'«Actif net». On fait une analyse plus détaillée de l'«Actif» au tableau 7.5 intitulé «Détails concernant l'intérêt financier du gouvernement du Canada dans les sociétés de la Couronne», qui s'ensuit.

Conformément à l'article 45 de la Loi sur l'administration financière, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires de la Couronne, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Fonds du revenu consolidé et versés à même ce Fonds. Par conséquent, de tels emprunts représentent des dettes inconditionnelles du gouvernement et sont inscrits comme telles dans les comptes du Canada après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés. De tels emprunts sont présentés sous la colonne «Emprunts autres que ceux du gouvernement». Les montants à être probablement remboursés par le gouvernement sont déduits de cette colonne et sont décrits comme une «Provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement».

Les emprunts des sociétés non mandataires de la Couronne ne sont pas des dettes du gouvernement. Cependant, lorsque le gouvernement garantit expressément ces emprunts, ils deviennent des dettes possibles de celui-ci.

Les soldes représentant les opérations avec le gouvernement, lesquels sont inscrits dans les comptes du Canada, comprennent: les dettes à long terme envers le gouvernement, le capital-actions et le surplus d'apport ainsi que les créances auprès du gouvernement. Ces soldes sont décrits dans ce tableau comme «Intérêt financier inscrit» du gouvernement.

L'«Intérêt financier non inscrit» représente les bénéfices non répartis des sociétés mandataires et non mandataires de la Couronne, redressés par des postes préalablement compris dans leurs comptes d'actif et de passif. Ces redressements proviennent d'écarts temporaires dans la comptabilisation des opérations entre les sociétés de la Couronne et le gouvernement. Les sociétés de la Couronne comptabilisent les montants à payer au ou à recevoir du gouvernement sur une base d'exercice, tels les impôts. Les comptes du Canada ne reflètent ces montants qu'au moment de leur réception ou de leur versement. De tels montants qui représentent des opérations avec le gouvernement et non inscrits dans les comptes du Canada, sont redressés et présentés comme «Intérêt financier non inscrit». Ils comprennent: les subventions à recevoir, les impôts à recevoir ou à payer, différés ou non, les intérêts à payer courus ou capitalisés, les comptes divers à payer, les obligations découlant de contrats de location et les frais payés d'avance reliés au Canada. Les redressements affectant l'«Intérêt financier non inscrit» représentent des fonds qui seront éventuellement reçus ou déboursés par le Canada. La «Provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement», décrite antérieurement, est également ajoutée à l'«Intérêt financier non inscrit». Le total de l'intérêt financier représente l'intérêt financier inscrit et non inscrit. Le signe de moins indique un intérêt financier négatif.

Le tableau divulgue également le «Changement de l'intérêt financier depuis l'exercice précédent» qui identifie les augmentations ou diminutions nettes depuis le 1[er] avril 1984. Les changements principaux apportés à l'intérêt financier, y compris les opérations brutes avec les tiers, sont présentés dans le tableau 7.5 intitulé «Détails concernant l'intérêt financier du gouvernement du Canada dans les sociétés de la Couronne». L'«Aide financière provenant de crédits budgétaires», laquelle résume l'aide reçue par ces entités au cours de 1984-85, est également comprise dans ce tableau. Des précisions figurent au tableau 7.7 intitulé «Aide financière aux sociétés de la Couronne provenant de crédits budgétaires».

De plus, tel qu'énoncé à l'article 40 de la Loi sur l'administration financière, «un relevé annuel de toutes les opérations d'emprunt pour le compte de Sa Majesté doit être inclus dans les comptes publics». Un état de toutes les opérations d'emprunt pour le compte de Sa Majesté est présenté à la section 13 de ce volume. Les opérations et les soldes qui se rapportent aux sociétés de la Couronne sont présentés dans la note 3 afférente à ce tableau.

TABLEAU 7.4

INTÉRÊT FINANCIER DU GOUVERNEMENT DU CANADA DANS LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE AU 31 MARS 1985 (en milliers de dollars)

		Emprunts et autres éléments de passif			Intérêt financier						
					Inscrit par le gouvernement						
Sociétés de la Couronne[1][2]	Actif	Emprunts autres que ceux du gouvernement[3]	Autres éléments de passif	Actif net	Dettes envers le gouvernement	Capital-actions et surplus d'apport	Créances auprès du gouvernement	Intérêt financier non inscrit	Total de l'intérêt financier	Changement de l'intérêt financier depuis l'exercice précédent	Aide financière provenant de crédits budgétaires
<u>Sociétés mandataires de la Couronne</u>											
Énergie atomique du Canada, Limitée	1,223,898	36,263	273,508	914,127	630,926	164,159	1,808	120,850	914,127	- 47,930	325,536
Société d'assurance-dépôts du Canada[4]	1,380,668	979,963	1,250,138	- 849,433	40,000		18,791	- 870,642	- 849,433	- 371,285	
Corporation de développement des investissements du Canada[5]	1,926,000	1,735,158	542,842	- 352,000	740	395,658	8,000	- 740,398	- 352,000	165,000	450,000
Corporation Place du Havre Canada	69,061		11,751	57,310			19,200	76,510	57,310	28,955	48,100
*Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée	2,314		316	1,998				1,998	1,998	- 649	8,100
*Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée	3,920		5,710	- 1,790			2,487	697	- 1,790	- 1,881	31,609
*Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc	3,537		3,061	476			1,571	2,047	476	- 355	26,987
Société canadienne d'hypothèques et de logement[6]	10,422,060		1,072,808	9,349,252	9,834,702	25,000		- 510,450	9,349,252	- 502,687	1,965,063
Société de construction des Musées du Canada Inc	50,024		5,237	44,787				44,787	44,787	31,618	31,495
Société canadienne des ports	159,831	19,696	10,088	130,047	101,957		83,312	111,402	130,047	- 153,832	35,167
Société canadienne des postes	2,032,465		722,744	1,309,721			310,033	1,619,754	1,309,721	- 335,771	515,831
Arsenaux Canadiens Limitée, Les	103,139		34,569	68,570	3,500		20,720	85,790	68,570	18,002	
Société Radio-Canada	651,124		244,912	406,212	33,000		40,473	413,685	406,212	5,015	904,927
Corporation commerciale canadienne	371,340		341,678	29,662		10,000	8,000	27,662	29,662	3,764	17,617
Commission canadienne du lait	108,307		84,028	24,279	116,622		71,809	- 20,534	24,279	- 17,684	332,489
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	5,855		3,974	1,881	6,314		6,329	1,896	1,881	- 1,867	45,571
Office canadien des provendes	830		2,252	- 1,422			2,116	694	- 1,422	- 287	18,658
Canadian National (West Indies) Steamships Ltd[7]	879		14	865	324	1	95	635	865	86	
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	1,042		560	482		296	250	436	482	- 300	350
Office canadien du poisson salé	14,512		5,158	9,354	12,335			- 2,981	9,354	- 4,558	
Société canadienne des paris sportifs	1,206		3,519	- 2,313			7,000	4,687	- 2,313	- 4,053	36,500
Commission canadienne du Blé	5,049,339	3,968,141	1,079,118	2,080			498	2,578	2,080	6,073	130,812
Canagrex	2,282		436	1,846				1,846	1,846	1,661	5,400
Société de développement du Cap-Breton	395,745		39,126	356,619	13,442		1,331	344,508	356,619	40,800	107,573
Construction de défense (1951) Limitée	655		4,193	- 3,538			1,389	- 2,149	- 3,538	- 955	14,488
Société pour l'expansion des exportations	6,689,074	5,290,584	303,911	1,094,579	201,712	688,000	5,047	209,914	1,094,579	- 36,472	
Société du crédit agricole	4,940,221	570,476	22,500	4,347,245	4,110,029	218,333		18,883	4,347,245	- 202,380	10,283
Banque fédérale de développement	1,479,541	1,022,597	70,101	386,843	263,000	294,000	84,789	- 85,368	386,843	- 149,919	31,108
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	27,245		12,471	14,774	16,010			- 1,236	14,774	2,986	
Société du port de Halifax	48,879		4,156	44,723	25,556		9,008	28,175	44,723	44,723	
Loto Canada Inc						(14)			(14)	- 15,383	
Société du port de Montréal	124,544		16,680	107,864	141,365		109,024	75,523	107,864	8,312	
Commission de la Capitale nationale	427,777		23,473	404,304	26,309		908	378,903	404,304	27,146	97,055
Commission d'énergie du Nord canadien	255,002		10,702	244,300	230,961		12,458	25,797	244,300	954	
Société des Transports du Nord Limitée	73,001		4,108	68,893	27,206	24,900		16,787	68,893	118	
Pêcheries Canada Inc[8]	20,921		2,681	18,240		31,500		- 13,260	18,240	- 10,261	
Petro-Canada	8,863,721	317,740	2,613,540	5,932,441		4,299,126	130,341	1,763,656	5,932,441	414,084	60,500
*Canertech Inc[9]	19,246		6,421	12,825			17,040	29,865	12,825	- 13,259	17,040
Société du port de Québec	42,025		2,380	39,645			40,095	79,740	39,645	39,645	
Société du port de Prince Rupert	73,780		1,944	71,836	27,085		6,493	51,244	71,836	71,836	
Monnaie royale canadienne	55,631		9,239	46,392	12,101		24,090	58,381	46,392	10,628	
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	615,159		25,589	589,570		624,950	53,627	18,247	589,570	- 9,070	3,000
*Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée, La	352	8	298	46				46	46	- 37	
Téléglobe Canada	581,148	69,680	86,083	425,385	4,578		9,788	430,595	425,385	112,896	
Uranium Canada, Limitée	(14)			(14)		(14)			(14)		
Société du port de Vancouver, La	183,799		13,090	170,709	81,161		40,561	130,109	170,709	18,480	
	48,501,099	*14,010,306*	*8,971,107*	*25,519,686*	*15,960,935*	*6,775,923*	*1,148,481*	*3,931,309*	*25,519,686*	*- 828,093*	*5,271,259*

TABLEAU 7.4

INTÉRÊT FINANCIER DU GOUVERNEMENT DU CANADA DANS LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE AU 31 MARS 1985—*Fin*
(en milliers de dollars)

		Emprunts et autres éléments de passif			Intérêt financier						
					Inscrit par le gouvernement						
Sociétés de la Couronne[1][2]	Actif	Emprunts autres que ceux du gouvernement[3]	Autres éléments de passif	Actif net	Dettes envers le gouvernement	Capital-actions et surplus d'apport	Créances auprès du gouvernement	Intérêt financier non inscrit	Total de l'intérêt financier	Changement de l'intérêt financier depuis l'exercice précédent	Aide financière provenant de crédits budgétaires
Provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement		- 1,200,000		1,200,000				1,200,000	1,200,000	50,000	
	48,501,099	*12,810,306*	*8,971,107*	*26,719,686*	*15,960,935*	*6,775,923*	*1,148,481*	*5,131,309*	*26,719,686*	*- 778,093*	*5,271,259*
<u>Sociétés non mandataires de la Couronne</u>											
Air Canada	2,451,716	1,107,301	535,226	809,189	227,679	329,009	7,371	259,872	809,189	- 35,829	
Administration de pilotage de l'Atlantique	1,271		902	369			29	398	369	- 185	91
Banque du Canada[10]	4,355,501		20,905,529	- 16,550,028		5,920	17,045,710	489,762	- 16,550,028	- 24,949	
Conseil des Arts du Canada	77,383	1,479	23,227	52,677			19,909	72,586	52,677	3,536	72,614
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	284		96	188			1,048	1,236	188	188	1,500
Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada[11]	7,260,261	2,643,785	1,266,477	3,349,999	227,583	2,625,878	71,138	567,676	3,349,999	- 114,933	80,231
CN Marine Inc	322,329		40,525	281,804			7,745	289,549	281,804	281,804	164,707
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée	1,362		3,994	- 2,632				- 2,632	- 2,632	- 612	263
Harbourfront Corporation	7,883		4,452	3,431			10,355	13,786	3,431	3,431	20,912
Centre international d'exploitation des océans[12]											800
Centre de recherches pour le développement international	5,526		11,921	- 6,395				- 6,395	- 6,395	2,066	81,000
*Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, Les	27,330		2,184	25,146	59,752		330	- 34,276	25,146	- 641	4,387
Administration de pilotage des Laurentides	4,454		4,038	416				416	416	- 121	1,476
Associés Mingan, Ltée, Les[13]											
Corporation du Centre national des Arts	5,485	945	3,835	705				705	705	- 7,041	14,932
Administration de pilotage du Pacifique, L'	4,908		2,015	2,893				2,893	2,893	133	
St Anthony Fisheries Limited	1,557		1,444	113				113	113	37	
Societa a responsibilita limitata Immobiliare San Sebastiano	1,150			1,150				1,150	1,150		
Conseil canadien des normes	5,179		865	4,314				4,314	4,314	957	6,612
VIA Rail Canada Inc	647,605		110,234	537,371		9,300	110,372	638,443	537,371	- 9,089	537,516
	15,181,184	*3,753,510*	*22,916,964*	*- 11,489,290*	*515,014*	*2,970,107*	*17,274,007*	*2,299,596*	*- 11,489,290*	*98,752*	*987,041*
Total	63,682,283	16,563,816	31,888,071	15,230,396	16,475,949	9,746,030	18,422,488	7,430,905	15,230,396	- 679,341	6,258,300

(1) Toutes les sociétés de la Couronne mentionnées dans ce tableau sont des sociétés d'État mères, sauf si indiqué par un astérisque (*).

(2) Suite à une modification à la Loi sur l'administration financière (LAF), les sociétés de la Couronne suivantes ont été ajoutées à ce tableau: Pêcheries Canada Inc, Conseil des Arts du Canada, Harbourfront Corporation, Les Associés Mingan, Ltée, Corporation du Centre national des Arts, St Anthony Fisheries Limited, Societa a responsibilita limitata Immobiliare San Sebastiano et le Conseil canadien des normes. Par la suite, les sociétés suivantes ont également été ajoutées à la LAF et à ce tableau: Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, Centre international d'exploitation des océans, Centre de recherches pour le développement international, Société du port de Prince Rupert et Société du port de Halifax. Les filiales non consolidées suivantes sont rapportées séparément: Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée, Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée, Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc, Canertech Inc, CN Marine Inc, Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée et La Corporation du Pont International de la Voie maritime, Ltée. Subséquent à la fin de l'exercice, le Parlement a sanctionné un projet de loi pour dissoudre Canadian National (West Indies) Steamships Ltd, St Anthony Fisheries Limited, Societa a responsibilita limitata Immobiliare San Sebastiano et Uranium Canada, Limitée, et a vendu la Société des Transports du Nord Limitée à la Société inuvialuit de développement et à la Société Nunasi.

Cette modification à la LAF a également reclassifié la Commission des champs de bataille nationaux et la Corporation de disposition des biens de la Couronne comme des établissements publics faisant partie du gouvernement en tant qu'entité comptable.

(3) Les opérations d'emprunt indiquées ci-dessous sont des emprunts par les sociétés mandataires de la Couronne lesquels sont comptabilisés comme tels à l'état de l'actif et du passif du gouvernement, sauf si le gouvernement est le prêteur. Les emprunts par les sociétés non mandataires de la Couronne ne sont pas compris parce que de tels emprunts ne sont pas effectués pour le compte de Sa Majesté.

	1er avril 1984	Emprunts et autres débits	Remboursements et autres crédits	31 mars 1985
	$	$	$	$
Énergie atomique du Canada, Limitée	43,804		7,541	36,263
Société d'assurance-dépôts du Canada	868,787	181,059	69,883	979,963
Corporation de développement des investissements du Canada(5)	1,713,247	824,770	802,859	1,735,158
Société canadienne des ports	20,106		410	19,696
Commission canadienne du Blé	2,821,876	4,216,752	3,070,487	3,968,141
Société pour l'expansion des exportations	4,838,692	28,131,666	27,679,774	5,290,584
Société du crédit agricole	305,600	264,876		570,476
Banque fédérale de développement	920,894	2,191,812	2,090,109	1,022,597
Petro-Canada	227,809	583,141	493,210	317,740
Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée, La	8			8
Téléglobe Canada	64,435	7,623	2,378	69,680
Total	11,825,258	36,401,699	34,216,651	14,010,306
Provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement(5)	1,150,000		50,000	1,200,000
Emprunts à être probablement remboursés par les sociétés mandataires de la Couronne	10,675,258	36,401,699	34,266,651	12,810,306
Intérêts et rajustements du change compris dans la provision susnommée et comptabilisés dans les comptes du Canada	87,926		34,099	53,827
Emprunts bruts effectués par les sociétés mandataires de la Couronne, déclarés à l'état de l'actif et du passif	10,763,184	36,401,699	34,300,750	12,864,133

(4) Société d'assurance-dépôts du Canada—L'intérêt financier non inscrit comprend des primes créditées au Fonds d'assurance-dépôts, y compris des bénéfices nets accumulés tels que redressés. Les dépôts chez les institutions membres assurés par la Société se sont élevés à $172.6 milliards au 30 avril 1985.

(5) Corporation de développement des investissements du Canada: Le 30 mars 1984, Canadair Limitée a changé son nom pour celui de Société financière Canadair Inc. Les prêts et les autres engagements divers de Canadair Limitée ont été assumés par la Société financière Canadair Inc. Les états financiers de la Société financière Canadair Inc sont consolidés avec ceux de la Corporation de développement des investissements du Canada et les prêts en circulation de $1,146,173 (y compris des intérêts courus et des rajustements du change de $29,197) sont inclus sous la Corporation de développement des investissements du Canada. Ce montant est déclaré dans ce tableau et la majeure partie figure à l'état de l'actif et du passif du gouvernement comme «Emprunts de la Société financière Canadair Inc à être remboursés par le gouvernement» tandis que la portion des intérêts figure sous «Intérêts et dette échue» qui fait partie des «Autres éléments de passif». Les emprunts de ses filiales, The de Havilland Aircraft of Canada, Limited et Canadair Limitée, s'élevant à $21,148, sont également compris sous cette dernière. De plus, les emprunts de Eldorado Nucléaire Limitée, une autre filiale de la Corporation de développement des investissements du Canada, au montant de $567,837 sont également compris. Au cours de l'exercice, la Société financière Canadair Inc et The de Havilland Aircraft of Canada, Limited ont respectivement reçu une somme de $300,000,000 et de $150,000,000 à même les crédits budgétaires. Les états financiers distincts de Canadair Limitée, The de Havilland Aircraft of Canada, Limited et Eldorado Nucléaire Limitée, sont compris dans le volume III des Comptes publics, comme annexes à la Corporation de développement des investissements du Canada. En juin 1985, le gouvernement a adopté un projet de loi sous lequel le ministre des Finances est autorisé à prendre des dispositions afin d'assumer la charge formelle pour le remboursement des engagements de prêts en cours de la Société financière Canadair Inc s'élevant à environ $1.2 milliard. Par la suite, le gouvernement a remboursé environ $763,625,000 de ce montant avant la fin du mois d'août 1985, ce qui occasionne un restant dû au montant de $280 millions É-U et de $50 millions can.

(6) Société canadienne d'hypothèques et de logement—L'intérêt financier non inscrit comprend un déficit net de $777,317,000 dans les fonds d'assurance et de garantie. Le montant d'assurance prévu et en vigueur au 31 mars 1985 s'élevait à $39.5 milliards.

(7) Canadian National (West Indies) Steamships Ltd—L'actif de la Société comprend des fonds bloqués s'élevant à $878,582, desquels $470,400 sont à recevoir des cubains depuis 1963, et $408,182 représentent des intérêts à recevoir de la Bank of America.

(8) Pêcheries Canada Inc—L'information financière utilisée est celle au 31 décembre 1984.

(9) Canertech Inc est une filiale non consolidée de Petro-Canada et l'information financière utilisée est celle au 31 décembre 1984.

(10) Banque du Canada—Le capital-actions inscrit comprend $920,000, ce qui représente une prime versée lors de l'acquisition en 1938 d'actions détenues par le public. Par conséquent, l'intérêt financier non inscrit a été réduit de $920,000. Les «Autres éléments de passif» comprennent un montant de $110,022,384, ce qui représente les dépôts du gouvernement du Canada auprès de la Banque du Canada. Les chiffres pour les revenus et les dépenses sont ceux au 31 décembre 1984.

(11) Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada—Le capital-actions inscrit comprend une prime de $19,452,732, ce qui représente l'excédent de l'amortissement des exercices précédents non imputé aux bénéfices non répartis du Canadien National sur les dotations en capital du gouvernement dans les Chemins de fer nationaux du Canada et la Compagnie des Chemins de fer nationaux du Canada. Ces dotations en capital ont été imputées aux dépenses budgétaires par le gouvernement du Canada et ont été créditées à l'avoir de l'actionnaire par le Canadien National. Par conséquent, après le remaniement du capital-actions des Chemins de fer nationaux du Canada, le capital-actions inscrit de la Société se chiffre à $19,452,732 de moins que la dotation en capital du gouvernement. De ce fait, l'intérêt financier non inscrit est réduit par cette insuffisance. Les «Emprunts autres que ceux du gouvernement» comprennent $97,347,000 lesquels sont garantis par le gouvernement.

(12) Conformément à la Loi sur le Centre international d'exploitation des océans, l'information financière ne sera pas disponible avant le 31 décembre 1985.

(13) Les Associés Mingan, Ltée—Aucune information financière n'est disponible.

(14) Moins de $500.

Détails concernant l'intérêt financier du gouvernement du Canada dans les sociétés de la Couronne

Le tableau 7.5 présente les soldes apparaissant au tableau 7.4 «Intérêt financier du gouvernement du Canada dans les sociétés de la Couronne». L'«Actif» est divisé en «Actif financier» et en «Actif non financier». L'«Actif financier» comprend la caisse, les placements à court terme et les débiteurs; l'«Actif non financier» comprend les stocks, les frais payés d'avance, les frais reportés, les éléments d'actif incorporels, et les immobilisations moins l'amortissement accumulé.

Ce tableau présente également les changements dans l'intérêt financier non inscrit pour l'exercice clos le 31 mars 1985, en présentant le solde d'ouverture, les revenus et les dépenses et les revenus nets (pertes nettes) qui en découlent, les autres redressements et le solde de fermeture pour chaque société de la Couronne.

Les revenus et les dépenses des sociétés de la Couronne sont présentés après avoir déduit les opérations avec le gouvernement et les autres sociétés de la Couronne et sont ceux des douze derniers mois. Ceci donne le montant du revenu net (perte nette) provenant des tiers.

Les autres redressements comprennent l'effet net, d'un exercice à l'autre, des écarts temporaires qui constituent le solde de l'intérêt financier non inscrit. Ces éléments se rapportent aux comptes d'actif et de passif inscrits par les sociétés mais non inscrits dans les comptes du Canada.

Les revenus et les dépenses des sociétés de la Couronne qui se rapportent au gouvernement et aux autres sociétés de la Couronne complètent la catégorie des autres redressements.

TABLEAU 7.5

DÉTAILS CONCERNANT L'INTÉRÊT FINANCIER DU GOUVERNEMENT DU CANADA DANS LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	Actif			Intérêt financier non inscrit					
	Financier	Non financier	Total	Solde au début de la période	Revenus	Dépenses	Revenus nets/pertes nettes (–)	Autres redressements	Solde à la fin de la période
Sociétés mandataires de la Couronne									
Énergie atomique du Canada, Limitée	991,423	232,475	1,223,898	129,117	336,962	374,172	– 37,210	28,943	120,850
Société d'assurance-dépôts du Canada	1,086,796	293,872	1,380,668	– 325,726	166,532	716,000	– 549,468	4,552	– 870,642
Corporation de développement des investissements du Canada	720,000	1,206,000	1,926,000	– 910,012	769,000	1,004,000	– 235,000	404,614	– 740,398
Corporation Place du Havre Canada	9,178	59,883	69,061	28,355				48,155	76,510
*Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée	2,307	7	2,314	2,647		9,398	– 9,398	8,749	1,998
*Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée	3,912	8	3,920	91	792	31,863	– 31,071	31,677	697
*Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc	3,537		3,537	1,524		26,464	– 26,464	26,987	2,047
Société canadienne d'hypothèques et de logement	10,033,941	388,119	10,422,060	– 372,333	836,513	2,041,007	– 1,204,494	1,066,377	– 510,450
Société de construction des Musées du Canada Inc	4,053	45,971	50,024	13,169				31,618	44,787
Société canadienne des ports	22,975	136,856	159,831	256,291	27,199	30,264	– 3,065	– 141,824	111,402
Société canadienne des postes	178,716	1,853,749	2,032,465	1,645,492	2,137,480	2,482,006	– 344,526	318,788	1,619,754
Arsenaux Canadiens Limitée, Les	10,522	92,617	103,139	65,770	4,021	2,965	1,056	18,964	85,790
Société Radio-Canada	40,044	611,080	651,124	386,711	228,463	1,100,572	– 872,109	899,083	413,685
Corporation commerciale canadienne	180,694	190,646	371,340	23,898	720,572	718,440	2,132	1,632	27,662
Commission canadienne du lait	49,857	58,450	108,307	– 37,369	560,000	923,975	– 363,975	380,810	– 20,534
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	5,284	571	5,855	– 2,353	4,412	48,369	– 43,957	46,206	1,896
Office canadien des provendes	830		830	360		18,073	– 18,073	18,407	694
Canadian National (West Indies) Steamships Ltd	879		879	549	87		87	– 1	635
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	1,026	16	1,042	736	1,607	2,196	– 589	289	436
Office canadien du poisson salé	9,990	4,522	14,512	– 181	58,370	59,872	– 1,502	– 1,298	– 2,981
Société canadienne des paris sportifs	860	346	1,206	10,500	8,610	50,923	– 42,313	36,500	4,687
Commission canadienne du Blé	3,676,296	1,373,043	5,049,339	– 307	5,362,297	5,362,297		2,885	2,578
Canagrex	2,207	75	2,282	185	230	3,973	– 3,743	5,404	1,846
Société de développement du Cap-Breton	30,240	365,505	395,745	306,079	163,311	243,765	– 80,454	118,883	344,508
Construction de défense (1951) Limitée	339	316	655	– 2,504		13,521	– 13,521	13,876	– 2,149
Société pour l'expansion des exportations	6,230,895	458,179	6,689,074	207,118	688,239	676,933	11,306	– 8,510	209,914
Société du crédit agricole	4,911,496	28,725	4,940,221	75,389	516,183	131,969	384,214	– 440,720	18,883
Banque fédérale de développement	1,466,728	12,813	1,479,541	– 82,128	221,162	216,805	4,357	– 7,597	– 85,368
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	6,773	20,472	27,245	1,448	42,006	40,746	1,260	– 3,944	– 1,236
Société du port de Halifax	2,127	46,752	48,879		10,412	9,222	1,190	26,985	28,175
Loto Canada Inc				15,383	1,395	20	1,375	– 16,758	
Société du port de Montréal	5,056	119,488	124,544	55,194	63,549	46,583	16,966	3,363	75,523
Commission de la Capitale nationale	50,669	377,108	427,777	346,364	10,041	92,333	– 82,292	114,831	378,903
Commission d'énergie du Nord canadien	16,332	238,670	255,002	18,792	77,070	73,818	3,252	3,753	25,797
Société des Transports du Nord Limitée	23,440	49,561	73,001	13,598	40,979	36,922	4,057	– 868	16,787
Pêcheries Canada Inc	5,334	15,587	20,921		19,187	36,229	– 17,042	3,782	– 13,260
Petro-Canada	1,294,038	7,569,683	8,863,721	1,313,800	4,950,525	4,288,679	661,846	– 211,990	1,763,656
*Canertech Inc	19,032	214	19,246	29,582	1,534	11,703	– 10,169	10,452	29,865
Société du port de Québec	1,148	40,877	42,025		10,307	8,538	1,769	77,971	79,740
Société du port de Prince Rupert	1,025	72,755	73,780		8,919	7,899	1,020	50,224	51,244
Monnaie royale canadienne	4,475	51,156	55,631	41,967	638,269	627,606	10,663	5,751	58,381

TABLEAU 7.5

DÉTAILS CONCERNANT L'INTÉRÊT FINANCIER DU GOUVERNEMENT DU CANADA DANS LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985—*Fin*

(en milliers de dollars)

	Actif			Intérêt financier non inscrit					
	Financier	Non financier	Total	Solde au début de la période	Revenus	Dépenses	Revenus nets/pertes nettes (–)	Autres redressements	Solde à la fin de la période
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	14,366	600,793	615,159	19,780	66,459	72,949	– 6,490	4,957	18,247
*Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée, La	311	41	352	83	1,459	1,496	– 37		46
Téléglobe Canada	258,117	323,031	581,148	349,513	235,956	133,379	102,577	– 21,495	430,595
Uranium Canada, Limitée	(1)		(1)						
Société du port de Vancouver, La	13,012	170,787	183,799	113,284	96,188	83,451	12,737	4,088	130,109
	31,390,280	*17,110,819*	*48,501,099*	*3,739,856*	*19,086,297*	*21,861,395*	*– 2,775,098*	*2,966,551*	*3,931,309*
Provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement				1,150,000				50,000	1,200,000
	31,390,280	*17,110,819*	*48,501,099*	*4,889,856*	*19,086,297*	*21,861,395*	*– 2,775,098*	*3,016,551*	*5,131,309*
Sociétés non mandataires de la Couronne									
Air Canada	477,405	1,974,311	2,451,716	280,447	2,538,567	2,513,359	25,208	– 45,783	259,872
Administration de pilotage de l'Atlantique	536	735	1,271	554	5,625	5,838	– 213	57	398
Banque du Canada	4,259,764	95,737	4,355,501	486,976		129,379	– 129,379	132,165	489,762
Conseil des Arts du Canada	67,301	10,082	77,383	65,141	8,848	82,377	– 73,529	80,974	72,586
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	228	56	284		13	326	– 313	1,549	1,236
Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada	676,377	6,583,884	7,260,261	707,181	4,158,377	4,783,145	– 624,768	485,263	567,676
CN Marine Inc	25,604	296,725	322,329		45,338	184,382	– 139,044	428,593	289,549
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée	1,313	49	1,362	– 2,020	10,851	11,421	– 570	– 42	– 2,632
Harbourfront Corporation	7,883		7,883		9,155	28,053	– 18,898	32,684	13,786
Centre international d'exploitation des océans									
Centre de recherches pour le développement international	2,175	3,351	5,526	– 8,461	3,581	84,549	– 80,968	83,034	– 6,395
*Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, Les	5,156	22,174	27,330	– 33,966	6,638	9,500	– 2,862	2,552	– 34,276
Administration de pilotage des Laurentides	3,149	1,305	4,454	537	25,567	27,333	– 1,766	1,645	416
Associés Mingan, Ltée, Les									
Corporation du Centre national des Arts	817	4,668	5,485	7,746	13,226	27,502	– 14,276	7,235	705
Administration de pilotage du Pacifique, L'	3,828	1,080	4,908	2,760	20,720	20,565	155	– 22	2,893
St Anthony Fisheries Limited	1,549	8	1,557	76	36		36	1	113
Societa a responsibilita limitata Immobiliare San Sebastiano		1,150	1,150	1,150					1,150
Conseil canadien des normes	4,723	456	5,179	3,357	1,333	6,638	– 5,305	6,262	4,314
VIA Rail Canada Inc	40,166	607,439	647,605	591,309	103,180	259,592	– 156,412	203,546	638,443
	5,577,974	*9,603,210*	*15,181,184*	*2,102,787*	*6,951,055*	*8,173,959*	*– 1,222,904*	*1,419,713*	*2,299,596*
Total de l'intérêt financier	36,968,254	26,714,029	63,682,283	6,992,643	26,037,352	30,035,354	– 3,998,002	4,436,264	7,430,905

Les notes complémentaires au tableau 7.4 font partie intégrante de ce tableau.

(1) Moins de $500.

Consolidation des sociétés de la Couronne avec le gouvernement

La note 5 afférente aux états financiers vérifiés dans la section 2 de ce volume présente, sous forme de sommaire, un état consolidé de l'actif et du passif ainsi que des recettes et dépenses brutes.

Conformément à la convention comptable énoncée dans la note 1(i) afférente aux états financiers vérifiés, l'actif, le passif, les revenus et les dépenses présentés dans les états financiers distincts des sociétés de la Couronne, ne sont pas consolidés dans les états financiers du gouvernement. Par conséquent, les revenus et les dépenses inscrits dans les états du gouvernement comprennent, respectivement, les montants reçus de et versés à ces mêmes sociétés, à l'exclusion des revenus et dépenses des corporations qui proviennent des opérations avec des entités autres que le gouvernement. De même, l'actif et le passif inscrits aux états du gouvernement comprennent, respectivement, les montants dus par et payables à ces sociétés, à l'exclusion de l'actif et du passif des corporations provenant des opérations avec des entités autres que le gouvernement.

Cependant, le gouvernement fournit une information consolidée qui entraîne l'élimination des opérations entre le gouvernement et les sociétés de la Couronne et entre les sociétés de la Couronne elles-mêmes.

Avant qu'on ne puisse éliminer les soldes et opérations entre le gouvernement et les sociétés de la Couronne et entre les sociétés de la Couronne elles-mêmes, les comptes des sociétés de la Couronne doivent être redressés pour être conformes à la comptabilité de caisse modifiée du gouvernement. Pour en arriver aux soldes et opérations des sociétés de la Couronne d'après la comptabilité de caisse modifiée du gouvernement, des redressements doivent être effectués pour tout écart des conventions comptables. Les écarts représentent les débiteurs, les immobilisations, les stocks, les frais payés d'avance, les revenus différés et crédits reportés, et les autres postes qui ne sont pas comptabilisés à l'état de l'actif et du passif du gouvernement. De même, les revenus doivent être rendus compte uniquement d'après la comptabilité de caisse et les

postes tels que l'amortissement, les gains ou pertes sur aliénation d'immobilisations incluant les acquisitions et produits, sont aussi enlevés des revenus ou dépenses. En outre, les revenus et dépenses des sociétés de la Couronne, qui se rapportent au gouvernement et autres sociétés de la Couronne, lesquels avaient été exclus antérieurement aux fins de rapport de l'intérêt financier, sont maintenant ajoutés pour fins de consolidation, afin d'être subséquemment éliminés.

Tous ces montants qui résultent des écarts et des ajouts affectant les conventions comptables, sont englobés et retranchés des chiffres indiquant le total de l'intérêt financier présentés dans les tableaux 7.4 et 7.5 et sont décrits comme «Conversion à la comptabilité de caisse modifiée du gouvernement pour fins de consolidation». Les soldes et les opérations du gouvernement sont alors ajoutés. Ceux-ci entraînent des éliminations de l'actif, du passif, des revenus et dépenses réciproques entre le gouvernement et les sociétés de la Couronne et entre les sociétés de la Couronne elles-mêmes pour arriver aux totaux consolidés.

TABLEAU 7.6

CONSOLIDATION DES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE AVEC LE GOUVERNEMENT
(en milliers de dollars)

	Sociétés de la Couronne					Totaux consolidés		
	Sociétés de la Couronne suivant les tableaux 7.4 et 7.5	Conversion à la comptabilité de caisse modifiée du gouvernement pour fins de consolidation	Total d'après la comptabilité de caisse modifiée	Actif, passif, recettes, dépenses et déficit accumulé du gouvernement	Élimination d'actif, de passif, de recettes (revenus) et dépenses réciproques	Sociétés de la Couronne	Gouvernement	Total
ACTIF								
Actif financier	36,968,254	−7,254,190	29,714,064			29,714,064		48,511,387
				41,186,302	−22,388,979		18,797,323	
Actif non financier	26,714,029	−26,714,029						
Total de l'actif	63,682,283	−33,968,219	29,714,064	41,186,302	−22,388,979	29,714,064	18,797,323	48,511,387
PASSIF								
Dette non échue	16,563,816		16,563,816			16,563,816		172,113,246
				172,431,490	−16,882,060		155,549,430	
Billets en circulation de la Banque du Canada et montants dus aux déposants	16,946,582		16,946,582			16,946,582		16,946,582
Autres éléments de passif	14,941,489	−417,511	14,523,978			14,523,978		73,184,968
				60,202,793	−1,541,803		58,660,990	
Total du passif	48,451,887	−417,511	48,034,376	232,634,283	−18,423,863	48,034,376	214,210,420	262,244,796
ACTIF/PASSIF (−) NET	15,230,396	−33,550,708	−18,320,312	−191,447,981	−3,965,116	−18,320,312	−195,413,097	−213,733,409
Dettes envers le gouvernement	16,475,949		16,475,949		−16,475,949			
Capital-actions et surplus d'apport	9,746,030		9,746,030		−9,746,030			
Créances auprès du gouvernement	−18,422,488		−18,422,488		18,422,488			
	7,799,491		7,799,491		−7,799,491			
DÉFICIT ACCUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	6,992,643	−31,854,213	−24,861,570			−24,861,570		−175,712,115
				−154,530,545	3,680,000		−150,850,545	
REVENUS (RECETTES)	26,037,352	10,076,605	36,113,957		−10,698,859	25,415,098		90,806,515
				70,723,797	−5,332,380		65,391,417	
DÉPENSES	30,035,354	7,336,836	37,372,190		−6,463,217	30,908,973		128,827,809
				107,641,233	−9,722,397		97,918,836	
Autres redressements	4,436,264	−4,436,264						
DÉFICIT ACCUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	7,430,905	−33,550,708	−26,119,803	−191,447,981	3,834,375	−30,355,445	−183,377,964	−213,733,409
	15,230,396	−33,550,708	−18,320,312	−191,447,981	−3,965,116	−30,355,445	−183,377,964	−213,733,409

Aide financière aux sociétés de la Couronne provenant de crédits budgétaires

Le tableau 7.7 résume l'aide financière provenant de crédits budgétaires pour les sociétés mandataires et non mandataires de la Couronne. Ce tableau devrait être lu conjointement avec le tableau 7.4. Les buts pour lesquels des versements ont été effectués à même les crédits budgétaires se classent en deux catégories: *a*) les sommes destinées à combler les dépenses d'exploitation et *b*) les sommes destinées aux dépenses en capital.

Tous les montants inscrits au tableau comprennent les imputations aux crédits ou autorisations approuvés par le Parlement.

TABLEAU 7.7

AIDE FINANCIÈRE AUX SOCIÉTÉS DE LA COURONNE PROVENANT DE CRÉDITS BUDGÉTAIRES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	Aide financière provenant de crédits budgétaires[1]	Buts	
		Exploitation	Dépenses en capital
	$	$	$
Sociétés mandataires de la Couronne			
Énergie atomique du Canada, Limitée	325,535,698	294,435,698	31,100,000
Corporation de développement des investissements du Canada[2]	450,000,000	450,000,000	
Corporation Place du Havre Canada	48,100,000		48,100,000
Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée	8,100,011	7,600,000	500,011
Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée	31,609,000	2,796,000	28,813,000
Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc	26,986,570	8,194,000	18,792,570
Société canadienne d'hypothèques et de logement	1,965,063,328	1,965,063,328	
Société de construction des Musées du Canada Inc	31,495,000	2,716,000	28,779,000
Société canadienne des ports	35,167,070	35,167,070	
Société canadienne des postes	515,831,228	515,831,228	
Société Radio-Canada	904,927,000	813,150,000	91,777,000
Corporation commerciale canadienne	17,617,060	17,617,060	
Commission canadienne du lait	332,489,278	332,489,278	
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	45,571,493	45,571,493	
Office canadien des provendes	18,658,378	18,610,378	48,000
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	350,000	350,000	
Société canadienne des paris sportifs	36,500,000	36,500,000	
Commission canadienne du Blé	130,812,203	114,669,967	16,142,236
Canagrex	5,400,000	5,400,000	
Société de développement du Cap-Breton	107,572,756	20,647,963	86,924,793
Construction de défense (1951) Limitée	14,487,807	14,487,807	
Société du crédit agricole	10,282,591	10,282,591	
Banque fédérale de développement	31,107,981	31,107,981	
Commission de la Capitale nationale	97,054,935	59,529,935	37,525,000
Petro-Canada	60,500,000	60,500,000	
Canertech Inc[3]	17,039,532	17,039,532	
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	3,000,000	3,000,000	
	5,271,258,919	*4,882,757,309*	*388,501,610*
Sociétés non mandataires de la Couronne			
Administration de pilotage de l'Atlantique	90,403	90,403	
Conseil des Arts du Canada	72,614,000	72,614,000	
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	1,500,000	1,500,000	
Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada	80,230,767	80,230,767	
CN Marine Inc[4]	164,707,000	164,707,000	
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée	263,064	263,064	
Harbourfront Corporation	20,912,000	347,000	20,565,000
Centre international d'exploitation des océans	800,000	800,000	
Centre de recherches pour le développement international	81,000,000	81,000,000	
Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, Les	4,387,000	4,387,000	
Administration de pilotage des Laurentides	1,476,672	1,476,672	
Corporation du Centre national des Arts	14,932,000	14,932,000	
Conseil canadien des normes	6,612,000	6,612,000	
VIA Rail Canada Inc	537,516,230	473,418,552	64,097,678
	987,041,136	*902,378,458*	*84,662,678*
Total	6,258,300,055	5,785,135,767	473,164,288

(1) Non compris les subventions et contributions versées aux sociétés mandataires et non mandataires de la Couronne qui se qualifient comme membres d'une classe générale de récipiendaires.

(2) Le 30 mars 1984, Canadair Limitée a changé son nom pour celui de Société financière Canadair Inc suite à une réorganisation financière. Au cours de l'exercice, la Société financière Canadair Inc et The de Havilland Aircraft of Canada, Limited ont respectivement reçu une aide financière à même les crédits budgétaires de $300,000,000 et $150,000,000.

(3) Canertech Inc est une filiale non consolidée de Petro-Canada.

(4) Le 1er janvier 1985, le gouvernement a pris le contrôle de CN Marine Inc du Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada.

Passif éventuel des sociétés de la Couronne

Le tableau 7.8 résume le passif éventuel des sociétés de la Couronne. Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs.

TABLEAU 7.8

PASSIF ÉVENTUEL DES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE
AU 31 MARS 1985

	31 mars 1985
	$
Corporation de développement des investissements du Canada—contrats conditionnels de rachat d'avions vendus par The de Havilland Aircraft of Canada, Limited	87,000,000
Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc—réclamations d'impôt possibles sur l'achat d'immeubles	203,000
Société canadienne d'hypothèques et de logement—litiges re: programme sur l'isolation	48,000,000
Société de construction des Musées du Canada Inc—contrats en litige	4,800,000
Société canadienne des ports—divers litiges	6,000,000
Corporation commerciale canadienne—poursuite en dommages-intérêts	8,600,000
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne—contrat en litige	370,000
Société de développement du Cap-Breton—garanties de prêts	56,210,000
Société pour l'expansion des exportations—garanties de prêts	194,522,000
Banque fédérale de développement—garanties de prêts bancaires	18,903,000
Loto Canada Inc—litige, grossistes de billets	4,175,000
Société du port de Montréal—divers litiges	5,800,000
Commission de la Capitale nationale—divers litiges	29,406,767
Société du port de Québec—divers litiges	5,500,000
Monnaie royale canadienne—contrefaçon alléguée	12,000,000
Téléglobe Canada—passif éventuel re: indemnités de retraite	1,677,000
Société du port de Vancouver, La—divers litiges	2,000,000
Total	485,166,767

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES ET TERRITORIALES

À ce groupe sont consignés les prêts consentis aux provinces en vertu des lois de secours et d'autres lois.

Le tableau 7.9 offre un sommaire des soldes et des opérations pour les divers genres de prêts et d'avances consentis aux administrations provinciales et territoriales.

TABLEAU 7.9

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES ET TERRITORIALES

	1er avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
	$	$	$	$	$	$
TERRE-NEUVE—						
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	3,661,214			3,661,214		
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	26,269,301	26,269,301	37,071,621	37,071,621	10,802,320	26,269,301
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	5,591,233	180,706		5,410,527	- 180,706	- 163,669
Programme spécial des prêts sur le développement	6,700,000			6,700,000		
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	7,156,527	80,504	4,173	7,080,196	- 76,331	- 28,632
	49,378,275	*26,530,511*	*37,075,794*	*59,923,558*	*10,545,283*	*26,077,000*
Expansion industrielle régionale—						
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	1,065,990	32,611	1,728	1,035,107	- 30,883	- 49,443
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	80,866,242	1,825,669	130,513	79,171,086	- 1,695,156	- 1,585,148
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	38,317,354	2,273,348	446,710	36,490,716	- 1,826,638	- 1,686,172
	120,249,586	*4,131,628*	*578,951*	*116,696,909*	*- 3,552,677*	*- 3,320,763*
Total de Terre-Neuve	169,627,861	30,662,139	37,654,745	176,620,467	6,992,606	22,756,237
NOUVELLE-ÉCOSSE—						
Énergie, Mines et Ressources—						
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	2,577,950	22,666		2,555,284	- 22,666	- 20,558
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	3,898,429	500,691		3,397,738	- 500,691	- 468,145
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	3,099,777	664,984		2,434,793	- 664,984	- 630,893
Programme spécial des prêts sur le développement	4,300,000			4,300,000		
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	4,822,677	239,735		4,582,942	- 239,735	- 219,981
	16,120,883	*1,405,410*		*14,715,473*	*- 1,405,410*	*- 1,319,019*
Expansion industrielle régionale—						
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	4,232,024	131,070	1,170	4,102,124	- 129,900	- 120,728
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	44,737,183	1,691,514	117,336	43,163,005	- 1,574,178	- 1,480,919
Mainland Investments Limited	2,000,000	500,000		1,500,000	- 500,000	- 500,000
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	26,685,191	2,221,133	373,764	24,837,822	- 1,847,369	- 1,706,520
	77,654,398	*4,543,717*	*492,270*	*73,602,951*	*- 4,051,447*	*- 3,808,167*
Transports—						
Rampe de chargement, Yarmouth, N-É	57,342	28,666		28,676	- 28,666	- 28,666
Total de la Nouvelle-Écosse	96,410,573	6,000,459	492,270	90,902,384	- 5,508,189	- 5,176,410
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD—						
Énergie, Mines et Ressources—						
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	8,624,219	97,362		8,526,857	- 97,362	- 89,079

TABLEAU 7.9

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES ET TERRITORIALES—*Suite*

	1er avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
	$	$	$	$	$	$
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	224,596	17,008	2,581	210,169	− 14,427	− 13,515
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	915,483	74,186		841,297	− 74,186	− 68,055
Programme spécial des prêts sur le développement	237,103	23,521		213,582	− 23,521	− 22,083
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	1,169,015	73,885	17,683	1,112,813	− 56,202	− 53,214
	2,546,197	*188,600*	*20,264*	*2,377,861*	*− 168,336*	*− 156,867*
Expansion industrielle régionale—						
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	25,969	994		24,975	− 994	− 925
Entente-cadre sur le plan de développement	11,704,003	149,852		11,554,151	− 149,852	− 138,764
	11,729,972	*150,846*		*11,579,126*	*− 150,846*	*− 139,689*
Total de l'Île-du-Prince-Édouard	22,900,388	436,808	20,264	22,483,844	− 416,544	− 385,635
NOUVEAU-BRUNSWICK—						
Énergie, Mines et Ressources—						
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	4,887,043			4,887,043		− 41,064
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	6,591,419	159,118	2,748	6,435,049	− 156,370	− 147,350
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	6,240,974	282,943		5,958,031	− 282,943	− 302,758
Programme spécial des prêts sur le développement	5,375,000			5,375,000		
Ville d'Oromocto	109,035	64,771		44,264	− 64,771	− 61,434
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	9,687,262	100,681	9,792	9,596,373	− 90,889	− 87,292
	28,003,690	*607,513*	*12,540*	*27,408,717*	*− 594,973*	*− 598,834*
Expansion industrielle régionale—						
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	899,762	31,332	388	868,818	− 30,944	− 28,785
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	44,534,019	1,633,928	89,108	42,989,199	− 1,544,820	− 1,459,653
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	43,847,163	1,910,406		41,936,757	− 1,910,406	− 1,769,347
	89,280,944	*3,575,666*	*89,496*	*85,794,774*	*− 3,486,170*	*− 3,257,785*
Total du Nouveau-Brunswick	122,171,677	4,183,179	102,036	118,090,534	− 4,081,143	− 3,897,683
QUÉBEC—						
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	61,300,779			61,300,779		
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	53,184,096	2,969,244		50,214,852	− 2,969,244	− 2,818,452
Programme spécial des prêts sur le développement	70,300,000			70,300,000		
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	91,314,928			91,314,928		
	276,099,803	*2,969,244*		*273,130,559*	*− 2,969,244*	*− 2,818,452*
Expansion industrielle régionale—						
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	103,407,699	2,194,011	315,478	101,529,166	− 1,878,533	− 1,735,703
Total du Québec	379,507,502	5,163,255	315,478	374,659,725	− 4,847,777	− 4,554,155
ONTARIO—						
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	11,075,671	852,594		10,223,077	− 852,594	− 797,402
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	29,541,839	5,383,003		24,158,836	− 5,383,003	− 5,152,648
Programme spécial des prêts sur le développement	1,963,092	195,468		1,767,624	− 195,468	− 183,632
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	36,738,522	2,437,246		34,301,276	− 2,437,246	− 2,241,373
Total de l'Ontario	79,319,124	8,868,311		70,450,813	− 8,868,311	− 8,375,055

TABLEAU 7.9

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES ET TERRITORIALES—*Suite*

	1er avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
	$	$	$	$	$	$
MANITOBA—						
Agriculture—						
Centres de services agricoles—						
Avances	3,247	8,094	5,239	392	- 2,855	- 130,675
Prêts	7,131,356	43,058	3,247	7,091,545	- 39,811	- 1,434,324
	7,134,603	*51,152*	*8,486*	*7,091,937*	*- 42,666*	*- 1,564,999*
Énergie, Mines et Ressources—						
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	127,627,506	1,332,268	3,894,455	130,189,693	2,562,187	6,489,032
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	4,647,346	388,313		4,259,033	- 388,313	- 362,977
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	2,712,000	2,712,000			- 2,712,000	2,712,000
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	5,159,561	704,851		4,454,710	- 704,851	- 668,479
Programme spécial des prêts sur le développement	4,653,140	396,460		4,256,680	- 396,460	- 372,228
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	2,611,288	105,797		2,505,491	- 105,797	- 97,736
	19,783,335	*4,307,421*		*15,475,914*	*- 4,307,421*	*1,210,580*
Expansion industrielle régionale—						
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	3,201,877	209,563	42,443	3,034,757	- 167,120	- 154,531
Total du Manitoba	157,747,321	5,900,404	3,945,384	155,792,301	- 1,955,020	5,980,082
SASKATCHEWAN—						
Agriculture—						
Centres de services agricoles—						
Avances	128,820	114,384	13,685	28,121	- 100,699	- 722,298
Prêts	6,324,864	306,937	107,800	6,125,727	- 199,137	93,111
Travaux sur la rivière Saskatchewan-Sud—						
Bons du Trésor	6,500,000	1,960,000		4,540,000	- 1,960,000	- 2,023,500
	12,953,684	*2,381,321*	*121,485*	*10,693,848*	*- 2,259,836*	*- 2,652,687*
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	868,643	63,613	687	805,717	- 62,926	- 78,169
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	68,739,000	22,913,000		45,826,000	- 22,913,000	- 22,913,000
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	2,508,229	572,624		1,935,605	- 572,624	- 545,802
	72,115,872	*23,549,237*	*687*	*48,567,322*	*- 23,548,550*	*- 23,536,971*
Total de la Saskatchewan	85,069,556	25,930,558	122,172	59,261,170	- 25,808,386	- 26,189,658
ALBERTA—						
Agriculture—						
Centres de services agricoles—						
Prêts	310,232			310,232		
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	3,725,733	313,500		3,412,233	- 313,500	- 293,672
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	6,377,429	978,540		5,398,889	- 978,540	- 984,873
Programme spécial des prêts sur le développement	4,000,000			4,000,000		
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	4,522,627	282,494		4,240,133	- 282,494	- 268,935
	18,625,789	*1,574,534*		*17,051,255*	*- 1,574,534*	*- 1,547,480*
Expansion industrielle régionale—						
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	2,910,651	185,941	28,916	2,753,626	- 157,025	- 160,789
Total de l'Alberta	21,846,672	1,760,475	28,916	20,115,113	- 1,731,559	- 1,708,269

TABLEAU 7.9

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES ET TERRITORIALES—*Fin*

	1er avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
	$	$	$	$	$	$
COLOMBIE-BRITANNIQUE—						
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	11,030,168	801,586		10,228,582	- 801,586	- 735,288
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	8,601,212	1,406,915		7,194,297	- 1,406,915	- 1,337,451
Programme spécial des prêts sur le développement	18,967,015	2,022,578	309	16,944,746	- 2,022,269	- 1,852,188
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	15,446,912	891,537	56,974	14,612,349	- 834,563	- 699,630
Total de la Colombie-Britannique	54,045,307	5,122,616	57,283	48,979,974	- 5,065,333	- 4,624,557
TERRITOIRES DU NORD-OUEST—						
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	20,991	1,606	85	19,470	- 1,521	- 1,421
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	273,579	15,222	2,013	260,370	- 13,209	- 12,296
	294,570	*16,828*	*2,098*	*279,840*	*- 14,730*	*- 13,717*
Affaires indiennes et Nord canadien—						
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	15,241,111	14,826,853		414,258	- 14,826,853	- 2,217,959
Total des Territoires du Nord-Ouest	15,535,681	14,843,681	2,098	694,098	- 14,841,583	- 2,231,676
TERRITOIRE DU YUKON—						
Affaires indiennes et Nord canadien—						
Gouvernement du Territoire du Yukon	9,025,522	640,921		8,384,601	- 640,921	- 7,163,170
Prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon	383,708	52,063	30,437	362,082	- 21,626	- 61,973
Total du Territoire du Yukon	9,409,230	692,984	30,437	8,746,683	- 662,547	- 7,225,143
Comptes sans opérations courantes						- 125,004
Total	1,213,590,892	109,564,869	42,771,083	1,146,797,106	- 66,793,786	- 35,756,926

Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois

Des prêts ont été consentis aux provinces, aux organismes provinciaux et aux municipalités, pour aider à la création d'emplois. L'autorisation de prêt prévoit la remise de la partie du montant principal égal à 75% des coûts directs normaux de la paye subit sur place et versés avant le 30 juin 1972.

Les prêts portent intérêt à des taux de 6.5% à 7.41% par année, et sont remboursables soit en versements annuels sur des périodes de 10 à 20 ans, ou soit à l'échéance, avec des remboursements finals entre le 1er avril 1988 et le 30 novembre 1994.

Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces

Ces montants représentent des paiements en trop au titre des droits de péréquation des provinces en vertu de la Loi sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, et sur le financement des programmes établis. Ces trop-payés sont non productifs d'intérêt et sont recouvrés dans l'exercice subséquent.

Office du développement municipal et des prêts aux municipalités

Selon la Loi sur le développement municipal et les prêts aux municipalités, des prêts ont été consentis aux provinces et municipalités, afin d'élargir ou d'accélérer les programmes d'immobilisations des municipalités.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5.25% à 5.625% par année, et sont remboursables en versements annuels ou semestriels sur des périodes de 15 à 50 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1985 et le 31 mars 2016.

Programme spécial des prêts sur le développement

Des prêts ont été consentis aux provinces, aux organismes provinciaux et aux municipalités, pour aider à la création d'emplois.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5.91% à 7.54% par année, et sont remboursables soit en versements annuels ou semestriels sur des périodes de 10 à 20 ans, ou soit à l'échéance, avec des remboursements finals entre le 1er avril 1987 et le 30 mars 1993.

Fonds d'investissement pour les projets d'hiver

Des prêts ont été consentis aux provinces, aux organismes provinciaux et aux municipalités, pour aider à la création d'emplois. Des dispositions prévoient la remise de la partie du montant principal égal à 50% des coûts directs normaux de la paye subit sur place, ainsi que 50% pour les périodes suivantes: de décembre à mai 1973, 1974 et 1975. Le crédit L13a des Finances, de la Loi nº 1 de 1974 portant affectation de crédits, autorise, dans les exercices postérieurs au 31 mars 1976, la consolidation de tout prêt consenti en vertu de cette autorisation, qui peut comprendre la somme des intérêts accumulés jusqu'à la date de consolidation.

Les prêts portent intérêt à des taux de 7.11% à 9.84% par année, et sont remboursables soit en versements annuels sur des périodes de 5 à 20 ans, ou soit à l'échéance, avec des remboursements finals entre le 1er avril 1985 et le 28 février 1999.

Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique

Des prêts ont été consentis pour financer certains travaux d'aménagement d'eau reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique. Ces prêts ont été effectués conformément aux modalités des accords entre le Canada et les provinces de l'Atlantique, avec l'approbation du gouverneur en conseil.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) portant intérêt au taux de 7.5% par année, remboursables sur une période de 28 ans à diverses dates anniversaires d'amortissement, avec le versement final le 31 juillet 1999, $48,338; et,

b) portant intérêt à des taux de 7.161% à 8.5% par année, remboursables sur une période de 30 ans à diverses dates anniversaires d'amortissement, avec des versements finals entre le 21 novembre 1998 et le 1er avril 2006, $5,982,686.

Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique

Des prêts ont été consentis aux provinces de l'Atlantique, dans le but d'aider à la production d'énergie électrique dans les provinces, au moyen de générateurs à vapeur, ainsi qu'au contrôle et à la transmission de l'énergie électrique.

Les prêts portent intérêt à des taux de 4.5% à 8.5% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur des périodes de 29 à 40 ans, avec des versements finals entre le 31 mars 1992 et le 31 mars 2014.

Accord sur les zones spéciales et les autoroutes

Des prêts ont été consentis pour financer des projets d'aménagement d'infrastructures communautaires et industrielles dans des zones spéciales, et pour aménager des autoroutes, conformément aux modalités des accords entre le Canada et les provinces, avec l'approbation du gouverneur en conseil.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5.768% à 10.164% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur des périodes de 5 à 30 ans, avec des versements finals entre le 31 mars 1986 et le 31 mars 2009.

Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité

Des prêts ont été consentis pour aider au financement de l'interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité, en vertu d'ententes conclues avec les provinces du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard, et le gouvernement du Canada.

Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés par le crédit L30 de l'Énergie, des Mines et des Ressources, des Lois nº 1 et nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits.

Les prêts portent intérêt à des taux de 9% à 15.625% par année, et sont remboursables en versements annuels sur des périodes de 29 à 31 ans, avec des versements finals entre le 31 décembre 2008 et le 31 octobre 2009.

Le versement annuel provenant de la province du Nouveau-Brunswick, dû le 31 mars 1985, a été reçu en 1985-86.

Mainland Investments Limited

Des prêts ont été consentis à la province de la Nouvelle-Écosse pour l'achat d'actions de la Mainland Investments Limited, selon une entente entre le Canada et la Nouvelle-Écosse, en vertu de l'article 8 de la Loi sur les zones spéciales.

Les prêts portent intérêt au taux de 7% par année, et sont remboursables sur une période de 15 ans, avec le versement final le 28 février 1988. L'intérêt seulement est payable au cours des 5 premières années et, pendant les 10 années subséquentes, des versements annuels égaux sont requis le 30 mars sur le principal et les intérêts courus.

Rampe de chargement, Yarmouth, N-É

Des prêts ont été consentis à la province de la Nouvelle-Écosse pour la construction d'une rampe de chargement à Yarmouth, Nouvelle-Écosse.

Les prêts portent intérêt au taux de 8% par année, et sont remboursables en versements semestriels sur une période de 15 ans, avec le versement final le 14 septembre 1985.

Entente-cadre sur le plan de développement

Des prêts ont été consentis à l'Île-du-Prince-Édouard afin d'aider au financement de la réalisation d'un plan cadre d'aménagement coordonné de la province, en vertu d'un accord avec la province dont le territoire a été désigné «région spéciale de développement rural».

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) remboursables sur une période de 30 ans en versements égaux dus à diverses dates anniversaires, portant intérêt à des taux de 6.688% à 9.375% par année, avec des versements finals entre le 25 mars 2000 et le 27 mars 2005, $4,891,000; et,

b) remboursables en versements annuels égaux sur une période de 30 ans, portant intérêt à des taux de 6.688% à 9.375% par année, avec des versements finals entre le 31 mars 2001 et le 31 mars 2005, $6,663,151.

Ville d'Oromocto

Des prêts d'aide en capital ont été consentis à la ville d'Oromocto, Nouveau-Brunswick.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5.25%, 5.375% et 5.625% par année, et sont remboursables en versements semestriels égaux sur une période de 20 ans, avec des versements finals entre le 1er juillet 1985 et le 1er avril 1986.

Centres de services agricoles

Des prêts et avances ont été consentis pour aider les autorités provinciales et municipales à construire et à agrandir les services d'approvisionnement de l'eau et les installations pour l'enlèvement des ordures dans les principaux centres de services agricoles, essentiels à l'équilibre rural et à l'aménagement urbain dans la zone agricole de la région des Prairies.

Au cours de l'exercice, des prêts et avances supplémentaires ont été autorisés par le crédit L20 de l'Agriculture, des Lois n° 1 et n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits.

Avances

Les montants désignés comme avances représentent les mises de fonds pour des travaux encore en cours. Lorsqu'un projet est terminé, les avances sont virées au compte de prêts.

Une fois les travaux terminés, les intérêts sont calculés et ajoutés aux avances qui sont transférées aux prêts, conformément aux modalités des accords entre le Canada et les provinces, avec l'approbation du gouverneur en conseil.

Prêts

À ce compte sont comptabilisées les sommes virées du compte d'avances lors de l'achèvement des projets.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) remboursables en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, portant intérêt à des taux de 6.747% à 13.476% par année, avec des versements finals entre le 30 mars 1992 et le 30 mars 2003, $13,217,272; et,

b) remboursables en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, portant intérêt à des taux de 9.593% à 13.466% par année, avec des versements finals entre le 31 mars 1999 et le 31 mars 2001, $310,232. Aucun remboursement de prêts n'a été reçu de la province de l'Alberta depuis 1980-81.

Travaux sur la rivière Saskatchewan-Sud—Bons du Trésor

Des bons du Trésor sont reçus à titre de paiement de la quote-part de la province de la Saskatchewan pour certaines dépenses encourues lors de travaux sur la rivière Saskatchewan-Sud.

Les bons du Trésor portent intérêt à des taux de 5% à 5.875% par année, et sont remboursables en versements semestriels, avec le versement final le 31 décembre 1986.

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Des prêts ont été consentis au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest aux fins suivantes:

	1er avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985
	$	$	$	$
Deuxième hypothèque	160,062	9,236		150,826
Habitations à bas prix	306,707	43,275		263,432
Aménagement de nouveaux lotissements à Hay River	57,409	57,409		
Installation de la capitale à Yellowknife	96,237	96,237		
Tiers—Divers	14,620,696	14,620,696		
	15,241,111	14,826,853		414,258

Les prêts portent intérêt à un taux annuel égal au taux fixé par le ministre des Finances à l'égard des emprunts des sociétés de la Couronne pendant la période à laquelle les prêts ont été effectués. Les taux d'intérêt sont actuellement de 5.125% à 8.875% par année. Les prêts sont remboursables en versements annuels égaux sur des périodes de 20 à 25 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1985 et le 27 août 1996.

Gouvernement du Territoire du Yukon

Des prêts ont été consentis au gouvernement du Territoire du Yukon aux fins suivantes:

	1er avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985
	$	$	$	$
Deuxième hypothèque	126,916	9,814		117,102
Habitations à bas prix	476,270	33,486		442,784
Dépenses en capital	1,045,561	62,477		983,084
Tiers—Travaux d'immobilisations	7,218,492	484,323		6,734,169
Ville de Whitehorse—Travaux d'immobilisations	158,283	50,821		107,462
	9,025,522	640,921		8,384,601

Les prêts portent intérêt à un taux annuel égal au taux fixé par le ministre des Finances à l'égard des emprunts des sociétés de la Couronne pendant la période à laquelle les prêts ont été effectués. Les taux d'intérêt sont actuellement de 3.875% à 12.5% par année. Les prêts sont remboursables en versements annuels égaux sur des périodes de 2 à 35 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1985 et le 31 mars 2004.

Prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon

Des prêts ont été consentis pour l'établissement ou l'expansion de petites entreprises dans le Territoire du Yukon.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $5,000,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 9% à 12% par année, et sont remboursables en versements annuels sur une période de 10 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1985 et le 31 mars 1988. La période de remboursement peut être prolongée moyennant l'approbation du ministre des Finances.

GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS Y COMPRIS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Les prêts aux gouvernements étrangers comportent principalement le prêt au gouvernement britannique en vertu de la Loi sur l'accord financier avec le Royaume-Uni, l'aide spéciale accordée sous forme de prêts aux pays en voie de développement, et les prêts pour l'expansion du commerce d'exportation (administrés par la Société pour l'expansion des exportations).

Le tableau 7.10 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les prêts et avances consentis aux gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement.

TABLEAU 7.10

GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS Y COMPRIS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

	1er avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985	Variation nette	
					1985	1984
	$	$	$	$	$	$
Chine—Finances	49,426,118			49,426,118		
Grèce—Finances	6,214,126			6,214,126		
Jamaïque—Finances—Programme spécial—Aide économique	25,000,000	1,375,000	1,375,000	25,000,000		
Royaume-Uni—Finances—Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni	538,965,143	26,930,952		512,034,191	– 26,930,952	– 26,402,894
Principal reporté	94,990,863			94,990,863		
	633,956,006	*26,930,952*		*607,025,054*	*– 26,930,952*	*– 26,402,894*
Pays en voie de développement—Affaires extérieures—Agence canadienne de développement international—Aide spéciale sous forme de prêts	2,879,429,901	62,294,475	262,819,224	3,079,954,650	200,524,749	181,774,660
Expansion du commerce d'exportation (prêts administrés par la Société pour l'expansion des exportations)—Affaires extérieures	620,702,932	24,908,192	23,492,153	619,286,893	– 1,416,039	11,835,846
Défense nationale—Organisation du traité de l'Atlantique-Nord—Dommages-intérêts—Sommes recouvrables	2,160	126,881	156,927	32,206	30,046	– 55,602
Total	4,214,731,243	115,635,500	287,843,304	4,386,939,047	172,207,804	167,152,010

Chine

Un prêt accordé à la Chine a été autorisé en vertu de la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.

Grèce

Un prêt non productif d'intérêt accordé à la Grèce a été autorisé par le décret CP 1932-2630. Une autorisation parlementaire est requise pour radier le solde.

Jamaïque—Aide économique

Un prêt a été consenti au gouvernement de la Jamaïque, afin de fournir une aide économique. L'échéance en vertu de l'accord est le 9 août 1989. L'intérêt est payable annuellement le 9 août, au taux de 11% par année. Jusqu'au 9 août 1989, le taux d'intérêt correspondra au taux d'emprunt des sociétés de la Couronne pour une période de 5 ans.

L'accord, tel que modifié en 1984, prévoit que la moitié des intérêts échus le 9 août 1984 soit reportée, et soit remboursable en versements semestriels sur la période du 15 février 1989 au 15 août 1993 et qu'elle porte intérêt au taux de 13.5% par année.

Royaume-Uni

Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni

En vertu de la Loi sur l'accord financier avec le Royaume-Uni, le gouvernement du Canada a accordé un crédit de $1,250,000,000 au gouvernement britannique, sur lequel celui-ci pouvait tirer en tout temps avant le 31 décembre 1951. Ce crédit visait à faciliter l'achat, par le Royaume-Uni, de biens et services au Canada et à permettre au gouvernement britannique de combler les déficits transitoires d'après-guerre dans le solde de ses paiements, à maintenir des réserves suffisantes d'or et de dollars, et à assumer les obligations du commerce multilatéral. Aucun intérêt n'était exigible avant le 1^{er} janvier 1951. Le crédit accordé jusqu'au 31 décembre 1951 devait être remboursé en 50 versements annuels commençant à cette même date, avec intérêt au taux de 2% par année, avec le versement final le 31 décembre 2000.

Principal reporté

Une modification apportée à l'accord en 1957, prévoit le report des intérêts quant à l'année 1956, et de sept versements de capital et d'intérêts après le 31 décembre 1956, moyennant certaines conditions. Les intérêts pour 1956, ainsi que les intérêts et le capital pour 1957, 1964, 1965, 1968 et 1976, ont été reportés. L'échéance des sommes reportées doit commencer le 31 décembre 2001, et continuer jusqu'au 31 décembre 2006.

Pays en voie de développement—Aide spéciale sous forme de prêts

Une aide spéciale sous forme de prêts a été consentie aux pays en voie de développement. Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés par le crédit L45 des Affaires extérieures, des Lois n° 1 et n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits.

Le tableau suivant présente les soldes et les opérations pour les prêts effectués aux pays en voie de développement, ainsi que leurs modalités de remboursements.

	1er avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985
	$	$	$	$
a) terme de 17 ans, délai de grâce de 7 ans, non productifs d'intérêt, avec le rembousement final en septembre 1997:				
Sénégal	911,680		87,390	999,070
b) terme de 20 ans, délai de grâce de 5 ans, portant intérêt au taux de 5% par année, avec les remboursements finals entre septembre 2000 et mars 2001:				
Jamaïque	4,499,073			4,499,073
Turquie	30,821,574			30,821,574
	35,320,647			*35,320,647*
c) terme de 25 ans, délai de grâce de 5 ans, portant intérêt au taux de 6% par année, avec le remboursement final en mars 2001:				
Nigeria	1,061,289	87,500		973,789
d) terme de 30 ans, délai de grâce de 7 ans, portant intérêt au taux de 3% par année, avec les remboursements finals entre mars 1997 et septembre 2011:				
Barbade	17,553,990	343,241	766,186	17,976,935
Brésil	12,835,848	553,298	943,862	13,226,412
Chili	2,651,600	182,870		2,468,730
Colombie	19,895,817	782,609	873,042	19,986,250
Cuba	9,557,882	5,435		9,552,447
République Dominicaine	2,200,001			2,200,001
Égypte	50,000,000			50,000,000
Jamaïque	33,123,346			33,123,346
Corée	564,789	21,723		543,066
Malaisie	13,078,977	714,426		12,364,551
Nigeria	887,969	53,258		834,711
Pérou	340,970	3,353		337,617
Salvador	8,966,351		294,176	9,260,527
Trinité	7,216,969	752,381	424,132	6,888,720
Turquie	9,850,000			9,850,000
	188,724,509	*3,412,594*	*3,301,398*	*188,613,313*

	1er avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985
	$	$	$	$
e) terme de 35 ans, délai de grâce de 5 ans, non productifs d'intérêt, avec les remboursements finals entre avril 2001 et novembre 2005:				
Salvador	3,304,624	171,939		3,132,685
f) terme de 40 ans, délai de grâce de 10 ans, non productifs d'intérêt, avec le remboursement final en mars 2008:				
Thaïlande	761,654	16,667		744,987
g) terme de 50 ans, délai de grâce de 10 ans, non productifs d'intérêt, avec les remboursements finals entre mars 2013 et mars 2034:				
Algérie	52,203,349	35,635,151		16,568,198
Antigua	5,999,797	75,000		5,924,797
Argentine	625,333	18,666		606,667
Barbade	3,403,678	30,750	4,315,787	7,688,715
Belize	12,187,864			12,187,864
Bolivie	1,611,013	21,197		1,589,816
Brésil	742,431	20,913		721,518
Birmanie	8,304,901		1,301	8,306,202
Cameroun	106,936,495	256,095	24,758,056	131,438,456
Chili	3,352,727	98,062		3,254,665
Colombie	20,787,625	439,642		20,347,983
Congo (Brazzaville)	21,376,421		594,352	21,970,773
Costa Rica	8,710,045		6,005,450	14,715,495
Dominique	1,838,883			1,838,883
République Dominicaine	8,619,789	182,290	547,750	8,985,249
Afrique orientale[1]	47,402,298			47,402,298
Équateur	11,513,234	304,919		11,208,315
Égypte	57,474,146		44,600	57,518,746
Gabon	1,335,988		652,603	1,988,591
Ghana	80,996,892	544,556	284,109	80,736,445
Grenade	850,000			850,000
Guatémala	3,704,411		275,000	3,979,411
Guyane	35,329,729		740,479	36,070,208
Honduras	14,914,412		16,713,510	31,627,922
Inde	613,654,610	10,403,878	64,369,940	667,620,672
Indonésie	186,016,866	1,900,087	21,126,534	205,243,313
Côte d'Ivoire	49,040,386	277,470	11,733,698	60,496,614
Jamaïque	43,505,567		8,015,437	51,521,004
Kenya	105,998,185	575,027	4,364,176	109,787,334
Madagascar	22,598,306		285,515	22,883,821
Malaisie	341,788	9,907		331,881
Malte	1,000,000	12,490		987,510
Mauritanie	4,199,062			4,199,062
Mexique	92,841	2,772		90,069
Montserrat	683,815			683,815
Maroc	14,376,123	59,922	534,378	14,850,579
Nicaragua	5,511,088		5,043,413	10,554,501
Nigeria	45,080,555	445,384		44,635,171
Pakistan	551,880,836	4,722,547	28,240,880	575,399,169
Paraguay	659,873	19,996		639,877
Pérou	5,221,512	3,728	104,144	5,321,928
Philippines	3,886,371			3,886,371
Sainte-Lucie	532,927	3,092		529,835
Saint-Vincent	1,145,000			1,145,000
Salvador	1,200,000			1,200,000
Sénégal	13,940,869	99,300	240,885	14,082,454
Sri Lanka	166,465,044	722,040	2,899,595	168,642,599
Swaziland	1,423,565			1,423,565
Thaïlande	33,747,453			33,747,453
Togo	16,571,216			16,571,216
Trinité	3,661,482	114,236		3,547,246
Tunisie	126,291,475	1,593,969	998,293	125,695,799
Pays francophones[2]	1,677,258			1,677,258
Zaïre	28,396,624	12,689	244,378	28,628,313
Zambie	74,968,055		8,188,202	83,156,257
Zimbabwe	15,355,285		3,065,396	18,420,681
	2,649,345,498	*58,605,775*	*214,387,861*	*2,805,127,584*
h) terme de 53 ans, délai de grâce de 13 ans, non productifs d'intérêt, avec le remboursement final en mars 2025:				
Algérie			40,635,162	40,635,162
i) terme de 55 ans, délai de grâce de 15 ans, non productifs d'intérêt, avec le remboursement final en septembre 2036:				
Égypte			4,407,413	4,407,413
	2,879,429,901	62,294,475	262,819,224	3,079,954,650

Note: un délai de grâce signifie l'intervalle qui existe jusqu'au premier remboursement du principal.

(1) Projet paritaire: Kenya, Tanzanie et Ouganda.

(2) Projet paritaire: Mali et Sénégal.

Une aide similaire a été accordée aux pays en voie de développement sous forme de souscriptions au capital de l'Association internationale de développement pour un montant de $1,898 millions, et de prêts à d'autres institutions financières internationales pour la somme de $1,188 millions. Ces montants sont présentés plus loin dans cette section sous la rubrique «Organismes internationaux».

Expansion du commerce d'exportation

Conformément à l'article 31 de la Loi sur l'expansion des exportations, le gouverneur en conseil peut autoriser la Société à consentir des prêts à des clients étrangers, où la responsabilité serait pour une période, ou un montant dépassant ce à quoi la Société s'engagerait normalement. De tels prêts sont financés directement par des versements à même le Fonds du revenu consolidé et sont administrés par la Société au nom du gouvernement du Canada.

Au cours de l'exercice, les rentrées et autres crédits comprenaient des remboursements de prêts de $22,984,192, tandis que les paiements et autres débits comprenaient des prêts de $9,321,257 et un redressement dû à la réévaluation de $14,170,896 à l'égard de prêts s'élevant à $168,103,481 É-U. Des intérêts de $27.1 millions ont été encaissés et crédités aux Recettes non fiscales—Produits de placements.

Les prêts portent intérêt à des taux de 3.25% à 10.5% par année, et sont remboursables sur des périodes de 6 à 22 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1985 et le 25 mars 2008.

Organisation du traité de l'Atlantique Nord—Dommages-intérêts—Sommes recouvrables

L'article VIII de l'Entente sur l'État des Forces de l'OTAN signée le 4 avril 1949, dans sa forme modifiée, porte sur les réclamations pour dommages à des tiers résultant d'accidents mettant en cause un membre d'une armée en visite au Canada. On impute à ce compte le montant des réclamations à recevoir des autres nations pour dommages occasionnés au Canada, et l'on y crédite les recouvrements.

Les avances sont non productives d'intérêt et n'ont pas de conditions précises de remboursement.

ORGANISMES INTERNATIONAUX

À ce groupe sont consignées les souscriptions du Canada au capital de la Banque africaine de développement, de la Banque asiatique de développement, de la Banque de développement des Caraïbes, de la Banque interaméricaine de développement, de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (i.e. Banque mondiale), de l'Association internationale de développement et de la Société financière internationale. Il comprend également des prêts et des avances à d'autres organismes internationaux.

Des souscriptions en capital sont effectuées en partie par la délivrance d'effets à vue, non productifs d'intérêt et non négociables. Les sommes avancées ou prêtées varient selon les besoins des organismes en cause, et les modalités des accords.

La situation nette du gouvernement en ce qui regarde les organismes internationaux a été obtenue en retranchant des souscriptions, prêts et avances, les effets non productifs d'intérêt émis par le Canada à ces organismes. Ces effets à vue représentent la quote-part de l'investissement du Canada dans ces organismes, qui n'a pas encore été encaissée par ceux-ci. Ces effets sont encaissés sous réserve des besoins financiers de ces organismes.

Le tableau 7.11 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les souscriptions, prêts et avances aux organismes internationaux.

TABLEAU 7.11

ORGANISMES INTERNATIONAUX

	1[er] avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
	$	$	$	$	$	$
Souscriptions du Canada au capital de—						
Banque africaine de développement	23,420,175		11,710,088	35,130,263	11,710,088	11,710,087
Moins: effets à payer		11,710,088	11,710,088			– 373,105
	23,420,175	*11,710,088*	*23,420,176*	*35,130,263*	*11,710,088*	*12,083,192*
Banque asiatique de développement	140,984,633		15,632,567	156,617,200	15,632,567	10,551,021
Moins: effets à payer	21,277,533	3,770,376	4,376,789	20,671,120	– 606,413	– 606,414
	119,707,100	*3,770,376*	*20,009,356*	*135,946,080*	*16,238,980*	*11,157,435*
Banque de développement des Caraïbes	12,199,912		836,527	13,036,439	836,527	1,245,891
Moins: effets à payer	2,131,573		500,000	1,631,573	– 500,000	440,118
	10,068,339		*1,336,527*	*11,404,866*	*1,336,527*	*805,773*
Banque interaméricaine de développement	125,798,655		18,610,765	144,409,420	18,610,765	12,903,312
Moins: effets à payer	40,987,777	9,656,907	6,333,270	44,311,414	3,323,637	4,776,557
	84,810,878	*9,656,907*	*24,944,035*	*100,098,006*	*15,287,128*	*8,126,755*
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	205,801,308		41,653,971	247,455,279	41,653,971	50,963,580
Moins: effets à payer	11,961,186	35,965,030	47,926,216		– 11,961,186	11,959,459
	193,840,122	*35,965,030*	*89,580,187*	*247,455,279*	*53,615,157*	*39,004,121*
Association internationale de développement	1,730,088,061		167,700,000	1,897,788,061[1]	167,700,000	128,601,000
Moins: effets à payer	546,588,190	167,700,000	185,704,800	528,583,390	– 18,004,800	– 93,802,700
	1,183,499,871	*167,700,000*	*353,404,800*	*1,369,204,671*	*185,704,800*	*222,403,700*
Société financière internationale	26,736,847		1,833,300	28,570,147	1,833,300	817,128
	1,642,083,332	*228,802,401*	*514,528,381*	*1,927,809,312*	*285,725,980*	*294,398,104*
Institutions financières internationales	1,024,261,989	275,490	164,234,209	1,188,220,708[1]	163,958,719	172,589,828
Moins: effets à payer	529,821,917	136,770,002	66,109,966	600,481,953	70,660,036	131,034,643
	494,440,072	*137,045,492*	*230,344,175*	*587,738,755*	*93,298,683*	*41,555,185*
Conseil international de l'étain	4,500,000			4,500,000		
Convention internationale sur le caoutchouc naturel	5,981,756	744,229		5,237,527	– 744,229	791
Associations et organismes internationaux—						
Union de Berne, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	24,351			24,351		
Conseil de coopération douanière	6,309			6,309		
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture	613,422			613,422		
Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce	14,508			14,508		
Organisation consultative intergouvernementale de la navigation maritime	1,617			1,617		
Agence internationale de l'énergie atomique	66,712	1,056		65,656	– 1,056	– 5,743
Organisation de l'aviation civile internationale	71,419			71,419		21,946
Organisation internationale du travail	68,666			68,666		
Union de Paris, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	37,899		7,292	45,191	7,292	8,517
Obligations des Nations Unies	1,178,504	401,057	73,440	850,887	– 327,617	– 326,799
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	630,715			630,715		– 49,804
Organisations des Nations Unies	3,574,878			3,574,878		– 249,140
Organisation mondiale de la santé	177,223			177,223		
	6,466,223	*402,113*	*80,732*	*6,144,842*	*– 321,381*	*– 601,023*
Total	2,153,471,383	366,994,235	744,953,288	2,531,430,436	377,959,053	335,353,057

[1] Les souscriptions à l'Association et les prêts aux institutions financières internationales sont utilisés dans le but de prêter des fonds aux pays en voie de développement à des taux favorables aux emprunteurs. De plus, tel que décrit antérieurement dans cette section sous la rubrique «Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement», une aide spéciale sous forme de prêts au montant de $3,080 millions a été également fournie aux pays en voie de développement.

Banque africaine de développement

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Banque africaine de développement, telles qu'autorisées par la Loi sur l'aide au développement international (institutions financières), la Loi d'aide au développement international (institutions financières), et le crédit L55 des Affaires extérieures, des Lois n° 1 et n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits.

À la fin de l'exercice, une autorisation avait été accordée pour l'achat de 4 200 actions versées et de 12,600 actions remboursables à vue. Les versements provisionnels pour les actions versées doivent être acquittés par effets à vue, non productifs d'intérêt et non négociables. Ces effets sont retranchés des souscriptions afin de présenter la situation nette du gouvernement vis-à-vis la Banque.

Au cours de l'exercice, les opérations comprenaient des souscriptions supplémentaires sous forme d'effets à vue, non productifs d'intérêt.

Au 31 mars 1985, les versements provisionnels se sont élevés à $35,130,263 à titre de 2,520 actions versées. Les 12,600 actions remboursables à vue sont soumises à rachat par la Banque dans certains cas. L'engagement du Canada, en raison des actions remboursables à vue, a une valeur courante de $175,651,308.

Banque asiatique de développement

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Banque asiatique de développement, telles qu'autorisées par la Loi d'aide au développement international (institutions financières), et diverses lois portant affectation de crédits (y compris le crédit L55 des Affaires extérieures, des Lois n° 1 et n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits).

À la fin de l'exercice, une autorisation avait été accordée pour l'achat de 11,110 actions versées et de 81,433 actions remboursables à vue. Les versements provisionnels pour les actions versées peuvent être acquittés en espèces ou par effets à vue, non productifs d'intérêt et non négociables. Ces effets sont retranchés des souscriptions afin de présenter la situation nette du gouvernement vis-à-vis la Banque.

Au cours de l'exercice, les opérations comprenaient des souscriptions supplémentaires en espèces et sous forme d'effets à vue, non productifs d'intérêt, et un redressement dû à la réévaluation.

Au 31 mars 1985, les versements provisionnels du Canada se sont élevés à $105,434,978 É-U à titre de 8,740 actions versées et 9,480,000 Droits de tirage spéciaux (DTS) à titre de 948 actions versées. Ces soldes ont été convertis en dollars canadiens selon les cours du change de fermeture à la fin de l'exercice ($1 É-U/$1.3636 can et 1 DTS/1.35507 can). Les 81,433 actions remboursables à vue sont soumises à rachat par la Banque dans certains cas. L'engagement du Canada, en raison des actions remboursables à vue, a une valeur courante de $439,147,591 É-U et 450,300,000 DTS, évalués à $1,209,009,675 can selon les cours du change de fermeture à la fin de l'exercice.

Banque de développement des Caraïbes

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Banque de développement des Caraïbes, telles qu'autorisées par la Loi d'aide au développement international (institutions financières), et diverses lois portant affectation de crédits (y compris le crédit L55 des Affaires extérieures, des Lois n° 1 et n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits).

À la fin de l'exercice, une autorisation avait été accordée pour l'achat de 1,585 actions versées et de 5,355 actions remboursables à vue. Le Canada peut émettre, à titre de paiement pour les actions achetées et jusqu'à ce que la Banque exige des espèces, des effets à vue, non productifs d'intérêt et non négociables. Ces effets sont retranchés des souscriptions afin de présenter la situation nette du gouvernement vis-à-vis la Banque.

Au cours de l'exercice, une transaction a été effectuée en ce qui regarde un redressement dû à la réévaluation.

Au 31 mars 1985, les versements provisionnels du Canada se sont élevés à $9,560,310 É-U à titre de 1,585 actions versées. Ce solde a été converti en dollars canadiens selon le cours du change de fermeture à la fin de l'exercice ($1 É-U/$1.3636 can). Les 5,355 actions remboursables à vue sont soumises à rachat par la Banque dans certains cas. L'engagement du Canada, en raison des actions remboursables à vue, a une valeur courante de $32,300,021 É-U, évalués à $44,044,309 can selon le cours du change de fermeture à la fin de l'exercice.

Banque interaméricaine de développement

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Banque interaméricaine de développement, telles qu'autorisées par la Loi d'aide au développement international (institutions financières), et diverses lois portant affectation de crédits (y compris le crédit L55 des Affaires extérieures, des Lois n° 1 et n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits).

À la fin de l'exercice, une autorisation avait été accordée pour l'achat de 9,982 actions versées et de 115,220 actions remboursables à vue. Les versements provisionnels pour les actions versées peuvent être acquittés en espèces ou par effets à vue, non productifs d'intérêt et non négociables. Ces effets sont retranchés des souscriptions afin de présenter la situation nette du gouvernement vis-à-vis la Banque.

Au cours de l'exercice, les opérations comprenaient des souscriptions supplémentaires sous forme d'effets à vue, non productifs d'intérêt, et un redressement dû à la réévaluation.

Au 31 mars 1985, les versements provisionnels du Canada se sont élevés à $105,903,066 É-U à titre de 8,768 actions versées. Ce solde a été converti en dollars canadiens selon le cours du change de fermeture à la fin de l'exercice ($1 É-U/$1.3636 can). Les 115,220 actions remboursables à vue sont soumises à rachat par la Banque dans certains cas. L'engagement du Canada, en raison des actions remboursables à vue, a une valeur courante de $1,389,948,405 É-U, évalués à $1,895,333,645 can selon le cours du change de fermeture à la fin de l'exercice.

Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale)

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, telles qu'autorisées par la Loi sur les accords de Bretton Woods, et diverses lois portant affectation de crédits.

Au cours de l'exercice, les opérations comportaient les quatrième et cinquième versements pour acquittement de 3,344 actions, et un redressement dû à la réévaluation.

Le Canada a souscrit pour 21,782 actions de la Banque, desquelles 10% a été acquitté en espèces et sous forme d'effets. Le solde de 90% est sous forme de garantie soumise à rachat par la Banque seulement en cas de besoin, pour faire honneur à ses obligations résultant d'emprunts ou de prêts garantis par elle, et ne devant pas servir aux opérations de crédit ou pour combler les dépenses administratives.

Au 31 mars 1985, le solde en devises étrangères a été converti en dollars canadiens selon le cours du change de fermeture à la fin de l'exercice ($1 É-U/$1.3636 can).

Association internationale de développement

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de l'Association internationale de développement, telles qu'autorisées par la Loi sur l'Association internationale de développement, et diverses lois portant affectation de crédits. Les souscriptions à l'Association, qui fait partie des groupes de la Banque mondiale, servent à prêter des fonds aux pays en voie de développement, pour fins de développement, à des taux très favorables à l'emprunteur (sans intérêt, d'une échéance de 50 ans avec un délai de grâce de 10 années).

Au cours de l'exercice, les opérations comprenaient des souscriptions supplémentaires sous forme d'effets à vue, non productifs d'intérêt et non négociables. Ces effets sont retranchés des souscriptions afin de présenter la situation nette du gouvernement vis-à-vis l'Association.

Société financière internationale

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Société financière internationale, qui fait partie des groupes de la Banque mondiale, telles qu'autorisées en vertu de diverses lois portant affectation de crédits.

À la fin de l'exercice, une autorisation avait été accordée pour l'achat de 20,952 actions versées.

Au cours de l'exercice, une transaction a été effectuée en ce qui regarde un redressement dû à la réévaluation.

Au 31 mars 1985, les versements provisionnels du Canada se sont élevés à $20,952,000 É-U à titre de 20,952 actions versées. Ce solde a été converti en dollars canadiens selon le cours du change de fermeture à la fin de l'exercice ($1 É-U/$1.3636 can).

Institutions financières internationales

Ce compte inscrit les prêts à titre d'aide aux institutions financières internationales, tels qu'autorisés par la Loi sur l'aide au développement international (institutions financières), la Loi d'aide au développement international (institutions financières), et par diverses lois portant affectation de crédits (y compris les crédits L50 et L55 des Affaires extérieures, des Lois n° 1 et n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits).

Les soldes et opérations pour les prêts aux diverses institutions financières internationales sont comme suit:

	1er avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985
	$	$	$	$
Banque africaine de développement	4,593,896	125,000		4,468,896
Fonds africain de développement	248,507,428		39,730,495	288,237,923
Moins: effets à payer	130,500,000	33,168,000	28,700,000	134,968,000
	118,007,428	*33,168,000*	*68,430,495*	*153,269,923*
Société de développement des Andes	5,000,000	124,990		4,875,010
Banque asiatique de développement (Spécial)	27,027,000			27,027,000
Fonds asiatique de développement	367,668,383		85,559,322	453,227,705
Moins: effets à payer	279,002,663	85,559,322	27,059,000	337,502,985
	88,665,720	*85,559,322*	*112,618,322*	*115,724,720*
Banque de développement des Caraïbes—Fonds de développement agricole	8,600,000			8,600,000
Banque de développement des Caraïbes—Régionale des Caraïbes du Commonwealth	5,104,400		350,000	5,454,400
Banque de développement des Caraïbes (Spécial)	36,025,575		7,159,780	43,185,355
Moins: effets à payer	6,469,895	6,070,655		12,540,550
	29,555,680	*6,070,655*	*7,159,780*	*30,644,805*
Banque centraméricaine d'intégration économique	2,384,279	25,500		2,358,779
Fonds des opérations spéciales de la Banque interaméricaine de développement	237,830,936		28,724,787	266,555,723
Moins: effets à payer	71,849,359	11,972,025	10,350,966	73,470,418
	165,981,577	*11,972,025*	*39,075,753*	*193,085,305*
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	25,522,000		1,750,000	27,272,000
Fonds international pour le développement agricole	42,000,000			42,000,000
Moins: effets à payer	42,000,000			42,000,000
Fonds monétaire international	13,998,092		959,825	14,957,917
	494,440,072	137,045,492	230,344,175	587,738,755

Conseil international de l'étain

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au Conseil international de l'étain, telles qu'autorisées par des lois antérieures portant affectation de crédits. Les souscriptions sont effectuées en vue de placement dans les stocks régulateurs prévus antérieurement et continués aux termes du sixième accord international sur l'étain.

Convention internationale sur le caoutchouc naturel

Ce compte enregistre la quote-part du Canada au financement des stocks régulateurs de caoutchouc naturel, telle qu'autorisée par une loi antérieure portant affectation de crédits. Conformément à la convention internationale de 1979 sur le caoutchouc naturel, le Canada est engagé à participer, jusqu'à concurrence de $12,500,000, au financement des stocks régulateurs de caoutchouc.

Au cours de l'exercice, le Canada a touché un remboursement de $744,229 par suite d'un redressement à la quote-part exigée des cotisants.

Associations et organismes internationaux

Ces éléments représentent la valeur à l'origine des paiements effectués par le gouvernement du Canada aux fonds de roulement tenus par des organismes internationaux, desquels le Canada est membre. La participation dans le financement de ces fonds de roulement, fondée sur l'échelle des cotisations, est prescrite par les règlements financiers concernant l'éligibilité dans ces organismes. Les paiements aux fonds ne portent pas d'intérêt et n'ont pas de dates de remboursement prévues, mais sont comptabilisés par les organismes à titre de crédits provenant de nations membres. Les paiements effectués par le Canada ont été autorisés par des lois portant affectation de crédits.

Au cours de l'exercice, une avance supplémentaire a été autorisée par le crédit L12b des Affaires extérieures, de la Loi n° 3 de 1984-85 portant affectation de crédits. Celle-ci touche le fonds de roulement de l'Union de Paris, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

Au cours de l'exercice, le Canada a effectué un paiement de 14,451 francs suisses évalués à $7,292 can à l'Union de Paris, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. De plus, le Canada a touché un remboursement de $800 É-U évalués à $1,056 can de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Ce compte comptabilise également les paiements et le solde impayé des obligations des Nations Unies, achetées par le gouvernement canadien en septembre 1962. Les obligations produisent un intérêt au taux de 2% par année, et sont remboursables sur une période de 25 ans en versements annuels dont les montants sont entre 3.1% et 5.1% du montant souscrit. Au cours de l'exercice, les dotations en capital du Canada s'élevant à $923,520 É-U au 1er avril 1984 ont été réduites par un paiement de $299,520 É-U évalués à $401,057 can. Les paiements et autres débits s'élevant à $73,440 représentent un redressement dû à la réévaluation concernant l'investissement étranger du Canada de $624,000 É-U convertis en dollars canadiens selon le cours du change de fermeture à la fin de l'exercice ($1 É-U/$1.3636 can).

AVANCES À LA CAISSE DE LA LOI SUR LES TERRES DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS

Des avances ont été consenties en vertu des Parties I et III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, pour l'achat de terres et améliorations permanentes, dégrèvements de biens-fonds, achat d'animaux de ferme et de matériel et protection des garanties et, en vertu de la Partie II de la Loi, pour l'achat, le lotissement et l'aménagement de terrains, pour faire des versements échelonnés aux anciens combattants pendant la construction et pour le parachèvement de maisons, après l'exécution des contrats de construction, etc. Après l'exécution du contrat en ce qui regarde la construction de chaque maison, la Société canadienne d'hypothèques et de logement prend ou fait prendre une hypothèque sur la propriété et rembourse la Caisse pour le plein montant de cette propriété. Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $605,000,000.

Une provision égale à 1/10 des prestations versées aux anciens combattants a été établie à chaque année, jusqu'en 1978-79 inclusivement. Depuis cette date, une prévision annuelle des exigences a été effectuée, et les provisions sont établies, au besoin. Ces provisions sont imputées aux dépenses budgétaires et sont créditées au compte des provisions pour prestations conditionnelles. Ce compte fait état des provisions nettes accumulées pour prestations aux anciens combattants sous forme de radiation de prêts autorisée par la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Ces prestations entrent en vigueur seulement lorsque les anciens combattants auront rempli certaines conditions. À la fin de 10 ans, les exigences ayant été satisfaites, la provision accumulée est imputée au compte des provisions pour prestations conditionnelles, et est créditée au compte de prêts de l'ancien combattant.

Le tableau 7.12 résume les soldes et les opérations relativement aux avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants.

TABLEAU 7.12

CAISSE DE LA LOI SUR LES TERRES DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS

	1er avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
	$	$	$	$	$	$
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	227,006,222	44,831,382	11,145,766	193,320,606	– 33,685,616	– 34,639,623
Moins: provisions pour prestations conditionnelles	3,093,466	2,600,000	4,735,623	957,843	– 2,135,623	– 3,373,779
Total	223,912,756	47,431,382	15,881,389	192,362,763	– 31,549,993	– 31,265,844

ENTREPRISES MIXTES ET EN COPARTICIPATION

Les entreprises mixtes et en coparticipation sont des entités dont le capital-actions appartient conjointement au gouvernement et à d'autres gouvernements et/ou organismes, afin d'encourager la réalisation d'objectifs communs. À ce groupe sont consignés les prêts, dotations en capital et avances du gouvernement à de telles entités.

Le tableau 7.13 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les divers genres de prêts, dotations en capital et avances consentis aux entreprises mixtes et en coparticipation.

TABLEAU 7.13

ENTREPRISES MIXTES ET EN COPARTICIPATION

	1er avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
	$	$	$	$	$	$
Corporation de développement du Canada—Expansion industrielle régionale	322,000,000			322,000,000		
Compagnie de navigation Canarctic Limitée—Transports						
Société coopérative de l'énergie—Énergie, Mines et Ressources	58,073,489	269,489		57,804,000	– 269,489	184,544
Lower Churchill Development Corporation—Énergie, Mines et Ressources	14,750,000			14,750,000		
Société de développement de Terre-Neuve et du Labrador, Limitée—Expansion industrielle régionale—						
Capital-actions	200			200		
Prêts	25,000,000			25,000,000		
	25,000,200			*25,000,200*		
N.S. Holdco Ltd—Pêches et Océans—						
Capital-actions	10,000,000		17,500,000	27,500,000	17,500,000	10,000,000
Avance			3,000,000	3,000,000	3,000,000	
	10,000,000		*20,500,000*	*30,500,000*	*20,500,000*	*10,000,000*
125459 Canada Limited—Pêches et Océans			90,775,000	90,775,000	90,775,000	
Société Inter-Port de Québec—Expansion industrielle régionale	400			400		
Télésat Canada—Communications	30,000,000			30,000,000		
Total	459,824,089	269,489	111,275,000	570,829,600	111,005,511	10,184,544

Corporation de développement du Canada

Cette Société a été établie par la Loi sur la Corporation de développement du Canada, afin d'aider à la création ou au développement du secteur des affaires, des ressources, des valeurs foncières et des industries au Canada. Le ministre des Finances peut souscrire à l'achat et peut détenir des actions de la Société pour le gouvernement du Canada.

Le gouvernement a acheté 30,711,990 actions ordinaires sans valeur au pair, en vertu de l'article 35 de la Loi.

Les actions détenues par le gouvernement représentent 83.6% des actions ordinaires en circulation, et 47.3% des droits de vote.

Un projet de loi concernant la réorganisation de la Corporation de développement du Canada (CDC) a été introduit à la Chambre des communes pour la première fois le 27 juin 1985. Ce projet de loi n'avait pas encore été adopté en date du 16 septembre 1985. Ce projet de loi autorise la vente des actions ordinaires de la CDC détenues par le gouvernement et selon ses modalités. Suite à la fin de l'exercice, 23,000,000 d'actions ordinaires à un prix unitaire de $11.50 ont été souscrites par le public.

Compagnie de navigation Canarctic Limitée

En 1977-78, 305,996 actions ordinaires de la Compagnie de navigation Canarctic Limitée, ayant une valeur totale de $305,996 et représentant 51% des actions ordinaires en circulation, ont été acquises et imputées aux dépenses budgétaires (crédit 10 des Transports—Dépenses de fonctionnement de la marine).

Société coopérative de l'énergie

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur les coopératives de l'énergie, dans le but de réunir certaines institutions coopératives financières, agricoles, de services et de commercialisation, afin de prendre part à l'industrie canadienne du pétrole et du gaz. La Société est une société de portefeuille dont les actionnaires sont les coopératives participantes et le gouvernement du Canada.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources peut souscrire pour des actions et des débentures à participation de la Société, les acquérir et les détenir, au nom du gouvernement du Canada. À cette fin, ce dernier peut accorder, au cours des prochains trois ans, un montant d'appariement jusqu'à concurrence de $100,000,000, contre les fonds de placement versés par des organismes coopératifs participants.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société, telles qu'autorisées par la Loi sur les coopératives de l'énergie, sont inscrites à ce compte et sont composées de:

	31 mars 1985
	$
Débentures à participation	3,075,900
57,804 actions de catégorie B	5,780,400
489,477 actions de catégorie D	48,947,700
	57,804,000

Les débentures à participation rapportent des intérêts de 6% par année, lesquels sont payables tous les 31 décembre. Au 31 mars 1985, le gouvernement a reçu 454,547 actions de catégorie C de $1 chacune, au lieu de recevoir de l'argent comptant concernant l'intérêt sur les débentures à participation. Ces actions de catégorie C ne sont pas comptabilisées dans les comptes du Canada.

Lower Churchill Development Corporation

Ce compte comptabilise les dotations en capital du gouvernement dans la Société. Relativement à la participation canadienne, de concert avec le gouvernement de Terre-Neuve, à la mise en valeur du potentiel hydroélectrique du cours inférieur de la rivière Churchill au Labrador, le gouvernement est autorisé à acheter environ 49% des actions de la Lower Churchill Development Corporation.

Le gouvernement a acquis 1,475 actions de catégorie A, soit 49% des actions en circulation. Le solde des actions en circulation appartient à la Newfoundland and Labrador Hydro.

Société de développement de Terre-Neuve et du Labrador, Limitée

Capital-actions

Le gouvernement a acheté 200 actions ordinaires, ayant une valeur au pair de $1 de la Société de développement de Terre-Neuve et du Labrador, Limitée, en vertu d'une entente entre le Canada et Terre-Neuve, conformément à l'article 8(3)c) de la Loi sur les zones spéciales. Ceci représente 40% du nombre d'actions autorisées. Le solde des actions en circulation est détenu par le gouvernement de Terre-Neuve.

Prêts

Des prêts ont été consentis afin de fournir des services financiers et autres services aux petites et moyennes entreprises de Terre-Neuve.

Les prêts portent intérêt à des taux de 8.375% à 18.375% par année, et sont remboursables à la fin de 10 ans, avec des versements finals entre le 13 avril 1987 et le 31 mars 1992.

N.S. Holdco Limited

La Loi sur la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique autorise l'investissement et l'octroi d'aide financière pour permettre la restructuration d'entreprises du secteur des pêches de l'Atlantique, dans le but de les aider à devenir plus viables, compétitives et de propriétés privées.

Capital-actions

Au cours de l'exercice, le gouvernement a acquis 3,500 actions privilégiées de catégorie AA-1 et 14,000 actions privilégiées prioritaires de catégorie 1 de N.S. Holdco Limited pour $3,500,000 et $14,000,000, respectivement. N.S. Holdco Limited est la société de portefeuille située en Nouvelle-Écosse pour ce qui est de l'avoir du gouvernement fédéral dans la National Sea Products of Halifax, Nouvelle-Écosse, laquelle a été fondée suite à la restructuration de National Sea Products Limited et de HB Nickerson and Sons Limited. La Société a émis 3,500 actions ordinaires avec droit de vote sans valeur au pair, lesquelles sont détenues proportionnellement aux actions privilégiées de catégorie AA-1.

Au 31 mars 1985, le gouvernement détient 31% des actions ordinaires émises avec droit de vote et 25% des actions privilégiées émises sans droit de vote de N.S. Holdco Limited. Le solde des actions est détenu par la Banque de Nouvelle-Écosse.

Avance

Au cours de l'exercice, le gouvernement a avancé $3,000,000 à N.S. Holdco Limited pour que celle-ci rembourse la Banque de Nouvelle-Écosse pour les coûts reliés à la restructuration de National Sea Products Limited et de HB Nickerson and Sons Limited. Le gouvernement doit recevoir des actions privilégiées de N.S. Holdco Limited en retour pour cette avance.

Au 31 mars 1985, le montant avancé était toujours détenu en fiducie par N.S. Holdco Limited, en attendant le règlement final de l'entente de refinancement entre National Sea Products Limited et HB Nickerson and Sons Limited. Le gouvernement prendra possession des actions privilégiées de N.S. Holdco Limited lorsque l'entente sera finalisée.

125459 Canada Limited

La Loi sur la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique autorise l'investissement et l'octroi d'aide financière pour permettre la restructuration d'entreprises du secteur des pêches de l'Atlantique, dans le but de les aider à devenir plus viables, compétitives et de propriétés privées.

Au cours de l'exercice, le gouvernement a acquis 90,775 actions privilégiées de catégorie AA de 125459 Canada Limited pour $90,775,000. 125459 Canada Limited est la société de portefeuille située au Nouveau-Brunswick pour ce qui est de l'avoir du gouvernement fédéral dans la Fishery Products International Limited, laquelle a été fondée suite à la restructuration de Fishery Products, The Lake Group, John Penney and Sons, et TJ Hardy Co. La Société a émis 908 actions ordinaires avec droit de vote, lesquelles sont détenues proportionnellement aux actions privilégiées de catégorie AA.

Au 31 mars 1985, le gouvernement détient 61.9% des actions ordinaires émises avec droit de vote. Le solde des actions ordinaires émises avec droit de vote est détenu par le gouvernement du Nouveau-Brunswick—25.9% et par la Banque de Nouvelle-Écosse—12.2%.

Société Inter-Port de Québec

Le gouvernement a acheté 400 actions en capital entièrement libérées de la Société Inter-Port de Québec, à $1 l'action, sous l'autorisation du ministre de l'Expansion industrielle régionale. Ceci représente 40% des actions autorisées. Le solde des actions en circulation est détenu par le gouvernement du Québec.

Télésat Canada

Le gouvernement a acheté 3,000,000 d'actions ordinaires de la Télésat Canada à $10 l'action, pour $30,000,000. Ces dotations en capital représentent 49.99% des actions en circulation.

DIVERS

Ce groupe enregistre les prêts, dotations en capital et avances qui ne sont pas classés ailleurs.

Le tableau 7.14 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les divers genres de prêts, dotations en capital et avances.

TABLEAU 7.14

DIVERS PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES

	1er avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
	$	$	$	$	$	$
Prêts et avances comptables—						
Affaires extérieures—						
Employés en mission à l'étranger	6,962,726	7,959,883	9,049,833	8,052,676	1,089,950	1,230,042
Missions à l'étranger	5,731,335	363,934,727	365,177,932	6,974,540	1,243,205	– 5,292,601
	12,694,061	*371,894,610*	*374,227,765*	*15,027,216*	*2,333,155*	*– 4,062,559*
Défense nationale—						
Comptes d'avances fixes, avances permanentes et prêts autorisés	25,325,664	150,991,259	159,609,462	33,943,867	8,618,203	1,474,534
Expansion industrielle régionale—						
Employés affectés au Canada	1,563			1,563		– 62,798
Approvisionnements et Services—						
Diverses avances comptables des ministères	5,347,383	5,471,375	4,957,846	4,833,854	– 513,529	358,434
Conseil du Trésor—						
Diverses avances comptables des ministères, caisse à montant fixe et avances permanentes	11,608,528	10,017,796	11,248,463	12,839,195	1,230,667	752,759
Total des prêts et avances comptables	54,977,199	538,375,040	550,043,536	66,645,695	11,668,496	– 1,539,630
Autres divers—						
Agriculture—						
Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples	23,172,416	617,257		22,555,159	– 617,257	– 512,196
Communications—						
Biens culturels	4,920	1,000		3,920	– 1,000	4,920
Emploi et Immigration—						
Fonds de prêts d'aide à l'immigration	48,532,665	13,178,508	19,471,514	54,825,671	6,293,006	3,130,143
Énergie, Mines et Ressources—						
Institut de recherche de l'Hydro-Québec	14,308,962	1,031,519		13,277,443	– 1,031,519	
Affaires extérieures—						
Expansion du commerce d'exportation (prêts administrés par la Société pour l'expansion des exportations)	187,506,678	9,671,840	166,396,258	344,231,096	156,724,418	103,244,923
Finances—						
Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa	329,329	21,904		307,425	– 21,904	– 264,736
Administration du pont du port de Saint-Jean	10,908,257	151,783	930,990	11,687,464	779,207	688,007
Ville d'Oromocto	19,649	7,520		12,129	– 7,520	– 7,096
Town of Oromocto Development Corporation	411,016	62,744		348,272	– 62,744	– 59,540
	11,668,251	*243,951*	*930,990*	*12,355,290*	*687,039*	*356,635*
Pêches et Océans—						
Producteurs canadiens de poissons de fond congelés	678,244	19,365		658,879	– 19,365	– 37,473
Entreprises de traitement de poissons de fond	192,889			192,889		– 155,514
Pêcheurs d'aiglefin	1,430,176	24,195		1,405,981	– 24,195	– 5,343
	2,301,309	*43,560*		*2,257,749*	*– 43,560*	*– 198,330*

TABLEAU 7.14

DIVERS PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES—*Fin*

	1er avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
	$	$	$	$	$	$
Affaires indiennes et Nord canadien—						
British Yukon Railway Company	5,000,000	250,000		4,750,000	– 250,000	
Canadian Arctic Producers Co-operative Limited—						
Capital-actions	236,000	236,000			– 236,000	
Prêts	141,725	18,734		122,991	– 18,734	– 18,873
	377,725	*254,734*		*122,991*	*– 254,734*	*– 18,873*
Bande des Chippewa de Kettlepoint	65,000			65,000		
Conseil des Indiens du Yukon	2,836,787		969,969	3,806,756	969,969	912,063
Fonds de prêts aux Esquimaux	3,821,498	1,108,391	181,248	2,894,355	– 927,143	– 626,762
Expansion économique des Indiens	44,704,340	3,665,783	5,466,499	46,505,056	1,800,716	532,534
Aide domiciliaire aux Indiens	4,578,838	827,708	737,614	4,488,744	– 90,094	– 457,397
Indiens et Inuit du Québec	3,500,000	3,500,000			– 3,500,000	
Société inuvialuit de développement	9,675,000	9,675,000			– 9,675,000	
Revendicateurs autochtones	64,427,596	962,193	14,128,840	77,594,243	13,166,647	14,006,112
	138,986,784	*20,243,809*	*21,484,170*	*140,227,145*	*1,240,361*	*14,347,677*
Travail—						
Commissions provinciales des accidents du travail	4,267,000		248,000	4,515,000	248,000	100,000
Défense nationale—						
Projets d'habitations des Forces canadiennes	16,170,865	672,369		15,498,496	– 672,369	– 511,336
Travaux publics—						
Burgeo Leasing Limited	166,245	8,648		157,597	– 8,648	– 7,900
Eurocan Pulp and Paper Co Ltd	1,575,000	225,000		1,350,000	– 225,000	– 225,000
Quai servant de terminus à une raffinerie de pétrole à Come-by-Chance, Terre-Neuve	19,311,904			19,311,904		5,104,215
Sydney Steel Corporation	5,218,162			5,218,162		
	26,271,311	*233,648*		*26,037,663*	*– 233,648*	*4,871,315*
Expansion industrielle régionale—						
Industrie canadienne de défense	27,521,057	4,975,680		22,545,377	– 4,975,680	– 9,454,512
Industrie automobile au Canada	1,234,000	1,234,000			– 1,234,000	– 54,000
Option d'achat d'actions de la compagnie Consolidated Computer Incorporated	12,395,998			12,395,998		
Programme d'expansion des entreprises	20,296,131	316,667		19,979,464	– 316,667	4,224,572
Programme de redressement de l'industrie de la chaussure et du tannage	127,113	47,044		80,069	– 47,044	– 587,387
Programme de développement industriel et régional	975,000		275,000	1,250,000	275,000	975,000
Accord du Kennedy Round	952,096			952,096		– 7,714
Programme d'aide au perfectionnement de l'industrie pharmaceutique	6,000	6,000			– 6,000	– 33,000
Radio Engineering Products Limited	1,000,000			1,000,000		
	64,507,395	*6,579,391*	*275,000*	*58,203,004*	*– 6,304,391*	*– 4,937,041*
Solliciteur général—						
Libérés conditionnels	16,011	28,137	31,457	19,331	3,320	6,078
Approvisionnements et Services—						
Compte de prêts pour la production de défense	1,724,007			1,724,007		
Transports—						
Coast Ferries Limited	100,000			100,000		
Corporation de la ville de Montréal	723,445	81,107		642,338	– 81,107	– 78,649
Commissaires du port de Hamilton	1,357,769	191,496		1,166,273	– 191,496	– 1,707,424
Commission du port de Lakehead	418,863	64,202		354,661	– 64,202	– 59,681
Commission du port de Port Alberni	1,093,077	114,539		978,538	– 114,539	– 106,506
	3,693,154	*451,344*		*3,241,810*	*– 451,344*	*– 1,952,260*
Affaires des anciens combattants—						
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	55,686	4,812		50,874	– 4,812	780
Comptes sans opérations courantes						– 70,326
Total des autres divers	543,187,414	53,001,145	208,837,389	699,023,658	155,836,244	117,880,982
Total	598,164,613	591,376,185	758,880,925	765,669,353	167,504,740	116,341,352

Employés en mission à l'étranger

Un compte d'avance de fonds de roulement a été établi afin de financer des prêts et avances aux employés en mission à l'étranger, y compris les employés d'autres ministères du gouvernement. La portée de ce compte a été élargie pour inclure les prêts et avances au personnel à l'étranger, engagé sur place, y compris les personnes à leur charge, pour fins de dépenses médicales.

Au cours de l'exercice, le montant total autorisé à être en circulation en tout temps a été augmenté à $14,500,000 par le crédit L13c des Affaires extérieures, de la Loi n° 4 de 1984-85 portant affectation de crédits.

Le solde de fermeture consiste en des prêts de $6,595,835 aux employés; des avances de $551,070 pour frais médicaux; et, des dépôts de garantie et autres dépôts de $905,771 en vertu des Directives des services à l'étranger.

Les prêts portent intérêt à des taux de 10% à 18.375% par année, et sont remboursables sur une période de 4 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1985 et le 30 juin 1989.

Missions à l'étranger

Des avances non productives d'intérêt ont été effectuées pour le financement provisoire des dépenses encourues aux missions à l'étranger, en attendant la répartition aux affectations budgétaires de ce ministère et des autres ministères.

Au cours de l'exercice, le montant total autorisé à être en circulation en tout temps a été augmenté à $30,000,000 par le crédit L14c des Affaires extérieures, de la Loi n° 4 de 1984-85 portant affectation de crédits.

Comptes d'avances fixes, avances permanentes et prêts autorisés

Ce compte a été établi dans le but de financer: *a*) des avances fixes de fonds publics et des comptes d'avances de fonds publics; *b*) des avances permanentes; *c*) des avances et des prêts autorisés à l'intention des employés affectés à l'étranger; et, *d*) des avances recouvrables autorisées pour établir des mess militaires et des cantines.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $60,000,000.

Employés affectés au Canada

Ce compte inscrit les avances de comptes bancaires à montant fixe effectuées aux bureaux régionaux.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $1,950,000.

Diverses avances comptables des ministères

Le solde de fermeture représente les sommes impayées entre les mains des ministères, organismes du gouvernement et particuliers à la fin de l'exercice, qui seront dépensées au cours de l'exercice subséquent.

Diverses avances comptables des ministères, caisse à montant fixe et avances permanentes

Ce compte fonctionne afin de fournir des avances permanentes de déplacement, et d'alimenter les petites caisses et les comptes d'avances bancaires à montant fixe des ministères et organismes du gouvernement fédéral.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $17,000,000.

Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples

Des prêts ont été consentis pour financer la construction de bâtiments d'exposition à usages multiples.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) remboursables sur des périodes de 27 à 30 ans, portant intérêt à des taux de 7.432% à 9.684% par année, avec des versements finals entre le 31 mai 2002 et le 1er mai 2008, $19,144,290;

b) remboursables sur des périodes de 18 à 26 ans, portant intérêt à des taux de 7.266% à 9.515% par année, avec des versements finals entre le 31 décembre 1992 et le 15 février 2006, $2,545,294; et,

c) remboursables sur des périodes de 10 à 15 ans, portant intérêt à des taux de 7.613% à 8.766% par année, avec des versements finals entre le 1er mai 1988 et le 1er août 1994, $865,575.

Biens culturels

Des prêts peuvent être consentis à des établissements et à des administrations sis au Canada, afin d'acquérir des objets sur lesquels des licences d'exportation ont été refusées en vertu de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels, ou afin d'acheter des biens culturels situés à l'extérieur du Canada qui sont afférents à l'héritage national.

Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés en vertu du crédit L20 des Communications, des Lois n° 1 et n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $10,000 par exercice.

Le prêt porte intérêt au taux de 10.875% par année, et est remboursable sur une période de 5 ans, avec le versement final le 30 septembre 1988.

Fonds de prêts d'aide à l'immigration

L'article 121 de la Loi sur l'immigration autorise l'affectation de prêts aux immigrants et à de telles catégories d'individus.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $60,000,000.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) remboursables en versements mensuels sur des périodes de 1 à 5 ans, avec une prorogation éventuelle de 2 ans, portant intérêt à des taux de 6% à 15% par année, avec des versements finals entre le 1er avril 1985 et le 1er avril 1990, $8,978,957; et,

b) remboursables en versements mensuels sur des périodes de 1 à 5 ans, avec une prorogation éventuelle de 2 ans, non productifs d'intérêt, avec des versements finals entre le 1er avril 1985 et le 1er avril 1990, $45,846,714.

Institut de recherche de l'Hydro-Québec

Des prêts ont été consentis à titre d'aide financière en vue de la construction et pour le fonctionnement de l'Institut de recherche de l'Hydro-Québec, et ceux-ci sont garantis par la province de Québec.

Les prêts portent intérêt à des taux de 7.187% à 7.937% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une période de 25 ans, avec le versement final le 25 mars 1999.

Expansion du commerce d'exportation

Conformément à l'article 31 de la Loi sur l'expansion des exportations, le gouverneur en conseil peut autoriser la Société à consentir des prêts où la responsabilité serait pour une période, ou un montant dépassant ce à quoi la Société s'engagerait normalement. De tels prêts sont financés directement par des versements à même le Fonds du revenu consolidé et sont administrés par la Société au nom du gouvernement du Canada.

Les prêts portent intérêt à des taux de 8.25% à 9.5% par année, et sont remboursables sur des périodes de 5 à 12 ans, avec des versements finals entre le 15 avril 1985 et le 15 avril 1995.

Au cours de l'exercice, les rentrées et autres crédits comprenaient des remboursements de prêts de $11,595,840, tandis que les paiements et autres débits comprenaient des prêts de $140,411,746, des garanties et des paiements de réclamations d'assurance de $7,298,094 et un redressement dû à la réévaluation de $18,686,417 à l'égard de prêts s'élevant à $247,090,790 É-U. Des intérêts de $17.9 millions ont été encaissés et crédités aux Recettes non fiscales—Produits de placements.

Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa

Des prêts ont été consentis à l'Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa, pour aider à la construction et à l'aménagement du Centre commémoratif W Clifford Clark.

Les prêts portent intérêt à des taux de 4.25% à 5.375% par année, et sont remboursables en versements semestriels égaux sur des périodes de 25 et 45 ans, avec des versements finals entre le 30 septembre 1990 et le 30 septembre 2005.

Administration du pont du port de Saint-Jean

Des avances ont été consenties à l'Administration du pont du port de Saint-Jean en vue du financement, de la construction et de l'exploitation d'un pont à péage au port de Saint-Jean, N-B. Le montant total des avances pour chaque exercice doit être calculé d'après la différence, pour l'année, entre les coûts d'exploitation et de financement du pont à péage, et les revenus de l'Administration du pont, remboursable si les revenus de l'Administration du pont pour l'exercice dépassent le total des coûts d'exploitation et de financement pour un tel exercice. Les avances portent intérêt à des taux de 5% à 18.375% par année.

Ce compte a été également imputé d'avances consenties à l'Administration, afin de permettre à celle-ci d'effectuer des paiements pour prêts provenant de l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités et/ou de la Société canadienne des ports. Au cours de l'exercice, le montant total des prêts autorisés a été augmenté à $12,085,000 par le crédit L20 des Finances, des Lois n° 1 et n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits.

Ville d'Oromocto

Des prêts ont été consentis à la ville d'Oromocto, Nouveau-Brunswick, pour fournir une aide en capital.

Le prêt impayé porte intérêt au taux de 5.875% par année, et est remboursable en versements semestriels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 1er juin 1986.

Town of Oromocto Development Corporation

Des prêts ont été consentis à la Town of Oromocto Development Corporation, pour des projets d'habitations dans la ville d'Oromocto, Nouveau-Brunswick. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $1,250,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5% et 5.75% par année, et sont remboursables en versements semestriels égaux sur une période de 30 ans, avec des versements finals entre le 15 novembre 1988 et le 15 février 1992.

Producteurs canadiens de poissons de fond congelés

Des prêts ont été consentis aux producteurs canadiens de poissons de fond congelés, de viande de crabe congelée et en boîte, et de viande de homard congelée et en boîte, afin d'aider au financement de leurs inventaires. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $5,500,000.

Les prêts portent intérêt au taux de 13% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une période de 7 ans, avec le versement final en décembre 1987.

Entreprises de traitement de poissons de fond

Des prêts ont été consentis pour aider les entreprises de traitement de poissons de fond au Canada, qui, de l'avis de l'Office de soutien des prix des produits de la pêche, ne peuvent obtenir les fonds nécessaires ailleurs, à des conditions raisonnables, pour maintenir les prix du poisson entier, c'est-à-dire les prix demandés aux producteurs du secteur primaire, au niveau des prix de 1966-68. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $6,000,000. Les prêts portaient intérêt au taux de 8.75% par année, et étaient remboursables en versements annuels égaux sur une période de 7 ans, avec le versement final en décembre 1984.

Des prêts, au montant de $3,000,000, ont été également consentis aux usines de poissons endommagées par la glace, à Terre-Neuve, au Labrador et sur la Côte Nord du Québec, pour fournir des avances de fonds de roulement en vue d'aider les producteurs canadiens de produits de poissons de fond, à Terre-Neuve et au Québec, à faire face aux pertes subies, en mai et juin 1974, en raison des glaces. Les prêts portent intérêt à des taux de 8% à 10% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une période de 7 ans, avec le versement final en décembre 1985.

Pêcheurs d'aiglefin

Des prêts ont été consentis aux pêcheurs d'aiglefin de la Nouvelle-Écosse, suite à la fermeture de leur pêcherie du 1er février au 31 mai 1975, aux termes d'un accord conclu en vertu de l'Entente internationale pour les pêcheries de l'Atlan-

tique Nord-Ouest. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $1,650,000.

Les prêts portent intérêt au taux de 8% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une période de 4 ans, avec le versement final en 1979. Le ministère de la Justice entreprend une poursuite judiciaire afin de recouvrer les prêts.

British Yukon Railway Company

Un prêt a été consenti à la British Yukon Railway Company, pour le chemin de fer White Pass et Yukon, pour l'entretien et l'amélioration du service ferroviaire du Yukon.

Le prêt est non productif d'intérêt, et est remboursable en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 31 décembre 2003. Les versements en retard portent intérêt au taux fixé par le ministre des Finances en ce qui regarde les prêts consentis aux sociétés de la Couronne, et ceci en vigueur le jour où le versement est dû.

Canadian Arctic Producers Co-operative Limited

Capital-actions

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société étaient inscrites à ce compte.

Au cours de l'exercice, le crédit 21c des Affaires indiennes et du Nord canadien, de la Loi n° 4 de 1984-85 portant affectation de crédits, a autorisé la radiation de $406,465 ($170,465 est compris dans le compte du Fonds de prêts aux Esquimaux), représentant la valeur des actions de la Canadian Arctic Producers Co-operative Limited. Ces actions avaient été transférées en 1982-83 à la Canadian Arctic Producers Co-operative Limited, conformément à l'article 52 de la Loi sur l'administration financière.

Prêts

En 1971-72, un prêt de $250,000 a été émis à la Canadian Arctic Producers Co-operative Limited. Le prêt porte intérêt au taux de 7% par année, et est remboursable en versements mensuels, avec le versement final le 30 juin 1990.

Bande des Chippewa de Kettlepoint

Un prêt non productif d'intérêt a été accordé à la bande des Chippewa de Kettlepoint, pour l'achat des terrains n^{os} 60 et 61 de la concession ouest du chemin du Lac, dans le canton de Bosanquet, Comté de Lambton, Ontario. Le remboursement de ce prêt sera négocié avec la Bande.

Conseil des Indiens du Yukon

Des prêts ont été consentis au Conseil des Indiens du Yukon, afin de verser des indemnités provisoires aux anciens Indiens du Yukon d'ici à la conclusion d'un règlement concernant les revendications des terres appartenant aux Indiens du Yukon.

Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés par le crédit L55 des Affaires indiennes et du Nord canadien, des Lois n° 1 et n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits.

Ces prêts sont remboursables en entier lors du règlement des revendications des terres, et sont non productifs d'intérêt jusqu'à la conclusion d'une entente de principe ayant trait à ce règlement.

Fonds de prêts aux Esquimaux

Des prêts ont été consentis à des particuliers esquimaux ou groupes d'Esquimaux, afin d'encourager les activités commerciales et les métiers profitables. Des prêts ont été également consentis à des sociétés coopératives, à des caisses de crédit, à des caisses populaires ou à toutes autres sociétés de crédit constituées conformément aux lois des provinces, et dont les membres sont en grande partie des Esquimaux, ou à des sociétés commerciales constituées selon les lois du Canada, ou, des provinces, et dont les Esquimaux détiennent un intérêt majoritaire.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $7,072,000.

Une dotation en capital de $170,465 dans la Canadian Arctic Producers Co-operative Limited (voir le compte Canadian Arctic Producers Co-operative Limited) est comprise dans le solde des prêts en circulation au 1er avril 1984. Cette dotation en capital a été radiée en vertu du crédit 21c des Affaires indiennes et du Nord canadien, de la Loi n° 4 de 1984-85 portant affectation de crédits.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5% à 21% par année, et sont remboursables sur des périodes de 1 à 15 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1985 et le 31 mars 1998.

Expansion économique des Indiens

Des prêts ont été consentis en vue de promouvoir le progrès économique des Indiens, aux Indiens, à des bandes indiennes ou à des particuliers, des associations ou des sociétés dont les activités contribuent ou peuvent contribuer à ce progrès.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $70,000,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5% à 21% par année, et sont remboursables sur des périodes de 1 mois à 15 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1985 et le 31 mars 1999.

Aide domiciliaire aux Indiens

Des prêts de deuxième hypothèque ont été accordés, afin de fournir une aide financière aux Indiens et Inuit pour la construction ou l'acquisition de maisons, et l'achat de terrains dans des régions autres que sur les réserves indiennes. La portée du compte a été élargie pour autoriser des prêts et des avances aux Indiens et Inuit afin de leur permettre de réparer ou d'apporter des améliorations aux maisons au moment de l'achat, dans des régions autres que sur les réserves indiennes.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $20,000,000.

Les prêts sont non productifs d'intérêt, et sont remboursables en entier en versements annuels égaux ou par remise, ou, quand l'emprunteur vend les biens. Lorsque certaines conditions sont remplies en ce qui regarde l'habitation et l'entretien, les versements sont annulés au taux de 10% par année pour un maximum de 10 ans.

Au cours de l'exercice, les remboursements comprenaient la radiation d'une somme de $688,630, conformément au crédit

L51a du Nord canadien et des Ressources nationales, de la Loi nº 9 de 1966 portant affectation de crédits.

Indiens et Inuit du Québec

Des prêts étaient consentis aux Indiens et Inuit du Québec, pour combler les frais légaux et autres frais subis lors du procès judiciaire concernant l'aménagement hydroélectrique de la Baie James.

Au cours de l'exercice, les prêts ont été entièrement remboursés.

Société inuvialuit de développement

Des prêts non productifs d'intérêt étaient consentis à l'appui de l'entente de principe ayant trait au règlement global des revendications concernant les terrains.

Au cours de l'exercice, les prêts ont été entièrement remboursés.

Revendicateurs autochtones

Des prêts ont été consentis aux revendicateurs autochtones, pour couvrir les frais de recherches, d'élaboration et de négociations concernant les revendications.

Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés par le crédit L50 des Affaires indiennes et du Nord canadien, des Lois nº 1 et nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits.

Les modalités des prêts sont comme suit:

a) les prêts sont non productifs d'intérêt dans le cas où ceux-ci sont effectués avant que l'entente de principe ayant trait au règlement des revendications ne soit conclue;

b) les prêts portent intérêt à un taux égal au taux fixé par le ministre des Finances à l'égard des emprunts ayant les mêmes modalités que celles établies pour les sociétés de la Couronne, si ces prêts sont consentis après que l'entente de principe pour le règlement des revendications ne soit conclue; et,

c) les prêts sont dus et payables, quant au principal et aux intérêts, à la date de règlement des revendications, ou à une date fixée à l'intérieur de l'entente, celle-ci étant au plus tard le 31 mars 1995, ou selon la première des deux dates atteinte.

Commissions provinciales des accidents du travail

Ce compte fonctionne en vertu de l'article 3(4) de la Loi sur l'indemnisation des employés de l'État, afin de fournir des fonds d'exploitation dans le but de permettre aux commissions provinciales d'indemnisation d'appliquer la Loi pour le compte de la Couronne, et de régler les réclamations des employés du gouvernement canadien blessés au cours de leur emploi.

Le montant total des avances lequel est autorisé à être effectué à toutes les commissions provinciales des accidents du travail (à l'exception du Québec), ne doit pas dépasser les déboursés pour trois mois d'indemnisation. La limite actuelle pour les avances à la province de Québec est de $1,100,000.

Les avances sont non productives d'intérêt et sont remboursables à l'expiration des ententes avec les commissions provinciales.

Projets d'habitations des Forces canadiennes

Des avances ont été consenties à la Société canadienne d'hypothèques et de logement, à l'égard des prêts accordés par celle-ci pour la construction de projets d'habitations pour les membres des Forces canadiennes.

Les prêts portent intérêt à des taux de 4% à 5.75% par année, et sont remboursables sur des périodes de 35 à 48 ans, avec des versements finals entre le 1er août 1996 et le 1er novembre 2010.

Burgeo Leasing Limited

Des prêts ont été consentis à la Burgeo Leasing Limited, pour la construction d'une rallonge au quai de Burgeo, Terre-Neuve. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $240,000.

Les prêts portent intérêt, fondé sur le taux combiné de 7.147% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une période de 25 ans, avec le versement final le 1er septembre 1996.

Eurocan Pulp and Paper Co Ltd

Des prêts ont été consentis à l'Eurocan Pulp and Paper Co Ltd, pour la construction d'un terminus maritime à Kitimat, Colombie-Britannique. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $4,500,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 7.062% à 7.812% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 31 mars 1991.

Quai servant de terminus à une raffinerie de pétrole à Come-by-Chance, Terre-Neuve

Des prêts ont été consentis pour la construction d'un quai servant de terminus à une raffinerie de pétrole à Come-by-Chance, Terre-Neuve. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $28,200,520.

Les prêts portent intérêt au taux de 1.803% par trimestre, et sont remboursables en versements trimestriels égaux sur une période de 15 ans, avec le versement final le 1er mars 1990. Les versements sont en retard depuis le 1er janvier 1976. Une autorisation parlementaire est requise pour radier le solde.

Sydney Steel Corporation

Des prêts ont été consentis à la Sydney Steel Corporation, en vue de la construction d'installations de quais à Sydney, Nouvelle-Écosse. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $6,000,000.

Les prêts portent intérêt au taux de 9.078% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 12 juin 1998. Les versements sont en retard depuis le 1er juin 1979. Une autorisation parlementaire est requise pour radier le solde.

Industrie canadienne de défense

Des avances ont été consenties à l'industrie canadienne de défense, pour l'aider à moderniser ses usines. Les avances ne doivent pas dépasser la moitié du coût de l'acquisition du nouveau matériel.

Les avances sont non productives d'intérêt, et sont remboursables sur des périodes de 1 à 10 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1985 et le 1er juin 1986.

Industrie automobile au Canada

Des prêts étaient consentis afin d'aider l'industrie automobile au Canada, y compris les fournisseurs de matériel et les fabricants d'outillage que touche l'accord entre le Canada et les États-Unis sur l'industrie de l'automobile, à adapter et augmenter leur production; ces prêts servent à l'achat, la construction, l'aménagement, la rénovation, l'amélioration, la transformation ou l'addition de terrains, de bâtiments, de matériel, d'installations ou de machines, et pour fonds de roulement.

Au cours de l'exercice, les prêts ont été entièrement remboursés.

Option d'achat d'actions de la compagnie

Ce compte enregistre l'achat, par la Commission d'aide générale de transition et la Commission d'expansion des entreprises, au nom de Sa Majesté du chef du Canada, de capital-actions d'une compagnie afin d'y exercer un droit d'option pris par la Commission relativement à la provision d'un prêt, ou à l'assurance d'un prêt, ou une lettre de crédit consentie ou émise à la compagnie aux termes du Règlement sur l'aide générale de transition, du Règlement sur l'aide à l'industrie des produits de l'automobile, ou du programme d'expansion des entreprises lorsque, de l'avis d'un Conseil établi en vertu de l'article 7 de la Loi sur le ministère de l'Expansion industrielle régionale:

(i) la valeur du capital-actions de la compagnie a augmenté par suite de l'aide fournie et lorsque le droit d'option devrait être exercé afin de faire bénéficier Sa Majesté du chef du Canada de la valeur accrue du capital-actions de la compagnie; ou,

(ii) le droit d'option devrait être exercé pour protéger les fonds de la Couronne à l'égard d'un prêt consenti ou d'une assurance souscrite; et,

d'autoriser la vente ou autre cession de tout capital-actions ainsi acquis.

Au cours de l'exercice, des achats supplémentaires ont été autorisés par le crédit L25 de l'Expansion industrielle régionale, des Lois n° 1 et n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits.

Consolidated Computer Incorporated

En 1981-82, le gouvernement a disposé de ses droits relatifs à la Consolidated Computer Incorporated. Un montant de $100,000 a été reçu de Nabu Manufacturing Corporation en considération du transfert à cette dernière des obligations obtenues par le gouvernement par suite du règlement de certains prêts encourus par la Consolidated Computer Incorporated. Maintenant que ladite transaction est réglée, une autorisation sera demandée pour radier, des comptes du Canada, l'investissement du gouvernement dans cette Compagnie.

Programme d'expansion des entreprises

Ce compte enregistre des prêts à:

a) une personne qui se livre à une activité de fabrication ou de transformation au Canada lorsque, de l'avis de la Commission d'expansion des entreprises, le prêt est nécessaire pour:

(i) restructurer son exploitation afin de s'adapter efficacement à la concurrence des marchandises importées à des prix, en quantités et à des conditions susceptibles de porter sérieusement atteinte à l'entreprise ou de la compromettre; ou,

(ii) adapter l'entreprise à de nouvelles conditions qui influent sur son accès aux marchés étrangers, conditions attribuables à l'imposition, par un pays autre que le Canada, d'une surtaxe d'importation ou à l'adoption, par ce pays, d'autres mesures ayant le même effet;

b) une personne à l'égard de laquelle la Commission a autorisé l'assurance d'un prêt ne dépassant pas $200,000 lorsque, de l'avis de la Commission, ce prêt est nécessaire pour prévenir un retard sérieux dans la mise en œuvre d'un programme de restructuration;

c) une personne qui a obtenu antérieurement de l'aide aux termes du Règlement sur l'aide à l'industrie des produits de l'automobile, du Règlement sur la stimulation au développement de l'industrie pharmaceutique ou du Règlement de redressement des industries de la chaussure et de la tannerie ou en vertu du programme d'expansion des entreprises ou à tout syndic ou receveur que la loi autorise à poursuivre les affaires de cette personne ou de ce fabricant lorsque, de l'avis de la Commission, le prêt en question est nécessaire pour protéger les fonds de la Couronne, garantissant un prêt antérieurement consenti ou un prêt ou une lettre de crédit antérieurement assuré, lorsque cette personne ne peut obtenir d'autres sources, les fonds nécessaires pour ces fins à des conditions raisonnables;

d) une personne au Canada qui se livre ou qui est sur le point de se livrer à des activités de tannerie ou de fabrication de chaussures et qui, de l'avis de la Commission, a besoin d'aide pour établir ou restructurer son exploitation afin de faire face à la concurrence internationale;

e) une personne qui se livre ou qui est sur le point de se livrer à une activité de fabrication, de transformation ou à toute autre activité commerciale destinée à favoriser la mise sur pied, la croissance, l'efficacité ou la compétitivité sur le plan international de l'industrie canadienne, et pour encourager l'expansion du commerce canadien; et,

f) une personne qui a obtenu antérieurement de l'aide dans le cadre d'un programme d'aide à l'industrie ou à tout syndic ou receveur que la loi autorise à poursuivre les affaires de cette personne pour protéger les fonds de la Couronne qui en découlent.

Les prêts portent intérêt à des taux de 8.375% à 9.333% par année, et sont remboursables sur des périodes de 5 à 20 ans, avec des versements finals entre le 15 avril 1985 et le 1er décembre 1998.

Programme de redressement de l'industrie de la chaussure et du tannage

Des prêts ont été consentis au titre du programme de redressement de l'industrie de la chaussure et du tannage, afin d'aider les personnes au Canada, engagées ou sur le point de s'engager dans le tannage ou la fabrication de chaussures, qui, de l'avis de la Commission d'aide générale de transition, sont admissibles à cette aide pour établir ou restructurer leurs activités, pour faire face à la concurrence internationale.

Les prêts portent intérêt à des taux de 8.7% à 10% par année, et sont remboursables sur des périodes de 5 à 9 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1985 et le 1er décembre 1989.

Ce programme de prêt a été remplacé par le programme d'expansion des entreprises, et aucun prêt supplémentaire ne sera consenti.

Programme de développement industriel et régional

Des prêts ont été consentis à des sociétés et industries pour les aider à s'adapter aux conditions variables et concurrentielles, et à produire des denrées et des services nouveaux, plus viables et plus concurrentiels.

Au cours de l'exercice, des prêts ont été autorisés par le crédit L30 de l'Expansion industrielle régionale, des Lois n° 1 et n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits.

Les prêts portent intérêt au taux de 12.625% par année, et sont remboursables entre le 1er janvier 1989 et le 31 décembre 1998.

Accord du Kennedy Round

Des prêts ont été consentis en vertu du programme d'aide à la transition, dans le cadre de l'accord du Kennedy Round, pour venir en aide aux fabricants canadiens qu'une commission établie en vertu de l'article 7 de la Loi sur le ministère de l'Expansion industrielle régionale juge: *a*) être gravement affectés ou menacés de l'être par les importations accrues qui découleront de la réduction des tarifs approuvée par le Canada, laquelle leur posera de graves problèmes de réadaptation; *b*) être incapables d'obtenir, à des conditions raisonnables, des prêts provenant d'autres sources, leur permettant d'effectuer la transition qui s'impose; *c*) en droit d'exiger un tel prêt dans le but de s'adapter efficacement à la concurrence des marchandises importées à tels prix, à telles quantités ou sous telles conditions qui causent ou menacent des dommages sérieux; et, *d*) être incapables d'obtenir pour de tels buts, à des conditions raisonnables, des prêts provenant d'autres sources. Aussi, pour inclure à la catégorie des personnes admissibles à des prêts aux termes de ce crédit, soit un fabricant ou toute autre personne au Canada:

a) à l'égard de qui la Commission d'aide générale de transition a autorisé la garantie d'un prêt n'excédant pas $200,000 selon le crédit 30c de l'Industrie et du Commerce, de la Loi des subsides n° 1 de 1968; et,

b) qui, de l'avis de la Commission, a besoin d'un tel prêt pour ne pas subir un retard grave dans la mise en œuvre du programme de rénovation approuvé par la Commission.

Les prêts portent intérêt seulement si l'emprunteur réalise un gain, et sont remboursables sur une période de 17 ans, avec le versement final le 1er mars 1990. Une autorisation parlementaire est requise pour radier le solde.

Ce programme de prêt a été remplacé par le programme d'expansion des entreprises et comme résultat, aucun prêt supplémentaire ne sera consenti.

Programme d'aide au perfectionnement de l'industrie pharmaceutique

Des prêts étaient consentis, dans le cadre du programme d'aide au perfectionnement de l'industrie pharmaceutique, afin que les sociétés canadiennes puissent fabriquer plus facilement et mettre sur le marché des médicaments d'ordonnance à des prix concurrentiels, grâce à une réorganisation de leurs opérations de fabrication, de distribution et de recherches, et qui n'ont pu obtenir d'autres sources les fonds suffisants pour de tels buts.

Au cours de l'exercice, les prêts ont été entièrement remboursés.

Radio Engineering Products Limited

Des prêts ont été consentis à la Radio Engineering Products Limited, pour fins de fonds de roulement de sorte que celle-ci demeure rentable et achève certaines productions.

La Radio Engineering Products Limited était redevable au Revenu Canada pour des arrérages de taxes au montant de $3,500,000, et au ministère de l'Expansion industrielle régionale pour environ $400,000, aux termes du Programme de productivité de l'industrie de la défense. Au moment où les prêts ont été consentis, le gouvernement avait acquis le contrôle de la Compagnie. En novembre 1975, la Compagnie a déclaré faillite et les éléments d'actif ont été subséquemment aliénés.

Ces prêts sont en souffrance depuis 1974-75. Une autorisation parlementaire est requise pour radier le solde.

Libérés conditionnels

Des prêts ont été consentis à des libérés conditionnels et à des personnes sous surveillance obligatoire, pour aider à leur réadaptation.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $50,000.

Les prêts sont non productif d'intérêt et sont remboursables avant la cessation de la période de libération conditionnelle ou à l'intérieur d'un an de la date à laquelle les prêts ont été consentis, soit à la période de plus courte durée. Le remboursement de la totalité ou d'une partie du prêt peut être annulé par le Solliciteur général, pourvu que certaines conditions soient respectées.

Au cours de l'exercice, des prêts s'élevant à $10,484 ont été radiés conformément au crédit L103b du Solliciteur général, de la Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits. Ces prêts

ont été d'abord inscrits en 1981-82, 1982-83, 1983-84 et 1984-85.

Compte de prêts pour la production de défense

Ce compte a été établi en vertu de l'article 15.1 de la Loi sur la production de défense, pour comptabiliser les prêts ou avances à toute fin autrement qu'en vue d'aider à la construction, l'acquisition, l'agrandissement ou l'amélioration, par une personne quelconque, de biens d'équipement ou de production.

L'article 15.2 de la Loi sur la production de défense a énoncé que les dépenses totales imputées sur le Fonds renouvelable de la production de défense (compte budgétaire), et sur ce compte, ne doivent jamais dépasser par plus de $100,000,000 l'ensemble des sommes:

a) obtenues en conséquence de la vente ou de l'aliénation de matières, substances ou approvisionnements de défense;

b) imputées sur un autre crédit à l'égard des frais d'acquisition, d'emmagasinage, d'entretien ou de transport de stocks de matières ou substances achetées, ou de stocks d'approvisionnements de défense acquis, quand les matières, substances ou approvisionnements de défense peuvent être acquis aux termes de ce crédit;

c) imputées sur un crédit ou payées par un mandataire de Sa Majesté ou par un gouvernement associé, pour couvrir les frais subis relativement à des approvisionnements de défense, dont l'acquittement a eu lieu et a été imputé à même le Fonds renouvelable de la production de défense; et,

d) reçues en remboursement d'un prêt ou d'une avance antérieurement imputé à ce compte.

Un remboursement de $1.7 million dû à ce compte par CAE Aircraft, est en litige concernant la date d'échéance du remboursement. Le conseiller juridique est d'avis que le gouvernement ne subira aucune perte.

Coast Ferries Limited

Un prêt a été consenti à la Société pour fins de fonds de roulement.

Le prêt porte intérêt à un taux annuel égal au taux fixé par le ministre des Finances concernant les emprunts des sociétés de la Couronne. Le prêt était dû le 1er avril 1978. Aucun intérêt et aucun versement n'ont été reçus depuis que le prêt a été consenti.

Corporation de la ville de Montréal

Un prêt a été consenti à la Corporation de la ville de Montréal, à l'égard de la construction d'un tunnel pour les voitures sous le canal Lachine à la hauteur de la rue Atwater.

Le prêt porte intérêt au taux de 3.125% par année, et est remboursable en versements annuels égaux sur une période de 30 ans, avec le versement final le 20 juin 1991.

Commissaires du port de Hamilton

Des prêts ont été consentis aux Commissaires du port de Hamilton, pour aider au développement du port.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $4,000,000.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) portant intérêt au taux de 6.062% par année, remboursables en versements semestriels sur une période de 20 ans, avec le versement final le 30 juin 1987, $198,905;

b) portant intérêt au taux de 5.562% par année, remboursables en versements semestriels sur une période de 20 ans, avec le versement final le 30 juin 1987, $192,368; et,

c) portant intérêt au taux de 4.125% par année, remboursable en versements semestriels sur une période de 39 ans, avec le versement final le 31 janvier 2001, $775,000.

Commission du port de Lakehead

Des prêts ont été consentis à la Commission du port de Lakehead, pour le développement du terminus Keefer.

Les prêts portent intérêt au taux de 7.437% par année, et sont remboursables en versements semestriels sur une période de 15 ans, avec le versement final le 30 juin 1989.

Commission du port de Port Alberni

Des prêts ont été consentis à la Commission du port de Port Alberni, pour financer la construction d'un nouveau quai de rassemblement de bois.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) portant intérêt au taux de 8.062% par année, remboursable en versements semestriels sur une période de 20 ans, avec le versement final le 30 juin 1991, $252,911; et,

b) portant intérêt au taux de 7.187% par année, remboursable en versements semestriels sur une période de 20 ans, avec le versement final le 30 juin 1991, $725,627.

Commission des sépultures de guerre du Commonwealth

Des avances ont été consenties au fonds de roulement de la Commission des sépultures de guerre du Commonwealth, pour l'entretien des sépultures et des cimetières.

À la fin de l'exercice, le solde des avances était de £30,000 R-U. Ce solde a été converti à $50,874 can en utilisant le cours du change à la fin de l'exercice (£1 R-U=$1.6958 can).

Les avances sont non productives d'intérêt et n'ont pas de conditions fixes de remboursement.

PROVISION POUR ÉVALUATION

Conformément à la convention intégrée sur l'évaluation, les éléments d'actif sont sujet à une évaluation annuelle afin de refléter les diminutions de la valeur enregistrée à la valeur estimative de réalisation.

La provision pour évaluation en ce qui regarde les prêts, dotations en capital et avances, représente les pertes estimatives sur la réalisation des prêts, dotations en capital et avances inscrits dans les comptes du Canada à la fin de l'exercice.

ÉTAT SUPPLÉMENTAIRE

Intérêt non perçu enregistré

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, l'intérêt échu mais non perçu n'est pas enregistré comme recettes. Dans certains cas, cet intérêt non perçu est comptabilisé en l'ajoutant au compte de prêts et d'avances approprié, et est crédité à un compte d'intérêt non perçu. Puisque la convention du gouvernement est de rapporter les recettes seulement lorsqu'elles sont perçues, le solde du compte d'intérêt non perçu est déduit du compte de prêts et d'avances, afin de présenter celui-ci sur une base nette.

Le tableau 7.15 fait état des soldes et des opérations pour l'exercice en ce qui concerne l'intérêt non perçu enregistré.

TABLEAU 7.15

INTÉRÊT NON PERÇU ENREGISTRÉ

	1er avril 1984	Montants ajoutés	Perceptions et radiations	31 mars 1985
	$	$	$	$
Prêts, dotations en capital et avances—				
Sociétés de la Couronne—				
Autres sociétés de la Couronne—				
Énergie atomique du Canada, Limitée—				
Habitation	6,199		503	5,696
Usine d'eau lourde de Bruce	42,801,412		3,587,356	39,214,056
Division des produits commerciaux	173,835		19,166	154,669
Bâtiment pour la production d'isotopes		3,541,692	3,541,692	
Équipements pour la production d'isotopes		505,789	505,789	
Centrale nucléaire de Lepreau	50,600,000		537,684	50,062,316
Bureau des services techniques de Sheridan Park	14,098		5,216	8,882
	93,595,544	*4,047,481*	*8,197,406*	*89,445,619*
Corporation de développement des investissements du Canada— Eldorado Nucléaire Limitée	10,093,433			10,093,433
Commission d'énergie du Nord canadien—Prêts	13,494,575		3,466,566	10,028,009
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent—Prêts productifs d'intérêt	210,000,000			210,000,000
Administrations provinciales et territoriales—				
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	90,302		6,103	84,199
Programme spécial des prêts sur le développement	3,651		309	3,342
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	2,773,249		90,637	2,682,612
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	145,331		3,287	142,044
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	34,233,643		1,207,311	33,026,332
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	14,454,483		153,180	14,301,303
Centres de services agricoles—Prêts	506,743	4,812	4,219	507,336
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	12,884,669		336,957	12,547,712
Prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon	176,204	39,386		215,590
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement—				
Jamaïque—Aide économique		1,375,000		1,375,000
Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni	115,802,213			115,802,213
Organismes internationaux—				
Institutions financières internationales—				
Banque interaméricaine de développement	5,442,861	497,610		5,940,471
Divers—				
Institut de recherche de l'Hydro-Québec	2,543,464		184,794	2,358,670
Administration du pont du port de Saint-Jean	558,405	151,783		710,188
	516,798,770	6,116,072	13,650,769	509,264,073

SECTION 8

COMPTES PUBLICS
1984-85

Comptes à fins déterminées

SOMMAIRE

	Page
Compte du régime de pensions du Canada	8.2
Comptes de pension de retraite	8.4
Compte d'assurance-chômage	8.8
Compte des rentes sur l'État	8.8
Comptes de dépôt et de fiducie	8.8
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces	8.22
Autres comptes à fins déterminées	8.23
États supplémentaires—	
Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada	8.27
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage	8.30
Compte des rentes sur l'État	8.33
Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge)	8.36

COMPTES À FINS DÉTERMINÉES

Les comptes à fins déterminées représentent la valeur inscrite des dettes du gouvernement du Canada en sa qualité d'administrateur de certains deniers publics reçus ou perçus à des fins déterminées, en vertu de lois, fiducies, conventions, entreprises ou contrats. Ces deniers publics ne peuvent être déboursés qu'à des fins conformes aux lois, fiducies, conventions, entreprises ou contrats.

En raison du caractère spécial de ces fonds, il est nécessaire de tenir des comptes particuliers afin d'assurer une comptabilité grâce à laquelle les fonds ne sont utilisés que pour les fins auxquelles ils sont reçus ou perçus. Les lois sur certains comptes autorisent que soient faits des placements et, dans certains cas, que le solde des comptes rapporte de l'intérêt.

Cette section donne des précisions concernant les comptes à fins déterminées sur lesquels des renseignements sommaires ont été donnés dans les sections 1 et 2 de ce volume.

Certains tableaux de cette section présentent la continuité des comptes, en démontrant les soldes d'ouverture et de fermeture, de même que les rentrées et autres crédits, et les paiements et autres débits, i.e. la fluctuation des opérations. En outre, l'expression «comptes sans opérations courantes» fait partie d'un tableau, afin de fournir un lien avec les chiffres publiés dans l'édition précédente des Comptes publics, et pour illustrer les opérations nettes des comptes fermés au cours de l'exercice précédent.

Les états financiers du Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada, du Compte d'assurance-chômage, du Compte des rentes sur l'État et de la Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge), de même que les rapports du vérificateur général y afférents, sont présentés à la fin de cette section.

TABLEAU 8.1

COMPTES À FINS DÉTERMINÉES

	1er avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
	$	$	$	$	$	$
Compte du régime de pensions du Canada, tableau 8.2	26,611,970,832	6,767,803,300	4,323,322,453	29,056,451,679	2,444,480,847	2,503,868,511
Moins: titres des provinces détenus par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada, tableau 8.2	25,116,032,000		2,233,064,000	27,349,096,000	2,233,064,000	2,351,922,000
	1,495,938,832	*6,767,803,300*	*6,556,386,453*	*1,707,355,679*	*211,416,847*	*151,946,511*
Comptes de pension de retraite, tableau 8.4	33,791,320,263	4,857,490,734	1,131,951,255	37,516,859,742	3,725,539,479	3,119,212,720
Moins: fraction non amortie des insuffisances actuarielles, tableau 8.4	1,103,594,224	576,952,9E1		526,641,243	– 576,952,981	– 742,658,581
	32,687,726,039	*5,434,443,715*	*1,131,951,255*	*36,990,218,499*	*4,302,492,460*	*3,861,871,301*
Compte d'assurance-chômage, tableau 8.11	– 278,347,613	14,606,938,807	14,590,252,614	– 261,661,420	16,686,193	– 26,382,108
Moins: prêts portant intérêt	3,823,000,000	3,048,000,000	4,040,000,000	4,815,000,000	992,000,000	433,000,000
	– 4,101,347,613	*17,654,938,807*	*18,630,252,614*	*– 5,076,661,420*	*– 975,313,807*	*– 459,382,108*
Compte des rentes sur l'État	1,123,604,018	75,862,736	104,037,116	1,095,429,638	– 28,174,380	– 26,582,184
Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne[(1)]						
Comptes de dépôt et de fiducie, tableau 8.12	2,290,316,719	14,689,982,952	14,369,712,915	2,610,586,756	320,270,037	532,166,341
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces	1,308,339,595	12,904,534,267	12,596,143,445	1,616,730,417	308,390,822	277,116,787
Autres comptes à fins déterminées, tableau 8.13	498,542,123	132,461,332	57,257,996	573,745,459	75,203,336	62,084,699
Total	35,303,119,713	57,660,027,109	53,445,741,794	39,517,405,028	4,214,285,315	4,399,221,347

(1) Les sommes perçues dans le cadre d'une taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété au sein de l'industrie du gaz et du pétrole au Canada sont maintenant déclarées à l'état des recettes et dépenses (section 2 de ce volume) comme recettes fiscales. Ces sommes étaient créditées antérieurement à ce compte. Les investissements, imputés auparavant à ce compte, sont maintenant présentés sous les prêts, dotations en capital et avances—Petro-Canada (section 7 de ce volume). Le solde de fermeture du compte au 31 mars 1983 a été redressé au compte du déficit accumulé.

Compte du régime de pensions du Canada

Le régime de pensions du Canada est un régime d'assurance sociale mixte et obligatoire qui permet aux travailleurs d'acquérir et de maintenir, pour eux et leurs familles, une protection contre les pertes de revenus découlant de la retraite, l'incapacité ou le décès. Le régime a été établi en 1965 et s'étend au Canada tout entier, à l'exception de la province de Québec qui possède un régime comparable.

Selon les dispositions actuelles, toutes les prestations et tous les frais d'administration du programme sont financés par les cotisations et contributions que versent les employés, les employeurs, les personnes travaillant à leur propre compte, et par l'intérêt provenant du placement des fonds.

La dette du gouvernement, en sa qualité d'administrateur du régime de pensions du Canada, se limite au solde du Compte.

Le tableau 8.2 présente un sommaire des soldes et des opérations qui se rapportent au Compte du régime de pensions du Canada moins les placements dans les titres des provinces détenus par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada.

TABLEAU 8.2

COMPTE DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

	1er avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
	$	$	$	$	$	$
Compte du régime de pensions du Canada	26,611,970,832	6,767,803,300	4,323,322,453	29,056,451,679	2,444,480,847	2,503,868,511
Moins: titres des provinces détenus par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada—						
Terre-Neuve	523,032,000		47,146,000	570,178,000	47,146,000	50,738,000
Nouvelle-Écosse	992,529,000		85,762,000	1,078,291,000	85,762,000	90,597,000
Île-du-Prince-Édouard	109,164,000		10,500,000	119,664,000	10,500,000	11,135,000
Nouveau-Brunswick	752,055,000		67,087,000	819,142,000	67,087,000	71,205,000
Québec	104,474,000		5,400,000	109,874,000	5,400,000	5,332,000
Ontario	13,500,528,000		1,133,182,000	14,633,710,000	1,133,182,000	1,200,847,000
Manitoba	1,439,398,000		119,316,000	1,558,714,000	119,316,000	126,405,000
Saskatchewan	1,135,827,000		104,274,000	1,240,101,000	104,274,000	109,328,000
Alberta	2,747,752,000		305,422,000	3,053,174,000	305,422,000	311,539,000
Colombie-Britannique	3,811,273,000		354,975,000	4,166,248,000	354,975,000	374,796,000
	25,116,032,000		*2,233,064,000*	*27,349,096,000*	*2,233,064,000*	*2,351,922,000*
Total	1,495,938,832	6,767,803,300	6,556,386,453	1,707,355,679	211,416,847	151,946,511

Les rentrées et autres crédits comprennent:

a) des cotisations de: (i) 1.8% des gains des employés gagnant plus de $2,000 pour l'année civile 1984 et $2,300 pour l'année civile 1985, avec des contributions d'appariement de la part des employeurs, sous réserve de paiements maximums de $338.40 pour l'année civile 1984 et $379.80 pour l'année civile 1985 et (ii) 3.6% des gains des personnes travaillant à leur propre compte, excédant $2,000 pour l'année civile 1984 et $2,300 pour l'année civile 1985, sous réserve de paiements maximums de $676.80 pour l'année civile 1984 et $759.60 pour l'année civile 1985; et,

b) l'intérêt perçu à l'égard des titres du Fonds de placement du régime de pensions du Canada, et du solde moyen quotidien d'exploitation.

Les paiements et autres débits comprennent:

a) des prestations en vertu du régime de pensions du Canada telles des pensions de retraite, des prestations de survivants aux veuves, veufs et orphelins, ou des prestations globales de décès, et des pensions d'invalidité et des prestations aux enfants de cotisants invalides;

b) les prestations versées et recouvrées à même le régime de pensions du Canada, conformément à une entente conclue avec la province instituant un régime général de pensions;

c) les paiements qui doivent être imputés au Compte du régime de pensions du Canada, conformément aux ententes réciproques avec d'autres pays; et,

d) les frais d'administration du régime.

Lorsque le solde d'exploitation dépasse le montant prévu nécessaire pour rencontrer tous les paiements pour la période de trois mois qui suit, la somme excédentaire peut servir à l'achat de titres des provinces et du Canada.

Les provinces sont avisées chaque mois du montant excédentaire du Compte du régime de pensions du Canada qui peut être affecté à l'achat de titres des provinces. Le montant disponible pour chaque province est proportionnel aux cotisations versées au régime pendant les dix années précédentes à l'égard de l'emploi dans cette province, par rapport aux cotisations totales. Les cotisations reliées à l'emploi dans le territoire du Yukon, les territoires du Nord-Ouest, et celles qui sont reçues de certains autres employés à l'extérieur du Canada, sont placées dans les obligations spéciales non négociables du gouvernement du Canada.

Certains employés fédéraux résidant dans la province de Québec, comme les membres des forces armées canadiennes, participent au régime de pensions du Canada. Les titres du Québec achetés par le régime proviennent des cotisations de ces employés.

Les placements dans les titres émis par les provinces, imputés au Fonds de placement du régime de pensions du Canada et apparaissant à l'état de l'actif et du passif du gouvernement du Canada, sont déduits du Compte du régime de pensions du Canada.

TABLEAU 8.3

COMPTE DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA
(en millions de dollars)

	1984-85	1983-84
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations et contributions—		
Employés, employeurs et personnes travaillant à leur propre compte	3,879	3,716
Intérêt sur les placements	2,737	2,423
Intérêt sur le solde mensuel d'exploitation	152	111
	6,768	6,250
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Prestations	4,224	3,657
Dépenses	100	89
	4,324	3,746
Excédent des rentrées et autres crédits sur les paiements et autres débits	2,444	2,504
Fonds affectés—		
Achats d'obligations—		
Provinciales	2,233	2,352
Fédérales	17	17
Augmentation des dépôts auprès du Receveur général	194	135
Augmentation nette	2,444	2,504
Solde au début de l'exercice	26,612	24,108
Solde à la fin de l'exercice	29,056	26,612

Comptes de pension de retraite

Le gouvernement fournit des pensions aux employés à la retraite ou à leurs personnes à charge par des régimes de pension autorisés en vertu de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique, de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes et de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada. Ces pensions sont indexées au coût de la vie en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires. Le passif du gouvernement, en sa qualité d'administrateur de ces régimes de pension envers ses fonctionnaires et certains autres cotisants, est comptabilisé dans les comptes de pension de retraite pertinents.

Les lois régissant les pensions de base prévoient des cotisations des employés (soit 6½% du traitement), des contributions de l'employeur (cotisations des employés pour l'exercice précédent pour les membres de la Fonction publique, et environ 1.8 et 2.0 fois les cotisations des employés pour l'exercice en cours pour les membres des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada respectivement), la répartition des intérêts (le rendement moyen du marché concernant les obligations du Canada avec échéance de 20 ans, pondéré par l'excédent trimestriel des rentrées sur les déboursés pour les trois comptes, chaque trimestre pour 20 ans), et l'évaluation des insuffisances actuarielles (évaluation entière au moins une fois tous les 5 ans avec redressements annuels pour les relèvements de traitement autorisés). La loi régissant l'indexation des pensions de base n'exige pas d'évaluations actuarielles mais prévoit des cotisations supplémentaires des employés (soit 1% du traitement), les contributions d'appariement des employeurs et la répartition des intérêts (taux courant concernant les obligations du Canada avec échéance de 5 ans).

Les rentrées et autres crédits pour les comptes de pension de retraite comprennent les cotisations des employés, les contributions connexes du gouvernement et des sociétés de la Fonction publique participantes, les virements des autres fonds de pension, les autres contributions du gouvernement relatives aux redressements du passif actuariel (ne s'applique pas au Compte de prestations de retraite supplémentaires), et les intérêts. Les paiements et autres débits pour les comptes de pension de retraite comprennent les versements de rentes, les prestations de décès, les remboursements de cotisations et les virements à d'autres régimes.

Les évaluations actuarielles sont effectuées au moins une fois tous les cinq ans. Les prochaines évaluations sont applicables respectivement pour le Compte de pension de retraite de la Fonction publique au 31 décembre 1980; pour celui des Forces canadiennes, au 31 décembre 1980; et, pour celui de la Gendarmerie royale du Canada, au 31 décembre 1979. Selon les lois régissant les trois régimes de pension de retraite, le ministre des Finances peut exiger que tout déficit actuariel relevé soit porté au crédit du compte approprié, et imputé à la fraction non amortie des insuffisances actuarielles, puis amorti sur les dépenses en cinq versements annuels égaux à compter de l'exercice au cours duquel le Parlement est saisi du rapport actuariel. En outre, le coût du passif additionnel, résultant de relèvements de traitement autorisés à chaque exercice, est porté au crédit des comptes de pension de retraite, et imputé à la fraction non amortie des insuffisances actuarielles, puis amorti sur les dépenses pour une période de cinq ans à compter de l'exercice dans lequel les relèvements sont autorisés.

Depuis le trimestre se terminant le 30 septembre 1969, les règlements, établis conformément à chacune des lois de pension de retraite, ont prévu le calcul de l'intérêt selon le taux d'intérêt employé pour le régime de pensions du Canada. Les lois prévoient en outre que le montant par lequel le taux d'intérêt calculé (présentement environ 11% par année) dépasse le montant d'intérêt calculé au taux employé dans le dernier rapport actuariel (à l'heure actuelle 6.5% par année pour les comptes de pension de retraite de la Fonction publique, des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada), peut être employé pour réduire l'amortissement des redressements d'insuffisances actuarielles imputé aux dépenses budgétaires. Tous les revenus d'intérêt non requis pour réduire les imputations reliées à l'amortissement sont crédités aux Comptes respectifs.

Le tableau 8.4 donne un résumé des soldes et des opérations pour les comptes de pension de retraite, y compris la fraction non amortie des insuffisances actuarielles. Le tableau 8.5 fournit une analyse des redressements d'insuffisances actuarielles.

Le tableau 8.6 présente un sommaire des opérations relatives aux comptes de pension de retraite qui ont produit des imputations aux dépenses budgétaires. Un montant de $5,162 millions a été imputé aux dépenses budgétaires en 1984-85, en considération des régimes de pension de retraite. Ce montant est constitué des contributions du gouvernement de $752 millions; de prestations de pension de retraite augmentées, versées au cours de l'exercice et attribuables à l'indexation excédant la quote-part des cotisations des retraités au Compte de prestations de retraite supplémentaires de $676 millions; et, des intérêts de $3,734 millions ($3,157 millions crédités aux comptes de pension de retraite et des revenus d'intérêt de $577 millions en excès de 6.5% pour les principaux comptes de pension de retraite qui ont été utilisés pour réduire l'amortissement des redressements d'insuffisances actuarielles).

TABLEAU 8.4

COMPTES DE PENSION DE RETRAITE

	1er avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985	Variation nette	
					1985	1984
	$	$	$	$	$	$
Compte de pension de retraite de la Fonction publique	17,980,598,737	2,634,225,659	695,185,494	19,919,638,902	1,939,040,165	1,612,640,953
Moins: fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle	652,740,115	355,586,315		297,153,800	– 355,586,315	– 481,706,314
	17,327,858,622	*2,989,811,974*	*695,185,494*	*19,622,485,102*	*2,294,626,480*	*2,094,347,267*
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes	12,268,197,318	1,459,187,261	375,662,897	13,351,721,682	1,083,524,364	921,891,477
Moins: fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle	419,664,949	202,449,306		217,215,643	– 202,449,306	– 239,313,307
	11,848,532,369	*1,661,636,567*	*375,662,897*	*13,134,506,039*	*1,285,973,670*	*1,161,204,784*
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	1,595,055,911	258,362,759	25,344,769	1,828,073,901	233,017,990	203,516,940
Moins: fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle	31,189,160	18,917,360		12,271,800	– 18,917,360	– 21,638,960
	1,563,866,751	*277,280,119*	*25,344,769*	*1,815,802,101*	*251,935,350*	*225,155,900*
Compte de prestations de retraite supplémentaires	1,947,468,297	505,715,055	35,758,095	2,417,425,257	469,956,960	381,163,350
Total des comptes de pension de retraite	33,791,320,263	4,857,490,734	1,131,951,255	37,516,859,742	3,725,539,479	3,119,212,720
Moins: fraction non amortie des insuffisances actuarielles	1,103,594,224	576,952,981		526,641,243	– 576,952,981	– 742,658,581
	32,687,726,039	5,434,443,715	1,131,951,255	36,990,218,499	4,302,492,460	3,861,871,301

TABLEAU 8.5

ANALYSE DES REDRESSEMENTS D'INSUFFISANCES ACTUARIELLES POUR 1984-85
(en millions de dollars)

	Résultant des relèvements de traitement				Résultant des évaluations actuarielles				
	Compte de pension de retraite de la Fonction publique	Compte de pension de retraite des Forces canadiennes	Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	Sous-total	Compte de pension de retraite de la Fonction publique	Compte de pension de retraite des Forces canadiennes	Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	Sous-total	Total
Redressements d'insuffisances actuarielles reconnus[1]	1,778	1,012	94	2,884					2,884
Moins: montant amorti au 31 mars 1984	1,125	592	63	1,780					1,780
Solde non amorti au 31 mars 1984	653	420	31	1,104					1,104
À ajouter: redressements d'insuffisances actuarielles pour l'exercice en cours									
Moins: amortissement pour l'exercice en cours	356	202	19	577					577
Solde non amorti au 31 mars 1985	297	218	12	527					527

[1] Représente les redressements d'insuffisances actuarielles reconnus avant 1984-85 pour lesquels les montants n'ont pas encore été entièrement amortis.

TABLEAU 8.6

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS RELATIVES AUX COMPTES DE PENSION DE RETRAITE QUI ONT PRODUIT DES IMPUTATIONS AUX DÉPENSES BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	1984-85						
	Contributions du gouvernement	Amortissement net des redressements d'insuffisances actuarielles[1]	Paiements statutaires en vertu du Compte de prestations de retraite supplémentaires	Intérêts[1] A	Intérêts[1] B	Total	1983-84
Compte de pension de retraite de la Fonction publique	373		421	1,615	356	2,765	2,471
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes	212		236	1,125	202	1,775	1,598
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	67		19	157	19	262	231
Compte de prestations de retraite supplémentaires	100			260		360	279
Total	752		676	3,157	577	5,162	4,579

[1] La colonne A représente les revenus d'intérêt crédités aux Comptes. La colonne B représente les revenus d'intérêt en excès de 6.5% pour chaque Compte respectif, lesquels ont été imputés à l'intérêt de la dette publique, et utilisés pour réduire l'amortissement des redressements d'insuffisances actuarielles. Les imputations reliées à l'amortissement net ont été réduites à zéro pour 1984-85.

Compte de pension de retraite de la Fonction publique

Ce compte relève de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique.

La fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle au Compte de pension de retraite de la Fonction publique s'établit à $297 millions, comparativement à $653 millions au 31 mars 1984. Au cours de l'exercice, $356 millions étaient amortis comme imputation aux dépenses budgétaires, lesquels ont été imputés à l'intérêt de la dette publique.

TABLEAU 8.7

COMPTE DE PENSION DE RETRAITE DE LA FONCTION PUBLIQUE

	1984-85	1983-84
	$	$
Solde d'ouverture	17,980,598,737	16,367,957,784
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations—		
Employés du gouvernement	379,102,314	362,010,848
Employés retraités	13,656,120	11,760,707
Employés des sociétés de la Fonction publique	124,144,744	120,454,166
Contributions d'appariement—		
Gouvernement	372,905,203	348,779,754
Sociétés de la Fonction publique	121,979,063	118,466,056
Virements d'autres fonds de pension	7,298,198	8,935,121
Intérêts	1,615,140,017	1,260,717,401
Redressement du passif actuariel[1]		
	2,634,225,659	*2,231,124,053*
	20,614,824,396	18,599,081,837
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Rentes	637,363,120	567,812,695
Allocations de cessation, en espèces	285,788	305,596
Prestations minimums	9,139,294	7,827,392
Remboursements de cotisations—		
Employés du gouvernement	30,741,080	25,824,686
Employés des sociétés de la Fonction publique	12,290,799	9,828,264
Virements à d'autres fonds de pension	5,365,413	6,884,467
	695,185,494	*618,483,100*
Solde de fermeture	19,919,638,902	17,980,598,737

[1] Un redressement du passif actuariel est effectué quant aux relèvements de traitement autorisés au cours de l'exercice, en excès de 5.5%. Aucun redressement n'était requis en 1983-84 et en 1984-85.

Compte de pension de retraite des Forces canadiennes

Ce compte relève de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes.

La fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle au Compte de pension de retraite des Forces canadiennes s'établit à $218 millions, comparativement à $420 millions au 31 mars 1984. Au cours de l'exercice, $202 millions étaient amortis comme imputation aux dépenses budgétaires, lesquels ont été imputés à l'intérêt de la dette publique.

TABLEAU 8.8

COMPTE DE PENSION DE RETRAITE DES FORCES CANADIENNES

	1984-85	1983-84
	$	$
Solde d'ouverture	12,268,197,318	11,346,305,841
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations du personnel	119,846,665	113,166,394
Contributions du gouvernement	212,109,856	200,198,963
Intérêts	1,125,115,220	932,496,074
Redressement du passif actuariel[1]		19,936,000
Autres	2,115,520	1,720,619
	1,459,187,261	*1,267,518,050*
	13,727,384,579	12,613,823,891
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Prestations de pensions et d'allocations de retraite	362,822,818	335,940,102
Allocations de cessation, en espèces et remboursements de cotisations	12,039,717	7,984,849
Virements au Compte de pension de retraite de la Fonction publique (Conseil du Trésor)	755,930	1,631,119
Autres	44,432	70,503
	375,662,897	*345,626,573*
Solde de fermeture	13,351,721,682	12,268,197,318

[1] Un redressement du passif actuariel est effectué quant aux relèvements de traitement autorisés au cours de l'exercice, en excès de 5.5%. Aucun redressement n'était requis en 1984-85.

Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada

Ce compte relève de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.

La fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle au Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada s'établit à $12 millions, comparativement à $31 millions au 31 mars 1984. Au cours de l'exercice, $19 millions étaient amortis comme imputation aux dépenses budgétaires, lesquels ont été imputés à l'intérêt de la dette publique.

TABLEAU 8.9

COMPTE DE PENSION DE RETRAITE DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

	1984-85	1983-84
	$	$
Solde d'ouverture	1,595,055,911	1,391,538,971
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations par le personnel (courantes et arrérages)	33,837,986	33,781,563
Contributions du gouvernement (statutaires)	67,447,111	64,650,413
Intérêts	156,956,351	127,451,997
Redressement du passif actuariel[1]	121,311	
Virements d'autres fonds de pension		
	258,362,759	*225,883,973*
	1,853,418,670	1,617,422,944
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Versements de rentes et de prestations	23,628,511	20,827,474
Allocations de cessation, en espèces et remboursements de cotisations	1,472,583	1,273,107
Virements à d'autres fonds de pension	92,237	140,140
Intérêts sur remboursements de cotisations	151,438	126,312
	25,344,769	*22,367,033*
Solde de fermeture	1,828,073,901	1,595,055,911

[1] Un redressement du passif actuariel est effectué quant aux relèvements de traitement autorisés au cours de l'exercice, en excès de 5.5%. Aucun redressement n'était requis en 1983-84 et en 1984-85.

Compte de prestations de retraite supplémentaires

Ce compte a été établi en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, afin de prévoir le paiement de prestations de pension augmentées provenant de l'indexation. Une évaluation actuarielle du Compte n'est pas exigée par la Loi.

L'Actuaire en chef du Département des Assurances a estimé que la valeur actuarielle actuelle des prestations de retraite supplémentaires non capitalisées, y compris la provision pour indexation à terme, s'est chiffrée à $15.5 milliards ($15.8 milliards au 31 mars 1984) à l'égard des prestations gagnées au 31 mars 1985 et payables aux cotisants en service actif ou retraités ou à leurs personnes à charge en conformité des Lois de pension de retraite de la Fonction publique, des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada. Ce montant est fondé sur un taux d'intérêt estimé à 6.5%, et sur d'autres estimations décrites dans les derniers rapports actuariels déposés de ces trois comptes de pension de retraite. Il serait substantiellement réduit advenant qu'une provision appropriée soit effectuée pour les taux d'intérêt relativement élevés qui seront crédités aux comptes pour un certain nombre d'années. Une étude à ce sujet est présentement en cours.

Les prestations de pension de retraite augmentées versées au cours de l'exercice, dues à l'indexation, se sont élevées à $700 millions ($631 millions en 1983-84), desquels $676 millions ($604 millions en 1983-84) représentent les prestations aux retraités en excès de leur quote-part des cotisations au compte, qui ont été imputées aux dépenses budgétaires. Les paiements imputés aux dépenses budgétaires pour le compte des cotisants se sont élevés à $421 millions ($380 millions en 1983-84) à titre du Compte de pension de retraite de la Fonction publique, $236 millions ($207 millions en 1983-84) à titre du Compte de pension de retraite des Forces canadiennes, et $19 millions ($17 millions en 1983-84) à titre du Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada. Un montant de $24 millions ($27 millions en 1983-84) a été imputé au Compte de prestations de retraite supplémentaires.

TABLEAU 8.10

COMPTE DE PRESTATIONS DE RETRAITE SUPPLÉMENTAIRES
(en milliers de dollars)

	Fonction publique		Forces canadiennes		Gendarmerie royale du Canada		Parlement		Autres		Total	
	1984-85	1983-84	1984-85	1983-84	1984-85	1983-84	1984-85	1983-84	1984-85	1983-84	1984-85	1983-84
Solde d'ouverture	1,440,193	1,156,757	399,205	324,034	100,973	80,073	3,375	2,693	3,722	2,748	1,947,468	1,566,305
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—												
Cotisations des employés—												
Sociétés de la Fonction publique	23,092	22,146									23,092	22,146
Gouvernement	70,232	66,336	22,448	21,182	6,084	6,043	270	214	392	338	99,426	94,113
Contributions d'appariement—												
Sociétés de la Fonction publique	23,405	22,543									23,405	22,543
Gouvernement	70,248	66,350	22,517	21,047	6,083	6,040	245	207	395	337	99,488	93,981
Intérêts	192,774	136,638	53,210	38,166	13,372	9,352	361	288	454	309	260,171	184,753
Virements d'autres fonds de pension	113	214	6	4	14	13					133	231
	379,864	*314,227*	*98,181*	*80,399*	*25,553*	*21,448*	*876*	*709*	*1,241*	*984*	*505,715*	*417,767*
	1,820,057	1,470,984	497,386	404,433	126,526	101,521	4,251	3,402	4,963	3,732	2,453,183	1,984,072
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—												
Rentes	19,684	23,355	4,354	3,710	309	302	9	7	9	10	24,365	27,384
Allocations de cessation, en espèces	28	28									28	28
Prestations minimums	356	245									356	245
Remboursements de cotisations—												
Sociétés de la Fonction publique	2,221	1,765									2,221	1,765
Gouvernement	5,669	4,568	2,052	1,363	278	229	218	20			8,217	6,180
Virements à d'autres fonds de pension	498	830	60	155	13	17					571	1,002
	28,456	*30,791*	*6,466*	*5,228*	*600*	*548*	*227*	*27*	*9*	*10*	*35,758*	*36,604*
Solde de fermeture	1,791,601	1,440,193	490,920	399,205	125,926	100,973	4,024	3,375	4,954	3,722	2,417,425	1,947,468

Compte d'assurance-chômage

La Loi sur l'assurance-chômage prévoit un régime d'assurance-chômage à contribution obligatoire qui s'applique à tous les employés, à de rares exceptions près.

La Loi autorise un compte dans les comptes du Canada à être connu sous le nom du Compte d'assurance-chômage.

La Loi stipule que ce qui suit soit porté au crédit du Compte: *a*) les primes, amendes, pénalités et intérêts; *b*) la quote-part du gouvernement des prestations versées; *c*) les remboursements de versements excédentaires de prestations, et les remboursements de prestations; *d*) les sommes perçues pour services rendus à d'autres ministères ou organismes du gouvernement, ou au public; *e*) les sommes versées à toute fin relative à l'assurance-chômage, autorisées par affectation de crédits relevant de la Commission de l'Emploi et de l'Immigration; et, *f*) les intérêts sur le solde du Compte, selon les taux que le ministre des Finances peut autoriser. La Loi prévoit aussi que ce qui suit soit porté au débit du Compte: *a*) les prestations versées en vertu de la Loi; *b*) les frais d'application de la Loi; et, *c*) les intérêts sur les avances consenties par le ministre des Finances.

Les primes hebdomadaires maximums pour les employés étaient de $9.78 du 1er avril 1984 au 31 décembre 1984 et de $10.81 du 1er janvier 1985 au 31 mars 1985. Pour les mêmes périodes, les prestations hebdomadaires maximums étaient de $255 du 1er avril 1984 au 31 décembre 1984 et de $276 du 1er janvier 1985 au 31 mars 1985.

Des prêts portant intérêt ont été consentis au Compte d'assurance-chômage, en vertu de l'article 137(1) de la Loi sur l'assurance-chômage, en raison de contributions insuffisantes de la part des employeurs et des employés. Le solde impayé au 31 mars 1985 porte intérêt à des taux entre 9.875% et 13.25% par année, et est remboursable entre le 30 avril 1985 et le 21 février 1987. Le solde impayé à la fin de l'exercice est déduit du solde du Compte d'assurance-chômage, afin de présenter la situation nette du Compte.

TABLEAU 8.11

OPÉRATIONS DU COMPTE D'ASSURANCE-CHÔMAGE
(en millions de dollars)

	1984-85	1983-84
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations et contributions—		
Employé et employeur	7,777	7,465
Gouvernement	2,788	2,714
Revenu de placements	2	1
Prêts portant intérêt du gouvernement	4,040	775
	14,607	10,955
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Prestations	9,890	9,676
Dépenses	912	846
Frais d'intérêt	741	117
Remboursements au gouvernement, de prêts portant intérêt	3,048	342
	14,591	10,981
Variation nette	16	− 26
À ajouter—Solde au début de l'exercice	− 278	− 252
Solde à la fin de l'exercice	− 262	− 278

Compte des rentes sur l'État

Ce compte a été constitué par la Loi relative aux rentes sur l'État, et modifié par la Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État. Cette dernière a mis fin à la vente en 1975 de rentes sur l'État. Le compte est évalué sur une base actuarielle à chaque exercice, et le déficit ou l'excédent est imputé ou crédité au Fonds du revenu consolidé.

Le but de la Loi des rentes sur l'État était d'encourager les canadiens à pourvoir à leurs besoins futurs par l'achat de rentes sur l'État. La Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État avait pour buts d'augmenter le taux de rendement des contrats de rente sur l'État et d'augmenter la flexibilité des modalités; elle a mis fin à la vente en 1975 de rentes sur l'État.

Les rentrées et autres crédits comprennent les primes reçues, les fonds réclamés du Fonds du revenu consolidé pour les rentiers précédemment introuvables, l'intérêt gagné et le virement d'éléments des recettes d'exercices précédents afin de combler l'insuffisance actuarielle. Les paiements et autres débits représentent le paiement de rentes acquises, la valeur de rachat des prestations de décès, les remboursements et retraits de primes, les excédents actuariels et les postes non réclamés virés aux recettes non fiscales. Les montants reliés aux rentes non réclamées, concernant les rentiers introuvables, sont virés aux recettes non fiscales.

Comptes de dépôt et de fiducie

Les comptes de dépôt et de fiducie sont un groupe de passif représentant les dettes du gouvernement en sa qualité d'administrateur de certains deniers reçus ou perçus par celui-ci à des fins déterminées, et qu'il aura à débourser selon le cas. Dans la mesure où les fonds reçus sont représentés par des titres, ceux-ci sont déduits des comptes correspondants afin de présenter la dette nette du gouvernement.

Le tableau 8.12 donne un sommaire des soldes et des opérations des comptes de dépôt et de fiducie.

TABLEAU 8.12

COMPTES DE DÉPÔT ET DE FIDUCIE

	1er avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
	$	$	$	$	$	$
Comptes ministériels de dépôt et de fiducie—						
Agriculture—						
Dépôts à l'égard de projets divers		212,790	113,653	99,137	99,137	
Fonds de secours de l'agriculture des Prairies	9,066,972			9,066,972		
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	932,365,679	272,572,959	234,424,193	970,514,445	38,148,766	248,395,363
	941,432,651	*272,785,749*	*234,537,846*	*979,680,554*	*38,247,903*	*248,395,363*
Communications—						
Archives publiques—						
Compte de dépôt	28	58	86		– 28	
Consommation et Corporations—						
Compte de dépôt	132,601	370,847	354,234	149,214	16,613	1,880
Fonds de succession—Loi sur la faillite	74,250		74,250		– 74,250	
Dépôts de garantie—Loi sur la faillite	7,000			7,000		
Moins : titres détenus en fiducie	7,000			7,000		
Actions en fiducie—Loi sur la faillite	31,756		490	31,266	– 490	490
Moins: titres détenus en fiducie	31,756	490		31,266	– 490	490
		490	*490*			
Produits des actions en fiducie—Loi sur la faillite	52,863	5,025		57,888	5,025	4,210
Dividendes non réclamés et avoirs non répartis—						
Loi sur la faillite	3,065,045	963,750	922,066	3,106,729	41,684	717,563
Loi sur les corporations commerciales canadiennes	81,495	6,877	1,275	87,097	5,602	– 39,197
Loi sur les liquidations	140,622		325	140,297	– 325	– 606,788
	3,546,876	*1,346,989*	*1,352,640*	*3,541,225*	*– 5,651*	*77,668*
Emploi et Immigration—						
Fonds de garantie de l'immigration	5,217,411	2,998,030	2,323,085	5,892,356	674,945	676,131
Moins: titres détenus en fiducie	65,000	15,000		50,000	– 15,000	10,000
	5,152,411	*3,013,030*	*2,323,085*	*5,842,356*	*689,945*	*666,131*
Programme de relance de l'aide à l'emploi	94,256	228,477	277,973	44,760	– 49,496	29,256
	5,246,667	*3,241,507*	*2,601,058*	*5,887,116*	*640,449*	*695,387*
Énergie, Mines et Ressources—						
Dépôts en garantie—Pétrole et gaz	54,757,520	8,769,241	30,026,761	33,500,000	– 21,257,520	– 1,086,780
Moins: titres détenus en fiducie	54,730,759	30,000,000	8,769,241	33,500,000	– 21,230,759	– 1,086,772
	26,761	*38,769,241*	*38,796,002*		*– 26,761*	*– 8*
Paiements d'encouragement de l'exploitation du marché—Alberta		75,000,000	75,000,000			
Dépôts à l'égard de projets divers	40,307	1,426,216	1,449,187	17,336	– 22,971	– 74,329
Commission de contrôle de l'énergie atomique—						
Compte de réassurance de la responsabilité nucléaire	526,682	1,660		528,342	1,660	3,000
Office national de l'énergie—						
Compte de partage du revenu provenant des redevances d'exportation sur le pétrole		268,786,391	268,786,391			
	593,750	*383,983,508*	*384,031,580*	*545,678*	*– 48,072*	*– 71,337*
Environnement—						
Dépôts à l'égard de projets divers	620,276	752,513	1,015,504	357,285	– 262,991	514,215
Dépôts en garantie	24,000	92,000		116,000	92,000	– 51,000
Moins: titres détenus en fiducie	24,000	14,000	106,000	116,000	92,000	– 51,000
		106,000	*106,000*			
Commission des champs de bataille nationaux—						
Fonds de fiducie		109,659		109,659	109,659	
	620,276	*968,172*	*1,121,504*	*466,944*	*– 153,332*	*514,215*
Affaires extérieures—						
Compte de la Fondation du Canada	305,320	19,296	67,928	256,688	– 48,632	– 14,008
Moins: titres détenus en fiducie	264,608	382,665	166,277	48,220	– 216,388	– 21,069
dépôts dans un compte de banque spécial	40,712	201,537	369,293	208,468	167,756	7,061
		603,498	*603,498*			
Programme de recouvrement des coûts pour assistance technique	1,597,649	2,277,119	3,197,274	677,494	– 920,155	1,597,649
Foires et délégations	447,069	2,020,989	2,097,428	370,630	– 76,439	72,840

TABLEAU 8.12

COMPTES DE DÉPÔT ET DE FIDUCIE—*Suite*

	1^er avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
	$	$	$	$	$	$
Agence canadienne de développement international—						
Dépôts en garantie	140,218		105,618	34,600	- 105,618	- 1,513
Organismes internationaux—Compte de frais de voyage	28,420	103,389	96,690	35,119	6,699	9,028
	168,638	*103,389*	*202,308*	*69,719*	*- 98,919*	*7,515*
Commission mixte internationale—						
Atelier de polluants In-Situ		47,000	45,959	1,041	1,041	
	2,213,356	*5,051,995*	*6,146,467*	*1,118,884*	*- 1,094,472*	*1,678,004*
Finances—						
Fonds des écoles publiques—Ontario et Québec	2,677,771			2,677,771		
Fonds de réclamations à l'étranger	1,642,734	325,076	230,162	1,737,648	94,914	- 905,912
Fonds de pension, explosion de 1917, Halifax	1,183,651	106,240	163,717	1,126,174	- 57,477	- 73,654
Moins: titres détenus en fiducie	190,000			190,000		- 225,000
	993,651	*106,240*	*163,717*	*936,174*	*- 57,477*	*151,346*
Fonds d'indemnisation des acheteurs de titres	27,895		3,168	24,727	- 3,168	
Fonds de réclamations de guerre—Deuxième Guerre mondiale	9,089,198	911,380	59,873	9,940,705	851,507	690,738
Bureau du vérificateur général—						
Programme sino-canadien de formation en gestion de vérification		56,200	29,965	26,235	26,235	
	14,431,249	*1,398,896*	*486,885*	*15,343,260*	*912,011*	*- 63,828*
Pêches et Océans—						
Commission des pêches des Grands Lacs—Lutte contre la lamproie	143,403	253,142	385,186	11,359	- 132,044	46,174
Dépôts en garantie	3,010	4,600	7,610		- 3,010	110
Dépôts à l'égard de projets divers	355,716	34,893	343,559	47,050	- 308,666	298,898
	502,129	*292,635*	*736,355*	*58,409*	*- 443,720*	*345,182*
Affaires indiennes et Nord canadien—						
Dépôts en garantie	103,778,302	129,446,697	91,076,574	142,148,425	38,370,123	85,165,035
Moins: titres détenus en fiducie	103,464,107	90,837,933	129,172,826	141,799,000	38,334,893	85,207,162
	314,195	*220,284,630*	*220,249,400*	*349,425*	*35,230*	*- 42,127*
Amendes—Loi sur les Indiens	971,524	102,276	415,081	658,719	- 312,805	- 80,521
Dépôts en garantie—Ressources des réserves	671,410	51,852	267,834	455,428	- 215,982	27,331
Moins: titres détenus en fiducie	6,000	6,000			- 6,000	
	665,410	*57,852*	*267,834*	*455,428*	*- 209,982*	*27,331*
Dépôts en garantie—Troupeaux prêtés aux Indiens	10,143	9,308	8,273	11,178	1,035	2,677
Comptes de banque en fiducie des recettes des agences indiennes	118,188	3,007,325	3,052,289	73,224	- 44,964	- 145,619
Moins: dépôts aux comptes de banque spéciaux	118,188	3,052,289	3,007,325	73,224	- 44,964	- 145,619
		6,059,614	*6,059,614*			
Fonds des bandes indiennes	587,470,745	461,882,638	267,829,133	781,524,250	194,053,505	160,299,556
Fonds des bandes indiennes—Actions et certificats	20,000			20,000		- 3,060
Moins: titres détenus en fiducie	20,000			20,000		- 3,060
Fonds de compensation des Indiens	97,561	16,490	1,451	112,600	15,039	10,792
Comptes de succession des Indiens	11,124,913	6,882,218	4,123,173	13,883,958	2,759,045	1,431,854
Moins: titres détenus en fiducie	5,050		113	5,163	113	
	11,119,863	*6,882,218*	*4,123,286*	*13,878,795*	*2,758,932*	*1,431,854*
Fonds d'assurance des terres	662,306	70,880		733,186	70,880	45,701
Contributions d'Indiens au programme de logement subventionné	19,959			19,959		
Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens	23,291,350	22,780,669	23,564,643	22,507,376	- 783,974	5,103,488
Comptes d'épargne des Indiens	53,352,150	29,245,761	5,718,780	76,879,131	23,526,981	18,965,424
Comptes spéciaux des Indiens	342,425	521,060	274,924	588,561	246,136	102,770
	678,317,631	*747,913,396*	*528,512,419*	*897,718,608*	*219,400,977*	*185,866,945*
Justice—						
Compte spécial de la Cour fédérale	3,902,323	7,107,409	2,209,943	8,799,789	4,897,466	- 7,277,578
Travail—						
Compte d'attente, justes salaires	46,261	146,025	121,791	70,495	24,234	- 13,149
Compte d'attente, Normes du travail	266,474	24,089	211,476	79,087	- 187.387	- 138,567
	312,735	*170,114*	*333,267*	*149,582*	*- 16[illegible],153*	*- 151,716*

TABLEAU 8.12

COMPTES DE DÉPÔT ET DE FIDUCIE—*Suite*

	1er avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
	$	$	$	$	$	$
Défense nationale—						
Successions—Services militaires	186,655	2,607,549	2,429,365	364,839	178,184	- 23,036
Gouvernements étrangers—						
Royaume-Uni—						
Armée britannique—						
Suffield (Alberta)	3,032,958	30,079,407	24,697,892	8,414,473	5,381,515	1,120,713
Autres activités	- 275,430	2,907,935	2,527,061	105,444	380,874	- 478,452
États-Unis d'Amérique	53,015	5,148,565	2,890,276	2,311,304	2,258,289	- 156,082
République fédérale d'Allemagne—						
Armée allemande—Shilo (Manitoba)	3,029,229	8,333,427	7,429,227	3,933,429	904,200	- 67,161
—Autres activités	384,741	2,002,596	2,895,662	- 508,325	- 893,066	384,741
Pays-Bas	1,149,093		1,149,093		- 1,149,093	- 264,278
Provinces du Canada		344,105	344,105			
Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (OTAN)—						
Projets d'infrastructure	1,146,315	578,863	462,452	1,262,726	116,411	240,001
Autres projets	100,824	876	876	100,824		
Organismes non gouvernementaux	2,252,939	3,588,199	3,558,905	2,282,233	29,294	- 150,800
Fonds de fiducie naval Herbert Lott	972	6,588	6,614	946	- 26	44
	11,061,311	*55,598,110*	*48,391,528*	*18,267,893*	*7,206,582*	*605,690*
Santé nationale et Bien-être social—						
Compte supplémentaire de l'assurance-maladie	43,687	1,583	16,883	28,387	- 15,300	- 1,755
Hôpital général d'Inuvik	2,773			2,773		2,773
Hôpital de la zone de Sioux Lookout	2,382	1,376		3,758	1,376	- 3,307
Organisation mondiale de la santé	116,099	85,053	86,441	114,711	- 1,388	56,624
Conseil des recherches médicales—						
Dons et legs	79,603	8,176	8,700	79,079	- 524	- 18,132
	244,544	*96,188*	*112,024*	*228,708*	*- 15,836*	*36,203*
Revenu national—						
Douanes et Accise—						
Dépôts en garantie	5,607,037	2,469,496	2,482,019	5,594,514	- 12,523	- 413,760
Moins: titres détenus en fiducie	5,344,900	2,379,400	2,413,000	5,378,500	33,600	- 474,500
	262,137	*4,848,896*	*4,895,019*	*216,014*	*- 46,123*	*60,740*
Dépôts temporaires reçus des importateurs	2,420,406	953,152		3,373,558	953,152	264,068
Moins: dépôts aux comptes de banque spéciaux	2,420,406		953,152	3,373,558	953,152	264,068
		953,152	*953,152*			
	262,137	*5,802,048*	*5,848,171*	*216,014*	*- 46,123*	*60,740*
Conseil privé—						
Directeur général des élections—Cautionnements des candidats aux élections	5,200	290,400	138,200	157,400	152,200	3,200
Travaux publics—						
Compte de capital Harbourfront		3,841,370		3,841,370	3,841,370	
Expansion industrielle régionale—						
Foires, expositions et colloques	84,722	129,512	184,295	29,939	- 54,783	- 136,303
Sciences et Technologie—						
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—Fonds de fiducie pour dons	1,050	20,000		21,050	20,000	
Secrétariat d'État—						
Promotion des langues officielles	16,104	13,422		29,526	13,422	16,104
Solliciteur général—						
Service correctionnel—						
Fonds de fiducie des détenus	5,120,130	14,971,096	14,742,386	5,348,840	228,710	27,327
Gendarmerie royale du Canada—						
Fonds de prestations	1,641,740	201,650	45,366	1,798,024	156,284	126,141
	6,761,870	*15,172,746*	*14,787,752*	*7,146,864*	*384,994*	*153,468*
Approvisionnements et Services—						
Intérêts sur obligations—						
Compagnies d'assurance		34,064,664	34,060,727	3,937	3,937	
Dépôt des fonds excédentaires pour achats militaires	140,403,200	2,119,994,775	1,992,852,644	267,545,331	127,142,131	38,581,086
Moins: titres détenus en fiducie	140,403,200	1,992,852,644	2,119,994,775	267,545,331	127,142,131	38,581,086
		4,112,847,419	*4,112,847,419*			
Entreprises Petro-Canada Inc—Actions non réclamées	5,962,909		80,734	5,882,175	- 80,734	5,962,909
Statistique Canada—						
Versements anticipés	621,821	10,550,380	10,417,827	754,374	132,553	306,076

TABLEAU 8.12

COMPTES DE DÉPÔT ET DE FIDUCIE—*Suite*

	1[er] avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985	Variation nette	
					1985	1984
	$	$	$	$	$	$
Dépôts de garantie d'entrepreneurs (divers ministères)—						
Obligations	3,875,756	11,463,645	6,303,501	9,035,900	5,160,144	− 879,501
Moins: titres détenus en fiducie	3,875,756	5,555,713	10,715,857	9,035,900	5,160,144	− 880,932
		17,019,358	*17,019,358*			*1,431*
Espèces	15,224,049	27,763,247	23,293,026	19,694,270	4,470,221	3,946,163
Chèques visés	2,182,448	1,617,218	2,763,136	1,036,530	− 1,145,918	1,192,151
Moins: titres détenus en fiducie	1,323,708	1,795,504	1,483,277	1,011,481	− 312,227	797,580
	858,740	*3,412,722*	*4,246,413*	*25,049*	*− 833,691*	*394,571*
	22,667,519	*4,205,657,790*	*4,201,965,504*	*26,359,805*	*3,692,286*	*10,611,150*
Transports—						
Fonds de réclamations—Pollution des Maritimes	93,904,188	21,127,617	11,750,599	103,281,206	9,377,018	9,310,127
Fonds non réclamés dus à des marins canadiens	3,373			3,373		
	93,907,561	*21,127,617*	*11,750,599*	*103,284,579*	*9,377,018*	*9,310,127*
Conseil du Trésor—						
Compte de la loterie nationale	117,251	16,586,879		16,704,130	16,586,879	
Affaires des anciens combattants—						
Comptes de fiducie gérés	41,037,060	13,281,750	10,709,350	43,609,460	2,572,400	2,057,330
Moins: titres détenus en fiducie	40,000			40,000		− 13,000
	40,997,060	*13,281,750*	*10,709,350*	*43,569,460*	*2,572,400*	*2,070,330*
Fonds de bienfaisance de l'armée	1,281,251	470,577	620,019	1,131,809	− 149,442	− 122,228
Fonds d'entraide du personnel des Forces canadiennes	68,425	1,361	65,617	4,169	− 64,256	− 43,241
Fonds de successions	739,398	2,560,114	2,505,739	793,773	54,375	− 608,873
Moins: titres détenus en fiducie	1,300	1,300			− 1,300	281
	738,098	*2,561,414*	*2,505,739*	*793,773*	*55,675*	*− 609,154*
Hôpital Ste-Anne	661,102	964,939	514,676	1,111,365	450,263	611,408
Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être—Anciens combattants	653,539	1,269,223	1,202,048	720,714	67,175	39,392
Moins: titres détenus en fiducie	272,644	86,737	116,203	302,110	29,466	− 14,426
	380,895	*1,355,960*	*1,318,251*	*418,604*	*37,709*	*53,818*
Comptes de fiducie, soins des anciens combattants	9,251,237	7,710,818	7,389,698	9,572,357	321,120	421,160
Moins: titres détenus en fiducie	5,140	35		5,105	− 35	− 257
	9,246,097	*7,710,853*	*7,389,698*	*9,567,252*	*321,155*	*421,417*
	53,372,928	*26,346,854*	*23,123,350*	*56,596,432*	*3,223,504*	*2,382,350*
Taxe de vente provinciale—						
Communications—						
Bibliothèque nationale	1,115	135	1,248	2	− 1,113	944
Archives publiques	1,167	7,044	7,489	722	− 445	600
	2,282	*7,179*	*8,737*	*724*	*− 1,558*	*1,544*
Solliciteur général—						
Service correctionnel	− 248,699	87	112,965	− 361,577	− 112,878	− 138,982
Gendarmerie royale du Canada	− 72	64,347	64,401	− 126	− 54	− 11
	− 248,771	*64,434*	*177,366*	*− 361,703*	*− 112,932*	*− 138,993*
	− 246,489	*71,613*	*186,103*	*− 360,979*	*− 114,490*	*− 137,449*
Versements (retenues sur la paye) effectués par les employés pour l'achat d'obligations d'épargne du Canada—						
Défense nationale	14,376,948	33,205,353	31,255,879	16,326,422	1,949,474	1,795,325
Solliciteur général—Gendarmerie royale du Canada	6,948,880	16,023,995	15,252,352	7,720,523	771,643	975,761
Approvisionnements et Services	54,056,174	289,587,724	285,339,995	58,303,903	4,247,729	− 813,794
	75,382,002	*338,817,072*	*331,848,226*	*82,350,848*	*6,968,846*	*1,957,292*
Comptes sans opérations courantes						− 3,487,798
Total des comptes ministériels de dépôt et de fiducie	1,914,757,381	6,113,832,049	5,800,405,802	2,228,183,628	313,426,247	451,383,079
Dépôts des sociétés de la Couronne—						
Agriculture—						
Compte de la Commission canadienne du lait	3,755	1,539,595,605	1,519,038,629	20,560,731	20,556,976	2,800
Finances—						
Fonds excédentaires des sociétés de la Couronne—						
Corporation commerciale canadienne	8,000,000			8,000,000		8,000,000
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	5,000,000	8,000,000		13,000,000	8,000,000	4,000,000
	13,000,000	*8,000,000*		*21,000,000*	*8,000,000*	*12,000,000*

TABLEAU 8.12

COMPTES DE DÉPÔT ET DE FIDUCIE—*Fin*

	1er avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985	Variation nette	
					1985	1984
	$	$	$	$	$	$
Revenu national—						
Compte de la Société canadienne des postes	332,989,870	6,273,950,158	6,301,910,997	305,029,031	- 27,960,839	101,307,311
Approvisionnements et Services—						
Compte de la Monnaie royale canadienne	17,629,922	677,295,079	673,146,500	21,778,501	4,148,579	- 14,807,506
Transports—						
Canadian National (West Indies) Steamships Ltd	95,000			95,000		
Comptes sans opérations courantes						- 20,659,935
Total des dépôts des sociétés de la Couronne	363,718,547	8,498,840,842	8,494,096,126	368,463,263	4,744,716	77,842,670
Paiements reçus à l'avance—						
Agriculture—						
Frais payés à l'avance—Importation du bétail étranger	184,723	55,666	47,655	192,734	8,011	53,140
Importation de bulbes de Hollande	122	7,850	7,060	912	790	- 7,394
	184,845	*63,516*	*54,715*	*193,646*	*8,801*	*45,746*
Justice—Frais de la Cour fédérale	5,000			5,000		
Travaux publics—Projets à frais partagés	957,622	57,895,531	57,696,649	1,156,504	198,882	51,434
Sciences et Technologie—Conseil national de recherches—Fonds de fiducie	23,049	36,864	34,914	24,999	1,950	- 21,924
Total des paiements reçus à l'avance	1,170,516	57,995,911	57,786,278	1,380,149	209,633	75,256
Soldes portés au crédit des ministères et établissements publics—						
Communications—						
Musées nationaux du Canada—						
Compte de fiducie	391,342	258,474	233,010	416,806	25,464	- 95,519
Moins: titres détenus en fiducie	2,000			2,000		
	389,342	*258,474*	*233,010*	*414,806*	*25,464*	*- 95,519*
Bibliothèque nationale—Compte spécial de fonctionnement	52,466	115,398	139,146	28,718	- 23,748	- 17,290
	441,808	*373,872*	*372,156*	*443,524*	*1,716*	*- 112,809*
Sciences et Technologie—						
Conseil national de recherches—Fonds spécial	8,000,000	12,530,122	10,529,375	10,000,747	2,000,747	3,500,000
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—Fonds de fiducie	218,035	569,345	690,374	97,006	- 121,029	32,038
	8,218,035	*13,099,467*	*11,219,749*	*10,097,753*	*1,879,718*	*3,532,038*
Secrétariat d'État—						
Conseil de recherches en sciences humaines—						
Fonds pour les boursiers de la Reine	329,190	33,094	50,470	311,814	- 17,376	- 966
Moins: titres détenus en fiducie	250,000	250,000			- 250,000	
	79,190	*283,094*	*50,470*	*311,814*	*232,624*	*- 966*
Fonds de fiducie		25,000		25,000	25,000	
	79,190	*308,094*	*50,470*	*336,814*	*257,624*	*- 966*
Affaires des anciens combattants—						
Loi d'établissement de soldats et Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—						
Compte de fiducie, Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Généralités	713,137	5,503,989	5,589,145	627,981	- 85,156	- 323,320
Communications—						
Archives publiques—Compte de fiducie de Mackenzie King	278,302	28,728	28,149	278,881	579	- 18,799
Finances—						
Compte d'administration du Séquestre	1,303,138			1,303,138		
Solliciteur général—						
Service correctionnel—						
Taxe de vente fédérale	- 363,335		165,040	- 528,375	- 165,040	- 210,808
Total des soldes portés au crédit des ministères et établissements publics	10,670,275	19,314,150	17,424,709	12,559,716	1,889,441	2,865,336
Total	2,290,316,719	14,689,982,952	14,369,712,915	2,610,586,756	320,270,037	532,166,341

Dépôts à l'égard de projets divers—Agriculture

Ces fonds, qui sont destinés à la poursuite de travaux de recherches, comprennent les contributions d'organismes et de particuliers.

Fonds de secours de l'agriculture des Prairies

La Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies prévoit un prélèvement de 1% lequel doit être effectué par tous les acheteurs de céréales agréés, la somme ainsi retenue devant être remise à la Commission canadienne des grains, pour dépôt à un compte spécial désigné le fonds de secours de l'agriculture des Prairies. Le prélèvement n'est pas effectué à l'égard des céréales cultivées par des agriculteurs qui participent à des régimes agréés d'assurance-récolte. L'encaissement du prélèvement s'est terminé au mois d'août 1972.

Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest

Le but de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest est de protéger les producteurs de grains des prairies contre des déclins de revenu considérables et inattendus, au moyen de la stabilisation des rentrées provenant de la production et de la vente de blé, de l'avoine, de l'orge, du seigle, de la graine de moutarde, de la graine de canola et de la graine de lin de même que toute autre graine prescrite comme celle: *a*) produite dans la région désignée et, *b*) figurant à l'annexe I de la Loi sur les grains du Canada avec la qualification «Ouest canadien».

Le compte de stabilisation enregistre des fonds à cet effet qui proviennent:

a) de contributions versées par les producteurs participants—S'échelonnant de 1% à 2½% du produit de la vente du grain jusqu'à un montant maximal annuel de $60,000 du produit admissible par participant;

b) de contributions du gouvernement égales aux contributions versées par les producteurs en sus de 2% du produit de la vente du grain admissible de tous les participants; et,

c) d'intérêt sur le montant au crédit du compte de stabilisation, aux taux et en conformité avec les modalités fixées par le ministre des Finances.

Compte de dépôt—Archives publiques

Ce compte comptabilise les paiements anticipés reçus relativement à la vente de microfilms et de reproductions.

Compte de dépôt—Consommation et Corporations

Ce compte enregistre les sommes d'argent détenues en fiducie pour défrayer le coût des services fournis régulièrement, par le ministère. Aucun intérêt n'est crédité à ce compte.

Fonds de succession—Loi sur la faillite

Aux termes des dispositions de l'article 5(9) de la Loi sur la faillite, le Surintendant peut exiger, dans l'intérêt d'une succession, que les fonds au crédit de la succession soient confiés au Receveur général, en attendant la nomination d'un fiduciaire. Les fonds ainsi confiés étaient portés au crédit du compte, et les déboursés aux fiduciaires attitrés étaient imputés au compte.

Au cours de l'exercice, ce compte a été fermé et le solde a été viré aux recettes non fiscales.

Dépôts de garantie—Loi sur la faillite

Ce compte représente le passif pour les titres détenus en fiducie pour le compte des fiduciaires autorisés en vertu de la Loi sur la faillite. Le compte est crédité des titres déposés par les fiduciaires, et imputé des titres retournés à ceux-ci.

Actions en fiducie—Loi sur la faillite

À ce compte sont inscrits les certificats d'actions que détenaient un courtier en faillite dès l'origine, pour le compte des clients qui sont introuvables.

Produits des actions en fiducie—Loi sur la faillite

À ce compte sont inscrits les dividendes payés sur les actions détenues dès l'origine par un courtier en faillite et par la suite vendues aux clients. Puisque les actions n'étaient pas immatriculées au nom des clients, les dividendes doivent être versés au dernier propriétaire immatriculé, dans ce cas, le courtier en faillite. Les dividendes sont ensuite remis au Surintendant des faillites pour la garde en dépôt.

Dividendes non réclamés et avoirs non répartis—Loi sur la faillite

Ce compte est constitué des sommes qui sont créditées au Receveur général, conformément aux dispositions de l'article 125 de la Loi sur la faillite, en attendant la répartition aux créanciers.

Dividendes non réclamés et avoirs non répartis—Loi sur les corporations commerciales canadiennes

Ce compte fait état des dettes envers les créanciers et les actionnaires qui sont introuvables. Ce compte est imputé lorsque les fonds sont versés à ceux-ci.

Dividendes non réclamés et avoirs non répartis—Loi sur les liquidations

Ce compte comptabilise les sommes créditées au Receveur général, en attendant la répartition, conformément aux dispositions de la loi pertinente.

Fonds de garantie de l'immigration

Ce compte enregistre les sommes perçues et détenues en attendant leur affectation, soit par remboursement au premier déposant, soit par confiscation au profit de la Couronne.

Au cours de l'exercice, les retraits se sont élevés à $2,323,085 et se composaient de remboursements aux déposants, $1,890,015; de dépenses ministérielles récupérées à même les dépôts, $15,592; et, de confiscations au profit de la Couronne, $417,478.

Programme de relance de l'aide à l'emploi

Le programme de relance de l'aide à l'emploi est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte comptabilise les versements anticipés effectués par les provinces au titre de leur participation au coût des projets, et détenus en fiducie en attendant qu'ils soient déboursés aux parrains du projet. Au cours de l'exercice, les dépôts se sont élevés à $228,477 et les déboursés à $277,973, lesquels consistaient en des versements de $130,091 aux parrains, et des remboursements de $147,882 aux provinces.

Dépôts en garantie—Pétrole et gaz

À ce compte sont inscrits les dépôts en espèces reçus par le ministère à titre de cautionnements pour les droits d'exploitation pétrolière, gazière et minière. Aucun intérêt n'est accordé sur les dépôts en espèces.

Sont également inscrits à ce compte les titres déposés auprès du ministère comme cautionnements pour les droits d'exploitation pétrolière, gazière et minière.

Paiements d'encouragement de l'exploitation du marché—Alberta

À ce compte sont inscrites les sommes déboursées par le gouvernement de l'Alberta, dans le but de stimuler le développement des marchés de gaz naturel dans les provinces à l'est de l'Alberta, pour la période du 1er novembre 1981 au 31 janvier 1987. Ces deniers sont perçus conformément à l'accord conclu le 1er septembre 1981 entre le gouvernement du Canada et celui de l'Alberta. Au cours de 1984-85, les versements aux services provinciaux et municipaux, et aux bénéficiaires admissibles étaient de: $20.5 millions en vertu du Programme d'aide à la commercialisation du gaz; $57 millions en vertu du Programme de développement du système de distribution; $7 millions en vertu du Programme d'aide à la conversion industrielle; $0.1 million en vertu des Postes d'essence pour le gaz naturel; et, $0.4 million en vertu du Programme de conversion des véhicules au gaz naturel.

Dépôts à l'égard de projets divers—Énergie, Mines et Ressources

Ces fonds, qui sont destinés à la poursuite de travaux de recherches, comprennent les contributions d'organismes et de particuliers.

Compte de réassurance de la responsabilité nucléaire

Ce compte a été établi afin d'enregistrer des primes en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire, pour pourvoir aux paiements de réclamations qui découlent d'accidents survenant dans une installation assurée.

Compte de partage du revenu provenant des redevances d'exportation sur le pétrole

Ce compte enregistre la part des redevances d'exportation sur le pétrole qui est payable aux provinces productrices de pétrole, conformément à la Loi d'administration de l'énergie. La part des redevances d'exportation sur le pétrole est reliée au pétrole produit dans les provinces de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, du Manitoba et de la Saskatchewan. La part se rapporte aux redevances d'exportation sur le pétrole perçues en 1984-85. Les paiements effectués aux provinces productrices de pétrole sont imputés à ce compte.

Dépôts à l'égard de projets divers—Environnement

Ces fonds, qui sont destinés à la poursuite de travaux de recherches, comprennent les contributions d'organismes et de particuliers.

Dépôts en garantie—Environnement

Ce compte comptabilise les sommes déposées auprès du ministère dans le but d'assurer leur conformité avec les modalités des contrats.

Fonds de fiducie—Commission des champs de bataille nationaux

Ce compte a été établi au début de la création de la Commission des champs de bataille nationaux pour l'acquisition de différentes propriétés pour la formation du parc. L'argent provient de contributions d'individus, de corporations municipales, gouvernements provinciaux et autres, versées pour les objets de la Commission, tel que prévu dans sa loi constitutive. À la suite des acquisitions de terrains de la Commission, il est demeuré un montant d'argent qui a augmenté avec les années, puisqu'il portait intérêts alors que la Commission était sous l'annexe C de la Loi sur l'administration financière, soit avant le 1er septembre 1984.

Compte de la Fondation du Canada

À ce compte sont inscrites les sommes reçues relativement à l'Entente de 1950 sur les secours aux civils, et à l'Entente culturelle de 1954, entre le Canada et l'Italie, et les sorties de caisse aux fins de ces ententes.

Le compte est tenu en lires d'Italie à la Banco di Roma (Italie), et toutes les opérations effectuées en devises étrangères au cours de l'exercice sont converties au cours du change en vigueur à la fin de l'exercice (1984-85, 1 lire/$0.0006968 can; 1983-84, 1 lire/$0.000791 can).

Au cours de l'exercice, le revenu provenant de l'exploitation du compte s'est élevé à 27,693,234 lires—$19,296 can, et les déboursés concernant les activités culturelles et les dépenses administratives étaient de 45,303,982 lires—$31,568 can. Le rajustement de la valeur comptable reportée de l'exercice précédent a produit des diminutions de l'évaluation au montant de $31,512 pour les titres détenus en fiducie, et de $4,848 pour les espèces en dépôt. Le solde de fermeture comporte des titres au coût et des espèces en dépôt.

Programme de recouvrement des coûts pour assistance technique

Ce compte inscrit les paiements anticipés et les déboursés à l'égard des coûts relevant de l'assistance technique fournie à d'autres pays par des sociétés et institutions canadiennes, en vertu d'ententes entre le gouvernement du Canada et d'autres gouvernements étrangers.

Foires et délégations

À ce compte sont enregistrés les dépôts qui peuvent être remboursés, en partie ou en entier, conformément à des accords contractuels touchant la participation des entreprises du secteur canadien aux foires de commerce international.

Dépôts en garantie—Agence canadienne de développement international

Ce compte inscrit les chèques de réclamations d'assurance pour les avaries en cours de route à l'égard de biens expédiés au pays désigné dans le contrat du prêt, en attendant que le pays décide que ces fonds soient employés pour réduire le solde du prêt ou pour acquérir des biens de remplacement.

Organismes internationaux—Compte de frais de voyage

À ce compte sont inscrits les fonds rendus disponibles par les organismes internationaux, afin de défrayer le coût du transport de professeurs et d'élèves qui voyagent au Canada, sous les auspices de ces organismes.

Atelier de polluants In-Situ

Ce compte comptabilise les fonds reçus de la United States National Oceanographic and Atmospheric Administration, pour défrayer les coûts de publication des procès-verbaux de l'atelier de polluants In-Situ.

Fonds des écoles publiques—Ontario et Québec

Les fonds représentent le produit de la vente de terres, employé dans le soutien et l'entretien des écoles publiques dans le Haut et le Bas Canada, maintenant l'Ontario et le Québec. Les intérêts de $133,888, répartis d'après la population, sont versés semestriellement aux provinces précitées, au taux de 5% par année, et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de réclamations à l'étranger

Ce compte comptabilise: *a*) toute partie des deniers reçus du Séquestre des biens ennemis, le produit de la vente de biens et les bénéfices provenant des biens, et, *b*) toutes les sommes reçues des gouvernements d'autres pays à la suite d'ententes intervenues après le 1er avril 1966 relativement au règlement de réclamations présentées par le Canada, et enregistre également le paiement des réclamations soumises, y compris le paiement des dépenses encourues lors de la vérification et déclaration des réclamations.

L'intérêt, à un taux égal à 90% de la moyenne arithmétique simple des taux de soumission hebdomadaires acceptés pour un bon du Trésor de trois mois relativement au mois qui précède immédiatement le mois en fonction duquel on peut allouer un intérêt, est crédité au compte et imputé à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de pension, explosion de 1917, Halifax

Ce compte a été établi en vue d'assurer la continuité des pensions, octrois et allocations lors de la dissolution de la Commission de secours d'Halifax.

Fonds d'indemnisation des acheteurs de titres

L'article 48 de la Loi sur l'administration financière prévoit pour ce compte auquel sont crédités la somme de $25,000, toutes sommes additionnelles affectées par le Parlement aux fins dudit article, et tout recouvrement de pertes tel que stipulé à l'article 49 de la Loi.

L'article 49 autorise le ministre, en conformité et sous réserve des règlements, à débourser à même le compte toutes pertes subies par les souscripteurs à des titres du gouvernement, qui ont acquitté la totalité ou une partie du prix d'achat mais qui n'ont pas reçu le titre ni le remboursement du montant versé, de même que les pertes subies par toute personne à l'occasion du rachat de titres.

Fonds de réclamations de guerre—Deuxième Guerre mondiale

À ce compte sont inscrites les sommes reçues du Séquestre des biens ennemis ou d'autres sources, et les paiements: *a*) aux réclamants admissibles pour indemnités au titre de la Seconde Guerre mondiale; *b*) d'une indemnité supplémentaire correspondant à la moitié de l'indemnité première (le décret CP 1958-1467 du 23 octobre 1958); et, *c*) de dépenses encourues lors de la vérification et déclaration des réclamations.

On a établi une Commission des réclamations de guerre chargée de faire enquête et rapport sur les réclamations des canadiens, au titre de la Seconde Guerre mondiale, pour lesquelles ils pourraient être dédommagés par imputation sur ce fonds ou sur tout autre fonds constitué à cette fin. Les dépenses de la Commission sont imputables sur ce compte. Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Programme sino-canadien de formation en gestion de vérification

Ce compte a été établi afin de gérer des fonds au nom de l'Agence de vérification de la République populaire de Chine. Les fonds représentent une contribution de l'Agence canadienne de développement international à l'Agence de vérification de la République populaire de Chine aux fins de la mise en place d'un programme de formation en vérification.

Commission des pêches des Grands Lacs—Lutte contre la lamproie

Ce compte a été établi afin de comptabiliser les sommes reçues de la Commission des pêches des Grands Lacs pour les travaux de répression et de recherche reliés à la lamproie dans les Grands Lacs, travaux qui sont exécutés à forfait par le ministère pour le compte de la Commission.

Dépôts en garantie—Pêches et Océans

Ce compte a été établi afin d'inscrire les sommes déposées auprès du ministère, pour assurer leur conformité avec les modalités de la Loi sur la protection des pêcheries côtières.

Dépôts à l'égard de projets divers—Pêches et Océans

Ces fonds, qui sont destinés à la poursuite de travaux de recherches, proviennent des contributions d'organismes et de particuliers.

Dépôts en garantie—Affaires indiennes et Nord canadien

Ce compte fait état des dépôts en espèces et des titres déposés auprès du ministère comme garantie en vertu de la Loi sur la prévention de la pollution des eaux de l'Arctique, et de garanties reliées aux droits et permis concernant l'exploitation pétrolière, minière et forestière. Aucun intérêt n'est accordé sur les dépôts en espèces.

Les dépôts en espèces se sont élevés à $273,870 et les déboursés à $238,641. Les titres déposés auprès du ministère des Approvisionnements et Services se chiffraient à $129,172,827 et les titres libérés à $90,837,933.

Amendes—Loi sur les Indiens

Les amendes perçues en vertu de la Loi sur les Indiens, à l'égard de poursuites pour infractions aux règlements sur les boissons alcooliques, sont créditées à ce compte. Les dépenses encourues portent sur les frais engagés dans la suppression du trafic des boissons alcooliques chez les Indiens du Canada.

Dépôts en garantie—Ressources des réserves

Ce compte fait état des dépôts en garantie en espèces et en cautionnements afférents aux permis et adjudications de mise en valeur des ressources dans les réserves indiennes, conformément aux dispositions de la Loi sur les Indiens. Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Dépôts en garantie—Troupeaux prêtés aux Indiens

À ce compte sont inscrits les dépôts en garantie remis par les Indiens qui ont signé des ententes en vertu du programme de prêts de troupeaux, mis en œuvre par le ministère. Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Comptes de banque en fiducie des recettes des agences indiennes

Ce compte fait état des sommes détenues en fiducie pour les Indiens dans les banques autorisées à travers le Canada. Ces sommes comprennent entre autres les épargnes, pensions, dépôts sur baux, fonds d'entreprises communautaires et fonds pour divers projets communautaires.

Fonds des bandes indiennes

Les fonds des bandes indiennes représentent les deniers appartenant aux bandes indiennes à travers le Canada. Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Les détails concernant ce compte sont présentés à la section ministérielle appropriée du volume II.

Fonds des bandes indiennes—Actions et certificats

Ce compte enregistre la valeur à l'origine des actions de Transalto Utilities Ltd (auparavant la Calgary Power Limited), en compensation d'une ligne d'énergie ayant servitude de passage sur la réserve des Indiens Blood.

Fonds de compensation des Indiens

Les deniers reçus, en rapport avec la vente de terres appartenant aux Indiens et en compensation d'une servitude lorsque le droit de propriété n'est pas définitif ou que l'arpentage n'est pas complété, sont inscrits au compte jusqu'à ce que toute la documentation ait été réunie.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Comptes de succession des Indiens

Des comptes ont été établis afin de comptabiliser les biens des Indiens décédés, des enfants indiens ayant des tuteurs, ou des Indiens atteints d'incapacité mentale. Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités aux comptes et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds d'assurance des terres

Ce fonds a été créé pour indemniser les propriétaires qui auraient éprouvé des pertes résultant d'inscriptions inexactes, ou d'autres causes désignées dans la Loi sur les titres de biens-fonds. On perçoit des honoraires auprès de ceux qui font enregistrer tout acte chez le registraire des titres de biens-fonds dans les Territoires du Nord-Ouest et le Territoire du Yukon. L'intérêt s'ajoute au fonds annuellement, le taux actuel étant de 3% par année. Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique. Aucune réclamation pour indemnisation n'a été reçue au cours des derniers exercices.

Contributions d'Indiens au programme de logement subventionné

À ce compte sont inscrits les montants déposés par les Indiens auprès du ministère, afin d'en assurer leur conformité avec les modalités du programme de logement subventionné et mis en œuvre par la Division des programmes sociaux du ministère.

Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens

Sont inscrits à ce compte les deniers détenus pour le compte de particuliers et de bandes, perçus de locations et de baux de terres indiennes, comme la location de terres agricoles, les servitudes, les baux et les permis d'exploitation pétrolière et gazière, etc, jusqu'à ce que le ministère ait reçu la documentation voulue.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Comptes d'épargne des Indiens

Des comptes d'épargne sont tenus pour des particuliers indiens. Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités aux comptes et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Comptes spéciaux des Indiens

Les comptes spéciaux des Indiens représentent des comptes non productifs d'intérêt tenus pour des fins particulières, et comprennent les postes suivants:

a) *Héritiers absents ou disparus*—Les avoirs d'une succession, auxquels un héritier disparu peut prétendre, sont gardés dans un compte pendant une période de sept ans, après quoi, si les héritiers ne sont pas retracés, ces avoirs sont partagés entre les autres personnes selon leurs droits respectifs.

b) *Réserves de fourrures de l'Abitibi*—Ce compte enregistre les deniers reçus suite à la vente des pelleteries piégées dans les réserves du district de l'Abitibi, au Québec, afin de reporter les frais des salaires des marqueurs, le fret, etc.

c) *Pêches de l'Abitibi*—Ce compte enregistre les frais d'exploitation du projet de pêche à l'esturgeon de l'Abitibi.

d) *Habitations hors réserve des Indiens*—Ce compte enregistre les contributions personnelles détenues en fiducie en attendant que celles-ci soient remises au vendeur, bâtisseur ou représentant légal.

Compte spécial de la Cour fédérale

À ce compte sont inscrits les deniers versés à la Cour fédérale du Canada, suite à une ordonnance de la Cour, aux règles de la Cour ou aux décrets, à être détenus en fiducie en attendant le paiement de ces deniers, conformément à un arrêt de la Cour.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte d'attente, justes salaires

Ce compte fonctionne en vertu de l'autorisation de la Loi sur les justes salaires et les heures de travail, et des règlements y afférents. Lorsqu'une enquête engagée par les fonctionnaires du ministère portant sur des travaux à forfait entrepris par le gouvernement justifie l'octroi de salaires, on crédite à ce compte la somme perçue de l'entrepreneur, laquelle est ensuite répartie aux employés.

Ce compte inscrit également les sommes versées par les ministères et représentant les salaires reliés à des contrats, retenues sur le versement final aux entrepreneurs.

Compte d'attente, Normes du travail

Ce compte fonctionne en vertu de l'autorisation de la partie III du Code canadien du travail, article 65, et du Règlement 23 des Normes du travail du Canada.

Ce compte comptabilise:

a) les fonds perçus des employeurs suite à des évaluations faites par les inspecteurs concernant les rétributions insuffisantes de salaires minimums, d'heures supplémentaires, d'indemnités de vacances, d'indemnités de congé, d'indemnités de cessation d'emploi, de départ ou de décès. Les cotisations sont payables directement à l'employé ou au ministre du Travail qui doit ensuite remettre les fonds à l'employé;

b) les paiements reçus des employeurs qui doivent des arriérés de salaires à leurs employés. Ces montants sont remis aux employés; et,

c) les rétributions perçues par le ministre du Travail de la part des employeurs qui ne peuvent retrouver des employés. Le ministère doit alors tenter de retrouver ces employés.

Successions—Services militaires

Sont crédités à ce compte les biens de successions des membres décédés des Forces canadiennes. Les avoirs nets des successions sont distribués aux héritiers légaux par les soins du juge-avocat général, à titre de directeur des successions.

Gouvernements étrangers

Ces comptes sont tenus pour enregistrer les fonds reçus des gouvernements étrangers, pour couvrir les dépenses faites en leurs noms, conformément aux dispositions d'ententes avec le gouvernement du Canada.

Le solde débiteur du compte pour la République fédérale d'Allemagne (Armée allemande—Autres activités), résulte du fait que les fonds requis pour couvrir les dépenses encourues en 1984-85 ont seulement été perçus après la fin de l'exercice.

Provinces du Canada

À ce compte sont consignés les fonds reçus des gouvernements provinciaux, pour couvrir les dépenses faites pour le compte de ceux-ci.

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (OTAN)

À ces comptes sont comptabilisés les fonds provenant de l'OTAN pour couvrir *a*) les projets d'infrastructure de l'OTAN mis en œuvre par le Canada, et, *b*) les autres dépenses à effectuer pour le compte de l'OTAN, conformément aux termes d'une entente conclue avec le gouvernement du Canada.

Organismes non gouvernementaux

À ce compte sont consignés les fonds reçus afin de couvrir les dépenses faites pour le compte des organismes non gouvernementaux, pour lesquels aucun compte particulier n'a été créé.

Fonds de fiducie naval Herbert Lott

Les sommes créditées à ce compte représentent la partie du fonds de fiducie naval Herbert Lott, revenant à la Marine du Canada, lequel est administré par l'Amirauté britannique. Ces fonds sont distribués aux unités des forces actives ou de réserve qui font preuve de valeur exceptionnelle aux manœuvres de combat, ou qui contribuent, à un degré éclatant, à l'amélioration des engins de combat des forces maritimes ou navales.

Compte supplémentaire de l'assurance-maladie

Ce compte a été établi pour permettre des paiements aux personnes qui, sans être elles-mêmes responsables d'aucune façon, ont perdu ou n'ont pu obtenir les services de santé assurés aux termes de la Loi canadienne sur la santé, et en conformité avec l'Accord fédéral-provincial sur l'éligibilité et la transférabilité. Des cotisations sont versées au compte par toutes les provinces, proportionnellement à la population, et une contribution d'appariement est versée par le gouvernement fédéral.

Hôpital général d'Inuvik

Ce compte a été établi pour enregistrer les opérations reliées à un don fait par le club Lions pour l'achat d'articles pour la Salle 300 à l'Hôpital général d'Inuvik.

Hôpital de la zone de Sioux Lookout

Ce compte a été établi pour enregistrer les opérations effectuées à l'endroit d'un don fait par la Fondation de l'Hôpital pour enfants malades, afin de financer un programme récréatif dans le domaine de la pédiatrie et un service de volontaires à l'Hôpital de la zone de Sioux Lookout.

Organisation mondiale de la santé

À ce compte sont inscrites les sommes reçues de l'Organisation mondiale de la santé, pour des projets scientifiques.

Dons et legs

À ce compte est inscrit un legs de $75,000 fait par un donateur anonyme, pour l'établissement d'un fonds de recherches dans les domaines de la dyskinésie et du torticolis.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Dépôts en garantie—Douanes et Accise

Des espèces et des titres sont perçus par le ministère en garantie du paiement de droits de douane et de taxes d'accise sur les biens importés, et de taxes de vente et d'accise à payer par les détenteurs de licence.

Au cours de l'exercice, les rentrées et autres crédits se composaient d'obligations de $2,413,000 et, des espèces de $56,497. Les paiements et autres débits se composaient d'obligations de $2,379,400 et, des espèces de $102,619.

Dépôts temporaires reçus des importateurs

À ce compte sont inscrites les sommes en dépôt provisoire dans des comptes chez les banques à charte, versées en garantie de l'entrée temporaire de marchandises au pays, ou afin d'assurer une conformité avec divers règlements du ministère.

Cautionnements des candidats aux élections

Ce compte enregistre les cautionnements des candidats à des élections générales et partielles, moins les sommes remboursées aux candidats, ou virées aux recettes non fiscales, conformément aux dispositions de la Loi électorale du Canada. Au cours de l'exercice, la somme de $5,200 a été virée aux recettes non fiscales.

Compte de capital Harbourfront

Des fonds sont reçus de Harbourfront Corporation et détenus pour le compte de celle-ci à l'égard de deniers provenant de la location à bail capitalisée, de la vente ou revente de terrains ou de droits d'aménagement.

Foires, expositions et colloques

À ce compte sont inscrits les deniers déposés par les compagnies pour couvrir les diverses dépenses encourues aux foires, expositions et colloques. Le ministère débourse les deniers pour le compte des déposants.

Fonds de fiducie pour dons

Ce compte enregistre les deniers, titres ou autres biens reçus en guise de donation, legs ou autrement, tel qu'approuvé par le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie. Les paiements et la disposition de ces deniers, titres ou autres biens, sont portés au débit du compte, sous réserve des modalités auxquelles ces deniers ont été donnés, légués ou autrement mis à la disposition du Conseil et, sous réserve de l'approbation du Conseil.

Promotion des langues officielles

Ce compte a été établi pour assurer aux membres du secteur privé un enseignement des langues, par les instructeurs de la Commission de la Fonction publique, dans les institutions du gouvernement fédéral.

Les paiements anticipés versés par le secteur privé sont crédités à ce compte, et les frais de la Commission de la Fonction publique pour services rendus y sont imputés.

Fonds de fiducie des détenus

À ce compte sont crédités les fonds remis par les détenus au moment de l'emprisonnement, les revenus nets des détenus provenant d'emplois à l'intérieur des établissements, les sommes perçues pour les détenus pendant l'emprisonnement, les deniers perçus de la vente de produits artisanaux, l'argent gagné pour travaux accomplis au cours des journées de libération conditionnelle, de même que les intérêts. Les paiements en vue d'aider à la réforme et à la réadaptation des détenus sont imputés à ce compte.

Fonds de prestations

Les sommes encaissées par les membres de la Gendarmerie royale du Canada, relativement à l'exécution de leurs fonctions, en sus de leurs soldes et indemnités, sont déposées au fonds, et les prestations sont alors tirées sur ce fonds. Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités à ce compte et imputés à l'intérêt de la dette publique. Outre le solde de ce fonds, soit $1,798,024, un montant de $74,907 est impayé et représente des prêts consentis aux membres, à même le fonds.

Intérêts sur obligations—Compagnies d'assurance

À ce compte sont crédités les produits d'intérêt sur les obligations déposées par les compagnies d'assurance, en vertu de la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques. Les débits représentent le versement de cet intérêt aux compagnies d'assurance.

Dépôt des fonds excédentaires pour achats militaires

Ce compte enregistre les fonds inutilisés provisoirement, qui servent à payer le gouvernement des États-Unis en vertu de contrats pour achats d'équipement militaire. Les fonds sont placés par la Banque fédérale de réserve de New York pour produire des intérêts au nom du gouvernement du Canada.

Entreprises Petro-Canada Inc—Actions non réclamées

Ce compte inscrit la dette envers les actionnaires qui n'ont pas présenté leurs actions pour paiement. Le solde de fermeture représente la valeur des 48,961 actions des Entreprises Petro-Canada Inc à $120.14 l'action.

Statistique Canada—Versements anticipés

À ce compte sont inscrits les versements anticipés reçus des ministères et organismes du gouvernement et d'autres, afin de financer le coût de services statistiques spéciaux.

Dépôts de garantie d'entrepreneurs

À ce compte sont inscrits les dépôts de garantie d'entrepreneurs qui sont nécessaires pour assurer l'exécution satisfaisante des travaux.

Fonds de réclamations—Pollution des Maritimes

Ce compte a été établi afin de comptabiliser les paiements de tonnage prélevés sur le pétrole transporté par navire sur les eaux canadiennes. Le paiement du prélèvement a été abrogé effectivement le 1er septembre 1976.

Les réclamations à l'égard de la pollution des Maritimes, les honoraires de l'administrateur du fonds, et les dépenses connexes de la lutte contre la pollution pétrolière, sont financés à même ce fonds.

Fonds non réclamés dus à des marins canadiens

Les salaires impayés des membres d'équipage, ainsi que tout argent comptant en leur possession lors de décès, sont crédités à ce compte jusqu'à ce que les bénéficiaires en soient déterminés.

Compte de la loterie nationale

Ce compte inscrit les revenus nets de Loto Canada Inc, qui n'ont pas encore été répartis.

La Société a reçu l'autorisation de se mettre en liquidation conformément à la Loi liquidant Sport Sélect et Loto Canada, adoptée par la Chambre des communes le 14 juin 1985, laquelle a reçu sanction royale le 20 juin 1985. Durant le procédé de dissolution, des produits de $16,586,879 ont été versés à ce compte.

Comptes de fiducie gérés

Ces comptes relèvent de la Commission canadienne des pensions et des Services aux anciens combattants. Les sommes en dépôt à ces comptes comprennent: *a*) les pensions administrées par la Commission canadienne des pensions; *b*) les primes de démobilisation versées en vertu de la Loi sur les indemnités de service de guerre, et détenues aux fins d'administration par le ministère, ou pour le compte d'anciens combattants introuvables; et, *c*) les allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils, et paiements de fonds de secours placés sous l'administration du ministère.

Fonds de bienfaisance de l'armée

Ce compte est crédité de certains gains provenant de cantines et d'autres fonds et, semestriellement, avec des intérêts calculés au taux de 10.8% par année, du 29 juin 1980 au 28 juin 1985, sur le solde mensuel minimum porté au crédit du fonds.

Les paiements sont tirés du fonds au profit des anciens combattants ou de leurs personnes à charge, ou pour les veuves, enfants ou autres personnes à la charge des anciens combattants décédés.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds d'entraide du personnel des Forces canadiennes

Ce fonds a été établi pour fournir de l'aide financière, dans les cas nécessiteux ou conditionnels, aux membres en service actuel ou aux anciens membres des Forces armées du Canada, qui se sont enrôlés le 1er février 1968 ou après, de même qu'à leurs personnes à charge. Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de successions

Les produits des successions militaires des membres décédés des Forces canadiennes, pendant qu'ils étaient soignés dans les hôpitaux ou autres établissements du ministère, sont crédités à ce fonds, pour lequel sont tenus des comptes distincts et d'où sont effectués les paiements aux bénéficiaires, avec l'autorisation du ministère.

Hôpital Ste-Anne

Ce compte enregistre les deniers gardés en dépôt au nom des hospitalisés à l'hôpital des anciens combattants à Ste-Anne de Bellevue, Québec. L'intérêt est porté au crédit du compte tous les trois mois, et est calculé mensuellement sur le solde minimum, selon les taux publiés par le ministre des Finances.

Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être—Anciens combattants

Les sommes portées à ce compte comprennent: *a*) les dons, legs, cadeaux, etc, reçus par le ministère et à débourser au profit des anciens combattants ou de leurs personnes à charge, sous réserve de certaines conditions et au profit des anciens combattants hospitalisés dans les établissements du ministère; et, *b*) les dons, legs, cadeaux, etc, reçus par la Commission canadienne des pensions, à l'intention de pensionnés nécessiteux ou de leurs personnes à charge.

Comptes de fiducie, soins des anciens combattants

Le décret CP 1962-1401 du 4 octobre 1962, tel que modifié, comprend les règlements relatifs aux soins à apporter à des anciens combattants, et prévoit que des soins et traitements à domicile soient accordés à un ancien combattant qui consent à acquitter les frais y afférents, tels que déterminés par le ministre, jusqu'à concurrence de $120 par mois, et, qui s'engage, selon que le ministre l'ordonne, à effectuer ou à verser au ministère l'ensemble ou une partie de ses revenus et ressources, qui seront administrés suivant la manière prescrite. Les sommes déposées dans ce compte comprennent également: *a*) les primes de démobilisation (Première Guerre mondiale) détenues par le ministère pour le compte de malades mentaux, tuberculeux ou autres subissant des traitements prolongés; et, *b*) les primes de démobilisation versées en vertu de la Loi sur les indemnités de service de guerre, et détenues par le ministère pour le compte d'anciens combattants qui reçoivent des soins.

Taxe de vente provinciale—Bibliothèque nationale

Ce compte sert à comptabiliser la perception de taxe de vente provinciale au nom des gouvernements provinciaux, relativement à la vente de microfilms et de reproductions.

Taxe de vente provinciale—Archives publiques

Ce compte sert à comptabiliser la perception de taxe de vente provinciale au nom des gouvernements provinciaux, relativement à la vente de microfilms et de reproductions.

Taxe de vente provinciale—Service correctionnel

On porte au crédit de ce compte la taxe de vente provinciale perçue sur les ventes effectuées par le Service correctionnel du Canada, déduction faite des commissions versées aux vendeurs; on y impute les paiements effectués aux provinces.

Le solde débiteur du compte résulte du fait que les taxes sont remises au moment de la vente et avant d'être inscrites comme perçues.

Taxe de vente provinciale—Gendarmerie royale du Canada

On porte au crédit de ce compte la taxe de vente provinciale perçue sur les ventes effectuées par la Gendarmerie royale du Canada, et on y impute les paiements effectués aux provinces.

Le solde débiteur découle de paiements en trop de taxes de vente effectués aux provinces de Québec et de l'Ontario. Ces montants ont été recouvrés en 1985-86.

Versements (retenues sur la paye) effectués par les employés pour l'achat d'obligations d'épargne du Canada

Ces comptes ont été établis pour enregistrer les achats, par versements, d'obligations d'épargne du Canada, effectués par les fonctionnaires du gouvernement du Canada, certains organismes gouvernementaux, les membres des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada, au moyen de retenues sur le traitement et sur les indemnités, selon le cas.

Compte de la Commission canadienne du lait

La Commission canadienne du lait est une société de la Couronne énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière, et elle utilise le Fonds du revenu consolidé pour fins bancaires. Ce compte a été établi afin de comptabiliser la dette du gouvernement envers la Commission.

Le compte est crédité: *a*) des deniers encaissés provenant des opérations de la Commission; *b*) des droits de permis, prélèvements et frais payés à la Commission; *c*) des prêts consentis à la Commission par le ministre des Finances conformément à l'article 16 de la Loi de la Commission canadienne du lait; et, *d*) des sommes versées à la Commission par l'Office de stabilisation des prix des produits agricoles aux termes de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles en vue de stabiliser le prix de tout produit laitier. Les paiements et autres débits représentent: *a*) les dépenses effectuées en vertu de la Loi, sauf celles devant être payées conformément à l'article 14; et, *b*) les sommes versées au ministre des Finances conformément à l'article 16 de la Loi de la Commission canadienne du lait, ou à titre d'intérêt sur tout prêt semblable.

Les prêts consentis à la Commission, conformément à l'article 16 de la Loi de la Commission canadienne du lait, sont inscrits comme articles de contrepartie à la rubrique des prêts, dotations en capital et avances—Sociétés de la Couronne (section 7 de ce volume).

Fonds excédentaires des sociétés de la Couronne

Les sociétés de la Couronne sont autorisées à déposer au Fonds du revenu consolidé, moyennant l'approbation du ministre approprié et du ministre des Finances, la partie de leur encaisse qui est provisoirement en sus de leurs besoins immédiats. Ces dépôts doivent porter intérêt aux taux fixés selon le décret CP 1967-914 du 11 mai 1967.

Compte de la Société canadienne des postes

La Société canadienne des postes est une société de la Couronne énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière, et elle utilise le Fonds du revenu consolidé pour fins bancaires. Ce compte a été établi afin de comptabiliser la dette du gouvernement envers la Société.

Compte de la Monnaie royale canadienne

La Monnaie royale canadienne est une société de la Couronne énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière, et elle utilise le Fonds du revenu consolidé pour fins bancaires. Ce compte a été établi afin de comptabiliser la dette du gouvernement envers la Monnaie.

Canadian National (West Indies) Steamships Ltd

Un dépôt effectué par la Canadian National (West Indies) Steamships Ltd est inscrit à ce compte, et permet un virement de fonds qui doit être retenu en attendant la liquidation de la Société. La Société a reçu l'autorisation d'être dissoute conformément à la Loi autorisant la dissolution de sociétés d'État, adoptée par la Chambre des communes le 11 septembre 1985.

Frais payés à l'avance—Importation du bétail étranger

Les montants déposés à l'égard de l'importation du bétail étranger, de tests de gestation pour le bétail, et des demandes touchant l'enregistrement des provendes, des engrais et des pesticides, sont portés au crédit de ce compte en attendant la cotisation du coût réel, lorsque les services particuliers exigés auront été rendus.

Lors de l'imputabilité définitive et au moment où les services auront été rendus, les dépôts sont soit crédités aux recettes non fiscales, soit retournés au déposant.

Importation de bulbes de Hollande

Ce compte enregistre les dépôts versés en ce qui regarde l'importation de bulbes de Hollande. L'inspection des bulbes est effectuée en Hollande avant l'emboîtage. Les frais réels sont crédités aux recettes non fiscales, et le surplus est remboursé aux déposants, à la fin de l'inspection.

Frais de la Cour fédérale

Ce compte inscrit les frais perçus en vertu de l'article 57 de la Loi sur la Cour fédérale.

Projets à frais partagés

Ce compte inscrit la recette anticipée de deniers provenant des ministères du gouvernement fédéral et d'autres, pour leur quote-part à certains projets à frais partagés.

Fonds de fiducie—Conseil national de recherches

À ce compte sont inscrits les fonds reçus d'autres gouvernements et organismes, pour couvrir les dépenses faites pour le compte de ceux-ci.

Compte de fiducie—Musées nationaux du Canada

On crédite à ce compte les deniers encaissés par la Société à titre de donation, legs ou autrement, l'intérêt sur les titres ou sur la location ou la vente de biens immeubles acquis par la Société en guise de donation, legs ou autrement, et un montant représentant l'intérêt sur le solde créditeur périodique du compte. Doivent être portés au débit du compte les montants que les membres du conseil autorisent à dépenser aux fins pour lesquelles ces deniers ou biens ont été donnés, légués ou autrement mis à la disposition de la Société. Dans ce compte, les titres de $2,000 proviennent d'obligations d'épargne du Canada léguées par feu J Dazell McKee et feu Hugh de T Glazebrook. Un montant d'intérêt de $75 sur ces titres a été crédité au compte au cours de l'exercice et imputé à l'intérêt de la dette publique.

Compte spécial de fonctionnement—Bibliothèque nationale

À ce compte sont inscrites les sommes reçues aux fins de la Bibliothèque nationale, à titre de dons, legs ou autrement. Les sommes requises aux fins de la Loi sur la Bibliothèque nationale peuvent être payées à même le compte ou sur les deniers affectés à cet effet par le Parlement.

Fonds spécial—Conseil national de recherches

Sont créditées à ce compte les recettes du Conseil national de recherches du Canada provenant de droits de laboratoire, $8,175,699; de capital, $104,908; de services d'information, $1,982,645; de vente de publications, $2,110,640; et, de revenus divers, $156,230, en vertu de l'autorisation de la Loi sur le Conseil national de recherches. Une somme de $10,529,375 a été imputée à ce compte, de laquelle une somme de $6,657,129

a été portée au crédit 5 du Conseil national de recherches, $104,908 au crédit 10 du Conseil national de recherches, et, $3,767,338 au crédit 20 du Conseil national de recherches, pour compenser les dépenses.

Fonds de fiducie—Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Ce compte est tenu afin d'enregistrer les fonds fournis par d'autres gouvernements et organismes, pour combler les dépenses faites en leur faveur, et afin de marquer la responsabilité de la Société envers d'autres organismes.

Fonds pour les boursiers de la Reine—Conseil de recherches en sciences humaines

Ce fonds résulte d'une subvention au montant de $250,000 accordée en vertu d'un crédit spécial en 1973-74. Ce montant était investi dans les obligations de l'Abitibi Paper Ltd, à un taux d'intérêt de 10.5% par année, payable semestriellement, et dû le 1er mars 1995. Le 1er mars 1985, le fonds a retiré son placement dans les obligations de l'Abitibi Paper Ltd. Le revenu est utilisé pour fins de bourses aux étudiants diplômés dans certains domaines d'études canadiennes.

L'intérêt, à un taux égal à 90% de la moyenne arithmétique simple des taux de soumission hebdomadaires acceptés pour un bon du Trésor de trois mois relativement au mois qui précède immédiatement le mois en fonction duquel on peut allouer un intérêt, est crédité au compte et imputé à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de fiducie—Conseil de recherches en sciences humaines

Ce compte a été établi afin de recevoir et de débourser les fonds mis à sa disposition pour des activités de recherches dans le domaine des sciences humaines. Le compte sert également à l'encaissement de dons privés et au décaissement de ces fonds aux fins de projets spéciaux.

Compte de fiducie, Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Généralités

Les rentrées et autres crédits portés à ce compte consistent principalement en premiers paiements ou en trop-payés versés par les acheteurs (anciens combattants et civils), ainsi que le prévoit la Loi, qui sont retenus en attendant l'approbation des ventes. Les autres éléments comprennent le produit des ventes revenant aux anciens combattants, et gardé en suspens dans l'attente d'un nouveau décaissement pour les besoins du premier ou du second établissement des personnes concernées, le produit d'assurances-incendie pour pertes subies, à verser pour la restauration des biens incendiés, et les sommes reçues d'acheteurs (anciens combattants et civils), à retenir en vue du paiement des impôts, d'assurances et d'autres dépenses connexes.

Compte de fiducie de Mackenzie King

Feu le très honorable W L Mackenzie King a légué, au gouvernement du Canada, la Maison Laurier à Ottawa, et la somme de $225,000; une somme égale à celle-ci a été créditée au compte. Les intérêts calculés, suivant les dispositions de la Loi sur la Maison Laurier, sont crédités à ce compte à la fin de chaque exercice, et sont imputés à l'intérêt de la dette publique. Ils doivent être affectés à l'entretien de la Maison Laurier, qui doit être conservée comme lieu d'intérêt historique, de même que pour fins de facilités d'étude et de recherches. Les dépenses sont effectuées par l'archiviste fédéral, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil.

Au cours de l'exercice, des intérêts de $28,687 ont été crédités à ce compte. Conformément à la Loi, l'archiviste fédéral est autorisé à dépenser, annuellement, une somme ne dépassant pas 70% du revenu d'intérêt au cours de l'exercice précédent pour l'entretien et la conservation des immeubles de la Maison Laurier, ainsi qu'une somme annuelle ne dépassant pas 30% du revenu d'intérêt pour l'entretien de la Maison Laurier comme musée et centre d'étude, de même que pour faire divers achats. Le solde non dépensé du revenu d'intérêt doit être crédité à la fin de l'exercice aux recettes non fiscales.

Compte d'administration du Séquestre

Ce compte a été établi afin de comptabiliser les éléments d'actif qui ont été virés du Séquestre des biens ennemis. Ces deniers ont pour objet spécial le règlement de réclamations contre le Séquestre, ou des dépenses de celui-ci.

Taxe de vente fédérale—Service correctionnel

On porte au crédit de ce compte la taxe de vente fédérale perçue sur les ventes effectuées par le Service correctionnel du Canada, et on y impute les remises au Revenu national, Douanes et Accise.

Le solde débiteur de ce compte résulte du fait que les taxes sont remises au moment de la vente et avant d'être inscrites comme perçues.

Compte des accords de perception fiscale avec les provinces

Ce compte comptabilise la perception des impôts sur le revenu par le gouvernement du Canada pour le compte des provinces et territoires, en vertu des dispositions de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, de même que les versements connexes effectués à ceux-ci.

En vertu de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, le gouvernement du Canada est autorisé à conclure avec les gouvernements provin-

ciaux et territoriaux, des accords selon lesquels le gouvernement du Canada percevra les impôts sur le revenu pour le compte de ceux-ci, et leur effectuera des versements relatifs à ces impôts.

Le gouvernement du Canada a conclu des accords avec les provinces et territoires (sauf Québec), en vue de percevoir les impôts sur le revenu des particuliers, et avec les provinces et territoires (sauf Alberta, Ontario et Québec), en vue de percevoir les impôts sur le revenu des sociétés, et, à verser à ceux-ci, par versements mensuels égaux, les revenus estimatifs à être produits par de tels impôts.

Au début de chaque exercice, le ministre des Finances fait une estimation des montants à être versés aux provinces et territoires qui ont conclu des accords, et ceci pour l'année d'imposition qui se termine au cours de ce même exercice. Ces estimations sont redressées à une date ultérieure pour montrer les montants réels. Les redressements doivent être faits au plus tard le 31 mars qui suit l'exercice dans lequel a pris fin l'année d'imposition.

Autres comptes à fins déterminées

Il existe d'autres comptes à fins déterminées gérés par le gouvernement, tels le Compte de prestations de décès de la Fonction publique, le fonds de réassurance-récolte, le Compte de prestations de décès des forces régulières, et le Fonds d'assurance des anciens combattants.

Le tableau 8.13 présente un sommaire des soldes et des opérations pour tous les autres comptes à fins déterminées.

TABLEAU 8.13

AUTRES COMPTES À FINS DÉTERMINÉES

	1er avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
	$	$	$	$	$	$
Agriculture—						
Fonds de réassurance-récolte	149,642,625	20,418,789	520	170,060,894	20,418,269	17,125,969
Emploi et Immigration—						
Compte de pension pour les agents des rentes	54,725	11,750	18,674	47,801	– 6,924	– 6,656
Finances—						
Assurances—Fonds d'assurance de la Fonction publique	16,162,992	332,018	701,827	15,793,183	– 369,809	– 445,732
Pêches et Océans—						
Régime d'assurance des bateaux de pêche	5,832,929	8,208,972	9,563,468	4,478,433	– 1,354,496	– 1,417,242
Défense nationale—						
Compte de prestations de décès des forces régulières	52,718,017	14,541,237	8,523,178	58,736,076	6,018,059	5,778,051
Parlement—						
Compte de prestations de retraite des membres du Parlement	20,588,216	6,310,688	4,548,214	22,350,690	1,762,474	2,516,923
Solliciteur général—						
Gendarmerie royale du Canada—Caisse de pension des personnes à charge	12,794,271	1,411,649	441,561	13,764,359	970,088	793,955
Conseil du Trésor—						
Compte de pensions du personnel engagé sur place—Cotisant	1,080,409	424,747	162,196	1,342,960	262,551	245,936
Compte de prestations de décès de la Fonction publique	212,917,567	79,722,811	31,466,550	261,173,828	48,256,261	38,570,236
Fonds de retraite	5,303			5,303		
	214,003,279	*80,147,558*	*31,628,746*	*262,522,091*	*48,518,812*	*38,816,172*
Affaires des anciens combattants—						
Fonds d'assurance des soldats de retour au pays	1,674,630	30,845	255,846	1,449,629	– 225,001	– 317,221
Fonds d'assurance des anciens combattants	25,070,439	1,047,826	1,575,962	24,542,303	– 528,136	– 759,520
	26,745,069	*1,078,671*	*1,831,808*	*25,991,932*	*– 753,137*	*– 1,076,741*
Total	498,542,123	132,461,332	57,257,996	573,745,459	75,203,336	62,084,699

Fonds de réassurance-récolte

Ce fonds, établi en vertu de l'article 5(1) de la Loi sur l'assurance-récolte, assure les provinces participantes pour les frais subis par elles relativement à divers régimes d'assurance des récoltes.

Les deniers versés par les provinces aux fins de réassurance sont crédités au compte, et les sommes versées aux provinces en vertu des accords de réassurance y sont imputées.

Compte de pension pour les agents des rentes

Ce régime de pension a pour but de verser des prestations de pension aux anciens fonctionnaires admissibles dont les activités consistaient à vendre au public des rentes sur l'État. Au cours de l'exercice, des intérêts de $1,804, calculés au taux de 4% par année, ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique. Les contributions, versées par la Direction des rentes comme ancien employeur, s'élevaient à $9,946.

Fonds d'assurance de la Fonction publique

Ce fonds a été établi par la Loi sur l'assurance du service civil, afin d'offrir une protection d'assurance-vie aux fonctionnaires qui ont souscrit à des polices d'assurance avant 1955-56. L'achat de polices a été discontinué en 1954-55, en vertu de l'article 51(2) de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique.

Au cours de l'exercice, les rentrées et autres crédits se composaient de primes de $25,423; et d'un montant de $306,595 (imputé aux dépenses budgétaires) représentant un redressement destiné à régulariser le solde du fonds en rapport avec l'évaluation actuarielle établie au 31 mars 1984. Les paiements et autres débits se composaient de prestations de décès, $567,915; de valeurs de rachat en espèces, $76,958; de rentes, $56,634; et, de remboursements de primes, $321.

Régime d'assurance des bateaux de pêche

Le régime d'assurance des bateaux de pêche est administré conformément aux règlements prescrits par le gouverneur en conseil, afin d'assurer les pêcheurs pour des pertes en capital anormales. Le compte est crédité des primes et des recouvrements, ainsi que des avances consenties conformément à ces règlements, ces avances ne devant pas dépasser en tout temps $150,000. Le compte est imputé de remboursements de primes et du règlement des réclamations de dommages-intérêts envers des tiers pour collision, lorsque la collision met en cause un bateau assuré aux termes du régime d'assurance des bateaux de pêche. Les frais d'administration sont imputés au crédit 1 du ministère des Pêches et des Océans.

Compte de prestations de décès des forces régulières

Ce compte a été établi par la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, afin de fournir une assurance-vie aux membres cotisants des Forces armées. Les rentrées et autres crédits consistent en: *a*) cotisations des participants; *b*) la contribution du gouvernement (1/6 des prestations payées à l'égard de participants qui, au moment de leur décès, étaient membres des forces régulières, ou étaient participants par choix des forces régulières, à qui des pensions étaient payables en vertu de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense); *c*) primes uniques payables par le gouvernement à l'égard des membres des forces régulières qui, sans verser de cotisations, deviennent admissibles à une prestation de base de $500; et, *d*) intérêts.

Les paiements et autres débits consistent en: *a*) prestations payées à l'égard des participants qui, au moment de leur décès, étaient membres des forces régulières, ou étaient participants par choix des forces régulières, à qui des pensions étaient payables en vertu de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, lors de leur retraite des forces régulières; *b*) prestations versées à l'égard des participants par choix au régime des forces régulières, à qui des pensions n'étaient pas payables en vertu de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, lors de leur retraite des forces régulières; et, *c*) la partie des prestations payables pour laquelle le gouvernement a versé une prime unique.

TABLEAU 8.14

COMPTE DE PRESTATIONS DE DÉCÈS DES FORCES RÉGULIÈRES

	1984-85	1983-84
	$	$
Solde d'ouverture	52,718,017	46,939,966
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations des participants	6,891,748	6,471,625
Contribution du gouvernement	1,419,523	1,220,547
Primes uniques payables par le gouvernement à l'égard des membres des forces régulières qui, sans verser de cotisations, deviennent admissibles à une prestation de base de $500	415,400	372,310
Intérêts	5,814,566	5,039,851
	14,541,237	*13,104,333*
	67,259,254	60,044,299
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Prestations payées à l'égard des participants qui, au moment de leur décès, étaient membres des forces régulières, ou étaient participants par choix des forces régulières, à qui des pensions étaient payables en vertu de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense	8,523,178	7,326,282
Solde de fermeture	58,736,076	52,718,017

Compte de prestations de retraite des membres du Parlement

Ce compte a été établi par la Loi sur les allocations de retraite des députés, afin de fournir des prestations de retraite aux membres du Parlement admissibles qui ont versé des cotisations au régime de pension. Par «membre», on entend un sénateur ou un député. Des prestations sont également prévues pour les veuves et les enfants à la charge des membres qui ont servi à partir du 9 avril 1963 et qui ont payé des cotisations en vertu de la Loi.

Les rentrées et autres crédits consistent en: *a*) cotisations retenues sur les indemnités courantes, et calculées d'après la totalité de la somme versée; *b*) cotisations retenues sur les traitements supplémentaires, et établies d'après le taux de cotisation choisi, jusqu'à 10% du montant global du traitement; *c*) cotisations à l'égard de sessions antérieures, lorsque les membres choisissent de payer des arrérages, et les intérêts sur les arrérages; *d*) intérêts et assurance-décès, sur tout solde impayé, d'après les tables de survie du Canada; *e*) contributions du gouvernement, égales aux cotisations versées ou échues au cours de l'exercice; *f*) intérêts crédités à chaque trimestre; et, *g*) le remboursement de pensions après élection afin de virer les prestations des membres du Parlement au Compte de pension de retraite de la Fonction publique.

Les paiements et autres débits consistent en: *a*) paiements d'allocations annuelles; *b*) indemnités de retrait y compris les intérêts applicables; *c*) remboursements de cotisations excédant le maximum requis; et, *d*) virements de fonds au Compte de pension de retraite de la Fonction publique.

TABLEAU 8.15

COMPTE DE PRESTATIONS DE RETRAITE DES MEMBRES DU PARLEMENT

	1984-85	1983-84
	$	$
Solde d'ouverture	20,588,216	18,071,293
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations des membres—		
Au titre du service actuel	1,635,174	1,540,071
Arrérages du principal, intérêts et assurance-décès	390,709	258,758
Contributions du gouvernement—		
Au titre du service actuel	1,610,411	1,540,071
Intérêts	2,312,087	1,584,628
Redressement des allocations annuelles et des contributions du gouvernement pour 1983-84	362,307	
	6,310,688	*4,923,528*
	26,898,904	22,994,821
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Allocations annuelles	3,239,536	2,297,415
Indemnités de retrait	1,202,936	39,842
Intérêts sur retraits	58,773	2,143
Remboursements de cotisations de service choisies	46,969	39,842
Virements à d'autres fonds de pensions		27,363
	4,548,214	*2,406,605*
Solde de fermeture	22,350,690	20,588,216

Caisse de pension des personnes à charge

Ce fonds, qui relève de la partie IV de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, offre des prestations de retraite aux veuves et aux personnes à charge des membres cotisants de la Gendarmerie royale du Canada. Il est soutenu par une retenue de 5% sur la solde des membres de la Gendarmerie qui n'ont pas le brevet d'officier.

Compte de pensions du personnel engagé sur place—Cotisant

Ce compte, qui relève de la partie II des Règlements sur les pensions du personnel engagé sur place, sert à verser des prestations de retraite aux fonctionnaires du gouvernement employés localement et qui ont payé des cotisations se rapportant au fonds. Le compte est crédité des cotisations des employés engagés sur place, et imputé des prestations versées.

Compte de prestations de décès de la Fonction publique

Ce compte a été établi en vertu de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique, afin d'offrir une protection d'assurance-vie aux membres cotisants de la Fonction publique.

Le compte est crédité des: *a*) cotisations par les employés; *b*) contributions par le gouvernement et les sociétés de la Fonction publique; et, *c*) intérêts. Les paiements et autres débits représentent: *a*) les prestations versées à l'égard des cotisants qui, au moment de leur décès, étaient au service de la Fonction publique, ou qui recevaient une rente au titre de la partie I de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique; et, *b*) les prestations de $500 versées à l'égard des cotisants qui, au moment de leur décès, étaient au service de la Fonction publique, ou qui recevaient une rente en vertu de la partie I de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique, et pour lesquels a été effectué le paiement d'une prime unique au titre d'une couverture viagère de $500 de prestations de décès.

TABLEAU 8.16

COMPTE DE PRESTATIONS DE DÉCÈS DE LA FONCTION PUBLIQUE

	1984-85	1983-84
	$	$
Solde d'ouverture	212,917,567	174,347,331
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations et contributions—		
Employés—		
Gouvernement et sociétés de la Fonction publique	46,641,150	44,200,454
Gouvernement—		
Le sixième des paiements de prestations (général)	5,159,414	5,241,499
Prime unique de $500	1,679,393	1,659,965
Sociétés de la Fonction publique	2,100,431	2,017,817
Intérêts	24,142,423	19,220,368
	79,722,811	*72,340,103*
	292,640,378	246,687,434
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Paiements de prestations—		
Généralité	30,145,362	32,460,539
Couverture viagère de $500	1,271,888	1,308,228
Autres paiements de prestations de décès	49,300	1,100
	31,466,550	*33,769,867*
Solde de fermeture	261,173,828	212,917,567

Fonds de retraite

Ce fonds a pour but de verser des prestations de retraite à certains fonctionnaires qui ne sont pas couverts par le Compte de pension de retraite de la Fonction publique et qui ont versé des cotisations au fonds.

Les cotisations au fonds sont effectuées par retenues mensuelles sur les traitements de certains employés à taux prédominants ou employés saisonniers et certains autres. Les autres sommes créditées comprennent des intérêts au taux de 4% par année sur le solde au crédit de chaque cotisant, la contre-partie figurant à l'intérêt de la dette publique. Les paiements et autres débits représentent le paiement des sommes au crédit d'employés démissionnaires ou décédés, ainsi que les sommes virées au Compte de pension de retraite de la Fonction publique à l'égard d'employés devenus cotisants.

Fonds d'assurance des soldats de retour au pays

Ce fonds a été établi par la Loi de l'assurance des soldats de retour au pays, pour fournir une protection d'assurance-vie aux anciens combattants de la Première Guerre mondiale qui ont versé des cotisations au fonds. Le compte est crédité des primes et imputé des déboursés de prestations de décès et de valeurs de rachat en espèces. Ce compte est maintenu sur une base actuarielle, et un redressement du passif actuariel au 31 mars 1984 de $30,365 a été crédité au compte au cours de l'exercice, et imputé aux dépenses budgétaires. La date ultime de recevabilité des demandes à l'égard de cette assurance était le 31 août 1933.

Fonds d'assurance des anciens combattants

Ce fonds a été établi par la Loi sur l'assurance des anciens combattants, pour fournir une protection d'assurance-vie aux anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale qui ont versé des cotisations au fonds. Le compte est crédité des primes et imputé des déboursés de prestations de décès et de valeurs de rachat en espèces. Ce compte est maintenu sur une base actuarielle, et un redressement du passif actuariel au 31 mars 1984 de $706,522 a été crédité au compte au cours de l'exercice, et imputé aux dépenses budgétaires. La date ultime de recevabilité des demandes à l'égard de cette assurance était le 31 octobre 1968.

ÉTATS SUPPLÉMENTAIRES

Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE JAKE EPP, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

J'ai vérifié les états du Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada pour l'exercice terminé le 31 mars 1985. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états présentent fidèlement le solde et l'évolution du Compte et du Fonds pour l'exercice terminé le 31 mars 1985 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente aux états, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 16 août 1985

ÉTAT DU COMPTE DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985 (en milliers de dollars)

	1985	1984
Montants portés au crédit		
Cotisations—Employés, employeurs et personnes travaillant à leur propre compte	3,879,487	3,715,935
Intérêt (note 3)	2,888,316	2,533,749
	6,767,803	6,249,684
Montants portés au débit		
Prestations		
Pensions de retraite	2,762,103	2,383,127
Pensions aux survivants	677,940	591,549
Pensions d'invalidité	526,983	444,205
Prestations aux orphelins	109,921	105,438
Prestations de décès	85,724	78,596
Prestations aux enfants de cotisants invalides	60,640	53,926
	4,223,311	3,656,841
Dépenses (note 4)		
Perception des cotisations	45,012	45,278
Administration	37,930	26,564
Services d'émission de chèques et d'informatique	12,542	11,549
Locaux	2,753	2,416
Attribution des numéros d'assurance sociale et tenue d'un fichier central	1,392	2,740
Services actuariels	382	427
	100,011	88,974
	4,323,322	3,745,815
Augmentation du solde	2,444,481	2,503,869
Solde au début de l'exercice	26,611,971	24,108,102
Solde à la fin de l'exercice	29,056,452	26,611,971
Représenté par:		
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	27,554,433	25,304,708
Solde d'exploitation en dépôt auprès du Receveur général du Canada	1,502,019	1,307,263
	29,056,452	26,611,971

Approuvé au nom du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social:

Le sous-ministre adjoint,
Programmes de la sécurité du revenu,
D. E. L. MAASLAND

Le sous-ministre,
DAVID KIRKWOOD

Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada—*Suite*

ÉTAT DU FONDS DE PLACEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985 (en milliers de dollars)

	Solde au début de l'exercice	Achats—Montants imputés	Solde à la fin de l'exercice
Placements dans des titres (note 5)			
Provinces			
Terre-Neuve	523,032	47,146	570,178
Île-du-Prince-Édouard	109,164	10,500	119,664
Nouvelle-Écosse	992,529	85,762	1,078,291
Nouveau-Brunswick	752,055	67,087	819,142
Québec	104,474	5,400	109,874
Ontario	13,500,528	1,133,182	14,633,710
Manitoba	1,439,398	119,316	1,558,714
Saskatchewan	1,135,827	104,274	1,240,101
Alberta	2,747,752	305,422	3,053,174
Colombie-Britannique	3,811,273	354,975	4,166,248
	25,116,032	2,233,064	27,349,096
Canada	188,676	16,661	205,337
	25,304,708	2,249,725	27,554,433

Approuvé au nom du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social:

Le sous-ministre adjoint,
Programmes de la sécurité du revenu,
D. E. L. MAASLAND

Le sous-ministre,
DAVID KIRKWOOD

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

1. Description du régime et autorisation

Le Régime de pensions du Canada (le régime) est un régime d'assurance sociale mixte et obligatoire qui permet aux travailleurs d'acquérir et de maintenir, pour eux et leurs familles, une protection contre les pertes de revenus découlant de la retraite, l'incapacité ou le décès. Le Régime s'étend au Canada tout entier à l'exception de la Province de Québec qui possède un régime parallèle.

Selon les dispositions actuelles, toutes les prestations et tous les frais d'administration du Régime sont financés par les cotisations que versent les employés, les employeurs, les personnes travaillant à leur propre compte et par l'intérêt provenant du placement des fonds.

Le Compte du régime de pensions du Canada (le Compte) a été établi au nombre des comptes du Canada par l'article 110.(1) du Régime de pensions du Canada, loi du Parlement instituée en 1965, pour enregistrer les cotisations, l'intérêt, les prestations et les dépenses dans le cadre du Régime.

Le Fonds de placement du régime de pensions du Canada (le Fonds) a été établi au nombre des comptes du Canada par l'article 111.(1) du Régime pour enregistrer les placements dans des titres des provinces et du Canada.

2. Conventions comptables

Compte du régime de pensions du Canada

Les montants portés au crédit et au débit du Compte sont respectivement conformes aux articles 110.(2) et 110.(3) du Régime. Les cotisations, l'intérêt et les prestations sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité de caisse. Les cotisations parviennent de Revenu Canada, Impôt et elles sont calculées selon les prévisions des montants à percevoir pour l'exercice en cours et les ajustements aux prévisions des exercices antérieurs. Les dépenses sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Le solde du Compte représente l'excédent accumulé des cotisations et de l'intérêt sur les prestations et les dépenses à ce jour.

Fonds de placement du régime de pensions du Canada

Les montants portés au débit et au crédit du Fonds sont conformes à l'article 111.(2) du Régime. Tous les titres détenus sont comptabilisés au prix coûtant, ils ne sont pas négociables et leur terme d'échéance est de 20 ans ou d'une durée plus courte que peut à l'occasion fixer le ministre des Finances sur la recommandation de l'actuaire en chef du département des Assurances.

Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985—*Fin*

3. Intérêt

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Intérêt sur les placements dans des titres détenus par le Fonds. L'intérêt moyen pondéré sur les titres acquis au cours de l'exercice était à 13.00% (11.60% en 1984)		
Provinces		
Terre-Neuve	57,236	50,705
Île-du-Prince-Édouard	12,095	10,653
Nouvelle-Écosse	108,232	95,387
Nouveau-Brunswick	81,421	72,198
Québec	10,415	9,675
Ontario	1,445,581	1,289,928
Manitoba	154,092	137,706
Saskatchewan	123,036	108,797
Alberta	308,251	261,893
Colombie-Britannique	416,016	367,349
	2,716,375	2,404,291
Canada	20,439	18,311
	2,736,814	2,422,602
Intérêt sur le solde d'exploitation en dépôt auprès du Receveur général du Canada, à un taux d'intérêt moyen pondéré de 11.02% (9.25% en 1984)	151,502	111,147
	2,888,316	2,533,749

4. Dépenses

Les dépenses du Compte représentent les frais d'administration imputés pour des services rendus par six ministères du gouvernement fédéral: Revenu Canada, Impôt (perception des cotisations), Santé et Bien-être social (administration), Approvisionnements et Services (émission de chèques et informatique), Travaux publics (locaux), Emploi et Immigration (attribution des numéros d'assurance sociale et tenue du fichier central), et Assurances (services actuariels).

5. Placements dans des titres

Le solde d'exploitation en dépôt auprès du Receveur général qui excède le montant prévu nécessaire, pour la période de trois mois qui suit, est disponible pour l'achat de titres des provinces et du Canada. L'argent disponible pour l'achat de titres est partagé entre les provinces selon la proportion des cotisations qui ont été créditées au Compte pendant les dix années précédentes à l'égard de l'emploi dans chacune des provinces par rapport aux cotisations totales des années en question. La proportion reliée à l'emploi dans le Territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et celles qui sont reçues de certains autres employés à l'extérieur du Canada sont placées dans des titres du Canada.

Les titres du Québec proviennent des cotisations de certains employés fédéraux, comme les membres des forces armées canadiennes résidant dans la province de Québec.

6. Financement du Régime

Lorsque le Régime a été instauré, le taux de cotisation combinée employé-employeur a été établi à 3.6% des gains cotisables. Il était entendu que ce pourcentage serait suffisant pour couvrir le coût des prestations et les frais d'administration pendant une certaine période de temps, mais non indéfiniment. Au cours des premières années, on constituerait un fonds dont les ressources seraient utilisées pour l'achat de titres des provinces et, à un degré moindre, de titres du Canada, comme le décrit la note 5. Cependant, dès le début du Régime, on a admis que le taux de cotisation de 3.6% devrait être augmenté dans l'avenir.

Le Régime n'est pas conçu pour être pleinement capitalisé tel un régime du secteur privé. Cependant, si le Régime devait être éventuellement pleinement capitalisé, l'actuaire en chef du ministère des Assurances estime que $215 milliards additionnels seraient nécessaires à être investis au 31 décembre 1984 pour payer les prestations futures de tous les participants et retraités couverts par le Régime à cette date. L'estimation est fondée sur les hypothèses ultimes utilisées dans le tout dernier rapport actuariel qui fut présenté à la Chambre des communes le 5 juin 1984.

Le coût annuel des prestations et des dépenses excédait le montant des cotisations annuelles au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1985. Le rapport actuariel indiquait que si aucune modification n'était faite au taux combiné de 3.6% des cotisations employé-employeur, une proportion graduellement croissante de l'intérêt serait nécessaire après 1985 au financement des prestations et des dépenses; et aucune somme autre que le réinvestissement d'une partie des intérêts sur le Compte ne pourrait être mise à la disposition des provinces à titre de prêts. Le Compte continuerait d'augmenter jusqu'en 1994 alors que tout l'intérêt serait requis pour subvenir aux paiements. Si l'augmentation dans le taux de cotisation était retardée au-delà de 1994, le solde du Compte commencerait à diminuer et serait épuisé en l'an 2004. Il serait alors nécessaire d'augmenter le taux de cotisation à 6.1% en 2004 et ensuite de monter lentement à un taux stable pour atteindre entre 10% et 11% vers 2030 afin de pouvoir continuer à payer les prestations.

En vertu de la loi actuelle, avant qu'un amendement ne soit préparé pour modifier le niveau général des prestations ou le taux de cotisation, il faut le consentement d'au moins les deux tiers des dix provinces représentant au moins les deux tiers de la population.

La politique de financement à long terme du Régime est présentement à l'étude par les provinces et le gouvernement fédéral et elle comprendra le moment et le taux d'augmentation du taux de cotisation.

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE FLORA MACDONALD, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

J'ai vérifié le bilan de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage au 31 décembre 1984 ainsi que l'état des revenus et dépenses et du déficit pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Commission en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage au 31 décembre 1984 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente aux états financiers, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 23 août 1985

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

ACTIF	1984	1983
Montants à recevoir des prestataires (note 4)	127,004	121,140
Montants à recevoir du Canada (note 5)		87,065
	127,004	208,205

PASSIF ET DÉFICIT	1984	1983
Solde du compte auprès du Receveur général du Canada (note 3)	125,811	125,970
Mandats non encaissés (note 3)	165,124	167,809
Retenues d'impôt sur les mandats	66,199	56,284
Montants à payer au Canada (note 5)	167,534	
Avances du Canada (note 6)	4,147,998	3,711,716
	4,672,666	4,061,779
Déficit	(4,545,662)	(3,853,574)
	127,004	208,205

Approuvé par la Commission:

Le Directeur exécutif,
Finances et administration
PAUL GAUVIN

Le Président
GAETAN LUSSIER

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage—*Suite*

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES ET DU DÉFICIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984 (en milliers de dollars)

	1984	1983
Revenus		
Cotisations	7,627,117	7,017,369
Pénalités	11,687	9,819
	7,638,804	7,027,188
Dépenses		
Prestations (note 7 et tableau)	9,859,443	10,062,617
Administration	897,946	817,993
Intérêts sur les avances du Canada et sur le solde du compte auprès du Receveur général du Canada	452,917	409,315
Créances douteuses	10,974	4,709
	11,221,280	11,294,634
Excédent des dépenses sur les revenus avant la part du gouvernement dans les dépenses de prestations	3,582,476	4,267,446
Part du gouvernement dans les dépenses de prestations (tableau)	2,890,388	2,810,573
Excédent des dépenses sur les revenus pour l'exercice	692,088	1,456,873
Déficit au début de l'exercice	3,853,574	2,396,701
Déficit à la fin de l'exercice	4,545,662	3,853,574

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1984

1. Pouvoir et objectif

La Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, une société ministérielle mentionnée à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière, administre la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, telle que modifiée. L'objectif de la Loi est d'offrir une source de revenu d'appoint temporaire et une aide aux travailleurs qui y sont admissibles. Les opérations financières liées à cet objectif font partie du Compte d'assurance-chômage.

Dans les comptes du Canada, le Compte d'assurance-chômage a été établi en vertu de l'article 131 de la Loi. Toutes les sommes reçues en vertu de la Loi sont versées au Fonds du revenu consolidé et créditées à ce Compte. Les prestations et les frais d'administration de la Loi sont payés à même le Fonds du revenu consolidé et débités à ce Compte.

Conformément à la Partie IV de la Loi, le ministre du Revenu national a la responsabilité de percevoir les cotisations patronales et ouvrières.

2. Conventions comptables

a) Cotisations

Les cotisations sont enregistrées selon une estimation des montants à percevoir au cours de l'exercice et comprennent les rajustements entre les cotisations réelles et estimées des exercices précédents.

b) Pénalités

Les pénalités, imposées en vertu de l'article 47 de la Loi, sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

c) Prestations

Les prestations représentent les mandats émis au cours de l'exercice, moins les versements excédentaires que la Commission a décelés au cours de l'exercice et les remboursements de prestations reçus et estimatifs à recevoir en vertu de l'article 142 de la Loi.

d) Dépenses d'administration

Les frais d'administration de la Loi sont établis par les Règlements sur l'assurance-chômage et sont imputés au Compte par la Commission.

e) Intérêts

Les intérêts sur le solde du compte auprès du Receveur général du Canada et les intérêts sur les avances du Canada sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

f) Part du gouvernement dans les dépenses de prestations

La part du gouvernement dans les dépenses de prestations est comptabilisée selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

3. Redressement de l'exercice antérieur

Les soldes au 31 décembre 1983 du compte auprès du Receveur général du Canada et des mandats non encaissés établis à cette date à $92 millions et $385.8 millions respectivement ont été redressés d'un montant de $218 millions de manière à refléter tous les mandats encaissés par la Banque du Canada.

4. Montants à recevoir des prestataires

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Versements excédentaires de prestations et pénalités	88,215	75,459
Moins: provision pour créances douteuses	21,351	15,319
	66,864	60,140
Remboursements de prestations en vertu de l'article 142 de la Loi	60,140	61,000
	127,004	121,140

La dépense de créances douteuses comprend $4.9 millions (1983—$4.8 millions) de versements excédentaires et de pénalités irrécouvrables, radiés en vertu de l'article 60(2) des Règlements.

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1984—*Fin*

5. Montants à payer au (à recevoir du) Canada

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Part du gouvernement dans les dépenses de prestations	(27,835)	(100,435)
Cotisations	165,882	2,631
Intérêts sur le solde du compte auprès du Receveur général du Canada	(978)	(25)
Dépenses d'administration	30,567	10,847
Recouvrement de prestations	(190)	(149)
Autres	88	66
	167,534	(87,065)

6. Avances du Canada

Les avances du Canada sont effectuées en vertu de l'article 137 de la Loi et du Règlement sur les avances consenties au Compte d'assurance-chômage au moyen de billets à ordre portant un taux d'intérêt annuel composé semi-annuellement variant de 9.75% à 13.25%. Le solde au 31 décembre comprend le principal de $3,753 millions ($3,328 millions en 1983) ainsi que des intérêts courus de $395 millions ($383.7 millions en 1983). Du principal de $3,753 millions, $1,680 millions sont remboursables en 1985 et $2,073 millions sont remboursables en 1986.

7. Versements excédentaires et sous-payés de prestations

Le grand nombre de prestataires qui doivent être contrôlés et l'exigence d'un service prompt nécessitent des procédés de contrôle interne sélectifs plutôt qu'universels et occasionnent la vérification des demandes de prestations principalement après que les bénéficiaires ont commencé à recevoir des prestations.

En conséquence, il existe des versements excédentaires et des sous-payés de prestations que la Commission estime à $300 millions et $84 millions respectivement pour l'exercice terminé le 31 décembre 1984. Ces montants sont inclus dans les dépenses de prestations de l'exercice.

TABLEAU DES PRESTATIONS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984 (en milliers de dollars)

	1984		1983	
	Total	Part du gouvernement	Total	Part du gouvernement
Initiales	5,572,489		5,671,731	
Complémentaires selon la durée d'emploi	738,719		949,897	
Complémentaires selon le taux régional de chômage	2,738,559	2,738,559	2,680,553	2,680,553
De maternité	394,586		341,828	
De maladie	199,078		174,370	
De travail partagé	31,377		84,940	
De retraite	18,026		17,539	
D'adoption	3,008			
	9,695,842	2,738,559	9,920,858	2,680,553
Aux pêcheurs	163,601	151,829	141,759	130,020
	9,859,443	2,890,388	10,062,617	2,810,573

Les prestations complémentaires selon le taux régional de chômage et les prestations payées aux pêcheurs, nettes des cotisations perçues de ces derniers, sont prises en charge par le gouvernement.

Compte des rentes sur l'État

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE FLORA MacDONALD, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

J'ai vérifié le bilan du Compte des rentes sur l'État au 31 mars 1985 ainsi que l'état des résultats et des réserves actuarielles pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Compte au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les dispositions des lois relatives aux rentes sur l'État et le Règlement y afférent et les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent à l'exception du changement apporté à l'établissement de la valeur des réserves et du surplus actuariels selon l'explication à la note 3 afférente aux états financiers.

Le vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 16 septembre 1985

BILAN AU 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984	PASSIF	1985	1984
Dépôt auprès du Receveur général du Canada	1,020,498	1,046,824	Créditeurs	18	17
Intérêt couru à recevoir du Canada	74,988	76,777	Surplus actuariel à verser au Canada (note 3)	6,015	1,139
Débiteurs	176	184	Réserves actuarielles (note 4)	1,089,629	1,122,629
	1,095,662	1,123,785		1,095,662	1,123,785

Approuvé par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada:

Le Président
GAETAN LUSSIER

Le Directeur exécutif, Finances et administration
PAUL GAUVIN

Compte des rentes sur l'État—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES RÉSERVES ACTUARIELLES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985 (en milliers de dollars)

	1985	1984
Revenus		
Intérêts en provenance du Canada	74,988	76,777
Primes	770	1,017
Autres revenus	81	61
	75,839	77,855
Paiements et autres débits		
Rentes versées	99,205	98,274
Remboursement de primes	3,404	3,664
Rentes non réclamées	215	387
	102,824	102,325
Excédent des paiements et autres débits sur les revenus pour l'exercice	26,985	24,470
Réserves actuarielles, solde au début de l'exercice	1,122,629	1,148,238
	1,095,644	1,123,768
Surplus actuariel—Excédent des réserves actuarielles comptabilisées sur les réserves actuarielles selon le calcul à la fin de l'exercice (note 3)	6,015	1,139
Réserves actuarielles, solde à la fin de l'exercice (note 4)	1,089,629	1,122,629
Représenté par:		
Primes accumulées et intérêt couru pour les rentes non échues	384,941	429,180
Valeur actuelle des rentes échues	704,688	693,449
Total des réserves actuarielles (note 4)	1,089,629	1,122,629

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985

1. Autorisation et but

Le Compte des rentes sur l'État a été constitué en 1908 en vertu de la Loi relative aux rentes sur l'État c. G-6, S.R. et modifié par la Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État, S.C. 1974-75-76, c. 83.

Le but de la Loi était d'encourager les particuliers et groupes de Canadiens à pourvoir à leurs besoins futurs par l'achat de rentes sur l'État. La Loi sur l'augmentation du rendement a augmenté le taux de rendement des contrats de rente sur l'État, a augmenté leur souplesse et elle a mis fin à la vente de rentes à l'avenir.

Le Compte est administré par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada et il opère à même le Fonds du revenu consolidé.

2. Principales conventions comptables

a) Méthode comptable
Les comptes du Compte des rentes sur l'État sont tenus selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

b) Rentes non versées
Conformément à l'article 15 de la Loi, et au Règlement relatif aux rentes sur l'État, les rentes non versées comprennent: (i) les primes accumulées et l'intérêt couru sur les rentes non échues ainsi que (ii) la valeur actuelle des rentes échues établie selon une méthode actuarielle fondée sur le(s) taux d'intérêt et les tables de mortalité tels que prescrits.

c) Surplus actuariel dû au Canada
Lorsque, à la fin d'un exercice, le montant comptabilisé des rentes non versées dépasse les rentes non versées calculées ou lui est inférieur, la différence représente le surplus ou le déficit actuariel lequel est imputé ou crédité au Compte des rentes sur l'État dans le Fonds du revenu consolidé.

d) Intérêt en provenance du Canada
L'intérêt en provenance du Canada est calculé annuellement sur les rentes non versées, au taux de sept pour cent comme l'exige la Loi sur l'augmentation du rendement.

e) Rentes non réclamées
Les rentes non réclamées comprennent les sommes virées au Fonds du revenu consolidé à l'égard des rentes qui n'ont pu être versées parce que les rentiers sont introuvables.

3. Surplus actuariel

Au 31 mars 1985 une méthode améliorée d'évaluation avec effet rétroactif pour les rentes reportées a été adoptée, qui a eu comme résultat une réduction de $13,373,000 quant aux réserves et donc une somme équivalente en surplus supplémentaire étant produite.

Les hypothèses à l'égard de la distribution des rentes sur l'État échues selon la fréquence et le commencement du versement ont également été révisées. La modification qui s'ensuivit et qui tenait compte du commencement des versements à une date plus rapprochée que celle prévue auparavant a engendré un accroissement aux réserves actuarielles s'élevant à $7,358,000, ce qui a réduit de la même somme le surplus actuariel de l'exercice.

Sans l'apport de ces deux changements, le surplus actuariel se serait chiffré à $829,000 tandis que la somme réelle s'élève à $6,015,000.

4. Réserves actuarielles

La méthode qui a servi au calcul des réserves actuarielles de $1,089,629,000 ($1,122,629,000 en 1984) était conforme à l'alinéa 15(1) de la Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État, S.C. 1974-75-76, c. 83 et le Règlement y afférent.

Le Règlement prévoit que les Tables de mortalité à utiliser lors de la préparation de tables servant à établir les valeurs des rentes seront la Table de rente établie pour 1949 sans projection pour les hommes et les femmes et modifiée par l'Échelle «C» de projection.

L'expérience quant à la mortalité au cours des dernières années a démontré que l'attente de vie a augmenté à un taux plus rapide que celui prévu à l'Échelle «C» de projection. Si cette tendance persiste au même taux à l'avenir, il se peut que la Table 1949 de mortalité rajustée de l'Échelle «C» de projection doive être modifiée et il pourrait en découler un passif potentiel qui influerait sur les réserves actuarielles futures. Des renseignements suffisants ne sont pas accessibles en ce moment pour établir ce passif. Toutefois, la Commission de l'emploi et de l'immi-

Compte des rentes sur l'État—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985—*Fin*

gration du Canada s'affaire à une analyse et à des projets au titre de la mortalité dans le but d'établir ce montant.

5. Services fournis gratuitement

Les services d'administration du Compte sont à la charge de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada.

Pour l'exercice terminé le 31 mars 1985, le coût de ces services se chiffre à $3,654,000 ($3,532,000 en 1984) et comprend des sommes pour des services fournis gratuitement à la Commission par d'autres ministères.

Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge)

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE ELMER MACKAY, C.P., DÉPUTÉ
SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA

J'ai vérifié l'état des encaissements et des décaissements et du solde de la Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge) pour l'exercice terminé le 31 mars 1985. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les encaissements et les décaissements de la Caisse ainsi que son solde pour l'exercice terminé le 31 mars 1985 selon la méthode de comptabilité énoncée dans la note 2 afférente à l'état financier, appliquée de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
RAYMOND DUBOIS, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 26 juillet 1985

ÉTAT DES ENCAISSEMENTS ET DES DÉCAISSEMENTS ET DU SOLDE DE LA CAISSE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Encaissements		
Intérêts	1,381,597	1,259,973
Cotisations	30,052	31,205
	1,411,649	1,291,178
Décaissements		
Pensions versées	424,735	459,703
Retrait de cotisations	16,826	37,520
	441,561	497,223
Excédent des encaissements sur les décaissements	970,088	793,955
Solde de la Caisse au début de l'exercice	12,794,271	12,000,316
Solde de la Caisse à la fin de l'exercice, en dépôt auprès du Receveur général du Canada	13,764,359	12,794,271

Approuvé:

L'agent ministériel des Services,
PIERRE LEMIEUX

Le commissaire,
R. H. SIMMONDS

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT FINANCIER DU 31 MARS 1985

1. Autorisation et fonctionnement

La Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge) a été constituée en 1934 en vertu de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada. Cette loi prévoit que les membres de la Gendarmerie, autres que les officiers brevetés, nommés avant le 1er mars 1949, peuvent acheter certaines prestations de survivants pour les personnes qui leur sont à charge en versant les cotisations prescrites. Ces cotisations sont créditées à la Caisse, de même que les intérêts calculés trimestriellement sur le solde créditeur de la Caisse à la fin du trimestre précédent; on doit également imputer à la Caisse les cotisations retirées et les pensions versées. Toutes les opérations de la Caisse sont effectuées par l'intermédiaire du Fonds du revenu consolidé.

L'article 56 de la Loi ordonne au ministre des Finances de faire effectuer une évaluation actuarielle de la Caisse, au moins une fois tous les cinq ans. Si cette évaluation indique un surplus, le gouverneur en conseil peut, par décret, augmenter le montant des pensions. Si, au jugement des actuaires, il y a déficit, le gouverneur en conseil peut ordonner le virement à la Caisse, à même quelque crédit non affecté du Fonds du revenu consolidé, d'une somme suffisante pour rétablir la solvabilité de la Caisse de pension.

2. Méthode de comptabilité

Toutes les opérations de la Caisse sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse.

3. Renseignements supplémentaires

La dernière évaluation actuarielle effectuée portait sur la situation de la Caisse au 31 mars 1982. Cette évaluation indiquait un surplus actuariel de $1,812,000. De ce montant, une somme de $692,000 a été utilisée pour accroître les pensions, avec effet rétroactif au 1er janvier 1982.

SECTION 9

COMPTES PUBLICS
1984-85

Autres éléments de passif

SOMMAIRE

	Page
Intérêts et dette échue	9.2
Créditeurs	9.3
Chèques et mandats en circulation	9.3
Provision pour congés et indemnités de cessation d'emploi des employés	9.3
Provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement	9.3
Divers	9.4

AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

Cette section renferme des renseignements sur les comptes présentés à l'état de l'actif et du passif à la rubrique «Autres éléments de passif». L'établissement et l'exploitation de ces comptes sont autorisés par le Parlement en vertu de lois annuelles portant affectation de crédits et d'autres lois.

Certains tableaux de cette section présentent la continuité des comptes, en démontrant les soldes d'ouverture et de fermeture, de même que les rentrées et autres crédits, et les paiements et autres débits, i.e. la fluctuation des opérations. En outre, l'expression «compte sans opérations courantes» fait partie d'un tableau, afin de fournir un lien avec les chiffres publiés dans l'édition précédente des Comptes publics, et pour illustrer les opérations nettes des comptes fermés au cours de l'exercice précédent.

Le tableau 9.1 présente les soldes de fin d'exercice pour les autres éléments de passif.

TABLEAU 9.1

AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

	1er avril 1984	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
	$	$	$	$
Intérêts et dette échue, tableau 9.2	9,638,712,873	10,805,851,400	1,167,138,527	1,240,835,889
Moins: escompte non amorti des bons du Trésor	1,016,378,026	1,387,407,202	371,029,176	328,305,554
	8,622,334,847	*9,418,444,198*	*796,109,351*	*912,530,335*
Créditeurs	4,306,991,768	5,555,515,450	1,248,523,682	1,015,385,908
Chèques et mandats en circulation, tableau 9.3	3,046,343,735	3,422,522,153	376,178,418	516,384,941
Provision pour congés et indemnités de cessation d'emploi des employés	1,900,000,000	2,050,000,000	150,000,000	150,000,000
Provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement—				
Emprunts des sociétés mandataires de la Couronne	10,763,184,000	12,864,133,000	2,100,949,000	2,713,014,000
Moins: emprunts à être probablement remboursés par ces sociétés de la Couronne	10,675,258,000	12,810,306,000	2,135,048,000	2,911,889,000
	87,926,000	*53,827,000*	*- 34,099,000*	*- 198,875,000*
Divers, tableau 9.4	134,079,188	185,079,149	50,999,961	19,927,206
Total	18,097,675,538	20,685,387,950	2,587,712,412	2,415,353,390

Intérêts et dette échue

Les intérêts et la dette échue comprennent les intérêts échus, les intérêts courus, la provision pour l'intérêt composé et les primes à payer sur les obligations d'épargne du Canada, et la dette échue.

Le tableau 9.2 présente un sommaire des soldes et des opérations de ce compte.

TABLEAU 9.2

INTÉRÊTS ET DETTE ÉCHUE

	1er avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
	$	$	$	$	$	$
Intérêts échus	4,746,601,331	12,367,732,308	11,737,576,623	5,376,757,016	630,155,685	1,115,983,380
Intérêts courus	3,822,103,131	16,351,334,875	15,441,389,490	4,732,048,516	909,945,385	179,949,754
Provision pour intérêt composé et primes à payer sur obligations d'épargne du Canada—						
Intérêt composé	116,480,000	24,550,000	82,580,000	58,450,000	- 58,030,000	41,536,000
Primes	646,891,000	105,540,000	488,921,000	263,510,000	- 383,381,000	- 249,179,000
	763,371,000	*130,090,000*	*571,501,000*	*321,960,000*	*- 441,411,000*	*- 207,643,000*
Dette échue	306,637,411	130,157,953,469	130,089,505,012	375,085,868	68,448,457	152,545,755
Total	9,638,712,873	159,007,110,652	157,839,972,125	10,805,851,400	1,167,138,527	1,240,835,889

Intérêts échus

Les intérêts échus représentent l'intérêt échu et payable sur la dette obligataire, mais qui n'a pas été encaissé par les détenteurs d'obligations.

Intérêts courus

Les intérêts courus représentent l'intérêt accumulé au 31 mars sur la dette obligataire et sur certains autres éléments de passif, et dont les intérêts sont exigibles et payables à une date ultérieure.

Provision pour intérêt composé et primes à payer sur obligations d'épargne du Canada

Ce compte inscrit les engagements futurs prévus concernant l'intérêt supplémentaire à débourser aux détenteurs de certaines obligations d'épargne du Canada.

Dette échue

À ce compte sont consignés les engagements financiers à titre de reconnaissances de dettes émises par le gouvernement du Canada, qui sont exigibles mais qui n'ont pas été présentées pour remboursement. Les obligations échues et non réclamées sont virées aux recettes non fiscales si elles ne sont pas présentées pour remboursement 15 ans après la date de rachat par anticipation ou d'échéance, la première des deux dates atteinte; le temps minimum pour effectuer un tel virement est de 5 ans après la date d'échéance.

Escompte non amorti des bons du Trésor

Ce compte inscrit la partie de l'escompte sur les bons du Trésor en circulation, laquelle n'a pas encore été imputée aux dépenses. L'escompte est amorti comme dépense sur la durée de l'émission.

Créditeurs

Ce compte représente les montants dus à la fin de l'exercice conformément à des accords contractuels, ou pour des travaux accomplis, des marchandises reçues ou des services rendus, en ce qui concerne les crédits auxquels le Parlement a imposé des plafonds annuels, et les sommes à être versées à même certaines autorisations statutaires.

Chèques et mandats en circulation

À ce compte sont consignés les chèques et mandats émis mais non présentés pour encaissement.

Le tableau 9.3 présente un sommaire des soldes relatifs à ce compte.

TABLEAU 9.3

CHÈQUES ET MANDATS EN CIRCULATION

	1er avril 1984	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
	$	$	$	$
Chèques en circulation	2,802,614,279	3,168,000,593	365,386,314	550,279,535
Chèques de comptes d'avance fixe	496,012	596,547	100,535	- 10,294
Mandats d'assurance-chômage	243,233,444	253,925,013	10,691,569	- 33,884,300
Total	3,046,343,735	3,422,522,153	376,178,418	516,384,941

Chèques en circulation

A ce compte sont comptabilisés les chèques émis en dollars canadiens et impayés au 31 mars. Les chèques impayés depuis 10 ans sont virés aux recettes non fiscales. Au cours de l'exercice, une somme de $2,716,264 a été virée aux recettes.

Les chèques en devises étrangères sont crédités à la caisse du gouvernement lors de leur émission.

Chèques de comptes d'avance fixe

À ce compte sont inscrits les chèques de comptes d'avance fixe émis et impayés au 31 mars, sauf ceux qui sont encore impayés depuis 10 ans ou plus (ces derniers ont été virés aux recettes non fiscales). Au cours de l'exercice, une somme de $10,822 a été virée aux recettes.

Mandats d'assurance-chômage

À ce compte sont consignés les mandats en circulation relatifs aux prestations d'assurance-chômage.

Provision pour congés et indemnités de cessation d'emploi des employés

Ce compte représente les provisions pour les sommes dues reliées aux congés annuels gagnés et non payés ($400 millions) et pour les indemnités à payer aux employés lors de la cessation d'emploi ($1,650 millions).

Provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement

Conformément à l'article 45 de la Loi sur l'administration financière, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires de la Couronne, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Fonds du revenu consolidé et versés à même ce Fonds. Par conséquent, de tels emprunts représentent des dettes inconditionnelles du gouvernement.

Ce compte inscrit les emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement (voir le tableau 7.4 de la section 7 de ce volume). Il ne comprend pas les emprunts de la Société financière Canadair Inc puisque le Parlement a déjà prévu une autorisation (crédit 7c de l'Expansion industrielle régionale, de la Loi n° 4 de 1984-85 portant affectation de crédits) pour assumer les dettes de cette Société. Les emprunts de cette Société sont présentés sous la Dette non échue (section 11 de ce volume) à l'état de l'actif et du passif du gouvernement.

Autres éléments de passif—Divers

Le tableau 9.4 présente un sommaire des soldes et des opérations des divers autres éléments de passif.

TABLEAU 9.4

AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF—DIVERS

	1er avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
	$	$	$	$	$	$
Eldorado Mining and Refining Limited—Capital-actions non présenté	23,695			23,695		– 68
Retenues sur traitements de divers ministères	21,069,282	13,200,996	21,069,282	13,200,996	– 7,868,286	6,098,920
Retenues de garantie et autres retenues—						
Agriculture	2,087,267	3,208,988	3,474,968	1,821,287	– 265,980	341,866
Communications	608,319	2,067,281	742,395	1,933,205	1,324,886	– 18,493
Bibliothèque nationale	15,998	17,854		33,852	17,854	15,998
Archives publiques	25,000		25,000		– 25,000	25,000
Consommation et Corporations	3,481	20,686	20,000	4,167	686	3,481
Emploi et Immigration	9,232	51,073	30,936	29,369	20,137	– 53,990
Énergie, Mines et Ressources	5,340,479	10,474,355	7,259,235	8,555,599	3,215,120	1,599,253
Commission de contrôle de l'énergie atomique	67,512	101,768	114,301	54,979	– 12,533	31,793
Environnement	2,799,037	700,992	664,106	2,835,923	36,886	188,033
Affaires extérieures	777,999	1,110,262	509,631	1,378,630	600,631	309,809
Agence canadienne de développement international	13,744,856	20,602,797	18,841,070	15,506,583	1,761,727	2,998,742
Pêches et Océans	969,069	3,385,201	1,971,990	2,382,280	1,413,211	– 83,646
Affaires indiennes et Nord canadien	2,281,712	42,877	1,536,227	788,362	– 1,493,350	304,993
Justice		19,460	16,765	2,695	2,695	– 3,300
Défense nationale	27,136,228	116,536,796	76,115,197	67,557,827	40,421,599	2,084,759
Santé nationale et Bien-être social	329,730	110,813	53,767	386,776	57,046	17,949
Revenu national—						
Douanes et Accise	171,761	1,003,091	257,217	917,635	745,874	171,761
Travaux publics	18,585,019	31,788,699	27,874,679	22,499,039	3,914,020	5,331,215
Expansion industrielle régionale	304,414	76,280	58,829	321,865	17,451	– 55,008
Sciences et Technologie—						
Conseil national de recherches	2,564,308	3,489,772	2,677,238	3,376,842	812,534	220,506
Solliciteur général—						
Programme d'administration	383,318	261,974	441,831	203,461	– 179,857	74,581
Service correctionnel	870,339	901,330	663,204	1,108,465	238,126	667,817
Gendarmerie royale du Canada	627,796	1,116,003	192,873	1,550,926	923,130	601,464
Approvisionnements et Services—						
Programme des approvisionnements	2,246,546	667,747	156,094	2,758,199	511,653	911,700
Programme des services		4,493		4,493	4,493	
Transports	18,561,194	25,100,948	22,927,831	20,734,311	2,173,117	3,436,570
Commission canadienne des transports	16,349	2,886	4,394	14,841	– 1,508	– 772
Compte sans opérations courantes						– 7,083
	100,526,963	*222,864,426*	*166,629,778*	*156,761,611*	*56,234,648*	*19,114,998*
Comptes d'attente	12,459,248	2,633,599		15,092,847	2,633,599	– 2,380,403
Compte sans opérations courantes						– 2,906,241
Total	134,079,188	238,699,021	187,699,060	185,079,149	50,999,961	19,927,206

Eldorado Mining and Refining Limited—Capital-actions non présenté

Ce compte comptabilise la dette du gouvernement du Canada à l'égard de la valeur du capital-actions versé de l'ex-compagnie, qui n'avait pas été racheté à la fin de l'exercice.

Retenues sur traitements de divers ministères

Les retenues sur les traitements de certains employés sont créditées à ce compte, en attendant qu'elles soient remises aux organismes non gouvernementaux intéressés.

Retenues de garantie et autres retenues

Ce compte inscrit les sommes retenues qui sont destinées à assurer l'exécution de contrats conformément aux conditions prévues. Les retenues sont imputées aux crédits des ministères ou organismes intéressés, et sont créditées à ce compte en vertu de l'article 35 de la Loi sur l'administration financière. Ces sommes sont versées en conformité avec les contrats passés en vertu des règlements du Conseil du Trésor.

Comptes d'attente

Y sont compris les comptes desquels les opérations sont comptabilisées, à titre provisoire, en attendant leur affectation définitive.

SECTION 10

COMPTES PUBLICS
1984-85

Comptes d'opérations de change

SOMMAIRE

	Page
Compte du fonds des changes—Avances	10.2
Fonds monétaire international— Souscriptions	10.3
Fonds monétaire international— Effets à payer	10.3
Allocations de Droits de tirage spéciaux	10.3
État supplémentaire— Compte du Fonds des changes	10.4

COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE

Les comptes d'opérations de change représentent les créances et les dettes du gouvernement du Canada qui s'identifient aux opérations de change du Canada. Les créances et les dettes libellées en devises étrangères sont présentées au 31 mars en dollars canadiens correspondants. Les gains nets résultant de la conversion des éléments d'actif nets libellés en devises étrangères, en dollars canadiens correspondants au 31 mars, sont crédités aux recettes à titre de pertes et bénéfices de change; les pertes nettes sont imputées aux dépenses budgétaires du ministère des Finances.

Le tableau 10.1 présente la continuité de chaque compte d'opérations de change, en démontrant les soldes d'ouverture et de fermeture, de même que les rentrées et autres crédits, et les paiements et autres débits. Cependant, on doit noter que ce tableau exclut la dette non échue à payer en devises étrangères, au montant de $9,057 millions au 31 mars 1985 ($6,086 millions au 31 mars 1984); les détails portant sur cette dette sont présentés à la section 11 de ce volume.

TABLEAU 10.1

COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE

	1er avril 1984	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
	$	$	$	$	$	$
Compte du fonds des changes—Avances	3,399,467,901	19,539,014,501	20,316,185,330	4,176,638,730	777,170,829	- 766,191,268
Fonds monétaire international—Souscriptions	3,995,201,450	34,724,466	24,783,886	3,985,260,870	- 9,940,580	1,278,989,540
	7,394,669,351	*19,573,738,967*	*20,340,969,216*	*8,161,899,600*	*767,230,249*	*512,798,272*
Moins: Fonds monétaire international—Effets à payer	3,243,766,031	150,783,885	118,766,031	3,275,783,885	32,017,854	961,134,845
Allocations de Droits de tirage spéciaux	1,058,626,501		2,634,001	1,055,992,500	- 2,634,001	18,726,339
	4,302,392,532	*150,783,885*	*121,400,032*	*4,331,776,385*	*29,383,853*	*979,861,184*
Total des comptes d'opérations de change (net)	3,092,276,819	19,724,522,852	20,462,369,248	3,830,123,215	737,846,396	- 467,062,912

Compte du fonds des changes—Avances

Ce compte inscrit les avances effectuées par le gouvernement du Canada au Compte du fonds des changes, en monnaie canadienne et en devises étrangères, pour l'achat d'or, de devises étrangères et de titres, et de Droits de tirage spéciaux (DTS).

Le Compte du Fonds des changes est géré en vertu des dispositions de la Loi sur la monnaie. Conformément à cette Loi, des états financiers vérifiés sont préparés pour chaque année civile concernant le Compte du Fonds des changes. Ces états financiers au 31 décembre 1984, de même que le rapport du vérificateur général, se trouvent à la fin de cette section.

Le tableau 10.2 présente les avances au Compte du fonds des changes en date du 31 mars 1985, ainsi que les éléments d'actif détenus par celui-ci. L'or que détient le Compte est évalué à 35 DTS pour chaque once d'or fin ($47.31 can au 31 mars 1985 et $47.53 can au 31 mars 1984).

En 1984-85, les paiements et autres débits comprenaient des avances au Compte du fonds des changes de $20,110 millions, et un redressement dû à la réévaluation de $206 millions. Les rentrées et autres crédits se composaient de remboursements d'avances de $19,408 millions, et d'un redressement dû à la réévaluation de $131 millions.

TABLEAU 10.2

COMPTE DU FONDS DES CHANGES—ÉLÉMENTS D'ACTIF

	31 mars 1985	31 mars 1984
	(en millions de dollars)	
Les avances par le Fonds du revenu consolidé étaient libellées comme suit:		
Dollars des É-U (1985, É-U $4,300 millions; 1984, É-U $2,800 millions)[1]	5,864	3,573
Deutsche marks (1985, DM 200 millions; 1984, DM 700 millions)	89	346
Francs suisses (1985, FS 1,676 millions; 1984, FS 1,188 millions)	885	707
Yen japonais (1985, Y 186,150 millions; 1984, Y 70,000 millions)	1,014	398
Droits de tirage spéciaux (1985, DTS 383.3 millions; 1984, DTS 383.3 millions)	518	520
	8,370	*5,544*
Moins: dépôts en dollars canadiens auprès du Receveur général du Canada	4,193	2,145
Total des avances du Fonds du revenu consolidé	4,177	3,399
Éléments d'actif financés par des avances provenant du Fonds du revenu consolidé:		
Disponibilités à vue en dollars des É-U	110	425
Dépôts à court terme en dollars des É-U	1,023	32
Dotations en capital en dollars des É-U	1,852	1,621
Dépôts à court terme en deutsche marks		274
Dépôts à court terme en francs suisses		(2)
Droits de tirage spéciaux	48	74
Billets du Fonds monétaire international	224	237
Or	953	959
Disponibilités à vue en dollars canadiens	1	1
Total	*4,211*	*3,623*
Moins: revenu pas encore viré au Fonds du revenu consolidé—		
Gains de réévaluation reportés du 31 décembre précédent	90	192
Total du revenu et des gains nets de réévaluation (pertes) du 1er janvier au 31 mars	– 56	32
	34	*224*
	4,177	3,399

(1) Non compris l'émission de 1962 (1985, $65,452,800; 1984, $6.,294,560) et l'émission de 1968 (1985, $136,360,000; 1984, $127,610,000), lesquelles les produits ont été avancés au Compte du fonds des changes en dollars canadiens.

(2) Moins de $500,000.

Fonds monétaire international—Souscriptions

Ce compte enregistre la valeur de la quote-part du Canada (i.e. souscription allouée) dans le capital du Fonds monétaire international (FMI).

Le montant par lequel le total des souscriptions et des prêts du Canada au FMI, en vertu de facilités de financement spéciales, dépasse les avoirs en dollars canadiens du FMI, représente le montant des devises étrangères que le Canada est autorisé à tirer du FMI sur demande, aux fins de la balance des paiements. La souscription est exprimée en fonction des DTS, une unité de compte définie en fonction d'un ensemble de cinq grandes devises.

Le Canada a accumulé ses souscriptions au FMI au moyen de règlements en dollars canadiens, en or et en DTS. Des versements annuels de maintien de valeur sont effectués au FMI ou sont reçus du FMI lorsque le dollar canadien déprécie ou accroît vis-à-vis des DTS, afin de maintenir la valeur en DTS des avoirs en dollars canadiens du FMI. En 1984-85, les rentrées et autres crédits consistaient en un redressement dû à la réévaluation de $3 millions et d'un rajustement de maintien de valeur de $32 millions, tandis que les paiements et autres débits se composaient d'un rajustement de maintien de valeur de $25 millions.

Fonds monétaire international—Effets à payer

Ce compte inscrit les effets non négociables, non productifs d'intérêt émis par le gouvernement du Canada au FMI. Ces effets à vue sont soumis à remboursement ou émission, selon les besoins du FMI pour des dollars canadiens.

Les avoirs en dollars canadiens du FMI comprennent ces effets et un solde minime d'exploitation (tout d'abord égal à un quart de un pour cent de la souscription du Canada) qui est en dépôt à la Banque du Canada. En 1984-85, les effets à payer au FMI ont augmenté de $32 millions.

Allocations de Droits de tirage spéciaux

Ce compte inscrit la valeur des DTS alloués au Canada par le FMI. Le droit de tirage spécial est une monnaie internationale créée par le FMI et allouée aux pays participant à son Département des Droits de tirage spéciaux. Il représente une dette du Canada, puisque celui-ci peut être appelé à rembourser ces allocations, dans certains cas, en partie ou en entier.

À titre d'élément d'actif, les DTS représentent les droits d'acheter des devises d'autres pays participant au Département des Droits de tirage spéciaux du FMI, ainsi que d'effectuer des paiements au FMI. Tous les DTS alloués au Canada par le FMI ont été soit utilisés pour régler les souscriptions au FMI, ou soit avancés au Compte du fonds des changes.

Le FMI n'a autorisé aucune allocation de DTS au Canada au cours de l'exercice. En 1984-85, les paiements et autres débits consistaient en un redressement dû à la réévaluation de $3 millions.

ÉTAT SUPPLÉMENTAIRE

Compte du Fonds des changes

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE MICHAEL WILSON, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES FINANCES

J'ai vérifié le bilan du Compte du fonds des changes au 31 décembre 1984 ainsi que l'état des revenus pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Compte au 31 décembre 1984 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2 afférente aux états financiers, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
D. LARRY MEYERS, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 5 mars 1985

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1984
(en millions de dollars)

ACTIF	1984		1983	
	É-U	Can	É-U	Can
Biens libellés en dollars É-U				
Encaisse et dépôts à court terme	236.6	312.7	116.7	145.2
Titres (note 3)	943.9	1,247.6	1,848.3	2,300.0
	1,180.5	1,560.3	1,965.0	2,445.2
Biens libellés en d'autres devises				
Encaisse et dépôts à court terme	28.5	37.6	344.6	428.8
Biens libellés en droits de tirage spéciaux				
Droits de tirage spéciaux (note 4)	73.1	96.6	24.2	30.1
Billets du Fonds monétaire international (note 5)	171.0	226.1	135.2	168.2
Or (note 6)	690.9	913.1	739.1	919.8
	935.0	1,235.8	898.5	1,118.1
Biens de réserves officielles internationales (note 7)	2,144.0	2,833.7	3,208.1	3,992.1
Biens libellés en dollars canadiens				
Encaisse		0.3		0.7
		2,834.0		3,992.8

PASSIF	1984	1983
	Can	Can
Dû au Fonds du revenu consolidé		
Avances (note 8)	2,311.8	3,210.4
Revenus nets pour l'exercice	414.0	590.8
	2,725.8	3,801.2
Provision pour pertes de réévaluation relatives aux contrats en voie de réalisation (note 9)	17.9	0.2
Gains nets de réévaluation reportés	90.3	191.4
	2,834.0	3,992.8

Approuvé:

Le gouverneur, Banque du Canada,
GERALD BOUEY

Le chef du Service des opérations de change, Banque du Canada,
ROBERT JARRETT

Le sous-ministre des Finances,
MARSHALL A. COHEN

Compte du Fonds des changes—*Suite*

ÉTAT DES REVENUS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984
(en millions de dollars canadiens)

	1984	1983
Revenus de placements		
Encaisse et dépôts à court terme	68.6	57.7
Titres en dollars É-U	149.7	236.6
Droits de tirage spéciaux	6.5	11.5
Billets du Fonds monétaire international	27.0	8.8
Prêts d'or	0.1	0.6
	251.9	315.2
Gains nets de réévaluation		
Au cours de l'exercice (note 10)	61.0	148.9
Reportés des exercices précédents	191.4	318.1
Reportés aux exercices subséquents	(90.3)	(191.4)
	162.1	275.6
Revenus nets pour l'exercice, à verser au Fonds du revenu consolidé	414.0	590.8

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1984

1. Autorisation et objectif

Le Compte est régi par la Partie II de la Loi sur la monnaie et les changes (la Loi), SRC 1970, chapitre C-39, telle que modifiée. À la suite des modifications apportées à la Loi en 1984, celle-ci est maintenant désignée comme la Loi sur la monnaie. Le Compte est tenu au nom du ministre des Finances et est géré par la Banque du Canada en qualité d'agent financier du gouvernement. Le Compte est financé à l'aide d'avances provenant du Fonds du revenu consolidé (FRC). Celles-ci sont limitées à 10 milliards de $Can suite à un décret daté du 1[er] mars 1979, et ne portent pas d'intérêt. Les revenus nets annuels doivent être versés au FRC dans les trois mois suivant la fin de l'exercice.

Le principal objectif du Compte est d'aider à contrôler et à protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire canadienne, et le Ministre acquiert pour le Compte les éléments d'actif qui, comme le veut la Loi, sont propres à cette fin.

2. Principales conventions comptables

Évaluation des éléments d'actif

La valeur des titres en dollars É-U, des droits de tirage spéciaux (DTS) et des billets du Fonds monétaire international (FMI) est rajustée, s'il y a lieu, afin de tenir compte des intérêts courus ainsi que des primes et des escomptes amortis. L'or est comptabilisé à raison de 35 DTS l'once d'or fin. L'encaisse et les dépôts à court terme comprennent les intérêts courus, s'il y a lieu.

Conversion des devises étrangères et des DTS

Les éléments d'actif et de passif en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice sur le marché de change canadien. Les éléments d'actif et de passif libellés en DTS sont tout d'abord convertis en dollars É-U selon la valeur du DTS de fin d'exercice en termes du dollar É-U, calculée par le FMI, puis en dollars canadiens. Les revenus de placements en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens aux cours en vigueur au jour de l'inscription des revenus. Les éléments d'actif et de passif libellés en devises étrangères et en DTS ont été convertis en dollars canadiens à l'aide des taux de change suivants, en vigueur à la fin de l'exercice:

	1984	1983
Dollar É-U	1.3217	1.2444
Mark allemand	0.4187	0.4562
Franc suisse	0.5078	0.5702
Yen japonais	0.005248	0.005370
Droit de tirage spécial	1.29554	1.30283

Revenus de placements

Les revenus de placements sont inscrits selon la comptabilité d'exercice et comprennent l'intérêt gagné, l'amortissement des primes et des escomptes et le montant des gains et des pertes résultant des ventes de titres.

Gains et pertes de réévaluation

Les gains et les pertes de réévaluation comprennent les augmentations et les diminutions, au titre de la valeur des éléments d'actif et de passif, résultant de la conversion des devises étrangères et des DTS au cours de l'exercice et à la fin de l'exercice. Ils comprennent également les gains et les pertes résultant des opérations en devises étrangères, en DTS et en or ou résultant de la liquidation des dettes. Conformément aux dispositions de la Loi, les gains et les pertes de réévaluation pour l'exercice sont divisés en trois parties égales et incorporés aux revenus de l'exercice en cours et à ceux des deux exercices subséquents.

Frais d'exploitation

La Banque du Canada fournit gratuitement au Compte les services d'administration, de garde et d'agent financier pour effectuer les opérations prévues par la Loi.

3. Titres en dollars É-U

	1984	1983
	(en millions de $É-U)	
Bons du Trésor des États-Unis	843.9	1,817.3
Obligations de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement	95.0	30.0
Intérêts courus	5.0	1.0
	943.9	1,848.3

Valeur marchande estimative à la fin de l'exercice:
1984—944 millions de $É-U (1,248 millions de $Can)
1983—1,848 millions de $É-U (2,300 millions de $Can)

Compte du Fonds des changes—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1984—*Suite*

4. Droits de tirage spéciaux

Les DTS ont été créés par le FMI en vue de compléter les instruments de réserve existants. Les DTS sont attribués aux pays membres en fonction de leur quote-part dans le FMI et peuvent servir à des opérations entre des participants dans le Département des DTS du FMI ou lors d'opérations avec le FMI lui-même. La valeur du DTS est établie par le FMI d'après la moyenne pondérée des cours de cinq grandes devises. À la fin de l'exercice, un DTS équivalait à 0.980205 $É-U (1983: 1.04695 $É-U).

En ce qui concerne le montant cumulatif des allocations de DTS, l'engagement de chaque pays envers le FMI consiste à restituer la somme reçue si le pays cesse de participer aux opérations du Département des DTS du FMI ou si le FMI met ce Département en liquidation. Les DTS alloués au Canada par le FMI sont avancés par le FRC au Compte. Toutefois, un certain nombre de DTS ont été subséquemment retournés au FRC et utilisés pour payer une partie de l'augmentation de la souscription du Canada au FMI.

Le FMI paye un intérêt sur les DTS détenus et exige un intérêt à un taux identique sur le montant cumulatif des allocations de DTS. Le taux d'intérêt est calculé selon les taux à court terme du marché monétaire dans les pays dont les devises sont utilisées pour calculer la valeur du DTS. L'intérêt payé par le FMI sur les DTS détenus par le Compte est compris dans les revenus de placements. L'intérêt payable sur le montant cumulatif des allocations du Canada est imputé directement au FRC.

La valeur cumulative des DTS alloués par le FMI au Canada et le montant des DTS détenus par le Compte se répartissent comme suit:

	1984	1983
	(en millions de DTS)	
Montant cumulatif des allocations au Canada	779.3	779.3
Moins: montant des DTS utilisés par le Canada pour payer l'augmentation des souscriptions au FMI	396.0	396.0
Avances nettes au Compte	383.3	383.3
Moins: montant net des ventes	309.6	363.2
Solde à la fin de l'exercice	73.7	20.1
Intérêts courus	0.9	3.0
	74.6	23.1
	(en millions de $É-U)	
Solde à la fin de l'exercice	72.2	21.0
Intérêts courus	0.9	3.2
	73.1	24.2

5. Billets du Fonds monétaire international

	1984	1983
	(en millions de DTS)	
Billets—Facilité de financement supplémentaire	164.2	123.6
Intérêts courus	10.3	5.5
	174.5	129.1
	(en millions de $É-U)	
Billets	160.9	129.4
Intérêts courus	10.1	5.8
	171.0	135.2

Ces billets représentent la participation du Canada à la Facilité de financement supplémentaire établie afin d'aider les membres du FMI ayant des besoins relatifs à leur balance des paiements. Ces billets ont été acquis en 1980, 1983 et 1984 et portent une date d'échéance de cinq ans. Ils peuvent être remboursés sur demande si le Canada fait valoir qu'il requiert des fonds en raison de la situation de sa balance des paiements et sont également transférables à d'autres membres du FMI.

6. Or

	1984	1983
	(en milliers d'onces Troy d'or fin)	
Solde au début de l'exercice	20,170	20,263
Ventes	33	93
Solde à la fin de l'exercice	20,137	20,170
	(en millions de $É-U)	
	690.9	739.1

L'or est comptabilisé à raison de 35 DTS l'once (34.31 $É-U; 1983: 36.64 $É-U). Au cours de l'exercice, le prix de l'or tel qu'établi aux fixings sur le marché de Londres a varié de 303.25 $É-U l'once (1983: 374.25 $É-U), son niveau le plus bas, à 406.85 $É-U l'once (1983: 511.50 $É-U), son niveau le plus élevé, et il était de 309.00 $É-U (1983: 381.50 $É-U) à la fin de l'exercice.

Le ministre des Finances a autorisé des prêts et des ventes, aux prix du marché, d'une partie de l'or détenu dans le Compte, à la Monnaie royale canadienne et à d'autres entités. À la fin de l'exercice, les biens en or du Compte incluaient des prêts de 88 mille (1983: 40 mille) onces Troy d'or fin.

7. Biens de réserves officielles internationales

Le Compte est le principal dépositaire des réserves officielles internationales du Canada. En vertu de la définition retenue par le ministre des Finances, les réserves canadiennes comprennent les avoirs du Compte ainsi que des biens à l'étranger de la Banque du Canada et du FRC.

Compte du Fonds des changes—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1984—*Fin*

8. Dû au Fonds du revenu consolidé—Avances

	1984		1983	
	(en millions)			
	Montant	$Can	Montant	$Can
Devises étrangères et DTS				
En dollars É-U	2,400	3,172.1	2,400	2,986.6
En francs suisses	2,186	1,110.1	1,198	683.1
En yen japonais	190,000	997.3	100,000	537.0
En DTS	383	496.6	383	499.4
En marks allemands	200	83.7	700	319.3
		5,859.8		5,025.4
Moins: dépôts en dollars canadiens auprès du Receveur général du Canada		3,548.0		1,815.0
		2,311.8		3,210.4

Les devises provenant des emprunts en monnaies étrangères contractés par le gouvernement canadien et les DTS alloués par le FMI ont été avancés en monnaies étrangères et en DTS au Compte par le FRC. Les emprunts comprennent des émissions d'obligations et de billets étrangers, des prêts bancaires ainsi que des emprunts à même les lignes de crédit renouvelables auprès de banques canadiennes et étrangères. Le remboursement de ces emprunts est effectué à l'aide des ressources du Compte. L'intérêt à payer au titre des emprunts en devises étrangères contractés par le Canada est imputé directement au FRC.

9. Provision pour pertes de réévaluation relatives aux contrats en voie de réalisation

À la fin de l'exercice, des accords de swap à court terme étaient toujours en vigueur entre le Compte et la Banque du Canada et certaines opérations de change n'étaient pas terminées.

Les taux de change s'appliquant à ces contrats en voie de réalisation diffèrent des taux utilisés en fin d'exercice pour évaluer l'actif et le passif du Compte. Il y aura donc des gains ou des pertes de réévaluation supplémentaires à l'échéance de ces contrats. La provision pour pertes de réévaluation relatives aux contrats en voie de réalisation résulte de la réévaluation de ces contrats aux taux de change utilisés en fin d'exercice et représente la partie des pertes futures imputée à l'exercice en cours.

Selon des accords de swap avec la Banque du Canada, le Compte vend des dollars É-U à la Banque et consent à les racheter en utilisant les taux de change qui étaient en vigueur au moment de la vente. Ces contrats se font dans le but d'aider la Banque à gérer les réserves-encaisse des banques à charte. À la fin de l'exercice, les opérations de swap non réglées atteignaient 370 millions de $É-U (488 millions de $Can) (1983—225 millions de $É-U; 280 millions de $Can). Les biens transférés à la Banque en vertu des accords de swap demeurent partie des réserves officielles internationales du Canada.

10. Gains (pertes) nets de réévaluation au cours de l'exercice

	1984			1983
	Actif	Passif	Total	Total
	(en millions de dollars canadiens)			
Francs suisses	(43.4)	135.6	92.2	54.7
Dollars É-U	129.2	(197.6)	(68.4)	18.7
Yen japonais	8.8	13.9	22.7	(2.5)
Or	(5.1)		(5.1)	(37.3)
Marks allemands	1.5	2.7	4.2	41.7
Droits de tirage spéciaux	(1.3)	2.8	1.5	26.4
	89.7	(42.6)	47.1	101.7
Gains résultant des ventes d'or			13.9	47.2
Gains nets de réévaluation au cours de l'exercice			61.0	148.9

SECTION 11

COMPTES PUBLICS 1984-85

Dette non échue

SOMMAIRE

	Page
Obligations négociables	11.2
Obligations d'épargne du Canada	11.6
Obligations spéciales non négociables	11.7
Bons du Trésor	11.8
Emprunts de la Société financière Canadair Inc. à être remboursés par le gouvernement	11.8
Effets et prêts à payer en devises étrangères	11.8
Taux d'intérêt	11.9
Échéance de la dette du gouvernement	11.10

DETTE NON ÉCHUE

La dette non échue représente les obligations financières résultant de reconnaissances de dettes émises par le gouvernement du Canada, lesquelles ne sont pas encore arrivées à échéance. Elle comprend également les emprunts de la Société financière Canadair Inc. à être remboursés par le gouvernement.

Les titres détenus par le gouvernement ont été déduits de la dette non échue, afin d'inscrire le passif du gouvernement envers les tiers.

Certains tableaux de cette section présentent la continuité des comptes, en démontrant les soldes d'ouverture et de fermeture, de même que les émissions et les remboursements, i.e. la fluctuation des opérations. En outre, l'expression «compte(s) sans opérations courantes» fait partie de certains tableaux, afin de fournir un lien avec les chiffres publiés dans l'édition précédente des Comptes publics, et pour illustrer les opérations nettes des comptes fermés au cours de l'exercice précédent.

TABLEAU 11.1

DETTE NON ÉCHUE

	1er avril 1984	Émissions	Remboursements	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
	$	$	$	$	$	$
À payer en monnaie canadienne—						
Obligations négociables, tableau 11.2	56,810,901,000	20,931,377,000	8,486,063,000	69,256,215,000	12,445,314,000	8,507,320,550
Obligations d'épargne du Canada, tableau 11.3	38,204,327,100	12,773,881,137	9,018,777,781	41,959,430,456	3,755,103,356	5,563,327,150
Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada, tableau 11.4	188,676,000	16,661,000		205,337,000	16,661,000	17,259,000
Bons du Trésor, tableau 11.5	41,700,000,000	134,525,000,000	123,925,000,000	52,300,000,000	10,600,000,000	12,575,000,000
Emprunts de la Société financière Canadair Inc. à être remboursés par le gouvernement	150,000,000	34,000,000	84,000,000	100,000,000	- 50,000,000	150,000,000
	137,053,904,100	*168,280,919,137*	*141,513,840,781*	*163,820,982,456*	*26,767,078,356*	*26,812,906,700*
Moins: dette non échue détenue par le gouvernement—						
Obligations négociables	163,975,846	169,641,818	291,625,906	41,991,758	- 121,984,088	163,974,746
Obligations d'épargne du Canada détenues pour le compte du personnel	149,992,300	196,525,000	148,006,000	198,511,300	48,519,000	12,986,600
Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada	188,676,000	16,661,000		205,337,000	16,661,000	17,259,000
	502,644,146	*382,827,818*	*439,631,906*	*445,840,058*	*- 56,804,088*	*194,220,346*
	136,551,259,954	167,898,091,319	141,074,208,875	163,375,142,398	26,823,882,444	26,618,686,354
À payer en devises étrangères—						
Obligations négociables, tableau 11.2	2,182,709,560	226,935,000	292,827,760	2,116,816,800	- 65,892,760	- 1,226,849,960
Effets et prêts à payer en devises étrangères, tableau 11.6	3,039,125,000	7,284,195,000	4,380,793,250	5,942,526,750	2,903,401,750	1,214,250,000
Emprunts de la Société financière Canadair Inc. à être remboursés par le gouvernement	883,485,000	212,708,000	79,217,000	1,016,976,000	133,491,000	- 279,714,000
	6,105,319,560	*7,723,838,000*	*4,752,838,010*	*9,076,319,550*	*2,970,999,990*	*- 292,313,960*
Moins: dette non échue détenue par le gouvernement—						
Obligations négociables	19,903,400	7,345,400	7,276,800	19,972,000	68,600	7,532,400
	6,085,416,160	7,716,492,600	4,745,561,210	9,056,347,550	2,970,931,390	- 299,846,360
Total de la dette non échue	142,636,676,114	175,614,583,919	145,819,770,085	172,431,489,948	29,794,813,834	26,318,839,994

Note: ce tableau comprend la dette non échue émise par le gouvernement du Canada. Les emprunts des sociétés mandataires de la Couronne qui sont des obligations inconditionnelles du gouvernement, mais non comprises dans la dette non échue, sont présentés à la section 13 de ce volume.

Obligations négociables

Les obligations négociables représentent des reconnaissances de dettes portant intérêt et émises par le gouvernement du Canada, dont les modalités sont:

—achetées et vendues sur le marché libre;

—payables en monnaie canadienne ou en devises étrangères;

—soumises à rachat ou remboursement avant terme;

—dates fixes d'échéance;

—intérêt payable sous forme de coupons ou d'immatriculation; et,

—valeur nominale garantie à l'échéance.

Les obligations négociables nominatives sont transférables par endos et remises d'un détenteur à l'autre. Les obligations négociables au porteur n'exigent pas d'endossement.

Le tableau 11.2 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les obligations négociables. Puisque la majorité des obligations négociables ne sont pas soumises à rachat ou remboursement avant terme, on note seulement les exceptions dans le tableau.

Les soldes de fin d'exercice des obligations négociables à payer en devises étrangères ont été convertis en monnaie canadienne en utilisant les cours du change de fermeture au 31 mars 1985.

TABLEAU 11.2

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

								Variation nette	
Date d'échéance	%	Date d'émission	Série	1er avril 1984	Émissions(1)	Remboursements(1)	31 mars 1985	1985	1984
				$	$	$	$	$	$
À payer en monnaie canadienne—									
Échues: 1984-85									
1984—1er avril	7½	1er avril/74	F39	69,821,000		69,821,000		– 69,821,000	
1er avril	8	1er avril/79	F81	77,000		77,000		– 77,000	
1er avril	9¼	1er oct/74	F87	322,309,000		322,309,000		– 322,309,000	
1er avril	16¼	1er juin/81-31 juill/81	J63	575,000,000		575,000,000		– 575,000,000	
1er juin	10	1er févr/79-15 mars/79							
		15 août/79-1er juill/80	J23	1,075,000,000		1,075,000,000		– 1,075,000,000	
1er août	13¾	1er mars/81	J57	403,580,000		403,580,000		– 403,580,000	– 46,395,000
1er août	16	1er févr/82-1er août/82	J74	300,000,000		300,000,000		– 300,000,000	
1er août	15	31 mars/82-1er mai/82	J77	325,000,000		325,000,000		– 325,000,000	
1er oct	8¾	1er oct/79	F91	749,000		749,000		– 749,000	
1er oct	10½	1er oct/79	J28	300,000,000		300,000,000		– 300,000,000	
1er oct	12½	1er oct/80	J48	764,453,000		764,453,000		– 764,453,000	– 10,539,000
15 déc	11½	15 déc/79-1er févr/80	J32	700,000,000		700,000,000		– 700,000,000	
15 déc	14¾	1er juin/82	J80	100,000,000		100,000,000		– 100,000,000	
1985—1er févr	13¼	31 mars/81	J59	599,358,000		599,358,000		– 599,358,000	– 642,000
15 mars	13¾	31 mars/80	J37	833,501,000		833,501,000		– 833,501,000	– 16,492,000
				6,368,848,000		*6,368,848,000*		*– 6,368,848,000*	*– 74,068,000*
Échéance: 1985-86									
1985—1er mai	13	1er mai/80-1er déc/80							
		22 déc/80	J40(2)	1,798,823,000		1,783,170,000	15,653,000	– 1,783,170,000	– 1,177,000
6 juin	9¼	6 juin/83	H4	300,000,000			300,000,000		300,000,000
1er juill	11¼	1er juin/80	J44	450,000,000			450,000,000		
1er juill	15½	1er juill/82	J83	350,000,000			350,000,000		
1er sept	14½	1er sept/82	J86	200,000,000			200,000,000		
6 sept	10½	6 sept/83	H7	300,000,000			300,000,000		300,000,000
1er oct	9½	1er oct/80	F96	1,345,000			1,345,000		
1er oct	10¾	1er août/80-22 nov/82							
		15 déc/82	J46	850,000,000			850,000,000		
1er oct	12¾	15 oct/82	J89	150,000,000			150,000,000		
6 déc	9¾	6 déc/83	H13	350,000,000			350,000,000		350,000,000
15 déc	8	15 déc/75-1er oct/78	F57	116,479,000			116,479,000		
15 déc	9¾	1er févr/83-15 mai/83	J97	275,000,000			275,000,000		75,000,000
1986—1er févr	12½	1er févr/81	J55(2)	725,000,000		417,000	724,583,000	– 417,000	
6 mars	10½	6 mars/84	H16	350,000,000			350,000,000		350,000,000
15 mars	10	22 févr/83-15 mars/83							
		27 avril/83-15 oct/83							
		8 nov/83	H1	625,000,000			625,000,000		325,000,000
				6,841,647,000		*1,783,587,000*	*5,058,060,000*	*– 1,783,587,000*	*1,698,823,000*
Échéance: 1986-87									
1986—1er mai	14½	1er mai/81	J61(2)	499,589,000		644,000	498,945,000	– 644,000	– 410,000
1er juin	15¼	1er juin/81-31 juill/81	J64(2)	816,930,000		622,000	816,308,000	– 622,000	– 73,060,000
6 juin	13	6 juin/84	H28		375,000,000		375,000,000	375,000,000	
1er juill	14¾	1er juill/81	J68(2)	440,285,000		1,520,000	438,765,000	– 1,520,000	– 9,715,000
5 sept	12¼	5 sept/84	H37		400,000,000		400,000,000	400,000,000	
1er oct	8	1er oct/69-15 févr/70							
		1er avril/77	F47	410,380,000			410,380,000		
1er oct	18	15 oct/81	J72(2)	317,664,000		17,465,000	300,199,000	– 17,465,000	– 23,824,000
5 déc	10¾	5 déc/84	H46		450,000,000		450,000,000	450,000,000	
15 déc	10	15 déc/83-1er févr/84	H14	200,000,000			200,000,000		200,000,000
1987—1er févr	15½	1er févr/82-1er août/82	J75(2)	1,173,569,000		29,373,000	1,144,196,000	– 29,373,000	– 47,431,000
5 mars	12	26 mars/85	H55		400,000,000		400,000,000	400,000,000	
15 mars	15	31 mars/82-1er mai/82	J78	800,000,000			800,000,000		
				4,658,417,000	*1,625,000,000*	*49,624,000*	*6,233,793,000*	*1,575,376,000*	*45,560,000*
Échéance: 1987-88									
1987—1er mai	12¼	8 mai/84-22 août/84							
		12 sept/84-1er oct/84	H23		650,000,000		650,000,000	650,000,000	
1er juin	13	1er juin/84-19 juin/84							
		11 juill/84	H27		375,000,000		375,000,000	375,000,000	
1er juin	14¾	1er juin/82	J81	250,000,000			250,000,000		
1er juill	8¼	1er juill/77-1er sept/77							
		15 déc/77	J11	525,000,000			525,000,000		
1er juill	15	1er juill/82	J84(2)	399,994,000		30,000	399,964,000	– 30,000	– 1,000
1er sept	13½	1er août/84	H31		150,000,000		150,000,000	150,000,000	
1er sept	14¼	1er sept/82	J87(2)	649,980,000		30,000	649,950,000	– 30,000	– 20,000
15 oct	13	15 oct/82	J90	450,000,000			450,000,000		
15 nov	12	1er nov/82-1er avril/84							
		24 oct/84	J92	200,000,000	275,000,000		475,000,000	275,000,000	
1er déc	8	1er déc/80	F79	7,000			7,000		
15 déc	11	15 déc/82-1er août/83							
		1er sept/83-15 déc/84	J96	775,000,000	125,000,000		900,000,000	125,000,000	450,000,000

TABLEAU 11.2

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES—*Suite*

Date d'échéance	%	Date d'émission	Série	1er avril 1984	Émissions(1)	Rembourse-ments(1)	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
				$	$	$	$	$	$
1988—1er févr	8¾	1er févr/78	J15	125,000,000			125,000,000		
1er févr	10¼	1er févr/83-27 avril/83	J98	500,000,000			500,000,000		150,000,000
1er févr	11¾	14 nov/84-19 mars/85	H45		250,000,000		250,000,000	250,000,000	
15 mars	10½	22 févr/83-15 mars/83 12 juill/83-1er févr/85 19 févr/85	H2	625,000,000	250,000,000		875,000,000	250,000,000	175,000,000
				4,499,981,000	*2,075,000,000*	*60,000*	*6,574,921,000*	*2,074,940,000*	*774,979,000*
Échéance: 1988-89									
1988—1er juin	5	1er juin/63	AT21	100,000,000			100,000,000		
1er juin	5	1er févr/64	CT9	50,000,000			50,000,000		
15 oct	10¾	15 oct/83-8 nov/83 15 déc/83	H11	625,000,000			625,000,000		625,000,000
1989—15 févr	6¾	15 févr/71	F61	150,000,000			150,000,000		
15 févr	11	21 févr/84	H15	200,000,000			200,000,000		200,000,000
15 mars	12½	1er avril/84-1er mai/84 22 août/84-12 sept/84	H20		575,000,000		575,000,000	575,000,000	
				1,125,000,000	*575,000,000*		*1,700,000,000*	*575,000,000*	*825,000,000*
Échéance: 1989-90									
1989—1er juin	13¼	1er juin/84-19 juin/84 11 juill/84	H24		525,000,000		525,000,000	525,000,000	
1er juill	13½	1er août/84	H32		150,000,000		150,000,000	150,000,000	
1er août	13¾	1er mars/81	J58	46,420,000	395,900,000		442,320,000	395,900,000	46,395,000
1er oct	10	15 août/79	J26	200,000,000			200,000,000		
1er oct	10½	1er oct/79-1er juill/80 15 mai/83-21 juin/83	J29	775,000,000			775,000,000		425,000,000
1er nov	10¾	7 janv/85	H49		350,000,000		350,000,000	350,000,000	
1er nov	12¼	1er oct/84-24 oct/84	H40		325,000,000		325,000,000	325,000,000	
15 déc	11¼	15 déc/79-1er févr/80 1er juin/80-1er août/80 27 sept/83-1er févr/84 13 mars/84	J33	1,075,000,000			1,075,000,000		625,000,000
1990—1er févr	12	14 nov/84-19 mars/85	H43		400,000,000		400,000,000	400,000,000	
1er févr	13¼	31 mars/81	J60	642,000	592,270,000		592,912,000	592,270,000	642,000
15 mars	13¾	31 mars/80	J38	16,499,000	822,954,000		839,453,000	822,954,000	16,492,000
				2,113,561,000	*3,561,124,000*		*5,674,685,000*	*3,561,124,000*	*1,113,529,000*
Échéance: 1990-91									
1990—1er mai	5¼	1er mai/64-1er juill/64 1er sept/65	CT12	225,000,000			225,000,000		
1er mai	5¼	1er avril/67	F12	125,000,000			125,000,000		
1er mai	13	1er mai/80	J41	1,177,000	1,783,170,000		1,784,347,000	1,783,170,000	1,177,000
1er sept	10¾	12 juill/83-1er févr/85 19 févr/85	H5	100,000,000	450,000,000		550,000,000	450,000,000	100,000,000
1er oct	12½	1er oct/80	J49	10,547,000	11,982,000		22,529,000	11,982,000	10,539,000
1991—1er févr	12½	1er févr/81	J56		417,000		417,000	417,000	
				461,724,000	*2,245,569,000*		*2,707,293,000*	*2,245,569,000*	*111,716,000*
Échéance: 1991-92									
1991—1er mai	14½	1er mai/81	J62	411,000	644,000		1,055,000	644,000	410,000
1er oct	18	15 oct/81	J73	82,336,000	17,465,000		99,801,000	17,465,000	23,824,000
15 déc	11½	15 déc/84	H47		225,000,000		225,000,000	225,000,000	
1992—1er févr	15½	1er févr/82	J76	76,431,000	29,373,000		105,804,000	29,373,000	47,431,000
				159,178,000	*272,482,000*		*431,660,000*	*272,482,000*	*71,665,000*
Échéance: 1992-93									
1992—1er juin	15	1er juin/82	J82	200,000,000			200,000,000		
1er juill	15	1er juill/82	J85	6,000	30,000		36,000	30,000	1,000
1er sept	5¾	1er sept/66-15 déc/66 1er févr/67	F6	225,000,000			225,000,000		
1er sept	14¼	1er sept/82	J88	20,000	30,000		50,000	30,000	20,000
15 oct	13½	15 oct/82	J91	400,000,000			400,000,000		
15 nov	12¾	1er nov/82	J93	500,000,000			500,000,000		
15 déc	11¾	22 nov/82-15 déc/82 1er août/83-1er sept/83	J95	2,050,000,000			2,050,000,000		950,000,000
1993—1er févr	11¼	1er févr/83-15 mars/83 27 avril/83-12 juill/83	J99	1,850,000,000			1,850,000,000		900,000,000
				5,225,026,000	*60,000*		*5,225,086,000*	*60,000*	*1,350,021,000*
Échéance: 1993-94									
1993—1er mai	10¾	15 mai/83-21 juin/83	H3	1,050,000,000			1,050,000,000		1,050,000,000
1er juin	15¼	1er juin/81	J65	83,070,000	622,000		83,692,000	622,000	73,060,000
1er juill	14¾	1er juill/81	J69	9,715,000	1,520,000		11,235,000	1,520,000	9,715,000
15 oct	11¾	27 sept/83-15 oct/83 1er févr/84	H8	1,025,000,000			1,025,000,000		1,025,000,000
15 déc	11½	8 nov/83-15 déc/83 21 févr/84	H12	850,000,000			850,000,000		850,000,000
1994—1er mars	12	13 mars/84	H17	225,000,000			225,000,000		225,000,000
				3,242,785,000	*2,142,000*		*3,244,927,000*	*2,142,000*	*3,232,775,000*

TABLEAU 11.2

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES—*Suite*

Date d'échéance	%	Date d'émission	Série	1er avril 1984	Émissions(1)	Rembourse-ments(1)	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
				$	$	$	$	$	$
Échéance: 1994-95									
1994—1er avril	13	1er avril/84-1er mai/84 22 août/84	H21		1,025,000,000		1,025,000,000	1,025,000,000	
15 mai	13¾	1er juin/84-11 juill/84 1er août/84	H25		1,200,000,000		1,200,000,000	1,200,000,000	
15 juin	9½	15 juin/74-1er juill/75 15 août/75-1er juin/76 1er août/76-1er avril/77	F85	815,314,000		51,194,000	764,120,000	– 51,194,000	
15 juill	13½	19 juin/84	H29		250,000,000		250,000,000	250,000,000	
1er oct	12¾	12 sept/84	H39		475,000,000		475,000,000	475,000,000	
1er déc	6¼	1er déc/67	F23	125,000			125,000		
15 déc	12½	1er oct/84-24 oct/84	H42		900,000,000		900,000,000	900,000,000	
1995—1er févr	11½	1er févr/85	H51		375,000,000		375,000,000	375,000,000	
1er févr	12¼	14 nov/84-19 mars/85	H44		725,000,000		725,000,000	725,000,000	
1er mars	11¾	15 déc/84	H48		475,000,000		475,000,000	475,000,000	
				815,439,000	*5,425,000,000*	*51,194,000*	*6,189,245,000*	*5,373,806,000*	
Échéance: 1995-96									
1995—1er avril	11¼	19 févr/85	H54		375,000,000		375,000,000	375,000,000	
1er oct	6½	1er oct/68	F33	100,000,000			100,000,000		
1er oct	10	1er oct/75-15 déc/75 1er févr/76-1er avril/76	F97	754,375,000		44,625,000	709,750,000	– 44,625,000	
				854,375,000	*375,000,000*	*44,625,000*	*1,184,750,000*	*330,375,000*	
Échéance: 1996-97									
1996—15 sept	3	15 sept/36	P1	55,000,000			55,000,000		
Échéance: 1997-98									
1997—15 mai	9¼	15 mai/77-1er juill/77 1er sept/77-1er févr/78	J9	1,074,000,000		42,000,000	1,032,000,000	– 42,000,000	
1998—15 mars	3¾	15 sept/56	T15(3)	197,045,000			197,045,000		
				1,271,045,000		*42,000,000*	*1,229,045,000*	*– 42,000,000*	
Échéance: 1999-2000									
1999—15 oct	9	15 oct/77-15 déc/77	J13	647,125,000		25,375,000	621,750,000	– 25,375,000	
1er déc	13½	1er déc/80	J53	400,000,000			400,000,000		
2000—15 mars	13¾	31 mars/80-1er mars/81 31 mars/81-15 oct/82	J39	1,050,000,000			1,050,000,000		
				2,097,125,000		*25,375,000*	*2,071,750,000*	*– 25,375,000*	
Échéance: 2000-01									
2000—1er juill	15	1er juill/81	J70	175,000,000			175,000,000		
15 déc	9¾	15 déc/78	J22	571,875,000		21,875,000	550,000,000	– 21,875,000	
2001—1er févr	15¾	1er juin/81-31 juill/81	J66	425,000,000			425,000,000		
				1,171,875,000		*21,875,000*	*1,150,000,000*	*– 21,875,000*	
Échéance: 2001-02									
2001—1er mai	13	1er mai/80-1er oct/80 1er févr/81	J42	1,325,000,000			1,325,000,000		
1er oct	9½	1er oct/76-1er déc/76 1er avril/78-15 mai/78 1er juill/78	J2	1,468,375,000		56,875,000	1,411,500,000	– 56,875,000	
2002—1er févr	8¾	1er févr/77	J7	262,500,000		10,500,000	252,000,000	– 10,500,000	
15 mars	15½	31 mars/82-1er mai/82	J79	350,000,000			350,000,000		
				3,405,875,000		*67,375,000*	*3,338,500,000*	*– 67,375,000*	
Échéance: 2002-03									
2002—1er mai	10	1er mai/79-1er juin/79 15 juill/79	J25	1,850,000,000			1,850,000,000		
15 déc	11¼	15 déc/79-1er juill/80 15 mai/83	J34	1,625,000,000			1,625,000,000		400,000,000
2003—1er févr	11¾	1er févr/80-1er juin/80 1er août/80-1er févr/83 27 avril/83-21 juin/83 12 juill/83	J35	2,700,000,000			2,700,000,000		750,000,000
				6,175,000,000			*6,175,000,000*		*1,150,000,000*
Échéance: 2003-04									
2003—1er oct	9½	15 août/78-1er oct/78	J18	819,000,000		31,500,000	787,500,000	– 31,500,000	
2004—1er févr	10¼	1er févr/79-15 mars/79 21 mars/79-15 août/79	J24	2,200,000,000			2,200,000,000		
				3,019,000,000		*31,500,000*	*2,987,500,000*	*– 31,500,000*	
Échéance: 2004-05									
2004—1er juin	13½	1er avril/84-1er mai/84	H22		550,000,000		550,000,000	550,000,000	
1er oct	10½	1er oct/79	J30	600,000,000			600,000,000		
2005—1er mars	12	15 oct/83-8 nov/83 15 déc/83-1er févr/84 21 févr/84-15 déc/84	H9	1,400,000,000	375,000,000		1,775,000,000	375,000,000	1,400,000,000
				2,000,000,000	*925,000,000*		*2,925,000,000*	*925,000,000*	*1,400,000,000*

TABLEAU 11.2

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES—*Fin*

Date d'échéance	%	Date d'émission	Série	1er avril 1984	Émissions[1]	Remboursements[1]	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
				$	$	$	$	$	$
Échéance: 2005-06									
2005—1er sept	12¼	1er août/83-1er sept/83 27 sept/83	H6	1,000,000,000			1,000,000,000		1,000,000,000
2006—1er mars	12½	13 mars/84-14 nov/84 19 mars/85	H18	250,000,000	725,000,000		975,000,000	725,000,000	250,000,000
				1,250,000,000	*725,000,000*		*1,975,000,000*	*725,000,000*	*1,250,000,000*
Échéance: 2006-07									
2006—1er oct	14	1er juin/84-11 juill/84 1er août/84	H26		1,025,000,000		1,025,000,000	1,025,000,000	
2007—1er mars	13¾	19 juin/84	H30		325,000,000		325,000,000	325,000,000	
					1,350,000,000		*1,350,000,000*	*1,350,000,000*	
Échéance: 2007-08									
2007—1er oct	13	22 août/84-12 sept/84	H36		700,000,000		700,000,000	700,000,000	
2008—1er mars	12¾	1er oct/84-24 oct/84	H41		750,000,000		750,000,000	750,000,000	
					1,450,000,000		*1,450,000,000*	*1,450,000,000*	
Échéance: 2008-09									
2008—1er oct	11¾	1er févr/85	H52		325,000,000		325,000,000	325,000,000	
Comptes sans opérations courantes									– 4,942,679,450
Total des obligations négociables (en monnaie canadienne)				56,810,901,000	20,931,377,000	8,486,063,000	69,256,215,000	12,445,314,000	8,507,320,550
À payer en devises étrangères—									
Dollars des États-Unis—									
(3) 1985—1er oct	8.2	1er avril/78		319,025,000	21,875,000		340,900,000	21,875,000	9,750,000
1986—3 nov	16¼	3 nov/81		382,830,000	26,250,000		409,080,000	26,250,000	11,700,000
(3) 1987—15 oct	5	15 oct/62		63,294,560	4,200,000	2,041,760	65,452,800	2,158,240	– 44,960
(3) 1988—1er juin	6⅞	1er juin/68		127,610,000	8,750,000		136,360,000	8,750,000	3,900,000
(3) 1998—1er avril	8⅜	1er avril/78		319,025,000	21,875,000		340,900,000	21,875,000	9,750,000
(3) 15 oct	9¼	15 oct/78		446,635,000	30,625,000		477,260,000	30,625,000	13,650,000
				1,658,419,560	*113,575,000*	*2,041,760*	*1,769,952,800*	*111,533,240*	*48,705,040*
Deutsche marks—									
1984—10 mai	5	10 mai/78		246,950,000		246,950,000		– 246,950,000	– 7,750,000
1989—30 avril	8½	30 avril/82		98,780,000		9,580,000	89,200,000	– 9,580,000	– 3,100,000
				345,730,000		*256,530,000*	*89,200,000*	*– 256,530,000*	*– 10,850,000*
Francs suisses—									
(3) 1989—20 mars	3⅛	20 mars/79		178,560,000		26,496,000	152,064,000	– 26,496,000	270,000
1992—10 mai	5¼	10 mai/84			113,360,000	7,760,000	105,600,000	105,600,000	
				178,560,000	*113,360,000*	*34,256,000*	*257,664,000*	*79,104,000*	*270,000*
Comptes sans opérations courantes									– 1,264,975,000
Total des obligations négociables (en devises étrangères)				2,182,709,560	226,935,000	292,827,760	2,116,816,800	– 65,892,760	– 1,226,849,960
Total				58,993,610,560	21,158,312,000	8,778,890,760	71,373,031,800	12,379,421,240	7,280,470,590

(1) Les émissions et les remboursements des obligations négociables à payer en devises étrangères comprennent la conversion de ces devises en monnaie canadienne en se servant des cours du change de fermeture au 31 mars.
(2) Échangeables au gré du détenteur contre des obligations d'une valeur nominale égale et portant le même taux d'intérêt.
(3) Soumises à remboursement avant terme.

Obligations d'épargne du Canada

Les obligations d'épargne du Canada représentent des reconnaissances de dettes portant intérêt et émises par le gouvernement du Canada, dont les modalités sont:

—émises à des résidents canadiens;

—émises en monnaie canadienne exclusivement;

—immatriculées au nom du titulaire;

—dates fixes d'échéance;

—non négociables;

—remboursables à vue au titulaire, avec les intérêts courus calculés jusqu'à la fin du mois précédent;

—pas soumises à rachat avant terme; et,

—viennent à échéance 7 ans ou plus après leur émission.

Certaines séries d'obligations d'épargne du Canada comportent des provisions pour l'accord de bonis payables au comptant à l'échéance.

Le tableau 11.3 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les obligations d'épargne du Canada.

TABLEAU 11.3

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA

Date d'échéance	%[1]	Date d'émission	Série	1er avril 1984	Émissions	Rembourse-ments	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
				$	$	$	$	$	$
1984—1er nov	10½	1972-73	S27	489,721,700		489,721,700		– 489,721,700	– 6,259,650
1984—1er nov	10½	1975-76	S30	948,475,300		948,475,300		– 948,475,300	– 18,729,750
1985—1er nov	10½-11¼	1973-74	S28	266,904,650		3,664,300	263,240,350	– 3,664,300	– 4,454,750
1985—1er nov	10½-11¼	1976-77	S31	484,421,650		12,096,350	472,325,300	– 12,096,350	– 12,290,200
1985—1er nov	10½-11¼	1978-79	S33	3,064,154,300		178,976,600	2,885,177,700	– 178,976,600	– 128,544,900
1986—1er nov	10½-11¼	1977-78	S32	421,072,100		21,014,400	400,057,700	– 21,014,400	– 18,802,500
1986—1er nov	10½-11¼	1979-80	S34	2,168,065,200		147,388,700	2,020,676,500	– 147,388,700	– 106,663,400
1987—1er nov	10½-11¼	1980-81	S35	1,473,548,600		111,822,400	1,361,726,200	– 111,822,400	– 101,547,900
1988—1er nov	10½-11¼	1981-82	S36	9,006,000,500		1,249,941,400	7,756,059,100	– 1,249,941,400	– 1,036,594,100
1989—1er nov	9¼-10¼-11¼	1982-83	S37	8,813,599,200		1,870,300,800	6,943,298,400	– 1,870,300,800	– 2,198,896,300
1990—1er nov	9¼-10¼-11¼	1983-84	S38	11,068,363,900		3,389,519,700	7,678,844,200	– 3,389,519,700	11,068,363,900
1991—1er nov	11¼	1984-85	S39		12,773,881,137	595,856,131	12,178,025,006	12,178,025,006	
Compte sans opérations courantes									– 1,872,253,300
Total				38,204,327,100	12,773,881,137	9,018,777,781	41,959,430,456	3,755,103,356	5,563,327,150

[1] Ces taux comportent des provisions pour l'accord de bonis payables au comptant pour les séries S27, S28, S30 et S31.

Obligations spéciales non négociables

Les obligations spéciales non négociables représentent des reconnaissances de dettes portant intérêt et émises par le gouvernement du Canada exclusivement au Fonds de placement du régime de pensions du Canada, dont les modalités sont:

—non négociables;

—non transférables;

—non cessibles;

—émises en monnaie canadienne exclusivement;

—viennent à échéance 20 ans ou moins après leur émission;

—intérêt payable semestriellement; et,

—rachetables à la valeur nominale, plus l'intérêt couru.

Le tableau 11.4 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les obligations spéciales non négociables.

TABLEAU 11.4

OBLIGATIONS SPÉCIALES NON NÉGOCIABLES

	1er avril 1984	Émissions	Remboursements	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
	$	$	$	$	$	$
Fonds de placement du régime de pensions du Canada—						
Échéance: 1985-86	102,000			102,000		
1986-87	1,792,000			1,792,000		
1987-88	3,814,000			3,814,000		
1988-89	5,607,000			5,607,000		
1989-90	4,059,000			4,059,000		
1990-91	5,447,000			5,447,000		
1991-92	6,540,000			6,540,000		
1992-93	7,112,000			7,112,000		
1993-94	7,907,000			7,907,000		
1994-95	9,087,000			9,087,000		
1995-96	10,217,000			10,217,000		
1996-97	10,651,000			10,651,000		
1997-98	11,351,000			11,351,000		
1998-99	12,015,000			12,015,000		
1999-2000	17,709,000			17,709,000		
2000-01	22,971,000			22,971,000		
2001-02	17,622,000			17,622,000		
2002-03	17,414,000			17,414,000		
2003-04	17,259,000			17,259,000		17,259,000
2004-05		16,661,000		16,661,000	16,661,000	
Total	188,676,000	16,661,000		205,337,000	16,661,000	17,259,000

Bons du Trésor

Les bons du Trésor sont des reconnaissances de dettes à court terme émises par le gouvernement du Canada afin de débourser des sommes à des dates convenues, dont les modalités sont:

—émises à escomptes, tenant lieu d'intérêts;

—échéances courantes: 3 mois, 6 mois et 12 mois;

—émises en dollars canadiens exclusivement;

—transférables; et,

—achetées et vendues sur le marché libre.

Les bons à trois mois et à six mois sont habituellement émis hebdomadairement, tandis que les autres bons sont émis à toutes les deux semaines, habituellement pour des périodes d'un an ou moins.

Au 31 mars 1985, le solde de ce compte représente des bons à trois mois pour $20,900 millions; des bons à six mois pour $21,150 millions; et, des bons à 364 jours pour $10,250 millions.

Le tableau 11.5 présente un sommaire mensuel des émissions et des remboursements de bons du Trésor.

TABLEAU 11.5
ÉMISSIONS ET REMBOURSEMENTS DE BONS DU TRÉSOR
(en millions de dollars)

	Émissions				Remboursements				
	Bons à 3 mois	Bons à 6 mois	Autres bons	Total	Bons à 3 mois	Bons à 6 mois	Autres bons	Total	Changement net
Avril, 1984	6,025	2,900	800	9,725	5,350	2,800	450	8,600	1,125
Mai	6,050	2,850	800	9,700	5,600	2,050	450	8,100	1,600
Juin	7,775	3,775	1,200	12,750	7,075	2,400	1,000	10,475	2,275
Juillet	6,250	3,050	800	10,100	6,025	2,350	600	8,975	1,125
Août	8,850	4,000	800	13,650	7,550	3,425	600	11,575	2,075
Septembre	6,950	3,200	800	10,950	6,275	2,825	600	9,700	1,250
Octobre	6,550	3,200	1,600	11,350	6,250	2,900	600	9,750	1,600
Novembre	6,850	3,300	1,150	11,300	8,850	3,550	1,700	14,100	- 2,800
Décembre	6,350	3,200	800	10,350	6,950	3,075	600	10,625	- 275
Janvier, 1985	6,600	3,400	800	10,800	6,550	3,050	625	10,225	575
Février	5,600	3,250	700	9,550	5,550	3,200	700	9,450	100
Mars	8,700	4,800	800	14,300	7,650	4,000	700	12,350	1,950
	82,550	40,925	11,050	134,525	79,675	35,625	8,625	123,925	10,600
Solde au 1er avril 1984									41,700
Solde au 31 mars 1985									52,300

Emprunts de la Société financière Canadair Inc. à être remboursés par le gouvernement

La «Provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement» est présentée sous les Autres éléments de passif à la section 9 de ce volume. Elle ne comprend pas les emprunts de la Société financière Canadair Inc. puisque le Parlement a déjà prévu une autorisation (crédit 7c de l'Expansion industrielle régionale, de la Loi nº 4 de 1984-85 portant affectation de crédits) pour assumer les dettes de cette Société. Donc, $1,117 millions ($100 millions à payer en monnaie canadienne et $1,017 millions à payer en devises étrangères) d'emprunts au 31 mars 1985 sont présentés séparément dans cette section.

Effets et prêts à payer en devises étrangères

Ce compte enregistre les emprunts effectués par le gouvernement du Canada en vertu d'ententes conclues avec des banques au Canada, aux États-Unis, en Suisse, au Japon et avec d'autres banques internationales.

Les opérations au cours de l'exercice comprenaient des émissions et des remboursements en dollars des États-Unis et francs suisses, des émissions en yen japonais, et des évaluations de tous les soldes de fin d'exercice. Les soldes au 31 mars 1985 représentent:

—$1,000,000,000 É-U ($1,363,600,000 can) pour des effets d'un mois des banques américaines;

—$400,000,000 É-U ($545,440,000 can) pour un effet d'un mois des banques à charte canadiennes;

—$1,750,000,000 É-U ($2,386,300,000 can) comme prêts de cinq ans de banques internationales;

—300,000,000 FS ($158,400,000 can) comme prêt de trois ans, 700,000,000 FS ($369,600,000 can) comme prêts de cinq ans, et 200,000,000 FS ($105,600,000 can) comme prêt de six ans, de banques suisses; et,

—120,000,000,000 yen ($653,400,000 can) comme prêt de huit ans, 31,150,000,000 yen ($169,611,750 can) comme prêt de dix ans, et 35,000,000,000 yen ($190,575,000 can) comme prêt de vingt ans, de banques japonaises.

Les soldes en devises étrangères ont été convertis en monnaie canadienne en se servant des cours du change de fermeture au 31 mars 1985.

Le tableau 11.6 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les effets et prêts à payer en devises étrangères.

DETTE NON ÉCHUE

TABLEAU 11.6

EFFETS ET PRÊTS À PAYER EN DEVISES ÉTRANGÈRES

Date d'échéance	%	Date d'émission	1er avril 1984	Émissions[1]	Rembourse-ments[1]	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
			$	$	$	$	$	$
Dollars des États-Unis—								
Effets à payer—								
Banques américaines	divers	divers		2,687,100,000	1,323,500,000	1,363,600,000	1,363,600,000	
Banques canadiennes	divers	divers	510,440,000	2,692,000,000	2,657,000,000	545,440,000	35,000,000	510,440,000
1987—16 juin	14⅜	16 juin/82	957,075,000	65,625,000		1,022,700,000	65,625,000	29,250,000
1988—27 oct	10⅞	27 oct/83	638,050,000	43,750,000		681,800,000	43,750,000	638,050,000
1990—22 mars	11½	22 mars/85		685,500,000	3,700,000	681,800,000	681,800,000	
			2,105,565,000	*6,173,975,000*	*3,984,200,000*	*4,295,340,000*	*2,189,775,000*	*1,177,740,000*
Francs suisses—								
1985—14 mars	3	14 mars/79	297,600,000		297,600,000		− 297,600,000	450,000
1987—8 mars	7¼	8 mars/82	238,080,000		26,880,000	211,200,000	− 26,880,000	360,000
15 nov	4⅞	15 mai/84		170,250,000	11,850,000	158,400,000	158,400,000	
1989—3 mai	5⅜	3 mai/84		173,070,000	14,670,000	158,400,000	158,400,000	
1990—15 mai	5⅛	15 mai/84		113,500,000	7,900,000	105,600,000	105,600,000	
			535,680,000	*456,820,000*	*358,900,000*	*633,600,000*	*97,920,000*	*810,000*
Yen japonais—								
[2]1989—19 févr	7.1	19 févr/79	198,940,000		29,328,250	169,611,750	− 29,328,250	17,850,000
[2]1992—31 juill	7.9	31 juill/84		653,400,000		653,400,000	653,400,000	
[2]1999—19 févr	7½	19 févr/79	198,940,000		8,365,000	190,575,000	− 8,365,000	17,850,000
			397,880,000	*653,400,000*	*37,693,250*	*1,013,586,750*	*615,706,750*	*35,700,000*
Total			3,039,125,000	7,284,195,000	4,380,793,250	5,942,526,750	2,903,401,750	1,214,250,000

[1] Les émissions et les remboursements comprennent la conversion des devises étrangères en monnaie canadienne en se servant des cours du change de fermeture au 31 mars.
[2] Soumises à remboursement avant terme.

Taux d'intérêt

Le tableau 11.7 présente la dette non échue au 31 mars, pour chacun des exercices de 1980-81 à 1984-85 inclusivement, ainsi que le taux d'intérêt moyen en vigueur. Pour fins de comparaison, la dette non échue a été ventilée en obligations négociables, obligations non négociables (y compris les obligations d'épargne du Canada et le Fonds de placement du régime de pensions du Canada), bons du Trésor, et effets et prêts à payer en devises étrangères. Les emprunts de la Société financière Canadair Inc. à être remboursés par le gouvernement sont exclus du tableau 11.7.

TABLEAU 11.7

DETTE NON ÉCHUE AU 31 MARS, DE 1981 À 1985, ET TAUX D'INTÉRÊT MOYEN EN VIGUEUR[1]

	Obligations négociables		Obligations non négociables: Obligations d'épargne du Canada		Obligations non négociables: Fonds de placement du régime de pensions du Canada		Bons du Trésor		Effets et prêts à payer en devises étrangères		Total de la dette non échue[1]	
	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen
	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%
1985	71,373	11.76	41,960	11.25	205	10.81	52,300	10.89	5,943	9.86	171,781	11.31
1984	58,994	11.55	38,204	9.85	189	10.59	41,700	9.94	3,039	10.43	142,126	10.59
1983	51,713	11.18	32,641	12.00	171	10.48	29,125	10.15	1,825	10.19	115,475	11.14
1982	46,724	10.67	24,978	19.50	154	10.01	19,375	15.61	1,122	5.65	92,353	14.03
1981	43,724	9.93	15,812	11.50	136	9.31	21,770	15.11	1,707	7.18	83,149	11.70

Lorsque le taux d'intérêt varie, le taux d'intérêt applicable est celui en vigueur au 31 mars.
[1] Non compris les emprunts de la Société financière Canadair Inc. à être remboursés par le gouvernement.

Le tableau 11.8 indique les taux maximaux et minimaux de rendement des bons du Trésor en adjudication ainsi que le rendement moyen des dernières émissions pour les exercices de 1980-81 à 1984-85 inclusivement.

TABLEAU 11.8

RENDEMENT MOYEN DES BONS DU TRÉSOR EN ADJUDICATION

Exercice clos le 31 mars	Taux maximal	Taux minimal	Dernière émission
	%	%	%
Bons à trois mois—			
1985	13.01	9.41	10.40
1984	10.53	9.02	10.53
1983	16.34	9.13	9.17
1982	20.99	14.34	14.86
1981	17.12	9.93	16.44
Bons à six mois—			
1985	13.81	9.49	10.71
1984	11.20	8.88	11.00
1983	16.82	9.00	9.52
1982	21.07	14.18	15.46
1981	16.65	10.11	14.85
Autres bons—			
1985	14.25	9.79	11.63
1984	11.67	8.91	11.67
1983	17.08	9.10	9.58
1982	20.59	14.35	15.61
1981	15.82	10.45	15.58

Échéance de la dette du gouvernement

Le tableau 11.9 présente le total de la dette non échue par ordre d'échéance.

TABLEAU 11.9

ÉCHÉANCE DE LA DETTE DU GOUVERNEMENT

	Obligations négociables		Obligations d'épargne du Canada		Bons du Trésor		Effets et prêts à payer en devises étrangères		Emprunts de la Société financière Canadair Inc.		Total	
Échéance	Montant	Taux d'intérêt moyen	Montant	Taux d'intérêt moyen(1)	Montant	Taux d'intérêt moyen	Montant	Taux d'intérêt moyen	Montant	Taux d'intérêt moyen	Montant	Taux d'intérêt moyen(2)
	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%
1986	5,399	11.00	3,621	11.25	52,300	10.89	1,909	8.95	1,117	divers	64,346	10.87
1987	6,643	13.95	2,421	11.25			211	7.25			9,275	13.09
1988	6,640	11.79	1,362	11.25			1,182	13.10			9,184	11.88
1989	1,988	9.74	7,756	11.25			852	10.12			10,596	10.88
1990	5,764	12.14	6,943	11.25			840	10.39			13,547	11.58
1991/95	17,904	11.87	19,857	11.25			759	7.51			38,520	11.47
1996/2000	5,359	10.30					190	7.50			5,549	10.21
2001/05	16,576	11.25									16,576	11.25
2006/09	5,100	12.89									5,100	12.89
	71,373	11.76	41,960	11.25	52,300	10.89	5,943	9.86	1,117	divers	172,693	11.31
Moins: titres détenus par le gouvernement	62	8.29	199	11.25							261	10.56
	71,311	11.77	41,761	11.25	52,300	10.89	5,943	9.86	1,117	divers	172,432	11.31

Note: ce tableau comprend la dette non échue émise par le gouvernement du Canada. Les emprunts des sociétés mandataires de la Couronne qui sont des obligations inconditionnelles du gouvernement, mais non comprises dans la dette non échue, sont présentés à la section 13 de ce volume.

(1) Les taux comportent les provisions pour l'accord de bonis payables au comptant, lesquelles font partie de certaines séries d'obligations d'épargne du Canada.

(2) Non compris les emprunts de la Société financière Canadair Inc. à être remboursés par le gouvernement.

SECTION **12**

COMPTES PUBLICS
1984-85

Autres comptes inscrits à l'état de l'actif et du passif

SOMMAIRE

	Page
Fonds en transit	12.3
Caisse	12.3
Immobilisations	12.4
Déficit accumulé	12.4
Passif éventuel	12.6

AUTRES COMPTES INSCRITS À L'ÉTAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF

Cette section renferme des renseignements concernant les comptes inscrits à l'état de l'actif et du passif, qui ne sont pas compris ailleurs dans ce volume. Ces comptes sont:

—les fonds en transit;
—la caisse;
—les immobilisations;
—le déficit accumulé; et,
—le passif éventuel.

Fonds en transit

Le tableau 12.1 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les fonds en transit.

TABLEAU 12.1

FONDS EN TRANSIT

	1[er] avril 1984	Crédits	Débits	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
	$	$	$	$	$	$
Fonds détenus par les percepteurs et en transit	1,734,840,257	1,734,840,257	1,799,145,679	1,799,145,679	64,305,422	– 761,012,023
Sommes reçues après le 31 mars mais applicables à l'exercice en cours	141,635,429	141,635,429	83,416,166	83,416,166	– 58,219,263	71,548,314
Total	1,876,475,686	1,876,475,686	1,882,561,845	1,882,561,845	6,086,159	– 689,463,709

Fonds détenus par les percepteurs et en transit

Ce compte sert à comptabiliser les deniers publics reçus par des fonctionnaires avant le 1[er] avril, mais qui ne sont pas déposés au crédit du Receveur général du Canada, à la Banque du Canada, avant cette date.

Sommes reçues après le 31 mars mais applicables à l'exercice en cours

Ce compte enregistre les deniers publics reçus après le 31 mars, qui sont applicables à l'exercice clos à cette date.

Ce compte comprend les remboursements de dépenses de l'exercice écoulé, lesquels ont été effectués avant la fermeture des comptes, ainsi que les rentrées à porter au crédit des comptes d'actif, de passif et (dans des cas exceptionnels) de recettes, lorsque pour des raisons d'ordre et de cohérence, il est préférable de les passer à l'exercice écoulé.

Caisse

La caisse du gouvernement est constituée des deniers publics déposés au 31 mars au crédit du Receveur général du Canada, à la Banque du Canada, dans des banques à charte et dans d'autres établissements financiers.

La caisse du gouvernement dépend non seulement des opérations budgétaires, mais aussi des opérations non budgétaires, de change et de la dette non échue, lesquelles il faut tenir compte lorsqu'on considère l'ensemble des opérations financières du gouvernement.

Le tableau 12.2 présente un sommaire des soldes et des opérations reliés aux dépôts courants et spéciaux du Receveur général.

Les soldes de fin d'exercice libellés en devises étrangères ont été convertis en dollars canadiens correspondants, aux taux de change de fermeture à la fin de l'exercice. Les devises étrangères détenues comprennent des livres sterling du Royaume-Uni, des dollars des États-Unis, des francs belges, suisses et français, et des marks de l'Allemagne de l'Ouest.

TABLEAU 12.2

CAISSE

	1[er] avril 1984	Rentrées	Déboursés	31 mars 1985	Variation nette 1985	Variation nette 1984
	$	$	$	$	$	$
Receveur général—						
Dépôts courants—						
Dollars canadiens	6,329,000,000	280,676,424,831	281,226,653,421	5,778,771,410	– 550,228,590	2,136,302,293
Devises étrangères	53,583,603	2,327,169,958	2,331,982,205	48,771,356	– 4,812,247	25,907,749
Dépôts spéciaux	29,712,473	730,497,006	730,142,619	30,066,860	354,387	– 328,746,361
Total	6,412,296,076	283,734,091,795	284,288,778,245	5,857,609,626	– 554,686,450	1,833,463,681

Dépôts courants du Receveur général

Les soldes mensuels en dollars canadiens et en devises étrangères en dépôt pour les cinq derniers exercices sont présentés dans les tableaux suivants:

TABLEAU 12.3

CAISSE DES DÉPÔTS EN DOLLARS CANADIENS
(en millions de dollars)

À la fin du mois	Exercices clos le 31 mars 1985	1984	1983	1982	1981
Avril	3,611	5,483	3,118	3,281	1,922
Mai	3,648	6,997	4,855	3,825	1,928
Juin	2,716	4,787	5,124	2,102	1,108
Juillet	2,710	4,737	3,329	5,363	1,424
Août	1,664	3,191	2,126	4,068	2,406
Septembre	2,334	2,699	1,664	3,786	1,920
Octobre	2,796	3,643	2,879	3,671	3,325
Novembre	5,291	8,522	8,483	11,236	4,457
Décembre	3,325	7,300	7,476	7,532	4,138
Janvier	4,001	6,892	5,516	7,680	4,028
Février	5,691	6,460	4,636	6,278	4,061
Mars	5,779	6,329	4,193	6,541	5,826

TABLEAU 12.4

CAISSE DES DÉPÔTS EN DEVISES ÉTRANGÈRES
(convertis en dollars canadiens)
(en millions de dollars)

À la fin du mois	Exercices clos le 31 mars 1985	1984	1983	1982	1981
Avril	50	16	42	9	22
Mai	34	29	15	16	23
Juin	33	35	33	26	17
Juillet	46	31	39	28	28
Août	44	42	34	21	10
Septembre	36	44	24	27	22
Octobre	15	42	27	24	14
Novembre	27	44	29	17	27
Décembre	41	35	48	55	29
Janvier	34	22	22	34	37
Février	24	15	22	34	27
Mars	49	54	28	29	49

Dépôts spéciaux du Receveur général

Ces dépôts comprennent les soldes détenus par les agents de trésorerie du gouvernement, pour l'achat ou le remboursement de titres du gouvernement, et pour le paiement d'intérêts.

Immobilisations

Les immobilisations sont constituées d'éléments d'actif corporels et de valeur durable, y compris les agrandissements majeurs ou les modifications afférentes, et sur ces biens sont tirés des revenus pendant leur durée utile.

Les immobilisations du gouvernement, qui comprennent les terrains, bâtiments, matériel et ouvrages (tels que les canaux, les ports et les routes), sont imputées aux dépenses budgétaires lors de leur acquisition ou construction, conformément aux conventions comptables du gouvernement du Canada, telles que décrites à la note 1 afférente aux états financiers vérifiés (section 2 de ce volume). On reconnaît leur existence à l'état de l'actif et du passif, en les inscrivant à une valeur nominale de $1.

Déficit accumulé

Le compte du déficit accumulé inscrit le total net des déficits et excédents annuels du gouvernement du Canada depuis la Confédération, avec certaines sommes imputées ou créditées directement à ce compte. Le déficit accumulé correspond également à l'excédent du passif comptabilisé sur l'actif comptabilisé net.

Un état du déficit accumulé est publié dans la section 2 de ce volume.

Un état comparatif du déficit accumulé, en fonction de l'ensemble du passif et de l'actif comptabilisé net, est présenté sur une échelle de cinq exercices comme suit:

TABLEAU 12.5

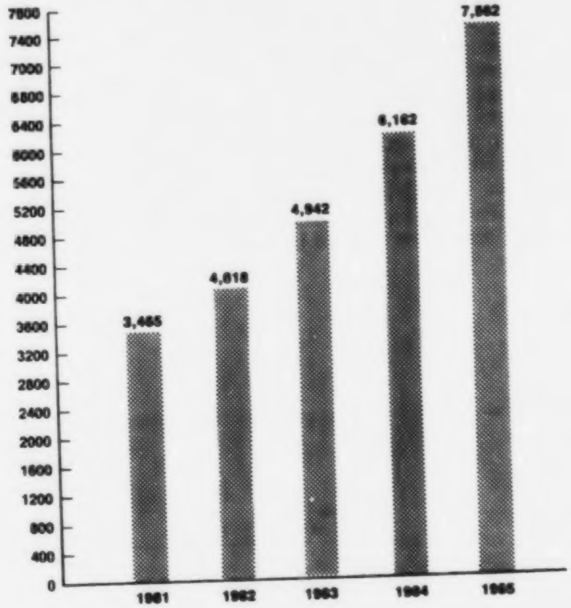
ÉTAT DU DÉFICIT ACCUMULÉ, EN FONCTION DE L'ENSEMBLE DU PASSIF ET DE L'ACTIF COMPTABILISÉ NET
(en millions de dollars)

Au 31 mars	Total des éléments de passif	*Moins:* actif comptabilisé net	Déficit accumulé: Montant	Déficit accumulé: Variation nette
1985	232,634	41,186	191,448	36,917
1984	196,037	41,506	154,531	31,784
1983	164,304	41,557	122,747	23,989
1982	138,707	39,949	98,758	14,595
1981	121,361	37,198	84,163	13,018

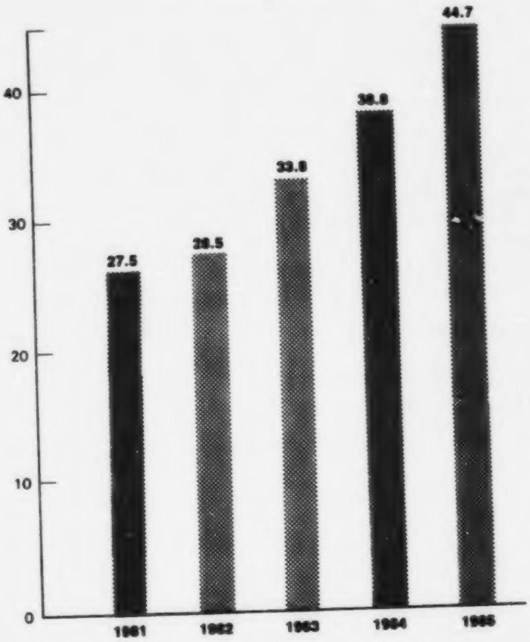
AUTRES COMPTES INSCRITS À L'ÉTAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF

Le déficit accumulé par habitant, et en pourcentage du produit national brut, est présenté dans les diagrammes suivants.

DÉFICIT ACCUMULÉ
Par tête d'habitant
au 31 mars
Dollars



DÉFICIT ACCUMULÉ
En pourcentage
du produit national brut
au 31 mars
%



Passif éventuel

Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs.

Le gouvernement du Canada à titre d'entité comptable se définit comme l'ensemble des ministères mentionnés à l'annexe A de la Loi sur l'administration financière; toute division ou direction de la Fonction publique du Canada, y compris toute commission nommée conformément à la Loi sur les enquêtes et désignée par le gouverneur en conseil comme ministère aux fins de la Loi sur l'administration financière; les employés du Sénat, de la Chambre des communes et de la Bibliothèque du Parlement; ainsi que toute société mentionnée à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. Sont exclues de cette définition les sociétés énumérées dans les parties I et II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière, et les sociétés de la Couronne qui ne sont pas assujetties à la Loi sur l'administration financière. L'information portant sur le passif éventuel des sociétés de la Couronne apparaît au tableau 7.8—«Passif éventuel des sociétés de la Couronne», tandis que les précisions à l'égard des emprunts de celles-ci sont présentées au tableau 7.4—«Intérêt financier du gouvernement du Canada dans les sociétés de la Couronne». Certaines sociétés de la Couronne administrent également des programmes d'assurance. L'information concernant ces programmes d'assurance apparaît dans la note 6 afférente aux états financiers vérifiés du gouvernement à la section 2 de ce volume.

Le passif éventuel du gouvernement comporte les garanties formelles par le gouvernement, qui comprennent les emprunts par des entités autres que les sociétés de la Couronne, provenant de sociétés mandataires de la Couronne de même que de celles non mandataires. De telles garanties formelles se composent de programmes de garantie du gouvernement, de garanties formelles par le gouvernement pour des prêts, arrangements financiers et autres éléments de passif possible, de programmes d'assurance du gouvernement et d'autres garanties formelles. Il comporte aussi les pertes possibles résultant de causes en instance et imminentes relatives à des demandes d'indemnités et d'évaluations à l'égard de l'inexécution de contrats, de dommages causés à des personnes et à un bien, et d'éléments connexes. Un montant total pour les causes en instance et imminentes est inscrit dans le tableau suivant. Ce tableau est également résumé dans la note 4 afférente aux états financiers vérifiés du gouvernement à la section 2 de ce volume.

TABLEAU 12.6

ÉTAT DU PASSIF ÉVENTUEL
AU 31 MARS 1985

	Limite autorisée (s'il y a lieu)	Passif éventuel	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu)[1]
	$	$	%
GARANTIES FORMELLES PAR LE GOUVERNEMENT POUR—			
Emprunts effectués par des entités autres que les sociétés de la Couronne—			
De sociétés mandataires—			
Prêts consentis aux Indiens par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Société du crédit agricole, pour habitations sur les réserves	250,000,000	72,169,965[2]	8.5
Prêts consentis à Nanisivik Mines Ltd par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, pour l'aménagement d'une ville à Strathcona Sound, Île de Baffin	4,570,000	2,533,943	
	254,570,000	*74,703,908*	
De sociétés non mandataires[3]—			
Programmes de garantie du gouvernement—			
Loi canadienne sur les prêts aux étudiants	3,185,738,617	1,574,615,555	3.6
Loi sur les prêts aux petites entreprises	487,603,745[4]	401,200,362	6.5
Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles	373,953,793[4]	139,598,418	.6
Loi sur le paiement anticipé des récoltes	200,000,000	96,681,683	[5]
Programme d'expansion des entreprises et l'Office canadien pour un renouveau industriel	587,049,400	38,257,984[6]	13.8
Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche	29,108,571	14,079,904	2.7
Loi sur les subventions au développement régional	25,768,000[4]	14,038,292	[5]
Dettes encourues par des transporteurs aériens concernant les avions DHC-7 et DHC-8 de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited	502,720,000[7]	128,382,392[7]	3.1
Prêts consentis aux Indiens par des prêteurs agréés pour habitations sur les réserves	[8]	126,769,786[2]	.5
Prêts consentis aux emprunteurs étrangers pour des biens ou services achetés d'exportateurs canadiens		18,656,000	
Programme d'expansion économique des Indiens	5,553,761	3,059,360[2]	17.0
	5,397,495,887	*2,555,339,736*	
Autres garanties formelles de prêts—			
Prêts pour la construction d'installations de manutention du charbon et de terminus par Ridley Terminals Inc	205,000,000	199,497,189	
Prêts en vertu de la Loi sur la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique	100,000,000	17,625,000	
Prêts pour la réorganisation de Maislin Industries Ltd	11,590,600[7]	11,590,600[7][9]	
Prêts consentis à Arctic Co-operatives Ltd	4,410,000	4,410,000	
Prêt à la Fédération des Co-opératives du Nouveau-Québec dans le but de financer l'achat et le transport d'approvisionnements de transport maritime	1,785,000	1,362,683	
Prêt pour réactiver l'exploitation d'asbeste à Baie Verte Mines Inc	1,000,000	1,000,000	
Prêts à l'Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa	2,000,000	562,500	
Prêts pour le financement de Cheticamp/Grand Entang Fishermen's Co-operative Society Ltd	360,000	285,000	
	326,145,600	*236,332,972*	

TABLEAU 12.6

ÉTAT DU PASSIF ÉVENTUEL
AU 31 MARS 1985—*Fin*

	Limite autorisée (s'il y a lieu)	Passif éventuel	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu)(1)
	$	$	%
Programmes d'assurance du gouvernement(10)—			
Assurance en prévision des accidents aux installations nucléaires en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire	750,000,000	699,371,658(11)	
Comptes administrés par la Société pour l'expansion des exportations au nom du gouvernement—Assurances et garanties connexes		409,636,000	
Assurance aux termes du Régime d'assurance des bateaux de pêche(12)	5,395,211	358,493,000	
	755,395,211	*1,467,500,658*	
Autres garanties formelles—			
Garanties en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles	149,401,000	149,401,000	1.0
Garanties en prévision de dommages ou de pertes qui peuvent être occasionnés par la location d'avions		666,755(7)	
Garanties en prévision de destruction ou de pertes qui peuvent être occasionnées par la location ou l'usage de biens agricoles pour fins de recherche	40,000	40,000	
	149,441,000	*150,107,755*	
Total des garanties formelles	6,883,047,698	4,483,985,029	
CAUSES EN INSTANCE ET IMMINENTES		3,724,043,007(7)(13)	
Total		8,208,028,036	

(1) Représente le rapport au cours des cinq derniers exercices entre la moyenne des indemnités nettes et la moyenne des garanties en cours au 31 mars 1985.

(2) Un engagement de garanties existe concernant les prêts à effectuer: aux Indiens pour habitations sur les réserves, $26,764,846—pour l'expansion économique des Indiens, $69,162. Aucun prêt n'avait été consenti en raison de ces montants à la date de comptabilisation.

(3) Le ministre des Finances a émis des lettres d'accord présumé à la Banque du Canada en ce qui concerne des fonds avancés ou des garanties fournies par la Banque du Canada à la Banque des règlements internationaux (BRI). Les lettres se rapportent à des facilités de crédit de soutien de la BRI en faveur du Fonds monétaire international. Le passif éventuel du gouvernement au 31 mars 1985 s'élevait à 180 millions de Droits de tirage spéciaux ($178,400,000 É-U) tandis que le montant réel découvert se chiffrait à 76 millions de Droits de tirage spéciaux ($75,300,000 É-U).

(4) La Loi limite la somme maximum de la garantie pour prêts effectués par des prêteurs admissibles sur différentes périodes de prêts. La somme maximum de la garantie accordée à chaque prêteur est énoncée, d'après la loi, comme étant un pourcentage du total des prêts consentis aux emprunteurs autorisés, et varie selon la valeur totale des prêts effectués par chaque prêteur. Les limites autorisées pour des périodes de prêts données sont comprises dans le chiffre divulgué jusqu'à ce que tous les prêts approuvés et consentis par les prêteurs admissibles dans la période donnée, soient réglés. Ces limites ne sont pas modifiées par les remboursements de prêts ni par les paiements faits par le gouvernement pour les montants garantis en souffrance.

(5) Moins de .1%.

(6) Comprend un montant de $4,139,360 imputable à l'Office canadien pour un renouveau industriel.

(7) Montant libellé en total ou en partie en une devise étrangère et converti au cours du change en vigueur à la date de comptabilisation.

(8) La limite autorisée sur les prêts garantis pour habitations sur les réserves s'élève à $250,000,000 (voir ci-haut) pour les prêts effectués par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Société du crédit agricole et par d'autres prêteurs agréés.

(9) Maislin Industries Ltd a été placée sous séquestre le 11 juillet 1983 et a déclaré faillite le 19 octobre 1983. À ce jour, le gouvernement a effectué des versements provisoires s'élevant à $18,500,000 É-U aux créanciers en vertu d'une garantie au montant de $27,000,000 É-U. Il est prévu que les actifs de la Compagnie seront liquidés d'ici le 31 décembre 1985 et que le gouvernement sera appelé à verser une somme de $6,500,000 É-U afin de régler les dettes envers les créanciers en cours à cette date.

(10) Deux accords ont été conclus avec des compagnies d'assurance aux termes du programme de réassurance des crédits. Cependant, aucun prêt n'a été réassuré en vertu des accords au 31 mars 1985. Le montant de réassurance en souffrance en vertu du programme de réassurance des crédits ne doit pas dépasser $600,000,000.

(11) Il n'y a eu aucune réclamation en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire depuis sa mise en vigueur en 1970. La Loi couvre 15 installations nucléaires canadiennes au 31 mars 1985.

(12) Le Régime d'assurance des bateaux de pêche est administré par le gouvernement afin d'assurer les pêcheurs pour des pertes en capital anormales. Un compte à fins déterminées est crédité des primes et des recouvrements, ainsi que des avances consenties au compte par le gouvernement, de telles avances ne devant pas dépasser en tout temps $150,000. Le compte est débité de remboursements de primes et du règlement des réclamations de dommages-intérêts envers des tiers pour collision, lorsque la collision met en cause un bateau assuré aux termes du Régime. Au 31 mars 1985, la valeur assurée des bateaux aux termes du Régime se chiffrait à $358,493,000; le solde du compte était de $4,478,433 et les réclamations en circulation au titre du compte étaient de $1,250,000.

(13) Comprend $2.9 milliards reliés à la gestion par le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien des engagements envers les autochtones par suite de statuts et traités. Ce montant représente les revendications des plaignants dans 42 causes en litige. Il y a 64 autres causes et règlements de revendications concernant les terrains pour les autochtones qui sont présentement sujets à négociation, et pour lesquels des montants ne sont pas énoncés dans les revendications; il est impossible de déterminer les montants qui pourraient être à payer en fin de compte.

SECTION 13

COMPTES PUBLICS
1984-85

Renseignements supplémentaires exigés par la Loi sur l'administration financière

SOMMAIRE

	Page
Remises d'impôt, de droit ou de peine	13.2
Obligations, dettes, réclamations ou créances retranchées ou remises	13.47
Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées	13.48
État de toutes les opérations d'emprunt pour le compte de Sa Majesté	13.63
Pertes de deniers et de biens publics	13.63

Remises d'impôt, de droit ou de peine

Note: ces renseignements sont exigés en vertu de l'article 17(8) de la Loi sur l'administration financière.

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES— OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE

Ordre respectant la remise de redevances de recouvrements en matière de carburant de soute aux vendeurs de carburant destiné aux aéronefs pour transporteurs aériens étrangers. En vertu du décret CP 1982—2955 du 22 septembre 1982:

	$
Chevron Canada Limited	3,054
Gulf Canada Products Company	22,162
Imperial Oil Limited	3,554,710
Irving Oil Limited	193,004
Kelly Western Services Limited	4,912
Shell Canada Limited	2,582,576
Total Énergie, Mines et Ressources	6,360,418

DÉFENSE NATIONALE

Remboursement des droits de douane et taxes d'accise sur le rapatriement prochain des services canadiens:

	$
Beauchamp JLA	1,013
Comete J R	2,913
Maillet J P M	1,173
St Amand G D	3,143
Remises inférieures à $1,000	10,154
Total Défense nationale	18,396

REVENU NATIONAL— DOUANES ET ACCISE

Le décret CP 1960—1600 du 25 novembre 1960, droits de douane et taxes d'accise ordinairement payables sur les marchandises achetées ou importées au Canada par le gouvernement des États-Unis, ou son mandataire autorisé pour le compte de ce gouvernement, et devant servir dans le cadre de projets du gouvernement des États-Unis, de projets conjoints du Canada et des États-Unis, ou dans des établissements du gouvernement des États-Unis au Canada:

	$
Atomic Energy of Canada Limited, Toronto, Ont	75,787
Canadian Coast Guard, St John's, T-N	2,682
Canadian General Electric Company, Toronto, Ont	144,535
Canadian Marconi, Montréal, Qué	2,432
EEV Canada Limited, Toronto, Ont	10,269
Electronic Wholesalers Limited, Ottawa, Ont	1,063
ITT Canada Limited, Toronto, Ont	101,003
MA Electronics Canada Limited, Toronto, Ont	8,669
Metrone Corporation, Montréal, Qué	10,421
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Ottawa, Ont	1,169,015
Ministère de la Défense nationale, Vancouver, C-B	22,799
Ministère des Approvisionnements et Services, Toronto, Ont	329,142
ROR Associates Limited, Toronto, Ont	2,020
Raytheon Canada Limited, Waterloo, Ont	5,699
SMI Support Measures Incorporated, Manotick, Ont	8,249
Subtec Limited, Ottawa, Ont	1,581
Thompson CSF Canada, Montréal, Qué	1,117
Transport Canada—Coast Guard, Vancouver, C-B	31,959
Transport Canada, St Lewis, Labrador	1,054
Transport Canada, Trespassey, T-N	3,083
US Department of the Interior, Washington, DC	32,875
Varian Canada Incorporated, Georgetown, Ont	11,013
Westinghouse Canada Limited, Hamilton, Ont	2,707
Westinghouse Canada Limited, Toronto, Ont	9,548
Remises inférieures à $1,000	1,756
	1,990,478

Le décret CP 1970—1913, droits de douane et taxes d'accise sur les articles et les matières devant servir à l'exécution de contrats en vertu des accords de partage de la production et des réalisations de la défense intervenus entre le gouvernement du Canada et celui des États-Unis d'Amérique:

	$
A & G Muffler Manufacturing, Toronto, Ont	10,526
A & M Non-Ferrous Metals Limited, Richmond, C-B	6,096
Advance Power (1984) Incorporated, Bramalea, Ont	9,344
Aircraft Applicances, Bramalea, Ont	97,894
AMP of Canada Limited, Markham, Ont	3,882
An—Jas Developments Limited, Mississauga, Ont	1,088
Bachan Aerospace of Canada Limited, Emeryville, Ont	114,885
Bata Engineering, Batawa, Ont	115,389
Bell Aerospace Canada Incorporated, Toronto, Ont	597,112
Bell Aerospace, Grand Bend, Ont	477,787
Bell Northern Research, Islington, Ont	1,026
Boeing of Canada Limited, Winnipeg, Man	42,512
C—Tech Limited, Cornwall, Ont	141,202
CAE Electronics, Montréal, Qué	9,379
Canada Forging, Welland, Ont	17,607
Canadair, St-Laurent, Qué	79,432
Canadian General Electric Company, Toronto, Ont	1,470
Cercast Incorporated, Montréal, Qué	11,636
Chicopee Manufacturing, Kitchener, Ont	33,553
CHT Steel Company, Richmond Hill, Ont	145,410
Collins Canada Limited, Toronto, Ont	18,873
Computing Devices Company, Ottawa, Ont	277,028
Costalia Technologies Incorporated, Toronto, Ont	1,735
Crawford Fittings (Canada), Niagara Falls, Ont	4,566
Daf Indal Limited, Toronto, Ont	34,041
Davie Shipbuilding Limited, Lauzon, Qué	25,358
Diemaco Incorporated, Kitchener, Ont	31,146
Diemaster Tool Incorporated, Toronto, Ont	3,615
Donlee Nuclear Division of Donlee, Weston, Ont	18,353
Drew Manufacturing Limited, Mississauga, Ont	14,112
Eastern Precision Casting, Montréal, Qué	2,218
Ebco Industries Limited, Richmond, C-B	116,818
Eldorado Resources Nuclear Limited, Port Hope, Ont	42,303
Estampages RJ Compagnie, Montréal, Qué	1,593
Fathom Oceanology, Mississauga, Ont	4,319
Fleet Industries, A Division of Ronyx Corporation, Fort Érié, Ont	620,082
Garrett Manufacturing Limited, Toronto, Ont	8,830

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Gasco Manufacturing Limited, Toronto, Ont	28,681
General Dynamics, Montréal, Qué	52,834
General Kinetics Engineering Limited, Mississauga, Ont	1,940
General Motors of Canada, London, Ont	9,226,000
Gould Fasteners Limited, Mississauga, Ont	5,052
Gruhle Manufacturing, Kitchener, Ont	4,920
Hamworthy Canada Limited, St Catharines, Ont	1,217
Hermes Electronics Limited, Dartmouth, N-É	186,790
Heroux Limited, Longueuil, Qué	6,716
Human Computing Resources, Toronto, Ont	1,317
IP Sharp Associates Limited, Ottawa, Ont	9,097
IP Sharp Associates Limited, Toronto, Ont	2,020
Intera Environmental Consultants Limited, Calgary, Alb	3,056
Joly Engineering, Montréal, Qué	27,677
Koppers Engineered Products, Rexdale, Ont	1,267
Linamar Machine Limited, Ariss, Ont	365,592
Litton Systems Canada Limited, Rexdale, Ont	244,338
Magline of Canada Limited, Renfrew, Ont	19,142
Magline of Canada Limited, Toronto, Ont	2,524
Magna Electronics Limited, Scarborough, Ont	43,712
Menasco Canada, St-Laurent, Qué	2,307
Microtel Limited, Brockville, Ont	30,725
Novatronics of Canada Limited, Stratford, Ont	16,216
Odean Machine Works Division MIC, Waterloo, Ont	12,526
PC Drop Forgings Limited, Port Colborne, Ont	15,288
Premco Machine Limited, Kitchener, Ont	7,152
RDC Electronics Incorporated, Montréal, Qué	1,075
RJ Stamping, Montréal, Qué	26,931
Raychem Canada Limited, Toronto, Ont	122,951
Raytheon Canada Limited, Toronto, Ont	1,031,011
Regent Industries Limited, St-Hubert, Qué	2,351
Rockwell International of Canada Limited, Windsor, Ont	8,939
Rockwell International, Toronto, Ont	6,160
Science Applications, Ralston, Alb	2,577
Scintrex Limited, Toronto, Ont	1,791
Spar Aerospace Products Limited, Toronto, Ont	13,593
Sperry Incorporated, Winnipeg, Man	148,047
Terminal Cable TC, Carignan, Qué	9,524
Textron Canada, Grandbend, Ont	104,586
The Eldorado Tool and Manufacturing Company, Waterloo, Ont	2,348
Triplex Engineering Company, Pointe-Claire, Qué	250,797
Versatile Vickers, Montréal, Qué	1,288,750
Vestshell Incorporated, Montréal, Qué	1,281
West Heights Manufacturing Incorporated, Kitchener, Ont	56,956
Remises inférieures à $1,000	8,475
	16,548,469

Remise des droits d'accise sur les spiritueux perdus à la suite de casse en entrepôt ou lors du transport:

British Columbia Liquor Distribution Branch, Vancouver, C-B	15,952
Hiram Walker and Sons Limited, Walkerville, Ont	2,786
Manitoba Liquor Control Commission, Winnipeg, Man	2,351
New Brunswick Liquor Corporation, Fredericton, N-B	2,535
Nova Scotia Liquor Commission, Halifax, N-É	3,755
Schenley Canada Incorporated, Valleyfield, Qué	36,825
Société des Alcools du Québec, Montréal, Qué	53,804
The Seagram Company Limited, Montréal, Qué	1,003
Remises inférieures à $1,000	4,049
	123,060

Remise des droits d'accise sur les spiritueux provenant du grain ou de source alimentaire autre que le vin aux fins d'expédition par des distillateurs à des fabricants en entrepôt munis de licence (vin):

	$
Gooderham and Worts Limited, Toronto, Ont	319,457
Great West Distillers Limited, Vancouver, C-B	1,916,647
Hiram Walker and Sons Limited, Winfield, C-B	56,751
Les Distilleries Dumont Limitée, Rougemont, Qué	1,208,606
Les Vins André du Québec Limitée, St-Hyacinthe, Qué	225,654
McGuinness Distillers Limited, Toronto, Ont	2,540,121
Melchers Incorporated, Berthierville, Qué	1,539,433
Melville Distilleries Limited, Laval, Qué	162,584
Potter Distilleries Limited, Langley, C-B	11,581
Reider Distillery Limited, Grimsby, Ont	3,248,442
St-Lawrence Starch Company Limited, Mississauga, Ont	11,859,421
The Seagram Company Limited, Montréal, Qué	567,752
	23,656,449

Remise des droits de douane et des taxes d'accise qui dépassent ceux payables sur 1/120^{ième} de la valeur de divers navires et aéronefs pour chaque mois ou fraction de mois où ils demeurent au Canada:

Arctic Transportation Limited	3,675,173
Armada 1984	234,033
Balder Offshore Canada Incorporated	16,039,000
Buffalo Point Development Corporation Limited	12,968
CIL	2,618,000
CN Marine	828,667
Catre Industries Limited	50,084
Construction Aggregates Limited	3,303,490
Crosbie Offshore Services	1,735,417
Diffusion Plein Vent Incorporated	36,875
Dow Chemical of Canada Limited	6,004,170
Esso Resources Canada Limited	6,444,550
Fednav Limited	4,440,904
Fondation Boscoville	147,041
Geophysical Service Incorporated	965,098
Gulf Oil Canada Limited	165,303
Imperial Oil Limited	298,988
Manchester Liners Services (Canada) Incorporated	2,458,333
Newfoundland and Labrador Hydro	1,573,155
Noranda Sales Group Corporation Limited	4,577,186
SDS Drilling	6,336,457
Secunda Marine Services Limited	4,956,315
Société Radio-Canada	66,069
Stolt—Nielsons Rederi A/S	3,569,445
Volker Stevens Dredging and Services Canada Limited	1,157,813
Western Geophysical	943,313
Western Pulp Limited	64,706
Wolf Offshore Transport Limited	4,246,250
	76,948,803

Remise des droits et des taxes, en vertu du décret CP 1953—18/894 du 9 juin 1953, sur les importations de locomotives et divers matériels ferroviaires sur lesquels les droits n'ont pas été acquittés et qui ont été utilisés temporairement au Canada par des sociétés ferroviaires pendant l'exercice 1984-85:

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Burlington Northern Railway	284,635
Canadian National Railway	364,497
Canadian Pacific Railway	3,357,322
Chessie System Railroads	907,032
Consolidated Rail Corporation	66,858
Napierville Junction Railway	58,229
	5,038,573

Remise partielle des droits de douane et des taxes de vente et d'accise payées sur les pièces, les matières, le matériel et les vivres ainsi que les objets pour le confort des passagers, faits au Canada et importés, devant servir dans des aéronefs de transporteurs canadiens affectés à un service public intérieur et international:

Air Canada, Winnipeg, Man	1,055,384
Canadian Pacific Air Lines Limited, Vancouver, C-B	740,234
Nordair Limitée, Montréal, Qué	22,045
Pacific Western Airlines Limited, Vancouver, C-B	32,052
Wardair Canada (1975) Limited, Toronto, Ont	107,218
	1,956,933

Remise des droits de douane à l'égard de certains véhicules automobiles et à l'égard de leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

American Motors Canada Limited, Brampton, Ont	40,311,991
International Harvester Company of Canada Limited, Hamilton, Ont	26,682,514
Mack Canada Incorporated, Toronto, Ont	14,978,425
Western Star Trucks Incorporated formerly White Motor Corporation of Canada Limited, Toronto, Ont	3,644,085
	85,617,015

Remise des droits et des taxes dépassant ceux payables sur 1/60ième de la valeur de certaines marchandises pour chaque mois ou fraction de mois où elles demeurent au Canada pendant l'exercice 1984-85; et lorsque le montant n'était pas inférieur à $25:

	$
126448 Canada Incorporated	1,091
99M Corporation	4,339
A—Z Complete Distributors Incorporated	1,309
ADP Dealer Services Limited	3,814
AES Data	18,582
AIM Electronica Incorporated	1,532
AM Look Canning Corporation	4,645
AP Green Refractories	7,124
APO Canada Limited	1,711
AB Chance Corporation of Canada Limited	15,063
ABC Circle Film	8,642
Abex Industries of Canada Limited	10,467
Accent Home Products Limited	44,084
Accu Systems Limited	9,069
Accuracy of Canada	1,089
Accury of Canada	10,696
Ace Controls Incorporated	1,556
Acier et Accessoire Matador Canada Incorporée	3,080
Acme Lacley Incorporated	2,205
Acme Vacuum Cie Limitée	1,463
Acrison Incorporated	1,033
Action Color concentrates Incorporated	1,371
Acumen Software	3,046
Acuson Mountainview	49,944
Adamson, Stephan	2,194
Adcom Electronics Limited	21,476
Advance Boring and Jacking Systems	29,170
AEL Microtel Limited	13,281
Aero Flo Manufacturing	1,297
Aerospatiale Helicopter Corporation	2,352
Agatronics Limited	4,386
Agrico Canada Limited	8,308
Aim Electronics	7,010
Aimco Limited	1,490
Air Canada	58,419
Air India	5,068
Air King Limited	30,421
Air Liquid Canada Limited	7,947
Air Lock Plastics Limited	5,548
Air Products and Chemicals Incorporated	4,160
Air Products Division of Stearns Catalytic Limited	47,441
Airtron Assembly	2,349
Ajax Magnethermic Canada	1,268
Akhurst Machinery	5,444
Akron Manufacturing Corporation	5,569
Aladdin Western Export Corporation	6,919
Albarrie Canada Limited	6,170
Alberta Energy Company Limited	43,890
Alberta Government Telephones	52,750
Albion Films	35,334
Albion Films Limited	11,182
Alcan Canada Products Limited	20,849
Alexander Tools Limited	70,316
Alexandra Tools	2,180
Allen—Bradley Canada Limited	14,881
Allen Crawford Associates Limited	6,022
Allen Luftig Company, The	3,041
Allibert Industries Limited	5,355
Allied Chemical Canada Limited	1,963
Allis Chalmers Canada Incorporated	6,450
Almega Corporation	1,371
Alpine Products Corporation	11,729
Aluminium Company of Canada Limited	1,050
Amca International	1,395
Amdahl Limited	31,323
Amerada Minerals Corporation of Canada Limited	3,754
American Can Canada	1,255
American Defribator	12,639
American Digital Systems Incorporated	13,130
American Drag Boat Association	1,928
American Hospital Supply	2,008
American Motors Corporation	5,095
American Superior Electric Company	2,775
Amerock Incorporated	33,942
Ametron Western Hemisphere Incorporated	6,759
AMF Canada	9,577
AMF Tuboscope Company	47,495
Amigo Sales International Incorporated	1,197
Amoco Canada Petroleum Company Limited	34,189
Amos Mitchell and Association Limited	14,240
Amsco Canada Division Ingram and Bell Limited	6,060
Amway of Canada	26,666
Analytech Components Incorporated	3,044
Anchor Industrial	2,115
André Beauséjour	12,656
Andrew Antenna Company Limited	32,321
Anglo Canadian Scientific	32,252

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Ann Arbour Computer Division Jervis B Webb	2,398
Aoco Limited	1,270
Apollo/Dorchester Electronics Limited	5,201
Applied Electronics Limited	32,778
Aptec Engineering Limited	28,101
Aquachem Distributors	3,000
Aquatec Limitée	4,812
Arachnae Management Limited	1,364
Arbell Incorporated	2,511
Arctec Canada Limited	3,916
Ariel Computer Products Limited	1,545
Arlington Food Industries	6,454
Armak Chemicals	10,785
Armatec Controls Incorporated	2,966
Armet Industries	2,027
Armstrong Holdings	2,526
Armstrong World Industry	27,646
Aro Canada Limited	1,691
Artco Incorporated	3,877
Artec Nfld Limited	2,537
Arvin Automotive	2,660
Asarco Exploration Company	1,708
Asco Canada Limited	3,163
ASEA Limited	12,916
Associated Mills/Dawson Warehouse	2,125
Associated Tube Limited	10,576
Astor Limited	21,616
AT&T International Canada Incorporated	1,068
Atco Metals	2,609
Atelco Incorporated	62,785
Atlas Copco Jarvis	63,290
Atlas Polar Company Limited	9,509
Atomic Energy of Canada Limited	11,778
ATS Automation Tooling Systems Incorporated	1,290
Audio Analyst	158,793
Auto Tote Limited	3,101
Autocall Division of Federal Signal Corporation	1,430
Avatar Technology	1,694
Aviation Electric Limited	12,493
Avon Products of Canada Limited	22,830
Axelson Incorporated Division US Industries	1,637
B and D Engineering Sales	7,901
B and G Controls Limited	2,377
B and S Rotary Drilling Corporation	18,729
BC Forest Products	4,967
BC Hydro and Power Authority	14,540
BC Telephone	25,488
BC Television	12,910
BCA Cooperbiomedical Incorporated	1,044
BCL Magnetics Limited	2,883
BD Wait Company Limited	75,139
BF Gooderich Canada Limited	6,074
BH Chemicals Canada Limited	2,541
Babcock and Wilcox Industries Limited	21,159
Baby Tyme Products Limited	6,666
Babytime Products	6,063
Bachan Aerospace of Canada Limited	1,174
Baker Instruments Division of Richardson Vicks Limited	8,916
Bally Export	3,508
Bally Refrigeration	6,952
Bandag Canada Limited	27,997
Banque Nationale de Paris	1,196
Barata Construction Corporation Limited	10,795
Barber Colman of Canada Limited	6,070
Barber Engineering and Controls	8,204
Barr and Murphy Canada Limited	2,755
Barringer Research Limited	4,506
Barry's Dairy Centre Limited	1,921
Base Ten Canada Limited	1,127
Basic Software Group	13,336
Bates Ted Advertising	1,054
Bau—Val Incorporated	14,732
Bausch and Lomb Canada Incorporated	10,242
Bay Concrete Products Limited	3,736
Bayer Canada Limited	1,828
Bayly Engineering Limited	3,692
Bear Automotive Incorporated	3,021
Bearskin Lake Air Services	1,182
Beaver Engineering Limited	1,003
Becker Brothers Farms	3,672
Beckley, Chet	3,032
Beckman Instruments Incorporated	12,625
Bel Construction Limited	6,562
Bell Aerospace Canada Textron Division Textron Canada Limited	1,085
Bell and Howell Limited	6,784
Bell Canada	15,078
Bell Helicopters Limited	2,702
Bell Northern Research Limited	13,906
Beloit Canada Limited	46,030
Bendix Heavy Vehicles	2,238
Beneke Industries Limited	3,290
Bennett and Emmott	1,602
Benthas Incorporated	1,961
Bepex Incorporated	10,607
Bermarine Incorporated	5,522
Bestpipe Incorporated	20,133
Betacom	1,594
Big Foot Computing Limited	3,473
Billy Graham Crusade of BC	1,658
Binder Tool and Mold Incorporated	10,909
Bingham—Willamette Limited	11,499
Binks Manufacturing	3,905
Binney and Smith Canada Limited	19,877
Bio Research Laboratory	4,889
Blachford HL Limited	5,103
Black and Decker Canada Incorporated	1,480
Blackstone Industrial Products Limited	52,822
Blue Ridge Lumber	5,745
Bluewater Association	42,421
Bobst Canada Incorporated	3,767
Bochringer Mannheim	4,276
Boise Cascade Canada Limited	44,987
Bolt Beranek and Newman	4,053
Bombardier Incorporated	8,925
Bonar Packaging Company	1,826
Booth Aquatic Research	8,779
Bosch Robert (Canada) Limited	3,261
Bourdeau Brothers	2,032
Bow Plastics Limited	45,306
Brandner, Richard	2,197
Brian Engineering	2,599
Bristol Aerospace Limited	2,965
Bristol Meyers Limited	5,052
British Broadcasting Corporation	4,667
Broadcast Video System Limited	3,857
Brockway Imco Canada	23,337
Brotherly Love	2,601

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Brown Boggs Foundry and Machine Company Limited	4,061
Brown Boveri Canada	42,443
Brown Offshore Limited	2,830
Bruce Allen Talent	84,501
Bruel and Kjaer Canada	30,287
Buckhorn Canada Material Handling Products	33,978
Bucyrus—Erie Company of Canada Limited	8,223
Buffalo Point Development Corporation Limited	12,968
Bulliwant Food Equipment	3,750
Burdny Incorporated	1,325
Burlington Die Castings Limited	4,333
Burroughs Canada	8,237
Business Air Services Limited	7,204
Butler Metal Products Company Limited	2,092
Butler Polymet	28,698
Byron Jackson Division of Borg Warner Canada Limited	15,291
CAE Electronic	19,308
CAE Morse Division CAE Electronics Limited	3,898
CE Natco Limited	1,914
CE Refractories Division of RI Ramtite Limited	3,335
CE Vetco Pipeline Services	58,113
CFRB Transmitter Limited	5,919
CHCH TV Limited	6,464
CIL Industries	2,563
CKCO TV Limited	10,860
CPF Dualam Limitée	28,826
CPR	181,742
CSP Foods Limited	2,614
CTH Instruments	1,038
Cabelka and Sons Harvesting	8,462
Cable TV	2,622
Cablesystems Engineering	2,787
CAD Systems Corporation	2,601
Cadlinc	4,637
CAE Machinery	2,055
Calcutron Corporation	13,060
Calgary Christian Centre	4,150
Calgary Photo Distributors Limited	5,011
Caligo Incorporated	7,314
Caltec Scientific	1,655
Camoplast Incorporated	107,807
Campbell Soup Company Limited	4,478
Can ISK Computer Systems Incorporated	5,133
Can—Am Containers Limited	12,032
Can Con Gas Services Limited	2,209
Can Max Software Development	1,406
Canada Casting Incorporated	1,389
Canada Cement LaForge	11,596
Canada Centre for Inland Waters	3,310
Canada Forge Limited	4,228
Canada Metal Company Limited	1,660
Canada Packers	18,748
Canada Post	1,441
Canada West Inspection Services	6,278
Canada Wire Cable Limited	3,927
Canada's Wonderland Limited	10,675
Canadair Limited	115,116
Canadian ASE Limited	1,147
Canadian Auto Parts	1,840
Canadian Auto Parts Toyota Limited	4,807
Canadian Broadcasting Corporation	108,753
Canadian Ceramic Wholesalers	1,529
Canadian Cinegraph	22,194

	$
Canadian Coast Guard	10,340
Canadian Coleman Company	3,620
Canadian Construction Contracts	9,864
Canadian Dynamics Nova Limited	3,522
Canadian Fertilizers Limited	16,682
Canadian Forest Products	2,005
Canadian General Electric Company Limited	106,265
Canadian Liquid Air	77,397
Canadian Marconi	6,501
Canadian Meter Company Limited	1,547
Canadian National Railways	49,431
Canadian NDE Technology Limited	6,488
Canadian Opera Company	154,782
Canadian Oxy Chemicals Limited	2,109
Canadian Pacific Airlines	531,466
Canadian Pacific Railways	7,821
Canadian Patent Scaffolding	1,199
Canadian Refractories	1,235
Canadian Ski Association	25,315
Canadian Software Development	1,538
Canadian Thermos Limited	26,311
Canadian Totalisator Company Limited	205,316
Canameque Equipment Company Limited	15,565
Cancoppas Limited	9,263
Canderel	2,780
Cangeo Limited	5,583
Canology Group Incorporated	4,856
Canon Canada Incorporated	7,475
Canplas Industries Limited	36,652
Canron Limited	9,351
Cansel Survey Equipment	2,738
Cantebury Coffee Corporation	2,090
Cantect Corporation	1,316
Cantex Drilling and Exploration	6,142
Cantex Engineering	2,237
Cantrols Equipment Limited	4,068
Cape Breton Development Corporation	2,190
Capilano Plastics Company Limited	93,083
Capital Plastics	1,099
Capwell Plastics Limited	22,939
Cardion DGI	5,267
Carey Enterprises Limited	1,379
Carl Zeiss Canada Limited	26,980
Carlew Chemicals Limited	1,838
Carling O'Keefe	3,580
Carpet Clinic	3,510
Carrier Canada Limited	37,905
Carrier Corporation	20,736
Carsen W Limited	1,234
Carson Products	9,695
Cascade Fertilizers Limited	5,430
Cascade Hydraulics (Canada)	2,854
Cascade Incorporated	69,438
Case Boring Corporation	17,577
Case Keyboard Corporation	2,883
Case JL	2,047
Catec Representatives	1,852
Catelli Limited	2,701
CCH Canada Limited	1,762
Center Tool and Mould Company Limited	8,522
Centoco Manufacturing Limited	3,126
Central Product England	11,362
Central Productions	6,461
Central Stampings Limited	10,828
Central Trust	1,013

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL— DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Centre de Recherche pour la Défense	1,838
Centrilift Canada Limited	5,007
Ceram SNA Incorporated	7,121
Cesco—Adio of General Tire	3,678
CFCF Incorporated	3,740
CFCF TV	1,993
Champion Road Machinery Company Limited	1,340
Champion Spark Plug Company of Canada Limited	3,697
Chandos Record	6,587
Chapman Industries Limited	3,169
Charles River Canada	1,402
Chartoff Productions Limited	74,223
Chartpak Canada Incorporated	1,304
Chas Tennant and Company	13,657
Ched Radio	1,602
Chedd—Angier Productions Corporation	6,725
Chemetics International Limited	3,360
Chemical Leaman Tank Lines Incorporated	8,382
Chemical Services Incorporated	3,490
Cherney Mills Incorporated	4,298
Chevron Chemical (Canada) Limited	5,182
Chevron Pipeline Company	1,550
Chi Corporation	1,019
Chinook Industrial Supplies Limited	1,303
Christenson Diamond Products Limited	3,280
Christie Brown and Company Limited	15,819
Chrysler Canada Limited	103,153
Churchill Falls (Laboratory) Corporation	1,127
Cimbria Holdings	5,653
Cincinnati—Milacron Canada Limited	3,650
Cinemage	46,892
Circle Productions Limited	28,390
Circo Craft	1,743
Cissco/Can Industries Supply and Service	13,367
City of Calgary Purchasing Department	16,184
City of Regina	16,249
Clairol Canada	4,794
Clan of the Cave Bear Productions	63,609
Clark Equipment of Canada Limited	7,414
Claude Héroux	1,009
Clawson, Tim	2,733
Clay Mill Technical Systems	4,030
Clays, Mark	6,781
Clayton Environmental Consultants Limited	3,218
Clyde Amca International	1,066
CN—CP Telecommunications	2,616
Coast Air Conditioning	2,415
Cobre Timber Limited	1,308
Coffeen Anderson Fricke	10,935
Coldstream Products	1,348
Cole Division Litton Business Equipment Limited	3,375
Coleco Canada	222,021
Colgate—Palmolive Canada	1,032
Collingwood Shipyard	1,124
Collins Canada Division	33,191
Colson Canada Limited	4,614
Columbia Computing	6,578
Columbia Frame Incorporated	23,839
Columbia Pictures Corporation	3,666
Combustion Engineering Superheater Limited	16,152
Comdiaco Canada Limited	3,286
Comdisco Incorporated	1,643
Cominco Limited	16,604
Comlink Systems Incorporated	2,178
Commodore Business Machines Limited	1,350

	$
Commonwealth Construction Company	37,761
Communications Technology Canada Limited	21,534
Compaq Computers Limited	2,554
Compu—Service Canada Limited	21,269
Computer Accessories Corporation	23,878
Computer Aided Design Systems	4,057
Computer Sided Design Systems Incorporated	5,657
Computervision Canada Limited	59,081
Computrex Centres Limited	2,367
Comtest Communications Products Limited	12,076
Concept Resources	4,739
Concert Productions	68,629
Concord Carpet Care	1,938
Concordia Construction	13,791
Conde Nast Publications	1,022
Consolidated Bathurst Incorporated	1,321
Consortium GLX	12,826
Consumer Glass Company	2,870
Continental Canada Company	21,273
Contiotech Measurements Systems Limited	1,062
Contro Valve Equipment	1,694
Control and Metering Limited	5,150
Control Lighting Limited	9,164
Cooper Energy Services Limited	8,660
Cooper Lab Limited	9,436
Corporation of the City of Halifax	8,472
Corrosion Service Company Limited	2,575
Cosa Corporation of Canada Limited	9,769
Crawford Allan Associates	194,503
Crawford, John	4,642
CRC Canada Limited	74,519
Creative Talent Limited	13,430
Creative Workshop Limited	1,929
Cresent Cheese	1,435
Cronin Fire Equipment Limited	4,091
Crouse Hinds Canada Limited	22,207
Crowder Communications Limited	5,880
Crown Controls Manufacturing Company	5,550
Crown Forest Industries Limited	1,755
Crows Nest Resources	1,953
CTH Electronics	1,133
Cullen Canadian Incorporated	2,538
Cullen Detroit Diesel Allision	1,243
Cummins Mid Canada Limited	1,620
Cummins Quebec	2,331
CWS Corporation	33,168
CX Systems	4,387
Cyanamid Canada	11,688
DBM Reflex Enterprises	8,429
DGH Television Systems Limited	2,687
DMA Industries Inc	4,802
Daal Specialities Canada Limited	24,206
Dahms Schultz	1,029
Dairy Producers	1,025
Dale Payne and Associates Limited	7,901
Dalton Fenske and Friends	18,541
Danger Bay Productions	1,685
Danoco Enterprises Limited	1,148
Dare Foods Limited	17,009
Darome Canada	1,857
Data General (Canada) Limited	4,274
Data Terminal	1,066
Datagram	1,871
Davey Tree Expert Company of Canada Limited	16,072
Davis Canada Engineering Products	1,149

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Davis Standard Incorporated	1,092
Daymond Division/Redpath	2,042
DBL Data Brokers Limited	2,290
De Havilland Aircraft of Canada Limited	37,567
Dealer Service Systems	5,625
Deane Compagnie	2,219
Degroot John Association	7,759
Del Lee Golf Canada	1,497
DeLaval Turbine Canada Limited	5,882
Dellner Couplers Limited	1,204
Deloro Stellite Canada Limited	3,070
Delphax Systems	4,279
Delta Enterprises Sarnia Limited	3,753
Dennis D Kiselbach Limited	9,678
Dero Enterprises Limited	7,238
Desa Industries Limited	10,827
Detector Electronics Canada	1,031
Detroit Edison Company	3,403
Deutah Company	1,456
Dexter, Harry	4,185
Diasonics Incorporated	7,758
Dicomed Canada	2,936
Digi Dyne Incorporated	6,493
Digiseis Exploration Incorporated	7,171
Digital Development Corporation	1,486
Digital Equipment of Canada Limited	138,829
Digital Interfaces Limited	1,926
Digital Resources Incorporated	3,094
Digital Telecommunications Limited	2,863
Disco Incorporated	2,517
Dix Performance Limited	6,715
Doall Canada Limited	51,016
Doble Engineering Company	4,049
Domain Communications Incorporated	7,946
Dome Petroleum Limited	25,799
Domglas Incorporated	1,361
Dominion Blue Line	1,619
Dominion Bridge Company	6,919
Dominion Forge Company	5,288
Dominion Textile Limited	3,016
Domohue Norwick Incorporated	73,706
Domtar Packaging Company	21,158
Donn Canada Limited/Limitée	1,604
D'Orlan Jewellers Limited	1,677
Dorr Oliver Canada Limited	1,588
Dow Chem Can Incorporated	34,168
Dresser Atlas Incorporated	19,925
Dresser Canada Limited	5,027
Dresser Canada Magcobor Group	5,387
Dresser Industries	1,841
DRG Packaging Limited	1,797
Drummond Equipment Incorporated	2,094
Du Pont Canada Incorporated	9,935
Ducros Meilleur Roy	1,201
Duha Printers (Western) Limited	2,761
Dunbar Manufacturing Incorporated	16,160
Duraco Products Incorporated	15,323
Dyna Well Test Limited	2,542
Dynapro Systems Incorporated	2,168
Dynatec Mining Limited	2,553
Dywidag Fab Con Products Limited	6,552
EJ Maxwell	1,223
Earth Systems Limited	1,016
Eastern Precision	3,660

	$
Eaton Yale Limited	3,224
Ebco Industries Limited	14,659
EC and M Electric Limited	52,302
Echo Bay Mines Limited	31,188
Eclairage Tanguay Incorporated	60,861
ECOS Environment Solutions	6,128
Edgewind Sales and Manufacturing Limited	2,535
Edmonton Sun, The	3,046
Edward High Vacuum (Canada)	3,238
EEV Canada Limited	1,111
Effanel Music	2,812
Egan Visual Incorporated	39,692
Ehrlich Harvesting	3,884
Ekco Canada Limited	40,575
Elan Tool and Die Limited	3,021
Elastometal Limited	4,165
Eldon Industries of Canada	27,480
Electrical Terminal Corporation	19,211
Electro Rent (Canada) Limited	128,138
Electrolab Limited	7,544
Electronics Corporation of America	2,286
Elgin Petroleum Limited	10,854
Elias Brothers Restaurant	1,565
Elicon Industrial Controls	1,469
Elliot Industrial Equipment	2,786
Elmwood Golf and Country Club	3,839
Elscint Canada Limited	11,655
EMC Corporation	2,523
Emerson Electric Canada Limited	1,805
Emhart Canada Limited Mallory Components Division	1,924
Ener Rig Supply Limited	22,638
Ener—Tech Industries (Edmonton) Limited	2,891
Energesis Control Systems	4,280
Engelhard Industry Canada Limited	10,164
Enterprises Beckwith—Bemis Incorporated	2,925
Entreprise Blouin	4,925
Envirocon Limited	1,468
Environment Unlimited	5,967
Equipment Domar Incorporated	7,361
Equisonics	1,699
Equity Silver Mines	4,576
Ernest Angley Evangelistic Crusade Incorporated	35,772
Erwin Industries Canada Limited	1,455
Esco Limited	4,535
Esco Tool	3,980
Eskafot Canada Limited	1,242
Esko Industry	1,763
Essex Golf and Country Club	5,829
Esso Chemical	17,990
Esso Resources Canada Limited	6,591,889
Estee Lauder Cosmetics Limited	10,413
Ethyl Canada Incorporated	6,064
Ethyl Imco Incorporated	81,667
Etna Color Laboratory	2,209
Euclid Canada	18,095
Euroclean Canada Incorporated	20,006
Evergreen TV Products Incorporated	34,374
Exco Engineering Division	3,260
Execaire Aviation Limitée	26,288
Executone Limited	1,570
Exel Elevators Limited	1,276
Explotech Engineering	1,121
Expo Vision Incorporated	1,633

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL— DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Export Tool and Welding Company	4,493
Express Plastic Containers Limited	1,030
F and H Plastics Limited	2,471
F Jos Lamb Company Limited	94,906
Fabric Car Association	1,145
Fag Bearings	2,685
Falco Stainless Steel	4,157
Farinon Electric Canada	20,761
Farris, William	7,092
Fathom Atlantic Limited	1,700
Fedco Audio Labs Limited	14,183
Federal Pioneer Limited	6,522
Ferguson Supply Limited	4,576
Ferro Technique	7,887
Feuillerat Donald Rodney	16,438
Fiat Products Limited	5,300
Fiba—Canning Incorporated	23,684
Fiberglass Canada Limited Incorporated	84,003
Ficomat International Incorporated	3,987
Findley Advance Design Industries Limited	9,344
Firestone Canada	3,516
Firing Industries Limited	13,527
Fisher Controls Company of Canada	33,340
Fisher Scientific	3,098
Fishery Products Limited	1,658
Fitch Research Corporation	19,082
Fleck Manufacturing	6,637
Fleet Industries A Division of Ronyx Corporation Limited	3,583
Fluor Canada Limited	5,678
Follow That Bird Product Incorporated	20,966
Fonderie Magotteaux Canada	2,320
Ford Electronics Manufacturing Corporation	26,852
Ford Motor Company of Canada Limited	350,102
Formanite Canada Limited	2,475
Foseco Canada Limited	3,828
Foster Advertising Company	1,522
Foster Wheeler Limited	10,141
Fournier Incorporated Jean	3,534
Foxboro Canada Incorporated	3,201
Franklin Manufacturing Company (Canada) Limited	6,500
Fraser Incorporated	11,594
Freedland Industries Limited	11,904
Fries Entertainment Incorporated	8,714
Fruehauf Canada Incorporated	1,590
Fuller Brush Company	24,128
Funk, Allen	15,909
GA Computers	7,008
GB Converters Limited	1,648
GEC Diesels Incorporated	6,383
GLC Canada	1,932
GN Johnston	3,986
GR Financial Incorporated	9,116
GTE Sylvania Canada Limited	1,312
GTE Unistrut Limited	15,091
GW Electric	1,121
Gainers Incorporated	2,716
Galvanic Analytical Systems	1,057
Galvin, Joe	4,483
Gapcan Welding Construction Limited	7,157
Gardner, Denver	31,345
Garrett Manufacturing Limited	13,315
Gates Canada Incorporated	19,994
Gatti Productions Incorporated	1,796
GEAC Canada Limited	4,464
Geddes Contracting	22,588
Gelfand, Richard	3,542
General Aluminum Forgings Incorporated	103,765
General Electric Medical	13,998
General Foods Incorporated	2,205
General Instrument of Canada Limited	16,047
General Motors	284,757
General Printing	2,810
General Refactories Company of Canada Limited	4,495
General Signal of Canada Limited	2,507
General Sound Division of Famous Players Limited	1,103
General Tire Canada Limited	1,539
Genrad Limited	98,954
Genstar	524,793
Genstar Rental Electronics Incorporated	176,497
Gentian Electronics Limited	2,054
Geophysical Services Incorporated	5,297
Gerber Camsco Incorporated	3,224
Gerber Scientific	8,300
Gestion Paul de Villers	2,155
Gibson Electric of Canada Limited	2,374
Giga—Tron Associates Limited	7,515
Gillette Canada	14,582
Gladwin Machinery of Canada Limited	1,981
GLE Incorporated	1,466
Glencoe Tubular Limited	1,038
Global Heat International	1,093
Globe and Mail, The	1,994
Gold Metal Equipment Alberta Limited	1,966
Goodall Rubber Company	1,194
Goodbrand Construction Limited	28,094
Goodyear Canada	1,920
Gordon Ray Equipment	34,651
Gorman Rupp of Canada Limited	1,388
Gorrie Advertising Management Limited	45,176
Gourock Industries Incorporated	17,554
Graco Children's Products Canada Limited	6,289
Grand Prix du Canada	7,075
Grant Waferboard	1,014
Graphico Precision Limited	2,618
Great Lakes Carbon Canada Corporation	3,506
Great Lakes Forest Products	2,760
Greater Niagara Association of the Mentally Retarded	1,888
Greenridge Sciences Incorporated	8,509
Greif Containers Incorporated	13,063
Grid Systems Canada Incorporated	1,229
Griffith Laboratories Limited	2,635
Griffith, Robert	3,243
Groves SJ	15,702
Grunko Films	5,987
Gtech Computer	10,085
Guelph Tool	1,079
Gulf Canada Limited	1,674,500
Gulf Canada Resources Incorporated	169,813
Guthrie Engineering	1,051
Guy Paré et Associés Incorporée	1,471
HD Hudson	3,431
HDC Industries Limited	27,860
Haliburton and White Limited	2,428
Haljon Controls Incorporated	1,763
Halton, Regional Municipality of	4,710
Hamelin Enterprises	1,413
Harris Systems Limited	1,292
Harvey Engineering and Manufacturing Corporation	1,062

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Hasbro Industries	21,965
Hawker Siddeley Diesels and Electrics Limited	4,482
Hayes Dana Incorporated	1,721
Head Office Productions	25,693
Heinl Electronics Incorporated	1,129
Helicopter Welders of Canada	2,926
Henderson Kendal	8,157
Herabert Dube Company Limited	10,167
Hercules Canada	2,837
Hersbey Canada	1,694
Hewlett—Packard (Canada) Limited	726,668
Highway Stamping (Windsor) Limited	10,823
Hillerick and Bradsby of Canada	9,431
Himont Canada	177,105
Hitachi Denshi Limited	7,222
Hitachi HSC Canada Incorporated	1,306
HMC Computer Corporation	3,058
Hobart Brothers of Canada	2,634
Hoechst Canada	1,222
Holiday Juice Limited	1,955
Holland Company Incorporated	3,502
Holman Production Services Limited	27,198
Honda Canada Incorporated	2,722
Honeywell Limited	26,125
Hoover Universal	1,974
Horton CBI Limited	26,100
Hoskin Scientific Limited	4,337
Humboldt, Wedag	5,057
Humphrey Cosburn Company	4,732
Hunter Environmental	16,041
Huron Steel Products (Windsor) Limited	2,374
Huyck Canada Limited	8,766
Hy—Grade Precast Concrete	4,209
Hydro Québec	59,751
Hyster Canada Limited	4,408
IBM Canada Limited	21,121
Ideal Metal Stamping	1,191
Ideal Security	12,699
Ideal Toy Company Limited	3,278
IEC Beak Consultants Limited	1,892
Image Technologies Incorporated	8,272
Imapio Incorporated	1,034
Imperial Clevite Canada Incorporated	9,466
Imperial Oil Limited	79,115
Imperial Rubber Company Limited	3,743
Importations Aldiec	1,615
In Motion	10,684
Inco Limited	23,964
Industrial Grain Products	3,046
Industrial Welding Incorporated	1,771
Information Systems and Services	1,205
Infotron Canada	7,778
Ingersoll—Rand Canada Incorporated	124,236
Inmont Canada	11,075
Innotech Aviation Limited	307,970
Innovation International	1,582
Inspectronic Limitée	3,512
Institut De Bio Endocrinologie	1,329
Instrument Services Laboratories	3,819
Instrumental Rentals Canada Division	89,180
Integrated Plastics Limited	2,203
Intel Semiconductor of Canada Limited	113,188
Inter City Gas	3,957
Inter Video Big Shot	5,897
Interbake Foods	6,793
Intercontinental Production Services	5,289
Interface Floors Systems (Canada) Incorporated	1,827
Interfax Systems Incorporated	43,869
Interforest Limited	1,010
International Games of Canada	2,074
International Harvester Company Canada Limited	3,045
International Imaging Systems	1,474
International Minerals and Chemicals Limited	13,810
International Productions	1,894
International Submarine	3,784
International Tools (1973) Limited	3,178
Internote Canada Limitée	1,292
Interprovincial Pipeline	34,781
Inventronics Limited	3,499
Ipec Incorporated	4,281
IRM Canada Limited	1,336
Iron Ore	9,117
Irving Oil Transport	78,884
Irwin Toy Limited	221,040
ITC Productions	16,615
Itron Incorporated	4,825
ITT Blackburn Company	2,103
ITT Industries of Canada Communication	48,585
ITT Industries of Canada Limited	4,889
JFJ Mold Processors Limited	4,097
JI Case Canada A Division of Tenneco Canada	14,137
JI Case Canada Limited	31,194
JM Asbestos	1,812
JR Products	27,915
Jack Lieb Productions Incorporated	3,591
Jacuzzi Canada Limited	5,119
Jaeger Machine Company of Canada	1,176
Jaguar Canada Incorporated	2,877
James River Marathon Limited	3,025
Jamesbury Canada Limited	3,062
Jan—Ber and Associates Limited	5,876
Jansa, Steve	16,783
Jay Plastics Company	43,787
JCB Excavators Limited	1,925
JEM Productions	14,756
Jena Instruments	1,322
Jerome and Francais Company	4,545
John Deere Limited	33,326
John—Harding Editing Limited	2,533
John Meunier	2,628
John T Batts Enterprise Canada Limited	6,575
Johnson and Johnson	6,380
Joseph Mark Photography	1,447
Jouets Ritvik Incorporated	202,794
Journal de Montréal	1,813
Joy Manufacturing Company Canada Limited	9,544
Jutra Die Casting	1,321
K—Tel International Limited	2,329
KF Perkins Enterprises	10,224
Kadon Electro Mechanical Service	1,139
Kamyo Canada Limited	5,573
Kamyr, Valve	1,731
Kaptest Engineering Limited	2,020
Kasle Steel of Canada Limited	7,785
Kawneer Company Canada Limited	3,131
KCTS—9 Television	9,690
Kehler Computer Services	1,048
Kellogg Salada Canada	9,429
Kelsey—Hayes Canada Limited	38,284
Kelt Marine Incorporated	3,798

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Kendal Canada Division of CKR Incorporated	3,039
Kenner Products (Canada) Limited	74,145
Kerton Industrial Contractor	52,216
Keuffel and Esser of Canada Limited	5,385
Key Lake Mining Corporation	5,586
KHD Canada Incorporated	1,270
Kimberly Clark Canada	122,597
Kimbley, George	2,870
Kimline Sanderson Limited	21,706
King Truck Engineering Limited	14,047
Kirby International Limited	2,190
Kirk Equipment Limited	1,603
Kleen Stik Fasson Incorporated	5,191
Kinetic Dispersion	8,895
Kodak Canada Limited	25,193
Kombine and Sanderson Limited	45,911
Kord Products Limited	101,844
Korite Minerals Limited	6,441
Kraft Limited	13,466
Kruger Incorporated	3,107
KSH Canada Incorporated	1,988
KSH Canada Limitée	16,259
Kurzwell Music	2,496
KVOS—TV BC	2,183
LG Balfour	1,081
LGL Limited	1,245
LN Enterprises	2,691
LS Starrett Company of Canada Limited	1,100
La Cie Commonwealth	1,288
La Cie Manufacturière	2,750
La Corporation Icanda	15,129
La Société d'Exploitation	3,803
Lab Volt Quebec Limitée	7,525
Lafferty Hardwood and Part	1,343
Lambton Pipe and Supply Limited	14,834
Lamco Die Cast	4,021
Lampson Corporation	1,786
Laniel Canada	25,970
Lansing Bagnail	5,295
Last Day Ministries	26,298
Lauzier and Little	6,319
Lawton Die Cast Company	5,664
Le Blanc and Royale Communications Tower Limited	1,851
Lear Siegler Industry	7,388
Leasemetrics Canada Incorporated	134,415
Leco Instruments Limited	55,852
Lee Aluminium Sales Limited	1,468
Leigh Metal Products Limited	10,761
Lenox Machine Company	1,930
Les Boureilles Browns	4,080
Les Controls RTL Incorporated	1,188
Les Équipements de Bureau	2,837
Les Hélicoptères Trans—Québec	2,013
Les Industries de Fibre	1,667
Les Industries Sanyo	2,371
Les Industries Wedco Limitée	1,155
Les Papiers Perkins	22,142
Les Tapis Peerless	1,018
Lever Brothers Limited	3,260
Libby McNeil and Libby of Canada	1,922
Life Action Miniatures	6,731
Lily Cups Incorporated	1,755
Limelight Incorporated	6,383
Liquid Carbonic Incorporated	1,712
Litho Prestige	1,046

	$
Little Boraland Limited	1,367
Litton Systems Canada Limited	24,290
Lombard Company	9,369
Long Manufacturing Division Borg—Warner (Canada) Limited	3,586
Loral Terracom	2,882
Lovell, Allan	2,958
Lower Churchill Falls Development Corporation	10,535
Lubrizal of Canada Limited	32,615
Lundy Electronics	1,117
Luscar Stereo (1977) Limited	3,590
Lytle Specialities Limited	4,682
M and K Plastics Production	41,576
MEC Company	1,623
MSC Electronics Limited	8,844
MSE Engineering Limited	54,806
MT Chemicals	1,468
MTS Systems Corporation	5,855
MA Electronics Canada Limited	7,732
Mac Millan Bloedel Limited	4,156
Macbeth Division of Kollmargen	7,548
MacCaferri Steel Wire Products Limited	1,211
Macdonald, Dettweiler	8,383
Mack Canada	2,703
MacLean—Hunter Publication Limited	1,017
MacMillan Bathurst Incorporated	1,364
Madowcon Technology Limited	1,570
Magnetic Metals Limited	3,322
Mailing Innovations Limited	13,709
Mainland, Elworthy	2,247
Man Middlesx NJ	1,338
Manford Limited Pulp and Paper	5,615
Manitoba Hydro	7,082
Manitoba Opera Association Incorporated	12,453
Manitoba Telephone System	38,474
Mannesmann Demag Limited	26,538
Manville Canada Limited	36,312
Marican Offshore Drilling Services	4,488
Marion Power Shovel	61,024
Maritime Builders	1,973
Mark Bobsky	8,080
Marr's Leisure Products (1977) Incorporated	1,073
Marsh and McLennan Limited	1,518
Martin Decker Division of Cooper Petroleum	10,017
Martin Traction Canada Incorporated	7,212
Mascia, Emilo	3,387
Master Chemical Corporation	4,119
Mastic Incorporated	1,021
Matheson Gas Products Canada Incorporated	8,418
Mattel Canada Limited	255,024
Maynard I and B Scientific Division	5,411
McCain Foods Limited	3,718
McCutcheon Graphies	2,651
McDonalds Restaurant	120,854
McDonnell Douglas Canada	13,635
McElhanny Surveying	1,814
McGraw Edison Limited	4,098
McGregor Paving Limited	47,713
McKim Advertising Company	1,608
McLaren Advertising	1,249
McLeod Stedman Incorporated	2,871
McMurray Huges Division of Huges Toll	6,891
Measurex Canada	1,558
Media Com Incorporated	13,632
Media Videotex	2,468

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL— DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Medigas Pacific Limited	4,439
Meester Mike's Incorporated	9,982
Megatel Systems	1,184
Megatronix Incorporated	11,396
Meidinger K	18,139
Melnoc Manufacturing	1,023
Mennen Canada Incorporated	3,608
Merit Manufacturing Limited	12,980
Merrill Lynch Royal Securities	2,441
Metalworks Recording Studios	349,151
Methodswork Incorporated	7,116
Metro Canada Limited	1,007
Metro Goldwin Meyer Productions Limited	26,905
Metropolitan Life Insurance Company	2,677
Metropolitan Toronto Police	45,478
Meyer Products Incorporated	1,107
Meyer Service and Supply Limited	1,712
MGM/UA Entertainment	3,470
MGW Controls	1,623
Michael Fields	1,178
Micro Publishing Services	2,857
Mikes Custom Harvesting	5,041
Miles Laboratories Limited	4,291
Millar Lister Sales	1,697
Millar Western Industries Limited	1,093
Miller Contracting Limited	6,741
Miller, Herman	4,532
Millmano Communications	6,772
Milton Bradley Canada Incorporated	161,075
Mineral Research and Development	3,178
Ministère de l'Agriculture	1,838
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources	30,024
Ministère de l'Environnement	3,053
Ministère des Pêches et Océans	39,214
Ministère de la Défense nationale	73,997
Ministère des Approvisionnements et Services	15,882
Ministère des Transports	21,581
Minolta	1,070
Mitec Electronics	5,503
Mitel Semiconductors	1,594
Mitsubishi Canada Limited	1,194,908
Mobil Oil Canada Limited	9,823
Modasco Canada Incorporated	1,922
Modcamp Canada Limited	1,181
Modular Mining System	1,009
Mohawk Data Science Canada Limited	3,741
Monarch Marking Systems c/o Simpson Stores	2,912
Mono Research Laboratory	2,005
Monsanto Canada Limited	12,491
Montreal Convention Center	7,257
Montreal General Hospital	13,599
Moog Canada	9,384
Moore Business Forms Division of Moore Corporation Limited	7,961
Moore Industries Division	1,255
Morgan Precision Tools Limited	1,717
Morval Canada Limited	23,916
Mosler Canada	1,704
Motion Control Systems Incorporated	1,776
Motion Shows	38,284
Motor Wheel Corporation of Canada Limited	63,982
Motorola Canada Incorporated	15,354
Moulage Sous Pression	7,310
Movie Corporation	5,995
MSC Electronics Limited	11,942
MTD Products Limited	167,519
MTV Networks Incorporated	7,483
Mueller Limited	6,071
Muirhead Systems Limited	1,379
Multi Fittings	1,501
Multilingual TV	2,766
Muro—Watt Control Devices Limited	1,751
Mutual Life of Canada	19,121
Mylec Canada Limited	186,070
Myles Canada Limited	15,243
NB Electric Power	7,863
NB Telephone Company Limited	1,016
NCR Canada Limited	37,768
NDT Technologies	2,014
NEI Canada Limited	5,038
NS Power Corporation	9,015
Nabisco Foods Limited, Division of Christie Brown and Company Limited	3,270
Nadrofsky Corporation	31,399
Nalley's Canada	1,169
National Auto Radiator Company Limited	1,671
National Electronic Agencies	1,259
National Liquid Blasting Corporation	43,119
National Research Council	2,656
National Rubber	242,179
National Sea Products	2,842
Nationwide Electronics	1,932
Natty Gann	29,678
Navair Limited	1,680
Nei Clarke	1,129
NEI Parson Canada	6,196
Neo Industries Limited	1,569
Neptune Meters Limited	4,343
Nerada, Larry	6,592
Network Systems Corporation	6,319
Neutron Products	4,867
New Brunswick Power	2,513
New Media Graphics	1,882
New York Air Brake Company	9,345
Neway Can Lear Siegler Incorporated	2,401
Newfoundland Labrador Hydro	48,134
Newfoundland Light and Power Company Limited	5,796
Newfoundland Telephone Company	67,166
Newmont Exploration	3,681
Neyrfor Turbo Drilling	16,500
Nicholson, Kelly	10,394
Nicolet Canada Limited	3,498
Nicolet Instrument Canada	16,739
Nilex Geotech	1,105
Nillson Tool Company Limited	3,599
Noranda Mines Limited	3,235
Noranda Research	2,193
Norca Industries	1,315
Norpac Controls Limited	30,628
Norpak Corporation	9,840
Norseman Plastics Limited	17,263
Nortec SGS Incorporated	4,094
Nortec West Limited	2,229
North American Controls	11,371
North American Specialty Pipe Limited	1,110
North Wind Power Company Incorporated	2,062
Northern Alberta Dairy Pool	2,354
Northern Canada Power Commission	1,219
Northern Strands (1976) Limited	15,120
Northern Telecom Canada Limited	60,581

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL— DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Northside Steel Fabricators	1,261
Northwood Mills Limited	1,209
Norton Company of Canada Limited	3,931
Nova An Alberta Corporation	387,123
Nova CD Limited	1,408
Novatel Communications Limited	1,525
Nowsco Well Service Limited	6,352
Nu—Dell Plastics Limited	6,537
Nucleus Tool and Die Limited	2,424
Nuodex Canada Limited	2,021
OH Material Company	3,952
Oakville Stamping and Bending Limited	6,167
Obed Marsh Dome	17,017
Ogilvie Flour Mills	1,921
Okanagan Helicopters	1,867
Oliver Agricultural	10,055
Olsonite Products Limited	12,843
Omark Canada	22,435
Oneida Canada Limited	4,419
Ontario Hydro Limited	73,509
Ontario Ministry of Natural Resources	2,944
Ontario Robotico Limited	25,145
Opera Hamilton	14,910
Optical Art Camera Corporation	1,061
Optikon Corporation Limited	1,435
Ordigraphe	1,336
Oregon Technical Products	1,047
Ortho Instrument Westwood	1,374
Otis Elevator Company Limited	8,085
Outboard Marine Corporation of Canada Limited	2,176
PPG Industries Canada Limited	1,981
Paccar International	4,112
Pacific Coast Cleaners Limited	1,348
Pacific Western Airlines	13,923
Page—Wilson Company	4,600
Panavision Canada	34,515
Pandrol Canada Limited	1,106
Pannell Kerr Forster	1,715
Paper Mate Canada	5,078
Papier St-Raymond Limitée	4,213
Paradyne Canada Limited	29,504
Parc Neuville	11,682
Parker Brothers Games Limited	88,216
Parker Brothers Limited Division of General Mills Canada	13,024
Parker Hanifan (Canada) Limited	1,806
Paul Wurth Limited	7,282
Paxton, Doug	8,593
Paysier Journal Domtar Limitée	1,637
Peacock Brothers Limited	1,560
Peel Memorial Hospital	1,142
Pegasus Division of Koehring	1,910
Pelsue Incorporated	4,154
Pemberton CA Company Limited	4,096
Pembina Pipeline Limited	9,266
Peninsula Fittings Limited	10,848
Pennwalt Incorporated	23,262
Perceptron Incorporated	1,205
Perkin-Elmer (Canada) Limited	6,918
Permasteel Construction	1,318
Permasteel Corporation Limited	1,050
Peter Austin Manufacturing Company	5,092
Petrefond Fondation	1,410
Petro Canada Exploration Incorporated	7,046
Petrolite Corporation of Canada	1,002
Petromont Incorporated	13,349
Petrosar Limited	5,690
Petty Ray Physical Operations	6,238
PH Molds Limited	1,139
Philips Cable Limited	2,651
Phillips Electronics Limited	19,683
Phillips Extruded Products Limited	34,847
Photo Kina	1,250
Photo Station Incorporated	1,234
Photographic Analysis Limited	2,150
Picker International Canada Incorporated	42,224
Pilot Plant Corporation	6,487
Pineway Electronics Limited	1,608
Pirelli Cables	1,404
Pirelli—Jerome Incorporated	11,467
PK Sports Products	1,894
Plandata Electronics	12,131
Plastibeton Incorporated	7,293
Plasticap Limited	6,558
Plastics CMP Limited	8,347
Plastics Corporation Limited	2,159
Plastique DCN Incorporated	3,789
Plastiques Modernes Limitée	32,511
Plastiques Richmond	2,798
Plastiques Vital Incorporated	2,809
Plastomer Incorporated	4,280
Plax Division of Bradley—Fenn Enterprises Incorporated	74,952
Plibrico Canada Limited	1,310
Plus Method Corporation	1,686
Polaroid Corporation of Canada	14,415
Polysar Limited	2,707
Ponts Cartier and Champlain	5,211
Port of Saint John, N-B	8,888
Port Weller Dry Docks Limited	1,040
Portion Packaging Incorporated	3,708
Potash Corporation of Saskatchewan Mining Limited	2,424
Potter Electric Signal and Manufacturing Limited	1,237
Poyton and Vector Corporation	4,736
Pratt and Whitney Aircraft of Canada Limited	142,453
Precious Plate Limited	2,826
Precision Valve Canada Limited	16,183
Predictive Maintenance	3,127
Pretech Incorporated	9,028
Price, Wilson	1,840
Prime Computer of Canada	8,592
Princess Cruises	10,284
Prize Films Incorporated	15,774
Process Analytics A Division of Combustion Engineering	3,455
Proctor and Gamble Incorporated	45,279
Productions Marc Durant Incorporated	63,238
Produits Caillette	1,805
Produits CLB	5,507
Protection CFH	3,151
Protective Plastics	3,335
Proturn Incorporated	6,361
Pumps and Power Limited	1,339
Purves Ritchie Division of Rivtow	1,703
QTT Fer et Titane Incorporée	6,230
Quaker Oats Company Canada Limited	4,881
Quality NDE	2,456
Quality Plastics Limited	6,230

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Quantum Technologies	1,153
Quebec Air Limited	2,443
Quenord Incorporated	7,499
Quintette Coal Limited	2,631
Quintina Products	5,036
Quinton Instrument Company	2,998
Quision, Jules	4,891
RBW Graphics Limited	2,305
RBW Incorporated c/o Danfoss Canada Limited	3,003
RDC Electronics Limited	2,416
RJ Stamping	38,376
ROR Associates	5,415
RV Compagnie	18,166
RVR McDonald	23,747
Racal	1,134
Racal Survey (Canada) Limited	2,253
Radionics Scientific Incorporated	14,867
Rainbow Wars	3,325
Rama Housewares	4,439
Ramble Film Productions Limited	17,041
Ramic Corporation	2,436
Rank Peripheral Gtech	1,680
Rapistan Division of Lear Siegler Incorporated	15,891
Rattei, Tony	10,107
Ray Plastics Limited	6,153
Raytheon Canada Limited	52,405
RCA Records	27,062
RCR International	4,094
Rector Gray Limited	14,949
Red Top Equipment Company Limited	25,852
Redirack Industries Limited	8,846
Reeves Brothers Canada Limited	1,247
Regatta Productions	55,629
Regional Die Casting Limited	13,973
Reliance Electric	22,829
Reliance Telecommunications	1,044
Relmech Manufacturing Limited	4,090
Rema Electronics Limited	1,358
René Fibres de Verre	12,166
Renmark Electronics Limited	1,487
Resdon Cosmetic Containers Incorporated	7,351
Reuters Stokes Canada Limited	6,502
Rexnord Canada Limited	11,490
Reynolds and Reynolds	3,494
Rice Engineering and Operating Limited	5,952
Richard Haensch	2,077
Richards—Wilcox of Canada	1,484
Richardson—Vicks Limited	5,730
Rivtow Straits Limited	4,376
RMS Industrial Controls	2,409
Robert Bosch Canada Limited	1,187
Robert Hunt Corporation	1,025
Robertshaw Controls Canada Incorporated	4,179
Robertson White Engineering Limited	1,539
Rocca Construction Limited	21,443
Rockford Auto	9,001
Rockwell International of Canada Limited	23,513
Rogers Cable TV	1,605
Rollins Machinery Limited	17,316
Romatec RML	2,922
Romor Equipment Limited	1,170
Ron Carriere and Associates	30,258
Ror Associates Limited	3,063
Ross Roy of Canada	10,071
Ross Whitehead	1,193
Rothmans of Pallmall Canada Limited	5,876
Roto Precision Incorporated	1,180
Royal Canadian Mint	3,546
Royal Canadian Mounted Police	31,503
Rubbermaid Canada Incorporated	1,030,976
Rush Electronics Industries	412,160
Rush Productions	865,869
Russell Ultra Sound	1,146
Rustshield Plating Limited	5,325
SA Systèmes	1,847
SAI Productions	7,692
SC Johnson and Son Limited	2,505
SDRC Incorporated	1,761
SI Handling Systems Limited	1,662
SMC Group	7,282
SRP Control Systems Limited	6,926
STC Canada Limited	6,303
Safety Supply Company Canada	2,843
Sahuaro Petroleum and Asphalt Company	13,796
Salaison Olympia Limitée	20,882
Salton Fabrication Limited	2,197
Samuel Son and Company Limited	2,860
Sanair	29,799
Sandvik Process Systems Canada Limited	17,240
Sangamo Canada (Division of Schlumberger Canada Limited)	3,242
Sanivan Incorporated	24,784
Sanivan Ontario Incorporated	6,700
Sanyo Industries Canada Incorporated	5,624
Saskatchewan Telephone	2,666
Saskatoon Power Corporation	43,651
Sayler Chester	8,259
Scandia Shipping	2,309
Sceptee Riedel Dawson	43,479
Scepter Manufacturing Company Limited	2,448
Schenck Farms and Greenhouses Company Limited	3,071
Schlegel Lining Technology Incorporated	66,937
Schneider JM Incorporated	5,119
Schwing America	15,223
Sciences Judiciaires	1,453
Scientific Atlanta Canada	17,016
Scientific Atlantic	1,117
Scientific Calculations	5,310
Scope Films	2,105
Scott Maritimes Limited	32,740
Scott Paper Limited	10,952
SCP Sciences	3,496
SCR Investments Incorporated	9,187
Sea Foxes Production	1,692
Sea Plantations Incorporated	1,833
Seaboard Digital Systems Incorporated	1,211
Seametric Incorporated	174,821
Seer Canada Limited	8,402
Seignory Chemico	2,156
Selcan Limited	12,318
Semi—Tech Micro Electronics	1,955
Sentrol Systems Limited	6,838
Sentry Accounting Marketing	1,764
Separator Engineering	5,896
Servo Robot	15,908
Shambroom Paul Photography	4,777
Shell Canada Limited	93,096
Sheller Globe of Canada Limited	76,344
Shelley RG Limited	5,909
Shepherd Manufacturing Company Limited	3,352

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Sherritt Gordon Mines Limited	42,226
Shop Vac of Canada Limited	49,131
Shuriken Distributors Incorporated	1,242
Sia Company	8,638
Sico Incorporated	1,644
Sidbec Dosco	5,746
Siemens Electric Limited	27,199
Sigmacom Systems Incorporated	4,435
Signatel Limited	1,517
Silicart Circuits	3,695
Silver Grizzly Timber	2,074
Simco Ramic Corporation	5,053
Simon Day Limited	8,549
Simplex International Time Equipment Company Limited	9,350
Simplified Operating Systems Incorporated	3,623
Sinclair Radio Laboratories Incorporated	1,219
Singer Company of Canada Limited	2,509
Sino Incorporated	1,318
Sipma, Hans	1,567
Sirdofsky Arthur Photography	2,514
Sky Switch Satellite	2,097
Skyword Productions Limited	88,500
Smidth FL Company of Canada	6,007
Smith Press Automation	2,499
Smithers—Oasis Canada Limited	1,584
Soceta Cavi Pirelli	13,634
Société Radio Canada	109,953
Sola Canada	3,707
Solaray Division of Sunbeam Corporation (Canada) Limited	60,318
Solartron Instruments	4,651
Solotech Incorporated	4,686
Soloy Conversions	5,418
Solus Manufacturing	1,008
Somerville Belkin Industries Limited	19,650
Sonat Offshore Canada Limited	5,378
Sonics Exploration Limited	15,886
Sono Technique	19,030
Sono Technique PJL Incorporée	1,767
Soundair Limited	15,480
Southwest Research Institute	16,837
Spar Aerospace Products Limited	12,283
Sparton Tool and Mould Limited	1,785
Specialty Cast Metals Limited	1,307
Speed Sport	33,832
Speed Sports Promotion	149,829
Spenc Rail Services Company	2,202
Sperry Corporation	16,154
Sperry Incorporated	15,622
Spike, Jensen	15,364
Spun Steel Limited	9,749
St-Lawrence Metal Industry Canada	1,850
St Marys Cement Company	2,955
Standard Paper Box (1979) Incorporated	1,049
Standard Products Limited	5,194
Standard Telefon Kabel Fabrik	14,998
Stanley Door Systems Limited	2,705
Star Expansion Industry Limited	1,914
Star Headlight and Lantern Company of Canada Limited	3,308
Starcraft Recreational Products Limited	9,147
Starger Company The	4,659
Starks, Dale	12,472

	$
Starrlett LS Company of Canada Limited	2,197
State Farm Insurance	2,080
Stearns Catalytic Limited Air Products Division	1,867
Steel Brothers Canada Limited	6,977
Steel Case Canada Limited	4,816
Steffen Robertson and Kirsten	1,010
Stelco Incorporated	19,822
Steri Systems Limited	7,690
Sterile Pharmaceuticals Limited	4,686
Sterling Advisory Service	2,548
Stevens Hepner Company Limited	34,824
Stone and Webster Engineering Corporation	6,112
Stone—Safety Canada Limited	3,165
Story Gilbert C Limited	1,073
Strathroy Foods Division Ontario Limited	1,777
Streamline Copper Brass Limited	3,837
Streit Harvesting	49,226
Structural Dynamics Research Corporation	38,348
Strudex Fibres Limited	2,678
Studer Revox Limited	1,942
Sullivan Strong Scott Limited	1,332
Sumitomo Canada Limited	40,677
Sun Pac Foods Limited	5,280
Suncor Incorporated	1,037
Sunds Defibrator Limited	1,877
Sunoco Incorporated	6,424
Sunohio	37,350
Superior Performance (Canada) Limited	1,275
Superior Performances	6,281
Surga Limited	152,902
Surveyer Nenniger and Chenevert	24,891
Sweaney, Dale	4,665
Sweaney, Tom	6,200
Sweda International Limited	6,570
Swiss Instruments Limited	5,320
Sybron/Analytical Products Division	2,067
Symak Sales Company	2,215
Symposium International Transport	1,374
Syncrude Canada Limited	22,192
Synochrotel Communications Limited	4,460
Syntex Incorporated	2,653
Systèmes de Support	2,748
Systèmes Hydrauliques Scan—Am Incorporée	3,575
Systemhouse Limited	1,398
Systron Proquip	1,613
T Thompson Limited	13,293
TDW Sales	68,659
TE Systems Laboratories	1,918
TV Marocaine	12,686
Tahsis Company Limited	6,341
Taillefer Division Imasco Limitée	3,940
Tartien Ajax	3,684
TAS — Page Communications	1,346
Tasman Scientific Incorporated	3,426
Taurus Products	2,094
Taylor Forge Canada Limited	1,545
Taylor Steel	1,025
Tech Rep Electronics Limited	10,268
Techneurop Incorporated	1,388
Technical Marketing Associates	11,915
Technical Marketing Association	18,164
Technicare Corporation	5,203
Technigraph MCS	4,468
Teknor	2,174

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Tektronics Canada Incorporated	7,923
Télé Métropole	2,853
Tele—Radio Systems Limited	18,253
Télé Syn Incorporée	1,807
Telefix Canada	2,315
Teleglobe Canada	27,453
Telesat Canada	2,961
Teletype Corporation	8,778
Teltone Limited	3,409
Telxon Canada Corporation	1,514
Tencorr Packaging Incorporated	1,119
Tenneco Chemical Incorporated	2,114
Teradyac Corporation	9,025
Teradyne CDA	2,879
Teradyne Corporation of Canada Incorporated	5,949
Termal Technics	2,007
Terochem Laboratories Limited	4,081
Terry Foods Management Limited	31,843
Test Technology	4,052
Tetrad Computer Applications	1,856
Texcan Communications	6,443
Textiles Dionne Incorporée	5,444
THT Productions	1,901
The Algoma Steel Corporation Limited	8,061
The Canology Group Incorporated	1,745
The General Hospital Corporation	1,243
The Price Company Limited	3,722
Therm—O—Disc Canada Limited	2,032
Thermojet Incorporated	21,504
Thompson CSF Canada Limited	53,217
Thompson J Walter Limited	690,876
Three—M Canada Limited	10,233
Ticket Ron Incorporated	2,432
Tilar Roofing Limited	1,869
Tilco Plastics Limited	1,405
Timna Rotational Molders	2,071
Tioxide Canada Incorporated	3,611
Tip Top Products	1,022
Tomay Canada Limited	27,691
Tonka Corporation	1,065,066
Tony Canada Incorporated	3,634
Torin Manufacturing (Canada) Limited	3,721
Toronto General Hospital	1,909
Toronto Star	66,373
Toshiba International	2,876
Tracan Electronics Corporation	2,525
Trane Company of Canada Limited	12,186
Trans Canada Pipelines	56,811
Trans—Northern Pipeline Incorporated	1,721
Transalta Utilities Corporation	4,104
Transfab Electric	2,495
Travenol Canada Limited	34,296
Treck Photographic of Canada Limited	1,462
Tri Canada Incorporated	4,494
Tri Sure Products	4,395
Tri-Steel Incorporated	1,264
Tri-Way Machine Limited	18,573
Trim Trend	63,050
Trimac Transportation Systems	20,978
Trio Tool and Mold Limited	1,283
Trow Limited	3,006
Tru—Die Limited	1,930
Tucker Plastics Incorporated	45,984
Tupperware Company A Division of Dart Industries Canada Limited	2,452,204
Turner Mill Equipment	6,804
TVW Paper Machinery Incorporated	141,523
Twin Disc Incorporated	7,845
Two's A Company	4,499
UAP	5,723
Ultratherm of Canada Limited	1,303
Unico Incorporated	4,983
Unicor Industries	17,603
Union Carbide Canada Limited	41,907
Union Oil Company of Canada Limited	6,514
Uniroyal Limited	3,593
Unit Rig and Equipment	24,190
United Audio Visual Resources	1,358
United Plastic Components	1,191
United Technologies	4,967
Universal Helicopters	5,264
Universiade 83 Corporation	4,145
Université Laval	1,405
University Hospital	2,255
Unlimited Textures	8,858
UPA Technology Incorporated	1,444
US Instruments Rental	3,215
VIP International	10,894
Vac Services	27,318
Valeniote Computer Services	1,353
Valenite—Modco Limited	12,206
Valley Oxygen	4,585
Valmet Incorporated	9,942
Valtrol Equipment	1,323
Vancouver City Savings Credit Union	2,168
Vannatter Limited HE	3,089
Varian Canada Incorporated	12,811
Varisystems Exploration Limited	35,256
Versatile Manufacturing Limited	12,731
Versatile Vickers	18,798
Vestshell Incorporated	21,445
Vetco Incorporated	45,572
Victaulic Company of Canada	3,454
Vida Systems Incorporated	8,719
Video Production Association	249,350
Viking Helicopters	4,692
Visionair Incorporated	27,282
Visway Leasing	19,081
Vive Incorporated	1,330
VME Associates	1,251
Volkswagen Canada Limited	69,479
Vollrath of Canada Limited	2,035
W and G Instruments	5,678
WH Voortman Limited	3,320
WM Tool Company Limited	6,842
WR Grace and Company	1,110
WS Tyler Company Canada Limited	2,251
Wabco Equipment	3,949
Wafios Canada	1,159
Wahl Clipper Corporation of Canada	2,925
Wajax Industries Limited	80,905
Walker Exhausts	1,020
Wallace and Tierman	1,113
Walter Cabbot Construction	9,746
Waterous GM Diesel Limited	3,186
Waterville Celluar Products	15,161
Wausau Insurance Company	8,562
Webb Jervis B Limited	1,607
Webster Instruments	6,000
Welding, Douglas	2,331

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL— DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Welding, Mark	4,361
Weldlow Systems of Canada Limited	3,723
Weldwood of Canada	2,791
Wells Fargo Alarm Services	1,847
Westar Mining Limited	3,884
Westcan Peripherals Limited	1,430
Westchester Productions	5,011
Westech Industrial Limited	1,109
Westech Instruments Limited	5,977
Western Star Incorporated	1,248
Westinghouse Canada Incorporated	51,853
Westroc Industries Limited	1,557
Westronic Systems Limited	3,886
Weyerhauser Canada Limited	2,808
Whitewater Ski Society	10,913
Wicor Canada Incorporated	14,898
Willer Engineering Limited	4,749
William A Reynolds Associates	4,634
Williams and Wilson Limited	15,371
Wilson Machines	1,272
Windler Electronic Company Limited	3,320
Windsor Bumper Division/Gulf and Western (Canada) Limited	57,910
Winnipeg Bank Note Company Limited	1,264
Wood Enterprises	9,485
Woodstream Corporation	143,912
World Films Services Limited	6,240
World Harvest Outreach	8,923
World Wide Pictures	12,166
Xerox of Canada Incorporated	9,567
Yawanur Incorporated	113,230
Year of the Dragon Productions	80,690
Young, Ralph	7,142
Younge and Rubicam	7,348
Yule Hyde Associates Limited	3,020
Yunti Micro Corporation	3,420
Zalev Brothers Limited	12,157
Zanin Electronics	1,098
Zeiss Carl Canada Limited	6,723
Zenith Data Systems	2,438
Zenith Radio Canada Limited	1,687
Zilog Incorporated	7,671
Zumbach Electronics	2,351
Zumro Company Incorporated	11,946
Zymarck Corporation	2,835
Remises inférieures à $1,000	585,569
	42,621,789

Les numéros tarifaires 41100—1, 42700—1, 42700—2, 42700—3, 42700—4, 42700—5, 42700—9, 42700—10, 42700—11, 42700—12, 42700—13, 42700—14, 42700—15, 42700—16, 42701—1 et 42701—2, 42701—3 prévoient que, lorsqu'il s'agit de l'importation au Canada des marchandises énumérées dans ces numéros, le gouverneur en conseil, sur l'avis du Ministre de l'Expansion industrielle régionale peut, s'il juge qu'il y va de l'intérêt public et qu'il n'est pas possible de se procurer ces marchandises en s'adressant à l'industrie canadienne, remettre les droits spécifiés dans ces numéros à l'égard desdites marchandises. Les droits applicables aux premiers $500 de la valeur imposable sont déduits de la remise des droits dans chaque cas. Les remises suivantes ont été accordées sur l'avis du Ministre de l'Expansion industrielle régionale et du Conseil du Trésor, en vertu des dispositions de ces numéros tarifaires, et représentent les droits de douane sur les machines et les pièces désignées dans les divers décrets de remise et leurs annexes; les montants indiqués représentent la partie de la remise applicable aux machines et aux pièces importées pendant la période allant du 1er avril 1984 au 31 mars 1985 inclusivement:

	$
CP 1973—1066, 8 mai 1973	1,790
CP 1974—249, 12 février 1974	3,099
CP 1974—397, 26 février 1974	2,573
CP 1974—929, 23 avril 1974	3,213
CP 1974—1433, 20 juin 1974	3,889
CP 1974—1434, 20 juin 1974	1,025
CP 1974—1658, 23 juillet 1974	1,505
CP 1974—1736, 30 juillet 1974	1,094
CP 1974—1823, 6 août 1974	1,083
CP 1974—2064, 17 septembre 1974	1,477
CP 1974—2065, 17 septembre 1974	3,609
CP 1974—2066, 17 septembre 1974	2,793
CP 1974—2242, 8 octobre 1974	1,187
CP 1974—2427, 5 novembre 1974	8,135
CP 1974—2520, 19 novembre 1974	13,897
CP 1975—126, 23 janvier 1975	1,499
CP 1975—187, 28 janvier 1975	9,307
CP 1975—244, 4 février 1975	1,131
CP 1975—409, 25 février 1975	4,748
CP 1975—836, 15 avril 1975	1,263
CP 1975—837, 15 avril 1975	2,682
CP 1975—982, 29 avril 1975	1,140
CP 1975—1512, 3 juillet 1975	15,127
CP 1975—1838, 29 juillet 1975	12,595
CP 1975—2027, 27 août 1975	4,743
CP 1975—2388, 9 octobre 1975	3,961
CP 1975—2390, 9 octobre 1975	1,002
CP 1975—2619, 7 novembre 1975	4,574
CP 1975—2805, 2 décembre 1975	1,425
CP 1976—93, 20 janvier 1976	3,589
CP 1976—326, 17 février 1976	1,937
CP 1976—1110, 11 mai 1976	60,435
CP 1976—1792, 13 juillet 1976	9,284
CP 1976—2468, 7 octobre 1976	3,638
CP 1976—2651, 28 octobre 1976	5,134
CP 1976—2936, 25 novembre 1976	1,683
CP 1977—138, 27 janvier 1977	1,389
CP 1977—140, 27 janvier 1977	43,478
CP 1977—1250, 5 mai 1977	1,135
CP 1977—1418, 19 mai 1977	1,795
CP 1977—1736, 23 juin 1977	4,689
CP 1977—1927, 7 juillet 1977	3,000
CP 1977—1928, 7 juillet 1977	1,722
CP 1977—2896, 13 octobre 1977	4,546
CP 1977—3042, 27 octobre 1977	1,542
CP 1977—3182, 10 novembre 1977	4,535
CP 1977—3244, 17 novembre 1977	3,327
CP 1977—3372, 1er décembre 1977	9,679
CP 1977—3625, 22 décembre 1977	1,194
CP 1977—3626, 22 décembre 1977	1,442
CP 1977—3629, 22 décembre 1977	2,622
CP 1978—202, 26 janvier 1978	2,251
CP 1978—690, 7 mars 1978	7,251
CP 1978—1665, 18 mai 1978	5,696

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL— DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
CP 1978—1823, 1er juin 1978	2,087
CP 1978—2019, 22 juin 1978	1,419
CP 1978—2115, 29 juin 1978	1,483
CP 1978—2116, 29 juin 1978	2,441
CP 1978—2240, 13 juillet 1978	1,213
CP 1978—2316, 25 juillet 1978	1,233
CP 1978—2490, 1er août 1978	2,578
CP 1978—2491, 1er août 1978	1,159
CP 1978—2492, 1er août 1978	2,889
CP 1978—2820, 6 septembre 1978	3,826
CP 1978—2864, 13 septembre 1978	1,526
CP 1978—3064, 4 octobre 1978	1,465
CP 1978—3145, 12 octobre 1978	1,334
CP 1978—3423, 9 novembre 1978	3,256
CP 1978—3554, 23 novembre 1978	1,310
CP 1978—3753, 12 décembre 1978	1,481
CP 1979—229, 1er février 1979	2,971
CP 1979—318, 13 février 1979	141,194
CP 1979—766, 15 mars 1979	3,743
CP 1979—1039, 28 mars 1979	1,251
CP 1979—1421, 9 mai 1979	1,459
CP 1979—1513, 17 mai 1979	1,124
CP 1979—1579, 24 mai 1979	4,102
CP 1979—1828, 5 juillet 1979	17,395
CP 1979—1829, 5 juillet 1979	1,474
CP 1979—1832, 5 juillet 1979	1,031
CP 1979—1988, 26 juillet 1979	1,754
CP 1979—2287, 24 août 1979	4,237
CP 1979—2350, 6 septembre 1979	3,304
CP 1979—2614, 26 septembre 1979	30,547
CP 1979—2615, 26 septembre 1979	3,301
CP 1979—2616, 26 septembre 1979	10,898
CP 1979—2702, 4 octobre 1979	1,596
CP 1979—2736, 11 octobre 1979	8,138
CP 1979—2826, 18 octobre 1979	1,835
CP 1979—2891, 25 octobre 1979	1,315
CP 1979—3035, 8 novembre 1979	2,744
CP 1979—3176, 22 novembre 1979	1,504
CP 1979—3242, 24 novembre 1979	9,583
CP 1979—3513, 19 décembre 1979	4,782
CP 1979—3514, 19 décembre 1979	1,157
CP 1979—3518, 19 décembre 1979	2,396
CP 1980—164, 11 janvier 1980	48,617
CP 1980—448, 8 février 1980	15,768
CP 1980—449, 8 février 1980	5,973
CP 1980—450, 8 février 1980	2,523
CP 1980—685, 20 mars 1980	4,858
CP 1980—687, 20 mars 1980	2,008
CP 1980—688, 20 mars 1980	2,319
CP 1980—690, 20 mars 1980	3,114
CP 1980—691, 20 mars 1980	12,633
CP 1980—693, 20 mars 1980	7,617
CP 1980—696, 20 mars 1980	1,582
CP 1980—798, 27 mars 1980	2,512
CP 1980—936, 10 avril 1980	25,054
CP 1980—1016, 17 avril 1980	7,260
CP 1980—1129, 1er mai 1980	133,380
CP 1980—1234, 8 mai 1980	3,300
CP 1980—1235, 8 mai 1980	21,856
CP 1980—1308, 15 mai 1980	24,002
CP 1980—1362, 22 mai 1980	16,193
CP 1980—1518, 5 juin 1980	3,766
CP 1980—1570, 5 juin 1980	2,628
CP 1980—1647, 19 juin 1980	13,467

	$
CP 1980—1648, 19 juin 1980	2,879
CP 1980—1785, 3 juillet 1980	11,062
CP 1980—1845, 10 juillet 1980	6,663
CP 1980—2072, 31 juillet 1980	29,982
CP 1980—2073, 31 juillet 1980	17,873
CP 1980—2074, 31 juillet 1980	2,492
CP 1980—2075, 31 juillet1980	4,543
CP 1980—2204, 27 août 1980	11,138
CP 1980—2384, 27 août 1980	7,202
CP 1980—2451, 12 septembre 1980	24,078
CP 1980—2452, 12 septembre 1980	8,278
CP 1980—2494, 18 septembre 1980	39,858
CP 1980—2620, 2 octobre 1980	15,418
CP 1980—2675, 9 octobre 1980	2,921
CP 1980—2852, 23 octobre 1980	11,505
CP 1980—2853, 23 octobre 1980	64,996
CP 1980—2854, 23 octobre 1980	8,240
CP 1980—2855, 23 octobre 1980	1,495
CP 1980—3039, 6 novembre 1980	53,318
CP 1980—3040, 6 novembre 1980	15,699
CP 1980—3199, 27 novembre 1980	76,443
CP 1980—3200, 27 novembre 1980	255,656
CP 1980—3201, 27 novembre 1980	9,508
CP 1980—3202, 27 novembre 1980	58,186
CP 1980—3467, 27 décembre 1980	43,755
CP 1981—35, 8 janvier 1981	62,960
CP 1981—36, 8 janvier 1981	28,212
CP 1981—37, 8 janvier 1981	23,834
CP 1981—38, 8 janvier 1981	44,928
CP 1981—228, 29 janvier 1981	113,066
CP 1981—235, 29 janvier 1981	193,018
CP 1981—297, 5 février 1981	152,735
CP 1981—435, 19 février 1981	61,584
CP 1981—592, 5 mars 1981	90,712
CP 1981—593, 5 mars 1981	165,150
CP 1981—666, 12 mars 1981	298,353
CP 1981—667, 12 mars 1981	93,833
CP 1981—837, 12 mars 1981	138,570
CP 1981—905, 2 avril 1981	288,834
CP 1981—978, 9 avril 1981	208,958
CP 1981—979, 9 avril 1981	192,487
CP 1981—1183, 7 mai 1981	341,433
CP 1981—1184, 7 mai 1981	342,308
CP 1981—1185, 7 mai 1981	911,308
CP 1981—1495, 4 juin 1981	544,319
CP 1981—1496, 4 juin 1981	650,149
CP 1981—1497, 4 juin 1981	599,568
CP 1981—1555, 11 juin 1981	1,375,531
CP 1981—1649, 18 juin 1981	695,300
CP 1981—1734, 25 juin 1981	627,747
CP 1981—1961, 16 juillet 1981	547,689
CP 1981—1962, 16 juillet 1981	332,910
CP 1981—2130, 29 juillet 1981	462,159
CP 1981—2131, 29 juillet 1981	99,251
CP 1981—2244, 19 août 1981	405,980
CP 1981—2245, 19 août 1981	603,480
CP 1981—2246, 19 août 1981	558,712
CP 1981—2395, 3 septembre 1981	902,184
CP 1981—2458, 3 septembre 1981	591,409
CP 1981—2550, 16 septembre 1981	1,978,117
CP 1981—2630, 23 septembre 1981	1,441,723
CP 1981—2738, 8 octobre 1981	214,396
CP 1981—2739, 8 octobre 1981	869,350
CP 1981—3038, 29 octobre 1981	1,426,016

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
CP 1981—3137, 5 novembre 1981	713, 605
CP 1981—3265, 19 novembre 1981	1,166, 298
CP 1981—3360, 26 novembre 1981	1,816,053
CP 1981—3423, 3 décembre 1981	669,430
CP 1981—3563, 17 décembre 1981	1,227,273
CP 1981—3564, 17 décembre 1981	1,031,404
CP 1982—82, 14 janvier 1982	1,377,069
CP 1982—87, 14 janvier 1982	1,490,580
CP 1982—204, 21 janvier 1982	1,547,407
CP 1982—264, 28 janvier 1982	532,772
CP 1982—347, 4 février 1982	1,156,242
CP 1982—397, 11 février 1982	1,197,897
CP 1982—612, 18 février 1982	2,412,343
CP 1982—698, 4 mars 1982	1,056,606
CP 1982—699, 4 mars 1982	3,355,109
CP 1982—861, 18 mars 1982	1,560,956
CP 1982—891, 18 mars 1982	2,548,068
CP 1982—1007, 1 avril 1982	1,399,317
CP 1982—1074, 8 avril 1982	1,963,315
CP 1982—1187, 22 avril 1982	974,414
CP 1982—1188, 22 avril 1982	2,049,877
CP 1982—1304, 29 avril 1982	2,086,080
CP 1982—1344, 6 mai 1982	1,886,328
CP 1982—1461, 13 mai 1982	1,598,471
CP 1982—1527, 20 mai 1982	1,546,504
CP 1982—1598, 27 mai 1982	1,926,981
CP 1982—1662, 3 juin 1982	706,772
CP 1982—1729, 12 juin 1982	1,081,196
CP 1982—1792, 17 juin 1982	657,384
CP 1982—1959, 30 juin 1982	876,008
CP 1982—2028, 8 juillet 1982	1,169,844
CP 1982—2029, 8 juillet 1982	1,067,641
CP 1982—2181, 22 juilllet 1982	1,836,779
CP 1982—2265, 29 juillet 1982	1,190,383
CP 1982—2362, 5 août 1982	799,196
CP 1982—2485, 18 août 1982	758,787
CP 1982—2633, 3 septembre 1982	1,691,081
CP 1982—2634, 3 septembre 1982	547,380
CP 1982—2759, 9 septembre 1982	842,778
CP 1982—2869, 22 septembre 1982	1,916,991
CP 1982—2984, 30 septembre 1982	2,209,465
CP 1982—3145, 14 octobre 1982	1,162,509
CP 1982—3202, 21 octobre 1982	169,956
CP 1982—3374, 4 novembre 1982	1,248,683
CP 1982—3375, 4 novembre 1982	2,314,826
CP 1982—3478, 18 novembre 1982	581,147
CP 1982—3596, 25 novembre 1982	732,613
CP 1982—3672, 2 décembre 1982	1,209,362
CP 1982—3792, 9 décembre 1982	765,964
CP 1982—3940, 23 décembre 1982	822,447
CP 1983—27, 13 janvier 1983	348,074
CP 1983—28, 13 janvier 1983	597,336
CP 1983—217, 27 janvier 1983	1,165,212
CP 1983—279, 3 février 1983	936,741
CP 1983—459, 17 février 1983	221,545
CP 1983—536, 24 février 1983	673,820
CP 1983—668, 3 mars 1983	1,176,184
CP 1983—669, 3 mars 1983	721,130
CP 1983—710, 10 mars 1983	527,540
CP 1983—767, 17 mars 1983	459,337
CP 1983—851, 24 mars 1983	490,140
CP 1983—948, 31 mars 1983	1,046,046
CP 1983—1099, 14 avril 1983	1,549,337
CP 1983—1177, 21 avril 1983	1,191,818

	$
CP 1983—1322, 5 mai 1983	381,523
CP 1983—1323, 5 mai 1983	601,488
CP 1983—1399, 12 mai 1983	668,694
CP 1983—1508, 19 mai 1983	827,856
CP 1983—1535, 26 mai 1983	876,445
CP 1983—1714, 9 juin 1983	983,990
CP 1983—1785, 16 juin 1983	436,203
CP 1983—1870, 23 juin 1983	528,604
CP 1983—2042, 30 juin 1983	511,821
CP 1983—2072, 7 juillet 1983	450,711
CP 1983—2345, 27 juillet 1983	1,197,249
CP 1983—2484, 10 août 1983	3,552,257
CP 1983—2599, 24 août 1983	1,985,394
CP 1983—2684, 1er septembre 1983	1,743,878
CP 1983—2803, 15 septembre 1983	843,145
CP 1983—2895, 15 septembre 1983	1,449,654
CP 1983—3168, 13 octobre 1983	1,155,702
CP 1983—3169, 13 octobre 1983	754,237
CP 1983—3170, 13 octobre 1983	406,754
CP 1983—3349, 27 octobre 1983	1,935,210
CP 1983—3423, 3 novembre 1983	1,598,961
CP 1983—3548, 17 novembre 1983	577,517
CP 1983—3549, 17 novembre 1983	613,824
CP 1983—3669, 24 novembre 1983	1,031,991
CP 1983—3744, 30 novembre 1983	880,199
CP 1983—3855, 8 décembre 1983	2,080,915
CP 1983—4021, 15 décembre 1983	1,886,930
CP 1983—4104, 22 décembre 1983	3,823,821
CP 1984—50, 11 janvier 1984	1,452,366
CP 1984—146, 19 janvier 1984	1,566,124
CP 1984—147, 19 janvier 1984	877,669
CP 1984—264, 26 janvier 1984	728,452
CP 1984—433, 9 février 1984	2,415,017
CP 1984—434, 9 février 1984	2,750,754
CP 1984—525, 16 février 1984	1,689,244
CP 1984—653, 23 février 1984	1,551,359
CP 1984—780, 8 mars 1984	1,355,869
CP 1984—874, 15 mars 1984	918,267
CP 1984—987, 22 mars 1984	1,716,838
CP 1984—988, 22 mars 1984	1,819,775
CP 1984—1076, 29 mars 1984	1,397,543
CP 1984—1158, 5 avril 1984	1,652,272
CP 1984—1243, 12 avril 1984	1,368,111
CP 1984—1327, 18 avril 1984	1,164,772
CP 1984—1454, 3 mai 1984	4,447,382
CP 1984—1556, 10 mai 1984	2,743,017
CP 1984—1685, 17 mai 1984	1,342,292
CP 1984—1772, 24 mai 1984	1,267,090
CP 1984—1984, 7 juin 1984	2,432,776
CP 1984—2053, 14 juin 1984	1,096,997
CP 1984—2189, 21 juin 1984	3,208,234
CP 1984—2314, 28 juin 1984	2,201,960
CP 1984—2511, 12 juillet 1984	1,624,310
CP 1984—2660, 25 juillet 1984	5,116,666
CP 1984—2725, 10 août 1984	1,779,237
CP 1984—2726, 10 août 1984	2,275,051
CP 1984—2834, 24 août 1984	3,212,397
CP 1984—2918, 31 août 1984	3,882,882
CP 1984—3156, 12 septembre 1984	739,005
CP 1984—3157, 12 septembre 1984	1,133,606
CP 1984—3394, 18 octobre 1984	1,986,668
CP 1984—3395, 18 octobre 1984	1,365,311
CP 1984—3396, 18 octobre 1984	1,456,275
CP 1984—3397, 18 octobre 1984	1,179,096

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL— DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
CP 1984—3635, 8 novembre 1984	1,597,787
CP 1984—3636, 8 novembre 1984	796,546
CP 1984—3747, 22 novembre 1984	806,392
CP 1984—3896, 6 décembre 1984	1,299,959
CP 1984—3978, 6 décembre 1984	2,349,526
CP 1984—4097, 20 décembre 1984	410,471
CP 1984—4098, 20 décembre 1984	1,175,597
CP 1984—4099, 20 décembre 1984	1,227,185
CP 1985—102, 17 janvier 1985	1,894,662
CP 1985—295, 31 janvier 1985	1,009,751
CP 1985—481, 14 février 1985	278,046
CP 1985—482, 14 février 1985	548,865
CP 1985—483, 14 février 1985	320,571
CP 1985—637, 28 février 1985	400,898
CP 1985—670, 28 février 1985	373,378
CP 1985—1047, 28 mars 1985	103,292
CP 1985—1048, 28 mars 1985	85,600
Remises inférieures à $1[illegible]00	56,677
	215,608,696

Le décret CP 1971—2727 du 14 décembre 1971, modifié par le décret CP 1973—4030 du 18 décembre 1973, le décret CP 1974—547 du 12 mars 1974, le décret CP 1975—2943 du 18 décembre 1975, le décret CP 1977—2546 du 15 septembre 1977, le décret CP 1977—3373 du 1[er] décembre 1977, le décret CP 1979—3466 du 19 décembre 1979 et le décret CP 1981—69 du 15 janvier 1981, remet les droits payables en vertu de la Liste A du Tarif des douanes sur certaines pièces classifiées dans les numéros tarifaires 42700—1 et 42701—1 et entrées pour la consommation:

a) en 1984 et destinées à des machines ou à des accessoires ou pièces de machines qui ont été importés et qui étaient visés par une remise des droits autorisée en 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980;

b) en 1985 et destinées à des machines ou à des accessoires ou pièces de machines qui ont été importés et qui étaient visés par une remise des droits autorisée en 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980—$4,218,666;

Le décret CP 1970—1200 du 8 juillet 1970 remet la taxe de vente payée ou payable sur les marchandises à l'égard desquelles les droits de douane ont été remis en conformité avec le numéro tarifaire 42700—1 et qui ont été entrées pour la consommation le 8 juillet 1970 ou après cette date, d'un montant égal à la différence entre la taxe de vente calculée sur la valeur à l'acquitté des marchandises et celle calculée sur la valeur imposable des marchandises—$3,877,938:

Numéros tarifaires 42700—1, 42700—2, 42700—3, 42700—4, 42700—5, 42700—9, 42700—10, 42700—11, 42700—12, 42700—13, 42700—14, 42700—15, 42700—16, 42701—1, 42701—2, 42701—3, 41100—1:

CP 1970—1200	3,877,938
CP 1971—2727	4,218,666
	8,096,604

Remise des droits de douane, des droits d'accise et de la taxe de vente sur les ventes faites aux forces de l'OTAN et (ou) au personnel de l'OTAN au Canada:

	$
Alberta Liquor Control Board, Emdonton, Alb	63,836
British Columbia Liquor Distribution Branch, Vancouver, C-B	13,363
Liquor Control Board of Ontario, Toronto, Ont	36,277
New Brunswick Liquor Corporation, Fredericton, N-B	10,808
Newfoundland Liquor Corporation, St John's, T-N	5,521
Nova Scotia Liquor Commission, Halifax, N-É	5,076
Saskatchewan Liquor Board, Régina, Sask	1,125
Société des Alcools du Québec, Montréal, Qué	8,324
	144,330

Remise des droits de douane sur les marchandises importées pour être traitées et exportées par la suite:

116879 Canada, Montréal, Qué	11,263
3M Canada Incorporated, London, Ont	189,621
AHA Manufacturing Company Limited, Toronto, Ont	152,929
AMF Canada Limited, Guelph, Ont	65,811
ARD Industries Limited Friction Welding Division, Cambridge, Ont	16,429
Aar—Kel Moulds Limited, Wallaceburg, Ont	910,124
Abitibi—Price Incorporated, Grand Falls, T-N	26,956
Accurpress Manufacturing Limited, Richmond, C-B	24,614
Acme Manufacturing of Canada Limited, Kitchener, Ont	19,952
Afton Operating Corporation, Kamloops, C-B	68,253
Aimco Automotive Division ITT Industries of Canada, Mississauga, Ont	19,488
Air Canada, Dorval, Qué	3,523,052
Alberta Distillers Limited, Calgary, Alb	36,176
Alcan Canada Products Limited, Kingston, Ont	2,443,720
American Metal Spinning, Laval, Qué	26,501
AMF Tuboscope Incorporated, Edmonton, Alb	1,897
Aradco Management Limited, Windsor, Ont	42,400
Arconas Corporation, Mississauga, Ont	49,360
Arpeco Engineering Limited, Toronto, Ont	63,875
Artex Precast Limited, Toronto, Ont	92,996
Audor Communications Incorporated, Ottawa, Ont	12,534
Auto Pro Incorporated, St-Rémi, Qué	176,000
Automation Air—Tel, Saint-Mathieu de Belœil, Qué	5,726
Aviation Electric Limited, St-Laurent, Qué	84,176
B and X Industries, Valleyfield, Qué	102,101
BC Timber, Castlegar, C-B	181,962
Bailey Controls Division Babcock and Wilcox, Burlington, Ont	6,535
Bailey Controls Limited, Toronto, Ont	2,591
Ballons Granger Balloons Incorporated, Montréal, Qué	51,046
Barlow Commercial Interiors, Toronto, Ont	2,893
Bay Mills Limited, St Catharines, Ont	2,879,328
Baycoat Limited, Hamilton, Ont	50,725
BCL Magnetics Limited, Burlington, Ont	72,635
Beaver Knitwear, Montréal, Qué	7,650
Beer Precast Concrete Limited, Scarborough, Ont	8,310
Beloit Canada Limitée, Sorel, Qué	5,996
Bernard Mold Limited, Windsor, Ont	7,049
Berryland Canning, Haney, C-B	160,978
Best TH Printing Company Limited, Toronto, Ont	9,789
Binder Tool and Mold Incorporated, Windsor, Ont	2,210,491

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Blackwood Hodge Equipment, Dorval, Qué	38,531
Blauer International, Montréal, Qué	81,198
Blue Bird International Incorporated, Brantford, Ont	1,531,908
BM Dyeing Cie, Montréal, Qué	5,360
Bombardier Incorporated, Boucherville, Qué	768,124
Bombardier Incorporated, La Pocatière, Qué	3,497,070
Bombardier Incorporated, Valcourt, Qué	23,293
Bomen Incorporated, Vanier, Qué	12,135
Bonne Bell of Canada Limited, Streetsville, Ont	25,834
Bose Canada Incorporated, Ste-Marie, Qué	423,415
Bowater Newfoundland Limited, Corner Brook, T-N	27,761
Bradbury Company Limited, Scarborough, Ont	22,594
Bristol—Myers Canada Incorporated, Belleville, Ont	62,528
British American Bank Note Incorporated, Ottawa, Ont	58,606
Brookside Farms, Abbotsford, C-B	146,846
Budd Canada Incorporated, Kitchener, Ont	42,396
Build-A-Mold Limited, Windsor, Ont	8,031
Burcan Industries Limited, Whitby, Ont	54,877
Burroughs Memorex, Winnipeg, Man	173,990
CAE Electronics Limited, Montréal, Qué	562,805
CE Bauer, Montréal, Qué	5,087
C-E Peg Incorporated, Brantford, Ont	116,697
CVL Rubber Industries Incorporated, Thorold, Ont	1,784
CAE Machinery Limited, Burnaby, C-B	302,600
Caesar Canning Limited, Richmond, C-B	46,529
Camions Incendie, Pierreville, Qué	205,610
Camions Pierre Thibault Incorporée, Pierreville, Qué	286,056
Canada Hair Cloth Company Limited, St Catharines, Ont	26,841
Canada Post Corporation, Ottawa, Ont	2,038
Canada Vibac Tape, Montréal, Qué	289,531
Canadair, Montréal, Qué	239,800
Canadian Arsenals Limited, Ville Le Gardeur, Qué	407,506
Canadian Disposal Equipment Company Limited, Toronto, Ont	24,442
Canadian Feed Screws Manufacturing Limited, Toronto, Ont	65,790
Canadian General Electric Company Limited, Toronto, Ont	86,877
Canadian Lukens Limited, Rexdale, Ont	86,227
Canadian Marconi, Montréal, Qué	2,315,297
Canadian Mist Distillers Limited, Collingwood, Ont	4,859,492
Canadian Steelmaster Company Limited, Mississauga, Ont	146,612
Canadian Timken Limited, St Thomas, Ont	4,400
Canchilla Associates Limited, London, Ont	8,545
Canco Cranes Limited, Vancouver, C-B	8,786
Canterra Engineering Limited, Calgary, Alb	94,510
Capital Disposal Equipment Incorporated, Rexdale, Ont	177,185
Capsule Technology International Limited, Windsor, Ont	221,602
Cardinal Clothes Incorporated, Montréal, Qué	106,646
Cardion Electronics DG Incorporated Division of General Signal Limited, Carp, Ont	1,881
Carrington Distillers Limited, Burlington, Ont	251,122
Casa Interiors Limited, Montréal, Qué	20,847
Caterpillar of Canada Limited, Mississauga, Ont	406,912
Cavalier Tool and MEG Limited, Windsor, Ont	5,230
Cegelec Industries, Laprairie, Qué	100,040
Celanese Canada Limited, Edmonton, Alb	424,637
Center Tool and Mold Company Limited, Windsor, Ont	372,553

	$
Central Stampings Limited, Windsor, Ont	101,032
Centre Nautique Gosselin Incorporée, St-Paul Île aux Noix, Qué	17,761
Cercast (1979) Incorporated, Montréal, Qué	355,670
Chemical Resin Incorporated, Toronto, Ont.	120,163
Chrysler Canada Limited, Ajax, Ont	1,147,492
Chrysler Canada Limited, Windsor, Ont	16,613,909
CHT Steel Company, Richmond Hill, Ont	1,022,849
Clark Equipment of Canada Limited, St Thomas, Ont	273,490
Clay—Mill Technical Systems Incorporated, Windsor, Ont	46,266
CML Northern Blower Incorporated, Winnipeg, Man	42,845
Coated Electrodes Division of Stanton Pipes Limited, Hamilton, Ont	225,193
Codalex, Montréal, Qué	53,445
Collins and Aiken Incorporated, Farnhar, Qué	437,086
Cominco Limited, Trail, C-B	131,569
Compagnie Minière IOC Limitée, Sept-Îles, Qué	4,191
Computalog Gearhart Limited, Calgary, Alb	8,263
Computing Devices Company, Ottawa, Ont	18,463
Comptec International Limited, Burnaby, C-B	81,621
Contempra Mold Windsor Incorporated, La Salle, Ont	3,805
Continuous Colour Coat Company, Rexdale, Ont	512,823
Control Data Canada Limited, Mississauga, Ont	539,521
Cooper Energy Services, Stratford, Ont	2,105,284
Corma Incorporated, Concord, Ont	141,813
Creations Américana Incorporée, Montréal, Qué	81,761
Creations Northwear Fashions, Montréal, Qué	53,995
Creo Electronics Corporation, Burnaby, C-B	5,414
Crown Flexpak Limited, Richmond, C-B	28,754
DEM Controls of Canada Limited, Montréal, Qué	6,079
Dafoe and Dafoe Incorporated, Brantford, Ont	95,975
Dafoe and Dafoe Incorporated, Toronto, Ont	12,464
Dart Machinery of Windsor, Windsor, Ont	4,585
Decoustics Limited, Rexdale, Ont	139,031
Degussa Canada Limited, Burlington, Ont	2,461,465
Delaval Turbine Canada Limited, Maple, Ont	77,658
Delta Furniture Company, Montréal, Qué	7,754
Delta 70 Manufacturing Limited, Windsor, Ont	17,186
Dependable Turbines Limited, Port Moody, C-B	5,184
Diesel Division GM of Canada Limited, London, Ont	2,339,390
Diesel Equipment Limited, Toronto, Ont	562,356
Digital Equipment of Canada Limited, Kanata, Ont	2,890,213
Distex SNA Incorporated, Ville D'Anjou, Qué	154,650
Diversitel Communications Incorporated, Nepean, Ont	1,340
Dofasco Incorporated, Hamilton, Ont	643,550
Dominion Bridge Sulzer Incorporated, Lachine, Qué	24,113
Dominion Forge Company Limited, Windsor, Ont	19,674
Dominion General Manufacturing Limited, Rexdale, Ont	315,990
Dominion Lock, Montréal, Qué	29,988
Donlee Manufacturing Industries Limited, Weston, Ont	20,463
Drassback North American Incorporated, Ottawa, Ont	2,355
Dresden Industrial Company (Canada) Limited, London, Ont	8,190
Dresser Canada Incorporated, Lethbridge, Alb	21,953
Dualco Manufacturing Limited, Calgary, Alb	17,323
DuPont Canada Incorporated, Maitland, Ont	142,908
Dyer Equipment Incorporated, Calgary, Alb	109,104
E and M Precast Limited, Rexdale, Ont	127,703
EH Ferree Company Limited, Niagara Falls, Ont	187,186

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
ER St Denis and Sons Limited, Windsor, Ont	17,762
Ebco Industries, Richmond, C-B	607,592
Edac Incorporated, Toronto, Ont	127,803
Edoco Manufacturing Corporation, Vancouver, C-B	9,365
Eden Packaging Limited, Niagara Falls, Ont	270,433
El—Chem Construction Company Limited, Burlington, Ont	30,841
Electrical Contact Limitée, Hanover, Ont	242,846
Erco Industries Limited, Long Harbour, T-N	506,390
Ernst Leitz Canada Limited, Midland, Ont	99,893
Esco Limited, Port Hope, Ont	22,637
Euclid Canada Limited, Guelph, Ont	86,684
Eureka Coach Company Limited, Downsview, Ont	453,092
Everingham Brothers Limited, Toronto, Ont	88,357
Evin Industries Limited, Montréal, Qué	14,397
Exeltor Incorporated, Bedford, Qué	118,446
Export Scovill Limited, Montréal, Qué	2,137
F Jos Lamb Company Limited, Windsor, Ont	5,027,163
FH Welding Machines Limited, Mississauga, Ont	29,412
Fabricated Steel Products (Windsor) Limited, Windsor Ont	260,996
Fabtron Corporation, St-Laurent, Qué	63,888
Fenêtres et Vitraux CM Limitée, Montréal, Qué	1,843
Fabrican Incorporated, Laval, Qué	62,472
Field Aviation Company Limited, Calgary, Alb	2,453
Flyer Industries Limited, Winnipeg, Man	26,903
Formac Yachting, Montréal, Qué	39,823
Foxboro Canada, La Salle, Qué	13,248
Freedland Industries Limited, Kingsville, Ont	1,656,293
Freightliner of Canada Limited, Burnaby, C-B	1,639
Furnitrad Incorporated, St-Hyacinthe, Qué	25,307
GEC Diesels Incorporated, Toronto, Ont	13,057
GLC Canada, Berthierville, Qué	363,251
GPL Yachting Incorporated, Montréal, Qué	36,647
Gaco Sternson Limited, Brantford, Ont	398,775
Gagnon Laforest, Montréal, Qué	3,797
Garlock de Sherbrooke Limitée, Sherbrooke, Qué	5,075
Gearcraft Machines Corporation, Cambridge, Ont	11,585
General Kinetics Engineering Corporation, Toronto, Ont	31,410
General Wire and Cable Company Limited, Cobourg, Ont	2,323
Glegg Water Conditioning Incorporated, Guelph, Ont	24,741
Glegg Water Conditioning Incorporated, London, Ont	6,052
Glenayre Electronics, Vancouver Nord, C-B	178,574
GPL Treatment Limited, Abbotsford, C-B	218,169
Grand Falls Industries, Grand Falls, N-B	18,740
Greater Canada Colour Printing Limited, Stevensville, Ont	261,052
Gulf Plastics Limited, Burnaby, C-B	3,753
HE Vannatter Limited, Wallaceburg, Ont	1,326,236
Hallmark Tools Limited, Windsor, Ont	57,928
Hepburn John T Limited, Toronto, Ont	284,596
Herro Machinery Limited, Toronto, Ont	41,819
Heuga Canada Limited, Cornwall Ont	32,339
Hewko Tool and Mold Limited, Oldcastle, Ont	11,161
Heyme Wood Products Limited, Amherstburg, Ont	7,542
Highway Stamping (Windsor) Limited, Tecumseh, Ont	226,434
Hiram Walker and Sons Limited, Windsor, Ont	2,354,548
Hamnar Home Equipment, Kitchener, Ont	165,798
Holiday Juice Company, Windsor, Ont	39,103
Holmes Foundry Limited, Sarnia, Ont	691,080
Howmet Thermatech, Boucherville, Qué	247,199
Huron Steel Products (Windsor) Limited, Windsor, Ont	78,637
Husky Injection Moulding Systems Limited, Bolten, Ont	247,050
IBM Canada Limited, Bromont, Qué	209,374
IBM Canada Limited, Toronto, Ont	9,635,268
IIL Incorporated, Weston, Ont	7,349
Idacom Electronics Limited, Edmonton, Alb	7,751
Ideal Mold Incorporated, Windsor, Ont	113,870
Imapro Incorporated, Charlottetown, Î-P-É	8,912
Imasa Limited, Montréal, Qué	146,533
IMO Foods Limited Canada, Yarmouth, N-É	31,580
Imperial Flavours Incorporated, Mississauga, Ont	738,935
Imperial Mold Incorporated, Windsor, Ont	1,243
IMW Industries Incorporated, Montréal, Qué	339,556
Industrial Alloys Limited, Toronto, Ont	97,047
Industries de Métaux Noranda, Montréal, Qué	22,591
Industries NRC Incorporée, Québec, Qué	11,859
Inmont Canada Incorporated, Windsor, Ont	21,999
Innovative Metal Incorporated, Rexdale, Ont	192,539
Intasco Corporation, London, Ont	3,029
Interfriction Canada, Ville D'Anjou, Qué	50,119
Interiors International Limited, Weston, Ont	240,649
Interlux Trimming, Montréal, Qué	6,182
International Controls Limited, Oldcastle, Ont	33,975
International Submarine Engineering Limited, Vancouver, C-B	27,697
International Tools (1973) Limited, Windsor, Ont	2,521,849
Iron Ore Company of Canada, Sept-Îles, Qué	318,474
Isomedix Corporation, Whitby, Ont	1,270,722
ITT Aimco—A Division of ITT Industries, Toronto, Ont	1,977
JIC Electric Canada, Windsor, Ont	13,255
JTL Machine Limited, Port Colborne, Ont	38,597
Jacob Brothers Machine Works, Richmond, C-B	3,010
Jeep Corporation, London, Ont	4,122,624
Judricks Enterprises Limited, Windsor, Ont	196,208
KSR Industrial, Ridgetown, Ont	7,721
Kasle Steel, Windsor, Ont	345,060
Kendan Manufacturing Limited, Windsor, Ont	1,243,944
Keuffel and Esser Canada Incorporated, Granby, Qué	43,782
Kimberly Clark of Canada Limited, Winkler, Man	21,209
Kolmar of Canada Limited, Barrie, Ont	48,204
Krug Furniture, Kitchener, Ont	77,691
Kuipers Computer Recycling Services Limited, St-Laurent, Qué	2,364
La Brasserie Labatt, La Salle, Qué	24,039
La Compagnie de Papier QNS Limitée, Baie Comeau, Qué	154,798
La Compagnie Seagram, La Salle, Qué	451,442
La Rechaperie Enregistrée, Beauceville, Qué	2,895
Lab Volt, Ste-Foy, Qué	13,715
Lamb Systems Group Division of F Jos Lamb Company Limited, Windsor, Ont	675,483
Lamko Tool and Mold Incorporated, London, Ont	1,342,459
LaSalle Machine Tool of Canada Limited, Tecumseh, Ont	756,459
Laval Tool and Mold Incorporated, Windsor, Ont	224,516
Lawn Furniture Canada Incorporated, Montréal, Qué	101,098
Lawn Furniture Canada Incorporated, Toronto, Ont	2,968
Lawson Packaging Limited, Montréal, Qué	8,675
Le Groupe Christie Limitée, St-Eustache, Qué	708,258
Le Manufacturier Grandford Incorporée, St-Alphonse de Granby, Qué	11,307

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL— DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
LeBlanc and Royle Communications Incorporated, Oakville, Ont	33,844
Les Carrosseries Fontaine 1979 Limitée, Cowansville, Qué	420,381
Les Carrosseries Parco Incorporée, Granby, Qué	8,690
Les Emballages Lawson, Montréal, Qué	119,269
Les Entreprises Andre Tougas, St-Jean, Qué	2,399
Les Entreprises Electro, Brossard, Qué	104,677
Les Industries Sefina Limitée, St-Laurent, Qué	22,737
Les Panneaux Vic Ply Incorporée, Montréal, Qué	65,119
Leslee Sports Importing (Brockville) Limited, Brockville, Ont	50,656
Leyland Industries Limited, Richmond, C-B	16,809
Linamar Machine Limited, Ariss, Ont	124,854
Line Canada Limitée, Granby, Qué	19,693
Lockwood Manufacturing Incorporated, Brantford, Ont	32,463
Lornex Mining, Logan Lake, C-B	46,629
M and M Mechanicals and Electrical Specialties, Guelp, Ont	4,678
M and R Industrial Service, London, Ont	10,639
MA Brian Company Limited, Windsor, Ont	13,383
MGW Controls Limited, Windsor, Ont	2,595
MacDonald Detweiler and Associates Limited, Richmond, C-B	26,323
Machine Fittings Limited, Lachine, Qué	7,406
Machinerie Tenco Limitée, St-Valérien, Qué	40,861
Manufacturier Grandford Incorporée, St-Alphonse de Granby, Qué	359,549
Marhagen Incorporated, Montréal, Qué	3,282
Marimac Textiles, St-Laurent, Qué	58,287
Marina Gagnon, St-Paul Île aux Noix, Qué	8,015
Master Machine and Duplicating (Windsor) Incorporated, Windsor, Ont	74,920
Matériel Transport Bombardier Limitée, Kamouraska, Qué	83,257
Matt's Manufacturing Limited, Calgary, Alb	3,057
McCurdy Radio Industries, Toronto, Ont	5,210
McGaw Manufacturing Division of McGaw Supply Limited, Brantford, Ont	36,852
McInnis Material Handling Systems, Windsor, Ont	9,142
McQueen's Boatworks Limited, Vancouver, C-B	23,773
MDA Technologies Limited, Richmond, C-B	5,098
Mercedes Textiles Limited, Hawkesbury, Ont	31,599
Métal St-Jean Incorporée, St-Jean, Qué	37,816
Metalex Products Limited, Richmond, C-B	13,747
Metric Mold, Windsor, Ont	2,411
Metro Graphic Corporation, Laval, Qué	21,718
Metropolitan Distribution Services, Vancouver, C-B	8,798
Meubles JPM Gervais Incorporée, St-Césaire, Qué	15,782
Michelin Tires (Canada) Limited, New Glasgow, N-É	428,837
Microtel Limited, Brockville, Ont	64,194
Mil Industriel, Montréal, Qué	47,224
Modern Mold Limited, Windsor, Ont	173,548
Mohawk Oil Company Limited, Vancouver Nord, C-B	13,361
Molson Breweries Ontario Limited, Toronto, Ont	2,323
Montreal Fast Print, Montréal, Qué	128,237
Moosehead Breweries Limited, Dartmouth, N-É	73,004
Moosehead Breweries Limited, Saint John, N-B	463,096
Moteurs Leroy Somer du Canada Limitée, Granby, Qué	439,412
Motor Coach Industries, Winnipeg, Man	134,089
Mrs Milne's Cannery, Summerland, C-B	22,110
MSA Tire Limited, Bramalea, Ont	165,246
Namasco Incorporated, Burlington, Ont	798,540
National Sample Card Company, Montréal, Qué	46,437
Nautilus Yachting Limitée, Montréal Qué	34,615
Nelbro Packing Limited, Steveston, C-B	512,607
Neo Industries Limited, Hamilton, Ont	897,286
Newcor Canada Limited, Windsor, Ont	121,503
Newmont Mines Limited, Princeton, C-B	11,109
Nicholson Murdie, Victoria, C-B	8,060
Noranda Metal Industries Limited, Montréal, Qué	82,031
Norsat International Incorporated, Surrey, C-B	575,013
Northern Telecom Canada Limited, Aylmer, Qué	727,776
Northern Telecom Canada Limited, Belleville, Ont	14,707
Northern Telecom Canada Limited, Islington, Ont	1,146,333
Northern Telecom Canada Limited, Winnipeg, Man	154,275
Northern Telecom, Montréal, Qué	565,680
Northridge Plastics Limited, Northridge, Ont	12,803
Novatel Communications, Montréal, Qué	495,733
NYAB Vicom Division of General Signal Limited, Kingston, Ont	42,058
Nystone Chemical Limited, Debert, N-É	1,347
Omega Tool Limited, Oldcastle, Ont	6,309
Otema Store Fixtures Limited, Toronto, Ont	6,839
Outboard Marine Corporation of Canada Limited, Peterborough, Ont	106,768
Pacific Automation Instruments Limited, Vancouver,C-B	2,227
Paragon Tool Division North American Plastics, Windsor, Ont	1,831,823
Paul Demers et Fils, Belœil, Qué	6,206
Peelco Manufacturing Limited, Oakville, Ont	3,816
Peterson Metal Products Limited, Coquitlam, C-B	5,185
Photo Chemical Research Association Incorporated, London, Ont	21,970
Plastics Division Butler Metal Products, Cambridge, Ont	235,719
Pluswood Manufacturing Limited, Atikokan, Ont	69,495
Polywrap Product of Canada, Montréal, Qué	186,598
Potter Distilleries, St Catharines, Ont	214,707
Power Motion Manufacturing Limited, London, Ont	2,462
PPG Industries Canada Limited, London, Ont	63,014
Pratt and Withney, Longueuil, Qué	86,809
Precision Spring of Canada Limited, Amherstburg, Ont	154,345
Prestcold North America, St-Laurent, Qué	565,078
Process Technology Limited, Oromocto, N-B	26,904
Produits Griffin, Granby, Qué	13,064
Progress Plastics Limited, Winnipeg, Man	30,004
Propak Systems Limited, Airdrie, Alb	75,381
Protein Foods Corporation Limited, Hamilton, Ont	101,624
Provincial Crane AMCA Heavy Equipment Limited Niagara Falls, Ont	450,174
Pure Metal Galvanizing (PMT), Rexdale, Ont	5,825
Quebec Gear Works Limited, St-Laurent, Qué	42,674
Ram Air Manufacturing, London, Ont	321,765
Rapid Industrial Textile Limited, Stoney Creek, Ont	103,961
Rayco Stamping Products Limited, Windsor, Ont	16,469
Raymond Industrial Equipment Limited, Brantford, Ont	812,214
REF Automation Limited, Downsview, Ont	162,687
Regal Tool and Mold Limited, Windsor, Ont	87,175
Reliable Communications and Power Products Limited, Calgary, Alb	73,375
Rex Tool and Mold Limited, Windsor, Ont	15,484
Richler Hydraulics Incorporated, St-Laurent, Qué	49,473

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL— DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Richmond Pump, Richmond, C-B	2,186
Ricwil Limited, St Thomas, Ont	81,885
Riello Canada Incorporated, Toronto, Ont	319,038
Robert Mitchell, St-Laurent, Qué	169,970
Rockwell International Limited, Toronto, Ont	1,578,203
Ross Ellis Limited, Montréal, Qué	80,056
Royal Canadian Mint, Winnipeg, Man	95,105
Royal Plastics Limited, Toronto, Ont	49,771
Rumble Canada Limited, Toronto, Ont	27,134
SVP Yachting Incorporated, Montréal, Qué	154,541
SWF Automotive Products, Toronto, Ont	210,872
Schegel Canada Incorporated, Oakville, Ont	45,723
Schenley Canada Incorporated, Valleyfield, Qué	177,706
Sedd Exo, Montréal, Qué	22,488
Shaw—Almex Industries Limited, Parry Sound, Ont	29,900
Shellcast Foundries Incorporated, Montréal, Qué	6,826
Sheres Company, Ville D'Anjou, Qué	2,956
Siemens Electric Limited, Pointe-Claire, Qué	23,123
Signtech Incorporated, Mississauga, Ont	593,777
Singer Company, St-Jean, Qué	32,513
SKD Manufacturing Company Limited, Amherstburg, Ont	561,049
Ski Rossignol Canada Limitée, Granby, Qué	36,927
Skykeesh Industries Limited, Vankleek Hill, Ont	19,761
Smith and Nephew Incorporated, Lachine, Qué	494,953
Snazz Corporation, Montréal, Qué	11,819
Soudex Vinyl Canada, Montréal, Qué	7,018
Spencer Boats Limited, Richmond, C-B	7,850
Spore Boat Builders, Richmond, C-B	6,633
Sportif Manufacturing Canada Incorporated, Vancouver, C-B	92,500
St Clair Tool and Die Limited, Wallaceburg, Ont	344,865
Stanbel Limitée, Montréal, Qué	3,865
Star Slipper Company Limited, Toronto, Ont	166,129
Steelplast Canada Limitée, Granby, Qué	13,452
Stephens Adamson Division of Allis-Chalmers Canada Incorporated, Belleville, Ont	218,869
Sterile Pharmaceuticals Limited, Mississauga, Ont	191,323
Sterling Automotive Supplies Incorporated, Windsor, Ont	23,216
Stork Werkspoor Canada Limited, Sorel, Qué	29,560
Storburn Limited, Grimsby, Ont	7,741
Stowe Woodward Company Limited, Sherbrooke, Qué	61,693
Strudex Fibres Limited, Waterloo, Ont	82,314
Superior Coach Manufacturing Limited (Canada), Winnipeg, Man	178,348
Superior Emergency Equipment, Red Deer, Alb	38,966
Synkoloid Company of Canada, Surrey, C-B	59,701
Syntex Bag Incorporated, Winnipeg, Man	177,853
TRW Repa Canada Limited, Belleville, Ont	210,948
Tahsis Company, Vancouver, C-B	170,747
Taltek Electronics Limited, Montréal Qué	67,959
Tannereye Limited, Charlottetown, Î-P-É	443,663
Technimeca Limited, Anjou, Qué	10,595
Technieca Limited, St-Laurent, Qué	17,380
Techwest Enterprises Limited, Vancouver, C-B	8,214
Tecton Industries, Longueuil, Qué	1,874
Telesat Canada, Vanier, Ont	122,630
Texcom Marketing Incorporated, Markham, Ont	33,739
The Canadian Salt Company Limited, Windsor, Ont	9,267
The Seagram Company Limited, Waterloo, Ont	2,772,502
The Valley City Manufacturing Company Limited, Dundas, Ont	25,538
Thomas Built Buses of Canada Limited, Woodstock, Ont	1,393,129
Ti Titanium, St-Laurent, Qué	14,024
Tideco Industry Division of Tidy Welders Limited, Langley, C-B	176,114
Tie Communication Canada, Sherbrooke, Qué	335,114
Tilbes Manufacturing Company, St-Laurent, Qué	35,691
Tioxide Canada Incorporated, Montréal, Qué	7,830
Toledo Scale Division Reliance Electric Limited, Windsor, Ont	168,893
Trane Company of Canada Limited, Toronto, Ont	135,075
Travel Tips Limited, Oakville, Ont	1,900
Trenton Works Division of Hawker Siddeley Canada Incorporated, Trenton, N-É	2,709
Tri-Canada Incorporated, Mississauga,Ont	34,416
Tri-Star Industries Limited, Yarmouth, N-É	2,600
Tri-Steel Incorporated, Montréal, Qué	11,139
Tri-Tec Controls Limited (Division of John H Wilson Electric), Windsor, Ont	8,348
Tri-Way Machine Limited, Windsor, Ont	359,568
Trio Tool and Mold Limited, Windsor, Ont	32,994
Tripar Incorporated, Montréal, Qué	6,076
TRW Repa Canada, Belleville, Ont	124,347
Tye Sil Corporation, Montréal, Qué	24,317
Unique Tool and Gauge Incorporated, Windsor, Ont	10,939
Uniroyal Limited, Kitchener, Ont	313,170
Uniroyal Limited, Montréal, Qué	22,582
Uniroyal, Toronto, Ont	75,724
United Tire and Rubber Company, Rexdale, Ont	83,369
Unitog Canada Limited, Hamilton, Ont	12,923
Univac Development, Dorval, Qué	678,683
Universal Package, Montréal, Qué	253,575
Universal Telecommunication, Pointe-Claire, Qué	270,256
Unlimited Textures Company Limited, Windsor, Ont	568,684
Utah Mines, Vancouver, C-B	698,860
Vacuum Platers, Montréal, Qué	1,184
Valera Electronics Incorporated, Brockville, Ont	19,768
Valiant Machine and Tool Incorporated, Windsor, Ont	60,355
Varta Batteries Limited, Toronto, Ont	4,671
Velan Engineering, Granby, Qué	608,471
Velan Engineering, St-Laurent, Qué	931,053
Vestshell Incorporated, Montréal, Qué	64,559
Vickers Canada, Montréal, Qué	15,181
Vonella—Angileri Clothing Manufacturing Incorporated, Windsor, Ont	105,267
Vulcan Equipment Company Limited, Scarborough, Ont	12,740
WT Lynch Foods Limited, Toronto, Ont	26,221
Walinga Body and Coach Limited, Guelph, Ont	191,693
Waterville Cellular Products Limited, Waterville, Qué	56,583
Weber Tool and Mold Limited, Midland, Ont	8,409
Welles Corporation Limited, Windsor, Ont	237,292
Western Timber Limited, Castelgar, C-B	92,697
Westinghouse Canada Limited, Hamilton, Ont	852,510
Wide Lite Limited, London, Ont	35,542
William Switzer and Associates Limited, Vancouver, C-B	50,323
Willowglen Systems Limited, Calgary, Alb	5,494
Willowglen Systems Limited, Toronto, Ont	1,161
Wilson Machines Company, La Salle, Qué	174,303
Windsor Match Plate and Tool Limited, Windsor, Ont	12,636
Windsor Mold Incorporated, Windsor, Ont	68,261

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Wolverine Division UOP Limited, London, Ont	7,922
Worthington Canada Incorporated, Brantford, Ont	31,372
XTC Industries Limited, Maple Ridge, C-B	1,628
Xypex Chemicals Canada Limited, Richmond, C-B	6,572
Remises inférieures à $1,000	52,819
	148,104,305

Général:

Le décret CP 1952—1945 du 4 avril 1952, vise les marchandises devant être vendues, utilisées ou distribuées gratuitement par les Nations Unies ou ses agents:

Canadian Unicef Committee, Toronto, Ont	23,154

Le décret CP 1959—1624 du 22 décembre 1959, autorisait à l'égard des marchandises données, par des personnes qui résident hors du Canada, à des institutions religieuses, charitables et éducatives au Canada, une remise des droits de douane et des taxes d'accise; et à l'égard des articles qui font partie des uniformes ou des équipements de milice qu'on ne peut obtenir au Canada, une remise des droits de douane qui seraient autrement payables à l'importation:

Baptist International Missions of Canada Incorporated, Dinorwic, Ont	5,346
British Columbia Soccer Associations, Vancouver, C-B	1,230
Calgary Highlanders, Calgary, Alb	2,155
Church of Jesus Christ Latter-Day Saints, Coutts, Alb	9,406
Church of Jesus Christ of Latter-Day Saints, Vancouver Nord, C-B	7,782
Ducks Unlimited (Canada) Limited, Winnipeg, Man	3,679
Epilepsy Association, Toronto, Ont	1,077
Gurdwara Nanaksar, Richmond, C-B	1,652
Holy Spirit Association, Toronto, Ont	6,701
Les Apôtres de l'Amour Infini, St-Sauveur, Qué	5,156
Northern Light Gospel Mission, Red Lake, Ont	13,729
Northern Youth Programs Incorporated, Dryden, Ont	19,027
Parish of St Benedict, Rexdale, Ont	2,644
Ronald MacDonald House, Saskatoon, Sask	4,490
The Apostles of Infinite Love, St-Jovite, Qué	1,953
The Cameron Highlanders of Ottawa, Ottawa, Ont	1,375
The Corporation of the Presbyterian Church of Latter Day Saints, Toronto, Ont	8,623
University of MacMaster, Hamilton, Ont	17,289
University of Waterloo, Waterloo, Ont	1,174
University of Western, London, Ont	3,188
Vancouver Sea Festival Society, Vancouver, C-B	1,352
Young Life of Canada, Vancouver, C-B	11,484
Remises inférieures à $1,000	10,804
	141,316

Le décret CP 1963—15/1854 du 20 décembre 1963, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard des machines et appareils et leurs pièces (moteurs compris), d'une classe ou d'une espèce qui ne sont faits au Canada, et de la boue de forage, lorsque ce matériel est importé ou est utilisé à la seule fin d'extraire, par dissolution, de la potasse de gisements souterrains:

Kalium Chemicals Division of PPG Industries Canada Limited, Régina, Sask	83,507

Le décret CP 1964—235 du 13 février 1964, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur les marchandises différentes de celles qui ont été commandées:

	$
Remises	1,245,369

Le décret CP 1965—1143 du 21 juin 1965, remise de tous les droits mentionnés dans la Liste A du Tarif des douanes et payables à l'égard des véhicules de la classe suivante, c'est-à-dire les véhicules commerciaux spécifiés, et à l'égard de pièces et accessoires et pièces d'accessoires pour ces véhicules, sauf les pneus, les chambres à air et les machines ou autres articles mentionnés par le numéro tarifaire 438a comme devant être évalués séparément en vertu des numéros tarifaires qui s'y appliquent habituellement:

King Seagrave (1982) Incorporated, Woodstock, Ont	86,667
Remises inférieures à $1,000	306
	86,973

Le décret CP 1965—1144 du 21 juin 1965, remise de tous les droits mentionnés dans la Liste «A» du Tarif des douanes et payables à l'égard des véhicules commerciaux mentionnés, et à l'égard des pièces et accessoires et pièces d'accessoires pour ces véhicules:

King Seagrave (1982) Incorporated, Brampton, Ont	7,500
Mack Canada Incorporated, Brampton, Ont	34,481
Mack Canada Incorporated, Burnaby, C-B	58,872
Mack Canada Incorporated, Montréal, Qué	579,285
Mack Canada Incorporated, Oakville, Ont	19,138
Mack Canada Incorporated, Toronto, Ont	3,791,562
	4,490,838

Le décret CP 1966—2184 du 24 novembre 1966, remise des droits de douane et d'une partie des taxes sur les approvisionnements de défense:

Ministère de la Défense nationale, Ottawa, Ont	13,372,882

Le décret CP 1966—19/2200 du 1er décembre 1966, autorisait la remise des droits de douane et des taxes d'accise sur le pain pascal (matzos) importé pour consommation au cours de la Pâque et déclaré à la douane au cours de la période commençant deux mois avant la veille de cette fête judaïque et se terminant le dernier jour de la période de fête:

Allied Food Distributors Incorporated, Montréal, Qué	64,267
Bartons Bonbonnière Incorporée, Montréal, Qué	2,240
Best Kosher Products, Montréal, Qué	3,851
Cité Cachere Incorporée, Montréal, Qué	4,851
Cosmopolitan Foods Limited, Richmond, C-B	1,515
E Schwartz Grocery, Montréal, Qué	2,450
Export Packers Company Limited, Bramalea, Ont	1,390
Gila Food Products, Toronto, Ont	1,624
Harmony Distributors Incorporated, Downsview, Ont	2,637
Hattamovitch Kosher Imports, Montréal, Qué	93,918
Holtzhenser Brothers Limited, Toronto, Ont	4,799
Home Made Kosher Bakery Limited, Montréal, Qué	1,623
Kofman and Barenholtz Foods Limited, St-Léonard, Qué	3,156
Kofman Barenholtz Foods Limited, Toronto, Ont	135,010

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL— DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Koffman Foods Limited, Richmond, C-B	6,214
Loblaws Limited, Toronto, Ont	3,038
Loblaws Limited, Winnipeg, Man	1,626
Star Appetizer Limitée, St-Léonard, Qué	7,963
Steinberg Incorporated, Toronto, Ont	1,447
Supreme Foods (Ontario) Limited, Toronto, Ont	58,914
Tou Confectionaries, Montréal, Qué	4,460
Weidman Foods Incorporated, Winnipeg, Man	24,383
Remises inférieures à $1,000	11,345
	442,721

Le décret CP 1967—30/128 du 26 janvier 1967, remise des droits de douane et des taxes d'accise payables sur des marchandises importées par la Commission internationale de la pêche du saumon dans le Pacifique et devant servir à ladite commission:

International Pacific Salmon Fisheries Commission, New Westminster, C-B	2,588

Le décret CP 1967—38/393 du 2 mars 1967, autorisait la remise, aux distillateurs canadiens, à partir du 1er janvier 1967, des droits payables sur les barils usagés en chêne blanc importés au Canada pour le whisky produit aux fins d'exportation, et du montant de la taxe de vente représentant la différence entre la taxe de vente payable sur la valeur à l'acquitté et celle calculée sur la valeur imposable:

Alberta Distillers Limited, Calgary, Alb	4,196
Canadian Mist Distillers Limited, Collingwood, Ont	24,220
Gilbey Canada Incorporated, Toronto, Ont	2,606
	31,022

Le décret CP 1967—489 du 16 mars 1967, remise de tous les droits prévus par la Liste «A» du Tarif des douanes et qui sont payables à l'égard des autobus et de leurs pièces et accessoires et les pièces d'accessoires devant servir à la fabrication des carrosseries d'autobus:

Motor Coach Industries Limited, Winnipeg, Man	4,620,236
Remises inférieures $1,000	164
	4,620,400

Le décret CP 1967—24/1621 du 23 août 1967, remise des droits de douane et des taxes d'accise qui autrement seraient exigibles à l'égard du matériel (notamment les dragues, les péniches, les remorqueurs, les chalands ou les vaisseaux motorisés) et des matériaux et fournitures utilisés ou consommés dans le cadre de l'entretien des voies navigables de la partie internationale de la voie maritime du Saint-Laurent:

Robco Incorporated, Montréal, Qué	18,217

Le décret CP 1967—27/1778 du 3 octobre 1967, 65% des droits de douane et de la taxe d'accise payables par le ministère de la Défense nationale sur des pièces de rechange pour sept aéronefs Falcon C117:

Ministère de la Défense nationale, Ottawa, Ont	81,626

Le décret CP 1967—2207 du 23 novembre 1967, remise des droits de douane sur certains véhicules automobiles, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

	$
International Harvester Company of Canada Limited, Chatham, Ont	4,093,500
International Harvester Company of Canada Limited, Hamilton, Ont	2,990,726
	7,084,226

Le décret CP 1968—24/185 du 1er février 1968, remise des droits de douane payables sur les marchandises, l'outillage, l'équipement de servitude au sol et les pièces de rechange initiales, devant servir à la mise au point, à la fabrication et à la mise en service des aéronefs des types F5 et T38:

Canadair, St-Laurent, Qué	25,006

Le décret CP 1968—23/1710 du 17 septembre 1968, remise des droits de douane payables sur les marchandises, l'outillage, l'équipement de servitude au sol et les pièces de rechange devant servir à la mise au point, à la fabrication et à la mise en service des systèmes d'avionrobots pour la surveillance AN/USD-501:

Canadair, St-Laurent, Qué	2,302

Le décret CP 1969—1224 du 17 juin 1969, remise des droits de douane et des taxes d'accise payables à l'égard de certaines marchandises utilisées dans le cadre du Projet d'infrastructure OTAN:

Canadian Liquid Air Limited, Montréal, Qué	1,590
Ford Aerospace and Communications Corporation, Pal Alto, Cal	6,689
Intra Acoustics Company Limited, Montréal, Qué	50,171
Litton Systems Canada Limited, Rexdale, Ont	29,478
Marconi Avionics Limited, Rochester Kent, Angleterre	31,432
Remises inférieures à $1,000	394
	119,754

Le décret CP 1969—1785 du 17 septembre 1969, autorisait la remise pour les pièces de rechange et le matériel pour l'entretien au sol des aéronefs des lignes aériennes étrangères faisant escale au Canada lors de vols internationaux:

Cansica Incorporated, Montréal, Qué	5,902
Cansica Incorporated, Winnipeg, Man	7,574
Comair Incorporated, Cincinnati, Ohio	3,059
Delta Airlines, Montréal, Qué	2,764
Eastern Airlines, Montréal, Qué	11,045
Federal Express, Winnipeg, Man	1,426
Pilgrim Airlines, Montréal, Qué	1,615
Remises inférieures à $1,000	3,074
	36,459

Le décret CP 1970—958 du 2 juin 1970, remise des droits de douane sur les tissus utilisés dans la fabrication des chemises pour hommes et garçons:

Lipton T and Sons Limited, Toronto, Ont	8,527
Pegasus of Canada, Toronto, Ont	9,614
	18,141

Le décret CP 1970—1536 du 9 septembre 1970, remise des droits de douane sur certains véhicules

REVENU NATIONAL— DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
automobiles, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:	
American Motors Canada Incorporated, Toronto, Ont	26,128,162
American Motors (Canada) Limited, Brampton, Ont	4,026,790
Remises inférieures à $1,000	215
	30,155,167

Le décret CP 1970—1786 du 14 octobre 1970, remise des droits de douane et de la taxe de vente autrement payables sur les souliers de ballet et sur les souliers à bout pointu achetés par des écoles de ballet pour leurs élèves et par des troupes de ballet pour leurs représentations:

Alberta Ballet Company The, Edmonton, Alb	1,045
Grands Ballets Canadiens, Montréal, Qué	15,069
National Ballet of Canada (Guild) The, Toronto, Ont	19,500
National Ballet School (NSB) The, Toronto, Ont	4,952
Royal Winnipeg Ballet of Canada, Winnipeg, Man	8,275
	48,841

Le décret CP 1972—215 du 10 février 1972, remise des droits de douane sur les véhicules extra-routiers, leurs pièces et accessoires et les pièces d'accessoires:

Bata Engineering, Batawa, Ont	87,719
Brute Manufacturing Limited, Cambridge, Ont	14,200
Canadian General Electric Company, Toronto, Ont	1,318
Ceco Sales Limited, Burnaby, C-B	6,931
Euclid Canada Limited, Candiac, Qué	13,033
Euclid Canada Limited, Guelph, Ont	5,039,954
Euclid Canada Limited, St Thomas, Ont	23,616
General Motors of Canada, London, Ont	398,676
Ingersoll Rand Canada Incorporated, Rexdale, Ont	2,708
L and M Radiator Limited, Winnipeg, Man	4,029
Lincoln St Louis Canada Limited, Malton, Ont	1,259
Lyman Tubeco Division Ferrum Incorporated, Oakville, Ont	1,294
MacDonald Steel (1976), Cambridge, Ont	1,697
Novacro Machine Limited, Stoney Creek, Ont	2,523
Pacific Truck and Trailer Limited, Vancouver Nord, C-B	426,863
Pneumatic Industrial Equipment, Toronto, Ont	1,042
Reliance Electric Limited, Mississauga, Ont	1,140
Stratoflex of Canada Limited, Toronto, Ont	1,143
Unit Rig and Equipment Company, Niagara Falls, Ont	2,500
Unit Rig and Equipment Company, Stevensville, Ont	1,349,476
Wabco Equipment of Canada, Paris, Ont	4,513,261
Wilson Equipment Company Limited, Vancouver, C-B	23,165
Woodstock Hydraulic Power, Woodstock, Ont	2,437
Remises inférieures à $1,000	4,974
	11,924,958

Le décret CP 1972—585 du 28 mars 1972, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

Universal Handling Equipment, Hamilton, Ont	38,777

Le décret CP 1972—845 du 2 mai 1972, remise des droits de douane sur le matériel et les matériaux importés destinés à la construction de navires exportés:

	$
Chantiers Maritimes Davie Limited, Lauzon, Qué	142,122
Field Aviation Company Limited, Calgary, Alb	3,159
Saint John Shipbuilding and Dry Dock Company Limited, St-Jean, N-B	23,049
Remises inférieures à $1,000	781
	169,111

Le décret CP 1972—1029 du 16 mai 1972, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

Teal Manufacturing Limited, Windsor, Ont	3,140

Le décret CP 1972—2516 du 9 novembre 1972, remise des droits de douane et des taxes d'accise relativement aux listes de diffusion postale établies par ordinateur:

Remises inférieures à $1,000	2,693

Le décret CP 1973—51 du 9 janvier 1973, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires fabriqués par la Westank Industries Ltd:

Equipment RNG Limitée, Montréal, Qué	1,377
Remises inférieures à $1,000	355
	1,732

Le décret CP 1973—837 du 3 avril 1973, privilèges et immunités au Canada de l'Agence internationale de l'énergie atomique:

International Atomic Energy Limited, Toronto, Ont	27,725

Le décret CP 1973—1361 du 29 mai 1973, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur les marchandises importées pour les réunions tenues au Canada par des organisations étrangères:

Aid Association for Lutherans, Appleton, É-U	5,298
American United Life Insurance Company, Indianapolis, IN, É-U	1,717
Aparacor, Montréal, Qué	1,000
Digital Equipment, Montréal, Qué	6,289
Editor Publisher, Montréal, Qué	1,294
Florist Transworld Limited, Montréal, Qué	1,690
Guide International, Montréal, Qué	1,620
International Association of Business Communication, Californie, É-U	3,212
JCI World Congress, Montréal, Qué	6,859
Indianapolis Life Insurance Company, Indianapolis, IN, É-U	2,167
Life Insurance Texas, Houston, É-U	5,642
Investor Guaranty Life Insurance Company, Mercer Island, Washington, É-U	3,716
National Medical Association, Montréal, Qué	1,638
National Western Life Insurance Company, Austin, Texas	7,412
Olga Danschen, Montréal, Qué	2,083
Pfizer Incorporated, Kirkland, Qué	1,111
Pfizer Incorporated, New York, É-U	3,181
Princess House North Dighton, Montréal, Qué	23,958
Shaklee Corporation, Montréal, Qué	14,135

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Show Management, Montréal, Qué	2,938
Sunad, Montréal, Qué	6,170
Tandem Computer Canada Limited, Montréal, Qué	2,477
Remises inférieures à $1,000	33,447
	139,054

Le décret CP 1973—3568 du 13 novembre 1973, remise des droits de douane payés ou payables en vertu du Tarif des douanes sur les fibres et filaments de carbone importés au Canada:

Fibres Armtex Limitée (Les), Drummondville, Qué	7,087
Garlock of Canada Limited, Toronto, Ont	120,448
HSA Systems Incorporated, Rexdale, Ont	2,659
Industries du Hockey Canadien Incorporée, Drummondville, Qué	3,553
Kennamental Incorporated, Port Coquitlam, C-B	1,558
Robco Incorporated, Montréal, Qué	2,178
Remises inférieures à $1,000	1,931
	139,414

Le décret CP 1973—3581 du 13 novembre 1973, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

Champion Truck Bodies Limited, Montréal, Qué	1,136

Le décret CP 1974—34 du 8 janvier 1974, remise d'une partie des droits de douane, de la taxe de vente et des taxes d'accise payés ou payables sur les marchandises cultivées, produites ou fabriquées en Australie:

Craftsmen Distribution Incorporated, Burnaby, C-B	11,410
Donan Marketing, Vancouver, C-B	1,858
General Paint, Vancouver, C-B	23,029
Laporte United States Incorporated, New Jersey, É-U	16,719
Roussel Canada Incorporated, Montréal, Qué	239,314
SCM Corporation International Limited, New York, É-U	30,298
Thomas Skinner and Sons Limited, Vancouver, C-B	5,649
Vancouver Suzuki, Vancouver, C-B	2,239
Remises inférieures à $1,000	5,031
	335,547

Le décret CP 1975—1024 du 6 mai 1975, remise d'une partie de droits de douane et de la taxe de vente payables sur les automobiles de fabrication étrangère par un fabricant qui a importé, pour installation sur ces automobiles, des pièces composantes fabriquées au Canada:

Hussan Auto Canada, New Westminster, C-B	5,525
Subaru Canada Limited, Richmond, C-B	30,858
Toyota Canada Limited, Toronto, Ont	5,112
	41,495

Le décret CP 1976—263 du 10 février 1976, remise de tous les droits de douane payés ou payables en vertu du Tarif des douanes à l'égard de la défluoration:

Great Lakes Forest Products Limited, Dryden, Ont	118,182

Le décret CP 1976—325 du 17 février 1976, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

	$
Pettibone (Canada) Limited, Mississauga, Ont	103,703
Remises inférieures à $1,000	77
	103,780

Le décret CP 1976—957 du 27 avril 1976, remise des taxes de vente et d'accise sur les aéronefs importés qui sont utilisés pour la démonstration aux clients éventuels:

Gulfstream Aerospace Corporation, Oklahoma City, É-U	369,400
Hughes Helicopters Limited, Culver City, É-U	68,490
Innotech Aviation Limited, Richmond, C-B	360,000
Northwest Ranching and Outfitting Limited, Smithers, C-B	4,590
Soloy Conversions Limited, Richmond, C-B	26,500
	828,980

Le décret CP 1976—1314 du 1er juin 1976, remise des droits de douane et des taxes d'accise payables sur des pellicules canadiennes exposées et traitées et sur des bandes magnétoscopiques enregistrées canadiennes:

Bellevue Pathe, Montréal, Qué	1,260
Boardwalk Motion Pictures Limited, Toronto, Ont	1,788
Canadian Broadcasting Corporation, Toronto, Ont	8,237
Ciné Vidéo, Montréal, Qué	1,109
Dalton Fenske and Friends, Toronto, Ont	3,889
Flynn Television, Montréal, Qué	1,047
Gilles Ste-Marie Associés, Montréal, Qué	1,434
ICC Ciné Rail, Montréal, Qué	1,305
McWaters Films Limited, Toronto, Ont	1,005
Ontario Educational Communications, Toronto, Ont	3,074
Partners Film Company (The), Toronto, Ont	3,618
Schultz Bob Production Limited, Toronto, Ont	1,708
Société Radio Canada, Montréal, Qué	6,583
Remises inférieures à $1,000	15,421
	51,478

Le décret CP 1976—1884 du 20 juillet 1976, autorisait pour les cirques et les autres attractions foraines, la remise des droits de douane et des taxes d'accise payables en sus de certains montants minimaux évalués pour la période où les marchandises demeurent au Canada:

Alexander Sam, Vancouver, C-B	20,013
Antique Photos, Trail, C-B	4,380
Beauce Carnaval Incorporated, St-Georges de Beauce, Qué	25,577
Bechlers Roasted Chicken, London, Ont	23,841
Big Sky Concessions, Billings, Montana	9,602
Bill Dillard Shows, Edinburg, Texas	3,711
Boutique Canard, Montréal, Qué	3,988
Centennial Gold, Vancouver, C-B	2,013
Chaffin Bol, Seattle, WA	2,358
Coffman Concessions c/o Gloucester Tours, Gloucester, Ont	2,898
Conklin and Garrett Limited, Brantford, Ont	82,879
Dillard Expositions Incorporated, Edinburg, Texas	60,598
Don Paul Incorporated, Gathlingburgh, Tennessee	2,278
Gatti Productions Incorporated, Edinburg, Texas	3,024

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Harlequin Amusement, Montréal, Qué	2,591
Jules Quinion, St-Benoît de Beauce, Qué	9,882
Les Concessions Exotiques, Montréal, Qué	1,753
Leu Thomson, Sebring, Ohio	15,089
Libbertt Concessions, London, Ont	10,526
Morton Kapp Granff Incorporated, Toronto, Ont	2,000
National Hawaii Products, Pearl City, Hawaii	2,330
Range Rider Bar B Q Corporation, Calgary, Alb	7,660
Raymond Gates, Eufala, Okla	2,684
Robert Cassatta, HollyHill, Floride	6,515
Tootsie Wootsie, Arroyo Grande, É-U	4,042
Townsend Concessions, Fergus Falls, Minn	1,278
Trotter Mark, Santa Monica, CA	11,938
Remises inférieures à $1,000	784,138
	1,109,636

Le décret CP 1976—2984 du 2 décembre 1976, remise des droits de douane et des taxes d'accise payés ou payables sur les échantillons de valeur négligeable:

Remises inférieures à $1,000	8,355

Le décret CP 1977—297 du 10 février 1977, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les autocars et les autobus, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

Fauver JN (Canada) Limited, Mississauga, Ont	27,105
Ontario Bus Industries Incorporated, Mississauga, Ont	728,740
Parker—Hannifin, Grimsby, Ont	16,385
Saynor Electronics Limited, Don Mills, Ont	2,261
Tube—Mac Installations, Anacaster, Ont	2,208
Remises inférieures à $1,000	1,878
	778,577

Le décret CP 1977—2391 du 31 août 1977, remise des droits de douane sur des transistors et autres dispositifs semi-conducteurs:

Remises inférieures à $1,000	1,010

Le décret CP 1977—8/3148 du 3 novembre 1977, remise des droits de douane payés ou payables sur des marchandises servant à la mise au point et à la fabrication des systèmes de télémanipulateurs de navette spatiale en vertu du programme spatial mixte canado-américain (NASA):

Spar Aerospace Products Limited, Toronto, Ont	37,875
Remises inférieures à $1,000	13
	37,888

Le décret CP 1978—185 du 26 janvier 1978, remise des droits de douane sur du tabac non manufacturé:

Bastos du Canada Limitée, Montréal, Qué	38,506

Le décret CP 1978—749 du 16 mars 1978, remise des droits de douane sur les modèles usagés de fonderie et des gabarits et appareillages connexes:

	$
Abex Industries of Canada Limited, Winnipeg, Man	40,835
Associated Foundry, Surrey, C-B	5,368
Benn Fron Foundry Limited, Wallaceburg, Ont	7,059
Birla Industries Incorporated, Windsor, Ont	2,774
Burnstein Castings Limited, St Catharines, Ont	2,582
Canada Alloy Castings Limited, Kitchener, Ont	16,158
Canadian Steel Foundries, Montréal, Qué	68,304
Cercast Incorporated, Montréal Nord, Qué	39,611
Cercor Incorporated, Toronto, Ont	6,645
Chemetics International Limited, Vancouver, C-B	22,172
Chroma Copy Canada Incorporated, Orillia, Ont	4,866
Crane Foundry Limited, Cambridge, Ont	7,821
Dart Foundries, Stevensville, Ont	3,779
Dobney Foundry, Penticton, C-B	9,255
Dorr—Oliver Canada Limited, Orillia, Ont	3,021
Emhart Canada Limited, Belleville, Ont	4,762
Esco Limited, Port Coquitlam, C-B	70,417
Findlay Foundry, Carleton Place, Ont	2,080
Fonderie de Thetford, Thetford Mines, Qué	3,383
Forano Incorporated, Plessisville, Qué	6,818
Joly Engineering, Montréal, Qué	1,002
Mainland Elworthy, Vancouver, C-B	2,210
Monarch Industries Limited, Winnipeg, Man	2,009
Robert Mitchell Incorporated, St-Laurent, Qué	5,787
Rockwell International, Guelph, Ont	9,717
Shellcast Foundries, Longueuil, Qué	1,185
Specialty Cast Metals Limited, Niagara Falls, Ont	8,219
Titan Foundry Limited, Edmonton, Alb	2,151
Unitcast Canada Limited, Montréal, Qué	2,373
Welmet Industries Limited, Welland, Ont	10,165
Western Foundry Limited, Wingham, Ont	21,474
Remises inférieures à $1,000	5,587
	399,589

Le décret CP 1978—842 du 23 mars 1978, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur certains yachts de plaisance:

AFC Grew Incorporated, Penetanguishene, Ont	557,529
Canoe Cove Manufacturing Limited, Victoria, C-B	195,049
Marineland Yacht Sales Limited, Richmond, C-B	544,898
	1,297,476

Le décret CP 1978—1116 du 13 avril 1978, remise des droits de douane sur les anodes de titane:

BC Chemicals, Prince George, C-B	7,009
BCM Technologies Limited, Amherstburg, Ont	204,586
BCM Technologies Limited, Toronto, Ont	24,815
CIL Industrial Chemical Works, Bécancour, Qué	1,307
CIL Incorporée, Montréal, Qué	44,521
Chemetics International Limited, Montréal, Qué	28,588
Chemetics International Limited, Vancouver, C-B	19,803
Dow Chemical Canada Incorporated, Fort Saskatchewan, Alb	229,312
Dow Chemical Canada Incorporated, Sarnia, Ont	158,765
Electrode Corporation, Chardon, Ohio	83,486
Electrode Corporation, Vancouver, C-B	100,529
Erco Industries Limited, Toronto, Ont	27,355
FMC of Canada Limited, Squamish, C-B	73,698
Great Lakes Forest Products Limited, Winnipeg, Man	46,123
Industries PPG Canada Limitée, Montréal, Qué	23,289
Quenor Incorporated, Magog, Qué	20,719
Quenord Chemicals Limited, Magog, Qué	7,077
Remises inférieures à $1,000	846
	1,101,828

Le décret CP 1978—1136 du 13 avril 1978, remise des droits de douane à l'égard des navires affrétés par la CN Marine Corporation pour l'Atlantic Region Ferry Service:

Canadian National Railways, Moncton, N-B	26,972
Eurocan Agencies Limited, Truro, N-É	1,303

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Remises inférieures à $1,000	250
	28,525

Le décret CP 1978—2644 du 23 août 1978, remise des droits de douane sur le café soluble qui est produit dans des pays ayant droit aux avantages du Tarif de préférence général:

Galbay and Company, Montréal, Qué	1,503
General Foods Incorporated, Ville La Salle, Qué	1,790
Sandra Tea and Coffee, Mississauga, Ont	10,734
Remises inférieures à $1,000	918
	14,945

Le décret CP 1978—2658 du 23 août 1978, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules automobiles de Volkswagen Canada Limited:

Volkswagen Canada Incorporated, Scarborough, Ont	1,317,011

Le décret CP 1978—2837 du 6 septembre 1978, remise des droits de douane sur des véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

Western Star Trucks Incorporated	7,362

Le décret CP 1978—3117 du 12 octobre 1978, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur des marchandises surannées ou excédentaires détruites au Canada:

Remises	3,525,468

Le décret CP 1978—7/3222 du 19 octobre 1978, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les marchandises importées dans le cadre de l'acquisition de véhicules blindés et d'approvisionnements connexes, d'usage général, de la défense:

General Motors of Canada Limited (Diesel Division), London, Ont	134,976
Michelin Tires Canada Limited, St-Laurent, Qué	44,887
Mil Quip Incorporated, Montréal, Qué	5,394
Ministère de la Défense nationale, Trenton, Ont	9,659
Triplex Engineering, Pointe-Claire, Qué	12,375
Remises inférieures à $1,000	1,481
	208,772

Le décret CP 1978—3762 du 14 décembre 1978, remise partielle des droits de douane et des taxes de vente et d'accise payés ou payables sur les pièces, le matériel et autres articles devant servir aux transporteurs aériens au Canada à offrir un service aérien commercial international:

Air Canada, Montréal, Qué	162,546
Air Canada, Winnipeg, Man	57,744
Canadian Pacific Airlines, Montréal, Qué	7,184
Canadian Pacific Airlines, Toronto, Ont	9,239
Canadian Pacific Airlines, Vancouver, C-B	294,765
Nordair Aircraft Combined Services, Montréal, Qué	10,814
Wardair Canada Incorporated, Mississauga, Ont	227,666
Worldways Canada Limited, Mississauga, Ont	5,007
	774,965

Le décret CP 1978—3839 du 21 décembre 1978, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

	$
Central Truck Body Company Limited, Weston, Ont	12,643

Le décret CP 1979—395 du 15 février 1979, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard des importations non commerciales en vertu de garanties ou de rajustements de garanties:

Remises inférieures à $1,000	3,817

Le décret CP 1979—3494 du 19 décembre 1979, remise des droits de douane sur les châssis et composants d'appareils de télévision:

Electrohome Limited, Kitchener, Ont	24,822
Hitachi Credit Canada Incorporated, Vancouver, C-B	3,758
Matsushita Industrial Canada Limited, Toronto, Ont	16,970
Proconics Electronics Limited, Vancouver, C-B	3,601
RCA Incorporated Limited, Prescott, Ont	1,635,394
RCA, Pointe-Claire, Qué	16,476
	1,701,021

Le décret CP 1980—489 du 8 février 1980, remise des droits de douane et de la taxe de vente pour les automobiles de BMW Distributors Eastern Canada Limited et de BMW Distributors (Western) Company:

BMW Distribution Eastern Canada Limited, Whitby, Ont	300,686

Le décret CP 1980—493 du 8 février 1980, remise des droits de douane et de la taxe de vente pour les automobiles de Mercedez-Benz of Canada Limited:

Mercedes Benz Canada Limited, Toronto, Ont	61,015

Le décret CP 1980—494 du 8 février 1980, remise des droits de douane et de la taxe de vente pour les automobiles de Nissan Automobile Company (Canada) Limited:

Nissan Auto Company Limited, New Westminster, C-B	12,439

Le décret CP 1980—7/1674 du 19 juin 1980 prévoyait la remise des droits de douane et de la taxe de vente payés ou payables sur des imprimés importés au Canada par un transporteur étranger ou en son nom pour servir exclusivement à la promotion ou à l'exploitation des services aériens offerts par ledit transporteur:

Air France, Montréal, Qué	15,522
Air India, Mirabel, Qué	2,860
Alitalia Airlines, Toronto, Ont	1,935
Cansica Incorporated, Winnipeg, Man	3,952
Cansica, Montréal, Qué	10,446
Delta Air Lines, Montréal, Qué	15,947
Eastern Air Lines, Montréal, Qué	13,286
Emery Air Freight Corporation, Winnipeg, Man	1,878
Federal Express, Montréal, Qué	2,229
Finnair (Finland), Montréal, Qué	3,718
Frontier Airlines Incorporated, Denver, Colo	1,383
Frontier Airlines Incorporated, Winnipeg, Man	2,233
KLM Royal Dutch Air Lines, Dorval, Qué	6,343

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Lufthansa German Airlines, Montréal, Qué	1,561
Northwest Airlines, Winnipeg, Man	3,858
Republic Air Lines, Montréal, Qué	2,270
Sabena Air Lines, Mirabel, Qué	3,028
Swiss Air Transport, Mirabel, Qué	2,499
Tap, Mirabel, Qué	1,225
US Air Incorporated, Montréal, Qué	2,339
Remises inférieures à $1,000	301,515
	400,027

Le décret CP 1980—1677 du 19 juin 1980, remise des droits de douane sur les marchandises utilisées dans la production de sous-systèmes électroniques pour les satellites de communication en vue de l'exportation:

Spar Aerospace Limited, Toronto, Ont	1,215

Le décret CP 1980—2066 du 31 juillet 1980, remise des droits de douane et de la taxe de vente pour les automobiles de la Canadian Honda Motor Limited:

Honda Canada Incorporated, Toronto, Ont	35,000

Le décret CP 1980—2751 du 16 octobre 1980, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente payés ou payables sur des chargeurs à benne frontale et leurs pièces:

Caterpillar Canada, Montréal, Qué	1,162,203
Caterpillar of Canada Limited, Concord, Ont	133,871
Caterpillar of Canada Limited, Mississauga, Ont	8,117,127
Caterpillar of Canada Limited, Vancouver, C-B	767,870
Clark Equipment of Canada Limited, Pointe-Claire, Qué	13,115
Clark Equipment of Canada Limited, St Thomas, Ont	1,877,905
Clark Equipment of Canada Limited, Toronto, Ont	12,331
Euclid Canada Limited, St Thomas, Ont	88,204
General Motors of Canada Limited, London, Ont	85,300
International Harvester Canada Limited, Candiac, Qué	88,807
International Hough Division of Dresser Canada, Candiac, Qué	1,111,237
International Hough Dresser Canada Limited, Hamilton, Ont	204,908
Remises inférieures à $1,000	3
	13,662,881

Le décret CP 1980—3160 du 27 novembre 1980, remise d'une partie des droits de douane et des taxes de vente et d'accise payés ou payables sur les marchandises cultivées, produites ou fabriquées en Nouvelle-Zélande:

	$
Canada Feloriculture Limited, Surrey, C-B	9,870
Canadian Exchange A Blade, Vancouver, C-B	5,774
Canterbury of New Zealand (Canada) Limited, Richmond, C-B	2,487
Canterbury Sheepskin, Richmond, C-B	1,378
Colin Campbell and Sons Limited, Vancouver, C-B	11,951
Davenport Ronald F, Vancouver, C-B	11,163
David L Jones Wholesale Limited, Burnaby, C-B	10,208
Feltex New Zealand USA Incorporated, Los Angeles, É-U	1,147
J—Mar Engineering Limited, Vancouver, C-B	2,948
Knight International, Vancouver, C-B	2,106
Lyons Fry Mergiers, Toronto, Ont	1,033
Marquis of London Manufacturing (1979), Vancouver, C-B	7,651
New Zealand Export Limited, Seattle, É-U	2,698
Nitwannes Investments, Vancouver, C-B	1,106
Ocean West Manufacturing, Vancouver, C-B	10,791
Outlook Fashions Limited, Vancouver, C-B	6,969
Shepherd's House of Import Limited, Vancouver, C-B	1,076
VSR Products, Vancouver, C-B	9,091
Western Project Management, Vancouver, C-B	1,824
Remises inférieures à $1,000	6,281
	107,552

Le décret CP 1981—578 du 5 mars 1981, remise des droits de douane payables par la Remtec Inc sur les véhicules commerciaux spécifiés et leurs pièces:

Remises inférieures à $1,000	3,898

Le décret CP 1981—579 du 5 mars 1981, remise des droits de douane payables par la Transit Van Bodies Inc sur les véhicules spécifiés et leurs pièces:

Les Fourgons Transit, Montréal, Qué	18,688

Le décret CP 1981—649 du 6 mars 1981, remise de la taxe de vente sur les aéronefs civils canadiens, les moteurs d'aéronefs canadiens, les simulateurs de vol canadiens et leurs pièces, réparés à l'étranger:

Dagelman Industries Limited	23,497
Québec Cartier Mining Company, Port Cartier, Qué	113,789
Remises inférieures à $1,000	1,683
	138,969

Le décret CP 1981—1/923 du 2 avril 1981, remise des droits de douane payés ou payables sur les matières ou éléments importés par CAE Electronics Limited:

CAE Electronics, Montréal, Qué	1,136

Le décret CP 1981—1651 du 18 juin 1981, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise payés ou payables par Westinghouse Canada Limited:

Westinghouse Canada Incorporated, Hamilton, Ont	101,010

Le décret CP 1981—2318 du 19 août 1981, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules automobiles de Japan, Rover, Triumph Canada Incorporated:

Jaguar Canada Incorporated, Toronto, Ont	127,901

Le décret CP 1981—4/2723 du 8 octobre 1981, remise des droits de douane et des taxes payés sur les machines et le matériel importés par diverses compagnies:

Tri-Way Machine Limited, Windsor, Ont	11,739

Le décret CP 1982—2/163 du 14 janvier 1982, remise des droits de douane et des taxes sur les machines et le matériel importés par diverses compagnies:

Newcor Canada Limited, Windsor, Ont	1,487

REVENU NATIONAL—DOUANES ET ACCISE—*Suite*

Le décret CP 1982—190 du 21 janvier 1982, remise des droits de douane à l'égard du cuir non fini devant servir à la fabrication de cuir fini pour vêtements:

	$
Ashford Imports, Weston, Ont	8,902
Cantan Leather Corporation, Montréal, Qué	344,342
Cerro Leather Canada, Montréal, Qué	7,784
Chateau Stores of Canada, Montréal, Qué	10,997
CL Imports, Montréal, Qué	7,761
Collis Leather Limited, Aurora, Ont	328,716
Copexim Incorporated, Montréal, Qué	3,926
Entreprises P Boucher, Montréal, Qué	72,855
Leatherhawk Limited, Vankleek Hill, Ont	4,742
Paramount Fabrics Limited, Montréal, Qué	3,480
Richard Greene, Montréal, Qué	3,347
Rodon Leather Incorporated, Montréal, Qué	86,043
Remises inférieures à $1,000	845
	883,740

Le décret CP 1982—386 du 11 février 1982, remise des droits de douane sur certains masques d'évaporation sous vide faits en acier inoxydable et servant à la production de cellules photoélectriques:

Silonex Incorporated, St-Laurent, Qué	1,086

Le décret CP 1982—887 du 18 mars 1982, remise des droits de douane sur les produits chimiques et les masques photographiques servant à la production de dispositifs semi-conducteurs qui sont importés par Mitel Corporation:

Mitel Semi-Conducteur Incorporated, Ottawa, Ont	6,881
Mitel Semi-Conducteur Incorporated, Québec, Qué	34,073
	40,954

Le décret CP 1982—890 du 18 mars 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des véhicules spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Bombardier Inc, division du matériel logistique:

Bombardier Incorporated, Montréal, Qué	2,450
Bombardier Incorporated, Valcourt, Qué	835,681
Canrep Incorporated, Montréal, Qué	12,808
Farr Incorporated, Montréal, Qué	1,516
Kralinator Filters Division, Cambridge, Ont	6,160
Levitt—Safety (Eastern) Limited, Toronto, Ont	4,322
Robert Bosch Canada Limited, Toronto, Ont	52,796
Remises inférieures à $1,000	1,892
	917,625

Le décret CP 1982—993 du 1er avril 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les marchandises importées dans le cadre du projet de construction de l'avion Hornet CF-18:

	$
Allan Crawford Association Limited, Mississauga, Ont	15,272
Aviation Electric, St-Laurent, Qué	74,138
CAE Electronics, Montréal, Qué	9,810
Canadian General Electric Company Limited, Toronto, Ont	103,779
Canadian Marconi, Montréal, Qué	7,026
Digital Equipment of Canada Limited, Kanata, Ont	14,892
ES Stephenson and Company Limited, Saint-Jean, N-B	6,517
Eastern Scale Manufacturing Incorporated, Toronto, Ont	1,055
Electronic Wholesalers Company, Montréal, Qué	5,591
Electronic Wholesalers Limited, Ottawa, Ont	2,631
Entreprise AWSM Limitée, St-Pierre, Qué	2,067
Godfrey Howden Incorporated, Lachine, Qué	45,436
Hawker Siddeley Canada Limited, Toronto, Ont	34,810
Internet Limited, Carleton Place, Ont	6,158
Intra Accoustics Company Limited, Boucherville, Qué	15,277
Intra Accoustics, Montréal, Qué	6,657
John Degroot Associates, Toronto, Ont	2,417
Leigh Instruments Limited, Carleton Place, Ont	6,170
Les Ateliers Hochelaga, Montréal, Qué	1,364
Marconi Avionic Limited, Toronto, Ont	11,874
Ministère de le Défense nationale, Downsview, Ont	1,002,216
Ministère de la Défense nationale, Ottawa, Ont	1,700,686
Ministère de la Défense nationale, Toronto, Ont	429,549
Ministère de la Défense nationale, Westwin, Man	34,877
Patlon Aircraft and Industries, Toronto, Ont	32,314
Radionics Scientific Incorporated, Downsview, Ont	3,281
Rockwell International of Canada Limited, Toronto, Ont	13,604
Spar Aerospace Limited, Kanata, Ont	156,698
Sperry Gyroscope Division, Rockland, Ont	40,834
Sterling Aircraft Products Limited, Concord, Ont	5,084
Subtec Limited, Ottawa, Ont	1,274
Williams and Wilson Limited, Montréal, Qué	9,471
Remises inférieures à $1,000	3,981
	3,806,810

Le décret CP 1982—1164 du 22 avril 1982, remise des droits de douane sur certaines marchandises originaires de la République populaire de Chine:

Accesso—Craft, Montréal, Qué	7,700
Acme Ruler Company Limited, Mount-Forest, Ont	8,706
Anelo Oriental Rugs Limited, Toronto, Ont	24,832
Anshell Industries, Montréal, Qué	4,501
Basic International Network Limited, Downsview, Ont	19,774
Bilwan Trading Company Limited, Vancouver, C-B	1,284
Bob Dale Glove and Import Limited, Edmonton, Alb	18,607
Bob Dale Glove and Import Limited, Toronto, Ont	2,856
Buffalo East Cantra Incorporated, Montréal, Qué	6,176
CAE Horse Limited, Vancouver, C-B	4,128
CK King Porcelain Company Limited, Vancouver, C-B	15,786
Cabrelli, Montréal, Qué	11,583
Candian Willametter Industries, Vancouver, C-B	3,333
Cathay Importers, Vancouver, C-B	3,541
Chung Wah Discount Centre Limited, Vancouver, C-B	1,479
DP Handbags, Montréal, Qué	1,790
Djawa Pacific Enterprises Limited, Toronto, Ont	34,385
Djawa Pacific Enterprises Limited, Vancouver, C-B	28,814
Dogree Fashion Limited, Montréal, Qué	2,975
Douglas PK Incorporated, Toronto, Ont	16,424
Dundas Sheet Metal Work Company, Toronto, Ont	2,092
East West Gift Centre, Vancouver, C-B	4,159
Emego Trading Company Limited, Toronto, Ont	8,648
Exclusive Leather Products, Montréal, Qué	17,326
Fairway Products, Vancouver, C-B	4,408

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Ganz Brothers Toys Limited, Toronto, Ont	15,218
Geanel Restaurant Supply Limited, Saskatoon, Sask	12,477
Gemma Sacs Incorporated, Montréal, Qué	10,676
Gifts and Such, Toronto, Ont	6,049
Gim Lee Yuen (1956) Limited, Vancouver, C-B	3,098
Glove World Manufacturing Company Limited, Toronto, Ont	1,092
Grand De Toy Limited, Montréal, Qué	45,433
Great Wall Machinery Trading Company, Toronto, Ont	17,603
H Hacking Company Limited, Vancouver, C-B	1,472
Habro Industries, Longueuil, Qué	11,355
Homtronix Industries Limited, Vancouver, C-B	1,819
Hong Kong Traders, Vancouver, C-B	2,104
Huck Glove Company Incorporated, Kitchener, Ont	1,914
IGRA Distributors Limited, Toronto Ont	3,201
Jomac Canada Incorporated (Domestic Glove Division), Beebe, Qué	4,374
K Mart Canada Limited, Vancouver, C-B	6,772
Klein Richard Limited, Toronto, Ont	1,214
Knit Set Limited, Montréal, Qué	4,455
Kung's Manufacturing Limited, Vancouver, C-B	3,506
La Cie Artel, Montréal, Qué	36,736
La Cie Artel, Toronto, Ont	20,793
La Cie Artel, Vancouver, C-B	1,166
Lam Bernardo, Vancouver, C-B	1,245
Latoplast Limited, Toronto, Ont	11,700
Lee and Man Manufacturing Limited, Toronto, Ont	4,701
Lee and Man Manufacturing Limited, Vancouver, C-B	7,395
Les Importations Sacsibo, Montréal, Qué	5,405
Les Produits Électriques, Montréal, Qué	1,992
Les Sacs à Main Mino Incorporée, Montréal, Qué	5,120
Lou Sterns Sales, Montréal, Qué	2,298
Memphis Glove Company Limited, Toronto, Ont	5,603
Metropolitain Jobbing, Montréal, Qué	16,281
Mister Glove, Edmonton, Alb	1,193
Prescott and Company (Canada) Limited, Toronto, Ont	3,039
Rainee Manufacturing Products, Toronto, Ont	12,653
Randim Marketing Incorporated, Montréal, Qué	29,988
Rattana Trading Company, Vancouver, C-B	55,253
Regal Imports Chomedey, Laval, Qué	1,863
Remo Imports, Montréal, Qué	18,509
S and D Sales O/B Sylward, Toronto, Ont	8,440
Sanyo Canada Incorporated, Toronto, Ont	1,643
Schwartz Al Enterprises Limited, Toronto, Ont	1,007
Skins Novelty Importing Company Limited, Toronto, Ont	1,016
Stein Novelty, Montréal, Qué	6,657
Stella Handbags, Montréal, Qué	32,105
Telio and Cie, Montréal, Qué	1,951
Ugosac Import Limited, Montréal, Qué	15,742
VMV Enterprise, Montréal, Qué	12,686
Van Roy Industries Limited, Vancouver, C-B	2,168
Varimpo Variety Import, Montréal, Qué	2,992
Velo Sport, Montréal, Qué	4,594
Veneto Imports Limited, Montréal, Qué	27,862
Watson John, Vancouver, C-B	7,779
Wickerware (Canada) Limited, Toronto, Ont	5,533
Wings Neckwear Limited, Toronto, Ont	14,042
Yuen Fong Company Limited, Vancouver, C-B	26,833
Remises inférieures à $1,000	32,661
	857,783

Le décret CP 1982—1717 du 10 juin 1982, remise des droits de douane sur certains implants servant à engraisser les bovins:

	$
Animal Health Supplies, Regina, Sask	16,823
Boehringer Ingelheim, Burlington, Ont	6,560
Canada Packers Incorporated, Calgary, Alb	30,036
Canada Packers Incorporated, St-Hyacinthe, Qué	1,534
Canada Packers Incorporated, St Marys, Ont	15,770
Canada Packers Incorporated, Toronto, Ont	10,991
Dominion Vet Labs Limited, Winnipeg, Man	5,318
Farmix Limited, Mitchell,Ont	2,637
Kane Veterinary Supplies Limited, Edmonton, Alb	23,189
Steere Enterprises Limited, Vancouver, C-B	23,170
Syntex Agri Business Limited, Toronto, Ont	35,488
United Co-op of Ontario, Guelph, Ont	18,910
United Co-op of Ontario, Mississauga, Ont	5,660
United Farmers of Alberta Co-operative, Calgary, Alb	14,561
Remises inférieures à $1,000	988
	211,635

Le décret CP 1982—1872 du 23 juin 1982, remise des droits de douanes sur certains livres et imprimés:

Remises inférieures à $1,000	12,912,396

Le décret CP 1982—1893 du 23 juin 1982, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur les marchandises importées au Canada dans le cadre d'expéditions scientifiques:

McGill University, Schefferville, Qué	7,489

Le décret CP 1982—1994 du 30 juin 1982, remise de la taxe de vente sur les aéronefs civils canadiens, les moteurs d'aéronefs canadiens, les simulateurs de vols canadiens et leurs pièces qui sont réparés à l'étranger:

Air Canada, Toronto, Ont	2,622
Canadian Conference, Vancouver, C-B	46,200
Delson Lease Hold Limited, Waterloo, Ont	4,222
Dian Forest Products Limited, Vancouver, C-B	202,536
Echo Bay Mines Limited, Edmonton, Alb	4,518
Godfrey Howden Incorporated, Lachine, Qué	2,868
Guelph Air, Guelph, Ont	1,309
Hayes—Dana Incorporated, St Catharines, Ont	451,035
Kiewit Peter and Sons Company Limited, Toronto, Ont	111,227
Lignum Air, Vancouver, C-B	70,470
Noranda Mines Limited, Toronto, Ont	509,893
Nova An Alberta Corporation, Calgary, Alb	1,386
Orilla Aviation, Orillia, Ont	2,007
Pacific Western Airlines, Richmond, C-B	36,338
Pan Canadian Petroleum, Calgary, Alb	612,600
Quebec North Shore and Labrador, Montréal, Qué	9,855
Sperry Incorporated, Rockland, Ont	6,491
Sugra Limited, Mississauga, Ont	4,259
Toyota Canada Incorporated, Toronto, Ont	203,318
Trans Canada Pipe Lines Limited, Toronto, Ont	18,808
Vancouver Hockey Club Limited, Vancouver, C-B	257,774
Remises inférieures à $1,000	3,820
	2,563,556

Le décret CP 1982—2182 du 22 juillet 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces et accessoires et leurs pièces pour la Funcraft Vehicles (1981) Limited:	
Remises inférieures à $1,000	1,009
Le décret CP 1982—2262 du 29 juillet 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur le matériel de communications destiné au système militaire de surveillance des centres régionaux de contrôle opérationnel:	
Bell Canada Limited, Mississauga, Ont	8,677
Bell Canada Limited, Toronto, Ont	27,866
Remises inférieures à $1,000	200
	36,743
Le décret CP 1982—2266 du 29 juillet 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les automobiles de la Subaru Auto Canada Ltd:	
Subaru Auto Canada Limited, Richmond, C-B	5,635
Le décret CP 1982—2477 du 18 août 1982, remise des droits de douane sur le matériel utilisé par la Mitel Corporation dans le design, la mise au point, la vérification ou la fabrication de dispositifs semi-conducteurs:	
Mitel Corporation, Montréal, Qué	39,231
Mitel Corporation, Ottawa, Ont	47,004
Mitel Corporation, Québec, Qué	100,813
	187,048
Le décret CP 1982—2623 du 3 septembre 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les machines à coudre importées par la Compagnie Singer du Canada Limited:	
Singer Company, St-Jean, Qué	600,747
Le décret CP 1982—2635 du 3 septembre 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur certains véhicules commerciaux de la Western Star Trucks Incorporated, leurs parties, leurs accessoires et les pièces de ces accessoires:	
Western Star Trucks Incorporated, Mississauga, Ont	85,927
Le décret CP 1982—3142 du 14 octobre 1982, remise des droits de douane sur les peaux de phoques capturés en Alaska dans le Pacifique Nord:	
Amsel and Amsel, Montréal, Qué	1,467
Canadian Furs, Montréal, Qué	1,714
DH Grosvenor Incorporated, Montréal, Qué	1,952
Fabulous Furs, Montréal, Qué	7,422
Glassman and Maislin Fur, Montréal, Qué	7,727
Harry Richer Furs, Montréal, Qué	6,546
L Hendelman Fur, Montréal, Qué	1,302
Michies Machine, Montréal, Qué	1,325
Montreal Master Furriers, Montréal, Qué	1,882
New York Fur Company Limited, Toronto, Ont	9,209
Samuel Grossman Fur, Montréal, Qué	6,204
Victor Goodman Limited, Toronto, Ont	19,279
Remises inférieures à $1,000	2,700
	68,729

	$
Le décret CP 1982—3143 du 14 octobre 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les câbles et les accessoires connexes servant à la transmission d'énergie entre la terre ferme (Colombie-Britannique) et l'île de Vancouver:	
Societa Cavi Pirelli SPA, Milan, Italie	4,822,601
Standard Telefon Og Kabelfabrick A/S, Oslo, Norvège	2,830,613
	7,653,214
Le décret CP 1982—3144 du 14 octobre 1982, remise des droits de douane sur les cylindres d'impression par rotogravure importés par Domco Industries Limited de Farnham (Québec):	
DOMCO Industries Limited, Montréal, Qué	4,717
Le décret CP 1982—3200 du 21 octobre 1982, remise des droits de douane payés ou payables sur quatre génératrices électriques importées par la société Pratt and Whitney Aircraft of Canada Limited ou pour son compte en vue d'être utilisées dans des groupes éléctrogènes à turbines à gaz destinés à l'Ontario Hydro:	
Pratt and Whitney of Canada Incorporated, Longueuil, Qué	521,448
Le décret CP 1982—3201 du 21 octobre 1982, remise des droits de douane sur les amandes et les pistaches conditionnées ou préparées:	
Adams Brands Division Warner—Lambert Canada Incorporated, Toronto, Ont	29,233
Adams Brands, Vancouver, C-B	40,709
Baskin Robbins Division Silverwood Industries, Peterborough, Ont	2,635
C Charles and Company (1973), Toronto, Ont	7,750
Canadian Pacific Airlines, Vancouver, C-B	5,422
Compass Food Sales Company Limited, Willowdale, Ont	7,533
F Archibald Brokerage Limited, Winnipeg, Man	29,041
Galloway's Specialty Foods, Vancouver, C-B	1,882
General Foods Incorporated, Cobourg, Ont	5,643
Gibbs Nathaniel, Montréal, Qué	4,764
Johnsons NB Coffee and Food, Vancouver, C-B	2,164
Laura Secord Limited, Scarborough, Ont	7,690
Les Aliments Vis Foods Incorporée, Lachine, Qué	6,074
Lucerne Foods Limited, Vancouver, C-B	1,126
Lucerne Foods Limited, Winnipeg, Man	3,390
RC Purdy Chocolates Limited, Vancouver, C-B	4,157
Sherman Trading Company Limited, Vancouver, C-B	1,085
Silverwood Dairies, Peterborough, Ont	1,203
Trophy Foods Limited, Brampton, Ont	11,645
Trophy Foods Limited, Toronto, Ont	3,203
Trophy Foods Limited, Vancouver, C-B	42,265
Warner—Lambert Canada Incorporated, Scarborough, Ont	24,107
Remises inférieures à $1,000	44,039
	286,760

Le décret CP 1982—3315 du 28 octobre 1982, remise des droits de douane et des taxes de vente et

REVENU NATIONAL—DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
d'accise payés sur des marchandises endommagées, détériorées ou détruites avant que le contrôle à leur égard ne soit levé par les douanes:	
Remises inférieures à $1,000	1,198

Le décret CP 1982—3470 du 18 novembre 1982, remise des droits de douane sur les marchandises utilisées dans la fabrication de satellites et de sous-systèmes de satellites pour l'exportation:

	$
Alexander D Smart Limited, Markham, Ont	1,548
Canadian General Electric Company Limited, Toronto, Ont	1,143
Com Dev Limited, Cambridge, Ont	195,374
Com Dev Limited, Toronto, Ont	427,829
Fleet Industries Division Ronyz Corporation Limited, Fort Érié, Ont	5,689
Spar Aerospace Limited, Kanata, Ont	1,666,445
Spar Aerospace Products Limited, Ste-Anne-de-Bellevue, Qué	1,126
Spar Aerospace Products, Toronto, Ont	2,078,378
Spar Aerospace, St-Laurent, Qué	574,817
Westburne Industrial Enterprises Limited, Mississauga, Ont	20,918
Remises inférieures à $1,000	2,172
	4,975,439

Le décret CP 1982—3822 du 9 décembre 1982, remise des droits de douane sur certaines marchandises utilisées dans la production d'éléments pour certains aéronefs:

	$
AC Impact Industries, Dorval, Qué	9,535
Aircraft Appliances and Equipment Limited, Bramalea, Ont	2,679
Boeing of Canada Limited, Arnprior, Ont	45,901
Boeing of Canada Limited, Winnipeg, Man	1,995,004
Bristol Aerospace Limited, Winnipeg, Man	3,477
CAE Electronics, Montréal, Qué	6,324
Canadair, St-Laurent, Qué	54,616
Davis Controls Limited, Toronto, Ont	1,188
Dubois et Nadeau Incorporée, Drummondville, Qué	3,900
EG and G Instruments, Toronto, Ont	2,697
Electronic Wholesales, Verdun, Qué	17,230
Enheat Limited, Amherst, N-É	15,516
Entreprises d'électricité JHT, Montréal, Qué	22,621
Fell—Fab International Incorporated, Hamilton, Ont	300,520
Field Aviation Company Limited, Calgary, Alb	8,789
Fleet Industries, Fort Érié, Ont	72,112
IMP Group Limited, Halifax, N-É	4,403
IMP Group Limited, Hammonds Plains, N-É	158,528
Leigh Instruments Limited, Carleton Place, Ont	90,809
Mantegna Incorporated, Oakville, Ont	2,286
Mantegna Incorporated, St-Michel, Qué	6,501
McDonnell Douglas Canada Limited, Toronto, Ont	203,103
Palton Aircraft and Industries, Toronto, Ont	6,310
Rockwell International of Canada Limited, Toronto, Ont	34,701
Varian Canada Incorporated, Toronto, Ont	2,249
Wackid Radio, Ottawa, Ont	1,241
Wright Canvas, Montréal, Qué	67,825
Remises inférieures à $1,000	4,041
	3,144,106

Le décret CP 1982—3941 du 23 décembre 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces et accessoires et leurs pièces de la Commercial Vans Inc:

	$
Commercial Van Lines Incorporated, Brampton, Ont	2,635

Le décret CP 1982—3942 du 23 décembre 1982, remise de tous les droits spécifiés qui sont payables pour les véhicules commerciaux ainsi que leurs pneus, accessoires et pièces d'accessoires, à l'exception des précis, chambres à air, machines et autres articles, dont le numéro tarifaire 43803—1 exige une appréciation séparée selon le droit prescrit aux numéros du Tarif qui s'y appliquent régulièrement:

	$
Pollock Equipment, Strathroy, Ont	1,281

Le décret CP 1982—3943 du 23 décembre 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Red Top Equipment Company Limited:

	$
Red Top Equipment Company Limited, Orillia, Ont	17,040
Red Top Equipment Company Limited, Winnipeg, Man	6,200
Remises inférieures à $1,000	432
	23,672

Le décret CP 1983—21 du 13 janvier 1983, concernant la désignation des pays en développement les moins avancés:

	$
Ateliers Aspasie Incorporée (Les), St-Barnabé, Qué	19,517

Le décret CP 1983—30 du 13 janvier 1983, remise des droits de douane sur des véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la George C Loerr Body and Trailer Co:

	$
George C Doerr Body and Trailer Company, Kitchener, Ont	2,382

Le décret CP 1983—189 du 27 janvier 1983, remise des droits de douane sur certains produits:

	$
AMF Canada Limited, Guelph, Ont	150,942
Frame Neckwear Company Limited, Waterloo, Ont	4,516
Kayser Roth Canada Limited, London, Ont	38,711
Monad Sports Limited, Banff, Alb	1,531
RSL Sports Equipment Limited, Calgary, Alb	14,617
Ski and Sport House Calgary Limited, Calgary, Alb	1,406
Remises inférieures à $1,000	1,161,553
	1,373,276

Le décret CP 1983—448 du 17 février 1983, remise des droits de douane sur le carton de couverture et le carton homogène blanchi pour boîtes:

	$
Cie International Papier, Lachine, Qué	1,142
CIP Incorporée, Montréal, Qué	6,150
CIP Incorporated, Rexdale, Ont	1,029
Crown Forest Industries Limited, Vancouver, C-B	5,206
Domtar Packaging Limited, Mississauga, Ont	5,272
Howell Packaging Division of Dover Industries, Burlington, Ont	1,367

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
MacMillan Bathhurst Incorporated, Winnipeg, Man	13,848
MacMillan Bloedel Packaging Division, Winnipeg, Man	9,428
NFLD Container, St John's, T-N	9,353
Plastic and Paper Sales Limited, Toronto, Ont	1,079
Société d'Aluminium Reynolds, Montréal, Qué	1,196
Somerville Belkin Industries Limited, Winnipeg, Man	9,777
Somerville Belkin Industries, London, Ont	2,799
Remises inférieures à $1,000	12,266
	79,912

Le décret CP 1983—590 du 24 février 1983, remise des droits de douane sur les ampoules pour les guirlandes d'illumination de Noël:

Alderbrooke Industries, Toronto, Ont	29,356
Les Produits Électriques Universal, Montréal, Qué	115,673
Noma Industries Limited, Toronto, Ont	238,759
Remises inférieures à $1,000	985
	384,773

Le décret CP 1983—6/652 du 3 mars 1983, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise payés ou payables au cours de la période du 1er octobre 1982 au 30 septembre 1983 sur les articles et échantillons de marchandises importés temporairement afin d'être photographiés pour servir dans des brochures, des catalogues ou d'autre matériel publicitaire pour l'exportation:

Pringle and Booth Limited, Toronto, Ont	2,488

Le décret CP 1983—941 du 31 mars 1983, remise des droits de douane sur les filés texturés de filaments de polyester:

Celanese Canada Incorporated, Drummondville, Qué	47,671

Le décret CP 1983—942 du 31 mars 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur le matériel d'embrouillage et de désembrouillage de signaux de satellites devant servir à la prestation de services de radio et de télévision:

Canadian Satellite Communications Incorporated, Burlington, Ont	19,135

Le décret CP 1983—946 du 31 mars 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires, fabriqués par la Triangle Truck Equipment Limited:

Triangle Truck Equipment Limited, Waterloo, Ont	1,573

Le décret CP 1983—947 du 31 mars 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, et accessoires et pièces d'accessoires fabriqués par la Childs Truck Bodies Ltd:

Childs Truck Bodies Limited, Stoney Creek, Ont	3,005
Remises inférieures à $1,000	482
	3,487

Le décret CP 1983—1250 du 28 avril 1983, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur les cercueils importés:

	$
Remises inférieures à $1,000	1,256

Le décret CP 1983—1438 du 12 mai 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les automobiles, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires fabriqués par la Aurora Cars Limited:

Aurora Cars Limited, Richmond Hill, Ont	126,205
Jaguar Canada Incorporated, Bramalea, Ont	1,497
Remises inférieures à $1,000	206
	127,908

Le décret CP 1983—6/1473 du 19 mai 1983, remise des droits de douane et des taxes payées sur les machines et le matériel importés par diverses compagnies:

F Jos Lamb Company Limited, Windsor, Ont	27,074
Remises inférieures à $1,000	167
	27,241

Le décret CP 1983—1499 du 19 mai 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les automobiles de Volkswagen Canada Ltée:

Volkswagen Canada Incorporated, Barrie, Ont	3,573,007

Le décret CP 1983—3/1519 du 26 mai 1983, remise des droits de douane et des taxes payés sur les machines et le matériel importés par diverses compagnies:

Diesel Division General Motors of Canada, London, Ont	2,588

Le décret CP 1983—4/1665 du 2 juin 1983, remise des droits de douane payés ou payables en vertu de la liste A du Tarif des douanes sur les vêtements d'immersion ou de survie pour hélicoptère devant servir lors du transport des employés entre les ports canadiens et les plate-formes de forage en haute mer:

Safety Offshore Services, St John's, T-N	20,997

Le décret CP 1983—2037, du 30 juin 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les marchandises pour les besoins du système de télécommunications ANZCAN:

Teleglobe Canada, Port Alberni, C-B	19,887

Le décret CP 1983—2067 du 7 juillet 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles importées au Canada par certaines sociétés:

Remises inférieures à $1,000	1,504

Le décret CP 1983—2333 du 27 juillet 1983, remise des droits de douane, des taxes de vente et d'accise et des droits d'accise sur les marchandises importées par le personnel des forces étrangères:

Mrs Bruce J Ray, Oromocto, N-B	1,916
Remises inférieures à $1,000	4,065
	5,981

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Le décret CP 1983—2340 du 27 juillet 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les droits payés ou payables par Bastos du Canada Limitée sur les importations de filtres à cigarette:	
Bastos Limitée, Montréal, Qué	55,056
Le décret CP 1983—2374 du 27 juillet 1983, remise des droits de douane payés ou payables sur les marchandises importées retenues avant d'être remises à des organisations de bienfaisance au Canada:	
Can Aide Foundation, Ottawa, Ont	3,721
Le décret CP 1983—2485 du 10 août 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les appareils de télévision de la Matsushita Industrial Canada Limited:	
Matsushita Industrial Canada Limited, Toronto, Ont	250,000
Le décret CP 1983—2525 du 10 août 1983, prévoit la remise des droits de douane imposés sur l'eau-de-vie, le vin ou les matières aromatiques contenant une quantité d'eau-de-vie importée aux fins de mélange dans une distillerie avec de l'eau-de-vie en entrepôt:	
Alberta Distillers Limited, Burlington, Ont	640,719
Canadian Mist Distillers Limited, Collingwood, Ont	12,217,140
Corby Distilleries Limited, Corbyville, Ont	491,733
Gilbey Canada Limited, Toronto, Ont	38,201
Hiram Walker and Sons Limited, Windfield, C-B	28,128
Hiram Walker and Sons Limited, Windsor, Ont	6,277,568
McGuiness Distillers Limited, Toronto, Ont	4,283,590
Meaghers, Montréal, Qué	1,327,249
Melchers, Berthierville, Qué	154,501
Melville, Chomedey Laval, Qué	28,458
Potter Distilleries Limited, Langley, C-B	1,536,985
Rieder Distillery Limited, Grimsby, Ont	561,377
Rumark Rums Canada Limited, Toronto, Ont	801,825
Seagram, La Salle, Qué	13,817,226
	42,204,700
Le décret CP 1983—2797 du 15 septembre 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente à l'égard du matériel d'éclairage au xénon utilisé par le Niagara Falls Illumination Board pour l'éclairage des chutes Niagara:	
Niagara Parks Commission, Niagara Falls, Ont	2,729
Le décret CP 1983—7/2832 du 15 septembre 1983, remise des droits de douane payés pour l'utilisation temporaire au Canada du navire M/V Rimba Balau, battant pavillon étranger en vue de transporter deux remorqueurs de manœuvre pour une traversée entre Toronto (Ontario) et Vancouver (Colombie-Britannique):	
Federal Commerce and Navigation Limited, Montréal, Qué	22,917
Le décret CP 1983—2988 du 29 septembre 1983, remise des droits de douane sur le matériel et les pièces importés par la Bristol Aerospace Limited de Winnipeg (Manitoba) pour servir à la fabrication de véhicules de recherche des couches supérieures de l'atmosphère Black Brant:	
Bristol Aerospace Limited, Winnipeg, Man	89,667
Le décret CP 1983—2989 du 29 septembre 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles importées au Canada par certaines sociétés:	
Chrysler Canada Limited, Windsor, Ont	158,146
Long Manufacturing Division of Borg-Warner (Canada) Limited, Oakville, Ont	14,456
Remises inférieures à $1,000	429
	173,031
Le décret CP 1983—3138 du 6 octobre 1983, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur les catalogues officiels de compagnies aériennes importés par la Professional Courier Limited de Mississauga (Ont):	
Professional Courier Limited, Mississauga, Ont	101,399
Le décret CP 1983—3413 du 3 novembre 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles importées au Canada par certaines sociétés:	
Chrysler Canada Limited, Windsor, Ont	19,386
F Jos Lamb Company Limited, Windsor, Ont	18,108
Remises inférieures à $1,000	805
	38,299
Le décret CP 1983—3414 du 3 novembre 1983, remise des droits de douane sur les toiles à ombrer importées à des fins d'horticulture:	
583149 Ontario Limited, Simcoe, Ont	18,253
Growers Technical Services, Mississauga, Ont	18,218
Remises inférieures à $1,000	1,419
	37,890
Le décret CP 1983—3532 du 17 novembre 1983, remise des droits de douane sur certains implants servant à engraisser les bovins:	
Provincial Livestock Supplies Limited, Lethbridge, Alb	3,102
United Co-operative of Ontario, Guelph, Ont	1,920
	5,022
Le décret CP 1983—3663 du 24 novembre 1983, remise des droits de douane sur les annonces publicitaires de référence pour la radio et d'une partie de la taxe de vente sur les annonces publicitaires pour la radio et la télévision:	
Airdale Traffic Services Limited, Toronto, Ont	4,709
Beverley Briggs, Toronto, Ont	1,705
Burger King Canada Incorporated, Toronto, Ont	10,796
CBC, Toronto, Ont	5,946

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL— DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Campbell Ewald (Canada) Limited, Toronto, Ont	16,649
Carder Grey Advertising Incorporated, Toronto, Ont	2,681
Carling O'Keefe Limited, Toronto, Ont	2,138
Chartoff Productions, Toronto, Ont	22,508
Cineservice Film Distributors, Toronto, Ont	3,708
Coca-Cola Limited, Toronto, Ont	11,760
Comprehensive Distributors Limited, Toronto, Ont	36,925
Dalton/Fenske and Friends, Toronto, Ont	16,231
D'Arcy-MacManus, and Musiais, Toronto, Ont	22,790
David Delong Film and Tape Production, Toronto, Ont	4,039
Doyle Dane and Bernbach Advertising, Toronto, Ont	1,458
Epson Canada Limited, Toronto, Ont	1,192
Foote Cone and Belding Advertising Limited, Toronto, Ont	24,097
Forbes Film Service, Toronto, Ont	1,876
Grey Advertising Limited, Toronto, Ont	19,746
Hayhurst Advertising, Toronto, Ont	37,025
Heather Reid and Association, Toronto, Ont	1,430
Home Shoppe Limited The, Toronto, Ont	1,945
K-Tel International, Winnipeg, Man	2,329
Kelloggs-Salada Canada Limited, Toronto, Ont	52,470
Kert Advertising Limited, Toronto, Ont	1,134
Leo Burnette Company Limited, Toronto, Ont	142,795
Lever Detergents Limited, Toronto, Ont	30,387
MacLaren Advertising, Toronto, Ont	15,529
McBain Advertising Incorporated, Toronto, Ont	12,287
McCann-Erickson Advertising, Toronto, Ont	110,708
McDonalds Restaurant of Canada Limited, Toronto, Ont	4,989
McLaren Advertising, Windsor, Ont	2,884
McWaters-Vanlint and Associates, Toronto, Ont	21,674
Needham Harper Steers of Canada Limited, Toronto, Ont	35,409
Ogilvy and Mather Canada Limited, Toronto, Ont	55,717
Partners Film Company The, Toronto, Ont	6,307
Peac-Media Research Incorporated, Toronto, Ont	2,338
Pepsi Cola Canada Limited, Toronto, Ont	7,519
Planicom PNMD, Montréal, Qué	2,472
Procter and Gamble Incorporated, Toronto, Ont	98,600
Ronalds-Reynolds and Company Limited, Toronto, Ont	4,028
SMW Advertising, Toronto, Ont	1,069
SSC and B Lintas Incorporated, Toronto, Ont	1,316
Scali McCabe Sloves (Canada) Limited, Toronto, Ont	26,773
Scollard Productions, Toronto, Ont	4,527
Ted Bates Advertising Incorporated, Toronto, Ont	48,124
Thompson J Walter Company, Toronto, Ont	51,136
Vickers and Benson Limited, Toronto, Ont	4,279
Remises inférieures à $1,000	30,362
	1,028,516

Le décret CP 1983—4010 du 15 décembre 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires pour automobiles importées au Canada par certaines sociétés:

Bombardier Incorporated, Valcourt, Qué	181,440

Le décret CP 1984—52 du 11 janvier 1984, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires fabriqués par la Wiltsie Truck Bodies Ltd., ci-après:

	$
Wiltsie Truck Bodies, Aylmer, Ont	2,634

Le décret CP 1984—53 du 23 janvier 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des véhicules commerciaux spécifiés ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires fabriqués par Les Carrosseries Fontaine (1979) Ltée, ci-après:

Les Carrosseries Fontaine Limitée, Cowansville, Qué	1,987
Les Équipements Twin, Montréal, Qué	13,991
Montreal Refer Service, Montréal, Qué	8,980
	24,958

Le décret CP 1984—54 du 11 janvier 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des véhicules commerciaux spécifiés fabriqués par la Western Utilities Equipment Company Limited ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

Remises inférieures à $1,000	2,083

Le décret CP 1984—55 du 11 janvier 1984, autorisait la remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobile, qui sont importés au Canada par certaines sociétés:

Tri-Way Machine Limited, Windsor, Ont	1,880
Valiant Machine and Tool Incorporated, Windsor, Ont	4,774
	6,654

Le décret CP 1984—233 du 26 janvier 1984, autorisait la remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles importées au Canada par certaines sociétés:

F Jos Lamb Company Canada Limited, Windsor, Ont	50,793
Remises inférieures à $1,000	606
	51,399

Le décret CP 1984—3/680, du 23 février 1984, remise des droits de douane sur les bottes de ski alpin ainsi que les pièces et les matières servant à leur fabrication:

Esprit Sports Division Warrington Limited, Mississauga, Ont	42,459
Gamebridge Incorporated, St-Jérôme, Qué	29,372
	71,831

Le décret CP 1984—754 du 8 mars 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles importées au Canada par certaines sociétés:

Newcor Canada Limited, Windsor, Ont	9,082

Le décret CP 1984—860 du 15 mars 1984, remise des droits de douane sur les filés de filaments de polypropylène:

Spinto Limitée, Granby, Qué	32,707

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—DOUANES ET ACCISE—*Suite*

Le décret CP 1984—867 du 15 mars 1984, remise de droits de douane et des taxes d'accise et de vente sur des marchandises importées aux fins des réunions tenues au Canada par des organisations étrangères, ci-après:

	$
MM Roper Sales Corporation, Kankakee, É-U	1,130
The Nuoleus Incorporated, Toronto, Ont	3,662
Remises inférieures à $1,000	323,523
	328,315

Le décret CP 1984—6/918 du 15 mars 1984, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente payée sur des importations précises de serviettes d'atelier effectuées par la Northern Commercial Corporation:

Northern Commercial Corporation, Montréal, Qué	8,474

Le décret CP 1984—965 du 22 mars 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les articles de table en verre feuilleté:

Cassidy Limited, Montréal, Qué	4,829
Corning Canada Incorporated, Toronto, Ont	658,411
Remises inférieures à $1,000	632
	663,872

Le décret CP 1984—1148 du 5 avril 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles importées au Canada par certaines sociétés:

Chrysler Canada Limited, Windsor, Ont	48,769
Hull Thomson Limited, Windsor, Ont	11,636
	60,405

Le décret CP 1984—1149 du 5 avril 1984, remise des droits de douane sur certains légumes importés pour la transformation:

Berryland Canning Company Limited, Haney, C-B	38,093
Campbell Soup Company Limited, Toronto, Ont	18,366
Canadian Canners Limited, Hamilton, Ont	9,056
Fraser Valley Frosted Foods, Chilliwack, C-B	12,416
Girard Incorporated, St-Césaire, Qué	1,664
HJ Heinz Company of Canada Limited, Leamington, Ont	112,638
Hunt—Wesson Division Morton Simon Canada Limited, Tilbury, Ont	68,880
Prime Foods Limited, Cottam, Ont	12,035
Strub Brothers Limited, Dundas, Ont	11,121
Snyder and Sons Limited, Bedford, Qué	17,652
Sun Brite Canning Limited, Ruthven, Ont	5,582
Thomas Canning Company, Maidstone, Ont	22,404
Topaz Company, St Thomas, Ont	13,800
	343,707

Le décret CP 1984—9/1369, remise à la Hawker Siddeley Canada Incorporated de la somme de $2,080,000 qui représente une partie des droits de douane payés à l'égard des marchandises utilisées dans la fabrication de voitures de métro pour la Toronto Transit Commission, à condition qu'une demande de remise soit présentée au ministre du Revenu national avant le 30 juin 1984:

	$
Hawker Siddeley Canada Incorporated, Toronto, Ont	2,080,000

Le décret CP 1984—1544 du 10 mai 1984, modifiant le décret de remise sur les châssis d'appareils de télévision et leurs pièces, établi par le décret CP 1979—3494:

Hitachi (HSC) Canada Incorporated, Pointe-Claire, Qué	304,519
Proconic Electronics Limited, Vancouver, C-B	134,006
	438,525

Le décret CP 1984—1559 du 10 mai 1984, concernant la remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les châssis d'autobus et les véhicules commerciaux spécifiés de la International Harvester Canada Ltée, ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

International Harvester Canada Limited, Hamilton, Ont	21,083,074

Le décret CP 1984—1759 du 24 mai 1984, concernant la remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles importées au Canada par certaines sociétés:

Budd Canada Incorporated, Kitchener, Ont	67,064
General Motors of Canada Limited, Windsor, Ont	37,557
Geophysical Service Incorporated, Richmond Hill, Ont	16,943
Teledyne Precision Canada, Rexdale, Ont	23,956
	145,520

Le décret CP 1984—1760 du 24 mai 1984, concernant la remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles importées au Canada par certaines sociétés:

General Motors of Canada Limited, Windsor, Ont	123,699
Fabricated Steel Products Limited, Windsor, Ont	1,981
National Auto Radiator Company Limited, Windsor, Ont	1,381
Remises inférieures à $1,000	725
	127,786

Le décret CP 1984—2048 du 14 juin 1984, concernant la remise des droits de douane sur les produits chimiques et les masques photographiques servant à la production de dispositifs semi-conducteurs, qui sont importés par la Mitel Corporation:

Mitel Corporation, Montréal, Qué	1,483
Remises inférieures à $1,000	268
	1,751

Le décret CP 1984—2051 du 14 juin 1984, concernant la remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur les bateaux et le matériel connexe importés au Canada par des résidents canadiens aux fins d'entraînement pour la course Transat Tag Québec-Saint-Malo et la course Le Challenge Labatt Canada:

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
M Yvon Dufeur, Ste-Foy, Qué	73,901
René Gauthier, Québec, Qué	204,820
Remises inférieures à $1,000	79
	278,800

Le décret CP 1984—2/2311 du 28 juin 1984, remise des droits de douane à l'égard d'un stock de cartes à jouer importé par la Graphique Estrie Incorporée de Sherbrooke (Québec) ou au nom de celle-ci:

Graphique Estrie Incorporée, Sherbrooke, Qué	13,759

Le décret CP 1984—3/2311 du 28 juin 1984, remise des droits, jusqu'à concurrence d'un montant global maximal de $110,000 payés ou payables en vertu de la Liste A du Tarif des douanes à l'égard du matériel d'usine importé au cours des années civiles 1983, 1984 et 1985, aux fins d'utilisation par la Composite Technology (Canada) Limited dans ces installations de réparation et d'essai de composants d'aéronef à Winnipeg (Manitoba):

Composite Technology (Canada) Limited, Winnipeg, Man	64,965

Le décret CP 1984—2331 du 28 juin 1984, concernant la remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés des Industries SMI Canada Ltée, ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

SMI Industries Canada Limited, Bathurst, N-B	12,162
SMI Industries Canada Limitée, Ste-Foy, Qué	6,142
SMI Industries, Montréal, Qué	952
Remises inférieures à $1,000	151
	19,407

Le décret CP 1984—2332 du 28 juin 1984, concernant la remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des automobiles ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires, fabriqués par Bombardier Inc., Division du matériel logistique:

Arrow/Cesco Electronics Limited, Montréal, Qué	5,116
Bombardier Incorporated, Montréal, Qué	1,152
Remises inférieures à $1,000	68
	6,336

Le décret CP 1984—2508 du 12 juillet 1984, concernant la remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés de la Peabody Myers (Canada), division de Peabody International Canada Ltd., ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

Peabody—Myers Sunvac Division, Laval, Qué	4,826
Peabody Solid Waste of Canada, Laval, Qué	8,491
	13,317

Le décret CP 1984—2509 du 12 juillet 1984, concernant la remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés de la société Les Carrosseries Parco Inc., ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

Carrosserie Parco Incorporée, Laval, Qué	11,026

$

Le décret CP 1984—2813 du 8 avril 1984, modifiant, conformément à l'annexe ci-après, le Décret de remise sur les implants destinés aux bovins, établi par le décret CP 1982—1717 du 10 juin 1982:

Canada Packers Company, St-Hyacinthe, Qué	2,276

Le décret CP 1984—5/2816 du 8 août 1984, remise des droits payés ou payables à l'égard du M V Cicero, navire transportant des remorques et des conteneurs ro-ro, appartenant à la Fednay Limited:

Burnett Steamship Company Limited, Montréal, Qué	2,000,000
Quantetics Corporation, Ottawa, Ont	966,979
	2,966,979

Le décret CP 1984—2826 du 8 août 1984, concernant la remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles importées au Canada par certaines sociétés:

Chrysler Canada Limited, Windsor, Ont	3,065
NETP Limited, Niagara Falls, Ont	3,500
Remises inférieures à $1,000	324
	6,889

Le décret CP 1984—3103 du 31 août 1984, concernant la remise des droits de douane sur les importations de tabac jaune clair non manufacturé:

Benson and Hedges (Canada) Incorporated, Tillsonburg, Ont	135,878

Le décret CP 1984—3114 du 31 août 1984, concernant la remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles importées au Canada par certaines sociétés:

Chrysler Canada Limited, Windsor, Ont	20,640
Remises inférieures à $1,000	787
	21,427

Le décret CP 1984—3798 du 29 novembre 1984, concernant la remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des marchandises importées dans le cadre de l'acquisition par le gouvernement du Canada des véhicules blindés polyvalents et des approvisionnements de défense connexes:

Canadian Arsenals Limited, Le Gardeur, Qué	37,706
Diesel Division GM of Canada Limited, London, Ont	15,312
Michelin Tires (Canada) Limited, St-Laurent, Qué	48,706
Remises inférieures à $1,000	2,051
	103,775

Le décret CP 1984—3799 du 29 novembre 1984, concernant la remise des droits de douane payés ou payables sur le voilier «Elinor»:

Fondation Boscoville, Montréal, Qué	67,450

Le décret CP 1984—5/3853 du 29 novembre 1984, remise des droits de douane payés en vertu de la déclaration n° H103891 traitée à Cobourg (Onta-

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
rio) le 20 février 1984 à l'égard de 10,058 boîtes de deux litres servant à la mise en boîte du sirop d'érable:	
Curle's Maple Products, Toronto, Ont	1,565

Le décret CP 1984—4091 du 20 décembre 1984, sur la remise partielle des droits de douane et de la taxe de vente payés à l'égard de Jeux Électroniques Portatifs importés par Tandy Electronics Limited:

A and A Canada Division of Tandy Electronics, Vancouver, C-B	147,899

Le décret CP 1985—72 du 17 janvier 1985, remise des droits de douane sur les pommes de terre importées pour la fabrication de croustilles:

Humpty Dumpty Foods Limited, Hartland, N-B	2,746
Humpty Dumpty, Montréal, Qué	19,353
Laurentide Potato Chips, Montréal, Qué	5,069
Old Dutch Foods Limited, Winnipeg, Man	42,931
	70,099

Le décret CP 1985—2/150 du 1er janvier 1985, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur un toit en matériel importé pour le Lindsay Park Aquatic Centre and Fieldhouse de Calgary (Alberta):

Birdair Structures, Calgary, Alb	297,476

Le décret CP 1985—275 du 31 janvier 1985, concernant la remise des droits de douane à la Hingchong Trading Corporation sur certaines quantités de porc en conserve importées de la République populaire de Chine:

Hingchong Trading Corporation, Toronto, Ont	1,722

Le décret CP 1985—277 du 31 janvier 1985, concernant la remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les supports de transmission de données:

Candle Corporation, Montréal, Qué	5,649
Fiducie du Québec, Montréal, Qué	1,275
Government of Alberta, Calgary, Alb	1,239
Krug Furniture Incorporated, Kitchener, Ont	1,393
Sûreté du Québec, Montréal, Qué	1,308
VIA Rail Canada, Montréal, Qué	1,572
WT Electronic Retail Solution Incorporated, Calgary, Alb	1,430
Remises inférieures à $1,000	61,356
	75,222

Le décret CP 1985—362 du 7 février 1985, concernant la remise des droits de douane et de la taxe de vente payés ou payables sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles importées au Canada par certaines sociétés:

Volkswagen Canada Incorporated, Barrie, Ont	80,516

Le décret CP 1985—364 du 7 février 1985, concernant la remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles importées au Canada par certaines sociétés:

	$
Geophysical Services Incorporated, Richmond Hill, Ont	7,296
Lear Siegler Industries Limited, Kitchener, Ont	61,094
	68,390

Le décret CP 1985—365 du 7 février 1985, concernant la remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles importées au Canada par certaines sociétés:

Beckers Lay Tech Incorporated, Kitchener, Ont	5,803
Chrysler Canada Limited, Windsor, Ont	140,419
General Motors of Canada Limited, Windsor, Ont	68,457
Geophysical Services Incorporated, Richmond Hill, Ont	6,484
Remises inférieures à $1,000	595
	221,758

Le décret CP 1985—5/872 du 14 mars 1985, remise de la taxe de vente sur les coquelicots et les couronnes produits et vendus au cours de la période du 1er avril 1980 au 31 mars 1984:

Vetcraft Shops, Charlottetown, Î-P-É	376,928
Total Douanes et Accise	***850,115,240***

D'autres remises ont été accordées, comme suit:

Le décret CP 1945—88/2969 du 25 avril 1945, remise des taxes d'accise payées ou payables par le Gouverneur général.

Le décret CP 1954—26/1904 du 8 décembre 1954 accordait une remise aux membres de l'OTAN pour les automobiles achetées au Canada.

Le décret CP 1955—1/350 du 12 mars 1955, marchandises importées au Canada uniquement et exclusivement aux fins de construction, d'entretien et d'exploitation du réseau avancé de pré-alerte.

Le décret CP 1966—545 du 23 mars 1966, remise des taxes d'accise sur les moteurs canadiens qui sont retournés au Canada après avoir été exportés pour être réparés.

Le décret CP 1970—1835 du 21 octobre 1970, prévoyait sous réserve des conditions prescrites, dans le cas des articles de fabrication canadienne exportés et réimportés, la remise de la totalité ou d'une partie des droits de douane et des taxes d'accise payables en sus des montants dûment imposés sur le coût des réparations effectuées, du traitement ou de l'équipement ajouté à l'extérieur du Canada.

Le décret CP 1972—583 du 28 mars 1972, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires.

Le décret CP 1972—1244 du 6 juin 1972, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur certai-

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

$

nes marchandises importées par les directions postales des douanes.

Le décret CP 1973—228 du 30 janvier 1973, remise de la taxe de vente sur des aéronefs fabriqués au pays qui sont utilisés à des fins de démonstration à des clients éventuels.

Le décret CP 1973—745 du 27 mars 1973, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard de l'entrée temporaire de certains articles importés pour les usages spéciaux indiqués à l'annexe «A» du décret.

Le décret CP 1973—2529 du 21 août 1973, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard de marchandises utilisées en cas d'urgence.

Le décret CP 1974—1/1188 du 30 mai 1974, remise des droits de douane payés ou payables sur les fibres discontinuées en nylon devant servir à la fabrication de tapis moulés pour automobile et fournies comme une pièce d'équipement originale aux fabricants canadiens d'automobiles.

Le décret CP 1974—2246 du 8 octobre 1974, remise des taxes d'accise aux diplomates et autres représentants de pays étrangers.

Le décret CP 1974—2522 du 19 novembre 1974, remise des droits de douane et des taxes d'accise payés ou payables sur certains genres de matériel publicitaire.

Le décret CP 1974—2523 du 19 novembre 1974, remise des droits de douane et des taxes d'accise payés ou payables sur les échantillons commerciaux importés temporairement aux fins d'exhibition ou de démonstration.

Le décret CP 1975—287 du 11 février 1975, remise partielle de la taxe de vente sur les aéronefs exportés temporairement du Canada fin de respecter un contrat de service aérien commercial.

Le décret CP 1975—1973 du 27 août 1975, remise des droits de douane payés ou payables sur le matériel roulant de chemin de fer étranger importé pour assurer le service international (décret de remise n° 2 visant le matériel roulant de chemin de fer, service international).

Le décret CP 1976—17/3066 du 9 décembre 1976, remise de la taxe de transport aérien payée ou payable en conformité avec la partie II de la Loi sur la taxe d'accise en ce qui concerne le transport aller-retour du personnel des États-Unis pour le projet de défense mixte du Canada et des États-Unis, le réseau avancé de pré-alerte, aux fins de construction, d'entretien ou d'exploitation.

Le décret CP 1977—1682 du 16 juin 1977, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard des biens mobiliers importés par un résident saisonnier.

Le décret CP 1978—763 du 16 mars 1978, remise des droits de douane sur des véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires.

$

Le décret CP 1978—1724 du 25 mai 1978, remise des droits de douane sur des véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires.

Le décret CP 1978—2023 du 22 juin 1978, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur les véhicules et bagages importés temporairement par des non résidents.

Le décret CP 1978—2963 du 27 septembre 1978, remise des taxes de vente et d'accise sur les véhicules automobiles achetés ou importés par les représentants diplomatiques et autres représentants de pays étrangers en franchise des taxes de vente et d'accise et affectés à un usage imposable après deux ans.

Le décret CP 1978—3279 du 26 octobre 1978, remise des amendes inférieures à $10 à l'égard du paiement tardif de la taxe imposée en conformité avec la partie III, IV ou V de la Loi sur la taxe d'accise.

Le décret CP 1980—875 du 3 avril 1980, remise des droits de douane sur certaines marchandises utilisées dans la production d'éléments pour certains aéronefs.

Le décret CP 1981—488 du 26 février 1981, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les souliers de ballet.

Le décret CP 1981—1955 du 16 juillet 1981, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires.

Le décret CP 1982—197 du 21 janvier 1982, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur certaines marchandises importées au Canada par l'intermédiaire de services de messagerie.

Le décret CP 1982—5/1702 du 3 juin 1982, remise des droits de douane payés ou payables sur trois postes de conditionnement électronique fabriqués par le GEC Rectifiers de Stafford en Angleterre et importés par l'Urban Transportation Development Corporation Limited pour servir dans des véhicules de transport rapide.

Le décret CP 1982—2622 du 3 septembre 1982, remise de 50% de la taxe de vente payée ou payable sur certaines balances de vente au détail pouvant être converties au système métrique et ayant été importées ou vendues au cours de la période commençant le 1er juillet 1981 et se terminant le 31 décembre 1983.

Le décret CP 1983—1436 du 12 mai 1983, remise des droits de douane sur certains fruits et légumes importés pour la transformation.

Le décret CP 1983—1437 du 12 mai 1983, remise des droits de douane sur des fluides diélectriques de remplacement pour transformateurs.

Le décret CP 1983—1439 du 12 mai 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les autobus ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces

REVENU NATIONAL— DOUANES ET ACCISE—*Fin*

d'accessoires, fabriqués par la Girardin Vehicles Industries.

Le décret CP 1983—2335 du 27 juillet 1983, remise des droits de douane payés ou payables en vertu de la liste A du Tarif des douanes, sur les listes d'envoi d'ordinateur importées au cours de la période commençant le 14 février 1972 et se terminant le 30 juin 1985.

Le décret CP 1983—3769 du 30 novembre 1983, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur certaines marchandises importées ou achetées au Canada dans le cadre de l'Exposition internationale de 1986 sur les transports.

Le décret CP 1983—3776 du 30 novembre 1983, remise de la taxe de transport aérien lorsque le transport commence et se termine en dehors du Canada et ne comprend aucune escale au Canada autre qu'une escale de correspondance ou une escale technique.

Le décret CP 1984—3119 du 31 août 1984, remise de la taxe de vente payée ou payable sur certaines raquettes à neige produites ou fabriquées au Canada et vendues pendant la période commençant le 13 février 1984 et se terminant le 31 décembre 1984.

Le décret CP 1984—3685 du 15 novembre 1984, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur certains articles importés par Pringle and Booth Limited.

Le décret CP 1985—85 du 17 janvier 1985, remise des taxes de vente et d'accise payées ou payables sur les montants des droits antidumping ou compensatoires compris dans la valeur à l'acquitté de marchandises importées au Canada.

IMPÔT $

Remises d'impôt sur le revenu:

Barbeau, Gisèle
Preville Lumber Products Inc 3,941

Le décret du CP 1985—6/538 du 14 février 1985, autorise la remise à Gisèle Barbeau de $1,287, $1,417 et $1,237 pour les années d'imposition 1969, 1970 et 1971.

Le décret du CP 1985—5/538 du 14 février 1985, autorise la remise à Preville Lumber Products Inc de $898 pour l'année d'imposition 1970.

Preville Lumber Products Inc a fait l'objet d'une vérification pour les années d'imposition 1968 à 1971. Cette compagnie a été déclarée corporation personnelle parce que son revenu provenait entièrement de placements. Tout son revenu a été attribué à M Camille Barbeau, et tous les frais déduits ont été refusés. Ces frais comprenaient un traitement versé à M^me Gisèle Barbeau, conjointe de M Barbeau. Il y a eu établissement de nouvelles cotisations pour 1968, afin d'augmenter le revenu de M Camille Barbeau et de réduire les cotisations de Preville Lumber Products Inc et de M^me Gisèle Barbeau. M Barbeau en a appelé de la décision du Ministère, et la Cour fédérale a rejeté son appel le 2 novembre 1981. $

De nouvelles cotisations visant M^me Barbeau et Preville Lumber Products Inc n'ont jamais été établies pour les années 1969 à 1971. Comme le même revenu était imposé entre les mains de deux contribuables ou plus, les remises susmentionnées ont été accordées.

Béique, Jacqueline 8,398

Le décret du CP 1985—7/711 du 7 mars 1985, a autorisé la remise de $1,698, $1,571, $533, $2,284 et $2,312, plus l'intérêt applicable à ces montants, pour les années d'imposition 1972, 1973, 1974, 1977 et 1978.

Le revenu du conjoint décédé de la contribuable a été déclaré moitié-moitié par elle et son mari, ceux-ci croyant avoir le droit d'agir ainsi en raison du régime de communauté de biens sous lequel ils vivaient. Il y a eu rajustement des déclarations du conjoint décédé pour les années 1972 à 1979, afin d'y inclure la fraction de son revenu qui avait été déclarée par sa femme. Les déclarations de la contribuable pour les années 1975 et 1976 ont aussi été rajustées, afin d'y supprimer le revenu de son conjoint pour ces années seulement.

Comme les déclarations de 1972, 1973, 1974, 1977 et 1978 sont maintenant frappées de prescription, la remise d'impôt a été recommandée en raison de la double imposition.

Décret de remise d'impôt à Chevron 15,000,000

Le décret du CP 1984—1758 du 24 mai 1984, a autorisé la remise à Chevron Standard Limited de 90 millions de dollars pour les années d'imposition 1975 à 1982. Ce décret est subordonné à la condition que Chevron Standard Limited cesse toutes les poursuites en suspens devant la Cour fédérale du Canada, annule tous les avis d'opposition et s'abstienne d'intenter des poursuites en justice pour demander une réduction des impôts payables en raison:

1) de la non inclusion ou de la déduction de redevances provinciales, de l'impôt sur les revenus pétroliers ou du produit d'une disposition réputé reçu en vertu du paragraphe 69(6) de la Loi, et
2) de la non application de l'impôt spécial sur les corporations prévu dans la partie XIV de la Loi.

En outre, Chevron Standard Limited doit soumettre à Revenu Canada, Impôt un récépissé attestant que Chevron Resources Limited a reçu les montants remis.

Revenu Canada, Impôt s'acquittera de cette remise en permettant à Chevron Canada Resources Limited de réduire ses impôts par ailleurs payables pour les années 1983 et suivantes d'un montant égal au moindre de 15 millions de dollars et de son impôt par ailleurs payable, jusqu'à épuisement de la remise de 90 millions de dollars. S'il n'y a pas application de toute la remise d'ici 1988, le solde

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
IMPÔT—*Suite*

$

sera payé à Chevron Canada Resources Limited pendant l'année d'imposition 1989. Pour plus de certitude, aucune partie du montant de remise ne peut être considérée comme de l'intérêt et aucun impôt, y compris l'impôt retenu à la source et l'impôt de la partie XIV, ni intérêt ou pénalité ne peuvent être appliqués à Chevron Standard Limited ou à Chevron Canada Resources Limited au seul titre de la remise.

Dominion Engineering Works Limited 91,363

Le décret du CP 1984—1/3714 du 15 novembre 1984,accorde une remise de l'impôt sur le revenu de $91,363, ainsi que de l'intérêt connexe payable, pour l'année d'imposition 1977.

Une nouvelle cotisation pour 1977 refusait e crédit d'impôt sur les bénéfices de fabrication et ce transformation parce que le revenu en question était un revenu de placements au Canada. Comme cette nouvelle cotisation n'était pas conforme à la politique du Bureau principal, la remise d'impôt a été accordée.

Doran, John B 1,101

Le décret du CP 1985—1/151 du 15 janvier 1985, a autorisé la remise de $1,101 pour l'année d'imposition 1978. En 1981, le contribuable a été reconnu incapable, au sens de la loi, par suite d'un accident. M[me] Doran a été nommée curatrice pour son mari. En 1983, à la suite d'un vol à la résidence des Doran, M[me] Doran s'est rendu compte que sa déclaration d'impôt sur le revenu et celle de son mari n'avaient pas été produites et donc, que son mari n'avait plus droit à un remboursement, les demandes de remboursement devant être faites dans les quatre ans. La remise d'impôt a été accordée pour des raisons humanitaires, en considération du fardeau financier pour la famille.

Hamilton Brothers Oil and Gas Corporation 10,786,620

Le décret du CP 1985—703 du 7 mars 1985, a autorisé la remise de $675,670, $2,220,049, $955,119, $2,191,065, $3,152,781 et $1,591,936, ainsi que des intérêt et pénalité applicables, pour les années d'imposition 1974, 1975, 1976, 1977, 1978 et 1979.

À condition que le contribuable s'abstienne de toute autre poursuite, la non inclusion du revenu visé par le paragraphe 69(6) et la non application de l'impôt spécial prévu dans la partie XIV de la Loi de l'impôt sur le revenu sont permises. La remise est conditionnelle au paiement de l'impôt qui reste dû tel que convenu dans la cédule de paiement.

Décret de remise d'impôt à la Hudson's Bay Oil and Gas Company

Le décret du CP 1985—343 du 5 février 1985, a autorisé pour la période se terminant après 1981 et avant 1984, la remise à cette compagnie de l'excédent de son impôt sur le revenu à payer en vertu de la partie I sur l'impôt qu'elle devrait payer si elle pouvait déduire les débours ou dépenses engagés par Dome Energy avant le 1[er] janvier 1985 relativement à l'acquisition d'actions de capital-actions de la Hudson's Bay Oil and Gas Company.

$

Est aussi accordée à cette compagnie, pour chaque année suivant 1983 et précédant 1991, la remise de l'excédent du montant de l'impôt, de l'intérêt et des pénalités à payer sur le montant de l'impôt, de l'intérêt et des pénalités à payer relativement à l'acquisition par Dome Energy d'actions de son capital-actions.

Décret de remise d'impôt sur les indemnités de logement et les allocations de transport pour un emploi dans un endroit éloigné

Le décret du CP 1984—3792 du 29 novembre 1984, a autorisé la remise de l'impôt sur les indemnités de logement et les allocations de transport reçues ou acquises par des employés travaillant dans un endroit éloigné pour les années d'imposition 1983, 1984 et 1985.

Modification du décret de remise d'impôt sur les indemnités et allocations pour un emploi dans un endroit éloigné

Décret du CP 1984—3791 du 29 novembre 1984. Cette modification étend le décret du CP 1980—1717 du 26 juin 1980 aux années d'imposition 1983, 1984 et 1985.

Jones, Gwellyn 2,864

Le décret du CP 1985—2/247 du 24 janvier 1985, accorde une remise de l'impôt sur le revenu et des pénalités, ainsi que de l'intérêt applicable, pour 1974, 1975 et 1976.

Le 13 décembre 1977, le contribuable a été imposé sur des traitements censément non déclarés. En outre, des pénalités ont été appliquées en vertu du paragraphe 163(2). La demande du contribuable d'un délai supplémentaire de 2 mois pour soumettre les renseignements supplémentaires nécessaires a été refusée. Lorsque le Ministère lui a envoyé un avis de recouvrement en 1980, le contribuable a indiqué que l'impôt sur les montants susmentionnés avait été payé l'année où ces montants avaient été gagnés.

Le Ministère a répondu au contribuable que son avis d'opposition n'avait pas été reçu dans les 90 jours de la nouvelle cotisation. Le contribuable a indiqué qu'il avait communiqué avec le bureau de district à la réception des avis de nouvelle cotisation et que, pour sa part, cela constituait un avis d'opposition.

Le contribuable a fourni des documents montrant que les nouvelles cotisations étaient erronées. Vu qu'il y a eu erreur de la part du Ministère et que le contribuable s'est opposé aux nouvelles cotisations indirectement, une remise a été accordée.

Lafond et Frères Auto Inc 8,275

Le décret du CP 1984—2/3471 du 25 octobre 1984, a autorisé la remise de l'impôt sur le revenu de 1978 et de l'intérêt connexe.

REVENU NATIONAL—IMPÔT—*Suite*

$

Par suite d'une vérification, le contribuable et ses actionnaires ont fait l'objet d'une nouvelle cotisation. Le ministère de la Justice a approuvé un mode de règlement de la dette, et les actionnaires ont payé leur part. Le contribuable n'a pas compris que, suivant le mode de règlement établi, un montant était payable par la compagnie et les actionnaires. Comme un consentement au jugement avait été soumis à la Cour, le contribuable n'a pas pu faire valoir son point de vue davantage à ce sujet. Une remise a été recommandée, étant donné que les actionnaires et la corporation connaissaient des difficultés financières considérables et qu'ils risquaient fort la faillite si leur dette fiscale n'était pas éteinte.

Décret de remise d'impôt à la Liberian Iron Ore Limited

Le décret du CP 1984—3527 du 1er novembre 1984, accorde pour les années d'imposition 1976 et suivantes, à la compagnie susmentionnée la remise de son impôt sur le revenu à payer par suite du rachat des actions privilégiées de catégorie C du capital-actions de la Liberian American—Swedish Minerals Company qu'elle a acquises en contrepartie de certaines débentures. L'impôt visé par la remise est égal à l'impôt qui aurait été payable si la convention fiscale signée par le Canada et le Libéria avait été ratifiée à cette date.

Ocic, Zeljko 1,678

Le décret du CP 1984—2/3375 du 18 octobre 1984, a autorisé la remise de l'impôt pour 1975, 1976 et 1977, ainsi que de l'intérêt connexe. Le contribuable a produit une déclaration de travailleur indépendant pour les années d'imposition 1976 et 1977. Il y a eu rajustement de la déclaration du contribuable pour 1974, afin de refuser les frais déduits et de traiter le contribuable comme un employé. Par la suite, une nouvelle cotisation a été établie pour les années d'imposition 1975 et 1976, sans toutefois que le revenu d'un travail indépendant du contribuable soit rajusté en fonction de l'année civile, de sorte qu'il y a eu double imposition. Vu qu'il a eu erreur de la part du Ministère et les efforts par le contribuable pour obtenir un redressement, une remise a été accordée.

Pechiney Quebec Inc

Le décret du CP 1984—3581 du 1er novembre 1984, a autorisé la remise de l'impôt des non résidents payé sur l'intérêt payable à huit banques françaises non résidantes relativement aux prêts consentis pour le financement du projet d'aluminerie de Bécancour (Québec).

Décret de remise d'impôt relatif au revenu étalé au Québec en 1982

Le décret du CP 1984—2894 du 23 août 1984, prévoit la remise de l'impôt sur le revenu étalé gagné dans la province de Québec en 1982.

Regimbald, Maurice 2,982

$

Le décret du CP 1984—9/1630 du 10 mai 1984, a autorisé la remise de l'impôt payable de $1,580, de la pénalité imposée de $41 et de l'intérêt imputé de $1,361 pour l'année d'imposition 1973.

En 1976, il y a eu établissement d'une cotisation pour le contribuable, afin d'inclure $10,918 dans le revenu de celui-ci pour 1973 suivant les renseignements d'un feuillet T4A. L'avis de cotisation a été retourné comme un envoi non distribuable. En 1979, le contribuable a soumis une déclaration sous serment établissant qu'il n'avait jamais travaillé pour le payeur. Comme celui-ci n'avait pas de registres pour 1973, il n'a pas pu confirmer le paiement. La remise a été accordée pour les considérations suivantes: le contribuable avait vécu en partie sur des prestations de bien-être social en 1978 et 1979, son revenu était peu élevé, l'application de la nouvelle cotisation allait lui causer un fardeau indu, et le payeur ne pouvait confirmer le paiement censément fait.

Ronaldo Ouellet Ltée 12,858

Le décret du CP 1984—2/2684 du 25 juillet 1984, a autorisé la remise de l'impôt sur le revenu et de l'intérêt connexe jusqu'à concurrence de $12,858 pour les années d'imposition 1976 et 1977.

En 1980, il y a eu établissement de nouvelles cotisations pour le contribuable afin de refuser les frais déduits par celui-ci, suivant les renseignements reçus de la province de Québec. Lorsque le Québec a par la suite annulé ces cotisations, il était trop tard pour que le contribuable puisse s'opposer ou obtenir un délai supplémentaire pour s'opposer.

Comme les cotisations étaient erronées et qu'elles n'avaient pas pu être corrigées dans le délai requis, une remise a été accordée.

Simon, Barbara 1,226

Le décret du CP 1984—8/1630 du 10 mai 1984, a autorisé la remise de l'impôt sur le revenu de $1,226 pour les années 1975 et 1976.

La remise a été accordée parce que le Ministère a omis d'apporter les rajustements voulus concernant l'exemption de marié(e) et des frais médicaux supplémentaires pour ces années. Mme Simon était dans l'embarras, étant donné son revenu modeste et la mauvaise situation financière de son mari au décès de celui-ci.

Succession de Mme Louise P Townsend 2,287

Le décret du CP 1985—9/1041 du 28 mars 1985, a autorisé la remise de la pénalité imposée pour production tardive de $2,287 pour l'année d'imposition 1980.

La famille Townsend résidait en Pennsylvanie et possédait une maison d'été en Ontario. Mme Townsend a hérité de la maison de son mari. Au décès de Mme Townsend, il y a eu toute une confusion au sujet de l'applicabilité d'un impôt sur les gains en capital relativement à la maison d'été, et les déclarations ont été produites en retard pour cette raison.

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Fin*

REVENU NATIONAL—IMPÔT—*Fin*

	$
La confusion est née en rapport avec la convention fiscale Canada—É-U. Il a finalement été déterminé que cette convention n'accordait aucune protection dans les cas d'une disposition réputée.	
Comme le retard à produire les déclarations requises était attribuable en partie aux renseignements erronés fournis par les agents de Revenu Canada, une remise de la pénalité pour production tardive a été accordée.	
Woods, Edmund James	2,986
Le décret du CP 1985—8/711 du 7 mars 1985, a autorisé la remise de $522 et de $2,464 pour les années d'imposition 1977 et 1978.	
Le contribuable, un pompier de Winnipeg, a subi une crise cardiaque en 1977. Il s'est vu refuser les indemnités pour accidents du travail au début, mais il a reçu son salaire de pompier jusqu'en mai 1979. En 1984, il s'est vu accorder finalement les indemnités pour accidents du travail. Dans les années visées par la remise, son salaire était imposable, mais les indemnités ne l'étaient pas. Comme la ville de Winnipeg est un employeur auto-assuré et que le contribuable touchait son salaire, la ville a simplement conservé les indemnités accordées par la suite.	
Étant donné que le contribuable a payé plus d'impôt sur le revenu qu'il en aurait eu à payer si les indemnités accordées n'avaient pas été retardées indûment, une remise du supplément d'impôt pour les années 1977 et 1978, qui sont maintenant frappées de prescription, a été accordée.	
Remises inférieures à $1,000	4,137
Total Impôt	***25,930,716***
Total Revenu national	876,045,956

SECRÉTARIAT D'ÉTAT

	$
Droits normalement payables en ce qui concerne les requêtes de preuve de citoyenneté canadienne enregistrées par un individu, suite à une invitation de la part d'un club ou d'un organisme à participer à une cérémonie pour la promotion de la citoyenneté:	
Remises inférieures à $1,000	996
Total Secrétariat d'État	996

Obligations, dettes, réclamations ou créances retranchées ou remises

Note: ces renseignements sont exigés en vertu de l'article 18(6) de la Loi sur l'administration financière. Le genre de comptes et le genre de sommes radiées sont codés comme suit:

Compte	Radiation	Code
Compte-mémorandum pour comptes débiteurs	Sommes radiées	A
Compte-mémorandum pour comptes débiteurs	Remises	B
Comptes d'actif	Sommes radiées	C
Comptes d'actif	Remises	D

	Code[1]	Autorisation ministérielle		Autorisation du Conseil du Trésor		Autorisation du Parlement			Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit	Nombre	Montant	Nombre	Montant
			$		$			$		$
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—										
Canadian Arctic Producers Co-operative Limited	C					21c,1984-85	3	406,465	3	406,465
Fonds de prêts aux Esquimaux (intérêt)	B	2	19,853[2]						2	19,853
Aide domiciliaire aux Indiens	D					L51a,1966-67	657	688,630	657	688,630
TRAVAIL—										
Société canadienne d'hypothèques et de logement	D					26b,1984-85	1	307,600,000	1	307,600,000
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—										
Société canadienne des paris sportifs	D					49b,1984-85	1	20,000,000	1	20,000,000
REVENU NATIONAL—										
Douanes et Accise	A	2,538	11,264,710						2,538	11,264,710
Impôt	A	13,034	40,624,194						13,034	40,624,194
PARLEMENT—										
Chambre des communes	A	244	111,313						244	111,313
SCIENCES ET TECHNOLOGIE—										
Conseil national de recherches du Canada	A	43	22,833						43	22,833
SOLLICITEUR GÉNÉRAL—										
Service correctionnel	A	12	1,590						12	1,590
Libérés conditionnels	D					L103b,1968-69	442	10,484[3]	442	10,484
		15,873	52,044,493				1,104	328,705,579	16,977	380,750,072

[1] Voir l'introduction de l'état ci-dessus.

[2] Des intérêts au montant de $19,853 ont été remis conformément au crédit 546 de la Loi n° 3 de 1953 portant affectation de crédits, telle que modifiée.

[3] Le crédit L103b de la Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits autorise le ministre, au cours de l'exercice et des exercices subséquents, à ne pas réclamer le remboursement de la totalité ou d'une partie du montant prêté aux libérés sur parole pour leur aider à se réhabiliter.

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées

Note: ces renseignements sont exigés en vertu de l'article 31(3) de la Loi sur l'administration financière.

Sommaire des avances comptables en circulation

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 1985		Avances réglées en avril 1985		Avances en circulation au 30 avril 1985*	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		$		$		$
AGRICULTURE—						
Ministère	1,072	1,505,039	1,021	1,486,779	51	18,260
COMMUNICATIONS—						
Ministère	409	287,363	403	286,244	6	1,119
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	85	62,406	83	61,966	2	440
Office national du film	227	167,642	121	52,074	106	115,568
Bibliothèque nationale	11	9,928	11	9,928		
Musées nationaux du Canada	156	169,939	133	131,984	23	37,955
Archives publiques	34	19,646	32	17,601	2	2,045
	922	*716,924*	*783*	*559,797*	*139*	*157,127*
CONSOMMATION ET CORPORATIONS—						
Ministère	965	393,216	874	344,787	91	48,429
Commission sur les pratiques restrictives du commerce	5	1,700	1	500	4	1,200
	970	*394,916*	*875*	*345,287*	*95*	*49,629*
EMPLOI ET IMMIGRATION—						
Ministère	5,938	6,011,780	5,608	5,932,633	330	79,147
Commission d'appel de l'immigration	16	11,765	16	11,765		
	5,954	*6,023,545*	*5,624*	*5,944,398*	*330*	*79,147*
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—						
Ministère	625	462,975	557	426,600	68	36,375
Commission de contrôle de l'énergie atomique	97	39,334	97	39,334		
Office national de l'énergie	81	53,400	81	53,400		
	803	*555,709*	*735*	*519,334*	*68*	*36,375*
ENVIRONNEMENT—						
Ministère	2,010	971,330	1,860	911,882	150	59,448
AFFAIRES EXTÉRIEURES—						
Ministère	2,608	8,444,539	708	5,328,338	1,900	3,116,201
Agence canadienne de développement international	262	464,033	214	412,747	48	51,286
	2,870	*8,908,572*	*922*	*5,741,085*	*1,948*	*3,167,487*
FINANCES—						
Ministère	402	152,670	311	120,110	91	32,560
Vérificateur général	177	175,595	175	174,125	2	1,470
Assurances	26	18,150	17	8,450	9	9,700
	605	*346,415*	*503*	*302,685*	*102*	*43,730*
PÊCHES ET OCÉANS—						
Ministère	1,702	801,190	1,665	791,619	37	9,571
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	14	9,859	14	9,859		
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—						
Ministère	1,287	576,303	1,233	560,247	54	16,056
JUSTICE—						
Ministère	305	79,243	218	52,978	87	26,265
Commission canadienne des droits de la personne	1	650	1	650		
Commissaire à la magistrature fédérale	46	39,275	21	19,175	25	20,100
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada	5	2,662	5	2,662		
Cour suprême du Canada	2	520	2	520		
Cour canadienne de l'impôt	4	900	3	600	1	300
	363	*123,250*	*250*	*76,585*	*113*	*46,665*
TRAVAIL—						
Ministère	84	58,459	67	44,178	17	14,281
Conseil canadien des relations du travail	16	6,975	16	6,975		
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	10	12,937	4	2,659	6	10,278
	110	*78,371*	*87*	*53,812*	*23*	*24,559*
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—						
Ministère	1,256	601,061	1,208	583,799	48	17,262
Conseil de recherches médicales	8	1,408	8	1,408		
	1,264	*602,469*	*1,216*	*585,207*	*48*	*17,262*
REVENU NATIONAL—						
Douanes et Accise	1,203	598,632	1,178	591,926	25	6,706
Impôt	1,529	1,019,773	1,244	824,700	285	195,073
	2,732	*1,618,405*	*2,422*	*1,416,626*	*310*	*201,779*
PARLEMENT—						
Chambre des communes	31	25,379	31	25,379		

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Sommaire des avances comptables en circulation—*Fin*

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 1985		Avances réglées en avril 1985		Avances en circulation au 30 avril 1985*	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		$		$		$
CONSEIL PRIVÉ—						
Ministère	162	104,645	160	104,145	2	500
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	15	5,549	13	5,442	2	107
Commissaire aux langues officielles	8	4,125	8	4,125		
Conseil économique du Canada	8	2,765	8	2,765		
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	27	7,398	27	7,398		
	220	*124,482*	*216*	*123,875*	*4*	*607*
TRAVAUX PUBLICS—						
Ministère	684	331,931	616	311,085	68	20,846
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—						
Ministère	816	467,722	594	289,571	222	178,151
Agence d'examen de l'investissement étranger	3	3,605	2	2,892	1	713
	819	*471,327*	*596*	*292,463*	*223*	*178,864*
SCIENCES ET TECHNOLOGIE—						
Département d'État	15	4,926	12	4,446	3	480
Conseil national de recherches du Canada	519	350,967	505	343,984	14	6,983
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	39	10,339	39	10,339		
Conseil des sciences du Canada	10	5,919	10	5,919		
	583	*372,151*	*566*	*364,688*	*17*	*7,463*
SECRÉTARIAT D'ÉTAT—						
Ministère	681	264,204	635	246,865	46	17,339
Commission de la Fonction publique	265	154,910	184	93,657	81	61,253
Conseil de recherches en sciences humaines	7	18,100	7	18,100		
	953	*437,214*	*826*	*358,622*	*127*	*78,592*
SOLLICITEUR GÉNÉRAL—						
Ministère	157	87,045	85	48,211	72	38,834
Service correctionnel	1,129	452,267	1,038	429,258	91	23,009
Commission nationale des libérations conditionnelles	70	36,261	65	34,029	5	2,232
Gendarmerie royale du Canada	17	3,650,112	17	3,650,112		
	1,373	*4,225,685*	*1,205*	*4,161,610*	*168*	*64,075*
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—						
Ministère—						
Programme des services	207	188,343	207	188,343		
Programme des approvisionnements	603	377,980	511	288,190	92	89,790
Statistique Canada	236	124,880	235	124,630	1	250
	1,046	*691,203*	*953*	*601,163*	*93*	*90,040*
TRANSPORTS—						
Ministère	5,584	2,627,388	5,521	2,603,212	63	24,176
Bureau canadien de la sécurité aérienne	94	65,027	23	26,664	71	38,363
Commission canadienne des transports	187	154,020	174	134,517	13	19,503
Administration du pipe-line du Nord	8	3,485	4	1,685	4	1,800
Bureau de l'administrateur de l'Office du transport du grain	1	800	1	800		
	5,874	*2,850,720*	*5,723*	*2,766,878*	*151*	*83,842*
CONSEIL DU TRÉSOR—						
Secrétariat	71	20,574	62	17,020	9	3,554
Contrôleur général	11	3,768	9	3,390	2	378
	82	*24,342*	*71*	*20,410*	*11*	*3,932*
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	517	298,946	498	290,630	19	8,316
Total	34,860	33,085,677	30,511	28,622,005	4,349	4,463,672

* Voir les détails à l'état suivant—«Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1985».

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1985

Nom	Montant
	$
AGRICULTURE	
Ministère	
Barrell B	1,110
Coates Milne D	797
De Graff J	1,659
Grieger H	2,200
Kimpinski J	790
Masse S (2)	1,511
Avances inférieures à $500 (44)	10,193
	18,260
COMMUNICATIONS	
Ministère	
Avances inférieures à $500 (6)	*1,119*
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	
Avances inférieures à $500 (2)	*440*
Office national du film	
Adolfe M	618
Bujold R	599
Bulbulian M	2,208
Cowan P	2,055
Desgagniers G	851
Drouin J	1,070
Dussault A	7,202
Dyer G	800
Emo B	1,052
Garand J M	2,617
Gifford C G	1,807
Gillson M	1,333
Goodwill J	18,858
Grana S	754
Haiven J	10,143
Letarte P	620
Macerola F	8,048
Malacket M	10,939
Martin J	2,056
Mondoux R	550
Monteith R	3,026
McCarthy J	691
McCarthy M J	3,218
McDonald S	864
McGrath A	731
Pennefather J	3,437
Poulsson A	1,419
Proulx M	9,286
Pulgar D	1,390
Shere K	685
Spotton J	884
Stoddart J	994
Studer-Vanel A	2,088
Symansky A	1,250
Taylor M	1,123
Trow S	1,033
Vanel A	893
Avances inférieures à $500 (69)	8,376
	115,568
Musées nationaux du Canada	
Bedard M	18,500
Cazort M	500
Cinq Mars J	1,831
Desjardins J J	1,400
Dunn J	1,056
Homulos P	3,296
Lepage P	1,100
Mahoney A	500
McDougall V	2,025
Murphy T	600
Pantazzi M	1,200
Prok J	1,056
Smith B	1,200
Traynor A	1,900
Avances inférieures à $500 (9)	1,791
	37,955

Nom	Montant
	$
Archives publiques	
Campeau M	2,000
Avance inférieure à $500 (1)	45
	2,045
	157,127
CONSOMMATION ET CORPORATIONS	
Ministère	
Abt J	1,175
Artken P	1,300
Bloor B	1,800
Buchanan J D	800
Carriere G	1,300
Chevalier F	2,800
Chiang C	500
Drapeau M	1,900
Duncan L	1,215
Emery A	500
Erbs A	935
Gundy C	525
Hardie K	1,800
Hetu M	1,800
Lachance S	1,800
Leach D	1,800
Lefebvre J	586
McDonald J	500
McDonald K	500
Mason F	2,000
Oliver J	800
Perrin R	520
Pigeon Y	1,400
Plourde J	1,000
Salysyn M	2,790
Sharon E	1,300
Sim W	568
Simard T	1,300
Valliant R	900
Avances inférieures à $500 (62)	12,315
	48,429
Commission sur les pratiques restrictives du commerce	
Avances inférieures à $500 (4)	*1,200*
	49,629
EMPLOI ET IMMIGRATION	
Ministère	
Barber L	862
Beaupré F	1,900
Busseri A	656
Busseri T	791
Carin B	1,700
Debayer A	2,000
Desrochers D (4)	993
Dorion M	1,523
Drinnan R	823
Dugas J	519
Fay P B	627
Fenn T	597
Fitzpatrick J (2)	650
Fournier S	500
Gionet M	1,797
Gladu G	2,072
Greenman G	1,900
Hoegg R (2)	3,442
Hoegg R M (2)	724
Labrie L	525
Laflamme C	1,300
Laforest L	1,933
Lamothe J	1,586
MacDonald K	565
McGroarty S(2)	1,300
Munro C (2)	532
Paquin D (3)	696
Paskaruk J	2,000
Pedersen R	1,800

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1985—*Suite*

Nom	Montant
	$
Phillips K	502
Plourde G	580
Renard G	926
Renaud R (2)	1,928
Roberts M	600
Rodrier D (2)	1,521
Solkow J	600
Stevenson D	588
Stromer J	593
Strong J	1,674
Turbide G (2)	2,912
Valentine S	565
Valiquette P (3)	823
Villeneuve G	610
Wakeman R B (2)	1,131
Avances inférieures à $500 (270)	27,281
	79,147

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES

Ministère

Nom	Montant
Pell R T	900
Broome J	1,000
Brown A	569
Currie R	510
Davidson J	1,000
Dugal J	2,722
Fader G	700
Findlay D C	1,150
Gagne R M	1,666
Hanmer S	800
Henderson J R	625
Maurice Y T	1,592
Maxwell J	4,450
Moore R E	500
Olsen D	1,406
Rencz A	568
Rogers P J	1,806
Smith G	575
Tozer E	3,387
Walker D A	540
Wright M	1,000
Yorath C	1,066
Avances inférieures à $500 (46)	7,843
	36,375

ENVIRONNEMENT

Ministère

Nom	Montant
Attfield B	567
Bailey R	3,331
Beaulieu B	1,700
Blaise C	2,000
Boivin M	700
Bolduc G	3,000
Chartrand R	600
Davis S P	700
Duchene M	500
Dupuis R	900
Elliott R	800
Fournier G (2)	4,300
Gauthier M F	1,725
Guyot L	1,000
Hamilton R	1,500
Hupé D C	700
Jones M	1,950
Keefe J	700
Lesage S	650
McElroy C T	800
Neate J	500
Nieman D J	668
Niemela V	1,500
O'Neill D	850
Paquette D	1,752
Patry M	767
Pelletier Y	1,500
Piirik K	500
Reid J	718
Reitzel S	500
Roth K L	650
Sakaliuk R	1,800
Schulz M	600
Shantora V	580
Thibault J R	661
Wardlaw C	500
Avances inférieures à $500 (113)	17,279
	59,448

AFFAIRES EXTÉRIEURES

Ministère

Nom	Montant
Abdel Sayed F (3)	3,786
Abear P T	1,198
Ablett L S	1,265
Acker E C	4,589
Adam B	4,524
Adam G H G	1,637
Adam M	1,051
Ahrens C	1,250
Akyeampoung G	6,500
Alary H	900
Alexander M	2,088
Alexander R W	7,246
Amar M	1,000
Anderson P	1,465
Anderson P H	2,088
Anderson R J	2,925
Andrasi E L	750
Anstis C J	6,481
Apollon M	6,175
Arcand T J	1,515
Archambault J M	3,528
Armstrong D J	2,420
Arnold J M	3,985
Arnould D C	7,575
Arsenault J	2,661
Arsenault J F E	5,651
Ashby J	2,088
Asselin J	4,198
Attre-Smith J	1,453
Audette R S	18,864
Babin L	2,500
Bachand Y (2)	2,844
Bacon T C	22,295
Badji O	2,500
Badley J M	3,499
Baillargeon C	3,574
Baillot J	2,863
Bain A W (2)	12,914
Baker J L	3,190
Bale S C (2)	11,948
Barchechat G	1,075
Barrenger M	684
Barter G A	1,965
Baxter D L	9,097
Beadle R	2,677
Beaudry G	1,877
Beaulieu R	539
Beaupre L	2,250
Bedard M	1,500
Behan W P	1,326
Belair R	500
Belanger G (2)	5,288
Belanger J	2,000
Belanger M	1,000
Bell A E H	750
Bell G	1,983
Belland J P	2,216
Bennett W	6,300
Beranger J	1,911
Berube A	950
Berube J P L	1,000
Bercovitz E	12,896
Bergbusch J	685
Bertlet R	1,000

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1985—*Suite*

Nom	Montant
	$
Best B	2,000
Bhandari M	4,276
Billion P S (2)	2,772
Bilodeau J	5,189
Bishop F L	2,088
Bissett J B	2,983
Black E P	793
Black P	1,000
Blackmore R B	3,879
Blackstock G	2,994
Blackwell A T	545
Blaker R	3,000
Blavatska L	1,000
Boehm J T	1,756
Boehm P M	1,207
Bogdan A J	2,167
Boisjoli J	1,690
Bolick M	2,022
Bones E F	2,741
Bonhomme J	1,906
Boode C	592
Book A N	667
Boucher C	1,422
Boucher R	1,085
Bourgon D	1,135
Bowes C	667
Boxer J P	1,010
Brady S	3,869
Brady S B P	5,787
Branion D	536
Brault R	886
Bray P	4,930
Brazeau P	4,354
Brett W	3,368
Briand D J G	2,088
Brindley P	1,326
Brisco D W	4,255
Brittain L	791
Broadbent J	2,088
Brockenshire W N	694
Brooks R J	750
Brousseau D L	984
Brown D W	3,423
Brown S L	6,373
Browne G G	4,492
Bruneau G	2,678
Brunet J R	2,088
Bryson J	702
Budd D	2,847
Bullard G M	1,583
Burchell J	631
Bureau L	3,758
Burianyk Z W (2)	5,076
Burke K W	10,182
Burke L	1,326
Burns R D	3,034
Burroughs J E	9,904
Buswell T	500
Butler D C	6,513
Butler E R G	2,458
Butler J L	14,709
Cadieux G	913
Cairns G F	793
Caldato R A	1,626
Caldwell P B	4,819
Calvert P J	1,862
Cameron D	1,000
Cameron J F	8,430
Cameron R G	1,600
Campbell D W	3,563
Campbell G S	1,248
Campbell H E	2,088
Campeau G	2,042
Cardin J	2,731
Carisse J J A	1,004
Carle F	2,916

Nom	Montant
	$
Carmichael J H (2)	1,781
Carpentier M E	3,175
Carroll R	3,200
Carruthers J C	13,766
Catellier R	649
Cave D G	1,405
Caverley M E	1,050
Chamberlain D	2,864
Chambers P E	1,500
Chambers W	1,000
Champagne A	1,500
Chan H T F	2,800
Charland C C	1,568
Chartrand G	3,500
Chisholm D	2,719
Choquette L	2,500
Chouinard J L	5,965
Christensen E	2,722
Clapp J B	1,700
Clark I C	1,120
Clark L S	8,080
Clark R G	811
Clark T G	4,063
Cleary M J	2,200
Clendenning D	2,000
Cloutier M	2,088
Clouston R	1,529
Cohen D R	9,104
Cole D R	6,172
Collacott D	3,410
Collinge D	1,051
Collins M	1,739
Comeau D	7,594
Cooper J E	4,068
Cordier C	801
Cormier C	1,559
Cote L	1,500
Cote T	4,500
Coughlin D G	3,387
Courchaine G	2,006
Courtney S	3,448
Couture A R	1,345
Couturier R	2,995
Cox B M	2,368
Craig J G	2,945
Craig R W	3,490
Cralocour M	840
Crevier L	2,088
Crook D J	4,555
Cross W A	600
Croteau-Talbert C	2,273
Culham A B	6,392
Cullen R D	1,530
Cupples C L	13,704
Curry K R	3,832
Curry T G	6,370
Cusson P A	26,728
Cutts J	1,100
Daigle R	1,500
Dale-Harris A	3,900
Dallaire J J	1,250
Dallaire M	7,371
Dantzer H A	2,443
Darechuk T L	1,212
Davidson M A	4,081
Davis B	886
Davis C E F	1,962
De Bane P	1,200
Debbane G	7,000
Deblois C	2,000
Delisle A	2,748
Delisle J P	680
Delormier L H	3,965
Delworth W T	569
Demers J	1,650
Derose D	2,088

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1985—*Suite*

Nom	Montant $	Nom	Montant $
Derouin L	500	Foster C	1,432
Dery R	2,533	Foster D	4,500
Deschenes J J	2,088	Foster D P	721
Desilets E	2,100	Fournier A	6,164
Desjardins A	200	Fournier R B	1,350
Desjardins A L	934	Fowell J R D	3,907
Desjardins B	900	Fox S	2,418
Desjarlais C	2,700	Francomb M J	2,645
Deslauriers D	2,407	Fraser H P G	4,470
Desloges M H	992	Frazer J M	667
DesRivieres G	2,396	Fraser M	669
Desroches P	1,266	Fritz N	550
DeWolf T C	3,257	Fulford D	5,247
Dhavernas D	1,925	Furesz P	1,542
Dingledine P	1,628	Gagnon H	951
Dionne J Y	7,007	Gagnon J	510
Dobson L A F	5,068	Gagnon Y	1,500
Doiron R	8,200	Galarneau F	2,854
Donohue A	970	Galpin A J	2,000
Dore P E	808	Ganderton J J	600
Dorrett R H (2)	4,541	Gardner A	1,850
Doucet P M	715	Gardner J D	3,500
Dowswell W H	1,841	Garrard C E	844
Doyon S	6,476	Gascon M	15,808
Dubois H	2,088	Gauthier J J	2,088
Dubois P	736	Gauvin A	2,545
Dudoit A	4,088	George D	2,953
Duchastel P	851	Gervais D	500
Duffault J Y T	2,148	Gervais M	1,091
Duffield L J W	2,945	Ghent J M	1,445
Dufour S (2)	2,615	Gherson A R A	2,308
Dugal L	865	Gibbons S G	4,591
Duguay G	1,637	Gibson B	1,128
Dumas P	3,311	Gibson J E G	5,819
Duncan M R	8,049	Gignac J	1,193
Dunseath R	3,675	Gilchrist D M	2,967
Dupras M	800	Gilker E E	3,238
Duprat R E	1,285	Gill D	1,000
Dupuis L J R	3,668	Gillett D E	5,508
Dupuy M	600	Gillette A L	1,191
Durnan N	2,088	Gillette S R	1,700
Durning W H	1,368	Girard A	750
Durocher G J	2,387	Goban S	1,000
Durocher M G	600	Gombay J P	1,583
Duval L	1,989	Gondosaputro E	1,019
Dyker A G	4,384	Gonizzi A	2,770
Easson M	1,395	Goodman R D	1,500
Eastwood W	7,272	Gordon B	868
Ehrlich W W	2,500	Goresky D	10,126
Eichen Baum G	2,500	Gormley J	750
Elliott J A	2,737	Gossage P	1,231
Ellison W	2,302	Gosselin L	6,078
Emard D	2,751	Gosselin P J	7,466
England C G	1,600	Gourlay R B	3,000
Enos S	2,000	Gow D G	5,460
Entwistle M	7,265	Graham A L	3,303
Ethier J C	3,784	Graham B	600
Evanoff N	2,500	Graham W D	14,083
Evans R E	1,000	Granger P	1,089
Everden R H	14,843	Gratton G	1,350
Faguy M (2)	4,620	Gratton L	3,000
Fairweather M	1,009	Gravel J	2,088
Fanning J D	8,796	Graves B	650
Farrington M	549	Greatrix L A	1,043
Fasting I	603	Green A W	1,407
Fauteux P	914	Green G N	2,125
Feldman W	2,718	Green M C	4,403
Ferguson J	2,013	Gregoire de Blois D	1,342
Ferrill R A (2)	1,855	Grice G W	2,778
Filear K	1,630	Grodde E	3,892
Filiplou E	2,500	Grummett D	250
Fontaine C	2,415	Guay L	12,067
Ford M	1,652	Gugliere M J	2,500
Forgues C	3,630	Gushulak B	1,510
Forrest C	834	Hadwen J G	1,000
Fortin G	1,500	Hahn P L K	660

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1985—*Suite*

Nom	Montant
	$
Haley A	4,188
Halpin R R	1,500
Hamblin M	563
Hamlin D L B	1,106
Hamman B A	1,127
Hammond W	1,283
Hanafi W A	6,831
Handforth R	775
Hankey B G	1,309
Hann P D	4,327
Hansen C K	500
Happy G	600
Hare E N	2,498
Harkness R	2,500
Harman J J	5,000
Harper M	2,595
Harper S	2,059
Harris H A	1,800
Hart R J	8,314
Hartman C	1,942
Harwood R	2,088
Hellman J	1,022
Helmke C	697
Hendrick M A	7,260
Henkee K	2,955
Henneberry L P	1,013
Hentschel J	10,537
Herman B	551
Herran-Lima J J	3,628
Hetherington W	4,500
Heuckroth L E	6,868
Hewlett-Jobes K	2,295
Hill A M	2,648
Hill D R	2,599
Hinson S	958
Hinton G N	6,660
Hladik M J	5,836
Hodge W D	1,293
Hoganson M J	528
Holbrook D J	12,400
Hood B P	930
Hope R J	2,864
Hopton R I	2,426
Hornby E W	694
Hornby R	2,088
Hosley K C	1,500
Houlden G	4,429
Howell S	2,773
Howse R L	2,000
Huddleston P	6,401
Hudelot D	2,000
Hudon G	2,065
Hughes D S	6,929
Hughes G	2,598
Hughes R C	2,116
Hunter V	5,366
Hurst J P	1,460
Hutchins A R	1,256
Isaac H	5,179
Jackman F T	1,584
Jackson C	4,047
Jackson R	1,059
Jacques D	1,158
Jalbert O P	538
James L A K	12,376
James W W	2,036
Jamieson D	603
Jamieson D C	4,332
Janisch M	2,088
Jay M	3,162
Jayaweera C	687
Jean D	3,482
Jenkins W T	688
Jensen D C	2,120
Jensen K P	1,580
Jimmo E	972
Johnson A M B	2,666
Johnston E R	918
Johnston K R	1,666
Johnston W W	1,149
Johnstone R	1,024
Joly J C	1,138
Joly M	2,684
Jones M D	2,914
Jones T S E	59
Jones Y M	535
Jonk J	756
Junke J A	3,050
Jurschewsky S H	946
Kaiser R G	1,168
Karsgaard D	2,644
Kawecki B C	3,259
Kazaks J	1,392
Keithlin D	11,020
Kelley K P	2,088
Kennedy K B	1,796
Kepper J E	708
Keyuk J	2,800
Keys G T	3,150
Keys H E	4,250
Kinsman K B (2)	1,836
Kinsman W C	2,728
Kirsch P	1,600
Kirschberg N	4,765
Kneubuhler N	663
Knockaert D	3,350
Koch F H	8,609
Koenig E H (2)	5,260
Kolatacz H	5,886
Kolter S	3,188
Koop R	4,474
Korn H G	2,088
Korth D	3,181
Kotyk E	1,317
Kovacs E	4,053
Laberge J	6,813
Lablack N	2,500
Labrecque A	10,438
Lacombe D	1,067
Ladouceur D	3,226
Lafantaisie P	613
Lafortune H	2,871
Lafortune R	1,934
Lahaie M	14,742
Lahey D	2,144
Lalande R	3,000
Lamoureux L	4,306
Landry M	3,000
Lane R	4,000
Langille G W	2,725
Lapointe C J	5,000
Lapointe P A	4,487
Lapointe R E	2,000
Larkin D	843
Laroche N T	5,050
Larose J	975
Larose D	1,326
Lasowski E	2,051
Laverdure C	2,758
Lavergne M	2,212
Lavoie B J	1,000
Lavoie-Abate M	2,882
Lebars G (2)	9,736
Leblanc L	1,000
Lebouillier R	1,800
Lee P D	706
Legare J	1,126
Leger B	3,000
Leger L	1,549
Lemaire G	833
Lemay G T	1,943
Lessard G	1,385

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1985—*Suite*

Nom	Montant
	$
Letendre R	2,000
Letourneau D	2,088
Letourneau G	901
Levasseur S	1,909
Lever A	1,732
Levesque J	500
Licharson J	8,152
Livingston F G	3,541
Ljungar K	1,028
Loader G	1,611
Lobsinger J P	7,650
Loignon F X E	3,264
Longtin R	2,046
Lortie M	1,738
Losier D	8,784
Lowrey P	641
Lucy R V	1,107
Luhowy A	1,629
Lygo D A	2,708
Lynch J O	2,888
MacArthur P J	3,088
MacDonald I	1,500
MacInnis J R	7,670
Mack B	772
MacKay D R	2,168
MacKay J	600
MacKay L R	3,938
MacKinnon K W	12,859
MacLellan K W	1,207
MacMillan C	1,500
Macquarrie G	1,697
Magny J P	1,335
Magun S	800
Maki M L	2,143
Makin J A	2,668
Malepart J C	750
Malikail P M	1,772
Malone D M	658
Mandel A	756
Mann D V	7,796
Marceau R	2,500
Marchand D G	1,711
Marcil J C N	1,477
Marini J	4,591
Mark F J	1,957
Markham C N	3,000
Martel D	4,557
Martel L	643
Martin S	750
Martin T J	1,205
Mason R P W	20,122
Masse Hon M	1,000
Massey J M	1,851
Massicotte A	1,467
Mathieu G	2,640
Maybee W M	2,402
Mayne A H	2,096
Mazzolani F	619
McAlden S	1,297
McCallion K	2,088
McCann J J	6,134
McCleave P	1,500
McCracken D (2)	5,588
McDonald D G	3,000
McDonald D R	2,400
McDonald G	2,088
McDougall R P	1,641
McEachern W	1,402
McGee T D	1,326
McGillivray D W	3,801
McGovern P	820
McGrath M B	3,116
McGregor R K	3,240
McIntyre G	2,100
McKeown L	1,396
McKinney J R	2,027
McKinnon R J	2,088
McLaine A P	9,633
McLaughlin F E	1,418
McLaughlin M M	2,268
McLean W	1,600
McMillan H	4,058
McMurtry R	2,088
McNeish J G T	4,092
McPhail D S (2)	2,379
McQueen G	1,395
McRae R G	5,800
Meehan M J	8,478
Meier I	2,088
Melanson J P	7,860
Melis C M	3,350
Mellor B	2,970
Meln S	2,300
Mercer J C	3,800
Merifield R	2,984
Merklinger K	975
Mikkelborg E	1,200
Milette C R	8,956
Miller B R	9,342
Millette C	2,981
Millons J	6,100
Milo W G	500
Minnery A	1,351
Minz A	4,732
Mitra M	2,593
Moffatt J F	1,304
Molloy M I	564
Montpetit J	1,289
Mooney T L	994
Morden J R	556
Morgan H R	1,917
Morin F	2,216
Morin M L	3,375
Morissette L	900
Morrill K	621
Morrisson I	2,100
Morrisson W	1,566
Motta J B	2,927
Mullin S	1,857
Mundell I	3,500
Musgrove G H	8,285
Muszynski K	944
Mysak D	3,374
Nadeau F	1,545
Nahwegahbow D	500
Namiesinowski C	926
Nana O	2,500
Nickerson W T	6,998
Norman D L	922
Norris T A	3,892
Northgrave B (2)	11,277
Nowlan D	600
Nutt J S	2,088
Nutty D H	2,721
Nykiforuk G	1,500
O'Connor B	5,662
Ogaick G J	10,103
Ohyama H	1,254
Oldham P A	6,651
O'Malley A	1,326
O'Malley J	1,968
O'Meara M	1,221
O'Neil H B	7,630
Oppertshausser M A	8,694
Orr R J	638
Oxley P	2,379
Palmer P L	2,088
Palmer R	9,767
Paquette J	6,549
Park A E	2,688
Park J S	2,411
Parker A E	600

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1985—*Suite*

Nom	Montant
	$
Parks E T	5,308
Pascal A	647
Paterson M E	3,921
Pattee S	4,611
Payne J H	2,804
Paynter J	687
Pearson L	1,713
Pelletier L (2)	8,743
Penet N	1,321
Perez G M	673
Perini J	673
Perrault B	685
Perrault R	750
Peters K	7,975
Pflanz B T (2)	13,276
Piatelli M	1,198
Pichette P	9,641
Plowman R K	2,130
Poetscheke R W	1,588
Poirier D W	13,843
Pomerleau R A	1,106
Poole A S	2,164
Potvin A	4,000
Pound W H	500
Power N E C	1,857
Powles J M	3,000
Preece D G	5,310
Prevost J G	10,091
Pritchard J R	2,955
Pursey F G W	1,561
Quan D	540
Quinn M A	794
Racicot P	2,144
Racine A	1,551
Rainville C	2,052
Ratchewell W S	965
Rayburn A F	8,445
Reach N E	1,800
Reece D C	795
Reeder N	1,620
Reid J M	623
Renaud M	1,936
Renaud R J P	11,155
Reshitnyk M J	2,000
Rezek G	2,550
Ricard A	2,588
Richard F	1,979
Richardson M	1,400
Richens G T	6,072
Rickman H	6,860
Roberts P M	7,548
Robert W G	1,293
Robertson P	5,725
Robichaud G	2,324
Robichaud M	2,588
Robillard A	5,370
Robinson A M	3,074
Robinson A N	1,333
Robinson W R	2,743
Roblin D	2,105
Roch S	1,503
Rockburne C A	769
Rodriguez C	2,361
Rodriguez E J	2,088
Rogers D	3,000
Rolston W D	2,172
Romano R E	3,144
Romoff M	564
Rose J	2,282
Rosenes B	4,788
Rosenfeld I W	5,000
Rosilainen R	2,500
Ross C W	16,676
Roue P	7,859
Rousseau C O R	1,212
Roussel M	2,861
Roy C	2,402
Roy G	1,853
Roy J	1,044
Roy J A	644
Roy R J	1,562
Ruffo A	1,395
Rungruang N	2,500
Rush G B	1,911
Russel C S	6,280
Rutherford R	846
Ryan D G	2,434
Ryan D J	1,125
Ryan T M	3,067
Saint Georges M	2,368
Saint Hilaire Y	2,000
Salesse G	592
Sallery R	1,589
Salvani N	2,588
Samuel M K	594
Saumier-Finch S	1,285
Saunders D R	2,554
Saunders P	556
Sauve J J	1,500
Schioler J	2,088
Schneider J	1,198
Schwarts M	1,599
Scott B F	2,564
Scott R T	5,498
Scown D R	12,112
Sevigny A P	2,000
Shannon G	5,959
Shannon J P (2)	5,626
Shaw D H	6,500
Sheng W B	1,500
Shenstone M	439
Sheppit W	1,126
Sherrin M C	952
Sherwood W	500
Sheward L M	931
Shott G	4,124
Sicard G	2,300
Siggrist J M	525
Silverstone J	1,107
Simard A S	700
Simard R	730
Sims J	1,100
Sinasac R	10,416
Sinclair M	976
Singlenton H	3,400
Sipos A	550
Sirois C	500
Sirrs R D	1,143
Sloan J	7,489
Small M	2,000
Small R M	4,588
Smith D R L	3,135
Smith E	3,000
Smith E T	1,480
Smith G B	849
Smith P M	845
Smith R T	1,285
Smith V	895
Smith W	2,000
Snow F	4,300
Sosiak D	869
Sotvedt J S	1,699
Soucy M	508
Spencer M C	683
Speyer C	655
Spiess D L	15,512
Springgay B	3,264
Stansfield R C	2,682
Sterling H S	7,332
Stevenson E	1,847
Stewart A J	692
Stinson M G	3,298

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1985—*Suite*

Nom	Montant $
Storms T	3,348
Strouts H	684
Summers D G	2,189
Sunday S	756
Sutherland A	1,348
Sutton R A	1,844
Szalay I	2,641
Taillon B	6,500
Tam N	85
Tamai Y	3,740
Tanguay J F	1,495
Taschereau F	2,952
Tardif J G	10,287
Tardif J G	1,634
Tasho K	2,600
Taylor D E F	1,046
Taylor J H (2)	11,087
Taylor J L	2,843
Taylor M	2,937
Taylor R	1,800
Taylor V	1,828
Temple M	554
Tessier R J M	6,172
Thaipbasithiporio K T	2,967
Theoret S	803
Thibault P	4,029
Thibodeau M	3,000
Thivierge R	766
Thomas J M T (2)	11,130
Thomas P D	4,554
Thomson P	1,151
Thomson P G	1,504
Thorpe D	3,522
Tiessen O H	1,361
Titsworth J	2,838
Tittley J G	2,570
Tomick A S	2,006
Touchette J	928
Tovee C	2,188
Treleaven J H	3,279
Tremblay C M	6,113
Tremblay G	1,887
Tremblay M	750
Trowbridge J	2,300
Turcotte R F	966
Turcotte Y	1,416
Turner C	1,500
Turner D R	9,873
Turner D R	4,343
Turqui A	2,680
Tyo A	2,113
Tyrrell K	2,000
Ulrich G	2,838
Unruh D	2,100
Vachon G	3,534
Valjakka K	1,779
Van der Barren J	3,927
Van Staalduinen W J	1,200
Vanderloo R	1,350
Vary A	988
Vasarajs V	2,695
Vazquez G	1,000
Vermette M J	2,632
Versteegh J A	1,585
Vezarro L	778
Vezina F J L (2)	2,977
Villamizar I	697
Villeneuve G	1,000
Villeneuve G E G	2,088
Villeneuve N J L (4)	5,790
Viner D G	10,055
Von Finckenstein O	2,854
Von Herbing J	6,741
Wade L D	3,180
Walsh M H	538
Walsh P W	2,088
Waplington K S	3,258
Warden W T	2,315
Wardroper W K	1,703
Waters C	700
Watson K R	2,642
Weatherall D R F	1,693
Weaymouth B R	7,500
Webster P	1,192
Weinstein T S	1,848
Welsh J D	4,650
Welsh M C	4,108
Welcker Y	1,646
Westdal C W	11,011
Whelan P	1,866
Whitcomb E	687
Whitehead G E	2,944
Whitney D W	2,104
Williams T A	5,748
Willis L A	1,198
Willox P	515
Wilson C	2,000
Wilson E C	7,190
Wilson G J	2,001
Winfield D J S	1,658
Wodinsky M S	5,575
Wood F I (2)	19,900
Wood G W	2,088
Wood J C	2,435
Woods M	1,927
Wright G	2,100
Yamada E	2,600
Yaozaki M	2,500
Yetman F M	14,277
Yeung B W H	3,061
Young W	3,014
Zalite P	1,306
Zechner F W	2,000
Zimmerman R	1,250
Avances inférieures à $500 (933)	265,028
	3,116,201
Agence canadienne de développement international	
Beaulieu J R	1,800
Foster A	2,083
Froment J L	3,200
Gouault M	615
Harrington J	1,600
Joly Y	3,000
Kramer J	525
Lessard M	900
Lessard R	4,406
Lewandowski W	1,000
Maione R	9,663
Maisonneuve L M	1,833
Morrow R	2,008
Perera R	3,273
Perinbam L	800
Perlin J	2,077
Racicot P	2,500
Ram S E	500
Rolston W	654
Ross S	2,783
Ruszkowski J P	1,257
Avances inférieures à $500 (27)	4,809
	51,286
	3,167,487

FINANCES

Nom	Montant $
Ministère	
Gilfix D	1,407
Stephens M	1,000
Avances inférieures à $500 (89)	30,153
	32,560

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1985—*Suite*

Nom	Montant
	$
Vérificateur général	
Thompson R (2)	*1,470*
Assurances	
Fletcher W H	1,000
Forster S K R (2)	1,900
Kaminsky G J	1,100
Proctor W W	1,500
Rowe R W	750
Scalena A J	1,100
Sharrow G A	850
Takatsu T	1,500
	9,700
	43,730
PÊCHES ET OCÉANS	
Ministère	
Huber B	3,500
Legarff J	500
Newton B	802
Wesley R	901
Avances inférieures à $500 (33)	3,868
	9,571
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN	
Ministère	
Ash-Poitras J	638
Beauchamp D	600
Catherall L	500
Coon T	1,400
Dick A	500
Dodge J	540
Lawson J	511
Nyce C	511
Paez J (2)	550
Steritt N	3,000
Avances inférieures à $500 (43)	7,306
	16,056
JUSTICE	
Ministère	
Belanger C	6,611
Brault Krzan M	500
Brown A	1,472
Colin C	500
Flaherty R J (2)	2,364
Gervais M (3)	1,050
Kornichuk L	1,233
Krivel E F (2)	520
Malboeuf J	500
Robert P	1,682
Thomson J B (2)	795
Avances inférieures à $500 (71)	9,038
	26,265
Commissaire à la magistrature fédérale	
Ayles L	580
Boisvert G	580
Bolan M	580
Bowlby J	930
Cory P	380
Daigle J	630
Deschêne A	580
Desmarais R	580
Esson W	2,130
Fleury J	440
Forget J	380
Godin J	580
Gratton F	450
Kennedy D	1,330
Lafrenière R	800
MacDonald F J	930
McLaclin B	2,130
Perras P	380
Perras R	580

Nom	Montant
	$
Scott J	380
Sirois J A	730
Soublière H	280
Trainer R	930
Veit J	1,280
Wright D	1,530
	20,100
Cour canadienne de l'impôt	
Avance inférieure à $500 (1)	*300*
	46,665
TRAVAIL	
Ministère	
Aykroyd C	2,800
Daniels M	1,500
Hall D	800
Kirk B	4,500
Langille F	500
Robichaud J	542
Rousseau P	1,000
Smith V G	1,100
Avances inférieures à $500 (9)	1,539
	14,281
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	
Dialog Information Services Inc	8,931
Services Development Corporation (Information Services)	584
Avances inférieures à $500 (4)	763
	10,278
	24,559
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL	
Ministère	
Allen G	500
Arnold D L	500
Baines K	600
Billenduke M	500
Brown B	500
D'Aeth R	750
Enzo A	500
Hennebery T	500
Manuluk S	500
Monette D	500
Onaluk J	500
Palagian G	500
Putaluk L	500
Saumik A	500
Vanerhart A	500
Woods L	729
Avances inférieures à $500 (32)	8,683
	17,262
REVENU NATIONAL	
Douanes et Accise	
Cardinal R E	500
Guimond R A	1,000
King J	600
Parisien Wm R	1,400
Avances inférieures à $500 (21)	3,206
	6,706
Impôt	
Allen R	975
Association for Information and Image Management	723
Barbieri C	1,855
Barg T	547
Bartlett G	816
Basaliusz W	500
Bédard P	1,709
Belcourt F C	500
Bennett M	1,630
Bisson C (2)	1,699
Bouchard G	500

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1985—*Suite*

Nom	Montant
	$
Bouthillier R	500
Bratt G	1,901
Browne C A	1,000
Buhr C	1,630
Bulger P	700
Burton W	800
Cali G E	1,828
Calton R	2,192
Campbell G (3)	870
Canadian Institute of Chartered Accountants	550
Chapados J Y	650
Choquette S	525
Darson S	500
Data Processing Management Association	550
Day M	500
Delorme L	563
Dhillon H	2,403
Dion A	500
Dufour R	700
Dunphy A	800
Dupuis N	1,400
Entrepot Regional Inc	500
Fan A	840
Fernet J (3)	2,100
Finna G	1,950
Finter Canada Corporation	700
Fraser J P	775
Fung S	1,110
Glover S	690
Gold A	3,260
Green D C (2)	7,750
Grodecki R	725
Gunn R	736
Hamilton R M C	2,274
Handrigan D	790
Harding K	640
Hooft E	1,150
Jacques L	540
Johnson E	800
Johnson G	1,879
Jolicoeur G	700
Kimball D	1,700
Koomar E	573
Kuet Leong P	700
Labonte M	700
Laflèche P	500
Lafontaine M	563
Lajoie G	500
Landry L	1,000
Lauzon R (2)	1,307
Leach G	500
Lee D	600
Lee Poy D	1,961
Legedza C	2,200
Legree D	733
Lemcovitz S	500
MacDougall L (2)	850
MacInnis M	520
Madden E	800
Maharaj F	1,560
Manning J	600
Marcouiller D	501
Martin D	1,270
Masse S	750
Maxwell H	653
McKenna L	650
Meloche R	900
Ministre des Finances—C-B	11,260
Ministre des Finances—Québec (22)	8,250
Morrison J	1,630
Mosher A R	1,900
Mounif E (2)	600
Naylor R	543
Nelson A	3,525
Opheim H	1,000
Osmond R C	1,264
Pepin M	1,168
Pitt W	744
Plourde R	860
Postelnik C	700
Redford L	1,243
Reid J	675
Rice A	1,630
Saenz S (2)	1,400
Saltsman M	700
Salvati A	700
Schulz H	1,873
Shepherd J	11,000
Shepherd J A	850
Shérif de Beauce	700
Shérif de Chicoutimi	700
Shérif de Gaspé	700
Shérif de Mingan	700
Shérif de Québec	1,200
Shérif de Saguenay	500
Shérif de Sept-Îles	700
Shérif—District de Cochrane	610
Shérif de Hull (5)	2,100
Shérif du district judiciaire de Halton	500
Shérif du district judiciaire de Hamilton—Wentworth	500
Shields A	1,000
Siconolfi Furfaro K	500
Skinner W	625
Stewart C	1,630
Suter R (2)	1,400
Toohey R	700
Treasurer Ont—York	2,527
Troke J	800
Turcotte D	847
121204 Canada Inc	700
Viebig A	700
Vivian H W	600
Watkins K	1,040
Williamson M (2)	2,110
Zannis H	500
Avances inférieures à $500 (122)	31,453
	195,073
	201,779

CONSEIL PRIVÉ

Nom	Montant
Ministère	
Avances inférieures à $500 (2)	*500*
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	
Avances inférieures à $500 (2)	*107*
	607

TRAVAUX PUBLICS

Nom	Montant
Ministère	
Beaudet R	1,046
Gonthier B A	780
Hardy G	1,688
Johnson J R (3)	668
Johnston C A (2)	3,620
Parsons J	800
Power W K (14)	2,571
Rowe F	600
Ruppert U	1,500
Vrooman J	1,188
Wesko G	500
Avances inférieures à $500 (41)	5,885
	20,846

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

Nom	Montant
Ministère	
Beaton T L (3)	1,808

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1985—*Suite*

Nom	Montant
	$
Bergeron M	4,114
Bond D	800
Braithwaite R	1,000
Bieman M J	722
Brousseau J	750
Brown S	750
Campbell B F (3)	789
Carter W (2)	600
Cooper A	500
Cote G	1,700
de Leeuw A J	644
Delvecchio R A (2)	800
Demers D	900
Evershed P	7,741
Field R H (2)	2,925
Foley H (2)	1,231
Fontaine P (3)	650
Gadbois I P (2)	1,505
Garceau A	1,419
Gillespie R	1,827
Graham A (2)	2,455
Graham W	1,439
Green G	1,600
Green M	600
Hamernick R	2,300
Haydon P R	675
Heeney R	8,500
Holid V (2)	7,120
Houlahan J	1,659
Jalaludin M	895
Korcheski B	700
Lalonde P O	4,000
Laughton C	829
Lennon P	1,500
MacKay W E	2,027
McCulla D J (2)	976
McGee H R	2,810
McGregor G A	2,347
McIlroy L (2)	7,500
McKelvey S J	1,562
Marcoux B	2,000
Marrs I	1,000
Mathu J (2)	2,610
Murray C	750
Noel R	1,800
Oakley B	850
O'Callaghan D	500
Oliver JC	900
Paradis M J	820
Paton B	2,119
Pelisek J	892
Peplinski D M	2,938
Persaud R	1,677
Pierre F C	900
Podruzny D F (3)	3,083
Pruner C	1,038
Racine D	700
Reid S	1,237
Rooke J R	742
Rosborough J A	1,000
Rothwell J	2,500
Sampson C P	4,000
Serveau J E	744
Shortt R	800
Stedman C	1,500
Sweet L V (2)	870
Szymanowski J	3,500
Torrington F	1,200
Treble D W	600
Triantafilopoulos E (2)	7,300
Trottier J	2,502
Van Nes R	2,000
Van Zant J W (2)	1,263
Vanderven K	2,500
Walker B (2)	1,030
Walker H (2)	1,200

Nom	Montant
	$
Watters R P	1,723
Wiebe J	900
Wilkens J (3)	1,647
Woods R	2,250
Young H	2,000
Avances inférieures à $500 (115)	23,897
	178,151
Agence d'examen de l'investissement étranger	
Winfield D	*713*
	178,864

SCIENCES ET TECHNOLOGIE

Nom	Montant
Département d'État	
Avances inférieures à $500 (3)	*480*
Conseil national de recherches du Canada	
Godfrey L	1,092
Goodrich E	2,000
Jerome R	500
Kornelsen E V	1,681
Sinha N K	500
Avances inférieures à $500 (9)	1,210
	6,983
	7,463

SECRÉTARIAT D'ÉTAT

Nom	Montant
Ministère	
Dadson A	903
Durdin T (2)	1,372
Lamontagne P (2)	2,732
Paganuzzi V	3,375
Saharov I	3,500
Taylor D	999
Avances inférieures à $500 (38)	4,458
	17,339
Commission de la Fonction publique	
Acoca H	2,365
Bleakney J	2,813
Cahill W	950
Carignan D	1,072
Chadler E	500
Cloutier R	1,200
Cole G	1,165
Demers D R	3,000
Fahmy A	650
Frederick W	1,517
Gale M D	800
Graber K	741
Joasnsoon T M	1,582
Johnston P	525
Kingham L A	900
Label M T	1,685
Leblanc R A	3,000
Lefebvre L	500
Lewis K	1,206
Maidens W H	1,000
Michaud M	2,536
Moggeridge C	800
Monfils G	931
Philip W	2,652
Pigeon J	3,000
Shilton J	1,186
St-Arnaud D	1,002
Sutton M	750
Thivierge J P	500
Todesco A	665
Watson B	3,000
Avances inférieures à $500 (50)	17,060
	61,253
	78,592

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1985—*Suite*

Nom	Montant
	$
SOLLICITEUR GÉNÉRAL	
Ministère	
Bujould B	500
Buller E (3)	1,090
Charles C (2)	875
Charron J	2,500
Clark M	500
Constantineau E	800
Davey O	593
Evans J	1,500
Ferguson S (2)	900
Gravel-Dunberry O	500
Jeffries F	800
Kelly P	500
Kirvan M	500
Kuash V	1,180
Labelle R	500
Lam J	500
Lloyd S	650
MacDonald D T	500
MacDonald K	500
MacFarlane L	600
MacLaren A	2,600
McIsaac E	300
McKay E	2,000
McManus K(2)	1,025
McMullin C	600
Molloy A	600
Paquet G	2,000
Sarides G	500
Simon P	500
Smith A	500
Stewart D	500
Stote D (2)	900
Vail H	600
Wood J	500
Zelman M	2,800
Avances inférieures à $500 (31)	6,921
	38,834
Service correctionnel	
Atherton K	500
Aubin E	500
Brown N L	1,239
Corriveau D	500
Donnelly P	1,200
Issac B	1,500
Kenny M	705
Mahoney B E C	535
Marsland M	1,200
McMahn J	500
Reynolds N	517
Ryan M	500
Smith S	800
Twyman P	1,000
Zawislak B	750
Avances inférieures à $500 (76)	11,063
	23,009
Commission nationale des libérations conditionnelles	
Charbonneau M	1,828
Avances inférieures à $500 (4)	404
	2,232
	64,075
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES	
Ministère (Programme des approvisionnements)	
Archambault A	900
Boyd B T	800
Carisse C	2,500
Castellino M	2,500
Connor D L	10,000
Coulombe L	2,000
Daout O	1,000
Dunken H	5,750
Gagne M F (2)	650
Gaualeuiz W	2,500
Guy R	4,000
Hamed E	4,000
Hammond S J	500
Hope D	500
Irish E	8,000
Ironside R	3,000
Jack T	500
Kreker H	2,000
Lewis S	6,800
Martin H	8,500
McDougall D	5,000
McLean B	500
McRay D	2,200
Platt N	2,000
Richard C	500
Trickett R (2)	1,500
Avances inférieures à $500 (64)	11,690
	89,790
Statistique Canada	
Avance inférieure à $500 (1)	*250*
	90,040
TRANSPORTS	
Ministère	
Begin L	1,300
Broadfoot M D	500
Capalbo L (2)	760
Cohan P	790
Desorcy C	600
Ford N	4,000
Husband R	728
Lamsa P	4,000
Lanceley T	850
Marshall J	800
McRae T A	800
Pearson J	2,000
Ralts R	550
Avances inférieures à $500 (49)	6,498
	24,176
Bureau canadien de la sécurité aérienne	
Allinson A (2)	2,500
Batchelor C M	500
Borden D E (2)	1,800
Breton R	500
Burton J D	500
Carrier R	500
Charette A	500
Clark A (3)	2,584
Cooke G S	500
De Niverville P	750
Doucet P	500
Dupasquier P B	500
Dzus S	600
Enns D R	500
Fernandez M	500
Gosselin Y	500
Graham M	1,500
Hibberd K	500
Hinton T P	500
Johnson C A	500
Johnson K A	600
Jones R	500
Kelly T	579
Kosmider K	600
Lemire S (2)	2,500
Lung D	600
MacMillan H D	500
MacSwain W G	500
Maillard J	500
Milord G	500

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Fin*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1985—*Fin*

Nom	Montant
	$
Musson S	500
Phillips R A	2,500
Rahn W J H	550
Rennie D M	500
Saul G A	500
Storey T	600
Stratton B K	500
Van Keulen H	500
Veevers J	600
Avances inférieures à $500 (27)	7,500
	38,363
Commission canadienne des transports	
Gowan C E	500
Kelso B	2,800
MacAngus J	5,000
Post K	2,400
Serafin J M	500
Stanley C	500
Thompson J D	6,500
Wetston H	717
Avances inférieures à $500 (5)	586
	19,503
Administration du pipe-line du Nord	
Calliou G	300
Gautier A	500
Hannam J	500
Summer E	500
	1,800
	83,842
CONSEIL DU TRÉSOR	
Secrétariat	
Avances inférieures à $500 (9)	*3,554*
Contrôleur général	
Avances inférieures à $500 (2)	*378*
	3,932
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	
Carrière C	500
Craig N	639
DeBellefeuille R (7)	3,300
Lazar F	1,500
Nurse M	500
Wendt M	1,000
Avances inférieures à $500 (7)	877
	8,316
Total global	4,463,672

État de toutes les opérations d'emprunt pour le compte de Sa Majesté

Note: ces renseignements sont exigés en vertu de l'article 40 de la Loi sur l'administration financière. Les opérations d'emprunt comprises dans cet état sont: les emprunts par le gouvernement pour fins générales; et les emprunts par les sociétés mandataires de la Couronne lesquels sont comptabilisés comme tels à l'état de l'actif et du passif du gouvernement, sauf si le gouvernement est le prêteur. Les emprunts par les sociétés non mandataires de la Couronne ne sont pas compris parce que de tels emprunts ne sont pas effectués pour le compte de Sa Majesté.

(en millions de dollars)

	1er avril 1984	Émissions/ Emprunts	Remboursements	31 mars 1985
Dette non échue du gouvernement du Canada[1]	142,637	175,615	145,820	172,432
Emprunts des sociétés de la Couronne désignées comme mandataires de Sa Majesté[2]	10,763	36,402	34,301	12,864
Total	153,400	212,017	180,121	185,296

[1] On trouvera plus de précisions à la section 11 de ce volume.
[2] On trouvera plus de précisions à la section 7 (Tableau 7.4) de ce volume.

Pertes de deniers et de biens publics

Note: ces renseignements sont exigés en vertu de l'article 91.1 de la Loi sur l'administration financière.

Pertes de deniers suite à une fraude ou à une fausse représentation volontaire (par une personne autre qu'un fonctionnaire) en 1984-85

Incident	Nombre d'incidents	Pertes de deniers	Montant perçu	Pénalités imposées ou compensations accordées
		$	$	
AGRICULTURE				
Ministère				
Fraudes de frais d'appels interurbains	5,000	94,141		Aucun recours disponible puisque l'inculpé ne peut être identifié.
EMPLOI ET IMMIGRATION				
Ministère				
Modification de chèques, région de l'Alberta	1	950	950	
Insuffisance lors de la livraison d'ameublement, région de l'Ontario	1	1,292	1,292	
REVENU NATIONAL				
Douanes et Accise				
Vol d'argent d'un dépôt ministériel	1	131		
Vol de monnaie courante et de recettes	2	1,143		
Pertes de revenu causées frauduleusement ou présentation erronée lors de déclarations de taxes fédérales des ventes	10	497,635	297,570	Action légale entreprise ou en voie de l'être. Des sanctions réglementaires avec intérêts furent fixées.
Impôt				
Pertes de revenu causées frauduleusement ou par présentation erronnée lors de déclarations d'impôts	312	4,765,721		Pénalités et amendes furent établies.
Pertes de revenu causées par fraude fiscale	530	25,510,142		Pénalités et amendes furent établies.
Endossement frauduleux des émetteurs de paiements	1	347		L'affaire est étudiée, les résultats sont en instance.
	5,858	30,871,502	299,812	

Pertes de deniers et de biens publics—*Suite*

Pertes de deniers—Survenues ou découvertes en 1984-85

Brève description de la perte	Imputée au crédit	Montant de la perte	Montant perçu en 1984-85	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu à être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$
AGRICULTURE					
Ministère					
Vol de la petite caisse à Régina. Bureau régional des finances, division de l'administration	1	37		37	
Vol de la petite caisse à la Ferme expérimentale de Kapuskasing, division des recherches	5	130		130	
Vol de la petite caisse au Centre de recherches pour animaux à la Ferme expérimentale centrale	5	78		78	
Vol des recettes au Centre de recherches pour animaux à la Ferme expérimentale centrale	5	2,192		2,192	
Vol d'avance subsistante pour l'hospitalité à l'Institut forestier national de Petawawa	36b	42		42	
Vol de la petite caisse au sous-siège du service forestier canadien à Winnipeg	36b	60		60	
COMMUNICATIONS					
Musées nationaux du Canada					
Vol de la petite caisse	75	30		30	
CONSOMMATION ET CORPORATIONS					
Ministère					
Vol de la monnaie du photocopieur automatique		40		40	
Vol de billets de taxi	1	176		176	
Vol de la petite caisse	1	20			20
Commission sur les pratiques restrictives du commerce					
Vol de la petite caisse	10	69		69	
EMPLOI ET IMMIGRATION					
Ministère					
Vol de la petite caisse au CEC de Bedford	10	56		56	
Vol de la petite caisse au CEC de Longueuil	20	11		11	
Vol de la petite caisse au CEC de Montréal	10	80		80	
Vol de la petite caisse au CEC de Montréal Jarry	10	56		56	
Vol de la petite caisse au ministère régional de Montréal, division du développement du travail	10	121		121	
Vol de la petite caisse au CEC de Montréal-est	10	102		102	
Vol de la petite caisse au CEC de Joliette	10	33		33	
Vol des paiements récupérés d'assurance-chômage au CEC de Cowansville (le remboursement des paiements en trop des prestations d'assurance-chômage fut volé)	10	70		70	
Fausse manipulation des fonds perçus		3,591	3,591		
Falsification de documents afin de permettre à une tierce personne de recevoir des prestations d'assurance-chômage		8,471			8,471
Perte de la petite caisse à la division du développement du travail de Barrie	10	100		100	
Perte de paiements en trop recouvrée de l'assurance-chômage au CEC de Kingston	10	60		60	
Perte de la petite caisse au CEC d'Ottawa-sud	10	192		192	
Perte de paiements en trop recouvrée au CEC de High Park	10	109		109	
Vol de la petite caisse aux Territoires du Nord-Ouest, Conseil de Yellowknife	10	5		5	
Perte de la petite caisse au bureau régional de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest	10	100		100	
Perte de paiement d'un emprunt de transportation par un caissier au bureau régional de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest	20	100		100	
Perte de la petite caisse au district du bureau de Régina	10	25	25		
Des produits étaient facturés mais ne paraissaient pas à l'inventaire de la division régionale du bureau de Saskatchewan	10	1,251	1,251		
Abus du système téléphonique dans la région du Manitoba	5	1,274			1,274
Perte de paiements en trop retrouvée dans le courrier dans la région de la Colombie-Britannique et du Yukon	10	376		376	
Vol de la petite caisse au CEC de Charlesburg	10	40		40	
Fausse manipulation des fonds publics au CEC de Sudbury (compteur postal et petite caisse)	10	23	23		
Des frais de voyage frauduleusement soumis au CEC de Sudbury	10	29		29	
Perte de la petite caisse au CEC de Winnipeg-est	10	68		68	
Soumission de frais de voyage frauduleux et de reçus de taxi NHQ	10	840	840		
Frais de voyage frauduleux, Ont	10	132		132	
Frais de voyage frauduleux, Brandon, Man	10	1,062	1,062		
Vol de la petite caisse au CEC de Flin Flon, Man	10	37	37		

Pertes de deniers et de biens publics—*Suite*

Pertes de deniers—Survenues ou découvertes en 1984-85—*Suite*

Brève description de la perte	Imputée au crédit	Montant de la perte	Montant perçu en 1984-85	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu à être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$
ENVIRONNEMENT					
Ministère					
Vol des fonds de la petite caisse à Gros-Morne National Park	20	268		268	
Vol des fonds de la petite caisse au Centre de recherches de la faune nationale de Hull, Qué	5	265		265	
Vol des fonds de la petite caisse au bureau régional de l'ouest et du nord d'Edmonton, Alb	5	363		363	
Vol des recettes de revenu causé par effraction au poste d'écluses du Canal Rideau	20	27		27	
AFFAIRES EXTÉRIEURES					
Ministère					
Insuffisance dans le compte de caisse d'un poste à l'étranger—Zimbabwe	non budgétaire	1,419	1,419		
Insuffisance dans le compte de caisse d'un poste à l'étranger—URSS	non budgétaire	758			758
Revenu perdu au cours d'un voyage d'un poste à l'étranger—Pérou		367	300		67
Insuffisance dans le compte de caisse d'urgence lors de la réception d'un colis provenant de l'étranger—Liban ($2,500 É-U)	non budgétaire	3,418		3,418	
Agence canadienne de développement international					
Usage personnel des billets de taxi	35	158	158		
PÊCHES ET OCÉANS					
Ministère					
Vol des revenus de permis de pêche au bureau du secteur de Tracadie		195		195	
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN					
Ministère					
Vol d'argent appartenant à la sécurité de la Section des droits aux minéraux dans notre bureau régional du Yukon	20	300		300	
Fraude par un employé des chèques d'allocations sociales destinés à des personnes non existantes	15	43,862		39,864	3,998
DÉFENSE NATIONALE					
Vol d'argent au CFB de Trenton	1	323		323	
Vol d'argent au CFS de Barrington	1	86		86	
Incendie volontaire soupçonné au CFB de Chilliwack	1	200		200	
Modification soupçonnée des documents de voyage par un employé du CFB de Kingston	1	100		100	
Perte causée par la négligence des employés. Pleine restitution émise par HMCS Mackenzie	1	2,500			2,500
Déficits de la caisse: cause non déterminée. Possibilités d'une erreur humaine, d'écriture ou perte d'une pièce justificative existante. Total $3,445 comme suit:					
CCON Cyprus	1	786		786	
CFB Cold Lake	1	20		20	
CFB Comox	1	35		35	
CFB Edmonton	1	50		50	
CFB Gagetown	1	150		150	
CFB Halifax	1	478		478	
CFB Lahr	1	529		529	
CFS Lowther	1	31		31	
CFS Moisie	1	29	29		
CFB Montréal	1	129		129	
CFB Petawawa	1	106	56	50	
CFB St-Jean	1	16		16	
CFB Trenton	1	40		40	
CFB Valcartier	1	232		232	
HMCS Annapolis	1	40		40	
HMCS Cormorant	1	86		86	
HMCS Preserver	1	100		100	
HMCS Protecteur	1	100		100	
HMCS Provider	1	50	50		
HMCS Saskatchewan	1	238	238		
NDHQ	1	200		200	
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL					
Ministère					
Usage personnel des billets de taxi	25	294	294		

Pertes de deniers et de biens publics—*Suite*

Pertes de deniers—Survenues ou découvertes en 1984-85—*Fin*

Brève description de la perte	Imputée au crédit	Montant de la perte	Montant perçu en 1984-85	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu à être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$
REVENU NATIONAL					
Douanes et Accise					
Déficit de la petite caisse	1	270			270
Soumission de fausse réclamation de voyage par le vérificateur	1	113	113		
Perte dans le dépôt de sécurité	1	200		200	
Registre de présence frauduleusement complété et fausses soumissions de réclamations pour différentes heures et allocation de trajet	1	3,043			3,043
Appels téléphoniques personnels du Gouvernement	1	466	466		
Déficit de la caisse: total brut des déficits $5,091; surplus $5,047	1	44		44	
Impôt					
Un ancien caissier de l'Office du district de Victoria a commis huit différents détournements de fonds entre le 27 juillet 1983 et le 6 septembre 1984	5	1,662			1,662
Déficit de la caisse: total brut des déficits $360; surplus $366	5	6		6	
Un ancien commis des postes du Centre d'impôt de Jonquière a volé deux chèques au montant de $563.45. L'investigation initiale a débuté le 29 juillet 1983 et le 3 février 1984 l'employé a été accusé. Le jugement a été rendu le 10 juin 1985, période à laquelle l'employé a débuté trois ans de probation. Aucune restitution d'argent n'a été requise par le juge	5	563		563	
SECRÉTARIAT D'ÉTAT					
Ministère					
Frais pour l'enregistrement de citoyenneté, déficits de caisse	1	25		25	
SOLLICITEUR GÉNÉRAL					
Gendarmerie royale du Canada					
Vol d'argent provenant des amendes		130		130	
Vol d'argent provenant du fonds de la petite caisse		75			75
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES					
Ministère (Programme des approvisionnements)					
Vol d'argent du dépôt sécuritaire des opérations de dispositions (cambriolage du 24 mars 1985)	statutaire	2,807		2,807	
Vol de la petite caisse du siège social de Hull	statutaire	92		92	
TRANSPORTS					
Ministère					
Vol des comptes d'avance à l'aéroport international de Winnipeg	65	640		640	
Vol en Ontario, région de Toronto, aéroport international	statutaire	700		700	
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS					
Fausse ou frauduleuse réclamation de paiements (réclamation de voyage)		830	830		
		91,307	10,782	58,382	22,138

Pertes de deniers et de biens publics—*Suite*

Pertes de deniers—Modifications aux cas rapportés dans les Comptes publics des exercices précédents

Brève description de la perte	Exercice de rapport de la perte dans les Comptes publics	Montant de la perte originale	Montant perçu dans les exercices précédents	Montant perçu en 1984-85	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu à être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$	$
EMPLOI ET IMMIGRATION						
Ministère						
Paiements à une tierce personne basés sur une fausse déclaration	1983-84	2,000	547	1,453		
Conflit d'intérêt permettant à une tierce personne de recevoir des prestations d'assurance-chômage	1983-84	1,080		1,080		
Soumission de fausses réclamations d'heures supplémentaires et l'abus de pièces justificatives de taxi. L'employé a été suspendu	1983-84	5,399		5,399		
Soumission de fausses réclamations d'heures supplémentaires et l'abus de pièces justificatives de taxi. L'employé a été congédié	1983-84	10,500		10,500		
Soumission de fausses réclamations d'heures supplémentaires et l'abus de pièces justificatives de taxi. L'employé a été suspendu	1983-84	9,409		6,455		2,954
Soumission de fausses réclamations de voyage. L'employé a été suspendu	1983-84	828		828		
DÉFENSE NATIONALE						
Insuffisance de fonds de roulement dans les avances fixes partiellement recouvertes d'un ancien soldat par son fonds de pension; CFS Mont Apica	1978-79	7,675	3,867	100	3,708	
Avance préalable non recouverte pour l'acquittement d'un membre du CFB Comox	1975-76	350			350	
Biens perdus par fraude et vol, par un employé du CFB Moose Jaw	1983-84	2,227		2,227		
Déficits de caisse déclarés en circulation dans les années antérieures. La réserve canadienne et des États-Unis:						
Moyen-Orient	1983-84	112			112	
CFB Kingston	1983-84	100			100	
CFB Valcartier	1983-84	100			100	
CFB Borden	1983-84	100			100	
CFB Moose Jaw	1983-84	50			50	
CFB Calgary	1983-84	45			45	
HMCS Saguenay	1983-84	20			20	
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL						
Ministère						
Détournement de fonds à travers la vente de propriété publique. Biens manquant d'évidence, toutes charges versées par la GRC seront oubliées	1983-84	500			500	
Détournement de fonds à travers la vente de propriété publique. L'employé a été reconnu coupable et l'ordre de probation lui demande de faire la pleine restitution au Receveur général du Canada	1983-84	13,054[1]		3,554		9,500
La fabrication de contrats frauduleux pour services rendus à des individus de 1975 à 1980. Les employés ont été congédié par le Ministère d'État au Développement social et plus tard ont endossé les charges et ont été reconnu coupable. La Cour ordonne la pleine restitution	1981-82	224,349[2]	25,516	1,734		197,099
REVENU NATIONAL						
Douanes et Accise						
Achat de pétrole d'une carte de crédit du gouvernement pour utilisation personnelle	1983-84	57		57		
TRAVAUX PUBLICS						
Ministère						
Détournement de reçus par un employé	1982-83	12,735			12,735	

Pertes de deniers et de biens publics—*Fin*

Pertes de deniers—Modifications aux cas rapportés dans les Comptes publics des exercices précédents—*Fin*

Brève description de la perte	Exercice de rapport de la perte dans les Comptes publics	Montant de la perte originale	Montant perçu dans les exercices précédents	Montant perçu en 1984-85	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu à être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$	$
SOLLICITEUR GÉNÉRAL						
Gendarmerie royale du Canada						
Déficit dans l'argent exhibé (Comptes publics de 1983-84 rapporté au préalable. Soumission faite par le Conseil du Trésor en août 1984 pour demander l'autorisation des sommes radiées. Le Conseil du Trésor recommande que les sommes radiées comme enveloppes d'argent soient remises)	1983-84	200			200	
TRANSPORTS						
Ministère						
Détournement des fonds publics dans le remaniement des reçus déposés	1962-63	42,800	11,723	600		30,477
		333,690	41,653	33,987	18,020	240,030

(1) Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice prédédent.
(2) Santé nationale et Bien-être social est autorisé à tenir la comptabilité et à établir un compte-rendu de cette affaire.

SECTION 14

COMPTES PUBLICS
1984-85

Autres renseignements divers

SOMMAIRE

Page

Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1984-85 .... 14.2
Pertes de $1,000 ou plus occasionnées par la destruction ou l'endommagement accidentel de biens 14.5
Produits de placements 14.6
Rapport sur le matériel excédentaire éliminé en 1984-85 .... 14.10
Service de la dette publique 14.12
Contrats de location-acquisition 14.16
Frais de congés d'étude 14.18

Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1984-85 (avec chiffres cumulatifs jusqu'au 31 mars 1985)

La Loi sur la révision du capital des chemins de fer nationaux du Canada de 1952 a énoncé que «Le ministre doit inclure annuellement dans les Comptes publics un état sommaire de toute l'aide, y compris les concessions de terrains, les garanties et les subventions de capital, mais sans comprendre les allocations consenties d'après des statuts en vue du soulagement du chômage, fournie à quelque époque par le gouvernement du Canada à chacun des suivants: a) le réseau du National (Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada), y compris les compagnies auxquelles il a succédé, b) les chemins de fer du Pacifique (Canadien Pacifique Limitée) selon la définition qu'en donne la Loi sur le National-Canadien et le Pacifique-Canadien, y compris les compagnies auxquelles ils ont succédé, et c) tout autre chemin de fer».

L'état suivant présente l'aide financière budgétaire et non budgétaire en montrant les paiements annuels et cumulatifs. Seuls les paiements individuels de $50,000 ou plus sont reportés dans cet état.

Les chemins de fer ont été interprétés dans le but d'inclure ce qui suit dans cet état: i) pour les Chemins de fer nationaux du Canada — toutes les compagnies propriétaires, opérées ou gérées par le Canadien National, ii) pour le Canadien Pacifique — seulement les compagnies engagées dans la transportation, les communications et les activités hôtelières.

L'aide non budgétaire représente la variation nette concernant les prêts, dotations en capital et avances.

L'aide budgétaire représente une imputation aux crédits budgétaires qui agit sur le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement.

Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1984-85 (avec chiffres cumulatifs jusqu'au 31 mars 1985)

	1984-85	Aide budgétaire et non budgétaire cumulative au 31 mars 1985
	$	$
RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA(1)(2)		
Non budgétaire		
Remboursements de prêts et avances	-8,095,711	227,583,152
Capital-actions émis(3)	6,100,000	2,625,877,732
Total	*-1,995,711*	*2,853,460,884*
Budgétaire		
Allocation aux employés de Terre-Neuve transférés aux Chemins de fer nationaux du Canada	1,688,314	
Investissements de capitaux dans le domaine de l'économie de l'énergie aux provinces de l'Atlantique	82,962	
Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique (s)	7,949,930	
Coût des immobilisations pour la remise en état de l'embranchement ferroviaire des Prairies	62,900,000	
Loi sur l'administration de l'énergie (s)	6,731,514	
Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes	12,833,799	
Loi sur les chemins de fer (s)	54,023,395	
Caisse de prévoyance des employés des chemins de fer	3,264,169	
Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer	2,351,868	
Abolition des péages sur le pont Victoria (s)	2,586,466	
Essai et évaluation du fonctionnement des services ferroviaires à Terre-Neuve	1,445,816	
Loi sur le transport du grain de l'Ouest (s)	330,240,471	
Total	*486,098,704*	*3,291,810,151**
CANADIEN PACIFIQUE LIMITÉE(2)		
Budgétaire		
Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique (s)	1,973,010	
Coût des immobilisations pour la remise en état de l'embranchement ferroviaire des Prairies	70,000,000	
Loi sur l'administration de l'énergie (s)	862,121	
Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes	1,172,340	
Loi sur les chemins de fer (s)	17,629,327	
Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer	1,893,776	
Loi sur le transport du grain de l'Ouest (s)	284,671,486	
Total	*378,202,060*	*1,169,700,576*
VIA RAIL CANADA INC.		
Non budgétaire		
Capital-actions(4)		9,300,000
Budgétaire		
Coûts des immobilisations	44,623,000	
Coûts d'exploitation et aide au travail	492,893,231	
Total	*537,516,231*	*3,155,112,792*
BRITISH YUKON RAILWAY COMPANY		
Non budgétaire		
Remboursement de prêt	-250,000	4,750,000

Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1984-85 (avec chiffres cumulatifs jusqu'au 31 mars 1985)—*Suite*

		1984-85	Aide budgétaire et non budgétaire cumulative au 31 mars 1985
		$	$
AUTRES CHEMINS DE FER			
Budgétaire			
Algoma Central Railway—			
Programme Environnement 2000		126,737	126,737
Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer			51,545
Loi sur les chemins de fer	(s)	3,081,491	14,261,358
British Northern Railway—			
Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer			32,836
Burlington Northern Inc.—			
Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer			197,509
Canada and Gulf Terminal Railway[5]—			
Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes		154,899	579,994
Chesapeake and Ohio Railway Company—			
Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer			235,065
Consolidated Rail Corporation—			
Loi sur les chemins de fer	(s)		751,701
Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer		118,805	287,524
Devco Railway (Cumberland Railway Company)—			
Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer			71,116
Dominion Atlantic Railway[6]—			
Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique	(s)	151,529	457,219
Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes		291,948	855,495
Essex Terminal Railway—			
Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer			30,616
Grand Falls Central Railway Co. Ltd.—			
Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique	(s)	204,012	553,457
Napierville Junction Railway—			
Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer			255,572
Northern Alberta Railway[5]—			
Loi sur les chemins de fer	(s)		19,506,757
Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer			45,019
Ontario Northland—			
Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer			52,401
Penn Central Corporation—			
Loi sur les chemins de fer	(s)		153,691
Quebec Central Railway[6]—			
Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes		78,790	199,198
Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company[6]—			
Loi sur les chemins de fer	(s)		684,127
Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer			85,854
Total		*4,208,211*	*39,474,791*
AUTRES			
Budgétaire			
Albert Southern Railway, Nouveau-Brunswick			50,460
Brantford, Waterloo and Lake Erie Railway			57,600
Bruce Mines and Algoma Railway			53,920
Canada Central Railway—Pont de la rivière de la Paix			175,000
Central Railway of Canada, Québec			30,145
Colchester Coal and Railways Company			12,800
Dominion Coal Company, Nouvelle-Écosse			87,808
Edmonton, Dunvegan and British Columbia Railway			338,382
Erie and Huron Railway			96,000
Ha Ha Bay Railway, Nouveau-Brunswick			231,462
Harvey Branch Railway, Nouveau-Brunswick			5,554
Joggins Railway, Nouvelle-Écosse			37,500
Klondyke Mines Railway			197,184
Lake Erie, Essex and Detroit Railway			118,400
Lake Erie and Detroit River Railway			357,451
L'Assomption Railway, Québec			11,200
Leamington and St Clair Railway			51,200
Maritime Coal and Railway Company			3,200
Minudie Coal Company, Nouvelle-Écosse			18,544
North Railway			250,000
North Shore Railway Company, Beersville Coal and Railway Company			27,616
Northern New Brunswick Seaboard Railway Company			108,160
Ottawa and New York Railway			262,384
Pacific Great Eastern Railway			2,478,500
Phillipsburg Junction and Quarry Company			23,712
Pontiac and Renfrew Railway			13,600
Terminal du Port Nelson			6,240,096

Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1984-85 (avec chiffres cumulatifs jusqu'au 31 mars 1985)—*Fin*

	1984-85	Aide budgétaire et non budgétaire cumulative au 31 mars 1985
	$	$
Quebec, Montmorency and Charlevoix Railway		96,000
Reliquat du coût du vapeur Sheba		78,611
Schomberg and Aurora Railway		46,144
St Lawrence and Adirondack Railway		149,482
St Louis Richibucto Railway		22,400
Temiskaming and Northern Ontario Railway		2,134,080
Total		*13,864,595*
Total—Non budgétaire	−2,245,711	2,867,510,884
Budgétaire	1,406,025,206	7,669,962,905
AUTRES AIDES FINANCIÈRES		
Remise des droits et taxes d'accise (1984-85 seulement)		
Burlington Northern Railway	284,635	
Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada	413,928	
Canadian Pacific Limited	3,357,322	
Consolidated Rail Corporation	66,858	
Napierville Junction Railway	58,229	
	4,180,972	

* Les chiffres ont été redressés concernant une aide cumulative de $309,674,591 ayant trait à la CN Marine Inc., puisque le contrôle est passé au gouvernement au cours de l'exercice.

(s) Autorisation statutaire.

(1) La Compagnie des Chemins de fer nationaux du Canada. La Société est bénéficiaire de garanties de prêts par le gouvernement au montant de $97,347,000 en 1985 ($163,052,000 en 1984).

(2) Les concessions de terrains cumulatifs donnés au Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada incluant les compagnies antérieures et compagnies affiliées, et à la Compagnie des Chemins de fer du Pacifique canadien et à d'autres compagnies comprises dans ce réseau sont de 5,728,912 et 32,848,477 acres respectivement.

(3) 12,200 actions ordinaires additionnelles achetées par le gouvernement en 1984-85. Total des actions émises: 6,523,902 actions sans valeur au pair.

(4) Total des actions émises: 93,000 actions sans valeur au pair.

(5) Contrôlé par les Chemins de fer nationaux du Canada.

(6) Contrôlé par le Canadien Pacifique Limitée.

Pertes de $1,000 ou plus occasionnées par la destruction ou l'endommagement accidentel de biens qui auraient été normalement couverts par une assurance si pareille assurance avait existé

En général, le gouvernement n'assure pas les biens meubles et immeubles. Par conséquent, il absorbe les pertes lorsqu'elles se présentent.

Ministère et organisme	Bâtiments	Contenu	Équipement	Véhicules	Divers	Total
	$	$	$	$	$	$
Agriculture			1,846[1]	116,753[2]	25,690[3]	144,289
Communications—						
Ministère			28,767[4]			28,767
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes			3,000	4,660		7,660
Musées nationaux du Canada				55,672		55,672
Consommation et Corporations			4,802[5]	8,178		12,980
Emploi et Immigration		69,740	38,257[6]	14,616		122,613
Énergie, Mines et Ressources			5,359[7]	26,745		32,104
Environnement	171,500	2,282	96,276[8]	112,450[9]	32,356[10]	414,864
Affaires extérieures				99,520[11]		99,520
Pêches et Océans	3,100		340,146[12]	96,731		439,977
Affaires indiennes et Nord canadien	236,000	1,500	81,500[13]	44,646	6,311[14]	369,957
Défense nationale	1,248,993	76,954	16,500	1,499,404	522,932[15]	3,364,783
Santé nationale et Bien-être social			11,483[16]	6,912	1,499	19,894
Revenu national—						
Impôt					12,263[17]	12,263
Travaux publics			54,544[18]	41,174[19]	12,187	107,905
Expansion industrielle régionale				3,850		3,850
Sciences et Technologie—						
Conseil national de recherches du Canada			18,243	2,723	18,064[20]	39,030
Secrétariat d'État—						
Commission de la Fonction publique			26,034[21]		80[22]	26,114
Solliciteur général—						
Service correctionnel	15,250	6,619	6,783	74,048	11,702[23]	114,402
Gendarmerie royale du Canada	30,700	10,580	115,572[24]	1,049,042	1,700	1,207,594
Approvisionnements et Services—						
Ministère—						
Programme des approvisionnements				2,313		2,313
Statistique Canada				1,729		1,729
Transports			45,027[25]	91,720[26]	269,099[27]	405,846
Affaires des anciens combattants				4,827		4,827
Total	1,705,543	167,675	894,139	3,357,713	913,883	7,038,953

(1) Comprend le vol de scies à chaîne (9) $1,846.
(2) Comprend le vol d'un véhicule tout-terrain (1) $2,349.
(3) Comprend le vol des articles suivants: ordinateur du traitement de l'information (1) $8,925; machines à écrire (2) $2,126; balances (2) $4,542; caméras (2) $4,597; et enregistreur VHS (1) $5,500.
(4) Comprend le vol des articles suivants: ordinateur d'affaires (1) $6,715; déchiffreur Télidon (1) $2,150; déchiffreurs télétex (3) $5,040; terminal d'ordinateur (1) $1,480; et oscilloscope (1) $8,846.
(5) Comprend le vol des articles suivants: enregistreuses VCR (4) $3,602; et porte-documents, jauges, compas de calibre, calculatrices, et petits outillages $1,200.
(6) Comprend le vol des articles suivants: caméra-vidéo (1) $1,487; et enregistreur (1) $1,050.
(7) Comprend le vol de télescopes prismatiques (3) $2,555.
(8) Comprend le vol des articles suivants: incubateur (1) $296; compteur de PH (1) $291; pompe à vide (1) $1,590; roulotte-laboratoire mobile (1) $5,063; instrument de demande bio-oxygène (1) $125; hors-bord «Mercury» 20 c.v. (1) $610; bathimographe (1) $3,600; instrument à échantillons (1) $19,674; appareil enregistreur de la levée de l'eau (1) $2,040; et bateau d'aluminium (1) $1,050.
(9) Comprend le vol d'un camion $17,500.
(10) Comprend le vol des articles suivants: lampes à l'huile en cuivre (2) $440; fanions de signalement (11) $1,860; amplificateur (1) $744; et projecteur 16 mm (1) $995.
(11) Comprend le vol de véhicules (4) $43,000.
(12) Comprend le vol des articles suivants: radio-téléphone de bord (1) $600; calculatrices (7) $708; chargeur de piles (1) $100; ensemble de fusées éclairantes (1) $30; appareil mini-broyeur (1) $159; radios portatifs VHF (2) $1,256; balances (3) $2,850; radiophones (2) $2,569; moteur (1) $1,074; scie à chaîne (1) $548; vilebrequin (1) $60; jeu de mèches pour vilebrequin (1) $31; treuil (1) $308; appareils de mesure (2) $535; générateur (1) $100; pompes (3) $1,321; manivelle (1) $150; illuminateur (1) $50; extincteur d'incendie (1) $50; aspirateur (1) $67; sacs de couchage (8) $332; moteur hors-bord (1) $2,698; et presse (1) $193.
(13) Comprend le vol de projecteurs (2) $750.
(14) Comprend le vol des articles suivants: vidéo-cassettes (2) $2,899; mini-enregistreuses (2) $292; gilets de sauvetage $210; et escabeau $110.
(15) Comprend le vol des articles suivants: machine à écrire IBM (1) $1,106; scie à chaîne et coffre d'outils (1) $1,171; équipement de camping $4,380; équipement réglementaire $1,026; radio et outils $2,626; coffre d'outils et équipement réglementaire $2,526; mitraillettes (2) $1,785; enregistreuses (2) $5,044; générateur (1) $1,389; chaland (1) $2,973; vêtements et équipements de camping $1,080, trombone (1) $1,516; équipement réglementaire $1,183; équipement de survie (1) $3,013; cireuse électrique et aspirateur (1) $1,803; radio (1) $1,150; équipement de scaphandre $2,224; équipement photographique $1,091; pistolets 9 mm (16) $3,883; effets personnels $1,008; et poste de radio (1) $1,426.
(16) Comprend le vol des articles suivants: machine a écrire $1,111; indicateur alpha $5,046; et sondeur gamma $1,800.
(17) Comprend le vol des articles suivants: calculatrices (11) $451; transcripteur (1) $595; caméra (1) $95; serviette en cuir (1) $35; et ensemble de stylos et crayons mine (1) $4.
(18) Comprend le vol des articles suivants: calculatrices (2) $212; porte-documents $70; ordinateur (1) $13,682; projecteurs (8) $8,000; enregistreurs vidéo-cassettes (2) $3,895; Mayes smartmodem (1) $1,295; machine à écrire (1) $375; amplificateur (1) $150; video-proc (1) $125; radio cassette (1) $200; lentille (1) $450; enregistreuse (1) $110; instruments topographiques (46) $17,395; moteur hors-bord (1) $1,434 et caméra (1) $900.
(19) Comprend le vol d'un camion d'équipage d'une tonne marque Ford (1) $20,000.
(20) Comprend le vol des articles suivants: balances (4) $5,544; jeux de douilles (2) $515; machines à dicter (2) $456; oscilloscopes (2) $3,270; générateurs (2) $2,094; protectovane (1) $251; cartouche (1) $84; agrafeuse (1) $25; moteur (1) $250; multimètres (2) $781; radios (2) $3,460; et rechargeur (1) $1,334.
(21) Comprend le vol des articles suivants: enregistreurs à cassette (11) $3,500; radio-cassette (1) $150; vidéo-cassettes (2) $3,880; caméra (1) $1,490; projecteur (1) $800; enregistreurs vidéo (2) $3,951; machines à écrire (11) $9,898; télévision couleur (1) $500; caméra-vidéo (1) $300; convertisseur de télévision (1) $120; et dictaphones (2) $300.
(22) Comprend le vol des articles suivants: microphone JVC (1) $20; et cassettes (3) $60.
(23) Comprend le vol de cigarettes marque Export A (quantité incertaine) $5,195.
(24) Comprend le vol des articles suivants: station SSB (1) $1,000; Century II VHF mobile (1) $1,000; MT 500 VHF portatifs (3) $10,800; VHF MCX-X100 mobile (1) $2,200; MX350 VHF portatif (1) $4,300; HT 220 portatif (1) $1,100; et mocom 70 mobile (1) $1,400.
(25) Comprend le vol des articles suivants: émetteur-récepteur (1) $1,100; oscilloscopes (2) $3,593; compteurs de fréquence (2) $2,792; et modulateur (1) $1,000.
(26) Comprend le vol des articles suivants: toboggan motorisé (1) $2,369; et générateur compresseur (1) $1,250.
(27) Comprend le vol des articles suivants: radeau (pneumatique) de sauvetage (1) $2,500; générateur (1) $1,100; émetteur-réponse de radar racan (1) $35,590; moteur hors-bord (1) $1,000; et bateau pneumatique (1) $2,000.

Produits de placements

		Montant réalisé en 1984-85[1]	Montant investi au 31 mars 1985[2]
		$	$
PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES—			
Sociétés de la Couronne—			
INSTITUTIONS DE CRÉDIT—			
Banque fédérale de développement		33,838,333	557,000,000
Société canadienne d'hypothèques et de logement			9,859,702,391
Intérêt	$ 873,299,069		
Virement des bénéfices	39,654,226		
		912,953,295	
Société d'assurance-dépôts du Canada			40,000,000
Société du crédit agricole		451,944,113	4,328,362,035
Société pour l'expansion des exportations		24,069,088	889,711,654
Total des institutions de crédit		*1,422,804,829*	*15,674,776,080*
AUTRES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE—			
Air Canada		17,626,253	556,688,264
Chemins de fer nationaux du Canada			2,853,460,884
Intérêt	$ 19,211,633		
Dividendes	42,466,690		
		61,678,323	
Corporation de développement des investissements du Canada			395,658,315
Canadair Limitée			739,959
Énergie atomique du Canada, Limitée		81,581,084	795,085,088
Petro-Canada			4,299,126,174
		160,885,660	*8,900,758,684*
Autres—			
Banque du Canada			5,920,000
Virement des bénéfices		1,852,185,490	
Société canadienne des ports		1,175,575	87,649,678
Administration du pont du port de Saint-Jean		984,547	14,306,914
Arsenaux Canadiens Limitée, Les			3,500,000
Société Radio-Canada			33,000,000
Corporation commerciale canadienne			10,000,000
Commission canadienne du lait		18,113,722	116,622,000
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne			6,313,935
Canadian National (West Indies) Steamships Ltd			325,000
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée			296,199
Office canadien du poisson salé		2,252,579	12,335,000
Société de développement du Cap-Breton			13,442,244
Office de commercialisation du poisson d'eau douce		1,158,545	16,010,205
Société du port de Halifax			25,555,762
Loto Canada Inc			1
Société du port de Montréal		541,947	141,365,374
Commission de la Capitale nationale		2,091,213	26,308,948
Commission d'énergie du Nord canadien		18,685,201	230,960,629
Société des Transports du Nord Limitée		2,293,636	52,105,590
Pêcheries Canada Inc			31,489,900
Pêcheries Cartier Inc			10,000
Société du port de Prince Rupert			27,084,979
Monnaie royale canadienne			12,100,590
Intérêt	$ 1,390,770		
Virement des bénéfices	3,300,000		
		4,690,770	
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent			624,950,000
Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, Les			59,752,867
Téléglobe Canada		251,327	4,577,976
Uranium Canada, Limitée			9
Société du port de Vancouver, La		361,178	81,160,867
VIA Rail Canada Inc			9,300,000
		1,904,785,730	*1,646,444,667*
Total des autres sociétés de la Couronne		*2,065,671,390*	*10,547,203,351*
Total des sociétés de la Couronne		3,488,476,219	26,221,979,431
Administrations provinciales et territoriales—			
TERRE-NEUVE—			
Finances—			
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois		266,536	3,661,214
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces			37,071,621
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités		310,603	5,410,527
Programme spécial des prêts sur le développement		472,862	6,700,000
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver		377,248	7,080,196
Expansion industrielle régionale—			
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique		176,052	1,035,107
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique		7,807,912	79,171,086
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes		4,092,537	36,490,716
		13,503,750	*176,620,467*
NOUVELLE-ÉCOSSE—			
Énergie, Mines et Ressources—			
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité		321,193	2,555,284
Finances—			
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois		273,174	3,397,738
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités		155,568	2,434,793
Programme spécial des prêts sur le développement		324,220	4,300,000
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver		433,077	4,582,942
Expansion industrielle régionale—			
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique		324,178	4,102,124
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique		3,186,303	43,163,005
Mainland Investments Limited		140,000	1,500,000
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes		2,745,760	24,837,822
Transports—			
Rampe de chargement, Yarmouth, N-É		3,441	28,676
		7,906,914	*90,902,384*
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD—			
Énergie, Mines et Ressources—			
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité		859,403	8,526,857
Finances—			
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois		22,271	210,169
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités		48,598	841,297
Programme spécial des prêts sur le développement		15,435	213,582
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver		147,737	1,112,813
Expansion industrielle régionale—			
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique		1,948	24,975
Entente-cadre sur le plan de développement		925,298	11,554,151
		2,020,690	*22,483,844*

Produits de placements—*Suite*

	Montant réalisé en 1984-85[1]	Montant investi au 31 mars 1985[2]
	$	$
NOUVEAU-BRUNSWICK—		
Énergie, Mines et Ressources—		
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité		4,887,043
Finances—		
Progamme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	454,189	6,435,049
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	201,390	5,958,031
Programme spécial des prêts sur le développement	398,288	5,375,000
Ville d'Oromocto	5,041	44,264
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	791,201	9,596,373
Expansion industrielle régionale—		
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	68,329	868,818
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	2,944,862	42,989,199
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	3,533,747	41,936,757
	8,397,047	*118,090,534*
QUÉBEC—		
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	4,523,997	61,300,779
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	58,944	
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	2,348,755	50,214,852
Programme spécial des prêts sur le développement	4,952,180	70,300,000
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	7,463,058	91,314,928
Expansion industrielle régionale—		
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	10,458,331	101,529,166
	30,005,265	*374,659,725*
ONTARIO—		
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	772,223	10,223,077
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	1,583,730	24,158,836
Programme spécial des prêts sur le développement	27,244	1,767,624
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	3,272,322	34,301,276
	5,655,519	*70,450,813*
MANITOBA—		
Agriculture—		
Centres de services agricoles—		
Avances		392
Prêts	38,363	7,091,545
Énergie, Mines et Ressources—		
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	11,786,751	130,189,693
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	324,385	4,259,033
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	281,459	4,454,710
Programme spécial des prêts sur le développement	302,919	4,256,680
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	216,155	2,505,491
Expansion industrielle régionale—		
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	341,944	3,034,757
	13,291,976	*155,792,301*

	Montant réalisé en 1984-85[1]	Montant investi au 31 mars 1985[2]
	$	$
SASKATCHEWAN—		
Agriculture—		
Centres de services agricoles—		
Avances		28,121
Prêts	666,912	6,125,727
Travaux sur la rivière Saskatchewan-Sud—		
Bons du Trésor	361,600	4,540,000
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	62,078	805,717
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces		45,826,000
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	137,534	1,935,605
	1,228,124	*59,261,170*
ALBERTA—		
Agriculture—		
Centres de services agricoles—		
Prêts		310,232
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	250,967	3,412,233
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	345,387	5,398,889
Programme spécial des prêts sur le développement	138,000	4,000,000
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	372,440	4,240,133
Expansion industrielle régionale—		
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	302,973	2,753,626
	1,409,767	*20,115,113*
COLOMBIE-BRITANNIQUE—		
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	775,328	10,228,582
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	457,314	7,194,297
Programme spécial des prêts sur le développement	1,215,445	16,944,746
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	1,482,113	14,612,349
	3,930,200	*48,979,974*
TERRITOIRES DU NORD-OUEST—		
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	1,640	19,470
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	26,484	260,370
Affaires indiennes et Nord canadien—		
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	1,923,600	414,258
	1,951,724	*694,098*
TERRITOIRE DU YUKON—		
Affaires indiennes et Nord canadien—		
Gouvernement du Territoire du Yukon	857,242	8,384,601
Prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon	55,705	362,082
	912,947	*8,746,683*
Total des administrations provinciales et territoriales	91,213,923	1,146,797,106

Produits de placements—*Suite*

	Montant réalisé en 1984-85[1]	Montant investi au 31 mars 1985[2]
	$	$
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement—		
Chine—Finances		49,426,118
Grèce—Finances		6,214,126
Jamaïque—		
Finances—		
Programme spécial—Aide économique	3,021,867	25,000,000
Royaume-Uni—		
Finances—		
Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni	14,995,165	607,025,054
Pays en voie de développement—		
Affaires extérieures—Agence canadienne de développement international—		
Aide spéciale sous forme de prêts	5,919,622	3,079,954,650
Expansion du commerce d'exportation (prêts administrés par la Société pour l'expansion des exportations)—		
Affaires extérieures	27,101,448	619,286,893
Défense nationale—		
Organisation du traité de l'Atlantique Nord—		
Dommages-intérêts—Sommes recouvrables		32,206
Total des gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement	51,038,102	4,386,939,047
Organismes internationaux—		
Institutions financières internationales		587,738,755
Associations et organismes internationaux—		
Obligations des Nations Unies	24,732	850,887
Autres		5,293,955
Autres organismes internationaux		1,937,546,839
Total des organismes internationaux	24,732	2,531,430,436
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	12,007,396	192,362,763
Entreprises mixtes et en coparticipation—		
Corporation de développement du Canada—Expansion industrielle régionale		322,000,000
Société coopérative de l'énergie—Énergie, Mines et Ressources		57,804,000
Lower Churchill Development Corporation—Énergie, Mines et Ressources		14,750,000
Société de développement de Terre-Neuve et du Labrador, Limitée—Expansion industrielle régionale	2,625,000	25,000,200
N.S. Holdco Limited—Pêches et Océans		30,500,000
125459 Canada Limited—Pêches et Océans		90,775,000
Société Inter-Port de Québec—Expansion industrielle régionale		400
Télésat Canada—Communications		30,000,000
Dividendes	1,500,000	
Total des entreprises mixtes et en coparticipation	4,125,000	570,829,600
Divers—		
Prêts et avances comptables—		
Affaires extérieures—		
Employés en mission à l'étranger	568,024	8,052,676
Missions à l'étranger		6,974,540
	568,024	*15,027,216*
Défense nationale—		
Comptes d'avances fixes, avances permanentes et prêts autorisés		33,943,867
Expansion industrielle régionale—		
Employés affectés au Canada		1,563
Approvisionnements et Services—		
Diverses avances comptables des ministères		4,833,854
Conseil du Trésor—		
Diverses avances comptables des ministères, caisse à montant fixe et avances permanentes		12,839,195
Total des prêts et avances comptables	*568,024*	*66,645,695*
Autres divers—		
Agriculture—		
Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples	1,993,053	22,555,159
Communications—		
Biens culturels		3,920
Emploi et Immigration—		
Fonds de prêts d'aide à l'immigration	754,947	54,825,671
Énergie, Mines et Ressources—		
Institut de recherche de l'Hydro-Québec	2,625,145	13,277,443
Affaires extérieures—		
Expansion du commerce d'exportation (prêts administrés par la Société pour l'expansion des exportations)	17,943,786	344,231,096
Finances—		
Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa	15,063	307,425
Administration du pont du port de Saint-Jean		11,687,464
Ville d'Oromocto	1,045	12,129
Town of Oromocto Development Corporation	20,957	348,272
	37,065	*12,355,290*
Pêches et Océans—		
Producteurs canadiens de poissons de fond congelés	47,992	658,879
Entreprises de traitement de poissons de fond		192,889
Pêcheurs d'aiglefin	5,823	1,405,981
	53,815	*2,257,749*
Affaires indiennes et Nord canadien—		
British Yukon Railway Company		4,750,000
Canadian Arctic Producers Co-operative Limited	9,327	122,991
Bande des Chippewa de Kettlepoint		65,000
Conseil des Indiens du Yukon		3,806,756
Fonds de prêts aux Esquimaux	217,287	2,894,355
Expansion économique des Indiens	2,328,437	46,505,056
Aide domiciliaire aux Indiens		4,488,744
Indiens et Inuit du Québec	267,606	
Revendicateurs autochtones	1,436,997	77,594,243
	4,259,654	*140,227,145*
Travail—		
Commissions provinciales des accidents du travail		4,515,000
Défense nationale—		
Projets d'habitations des Forces canadiennes	1,971,775	15,498,496
Travaux publics—		
Burgeo Leasing Limited	20,723	157,597
Eurocan Pulp and Paper Co Ltd	116,865	1,350,000
Quai servant de terminus à une raffinerie de pétrole à Come-by-Chance, Terre-Neuve		19,311,904
Sydney Steel Corporation		5,218,162
	137,588	*26,037,663*
Expansion industrielle régionale—		
Industrie canadienne de défense		22,545,377
Industrie automobile au Canada	175,319	
Consolidated Computer Incorporated		12,395,998
Programme d'expansion des entreprises	231,255	19,979,464
Programme de redressement de l'industrie de la chaussure et du tannage	1,647	80,069

Produits de placements—*Fin*

	Montant réalisé en 1984-85[1]	Montant investi au 31 mars 1985[2]
	$	$
Programme de développement industriel et régional	12,515	1,250,000
Accord du Kennedy Round		952,096
Programme d'aide au perfectionnement de l'industrie pharmaceutique	173	
Radio Engineering Products Limited		1,000,000
	420,909	*58,203,004*
Solliciteur général—		
Libérés conditionnels		19,331
Approvisionnements et Services—		
Compte de prêts pour la production de défense		1,724,007
Transports—		
Coast Ferries Limited		100,000
Corporation de la ville de Montréal	22,608	642,338
Commissaires du port de Hamilton	62,476	1,166,273
Commission du port de Lakehead	29,981	354,661
Commission du port de Port Alberni	78,946	978,538
	194,011	*3,241,810*
Affaires des anciens combattants—		
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth		50,874
Total des autres divers	*30,391,748*	*699,023,658*
Total, divers	30,959,772	765,669,353
Total des prêts, dotations en capital et avances	**3,677,845,144**	**35,816,007,736**
COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE—		
Compte du fonds des changes—Avances		4,176,638,730
Virement des bénéfices	413,997,251	
Fonds monétaire international—Souscriptions		3,985,260,870
Virement des bénéfices	14,963,537	
Total des comptes d'opérations de change	**428,960,788**	**8,161,899,600**
CAISSE—		
Intérêts des dépôts bancaires	**242,705,639**	**5,857,609,626**
AUTRES COMPTES—		
Intérêt sur prêts au Compte d'assurance-chômage—Finances	738,477,498	4,815,000,000
Dette non échue détenue par le gouvernement		260,475,058
Intérêt $ 37,230,440		
Virement des bénéfices 32,034,183		
	69,264,623	
Loyer des propriétés—Travaux publics—Location	21,812,458	
Intérêt sur placement *re*: achats militaires—Approvisionnements et Services	13,049,505	267,545,331
Fonds renouvelable des approvisionnements—Approvisionnements et Services	5,172,809	
Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—Communications	960,378	
Société immobilière du Canada—Mirabel—Travaux publics	879,593	
Eldorado Nucléaire Limitée—Expansion industrielle régionale	643,456	
Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes—Transports	537,485	
Gulf Oil Canada, Ltée—Travaux publics	325,321	
Intérêt sur prêts aux employés affectés à l'étranger—Défense nationale	269,765	
Intérêt sur certificats d'investissement à court terme—Travail	130,188	
Bâtiments et terrains publics—Revenu national—		
Location	114,840	
Electrical Reduction Co. Ltée—Travaux publics	109,854	
Avancement de la technologie industrielle—Expansion industrielle régionale	57,370	
Ententes-cadres sur le développement de l'industrie du tourisme—Expansion industrielle régionale	46,049	
Intérêt sur vente de terrain irrigué—Agriculture—		
Autres	24,578	
Bâtiments appartenant au ministère—Emploi et Immigration—		
Location	15,060	
Intérêt sur prêts directs antérieurement radiés—Affaires indiennes et Nord canadien	14,438	
Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger—Gendarmerie royale du Canada—Solliciteur général—		
Intérêt $ 9,828		
Virement des bénéfices 547		
	10,375	
Ville de Mount Pearl—Travaux publics	3,997	
Aide à l'égard des frais de voyage pour les colons—Emploi et Immigration	39	
Divers—Travaux publics	260,249	
Divers—Affaires des anciens combattants—		
Autres	17,363	
Divers—Énergie, Mines et Ressources	958	
Total des autres comptes	**852,198,249**	**5,343,020,389**
TOTAL DES PRODUITS DE PLACEMENTS	**5,201,709,820**	**55,178,537,351**
Sommaire—		
Intérêt	2,779,623,597	
Virement des bénéfices	2,356,135,234	
Dividendes	43,966,690	
Revenu de location de propriétés	21,942,358	
Autres	41,941	
Total	**5,201,709,820**	

(1) Les montants inscrits sous cette colonne représentent de l'intérêt sauf indication contraire.

(2) Les montants inscrits sous cette colonne représentent les soldes des comptes d'éléments d'actif au 31 mars 1985. Ils ne représentent pas toujours les montants de principal sur lesquels l'intérêt a été calculé et/ou les dividendes payés.

Rapport sur le matériel excédentaire éliminé en 1984-85

Ministère et organisme	Désuet mais utilisable — Coût	Désuet mais utilisable — Valeur obtenue	Excédentaire mais utilisable — Coût	Excédentaire mais utilisable — Valeur obtenue	Excédentaire mais réparable — Valeur obtenue	Rebut — Valeur obtenue
	$	$	$	$	$	$
Agriculture		14,893		28,894	616,163	22,429
Communications—						
Ministère		3,248		11,600	81,989	4,338
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	2,270	701	5,450	833	2,573	
Office national du film	399	70	5,139	650	663	
Bibliothèque nationale			400	150	25	
Musées nationaux du Canada	10,425	63	4,920	25	38,059	1,368
Archives publiques	550	50	24,550	4,743	26,658	314,401
Consommation et Corporations	18,627	6,023	113,900	22,992	215,860	33,006
Emploi et Immigration—						
Ministère	178,697	7,220	651,377	45,335	151,419	17,011
Commission d'appel de l'immigration				370	1,315	35
Énergie, Mines et Ressources—						
Ministère	257,598	5,385	543,814	14,814	68,406	53,119
Commission de contrôle de l'énergie atomique			1,000	706	4,592	120
Office national de l'énergie			25,677	1,697	4,408	218
Environnement	325,129	11,530	413,219	85,919	817,941	50,861
Affaires extérieures—						
Ministère		350		21,500	742,777	231
Corporation commerciale canadienne	722	50				
Agence canadienne de développement international			250,000	1,078	9,107	
Commission mixte internationale						50
Finances—						
Ministère					20,987	160
Vérificateur général			600	200	173	6
Assurances			10,166	327	1,046	
Commission du tarif				5,553		
Pêches et Océans	297,767	15,858	412,975	203,489	870,590[1]	24,051
Gouverneur général					406	
Affaires indiennes et Nord canadien	8,818	1,332	54,977	7,421	166,776	13,846
Justice—						
Ministère		72		34,728	5,141	7,140
Commission canadienne des droits de la personne					268	112
Commissaire à la magistrature fédérale			11,000	1,302		45
Cour suprême du Canada						1,489
Cour canadienne de l'impôt		310		2,703	1,337	25
Travail—						
Ministère	1,335	211	42,711	13,172	6,647	725
Conseil canadien des relations du travail			9,765	238	2,650	
Société canadienne d'hypothèques et de logement		719		7,172	11,252	5,849
Défense nationale	26,016,140	709,009	8,827,801	335,138	4,300,424	2,142,211
Santé nationale et Bien-être social—						
Ministère	248,895	9,317	353,642	27,829	234,549	17,193
Conseil de recherches médicales					160	
Revenu national—						
Douanes et Accise	792	50	49,312	2,409	91,991	26,073
Impôt		800		17,113	83,779	15,675
Parlement—						
Sénat					18,461	50
Chambre des communes		315		10,340	79,744	20,917
Bibliothèque du Parlement					644	275
Conseil privé—						
Ministère		410		1,843	14,668	2,692
Directeur général des élections		511		3,532	5,303	417
Commissaire aux langues officielles			9,815	4,800		640
Conseil économique du Canada	9,293		7,475	3,237	3,170	
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	1,263	1,036	1,550	308	1,856	1,223
Travaux publics	103,646	7,600	2,002,645	182,125	341,914	416,406
Expansion industrielle régionale	36,436	1,479	79,689	255,313	58,861	3,121
Sciences et Technologie—						
Département d'État			48,670	16,181	1,258	55
Conseil national de recherches du Canada		47,772		5,100,261	51,657	12,024
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie			11,988			
Conseil des sciences du Canada			100	4		
Secrétariat d'État—						
Ministère				201	4,891	2,387
Commission de la Fonction publique					17,152	11,774
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice				1,473	254	35
Développement social		147,225		571	4,092	

Rapport sur le matériel excédentaire éliminé en 1984-85—*Fin*

Ministère et organisme	Désuet mais utilisable		Excédentaire mais utilisable		Excédentaire mais réparable	Rebut
	Coût	Valeur obtenue	Coût	Valeur obtenue	Valeur obtenue	Valeur obtenue
	$	$	$	$	$	$
Solliciteur général—						
Ministère				127	1,423	10
Service correctionnel	578,420	36,881	886,343	184,704	237,351	83,153
Commission nationale des libérations conditionnelles		1,268		4	15	308
Gendarmerie royale du Canada	16,632	11,993	131,186	67,718	4,055,662	86,046
Approvisionnements et Services—						
Ministère—						
Programme des services	41,258	1,071	133,849	14,632	28,487	16,011
Programme des approvisionnements	146,266	9,938	48,725	13,619	92,469	221,883
Corporation de disposition des biens de la Couronne			21,560	1,453	4,900	75
Statistique Canada		9,258		144	14,517	
Transports—						
Ministère	2,606,588	51,657	2,519,671	106,231	1,610,945	137,672
Commission canadienne des transports		810				80
Administration du pipe-line du Nord			24,880	17,500		
Affaires des anciens combattants	93,656	1,690	45,951	22,528	48,417	93,547
Total	31,001,622	1,118,175	17,786,492	6,908,949	15,278,242	3,862,588

(1) Comprend la vente de poissons excédentaires.

Service de la dette publique

	Taux d'intérêt	Montant de capital(1)	Montant dépensé en 1984-85(2)
	%	$	$
DETTE NON ÉCHUE—			
Obligations négociables—			
À payer en monnaie canadienne—			
P 1—1936-96	3	55,000,000	1,650,198
T 15—1956-96/98 (emprunt de conversion)	3¾	197,045,000	7,390,070
AT 21—1963-88	5	100,000,000	4,988,584
CT 9—1964-88	5	50,000,000	2,494,292
CT 12—1964/65-90	5¼	225,000,000	11,782,878
F 6—1966/67-92	5¾	225,000,000	12,940,406
F 12—1967-90	5¼	125,000,000	7,546,043
F 23—1967-94	6¼	125,000	7,795
F 33—1968-95	6½	100,000,000	6,482,192
F 39—1974-84 (échue le 1er avril 1984)	7½		10,740
F 47—1969/70/77-86	8	410,380,000	32,740,454
F 57—1975/78-85	8	116,479,000	9,298,022
F 61—1971-89	6¾	150,000,000	10,100,672
F 79—1980-87	8	7,000	559
F 81—1979-84 (échue le 1er avril 1984)	8		13
F 85—1974/75/76/77-94	9½	764,120,000	75,874,299
F 87—1974-84 (échue le 1er avril 1984)	9¼		61,149
F 91—1979-84 (échue le 1er oct 1984)	8¾		32,903
F 96—1980-85	9½	1,345,000	127,425
F 97—1975/76-95	10	709,750,000	73,020,951
J 2—1976/78-2001	9½	1,411,500,000	136,437,768
J 7—1977-2002	8¾	252,000,000	22,769,973
J 9—1977/78-97	9¼	1,032,000,000	97,660,063
J 11—1977-87	8¼	525,000,000	43,223,015
J 13—1977-99	9	621,750,000	57,044,211
J 15—1978-88	8¾	125,000,000	9,912,365
J 18—1978-2003	9½	787,500,000	76,109,922
J 22—1978-2000	9¾	550,000,000	55,017,218
J 23—1979/80-84 (échue le 1er juin 1984)	10		18,186,241
J 24—1979-2004	10¼	2,200,000,000	224,981,784
J 25—1979-2002	10	1,850,000,000	184,536,080
J 26—1979-89	10	200,000,000	19,945,206
J 28—1979-84 (échue le 1er oct 1984)	10½		15,814,608
J 29—1979/80/83-89	10½	775,000,000	81,152,055
J 30—1979-2004	10½	600,000,000	62,827,397
J 32—1979/80-84 (échue le 15 déc 1984)	11½		56,956,206
J 33—1979/80/83/84-89	11¼	1,075,000,000	122,615,305
J 34—1979/80/83-2002	11¾	1,625,000,000	182,378,507
J 35—1980/83-2003	11¾	2,700,000,000	316,520,935
J 37—1980-85 (échue le 15 mars 1985)	13¾		52,825,272
J 38—1980-90	13¾	839,453,000	64,000,154
J 39—1980/81/82-2000	13¾	1,050,000,000	144,392,291
(3) J 40—1980-85	13	15,653,000 }	137,743,962
J 41—1980-90	13	1,784,347,000 }	95,669,242
J 42—1980/81-2001	13	1,325,000,000	171,853,825
J 44—1980-85	11¼	450,000,000	50,520,408
J 46—1980/82-85	10¾	850,000,000	91,124,657
J 48—1980-84 (échue le 1er oct 1984)	12½		47,500,195
J 49—1980-90	12½	22,529,000	2,642,309
J 53—1980-99	13½	400,000,000	53,876,712
(3) J 55—1981-86	12½	724,583,000 }	90,398,829
J 56—1981-91	12½	417,000 }	17,908
J 57—1981-84 (échue le 1er août 1984)	13¾		528,688
J 58—1981-89	13¾	442,320,000	60,508,316
J 59—1981-85 (échue le 1er fév 1985)	13¾		27,368,164
J 60—1981-90	13¾	592,912,000	51,461,247
(3) J 61—1981-86	14½	498,945,000 }	72,214,542
J 62—1981-91	14½	1,055,000 }	104,076
J 63—1981-84 (échue le 1er avril 1984)	16¼		191,645
(3) J 64—1981-86	15¼	816,308,000 }	124,257,840
J 65—1981-93	15¼	83,692,000 }	12,678,803
J 66—1981-2001	15¾	425,000,000	66,783,673
(3) J 68—1981-86	14¾	438,765,000 }	64,640,729
J 69—1981-93	14¾	11,235,000 }	1,949,506
J 70—1981-2000	15	175,000,000	26,124,046
(3) J 72—1981-86	18	300,199,000 }	55,409,375
J 73—1981-91	18	99,801,000 }	16,393,365
J 74—1982-84 (échue le 1er août 1984)	16		17,713,115
(3) J 75—1982-87	15½	1,144,196,000 }	180,021,969
J 76—1982-92	15½	105,804,000 }	14,039,440
J 77—1982-84 (échue le 1er août 1984)	15		16,516,393
J 78—1982-87	15	800,000,000	120,014,372
J 79—1982-2002	15½	350,000,000	54,256,497
J 80—1982-84 (échue le 15 déc 1984)	14¾		10,436,075
J 81—1982-87	14¾	250,000,000	36,790,810

Service de la dette publique—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital[1]	Montant dépensé en 1984-85[2]
	%	$	$
J 82—1982-92	15	200,000,000	29,931,507
J 83—1982-85	15½	350,000,000	54,137,918
[3] J 84—1982-87	15	399,964,000 }	59,870,419
J 85—1982-92	15	36,000 }	4,621
J 86—1982-85	14½	200,000,000	29,006,512
[3] J 87—1982-87	14¼	649,950,000 }	92,640,461
J 88—1982-92	14¼	50,000 }	5,573
J 89—1982-85	12¾	150,000,000	19,072,603
J 90—1982-87	13	450,000,000	58,345,857
J 91—1982-92	13½	400,000,000	53,857,714
J 92—1982/84-87	12	475,000,000	46,225,968
J 93—1982-92	12¾	500,000,000	63,596,817
J 95—1982/83-92	11¾	2,050,000,000	240,350,300
J 96—1982/83/84-87	11	900,000,000	89,055,803
J 97—1983-85	9¾	275,000,000	26,754,094
J 98—1983-88	10¼	500,000,000	51,132,224
J 99—1983-93	11¼	1,850,000,000	207,646,713
H 1—1983-86	10	625,000,000	62,507,486
H 2—1983/85-88	10½	875,000,000	69,135,257
H 3—1983-93	10¾	1,050,000,000	112,618,014
H 4—1983-85	9¼	300,000,000	27,687,682
H 5—1983/85-90	10¾	550,000,000	17,312,859
H 6—1983-2005	12¼	1,000,000,000	122,527,510
H 7—1983-85	10½	300,000,000	31,988,631
H 8—1983/84-93	11¾	1,025,000,000	120,160,494
H 9—1983/84-2005	12	1,775,000,000	181,291,152
H 11—1983-88	10¾	625,000,000	67,073,057
H 12—1983/84-93	11½	850,000,000	103,416,542
H 13—1983-85	9¾	350,000,000	34,048,367
H 14—1983/84-86	10	200,000,000	19,967,741
H 15—1984-89	11	200,000,000	21,916,020
H 16—1984-86	10½	350,000,000	36,756,877
H 17—1984-94	12	225,000,000	27,114,595
H 18—1984/85-2006	12½	975,000,000	47,213,108
H 20—1984-89	12½	575,000,000	59,662,448
H 21—1984-94	13	1,025,000,000	105,214,628
H 22—1984-2004	13½	550,000,000	70,599,171
H 23—1984-87	12¼	650,000,000	56,129,479
H 24—1984-89	13¼	525,000,000	54,677,492
H 25—1984-94	13¾	1,200,000,000	122,252,767
H 26—1984-2006	14	1,025,000,000	106,037,901
H 27—1984-87	13	375,000,000	37,969,450
H 28—1984-86	13	375,000,000	39,725,466
H 29—1984-94	13½	250,000,000	26,214,035
H 30—1984-2007	13¾	325,000,000	35,076,627
H 31—1984-87	13½	150,000,000	13,509,220
H 32—1984-89	13½	150,000,000	13,426,036
H 36—1984-2007	13	700,000,000	52,605,637
H 37—1984-86	12¼	400,000,000	27,990,411
H 39—1984-94	12⅜	475,000,000	33,143,670
H 40—1984-89	12⅛	325,000,000	18,566,861
H 41—1984-2008	12¾	750,000,000	44,808,390
H 42—1984-94	12½	900,000,000	53,017,291
H 43—1984/85-90	12	400,000,000	3,961,642
H 44—1984/85-95	12⅛	725,000,000	16,117,974
H 45—1984/85-88	11⅜	250,000,000	4,144,696
H 46—1984-86	10¾	450,000,000	15,364,558
H 47—1984-91	11½	225,000,000	7,511,285
H 48—1984-95	11¾	475,000,000	16,208,562
H 49—1985-89	10¾	350,000,000	8,555,822
H 51—1985-95	11½	375,000,000	6,852,740
H 52—1985-2008	11¾	325,000,000	18,910,802
H 54—1985-95	11¼	375,000,000	4,623,288
H 55—1985-87	12	400,000,000	657,534
Escomptes ou primes			105,551,554
Commissions			66,748,981
		69,256,215,000	*7,543,813,868*

À payer en devises étrangères—

	Taux d'intérêt	Montant de capital[1]	Montant dépensé en 1984-85[2]
Dollars des États-Unis[4]—			
1962-87	5	65,452,800	3,259,163
1968-88	6¾	136,360,000	9,173,771
1978-85	8.2	340,900,000	27,621,805
1978-98	8½	340,900,000	29,053,423
1978-98	9⅛	477,260,000	43,624,424
1981-86	16¼	409,080,000	65,297,304
		1,769,952,800	*178,029,890*

Service de la dette publique—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital[1]	Montant dépensé en 1984-85[2]
	%	$	$
Deutsche marks[5]—			
1978-84 (échue le 10 mai 1984)	5		658,033
1982-89	8½	89,200,000	7,433,007
		89,200,000	*8,091,040*
Francs suisses[6]—			
1979-89	3⅜	152,064,000	5,167,283
1984-92	5¼	105,600,000	5,005,000
		257,664,000	*10,172,283*
		2,116,816,800	*196,293,213*
		71,373,031,800	7,740,107,081
Obligations d'épargne du Canada—			
S 27—1972-84 (échue le 1er nov 1984)	10½		76,976,398
S 28—1973-85	10½-11¼	263,240,350	64,467,773
S 30—1975-84 (échue le 1er nov 1984)	10½		71,482,591
S 31—1976-85	10½-11¼	472,325,300	68,102,714
S 32—1977-86	10½-11¼	400,057,700	78,531,294
S 33—1978-85	10½-11¼	2,885,177,700	457,472,499
S 34—1979-86	10½-11¼	2,020,676,500	288,594,371
S 35—1980-87	10½-11¼	1,361,726,200	194,061,954
S 36—1981-88	10½-11¼	7,756,059,100	1,031,581,248
S 37—1982-89	9¼-10¼-11¼	6,943,298,400	824,432,937
S 38—1983-90	9¼-10¼-11¼	7,678,844,200	955,188,276
S 39—1984-91	11¼	12,178,025,006	587,369,483
Rajustement à la dépense d'intérêt pour les séries échues dans les exercices précédents			6,694,146
Commissions			112,861,438
		41,959,430,456	4,817,817,122
Obligations spéciales non négociables—			
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	divers	205,337,000[7]	21,662,009
Bons du Trésor—			
Solde non amorti reporté au 31 mars 1984			1,016,378,026
Amortissement de l'escompte des émissions de 1984-85		52,300,000,000	4,199,174,225
		52,300,000,000	5,215,552,251
Emprunts de la Société financière Canadair Inc. à être remboursés par le gouvernement—			
À payer en monnaie canadienne		100,000,000	
À payer en devises étrangères		1,016,976,000	
		1,116,976,000	
Effets et prêts à payer en devises étrangères—			
Dollars des États-Unis[4]—			
Banques canadiennes	divers	545,440,000	43,632,196
Banques américaines	divers	1,363,600,000	42,111,418
1982-87	14⅜	1,022,700,000	148,862,946
1983-88	10⅞	681,800,000	74,013,241
1985-90	11½	681,800,000	1,960,175
		4,295,340,000	*310,579,976*
Francs suisses[6]—			
1979-85 (échue le 14 mars 1985)	3		6,909,812
1982-87	7¼	211,200,000	13,790,372
1984-87	4⅞	158,400,000	6,899,588
1984-89	5⅝	158,400,000	8,217,000
1984-90	5⅛	105,600,000	4,810,666
		633,600,000	*40,627,438*
Yen japonais[8]—			
1979-89	7.1	169,611,750	13,041,290
1979-99	7½	190,575,000	13,579,712
1984-92	7.9	653,400,000	33,577,495
		1,013,586,750	*60,198,497*
		5,942,526,750	411,405,911
Frais de service et d'émission de nouveaux emprunts			54,244,474
Total du service de la dette publique relativement à la dette non échue		**172,897,302,006**	**18,260,788,848**
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES—			
Compte du régime de pensions du Canada	divers	1,707,355,679	151,501,921
Compte de pension pour les agents des rentes	4	47,801	1,371
Compte des rentes sur l'État	7	1,095,429,638	74,928,146
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes	divers	13,134,506,039	1,327,564,527
Compte de prestations de décès des forces régulières	divers	58,736,076	5,814,566
Compte de prestations de retraite des membres du Parlement	6	22,350,690	2,312,087

Service de la dette publique—*Fin*

	Taux d'intérêt	Montant de capital[1]	Montant dépensé en 1984-85[2]
	%	$	$
Gendarmerie royale du Canada—	4	13,764,359	1,381,598
Caisse de pension des personnes à charge	divers	1,815,802,101	175,873,712
Compte de pension de retraite	divers	261,173,828	24,142,424
Compte de prestations de décès de la Fonction publique	divers	19,622,485,102	1,970,726,332
Compte de pension de retraite de la Fonction publique	divers	2,417,425,257	206,505,907
Compte de prestations de retraite supplémentaires	divers		39,344,977
Forces canadiennes	divers		1,816
Services diplomatiques	divers		438,723
Juges	divers		6,688
Lieutenants-gouverneurs	divers		6,584
Compte de prestations de retraite à l'égard des juges			
Comptes de dépôt et de fiducie—			
Fonds des écoles publiques—	5	1,502,256[9]	76,662
Ontario	5	1,175,515[9]	57,226
Québec	divers	1,737,648	165,203
Fonds de réclamations à l'étranger	divers	9,940,705	911,325
Fonds de réclamations de guerre—Deuxième guerre mondiale	divers	455,428	45,525
Dépôts en garantie—Ressources des réserves	3	733,186	19,869
Fonds d'assurance des terres	divers	8,799,789	555,689
Compte spécial de la Cour fédérale	divers	19,719,319	15,248,603
Dépôt de garantie d'entrepreneurs	divers	1,131,809	126,077
Fonds de bienfaisance de l'armée	divers	936,174	95,016
Fonds de pension, explosion de 1917, Halifax	divers	781,524,250	84,702,077
Fonds des bandes indiennes	divers	112,600	12,771
Fonds de compensation des Indiens	divers	22,507,376	1,323,803
Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens	divers	677,494	144,507
Programme de recouvrement des coûts pour assistance technique	divers	13,878,795	258,588
Comptes de succession des Indiens	divers	76,879,131	7,510,043
Comptes d'épargne des Indiens	divers	79,079	8,176
Conseil des recherches médicales—Dons et legs	divers	103,281,206	11,750,599
Fonds de réclamations—Pollution des Maritimes	divers	970,514,445	92,857,946
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	9.28	278,881	28,687
Compte de fiducie de Mackenzie King	divers	588,561	397,064
Comptes spéciaux des Indiens	divers	311,814	6,844
Fonds pour les boursiers de la Reine	divers	5,348,840	393,634
Fonds de fiducie des détenus	divers	418,604	219,002
Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être—Anciens combattants	divers		91,633,063
Droits de tirage spéciaux affectés par le Fonds monétaire international	divers	13,000,000	1,070,072
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent		414,806	44,295
Musées nationaux du Canada—Compte de fiducie	divers	1,798,024	170,052
Fonds de prestations de la Gendarmerie royale		*2,037,745,735*	*309,832,418*
Total du service de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées		**42,186,822,305**	**4,290,383,797**
TOTAL DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE		**215,084,124,311**	**22,551,172,645**
Sommaire:			
Intérêt			16,996,213,947
Escompte sur les bons du Trésor			5,215,552,251
Escomptes ou primes			105,551,554
Commissions			179,610,419
Frais de service et d'émission de nouveaux emprunts			54,244,474
			22,551,172,645

(1) Pour la dette non échue, le montant de capital représente le solde de fermeture au 31 mars 1985. Pour les comptes à fins déterminées, le montant de capital représente le solde net de fermeture au 31 mars 1985.

(2) Les montants inscrits sous cette colonne représentent des intérêts (i.e. intérêts sur la dette non échue (y compris l'escompte sur les bons du Trésor) et sur les comptes à fins déterminées) sauf indication contraire.

(3) Échangeables au gré du détenteur contre des obligations d'une valeur nominale égale et portant le même taux d'intérêt.

(4) Converti en dollars des États-Unis $1.00 = $1.3636 canadien.

(5) Converti en 1 DM = $.4460 canadien.

(6) Converti en 1 FS = $.5280 canadien.

(7) La durée de l'échéance est pour une période de 20 années ou moins telle que prévue par le ministre des Finances sur recommandation de l'Actuaire en chef du département des Assurances et remboursable en totalité ou en partie avant l'échéance, seulement à la discrétion du ministre des Finances.

(8) Converti en 1 Y = $.005445 canadien.

(9) On distribue l'intérêt de ce solde aux provinces de l'Ontario et du Québec d'après leur population.

Contrats de location-acquisition

Engagements selon les contrats de location-acquisition

Cet état fournit des précisions concernant les engagements selon des contrats de location-acquisition, lesquels sont résumés à la note 15 afférente aux états financiers vérifiés à la section 2 de ce volume. Un contrat de location-acquisition est un bail qui, du point de vue du gouvernement, transfère pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété d'un bien à celui-ci.

(en milliers de dollars)

Identification par le ministère et l'organisme du contrat de location-acquisition	Date d'entrée en vigueur	Durée de vie du bail en années	Juste valeur du bien loué à la date d'entrée en vigueur du bail	Total des paiements minimums estimés exigibles en vertu de baux pour la pleine durée (non compris les frais accessoires)	Taux d'intérêt implicite (%)	Soldes au 31 mars 1985 — Total des paiements minimums estimés exigibles en vertu de baux	Soldes au 31 mars 1985 — *Moins:* intérêts implicites, utilisant le taux d'intérêt implicite	Soldes au 31 mars 1985 — *Moins:* frais accessoires	Soldes au 31 mars 1985 — Engagement net en vertu de contrats de location-acquisition
Emploi et Immigration									
Traitement électronique des données, Phase IV	12 oct 1982	5	2,069	3,387	18	1,901	560		1,341
Environnement									
Ordinateur Cray	11 janv 1983	6.5	20,012	42,575	19.8	42,915	18,925	5,181	18,809
Travaux publics									
Charlottetown, Immeuble DVA	1er avr 1984	35	15,600	78,365	14.2	76,126	60,543		15,583
Complexe Guy Favreau, Montréal	1er déc 1983	35	87,600	422,950	12.7	407,980	320,680		87,300
240 rue Sparks, Immeuble CD Howe	1er janv 1979	35	63,703	213,500	9.1	175,375	113,829		61,546
L'Esplanade Laurier, Ottawa	1er juill 1975	35	60,374	222,715	9.5	165,687	109,234		56,453
Place du Centre, Hull	1er déc 1977	30	26,201	96,600	11.4	74,453	50,005		24,448
Les Terrasses de la Chaudière, Hull	1er juill 1977	35	146,084	564,230	9.8	451,250	310,250		141,000
Cornwall, Édifice fédéral	1er déc 1984	35	9,600	49,420	14.5	48,949	39,354		9,595
Scarborough, Édifice fédéral	1er déc 1984	35	38,900	191,965	13.3	190,232	151,367		38,865
			448,062	1,839,745		1,590,052	1,155,262		434,790
Total			470,143	1,885,707		1,634,868	1,174,747	5,181	454,940

AUTRES RENSEIGNEMENTS DIVERS

Contrats de location-acquisition—*Fin*

Engagements selon les contrats de location-acquisition par ordre de maturité

(en milliers de dollars)

Ministères	Paiements exigibles en											
	1986	1987	1988	1989	1990	1991 à 1995	1996 à 2000	2001 à 2005	2006 à 2010	2011 à 2015	2016 à 2020	Total
Emploi et Immigration												
Solde des paiements	636	636	629									1,901
Intérêts implicites	275	204	81									560
Engagement net	361	432	548									1,341
Environnement												
Solde des paiements	4,359	4,613	4,919	5,003	5,216	18,805						42,915
Intérêts implicites	3,635	3,631	3,626	3,588	3,569	876						18,925
Frais accessoires	724	864	1,147	1,147	1,024	275						5,181
Engagement net		118	146	268	623	17,654						18,809
Travaux publics												
Solde des paiements	49,625	49,625	49,625	49,625	49,625	248,125	248,125	248,125	247,078	229,527	120,947	1,590,052
Intérêts implicites	46,546	46,039	45,900	45,687	45,980	218,401	201,214	172,302	131,862	136,658	64,673	1,155,262
Engagement net	3,079	3,586	3,725	3,938	3,645	29,724	46,911	75,823	115,216	92,869	56,274	434,790
Sommaire												
Solde des paiements	54,620	54,874	55,173	54,628	54,841	266,930	248,125	248,125	247,078	229,527	120,947	1,634,868
Intérêts implicites	50,456	49,874	49,607	49,275	49,549	219,277	201,214	172,302	131,862	136,658	64,673	1,174,747
Frais accessoires	724	864	1,147	1,147	1,024	275						5,181
Engagement net	3,440	4,136	4,419	4,206	4,268	47,378	46,911	75,823	115,216	92,869	56,274	454,940

Contrats de location-acquisition—Options d'achat exercées au cours de l'exercice

(en milliers de dollars)

	Plan original en vertu du bail				Valeurs lorsqu'il y a option d'achat exercée					
	Total des paiements minimums exigibles en vertu d'un bail, y compris l'option finale d'achat	Intérêts implicites	Frais accessoires	Engagement net	Total des paiements minimums exigibles en vertu d'un bail, y compris l'option d'achat exercée	Intérêts implicites	Paiements minimums nets exigibles en vertu d'un bail	Frais accessoires	Option d'achat exercée	Valeur marchande ou valeur estimative du bien acheté
Emploi et Immigration										
2,023 unités de traitement des données	5,729	1,099	897	3,733	5,239	610	968	897	2,764	S/O*
4 systèmes d'ordinateur Burrough	2,493	609		1,884	2,312	428	484		1,400	S/O*
	8,222	1,708	897	5,617	7,551	1,038	1,452	897	4,164	

* Sans objet.

Frais de congés d'étude

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Traitements	Montants des indemnités tenant lieu de traitements	Frais de déplacement	Frais de subsistance	Frais de scolarité et autres frais	Indemnités pour livres	Autres dépenses	Total
		$	$	$	$	$	$	$	$
Agriculture	132	1,326,637[1]	1,617,759	48,786	973	212,409	13,954	40,819	3,261,337
Communications—									
Ministère	2		32,299			1,003	130		33,432
Office national du film	2	22,575[2]				1,800			24,375
Bibliothèque nationale	1		21,168			1,802	400		23,370
Musées nationaux du Canada	1		18,164						18,164
Emploi et Immigration	6		6,371	100		5,329	746	110	12,656
Énergie, Mines et Ressources	14	188,930[3]	42,420	812	4,133	16,235	3,660	1,628	257,818
Environnement	49	176,826[4]	339,254	13,858	7,145	32,788	5,171	6,898	581,940
Affaires extérieures—									
Ministère	3		68,348			26,106			94,454
Agence canadienne de développement international	5	57,819[5]	48,000	4,103	1,980	5,935	515	6,507	124,859
Finances	2	8,402	21,897	84		6,775	218		37,376
Pêches et Océans	22	164,565[6]	195,743	9,616	8,835	13,192	2,747	6,730	401,428
Affaires indiennes et Nord canadien	15		433,506	21,155		15,616	4,750		475,027
Justice—									
Ministère	4	39,217[5]		110	699	1,083	85		41,194
Cour suprême du Canada	1	20,009[7]							20,009
Défense nationale	49	439[7]	710,192[8]	2,510		6,199	3,224		722,564
Santé nationale et Bien-être social	45	20,331[5]	522,176	70,277		335,858	234	185	949,061
Revenu national—									
Impôt	4	4,138[9]				1,900	253		6,291
Conseil privé—									
Ministère	3	27,296[7]				2,512	531	210	30,549
Commissaire aux langues officielles	1					1,264	299		1,563
Conseil économique du Canada	2		18,719						18,719
Travaux publics	2	5,519						833	6,352
Expansion industrielle régionale	6	29,020	27,017			20,306	704		77,047
Sciences et Technologie—									
Conseil des sciences du Canada	1		3,998			1,200	177	1,395	6,770
Secrétariat d'État—									
Ministère	5		31,357			6,800			38,157
Commission de la Fonction publique	33		236,175			9,877	346		246,398
Solliciteur général—									
Service correctionnel	26	224,533[10]	84,244	2,198	708	9,705	2,036		323,424
Commission nationale des libérations conditionnelles	1	6,077				525	179		6,781
Approvisionnements et Services—									
Ministère—									
Programme des services	2	11,749	484			300	94		12,627
Programme des approvisionnements	2	4,796				1,550	364	964	7,674
Statistique Canada	10	46,022				11,469	653		58,144
Transports	39	122,221[11]	54,407	4,753		16,074	7,535		204,990
Conseil du Trésor	2		33,874			2,119	210		36,203
Affaires des anciens combattants	5	5,725[7]	31,561			850	577		38,713
Total	497	2,512,846	4,599,133	178,362	24,473	768,581	49,792	66,279	8,199,466

[1] Soixante-cinq employés ont reçu des traitements.
[2] Deux employés ont reçu des traitements partiels.
[3] Onze employés ont reçu des traitements.
[4] Dix-sept employés ont reçu des traitements.
[5] Deux employés ont reçu des traitements.
[6] Huit employés ont reçu des traitements.
[7] Un employé a reçu un traitement.
[8] Quarante-quatre employés ont reçu des indemnités tenant lieu de traitements.
[9] Trois employés ont reçu des traitements.
[10] Treize employés ont reçu des traitements.
[11] Vingt-cinq employés ont reçu des traitements.

SECTION 15

COMPTES PUBLICS
1984-85

Index

INDEX

REMARQUE—LES CHIFFRES EN **CARACTÈRES GRAS** RENVOIENT AUX SECTIONS

A

Accord du Kennedy Round, 7•45, 7•51, **14•9**
Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, 7•38
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes, 7•28, 7•29, 7•30, 7•32, 7•53, **14•6**, **14•7**
Achats militaires, **8•11**, **8•19**
  intérêts sur placement, **5•8**, **14•9**
Actif, **2•11**, **2•12**
Actif comptabilisé net, **2•8**
Actif et du passif, État de l', **2•8**
Actif et du passif, évaluation de l', **2•12**
Actif financier, **2•8**
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, 7•9, 7•17, 7•20, 7•24, 7•26, 7•53, **8•12**, **14•6**, **14•15**
  prêts productifs d'intérêt, 7•53
Administration de pilotage de l'Atlantique, 7•21, 7•24, 7•26
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée, 7•21, 7•24, 7•26
Administration de pilotage des Laurentides, 7•21, 7•24, 7•26
Administration de pilotage du Pacifique, 7•21, 7•24
Administration du pont du port de Saint-Jean (N-B), 7•9, 7•13, 7•44, 7•47, 7•53, **14•6**, **14•8**
Administrations provinciales et territoriales
  prêts, dotations en capital et avances, **2•8**, **5•8**, 7•3, 7•28, 7•53, **14•6**
Afrique orientale, aide spéciale sous forme de prêts, 7•36
Agence canadienne de développement international—aide spéciale sous forme de prêts, 7•34
Agence internationale de l'énergie atomique, 7•38
Aide à l'égard des frais de voyage pour les colons, **14•9**
Aide au développement international—Prêts et souscriptions, **2•14**
Aide domiciliaire aux Indiens, 7•45, 7•48, **14•8**
Aide financière aux sociétés de la Couronne provenant de crédits budgétaires, 7•26
Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1984-85, **14•2**
Air Canada, **2•8**, **5•8**, 7•3, 7•10, 7•21, 7•24, **14•6**
  capital-actions, 7•8, 7•10
  hangar d'entretien à Winnipeg, 7•8, 7•10
  prêt consolidé, 7•8, 7•10
Alberta, province de l'
  prêts, dotations en capital et avances, 7•30, **14•7**
Algérie, aide spéciale sous forme de prêts, 7•36
Allocations de Droits de tirage spéciaux, **2•8**, **10•2**, **10•3**
Analyse des redressements de l'insuffisance actuarielle pour 1984-85, **8•5**
Anciens combattants
  fonds de fiducie de l'administration et du bien-être, **8•12**, **8•20**
  Loi d'établissement de soldats et Loi sur les terres destinées aux, **8•13**
Antigua, aide spéciale sous forme de prêts, 7•36
Argentine, aide spéciale sous forme de prêts, 7•36
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, 7•28, 7•30, 7•32, **14•6**, **14•7**
Arsenaux Canadiens Limitée, Les, 7•9, 7•13, 7•20, 7•23, **14•6**
Association internationale de développement, 7•38, 7•40
Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa, 7•44, 7•47, **14•8**
Associations et organismes internationaux, 7•38, 7•41, **14•8**
Associés Mingan, Ltée, Les, 7•21, 7•24
Assurance-chômage, Compte d', **8•2**, **8•8**
  opérations du, **8•8**
  prêts portant intérêt, **8•2**
Atelier de polluants In-Situ, **8•10**, **8•16**

A—*Fin*

Autorisations parlementaires de dépenser, **4•7**
Autorisations parlementaires disponibles, **4•8**
Autres comptes à fins déterminées, **6•12**, **8•2**, **8•23**
Autres comptes inscrits à l'état de l'actif et du passif
  renseignements détaillés sur les, **12**, **12•3**
Autres comptes, produits de placements, **5•8**, **14•9**
Autres éléments de passif, **2•9**
  divers, **2•9**, **9•2**, **9•4**
  renseignements détaillés sur les, **9**, **9•2**
Autres opérations, **1•7**, **1•14**, **2•5**
Autres prêts, dotations en capital et avances, **2•8**, **5•8**, 7•3
Autres produits de placements, **5•4**
Autres recettes fiscales, **2•6**, **5•4**
Autres recettes non fiscales, **2•6**, **5•4**
Autres renseignements divers, **14**
Autres sociétés de la Couronne, prêts, dotations en capital et avances, **2•8**, **5•8**, 7•3, 7•8, 7•53, **14•6**
Avancement de la technologie industrielle, **14•9**
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, 7•41
  prêts, dotations en capital et avances, **2•8**, **5•8**, 7•3, **14•8**
Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées, **13•48**

B

Bande des Chippewa de Kettlepoint, 7•45, 7•48, **14•8**
Banque africaine de développement, 7•38, 7•39, 7•40
Banque asiatique de développement, 7•38, 7•39
  (Spécial), 7•40
Banque centraméricaine d'intégration économique, 7•40
Banque de développement des Caraïbes, 7•38, 7•39
  fonds de développement agricole, 7•40
  régionale des Caraïbes du Commonwealth, 7•40
  (Spécial), 7•40
Banque du Canada, **5•4**, **5•8**, 7•9, 7•12, 7•21, 7•24, **14•6**
Banque fédérale de développement, **2•8**, **5•8**, 7•3, 7•5, 7•20, 7•23, 7•26, 7•27, **14•6**
  capital versé, 7•4, 7•5
  prêts, 7•4, 7•5
Banque interaméricaine de développement, 7•38, 7•39, 7•53
Banque internationale pour la reconstruction et le développement, 7•38, 7•39, 7•40
Barbade, aide spéciale sous forme de prêts, 7•35, 7•36
Bâtiments et terrains publics, **14•9**
Bâtiments appartenant au Ministère, **14•9**
Belize, aide spéciale sous forme de prêts, 7•36
Besoins financiers (non compris le change), **2•5**
Biens culturels, 7•44, 7•46, **14•8**
Birmanie, aide spéciale sous forme de prêts, 7•36
Bolivie, aide spéciale sous forme de prêts, 7•36
Bons du Trésor, **2•9**, **6•12**, **11•2**, **11•8**, **11•9**, **11•10**, **14•14**
  émissions et remboursements de, **11•8**
  en adjudication, rendement moyen des, **11•10**
Brésil, aide spéciale sous forme de prêts, 7•35, 7•36
British Yukon Railway Company, 7•45, 7•48, **14•8**
Budgets des dépenses et crédits, **4•7**
Burgeo Leasing Limited, 7•45, 7•49, **14•8**

C

Caisse, 2•8, 5•8, 12•3, 14•9
des dépôts en devises étrangères, 12•4
des dépôts en dollars canadiens, 12•4
en fin d'exercice, 1•9, 2•5
Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants
avances à la, 2•8, 5•8, 7•3, 7•41, 14•8
Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada, 8•23, 8•25, 14•15
états financiers vérifiés, 8•36
Caisse de pension des personnes à charge, 8•25
Cameroun, aide spéciale sous forme de prêts, 7•36
Canadair Limitée, 7•8, 7•11, 14•6
Canadian Arctic Producers Co-operative Limited, 7•45, 14•8
capital-actions, 7•45, 7•48
prêts, 7•45, 7•48
Canadian National (West Indies) Steamships Ltd, 7•14, 7•20, 7•23, 8•13, 8•21, 14•6
avances, 7•9, 7•14
capital-actions, 7•9, 7•14
Canagrex, 7•20, 7•23, 7•26
Canertech Inc, 7•20, 7•23, 7•26
Catégories d'opérations financières, 2•11
Cautionnements des candidats aux élections, 8•11, 8•19
Centre de recherches pour le développement international, 7•21, 7•24, 7•26
Centre international d'exploitation des océans, 7•21, 7•24, 7•26
Centres de services agricoles, 7•30
avances, 7•30, 7•33, 14•7
prêts, 7•30, 7•33, 7•53, 14•7
Chemins de fer nationaux du Canada, 2•8, 5•8, 7•3, 7•10, 14•6
capital-actions, 7•8, 7•10
chemins de fer du gouvernement canadien—Fonds de roulement, 7•8, 7•10
prêt consolidé, 7•8, 7•10
services de transbordeur entre Yarmouth et Bar Harbour, 7•8, 7•10
Chèques de comptes d'avance fixe, 9•3
Chèques en circulation, 9•3
Chèques et mandats en circulation, 2•9, 9•2, 9•3
Chili, aide spéciale sous forme de prêts, 7•35, 7•36
Chine, prêt à la, 7•34, 7•35, 14•8
CN Marine Inc, 7•21, 7•24, 7•26
Coast Ferries Limited, 7•45, 7•52, 14•9
Colombie, aide spéciale sous forme de prêts, 7•35, 7•36
Colombie-Britannique, province de la
prêts, dotations en capital et avances, 7•31, 14•7
Commissaires du port de Hamilton, 7•45, 7•52, 14•9
Commission canadienne du Blé, 7•20, 7•23, 7•26
Commission canadienne du lait, 5•8, 7•9, 7•13, 7•20, 7•23, 7•26, 14•6
compte de la, 8•12, 8•21
Commission d'énergie du Nord canadien, 5•8, 7•16, 7•20, 7•23, 7•53, 14•6
avances, 7•9, 7•16
fonds de roulement, 7•9, 7•16
prêts, 7•9, 7•16, 7•53
Commission de contrôle de l'énergie atomique, 8•9
Commission de la Capitale nationale, 7•9, 7•16, 7•20, 7•23, 7•26, 7•27, 14•6
Commission des champs de bataille nationaux, 8•9
Commission des pêches des Grands Lacs—Lutte contre la lamproie, 8•10, 8•16
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth, 7•45, 7•52, 14•9
Commission du port de Lakehead, 7•45, 7•52, 14•9
Commission du port de Port Alberni, 7•45, 7•52, 14•9
Commission mixte internationale, 8•10
Commissions, 14•15
Commissions provinciales des accidents du travail, 7•45, 7•49, 14•8

C—*Suite*

Compagnie de navigation Canarctic Limitée, 7•42
Compagnies d'assurance, 8•11
intérêts sur obligations, 8•19
Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne, 8•2
Compte d'administration du Séquestre, 8•13, 8•22
Compte d'assurance-chômage, 2•9, 8•2, 8•8
états financiers vérifiés, 8•30
intérêt sur prêts au, 5•8, 14•9
prêts portant intérêt, 8•2
Compte d'attente, justes salaires, 8•10, 8•18
Compte d'attente, Normes du travail, 8•10, 8•18
Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens, 8•10, 8•17, 14•15
Compte de capital Harbourfront, 8•11, 8•19
Compte de dépôt
Archives publiques, 8•9, 8•14
Consommation et Corporations, 8•9, 8•14
Compte de fiducie
de Mackenzie King, 8•13, 8•22, 14•15
Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Généralités, 8•13, 8•22
Musées nationaux du Canada, 8•13, 8•21, 14•18
Compte de frais de voyage, organismes internationaux, 8•10, 8•15
Compte de la Commission canadienne du lait, 8•12, 8•21
Compte de la Fondation du Canada, 8•9, 8•15
Compte de la loterie nationale, 8•12, 8•19
Compte de la Monnaie royale canadienne, 8•13, 8•21
Compte de la Société canadienne des postes, 8•13, 8•21
Compte de partage du revenu provenant des redevances d'exportation sur le pétrole, 8•9, 8•15
Compte de pension de retraite
de la Fonction publique, 8•5, 8•6, 14•15
de la Gendarmerie royale du Canada, 8•5, 8•6, 8•7, 14•15
des Forces canadiennes, 8•5, 8•6, 14•14
Compte de pension pour les agents des rentes, 8•23, 8•24, 14•14
Compte de pensions du personnel engagé sur place—Cotisant, 8•23, 8•25
Compte de prestations de décès
de la Fonction publique, 8•23, 8•25, 14•15
des forces régulières, 8•23, 8•24, 14•14
Compte de prestations de retraite à l'égard des juges, 14•15
Compte de prestations de retraite des membres du Parlement, 8•23, 8•25, 14•14
Compte de prestations de retraite supplémentaires, 8•5, 8•7, 14•15
forces canadiennes, 14•15
Juges, 14•15
lieutenants-gouverneurs, 14•15
services diplomatiques, 14•15
Compte de prêts pour la production de défense, 7•45, 7•52, 14•9
Compte de réassurance de la responsabilité nucléaire, 8•9, 8•15
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, 8•9, 8•14, 14•15
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces, 2•9, 8•2, 8•22
Compte des rentes sur l'État, 2•9, 6•12, 8•2, 8•8, 14•14
états financiers vérifiés, 8•33
Compte du fonds des changes, 2•15
avances, 2•8, 5•4, 5•8, 10•2, 14•9
éléments d'actif, 10•3
états financiers vérifiés, 10•4
Compte du régime de pensions du Canada, 2•9, 2•15, 6•12, 8•2, 8•3, 14•14
Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada, 8•27
Compte spécial
de la Cour fédérale, 8•10, 8•17, 14•15
Compte spécial de fonctionnement—Bibliothèque nationale, 8•13, 8•21
Compte supplémentaire de l'assurance-maladie, 8•11, 8•18

C—Fin

Comptes à fins déterminées, 1•7, 2•5, 2•9, 2•15, 6•12, 14•14
  renseignements détaillés sur, 8, 8•2
Comptes courus, 1•14
Comptes d'attente, 9•4
Comptes d'avances fixes, avances permanentes et prêts autorisés, 7•44, 7•46, 14•8
Comptes d'épargne des Indiens, 8•10, 8•17, 14•15
Comptes d'opérations de change, 2•8, 5•8, 14•9
  renseignements détaillés sur, 10, 10•2
Comptes de banque en fiducie des recettes des agences indiennes, 8•10, 8•17
Comptes de dépôt et de fiducie, 2•9, 6•12, 8•2, 8•8, 8•9, 14•15
Comptes de fiducie
  gérés, 8•12, 8•20
  soins des anciens combattants, 8•12, 8•20
Comptes de pension de retraite, 2•9, 2•15, 6•12, 8•2, 8•4, 8•5
Comptes de succession des Indiens, 8•10, 8•17, 14•15
Comptes ministériels de dépôt et de fiducie, 8•9
Comptes spéciaux des Indiens, 8•10, 8•17, 14•15
Congo (Brazzaville), aide spéciale sous forme de prêts, 7•36
Conseil canadien des normes, 7•21, 7•24, 7•26
Conseil de coopération douanière, 7•38
Conseil des Arts du Canada 7•21, 7•24, 7•26
Conseil des Indiens du Yukon, 7•45, 7•48, 14•8
Conseil des recherches médicales—Dons et legs, 8•11, 14•15
Conseil international de l'étain, 7•38, 7•41
Consolidated Computer Incorporated, 7•45, 7•50, 14•8
Consolidation des sociétés de la Couronne, 2•13
Consolidation des sociétés de la Couronne avec le gouvernement, 7•24, 7•25
Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples, 7•44, 7•46, 14•8
Construction de défense (1951) Limitée, 7•20, 7•23, 7•26
Contrats de location-acquisition, 14•16
  options d'achat exercées durant l'exercice, 14•17
Contributions d'Indiens au programme de logement subventionné, 8•10, 8•17
Convention internationale sur le caoutchouc naturel, 7•38, 7•41
Conventions comptables importantes, 2•11
Conversion des opérations de change, 2•12
Corée, aide spéciale sous forme de prêts, 7•35
Corporation commerciale canadienne, 7•9, 7•13, 7•20, 7•23, 7•26, 7•27, 8•12, 14•6
Corporation de développement des investissements du Canada, 2•8, 7•3, 7•8, 7•10, 7•20, 7•23, 7•26, 7•27, 7•53, 14•6
Corporation de développement du Canada, 7•42, 14•8
Corporation de la ville de Montréal, 7•45, 7•52, 14•9
Corporation du Centre national des Arts, 7•21, 7•24, 7•26
Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée, La, 7•20, 7•24
Corporation Place du Havre Canada, 7•20, 7•23, 7•26
Costa Rica, aide spéciale sous forme de prêts, 7•36
Côte d'Ivoire, aide spéciale sous forme de prêts, 7•36
Cour fédérale
  compte spécial, 8•10
  frais, 8•13, 8•21
Crédit d'impôt pour enfants, 2•16
Créditeurs, 2•9, 9•2, 9•3
Crédits et dépenses budgétaires et non budgétaires—Annuels et statutaires, 4•8, 4•9
Cuba, aide spéciale sous forme de prêts, 7•35

D

Débours des ministères par enveloppe, 4•6
Déficit, 2•5, 2•6
  accumulé, 2•7, 2•8, 2•12, 2•16, 12•4
    en fonction de l'ensemble du passif et de l'actif comptabilisé net, 12•4

D—Fin

    en pourcentage du produit national brut (graphique), 12•5
    par tête d'habitant (graphique), 12•5
De Havilland Aircraft of Canada, Limited The, 7•8, 7•11
Dépenses (budgétaires), 1•6, 1•12, 2•5, 2•6, 2•11
  imputées sur les crédits statutaires, 6•13
  mensuelles par principaux ministères, 6•14
  par article courant, 6•6
  par catégorie, 6•9
  par enveloppe, 6•4
  par enveloppe et par source, 6•4
  par fonction, 6•2, 6•3
  par fonction principale (graphique), 6•2
  par programme, 6•7
  renseignements détaillés sur les, 6, 6•2
Dépôt des fonds excédentaires pour achats militaires, 8•11, 8•19
Dépôts à l'égard de projets divers
  Agriculture, 8•9, 8•14
  Énergie, Mines et Ressources, 8•9, 8•15
  Environnement, 8•9, 8•15
  Pêches et Océans, 8•10, 8•16
Dépôts courants du Receveur général, 12•3, 12•4
Dépôts de garantie d'entrepreneurs, 8•12, 8•19, 14•15
  chèques visés, 8•12
  espèces, 8•12
  obligations, 8•12
Dépôts en garantie
  Affaires indiennes et Nord canadien, 8•10, 8•16
  Agence canadienne de développement international, 8•10, 8•15
  Douanes et Accise, 8•11, 8•18
  Énergie, Mines et Ressources—Pétrole et gaz, 8•9, 8•15
  Environnement, 8•9, 8•15
  Pêches et Océans, 8•10, 8•16
  pétrole et gaz, 8•9, 8•15
  ressources des réserves, 8•10, 8•16, 14•15
  troupeaux prêtés aux Indiens, 8•10, 8•17
Dépôts et fiducie *Voir* Comptes de dépôts et de fiducie
Dépôts spéciaux du Receveur général, 12•3, 12•4
Dépôts temporaires reçus des importateurs, 8•11, 8•19
Détails des débours par enveloppe, 4•2
Dette échue, 2•9, 9•2, 9•3
Dette non échue, 6•12
  à payer en devises étrangères, 2•9, 6•12, 11•2
  à payer en monnaie canadienne, 2•9, 6•12, 11•2, 14•12
  au 31 mars, de 1981 à 1985, et taux d'intérêt moyen en vigueur, 11•9
  détenue par le gouvernement, 2•9, 5•8, 11•2, 14•9
  opérations de la, 2•5
  renseignements détaillés sur la, 11, 11•2
Dette publique
  service de la, 6•12, 14•12
Divers
  autres éléments de passif, 2•9, 9•2
  prêts, dotations en capital et avances, 2•8, 5•8, 7•3, 7•44, 14•8
Diverses avances comptables des ministères, 7•44, 7•46, 14•8
  caisse à montant fixe et avances permanentes, 7•44, 7•46, 14•8
Dominique, aide spéciale sous forme de prêts, 7•36
Dons et legs, 8•11, 8•18
Droits d'accise, 5•3, 5•4, 5•6, 5•7, 5•9
Droits de douane à l'importation, 2•6, 5•3, 5•4, 5•6, 5•7, 5•9

E

Échéance de la dette du gouvernement, 2•16, 11•10
Effet des modifications
  sur le déficit, 2•12
  sur le déficit accumulé, 2•12

E—*Suite*

Effets et prêts à payer en devises étrangères, 1•12, 2•9, 6•12, 11•2, 11•8, 11•9, 11•10, 14•14
Égypte, aide spéciale sous forme de prêts, 7•35, 7•36
Eldorado Mining and Refining Limited—Capital-actions non présenté, 9•4
Eldorado Nucléaire Limitée, 7•8, 7•11, 7•53, 14•9
Electrical Reduction Co, Ltée, 14•9
Émissions et remboursements de bons du Trésor, 11•8
Emploi des crédits, État de l', 2•10
Employés affectés au Canada, 7•44, 7•46, 14•8
Employés en mission à l'étranger, 7•44, 7•46, 14•8
Emprunts à être probablement remboursés par ces sociétés de la Couronne, 2•9, 9•2
Emprunts de la Société financière Canadair Inc à être remboursés par le gouvernement, 2•9, 11•2, 11•8, 11•10, 14•14
à payer en devises étrangères, 14•14
à payer en monnaie canadienne, 14•14
Emprunts des sociétés mandataires de la Couronne, 2•9, 2•16, 9•2
Énergie atomique du Canada, Limitée, 2•8, 5•8, 7•3, 7•11, 7•20, 7•23, 7•26, 7•53, 14•6
bâtiment pour la production d'isotopes, 7•8, 7•11, 7•53
bureau des services techniques de Sheridan Park, 7•8, 7•12, 7•53
capital-actions, 7•8, 7•11
capital d'apport, 7•8, 7•11
centrale nucléaire de Gentilly II, 7•8, 7•11
centrale nucléaire de Lepreau, 7•8, 7•12, 7•53
division des produits commerciaux, 7•8, 7•11, 7•53
équipements pour la production d'isotopes, 7•8, 7•11, 7•53
habitation, 7•8, 7•11, 7•53
stock d'eau lourde, 7•8, 7•11
usine d'eau lourde de Bruce, 7•8, 7•11, 7•53
Engagements selon les contrats de location-acquisition, 2•17, 14•16
par ordre de maturité, 14•17
Entente-cadre sur le plan de développement, 7•29, 7•33, 14•6
Ententes-cadres sur le développement de l'industrie du tourisme, 14•9
Entité comptable du gouvernement du Canada, 2•11
Entreprises de traitement de poissons de fond, 7•44, 7•47, 14•8
Entreprises mixtes et en coparticipation
prêts, dotations en capital et avances, 2•8, 5•8, 7•3, 7•42, 14•8
Entreprises Petro-Canada Inc—Actions non réclamées, 8•11, 8•19
Enveloppes et débours, 4•2
Enveloppes et débours, Budgets des dépenses et crédits renseignements détaillés sur, 4
Équateur, aide spéciale sous forme de prêts, 7•36
Escompte non amorti des bons du Trésor, 2•9, 9•2, 9•3
Escompte sur les bons du Trésor, 14•15
Escomptes ou primes, 14•15
État de l'actif et du passif, 2•8
État de la responsabilité et préface aux états financiers du gouvernement du Canada, 2•2
État de l'emploi des crédits, 2•10
État de toutes les opérations d'emprunt pour le compte de Sa Majesté, 13•63
État des opérations, 2•5
État des recettes et dépenses, 2•6
État détaillé des opérations, 1•5, 1•6, 1•8, 1•9, 1•10, 1•14, 1•15
État du déficit accumulé, 2•7
État du déficit accumulé en fonction de l'ensemble du passif et de l'actif comptabilisé net, 12•4
État du passif éventuel, 12•6
État sommaire des opérations—Présentation des Comptes publics, 1•4
États comparatifs des opérations, 1
États financiers vérifiés du gouvernement du Canada, 2
États-Unis d'Amérique, 8•11
Eurocan Pulp and Paper Co Ltd, 7•45, 7•49, 14•8
Évaluation de l'actif et du passif, 2•12

E—*Fin*

Événements subséquents à la fin de l'exercice, 2•18
Expansion du commerce d'exportation, 7•34, 7•37, 7•44, 7•47, 14•8
Expansion économique des Indiens, 7•45, 7•48, 14•8

F

Foires et délégations, 8•9, 8•15
Foires, expositions et colloques, 8•11, 8•19
Fonction publique
compte de pension de retraite, 8•5, 8•6, 14•15
Fonds africain de développement, 7•40
Fonds asiatique de développement, 7•40
Fonds d'assurance
de la Fonction publique, 8•23, 8•24
des anciens combattants, 8•23, 8•26
des soldats de retour au pays, 8•23, 8•26
des terres, 8•10, 8•17, 14•15
Fonds d'entraide du personnel des Forces canadiennes, 8•12, 8•20
Fonds d'indemnisation des acheteurs de titres, 8•10, 8•16
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver, 7•28, 7•29, 7•30, 7•31, 7•32, 7•53, 14•6, 14•7
Fonds de bienfaisance de l'armée, 8•12, 8•20, 14•15
Fonds de compensation des Indiens, 8•10, 8•17, 14•15
Fonds de développement agricole des Caraïbes, 7•40
Fonds de fiducie
Commission des champs de bataille nationaux, 8•9, 8•15
de l'administration et du bien-être—Anciens combattants, 8•12, 8•20, 14•15
des détenus, 8•11, 8•19, 14•15
du Conseil de recherches en sciences humaines, 8•13, 8•22
du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, 8•13, 8•22
du Conseil national de recherches, 8•13, 8•21
naval Herbert Lott, 8•11, 8•18
Fonds de fiducie pour dons, 8•11, 8•19
Fonds de garantie de l'immigration, 8•9, 8•14
Fonds de pension, explosion de 1917, Halifax, 8•10, 8•16, 14•15
Fonds de placement du régime de pensions du Canada, 6•12, 11•7, 11•9
états financiers vérifiés, 8•27
Fonds de prestations—Gendarmerie royale du Canada, 8•11, 8•19, 14•15
Fonds de prêts aux Esquimaux, 7•45, 7•48, 14•8
Fonds de prêts d'aide à l'immigration, 7•44, 7•46, 14•8
Fonds de réassurance-récolte, 8•23, 8•24
Fonds de réclamations
à l'étranger, 8•10, 8•16, 14•15
de guerre, deuxième guerre mondiale, 8•10, 8•16, 14•15
pollution des Maritimes, 8•12, 8•19, 14•15
Fonds de retraite, 8•23, 8•26
Fonds de secours de l'agriculture des Prairies, 8•9, 8•14
Fonds de successions, 8•12, 8•20
Fonds des bandes indiennes, 8•10, 8•17, 14•15
actions et certificats, 8•10, 8•17
Fonds des écoles publiques—Ontario et Québec, 8•10, 8•16, 14•15
Fonds des opérations spéciales de la Banque interaméricaine de développement, 7•40
Fonds détenus par les percepteurs et en transit, 12•3
Fonds en transit, 2•8, 12•3
Fonds excédentaires des sociétés de la Couronne, 8•12, 8•21
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, 8•12
Corporation commerciale canadienne, 8•12
Fonds international pour le développement agricole, 7•40
Fonds monétaire international, 7•40
droits de tirage spéciaux affectés par le, 14•15
effets à payer, 2•8, 10•2, 10•3
souscriptions, 2•8, 5•8, 10•2, 10•3, 14•9

F—*Fin*

Fonds non réclamés dus à des marins canadiens, 8•12, 8•19
Fonds pour les boursiers de la Reine, 8•13, 8•22, 14•15
Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales, 14•9
Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes, 14•9
Fonds renouvelable des approvisionnements—Intérêt, 5•8, 14•9
Fonds spécial, Conseil national de recherches, 8•13, 8•21
Forces canadiennes
compte de pension de retraite, 8•5, 8•6
fonds d'entraide du personnel, 8•12, 8•20
Fraction non amortie des insuffisances actuarielles, 2•9, 8•2, 8•5
Compte de pension de retraite
de la Fonction publique, 8•5
de la Gendarmerie royale du Canada, 8•5
des Forces canadiennes, 8•5
Frais de congés d'étude, 14•18
Frais de service et d'émission de nouveaux emprunts, 6•12, 14•14

G

Gabon, aide spéciale sous forme de prêts, 7•36
Gendarmerie royale du Canada
caisse de pension des personnes à charge, 8•23, 8•25, 14•15
compte de pension de retraite de la, 8•5, 8•6, 8•7, 14•15
états financiers vérifiés, 8•36
fonds de prestations, 8•11, 8•19
prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger, 14•9
Ghana, aide spéciale sous forme de prêts, 7•36
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, 7•31, 7•33, 14•7
Gouvernement du Territoire du Yukon, 7•31, 7•34, 14•7
Gouvernements étrangers, 8•11, 8•18
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement
prêts, dotations en capital et avances, 2•8, 5•8, 7•3, 7•34, 7•53, 14•8
Grèce, prêt à la, 7•34, 7•35, 14•8
Grenade, aide spéciale sous forme de prêts, 7•36
Guatémala, aide spéciale sous forme de prêts, 7•36
Gulf Oil Canada, Ltée, 14•9
Guyane, aide spéciale sous forme de prêts, 7•36

H

Harbourfront Corporation, 7•21, 7•24, 7•26
Honduras, aide spéciale sous forme de prêts, 7•36
Hôpital de la zone de Sioux Lookout, 8•11, 8•18
Hôpital général d'Inuvik, 8•11, 8•18
Hôpital Ste-Anne, 8•12, 8•20
Hydro-Québec, Institut de recherche de l', 7•44, 7•47, 7•53, 14•8

I

Île-du-Prince-Édouard, province de l'
prêts, dotations en capital et avances, 7•28, 14•6
Immobilisations, 2•8, 2•12, 12•4
Importation de bulbes de Hollande, 8•13, 8•21
Importation du bétail étranger, frais payés à l'avance, 8•13, 8•21
Impôt sur le revenu, 2•6
des non résidents, 1•7, 2•6, 5•4, 5•6, 5•9
des particuliers, 1•7, 2•6, 5•3, 5•4, 5•6, 5•9
des sociétés, 1•7, 2•6, 5•3, 5•4, 5•6, 5•9
Inde, aide spéciale sous forme de prêts, 7•36
Indiens et Inuit du Québec, 7•45, 7•49, 14•8
Indonésie, aide spéciale sous forme de prêts, 7•36

I—*Fin*

Industrie automobile au Canada, 7•45, 7•50, 14•8
Industrie canadienne de défense, 7•45, 7•50, 14•8
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, 7•21, 7•24, 7•26
Institut de recherche de l'Hydro-Québec, 7•44, 7•47, 7•53, 14•8
Institutions de crédit, prêts, dotations en capital et avances aux sociétés de la Couronne, 2•8, 5•8, 7•3, 7•4, 14•6
Institutions financières internationales, 7•38, 7•40, 7•53, 14•8
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité, 7•28, 7•29, 7•30, 7•32, 7•53, 14•6, 14•7
Intérêt(s)
composé, 9•2
courus, 9•2, 9•3
de la dette non échue, taux d', 11•9
des dépôts bancaires, 1•7, 5•4, 5•8, 14•9
échus, 9•2, 9•3
sur certificats d'investissement à court terme, 14•9
sur placement *re:* achats militaires, 5•8, 14•9
sur prêts au Compte d'assurance-chômage, 5•8, 14•9
sur prêts aux employés affectés à l'étranger, 14•9
sur prêts directs antérieurement radiés, 14•9
sur vente de terrain irrigué, 14•9
Intérêt financier du gouvernement du Canada dans les sociétés de la Couronne, 7•18, 7•20, 7•23
détails, 7•23
Intérêts non perçu enregistré
prêts, dotations en capital et avances, 7•53
Intérêts et dette échue, 2•9, 9•2

J

Jamaïque
aide spéciale sous forme de prêts, 7•35, 7•36
prêts d'aide économique, 7•34, 7•35, 7•53, 14•8

K

Kenya, aide spéciale sous forme de prêts, 7•36

L

Libérés conditionnels, 7•45, 7•51, 14•9
Loi d'établissement de soldats et Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, 8•13
Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni, 7•53, 14•8
Loi sur l'administration financière, renseignements supplémentaires exigés par la, 13
Loi sur la faillite
actions en fiducie, 8•9, 8•14
dépôts de garantie, 8•9, 8•14
dividendes non réclamés et avoirs non répartis, 8•9, 8•14
fonds de succession, 8•9, 8•14
produits des actions en fiducie, 8•9, 8•14
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique, 7•28, 7•29, 7•32, 7•53, 14•6, 14•7
Loi sur les corporations commerciales canadiennes—Dividendes non réclamés et avoirs non répartis, 8•9, 8•14
Loi sur les Indiens—Amendes, 8•10, 8•16
Loi sur les liquidations—Dividendes non réclamés et avoirs non répartis, 8•9, 8•14
Loi sur les terres destinées aux anciens combattants
avances à la Caisse de la
prêts, dotations en capital et avances, 2•8, 5•8, 7•3, 7•41, 14•8
Loto Canada Inc, 7•9, 7•15, 7•20, 7•23, 7•27, 14•6
Lower Churchill Development Corporation, 7•42, 7•43, 14•8
Loyer des propriétés, 14•9

L—*Fin*

Lutte contre la lamproie, Commission des pêches des Grands Lacs, **8**•10, **8**•16

M

Madagascar, aide spéciale sous forme de prêts, **7**•36
Mainland Investments Limited, **7**•28, **7**•33, **14**•6
Malaisie, aide spéciale sous forme de prêts, **7**•35, **7**•36
Malte, aide spéciale sous forme de prêts, **7**•36
Mandats d'assurance-chômage, **9**•3
Manitoba, province du
 prêts, dotations en capital et avances, **7**•30, **14**•7
Maroc, aide spéciale sous forme de prêts, **7**•36
Mauritanie, aide spéciale sous forme de prêts, **7**•36
Mexique, aide spéciale sous forme de prêts, **7**•36
Missions à l'étranger, **7**•44, **7**•46, **14**•8
Modification à la présentation, **2**•12
Modification aux conventions comptables, **2**•12
Monnaie canadienne, **5**•4
Monnaie royale canadienne, **5**•8, **7**•9, **7**•17, **7**•20, **7**•23, **7**•27, **14**•6
 compte de la, **8**•13, **8**•21
Montserrat, aide spéciale sous forme de prêts, **7**•36
Musées nationaux du Canada—Compte de fiducie, **8**•13, **8**•21, **14**•15

N

Nicaragua, aide spéciale sous forme de prêts, **7**•36
Nigeria
 aide spéciale sous forme de prêts, **7**•35, **7**•36
Non budgétaires
 crédits et dépenses, **4**•9
 opérations, **1**•7, **2**•5
Notes afférentes aux états financiers du gouvernement du Canada, **2**•11
Nouveau-Brunswick, province du
 prêts, dotations en capital et avances, **7**•29, **14**•7
Nouvelle-Écosse, province de la
 prêts, dotations en capital et avances, **7**•28, **14**•6
NS Holdco Ltd, **7**•42, **7**•43, **14**•8
 avance, **7**•42, **7**•43
 capital-actions, **7**•42, **7**•43

O

Obligations d'épargne du Canada, **2**•9, **6**•12, **11**•2, **11**•6, **11**•7, **11**•9, **11**•10, **14**•14
 détenues pour le compte du personnel, **11**•2
Obligations des Nations Unies, **7**•38, **14**•8
Obligations, dettes, réclamations ou créances retranchées ou remises, **13**•47
Obligations négociables, **2**•9, **11**•2, **11**•9, **11**•10
 à payer en devises étrangères, **2**•9, **6**•12, **11**•2, **11**•6, **14**•13
 à payer en monnaie canadienne, **2**•9, **6**•12, **11**•2, **11**•3, **14**•12
Obligations non négociables, **11**•9
Obligations spéciales non négociables, **6**•12, **11**•7, **14**•14
 détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada, **2**•9, **11**•2
Observations du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Canada, **3**
Office canadien des provendes, **7**•20, **7**•23, **7**•26
Office canadien du poisson salé, **7**•9, **7**•14, **7**•20, **7**•23, **14**•6, **14**•7
Office d'expansion économique de l'Atlantique, projets reportés de l', **7**•28, **7**•29, **7**•32, **7**•53, **14**•7
Office de commercialisation du poisson d'eau douce, **7**•9, **7**•15, **7**•20, **7**•23, **14**•6
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, **7**•28, **7**•29, **7**•30, **7**•31, **7**•32, **14**•6, **14**•7

O—*Fin*

Ontario, province de l'
 prêts, dotations en capital et avances, **7**•29, **14**•7
Opérations budgétaires, **1**•5, **2**•5
Opérations de change, **1**•9, **2**•5
Opérations de la dette non échue, **1**•9, **2**•5
Opérations des Comptes nationaux, **1**•12
Opérations du Compte d'assurance-chômage, **8**•8
Opérations internes du gouvernement, **2**•17
Opérations non budgétaires, **1**•7, **2**•5
Opinion du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Canada, **2**•18
Option d'achat d'actions de la compagnie, **7**•45, **7**•50
Organisation consultative intergouvernementale de la navigation maritime, **7**•38
Organisation de l'aviation civile internationale, **7**•38
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, **7**•38
Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (OTAN), **8**•11, **8**•18
 dommages-intérêts—Sommes recouvrables, **7**•34, **7**•37, **14**•8
 projets d'infrastructures, **8**•11
Organisation internationale du travail, **7**•38
Organisation mondiale de la santé, **7**•38, **8**•11, **8**•18
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, **7**•38
Organisations des Nations Unies, **7**•38
Organismes internationaux, **1**•11, **2**•8, **5**•8, **7**•3, **7**•37, **7**•53, **14**•8
Organismes non gouvernementaux, **8**•11, **8**•18
OTAN *Voir* Organisation du traité de l'Atlantique-Nord

P

Paiements d'encouragement de l'exploitation du marché—Alberta, **8**•9, **8**•15
Pakistan, aide spéciale sous forme de prêts, **7**•36
Paraguay, aide spéciale sous forme de prêts, **7**•36
Passif, **2**•9, **2**•11, **2**•12
 autres éléments de, **2**•9, **9**•2
 état de l'actif et du, **2**•8
 éventuel, **2**•12, **12**•6
 éventuel des sociétés de la Couronne, **7**•27
 éventuel, État du, **12**•6
Pays-Bas, **8**•11
Pays en voie de développement
 aide spéciale sous forme de prêts, **7**•34, **7**•35, **14**•8
Pays francophones, aide spéciale sous forme de prêts, **7**•36
Pêcheries Canada Inc, **7**•9, **7**•17, **7**•20, **7**•23, **14**•6
Pêcheries Cartier Inc, **7**•9, **7**•17, **14**•6
Pêcheurs d'aiglefin, **7**•44, **7**•47, **14**•8
Pérou, aide spéciale sous forme de prêts, **7**•35, **7**•36
Pertes de deniers et de biens publics, **13**•63
Pertes de deniers—Modifications aux cas rapportés dans les Comptes publics des exercices précédents, **13**•67
Pertes de deniers suite à une fraude ou à une représentation volontaire (par une personne autre qu'un fonctionnaire) en 1984-85, **13**•63
Pertes de deniers—Survenues ou découvertes en 1984-85, **13**•64
Pertes de $1,000 ou plus, **14**•5
Pertes et bénéfices de change, **5**•4
Petro-Canada, **2**•8, **7**•3, **7**•12, **7**•20, **7**•23, **7**•26, **14**•6
 capital-actions
  ordinaires, **7**•8
  privilégiées, **7**•8
Philippines, aide spéciale sous forme de prêts, **7**•36
Pollution des Maritimes, fonds de réclamations, **8**•12, **8**•19
Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, Les, **7**•9, **7**•18, **7**•21, **7**•24, **7**•26, **14**•6
Présentation des Comptes nationaux augmentés
 état détaillé des opérations, **1**•14, **1**•16
Prêts aux pays en voie de développement, **2**•14
Prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon, **7**•31, **7**•34, **7**•53, **14**•7

P—*Fin*

Prêts, dotations en capital et avances, **1**•7, **1**•14, **2**•5, **2**•8, **5**•8, **7**•53, **14**•6
renseignements détaillés sur, 7, **7**•2, **7**•3
Prêts et autres opérations, **1**•14
Primes, **9**•2
Privilèges, licences et permis, **5**•4
Producteurs canadiens de poissons de fond congelés, **7**•44, **7**•47, **14**•8
Produits de placements, **2**•6, **5**•4, **5**•8, **14**•6
Produits des ventes, **5**•4
Programme d'aide au perfectionnement de l'industrie pharmaceutique, **7**•45, **7**•51, **14**•9
Programme de développement industriel et régional, **7**•45, **7**•51, **14**•9
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois, **7**•28, **7**•29, **7**•30, **7**•31, **7**•32, **7**•53, **14**•6, **14**•7
Programme de recouvrement des coûts pour assistance technique, **8**•9, **8**•15, **14**•15
Programme de redressement de l'industrie de la chaussure et du tannage, **7**•45, **7**•51, **14**•8
Programme de relance de l'aide à l'emploi, **8**•9, **8**•14
Programme d'expansion des entreprises, **7**•45, **7**•50, **14**•8
Programme sino-canadien de formation en gestion de vérification, **8**•10, **8**•16
Programme spécial des prêts sur le développement, **7**•28, **7**•29, **7**•30, **7**•31, **7**•32, **7**•53, **14**•6, **14**•7
Programmes d'assurance, **2**•13
Projets à frais partagés, **8**•13, **8**•21
Projets d'habitations des Forces canadiennes, **7**•45, **7**•49, **14**•8
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique, **7**•28, **7**•29, **7**•32, **7**•53, **14**•6, **14**•7
Promotion des langues officielles, **8**•11, **8**•19
Provenance nette, **2**•5
Provinces du Canada, **8**•11, **8**•18
Provision pour congés et indemnités de cessation d'emploi des employés, **2**•9, **9**•2, **9**•3
Provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement, **2**•9, **7**•21, **7**•24, **9**•2, **9**•3
Provision pour évaluation, **2**•6, **2**•8, **7**•3, **7**•52
Provision pour intérêt composé et primes à payer sur obligations d'épargne du Canada, **9**•2, **9**•3
Provisions pour prestations conditionnelles, **7**•41

Q

Quai servant de terminus à une raffinerie de pétrole à Come-by-Chance, Terre-Neuve, **7**•45, **7**•49, **14**•8
Québec, province de
prêts, dotations en capital et avances, **7**•29, **14**•7

R

Radio Engineering Products Limited, **7**•45, **7**•51, **14**•9
Rampe de chargement, Yarmouth, N-É, **7**•28, **7**•33, **14**•6
Rapport sur le matériel excédentaire éliminé en 1984-85, **14**•10
Rapprochement des Comptes publics et des Comptes nationaux augmentés, **1**•16
dépenses, **1**•17
opérations non budgétaires, **1**•17
recettes, **1**•16
Rapprochement des débours pour les prêts, dotations en capital et avances avec l'emploi des crédits non budgétaires, **4**•9
Recettes (budgétaires), **1**•5, **1**•12, **2**•5, **2**•6, **2**•11
brutes, **2**•6
et dépenses, état des, **2**•6
fiscales, **2**•6, **5**•4, **5**•6, **5**•9
par tête, **5**•6
mensuelles par catégorie choisie, **5**•9

R—*Fin*

non fiscales, **2**•6, **5**•4, **5**•8, **5**•9
par catégorie principale et par source, **5**•4
renseignements détaillés sur les, 5, **5**•2
sommaire comparatif pour cinq exercices (graphique), **5**•3
Receveur général
dépôts courants, **12**•3, **12**•4
dépôts spéciaux, **12**•3, **12**•4
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents, **5**•4
Redevances d'exportation sur le pétrole, **5**•4, **5**•6, **5**•7, **5**•9
Redevances d'indemnisation pétrolière, **5**•4
Régime d'assurance des bateaux de pêche, **8**•23, **8**•24
Régionale des Caraïbes du Commonwealth, **7**•40
Remises d'impôt, de droit ou de peine, **13**•2
Rémunérations de services, **5**•4
Renseignements supplémentaires exigés par la Loi sur l'administration financière, **13**
République Dominicaine, aide spéciale sous forme de prêts, **7**•35, **7**•36
République fédérale d'Allemagne—Armée allemande, **8**•11
Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada, **7**•21, **7**•24, **7**•26
Retenues
de garantie et autres retenues, **9**•4
sur traitements de divers ministères, **9**•4
Revendicateurs autochtones, **7**•45, **7**•49, **14**•8
Revenu de location de propriétés, **5**•8
Revenu, impôt sur le *Voir* Impôt sur le revenu
Royaume-Uni
armée britannique, **8**•11
Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni, **7**•34, **7**•35, **7**•53, **14**•8
principal reporté, **7**•34, **7**•35

S

Saint-Vincent, aide spéciale sous forme de prêts, **7**•36
Sainte-Lucie, aide spéciale sous forme de prêts, **7**•36
Salvador, aide spéciale sous forme de prêts, **7**•35, **7**•36
Saskatchewan, province de la
prêts, dotations en capital et avances, **7**•30, **14**•7
Sénégal, aide spéciale sous forme de prêts, **7**•35, **7**•36
Service de la dette publique, **6**•12, **14**•12
Services militaires, successions, **8**•11, **8**•18
Società a responsibilita limitata Immobiliaira San Sabastiano, **7**•21, **7**•24
Société canadienne d'hypothèques et de logement, **2**•8, **5**•4, **5**•8, **7**•3, **7**•5, **7**•20, **7**•23, **7**•26, **7**•27, **14**•6
aide aux propriétaires, **7**•4, **7**•6
capital-actions, **7**•4, **7**•5
épuration des eaux-vannes, **7**•4, **7**•6
fonds d'assurance hypothécaire, **7**•4, **7**•6
habitation, **7**•4, **7**•5
immeubles, **7**•4, **7**•5
programme de rénovation urbaine, **7**•4, **7**•6
projets d'habitations pour étudiants, **7**•4, **7**•6
projets paritaires, **7**•4, **7**•6
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée, **7**•9, **7**•14, **7**•20, **7**•23, **7**•26, **14**•6
Société canadienne des paris sportifs, **7**•9, **7**•14, **7**•20, **7**•23, **7**•26
Société canadienne des ports, **7**•9, **7**•12, **7**•20, **7**•23, **7**•26, **7**•27, **14**•6
Société canadienne des postes, **7**•20, **7**•23, **7**•26
Compte de la, **8**•13, **8**•21
Société coopérative de l'énergie, **7**•42, **14**•8
Société d'assurance-dépôts du Canada, **2**•8, **5**•8, **7**•3, **7**•4, **7**•6, **7**•20, **7**•23, **14**•6
Société de construction des Musées du Canada Inc, **7**•20, **7**•23, **7**•26, **7**•27

S—*Fin*

Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, 7•9, 7•14, 7•20, 7•23, 7•26, 7•27, 14•6
Société de développement de Terre-Neuve et du Labrador, Limitée, 7•42
capital-actions, 7•42, 7•43, 14•8
prêts, 7•42, 7•43, 14•8
Société de développement des Andes, 7•40
Société de développement du Cap-Breton, 7•9, 7•15, 7•20, 7•23, 7•26, 7•27, 14•6
Société des Transports du Nord Limitée, 7•16, 7•20, 7•23, 14•6
capital-actions, 7•9, 7•16
prêts, 7•9, 7•16
Société du crédit agricole, 2•8, 5•4, 5•8, 7•3, 7•6, 7•20, 7•23, 7•26, 14•6
caisse des prêts aux syndicats agricoles, 7•4, 7•7
capital d'apport, 7•4, 7•7
effets, 7•4, 7•7
Société du port de Halifax, 7•9, 7•15, 7•20, 7•23, 14•6
Société du port de Montréal, 7•9, 7•15, 7•20, 7•23, 7•27, 14•6
Société du port de Prince Rupert, 7•9, 7•17, 7•20, 7•23, 14•6
Société du port de Québec, 7•20, 7•23, 7•27
Société du port de Vancouver, La, 7•9, 7•18, 7•20, 7•24, 7•27, 14•6
Société financière internationale, 7•38, 7•40
Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée, 7•20, 7•23, 7•26
Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée, 7•20, 7•23, 7•26, 14•9
Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc, 7•20, 7•23, 7•26, 7•27
Société Inter-Port de Québec, 7•42, 7•43, 14•8
Société inuvialuit de développement, 7•45, 7•49
Société pour l'expansion des exportations, La, 2•8, 5•8, 7•3, 7•7, 7•20, 7•23, 7•27, 14•6, 14•8
capital-actions, 7•4, 7•7
prêts, 7•4, 7•7
Société Radio-Canada, 7•9, 7•13, 7•20, 7•23, 7•26, 14•6
Sociétés de la Couronne
prêts, dotations en capital et avances, 2•8, 5•8, 7•3, 7•4, 7•20, 14•6
Sociétés mandataires de la Couronne, 7•20, 7•23, 7•26
Sommaire des opérations relatives aux comptes de pension de retraite qui ont produit des imputations aux dépenses budgétaires, 8•5
Sommes reçues après le 31 mars mais applicables à l'exercice en cours, 12•3
Souscriptions et prêts aux organismes internationaux, 2•14
Sri Lanka, aide spéciale sous forme de prêts, 7•36
St Anthony Fisheries Limited, 7•21, 7•24
Statistique Canada
versements anticipés, 8•11, 8•19
Swaziland, aide spéciale sous forme de prêts, 7•36
Sydney Steel Corporation, 7•45, 7•49, 14•8

T

Taux d'intérêt, 11•9
Taxe d'accise—Essence, 5•4, 5•6, 5•7, 5•9
Taxe de vente fédérale, 8•13, 8•22
Taxe de vente provinciale
Archives publiques, 8•12, 8•20
Bibliothèque nationale, 8•12, 8•20
Gendarmerie royale du Canada, 8•12, 8•20
Service correctionnel, 8•12, 8•20

T—*Fin*

Taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne, 5•4, 5•6, 5•7, 5•9
Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz, 5•4, 5•6, 5•7, 5•9
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières et taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires, 5•4, 5•6, 5•7, 5•9
Taxe sur les ventes, 2•6, 5•4, 5•6, 5•7, 5•9
Taxes en matière d'énergie, 2•6, 5•4, 5•6
Taxes et droits d'accise (non compris les taxes en matière d'énergie), 2•6, 5•4, 5•6, 5•9
Taxes *Voir* Impôt
Téléglobe Canada, 7•9, 7•18, 7•20, 7•24, 7•27, 14•6
Télésat Canada, 7•42, 7•44, 14•8
Terre-Neuve, province de
prêts, dotations en capital et avances, 7•28, 14•6
Territoire du Yukon, Gouvernement du
prêts, dotations en capital et avances, 7•31, 14•7
Territoires du Nord-Ouest, Gouvernement des
prêts, dotations en capital et avances, 7•31, 14•7
Thaïlande, aide spéciale sous forme de prêts, 7•36
Titres des provinces détenus par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada, 2•9, 8•2, 8•3
Togo, aide spéciale sous forme de prêts, 7•36
Town of Oromocto Development Corporation, 7•44, 7•47, 14•8
Travaux sur la rivière Saskatchewan-Sud—Bons du Trésor, 7•30, 7•33, 14•7
Trinité, aide spéciale sous forme de prêts, 7•35, 7•36
Tunisie, aide spéciale sous forme de prêts, 7•36
Turquie, aide spéciale sous forme de prêts, 7•35

U

125459 Canada Limited, 7•42, 7•43, 14•8
Union de Berne, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, 7•38
Union de Paris, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, 7•38
Uranium Canada, Limitée, 7•9, 7•18, 7•20, 7•24, 14•6

V

Variation de la caisse, 2•5
Vérificateur général, Observations du, sur les états financiers du gouvernement du Canada, 3
Versements (retenues sur la paye) effectués par les employés pour l'achat d'obligations d'épargne du Canada, 8•12, 8•20
Approvisionnements et Services, 8•12
Défense nationale, 8•12
Solliciteur général—Gendarmerie royale du Canada, 8•12
VIA Rail Canada Inc, 7•9, 7•18, 7•21, 7•24, 7•26, 14•6
Ville de Mount Pearl, 14•9
Ville d'Oromocto, 7•29, 7•33, 7•44, 7•47, 14•7, 14•8

Y

Yukon, Territoire du, *Voir* Territoire du Yukon

Z

Zaïre, aide spéciale sous forme de prêts, 7•36
Zambie, aide spéciale sous forme de prêts, 7•36
Zimbabwe, aide spéciale sous forme de prêts, 7•36

Volume

2

Gouvernement du Canada | Government of Canada

L'hon. Stewart D. McInnes
Receveur général du Canada

comptes publics du canada

1985

Volume II

Détails des dépenses et des recettes

Canada

Gouvernement du Canada | Government of Canada

L'hon. Stewart D. McInnes
Receveur général du Canada

comptes publics du canada

1985

Volume II

Détails des dépenses et des recettes

Canada

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1985

En vente au Canada par l'entremise de nos

agents libraires agréés
et autres librairies

ou par la poste auprès du:

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnements et Services Canada
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

Nº de catalogue P 51-1/1985-2F — au Canada: $25.00
ISBN 0-660-91575-8 — à l'étranger: $30.00

Prix sujet à changement sans préavis

INTRODUCTION AUX COMPTES PUBLICS

Nature des Comptes publics

Les Comptes publics constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé à chaque exercice par le Receveur général, comme l'exige l'article 55 de la Loi sur l'administration financière.

Le rapport couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars et est préparé à partir de données contenues dans les comptes du Canada et de registres plus détaillés tenus par les ministères et organismes. Les comptes du Canada constituent le registre centralisé des opérations financières du gouvernement, tenu par le Receveur général, et qui résume les opérations de tous les ministères et organismes. Chaque ministère est responsable de l'accord de ses comptes avec les comptes de contrôle du Receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices précédents.

Présentation des Comptes publics

Les Comptes publics sont publiés en trois volumes. Le **volume I** présente un sommaire et une analyse des opérations financières du gouvernement tandis que le **volume III** contient un rapport annuel global des activités de toutes les sociétés d'État mères ainsi qu'une énumération des sociétés d'État et des autres sociétés en coparticipation du Canada.

Le **volume II** présente, par ministère, les opérations financières du gouvernement. Il contient les opérations financières pour chacun des ministères et leurs organismes associés, et des renseignements et analyses supplémentaires.

a) Opérations financières ministérielles

Dans un modèle semblable au Budget des dépenses, le volume II présente les opérations financières de chaque ministère selon un ensemble uniforme d'états. Sous presque tous les rapports, les détails sont d'un niveau semblable à celui du Budget des dépenses et offrent les renseignements suivants:

(i) Emploi des crédits

Cet état constitue l'état ministériel principal. Il récapitule l'emploi, par ministère, des autorisations budgétaires et non budgétaires accordées par le Parlement dans les lois portant affectation de crédits et autres statuts. Il expose, par programme:

—le libellé des crédits ou statuts pertinents;

—le montant autorisé pour chaque crédit ou statut;

—l'emploi complet au cours de l'exercice des montants autorisés;

—les soldes non dépensés (montants annulés et reportés) ou les montants suremployés; et,

—l'emploi complet de l'exercice précédent.

(ii) Coût total des programmes—Budgétaire

Ce tableau présente le coût total calculé pour chaque programme, en ajoutant aux dépenses budgétaires, les valeurs imputées aux services fournis par d'autres ministères ainsi que les locaux fournis par le ministère qui fait la déclaration et par le ministère des Travaux publics, et en déduisant les rentrées non fiscales portées en recettes.

Le coût total calculé pour chaque programme est également reflété au Budget des dépenses et dans les Comptes publics au tableau «Programmes par activité».

(iii) Programmes par activité—Budgétaire

Ce tableau constitue une comparaison des crédits budgétaires avec les dépenses réelles et les coûts et recettes imputés, visés à l'alinéa *(ii)*. Il expose les dépenses totales des programmes, par activité et par catégorie de crédit, ainsi que le coût total des programmes, par catégorie de crédit. Il est apparenté au tableau «Programme par activité», figurant au Budget des dépenses.

(iv) Subventions et contributions

Ce tableau présente les détails des montants affectés aux subventions et contributions, par catégorie de bénéficiaires et par programme, ainsi que les versements.

(v) Dépenses budgétaires par programme et article courant

Ce tableau présente les dépenses nettes par article courant et s'apparente à celui des «Articles de dépense», figurant au Budget des dépenses.

(vi) Recettes

Chaque ministère présente des états récapitulatifs et détaillés des recettes perçues dans le cadre de ses activités.

(vii) Fonds renouvelables

L'orientation commerciale d'un fonds renouvelable se reflète dans le bilan et l'état des opérations ou des revenus et dépenses, présentés à chaque exercice. L'objectif minimal d'un fonds renouvelable vise le recouvrement des coûts et la plupart des conventions comptables commerciales servent à mesurer les coûts.

(viii) Autres entités

Afin de promouvoir les objectifs du gouvernement et des ministères, on a créé, par des lois portant affectation de crédits et autres législations, diverses entités telles les établissements publics. Les états financiers de ces entités sont aussi illustrés.

b) Renseignements et analyses supplémentaires

D'autres détails de certains débours sont fournis dans le volume II, à titre de compléments aux états déjà présentés et comprennent:

—les comptes débiteurs et les radiations (section 30);

—les services professionnels et spéciaux (section 31);

—la construction et l'acquisition de terrains, bâtiments, ouvrages, machines et matériel (section 32);

—les paiements de dommages-intérêts, paiements à titre de faveur, arrêts de la Cour fédérale et paiements sans contrepartie (section 33);

—les divers paiements et programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés (section 34);

—les subventions et contributions (section 35); et,

—les états divers par ministère (section 36).

Tableaux sommaires

Les tableaux suivants présentent les sommaires des opérations financières contenues dans les sections ministérielles.

Tableau 1 résume les crédits et leur emploi (cet état est également présenté à la section 2 du volume I).

Tableau 2 résume, par ministère, les crédits et les dépenses budgétaires et non budgétaires effectuées en vertu de crédits annuels et continus et de diverses autorisations statutaires.

Tableau 3 résume les dépenses par ministère et par article courant.

Tableau 4 résume les recettes par ministère et par catégorie principale.

TABLEAU 1

**ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985
(en millions de dollars)**

Section (Volume II)		Crédits			Employés au cours de l'exercice	Soldes			Employés au cours de l'exercice précédent
		Exercice en cours	Reportés	Total		Annulés	Sur-employés	Reportés	
1	Affaires des anciens combattants—Budgétaires	1,529		1,529	1,459	70			1,388
	Non budgétaires		**377**	**377**	**−34**			**411**	**−34**
2	Affaires extérieures—Budgétaires	2,346	8	2,354	2,305	37		12	1,972
	Non budgétaires	**1,052**	**10,198**	**11,250**	**510**	**23**		**10,717**	**535**[2]
3	Affaires indiennes et Nord canadien—Budgétaires	2,277	9	2,286	2,251	29	3	9	2,052
	Non budgétaires	**22**	**49**	**71**	**21**	**2**		**48**	**150**
4	Agriculture—Budgétaires	1,892	23	1,915	1,593	298		24	1,393
	Non budgétaires	**548**	**479**	**1,027**	**−134**	(1)		**1,161**	**194**
5	Approvisionnements et Services—Budgétaires	457	246	703	410	15		278	441
	Non budgétaires		**22**	**22**	**−2**			**24**	**−2**
6	Communications—Budgétaires	1,564	20	1,584	1,520	41		23	1,369
	Non budgétaires	**15**	**66**	**81**	**−3**	(1)		**84**	(1)
7	Conseil du Trésor—Budgétaires	573		573	270	303			265
8	Conseil privé—Budgétaires	176		176	174	2	(1)		83
9	Consommation et Corporations—Budgétaires	261		261	202	59			269
10	Défense nationale—Budgétaires	8,938		8,938	8,926	30	18		7,972
	Non budgétaires		**48**	**48**	**9**			**39**	**1**
11	Développement économique et régional—Budgétaires	22		22	6	16			20
12	Développement social—Budgétaires	7		7	3	4			6
13	Emploi et Immigration—Budgétaires	5,308		5,308	4,994	314			4,820
	Non budgétaires		**12**	**12**	**6**			**6**	**3**
14	Énergie, Mines et Ressources—Budgétaires	4,824	20	4,844	4,575	198		71	3,458
	Non budgétaires	**10**	**3,900**	**3,910**	**4**	**6**		**3,900**	**625**
15	Environnement—Budgétaires	855		855	819	36			762
16	Expansion industrielle régionale—Budgétaires	1,932	104	2,036	1,666	273		97	2,072
	Non budgétaires	**−71**	**1,360**	**1,289**	**−155**	**9**		**1,435**	**−155**
17	Finances—Budgétaires	28,593		28,593	28,514	4		75	23,918
	Non budgétaires	**214**	**4,769**	**4,983**	**249**	(1)		**4,734**	**40**
18	Gouverneur général—Budgétaires	6		6	6	(1)			5
19	Justice—Budgétaires	285		285	257	28	(1)		219
20	Parlement—Budgétaires	196		196	194	2			178
21	Pêches et Océans—Budgétaires	789		789	721	68			609
	Non budgétaires	**45**	**125**	**170**	**118**	(1)		**52**	**37**
22	Revenu national—Budgétaires	1,611		1,611	1,588	23			1,465
	Non budgétaires		**500**	**500**				**500**	
23	Santé nationale et Bien-être social—Budgétaires	24,935		24,935	24,914	21	(1)		22,554
	Non budgétaires	(1)	**20**	**20**	**20**	(1)			
24	Sciences et Technologie—Budgétaires	830		830	792	38			693
25	Secrétariat d'État—Budgétaires	3,260	8	3,268	3,224	35		9	2,918
26	Solliciteur général—Budgétaires	1,789		1,789	1,630	159			1,496
	Non budgétaires		(1)	(1)	(1)			(1)	(1)
27	Transports—Budgétaires	4,051	97	4,148	3,701	405		42	3,265
	Non budgétaires	**17**	**945**	**962**	**−10**	**9**		**963**	**57**
28	Travail—Budgétaires	2,173		2,173	2,107	66			1,719
	Non budgétaires	**25**	**4,641**	**4,666**	**283**	**23**		**4,360**	**438**
29	Travaux publics—Budgétaires	1,669	145	1,814	1,433	90		291	1,234
	Non budgétaires	**2**		**2**		**2**			
	TOTAL—BUDGÉTAIRES	103,148	680	103,828	100,254[3]	2,664	21	931	88,615
	NON BUDGÉTAIRES	**1,879**	**27,511**	**29,390**	**882**[4]	**74**		**28,434**	**1,889**[2]

(1) Moins de $500,000.
(2) Le montant de l'exercice précédent a été redressé suite à l'exclusion de l'ajustement de la réévaluation.
(3) Représente le total des dépenses nettes.
(4) Représente le total de l'emploi des autorisations non budgétaires.
Les montants en caractères romains sont budgétaires.
Les montants en caractères gras sont non budgétaires et sont reliés aux prêts, dotations en capital et avances.

TABLEAU 2

CRÉDITS ET DÉPENSES PAR MINISTÈRE
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985
(en millions de dollars)

Section (Volume II)		Crédits			Dépenses			Employés au cours de l'exercice précédent
		Annuels	Statutaires	Total	Annuelles	Statutaires	Total	
1	Affaires des anciens combattants—Budgétaires	1,509	20	1,529	1,439	20	1,459	1,388
	Non budgétaires		**377**	**377**		**–34**	**–34**	**–34**
2	Affaires extérieures—Budgétaires	2,187	167	2,354	2,132	173	2,305	1,972
	Non budgétaires	**2,147**	**9,103**	**11,250**	**382**	**128**	**510**	**535**[2]
3	Affaires indiennes et Nord canadien— Budgétaires	2,202	84	2,286	2,176	75	2,251	2,052
	Non budgétaires	**71**		**71**	**21**		**21**	**150**
4	Agriculture —Budgétaires	1,405	510	1,915	1,323	270	1,593	1,393
	Non budgétaires	(1)	**1,027**	**1,027**	(1)	**–134**	**–134**	**194**
5	Approvisionnements et Services—Budgétaires	418	285	703	402	8	410	441
	Non budgétaires		**22**	**22**		**–2**	**–2**	**–2**
6	Communications—Budgétaires	1,537	47	1,584	1,496	24	1,520	1,369
	Non budgétaires	(1)	**81**	**81**		**–3**	**–3**	(1)
7	Conseil du Trésor—Budgétaires	565	8	573	262	8	270	265
8	Conseil privé—Budgétaires	78	98	176	76	98	174	83
9	Consommation et Corporations —Budgétaires	248	13	261	189	13	202	269
10	Défense nationale—Budgétaires	8,237	701	8,938	8,225	701	8,926	7,972
	Non budgétaires	**48**		**48**	**9**		**9**	**1**
11	Développement économique et régional—Budgétaires	21	1	22	5	1	6	20
12	Développement social—Budgétaires	7	(1)	7	3	(1)	3	6
13	Emploi et Immigration—Budgétaires	2,259	3,049	5,308	1,945	3,049	4,994	4,820
	Non budgétaires		**12**	**12**		**6**	**6**	**3**
14	Énergie, Mines et Ressources —Budgétaires	4,213	631	4,844	4,077	498	4,575	3,458
	Non budgétaires	**10**	**3,900**	**3,910**	**4**		**4**	**625**
15	Environnement—Budgétaires	799	56	855	763	56	819	762
16	Expansion industrielle régionale —Budgétaires	1,855	181	2,036	1,582	84	1,666	2,072
	Non budgétaires	**49**	**1,240**	**1,289**	**3**	**–158**	**–155**	**–155**
17	Finances—Budgétaires	103	28,490	28,593	99	28,415	28,514	23,918
	Non budgétaires	**1**	**4,982**	**4,983**	**1**	**248**	**249**	**40**
18	Gouverneur général—Budgétaires	5	1	6	5	1	6	5
19	Justice—Budgétaires	187	98	285	159	98	257	219
20	Parlement—Budgétaires	137	59	196	135	59	194	178
21	Pêches et Océans— Budgétaires	754	35	789	686	35	721	609
	Non budgétaires	**70**	**100**	**170**	**18**	**100**	**118**	**37**
22	Revenu national— Budgétaires	1,147	464	1,611	1,124	464	1,588	1,465
	Non budgétaires		**500**	**500**				
23	Santé nationale et Bien-être social—Budgétaires	1,090	23,845	24,935	1,069	23,845	24,914	22,554
	Non budgétaires	(1)	**20**	**20**	(1)	**20**	**20**	
24	Sciences et Technologie—Budgétaires	809	21	830	771	21	792	693
25	Secrétariat d'État—Budgétaires	759	2,509	3,268	724	2,500	3,224	2,918
26	Solliciteur général—Budgétaires	1,594	195	1,789	1,435	195	1,630	1,496
	Non budgétaires	(1)		(1)	(1)		(1)	(1)
27	Transports—Budgétaires	3,221	927	4,148	2,822	879	3,701	3,265
	Non budgétaires	**17**	**945**	**962**	**9**	**–19**	**–10**	**57**
28	Travail—Budgétaires	1,918	255	2,173	1,852	255	2,107	1,719
	Non budgétaires	**24**	**4,642**	**4,666**	**1**	**282**	**283**	**438**
29	Travaux publics—Budgétaires	1,209	605	1,814	1,119	314	1,433	1,234
	Non budgétaires	**2**		**2**				
	TOTAL—BUDGÉTAIRES	40,473	63,355	103,828	38,095	62,159	100,254[3]	88,615
	NON BUDGÉTAIRES	**2,439**	**26,951**	**29,390**	**448**	**434**	**882**[4]	**1,889**[2]

(1) Moins de $500,000.
(2) Le montant de l'exercice précédent a été redressé suite à l'exclusion de l'ajustement de la réévaluation.
(3) Représente le total des dépenses nettes.
(4) Représente le total de l'emploi des autorisations non budgétaires.
Les montants en caractères romains sont budgétaires.
Les montants en caractères **gras** sont non budgétaires et sont reliés aux prêts, dotations en capital et avances.

TABLEAU 3

DÉPENSES PAR ARTICLE COURANT
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

Section (Volume II)		Traitements et salaires	Autres frais touchant le personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location	Achat de services de réparation et d'entretien
		(1)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
		$	$	$	$	$	$	$
1	Affaires des anciens combattants	114,659,785	16,978,000	15,792,045	1,145,726	118,317,614	3,542,901	4,013,041
2	Affaires extérieures	261,213,040	66,664,138	87,812,149	24,762,714	60,821,499	70,410,899	20,636,536
3	Affaires indiennes et Nord canadien	192,914,809	38,593,379	32,352,849	2,647,800	68,585,280	17,186,215	11,867,219
4	Agriculture	401,966,697	61,932,793	30,429,016	5,719,406	54,708,794	7,405,231	6,664,043
5	Approvisionnements et Services	451,726,387	69,594,557	209,421,956	88,530,356	92,411,164	45,866,893	12,937,611
6	Communications	203,679,075	32,830,718	141,846,353	8,096,212	70,969,556	14,489,871	7,456,473
7	Conseil du Trésor	42,307,076	234,950,960	994,192	2,061,472	8,135,895	187,556	64,273
8	Conseil privé	90,551,062	5,786,682	14,776,408	17,654,081	14,090,516	8,526,496	890,874
9	Consommation et Corporations	82,577,822	12,461,000	9,445,179	2,983,393	18,031,875	571,111	1,404,904
10	Défense nationale	3,329,976,779	599,099,135	332,542,812	19,503,607	335,632,416	51,293,721	483,352,057
11	Développement économique et régional	3,573,457	754,479	505,146	163,083	920,263	107,178	18,165
12	Développement social	1,650,626	387,962	281,676	41,818	188,680	22,692	50,586
13	Emploi et Immigration	736,250,782	127,437,166	85,876,681	21,976,174	609,454,500	92,618,607	12,220,808
14	Énergie, Mines et Ressources	214,331,951	29,219,918	23,897,545	10,573,904	127,963,495	12,236,093	8,753,938
15	Environnement	370,776,757	59,885,444	47,588,591	12,998,920	88,232,451	31,916,999	23,019,703
16	Expansion industrielle régionale	118,333,049	18,098,312	17,666,662	37,755,017	37,215,534	3,214,213	1,995,208
17	Finances	67,903,350	10,989,725	8,239,257	4,392,748	16,851,075	1,592,349	1,110,435
18	Gouverneur général	3,015,687	639,829	601,431	33,373	385,902	40,666	21,207
19	Justice	133,112,696	10,566,658	13,138,042	3,414,750	14,585,804	846,522	1,234,803
20	Parlement	108,181,417	31,036,496	15,684,662	11,416,609	5,058,159	3,114,168	3,227,642
21	Pêches et Océans	216,374,974	35,210,104	29,701,350	6,475,974	84,486,547	27,113,146	26,451,261
22	Revenu national	819,552,897	128,338,544	72,982,906	27,981,204	28,323,789	12,165,358	7,150,185
23	Santé nationale et Bien-être social	290,407,601	53,140,997	69,388,223	10,698,451	82,370,872	3,989,314	5,754,991
24	Sciences et Technologie	144,225,672	21,374,135	14,467,503	5,669,782	55,427,796	7,302,070	7,073,347
25	Secrétariat d'État	196,624,596	30,343,243	16,246,345	8,416,713	34,746,301	5,197,025	2,019,854
26	Solliciteur général	1,121,376,755	186,660,025	98,612,017	2,154,827	133,305,555	24,185,798	39,099,924
27	Transports	771,858,743	147,649,700	96,538,563	13,241,463	227,912,377	16,773,245	126,932,289
28	Travail	33,556,112	46,954,503	3,677,215	1,534,265	11,801,975	603,717	250,699
29	Travaux publics	265,865,370	41,778,453	25,101,252	5,569,659	160,543,068	382,329,472	195,369,856
	Total des dépenses nettes	10,788,545,024	2,119,357,055	1,515,608,026	357,613,501	2,561,478,752	844,849,526	1,011,041,932

Services publics, fournitures et approvisionnements	Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	Construction et acquisition de machines et de matériel	Subventions, contributions et autres paiements de transfert	Service de la dette publique	Toutes autres dépenses	Total des articles courants	*Moins:* recettes à valoir sur le crédit	Dépenses nettes	Section (Volume II)
(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(1)-(12)	(13)		
$	$	$	$	$	$	$	$	$	
16,404,750	555,532	2,697,750	1,161,125,398		3,770,991	1,459,003,533		1,459,003,533	1
29,531,443	28,461,195	31,147,653	1,507,602,107		136,767,326	2,325,830,699	20,317,936	2,305,512,763	2
27,176,102	71,664,490	6,455,653	1,767,720,714		17,012,213	2,254,176,723	3,116,413	2,251,060,310	3
55,776,760	69,548,000	43,352,609	862,404,793		6,352,492	1,606,260,634	13,310,929	1,592,949,705	4
117,218,095		22,802,947	1,445,329		41,509,396	1,153,464,691	743,186,389	410,278,302	5
25,349,404	5,326,198	16,817,772	126,950,778		1,025,778,428	1,679,590,838	159,706,698	1,519,884,140	6
260,192		687,238	562,719		8,136,569	298,348,142	28,712,458	269,635,684	7
2,931,645		2,272,408	16,268,309		33,743	173,782,224		173,782,224	8
3,398,795	585,695	5,187,845	64,816,524		297,343	201,761,486		201,761,486	9
1,186,685,907	131,244,298	2,337,561,993	345,350,992		44,361,315	9,196,605,032	270,467,232	8,926,137,800	10
95,484		32,903	159,000		9	6,329,167		6,329,167	11
39,288		19,085			4,374	2,686,787		2,686,787	12
12,115,224		23,402,215	1,391,730,240		2,787,702,993	5,900,785,390	906,424,000	4,994,361,390	13
19,159,693	5,837,288	39,258,186	5,899,289,458		404,288,848	6,794,810,317	2,219,424,732	4,575,385,585	14
52,477,266	48,868,093	37,450,959	72,371,519		3,914,844	849,501,546	30,480,073	819,021,473	15
2,982,720		2,905,872	836,601,762		589,087,689	1,665,856,038		1,665,856,038	16
40,158,639		4,490,572	5,813,958,827	22,551,172,645	585,456	28,521,445,078	7,787,500	28,513,657,578	17
866,901		195,074				5,800,070		5,800,070	18
3,519,044		3,493,309	72,782,542		852,753	257,546,923		257,546,923	19
5,811,368		8,498,669	1,732,963		196,790	193,958,943		193,958,943	20
53,393,328	133,884,257	68,058,479	34,780,140		6,898,382	722,827,942	2,059,860	720,768,082	21
12,998,685	1,958,981	25,890,899	47,519		516,025,026	1,653,415,993	65,832,000	1,587,583,993	22
64,319,330	30,973,871	19,987,999	24,282,885,516		37,731,400	24,951,648,565	37,929,543	24,913,719,022	23
35,054,067	45,723,971	57,068,188	411,037,323		35,901	804,459,755	12,886,144	791,573,611	24
6,919,374		5,815,386	2,928,022,638		3,461,374	3,237,812,849	13,554,649	3,224,258,200	25
129,397,722	137,795,329	79,852,661	31,854,458		33,720,796	2,018,015,867	388,005,871	1,630,009,996	26
189,525,666	245,401,061	425,607,345	1,216,476,249		937,234,517	4,415,151,218	713,797,607	3,701,353,611	27
1,153,681		2,278,576	55,677,840		1,966,442,050	2,123,930,633	16,618,101	2,107,312,532	28
145,988,378	545,534,445	34,069,948	286,566,558		277,333,573	2,366,050,032	933,005,767	1,433,044,265	29
2,240,708,951	1,503,362,704	3,307,360,193	49,190,222,215	22,551,172,645	8,849,536,591	106,840,857,115	6,586,623,902	100,254,233,213	

TABLEAU 4

**RECETTES PAR CATÉGORIE PRINCIPALE
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985**

Section (Volume II)		Recettes fiscales	Produits de placements	Recouvrements de dépenses d'exercices précédents
		$	$	$
1	Affaires des anciens combattants		12,024,759	1,485,973
2	Affaires extérieures		75,626,700	10,649,394
3	Affaires indiennes et Nord canadien		25,795,840	9,583,171
4	Agriculture		473,142,341	5,374,739
5	Approvisionnements et Services		22,219,417	2,979,139
6	Communications		1,500,000	1,366,607
7	Conseil du Trésor			27,845
8	Conseil Privé			1,315,783
9	Consommation et Corporations			977,623
10	Défense nationale		2,241,540	11,010,662
11	Développement économique et régional			36,578
12	Développement social			
13	Emploi et Immigration		770,046	15,991,796
14	Énergie, Mines et Ressources	1,257,943,586	97,174,534	138,323,319
15	Environnement			1,838,537
16	Expansion industrielle régionale		75,332,618	48,950,502
17	Finances	957,137	3,388,729,204	9,860,228
18	Gouverneur général			
19	Justice			745,154
20	Parlement			378,733
21	Pêches et Océans		3,464,939	2,604,105
22	Revenu national	56,547,755,793	114,840	1,644,512
23	Santé nationale et Bien-être social			3,942,021
24	Sciences et Technologie			1,552,408
25	Secrétariat d'État			26,932,776
26	Solliciteur général		10,375	3,959,536
27	Transports		84,858,911	37,469,216
28	Travail		913,083,483	3,530,927
29	Travaux publics		25,620,273	7,970,119
	Total des recettes nettes	57,806,656,516	5,201,709,820	350,501,403

Rémunérations de services	Privilèges, licences et permis	Produits des ventes	Monnaie canadienne	Pertes et bénéfices de change	Autres recettes non fiscales	Total	Section (Volume II)
$	$	$	$	$	$	$	
15,370,162		1,155,728			1,752,664	31,789,286	1
345,347	11,831,443	13,791			11,574,899	110,041,574	2
646,870	8,382,213	1,369,681			302,600	46,080,375	3
52,071,112	1,297,945	14,970,524			29,956,927	576,813,588	4
1,641,227		24,277,646			4,083,090	55,200,519	5
3,464,664	49,390,540	29,147			6,655,158	62,406,116	6
242		13,637			1,801,781	1,843,505	7
		1,046			2,072,516	3,389,345	8
5,580,507	23,582,767				4,903,545	35,044,442	9
					24,725,439	37,977,641	10
						36,578	11
					345	345	12
10,931					6,539,435	23,312,208	13
1,651,050	4,094,273	4,005,506			13,790,875	1,516,983,143	14
9,048,479	13,471,533	1,967,750			4,727,585	31,053,884	15
2,385,257					1,624,637	128,293,014	16
14,835,485			70,061,851	60,839,622	10,578,740	3,555,862,267	17
							18
245,306		33,833			4,196,608	5,220,901	19
4,046	3,425	12,095			154,894	553,193	20
1,019,061	11,941,501	4,055,753			4,189,197	27,274,556	21
8,020,565	397,958	1,743,359			19,831,116	56,579,508,143	22
29,390,721	8,900	278,819			40,284,439	73,904,900	23
					64,309	1,616,717	24
209,392	2,170,580				7,851,611	37,164,359	25
936,740	3,320,112	23,825,362			928,530	32,980,655	26
6,230	1,081,896	814,117			23,376,903	147,607,273	27
665		123,923			11,483,785	928,222,783	28
4,906,432	158,629	21,083,169			26,877,101	86,615,723	29
151,790,491	131,133,715	99,774,886	70,061,851	60,839,622	264,328,729	64,136,797,033	

VOLUME II

LISTE DES SECTIONS

1. **Affaires des anciens combattants**
2. **Affaires extérieures—**
   Ministère
   Corporation commerciale canadienne
   Agence canadienne de développement international
   Société pour l'expansion des exportations
   Centre de recherches pour le développement international
   Commission mixte internationale
3. **Affaires indiennes et Nord canadien—**
   Ministère
   Commission d'énergie du Nord canadien
4. **Agriculture—**
   Ministère
   Commission canadienne du lait
   Office canadien des provendes
   Canagrex
   Société du crédit agricole
5. **Approvisionnements et Services—**
   Ministère
   Corporation de disposition des biens de la Couronne
   Monnaie royale canadienne
   Statistique Canada
6. **Communications—**
   Ministère
   Conseil des Arts du Canada
   Société Radio-Canada
   Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne
   Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
   Corporation du Centre national des Arts
   Office national du film
   Bibliothèque nationale
   Musées nationaux du Canada
   Archives publiques
7. **Conseil du Trésor—**
   Secrétariat
   Contrôleur général
8. **Conseil privé—**
   Ministère
   Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes
   Directeur général des élections
   Commissaire aux langues officielles
   Conseil économique du Canada
   Commission des relations de travail dans la Fonction publique
9. **Consommation et Corporations—**
   Ministère
   Commission sur les pratiques restrictives du commerce
   Conseil canadien des normes
10. **Défense nationale**
11. **Développement économique et régional**
12. **Développement social**
13. **Emploi et Immigration—**
    Ministère
    Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada
    Commission d'appel de l'immigration
14. **Énergie, Mines et Ressources—**
    Ministère
    Commission de contrôle de l'énergie atomique
    Énergie atomique du Canada, Limitée
    Office national de l'énergie
    Petro-Canada
    Société Petro-Canada pour l'assistance internationale
15. **Environnement—**
    Ministère
    Commission des champs de bataille nationaux
16. **Expansion industrielle régionale—**
    Ministère
    Corporation de développement du Canada
    Corporation de développement des investissements du Canada
    Société financière Canadair Inc.
    Société de développement du Cap-Breton
    Eldorado Aviation Limitée
    Eldorado Nucléaire Limitée
    Banque fédérale de développement
    Agence d'examen de l'investissement étranger
    Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited
17. **Finances—**
    Ministère
    Vérificateur général
    Assurances
    Commission du tarif
18. **Gouverneur général**
19. **Justice—**
    Ministère
    Commission canadienne des droits de la personne
    Commissaire à la magistrature fédérale
    Cour fédérale du Canada
    Commission de réforme du droit du Canada
    Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada
    Cour suprême du Canada
    Cour canadienne de l'impôt
20. **Parlement—**
    Sénat
    Chambre des communes
    Bibliothèque du Parlement
21. **Pêches et Océans—**
    Ministère
    Office canadien du poisson salé
    Office de commercialisation du poisson d'eau douce
22. **Revenu national—**
    Douanes et Accise
    Impôt
    Société canadienne des postes
23. **Santé nationale et Bien-être social—**
    Ministère
    Conseil de recherches médicales
24. **Sciences et Technologie—**
    Département d'État
    Conseil national de recherches du Canada
    Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie
    Conseil des sciences du Canada
25. **Secrétariat d'État—**
    Ministère
    Conseil consultatif de la situation de la femme
    Commission de la Fonction publique
    Conseil de recherches en sciences humaines
    Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice

LISTE DES SECTIONS—*Fin*

26. Solliciteur général—
Ministère
Service correctionnel
Commission nationale des libérations conditionnelles
Gendarmerie royale du Canada

27. Transports—
Ministère
Air Canada
Bureau canadien de la sécurité aérienne
Commission canadienne des transports
Administration du pipe-line du Nord
Bureau de l'administrateur de l'Office du transport du grain

28. Travail—
Ministère
Conseil canadien des relations du travail
Société canadienne d'hypothèques et de logement
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

29. Travaux publics—
Ministère
Commission de la Capitale nationale

30. Comptes débiteurs et radiations

31. Services professionnels et spéciaux

32. Construction et acquisition

33. Paiements de dommages-intérêts, Paiements à titre de faveur, Arrêts de la Cour fédérale et Paiements sans contrepartie

34. Divers paiements et Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

35. Subventions et contributions

36. États divers par ministère

37. Index

SECTION 1

COMPTES PUBLICS
1984-85

Affaires des anciens combattants

SOMMAIRE

	Page
Objectifs	1.3
Emploi des crédits	1.4
Coût total des programmes—Budgétaire	1.6
Programmes par activité—Budgétaire	1.6
Subventions et contributions	1.7
Dépenses budgétaires par programme et article courant	1.8
Recettes	1.9
Appendices	1.10

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

Objectifs

PROGRAMME DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

—Fournir l'appui nécessaire au bien-être physique, mental, social et financier des anciens combattants et des personnes à leur charge ainsi que des autres personnes admissibles.

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS

—Assurer aux anciens combattants et aux personnes à leur charge les avantages auxquels ils ont droit en vertu de la Loi sur les allocations aux anciens combattants et de la Partie XI de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils.

PROGRAMME DES PENSIONS

—Assurer le versement, aux anciens membres admissibles des Forces canadiennes, à certains civils et aux personnes à leur charge respective, de prestations pour un décès ou une invalidité liés au service militaire.

PROGRAMME DU BUREAU DE SERVICES JURIDIQUES DES PENSIONS

—Fournir un service indépendant d'aide juridique professionnelle aux personnes qui cherchent à faire valoir leurs droits aux termes de la Loi sur les pensions ou des lois et ordonnances connexes.

Emploi des crédits

Crédit	Programme	
	PROGRAMME DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	
	Budgétaire	
1	Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie, de recherches techniques et autres qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer des travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et destinées aux anciens combattants, afin de corriger des défectuosités dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le Directeur y possède	$ 262,571,000
	1b	1,304,000
	Virement du: CT, crédit 5[1]	988,000
	CT, crédit 10[1]	52,883
5	Subventions inscrites au Budget et contributions, pourvu que le montant inscrit à chacun des postes pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	$ 501,854,000
	5b	2,400,000
Stat	Ministre des Affaires des anciens combattants—Traitement et allocation pour automobile	
Stat	Fonds pour la réserve pour prestations conditionnelles, Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	
Stat	Crédits de réadaptation et remboursements, en vertu de l'article 15 de la Loi sur les indemnités de service de guerre, de redressements de compensation effectués en conformité avec la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	
Stat	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (Loi de l'assurance des soldats de retour)	
Stat	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (Loi sur l'assurance des anciens combattants)	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	
	Emploi des crédits non requis pour l'exercice en cours	
	Total du programme—Budgétaire	
	Non budgétaire	
Stat	La Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Il peut être avancé, sur le Fonds du revenu consolidé, les montants nécessaires pour l'application des Parties I, II et III, pour la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Le montant imputable en tout temps, tel que modifié par la Loi nº 3 de 1970, portant affectation de crédits, crédit L55, ne doit pas dépasser $605,000,000. (Net)	
	PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS	
	Budgétaire	
10	Dépenses du programme	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	PROGRAMME DES PENSIONS	
	Budgétaire	
15	Conseil de révision des pensions—Dépenses de fonctionnement	$ 901,000
	15b	140,000
20	Commission canadienne des pensions—Dépenses de fonctionnement	$ 15,789,000
	20b	680,000
	Virement du CT, crédit 10[1]	27,340
25	Subventions inscrites au Budget et contributions, le montant inscrit à chacun des postes pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	PROGRAMME DU BUREAU DE SERVICES JURIDIQUES DES PENSIONS	
	Budgétaire	
30	Dépenses du programme	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	Total—Budgétaire	
	Non budgétaire	

[1] Conseil du Trésor, crédit 5, éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10, initiatives visant à créer des emplois.

	Crédits						Soldes		
	Exercice en cours								
	Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
	$	$	$	$	$	$	$	$	$
	264,915,883		264,915,883		264,915,883	256,607,253	8,308,630		250,028,775
	504,254,000		504,254,000		504,254,000	489,785,184	14,468,816		453,625,360
	40,500	1,182	41,682		41,682	41,682			40,975
	2,600,000		2,600,000		2,600,000	2,600,000			
	202,000	(166,652)	35,348		35,348	35,348			62,805
	63,000	(32,635)	30,365		30,365	30,365			16,116
	803,000	(96,478)	706,522		706,522	706,522			606,352
	12,490,000	1,904,000	14,394,000		14,394,000	14,394,000			14,521,000
		330	330		330	330			11,795
									9,434
	785,368,383	*1,609,747*	*786,978,130*		*786,978,130*	*764,200,684*	*22,777,446*		*718,922,612*
				377,993,778	*377,993,778*	*(33,685,616)*		*411,679,394*	*(34,639,623)*
	1,495,000		1,495,000		1,495,000	1,351,670	143,330		1,253,623
	171,000	27,000	198,000		198,000	198,000			174,000
	1,666,000	*27,000*	*1,693,000*		*1,693,000*	*1,549,670*	*143,330*		*1,427,623*
	1,041,000		1,041,000		1,041,000	863,535	177,465		821,967
	16,496,340		16,496,340		16,496,340	15,431,274	1,065,066		13,901,979
	716,407,000		716,407,000		716,407,000	670,567,980	45,839,020		646,883,060
	1,570,000	240,000	1,810,000		1,810,000	1,810,000			1,899,000
	735,514,340	*240,000*	*735,754,340*		*735,754,340*	*688,672,789*	*47,081,551*		*663,506,006*
	4,085,000		4,085,000		4,085,000	4,004,390	80,610		3,818,248
	499,000	77,000	576,000		576,000	576,000			575,000
	4,584,000	*77,000*	*4,661,000*		*4,661,000*	*4,580,390*	*80,610*		*4,393,248*
	1,527,132,723	1,953,747	1,529,086,470		1,529,086,470	1,459,003,533	70,082,937		1,388,249,489
				377,993,778	377,993,778	(33,685,616)		411,679,394	(34,639,623)

Coût total des programmes—Budgétaire
(en milliers de dollars)

PROGRAMME	Exercice	Dépenses	*Moins:* Rentrées portées en recettes	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	*Plus:* Autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	Coût total des programmes
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	1984-85	764,201	30,296	9,273	8,722	4,997	756,897
	1983-84	718,922	27,669	8,387	7,980	4,254	711,874
COMMISSION DES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS	1984-85	1,550			103	34	1,687
	1983-84	1,428			100	27	1,555
PENSIONS	1984-85	688,673	1,490		1,398	1,793	690,374
	1983-84	663,506	1,483		1,345	1,678	665,046
BUREAU DE SERVICES JURIDIQUES DES PENSIONS	1984-85	4,580	3		395	112	5,084
	1983-84	4,393			377	91	4,861
Total	1984-85	1,459,004	31,789	9,273	10,618	6,936	1,454,042
	1983-84	1,388,249	29,152	8,387	9,802	6,050	1,383,336

Programmes par activité—Budgétaire
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
PROGRAMME DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS								
Administration du ministère	35,754	35,604	750	1,063			36,504	36,667
Aide sociale et soutien financier	31,018	42,152	140	491	483,504	475,090	514,662	517,733
Services de santé	202,967	183,884	1,895	1,466	21,522	15,467	226,384	200,817
Gestion des contrats immobiliers	6,803	8,960	25	24	2,600		9,428	8,984
	276,542	270,600	2,810	3,044	507,626	490,557	786,978	764,201
Moins: rentrées portées en recettes	25,843	28,880				1,416	25,843	30,296
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère	9,273	9,273					9,273	9,273
locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	8,722	8,722					8,722	8,722
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	4,997	4,997					4,997	4,997
Coût total du programme	273,691	264,712	2,810	3,044	507,626	489,141	784,127	756,897
PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS								
Appel, revue, décision et interprétation	1,691	1,521	2	29			1,693	1,550
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	103	103					103	103
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	34	34					34	34
Coût total du programme	1,828	1,658	2	29			1,830	1,687
PROGRAMME DES PENSIONS								
Pensions	19,275	17,943	72	162	716,407	670,568	735,754	688,673
Moins: rentrées portées en recettes		21				1,469		1,490
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	1,398	1,398					1,398	1,398
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	1,793	1,793					1,793	1,793
Coût total du programme	22,466	21,113	72	162	716,407	669,099	738,945	690,374
PROGRAMME DU BUREAU DE SERVICES JURIDIQUES DES PENSIONS								
Conseils et représentations juridiques	4,642	4,562	19	18			4,661	4,580
Moins: rentrées portées en recettes		3						3
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	395	395					395	395
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	112	112					112	112
Coût total du programme	5,149	5,066	19	18			5,168	5,084

Subventions et contributions
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
PROGRAMME DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS			
Subventions			
Aide sociale et soutien financier			
Allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils:			
Armée de campagne du Nord-Ouest	10	9	17
Guerre sud-africaine	35	31	33
Première guerre mondiale	12,805	12,804	13,501
Seconde guerre mondiale et opération militaire de Corée	435,314	429,063	388,048
Service durant les deux guerres mondiales	680	555	617
Allocations de guerre pour les civils	22,320	22,318	19,389
Assistance accordée en conformité avec les dispositions du Règlement sur le Fonds de secours	2,100	2,025	1,814
Fonds de bienfaisance de l'Armée	18	18	18
Légion royale canadienne	9	9	13
Association canadienne des anciens combattants au Royaume-Uni	1	1	1
Autres prestations—			
Enfants des morts de la guerre (aide à l'éducation)	1,115	795	866
Formation universitaire et professionnelle	50	42	23
Aide aux anciens combattants canadiens—District d'outre-mer	60	47	44
Remboursement, en vertu du paragraphe 3 de l'article 10 de la Loi sur la réadaptation des anciens combattants	2		
Société dite Last Post Fund	1,584	1,503	1,335
Mesures spéciales d'aide au logement pour les anciens combattants	72	10	25
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	2,500	2,047	2,019
Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée	30	24	21
Allocations de traitement et prestations connexes	4,007	2,997	3,056
Paiements en vertu de la Loi sur les indemnités de service de guerre:			
Remboursements, en vertu de l'article 15, de redressements de compensation effectués en conformité avec la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	35	35	63
Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays	30	30	16
Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants	707	707	606
Subvention à l'Association des Nations Unies pour les alliés de la guerre de Corée pour aider à la construction et à l'entretien de mémorial canadien en Corée du Sud	20	20	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			120
Services de santé			
Subventions à diverses provinces relativement à la prestation de services de prothèse aux anciens combattants	240	203	193
Gestion des contrats immobiliers			
Prévision d'une réserve pour des prestations conditionnelles, Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	2,600*		
	486,344	*475,293*	*431,838*
Contributions			
Services de santé			
Contributions aux provinces respectives, conformément aux accords relatifs à la cession des hôpitaux du ministère	13,550	9,386	18,960
Contributions accordées aux anciens combattants âgés, afin de les aider à payer les coûts des soins médicaux de longue durée non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux	7,726	5,872	3,185
Contributions au Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS)	6	6	328
	21,282	*15,264*	*22,473*
	507,626	*490,557*	*454,311*
PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS			
Subventions			
Appel, revue, décision et interprétation			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			*1*
PROGRAMME DES PENSIONS			
Subventions			
Pensions			
Pensions d'invalidité et de décès, y compris les pensions accordées en vertu de l'ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État, CP 45-8848 du 22 novembre 1944, qui sont régies par les dispositions de la Loi sur les pensions; indemnisation en vertu de la Loi d'indemnisation des anciens prisonniers de guerre; allocations spéciales dans le cas de Terre-Neuve et allocations d'inhumation—			
Décret sur le paiement d'indemnités dans le cas d'accidents d'aviation	421	378	388
Première guerre mondiale	83,659	84,152	87,955
Seconde guerre mondiale	591,885	542,472	518,337
Civils, Seconde guerre mondiale	2,018	2,042	1,992
Défense—Service en temps de paix	27,586	26,394	24,250
Opération militaire de Corée	9,518	13,796	12,955
Indemnités spéciales—Terre-Neuve	20	17	14
Allocations d'inhumation	1,070	1,201	856
Récompenses pour bravoure—Seconde guerre mondiale et contingent spécial	80	28	53
	716,257	*670,480*	*646,800*
Contributions			
Pensions			
Indemnisation pour perte de salaire	*150*	*88*	*83*
	716,407	*670,568*	*646,883*
Total	1,224,033	1,161,125	1,101,195

* Ce montant a été dépensé sous l'article courant 12.

Dépenses budgétaires par programme et article courant
(en milliers de dollars)

ARTICLE COURANT	Programme des affaires des anciens combattants	Programme de la Commission des allocations aux anciens combattants	Programme des pensions	Programme du Bureau de services juridiques des pensions	Total
(1) Traitements et salaires	98,415	1,318	12,681	3,847	116,261
	97,554	**1,195**	**12,137**	**3,774**	**114,660**
	96,953	*1,097*	*11,492*	*3,633*	*113,175*
(1) Autres frais touchant le personnel	14,394	198	1,810	576	16,978
	14,394	**198**	**1,810**	**576**	**16,978**
	14,521	*174*	*1,899*	*575*	*17,169*
(2) Transports et communications	13,705	124	2,480	173	16,482
	13,141	**75**	**2,428**	**148**	**15,792**
	13,291	*111*	*1,889*	*111*	*15,402*
(3) Information	1,033		6		1,039
	1,120	**1**	**25**		**1,146**
	1,117		*15*		*1,132*
(4) Services professionnels et spéciaux	127,501	26	1,621	45	129,193
	117,254	**14**	**990**	**60**	**118,318**
	113,482	*25*	*951*	*59*	*114,517*
(5) Location	2,187	4	233		2,424
	3,238	**21**	**284**		**3,543**
	2,086	*6*	*151*		*2,243*
(6) Achat de services de réparation et d'entretien	2,607	4	73		2,684
	3,929	**7**	**74**	**3**	**4,013**
	3,268	*3*	*62*		*3,333*
(7) Services publics, fournitures et approvisionnements	15,236	12	231		15,479
	16,239	**10**	**155**	**1**	**16,405**
	15,757	*10*	*96*	*1*	*15,864*
(8) Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	893				893
	555				**555**
	525				*525*
(9) Construction et acquisition de machines et de matériel	1,917	2	72	19	2,010
	2,489	**29**	**162**	**18**	**2,698**
	2,448	*1*	*65*	*14*	*2,528*
(10) Subventions, contributions et autres paiements de transfert	507,626		716,407		1,224,033
	490,557		**670,568**		**1,161,125**
	454,311	*1*	*646,883*		*1,101,195*
(12) Toutes autres dépenses	1,464	5	140	1	1,610
	3,731		**40**		**3,771**
	1,163		*3*		*1,166*
Total des dépenses nettes	786,978	1,693	735,754	4,661	1,529,086
	764,201	**1,550**	**688,673**	**4,580**	**1,459,004**
	718,922	*1,428*	*663,506*	*4,393*	*1,388,249*

Les montants en caractères romains représentent les crédits de 1984-85.
Les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de 1984-85.
Les montants en *italique* représentent les dépenses de 1983-84.

Recettes

	1984-85	1983-84
	$	$
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	12,024,759	13,883,322
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,485,973	2,083,205
Rémunérations de services	15,370,162	10,171,410
Produits des ventes	1,155,728	1,118,328
Autres recettes non fiscales	1,752,664	1,895,677
Total	31,789,286	29,151,942

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements:		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Autres—		
Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—		
Intérêt	12,007,396	
Autres comptes—		
Location d'actifs	17,363	12,024,759
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements à l'égard de pensions	911,117	
Services aux anciens combattants—Allocations	18,416	
Recouvrements à l'égard d'autres subventions et contributions	399,296	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	37,561	
Recouvrement des fonds d'exploitation/d'entretien	119,583	1,485,973
Rémunérations de services:		
Régimes provinciaux d'assurance-hospitalisation pour services aux malades hospitalisés	11,094,517	
Autres services aux malades hospitalisés	3,030,466	
Services de consultation externes	215,840	
Services médicaux	376,939	
Repas	323,092	
Frais dentaires	240,172	
Divers	89,136	15,370,162
Produits des ventes:		
Confection des coquelicots du Jour du Souvenir (Vetcraft)	1,146,795	
Divers	8,933	1,155,728
Autres recettes non fiscales:		
Recouvrements de paiements en trop de pensions	558,455	
Recouvrements des allocations aux anciens combattants et des paiements en trop sur le fonds de secours	994,882	
Divers	199,327	1,752,664

Appendice 1

Directeur de l'établissement de soldats

LE DIRECTEUR DE L'ÉTABLISSEMENT DE SOLDATS EST UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC NOMMÉ À L'ANNEXE B DE LA LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE. AUCUN REVENU ET AUCUNE DÉPENSE N'ONT ÉTÉ ENCOURUS AU COURS DE CET EXERCICE ET PAR CONSÉQUENT, AUCUN ÉTAT FINANCIER N'A ÉTÉ PRÉPARÉ POUR LES COMPTES PUBLICS.

Appendice 2

Directeur des terres destinées aux anciens combattants

LE DIRECTEUR DES TERRES DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS EST UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC NOMMÉ À L'ANNEXE B DE LA LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE. AUCUN REVENU ET AUCUNE DÉPENSE N'ONT ÉTÉ ENCOURUS AU COURS DE CET EXERCICE ET PAR CONSÉQUENT, AUCUN ÉTAT FINANCIER N'A ÉTÉ PRÉPARÉ POUR LES COMPTES PUBLICS.

SECTION 2

COMPTES PUBLICS
1984-85

Affaires extérieures

Ministère
Corporation commerciale canadienne
Agence canadienne de développement international
Société pour l'expansion des exportations
Centre de recherches pour le développement international
Commission mixte internationale

SOMMAIRE

	Page
Objectifs	2.3
Emploi des crédits	2.4
Coût total des programmes—Budgétaire	2.13
Programmes par activité—Budgétaire	2.14
Subventions et contributions	2.16
Dépenses budgétaires par programme et article courant	2.19
Recettes	2.20
Appendice	2.22

AFFAIRES EXTÉRIEURES

Ministère

Objectifs

PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER

PROGRAMME

—Promouvoir, sur le plan international, les objectifs nationaux de croissance économique, d'expansion du commerce, de souveraineté et d'indépendance, de paix et de sécurité, ainsi que la justice sociale, la qualité de la vie et l'idéal d'un milieu naturel harmonieux.

FONDS RENOUVELABLE DU BUREAU DES PASSEPORTS

—Assurer la délivrance des documents de voyage appropriés à des citoyens canadiens et à certains résidents permanents du Canada qui ne peuvent obtenir de passeport valide de leur pays d'origine.

PROGRAMME DES CÉRÉALES ET DES GRAINES OLÉAGINEUSES

—Réaliser l'expansion soutenue du marché et maintenir un système ordonné de commercialisation pour les céréales et les graines oléagineuses.

PROGRAMME DES EXPOSITIONS INTERNATIONALES

—Projeter une image du Canada qui reflète avec exactitude son développement industriel, culturel et social, par la participation aux expositions internationales approuvées par le Bureau international des expositions.

Corporation commerciale canadienne

Objectif

—Offrir en matière de contrats d'exportation un service intergouvernemental qui répond efficacement aux besoins des secteurs privés et publics au Canada au moindre coût possible pour le contribuable canadien; et offrir aux clients gouvernementaux étrangers un service efficace en matière de gestion des contrats de manière à les satisfaire au chapitre de la qualité, du coût et de la fourniture de biens et services canadiens, et, partant, rehausser la réputation du secteur privé canadien et de la Corporation sur les marchés étrangers.

Agence canadienne de développement international

Objectif

—Encourager les efforts des peuples des pays du tiers monde en vue d'un développement économique et social autonome compatible avec leurs besoins et leur environnement, en collaborant avec eux à la réalisation d'activités de développement; et accorder une assistance humanitaire et, partant, favoriser les intérêts politiques et économiques du Canada à l'étranger grâce à la promotion de la justice sociale, de la stabilité internationale et des relations économiques à long terme, au profit de la communauté mondiale.

Société pour l'expansion des exportations

Objectif

—Faciliter et accroître le commerce entre le Canada et d'autres pays.

Centre de recherches pour le développement international

Objectif

—Entreprendre, encourager, soutenir et poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions.

Commission mixte internationale

Objectif

—Mise en application des pouvoirs, responsabilités et fonctions confiés à la Commission à la suite d'ententes internationales; à la demande des gouvernements canadien et américain, étudier les questions ou les différends tenant à la frontière commune, et formuler les avis appropriés. Étudier et, s'il y a lieu, approuver aux termes du Traité des eaux limitrophes de 1909, toute utilisation, dérivation ou obstruction des eaux limitrophes, d'un côté ou l'autre de la frontière, susceptible de changer le niveau ou le cours naturel des eaux dans l'autre pays.

Emploi des crédits

Crédit	Programme		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER		
	Budgétaire		
1	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux, et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par lesdits organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d'appointer les hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays		$ 491,645,000
	1b		13,192,950
	Virement du: CT, crédit 10[1]		17,017
	CT, crédit 30[1]		700,000
			505,554,967
	Moins virement sur le: crédit 10	$ 2,766,670	
	crédit 20	299,999	
			3,066,669
5	Dépenses en capital		$ 66,788,000
	5b		6,468,380
			73,256,380
	Moins: virement sur le crédit 10		1,139,999
10	Subventions inscrites au Budget, contributions, et autorisation de contracter durant l'exercice financier en cours, des engagements ne dépassant pas $67,348,000, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des ventes de produits canadiens à l'étranger et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées, et autorisation de faire d'autres paiements spécifiés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en janvier 1985 à		$ 140,298,126
	10b		6,907,050
	10c Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,766,670 du crédit 1 (Affaires extérieures) et $1,139,999 du crédit 5 (Affaires extérieures) de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits		1
	Virement du: crédit 1		2,766,670
	crédit 5		1,139,999
Stat	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures—Traitement et allocation pour automobile		
Stat	Paiements en vertu de la Loi sur la pension spéciale du service diplomatique		
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		
Stat	Paiements en vertu de la Loi sur la Fondation Asie-Pacifique du Canada[3]		
	Autorisation maximale annuelle en vertu de l'article 31 de la Loi		
Stat	Paiements en vertu de la Loi sur l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales		
	Autorisation maximale annuelle en vertu de l'article 29 a) de la Loi		
Stat	Contributions au Régime de prestations de retraite supplémentaires spéciales concernant le service diplomatique		
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents		
	Emploi des crédits non requis pour l'exercice en cours		
	PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER—FONDS RENOUVELABLE DU BUREAU DES PASSEPORTS		
Stat	Budgets des dépenses 1984-85		
	Total du programme—Budgétaire		
	Non budgétaire		
L12b	Avance d'un montant de 14,451 (francs suisses) accordé au fonds de roulement de l'Union de Paris, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, même si le paiement est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens, établi en septembre 1984. (Tel qu'il apparaissait antérieurement dans la Loi nº 4 de 1983-84 portant affectation de crédits). (Brut)		
L13c	Pour porter de $10,000,000 à $14,500,000 le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement des prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger, établi par le crédit L12c de la Loi nº 1 de 1971 portant affectation de crédits, ce montant supplémentaire est requis. (Net)		
L14c	Pour porter de $19,500,000 à $30,000,000 le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux employés en mission à l'étranger, établi par le crédit 630 (Prêts, placements et avances) de la Loi des subsides nº 2 de 1954, ce montant supplémentaire est requis. (Net)		
L46b	Pour autoriser le Ministre à effectuer des paiements et à émettre des garanties, au cours des années financières 1980-81, 1981-82, 1982-83, 1983-84, 1984-85 et 1985-86, pour participer aux stocks régulateurs internationaux de caoutchouc naturel, conformément aux conditions de la Convention internationale sur le caoutchouc naturel de 1979, lesdits paiements et lesdites garanties ne devant pas dépasser au total $12,500,000. (Loi nº 3 de 1980-81 portant affectation de crédits). (Brut)		
Stat	Participation aux stocks régulateurs internationaux de caoutchouc naturel		
L47b	Pour autoriser le Ministre à effectuer des paiements et à émettre des garanties et des billets à ordre au cours de la présente année financière et des années financières subséquentes afin d'acheter des actions dans le premier compte du fonds commun des denrées, conformément aux conditions de la Convention établissant le fonds commun des denrées, lesdits paiements, garanties et billets à ordre ne devant pas dépasser au total $10,380,000 (É-U). (Brut)		
	Montant reporté en $ (CAN)		
	Réévaluation en $ (É-U) au début de l'exercice ($1.2761 (CAN) = $1 (É-U))		
	Solde en $ (É-U)		
	Réévaluation en $ (CAN) à la fin de l'exercice ($1.3636 (CAN) = $1 (É-U))—Montant reporté		

Crédits					Employés au cours de l'exercice	Soldes		Employés au cours de l'exercice précédent
Exercice en cours								
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global		Annulés (suremployés)	Reportés	
$	$	$	$	$	$	$	$	$
502,488,298		502,488,298		502,488,298	483,464,489	19,023,809		431,387,704
72,116,381		72,116,381		72,116,381	69,928,756	2,187,625		48,628,396
151,111,846		151,111,846		151,111,846	147,958,520	3,153,326		129,257,753
40,500	1,183	41,683		41,683	41,683			40,975
122,000	22,987	144,987		144,987	144,987			120,991
19,868,000	3,028,000	22,896,000		22,896,000	22,896,000			20,628,000
500,000	(500,000)							
	500,000	500,000		500,000	500,000			
1,500,000	(1,500,000)							
	1,500,000	1,500,000		1,500,000	1,500,000			1,881
	1,455	1,455		1,455	1,455			24,102
	31,669	31,669		31,669	31,669			26,722
747,747,025	*3,085,294*	*750,832,319*		*750,832,319*	*726,467,559*	*24,364,760*		*630,116,524*
1,059,000	*(1,059,000)*		*8,148,203*	*8,148,203*	*(3,198,343)*		*11,346,546*	*(2,475,351)*
748,806,025	*2,026,294*	*750,832,319*	*8,148,203*	*758,980,522*	*723,269,216*	*24,364,760*	*11,346,546*	*627,641,173*
7,852		7,852		7,852	7,292	560		8,517
4,500,000		4,500,000	3,037,274	7,537,274	1,089,950		6,447,324	1,230,042
10,500,000		10,500,000	13,768,665	24,268,665	1,243,205		23,025,460	(5,292,601)
			6,518,244	6,518,244			6,518,244	791
3,200,000	(3,200,000)							
3,200,000	*(3,200,000)*		*6,518,244*	*6,518,244*			*6,518,244*	*791*
			13,245,918					
	(2,865,918)	(2,865,918)		10,380,000(É-U)			10,380,000(É-U)	
	3,774,168	3,774,168		3,774,168			3,774,168	

Emploi des crédits—*Suite*

Crédit	Programme	
Stat	Achat d'actions relativement à la participation du Canada dans le premier compte du fonds commun des denrées	
	Emploi des crédits non requis pour l'exercice en cours	
	Total du programme—Non budgétaire	
	PROGRAMME DES CÉRÉALES ET DES GRAINES OLÉAGINEUSES	
	Budgétaire	
15	Dépenses de fonctionnement	
20	Subvention inscrite au Budget et contributions	
	20b	$ 8,206,000
	20c Pour autoriser le virement au présent crédit de $299,999 provenant du crédit 1 (Affaires extérieures) de la Loi n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits	2,000,000
	Virement du crédit 1	1
		299,999
Stat	Paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	
Stat	Paiements relatifs à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Emploi des crédits non requis pour l'exercice en cours	
	Total du programme—Budgétaire	
	PROGRAMME DES EXPOSITIONS INTERNATIONALES	
	Budgétaire	
25	Dépenses du programme et contributions	
	25b	$ 3,383,000
	Virement du CT, crédit 10[1]	6,885,000
		8,976
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	Sous-total—Budgétaire	
	Non budgétaire	
	CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE	
	Budgétaire	
30	Dépenses du programme	
	Non budgétaire	
Stat	La Loi sur la Corporation commerciale canadienne, article 8(1). Le ministre des Finances doit, à la requête du Ministre, déposer de temps à autre, au crédit de la Corporation, à la Banque du Canada ou dans une banque à charte désignée par le Ministre, un ou plusieurs montants n'excédant pas, dans l'ensemble, dix millions de dollars, versés à même les deniers non attribués du fonds de revenu consolidé. (Net)	
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL	
	Budgétaire	
35	Dépenses de fonctionnement et autorisation: a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement; et b) de dispenser instruction et formation à des personnes des pays en développement; conformément au Règlement d'assistance aux stagiaires et coopérants adopté en vertu du décret en conseil CP 1978-1268 du 20 avril 1978, y compris les modifications ou tout autre règlement que peut adopter le gouverneur en conseil en ce qui concerne: c) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard; d) le soutien de personnes des pays en développement en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard; et e) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement	$ 56,475,000
	35b Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,109,500 du crédit 40 (Affaires extérieures) de la Loi n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits et pour prévoir un montant supplémentaire de	
	35c	11,283,000
	Virement du: crédit 40	133,000
	CT, crédit 10[1]	2,109,500
		69,377
40	Subventions et contributions inscrites au Budget, à la condition que le montant des contributions puisse être augmenté ou diminué, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, aux fins de l'aide au développement international, de l'aide humanitaire internationale et à d'autres fins précisées sous forme de versements en argent de fourniture de biens, denrées et services	$ 1,197,176,000
	40b	1
	40c	62,645,400
		1,259,821,401
	Moins: virement sur le crédit 35	2,109,500
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Paiements en vertu de la Loi sur la Fondation Asie-Pacifique du Canada[3]	
	Autorisation maximale annuelle en vertu de l'article 31 de la Loi	
Stat	Paiement au Centre international d'exploitation des océans.	
	Autorisation maximale annuelle en vertu de l'article 18 a) de la Loi concernant le Centre international d'exploitation des océans	
	Total du programme—Budgétaire	

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
3,633,000	(3,633,000)							
3,633,000	*(2,724,750)*	*908,250*	*13,245,918*	*14,154,168*			*14,154,168*	
								21,946
21,840,852	*(5,924,750)*	*15,916,102*	*36,570,101*	*52,486,203*	*2,340,447*	*560*	*50,145,196*	*(4,031,305)*
3,519,000		3,519,000		3,519,000	2,504,748	1,014,252		2,635,369
10,506,000		10,506,000		10,506,000	9,354,631	1,151,369		9,959,823
12,000,000	(3,678,418)	8,321,582		8,321,582	8,321,582			9,331,948
150,000,000	(33,093,205)	116,906,795		116,906,795	116,906,795			121,889,203
282,000	43,000	325,000		325,000	325,000			308,000
								8,113,447
176,307,000	*(36,728,623)*	*139,578,377*		*139,578,377*	*137,412,756*	*2,165,621*		*152,237,790*
10,276,976		10,276,976		10,276,976	10,275,197	1,779		3,686,193
77,000	12,000	89,000		89,000	89,000			50,000
10,353,976	*12,000*	*10,365,976*		*10,365,976*	*10,364,197*	*1,779*		*3,736,193*
935,467,001	(34,690,329)	900,776,672	8,148,203	908,924,875	871,046,169	26,532,160	11,346,546	783,615,156
21,840,852	(5,924,750)	15,916,102	36,570,101	52,486,203	2,340,447	560	50,145,196	(4,031,305)
24,755,000		*24,755,000*		*24,755,000*	*17,617,060*	*7,137,940*		*17,168,132*
			10,000,000	*10,000,000*			*10,000,000*	
70,069,877		70,069,877		70,069,877	67,821,499	2,248,378		56,108,175
1,257,711,901		1,257,711,901		1,257,711,901	1,257,520,050	191,851		1,027,549,790
5,447,000	831,000	6,278,000		6,278,000	6,278,000			5,614,000
500,000	(500,000)							
	500,000	500,000		500,000	500,000			
	800,000	800,000		800,000	800,000			
1,333,728,778	*1,631,000*	*1,335,359,778*		*1,335,359,778*	*1,332,919,549*	*2,440,229*		*1,089,271,965*

Emploi des crédits—*Suite*

Crédit	Programme
	Non budgétaire
Stat	La Loi d'aide au développement international (institutions financières). Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut, dans le but de stimuler le développement économique et social des pays en voie de développement, fournir une aide financière à une institution: a) en lui faisant des paiements; b) en émettant à son profit, en la forme fixée par le ministre des Finances, des billets à vue non productifs d'intérêts et non négociables; c) en acquérant auprès d'elle, pour le compte de Sa Majesté du chef du Canada, des actions. Les montants requis à cette fin de cette Loi devront être payés à même les crédits affectés par le Parlement dans ce but. Le montant de l'aide financière fournie aux institutions en vertu de l'alinéa b) en toute période ne peut dépasser le montant équivalent prévu à cette fin, pour cette période par une affectation de crédits du Parlement.
L55	Conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières): a) paiement d'un montant de $2,900,000 et délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, évalués à $4,300,000 en faveur de la Banque asiatique de développement, le montant total ne devant pas dépasser l'équivalent de 4,300,000 droits de tirage spéciaux; b) délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, évalués à $1,400,000 en faveur de la Banque de développement des Caraïbes, le montant total ne devant pas dépasser l'équivalent de $1,120,000 (É-U); c) délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, évalués à $11,800,000 en faveur de la Banque africaine de développement, le montant en question ne devant pas dépasser l'équivalent de 8,400,000 unités de comptes; et d) délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, évalués à $9,100,000 en faveur de la Banque interaméricaine de développement, le montant en question ne devant pas dépasser l'équivalent de $7,400,000 (É-U)
	INSTITUTIONS FINANCIÈRES—
L45	Prêts, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux pays en voie de développement et aux institutions de développement international aux fins de l'aide au développement international. (Tel que déjà prévu dans la Loi n° 2 de 1983-84 portant affectation de crédits). (Brut)
	Réévaluation du Compte de la Banque de développement des Caraïbes. (Projets de production commmerciale des provendes)
L50	Paiement de $4,000,000 et délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser $151,100,000, conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières), à titre de contributions aux fonds d'institutions financières internationales—Paiement
	—Billet émis
Stat	Paiements relatifs à l'encaissement de billets émis aux institutions financières internationales
	Réévaluation du fonds de développement des Caraïbes, du fonds interaméricain de développement, du fonds africain de développement, du fonds monétaire international et de la Banque internationale de reconstruction et de développement
	BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT—
L55	Pour autoriser l'émission de billets à ordre sans intérêt et non négociables, selon la forme que déterminera le ministre des Finances, relativement à la souscription du Canada pour 1,928 actions versées et 63,692 actions remboursables à vue supplémentaires de capital-actions de la Banque interaméricaine de développement, même si le montant est supérieur ou inférieur à l'équivalent en dollars canadiens, pour confirmer et ratifier les achats déjà effectués d'actions versées du capital-actions de la Banque interaméricaine de développement. (Tout achat d'actions versées selon le crédit L55 a été payé). (Diverses lois portant affectation de crédits). (Brut).
	Montant reporté en $ (CAN)
	Réévaluation en $ (É-U) au début de l'exercice ($1.2761 (CAN) = $1 (É-U))
	Solde en $ (É-U), incluant les arrondissements
	Réévaluation en $ (CAN) à la fin de l'exercice ($1.3636 (CAN) = $1 (É-U))—Montant reporté
	(L'engagement financier selon l'autorisation parlementaire de la Loi d'aide au développement international (institutions financières) a été augmenté d'une somme additionnelle de $650,894,560 (É-U) réévaluée à $830,606,548 (CAN), utilisant le taux de change de clôture à la fin de l'exercice ($1.3636 (CAN) = $1 (É-U)) pour la souscription au capital-actions de la Banque interaméricaine de développement pour un nombre additionnel de 2,428 actions versées du capital-actions et de 51,528 actions remboursables à vue supplémentaires, augmentant l'avoir des actionnaires à 125,202 actions. Ces augmentations d'actions, à être payées en quatre paiements annuels égaux de $7,322,504 (É-U) de 1983 à 1986).
L55	Conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières).
	Solde en $ (É-U), incluant les ajustements dus au taux de change et aux arrondissements—Billet émis
	Réévaluation en $ (CAN) à la fin de l'exercice ($1.3636 (CAN) = $1 (É-U))
Stat	Paiement relatif à l'encaissement de billets émis à la Banque interaméricaine de développement. (Approuvé par les lois portant affectation de crédits antérieures)
	Réévaluation du Compte de la Banque interaméricaine de développement
	BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DES CARAÏBES—
L50	Pour autoriser la souscription de 585 actions versées et de 878 actions remboursables à vue supplémentaires (l'autorisation totale des actions remboursables du capital-actions est de 5,355) de la Banque de développement des Caraïbes au montant de $7,315,000 (É-U) et pour confirmer et ratifier tout achat desdites actions déjà effectué. (Tout achat d'actions versées selon le crédit L50 a été payé). (Diverses lois portant affectation de crédits). (Brut).
	Montant reporté en $ (CAN)
	Réévaluation en $ (É-U) au début de l'exercice ($1.2761 (CAN) = $1 (É-U))
	Solde en $ (É-U)
	Réévaluation en $ (CAN) à la fin de l'exercice ($1.3636 (CAN) = $1 (É-U))—Montant reporté
L55	Conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières)—Billet émis
Stat	Paiement relatif à l'encaissement de billets émis à la Banque de développement des Caraïbes. (Approuvé par les lois portant affectation de crédits antérieures)
	Réévaluation du Compte de la Banque de développement des Caraïbes

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
2,900,000[2]		2,900,000		2,900,000				
(2,900,000)		(2,900,000)		(2,900,000)				
231,450,000		231,450,000		231,450,000	227,329,653	4,120,347		207,017,806
	350,000							
	(350,000)							
231,450,000		*231,450,000*		*231,450,000*	*227,329,653*	*4,120,347*		*207,017,806*[5]
4,000,000		4,000,000		4,000,000		4,000,000		
	151,100,000	151,100,000		151,100,000	136,770,003	14,329,997		145,431,347
88,100,000	(88,100,000)							
	25,070,195							
	(25,070,195)							
92,100,000	*63,000,000*	*155,100,000*		*155,100,000*	*136,770,003*	*18,329,997*		*145,431,347*[5]
			980,489,447					
	(212,141,005)	(212,141,005)						
				768,348,442(É-U)			768,348,442(É-U)	
	279,371,493	279,371,493		279,371,493			279,371,493	
	7,322,504(É-U)[2]	7,322,504(É-U)		7,322,504(É-U)	7,322,504(É-U)			7,322,504(É-U)
	2,662,462	2,662,462		2,662,462	2,662,462			2,021,743
6,333,271	(6,333,271)							
	6,291,396							
	(6,291,396)							
6,333,271	*70,882,183*	*77,215,454*	*980,489,447*	*1,057,704,901*	*9,984,966*		*1,047,719,935*	*9,344,247*
			41,218,056					
	(8,918,035)	(8,918,035)						
				32,300,021(É-U)			32,300,021(É-U)	705,714(É-U)
	11,744,288	11,744,288		11,744,288			11,744,288	194,848
	1,400,000[2]	1,400,000		1,400,000				
	(1,400,000)	(1,400,000)		(1,400,000)				
1,000,000	(1.000,000)							
	836,527							
	(836,527)							
1,000,000	*1,826,253*	*2,826,253*	*41,218,056*	*44,044,309*			*44,044,309*	*900,562*

Emploi des crédits—*Suite*

Crédit	Programme
	BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT—
L36a	Les crédits autorisés, permettant, au cours de la présente année financière et des années subséquentes, l'achat de 8,740 actions versées et 36,403 actions remboursables à vue de la Banque asiatique de développement pour la somme de $451,430,000 (É-U) conformes, quant au poids et au titre, aux normes établies le 31 janvier 1966 équivalant à $544,582,194 (É-U), y compris l'autorisation de payer, à l'égard des actions versées, par versements pour la présente année financière et les années financières subséquentes, conformément aux engagements pris par le Canada de souscrire à des actions de la Banque, lesdits versements devant être acquittés en espèces ou en billets à ordre non négociables et sans intérêt selon la forme que le ministre des Finances pourra déterminer, ou encore à la fois en espèces et en billets, même si le paiement est supérieur ou inférieur à l'équivalent en dollars canadiens. (Diverses lois portant affectation de crédits). (Brut).
	Montant reporté en $ (CAN)
	Réévaluation en $ (É-U) au début de l'exercice ($1.2761 (CAN) = $1 (É-U))
	Solde en $ (É-U)
	Réévaluation en $ (CAN) à la fin de l'exercice ($1.3636 (CAN) = $1 (É-U))—Montant reporté
	(L'engagement financier selon l'autorisation parlementaire de la Loi sur l'aide au développement international (institutions financières) a été augmenté d'une somme additionnelle de $628,396,020 (CAN) pour la souscription au capital-actions de la Banque asiatique de développement pour un nombre additionnel de 2,370 actions versées au capital-actions et de 45,030 actions remboursables à vue supplémentaires, augmentant l'avoir des actionnaires à 92,543 actions. Cette augmentation d'actions, représentant la troisième augmentation générale du capital, à être payée en cinq paiements annuels égaux de $6,283,961 (CAN) de 1983 à 1987).
	((Une action = 10,000 DTS) un DTS = $1.32573 (CAN) selon le taux de change au 30 septembre 1982).
L55	Conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières) —Paiement
	—Billet émis
Stat	Paiement relatif à l'encaissement de billets émis à la Banque asiatique de développement en vertu du crédit 36a (Affaires extérieures) de la Loi n° 3 de 1977-78 portant affectation de crédits
	Réévaluation du Compte de la Banque asiatique de développement
	BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT—
Stat	La Loi sur l'aide au développement international (institutions financières).
	Au titre de la participation initiale du Canada à la Banque africaine de développement, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut souscrire:
	a) 4,200 actions versées en cinq versements, et
	b) 12,600 actions remboursables, de ladite banque, d'une valeur totale de cent soixante-huit millions unités de compte (équivalant à environ deux cent quarante millions de dollars).
	Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut émettre au profit de la Banque africaine de développement, en la forme fixée par le ministre des Finances, des billets à vue non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant global représentant, en dollars canadiens, la contre-partie de huit millions quatre cent mille unités de compte, au titre du troisième versement des cinq versements visés à l'alinéa a) (équivalant à environ douze millions de dollars). (Brut)
L55	Conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières)—Billet émis
Stat	Paiement relatif à l'encaissement de billets émis à la Banque africaine de développement. (Approuvé par les lois portant affectation de crédit antérieures)
	Emploi des crédits non requis pour l'exercice en cours
	Total du programme—Non budgétaire
	SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS
	Budgétaire
	Emploi des crédits non requis pour l'exercice en cours
	Non budgétaire
Stat	La loi sur l'expansion des exportations, telle que modifiée.
	Paiements représentant la souscription, par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures tel qu'approuvé par le ministre des Finances, de capital-actions à la Société en vertu de l'article 11. Le capital autorisé de la Société est de $1,500,000,000. (Brut)
	Autorité selon les conditions prescrites aux articles 12, 13 et 14;
	L'article 14 prévoit que le total non remboursé des emprunts de la Société faits en application des articles 12 et 13 ne doit pas dépasser un montant égal à dix fois le total obtenu en ajoutant:
	a) au capital payé de la Société, et
	b) le montant, le cas échéant, de ses bénéfices non répartis établi selon ses derniers états de comptes pour une année financière qui ont été vérifiés par le vérificateur général du Canada
	Autorité selon les conditions prescrites à l'article 31, les comptes administrés pour le Canada, la responsabilité au titre de prêts et d'engagements tels que limités par l'article 32 ne doit jamais dépasser $6,000,000,000. (Net)
Stat	Achat d'actions, prêts, garanties et assurances des crédits à l'exportation et assurance des investissements à l'étranger afin de faciliter et d'accroître le commerce entre le Canada et d'autres pays en vertu de la Loi sur l'expansion des exportations
	Total du programme—Non budgétaire

Crédits						Soldes		
Exercice en cours								
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
			560,396,241					
	(121,248,650)	(121,248,650)		439,147,591(É-U)			439,147,591(É-U)	
	159,674,064	159,674,064		159,674,064			159,674,064	
2,900,000[2]		2,900,000		2,900,000	2,513,584	386,416		2,513,584
	4,300,000[2]	4,300,000		4,300,000	3,770,376	529,624		3,770,376
4,700,000	(4,700,000)							
	9,348,606							
	(9,348,606)							
7,600,000	*38,025,414*	*45,625,414*	*560,396,241*	*606,021,655*	*6,283,960*	*916,040*	*598,821,655*	*6,283,960*
			216,579,824	216,579,824	11,710,088		204,869,736	11,710,088
	11,800,000[2]	11,800,000		11,800,000				
	(11,800,000)	(11,800,000)		(11,800,000)				
11,800,000	(11,800,000)							
11,800,000	*(11,800,000)*		*216,579,824*	*216,579,824*	*11,710,088*		*204,869,736*	*11,710,088*
								14,000,000
350,283,271	***161,933,850***	***512,217,121***	***1,798,683,568***	***2,310,900,689***	***392,078,670***	***23,366,384***	***1,895,455,635***	***394,688,010***[5]
								11,847,387
			888,000,000	888,000,000	76,000,000		812,000,000	152,000,000
	372,938,048	372,938,048	2,844,812,000	3,217,750,048	(115,413,952)		3,333,164,000	(121,741,300)
	150,752,989	150,752,989	4,620,014,389	4,770,767,378	155,308,378		4,615,459,000	115,080,769
287,000,000	(287,000,000)							
287,000,000	***236,691,037***	***523,691,037***	***8,352,826,389***	***8,876,517,426***	***115,894,426***		***8,760,623,000***	***145,339,469***

Emploi des crédits—*Fin*

Crédit	Programme
	CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL[4]
	Budgétaire
60	Versements au Centre de recherches pour le développement international
	COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE
	Budgétaire
65	Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés
	Total du programme—Budgétaire
	Total— Budgétaire
	Non budgétaire

[1] Conseil du Trésor, crédit 10, initiatives visant à créer des emplois.
Conseil du Trésor, crédit 30 (Contrôleur général), mise en œuvre des plans destinés à améliorer les pratiques et les procédures de contrôle en matière de gestion.
[2] Les montants approuvés sont compris dans les institutions respectives.
[3] L'autorisation maximale annuelle est de $1,000,000 en vertu de l'article 31 de la Loi. Un montant de $500,000 est présenté sous le Programme des intérêts du Canada à l'étranger ainsi que sous l'Agence canadienne de développement international.
[4] Les états financiers des sociétés de la Couronne sont présentés dans le volume III des Comptes publics.
[5] Le montant de l'exercice précédent a été redressé suite à l'exclusion de l'ajustement de la réévaluation.

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
81,000,000		*81,000,000*		*81,000,000*	*81,000,000*			*67,400,000*
3,161,000		3,161,000		3,161,000	2,672,985	488,015		2,756,156
223,000	34,000	257,000		257,000	257,000			230,000
3,384,000	*34,000*	*3,418,000*		*3,418,000*	*2,929,985*	*488,015*		*2,986,156*
2,378,334,779	(33,025,329)	2,345,309,450	8,148,203	2,353,457,653	2,305,512,763	36,598,344	11,346,546	1,972,288,796
659,124,123	392,700,137	1,051,824,260	10,198,080,058	11,249,904,318	510,313,543	23,366,944	10,716,223,831	535,996,174[5]

Coût total des programmes—Budgétaire
(en milliers de dollars)

PROGRAMME	Exercice	Dépenses	*Moins:* Rentrées portées en recettes	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	*Plus:* Autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	Coût total des programmes
MINISTÈRE							
INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER	1984-85	726,468	23,458	26,011	12,349	3,801	745,171
	1983-84	630,117	21,751	22,390	11,245	3,108	645,109
INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER—FONDS RENOUVELABLE DU BUREAU DES PASSEPORTS	1984-85	(3,198)					(3,198)
	1983-84	(2,475)					(2,475)
CÉRÉALES ET GRAINES OLÉAGINEUSES	1984-85	137,412	376		11	45	137,092
	1983-84	152,238			270	54	152,562
EXPOSITIONS INTERNATIONALES	1984-85	10,364				12	10,376
	1983-84	3,736				5	3,741
	1984-85	871,046	23,834	26,011	12,360	3,858	889,441
	1983-84	783,616	21,751	22,390	11,515	3,167	798,937
CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE	1984-85	17,617					17,617
	1983-84	17,168					17,168
AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL	1984-85	1,332,920	8,016		4,778	1,085	1,330,767
	1983-84	1,089,272	9,935		4,261	852	1,084,450
SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS	1984-85		77,729				(77,729)
	1983-84	11,847	137,547				(125,700)
CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL	1984-85	81,000					81,000
	1983-84	67,400					67,400
COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE	1984-85	2,930	463		137	45	2,649
	1983-84	2,986	604		148	9	2,539
Total	1984-85	2,305,513	110,042	26,011	17,275	4,988	2,243,745
	1983-84	1,972,289	169,837	22,390	15,924	4,028	1,844,794

Programmes par activité—Budgétaire
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
MINSITÈRE								
PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER								
Relations avec les gouvernements étrangers et les institutions intergouvernementales	101,273	96,025	42,734	42,314	105,635	104,557	249,642	242,906
Expansion du commerce international	97,242	96,644	963	905	35,933	34,048	134,138	131,597
Aide aux Canadiens	15,767	15,188	1,036	970			16,803	16,158
Information et relations culturelles	39,915	38,438	1,978	1,860	11,544	11,344	53,437	51,642
Appui à d'autres programmes	202,885	193,878	24,080	22,635			226,965	216,513
Administration centrale et services de soutien	45,479	43,364	1,325	1,245	145	145	46,949	44,754
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	22,898	22,898					22,898	22,898
	525,459	506,435	72,116	69,929	153,257	150,104	750,832	726,468
Moins: rentrées portées en recettes	17,004	23,458					17,004	23,458
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère	26,011	26,011					26,011	26,011
locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	12,349	12,349					12,349	12,349
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	3,801	3,801					3,801	3,801
	550,616	*525,138*	*72,116*	*69,929*	*153,257*	*150,104*	*775,989*	*745,171*
PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER—FONDS RENOUVELABLE DU BUREAU DES PASSEPORTS								
Opérations	27,626	16,591	837	526			28,463	17,117
Moins: recettes à valoir sur le Fonds	20,315	20,315					20,315	20,315
	7,311	*(3,724)*	*837*	*526*			*8,148*	*(3,198)*
Coût total du programme	557,927	521,414	72,953	70,455	153,257	150,104	784,137	741,973
PROGRAMME DES CÉRÉALES ET DES GRAINES OLÉAGINEUSES								
Commercialisation	3,844	2,823		6	10,506	9,355	14,350	12,184
Paiements relatifs aux céréales	116,907	116,907			8,324	8,324	125,231	125,231
	120,751	119,730		6	18,830	17,679	139,581	137,415
Moins: recettes à valoir sur le crédit					3	3	3	3
	120,751	119,730		6	18,827	17,676	139,578	137,412
Moins: rentrées portées en recettes		376						376
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	11	11					11	11
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	45	45					45	45
Coût total du programme	120,807	119,410		6	18,827	17,676	139,634	137,092
PROGRAMME DES EXPOSITIONS INTERNATIONALES								
Prochaines expositions internationales	440	333			14		454	333
Expo 84, Nouvelle-Orléans	2,559	2,126					2,559	2,126
Expo 85, Tsukuba, Japon	6,885	7,519					6,885	7,519
Expo 86, Vancouver	468	386					468	386
	10,352	10,364			14		10,366	10,364
Plus: autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	12	12					12	12
Coût total du programme	10,364	10,376			14		10,378	10,376
CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE								
Administration et opérations	24,755	17,617					24,755	17,617
AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL								
Coopération de pays à pays	30,915	29,889			876,323	876,172	907,238	906,061
Initiatives internationales	2,370	2,302			382,689	382,648	385,059	384,950
Administration	34,698	33,552	2,087	2,079			36,785	35,631
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6,278	6,278					6,278	6,278
	74,261	72,021	2,087	2,079	1,259,012	1,258,820	1,335,360	1,332,920
Moins: rentrées portées en recettes		8,016						8,016
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	4,778	4,778					4,778	4,778
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	1,085	1,085					1,085	1,085
Coût total du programme	80,124	69,868	2,087	2,079	1,259,012	1,258,820	1,341,223	1,330,767

Programmes par activité—Budgétaire—*Fin*
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL								
Centre de recherches pour le développement international					81,000	81,000	81,000	81,000
COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE								
Administration	1,289	991	15	12			1,304	1,003
Part des dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés conjoints, assumée par le Canada en vertu de son mandat international	82	35					82	35
Responsabilités découlant de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	1,768	1,630	7	5			1,775	1,635
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	257	257					257	257
	3,396	2,913	22	17			3,418	2,930
Moins: rentrées portées en recettes	738	463					738	463
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	137	137					137	137
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	45	45					45	45
Coût total du programme	2,840	2,632	22	17			2,862	2,649

Subventions et contributions
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
MINISTÈRE			
PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER			
Subventions			
Relations avec les gouvernements étrangers et les institutions intergouvernementales			
Chambre de commerce du Canada pour le Comité de coopération Canada-Pacifique	9	9	9
Conseil canadien de droit international	8	8	8
Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	2,386	2,304	2,244
Commission internationale de protection contre les radiations	5	5	5
Subvention en vue du paiement des taxes foncières et des coûts d'amélioration locale afférents aux propriétés diplomatiques secondaires au Canada	14		
Association canadienne des Nations Unies	85	85	70
Fonds de fiducie des Nations Unies pour l'Afrique du Sud	30	30	25
Subvention au fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture	60	60	10
Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme	20	20	20
Subvention au Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement	100	100	
Subvention à l'Association de la communauté du service extérieur (ACSE)	11	10	10
Subvention pour l'aide financière dans le domaine de la défense et du contrôle des armements	105	105	50
Subvention à la Société royale du Commonwealth	50	50	
Subvention à la Fondation Asie-Pacifique du Canada	500	500	
Subvention à l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales	1,500	1,500	
Subvention au Comité organisateur national de la Jamaïque pour l'Année internationale de la jeunesse	40	40	
Subvention au fonds de fiducie des Nations Unies pour l'Année internationale de la jeunesse	75	75	
Subvention pour la bourse commémorative Maureen F. Dobbin destinée aux stagiaires parlementaires canadiens ($2,500 É-U)	3		
Expansion du commerce international			
Subventions accordées à certaines personnes ou organisations pour aider au perfectionnement du personnel spécialisé ou à l'enseignement dans les domaines importants de l'expansion du commerce international	405	405	265
Information et relations culturelles			
Association atlantique des jeunes dirigeants politiques	1	1	1
Subvention au Atlantic Council of Canada	58	58	7
Société germano-canadienne de Hanovre (70,000 marks allemands)	33	35	34
Institut canadien des affaires internationales	50	50	50
Centre d'échange législatif	89	89	85
Centre québécois de relations internationales de l'Université Laval	35	35	35
Subventions dans le domaine des relations avec les universités	4,522	4,344	3,484
Subventions dans le domaine des relations culturelles	4,150	4,127	2,856
Office du baccalauréat international	5	5	5
Orchestre mondial des jeunesses musicales	50	50	50
Société des Amis de Jacques Cartier	50	50	
Subvention à la Maison des étudiants canadiens à Paris	2,500	2,500	100
Administration centrale et services de soutien			
Paiements en vertu de la Loi sur la pension spéciale du service diplomatique	145	145	121
	17,094	*16,795*	*9,544*
Contributions			
Relations avec les gouvernements étrangers et les institutions intergouvernementales			
Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones (25,727,846 francs français)	3,975	3,768	3,920
Représentant canadien au Comité des droits de l'homme des Nations Unies	2	2	1
Club des relations internationales	3	3	3
Comité Jacques Cartier Saint-Malo '84	75	75	45
Conseil du Commonwealth pour les transports aériens (£ 31,739)	58	44	54
Fondation du Commonwealth (£ 400,000)	732	646	496
Conseil des sciences du Commonwealth (£ 55,046)	101	98	97
Secrétariat du Commonwealth (£ 898,391)	1,643	1,549	1,614
Programme du Commonwealth pour la jeunesse (£ 349,890)	640	660	633
Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) (3,043,754 couronnes suédoises)	480	192	239
Conférence sur la réduction mutuelle des forces et des armes en Europe centrale et des mesures annexes (1,624,252 schillings autrichiens)	108	89	104
Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur (CAMES) (CFA 6,578,947)	20	20	
Conseil de coopération douanière (8,674,304 francs belges)	201	316	187
Aide aux services de soutien de la défense accordée aux pays qui ne sont pas membres de l'OTAN	575	573	499
Aide financière dans le domaine de la défense et du contrôle des armements	470	466	251
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture ($8,712,273 É-U)	10,737	9,719	9,344
Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (2,283,490 francs suisses)	1,333	1,208	1,174
Institut interaméricain pour la coopération en agriculture ($1,314,963 É-U)	1,621	1,817	1,576
Comité intergouvernemental pour les migrations	10	10	10
Organisation maritime internationale ($127,000 É-U)	156	132	
Contribution à l'Agence internationale de l'énergie atomique ($3,165,050 É-U)	4,036	3,641	3,541
Organisation de l'aviation civile internationale ($831,007 É-U)	1,024	1,114	992
Organisation de l'aviation civile internationale—Remboursement de l'indemnité accordée à ses employés canadiens à l'égard de l'impôt sur le revenu des provinces pour les années d'imposition antérieures	561	561	394
Agence internationale de l'énergie (3,014,053 francs français)	465	455	226
Institut international pour l'analyse des systèmes de haut niveau	534	376	

Subventions et contributions—*Suite*

(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
Institut international pour les sciences administratives (1,100,000 francs belges)	25	22	25
Organisation internationale du travail ($4,117,500 É-U)	5,074	5,144	4,846
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord—Frais de l'administration civile (145,686,255 francs belges)	3,376	2,986	1,977
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord—Programmes scientifiques (43,807,500 francs belges)	1,015	1,038	1,001
Agence de l'organisation de coopération et de développement économiques pour l'énergie nucléaire (1,304,290 francs français)	202	203	95
Organisation de coopération et de développement économiques (20,851,527 francs français)	3,222	3,411	1,656
Organisation de coopération et de développement économiques—Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (479,051 francs français)	74	78	37
Organisation panaméricaine de la santé ($3,280,246 É-U)	4,047	4,192	3,539
Institut panaméricain de géographie et d'histoire	10	10	
Contributions aux fins de participation aux activités de la francophonie internationale	491	489	433
Versement à la Commission du parc international Roosevelt de Campobello, sous réserve et aux fins des dispositions de la Loi concernant la Commission établie pour administrer le parc international Roosevelt de Campobello ($418,000 É-U)	515	534	483
Cour permanente d'arbitrage (22,000 florins)	9	15	8
Remboursement aux organisations internationales des indemnités versées aux employés canadiens assujettis à l'impôt du Canada	100	129	29
Secrétariat technique permanent des conférences ministérielles de l'éducation, de la jeunesse et des sports des pays d'expression française (8,994,180 CFA)	28	28	28
L'Institut indo-canadien Shastri	90	90	90
Comité des Nations Unies pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ($7,500 É-U)	9	7	8
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ($6,500,000 É-U)	8,011	8,010	6,524
Institut de formation et de recherches des Nations Unies	90	90	90
Force intérimaire des Nations Unies au Liban ($5,400,000 É-U)	6,655	5,675	5,471
Organisation des Nations Unies ($20,583,552 É-U) (25,367,169)	25,367	27,143	24,927
Organisation des Nations Unies—Quote-part établie du Canada aux dépenses de la Force des Nations Unies au Moyen-Orient chargée d'observer le désengagement ($1,193,729 É-U) (1,471,151)	1,471	1,426	1,324
Fonds volontaire des Nations Unies pour l'environnement ($903,000 É-U)	1,116	1,174	1,102
Campagne mondiale pour le désarmement	100	100	
Organisation mondiale de la santé ($7,120,625 É-U) (8,772,610)	8,773	9,386	8,875
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (443,773 francs suisses) (259,119)	259	244	270
Contributions pour la Conférence des banquiers et hommes d'affaires, Canada—FRA «B»	30	19	
Contribution au Centre des études de la politique étrangère de l'université Dalhousie B	12	12	
Contribution pour la Conférence sur le contrôle des armements en Europe B	638	217	129
Contribution au Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	164	126	125
Contribution au Secrétariat du Commonwealth—Ouganda (£ 55,016)	102	85	
Contribution au groupe canadien pour la commission trilatérale		20	15
Contribution à la faculté de droit de l'Université Laval		14	
Contribution à la Conférence des parties chargées de l'examen du traité de dénucléarisation des fonds marins		9	
Contribution à l'Association canadienne des Nations Unies		5	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			515
Expansion du commerce international			
Contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations en vue de favoriser l'augmentation des ventes de produits canadiens à l'étranger (30,664,000)	34,814	33,198	26,975
Contributions à des personnes, groupes de personnes, instituts et autres organismes dont le but est d'aider et de favoriser l'expansion des entreprises et du commerce	364	283	294
Centre de recherches du secteur privé sur la gestion des relations commerciales internationales	150	150	150
Contribution à des personnes, groupes de personnes, instituts et autres organismes dont le but est d'aider et de favoriser l'expertise dans le domaine de la facilitation du commerce international	200		
Association canadienne de l'exportation pour le soutien de l'Organisation canadienne pour la simplification des procédures commerciales		13	898
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			2,496
	136,163	*133,309*	*119,835*
	153,257	*150,104*	*129,379*

PROGRAMME DES CÉRÉALES ET DES GRAINES OLÉAGINEUSES

Subvention

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
Commercialisation			
Subvention au Conseil canadien des producteurs de canola pour améliorer les procédés de fabrication des produits de la graine de colza du Canada	*400*	*400*	*400*

Contributions

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
Commercialisation			
Droits d'affiliation au Conseil international du blé	316	211	219
Conseil des grains du Canada	90	81	89
Paiements, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, en vue de faciliter la vente à crédit du grain et des produits du grain aux pays en voie de développement	3,800	3,099	4,146
Institut canadien international des céréales	1,364	1,228	1,329
Versements aux meuniers de l'Ouest canadien en compensation des frais d'arrêt en transit déboursés entre l'Est et l'Ouest du Canada pour les céréales transformées en farine destinées à l'exportation	1,295	713	627
Contribution au gouvernement brésilien pour couvrir les coûts techniques et de construction entraînés par l'acquisition et la construction de silos et d'installations de manutention de céréales à des points d'importation et de distribution de céréales au Brésil	1,240	1,549	2,350
Contribution à la Société de l'usine pilote de protéines, d'huile et d'amidon	2,000	2,000	800

Subventions et contributions—*Fin*

(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
Programme de stimulants aux marchés		73	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			2,371
Paiements relatifs aux cérécles			
Paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	8,322	8,322	9,332
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			5,742
	18,427	*17,276*	*27,005*
	18,827	***17,676***	***27,405***
PROGRAMME DES EXPOSITIONS INTERNATIONALES			
Contributions			
Prochaines expositions internationales			
Droits d'affiliation du Canada au Bureau international des expositions	***14***		***6***
	172,098	167,780	156,790
AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL			
Subventions			
Coopération de pays à pays			
Bourses d'études et de perfectionnement du Commonwealth	3,950	3,946	3,691
Bourses d'études accordées par l'Agence canadienne de développement international à des Canadiens qui font des études se rattachant à l'aide au développement international	450	450	400
Initiatives internationales			
Aide au développement aux organismes et institutions de développement international pour leur fonctionnement et leurs programmes généraux, pour les programmes et projets précis ainsi que pour le paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	122,300	122,294	120,836
Aide alimentaire fournie à des organismes non gouvernementaux internationaux ou à des institutions de développement international et destinée à des bénéficiaires de pays en développement, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	149,930	149,901	146,292
Aide humanitaire et contingence, aux désastres aux pays, à leurs organismes et à des personnes de ces pays, ainsi qu'à des institutions internationales et des organisations non gouvernementales canadiennes et internationales à l'égard d'opérations et de programmes, projets, activités et appels généraux et particuliers, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	88,700	88,700	50,456
Subvention à la Fondation Asie-Pacifique du Canada	500	500	
Subvention au Centre international de développement des océans	800	800	
	366,630	*366,591*	*321,675*
Contributions			
Coopération de pays à pays			
Aide au développement aux pays en voie de développement, à leurs organismes et institutions ainsi que des contributions aux organismes et institutions de développement régional et international, aux institutions, organismes et agences canadiennes à l'appui de projets, programmes et activités locales et régionales, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	459,876	459,870	327,586
Contributions versées à des organisations, institutions et agences canadiennes, internationales et régionales de développement ainsi qu'aux gouvernements provinciaux à leurs organismes et agences à l'appui de programmes, projets et activités de coopération et développement reliés à l'éducation, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	137,500	137,449	156,769
Encouragements aux investisseurs, institutions et organisations du secteur privé du Canada, aux institutions internationales, aux gouvernements de pays en développement, à leurs organismes et agences, aux institutions locales et régionales des pays en développement, ainsi qu'aux organisations à l'appui de programmes et projets de coopération industrielle, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	38,540	38,506	23,284
Aide alimentaire fournie aux pays en voie de développement, à leurs organismes et à des personnes de ces pays, ou à des organismes non gouvernementaux canadiens et destinée à des bénéficiaires de pays en voie de développement, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	236,007	235,951	179,328
Initiatives internationales			
Contributions versées à des institutions et organisations de développement international à l'appui de programmes et projets précis d'aide au développement, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	2,446	2,440	1,662
Contributions à des organismes non gouvernementaux internationaux à l'appui de programmes et de projets d'aide au développement et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	18,013	18,013	17,246
	892,382	*892,229*	*705,875*
	1,259,012	***1,258,820***	***1,027,550***
CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL			
Subventions			
Versements au Centre de recherches pour le développement international	***81,000***	***81,000***	***67,400***
Total	1,512,110	1,507,600	1,251,740

Dépenses budgétaires par programme et article courant

(en milliers de dollars)

ARTICLE COURANT	Programme des intérêts du Canada à l'étranger — Programme	Programme des intérêts du Canada à l'étranger — Fonds renouvelable du Bureau des passeports	Programme des céréales et des graines oléagineuses	Programme des expositions internationales	Sous-total	Corporation commerciale canadienne	Agence canadienne de développement international	Société pour l'expansion des exportations	Centre de recherches pour le développement international	Commission mixte internationale	Total
(1) Traitements et salaires	212,979 **207,312** *193,174*	8,094 **8,094** *7,564*	2,165 **1,527** *1,580*	714 **669** *171*	223,952 **217,602** *202,489*		43,128 **42,162** *37,640*			1,715 **1,450** *1,479*	268,795 **261,214** *241,608*
(1) Autres frais touchant le personnel	60,220 **58,517** *52,586*	1,185 **1,185** *1,041*	325 **325** *308*	101 **89** *50*	61,831 **60,116** *53,985*		6,452 **6,291** *5,651*			257 **257** *230*	68,540 **66,664** *59,866*
(2) Transports et communications	81,766 **79,217** *68,477*	1,231 **1,231** *1,143*	600 **452** *541*	490 **277** *69*	84,087 **81,177** *70,230*		6,609 **6,173** *5,050*			489 **462** *443*	91,185 **87,812** *75,723*
(3) Information	7,785 **16,220** *13,087*	9 **9** *26*	169 **24** *44*	30 **7,264** *1,737*	7,993 **23,517** *14,894*		1,201 **1,169** *844*			161 **77** *170*	9,355 **24,763** *15,908*
(4) Services professionnels et spéciaux	51,167 **48,518** *40,111*	2,042 **2,042** *1,931*	475 **384** *402*	7,200 **599** *1,345*	60,884 **51,543** *43,789*		9,191 **8,907** *7,032*			426 **371** *363*	70,501 **60,821** *51,184*
(5) Location	64,907 **61,794** *52,861*	1,578 **1,578** *1,454*	60 **33** *38*	1,525 **1,231** *266*	68,070 **64,636** *54,619*		5,591 **5,582** *2,977*			205 **193** *197*	73,866 **70,411** *57,793*
(6) Achat de services de réparation et d'entretien	25,339 **19,903** *16,218*	220 **220** *159*	8 **4** *2*	12 **12**	25,579 **20,139** *16,379*		506 **476** *652*			32 **21** *22*	26,117 **20,636** *17,053*
(7) Services publics, fournitures et approvisionnements	27,513 **25,681** *23,719*	2,229 **2,229** *1,843*	42 **75** *27*	265 **210** *89*	30,049 **28,195** *25,678*		1,581 **1,259** *848*			103 **77** *51*	31,733 **29,531** *26,577*
(8) Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	29,006 **28,461** *19,388*				29,006 **28,461** *19,388*						29,006 **28,461** *19,388*
(9) Construction et acquisition de machines et de matériel	34,316 **28,520** *20,315*	526 **526** *103*	**6**		34,842 **29,052** *20,418*		2,087 **2,079** *1,027*			22 **17** *16*	36,951 **31,148** *21,461*
(10) Subventions, contributions et autres paiements de transfert	153,257 **150,104** *129,379*		18,827 **17,676** *27,405*	14 *6*	172,098 **167,780** *156,790*		1,259,012 **1,258,820** *1,027,550*		81,000 **81,000** *67,400*		1,512,110 **1,507,600** *1,251,740*
(12) Toutes autres dépenses	2,577 **2,221** *802*	11,349 **3** *2*	116,910 **116,909** *121,891*	15 **13** *3*	130,851 **119,146** *122,698*	24,755 **17,617** *17,168*	2 **2** *1*	*11,847*		8 **5** *15*	155,616 **136,770** *151,729*
(1-12) Total	750,832 **726,468** *630,117*	28,463 **17,117** *15,266*	139,581 **137,415** *152,238*	10,366 **10,364** *3,736*	929,242 **891,364** *801,357*	24,755 **17,617** *17,168*	1,335,360 **1,332,920** *1,089,272*	*11,847*	81,000 **81,000** *67,400*	3,418 **2,930** *2,986*	2,373,775 **2,325,831** *1,990,030*
(13) *Moins:* recettes à valoir sur le crédit		20,315 **20,315** *17,741*	3 **3**		20,318 **20,318** *17,741*						20,318 **20,318** *17,741*
Total des dépenses nettes	750,832 **726,468** *630,117*	8,148 **(3,198)** *(2,475)*	139,578 **137,412** *152,238*	10,366 **10,364** *3,736*	908,924 **871,046** *783,616*	24,755 **17,617** *17,168*	1,335,360 **1,332,920** *1,089,272*	*11,847*	81,000 **81,000** *67,400*	3,418 **2,930** *2,986*	2,353,457 **2,305,513** *1,972,289*

Les montants en caractères romains représentent les crédits de 1984-85.
Les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de 1984-85.
Les montants en *italique* représentent les dépenses de 1983-84.

Recettes

	1984-85	1983-84
	$	$
MINISTÈRE		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	592,756	575,979
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	8,845,683	8,316,910
Rémunérations de services	125,613	137,207
Privilèges, licences et permis	11,831,443	10,482,925
Produits des ventes	13,791	11,962
Autres recettes non fiscales	2,425,040	2,225,720
Total	23,834,326	21,750,703

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements:		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Autres—		
Organismes internationaux—		
Associations et organismes internationaux—		
Obligations des Nations Unies	24,732	
Divers—		
Employés en mission à l'étranger	568,024	
		592,756
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Avances comptables	757,135	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	957,455	
Quote-part du Canada des soldes non utilisés des contributions d'organismes internationaux évaluées au cours de l'exercice précédent	3,761,545	
Programme pour l'expansion et la commercialisation des exportations—Contributions	893,708	
Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies—Paiements de transfert	340,225	
Divers	2,135,615	
		8,845,683
Rémunérations de services:		
Frais de services consulaires	124,636	
Divers	977	
		125,613
Privilèges, licences et permis:		
Permis d'importation/exportation	1,079,545	
Location de locaux à l'usage du personnel	10,534,666	
Location d'automobiles de la Couronne et transport interchangeant	154,384	
Divers	62,848	
		11,831,443
Autres recettes non fiscales:		
Services rendus pour le Fonds renouvelable du Bureau des passeports	1,050,687	
Partie de loyer de location d'organismes internationaux	725,961	
Divers	648,392	
		2,425,040

	1984-85	1983-84
	$	$
AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	5,919,622	5,746,048
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,791,741	3,639,154
Rémunérations de services	219,733	263,227
Autres recettes non fiscales	84,679	286,149
Total	8,015,775	9,934,578

	1984-85
	$
Détail	
Recettes non fiscales—	
Produits de placements:	
Prêts, dotations en capital et avances—	
Autres—	
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement—	
Pays en voie de développement—	
Aide spéciale sous forme de prêts	5,919,622
Rémunérations de services:	
Frais de service et d'engagements financiers sur les prêts aux pays en voie de développement	219,733

	1984-85	1983-84
	$	$
SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	69,114,322	82,118,621
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents		39,000,000
Autres recettes non fiscales	8,614,541	16,427,883
Total	77,728,863	137,546,504

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements:		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Sociétés de la Couronne—		
Institutions de crédit—		
Société pour l'expansion des exportations—		
Intérêt	24,069,088	
Autres—		
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement—		
Expansion du commerce d'exportation—Intérêt	27,101,448	
Divers—		
Expansion du commerce d'exportation—Intérêt	17,943,786	
		69,114,322
Autres recettes non fiscales:		
Garanties recouvrables	6,921,627	
Divers	1,692,914	
		8,614,541

Recettes—*Fin*

	1984-85	1983-84
	$	$
COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	11,970	100
Autres recettes non fiscales	450,640	604,032
Total	462,610	604,132

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	6,207	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	5,763	
		11,970
Autres recettes non fiscales:		
Diverses recettes	20	
Quote-part des États-Unis aux dépenses du bureau régional de Windsor	450,620	
		450,640

Appendice

Fonds renouvelable du Bureau des passeports

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable du Bureau des passeports tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première de ces états financiers, en raison de l'intégrité et de l'objectivité des données, revient à la gestion du Fonds.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables établies et énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

Le Fonds maintient un système de vérification comptable interne qui permet aux gestionnaires de s'assurer, de façon raisonnable, que les opérations sont inscrites et effectuées dans la mesure des autorisations accordées et que l'actif du Fonds est protégé.

À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Approuvé par:

Directeur général, Finances et services de gestion
(Agent financier supérieur à plein temps)
D. BRESNAHAN

Sous-ministre adjoint, Administration
(Agent financier supérieur)
GARY R. HARMAN

le 8 juillet 1985

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985		1984	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Profit net pour l'exercice	(593)	3,615	(1,350)	2,274
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds	281	305	303	381
Provenances de fonctionnement	(312)	3,920	(1,047)	2,655
Acquisitions nettes d'immobilisations	(837)	(556)	(106)	(106)
Modification du fonds de roulement	90	678	(48)	(11)
Autres éléments		(844)		(63)
Autorisation fournie	(1,059)	3,198	(1,201)	2,475

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF DU FONDS	1985	1984
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Gouvernement fédéral	42,738	84,044
Tiers	6,197	6,156
Stocks (notes 2 et 3)	699,381	447,979
Frais payés d'avance	31,741	33,705
	780,057	571,884
Immobilisations au coût (note 4)	2,228,431	1,697,512
Moins: amortissement accumulé	1,312,530	1,256,608
	915,901	440,904
	1,695,958	1,012,788

PASSIF DU FONDS	1985	1984
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Gouvernement fédéral	1,682,207	1,177,661
Tiers	897,230	539,762
Tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	10,068	23,482
Revenus reportés—Droits non gagnés	203,558	166,211
	2,793,063	1,907,116
Passif à long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	1,211,284	1,004,275
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(9,578,636)	(5,554,197)
Surplus accumulé	7,270,247	3,655,594
	(2,308,389)	(1,898,603)
	1,695,958	1,012,788

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Appendice—*Suite*

Fonds renouvelable du Bureau des passeports—*Suite*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Revenus		
Droits gagnés	20,262,690	17,817,632
Revenus divers	4,976	1,425
	20,267,666	17,819,057
Frais d'exploitation		
Traitements et indemnités aux employés	9,305,497	8,632,157
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	224,502	167,462
Matériel de passeport et formules de demande	1,673,892	1,554,926
Locaux	1,570,245	1,429,347
Services professionnels et spéciaux	1,266,963	1,214,863
Exploitation de passeport dans les postes à l'étranger	957,805	864,876
Services postaux et affranchissement	612,485	576,159
Télécommunications	450,277	399,376
Imprimerie, papeterie et approvisionnements	303,405	274,502
Fret, messageries et camionnage	130,494	111,753
Amortissement	78,788	199,058
Voyage et déménagement	49,975	50,349
Réparation et remplacement d'équipement et d'ameublement de bureau	25,833	29,107
Perte sur aliénation d'immobilisations	1,966	15,098
Information	886	26,128
	16,653,013	15,545,161
Profit net	3,614,653	2,273,896

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Solde au début de l'exercice	3,655,594	1,381,698
Profit net pour l'exercice	3,614,653	2,273,896
Solde à la fin de l'exercice	7,270,247	3,655,594

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Provenances de fonds de roulement		
Exploitation		
Profit net pour l'exercice	3,614,653	2,273,896
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds		
provision pour indemnités de cessation d'emploi	224,502	167,462
amortissement	78,788	199,058
perte sur aliénation d'immobilisations	1,966	15,098
	3,919,909	2,655,514
Utilisations de fonds de roulement		
Diminution de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	4,024,439	2,498,368
Acquisitions d'immobilisations	555,751	106,176
Paiements et variation de la tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	17,493	40,011
	4,597,683	2,644,555
Diminution (augmentation) du fonds de roulement	677,774	(10,959)
Carence de fonds de roulement au début de l'exercice	1,335,232	1,346,191
Carence de fonds de roulement à la fin de l'exercice	2,013,006	1,335,232
Modifications des éléments du fonds de roulement:		
Diminution (augmentation) des débiteurs	41,265	(33,429)
(Augmentation) diminution des stocks	(251,402)	43,765
Diminution (augmentation) des frais payés d'avance	1,964	(16,693)
Augmentation des créditeurs et du passif couru	862,014	48,081
(Diminution) augmentation de la tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(13,414)	4,196
Augmentation (diminution) des revenus reportés—Droits non gagnés	37,347	(56,879)
	677,774	(10,959)

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	9,578,636	5,554,197
Moins: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	2,245,298	1,450,017
Plus: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	13,208	44,023
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	7,346,546	4,148,203
Limite de l'autorisation	4,000,000	4,000,000
Autorisation non employée reportée	11,346,546	8,148,203

Appendice—*Fin*

Fonds renouvelable du Bureau des passeports—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1985

1. Objectif et autorisation

Le Fonds renouvelable du Bureau des passeports a été constitué en 1969 pour assurer la délivrance des documents de voyage appropriés à des citoyens canadiens et à certains résidents permanents au Canada qui ne peuvent obtenir de passeport valide de leur pays d'origine.

Une autorisation permanente continue du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Fonds du revenu consolidé jusqu'à un total de $4,000,000 pour fins de fonds de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation. Un montant de $745,893 représentant l'actif net pris en charge par le Fonds et les actifs contribués au Fonds, a été imputé à cette autorisation lorsque le Fonds est devenu budgétaire en 1981.

2. Conventions comptables importantes

a) Stocks

Le stock de fournitures et d'approvisionnements est inscrit au prix coûtant et le stock des passeports en cours est évalué au prix coûtant moyen pour l'exercice.

b) Immobilisations

Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode linéaire sur la période du bail en cause. Les autres immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire, depuis l'année d'acquisition, sur leur vie utile estimative, comme suit:

Ameublement	16 ans
Équipement	
Équipement informatique	5 ans
Autres	10 ans

c) Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi des employés s'accumulent avec leurs années de service au gouvernement du Canada, tel que prévu dans leurs conventions collectives. Le coût de ces indemnités est inscrit dans les comptes lorsque les bénéfices sont gagnés par les employés.

3. Stocks

	1985	1984
	$	$
Fournitures et approvisionnements	604,184	362,248
Travaux en cours	95,197	85,731
	699,381	447,979

4. Immobilisations et amortissement accumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Améliorations locatives	120,386	27,667	13,328	134,725
Ameublement	349,581	14,340	849	363,072
Équipement	1,227,545	513,744	10,655	1,730,634
	1,697,512	555,751	24,832	2,228,431

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Améliorations locatives	105,705	9,110	13,328	101,487
Ameublement	175,536	22,675	467	197,744
Équipement	975,367	47,003	9,071	1,013,299
	1,256,608	78,788	22,866	1,312,530

5. Baux à long terme

En vertu de baux à long terme qui se terminent entre le 30 juin 1985 et le 31 août 1994, le Bureau des passeports occupe dix-huit locaux différents dont le loyer annuel approximatif s'élève à $1,550,000.

SECTION 3

COMPTES PUBLICS
1984-85

Affaires indiennes et Nord canadien

Ministère
Commission d'énergie du Nord canadien

SOMMAIRE

	Page
Objectifs	3.3
Emploi des crédits	3.4
Coût total des programmes—Budgétaire	3.9
Programmes par activité—Budgétaire	3.10
Subventions et contributions	3.11
Dépenses budgétaires par programme et article courant	3.14
Recettes	3.15
Appendices	3.16

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN

Ministère

Objectifs

PROGRAMME D'ADMINISTRATION

—Assurer l'orientation de la politique globale et dispenser des services centraux de consultation et d'administration relativement aux programmes du ministère.

PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT

—Conformément aux principes d'autodéveloppement, d'accès aux possibilités, de responsabilité et de participation au sein de la société canadienne, aider les Indiens et les Inuit à satisfaire leurs aspirations et leurs besoins culturels, sociaux et économiques et s'assurer que le Canada remplit ses obligations et ses responsabilités constitutionnelles et statutaires envers les Indiens et les Inuit.

PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD

PROGRAMME

—Favoriser, en collaborant avec les gouvernements territoriaux et en coordonnant l'activité des ministères et organismes fédéraux, le développement social, culturel et politique et l'expansion économique du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, en mettant l'accent sur les besoins des Autochtones du Nord et sur la protection de l'environnement du Nord.

FONDS RENOUVELABLE POUR L'ÉTUDE DE L'ENVIRONNEMENT

—Financer les études sociales et environnementales nécessaires afin de déterminer s'il faut autoriser des explorations pétrolières et gazières ou des activités de développement sur les terres du Canada dans le Nord.

PROGRAMME DES REVENDICATIONS DES AUTOCHTONES

—Permettre aux revendicateurs autochtones d'effectuer des recherches, d'élaborer et de négocier des revendications et de réaliser la résolution des revendications foncières.

Commission d'énergie du Nord canadien

Objectif

—Aménager des installations publiques et des réseaux de distribution autonomes dans les Territoires du Nord-Ouest, au Yukon et à d'autres endroits au Canada.

Emploi des crédits

Crédit	Programme	
	MINISTÈRE	
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
	Budgétaire	
1	Dépenses du programme	
	Virement du CT, crédit 10[1]	$ 51,148,500
		24,123
	Moins: virement sur le crédit 15	51,172,623
		2,401,200
Stat	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien—Traitement et allocation pour automobile	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	
	Total du programme—Budgétaire	
	PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT	
	Budgétaire	
5	Dépenses de fonctionnement et a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel situés sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) dépenses recouvrables en vertu d'accords approuvés par le gouverneur en conseil et conclus avec les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales en vue du versement de prestations sociales à des non-Indiens habitant des réserves indiennes et de l'instruction de non-Indiens fréquentant des écoles indiennes; c) autorisation au Ministre de conclure des accords avec les gouvernements provinciaux, les commissions scolaires, les organismes de bienfaisance ou autres pour la prise en charge et l'entretien des enfants; d) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuit, pour assurer des services d'enseignement et d'orientation aux Indiens et aux Inuit, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel, l'achat des produits finis et la vente de ces derniers; et e) autorisation de vendre le courant électrique, le mazout et les services qui s'y attachent, de même que les services municipaux aux consommateurs particuliers qui vivent dans les centres éloignés et qui ne peuvent compter sur les sources locales d'approvisionnement, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, et de fournir les mêmes services et biens aux ministères et organismes fédéraux installés dans le Nouveau-Québec	
	Virement du CT, crédit 10[1]	$ 428,861,000
		368,577
	Moins: virement sur le crédit 15	429,229,577
		186,131,377
10	Dépenses en capital et a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du Ministre, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumée par les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales pour des routes et ouvrages connexes, ainsi que pour l'éducation, y compris l'instruction de non-Indiens fréquentant les écoles indiennes; et c) autorisation de construire et d'acquérir, pour les Indiens et les Inuit, des logements qui devront être occupés par des Indiens et des Inuit contre le versement, s'il y a lieu, de montants que le Ministre peut fixer, et qu'ils achèteront ou loueront aux conditions et au prix, soit coûtant, soit réduit, approuvés par le gouverneur en conseil et d'effectuer des paiements aux Indiens et aux bandes indiennes en vue de la construction de logements et d'autres bâtiments	
	Moins: virement sur le crédit 15	$ 96,836,000
		32,529,900
15	Subventions inscrites au Budget et contributions	
	15b Pour autoriser le virement au présent crédit de $162,021,200 provenant du crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien) et de $16,619,700 provenant du crédit 10 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits et pour prévoir un montant supplémentaire de	$ 855,759,000
	15c Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,401,200 du crédit 1 (Affaires indiennes et Nord canadien), de $24,110,177 du crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien) et de $15,910,200 du crédit 10 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits, et pour prévoir un montant supplémentaire de	67,457,800
	Virement du: crédit 1	7,287,800
	crédit 5	2,401,200
	crédit 10	186,131,377
	CT, crédit 10[1]	32,529,900
		28,796
Stat	Rentes versées aux Indiens (Loi sur les Indiens)	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Décision de la Cour suprême du Canada à l'égard de la bande indienne Musqueam (Loi sur la Cour suprême)	
Stat	Remise de prêts consentis sur le Compte d'aide domiciliaire aux Indiens	
Stat	Paiement en vertu de prêts garantis aux Indiens—Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Société du crédit agricole	
Stat	Paiement du Fonds de revenu consolidé en vertu de prêts garantis émis du Compte de progrès économique des Indiens	
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	
	Emploi des crédits non requis pour l'exercice en cours	
	Total du programme—Budgétaire	

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
48,771,423		48,771,423		48,771,423	45,426,336	3,345,087		46,287,204
40,500	1,183	41,683		41,683	41,683			40,975
4,387,000	669,000	5,056,000		5,056,000	5,056,000			4,625,000
	270	270		270	270			
53,198,923	***670,453***	***53,869,376***		***53,869,376***	***50,524,289***	***3,345,087***		***50,953,179***
243,098,200		243,098,200		243,098,200	235,734,652	7,363,548		375,896,094
64,306,100		64,306,100		64,306,100	64,097,325	208,775		67,855,147
1,151,595,873		1,151,595,873		1,151,595,873	1,154,310,548	(2,714,675)		922,713,940
880,000	(3,965)	876,035		876,035	876,035			790,819
17,354,000	2,645,000	19,999,000		19,999,000	19,999,000			18,551,000
11,665,982		11,665,982		11,665,982	11,665,982			
	688,630	688,630		688,630	688,630			865,195
	345,285	345,285		345,285	345,285			82,838
			5,613,373	5,613,373	75,907		5,537,466	443,390
	17,870	17,870		17,870	17,870			13,611
								63,802
1,488,900,155	***3,692,820***	***1,492,592,975***	***5,613,373***	***1,498,206,348***	***1,487,811,234***	***4,857,648***	***5,537,466***	***1,387,275,836***

Emploi des crédits—*Suite*

Crédit	Programme	
	Non budgétaire	
L15	Pour autoriser, au cours de la présente année financière et des années subséquentes, des prêts afin d'aider financièrement les Indiens et les Esquimaux à construire des maisons ailleurs que dans les réserves indiennes en vertu du Compte d'aide au logement des Indiens, établi par le crédit L51a de la Loi des subsides n° 9 de 1966. Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit L15 de la Loi n° 2 de 1978 portant affectation de crédits, ne doit pas dépasser $20,000,000. (Net)	
L20	Prêts consentis, au cours de la présente année financière et des années subséquentes, en vue du progrès économique des Indiens, aux Indiens, à des groupes d'Indiens ou bandes indiennes ou à des particuliers, des associations ou des sociétés dont les activités contribuent ou peuvent contribuer à ce progrès; autorisation de garantir les prêts consentis à ces emprunteurs pour les mêmes motifs en vertu du Compte de progrès économique des Indiens, établi par le crédit L53b de la Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits. Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit L20 de la Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits, ne doit pas dépasser $70,000,000. (Net)	
	Total du programme—Non budgétaire	
	PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD	
	Budgétaire	
20	Dépenses de fonctionnement et autorisation de consentir des avances recouvrables pour services rendus au nom de l'Administration des Territoires du Nord-Ouest	$ 70,170,000
	20b	2,204,380
	20c	342,379
	Virement du CT, crédit 10[1]	65,076
21c	Conformément au paragraphe 18(2) de la Loi sur l'administration financière, radier le montant de $406,465 représentant la valeur des actions de la Coopérative des producteurs de l'Arctique canadien transférées par Sa Majesté à la Coopérative des producteurs de l'Arctique canadien en vertu de l'article 52 de la Loi sur l'administration financière	
25	Dépenses en capital, y compris l'autorisation d'engager des dépenses et de consentir des avances recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; autorisation de contribuer aux travaux de construction exécutés par des autorités locales ou des groupes privés	$ 26,633,000
	25b	82,500
	25c	200,000
30	Subventions inscrites au Budget et contributions	$ 38,108,000
	30b	5,742,084
	30c	15,294,521
35	Paiements de transfert à l'Administration du Yukon inscrits au Budget	$ 111,525,000
	35c Pour autoriser le virement au présent crédit de $231,117 du crédit 40 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits et pour prévoir un montant supplémentaire de	1,492,927
	Virement du crédit 40	231,117
40	Paiements de transfert à l'Administration des Territoires du Nord-Ouest inscrits au Budget	$ 384,104,000
	40b	5,723,000
		389,827,000
	Moins: virement sur le crédit 35	231,117
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	
	PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD—FONDS RENOUVELABLE POUR L'ÉTUDE DE L'ENVIRONNEMENT	
Stat	Budgets des dépenses 1984-85	
	Total du programme—Budgétaire	
	Non budgétaire	
L40	Prêts au gouvernement du Yukon pendant l'année financière en cours et les années subséquentes, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du Territoire pour l'achat ou la construction de maisons au Yukon, aux termes de la Loi nationale sur l'habitation. Le solde non déboursé des prêts autorisés est $320,000. (Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits). (Brut)	
L55	Pour autoriser et ouvrir un compte spécial permanent reconnu comme le Fonds de prêts aux Esquimaux duquel des prêts ou placements peuvent être consentis à ou à l'égard de particuliers ou groupes d'Esquimaux afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la Loi des subsides n° 3 de 1953. Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit L55 de la Loi n° 2 de 1978-79 portant affectation de crédits, ne doit pas dépasser $7,072,000. (Net)	
L81a	Pour autoriser, à l'égard de la présente année financière et des années subséquentes, conformément aux modalités et conditions approuvées par le gouverneur en conseil, des prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon et pour établir un compte spécial connu sous le nom de compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon; a) auquel tous les emprunts et intérêts payables sur les emprunts contractés en vertu de la présente autorisation seront imputés, et b) auquel seront crédités les remboursements du principal des emprunts et de l'intérêt de ces emprunts. Le montant total exigible en vertu de la présente autorisation ne devant à aucun moment dépasser $5,000,000. (Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits). (Net)	
	Total du programme—Non budgétaire	

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
			15,421,162	15,421,162	(90,094)		15,511,256	(457,397)
			25,295,660	25,295,660	1,800,717		23,494,943	532,534
			40,716,822	***40,716,822***	***1,710,623***		***39,006,199***	***75,137***
72,781,835		72,781,835		72,781,835	68,681,206	4,100,629		69,540,337
406,465		406,465		406,465	406,465			
26,915,500		26,915,500		26,915,500	26,816,337	99,163		22,852,472
59,144,605		59,144,605	336,764	59,481,369	53,115,883	6,028,722	336,764	36,065,114
113,249,044		113,249,044		113,249,044	113,249,043	1		105,790,000
389,595,883		389,595,883		389,595,883	381,595,883	8,000,000		356,203,379
3,939,000	601,000	4,540,000		4,540,000	4,540,000			4,132,000
	2,552,010	2,552,010		2,552,010	2,552,010			585,738
666,032,332	*3,153,010*	*669,185,342*	*336,764*	*669,522,106*	*650,956,827*	*18,228,515*	*336,764*	*595,169,040*
214,000	*(214,000)*		*1,831,628*	*1,831,628*	*(1,132,623)*		*2,964,251*	*(1,831,628)*
666,246,332	***2,939,010***	***669,185,342***	***2,168,392***	***671,353,734***	***649,624,204***	***18,228,515***	***3,301,015***	***593,337,412***
			320,000	320,000			320,000	
			3,250,502	3,250,502	(927,144)		4,177,646	(626,762)
			4,616,292	4,616,292	(21,626)		4,637,918	(61,973)
			8,186,794	***8,186,794***	***(948,770)***		***9,135,564***	***(688,735)***

Emploi des crédits—*Fin*

Crédit	Programme	
	PROGRAMME DES REVENDICATIONS DES AUTOCHTONES	
	Budgétaire	
45	Contributions	$ 4,529,000
	45b Subventions inscrites au Budget	22,139,728
	45c	5,352,000
Stat	Subventions aux Indiens et aux Inuit en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Autochtones de la Baie James et du Nord québécois	
	Paiements additionnels en vertu de la clause 9 de la Loi et des articles 25.1.15 et 25.1.16 de la Convention	
Stat	Subventions à la Société Inuvialuit de développement pour le Fonds de promotion économique et au Fonds de développement social des Inuvialuit	
Stat	Subvention à la Société Inuvialuit régionale conformément à la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique	
	Total du programme—Budgétaire	
	Non budgétaire	
L50	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherches, d'élaboration et de négociations concernant les revendications. (Tel que déjà prévu dans la Loi n° 2 de 1983-84 portant affectation de crédits). (Brut)	
L55	Prêts au Conseil des Indiens du Yukon pour des indemnités provisoires aux anciens du Yukon d'ici à la conclusion d'un règlement. (Tel que déjà prévu dans la Loi n° 3 de 1983-84 portant affectation de crédits). (Brut)	
	Total du programme—Non budgétaire	
	Sous-total—Budgétaire	
	Non budgétaire	
	COMMISSION D'ÉNERGIE DU NORD CANADIEN	
	Budgétaire	
	Emploi des crédits non requis pour l'exercice en cours	
	Non budgétaire	
L60	Prêts à la Commission d'énergie du Nord canadien pour des dépenses en capital conformément à l'article 15 de la Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien. (Brut)	
	Total—Budgétaire	
	Non budgétaire	

(1) Conseil du Trésor, crédit 10, initiatives visant à créer des emplois.

Crédits — Exercice en cours — Autorisations dans les Budgets des dépenses	Crédits — Exercice en cours — Changements autorisés	Crédits — Exercice en cours — Total	Crédits — Reportés	Crédits — Total global	Employés au cours de l'exercice	Soldes — Annulés (suremployés)	Soldes — Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
32,020,728		32,020,728		32,020,728	32,020,728			18,484,414
1,380,000	(1,380,000)		1,309,760	1,309,760	1,309,760			1,310,010
	70,095	70,095		70,095	70,095			70,095
17,500,000		17,500,000		17,500,000	17,500,000			
12,000,000		12,000,000		12,000,000	12,000,000			
62,900,728	***(1,309,905)***	***61,590,823***	***1,309,760***	***62,900,583***	***62,900,583***			***19,864,519***
14,303,000		14,303,000		14,303,000	14,128,840	174,160		14,080,673
1,053,000		1,053,000		1,053,000	969,969	83,031		912,063
15,356,000		***15,356,000***		***15,356,000***	***15,098,809***	***257,191***		***14,992,736***
2,271,246,138	5,992,378	2,277,238,516	9,091,525	2,286,330,041	2,251,060,310	26,431,250	8,838,481	2,051,430,946
15,356,000		15,356,000	48,903,616	64,259,616	15,860,662	257,191	48,141,763	14,379,138
								50,000
6,456,000		***6,456,000***		***6,456,000***	***5,000,000***	***1,456,000***		***135,894,223***
2,271,246,138	5,992,378	2,277,238,516	9,091,525	2,286,330,041	2,251,060,310	26,431,250	8,838,481	2,051,480,946
21,812,000		21,812,000	48,903,616	70,715,616	20,860,662	1,713,191	48,141,763	150,273,361

Coût total des programmes—Budgétaire

(en milliers de dollars)

PROGRAMME	Exercice	Dépenses	*Moins:* Rentrées portées en recettes	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	*Plus:* Autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	Coût total des programmes
MINISTÈRE							
ADMINISTRATION	1984-85	50,524	18,798		7,121	1,253	40,100
	1983-84	50,953	33,807		4,100	1,079	22,325
AFFAIRES INDIENNES ET INUIT	1984-85	1,487,811	13,589	93,703	8,073	13,851	1,589,849
	1983-84	1,387,276	9,779	93,703	7,660	5,117	1,483,977
AFFAIRES DU NORD	1984-85	650,957	12,257	18,116	1,768	1,089	659,673
	1983-84	595,169	12,475	18,116	1,641	960	603,411
AFFAIRES DU NORD—FONDS RENOUVELABLE POUR L'ÉTUDE DE L'ENVIRONNEMENT	1984-85	(1,133)					(1,133)
	1983-84	(1,832)					(1,832)
REVENDICATIONS DES AUTOCHTONES	1984-85	62,901	1,437				61,464
	1983-84	19,865	74				19,791
	1984-85	2,251,060	46,081	111,819	16,962	16,193	2,349,953
	1983-84	2,051,431	56,135	111,819	13,401	7,156	2,127,672
COMMISSION D'ÉNERGIE DU NORD CANADIEN	1984-85						50
	1983-84	50					
Total	1984-85	2,251,060	46,081	111,819	16,962	16,193	2,349,953
	1983-84	2,051,481	56,135	111,819	13,401	7,156	2,127,722

Programmes par activité—Budgétaire
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
MINISTÈRE								
PROGRAMME D'ADMINISTRATION								
Direction	2,049	2,571	4	48			2,053	2,619
Services consultatifs	36,460	33,869	90	213			36,550	34,082
Services techniques et des marchés	5,264	3,051	10	25			5,274	5,076
Négociations relatives aux revendications	4,935	3,687	1	4			4,936	3,691
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,056	5,056					5,056	5,056
	53,764	50,234	105	290			53,869	50,524
Moins: rentrées portées en recettes		18,798						18,798
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	7,121	7,121					7,121	7,121
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	1,253	1,253					1,253	1,253
Coût total du programme	62,138	39,810	105	290			62,243	40,100
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT								
Administration du programme	67,965	61,754	2,352	2,704			70,317	64,458
Réserves et fidéicommis	28,648	29,516		207	11,742	11,742	40,390	41,465
Éducation	84,865	85,723	45,727	34,499	422,911	425,626	553,503	545,848
Progrès économique et création d'emplois	18,929	14,169			63,924	63,924	82,853	78,093
Services sociaux	23,655	26,385			282,380	282,380	306,035	308,765
Infrastructure et services communautaires	29,278	17,469	16,227	26,670	255,384	255,384	300,889	299,523
Administration des bandes	8,089	13,512		17	116,131	116,131	124,220	129,660
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	19,999	19,999					19,999	19,999
	281,428	268,527	64,306	64,097	1,152,472	1,155,187	1,498,206	1,487,811
Moins: rentrées portées en recettes		13,589						13,589
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère	93,703	93,703					93,703	93,703
locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	8,073	8,073					8,073	8,073
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	13,851	13,851					13,851	13,851
Coût total du programme	397,055	370,565	64,306	64,097	1,152,472	1,155,187	1,613,833	1,589,849
PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD								
Coordination et développement social du Nord	7,797	7,738	120	103	538,229	528,718	546,146	536,559
Planification économique du Nord	3,113	3,012	83		19,289	16,299	22,485	19,311
Protection de l'environnement et ressources renouvelables du Nord	42,051	43,496	4,189	4,073	104	104	46,344	47,673
Ressources non renouvelables du Nord	10,650	7,907	414	168	4,368	2,839	15,432	10,914
Routes du Nord	1,340	1,366	21,861	22,340	337		23,538	23,706
Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada	10,788	8,121	249	133			11,037	8,254
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,540	4,540					4,540	4,540
	80,279	76,180	26,916	26,817	562,327	547,960	669,522	650,957
Moins: rentrées portées en recettes	8,660	12,257					8,660	12,257
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère	18,116	18,116					18,116	18,116
locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	1,768	1,768					1,768	1,768
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	1,089	1,089					1,089	1,089
	92,592	*84,896*	*26,916*	*26,817*	*562,327*	*547,960*	*681,835*	*659,673*
PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD—FONDS RENOUVELABLE POUR L'ÉTUDE DE L'ENVIRONNEMENT								
Administration	277	277					277	277
Paiement aux fins d'études	2,998	33			1,673	1,673	4,671	1,706
	3,275	310			1,673	1,673	4,948	1,983
Moins: recettes à valoir sur le Fonds	3,116	3,116					3,116	3,116
	159	*(2,806)*			*1,673*	*1,673*	*1,832*	*(1,133)*
Coût total du programme	92,751	82,090	26,916	26,817	564,000	549,633	683,667	658,540
PROGRAMME DES REVENDICATIONS DES AUTOCHTONES								
Formulation des revendications					4,473	4,473	4,473	4,473
Règlements					58,428	58,428	58,428	58,428
					62,901	62,901	62,901	62,901
Moins: rentrées portées en recettes						1,437		1,437
Coût total du programme					62,901	61,464	62,901	61,464

Subventions et contributions
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
MINISTÈRE			
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT			
Subventions			
Réserves et fidéicommis			
Rentes versées aux Indiens—Paiements en vertu de traités	876	876	791
Subventions aux bandes indiennes de la Colombie-Britannique en remplacement des rentes par habitant	300	300	300
Éducation			
Subventions à des particuliers, Indiens et Inuit, et à des organisations à l'appui de leur épanouissement culturel et de leur avancement dans le domaine de l'éducation	24,548	24,548	19,469
Progrès économique et création d'emplois			
Subventions aux Indiens et aux Inuit, à leurs bandes, à leurs agglomérations, à leurs sociétés ou à d'autres personnes morales aux fins du progrès économique et de l'emploi	4,775	4,775	1,247
Services sociaux			
Prestations d'aide sociale à des particuliers, aux Indiens, aux Inuit et aux non-Indiens résidant dans des réserves indiennes	55,366	55,366	48,998
Administration des bandes			
Subventions aux bandes indiennes, à leurs conseils régionaux et aux agglomérations inuit à l'appui de leur administration	19,920	19,920	14,790
	105,785	*105,785*	*85,595*
Contributions			
Réserves et fidéicommis			
Contributions aux bandes indiennes pour la sélection des terres	1,234	1,234	853
Contributions aux commissions pour fins d'enquête, de négociations et de médiation à l'égard des revendications et griefs des Indiens et des Inuit	345	345	
Contributions à la province de Terre-Neuve pour pourvoir aux programmes et services offerts aux Autochtones résidant dans cette province et au Labrador	7,099	7,099	2,537
Contributions aux bandes indiennes pour la gestion foncière	1,143	1,143	1,280
Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'effectif des bandes	745	745	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			37
Éducation			
Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit, à leurs commissions scolaires, et aux gouvernements provinciaux, à des organismes ou à des associations pour des services et des installations relatifs à l'éducation:			
Services	317,331	320,046	179,966
Capital	32,869	32,869	20,654
Entretien et fonctionnement	22,591	22,591	23,057
Contribution à la province de Québec relativement à l'éducation des Indiens Cris et des Inuit, conformément à la Convention de la Baie James et du Nord québécois	20,972	20,972	19,344
Contribution versée à la province de Québec pour la construction d'écoles en vertu de la Convention de la Baie James et du Nord québécois	4,600	4,600	9,383
Progrès économique et création d'emplois			
Contributions aux Indiens et aux Inuit, à leurs bandes, à leurs agglomérations, à leurs sociétés ou à d'autres personnes morales aux fins du progrès économique et de l'emploi	59,120	59,120	43,456
Emplois d'été des étudiants et placement des jeunes	29	29	2,054
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			19,503
Services sociaux			
Contributions aux bandes indiennes, aux agglomérations inuit, à leurs organisations et aux gouvernements ou organismes provinciaux pour l'aide sociale, y compris les prestations aux non-Indiens résidant dans des réserves indiennes	167,985	167,985	150,556
Contributions aux bandes indiennes, aux agglomérations inuit, à leurs organisations et aux gouvernements provinciaux pour des services de soins, de réadaptation et de prévention	59,029	59,029	22,523
Infrastructure et services communautaires			
Contributions aux Indiens et aux Inuit, à leurs bandes, à leurs agglomérations et corporations, aux gouvernements provinciaux et à d'autres organismes en vue d'aider à la conception, la construction, l'entretien et l'exploitation des services, des installations et des logements communautaires:			
Capital	193,462	193,462	213,606
Entretien et fonctionnement	57,052	57,052	42,204
Contributions à la province de Québec relativement aux logements des Inuit en vertu de la Convention de la Baie James et du Nord québécois	3,552	3,552	
Programme des projets spéciaux de relance	1,318	1,318	
Administration des bandes			
Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit pour les frais d'administration	68,130	68,130	66,844
Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit aux fins de la planification de l'aménagement local	3,986	3,986	4,807
Contributions aux associations indiennes pour l'élaboration de politiques et la consultation en cette matière	16,423	16,423	15,246
Contributions aux bandes indiennes pour les régimes d'avantages sociaux des employés	1,364	1,364	
Contributions aux bandes indiennes pour les programmes relatifs au perfectionnement de la gestion indienne et à la formation paraprofessionnelle en développement social	6,308	6,308	
	1,046,687	*1,049,402*	*837,910*
	1,152,472	*1,155,187*	*923,505*

Subventions et contributions—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD			
Subventions			
Coordination et développement social du Nord			
Subventions à des particuliers ou à des organisations pour l'avancement de la culture indienne et de la culture inuit	50	50	50
Universités et instituts canadiens pour la formation relative à la recherche scientifique dans le Nord	825	825	725
Subvention à l'Association universitaire canadienne d'études nordiques en vue de coordonner les activités scientifiques touchant le Nord dans les universités canadiennes	180	180	150
Subvention à la ville de Whitehorse pour venir en aide à la création d'un Centre d'information sur les répercussions du pipeline du Yukon	25		
Subvention sous forme de prix accordé à une personne dont la contribution aux sciences du Nord est jugée éminente	5	5	
Subvention à l'Institut de recherches politiques pour faire une étude sur l'évolution politique dans le Nord	10	10	
Protection de l'environnement et ressources renouvelables du Nord			
Subvention à la Yukon Conservation Society afin de favoriser la conservation des ressources naturelles du Yukon	12	12	12
Subvention au Comité canadien des ressources de l'Arctique en vue de promouvoir l'analyse, par un organisme indépendant, des questions relatives au Nord et des propositions de l'industrie et du gouvernement à l'égard de ces questions	70	70	60
Ressources non renouvelables du Nord			
Subventions de $10,000 à la British Columbia and Yukon Chamber of Mines; $7,500 à l'Alberta Chamber of Resources; $20,000 à la Yukon Chamber of Mines; $20,000 à la Northwest Territories Chamber of Mines pour aider au fonctionnement des cours de formation de prospecteurs et au maintien de bureaux permanents dans le but d'instruire et d'aider toutes les personnes intéressées par la prospection	58	58	58
Subventions de $5,000 à la Territories Accident Prevention Association et de $1,500 à la Northwest Territories Mine Safety Association	6	6	6
Association des prospecteurs du Yukon	2	2	2
Subventions aux prospecteurs selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil	70	51	50
Routes du Nord			
Subvention d'aide à l'exploitation minérale du Nord	337		
	1,650	*1,269*	*1,113*
Contributions			
Coordination et développement social du Nord			
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour les soins hospitaliers dispensés aux Indiens et aux Inuit	22,349	21,436	7,407
Gouvernement du Yukon pour les soins hospitaliers dispensés aux Indiens	1,692	1,692	1,108
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour l'assurance-maladie des Indiens et des Inuit	4,337	4,226	1,299
Gouvernement du Yukon pour l'assurance-maladie des Indiens	668	587	376
Gouvernement du Yukon pour la location ou l'achat de maisons à prix modique	208	208	131
Inuit en vue de favoriser le progrès économique des Inuit	1,515	1,272	1,532
Associations des Autochtones du Nord pour leur permettre d'effectuer des recherches et d'exécuter des projets susceptibles d'étayer leurs intérêts et afin de leur permettre d'obtenir des conseils et d'être consultées sur les questions relatives au développement du Nord	119	113	110
Associations inuit pour leur permettre d'exécuter des programmes selon les objectifs et les critères établis pour le Programme des centres d'éducation en culture autochtone	454	454	454
L'Alliance constitutionnelle des Territoires du Nord-Ouest pour obtenir un consensus sur la division des Territoires du Nord-Ouest	1,120	1,120	927
Contribution au Conseil intergouvernemental de gestion du caribou	15	15	15
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest relativement au projet du pipeline du Norman Wells	1,250	1,250	
Groupes autochtones et autres, pour leur permettre de se préparer et de participer à la revue publique des propositions sur le transport d'hydrocarbures	100		172
Contribution pour les stratégies de production et de commercialisation, art et artisanat inuit	431	399	
Programme fédéral de subvention pour les véhicules au propane	31	31	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			2,254
Planification économique du Nord			
Conseil des Indiens du Yukon, pour prendre part à la formation et à l'embauche des Autochtones	40	40	40
Contribution à la Cyprus Anvil Mining Corporation pour de l'aide financière	11,200	9,471	8,061
Associations dénée et métis relativement au projet du pipeline de Norman Wells	3,260	2,989	1,193
Gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour les programmes d'amélioration du rendement énergétique des immeubles fédéraux, de remplacement du pétrole et de subvention fédérale pour les véhicules au propane	689	426	204
Gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour subventionner les consommateurs domiciliaires d'électricité dans des communautés desservies par des génératrices fonctionnant au carburant diesel	3,400	3,177	2,980
Gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour subventionner le chauffage domiciliaire au mazout dans les collectivités isolées du Nord	100		
Gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour subventionner la consommation de l'électricité par les petites entreprises commerciales non gouvernementales dans les collectivités isolées du Nord	600	196	93
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			2,370
Protection de l'environnement et ressources renouvelables du Nord			
Centre interservices des feux de forêt du Canada	22	22	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			617

Subventions et contributions—*Fin*

(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
Ressources non renouvelables du Nord			
Gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour les projets de recherche et de planification dans le cadre du programme d'initiatives pétrolières et gazières dans le Nord	2,033	1,142	
Entente auxiliaire des ressources naturelles	1,406	975	
Projet de création d'emplois	793	605	
Routes du Nord			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			3,609
	57,832	*51,846*	***34,952***
Autres paiements de transfert			
Coordination et développement social du Nord			
Paiement au gouvernement du Yukon conformément aux accords conclus entre le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, au nom du gouvernement du Canada, et le commissaire du Yukon, au nom du gouvernement du Yukon, les paiements au gouvernement du Yukon devant être calculés selon lesdits accords; autorisation de paiements provisoires au gouvernement du Yukon avant la signature de l'accord pour l'exercice financier en cours (le montant payable en vertu de l'accord devant être diminué du total des paiements provisoires pour l'exercice financier en cours)	83,656	83,656	78,606
Paiement au gouvernement du Yukon, conformément à un accord qui doit être conclu entre le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, au nom du gouvernement du Canada, et le commissaire du Yukon, au nom du gouvernement du Yukon, cet accord devant prévoir le paiement des dépenses en capital engagées au Yukon; autorisation de paiements provisoires au gouvernement du Yukon avant la signature dudit accord (le montant payable en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires)	29,593	29,593	26,784
Paiement au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, conformément aux accords conclus entre le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, au nom du gouvernement du Canada, et le commissaire des Territoires du Nord-Ouest, au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, les paiements au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest devant être calculés selon lesdits accords; autorisation de paiements provisoires au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest avant la signature de l'accord pour l'exercice financier en cours (le montant payable en vertu de l'accord devant être diminué du total des paiements provisoires pour l'exercice financier en cours)	300,394	292,874	274,289
Paiement au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, conformément à un accord qui doit être conclu entre le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, au nom du gouvernement du Canada, et le commissaire des Territoires du Nord-Ouest, au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, cet accord devant prévoir le paiement des dépenses en capital engagées dans les Territoires du Nord-Ouest; autorisation de paiements provisoires au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest avant la signature dudit accord (le montant payable en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires)	89,202	88,722	79,504
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			2,810
	502,845	*494,845*	*461,993*
PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD—FONDS RENOUVELABLE POUR L'ÉTUDE DE L'ENVIRONNEMENT			
Contribution			
Contribution pour paiement aux fins d'études	*1,673*	*1,673*	*279*
	564,000	***549,633***	***498,337***
PROGRAMME DES REVENDICATIONS DES AUTOCHTONES			
Subventions			
Formulation des revendications			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			2,550
Règlements			
Subventions aux Indiens et aux Inuit à l'égard de la Convention de la Baie James et du Nord québécois	1,380	1,380	1,380
Subvention à la bande indienne de Chemainus en règlement d'une revendication territoriale spéciale	642	642	
Subventions aux sociétés cris et naskapis de la Baie James du Québec relativement à la Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec	19,052	19,052	
Subventions à la Société Inuvialuit de développement pour le Fonds de développement économique et au Fonds de développement social des Inuvialuit	17,500	17,500	
Subventions à des bandes indiennes pour des revendications territoriales particulières	5,061	5,061	11,562
Subvention à la Société Inuvialuit régionale	12,000	12,000	
	55,635	*55,635*	*15,492*
Contributions			
Formulation des revendications			
Contributions aux revendicateurs autochtones pour la préparation et la présentation de réclamations	4,473	4,473	4,373
Règlements			
Contributions aux organisations considérées ou mises en place pour appliquer la convention définitive des Inuvialuit et aux gouvernements des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon pour les coûts uniques et courants pour l'application de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique	1,596	1,596	
Contribution au Manitoba, aux bandes «Northern Flood» et leurs organisations pour les dépenses en capital et les coûts d'implantation à des fins approuvées pour l'entente «Northern Flood» du Manitoba (en date du 16 septembre 1977)	1,197	1,197	
	7,266	*7,266*	*4,373*
	62,901	***62,901***	***19,865***
Total	1,779,373	1,767,721	1,441,707

Dépenses budgétaires par programme et article courant
(en milliers de dollars)

ARTICLE COURANT	Programme d'adminis-tration	Programme des affaires indiennes et inuit	Programme des affaires du Nord: Programme	Programme des affaires du Nord: Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement	Programme des revendications des Autochtones	Sous-total	Commission d'énergie du Nord canadien	Total
(1) Traitements et salaires	33,607	133,107	30,656	215		197,585		197,585
	32,799	**130,826**	**29,075**	**215**		**192,915**		**192,915**
	32,860	*129,982*	*28,570*	*67*		*191,479*		*191,479*
(1) Autres frais touchant le personnel	5,058	25,989	8,983	3		40,033		40,033
	5,383	**25,858**	**7,348**	**3**		**38,592**		**38,592**
	4,936	*24,616*	*6,818*	*2*		*36,372*		*36,372*
(2) Transports et communications	3,879	14,620	6,495	46		25,040		25,040
	2,053	**24,431**	**5,824**	**46**		**32,354**		**32,354**
	2,232	*29,060*	*5,601*	*15*		*36,908*		*36,908*
(3) Information	656	895	664	4		2,219		2,219
	928	**973**	**742**	**4**		**2,647**		**2,647**
	1,021	*900*	*577*	*3*		*2,501*		*2,501*
(4) Services professionnels et spéciaux	8,476	72,943	10,599	7		92,025		92,025
	7,774	**49,052**	**11,752**	**7**		**68,585**		**68,585**
	7,939	*188,534*	*11,168*	*25*		*207,666*		*207,666*
(5) Location	877	2,498	12,209	1		15,585		15,585
	416	**4,288**	**12,482**	**1**		**17,187**		**17,187**
	465	*3,864*	*14,842*			*19,171*		*19,171*
(6) Achat de services de réparation et d'entretien	366	4,358	2,586			7,310		7,310
	392	**9,516**	**1,959**			**11,867**		**11,867**
	691	*10,304*	*1,511*			*12,506*		*12,506*
(7) Services publics, fournitures et approvisionnements	815	9,894	4,186	1		14,896		14,896
	457	**21,645**	**5,073**	**1**		**27,176**		**27,176**
	355	*21,596*	*5,263*	*1*		*27,215*		*27,215*
(8) Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages		52,437	22,308			74,745		74,745
		47,522	**24,142**			**71,664**		**71,664**
		48,509	*20,470*			*68,979*		*68,979*
(9) Construction et acquisition de machines et de matériel	105	5,068	4,558			9,731		9,731
	290	**4,611**	**1,555**			**6,456**		**6,456**
	431	*4,258*	*1,579*			*6,268*		*6,268*
(10) Subventions, contributions et autres paiements de transfert		1,152,472	562,327	1,673	62,901	1,779,373		1,779,373
		1,155,187	**547,960**	**1,673**	**62,901**	**1,767,721**		**1,767,721**
		923,505	*498,058*	*279*	*19,865*	*1,441,707*		*1,441,707*
(12) Toutes autres dépenses	30	23,925	3,951	2,998		30,904		30,904
	32	**13,902**	**3,045**	**33**		**17,012**		**17,012**
	23	*2,148*	*712*			*2,883*	*50*	*2,933*
(1-12) Total	53,869	1,498,206	669,522	4,948	62,901	2,289,446		2,289,446
	50,524	**1,487,811**	**650,957**	**1,983**	**62,901**	**2,254,176**		**2,254,176**
	50,953	*1,387,276*	*595,169*	*392*	*19,865*	*2,053,655*	*50*	*2,053,705*
(13) *Moins:* recettes à valoir sur le crédit				3,116		3,116		3,116
				3,116		**3,116**		**3,116**
				2,224		*2,224*		*2,224*
Total des dépenses nettes	53,869	1,498,206	669,522	1,832	62,901	2,286,330		2,286,330
	50,524	**1,487,811**	**650,957**	**(1,133)**	**62,901**	**2,251,060**		**2,251,060**
	50,953	*1,387,276*	*595,169*	*(1,832)*	*19,865*	*2,051,431*	*50*	*2,051,481*

Les montants en caractères romains représentent les crédits de 1984-85.
Les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de 1984-85.
Les montants en *italique* représentent les dépenses de 1983-84.

Recettes

	1984-85	1983-84
	$	$
MINISTÈRE		
Résumé		
Recettes fiscales—		
Autres recettes fiscales		*141*[1]
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	25,795,840	40,175,992
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	9,583,171	7,321,733
Rémunérations de services	646,870	757,194
Privilèges, licences et permis	8,382,213	5,674,582
Produits des ventes	1,369,681	982,949
Autres recettes non fiscales	302,600	1,222,329
	46,080,375	*56,134,779*
Total	46,080,375	56,134,920

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements:		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Sociétés de la Couronne—		
Autre—		
Commission d'énergie du Nord canadien—Intérêt	18,685,201	
Autres—		
Administrations provinciales et territoriales—		
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest—Intérêt	1,923,600	
Gouvernement du Territoire du Yukon—Intérêt	857,242	
Prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon—Intérêt	55,705	
Divers—		
Canadian Arctic Producers Co-operative Limited—Intérêt	9,327	
Fonds de prêts aux Esquimaux—Intérêt	217,287	
Expansion économique des Indiens—Intérêt	2,328,437	
Indiens et Inuit du Québec—Intérêt	267,606	
Revendicateurs autochtones—Intérêt	1,436,997	
		25,781,402
Autres comptes—		
Intérêt sur prêts directs antérieurement radiés		14,438
		25,795,840
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents: remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien, $2,976,233; frais de capital, $85,869; divers, $419,506; remboursements de prêts en souffrance, $548,127; rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE): Fonctionnement et entretien, $574,087; frais de capital, $279,536; subventions et contributions, $4,699,813		9,583,171
Rémunérations de services: droits d'exploitation minière—Gisement, $208,454; droits d'exploitation minière du Canada, $201,495; frais d'inscription pour droits d'usage de terres, $82,879; frais d'usage de terres, $62,713; autres frais, $91,329		646,870

	1984-85
	$
Privilèges, licences et permis: droits d'exploitation minière du Canada, $7,972; baux, $424,025; redevances, $1,975,198; charbon—Baux, $33,853; foresterie, $23,702; locations de terres et bâtiments, $16,091; frais d'usage de terres, $502,286; logements et services, $2,211,263; métallique et non-métallique, $43,771; pétrole et gaz—Baux, $22,465; redevances, $2,399,911; redevances—Carrières, $104,909; locations d'eau, $20,033; exploitation minière du quartz au Yukon, $2,713; droits et baux, $522,615; divers, $71,406	8,382,213
Produits des ventes: produits des ventes, $664,864; repas, $922; publications, $20,313; services publics, $683,521; divers, $61	1,369,681
Autres recettes non fiscales: autres recettes non fiscales, $153,104; confiscations de pétrole et de gaz, $68,342; transferts d'administrations provinciales et territoriales, $24,939; divers, $56,215	302,600

[1] Ce montant de $141 est interne au gouvernement.

Appendice 1

Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers du Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement selon la politique du Conseil du Trésor et les exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première de ces états financiers, en raison de leur intégrité et objectivité, revient aux opérations comptables du Ministère.

Ces états financiers ont été préparés à partir de données objectives détenues par le ministère. La convention comptable importante suivie dans la préparation des états financiers est définie dans les notes aux états financiers. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états ministériels.

Le Fonds a débuté ses opérations au cours de l'exercice financier 1983-84. La gestion du Fonds est effectuée par le maintien de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations du Fonds. Les opérations sont exécutées en conformité avec la Loi sur l'administration financière, les règlements et les directives du Conseil du Trésor et du Receveur général du Canada de façon à assurer la transparence, la responsabilité et le contrôle nécessaires à l'exploitation du Fonds.

Approuvé par:

Directeur général, Finances et sous-contrôleur
(Agent financier supérieur à plein temps)
JEAN-FRANÇOIS MARTIN

Sous-ministre adjoint, Finances et services professionnels
(Agent financier supérieur)
BRIAN J. VEINOT

le 15 juillet 1985

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985		1984	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Excédent des prélèvements sur les frais pour l'exercice	4,314	1,155		1,881
Provenances de fonctionnement	4,314	1,155		1,881
Modification du fonds de roulement (excluant l'autorisation nette accumulée du Fonds)		13		91
Autre élément	(4,100)	(35)		(140)
Autorisation fournie	214	1,133		1,832

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF DU FONDS	1985	1984
	$	$
Disponibilités		
Autorisation nette accumulée du Fonds	3,140,381	1,972,015
Débiteurs—Prélèvements sur le pétrole et le gaz	72,187	49,590
	3,212,568	2,021,605

PASSIF DU FONDS	1985	1984
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Tiers	175,998	140,387
Gouvernement du Canada	132	
	176,130	140,387
PRÉLÈVEMENTS NON EMPLOYÉS	3,036,438	1,881,218
	3,212,568	2,021,605

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Appendice 1—*Fin*

Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement—*Fin*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985									1984
	Régions									
	Yukon	Mackenzie	Keewatin	Baffin	Victoria	Ellesmere	Mer de Beaufort	Passage Lancaster	Total	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Prélèvements—Propriétaires de droits sur le pétrole et le gaz des terres	52,598	363,546			78,679	457,082	2,187,105		3,139,010	2,274,014
Frais d'exploitation										
Frais d'études sur l'environnement	13,724	94,786	253	150,651	18,261	143,051	1,196,572	88,959	1,706,257	280,182
Traitements et indemnités aux employés	10,905	58,886		10,905	10,905	56,706	58,886	10,905	218,098	69,245
Services professionnels et spéciaux	291	1,566		291	291	1,508	2,874	291	7,112	21,505
Voyage et logement	1,833	9,859		1,791	1,872	9,277	19,845	1,797	46,274	14,327
Imprimerie et reproduction	216	1,170		216	216	1,126	1,335	216	4,495	3,231
Papeterie et approvisionnements de bureau	50	272		50	50	262	272	50	1,006	844
Locations d'équipement	25	136		25	25	130	136	25	502	180
Autres frais administratifs	2	13		2	2	12	13	2	46	3,282
	27,046	166,688	253	163,931	31,622	212,072	1,279,933	102,245	1,983,790	392,796
Excédent des prélèvements sur les frais pour l'exercice	25,552	196,858	(253)	(163,931)	47,057	245,010	907,172	(102,245)	1,155,220	1,881,218

ÉTAT DES PRÉLÈVEMENTS NON EMPLOYÉS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Solde au début de l'exercice	1,881,218	
Excédent des prélèvements sur les frais pour l'exercice	1,155,220	1,881,218
Solde à la fin de l'exercice	3,036,438	1,881,218

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Provenance de fonds de roulement		
Excédent des prélèvements sur les frais pour l'exercice	1,155,220	1,881,218
Fonds de roulement au début de l'exercice	1,881,218	
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	3,036,438	1,881,218
Modifications des éléments du fonds de roulement:		
Augmentation de l'autorisation nette accumulée du Fonds	1,168,366	1,972,015
Augmentation des débiteurs	22,597	49,590
(Augmentation) des créditeurs	(35,743)	(140,387)
	1,155,220	1,881,218

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE
AU 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Autorisation nette accumulée du Fonds	3,140,381	1,972,015
Moins: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	176,130	140,387
Autorisation non employée reportée	2,964,251	1,831,628

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1985

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement a été constitué en vertu de l'article 49 de la Loi sur le pétrole et le gaz du Canada, laquelle fut autorisée en mars 1982. Les termes du Fonds ont été établis et approuvés par le Conseil du Trésor en février 1983. L'objectif du Fonds est le financement des études sociales et de l'environnement qui sont nécessaires pour déterminer s'il y a lieu d'autoriser des activités d'exploration ou de développement relativement au pétrole et au gaz sur les terres du Canada. Les prélèvements sont perçus des propriétaires de droits dans les régions prescrites, selon un taux fixé par le Ministre, et sont déposés au Fonds. Des paiements sont effectués à même le Fonds aux tiers exécutant de telles études sociales et de l'environnement dans ces régions, tel qu'indiqué par le Ministre. Le montant total en dépôt au Fonds ne peut dépasser $15 millions en aucun temps.

2. Convention comptable importante

Prélèvements et frais

Comme montré dans l'état de l'exploitation, les prélèvements sont enregistrés au moment de la facturation aux propriétaires de droits sur une base de comptabilité d'exercice. Les frais sont enregistrés selon une comptabilité d'exercice; donc, ils comprennent des montants estimatifs pour la portion des coûts d'études sociales et de l'environnement encourus avant la fin de l'exercice mais dont le paiement n'a pas été exigé.

3. Engagements

Au 31 mars 1985, le solde des engagements contre les propositions d'études approuvées était de $1,112,122 et est composé de ce qui suit:

	1985	1984
	$	$
Études non commencées	517,496	155,978
Études non complétées	594,626	402,206

Appendice 2

Fonds des bandes indiennes

ÉTAT DES RENTRÉES ET DES DÉBOURSÉS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
COMPTES DE CAPITAL—		
Solde au début de l'exercice	509,697,024(1)	366,239,272
RENTRÉES—		
Minerai—		
Prime sur le pétrole et le gaz		43,608
Redevances sur le pétrole	246,091,764	234,671,308
Redevances sur le gaz	94,748,905	91,864,227
Entente avec la Colombie-Britannique	1,539,059	2,413,307
Primes minières	469,740	104,301
Droits sur le gravier	440,231	220,614
Autres	4,337,761	3,313,568
Ventes—		
Terre	376,270	7,870
Autres	2,869,105	71,872
Foresterie—		
Bois		5,852
Droits sur le bois d'œuvre	834,924	1,054,896
Divers—		
Logement	19,294	
Aide agricole à des particuliers	8,717	
Prêts aux bandes (article 64(h))	112,319	14,958
Indemnités	9,025	706,166
Actions d'Indiens migrants	16,252	11,789
Recouvrement des avances	54,000	
Redressements applicables à d'autres exercices	17,462	1,615
Règlement sur réclamations de terres		1,000,000
Règlement sur réclamations de terres—Gouvernement de la C-B	1,113,517	4,219,600
Autres	143	
Divers—		
Prêts aux bandes (article 64 (j))	6,860	
Paiement de déboursés à raison de tant par personne	126	
Autres	3,286	
Total des rentrées	353,068,760	339,725,551

	1985	1984
	$	$
DÉBOURSÉS—		
Développement des ressources et de l'industrie—		
Autres	130,500	221,949
Services d'ingénierie et de construction—		
Logement	96,990	138,043
Canalisation d'eau	341,951	
Autres	103,723	
Bâtiments appartenant aux bandes	77,270	137,587
Entreprises des bandes—		
Fonctionnement de fermes d'élevage	20	
Achats de terre	19,871	9,948
Opération de la coupe du bois	31,100	
Autres	84,907	
Déboursés—Fonds des bandes—		
Paiement de déboursés à raison de tant par personne	69,289,150	66,379,226
Admission au suffrage	18,121	
Actions d'Indiens migrants	1,004,770	354,757
Divers—		
Virement du capital	559,955	1,917,776
Virement en vertu de l'article 64	129,215,982	127,071,850
Autres	1,090,606	27,962
Redressements applicables à d'autres exercices		5,412
Total des déboursés	202,064,916	196,264,510
Solde, comptes de capital au 31 mars	660,700,868	509,700,313(1)

Appendice 2—*Fin*

Fonds des bandes indiennes—*Fin*

ÉTAT DES RENTRÉES ET DES DÉBOURSÉS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985—*Fin*

	1985	1984
	$	$
COMPTES DE RÉSULTATS—		
Solde au début de l'exercice	77,773,720[(1)]	60,931,917
RENTRÉES—		
Minerai—		
Location du pétrole et du gaz	1,153,569	1,110,811
Locations minières	157,188	36,862
Locations de superficie—Bail	863,237	1,026,322
Exploration sismique—Indemnité	273,886	64,120
Droit de passage—Indemnité	86,185	441,000
Bail de superficie—Indemnité	793,998	105,108
Droit de passage—Location	21,501	88,470
Droit de passage pour l'hydro et le téléphone—Compensation	15,373	21,400
Autres	1,704,620	2,256,516
Entreprises des bandes—		
Agriculture	2,250	19,750
Fonctionnement d'exploitation agricole	118,952	58
Fonctionnement de fermes d'élevage		66,211
Troupeaux appartenant aux bandes		5,900
Pâturage	17,194	12,707
Autres	151,502	1,552
Foresterie	18,773	40,182
Autres	20,961	33,081
Location à bail—Résidentiel	1,622,965	1,254,597
Location à bail—Agricole	1,963,577	1,432,979
Location à bail—Commerciale	1,082,058	858,805
Location à bail—Autres	1,053,515	699,460
Pêche et chasse	11,075	21,994
Intérêt de l'État sur—		
Fonds des bandes	82,408,326	55,335,244
Réclamations de terre	1,666,553	8,531,610
Contributions—		
Subventions	497	413
Autres	95,000	7,984
Divers—		
Redressements applicables aux exercices précédents	98,631	140,721
Amendes et droits	493	3,594
Canalisation d'eau	12,323	11,397
Frais de service		6,974
Actions d'Indiens migrants	22,264	304,895
Virement des recettes	119	
Autres	4,767	34,425
Paiement de déboursés à raison de tant par personne	298,232	
Intérêt de ressources extérieures	333,761	1,096,889
Règlement sur réclamations de terre	160,935	
Impôt	4,252	
Récompenses—Cour suprême	12,575, 346	
Total des rentrées	108,813,878	75,072,031
DÉBOURSÉS—		
Programmes sociaux—		
Services communautaires	20,967	
Administration	6,424	
Loisirs	18,782	
Église, presbytère, cimetières	17,500	
Autres	19,612	
Aide sociale	1,842	16,565
Autres services de bien-être	25,160	63,449
Inhumation d'Indiens indigents	5,937	63,423
Réhabilitation		2,000
Autres	22,944	131,855
Développement des ressources et de l'industrie—		
Exploitation agricole et fermes d'élevage commerciales	43,871	
Abattage de billots		459
Pêche incluant chasse aux baleines	4,360	
Pêche intérieure		6,000
Autres	96,725	3,137
Services d'ingénierie et de construction—		
Logement	25,155	
Routes et ponts	11,000	
Hygiène	551	
Autres	15,936	
Éducation dans les écoles non fédérales—		
Transport et entretien des élèves	15,500	61,497
Direction ou administration des bandes—		
Généralités	75,822	290,083
Services de bureaux	17,518	10,236
Installations—Administration	56,245	72,070
Autres	51,319	36,055
Services municipaux—		
Autres	6,151	
Incendie	20,400	
Éclairage des rues	5,870	
Autres	500	
Police	10,000	
Entreprises des bandes—		
Fonctionnement d'exploitation agricole	8,018	28,700
Fonctionnement de fermes d'élevage	75,383	
Autres	233,248	40,783
Contribution des bandes—Développement économique		40,647
Services de loisirs		25,923
Développement touristique		6,000
Autres	11,000	29,172
Déboursés—Fonds des bandes—		
Déboursés en espèces à raison de tant par personne	9,510,820	682,495
Admission au suffrage	18,065	125,303
Actions d'Indiens migrants	172,215	159,476
Autres	79,615	
Virement sur le capital	99,728	4,942,295
Virement sur les recettes	93,842	
Virement en vertu de l'article 69	54,444,812	51,376,761
Divers—		
Autres	343,574	19,132
Redressements applicables à d'autres exercices	64,000	
Remboursement des intérêts de l'État	13,805	
Total des déboursés	65,764,216	58,233,516
Solde, comptes de résultats au 31 mars	120,823,382	77,770,432[(1)]

[(1)] Reflète des rajustements internes entre les comptes de capital et les comptes de résultats rapportés dans les comptes du Canada sous les Fonds des bandes indiennes.

SECTION 4

COMPTES PUBLICS
1984-85

Agriculture

Ministère
Commission canadienne du lait
Office canadien des provendes
Canagrex
Société du crédit agricole

SOMMAIRE

	Page
Objectifs	4.3
Emploi des crédits	4.4
Coût total des programmes—Budgétaire	4.10
Programmes par activité—Budgétaire	4.11
Subventions et contributions	4.13
Dépenses budgétaires par programme et article courant	4.16
Recettes	4.17
Appendices	4.19

AGRICULTURE

Ministère

Objectifs

PROGRAMME D'ADMINISTRATION*

—Diriger l'ensemble du Programme d'administration du ministère et fournir des services de soutien administratif.

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE

—Stimuler le développement du secteur agro-alimentaire de façon à assurer aux consommateurs un approvisionnement sûr et suffisant d'aliments à prix raisonnable et aux producteurs et transformateurs, un revenu stable et équitable.

PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION ET DE L'INSPECTION AGRO-ALIMENTAIRES PROGRAMME

—Assurer un approvisionnement constant d'aliments sains, nutritifs et de haute qualité destinés au commerce intérieur et extérieur.

FONDS RENOUVELABLE DE LA SURVEILLANCE DES HIPPODROMES

—Protéger le public qui participe au pari mutuel à l'occasion de courses de chevaux.

PROGRAMME DU SERVICE CANADIEN DES FORÊTS*

—Promouvoir et améliorer l'utilisation éconoomique soutenue des ressources forestières du Canada par un aménagement forestier qui respecte l'environnement.

PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS

—Assurer le contrôle de la qualité des céréales canadiennes tant pour les marchés intérieurs qu'extérieurs, pour le bien-être de l'agriculture canadienne.

Commission canadienne du lait

Objectif

—Assurer une industrie laitière efficace, saine et viable.

Office canadien des provendes

Objectif

—Veiller à ce qu'il y ait un stock suffisant de céréales fourragères et assez d'espace d'entreposage pour répondre aux besoins des éleveurs d'animaux de ferme de l'Est du Canada et de la Colombie-Britannique et contribuer à la stabilité raisonnable des prix de ces produits; aider à la péréquation des prix de ces céréales pour les éleveurs de l'Est du Canada et de la Colombie-Britannique.

Canagrex

Objectif

—Promouvoir, faciliter et faire l'exportation de produits agro-alimentaires canadiens.

Société du crédit agricole

Objectif

—Fournir un crédit hypothécaire à long terme aux agriculteurs, prêter à des syndicats composés d'agriculteurs et s'acquitter des fonctions opérationnelles et administratives qui ont trait à l'aménagement de l'agriculture canadienne en unités agricoles rentables sous la direction d'exploitants compétents.

---

* Une partie des programmes d'administration et des services de l'environnement du ministère de l'Environnement a été transférée aux programmes d'administration et du service canadien des forêts de ce ministère (CP 1984-3200, daté le 17 septembre 1984).

Emploi des crédits

Crédit	Programme	
	MINISTÈRE	
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
	Budgétaire	
1	Dépenses du programme	$ 47,402,000
	1b Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,764,000 du crédit 1 (Environnement) de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits et pour prévoir un montant supplémentaire de	2,373,000
	Virement du: crédit 1 (Environnement)	1,764,000
	CT, crédit 10[1]	51,799
	CT, crédit 30[1]	300,000
Stat	Ministre de l'Agriculture—Traitement et allocation pour automobile	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE	
	Budgétaire	
5	Dépenses de fonctionnement, y compris les frais de publication des travaux de recherches du ministère comme suppléments du "Canadian Entomologist" et autorisation de verser des commissions pour services rendus conformément à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	$ 251,303,000
	5b	18,427,000
	Virement du CT, crédit 10[1]	1,608,387
		271,338,387
	Moins: virement sur le crédit 15	360,000
10	Dépenses en capital et dépenses ayant trait aux ouvrages, terrains, bâtiments et matériel situés sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral, pour des infrastructures communautaires et des travaux faits à l'intention des Indiens et des non-Indiens	$ 67,963,000
	10b	32,043,900
		100,006,900
	Moins: virement sur le crédit 15	15,000,000
15	Subventions inscrites au Budget et contributions	$ 360,665,031
	15b	145,837,000
	15c Pour autoriser le virement au présent crédit de $360,000 du crédit 5 (Agriculture), de $15,000,000 du crédit 10 (Agriculture), de $5,000,000 du crédit 30 (Agriculture), de $3,000,000 du crédit 35 (Agriculture) et de $1,000,000 du crédit 40 (Agriculture) de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits, de $5,000,000 du crédit 37b (Agriculture) et de $5,000,000 du crédit 38b (Agriculture) de la Loi nº 3 de 1984-85 portant affectation de crédits, et pour prévoir un montant supplémentaire de	47,100,000
	Virement du: crédit 5	360,000
	crédit 10	15,000,000
	crédit 30	5,000,000
	crédit 35	3,000,000
	crédit 37b	5,000,000
	crédit 38b	5,000,000
	crédit 40	1,000,000
Stat	Paiements aux producteurs pour les produits agricoles dénommés, conformément aux dispositions touchant le pourcentage minimum de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles, telle que modifiée	
	Autorisation maximale annuelle en vertu de l'article 12(3) de la Loi, telle que modifiée	
Stat	Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte	
Stat	Prêts garantis en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles	
Stat	Paiements d'intérêts et garanties en vertu de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes	
Stat	Subventions aux offices établis conformément à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Paiements aux associations coopératives, aux conditionneurs ou aux organismes de vente en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles	
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	
	Total du programme—Budgétaire	
	Non budgétaire	
L20	Prêts aux termes d'ententes conclues avec les provinces, avec l'approbation du gouverneur en conseil, pour l'aménagement d'infrastructures communautaires et industrielles. (Tel que déjà prévu dans la Loi nº 2 de 1983-84 portant affectation de crédits sous le ministère de l'Expansion économique régionale). (Brut)	

AGRICULTURE

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (surremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
51,890,799		51,890,799		51,890,799	51,869,989	20,810		48,053,360
40,500	1,182	41,682		41,682	41,682			40,975
4,009,000	611,000	4,620,000		4,620,000	4,620,000			4,036,000
55,940,299	***612,182***	***56,552,481***		***56,552,481***	***56,531,671***	***20,810***		***52,130,335***
270,978,387		270,978,387		270,978,387	260,636,548	10,341,839		240,502,781
85,006,900		85,006,900		85,006,900	77,334,047	7,572,853		39,947,904
587,962,031	(19,355,758)[2]	568,606,273	20,893,095	589,499,368	559,277,835	9,328,438	20,893,095	490,987,477
21,000,000	(21,000,000)							
	250,000,000	250,000,000		250,000,000	12,857,142	237,142,858		12,400,038
187,000,000	1,460,003	188,460,003		188,460,003	188,460,003			133,963,184
5,000,000	700,102	5,700,102		5,700,102	5,700,102			2,494,514
8,000,000	(1,615,408)	6,384,592		6,384,592	6,384,592			4,308,194
200,000	(200,000)		700,000	700,000			700,000	
22,894,000	3,489,000	26,383,000		26,383,000	26,383,000			24,521,000
	67,044	67,044		67,044	67,044			6,808,058
	269,151	269,151		269,151	269,151			140
1,188,041,318	***213,814,134***	***1,401,855,452***	***21,593,095***	***1,423,448,547***	***1,137,369,464***	***264,485,988***	***21,593,095***	***955,933,290***
20,000		***20,000***		***20,000***	***14,379***	***5,621***		***111,600***

Emploi des crédits—*Suite*

Crédit	Programme	
	PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION ET DE L'INSPECTION AGRO-ALIMENTAIRES	
	Budgétaire	
25	Dépenses de fonctionnement	$ 169,608,000
	25b	1,922,000
	Virement du CT, crédit 10[1]	511,819
30	Dépenses en capital	$ 15,598,000
	30b	2,122,000
		17,720,000
	Moins: virement sur le crédit 15	5,000,000
35	Contributions	$ 12,627,000
	Moins: virement sur le crédit 15	3,000,000
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Emploi des crédits non requis pour l'exercice en cours	
	PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION ET DE L'INSPECTION AGRO-ALIMENTAIRES—FONDS RENOUVELABLE DE LA SURVEILLANCE DES HIPPODROMES	
Stat	Budgets des dépenses 1984-85	
	Total du programme—Budgétaire	
	PROGRAMME DU SERVICE CANADIEN DES FORÊTS	
	Budgétaire	
36b	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes de l'année—Pour autoriser le virement au présent crédit de $32,795,186 du crédit 5 (Environnement) de la Loi n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits et pour prévoir un montant supplémentaire de	$ 7,683,344
	Virement du crédit 5 (Environnement)	32,795,186
37b	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contribution aux travaux de construction entrepris par ces administrations et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumés par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral—Pour autoriser le virement au présent crédit de $26,914,197 du crédit 10 (Environnement) de la Loi n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits et pour prévoir un montant supplémentaire de	$ 7,919,000
	Virement du crédit 10 (Environnement)	26,914,197
		34,833,197
	Moins: virement sur le crédit 15	5,000,000
38b	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $44,894,720 du crédit 15 (Environnement) de la Loi n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits et pour prévoir un montant supplémentaire de	$ 34,789,656
	Virement du crédit 15 (Environnement)	44,894,720
		79,684,376
	Moins: virement sur le crédit 15	5,000,000
	Total du programme—Budgétaire	
	PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS	
	Budgétaire	
40	Dépenses du programme et contribution	$ 37,372,000
	Moins: virement sur le crédit 15	1,000,000
Stat	Traitements des commissaires	
Stat	Traitement du contrôleur de la Bourse de commerce de Winnipeg (Loi sur les marchés de grain à terme)	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	
	Total du programme—Budgétaire	
	Sous-total—Budgétaire	
	Non budgétaire	

Crédits — Exercice en cours — Autorisations dans les Budgets des dépenses	Crédits — Exercice en cours — Changements autorisés	Crédits — Exercice en cours — Total	Crédits — Reportés	Crédits — Total global	Employés au cours de l'exercice	Soldes — Annulés (suremployés)	Soldes — Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
172,041,819		172,041,819		172,041,819	168,066,471	3,975,348		158,699,192
12,720,000		12,720,000		12,720,000	9,115,834	3,604,166		7,665,998
9,627,000		9,627,000		9,627,000	6,537,324	3,089,676		3,898,153
18,453,000	2,812,000	21,265,000		21,265,000	21,265,000			19,639,000
								167
212,841,819	*2,812,000*	*215,653,819*		*215,653,819*	*204,984,629*	*10,669,190*		*189,902,510*
(473,000)	*473,000*		*1,482,615*	*1,482,615*	*(846,573)*		*2,329,188*	*(1,177,349)*
212,368,819	***3,285,000***	***215,653,819***	***1,482,615***	***217,136,434***	***204,138,056***	***10,669,190***	***2,329,188***	***188,725,161***
40,478,530		40,478,530		40,478,530	37,492,364	2,986,166		38,271,167
29,833,197		29,833,197		29,833,197	24,134,405	5,698,792		10,801,364
74,684,376		74,684,376		74,684,376	65,710,628	8,973,748		87,197,607
144,996,103		***144,996,103***		***144,996,103***	***127,337,397***	***17,658,706***		***136,270,138***
36,372,000		36,372,000		36,372,000	32,714,077	3,657,923		32,790,552
191,700	4,824	196,524		196,524	196,524			189,797
61,300	669	61,969		61,969	61,969			60,746
3,961,000	604,000	4,565,000		4,565,000	4,565,000			4,141,000
	447	447		447	447			46
40,586,000	***609,940***	***41,195,940***		***41,195,940***	***37,538,017***	***3,657,923***		***37,182,141***
1,641,932,539	218,321,256	1,860,253,795	23,075,710	1,883,329,505	1,562,914,605	296,492,617	23,922,283	1,370,241,065
20,000		20,000		20,000	14,379	5,621		111,600

Emploi des crédits—*Fin*

Crédit	Programme	
	COMMISSION CANADIENNE DU LAIT	
	Budgétaire	
45	Dépenses du programme	
	Non budgétaire	
Stat	La Loi sur la Commission canadienne du lait, article 16. À la demande de la Commission, le ministre des Finances peut, sur le Fonds de revenu consolidé et selon les modalités qu'approuve le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Commission en vue de l'exercice de l'un quelconque des pouvoirs de la Commission mentionnés à l'alinéa 9(1) afin de faire le commerce de tout produit laitier, des paiements aux fins de stabiliser le prix, des recherches sur toute question relative à la production, au traitement ou à la commercialisation, d'aider à encourager la consommation et l'amélioration des produits laitiers et faire tous actes nécessaires ou accessoires aux pouvoirs ou fonctions de la Commission. Le montant total des prêts consentis à quelque moment que ce soit, tel que modifié par le crédit 50a de la Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits, ne doit pas dépasser $300,000,000. (Net)	
	OFFICE CANADIEN DES PROVENDES	
	Budgétaire	
50	Dépenses de fonctionnement	
55	Contributions	$ 16,700,000
	55c	1,000,000
	Total du programme—Budgétaire	
	Non budgétaire	
Stat	La Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme, article 17. Le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances, au nom de Sa Majesté, à faire des avances à l'Office aux conditions dont il peut être convenu, le montant total des avances en cours consenties ne doit à aucun moment dépasser $50,000,000, et l'article 16 établit le Compte de l'Office canadien des provendes, un paiement en vertu du paragraphe (2) ne doit dépasser: a) ni le montant par lequel dix millions de dollars excèdent le solde du Compte, b) ni un montant quelconque, avancé en vertu de l'article 17. (Net)	
	CANAGREX	
	Budgétaire	
60	Dépenses du programme	
	SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE	
	Non budgétaire	
Stat	La Loi sur le crédit agricole, Article 12. Le ministre des Finances peut, à la demande de la Société et avec l'approbation du gouverneur en conseil, verser à la Société, sur le Fonds du revenu consolidé, des montants ne dépassant pas au total $225,000,000, et les montants ainsi versés constituent son capital. (Net) Article 13. La Société peut, avec l'approbation du ministre des Finances, contracter des emprunts, par quelque moyen que ce soit, et le ministre des Finances peut, à la demande de la Société, consentir à celle-ci des prêts sur le Fonds du revenu consolidé, aux conditions agréées par le gouverneur en conseil. Le montant total non remboursé du principal des emprunts contractés par la Société et du principal des prêts qui lui ont été consentis ne doit jamais dépasser vingt-cinq fois le capital de la Société. (Net)	
	Prêts destinés aux agriculteurs et souscription au capital en vertu de la Loi sur le crédit agricole	
Stat	La Loi sur le crédit aux syndicats agricoles, article 8. Le ministre des Finances peut, sur la demande de la Société et aux conditions qu'approuve le gouverneur en conseil, faire sur le Fonds du revenu consolidé des avances à la Société aux fins des prêts prévus par la présente loi, toute avance ne doit pas excéder le montant par lequel $25,000,000 excèdent le solde de la Caisse des prêts aux syndicats agricoles. (Net)	
	Prêts destinés aux syndicats agricoles en vertu de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles	
	Total du programme—Non budgétaire	
	Total—Budgétaire	
	Non budgétaire	

(1) Conseil du Trésor, crédit 10, initiatives visant à créer des emplois.
Conseil du Trésor, crédit 30 (Contrôleur général), mise en œuvre des plans destinés à améliorer les pratiques et les procédures de contrôle en matière de gestion.

(2) Affectation réservée établie afin de fournir l'autorité de paiement relative au suremploi du crédit de l'exercice précédent par suite des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE).

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
6,480,000		***6,480,000***		***6,480,000***	***5,976,722***	***503,278***		***5,475,085***
			220,666,000	***220,666,000***	***37,288,000***		***183,378,000***	***(184,662,158)***
1,543,000		1,543,000		1,543,000	1,356,372	186,628		1,300,616
17,700,000		17,700,000		17,700,000	17,302,006	397,994		15,485,466
19,243,000		***19,243,000***		***19,243,000***	***18,658,378***	***584,622***		***16,786,082***
			60,000,000	***60,000,000***			***60,000,000***	
5,400,000		***5,400,000***		***5,400,000***	***5,400,000***			***700,000***
			35,067,000	35,067,000	28,400,000		6,667,000	23,900,000
	548,416,389	548,416,389	151,846,382	700,262,771	(196,976,229)		897,239,000	356,732,724
493,200,000	(493,200,000)							
			11,632,617	11,632,617	(2,848,953)		14,481,570	(2,398,952)
1,000,000	(1,000,000)							
494,200,000	***54,216,389***	***548,416,389***	***198,545,999***	***746,962,388***	***(171,425,182)***		***918,387,570***	***378,233,772***
1,673,055,539	218,321,256	1,891,376,795	23,075,710	1,914,452,505	1,592,949,705	297,580,517	23,922,283	1,393,202,232
494,220,000	54,216,389	548,436,389	479,211,999	1,027,648,388	(134,122,803)	5,621	1,161,765,570	193,683,214

Coût total des programmes—Budgétaire
(en milliers de dollars)

PROGRAMME	Exercice	Dépenses	*Moins:* Rentrées portées en recettes	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	*Plus:* Autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	Coût total des programmes
MINISTÈRE							
ADMINISTRATION	1984-85	56,532	470,188		4,990	847	(407,819)
	1983-84	52,130	439,130		2,618	644	(383,738)
DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE	1984-85	1,137,370	64,006	10,497	15,787	6,768	1,106,416
	1983-84	955,933	28,324	8,732	9,760	5,085	951,186
RÉGLEMENTATION ET INSPECTION AGRO-ALIMENTAIRES	1984-85	204,985	7,017	901	8,526	4,407	211,802
	1983-84	189,903	9,239	794	6,604	3,637	191,699
RÉGLEMENTATION ET INSPECTION AGRO-ALIMENTAIRES—FONDS RENOUVELABLE DE LA SURVEILLANCE DES HIPPODROMES	1984-85	(847)					(847)
	1983-84	(1,177)					(1,177)
SERVICE CANADIEN DES FORÊTS	1984-85	127,337	497	3,393	489	1,518	132,240
	1983-84	136,270	379	3,231	467	1,238	140,827
COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS	1984-85	37,538	35,054			840	3,324
	1983-84	37,182	36,734			670	1,118
	1984-85	1,562,915	576,762	14,791	29,792	14,380	1,045,116
	1983-84	1,370,241	513,806	12,757	19,449	11,274	899,915
COMMISSION CANADIENNE DU LAIT	1984-85	5,977				185	6,162
	1983-84	5,475	6			196	5,665
OFFICE CANADIEN DES PROVENDES	1984-85	18,658	52			70	18,676
	1983-84	16,786	117			66	16,735
CANAGREX	1984-85	5,400					5,400
	1983-84	700					700
Total	1984-85	1,592,950	576,814	14,791	29,792	14,635	1,075,354
	1983-84	1,393,202	513,929	12,757	19,449	11,536	923,015

Programmes par activité—Budgétaire
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
MINISTÈRE								
PROGRAMME D'ADMINISTRATION								
Gestion et administration	48,786	45,545	1,013	4,144			49,799	49,689
Services d'information	4,725	4,507					4,725	4,507
Planification stratégique et évaluation	2,028	2,336					2,028	2,336
	55,539	52,388	1,013	4,144			56,552	56,532
Moins: rentrées portées en recettes		470,188						470,188
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	4,990	4,990					4,990	4,990
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	847	847					847	847
Coût total du programme	61,376	(411,963)	1,013	4,144			62,389	(407,819)
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE								
Gestion et administration	51,268	53,076	7,857	13,666	22,424	1,510	81,549	68,252
Recherche sur les ressources naturelles	22,366	21,793	2,384	2,451	3	3	24,753	24,247
Recherche sur le développement de la production	119,042	116,288	36,164	27,062	5,852	5,700	161,058	149,050
Recherche sur les problèmes des transformateurs, des distributeurs, des détaillants et des consommateurs, et prestation de l'information pertinente	9,132	8,848	20,840	22,283			29,972	31,131
Développement des marchés et analyse économique	14,905	14,209	60	152	18,855	17,814	33,820	32,175
Analyse économique et élaboration des politiques rurales et régionales	17,884	14,852	4,201	894	36,588	28,959	58,673	44,705
Aide au développement international	1,438	1,379	5		709	684	2,152	2,063
Stabilisation du revenu, prêts et services consultatifs	22,093	18,709	210	309	885,696	650,720	907,999	669,738
Rétablissement agricole des Prairies	39,503	38,135	13,286	10,517	70,684	67,357	123,473	116,009
	297,631	287,289	85,007	77,334	1,040,811	772,747	1,423,449	1,137,370
Moins: rentrées portées en recettes	29,447	64,006					29,447	64,006
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère	10,497	10,497					10,497	10,497
locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	15,787	15,787					15,787	15,787
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	6,768	6,768					6,768	6,768
Coût total du programme	301,236	256,335	85,007	77,334	1,040,811	772,747	1,427,054	1,106,416
PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION ET DE L'INSPECTION AGRO-ALIMENTAIRES								
Gestion et administration	16,967	18,659	780	1,705	8,142	5,979	25,889	26,343
Recherche et services consultatifs	19,426	19,733	6,903	4,125			26,329	23,858
Inspection et protection des cultures, du bétail, et approvisionnements en facteurs de production agricole	54,272	55,099	4,073	2,404	1,485	558	59,830	58,061
Préservation des marchés	41,191	34,898	780	668			41,971	35,566
Inspection et contrôle des établissements de production et des produits alimentaires	61,451	60,943	184	214			61,635	61,157
	193,307	189,332	12,720	9,116	9,627	6,537	215,654	204,985
Moins: rentrées portées en recettes	7,895	7,017					7,895	7,017
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère	901	901					901	901
locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	8,526	8,526					8,526	8,526
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	4,407	4,407					4,407	4,407
	199,246	*196,149*	*12,720*	*9,116*	*9,627*	*6,537*	*221,593*	*211,802*
PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION ET DE L'INSPECTION AGRO-ALIMENTAIRES—FONDS RENOUVELABLE DE LA SURVEILLANCE DES HIPPODROMES								
Administration	984	1,331		1			984	1,332
Surveillance du pari mutuel	3,128	2,482	55	42			3,183	2,524
Surveillance des courses	9,772	7,802					9,772	7,802
Recherches en matière de surveillance	531	481		1			531	482
	14,415	12,096	55	44			14,470	12,140
Moins: recettes à valoir sur le Fonds	12,987	12,987					12,987	12,987
	1,428	*(891)*	*55*	*44*			*1,483*	*(847)*
Coût total du programme	200,674	195,258	12,775	9,160	9,627	6,537	223,076	210,955

Programmes par activité—Budgétaire—*Fin*
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
PROGRAMME DU SERVICE CANADIEN DES FORÊTS								
Développement du secteur forestier	7,110	6,589	3,009	2,310	68,346	59,433	78,465	68,332
Recherche forestière et services techniques	30,934	28,669	26,793	21,793	5,543	5,510	63,270	55,972
Gestion et administration	2,748	2,547	42	42	795	768	3,585	3,357
	40,792	37,805	29,844	24,145	74,684	65,711	145,320	127,661
Moins: recettes à valoir sur le crédit	313	313	11	11			324	324
	40,479	37,492	29,833	24,134	74,684	65,711	144,996	127,337
Moins: rentrées portées en recettes		404		2		91		497
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère	3,393	3,393					3,393	3,393
locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	489	489					489	489
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	1,518	1,518					1,518	1,518
Coût total du programme	45,879	42,488	29,833	24,132	74,684	65,620	150,396	132,240
PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS								
Administration	2,512	2,197	54	27			2,566	2,224
Inspection des céréales	19,030	17,155	235	254			19,265	17,409
Pesage des céréales	9,668	8,645	188	77	105	104	9,961	8,826
Contrôle des céréales et recherches	4,791	4,866	442	451	4	4	5,237	5,321
Économie et statistique	3,988	3,672	179	86			4,167	3,758
	39,989	36,535	1,098	895	109	108	41,196	37,538
Moins: rentrées portées en recettes	34,126	35,054					34,126	35,054
Plus: autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	840	840					840	840
Coût total du programme	6,703	2,321	1,098	895	109	108	7,910	3,324
COMMISSION CANADIENNE DU LAIT								
Administration	6,465	5,780	15	197			6,480	5,977
Plus: autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	185	185					185	185
Coût total du programme	6,650	5,965	15	197			6,665	6,162
OFFICE CANADIEN DES PROVENDES								
Péréquation des frais de transport des céréales fourragères	464	455	8	42	17,100	17,005	17,572	17,502
Stabilité de l'approvisionnement et des prix	1,070	853	1	6	600	297	1,671	1,156
	1,534	1,308	9	48	17,700	17,302	19,243	18,658
Moins: rentrées portées en recettes		52						52
Plus: autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	70	70					70	70
Coût total du programme	1,604	1,326	9	48	17,700	17,302	19,313	18,676
CANAGREX								
Administration et opérations	5,400	5,400					5,400	5,400

Subventions et contributions

(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
MINISTÈRE			
PROGRAMME D'ADMINISTRATION			
Contributions			
Gestion et administration			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			98
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE			
Subventions			
Gestion et administration			
Subvention aux fins de recherches agricoles dans les universités et dans d'autres organisations scientifiques au Canada	1,326	1,326	1,326
L'association canadienne de la Journée mondiale de l'alimentation	60	60	
Recherche sur le développement de la production			
Foire royale d'hiver, Toronto	100	100	100
Exposition agricole de l'Ouest canadien, Regina	100	100	100
Le Salon international de l'agriculture et de l'alimentation	50	50	50
Conseil canadien des cercles 4-H	45	45	45
Federated Women's Institutes of Canada	20	20	10
Conseil canadien du labour	10	10	10
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			64
Développement des marchés et analyse économique			
Subventions aux offices établis conformément à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme	700		
Subventions pour aider à la mise en marché des produits agricoles	20	20	17
Conseil canadien d'horticulture	30	30	30
	2,461	*1,761*	*1,752*
Contributions			
Gestion et administration			
Conseil canadien de recherches agricoles	67	60	64
Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS)	78	64	1,165
Programme de développement des petites fermes	20,893		
Recherche sur les ressources naturelles			
Droits d'affiliation du Canada à la Commission internationale de l'irrigation et du drainage	3	3	3
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			67
Recherche sur le développement de la production			
Foires des catégories «A» et «B», foires d'hiver et de printemps, foires spéciales	2,460	2,448	2,261
Transport du bétail, aller et retour, à la Foire royale d'hiver, Toronto et à la Canadian Western Agribition, Regina	178	90	102
Contributions aux cercles 4H organisés en collaboration avec le Conseil canadien des cercles 4-H	240	236	240
Droits d'affiliation du Canada à la Société internationale des sciences horticoles	3	1	2
Contributions aux groupements de producteurs et d'industriels, aux universités et aux organismes provinciaux pour stimuler le rendement, créer et adapter de nouvelles cultures et variétés aux fins de production commerciale	752	752	723
Contribution au Registre national du bétail canadien	400	400	230
Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS)	72	35	2,660
Contribution pour la construction, l'agrandissement ou l'amélioration de bâtiments à la Canadian Western Agribition	1,400	1,400	4,300
Contribution à l'Organisation de coopération et de développement économiques	22	13	39
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			9,650
Recherche sur les problèmes des transformateurs, des distributeurs, des détaillants et des consommateurs, et prestation de l'information pertinente			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			11
Développement des marchés et analyse économique			
Conseil des grains du Canada	90	90	89
Contributions aux organisations commerciales, aux associations industrielles, aux universités et aux instituts canadiens pour favoriser l'amélioration de la commercialisation des produits agro-alimentaires canadiens	312	312	247
Contributions aux groupements de producteurs pour les frais de construction d'entrepôts frigorifiques ordinaires, sans givrage, à atmosphère contrôlée, à double paroi ou autres de type spécial, pour les patates, les fruits et les légumes, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil	3,320	3,304	2,551
Paiements à des organisations de producteurs de montants équivalant i) à l'intérêt payé ou à payer à l'égard des sommes empruntées par les organisations et utilisées en vue d'effectuer des paiements anticipés aux producteurs pour les récoltes, et ii) aux montants que les producteurs ont omis de rembourser relativement aux avances garanties par le ministre de l'Agriculture, conformément à la Loi sur le paiement anticipé des récoltes	6,385	6,385	4,308
Contributions à une organisation de promotion de marché, pour promouvoir la vente de pommes de terre de semence d'origine canadienne	131	106	130
Contribution aux Coopératives unies de l'Ontario	7,500	7,500	
Paiements aux associations coopératives, aux conditionneurs ou aux organismes de vente en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles	67	67	6,808
Analyse économique et élaboration des politiques rurales et régionales			
Contributions en vue de réaliser les possibilités de développement convenues afin de promouvoir le développement économique et socio-économique dans le secteur agro-alimentaire de chaque province:			
Stratégie fédérale de développement à l'égard de l'Île-du-Prince-Édouard	1,447	1,214	1,010
Initiatives en vertu des ententes-cadres de développement	14,230	10,855	15,847
Initiatives en vertu des programmes dans les zones spéciales	2,614	1,428	721
Initiatives en vertu des ententes sur le développement économique et régional, du plan d'aide pour la province de Québec en matière d'innovation et de transfert technologique	3,757	1,494	

Subventions et contributions—*Suite*

(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
Contribution à Atlantic Winter Fair pour la construction d'installations pour aménager des foires, des salons et des expositions commerciales (RELAIS)	508		
Contribution aux pomiculteurs en compensation des pertes causées par le gel et pour la mise en place d'installations pour l'exploitation de vergers commerciaux	14,032	13,968	9,184
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			1,387
Aide au développement international			
Droits d'affiliation d'Agriculture Canada à la Fédération internationale de laiterie—Canada	15	14	14
Bureau agricole du Commonwealth	694	670	613
Stabilisation du revenu, prêts et services consultatifs			
Paiements aux producteurs pour les produits agricoles désignés par le gouverneur en conseil et pour les produits agricoles dénommés dépassant le pourcentage minimum de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles	397,404	397,264	418,514
Paiements en vertu de la Loi sur les prêts agricoles bonifiés	10,297	10,283	10,348
Contribution au Conseil canadien de la sécurité pour la réalisation de la Semaine nationale de la sécurité à la ferme	4	4	4
Paiements aux producteurs pour les produits agricoles dénommés, conformément aux prévisions minimum de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles	250,000	12,857	12,400
Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte	188,460	188,460	133,963
Prêts garantis en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles	5,700	5,700	2,495
Contributions aux provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, selon des ententes fédérales-provinciales, afin d'indemniser les producteurs de céréales et de grandes cultures des dommages causés par les oiseaux aquatiques migrateurs	1,071	1,042	1,144
Contributions aux producteurs de grande culture du Manitoba et du Nord-est de la Saskatchewan pour les pertes de récoltes attribuables à un excès d'humidité	9,000	8,110	
Contributions aux fermiers du Québec pour les pertes relatives à la récolte de fourrage de 1983 causées par la mauvaise température	27,000	27,000	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			311
Rétablissement agricole des Prairies			
Contributions aux provinces du Manitoba et de la Saskatchewan pour l'exécution d'enquêtes et d'études sur les nappes d'eau souterraines et la lutte contre la sécheresse en vue de l'élaboration d'une stratégie à long terme qui assure le développement économique de ces provinces	272	141	538
Contributions aux agriculteurs et éleveurs véritables, aux groupements d'agriculteurs et aux petites collectivités du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta pour la mise en place de sources d'approvisionnement fiables en eau	7,652	7,401	5,067
Contributions aux producteurs de bétail dans des régions spécifiques du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta touchées par la sécheresse afin de leur aider à conserver leurs troupeaux d'élevage et à effectuer les paiements pour frais administratifs dus aux provinces	59,820	59,815	
	1,038,350	*770,986*	*649,210*
	1,040,811	***772,747***	***650,962***

PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION ET DE L'INSPECTION AGRO-ALIMENTAIRES

Contributions

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
Gestion et administration			
Droits d'affiliation du Canada à l'Office international des épizooties	42	38	33
Association canadienne des vétérinaires	5	4	4
Conformément à l'entente conclue avec les provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve, ces paiements sont versés à la province de l'Île-du-Prince-Édouard pour l'acquittement des coûts de conception et de construction d'une école de médecine vétérinaire à Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)	6,499	4,341	198
Contribution au XXIII[e] Congrès mondial des vétérinaires	200	200	
Contribution à l'Université de Guelph, Ontario, Collège vétérinaire	150	150	100
Conformément à l'accord conclu avec la province de Québec, pour les frais de construction de rajouts aux installations d'enseignement des sciences vétérinaires à l'Université de Montréal à St-Hyacinthe (Québec) ou pour l'agrandissement de ces installations	1,246	1,246	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			57
Recherche et services consultatifs			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			26
Inspection et protection des cultures, du bétail, et approvisionnements en facteurs de production agricole			
Indemnités pour animaux abattus aux termes de la Loi sur les maladies et la protection des animaux	1,325	484	2,853
Contributions aux provinces, conformément aux règlements édictés par le gouverneur en conseil, de montants ne dépassant pas les deux cinquièmes des montants versés par les provinces aux propriétaires d'animaux morts des suites de la rage	140	74	89
Indemnités, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux propriétaires d'animaux morts des suites du charbon bactéridien	10		
Indemnisation en conformité avec la Loi sur l'indemnisation pour dommages causés par les pesticides et la Loi sur la quarantaine des plantes	10		
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			538
	9,627	***6,537***	***3,898***

Subventions et contributions—*Fin*
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
PROGRAMME DU SERVICE CANADIEN DES FORÊTS			
Subventions			
Recherche forestière et services techniques			
Institut forestier du Commonwealth	3		
Programme de bourses du Canada	201	195	105
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			1,400
	204	*195*	*1,505*
Contributions			
Développement du secteur forestier			
Contributions aux organismes provinciaux et aux personnes en ce qui a trait aux initiatives de développement en vertu des ententes-cadres sur le développement et des ententes auxiliaires aux fins de rajustement économique et socio-économique	58,637	52,403	75,167
Contribution pour l'école des gardes forestiers des provinces Maritimes	2,813	695	115
Contribution au Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS)	11		903
Contributions à des organisations, à des groupes communautaires, à des entreprises et à des particuliers pour des projets se rapportant au programme Environnement 2000	6,885	6,335	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			8,041
Recherche forestière et services techniques			
Institut canadien de recherches en génie forestier	721	721	738
Contribution au Conseil des industries forestières de Colombie-Britannique	50	50	
Contribution à l'Agence internationale de l'énergie pour l'Accord sur l'énergie forestière	172	171	
Contribution au Centre de recherches forestières des Maritimes	196	173	82
Contribution à la société FORINTEK du Canada	4,200	4,200	575
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			39
Gestion et administration			
Contribution au Centre intergouvernemental de protection contre les incendies de forêt	45	45	33
Contribution à l'Université de la Colombie-Britannique	750	723	
	74,480	*65,516*	*85,693*
	74,684	***65,711***	***87,198***
PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS			
Contributions			
Pesage des céréales			
Contribution à la Saskatchewan Wheat Pool pour la conception, la construction et l'installation d'un système de contrôle pour le pesage des céréales sur un terminal d'aspirateur à céréales déjà existant dans le port de Vancouver, C-B	105	104	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			73
Contrôle des céréales et recherches			
Droits d'affiliation à l'Association internationale de chimie céréalière	4	4	3
	109	*108*	*76*
	1,125,231	845,103	742,232
OFFICE CANADIEN DES PROVENDES			
Contributions			
Péréquation des frais de transport des céréales fourragères			
Aide au transport des céréales fourragères, y compris l'aide pour les frais d'entreposage des céréales, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil	17,100	17,005	15,089
Stabilité de l'approvisionnement et des prix			
Paiements relatifs aux frais d'entreposage et d'intérêt concernant l'augmentation des stocks de céréales fourragères dans les meuneries des régions pauvres en céréales fourragères de l'Est du Canada et de la Colombie-Britannique, de concert avec l'accroissement de la capacité d'entreposage des céréales de ces meuneries	600	297	396
	17,700	*17,302*	*15,485*
Total	1,142,931	862,405	757,717

Dépenses budgétaires par programme et article courant
(en milliers de dollars)

ARTICLE COURANT	Programme d'administration	Programme de développement du secteur agro-alimentaire	Programme de la réglementation et de l'inspection agro-alimentaires: Programme	Programme de la réglementation et de l'inspection agro-alimentaires: Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes	Programme du service canadien des forêts	Programme de la Commission canadienne des grains	Sous-total	Commission canadienne du lait	Office canadien des provendes	Canagrex	Total
(1) Traitements et salaires	32,656 **32,283** *30,220*	180,324 **175,515** *165,901*	143,427 **139,325** *133,437*	2,776 **2,776** *2,725*	24,151 **22,363** *20,502*	29,476 **26,662** *26,989*	412,810 **398,924** *379,774*	2,497 **2,245** *2,144*	846 **798** *722*	 *2*	416,153 **401,967** *382,642*
(1) Autres frais touchant le personnel	4,740 **4,948** *4,298*	27,045 **28,505** *25,810*	21,851 **22,448** *20,576*	396 **396** *396*	493 **504** *195*	4,885 **4,788** *4,362*	59,410 **61,589** *55,637*	325 **247** *229*	123 **96** *110*		59,858 **61,932** *55,976*
(2) Transports et communications	5,013 **4,425** *4,655*	11,668 **10,632** *9,921*	10,848 **10,092** *9,298*	351 **351** *376*	1,891 **2,568** *2,058*	2,050 **1,712** *1,601*	31,821 **29,780** *27,909*	480 **457** *410*	227 **192** *177*	 *12*	32,528 **30,429** *28,508*
(3) Information	1,596 **1,367** *1,107*	2,292 **2,321** *2,236*	129 **565** *304*		132 **1,026** *1,264*	192 **177** *153*	4,341 **5,456** *5,064*	134 **231** *94*	70 **33** *38*	 *1*	4,545 **5,720** *5,197*
(4) Services professionnels et spéciaux	7,425 **4,847** *4,776*	25,655 **25,493** *18,754*	6,172 **5,660** *4,896*	8,189 **8,189** *8,145*	9,589 **7,942** *11,918*	254 **224** *149*	57,284 **52,355** *48,638*	2,699 **2,318** *2,261*	85 **36** *52*	 *40*	60,068 **54,709** *50,991*
(5) Location	455 **1,219** *474*	2,583 **2,378** *2,381*	800 **780** *635*	110 **110** *123*	628 **470** *357*	2,034 **2,188** *1,827*	6,610 **7,145** *5,797*	244 **185** *185*	102 **75** *80*	 *2*	6,956 **7,405** *6,064*
(6) Achat de services de réparation et d'entretien	904 **966** *822*	3,829 **2,886** *2,450*	1,364 **1,728** *1,121*	22 **22** *24*	831 **783** *790*	307 **250** *206*	7,257 **6,635** *5,413*	16 **26** *25*	4 **3** *4*		7,277 **6,664** *5,442*
(7) Services publics, fournitures et approvisionnements	2,206 **2,283** *2,311*	44,568 **41,095** *38,577*	8,676 **8,920** *8,126*	156 **156** *176*	3,199 **2,617** *3,212*	788 **575** *577*	59,593 **55,646** *52,979*	68 **68** *62*	68 **63** *60*	 *2*	59,729 **55,777** *53,103*
(8) Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	899 **817** *747*	55,504 **45,121** *23,814*	7,700 **3,825** *3,140*		26,143 **19,774** *3,102*	 *322*	90,246 **69,537** *31,125*		 **11** 		90,246 **69,548** *31,125*
(9) Construction et acquisition de machines et de matériel	656 **3,327** *2,606*	28,767 **29,965** *14,861*	5,020 **5,054** *4,441*	42 **41** *61*	3,487 **3,879** *5,925*	1,098 **853** *919*	39,070 **43,119** *28,813*	15 **197** *65*	9 **37** *50*		39,094 **43,353** *28,928*
(10) Subventions, contributions et autres paiements de transfert	 *98*	1,040,811 **772,747** *650,962*	9,627 **6,537** *3,898*		74,684 **65,711** *87,198*	109 **108** *76*	1,125,231 **845,103** *742,232*		17,700 **17,302** *15,485*		1,142,931 **862,405** *757,717*
(12) Toutes autres dépenses	2 **50** *16*	403 **712** *266*	40 **51** *31*	2,428 **99** *(5)*	92 **24** *43*	3 **1** *1*	2,968 **937** *352*	2 **3** 	9 **12** *8*	5,400 **5,400** *641*	8,379 **6,352** *1,001*
(1-12) Total	56,552 **56,532** *52,130*	1,423,449 **1,137,370** *955,933*	215,654 **204,985** *189,903*	14,470 **12,140** *12,021*	145,320 **127,661** *136,564*	41,196 **37,538** *37,182*	1,896,641 **1,576,226** *1,383,733*	6,480 **5,977** *5,475*	19,243 **18,658** *16,786*	5,400 **5,400** *700*	1,927,764 **1,606,261** *1,406,694*
(13) *Moins:* recettes à valoir sur le crédit				12,987 **12,987** *13,198*	324 **324** *294*		13,311 **13,311** *13,492*				13,311 **13,311** *13,492*
Total des dépenses nettes	56,552 **56,532** *52,130*	1,423,449 **1,137,370** *955,933*	215,654 **204,985** *189,903*	1,483 **(847)** *(1,177)*	144,996 **127,337** *136,270*	41,196 **37,538** *37,182*	1,883,330 **1,562,915** *1,370,241*	6,480 **5,977** *5,475*	19,243 **18,658** *16,786*	5,400 **5,400** *700*	1,914,453 **1,592,950** *1,393,202*

Les montants en caractères romains représentent les crédits de 1984-85.
Les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de 1984-85.
Les montants en *italique* représentent les dépenses de 1983-84.

Recettes

	1984-85	1983-84
	$	$
MINISTÈRE*		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	473,142,341	444,186,821
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	4,933,528	2,064,054
Rémunérations de services	52,071,112	52,834,914
Privilèges, licences et permis	1,295,643	1,137,994
Produits des ventes	14,945,477	12,912,957
Autres recettes non fiscales	29,876,286	290,973
Total	576,264,387	513,427,713

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements:		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Sociétés de la Couronne—		
Institutions de crédit—		
Société du crédit agricole—Intérêt	451,944,113	
Autres—		
Commission canadienne du lait—Intérêt	18,113,722	
Autres—		
Administrations provinciales et territoriales—		
Centres de services agricoles—Intérêt—		
Manitoba	38,363	
Saskatchewan	666,912	
Travaux sur la rivière Saskatchewan-Sud—Intérêt—		
Saskatchewan	361,600	
Divers—		
Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples—Intérêt	1,993,053	473,117,763
Autres comptes—		
Intérêt sur vente de terrain irrigué		24,578
		473,142,341
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Programme d'administration	25,476	
Programme de développement du secteur agro-alimentaire—		
Direction des recherches	63,332	
Administration du rétablissement agricole des Prairies	231,059	
Direction du développement régional	697,706	
Direction générale de la commercialisation et de l'économie	568,912	
Programme de la réglementation et de l'inspection agro-alimentaires	40,940	
Programme de la Commission canadienne des grains	71,916	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	3,234,187	4,933,528
Rémunérations de services:		
Programme de développement du secteur agro-alimentaire—		
Administration du rétablissement agricole des Prairies	9,005,991	
Direction du développement régional—		
Registre de rendement	2,145,700	
Divers	30,900	11,182,591
Programme de la réglementation et de l'inspection agro-alimentaires—		
Frais recouvrés de travail supplémentaire d'emballeurs	3,122,358	
Inspection de la viande—Frais imputés aux provinces	759,962	
Travail supplémentaire recouvré—Inspection	413,007	
Inspection de fruits et légumes	304,340	
Inspection des semences	88,008	
Inspection des récoltes de champs	128,679	
Registre de rendement	175,932	
Vérification des semences	201,168	
Enregistrement	47,932	
Prises de sang	586,260	
Inspection de navires	221,351	
Divers	37,862	6,086,859
Programme de la Commission canadienne des grains—		
Inspection	19,786,885	
Travail supplémentaire	640,009	
Enregistrement	1,516,833	
Annulation de récépissés d'entrepôt	1,505,477	
Pesage	10,889,281	
Travail supplémentaire	445,296	
Divers	17,881	34,801,662
		52,071,112
Privilèges, licences et permis:		
Loyers acquittés par des employés et d'autres personnes occupant des logements gouvernementaux	1,059,268	
Divers	236,375	1,295,643
Produits des ventes:		
Programme de développement du secteur agro-alimentaire—		
Direction des recherches—		
Bétail et substances animales	4,321,192	
Plantes et produits végétaux	195,666	
Administration du rétablissement agricole des Prairies	516,833	
Direction du développement régional—		
Bétail et substances animales	191,120	
Divers	749	
Direction générale de la commercialisation et de l'économie—		
Office des produits agricoles	9,025,923	14,251,483
Programme de la réglementation et de l'inspection agro-alimentaires—		
Bétail et substances animales	335,836	
Plantes et produits végétaux	265,717	
Divers	47,287	648,840
Programme de la Commission canadienne des grains—		
Échantillons de céréales		45,154
		14,945,477
Autres recettes non fiscales:		
Direction des recherches—		
Quote-part des provinces au coût de fonctionnement des installations conjointes	30,478	
Programme de développement du secteur agro-alimentaire—		
Direction du développement régional	102,597	
Direction générale de la commercialisation et de l'économie—		
Office des produits agricoles	3,562,386	
Administration du rétablissement agricole des Prairies—		
Recouvrements de paiements de transfert	26,156,507	
Programme de la réglementation et de l'inspection agro-alimentaires	14,951	
Programme de la Commission canadienne des grains	9,367	29,876,286

Recettes—*Fin*

	1984-85	1983-84
	$	$
PROGRAMME DU SERVICE CANADIEN DES FORÊTS		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	389,431	235,420
Privilèges, licences et permis	2,302	49,064
Produits des ventes	25,047	19,167
Autres recettes non fiscales	80,641	75,558
Total	497,421	379,209

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	95,280	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	294,151	389,431

	1984-85	1983-84
	$	$
COMMISSION CANADIENNE DU LAIT		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents		5,553

	1984-85	1983-84
	$	$
OFFICE CANADIEN DES PROVENDES		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	51,779	104,235
Produits des ventes		12,797
Total	51,779	117,032

*Ne comprend pas le Programme du service canadien des forêts.

Appendice 1

Office des produits agricoles

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état des résultats d'exploitation ci-joint de l'Office des produits agricoles selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première tant qu'à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier, revient à la gestion de l'Office.

Cet état des résultats d'exploitation a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une reclassification afin de se conformer au mode de divulgation de l'exercice courant. Certains renseignements inclus dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, l'Office maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières de l'Office. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans l'état des résultats d'exploitation.

La Direction des services financiers de l'Office développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. L'Office maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif de l'Office. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne entraînant de fréquents contacts entre le personnel d'Agriculture Canada et celui du Bureau du vérificateur général. L'Office vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communications visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

Le système comptable et l'état financier de l'Office se sont développés au cours des années pour répondre aux changements.

Approuvé par:

Secrétaire-gestionnaire
A. E. PROULX

le 28 août 1985

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(Non vérifié)

	1985	1984
	$	$
Dépenses		
Achats de produits		
Raisins	13,916,393	224,397
Maïs	790,823	
Fruits transformés	9,774	14,097
Fraises	3,172	132,474
Framboises		4,840,000
Dindons		1,850,900
Pêches		1,804,254
Jus de pommes		1,500,000
Poires		1,476,997
Oignons		707,214
Tomates		31,114
Prunes à pruneaux		2,183
	14,720,162	12,583,630
Administration	92,189	64,661
	14,812,351	12,648,291
Revenus		
Ventes de produits		
Tomates	2,979,795	3,141,768
Dindons	2,888,391	1,977,961
Framboises	1,716,438	
Pommes	1,500,000	
Pêches	1,201,840	
Poires	818,990	
Raisins	800,888	773,945
Cerises aigres		432,979
Légumes en conserves		300,000
Oignons		168,606
Fruits transformés	527,816	117,887
Prunes à pruneaux		93,729
Fraises	33,508	62,095
	12,467,666	7,068,970
Intérêt sur les débiteurs	188,580	150,212
	12,656,246	7,219,182
Coût net de l'exploitation	2,156,105	5,429,109
Conciliation à l'utilisation des crédits:		
Coût net de l'exploitation	2,156,105	5,429,109
Ajouter: revenu crédité aux recettes non fiscales	12,656,246	7,219,182
Déduire: services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement	20,658	16,851
Utilisation des crédits	14,791,693	12,631,440

Les notes ci-jointes font partie intégrante du présent état financier.

CONCILIATION
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(Non vérifié)

	1985	1984
	$	$
Coût net de l'exploitation	2,156,105	5,429,109
Moins: augmentation des produits à recevoir		1,478,800
augmentation des stocks		2,806,787
		4,285,587
Plus: diminution des stocks	233,600	
diminution des produits à recevoir	1,535,995	
	1,769,595	
Coût net de l'exploitation selon la comptabilité d'exercice	3,925,700	1,143,522

Appendice 1—*Suite*

Office des produits agricoles—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT FINANCIER
DU 31 MARS 1985

1. Pouvoirs et but

L'Office, qui a été établi en 1951 et qui fonctionne en vertu de la Loi sur l'Office des produits agricoles, S.R., c. A-5, est composé d'un Président et de deux membres nommés par le gouverneur en conseil.

L'Office a pour but de stabiliser les prix des produits agricoles au moyen de l'achat et de la vente des surplus de produits lorsque les marchés sont à la baisse.

L'exploitation de l'Office est financée par le biais d'un crédit budgétaire du ministère d'Agriculture.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats d'exploitation a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Réalisation des dépenses

À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des congés payés qui sont comptabilisés sur une base de caisse, toute dépense est, selon la convention comptable des comptes à payer à la fin de l'exercice (CAPAFE) du gouvernement, comptabilisée sur une base d'exercice.

b) Réalisation des recettes

Une recette est, selon les conventions comptables du gouvernement, comptabilisée sur une base de caisse.

c) Les montants estimatifs de services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement sont compris dans les dépenses.

3. Crédit parlementaire

	1985	1984
	$	$
Crédit 5—Ministère de l'Agriculture	14,791,693	12,631,440

4. Débiteurs et effets à recevoir

Voici les débiteurs et effets à recevoir au 31 mars:

	1985	1984 (redressé)
	$	$
À court terme—Commercial	1,423,339	3,691,273
—Province de l'Ontario	2,000,000	
—Effets	300,000	2,873,377
À long terme —Commercial	1,606,505	700,000
—Province de l'Ontario	398,811	
	5,728,655	7,264,650

5. Stocks

Stocks au 31 mars, évalués au moindre du coût ou du marché:

	1985	1984 (redressé)
	$	$
Produits du raisin	6,551,392	
Concentré de framboises	3,123,562	
Poires en conserves	575,524	1,476,998
Maïs en conserves	517,912	
Pêches en conserves	332,196	1,804,254
Framboises surgelées		4,840,000
Tomates en conserves		2,746,216
Fruits transformés		434,407
Fraises surgelées		32,311
	11,100,586	11,334,186

AGRICULTURE

Appendice 1—*Suite*

Office des produits agricoles—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE JOHN WISE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE L'AGRICULTURE

J'ai vérifié le bilan de l'Office des produits agricoles au 31 mars 1985 ainsi que les états des résultats et de l'avoir pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de son avoir pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente aux états financiers lesquelles, après avoir accordé un effet rétroactif à l'adoption de la méthode de comptabilité d'exercice comme l'explique la note 3, ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
D. LARRY MEYERS, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 26 juin 1985

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Débiteurs et effets à recevoir		
—Billets	300,000	2,873,377
—Province de l'Ontario	2,000,000	
—Commerce	1,423,339	3,691,273
Stocks (note 4)	11,100,586	11,334,186
	14,823,925	17,898,836
À long terme		
Débiteurs et effets à recevoir (note 5)	2,005,316	700,000
	16,829,241	18,598,836

AVOIR DU CANADA	1985	1984
	$	$
Solde à la fin de l'exercice	16,829,241	18,598,836
	16,829,241	18,598,836

Approuvé:

le Secrétaire-gérant
A.E. PROULX

le Président
G.I. TRANT

Appendice 1—*Suite*

Office des produits agricoles—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985			1984 (redressé)
	Ventes	Coût des ventes	Perte (bénéfice)	Perte (bénéfice)
	$	$	$	$
Opérations commerciales (notes 3 et 4):				
Raisins et produits du raisin	1,567,378	7,365,000	5,797,622	40,651
Tomates	2,290,825	2,739,928	449,103	697,535
Pêches	1,201,724	1,472,058	270,334	
Maïs	123,225	272,910	149,685	
Poires	818,991	901,474	82,483	
Fruits transformés	389,441	432,977	43,536	14,097
Dindons	15,000		(15,000)	(127,061)
Fraises	33,508	35,483	1,975	38,068
Framboises	1,716,438	1,716,438		
Oignons				538,608
Prunes à pruneaux				19,053
	8,156,530	14,936,268		
Perte sur les ventes			6,779,738	1,220,951
Récupération de la perte sur les ventes de produits du raisin auprès de la province de l'Ontario			(2,898,811)	
Intérêt sur les débiteurs			(185,801)	(142,090)
Mauvaises créances radiées			138,385	
Perte de l'exploitation			3,833,511	1,078,861
Dépenses d'administration			92,189	64,661
Perte pour l'exercice			3,925,700	1,143,522

ÉTAT DE L'AVOIR POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Avoir au début de l'exercice	18,598,836	14,313,249
Perte pour l'exercice	(3,925,700)	(1,143,522)
Services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement	20,658	16,851
Crédit parlementaire utilisé		
Crédit 5, Agriculture (note 6)	14,791,693	12,631,440
Recettes remises au Fonds du revenu consolidé	(12,656,246)	(7,219,182)
Avoir à la fin de l'exercice	16,829,241	18,598,836

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985

1. Pouvoirs et objectif

L'Office des produits agricoles, qui a été établi en 1951, fonctionne en vertu de la Loi sur l'Office des produits agricoles et est composé d'un Président et de deux membres nommés par le gouverneur en conseil.

L'Office a pour objectif de stabiliser le prix des produits agricoles au moyen de l'achat et de la vente des surplus de denrées lorsque les marchés sont à la baisse.

2. Conventions comptables

L'Office utilise la méthode de la comptabilité d'exercice lorsqu'il s'agit d'opérations autorisées en vertu de la Loi sur l'Office des produits agricoles.

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation.

Le mobilier et le matériel sont portés aux dépenses d'administration lors de l'exercice d'acquisition.

Une estimation de la valeur des services fournis gratuitement à l'Office par des ministères du gouvernement est comprise dans les dépenses d'administration.

Un état de l'évolution de la situation financière n'a pas été présenté vu que les activités de l'Office en matière de financement sont déclarées à l'état de l'avoir.

3. Changement de méthode de comptabilité

À partir du 1er avril 1984, l'Office a apporté un changement avec effet rétroactif à sa méthode de comptabilité qui était celle de la comptabilité de caisse modifiée et elle a adopté la comptabilité d'exercice. Conséquemment, l'état des résultats pour l'exercice 1984 a été redressé. De plus, afin de déclarer de façon appropriée la situation financière, un bilan et un état de l'avoir sont maintenant présentés.

L'état des résultats pour l'exercice 1984 a été redressé afin de déclarer une perte de $1,143,522 pour l'exercice alors qu'avant le changement de méthode de comptabilité, l'état présentait des dépenses nettes de $5,429,109. Si ce changement de méthode de comptabilité n'avait pas été adopté, l'état des résultats aurait présenté des dépenses nettes de $2,156,105 pour l'exercice 1985.

4. Stocks

	1985		1984	
	Valeur nette de réalisation	Réduction de la valeur	Valeur nette de réalisation	Réduction de la valeur
	$	$	$	$
Produits du raisin	6,551,392	3,408,356		
Concentré de framboises	3,123,562			
Poires	575,524	34,042	1,476,998	
Maïs	517,912	111,326		
Pêches	332,196	59,994	1,804,254	
Framboises			4,840,000	
Tomates			2,746,216	407,288
Fruits transformés			434,407	
Fraises			32,311	5,983
	11,100,586	3,613,718	11,334,186	413,271

La réduction de la valeur des stocks afin de les déclarer à leur valeur nette de réalisation a été imputée au coût des ventes à l'état des résultats.

Appendice 1—*Fin*

Office des produits agricoles—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1985—*Fin*

5. Débiteurs et effets à recevoir à long terme

	Date de l'échéance	Modalités de l'intérêt	1985	1984
			$	$
Garantis par des billets	4 mai 1988		600,000	
	31 décembre 1992	Taux préférentiel annuel des banques commerciales sur le solde non réglé du principal	1,006,505	
			1,606,505	
Province de l'Ontario	1er avril 1986		398,811	
Commerce	31 juillet 1985	Taux préférentiel annuel des banques commerciales	—	700,000
			2,005,316	700,000

Des tranches à court terme et à long terme du compte commercial débiteur ont été négociées à nouveau le 1er janvier 1985 et garanties par des billets promissoires établis à cette date.

6. Crédit parlementaire utilisé

	1985	1984
	$	$
Dépenses		
Achats, transformation et frais de possession		
Raisins	13,916,393	224,397
Maïs	790,823	
Fruits transformés	9,774	14,097
Fraises	3,172	132,474
Framboises		4,840,000
Dindons		1,850,900
Pêches		1,804,254
Jus de pommes		1,500,000
Poires		1,476,997
Oignons		707,214
Tomates		31,114
Prunes à pruneaux		2,183
	14,720,162	12,583,630
Administration	92,189	64,661
Déduire: les services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement	(20,658)	(16,851)
Total des dépenses financées à même le crédit parlementaire—Crédit 5, Agriculture	14,791,693	12,631,440

Appendice 2

Office de stabilisation des prix agricoles

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état de l'exploitation ci-joint de l'Office de stabilisation des prix agricoles selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première tant qu'à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier, revient à la gestion de l'Office.

Cet état de l'exploitation a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une reclassification afin de se conformer au mode de divulgation de l'exercice courant. Certains renseignements inclus dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, l'Office maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières de l'Office. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans l'état de l'exploitation.

La Direction des services financiers de l'Office développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. L'Office maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif de l'Office. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne entraînant de fréquents contacts entre le personnel d'Agriculture Canada et celui du Bureau du vérificateur général. L'Office vise également à s'assurer de l'objectivité et de l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communications visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

Le système comptable et l'état financier de l'Office se sont développés au cours des années pour répondre aux changements.

Le 28 juin 1985, le Projet de loi C-25, une Loi modifiant la Loi sur la stabilisation des prix agricoles, a reçu l'assentiment royal. Les modifications que renferme le Projet de loi apportent un pouvoir supplémentaire lorsqu'il s'agit de prescrire des prix de soutien, soit passés, présents ou futurs et pour des périodes autres qu'une année mais non moins que quatre-vingt-dix jours, de même que d'établir les modalités de participation à des programmes en commun (tripartites ou bipartites) de stabilisation. Le blé d'hiver et de printemps, autre que celui produit dans les secteurs désignés par l'Office canadien du blé, ont été ajoutés à la liste des produits nommés, alors que les moutons sont remplacés sur la liste par l'agneau et la laine. Ces modifications influeront de façon relativement importante sur le fonctionnement de l'Office au cours des exercices à venir.

Approuvé par:

Secrétaire-gestionnaire
A. E. PROULX

le 28 août 1985

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE JOHN WISE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE L'AGRICULTURE

J'ai vérifié l'état de l'exploitation de l'Office de stabilisation des prix agricoles pour l'exercice terminé le 31 mars 1985. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécesssaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement le coût net de l'exploitation de l'Office pour l'exercice terminé le 31 mars 1985 conformément aux conventions comptables énoncées à la note 2 afférente à l'état financier appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Une somme de $12.6 millions, déboursée en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles et qui a servi à financer les pertes du marché à l'exportation de la Commission canadienne du lait, est comprise dans les dépenses. Cette façon de faire de la Commission n'est pas conforme aux fins pour lesquelles les fonds ont été votés par le Parlement. Les lois portant affectation de crédits et le Budget des dépenses pour l'exercice terminé le 31 mars 1985 prévoient des fonds pour les versements aux producteurs, en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles sans faire mention du financement des pertes à l'exportation de la Commission. C'est pourquoi je suis d'avis que la somme de $12.6 millions a été utilisée d'une manière non autorisée par le Parlement.

Pour le vérificateur général du Canada
D. LARRY MEYERS, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 30 août 1985

Appendice 2—*Suite*

Office de stabilisation des prix agricoles—*Suite*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Dépenses		
Versements au bénéfice des producteurs de lait et de crème utilisés à des fins industrielles effectués au nom de l'Office par la Commission canadienne du lait	326,512,556	347,575,918
Paiements d'appoint aux producteurs à l'égard de		
Porcs	56,565,516	14,034
Maïs	12,533,716	1,016,481
Betteraves sucrières	10,179,785	5,926,951
Haricots de couleur	3,673,805	
Soya	168,092	10,902,570
Laine	140,921	253,018
Carottes	124,846	4,700,000
Pommes	114,109	20,379,377
Oignons	50,589	1,200,000
Agneaux	14,067	216,349
Haricots blancs	11,217	19,548,002
Choux	9,092	2,000,000
Concombres	7,669	4,382,774
Pommes de terre	7,000	
Poires	4,284	718,948
Rutabagas	3,654	600,000
Tomates	208	118,075
Blé		10,800,000
Cerises aigres		291,237
Pruneaux		143,816
Abricots		126,460
	83,608,570	83,338,092
Administration		
Traitements et avantages des employés	1,764,299	1,418,687
Locaux	274,668	273,725
Traitement des données	221,885	346,355
Services professionnels et spéciaux	71,410	15,738
Services de comptabilité	69,064	57,634
Locations	35,006	35,961
Services de réclame publicitaire	31,435	1,963
Prestations de cessation d'emploi	26,660	99,908
Déplacements	25,942	21,632
Services publics, matériel et fournitures	25,570	39,134
Services de télécommunication	23,546	23,441
Conseil de direction	5,489	6,415
	2,574,974	2,340,593
	412,696,100	433,254,603
Revenus		
Rajustement au titre de l'exercice précédent des sommes à payer à la fin de l'exercice	2,220,340	
Remboursement de dépenses des exercices antérieurs	71,623	42,813
	2,291,963	42,813
Coût net de l'exploitation	410,404,137	433,211,790
Conciliation à l'utilisation des crédits:		
Coût net de l'exploitation	410,404,137	433,211,790
Ajouter: revenu crédité aux recettes non fiscales	2,291,963	42,813
Déduire: services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement (note 4)	739,697	887,221
Utilisation des crédits (note 3)	411,956,403	432,367,382

Les notes ci-jointes font partie intégrante du présent état financier.

Approuvé:

Le Secrétaire-gérant
A. E. PROULX

Le Président
G. I. TRANT

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DE L'EXPLOITATION DU 31 MARS 1985

1. Pouvoirs et buts

L'Office, qui a été établi en 1957 et fonctionne en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles, est composé de trois membres nommés par le gouverneur en conseil. L'Office est une société ministérielle nommée à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière.

Les buts de l'Office sont de stabiliser les prix des produits agricoles afin d'aider l'industrie de l'agriculture à obtenir un juste rendement de son travail et de son investissement et de conserver un rapport équitable entre les prix perçus par les cultivateurs et le coût des marchandises et des services qu'ils se procurent.

Les dépenses de fonctionnement et les contributions de l'Office envers des produits désignés sont provisionnées par une autorisation budgétaire qui se périme tandis que les contributions pour les produits nommés conformément aux niveaux minimums de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles sont provisionnées à même une autorisation législative.

2. Conventions comptables importantes

a) Comptabilisation des dépenses

Les dépenses sont enregistrées selon la comptabilité d'exercice, conformément à la convention comptable du gouvernement du Canada pour les comptes à payer à la fin de l'exercice, à l'exception des prestations de cessation d'emploi et de la paye pour les congés payés qui sont enregistrées selon la comptabilité de caisse.

b) Rajustement au titre de l'exercice précédent des sommes à payer à la fin de l'exercice.

Le rajustement d'une déclaration en trop au titre de l'exercice précédent des sommes à payer à la fin de l'exercice est enregistré en tant que revenus lors de l'exercice au cours duquel les sommes à payer sont déboursées.

c) Remboursement de dépenses des exercices antérieurs

Le remboursement de dépenses des exercices antérieurs est enregistré en tant que revenu lorsqu'il est reçu.

d) Achats en capital

L'acquisition d'éléments d'actif de nature capitale est imputée à la dépense d'administration lors de l'exercice d'achat.

e) Services fournis gratuitement

Des estimations des sommes au titre des services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement sont comprises dans les dépenses.

Appendice 2—*Fin*

Office de stabilisation des prix agricoles—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DE L'EXPLOITATION DU 31 MARS 1985—*Fin*

3. Utilisation des crédits parlementaires

	1985	1984
	$	$
Programme de développement du secteur agro-alimentaire		
Crédit 15—Paiements aux producteurs pour les produits agricoles désignés par le gouverneur en conseil et pour les produits agricoles nommés, qui dépassent les niveaux minimums de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles		
—Accordés	397,263,984	399,155,800
—Dépassés		19,355,758
	397,263,984	418,511,558
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement	1,835,277	1,453,372
Crédit statutaire—Paiements aux producteurs pour les produits nommés conformément aux niveaux minimums de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles	12,857,142	12,402,452
Utilisation des crédits	411,956,403	432,367,382

4. Services fournis gratuitement

	1985	1984
	$	$
Locaux	274,668	273,725
Prestations des employés	265,583	203,309
Traitement des données	124,893	346,355
Services comptables	69,064	57,634
Conseil de direction	5,489	6,198
	739,697	887,221

5. Événements postérieurs

a) Le 28 juin 1985, le Projet de loi C-25, une Loi modifiant la Loi sur la stabilisation des prix agricoles, a reçu l'assentiment royal. Les modifications que renferme le Projet de loi prévoient un pouvoir supplémentaire lorsqu'il s'agit de prescrire des prix de soutien, soit passés, présents ou futurs et pour des périodes autres qu'une année mais pas moins que quatre-vingt-dix jours, de même que d'établir les modalités de participation à des programmes en commun (tripartites ou bipartites) de stabilisation. Le blé d'hiver et de printemps, autre que celui produit dans les secteurs désignés par l'Office canadien du blé, ont été ajoutés à la liste des produits nommés, alors que les moutons sont remplacés sur la liste par l'agneau et la laine. Ces modifications influeront de façon relativement importante sur le fonctionnement de l'Office au cours des exercices à venir.

b) Les dépenses comprennent une somme de $9.3 millions à payer à la Commission canadienne du lait au bénéfice des producteurs de lait et de crème utilisés à des fins industrielles. Cette somme se rapporte aux livraisons de lait, en plus et supérieures à celles pour lesquelles des fonds ont été prévus en vertu de l'autorisation du gouverneur en conseil CP 1985-1384, datée le 25 avril 1985. L'Office cherche à obtenir une autorisation supplémentaire du gouverneur en conseil pour cette somme.

6. Chiffres comparatifs

Les chiffres comparatifs ont été reclassifiés afin de les rendre conformes avec la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

Appendice 3

Commission canadienne des grains

RAPPORT DE LA DIRECTION

Nous avons établi l'état des résultats de la Commission canadienne des grains conformément aux conditions et aux normes de présentation de l'information du Receveur général du Canada. La direction de la Commission assume la responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données figurant à l'état financier.

L'état des résultats a été établi conformément aux conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent. Les données de l'exercice précédent ont été reclassifiées afin qu'elles soient conformes avec le mode de présentation de l'exercice courant. La Commission, dans le cadre de ses responsabilités, maintient des registres comptables qui lui permettent de tenir compte de façon centralisée de ses transactions financières. Les renseignements financiers que renferment les états ministériels et autres pièces des Comptes publics sont conformes à ceux que renferment l'état des résultats, à moins d'indications contraires.

La Direction des services financiers du ministère de l'Agriculture énonce et diffuse des politiques de comptabilité et de gestion financières et établit des directives qui maintiennent des normes de gestion financière et comptable. La Commission tient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les transactions sont effectuées conformément au règlement prescrit, dans le cadre des pouvoirs parlementaires, et sont inscrites dans les comptes afin de justifier l'utilisation des fonds du gouvernement et protéger les avoirs de la Commission. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont secondés par des programmes de vérification interne comprenant de nombreux contacts entre le personnel de la Commission et celui du Bureau du vérificateur général. La Commission veille aussi à garantir l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans son état financier par le choix, la formation et le perfectionnement d'un personnel qualifié, par la prise de dispositions organisationnelles établissant des secteurs de responsabilité et par des programmes de communications visant à garantir que ses règlements, politiques, normes et pouvoirs directoriaux sont bien compris dans toute l'organisation.

L'état des résultats a été vérifié par le vérificateur général dont le rôle est d'exprimer une opinion informée; en d'autres mots, si ledit état pris dans son ensemble, présente fidèlement, conformément aux politiques comptables énoncées, les transactions financières de la Commission.

Le système comptable et l'état financier de la Commission ont évolué au cours des années pour faire face aux conditions changeantes.

Approuvé par:

Le commissaire en chef
H. D. POUND

L'agent financier principal
R. KULLMAN

le 14 août 1985

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE COMMISSAIRE EN CHEF ET LES COMMISSAIRES
COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS

J'ai vérifié l'état des résultats de la Commission canadienne des grains pour l'exercice terminé le 31 mars 1985. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats de l'exploitation de la Commission pour l'exercice terminé le 31 mars 1985 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
D. LARRY MEYERS, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 5 juillet 1985

Appendice 3—*Suite*

Commission canadienne des grains—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1984-85	1983-84
	$	$
Dépenses (annexe)		
Subventions et contributions	108,117	76,387
Exploitation		
Traitements et prestations aux employés	30,610,982	30,337,038
Locaux—Travaux publics Canada	1,789,171	1,516,255
Déplacements et réinstallations	1,007,542	878,302
Acquisition de machines et d'équipement	827,286	881,591
Services d'utilisation publique, matériaux et fournitures	528,277	521,949
Télécommunications	242,318	215,418
Affranchissement, fret et camionnage	221,645	204,206
Réparation de l'équipement	215,135	195,584
Services professionnels et spéciaux	201,307	129,597
Autres locations	149,642	145,487
Publications	143,525	130,836
Autres éléments	59,130	32,548
Construction d'installations		301,336
	35,995,960	35,490,147
Administration		
Traitements et prestations aux employés	1,651,653	1,657,351
Locaux—Travaux publics Canada	170,660	160,324
Déplacements	113,949	110,382
Télécommunications	108,619	102,029
Affranchissement, fret et camionnage	90,362	90,272
Matériaux et fournitures	47,067	55,093
Machines et équipement	26,101	37,972
Publications	25,333	15,149
Services professionnels	22,224	19,829
Autres éléments	17,525	16,127
Construction d'installations		21,033
	2,273,493	2,285,561
	38,377,570	37,852,095
Recettes (annexe)		
Honoraires de services	34,801,661	36,505,986
Permis	83,504	94,917
Sommes provenant des ventes	45,154	50,399
Autres	123,925	82,250
	35,054,244	36,733,552
Coût net de l'exploitation	3,323,326	1,118,543
Conciliation avec les crédits utilisés:		
Coût net de l'exploitation	3,323,326	1,118,543
Ajouter: recettes portées directement aux recettes non fiscales	35,054,244	36,733,552
Moins: services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement	840,000	670,000
Crédits utilisés	37,537,570	37,182,095

Les tableaux et notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

Appendice 3—*Fin*

Commission canadienne des grains—*Fin*

COÛT NET DE L'EXPLOITATION PAR DIVISION
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

ANNEXE

	Inspection	Pesage	Statistique	Recherche	Administration	Total 1984-85	Total 1983-84
	$	$	$	$	$	$	$
Dépenses							
Subventions et contributions		104,530		3,587		108,117	76,387
Fonctionnement	17,811,466	8,931,678	3,834,084	5,418,732	2,273,493	38,269,453	37,775,708
	17,811,466	9,036,208	3,834,084	5,422,319	2,273,493	38,377,570	37,852,095
Recettes							
Honoraires de services	20,436,155	11,341,027	3,022,310		2,169	34,801,661	36,505,986
Permis			83,504			83,504	94,917
Sommes provenant des ventes	45,154					45,154	50,399
Autres	13,384	66,059	684	970	42,828	123,925	82,250
	20,494,693	11,407,086	3,106,498	970	44,997	35,054,244	36,733,552
Coût net de l'exploitation	(2,683,227)	(2,370,878)	727,586	5,421,349	2,228,496	3,323,326	1,118,543

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT FINANCIER
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission canadienne des grains a été constituée en vertu de l'article 3 de la Loi sur les grains du Canada (1970) et a pour but d'établir et de maintenir des normes de qualité pour les grains canadiens et de réglementer la manutention des grains au pays afin de garantir une marchandise fiable sur les marchés intérieurs et d'exportation. La Commission opère dans le cadre de pouvoirs temporaires, toutefois, certains frais de personnel sont couverts par des pouvoirs réglementaires.

2. Principales conventions comptables

a) Dépenses

Les dépenses comprennent toutes les sommes qui se rapportent aux travaux exécutés, aux biens reçus ou aux services rendus avant le 1er avril 1985. Cette méthode est conforme aux conventions comptables actuelles du gouvernement du Canada. Les dépenses de fonctionnement comprennent également les services fournis gratuitement par d'autres ministères du gouvernement.

b) Recettes

Les recettes sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse conformément aux conventions comptables du gouvernement du Canada. Les recettes sont portées directement au crédit des recettes non fiscales.

3. Modifications de la présentation de l'état financier

La ventilation des dépenses entre les groupements exploitation et administration a été révisée afin de se conformer aux directives détaillées du Volume II des Comptes publics du Canada.

4. Crédits parlementaires

	1985	1984
	$	$
Ministère de l'Agriculture		
Crédit 40 (crédit 30, 1983-84)—Dépenses et contributions du programme	36,372,000	34,423,700
Montant périmé	3,660,010	1,635,555
	32,711,990	32,788,145
Statutaire—Traitement	260,580	252,950
Statutaire—Contributions aux régimes de prestation des employés	4,565,000	4,141,000
Crédits utilisés	37,537,570	37,182,095

5. Éventualités

La Commission, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les articles 36 et 38 de la Loi sur les grains du Canada, a révoqué certains permis, ce qui comportait la réalisation de valeurs portées en garantie.

Par la suite, la Commission a reçu des demandes de compensation et des poursuites ont été intentées contre elle. La direction et les avocats de la Commission ont indiqué qu'il n'était pas possible à l'heure actuelle d'établir le montant des pertes éventuelles.

À la fin de l'exercice, la Commission fut avertie d'une réclamation alléguant que quelques ministères, y compris la Commission, ont été négligents concernant les tests relatifs aux toxines contenues dans le blé d'hiver récolté en 1980.

Le montant réclamé comprend les frais d'entreposage et de transport encourus suite à la prétendue négligence.

Par conséquent, les comptes de la Commission ne comportent aucune provision au titre de ces réclamations.

6. Redressement des chiffres de l'exercice précédent

À des fins de comparaison, les chiffres de l'exercice 1983-84 ont été redressés afin de les rendre conformes au mode de présentation adopté pour l'exercice 1984-85.

Appendice 4

Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes ont été préparés conformément aux directives du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et également en conformité des exigences et des normes du Receveur général du Canada s'appliquant à la soumission des rapports.

Ces états financiers ont été préparés selon les règles établies de comptabilité et selon la même formule que pour ceux de l'exercice précédent. L'information présentée correspond à celle que l'on trouve ailleurs dans les Comptes publics et rapports ministériels. Les transactions sont effectuées selon la réglementation pertinente et en vertu des pouvoirs délégués par le Parlement; elles sont consignées en bonne et due forme de façon à assurer l'imputabilité des fonds gouvernementaux et la sauvegarde de l'actif du Fonds. Le Fonds tient une comptabilité en vertu de laquelle sont centralisés tous les dossiers concernant les transactions financières effectuées par celui-ci.

Approuvé par:

Directeur général de la finance
(Agent financier supérieur à plein temps)
JOHN McCREA

Sous-ministre adjoint, Affaires financières et administratives
(Agent financier supérieur)
ALAN G. ROSS

le 19 juillet 1985

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985		1984	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Profit net de l'exercice	528	572	826	1,224
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds		128	111	135
Provenances de fonctionnement	528	700	937	1,359
Acquisitions nettes d'immobilisations	(55)	(44)	(48)	(60)
Modification du fonds de roulement		706		(1,307)
Autre élément		(515)		1,185
Autorisation fournie	473	847	889	1,177

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF DU FONDS	1985	1984
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs—Tiers	667,278	1,225,553
Immobilisations, évaluation plus acquisitions au coût (note 3)	750,607	737,021
Moins: amortissement accumulé	327,706	270,912
	422,901	466,109
	1,090,179	1,691,662

PASSIF DU FONDS	1985	1984
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru—Tiers		
Créditeurs	811,557	644,799
Indemnités de congé	128,723	147,533
	940,280	792,332
Passif à long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	269,513	228,670
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(482,312)	879,526
Surplus (déficit) accumulé	362,698	(208,866)
	(119,614)	670,660
	1,090,179	1,691,662

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Appendice 4—*Suite*

Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes—*Suite*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Recettes		
Prélèvements sur paris mutuels	12,769,731	13,261,786
Autres	6,276	6,206
	12,776,007	13,267,992
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	3,153,262	3,086,835
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	40,843	34,110
Voyages et déménagements	197,672	188,492
Téléphone	57,651	52,720
Services professionnels		
Contrôle des drogues	3,988,946	4,004,714
Surveillance des courses	3,207,709	3,175,434
Photo d'arrivée	798,542	780,396
Recherches sur les drogues	258,545	254,318
Informatique	23,480	31,241
Frais de services du ministère d'Approvisionnements et Services Canada	59,481	27,130
Autres	37,109	21,411
Locaux	100,119	109,007
Réparations et entretien	60,998	69,030
Fournitures et approvisionnements	114,529	69,450
Amortissement	85,014	94,218
Divers	18,569	39,558
Perte sur aliénation d'immobilisations	1,974	6,298
	12,204,443	12,044,362
Profit net	571,564	1,223,630

ÉTAT DU SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Solde au début de l'exercice	(208,866)	(1,432,496)
Profit net de l'exercice	571,564	1,223,630
Solde à la fin de l'exercice	362,698	(208,866)

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Provenances de fonds de roulement		
Exploitation		
Profit net de l'exercice	571,564	1,223,630
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds		
amortissement	85,014	94,218
perte sur aliénation d'immobilisations	1,974	6,298
provision pour indemnités de cessation d'emploi	40,843	34,110
	699,395	1,358,256
Augmentation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds		8,303
	699,395	1,366,559
Utilisations de fonds de roulement		
Acquisitions d'immobilisations	43,780	59,566
Diminution de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	1,361,838	
	1,405,618	59,566
(Diminution) augmentation du fonds de roulement	(706,223)	1,306,993
Fonds de roulement (carence) au début de l'exercice	433,221	(873,772)
Fonds de roulement (carence) à la fin de l'exercice	(273,002)	433,221
Modifications des éléments du fonds de roulement:		
(Diminution) augmentation des débiteurs	(558,275)	958,397
(Augmentation) diminution des créditeurs et du passif couru	(147,948)	348,596
	(706,223)	1,306,993

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE
AU 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Solde (débiteur) créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(482,312)	879,526
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	811,557	644,799
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	658,433	1,006,940
Autorisation nette (fournie) employée à la fin de l'exercice	(329,188)	517,385
Limite de l'autorisation	2,000,000	2,000,000
Autorisation non employée reportée	2,329,188	1,482,615

Appendice 4—*Fin*

Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1985

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes a été établi en vertu de la Loi nº 1 de 1970 portant affectation de crédits, laquelle autorisait l'exploitation du Fonds pour l'exercice en cours et les exercices suivants selon les termes et les conditions énoncées par le Conseil du Trésor pour la prestation d'un service de surveillance des hippodromes au Canada.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé au titre du fonds de roulement, de l'achat de biens immobilisés et du financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser $2,000,000.

Les imputations au Fonds doivent inclure les frais d'administration de la surveillance des hippodromes de même que les coûts de la recherche sur les drogues destinées aux équidés et sur les techniques de surveillance des courses, y compris les coûts associés à la publication, à la distribution et à la vente des résultats de ces recherches. Toutes les recettes provenant des activités approuvées par le Conseil du Trésor doivent être créditées au Fonds.

2. Conventions comptables importantes

a) Immobilisations

Les immobilisations acquises avant le 1er avril 1970 à même les crédits parlementaires sont enregistrées au Fonds à une valeur déterminée à cette date par les agents du ministère, conformément à la circulaire 1970-7 du Conseil du Trésor. Les acquisitions subséquentes sont enregistrées au prix coûtant et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire à partir de l'année de leur acquisition jusqu'à la fin de leur vie utile estimative, à savoir:

Ameublement et matériel	10 ans
Matériel informatique	5 ans
Parc automobile	3 ans
Bâtiments	25 ans

b) Régime de retraite

Les employés de la Division des hippodromes affectés à l'exploitation du Fonds renouvelable sont soumis aux dispositions de la Loi sur la pension de la Fonction publique et la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires. La contribution du gouvernement canadien au régime de pension est incluse dans l'imputation au Fonds des avantages sociaux des employés. Les prestations sont tirées des comptes de pension de la Fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

c) Indemnités de congé

L'élément de passif couru figurant au bilan représente le montant des crédits d'indemnités de congé en circulation à la fin de l'exercice.

d) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés quittant la Fonction publique touchent généralement une indemnité de cessation d'emploi correspondant à une semaine de paye pour chaque année complète de service continu, jusqu'à concurrence d'une paye de vingt-huit semaines. Toutefois, advenant une démission, cette indemnité n'est généralement payable qu'aux employés ayant dix ans ou plus de service continu et le montant auquel ils ont droit correspond à une demi-semaine de paye pour chaque année de service continu, jusqu'à concurrence d'une paye de treize semaines.

La provision à la fin de l'exercice représente une demi-semaine de paye selon les échelles de traitement courantes pour chaque année de service jusqu'à concurrence de treize semaines.

3. Immobilisations et amortissement accumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Ameublement et matériel	163,182	3,255	828	165,609
Matériel informatique	126,648			126,648
Parc automobile	168,977	40,525	29,366	180,136
Bâtiments	174,451			174,451
Terrains	103,763			103,763
	737,021	43,780	30,194	750,607

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Ameublement et matériel	78,745	13,285	427	91,603
Matériel informatique	67,741	22,583		90,324
Parc automobile	103,145	42,168	27,793	117,520
Bâtiments	21,281	6,978		28,259
	270,912	85,014	28,220	327,706

4. Reclassification des chiffres de l'exercice précédent

Pour fins de comparaison, certains chiffres de 1983-84 ont été reclassifiés afin d'être conformes à la présentation de 1984-85.

SECTION 5

COMPTES PUBLICS
1984-85

Approvisionnements et Services

Ministère
Corporation de disposition des biens de la Couronne
Monnaie royale canadienne
Statistique Canada

SOMMAIRE

	Page
Objectifs	5.3
Emploi des crédits	5.4
Coût total des programmes—Budgétaire	5.6
Programmes par activité—Budgétaire	5.7
Subventions et contributions	5.8
Dépenses budgétaires par programme et article courant	5.9
Recettes	5.10
Appendices	5.11

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

Ministère

Objectifs

PROGRAMME DES SERVICES

—Assumer les responsabilités du Receveur général et assurer, au moindre coût et avec efficience, un grand éventail de services d'administration, de gestion et de consultation, selon les exigences du gouvernement et selon les demandes de ministères et d'organismes clients.

PROGRAMME DES APPROVISIONNEMENTS

PROGRAMME

—Favoriser la recherche et le développement dans le secteur privé, lequel constitue un apport pour les programmes gouvernementaux; financer certains des coûts occasionnés par l'utilisation des marchés publics pour appuyer les objectifs de recherche ou d'expansion industrielle au Canada, y compris la promotion de la technologie canadienne et d'une teneur en éléments canadiens accrue; enfin, assurer la diffusion gratuite et subventionnée des publications gouvernementales et des documents parlementaires de façon à en faciliter l'accès au public.

FONDS RENOUVELABLE DES APPROVISIONNEMENTS

—Acquérir et fournir les biens et services requis par les ministères et organismes, compte tenu du rôle que jouent les approvisionnements dans la réalisation des objectifs nationaux, et fournir les services de disposition du matériel appartenant à la Couronne, au moindre coût dans les deux cas.

FONDS RENOUVELABLE DE LA PRODUCTION DE DÉFENSE

—Acquitter des responsabilités énoncées dans la Loi sur la production de défense, pour ce qui regarde l'acquisition, le transport, et l'entreposage du matériel stratégique et des fournitures de défense.

PROGRAMME DU CENTRE D'INFORMATION SUR L'UNITÉ CANADIENNE*

—Promouvoir l'unité canadienne.

Corporation de disposition des biens de la Couronne

Objectif

—Agir comme agent de la Couronne relativement à la vente de biens de surplus.

Monnaie royale canadienne

Objectifs

—Fabriquer des pièces de monnaie du Canada et prendre des mesures pour en assurer la fabrication et l'approvisionnement;

—Fabriquer des pièces de monnaie de pays étrangers;

—Fondre, essayer, affiner, acheter et vendre de l'or, de l'argent et d'autres métaux pour le compte du Canada; et

—Fabriquer des médailles, plaques et autres choses qui contribuent aux pouvoirs de la Monnaie.

Statistique Canada

Objectif

—Rassembler et fournir les renseignements statistiques nécessaires à la compréhension de l'économie canadienne et des organismes canadiens ainsi qu'à l'élaboration de politiques et de programmes économiques et sociaux; avec la collaboration d'autres ministères et organismes de l'État, avec des gouvernements provinciaux et des administrations municipales, avec des entreprises privées et des particuliers, élaborer une méthodologie et en définir les modalités d'application, fournir des renseignements statistiques nouveaux ou compléter les renseignements existants pour répondre à leurs besoins particuliers.

---

* Antérieurement sous le ministère de la Justice (CP 1984-3201, daté le 17 septembre 1984).

Emploi des crédits

Crédit	Programme	
	MINISTÈRE	
	PROGRAMME DES SERVICES	
	Budgétaire	
1	Dépenses du programme, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada, de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, du Fonds renouvelable des approvisionnements, et autorisation de dépenser les recettes de l'année	$ 183,901,500
	Virement du CT, crédit 10[1]	100,232
Stat	Ministre des Approvisionnements et Services—Traitement et allocation pour automobile	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	PROGRAMME DES APPROVISIONNEMENTS	
	Budgétaire	
5	Dépenses du programme, y compris les dépenses pour le compte des ministères et organismes fédéraux, pour les soumissions de recherche et de développement spontanées, et autorisation de prendre des engagements durant l'exercice financier en cours d'un montant de $18,000,000 à l'égard desdites soumissions	
	5c Contributions	$ 28,866,000
		1,200,000
	Emploi des crédits non requis pour l'exercice en cours	
	PROGRAMME DES APPROVISIONNEMENTS—FONDS RENOUVELABLE DES APPROVISIONNEMENTS	
Stat	Budgets des dépenses 1984-85	
	Transfert du surplus accumulé	
	PROGRAMME DES APPROVISIONNEMENTS—FONDS RENOUVELABLE DE LA PRODUCTION DE DÉFENSE	
Stat	Budgets des dépenses 1984-85	
	Transfert du surplus accumulé	
	Total du programme—Budgétaire	
	PROGRAMME DU CENTRE D'INFORMATION SUR L'UNITÉ CANADIENNE	
	Budgétaire	
10	Dépenses du programme	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	Sous-total—Budgétaire	
	CORPORATION DE DISPOSITION DES BIENS DE LA COURONNE[2]	
	Budgétaire	
Stat	Des dépenses d'administration et autres dépenses ont été recouvrées du produit net des ventes selon l'article 11 de la Loi sur les biens de surplus de la Couronne.	
	MONNAIE ROYALE CANADIENNE	
	Non budgétaire	
Stat	La Loi sur la Monnaie royale canadienne, articles 18 et 19. À la demande de la Monnaie et sur la recommandation du Ministre, le ministre des Finances peut, sur le Fonds du revenu consolidé, consentir des prêts à la Monnaie, selon les modalités qu'approuve le gouverneur en conseil, aux fins: Article 18(1). a) De faire face aux dépenses d'établissement et de fonctionnement de la Monnaie, le montant de ces prêts ne devant pas dépasser, au total $5,000,000; et b) de financer les frais des projets d'investissements.	
	Article 18(2). Le montant total non remboursé des prêts consentis en vertu du paragraphe (1) ne doit à aucun moment dépasser $35,000,000. (Net)	
	Article 19(2). L'ensemble de tous les montants prêtés à la Monnaie à des fins temporaires et non remboursés ne doit à aucun moment dépasser $1,000,000. (Net)	
	Total du programme—Non budgétaire	
	STATISTIQUE CANADA	
	Budgétaire	
10	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'année	
	10c	$ 186,902,000
	Virement du: CT, crédit 10[1]	354,000
	CT, crédit 30[1]	126,973
		100,000
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	Total—Budgétaire	
	Non budgétaire	

[1] Conseil du Trésor, crédit 10, initiatives visant à créer des emplois.
Conseil du Trésor, crédit 30 (Contrôleur général), mise en œuvre des plans destinés à améliorer les pratiques et les procédures de contrôle en matière de gestion.
[2] Des dépenses au montant de $4,043,702 ont été entièrement recouvrées du produit net des ventes (la portion requise a été créditée à l'article courant 13).

Crédits — Exercice en cours — Autorisations dans les Budgets des dépenses	Crédits — Exercice en cours — Changements autorisés	Crédits — Exercice en cours — Total	Crédits — Reportés	Crédits — Total global	Employés au cours de l'exercice	Soldes — Annulés (suremployés)	Soldes — Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
184,001,732		184,001,732		184,001,732	179,591,780	4,409,952		172,168,957
40,500	1,183	41,683		41,683	41,683			40,975
21,539,000	3,283,000	24,822,000		24,822,000	24,822,000			23,284,000
205,581,232	***3,284,183***	***208,865,415***		***208,865,415***	***204,455,463***	***4,409,952***		***195,493,932***
30,066,000		30,066,000		30,066,000	22,494,106	7,571,894		26,607,070
								679,230
30,066,000		*30,066,000*		*30,066,000*	*22,494,106*	*7,571,894*		*27,286,300*
6,772,000	(6,772,000)		154,128,189	154,128,189				9,594,898
	(5,691,677)	(5,691,677)		(5,691,677)				
6,772,000	*(12,463,677)*	*(5,691,677)*	*154,128,189*	*148,436,512*	*(35,545,328)*		*183,981,840*	*9,594,898*
(7,669,000)	7,669,000		91,345,460	91,345,460				(776,591)
	(455,935)	(455,935)		(455,935)				
(7,669,000)	*7,213,065*	*(455,935)*	*91,345,460*	*90,889,525*	*(2,857,176)*		*93,746,701*	*(776,591)*
29,169,000	***(5,250,612)***	***23,918,388***	***245,473,649***	***269,392,037***	***(15,908,398)***	***7,571,894***	***277,728,541***	***36,104,607***
16,117,000		16,117,000		16,117,000	13,328,987	2,788,013		19,527,331
349,000		349,000		349,000	349,000			434,000
16,466,000		***16,466,000***		***16,466,000***	***13,677,987***	***2,788,013***		***19,961,331***
251,216,232	(1,966,429)	249,249,803	245,473,649	494,723,452	202,225,052	14,769,859	277,728,541	251,559,870
7,357,703	(7,357,703)		21,607,625	21,607,625	(2,131,785)		23,739,410	(1,971,785)
			160,000	160,000			160,000	
7,357,703	***(7,357,703)***		***21,767,625***	***21,767,625***	***(2,131,785)***		***23,899,410***	***(1,971,785)***
187,482,973		187,482,973		187,482,973	187,077,250	405,723		170,263,592
18,202,000	2,774,000	20,976,000		20,976,000	20,976,000			19,321,000
205,684,973	***2,774,000***	***208,458,973***		***208,458,973***	***208,053,250***	***405,723***		***189,584,592***
456,901,205	807,571	457,708,776	245,473,649	703,182,425	410,278,302	15,175,582	277,728,541	441,144,462
7,357,703	(7,357,703)		21,767,625	21,767,625	(2,131,785)		23,899,410	(1,971,785)

Coût total des programmes—Budgétaire
(en milliers de dollars)

PROGRAMME	Exercice	Dépenses	*Moins:* Rentrées portées en recettes	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	*Plus:* Autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	*Plus:* Assurance chirurgicale-médicale des employés (Conseil du Trésor)	Coût total des programmes
MINISTÈRE							
SERVICES	1984-85	204,455	19,505	24,971	4,412		214,333
	1983-84	195,494	10,053	23,764	3,475		212,680
APPROVISIONNEMENTS	1984-85	22,494	31,949				(9,455)
	1983-84	27,286	44,061				(16,775)
APPROVISIONNEMENTS—FONDS RENOUVELABLE DES APPROVISIONNEMENTS	1984-85	(35,545)					(35,545)
	1983-84	9,595					9,595
APPROVISIONNEMENTS—FONDS RENOUVELABLE DE LA PRODUCTION DE DÉFENSE	1984-85	(2,857)					(2,857)
	1983-84	(777)					(777)
CENTRE D'INFORMATION SUR L'UNITÉ CANADIENNE	1984-85	13,678	601	375	62		13,514
	1983-84	19,961	195	463	71		20,300
	1984-85	202,225	52,055	25,346	4,474		179,990
	1983-84	251,559	54,309	24,227	3,546		225,023
CORPORATION DE DISPOSITION DES BIENS DE LA COURONNE*	1984-85						
	1983-84						
STATISTIQUE CANADA	1984-85	208,053	3,145	27,836	1,297	3,506	237,547
	1983-84	189,585	1,401	27,141	1,284	2,773	219,382
Total	1984-85	410,278	55,200	53,182	5,771	3,506	417,537
	1983-84	441,144	55,710	51,368	4,830	2,773	444,405

* Des dépenses au montant de $4,043,702 ont été entièrement recouvrées du produit net des ventes (la portion requise a été créditée à l'article courant 13).

Programmes par activité—Budgétaire
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
MINISTÈRE								
PROGRAMME DES SERVICES								
Administration centrale	19,919	21,572	143	480			20,062	22,052
Administration du programme	9,194	9,878	72	143			9,266	10,021
Administration de la rémunération des employés de la Fonction publique	77,189	83,377	2,778	1,920			79,967	85,297
Administration du paiement des prestations d'aide sociale et économique	48,938	47,147	1,483	2,074			50,421	49,221
Administration des comptes créditeurs et autres paiements	26,912	25,347	1,318	1,806			28,230	27,153
Comptes du Canada et services des rapports	54,307	45,976	2,205	1,440			56,512	47,416
Services de gestion, services financiers et autres	61,045	49,618	287	358			61,332	49,976
	297,504	282,915	8,286	8,221			305,790	291,136
Moins: recettes à valoir sur le crédit	96,618	86,374	307	307			96,925	86,681
	200,886	196,541	7,979	7,914			208,865	204,455
Moins: rentrées portées en recettes		19,505						19,505
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	24,971	24,971					24,971	24,971
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	4,412	4,412					4,412	4,412
Coût total du programme	230,269	206,419	7,979	7,914			238,248	214,333
PROGRAMME DES APPROVISIONNEMENTS								
Soumissions de recherche et de développement spontanées	15,000	14,915					15,000	14,915
Publications gratuites et subventionnées	3,866	3,866					3,866	3,866
Expansion des entreprises	10,000	2,515					10,000	2,515
Sensibilisation du public					1,200	1,198	1,200	1,198
	28,866	21,296			1,200	1,198	30,066	22,494
Moins: rentrées portées en recettes		31,949						31,949
	28,866	*(10,653)*			*1,200*	*1,198*	*30,066*	*(9,455)*
PROGRAMME DES APPROVISIONNEMENTS—FONDS RENOUVELABLE DES APPROVISIONNEMENTS								
Opérations	774,918	590,936	5,174	5,174			780,092	596,110
Moins: recettes à valoir sur le Fonds	631,655	631,655					631,655	631,655
	143,263	*(40,719)*	*5,174*	*5,174*			*148,437*	*(35,545)*
PROGRAMME DES APPROVISIONNEMENTS—FONDS RENOUVELABLE DE LA PRODUCTION DE DÉFENSE								
Opérations	103,159	9,412					103,159	9,412
Moins: recettes à valoir sur le Fonds	12,269	12,269					12,269	12,269
	90,890	*(2,857)*					*90,890*	*(2,857)*
Coût total du programme	263,019	(54,229)	5,174	5,174	1,200	1,198	269,393	(47,857)
PROGRAMME DU CENTRE D'INFORMATION SUR L'UNITÉ CANADIENNE								
Audio-visuel et documentation	275	151					275	151
Information et publications	11,352	10,967					11,352	10,967
Liaison et projets spéciaux	4,764	2,543	75	17			4,839	2,560
	16,391	13,661	75	17			16,466	13,678
Moins: rentrées portées en recettes		601						601
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	375	375					375	375
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	62	62					62	62
Coût total du programme	16,828	13,497	75	17			16,903	13,514
CORPORATION DE DISPOSITION DES BIENS DE LA COURONNE								
Corporation de disposition des biens de la Couronne		4,043,702						4,043,702
Moins: recettes à valoir sur le crédit		4,043,702						4,043,702
Coût total du programme								

Programmes par activité—Budgétaire—*Fin*

(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
STATISTIQUE CANADA								
Statistique économique internationale et nationale	63,604	62,113					63,604	62,113
Statistique socio-économique	40,112	37,879					40,112	37,879
Recensement et statistique sociale	17,479	16,189	64	57			17,543	16,246
Statistique des institutions	17,357	16,614					17,357	16,614
Infrastructure technique	52,839	53,734					52,839	53,734
Services de gestion centrale	23,692	20,425	1,242	9,333	247	247	25,181	30,005
	215,083	206,954	1,306	9,390	247	247	216,636	216,591
Moins: recettes à valoir sur le crédit	8,177	8,538					8,177	8,538
	206,906	198,416	1,306	9,390	247	247	208,459	208,053
Moins: rentrées portées en recettes	1,080	3,145					1,080	3,145
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	27,836	27,836					27,836	27,836
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	1,297	1,297					1,297	1,297
assurance chirurgicale-médicale des employés (Conseil du Trésor)	3,506	3,506					3,506	3,506
Coût total du programme	238,465	227,910	1,306	9,390	247	247	240,018	237,547

Subventions et contributions

(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
MINISTÈRE			
PROGRAMME DES APPROVISIONNEMENTS			
Contributions			
Sensibilisation du public			
Contributions à des organismes, associations et particuliers relativement à des programmes d'éducation et de sensibilisation du public aux sciences et à la technologie	*1,200*	*1,198*	*65*
STATISTIQUE CANADA			
Subventions			
Services de gestion centrale			
Droits d'affiliation du Canada à l'Institut interaméricain de statistique ($32,964 É-U)	41	41	41
Institut international de statistique (2,911 francs suisses)	2	2	2
International Association for Research in Income and Wealth ($1,450 É-U)	1	1	1
Aide financière à la Conférence internationale sur le système de codage des données sur la santé	5	5	
	49	*49*	*44*
Contributions			
Services de gestion centrale			
Massachusetts Institute of Technology ($40,568 É-U)	50	50	50
Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS)	21	21	189
Programme Été Canada	127	127	127
	198	*198*	*366*
	247	*247*	*410*
Total	1,447	1,445	475

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

Dépenses budgétaires par programme et article courant
(en milliers de dollars)

ARTICLE COURANT	Programme des services	Programme des approvisionnements: Programme	Programme des approvisionnements: Fonds renouvelable des approvisionnements	Programme des approvisionnements: Fonds renouvelable de la production de défense	Programme du Centre d'information sur l'unité canadienne	Sous-total	Corporation de disposition des biens de la Couronne	Statistique Canada	Total
(1) Traitements et salaires	165,921		149,511		2,685	318,117		139,611	457,728
	160,337		**149,511**		**2,327**	**312,175**		**139,551**	**451,726**
	152,145		*142,828*		*2,580*	*297,553*		*132,856*	*430,409*
(1) Autres frais touchant le personnel	25,086		22,943		349	48,378		20,976	69,354
	25,327		**22,943**		**349**	**48,619**		**20,976**	**69,595**
	23,697		*22,283*		*434*	*46,414*		*19,321*	*65,735*
(2) Transports et communications	48,430		152,657		1,847	202,934		10,431	213,365
	46,058		**152,657**		**579**	**199,294**		**10,128**	**209,422**
	43,811		*140,164*		*1,162*	*185,137*		*10,204*	*195,341*
(3) Information	1,824	3,866	68,443		7,047	81,180		4,618	85,798
	3,411	**3,866**	**68,443**		**7,656**	**83,376**		**5,153**	**88,529**
	1,289	*3,499*	*72,387*		*10,475*	*87,650*		*4,865*	*92,515*
(4) Services professionnels et spéciaux	30,987	15,000	30,579		3,565	80,131		25,228	105,359
	24,267	**14,915**	**30,579**		**2,407**	**72,168**		**20,243**	**92,411**
	25,226	*14,985*	*23,921*	*41*	*4,876*	*69,049*		*18,446*	*87,495*
(5) Location	11,299		31,898		504	43,701		4,840	48,541
	10,102		**31,898**		**169**	**42,169**		**3,698**	**45,867**
	9,426		*30,689*		*90*	*40,205*		*2,819*	*43,024*
(6) Achat de services de réparation et d'entretien	4,753		2,980		200	7,933		3,649	11,582
	5,882		**2,980**		**84**	**8,946**		**3,992**	**12,938**
	5,005		*2,781*		*98*	*7,884*		*4,232*	*12,116*
(7) Services publics, fournitures et approvisionnements	9,050	10,000	94,576	9,321	252	123,199		5,042	128,241
	7,509	**2,515**	**94,576**	**9,321**	**89**	**114,010**		**3,209**	**117,219**
	9,036	*8,058*	*80,680*	*25,422*	*224*	*123,420*		*3,168*	*126,588*
(9) Construction et acquisition de machines et de matériel	8,286		5,174		17	13,477		1,981	15,458
	8,221		**5,174**		**18**	**13,413**		**9,390**	**22,803**
	8,346		*4,420*		*22*	*12,788*		*4,954*	*17,742*
(10) Subventions, contributions et autres paiements de transfert		1,200				1,200		247	1,447
		1,198				**1,198**		**247**	**1,445**
		65				*65*		*410*	*475*
(12) Toutes autres dépenses	154		221,331	93,838		315,323		13	315,336
	22		**37,349**	**91**		**37,462**	**4,043**	**4**	**41,509**
	37	*679*	*31,778*	*403*		*32,897*		*12*	*32,909*
(1-12) Total	305,790	30,066	780,092	103,159	16,466	1,235,573		216,636	1,452,209
	291,136	**22,494**	**596,110**	**9,412**	**13,678**	**932,830**	**4,043**	**216,591**	**1,153,464**
	278,018	*27,286*	*551,931*	*25,866*	*19,961*	*903,062*		*201,287*	*1,104,349*
(13) *Moins:* recettes à valoir sur le crédit	96,925		631,655	12,269		740,849		8,177	749,026
	86,681		**631,655**	**12,269**		**730,605**	**4,043**	**8,538**	**743,186**
	82,524		*542,336*	*26,643*		*651,503*		*11,702*	*663,205*
Total des dépenses nettes	208,865	30,066	148,437	90,890	16,466	494,724		208,459	703,183
	204,455	**22,494**	**(35,545)**	**(2,857)**	**13,678**	**202,225**		**208,053**	**410,278**
	195,494	*27,286*	*9,595*	*(777)*	*19,961*	*251,559*		*189,585*	*441,144*

Les montants en caractères romains représentent les crédits de 1984-85.
Les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de 1984-85.
Les montants en *italique* représentent les dépenses de 1983-84.

MINISTÈRE[1]

Résumé

	1984-85	1983-84
	$	$
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	22,219,417	35,236,876
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	2,114,364	589,410
Rémunérations de services	25	
Produits des ventes	24,277,646	15,638,712
Autres recettes non fiscales	2,842,849	2,649,132
Total	51,454,301	54,114,130

Détail

	1984-85	
	$	$
Recettes non fiscales—		
Produits de placements:		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Sociétés de la Couronne—		
Autres—		
Monnaie royale canadienne—		
Intérêt	1,390,770	
Bénéfice et excédent	3,300,000	
		4,690,770
Caisse—		
Intérêts des dépôts bancaires		4,479,142
Autres comptes—		
Intérêt sur placement *re*: achats militaires		13,049,505
		22,219,417
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,450,875	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	663,489	
		2,114,364
Produits des ventes:		
Ventes de biens excédentaires de l'État—		
Corporation de disposition des biens de la Couronne	22,134,962	
Divers	2,142,684	
		24,277,646
Autres recettes non fiscales:		
Recettes diverses	2,475,492	
Somme restituée au fisc par remords de conscience	15,564	
Don à l'État	155,333	
Divers	196,460	
		2,842,849

PROGRAMME DU CENTRE D'INFORMATION SUR L'UNITÉ CANADIENNE

Résumé

	1984-85	1983-84
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	600,916	195,415
Autres recettes non fiscales	15	55
	600,931	195,470

Détail

	1984-85	
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	5,077	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	595,839	
		600,916

STATISTIQUE CANADA

Résumé

	1984-85	1983-84
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	263,859	73,550
Rémunérations de services	1,641,202	1,106,369
Autres recettes non fiscales	1,240,225	221,062
Total	3,145,286[2]	1,400,981[2]

Détail

	1984-85	
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	202,824	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	61,035	
		263,859

[1] Ne comprend pas le Programme du Centre d'information sur l'unité canadienne.

[2] Les recettes provenant de la vente de publications de Statistique Canada, s'élevant au montant de $755,995 en 1984-85 et $1,634,849 en 1983-84, ne sont pas comprises puisque ces recettes ont été créditées au Fonds renouvelable des approvisionnements.

Appendice 1

Corporation de disposition des biens de la Couronne

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état des résultats d'exploitation ci-joint de la Corporation de disposition des biens de la Couronne selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première tant qu'à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier, revient à la gestion de la Corporation.

Cet état des résultats d'exploitation a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 1, sur une base comparable à l'exercice précédent à l'exception des modifications décrites à la note 2.

Également fourni avec l'état des résultats d'exploitation est un horaire rapprochant le profit net des opérations, selon l'état ci-haut, avec le profit net des opérations d'après la comptabilité d'exercice. Les états financiers de comptabilité d'exercice, également inclus dans les Comptes publics, ont été examinés et ont reçu une opinion du vérificateur général.

La Direction des services financiers de la Corporation développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. La Corporation maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actifs de la Corporation. La Corporation vise également à s'assurer de l'objectivité et de l'intégrité des données de cet état des résultats d'exploitation grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

Approuvé par:

Président
P. LEFEBVRE

Vice-président
Finances et administration
D. G. ALGIER

le 19 août 1985

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LES SEPT MOIS TERMINÉS LE 31 MARS 1985
(avec chiffres comparatifs pour les cinq mois terminés le 31 août 1984)

	31 mars 1985	31 août 1984
	$	$
Dépenses		
Services rendus par le ministère des Approvisionnements et Services (MAS)	3,335,738	2,195,580
Mobilier et équipement	9,798	3,192
Indemnisation des accidents de travail	7,982	2,455
Frais de litige	7,628	6,446
Assurance	3,150	852
Frais pour réunions des administrateurs	900	
	3,365,196	2,208,525
Revenu		
Commissions	4,863,247	2,333,483
Service d'entreposage	47,979	69,334
	4,911,226	2,402,817
Gain net de l'exploitation selon la méthode de comptabilité de caisse modifiée	1,546,030	194,292

Les notes ci-jointes font partie intégrante de cet état. Certaines notes jointes aux états financiers vérifiés de cette section font également partie intégrante de cet état.

CONCILIATION POUR LES SEPT MOIS TERMINÉS LE 31 MARS 1985
(avec chiffres comparatifs pour les cinq mois terminés le 31 août 1984)

	31 mars 1985	31 août 1984
	$	$
Gain net de l'exploitation selon la méthode de comptabilité de caisse modifiée	1,546,030	194,292
Moins: amortissement	38,136	26,292
recettes de la période précédente à recevoir	874,032	139,159
	633,862	28,841
Plus: achats d'immobilisations	9,798	3,192
Gain net de l'exploitation selon la comptabilité d'exercice	643,660	32,033

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION LE 31 MARS 1985

1. Conventions comptables importantes

L'état des résultats d'exploitation a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Réalisation des dépenses
Toute dépense est comptabilisée sur une base d'exercice selon la convention comptable des comptes à payer à la fin de l'exercice (CAPAFE) du gouvernement.

b) Réalisation des recettes
Une recette est, selon les conventions comptables du gouvernement, comptabilisée sur une base de caisse.

c) Achats d'immobilisations
Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement, l'année de leur achat.

2. Modifications de la convention comptable

La méthode de comptabilisation pour les Comptes publics d'une base d'exercice à une base de caisse modifiée a été changée suite à la législation du projet de loi C-24; cette législation a conféré à cette Corporation le statut d'établissement public inscrit à l'annexe B. Ce changement vise à uniformiser les méthodes comptables et à satisfaire aux exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. Suite à ce changement, le gain net de l'exploitation a augmenté de $902,370 pour la période de sept mois clos le 31 mars 1985. Le redressement de la période précédente de cinq mois clos le 31 août 1984, a eu pour effet d'augmenter le gain net d'un montant de $162,259.

Appendice 1—*Suite*

Corporation de disposition des biens de la Couronne—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE STEWART MCINNES, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

J'ai vérifié le bilan de la Corporation de disposition des biens de la Couronne au 31 mars 1985 ainsi que les états des résultats et des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière du compte général pour les sept mois terminés à cette date et le bilan au 31 mars 1985 et l'état des transactions du compte d'agence pour les sept mois terminés à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Corporation au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour les sept mois terminés à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de la période précédente.

Pour le vérificateur général du Canada
E.R. ROWE, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 28 juin 1985

COMPTE GÉNÉRAL

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF	31 mars 1985	31 août 1984
	$	$
À court terme		
Dépôt auprès du Receveur général du Canada	1,145,961	
À recevoir du compte d'agence		874,032
Autres		5,920
	1,145,961	879,952
Immobilisations, au prix coûtant (note 4)		
Mobilier et matériel	430,975	425,018
Améliorations locatives		3,306
	430,975	428,324
Moins: amortissement cumulé	296,242	263,991
	134,733	164,333
	1,280,694	1,044,285

PASSIF	31 mars 1985	31 août 1984
	$	$
À court terme		
Dette bancaire		249,879
Créditeurs et frais courus	669,666	462,373
À payer au Canada (note 2)	311,028	32,033
	980,694	744,285
AVOIR DU CANADA		
Bénéfices non répartis	300,000	300,000
	1,280,694	1,044,285

Approuvé par le Conseil:

Le président
P. LEFEBVRE

Le vice-président
H. H. FLOYD

Appendice 1—*Suite*

Corporation de disposition des biens de la Couronne—*Suite*

COMPTE GÉNÉRAL

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR LES SEPT MOIS TERMINÉS LE 31 MARS 1985
(avec chiffres comparatifs pour les cinq mois terminés le 31 août 1984)

	31 mars 1985	31 août 1984
	$	$
Revenus		
Commissions	3,989,215	2,194,324
Autres	47,979	69,334
	4,037,194	2,263,658
Dépenses		
Services rendus par le ministère des Approvisionnements et Services (note 5)	3,335,738	2,195,580
Amortissement	38,136	26,292
Indemnisation des accidents du travail	7,982	2,455
Frais pour réunion des administrateurs	900	
Autres	10,778	7,298
	3,393,534	2,231,625
Bénéfice net pour la période	643,660	32,033
Bénéfices non répartis au début de la période	300,000	300,000
	943,660	332,033
Bénéfices attribués au Canada (note 2)	643,660	32,033
Bénéfices non répartis à la fin de la période	300,000	300,000

COMPTE GÉNÉRAL

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR LES SEPT MOIS TERMINÉS LE 31 MARS 1985
(avec chiffres comparatifs pour les cinq mois terminés le 31 août 1984)

	31 mars 1985	31 août 1984
	$	$
Provenance des fonds		
Exploitation		
Bénéfice net pour la période	643,660	32,033
Éléments n'exigeant pas de sortie de fonds		
Amortissement	38,136	26,292
Perte (gain) lors de l'aliénation de mobilier et de matériel	808	(2,374)
	682,604	55,951
Produit de l'aliénation de mobilier et de matériel	454	2,940
	683,058	58,891
Utilisation des fonds		
Achat de mobilier et de matériel	9,798	3,192
Bénéfices attribués au Canada	643,660	32,033
	653,458	35,225
Augmentation du fonds de roulement	29,600	23,666
Fonds de roulement au début de la période	135,667	112,001
Fonds de roulement à la fin de la période	165,267	135,667

COMPTE D'AGENCE

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF	31 mars 1985	31 août 1984
	$	$
À court terme		
Dépôt auprès du Receveur général du Canada	1,868,608	
Encaisse et dépôts à terme		2,970,315
Débiteurs		
Canada	72,107	101,511
Autres	1,345,445	804,173
Intérêts courus à recevoir	106,183	71,868
Portion à court terme des débiteurs à long terme	263,116	243,429
Frais payés d'avance		270
	3,655,459	4,191,566
Débiteurs à long terme (note 6)	1,123,606	1,271,626
	4,779,065	5,463,192

PASSIF	31 mars 1985	31 août 1984
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	111,573	70,471
Avances versées par les clients		18,800
Dépôts de garantie des entrepreneurs	110,103	152,505
À payer au compte général		874,032
Portion à court terme des sommes à payer au Canada et à d'autres (note 2)	3,433,783	3,075,758
	3,655,459	4,191,566
À payer au Canada et à d'autres (note 2)	1,123,606	1,271,626
	4,779,065	5,463,192

Approuvé par le Conseil:

Le président
P. LEFEBVRE

Le vice-président
H. H. FLOYD

Appendice 1—*Suite*

Corporation de disposition des biens de la Couronne—*Suite*

COMPTE D'AGENCE

ÉTAT DES TRANSACTIONS
POUR LES SEPT MOIS TERMINÉS LE 31 MARS 1985
(avec chiffres comparatifs pour les cinq mois terminés le 31 août 1984)

	31 mars 1985			31 août 1984		
	À payer au Canada	À payer à d'autres	Total	À payer au Canada	À payer à d'autres	Total
	$	$	$	$	$	$
Ventes	18,996,767	967,741	19,964,508	7,956,228	1,657,177	9,613,405
Moins: dépenses directes de vente	244,113	20,438	264,551	118,788	20,794	139,582
	18,752,654	947,303	19,699,957	7,837,440	1,636,383	9,473,823
Intérêts gagnés en vertu des conventions de vente à long terme	69,896		69,896	51,729		51,729
Autres intérêts et revenus divers				86,483		86,483
	18,822,550	947,303	19,769,853	7,975,652	1,636,383	9,612,035
Moins: commissions	3,649,093	340,122	3,989,215	1,960,155	234,169	2,194,324
	15,173,457	607,181	15,780,638	6,015,497	1,402,214	7,417,711
Moins: versements	14,856,006	714,627	15,570,633	6,715,637	1,530,949	8,246,586
recouvrement de créances douteuses				(35,823)		(35,823)
	14,856,006	714,627	15,570,633	6,679,814	1,530,949	8,210,763
Augmentation (diminution) pour la période	317,451	(107,446)	210,005	(664,317)	(128,735)	(793,052)
Solde au début de la période	3,968,107	379,277	4,347,384	4,632,424	508,012	5,140,436
Solde à la fin de la période	4,285,558	271,831	4,557,389	3,968,107	379,277	4,347,384

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985

*1. Pouvoirs, objectifs et exploitation

La Loi sur les biens de surplus de la Couronne, administrée par le ministre des Approvisionnements et Services, a constitué la Corporation pour que celle-ci agisse en tant que mandataire de la Couronne lors de la vente des biens de surplus. La Loi exige que chaque ministère (et autres organismes) signale au ministre toute propriété en sa garde ou sous son contrôle ou administration qui est jugée être en surplus par rapport à ses besoins. La Loi permet également aux mandataires de Sa Majesté, ainsi qu'aux conseils, aux commissions, aux sociétés et aux autres corps qui ne sont pas des mandataires de Sa Majesté, mais qui doivent, en dernier ressort, rendre compte au Parlement de la conduite de leurs affaires, le choix de se prévaloir des services de la Corporation. La Corporation a le pouvoir de vendre ou de prendre toute autre mesure utile pour se défaire de ces surplus et de virer le produit net reçu des ventes au Fonds du revenu consolidé ou à ces mandataires de Sa Majesté, conseils, commissions, sociétés et aux autres corps qui ne sont pas des mandataires de Sa Majesté. Les terrains, les bâtiments (le décret du conseil CP 1974-2756 du 12 décembre 1974) et certaines marchandises ne peuvent être vendus par la Corporation.

Les objectifs principaux de la Corporation sont d'obtenir pour la Couronne le meilleur rendement possible sur la vente des biens de surplus et d'offrir un service efficace et fiable à ses clients.

La Corporation opère deux comptes: un compte général et un compte d'agence (fiducie). Les ventes de la Corporation sont enregistrées dans le compte d'agence duquel les frais directs de ventes et les commissions sont déduits. Le solde est transféré au Fonds du revenu consolidé (FRC) ou aux agences et sociétés d'État appropriées. Les commissions sont transférées au compte général comme «revenus», compte duquel les dépenses d'exploitation sont payées.

Le décret CP 1982-14/1256, en date du 22 avril 1982, confère à la Corporation le pouvoir de retenir les services du ministère des Approvisionnements et Services pour qu'il s'acquitte au nom de la Corporation des fonctions et pouvoirs relatifs à l'aliénation du matériel.

Il en résulte que la Corporation a été intégrée au ministère des Approvisionnements et Services (MAS) mais a gardé son statut légal de société d'État. Ses employés ont été transférés au MAS où ils s'acquittent des opérations de la Corporation. À compter du 1[er] avril 1983, les dépenses d'exploitation ont été payées par le MAS. La Corporation rembourse mensuellement le MAS pour les dépenses d'exploitation payées en son nom en plus d'un montant convenu pour les frais administratifs.

La Loi modifiant la Loi sur l'administration financière à l'égard des sociétés d'État et modifiant d'autres lois en conséquence est entrée en vigueur par proclamation le 1[er] septembre 1984. Cette loi (projet de loi C-24) a reclassifié la Corporation comme une société ministérielle inscrite à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière.

La Loi portant dissolution de la Corporation de disposition des biens de la Couronne et modifiant la Loi sur les biens de surplus de la Couronne et d'autres lois en conséquence, le projet de loi C-43, fut adoptée par la Chambre des communes le 19 avril 1985. La Loi énonce que tous les droits et les biens, les obligations et les engagements de la Société, sont réputés être ceux de Sa Majesté du Chef du Canada; et le ministre des Approvisionnements et Services peut prendre toutes les mesures nécessaires ou liées à la liquidation de la Corporation.

Appendice 1—*Suite*

Corporation de disposition des biens de la Couronne—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985—*Suite*

2. Restrictions financières statutaires

L'article 11(2) de la Loi sur les biens de surplus de la Couronne stipule ce qui suit:

Tous les deniers déposés aux comptes de banque de la Corporation, sauf

a) les deniers versés ou avancés à la Corporation par Sa Majesté au titre du fonds de roulement, et

b) tel pourcentage du produit net des ventes et de tous autres deniers reçus par la Corporation, durant toute période, que le gouverneur en conseil peut, à l'occasion, fixer comme devant être retenu pour faire face aux frais d'administration ou autres dépenses de la Corporation, et

c) le produit net des ventes de biens qui est inclus dans un rapport, autre que celui d'un ministère du gouvernement du Canada, *moins* tout montant retenu, en conformité avec l'alinéa b), en rapport avec chacune de ces ventes, doivent être transférés ou déposés au crédit du Receveur général, au plus tard le dernier jour du mois qui suit leur réception par la Corporation.

L'article 11.1 de la Loi susmentionnée requiert aussi que la Corporation remette les deniers représentés dans c) aux organismes respectifs au plus tard le dernier jour du mois suivant le mois pendant lequel les argents ont été reçus par la Corporation.

Le décret CP 1970-534, du 24 mars 1970, stipule que la Corporation doit remettre au Canada, à des intervalles de six mois au maximum, la part des bénéfices non répartis excédant $300,000.

3. Conventions comptables importantes

a) Inscription des revenus

Les ventes et les commissions y reliées sont inscrites au moment où la Corporation accepte une offre d'achat, à l'exception de certains contrats de vente où la valeur de la vente ne peut être déterminée avant que les biens ne soient pesés au moment de leur réception par l'acheteur. Dans le cas de ces contrats, les ventes sont inscrites au moment où l'acheteur reçoit les marchandises.

b) Amortissement

L'amortissement du mobilier et du matériel est inscrit selon la méthode linéaire s'étendant sur cinq ans, et celui des améliorations locatives est inscrit selon la méthode linéaire s'étendant sur la durée des baux.

c) Frais payés d'avance

Les dépenses directes de vente engagées relativement à certains biens de surplus qui n'étaient pas vendus à la fin de l'exercice sont indiquées comme étant des frais payés d'avance.

d) Impôt sur le revenu

La Corporation n'est assujettie à aucune des dispositions des lois de l'impôt sur le revenu.

4. Immobilisations

La direction de la Corporation et celle du ministère des Approvisionnements et Services ont l'intention de transférer les immobilisations de la Corporation au ministère, à leur valeur comptable nette, à la date de dissolution.

*5. Services rendus par le ministère des Approvisionnements et Services

Ce qui suit est une analyse des frais du MAS imputés à la Corporation pour les sept mois terminés le 31 mars 1985 dont $661,926 n'étaient pas réglés à la fin de la période.

	31 mars 1985	31 août 1984
	$	$
Traitements et indemnités	1,198,000	813,000
Frais administratifs du MAS	798,000	570,000
Logements	382,694	211,441
Informatique	236,000	169,000
Prestations aux employés	184,000	115,000
Transport	173,370	78,373
Réparations et fournitures	104,654	67,559
Publication et publicité	97,963	63,904
Services professionnels et spéciaux	58,712	31,231
Communications	48,150	41,756
Déplacements et déménagements	35,410	23,190
Location de matériel	11,053	5,127
Pertes de stocks et autres	7,732	5,999
	3,335,738	2,195,580

6. Débiteurs à long-terme—Compte d'agence

Les débiteurs à long-terme comprennent des hypothèques grevant des terrains et des immeubles vendus avant 1974 et des prêts accordés lors de la vente de matériel important.

Ces débiteurs viennent à échéance comme suit:

	$
1985-86	263,116
1986-87	243,429
1987-88	115,096
1988-89	95,408
1989-90	95,408
1990-91	95,408
Solde jusqu'en 1997	478,857
	1,386,722
Moins: portion à court terme	263,116
	1,123,606

*7. Commission versée à un représentant

Au cours des sept mois, Vebeg, une agence du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, a conservé $24,830 ($352 au cours de la période précédente de cinq mois) en commissions sur les sommes qu'elle a remises à la Corporation.

Appendice 1—*Suite*

Corporation de disposition des biens de la Couronne—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985—*Fin*

*8. Engagements locatifs

La Corporation loue certaines propriétés qui servent à son exploitation. Au 31 mars 1985, le total des frais annuels minimums de location est comme suit

	$
1985-86	202,486
1986-87	80,295

*9. Éventualités

Des réclamations s'élevant à approximativement $112,000 à l'égard d'obligations contractuelles, d'accidents, d'une prétendue fausse déclaration des biens vendus, et d'autres frais divers en litige ont été reçus par la Corporation mais ne sont pas reflétés dans les comptes. D'après la direction et le conseiller juridique, la position de la Corporation concernant ces réclamations est défendable. Cependant, l'issue finale de telles réclamations n'est pas déterminable. Les règlements résultant de la résolution de ces réclamations seront comptabilisés au cours de l'exercice pendant lequel ces règlements seront conclus.

* Ces notes font également partie intégrante de l'état des résultats d'exploitation présenté avant ces états et préparé selon la comptabilité de caisse modifiée du gouvernement.

Appendice 1—*Suite*

Corporation de disposition des biens de la Couronne—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE STEWART MCINNES, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

J'ai vérifié le bilan de la Corporation de disposition des biens de la Couronne au 31 août 1984 ainsi que les états des résultats et des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière du compte général pour les cinq mois terminés à cette date et le bilan au 31 août 1984 et l'état des transactions du compte d'agence pour les cinq mois terminés à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de la Corporation au 31 août 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour les cinq mois terminés à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, je déclare que la Corporation, à mon avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que les états financiers sont conformes à ces derniers et les opérations dont j'ai eu connaissance ont été effectuées dans le cadre de ses pouvoirs statutaires.

Pour le vérificateur général du Canada
E.R. ROWE, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 28 juin 1985

COMPTE GÉNÉRAL

BILAN AU 31 AOÛT 1984

ACTIF	31 août 1984	31 mars 1984
	$	$
À court terme		
Encaisse et dépôts à terme		861,871
À recevoir du compte d'agence	874,032	139,159
Autres	5,920	6,669
	879,952	1,007,699
Immobilisations, au prix coûtant (note 4)		
Mobilier et matériel	425,018	428,320
Améliorations locatives	3,306	3,306
	428,324	431,626
Moins: amortissement cumulé	263,991	243,627
	164,333	187,999
	1,044,285	1,195,698

PASSIF	31 août 1984	31 mars 1984
	$	$
À court terme		
Dette bancaire	249,879	
Créditeurs et frais courus	462,373	509,642
À payer au Canada (note 2)	32,033	386,056
	744,285	895,698
AVOIR DU CANADA		
Bénéfices non répartis	300,000	300,000
	1,044,285	1,195,698

Approuvé par le Conseil:

Le président
P. LEFEBVRE

Le vice-président
H. H. FLOYD

Appendice 1—*Suite*

Corporation de disposition des biens de la Couronne—*Suite*

COMPTE GÉNÉRAL

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR LES CINQ MOIS TERMINÉS LE 31 AOÛT 1984
(avec chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mars 1984)

	31 août 1984	31 mars 1984
	$	$
Revenus		
Commissions	2,194,324	5,122,598
Autres	69,334	145,550
	2,263,658	5,268,148
Dépenses		
Services rendus par le ministère des Approvisionnements et Services (note 5)	2,195,580	4,982,045
Amortissement	26,292	65,456
Indemnisation des accidents du travail	2,455	19,645
Frais pour réunion des administrateurs		14,390
Autres	7,298	23,000
	2,231,625	5,104,536
Bénéfice avant les éléments extraordinaires	32,033	163,612
Éléments extraordinaires		161,753
Bénéfice net pour la période	32,033	325,365
Bénéfices non répartis au début de la période	300,000	300,000
	332,033	625,365
Bénéfices attribués au Canada (note 2)	32,033	325,365
Bénéfices non répartis à la fin de la période	300,000	300,000

COMPTE GÉNÉRAL

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR LES CINQ MOIS TERMINÉS LE 31 AOÛT 1984
(avec chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mars 1984)

	31 août 1984	31 mars 1984
	$	$
Provenance des fonds		
Exploitation		
Bénéfice avant les éléments extraordinaires	32,033	163,612
Éléments n'exigeant pas de sortie de fonds		
Amortissement	26,292	65,456
Gain lors de l'aliénation de mobilier et de matériel	(2,374)	(8,410)
	55,951	220,658
Produit de l'aliénation de mobilier et de matériel	2,940	12,539
Revenu extraordinaire		
Annulation de l'élément de passif inscrit au titre des salaires de vacances		131,261
	58,891	364,458
Utilisation des fonds		
Achat de mobilier et de matériel	3,192	32,339
Bénéfices attribués au Canada	32,033	325,365
Perte extraordinaire		
Résiliation d'un bail		95,000
	35,225	452,704
Augmentation (diminution) du fonds de roulement	23,666	(88,246)
Fonds de roulement au début de la période	112,001	200,247
Fonds de roulement à la fin de la période	135,667	112,001

COMPTE D'AGENCE

BILAN AU 31 AOÛT 1984

ACTIF	31 août 1984	31 mars 1984
	$	$
À court terme		
Encaisse et dépôts à terme	2,970,315	1,976,050
Débiteurs		
Canada	101,511	391,345
Autres	804,173	1,418,474
Intérêts courus à recevoir	71,868	124,866
Portion à court terme des débiteurs à long terme	243,429	263,116
Frais payés d'avance	270	14,944
	4,191,566	4,188,795
Débiteurs à long terme (note 6)	1,271,626	1,367,035
	5,463,192	5,555,830

PASSIF	31 août 1984	31 mars 1984
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	70,471	155,450
Avances versées par les clients	18,800	3,400
Dépôts de garantie des entrepreneurs	152,505	117,385
À payer au compte général	874,032	139,159
Portion à court terme des sommes à payer au Canada et à d'autres (note 2)	3,075,758	3,773,401
	4,191,566	4,188,795
À payer au Canada et à d'autres (note 2)	1,271,626	1,367,035
	5,463,192	5,555,830

Approuvé par le Conseil:

Le président
P. LEFEBVRE

Le vice-président
H. H. FLOYD

Appendice 1—*Suite*

Corporation de disposition des biens de la Couronne—*Suite*

COMPTE D'AGENCE

ÉTAT DES TRANSACTIONS
POUR LES CINQ MOIS TERMINÉS LE 31 AOÛT 1984
(avec chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 mars 1984)

	31 août 1984			31 mars 1984		
	À payer au Canada	À payer à d'autres	Total	À payer au Canada	À payer à d'autres	Total
	$	$	$	$	$	$
Ventes	7,956,228	1,657,177	9,613,405	18,899,764	2,356,430	21,256,194
Moins: dépenses directes de vente	118,788	20,794	139,582	504,484	73,875	578,359
	7,837,440	1,636,383	9,473,823	18,395,280	2,282,555	20,677,835
Intérêts gagnés en vertu des conventions de vente à long terme	51,729		51,729	139,332		139,332
Autres intérêts et revenus divers	86,483		86,483	178,303		178,303
	7,975,652	1,636,383	9,612,035	18,712,915	2,282,555	20,995,470
Moins: commissions	1,960,155	234,169	2,194,324	4,588,441	534,157	5,122,598
	6,015,497	1,402,214	7,417,711	14,124,474	1,748,398	15,872,872
Moins: versements	6,715,637	1,530,949	8,246,586	15,480,782	1,355,243	16,836,025
recouvrement de créances douteuses	(35,823)		(35,823)	(113,802)		(113,802)
	6,679,814	1,530,949	8,210,763	15,366,980	1,355,243	16,722,223
Augmentation (diminution) pour la période	(664,317)	(128,735)	(793,052)	(1,242,506)	393,155	(849,351)
Solde au début de la période	4,632,424	508,012	5,140,436	5,874,930	114,857	5,989,787
Solde à la fin de la période	3,968,107	379,277	4,347,384	4,632,424	508,012	5,140,436

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 AOÛT 1984

1. Pouvoirs, objectifs et exploitation

La Loi sur les biens de surplus de la Couronne, administrée par le ministre des Approvisionnements et Services, a constitué la Corporation pour que celle-ci agisse en tant que mandataire de la Couronne lors de la vente des biens de surplus. La Loi exige que chaque ministère (et autres organismes) signale au ministre toute propriété en sa garde ou sous son contrôle ou administration qui est jugée être en surplus par rapport à ses besoins. La Loi permet également aux mandataires de Sa Majesté, ainsi qu'aux conseils, aux commissions, aux sociétés et aux autres corps qui ne sont pas des mandataires de Sa Majesté, mais qui doivent, en dernier ressort, rendre compte au Parlement de la conduite de leurs affaires, le choix de se prévaloir des services de la Corporation. La Corporation a le pouvoir de vendre ou de prendre toute autre mesure utile pour se défaire de ces surplus et de virer le produit net reçu des ventes au Fonds du revenu consolidé ou à ces mandataires de Sa Majesté, conseils, commissions, sociétés et aux autres corps qui ne sont pas des mandataires de Sa Majesté. Les terrains, les bâtiments (le décret du conseil CP 1974-2756 du 12 décembre 1974) et certaines marchandises ne peuvent être vendus par la Corporation.

Les objectifs principaux de la Corporation sont d'obtenir pour la Couronne le meilleur rendement possible sur la vente des biens de surplus et d'offrir un service efficace et fiable à ses clients.

La Corporation opère deux comptes: un compte général et un compte d'agence (fiducie). Les ventes de la Corporation sont enregistrées dans le compte d'agence duquel les frais directs de ventes et les commissions sont déduits. Le solde est transféré au Fonds du revenu consolidé (FRC) ou aux agences et sociétés d'État appropriées. Les commissions sont transférées au compte général comme «revenus», compte duquel les dépenses d'exploitation sont payées.

Le décret CP 1982-14/1256, en date du 22 avril 1982, confère à la Corporation le pouvoir de retenir les services du ministère des Approvisionnements et Services pour qu'il s'acquitte au nom de la Corporation des fonctions et pouvoirs relatifs à l'aliénation du matériel.

Il en résulte que la Corporation a été intégrée au ministère des Approvisionnements et Services (MAS) mais a gardé son statut légal de société d'État. Ses employés ont été transférés au MAS où ils s'acquittent des opérations de la Corporation. À compter du 1er avril 1983, les dépenses d'exploitation ont été payées par le MAS. La Corporation rembourse mensuellement le MAS pour les dépenses d'exploitation payées en son nom en plus d'un montant convenu pour les frais administratifs.

La Loi modifiant la Loi sur l'administration financière à l'égard des sociétés d'État et modifiant d'autres lois en conséquence est entrée en vigueur par proclamation le 1er septembre 1984. Cette loi (projet de loi C-24) a reclassifié la Corporation comme une société ministérielle inscrite à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière.

Conséquemment, la Corporation a préparé les présents états financiers en date du 31 août 1984.

La Loi portant dissolution de la Corporation de disposition des biens de la Couronne et modifiant la Loi sur les biens de surplus de la Couronne et d'autres lois en conséquence, le projet de loi C-43, fut adoptée par la Chambre des communes le 19 avril 1985. La Loi énonce que tous les droits et les biens, les obligations et les engagements de la Société, sont réputés être ceux de Sa Majesté du Chef du Canada; et le ministre des Approvisionnements et Services peut prendre toutes les mesures nécessaires ou liées à la liquidation de la Corporation.

Appendice 1—*Suite*

Corporation de disposition des biens de la Couronne—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 AOÛT 1984—*Suite*

2. Restrictions financières statutaires

L'article 11(2) de la Loi sur les biens de surplus de la Couronne stipule ce qui suit:

Tous les deniers déposés aux comptes de banque de la Corporation, sauf

a) les deniers versés ou avancés à la Corporation par Sa Majesté au titre du fonds de roulement, et
b) tel pourcentage du produit net des ventes et de tous autres deniers reçus par la Corporation, durant toute période, que le Gouverneur en Conseil peut, à l'occasion, fixer comme devant être retenu pour faire face aux frais d'administration ou autres dépenses de la Corporation, et
c) le produit net des ventes de biens qui est inclus dans un rapport, autre que celui d'un ministère du gouvernement du Canada, *moins* tout montant retenu, en conformité avec l'aliéna b), en rapport avec chacune de ces ventes, doivent être transférés ou déposés au crédit du Receveur général, au plus tard le dernier jour du mois qui suit leur réception par la Corporation.

L'article 11.1 de la Loi susmentionnée requiert aussi que la Corporation remette les deniers représentés dans c) aux organismes respectifs au plus tard le dernier jour du mois suivant le mois pendant lequel les argents ont été reçus par la Corporation.

Le décret CP 1970-534, du 24 mars 1970, stipule que la Corporation doit remettre au Canada, à des intervalles de six mois au maximum, la part des bénéfices non répartis excédant $300,000.

3. Conventions comptables importantes

a) Inscription des revenus

Les ventes et les commissions y reliées sont inscrites au moment où la Corporation accepte une offre d'achat, à l'exception de certains contrats de vente où la valeur de la vente ne peut être déterminée avant que les biens ne soient pesés au moment de leur réception par l'acheteur. Dans le cas de ces contrats, les ventes sont inscrites au moment où l'acheteur reçoit les marchandises.

b) Amortissement

L'amortissement du mobilier et du matériel est inscrit selon la méthode linéaire s'étendant sur cinq ans, et celui des améliorations locatives est inscrit selon la méthode linéaire s'étendant sur la durée des baux.

c) Frais payés d'avance

Les dépenses directes de vente engagées relativement à certains biens de surplus qui n'étaient pas vendus à la fin de l'exercice sont indiquées comme étant des frais payés d'avance.

d) Impôt sur le revenu

La Corporation n'est assujettie à aucune des dispositions des lois de l'impôt sur le revenu.

4. Immobilisations

La direction de la Corporation et celle du ministère des Approvisionnements et Services ont l'intention de transférer les immobilisations de la Corporation au ministère, à leur valeur comptable nette, à la date de dissolution.

5. Services rendus par le ministère des Approvisionnements et Services

Ce qui suit est une analyse des frais du MAS imputés à la Corporation pour les cinq mois terminés le 31 août 1984 dont $460,886 n'étaient pas réglés à la fin de la période. Les dépenses de l'exercice terminé le 31 mars 1984 ont été reclassifiées afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période terminée le 31 août 1984.

	31 août 1984	31 mars 1984
	$	$
Traitements et indemnités	813,000	1,890,000
Frais administratifs du MAS	570,000	1,110,107
Logements	211,441	563,337
Informatique	169,000	289,000
Prestations aux employés	115,000	371,042
Transport	78,373	147,653
Réparations et fournitures	67,559	184,964
Publication et publicité	63,904	126,103
Communications	41,756	120,605
Services professionnels et spéciaux	31,231	70,867
Déplacements et déménagements	23,190	68,250
Pertes de stocks et autres	5,999	12,927
Location de matériel	5,127	27,190
	2,195,580	4,982,045

6. Débiteurs à long-terme—Compte d'agence

Les débiteurs à long terme comprennent des hypothèques grevant des terrains et des immeubles vendus avant 1974 et des prêts accordés lors de la vente de matériel important.

Ces débiteurs viennent à échéance comme suit:

	$
Du 1er septembre 1984 au 31 mars 1985	148,020
1985-86	243,429
1986-87	243,429
1987-88	115,096
1988-89	95,408
1989-90	95,408
Solde jusqu'en 1997	574,265
	1,515,055
Moins: portion à court terme	243,429
	1,271,626

Appendice 1—*Fin*

Corporation de disposition des biens de la Couronne—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 AOÛT 1984—*Fin*

7. Commission versée à un représentant

Au cours des cinq mois, Vebeg, une agence du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, a conservé $352 ($19,652 en 1983-84) en commissions sur les sommes qu'elle a remises à la Corporation.

8. Engagements locatifs

La Corporation loue certaines propriétés qui servent à son exploitation. Au 31 août 1984, le total des frais annuels minimums de location est comme suit:

	$
Du 1er septembre 1984 au 31 mars 1985	109,280
1985-86	202,486
1986-87	80,295

9. Éventualités

Des réclamations s'élevant à approximativement $112,000 à l'égard d'obligations contractuelles, d'accidents, d'une prétendue fausse déclaration des biens vendus, et d'autres frais divers en litige ont été reçus par la Corporation mais ne sont pas reflétés dans les comptes. D'après la direction et le conseiller juridique, la position de la Corporation concernant ces réclamations est défendable. Cependant, l'issue finale de telles réclamations n'est pas déterminable. Les règlements résultant de la résolution de ces réclamations seront comptabilisés au cours de l'exercice pendant lequel ces règlements seront conclus.

Appendice 2

Fonds renouvelable de la production de défense

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la production de défense ont été préparés par Approvisionnements et Services Canada selon les politiques du Conseil du Trésor, la Loi sur la production de défense, et les normes et exigences de rapport du Receveur général du Canada.

Les états financiers ont été préparés sur une base comparable à celle de l'exercice précédent et sont conformes aux renseignements apparaissant ailleurs dans les Comptes publics et les états ministériels. Les conventions comptables importantes suivies dans la préparation des états financiers sont énoncées dans les notes aux états financiers.

La responsabilité première de ces états, en raison de leur intégrité et objectivité, revient au secteur des finances et de l'administration du ministère. Cette responsabilité est assumée par la Direction du Contrôleur, qui développe et propage les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives spécifiques qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. De plus, le ministère maintient un système de contrôle interne qui identifie l'imputabilité des fonds, fournit l'assurance que les éléments d'actif sont sauvegardés et que les registres financiers s'y rattachant sont maintenus.

Approuvé par:

Contrôleur
(Agent financier supérieur à plein temps)
R. J. NEVILLE

Sous-ministre adjoint, Finances et administration
(Agent financier supérieur)
W. E. DAVIS

le 12 août 1985

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985		1984	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Modification du fonds de roulement	7,669	10,247	(28,718)	(10,581)
Autres éléments		(7,390)		11,358
Autorisation fournie (employée)	7,669	2,857	(28,718)	777

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF DU FONDS	1985	1984
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs—Gouvernement fédéral	4,544,402	11,997,298
Paiements échelonnés aux fournisseurs		6,639,980
	4,544,402	18,637,278
Débiteur à long terme—Tiers (note 3)	1,130,902	1,130,902
	5,675,304	19,768,180

PASSIF DU FONDS	1985	1984
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Gouvernement fédéral		1,488,242
Tiers	1,912,816	1,913,842
Facturations échelonnées aux clients		2,356,381
	1,912,816	5,758,465
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	3,762,488	13,556,112
Surplus accumulé		453,603
	3,762,488	14,009,715
	5,675,304	19,768,180

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Appendice 2—*Suite*

Fonds renouvelable de la production de défense—*Suite*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Ventes de fournitures de défense stockées	6,961,992	20,901,550
Facturations pour fournitures de défense commandées par les ministères-clients	9,605,385	7,617,052
	16,567,377	28,518,602
Coût des ventes	6,871,342	20,465,031
Paiements aux fournisseurs pour fournitures de défense commandées par les ministères-clients	9,605,385	7,617,052
	16,476,727	28,082,083
Marge bénéficiaire brute	90,650	436,519
Frais d'exploitation		
Intérêt	90,650	403,323
Frais d'acquisition		33,196
	90,650	436,519
Surplus net		

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Solde au début de l'exercice	453,603	453,603
Redressement affecté aux exercices précédents	2,332	
	455,935	453,603
Virement du surplus accumulé à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(455,935)	
Solde à la fin de l'exercice		453,603

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Provenances de fonds de roulement		
Perception du débiteur à long terme		307,242
Augmentation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds		10,273,638
Redressement affecté aux exercices précédents	2,332	
	2,332	10,580,880
Utilisations de fonds de roulement		
Diminution de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	9,793,624	
Plus: virement du surplus du Fonds	455,935	
Diminution brute	10,249,559	
(Diminution) augmentation du fonds de roulement	(10,247,227)	10,580,880
Fonds de roulement au début de l'excercice	12,878,813	2,297,933
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	2,631,586	12,878,813
Modifications des éléments du fonds de roulement:		
(Diminution) augmentation des débiteurs	(7,452,896)	2,649,121
(Diminution) des paiements échelonnés aux fournisseurs	(6,639,980)	(4,493,311)
Diminution des créditeurs et du passif couru	1,489,268	3,737,739
Diminution des facturations échelonnées aux clients	2,356,381	8,687,331
	(10,247,227)	10,580,880

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE
AU 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	3,762,488	13,556,112
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	1,912,816	3,402,084
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	1,146,012	10,027,663
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	4,529,292	6,930,533
Limite de l'autorisation	98,275,993	98,275,993
Autorisation non employée reportée	93,746,701	91,345,460

Appendice 2—*Fin*

Fonds renouvelable de la production de défense—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1985

1. Objectif et autorisation

Le Fonds renouvelable de la production de défense a été autorisé en vertu de l'article 15 de la Loi sur la production de défense. Il a été établi en 1951 dans le but de:

a) financer le stockage de fournitures de défense ou de matériel stratégique;

b) octroyer des prêts ou avances afin de faciliter les achats concernant la défense, tels que des prêts de fonds de roulement qui serviront à faire des paiements anticipés sur contrats; toutefois, les prêts ou paiements anticipés ne peuvent être utilisés à titre de dépenses en capital; et

c) permettre des paiements initiaux au titre de fournitures de défense qui peuvent être rapidement facturées à un ministère, un organisme gouvernemental ou un gouvernement associé avant que n'ait eu lieu la livraison des biens.

La Loi sur la régularisation des comptes (S.C., 1980, c. 17) a eu pour effet de créer un Compte de prêts pour la production de défense séparé pour les prêts ou les avances autorisés en vertu de la Loi sur la production de défense, article b) ci-dessus.

Le Fonds et le Compte de prêts pour la production de défense ont une autorisation permanente continue, provenant de la Loi sur la régularisation des comptes, d'effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé, le total ne devant dépasser en aucun temps de plus de $100 millions l'ensemble des montants reçus dans ces deux comptes. Un montant de $15,408,997 représentant l'actif net pris en charge par le Fonds a été imputé sur cette autorisation au moment où le Fonds est devenu budgétaire en 1981. En vertu d'une autorisation permanente du Conseil du Trésor, le surplus accumulé, au montant de $455,935, a été transféré à l'autorisation du Fonds en 1984-85.

2. Conventions comptables importantes

a) Paiements échelonnés aux fournisseurs

Les paiements échelonnés aux fournisseurs et la dette courue à leur égard au titre de fournitures de défense commandées par des ministères ou organismes gouvernementaux ou au titre de marchandises stockées, qui sont en cours et entreposées chez les fournisseurs, sont inscrits à titre de paiements échelonnés aux fournisseurs. En vertu des clauses des contrats, les fournisseurs sont débiteurs du Fonds tant que les fournitures n'ont pas été livrées.

b) Facturations échelonnées aux clients

Les facturations aux clients pour des fournitures de défense commandées qui ne leur ont pas encore été livrées sont inscrites aux comptes à titre de facturations échelonnées aux clients.

3. Débiteur à long terme

En conformité avec les clauses d'une entente, le recouvrement du débiteur à long terme est fonction de la possibilité du récipiendaire d'effectuer des ventes. Si le montant des ventes est insuffisant pour rembourser le montant de la dette, le solde sera recouvré du ministère de la Défense nationale.

Appendice 3

Fonds renouvelable des approvisionnements

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des approvisionnements ont été préparés par Approvisionnements et Services Canada selon les politiques du Conseil du Trésor et les normes et exigences de rapport du Receveur général du Canada.

Les états ont été préparés sur une base comparable à celle de l'exercice précédent et sont conformes aux renseignements figurant ailleurs dans les Comptes publics et les états ministériels. Les conventions comptables importantes suivies dans la préparation des états financiers sont énoncées dans les notes aux états financiers.

La responsabilité première de ces états, en raison de leur intégrité et objectivité, revient au secteur des finances et de l'administration du ministère. Cette responsabilité est assumée par la Direction du Contrôleur, qui développe et propage les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives spécifiques qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. De plus, le ministère maintient un système de contrôle interne qui identifie l'imputabilité des fonds, fournit l'assurance que les éléments d'actif sont sauvegardés et que les registres financiers s'y rattachant sont maintenus.

Approuvé par:

Contrôleur
(Agent financier supérieur à plein temps)
R. J. NEVILLE

Sous-ministre adjoint, Finances et administration
(Agent financier supérieur)
W. E. DAVIS

le 12 août 1985

ÉTAT DE L'AUTORISATION EMPLOYÉE (FOURNIE) POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985		1984	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Surplus net pour l'exercice	(595)	(22,763)	(843)	(5,692)
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds	(3,397)	(3,561)	(2,954)	(2,836)
Provenances de fonctionnement	(3,992)	(26,324)	(3,797)	(8,528)
Acquisitions d'immobilisations	4,582	5,419	8,372	5,028
Modification du fonds de roulement	6,182	(8,996)	12,187	(5,554)
Autres éléments		(5,644)		18,649
Autorisation (fournie) employée	6,772	(35,545)	16,762	9,595

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF DU FONDS	1985	1984
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Gouvernement fédéral	130,771,514	159,037,906
Tiers	5,686,000	4,172,000
Autres disponibilités	887,417	2,726,369
Stocks au coût (notes 3 et 11)	20,015,389	16,865,624
Tranche à court terme de l'investissement net dans des contrats de location d'équipement informatique (TED)	226,967	275,267
	157,587,287	183,077,166
Débiteur à long terme		
Investissement net dans des contrats de location d'équipement informatique (TED) (note 7)	151,556	328,263
Immobilisations au coût (note 6)	29,789,184	26,108,115
Moins: amortissement accumulé	16,036,546	14,300,585
	13,752,638	11,807,530
Améliorations locatives au coût (nettes de l'amortissement)	2,085,513	2,171,964
Autre élément d'actif		
Droits de la Couronne à la valeur nominale	1	1
	173,576,995	197,384,924

PASSIF DU FONDS	1985	1984
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Gouvernement fédéral	8,375,707	4,632,852
Tiers	48,080,302	68,132,583
Revenu reporté	1,054,307	1,238,749
	57,510,316	74,004,184
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	79,303,525	103,689,063
Surplus accumulé	36,763,154	19,691,677
	116,066,679	123,380,740
	173,576,995	197,384,924

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Appendice 3—*Suite*

Fonds renouvelable des approvisionnements—*Suite*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Ventes (note 4)		
Acquisitions commerciales	185,951,740	171,977,795
Acquisitions scientifiques et techniques	60,794,011	54,919,185
Approvisionnements régionaux	178,096,840	151,844,448
Imprimerie et communications	182,659,489	154,504,107
Gestion des biens	5,385,000	2,033,134
Approvisionnements de l'exportation	5,619,210	6,340,000
Administration du programme	1,375,751	1,527,606
	619,882,041	543,146,275
Coût des ventes (note 4)	390,567,841	343,764,500
Marge bénéficiaire brute	229,314,200	199,381,775
Frais d'exploitation		
Traitements et indemnités aux employés	125,166,987	117,901,824
Voyages et déménagements	5,174,575	4,081,983
Communications	4,027,542	4,169,372
Information	1,100,446	789,782
Services professionnels et spéciaux	31,138,877	27,238,884
Locations	1,672,335	1,995,352
Réparations, approvisionnements, divers	8,277,579	6,938,058
Amortissement	1,704,568	1,190,134
Locaux	16,607,935	16,157,605
Fret à la vente	5,137,487	4,614,901
Stocks et autres pertes	874,456	369,477
Intérêt	5,721,324	8,174,197
Escomptes de caisse	(306,519)	(685,067)
Perte sur aliénation d'immobilisations	253,454	209,812
	206,551,046	193,146,314
Surplus net avant poste extraordinaire	22,763,154	6,235,461
Poste extraordinaire—Taxe de vente des exercices précédents (note 10)		543,784
Surplus net	22,763,154	5,691,677

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Solde redressé au début de l'exercice	19,691,677	18,888,134
Surplus net pour l'exercice tel qu'apparaissant antérieurement	22,763,154	6,964,614
Redressement, modification en 1984		(1,272,937)
Surplus net redressé de l'exercice	22,763,154	5,691,677
	42,454,831	24,579,811
Virement d'une partie du surplus accumulé à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(5,691,677)	(4,888,134)
Solde à la fin de l'exercice	36,763,154	19,691,677

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Provenances de fonds de roulement		
Exploitation		
Surplus net pour l'exercice avant poste extraordinaire	22,763,154	6,235,461
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds		
amortissement	2,874,807	2,284,016
amortissement des améliorations locatives	432,314	341,714
perte sur aliénation d'immobilisations	253,454	209,812
	26,323,729	9,071,003
Diminution de l'investissement net dans des contrats de location d'équipement informatique (TED)	176,707	821,573
	26,500,436	9,892,576
Utilisations de fonds de roulement		
Diminution de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	24,385,538	4,986,718
Plus: virement d'une partie du surplus du Fonds	5,691,677	4,888,134
Diminution brute	30,077,215	9,874,852
Achats d'immobilisations (note 6b)	5,073,369	4,288,080
Augmentation des améliorations locatives (net)	345,863	739,896
Taxe de vente des exercices précédents		543,784
	35,496,447	15,446,612
(Diminution) du fonds de roulement	(8,996,011)	(5,554,036)
Fonds de roulement au début de l'exercice	109,072,982	114,627,018
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	100,076,971	109,072,982
Modifications des éléments du fonds de roulement:		
(Diminution) augmentation des débiteurs	(26,752,392)	14,404,875
(Diminution) augmentation des autres disponibilités	(1,838,952)	1,668,919
Augmentation (diminution) des stocks	3,149,765	(4,127,955)
(Diminution) de la tranche à court terme de l'investissement net dans des contrats de location d'équipement informatique (TED)	(48,300)	(212,203)
Diminution (augmentation) des créditeurs et du passif couru	16,309,426	(17,816,527)
Diminution du revenu reporté	184,442	528,855
	(8,996,011)	(5,554,036)

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	79,303,525	103,689,063
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	42,551,594	68,464,499
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	105,836,959	126,281,751
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	16,018,160	45,871,811
Limite de l'autorisation	200,000,000	200,000,000
Autorisation non employée reportée	183,981,840	154,128,189

Appendice 3—*Suite*

Fonds renouvelable des approvisionnements—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1985

1. Objectif et autorisation

L'objectif du Fonds est d'acquérir et de fournir des biens et/ou des services requis par les ministères et les organismes, compte tenu du rôle que jouent les achats dans la réalisation des objectifs nationaux, et de fournir des services pour la disposition de matériel appartenant à la Couronne, le tout au moindre coût.

Le Fonds renouvelable des approvisionnements a été autorisé par le crédit L6 (Approvisionnements et Services) de la Loi nº 1 de 1975 portant affectation de crédits. Les modifications apportées à l'affectation ont autorisé le fusionnement des opérations du Fonds renouvelable des approvisionnements avec celles du Fonds renouvelable de l'imprimerie en date du 1er avril 1975, avec le Fonds renouvelable de l'édition en date du 1er avril 1976 et avec le Fonds renouvelable des expositions en date du 1er avril 1977.

En date du 1er avril 1980, le Parlement, par le biais de la Loi sur la régularisation des comptes, a abrogé tous les crédits concernant les comptes du Fonds renouvelable des approvisionnements. L'article 29 de la Loi a établi le Fonds renouvelable des approvisionnements en tant qu'entité budgétaire, avec une autorisation statutaire permanente de $150 millions. La limite d'autorisation du Fonds a été ultérieurement augmentée de $150 millions à $200 millions en vertu de la Loi nº 4 de 1981-82 portant affectation de crédits.

Un montant de $44,171,345, représentant l'actif net pris en charge par le Fonds et l'actif contribué au Fonds, a été imputé sur cette autorisation au moment où le Fonds est devenu budgétaire en 1981. En vertu d'une autorisation permanente du Conseil du Trésor, les surplus accumulés ont été transférés à l'autorisation du Fonds comme suit:

	$
1982-83	3,256,386
1983-84	4,888,134
1984-85	5,691,677
	13,836,197

2. Conventions comptables importantes

a) Revenus et dépenses

Les revenus et les dépenses sont enregistrés selon la méthode de comptabilité d'exercice, sauf pour les écarts suivants:

i) La comptabilité d'exercice qu'utilisent les Services de l'approvisionnement scientifique et technique pour enregistrer certains revenus est basée sur des analyses statistiques détaillées et vérifiées du volume de travail relatif aux achats. Cette convention a été adoptée afin d'éviter un système coûteux de tenue de livres tout en respectant l'obligation qu'il y a d'adhérer au principe comptable généralement reconnu de l'appariement des coûts et des revenus. Il faut en moyenne 18 mois pour réaliser les contrats dont la valeur varie de $200,000 à $1,000,000 et les revenus qui en proviennent sont répartis de façon uniforme sur cette période de 18 mois à partir du mois où le contrat est accordé. Il faut en moyenne 36 mois pour réaliser les contrats dont la valeur est supérieure à $1,000,000 et les revenus qui en proviennent sont répartis de façon uniforme sur cette période de 36 mois à partir du mois où est accordé le contrat. Certains autres contrats importants sont administrés selon la méthode de gestion de projet et le coût réel du projet est enregistré comme revenu au cours de chaque exercice pour toute la durée du projet. La direction admet que certains revenus sont gagnés avant que le contrat ne soit accordé mais est d'avis qu'il n'y a pas entorse sérieuse au principe comptable de l'appariement des coûts et des revenus puisqu'en général des revenus seront gagnés au cours de cette période au titre d'autres contrats déjà terminés.

ii) Les prestations aux employés (indemnités de cessation d'emploi et indemnités de vacances) s'accumulent avec leurs années de service au gouvernement du Canada, tel que prévu dans leurs conventions collectives. Le passif couru correspondant n'est pas comptabilisé; le coût de ces bénéfices est donc imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Le passif non comptabilisé est détaillé à la note 8.

b) Amortissement

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée prévue d'utilisation des immobilisations, soit généralement de 5 à 10 ans.

3. Stocks

	1985	1984
	$	$
Matériaux bruts et produits finis	17,274,339	15,176,214
Travaux en cours	2,741,050	1,689,410
	20,015,389	16,865,624

4. Ventes et coût des ventes

Pour fins de consolidation, des ventes et coût des ventes au montant de $9,178,313 ($17,774,310 en 1984) ont été exclus.

5. Assurance

Le Fonds renouvelable des approvisionnements n'a aucune assurance sur ses biens ou sur ceux qui appartiennent à d'autres et qu'il conserve dans ses entrepôts. Cette mesure est conforme à la politique d'auto-assurance du gouvernement.

6. Immobilisations et amortissement accumulé

a) De l'amortissement se chiffrant à $1,170,239 est compris dans le coût des ventes à l'état de l'exploitation.

b) Le 1er septembre 1984, des immobilisations d'une valeur de $601,556 (coût original de $1,109,037 *moins* l'amortissement accumulé au montant de $507,481—Valeur nette de $601,556) ont été acquises de l'Office national du film ainsi que des améliorations locatives d'une valeur de $26,738 (nettes de l'amortissement). Les acquisitions sont inscrites à leur valeur brute dans les tableaux ci-joints:

Appendice 3—*Fin*

Fonds renouvelable des approvisionnements—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1985—*Fin*

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Ameublement	3,524,004	508,008	139,349	3,892,663
Équipement informatique (TED)	7,684,450	2,638,105	1,282,104	9,040,451
Véhicules motorisés	794,587	127,305	54,857	867,035
Équipement d'entrepôt	1,870,166	428,377	75,250	2,223,293
Équipement d'imprimerie	12,009,136	818,935	280,266	12,547,805
Audio-vidéo	225,772	1,060,120	67,955	1,217,937
	26,108,115	5,580,850	1,899,781	29,789,184

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Ameublement	1,799,115	559,731	169,502	2,189,344
Équipement informatique (TED)	3,152,679	1,101,192	1,059,475	3,194,396
Véhicules motorisés	408,056	86,667	40,127	454,596
Équipement d'entrepôt	1,111,733	49,680	42,244	1,119,169
Équipement d'imprimerie	7,694,350	1,018,818	271,936	8,441,232
Audio-vidéo	134,652	566,200	63,043	637,809
	14,300,585	3,382,288	1,646,327	16,036,546

7. Investissement net dans des contrats de location d'équipement informatique (TED)

Le 2 mars 1976, le Conseil du Trésor a autorisé le Fonds renouvelable des approvisionnements à acheter de l'équipement informatique (TED) spécifique, tel qu'approuvé par le Conseil du Trésor, pour les ministères-clients. Le principal, l'intérêt et les autres frais sont recouvrables des ministères sur une période de un à cinq ans en vertu de contrats de location-financement. Le Fonds renouvelable des approvisionnements demeure propriétaire de l'équipement. Les paiements par les ministères-clients pour l'investissement à long terme dans des contrats de location sont dus ainsi—$60,708 en 1986-87, $42,067 en 1987-88 et $48,781 en 1988-89.

8. Passif concernant les prestations aux employés

Le passif non comptabilisé concernant les prestations aux employés se compose d'indemnités de cessation d'emploi et d'indemnités de vacances.

	1985	1984
	$	$
Indemnités de cessation d'emploi	29,860,615	28,781,847
Indemnités de vacances	7,609,610	7,348,653
	37,470,225	36,130,500

9. Honoraires reportés—Contrats d'acquisition

Conformément à la politique du ministère en ce qui a trait à la répartition uniforme des revenus pour certains genres de contrats, laquelle est définie à la note 2 a)i), la valeur des honoraires reportés concernant les contrats d'acquisition de même que le coût des travaux non complétés étaient de $33,832,001 au 31 mars 1985 ($33,949,558 en 1984).

10. Taxe de vente des exercices précédents

Le Fonds a été cotisé par Revenu Canada pour un montant de taxe de vente fédérale de $543,784 concernant les ventes de services d'imprimerie. Puisque ce montant s'applique aux opérations des exercices précédents, il a été inscrit comme poste extraordinaire à l'état de l'exploitation.

11. Correction des états financiers de l'exercice précédent

Les états financiers de 1984 ont été redressés pour un montant de $1,272,937, afin de corriger l'évaluation des produits en cours. Il en résulte une diminution du montant des stocks et du profit net.

12. Reclassification des chiffres de l'exercice précédent

Certains chiffres de 1984 ont été reclassifiés afin d'être conformes à la présentation de 1985.

SECTION 6

COMPTES PUBLICS
1984-85

Communications

Ministère
Conseil des Arts du Canada
Société Radio-Canada
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
Corporation du Centre national des Arts
Office national du film
Bibliothèque nationale
Musées nationaux du Canada
Archives publiques

SOMMAIRE

	Page
Objectifs	6.3
Emploi des crédits	6.4
Coût total des programmes—Budgétaire	6.8
Programmes par activité—Budgétaire	6.8
Subventions et contributions	6.10
Dépenses budgétaires par programme et article courant	6.12
Recettes	6.14
Appendices	6.16

COMMUNICATIONS

Ministère

Objectifs

PROGRAMME DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE*

PROGRAMME

—Élaborer des politiques, des programmes et des arrangements coopératifs pour atteindre les objectifs sociaux et économiques du Canada en matière de communications et de culture et pour promouvoir le développement et le fonctionnement ordonnés des communications et de la culture canadiennes au pays et à l'étranger.

FONDS RENOUVELABLE DE L'AGENCE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS GOUVERNEMENTALES

—Planifier, élaborer, coordonner et fournir les services et les installations de télécommunications nécessaires pour répondre de la façon la plus rentable possible aux besoins des ministères et des organismes fédéraux.

Conseil des Arts du Canada

Objectif

—Appuyer la création artistique et la production d'œuvres d'art sous toutes leurs formes et rendre l'art accessible à tous; coordonner l'activité de l'UNESCO au Canada et la participation du Canada aux programmes de l'UNESCO à l'étranger, sauf en ce qui concerne les questions politiques et les programmes d'aide aux pays en voie de développement.

Société Radio-Canada

Objectif

—Mettre au point et offrir aux Canadiens un service national de radiodiffusion dans les deux langues officielles et assurer un service international, soit deux services de teneur et de nature essentiellement canadiens.

Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne

Objectif

—Favoriser et encourager le développement ainsi que la programmation canadienne de l'industrie du long métrage au Canada.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Objectif

—Encourager l'élaboration et l'application des politiques nationales de radiodiffusion et de télécommunications grâce à la réglementation et à la supervision des réseaux canadiens de radiodiffusion et de télécommunications.

Corporation du Centre national des Arts

Objectif

—Promouvoir le développement des arts d'interprétation.

Office national du film

Objectif

—Illustrer la culture et la vie au Canada et assurer des services et de l'aide, sous forme de films, aux ministères et organismes du gouvernement.

Bibliothèque nationale

Objectif

—Faciliter l'utilisation des ressources de bibliothèque du pays par le public et le gouvernement fédéral.

Musées nationaux du Canada

Objectif

—Sauvegarder et mettre en valeur les produits de la nature et les œuvres culturelles ayant trait plus particulièrement, mais non pas exclusivement, au Canada, et aider d'autres établissements à sauvegarder et à mettre en valeur ces produits et ces œuvres, de façon à susciter l'intérêt pour le patrimoine naturel et culturel du Canada et à en diffuser la connaissance pour l'enrichissement des générations présentes et futures.

Archives publiques

Objectif

—La préservation systématique des documents gouvernementaux et privés d'importance nationale pour le Canada, afin de faciliter non seulement l'efficacité et l'efficience des opérations du gouvernement du Canada et la recherche historique sur tous les aspects de la vie canadienne mais aussi la protection des droits et l'enrichissement du sentiment d'identité nationale par les archives, mémoire collective de la nation.

---

* Comprend l'ancien Programme des arts et de la culture.

Note: Le Conseil de recherches en sciences humaines a été transféré au ministère du Secrétariat d'État.

Crédit	Programme	
	MINISTÈRE	
	PROGRAMME DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE	
	Budgétaire	
1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes de l'année	$ 127,736,500
	1b	3,106,000
	Virement du CT, crédit 10(1)	25,993
5	Dépenses en capital	$ 24,388,000
	5b	13,014,000
10	Subventions inscrites au Budget et contributions	$ 47,467,500
	10b	6,286,621
	10c	1
15	Versements à la Société canadienne des postes pour les coûts liés aux envois de publications culturelles	
Stat	Ministre des Communications—Traitement et allocation pour automobile	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	
	PROGRAMME DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE—FONDS RENOUVELABLE DE L'AGENCE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS GOUVERNEMENTALES	
2c	Conformément à l'article 33 de la Loi sur la régularisation des comptes, faire passer de $15,000,000 à $19,000,000 le montant par lequel la somme des dépenses visées à l'article 23 de ladite Loi puisse excéder les recettes mentionnées dans cet article	
Stat	Budgets des dépenses 1984-85	
	Augmentation de l'autorisation du Fonds renouvelable selon le crédit 2c	
	Total du programme—Budgétaire	
	Non budgétaire	
Stat	Télésat Canada, article 41. Sur recommandation du Ministre et selon les modalités approuvées par le gouverneur en conseil, le ministre des Finances peut à l'occasion prêter de l'argent à la Société, le total impayé ne doit à aucun moment dépasser $40,000,000. (Net)	
L20	Prêts à des établissements et à des administrations sis au Canada, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux fins de l'article 29 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels. (Brut)	
	Total du programme—Non budgétaire	
	CONSEIL DES ARTS DU CANADA(2)	
	Budgétaire	
25	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 20 de la Loi sur le Conseil des Arts du Canada, devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la Loi	$ 69,614,000
	25b	3,000,000
	SOCIÉTÉ RADIO-CANADA	
	Budgétaire	
30	Paiements à la Société Radio-Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement relatives à la prestation de services de diffusion	$ 799,258,000
	30c	9,192,000
35	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	
40	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses en capital de son service de radiodiffusion	
	Total du programme—Budgétaire	
	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE	
	Budgétaire	
45	Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne devant servir aux fins prévues dans la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	$ 54,764,000
	45b	6,084,000
	Non budgétaire	
Stat	Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne devant servir aux fins prévues dans la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	
	CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES	
	Budgétaire	
50	Dépenses du programme et subventions inscrites au Budget	$ 23,346,000
	Virement du CT, crédit 10(1)	7,667
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	
	Total du programme—Budgétaire	

Crédits								
Exercice en cours					Employés au cours de l'exercice	Soldes		Employés au cours de l'exercice précédent
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global		Annulés (suremployés)	Reportés	
$	$	$	$	$	$	$	$	$
130,868,493		130,868,493		130,868,493	115,548,747	15,319,746		110,718,327
37,402,000		37,402,000		37,402,000	24,903,848	12,498,152		23,947,988
53,754,122		53,754,122		53,754,122	45,455,255	8,298,867		40,510,811
55,650,000		55,650,000		55,650,000	55,650,000			53,000,000
40,500	(7,768)	32,732		32,732	32,732			40,975
9,840,000	1,500,000	11,340,000		11,340,000	11,340,000			10,202,000
	22,369	22,369		22,369	22,369			127,401
287,555,115	*1,514,601*	*289,069,716*		*289,069,716*	*252,952,951*	*36,116,765*		*238,547,502*
1		1		1		1		
1,776,000	(1,776,000)		11,445,690	11,445,690				1,208,756
	4,000,000	4,000,000		4,000,000				
1,776,001	*2,224,000*	*4,000,001*	*11,445,690*	*15,445,691*	*(989,636)*	*1*	*16,435,326*	*1,208,756*
289,331,116	*3,738,601*	*293,069,717*	*11,445,690*	*304,515,407*	*251,963,315*	*36,116,766*	*16,435,326*	*239,756,258*
			40,000,000	40,000,000			40,000,000	
10,000		10,000		10,000		10,000		4,920
10,000		*10,000*	*40,000,000*	*40,010,000*		*10,000*	*40,000,000*	*4,920*
72,614,000		*72,614,000*		*72,614,000*	*72,614,000*			*65,581,000*
808,450,000		808,450,000		808,450,000	808,450,000			737,065,550
4,700,000		4,700,000		4,700,000	4,700,000			12,020,000
91,777,000		91,777,000		91,777,000	91,777,000			66,885,000
904,927,000		*904,927,000*		*904,927,000*	*904,927,000*			*815,970,550*
60,848,000	*(15,276,506)*[3]	*45,571,494*		*45,571,494*	*45,571,494*			*16,263,234*
	15,276,506[3]	*15,276,506*	*25,775,371*	*41,051,877*	*(2,739,340)*		*43,791,217*	*(36,365)*
23,353,667		23,353,667		23,353,667	22,689,335	664,332		21,246,540
2,199,000	336,000	2,535,000		2,535,000	2,535,000			2,328,000
	26,747	26,747		26,747	26,747			2,428
25,552,667	*362,747*	*25,915,414*		*25,915,414*	*25,251,082*	*664,332*		*23,576,968*

Emploi des crédits—*Fin*

Crédit	Programme	
	CORPORATION DU CENTRE NATIONAL DES ARTS[2]	
	Budgétaire	
55	Paiements à la Corporation du Centre national des Arts	$ 14,832,000
	55c	100,000
	OFFICE NATIONAL DU FILM	
	Budgétaire	
60	Fonds renouvelable de l'Office national du film—Déficit de fonctionnement, dépenses en capital, subventions inscrites au Budget et contributions	$ 62,330,000
	Virement du CT, crédit 10[1]	21,459
Stat	Budgets des dépenses 1984-85	
	Apport d'actif	
	Total du programme—Budgétaire	
	BIBLIOTHÈQUE NATIONALE	
	Budgétaire	
65	Dépenses du programme et subventions inscrites au Budget	$ 27,783,000
	65b	1,184,000
	Virement du CT, crédit 10[1]	20,009
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	MUSÉES NATIONAUX DU CANADA	
	Budgétaire	
70	Dépenses de fonctionnement, y compris une somme de $2,045,000 pour l'acquisition de pièces de collection par la Corporation au cours des exercices financiers 1984-85 et 1985-86 et autorisation de dépenser les recettes de l'année provenant de la vente au public de livres, de brochures, de reproductions et d'autres documents relatifs aux fins de la Corporation	$ 56,500,300
	70b	2,445,000
	70c Y compris une somme additionnelle de $400,000 pour l'acquisition de pièces au cours de 1984-85 et 1985-86	1,073,000
	Virement du: CT, crédit 5[1]	330,659
	CT, crédit 10[1]	261,613
	CT, crédit 30[1]	110,000
75	Subventions inscrites au Budget	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Arrêt de la Cour provinciale	
	Total du programme—Budgétaire	
	ARCHIVES PUBLIQUES	
	Budgétaire	
80	Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année	$ 36,382,000
	Virement du CT, crédit 10[1]	156,706
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	Total—Budgétaire	
	Non budgétaire	

[1] Conseil du Trésor, crédit 5, éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10, initiatives visant à créer des emplois.
Conseil du Trésor, crédit 30 (Contrôleur général), mise en œuvre des plans destinés à améliorer les pratiques et les procédures de contrôle en matière de gestion.

[2] Les états financiers des sociétés de la Couronne sont présentés dans le volume III des Comptes publics.

[3] L'autorisation budgétaire votée, pour rencontrer les exigences de la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, C-10, comprend l'autorisation non budgétaire des prêts.
L'autorisation non budgétaire est déterminée en déduisant les dépenses budgétaires du montant total voté.

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
14,932,000		*14,932,000*		*14,932,000*	*14,932,000*			*14,427,000*
62,351,459		*62,351,459*		*62,351,459*	*61,584,975*	*766,484*		*57,828,156*
200,000	(200,000)		7,602,399	7,602,399	(98,375)			(272,399)
	(1,056,549)	(1,056,549)		(1,056,549)				
200,000	*(1,256,549)*	*(1,056,549)*	*7,602,399*	*6,545,850*	*(98,375)*		*6,644,225*	*(272,399)*
62,551,459	*(1,256,549)*	*61,294,910*	*7,602,399*	*68,897,309*	*61,486,600*	*766,484*	*6,644,225*	*57,555,757*
28,987,009		28,987,009		28,987,009	27,956,301	1,030,708		27,440,235
1,976,000	231,193	2,207,193		2,207,193	2,207,193			2,181,000
30,963,009	*231,193*	*31,194,202*		*31,194,202*	*30,163,494*	*1,030,708*		*29,621,235*
60,720,572		60,720,572	845,106	61,565,678	59,887,224	1,133,177	545,277	53,533,006
8,567,700		8,567,700		8,567,700	8,567,700			10,681,977
4,449,000	678,000	5,127,000		5,127,000	5,127,000			4,699,000
	141,186	141,186		141,186	141,186			
73,737,272	*819,186*	*74,556,458*	*845,106*	*75,401,564*	*73,723,110*	*1,133,177*	*545,277*	*68,913,983*
36,538,706		36,538,706		36,538,706	35,731,045	807,661		33,785,054
3,055,000	466,000	3,521,000		3,521,000	3,521,000			3,184,000
39,593,706	*466,000*	*40,059,706*		*40,059,706*	*39,252,045*	*807,661*		*36,969,054*
1,575,050,229	(10,915,328)	1,564,134,901	19,893,195	1,584,028,096	1,519,884,140	40,519,128	23,624,828	1,368,635,039
10,000	15,276,506	15,286,506	65,775,371	81,061,877	(2,739,340)	10,000	83,791,217	(31,445)

Coût total des programmes—Budgétaire
(en milliers de dollars)

PROGRAMME	Exercice	Dépenses	*Moins:* Rentrées portées en recettes	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	*Plus:* Autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	*Moins:* Services fournis gratuitement à d'autres ministères	Coût total des programmes
MINISTÈRE								
COMMUNICATIONS ET CULTURE	1984-85	252,953	34,103	3,764	7,682	2,103		232,399
	1983-84	238,547	23,688	3,585	7,306	1,663		227,413
COMMUNICATIONS ET CULTURE—FONDS RENOUVELABLE DE L'AGENCE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS GOUVERNEMENTALES	1984-85	(990)						(990)
	1983-84	1,209						1,209
	1984-85	251,963	34,103	3,764	7,682	2,103		231,409
	1983-84	239,756	23,688	3,585	7,306	1,663		228,622
CONSEIL DES ARTS DU CANADA	1984-85	72,614						72,614
	1983-84	65,581						65,581
SOCIÉTÉ RADIO-CANADA	1984-85	904,927						904,927
	1983-84	815,971						815,971
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE	1984-85	45,572						45,572
	1983-84	16,263						16,263
CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES	1984-85	25,251	26,605		1,629	416		691
	1983-84	23,577	21,820		1,629	340		3,726
CORPORATION DU CENTRE NATIONAL DES ARTS	1984-85	14,932						14,932
	1983-84	14,427						14,427
OFFICE NATIONAL DU FILM	1984-85	61,487						61,487
	1983-84	57,556						57,556
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE	1984-85	30,163	1,205		4,357	4,448		37,763
	1983-84	29,621	941		4,699	4,148		37,527
MUSÉES NATIONAUX DU CANADA	1984-85	73,723	268		12,057	1,096		86,608
	1983-84	68,914	145		11,281	949		80,999
ARCHIVES PUBLIQUES	1984-85	39,252	225		10,121	694	13,203	36,639
	1983-84	36,969	253		10,974	555	12,343	35,902
Total	1984-85	1,519,884	62,406	3,764	35,846	8,757	13,203	1,492,642
	1983-84	1,368,635	46,847	3,585	35,889	7,655	12,343	1,356,574

Programmes par activité—Budgétaire
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
MINISTÈRE								
PROGRAMME DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE								
Administration centrale	18,376	16,854	568	568			18,944	17,422
Recherche	34,549	30,664	14,385	7,010	875	525	49,809	38,199
Applications de la technologie et soutien de l'industrie	25,726	19,323	20,274	15,589	18,679	16,474	64,679	51,386
Gestion du spectre des fréquences radioélectriques	41,314	40,334	1,857	1,724	45	40	43,216	42,098
Élaboration et coordination des politiques	11,290	10,460	8	8	3,129	3,044	14,427	13,512
Affaires culturelles	61,252	59,672	310	5	31,026	25,372	92,588	85,049
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11,340	11,340					11,340	11,340
	203,847	188,647	37,402	24,904	53,754	45,455	295,003	259,006
Moins: recettes à valoir sur le crédit	5,933	6,053					5,933	6,053
	197,914	182,594	37,402	24,904	53,754	45,455	289,070	252,953
Moins: rentrées portées en recettes	30,166	34,103					30,166	34,103
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère	3,764	3,764					3,764	3,764
locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	7,682	7,682					7,682	7,682
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	2,116	2,103					2,116	2,103
	181,310	*162,040*	*37,402*	*24,904*	*53,754*	*45,455*	*272,466*	*232,399*

Programmes par activité—Budgétaire—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
PROGRAMME DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE—FONDS RENOUVELABLE DE L'AGENCE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS GOUVERNEMENTALES								
Administration	6,474	5,766	391	391			6,865	6,157
Soutien technique des télécommunications	4,726	4,209					4,726	4,209
Opérations	139,074	123,863					139,074	123,863
	150,274	133,838	391	391			150,665	134,229
Moins: recettes à valoir sur le Fonds	135,219	135,219					135,219	135,219
	15,055	*(1,381)*	*391*	*391*			*15,446*	*(990)*
Coût total du programme	196,365	160,659	37,793	25,295	53,754	4[illegible],455	287,912	231,409
CONSEIL DES ARTS DU CANADA					72,614	72,614	72,614	72,614
SOCIÉTÉ RADIO-CANADA*							904,927	904,927
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE*							45,572	45,572
CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES								
Radiodiffusion	12,021	10,515			75		12,096	10,515
Télécommunications	3,498	3,224					3,498	3,224
Administration	10,234	11,287	87	225			10,321	11,512
	25,753	25,026	87	225	75		25,915	25,251
Moins: rentrées portées en recettes	25,000	26,605					25,000	26,605
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	1,629	1,629					1,629	1,629
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	416	416					416	416
Coût total du programme	2,798	466	87	225	75		2,960	691
CORPORATION DU CENTRE NATIONAL DES ARTS*							14,932	14,932
OFFICE NATIONAL DU FILM								
Fonds renouvelable de l'Office national du film	83,897	73,565	3,168	3,168	282	277	87,347	77,010
Moins: recettes à valoir sur le Fonds	18,450	15,523					18,450	15,523
Coût total du programme	65,447	58,042	3,168	3,168	282	277	68,897	61,487
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE								
Bibliothèque nationale	30,951	29,655	205	471	38	37	31,194	30,163
Moins: rentrées portées en recettes	1,157	1,205					1,157	1,205
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	4,357	4,357					4,357	4,357
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	4,448	4,448					4,448	4,448
Coût total du programme	38,599	37,255	205	471	38	37	38,842	37,763
MUSÉES NATIONAUX DU CANADA								
Gestion centrale	1,345	1,331	2				1,347	1,331
Galerie nationale du Canada	10,389	9,800	188	369	1	1	10,578	10,170
Musée national de l'Homme	11,982	11,408	128	530			12,110	11,938
Musée national des sciences naturelles	8,039	7,895	196	340			8,235	8,235
Musée national des sciences et de la technologie	5,262	5,339	172	190			5,434	5,529
Programmes nationaux	12,201	11,901	373	468	8,567	8,567	21,141	20,936
Services à la Corporation	17,294	15,657	362	869			17,656	16,526
	66,512	63,331	1,421	2,766	8,568	8,568	76,501	74,665
Moins: recettes à valoir sur le crédit	1,100	942					1,100	942
	65,412	62,389	1,421	2,766	8,568	8,568	75,401	73,723
Moins: rentrées portées en recettes		268						268
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	12,057	12,057					12,057	12,057
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	1,096	1,096					1,096	1,096
Coût total du programme	78,565	75,274	1,421	2,766	8,568	8,568	88,554	86,608

Programmes par activité—Budgétaire—*Fin*

(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
ARCHIVES PUBLIQUES								
Opérations archivistiques	16,181	16,062	175	1,041			16,356	17,103
Gestion des documents gouvernementaux	10,457	9,609	1,093	1,091			11,550	10,700
Services aux départements	13,305	12,883	574	536			13,879	13,419
	39,943	38,554	1,842	2,668			41,785	41,222
Moins: recettes à valoir sur le crédit	1,725	1,970					1,725	1,970
	38,218	36,584	1,842	2,668			40,060	39,252
Moins: rentrées portées en recettes		225						225
services fournis gratuitement à d'autres ministères	13,203	13,203					13,203	13,203
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	10,121	10,121					10,121	10,121
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	694	694					694	694
Coût total du programme	35,830	33,971	1,842	2,668			37,672	36,639

* Le détail par type de dépenses n'est pas disponible.

Subventions et contributions

(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
MINISTÈRE			
PROGRAMME DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE			
Subventions			
Gestion du spectre des fréquences radioélectriques			
Conseil canadien de planification technique de la radio	25	25	17
Élaboration et coordination des politiques			
Subventions à des organismes sans but lucratif en vue de la participation aux célébrations du Centenaire de Vancouver	500	500	
Affaires culturelles			
Subventions à des établissements et à des administrations sis au Canada conformément à l'article 29 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels	2,190	412	1,508
Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération, Charlottetown (Î-P-É)	1,086	1,086	1,034
Subventions aux institutions et organismes culturels canadiens à but non lucratif pour le perfectionnement des cadres et pour certaines activités culturelles d'importance nationale	3,500	3,500	3,500
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			450
	7,301	*5,523*	*6,509*
Contributions			
Recherche			
Contributions destinées à financer les associations de télécommunications, ainsi que la tenue de conférences, de séminaires et de colloques parrainés par des universités canadiennes	25	25	25
Contribution à des organismes canadiens œuvrant dans le domaine des nouvelles technologies de l'information pour le déroulement d'activités de collaboration internationale	350		
Contribution au «Montreal International Software Market Inc. (MIM'85)»	500	500	
Applications de la technologie et soutien de l'industrie			
Contribution à Télésat Canada pour l'acquisition, au Canada, de l'engin spatial Anik-D	331	330	414
Contribution versée à l'Agence spatiale européenne relativement aux étapes du développement, de l'élaboration et du fonctionnement du Programme de grand satellite de télécommunications	12,578	12,245	14,808
Contributions à l'industrie canadienne pour aider à la création de nouveaux systèmes de fonctionnement commerciaux Télidon	4,270	3,899	430
Contributions à des organismes canadiens pour le développement de technologies de communications	1,500		
Gestion du spectre des fréquences radioélectriques			
Contribution à l'Association canadienne de normalisation (Comité directeur sur l'immunité au brouillage électromagnétique)	20	15	10
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			780
Élaboration et coordination des politiques			
Contribution à la Conférence interaméricaine des télécommunications	16	13	
Part des frais d'administration d'organismes internationaux de radio, de téléphone et de télégraphie assumée par le Canada: Union internationale des télécommunications, Genève (Suisse)	2,150	2,113	2,391
Contribution au Programme spécial volontaire de coopération technique de l'Union internationale des télécommunications, Genève (Suisse)	100	100	
Contribution à l'Association canadienne de normalisation (Comité directeur de normalisation des télécommunications)	18	18	18
Contribution au Festival mondial des arts de la scène	300	300	
Contribution à Cybertech Inc. pour l'amélioration des modèles d'appareils de télécommunications pour les sourds	45		
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			74

Subventions et contributions—*Fin*
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
Affaires culturelles			
Contributions aux organismes nationaux d'activités artistiques et culturelles	695	695	695
Contributions aux institutions et organismes culturels canadiens sans but lucratif pour les arts et la technologie, l'amélioration de la gestion, l'achat de matériel technologique de communications	13,213	9,359	4,360
Contributions pour le développement de l'industrie canadienne de l'édition	9,672	9,671	8,197
Contribution au Festival international de Toronto de 1984 (Cinquantenaire)	150	150	
Contribution à la Stratford Shakespearean Festival Foundation	200	200	1,800
Contributions afin d'appuyer les organismes nationaux de services dans le domaine du film et de la vidéo	300	280	
Contributions destinées à financer le développement de l'infrastructure des entreprises culturelles	20	19	
	46,453	*39,932*	*34,002*
	53,754	*45,455*	*40,511*
CONSEIL DES ARTS DU CANADA			
Subventions			
Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 20 de la Loi sur le Conseil des Arts du Canada, devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la Loi	*72,614*	*72,614*	*65,581*
CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES			
Subventions			
Radiodiffusion			
Subventions à la recherche, aux termes de l'article 18 de la Loi sur la radiodiffusion	*75*		*70*
OFFICE NATIONAL DU FILM			
Subventions			
Direction et services administratifs			
Subventions pour aider à payer le coût de certains événements cinématographiques d'importance, qui ont lieu au Canada et qui sont d'intérêt national ou international, selon l'avis du conseil d'administration	*10*	*10*	*10*
Contributions			
Production de films et autres formes de présentations visuelles			
Paiement à la province de Québec en vertu des accords fiscaux réciproques	251	251	254
Distribution de films et autres formes de présentations visuelles			
Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS)	21	16	150
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			151
	272	*267*	*555*
	282	*277*	*565*
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE			
Subventions			
Bibliothèque nationale			
Fédération internationale des associations de bibliothécaires	10	10	9
Système international de données sur les publications en série	28	27	19
	38	*37*	*28*
MUSÉES NATIONAUX DU CANADA			
Subventions			
Galerie nationale du Canada			
College Art Association of America	1	1	1
Programmes nationaux			
Subventions aux musées et autres organisations du Canada aux fins de leur fonctionnement, projets spéciaux, formation, enregistrement, achat de matériel et construction d'installations	8,567	8,567	8,702
	8,568	*8,568*	*8,703*
Contributions			
Musée national de l'Homme			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			280
Musée national des sciences naturelles			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			955
Musée national des sciences et de la technologie			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			104
Programmes nationaux			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			631
Services à la Corporation			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			9
			1,979
	8,568	*8,568*	*10,682*
ARCHIVES PUBLIQUES			
Contributions			
Opérations archivistiques			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			*529*
Total	135,331	126,951	117,966

Dépenses budgétaires par programme et article courant
(en milliers de dollars)

ARTICLE COURANT	Programme des communications et de la culture — Programme	Programme des communications et de la culture — Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales	Sous-total	Conseil des Arts du Canada	Société Radio-Canada
(1) Traitements et salaires	77,024 **73,324** *70,382*	6,593 **6,593** *6,133*	83,617 **79,917** *76,515*		
(1) Autres frais touchant le personnel	13,795 **13,135** *11,771*	1,200 **1,200** *1,094*	14,995 **14,335** *12,865*		
(2) Transports et communications	8,607 **7,316** *6,824*	121,792 **121,792** *119,834*	130,399 **129,108** *126,658*		
(3) Information	2,361 **2,003** *2,296*	632 **632** *563*	2,993 **2,635** *2,859*		
(4) Services professionnels et spéciaux	43,991 **36,558** *38,335*	968 **968** *1,291*	44,959 **37,526** *39,626*		
(5) Location	2,421 **2,059** *1,355*	1,035 **1,035** *1,004*	3,456 **3,094** *2,359*		
(6) Achat de services de réparation et d'entretien	2,705 **2,299** *2,000*	395 **395** *55*	3,100 **2,694** *2,055*		
(7) Services publics, fournitures et approvisionnements	10,057 **8,557** *7,221*	101 **101** *142*	10,158 **8,658** *7,363*		
(8) Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	6,261 **5,326** *1,407*		6,261 **5,326** *1,407*		
(9) Construction et acquisition de machines et de matériel	8,383 **7,123** *7,881*	397 **397** *320*	8,780 **7,520** *8,201*		
(10) Subventions, contributions et autres paiements de transfert	53,754 **45,455** *40,511*		53,754 **45,455** *40,511*	72,614 **72,614** *65,581*	
(12) Toutes autres dépenses	65,644 **55,851** *54,438*	17,552 **1,116** *762*	83,196 **56,967** *55,200*		904,927 **904,927** *815,971*
(1-12) Total	295,003 **259,006** *244,421*	150,665 **134,229** *131,198*	445,668 **393,235** *375,619*	72,614 **72,614** *65,581*	904,927 **904,927** *815,971*
(13) *Moins:* recettes à valoir sur le crédit	5,933 **6,053** *5,874*	135,219 **135,219** *129,989*	141,152 **141,272** *135,863*		
Total des dépenses nettes	289,070 **252,953** *238,547*	15,446 **(990)** *1,209*	304,516 **251,963** *239,756*	72,614 **72,614** *65,581*	904,927 **904,927** *815,971*

Les montants en caractères romains représentent les crédits de 1984-85.
Les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de 1984-85.
Les montants en *italique* représentent les dépenses de 1983-84.

Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	Corporation du Centre national des Arts	Office national du film	Bibliothèque nationale	Musées nationaux du Canada	Archives publiques	Total
	17,072		32,320	15,842	36,796	23,591	209,238
	16,481		**32,283**	**15,778**	**36,014**	**23,206**	**203,679**
	15,371		*34,410*	*15,699*	*32,570*	*21,868*	*196,433*
	2,595		5,567	2,207	5,461	3,521	34,346
	2,672		**4,588**	**2,207**	**5,508**	**3,521**	**32,831**
	2,478		*4,589*	*2,181*	*5,388*	*3,184*	*30,685*
	1,660		5,500	903	3,962	1,075	143,499
	1,377		**5,504**	**938**	**3,741**	**1,178**	**141,846**
	1,346		*4,740*	*826*	*3,503*	*1,220*	*138,293*
	1,287		1,050	730	1,627	843	8,530
	1,868		**1,226**	**473**	**1,493**	**401**	**8,096**
	1,547		*938*	*478*	*1,354*	*357*	*7,533*
	1,843		14,752	7,589	8,093	5,177	82,413
	1,717		**12,730**	**6,213**	**7,605**	**5,178**	**70,969**
	1,545		*12,840*	*6,125*	*7,193*	*4,293*	*71,622*
	498		9,200	791	1,007	308	15,260
	382		**9,605**	**487**	**776**	**146**	**14,490**
	264		*9,885*	*719*	*769*	*154*	*14,150*
	133		1,200	179	2,402	1,542	8,556
	150		**906**	**278**	**2,043**	**1,385**	**7,456**
	173		*846*	*153*	*1,410*	*1,230*	*5,867*
	628		6,400	2,648	3,571	2,759	26,164
	349		**5,254**	**3,180**	**5,985**	**1,924**	**25,350**
	356		*4,894*	*2,880*	*3,211*	*2,152*	*20,856*
							6,261
							5,326
							1,407
	87		3,168	205	1,421	1,842	15,503
	225		**3,168**	**471**	**2,766**	**2,668**	**16,818**
	419		*2,822*	*479*	*2,404*	*1,650*	*15,975*
	75		282	38	8,568		135,331
			277	**37**	**8,568**		**126,951**
	70		*565*	*28*	*10,682*	*529*	*117,966*
45,572	37	14,932	7,908	62	3,593	1,127	1,061,354
45,572	**30**	**14,932**	**1,469**	**101**	**166**	**1,615**	**1,025,779**
16,263	*8*	*14,427*	*1,092*	*53*	*1,473*	*2,204*	*906,691*
45,572	25,915	14,932	87,347	31,194	76,501	41,785	1,746,455
45,572	**25,251**	**14,932**	**77,010**	**30,163**	**74,665**	**41,222**	**1,679,591**
16,263	*23,577*	*14,427*	*77,621*	*29,621*	*69,957*	*38,841*	*1,527,478*
			18,450		1,100	1,725	162,427
			15,523		**942**	**1,970**	**159,707**
			20,065		*1,043*	*1,872*	*158,843*
45,572	25,915	14,932	68,897	31,194	75,401	40,060	1,584,028
45,572	**25,251**	**14,932**	**61,487**	**30,163**	**73,723**	**39,252**	**1,519,884**
16,263	*23,577*	*14,427*	*57,556*	*29,621*	*68,914*	*36,969*	*1,368,635*

Recettes

	1984-85	1983-84
	$	$
MINISTÈRE		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	1,500,000	3,000,000
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	995,716	1,272,637
Rémunérations de services	2,147,559	1,270,276
Privilèges, licences et permis	22,802,758	17,537,994
Produits des ventes	29,050	26,959
Autres recettes non fiscales	6,627,878	579,937
Total	34,102,961	23,687,803

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements:		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Autres—		
Entreprises mixtes et en coparticipation—		
Télésat Canada—Dividendes		1,500,000
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	201,440	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	794,276	
		995,716
Rémunérations de services:		
Approbation de type et honoraires d'analyse	124,644	
Authentification, analyse et étiquetage	1,211,204	
Services facultatifs—Utilisation des installations	705,391	
Divers	106,320	
		2,147,559
Privilèges, licences et permis:		
Service général de radio	1,338,789	
Service de radio amateur	399,854	
Hyper-fréquence—Gouvernement	131,808	
Hyper-fréquence, fixe et amovible	18,251,304	
Navires	1,081,587	
Aéronef	718,885	
Terrestre et spatial	304,012	
Divers	76,519	
		22,802,758
Autres recettes non fiscales:		
Recouvrement du Fonds du revenu consolidé (FRC) suite à la vente d'une propriété de la Société Radio-Canada	6,541,698	
Divers	86,180	
		6,627,878

	1984-85	1983-84
	$	$
CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	8,183	33,175
Privilèges, licences et permis	26,587,781	21,780,033
Autres recettes non fiscales	9,377	6,896
Total	26,605,341	21,820,104

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	5,556	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	2,627	
		8,183
Privilèges, licences et permis:		
Frais de licences en radiodiffusion		26,587,781

	1984-85	1983-84
	$	$
OFFICE NATIONAL DU FILM		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents		213

	1984-85	1983-84
	$	$
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	37,862	46,551
Rémunérations de services	1,162,607	890,297
Autres recettes non fiscales	4,198	3,876
Total	1,204,667	940,724

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	8,757	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	29,105	
		37,862
Rémunérations de services:		
Reproduction de matériel photographique de collection de la Bibliothèque nationale		1,162,607

Recettes—*Fin*

	1984-85	1983-84
	$	$
MUSÉES NATIONAUX DU CANADA		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	266,398	127,231
Rémunérations de services	49	
Produits des ventes	97	1,120
Autres recettes non fiscales	1,314	16,371
Total	267,858	144,722

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements pour marchandises d'approvisionnement et pour divers chèques annulés	66,094	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	200,304	
		266,398

	1984-85	1983-84
	$	$
ARCHIVES PUBLIQUES		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	58,447	93,601
Rémunérations de services	154,449	148,461
Autres recettes non fiscales	12,391	11,322
Total	225,287	253,384

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	11,496	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	46,951	
		58,447
Rémunérations de services:		
Reproduction de documents de collection des Archives publiques		154,449

Appendice 1

Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales (ATG) ont été préparés tels qu'exigés par et selon la politique et les procédures du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du Receveur général du Canada. La responsabilité première de ces états financiers, en raison de l'intégrité et de l'objectivité des données, revient à la gestion du Fonds. Les renseignements financiers renfermés dans ces états financiers ont fait l'objet d'une révision de la part de représentants du vérificateur général.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables établies, telles qu'énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le sous-ministre adjoint, Gestion des finances développe et propage les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives spécifiques qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Celles-ci sont supportées par des systèmes et procédures additionnels qui sont élaborés et appliqués par la Division des finances et administration du Fonds. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût convenable. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. La gestion du Fonds est basée sur le recouvrement des coûts, lesquels sont répartis d'une juste manière aux usagers des services de télécommunications et sont recouvrés sur une base régulière. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par les activités de vérification interne, ainsi que par des contrats fréquents avec les agents financiers et d'évaluation de programmes du ministère et avec le personnel du Bureau du vérificateur général. Une vérification interne a été effectuée par le Bureau des services de vérification du ministère des Approvisionnements et Services au cours de la période de janvier à mars 1984. Les vérificateurs ont conclu "...que l'acquisition, l'utilisation et la protection des ressources humaines, financières et physiques sous la responsabilité de la Division des finances et administration sont accomplies d'une façon efficace et économique".

Le Fonds recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs de personnel comptable qualifié, par des arrangements organisationnels fournissant un partage juste de responsabilités et par un niveau élevé de communications internes visant à assurer que les règlements, conventions, procédures et autorités directoriales sont compris dans toute l'Agence.

Les systèmes comptables et les états financiers du Fonds se sont développés au cours des années pour répondre aux changements. Une étude de faisabilité des systèmes financiers du Fonds, complétée en mai 1985, a eu comme résultat de recommander le développement d'un système intégré d'information financière. Ce dernier entrera en vigueur le 1er avril 1986. Le nouveau système est nécessaire afin de traiter le nombre et la complexité accrus des transactions financières du Fonds; il devra aussi répondre aux besoins d'affectation et de recouvrement des coûts pertinents dans les délais prescrits, de contrôle budgétaire et de systèmes de rapports financiers améliorés.

Approuvé par:

Directeur, Finances et administration
Agence des télécommunications gouvernementales
(Agent financier supérieur à plein temps)
H. B. SULLIVAN

Sous-ministre adjoint, Gestion des finances
Ministère des Communications
(Agent financier supérieur)
M. BINDER

le 20 juillet 1985

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985		1984	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Profit net (perte nette) pour l'exercice	26	669	100	(69)
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds	257	420	199	167
Provenances de fonctionnement	283	1,089	299	98
Acquisitions nettes d'immobilisations	(174)	(391)	(174)	(320)
Modification du fonds de roulement	(1,885)	4,640	(1,726)	(3,458)
Autres éléments		(4,348)		2,471
Autorisation fournie (employée)	(1,776)	990	(1,601)	(1,209)

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF DU FONDS	1985	1984
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Gouvernement fédéral	17,066,111	22,825,507
Tiers	2,734,589	1,680,262
Frais payés d'avance		43,314
	19,800,700	24,549,083
Immobilisations au coût (note 3)	1,325,932	942,134
Moins: amortissement accumulé	589,580	377,248
	736,352	564,886
Frais reportés—Contrats de services (note 2)	720,000	883,421
	21,257,052	25,997,390

PASSIF DU FONDS	1985	1984
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs		
Tiers	11,591,679	12,849,368
Gouvernement fédéral	462,691	64,284
Tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	60,000	30,403
Revenus reportés	735,553	13,959
	12,849,923	12,958,014
Passif à long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	620,539	503,165
Revenus reportés—Contrats de services (note 2)	1,040,362	1,279,046
	1,660,901	1,782,211
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	6,579,967	11,759,933
Surplus (déficit) accumulé	166,261	(502,768)
	6,746,228	11,257,165
	21,257,052	25,997,390

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Appendice 1—*Suite*

Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—*Suite*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Revenus		
Services de télécommunications	134,957,932	130,188,348
Frais d'exploitation		
Exploitation		
Services personnalisés	57,729,008	53,114,880
Réseau interurbain	52,659,878	53,324,942
Réseau de données du gouvernement	4,969,435	4,943,590
Salaires des téléphonistes	4,583,511	6,042,574
Services de locaux partagés	2,447,503	1,754,098
Intérêts	925,707	922,703
Services d'annuaire	503,034	401,707
Espace loué	187,456	118,280
Autres	51,713	39,905
	124,057,245	120,662,679
Soutien technique		
Traitements et indemnités aux employés	3,703,317	3,527,209
Indemnités de cessation d'emploi	96,728	45,283
Services professionnels	288,345	328,704
Voyages et déménagements	71,514	91,144
Location d'édifices et d'équipement	64,649	58,081
Réparations	36,729	30,645
Autres	15,908	3,765
	4,277,190	4,084,831
Administration		
Traitements et indemnités aux employés	3,980,268	3,504,158
Indemnités de cessation d'emploi	103,144	44,988
Location d'édifices et d'équipement	929,917	906,657
Téléphone et fret	249,008	185,867
Services professionnels	246,159	512,624
Voyages et déménagements	115,152	116,857
Renseignements	114,810	47,547
Amortissement	94,606	76,596
Fournitures et accessoires de bureau	78,475	89,545
Réparations	40,828	24,335
Perte sur aliénation d'immobilisations	2,021	256
Autres	80	48
	5,954,468	5,509,478
	134,288,903	130,256,988
Profit net (perte nette)	669,029	(68,640)

ÉTAT DU (SURPLUS) DÉFICIT ACCUMULÉ
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Solde au début de l'exercice	502,768	434,128
(Profit net) perte nette pour l'exercice	(669,029)	68,640
Solde à la fin de l'exercice	(166,261)	502,768

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Provenances de fonds de roulement		
Exploitation		
Profit net (perte nette) pour l'exercice	669,029	(68,640)
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds		
amortissement	217,808	76,596
perte sur aliénation d'immobilisations	2,021	256
provision pour indemnités de cessation d'emploi	199,872	90,271
	1,088,730	98,483
Diminution des frais reportés— Contrats de services	163,421	
Augmentation des revenus reportés—Contrats de services		1,279,046
Augmentation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds		3,335,741
	1,252,151	4,713,270
Utilisations de fonds de roulement		
Acquisitions d'immobilisations	391,296	319,608
Paiements et variation de la tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	82,497	52,154
Diminution des revenus reportés—Contrats de services	238,684	
Diminution de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	5,179,966	
Augmentation des frais reportés—Contrats de services		883,421
	5,892,443	1,255,183
(Diminution) augmentation du fonds de roulement	(4,640,292)	3,458,087
Fonds de roulement au début de l'exercice	11,591,069	8,132,982
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	6,950,777	11,591,069
Modifications des éléments du fonds de roulement:		
(Diminution) augmentation des débiteurs	(4,705,069)	2,766,441
(Diminution) augmentation des frais payés d'avance	(43,314)	8,943
Diminution (augmentation) des créditeurs	859,282	(468,133)
(Augmentation) de la tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(29,597)	(955)
(Augmentation) diminution des revenus reportés	(721,594)	1,151,791
	(4,640,292)	3,458,087

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE
AU 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	6,579,967	11,759,933
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	12,021,983	12,754,001
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	16,037,276	20,959,624
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	2,564,674	3,554,310
Limite de l'autorisation	19,000,000	15,000,000
Autorisation non employée reportée	16,435,326	11,445,690

Appendice 1—*Fin*

Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1985

1. Objectif et autorisation

Le Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales a été établi en 1963 pour organiser et pourvoir des services de télécommunications aux ministères et agences du gouvernement fédéral qui le demandent. L'article 23 de la Loi sur la régularisation des comptes permet au Ministre d'effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé au titre de fonds de roulement, d'acquisition d'équipement et de financement temporaire des besoins de fonctionnement; le montant total ne devait pas excéder $8,000,000 en aucun temps. Cette autorisation a été augmentée à $12,000,000 en vertu de la Loi n° 4 de 1981-82 portant affectation de crédits, à $15,000,000 en vertu de la Loi n° 4 de 1983-84 portant affectation de crédits et à $19,000,000 en vertu de la Loi n° 4 de 1984-85 portant affectation de crédits. Un montant de $1,485,822 a été radié du Fonds en vertu du crédit 2c de la Loi n° 4 de 1982-83 portant affectation de crédits. Un montant de $741,781, représentant l'actif net pris en charge par le Fonds et l'actif contribué au Fonds, a été imputé sur cette autorisation lorsque le Fonds est devenu budgétaire.

2. Conventions comptables importantes

a) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant. Dans la plupart des cas, l'amortissement est calculé selon la méthode du solde dégressif aux taux suivants: automobiles (30%), équipement de bureau (20%), ameublement et aménagement (10%). L'équipement de télécommunications représente une catégorie spéciale d'éléments d'actif et est amorti sur les cinq à sept premiers exercices d'utilisation de l'équipement.

b) Frais reportés—Contrats de services

Les paiements à l'avance aux fournisseurs pour des services de télécommunications futurs sont inscrits à titre de frais reportés et sont amortis selon la méthode linéaire sur une période de cinq exercices. En 1984-85, l'amortissement s'est chiffré à $180,000.

c) Revenus reportés—Contrats de services

Les paiements à l'avance des ministères et organismes-clients pour des services de télécommunications futurs sont inscrits à titre de revenus reportés et sont transférés aux revenus en montants égaux sur une période de cinq exercices. En 1984-85, un montant de $238,684 a été gagné.

d) Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi des employés s'accumulent avec leurs années de service au gouvernement du Canada tel que prévu dans leurs conventions collectives. Le coût de ces indemnités est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

3. Immobilisations et amortissement accumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Équipement de bureau	512,246	148,016	6,611	653,651
Ameublement et aménagement	186,717	5,088	887	190,918
Automobiles	28,187	9,612		37,799
Équipement de télécommunications	214,984	228,580		443,564
	942,134	391,296	7,498	1,325,932

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Équipement de bureau	253,396	81,021	4,853	329,564
Ameublement et aménagement	101,231	9,031	624	109,638
Automobiles	22,621	4,554		27,175
Équipement de télécommunications		123,203		123,203
	377,248	217,809	5,477	589,580

Appendice 2

Office national du film

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints de l'Office national du film tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du Receveur général du Canada. La responsabilité première de ces états financiers, en raison de l'intégrité et de l'objectivité des données, revient à la gestion du Fonds. Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'éliminer les préjudices, les renseignements financiers renfermés dans ces états financiers ont été présentés au Conseil d'administration de l'Office.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables établies et énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport, le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. A moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le Directeur de l'administration et des services financiers développe et propage les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives spécifiques qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le biais de programmes de vérification interne permettant des contacts fréquents entre le personnel du Fonds renouvelable et celui du Bureau du vérificateur général. L'Office recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs de personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communications visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités directoriales sont compris dans toute l'organisation.

Ces états financiers ont été vérifiés par le vérificateur général, son rôle étant d'exprimer un jugement avisé sur le fait que les états financiers de l'Office, étudiés dans leur intégralité, présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 31 mars 1985, les opérations du Fonds ainsi que l'évolution de sa situation financière selon les conventions comptables établies.

Approuvé par:

Conseiller financier, Services financiers
(Agent financier supérieur à plein temps)
A. BRUNELLE

Directrice de l'administration
(Agent financier supérieur)
BARBARA EMO

le 16 juillet 1985

ÉTAT DE L'AUTORISATION EMPLOYÉE (FOURNIE) POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985		1984	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Autorisation annuelle qui s'annule				
Coût de l'exploitation pour l'exercice		60,433		56,224
Moins: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds		1,387		1,166
Besoins de fonctionnement	59,183	59,046	56,134	55,058
Acquisitions nettes d'immobilisations	3,168	2,539	2,822	2,770
Autorisation employée	62,351	61,585	58,956	57,828
Autorisation statutaire				
Modification du fonds de roulement	200	(5,571)	250	(576)
Autres éléments		5,473		304
Autorisation (fournie)	200	(98)	250	(272)
Total de l'autorisation employée	62,551	61,487	59,206	57,556

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	7,937,275	12,527,808
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	7,624,838	6,403,394
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	2,206,338	6,533,601
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	13,355,775	12,397,601
Limite de l'autorisation	20,000,000	20,000,000
Autorisation non employée reportée	6,644,225	7,602,399

Appendice 2—*Suite*

Office national du film—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE MARCEL MASSE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES COMMUNICATIONS

J'ai vérifié le bilan de l'Office national du film au 31 mars 1985 ainsi que l'état des résultats, l'état de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable, l'état du déficit accumulé et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
RAYMOND DUBOIS, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 7 juin 1985

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF	1985	1984
	$	$
Disponibilités		
Encaisse	72,613	103,150
Crédit parlementaire à recevoir		122,177
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	2,378,708	7,268,917
Tiers	1,663,555	2,205,514
Stocks (note 3)	2,676,470	2,192,389
Frais payés d'avance	384,766	306,247
	7,176,112	12,198,394
Immobilisations (note 4)		
Coût	21,577,738	21,469,352
Moins: amortissement accumulé	11,034,576	11,982,739
	10,543,162	9,486,613
	17,719,274	21,685,007

PASSIF	1985	1984
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs		
Gouvernement du Canada	2,675,701	975,845
Tiers	5,585,263	6,852,176
Salaires et avantages courus	1,801,712	1,692,182
Avances sur productions	451,405	444,828
Portion à court terme de la provision pour prestations de cessation d'emploi	320,000	320,000
	10,834,081	10,285,031
Passif à long terme		
Provision pour prestations de cessation d'emploi	6,077,488	6,096,931
	16,911,569	16,381,962
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable	7,937,275	12,527,808
Déficit accumulé	(7,129,570)	(7,224,763)
	807,705	5,303,045
	17,719,274	21,685,007

Approuvé par la direction:

Directrice de la division finances, administration et personnel
BARBARA EMO

Commissaire du gouvernement à la cinématographie
FRANÇOIS MACEROLA

Approuvé par l'Office:

Membre
PAUL FORTIN

Membre
PATRICK WATSON

Appendice 2—*Suite*

Office national du film—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Dépenses (note 5)		
Production de films et autre matériel visuel		
Programme de l'Office	37,049,304	33,818,005
Gouvernement du Canada	4,555,098	11,245,152
Tiers	1,549,702	1,908,673
Distribution de films et autre matériel visuel		
Programme de l'Office	17,465,224	17,232,510
Services et copies de films		
Gouvernement du Canada	1,655,549	1,771,042
Tiers	863,942	1,085,539
Administration	8,970,365	8,967,485
Recherche et développement	1,073,091	769,607
	73,182,275	76,798,013
Revenus		
Production de films et autre matériel visuel		
Gouvernement du Canada	4,790,669	11,645,477
Tiers	1,585,910	2,039,192
Services et copies de films		
Gouvernement du Canada	1,779,929	1,939,252
Tiers	2,355,438	2,580,211
Location, redevances et divers		
Gouvernement du Canada	7,120	7,100
Tiers	2,229,976	2,362,761
	12,749,042	20,573,993
Coût de l'exploitation pour l'exercice	60,433,233	56,224,020

ÉTAT DE L'IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE
SUR L'AUTORISATION DU FONDS RENOUVELABLE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

		1985	1984
		$	$
Solde au début de l'exercice		12,527,808	11,910,822
Crédit net à l'autorisation du Fonds	$		
Charge brute	54,881,344		
Moins: coût de l'exploitation admissible financé par un crédit parlementaire	60,528,426	(5,647,082)	(901,652)
Crédit parlementaire—Augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations		1,056,549	1,518,638
Solde à la fin de l'exercice		7,937,275	12,527,808

ÉTAT DU DÉFICIT ACCUMULÉ
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Solde au début de l'exercice	7,224,763	7,310,261
Coût de l'exploitation pour l'exercice	60,433,233	56,224,020
	67,657,996	63,534,281
Crédit parlementaire—Exploitation	(60,528,426)	(56,309,518)
Solde à la fin de l'exercice	7,129,570	7,224,763

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Provenance de fonds de roulement		
Crédit parlementaire		
Exploitation	60,528,426	56,309,518
Augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations	1,056,549	1,518,638
	61,584,975	57,828,156
Produit de l'aliénation d'immobilisations	628,341	52,547
	62,213,316	57,880,703
Utilisation de fonds de roulement		
Exploitation		
Coût de l'exploitation pour l'exercice	60,433,233	56,224,020
Moins: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds		
Amortissement	1,448,545	1,248,417
Perte sur l'aliénation d'immobilisations	34,116	2,588
(Diminution) augmentation de la provision pour prestations de cessation d'emploi	(19,443)	239,922
	58,970,015	54,733,093
Crédit net à l'autorisation du Fonds renouvelable	5,647,082	901,652
Acquisition d'immobilisations	3,167,551	2,822,190
	67,784,648	58,456,935
Diminution du fonds de roulement	5,571,332	576,232
Fonds de roulement au début de l'exercice	1,913,363	2,489,595
Fonds de roulement (négatif) à la fin de l'exercice	(3,657,969)	1,913,363
Évolution des éléments du fonds de roulement:		
Diminution (augmentation) des disponibilités		
Encaisse	30,537	42,281
Crédit parlementaire à recevoir	122,177	174,640
Débiteurs	5,432,168	(2,826,431)
Stocks	(484,081)	58,731
Frais payés d'avance	(78,519)	(29,323)
Augmentation (diminution) des exigibilités		
Créditeurs	432,943	3,328,593
Salaires et avantages courus	109,530	(110,511)
Avances sur productions	6,577	(61,748)
	5,571,332	576,232

Appendice 2—*Suite*

Office national du film—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1985

1. Statut et objectif

L'Office national du film, constitué en 1950 en vertu de la Loi nationale sur le film, est établi pour entreprendre en premier lieu et favoriser la production et la distribution de films dans l'intérêt national, et notamment pour:

produire et distribuer des films destinés à faire connaître et comprendre le Canada aux Canadiens et aux autres nations, et pour en favoriser la production et la distribution;

représenter le gouvernement du Canada dans ses relations avec des personnes exerçant une activité cinématographique commerciale quant à des films cinématographiques pour le gouvernement ou l'un quelconque de ses départements;

faire des recherches sur les activités en matière de film et en mettre les résultats à la disposition des personnes adonnées à la production de films;

émettre des avis au gouverneur en conseil à l'égard d'activités en matière de film; et

remplir, dans les activités en matière de film, les autres fonctions que le gouverneur en conseil peut lui ordonner d'entreprendre.

Une autorisation permanente continue du Parlement, par voie d'un fonds renouvelable, permet à l'Office d'effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé au titre de fonds de roulement et de financement temporaire des coûts d'exploitation et d'acquisition d'immobilisations et permet l'enregistrement de l'augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations en vertu de cette autorité. Celle-ci prévoit que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur nette comptable des immobilisations ne doit jamais excéder $20 millions. Un crédit parlementaire est voté annuellement pour renflouer le fonds renouvelabe du coût net des acquisitions d'immobilisations et des coûts admissibles d'exploitation. Ce crédit est comptabilisé dans l'exercice auquel il s'applique et tout solde non utilisé périme.

2. Conventions comptables importantes

Production de films et autre matériel visuel

Tous les coûts de production sont imputés aux dépenses de l'exercice au cours duquel ils sont engagés et sont présentés aux résultats comme suit:

Programme de l'Office

Tous les coûts engagés pour des productions non commanditées de même que l'excédent du coût des productions partiellement commanditées sur les montants commandités.

Gouvernement du Canada et tiers

Tous les coûts engagés pour des productions entièrement commanditées, de même que la portion commanditée du coût des productions partiellement commanditées.

Les revenus de production de films et autre matériel visuel sont comptabilisés au montant équivalent aux coûts de production commandités dans l'exercice au cours duquel ces coûts sont engagés. Tout profit est reconnu dans l'exercice où le film est terminé.

Copies de film

Le coût des copies destinées à la vente est comptabilisé aux stocks. Le coût des autres copies est imputé aux dépenses de l'exercice.

Stocks

Les productions en cours sont évaluées au montant cumulatif des coûts engagés dans chacune des productions, qui excède les avances facturées, jusqu'à concurrence du solde facturable au commanditaire. Par contre, tout excédent cumulatif des avances facturées sur les frais engagés est comptabilisé au poste avances sur productions.

Les fournitures et approvisionnements sont évalués au prix coûtant moyen.

Les copies de films et autre matériel visuel destinés à la vente sont évalués au moindre du coût direct moyen de fabrication et de leur valeur nette de réalisation.

Immobilisations

L'équipement, le matériel de bureau, le mobilier, les voitures automobiles et l'équipement de garage sont comptabilisés au prix coûtant. Ils sont amortis d'après la méthode de l'amortissement linéaire, à des taux établis selon la durée estimative d'utilisation des biens, généralement de 5 à 10 ans. Aucun amortissement n'est pris en compte dans l'année d'acquisition.

Les améliorations locatives sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les coûts sont engagés.

L'Office passe des ententes pour l'acquisition de droits exclusifs d'utilisation d'immobilisations par le biais de contrats de location. Il comptabilise les loyers qui en découlent aux résultats de l'exercice au cours duquel ils s'appliquent.

Prestations de cessation d'emploi

Les employés de l'Office ont droit à des prestations de cessation d'emploi tel que le prévoient leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

Régime de retraite

Tous les employés participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et l'Office partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de l'Office. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués. Le mode de paiement des contributions pour services antérieurs est déterminé en fonction des conditions de rachat en vigueur, généralement sur le nombre d'années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

Appendice 2—*Fin*

Office national du film—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1985—*Fin*

3. Stocks

	1985	1984
	$	$
Productions en cours	759,042	456,208
Fournitures et approvisionnements	1,441,357	1,418,227
Copies de films et autre matériel visuel destinés à la vente	476,071	317,954
	2,676,470	2,192,389

4. Immobilisations

	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Équipement	17,666,997	2,115,575	2,736,957	17,045,615
Matériel de bureau et mobilier	3,657,099	1,039,064	309,637	4,386,526
Voitures automobiles et équipement de garage	145,256	12,912	12,571	145,597
	21,469,352	3,167,551	3,059,165	21,577,738

	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Amortissement accumulé	11,982,739	1,448,545	2,396,708	11,034,576

5. Dépenses

	1985	1984
	$	$
Salaires et avantages sociaux	36,953,371	38,995,202
Location	9,624,618	9,915,801
Services professionnels et spéciaux	7,408,464	5,080,416
Transport et communications	5,825,774	5,159,679
Matériel et fournitures	5,146,219	5,482,841
Sous-traitance pour production de films et développement en laboratoire	3,647,207	8,181,645
Amortissement	1,448,545	1,248,417
Information	1,241,073	820,848
Réparations et entretien	989,486	834,136
Divers	897,518	1,079,028
	73,182,275	76,798,013

Au cours de l'exercice, l'Office a commencé à mettre en application la Politique nationale du film et de la vidéo approuvée par le gouvernement et annoncée par le ministre des Communications le 29 mai 1984. La ventilation des dépenses présente l'effet de cette politique sur ses activités.

6. Passif éventuel

L'Office est défenderesse dans certaines réclamations ou poursuites en justice pour des montants totalisant $5,281,130. La Direction estime que ces actions n'auront pas pour résultat d'engager de façon importante la responsabilité financière de l'Office.

Appendice 3

Musées nationaux du Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état des résultats d'exploitation ci-joint des Musées nationaux selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première tant qu'à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier revient à la gestion de la Société. Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'impartialité, les données financières renfermées dans cet état financier proviennent des états financiers au 31 mars 1985, publiés dans le rapport annuel de la Société et vérifiés par le vérificateur général du Canada.

Cet état des résultats d'exploitation a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une reclassification afin de se conformer au mode de divulgation de l'exercice cour[illegible]. Certains renseignements inclus dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, la Société maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières de la Société. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans l'état des résultats d'exploitation.

La Direction des services financiers de la Société développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les norm[illegible]s de comptabilité et de gestion financière. La Société maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif de la Société. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne entraînant de fréquents contacts entre le personnel de la Société et celui du Bureau du vérificateur général. La Société vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communications visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

Approuvé par:

Secrétaire général adjoint intérimaire
F. M. LALONDE

Vice-président/Secrétaire général
LÉO A. DORAIS

le 26 août 1985

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Dépenses		
Exploitation		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	42,339	38,641
Locaux	12,057	11,281
Services professionnels et spéciaux	5,749	5,544
Déplacements	2,240	1,926
Réparations et entretien du matériel	2,043	1,410
Services de protection	1,674	1,487
Fournitures et approvisionnements	1,449	1,286
Communications	1,034	973
Fournitures et matériel de bureau	967	1,059
Location	776	769
Publications	598	491
Achat de livres	494	386
Affranchissement	315	279
Comptabilité et service d'émission de chèques	279	267
Édition et boutiques—Perte d'exploitation (Annexe 1)	266	285
Publicité	187	191
Arrêt de la Cour provinciale	141	
Service de design et d'étalage	137	132
Frêt, messageries et camionnage	134	186
Divers	21	57
	72,900	66,650
Subventions et contributions		
Programmes nationaux	8,567	8,701
Galerie nationale	1	1
Autres		1,980
	8,568	10,682
Dépenses en capital	2,663	2,336
Acquisition de pièces de collections pour les Musées	2,745	1,476
	86,876	81,144
Recettes		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	266	127
Produits des ventes		1
Autres	2	17
	268	145
Coût net de l'exploitation (note 4)	86,608	80,999
Conciliation de l'emploi des crédits:		
Coût net de l'exploitation	86,608	80,999
Plus: revenu crédité aux recettes non fiscales	268	145
Moins: services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement	13,153	12,230
Emploi des crédits	73,723	[illegible]8,914

Les notes et l'annexe ci-jointes font partie intégrante de cet état. [illegible]es notes et annexes jointes aux états financiers vérifiés de cette sectio[illegible] également partie intégrante de cet état.

Appendice 3—*Suite*

Musées nationaux du Canada—*Suite*

CONCILIATION
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Coût net de l'exploitation	86,608	80,999
Plus: amortissement	1,807	1,606
indemnités de cessation d'emploi courues	362	614
passif couru	171	302
augmentation d'avances de voyage	111	82
	2,451	2,604
Moins: acquisition d'immobilisations	2,633	2,336
augmentation des débiteurs	208	35
arrêt de la Cour provinciale	141	
augmentation des stocks	114	37
	3,096	2,408
Coût net de l'exploitation selon la méthode de comptabilité d'exercice	85,963	81,195

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1985

1. Pouvoirs et objectifs

Les Musées nationaux du Canada est un établissement public nommé à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière, qui a été constitué en vertu de la Loi sur les musées nationaux en 1968.

L'objectif de la Société est de mettre en valeur les produits de la nature et les œuvres culturelles ayant trait plus particulièrement, mais non pas exclusivement, au Canada, et aider d'autres établissements à mettre en valeur ces produits et ces œuvres, de façon à susciter l'intérêt pour le patrimoine naturel et culturel du Canada et à en diffuser la connaissance pour l'enrichissement des générations présentes et futures.

Les opérations de la Société comprennent le Musée des beaux-arts du Canada, le Musée national de l'Homme, le Musée national des sciences naturelles, le Musée national des sciences et de la technologie, les Programmes nationaux, la Gestion centrale et les Services à la Corporation.

L'exploitation, les subventions et les contributions sont consolidées par l'autorisation d'annulation budgétaire et les indemnités de cessation d'emploi sont autorisées par l'autorisation statutaire.

2. Conventions comptables

a) Dépenses

Les dépenses sont enregistrées selon la méthode de comptabilité d'exercice, sauf les indemnités de cessation d'emploi, les congés payés et les opérations du compte de fiducie qui sont enregistrés selon la comptabilité de caisse.

b) Revenus

Les revenus sont comptabilisés sur une base de caisse selon les conventions comptables du gouvernement du Canada.

c) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement lors de l'exercice où ils ont été achetés.

d) Services fournis gratuitement

Des estimations des sommes au titre des services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement sont comprises dans les dépenses de fonctionnement.

e) Recouvrements de dépenses de l'exercice précédent

Les recouvrements de dépenses de l'exercice précédent sont enregistrés comme revenu lorsqu'ils sont reçus et ne sont pas déduits des dépenses.

f) Régime de retraite

Les employés de la Société participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société contribuent à part égale à ce régime. Les contributions à l'égard des services courants sont imputées aux dépenses de l'exercice au cours duquel les services ont été rendus. À l'égard des services antérieurs, les contributions sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées.

g) Exploitation de l'édition et des boutiques

Les dépenses d'exploitation de l'édition et des boutiques ne comprennent pas les coûts se rapportant au personnel, aux déplacements, à l'entretien des édifices, au loyer et aux services d'utilité publique. Ces coûts sont compris dans les dépenses générales de fonctionnement.

3. Modification des conventions comptables

En 1984-85, la méthode de comptabilisation de la Société a été changée d'une base d'exercice à une base de caisse modifiée du gouvernement. Cette modification a été nécessaire afin que les renseignements financiers soient comparables avec les autres rapports des Musées nationaux du Canada apparaissant dans les Comptes publics et afin de satisfaire aux normes et exigences de rapport du Receveur général du Canada. Ce changement a eu pour résultat:

a) Le coût net de l'exploitation pour l'exercice 1984-85 a augmenté de $645,000.

b) L'avoir de la Société, apparaissant dans les états financiers de l'exercice 1983-84, a été redressé afin de démontrer la dévaluation des actifs et des passifs propres comme suit:

	(en milliers de dollars)
Immobilisations	8,173
Stocks	1,397
Débiteurs	147
Dépôts avec le Receveur général du Canada	60
Collections	1
Indemnités de congé à payer	(2,260)
Avances à payer au Receveur général du Canada	(113)
	7,405

Appendice 3—*Suite*

Musées nationaux du Canada—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985—*Fin*

c) L'état des résultats d'exploitation de l'exercice 1983-84 a été redressé pour le rendre conforme à celui de l'exercice 1984-85 comme suit:

	(en milliers de dollars)	
Coût d'exploitation (tel qu'apparaissant dans les Comptes publics de l'exercice 1983-84)		80,581
Plus: achat d'immobilisations	2,336	
virement au Receveur général du Canada	82	
modification des stocks	37	
modification des débiteurs	35	
		2,490
Moins: dépense d'amortissement	1,606	
modification des indemnités de congé à payer	232	
recettes non-fiscales	145	
modification des avances de voyage à payer au Receveur général du Canada	82	
compte d'attente	7	2,072
Coût net d'exploitation révisé		80,999

4. Crédits parlementaires

	1985			1984
	Brut	Crédits	Net	Net
	$	$	$	$
Ministère des Communications				
Crédit 70 (80 en 1984)	62,507,632	941,954	61,565,678	55,891,641
Annulé	(1,133,177)		(1,133,177)	(1,513,529)
Reporté	(545,277)		(545,277)	(845,106)
	60,829,178	941,954	59,887,224	53,533,006
Crédit 75 (85 en 1984)	8,567,700		8,567,700	10,887,708
Annulé				(205,731)
	8,567,700		8,567,700	10,681,977
Statutaire—Arrêt de la Cour provinciale	141,186		141,186	
Contributions statutaires aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,127,000		5,127,000	4,699,000
Total de l'emploi des crédits	74,665,064	941,954	73,723,110	68,913,983

5. Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, à l'exception du coût des livres et des brochures qui est dévalué sur une période de cinq ans à un taux constant pour tenir compte de l'effet de la désuétude.

Stocks en main à la fin de l'exercice:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Livres, brochures, reproductions etc.	952	1,178
Publications en cours	559	219
	1,511	1,397

6. Immobilisations et amortissement accumulé

Si les modifications comptables précédentes de la Société avaient été effectuées en conformité avec la capitalisation des immobilisations et l'enregistrement de l'amortissement accumulé, le solde serait:

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Améliorations locatives	4,965			4,965
Ameublement et matériel	9,071	1,697	1,410	9,358
Matériel informatique	458	609		1,067
Automobile	789	328	94	1,023
	15,283	2,634	1,504	16,413

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Améliorations locatives	1,619	198		1,817
Ameublement et matériel	5,044	1,191	1,410	4,825
Matériel informatique	92	213		305
Parc automobile	356	205	94	467
	7,111	1,807	1,504	7,414

Leur durée estimative d'utilisation a été établie comme suit:

Améliorations locatives	Terme du bail
Ameublement et matériel	5-12 ans
Matériel informatique	5 ans
Automobile	5 ans

RÉSULTATS DE L'EXPLOITATION DE L'ÉDITION ET DES BOUTIQUES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

ANNEXE I

	1985	1984
Ventes		
Édition	144	165
Boutiques	750	795
	894	960
Coût des ventes		
Édition	650	577
Boutiques	444	575
	1,094	1,152
Perte avant les dépenses	200	192
Dépenses		
Administration	60	88
Publicité	6	5
	66	93
Perte d'exploitation	266	285

Appendice 3—*Suite*

Musées nationaux du Canada—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
MUSÉES NATIONAUX DU CANADA

J'ai vérifié le bilan des Musées nationaux du Canada au 31 mars 1985 ainsi que l'état des résultats, l'état de l'avoir et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente aux états financiers, lesquelles, après avoir accordé un effet rétroactif au changement de convention comptable relative aux prestations de cessation d'emploi dont il est question à la note 3 afférente aux états financiers, ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 20 juin 1985

BILAN AU 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984
À court terme		
Dépôt auprès du Receveur général du Canada	7,342	5,676
Débiteurs	355	147
Stocks (note 4)	1,511	1,397
	9,208	7,220
Compte en fiducie (annexe 1)	417	391
Collections	1	1
Biens immobiliers et matériel (note 5)	8,999	8,173
	18,625	15,785

PASSIF ET AVOIR	1985	1984
À court terme		
Créditeurs et frais courus	7,617	6,534
Montant dû à des ministères du gouvernement	1,775	610
Crédit parlementaire reporté (note 6)	544	845
Portion à court terme des prestations de cessation d'emploi courues	140	112
	10,076	8,101
Prestations de cessation d'emploi courues (note 3)	3,311	2,977
Compte en fiducie (annexe 1)	417	391
Avoir	4,821	4,316
	18,625	15,785

Approuvé par la direction:

Secrétaire général/Vice-président
LÉO A. DORAIS

Secrétaire général adjoint
D. M. MICHOLS

Approuvé par le Conseil:

Membre
R. TREMBLAY

Appendice 3—*Suite*

Musées nationaux du Canada—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Dépenses		
Fonctionnement (annexe 2)	75,031	69,113
Subventions et contributions	8,568	10,682
Acquisition de pièces de collections par la Société (note 7)	2,745	1,476
	86,344	81,271
Revenus	381	76
Coût de l'exploitation	85,963	81,195
Financé par:		
Crédits parlementaires		
Dépenses de fonctionnement (note 6)	59,888	53,534
Subventions et contributions (note 6)	8,568	10,682
Contributions statutaires aux régimes de prestations des employés	5,127	4,699
	73,583	68,915
Services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement (note 8)	13,153	12,230
	86,736	81,145
Excédent du financement sur le coût de l'exploitation (coût de l'exploitation sur le financement)	773	(50)

ÉTAT DE L'AVOIR
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Solde au début de l'exercice		
Déclaré antérieurement	7,405	6,923
Changement de convention comptable relative aux prestations de cessation d'emploi (note 3)	(3,089)	(2,475)
Redressé	4,316	4,448
Excédent du financement sur le coût de l'exploitation (coût de l'exploitation sur le financement)	773	(50)
Revenus virés au Receveur général du Canada	(268)	(82)
Solde à la fin de l'exercice	4,821	4,316

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Provenance des fonds		
Crédits parlementaires	73,583	68,915
Utilisation des fonds		
Coût de l'exploitation	85,963	81,195
Éléments n'exigeant aucune sortie de fonds		
Services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement	(13,153)	(12,230)
Amortissement	(1,807)	(1,606)
Prestations de cessation d'emploi	(362)	(614)
	70,641	66,745
Achat de biens immobiliers et de matériel	2,633	2,336
Augmentation de la tranche des prestations de cessation d'emploi courues transférée au passif à court terme	28	112
Revenus virés au Receveur général du Canada	268	82
	73,570	69,275
Augmentation (diminution) du fonds de roulement	13	(360)
Fonds de roulement négatif au début de l'exercice	881	521
Fonds de roulement négatif à la fin de l'exercice	868	881

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1985

1. Pouvoirs, objectif et opérations

Les Musées nationaux du Canada est un établissement public, nommé à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière, qui a été constitué en vertu de la Loi sur les musées nationaux en 1968.

L'objectif de la Société est de mettre en valeur les produits de la nature et les œuvres culturelles ayant trait plus particulièrement, mais non pas exclusivement, au Canada, et aider d'autres établissements à mettre en valeur ces produits et ces œuvres, de façon à susciter l'intérêt pour le patrimoine naturel et culturel du Canada et à en diffuser la connaissance pour l'enrichissement des générations présentes et futures.

Les opérations de la Société comprennent le Musée des beaux-arts du Canada, le Musée national de l'Homme, le Musée national des sciences naturelles, le Musée national des sciences et de la technologie, les Programmes nationaux, la Gestion centrale et les Services à la Corporation.

2. Conventions comptables

a) Méthode de comptabilité

Les dépenses et les revenus sont enregistrés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, sauf les recouvrements des dépenses des exercices antérieurs et le compte en fiducie qui sont enregistrés selon la comptabilité de caisse. Les crédits parlementaires sont enregistrés au cours de l'exercice auquel ils s'appliquent.

b) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, à l'exception du coût des livres et des brochures qui est amorti sur une période de cinq ans à un taux constant pour tenir compte de l'effet de la désuétude.

c) Biens immobiliers et matériel

Les biens immobiliers et le matériel sont présentés au prix coûtant et, compte tenu de leur durée estimative d'utilisation, sont amortis selon la méthode linéaire comme il suit:

Matériel	5 à 12 ans
Améliorations aux bâtiments	25 ans
Mobilier de bureau	5 à 10 ans

d) Collections

Les collections forment la plus grande part de l'actif de la Société mais elles sont déclarées à la valeur nominale de $1,000 au bilan vu les difficultés pratiques de les présenter à une valeur significative. Les pièces de collections acquises par la Société sont imputées aux dépenses dans l'exercice d'acquisition. Les pièces reçues sous forme de dons par la Société ne sont pas comptabilisées aux livres.

e) Services fournis gratuitement

Le coût des services fournis gratuitement par d'autres ministères du gouvernement est compris dans les dépenses de fonctionnement.

f) Régime de retraite

Les employés de la Société participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société contribuent à part égale à ce régime. Cette contribution représente l'obligation totale de la Société. Les contributions à l'égard des services courants sont imputées aux dépenses de l'exercice au

Appendice 3—*Suite*

Musées nationaux du Canada—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985—*Suite*

cours duquel les services ont été rendus. À l'égard des services antérieurs admissibles, les contributions sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées; les modalités de versement sont établies par les conditions de rachat qui s'appliquent.

g) Exploitation de l'édition et des boutiques

Les dépenses d'exploitation de l'édition et des boutiques ne comprennent pas les coûts qui se rapportent au personnel, aux déplacements, à l'entretien des édifices, au loyer et aux services d'utilité publique. Ces coûts sont compris dans les dépenses générales de fonctionnement.

h) Prestations de cessation d'emploi

Les employés de la Société ont droit à des prestations de cessation d'emploi tel que le prévoient leur convention collective et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

3. Changement de convention comptable

Au cours de l'exercice, la Société a modifié avec effet rétroactif sa méthode de comptabiliser les prestations de cessation d'emploi. Autrefois imputées aux dépenses de l'exercice au cours duquel elles avaient été versées, les prestations de cessation d'emploi sont maintenant comptabilisées au fur et à mesure qu'elles sont gagnées par les employés.

À la suite de ce changement, l'excédent du financement sur le coût de l'exploitation pour les exercices 1985 et 1984 a été diminué de $362,000 et $614,000 respectivement.

4. Stocks

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Livres, brochures, reproductions et autres articles	952	1,178
Publications en cours	559	219
	1,511	1,397

5. Biens immobiliers et matériel

	1985			1984
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Matériel	7,617	3,898	3,719	3,223
Améliorations aux bâtiments	4,965	1,817	3,148	3,347
Mobilier de bureau	3,831	1,699	2,132	1,603
	16,413	7,414	8,999	8,173

6. Crédits parlementaires

	Dépenses de fonctionnement		Subventions et contributions	
	1985	1984	1985	1984
	(en milliers de dollars)			
Ministère des Communications				
Crédit 70 (80 en 1984)	60,018	54,575		
Crédit 75 (85 en 1984)			8,568	8,853
Reporté de l'exercice précédent	845	296		
Complété par le Conseil du Trésor				
Crédit 5	331	702		
Crédit 10	261	223		2,035
Crédit 30	110	95		
	61,565	55,891	8,568	10,888
Montant périmé	(1,133)	(1,512)		(206)
Montant reporté	(544)	(845)		
Montant utilisé	59,888	53,534	8,568	10,682

Le montant reporté représente les fonds disponibles à la Société jusqu'à la fin du prochain exercice aux fins d'acquisition de pièces de collections.

Le crédit 70 (crédit 80 en 1984) comprend un montant de $1,073,000 ($938,000 en 1984) pour la planification du déménagement dans les nouveaux musées.

*7. Acquisition de pièces de collections par la Société

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Musée des beaux-arts du Canada	2,267	993
Musée national de l'Homme	275	282
Musée national des sciences naturelles	113	107
Musée national des sciences et de la technologie	90	94
	2,745	1,476

*8. Services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Locaux	12,057	11,281
Prime d'assurance des employés	769	604
Comptabilité et service d'émission de chèques	279	267
Versements d'indemnités aux employés	48	78
	13,153	12,230

Appendice 3—*Fin*

Musées nationaux du Canada—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985—*Fin*

*9. Engagements

a) Au 31 mars 1985, la Société était liée selon diverses ententes pour un montant total d'environ $3,703,000. Voici les versements minimums au cours des cinq prochains exercices:

	(en milliers de dollars)
1986	886
1987	1,035
1988	949
1989	833
1990	

b) Sous réserve de l'approbation des fonds par le Parlement, les versements pour les subventions accordées s'échelonnent comme suit:

	(en milliers de dollars)
1986	5,924
1987	85
	6,009

10. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice 1984 présentés à des fins de comparaison ont été réagencés afin de les rendre conformes à la présentation des états financiers de l'exercice 1985.

*TRANSACTIONS DU COMPTE EN FIDUCIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars) ANNEXE 1

	1985	1984
Recettes		
Subventions en vertu de l'article 29 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels	141	
Dons et legs	73	75
Intérêts créditeurs	44	34
	258	109
Déboursés		
Achat d'objets destinés aux collections de la Société	158	146
Autres	74	59
	232	205
Excédent des recettes sur les déboursés (déboursés sur les recettes)	26	(96)
Solde au début de l'exercice	391	487
Solde à la fin de l'exercice, constitué d'un dépôt auprès du Receveur général du Canada	417	391

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars) ANNEXE 2

	1985	1984
Coût du personnel	42,872	39,487
Locaux	12,057	11,281
Services professionnels et spéciaux	5,696	5,544
Déplacements	2,240	2,008
Réparations et entretien du matériel	2,043	1,410
Amortissement	1,807	1,606
Services de protection	1,674	1,487
Fournitures et approvisionnements	1,449	1,286
Communications	1,034	973
Fournitures et matériel de bureau	997	1,059
Location	776	769
Publications	598	491
Achat de livres	494	386
Affranchissement	315	279
Comptabilité et service d'émission de chèques	279	267
Publicité	187	191
Service de design et d'étalage	137	132
Édition et boutiques—Perte d'exploitation (annexe 3)	135	213
Fret, messageries et camionnage	135	186
Divers	106	58
	75,031	69,113

RÉSULTATS DE L'EXPLOITATION DE L'ÉDITION ET DES BOUTIQUES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars) ANNEXE 3

	1985	1984
Ventes		
Édition	162	200
Boutiques	750	795
	912	995
Coût des ventes		
Édition	483	598
Boutiques	498	517
	981	1,115
Perte avant les dépenses	69	120
Dépenses		
Administration	60	88
Publicité	6	5
	66	93
Perte d'exploitation	135	213

* Ces notes et annexes font également partie intégrante de l'état des résultats présenté avant ces états et préparé selon la comptabilité de caisse modifiée du gouvernement.

SECTION 7

COMPTES PUBLICS
1984-85

Conseil du Trésor

Secrétariat
Contrôleur général

SOMMAIRE

	Page
Objectifs	7.3
Emploi des crédits	7.4
Coût total des programmes—Budgétaire	7.6
Programmes par activité—Budgétaire	7.7
Subventions et contributions	7.8
Dépenses budgétaires par programme et article courant	7.9
Recettes	7.10

CONSEIL DU TRÉSOR

Secrétariat

Objectifs

PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE

—Aider le Conseil du Trésor dans l'exécution de ses responsabilités statutaires en ce qui touche la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'État.

PROGRAMME DES ÉVENTUALITÉS DU GOUVERNEMENT ET PROGRAMMES FINANCÉS PAR L'ADMINISTRATION CENTRALE

—Fournir des fonds pour les dépenses urgentes et imprévues qui surviennent après le dépôt du Budget principal et pour les programmes gérés par l'administration centrale.

PROGRAMME DE CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR AUX RÉGIMES D'ASSURANCE

—Fournir la contribution du gouvernement à titre d'employeur aux régimes d'assurance et d'avantages sociaux des employés et pour les paiements effectués en vertu de certains régimes de pensions résiduels.

PROGRAMME D'AFFECTATIONS TEMPORAIRES

—Fournir des cadres et des hauts fonctionnaires pour accomplir provisoirement des tâches hautement prioritaires, en réponse à des demandes de ministères et d'organismes.

Contrôleur général

Objectifs

PROGRAMME DES PRATIQUES ET CONTRÔLES DE GESTION

—Voir à l'établissement et au maintien de pratiques de gestion valables au sein de l'administration fédérale, par l'élaboration de politiques et de normes en matière de planification, de rapports et de contrôles financiers et opérationnels, et par la promotion et le contrôle des perfectionnements apportés par les ministères et les organismes à leurs pratiques de gestion financière et opérationnelle.

PROGRAMME D'AIDE À LA MISE EN OEUVRE

—Hâter les améliorations aux pratiques et contrôles de gestion des ministères et organismes de l'administration fédérale.

Emploi des crédits

Crédit	Programme	
	SECRÉTARIAT	
	PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE	
	Budgétaire	
1	Dépenses du programme, y compris les paiements aux fonctionnaires retraités et à la succession des fonctionnaires décédés lorsqu'une prime à l'initiative ou au mérite a été approuvée, paiements accordés en vertu du Régime des primes d'encouragement de la Fonction publique du Canada et subventions inscrites au Budget	$ 52,106,100
	Virement du CT, crédit 10[1]	4,862
Stat	Président du Conseil du Trésor—Traitement et allocation pour automobile	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	PROGRAMME DES ÉVENTUALITÉS DU GOUVERNEMENT ET PROGRAMMES FINANCÉS PAR L'ADMINISTRATION CENTRALE	
	Budgétaire	
5	Éventualités du gouvernement—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits relativement à la feuille de paye et à d'autres besoins et pour payer diverses menues dépenses imprévues auxquelles il n'est pas autrement pourvu, y compris les primes attribuées en vertu de la Loi sur les inventions des fonctionnaires; autorisation de réemployer toutes les sommes affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paye, tirées sur d'autres crédits et versées au présent crédit	$ 315,000,000
	Moins: virements	27,521,759
10	Initiatives visant à créer des emplois—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits et fournir des ressources en vue de couvrir les frais se rapportant au placement de personnes et aux emplois et aux activités d'été pour les étudiants	$ 170,000,000
	Moins: virements	170,000,000
	Total du programme—Budgétaire	
	PROGRAMME DE CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR AUX RÉGIMES D'ASSURANCE	
	Budgétaire	
15	Contributions de l'État aux paiements et primes d'assurance chirurgicale-médicale et autres assurances et taxes, calculées et versées selon les prescriptions du Conseil du Trésor, en faveur des personnes décrites au crédit 124 (Finances) de la Loi des subsides nº 6 de 1960, au crédit 85a (Finances) de la Loi des subsides nº 5 de 1963, et au crédit 20b (Finances) de la Loi des subsides nº 10 de 1964, et en faveur des personnes à leur charge; contribution de l'État à des régimes de pensions et à des régimes de prestations de décès, d'assurance-maladie et d'autres régimes d'assurance et des programmes de sécurité sociale pour les employés engagés sur place à l'étranger et autoriser le paiement aux employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 64(4) de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage	
Stat	Versements en vertu de lois antérieures sur la pension et la retraite et en vertu de la Loi sur la mise au point des pensions du service public	
Stat	Contributions de l'employeur non réparties en vertu de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique et d'autres lois sur la pension de retraite et de la Loi sur l'assurance-chômage	
	Total du programme—Budgétaire	
	PROGRAMME D'AFFECTATIONS TEMPORAIRES	
	Budgétaire	
20	Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année	$ 330,000
	Virement du CT, crédit 5[1]	215,000
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	Sous-total—Budgétaire	
	CONTRÔLEUR GÉNÉRAL	
	PROGRAMME DES PRATIQUES ET CONTRÔLES DE GESTION	
	Budgétaire	
25	Dépenses du programme	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	PROGRAMME D'AIDE À LA MISE EN OEUVRE	
	Budgétaire	
30	Pour ajouter à d'autres crédits afin d'aider les ministères à mettre en œuvre des plans destinés à améliorer les pratiques et les procédures de contrôle en matière de gestion	$ 4,000,000
	Moins: virements	3,827,200
	Total—Budgétaire	

(1) Conseil du Trésor, crédit 5, éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10, initiatives visant à créer des emplois.

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
52,110,962		52,110,962		52,110,962	50,802,258	1,308,704		47,380,183
40,500	1,183	41,683		41,683	41,683			40,975
4,239,000	660,000	4,899,000		4,899,000	4,899,000			4,337,000
56,390,462	*661,183*	*57,051,645*		*57,051,645*	*55,742,941*	*1,308,704*		*51,758,158*
287,478,241		287,478,241		287,478,241		287,478,241		
287,478,241		*287,478,241*		*287,478,241*		*287,478,241*		
214,076,000		214,076,000		214,076,000	200,571,555	13,504,445		202,463,096
470,000	(55,282)	414,718		414,718	414,718			466,405
	1,137,209	1,137,209		1,137,209	1,137,209			(1,227,091)
214,546,000	*1,081,927*	*215,627,927*		*215,627,927*	*202,123,482*	*13,504,445*		*201,702,410*
545,000		545,000		545,000	504,530	40,470		161,362
354,000	54,000	408,000		408,000	408,000			380,000
899,000	*54,000*	*953,000*		*953,000*	*912,530*	*40,470*		*541,362*
559,313,703	1,797,110	561,110,813		561,110,813	258,778,953	302,331,860		254,001,930
10,444,000		10,444,000		10,444,000	9,711,731	732,269		9,670,111
993,000	152,000	1,145,000		1,145,000	1,145,000			1,137,000
11,437,000	*152,000*	*11,589,000*		*11,589,000*	*10,856,731*	*732,269*		*10,807,111*
172,800		*172,800*		*172,800*		*172,800*		
570,923,503	1,949,110	572,872,613		572,872,613	269,635,684	303,236,929		264,809,041

Coût total des programmes—Budgétaire
(en milliers de dollars)

PROGRAMME	Exercice	Dépenses	*Moins:* Rentrées portées en recettes	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	*Plus:* Autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	*Plus:* Services fournis par le ministère des Approvisionnements et Services en ce qui a trait à l'administration des pensions et de la retraite	Coût total des programmes
SECRÉTARIAT							
ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE	1984-85	55,743	1,836	4,500	4,501		62,908
	1983-84	51,758	1,786	5,066	4,528		59,566
CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR AUX RÉGIMES D'ASSURANCE	1984-85	202,123				26,285	228,408
	1983-84	201,703	8			21,981	223,676
AFFECTATIONS TEMPORAIRES	1984-85	913			31		944
	1983-84	541			25		566
	1984-85	258,779	1,836	4,500	4,532	26,285	292,260
	1983-84	254,002	1,794	5,066	4,553	21,981	283,808
CONTRÔLEUR GÉNÉRAL							
PRATIQUES ET CONTRÔLES DE GESTION	1984-85	10,857	7	828	278		11,956
	1983-84	10,807	18	245	129		11,163
Total	1984-85	269,636	1,843	5,328	4,810	26,285	304,216
	1983-84	264,809	1,812	5,311	4,682	21,981	294,971

Programmes par activité—Budgétaire
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
SECRÉTARIAT								
PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE								
Gestion des dépenses	10,094	9,750	181	181			10,275	9,931
Gestion du personnel	15,720	15,137	150	150			15,870	15,287
Relations de travail	5,441	5,277	38	38			5,479	5,315
Politique administrative	7,499	7,163	30	30			7,529	7,193
Langues officielles	4,936	4,675	43	43			4,979	4,718
Administration centrale	12,571	12,950	201	201	148	148	12,920	13,299
	56,261	54,952	643	643	148	148	57,052	55,743
Moins: rentrées portées en recettes	1,575	1,836					1,575	1,836
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	4,500	4,500					4,500	4,500
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	4,501	4,501					4,501	4,501
Coût total du programme	63,687	62,117	643	643	148	148	64,478	62,908
PROGRAMME DES ÉVENTUALITÉS DU GOUVERNEMENT ET PROGRAMMES FINANCÉS PAR L'ADMINISTRATION CENTRALE								
Éventualités du gouvernement	287,478						287,478	
PROGRAMME DE CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR AUX RÉGIMES D'ASSURANCE								
Assurances de la Fonction publique—								
Assurance chirurgicale-médicale et autres	156,213	141,964					156,213	141,964
Paiements aux employés de leur part de la réduction des primes d'assurance-chômage	8,884	8,626					8,884	8,626
Régime d'assurance-maladie et autres régimes d'assurance pour les employés engagés sur place (hors du Canada)	613	1,038					613	1,038
Impôts provinciaux sur la masse salariale aux fins de l'assurance-maladie	60,443	69,886					60,443	69,886
Pensions de la Fonction publique—								
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,137	1,137					1,137	1,137
Paiements en vertu des lois antérieures sur la pension et la retraite					8	8	8	8
Loi sur la mise au point des pensions du service public					407	407	407	407
Régimes de pensions des personnes engagées sur place (hors du Canada)	3,896	2,512					3,896	2,512
Régimes de sécurité sociale pour les employés engagés sur place (hors du Canada)	6,213	3,284					6,213	3,284
	237,399	228,447			415	415	237,814	228,862
Moins: recettes à valoir sur le crédit—Recettes des fonds renouvelables	22,186	26,739					22,186	26,739
	215,213	201,708			415	415	215,628	202,123
Plus: services fournis par le ministère des Approvisionnements et Services en ce qui a trait à l'administration des pensions et de la retraite	26,285	26,285					26,285	26,285
Coût total du programme	241,498	227,993			415	415	241,913	228,408
PROGRAMME D'AFFECTATIONS TEMPORAIRES								
Affectations spéciales	3,401	2,887					3,401	2,887
Moins: recettes à valoir sur le crédit	2,448	1,974					2,448	1,974
	953	913					953	913
Plus: autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	31	31					31	31
Coût total du programme	984	944					984	944

Programmes par activité—Budgétaire—*Fin*
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
CONTRÔLEUR GÉNÉRAL								
PROGRAMME DES PRATIQUES ET CONTRÔLES DE GESTION								
Comptabilité et établissement de rapports en matière de finances et de gestion	5,264	4,126					5,264	4,126
Pratiques et processus de gestion	4,961	4,671					4,961	4,671
Administration	1,364	2,060					1,364	2,060
	11,589	10,857					11,589	10,857
Moins: rentrées portées en recettes		7						7
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	828	828					828	828
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	278	278					278	278
Coût total du programme	12,695	11,956					12,695	11,956
PROGRAMME D'AIDE À LA MISE EN OEUVRE								
Aide à la mise en œuvre	173						173	

Subventions et contributions
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
SECRÉTARIAT			
PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE			
Subventions			
Administration centrale			
Institut de l'administration publique du Canada	145	145	138
Institut fédéral de la gestion	3	3	3
	148	***148***	***141***
PROGRAMME DE CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR AUX RÉGIMES D'ASSURANCE			
Subventions			
Pensions de la Fonction publique			
Paiements en vertu des lois antérieures sur la pension et la retraite	8	8	13
Loi sur la mise au point des pensions du service public	407	407	453
	415	***415***	***466***
	563	563	607
CONTRÔLEUR GÉNÉRAL			
PROGRAMME DES PRATIQUES ET CONTRÔLES DE GESTION			
Subvention			
Administration			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			*4*
Total	563	563	611

Dépenses budgétaires par programme et article courant

(en milliers de dollars)

ARTICLE COURANT	Programme relatif à l'administration centrale de la Fonction publique	Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale	Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance	Programme d'affectations temporaires	Sous-total Secrétariat	Programme des pratiques et contrôles de gestion	Programme d'aide à la mise en œuvre	Sous-total Contrôleur général	Total
(1) Traitements et salaires	32,646 **32,538** *29,515*			2,935 **2,448** *2,442*	35,581 **34,986** *31,957*	7,650 **7,321** *7,351*	173	7,823 **7,321** *7,351*	43,404 **42,307** *39,308*
(1) Autres frais touchant le personnel	4,901 **4,949** *4,470*		237,399 **228,447** *219,867*	408 **408** *380*	242,708 **233,804** *224,717*	1,145 **1,147** *1,206*		1,145 **1,147** *1,206*	243,853 **234,951** *225,923*
(2) Transports et communications	1,028 **867** *870*			21	1,049 **867** *870*	256 **127** *158*		256 **127** *158*	1,305 **994** *1,028*
(3) Information	2,034 **1,533** *1,587*				2,034 **1,533** *1,587*	682 **528** *293*		682 **528** *293*	2,716 **2,061** *1,880*
(4) Services professionnels et spéciaux	8,506 **7,739** *7,943*			37 **31** *13*	8,543 **7,770** *7,956*	579 **367** *498*		579 **367** *498*	9,122 **8,137** *8,454*
(5) Location	401 **181** *184*				401 **181** *184*	5 **6** *3*		5 **6** *3*	406 **187** *187*
(6) Achat de services de réparation et d'entretien	64 **64** *36*				64 **64** *36*	3 **1** *1*		3 **1** *1*	67 **65** *37*
(7) Services publics, fournitures et approvisionnements	342 **247** *287*				342 **247** *287*	34 **13** *13*		34 **13** *13*	376 **260** *300*
(9) Construction et acquisition de machines et de matériel	**643** *72*				**643** *72*	**44**		**44**	**687** *72*
(10) Subventions, contributions et autres paiements de transfert	148 **148** *141*		415 **415** *466*		563 **563** *607*	*4*		*4*	563 **563** *611*
(12) Toutes autres dépenses	6,982 **6,834** *6,653*	287,478			294,460 **6,834** *6,653*	1,235 **1,303** *1,280*		1,235 **1,303** *1,280*	295,695 **8,137** *7,933*
(1-12) Total	57,052 **55,743** *51,758*	287,478	237,814 **228,862** *220,333*	3,401 **2,887** *2,835*	585,745 **287,492** *274,926*	11,589 **10,857** *10,807*	173	11,762 **10,857** *10,807*	597,507 **298,349** *285,733*
(13) *Moins:* recettes à valoir sur le crédit			22,186 **26,739** *18,630*	2,448 **1,974** *2,294*	24,634 **28,713** *20,924*				24,634 **28,713** *20,924*
Total des dépenses nettes	57,052 **55,743** *51,758*	287,478	215,628 **202,123** *201,703*	953 **913** *541*	561,111 **258,779** *254,002*	11,589 **10,857** *10,807*	173	11,762 **10,857** *10,807*	572,873 **269,636** *264,809*

Les montants en caractères romains représentent les crédits de 1984-85.
Les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de 1984-85.
Les montants en *italique* représentent les dépenses de 1983-84.

SECRÉTARIAT

Résumé

	1984-85	1983-84
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	22,328	55,375
Rémunérations de services	242	390
Produits des ventes	13,637	17,848
Autres recettes non fiscales	1,799,874	1,720,466
Total	1,836,081	1,794,079

Détail

	1984-85	
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Traitements et bénéfices	7,280	
Voyage	7,327	
Autres biens et services	7,150	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	571	
		22,328
Rémunérations de services:		
Demandes—Accès à l'information		242
Produits des ventes:		
Vente de publications		13,637
Autres recettes non fiscales:		
Frais de stationnement	1,698,550	
Recouvrement de prestations des employés	30,883	
Amendes disciplinaires	10,889	
Contrat à frais partagé—Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC)	50,000	
Divers	9,552	
		1,799,874

CONTRÔLEUR GÉNÉRAL

Résumé

	1984-85	1983-84
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	5,517	15,518
Rémunérations de services		15
Produits des ventes		448
Autres recettes non fiscales	1,907	1,584
Total	7,424	17,565

Détail

	1984-85	
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Voyage	4,364	
Publications	191	
Rajustements entre ministères	961	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	1	
		5,517
Autres recettes non fiscales:		
Participation aux bénéfices dans l'émission des chèques de voyage		1,907

SECTION 8

COMPTES PUBLICS
1984-85

Conseil privé

Ministère
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes
Directeur général des élections
Commissaire aux langues officielles
Conseil économique du Canada
Commission des relations de travail dans la Fonction publique

SOMMAIRE

	Page
Objectifs	8.3
Emploi des crédits	8.4
Coût total des programmes—Budgétaire	8.6
Programmes par activité—Budgétaire	8.6
Subventions et contributions	8.8
Dépenses budgétaires par programme et article courant	8.9
Recettes	8.10
Appendices	8.12

CONSEIL PRIVÉ

Ministère

Objectif

PROGRAMME DU CONSEIL PRIVÉ

—Assurer le fonctionnement et le soutien du mécanisme central de prise de décisions du gouvernement.

Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes

Objectif

—Fournir des services administratifs et des services de soutien aux réunions des premiers ministres ainsi qu'à des réunions fédérales-provinciales et interprovinciales de ministres et de hauts fonctionnaires.

Directeur général des élections

Objectif

—Assurer au corps électoral canadien l'exercice de son droit de suffrage aux élections des membres de la Chambre des communes, en conformité avec la Loi électorale du Canada, et des membres du Conseil des Territoires du Nord-Ouest, en conformité avec l'Ordonnance électorale des Territoires du Nord-Ouest, assurer le respect de toutes les dispositions de la Loi électorale du Canada concernant les dépenses d'élection, assurer une représentation des provinces à la Chambre des communes en conformité avec la Loi constitutionnelle de 1982 et fournir l'aide technique, administrative et financière aux onze commissions de délimitations des circonscriptions électorales établies en conformité avec la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales.

Commissaire aux langues officielles

Objectif

—Assurer la reconnaissance de chacune des langues officielles et faire respecter l'esprit et l'intention de la Loi sur les langues officielles.

Conseil économique du Canada

Objectif

—Formuler des conseils et des recommandations sur la façon dont le Canada peut atteindre les plus hauts niveaux d'emploi et de production efficace, à moyen et à long terme, afin que le pays puisse connaître un rythme accéléré et soutenu d'expansion économique et que tous les Canadiens puissent participer à la hausse du niveau de vie.

Commission des relations de travail dans la Fonction publique

Objectif

—Fixer les cadres à l'intérieur desquels doivent s'exercer les divers droits et être assumées les diverses responsabilités des parties de la négociation collective dans la Fonction publique, et procurer à ces parties des renseignements sur les taux de rémunération et autres conditions d'emploi au Canada.

Crédit	Programme	
	MINISTÈRE	
	PROGRAMME DU CONSEIL PRIVÉ	
	Budgétaire	
1	Dépenses du programme, y compris le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement équivalant à celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes et au prorata, pour toute période inférieure à un an; versement des subventions inscrites au Budget et contributions	$ 42,441,167
	1b	623,000
	1c	5,163,000
	Virement du CT, crédit 10[1]	16,456
Stat	Premier ministre—Traitement et allocation pour automobile	
Stat	Président du Conseil privé—Traitement et allocation pour automobile	
Stat	Leader du gouvernement au Sénat—Traitement et allocation pour automobile	
Stat	Ministres sans portefeuille ou ministres d'État—Allocation pour automobile	
Stat	Indemnité à la veuve de l'ancien Premier ministre	
Stat	Indemnité à l'ancien Premier ministre	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	PROGRAMME SPÉCIAL	
	Budgétaire	
2b	Contributions à la province du Manitoba et à la province de Terre-Neuve afin de les aider à acquitter les dépenses qu'ont entraînées les désastres naturels de 1978 à 1983	
	Emploi des crédits non requis pour l'exercice en cours	
	Total du programme—Budgétaire	
	Sous-total—Budgétaire	
	SECRÉTARIAT DES CONFÉRENCES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES	
	Budgétaire	
5	Dépenses du programme	$ 1,958,000
	5c	300,000
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	
	Budgétaire	
10	Dépenses du programme	
Stat	Traitement du directeur général des élections	
Stat	Dépenses d'élections	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales	
	Total du programme—Budgétaire	
	COMMISSAIRE AUX LANGUES OFFICIELLES	
	Budgétaire	
15	Dépenses du programme	$ 9,231,000
	Virement du CT, crédit 10[1]	12,155
Stat	Traitement du Commissaire aux langues officielles	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA	
	Budgétaire	
20	Dépenses du programme	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE	
	Budgétaire	
25	Dépenses du programme	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	Total—Budgétaire	

[1] Conseil du Trésor, crédit 10, initiatives visant à créer des emplois.

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
48,243,623		48,243,623		48,243,623	47,805,443	438,180		41,495,809
59,500	964	60,464		60,464	60,464			60,200
40,500	(7,627)	32,873		32,873	32,873			40,975
40,500	1,065	41,565		41,565	41,565			40,975
16,000	764	16,764		16,764	16,764			13,485
8,333		8,333		8,333	8,333			8,333
	18,263	18,263		18,263	18,263			
2,512,000	383,000	2,895,000		2,895,000	2,895,000			2,888,000
50,920,456	*396,429*	*51,316,885*		*51,316,885*	*50,878,705*	*438,180*		*44,547,777*
1,123,864		1,123,864		1,123,864	1,123,864			5,487,031
								46,278
1,123,864		*1,123,864*		*1,123,864*	*1,123,864*			*5,533,309*
52,044,320	396,429	52,440,749		52,440,749	52,002,569	438,180		50,081,086
2,258,000		2,258,000		2,258,000	2,279,619	(21,619)		1,766,983
115,000	18,000	133,000		133,000	133,000			125,000
2,373,000	*18,000*	*2,391,000*		*2,391,000*	*2,412,619*	*(21,619)*		*1,891,983*
1,815,100		1,815,100		1,815,100	1,745,640	69,460		1,597,704
84,900	4,132	89,032		89,032	89,032			85,059
97,039,000	(5,906,110)	91,132,890		91,132,890	91,132,890			3,086,972
207,000	32,000	239,000		239,000	239,000			238,000
	287,871	287,871		287,871	287,871			1,233,063
99,146,000	*(5,582,107)*	*93,563,893*		*93,563,893*	*93,494,433*	*69,460*		*6,240,798*
9,243,155		9,243,155		9,243,155	8,495,717	747,438		7,994,366
85,000	4,032	89,032		89,032	89,032			85,059
678,000	104,000	782,000		782,000	782,000			761,000
10,006,155	*108,032*	*10,114,187*		*10,114,187*	*9,366,749*	*747,438*		*8,840,425*
7,645,000		7,645,000		7,645,000	7,447,995	197,005		7,316,952
700,000	107,000	807,000		807,000	807,000			747,000
8,345,000	*107,000*	*8,452,000*		*8,452,000*	*8,254,995*	*197,005*		*8,063,952*
8,216,000		8,216,000		8,216,000	7,320,859	895,141		6,982,193
807,000	123,000	930,000		930,000	930,000			873,000
9,023,000	*123,000*	*9,146,000*		*9,146,000*	*8,250,859*	*895,141*		*7,855,193*
180,937,475	(4,829,646)	176,107,829		176,107,829	173,782,224	2,325,605		82,973,437

Coût total des programmes—Budgétaire
(en milliers de dollars)

PROGRAMME	Exercice	Dépenses	*Moins:* Rentrées portées en recettes	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	*Plus:* Autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	Coût total des programmes
MINISTÈRE						
CONSEIL PRIVÉ	1984-85	50,879	2,523	3,900	509	52,765
	1983-84	44,548	1,763	3,600	416	46,801
SPÉCIAL	1984-85	1,124				1,124
	1983-84	5,533				5,533
	1984-85	52,003	2,523	3,900	509	53,889
	1983-84	50,081	1,763	3,600	416	52,334
SECRÉTARIAT DES CONFÉRENCES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES	1984-85	2,412	825	365	29	1,981
	1983-84	1,892	472	348	24	1,792
DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	1984-85	93,494	7	458	142	94,087
	1983-84	6,241	17	400	196	6,820
COMMISSAIRE AUX LANGUES OFFICIELLES	1984-85	9,367	6	830	130	10,321
	1983-84	8,840	26	807	107	9,728
CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA	1984-85	8,255		685	128	9,068
	1983-84	8,064	2	504	106	8,672
COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE	1984-85	8,251	27	1,489	165	9,878
	1983-84	7,855	27	1,489	133	9,450
Total	1984-85	173,782	3,388	7,727	1,103	179,224
	1983-84	82,973	2,307	7,148	982	88,796

Programmes par activité—Budgétaire
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
MINISTÈRE								
PROGRAMME DU CONSEIL PRIVÉ								
Cabinet du Premier ministre	5,486	7,275		33			5,486	7,308
Cabinets de ministres	3,023	2,808		17			3,023	2,825
Bureau du Conseil privé	9,268	8,747		8	25	10	9,293	8,765
Bureau des relations fédérales-provinciales	4,220	3,284		15	65	65	4,285	3,364
Administration	14,126	13,870	1,468	1,542			15,594	15,412
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	326	133		81			326	214
Commissions d'enquête et groupes de travail	13,310	12,929		62			13,310	12,991
	49,759	49,046	1,468	1,758	90	75	51,317	50,879
Moins: rentrées portées en recettes		2,523						2,523
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	3,900	3,900					3,900	3,900
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	509	509					509	509
Coût total du programme	54,168	50,932	1,468	1,758	90	75	55,726	52,765
PROGRAMME SPÉCIAL								
Programme spécial					1,124	1,124	1,124	1,124
SECRÉTARIAT DES CONFÉRENCES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES								
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	2,383	2,405	8	7			2,391	2,412
Moins: rentrées portées en recettes	671	825					671	825
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	365	365					365	365
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	29	29					29	29
Coût total du programme	2,106	1,974	8	7			2,114	1,981

Programmes par activité—Budgétaire—*Fin*
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS								
Administration	1,886	1,827	18	7			1,904	1,834
Élections	76,254	76,254	98	98	15,069	15,069	91,421	91,421
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	239	239					239	239
	78,379	78,320	116	105	15,069	15,069	93,564	93,494
Moins: rentrées portées en recettes		7						7
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	458	458					458	458
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	142	142					142	142
Coût total du programme	78,979	78,913	116	105	15,069	15,069	94,164	94,087
COMMISSAIRE AUX LANGUES OFFICIELLES								
Administration	1,867	1,885	23	48			1,890	1,933
Information	3,099	2,639	3	146			3,102	2,785
Politique et liaison	1,552	1,449	3	19			1,555	1,468
Plaintes et vérifications	2,779	2,394	6	5			2,785	2,399
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	782	782					782	782
	10,079	9,149	35	218			10,114	9,367
Moins: rentrées portées en recettes		6						6
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	830	830					830	830
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	130	130					130	130
Coût total du programme	11,039	10,103	35	218			11,074	10,321
CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA								
Travaux en cours au Conseil économique	8,437	8,138	15	117			8,452	8,255
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	685	685					685	685
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	128	128					128	128
Coût total du programme	9,250	8,951	15	117			9,265	9,068
COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE								
Administration des relations de travail	4,639	4,084	38	67			4,677	4,151
Bureau de recherches sur les traitements	3,539	3,170					3,539	3,170
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	930	930					930	930
	9,108	8,184	38	67			9,146	8,251
Moins: rentrées portées en recettes		27						27
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	1,489	1,489					1,489	1,489
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	165	165					165	165
Coût total du programme	10,762	9,811	38	67			10,800	9,878

Subventions et contributions
(en milliers de dollars)

MINISTÈRE	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
PROGRAMME DU CONSEIL PRIVÉ			
Subventions			
Bureau des relations fédérales-provinciales			
Institut des relations intergouvernementales, Université Queen	65	65	65
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			40
	65	*65*	*105*
Contributions			
Bureau du Conseil privé			
Études sur l'administration publique canadienne	*25*	*10*	*24*
	90	*75*	*129*
PROGRAMME SPÉCIAL			
Contributions			
Programme spécial			
Contributions aux provinces afin de les aider à acquitter les dépenses qu'ont entraînées les désastres naturels:			
Manitoba	624	624	2,647
Terre-Neuve (1978)	500	500	
Colombie-Britannique (1980)			1,500
Île-du-Prince-Édouard			1,340
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			46
	1,124	*1,124*	*5,533*
	1,214	1,199	5,662
BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS			
Contributions			
Remboursement des dépenses d'élection des candidats	11,151	11,151	149
Remboursement aux partis	3,918	3,918	
	15,069	*15,069*	*149*
Total	16,283	16,268	5,811

CONSEIL PRIVÉ

Dépenses budgétaires par programme et article courant
(en milliers de dollars)

ARTICLE COURANT	Programme du Conseil privé	Programme spécial	Sous-total	Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	Directeur général des élections	Commissaire aux langues officielles	Conseil économique du Canada	Commission des relations de travail dans la Fonction publique	Total
(1) Traitements et salaires	21,094 **25,859** *21,787*		21,094 **25,859** *21,787*	882 **795** *752*	47,694 **47,669** *3,526*	5,315 **5,105** *4,638*	5,404 **5,213** *5,051*	6,207 **5,910** *5,624*	86,596 **90,551** *41,378*
(1) Autres frais touchant le personnel	2,895 **2,895** *2,888*		2,895 **2,895** *2,888*	133 **133** *125*	239 **239** *238*	782 **782** *761*	807 **807** *747*	930 **931** *873*	5,786 **5,787** *5,632*
(2) Transports et communications	2,944 **4,124** *4,996*		2,944 **4,124** *4,996*	353 **302** *249*	8,857 **8,852** *672*	1,079 **716** *544*	458 **402** *442*	526 **381** *467*	14,217 **14,777** *7,370*
(3) Information	3,558 **4,814** *3,814*		3,558 **4,814** *3,814*	160 **117** *124*	11,054 **11,053** *217*	1,299 **996** *1,547*	346 **368** *198*	236 **305** *227*	16,653 **17,653** *6,127*
(4) Services professionnels et spéciaux	4,111 **8,289** *7,724*		4,111 **8,289** *7,724*	615 **784** *451*	2,393 **2,381** *476*	1,249 **1,224** *864*	1,097 **1,055** *1,248*	555 **358** *391*	10,020 **14,091** *11,154*
(5) Location	437 **1,430** *757*		437 **1,430** *757*	183 **186** *131*	6,644 **6,643** *158*	195 **96** *135*	69 **43** *51*	90 **129** *68*	7,618 **8,527** *1,300*
(6) Achat de services de réparation et d'entretien	609 **623** *445*		609 **623** *445*	12 **17** *8*	60 **58** *57*	28 **80** *69*	59 **84** *65*	39 **27** *61*	807 **889** *705*
(7) Services publics, fournitures et approvisionnements	1,191 **995** *970*		1,191 **995** *970*	41 **69** *39*	1,425 **1,416** *665*	130 **146** *105*	195 **164** *207*	202 **142** *94*	3,184 **2,932** *2,080*
(9) Construction et acquisition de machines et de matériel	1,468 **1,758** *1,032*		1,468 **1,758** *1,032*	8 **7** *7*	116 **105** *81*	35 **218** *175*	15 **117** *53*	38 **67** *49*	1,680 **2,272** *1,397*
(10) Subventions, contributions et autres paiements de transfert	90 **75** *129*	1,124 **1,124** *5,533*	1,214 **1,199** *5,662*		15,069 **15,069** *149*				16,283 **16,268** *5,811*
(12) Toutes autres dépenses	12,920 **17** *6*		12,920 **17** *6*	4 **2** *6*	13 **9** *2*	2 **4** *2*	2 **2** *2*	323 **1** *1*	13,264 **35** *19*
Total des dépenses nettes	51,317 **50,879** *44,548*	1,124 **1,124** *5,533*	52,441 **52,003** *50,081*	2,391 **2,412** *1,892*	93,564 **93,494** *6,241*	10,114 **9,367** *8,840*	8,452 **8,255** *8,064*	9,146 **8,251** *7,855*	176,108 **173,782** *82,973*

Les montants en caractères romains représentent les crédits de 1984-85.
Les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de 1984-85.
Les montants en *italique* représentent les dépenses de 1983-84.

MINISTÈRE

Résumé

	1984-85	1983-84
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,281,958	273,444
Autres recettes non fiscales	1,241,333	1,490,025
Total	2,523,291	1,763,469

Détail

	1984-85	
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Remboursement de la province de Terre-Neuve en vertu du recouvrement de 50% des dépenses encourues en 1983-84 par la Commission royale sur le désastre maritime de l'«Ocean Ranger»	1,115,160	
Autres	166,798	
		1,281,958
Autres recettes non fiscales:		
Vente de textes réglementaires en vertu de la Loi sur les textes réglementaires, C. 38, Statuts du Canada 1970-71-72	1,019	
Remboursement de la province de Terre-Neuve en vertu du recouvrement de 50% des dépenses encourues en 1984-85 par la Commission royale sur le désastre maritime de l'«Ocean Ranger»	1,237,079	
Autres	3,235	
		1,241,333

SECRÉTARIAT DES CONFÉRENCES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

Résumé

	1984-85	1983-84
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	13	1,612
Autres recettes non fiscales	824,917	470,221
Total	824,930	471,833

Détail

	1984-85	
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Téléphone—Northwestel Inc.		13
Autres recettes non fiscales:		
Commission de la Foaction publique—Cours—A Millar	100	
Quote-part provinciale proportionnelle	824,817	
		824,917

DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Résumé

	1984-85	1983-84
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	38	11,079
Produits des ventes	1,046	1,928
Autres recettes non fiscales	6,266	3,773
Total	7,350	16,780

Détail

	1984-85	
	$	$
Recettes non fiscales—		
Produits des ventes:		
Rapport—Recettes fiscales des partis		1,046
Autres recettes non fiscales:		
Confiscation des dépôts d'élection des candidats	5,200	
Dons anonymes aux candidats	605	
Autres	461	
		6,266

COMMISSAIRE AUX LANGUES OFFICIELLES

Résumé

	1984-85	1983-84
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	6,214	25,894

Détail

	1984-85	
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,216	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE):		
R Derrick	2,779	
Ministère des Approvisionnements et Services—Service central de déménagement	1,498	
Divers	721	
		6,214

CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA

Résumé

	1984-85	1983-84
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	328	1,760

CONSEIL PRIVÉ

Recettes—*Fin*

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	305	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	23	328

	1984-85	1983-84
	$	$
COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	27,232	26,646

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Conseil national mixte de la Fonction publique du Canada—Contribution d'agents de négotiation	24,750	
Recouvrements divers	550	
Approvisionnements et Services Canada—Service central de voyages—Recouvrement de frais de transport	383	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	1,549	27,232

Appendice 1

Bureau du directeur général des élections

ÉTAT DES DÉPENSES—ÉLECTIONS GÉNÉRALES ET ÉLECTIONS COMPLÉMENTAIRES

	Services préliminaires	Énumération et révision	Impression de listes et avis de révision	Bureaux de scrutin	Impression de bulletins de vote et avis	Directeurs du scrutin—Honoraires, allocations et dépenses	Commis d'élections—Honoraires, allocations et dépenses	Diverses impressions	Quartier général d'Ottawa	Dépenses d'élections—Administration	Dépenses d'élections—Exécution	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Élections générales—												
Avant 1979						200						200
1979				55					156			211
1980				38		500						538
1984	204,331	23,759,730	7,172,169	19,102,957	1,197,357	10,037,656	2,547,383	73,076	9,084,373	15,995,167	113,219	89,287,418
Prochaine élection générale									308			308
Élections complémentaires—												
1983—Nouvelle-Écosse						437				200		637
—Mission Port Moody						437						437
—Quartier général d'Ottawa									1,650		1,930	3,580
1984—Nepean Carleton						7,889	5,767					13,656
—Conseil des Territoires du Nord-Ouest	184	2,237		3,133	677	6,812	2,012	414				15,469
Quartier général d'Ottawa									238	718	59,005	59,961
Avant les élections de 1983 du Conseil des Territoires du Nord-Ouest	20	190		845		(143)			4 395	3,023	2,112	10,442
Quartier général d'Ottawa									1,740,033			1,740,033
	204,535	23,762,157	7,172,169	19,107,028	1,198,034	10,053,788	2,555,162	73,490	10,831,153	15,999,108	176,266	91,132,890

Appendice 1—*Fin*

Bureau du directeur général des élections—*Fin*

ÉTAT DES DÉPENSES—ÉLECTION GÉNÉRALE DE 1984

	Services préliminaires	Énumération et révision	Impression de listes et avis de révision	Bureaux de scrutin	Impression de bulletins de vote et avis	Directeurs du scrutin—Honoraires, allocations et dépenses	Commis d'élections—Honoraires, allocations et dépenses	Diverses impressions	Quartier général d'Ottawa	Dépenses d'élections—Administration	Dépenses d'élections—Exécution	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Sommaire—												
Ontario	57,323	8,626,129	2,353,606	6,333,278	399,755	3,194,513	845,526	20,896	99,291	4,386,434		26,316,751
Québec	48,713	6,634,417	2,040,524	5,451,426	351,953	2,818,707	709,836	13,005	13,067	2,895,967		20,977,615
Nouvelle-Écosse	9,069	733,751	285,729	711,801	45,770	343,557	87,915	3,667		458,563		2,679,822
Terre-Neuve	16,143	431,957	188,144	466,417	20,754	232,131	58,671	490		268,298		1,683,005
Nouveau-Brunswick	9,051	593,943	228,386	594,909	39,720	297,009	74,848	4,433		399,639		2,241,938
Manitoba	10,807	969,824	297,911	816,250	52,998	423,681	106,948	2,321	24	597,351	198	3,278,313
Colombie-Britannique	22,264	2,646,584	777,851	2,092,432	119,777	1,080,368	307,038	18,008		1,244,151		8,308,473
Île-du-Prince-Édouard	962	95,390	42,684	108,248	5,477	63,466	17,927	847		129,057		464,058
Saskatchewan	9,697	849,094	313,563	788,127	50,786	410,243	105,346	3,141	8	670,542		3,200,547
Alberta	16,522	2,108,907	622,946	1,667,749	107,087	824,405	213,947	5,930	77	514,676		6,082,246
Territoire du Yukon	283	21,107	7,802	22,967	961	18,841	4,254	21		48,266		124,502
Territoires du Nord-Ouest	3,164	32,866	13,023	49,353	2,319	63,734	15,127	314	52	98,649		278,601
Quartier général d'Ottawa		15,761				1,091			8,779,529	4,283,574	113,021	13,192,976
Règlements spéciaux de scrutin—												
Ontario et Québec						60,624			1,287			61,911
Les Maritimes et Terre-Neuve	333					45,725			345			46,403
Ouest canadien, Territoires du Nord-Ouest et du Yukon						52,669			744			53,413
Royaume-Uni et l'Europe						103,892		3	7,758			111,653
Ministère des Affaires extérieures						3,000			31,720			34,720
Ministère de la Défense nationale									150,471			150,471
	204,331	23,759,730	7,172,169	19,102,957	1,197,357	10,037,656	2,547,383	73,076	9,084,373	15,995,167	113,219	89,287,418

Appendice 2

Conseil économique du Canada

RAPPORT DE GESTION

L'état des résultats ci-joint du Conseil économique du Canada a été préparé selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'objectivité et l'intégrité des données financières présentées dans l'état des résultats revient au fonctionnaire administratif supérieur du Conseil.

Cet état des résultats a été préparé conformément aux normes reconnues de gestion financière et de conventions comptables; les principales normes utilisées sont énoncées à la note 2 de l'état financier. Mentionnons que les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une reclassification, afin de se conformer au mode de divulgation de l'exercice courant. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers donnés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux qui apparaissent dans l'état des résultats.

La Direction des services financiers du Conseil se charge de développer et de maintenir des systèmes de contrôle financier afin d'assurer premièrement, la transparence financière, deuxièmement, l'imputabilité financière et troisièmement, de satisfaire aux exigences du Conseil, du Parlement et des organismes centraux apparaissant dans les statuts, les règlements et autres directives. Les systèmes de gestion financière et de vérification interne sont renforcés par des vérifications indépendantes revues par le Bureau du vérificateur général, lequel procède à une évaluation de l'efficacité des procédés et systèmes financiers et maintient le bon fonctionnement de la comptabilité interne et des contrôles financiers et budgétaires. Toutes les transactions sont examinées, afin de s'assurer de leur conformité aux méthodes et politiques établies. Les agents financiers font partie intégrante de l'équipe de gestion et ils prennent part à la planification et au contrôle des activités internes du Conseil et en font rapport. Le Conseil vise à s'assurer de l'objectivité et de l'intégrité des données de ses états financiers grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communications visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

L'état des résultats a été vérifié par le vérificateur général du Canada. Sa vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. À son avis, l'état financier présente fidèlement les dépenses et recettes du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 1985.

Le système comptable et l'état financier du Conseil se sont développés au cours des années pour répondre aux changements. Depuis quelques mois, un mécanisme de comptabilité financière informatisé a été mis en place et fournit à chaque centre de responsabilité et à l'ensemble du Conseil des renseignements détaillés et à jour sur l'état des dépenses, des engagements et des soldes, par article d'exécution. Les rapports mensuels ou, sur demande, des états à jour, fondés sur ce système, permettent tant aux directeurs d'équipes ou de divisions qu'aux gestionnaires du Conseil d'évaluer avec précision les circonstances courantes, d'approuver de nouveaux engagements et de planifier les activités à venir. Un système central projeté de «pré-alerte» doit entrer en fonction au cours du prochain exercice financier et servira un deuxième rappel aux centres de responsabilité décentralisés concernant les dates prochaines des paiements provisoires ou finals à être effectués à l'égard des engagements courants en vigueur, notamment pour des contrats de recherche ou autres services personnels.

Approuvé par:

Président
DAVID W. SLATER

Agent financier supérieur
DENNIS M. PAPROSKI

le 15 juillet 1985

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA
ET
LE TRÈS HONORABLE MARTIN BRIAN MULRONEY, C.P., DÉPUTÉ
PREMIER MINISTRE DU CANADA

J'ai vérifié l'état des résultats du Conseil économique du Canada pour l'exercice terminé le 31 mars 1985. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les dépenses et les recettes du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 1985 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état des résultats, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 4 juin 1985

CONSEIL PRIVÉ

Appendice 2—*Fin*

Conseil économique du Canada—*Fin*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Dépenses		
Exploitation		
Traitements et indemnités aux employés	5,217,318	5,049,906
Services professionnels et spéciaux	930,346	1,097,466
Logement	684,880	504,000
Publicité, publication de rapports et d'études	368,104	247,453
Communications	215,509	226,626
Papeterie et fournitures de bureau	163,770	156,632
Voyages et déménagements	122,442	136,815
Mobilier et matériel de bureau	105,638	53,411
Réaménagement	44,349	28,036
Location de matériel	43,070	50,854
Réparation du mobilier et du matériel de bureau	40,191	37,236
Indemnités de cessation d'emploi	27,097	7,691
Divers	13,136	1,510
	7,975,850	7,597,636
Administration		
Traitements et indemnités aux employés	623,869	591,711
Membres du Conseil exécutif	253,472	229,648
Services professionnels et spéciaux	150,648	175,958
Voyages	63,880	79,000
	1,091,869	1,076,317
	9,067,719	8,673,953
Recettes		
Remboursement de dépenses des exercices précédents	328	1,760
Coût net de l'exploitation	9,067,391	8,672,193
Conciliation avec les crédits utilisés:		
Coût net de l'exploitation	9,067,391	8,672,193
Plus: recettes à valoir sur les comptes de recettes non fiscales	328	1,760
Moins: services fournis gratuitement par les ministères	812,724	610,000
Crédits utilisés	8,254,995	8,063,953

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

Approuvé par le Conseil:

Le président
DAVID W. SLATER

Le directeur
PATRICK ROBERT

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS
DU 31 MARS 1985

1. Autorisation et objectif

Le Conseil a été constitué en 1963 en vertu de la Loi sur le Conseil économique du Canada et est une société ministérielle nommée à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière.

L'objectif du Conseil est de renseigner le Premier ministre et de lui faire des recommandations sur la façon dont le Canada peut atteindre les plus hauts niveaux d'emploi et de production utile afin que le pays puisse connaître un rythme accéléré et soutenu de croissance économique et que tous les Canadiens puissent participer à la hausse du niveau de vie.

Les fonds couvrant les dépenses de fonctionnement du Conseil proviennent d'une autorisation budgétaire annuelle.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

Toutes les dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, conformément à la convention comptable des CAPAFE du gouvernement, à l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de vacances, lesquelles sont enregistrées selon la comptabilité de caisse.

b) Acquisitions d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement de l'exercice d'acquisition.

c) Les montants estimatifs des services fournis gratuitement par les ministères sont compris dans les dépenses de fonctionnement.

d) Les remboursements de dépenses d'exercices précédents sont comptabilisés aux recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

3. Modification de la présentation de l'état financier

La présentation de l'état financier a été révisée conformément aux directives du Receveur général du Canada.

Les recettes provenant du remboursement de dépenses des exercices précédents, soit $328 en 1985 et $1,760 en 1984, sont maintenant démontrées dans l'état des résultats.

4. Crédits parlementaires

	1985	1984
	$	$
Conseil privé		
Crédit n° 20	7,645,000	7,477,000
Montant périmé	197,005	160,047
	7,447,995	7,316,953
Crédit statutaire—Contribution aux régimes de prestations des employés	807,000	747,000
Total des crédits utilisés	8,254,995	8,063,953

5. Reclassification des chiffres de l'exercice précédent

Pour faciliter la comparaison, les postes de l'état financier de l'exercice 1984 ont été reclassifiés conformément à la présentation adoptée pour l'exercice 1985.

SECTION 9

COMPTES PUBLICS
1984-85

Consommation et Corporations

Ministère
Commission sur les pratiques restrictives du commerce
Conseil canadien des normes

SOMMAIRE

Page

Objectifs	9.3
Emploi des crédits	9.4
Coût total des programmes—Budgétaire	9.4
Programmes par activité—Budgétaire	9.5
Subventions et contributions	9.6
Dépenses budgétaires par programme et article courant	9.7
Recettes	9.8

CONSOMMATION ET CORPORATIONS

Ministère

Objectif

—Promouvoir l'équité, l'efficience, la transparence et la concurrence au sein du marché canadien, promouvoir et protéger les intérêts du consommateur, et remplir les fonctions de Registraire général du Canada.

Commission sur les pratiques restrictives du commerce

Objectif

—Maintenir la libre concurrence dans l'économie du marché, éliminer certaines pratiques visant à limiter le commerce et protéger les consommateurs contre la publicité fausse et trompeuse.

Conseil canadien des normes

Objectif

—Encourager et promouvoir la normalisation volontaire dans les domaines de la construction, de la fabrication, de la production, de la qualité, du rendement et de la sécurité en ce qui concerne les bâtiments, les ouvrages, les articles ouvrés ainsi que les produits et autres biens; favoriser en outre la collaboration internationale en matière de normalisation.

Emploi des crédits

Crédit	Programme	
	MINISTÈRE	
	Budgétaire	
1	Dépenses de fonctionnement	$ 125,773,000
	1b	5,028,000
	Virement du CT, crédit 10[1]	76,483
5	Subventions inscrites au Budget et contributions	
Stat	Ministre de la Consommation et des Corporations—Traitement et allocation pour automobile	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	
	Total du programme—Budgétaire	
	COMMISSION SUR LES PRATIQUES RESTRICTIVES DU COMMERCE	
	Budgétaire	
10	Dépenses du programme	$ 1,130,000
	10b	441,000
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	CONSEIL CANADIEN DES NORMES[2]	
	Budgétaire	
15	Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 17 de la Loi sur le Conseil canadien des normes, à utiliser aux fins générales de l'article 5 de la Loi	
	Total—Budgétaire	

[1] Conseil du Trésor, crédit 10, initiatives visant à créer des emplois.
[2] Les états financiers des sociétés de la Couronne sont présentés dans le volume III des Comptes publics.

Coût total des programmes—Budgétaire
(en milliers de dollars)

PROGRAMME	Exercice	Dépenses	*Moins:* Rentrées portées en recettes	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	*Plus:* Autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	Coût total des programmes
MINISTÈRE	1984-85	193,751	35,044	12,840	2,466	174,013
	1983-84	261,760	35,322	13,718	1,991	242,147
COMMISSION SUR LES PRATIQUES RESTRICTIVES DU COMMERCE	1984-85	1,398		173	16	1,587
	1983-84	1,507	1	171	14	1,691
CONSEIL CANADIEN DES NORMES	1984-85	6,612				6,612
	1983-84	5,978				5,978
Total	1984-85	201,761	35,044	13,013	2,482	182,212
	1983-84	269,245	35,323	13,889	2,005	249,816

Crédits: Exercice en cours: Autorisations dans les Budgets des dépenses	Crédits: Exercice en cours: Changements autorisés	Crédits: Exercice en cours: Total	Crédits: Reportés	Crédits: Total global	Employés au cours de l'exercice	Soldes: Annulés (suremployés)	Soldes: Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
130,877,483		130,877,483		130,877,483	123,091,695	7,785,788		125,036,192
109,689,000		109,689,000		109,689,000	58,204,524	51,484,476		125,264,745
40,500	1,183	41,683		41,683	41,683			40,975
10,709,000	1,632,000	12,341,000		12,341,000	12,341,000			11,329,000
	72,253	72,253		72,253	72,253			89,564
251,315,983	*1,705,436*	*253,021,419*		*253,021,419*	*193,751,155*	*59,270,264*		*261,760,476*
1,571,000		1,571,000		1,571,000	1,278,331	292,669		1,355,089
104,000	16,000	120,000		120,000	120,000			152,000
1,675,000	*16,000*	*1,691,000*		*1,691,000*	*1,398,331*	*292,669*		*1,507,089*
6,612,000		*6,612,000*		*6,612,000*	*6,612,000*			*5,978,000*
259,602,983	1,721,436	261,324,419		261,324,419	201,761,486	59,562,933		269,245,565

Programmes par activité—Budgétaire
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
MINISTÈRE								
Consommation	47,725	46,089	4,120	3,298	1,689	1,688	53,534	51,075
Corporations	25,169	24,575	82	158			25,251	24,733
Enquêtes sur les coalitions et politique de concurrence	14,832	14,339	63	61			14,895	14,400
Commission du système métrique	6,930	6,701			6,500	3,651	13,430	10,352
Programme d'aide aux propriétaires d'habitations isolées à la mousse isolante d'urée-formaldéhyde	14,700	12,060		3	101,500	52,865	116,200	64,928
Administration	27,796	26,015	1,915	2,248			29,711	28,263
	137,152	129,779	6,180	5,768	109,689	58,204	253,021	193,751
Moins: rentrées portées en recettes	31,230	35,044					31,230	35,044
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	12,840	12,840					12,840	12,840
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	2,466	2,466					2,466	2,466
Coût total du programme	121,228	110,041	6,180	5,768	109,689	58,204	237,097	174,013
COMMISSION SUR LES PRATIQUES RESTRICTIVES DU COMMERCE								
Commission sur les pratiques restrictives du commerce	1,689	1,392	2	6			1,691	1,398
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	173	173					173	173
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	16	16					16	16
Coût total du programme	1,878	1,581	2	6			1,880	1,587
CONSEIL CANADIEN DES NORMES								
Normalisation à l'échelle nationale					4,165	4,165	4,165	4,165
Normalisation à l'échelle internationale					2,447	2,447	2,447	2,447
Coût total du programme					6,612	6,612	6,612	6,612

Subventions et contributions
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
MINISTÈRE			
Subventions			
Consommation			
Subvention à l'Association des consommateurs du Canada	200	200	200
Subventions à divers organismes œuvrant dans l'intérêt du consommateur	500	500	500
	700	*700*	*700*
Contributions			
Consommation			
Contributions à divers organismes œuvrant dans l'intérêt du consommateur	989	988	988
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			281
Commission du système métrique			
Contributions aux employés qui, par suite de la conversion au système métrique, doivent acheter des outils qui comportent des mesures converties en unité métrique pour remplacer ceux qu'ils possèdent déjà	6,500	3,651	4,196
Programme d'aide aux propriétaires d'habitations isolées à la mousse isolante d'urée-formaldéhyde			
Contributions aux propriétaires pour couvrir les coûts admissibles en relation avec les mesures correctives prescrites par le gouvernement	101,500	52,865	119,099
	108,989	*57,504*	*124,564*
	109,689	***58,204***	***125,264***
CONSEIL CANADIEN DES NORMES			
Subventions			
Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 17 de la Loi sur le Conseil canadien des normes, à utiliser aux fins générales de l'article 5 de ladite Loi	***6,612***	***6,612***	***5,978***
Total	116,301	64,816	131,242

Dépenses budgétaires par programme et article courant
(en milliers de dollars)

ARTICLE COURANT	Ministère	Commission sur les pratiques restrictives du commerce	Conseil canadien des normes	Total
(1) Traitements et salaires	83,874 **81,717** *79,405*	971 **861** *924*		84,845 **82,578** *80,329*
(1) Autres frais touchant le personnel	12,341 **12,341** *11,331*	120 **120** *152*		12,461 **12,461** *11,483*
(2) Transports et communications	10,321 **9,412** *9,729*	60 **33** *43*		10,381 **9,445** *9,772*
(3) Information	3,871 **2,975** *3,823*	50 **8** *23*		3,921 **2,983** *3,846*
(4) Services professionnels et spéciaux	21,090 **17,712** *22,443*	435 **320** *329*		21,525 **18,032** *22,772*
(5) Location	819 **565** *530*	21 **6** *9*		840 **571** *539*
(6) Achat de services de réparation et d'entretien	1,583 **1,402** *1,171*	2 **3** *3*		1,585 **1,405** *1,174*
(7) Services publics, fournitures et approvisionnements	3,063 **3,361** *2,746*	28 **38** *19*		3,091 **3,399** *2,765*
(8) Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	**586**			**586**
(9) Construction et acquisition de machines et de matériel	6,180 **5,182** *5,141*	2 **6** *2*		6,182 **5,188** *5,143*
(10) Subventions, contributions et autres paiements de transfert	109,689 **58,204** *125,264*		6,612 **6,612** *5,978*	116,301 **64,816** *131,242*
(12) Toutes autres dépenses	190 **294** *177*	2 **3** *3*		192 **297** *180*
Total des dépenses nettes	253,021 **193,751** *261,760*	1,691 **1,398** *1,507*	6,612 **6,612** *5,978*	261,324 **201,761** *269,245*

Les montants en caractères romains représentent les crédits de 1984-85.
Les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de 1984-85.
Les montants en *italique* représentent les dépenses de 1983-84.

Recettes

MINISTÈRE

Résumé

	1984-85	1983-84
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	977,623	1,350,978
Rémunérations de services	5,580,507	5,760,201
Privilèges, licences et permis	23,582,767	23,525,339
Autres recettes non fiscales	4,903,545	4,686,097
Total	35,044,442	35,322,615

Détail

	1984-85	
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	136,666	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	840,957	
		977,623
Rémunérations de services:		
Administration: accès à l'information, $745; frais de tribunal, $233; copies conformes, $11,780; certificat de validation, $260; hypothèques de chemins de fer et de vente, $1,529	14,547	
Consommation: accès à l'information, $5; frais de laboratoire, d'électricité et de gaz, $4,908; poids et mesures, $132,743; droits d'inspection du gaz et de l'électricité, $1,398,491; poids et mesures, $860,332	2,396,479	
Brevets: accès à l'information, $2; copies, $138,108; frais de vérification d'enregistrement par des procureurs, honoraires annuels des préposés aux brevets, recherches, $41,565	179,675	
Marques de commerce: accès à l'information, $150; copies, $186,051	186,201	
Droits d'auteur et dessins industriels: copies, droits d'auteur des dessins industriels	10,013	
Sociétés: accès à l'information, $75; recherches des noms et réservations, $175,798; rapports annuels et retours, $2,516,275; copies des documents, $11,477; hypothèque, vérification des documents, enregistrement de percepteur, recherches d'enregistrement, $89,739	2,793,364	
Politique de concurrence: copies	228	
		5,580,507
Privilèges, licences et permis:		
Consommation: numéro d'étiquettes enregistrées	88,307	
Brevets: frais reliés à la demande de brevets, $506,472; licence, correction—Article 8, renonciation, $38,825; allocation des frais d'enregistrement, $748,043; frais de classement, $5,403,891; frais final, $6,791,185	13,488,416	
Marques de commerce: demande, $3,130,922; usagers enregistrés et modifications, $563,044; renouvellements, $840,883; frais publicitaires, $398	4,535,247	
Droits d'auteur et dessins industriels: demandes de droits d'auteur, $256,141; allocations, $4,133; dessins industriels et demandes de marques de bois, $370,442; allocations et renouvellements, $116,812	747,528	
Sociétés: contrats et demandes, $4,517,025; toutes les dispenses, $21,030; certificats de statut légal et copies authentiques, $141,725	4,679,780	
Faillites: frais de licences de syndics	43,489	
		23,582,767
Autres recettes non fiscales:		
Administration: pertes et bénéfices de change	17,108	
Consommation: amendes, poids et mesures, $60,687; produit pour consommateur, $18,046; produit dangereux, $19,318	98,051	
Droits d'auteur et dessins industriels: amendes, Article 25, Loi sur les droits d'auteur	22,695	
Faillites: saisies en vertu de la Loi sur la faillite, $1,670,575; amendes et confiscation, Loi sur les biens en déshérence, $883,567	2,554,142	
Politique de concurrence: poursuite en vertu de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions, $2,131,453; enquête sur le pétrole, $400	2,131,853	
Mousse isolante urée-formaldéhyde; frais du contracteur, engagement, $2,540; cours, $20,230; demande, $14,515; manuel de formation, $12,562	49,847	
Divers	29,849	
		4,903,545

COMMISSION SUR LES PRATIQUES RESTRICTIVES DU COMMERCE

Résumé

	1984-85	1983-84
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents		1,066

SECTION 10

COMPTES PUBLICS
1984-85

Défense nationale

SOMMAIRE

	Page
Objectifs	10.3
Emploi des crédits	10.4
Coût total des programmes—Budgétaire	10.5
Programmes par activité—Budgétaire	10.6
Subventions et contributions	10.6
Dépenses budgétaires par programme et article courant	10.7
Recettes	10.8
Appendice	10.9

DÉFENSE NATIONALE

Objectifs

PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE

—Assurer la sécurité du Canada et contribuer au maintien de la paix dans le monde.

PROGRAMME DE CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE*

—Aider le ministère de la Défense nationale dans le domaine de la construction et de l'entretien des propriétés.

* Antérieurement sous le Programme des services de défense.

Emploi des crédits

Crédit	Programme	
	PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE	
	Budgétaire	
1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant $24,176,688,033 aux fins des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle tombera le paiement desdits engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de $15,835,019,000 deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre desdits crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces organismes; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un quelconque desdits crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations, et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, de dépenser les recettes perçues pendant l'année, aux fins de n'importe lequel desdits crédits	$ 5,612,950,000
	Virement du CT, crédit 10[1]	13,541,552
		5,626,491,552
	Moins: virement sur le crédit 5	58,983,499
5	Dépenses en capital	$ 2,316,083,000
	5b Pour autoriser le virement au présent crédit de $6,084,999 du crédit 1 (Défense nationale) de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits	1
	5c Pour autoriser le virement au présent crédit de $52,898,500 du crédit 1 (Défense nationale), et $36,171,231 du crédit 10 (Défense nationale) de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits et pour prévoir un montant supplémentaire de	147,630,269
	Virement du: crédit 1	58,983,499
	crédit 10	36,171,231
10	Subventions inscrites au Budget, contributions aux fins de la préparation d'urgence et contributions aux budgets militaires, au programme d'infrastructure commun et au système aéroporté de détection lointaine et de contrôle aérien de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et, aux termes de l'article 3 de la Loi de 1950 sur les crédits de défense, transfert de matériel et d'équipement de défense, prestation de services et fourniture d'installations aux fins de la défense	$ 142,168,033
	Moins: virement sur le crédit 5	36,171,231
Stat	Ministre de la Défense nationale—Traitement et allocation pour automobile	
Stat	Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique	
Stat	Pensions et autres prestations des employés—Membres des Forces canadiennes	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Emploi des crédits non requis pour l'exercice en cours	
	Total du programme—Budgétaire	
	Non budgétaire	
L15	Prêts effectués lors de l'année financière en cours et des années subséquentes à l'égard de la construction de projets de logement, conformément aux accords établis avec le ministre de la Défense nationale, pour occupation par des membres des Forces canadiennes; ces prêts sont soumis à des taux d'intérêt et aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil. Le montant total autorisé est $37,000,000. (Loi spéciale portant affectation de crédits, 1963). (Brut)	
L20b	Pour autoriser, conformément aux conditions approuvées par le Conseil du Trésor, l'exploitation d'un compte d'avance du fonds de roulement de la Défense nationale durant l'année financière en cours et les années subséquentes, dans le but de financer des avances temporaires de fonds publics et des comptes d'avance de fonds publics, des avances permanentes, des avances et des prêts autorisés à l'intention des employés affectés à l'étranger et des avances recouvrables autorisées pour établir des mess militaires et des cantines, le montant de la réserve imputable en tout temps tel que modifié par le crédit L16c, Loi nº 4 de 1984 portant affectation de crédits, ne devant pas dépasser $60,000,000. (Loi nº 1 de 1976 portant affectation de crédits). (Net)	
	Total du programme—Non budgétaire	
	PROGRAMME DE CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE	
	Budgétaire	
15	Dépenses engagées en vue d'assurer l'exécution de travaux de construction et d'entretien, pour le compte du ministère de la Défense nationale, et pour assurer l'exécution d'autres travaux de construction approuvés par le Conseil du Trésor	
	Total—Budgétaire	
	Non budgétaire	

[1] Conseil du Trésor, crédit 10, initiatives visant à créer des emplois.

[2] Affectation réservée établie afin de fournir l'autorité de paiement relative au suremploi du crédit de l'exercice précédent par suite des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE).

Crédits — Exercice en cours — Autorisations dans les Budgets des dépenses	Crédits — Exercice en cours — Changements autorisés	Crédits — Exercice en cours — Total	Crédits — Reportés	Crédits — Total global	Employés au cours de l'exercice	Soldes — Annulés (suremployés)	Soldes — Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
5,567,508,053		5,567,508,053		5,567,508,053	5,541,047,767	26,460,286		5,207,366,297
2,558,868,000	(9,328,806)[2]	2,549,539,194		2,549,539,194	2,567,283,971	(17,744,777)		1,973,230,487
105,996,802		105,996,802		105,996,802	102,515,996	3,480,806		140,271,747
40,500	1,183	41,683		41,683	41,683			40,975
19,371	(914)	18,457		18,457	18,457			17,213
559,455,000	665,239	560,120,239		560,120,239	560,120,239			510,292,019
122,026,880	18,595,000	140,621,880		140,621,880	140,621,880			127,386,532
								750,553
8,913,914,606	***9,931,702***	***8,923,846,308***		***8,923,846,308***	***8,911,649,993***	***12,196,315***		***7,959,355,823***
			13,086,217	13,086,217			13,086,217	
			34,674,336	34,674,336	8,618,203		26,056,133	1,474,534
			47,760,553	***47,760,553***	***8,618,203***		***39,142,350***	***1,474,534***
14,500,000		***14,500,000***		***14,500,000***	***14,487,807***	***12,193***		***12,885,000***
8,928,414,606	9,931,702	8,938,346,308		8,938,346,308	8,926,137,800	12,208,508		7,972,240,823
			47,760,553	47,760,553	8,618,203		39,142,350	1,474,534

Coût total des programmes—Budgétaire
(en milliers de dollars)

PROGRAMME	Exercice	Dépenses	*Moins:* Rentrées portées en recettes	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	*Plus:* Autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	Coût total des programmes
SERVICES DE DÉFENSE	1984-85	8,911,650	37,978	482,610	45,612	74,106	9,476,000
	1983-84	7,959,356	24,717	456,712	31,022	61,409	8,483,782
CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE	1984-85	14,488					14,488
	1983-84	12,885					12,885
Total	1984-85	8,926,138	37,978	482,610	45,612	74,106	9,490,488
	1983-84	7,972,241	24,717	456,712	31,022	61,409	8,496,667

Programmes par activité—Budgétaire
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE								
Forces maritimes	983,668	979,511	600,465	604,677			1,584,133	1,584,188
Forces terrestres au Canada	1,120,523	1,115,788	293,242	295,300			1,413,765	1,411,088
Forces aériennes au Canada	1,907,175	1,899,116	1,019,062	1,026,213			2,926,237	2,925,329
Forces canadiennes en Europe	417,977	416,211	421,895	424,855			839,872	841,066
Services de communication	255,154	254,076	48,173	48,512			303,327	302,588
Soutien du personnel	804,679	801,278	126,873	127,763	242,836	242,836	1,174,388	1,171,877
Appui matériel	503,650	501,522	25,873	26,054			529,523	527,576
Direction des politiques et services de gestion	303,116	301,835	13,956	14,054	105,997	102,516	423,069	418,405
	6,295,942	6,269,337	2,549,539	2,567,428	348,833	345,352	9,194,314	9,182,117
Moins: recettes à valoir sur le crédit	270,468	270,323		144			270,468	270,467
	6,025,474	5,999,014	2,549,539	2,567,284	348,833	345,352	8,923,846	8,911,650
Moins: rentrées portées en recettes	26,450	37,978					26,450	37,978
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère	482,610	482,610					482,610	482,610
locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	45,612	45,612					45,612	45,612
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	74,106	74,106					74,106	74,106
Coût total du programme	6,601,352	6,563,364	2,549,539	2,567,284	348,833	345,352	9,499,724	9,476,000
PROGRAMME DE CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE								
Exécution de travaux importants de construction et d'entretien—Bâtiments et ouvrages	14,665	14,488					14,665	14,488
Moins: recettes à valoir sur le crédit	165						165	
Coût total du programme	14,500	14,488					14,500	14,488

Subventions et contributions
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE			
Subventions			
Direction des politiques et services de gestion			
Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (Loi nº 4 de 1968 portant affectation de crédits)	18	18	17
Pensions et rentes versées à des civils:			
Mme Eleanor F Nixon	1	1	1
M R P Thompson	10	10	9
Conférence des associations de défense	155	155	148
Ligue des cadets de l'armée du Canada	122	122	116
Ligue des cadets de l'air du Canada	122	122	116
Ligue navale du Canada	122	122	116
Association de la Marine royale du Canada	9	9	9
Association des officiers de marine	25	25	24
Association de l'Aviation royale du Canada	33	33	31
Caisse de bienfaisance de la Marine royale du Canada	10	10	10
Caisse de bienfaisance de l'Aviation royale du Canada	12	12	11
Caisse d'assistance au personnel des Forces canadiennes	11	11	10
Sociétés de tir	163	156	151
Instituts militaires et des services unis	29	29	28
Universités canadiennes—Études de la science militaire	616	613	583
Institut canadien d'études stratégiques	50	50	50
Bourse de recherches—Planification d'urgence	60	41	27
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			60
	1,568	*1,539*	*1,517*
Contributions			
Soutien du personnel			
Versements en vertu des Parties I à IV de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense	6,779	6,779	7,023
Versements en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires	236,039	236,039	207,241
Direction des politiques et services de gestion			
Budgets militaires et agences de l'OTAN	31,188	28,798	30,632
Infrastructure de l'OTAN (dépenses en capital)	52,075	48,085	50,686
Système aéroporté de détection lointaine et de contrôle aérien de l'OTAN (dépenses en capital)	7,163	6,614	45,733
Aide mutuelle	6,554	6,052	7,337
Contributions aux provinces et aux territoires aux fins de la préparation d'urgence	6,237	9,412	3,071
Contributions aux provinces et aux municipalités pour des projets d'avances de capitaux	1,230	2,034	1,313
	347,265	*343,813*	*353,036*
Total	348,833	345,352	354,553

DÉFENSE NATIONALE

Dépenses budgétaires par programme et article courant
(en milliers de dollars)

ARTICLE COURANT	Programme des services de défense	Programme de Construction de défense (1951) Limitée	Total
(1) Traitements et salaires	954,946 **947,135** *931,628*		954,946 **947,135** *931,628*
(1) Autres frais touchant le personnel	157,782 **155,919** *142,670*		157,782 **155,919** *142,670*
(1) Solde des militaires	2,341,178 **2,382,842** *2,220,935*		2,341,178 **2,382,842** *2,220,935*
(1) Autres frais touchant le personnel militaire	124,939 **125,878** *119,267*		124,939 **125,878** *119,267*
(1) Contribution de l'État aux fonds de pensions des militaires	317,302 **317,302** *296,028*		317,302 **317,302** *296,028*
(2) Transports et communications	328,536 **332,543** *310,299*		328,536 **332,543** *310,299*
(3) Information	19,376 **19,504** *17,268*		19,376 **19,504** *17,268*
(4) Services professionnels et spéciaux	334,196 **335,632** *302,486*		334,196 **335,632** *302,486*
(5) Location	55,740 **51,294** *47,362*		55,740 **51,294** *47,362*
(6) Achat de services de réparation et d'entretien	514,168 **483,352** *448,392*		514,168 **483,352** *448,392*
(7) Services publics, fournitures et approvisionnements	1,213,033 **1,186,685** *1,170,922*		1,213,033 **1,186,685** *1,170,922*
(8) Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	173,723 **131,244** *100,480*		173,723 **131,244** *100,480*
(9) Construction et acquisition de machines et de matériel	2,289,097 **2,337,562** *1,793,840*		2,289,097 **2,337,562** *1,793,840*
(10) Subventions, contributions et autres paiements de transfert	348,833 **345,352** *354,553*		348,833 **345,352** *354,553*
(12) Toutes autres dépenses	21,465 **29,873** *14,850*	14,665 **14,488** *12,885*	36,130 **44,361** *27,735*
(1-12) Total	9,194,314 **9,182,117** *8,270,980*	14,665 **14,488** *12,885*	9,208,979 **9,196,605** *8,283,865*
(13) *Moins:* recettes à valoir sur le crédit	270,468 **270,467** *311,624*	165	270,633 **270,467** *311,624*
Total des dépenses nettes	8,923,846 **8,911,650** *7,959,356*	14,500 **14,488** *12,885*	8,938,346 **8,926,138** *7,972,241*

Les montants en caractères romains représentent les crédits de 1984-85.
Les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de 1984-85.
Les montants en *italique* représentent les dépenses de 1983-84.

Recettes

	1984-85	1983-84
	$	$
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	2,241,540	952,814
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	11,010,662	7,944,447
Autres recettes non fiscales	24,725,439	15,819,658
Total	37,977,641	24,716,919

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements:		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Autres—		
Divers—		
Projets d'habitations des Forces canadiennes—Intérêt	1,971,775	
Autres comptes—		
Intérêt sur prêts aux employés affectés à l'étranger	269,765	
		2,241,540
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Remboursements reçus après vérification comptable ou ajustement de contrats et remboursements des paiements anticipés sur les contrats		11,010,662
Autres recettes non fiscales:		
Comprend les paiements reçus des Nations Unies en ce qui concerne le maintien de la paix et des administrations provinciales pour l'aide humanitaire fournie		24,725,439

Appendice

Avance de fonds de roulement de la Défense nationale

Comptes d'avances fixes, avances permanentes et prêts autorisés

(Autorisé par le crédit L20b de la Loi nº 1 de 1976 portant affectation de crédits, à compter du 1er avril 1976, tel que modifié par le crédit L16c de la Loi nº 4 de 1984 portant affectation de crédits)

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF	1985	1984	PASSIF	1985	1984
	$	$		$	$
Fonds de roulement à montant fixe (y compris les avances permanentes)	19,801,799	16,548,174	Avance de fonds de roulement	33,943,867	25,325,664
Fonds de roulement	5,253,586	2,802,151			
Services du gouvernement canadien, Lahr, Allemagne	371,593	112,600			
Avances contrôlées par le quartier général	1,886,944	1,570,734			
Installations de recherches pour la défense et planification d'urgence—Canada	87,996	99,239			
Règlements sur le service militaire à l'étranger—Prêts d'affectation	3,216,240	2,007,446			
Règlements sur le service militaire à l'étranger—Avances pour meubles	3,325,709	2,185,320			
	33,943,867	25,325,664		33,943,867	25,325,664

ÉTAT DES OPÉRATIONS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Avances au début de l'exercice	25,325,664	23,851,130
Avances émises	159,609,463	174,685,210
	184,935,127	198,536,340
Avances conclues	150,991,260	173,210,676
Solde au 31 mars 1985	33,943,867	25,325,664

Note: En 1984-85, les prêts d'affectation ont rapporté un montant de $269,765 en intérêt qui a été crédité aux recettes non fiscales—Produits de placements.

SECTION 11

COMPTES PUBLICS
1984-85

Développement économique et régional

SOMMAIRE

	Page
Objectif	11.3
Emploi des crédits	11.4
Coût total du programme—Budgétaire	11.4
Programme par activité—Budgétaire	11.5
Subventions et contributions	11.6
Dépenses budgétaires par programme et article courant	11.6
Recettes	11.6

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL*

Objectif

—Formuler, élaborer, évaluer et coordonner, relativement aux programmes et aux activités du gouvernement, des politiques soutenant directement le développement économique et régional du Canada.

* Le département d'État pour le Développement économique et régional a été abrogé le 1er septembre 1984.

Note: L'Administration du pipe-line du Nord a été transférée au ministère des Transports (CP 1984-2440, daté le 30 juin 1984).

Emploi des crédits

Crédit	Programme	
	Budgétaire	
1	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions	
Stat	Traitement et allocation pour automobile du Ministre	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total—Budgétaire	

Coût total du programme—Budgétaire
(en milliers de dollars)

PROGRAMME	Exercice	Dépenses	*Moins:* Rentrées portées en recettes	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	*Plus:* Autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	Coût total du programme
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL	1984-85	6,329	37	1,955	267	8,514
	1983-84	19,813	24	1,565	185	21,539

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
21,665,700		21,665,700		21,665,700	5,564,400	16,101,300		17,888,041
40,500	(29,900)	10,600		10,600	10,600			40,975
1,809,800	(1,055,633)	754,167		754,167	754,167			1,883,800
23,516,000	(1,085,533)	22,430,467		22,430,467	6,329,167	16,101,300		19,812,816

Programme par activité—Budgétaire
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
Formulation de politiques, examen et évaluation de programmes	22,106	6,137	74	33	250	159	22,430	6,329
Moins: rentrées portées en recettes		37						37
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	1,955	1,955					1,955	1,955
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	267	267					267	267
Coût total du programme	24,328	8,322	74	33	250	159	24,652	8,514

Subventions et contributions
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
Subventions			
Formulation de politiques, examen et évaluation de programmes			
Subventions à des organismes sans but lucratif pour favoriser la coopération et le développement économique	200	159	200
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			150
	200	*159*	*350*
Contributions			
Formulation de politiques, examen et évaluation de programmes			
Contributions aux organisations en vue d'encourager le développement économique	*50*		*45*
Total	250	159	395

Dépenses budgétaires par programme et article courant
(en milliers de dollars)

ARTICLE COURANT	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
(1) Traitements et salaires	13,932	3,573	10,758
(1) Autres frais touchant le personnel	754	755	1,888
(2) Transports et communications	2,464	505	1,667
(3) Information	442	163	980
(4) Services professionnels et spéciaux	3,316	920	2,884
(5) Location	386	107	265
(6) Achat de services de réparation et d'entretien	122	18	117
(7) Services publics, fournitures et approvisionnements	690	96	447
(9) Construction et acquisition de machines et de matériel	74	33	412
(10) Subventions, contributions et autres paiements de transfert	250	159	395
Total des dépenses nettes	22,430	6,329	19,813

Recettes

	1984-85	1983-84
	$	$
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	36,578	23,857
Autres recettes non fiscales		140
Total	36,578	23,997

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	19,361	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	17,217	
		36,578

SECTION 12

COMPTES PUBLICS
1984-85

Développement social

SOMMAIRE

	Page
Objectif	12.3
Emploi des crédits	12.4
Coût total du programme—Budgétaire	12.4
Programme par activité—Budgétaire	12.4
Dépenses budgétaires par programme et article courant	12.5
Recettes	12.5

DÉVELOPPEMENT SOCIAL*

Objectif

—Formuler, élaborer, évaluer et coordonner, relativement aux programmes et activités du gouvernement, des politiques qui soutiennent directement le développement social et le bien-être des Canadiens.

---

* Le département d'État pour le Développement social a été abrogé le 1er septembre 1984.

Note: La Corporation de développement du Canada, la Corporation de développement des investissements du Canada, Eldorado Nucléaire Limitée, la Société financière Canadair Inc. (antérieurement la Société Canadair Limitée) et la Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited, ont été transférées au ministère de l'Expansion industrielle régionale.

Emploi des crédits

Crédit	Programme	
	Budgétaire	
1	Dépenses du programme	
Stat	Traitement et allocation pour automobile du Ministre	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total—Budgétaire	

Coût total du programme—Budgétaire
(en milliers de dollars)

PROGRAMME	Exercice	Dépenses	*Moins:* Rentrées portées en recettes	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	*Plus:* Autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	Coût total du programme
DÉVELOPPEMENT SOCIAL	1984-85	2,687		598	102	3,387
	1983-84	6,454	14	474	76	6,990

Programme par activité—Budgétaire
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
Formulation de politiques, examen et évaluation de programmes	6,709	2,668	31	19			6,740	2,687
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	598	598					598	598
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	102	102					102	102
Coût total du programme	7,409	3,368	31	19			7,440	3,387

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
6,455,500		6,455,500		6,455,500	2,402,565	4,052,935		5,791,216
40,500	(30,018)	10,482		10,482	10,482			40,975
657,000	(383,260)	273,740		273,740	273,740			622,000
7,153,000	(413,278)	6,739,722		6,739,722	2,686,787	4,052,935		6,454,191

Dépenses budgétaires par programme et article courant

(en milliers de dollars)

ARTICLE COURANT	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
(1) Traitements et salaires	5,065	1,651	4,279
(1) Autres frais touchant le personnel	276	388	622
(2) Transports et communications	420	282	503
(3) Information	100	42	45
(4) Services professionnels et spéciaux	516	189	512
(5) Location	112	23	59
(6) Achat de services de réparation et d'entretien	90	50	116
(7) Services publics, fournitures et approvisionnements	100	39	116
(9) Construction et acquisition de machines et de matériel	31	19	201
(12) Toutes autres dépenses	30	4	1
Total des dépenses nettes	6,740	2,687	6,454

Recettes

	1984-85	1983-84
	$	$
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Autres recettes non fiscales	345	14,147

SECTION 13

COMPTES PUBLICS
1984-85

Emploi et Immigration

Ministère
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada
Commission d'appel de l'immigration

SOMMAIRE

	Page
Objectifs	13.3
Emploi des crédits	13.4
Coût total des programmes—Budgétaire	13.6
Programmes par activité—Budgétaire	13.7
Subventions et contributions	13.9
Dépenses budgétaires par programme et article courant	13.10
Recettes	13.11
Appendices	13.12

EMPLOI ET IMMIGRATION

Ministère

Objectif

PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

—Veiller à l'élaboration et à la mise en œuvre efficaces des politiques et programmes fédéraux relatifs au marché du travail, au revenu et à l'immigration, conformément aux objectifs économiques et sociaux du Canada; fournir des renseignements au public sur ces politiques et programmes.

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada

Objectifs

PROGRAMME D'ADMINISTRATION

—Fournir au ministère et à la Commission des services de soutien efficaces et opportuns.

PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE

—Favoriser la réalisation des objectifs économiques et sociaux du Canada en rendant toutes les ressources humaines pleinement productives tout en appuyant les initiatives personnelles de ceux qui désirent satisfaire leurs besoins économiques et, plus généralement, s'épanouir par le travail.

PROGRAMME D'IMMIGRATION

—Régler l'admission des immigrants et des visiteurs en fonction des intérêts économiques, sociaux et culturels du Canada.

PROGRAMME DES RENTES SUR L'ÉTAT

—Gérer les marchés conclus en vertu de la Loi relative aux rentes sur l'État.

Commission d'appel de l'immigration

Objectif

—Mettre à la disposition des personnes qui sont sous le coup d'une ordonnance de renvoi du Canada, ou des personnes domiciliées au Canada et dont les parents se sont vu refuser l'admission au pays, un organisme indépendant auprès duquel lesdites personnes peuvent en appeler de telles décisions, en invoquant des motifs non seulement juridiques mais discrétionnaires; et aussi entendre les demandes de réexamen des revendications du statut de réfugié.

Emploi des crédits

Crédit	Programme		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		
	Budgétaire		
1	Dépenses du programme		
	1b		$ 5,970,500
	Virement du CT, crédit 10[1]		1,622,000
			155,000
Stat	Ministre de l'Emploi et de l'Immigration—Traitement et allocation pour automobile		
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		
	Emploi des crédits non requis pour l'exercice en cours		
	Total du programme—Budgétaire		
	COMMISSION DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION DU CANADA		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
	Budgétaire		
5	Dépenses du programme		
	5a		$ 20,133,000
	5b		2,568,300
	5c Pour autoriser le virement au présent crédit de $99,999 du crédit 15 (Emploi et Immigration) de la Loi n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits		1,893,000
	Virement du: crédit 15		1
	CT, crédit 5[1]		99,999
	CT, crédit 10[1]		4,640,000
			1,124,959
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		
	Total du programme—Budgétaire		
	PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE		
	Budgétaire		
10	Dépenses de fonctionnement		
	10a		$ 537,159,000
	10b		27,598,600
	Virement du: CT, crédit 5[1]		9,777,000
	CT, crédit 10[1]		19,189,000
			28,762,947
15	Subventions inscrites au Budget, contributions et paiements aux provinces, aux municipalités, à d'autres organismes publics et communautaires, ainsi qu'à des groupes privés, sociétés, sociétés de personnes et particuliers, en vertu d'accords conclus avec le Ministre, pour la réalisation de projets destinés à procurer du travail à des chômeurs et à contribuer au mieux-être de la collectivité		
	15a		$ 1,081,785,000
	15b		72,002,000
	Virement du CT, crédit 10[1]		206,932,446
			112,081,555
	Moins virement sur le: crédit 5		1,472,801,001
	crédit 20	$ 99,999	
	crédit 25	2,145,999	
		1,999,999	
			4,245,997
Stat	Contribution de l'État au Compte d'assurance-chômage (Loi de 1971 sur l'assurance-chômage)		
Stat	Contribution de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs (Loi de 1971 sur l'assurance-chômage)		
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents		
	Total du programme—Budgétaire		
	PROGRAMME D'IMMIGRATION		
	Budgétaire		
20	Dépenses de fonctionnement		
	20b		$ 81,432,000
	20c Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,145,999 du crédit 15 (Emploi et Immigration) de la Loi n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits		2,824,500
	Virement du: crédit 15		1
	CT, crédit 5[1]		2,145,999
	CT, crédit 10[1]		1,938,000
			199,342
25	Contributions		
	25c Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,999,999 du crédit 15 (Emploi et Immigration) de la Loi n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits		$ 31,863,000
	Virement du crédit 15		1
			1,999,999
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents		
	Total du programme—Budgétaire		

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
7,747,500		7,747,500		7,747,500	5,608,940	2,138,560		6,755,888
40,500	1,183	41,683		41,683	41,683			40,983
2,002,000	306,000	2,308,000		2,308,000	2,308,000			2,074,000
								100
9,790,000	*307,183*	*10,097,183*		*10,097,183*	*7,958,623*	*2,138,560*		*8,870,971*
30,459,259		30,459,259		30,459,259	28,464,851	1,994,408		24,786,838
11,581,000	1,765,000	13,346,000		13,346,000	13,346,000			12,961,000
42,040,259	*1,765,000*	*43,805,259*		*43,805,259*	*41,810,851*	*1,994,408*		*37,747,838*
622,486,547		622,486,547		622,486,547	586,925,385	35,561,162		587,454,119
1,468,555,004		1,468,555,004		1,468,555,004	1,199,599,502	268,955,502		1,131,602,578
2,719,000,000	68,649,210	2,787,649,210		2,787,649,210	2,787,649,210			2,713,894,960
164,000,000	(5,246,354)	158,753,646		158,753,646	158,753,646			140,146,763
66,276,000	10,100,000	76,376,000		76,376,000	76,376,000			73,898,000
	1,201	1,201		1,201	1,201			6,796
5,040,317,551	*73,504,057*	*5,113,821,608*		*5,113,821,608*	*4,809,304,944*	*304,516,664*		*4,647,003,216*
88,539,842		88,539,842		88,539,842	84,238,054	4,301,788		82,436,291
33,863,000		33,863,000		33,863,000	33,377,091	485,909		27,849,191
8,662,000	1,320,000	9,982,000		9,982,000	9,982,000			9,089,000
	14,040	14,040		14,040	14,040			33,805
131,064,842	*1,334,040*	*132,398,882*		*132,398,882*	*127,611,185*	*4,787,697*		*119,408,287*

Emploi des crédits—*Fin*

Crédit	Programme	
	Non budgétaire	
Stat	La Loi sur l'immigration, 1976, article 121. Le ministre des Finances peut, sur le Fonds du revenu consolidé, avancer au Ministre les sommes qu'il demande pour faire des prêts aux immigrants et aux catégories de personnes prescrites, en vue de leur permettre d'acquitter les frais d'admissibilité, de transport ainsi que les frais raisonnables de leur séjour. Le montant total non remboursé, tel que modifié au c. 1, S.C. 1980-81, ne pourra à aucun moment dépasser $60,000,000. Le CP 1978-486 du 23 février 1978 contient les règlements qui, conformément au paragraphe 115(1) de la Loi, doivent régir le compte. (Net)	
	PROGRAMME DES RENTES SUR L'ÉTAT	
	Budgétaire	
30	Dépenses du programme	
Stat	Prestations de retraite supplémentaires—Pensions des agents des rentes sur l'État	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	COMMISSION D'APPEL DE L'IMMIGRATION	
	Budgétaire	
35	Dépenses du programme	
	35b	$ 3,945,000
		354,000
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	Total— Budgétaire	
	Non budgétaire	

(1) Conseil du Trésor, crédit 5, éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10, initiatives visant à créer des emplois.

Coût total des programmes—Budgétaire
(en milliers de dollars)

PROGRAMME	Exercice	Dépenses	*Moins:* Rentrées portées en recettes	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	*Plus:* Autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	Coût total des programmes
MINISTÈRE						
ADMINISTRATION CENTRALE	1984-85	7,959	457	606	177	8,285
	1983-84	8,871	46	439	128	9,392
COMMISSION DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION DU CANADA						
ADMINISTRATION	1984-85	41,811	1,660	2,537	745	43,433
	1983-84	37,748	230	2,021	591	40,130
EMPLOI ET ASSURANCE	1984-85	4,809,305	16,368	6,929	2,035	4,801,901
	1983-84	4,647,003	7,878	5,877	1,719	4,646,721
IMMIGRATION	1984-85	127,611	3,684	8,610	3,492	136,029
	1983-84	119,408	4,470	6,392	2,786	124,116
RENTES SUR L'ÉTAT	1984-85	3,108	1,141	422	124	2,513
	1983-84	3,121	1,975	318	93	1,557
COMMISSION D'APPEL DE L'IMMIGRATION	1984-85	4,568	2	660	81	5,307
	1983-84	3,483		495	55	4,033
Total	1984-85	4,994,362	23,312	19,764	6,654	4,997,468
	1983-84	4,819,634	14,599	15,542	5,372	4,825,949

Crédits — Exercice en cours — Autorisations dans les Budgets des dépenses	Crédits — Exercice en cours — Changements autorisés	Crédits — Exercice en cours — Total	Crédits — Reportés	Crédits — Total global	Employés au cours de l'exercice	Soldes — Annulés (suremployés)	Soldes — Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
			11,467,335	*11,467,335*	*6,293,006*		*5,174,329*	*3,130,143*
2,999,000		2,999,000		2,999,000	2,682,481	316,519		2,685,461
35,000	1,029	36,029		36,029	36,029			33,435
337,000	52,000	389,000		389,000	389,000			402,000
3,371,000	*53,029*	*3,424,029*		*3,424,029*	*3,107,510*	*316,519*		*3,120,896*
4,299,000		4,299,000		4,299,000	4,084,277	214,723		3,128,269
420,000	64,000	484,000		484,000	484,000			355,000
4,719,000	*64,000*	*4,783,000*		*4,783,000*	*4,568,277*	*214,723*		*3,483,269*
5,231,302,652	77,027,309	5,308,329,961		5,308,329,961	4,994,361,390	313,968,571		4,819,634,477
			11,467,335	11,467,335	6,293,006		5,174,329	3,130,143

Programmes par activité—Budgétaire

(en milliers de dollars)

	Fonctionnement — Crédits	Fonctionnement — Dépenses	Capital — Crédits	Capital — Dépenses	Subventions et contributions — Crédits	Subventions et contributions — Dépenses	Total — Crédits	Total — Dépenses
MINISTÈRE								
PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE								
Administration centrale	24,396	21,610	79	225			24,475	21,835
Moins: recettes à valoir sur le crédit	14,378	13,876					14,378	13,876
	10,018	7,734	79	225			10,097	7,959
Moins: rentrées portées en recettes	457	457					457	457
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	606	606					606	606
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	177	177					177	177
Coût total du programme	10,344	8,060	79	225			10,423	8,285
COMMISSION DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION DU CANADA								
PROGRAMME D'ADMINISTRATION								
Administration	257,155	248,689	8,107	10,110			265,262	258,799
Comptes débiteurs	9,706	9,468	5	12			9,711	9,480
Conseil consultatif de l'emploi et de l'immigration du Canada	626	639	1	13			627	652
	267,487	258,796	8,113	10,135			275,600	268,931
Moins: recettes à valoir sur le crédit	231,795	227,120					231,795	227,120
	35,692	31,676	8,113	10,135			43,805	41,811
Moins: rentrées portées en recettes	1,660	1,660					1,660	1,660
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	2,537	2,537					2,537	2,537
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	745	745					745	745
Coût total du programme	37,314	33,298	8,113	10,135			45,427	43,433

Programmes par activité—Budgétaire—*Fin*
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE								
Formation professionnelle	564,483	549,957	87	75	660,963	354,745	1,225,533	904,777
Prestations payées en vertu de l'article 39 de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage					(259,000)		(259,000)	
Création directe d'emplois	109,855	101,899	164	690	1,247,293	815,899	1,357,312	918,488
Prestations payées en vertu de l'article 38 de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage					(233,750)		(233,750)	
Service national de placement	205,325	203,871	220	4,429	143,049	28,955	348,594	237,255
Prestations payées en vertu de l'article 37 de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage					(90,000)		(90,000)	
Gestion du programme	136,157	129,784	362	1,882			136,519	131,666
Services des prestations d'assurance	342,912	325,381	5,485	4,812			348,397	330,193
Numéro d'assurance sociale	7,614	5,951	99				7,713	5,951
Contribution de l'État au Compte d'assurance-chômage	2,787,649	2,787,649					2,787,649	2,787,649
Contribution de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs					158,754	158,754	158,754	158,754
	4,153,995	4,104,492	6,417	11,888	1,627,309	1,358,353	5,787,721	5,474,733
Moins: recettes à valoir sur le crédit	673,899	665,428					673,899	665,428
	3,480,096	3,439,064	6,417	11,888	1,627,309	1,358,353	5,113,822	4,809,305
Moins: rentrées portées en recettes	16,368	16,368					16,368	16,368
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	6,929	6,929					6,929	6,929
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	2,035	2,035					2,035	2,035
Coût total du programme	3,472,692	3,431,660	6,417	11,888	1,627,309	1,358,353	5,106,418	4,801,901
PROGRAMME D'IMMIGRATION								
Gestion du programme	24,143	22,455	289	685			24,432	23,140
Recrutement et sélection	20,422	19,459	22	10			20,444	19,469
Application de la loi et arbitrage	47,939	47,230	48	104			47,987	47,334
Établissement	3,571	2,424	13		33,863	33,377	37,447	35,801
Comité consultatif du statut de réfugié	2,054	1,867	35				2,089	1,867
	98,129	93,435	407	799	33,863	33,377	132,399	127,611
Moins: rentrées portées en recettes	3,684	3,684					3,684	3,684
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	8,610	8,610					8,610	8,610
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	3,492	3,492					3,492	3,492
Coût total du programme	106,547	101,853	407	799	33,863	33,377	140,817	136,029
PROGRAMME DES RENTES SUR L'ÉTAT								
Gestion des marchés conclus en vertu de la Loi relative aux rentes sur l'État	3,413	3,050	11	58			3,424	3,108
Moins: rentrées portées en recettes	1,141	1,141					1,141	1,141
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	422	422					422	422
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	124	124					124	124
Coût total du programme	2,818	2,455	11	58			2,829	2,513
COMMISSION D'APPEL DE L'IMMIGRATION								
Administration et services de soutien	4,783	4,568					4,783	4,568
Moins: rentrées portées en recettes		2						2
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	660	660					660	660
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	81	81					81	81
Coût total du programme	5,524	5,307					5,524	5,307

Subventions et contributions
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
COMMISSION DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION DU CANADA			
PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE			
Subventions			
Création directe d'emplois			
Création locale d'emplois	7,710	6,090	2,096
Création d'emplois	172,721	117,130	41,344
Service national de placement			
Frontier College of Canada	175	175	175
Organisations bénévoles	790	788	390
Marché du travail			
Centre canadien du marché du travail et de la productivité	2,180	1,635	620
	183,576	*125,818*	*44,625*
Contributions			
Formation professionnelle			
Paiements aux employeurs et autres personnes en vertu d'accords de formation industrielle conclus par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada avec de tels organismes en vertu de la Loi nationale sur la formation	165,596	150,543	125,461
Paiements d'allocations de formation aux personnes qui suivent des cours de formation professionnelle en vertu de la Loi nationale sur la formation	110,129	106,350	103,750
Paiements aux provinces et organismes privés sans but lucratif qui donnent des cours en vertu des accords de la Caisse d'accroissement des compétences professionnelles conclus par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada avec de tels organismes en vertu de la Loi nationale sur la formation	114,375	86,373	36,848
Paiements à des particuliers en vertu de l'article 8 (voyages des stagiaires) du Règlement sur la mobilité de la main-d'œuvre	11,863	11,480	12,065
Création directe d'emplois			
Paiements aux municipalités et autres organismes publics et communautaires, ainsi qu'à des groupes privés, sociétés, sociétés de personnes et particuliers, en vertu d'accords conclus avec le Ministre, pour la réalisation de projets destinés à procurer du travail à des chômeurs et à contribuer au mieux-être de la collectivité:			
Canada au travail	492,985	443,242	638,013
Création locale d'emplois	75,130	67,127	29,129
Accès—Carrière	175,736	135,545	69,001
Compagnie de travailleurs	37,642	37,332	28,188
Création d'emplois	6,518	2,599	2,442
Option formation des jeunes	45,101	6,833	
Service national de placement			
Paiements aux provinces, aux sociétés de transport et aux particuliers en vertu d'accords conclus entre le ministre de l'Emploi et de l'Immigration et les provinces, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, ainsi qu'avec des sociétés ou des particuliers agissant en qualité de directeurs des services de main-d'œuvre agricole pour l'organisation et l'utilisation de la main-d'œuvre dans les fermes et les industries connexes, y compris les engagements non remplis aux termes d'accords antérieurs:			
Accords fédéraux-provinciaux sur la main-d'œuvre agricole	1,012	615	1,093
Services de main-d'œuvre agricole	5,994	5,952	5,231
Paiements aux provinces, aux employeurs et aux travailleurs à l'égard des primes d'encouragement à la mobilité de la main-d'œuvre et aux études de main-d'œuvre, en conformité avec le règlement approuvé par le gouverneur en conseil	10,942	5,732	6,766
Paiements, conformément au règlement approuvé par le gouverneur en conseil, aux personnes ou à l'égard des personnes qui sont déplacées d'un endroit à un autre au Canada dans le cadre du Programme de mobilité de la main-d'œuvre	14,320	12,759	10,304
Paiements à des organisations ou à des particuliers à titre de soutien d'activités complémentaires de la politique du marché du travail:			
Programmes d'extension	13,864	674	18,572
Commissions de planification des ressources humaines	500	147	115
Amélioration de la gestion des entreprises	832	103	
Options Nord	846	183	
Programme d'alternance travail-études	1,594	192	
Contribution de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs			
Contribution de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs	158,754	158,754	140,147
	1,443,733	*1,232,535*	*1,227,125*
	1,627,309	*1,358,353*	*1,271,750*
PROGRAMME D'IMMIGRATION			
Contributions			
Établissement			
Aide à l'adaptation	30,658	30,174	24,636
Établissement et adaptation des immigrants	3,205	3,203	3,151
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			62
	33,863	*33,377*	*27,849*
Total	1,661,172	1,391,730	1,299,599

Dépenses budgétaires par programme et article courant
(en milliers de dollars)

ARTICLE COURANT	Programme de l'administration centrale	Programme d'administration	Programme d'emploi et d'assurance	Programme d'immigration	Programme des rentes sur l'État	Total Emploi et Immigration du Canada	Commission d'appel de l'immigration	Total
(1) Traitements et salaires	15,678	96,607	574,767	70,868	2,590	760,510	3,230	763,740
	14,782	**92,428**	**555,817**	**67,890**	**2,324**	**733,241**	**3,009**	**736,250**
	13,892	*88,060*	*537,460*	*64,905*	*2,332*	*706,649*	*2,516*	*709,165*
(1) Autres frais touchant le personnel	2,332	29,120	78,034	10,190	451	120,127	484	120,611
	2,553	**29,951**	**83,244**	**10,713**	**492**	**126,953**	**484**	**127,437**
	2,242	*26,740*	*81,037*	*10,221*	*497*	*120,737*	*355*	*121,092*
(2) Transports et communications	673	16,362	69,089	6,580	128	92,832	424	93,256
	699	**17,932**	**61,355**	**5,431**	**7**	**85,424**	**453**	**85,877**
	1,092	*17,566*	*57,641*	*5,697*	*9*	*82,005*	*354*	*82,359*
(3) Information	2,257	5,303	23,014	827	44	31,445	8	31,453
	490	**2,096**	**18,394**	**945**	**32**	**21,957**	**19**	**21,976**
	779	*1,159*	*23,759*	*851*	*27*	*26,575*	*21*	*26,596*
(4) Services professionnels et spéciaux	3,058	19,889	596,502	8,528	148	628,125	197	628,322
	2,739	**18,690**	**580,710**	**7,120**	**27**	**609,286**	**169**	**609,455**
	3,035	*17,480*	*561,134*	*7,681*	*6*	*589,336*	*98*	*589,434*
(5) Location	175	92,211	17,623	346	5	110,360	19	110,379
	65	**85,985**	**6,068**	**325**	**160**	**92,603**	**16**	**92,619**
	56	*80,898*	*5,580*	*568*	*167*	*87,269*	*19*	*87,288*
(6) Achat de services de réparation et d'entretien	18	5,459	2,410	85		7,972	18	7,990
	45	**7,457**	**4,564**	**102**	**2**	**12,170**	**51**	**12,221**
	53	*8,126*	*3,945*	*81*	*3*	*12,208*	*32*	*12,240*
(7) Services publics, fournitures et approvisionnements	203	2,411	4,771	691	47	8,123	116	8,239
	235	**4,242**	**6,674**	**890**	**6**	**12,047**	**68**	**12,115**
	237	*3,208*	*5,994*	*867*	*7*	*10,313*	*53*	*10,366*
(9) Construction et acquisition de machines et de matériel	79	8,113	6,417	407	11	15,027	284	15,311
	225	**10,135**	**11,888**	**799**	**58**	**23,105**	**298**	**23,403**
	453	*3,553*	*12,241*	*569*	*73*	*16,889*	*34*	*16,923*
(10) Subventions, contributions et autres paiements de transfert			1,627,309	33,863		1,661,172		1,661,172
			1,358,353	**33,377**		**1,391,730**		**1,391,730**
			1,271,750	*27,849*		*1,299,599*		*1,299,599*
(12) Toutes autres dépenses	2	125	2,787,785	14		2,787,926	3	2,787,929
	2	**15**	**2,787,666**	**19**		**2,787,702**	**1**	**2,787,703**
	1,491	*2,050*	*2,713,983*	*119*		*2,717,643*	*1*	*2,717,644*
(1-12) Total	24,475	275,600	5,787,721	132,399	3,424	6,223,619	4,783	6,228,402
	21,835	**268,931**	**5,474,733**	**127,611**	**3,108**	**5,896,218**	**4,568**	**5,900,786**
	23,330	*248,840*	*5,274,524*	*119,408*	*3,121*	*5,669,223*	*3,483*	*5,672,706*
(13) *Moins:* recettes à valoir sur le crédit	14,378	231,795	673,899			920,072		920,072
	13,876	**227,120**	**665,428**			**906,424**		**906,424**
	14,459	*211,092*	*627,521*			*853,072*		*853,072*
Total des dépenses nettes	10,097	43,805	5,113,822	132,399	3,424	5,303,547	4,783	5,308,330
	7,959	**41,811**	**4,809,305**	**127,611**	**3,108**	**4,989,794**	**4,568**	**4,994,362**
	8,871	*37,748*	*4,647,003*	*119,408*	*3,121*	*4,816,151*	*3,483*	*4,819,634*

Les montants en caractères romains représentent les crédits de 1984-85.
Les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de 1984-85.
Les montants en *italique* représentent les dépenses de 1983-84.

Recettes

	1984-85	1983-84
	$	$
MINISTÈRE		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	434,086	41,032
Autres recettes non fiscales	22,969	4,740
Total	457,055	45,772

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Traitements	13,452	
Divers	270,808	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	149,826	
		434,086

	1984-85	1983-84
	$	$
COMMISSION DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION DU CANADA		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	770,046	414,603
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	15,555,890	6,093,195
Rémunérations de services	10,931	8,112
Autres recettes non fiscales	6,516,466	8,037,130
Total	22,853,333	14,553,040

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements:		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Autres—		
Divers—		
Fonds de prêts d'aide à l'immigration		754,947
Autres comptes—		
Aide à l'égard des frais de voyage pour les colons	39	
Location de bâtiments appartenant au ministère	15,060	
		15,099
		770,046
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Rentes sur l'État—Divers	1,909	
Administration de la Commission—Traitements, $1,032; divers, $1,380,512; rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE), $278,635	1,660,179	
Immigration—Recouvrement de mauvaises créances, $4; traitements, $158; aide à l'adaptation recouvrable, $5,638; prêts aux colons, $369; divers, $46,086; aide à l'adaptation—Paiements en trop non inscrits, $8,735; rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE), $61,171	122,161	
Emploi et assurance—Recouvrement de mauvaises créances, $16,631; traitements, $20,353; divers, $9,341,049; programme national de formation de l'industrie, $82,123; programme national de formation en établissement, $655,541; programme de la mobilité de la main-d'œuvre du Canada, $38,284; programme d'initiatives locales, $7,500; programme d'aide à la création locale d'emplois, $364,013; programme d'extension, $328,728; programme Canada au travail, $1,386,264; programme Jeunesse Canada au travail, $33,583; projets de services communautaires au Canada, $25,392; projets de développement communautaire au Canada, $458,849; programme d'aide locale au développement économique, $38,908; programme d'emploi pour les innovations technologiques, $10,796; programme d'emploi d'été pour les jeunes, $23,540; programme d'emploi communautaire, $31,392; Achats—Programme national de formation, $194,949; rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE), $713,746	13,771,641	
		15,555,890
Rémunérations de services:		
Immigration—Câblogrammes et télégrammes payés d'avance	6,055	
Emploi et assurance—Services spéciaux, $3,598; accès à l'information—Frais d'application, $723; accès à l'information—Autres frais, $555	4,876	
		10,931
Autres recettes non fiscales:		
Rentes sur l'État—Divers	1,139,116	
Administration de la Commission—Divers	59	
Immigration—Frais juridiques, $899; amendes, $412,403; confiscations, $910,147; frais d'expulsion, $1,469,892; divers, $7,875	2,801,216	
Emploi et assurance—Frais juridiques, $100; somme restituée au fisc par remords de conscience, $3,637; divers, $32,608; bâtiments appartenant à la Couronne, $212,064; amendes d'assurance-chômage, $2,327,666	2,576,075	
		6,516,466

	1984-85	1983-84
	$	$
COMMISSION D'APPEL DE L'IMMIGRATION		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,820	

Appendice 1

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état des opérations ci-joint de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada (CEIC) conformément aux exigences et aux normes de compte rendu du Receveur général du Canada. La direction de la CEIC est le principal responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données contenues dans cet état financier. Pour la plus grande objectivité possible, les données financières contenues dans cet état ont été examinées par la haute direction de la CEIC.

Cet état des opérations a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Une partie de l'information contenue dans l'état financier est fondée sur les meilleures estimations possibles de la direction et s'appuie sur son discernement; également, elle tient bien compte de l'importance des faits. Pour assumer ses responsabilités en matière de rapport, la CEIC maintient une série de comptes qui sert de registre centralisé des opérations financières de la CEIC. À moins d'avis contraire, l'information financière contenue dans les états du ministère et ailleurs dans les Comptes publics est identique à celle dans l'état des opérations.

Les services financiers élaborent et diffusent des politiques en matière de gestion financière et de comptabilité, et émettent des directives à l'appui des normes de comptabilité et de gestion financière. La CEIC maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont effectuées conformément aux règlements prescrits, sans dépasser les crédits parlementaires, et sont enregistrées de façon appropriée afin que les fonds gouvernementaux puissent être justifiés et que les actifs de la CEIC soient sauvegardés. Aux systèmes de gestion financière et de contrôle interne viennent s'ajouter des programmes de vérification interne donnant lieu à des relations fréquentes entre le personnel de la CEIC et celui du Bureau du vérificateur général. La CEIC cherche également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données dans ses états financiers grâce à la sélection soignée, à la formation et au perfectionnement de personnel qualifié, grâce à des arrangements sur le plan de l'organisation qui permettront un partage approprié des responsabilités et grâce à des programmes de communications qui permettront de bien faire comprendre à toute l'organisation les règlements, les politiques, les normes et les autorisations en matière de gestion.

Approuvé par:

Président
GAÉTAN LUSSIER

Agent financier supérieur
PAUL J. GAUVIN

le 14 août 1985

ÉTAT DES OPÉRATIONS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Dépenses		
Programme d'emploi et d'assurance		
Contribution au Compte d'assurance-chômage	2,787,649	2,713,895
Création directe d'emplois	918,488	907,791
Formation professionnelle	904,777	830,530
Services des prestations d'assurance	330,193	329,308
Service national de placement	237,255	221,633
Contributions de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs	158,754	140,147
Gestion du programme	140,630	133,178
Numéro d'assurance sociale	5,951	5,638
	5,483,697	5,282,120
Programme d'administration	272,213	251,452
Programme d'immigration	139,713	128,586
Programme des rentes sur l'État	3,654	3,532
	5,899,277	5,665,690
Recettes		
Recettes à valoir sur le crédit		
Recouvrement des frais d'administration du Compte d'assurance-chômage	892,548	838,613
Remboursements des dépenses de l'exercice précédent	15,556	6,093
Autres	7,297	8,460
	915,401	853,166
Coût net des opérations	4,983,876	4,812,524
Conciliation avec l'emploi des crédits		
Coût net des opérations	4,983,876	4,812,524
Recettes à valoir directement sur le Fonds du revenu consolidé	22,853	14,553
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(24,894)	(19,797)
Emploi des crédits	4,981,835	4,807,280

Les notes ci-jointes font partie intégrante de cet état. Un état consolidé de toutes les activités financières sous la responsabilité de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada et du ministère de l'Emploi et de l'Immigration figure à la note 8.

Appendice 1—*Suite*

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—*Suite*

NOTES RELATIVES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS
31 MARS 1985

1. Autorisation et objectifs

La Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada a été créée en vertu de l'article 7 de la Loi régissant l'emploi et l'immigration de 1977 et est une «Corporation de département» mentionnée à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. Toutes les dépenses de fonctionnement, les contributions et les subventions de la Commission sont financées par les autorisations budgétaires annulées tandis que les avantages sociaux des employés, les prestations de retraite supplémentaires des agents des rentes sur l'État et la contribution de l'État au Compte d'assurance-chômage et au titre des prestations versées aux pêcheurs dépendent d'autorisations législatives. La Commission comprend quatre secteurs de programmes dont voici les objectifs:

Programme d'administration—Fournir au ministère et à la Commission des services de soutien efficaces et opportuns.

Programme d'emploi et d'assurance—Favoriser la réalisation des objectifs économiques et sociaux du Canada en rendant toutes les ressources humaines pleinement productives tout en appuyant les initiatives personnelles de ceux qui désirent satisfaire leurs besoins économiques et, plus généralement, s'épanouir par le travail.

Programme d'immigration—Régler l'admission des immigrants et des visiteurs en fonction des intérêts économiques, sociaux et culturels du Canada.

En vertu d'une autorisation statutaire non budgétaire accordée par le ministre des Finances aux termes de l'article 121 de la Loi sur l'immigration, des prêts sont consentis aux immigrants et aux catégories de personnes prescrites en vue de leur permettre d'acquitter les frais d'admissibilité, de transport ainsi que les frais raisonnables de leur séjour. Le montant total non remboursé ne pourra à aucun moment dépasser 60 millions de dollars.

Programme des rentes sur l'État—Gérer les marchés conclus en vertu de la Loi relative aux rentes sur l'État.

2. Conventions comptables importantes

L'état des opérations a été préparé conformément aux conventions comptables suivantes:

i) Sont enregistrées les dépenses faites pour tous les biens reçus et les services fournis jusqu'au 31 mars, conformément à la politique comptable gouvernementale de paiement en fin d'année, à l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des indemnités de congés payés.

ii) Les recettes sont enregistrées selon les méthodes de comptabilité de caisse, conformément aux conventions comptables gouvernementales.

iii) Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement de l'exercice au cours duquel la dépense a été engagée.

iv) Les montants estimatifs des services fournis gratuitement par d'autres ministères gouvernementaux sont indiqués dans l'état des opérations.

v) Les remboursements des dépenses d'exercices précédents sont inscrits comme recettes une fois reçus et ne sont pas soustraits des dépenses.

3. Crédits parlementaires
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada
(en milliers de dollars)

	1984-85	1983-84
Programme d'administration		
Crédit 5	30,459	28,234
Annulés	1,994	3,447
	28,465	24,787
Contributions statutaires aux régimes d'avantages sociaux des employés	13,346	12,961
Total du programme	41,811	37,748
Programme d'emploi et d'assurance		
Crédit 10	622,486	605,218
Annulés	35,561	17,764
	586,925	587,454
Crédit 15	1,468,555	1,366,928
Annulés	268,955	235,325
	1,199,600	1,131,603
Contributions statutaires au compte d'assurance-chômage	2,787,649	2,713,895
Contributions statutaires au titre des prestations versées aux pêcheurs	158,754	140,147
Contributions statutaires aux régimes d'avantages sociaux des employés	76,376	73,898
Remboursements statutaires de montants portés aux recettes d'exercices précédents	2	7
Total du programme	4,809,306	4,647,004
Programme d'immigration		
Crédit 20	88,540	85,093
Annulés	4,302	2,657
	84,238	82,436
Crédit 25	33,863	30,557
Annulés	486	2,708
	33,377	27,849
Contributions statutaires aux régimes d'avantages sociaux des employés	9,982	9,089
Remboursements statutaires de montants portés aux recettes d'exercices précédents	14	34
Total du programme	127,611	119,408
Programme des rentes sur l'État		
Crédit 30	2,999	3,156
Annulés	317	471
	2,682	2,685
Prestations de retraite statutaires—Pensions des agents des rentes sur l'État	36	33
Contributions statutaires aux régimes d'avantages sociaux des employés	389	402
Total du programme	3,107	3,120
Emploi total des crédits	4,981,835	4,807,280

Appendice 1—*Suite*

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—*Suite*

NOTES RELATIVES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS
31 MARS 1985—*Suite*

4. Comptes débiteurs

À la fin de l'exercice, les comptes débiteurs se composent des trop-payés en salaires, des montants dus pour services fournis par la Commission au nom des employeurs, des frais et amendes que doivent payer les entreprises de transport en vertu de la Loi sur l'immigration, des prêts non remboursés accordés aux immigrants, des trop-payés dans les programmes d'emploi et d'autres montants divers à percevoir.

	1984-85	1983-84
	(en milliers de dollars)	
Interministériel		
Tiers		
Administration		
Trop-payés en salaires	34	62
Divers	151	132
	185	194
Immigration		
Frais d'expulsion	1,359	784
Amendes infligées aux transporteurs	185	93
Aide à l'adaptation recouvrable	64	68
Prêts d'aide à l'immigration (indemnité de passage)—Intérêts à recevoir	678	517
Autres	12	8
	2,298	1,470
Emploi et assurance—Trop-payés		
Programme national de formation en établissement	2,376	2,263
Programme Canada au travail	1,086	225
Programme de relance de l'aide à l'emploi	898	181
Programme d'aide à la création locale d'emplois	416	464
Projets de développement communautaire au Canada	320	269
Été Canada	302	174
Programme d'initiatives locales	152	150
Programme d'extension	142	164
Programme de la mobilité de la main-d'œuvre du Canada	140	137
Programme d'emploi pour les innovations technologiques	71	61
Projets de services communautaires au Canada	50	20
Formation générale dans l'industrie	74	99
Programme d'aide à l'adaptation des travailleurs	28	4
Programme Jeunesse Canada au travail	19	16
Accès—Carrière	14	2
Programme d'emploi d'été pour les jeunes	14	18
Programme à l'intention des personnes défavorisées sur le plan de l'emploi	12	14
Programme d'adaptation de l'industrie et de la main-d'œuvre	9	
Services d'information de gestion	8	
Prestataires en fin de droit	6	
Autres programmes	9	24
	6,146	4,285
Total	8,629	5,949

5. Fonds en fiducie et comptes à fins déterminées

Il appartient également à la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada d'administrer et de contrôler les fonds en fiducie et comptes à fins déterminées qui suivent.

a) Compte d'assurance-chômage

La Loi sur l'assurance-chômage prévoit un programme d'assurance-chômage contributif obligatoire qui s'applique à tous les employés, sous réserve d'exceptions mineures.

La Loi autorise l'existence d'un compte dans les Comptes du Canada désigné sous le nom de Compte d'assurance-chômage.

La Loi porte que ce qui suit sera porté au crédit du Compte d'assurance-chômage: a) les cotisations, amendes, pénalités et intérêts; b) la part gouvernementale des prestations versées; c) les remboursements des trop-payés de prestations, et les remboursements de prestations; d) les montants relatifs aux services fournis à d'autres ministères ou organismes gouvernementaux, ou au public; e) les montants fournis à toute autre fin liés à l'assurance-chômage et autorisés par un crédit géré par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada; et f) l'intérêt sur le solde du compte aux taux que le ministre des Finances peut autoriser. La Loi dispose également que ce qui suit soit porté au débit du Compte: a) les prestations versées en vertu de la Loi; b) les frais d'administration de la Loi; et c) l'intérêt sur les avances faites par le ministre des Finances.

Des prêts à intérêts sont faits au Compte d'assurance-chômage, en vertu du paragraphe 137(1) de la Loi sur l'assurance-chômage, par suite des contributions insuffisantes des employeurs et des employés. Le taux d'intérêt annuel sur le solde du prêt non remboursé au 31 mars 1985 se situera entre 9.75% et 16.375% et ce solde devra être remboursé entre le 30 avril 1985 et le 31 mars 1987.

Appendice 1—*Suite*

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—*Suite*

NOTES RELATIVES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS
31 MARS 1985—*Suite*

OPÉRATIONS DU COMPTE D'ASSURANCE-CHÔMAGE
(en millions de dollars)

	1984-85	1983-84
Solde au 1er avril (déficit)	(4,101)	(3,642)
Rentrées et autres crédits		
Contributions—		
Employeur et employé(1)	7,777	7,465
État(1)	2,946	2,854
Revenu d'investissements	2	1
	10,725	10,320
Paiements et autres débits		
Prestations(1)	10,049	9,816
Frais de fonctionnement	911	846
Intérêt	741	117
	11,701	10,779
Augmentation ou (diminution) nette	(976)	(459)
Solde au 31 mars (déficit)(2)	(5,077)	(4,101)

(1) Les prestations versées aux pêcheurs qui s'élèvent à 171 millions de dollars (en 1984, 152 millions de dollars), la contribution de l'État à cet égard qui atteint 159 millions de dollars (en 1984, 140 millions de dollars) et les cotisations des pêcheurs qui totalisent 12 millions de dollars (en 1984, 12 millions de dollars) sont comprises dans cet état.

(2) En vertu du paragraphe 137(1) de la Loi sur l'assurance-chômage, des prêts à intérêts atteignant 4 milliards 815 millions de dollars (en 1984, 3 milliards 823 millions de dollars) ont été accordés aux fins du Compte d'assurance-chômage, entraînant un solde déficitaire net de 272 millions de dollars au 31 mars 1985 (en 1984, 278 millions de dollars).

b) Compte des rentes sur l'État

Ce compte a été créé par la Loi relative aux rentes sur l'État et modifié par la Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État, qui mettait fin à la vente de ces rentes. Le compte est évalué chaque année selon les méthodes actuarielles, et le déficit ou l'excédent imputé au débit ou au crédit du Fonds de revenu consolidé. Les comptes du Compte des rentes sur l'État sont tenus selon les principes de la comptabilité d'exercice.

La Loi relative aux rentes sur l'État a été adoptée afin d'aider les Canadiens à se préparer financièrement à leurs vieux jours en achetant des rentes sur l'État. La Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État a accru le taux de rendement et la flexibilité des contrats de rentes sur l'État, et mis fin à la vente de rentes.

Les rentrées et autres crédits sont composés des cotisations reçues, des montants demandés au Fonds du revenu consolidé pour les rentiers non repérés auparavant, des intérêts gagnés et articles transférés des recettes des exercices précédents pour couvrir le déficit actuariel. Les paiements et autres débits représentent les rentes échues, la valeur de rachat des prestations de décès, les remboursements et retraits de cotisations, les excédents actuariels ainsi que les articles non demandés transférés aux recettes non fiscales. Les montants des rentes non demandées pour le motif que les rentiers ne peuvent pas être repérés, sont transférés aux recettes non fiscales.

OPÉRATIONS DU COMPTE DES RENTES SUR L'ÉTAT
(en milliers de dollars)

	1984-85	1983-84
Solde au 1er avril	1,122,629	1,148,238
Rentrées et autres crédits		
Intérêt du Canada	74,988	76,777
Cotisations	770	1,017
Autres	81	61
	75,839	77,855
Paiements et autres débits		
Paiements de rentes	99,205	98,274
Remboursements de cotisations	3,404	3,664
Rentes non demandées	215	387
	102,824	102,325
Augmentation ou (diminution) nette	(26,985)	(24,470)
Excédent actuariel, excédent des rentes non payées enregistrées à la fin de l'exercice par rapport aux rentes non payées calculées	(6,015)	(1,139)
Solde au 31 mars	1,089,629	1,122,629

c) Compte des pensions des agents des rentes sur l'État

Ce régime de pensions verse des prestations de pension aux anciens fonctionnaires admissibles dont le travail consistait à vendre au public des rentes sur l'État. Pendant l'année, des intérêts atteignant $1,804, calculés au taux de 4% par année, ont été portés au crédit du compte et au débit de l'intérêt sur la dette publique. Les contributions de la Direction générale des rentes sur l'État, à titre d'ancien employeur, s'élevaient à $9,946.

OPÉRATIONS DU COMPTE DES PENSIONS DES AGENTS DES RENTES SUR L'ÉTAT

	1984-85	1983-84
	$	$
Solde au 1er avril	54,725	61,381
Rentrées et autres crédits	11,750	12,076
Paiements et autres débits	18,674	18,732
Augmentation ou (diminution) nette	(6,924)	(6,656)
Solde au 31 mars	47,801	54,725

d) Fonds de garantie de l'immigration

Ce compte contient les montants recueillis et retenus en attendant leur disposition finale, c'est-à-dire soit le remboursement au dépositaire initial, soit leur saisie par la Couronne.

Au cours de l'exercice, les retraits ont totalisé $2,323,085 et étaient composés des remboursements aux dépositaires ($1,890,015), des frais du ministère récupérés à partir des dépôts ($15,592) et des saisies par la Couronne ($417,478).

Appendice 1—*Suite*

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—*Suite*

NOTES RELATIVES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS
31 MARS 1985—*Suite*

OPÉRATIONS DU FONDS DE GARANTIE DE L'IMMIGRATION
(en milliers de dollars)

	1984-85	1983-84
Solde au 1er avril	5,217	4,541
Rentrées et autres crédits	2,998	3,277
Paiements et autres débits	2,323	2,601
Augmentation ou (diminution) nette	675	676
Solde au 31 mars	5,892	5,217
Titres en fiducie au début de l'exercice	65	55
Titres reçus tout au long de l'exercice		10
Titres remboursés pendant l'exercice	15	
Moins: les titres en fiducie à la fin de l'exercice	50	65
Solde net au 31 mars	5,842	5,152

e) Programme de relance de l'aide à l'emploi

Le Programme de relance de l'aide à l'emploi est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte contient les avances faites par les provinces, au titre de leur part des coûts des projets, et détenues en fiducie en attendant les paiements aux promoteurs des projets. Pendant l'exercice, les dépôts ont totalisé $228,477 et les paiements $277,973, soit $255,323 de paiements aux promoteurs et $22,650 de remboursements aux provinces.

OPÉRATIONS DU PROGRAMME DE RELANCE DE L'AIDE À L'EMPLOI

	1984-85	1983-84
	$	$
Solde au 1er avril	94,256	65,000
Rentrées et autres crédits	228,477	7,629,313
Paiements et autres débits	277,973	7,600,057
Augmentation ou (diminution) nette	(49,496)	29,256
Solde au 31 mars	44,760	94,256

6. Prêts, investissements et avances

Fonds de prêts d'aide à l'immigration—Emploi et Immigration

L'article 121 de la Loi sur l'immigration autorise l'accord de prêts aux immigrants et aux catégories de personnes prescrites.

Le montant total non remboursé autorisé ne peut dépasser à aucun moment 60 millions de dollars.

Voici les modalités relatives aux prêts, avec leurs soldes à la fin de l'exercice:

a) remboursables par versements mensuels échelonnés sur 1 à 5 ans avec possibilité de report de 2 ans, à intérêts de 6% à 15% par année, les derniers versements devant être faits entre le 1er avril 1985 et le 1er avril 1990 (solde à la fin de l'exercice: $8,978,957); et

b) remboursables par versements mensuels échelonnés sur 1 à 5 ans avec possibilité de report de 2 ans, sans intérêt, les derniers versements devant être faits entre le 1er avril 1985 et le 1er avril 1990 (solde à la fin de l'exercice: $45,846,714).

OPÉRATIONS DU FONDS DE PRÊTS D'AIDE À L'IMMIGRATION

	1984-85	1983-84
	$	$
Solde au 1er avril	48,532,665	45,402,522
Rentrées et autres crédits	13,178,508	10,568,987
Paiements et autres débits	19,471,514	13,699,130
Augmentation ou (diminution) nette	6,293,006	3,130,143
Solde au 31 mars	54,825,671	48,532,665

7. Passif éventuel

Deux poursuites, l'une d'un ancien employé à la suite d'allégations indiquant qu'il a présenté des demandes de temps supplémentaire frauduleuses, et l'autre d'un client pour s'être blessé en entrant dans nos locaux loués, ont été intentées contre la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada. Ces deux poursuites s'élèvent à environ $178,849 et aucune date n'a encore été fixée pour l'audition de ces affaires.

8. État consolidé des rentrées et sorties de fonds

Le présent état consolidé représente l'ensemble de toutes les activités financières associées au ministère de l'Emploi et de l'Immigration, à la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, au Compte d'assurance-chômage, au Compte des rentes sur l'État et à d'autres fonds en fiducie et comptes à fins déterminées mentionnés dans la note 5 précédente. C'est un résumé de toutes les opérations d'Emploi et Immigration Canada.

Appendice 1—*Fin*

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—*Fin*

NOTES RELATIVES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS
31 MARS 1985—*Fin*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RENTRÉES ET
SORTIES DE FONDS
POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1984-85	1983-84
Sorties de fonds		
Programme d'emploi et d'assurance		
Prestations d'assurance-chômage	10,049,081	9,816,444
Création directe d'emplois	918,488	907,791
Formation professionnelle	904,777	830,530
Services des prestations d'assurance	330,193	329,308
Service national de placement	237,255	221,633
Gestion du programme	140,630	133,178
Paiements d'intérêts—Assurance-chômage	738,478	116,212
Numéro d'assurance sociale	5,951	5,638
Programme de relance de l'aide à l'emploi—Paiements et remboursements aux provinces	278	10,211
Programme de l'administration centrale	22,618	23,897
Programme d'administration	272,213	251,452
Programme d'immigration		
Programme d'immigration	139,713	128,586
Prêts d'aide à l'immigration (indemnité de passage)	19,472	13,699
Fonds de garantie de l'immigration—Remboursements et saisies	2,308	2,611
Programme des rentes sur l'État		
Paiements de rentes, etc.	102,843	102,344
Administration	3,654	3,532
	13,887,952	12,897,066
Rentrées de fonds		
Cotisations d'assurance-chômage	7,777,118	7,465,369
Intérêts sur les rentes, etc.	75,851	77,867
Programme de relance de l'aide à l'emploi—Dépôts du programme	228	10,907
Fonds de garantie de l'immigration—Dépôts	2,998	3,277
Prêts d'aide à l'immigration (indemnité de passage)—Remboursements	13,179	10,569
Autres recettes non fiscales	7,320	8,465
Remboursement des dépenses de l'exercice précédent	15,990	6,134
Rajustement net des frais d'administration de l'assurance-chômage	(4,852)	6,936
	7,887,832	7,589,524
Coût net des opérations	6,000,120	5,307,542
Rapprochement avec l'emploi des crédits		
Coûts nets des opérations	6,000,120	5,307,542
Recettes à valoir directement sur le Fonds du revenu consolidé		
Liées aux crédits	23,310	14,599
De l'excédent actuariel du Compte des rentes sur l'État	6,015	1,139
Services fournis gratuitement	(25,677)	(20,364)
Augmentation du déficit en assurance-chômage	(975,314)	(459,381)
Diminution des rentes non payées	(33,007)	(25,616)
Augmentation du Fonds de garantie de l'immigration	690	666
Augmentation des prêts d'aide à l'immigration	(6,293)	(3,130)
Augmentation du Programme de relance de l'aide à l'emploi	(50)	696
Emploi des crédits	4,989,794	4,816,151

Appendice 2

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada

Fonds de prêts d'aide à l'immigration

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF	1985	1984	PASSIF	1985	1984
	$	$		$	$
Prêts impayés	54,825,671	48,532,665	Avance de fonds de roulement	54,825,671	48,532,665

ÉTAT DE L'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985		1984	
	$	$	$	$
Solde d'ouverture		48,532,665		45,402,522
Prêts consentis		19,471,514		13,699,131
		68,004,179		59,101,653
Remboursements de prêts	13,178,508		10,497,694	
Radiation de prêts			71,294	
		13,178,508		10,568,988
		54,825,671		48,532,665

Note: Les paiements d'intérêt au montant de $754,352 ont été crédités aux produits de placements. Au 31 mars 1985, l'intérêt sur prêts à recevoir s'élevait à $678,005.

SECTION 14

COMPTES PUBLICS
1984-85

Énergie, Mines et Ressources

Ministère
Commission de contrôle de l'énergie atomique
Énergie atomique du Canada, Limitée
Office national de l'énergie
Petro-Canada
Société Petro-Canada pour l'assistance internationale

SOMMAIRE

	Page
Objectifs	14.3
Emploi des crédits	14.4
Coût total des programmes—Budgétaire	14.9
Programmes par activité—Budgétaire	14.10
Subventions et contributions	14.12
Dépenses budgétaires par programme et article courant	14.15
Recettes	14.16
Appendices	14.18

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES

Ministère

Objectifs

PROGRAMME D'ADMINISTRATION

—Garantir la gestion efficace et l'imputabilité des programmes fédéraux de l'énergie, des minéraux et des sciences de la Terre et de l'administration du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources et fournir des services centraux pour appuyer ces programmes.

PROGRAMME DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME

—Élaborer et appliquer des politiques, des stratégies et des programmes efficaces à l'égard de l'approvisionnement d'énergie et de l'utilisation optimale des ressources énergétiques, tout en tenant compte d'autres objectifs sociaux et économiques.

FONDS RENOUVELABLE POUR L'ÉTUDE DE L'ENVIRONNEMENT

—Financer les études sociales et environnementales nécessaires pour déterminer l'autorisation d'explorations pétrolières et gazières ou d'activités de mise en valeur sur les terres du Canada.

PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE

—Assurer la disponibilité de politiques et de stratégies relativement aux minéraux et la disponibilité des renseignements, des techniques et des services d'experts relativement aux sciences de la Terre, en temps opportun, dans la mesure où ces éléments se rapportent à la masse continentale canadienne et à ses ressources minérales et énergétiques.

Commission de contrôle de l'énergie atomique

Objectif

—Contrôler l'énergie atomique de façon à protéger la santé et la sécurité des citoyens et à assurer la sécurité nationale.

Énergie atomique du Canada, Limitée

Objectif

—Développer l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Office national de l'énergie

Objectifs

—Veiller aux intérêts du Canada en matière de construction et d'exploitation d'oléoducs, de gazoducs et de lignes de transport électriques relevant du gouvernement fédéral, en matière d'exportation et d'importation de gaz, d'exportation d'énergie électrique et d'exportation et d'importation de pétrole.

—Assurer la sécurité de la construction et de l'exploitation de lignes de transport électriques, de gazoducs et d'oléoducs relevant du gouvernement fédéral.

—Donner des avis sur le contrôle, la surveillance, l'économie, l'utilisation, la commercialisation et l'exploitation de l'énergie et des sources d'énergie.

Petro-Canada

Objectif

—Mobiliser les capitaux et les connaissances techniques afin d'accroître la sécurité des approvisionnements en ressources énergétiques au pays et le taux de propriété et de participation dans le secteur de l'énergie et d'appuyer autrement les objectifs visés par les mesures énergétiques nationales.

Société Petro-Canada pour l'assistance internationale

Objectif

—Aider les pays en voie de développement à réduire ou à éliminer leur dépendance à l'égard du pétrole importé en entreprenant des travaux de prospection pétrolière et des activités connexes afin d'évaluer et de développer le potentiel en hydrocarbures des pays bénéficiaires.

Emploi des crédits

Crédit	Programme	
	MINISTÈRE	
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
	Budgétaire	
1	Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année	$ 25,343,500
	1b	524,000
	Virement du CT, crédit 10[1]	10,098
Stat	Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources—Traitement et allocation pour automobile	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	
	Total du programme—Budgétaire	
	PROGRAMME DE L'ÉNERGIE	
	Budgétaire	
5	Dépenses de fonctionnement	$ 150,703,000
	Virement du CT, crédit 10[1]	31,416
10	Subventions inscrites au Budget et contributions	$ 425,456,000
	10b	1
		425,456,001
	Moins: virement sur le crédit 26b	57,000,000
15	Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes—Paiements aux fins de la Loi sur le Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes	$ 188,500,000
	Moins: virement sur le crédit 26b	43,000,000
20	Programme canadien de remplacement du pétrole—Paiements aux fins de la Loi sur l'économie de pétrole et le remplacement du mazout	
25	Programme d'encouragement du secteur pétrolier—Paiements aux fins de la Loi sur le Programme d'encouragement du secteur pétrolier	$ 1,600,000,000
	25c	150,000,000
26b	Indemnisation pétrolière—Paiements aux fins de la Loi sur l'administration de l'énergie	$ 640,800,000
	26c Pour autoriser le virement au présent crédit de $57,000,000 du crédit 10 (Énergie, Mines et Ressources) et $43,000,000 du crédit 15 (Énergie, Mines et Ressources) de la Loi n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits, et pour prévoir un montant supplémentaire de	100,000,000
	Virement du: crédit 10	57,000,000
	crédit 15	43,000,000
Stat	Paiements à l'Interprovincial Pipe Line Limited relativement aux déficits subis par ladite Société dans le cadre de la construction et de l'exploitation du prolongement jusqu'à Montréal du réseau de l'Interprovincial Pipe Line (Loi n° 3 de 1974 portant affectation de crédits)	
Stat	Paiement d'indemnisation pétrolière à des personnes en vertu de la Loi sur l'administration de l'énergie, telle que modifiée	
	Autorisation maximale annuelle en vertu de l'article 77 de la Loi, telle que modifiée	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Fonds des recettes provenant des ressources pétrolières et gazières—Subventions à la Nouvelle-Écosse aux fins de la Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières	
Stat	Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse—Paiements aux fins de la Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières	
	Autorisation maximale de $50,000,000 à chacun des exercices 1984-85 à 1987-88 inclusivement *moins* le montant éventuel imputé à une autre affectation afin de faire des paiements à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse conformément à la Partie V de la Loi. Toute autorisation annuelle non utilisée doit être dépensée au cours des exercices subséquents. Le montant total des paiements pour les quatre exercices ne doit pas excéder $200,000,000.	
	Autorisation maximale non annulée conformément à l'article 87(a) de la Loi	$ 50,000,000
	Moins: le montant éventuel imputé à une autre affectation afin de faire des paiements conformément à la Partie V de la Loi pour l'exercice 1984-85	
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	
	Emploi des crédits non requis pour l'exercice en cours	
	PROGRAMME DE L'ÉNERGIE—FONDS RENOUVELABLE POUR L'ÉTUDE DE L'ENVIRONNEMENT	
Stat	Budget des dépenses 1984-85	
	Total du programme—Budgétaire	
	Non budgétaire	
L30	Prêts, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour aider au financement de l'interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité. (Brut)	
Stat	La Loi sur les coopératives de l'énergie, article 24. Le Ministre peut, au profit de Sa Majesté du chef du Canada, souscrire des actions et des débentures à participation de la Société coopérative de l'énergie, les acquérir et les détenir conformément à l'Entente, et, à cette fin procéder, sur le Fonds du revenu consolidé, à des prélèvements ne dépassant pas au total $100,000,000. (Brut)	
	Total du programme—Non budgétaire	

Crédits								
Exercice en cours					Employés au cours de l'exercice	Soldes		Employés au cours de l'exercice précédent
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global		Annulés (suremployés)	Reportés	
$	$	$	$	$	$	$	$	$
25,877,598		25,877,598		25,877,598	24,215,260	1,662,338		19,376,005
40,500	1,182	41,682		41,682	41,682			40,975
2,355,000	359,000	2,714,000		2,714,000	2,714,000			1,990,000
	827	827		827	827			
28,273,098	*361,009*	*28,634,107*		*28,634,107*	*26,971,769*	*1,662,338*		*21,406,980*
150,734,416		150,734,416		150,734,416	122,646,703	28,087,713		108,139,495
368,456,001		368,456,001		368,456,001	351,144,061	17,311,940		154,381,894
145,500,000		145,500,000		145,500,000	133,525,032	11,974,968		53,144,531
185,889,000		185,889,000		185,889,000	185,782,298	106,702		190,108,678
1,750,000,000		1,750,000,000		1,750,000,000	1,735,330,338	14,669,662		1,729,034,464
840,800,000		840,800,000		840,800,000	808,598,427	32,201,573		
8,400,000	(1,243,696)	7,156,304		7,156,304	7,156,304			8,329,633
500,000,000	(500,000,000)							
	500,000,000	500,000,000		500,000,000	438,316,907	61,683,093		482,729,722
7,188,000	1,096,000	8,284,000		8,284,000	8,284,000			8,062,000
21,000,000		21,000,000		21,000,000	21,000,000			
6,700,000	(6,700,000)							
	50,000,000	50,000,000		50,000,000			50,000,000	87,453
	924,520	924,520		924,520	924,520			3,498,259
3,984,667,417	*44,076,824*	*4,028,744,241*		*4,028,744,241*	*3,812,708,590*	*166,035,651*	*50,000,000*	*2,737,516,129*
800,000	*(800,000)*		*2,025,855*	*2,025,855*	*(1,638,263)*		*3,664,118*	*(2,025,855)*
3,985,467,417	***43,276,824***	***4,028,744,241***	***2,025,855***	***4,030,770,096***	***3,811,070,327***	***166,035,651***	***53,664,118***	***2,735,490,274***
9,458,000		9,458,000		9,458,000	3,894,455	5,563,545		7,709,186
	269,489	269,489	41,926,511	42,196,000			42,196,000	184,544
9,458,000	***269,489***	***9,727,489***	***41,926,511***	***51,654,000***	***3,894,455***	***5,563,545***	***42,196,000***	***7,893,730***

Emploi des crédits—*Suite*

Crédit	Programme	
	PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE	
	Budgétaire	
35	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et contributions	$ 217,798,000
	35b	29,145,700
	35c	1
	Virement du CT, crédit 10(1)	529,278
40	Dépenses en capital	$ 31,714,000
	40b	12,182,032
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	
	Total du programme—Budgétaire	
	Sous-total—Budgétaire	
	Non budgétaire	
	COMMISSION DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE	
	Budgétaire	
45	Dépenses du programme et contributions	$ 18,584,000
	45b	2,488,500
	45c Subventions inscrites au Budget	456,000
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE	
	Budgétaire	
50	Dépenses de fonctionnement	
55	Dépenses en capital	$ 30,556,000
	55b	670,000
	Total du programme—Budgétaire	
	Non budgétaire	
	Emploi des crédits non requis pour l'exercice en cours	
	OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE	
	Budgétaire	
60	Dépenses du programme	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	PETRO-CANADA	
	Budgétaire	
65	Paiement à la Société Petro-Canada aux fins d une avance de fonds que cette Société versera à Canertech Incorporated	
66c	Pour plus de certitude, aux fins de l'alinéa 110b) de la Loi sur l'administration financière, Petro-Canada est expressément autorisée à emprunter de l'argent d'autres sources que de Sa Majesté	
Stat	Paiement à la Société Petro-Canada aux fins d'une avance de fonds que cette Société a versée à Canertech Incorporated conformément à la Loi modifiant la Loi sur la Société Petro-Canada	
Stat	Paiement à la Société Petro-Canada pour assurer la continuité du projet de Cold Lake de la Compagnie pétrolière impériale Limitée, conformément à la Loi modifiant la Loi sur la Société Petro-Canada	
	Total du programme—Budgétaire	
	Non budgétaire	
Stat	La Loi sur la Société Petro-Canada, telle que modifiee.	
	Article 22. Le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances à consentir à la Corporation des avances a) sous forme d'emprunts aux conditions que le gouverneur en conseil peut déterminer, ou, b) sous forme d'achats d'actions privilégiées. Le montant non remboursé au titre des emprunts ou des actions privilégiées ne doit jamais dépasser la somme de $1,000,000,000. (Net)	
	Article 5. Le Ministre souscrit les actions ordinaires de la Corporation. Le montant de chaque souscription est payé sur le Fonds du revenu consolidé aux dates qu'approuve le ministre des Finances à la demande de la Corporation, le montant global versé au titre de la souscription ne doit pas dépasser $4,900,000,000. (Brut)	
	Souscription d'actions ordinaires et privilégiées	
	Total du programme—Non budgétaire	

Crédits						Soldes		
Exercice en cours								
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
247,472,979		247,472,979		247,472,979	232,358,658	15,114,321		197,253,492
43,896,032		43,896,032		43,896,032	40,628,290	3,267,742		33,623,738
14,559,000	2,219,000	16,778,000		16,778,000	16,778,000			15,343,000
	7,376	7,376		7,376	7,376			4,811
305,928,011	*2,226,376*	*308,154,387*		*308,154,387*	*289,772,324*	*18,382,063*		*246,225,041*
4,319,668,526	45,864,209	4,365,532,735	2,025,855	4,367,558,590	4,127,814,420	186,080,052	53,664,118	3,003,122,295
9,458,000	269,489	9,727,489	41,926,511	51,654,000	3,894,455	5,563,545	42,196,000	7,893,730
21,528,500		21,528,500		21,528,500	18,627,956	2,900,544		17,149,605
1,583,000	242,000	1,825,000		1,825,000	1,825,000			1,507,000
23,111,500	*242,000*	*23,353,500*		*23,353,500*	*20,452,956*	*2,900,544*		*18,656,605*
300,851,000		300,851,000		300,851,000	294,435,698	6,415,302		306,306,934
31,226,000		31,226,000		31,226,000	31,100,000	126,000		30,010,000
332,077,000		*332,077,000*		*332,077,000*	*325,535,698*	*6,541,302*		*336,316,934*
								4,800,000
22,881,000		22,881,000		22,881,000	21,299,979	1,581,021		20,061,315
2,380,000	363,000	2,743,000		2,743,000	2,743,000			2,658,000
25,261,000	*363,000*	*25,624,000*		*25,624,000*	*24,042,979*	*1,581,021*		*22,719,315*
17,039,532		17,039,532		17,039,532	17,039,532			
1		1		1		1		
18,160,468	(18,160,468)		18,160,468	18,160,468			18,160,468	11,800,000
			44,916	44,916			44,916	
35,200,001	*(18,160,468)*	*17,039,533*	*18,205,384*	*35,244,917*	*17,039,532*	*1*	*18,205,384*	*11,800,000*
			27,228,147	27,228,147			27,228,147	
			3,830,500,000	3,830,500,000			3,830,500,000	612,500,000
425,000,000	(425,000,000)							
425,000,000	*(425,000,000)*		*3,857,728,147*	*3,857,728,147*			*3,857,728,147*	*612,500,000*

Emploi des crédits—*Fin*

Crédit	Programme
	SOCIÉTÉ PETRO-CANADA POUR L'ASSISTANCE INTERNATIONALE
	Budgétaire
70	Paiements à la Société Petro-Canada pour l'assistance internationale
	Emploi des crédits non requis pour l'exercice en cours
	Total du programme—Budgétaire
	Total—Budgétaire
	Non budgétaire

(1) Conseil du Trésor, crédit 10, initiatives visant à créer des emplois.

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
								10,000,000
60,500,000		60,500,000		60,500,000	60,500,000			55,000,000
60,500,000		*60,500,000*		*60,500,000*	*60,500,000*			*65,000,000*
4,795,818,027	28,308,741	4,824,126,768	20,231,239	4,844,358,007	4,575,385,585	197,102,920	71,869,502	3,457,615,149
434,458,000	(424,730,511)	9,727,489	3,899,654,658	3,909,382,147	3,894,455	5,563,545	3,899,924,147	625,193,730

Coût total des programmes—Budgétaire

(en milliers de dollars)

PROGRAMME	Exercice	Dépenses	*Moins:* Rentrées portées en recettes	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	*Plus:* Autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	Coût total des programmes
MINISTÈRE							
ADMINISTRATION	1984-85	26,972	176		2,506	529	29,831
	1983-84	21,407	131		2,443	503	24,222
ÉNERGIE	1984-85	3,812,708	252,259		4,890	1,592	3,566,931
	1983-84	2,737,516	158,562	5	6,440	1,386	2,586,785
ÉNERGIE—FONDS RENOUVELABLE POUR L'ÉTUDE DE L'ENVIRONNEMENT	1984-85	(1,638)					(1,638)
	1983-84	(2,026)					(2,026)
MINÉRAUX ET SCIENCES DE LA TERRE	1984-85	289,772	6,055	604	19,715	3,342	307,378
	1983-84	246,225	6,215	164	18,981	2,731	261,886
	1984-85	4,127,814	258,490	604	27,111	5,463	3,902,502
	1983-84	3,003,122	164,908	169	27,864	4,620	2,870,867
COMMISSION DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE	1984-85	20,453	70		1,536	257	22,176
	1983-84	18,657	78		1,123	201	19,903
ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE	1984-85	325,536					325,536
	1983-84	336,317					336,317
OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE	1984-85	24,043	480		2,056	422	26,041
	1983-84	22,719	504		1,533	344	24,092
PETRO-CANADA	1984-85	17,040					17,040
	1983-84	11,800					11,800
SOCIÉTÉ PETRO-CANADA POUR L'ASSISTANCE INTERNATIONALE	1984-85	60,500					60,500
	1983-84	65,000					65,000
Total	1984-85	4,575,386	259,040	604	30,703	6,142	4,353,795
	1983-84	3,457,615	165,490	169	30,520	5,165	3,327,979

Programmes par activité—Budgétaire
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
MINISTÈRE								
PROGRAMME D'ADMINISTRATION								
Gestion intégrée	10,485	9,158	39	310			10,524	9,468
Services communs	24,357	20,613	403	1,988			24,760	22,601
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,714	2,714					2,714	2,714
	37,556	32,485	442	2,298			37,998	34,783
Moins: recettes à valoir sur le crédit	9,364	7,811					9,364	7,811
	28,192	24,674	442	2,298			28,634	26,972
Moins: rentrées portées en recettes	176	176					176	176
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	2,506	2,506					2,506	2,506
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	529	529					529	529
Coût total du programme	31,051	27,533	442	2,298			31,493	29,831
PROGRAMME DE L'ÉNERGIE								
Politique énergétique	11,701	10,724	80	288	762	2,515	12,543	13,527
Énergie tirée du pétrole: offre, demande et substitution	6,290	5,383	57	116	287,296	243,271	293,643	248,770
Fixation des prix du pétrole et indemnisation	2,067	1,737			3,555,873	3,461,989	3,557,940	3,463,726
Planification en cas d'urgence, y compris l'Office de répartition des approvisionnements d'énergie	2,018	1,364	8	15			2,026	1,379
Énergie non tirée du pétrole: offre, demande et substitution	36,380	22,131	40	53	204,684	243,018	241,104	265,202
Économies d'énergie	43,158	43,783	436	567	207,058	181,452	250,652	225,802
Surveillance des sociétés d'énergie	1,664	878	5	14			1,669	892
Propriété, contrôle et subventions des sociétés pétrolières	22,500	17,302	260	163	1,750,000	1,735,330	1,772,760	1,752,795
Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada	9,204	6,726	49	133	71,000	21,020	80,253	27,879
Recherche et développement énergétiques	2,561	1,894	10	13	45	175	2,616	2,082
Information du public en matière d'énergie	13,150	9,948	21	339			13,171	10,287
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8,284	8,284					8,284	8,284
	158,977	130,154	966	1,701	6,076,718	5,888,770	6,236,661	6,020,625
Moins: recettes à valoir sur le crédit	2,207,917	2,207,917					2,207,917	2,207,917
	(2,048,940)	(2,077,763)	966	1,701	6,076,718	5,888,770	4,028,744	3,812,708
Moins: rentrées portées en recettes	252,259	252,259					252,259	252,259
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	4,890	4,890					4,890	4,890
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	1,592	1,592					1,592	1,592
	(2,294,717)	*(2,323,540)*	*966*	*1,701*	*6,076,718*	*5,888,770*	*3,782,967*	*3,566,931*
PROGRAMME DE L'ÉNERGIE—FONDS RENOUVELABLE POUR L'ÉTUDE DE L'ENVIRONNEMENT								
Administration	3,862	198					3,862	198
Paiement aux fins d'études					1,861	1,861	1,861	1,861
	3,862	198			1,861	1,861	5,723	2,059
Moins: recettes à valoir sur le Fonds	3,697	3,697					3,697	3,697
	165	*(3,499)*			*1,861*	*1,861*	*2,026*	*(1,638)*
Coût total du programme	(2,294,552)	(2,327,039)	966	1,701	6,078,579	5,890,631	3,784,993	3,565,293
PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE								
Mise en valeur des minéraux	9,320	7,555	86	76	2,057	1,880	11,463	9,511
Application de la Loi sur les explosifs au Canada	1,772	1,724	55	91			1,827	1,815
Technologie des minéraux	23,657	22,661	5,338	5,037	20	19	29,015	27,717
Technologie énergétique	37,491	35,983	7,831	7,600	465	318	45,787	43,901
Levés géologiques	67,314	61,196	5,646	6,824	100	63	73,060	68,083
Physique du globe	13,783	14,861	2,277	2,729			16,060	17,590
Plateau continental polaire	5,789	6,573	48	45			5,837	6,618
Télédétection	19,771	17,533	13,082	11,496	4,100	4,100	36,953	33,129
Levés et cartographie	48,822	47,446	7,672	6,287	76	76	56,570	53,809
Information relative aux minéraux et aux sciences de la Terre	3,832	3,120					3,832	3,120
Gestion et appui du programme	7,308	5,499	1,861	443	1,803	1,759	10,972	7,701
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16,778	16,778					16,778	16,778
	255,637	240,929	43,896	40,628	8,621	8,215	308,154	289,772
Moins: rentrées portées en recettes	6,055	6,055					6,055	6,055
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère	604	604					604	604
locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	19,715	19,715					19,715	19,715
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	3,342	3,342					3,342	3,342
Coût total du programme	273,243	258,535	43,896	40,628	8,621	8,215	325,760	307,378

Programmes par activité—Budgétaire—*Fin*
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
COMMISSION DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE								
Administration du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique	22,559	19,788	245	221	550	444	23,354	20,453
Moins: rentrées portées en recettes		70						70
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics		1,536						1,536
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères		257						257
Coût total du programme	22,559	21,511	245	221	550	444	23,354	22,176
ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE								
Recherche et développement dans le domaine nucléaire	178,481	176,213	18,826	18,800			197,307	195,013
Démonstrations et autres activités soutenues	122,370	118,223	12,400	12,300			134,770	130,523
Coût total du programme	300,851	294,436	31,226	31,100			332,077	325,536
OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE								
Réglementation et consultation en matière d'énergie	25,358	23,797	266	246			25,624	24,043
Moins: rentrées portées en recettes	800	480					800	480
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	2,056	2,056					2,056	2,056
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	422	422					422	422
Coût total du programme	27,036	25,795	266	246			27,302	26,041
PETRO-CANADA								
Activités à la demande du gouvernement	35,245	17,040					35,245	17,040
SOCIÉTÉ PETRO-CANADA POUR L'ASSISTANCE INTERNATIONALE								
Société Petro-Canada pour l'assistance internationale	60.500	60,500					60,500	60,500

Subventions et contributions
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
MINISTÈRE			
PROGRAMME D'ADMINISTRATION			
Contributions			
Gestion intégrée			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			72
PROGRAMME DE L'ÉNERGIE			
Subventions			
Politique énergétique			
Subvention à l'Université de Calgary pour l'Institut des ressources énergétiques	125	125	125
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux ressources énergétiques	47	47	20
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			3
Énergie non tirée du pétrole: offre, demande et substitution			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			20
Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada			
Subvention tenant lieu de taxes, payée à la Nouvelle-Écosse pour le fonds des recettes provenant des ressources pétrolières et gazières établie par la Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières	21,000	21,000	
	21,172	*21,172*	*168*
Contributions			
Politique énergétique			
Contribution à l'appui d'un programme de bourses d'études pour l'Université Laval	169	169	142
Contribution à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux ressources énergétiques	180	157	94
Contribution à la Coopérative de Saskatchewan pour amélioration	3,200	2,049	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			108
Énergie tirée du pétrole: offre, demande et substitution			
Programme conjoint Canada-Saskatchewan de mise au point des techniques de récupération des huiles lourdes (1976)	1,304	126	1,216
Remplacement du pétrole—Accroissement des réseaux de distribution	60,000	60,000	34,424
Programme de construction des embranchements	179,100	170,860	76,936
Programme d'aide à la commercialisation du gaz	27,000	20,456	293
Programme Canada-Saskatchewan de recherche, de développement et de démonstration pour les combustibles fossiles (1981)	2,850	1,623	660
Liquides de gaz naturel	150	150	
Programme d'aide au transport de gaz naturel	33,700	31,934	
Programme des paiements d'incitation à l'expansion des marchés (PRIEM)—Programme de l'expansion des marchés de gaz naturel (PACG)	(26,300)		
Programme des paiements d'incitation à l'expansion des marchés (PRIEM)—Programme d'accroissement des réseaux de distribution (PAFG)	(41,890)	(41,889)	
Contribution à la classe	11	11	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			1,312
Fixation des prix du pétrole et indemnisation			
Paiements à l'Interprovincial Pipe Line Limited relativement aux déficits subis par ladite Société dans le cadre de la construction et de l'exploitation du prolongement jusqu'à Montréal du réseau de l'Interprovincial Pipe Line	7,156	7,156	8,330
Indemnisation pétrolière	2,707,917	2,646,234	2,232,873
Paiements d'indemnisation pétrolière	840,800	808,598	
Énergie non tirée du pétrole: offre, demande et substitution			
Contribution à l'appui de la mise au point et de la commercialisation d'une nouvelle technologie d'utilisation du charbon	10,275	10,196	7,223
Paiement versé à la Commission d'énergie électrique du Nouveau-Brunswick, pour la centrale électrique de l'Anse Coleson	20,000	16,168	19,272
Quote-part du gouvernement fédéral au Programme de recherche et de développement de l'Association canadienne de l'électricité	2,912	2,912	2,800
Aide aux propriétaires de véhicules commerciaux pour stimuler l'utilisation du propane comme carburant au lieu de l'essence ou du diesel	15,189	15,189	5,309
Contribution à l'appui des projets de démonstration de chauffage solaire	100	82	79
Contribution à l'appui d'un fonds de remplacement du pétrole en vue de financer jusqu'à 75% des coûts de la conversion au charbon des centrales électriques alimentées au pétrole, lorsque cette conversion est conforme à la protection de l'environnement	580	579	87
Remplacement du pétrole—Aide à la conversion	167,779	167,671	155,609
Contribution à l'appui de la mise au point et la démonstration du procédé de gazéification du bois sur lit fluidisé sous pression	2,500	909	2,511
Contribution à l'appui du Programme de démonstration dans les collectivités éloignées	1,330		348
Contribution à l'appui de la mise au point de meilleures piles d'alimentation des véhicules fonctionnant à l'électricité	100	98	84
Contribution à l'appui des activités conjointes du gouvernement et de l'industrie relatives à la mise au point de nouveaux carburants liquides	100	82	47
Contribution à l'appui de la mise sur pied d'installations de distribution de gaz naturel	1,140	436	366
Contribution à l'appui de la conversion ou de l'achat de véhicules au gaz naturel	1,855	933	286
Contribution à l'appui de la démonstration à l'échelle commerciale de production avancée d'hydrogène électrolytique	700	690	
Contribution à l'appui de la mise au point de spécifications et de standards pour des carburants de rechange dans le secteur des transports	100	89	

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES

Subventions et contributions—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
Contribution à l'appui du Programme de démonstration de chauffage solaire	7,950	4,904	
Contribution à l'Île-du-Prince-Édouard pour un câble sous-marin	20,000	20,000	
Contribution à l'appui de systèmes de combustion biomassique à l'Île-du-Prince-Édouard	750	105	
Démonstration d'énergie—Contribution à l'appui du Programme de démonstration dans les collectivités éloignées	2,000	1,752	
Contributions à la classe	191	191	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			1,195
Économies d'énergie			
Contributions à l'appui des ententes fédérales-provinciales en matière d'élaboration et de démonstration de nouvelles techniques associées aux sources d'énergie renouvelables et non classiques et aux économies d'énergie	10,433	9,794	15,036
Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes:			
Contributions à des particuliers	145,500	133,525	53,145
Contributions à l'appui des initiatives peu coûteuses en matière d'économie d'énergie	496	391	420
Contributions à l'appui des établissements industriels, commerciaux et publics pour améliorer l'efficacité énergétique	4,000	3,605	3,658
Contributions à l'appui des organisations en vue de promouvoir l'utilisation de déchets du bois comme combustible au lieu des combustibles conventionnels et pour produire simultanément de la chaleur et de l'électricité	11,106	11,106	7,069
Contributions à l'appui des provinces de l'Atlantique pour aider les établissements industriels, commerciaux et publics à financer une partie de leurs investissements de capitaux dans le domaine de l'économie de l'énergie	7,200	5,355	2,060
Paiements versés à des organismes provinciaux et à des particuliers pour des initiatives de développement en vertu des ententes-cadres de développement et des ententes auxiliaires aux fins de rajustement économique et socio-économique	3,012	2,296	2,653
Contributions à l'appui du Programme d'assistance à la conversion industrielle	7,048	7,048	482
Contribution pour la démonstration d'énergie—Canada	7,670	1,686	
Contribution pour la recherche et le développement énergétique industriel	6,303	6,303	
Contribution à l'appui de démonstrations de résidences superéconomiques en énergie	1,500	284	
Contributions à la classe	60	60	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			2,470
Propriété, contrôle et subventions des sociétés pétrolières			
Paiements des primes d'encouragement du secteur pétrolier	1,750,000	1,735,330	1,729,034
Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada			
Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production et au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière	20	20	
Contributions au Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse	50,000		
Recherche et développement énergétiques			
Contributions à l'Agence internationale de l'énergie et agents	300	175	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			73
	6,055,546	*5,867,598*	*4,367,704*
PROGRAMME DE L'ÉNERGIE—FONDS RENOUVELABLE POUR L'ÉTUDE DE L'ENVIRONNEMENT			
Contributions			
Contributions aux fins d'études	*1,861*	*1,861*	*492*
	6,078,579	***5,890,631***	***4,368,364***
PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE			
Subventions			
Mise en valeur des minéraux			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			50
Technologie des minéraux			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			6
Technologie énergétique			
Institut canadien pour la sécurité des radiations	50	50	
Projet de recherche sur l'acier au Royaume-Uni	75	62	
Levés géologiques			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			43
Télédétection			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			10
Levés et cartographie			
Institut canadien d'arpentage (FIG)	76	76	30
Gestion et appui du programme			
Subventions en vue d'encourager la recherche sur les sciences de la Terre, l'énergie et les minéraux	1,398	1,398	1,398
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et la promotion des activités liées à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales	116	116	
	1,715	*1,702*	*1,537*
Contributions			
Mise en valeur des minéraux			
Contribution à l'Asbestos Strategy	1,250	1,200	
Contribution à la province de Terre-Neuve dans le cadre d'une entente fédérale-provinciale conjointe sur l'exploitation minérale	620	493	
Contribution au «Centre for Resource Studies» de l'Université Queen's	187	187	75
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			16
Technologie des minéraux			
Contribution au Comité du contrôle de la base et de l'état d'alerte d'urgence	20	19	

Subventions et contributions—*Fin*
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
Technologie énergétique			
Alberta Oil Sands Technology and Research Authority (AOSTRA)	112	54	9
Alberta Oil Sands Technology and Research Authority—Bitume et huile lourde	17	5	
Alberta Oil Sands Technology and Research Authority—Démonstrations des sables bitumineux, Phase II	188	125	
Contribution à l'appui du 10ème Congrès mondial sur la préparation du charbon	23	23	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			140
Levés géologiques			
Programme des minéraux des régions de Sudbury, Timmins et Algoma	100	63	687
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			123
Physique du globe			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			22
Télédétection			
Agence spatiale européenne	4,100	4,100	1,399
Levés et cartographie			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			53
Gestion et appui du programme			
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités liées à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales	159	114	
Contribution à la National Science Foundation—É-U	130	130	
	6,906	*6,513*	*2,524*
	8,621	*8,215*	*4,061*
	6,087,200	5,898,846	4,372,497
COMMISSION DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE			
Subventions			
Administration du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique			
Subventions à des organismes sans but lucratif qui mettent au point les normes de sureté nucléaire	10	8	6
Institut canadien de radioprotection	50	50	
	60	*58*	*6*
Contributions			
Administration du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique			
Contributions sous forme de bourses d'études supérieures afin d'aider à recruter des personnes pour occuper des postes scientifiques	24	4	16
Les contributions à l'Agence internationale de l'énergie atomique; elles doivent servir à maintenir le Programme d'aide en main-d'œuvre à titre gracieux et à fournir les biens et services connexes pour le Programme canadien d'appui des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique	446	363	259
Contributions au ministre du Travail de l'Ontario à l'appui du travail sur la stabilité du champ et de l'état d'alerte préventive pour les urgences dans les mines de l'Ontario	20	19	
	490	*386*	*275*
	550	*444*	*281*
Total	6,087,750	5,899,290	4,372,778

Dépenses budgétaires par programme et article courant
(en milliers de dollars)

ARTICLE COURANT	Programme d'administration	Programme de l'énergie: Programme	Programme de l'énergie: Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement	Programme des minéraux et des sciences de la Terre	Sous-total	Commission de contrôle de l'énergie atomique	Énergie atomique du Canada, Limitée	Office national de l'énergie	Petro-Canada	Société Petro-Canada pour l'assistance internationale	Total
(1) Traitements et salaires	18,155 **17,075** *14,731*	55,342 **54,944** *50,224*	150 **150** *83*	115,713 **113,729** *107,242*	189,360 **185,898** *172,280*	12,240 **11,064** *10,156*		18,306 **17,370** *16,827*			219,906 **214,332** *199,263*
(1) Autres frais touchant le personnel	2,730 **2,762** *2,041*	8,361 **4,598** *4,655*		17,501 **17,242** *16,011*	28,592 **24,602** *22,707*	1,900 **1,875** *1,635*		2,743 **2,743** *2,658*			33,235 **29,220** *27,000*
(2) Transports et communications	1,962 **1,677** *1,510*	10,394 **7,057** *6,683*	29 **29** *19*	11,307 **12,548** *10,502*	23,692 **21,311** *18,714*	1,603 **1,343** *1,283*		1,509 **1,243** *1,281*			26,804 **23,897** *21,278*
(3) Information	192 **330** *166*	10,060 **7,285** *6,246*	3 **3** *1*	3,283 **2,640** *1,861*	13,538 **10,258** *8,274*	117 **90** *88*		249 **227** *59*			13,904 **10,575** *8,421*
(4) Services professionnels et spéciaux	6,327 **4,907** *4,386*	69,129 **52,836** *48,082*	16 **16**	77,622 **64,235** *47,623*	153,094 **121,994** *100,091*	6,117 **4,943** *4,476*		1,240 **1,027** *877*			160,451 **127,964** *105,444*
(5) Location	3,742 **2,775** *2,077*	1,877 **1,169** *1,397*		9,155 **7,738** *7,652*	14,774 **11,682** *11,126*	168 **133** *64*		485 **421** *268*			15,427 **12,236** *11,458*
(6) Achat de services de réparation et d'entretien	2,505 **1,877** *1,908*	414 **117** *110*		7,474 **6,282** *3,745*	10,393 **8,276** *5,763*	112 **88** *116*		421 **389** *99*			10,926 **8,753** *5,978*
(7) Services publics, fournitures et approvisionnements	1,904 **1,075** *839*	2,416 **1,131** *1,447*		13,334 **16,326** *13,753*	17,654 **18,532** *16,039*	300 **251** *238*		405 **376** *350*			18,359 **19,159** *16,627*
(8) Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages				6,595 **5,837** *383*	6,595 **5,837** *383*						6,595 **5,837** *383*
(9) Construction et acquisition de machines et de matériel	442 **2,298** *772*	966 **1,701** *838*		37,301 **34,791** *33,241*	38,709 **38,790** *34,851*	245 **221** *318*		266 **247** *300*			39,220 **39,258** *35,469*
(10) Subventions, contributions et autres paiements de transfert	*72*	6,076,718 **5,888,770** *4,367,872*	1,861 **1,861** *492*	8,621 **8,215** *4,061*	6,087,200 **5,898,846** *4,372,497*	550 **444** *281*					6,087,750 **5,899,290** *4,372,778*
(12) Toutes autres dépenses	39 **7** *3*	984 **1,017** *105*	3,664	248 **189** *151*	4,935 **1,213** *259*	2 **1** *2*	332,077 **325,536** *336,317*		35,245 **17,040** *11,800*	60,500 **60,500** *65,000*	432,759 **404,290** *413,378*
(1-12) Total	37,998 **34,783** *28,505*	6,236,661 **6,020,625** *4,487,659*	5,723 **2,059** *595*	308,154 **289,772** *246,225*	6,588,536 **6,347,239** *4,762,984*	23,354 **20,453** *18,657*	332,077 **325,536** *336,317*	25,624 **24,043** *22,719*	35,245 **17,040** *11,800*	60,500 **60,500** *65,000*	7,065,336 **6,794,811** *5,217,477*
(13) *Moins:* recettes à valoir sur le crédit	9,364 **7,811** *7,098*	2,207,917 **2,207,917** *1,750,143*	3,697 **3,697** *2,621*		2,220,978 **2,219,425** *1,759,862*						2,220,978 **2,219,425** *1,759,862*
Total des dépenses nettes	28,634 **26,972** *21,407*	4,028,744 **3,812,708** *2,737,516*	2,026 **(1,638)** *(2,026)*	308,154 **289,772** *246,225*	4,367,558 **4,127,814** *3,003,122*	23,354 **20,453** *18,657*	332,077 **325,536** *336,317*	25,624 **24,043** *22,719*	35,245 **17,040** *11,800*	60,500 **60,500** *65,000*	4,844,358 **4,575,386** *3,457,615*

Les montants en caractères romains représentent les crédits de 1984-85.
Les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de 1984-85.
Les montants en *italique* représentent les dépenses de 1983-84.

Recettes

	1984-85	1983-84
	$	$
MINISTÈRE		
Résumé		
Recettes fiscales—		
Taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne	*850,158,903*	*804,893,460*
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	97,174,534	58,054,595
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	138,265,884	84,069,592
Rémunérations de services	1,197,941	1,140,722
Privilèges, licences et permis	4,094,273	6,333,680
Produits des ventes	4,000,966	3,963,917
Autres recettes non fiscales	13,755,980	11,345,689
	258,489,578	*164,908,195*
Total	1,108,648,481	969,801,655

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements:		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Sociétés de la Couronne—		
Autre—		
Énergie atomique du Canada, Limitée—Intérêt	81,581,084	
Autres—		
Administrations provinciales et territoriales—		
Interconnexions régionales de réseaux de transport de l'électricité—		
Intérêt—		
Nouvelle-Écosse	321,193	
Île-du-Prince-Édouard	859,403	
Manitoba	11,786,751	
Divers—		
Institut de recherche de l'Hydro-Québec—Intérêt	2,625,145	
Autres comptes—		
Divers	958	
		97,174,534
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	58,166,776	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	80,099,108	
		138,265,884
Rémunérations de services:		
Tirages et analyses	309,444	
Traitement du métal	22,891	
Autres services	200,933	
«Sensor line miles»	87,694	
Photocopies	14,328	
Produits de la terre	561,186	
Divers	1,465	
		1,197,941
Privilèges, licences et permis:		
Terrains publics—Redevances sur le pétrole et le gaz	3,832,334	
Terrains publics—Autres recettes	123,545	
Licences et permis	59,044	
Frais d'inspection et de vérification	75,970	
Amendes et peines	2,560	
Divers	820	
		4,094,273

	1984-85	
	$	$
Produits des ventes:		
Données de relevés, nouvellistes, etc.	66,307	
Livres et publications	60,219	
Graphiques, cartes et plans	2,918,877	
Photostats et impressions	5,692	
Ensembles de roches et minéraux	129,466	
Information cartographique	28,527	
Photographies aériennes et impressions	780,634	
Divers	11,244	
		4,000,966
Autres recettes non fiscales:		
Stationnement payant	1,413	
Location d'édifices résidentiels	102,376	
Location d'édifices non-résidentiels	30,627	
Recettes diverses	13,621,564	
		13,755,980

	1984-85	1983-84
	$	$
COMMISSION DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	36,876	31,847
Rémunérations de services	5,530	60
Autres recettes non fiscales	27,381	46,455
Total	69,787	78,362

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	20,518	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	16,358	
		36,876
Rémunérations de services:		
Amendes et peines	5,300	
Accès à l'information	230	
		5,530
Autres recettes non fiscales:		
Recouvrements d'avantages sociaux des employés statutaires	19,390	
Frais d'administration du centre d'orientation	7,880	
Pertes ou bénéfices de change	25	
Divers	86	
		27,381

Recettes—*Fin*

	1984-85	1983-84
	$	$
OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE		
Résumé		
Recettes fiscales—		
Redevances d'exportation sur le pétrole	*407,784,683*	*214,827,662*
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	20,558	10,333
Rémunérations de services	447,580	489,781
Produits des ventes	4,539	3,672
Autres recettes non fiscales	7,515	454
	480,192	*504,240*
Total	408,264,875	215,331,902

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes fiscales—		
Redevances d'exportation sur le pétrole	828,645,177	
Moins: exonérations/exemptions/réductions par décret du Conseil	107,642,535	
exonérations/exemptions/réductions en attente d'un décret du Conseil	43,801,648	
versements aux provinces gazogènes	268,786,391	
recouvrement de paiements en trop	629,920	
		407,784,683
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	15,362	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	5,196	
		20,558
Rémunérations de services:		
Recouvrement des frais selon la Loi sur l'Office national de l'énergie		447,580

Appendice 1

Commission de contrôle de l'énergie atomique

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LA COMMISSION DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE
ET
L'HONORABLE PAT CARNEY, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE RESPONSABLE DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

J'ai vérifié les états des dépenses et des recettes et de la provenance des fonds de la Commission de contrôle de l'énergie atomique pour l'exercice terminé le 31 mars 1985. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement les dépenses et les recettes, ainsi que la provenance des fonds de la Commission de contrôle de l'énergie atomique pour l'exercice terminé le 31 mars 1985 selon les conventions comptables décrites dans la note 2 afférente aux états financiers.

Le vérificateur général du canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 28 mai 1985

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES RECETTES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$ (note 6)
Dépenses		
Fonctionnement		
Traitements et avantages sociaux	13,163,887	11,953,941
Services professionnels et spéciaux		
Administration du Règlement	3,196,903	2,302,755
Programme d'appui aux garanties	1,785,626	2,211,032
Location des installations et du matériel	1,668,800	1,187,378
Déplacements et relogement	965,506	913,626
Autres frais de transport et de communications	377,971	369,762
Services publics, fournitures et approvisionnements	251,451	237,640
Information	89,750	87,768
Achats de services de réparation et d'entretien	88,381	115,856
Dépenses diverses	635	1,699
	21,588,910	19,381,457
Capital		
Matériel informatique	89,259	71,474
Autre matériel de bureau	62,224	83,614
Matériel de laboratoire	40,125	110,229
Véhicules	29,845	53,266
	221,453	318,583
Subventions et contributions		
Programme d'appui aux garanties	363,011	259,180
Autre élément	80,619	22,000
	443,630	281,180
Total des dépenses	22,253,993	19,981,220
Recettes		
Remboursements de dépenses des exercices antérieurs	36,876	31,847
Autres recettes	19,501	34,208
Services et frais de services	13,410	12,307
Total des recettes	69,787	78,362

Approuvé par:

P. HAMEL
Le Secrétaire

R. BLACKBURN
Le Cadre supérieur des finances

Appendice 1—*Suite*

Commission de contrôle de l'énergie atomique—*Suite*

ÉTAT DE LA PROVENANCE DES FONDS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$ (note 6)
Provenance des fonds:		
Crédits parlementaires		
Énergie, Mines et Ressources		
—Crédit 45	18,584,000	18,342,000
—Crédit 45b	2,488,500	
—Crédit 45c	456,000	
Conseil du Trésor—Crédit 5		375,000
Crédits parlementaires disponibles	21,528,500	18,717,000
Fonds non utilisés	2,900,544	1,567,395
Crédits parlementaires utilisés	18,627,956	17,149,605
Crédits statutaires—Contributions aux régimes d'avantages des employés	1,833,000	1,507,000
Total des crédits utilisés	20,460,956	18,656,605
Services offerts gratuitement par les autres ministères du gouvernement	1,793,037	1,324,615
	22,253,993	19,981,220

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1985

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission de contrôle de l'énergie atomique (CCEA) a été créée en 1946 en vertu de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique. Elle constitue une société ministérielle inscrite à l'Annexe B de la Loi sur l'administration financière. Elle fait rapport actuellement au Parlement par l'entremise du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

La CCEA a pour mandat de contrôler l'énergie nucléaire dans l'intérêt de la santé, de la sûreté et de la sécurité nationale. Elle remplit son mandat grâce à son Programme de contrôle de l'énergie atomique, en réglementant la mise au point, l'application et l'utilisation de l'énergie nucléaire au Canada, et en participant, au nom du Canada, à des mesures internationales de contrôle.

La CCEA est également responsable de l'administration de la Loi sur la responsabilité nucléaire, notamment en ce qui a trait à la désignation des installations nucléaires et à la prescription d'assurances de base à contracter par les exploitants des installations nucléaires en question (voir la note 3).

2. Conventions comptables

Les dépenses de fonctionnement comprennent les frais subis pour le travail accompli, les biens reçus ou les services rendus avant le 1[er] avril.

Le coût des immobilisations est imputé aux dépenses au cours de l'exercice d'acquisition.

Les subventions et contributions sont imputées aux dépenses au moment de leur versement.

Les indemnités de cessation d'emploi et de vacances sont imputées aux dépenses au moment de leur versement.

Les employés de la CCEA participent au régime de pensions de retraite administré par le gouvernement du Canada et ils y contribuent à part égale avec la CCEA. Les contributions de la Commission sont imputées aux dépenses au moment de leur versement.

Les dépenses comprennent des sommes pour les services offerts gratuitement par les autres ministères du gouvernement.

Les recettes sont déposées au Fonds du revenu consolidé où elles sont comptabilisées aux recettes non fiscales du gouvernement du Canada lors de leur encaissement; ces recettes ne diminuent pas les crédits votés, ni les dépenses de la CCEA.

3. Administration du compte de réassurance de responsabilité nucléaire

La Commission de contrôle de l'énergie atomique administre au nom du gouvernement du Canada la Loi sur la responsabilité nucléaire. La Loi exige que les exploitants d'installations nucléaires contractent une assurance de base pour le montant prescrit par la Commission et une assurance supplémentaire, de manière que le montant total pour les deux genres d'assurance corresponde à 75 millions de dollars pour chaque installation. En vertu de ladite Loi, le ministre responsable a signé le 1[er] octobre 1976 une entente de réassurance avec un groupe d'assurance privé, la «Nuclear Insurance Association of Canada», afin d'obtenir une assurance supplémentaire pour seize installations nucléaires. La Commission reçoit de la «Nuclear Insurance Association of Canada» les primes pour l'assurance supplémentaire au nom des exploitants des installations nucléaires, lesquelles primes sont créditées au Compte de réassurance de responsabilité nucléaire. Ce Compte, qui a été créé en vertu de l'article 17 de la Loi, fait partie du Fonds du revenu consolidé. Toute somme à payer en vertu de l'entente de réassurance est imputée à ce Compte. Aucun paiement n'a été effectué à même le Compte de réassurance de responsabilité nucléaire depuis sa création.

Au 31 mars 1985, il y avait un solde de $528,342 (1984—$526,682) au Compte de réassurance de responsabilité nucléaire. Au 31 mars 1985, le risque assuré au titre de l'assurance supplémentaire s'élevait à $699,371,658 (1984—$699,373,318).

4. Créditeurs et frais courus

Au 31 mars 1985, le montant des créditeurs et frais courus s'établit comme il suit:

	$
a) Créditeurs	
Fournisseurs	1,537,569
Retenues de garantie des entrepreneurs	54,979
	1,592,548
Salaires courus	212,124
	1,804,672

Ces coûts qui représentent les comptes créditeurs et les traitements courus sont déclarés dans l'état des dépenses et des recettes.

	$
b) Autres frais courus	
Indemnités de vacances	761,131
Indemnités de cessation d'emploi	1,099,172
	1,860,303

Appendice 1—*Fin*

Commission de contrôle de l'énergie atomique—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1985—*Fin*

Les coûts liés aux autres frais courus ne sont pas compris dans l'état des dépenses et des recettes. Ces coûts ne sont pris en considération que lorsqu'ils sont payés (voir la note 2).

Les indemnités de vacances représentent le montant des crédits pour indemnités de vacances accumulés à la fin de l'exercice.

Les indemnités de cessation d'emploi sont calculées à raison d'une demi-semaine de salaire pour chaque année complète de service continu, et ce jusqu'à concurrence de 13 semaines de salaires.

5. Opérations entre apparentés

La CCEA administre un programme spécial, en commun avec l'Énergie Atomique du Canada, Limitée (EACL), pour la recherche et le développement à l'appui du programme de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Au cours de l'exercice $1,785,000 (1984—$2,200,000) ont été versés à l'EACL au titre de ce programme.

Les dépenses apparaissant à l'état des dépenses et des recettes sont déclarées au net d'une somme de $205,752 et les recettes comprennent une somme de $27,270 au titre des services rendus par le Centre d'orientation de CCEA au Ministère des Affaires extérieures et à EACL. Le total reçu en 1985 s'est élevé à $233,022 (1984—$359,179).

6. Chiffres comparatifs

Les chiffres comparatifs, pour l'exercice terminé le 31 mars 1984, sont basés sur les renseignements financiers utilisés pour la préparation des Comptes publics du Canada pour le même exercice. À titre de vérificateur des comptes du Canada, le vérificateur général du Canada a vérifié les renseignements financiers servant de base aux chiffres comparatifs dans la mesure qu'il a jugé nécessaire dans les circonstances.

7. Reclassification des chiffres de l'exercice précédent

Pour les fins de la comparaison, quelques chiffres de 1983-84 ont été reclassifiés afin de les rendre conformes à la présentation de 1984-85.

8. Passif éventuel

Au 31 mars 1985, la CCEA était la défenderesse dans des poursuites judiciaires de $14,450,000. Ces poursuites demandent des dommages-intérêts à la suite de la contravention aux services statutaires reliés à la contamination radioactive de sols. Tout règlement résultant du dénouement de ces actions en justice sera acquitté à même le Fonds du revenu consolidé.

Appendice 2

Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement selon la politique du Conseil du Trésor, les exigences de rapport du Receveur général du Canada et les conventions comptables établies qui sont énoncées à la note 2.

Le ministère développe et répand l'usage des conventions tant comptables que de gestion financière. Le Fonds est opéré selon un système de contrôles internes de comptabilité qui fournit à la gestion une assurance raisonnable de l'enregistrement des opérations et de leur exécution conformément aux autorisations et de la sauvegarde des éléments d'actif.

Les renseignements financiers ci-joints sont conformes à ceux apparaissant ailleurs dans les Comptes publics et les rapports ministériels.

Approuvé par:

Directeur général, Gestion financière
(Agent financier supérieur à plein temps)
R.O. SORENSON

Sous-ministre adjoint, Finances et administration
(Agent financier supérieur)
S. MENSFORTH

Administrateur, Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada
M.E. TASCHEREAU

le 16 août 1985

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985		1984	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Excédent des prélèvements sur les frais pour l'exercice	(800)	1,948		1,699
Provenances de fonctionnement	(800)	1,948		1,699
Modification du fonds de roulement (excluant l'autorisation nette accumulée du Fonds)		(310)		327
Autorisation fournie	(800)	1,638		2,026

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF DU FONDS	1985	1984	PASSIF DU FONDS	1985	1984
	$	$		$	$
Disponibilités			Exigibilités		
Autorisation nette accumulée du Fonds	3,664,118	2,025,855	Créditeurs et passif couru—Tiers	17,184	327,000
			PRÉLÈVEMENTS NON EMPLOYÉS	3,646,934	1,698,855
	3,664,118	2,025,855		3,664,118	2,025,855

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Appendice 2—*Fin*

Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement—*Fin*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985									1984
	Régions									
	Queen Charlotte	Île de Vancouver	Baie d'Hudson	Labrador N-E T-N	Grand Banks	Golfe du St-Laurent	Banc de Nouvelle-Écosse	Non assigné	Total	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Prélèvements—Propriétaires de droits sur le pétrole et le gaz des terres	465,231	81,046		261,623	1,728,269	316,163	583,476	261,070	3,696,878	2,620,682
Frais d'exploitation										
Études sociales et de l'environnement	233,605	15,718	95,765	415,803	238,964	69,954	439,075	42,134	1,551,018	818,495
Traitements et indemnités aux employés	20,981	1,499	8,992	49,454	25,476	5,994	37,465		149,861	83,241
Voyages et logement	4,061	290	1,740	9,571	5,529	1,160	7,251		29,602	19,376
Services professionnels	2,218	158	950	5,227	3,126	634	3,960		16,273	715
Information	268	19	115	631	325	77	478		1,913	
Fournitures et approvisionnements	18	1	8	44	23	5	33		132	
	261,151	17,685	107,570	480,730	273,443	77,824	488,262	42,134	1,748,799	921,827
Excédent des prélèvements sur les frais	204,080	63,361	(107,570)	(219,107)	1,454,826	238,339	95,214	218,936	1,948,079	1,698,855

ÉTAT DES PRÉLÈVEMENTS NON EMPLOYÉS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Solde au début de l'exercice	1,698,855	
Excédent des prélèvements sur les frais pour l'exercice	1,948,079	1,698,855
Solde à la fin de l'exercice	3,646,934	1,698,855

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Provenance de fonds de roulement		
Excédent des prélèvements sur les frais pour l'exercice	1,948,079	1,698,855
Augmentation du fonds de roulement	1,948,079	1,698,855
Fonds de roulement au début de l'exercice	1,698,855	
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	3,646,934	1,698,855
Modifications des éléments du fonds de roulement		
Autorisation nette accumulée du Fonds	1,638,263	2,025,855
Diminution (augmentation) des créditeurs et du passif couru	309,816	(327,000)
	1,948,079	1,698,855

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1985

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement a été constitué en vertu de l'article 49 de la Loi sur le pétrole et le gaz du Canada, laquelle fut sanctionnée en mars 1982. Les termes et conditions du Fonds ont été approuvés par le Conseil du Trésor en février 1983. L'objectif du Fonds est le financement des études sociales et de l'environnement nécessaires pour déterminer s'il y a lieu d'autoriser des activités d'exploration ou de développement relativement au pétrole et au gaz sur les terres du Canada. Des paiements sous forme de prélèvements sont déposés au Fonds par les propriétaires de droits, selon un taux fixé par le Ministre; des paiements sont effectués à même le Fonds aux tiers exécutant de telles études sociales et de l'environnement, tel qu'indiqué par le Ministre. Le montant total en dépôt au Fonds ne doit dépasser $15,000,000 en aucun temps.

2. Convention comptable importante

Prélèvements et frais

Les prélèvements sont enregistrés au moment de la facturation aux propriétaires de droits. Les frais sont enregistrés selon une comptabilité d'exercice et comprennent donc des estimations des coûts d'études encourus avant la fin de l'exercice mais non facturés à cette date.

3. Engagements

Au 31 mars 1985, il existait $1,923,371 d'engagements pour des études qui seront imputées à l'exploitation du Fonds à mesure qu'elles seront exécutées.

Appendice 3

Office national de l'énergie—Exemptions ou réductions concernant les redevances d'exportation sur le pétrole

Note: Cet état présente le détail de toutes les exemptions ou réductions de $1,000 ou plus concernant les redevances d'exportation sur le pétrole. Ces renseignements sont exigés par l'article 12(2) de la Loi sur l'administration de l'énergie.

	$
Décret exemptant des redevances d'exportation du pétrole exporté à l'étranger, à l'exception de produits pétroliers, à la condition qu'une quantité équivalente de ce pétrole soit réimportée. CP 1976-359 en date du 18 février 1976, modifié par le CP 1976-3091 en date du 16 décembre 1976, CP 1977-2946 en date du 20 octobre 1977 et le CP 1979-1117 en date du 4 avril 1979:	
Imperial Oil Ltd/Gladieux Refining	633,308
Petro-Canada Products/Superior	1,837,165
Shell Canada Ltd/Continental Oil Co	9,145,936
Shell Canada Ltd/Shell Oil Co	5,404,314
Sunoco Inc/Sun Refining	4,979,058
Texaco Canada/Texaco	13,518,993
	35,518,774
Décret réduisant les redevances imposées sur certaines exportations de pétrole autres que des produits pétroliers. CP 1983-361 en date du 10 février 1983, modifié par le CP 1983-3920 en date du 8 décembre 1983, CP 1984-2989 en date du 31 août 1984 et le CP 1984-3606 en date du 8 novembre 1984:	
Petro-Canada Products Inc	82,276
Texaco Canada Inc	13,381,719
Ultramar Canada Inc	18,456,269
	31,920,264
Décret exemptant des redevances d'exportation de certains produits pétroliers dans la mesure où des volumes équivalents de ces produits sont réimportés. CP 1977-308 en date du 10 février 1977, modifié par le CP 1977-2184 en date du 28 juillet 1977:	
Sunoco Inc	422,187
Décret exemptant des redevances d'exportation du pétrole exporté pour des fins expérimentales ou d'épreuve. CP 1977-2183 en date du 28 juillet 1977:	
Husky Oil Operations Ltd	3,768
Imperial Oil Limited	1,157
Remises inférieures à $1,000	231
	5,156
Décret réduisant les redevances imposées sur certaines quantités de mazout lourd exporté du Canada au cours de la période commençant le 1er juillet 1983 et se terminant le 15 avril 1984. CP 1983-4055 en date du 22 décembre 1983:	
Sunoco Inc	1,536,598
Décret exemptant des redevances d'exportation une quantité donnée de distillat moyen exporté par la Société Olco Oil au cours de la période commençant le 1er octobre 1983 et se terminant le 31 décembre 1983. CP 1984-750 en date du 8 mars 1984:	
Olco Oil	732,566
Décret réduisant les redevances imposées sur certaines quantités de mazout lourd exportées du Canada par la Sunoco Inc. CP 1984-2644 en date du 25 juillet 1984:	
Sunoco Inc	6,136,280
Décret de réduction des redevances imposées sur certains pétroles, autres que les produits pétroliers, exportés du Canada en août 1984. CP 1984-2991 en date du 31 août 1984:	
Amoco Canada Company Ltd	57,268
Imperial Oil Limited	6,772
Koch Oil Company Ltd	168,579
Mobil Oil Canada	41,042
Mont Resources	1,468
Petro-Canada Limitée	807,254
Shell Canada Limited	225,874
Sunoco Inc	286,759
Texaco Canada Limited	207,618
Ultramar Canada Inc	699,884
	2,502,518
Décret concernant l'exemption ou la réduction des redevances d'exportation imposées sur certaines exportations de pétrole autres que les produits pétroliers. CP 1984-3889 en date du 6 décembre 1984:	
Remises inférieures à $1,000	559
Shell Canada/Cenex	207,896
	208,455
Décret de réduction des redevances imposées sur certains pétroles, autres que les produits pétroliers exportés du Canada en novembre 1984. CP 1984-3989 en date du 13 décembre 1984:	
Dome Petroleum Limited	527,054
Imperial Oil Limited	115,134
Mobil Oil Canada Ltd	525,373
Mont Resources Limited	1,469
Northridge Petroleum Market	989,341
Petro-Canada Products Inc	2,413,159
Petrosar Limited	1,046,045
Shell Canada Limited	632,537
Sunoco Inc	351,061
Ultramar Canada Inc	1,167,683
	7,768,856
Décret de réduction des redevances imposées sur les pétroles, autres que les produits pétroliers exportés du Canada en janvier 1985. CP 1985-883 en date du 21 mars 1985:	
Amoco Company of Canada Ltd	763,082
Dome Petroleum Limited	1,592,278
Imperial Oil Limited	9,466
Koch Oil Company Ltd	4,836,628
Mobil Oil Canada Ltd	2,819,471
Mont Resources Limited	1,289
Murphy Oil Company Ltd	793,353
Northridge Petroleum Market	282,329
Pancanadian Petroleum Inc	652,095
Petro-Canada Products Inc	1,493,251
Shell Canada Limited	660,323
Ultramar Canada Inc	352,621
Union Oil Co of Canada Ltd	416,625
	14,672,811
Total	101,424,465

SECTION 15

COMPTES PUBLICS
1984-85

Environnement

Ministère
Commission des champs de bataille nationaux

SOMMAIRE

	Page
Objectifs	15.3
Emploi des crédits	15.4
Coût total des programmes—Budgétaire	15.7
Programmes par activité—Budgétaire	15.8
Subventions et contributions	15.9
Dépenses budgétaires par programme et article courant	15.11
Recettes	15.12
Appendice	15.13

ENVIRONNEMENT

Ministère

Objectifs

PROGRAMME D'ADMINISTRATION[1]

—Assurer la direction de la politique du ministère, sa gestion et lui fournir des services et pourvoir à l'examen des évaluations environnementales.

PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT[1]

—Promouvoir et entreprendre des programmes visant à protéger et à améliorer la qualité de l'environnement et des programmes conçus pour améliorer la gestion et l'utilisation économique soutenue des ressources forestières, fauniques et des eaux intérieures du pays.

PROGRAMME PARCS CANADA

—Acquérir et mettre en valeur, à l'intention du public, des régions typiques du pays, tout en assurant leur conservation à l'état naturel; conserver, restaurer et maintenir en service les lieux, les bâtiments et les parcours d'importance historique nationale.

Commission des champs de bataille nationaux[2]

Objectif

—Le mandat de la Commission lors de sa création, a été de faire des sites historiques des grandes batailles de Québec, en parc national. Cependant, dans le contexte actuel, l'objectif de la Commission s'articule de manière à ce que le Parc des champs de bataille nationaux de Québec s'adapte et réponde aux besoins actuels; il doit être animé, servir et se développer comme une entité dynamique en fonction de sa vocation qui se veut historique, culturelle, récréative et naturelle.

Ainsi, la Commission vise à mettre davantage en valeur l'aspect historique du Parc, à poursuivre ses opérations d'entretien, d'aménagement, de surveillance, de sécurité et d'opérer l'ensemble de son territoire en regard de sa vocation.

---

[1] Une partie des Programmes d'administration et des services de l'environnement a été transférée aux Programmes d'administration et du service canadien des forêts du ministère de l'Agriculture (CP 1984-3200, daté le 17 septembre 1984).

[2] Apparaissait auparavant sous le crédit 30 du Programme Parcs Canada.

Emploi des crédits

Crédit	Programme	
	MINISTÈRE	
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
	Budgétaire	
1	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions	$ 42,861,500
	1b	3,941,050
	Virement du: CT, crédit 10(1)	117,997
	CT, crédit 30(1)	570,000
		47,490,547
	Moins: virement sur le crédit 1 (Agriculture) tel qu'autorisé par le crédit 1b d'Agriculture de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits	1,764,000
Stat	Ministre de l'Environnement—Traitement et allocation pour automobile	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	
	Total du programme—Budgétaire	
	PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT	
	Budgétaire	
5	Dépenses de fonctionnement, y compris les dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean, et autorisation au Ministre d'engager des experts-conseils dont les commissions susmentionnées peuvent avoir besoin, au traitement que lesdites commissions peuvent déterminer; dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul et la part que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur des frais des levées hydrométriques; et autorisation de dépenser les recettes de l'année	$ 340,783,000
	5b	12,431,700
	Virement du CT, crédit 10(1)	2,958,078
		356,172,778
	Moins: virement sur le crédit 36b (Agriculture) tel qu'autorisé par le crédit 36b d'Agriculture de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits	32,795,186
10	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	$ 70,210,000
	Moins: virement sur le crédit 37b (Agriculture) tel qu'autorisé par le crédit 37b d'Agriculture de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits	26,914,197
15	Subventions inscrites au Budget et contributions	$ 84,656,306
	15a	37,645,000
	15b	1
	15c	1
		122,301,308
	Moins: virement sur le crédit 38b (Agriculture) tel qu'autorisé par le crédit 38b d'Agriculture de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits	44,894,720
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	
	Total du programme—Budgétaire	
	PROGRAMME PARCS CANADA	
	Budgétaire	
20	Dépenses de fonctionnement, les subventions inscrites au Budget et contributions; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; dépenses relatives aux nouveaux parcs nationaux projetés, aux parcours historiques et touristiques et aux régions d'intérêt naturel ou historique	$ 183,283,000
	20b	6,078,000
	20c Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,227,999 du crédit 25 (Environnement) de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits	1
	Virement du: crédit 25	2,227,999
	CT, crédit 10(1)	259,626
25	Dépenses en capital, y compris les contributions versées aux provinces ou aux municipalités pour les entreprises qu'elles ont menées à bonne fin; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et dépenses relatives aux nouveaux parcs nationaux projetés, aux parcours historiques et touristiques et aux régions d'intérêt naturel ou historique	$ 113,814,000
	25b	2,640,400
		116,454,400
	Moins: virement sur le crédit 20	2,227,999

Crédits — Exercice en cours — Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Soldes — Annulés (suremployés)	Soldes — Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
45,726,547		45,726,547		45,726,547	44,366,132	1,360,415		40,392,441
40,500	1,183	41,683		41,683	41,683			40,975
3,990,000	609,000	4,599,000		4,599,000	4,599,000			4,216,000
	50	50		50	50			
49,757,047	***610,233***	***50,367,280***		***50,367,280***	***49,006,865***	***1,360,415***		***44,649,416***
323,377,592		323,377,592		323,377,592	314,963,713	8,413,879		289,398,137
43,295,803		43,295,803		43,295,803	40,579,169	2,716,634		32,656,788
77,406,588		77,406,588		77,406,588	71,653,603	5,752,985		52,371,586
28,071,000	4,278,000	32,349,000		32,349,000	32,349,000			30,354,000
	6,300	6,300		6,300	6,300			
472,150,983	***4,284,300***	***476,435,283***		***476,435,283***	***459,551,785***	***16,883,498***		***404,780,511***
191,848,626		191,848,626		191,848,626	188,465,047	3,383,579		177,232,099
114,226,401		114,226,401		114,226,401	100,387,602	13,838,799		114,474,869

Emploi des crédits—*Fin*

Crédit	Programme	
30	Paiements à la Commission des champs de bataille nationaux aux fins et sous réserve des dispositions d'une loi concernant les champs de bataille nationaux de Québec	$ 2,866,000
	Moins: virement à la Commission des champs de bataille nationaux	922,571
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	
Stat	Arrêts de la Cour fédérale	
	Total du programme—Budgétaire	
	Sous-total—Budgétaire	
	COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX	
	Budgétaire	
	Virement du crédit 30 (Environnement)	
	Total—Budgétaire	

(1) Conseil du Trésor, crédit 10, initiatives visant à créer des emplois.
Conseil du Trésor, crédit 30 (Contrôleur général), mise en œuvre des plans destinés à améliorer les pratiques et les procédures en matière de gestion.

Crédits								
Exercice en cours								
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Soldes: Annulés (suremployés)	Soldes: Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
1,943,429		1,943,429		1,943,429	1,943,429			2,727,000
16,304,000	2,484,700	18,788,700		18,788,700	18,788,700			17,840,000
	2,416	2,416		2,416	2,416			7,125
	61,241	61,241		61,241	61,241			
324,322,456	*2,548,357*	*326,870,813*		*326,870,813*	*309,648,435*	*17,222,378*		*312,281,093*
846,230,486	7,442,890	853,673,376		853,673,376	818,207,085	35,466,291		761,711,020
922,571		*922,571*		*922,571*	*814,388*	*108,183*		
847,153,057	7,442,890	854,595,947		854,595,947	819,021,473	35,574,474		761,711,020

Coût total des programmes—Budgétaire
(en milliers de dollars)

PROGRAMME	Exercice	Dépenses	*Moins:* Rentrées portées en recettes	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	*Plus:* Autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	Coût total des programmes
MINISTÈRE							
ADMINISTRATION	1984-85	49,007	211		3,728	963	53,487
	1983-84	44,649	279		3,550	774	48,694
SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT	1984-85	459,552	8,711	13,521	19,001	5,501	488,864
	1983-84	404,781	10,168	12,878	18,095	4,487	430,073
PARCS CANADA	1984-85	309,648	21,879	3,138	7,088	5,160	303,155
	1983-84	312,281	20,496	2,989	7,404	4,376	306,554
	1984-85	818,207	30,801	16,659	29,817	11,624	845,506
	1983-84	761,711	30,943	15,867	29,049	9,637	785,321
COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX	1984-85	814	253			2	563
	1983-84						
Total	1984-85	819,021	31,054	16,659	29,817	11,626	846,069
	1983-84	761,711	30,943	15,867	29,049	9,637	785,321

Programmes par activité—Budgétaire
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
MINISTÈRE								
PROGRAMME D'ADMINISTRATION								
Administration	45,634	44,372	1,430	1,442	158	92	47,222	45,906
Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales	3,140	3,101	5				3,145	3,101
	48,774	47,473	1,435	1,442	158	92	50,367	49,007
Moins: rentrées portées en recettes		211						211
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	3,728	3,728					3,728	3,728
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	963	963					963	963
Coût total du programme	53,465	51,953	1,435	1,442	158	92	55,058	53,487
PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT								
Protection de l'environnement	57,242	55,817	2,831	2,815	16,949	13,374	77,022	72,006
Environnement atmosphérique	187,592	182,965	24,494	22,804	1,234	1,206	213,320	206,975
Conservation de l'environnement	105,444	102,500	12,537	11,482	34,195	32,045	152,176	146,027
Foresterie	36,357	36,357	3,638	3,638	25,029	25,029	65,024	65,024
	386,635	377,639	43,500	40,739	77,407	71,654	507,542	490,032
Moins: recettes à valoir sur le crédit	30,903	30,320	204	160			31,107	30,480
	355,732	347,319	43,296	40,579	77,407	71,654	476,435	459,552
Moins: rentrées portées en recettes	11,561	8,711					11,561	8,711
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère	13,521	13,521					13,521	13,521
locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	19,001	19,001					19,001	19,001
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	5,501	5,501					5,501	5,501
Coût total du programme	382,194	376,631	43,296	40,579	77,407	71,654	502,897	488,864
PROGRAMME PARCS CANADA								
Administration	28,559	28,319	410	4,907			28,969	33,226
Parcs nationaux	112,231	110,027	65,128	57,204	765	185	178,124	167,416
Parcs et lieux historiques	44,845	44,725	25,457	18,372	472	441	70,774	63,538
Accords sur les loisirs et la conservation	25,773	25,563	23,231	19,905			49,004	45,468
	211,408	208,634	114,226	100,388	1,237	626	326,871	309,648
Moins: rentrées portées en recettes	22,109	21,879					22,109	21,879
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère	3,138	3,138					3,138	3,138
locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	7,775	7,088					7,775	7,088
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	5,216	5,160					5,216	5,160
Coût total du programme	205,428	202,141	114,226	100,388	1,237	626	320,891	303,155
COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX								
Commission des champs de bataille nationaux	909	800	14	14			923	814
Moins: rentrées portées en recettes		253						253
Plus: autres services fournis gratuitement par d'autres ministères		2						2
Coût total du programme	909	549	14	14			923	563

ENVIRONNEMENT

Subventions et contributions

(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
MINISTÈRE			
PROGRAMME D'ADMINISTRATION			
Subventions			
Administration			
Association canadienne des géographes	7	6	7
Union géographique internationale	2		2
	9	6	9
Contributions			
Administration			
Contribution au Conseil canadien des ministres des Ressources et de l'Environnement, équivalente au tiers de son budget de fonctionnement	146	84	86
Contribution au Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS)	3	2	93
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			34
	149	*86*	*213*
	158	***92***	***222***
PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT			
Subventions			
Protection de l'environnement			
Comité canadien de l'Association internationale de recherche sur la pollution de l'eau	5	5	5
Environnement atmosphérique			
Subventions aux fins de recherches en météorologie	479	474	384
Société canadienne de météorologie et d'océanographie	16	16	16
Programme coopératif de surveillance et d'évaluation du transport à grande distance des polluants atmosphériques de la Commission économique pour l'Europe	10	10	10
Conservation de l'environnement			
Subventions aux fins de recherches sur les ressources en eau	250	250	250
Comité canadien de l'Association internationale de recherche sur la pollution de l'eau	2	2	2
Fédération canadienne de la faune	10	10	10
Fédération canadienne des naturalistes	10	10	10
Creston Valley Wildlife Management	75	75	75
Institut canadien de la fourrure	20	20	20
Subvention à la Fondation Habitat faunique du Canada	2,000	2,000	1,000
Nature Conservancy of Canada	10	10	10
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			300
Foresterie			
Association forestière du Canada	50	50	50
Institut forestier du Commonwealth	11	11	10
Festival de la forêt	5	5	5
Subventions aux universités pour des travaux de recherches particuliers sur les forêts	1,978	1,978	1,394
	4,931	*4,926*	*3,551*
Contributions			
Protection de l'environnement			
Contributions au Centre de toxicologie—Guelph et Toronto	23	23	76
Contributions au Centre de toxicologie—Guelph et Toronto—Affectation gelée	1,310		
Contributions à des organisations, à des groupes communautaires, à des entreprises et à des particuliers pour des projets se rapportant au Programme Environnement 2000	14,890	13,306	
Contributions pour l'Organisation de coopération et de développement économique	46	40	31
Initiative de novembre—Affectation gelée	675		
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			444
Environnement atmosphérique			
Droits d'affiliation à l'Organisation météorologique mondiale	622	622	593
Bourses d'études pour le Programme météorologique	80	66	62
Contribution au Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS)	1		199
Contribution aux universités canadiennes afin d'aider le transport à grande distance des polluants atmosphériques III	26	17	11
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			
Conservation de l'environnement			
Contributions à la province de l'Ontario en vertu de l'accord Canada-Ontario concernant les projets spéciaux de relance pour la ville de Timmins et les municipalités régionales de Sudbury et Niagara	7,800	7,800	1,700
Contributions aux provinces destinées à d'autres projets fédéraux-provinciaux concernant les ressources en eau	141		
Contributions aux provinces destinées à des études sur la réduction des dommages causés par les crues et à l'établissement des cartes des régions inondables	1,330	1,310	2,871
Contributions à la province de Québec—Accord sur les relevés hydrométriques	793	642	586
Contributions à la province de l'Ontario en vertu de l'accord Canada-Ontario sur la qualité de l'eau des Grands Lacs	1,200	1,169	1,189
Contribution à la province de Québec—Accord de la Baie James	100	100	80
Contribution à la province du Manitoba pour les études de mercure du réseau de dérivation de la rivière Churchill	85	85	82
Contribution aux Nations Unies pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction	28	28	24
Contribution versée au Manitoba pour la construction de digues périphériques à la rivière Rouge	500	303	149

Subventions et contributions—*Fin*
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
Contributions aux provinces dans le cadre du Programme de construction d'usines de traitement des eaux usées	10,000	9,990	10,216
Contribution à la province de Québec aux fins des accords de contrôle de la qualité des eaux	197	189	168
Contribution au Conseil intergouvernemental de gestion du caribou	15	15	15
Contributions aux provinces destinées à la mise en œuvre des recommandations visant la planification des ressources hydrologiques:			
Saskatchewan—Vallée Qu'Appelle	400	149	344
Québec—Maîtrise des crues dans la région de Montréal	1,600	1,251	
Colombie-Britannique—Maîtrise des crues du Fraser	4,000	3,150	4,350
Contribution aux associations coopérantes	10	10	
Contribution au Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS)	274	251	3,118
Contribution à l'Institut canadien de la fourrure	395	395	100
Contribution au Canada/Saskatchewan pour la station d'épuration des eaux au charbon actif en grains	2,000	1,992	
Contribution à la ville de Channel, Port-aux-Basques, Terre-Neuve pour un système de purification d'eau	180	180	
Contribution aux provinces pour compenser les dévastations de récoltes par les oiseaux aquatiques	770	660	598
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			236
Foresterie			
Institut canadien de recherches en génie forestier	679	679	587
Contributions aux organismes provinciaux et aux personnes en ce qui a trait aux initiatives de développement en vertu des ententes-cadres sur le développement et des ententes auxiliaires aux fins de rajustement économique et socio-économique	6,347	6,347	8,675
Contribution pour l'école des gardes forestiers des provinces maritimes	41	41	
Contribution au Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS)	48	48	1,053
Contributions à des organisations, à des groupes communautaires, à des entreprises et à des particuliers pour des projets se rapportant au Programme Environnement 2000	15,870	15,870	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			11,263
	72,476	*66,728*	*48,820*
	77,407	*71,654*	*52,371*
PROGRAMME PARCS CANADA			
Subventions			
Parcs nationaux			
Subvention pour l'aménagement du Jardin international de la paix au Manitoba	30	30	30
Association des parcs nationaux et provinciaux du Canada	15	15	15
	45	*45*	*45*
Contributions			
Administration			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			31
Parcs nationaux			
Contribution à la Conférence fédérale-provinciale des parcs pour le financement d'un bureau de coordination des activités de la Conférence	13	13	12
Contribution à l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles	90	90	75
Contributions à la province de la Saskatchewan à l'égard de l'exploitation pétrolière et gazière, relativement au projet du parc national des Prairies	549		15
Contribution à l'Association des parcs nationaux et provinciaux du Canada pour aider à payer le coût d'une affiche d'un parc national	2	2	5
Contribution au Comité du lotissement urbain de Jasper	16	13	9
Contribution au Centre interservices des feux de forêt du Canada	50	22	17
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			1,903
Parcs et lieux historiques			
Contribution canadienne au Fonds du patrimoine mondial	80	67	79
Contribution aux associations coopératives des activités de Parcs Canada	250	250	250
Contribution au Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels	77	69	33
Contribution pour l'acquisition et la rénovation de la Maison Trestler	25	15	300
Contribution au Conseil international des monuments et des sites	40	40	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			874
Accords sur les loisirs et la conservation			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			107
	1,192	*581*	*3,710*
	1,237	*626*	*3,755*
Total	78,802	72,372	56,348

Dépenses budgétaires par programme et article courant

(en milliers de dollars)

ARTICLE COURANT	Programme d'adminis-tration	Programme des services de l'environ-nement	Programme Parcs Canada	Sous-total	Com-mission des champs de bataille nationaux	Total
(1) Traitements et salaires	31,239 **30,296** *27,310*	202,093 **202,036** *189,709*	139,015 **137,938** *129,712*	372,347 **370,270** *346,731*	585 **506**	372,932 **370,776** *346,731*
(1) Autres frais touchant le personnel	4,693 **4,836** *4,377*	36,673 **34,492** *33,414*	20,842 **20,557** *19,646*	62,208 **59,885** *57,437*		62,208 **59,885** *57,437*
(2) Transports et communications	4,329 **3,786** *3,831*	36,397 **32,285** *29,009*	10,802 **11,502** *10,618*	51,528 **47,573** *43,458*	16 **16**	51,544 **47,589** *43,458*
(3) Information	780 **1,347** *841*	3,193 **4,234** *3,262*	3,679 **7,414** *3,446*	7,652 **12,995** *7,549*	4 **4**	7,656 **12,999** *7,549*
(4) Services professionnels et spéciaux	5,233 **4,815** *5,495*	48,735 **48,913** *43,265*	26,174 **34,350** *33,328*	80,142 **88,078** *82,088*	154 **154**	80,296 **88,232** *82,088*
(5) Location	791 **750** *742*	26,312 **25,601** *21,538*	7,297 **5,565** *4,014*	34,400 **31,916** *26,294*	1 **1**	34,401 **31,917** *26,294*
(6) Achat de services de réparation et d'entretien	242 **494** *390*	7,439 **7,793** *7,464*	21,244 **14,704** *15,386*	28,925 **22,991** *23,240*	36 **29**	28,961 **23,020** *23,240*
(7) Services publics, fournitures et approvisionnements	1,461 **1,142** *901*	25,984 **23,803** *21,668*	28,153 **27,442** *24,134*	55,598 **52,387** *46,703*	113 **90**	55,711 **52,477** *46,703*
(8) Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages		15,622 **12,276** *6,112*	55,141 **36,592** *53,484*	70,763 **48,868** *59,596*		70,763 **48,868** *59,596*
(9) Construction et acquisition de machines et de matériel	1,435 **1,442** *516*	26,773 **26,250** *23,071*	9,531 **9,745** *8,775*	37,739 **37,437** *32,362*	14 **14**	37,753 **37,451** *32,362*
(10) Subventions, contributions et autres paiements de transfert	158 **92** *222*	77,407 **71,654** *52,371*	1,237 **626** *3,755*	78,802 **72,372** *56,348*		78,802 **72,372** *56,348*
(12) Toutes autres dépenses	6 **7** *24*	914 **695** *930*	3,756 **3,213** *5,983*	4,676 **3,915** *6,937*		4,676 **3,915** *6,937*
(1-12) Total	50,367 **49,007** *44,649*	507,542 **490,032** *431,813*	326,871 **309,648** *312,281*	884,780 **848,687** *788,743*	923 **814**	885,703 **849,501** *788,743*
(13) *Moins:* recettes à valoir sur le crédit		31,107 **30,480** *27,032*		31,107 **30,480** *27,032*		31,107 **30,480** *27,032*
Total des dépenses nettes	50,367 **49,007** *44,649*	476,435 **459,552** *404,781*	326,871 **309,648** *312,281*	853,673 **818,207** *761,711*	923 **814**	854,596 **819,021** *761,711*

Les montants en caractères romains représentent les crédits de 1984-85.
Les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de 1984-85.
Les montants en *italique* représentent les dépenses de 1983-84.

Recettes

MINISTÈRE

Résumé

	1984-85	1983-84
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,765,478	1,318,860
Rémunérations de services	9,048,479	8,634,941
Privilèges, licences et permis	13,471,533	14,168,718
Produits des ventes	1,967,750	1,788,579
Autres recettes non fiscales	4,547,493	5,032,087
Total	30,800,733	30,943,185

Détail

	1984-85	
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Remboursement de dépenses de fonctionnement et d'entretien	627,417	
Remboursement de dépenses en capital	88,229	
Divers	110,271	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	939,561	
		1,765,478
Rémunérations de services:		
Publications gouvernementales, cartes et plans	12,518	
Données météorologiques spéciales	571,551	
Contrôle de permis pour oiseaux de proie	743,243	
Amendes et pénalités	34,664	
Frais de stationnement	3,001,729	
Recouvrements—Relevés hydrométriques	3,878,164	
Autres recouvrements relatifs à l'eau	377,591	
Autres services	307,435	
Divers	121,584	
		9,048,479
Privilèges, licences et permis:		
Location de terrains	5,819,467	
Location de terrains adjacents aux canaux	502,167	
Location de bâtiments	16,207	
Logements	1,517,633	
Licences générales	224,944	
Licences pour pêcher	289,070	
Licences pour commerce	63,739	
Licences—Taxidermistes et aviculture	31,965	
Permis de chasse d'oiseaux	418,076	
Permis de fenaison et de pâturage	15,240	
Permis pour camping et remorque	4,100,617	
Permis d'écluses	239,819	
Permis d'accostage	162,343	
Permis—Bois	1,239	
Autres licences et permis	69,007	
		13,471,533
Produits des ventes:		
Publications, cartes et plans	247,824	
Recettes provenant de services publics	1,349,419	
Données météorologiques spéciales	167,511	
Divers	202,996	
		1,967,750
Autres recettes non fiscales:		
Logements	650,044	
Concessions	1,767,320	
Recettes—Natation	1,142,321	
Recettes—Golf	282,122	
Repas	31,224	
Commissions	32,014	
Divers	642,448	
		4,547,493

COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX

Résumé

	1984-85	1983-84
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	73,059	
Autres recettes non fiscales	180,092	
Total	253,151	

Appendice

Commission des champs de bataille nationaux

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état des résultats ci-joint de la Commission des champs de bataille nationaux selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La direction répond de l'intégrité et de l'objectivité de l'information donnée dans l'état financier du présent rapport. Les commissaires ont pour rôle de veiller à ce que la direction remplisse ses fonctions en matière d'information financière et de contrôle interne.

Cet état des résultats a été préparé selon les conventions comptables écrites à la note 2 sur une base comparable à la période précédente sauf comme décrit à la note 3 de l'état. Certains renseignements inclus dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour assumer sa responsabilité de compte rendu, la direction maintient un système de contrôle interne qui vise à assurer dans une mesure raisonnable, la fiabilité de l'information financière et la protection des biens. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif de la Commission. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans l'état des résultats.

Le Vérificateur général du Canada a effectué une vérification de l'état financier pour les sept mois clos le 31 mars 1985 selon les normes de vérification généralement reconnues, son rôle étant d'exprimer un jugement avisé, à savoir si l'état financier présente fidèlement le résultat d'exploitation de la Commission des champs de bataille nationaux pour la période.

L'opinion du Vérificateur général est ci-jointe.

Approuvé par:

Secrétaire
LÉON TASCHEREAU

Président
FERNAND TREMBLAY

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE SUZANNE BLAIS-GRENIER, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

J'ai vérifié l'état des résultats de la Commission des champs de bataille nationaux pour les sept mois terminés le 31 mars 1985. Ma vérification a été effectuée comformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats d'exploitation de la Commission pour les sept mois terminés le 31 mars 1985 selon les conventions comptables énoncées à la note 2 afférente à l'état financier.

Pour le vérificateur général du Canada
RAYMOND DUBOIS, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 28 juin 1985

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR LES SEPT MOIS TERMINÉS LE 31 MARS 1985

	7 mois terminés le 31 mars 1985	5 mois terminés le 31 août 1984
		(note 3)
	$	$
Dépenses		
Exploitation		
Traitements et indemnités	406,850	538,940
Services professionnels	141,989	108,836
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	94,313	52,362
Entretien	40,632	56,236
Transports et communications	15,709	27,850
Immobilisations	14,294	95,268
Information	4,902	8,883
Indemnités de cessation d'emploi	1,879	2,252
Subventions en compensation d'impôts fonciers		964,776
	720,568	1,855,403
Administration		
Traitements et indemnités	98,045	53,894
Services professionnels	34,111	34,132
Services de comptabilité fournis gratuitement par un ministère du gouvernement	1,800	
	133,956	88,026
Total des dépenses	854,524	1,943,429
Recettes		
Intérêts	23,149	26,812
Amendes et pénalités	15,205	41,293
Divers	8,499	5,854
	46,853	73,959
Coût net de l'exploitation	807,671	1,869,470
Conciliation avec l'emploi du crédit parlementaire:		
Total des dépenses	854,524	1,943,429
Déduire: services fournis gratuitement	1,800	
dépenses payées par des fonds d'années antérieures	38,336	
	40,136	
Emploi du crédit	814,388	1,943,429

Approuvé par la direction:

Secrétaire
LÉON TASCHEREAU

Approuvé par la Commission:

Président
FERNAND TREMBLAY

Appendice—*Suite*

Commission des champs de bataille nationaux—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT FINANCIER
DU 31 MARS 1985

1. Statut et objectifs

La Commission a été constituée en 1908 en vertu de la Loi concernant les champs de bataille nationaux de Québec dans le but d'acquérir, de préserver et d'aménager un parc des champs de bataille historiques de Québec.

Depuis le 1[er] septembre 1984, la Commission est une société ministérielle inscrite à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. Antérieurement, elle était nommée à l'annexe C de cette Loi à titre de société d'État.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats a été préparé selon les conventions comptables suivantes:

a) Les dépenses sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice, sauf les indemnités de cessation d'emploi et les congés annuels qui le sont au moment du paiement.

b) Les achats d'immobilisations, de fournitures et de petit outillage sont imputés aux dépenses.

c) Les dépenses comprennent des montants estimés pour les services reçus gratuitement de ministères du gouvernement.

d) Les recettes sont comptabilisées au moment de l'encaissement.

e) Les contributions au régime de retraite administrées par le gouvernement du Canada, pour services courants et antérieurs admissibles, sont imputées aux dépenses au moment du paiement. Tous les employés de la Commission participent à ce régime de retraite. Les employés et la Commission contribuent également au coût du régime. Les contributions représentent la responsabilité totale de la Commission en regard de ce régime.

3. Modification des conventions comptables

Le changement de statut de la Commission en vertu de la Loi sur l'administration financière, décrit à la note 1, a mené la Commission à adopter, à partir du 1[er] septembre 1984, de nouvelles conventions comptables s'harmonisant avec celles pour l'établissement des comptes du Canada et satisfaisant aux exigences de rendre compte du Receveur général du Canada.

Les chiffres pour les cinq mois terminés le 31 août 1984 ont été redressés selon les nouvelles conventions comptables pour les rendre comparatifs. Le redressement a eu pour effet d'augmenter le coût net d'exploitation de cette période d'un montant de $624,657 comme suit:

	$
Coût net de l'exploitation selon les états financiers au 31 août 1984	1,243,405
Ajouter: subventions en compensation d'impôts fonciers payées d'avance	562,786
acquisitions nettes d'immobilisations	95,268
augmentation des intérêts courus	8,586
augmentation des stocks de fournitures	3,699
	1,913,744
Déduire: perte sur aliénation d'immobilisations	16,932
diminution des amendes et pénalités courues	14,035
augmentation de la provision pour prestations de cessation d'emploi	7,453
encaissement d'un compte de débiteur	5,854
	44,274
Coût net de l'exploitation selon les nouvelles conventions comptables	1,869,470

4. Crédit parlementaire

Le Parlement a voté un crédit de $2,866,000 à la Commission, utilisable par elle au cours des douze mois se terminant le 31 mars 1985. Elle a utilisé $2,757,817 en regard de ses dépenses de cette période, annulant ainsi un montant de $108,183.

5. Immobilisations

Le coût des immobilisations sous la responsabilité de la Commission se ventile comme suit:

	31 août 1984	Acquisitions	Aliénations	31 mars 1985
	$	$	$	$
Terrains	724,710			724,710
Chaussées, promenades et aménagements	999,582			999,582
Bâtiments	281,563			281,563
Équipement	863,083	14,294		877,377
	2,868,938	14,294		2,883,232

6. Fonds spécial pour l'achat de terrains

Des fonds ont été reçus d'administrations provinciales, municipales et autres dans le but précis d'acquérir des terrains. Ces fonds ainsi que les intérêts provenant du placement de ces fonds sont comptabilisés dans un fonds spécial. Au 31 mars 1985, ce fonds spécial s'élève à $110,740 et est déposé auprès du Receveur général du Canada. Des intérêts se chiffrant à $3,748 furent crédités à ce fonds en regard des sept mois terminés à cette date.

Appendice—*Suite*

Commission des champs de bataille nationaux—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE SUZANNE BLAIS-GRENIER, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

J'ai vérifié le bilan de la Commission des champs de bataille nationaux au 31 août 1984 ainsi que l'état des résultats, l'état de l'avoir du Canada et l'état de l'évolution de la situation financière pour les cinq mois terminés à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de la Commission au 31 août 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour les cinq mois terminés à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2 aux états financiers, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, je déclare que la Commission, à mon avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que les états financiers sont conformes à ces derniers et que les opérations dont j'ai eu connaissance ont été effectuées dans le cadre de ses pouvoirs statutaires.

Le vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 15 octobre 1984

BILAN AU 31 AOÛT 1984

FONDS GÉNÉRAL

ACTIF	31 août 1984	31 mars 1984
	$	$
À court terme		
Encaisse et dépôts à terme	1,324,916	364,024
Subventions en compensation d'impôts fonciers payées d'avance	562,786	
Intérêts courus et débiteurs	11,146	22,448
Fournitures et petit outillage	62,220	54,264
	1,961,068	440,736
Immobilisations (note 3)	2,868,938	2,790,602
	4,830,006	3,231,338

PASSIF	31 août 1984	31 mars 1984
	$	$
À court terme		
Crédit parlementaire	1,551,712	
Créditeurs	167,947	193,662
	1,719,659	193,662
Provision pour prestations de cessation d'emploi	95,805	88,352
	1,815,464	282,014
AVOIR DU CANADA		
Part du propriétaire	3,014,542	2,943,659
Plan directeur de développement		5,665
	3,014,542	2,949,324
	4,830,006	3,231,338

FONDS SPÉCIAL POUR L'ACHAT DE TERRAINS

ACTIF	31 août 1984	31 mars 1984
Encaisse et dépôt à court terme	104,386	102,410
Intérêts courus	2,606	521
	106,992	102,931

CAPITAL	31 août 1984	31 mars 1984
Solde au début	102,931	95,953
Intérêts sur placements	4,061	6,978
Solde à la fin	106,992	102,931

Approuvé par la direction:

Secrétaire
LÉON TASCHEREAU

Approuvé par la Commission:

Président
FERNAND TREMBLAY

Appendice—*Suite*

Commission des champs de bataille nationaux—*Suite*

FONDS GÉNÉRAL

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR LES CINQ MOIS TERMINÉS LE 31 AOÛT 1984

	5 mois terminés le 31 août 1984	12 mois terminés le 31 mars 1984
	$	$
Dépenses		
Exploitation		
Traitements et prestations aux employés	548,645	927,856
Subventions en compensation d'impôts fonciers	401,990	943,429
Services de sûreté	108,836	215,485
Entretien et réparation de routes, promenades, bâtiments et équipement	54,996	89,114
Location d'autobus	27,850	26,627
Chauffage, essence et huile	19,638	53,456
Perte sur l'aliénation d'immobilisations	16,932	
Fournitures et petit outillage	15,171	24,669
Électricité	13,854	31,069
Promotion	8,883	9,491
Restauration des arbres	1,240	29,121
Enlèvement de la neige		17,250
	1,218,035	2,367,567
Administration		
Traitements et prestations aux employés	53,894	115,503
Services professionnels	13,713	63,418
Autres	20,419	47,239
	88,026	226,160
	1,306,061	2,593,727
Revenus		
Intérêts	35,398	45,991
Divers	27,258	8,604
	62,656	54,595
Coût de l'exploitation pour la période	1,243,405	2,539,132

FONDS GÉNÉRAL

ÉTAT DE L'AVOIR DU CANADA
POUR LES CINQ MOIS TERMINÉS LE 31 AOÛT 1984

	5 mois terminés le 31 août 1984	12 mois terminés le 31 mars 1984
	$	$
Part du propriétaire		
Solde au début	2,943,659	2,755,791
Crédit parlementaire	1,314,288	2,727,000
	4,257,947	5,482,791
Coût de l'exploitation pour la période	1,243,405	2,539,132
Solde à la fin	3,014,542	2,943,659
Plan directeur de développement		
Solde au début	5,665	11,642
Revenu d'intérêts		94
	5,665	11,736
Dépenses	5,665	6,071
Solde à la fin		5,665

FONDS GÉNÉRAL

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR LES CINQ MOIS TERMINÉS LE 31 AOÛT 1984

	5 mois terminés le 31 août 1984	12 mois terminés le 31 mars 1984
	$	$
Provenance des fonds		
Crédit parlementaire	1,314,288	2,727,000
Produit de l'aliénation d'immobilisations	5,760	
	1,320,048	2,727,000
Utilisation des fonds		
Exploitation		
Coût de l'exploitation pour la période	1,243,405	2,539,132
Postes n'exigeant pas de sortie de fonds		
Augmentation de la provision pour prestations de cessation d'emploi	(7,453)	(11,415)
Perte sur l'aliénation d'immobilisations	(16,932)	
	1,219,020	2,527,717
Acquisition d'immobilisations	101,028	142,505
Plan directeur de développement	5,665	5,977
	1,325,713	2,676,199
Augmentation (diminution) du fonds de roulement	(5,665)	50,801
Fonds de roulement au début	247,074	196,273
Fonds de roulement à la fin	241,409	247,074

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 AOÛT 1984

1. Statut et objectifs

La Commission a été constituée en 1908 en vertu de la Loi concernant les champs de bataille nationaux de Québec dans le but d'acquérir, de préserver et d'aménager un parc des champs de bataille historiques de Québec.

La Loi modifiant la Loi sur l'administration financière à l'égard des sociétés d'État et modifiant d'autres lois en conséquence (Chapitre 31 des Statuts du Canada de 1984), entrée en vigueur le 1er septembre 1984 par proclamation, inscrit la Commission à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière, à titre d'établissement public. Antérieurement, la Commission était nommée à l'annexe C de ladite Loi, à titre de corporation de la Couronne mandataire de Sa Majesté du chef du Canada.

En conséquence de ce qui est décrit au paragraphe précédent, la Commission a arrêté ses comptes au 31 août 1984 et a préparé les présents états financiers. À partir du 1er septembre 1984, elle tiendra ses comptes selon les conventions comptables du gouvernement du Canada.

2. Conventions comptables importantes

a) Immobilisations, fournitures et petit outillage

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant et leur acquisition est financée à même des crédits parlementaires. Aucun amortissement n'est pris en compte.

Les fournitures et le petit outillage sont évalués au moindre du coût moyen et de la valeur de remplacement.

b) Fonds spécial pour l'achat de terrains

Des fonds ont été reçus d'administrations provinciales, municipales et autres dans le but précis d'acquérir des terrains. Ces fonds ainsi que les intérêts provenant du placement de ces fonds sont comptabilisés dans un fonds spécial.

Appendice—*Fin*

Commission des champs de bataille nationaux—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 AOÛT 1984—*Fin*

c) Crédit parlementaire

Le crédit parlementaire est comptabilisé à l'avoir du Canada au cours de l'exercice auquel il s'applique.

d) Subventions en compensation d'impôts fonciers

Les subventions en compensation d'impôts fonciers sont comptabilisées au moment de l'octroi du crédit parlementaire qui s'y rapporte.

e) Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des prestations de cessation d'emploi tel que le prévoient leur convention collective et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

f) Régime de retraite

Tous les employés de la Commission participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et la Commission partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de la Commission. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués. Le mode de paiement des contributions pour services antérieurs est déterminé en fonction des conditions de rachat en vigueur, généralement sur le nombre d'années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

3. Immobilisations

	31 août 1984	31 mars 1984
	$	$
Terrains	724,710	724,710
Chaussées, promenades et aménagements	999,582	999,582
Bâtiments	281,563	275,334
Équipement	863,083	790,976
	2,868,938	2,790,602

SECTION 16

COMPTES PUBLICS
1984-85

Expansion industrielle régionale

Ministère
Corporation de développement du Canada
Corporation de développement des investissements du Canada
Société financière Canadair Inc.
Société de développement du Cap-Breton
Eldorado Aviation Limitée
Eldorado Nucléaire Limitée
Banque fédérale de développement
Agence d'examen de l'investissement étranger
Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited

SOMMAIRE

	Page
Objectifs	16.3
Emploi des crédits	16.4
Coût total des programmes—Budgétaire	16.8
Programmes par activité—Budgétaire	16.8
Subventions et contributions	16.9
Dépenses budgétaires par programme et article courant	16.10
Recettes	16.11

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

Ministère

Objectif

—Accroître l'ensemble des activités industrielles, commerciales et touristiques dans toutes les régions du Canada et ce faisant réduire les disparités économiques au Canada.

Corporation de développement du Canada[1]

Objectif

—Mettre sur pied et entretenir des corporations solides, contrôlées et gérées par les Canadiens dans le secteur privé; élargir les possibilités d'investissement offertes aux Canadiens et exploiter ces corporations de façon rentable dans le meilleur intérêt de tous les actionnaires.

Corporation de développement des investissements du Canada[1]

Objectif

—Améliorer la gestion commerciale des avoirs de propriété publique et faciliter leur accession au domaine privé.

Société de développement du Cap-Breton

Objectif

—Stimuler le relèvement et l'expansion économiques de l'Île du Cap-Breton tout en rationalisant l'industrie houillère.

Eldorado Nucléaire Limitée[1]

Objectif

—Extraire et affiner l'uranium ainsi que fabriquer du combustible nucléaire destiné à la génération d'électricité.

Banque fédérale de développement

Objectif

—Favoriser et faciliter la création et l'expansion d'entreprises, particulièrement de petites entreprises au Canada.

Agence d'examen de l'investissement étranger

Objectif

—Faire en sorte que la prise de contrôle de certaines entreprises canadiennes par des non-Canadiens et la création d'entreprises nouvelles ou n'ayant aucun rapport avec celles qu'ils exploitent déjà, apportent ou soient susceptibles d'apporter des avantages appréciables au Canada.

---

[1] Transférée de l'ancien département d'État pour le Développement social.

Note: Comprend la Société financière Canadair Inc. (antérieurement la Société Canadair Limitée), Eldorado Aviation Limitée et la Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited qui apparaissaient auparavant sous le département d'État pour le Développement social.

Emploi des crédits

Crédit	Programme	
	MINISTÈRE	
	Budgétaire	
1	Dépenses de fonctionnement	$ 203,342,600
	1b a) Pour autoriser le virement au présent crédit de $39,681,999 du crédit 10 (Expansion industrielle régionale) de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits, et	
	b) pour augmenter le montant actuel de $230,000,000 au titre de l'assurance des prêts à l'égard des aéronefs DHC-7 et DHC-8 de Havilland prévu aux alinéas b) et c) du crédit 1e (Industrie et Commerce) de la Loi nº 4 de 1981-82 portant affectation de crédits, en y ajoutant la somme de $200,000,000 É-U	1
	Virement du: crédit 10	39,681,999
	CT, crédit 10(1)	415,233
5	Commission du textile et du vêtement—Dépenses de fonctionnement	
6b	Modifier le crédit 6a (Industrie et Commerce) de la Loi nº 1 de 1980-81 portant affectation de crédits, et le crédit 6e de la Loi nº 4 de 1981-82 portant affectation de crédits, afin d'y substituer les mots «Société financière Canadair Inc.» aux mots «Canadair Limitée»	
7c	Étendre la portée du crédit 6a (Industrie et Commerce) de la Loi nº 1 de 1980-81 portant affectation de crédits comme prévu par le crédit 6e (Industrie et Commerce) de la Loi nº 4 de 1981-82 portant affectation de crédits pour autoriser le ministre des Finances, au nom de Sa Majesté du chef du Canada, conformément aux modalités approuvées par le gouverneur en conseil, à conclure des ententes avec les prêteurs avec lesquels la Société financière Canadair Inc. a des dettes garanties par Sa Majesté, en vertu desdits crédits afin d'assumer ces obligations et, à cette fin, fournir selon la définition de la Partie IV de la Loi sur l'administration financière, les garanties nécessaires	
10	Subventions inscrites au Budget, contributions, y compris les contributions établies par les ententes auxiliaires passées conformément aux ententes-cadres de développement conclues, avec l'approbation du gouverneur en conseil et conformément à toute directive que ce dernier pourra donner, entre le Canada et les provinces; et autorisation d'annuler le paiement de la partie, convenue dans ces ententes, des sommes dues en raison d'ententes conclues entre le Canada et les provinces et autorisation d'engager des fonds ne dépassant pas $1,262,503,750 pour l'exercice financier en cours	$ 1,010,003,000
	10b	1
		1,010,003,001
	Moins: virement sur le crédit 1	39,681,999
15	Paiements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	
20	Paiements en vertu de la Loi sur la bonification d'intérêts au profit des petites entreprises	
Stat	Ministre de l'Expansion industrielle régionale—Traitement et allocation pour automobile	
Stat	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	
Stat	Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Paiement d'assurance des prêts pour Maislin Industries Ltée	
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	
	Emploi des crédits non requis pour l'exercice en cours	
	Total du programme—Budgétaire	
	Non budgétaire	
L25	Pour autoriser conformément aux conditions prescrites par les règlements du gouverneur en conseil,	
	a) l'achat, au nom de Sa Majesté du chef du Canada, d'actions d'une société afin d'y exercer un droit d'option pris au nom de Sa Majesté du chef du Canada relativement à un prêt ou à l'assurance d'un prêt consenti, à une garantie de prêt ou à une contribution à la société lorsque:	
	i) le droit d'option devrait être exercé afin de faire bénéficier Sa Majesté du chef du Canada de l'achat; ou	
	ii) le droit d'option devrait être exercé en vue de protéger les fonds de la Couronne à l'égard d'un prêt consenti ou assuré ou d'une contribution faite; et	
	b) la vente ou autre cession de tout capital-actions ainsi acquis. (Tel que déjà prévu dans la Loi nº 2 de 1983-84 portant affectation de crédits et à l'article 22 de la Loi sur l'administration financière). (Brut)	
L30	Prêts en vertu de la Loi sur le développement industriel et régional. (Brut)	
L97b	Autorisation de consentir des avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger, y compris l'imputation au compte des avances consenties au personnel en service à l'étranger. Le solde du compte ne doit jamais dépasser $1,950,000. (Loi nº 1 de 1970 portant affectation de crédits). (Net)	
Stat	Téléglobe Canada (Loi sur la Société canadienne des télécommunications transmarines), article 12. À la demande de la Société et avec l'approbation du gouverneur en conseil, le ministre des Finances peut, à l'occasion, autoriser le paiement à la Société, à même les deniers non attribués du Fonds du revenu consolidé, de sommes n'excédant pas, au total, $4,500,000, outre les deniers aux fins d'immobilisations. (Net)	
	Emploi des crédits non requis pour l'exercice en cours	
	Total du programme—Non budgétaire	
	Sous-total—Budgétaire	
	Non budgétaire	
	CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DU CANADA	
	Non budgétaire	
Stat	La Loi sur la Corporation de développement du Canada.	
	Articles 36(1)a) et 42(1). Le ministre des Finances peut consentir des avances sur le Fonds du revenu consolidé aux fins d'acquérir des actions de la Compagnie, le montant total que le gouvernement du Canada a ou s'est engagé à placer dans de telles actions ne doit dépasser $250,000,000, *plus* le montant de toutes actions ou valeurs acquises en vertu de l'article 39. (Net)	
	Article 37. Le ministre des Finances peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil et selon les modalités que le gouverneur en conseil peut prescrire, consentir des prêts à la Compagnie et peut acquérir et détenir des valeurs de la Compagnie comme preuve de ces prêts. Le montant total non remboursé des prêts ne doit pas dépasser la somme de $100,000,000. (Net)	
	Total du programme—Non budgétaire	

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
243,439,833		243,439,833		243,439,833	215,766,174	27,673,659		187,576,051
1,200,000		1,200,000		1,200,000	927,215	272,785		858,462
1		1		1		1		
1		1		1		1		
970,321,002		970,321,002		970,321,002	773,349,363	196,971,639		775,900,565
350,000		350,000		350,000	350,000			350,000
11,000,000		11,000.000		11,000,000	4,059,297	6,940,703		4,019,039
40,500	(30,618)	9,882		9,882	9,882			40,975
64,000,000	(35,017,840)	28,982,160		28,982,160	28,982,160			25,448,520
20,000,000	(14,060,358)	5,939,642		5,939,642	5,939,642			16,804,025
14,540,000	2,216,000	16,756,000		16,756,000	16,756,000			15,758,000
24,779,500	(523,200)	24,256,300		24,256,300	24,256,300			
	656	656		656	656			50,132
								740,594
1,349,670,837	*(47,415,360)*	*1,302,255,477*		*1,302,255,477*	*1,070,396,689*	*231,858,788*		*1,027,546,363*
300,000		300,000		300,000		300,000		
9,000,000		9,000,000		9,000,000	275,000	8,725,000		975,000
			1,948,436	1,948,436			1,948,436	(62,798)
			4,500,000	4,500,000			4,500,000	
								5,018,961
9,300,000		*9,300,000*	*6,448,436*	*15,748,436*	*275,000*	*9,025,000*	*6,448,436*	*5,931,163*
1,349,670,837	(47,415,360)	1,302,255,477		1,302,255,477	1,070,396,689	231,858,788		1,027,546,363
9,300,000		9,300,000	6,448,436	15,748,436	275,000	9,025,000	6,448,436	5,931,163
			250,000,000	250,000,000			250,000,000	
			100,000,000	100,000,000			100,000,000	
			350,000,000	*350,000,000*			*350,000,000*	

Emploi des crédits—*Fin*

Crédit	Programme	
	SOCIÉTÉ FINANCIÈRE CANADAIR INC.	
	Budgétaire	
56c	Paiement à la Société financière Canadair Inc.	
	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON	
	Budgétaire	
35	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton à affecter à la récupération des pertes subies durant l'exercice financier 1984-85, dans l'exploitation et l'entretien des houillières et entreprises connexes, acquises par la Société conformément à l'article 9 de la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton, y compris les dépenses d'administration imputables à la Division des charbonnages	$ 39,389,000
	Moins: virement sur le crédit 40	14,475,000
40	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton à affecter par ladite Société à des dépenses en capital, au relèvement et à l'expansion de ses charbonnages et de ses opérations ferroviaires	$ 81,360,000
	40b Pour autoriser le virement au présent crédit de $14,475,000 du crédit 35 (Expansion industrielle régionale) et $3,000,000 du crédit 45 (Expansion industrielle régionale) de la Loi n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits et pour prévoir un montant supplémentaire de	11,676,000
	Virement du: crédit 35	14,475,000
	crédit 45	3,000,000
45	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton aux fins des articles 22 et 23 de la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton	$ 13,615,000
	Moins: virement sur le crédit 40	3,000,000
	Total du programme—Budgétaire	
	Non budgétaire	
L40a	La Loi sur la Société de développement du Cap-Breton, article 19(2). Le ministre des Finances peut, sur demande de la Société et du Ministre, autoriser, à l'occasion, sur le Fonds du revenu consolidé, des avances d'argent à la Société, selon les modalités dont on peut convenir, à titre de fonds de roulement pour la Division des charbonnages. Le montant total des avances non remboursées à un moment quelconque, récemment modifié par le crédit L40a de la Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits, ne doit pas excéder $25,000,000. (Net)	
	ELDORADO NUCLÉAIRE LIMITÉE	
	Non budgétaire	
L107e	Pour étendre la portée du crédit L107e (Énergie, Mines et Ressources) de la Loi n° 4 de 1980-81 portant affectation de crédits: a) pour autoriser l'Eldorado Nucléaire Limitée à augmenter la totalité de ses emprunts en vertu des alinéas a) et b) dudit crédit, jusqu'à un montant ne pouvant dépasser en aucun temps la somme de $600,000,000; et b) pour s'assurer que la présente autorisation prendra fin le 31 décembre 1988. (Net)	
	BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT	
	Budgétaire	
50	Paiements à la Banque fédérale de développement aux termes des articles 21, 22 et 23 de la Loi sur la Banque fédérale de développement	$ 23,920,000
	50c	2,582,000
Stat	Paiements à la Banque fédérale de développement conformément aux articles 28 et 31 de la Loi sur la Banque fédérale de développement, telle que modifiée Capital versé aux termes de l'article 28. Le versement de capital de la Société, tout en tenant compte de la somme de $79,000,000 versée à la Banque du Canada en vertu de l'article 52, ne doit pas dépasser $475,000,000. (Brut).	
	Total du programme—Budgétaire	
	Non budgétaire	
Stat	La Loi sur la Banque fédérale de développement, telle que modifiée. Prêts consentis à la Banque fédérale de développement provenant du Fonds du revenu consolidé en vertu de l'article 30. L'article 31 réduit la somme des montants suivants: a) le passif réel de la Corporation, y compris les titres de créance émis par la Corporation; et b) le passif éventuel de la Corporation constitué par les garanties qu'elle consent et les contrats de souscription à forfait qu'elle conclut, qui ne peut jamais dépasser le capital de la Corporation multiplié par douze (ou jusqu'à 15 avec l'approbation du gouverneur en conseil) et ne peut jamais dépasser $3.2 milliards. (Net)	
	AGENCE D'EXAMEN DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER	
	Budgétaire	
55	Dépenses du programme et contributions	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	SOCIÉTÉ DE HAVILLAND AIRCRAFT OF CANADA, LIMITED	
	Budgétaire	
58c	Paiement à la Société de Havilland Aircraft of Canada Limited à titre d'avoir	
	Total—Budgétaire	
	Non budgétaire	

[1] Conseil du Trésor, crédit 10, initiatives visant à créer des emplois.

Crédits — Exercice en cours — Autorisations dans les Budgets des dépenses	Crédits — Exercice en cours — Changements autorisés	Crédits — Exercice en cours — Total	Crédits — Reportés	Crédits — Total global	Employés au cours de l'exercice	Soldes — Annulés (suremployés)	Soldes — Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
300,000,000		*300,000,000*		*300,000,000*	*300,000,000*			*550,000,000*
24,914,000		24,914,000		24,914,000	10,032,963	14,881,037		83,325,270
110,511,000		110,511,000		110,511,000	86,924,793	23,586,207		16,098,442
10,615,000		10,615,000		10,615,000	10,615,000			10,770,000
146,040,000		*146,040,000*		*146,040,000*	*107,572,756*	*38,467,244*		*110,193,712*
			13,631,712	*13,631,712*	*2,073,956*		*11,557,756*	*11,368,288*
			24,433,697	*24,433,697*			*24,433,697*	
26,502,000		26,502,000		26,502,000	24,107,981	2,394,019		21,282,391
28,000,000	(28,000,000)		104,400,000	104,400,000	7,000,000		97,400,000	56,600,000
54,502,000	*(28,000,000)*	*26,502,000*	*104,400,000*	*130,902,000*	*31,107,981*	*2,394,019*	*97,400,000*	*77,882,391*
	(80,243,831)	*(80,243,831)*	*965,072,064*	*884,828,233*	*(157,000,000)*		*1,041,828,233*	*(172,000,000)*
6,283,000		6,283,000		6,283,000	5,992,612	290,388		5,679,333
682,000	104,000	786,000		786,000	786,000			729,000
6,965,000	*104,000*	*7,069,000*		*7,069,000*	*6,778,612*	*290,388*		*6,408,333*
150,000,000		*150,000,000*		*150,000,000*	*150,000,000*			*300,000,000*
2,007,177,837	(75,311,360)	1,931,866,477	104,400,000	2,036,266,477	1,665,856,038	273,010,439	97,400,000	2,072,030,799
9,300,000	(80,243,831)	(70,943,831)	1,359,585,909	1,288,642,078	(154,651,044)	9,025,000	1,434,268,122	(154,700,549)

Coût total des programmes—Budgétaire
(en milliers de dollars)

PROGRAMME	Exercice	Dépenses	*Moins:* Rentrées portées en recettes	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	*Plus:* Autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	Coût total des programmes
MINISTÈRE	1984-85	1,070,397	128,292	20,840	3,056	966,001
	1983-84	1,027,546	127,599	22,564	3,126	925,637
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE CANADAIR INC	1984-85	300,000				300,000
	1983-84	550,000				550,000
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON	1984-85	107,572				107,572
	1983-84	110,194				110,194
BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT	1984-85	31,108				31,108
	1983-84	77,883				77,883
AGENCE D'EXAMEN DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER	1984-85	6,779	1	763	127	7,668
	1983-84	6,408	2	720	99	7,225
SOCIÉTÉ DE HAVILLAND AIRCRAFT OF CANADA, LIMITED	1984-85	150,000				150,000
	1983-84	300,000				300,000
Total	1984-85	1,665,856	128,293	21,603	3,183	1,562,349
	1983-84	2,072,031	127,601	23,284	3,225	1,970,939

Programmes par activité—Budgétaire
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
MINISTÈRE								
Climat commercial	73,975	67,917	418	347	137,260	130,847	211,653	199,111
Innovation	21,552	21,093	119	98	187,776	153,792	209,447	174,983
Développement de l'industrie, du commerce et du tourisme	63,386	61,051	2,334	1,938	703,155	542,594	768,875	605,583
Commercialisation	51,557	42,624	299	249	12,308	9,354	64,164	52,227
Administration	47,865	38,285	251	208			48,116	38,493
	258,335	230,970	3,421	2,840	1,040,499	836,587	1,302,255	1,070,397
Moins: rentrées portées en recettes	128,292	128,292					128,292	128,292
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	20,840	20,840					20,840	20,840
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	3,056	3,056					3,056	3,056
Coût total du programme	153,939	126,574	3,421	2,840	1,040,499	836,587	1,197,859	966,001
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE CANADAIR INC.								
Société financière Canadair Inc.	300,000	300,000					300,000	300,000
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON								
Société de développement du Cap-Breton	146,040	107,572					146,040	107,572
BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT								
Services de gestion	30,373	28,413					30,373	28,413
Capital-actions	104,400	7,000					104,400	7,000
	134,773	35,413					134,773	35,413
Moins: recettes des services de gestion	3,871	4,305					3,871	4,305
Coût total du programme	130,902	31,108					130,902	31,108
AGENCE D'EXAMEN DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER								
Administration	6,996	6,698	58	66	15	15	7,069	6,779
Moins: rentrées portées en recettes		1						1
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	763	763					763	763
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	127	127					127	127
Coût total du programme	7,886	7,587	58	66	15	15	7,959	7,668
SOCIÉTÉ DE HAVILLAND AIRCRAFT OF CANADA, LIMITED								
Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited	150,000	150,000					150,000	150,000

Subventions et contributions
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
MINISTÈRE			
Subventions			
Aide au développement industriel et régional			
Subventions en vertu de la Loi sur le développement industriel et régional	3,859	651	
Subventions accordées à certaines personnes ou organisations pour aider au perfectionnement du personnel spécialisé ou à l'enseignement dans les domaines importants de l'industrie et du commerce canadiens	1,000		802
Subventions en vertu de la Loi sur la bonification d'intérêts au profit des petites entreprises	11,000	4,059	4,019
Subventions à des organismes sans but lucratif pour favoriser la coopération et le développement économiques	141	105	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			183
	16,000	*4,815*	*5,004*
Contributions			
Aide au développement industriel et régional			
Encouragements de l'industrie en vue de la mise sur pied de possibilités d'emploi dans les régions désignées et des secteurs particuliers, y compris des paiements en vertu de la Loi sur les subventions au développement régional; et contributions en vertu de la Loi sur le développement industriel et régional en vue de promouvoir la mise sur pied, l'amélioration, la croissance, l'efficacité ou la compétitivité sur le plan international des activités de transformation, de fabrication et autres activités commerciales, y compris les activités liées aux ressources primaires, dans toutes les régions du pays, y compris les contributions ainsi que des contributions pour venir en aide aux industries de services, de transformation ou de fabrication au Canada dans leurs projets d'adaptation et de restructuration financières	475,007	350,342	95,439
Contributions pour développer et soutenir la compétence technologique de l'industrie canadienne de la défense, en vue de vendre à l'étranger du matériel de défense ou des articles destinés à la consommation civile	157,122	152,684	144,232
Subventions pour l'achat d'équipement en ce qui a trait à la construction de navires commerciaux et de bateaux de pêche, et pour venir en aide à l'industrie de la construction navale	43,000	27,296	77,437
Contributions à des personnes, groupes de personnes, instituts et autres organismes dont le but est d'aider et de favoriser l'expansion des entreprises, des industries et du commerce	45,782	44,268	10,208
Contributions en vue d'accroître l'efficience énergétique des processus industriels grâce à l'appui de projets de recherche et de développement	7,600		5,321
Contributions en vue d'appuyer la Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole	15,400	13,487	
Contributions en vue des coûts en capital des centres de commerce au Canada	15,000	10,376	8,071
Contributions pour l'expansion industrielle et le relèvement social, sous forme de versements à des organismes provinciaux et à des particuliers pour des programmes relatifs à la recherche industrielle et à l'établissement de services destinés à l'industrie, y compris une infrastructure industrielle; et à d'autres programmes fédéraux et fédéraux-provinciaux	202,776	174,141	204,425
Contributions à des associations nationales, régionales et provinciales sans but lucratif, à des établissements et à des organismes commerciaux, afin de promouvoir l'établissement, l'amélioration, la croissance et l'efficacité de l'industrie du tourisme au Canada ainsi que sa capacité concurrentielle sur les marchés internationaux, y compris des articles tels que des contributions pour des recherches, des études, l'éducation, la formation, l'amélioration de produits, la fabrication de nouveaux produits et la commercialisation de ces nouveaux produits	3,634		8,076
Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	28,982	28,982	25,449
Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional	5,940	5,940	16,804
Paiement d'assurance des prêts pour Maislin Industries Ltée	24,256	24,256	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			222,106
	1,024,499	*831,772*	*817,568*
	1,040,499	***836,587***	***822,572***
AGENCE D'EXAMEN DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER			
Contributions			
Administration			
Contributions au Conference Board du Canada pour la réalisation d'un projet de recherche au sujet de l'investissement étranger au Canada	*15*	*15*	*40*
Total	1,040,514	836,602	822,612

Dépenses budgétaires par programme et article courant
(en milliers de dollars)

ARTICLE COURANT	Ministère	Société financière Canadair Inc.	Société de développement du Cap-Breton	Banque fédérale de développement	Agence d'examen de l'investissement étranger	Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited	Total
(1) Traitements et salaires	123,013 **113,258** *98,066*				5,251 **5,075** *4,836*		128,264 **118,333** *102,902*
(1) Autres frais touchant le personnel	17,054 **17,311** *15,792*				787 **787** *730*		17,841 **18,098** *16,522*
(2) Transports et communications	26,537 **17,405** *16,835*				353 **262** *297*		26,890 **17,667** *17,132*
(3) Information	45,227 **37,646** *30,302*				162 **109** *162*		45,389 **37,755** *30,464*
(4) Services professionnels et spéciaux	39,210 **36,890** *34,344*				208 **326** *178*		39,418 **37,216** *34,522*
(5) Location	2,362 **3,169** *1,451*				44 **45** *42*		2,406 **3,214** *1,493*
(6) Achat de services de réparation et d'entretien	1,011 **1,973** *1,199*				51 **22** *28*		1,062 **1,995** *1,227*
(7) Services publics, fournitures et approvisionnements	5,571 **2,911** *2,492*				140 **72** *77*		5,711 **2,983** *2,569*
(9) Construction et acquisition de machines et de matériel	1,421 **2,840** *3,408*				58 **66** *18*		1,479 **2,906** *3,426*
(10) Subventions, contributions et autres paiements de transfert	1,040,499 **836,587** *822,572*				15 **15** *40*		1,040,514 **836,602** *822,612*
(12) Toutes autres dépenses	350 **407** *1,085*	300,000 **300,000** *550,000*	146,040 **107,572** *110,194*	130,902 **31,108** *77,883*		150,000 **150,000** *300,000*	727,292 **589,087** *1,039,162*
Total des dépenses nettes	1,302,255 **1,070,397** *1,027,546*	300,000 **300,000** *550,000*	146,040 **107,572** *110,194*	130,902 **31,108** *77,883*	7,069 **6,779** *6,408*	150,000 **150,000** *300,000*	2,036,266 **1,665,856** *2,072,031*

Les montants en caractères romains représentent les crédits de 1984-85.
Les montants en caractères gras représentent les dépenses de 1984-85.
Les montants en *italique* représentent les dépenses de 1983-84.

Recettes

	1984-85	1983-84
	$	$
MINISTÈRE		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	75,332,618	91,779,378
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	48,949,829	33,440,302
Rémunérations de services	2,385,192	265,067
Autres recettes non fiscales	1,624,637	2,114,259
Total	128,292,276	127,599,006

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements:		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Sociétés de la Couronne—		
Institutions de crédit—		
Banque fédérale de développement—		
Prêts—Intérêt	33,838,333	
Autres—		
Téléglobe Canada—Intérêt	251,327	
		34,089,660
Autres—		
Administrations provinciales et territoriales—		
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique—		
Intérêt—		
Terre-Neuve	176,052	
Nouvelle-Écosse	324,178	
Île-du-Prince-Édouard	1,948	
Nouveau-Brunswick	68,329	
		570,507
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique—		
Intérêt—		
Terre-Neuve	7,807,912	
Nouvelle-Écosse	3,186,303	
Nouveau-Brunswick	2,944,862	
		13,939,077
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes—		
Intérêt—		
Terre-Neuve	4,092,537	
Nouvelle-Écosse	2,745,760	
Nouveau-Brunswick	3,533,747	
Québec	10,658,331	
Manitoba	541,944	
Alberta	302,973	
		21,875,292
Entente-cadre sur le plan de développement—		
Intérêt—		
Île-du-Prince-Édouard		925,298
Mainland Investments Limited—		
Intérêt—		
Nouvelle-Écosse		140,000
Entreprises mixtes et en coparticipation—		
Société de développement de Terre-Neuve et du Labrador, Limitée—		
Intérêt		2,625,000
Divers—		
Industrie automobile au Canada—Intérêt		175,319
Programme d'expansion des entreprises—Intérêt		231,255
Programme de redressement de l'industrie de la chaussure et du tannage—Intérêt		1,647
Programme de développement industriel et régional—Intérêt		12,515
Programme d'aide au perfectionnement de l'industrie pharmaceutique—Intérêt		173
Autres comptes—		
Avancement de la technologie industrielle—Intérêt		57,370
Eldorado Nucléaire Limitée—Intérêt		643,456
Ententes-cadres sur le développement de l'industrie du tourisme—Intérêt		46,049
		75,332,618
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	46,548,305	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	2,401,524	
		48,949,829
Rémunérations de services:		
Garantie de prêts—Coûts	2,384,980	
Accès à l'information—Coûts	212	
		2,385,192
Autres recettes non fiscales:		
Projets—Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole (ARDA)	1,535,592	
Recouvrements divers	89,045	
		1,624,637

	1984-85	1983-84
	$	$
AGENCE D'EXAMEN DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	673	2,034
Rémunérations de services	65	15
Total	738	2,049

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	227	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	446	
		673

SECTION 17

COMPTES PUBLICS
1984-85

Finances

Ministère
Vérificateur général
Assurances
Commission du tarif

SOMMAIRE

	Page
Objectifs	17.3
Emploi des crédits	17.4
Coût total des programmes—Budgétaire	17.8
Programmes par activité—Budgétaire	17.9
Subventions et contributions	17.11
Dépenses budgétaires par programme et article courant	17.12
Recettes	17.14

FINANCES

Ministère

Objectifs

PROGRAMME DES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES

—Aider le gouvernement à arrêter et à appliquer des politiques et des programmes financiers et économiques.

PROGRAMME DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

—Prestation de fonds concernant les frais d'intérêt et de service de la dette publique et les frais d'émission de nouveaux emprunts.

PROGRAMME DES PAIEMENTS DE TRANSFERT FISCAL

—Prestation de fonds concernant les paiements aux gouvernements provinciaux en vertu de diverses autorisations statutaires.

PROGRAMME DU TRIBUNAL CANADIEN DES IMPORTATIONS*

—Déterminer si des importations de marchandises sous-évaluées ou subventionnées sont préjudiciables aux producteurs canadiens et procéder à des enquêtes sur d'autres questions du même genre qui lui sont renvoyées par le gouverneur en conseil.

PROGRAMME DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES BANQUES

—S'assurer que les dispositions de la Loi sur les banques et de la Loi sur les banques d'épargne du Québec sont dûment observées afin que la confiance du public dans le système bancaire canadien soit soutenue.

Vérificateur général

Objectif

—Transmettre des données de vérification appropriées à la Chambre des communes qui s'en servira lors de son examen minutieux visant les programmes, les recettes et les dépenses du gouvernement.

Assurances

Objectif

—Protéger le public contre les pertes financières pouvant résulter des opérations des organismes financiers enregistrés ou munis d'un permis en vertu d'une loi fédérale et des régimes de pensions enregistrés, et fournir des services actuariels au gouvernement et aux ministères.

Commission du tarif

Objectif

—Statuer sur les appels interjetés des décisions relatives aux douanes et à l'accise, rendues par le ministère du Revenu national et, à la demande du ministre des Finances, faire des études sur les dispositions du tarif des douanes.

---

* Antérieurement le Programme du Tribunal antidumping.

Crédit	Programme	
	MINISTÈRE	
	PROGRAMME DES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES	
	Budgétaire	
1	Dépense du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année	$ 42,871,500
	1b	4,657,000
Stat	Ministre des Finances—Traitement et allocation pour automobile	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Achat de la monnaie canadienne	
Stat	Paiement de dettes antérieurement prises en recettes	
	Emploi des crédits non requis pour l'exercice en cours	
	Total du programme—Budgétaire	
	Non budgétaire	
Stat	La Loi sur l'Association internationale de développement. Le ministre des Finances peut, selon les modalités qu'il fixe, émettre des billets à vue non productifs d'intérêts et non négociables au profit de l'Association internationale de développement pour un montant global de $200,600,000 afin d'honorer les engagements financiers du Canada à titre de supplément aux ressources de l'Association. (Brut)	
Stat	Paiements relatifs à l'encaissement de billets émis à l'Association internationale de développement. (Autorisés par des lois portant affectation de crédits antérieurs et S.C.1982-83, c.70)	
Stat	La Loi sur les accords de Bretton Woods. Le ministre des Finances peut pourvoir au paiement, sur le Fonds du revenu consolidé, à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, de la manière et aux époques prévues par l'accord reproduit à la seconde annexe, d'une somme ou de sommes d'argent, jusqu'à concurrence d'un montant équivalent aux souscriptions qui sont requises du Canada ou qui lui sont permises, soit $2,178,200,000 (É-U) du poids et du titre en vigueur le 1er juillet 1944, équivalant à $2,627,671,570 (É-U). (Brut).	
	Montant reporté en $ (CAN)	
	Réévaluation en $ (É-U) au début de l'exercice ($1.2761 (CAN) = $1 (É-U))	
	Solde en $ (É-U), incluant l'augmentation de l'autorité de 1984	
	Réévaluation en $ (CAN) à la fin de l'exercice ($1.3636 (CAN) = $1 (É-U))—Montant reporté	
Stat	Souscriptions à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. (Autorisées par des lois portant affectation de crédits antérieurs et S.C. 1980-81-82, c. 129)	
Stat	La Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada, article 37, telle que modifiée. Le gouverneur en conseil peut, à l'occasion, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, sur les deniers non affectés du Fonds du revenu consolidé, des montants sous forme de prêts selon les modalités que peut fixer le gouverneur en conseil, mais l'ensemble de ces prêts en circulation ne doit à aucun moment excéder $1,500,000,000. (Net)	
	Emploi des crédits non requis pour l'exercice en cours	
	Total du programme—Non budgétaire	
	PROGRAMME DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	
	Budgétaire	
Stat	Frais d'intérêts et autres coûts (Loi sur l'administration financière)	
	PROGRAMME DES PAIEMENTS DE TRANSFERT FISCAL	
	Budgétaire	
Stat	Paiements aux gouvernements provinciaux en vertu des lois constitutionnelles de 1867 à 1982, de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur le financement des programmes établis et d'autres textes législatifs	
Stat	Paiements aux provinces en vertu de la Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique	
	Total du programme—Budgétaire	
	PROGRAMME DU TRIBUNAL CANADIEN DES IMPORTATIONS	
	Budgétaire	
5	Dépenses du programme	$ 1,462,000
	5b	357,000
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	

Crédits — Exercice en cours — Autorisations dans les Budgets des dépenses	Crédits — Exercice en cours — Changements autorisés	Crédits — Exercice en cours — Total	Crédits — Reportés	Crédits — Total global	Employés au cours de l'exercice	Soldes — Annulés (suremployés)	Soldes — Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
47,528,500		47,528,500		47,528,500	46,720,969	807,531		41,903,117
40,500	1,183	41,683		41,683	41,683			40,975
4,123,000	629,000	4,752,000		4,752,000	4,752,000			4,356,000
48,000,000	(10,196,114)	37,803,886		37,803,886	37,803,886			22,498,530
	389,917	389,917		389,917	389,917			211,672
								48,118
99,692,000	***(9,176,014)***	***90,515,986***		***90,515,986***	***89,708,455***	***807,531***		***69,058,412***
			167,700,000	167,700,000	167,700,000			32,900,000
207,000,000	(207,000,000)							
			3,101,758,370					
	(671,103,743)	(671,103,743)		2,430,654,627(É-U)	29,305,621(É-U)		2,401,349,006(É-U)	39,405,728(É-U)
	883,786,023	883,786,023		883,786,023	10,655,524		873,130,499	10,879,921
30,700,000	(30,700,000)							
30,700,000	*181,982,280*	*212,682,280*	*3,101,758,370*	*3,314,440,650*	*39,961,145*		*3,274,479,505*	*50,285,649*
			1,500,000,000	1,500,000,000	40,000,000		1,460,000,000	(140,000,000)
								95,701,000
237,700,000	***(25,017,720)***	***212,682,280***	***4,769,458,370***	***4,982,140,650***	***247,661,145***		***4,734,479,505***	***38,886,649***
22,660,000,000	***(108,827,355)***	***22,551,172,645***		***22,551,172,645***	***22,551,172,645***			***18,146,282,269***
5,522,029,000	(916,477)	5,521,112,523		5,521,112,523	5,521,112,523			5,466,127,947
285,900,000	6,588,693	292,488,693		292,488,693	292,488,693			180,714,131
5,807,929,000	***5,672,216***	***5,813,601,216***		***5,813,601,216***	***5,813,601,216***			***5,646,842,078***
1,819,000		1,819,000		1,819,000	1,736,532	82,468		1,415,818
162,000	25,000	187,000		187,000	187,000			173,000
1,981,000	***25,000***	***2,006,000***		***2,006,000***	***1,923,532***	***82,468***		***1,588,818***

Emploi des crédits—*Fin*

Crédit	Programme	
	PROGRAMME DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES BANQUES	
	Budgétaire	
10	Dépenses du programme	$ 1,570,000
	10c	100,000
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	PROGRAMME SPÉCIAL	
	Budgétaire	
15	Pour étendre la portée du crédit 22a (Finances) de la Loi des subsides n° 9 de 1966 afin d'autoriser le prélèvement sur la Caisse des réclamations étrangères du montant des frais des enquêtes et des rapports relatifs aux réclamations canadiennes avant la conclusion d'ententes avec les gouvernements des autres pays concernant le règlement de ces réclamations et d'autoriser un paiement à la Caisse des réclamations étrangères de	
Stat	Aide financière à la Banque Commerciale du Canada en vertu de la Loi sur l'aide financière à la Banque Commerciale du Canada.	
	Autorisation maximale en vertu de l'article 3 de la Loi	
	Total du programme—Budgétaire	
	Non budgétaire	
L20	Avances à l'égard d'un pont à péage traversant le port de Saint John au Nouveau-Brunswick conformément aux conditions exposées dans une entente concernant le financement, la construction et l'exploitation du pont à péage, conclue entre le Canada, le Nouveau-Brunswick, la ville de Saint John et l'Administration du pont, approuvée par le gouverneur en conseil, a) à l'Administration du pont du port de Saint John dont la création est mentionnée dans les statuts du Nouveau-Brunswick de 1961-62, c. 150; ou b) à un fiduciaire pour les détenteurs de valeurs émises par l'Administration; le montant total des avances pour l'exercice financier sera calculé d'après la différence pour l'année entre les coûts d'exploitation et de financement du pont à péage et les recettes réelles de l'Administration du pont, tel que déterminé conformément à l'entente, et remboursable si les recettes réelles de l'Administration du pont pour l'exercice financier dépassent le total des coûts d'exploitation et de financement pour une telle année. (Brut)	
	Sous-total—Budgétaire	
	Non budgétaire	
	VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	
	Budgétaire	
25	Dépenses du programme, subvention inscrite au Budget et contributions	$ 37,132,000
	Virement du CT, crédit 10[1]	8,415
Stat	Traitement du vérificateur général	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	ASSURANCES	
	Budgétaire	
30	Dépenses du programme	$ 11,662,000
	30c	550,000
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Redressement du passif actuariel de l'Assurance de la Fonction publique	
	Total du programme—Budgétaire	
	COMMISSION DU TARIF	
	Budgétaire	
35	Dépenses du programme	$ 1,614,000
	35b	552,770
	Virement du CT, crédit 5[1]	128,100
Stat	Traitements des membres de la Commission du tarif (Loi sur la Commission du tarif)	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	Total—Budgétaire	
	Non budgétaire	

[1] Conseil du Trésor, crédit 5, éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10, initiatives visant à créer des emplois.

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
1,670,000		1,670,000		1,670,000	1,443,939	226,061		1,301,393
178,000	28,000	206,000		206,000	206,000			190,000
1,848,000	***28,000***	***1,876,000***		***1,876,000***	***1,649,939***	***226,061***		***1,491,393***
100,000		100,000		100,000	100,000			52,000
	75,000,000	75,000,000		75,000,000			75,000,000	
100,000	***75,000,000***	***75,100,000***		***75,100,000***	***100,000***		***75,000,000***	***52,000***
950,000		***950,000***		***950,000***	***930,990***	***19,010***		***840,239***
28,571,550,000	(37,278,153)	28,534,271,847		28,534,271,847	28,458,155,787	1,116,060	75,000,000	23,865,314,970
238,650,000	(25,017,720)	213,632,280	4,769,458,370	4,983,090,650	248,592,135	19,010	4,734,479,505	39,726,888
37,140,415		37,140,415		37,140,415	35,740,876	1,399,539		34,190,377
103,000	(78)	102,922		102,922	102,922			98,284
3,369,000	514,000	3,883,000		3,883,000	3,883,000			3,223,000
40,612,415	***513,922***	***41,126,337***		***41,126,337***	***39,726,798***	***1,399,539***		***37,511,661***
12,212,000		12,212,000		12,212,000	11,419,378	792,622		11,978,185
1,103,000	169,000	1,272,000		1,272,000	1,272,000			1,143,000
	306,595	306,595		306,595	306,595			328,753
13,315,000	***475,595***	***13,790,595***		***13,790,595***	***12,997,973***	***792,622***		***13,449,938***
2,294,870		2,294,870		2,294,870	1,864,193	430,677		1,428,230
511,000	142,827	653,827		653,827	653,827			443,419
224,000	35,000	259,000		259,000	259,000			239,000
3,029,870	***177,827***	***3,207,697***		***3,207,697***	***2,777,020***	***430,677***		***2,110,649***
28,628,507,285	(36,110,809)	28,592,396,476		28,592,396,476	28,513,657,578	3,738,898	75,000,000	23,918,387,218
238,650,000	(25,017,720)	213,632,280	4,769,458,370	4,983,090,650	248,592,135	19,010	4,734,479,505	39,726,888

Coût total des programmes—Budgétaire
(en milliers de dollars)

PROGRAMME	Exercice	Dépenses	*Moins:* Rentrées portées en recettes	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	*Plus:* Autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	Coût total des programmes
MINISTÈRE						
POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES	1984-85	89,708	151,211	4,394	919	(56,190)
	1983-84	69,058	79,766	4,375	659	(5,674)
SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	1984-85	22,551,173	3,388,729			19,162,444
	1983-84	18,146,282	2,956,915			15,189,367
PAIEMENTS DE TRANSFERT FISCAL	1984-85	5,813,601				5,813,601
	1983-84	5,646,842				5,646,842
TRIBUNAL CANADIEN DES IMPORTATIONS	1984-85	1,924		314	24	2,262
	1983-84	1,589		314	19	1,922
INSPECTEUR GÉNÉRAL DES BANQUES	1984-85	1,650	1,698	197	25	174
	1983-84	1,491	1,271	197	20	437
SPÉCIAL	1984-85	100				100
	1983-84	52				52
	1984-85	28,458,156	3,541,638	4,905	968	24,922,391
	1983-84	23,865,314	3,037,952	4,886	698	20,832,946
VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	1984-85	39,727	267	3,096	603	43,159
	1983-84	37,512	170	3,096	449	40,887
ASSURANCES	1984-85	12,998	13,000	891	454	1,343
	1983-84	13,450	13,490	869	393	1,222
COMMISSION DU TARIF	1984-85	2,777		313	31	3,121
	1983-84	2,111		756	28	2,895
Total	1984-85	28,513,658	3,554,905	9,205	2,056	24,970,014
	1983-84	23,918,387	3,051,612	9,607	1,568	20,877,950

Programmes par activité—Budgétaire
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
MINISTÈRE								
PROGRAMME DES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES								
Politiques financières et économiques	31,900	28,121		758			31,900	28,879
Administration	27,747	28,290	1,014	2,523			28,761	30,813
Monnaie canadienne	37,804	37,804					37,804	37,804
	97,451	94,215	1,014	3,281			98,465	97,496
Moins: recettes à valoir sur le crédit	7,949	7,788					7,949	7,788
	89,502	86,427	1,014	3,281			90,516	89,708
Moins: rentrées portées en recettes		151,211						151,211
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	4,394	4,394					4,394	4,394
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	919	919					919	919
Coût total du programme	94,815	(59,471)	1,014	3,281			95,829	(56,190)
PROGRAMME DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE								
Frais d'intérêts	22,496,929	22,496,929					22,496,929	22,496,929
Frais de service et d'émission	54,244	54,244					54,244	54,244
	22,551,173	22,551,173					22,551,173	22,551,173
Moins: rentrées portées en recettes	3,388,729	3,388,729					3,388,729	3,388,729
Coût total du programme	19,162,444	19,162,444					19,162,444	19,162,444
PROGRAMME DES PAIEMENTS DE TRANSFERT FISCAL								
Paiements de transfert fiscal					5,813,601	5,813,601	5,813,601	5,813,601
PROGRAMME DU TRIBUNAL CANADIEN DES IMPORTATIONS								
Tribunal canadien des importations	1,989	1,898	17	26			2,006	1,924
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	314	314					314	314
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	24	24					24	24
Coût total du programme	2,327	2,236	17	26			2,344	2,262
PROGRAMME DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES BANQUES								
Inspecteur général des banques	1,876	1,637		13			1,876	1,650
Moins: rentrées portées en recettes	1,748	1,698					1,748	1,698
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	197	197					197	197
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	25	25					25	25
Coût total du programme	350	161		13			350	174
PROGRAMME SPÉCIAL								
Programme spécial	75,100	100					75,100	100

Programmes par activité—Budgétaire—*Fin*
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL								
Vérification législative	40,542	38,309	220	1,060	364	358	41,126	39,727
Moins: rentrées portées en recettes	179	267					179	267
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	3,096	3,096					3,096	3,096
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	603	603					603	603
Coût total du programme	44,062	41,741	220	1,060	364	358	44,646	43,159
ASSURANCES								
Administration	1,823	1,718	21	76			1,844	1,794
Surveillance des compagnies	10,169	9,507					10,169	9,507
Services actuariels et autres	1,471	1,390					1,471	1,390
Redressement du passif actuariel de l'Assurance de la Fonction publique	307	307					307	307
	13,770	12,922	21	76			13,791	12,998
Moins: rentrées portées en recettes	12,998	13,000					12,998	13,000
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	865	891					865	891
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	520	454					520	454
Coût total du programme	2,157	1,267	21	76			2,178	1,343
COMMISSION DU TARIF								
Appels	616	521					616	521
Renvois	1,850	1,565					1,850	1,565
Administration	470	397	13	35			483	432
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	259	259					259	259
	3,195	2,742	13	35			3,208	2,777
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	313	313					313	313
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	31	31					31	31
Coût total du programme	3,539	3,086	13	35			3,552	3,121

Subventions et contributions
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
MINISTÈRE			
PROGRAMME DES PAIEMENTS DE TRANSFERT FISCAL			
Paiements de transfert			
Paiements de transfert fiscal			
Subventions statutaires	35,807	35,807	35,736
Péréquation fiscale	5,395,239	5,395,239	5,358,429
Imposition réciproque	209,047	209,047	197,864
Transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique	292,489	292,489	180,714
Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes	(213,132)	(213,132)	(206,055)
Stabilisation fiscale	94,000	94,000	80,000
Revenu de 1971 non réparti disponible	151	151	154
	5,813,601	*5,813,601*	*5,646,842*
VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL			
Subvention			
Vérification législative			
Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques	*8*	*4*	
Contributions			
Vérification législative			
Fondation canadienne pour la vérification intégrée	*356*	*354*	*337*
	364	*358*	*337*
Total	5,813,965	5,813,959	5,647,179

Dépenses budgétaires par programme et article courant
(en milliers de dollars)

ARTICLE COURANT	Programme des politiques financières et économiques	Programme du service de la dette publique	Programme des paiements de transfert fiscal	Programme du tribunal canadien des importations
(1) Traitements et salaires	31,920 **31,416** *28,930*			1,398 **1,343** *1,211*
(1) Autres frais touchant le personnel	4,752 **4,752** *4,356*			187 **187** *173*
(2) Transports et communications	4,943 **4,960** *4,636*			89 **60** *50*
(3) Information	4,924 **3,991** *3,611*			70 **107** *36*
(4) Services professionnels et spéciaux	8,165 **7,165** *8,170*			180 **173** *93*
(5) Location	1,980 **1,232** *1,073*			24 **16** *4*
(6) Achat de services de réparation et d'entretien	1,208 **858** *647*			6 **4** *4*
(7) Services publics, fournitures et approvisionnements	39,169 **39,365** *23,750*			35 **8** *6*
(9) Construction et acquisition de machines et de matériel	1,014 **3,281** *1,191*			17 **26** *12*
(10) Subventions, contributions et autres paiements de transfert			5,813,601 **5,813,601** *5,646,842*	
(11) Service de la dette publique		22,551,173 **22,551,173** *18,146,282*		
(12) Toutes autres dépenses	390 **476** *262*			
(1-12) Total	98,465 **97,496** *76,626*	22,551,173 **22,551,173** *18,146,282*	5,813,601 **5,813,601** *5,646,842*	2,006 **1,924** *1,589*
(13) *Moins:* recettes à valoir sur le crédit	7,949 **7,788** *7,568*			
Total des dépenses nettes	90,516 **89,708** *69,058*	22,551,173 **22,551,173** *18,146,282*	5,813,601 **5,813,601** *5,646,842*	2,006 **1,924** *1,589*

Les montants en caractères romains représentent les crédits de 1984-85.
Les montants en caractère **gras** représentent les dépenses de 1984-85.
Les montants en *italique* représentent les dépenses de 1983-84.

Programme de l'inspecteur général des banques	Programme spécial	Sous-total	Vérificateur général	Assurances	Commission du tarif	Total
1,440 **1,254** *1,125*		34,758 **34,013** *31,266*	26,575 **24,045** *22,711*	8,486 **7,951** *7,388*	1,944 **1,894** *1,487*	71,763 **67,903** *62,852*
206 **206** *190*		5,145 **5,145** *4,719*	3,883 **4,007** *3,361*	1,579 **1,579** *1,472*	259 **259** *239*	10,866 **10,990** *9,791*
127 **109** *99*		5,159 **5,129** *4,785*	2,600 **2,441** *2,535*	538 **570** *441*	164 **99** *108*	8,461 **8,239** *7,869*
18 **19** *7*		5,012 **4,117** *3,654*	110 **99** *123*	62 **46** *77*	253 **130** *48*	5,437 **4,392** *3,902*
70 **39** *52*		8,415 **7,377** *8,315*	6,527 **6,629** *6,747*	2,895 **2,557** *3,652*	361 **288** *157*	18,198 **16,851** *18,871*
6 **2** *4*		2,010 **1,250** *1,081*	246 **280** *220*	40 **40** *39*	22 **22** *23*	2,318 **1,592** *1,363*
2 **2** *8*		1,216 **864** *659*	105 **202** *163*	38 **37** *24*	7 **7** *10*	1,366 **1,110** *856*
7 **6** *5*		39,211 **39,379** *23,761*	485 **601** *569*	131 **141** *142*	43 **39** *20*	39,870 **40,160** *24,492*
13 *1*		1,031 **3,320** *1,204*	220 **1,060** *742*	21 **76** *213*	35 **35** *16*	1,307 **4,491** *2,175*
		5,813,601 **5,813,601** *5,646,842*	364 **358** *337*			5,813,965 **5,813,959** *5,647,179*
		22,551,173 **22,551,173** *18,146,282*				22,551,173 **22,551,173** *18,146,282*
	75,100 **100** *52*	75,490 **576** *314*	11 **5** *4*	1 **1** *2*	120 **4** *3*	75,622 **586** *323*
1,876 **1,650** *1,491*	75,100 **100** *52*	28,542,221 **28,465,944** *23,872,882*	41,126 **39,727** *37,512*	13,791 **12,998** *13,450*	3,208 **2,777** *2,111*	28,600,346 **28,521,446** *23,925,955*
		7,949 **7,788** *7,568*				7,949 **7,788** *7,568*
1,876 **1,650** *1,491*	75,100 **100** *52*	28,534,272 **28,458,156** *23,865,314*	41,126 **39,727** *37,512*	13,791 **12,998** *13,450*	3,208 **2,777** *2,111*	28,592,397 **28,513,658** *23,918,387*

Recettes

	1984-85	1983-84
	$	$
MINISTÈRE		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	3,388,729,204	2,956,915,469
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	9,770,412	2,443,561
Rémunérations de services	1,735,427	1,303,392
Monnaie canadienne	70,061,851	55,700,293
Pertes et bénéfices de change	60,839,621	18,973,370
Autres recettes non fiscales	10,501,233	2,616,096
Total	3,541,637,748	3,037,952,181

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements:		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Sociétés de la couronne—		
Institutions de crédit—		
Autre—		
Banque du Canada—		
Virement des bénéfices		1,852,185,490
Autres—		
Administrations provinciales et territoriales—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois—Intérêt	7,726,788	
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces—Intérêt	58,944	
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités—Intérêt	6,370,338	
Programme spécial des prêts sur le développement—Intérêt	7,946,593	
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver—Intérêt	14,781,835	
Ville d'Oromocto—Intérêt	5,041	
		36,889,539
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement—		
Jamaïque—Programme spécial—		
Aide économique	3,021,867	
Royaume-Uni—Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni—Intérêt	14,995,165	
		18,017,032
Divers—		
Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa—Intérêt	15,063	
Ville d'Oromocto—Intérêt	1,045	
Town of Oromocto Development Corporation—Intérêt	20,957	
		37,065
Comptes d'opérations de change—		
Compte du fonds des changes—		
Avances—		
Bénéfice et excédent	413,997,251	
Fonds monétaire international—		
Souscriptions—Virement des bénéfices	14,963,537	
		428,960,788
Caisse—		
Intérêts des dépôts bancaires		238,226,497
Autres comptes—		
Intérêt sur prêts au Compte d'assurance-chômage—Intérêt	738,477,498	
Dette non échue détenue par le gouvernement—		
Intérêt et virement des bénéfices	69,264,623	
Fonds renouvelables—		
Fonds renouvelable des approvisionnements—Intérêt	5,172,809	
Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—Intérêt	960,378	
Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes—Intérêt	537,485	
		814,412,793
		3,388,729,204
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—Provinces	9,535,744	
Recouvrement de rémunérations, biens et services	18,354	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	216,314	
		9,770,412
Rémunérations de services:		
Frais d'inspections bancaires	1,672,010	
Amendes, peines et confiscations	37,772	
Frais d'enregistrement de banque à l'étranger	25,500	
Frais—Accès à l'information	145	
		1,735,427
Autres recettes non fiscales:		
Soldes non réclamés reçus de la Banque du Canada pour des banques à charte		164,779
Virement des comptes suivants, de montants non réclamés ou impayés depuis dix ans ou plus—		
Chèques de comptes d'avance fixe	10,822	
Chèques en circulation	2,716,264	
		2,727,086
Quote-part du Canada des recettes d'exploitation du Pont Peace, Fort Érié (Ontario)		200,000
Recouvrement des frais par les retenues de rémunérations des employés		513
Lettres de crédit virées au Compte des rentes sur l'État		1
Diverses autres recettes de moins de $500 par article		1,289
Virement de dette échue en circulation		174,700
Frais de transfert du Fonds monétaire international		7,232,865
		10,501,233

Recettes—*Fin*

	1984-85	1983-84
	$	$
VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	54,245	35,960
Rémunérations de services	136,241	128,026
Autres recettes non fiscales	76,847	6,297
Total	267,333	170,283

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	11,345	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	42,900	54,245
Rémunérations de services:		
Services de vérification fournis à des organismes		136,241
Autres recettes non fiscales:		
Recouvrement des frais—Projet d'aide à la Chine	74,787	
Divers	2,060	76,847

	1984-85	1983-84
	$	$
ASSURANCES		
Résumé		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les primes d'assurance	*957,137*	*1,102,667*
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	35,570	247,857
Rémunérations de services	12,963,817	13,240,962
Autres recettes non fiscales	660	968
	13,000,047	*13,489,787*
Total	13,957,184	14,592,454

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les primes d'assurance:[1]		
Sur les assurances placées dans des compagnies non autorisées	919,638	
Sur les assurances placées dans des compagnies autorisées par l'entremise de courtiers ou d'agents étrangers	37,499	957,137
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	19,186	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	16,384	35,570

	1984-85	
	$	$
Rémunérations de services:		
Cotisations perçues de:[2]		
Compagnies d'assurances	9,287,679	
Sociétés d'investissement	373,216	
Compagnies de fiducie	1,181,884	
Compagnies de prêt	788,848	
Associations coopératives de crédit	144,932	
Services rendus à la Société d'assurance-dépôts du Canada	451,697	
Services rendus au Régime de pensions du Canada	382,259	
Droits perçus en vertu de la Loi sur les normes des prestations de pension	340,012	
Amendes perçues de compagnies qui n'avaient pas produit leur bilan (commerce, semi-annuel et annuel) dans les délais prévus par les lois régies par le ministère	13,290	12,963,817

[1] La partie 1 de la Loi sur la taxe d'accise (S.R. c. E-13, 1970) établit une taxe de 10% sur le montant net des primes d'assurance payées par tout résident du Canada pour l'assurance de ses biens auprès de compagnies non autorisées par des lois du Canada ou d'une province canadienne. Une taxe de 10% sur les primes est également perçue sur les assurances placées auprès de compagnies autorisées par l'entremise de courtiers ou d'agents étrangers.

[2] Conformément à la Loi sur le département des Assurances (S.R. c. I-17, 1970) les dépenses effectuées par le gouvernement fédéral à chaque exercice financier, pour l'application des lois sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, les associations coopératives de crédit, les compagnies d'assurance étrangères, les compagnies de prêt, les compagnies fiduciaires, doivent être réparties entre les compagnies relevant desdites lois, selon le rapport des recettes nettes (suivant la définition de la Loi) ou des recettes nettes de chacune, de provenance canadienne, au total des recettes ou revenus de ce genre encaissés au Canada par l'ensemble de ces compagnies pendant l'année civile précédente. Conformément à la Loi sur les sociétés d'investissement (S.C. c. 33, 1970-71), les dépenses effectuées à chaque exercice financier, pour l'application des lois, doivent être réparties entre les compagnies desdites lois, selon le rapport de la moyenne des actifs (suivant la définition de la Loi) de chacune, au total de la moyenne des actifs de l'ensemble de ces compagnies.

SECTION 18

COMPTES PUBLICS
1984-85

Gouverneur général

SOMMAIRE

	Page
Objectif	18.3
Emploi des crédits	18.4
Coût total du programme—Budgétaire	18.4
Programme par activité—Budgétaire	18.4
Dépenses budgétaires par programme et article courant	18.5
Recettes	18.5

GOUVERNEUR GÉNÉRAL

Objectif

—Permettre au gouverneur général du Canada de remplir les fonctions que la constitution lui attribue et assurer la remise des distinctions honorifiques.

Emploi des crédits

Crédit	Programme	
	Budgétaire	
1	Dépenses du programme; dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur ont été échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général	$ 4,730,333
	1b	787,000
Stat	Traitement du gouverneur général (Loi sur le gouverneur général)	
Stat	Pensions, payables en vertu de la Loi sur la pension de retraite du gouverneur général	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total—Budgétaire	

Coût total du programme—Budgétaire
(en milliers de dollars)

PROGRAMME	Exercice	Dépenses	*Moins:* Rentrées portées en recettes	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	*Plus:* Autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	Coût total du programme
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	1984-85	5,800		1,685	2,105	9,590
	1983-84	5,071	1	1,548	1,827	8,445

Programme par activité—Budgétaire
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
Gouverneur général	4,406	4,187	22	153			4,428	4,340
Distinctions honorifiques	1,635	1,344	46	43			1,681	1,387
Anciens gouverneurs généraux	86	73					86	73
	6,127	5,604	68	196			6,195	5,800
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	1,685	1,685					1,685	1,685
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	2,105	2,105					2,105	2,105
Coût total du programme	9,917	9,394	68	196			9,985	9,590

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
5,517,333		5,517,333		5,517,333	5,122,400	394,933		4,509,077
48,667		48,667		48,667	48,667			48,667
128,000	60,003	188,003		188,003	188,003			123,897
382,000	59,000	441,000		441,000	441,000			389,000
6,076,000	119,003	6,195,003		6,195,003	5,800,070	394,933		5,070,641

Dépenses budgétaires par programme et article courant
(en milliers de dollars)

ARTICLE COURANT	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
(1) Traitements et salaires	3,187	3,016	2,719
(1) Autres frais touchant le personnel	629	640	513
(2) Transports et communications	711	601	584
(3) Information	126	33	47
(4) Services professionnels et spéciaux	370	386	268
(5) Location	90	41	83
(6) Achat de services de réparation et d'entretien	8	21	16
(7) Services publics, fournitures et approvisionnements	1,005	867	743
(9) Construction et acquisition de machines et de matériel	68	195	98
(12) Toutes autres dépenses	1		
Total des dépenses nettes	6,195	5,800	5,071

Recettes

	1984-85	1983-84
	$	$
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents		1,000

SECTION 19

COMPTES PUBLICS
1984-85

Justice

Ministère
Commission canadienne des droits de la personne
Commissaire à la magistrature fédérale
Cour fédérale du Canada
Commission de réforme du droit du Canada
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada
Cour suprême du Canada
Cour canadienne de l'impôt

SOMMAIRE

	Page
Objectifs	19.3
Emploi des crédits	19.4
Coût total des programmes—Budgétaire	19.7
Programmes par activité—Budgétaire	19.8
Subventions et contributions	19.10
Dépenses budgétaires par programme et article courant	19.11
Recettes	19.12

JUSTICE

Ministère

Objectif

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

—Conseiller le gouvernement du Canada, ses ministères et organismes sur les questions juridiques; surveiller l'administration de la justice au Canada dans tous les domaines qui ne relèvent pas de la compétence des provinces; élaborer et proposer de nouvelles mesures et de nouveaux programmes dans ce contexte.

Commission canadienne des droits de la personne

Objectif

—Promouvoir le principe selon lequel chacun doit avoir une chance égale de participer à toutes les sphères de la vie canadienne dans la mesure compatible avec ses devoirs et obligations au sein de la société.

Commissaire à la magistrature fédérale

Objectif

—Fournir des services administratifs centraux à l'intention du Conseil canadien de la magistrature et des juges des cours supérieures, cours de comté et cours de district des provinces et des territoires qui sont nommés par le gouvernement fédéral.

Cour fédérale du Canada

Objectif

—Fournir une cour de justice, d'équité et d'amirauté afin d'assurer une meilleure administration des lois du Canada.

Commission de réforme du droit du Canada

Objectif

—Étudier et revoir, de façon continuelle et systématique, les lois et autres textes législatifs qui constituent le droit du Canada, en vue de faire des propositions pour les améliorer, les moderniser et les réformer.

Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada

Objectif

—Commissaire à l'information: S'assurer que les institutions fédérales se conforment à la Loi sur l'accès à l'information; encourager les institutions fédérales à se montrer ouvertes et impartiales dans la communication de l'information et renseigner le public sur le mandat du Commissaire et les droits que la Loi confère aux individus.

Commissaire à la protection de la vie privée: S'assurer que les institutions fédérales se conforment à la Loi sur la protection des renseignements personnels; veiller à ce que les institutions fédérales observent la Loi sur la protection des renseignements personnels lors de la collecte, de l'utilisation, de la conservation et du retrait des renseignements personnels; encourager les institutions fédérales à se montrer ouvertes et impartiales dans la communication de l'information et renseigner le public sur le mandat du Commissaire et les droits que la Loi confère aux individus.

Cour suprême du Canada

Objectif

—Fournir une cour générale d'appel pour le Canada.

Cour canadienne de l'impôt

Objectif

—Fournir une cour indépendante et d'accès facile en vue d'assurer le règlement rapide et sans formalités des différends entre les contribuables et le ministre du Revenu national.

Note: Le Programme du Centre d'information sur l'unité canadienne a été transféré au ministère des Approvisionnements et Services (CP 1984-3201, daté le 17 septembre 1984).

Emploi des crédits

Crédit	Programme	
	MINISTÈRE	
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	
	Budgétaire	
1	Dépenses de fonctionnement	$ 68,135,365
	1b	4,841,385
	1c	1,039,000
	Virement du: CT, crédit 10(1)	88,593
	CT, crédit 30(1)	361,200
5	Subventions inscrites au Budget et contributions	$ 53,850,135
	5b	23,036,482
	5c	1
Stat	Ministre de la Justice—Traitement et allocation pour automobile	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE	
	Budgétaire	
15	Dépenses du programme	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE	
	Budgétaire	
20	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, rémunération, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Territoire du Yukon et de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest, non prévues dans la Loi sur les juges	$ 2,869,000
	20c	1
25	Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement	
Stat	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	COUR FÉDÉRALE DU CANADA	
	Budgétaire	
30	Dépenses du programme	$ 7,228,000
	30b	1,110,633
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	COMMISSION DE RÉFORME DU DROIT DU CANADA	
	Budgétaire	
35	Dépenses du programme	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	BUREAUX DU COMMISSAIRE À L'INFORMATION ET DU COMMISSAIRE À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA	
	Budgétaire	
40	Dépenses du programme	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	COUR SUPRÊME DU CANADA	
	Budgétaire	
45	Dépenses du programme	$ 3,956,000
	45b Subvention inscrite au Budget	517,767
	Virement du CT, crédit 5(1)	50,000
Stat	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	
	Total du programme—Budgétaire	

Crédits								
Exercice en cours								
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Soldes: Annulés (suremployés)	Soldes: Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
74,465,543		74,465,543		74,465,543	69,626,306	4,839,237		63,030,067
76,886,618		76,886,618		76,886,618	57,043,135	19,843,483		39,335,552
40,500	1,183	41,683		41,683	41,683			40,975
6,645,000	1,013,000	7,658,000		7,658,000	7,658,000			6,792,000
158,037,661	*1,014,183*	*159,051,844*		*159,051,844*	*134,369,124*	*24,682,720*		*109,198,594*
8,461,000		8,461,000		8,461,000	7,902,123	558,877		6,688,437
746,000	114,000	860,000		860,000	860,000			680,000
9,207,000	*114,000*	*9,321,000*		*9,321,000*	*8,762,123*	*558,877*		*7,368,437*
2,869,001		2,869,001		2,869,001	2,782,452	86,549		2,314,221
315,000		315,000		315,000	253,306	61,694		210,324
93,596,000	(7,535,728)	86,060,272		86,060,272	86,060,272			79,677,817
132,000	21,000	153,000		153,000	153,000			150,000
96,912,001	*(7,514,728)*	*89,397,273*		*89,397,273*	*89,249,030*	*148,243*		*82,352,362*
8,338,633		8,338,633		8,338,633	7,628,479	710,154		6,166,133
632,000	97,000	729,000		729,000	729,000			609,000
8,970,633	*97,000*	*9,067,633*		*9,067,633*	*8,357,479*	*710,154*		*6,775,133*
4,811,000		4,811,000		4,811,000	4,814,187	(3,187)		4,571,096
202,000	31,000	233,000		233,000	233,000			206,000
5,013,000	*31,000*	*5,044,000*		*5,044,000*	*5,047,187*	*(3,187)*		*4,777,096*
2,679,000		2,679,000		2,679,000	2,178,907	500,093		1,367,665
229,000	35,000	264,000		264,000	264,000			
2,908,000	*35,000*	*2,943,000*		*2,943,000*	*2,442,907*	*500,093*		*1,367,665*
4,523,767		4,523,767		4,523,767	4,504,712	19,055		3,551,150
1,520,000	(41,738)	1,478,262		1,478,262	1,478,262			1,446,989
249,000	38,000	287,000		287,000	287,000			274,000
	65	65		65	65			
6,292,767	*(3,673)*	*6,289,094*		*6,289,094*	*6,270,039*	*19,055*		*5,272,139*

Emploi des crédits—*Fin*

Crédit	Programme		
	COUR CANADIENNE DE L'IMPÔT		
	Budgétaire		
50	Dépenses du programme		
	50b	$ 4,011,000	
		491,400	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		
	Total du programme—Budgétaire		
	Total—Budgétaire		

(1) Conseil du Trésor, crédit 5, éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10, initiatives visant à créer des emplois.
Conseil du Trésor, crédit 30 (Contrôleur général), mise en œuvre des plans destinés à améliorer les pratiques et les procédures de contrôle en matière de gestion.

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
4,502,400		4,502,400		4,502,400	2,802,034	1,700,366		1,687,477
214,000	33,000	247,000		247,000	247,000			166,000
4,716,400	*33,000*	*4,749,400*		*4,749,400*	*3,049,034*	*1,700,366*		*1,853,477*
292,057,462	(6,194,218)	285,863,244		285,863,244	257,546,923	28,316,321		218,964,903

Coût total des programmes—Budgétaire
(en milliers de dollars)

PROGRAMME	Exercice	Dépenses	*Moins:* Rentrées portées en recettes	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	*Plus:* Autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	Coût total des programmes
MINISTÈRE						
ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	1984-85	134,369	2,208	6,658	1,281	140,100
	1983-84	109,199	1,711	5,745	1,000	114,233
COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE	1984-85	8,762	3	471	146	9,376
	1983-84	7,368	10	439	107	7,904
COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE	1984-85	89,249	2,716	200	89	86,822
	1983-84	82,352	2,377	197	84	80,256
COUR FÉDÉRALE DU CANADA	1984-85	8,358	196	2,945	176	11,283
	1983-84	6,775	191	2,806	124	9,514
COMMISSION DE RÉFORME DU DROIT DU CANADA	1984-85	5,047		385	41	5,473
	1983-84	4,777	1	388	31	5,195
BUREAUX DU COMMISSAIRE À L'INFORMATION ET DU COMMISSAIRE À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA	1984-85	2,443		262	35	2,740
	1983-84	1,368				1,368
COUR SUPRÊME DU CANADA	1984-85	6,270	94	3,621	70	9,867
	1983-84	5,272	77	3,449	59	8,703
COUR CANADIENNE DE L'IMPÔT	1984-85	3,049	3	1,608	53	4,707
	1983-84	1,854	2	356	28	2,236
Total	1984-85	257,547	5,220	16,150	1,891	270,368
	1983-84	218,965	4,369	13,380	1,433	229,409

Programmes par activité—Budgétaire
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
MINISTÈRE								
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE								
Services juridiques	23,509	22,808	65	159			23,574	22,967
Services des contentieux	25,953	25,665	136	436			26,089	26,101
Services législatifs	6,126	5,520		42			6,126	5,562
Élaboration de politiques et de programmes en matière juridique	7,851	6,909	2	144	76,887	57,043	84,740	64,096
Administration	17,443	14,971	1,080	672			18,523	15,643
	80,882	75,873	1,283	1,453	76,887	57,043	159,052	134,369
Moins: rentrées portées en recettes	2,208	2,208					2,208	2,208
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	6,658	6,658					6,658	6,658
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	1,281	1,281					1,281	1,281
Coût total du programme	86,613	81,604	1,283	1,453	76,887	57,043	164,783	140,100
COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE								
Commission canadienne des droits de la personne	9,289	8,501	32	261			9,321	8,762
Moins: rentrées portées en recettes		3						3
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	471	471					471	471
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	146	146					146	146
Coût total du programme	9,906	9,115	32	261			9,938	9,376
COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE								
Administration	2,746	2,650	5	15	118	118	2,869	2,783
Conseil canadien de la magistrature	313	253	2				315	253
Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	70,990	70,990			15,070	15,070	86,060	86,060
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	153	153					153	153
	74,202	74,046	7	15	15,188	15,188	89,397	89,249
Moins: rentrées portées en recettes		2,716						2,716
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	200	200					200	200
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	89	89					89	89
Coût total du programme	74,491	71,619	7	15	15,188	15,188	89,686	86,822
COUR FÉDÉRALE DU CANADA								
Administration de la Cour fédérale du Canada	8,268	7,566	800	792			9,068	8,358
Moins: rentrées portées en recettes	196	196					196	196
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	2,945	2,945					2,945	2,945
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	176	176					176	176
Coût total du programme	11,193	10,491	800	792			11,993	11,283
COMMISSION DE RÉFORME DU DROIT DU CANADA								
Commission de réforme du droit du Canada	5,015	4,993	29	54			5,044	5,047
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	385	385					385	385
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	41	41					41	41
Coût total du programme	5,441	5,419	29	54			5,470	5,473
BUREAUX DU COMMISSAIRE À L'INFORMATION ET DU COMMISSAIRE À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA								
Commissaire à l'information	832	642					832	642
Commissaire à la protection de la vie privée	1,160	911					1,160	911
Administration	931	829	20	61			951	890
	2,923	2,382	20	61			2,943	2,443
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	262	262					262	262
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	35	35					35	35
Coût total du programme	3,220	2,679	20	61			3,240	2,740

Programmes par activité—Budgétaire—*Fin*
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
COUR SUPRÊME DU CANADA								
Administration	4,327	4,407	466	367	18	18	4,811	4,792
Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	944	944			534	534	1,478	1,478
	5,271	5,351	466	367	552	552	6,289	6,270
Moins: rentrées portées en recettes	94	94					94	94
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	3,621	3,621					3,621	3,621
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	70	70					70	70
Coût total du programme	8,868	8,948	466	367	552	552	9,886	9,867
COUR CANADIENNE DE L'IMPÔT								
Administration de la Cour canadienne de l'impôt	4,202	2,558	547	491			4,749	3,049
Moins: rentrées portées en recettes	3	3					3	3
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	1,608	1,608					1,608	1,608
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	53	53					53	53
Coût total du programme	5,860	4,216	547	491			6,407	4,707

Subventions et contributions
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
MINISTÈRE			
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE			
Subventions			
Élaboration de politiques et de programmes en matière juridique			
Subvention à la Conférence sur l'uniformisation des lois canadiennes pour aider à payer les frais d'administration	4	4	4
Subvention à la Conférence sur l'uniformisation des lois canadiennes pour les fins de recherche de la Conférence	25	1	24
Commission internationale des juristes	19	19	19
Institut international de droit d'expression française (IDEF)	1	1	2
Subventions en vue d'encourager les étudiants à se spécialiser dans la rédaction des lois	94	93	94
Subventions en vue d'encourager l'accès des Autochtones à la profession juridique	213	215	133
Programme des bourses Duff-Rinfret	96	87	84
Subvention à l'Association canadienne des chefs de police destinée au Comité sur les modifications de la loi	32	32	17
British Institute of International and Comparative Law (CLAS)	10	10	10
Académie de droit international de la Haye	12	12	11
Le Centre de traduction et de documentation juridique d'Ottawa	60	60	
Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal	23	23	20
Institut canadien du droit des ressources	25	25	10
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			10
	614	*582*	*438*
Contributions			
Élaboration de politiques et de programmes en matière juridique			
Contributions aux provinces et aux territoires, en conformité avec les accords conclus avec le Ministre au nom du Canada, pour les aider à soutenir leurs régimes d'aide juridique	56,732	45,821	30,003
Contributions aux provinces et aux territoires, en conformité avec les accords conclus avec le Ministre au nom du Canada, pour les aider à soutenir leurs programmes visant à indemniser les victimes d'actes criminels violents	2,476	2,441	2,406
Contributions en vue de promouvoir la recherche et les innovations dans le domaine de l'aide juridique	300	112	125
Contributions au programme d'échange d'étudiants en droit civil et en droit coutumier durant l'été	342	333	334
Conseil canadien de la documentation juridique	445	480	424
Association canadienne des juges des cours provinciales	70	69	60
Contributions en vue d'aider à la réforme du droit pénal	418	382	880
Contributions au programme d'aide juridique aux Autochtones et aux programmes relatifs aux Autochtones et aux responsables de l'administration de la justice	3,365	3,042	2,892
Fonds de consultation et de préparation	335	286	146
Programme de rédaction des lois de l'Université d'Ottawa	85	85	82
Société canadienne des sciences judiciaires	37	9	27
Jeunes délinquants—Aide juridique	10,325	2,469	
Justice pour victimes	352	218	
Sentence	240	92	
Fonds pour la Loi sur les droits de la personne	500	497	434
Informations et renseignements juridiques à l'intention du public	251	125	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			1,085
	76,273	*56,461*	*38,898*
	76,887	*57,043*	*39,336*
COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE			
Subventions			
Administration			
Gratifications versées au conjoint survivant d'un juge qui décède dans l'exercice de ses fonctions ou à des personnes à charge en vertu de l'approbation du Conseil du Trésor, équivalant au sixième du traitement annuel du juge au moment de son décès	118	118	81
Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges			
Pensions aux termes de la Loi sur les juges (dans sa forme modifiée)	15,070	15,070	13,949
	15,188	*15,188*	*14,030*
COUR SUPRÊME DU CANADA			
Subventions			
Administration			
Gratification versée au conjoint survivant d'un juge décédé dans l'exercice de ses fonctions. Cette gratification est égale à un sixième du traitement annuel au moment du décès	18	18	
Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges			
Pensions aux termes de la Loi sur les juges (dans sa forme modifiée)	534	534	491
	552	*552*	*491*
Total	92,627	72,783	53,857

Dépenses budgétaires par programme et article courant
(en milliers de dollars)

ARTICLE COURANT	Programme d'administration de la justice	Commission canadienne des droits de la personne	Commissaire à la magistrature fédérale	Cour fédérale du Canada	Commission de réforme du droit du Canada	Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada	Cour suprême du Canada	Cour canadienne de l'impôt	Total
(1) Traitements et salaires	53,429	5,738	66,347	5,071	1,440	1,759	2,868	2,150	138,802
	49,806	**5,252**	**66,276**	**4,592**	**1,398**	**1,581**	**2,869**	**1,339**	**133,113**
	45,017	*4,143*	*61,481*	*3,947*	*1,367*	*835*	*2,649*	*958*	*120,397*
(1) Autres frais touchant le personnel	7,794	860	153	729	233	264	287	247	10,567
	7,794	**860**	**153**	**729**	**233**	**264**	**287**	**247**	**10,567**
	6,942	*680*	*150*	*609*	*206*		*274*	*166*	*9,027*
(2) Transports et communications	4,922	577	5,746	641	543	228	193	821	13,671
	4,897	**798**	**5,668**	**591**	**564**	**166**	**186**	**267**	**13,137**
	4,064	*659*	*4,877*	*604*	*485*	*78*	*225*	*220*	*11,212*
(3) Information	2,166	211	289		451	74	427		3,618
	1,995	**231**	**265**		**450**	**80**	**394**		**3,415**
	1,437	*238*	*233*		*514*	*13*	*274*		*2,709*
(4) Services professionnels et spéciaux	10,696	1,267	776	772	2,109	516	673	712	17,521
	8,755	**1,078**	**763**	**630**	**2,119**	**232**	**583**	**425**	**14,585**
	8,619	*1,080*	*775*	*639*	*1,971*	*235*	*540*	*234*	*14,093*
(5) Location	241	111	62	167	85	48	96	20	830
	375	**75**	**53**	**117**	**82**	**17**	**96**	**31**	**846**
	414	*61*	*73*	*108*	*56*	*17*	*96*	*24*	*849*
(6) Achat de services de réparation et d'entretien	289	56	81	114	16	5	142	8	711
	484	**78**	**86**	**117**	**13**	**4**	**320**	**133**	**1,235**
	325	*39*	*12*	*56*	*16*		*35*	*5*	*488*
(7) Services publics, fournitures et approvisionnements	1,138	452	68	737	136	23	584	242	3,380
	1,620	**120**	**106**	**775**	**134**	**35**	**614**	**115**	**3,519**
	1,328	*72*	*56*	*585*	*127*	*48*	*568*	*65*	*2,849*
(9) Construction et acquisition de machines et de matériel	1,283	32	7	800	29	20	466	547	3,184
	1,453	**261**	**15**	**792**	**54**	**61**	**367**	**491**	**3,494**
	1,711	*391*	*12*	*215*	*31*	*140*	*113*	*182*	*2,795*
(10) Subventions, contributions et autres paiements de transfert	76,887		15,188				552		92,627
	57,043		**15,188**				**552**		**72,783**
	39,336		*14,030*				*491*		*53,857*
(12) Toutes autres dépenses	207	17	680	37	2	6	1	2	952
	147	**9**	**676**	**15**		**3**	**2**	**1**	**853**
	6	*5*	*653*	*12*	*4*	*2*	*7*		*689*
Total des dépenses nettes	159,052	9,321	89,397	9,068	5,044	2,943	6,289	4,749	285,863
	134,369	**8,762**	**89,249**	**8,358**	**5,047**	**2,443**	**6,270**	**3,049**	**257,547**
	109,199	*7,368*	*82,352*	*6,775*	*4,777*	*1,368*	*5,272*	*1,854*	*218,965*

Les montants en caractères romains représentent les crédits de 1984-85.
Les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de 1984-85.
Les montants en *italique* représentent les dépenses de 1983-84.

Recettes

	1984-85	1983-84
	$	$
MINISTÈRE		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	711,645	1,113,918
Rémunérations de services	71,210	10,708
Autres recettes non fiscales	1,425,426	586,455
Total	2,208,281	1,711,081

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	708,183	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	3,462	
		711,645
Autres recettes non fiscales:		
Amendes et confiscations	687,248	
Location et services publics	55,981	
Autres	682,197	
		1,425,426

	1984-85	1983-84
	$	$
COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Autres recettes non fiscales	3,136	10,472

	1984-85	1983-84
	$	$
COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	6,809	
Autres recettes non fiscales	2,709,551	2,376,752
Total	2,716,360	2,376,752

	1984-85
	$
Détail	
Recettes non fiscales—	
Autres recettes non fiscales:	
Retenues au Compte de pension de retraite de la Fonction publique—Juges	2,709,551

	1984-85	1983-84
	$	$
COUR FÉDÉRALE DU CANADA		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	25,948	11,047
Rémunérations de services	164,644	180,242
Autres recettes non fiscales	5,360	18
Total	195,952	191,307

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Rémunérations de services:		
Frais de la Cour fédérale	148,590	
Dépenses de la Cour	16,054	
		164,644

	1984-85	1983-84
	$	$
COMMISSION DE RÉFORME DU DROIT DU CANADA		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	5	651

	1984-85	1983-84
	$	$
BUREAUX DU COMMISSAIRE À L'INFORMATION ET DU COMMISSAIRE À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Autres recettes non fiscales	5	

	1984-85	1983-84
	$	$
COUR SUPRÊME DU CANADA		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	747	2,766
Rémunérations de services	9,452	9,293
Produits des ventes	30,966	27,812
Autres recettes non fiscales	53,129	36,661
Total	94,294	76,532

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Rémunérations de services:		
Photocopies		9,452
Produits des ventes:		
Vente de communiqué de la Cour suprême	6,697	
Vente de raisons d'arrêt	24,269	
		30,966
Autres recettes non fiscales:		
Contributions des juges aux pensions	26,445	
Virement du Compte de sécurité	15,358	
Divers	11,326	
		53,129

	1984-85	1983-84
	$	$
COUR CANADIENNE DE L'IMPÔT		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents		711
Produits des ventes	2,867	1,384
Total	2,867	2,095

SECTION 20

COMPTES PUBLICS
1984-85

Parlement

Sénat
Chambre des communes
Bibliothèque du Parlement

SOMMAIRE

	Page
Objectifs	20.3
Emploi des crédits	20.4
Coût total des programmes—Budgétaire	20.6
Programmes par activité—Budgétaire	20.6
Subventions et contributions	20.7
Dépenses budgétaires par programme et article courant	20.8
Recettes	20.9

PARLEMENT

La seconde session de la trente-deuxième législature a débuté le 7 décembre 1983 et s'est terminée le 9 juillet 1984.

La trente-troisième législature a débuté le 5 novembre 1984 et est toujours en cours au 31 mars 1985.

Sénat

Objectif

—Permettre au Sénat de s'acquitter de son rôle constitutionnel.

Chambre des communes

Objectif

—Aider les députés dans leur étude, dans les deux langues officielles, des lois et des prévisions de dépenses des ministères et organismes, et gérer les affaires de la Chambre.

Bibliothèque du Parlement

Objectif

—Fournir la documentation et autres services de bibliothèque et de recherches aux parlementaires dans les deux langues officielles.

Emploi des crédits

Crédit	Programme	
	SÉNAT	
	Budgétaire	
1	Dépenses du programme, y compris une allocation de logement en remplacement d'une résidence pour le Président du Sénat, subventions inscrites au Budget et contributions	
Stat	Sénateurs—Traitement et allocation pour automobile du Président du Sénat, paiements aux sénateurs en vertu de la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes, et contribution de l'État au Compte d'allocations de retraite des membres du Parlement et au Compte de prestations de retraite supplémentaires	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Emploi des crédits non requis pour l'exercice en cours	
	Total du programme—Budgétaire	
	CHAMBRE DES COMMUNES	
	Budgétaire	
5	Dépenses du programme, y compris des allocations de logement en remplacement d'une résidence pour le Président de la Chambre des communes et d'un appartement pour le Vice-président, versements à l'égard des bureaux des députés dans les diverses circonscriptions; subventions inscrites au Budget et contributions	$ 107,914,853
	5b	4,180,000
Stat	Députés—Traitements et indemnités des dignitaires et des députés de la Chambre des communes en vertu de la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes, et contribution de l'État au Compte d'allocations de retraite des membres du Parlement et au Compte de prestations de retraite supplémentaires	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Prestations de retraite supplémentaires en excès des contributions pour les membres du Parlement	
	Emploi des crédits non requis pour l'exercice en cours	
	Total du programme—Budgétaire	
	BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT	
	Budgétaire	
10	Dépenses du programme	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	Total—Budgétaire	

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
15,830,000		15,830,000		15,830,000	15,563,128	266,872		13,894,073
9,219,000	(299,632)	8,919,368		8,919,368	8,919,368			7,653,443
1,327,000	203,000	1,530,000		1,530,000	1,530,000			1,473,000
								33,379
26,376,000	***(96,632)***	***26,279,368***		***26,279,368***	***26,012,496***	***266,872***		***23,053,895***
112,094,853		112,094,853		112,094,853	110,059,772	2,035,081		100,397,907
37,517,000	(2,696,456)	34,820,544		34,820,544	34,820,544			33,270,044
9,658,000	1,472,000	11,130,000		11,130,000	11,130,000			10,333,391
	1,754,618	1,754,618		1,754,618	1,754,618			1,004,773
								8,800
159,269,853	***530,162***	***159,800,015***		***159,800,015***	***157,764,934***	***2,035,081***		***145,014,915***
9,120,000		9,120,000		9,120,000	9,056,513	63,487		8,400,788
976,000	149,000	1,125,000		1,125,000	1,125,000			1,024,000
10,096,000	***149,000***	***10,245,000***		***10,245,000***	***10,181,513***	***63,487***		***9,424,788***
195,741,853	582,530	196,324,383		196,324,383	193,958,943	2,365,440		177,493,598

Coût total des programmes—Budgétaire
(en milliers de dollars)

PROGRAMME	Exercice	Dépenses	*Moins:* Rentrées portées en recettes	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	*Plus:* Autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	Coût total des programmes
SÉNAT	1984-85	26,012	75	1,986	4,630	32,553
	1983-84	23,054	64	2,446	1,708	27,144
CHAMBRE DES COMMUNES	1984-85	157,765	471	10,947	15,358	183,599
	1983-84	145,015	346	10,337	14,230	169,236
BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT	1984-85	10,182	7	851	363	11,389
	1983-84	9,425	2	873	283	10,579
Total	1984-85	193,959	553	13,784	20,351	227,541
	1983-84	177,494	412	13,656	16,221	206,959

Programmes par activité—Budgétaire
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
SÉNAT								
Sénateurs	7,873	8,562			279	279	8,152	8,841
Dignitaires du Sénat	1,304	1,118					1,304	1,118
Administration	7,613	6,881	265	468	573	430	8,451	7,779
Services législatifs	5,010	4,912					5,010	4,912
Services d'entretien	3,362	3,362					3,362	3,362
	25,162	24,835	265	468	852	709	26,279	26,012
Moins: rentrées portées en recettes		75						75
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	1,986	1,986					1,986	1,986
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	4,630	4,630					4,630	4,630
Coût total du programme	31,778	31,376	265	468	852	709	32,895	32,553
CHAMBRE DES COMMUNES								
Députés	79,079	80,010	959	2,189			80,038	82,199
Services de la procédure	16,566	8,590	48	156	1,360	1,023	17,974	9,769
Services d'entretien	17,580	17,133	118	141			17,698	17,274
Administration	32,100	32,005	860	5,388			32,960	37,393
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11,130	11,130					11,130	11,130
	156,455	148,868	1,985	7,874	1,360	1,023	159,800	157,765
Moins: rentrées portées en recettes		471						471
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	10,947	10,947					10,947	10,947
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	15,358	15,358					15,358	15,358
Coût total du programme	182,760	174,702	1,985	7,874	1,360	1,023	186,105	183,599
BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT								
Documentation imprimée et autre	4,685	4,680					4,685	4,680
Travaux de recherches et personnel	2,660	2,649					2,660	2,649
Administration	1,618	1,572	157	156			1,775	1,728
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,125	1,125					1,125	1,125
	10,088	10,026	157	156			10,245	10,182
Moins: rentrées portées en recettes		7						7
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	851	851					851	851
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	363	363					363	363
Coût total du programme	11,302	11,233	157	156			11,459	11,389

Subventions et contributions
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
SÉNAT			
Subventions			
Sénateurs			
Sénateurs—Pensions aux sénateurs à la retraite	279	279	313
Administration			
Subventions aux associations parlementaires et de procédure	456	375	359
	735	*654*	*672*
Contributions			
Administration			
Dépenses des délégués assistant à des conférences interparlementaires et dépenses relatives aux visites des délégués d'autres parlements ou aux visites à d'autres parlements	*117*	*55*	*69*
	852	*709*	*741*
CHAMBRE DES COMMUNES			
Subventions			
Services de la procédure			
Subventions aux associations parlementaires et de procédure	*1,086*	*896*	*765*
Contributions			
Services de la procédure			
Dépenses des délégués assistant à des conférences interparlementaires et dépenses relatives aux visites des délégués d'autres parlements ou aux visites à d'autres parlements	*274*	*127*	*237*
	1,360	*1,023*	*1,002*
Total	2,212	1,732	1,743

Dépenses budgétaires par programme et article courant
(en milliers de dollars)

ARTICLE COURANT	Sénat	Chambre des communes	Bibliothèque du Parlement	Total
(1) Traitements et salaires	15,654	90,220	7,397	113,271
	15,502	**85,300**	**7,379**	**108,181**
	13,119	*82,059*	*6,878*	*102,056*
(1) Autres frais touchant le personnel	3,446	26,541	1,125	31,112
	2,994	**26,917**	**1,125**	**31,036**
	2,749	*19,177*	*1,024*	*22,950*
(2) Transports et communications	1,749	13,597	195	15,541
	2,321	**13,171**	**193**	**15,685**
	1,967	*14,381*	*180*	*16,528*
(3) Information	2,134	15,553	36	17,723
	2,252	**9,129**	**36**	**11,417**
	1,682	*11,994*	*15*	*13,691*
(4) Services professionnels et spéciaux	1,207	2,961	404	4,572
	724	**3,933**	**401**	**5,058**
	1,198	*3,513*	*333*	*5,044*
(5) Location	318	3,452	213	3,983
	252	**2,684**	**178**	**3,114**
	292	*2,637*	*201*	*3,130*
(6) Achat de services de réparation et d'entretien	133	1,122	58	1,313
	177	**2,995**	**56**	**3,228**
	62	*774*	*83*	*919*
(7) Services publics, fournitures et approvisionnements	489	2,897	659	4,045
	587	**4,568**	**657**	**5,812**
	477	*3,018*	*597*	*4,092*
(9) Construction et acquisition de machines et de matériel	265	1,985	157	2,407
	468	**7,874**	**157**	**8,499**
	734	*6,265*	*114*	*7,113*
(10) Subventions, contributions et autres paiements de transfert	852	1,360		2,212
	709	**1,023**		**1,732**
	741	*1,002*		*1,743*
(12) Toutes autres dépenses	32	112	1	145
	26	**171**		**197**
	33	*195*		*228*
Total des dépenses nettes	26,279	159,800	10,245	196,324
	26,012	**157,765**	**10,182**	**193,959**
	23,054	*145,015*	*9,425*	*177,494*

Les montants en caractères romains représentent les crédits de 1984-85.
Les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de 1984-85.
Les montants en *italique* représentent les dépenses de 1983-84.

Recettes

	1984-85	1983-84
	$	$
SÉNAT		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	6,626	4,306
Rémunérations de services	4,046	4,814
Privilèges, licences et permis	3,400	5,800
Produits des ventes	12,095	1,047
Autres recettes non fiscales	49,099	47,593
Total	75,266	63,560

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Rémunérations de services:		
Salon de coiffure pour hommes	3,391	
Textes législatifs authentiques du Parlement	655	4,046
Produits des ventes:		
Ventes d'actifs		12,095
Autres recettes non fiscales:		
Cotisations des sénateurs au Fonds du revenu consolidé en vertu de l'article 25 de la Loi d'allocations de retraite des membres du Parlement	45,416	
Remboursement de quote-part de l'État— Cotisation sur la retraite	3,683	49,099

	1984-85	1983-84
	$	$
CHAMBRE DES COMMUNES		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	368,041	269,218
Privilèges, licences et permis	25	4,125
Autres recettes non fiscales	102,805	72,565
Total	470,871	345,908

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	347,437	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	20,604	368,041

	1984-85	1983-84
	$	$
BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	4,066	1,792
Autres recettes non fiscales	2,991	393
Total	7,057	2,185

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)		4,066
Autres recettes non fiscales:		
Photocopies	416	
Livres	31	
Autres	2,544	2,991

SECTION 21

COMPTES PUBLICS
1984-85

Pêches et Océans

Ministère
Office canadien du poisson salé
Office de commercialisation du poisson d'eau douce

SOMMAIRE

	Page
Objectifs	21.3
Emploi des crédits	21.4
Coût total du programme—Budgétaire	21.6
Programme par activité—Budgétaire	21.6
Subventions et contributions	21.7
Dépenses budgétaires par programme et article courant	21.8
Recettes	21.8
Appendice	21.9

PÊCHES ET OCÉANS

Ministère

Objectif

—Réaliser, promouvoir et coordonner des politiques et des programmes aux fins de la conservation et la gestion des ressources aquatiques renouvelables du Canada et de leur habitat; aux fins de l'utilisation économique soutenue de ces ressources, en tenant compte de la dépendance des collectivités canadiennes à leur égard; et aux fins de la conduite de levées et de recherches à l'appui des intérêts économiques et scientifiques du Canada concernant les océans, notamment l'utilisation sécuritaire des eaux navigables du Canada et l'exploitation acceptable, sur le plan de l'environnement, d'autres ressources marines.

Office canadien du poisson salé

Objectif

—Réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson salé.

Office de commercialisation du poisson d'eau douce

Objectif

—Réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce.

Emploi des crédits

Crédit	Programme	
	MINISTÈRE	
	Budgétaire	
1*	Dépenses de fonctionnement, participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part desdites commissions dans les programmes à frais partagés	$ 431,720,500
	1a	9,566,000
	1b	15,372,600
	Virement du: CT, crédit 10[1]	2,033,771
	CT, crédit 30[1]	180,000
2b	Achats de produits de la pêche, désignés par le gouverneur en conseil, conformément à la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche	
5*	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	$ 210,364,000
	5a	765,000
	5b	30,052,500
10	Subventions inscrites au Budget et contributions	$ 16,762,115
	10a	4,435,000
	10b	20,173,000
	10c	1
Stat	Ministre des Pêches et des Océans—Traitement et allocation pour automobile	
Stat	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Arrêts de la Cour fédérale	
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	
	Total du programme—Budgétaire	
	Non budgétaire	
540	Loi des subsides n° 5 de 1955, telle que modifiée par le crédit 527 de la Loi des subsides n° 6 de 1956 et par le crédit L38b de la Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits, prévoient la création d'un ou de plusieurs comptes spéciaux en remplacement des comptes établis en vertu du crédit 536 de la Loi des subsides n° 4 de 1954, portant affectation de crédits aux fins d'un programme qui sera connu sous le nom de Régime d'assurance des bâtiments de pêche et qui sera administré conformément aux règlements prescrits par le gouverneur en conseil, afin d'aider les pêcheurs à faire face à des pertes anormales d'immobilisations et d'autoriser le paiement d'indemnités. Les comptes seront crédités de toutes les sommes encaissées sous forme de primes ou de recouvrements ainsi que des avances consenties conformément à ces règlements, ces avances ne devant jamais dépasser $150,000; ces crédits autorisent en outre le paiement des remboursements de primes et le règlement des réclamations de dommages-intérêts lors de collision en mer, lorsque la collision met en cause un bâtiment assuré en vertu du Régime d'assurance des bâtiments de pêche. Les frais d'administration sont imputés au crédit 1 du ministère des Pêches et des Océans. Les programmes concernant le fonds d'indemnités relatif aux casiers à homard et les apparaux fixes et installations portuaires ont été annulés à la fin de l'année 1968-69. (Net)	
Stat	La Loi sur la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique, Projet de Loi C-170, article 4. Pour l'application de la présente loi, le Ministre peut, aux conditions qu'il détermine, consentir une contribution ou un prêt à une entreprise, article 8 (1). Sont affectés pour la période allant de la date d'entrée en vigueur de la présente loi au 31 mars 1985, des crédits de $138,000,000 à prélever sur le Fonds du revenu consolidé au fur et à mesure des besoins. (Brut)	
L15c	Paiements relatifs à la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique par suite de la Loi sur la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique. (Brut)	
	Total du programme—Non budgétaire	
	OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ	
	Non budgétaire	
L23b	Ce compte a été établi pour y consigner les prêts consentis à l'Office canadien du poisson salé, créé en vertu de la Loi sur le poisson salé de 1969-70, et a été étendu par le crédit L23b, de la Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits en vue de la réglementation du commerce interprovincial et du commerce d'exportation du poisson salé pour augmenter les gains des producteurs primaires de morue préparée. L'article 17 de la Loi prévoit que le gouverneur en conseil peut selon les modalités qu'il peut prescrire, autoriser le ministre des Finances: a) à garantir le remboursement de prêts consentis à l'Office par une banque et le paiement de l'intérêt sur ces prêts; et b) à consentir des prêts à l'Office. Le CP 1973-1915 de juillet 1973 autorise au ministre des Finances d'effectuer à l'Office canadien du poisson salé des prêts afin de financer l'acquisition d'actif immobilisé autre que le fonds de roulement. Le solde global débiteur ne doit jamais dépasser $50,000,000 tel que modifié par le Projet de Loi C-6, 1984. (Net)	
	OFFICE DE COMMERCIALISATION DU POISSON D'EAU DOUCE	
	Non budgétaire	
L30b	L'Office de commercialisation du poisson d'eau douce a été constitué en vertu de la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce, 1968-69, afin de réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce et créant l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce. Aux fins de permettre à l'Office de poursuivre ses opérations en vertu de la présente loi, l'article 17 stipule que le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances, selon les modalités à convenir entre eux: a) à garantir le remboursement de prêts consentis à l'Office par une banque et le paiement de l'intérêt sur ces prêts; et b) à consentir des prêts à l'Office. Le crédit L30b, Loi n° 1 de 1974 portant affectation de crédits. L'ensemble des montants non remboursés, à tout moment, qui peuvent être empruntés à toute banque sur le crédit de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce et des montants prêtés par le ministre des Finances en vertu de l'article 17 de la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce ne doit pas dépasser $30,000,000 telle que modifiée par le Projet de Loi C-5, 1984. (Net)	
	Total—Budgétaire	
	Non budgétaire	

[1] Conseil du Trésor, crédit 10, initiatives visant à créer des emplois.
Conseil du Trésor, crédit 30 (Contrôleur général), mise en œuvre des plans destinés à améliorer les pratiques et les procédures de contrôle en matière de gestion.

* Comprend la Commission royale sur les phoques et l'industrie de la chasse au phoque du Canada.

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
458,872,871		458,872,871		458,872,871	444,686,514	14,186,357		408,060,399
12,000,000		12,000,000		12,000,000	3,086,691	8,913,309		2,410,677
241,181,500		241,181,500		241,181,500	205,362,567	35,818,933		142,846,758
41,370,116		41,370,116		41,370,116	32,412,716	8,957,400		23,908,658
40,500	1,182	41,682		41,682	41,682			40,975
4,000,000	(1,632,576)	2,367,424		2,367,424	2,367,424			3,959,707
27,225,000	4,149,000	31,374,000		31,374,000	31,374,000			27,579,000
	1,318,888	1,318,888		1,318,888	1,318,888			115,914
	117,600	117,600		117,600	117,600			114,439
784,689,987	*3,954,094*	*788,644,081*		*788,644,081*	*720,768,082*	*67,875,999*		*609,036,527*
			150,000	150,000			150,000	
99,500,000	(99,500,000)		99,499,000	99,499,000	99,498,900	100		38,501,000
14,775,000		14,775,000		14,775,000	14,775,000			
114,275,000	*(99,500,000)*	*14,775,000*	*99,649,000*	*114,424,000*	*114,273,900*	*100*	*150,000*	*38,501,000*
	20,000,000	*20,000,000*	*15,906,500*	*35,906,500*	*(1,758,500)*		*37,665,000*	*5,687,500*
	10,000,000	*10,000,000*	*9,659,752*	*19,659,752*	*5,669,957*		*13,989,795*	*(7,701,793)*
784,689,987	3,954,094	788,644,081		788,644,081	720,768,082	67,875,999		609,036,527
114,275,000	(69,500,000)	44,775,000	125,215,252	169,990,252	118,185,357	100	51,804,795	36,486,707

Coût total du programme—Budgétaire
(en milliers de dollars)

PROGRAMME	Exercice	Dépenses	*Moins:* Rentrées portées en recettes	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	*Plus:* Autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	Coût total du programme
PÊCHES ET OCÉANS	1984-85	720,768	27,275	19,908	12,985	6,518	732,904
	1983-84	609,037	22,685	17,943	11,665	5,137	621,097

Programme par activité—Budgétaire
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
MINISTÈRE								
Gestion des pêches de l'Atlantique	125,701	124,233	5,521	5,429	594	555	131,816	130,217
Gestion des pêches du Pacifique et du Yukon	89,078	89,473	9,034	9,040	550	550	98,662	99,063
Gestion des pêches dans les Territoires du Nord-Ouest et en eaux douces	22,517	22,532	1,527	1,501			24,044	24,033
Services à l'industrie de la pêche	93,223	79,269	130,223	122,816	39,812	30,903	263,258	232,988
Commercialisation et affaires internationales	11,090	10,791	38	35			11,128	10,826
Sciences et levés océaniques	92,397	91,436	9,247	9,617	412	403	102,056	101,456
Services intégrés d'administration	39,431	31,350	85,567	56,904	2	2	125,000	88,256
Commission royale sur les phoques et l'industrie de la chasse au phoque du Canada	936	748	24	21			960	769
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	31,374	31,374					31,374	31,374
Ministre des Pêches et des Océans—Traitement et allocation pour automobile	42	42					42	42
Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche					2,367	2,367	2,367	2,367
Arrêts de la Cour fédérale	1,319	1,319					1,319	1,319
Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	118	118					118	118
	507,226	482,685	241,181	205,363	43,737	34,780	792,144	722,828
Moins: recettes à valoir sur le crédit	3,500	2,060					3,500	2,060
	503,726	480,625	241,181	205,363	43,737	34,780	788,644	720,768
Moins: rentrées portées en recettes	25,446	27,275					25,446	27,275
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère	19,908	19,908					19,908	19,908
locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	12,985	12,985					12,985	12,985
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	6,518	6,518					6,518	6,518
Coût total du programme	517,691	492,761	241,181	205,363	43,737	34,780	802,609	732,904

Subventions et contributions
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
MINISTÈRE			
Subventions			
Gestion des pêches de l'Atlantique			
Subvention à des étudiants en biologie pouvant suivre des cours et travailler en français	92	92	
Laboratoire de recherches sur les sciences de la mer de l'Université Memorial (Terre-Neuve)	150	150	150
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			732
Services à l'industrie de la pêche			
Aide spéciale aux pêcheurs indépendants de l'Atlantique et du Labrador affectés par des conditions de glaces anormales	3,781	3,720	
Sciences et levés océaniques			
Droits d'affiliation à l'Organisation hydrographique internationale	22	21	20
Versement au Fonds de fiducie de la Commission océanographique intergouvernementale	15	15	15
Conseil pour l'utilisation de la mer	15	15	15
Subventions aux universités canadiennes et bourses d'études à des recherchistes particuliers à l'appui de la recherche marine et aquatique et des recherches économiques dans les domaines des pêches et de la mer	360	352	360
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			15
	4,435	*4,365*	*1,307*
Contributions			
Gestion des pêches de l'Atlantique			
Aide au Comité d'étude des phoques et de leur chasse	111	76	106
Contribution pour le Programme emploi et perfectionnement jeunesse: ressources halieutiques	215	215	
Contribution au camp sur les ressources de la pêche de l'Université Memorial de Terre-Neuve	3		
Contribution au fonds mondial pour la nature (Canada) pour une étude sur les cétacés de l'Arctique	23	23	45
Gestion des pêches du Pacifique et du Yukon			
Contribution au Conseil des industries forestières de la Colombie-Britannique	50	50	50
Contribution à «Vancouver Public Aquarium Association»	500	500	
Services à l'industrie de la pêche			
Aide conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour la construction de chalutiers à l'égard de laquelle aucune subvention d'équipement n'est payable en vertu de quelque autre autorisation fédérale	8,500	5,353	7,702
Contribution aux programmes de développement des pêches de l'Île-du-Prince-Édouard	197	197	2,357
Contribution pour le Programme emploi et perfectionnement jeunesse: ressources halieutiques	4,220	4,216	
Contribution aux programmes de développement des pêches du Labrador	1,740	1,073	1,400
Contribution aux programmes de développement des pêches dans le sud-est du Nouveau-Brunswick	420	385	568
Contributions en vue de couvrir les coûts du Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS)	406	204	8,012
Contributions à l'égard des coûts d'aménagement des installations d'entreposage d'appâts, de déchargement du poisson, de fabrication de la glace et de l'approvisionnement industriel en eau et en électricité approuvés dans le cadre des projets spéciaux de relance	8,610	8,280	450
Contribution aux pêcheurs détenant des permis commerciaux et aux associations des pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine	115	115	136
Contributions aux pêcheurs de la Côte-Nord, du Bas Saint-Laurent et des Îles-de-la-Madeleine qui détiennent des permis commerciaux	2,988	2,602	10
Contributions aux Autochtones ou groupes d'Autochtones du Nord du Québec, relativement à leurs activités de chasse et pêche	250	250	
Contributions au développement technologique des pêches de l'Atlantique et au transfert d'information	1,003	893	
Contribution à la Corporation de la Marina Lotbinière Inc pour l'aménagement d'un port de plaisance	434	50	
Contribution au Club nautique Deschaillons pour l'aménagement d'un port de plaisance	632	606	
Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche	2,367	2,367	3,960
Contribution aux usines enregistrées de transformation du poisson, aux sociétés, aux entreprises individuelles ou aux groupes de particuliers, qui travailleront dans les secteurs de l'exploitation, de la transformation, de la commercialisation ou du transport au sein de l'industrie de la pêche à l'Île-du-Prince-Édouard	202	201	
Contribution au canton de Bosanquet (Ontario) pour la construction d'infrastructures nautiques et autres travaux maritimes approuvés sous l'égide du Programme des projets spéciaux de relance	300		
Contributions à l'égard des coûts d'aménagement des installations de fabrication et d'entreposage de la glace dans le cadre du Programme d'infrastructures pour la fabrication et l'entreposage de la glace—Pêches de l'Atlantique	460	455	
Contribution aux pêcheurs commerciaux du saumon de l'Atlantique pour le rachat de leurs permis de pêche	1,694	1,693	
Contribution pour le coût d'achat d'harenguiers-seineurs basés au Nouveau-Brunswick	3,000		
Contribution au Club nautique La Batture pour le dragage de la rivière Nicolet	250		
Contribution au Club Les Amis de la Marina Inc., Shippegan (Nouveau-Brunswick) pour l'aménagement d'un port de plaisance	300	300	
Contribution à l'Association des chasseurs de phoque du Canada	65	65	
Contribution à l'International Game Fish Association	10	10	
Contribution au Conseil canadien des pêches	35	35	
Contribution à l'égard des installations de fabrication de la glace (initiatives visant à créer des emplois)	50	50	
Paiements insuffisants pour les produits de morue congelés	150	149	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			1,755
Sciences et levés océaniques			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			10
Services intégrés d'administration			
Contribution à l'Association canadienne des rédacteurs scientifiques afin de financer les coûts relatifs à l'attribution d'un prix annuel pour la rédaction d'articles dans le domaine des sciences et des ressources naturelles	2	2	1
	39,302	*30,415*	*26,562*
Total	43,737	34,780	27,869

Dépenses budgétaires par programme et article courant
(en milliers de dollars)

ARTICLE COURANT		Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
(1)	Traitements et salaires	217,114	216,375	199,276
(1)	Autres frais touchant le personnel	35,396	35,210	32,255
(2)	Transports et communications	30,300	29,702	27,118
(3)	Information	6,981	6,476	5,313
(4)	Services professionnels et spéciaux	85,143	84,487	71,355
(5)	Location	38,876	27,113	24,961
(6)	Achat de services de réparation et d'entretien	26,852	26,451	24,181
(7)	Services publics, fournitures et approvisionnements	70,333	53,393	51,950
(8)	Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	148,431	133,884	97,535
(9)	Construction et acquisition de machines et de matériel	81,996	68,058	42,937
(10)	Subventions, contributions et autres paiements de transfert	43,737	34,780	27,869
(12)	Toutes autres dépenses	6,985	6,899	5,244
(1-12)	Total	792,144	722,828	609,994
(13)	*Moins:* recettes à valoir sur le crédit	3,500	2,060	957
	Total des dépenses nettes	788,644	720,768	609,037

Recettes

	1984-85	1983-84
	$	$
MINISTÈRE		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	3,464,939	3,083,220
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	2,604,105	1,603,248
Rémunérations de services	1,019,061	936,884
Privilèges, licences et permis	11,941,501	10,444,317
Produits des ventes	4,055,753	2,758,522
Autres recettes non fiscales	4,189,197	3,858,493
Total	27,274,556	22,684,684

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements:		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Sociétés de la Couronne—		
Autres—		
Office canadien du poisson salé—Intérêt	2,252,579	
Office de commercialisation du poisson d'eau douce—Intérêt	1,158,545	
Autres—		
Divers—		
Producteurs canadiens de poissons de fond congelés—Intérêt	47,992	
Pêcheurs d'aiglefin—Intérêt	5,823	
		3,464,939
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Remboursement d'avances impayées	51,524	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	1,287,404	
Divers	1,265,177	
		2,604,105
Rémunérations de services:		
Location de contenants isolés	873,197	
Frais de service	55,258	
Autres frais	90,606	
		1,019,061
Privilèges, licences et permis:		
Frais	3,800,926	
Licences	6,474,245	
Boëtte	7,660	
Enregistrements	1,607,701	
Baux	50,969	
		11,941,501
Produits des ventes:		
Produits des ventes de boëtte	896,170	
Produits des ventes de publications	1,219,416	
Produits des ventes de filets de morue	1,700,595	
Ventes diverses	239,572	
		4,055,753
Autres recettes non fiscales:		
Saisies et confiscations	188,023	
Amendes	475,623	
Ports pour petites embarcations—		
Poste, amarrage et baux	2,696,604	
Licences	263,109	
Location de terrains, bâtiments, véhicules et machines	336,252	
Divers	229,586	
		4,189,197

Appendice

Office des prix des produits de la pêche

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état des résultats ci-joint de l'Office des prix des produits de la pêche selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et à l'objectivité des données de cet état financier revient à la gestion de l'Office.

Le présent état des résultats a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 1. Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une reclassification afin d'être conformes au mode de divulgation de l'exercice courant. Certains renseignements inclus dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance relative, fondés sur les meilleurs jugements et prévisions de la gestion. Pour s'acquitter de sa responsabilité de rendre compte, l'Office maintient une série de comptes représentant un registre centralisé de ses opérations financières. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans l'état des résultats.

Le groupe des services financiers de l'Office élabore et diffuse des conventions sur la comptabilité et la gestion financière et émet des directives pour la conformité aux normes de comptabilité et de gestion financière. L'Office gère des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées conformément aux règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires, et sont adéquatement comptabilisées afin de respecter l'obligation de rendre compte des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les actifs de l'Office. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne comportant de fréquents contacts entre le personnel de l'Office et celui du Bureau du vérificateur général. L'Office vise également à s'assurer de l'objectivité et de l'intégrité des données de son état financier par le choix, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des dispositions organisationnelles permettant une répartition adéquate des responsabilités et par des programmes de communications visant à assurer que ses règlements, ses politiques, ses normes et ses pouvoirs de gestion soient compris dans toute l'organisation.

Approuvé par:

Directeur exécutif
J. J. LEVERT

Agent financier
CHARLES BERGERON

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985					1984
	Maquereau	Morue (1983-84)	Morue (1984-85)	Hareng	Total	Total
	$	$	$	$	$	$
Dépenses						
Achats de poisson	2,024,407		472,534	2,614,157	5,111,098	3,330,458
Entreposage et manutention	135,583	42,180			177,763	37,492
	2,159,990	42,180	472,534	2,614,157	5,288,861	3,367,950
Recettes						
Vente de poisson	2,059,860	1,221,611	307,534	171,450	3,760,455	1,240,626
Frais de service		63,986	8,566	24,886	97,438	47,006
	2,059,860	1,285,597	316,100	196,336	3,857,893	1,287,632
Coût (bénéfice) de l'exploitation commerciale	100,130	(1,243,417)	156,434	2,417,821	1,430,968	2,080,318
Paiements compensatoires					148,998	725,894
Services administratifs						
Services fournis gratuitement par le ministère des Pêches et des Océans						
Salaires					133,095	126,713
Voyages et honoraires					11,735	20,105
Autres					7,680	6,789
					152,510	153,607
Coût net d'exploitation					1,732,476	2,959,819
Conciliation de l'utilisation des crédits:						
Coût net d'exploitation					1,732,476	2,959,819
Plus: recettes portées au crédit des recettes non fiscales					1,755,853	318,032
Moins: coût de l'exploitation commerciale					100,130	(12,327)
Moins: services administratifs fournis gratuitement par le ministère des Pêches et des Océans					152,510	153,607
Utilisation des crédits					3,235,689	3,136,571

Les notes afférentes font partie intégrante du présent état. Certaines notes jointes aux états financiers vérifiés de cette section font également partie intégrante de cet état.

Appendice—*Suite*

Office des prix des produits de la pêche—*Suite*

CONCILIATION
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Coût net d'exploitation	1,732,476	2,959,819
Moins: augmentation des comptes débiteurs	751,970	330,230
rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	6,253	
augmentation des stocks		1,463,046
	758,223	1,793,276
Plus: diminution des stocks	645,412	
rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)		6,253
	645,412	6,253
Coût net d'exploitation selon la comptabilité d'exercice	1,619,665	1,172,796

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1985

1. Principales conventions comptables

L'état des résultats a été préparé conformément aux conventions comptables suivantes:

a) Les dépenses sont comptabilisées pour tous les biens et services reçus et/ou fournis au 31 mars conformément à la convention comptable du gouvernement pour les comptes à payer à la fin de l'exercice (CAPAFE), mais à l'exception des prestations de fin d'emploi et de congé.

b) Les recettes sont comptabilisées à partir de la comptabilité de caisse conformément aux conventions comptables du gouvernement.

c) Les services administratifs fournis gratuitement par le ministère des Pêches et des Océans sont inclus dans l'état des résultats.

2. Changement aux conventions comptables

En 1984-85, l'Office a changé la méthode comptable de rapport de l'état des résultats dans les Compte publics; elle est passé de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse modifiée. Ce changement a été fait afin de rendre cet état consistant avec les autres rapports dans les Comptes publics et de satisfaire aux exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. Cette modification a pour effet d'augmenter de $112,811 le coût net de l'exploitation en 1984-85. Les chiffres comparatifs pour 1983-84 ont aussi été ajustés, avec pour résultat une augmentation du coût net de l'exploitation de $1,787,023 pour cet exercice.

3. Crédits parlementaires

	1985	1984
	$	$
Ministère des Pêches et des Océans		
Crédit 2b	12,000,000	4,600,000
Annulé	8,913,309	2,189,323
	3,086,691	2,410,677
Crédit 10	150,000	970,000
Annulé	1,002	244,106
	148,998	725,894
Total de l'utilisation des crédits	3,235,689	3,136,571

4. Stocks de fin d'exercice comptabilisés au moindre du prix coûtant ou de la valeur de réalisation nette:

	1985	1984
	$	$
Produits du hareng	717,457	
Produits de la morue		1,463,046
Produits du maquereau	100,177	
	817,634	1,463,046

5. Comptes débiteurs à la fin de l'exercice provenant de la vente des produits de la pêche:

	1985	1984
	$	$
Débiteurs	1,082,202	330,230

PÊCHES ET OCÉANS

Appendice—*Suite*

Office des prix des produits de la pêche—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'OFFICE DES PRIX DES PRODUITS DE LA PÊCHE
ET
L'HONORABLE JOHN FRASER, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS

J'ai vérifié le bilan de l'Office des prix des produits de la pêche au 31 mars 1985 ainsi que l'état des résultats et l'état de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente aux états financiers, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
D. LARRY MEYERS, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 26 juin 1985

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF	1985	1984
	$	$
Débiteurs	1,082,202	330,230
Stocks (notes 4 et 5)	817,634	1,463,046
	1,899,836	1,793,276

AVOIR DU CANADA	1985	1984
	$	$
	1,899,836	1,793,276
Avoir à la fin de l'exercice	1,899,836	1,793,276

Approuvé par l'Office:

Le vice-président
K.F. HARDING

Appendice—*Suite*

Office des prix des produits de la pêche—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985					
	Maquereau	Morue (1983-84)	Morue (1984-85)	Hareng	Total	Total
	(note 3)	(note 4)	(note 4)	(note 5)	1984-85	1983-84
	$	$	$	$	$	$
Revenus						
Ventes	2,059,860	1,113,167	472,534	877,580	4,523,141	1,547,988
Frais de service		41,893	12,212	32,618	86,723	69,875
	2,059,860	1,155,060	484,746	910,198	4,609,864	1,617,863
Dépenses						
Coût des ventes	1,924,230	1,463,046	472,534	1,896,701	5,756,511	1,867,413
Entreposage et manutention	135,583	35,927			171,510	43,745
	2,059,813	1,498,973	472,534	1,896,701	5,928,021	1,911,158
Coût (bénéfice) de l'exploitation commerciale	(47)	343,913	(12,212)	986,503	1,318,157	293,295
Paiements compensatoires (note 6)					148,998	725,894
Services administratifs fournis gratuitement par le ministère des Pêches et des Océans (note 7)					152,510	153,607
Coût de l'exploitation financé à même le Fonds du revenu consolidé					1,619,665	1,172,796

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Provenances des fonds		
Crédits parlementaires		
Ministère des Pêches et des Océans		
Crédit 2b—Achat de blocs de filets de morue congelés et produits de hareng (notes 4 et 5)	3,086,691	2,410,677
Crédit 10—Contributions (note 6)	148,998	725,894
Services administratifs fournis gratuitement par le ministère des Pêches et des Océans	152,510	153,607
	3,388,199	3,290,178
Utilisations des fonds		
Coût de l'exploitation	1,619,665	1,172,796
Revenus des opérations commerciales versés au Fonds du revenu consolidé	1,661,974	324,106
	3,281,639	1,496,902
Augmentation (diminution) des débiteurs et des stocks	106,560	1,793,276

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1985

*1. Pouvoirs, objectifs et activités

L'Office a été établi en 1944 en vertu de la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche, et est une société de la Couronne (corporation de département) qui figure à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. Sur autorisation du gouverneur en conseil, l'Office est habilité à acheter des produits de la pêche pour son propre usage et à verser des paiements compensatoires aux producteurs de ces produits. La Loi exige que l'Office, en fixant les prix d'achat et en déterminant le taux des paiements compensatoires, tente d'établir un lien équitable entre les revenus tirés de la pêche et ceux qui proviennent d'autres occupations. Il a ses bureaux au ministère des Pêches et des Océans, dont le personnel exécute certaines fonctions de l'Office.

2. Conventions comptables

L'Office utilise la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les services administratifs fournis gratuitement par le ministère des Pêches et des Océans sont inclus dans le coût de l'exploitation.

Les stocks sont comptabilisés au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette.

*3. Programme de maquereau en conserves

L'Office sert d'organisme d'approvisionnement en produits de la pêche pour les programmes d'aide alimentaire et de développement de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et le Programme alimentaire mondial (PAM).

Appendice—*Fin*

Office des prix des produits de la pêche—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985—*Fin*

*4. Programme de blocs de morue

Au 31 mars 1984, l'Office avait en stock 716,483 kgs de blocs de filets de morue congelés. En date du 31 mars 1985, les stocks avaient été vendus entièrement.

Durant l'exercice, l'Office a obtenu l'autorisation de soutenir le prix des blocs des filets de morue congelés en achetant des stocks des producteurs de poisson. L'entente prévoit que les producteurs peuvent racheter la morue, au prix de vente d'origine, jusqu'à six mois après la vente à l'Office. L'Office a acheté 194,854 kgs de blocs des filets de morue congelés durant l'exercice. Ces achats ont été entièrement rachetés par les producteurs originaux avant le 31 mars 1985.

*5. Programme de produits de hareng

Au cours de l'exercice, l'Office a obtenu l'autorisation de soutenir le prix de produits de hareng en achetant des stocks des producteurs de poisson. L'entente prévoit que les producteurs peuvent racheter le hareng, au prix de vente d'origine, jusqu'à six mois après la vente à l'Office. Au cours de l'exercice, l'Office a acheté des stocks de 2,873,321 kgs de produits de hareng. Au 31 mars 1985, 1,173,756 kgs avaient été rachetés.

Au 31 mars 1985, l'Office avait en stock 1,699,565 kgs de produits de hareng.

Les stocks au 31 mars 1985 ont été comptabilisés au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette, ce qui a amené un abattement de $788,750, qui a été imputé au coût des ventes.

*6. Paiements compensatoires

Durant l'exercice, l'Office a effectué des paiements compensatoires pour supporter le prix des produits de morue congelés (peau de phoque en 1984). Ces paiements compensatoires ont été imputés au crédit 10 des Pêches et des Océans.

7. Services administratifs fournis gratuitement par le ministère des Pêches et des Océans

	1985	1984
	$	$
Traitements	133,095	126,713
Voyages et honoraires	11,735	20,105
Autres	7,680	6,789
	152,510	153,607

* Ces notes font également partie intégrante de l'état des résultats présenté avant ces états et préparé selon la comptabilité de caisse modifiée du gouvernement.

SECTION 22

COMPTES PUBLICS
1984-85

Revenu national

Douanes et Accise
Impôt
Société canadienne des postes

SOMMAIRE

	Page
Objectifs	22.3
Emploi des crédits	22.4
Coût total des programmes—Budgétaire	22.6
Programmes par activité—Budgétaire	22.6
Subventions et contributions	22.7
Dépenses budgétaires par programme et article courant	22.7
Recettes	22.8

REVENU NATIONAL

Douanes et Accise

Objectif

—Assurer l'observation de toutes les dispositions législatives que Douanes et Accise applique.

Impôt

Objectif

—Appliquer et faire respecter la Loi de l'impôt sur le revenu et les diverses lois fédérales et provinciales y afférentes, y compris certaines parties du Régime de pensions du Canada et de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, ainsi que divers régimes provinciaux de crédits d'impôt.

Société canadienne des postes*

Objectifs

—Mettre sur pied et exploiter un service postal pour la levée, la transmission et la distribution des messages, de l'information, des fonds et des marchandises à l'intérieur du Canada et entre le Canada et l'étranger;

—Fabriquer et fournir des produits, et dispenser des services qui sont, de l'avis de la Société, nécessaires ou accessoires au service postal fourni par la Société;

—Fournir aux ministères et organismes ou en leur nom, et aux sociétés appartenant au gouvernement du Canada ou contrôlées ou exploitées par lui, ou aux administrations provinciales, régionales ou municipales du Canada ou à toute autre personne les services qui, selon la Société, peuvent être fournis sans difficulté tout en remplissant les tâches qui incombent à la Société.

* Transférée du ministère du Travail (CP 1984-3193, daté le 17 septembre 1984).

Emploi des crédits

Crédit	Programme		
	DOUANES ET ACCISE		
	Budgétaire		
1	**Dépenses de fonctionnement**	$	352,475,500
	1c		3,388,400
	Virement du CT, crédit 30[1]		276,000
5	**Dépenses en capital**	$	7,657,000
	5c		4,464,000
Stat	Ministre du Revenu national—Traitement et allocation pour automobile		
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		
	Total du programme—Budgétaire		
	IMPÔT		
	Budgétaire		
10	Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage	$	582,935,000
	Virement du CT, crédit 10[1]		589,364
15	Dépenses en capital		
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		
Stat	Arrêts de la Cour fédérale et de la Cour suprême		
	Emploi des crédits non requis pour l'exercice en cours		
	Total du programme—Budgétaire		
	SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES		
	Budgétaire		
15*	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	$	170,000,000
	20b		6,462,000
	20c		500,000
21c	Rendre compte de la partie des frais de fonctionnement et des frais imputables sur le revenu qui dépasse les recettes de la Société canadienne des postes et dont le montant s'élève à $305,821,000 pour la période de 12 mois se terminant le 31 mars 1984 conformément au paragraphe 29(3) de la Loi sur la Société canadienne des postes		
Stat	Rendre compte de la partie des frais de fonctionnement et des frais imputables sur le revenu qui dépasse les recettes de la Société canadienne des postes pour la période de 12 mois se terminant le 31 mars 1985 conformément au paragraphe 29(3) de la Loi sur la Société canadienne des postes		
Stat	Rajustement aux déficits d'exercices précédents		
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents		
	Total du programme—Budgétaire		
	Non budgétaire		
Stat	La Loi sur la Société canadienne des postes, article 28. Sur demande de la Société approuvée par le Ministre, le ministre des Finances peut, aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Société sur le Fonds du revenu consolidé. Le principal global des prêts consentis à la Société mais non remboursés ne doit pas dépasser $500,000,000. (Net)		
	Total—Budgétaire		
	Non budgétaire		

(1) Conseil du Trésor, crédit 10, initiatives visant à créer des emplois.
Conseil du Trésor, crédit 30 (Contrôleur général), mise en œuvre des plans destinés à améliorer les pratiques et les procédures de contrôle en matière de gestion.

(2) Ce montant comprend $86,606 comme arrêts de la Cour fédérale.

* Crédit apparaissant antérieurement au Budget des dépenses principal de 1984-85 sous le ministère du Travail.

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
356,139,900		356,139,900		356,139,900	352,417,362	3,722,538		329,466,438
12,121,000		12,121,000		12,121,000	11,130,017	990,983		7,012,020
40,500	1,474	41,974		41,974	41,974			40,975
39,008,000	5,945,000	44,953,000		44,953,000	44,953,000			41,828,000
407,309,400	*5,946,474*	*413,255,874*		*413,255,874*	*408,542,353*	*4,713,521*		*378,347,433*
583,524,364		583,524,364		583,524,364	566,364,931	17,159,433		517,328,785
18,313,000		18,313,000		18,313,000	16,914,567	1,398,433		16,446,590
69,267,000	10,556,000	79,823,000		79,823,000	79,823,000			69,998,000
	107,914	107,914		107,914	107,914[2]			102,686
								254
671,104,364	*10,663,914*	*681,768,278*		*681,768,278*	*663,210,412*	*18,557,866*		*603,876,315*
176,962,000		176,962,000		176,962,000	176,962,000			178,109,406
1		1		1		1		
350,000,000	(2,801,000)	347,199,000		347,199,000	347,199,000			304,900,000
	(91,966,141)	(91,966,141)		(91,966,141)	(91,966,141)			
	83,636,369	83,636,369		83,636,369	83,636,369			
526,962,001	*(11,130,772)*	*515,831,229*		*515,831,229*	*515,831,228*	*1*		*483,009,406*
			500,000,000	*500,000,000*			*500,000,000*	
1,605,375,765	5,479,616	1,610,855,381		1,610,855,381	1,587,583,993	23,271,388		1,465,233,154
			500,000,000	500,000,000			500,000,000	

Coût total des programmes—Budgétaire
(en milliers de dollars)

PROGRAMME	Exercice	Dépenses	*Moins:* Rentrées portées en recettes	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	*Plus:* Autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	Coût total des programmes
DOUANES ET ACCISE	1984-85	408,542	19,998	2,032	33,980	10,768	435,324
	1983-84	378,348	19,658	1,935	33,215	8,887	402,727
IMPÔT	1984-85	663,211	11,754		73,378	23,946	748,781
	1983-84	603,876	12,742		69,821	20,599	681,554
SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES	1984-85	515,831					515,831
	1983-84	483,009					483,009
Total	1984-85	1,587,584	31,752	2,032	107,358	34,714	1,699,936
	1983-84	1,465,233	32,400	1,935	103,036	29,486	1,567,290

Programmes par activité—Budgétaire
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
DOUANES ET ACCISE								
Facilitation du respect de la loi	191,732	190,168	2,831	2,732			194,563	192,900
Vérification et maintien du respect de la loi	101,799	103,037	522	782			102,321	103,819
Règlement des litiges	10,309	9,915	5	30			10,314	9,945
Administration	97,295	94,292	8,763	7,586			106,058	101,878
	401,135	397,412	12,121	11,130			413,256	408,542
Moins: rentrées portées en recettes	17,800	19,998					17,800	19,998
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère	2,032	2,032					2,032	2,032
locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	33,980	33,980					33,980	33,980
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	10,768	10,768					10,768	10,768
Coût total du programme	430,115	424,194	12,121	11,130			442,236	435,324
IMPÔT								
Traitement des déclarations	304,494	281,775	10,046	13,498			314,540	295,273
Exécution	354,675	342,284	3,322	892			357,997	343,176
Avis d'opposition et appels	25,845	24,840	242	18			26,087	24,858
Administration	54,234	63,182	4,703	2,507	58	47	58,995	65,736
	739,248	712,081	18,313	16,915	58	47	757,619	729,043
Moins: recettes à valoir sur le crédit	75,851	65,832					75,851	65,832
	663,397	646,249	18,313	16,915	58	47	681,768	663,211
Moins: rentrées portées en recettes	9,909	11,754					9,909	11,754
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	74,332	73,378					74,332	73,378
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	23,944	23,946					23,944	23,946
Coût total du programme	751,764	731,819	18,313	16,915	58	47	770,135	748,781
SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES								
Paiements à des fins spéciales	176,962	176,962					176,962	176,962
Excédent des frais de fonctionnement et des frais imputables sur le revenu de la Société canadienne des postes	347,199	347,199					347,199	347,199
Rajustement aux déficits d'exercices précédents	(91,966)	(91,966)					(91,966)	(91,966)
Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	83,636	83,636					83,636	83,636
Coût total du programme	515,831	515,831					515,831	515,831

Subventions et contributions
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
IMPÔT			
Contributions			
Administration			
Centre interaméricain des administrateurs fiscaux	48	38	36
Association des administrateurs fiscaux du Commonwealth	10	9	9
Total	58	47	45

Dépenses budgétaires par programme et article courant
(en milliers de dollars)

ARTICLE COURANT	Douanes et Accise	Impôt	Société canadienne des postes	Total
(1) Traitements et salaires	301,608 **300,267** *283,783*	536,339 **519,286** *474,069*		837,947 **819,553** *757,852*
(1) Autres frais touchant le personnel	47,641 **47,726** *44,482*	80,593 **80,612** *70,130*		128,234 **128,338** *114,612*
(2) Transports et communications	22,285 **20,560** *17,130*	58,153 **52,423** *49,574*		80,438 **72,983** *66,704*
(3) Information	2,876 **3,009** *2,350*	1,294 **24,972** *1,904*		4,170 **27,981** *4,254*
(4) Services professionnels et spéciaux	14,054 **13,406** *10,007*	16,014 **14,918** *15,106*		30,068 **28,324** *25,113*
(5) Location	1,679 **1,638** *4,347*	12,820 **10,527** *10,263*		14,499 **12,165** *14,610*
(6) Achat de services de réparation et d'entretien	3,659 **4,054** *3,008*	3,546 **3,097** *3,015*		7,205 **7,151** *6,023*
(7) Services publics, fournitures et approvisionnements	7,267 **6,904** *6,002*	30,369 **6,095** *24,897*		37,636 **12,999** *30,899*
(8) Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	2,253 **1,923** *2,409*	1,000 **36** *220*		3,253 **1,959** *2,629*
(9) Construction et acquisition de machines et de matériel	9,768 **9,012** *4,603*	17,313 **16,879** *16,226*		27,081 **25,891** *20,829*
(10) Subventions, contributions et autres paiements de transfert		58 **47** *45*		58 **47** *45*
(12) Toutes autres dépenses	166 **43** *227*	120 **151** *132*	515,831 **515,831** *483,009*	516,117 **516,025** *483,368*
(1-12) Total	413,256 **408,542** *378,348*	757,619 **729,043** *665,581*	515,831 **515,831** *483,009*	1,686,706 **1,653,416** *1,526,938*
(13) *Moins:* recettes à valoir sur le crédit		75,851 **65,832** *61,705*		75,851 **65,832** *61,705*
Total des dépenses nettes	413,256 **408,542** *378,348*	681,768 **663,211** *603,876*	515,831 **515,831** *483,009*	1,610,855 **1,587,584** *1,465,233*

Les montants en caractères romains représentent les crédits de 1984-85.
Les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de 1984-85.
Les montants en *italique* représentent les dépenses de 1983-84.

Recettes

DOUANES ET ACCISE

Résumé

	1984-85	1983-84
	$	$
Recettes fiscales—		
Taxe sur les ventes	7,729,494,864	6,660,074,781
Services de programmation en télécommunications	44,828,403	28,236,341
Droits de douane à l'importation	3,795,712,789	3,379,846,616
Droits d'accise	1,461,584,839	1,355,947,595
Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz	(16,398,578)	524,180,516
Taxe d'accise—Essence	477,238,633	470,997,079
Remboursements de taxe d'accise—Essence	(72,658,314)	(84,687,725)
Autres taxes d'accise	804,971,631	726,513,655
	14,224,774,267	*13,061,108,858*
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	114,840	101,001
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	251,828	387,603
Rémunérations de services	1,963,807	2,204,102
Privilèges, licences et permis	397,958	237,496
Produits des ventes	1,742,987	2,188,175
Autres recettes non fiscales	15,526,808	14,539,548
	19,998,228	*19,657,925*
Total	14,244,772,495	13,080,766,783

Détail

	1984-85	
	$	$
Recettes fiscales—		
Taxe sur les ventes: sur produits domestiques, $6,549,959,699; sur produits importés, $1,509,015,833	8,058,975,532	
Moins: prélèvements, $9,568,153 et remboursements, $319,912,515	329,480,668	
		7,729,494,864

Les prélèvements consistent en des taxes payées sur les matières, tant domestiques qu'importées, employées dans la fabrication d'articles exportés.

	$	$
Droits de douane à l'importation	4,223,573,867	
Moins: prélèvements, $250,660,739 et remboursements, $177,200,339	427,861,078	
		3,795,712,789

Les prélèvements consistent en des taxes payées sur les matières, tant domestiques qu'importées, employées dans la fabrication d'articles exportés.

	$	$
Droits d'accise: spiritueux, $518,084,663; bière, $362,767,909; tabac canadien naturel en feuilles, $12,740; cigarettes, $560,724,764; cigares, $1,434,041; tabac manufacturé, $13,975,219; licences, $33,312; spiritueux non parvenus à maturité, $4,591,492	1,461,624,140	
Moins: remboursements	39,301	
		1,461,584,839
Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz:		
Gaz naturel	757,218	
Liquides du gaz naturel	636,299	
Moins: remboursements	17,792,095	
		(16,398,578)
Autres taxes d'accise: amendes, $12,565,128; divers, $2,661,180. Taxes à la fabrication: cigarettes, $566,474,413; cigares, $6,680,614; tabac, $23,073,963; bijoux, $51,284,344; briquets, $3,048,555; automobiles, $1,108,657; allumettes, $862,693; jeux de cartes, $1,555,086; machines à sous, $1,518,614; accessoires pour fumeurs, $594,666; climatiseurs pour automobiles, $38,401,026; vins, $97,664,356	807,493,295	
Moins: prélèvements, $275,491 et remboursements, $2,246,173	2,521,664	
		804,971,631

Les prélèvements consistent en des taxes payées sur les matières, tant domestiques qu'importées, employées dans la fabrication d'articles exportés.

	$	$
Recettes non fiscales—		
Produits de placements:		
Autres comptes—		
Location de bâtiments et terrains publics		114,840
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents: recouvrements de dépenses d'exercices précédents, $105,086; rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE), $146,742		251,828
Rémunérations de services: camionnage, $11,624; frais de licences annuelles d'entrepôt en régie, $282,547; frais d'entreposage, $49,997; frais de services spéciaux, $1,619,639		1,963,807

Les frais d'entreposage ont trait aux articles entreposés pour l'inspection et non dédouanés dans le délai prescrit.

	$	$
Privilèges, licences et permis: licences de courtiers en douane		397,958
Produits des ventes: copies de documents, $39,553; vente d'articles non réclamés, sceaux, etc., $1,110,501; étiquettes de spiritueux (année), $577,577; linge, accessoires, $15,356		1,742,987
Autres recettes non fiscales: amendes (douanes), $981,361; saisies (douanes), $1,286,888; divers, $732,756; saisies (ports), $5,385,256; services de saisies (enquête), $7,035,587; magasins exempts de droits, $104,960		15,526,808

Les recettes de saisies résultent en majeure partie de saisies effectuées en application de la Loi sur les douanes (S.R., c. 40, modifiée) et de la Loi sur la taxe d'accise (S.R., c. 12, modifiée).

Les montants des recettes non fiscales sont comptabilisés après déduction des remboursements.

Recettes—*Fin*

	1984-85	1983-84
	$	$
IMPÔT		
Résumé		
Recettes fiscales—		
Impôt sur le revenu—		
Des particuliers—		
Retenues à la source	20,894,745,303	20,375,046,731
Autres perceptions	8,359,156,164	6,592,174,474
Des sociétés	9,379,601,035	7,286,030,106
Des non résidents	1,020,861,899	908,321,938
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières	2,562,734,205	2,106,121,502
Autres	105,882,920	124,403,629
	42,322,981,526	*37,392,098,380*
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,392,684	3,697,203
Rémunérations de services	6,056,758	5,144,442
Produits des ventes	372	
Autres recettes non fiscales	4,304,308	3,900,469
	11,754,122	*12,742,114*
Total	42,334,735,648	37,404,840,494

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières:		
Pétrole et gaz	2,420,913,729	
Redevance relative aux ressources	141,820,476	
		2,562,734,205
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	575,680	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	817,004	
		1,392,684
Rémunérations de services:		
Frais réglés	597,430	
Frais concernant le crédit fiscal des provinces	4,925,219	
Débiteurs	288,849	
Voyage à l'étranger	245,260	
		6,056,758
Autres recettes non fiscales:		
Amendes et confiscations	3,625,866	
Divers	675,627	
Remboursements de frais judiciaires	2,382	
Accès à l'information	433	
		4,304,308

SECTION 23

COMPTES PUBLICS
1984-85

Santé nationale et Bien-être social

Ministère
Conseil de recherches médicales

SOMMAIRE

	Page
Objectifs	23.3
Emploi des crédits	23.4
Coût total des programmes—Budgétaire	23.9
Programmes par activité—Budgétaire	23.10
Subventions et contributions	23.12
Dépenses budgétaires par programme et article courant	23.15
Recettes	23.16
Appendices	23.17

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

Ministère

Objectifs

PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

—Assurer la direction, la planification, la définition des politiques et les services de consultation et de soutien administratif au ministère.

PROGRAMME DES SERVICES SANITAIRES ET SOCIAUX

—Établir, promouvoir et appuyer des mesures visant à préserver et à améliorer la santé et le bien-être social des Canadiens.

PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX

—Protéger et améliorer la santé des Canadiens, dont le soin, en vertu de la loi ou selon la coutume, relève du ministère.

PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ

—Réduire les risques de maladie et de décès prématuré des Canadiens qui pourraient être imputables à des facteurs écologiques, soit naturels, soit artificiels.

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DU REVENU

—Maintenir et améliorer la sécurité du revenu des Canadiens.

PROGRAMME DE LA CONDITION PHYSIQUE ET DU SPORT AMATEUR

—Améliorer le niveau de forme physique des Canadiens et augmenter leur participation aux loisirs physiques et au sport amateur.

PROGRAMME DES XV^es JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

—Favoriser la planification et la présentation réussies des XV^es Jeux Olympiques d'hiver afin qu'ils soient une source de fierté nationale, et optimiser les retombées économiques, sportives et culturelles avant, pendant et après les Jeux.

Conseil de recherches médicales

Objectif

—Permettre d'atteindre, dans les sciences de la santé, la qualité et le niveau de recherche essentiels au maintien et au perfectionnement des services de santé.

Emploi des crédits

Crédit	Programme		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		
	Budgétaire		
1	Dépenses du programme, les subventions inscrites au Budget et contributions, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada		$ 42,441,500
	1b		1
	Virement du: CT, crédit 10(1)		9,350
	CT, crédit 30(1)		675,000
			43,125,851
	Moins virement sur le: crédit 5	$ 240,000	
	crédit 10	455,000	
	crédit 25	305,999	
			1,000,999
Stat	Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social—Traitement et allocation pour automobile		
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		
	Total du programme—Budgétaire		
	PROGRAMME DES SERVICES SANITAIRES ET SOCIAUX		
	Budgétaire		
5	Dépenses de fonctionnement		$ 34,566,000
	5b Pour autoriser le virement au présent crédit de $240,000 du crédit 1 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits et pour prévoir un montant supplémentaire de		590,000
	Virement du: crédit 1		240,000
	CT, crédit 10(1)		42,636
			35,438,636
	Moins: virement sur le crédit 10		145,000
10	Subventions inscrites au Budget et contributions; autorisation d'effectuer des paiements aux provinces aux termes des accords approuvés par le gouverneur en conseil et devant être conclus entre le Canada et les provinces, et sous réserve des règlements pouvant être établis à l'égard des paiements par le gouverneur en conseil, lesdits paiements permettant d'assumer le coût des services offerts dans les provinces à l'intention des jeunes délinquants qui relèvent d'une autorité correctionnelle plutôt que de celle de l'aide à l'enfance et de ceux qui relèvent ou qui sont sous la garde d'une autorité de l'aide à l'enfance mais qui ne sont pas assujettis à un décret du secrétaire provincial ordonnant que les jeunes délinquants soient traités en vertu de la Loi de l'aide à l'enfance de la province; paiements aux provinces aux termes des accords approuvés par le gouverneur en conseil et devant être conclus entre le Canada et les provinces, et sous réserve des règlements pouvant être établis à l'égard des paiements par le gouverneur en conseil, lesdits paiements devant remplacer les recettes du Régime d'assistance publique du Canada perdues par les provinces qui instituent des programmes universels de prestations pour soins en maisons de repos		$ 143,980,000
	10b		2,509,000
	10c Pour autoriser le virement au présent crédit de $455,000 du crédit 1 (Santé nationale et Bien-être social), et de $145,000 du crédit 5 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits et pour prévoir un montant supplémentaire de		24,900,000
	Virement du: crédit 1		455,000
	crédit 5		145,000
Stat	Contributions aux provinces et aux territoires à l'égard des services de santé assurés et des programmes de services complémentaires de santé aux termes de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé		
Stat	Régime d'assistance publique du Canada—Paiements aux provinces et aux territoires en vertu du Régime d'assistance publique du Canada et de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé		
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents		
	Total du programme—Budgétaire		
	Non budgétaire		
L11b	Pour modifier le crédit L16b (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi nº 2 de 1973 portant affectation de crédits par la supression des termes "Loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques et Loi sur les soins médicaux" et leur remplacement par les termes "Loi canadienne sur la santé" et par la suppression des termes "ces lois" et leur remplacement par les termes "cette Loi"		
	PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX		
	Budgétaire		
15	Dépenses de fonctionnement et contributions		$ 329,149,000
	15b Subventions inscrites au Budget—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,792,799 du crédit 20 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits		1
	15c		7,172,000
	Virement du: crédit 20		1,792,799
	CT, crédit 10(1)		160,640
20	Dépenses en capital		$ 31,120,000
	Moins: virement sur le crédit 15		1,792,799
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents		
	Total du programme—Budgétaire		

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
42,124,852		42,124,852		42,124,852	40,636,338	1,488,514		37,786,175
40,500	1,183	41,683		41,683	41,683			40,975
3,911,000	596,000	4,507,000		4,507,000	4,507,000			3,869,000
46,076,352	*597,183*	*46,673,535*		*46,673,535*	*45,185,021*	*1,488,514*		*41,696,150*
35,293,636		35,293,636		35,293,636	33,815,242	1,478,394		32,550,733
171,989,000		171,989,000		171,989,000	167,158,968	4,830,032		134,973,825
6,330,000,000	386,000	6,330,386,000		6,330,386,000	6,330,386,000			5,563,689,000
3,643,300,000	(8,009,981)	3,635,290,019		3,635,290,019	3,635,290,019			3,287,600,992
2,544,000	388,000	2,932,000		2,932,000	2,932,000			2,798,000
	5	5		5	5			808
10,183,126,636	*(7,235,976)*	*10,175,890,660*		*10,175,890,660*	*10,169,582,234*	*6,308,426*		*9,021,613,358*
1		*1*		*1*		*1*		
338,274,440		338,274,440		338,274,440	333,563,869	4,710,571		292,107,399
29,327,201		29,327,201		29,327,201	29,101,147	226,054		23,984,641
12,321,000	1,878,000	14,199,000		14,199,000	14,199,000			14,464,000
	2,226	2,226		2,226	2,226			286
379,922,641	*1,880,226*	*381,802,867*		*381,802,867*	*376,866,242*	*4,936,625*		*330,556,326*

Emploi des crédits—*Suite*

Crédit	Programme	
	PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ	
	Budgétaire	
25	Dépenses de fonctionnement et subventions inscrites au Budget	$ 90,312,000
	25b	3,730,000
	25c Pour autoriser le virement au présent crédit de $305,999 du crédit 1 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits	1
	Virement du: crédit 1	305,999
	CT, crédit 10(1)	21,505
30	Dépenses en capital	$ 9,880,000
	30b	1,118,000
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	
Stat	Arrêts de la Cour fédérale	
	Total du programme—Budgétaire	
	PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DU REVENU	
	Budgétaire	
35	Dépenses du programme et contributions y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	$ 60,632,000
	35b	2,272,900
	Virement du CT, crédit 10(1)	8,041
Stat	Versements d'allocations familiales (Loi sur les allocations familiales)	
Stat	Versements de sécurité de la vieillesse (Loi sur la sécurité de la vieillesse)	
Stat	Versements du supplément de revenu garanti (Loi sur la sécurité de la vieillesse)	
Stat	Versements d'allocations au conjoint (Loi sur la sécurité de la vieillesse)	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Emploi des crédits non requis pour l'exercice en cours	
	Total du programme—Budgétaire	
	PROGRAMME DE LA CONDITION PHYSIQUE ET DU SPORT AMATEUR	
	Budgétaire	
40	Dépenses de fonctionnement	$ 8,115,000
	40b	96,700
	40c Pour autoriser le virement au présent crédit de $785,469 du crédit 45 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits	1
	Virement du: crédit 45	785,469
	CT, crédit 10(1)	11,781
45	Contributions, et autorisation d'effectuer des versements puisés dans le Fonds du revenu consolidé et d'imputer lesdits versements au Compte de la loterie nationale, aux fins des programmes de la santé physique, du sport amateur et des loisirs conformément aux conditions prescrites par décret du gouverneur en conseil, le total desdits versements et des versements effectués conformément à l'alinéa d) du crédit L27a (Conseil du Trésor) de la Loi n° 4 de 1976 portant affectation de crédits ne devant à aucun moment dépasser 5% du total des sommes portées au Compte de la loterie nationale	$ 52,925,000
	45b	6,780,000
		59,705,000
	Moins: virement sur le crédit 40	785,469
48b	Paiement à des fins particulières à la Société canadienne des paris sportifs	
49b	En vertu du paragraphe 18(5) de la Loi sur l'administration financière, renoncer au remboursement des prêts impayés consentis à la Société canadienne des paris sportifs conformément à l'article 20 de la Loi sur les paris collectifs sportifs	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Emploi des crédits non requis pour l'exercice en cours	
	Total du programme—Budgétaire	
	Non budgétaire	
Stat	Société canadienne des paris sportifs—La Loi sur les paris collectifs sportifs, (1983). Sur demande de la Société approuvée par le Ministre, le ministre des Finances peut, aux conditions agréées par le gouverneur en conseil, consentir à la Société des prêts prélevés sur le Fonds du revenu consolidé. Le total non remboursé des prêts consentis ne peut à aucun moment dépasser $20,000,000. (Net)	
	PROGRAMME DES XV^e JEUX OLYMPIQUES D'HIVER	
	Budgétaire	
46a	Dépenses en capital	$ 22,250,000
	Moins: virement sur le crédit 47a	14,149,999
47a	Contributions	$ 22,250,000
	47c Pour autoriser le virement au présent crédit de $14,149,999 du crédit 46a (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits	1
	Virement du crédit 46a	14,149,999
	Total du programme—Budgétaire	
	Sous-total— Budgétaire	
	Non budgétaire	

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
94,369,505		94,369,505		94,369,505	92,406,284	1,963,221		87,214,570
10,998,000		10,998,000		10,998,000	11,321,470	(323,470)		9,303,628
8,389,000	1,279,000	9,668,000		9,668,000	9,668,000			9,040,000
	21,717	21,717		21,717	21,717			181,741
	851,588	851,588		851,588	851,588			
113,756,505	***2,152,305***	***115,908,810***		***115,908,810***	***114,269,059***	***1,639,751***		***105,739,939***
62,912,941	(1,627,904)[2]	61,285,037		61,285,037	58,871,097	2,413,940		60,596,021
2,418,000,000	(245,087)	2,417,754,913		2,417,754,913	2,417,754,913			2,326,572,372
8,218,000,000	(2,102,115)	8,215,897,885		8,215,897,885	8,215,897,885[3]			7,648,959,224[3]
2,965,000,000	(12,078,880)	2,952,921,120		2,952,921,120	2,952,921,120[3]			2,524,449,744[3]
251,000,000	(2,218,261)	248,781,739		248,781,739	248,781,739[3]			232,913,695[3]
9,472,000	1,444,000	10,916,000		10,916,000	10,916,000			9,711,000
								743
13,924,384,941	***(16,828,247)***	***13,907,556,694***		***13,907,556,694***	***13,905,142,754***	***2,413,940***		***12,803,202,759***
9,008,951		9,008,951		9,008,951	9,009,369	(418)		7,776,636
58,919,531		58,919,531		58,919,531	56,081,858	2,837,673		50,501,270
16,500,000		16,500,000		16,500,000	16,500,000			
20,000,000		20,000,000		20,000,000	20,000,000			589,000
584,000	89,000	673,000		673,000	673,000			10,500,000
105,012,482	***89,000***	***105,101,482***		***105,101,482***	***102,264,227***	***2,837,255***		***69,366,906***
			20,000,000	***20,000,000***	***20,000,000***			
8,100,001		8,100,001		8,100,001	7,209,599	890,402		15,248,000
36,400,000		36,400,000		36,400,000	36,399,999	1		26,200,000
44,500,001		***44,500,001***		***44,500,001***	***43,609,598***	***890,403***		***41,448,000***
24,796,779,558	(19,345,509)	24,777,434,049		24,777,434,049	24,756,919,135	20,514,914		22,413,623,478
1		1	20,000,000	20,000,001	20,000,000	1		

Emploi des crédits—*Fin*

Crédit	Programme
	CONSEIL DE RECHERCHES MÉDICALES
	Budgétaire
50	Dépenses de fonctionnement
55	Subventions inscrites au Budget
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés
	Total du programme—Budgétaire
	Total—Budgétaire
	Non budgétaire

(1) Conseil du Trésor, crédit 10, initiatives visant à créer des emplois.
Conseil du Trésor, crédit 30 (Contrôleur général), mise en œuvre des plans destinés à améliorer les pratiques et les procédures de contrôle en matière de gestion.

(2) Affectation réservée établie afin de fournir l'autorité de paiement relative au suremploi du crédit de l'exercice précédent par suite des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE).

(3) La répartition des prestations versées en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse comme sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocations au conjoint sont des prévisions. Néanmoins, le total de ces trois sommes représente les dépenses réelles.

Crédits — Exercice en cours — Autorisations dans les Budgets des dépenses	Crédits — Exercice en cours — Changements autorisés	Crédits — Exercice en cours — Total	Crédits — Reportés	Crédits — Total global	Employés au cours de l'exercice	Soldes — Annulés (suremployés)	Soldes — Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
3,510,000		3,510,000		3,510,000	3,298,888	211,112		2,843,175
153,191,000		153,191,000		153,191,000	153,190,999	1		137,312,986
269,000	41,000	310,000		310,000	310,000			283,000
156,970,000	*41,000*	*157,011,000*		*157,011,000*	*156,799,887*	*211,113*		*140,439,161*
24,953,749,558	(19,304,509)	24,934,445,049		24,934,445,049	24,913,719,022	20,726,027		22,554,062,639
1		1	20,000,000	20,000,001	20,000,000	1		

Coût total des programmes—Budgétaire
(en milliers de dollars)

PROGRAMME	Exercice	Dépenses	*Moins:* Rentrées portées en recettes	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	*Plus:* Autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	Coût total des programmes
MINISTÈRE							
ADMINISTRATION CENTRALE	1984-85	45,185	21		3,792	926	49,882
	1983-84	41,696	230		3,978	733	46,177
SERVICES SANITAIRES ET SOCIAUX	1984-85	10,169,582	945		1,779	570	10,170,986
	1983-84	9,021,614	631		1,830	496	9,023,309
SERVICES MÉDICAUX	1984-85	376,866	30,829	6,200	8,516	3,557	364,310
	1983-84	330,556	44,647	5,904	7,887	3,101	302,801
PROTECTION DE LA SANTÉ	1984-85	114,269	5,929	1,059	11,788	1,984	123,171
	1983-84	105,740	6,210	1,009	12,365	1,681	114,585
SÉCURITÉ DU REVENU	1984-85	13,905,143	13		6,166	31,098	13,942,394
	1983-84	12,803,203	34		5,516	29,963	12,838,648
CONDITION PHYSIQUE ET SPORT AMATEUR	1984-85	102,264	35,935		715	139	67,183
	1983-84	69,367	34,133		667	107	36,008
XV[es] JEUX OLYMPIQUES D'HIVER	1984-85	43,610					43,610
	1983-84	41,448					41,448
	1984-85	24,756,919	73,672	7,259	32,756	38,274	24,761,536
	1983-84	22,413,624	85,885	6,913	32,243	36,081	22,402,976
CONSEIL DE RECHERCHES MÉDICALES	1984-85	156,800	233		245	53	156,865
	1983-84	140,439	128		220	42	140,573
Total	1984-85	24,913,719	73,905	7,259	33,001	38,327	24,918,401
	1983-84	22,554,063	86,013	6,913	32,463	36,123	22,543,549

Programmes par activité—Budgétaire
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
MINISTÈRE								
PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE								
Direction du ministère	7,845	7,229	22	115	5	5	7,872	7,349
Politique, planification et information	7,718	7,116	3	114	2,682	2,682	10,403	9,912
Affaires intergouvernementales et internationales	1,366	1,385	5	25	432	427	1,803	1,837
Soutien administratif	28,082	26,894	65	744			28,147	27,638
	45,011	42,624	95	998	3,119	3,114	48,225	46,736
Moins: recettes à valoir sur le crédit	1,551	1,551					1,551	1,551
	43,460	41,073	95	998	3,119	3,114	46,674	45,185
Moins: rentrées portées en recettes	21	21					21	21
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	3,792	3,792					3,792	3,792
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	926	926					926	926
Coût total du programme	48,157	45,770	95	998	3,119	3,114	51,371	49,882
PROGRAMME DES SERVICES SANITAIRES ET SOCIAUX								
Administration du programme	5,467	5,139	27	141			5,494	5,280
Promotion de la santé	13,176	12,645		130	21,732	21,773	34,908	34,548
Services de santé	7,529	6,975		89	6,336,132	6,336,075	6,343,661	6,343,139
Développement des services sociaux	3,846	3,664	3	59	6,664	6,378	10,513	10,101
Régime d'assistance publique du Canada	4,197	3,986	6	27	3,759,766	3,755,238	3,763,969	3,759,251
Nouveaux Horizons	3,971	3,878	4	14	13,371	13,371	17,346	17,263
	38,186	36,287	40	460	10,137,665	10,132,835	10,175,891	10,169,582
Moins: rentrées portées en recettes	945	945					945	945
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	1,779	1,779					1,779	1,779
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	570	570					570	570
Coût total du programme	39,590	37,691	40	460	10,137,665	10,132,835	10,177,295	10,170,986
PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX								
Administration du programme	7,903	10,372	417	942			8,320	11,314
Services de santé des Indiens	179,193	178,539	15,329	15,797	59,078	56,779	253,600	251,115
Services de santé du Nord	67,102	66,564	12,915	11,256	9,308	8,112	89,325	85,932
Médecine aéronautique civile	2,532	2,542	421	8			2,953	2,550
Santé des fonctionnaires fédéraux	13,816	13,921	142	998			13,958	14,919
Services médicaux de l'immigration	6,296	5,329		8			6,296	5,337
Services de quarantaine et de réglementation	2,039	916	9				2,048	916
Services de prothèse	2,805	2,317	50	48			2,855	2,365
Services d'urgence	2,404	2,374	44	44			2,448	2,418
	284,090	282,874	29,327	29,101	68,386	64,891	381,803	376,866
Moins: rentrées portées en recettes	30,829	30,829					30,829	30,829
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère	6,200	6,200					6,200	6,200
locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	8,516	8,516					8,516	8,516
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	3,557	3,557					3,557	3,557
Coût total du programme	271,534	270,318	29,327	29,101	68,386	64,891	369,247	364,310
PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ								
Administration du programme	9,273	10,008	2,837	2,913			12,110	12,921
Qualité et dangers des aliments	27,388	28,707	3,452	3,771	60	60	30,900	32,538
Qualité et dangers des drogues	39,493	35,142	2,347	2,075			41,840	37,217
Qualité et risques environnementaux	16,601	16,476	1,492	1,555	847	837	18,940	18,868
Laboratoire de surveillance sanitaire	11,244	11,713	870	1,007	5	5	12,119	12,725
	103,999	102,046	10,998	11,321	912	902	115,909	114,269
Moins: rentrées portées en recettes	5,929	5,929					5,929	5,929
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère	1,059	1,059					1,059	1,059
locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	11,788	11,788					11,788	11,788
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	1,984	1,984					1,984	1,984
Coût total du programme	112,901	110,948	10,998	11,321	912	902	124,811	123,171

Programmes par activité—Budgétaire—*Fin*
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DU REVENU								
Administration du programme	5,955	7,281	15	182			5,970	7,463
Régime de pensions du Canada	34,945	32,660	489	493			35,434	33,153
Allocations familiales	23,208	21,907	332	341	2,417,870	2,417,870	2,441,410	2,440,118
Sécurité de la vieillesse	44,493	42,527	505	661	11,417,600	11,417,600	11,462,598	11,460,788
	108,501	104,375	1,341	1,677	13,835,470	13,835,470	13,945,412	13,941,522
Moins: recettes à valoir sur le crédit	37,361	36,206	495	173			37,856	36,379
	71,240	68,169	846	1,504	13,835,470	13,835,470	13,907,556	13,905,143
Moins: rentrées portées en recettes	13	13					13	13
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	6,166	6,166					6,166	6,166
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	31,098	31,098					31,098	31,098
Coût total du programme	108,491	105,420	846	1,504	13,835,470	13,835,470	13,944,807	13,942,394
PROGRAMME DE LA CONDITION PHYSIQUE ET DU SPORT AMATEUR								
Administration du programme	42,016	43,066	132	93	425	425	42,573	43,584
Sport amateur	1,704	1,716		34	50,707	47,870	52,411	49,620
Condition physique	2,330	1,268		5	7,787	7,787	10,117	9,060
	46,050	46,050	132	132	58,919	56,082	105,101	102,264
Moins: rentrées portées en recettes	35,935	35,935					35,935	35,935
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	715	715					715	715
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	139	139					139	139
Coût total du programme	10,969	10,969	132	132	58,919	56,082	70,020	67,183
PROGRAMME DES XV^{es} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER								
XV^{es} Jeux Olympiques d'hiver			8,100	7,210	36,400	36,400	44,500	43,610
CONSEIL DE RECHERCHES MÉDICALES								
Administration	3,762	3,546	58	63			3,820	3,609
Subventions et bourses					153,191	153,191	153,191	153,191
	3,762	3,546	58	63	153,191	153,191	157,011	156,800
Moins: rentrées portées en recettes						233		233
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	245	245					245	245
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	53	53					53	53
Coût total du programme	4,060	3,844	58	63	153,191	152,958	157,309	156,865

Subventions et contributions
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
MINISTÈRE			
PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE			
Subventions			
Direction du ministère			
Subventions à des organismes bénévoles de services sociaux et de santé en vertu du prix Thérèse Casgrain	5	5	5
Politique, planification et information			
Subvention à l'Institut de recherches sociales et économiques à l'Université du Manitoba	217	217	205
Affaires intergouvernementales et internationales			
Subvention au Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues	333	333	303
Droits d'affiliation à des organismes internationaux	99	94	
	654	*649*	*513*
Contributions			
Politique, planification et information			
Contributions aux provinces et aux territoires en vue d'élaborer et de mettre en œuvre des systèmes d'information en matière de bien-être social	2,420	2,420	2,270
Contribution au Banff Centre School of Management	25	25	
Contribution au Conseil canadien de développement social	20	20	
	2,465	*2,465*	*2,270*
	3,119	*3,114*	*2,783*
PROGRAMME DES SERVICES SANITAIRES ET SOCIAUX			
Subventions			
Services de santé			
Subventions aux organismes nationaux bénévoles de santé en vue de partager les coûts d'exploitation des bureaux nationaux	3,026	3,025	2,793
Planification familiale—Subventions pour aider au développement des services provinciaux, municipaux et bénévoles et pour certains projets particuliers dans ce domaine	174	164	174
Subvention à l'Institut de cardiologie de l'Université d'Ottawa à l'Hôpital Civic pour l'acquisition d'immobilisations	2,500	2,500	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			1,000
Développement des services sociaux			
Subventions aux organismes nationaux de services sociaux en vue de partager les coûts d'exploitation des bureaux nationaux	3,167	3,053	2,532
	8,867	*8,742*	*6,499*
Contributions			
Administration du programme			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			53
Promotion de la santé			
Contributions à des personnes et à des organismes à l'appui d'activités d'intérêt national visant à améliorer les services de santé et à l'appui de recherches et de projets pilotes en hygiène publique	18,123	18,123	16,044
Contributions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation, et du perfectionnement des connaissances, et de la recherche	3,640	3,636	3,805
Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS)	15	14	139
Services de santé			
Contributions aux provinces et aux territoires en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé:			
Programme de l'assurance-hospitalisation	194,056	194,056	3,439,861
Programme des soins médicaux	66,819	66,819	1,184,342
Services complémentaires de santé	1,008,853	1,008,853	939,486
Services de santé assurés	5,060,658	5,060,658	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			243
Développement des services sociaux			
Contributions aux provinces, à des organismes de bien-être social, y compris les écoles de service social, et à des particuliers, en vue d'appuyer des travaux d'intérêt national visant à l'amélioration des services de bien-être social	3,497	3,325	3,577
Régime d'assistance publique du Canada			
Régime d'assistance publique du Canada—Paiements aux provinces et aux territoires en vertu du Régime d'assistance publique du Canada et de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé	3,635,290	3,635,290	3,287,601
Réadaptation professionnelle des invalides—Versements aux provinces et aux territoires pour exécuter les dispositions de la Loi sur la réadaptation professionnelle des invalides et des accords afférents, y compris les engagements non acquittés en vertu des accords précédents	99,968	99,968	67,508
Services offerts aux jeunes délinquants dans les provinces du Nouveau-Brunswick, de Québec, de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et du Yukon—Versements aux termes des accords conclus relativement au coût des services offerts à l'intention des jeunes délinquants qui relèvent d'une autorité correctionnelle plutôt que de celle de l'aide à l'enfance, et des jeunes délinquants qui relèvent ou qui sont sous la garde d'une autorité de l'aide à l'enfance mais qui ne sont pas assujettis à un décret du secrétaire provincial ordonnant que les jeunes délinquants soient traités en vertu de la Loi de l'aide à l'enfance de la province	24,433	19,975	24,333
Recherche sur la réadaptation professionnelle des invalides—Contributions aux gouvernements provinciaux et municipaux, aux universités, compagnies, associations et particuliers pour fins de recherches conformément à l'article 6 de la Loi sur la réadaptation professionnelle des invalides	75	5	40

Subventions et contributions—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
Nouveaux Horizons			
Contributions à des groupes de personnes du troisième âge à la retraite à l'égard des projets visant à aider les gens qui se sont retirés du marché du travail à s'aider eux-mêmes, à aider d'autres Canadiens et la collectivité	13,371	13,371	12,733
	10,128,798	*10,124,093*	*8,979,765*
	10,137,665	***10,132,835***	***8,986,364***
PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX			
Subventions			
Services de santé des Indiens			
Subventions sous forme de bourses à des individus d'ascendance indienne ou inuit pour les aider dans des études débouchant sur une carrière dans le domaine de la santé	*75*	*23*	
Contributions			
Services de santé des Indiens			
Contributions au nom des Indiens ou des Inuit, ou à leur égard, en vue du coût de la construction, de l'agrandissement ou de la rénovation d'hôpitaux, d'installations de distribution de soins et d'autres établissements ainsi qu'en vue de l'acquisition de matériel de soins et de matériel connexe	8,449	7,918	5,371
Contributions au gouvernement de Terre-Neuve en vue du coût de distribution des soins aux communautés indiennes et inuit	989	664	923
Contributions à des bandes indiennes et à des associations ou groupes indiens et inuit ou aux administrations locales pour les services suivants: représentants en santé communautaire, transport à des fins médicales, professionnels de la santé, promotion de la santé et services de soutien	20,931	20,366	18,091
Contributions à des bandes indiennes et à des associations ou groupes indiens et inuit ou aux administrations locales en vertu du Programme national de lutte contre l'abus de l'alcool et des drogues chez les Autochtones	27,084	26,558	20,013
Contributions à des universités, des collèges et d'autres organismes dans le but d'accroître la participation d'étudiants indiens et inuit à des programmes d'étude débouchant sur des carrières professionnelles dans le domaine de la santé	600	311	
Contributions à des associations ou des groupes indiens et inuit pour les consultations au sujet de la santé des Indiens et des Inuit	950	947	950
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			1,820
Services de santé du Nord			
Contributions au nom des Indiens et des Inuit, ou à leur égard, en vue du coût de la construction, de l'agrandissement ou de la rénovation d'hôpitaux, d'installations de distribution des soins et d'autres établissements ainsi qu'en vue de l'acquisition de matériel de soins et de matériel connexe	225	204	17
Contributions à des associations ou des groupes indiens et inuit pour consultations au sujet de la santé des Indiens et des Inuit	77	67	66
Contributions à des bandes indiennes et à des associations ou groupes indiens et inuit ou aux administrations locales en vertu du Programme national de lutte contre l'abus de l'alcool et des drogues chez les Autochtones	3,217	2,673	1,892
Contributions à des bandes indiennes et à des associations ou groupes indiens et inuit ou aux administrations locales pour les services suivants: représentants en santé communautaire, transport à des fins médicales, professionnels de la santé, promotion de la santé et services de soutien	631	468	109
Contributions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest en vue du transfert du contrôle opérationnel et administratif de l'hôpital général de Frobisher Bay	4,280	3,915	3,736
Contribution au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest en vue de la construction de l'hôpital Stanton-Yellowknife	866	767	
Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS)	12	10	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			6
Services de prothèse			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			225
	68,311	*64,868*	*53,219*
	68,386	***64,891***	***53,219***
PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ			
Subventions			
Qualité et dangers des aliments			
Centre national de distribution des denrées alimentaires	15	15	15
Subvention à la Conférence panaméricaine des responsables du contrôle de la qualité des aliments	40	40	
Qualité et risques environnementaux			
Organisation mondiale de la santé	50	50	150
Commission internationale de protection contre les radiations	5	5	5
Subvention au Centre international de recherche sur le cancer	792	782	652
	902	*892*	*822*
Contributions			
Qualité et dangers des aliments			
Association canadienne d'hygiène publique	5	5	
Conférence internationale sur la nutrition, l'immunité et la maladie chez les personnes âgées	5	5	
Laboratoire de surveillance sanitaire			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			8
	10	*10*	*8*
	912	***902***	***830***

Subventions et contributions—*Fin*
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DU REVENU			
Subventions			
Allocations familiales			
Versements d'allocations familiales	2,417,755	2,417,755	2,326,572
Sécurité de la vieillesse			
Versements de sécurité de la vieillesse	8,215,898	8,215,898	7,648,959
Versements du supplément de revenu garanti	2,952,921	2,952,921	2,524,450
Versements d'allocations au conjoint	248,781	248,781	232,914
	13,835,355	*13,835,355*	*12,732,895*
Contributions			
Allocations familiales			
Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS)	*115*	*115*	*326*
	13,835,470	***13,835,470***	***12,733,221***
PROGRAMME DE LA CONDITION PHYSIQUE ET DU SPORT AMATEUR			
Contributions			
Administration du programme			
Paiements, conformément aux ententes conclues avec les organismes commanditaires pour des projets spéciaux de création d'emplois	425	425	803
Sport amateur			
Contributions aux organismes de sport amateur à l'appui des coûts des projets et de l'administration afin d'aider à la promotion et au développement du sport amateur pour les Canadiens	34,358	31,859	29,449
Contribution au Centre national du sport et de la récréation Inc. à l'appui des coûts des services fournis aux organisations résidentes et non résidentes	4,390	4,358	4,125
Contributions pour les frais scolaires, de subsistance et d'entraînement des sportifs amateurs d'élite	4,890	4,890	3,662
Paiements, conformément aux ententes, aux organismes omnisports commanditaires, tant régionaux et nationaux qu'internationaux, à l'appui des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital des jeux tenus au Canada et pour les dépenses de fonctionnement des championnats internationaux d'une seule discipline tenus au Canada	5,944	5,638	5,241
Contributions pour les frais relatifs à l'amélioration de l'anneau de patinage de vitesse à Ste-Foy (Québec)	1,125	1,125	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			73
Condition physique			
Contributions à l'appui des coûts de projets ayant pour but d'élever le niveau de la forme physique des Canadiens et contributions aux associations et organismes nationaux des loisirs à l'appui des coûts de projets et d'administration afin d'aider à la promotion et au développement des loisirs physiques des Canadiens	6,952	6,952	6,353
Contribution aux dépenses de fonctionnement de la campagne Participaction visant à susciter chez les Canadiens une prise de conscience des effets bénéfiques des loisirs physiques et à stimuler un mode de vie sain à tous les niveaux de la population	835	835	795
	58,919	***56,082***	***50,501***
PROGRAMME DES XV^es JEUX OLYMPIQUES D'HIVER			
Contributions			
XV^es Jeux Olympiques d'hiver			
Paiements relatifs aux coûts de fonctionnement et aux dépenses en capital afin de permettre au gouvernement du Canada d'atteindre ses objectifs en vue de la planification et de la présentation des XV^es Jeux Olympiques d'hiver qui auront lieu à Calgary en 1988	***36,400***	***36,400***	***26,200***
	24,140,871	24,129,694	21,853,018
CONSEIL DE RECHERCHES MÉDICALES			
Subventions			
Subventions et bourses			
Subventions et bourses pour appuyer la recherche	***153,191***	***153,191***	***137,313***
Total	24,294,062	24,282,885	21,990,331

Dépenses budgétaires par programme et article courant
(en milliers de dollars)

ARTICLE COURANT	Programme de l'administration centrale	Programme des services sanitaires et sociaux	Programme des services médicaux	Programme de la protection de la santé	Programme de la sécurité du revenu	Programme de la condition physique et du sport amateur	Programme des XV[es] Jeux Olympiques d'hiver	Sous-total	Conseil de recherches médicales	Total
(1) Traitements et salaires	29,139	19,888	98,045	65,999	75,293	4,346		292,710	2,098	294,808
	28,343	**19,269**	**97,249**	**65,626**	**73,657**	**4,342**		**288,486**	**1,922**	**290,408**
	27,156	*18,309*	*90,203*	*61,799*	*67,746*	*4,220*		*269,433*	*1,697*	*271,130*
(1) Autres frais touchant le personnel	4,551	2,932	23,196	9,668	11,661	673		52,681	310	52,991
	4,582	**2,960**	**23,030**	**9,747**	**11,836**	**676**		**52,831**	**310**	**53,141**
	3,930	*2,825*	*23,154*	*9,106*	*10,420*	*591*		*50,026*	*283*	*50,309*
(2) Transports et communications	3,295	3,968	47,630	4,156	10,236	1,230		70,515	639	71,154
	2,745	**3,451**	**48,022**	**3,858**	**9,409**	**1,201**		**68,686**	**702**	**69,388**
	2,664	*3,235*	*41,500*	*3,692*	*6,912*	*1,082*		*59,085*	*458*	*59,543*
(3) Information	1,059	5,066	177	474	2,407	742		9,925	108	10,033
	959	**4,959**	**738**	**570**	**2,658**	**742**		**10,626**	**73**	**10,699**
	582	*4,839*	*354*	*255*	*1,731*	*687*		*8,448*	*64*	*8,512*
(4) Services professionnels et spéciaux	3,680	5,471	54,295	13,677	4,140	1,919		83,182	344	83,526
	3,520	**4,991**	**55,809**	**11,536**	**4,277**	**1,947**		**82,080**	**291**	**82,371**
	2,950	*4,911*	*46,554*	*11,509*	*4,071*	*1,117*		*71,112*	*192*	*71,304*
(5) Location	430	160	3,002	644	433	78		4,747	35	4,782
	221	**113**	**2,714**	**630**	**217**	**78**		**3,973**	**16**	**3,989**
	314	*70*	*2,356*	*505*	*500*	*50*		*3,795*	*16*	*3,811*
(6) Achat de services de réparation et d'entretien	874	36	1,839	1,562	190	128		4,629	15	4,644
	1,040	**48**	**2,245**	**2,009**	**224**	**128**		**5,694**	**61**	**5,755**
	757	*30*	*2,006*	*2,315*	*213*	*102*		*5,423*	*36*	*5,459*
(7) Services publics, fournitures et approvisionnements	1,914	623	55,746	6,936	3,289	434		68,942	213	69,155
	1,151	**463**	**52,900**	**7,125**	**2,074**	**435**		**64,148**	**171**	**64,319**
	1,597	*848*	*47,101*	*6,104*	*2,225*	*360*		*58,235*	*163*	*58,398*
(8) Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages			23,784	1,307			8,100	33,191		33,191
			21,672	**2,092**			**7,210**	**30,974**		**30,974**
			16,405	*2,134*			*15,248*	*33,787*		*33,787*
(9) Construction et acquisition de machines et de matériel	95	40	5,543	9,691	1,341	132		16,842	58	16,900
	998	**460**	**7,429**	**9,229**	**1,677**	**132**		**19,925**	**63**	**19,988**
	602	*254*	*7,580*	*7,170*	*893*	*154*		*16,653*	*217*	*16,870*
(10) Subventions, contributions et autres paiements de transfert	3,119	10,137,665	68,386	912	13,835,470	58,919	36,400	24,140,871	153,191	24,294,062
	3,114	**10,132,835**	**64,891**	**902**	**13,835,470**	**56,082**	**36,400**	**24,129,694**	**153,191**	**24,282,885**
	2,783	*8,986,264*	*53,219*	*830*	*12,733,221*	*50,501*	*26,200*	*21,853,018*	*137,313*	*21,990,331*
(12) Toutes autres dépenses	69	42	160	883	952	36,500		38,606		38,606
	63	**33**	**167**	**945**	**23**	**36,501**		**37,732**		**37,732**
	37	*29*	*124*	*321*	*48*	*10,503*		*11,062*		*11,062*
(1-12) Total	48,225	10,175,891	381,803	115,909	13,945,412	105,101	44,500	24,816,841	157,011	24,973,852
	46,736	**10,169,582**	**376,866**	**114,269**	**13,941,522**	**102,264**	**43,610**	**24,794,849**	**156,800**	**24,951,649**
	43,372	*9,021,614*	*330,556*	*105,740*	*12,827,980*	*69,367*	*41,448*	*22,440,077*	*140,439*	*22,580,516*
(13) *Moins:* recettes à valoir sur le crédit	1,551				37,856			39,407		39,407
	1,551				**36,379**			**37,930**		**37,930**
	1,676				*24,777*			*26,453*		*26,453*
Total des dépenses nettes	46,674	10,175,891	381,803	115,909	13,907,556	105,101	44,500	24,777,434	157,011	24,934,445
	45,185	**10,169,582**	**376,866**	**114,269**	**13,905,143**	**102,264**	**43,610**	**24,756,919**	**156,800**	**24,913,719**
	41,696	*9,021,614*	*330,556*	*105,740*	*12,803,203*	*69,367*	*41,448*	*22,413,624*	*140,439*	*22,554,063*

Les montants en caractères romains représentent les crédits de 1984-85.
Les montants en caractères gras représentent les dépenses de 1984-85.
Les montants en *italique* représentent les dépenses de 1983-84.

Recettes

	1984-85	1983-84
	$	$
MINISTÈRE		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	3,709,184	2,645,524
Rémunérations de services	29,390,721	43,646,543
Privilèges, licences et permis	8,900	8,825
Produits des ventes	278,819	267,739
Autres recettes non fiscales	40,284,439	39,316,638
Total	73,672,063	85,885,269

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Administration	1,165	
Services médicaux	1,287,538	
Protection de la santé	86,804	
Services sanitaires et sociaux	865,617	
Sécurité du revenu	8,412	
Santé et sport amateur	871,383	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	588,265	
		3,709,184
Rémunérations de services:		
Administration—		
Logement du personnel	5,479	
Services médicaux—Provision de services médicaux $27,204,055		
Services pour patients internes—Plans provinciaux et territoriaux	14,035,403	
Services pour patients internes—Non-résidents de la province ou du territoire	1,129,725	
Services pour patients internes—Autres	343,660	
Services pour patients externes—Plans provinciaux et territoriaux	2,913,663	
Services pour patients externes—Résidents non assurés	2,149	
Services pour patients externes—Autres	256,184	
Frais professionnels—Patients internes	366,263	
Frais professionnels—Patients externes	1,090,005	
Accords à frais partagés	5,893,595	
Services de prothèse	1,110,572	
Divers	62,836	
Services médicaux—Rémunérations de services $1,360,658		
Logement du personnel	1,178,014	
Concessions	102,396	
Divers	80,248	
Protection de la santé $820,529		
Services de la dosimétrie de la radiation	820,229	
Divers	300	
		29,390,721
Privilèges, licences et permis:		
Protection de la santé		8,900
Produits des ventes:		
Services médicaux $278,019		
Recettes diététiques	190,650	
Recettes pharmaceutiques	80,005	
Divers	7,364	
Protection de la santé $800		
Divers	800	
		278,819
Autres recettes non fiscales:		
Administration	2,984	
Services médicaux	205,067	
Protection de la santé $5,012,022		
Amendes: aliments et drogues	181,958	
Amendes: opium et narcotiques	3,681,928	
Saisies: opium et narcotiques	1,123,510	
Autres	24,626	
Services sanitaires et sociaux	625	
Sécurité du revenu	1,420	
Santé et sport amateur—		
Produits résultant de l'Accord fédéral-provincial sur les loteries	35,062,321	
		40,284,439

	1984-85	1983-84
	$	$
CONSEIL DE RECHERCHES MÉDICALES		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	232,838	127,735

	1984-85
	$
Détail	
Recettes non fiscales—	
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:	
Recouvrements de bourses d'exercices précédents	232,838

Appendice 1

Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II sur les maladies de l'enfance

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE CONSEIL DE FIDUCIE
ET
L'HONORABLE JAKE EPP, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

J'ai vérifié le bilan du Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II sur les maladies de l'enfance au 31 mars 1985 ainsi que les états des résultats et du solde du Fonds et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Conseil au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente aux états financiers, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations du Conseil dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur le Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II et aux règlements administratifs du Conseil.

Pour le vérificateur général du Canada
RAYMOND DUBOIS, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 24 mai 1985

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF	1985	1984	PASSIF	1985	1984
	$	$		$	$
Encaisse	8,409	8,261	Provision pour les bourses aux scientifiques (note 4)	87,500	297,500
Intérêts courus	4,724	11,403			
Placement en valeurs du gouvernement du Canada (note 3)	376,069	416,544	SOLDE DU FONDS Solde à la fin de l'exercice	301,702	138,708
	389,202	436,208		389,202	436,208

Approuvé par le Conseil:

Le président
J.R. DUCHARME

Le secrétaire
MARY-ANNE LIPKE

Appendice 1—*Fin*

Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II sur les maladies de l'enfance—*Fin*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU SOLDE DU FONDS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Revenus		
Intérêts créditeurs	38,037	44,277
Bourse annulée	125,000	
Gain lors de la vente de valeurs du gouvernement du Canada	744	1,406
Don	5	
	163,786	45,683
Dépenses		
Bourse scientifique		125,000
Autres	792	2,253
	792	127,253
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus) pour l'exercice	162,994	(81,570)
Solde du Fonds au début de l'exercice	138,708	220,278
Solde du Fonds à la fin de l'exercice	301,702	138,708

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Provenance des fonds		
Exploitation		
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus) pour l'exercice	162,994	(81,570)
Éléments n'affectant pas les fonds		
Réduction des intérêts courus	6,679	2,556
Bourse scientifique allouée (annulée)	(125,000)	125,000
	44,673	45,986
Produit de la vente de valeurs du gouvernement du Canada	40,475	49,594
	85,148	95,580
Utilisation des fonds		
Paiement des bourses aux scientifiques	85,000	95,000
Augmentation de l'encaisse	148	580
Encaisse au début de l'exercice	8,261	7,681
Encaisse à la fin de l'exercice	8,409	8,261

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985

1. Autorité et objectifs

Le Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II sur les maladies de l'enfance a été établi par la Loi sur le Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II en 1959 pour aider les particuliers ou les organismes à entreprendre ou à poursuivre des travaux de recherches sur les maladies de l'enfance, leur cause, leur prévention et leur traitement. Le Conseil de fiducie, composé d'un président et de six autres fiduciaires que Sa Majesté a nommés par commission sous le grand sceau a été établi par la Loi et doit gérer et administrer le Fonds en conformité et sous réserve de la Loi.

2. Conventions comptables

Placement en valeurs du gouvernement du Canada

Le placement en valeurs du gouvernement du Canada est enregistré au prix coûtant. Les gains ou les pertes, y compris toutes primes ou tous escomptes à l'acquisition, sont comptabilisés comme revenu lorsque les valeurs sont vendues. Les intérêts créditeurs sont inscrits selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Bourses aux scientifiques

Les bourses aux scientifiques font l'objet d'une provision comptable dans l'exercice pendant lequel elles sont approuvées. Toute augmentation et diminution subséquente aux bourses fait l'objet d'une provision comptable dans l'exercice pendant lequel les augmentations ou les diminutions sont approuvées. Les bourses annulées subséquemment à l'exercice de leur approbation sont comptabilisées comme revenu dans l'exercice au cours duquel elles sont annulées. Les remboursements des bourses non dépensées sont inscrits comme revenu lorsqu'ils sont reçus.

Services fournis gratuitement

Le Conseil de recherches médicales fournit au Conseil de fiducie, à titre gratuit, les services de secrétariat et autres facilités et services administratifs et techniques requis pour les objets de la Loi.

3. Placement en valeurs du gouvernement du Canada

	1985	1984
	$	$
Valeur au pair	404,000	444,000
Prix coûtant	376,069	416,544
Valeur marchande	367,885	394,505

En vertu des modalités de la Loi, le Conseil peut placer tous deniers du Fonds dans des obligations ou autres valeurs du gouvernement du Canada et peut vendre toutes semblables obligations et valeurs. Les valeurs détenues au 31 mars 1985 portent un taux d'intérêt allant de 5¾% à 11¼% par année.

4. Provision pour les bourses aux scientifiques

	1985	1984
	$	$
À être versées durant l'exercice se terminant le 31 mars:		
1985		110,000
1986	50,000	75,000
1987	37,500	62,500
1988		25,000
1989		25,000
	87,500	297,500

Appendice 2

Conseil de recherches médicales

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état des résultats ci-joint du Conseil de recherches médicales selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première tant qu'à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier, revient à la gestion du Conseil.

Cet état des résultats a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une reclassification afin de se conformer au mode de divulgation de l'exercice courant. Certains renseignements inclus dans l'état financier, tel que la répartition des dépenses entre l'exploitation et l'administration, sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre détaillé des opérations financières du Conseil. Les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans l'état des résultats.

La Direction de la gestion intégrée du Conseil développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Conseil maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil. Le Conseil vise également à s'assurer de l'objectivité et de l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

L'état des résultats a été vérifié par le vérificateur général, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que l'état des résultats du Conseil, pris dans son intégralité, présente fidèlement les opérations financières du Conseil selon les conventions comptables établies.

Le Conseil a entrepris plusieurs initiatives en vue d'améliorer ses systèmes de comptabilité et de gestion financière. On procède actuellement au développement d'un système de traitement électronique des données pour le traitement des subventions et bourses, lequel prévoit la mécanisation des registres comptables en 1986-87. De plus, les politiques et procédures financières seront incluses dans un manuel de politiques et procédures de gestion intégrée au cours du prochain exercice.

Approuvé par:

Le président
PIERRE BOIS, M.D. Ph.D.

Directeur, gestion intégrée
A. BELLIVEAU

le 12 juillet 1985

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE CONSEIL DE RECHERCHES MÉDICALES
ET
L'HONORABLE JAKE EPP, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

J'ai vérifié l'état des résultats du Conseil de recherches médicales pour l'exercice terminé le 31 mars 1985. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats d'exploitation du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 1985 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
E. R. ROWE, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 28 juin 1985

Appendice 2—*Suite*

Conseil de recherches médicales—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Dépenses		
Subventions et bourses		
Subventions	128,201,797	114,427,707
Bourses	24,389,421	22,366,863
Encouragement de la recherche	599,781	518,416
	153,190,999	137,312,986
Exploitation (note 3)		
Traitements et indemnités aux employés	588,081	460,463
Voyages (note 7)	415,844	235,399
Location de bureaux	158,389	142,227
Fournitures et approvisionnements	86,929	85,935
Communications	74,210	59,882
Indemnités de cessation d'emploi	38,306	
Services professionnels et spéciaux	30,279	43,034
Publications	20,116	13,220
Entretien et location de matériel	12,268	6,785
	1,424,422	1,046,945
Administration (note 3)		
Traitements et indemnités aux employés	1,641,863	1,535,846
Services professionnels et spéciaux	260,673	148,727
Voyages (note 7)	169,327	128,130
Location de bureaux	86,611	77,773
Fournitures et approvisionnements	84,565	77,397
Entretien et location de matériel	64,997	45,317
Ameublement et matériel	63,062	217,190
Publications	52,538	50,576
Communications	42,489	34,589
Services de comptabilité et d'émission de chèques	11,600	11,200
Indemnités de cessation d'emploi	4,741	14,685
	2,482,466	2,341,430
	157,097,887	140,701,361
Recettes		
Recouvrement de dépenses d'exercices précédents	232,838	127,735
Coût net de l'exploitation	156,865,049	140,573,626
Conciliation avec les crédits utilisés:		
Coût net de l'exploitation	156,865,049	140,573,626
Plus: recettes créditées aux comptes de recettes non fiscales	232,838	127,735
Moins: services fournis gratuitement par les ministères	298,000	262,200
Crédits utilisés (note 4)	156,799,887	140,439,161

Les notes ci-jointes font partie intégrante de cet état.

Approuvé par le Conseil:

Le président
PIERRE BOIS

Approuvé par la gestion:

Directeur, gestion intégrée
A. BELLIVEAU

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS
DU 31 MARS 1985

1. Autorisation et objectif

Le Conseil de recherches médicales a été constitué en 1969 en vertu de la Loi sur le Conseil de recherches médicales. Le Conseil est une société ministérielle nommée à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. Il a pour objectif d'aider à atteindre, dans les sciences de la santé, la qualité et le niveau de recherche essentiels au maintien et au perfectionnement des services de santé. Les dépenses de fonctionnement et de subventions du Conseil sont financées par le biais d'une autorisation budgétaire annuelle. Les indemnités aux employés sont autorisées par le biais d'une autorisation statutaire.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats a été dressé conformément aux conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

Les subventions et les bourses sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées. À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des vacances qui sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité de caisse, toute dépense de fonctionnement est, conformément à la convention comptable des CAPAFE du gouvernement, comptabilisée selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

b) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement, au cours de l'exercice de leur achat.

c) Services fournis gratuitement par les ministères

Les montants estimatifs de services fournis gratuitement par les ministères sont compris dans les dépenses.

d) Recouvrement des dépenses d'exercices précédents

Les recouvrements de dépenses d'exercices précédents sont comptabilisés au titre des recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

3. Modification de la présentation de l'état financier

En 1985, la présentation de l'état financier du Conseil a été modifiée de manière à respecter les nouvelles normes de présentation édictées par le Receveur général du Canada, et à exposer plus clairement la nature des activités du Conseil. Les dépenses de fonctionnement se répartissent maintenant entre l'exploitation et l'administration.

Les dépenses liées à la réception, au tri, à l'évaluation et au traitement général des demandes de subventions et de bourses, y compris les coûts engagés à l'égard de l'entretien des comités d'examen des demandes de subventions et de bourses, sont imputées à l'exploitation.

Les dépenses liées aux réunions du Conseil, de son Comité exécutif et de ses comités permanents, ainsi qu'à ses services d'administration et de soutien comme les services financiers, et administratifs, les affaires publiques et le bureau du Président sont imputées à l'administration.

Les chiffres de l'exercice 1984, présentés pour fins de comparaison, ont été modifiés de manière à respecter la présentation utilisée pour l'exercice 1985.

Appendice 2—*Fin*

Conseil de recherches médicales—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS DU 31 MARS 1985—*Fin*

4. Crédits parlementaires

	1985	1984
	$	$
Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social		
Crédit 55—Subventions	153,191,000	137,313,000
Annulé	1	14
	153,190,999	137,312,986
Crédit 50—Dépenses de fonctionnement	3,510,000	3,205,000
Annulé	211,112	361,825
	3,298,888	2,843,175
Statutaire—Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	310,000	283,000
Total des crédits utilisés	156,799,887	140,439,161

5. Fonds de fiducie

En 1974, le Conseil a reçu $75,000 d'un donateur anonyme pour la création d'un fonds. L'intérêt reçu doit être utilisé pour verser des subventions pour la recherche dans les secteurs de la dyskinésie et du torticolis. D'autres dons reçus n'étaient pas destinés à des projets particuliers. Les dons et l'intérêt reçus ainsi que les subventions versées ne sont pas mentionnés dans l'état des résultats du Conseil. Les opérations effectuées à même ces fonds pour l'exercice terminé le 31 mars 1985 figurent ci-dessous:

	1985	1984
	$	$
Solde en début d'exercice	79,603	97,735
Ajouter: intérêt reçu	8,176	7,368
Moins: subventions versées	8,700	25,500
Solde en fin d'exercice, en dépôt auprès du Receveur général du Canada	79,079	79,603

6. Engagements

Le Conseil s'est engagé à verser des bourses et des subventions au cours des prochains exercices, sous réserve de l'affectation de fonds par le Parlement. Les engagements des exercices à venir, au 28 juin 1985, s'établissent comme suit:

Exercice de versement	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
1984-85		130,799
1985-86	150,396	86,911
1986-87	104,482	47,140
1987-88	59,821	25,112
1988-89	29,667	14,240
1989-90	14,467	5,048
1990-91	4,670	
	363,503	309,250

7. Voyages

Les dépenses de voyage imputées à l'exploitation sont directement reliées au processus d'inspection professionnelle, et ont été engagées par les membres des 23 comités de subventions, des 6 comités de bourses et par les employés du Conseil, dans le but de recevoir, d'examiner et d'évaluer les demandes de subventions et de bourses.

Les dépenses de voyage imputées à l'administration ont été engagées à l'égard du soutien général des activités administratives du Conseil, ce qui comprend les réunions du Conseil, de son Comité exécutif, de ses comités permanents et consultatifs, ainsi que du personnel du Conseil de recherches médicales. En voici le détail:

	1985	1984
	$	$
Exploitation		
Comités de subventions	348,215	163,277
Comités de bourses	26,687	23,153
Personnel	40,942	48,969
	415,844	235,399
Administration		
Conseil et Comité exécutif	35,698	41,248
Comités permanents	57,969	31,565
Groupes consultatifs	34,184	6,274
Personnel	41,476	49,043
	169,327	128,130

Tous les membres du Conseil et des comités susmentionnés ne touchent aucune rémunération. Le Conseil leur rembourse uniquement leurs frais de déplacement.

SECTION 24

COMPTES PUBLICS
1984-85

Sciences et Technologie

Département d'État
Conseil national de recherches du Canada
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie
Conseil des sciences du Canada

SOMMAIRE

	Page
Objectifs	24.3
Emploi des crédits	24.4
Coût total des programmes—Budgétaire	24.6
Programmes par activité—Budgétaire	24.7
Subventions et contributions	24.8
Dépenses budgétaires par programme et article courant	24.9
Recettes	24.10
Appendices	24.11

SCIENCES ET TECHNOLOGIE

Département d'État

Objectif

—Encourager l'avancement et l'utilisation des sciences et de la technologie au service des objectifs nationaux.

Conseil national de recherches du Canada

Objectifs

PROGRAMME DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES

—Créer et acquérir des connaissances scientifiques et techniques pour répondre aux besoins canadiens en matière de développement économique, régional et social et en promouvoir l'application.

PROGRAMME D'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

—Encourager l'utilisation par le public et le gouvernement canadiens de l'information scientifique et technique correspondant aux besoins nationaux en matière de développement économique, régional et social.

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Objectif

—Promouvoir et appuyer le développement et le maintien de la recherche ainsi que l'apport d'une main-d'œuvre hautement qualifiée dans le domaine des sciences naturelles et de l'ingénierie.

Conseil des sciences du Canada

Objectif

—Évaluation des besoins scientifiques et technologiques du Canada, sensibilisation plus grande du public à ces besoins et à l'interdépendance des divers groupes de la société à l'égard du développement et de l'emploi des sciences et de la technologie, et action consultative auprès de l'État sur l'utilisation la plus judicieuse du potentiel scientifique et technologique.

Emploi des crédits

Crédit	Programme	
	DÉPARTEMENT D'ÉTAT	
	Budgétaire	
1	Dépenses du programme et contributions	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Ministre des Sciences et de la Technologie—Traitement et allocation pour automobile	
	Total du programme—Budgétaire	
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA	
	PROGRAMME DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES	
	Budgétaire	
5	Dépenses de fonctionnement	$ 218,323,000
	Virement du CT, crédit 10[1]	85,439
10	Dépenses en capital	
15	Subventions inscrites au Budget, contributions et autorisation de prendre, pour l'exercice financier en cours, des engagements pour l'aide à l'industrie canadienne pour la recherche appliquée et l'innovation technologique de $48,100,000	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	PROGRAMME D'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	
	Budgétaire	
20	Dépenses du programme et contributions	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE	
	Budgétaire	
25	Dépenses de fonctionnement	$ 8,313,000
	25b	433,000
	25c	1,700,490
30	Subventions inscrites au Budget	$ 271,531,000
	30b	10,723,000
	30c	18,299,510
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	CONSEIL DES SCIENCES DU CANADA	
	Budgétaire	
35	Dépenses du programme	$ 4,509,000
	Virement du CT, crédit 10[1]	4,862
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	Total—Budgétaire	

[1] Conseil du Trésor, crédit 10, initiatives visant à créer des emplois.

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
7,738,000		7,738,000		7,738,000	6,641,684	1,096,316		10,185,463
516,000	79,000	595,000		595,000	595,000			984,000
	22,131	22,131		22,131	22,131			
8,254,000	***101,131***	***8,355,131***		***8,355,131***	***7,258,815***	***1,096,316***		***11,169,463***
218,408,439		218,408,439		218,408,439	215,388,474	3,019,965		193,520,491
127,428,000		127,428,000		127,428,000	104,384,832	23,043,168		75,998,541
116,464,000		116,464,000		116,464,000	108,537,160	7,926,840		91,357,612
16,041,000	2,445,000	18,486,000		18,486,000	18,486,000			15,785,000
478,341,439	***2,445,000***	***480,786,439***		***480,786,439***	***446,796,466***	***33,989,973***		***376,661,644***
23,222,000		23,222,000		23,222,000	20,124,234	3,097,766		18,934,881
900,000	138,000	1,038,000		1,038,000	1,038,000			907,000
24,122,000	***138,000***	***24,260,000***		***24,260,000***	***21,162,234***	***3,097,766***		***19,841,881***
10,446,490		10,446,490		10,446,490	10,445,785	705		6,142,515
300,553,510		300,553,510		300,553,510	300,527,510	26,000		274,620,999
508,000	78,000	586,000		586,000	586,000			424,000
311,508,000	***78,000***	***311,586,000***		***311,586,000***	***311,559,295***	***26,705***		***281,187,514***
4,513,862		4,513,862		4,513,862	4,406,801	107,061		4,233,289
338,000	52,000	390,000		390,000	390,000			349,000
4,851,862	***52,000***	***4,903,862***		***4,903,862***	***4,796,801***	***107,061***		***4,582,289***
827,077,301	2,814,131	829,891,432		829,891,432	791,573,611	38,317,821		693,442,791

Coût total des programmes—Budgétaire
(en milliers de dollars)

PROGRAMME	Exercice	Dépenses	*Moins:* Rentrées portées en recettes	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le Conseil	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	*Plus:* Autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	Coût total des programmes
DÉPARTEMENT D'ÉTAT	1984-85	7,259	74		430	90	7,705
	1983-84	11,169	27		877	134	12,153
CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA							
RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES	1984-85	446,797	782	13,574	3,918	3,259	466,766
	1983-84	376,662	1,258	11,854	3,618	2,568	393,444
INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	1984-85	21,162	83	2,001		244	23,324
	1983-84	19,842	70	1,904		197	21,873
CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE	1984-85	311,559	678			1,065	311,946
	1983-84	281,188	232			540	281,496
CONSEIL DES SCIENCES DU CANADA	1984-85	4,797			282	65	5,144
	1983-84	4,582	2		283	54	4,917
Total	1984-85	791,574	1,617	15,575	4,630	4,723	814,885
	1983-84	693,443	1,589	13,758	4,778	3,493	713,883

Programmes par activité—Budgétaire
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
DÉPARTEMENT D'ÉTAT								
Élaboration des politiques	6,433	5,302	27	62	1,895	1,895	8,355	7,259
Moins: rentrées portées en recettes		74						74
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics		430						430
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères		90						90
Coût total du programme	6,433	5,748	27	62	1,895	1,895	8,355	7,705
CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA								
PROGRAMME DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES								
Compétence nationale dans les domaines des sciences naturelles et du génie	32,211	34,313	5,016	4,718		98	37,227	39,129
Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale	63,690	51,235	11,799	7,426	9,177	6,870	84,666	65,531
Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels	68,067	67,166	67,808	57,369	77,328	71,782	213,203	196,317
Services nationaux	20,298	22,722	40,863	31,636	27,688	27,686	88,849	82,044
Recherches et services relatifs à la normalisation physique	6,653	8,140	1,584	1,636			8,237	9,776
Services de soutien administratif et spéciaux	38,513	40,514	568	1,705	2,271	2,101	41,352	44,320
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	18,486	18,486					18,486	18,486
	247,918	242,576	127,638	104,490	116,464	108,537	492,020	455,603
Moins: recettes à valoir sur le crédit	11,024	8,701	210	105			11,234	8,806
	236,894	233,875	127,428	104,385	116,464	108,537	480,786	446,797
Moins: rentrées portées en recettes		782						782
Plus: locaux fournis gratuitement par le Conseil	13,574	13,574					13,574	13,574
locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	3,918	3,918					3,918	3,918
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	3,259	3,259					3,259	3,259
Coût total du programme	257,645	253,844	127,428	104,385	116,464	108,537	501,537	466,766
PROGRAMME D'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE								
Information scientifique et technique	28,167	23,960	70	166	78	78	28,315	24,204
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,038	1,038					1,038	1,038
	29,205	24,998	70	166	78	78	29,353	25,242
Moins: recettes à valoir sur le crédit	5,093	4,080					5,093	4,080
	24,112	20,918	70	166	78	78	24,260	21,162
Moins: rentrées portées en recettes		83						83
Plus: locaux fournis gratuitement par le Conseil	2,001	2,001					2,001	2,001
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	244	244					244	244
Coût total du programme	26,357	23,080	70	166	78	78	26,505	23,324
CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE								
Subventions et bourses					300,554	300,528	300,554	300,528
Administration	10,446	10,445					10,446	10,445
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	586	586					586	586
	11,032	11,031			300,554	300,528	311,586	311,559
Moins: rentrées portées en recettes		26				652		678
Plus: autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	1,065	1,065					1,065	1,065
Coût total du programme	12,097	12,070			300,554	299,876	312,651	311,946
CONSEIL DES SCIENCES DU CANADA								
Activités	4,872	4,765	32	32			4,904	4,797
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	283	282					283	282
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	65	65					65	65
Coût total du programme	5,220	5,112	32	32			5,252	5,144

Subventions et contributions
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
DÉPARTEMENT D'ÉTAT			
Subvention			
Administration			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			*1*
Contributions			
Élaboration des politiques			
Contribution en vue de couvrir les coûts de la participation du Canada au Programme de l'Agence spatiale européenne	1,895	1,895	1,895
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			534
	1,895	*1,895*	*2,429*
	1,895	***1,895***	***2,430***
CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA			
PROGRAMME DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES			
Subventions			
Services de soutien administratif et spéciaux			
Affiliations internationales	583	433	409
Subventions aux municipalités prévues par la Loi sur les subventions aux municipalités	1,628	1,628	1,550
	2,211	*2,061*	*1,959*
Contributions			
Compétence nationale dans les domaines des sciences naturelles et du génie			
Centre européen pour la recherche nucléaire	100	98	
Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale			
Contribution à l'Agence internationale de l'énergie pour la mise en œuvre d'accords	229	156	224
Institut de recherche d'Hydro-Québec—Programme de recherches et de développement intéressant la fusion thermonucléaire contrôlée par confinement magnétique	5,221	4,429	5,267
Contribution à la recherche sur les matières de fusion	1,486	1,486	869
Institut de l'homme et des ressources pour la mise en opération du site d'essai éolien de l'Atlantique	200	200	200
Appui à des conférences scientifiques et techniques	50	47	20
Centre de recherches du Manitoba sur le CCHT—Transmission du CC sous HT—Projet de la rivière Nelson	334	334	209
Institut ontarien de l'amélioration des arbres et de la biomasse forestière	146		
Conseil canadien pour la réadaptation des handicapés	209	209	185
New York Energy Research and Development Authority	104	103	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			1,404
Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels			
Aide à l'industrie canadienne pour la recherche appliquée et l'innovation technologique	42,683	40,635	37,103
Contributions aux organismes de recherches provinciaux et aux établissements de recherches pour la communication d'informations techniques et la prestation de services régionaux	8,465	8,205	5,251
Programme des projets entre l'industrie et les laboratoires	20,140	15,803	9,456
Institut de recherche d'Hydro-Québec—Programme de construction d'une génératrice éolienne à axe vertical de grande puissance	6,253	6,253	3,599
Centre national et réseau d'information sur la technologie de la production industrielle	85		
Institut de recherche biotechnologique	800	792	
Services nationaux			
Quote-part canadienne des frais de la Corporation du Téléscope Canada-France-Hawaii	2,166	2,166	2,362
Contribution à l'Université de l'Alberta, à l'Université de la Colombie-Britannique, à l'Université Simon Fraser et à l'Université de Victoria pour la réalisation du projet TRIUMF	25,522	25,520	23,210
Services de soutien administratif et spéciaux			
Appui à des conférences scientifiques et techniques	60	40	40
	114,253	*106,476*	*89,399*
	116,464	***108,537***	***91,358***
PROGRAMME D'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE			
Contributions			
Information scientifique et technique			
Institut canadien du film	***78***	***78***	***78***
CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE			
Subventions			
Subventions et bourses			
Subventions et bourses	***300,554***	***300,528***	***274,621***
Total	418,991	411,038	368,487

Dépenses budgétaires par programme et article courant
(en milliers de dollars)

ARTICLE COURANT	Département d'État	Programme de recherches scientifiques et industrielles	Programme d'information scientifique et technique	Sous-total Conseil national de recherches du Canada	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	Conseil des sciences du Canada	Total
(1) Traitements et salaires	3,992	123,605	6,946	130,551	4,323	2,607	141,473
	3,356	**126,977**	**7,233**	**134,210**	**4,127**	**2,532**	**144,225**
	5,345	*111,589*	*6,607*	*118,196*	*3,095*	*2,418*	*129,054*
(1) Autres frais touchant le personnel	595	18,486	1,038	19,524	586	390	21,095
	597	**18,743**	**1,059**	**19,802**	**586**	**390**	**21,375**
	985	*15,972*	*929*	*16,901*	*424*	*349*	*18,659*
(2) Transports et communications	334	10,936	393	11,329	1,695	446	13,804
	237	**11,770**	**400**	**12,170**	**1,585**	**475**	**14,467**
	584	*9,484*	*302*	*9,786*	*1,219*	*451*	*12,040*
(3) Information	152	2,173	3,247	5,420	671	227	6,470
	254	**2,330**	**2,175**	**4,505**	**624**	**287**	**5,670**
	463	*2,030*	*2,111*	*4,141*	*282*	*251*	*5,137*
(4) Services professionnels et spéciaux	1,251	56,773	8,249	65,022	1,617	965	68,855
	695	**48,588**	**3,900**	**52,488**	**1,431**	**813**	**55,427**
	983	*46,701*	*3,975*	*50,676*	*1,218*	*854*	*53,731*
(5) Location	20	5,937	588	6,525	130	49	6,724
	70	**4,750**	**2,210**	**6,960**	**193**	**78**	**7,301**
	173	*3,352*	*1,573*	*4,925*	*101*	*36*	*5,235*
(6) Achat de services de réparation et d'entretien	30	5,065	40	5,105	74	37	5,246
	14	**6,875**	**109**	**6,984**	**23**	**53**	**7,074**
	49	*5,418*	*59*	*5,477*	*14*	*42*	*5,582*
(7) Services publics, fournitures et approvisionnements	59	26,456	8,704	35,160	100	149	35,468
	79	**26,804**	**7,907**	**34,711**	**129**	**135**	**35,054**
	99	*24,034*	*7,638*	*31,672*	*71*	*148*	*31,990*
(8) Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages		61,684		61,684			61,684
		45,724		**45,724**			**45,724**
		34,664		*34,664*			*34,664*
(9) Construction et acquisition de machines et de matériel	27	64,342	70	64,412	1,836	32	66,307
	62	**54,480**	**163**	**54,643**	**2,332**	**32**	**57,069**
	58	*38,743*	*232*	*38,975*	*142*	*31*	*39,206*
(10) Subventions, contributions et autres paiements de transfert	1,895	116,464	78	116,542	300,554		418,991
	1,895	**108,537**	**78**	**108,615**	**300,528**		**411,038**
	2,430	*91,358*	*78*	*91,436*	*274,621*		*368,487*
(12) Toutes autres dépenses		99		99		2	101
		25	**8**	**33**	**1**	**2**	**36**
		38	*1*	*39*	*1*	*2*	*42*
(1-12) Total	8,355	492,020	29,353	521,373	311,586	4,904	846,218
	7,259	**455,603**	**25,242**	**480,845**	**311,559**	**4,797**	**804,460**
	11,169	*383,383*	*23,505*	*406,888*	*281,188*	*4,582*	*703,827*
(13) *Moins:* recettes à valoir sur le crédit		11,234	5,093	16,327			16,327
		8,806	**4,080**	**12,886**			**12,886**
		6,721	*3,663*	*10,384*			*10,384*
Total des dépenses nettes	8,355	480,786	24,260	505,046	311,586	4,904	829,891
	7,259	**446,797**	**21,162**	**467,959**	**311,559**	**4,797**	**791,574**
	11,169	*376,662*	*19,842*	*396,504*	*281,188*	*4,582*	*693,443*

Les montants en caractères romains représentent les crédits de 1984-85.
Les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de 1984-85.
Les montants en *italique* représentent les dépenses de 1983-84.

Recettes

	1984-85	1983-84
	$	$
DÉPARTEMENT D'ÉTAT		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	73,702	27,068
Autres recettes non fiscales	5	
Total	73,707	27,068

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	13,678	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	60,024	
		73,702

	1984-85	1983-84
	$	$
CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	800,567	1,267,454
Autres recettes non fiscales	64,303	60,106
Total	864,870	1,327,560

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Remboursement pour marchandises et services non fournis et divers autres remboursements	232,715	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	567,852	
		800,567

	1984-85	1983-84
	$	$
CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	677,925	231,650

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Remboursement de subventions et de bourses d'études	652,228	
Remboursement des frais de voyage de l'OTAN	2,729	
Divers	75	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	22,893	
		677,925

	1984-85	1983-84
	$	$
CONSEIL DES SCIENCES DU CANADA		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	215	1,576

Appendice 1

Conseil national de recherches du Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état des résultats d'exploitation ci-joint du Conseil national de recherches du Canada selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier, revient à la gestion du Conseil.

Cet état des résultats d'exploitation a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une reclassification afin de se conformer au mode de divulgation de l'exercice courant. Certains renseignements compris dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières du Conseil. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans l'état des résultats d'exploitation.

La Direction des services financiers du Conseil développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Conseil maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne entraînant de fréquents contacts entre le personnel du Conseil et celui du Bureau du vérificateur général. Le Conseil vise également à s'assurer de l'objectivité et de l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communications visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

Le système comptable et l'état financier du Conseil se sont développés au cours des années pour répondre aux changements et, plus récemment, pour rendre effective une recommandation ministérielle visant à améliorer le système de comptabilité de prix de revient. Cette amélioration permet maintenant des facturations plus exactes et justes aux clients et autres ministères gouvernementaux. Le barème des taux et la composition des honoraires ont été modifiés et entreront en vigueur au cours de l'exercice 1985-86 afin de tenir compte du coût réel des services assurés par le Conseil.

Une étude des exigences de comptabilité des utilisateurs a abouti à une programmation permettant aux gestionnaires de télécharger de l'information de la base de données FINCON vers des micro-ordinateurs personnels pour fins d'analyse plus détaillée des données. Cette souplesse devrait également réduire, et peut-être même éliminer, la duplication des registres comptables.

Approuvé par:

Président
L. KERWIN

Vice-président, Finances
J. K. PULFER

le 16 août 1985

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

(en milliers de dollars)

	1985	1984
Dépenses		
Subventions et contributions		
Subventions		
Subventions aux municipalités en conformité avec la Loi sur les subventions aux municipalités	1,628	1,550
Affiliations internationales	433	409
	2,061	1,959
Contributions		
Aide à l'industrie	64,643	51,810
Projet TRIUMF	25,520	23,210
Projets énergétiques	12,905	11,792
Quote-part canadienne des frais de la Corporation du Télescope Canada-France-Hawaii	2,166	2,362
Autre	1,320	303
	108,615	91,436
Capital		
Autre	24,340	29,578
Institut de recherche en biotechnologie	20,089	7,670
Institut de technologie en production industrielle	14,959	4,737
Programme des sciences spatiales	13,718	6,964
Dépenses en capital mineures	12,192	13,740
Programme de remplacement d'immobilisations majeures	7,518	3,642
Dépenses en capital—Énergie	5,625	7,729
Institut de biotechnologie des plantes	4,301	1,528
Système de télémanipulation	1,931	911
	104,673	76,499
Fonctionnement		
Traitements et indemnités aux employés	146,934	118,385
Services professionnels et spéciaux	35,394	45,808
Services publics, fournitures et approvisionnements	28,148	32,188
Location	21,306	18,697
Transports et communications	6,604	6,736
Indemnités de cessation d'emploi	4,084	1,030
Information	1,428	3,065
Autre	18	30
	243,916	225,939
Administration		
Traitements et indemnités aux employés	24,395	17,629
Services professionnels et spéciaux	7,537	2,663
Transports et communications	5,130	3,020
Services publics, fournitures et approvisionnements	4,747	4,965
Location	2,931	1,671
Indemnités de cessation d'emploi	997	215
Information	892	1,076
Autre	8	9
	46,637	31,248
	503,841	425,122
Recettes		
Rémunérations de services	10,864	6,359
Ventes de publications	2,022	2,118
Recettes découlant de dépenses engagées au cours d'exercices précédents	801	1,268
Autre	64	60
	13,751	9,805
Coût net de l'exploitation	490,090	415,317
Conciliation avec l'emploi des crédits:		
Coût net de l'exploitation	490,090	415,317
Plus: recettes à valoir sur les comptes de recettes non fiscales	865	1,328
Moins: services fournis gratuitement par le Conseil et par d'autres ministères	22,996	20,141
Emploi des crédits	467,959	396,504

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

Appendice 1—*Fin*

Conseil national de recherches du Canada—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION AU 31 MARS 1985

1. Pouvoirs et objectif

Le Conseil national de recherches du Canada a été constitué en vertu de la Loi sur le Conseil national de recherches 1966-67, et est un Établissement public nommé à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. Les objectifs du Conseil sont de créer et d'acquérir des connaissances scientifiques et techniques pour répondre aux besoins canadiens en matière de développement économique, régional et social et d'en promouvoir l'application et d'encourager l'utilisation par le public et le gouvernement canadiens de l'information scientifique et technique correspondant aux besoins nationaux en matière de développement économique, régional et social. Les dépenses de fonctionnement, en capital et de subventions du Conseil sont financées par le biais de crédits budgétaires tombés en annulation et de recettes à valoir sur le crédit. Les indemnités aux employés sont autorisés par le biais d'une autorisation statutaire.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats d'exploitation a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Réalisation des dépenses

À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de congés qui sont comptabilisés sur une base de caisse, toute dépense est, selon la convention comptable des comptes à payer à la fin de l'exercice (CAPAFE) du gouvernement, comptabilisée sur une base d'exercice.

b) Réalisation des recettes

Une recette est, selon les conventions comptables du gouvernement, comptabilisée sur une base de caisse.

c) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement, l'année de leur achat.

d) Les montants estimatifs de services fournis gratuitement par les ministères gouvernementaux sont compris dans les dépenses.

e) Recouvrements de dépenses d'exercices précédents

Les recouvrements de dépenses d'exercices précédents sont comptabilisés à titre de recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

3. Crédits parlementaires

	1985			1984
	Brut	Crédits	Net	Net
	$	$	$	$
Sciences et Technologie				
Crédit 5	229,432,439	11,024,000	218,408,439	202,727,091
Annulé	5,342,345	2,322,380	3,019,965	9,206,600
	224,090,094	8,701,620	215,388,474	193,520,491
Crédit 10	127,638,000	210,000	127,428,000	81,551,000
Annulé	23,148,260	105,092	23,043,168	5,552,459
	104,489,740	104,908	104,384,832	75,998,541
Crédit 15	116,464,000		116,464,000	106,697,000
Annulé	7,926,840		7,926,840	15,339,388
	108,537,160		108,537,160	91,357,612
Crédit 20	28,315,000	5,093,000	23,222,000	20,086,210
Annulé	4,111,151	1,013,385	3,097,766	1,151,329
	24,203,849	4,079,615	20,124,234	18,934,881
Contributions statutaires aux régimes d'avantages sociaux des employés	19,524,000		19,524,000	16,692,000
Emploi total des crédits	480,844,843	12,886,143	467,958,700	396,503,525

4. Comptes débiteurs

À la fin de l'exercice, les comptes débiteurs, suite à la prestation de services et à la vente de publications, s'établissent comme suit:

	1985	1984
	$	$
Court terme:		
Tiers	364,537	584,401
Gouvernement du Canada	17,227	6,214
	381,764	590,615

5. Comptes en fiducie

Le Conseil garde en fiducie des sommes d'argent que lui ont confiées la Canadian Biological Society et le Shanghai Institute of Cell Biology.

	1985	1984
	$	$
Solde au début de l'exercice	23,049	44,973
Moins: paiements effectués	34,914	45,317
Plus: sommes d'argent reçues	36,864	23,393
Solde à la fin de l'exercice	24,999	23,049

6. Passif éventuel

Le Conseil est défendeur dans certains cas de litige reliés à ses opérations. Le montant des causes en instance et imminentes est évalué à $275,434.

Appendice 2

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état des résultats d'exploitation ci-joint du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier, revient à la gestion du Conseil.

Cet état des résultats d'exploitation a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une reclassification afin de se conformer au mode de divulgation de l'exercice courant. Certains renseignements compris dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières du Conseil. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans l'état des résultats d'exploitation.

La Direction des Finances du Conseil élabore et fait connaître les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui respectent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Conseil maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil. Celui-ci vise également à s'assurer de l'objectivité et de l'intégrité des données de cet état financier grâce à un effort sérieux de sélection, de formation et de perfectionnement du personnel, à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités, et à des programmes de communications visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorisations administratives sont compris dans toute l'organisation.

L'état des résultats d'exploitation a été vérifié par le vérificateur général, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que l'état des résultats d'exploitation du Conseil, pris dans son intégralité, présente fidèlement les opérations financières de celui-ci selon les conventions comptables énoncées.

Le système comptable et l'état financier du Conseil ont évolué au cours des années, face à la nécessité de s'adapter aux conditions nouvelles. Le Conseil étudie constamment ses politiques et pratiques afin d'améliorer ses normes de gestion comptable et financière.

Approuvé par:

Président
G. M. MACNABB

Trésorier
JEAN-LOUIS MEUNIER

le 5 juillet 1985

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE
ET
L'HONORABLE TOM SIDDON, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE D'ÉTAT CHARGÉ DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

J'ai vérifié l'état des résultats d'exploitation du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour l'exercice terminé le 31 mars 1985. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les dépenses et les revenus du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 1985 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
D. LARRY MEYERS, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 25 juin 1985

Appendice 2—*Suite*

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Dépenses		
Subventions et bourses (annexe I)		
Subventions de recherche	176,562,144	160,102,505
Infrastructure de la recherche	33,048,964	45,820,690
Programme conjoint universités-industrie	18,547,124	13,755,857
Subventions de développement	3,122,663	3,672,080
Aide générale à la recherche	22,255,174	11,083,184
Bourses de formation de chercheurs	46,991,441	40,186,683
	300,527,510	274,620,999
Exploitation		
Administration générale		
Salaires	4,081,163	3,057,267
Prestations aux employés	586,000	424,000
Indemnités de cessation d'emploi	45,888	37,857
	4,713,051	3,519,124
Ordinateur, ameublement et autre matériel	2,331,703	142,208
Services professionnels et spéciaux	1,181,387	998,872
Logement, services administratifs et autres services fournis gratuitement par des ministères et organismes gouvernementaux	1,064,770	540,000
Information	616,152	280,168
Voyages, déplacements et communications	503,933	179,682
Charges locatives	180,749	88,258
Fournitures de bureau et réparations	153,272	84,486
	10,745,017	5,832,798
Conseil et de ses comités		
Voyages, déplacements et communications	1,080,943	1,039,373
Honoraires, services professionnels et spéciaux	249,440	218,882
Fournitures de bureau, charges locatives et information	21,155	15,462
	1,351,538	1,273,717
	12,096,555	7,106,515
	312,624,065	281,727,514
Recettes		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	655,032	227,725
Coût net de l'exploitation	311,969,033	281,499,789
Conciliation avec les crédits utilisés:		
Coût net de l'exploitation	311,969,033	281,499,789
Plus: recettes à valoir sur les comptes de recettes non fiscales	655,032	227,725
Moins: services fournis gratuitement par des ministères et organismes gouvernementaux	1,064,770	540,000
Crédits utilisés	311,559,295	281,187,514

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

Approuvé par le Conseil:

Le président
G.M. MacNABB

Le trésorier
JEAN-LOUIS MEUNIER

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU 31 MARS 1985

1. Pouvoirs et objectif

Le Conseil fut constitué en 1978 en vertu de la Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et est un Établissement public, nommé à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. Son objectif est de promouvoir et de soutenir le développement et le maintien de la recherche ainsi que l'apport d'une main-d'œuvre hautement qualifiée dans le domaine des sciences naturelles et du génie. Les dépenses des subventions et bourses et d'exploitation du Conseil sont financées par le biais d'une autorisation budgétaire annuelle. Les prestations aux employés sont autorisées par le biais d'une autorisation statutaire.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats d'exploitation a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

Les subventions et bourses sont imputées aux dépenses au fur et à mesure qu'elles sont versées. À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des congés payés qui sont comptabilisés sur une base de caisse, toutes les autres dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, ce qui est conforme à la convention comptable des CAPAFE du gouvernement.

b) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses d'exploitation au cours de l'exercice de leur achat.

c) Les montants estimatifs de services fournis gratuitement par les ministères et organismes gouvernementaux sont compris dans les dépenses.

d) Recouvrements de dépenses d'exercices précédents

Les recouvrements de dépenses d'exercices précédents sont comptabilisés à titre de recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses. Ces fonds ont été remis au Receveur général du Canada.

e) Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Conseil contribuent à ce régime. Les cotisations relatives à des services courants sont imputées aux dépenses de l'exercice en cours. Les cotisations relatives à des services passés sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées, habituellement au cours d'une période équivalent au solde des années de service des employés concernés.

Appendice 2—*Suite*

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU 31 MARS 1985—*Fin*

3. Crédits parlementaires

	1985	1984
	$	$
Sciences et Technologie		
Crédit 25	10,446,490	7,118,000
Annulé	705	975,485
	10,445,785	6,142,515
Crédit 30	300,553,510	274,621,000
Annulé	26,000	1
	300,527,510	274,620,999
Contributions statutaires aux régimes de prestations aux employés	586,000	424,000
Total des crédits utilisés	311,559,295	281,187,514

4. Engagements financiers

À la fin de l'exercice, le Conseil avait approuvé et s'était engagé à verser au cours des exercices futurs les subventions et bourses suivantes, à la condition que les fonds nécessaires soient alloués par le Parlement et que le Conseil donne son approbation finale:

	Engagements au 31 mars	
	1985	1984
	(en millions de dollars)	
Exercice de paiement		
1984-85		248.7
1985-86	266.8	136.0
1986-87	135.6	53.4
1987-88	63.0	4.0
1988-89	6.5	1.2
1989-90	3.3	1.1
	475.2	444.4

5. Subventions et bourses administrées et versées au nom de ministères et organismes gouvernementaux et non gouvernementaux

Les subventions et bourses administrées et versées par le Conseil au nom de ministères et organismes gouvernementaux et non gouvernementaux et non incluses dans l'état des résultats sont présentées en détail à l'annexe II. Pour la plupart, ces débours proviennent de fonds confiés annuellement au Conseil par des ministères et organismes gouvernementaux.

Au 31 mars 1985, le Conseil détenait en fiducie des fonds de subventions et bourses pour deux organismes non gouvernementaux (OTAN et EACL) s'élevant à $97,006 ($218,035 en 1984).

6. Fonds en fiducie résultant de dons

Ce compte fait état des sommes, titres et autres biens reçus sous forme de dons, de legs, ou autrement et approuvés par le Conseil. Les dons versés au compte et les paiements effectués sont assujettis aux conditions imposées lorsque les fonds ont été donnés, légués ou mis à la disposition du Conseil.

	1985	1984
	$	$
Solde, au début de l'exercice	1,050	1,050
Dons reçus	20,000	
Solde, à la fin de l'exercice, constitué d'un dépôt auprès du Receveur général du Canada	21,050	1,050

ANNEXE DES SUBVENTIONS ET BOURSES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985 — ANNEXE I

	1985	1984
	$	$
Subventions de recherche		
Subventions pour dépenses courantes		
Subventions individuelles	127,647,624	114,174,488
Subventions d'équipe	3,531,867	3,547,515
Subventions coop	169,300	854,375
Subventions pour projets de recherche	6,451,500	6,619,848
Subventions aux chercheurs-boursiers universitaires	4,751,537	3,941,079
Subventions pour de nouvelles idées en recherche	265,741	33,700
Subventions à des projets collectifs spéciaux	1,055,755	2,291,175
Subventions thématiques	32,253,936	28,256,351
Bourses commémoratives E.W.R. Steacie	434,884	383,974
	176,562,144	160,102,505
Infrastructure de la recherche		
Appareillage		
Subventions d'appareillage	15,017,775	16,458,958
Subventions d'appareils spéciaux	2,893,748	9,105,176
Subventions d'installations spéciales	2,409,484	10,033,091
Fonctionnement et entretien		
Subventions d'infrastructure	12,727,957	10,223,465
	33,048,964	45,820,690
Programme conjoint universités-industrie		
Recherche et développement coopératifs		
Projets de recherche et développement	7,354,633	2,474,232
Installations et appareils conjoints	1,063,973	344,200
Professeurs-chercheurs	416,450	90,000
Chercheurs invités	127,883	139,517
Bourses de recherche		
Bourses de recherche (1^{er} cycle)	1,365,796	905,029
Bourses d'études supérieures à l'intention de l'industrie	197,655	43,604
Chercheurs-boursiers en milieu industriel	2,855,755	2,345,992
Contacts		
Colloques et séminaires	64,979	
Société canadienne de micro-électronique	5,100,000	7,413,283
	18,547,124	13,755,857
Subventions de développement		
Subventions de développement de la recherche	2,081,760	2,280,622
Primes d'éloignement	182,280	171,100
Programme de développement en foresterie		
Stages postdoctoraux	182,833	234,148
Subventions de projets	373,790	655,757
Suppléments pour la recherche dans le Grand Nord	302,000	330,453
	3,122,663	3,672,080
Aide générale à la recherche		
Subventions à des publications scientifiques	475,600	515,800
Subventions pour conférences	738,649	571,271
Subventions de voyage	302,688	368,014
Subventions générales de recherche	18,973,900	8,420,500
Subventions à des activités spéciales	334,370	62,918
Subventions diverses	561,235	450,368
Programmes internationaux	854,082	694,313
Colloques et séminaires	14,650	
	22,255,174	11,083,184
Bourses de formation de chercheurs		
Bourses de recherche (1^{er} cycle)	5,740,616	4,177,325
Bourses d'études supérieures	27,546,202	24,626,105
Bourses d'études supérieures en bibliothéconomie et documentation scientifiques	143,791	107,527
Bourses en sciences et en génie 1967	2,255,548	1,651,965
Bourses postdoctorales	3,554,341	3,161,973
Chercheurs-boursiers universitaires	7,750,943	6,461,788
	46,991,441	40,186,683
	300,527,510	274,620,999

Appendice 2—*Fin*

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—*Fin*

ANNEXE DES SUBVENTIONS ET BOURSES ADMINISTRÉES ET DÉBOURSÉES POUR DES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX, ET POUR DES ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985 ANNEXE II

	1985	1984
	$	$
Bourses de recherche scientifique		
Agriculture Canada	880,740	369,090
Pêches et Océans Canada	689,272	552,926
Énergie, Mines et Ressources Canada	605,338	406,726
Conseil national de recherches Canada	581,612	481,158
Environnement Canada	471,232	476,785
Défense nationale	322,260	170,109
Santé et bien-être social Canada	227,509	111,313
L'Énergie atomique du Canada, Limitée	167,022	155,919
Communications Canada	70,155	43,607
Musées nationaux du Canada	6,905	24,935
	4,022,045	2,792,568
Bourses en sciences de l'OTAN		
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord	523,352	389,248
Bourses d'attachés de recherche ACDI/CRSNG		
Agence canadienne de développement international	177,398	163,299
Bourses		
Environnement Canada	66,000	62,000
Bourses postgrade en météorologie et sciences atmosphériques		
Environnement Canada	64,790	36,577
	4,853,585	3,443,692

Appendice 3

Conseil des sciences du Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état des résultats d'exploitation ci-joint du Conseil des sciences du Canada, (ci-après appelé le Conseil), selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier, revient à la gestion du Conseil.

Cet état des résultats d'exploitation a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une reclassification afin de se conformer au mode de divulgation de l'excercice courant. Certains renseignements compris dans l'état financier sont, compte tenu de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil tient une série de comptes constituant un registre centralisé de ses opérations financières. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans l'état des résultats d'exploitation.

La Direction des Finances du Conseil élabore et fait connaître les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui respectent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Conseil maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil. Celui-ci vise également à s'assurer de l'objectivité et de l'intégrité des données de cet état financier grâce à un effort sérieux de sélection, de formation et de perfectionnement du personnel, à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités, et à des programmes de communications visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorisations administratives sont compris dans toute l'organisation.

L'état des résultats d'exploitation a été vérifié par le vérificateur général, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que l'état des résultats d'exploitation du Conseil, pris dans son intégralité, présente fidèlement les opérations financières de celui-ci selon les conventions comptables énoncées.

Le système comptable et l'état financier du Conseil ont évolué au cours des années, face à la nécessité de s'adapter aux conditions nouvelles. Le Conseil étudie constamment ses politiques et pratiques afin d'améliorer ses normes de gestion comptable et financière.

Approuvé par:

Le directeur des finances
FERN CASEY

Le président
STUART L. SMITH

le 5 juillet 1985

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE CONSEIL DES SCIENCES DU CANADA
ET
L'HONORABLE TOM SIDDON, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE D'ÉTAT CHARGÉ DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

J'ai vérifié l'état des résultats d'exploitation du Conseil des sciences du Canada pour l'exercice terminé le 31 mars 1985. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les dépenses et les recettes du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 1985 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
D. LARRY MEYERS, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 26 juin 1985

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Dépenses		
Traitements et prestations aux employés	2,919,992	2,757,408
Services professionnels et spéciaux	804,690	837,990
Publication de rapports et d'études	286,580	251,373
Locaux	282,004	282,545
Communications	184,569	136,068
Déplacements	168,662	189,089
Dépenses des membres du Conseil	137,898	117,507
Papeterie et fournitures de bureau	135,142	147,640
Location de matériel	78,105	35,760
Réparation du mobilier et du matériel de bureau	40,203	39,540
Indemnités de cessation d'emploi	32,423	49,854
Mobilier et matériel de bureau	31,954	30,899
Divers	41,940	42,662
	5,144,162	4,918,335
Recettes		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	215	1,576
Coût net de l'exploitation	5,143,947	4,916,759
Conciliation avec l'emploi des crédits:		
Coût net de l'exploitation	5,143,947	4,916,759
Plus: recettes à valoir sur les comptes de recettes non fiscales	215	1,576
Moins: services fournis gratuitement par les ministères	347,361	336,046
Crédits utilisés	4,796,801	4,582,289

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

Approuvé:

Le directeur des finances
FERN CASEY

Le président
STUART L. SMITH

Appendice 3—*Fin*

Conseil des sciences du Canada—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION 31 MARS 1985

1. Pouvoirs et objectif

Le Conseil a été constitué en 1966 en vertu de la Loi sur le Conseil des sciences du Canada et est une société de la Couronne, dite de département, selon l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. Les dépenses d'exploitation du Conseil sont financées par le biais d'une autorisation budgétaire annuelle. Les indemnités aux employés sont autorisées par le biais d'une autorisation statutaire.

L'objectif du Conseil est d'évaluer les besoins scientifiques et technologiques du Canada, de sensibiliser davantage le public à ces besoins et à l'interdépendance des divers groupes de la société à l'égard du développement et de l'emploi des sciences et de la technologie, et de conseiller l'État sur l'utilisation la plus judicieuse du potentiel scientifique et technologique.

2. Conventions comptables

a) Réalisation des dépenses

À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des congés payés, qui sont comptabilisés sur une base de caisse, toute dépense est, selon la convention comptable des CAPAFE du gouvernement, comptabilisée par une base d'exercice.

b) Achats d'immobilisations

L'acquisition d'ameublement de bureau et de matériel est imputée aux dépenses au cours de l'exercice pendant lequel ils sont acquis.

c) Contributions au Régime de pension de retraite de la Fonction publique

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Conseil contribuent également au coût du régime. Les contributions du Conseil sont imputées aux dépenses sur une base courante.

d) Services fournis gratuitement

Les montants estimés pour les services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement sont inclus dans les dépenses.

e) Recouvrements de dépenses d'exercices précédents

Les recouvrements de dépenses d'exercices précédents sont comptabilisés à titre de recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

3. Crédit parlementaire

	1985	1984
	$	$
Ministère d'État chargé des sciences et de la technologie		
Crédit 35	4,513,862	4,237,862
Annulé	107,061	4,573
	4,406,801	4,233,289
Contributions statutaires aux plans de prestations aux employés	390,000	349,000
Emploi total des crédits	4,796,801	4,582,289

4. Reclassification des chiffres de l'exercice précédent

Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassifiés pour fins de comparaison et de conformité avec la présentation de l'exercice courant.

SECTION 25

COMPTES PUBLICS
1984-85

Secrétariat d'État

Ministère
Conseil consultatif de la situation de la femme
Commission de la Fonction publique
Conseil de recherches en sciences humaines
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice

SOMMAIRE

	Page
Objectifs	25.3
Emploi des crédits	25.4
Coût total des programmes—Budgétaire	25.8
Programmes par activité—Budgétaire	25.8
Subventions et contributions	25.10
Dépenses budgétaires par programme et article courant	25.12
Recettes	25.13
Appendices	25.14

SECRÉTARIAT D'ÉTAT

Ministère

Objectifs

PROGRAMME D'ADMINISTRATION ET DES OPÉRATIONS RÉGIONALES

—Veiller, collectivement et individuellement à ce que le ministère atteigne ses objectifs et réalise ses priorités de façon économique, efficiente, efficace et responsable dans un esprit de justice et de service au public; et contribuer à renforcer chez les Canadiens le sentiment d'appartenance au pays dans chacune des régions.

PROGRAMME DES LANGUES OFFICIELLES

—Amener les Canadiens à mieux prendre conscience de l'égalité de statut des deux langues officielles et leur offrir de meilleures possibilités de vivre pleinement tous les aspects de leur vie, dans l'une ou l'autre langue officielle; et contribuer ainsi à renforcer leur sentiment d'appartenance au pays.

PROGRAMME D'AIDE À L'ÉDUCATION

—Favoriser le développement culturel, social et économique du Canada en mettant en œuvre des politiques et des programmes en matière d'éducation propres à améliorer le système d'enseignement postsecondaire et à combler les aspirations de l'ensemble des citoyens ainsi que les besoins et les possibilités de la société canadienne; et contribuer ainsi à renforcer, chez les Canadiens, le sentiment d'appartenance au pays.

PROGRAMME DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA CULTURE

—Faire en sorte que tous les Canadiens bénéficient de chances plus égales et plus équitables tant en ce qui concerne leur épanouissement au plan social et l'amélioration de leurs conditions de vie qu'en ce qui a trait à leur participation à la société canadienne; les amener à mieux connaître et à mieux apprécier la diversité culturelle du Canada de même qu'à en tirer le meilleur parti, à mieux connaître et à mieux apprécier les libertés et les droits fondamentaux dont ils jouissent de même que les responsabilités qui leur incombent; les aider à jouir davantage des droits de la personne; les inciter à respecter davantage les engagements nationaux et internationaux pris par le Canada en matière de droits de la personne; et contribuer ainsi à renforcer leur sentiment d'appartenance au pays.

Conseil consultatif de la situation de la femme

Objectif

—Porter à l'attention du gouvernement et du public des questions qui intéressent et préoccupent les femmes.

Commission de la Fonction publique

Objectifs

PROGRAMME

—Veiller à ce que la dotation des postes de la Fonction publique se fasse de façon efficace et efficiente, conformément à la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique, afin de répondre aux besoins de la Fonction publique; de même, fournir des programmes de formation et de perfectionnement et exercer des fonctions connexes de gestion du personnel selon les ententes conclues entre la Commission de la Fonction publique et le Conseil du Trésor du Canada sur le partage de leurs rôles et responsabilités.

FONDS RENOUVELABLE DU PERFECTIONNEMENT ET DE LA FORMATION DU PERSONNEL

—Fournir, à la demande des ministères et organismes, des cours de perfectionnement et de formation, et des services de consultation connexes.

Conseil de recherches en sciences humaines*

Objectif

—Promouvoir et soutenir la recherche et l'érudition dans le domaine des sciences humaines.

Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice

Objectif

—Favoriser l'existence de chances égales pour les femmes dans toutes les sphères d'activités de la vie canadienne.

* Transféré du ministère des Communications.

Emploi des crédits

Crédit	Programme		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION ET DES OPÉRATIONS RÉGIONALES		
	Budgétaire		
1	Dépenses du programme		$ 29,411,500
	1b		1,250,500
	1c Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,843,899 provenant du crédit 10 (Secrétariat d'État) de la Loi n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits		1
	Virement du: crédit 10		1,843,899
	CT, crédit 10[1]		10,285
Stat	Secrétaire d'État—Traitement et allocation pour automobile		
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		
	Total du programme—Budgétaire		
	PROGRAMME DES LANGUES OFFICIELLES		
	Budgétaire		
5	Dépenses de fonctionnement		$ 82,053,000
	5b		756,000
	Virement du CT, crédit 10[1]		52,734
			82,861,734
	Moins virement sur le: crédit 15	$ 279,999	
	crédit 25	1,588,799	1,868,798
10	Subventions inscrites au Budget et contributions		$ 227,602,000
	10a		2,871,000
	10b		1,965,000
			232,438,000
	Moins virement sur le: crédit 1	$ 1,843,899	
	crédit 30	1,379,999	3,223,898
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		
	Total du programme—Budgétaire		
	PROGRAMME D'AIDE À L'ÉDUCATION		
	Budgétaire		
15	Dépenses de fonctionnement		$ 8,650,000
	15b		1,113,500
	15c Pour autoriser le virement au présent crédit de $279,999 du crédit 5 (Secrétariat d'État) de la Loi n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits		1
	Virement du crédit 5		279,999
20	Contributions		$ 23,745,000
	20b		800,000
			24,545,000
	Moins: virement sur le crédit 30		6,000,000
Stat	Paiements pour l'enseignement postsecondaire faits aux provinces aux termes de la Partie VI de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé		
Stat	Paiements d'intérêts, obligations contractées en vertu de prêts garantis et paiements de remplacement aux provinces en vertu de la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants		
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		
	Total du programme—Budgétaire		
	PROGRAMME DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA CULTURE		
	Budgétaire		
25	Dépenses de fonctionnement		$ 32,024,000
	25b		6,238,600
	25c Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,588,799 du crédit 5 (Secrétariat d'État) de la Loi n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits		1
	Virement du: crédit 5		1,588,799
	CT, crédit 10[1]		155,958
30	Subventions inscrites au Budget et contributions		$ 145,492,403
	30a		16,037,500
	30b		1,616,743
	30c Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,379,999 du crédit 10 (Secrétariat d'État) et $6,000,000 du crédit 20 (Secrétariat d'État) de la Loi n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits		1
	Virement du: crédit 10		1,379,999
	crédit 20		6,000,000

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
32,516,185		32,516,185		32,516,185	31,754,586	761,599		27,585,106
40,500	1,183	41,683		41,683	41,683			40,975
2,632,000	402,000	3,034,000		3,034,000	3,034,000			2,962,000
35,188,685	*403,183*	*35,591,868*		*35,591,868*	*34,830,269*	*761,599*		*30,588,081*
80,992,936		80,992,936		80,992,936	76,637,985	4,354,951		76,302,144
229,214,102		229,214,102		229,214,102	226,775,726	2,438,376		218,978,554
7,973,000	1,215,000	9,188,000		9,188,000	9,188,000			8,527,000
318,180,038	*1,215,000*	*319,395,038*		*319,395,038*	*312,601,711*	*6,793,327*		*303,807,698*
10,043,500		10,043,500		10,043,500	9,678,905	364,595		8,132,858
18,545,000		18,545,000		18,545,000	10,232,592	8,312,408		30,000
2,286,000,000	(21,176,133)	2,264,823,867		2,264,823,867	2,264,823,867			2,065,213,585
207,885,000	(1,333,559)	206,551,441		206,551,441	206,551,441			178,543,701
420,000	64,000	484,000		484,000	484,000			351,000
2,522,893,500	*(22,445,692)*	*2,500,447,808*		*2,500,447,808*	*2,491,770,805*	*8,677,003*		*2,252,271,144*
40,007,358		40,007,358		40,007,358	37,559,586	2,447,772		31,512,824
170,526,646		170,526,646		170,526,646	162,488,136	8,038,510		126,938,204

Emploi des crédits—*Fin*

Crédit	Programme	
Stat	Traitements des lieutenants-gouverneurs des provinces (Loi sur les traitements)	
Stat	Paiements en vertu de la Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs	
Stat	Prestations de retraite supplémentaires—Lieutenants-gouverneurs précédents	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	Sous-total—Budgétaire	
	CONSEIL CONSULTATIF DE LA SITUATION DE LA FEMME	
	Budgétaire	
35	Dépenses du programme	$ 2,247,000
	35b	180,000
	COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE	
	Budgétaire	
40	Dépenses du programme	$ 109,047,000
	Virement du CT, crédit 10[1]	95,931
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE—FONDS RENOUVELABLE DU PERFECTIONNEMENT ET DE LA FORMATION DU PERSONNEL	
Stat	Budgets des dépenses 1984-85	
	Total du programme—Budgétaire	
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES	
	Budgétaire	
85*	Dépenses de fonctionnement	$ 5,127,000
	50b	470,000
		5,597,000
	Moins: virement sur le crédit 55b	249,999
90*	Subventions inscrites au Budget	$ 51,329,000
	55b	5,430,000
	55c Pour autoriser le virement au présent crédit de $249,999 du crédit 50b (Secrétariat d'État) de la Loi nº 3 de 1984-85 portant affectation de crédits	1
	Virement du crédit 50b	249,999
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	CONDITION FÉMININE—BUREAU DE LA COORDONNATRICE	
	Budgétaire	
45	Dépenses du programme	$ 2,590,000
	45b	625,000
	Virement du CT, crédit 10[1]	4,862
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	Total—Budgétaire	

[1] Conseil du Trésor, crédit 10, initiatives visant à créer des emplois.
* Crédit apparaissant antérieurement au Budget des dépenses principal de 1984-85 sous le ministère des Communications.

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
350,000	72,556	422,556		422,556	422,556			426,552
63,000	48,811	111,811		111,811	111,811			97,638
14,000	20,104	34,104		34,104	34,104			26,722
2,469,000	377,000	2,846,000		2,846,000	2,846,000			2,712,000
213,430,004	***518,471***	***213,948,475***		***213,948,475***	***203,462,193***	***10,486,282***		***161,713,940***
3,089,692,227	(20,309,038)	3,069,383,189		3,069,383,189	3,042,664,978	26,718,211		2,748,380,863
2,427,000		***2,427,000***		***2,427,000***	***2,390,899***	***36,101***		***2,173,917***
109,142,931		109,142,931		109,142,931	101,675,400	7,467,531		96,182,715
10,625,000	1,620,000	12,245,000		12,245,000	12,245,000			11,081,000
119,767,931	*1,620,000*	*121,387,931*		*121,387,931*	*113,920,400*	*7,467,531*		*107,263,715*
8,000	*(8,000)*		*7,920,731*	*7,920,731*	*(662,948)*		*8,583,679*	*(1,671,191)*
119,775,931	***1,612,000***	***121,387,931***	***7,920,731***	***129,308,662***	***113,257,452***	***7,467,531***	***8,583,679***	***105,592,524***
5,347,001		5,347,001		5,347,001	5,341,363	5,638		5,195,298
57,009,000		57,009,000		57,009,000	57,009,000			54,429,000
442,000	68,000	510,000		510,000	510,000			460,000
62,798,001	***68,000***	***62,866,001***		***62,866,001***	***62,860,363***	***5,638***		***60,084,298***
3,219,862		3,219,862		3,219,862	2,866,508	353,354		1,596,811
189,000	29,000	218,000		218,000	218,000			149,300
3,408,862	***29,000***	***3,437,862***		***3,437,862***	***3,084,508***	***353,354***		***1,746,111***
3,278,102,021	(18,600,038)	3,259,501,983	7,920,731	3,267,422,714	3,224,258,200	34,580,835	8,583,679	2,917,977,713

Coût total des programmes—Budgétaire
(en milliers de dollars)

PROGRAMME	Exercice	Dépenses	*Moins:* Rentrées portées en recettes	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	*Plus:* Autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	Coût total des programmes
MINISTÈRE						
ADMINISTRATION ET OPÉRATIONS RÉGIONALES	1984-85	34,830	56	2,414	612	37,800
	1983-84	30,588	67	2,613	545	33,679
LANGUES OFFICIELLES	1984-85	312,602	328	7,494	1,807	321,575
	1983-84	303,808	222	8,424	1,507	313,517
AIDE À L'ÉDUCATION	1984-85	2,491,771	32,066	381	97	2,460,183
	1983-84	2,252,271	26,168	356	64	2,226,523
CITOYENNETÉ ET CULTURE	1984-85	203,462	2,939	2,413	578	203,514
	1983-84	161,714	2,860	2,807	502	162,163
	1984-85	3,042,665	35,389	12,702	3,094	3,023,072
	1983-84	2,748,381	29,317	14,200	2,618	2,735,882
CONSEIL CONSULTATIF DE LA SITUATION DE LA FEMME	1984-85	2,391		195	29	2,615
	1983-84	2,174		129	29	2,332
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE	1984-85	113,920	1,320	16,517	2,569	131,686
	1983-84	107,264	606	18,718	1,841	127,217
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE—FONDS RENOUVELABLE DU PERFECTIONNEMENT ET DE LA FORMATION DU PERSONNEL	1984-85	(663)				(663)
	1983-84	(1,671)				(1,671)
CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES	1984-85	62,860	455	329	96	62,830
	1983-84	60,084	367	305	79	60,101
CONDITION FÉMININE—BUREAU DE LA COORDONNATRICE	1984-85	3,085		220	44	3,349
	1983-84	1,746		148	22	1,916
Total	1984-85	3,224,258	37,164	29,963	5,832	3,222,889
	1983-84	2,917,978	30,290	33,500	4,589	2,925,777

Programmes par activité—Budgétaire
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
MINISTÈRE								
PROGRAMME D'ADMINISTRATION ET DES OPÉRATIONS RÉGIONALES								
Administration	25,213	24,352	277	721			25,490	25,073
Opérations régionales	9,911	9,258	191	499			10,102	9,757
	35,124	33,610	468	1,220			35,592	34,830
Moins: rentrées portées en recettes		56						56
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	2,414	2,414					2,414	2,414
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	612	612					612	612
Coût total du programme	38,150	36,580	468	1,220			38,618	37,800
PROGRAMME DES LANGUES OFFICIELLES								
Langues officielles dans l'enseignement	1,201	1,189	75	29	204,051	202,653	205,327	203,871
Promotion des langues officielles	2,325	1,950	140	54	25,163	24,123	27,628	26,127
Services des langues officielles	85,416	82,208	1,024	396			86,440	82,604
	88,942	85,347	1,239	479	229,214	226,776	319,395	312,602
Moins: rentrées portées en recettes		99				229		328
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	7,494	7,494					7,494	7,494
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	1,807	1,807					1,807	1,807
Coût total du programme	98,243	94,549	1,239	479	229,214	226,547	328,696	321,575
PROGRAMME D'AIDE À L'ÉDUCATION								
Aide à l'éducation	10,510	10,045	18	118	2,489,920	2,481,608	2,500,448	2,491,771
Moins: rentrées portées en recettes		126			25,000	31,940	25,000	32,066

Programmes par activité—Budgétaire—*Fin*
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	381	381					381	381
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	97	97					97	97
Coût total du programme	10,988	10,397	18	118	2,464,920	2,449,668	2,475,926	2,460,183
PROGRAMME DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA CULTURE								
Enregistrement de la citoyenneté et promotion du civisme	14,169	12,754	24	72	8,088	7,888	22,281	20,714
Développement de la citoyenneté	12,637	11,858	89	261	127,676	126,263	140,402	138,382
Multiculturalisme	8,001	7,702	30	89	24,469	18,372	32,500	26,163
Culture canadienne	7,050	6,674	32	94	9,162	8,910	16,244	15,678
Droits de la personne	1,245	1,322	2	6	1,274	1,197	2,521	2,525
	43,102	40,310	177	522	170,669	162,630	213,948	'03,462
Moins: rentrées portées en recettes	2,066	2,663				276	2,066	2,939
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	2,413	2,413					2,413	2,413
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	578	578					578	578
Coût total du programme	44,027	40,638	177	522	170,669	162,354	214,873	203,514
CONSEIL CONSULTATIF DE LA SITUATION DE LA FEMME								
Conseil consultatif de la situation de la femme	2,411	2,384	16	7			2,427	2,391
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	195	195					195	195
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	29	29					29	29
Coût total du programme	2,635	2,608	16	7			2,651	2,615
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE								
Opérations de dotation	53,078	46,286	224	214			53,302	46,500
Formation et perfectionnement	39,875	38,168	100	119			39,975	38,287
Administration	27,805	27,389	305	1,744			28,110	29,133
	120,758	111,843	629	2,077			121,387	113,920
Moins: rentrées portées en recettes		1,320						1,320
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	16,517	16,517					16,517	16,517
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	2,569	2,569					2,569	2,569
	139,844	*129,609*	*629*	*2,077*			*140,473*	*131,686*
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE—FONDS RENOUVELABLE DU PERFECTIONNEMENT ET DE LA FORMATION DU PERSONNEL								
Satisfaction des besoins	17,555	10,088	1,127	1,127			18,682	11,215
Administration du secteur d'activité	2,794	1,677					2,794	1,677
	20,349	11,765	1,127	1,127			21,476	12,892
Moins: recettes à valoir sur le Fonds	13,555	13,555					13,555	13,555
	6,794	*(1,790)*	*1,127*	*1,127*			*7,921*	*(663)*
Coût total du programme	146,638	127,819	1,756	3,204			148,394	131,023
CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES								
Administration	5,857	5,851					5,857	5,851
Subventions et bourses					57,009	57,009	57,009	57,009
	5,857	5,851			57,009	57,009	62,866	62,860
Moins: rentrées portées en recettes						455		455
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	329	329					329	329
autres services fournis gratuitement par d'autres ministeres	96	96					96	96
Coût total du programme	6,282	6,276			57,009	56,554	63,291	62,830
CONDITION FÉMININE—BUREAU DE LA COORDONNATRICE								
Bureau de la coordonnatrice	3,345	2,998	93	87			3,438	3,085
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	220	220					220	220
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	44	44					44	44
Coût total du programme	3,609	3,262	93	87			3,702	3,349

Subventions et contributions
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
MINISTÈRE			
PROGRAMME DES LANGUES OFFICIELLES			
Subventions			
Promotion des langues officielles			
Subventions à des associations bénévoles sans but lucratif afin de favoriser l'utilisation des langues officielles	2,270	2,026	2,567
Subventions pour aider les fédérations nationales, les associations provinciales ainsi que tout autre groupe, association ou institution qui concourt au développement des communautés minoritaires de langue officielle	18,441	18,351	6,734
	20,711	*20,377*	*9,301*
Contributions			
Langues officielles dans l'enseignement			
Contributions, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, à l'égard de programmes relatifs à l'emploi des langues officielles dans des domaines de compétence provinciale, y compris les programmes de bourses d'été pour l'apprentissage des langues et les programmes d'aide aux écoles indépendantes et aux associations d'écoles indépendantes	202,329	201,272	192,590
Contributions, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, à l'égard de programmes relatifs à l'emploi des langues officielles dans des domaines de compétence territoriale	829	667	370
Contributions à des établissements, associations et organismes à des fins de collecte et diffusion d'information et de développement de techniques reliées aux langues officielles dans l'enseignement	893	714	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			743
Promotion des langues officielles			
Contributions aux fédérations nationales et aux associations provinciales ainsi que tout autre groupe, association ou institution qui concourt au développement des communautés minoritaires de langue officielle	2,077	1,971	14,827
Administrations fédérales non publiques ainsi qu'aux associations nationales et provinciales pour le développement des services linguistiques	2,375	1,775	1,148
	208,503	*206,399*	*209,678*
	229,214	***226,776***	***218,979***
PROGRAMME D'AIDE À L'ÉDUCATION			
Contributions			
Aide à l'éducation			
Contributions aux établissements postsecondaires et aux organismes bénévoles afin de créer ou d'accroître les possibilités de recherche et de développement	18,545	10,233	30
Paiements pour l'enseignement postsecondaire faits aux provinces conformément à la Partie VI de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé	2,264,824	2,264,824	2,065,213
Octroi de crédits pour les paiements d'intérêts, les obligations contractées et les paiements de remplacement aux provinces en vertu de la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants	206,551	206,551	178,544
	2,489,920	***2,481,608***	***2,243,787***
PROGRAMME DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA CULTURE			
Subventions			
Développement de la citoyenneté			
Subventions à des groupes s'occupant de la situation de la femme, à des groupes s'occupant de l'unité canadienne et à des organismes visant à promouvoir le développement et la compréhension entre groupes pour des projets destinés à encourager la participation entière des citoyens dans la société canadienne, à des groupes et des organisations pour des projets d'échange de jeunes	22,559	22,240	13,153
Subventions aux centres d'accueil, aux groupes de femmes autochtones, aux groupes communautaires autochtones ainsi qu'aux sociétés de communications autochtones et aux journaux autochtones	25,273	25,085	3,551
Multiculturalisme			
Subventions à des groupes bénévoles, universités, institutions et particuliers, pour promouvoir le développement culturel	14,052	13,962	9,067
Subvention à une fondation canadienne qui doit être établie pour réparer les injustices raciales faites à des Canadiens d'origine ethnique	6,000		
Culture canadienne			
Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnité de voyage et d'accueil pour les frais supportés dans l'exercice de leurs fonctions dans leur capitale provinciale:			
Terre-Neuve	15	15	15
Île-du-Prince-Édouard	12	12	12
Nouvelle-Écosse	15	15	15
Nouveau-Brunswick	15	15	15
Québec	22	22	22
Ontario	22	22	22
Manitoba	19	19	19
Saskatchewan	19	19	19
Alberta	19	19	19
Colombie-Britannique	22	22	22
Célébrations de la Fête du Canada	2,305	2,205	2,604
Subventions à des municipalités et des organisations bénévoles de l'Ontario pour la célébration du bicentenaire de l'Ontario	1,389	1,367	
Subvention à l'Association bénévole du Vieux Fort William pour la célébration du bicentenaire de l'Ontario	25	25	
Subvention au «Nova Scotia Parade of Sail 1984 Committee» pour le 450ᵉ anniversaire de l'arrivée de Jacques Cartier	50	50	50
Subvention à la Corporation du 450ᵉ anniversaire de Cartier à Gaspé pour le 450ᵉ anniversaire de l'arrivée de Jacques Cartier	50	50	50

SECRÉTARIAT D'ÉTAT

Subventions et contributions—*Fin*
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
Subventions aux municipalités et aux districts des services locaux du Nouveau-Brunswick pour l'organisation à l'échelle locale de programmes de festivités à l'occasion du bicentenaire	815	815	
Paiements en vertu de la Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs	112	112	98
Prestations de retraite supplémentaires—Lieutenants-gouverneurs précédents	30	30	23
Subventions à des organismes bénévoles, à des institutions non gouvernementales et à des particuliers pour promouvoir des études sur le Canada	1,200	1,175	
Subventions aux huit corporations qui accueilleront les participants aux courses de voiliers du Challenge Labatt Canada 1984	70	70	
Subvention au Festival Villes et Voiliers 1984 du Canada	41	38	419
Dépenses non requises pour l'exercice en cours	*75,220*	*68,409*	*29,732*
Droits de la personne			
Subventions à des organismes, à des établissements et à des groupes s'occupant des activités liées aux droits de la personne	809	802	387
Subventions pour frais de contestations judiciaires en vue de clarifier les dispositions relatives aux droits linguistiques et aux droits à l'instruction dans la langue de la minorité qui sont inscrits dans la Constitution	260	203	150
Contributions			
Enregistrement de la citoyenneté et promotion du civisme			
Contributions à l'égard des frais liés à l'acquisition de la citoyenneté canadienne et à l'enseignement des langues aux immigrants, équivalant à la moitié de la part assumée par le gouvernement provincial ou territorial concerné	7,502	7,390	8,556
Contributions aux provinces et aux territoires destinées à couvrir le coût des manuels de langue pour les cours de préparation à la citoyenneté	586	498	694
Développement de la citoyenneté			
Contributions à des groupes s'occupant de la situation de la femme, à des groupes s'occupant de l'unité canadienne et à des organismes visant à promouvoir le développement et la compréhension entre groupes pour des projets destinés à encourager la participation entière des citoyens dans la société canadienne, à des organismes bénévoles pour des projets d'échange de jeunes	56,182	55,910	38,489
Contributions aux associations autochtones, aux groupes de femmes autochtones, aux sociétés de communications autochtones, aux centres d'accueil et participation aux dépenses d'immobilisations des centres d'accueil	23,662	23,028	40,958
Multiculturalisme			
Contributions à des groupes bénévoles, universités, institutions et particuliers, pour promouvoir le développement culturel	4,417	4,410	5,287
Culture canadienne			
Contribution à la Corporation «Québec 1534-1984» pour la célébration du 450e anniversaire de l'arrivée de Jacques Cartier au Québec	300	200	800
Contribution à la Commission du bicentenaire du Nouveau-Brunswick pour les célébrations du bicentenaire	935	935	750
Contributions à des organismes bénévoles, à des institutions non gouvernementales et à des particuliers pour promouvoir des études sur le Canada	1,660	1,658	1,485
Droits de la personne			
Contributions à des organismes, des établissements, et des groupes s'occupant des activités liées aux droits de la personne	205	192	308
Dépenses non requises pour l'exercice en cours	*95,449*	*94,221*	*97,327*
	170,669	*162,630*	*127,059*
	2,889,803	2,871,014	2,589,825

CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES

Subventions

Subventions et bourses			
Subventions à des individus, institutions et associations pour promouvoir et soutenir la recherche et l'érudition dans le domaine des sciences humaines	*57,009*	*57,009*	*54,429*
Total	2,946,812	2,928,023	2,644,254

Dépenses budgétaires par programme et article courant
(en milliers de dollars)

							Commission de la Fonction publique				
ARTICLE COURANT	Programme d'administration et des opérations régionales	Programme des langues officielles	Programme d'aide à l'éducation	Programme de la citoyenneté et de la culture	Sous-total	Conseil consultatif de la situation de la femme	Programme	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel	Conseil de recherches en sciences humaines	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	Total
(1) Traitements et salaires	21,314 **20,865** *19,572*	61,589 **60,783** *59,271*	3,431 **3,210** *2,664*	21,960 **20,862** *17,474*	108,294 **105,720** *98,981*	903 **1,128** *900*	82,028 **78,677** *74,459*	6,319 **6,319** *5,727*	3,330 **3,330** *3,203*	1,542 **1,451** *927*	202,416 **196,625** *184,197*
(1) Autres frais touchant le personnel	3,036 **3,090** *3,018*	9,262 **9,700** *8,846*	484 **510** *380*	2,936 **3,124** *2,911*	15,718 **16,424** *15,155*	117 **148** *114*	12,245 **12,245** *11,081*	798 **798** *789*	510 **510** *460*	218 **218** *149*	29,606 **30,343** *27,748*
(2) Transports et communications	2,717 **3,040** *2,448*	2,552 **2,053** *1,842*	329 **479** *398*	2,983 **3,383** *2,594*	8,581 **8,955** *7,282*	354 **336** *292*	6,942 **5,475** *5,263*	451 **451** *419*	350 **679** *689*	491 **349** *199*	17,169 **16,245** *14,144*
(3) Information	245 **522** *49*	219 **250** *171*	92 **149** *199*	3,945 **3,388** *3,419*	4,501 **4,309** *3,838*	29 **233** *222*	3,403 **3,056** *2,463*	476 **476** *448*	130 **262** *281*	131 **81** *9*	8,670 **8,417** *7,261*
(4) Services professionnels et spéciaux	5,046 **3,686** *3,363*	12,737 **10,256** *12,393*	5,803 **5,416** *4,455*	8,664 **6,889** *5,743*	32,250 **26,247** *25,954*	518 **443** *552*	7,702 **5,682** *5,928*	1,145 **1,145** *906*	963 **574** *549*	665 **655** *244*	43,243 **34,746** *34,133*
(5) Location	808 **581** *315*	370 **826** *432*	27 **40** *20*	283 **352** *352*	1,488 **1,799** *1,119*	35 **51** *42*	1,389 **1,492** *1,357*	1,703 **1,703** *1,509*	130 **109** *112*	37 **43** *35*	4,782 **5,197** *4,174*
(6) Achat de services de réparation et d'entretien	450 **503** *380*	647 **377** *354*	13 **13** *12*	132 **100** *140*	1,242 **993** *886*	21 **7** *2*	1,121 **910** *1,115*	15 **15** *23*	38 **83** *57*	19 **12** *10*	2,456 **2,020** *2,093*
(7) Services publics, fournitures et approvisionnements	1,502 **1,317** *936*	1,546 **1,092** *750*	331 **228** *307*	1,693 **2,175** *1,656*	5,072 **4,812** *3,649*	434 **38** *37*	2,402 **1,362** *1,328*	417 **417** *305*	259 **101** *130*	242 **189** *96*	8,826 **6,919** *5,545*
(9) Construction et acquisition de machines et de matériel	468 **1,220** *506*	1,239 **479** *760*	18 **118** *49*	177 **522** *350*	1,902 **2,339** *1,665*	16 **7** *13*	629 **2,077** *1,316*	1,104 **1,104** *409*	147 **203** *174*	93 **87** *77*	3,891 **5,817** *3,654*
(10) Subventions, contributions et autres paiements de transfert		229,214 **226,776** *218,979*	2,489,920 **2,481,608** *2,243,787*	170,669 **162,630** *127,059*	2,889,803 **2,871,014** *2,589,825*				57,009 **57,009** *54,429*		2,946,812 **2,928,023** *2,644,254*
(12) Toutes autres dépenses	6 **6** *1*	20 **10** *10*		506 **37** *16*	532 **53** *27*		3,526 **2,944** *2,954*	9,048 **464** *658*			13,106 **3,461** *3,639*
(1-12) Total	35,592 **34,830** *30,588*	319,395 **312,602** *303,808*	2,500,448 **2,491,771** *2,252,271*	213,948 **203,462** *161,714*	3,069,383 **3,042,665** *2,748,381*	2,427 **2,391** *2,174*	121,387 **113,920** *107,264*	21,476 **12,892** *11,193*	62,866 **62,860** *60,084*	3,438 **3,085** *1,746*	3,280,977 **3,237,813** *2,930,842*
(13) *Moins:* recettes à valoir sur le crédit								13,555 **13,555** *12,864*			13,555 **13,555** *12,864*
Total des dépenses nettes	35,592 **34,830** *30,588*	319,395 **312,602** *303,808*	2,500,448 **2,491,771** *2,252,271*	213,948 **203,462** *161,714*	3,069,383 **3,042,665** *2,748,381*	2,427 **2,391** *2,174*	121,387 **113,920** *107,264*	7,921 **(663)** *(1,671)*	62,866 **62,860** *60,084*	3,438 **3,085** *1,746*	3,267,422 **3,224,258** *2,917,978*

Les montants en caractères romains représentent les crédits de 1984-85.
Les montants en caractères gras représentent les dépenses de 1984-85.
Les montants en *italique* représentent les dépenses de 1983-84.

Recettes

	1984-85	1983-84
	$	$
MINISTÈRE		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	25,472,882	20,827,638
Privilèges, licences et permis	2,170,579	1,994,648
Autres recettes non fiscales	7,745,237	6,494,822
Total	35,388,698	29,317,108

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Prêts aux étudiants du Canada (capital)	23,876,514	
Prêts aux étudiants du Canada (catégorie A—Intérêts)	4,532	
Prêts aux étudiants du Canada (catégorie B—Intérêts)	364,710	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	467,044	
Autres	760,082	25,472,882
Privilèges, licences et permis:		
Droits pour certificats de citoyenneté		2,170,579
Autres recettes non fiscales:		
Prêts aux étudiants du Canada (intérêts)	7,560,384	
Hospitalité Canada	151,510	
Pension des lieutenants-gouverneurs	24,260	
Tout autre	9,083	7,745,237

	1984-85	1983-84
	$	$
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,004,608	87,515
Rémunérations de services	209,392	420,006
Autres recettes non fiscales	106,370	99,439
Total	1,320,370	606,960

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	990,836	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	13,772	1,004,608

	1984-85	1983-84
	$	$
CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	455,286	367,051
Autres recettes non fiscales	5	10
Total	455,291	367,061

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de paiements en trop et de sommes non dépensées provenant de subventions et bourses d'études	454,898	
Recouvrements de dépenses en fonctionnement de l'exercice précédent	156	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	232	455,286

	1984-85	1983-84
	$	$
CONDITION FÉMININE—BUREAU DE LA COORDONNATRICE		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents		187

Appendice 1

Commission de la Fonction publique
Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel

RAPPORT DE GESTION

Vous trouverez ci-joint les états financiers du Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel, que nous avons dressés conformément à la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables ainsi qu'aux exigences et aux normes établies par le Receveur général du Canada concernant la production des rapports. Les gestionnaires du Fonds sont les premiers responsables de l'exactitude et de l'objectivité des données figurant dans ces états financiers.

Ces états ont été préparés selon les conventions comptables établies et appliquées de la même façon que pour l'exercice précédent sauf comme décrit à la note 3 des états financiers. Quelques-unes de ces politiques sont expliquées plus loin dans les notes faisant partie de ces états financiers. En vue de la production de rapports, le Fonds contient un ensemble de comptes qui constitue un dossier centralisé de toutes ses transactions financières. Sauf indication contraire, les renseignements financiers contenus dans les relevés ministériels et dans d'autres documents des Comptes publics sont conformes avec l'information présentée dans ces états financiers.

La Direction des services financiers et le Contrôleur du Fonds qui, sur le plan fonctionnel, relève de l'agent financier supérieur à plein temps, élaborent et diffusent des politiques de comptabilité et de gestion financière et émettent les directives particulières favorisant l'application des normes de comptabilité et de gestion financière et de contrôle interne. Les transactions s'exécutent selon les règles établies et conformément aux autorisations émanant du Parlement. Elles sont consignées de façon à permettre la comptabilité des crédits gouvernementaux et la sécurité des actifs du Fonds. Les activités des systèmes de gestion et de contrôle interne sont complétées par celles de la vérification interne et de la vérification permanente exercée par le Contrôleur du Fonds, les agents financiers et la Direction des services financiers. En outre, pour assurer l'objectivité et l'exactitude des données figurant dans ses états financiers, le Fonds sélectionne soigneusement des employés qualifiés, voit à leur formation et à leur perfectionnement, prend les mesures organisationnelles nécessaires à la répartition équitable des responsabilités et applique des programmes de communications de sorte que ses règlements, ses politiques, ses normes et directives en matière de gestion soient bien compris dans toute l'organisation.

Au cours de 1984-85, le Fonds a respecté les mesures de restriction imposées par le gouvernement de même que ses propres mesures de restriction, en augmentant ses tarifs de 5% seulement. De plus, en 1985-86, les tarifs ont été augmentés de 3.61% seulement afin de permettre aux autres ministères d'opérer à l'intérieur des mesures de restrictions gouvernementales. Un examen annuel sera effectué à l'intérieur du processus budgétaire et ceci permettra au Fonds de répondre à d'éventuelles mesures de restrictions gouvernementales.

Approuvé par:

Directeur des services financiers
(Agent financier supérieur à plein temps)
J.P. BRETON

Directeur exécutif, Gestion ministérielle
(Agent financier supérieur)
K.A. SINCLAIR

le 23 juillet 1985

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985		1984	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Profit net pour l'exercice	(84)	1,429	20	2,017
Plus: élément ne requérant aucune utilisation de fonds		504		159
Provenances de fonctionnement	(84)	1,933	20	2,176
Acquisitions nettes d'immobilisations		(1,127)		(404)
Modification du fonds de roulement	76	202	(121)	(216)
Autres éléments		(345)		115
Autorisation fournie	(8)	663	(101)	1,671

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF DU FONDS	1985	1984
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Gouvernement fédéral	2,559,051	2,528,499
Tiers	62,496	36,638
Avances comptables	925	465
Frais payés d'avance	230,417	83,602
	2,852,889	2,649,204
Immobilisations (note 5)		
Au coût	1,486,610	496,429
Moins: amortissement accumulé	274,590	114,624
	1,212,020	381,805
	4,064,909	3,031,009

PASSIF DU FONDS	1985	1984
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Gouvernement fédéral	1,309,680	734,354
Tiers		
Créditeurs	337,852	427,999
Indemnités de congé	416,732	338,252
Revenu reporté	71,008	228,754
	2,135,272	1,729,359
Passif à long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	1,010,723	813,872
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(3,263,530)	(2,265,543)
Surplus accumulé	4,182,444	2,753,321
	918,914	487,778
	4,064,909	3,031,009

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Appendice 1—*Suite*

Commission de la Fonction publique—*Suite*
Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel—*Suite*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Revenus		
Frais de cours et services (note 4)	12,899,352	12,306,987
Pourvoyeur et logement	766,689	710,461
	13,666,041	13,017,448
Frais d'exploitation		
Traitements et indemnités aux employés	7,243,119	6,525,523
Provision pour indemnités de cessation d'emploi (note 2a)	206,657	64,898
Amortissement (note 5)	209,351	93,640
Location	1,117,473	1,253,214
Services professionnels et spéciaux	1,127,267	922,865
Fournitures et approvisionnements	394,909	304,822
Voyages et communications	451,708	419,213
Pourvoyeur et logement	689,943	540,357
Matériel		7,589
Information	475,974	456,957
Réparations	14,744	24,009
Services financiers et administratifs	204,000	377,341
Perte sur aliénation d'immobilisations	87,396	
Autres	14,377	9,700
	12,236,918	11,000,128
Profit net	1,429,123	2,017,320

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Solde non redressé au début de l'exercice 1984	2,371,516	664,156
Redressement affecté aux exercices précédents (note 3)	381,805	71,845
Solde redressé au début de l'exercice	2,753,321	736,001
Profit net pour l'exercice (tel qu'apparaissant en 1984)	1,429,123	1,707,360
Redressement pour modification de la convention comptable (note 3)		309,960
Profit net pour l'exercice (redressé en 1984)	1,429,123	2,017,320
Solde redressé à la fin de l'exercice 1984	4,182,444	2,753,321

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Provenances de fonds de roulement		
Exploitation		
Profit net pour l'exercice	1,429,123	2,017,320
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds		
provision pour indemnités de cessation d'emploi	206,657	64,898
amortissement	209,351	93,640
perte sur aliénation d'immobilisations	87,396	
	1,932,527	2,175,858
Utilisations de fonds de roulement		
Diminution de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	997,987	1,537,051
Acquisitions d'immobilisations	1,126,962	403,600
Diminution des indemnités de cessation d'emploi	9,806	18,945
	2,134,755	1,959,596
(Diminution) augmentation du fonds de roulement	(202,228)	216,262
Fonds de roulement au début de l'exercice	919,845	703,583
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	717,617	919,845
Modifications des éléments du fonds de roulement:		
Augmentation des débiteurs	56,410	526,342
Augmentation des avances comptables	460	
Augmentation (diminution) des frais payés d'avance	146,815	(10,231)
(Augmentation) des créditeurs	(485,179)	(274,949)
(Augmentation) des indemnités de congé	(78,480)	(51,096)
Diminution de la tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi		10,117
Diminution du revenu reporté	157,746	16,079
	(202,228)	216,262

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE
AU 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Solde (débiteur) de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(3,263,530)	(2,265,543)
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	1,526,739	1,142,031
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	2,346,888	2,297,219
Autorisation nette (fournie) à la fin de l'exercice	(4,083,679)	(3,420,731)
Limite de l'autorisation	4,500,000	4,500,000
Autorisation non employée reportée	8,583,679	7,920,731

Appendice 1—*Fin*

Commission de la Fonction publique—*Fin*
Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1985

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel a été établi en vertu du crédit L120 de la Loi n° 3 de 1971 portant affectation de crédits en vue d'assurer la formation et le perfectionnement des fonctionnaires fédéraux.

La Loi sur la régularisation des comptes, S.C., 1980, c. 17, accorde au Fonds une autorisation permanente continue d'effectuer des versements à même le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation dont le total ne doit jamais excéder $4,500,000. Conformément aux crédits 115a (1980-81) et 35c (1981-82), les déficits accumulés de $4,573,071 ont été radiés des comptes. Un montant de $1,915,571, représentant le passif net pris en charge par le Fonds, a été imputé sur cette autorisation lorsque le Fonds est devenu budgétaire en 1981.

2. Conventions et méthodes comptables importantes

a) Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi des employés s'accumulent avec leurs années de service au gouvernement du Canada, tel que prévu dans leurs conventions collectives. Le coût de ces indemnités est inscrit aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

b) En vigueur le 1er avril 1984, le Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel suit la convention comptable de la capitalisation des achats d'immobilisations. Ces immobilisations sont amorties selon la méthode du solde décroissant sur leur durée de vie utile depuis l'année d'acquisition, comme suit:

Mobilier de bureau et de salle de classe	10 ans
Matériel de bureau et de salle de classe	6 à 7 ans
Matériel informatique et de traitement de textes	4 ans

3. Modification d'une convention comptable

Tel que mentionné ci-dessus, depuis le 1er avril 1984, le Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel suit la convention comptable de la capitalisation des achats d'immobilisations et impute l'amortissement aux opérations. Ce changement a eu pour résultat d'augmenter le profit net apparaissant aux états de 1984-85 comme suit:

	$
Capitalisation des achats d'immobilisations	1,126,962
Moins: l'amortissement annuel	209,351
perte sur aliénation d'immobilisations	87,396
	830,215

Cette convention comptable a été appliquée rétroactivement et a eu les répercussions suivantes sur les états financiers de 1984:

		$
Augmentation du profit net composée de:		
Capitalisation des achats d'immobilisations		403,600
Moins: l'amortissement annuel		93,640
		309,960
Augmentation du surplus accumulé composée de:		
Augmentation du profit net		309,960
Redressement affecté aux exercices précédents:	$	
Capitalisation des immobilisations (1981-82, 1982-83)	92,829	
Moins: l'amortissement	(20,984)	71,845
		381,805

4. Opérations subventionnées

Au cours de 1984-85, des fonds à même les crédits de $2,885,000 ont été versés au Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel. Ces fonds ont été approuvés pour acquitter le coût des opérations permanentes qui n'est pas recouvrable. Cette somme s'élevait à $2,900,125 en 1983-84.

5. Immobilisations et amortissement accumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Mobilier	55,969	691,008	21,408	725,569
Matériel	179,076	300,214	113,873	365,417
Matériel informatique et de traitement de textes	261,384	135,740	1,500	395,624
	496,429	1,126,962	136,781	1,486,610

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Mobilier	10,175	72,118	5,791	76,502
Matériel	30,006	56,721	42,727	44,000
Matériel informatique et de traitement de textes	74,443	80,512	867	154,088
	114,624	209,351	49,385	274,590

Appendice 2

Conseil de recherches en sciences humaines

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état des résultats d'exploitation ci-joint du Conseil de recherches en sciences humaines pour l'exercice terminé le 31 mars 1985 selon les conventions comptables sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité première de cet état, en raison de son intégrité et objectivité, revient à la gestion du Conseil. Certains renseignements inclus dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières du Conseil. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans l'état des résultats d'exploitation.

La Direction des services financiers du Conseil développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Conseil maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne dont les résultats sont rapportés au Comité de la vérification et de l'évaluation. Ce Comité est composé des membres du Conseil. Les activités du Conseil peuvent faire l'objet d'une vérification annuelle de la part du vérificateur général. Le Conseil vise également à s'assurer de l'objectivité et de l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communications visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

L'état des résultats d'exploitation a été vérifié par le vérificateur général, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que l'état des résultats d'exploitation du Conseil, pris dans son intégralité, présente fidèlement les opérations financières du Conseil, selon les conventions comptables énoncées.

Approuvé par le Conseil:

Président
W.E. TAYLOR

Trésorier
G. BOULIANE

le 25 juillet 1985

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR
LE CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES
ET
L'HONORABLE WALTER F. McLEAN, DÉPUTÉ
SECRÉTAIRE D'ÉTAT DU CANADA

J'ai vérifié l'état des résultats d'exploitation du Conseil de recherches en sciences humaines pour l'exercice terminé le 31 mars 1985. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les dépenses du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 1985 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Canada
RAYMOND DUBOIS, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 18 juin 1985

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Dépenses		
Subventions (tableau I)	57,009	54,429
Fonctionnement (tableau II)	6,277	6,039
	63,286	60,468
Financées par:		
Crédits parlementaires		
Subventions (note 3)	57,009	54,429
Dépenses de fonctionnement (note 3)	5,342	5,195
Statutaire—Contributions aux régimes de prestations des employés	510	460
	62,861	60,084
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	425	384
	63,286	60,468

Les notes et tableaux ci-joints font partie intégrante de cet état.

Approuvé par le Conseil:

Président
W.E. TAYLOR

Trésorier
G. BOULIANE

Appendice 2—*Suite*

Conseil de recherches en sciences humaines—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU 31 MARS 1985

1. Pouvoirs et objectif

Le Conseil a été constitué en 1977 en vertu de la Loi du Conseil de recherches en sciences humaines et est une société ministérielle nommée à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. L'objectif du Conseil est de promouvoir et de soutenir la recherche et l'érudition dans le domaine des sciences humaines.

Les dépenses de fonctionnement et de subventions sont financées par le biais d'autorisations budgétaires annuelles. Les contributions aux régimes de prestations des employés sont autorisées par une autorisation statutaire.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats d'exploitation a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

Les subventions sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées. À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de congés payés qui sont comptabilisés sur une base de caisse, les dépenses de fonctionnement sont comptabilisées sur une base d'exercice, selon la convention comptable des CAPAFE du gouvernement.

b) Achats d'immobilisations

L'acquisition d'ameublement de bureau et de matériel est imputée aux dépenses de fonctionnement de l'exercice d'acquisition.

c) Services fournis gratuitement par d'autres ministères

Les montants estimatifs de services fournis gratuitement au Conseil par les ministères sont compris dans les dépenses de fonctionnement (tableau II).

d) Recouvrements de dépenses d'exercices précédents

Les recouvrements de dépenses d'exercices précédents sont comptabilisés à titre de recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

e) Régime de retraite

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Conseil contribuent à part égale aux coûts du régime. Les contributions du Conseil sont enregistrées aux dépenses sur une base courante.

3. Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires sont enregistrés lors de leur utilisation et tout montant non utilisé devient périmé en conformité avec l'article 30 de la Loi sur l'administration financière. Les crédits sont les suivants:

	Dépenses de subventions		Dépenses de fonctionnement	
	1985	1984	1985	1984
	(en milliers de dollars)			
Ministère des Communications				
Budget des dépenses principal				
Crédit 90 (Crédit 100 en 1984)	51,329	54,429		
Crédit 85 (Crédit 95 en 1984)			5,127	5,206
Secrétariat d'État				
Budget des dépenses supplémentaire (B)				
Crédits 55 et 50	5,430		470	
Budget des dépenses supplémentaire (C)				
Crédits 55 et 50	250		(250)	
	57,009	54,429	5,347	5,206
Montants périmés				
Montant non utilisé			(5)	(1)
Affectation réservée				(10)
Montants dépensés	57,009	54,429	5,342	5,195

4. Renseignements supplémentaires

a) Débiteurs

Les comptes débiteurs des récipiendaires de subventions qui se chiffrent à $94,964 ($92,740 en 1984) ne sont pas présentés à l'état des résultats d'exploitation.

b) Recouvrements de dépenses d'exercices précédents

Les recouvrements de dépenses d'exercices précédents se chiffrent à $455,291 ($367,051 en 1984) et ne sont pas présentés à l'état des résultats d'exploitation.

c) Fonds des bourses de la Reine

Le Fonds des bourses de la Reine consiste en un montant de $250,000 qui était investi dans des débentures échéant le 1er mars 1995 et portant intérêt à 10½% par année. Le 1er mars 1985 la compagnie émettrice a racheté ces débentures. Les fonds ont alors été déposés dans un compte en fiducie portant intérêt. L'intérêt gagné sert à verser des bourses à des étudiants diplômés dans certains secteurs d'études canadiennes. Les opérations du Fonds ne sont pas présentées à l'état des résultats d'exploitation et sont comme suit:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	329	330
Ajouter—Intérêt gagné	33	33
Déduire—Bourses payées	(50)	(34)
Solde à la fin de l'exercice, constitué de dépôts, au nom du Conseil, au Fonds du revenu consolidé	312	329

Appendice 2—*Fin*

Conseil de recherches en sciences humaines—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU 31 MARS 1985—*Fin*

d) Fonds spéciaux en fiducie

Au cours de l'exercice, un don anonyme de $50,000 a été fait au Conseil pour la création et l'administration, en 1986 et 1987, de deux bourses de recherches postdoctorales en sociologie portant sur la pauvreté en milieu urbain au Canada. De ce don, $25,000 ont été reçus et déposés, au nom du Conseil, au Fonds du revenu consolidé, dans un compte en fiducie portant intérêt; le solde sera reçu avant le 31 décembre 1985.

5. Engagements

Les subventions et bourses accordées pour les exercices à venir sont assujetties à l'approbation des fonds par le Parlement. Les versements concernant les montants accordés durant l'exercice terminé le 31 mars 1985 et au cours des exercices précédents se répartissent comme suit:

	(en millions de dollars)
1986	43.8
1987	6.5
Exercices subséquents	2.2
	52.5

TABLEAU DES DÉPENSES DE SUBVENTIONS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars) TABLEAU I

	1985	1984
Bourses	18,246	17,639
Subventions de recherches	16,525	15,942
Subventions concertées	8,219	6,873
Subventions thématiques	7,166	7,211
Subventions—Communication entre chercheurs	5,412	5,245
Subventions—Relations internationales	1,174	1,100
Subventions spéciales	242	394
Bourse «Jules et Gabrielle Léger»	25	25
	57,009	54,429

TABLEAU DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars) TABLEAU II

	1985	1984
Salaires et prestations aux employés	3,920	3,726
Dépenses pour le Conseil et ses comités	559	584
Locaux	329	305
Fournitures et approvisionnements	297	307
Acquisition d'ameublement de bureau et de matériel	202	174
Services professionnels et spéciaux	202	142
Traitement des données	137	102
Évaluation des programmes	120	148
Location d'installations et de matériel	109	100
Frais postaux et de transport	103	99
Frais de voyage	97	112
Télécommunications	92	105
Publicité et publications	67	105
Réparations et entretien	43	30
	6,277	6,039

SECTION 26

COMPTES PUBLICS
1984-85

Solliciteur général

Ministère
Service correctionnel
Commission nationale des libérations conditionnelles
Gendarmerie royale du Canada

SOMMAIRE

	Page
Objectifs	26.3
Emploi des crédits	26.4
Coût total des programmes—Budgétaire	26.6
Programmes par activité—Budgétaire	26.7
Subventions et contributions	26.8
Dépenses budgétaires par programme et article courant	26.9
Recettes	26.10

SOLLICITEUR GÉNÉRAL

Ministère

Objectif

PROGRAMME D'ADMINISTRATION

—Assurer la direction de la politique d'ensemble pour tous les programmes du ministère.

Service correctionnel

Objectif

—Administrer les peines imposées par les tribunaux et préparer les détenus à leur réinsertion sociale en tant que citoyens utiles.

Commission nationale des libérations conditionnelles

Objectif

—Exercer des pouvoirs légaux et des pouvoirs de réglementation pour accorder et contrôler la mise en liberté sous condition des personnes qui purgent des peines d'emprisonnement et présenter des recommandations en vue de l'octroi de pardons et de l'exercice de la prérogative royale de clémence.

Gendarmerie royale du Canada

Objectif

PROGRAMME D'APPLICATION DE LA LOI*

—Appliquer la loi, prévenir le crime, maintenir la paix, l'ordre et la sécurité.

*Comprend le Service canadien du renseignement de sécurité établi en juillet 1984.

Emploi des crédits

Crédit	Programme	
	MINISTÈRE	
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
	Budgétaire	
1	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions	$ 18,995,000
	1a	78,250,000
	1b	3,114,000
	1c	15,276,000
	Virement du CT, crédit 10[1]	93,322
Stat	Solliciteur général—Traitement et allocation pour automobile	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	SERVICE CORRECTIONNEL	
	Budgétaire	
5	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions; et a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les recettes tirées, au cours de l'année, des activités des détenus financées à même ladite caisse; b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les recettes provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus; c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux; et d) autorisation au Ministre, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements	$ 561,075,000
	5c Pour autoriser le virement au présent crédit de $12,587,999 du crédit 10 (Solliciteur général) de la Loi n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits	1
	Virement du: crédit 10	12,587,999
	CT, crédit 10[1]	553,333
10	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses en capital, y compris des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations	$ 151,281,000
	Moins: virement sur le crédit 5	12,587,999
Stat	Pensions et autres prestations des employés	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Remise de prêts aux libérés conditionnels	
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	
	Total du programme—Budgétaire	
	Non budgétaire	
L14b	Pour étendre la portée du compte des prêts aux libérés conditionnels, établi par le crédit L103b (Solliciteur général) de la Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits: a) pour autoriser des prêts à des personnes sous surveillance obligatoire; et b) pour porter de $10,000 à $50,000 le montant de la réserve imputable en tout temps à même ledit compte, Loi n° 3 de 1983 portant affectation de crédits. (Net)	
	COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES	
	Budgétaire	
15	Dépenses du programme	$ 12,499,000
	15c	436,000
	Virement du CT, crédit 10[1]	37,400
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA	
	PROGRAMME D'APPLICATION DE LA LOI[2]	
	Budgétaire	
20	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et autorisation de dépenser les recettes de l'année	$ 648,421,000
	20b	1,504,000
	Virement du CT, crédit 10[1]	1,286,946
25	Dépenses en capital	$ 82,987,000
	25b	18,218,000
Stat	Pensions et autres prestations des employés—Membres de la Gendarmerie royale du Canada	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Arrêts de la Cour fédérale	
	Total du programme—Budgétaire	
	Total—Budgétaire	
	Non budgétaire	

(1) Conseil du Trésor, crédit 10, initiatives visant à créer des emplois.

(2) Comprend toutes les données reliées aux activités du Service canadien du renseignement de sécurité qui a été créé en vertu d'une loi fédérale en juillet 1984.

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
115,728,322		115,728,322		115,728,322	38,792,914	76,935,408		26,767,420
40,500	1,183	41,683		41,683	41,683			40,975
1,246,500	190,000	1,436,500		1,436,500	1,436,500			1,341,000
117,015,322	***191,183***	***117,206,505***		***117,206,505***	***40,271,097***	***76,935,408***		***28,149,395***
574,216,333		574,216,333		574,216,333	553,149,405	21,066,928		489,940,523
138,693,001		138,693,001		138,693,001	132,[illegible]63,715	6,229,286		114,674,822
170,000	(5,897)	164,103		164,103	164,103			154,271
46,947,000	7,154,000	54,101,000		54,101,000	54,101,000			47,123,000
	10,484	10,484		10,484	10,484			7,306
	185	185		185	185			18,822
760,026,334	***7,158,772***	***767,185,106***		***767,185,106***	***739,888,892***	***27,296,214***		***651,918,744***
			33,989	***33,989***	***3,320***		***30,669***	***6,078***
12,972,400		12,972,400		12,972,400	12,465,949	506,451		12,446,066
1,307,000	200,000	1,507,000		1,507,000	1,507,000			1,359,000
14,279,400	***200,000***	***14,479,400***		***14,479,400***	***13,972,949***	***506,451***		***13,805,066***
651,211,946		651,211,946		651,211,946	607,060,069	44,151,877		597,740,567
101,205,000		101,205,000		101,205,000	90,900,682	10,304,318		73,815,761
128,778,000	(6,802,146)	121,975,854		121,975,854	121,975,854			116,371,811
13,588,000	2,071,000	15,659,000		15,659,000	15,659,000			13,762,000
	281,453	281,453		281,453	281,453			47,600
894,782,946	***(4,449,693)***	***890,333,253***		***890,333,253***	***835,877,058***	***54,456,195***		***801,737,739***
1,786,104,002	3,100,262	1,789,204,264		1,789,204,264	1,630,009,996	159,194,268		1,495,610,944
			33,989	33,989	3,320		30,669	6,078

Coût total des programmes—Budgétaire
(en milliers de dollars)

PROGRAMME	Exercice	Dépenses	*Moins:* Rentrées portées en recettes	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	*Plus:* Autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	Coût total des programmes
MINISTÈRE	1984-85	40,271	197		1,680	635	42,389
	1983-84	28,149	71		1,527	625	30,230
SERVICE CORRECTIONNEL	1984-85	739,889	24,832	13,900	5,973	12,618	747,548
	1983-84	651,919	17,286	13,864	5,008	9,939	663,444
COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES	1984-85	13,973	19		1,120	280	15,354
	1983-84	13,805	2		1,170	222	15,195
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA	1984-85	835,877	7,933	72,591	13,919	19,184	933,638
	1983-84	801,738	7,607	62,486	8,947	13,498	879,062
Total	1984-85	1,630,010	32,981	86,491	22,692	32,717	1,738,929
	1983-84	1,495,611	24,966	76,350	16,652	24,284	1,587,931

Programmes par activité—Budgétaire
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
MINISTÈRE								
PROGRAMME D'ADMINISTRATION								
Administration centrale	23,953	21,894	868	1,055	92,386	17,322	117,207	40,271
Moins: rentrées portées en recettes		197						197
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	1,680	1,680					1,680	1,680
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	635	635					635	635
Coût total du programme	26,268	24,012	868	1,055	92,386	17,322	119,522	42,389
SERVICE CORRECTIONNEL								
Planification et gestion	22,488	22,710	1,412	4,834			23,900	27,544
Garde des détenus	146,667	142,188	183	1,127			146,850	143,315
Éducation, formation et emploi des détenus	74,525	71,678	3,317	4,203			77,842	75,881
Gestion des cas des détenus	160,837	151,843	692	764	1,227	1,083	162,756	153,690
Services de santé	41,948	39,981	158	430			42,106	40,411
Services techniques	115,629	110,379	131,983	119,665			247,612	230,044
Administration	64,854	67,340	948	1,441	317	223	66,119	69,004
	626,948	606,119	138,693	132,464	1,544	1,306	767,185	739,889
Moins: rentrées portées en recettes	24,832	24,832					24,832	24,832
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère	13,900	13,900					13,900	13,900
locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	5,973	5,973					5,973	5,973
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	12,618	12,618					12,618	12,618
Coût total du programme	634,607	613,778	138,693	132,464	1,544	1,306	774,844	747,548
COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES								
Opérations de la Commission	14,372	13,692	107	281			14,479	13,973
Moins: rentrées portées en recettes		19						19
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	1,120	1,120					1,120	1,120
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	280	280					280	280
Coût total du programme	15,772	15,073	107	281			15,879	15,354
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA								
PROGRAMME D'APPLICATION DE LA LOI								
Application des lois et des décrets fédéraux	331,842	313,571	31,239	29,875			363,081	343,446
Services canadiens de police	82,526	75,906	7,854	6,082	255	188	90,635	82,176
Services de police à contrat	477,093	469,952	50,089	47,048			527,182	517,000
Administration	150,702	135,280	12,023	7,896	604	168	163,329	143,344
Pensions et autres prestations des employés	125,046	125,047			12,870	12,870	137,916	137,917
	1,167,209	1,119,756	101,205	90,901	13,729	13,226	1,282,143	1,223,883
Moins: recettes à valoir sur le crédit	391,810	388,006					391,810	388,006
	775,399	731,750	101,205	90,901	13,729	13,226	890,333	835,877
Moins: rentrées portées en recettes	8,917	7,933					8,917	7,933
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère	72,591	72,591					72,591	72,591
locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	13,919	13,919					13,919	13,919
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	19,184	19,184					19,184	19,184
Coût total du programme	872,176	829,511	101,205	90,901	13,729	13,226	987,110	933,638

Subventions et contributions
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
MINISTÈRE			
PROGRAMME D'ADMINISTRATION			
Subventions			
Administration centrale			
Association canadienne des chefs de police	50	50	50
Société canadienne pour la prévention du crime	125	125	125
Société John Howard	50	50	50
Organismes autorisés d'assistance postpénale	1,643	1,643	1,339
Subventions aux provinces et aux territoires pour la mise en application de la Loi sur les jeunes contrevenants	12,500	12,500	
	14,368	*14,368*	*1,564*
Contributions			
Administration centrale			
Paiements aux provinces, aux territoires et organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires de celles du Solliciteur général	2,304	1,896	1,874
Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS)	357	324	3,522
Contributions aux provinces et aux territoires en conformité avec les accords conclus avec le Ministre pour les aider à élaborer des programmes et des systèmes d'information et de tenue des dossiers prévus par la Loi sur les jeunes contrevenants	2,400	623	
Contributions aux provinces et aux territoires à l'égard d'ententes approuvées par le gouverneur en conseil pour le partage des coûts des services juridiques pour les adolescents aux termes de la Loi sur les jeunes contrevenants	72,719		
Financement de base—Organismes bénévoles nationaux	238	111	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			1,716
	78,018	*2,954*	*7,112*
	92,386	*17,322*	*8,676*
SERVICE CORRECTIONNEL			
Subventions			
Administration			
Pensions et autres prestations des employés	164	164	154
Indemnisation des détenus des pénitenciers en cas d'accidents	35	15	7
Paiements, sous forme d'indemnités pour accidents du travail, aux survivants des employés du Service pénitentiaire et du Service national des libérations conditionnelles tués dans l'exercice de leurs fonctions	118	44	51
	317	*223*	*212*
Contributions			
Planification et gestion			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			22
Gestion des cas des détenus			
Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus, l'éducation et la participation du public relativement aux services correctionnels et à d'autres services complémentaires	1,027	946	770
Contributions aux personnes qui n'ont plus le statut de repris de justice ou aux organismes, y compris les autres ordres de gouvernement en vue de la prestation de services en leur nom	200	137	
Services de santé			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			25
	1,227	*1,083*	*817*
	1,544	*1,306*	*1,029*
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA			
PROGRAMME D'APPLICATION DE LA LOI			
Subventions			
Administration			
Association des anciens de la Gendarmerie royale du Canada	3	3	3
Association internationale des chefs de police	1	1	1
Paiements, sous forme d'indemnités pour accidents du travail, versés aux survivants de membres de la Gendarmerie royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions	600	164	153
Pensions et autres prestations des employés			
Pensions aux termes de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada	10,968	10,968	10,868
Indemnisation des membres de la Gendarmerie pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions	1,824	1,824	1,703
Pensions aux familles des membres de la Gendarmerie qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions	78	78	73
	13,474	*13,038*	*12,801*
Contributions			
Services canadiens de police			
Frais de transport pour les élèves qui ne sont pas membres de la Gendarmerie royale du Canada et qui suivent des cours au Collège canadien de police	*255*	*188*	
	13,729	*13,226*	*12,801*
Total	107,659	31,854	22,506

Dépenses budgétaires par programme et article courant
(en milliers de dollars)

ARTICLE COURANT	Ministère	Service correctionnel	Commission nationale des libérations conditionnelles	Gendarmerie royale du Canada	Total
(1) Traitements et salaires	10,911	361,687	10,330	768,810	1,151,738
	10,857	**347,911**	**10,000**	**752,608**	**1,121,376**
	10,390	*320,843*	*9,203*	*716,019*	*1,056,455*
(1) Autres frais touchant le personnel	2,318	58,495	1,507	133,762	196,082
	2,318	**58,070**	**1,507**	**124,765**	**186,660**
	1,626	*50,774*	*1,359*	*117,489*	*171,248*
(2) Transports et communications	1,524	22,482	1,152	77,731	102,889
	1,681	**22,547**	**1,116**	**73,269**	**98,613**
	1,293	*17,911*	*1,110*	*65,325*	*85,639*
(3) Information	748	597	69	702	2,116
	575	**654**	**223**	**703**	**2,155**
	598	*354*	*114*	*414*	*1,480*
(4) Services professionnels et spéciaux	7,243	76,685	883	48,630	133,441
	5,009	**83,952**	**468**	**43,877**	**133,306**
	4,090	*66,013*	*625*	*42,812*	*113,540*
(5) Location	328	4,034	84	23,362	27,808
	359	**3,071**	**37**	**20,719**	**24,186**
	323	*2,705*	*76*	*19,281*	*22,385*
(6) Achat de services de réparation et d'entretien	111	9,107	90	31,267	40,575
	174	**10,778**	**121**	**28,027**	**39,100**
	124	*8,604*	*113*	*24,074*	*32,915*
(7) Services publics, fournitures et approvisionnements	748	82,149	257	61,076	144,230
	919	**72,979**	**217**	**55,282**	**129,397**
	692	*62,769*	*153*	*51,968*	*115,582*
(8) Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages		125,299		43,480	168,779
		101,533		**36,262**	**137,795**
		92,655		*33,507*	*126,162*
(9) Construction et acquisition de machines et de matériel	868	12,534	107	57,725	71,234
	1,055	**23,878**	**281**	**54,639**	**79,853**
	336	*15,681*	*1,050*	*40,309*	*57,376*
(10) Subventions, contributions et autres paiements de transfert	92,386	1,544		13,729	107,659
	17,322	**1,306**		**13,226**	**31,854**
	8,676	*1,029*		*12,801*	*22,506*
(12) Toutes autres dépenses	22	12,572		21,869	34,463
	2	**13,210**	**3**	**20,506**	**33,721**
	1	*12,581*	*2*	*18,846*	*31,430*
(1-12) Total	117,207	767,185	14,479	1,282,143	2,181,014
	40,271	**739,889**	**13,973**	**1,223,883**	**2,018,016**
	28,149	*651,919*	*13,805*	*1,142,845*	*1,836,718*
(13) *Moins:* recettes à valoir sur le crédit				391,810	391,810
				388,006	**388,006**
				341,107	*341,107*
Total des dépenses nettes	117,207	767,185	14,479	890,333	1,789,204
	40,271	**739,889**	**13,973**	**835,877**	**1,630,010**
	28,149	*651,919*	*13,805*	*801,738*	*1,495,611*

Les montants en caractères romains représentent les crédits de 1984-85.
Les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de 1984-85.
Les montants en *italique* représentent les dépenses de 1983-84.

Recettes

	1984-85	1983-84
	$	$
MINISTÈRE		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	197,224	71,099

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	85,027	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	112,197	
		197,224

	1984-85	1983-84
	$	$
SERVICE CORRECTIONNEL		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	2,651,367	718,242
Rémunérations de services	935,732	1,713,126
Privilèges, licences et permis	189,248	310,332
Produits des ventes	20,524,132	14,364,457
Autres recettes non fiscales	531,024	180,099
Total	24,831,503	17,286,256

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	596,839	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	2,054,528	
		2,651,367
Rémunérations de services:		
Rémunérations de services	234	
Divers	8,752	
Service de blanchisserie	47,274	
Contrat pour l'entretien des détenus—(Accords fédéraux-provinciaux)	851,783	
Contrat pour services psychiatriques	94	
Repas non tarifiés—Recettes (partie du bénéfice)	27,595	
		935,732
Privilèges, licences et permis:		
Locations	33,038	
Chambre et pension pour détenus	156,210	
		189,248
Produits des ventes:		
Vente de produits agricoles	1,940,719	
Cantine pour détenus—Litige des détenus	5,860,972	
Bénéfice net transféré à la Caisse de bienfaisance des détenus	(167,160)	
Produits manufacturés	12,889,601	
		20,524,132
Autres recettes non fiscales:		
Pertes et bénéfices de change	355	
Amendes et confiscations—Y compris la contrebande	25,105	
Divers	481,823	
Commissions sur la perception de la taxe de vente provinciale	1,994	
Vêtements fournis aux détenus—Y compris les prêts remboursés	2,962	
Réclamations de la Couronne	18,785	
		531,024

	1984-85	1983-84
	$	$
COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	19,253	2,282
Autres recettes non fiscales	23	5
Total	19,276	2,287

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	4,521	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	14,732	
		19,253

	1984-85	1983-84
	$	$
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	10,375	24,192
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,091,692	1,693,396
Rémunérations de services	1,007	1,245
Privilèges, licences et permis	3,130,864	2,957,652
Produits des ventes	3,301,230	2,708,714
Autres recettes non fiscales	397,483	221,529
Total	7,932,651	7,606,728

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements:		
Autres comptes—		
Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger—		
Intérêt	9,828	
Virement des bénéfices	547	
		10,375

Recettes—*Fin*

	1984-85	
	$	$
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Remboursement par province pour diverses enquêtes	126,755	
Remboursement pour services rendus à d'autres ministères gouvernementaux	182,464	
Remboursement pour réparations aux véhicules automobiles	279,037	
Divers	487,218	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	16,218	1,091,692
Rémunérations de services:		
Accès à l'information		1,007
Privilèges, licences et permis:		
Location de bâtiments et terrains publics		3,130,864
Produits des ventes:		
Vente de matériel aux manufacturiers	406,911	
Vente de vêtements et d'équipements légers aux membres	432,839	
Vente de vêtements et d'équipements légers aux provinces pour des membres auxiliaires	100,570	
Déductions sur la liste de paye—Mess de la Gendarmerie Royale du Canada—Repas	134,714	
Récépissés de caisse imposables—Mess de la Gendarmerie Royale du Canada—Repas	871,352	
Récépissés de caisse non imposables—Mess de la Gendarmerie Royale du Canada—Repas	987,058	
Versements de pension quotidienne aux mess	237,993	
Vente de munitions aux membres	5,592	
Ventes diverses	124,201	3,301,230
Autres recettes non fiscales:		
Paiement au fonds de pension des officiers de la Gendarmerie Royale du Canada	32,609	
Paiement pour représentations du Carrousel	74,500	
Fixation de dommages imposés à des membres—Véhicules automobiles	2,749	
Paiement pour services de formation au Dépôt	262,119	
Indemnisation provenant de l'impôt provincial sur les ventes	1,810	
Divers	23,696	397,483

SECTION 27

COMPTES PUBLICS
1984-85

Transports

Ministère
Air Canada
Bureau canadien de la sécurité aérienne
Commission canadienne des transports
Administration du pipe-line du Nord
Bureau de l'administrateur de l'Office du transport du grain

SOMMAIRE

	Page
Objectifs	27.3
Emploi des crédits	27.4
Coût total des programmes—Budgétaire	27.12
Programmes par activité—Budgétaire	27.13
Subventions et contributions	27.15
Dépenses budgétaires par programme et article courant	27.18
Recettes	27.20
Appendices	27.22

TRANSPORTS

Ministère

Objectifs

PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

PROGRAMME

—Veiller à l'établissement et à l'exploitation d'un système national de transport sécuritaire et efficace qui contribue à la réalisation des objectifs gouvernementaux, et en exploiter certains éléments.

FONDS RENOUVELABLE DES MAGASINS

—Fournir au ministère, suite à ses demandes, des articles de consommation contrôlables et les pièces de rechange initiales, afin de répondre à ses besoins.

PROGRAMME DU TRANSPORT MARITIME

—Veiller à l'établissement et à l'exploitation d'un système national de transport maritime sécuritaire et efficace qui contribue à la réalisation des objectifs gouvernementaux, et en exploiter certains éléments.

PROGRAMME DES TRANSPORTS AÉRIENS[1]

—Veiller à l'établissement et à l'exploitation d'un système national de transport aérien civil sécuritaire et efficace qui contribue à la réalisation des objectifs gouvernementaux, et en exploiter certains éléments.

PROGRAMME DES TRANSPORTS DE SURFACE

—Veiller à l'établissement et à l'exploitation d'un système national de transport de surface sécuritaire et efficace qui contribue à la réalisation des objectifs gouvernementaux, et en exploiter certains éléments.

Air Canada

Objectif

—Exploiter le commerce de transport aérien, au Canada et à l'étranger.

Bureau canadien de la sécurité aérienne

Objectif

—Promouvoir la sécurité aérienne.

Commission canadienne des transports

Objectif

—Compte tenu de la politique nationale visant à établir un réseau de transport économique, efficient et adéquat, réglementer l'évolution et le fonctionnement des aspects du secteur du transport qui relèvent du gouvernement fédéral en vue de protéger les intérêts des usagers des moyens de transports, maintenir la prospérité et la croissance économique au Canada ainsi que coordonner et harmoniser les activités des transporteurs, c'est-à-dire:

- réglementer la sécurité des services de transport ferroviaire au Canada, afin que ceux-ci soient exploités de manière à minimiser les risques de blessures aux employés et au public, ainsi que les dommages à la propriété;
- donner des renseignements et des conseils sur les aspects économique et social de tous les modes de transports intérieurs, en direction ou en provenance du Canada, et les communiquer au gouvernement fédéral;
- administrer, économiquement et efficacement, certains programmes fédéraux de subventions pour les services de transport.

Administration du pipe-line du Nord[2]

Objectif

—Faciliter la planification et la construction expéditives et efficaces du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel au mieux des intérêts du Canada, tel que décrit dans la Loi sur le pipe-line du Nord.

Bureau de l'administrateur de l'Office du transport du grain

Objectif

—Assurer, en ce qui a trait à des aspects précis du système de manutention et de transport des céréales, le transport rapide, efficace et organisé à destination des céréales produites dans l'Ouest canadien à l'intérieur du pays et aux divers points d'exportation.

---

[1] Comprend les activités du Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes.

[2] Transférée de l'ancien département d'État pour le Développement économique et régional (CP 1984-2440, daté le 30 juin 1984).

Emploi des crédits

Crédit	Programme		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		
	Budgétaire		
1	Dépenses de fonctionnement, subvention inscrite au Budget et autorisation de dépenser les recettes de l'année		$ 101,817,000
	1b Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $3,595,999 du crédit 15 (Transports) et $900,000 du crédit 65 (Transports) de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits		1
	1c Pour autoriser le virement au présent crédit de $7,778,999 du crédit 65 (Transports) de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits		1
	Virement du: crédit 15		3,595,999
	crédit 65		8,678,999
	CT, crédit 10(1)		2,805
	CT, crédit 30(1)		505,000
5	Dépenses en capital		$ 18,583,000
	5b Pour autoriser le virement au présent crédit de $4,480,999 du crédit 15 (Transports) de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits		1
	Virement du crédit 15		4,480,999
Stat	Ministre des Transports—Traitement et allocation pour automobile		
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		
	PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE—FONDS RENOUVELABLE DES MAGASINS		
Stat	Budgets des dépenses 1984-85		
	Total du programme—Budgétaire		
	PROGRAMME DU TRANSPORT MARITIME		
	Budgétaire		
10	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions, paiement des dépenses réservées faites à l'égard de marins canadiens en détresse aux termes de l'article 306 de la Loi sur la marine marchande du Canada, autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport, d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements, et autorisation de dépenser les recettes de l'année		$ 432,570,000
	10b Pour autoriser le virement au présent crédit de $276,599 du crédit 15 (Transports) et $1,261,000 du crédit 65 (Transports) de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits		1
	Virement du: crédit 15		276,599
	crédit 65		1,261,000
	CT, crédit 10(1)		42,075
15	Dépenses en capital, y compris les paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions à l'égard des travaux de construction exécutés par ces organismes		$ 435,257,000
	Moins virement sur le: crédit 1	$ 3,595,999	
	crédit 5	4,480,999	
	crédit 10	276,599	
	crédit 16b	6,513,998	
	crédit 17b	514,999	
	crédit 35	5,309,999	
	crédit 37c	431,999	
	crédit 45	918,999	
	crédit 46c	1,399,999	
	crédit 75	9,762,499	
	crédit 85	2,264,999	
	crédit 90	26,955,208	
	crédit 110	7,199,999	
			69,626,295
16b	Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée pour des dépenses relatives à des améliorations au navire «N.M. Arctic»—Pour autoriser le virement au présent crédit de $513,999 du crédit 15 (Transports) de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits		$ 1
	16c Pour autoriser le virement au présent crédit de $5,999,999 du crédit 15 (Transports) de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits		1
	Virement du crédit 15		6,513,998
17b	Paiement à la Commission du port de Windsor pour aider à payer les coûts de réparation de la West End Marina, Windsor (Ontario)—Pour autoriser le virement au présent crédit de $514,999 du crédit 15 (Transports) de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits		$ 1
	Virement du crédit 15		514,999
20	Paiement à l'Administration de pilotage de l'Atlantique, à la demande du Ministre, à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de l'Administration pour l'année civile 1984		
25	Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée à affecter par celle-ci au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la Compagnie pour l'année civile 1984		
30	Paiement à la société Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier et Champlain à Montréal		

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
114,599,805		114,599,805		114,599,805	106,855,709	7,744,096		94,667,794
23,064,000		23,064,000		23,064,000	14,525,029	8,538,971		13,496,669
40,500	1,182	41,682		41,682	41,682			40,975
7,898,000	1,204,000	9,102,000		9,102,000	9,102,000			8,317,000
145,602,305	*1,205,182*	*146,807,487*		*146,807,487*	*130,524,420*	*16,283,067*		*116,522,438*
2,700,000	*(2,700,000)*		*10,789,350*	*10,789,350*	*960,254*		*9,829,096*	*231,144*
148,302,305	***(1,494,818)***	***146,807,487***	***10,789,350***	***157,596,837***	***131,484,674***	***16,283,067***	***9,829,096***	***116,753,582***
434,149,675		434,149,675		434,149,675	409,296,897	24,852,778		375,090,041
365,630,705		365,630,705		365,630,705	313,249,330	52,381,375		155,081,325
6,514,000		6,514,000		6,514,000	6,513,995	5		2,731,511
515,000		515,000		515,000	515,000			384,926
386,000		386,000		386,000	90,403	295,597		
3,303,000		3,303,000		3,303,000	2,590,806	712,194		2,486,201
4,387,000		4,387,000		4,387,000	4,387,000			3,396,000

Emploi des crédits—*Suite*

Crédit	Programme		
35	Paiement à la Société canadienne des ports concernant: a) les améliorations apportées à l'élévateur à grain du port de Halifax (Nouvelle-Écosse); b) le développement de nouvelles installations à Pointe Noire, au port de Sept-Îles (Québec); c) le développement de nouvelles installations à Grande Anse, au port de Chicoutimi (Québec); d) la construction d'une infrastructure pour les installations de manutention du charbon dans le port de Prince Rupert (Colombie-Britannique); et e) des frais supplémentaires pour l'exécution du projet «Québec 1534-1984» aux ports de Halifax et de Québec		$ 32,219,000
	35b Pour étendre la portée du crédit 35 (Transports) de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits pour inclure: a) rénovation du quai au port de Trois-Rivières (Québec); b) acquisition d'un nouveau remorqueur pour le port de Churchill (Manitoba); et pour autoriser le virement au présent crédit de $5,309,999 du crédit 15 (Transports) de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits		1
	Virement du: crédit 15		5,309,999
	CT, crédit 10[1]		26,928
36c	Pour étendre la portée du crédit 10a (Transports) de la Loi nº 4 de 1975, pour autoriser le Ministre, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, à amender l'entente conclue le 15 décembre 1975 avec des compagnies privées de transport maritime en vue de construire et d'exploiter conjointement un navire de charge brise-glace classe arctique 2, en vue d'y incorporer les modifications et la conversion du navire en un navire de type vracquier/pétrolier d'un niveau d'au moins classe arctique 3 ainsi que le financement et l'opération du navire		
37c	Paiement à l'Administration de pilotage des Grands Lacs, Limitée à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de l'Administration pour l'année civile 1984—Pour autoriser le virement au présent crédit de $431,999 du crédit 15 (Transports) de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits		$ 1
	Virement du crédit 15		431,999
40	Paiement à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent pour le coût de la réfection du canal Welland (Ontario)		
45	Paiement à la Commission du port de Hamilton pour aider les coûts de la construction du complexe East Port, Hamilton (Ontario)		$ 2,130,000
	45c Pour autoriser le virement au présent crédit de $918,999 du crédit 15 (Transports) de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits		1
	Virement du crédit 15		918,999
46c	Paiement à l'Administration de pilotage des Laurentides à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de l'Administration pour l'année civile 1984—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,399,999 du crédit 15 (Transports) de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits		$ 1
	Virement du crédit 15		1,399,999
50	Paiements à la Société des transports du Nord Limitée conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté relativement à des services de transport maritime à l'égard de la mission de ravitaillement du district de Keewatin		
55	Paiement à l'Administration de pilotage des Laurentides pour les services de pilotage relatifs à la rencontre des grands voiliers à Québec 1534-1984		
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents		
	Total du programme—Budgétaire		
	Non budgétaire		
L60	Prêts à la Société canadienne des ports, en vertu de l'article 25 de la Loi sur la Société canadienne des ports, afin de couvrir les dépenses en capital applicables à l'année civile 1984. (Brut)		
Stat	La Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, article 29. Le ministre des Finances, à la demande du Ministre et avec l'approbation du gouverneur en conseil, peut, de temps à autre, consentir à l'Administration, sur les deniers au Fonds du revenu consolidé, des prêts temporaires. Le montant global des prêts en cours ne doit, en aucun moment, dépasser $10,000,000. (Net)		
Stat	La Loi sur la Société canadienne des ports, article 26, Partie I et article 28, Partie II, Annexe I. À la demande du Ministre, le ministre des Finances peut consentir, sur le Fonds du revenu consolidé, un prêt à la Société ou à une société de port locale si celle-ci a besoin de fonds de roulement. Le montant global des prêts en cours sous le régime des articles 26 et 28 ne doit, en aucun moment, dépasser $10,000,000. (Net)		
	Total du programme—Non budgétaire		
	PROGRAMME DES TRANSPORTS AÉRIENS		
	Budgétaire		
65	Dépenses de fonctionnement, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés qui n'appartiennent pas au gouvernement fédéral, et autorisation de dépenser les recettes de l'année, y compris une somme égale, de l'avis du ministre du Revenu national, au montant net perçu au cours de l'année au titre de la taxe sur le transport aérien exigible aux termes de la Partie II de la Loi sur la taxe d'accise, diminuée de la partie de cette somme créditée au Fonds renouvelable des aéroports; et autorisation de verser des commissions à l'égard de la perception des recettes, conformément à la Loi sur l'aéronautique		$ 344,878,000
	Virement du CT, crédit 10[1]		97,203
			344,975,203
	Moins virement sur le: crédit 1	$ 8,678,999	
	crédit 10	1,261,000	
	crédit 85	1,010,999	
	crédit 90	3,741,926	
			14,692,924
70	Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par les autorités locales ou des entrepreneurs privés		
75	Subventions inscrites au Budget et contributions		$ 48,063,000
	75b Pour autoriser le virement au présent crédit de $9,762,499 du crédit 15 (Transports) de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits		1
	Virement du crédit 15		9,762,499

Crédits								
Exercice en cours								
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Soldes: Annulés (suremployés)	Soldes: Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
37,555,928		37,555,928		37,555,928	35,167,070	2,388,858		19,147,593
1		1		1		1		
432,000		432,000		432,000	263,064	168,936		249,792
3,000,000		3,000,000		3,000,000	3,000,000			3,000,000
3,049,000		3,049,000		3,049,000	3,048,733	267		1,831,267
1,400,000		1,400,000		1,400,000	1,370,672	29,328		966,084
1,200,000		1,200,000		1,200,000		1,200,000		643,435[2]
106,000		106,000		106,000	106,000			
27,862,000	4,246,000	32,108,000		32,108,000	32,108,000			29,665,000
	7,251	7,251		7,251	7,251			34,450
889,490,309	***4,253,251***	***893,743,560***		***893,743,560***	***811,714,221***	***82,029,339***		***594,707,625***
4,190,000		4,190,000		4,190,000	2,569,795	1,620,205		4,881,253
			10,000,000	10,000,000			10,000,000	
			10,000,000	10,000,000			10,000,000	
4,190,000		***4,190,000***	***20,000,000***	***24,190,000***	***2,569,795***	***1,620,205***	***20,000,000***	***4,881,253***
330,282,279		330,282,279		330,282,279	304,377,966	25,904,313		281,873,171
372,652,000		372,652,000		372,652,000	331,135,945	41,516,055		167,405,673
57,825,500		57,825,500		57,825,500	43,813,360	14,012,140		35,013,819

Emploi des crédits—*Suite*

Crédit	Programme	
80	Nonobstant les paragraphes 31(2) et (3) de la Loi sur la régularisation des comptes et conformément à l'article 33 de ladite Loi, autoriser l'utilisation des crédits aux fins des dépenses en capital pour l'exercice financier en cours et prévoir à cette fin un montant de	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	
	PROGRAMME DES TRANSPORTS AÉRIENS—FONDS RENOUVELABLE DES AÉROPORTS AUTONOMES ET SERVICES AU SOL CONNEXES	
76c	Conformément à l'article 33 de la Loi sur la régularisation des comptes, les paragraphes 31(1) et (2) sont abrogés et remplacés par ce qui suit: «31. (1) Le ministre des Transports peut engager des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital à partir du Fonds du revenu consolidé aux fins de l'exploitation, de l'entretien et de l'amélioration des aéroports tel qu'approuvé par le Conseil du Trésor. (2) Le Ministre peut engager, à des fins mentionnées à l'alinéa (1), a) toutes les recettes provenant de l'exploitation des aéroports, y compris les frais imputés conformément à la Loi sur l'aéronautique par suite de l'utilisation ou de la disponibilité des installations ou des services offerts au nom du Ministre dans tel aéroport ou concernant un avion en vol, et b) toutes les sommes allouées de temps à autre par le Parlement».	
Stat	Budgets des dépenses 1984-85	
	Total du programme—Budgétaire	
	PROGRAMME DES TRANSPORTS DE SURFACE	
	Budgétaire	
85	Dépenses de fonctionnement	$ 27,386,000
	85b Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,264,999 du crédit 15 (Transports) de la Loi n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits	1
	85c Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,010,999 du crédit 65 (Transports) de la Loi n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits	1
	Virement du: crédit 15	2,264,999
	crédit 65	1,010,999
	CT, crédit 10[1]	58,531
90	Subventions inscrites au Budget et contributions, y compris: a) les paiements destinés à couvrir les engagements pris ou approuvés avant le 1er septembre 1977, conformément aux Parties I et II de la Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer et l'autorisation d'effectuer des paiements, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, en vertu d'un programme d'aide aux transports urbains et conformément aux Parties I et II de la Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer; b) les paiements effectués en vertu des fins décrites aux alinéas 20(1)a), b) et au paragraphe 20(6) de la Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer, à l'égard des travaux de construction, de reconstruction et d'amélioration de croisements étagés si la Commission canadienne des transports en fait la recommandation le 1er septembre 1977 ou après cette date; et c) les paiements effectués à titre de supplément aux allocations de pension prévues par la Loi sur la Caisse de prévoyance des employés des chemins de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard, de façon à porter le versement minimum, au cours de l'année civile 1984, à $50 par mois au lieu de $20 comme le prévoit ladite loi	$ 310,877,000
	90b Pour autoriser le virement au présent crédit de $26,955,208 du crédit 15 (Transports) de la Loi n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits et pour prévoir un montant supplémentaire de	37,681,229
	90c Pour autoriser le virement au présent crédit de $3,741,926 du crédit 65 (Transports) et $79,300,000 du crédit 100 (Transports) de la Loi n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits	1
	Virement du: crédit 15	26,955,208
	crédit 65	3,741,926
	crédit 100	79,300,000
95	Paiements à CN Marine Inc. et à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté: a) relativement aux services subventionnés de transport maritime suivants: traversiers et terminus de Terre-Neuve; services côtiers et terminus de Terre-Neuve; traversiers et terminus de l'Île-du-Prince-Édouard; traversiers entre Yarmouth (N-É) et les états de la Nouvelle-Angleterre (États-Unis) et terminus; traversiers entre Digby et Saint John et terminus, et b) afin de payer les frais de jonction de transports ferroviaires et maritimes et de jonction de transports sur voie étroite et sur voie normale, ainsi que les frais de traversiers et de terminus	
100	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux coûts de la direction de cette Société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus au sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits, et paiements à une compagnie de chemin de fer à l'égard de la partie déterminée des frais engagés par la Compagnie pour assurer des prestations de soutien du revenu, des indemnités de licenciement, des frais de réinstallation, des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces coûts sont engagés par suite de la mise en application des dispositions du marché ou de l'interruption d'un service ferroviaire voyageurs, conformément au sous-alinéa c)(ii) du crédit 52d (Transports) de la Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits	$ 679,400,000
	Moins: virement sur le crédit 90	79,300,000
105	En se conformant à la réglementation prescrite par le gouverneur en conseil, rembourser la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada et le CN Marine Inc. d'une proportion déterminée des frais engagés par eux relativement aux avantages accordés à leurs employés qui sont affectés de façon défavorable par des changements permanents découlant de la réorganisation des services offerts à Terre-Neuve par la Division Terra Transport de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, changements qui seront effectués conformément aux dispositions approuvées par le gouvernement pour assurer les services de transport à Terre-Neuve	

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
121,732,000		121,732,000		121,732,000	36,878,645	84,853,355		14,074,439
50,896,000	7,756,000	58,652,000		58,652,000	58,652,000			53,988,000
	50,148	50,148		50,148	50,148			14,486
933,387,779	*7,806,148*	*941,193,927*		*941,193,927*	*774,908,064*	*166,285,863*		*552,369,588*
1		1		1		1		
16,253,000	(16,253,000)		50,937,099	50,937,099	18,860,244		32,076,855	31,258,520
16,253,001	*(16,253,000)*	*1*	*50,937,099*	*50,937,100*	*18,860,244*	*1*	*32,076,855*	*31,258,520*
949,640,780	***(8,446,852)***	***941,193,928***	***50,937,099***	***992,131,027***	***793,768,308***	***166,285,864***	***32,076,855***	***583,628,108***
30,720,531		30,720,531		30,720,531	27,150,601	3,569,930		25,273,608
458,555,364		458,555,364		458,555,364	395,016,418	63,538,946		543,057,828
164,707,000		164,707,000		164,707,000	164,707,000			156,611,996
600,100,000		600,100,000		600,100,000	537,516,231	62,583,769		611,112,965
2,000,000		2,000,000		2,000,000	1,445,816	554,184		958,287

Emploi des crédits—*Fin*

Crédit	Programme	
110	Paiements conformément aux conditions approuvées par le Conseil du Trésor, pour mener un programme d'essai et d'évaluation du fonctionnement des services ferroviaires à Terre-Neuve, en accord avec les objectifs du gouvernement du Canada et selon les principes de la Loi nationale sur les transports, et rembourser la Compagnie, à même les fonds du programme, pour les frais de salaires et les coûts relatifs aux salaires qui sont engagés par la Compagnie à la demande du Ministre pendant la période d'essai et d'évaluation ....$	2,000,000
	110c Pour autoriser le virement au présent crédit de $7,199,999 du crédit 15 (Transports) de la Loi n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits	1
	Virement du crédit 15	7,199,999
Stat	Paiements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Paiements conformément au paragraphe 73(2) de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest, à l'égard des mouvements du grain effectués pendant la période commençant le 1er août 1983 et se terminant le 31 décembre 1983, à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada et à la Compagnie Canadien Pacifique Limitée	
	Total du programme—Budgétaire	
	Non budgétaire	
L115	Pour autoriser le Ministre à acheter en fiducie au nom de Sa Majesté et selon les conditions négociées avec la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN) et approuvées par le gouverneur en conseil, relativement aux services de traversier et de cabotage sur la côte Est, des actions sans valeur au pair du capital-actions du CN lesquelles seront émises par le CN. (Tel que déjà prévu dans la Loi n° 2 de 1983-84 portant affectation de crédits). (Brut) ..	
	Sous-total—Budgétaire	
	Non budgétaire	
	AIR CANADA	
	Non budgétaire	
Stat	La Loi d'Air Canada de 1977.	
	Article 10. Le gouverneur en conseil peut, par décret, autoriser le ministre des Finances à acheter, au nom du Ministre, des actions de la Société et à les payer sur le Fonds du revenu consolidé. La Société a un capital autorisé de $750,000,000. (Brut)	
	Article 16. Le ministre des Finances peut, sur demande de la Société approuvée par le Ministre, consentir à la Société des prêts sur le Fonds du revenu consolidé, et le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances à garantir, au nom de Sa Majesté du chef du Canada, les dettes de la Société. Le montant total du principal non encore remboursé de ces prêts et garanties ne doit pas dépasser $750,000,000. (Net)	
	Total du programme—Non budgétaire	
	BUREAU CANADIEN DE LA SÉCURITÉ AÉRIENNE	
	Budgétaire	
126b	Dépenses du programme	
	COMMISSION CANADIENNE DES TRANSPORTS	
	Budgétaire	
120	Dépenses de fonctionnement ....$	37,645,000
	120b	1,549,000
	Virement du: CT, crédit 10(1)	81,532
	CT, crédit 30(1)	50,000
125	Contributions, y compris les contributions versées aux fins énoncées au paragraphe 20(1) de la Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer à l'exception des fins associées à la construction, la reconstruction et l'amélioration d'un croisement étagé lorsque le versement n'a pas été demandé avant le 1er septembre 1977	
Stat	Paiements à des compagnies de chemin de fer et de transport en vertu de la Loi sur les chemins de fer	
Stat	Paiements à des compagnies de chemin de fer, maritimes et de camionnage en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Paiements à des compagnies de chemin de fer en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest	
	Total du programme—Budgétaire	
	ADMINISTRATION DU PIPE-LINE DU NORD	
	Budgétaire	
5	Dépenses du programme	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Emploi des crédits non requis pour l'exercice en cours	
	Total du programme—Budgétaire	
	BUREAU DE L'ADMINISTRATEUR DE L'OFFICE DU TRANSPORT DU GRAIN	
	Budgétaire	
130b	Dépenses du programme	
	Total—Budgétaire	
	Non budgétaire	

(1) Conseil du Trésor, crédit 10, initiatives visant à créer des emplois.
Conseil du Trésor, crédit 30 (Contrôleur général), mise en œuvre des plans destinés à améliorer les pratiques et les procédures de contrôle en matière de gestion.
(2) Ces paiements apparaissaient auparavant sous le Programme des transports de surface.
*L'autorisation pour l'emploi de ce montant s'est terminée le 15 avril 1984.

TRANSPORTS

Crédits — Exercice en cours — Autorisations dans les Budgets des dépenses	Crédits — Exercice en cours — Changements autorisés	Crédits — Exercice en cours — Total	Crédits — Reportés	Crédits — Total global	Employés au cours de l'exercice	Soldes — Annulés (suremployés)	Soldes — Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
9,200,000		9,200,000		9,200,000	8,263,040	936,960		12,810,426
2,390,000	196,467	2,586,467		2,586,467	2,586,467			1,659,218
1,498,000	229,000	1,727,000		1,727,000	1,727,000			1,563,000
29,335,702	(29,335,702)		35,006,890	35,006,890*	29,335,702	5,671,188		141,993,110
1,298,506,597	***(28,910,235)***	***1,269,596,362***	***35,006,890***	***1,304,603,252***	***1,167,748,275***	***136,854,977***		***1,495,040,438***
13,226,000		***13,226,000***		***13,226,000***	***6,100,000***	***7,126,000***		***69,032,000***
3,285,939,991	(34,598,654)	3,251,341,337	96,733,339	3,348,074,676	2,904,715,478	401,453,247	41,905,951	2,790,129,753
17,416,000		17,416,000	20,000,000	37,416,000	8,669,795	8,746,205	20,000,000	73,913,253
			420,991,000	420,991,000			420,991,000	
			504,161,828	504,161,828	(18,158,907)		522,320,735	(16,908,864)
			925,152,828	***925,152,828***	***(18,158,907)***		***943,311,735***	***(16,908,864)***
5,738,400		***5,738,400***		***5,738,400***	***5,374,552***	***363,848***		
39,325,532		39,325,532		39,325,532	39,229,985	95,547		35,530,330
23,700,000		23,700,000		23,700,000	21,814,617	1,885,383		22,271,355
74,730,000	4,213	74,734,213		74,734,213	74,734,213			358,899,999
54,866,000	1,562,488	56,428,488		56,428,488	56,428,488			48,312,468
3,831,000	584,000	4,415,000		4,415,000	4,415,000			4,131,000
589,780,000	(4,213)	589,775,787		589,775,787	589,775,787			
786,232,532	***2,146,488***	***788,379,020***		***788,379,020***	***786,398,090***	***1,980,930***		***469,145,152***
3,488,000		3,488,000		3,488,000	3,223,071	264,929		4,983,884
301,000		301,000		301,000	301,000			426,000
								4,500
3,789,000		***3,789,000***		***3,789,000***	***3,524,071***	***264,929***		***5,414,384***
2,220,000		***2,220,000***		***2,220,000***	***1,341,420***	***878,580***		
4,083,919,923	(32,452,166)	4,051,467,757	96,733,339	4,148,201,096	3,701,353,611	404,941,534	41,905,951	3,264,689,289
17,416,000		17,416,000	945,152,828	962,568,828	(9,489,112)	8,746,205	963,311,735	57,004,389

Coût total des programmes—Budgétaire
(en milliers de dollars)

PROGRAMME	Exercice	Dépenses	*Moins:* Rentrées portées en recettes	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	*Plus:* Autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	*Moins:* Services fournis gratuitement à d'autres ministères	Coût total des programmes
MINISTÈRE								
ADMINISTRATION CENTRALE	1984-85	130,525	3,984		6,817	1,693		135,051
	1983-84	116,522	2,900		6,431	1,392		121,445
ADMINISTRATION CENTRALE—FONDS RENOUVELABLE DES MAGASINS	1984-85	960						960
	1983-84	231						231
TRANSPORT MARITIME	1984-85	811,714	28,246	3,000	6,436	8,470		801,374
	1983-84	594,708	28,775	3,000	6,072	6,739		581,744
TRANSPORTS AÉRIENS	1984-85	774,908	2,799	53,840	14,524	11,763	6,748	845,488
	1983-84	552,370	2,173	50,709	13,833	9,892	6,143	618,488
TRANSPORTS AÉRIENS—FONDS RENOUVELABLE DES AÉROPORTS AUTONOMES ET SERVICES AU SOL CONNEXES	1984-85	18,860						18,860
	1983-84	31,259						31,259
TRANSPORTS DE SURFACE	1984-85	1,167,748	109,341		1,233	293		1,059,933
	1983-84	1,495,040	57,501		1,164	241		1,438,944
	1984-85	2,904,715	144,370	56,840	29,010	22,219	6,748	2,861,666
	1983-84	2,790,130	91,349	53,709	27,500	18,264	6,143	2,792,111
BUREAU CANADIEN DE LA SÉCURITÉ AÉRIENNE	1984-85	5,375	5					5,370
	1983-84							
COMMISSION CANADIENNE DES TRANSPORTS	1984-85	786,398	303		3,487	799		790,381
	1983-84	469,145	951		3,482	648		472,324
ADMINISTRATION DU PIPE-LINE DU NORD	1984-85	3,524	2,929					595
	1983-84	5,414	5,710					(296)
BUREAU DE L'ADMINISTRATEUR DE L'OFFICE DU TRANSPORT DU GRAIN	1984-85	1,342						1,342
	1983-84							
Total	1984-85	3,701,354	147,607	56,840	32,497	23,018	6,748	3,659,354
	1983-84	3,264,689	98,010	53,709	30,982	18,912	6,143	3,264,139

Programmes par activité—Budgétaire
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
MINISTÈRE								
PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE								
Direction et coordination	13,688	17,680	50	288		50	13,738	18,018
Planification, recherche et développement	24,911	21,760		92	2,136	1,794	27,047	23,646
Administration et services communs	60,793	53,448	3,813	4,699	20	23	64,626	58,170
Formation en transports	28,022	27,122	19,201	9,446			47,223	36,568
	127,414	120,010	23,064	14,525	2,156	1,867	152,634	136,402
Moins: recettes à valoir sur le crédit	5,827	5,877					5,827	5,877
	121,587	114,133	23,064	14,525	2,156	1,867	146,807	130,525
Moins: rentrées portées en recettes		3,984						3,984
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	6,817	6,817					6,817	6,817
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	1,693	1,693					1,693	1,693
	130,097	*118,659*	*23,064*	*14,525*	*2,156*	*1,867*	*155,317*	*135,051*
PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE—FONDS RENOUVELABLE DES MAGASINS								
Opérations	27,090	18,159					27,090	18,159
Moins: recettes à valoir sur le Fonds	16,300	17,199					16,300	17,199
	10,790	*960*					*10,790*	*960*
Coût total du programme	140,887	119.619	23,064	14,525	2,156	1,867	166,107	136,011
PROGRAMME DU TRANSPORT MARITIME								
MINISTÈRE								
Direction et administration	33,859	24,540	13,596	10,722	400	250	47,855	35,512
Aides à la navigation	165,928	163,591	261,787	227,532	56	56	427,771	391,179
Systèmes et services de gestion du trafic maritime	57,161	56,069	12,412	11,327			69,573	67,396
Déglaçage, Arctique et autres services maritimes	114,532	117,213	29,022	16,752			143,554	133,965
Recherche et sauvetage en mer	44,408	41,474	14,366	9,378	820	784	59,594	51,636
Règlements	32,176	30,689	6,178	6,628	29	14	38,383	37,331
Quais publics et havres	40,228	28,783	37,560	30,910			77,788	59,693
	488,292	462,359	374,921	313,249	1,305	1,104	864,518	776,712
Moins: péremption prévue			9,290				9,290	
recettes à valoir sur le crédit	8,751	9,382					8,751	9,382
	479,541	452,977	365,631	313,249	1,305	1,104	846,477	767,330
*SOCIÉTÉS DE LA COURONNE								
Ports principaux	37,556	35,167					37,556	35,167
Ponts	4,387	4,387					4,387	4,387
Services de pilotage	2,324	1,830					2,324	1,830
Canaux	3,000	3,000					3,000	3,000
	526,808	497,361	365,631	313,249	1,305	1,104	893,744	811,714
Moins: rentrées portées en recettes	23,715	28,246					23,715	28,246
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère	3,000	3,000					3,000	3,000
locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	6,436	6,436					6,436	6,436
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	8,470	8,470					8,470	8,470
Coût total du programme	520,999	487,021	365,631	313,249	1,305	1,104	887,935	801,374
PROGRAMME DES TRANSPORTS AÉRIENS								
Direction et administration	49,230	55,992	10,881	2,002	427	427	60,538	58,421
Aéroports et services au sol connexes	142,297	138,993	261,440	177,796	56,181	42,715	459,918	359,504
Services de la navigation aérienne	340,672	325,786	153,197	186,655	1,118	578	494,987	513,019
Services de réglementation	109,611	91,741	68,866	1,562	100	93	178,577	93,396
	641,810	612,512	494,384	368,015	57,826	43,813	1,194,020	1,024,340
Moins: recettes à valoir sur le crédit	252,826	249,432					252,826	249,432
	388,984	363,080	494,384	368,015	57,826	43,813	941,194	774,908
Moins: rentrées portées en recettes		2,799						2,799
services fournis gratuitement à d'autres ministères	6,748	6,748					6,748	6,748
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère	53,840	53,840					53,840	53,840
locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	14,524	14,524					14,524	14,524
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	11,763	11,763					11,763	11,763
	462,363	*433,660*	*494,384*	*368,015*	*57,826*	*43,813*	*1,014,573*	*845,488*

Programmes par activité—Budgétaire—*Fin*
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
PROGRAMME DES TRANSPORTS AÉRIENS—FONDS RENOUVELABLE DES AÉROPORTS AUTONOMES ET SERVICES AU SOL CONNEXES								
Aéroports internationaux	237,050	221,302	39,533	36,906			276,583	258,208
Aéroports nationaux	147,062	137,292	59,200	55,268			206,262	192,560
	384,112	358,594	98,733	92,174			482,845	450,768
Moins: recettes à valoir sur le Fonds	431,908	431,908					431,908	431,908
	(47,796)	*(73,314)*	*98,733*	*92,174*			*50,937*	*18,860*
Coût total du programme	414,567	360,346	593,117	460,189	57,826	43,813	1,065,510	864,348
PROGRAMME DES TRANSPORTS DE SURFACE								
Direction et administration	4,186	4,501	33	92	7,551	7,539	11,770	12,132
Transports urbains	249	395			21,643	18,988	21,892	19,383
Sécurité routière et réglementation automobile	12,165	12,513	1,608	1,983	197	186	13,970	14,682
Transport routier	2,622	2,265			82,650	72,496	85,272	74,761
Transport par eau	166,955	166,376	461	192	33,172	33,077	200,588	199,645
Transport ferroviaire du fret	17,584	13,506			348,735	293,379	366,319	306,885
Transport ferroviaire des voyageurs	602,197	538,872	395	114	2,200	1,274	604,792	540,260
	805,958	738,428	2,497	2,381	496,148	426,939	1,304,603	1,167,748
Moins: rentrées portées en recettes		109,341						109,341
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	1,233	1,233					1,233	1,233
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	293	293					293	293
Coût total du programme	807,484	630,613	2,497	2,381	496,148	426,939	1,306,129	1,059,933
BUREAU CANADIEN DE LA SÉCURITÉ AÉRIENNE								
Bureau canadien de la sécurité aérienne	4,807	4,445	931	930			5,738	5,375
Moins: rentrées portées en recettes		5						5
Coût total du programme	4,807	4,440	931	930			5,738	5,370
COMMISSION CANADIENNE DES TRANSPORTS								
Transport aérien	7,367	7,440	22	97	1,500	1,500	8,889	9,037
Transport par chemin de fer	17,354	18,086	38	188	698,016	696,133	715,408	714,407
Transport par eau	1,613	1,525	4	30	438	438	2,055	1,993
Transport par véhicule à moteur	1,656	377	2	3	44,665	44,665	46,323	45,045
Recherche	4,273	3,915	3	74	19	17	4,295	4,006
Gestion et administration	11,360	11,617	49	293			11,409	11,910
	43,623	42,960	118	685	744,638	742,753	788,379	786,398
Moins: rentrées portées en recettes		303						303
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	3,487	3,487					3,487	3,487
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	799	799					799	799
Coût total du programme	47,909	46,943	118	685	744,638	742,753	792,665	790,381
ADMINISTRATION DU PIPE-LINE DU NORD								
Règlement concernant la construction du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel	3,789	3,524					3,789	3,524
Moins: rentrées portées en recettes		2,929						2,929
Coût total du programme	3,789	595					3,789	595
BUREAU DE L'ADMINISTRATEUR DE L'OFFICE DU TRANSPORT DU GRAIN	2,005	1,131	215	211			2,220	1,342

* Paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes et avances.

Subventions et contributions
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
MINISTÈRE			
PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE			
Subventions			
Planification, recherche et développement			
Subventions à des universités, étudiants et autres organismes ou particuliers à des fins de recherche sur les transports	1,304	1,177	692
Administration et services communs			
Comité de la semaine nationale des transports	20	20	20
	1,324	*1,197*	*712*
Contributions			
Planification, recherche et développement			
Contributions à l'appui d'études sur les transports menées dans les universités et d'autres établissements	751	599	414
Contributions à des gouvernements provinciaux et administrations municipales aux fins de recherche et de projets pilotes sur les transports	21	21	
Contributions aux provinces et agences conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil pour les initiatives de promotion du transport prises en vertu d'ententes connexes aux ententes sur le développement économique et régional	10		
Contributions à l'appui des activités de transport des handicapés	50	50	
	832	*670*	*414*
	2,156	*1,867*	*1,126*
PROGRAMME DU TRANSPORT MARITIME			
Subventions			
Règlements			
Services nautiques			
Subventions aux organismes d'aide aux marins:			
Mission(s) to Seamen, Toronto (Ontario); Lakehead Branch; Sarnia et Windsor et Seamen's Mission Society, Saint John (N-B), Welland Canal Mission for Sailors	1	1	1
British Sailors' Society (Canada)	10	10	10
Mariners' House of Montreal, Montréal (Québec)	1	1	1
Inspection de navires à vapeur			
Conseil canadien de la sécurité	2	2	2
	14	*14*	*14*
Contributions			
Direction et administration			
Contribution au Centre for Cold Oceans Resource Engineering (C-Core) à l'Université Memorial, St John's (T-N) pour son programme de recherche et développement	50	50	50
Contribution à la Commission du cent cinquantième anniversaire de Toronto	200	200	
Contribution au Conseil des expéditeurs canadiens	150		
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			67
Aides à la navigation			
Droits d'affiliation à l'Association internationale de signalisation maritime et à l'Association internationale permanente des congrès de navigation	6	6	6
Contribution au Conseil des industries forestières pour le Programme de diminution des débris transportés par la rivière Fraser	50	50	50
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			6
Systèmes et services de gestion du trafic maritime			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			27
Recherche et sauvetage en mer			
Contribution à la Croix-rouge canadienne pour son programme de sécurité nautique	250	250	250
Paiement aux associations régionales du Service auxiliaire de sauvetage maritime pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage et promouvoir la sécurité nautique par des programmes d'éducation et de prévention des accidents	570	534	462
Règlements			
Quote-part du Canada relativement au coût de la surveillance des glaces dans l'Atlantique nord	15		1
Quais publics et havres			
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			37
	1,291	*1,090*	*956*
	1,305	*1,104*	*970*
PROGRAMME DES TRANSPORTS AÉRIENS			
Subventions			
Direction et administration			
Fonds de fiducie Roger Demers	5	5	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			24
Services de réglementation			
Association royale canadienne des aéroclubs	25	25	25
	30	*30*	*49*

Subventions et contributions—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
Contributions			
Direction et administration			
Subventions aux transporteurs aériens fournissant des services aériens au public selon les conditions des ententes contractuelles telles qu'approuvées par le ministre des Transports et autorisées par le gouverneur en conseil ainsi que le prévoit l'article 18 de la Loi sur l'aéronautique, tel que modifié:			
Perimeter Airlines (Inland) Limited, pour le fonctionnement des services de transport aérien dans les Prairies	35	35	78
Quebec Aviation Ltd pour des services à Québec, St-Léonard, Fredericton	362	362	371
La Ligue des cadets de l'air du Canada—Bourses de formation en pilotage	25	25	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			71
Aéroports et services au sol connexes			
Contributions à l'exploitation d'aéroports municipaux ou autres	18,700	17,664	16,461
Contributions pour aider à l'établissement ou à l'amélioration d'aéroports municipaux, locaux, commerciaux locaux ou autres et d'installations connexes:			
Contributions importantes pour le—			
Programme des projets spéciaux de relance à: (Prince Albert, Sioux Lookout, Pembroke, Fort Frances, Summertown, Charlottenburg, Manitouwadge, Marathon)	9,441	8,988	3,204
Terre-Neuve—Construction de pistes et d'installations connexes au Labrador (Davis Inlet, Postville, Rigolet et Port Hope Simpson, Charlottetown, Square Island, Black Tickle, Paradise River, Mary's Harbour)	8,593	6,289	5,426
Québec—Nouveau Québec: aéroports inuit	3,600	2,169	
Autres contributions pour aider à l'établissement ou à l'amélioration d'aéroports municipaux, locaux, commerciaux locaux ou autres et des installations connexes	8,408	4,411	5,110
Contributions pour le Programme des projets spéciaux de création d'emplois: (Springdale, Mascouche, Valleyfield, Iroquois Falls, Cochrane, Carlyle, Rosetown, Leoville)	1,734	1,228	2,731
Contribution à la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton pour la construction d'un réseau d'adduction d'eau	1,500	1,150	
Améliorations aux aéroports de Drummondville, La Tuque, Ste-Anne-des-Monts, et Pabos	2,800	816	
Affectation gelée	1,405		
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			1,011
Services de la navigation aérienne			
Versements aux autres gouvernements ou aux organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aérienne et des voies aériennes	559	19	69
Paiements à Saint-Jean sur Richelieu CEGEP	559	559	365
Services de réglementation			
Contributions aux aéroclubs, aux écoles et aux instructeurs de pilotage	75	68	68
	57,796	*43,783*	*34,965*
	57,826	*43,813*	*35,014*
PROGRAMME DES TRANSPORTS DE SURFACE			
Subventions			
Transports urbains			
Subvention au Comité de l'opération gar-O-train en vue d'appuyer un programme de sécurité des passages à niveau	100	100	75
Transport par eau			
Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	14,380	14,360	13,683
Subvention à la province de Terre-Neuve à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage	2,267	2,267	2,140
Subvention à la province de Québec à l'égard de la prestation de services de traversier côtier pour marchandises et voyageurs	2,873	2,870	2,734
Transport ferroviaire des voyageurs			
Subvention au gouvernement du Québec pour l'amélioration des trains de banlieue de la région de Montréal	2,200	1,274	
	21,820	*20,871*	*18,632*
Contributions			
Direction et administration			
Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve mutés aux chemins de fer nationaux du Canada	1,700	1,688	1,614
Caisse de prévoyance des employés des chemins de fer:			
Caisse de prévoyance des employés des chemins de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard—			
Paiement aux chemins de fer nationaux du Canada à l'égard du déficit de ladite caisse pour 1984 et remboursement à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada des montants versés à titre de supplément aux pensions prévues par la Loi sur la Caisse de prévoyance des employés du chemin de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard afin de porter, pour l'année civile 1984, le versement minimum à $50 par mois au lieu de $20 comme le prévoit ladite loi	3,265	3,264	3,404
Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal (crédit 107, Loi des subsides nº 5 de 1963)	2,586	2,586	1,659
Transports urbains			
Paiements à l'appui du Programme d'aide aux transports urbains, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil	6,536	6,496	48,596
Paiements à l'appui de «Regina Rail Relocation Project» selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil	160	70	957
Paiements à l'appui de croisements étagés dans huit localités de l'Ontario et sur l'Avenue Church à Saint John, Nouveau-Brunswick, approuvés conformément aux Parties II et III de la Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer (Programme des projets spéciaux de relance)	11,065	9,561	6,850
Contributions aux provinces et aux municipalités pour la construction de croisements étagés	3,020	2,000	800
Contribution pour le transport des handicapés	200	200	
Projet pilote pour les services spéciaux de transport à Winnipeg	262	262	
Contribution pour un projet d'étude du transport urbain à Victoriaville	300	300	

Subventions et contributions—*Fin*
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
Canada—Entente auxiliaire pour l'amélioration du transport à l'Île-du-Prince-Édouard	1,500	1,133	
Canada—Entente auxiliaire au Manitoba—Churchill	300	48	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			2,283
Sécurité routière et réglementation automobile			
Association des routes et transports du Canada	147	147	140
Contributions à des organismes de recherches choisis, pour les aider à entreprendre des travaux de recherches et des études dans le cadre du programme d'élaboration de mesures préventives contre les accidents routiers	50	40	48
Transport routier			
Contributions en vertu des dispositions et conditions prescrites par le gouverneur en conseil pour un accord auxiliaire avec la province du Nouveau-Brunswick sur le développement des transports pour la construction, la rénovation et l'amélioration des routes dans le cadre de l'Entente sur le développement économique régional	7,050	6,197	
Contributions selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil pour aider à la rénovation et à l'amélioration des routes:			
Les provinces de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard	24,112	19,052	17,800
La province de Terre-Neuve	7,355	7,097	16,545
La province du Nouveau-Brunswick (Programme des projets spéciaux de relance)	20,480	18,237	6,088
La province de Terre-Neuve (Programme des projets spéciaux de relance)	22,153	20,780	7,356
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			20,440
Transport par eau			
Contributions pour la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	9,849	9,832	9,376
Contributions à Atlantic Container Express Limited pour le maintien des services de transport par paquebot entre Montréal et St John's (Terre-Neuve)	3,803	3,748	2,800
Transport ferroviaire du fret			
Contribution à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, au Canadien Pacifique Limitée et à la Northern Alberta Railway Company pour payer les dépenses en capital en vue de la remise en état de l'embranchement ferroviaire des Prairies, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil	132,900	132,900	93,200
Paiement à la Commission canadienne du blé pour l'acquisition et la location à bail de wagons-trémies afin de transporter du grain dans l'Ouest canadien	16,246	16,142	17,054
Contributions selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil pour l'achat de wagons-trémies pour le grain par la Commission canadienne du blé de la part de Sa Majesté, et pour leur fonctionnement et entretien selon les conventions conclues entre la Commission canadienne du blé et les compagnies de chemin de fer du Canada	162,300	114,670	86,183
Paiements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada et au Canadien Pacifique Limitée conformément au paragraphe 73(2) de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest	35,007	29,336	141,993
Contributions selon les conditions approuvées par le Conseil du Trésor pour le transport par véhicule à moteur de récoltes spéciales en vertu du paragraphe 17(4) de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest	400	175	
Contributions au Conseil des grains du Canada pour l'établissement de la banque de données et du service d'information Grainbase	90	90	
Contribution à la Commission du port de Lakehead pour le groupe de travail sur les questions ferroviaires de Thunder Bay	20	17	
Affectation gelée	1,472		
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			182,892
	474,328	*406,068*	*668,078*
	496,148	***426,939***	***686,710***
	557,435	473,723	723,820

COMMISSION CANADIENNE DES TRANSPORTS

Contributions

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
Transport aérien			
Versement de subventions de fonctionnement aux transporteurs aériens régionaux	1,500	1,500	1,500
Transport par chemin de fer			
Paiement aux compagnies ferroviaires en vertu de la Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes	14,606	14,532	11,548
Paiements à des compagnies de chemin de fer en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique	11,325	11,325	
Paiements à des compagnies de chemin de fer et de transport en vertu des articles 256, 258, 261 et 272 de la Loi sur les chemins de fer	74,734	74,734	358,900
Contributions versées aux fins énoncées au paragraphe 20(1) de la Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemins de fer, à l'exception des fins associées à la construction, la reconstruction et l'amélioration d'un croisement étagé lorsque le versement n'a pas été demandé avant le 1[er] septembre 1977	7,575	5,766	9,039
Paiements à des compagnies de chemin de fer en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest	589,776	589,776	
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			184
Transport par eau			
Paiements à des compagnies maritimes en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique	438	438	
Transport par véhicule à moteur			
Paiements à des compagnies de camionnage en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique	44,665	44,665	48,313
Recherche			
Contribution à la Commission du port de Lakehead	19	17	
	744,638	*742,753*	*429,484*
Total	1,302,073	1,216,476	1,153,304

Dépenses budgétaires par programme et article courant
(en milliers de dollars)

ARTICLE COURANT	Programme de l'administration centrale — Programme	Programme de l'administration centrale — Fonds renouvelable des magasins	Programme du transport maritime	Programme des transports aériens — Programme	Programme des transports aériens — Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes
(1) Traitements et salaires	61,717		214,606	396,107	73,307
	60,535		**209,050**	**382,010**	**73,307**
	56,618		*195,540*	*357,174*	*68,979*
(1) Autres frais touchant le personnel	9,102		38,379	74,283	14,464
	10,408		**39,237**	**76,910**	**14,464**
	9,507		*37,315*	*72,586*	*3,391*
(2) Transports et communications	7,604		24,213	67,339	3,341
	6,419		**27,085**	**54,309**	**3,341**
	4,957		*24,414*	*48,740*	*2,626*
(3) Information	3,929		1,029	1,367	1,148
	4,927	**5**	**2,181**	**3,238**	**1,148**
	794		*1,077*	*837*	*371*
(4) Services professionnels et spéciaux	34,333		56,877	70,849	63,485
	29,914		**57,550**	**62,624**	**63,485**
	27,193		*52,796*	*54,508*	*58,928*
(5) Location	2,132		5,118	7,776	1,051
	1,493		**6,797**	**6,344**	**1,051**
	1,833		*5,703*	*5,827*	*952*
(6) Achat de services de réparation et d'entretien	2,322		96,723	24,447	15,747
	1,857		**83,135**	**25,454**	**15,747**
	1,470		*58,274*	*16,487*	*14,158*
(7) Services publics, fournitures et approvisionnements	6,184	27,090	69,485	75,630	43,198
	5,021	**18,154**	**65,467**	**56,134**	**43,198**
	5,410	*14,937*	*55,737*	*52,557*	*37,643*
(8) Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	14,995		49,313	136,307	57,689
	7,941		**50,733**	**128,762**	**57,689**
	3,112		*37,570*	*69,793*	*57,884*
(9) Construction et acquisition de machines et de matériel	8,069		278,327	166,859	12,355
	5,984		**220,296**	**183,084**	**12,355**
	10,084		*98,353*	*70,395*	*13,123*
(10) Subventions, contributions et autres paiements de transfert	2,156		1,305	57,826	
	1,867		**1,104**	**43,813**	
	1,126		*970*	*35,014*	
(12) Toutes autres dépenses	91		67,120	115,230	197,060
	36		**58,541**	**1,658**	**164,983**
	22		*35,288*	*2,245*	*165,630*
(1-12) Total	152,634	27,090	902,495	1,194,020	482,845
	136,402	**18,159**	**821,096**	**1,024,340**	**450,768**
	122,126	*14,937*	*603,037*	*786,163*	*423,685*
(13) *Moins:* recettes à valoir sur le crédit	5,827	16,300	8,751	252,826	431,908
	5,877	**17,199**	**9,382**	**249,432**	**431,908**
	5,604	*14,706*	*8,329*	*233,793*	*392,426*
Total des dépenses nettes	146,807	10,790	893,744	941,194	50,937
	130,525	**960**	**811,714**	**774,908**	**18,860**
	116,522	*231*	*594,708*	*552,370*	*31,259*

Les montants en caractères romains représentent les crédits de 1984-85.
Les montant en caractères **gras** représentent les dépenses de 1984-85.
Les montants en *italique* représentent les dépenses de 1983-84.

Programme des transports de surface	Sous-total	Bureau canadien de la sécurité aérienne	Commission canadienne des transports	Administration du pipe-line du Nord	Bureau de l'administrateur de l'Office du transport du grain	Total
11,811	757,548	3,358	30,535	2,727	1,000	795,168
10,673	**735,575**	**3,018**	**30,118**	**2,519**	**629**	**771,859**
10,546	*688,857*		*28,104*	*3,693*		*720,654*
1,727	137,955		4,415	301		142,671
1,908	**142,927**		**4,415**	**301**	**6**	**147,649**
1,690	*124,489*		*4,131*	*426*		*129,046*
1,527	104,024	540	3,555	118	233	108,470
1,312	**92,386**	**535**	**3,345**	**97**	**175**	**96,538**
1,103	*81,840*		*2,761*	*252*		*84,853*
1,121	8,594	100	758	8	4	9,464
730	**12,229**	**97**	**876**	**8**	**31**	**13,241**
774	*3,853*		*715*	*21*		*4,589*
12,241	237,785	490	3,526	147	519	242,467
10,331	**223,904**	**485**	**3,144**	**137**	**243**	**227,913**
8,747	*202,172*		*2,596*	*232*		*205,000*
303	16,380	64	209	457	131	17,241
280	**15,965**	**63**	**279**	**448**	**18**	**16,773**
121	*14,436*		*222*	*728*		*15,386*
535	139,774	55	88	14	31	139,962
467	**126,660**	**52**	**211**	**5**	**5**	**126,933**
424	*90,813*		*98*	*19*		*90,930*
897	222,484	198	489	17	83	223,271
822	**188,796**	**194**	**503**	**9**	**24**	**189,526**
869	*167,153*		*454*	*30*		*167,637*
461	258,765					258,765
276	**245,401**					**245,401**
797	*169,156*					*169,156*
1,766	467,376	931	118		215	468,640
2,063	**423,782**	**930**	**685**		**211**	**425,608**
1,750	*193,705*		*546*	*8*		*194,259*
496,148	557,435		744,638			1,302,073
426,939	**473,723**		**742,753**			**1,216,476**
686,710	*723,820*		*429,484*			*1,153,304*
776,066	1,155,567	2	48		4	1,155,621
711,947	**937,165**	**1**	**69**			**937,235**
781,509	*984,694*		*34*	*5*		*984,733*
1,304,603	4,063,687	5,738	788,379	3,789	2,220	4,863,813
1,167,748	**3,618,513**	**5,375**	**786,398**	**3,524**	**1,342**	**4,415,152**
1,495,040	*3,444,988*		*469,145*	*5,414*		*3,919,547*
	715,612					715,612
	713,798					**713,798**
	654,858					*654,858*
1,304,603	3,348,075	5,738	788,379	3,789	2,220	4,148,201
1,167,748	**2,904,715**	**5,375**	**786,398**	**3,524**	**1,342**	**3,701,354**
1,495,040	*2,790,130*		*469,145*	*5,414*		*3,264,689*

Recettes

	1984-85	1983-84
	$	$
MINISTÈRE		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	84,858,911	44,688,918
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	36,899,378	22,383,156
Privilèges, licences et permis	1,075,468	1,690,545
Produits des ventes	814,118	185,237
Autres recettes non fiscales	20,721,995	22,400,690
Total	144,369,870	91,348,546

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements:		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Sociétés de la Couronne—		
Autres—		
Air Canada—		
Prêt consolidé—Intérêt		17,626,253
Chemins de fer nationaux du Canada—		
Prêt consolidé—Intérêt	19,211,633	
Capital-actions—Dividendes	42,466,690	
		61,678,323
Autres—		
Société canadienne des ports—Intérêt		1,175,575
Administration du pont du port de Saint-Jean—Intérêt		984,547
Société du port de Montréal—Intérêt		541,947
Société des transports du Nord Limitée—Intérêt		2,293,636
La Société du port de Vancouver—Intérêt		361,178
Autres—		
Administrations provinciales et territoriales—		
Rampe de chargement, Yarmouth, N-É—Intérêt		3,441
Divers—		
Corporation de la ville de Montréal—		
Tunnel Atwater—Intérêt	22,608	
Commissaires du port de Hamilton—Intérêt	62,476	
Commission du port de Lakehead—Intérêt	29,981	
Commission du port de Port Alberni—Intérêt	78,946	
		194,011
		84,858,911
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Paiement reçu de Warwick Shipping Ltd. pour recouvrement de frais de cour	100,000	
Paiement reçu de la Société canadienne des ports pour recouvrement de prélèvements budgétaires	1,100,000	
Paiement reçu du Fonds de réclamation de la pollution maritime pour recouvrement de l'écoulement d'huile du Kurdistan	2,349,364	
Paiement reçu des propriétaires du Kurdistan pour recouvrement des frais d'un écoulement d'huile	1,922,207	
Paiement reçu de Terra Transport pour recouvrement en subventions pour embranchements	1,038,975	
Paiement reçu de VIA Rail pour recouvrement de paiements en trop de fonds de fonctionnement pour 1982 et 1983	25,566,185	
Remboursement reçu de Northumberland Ferries Ltd. pour recouvrement en subvention	238,352	
Paiement reçu de l'Agence canadienne de développement international pour recouvrement de dépenses d'exercices précédents	356,890	
Paiement reçu de la province de Terre-Neuve pour remboursement de contribution sous le Programme d'aide aux transports urbains	294,959	
Paiement reçu de la province de la Nouvelle-Écosse pour remboursement de paiement en trop de dépenses en capital sous le Programme d'aide aux transports urbains	185,408	
Paiement reçu de la province de la Saskatchewan pour remboursement de paiement en trop de dépenses en capital sous le Programme d'aide aux transports urbains	107,806	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	2,158,249	
Divers	1,480,983	
		36,899,378
Privilèges, licences et permis:		
Location nolisée de traversiers pour autos	1,051,842	
Divers	23,626	
		1,075,468
Produits des ventes:		
Vente de terrain	805,850	
Divers	8,268	
		814,118
Autres recettes non fiscales:		
Intérêt sur des avances pour le Programme de remise en état de l'embranchement ferroviaire des Prairies	1,599,950	
Centre d'examen de véhicule de Blainville—Frais et services	100,126	
Frais	1,674,705	
Amendes	177,686	
Frais portuaires	739,380	
Permis	326,675	
Location	8,481,986	
Droits d'accostage	931,828	
Entreposage	263,143	
Droits de terre-plein	3,371,857	
Amarre du navire	29,914	
Cotisations radiographiques	1,681,333	
Divers	1,343,412	
		20,721,995

	1984-85	1983-84
	$	$
BUREAU CANADIEN DE LA SÉCURITÉ AÉRIENNE		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Autres recettes non fiscales	4,877	

Recettes—*Fin*

COMMISSION CANADIENNE DES TRANSPORTS

Résumé

	1984-85	1983-84
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	290,407	940,301
Rémunérations de services	6,230	5,356
Privilèges, licences et permis	6,428	5,498
Autres recettes non fiscales	112	150
Total	303,177	951,305

Détail

	1984-85	
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	249,815	
Recouvrements d'avances de voyage	1,231	
Recouvrements des comptes de fournisseurs	39,361	
		290,407
Rémunérations de services:		
Frais pour services rendus à des compagnies	5,720	
Frais pour services rendus à d'autres organismes gouvernementaux	510	
		6,230
Privilèges, licences et permis:		
Licences pour bateaux		6,428

ADMINISTRATION DU PIPE-LINE DU NORD

Résumé

	1984-85	1983-84
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	279,430	1,167,522
Autres recettes non fiscales	2,649,920	4,542,281
Total	2,929,350	5,709,803

Détail

	1984-85	
	$	$
Recettes non fiscales—		
Autres recettes non fiscales:		
Recouvrement des coûts de la Foothills Pipe Lines (Yukon) Ltd.	2,193,181	
Recouvrement des coûts par arrangements contractuels	429,145	
Droits de servitude (pour le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien)	27,594	
		2,649,920

Appendice 1

Bureau canadien de la sécurité aérienne

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état des résultats ci-joint du Bureau canadien de la sécurité aérienne conformément aux normes et aux exigences de présentation de l'information du Receveur général du Canada. La direction du Bureau est la principale responsable de l'exactitude et de l'objectivité des données de cet état financier.

L'état des résultats a été préparé conformément aux politiques de comptabilité énoncées à la note 2. La direction a dû recourir à son jugement et à des estimations au sujet de certains renseignements, mais a tenu dûment compte de leur pertinence. Pour respecter ses exigences de rapport, le Bureau tient un ensemble de comptes qui constitue un dossier centralisé de ses transactions financières. Les renseignements financiers donnés dans les états ministériels et autres états des Comptes publics sont conformes à ceux de l'état des résultats, à moins d'indication contraire.

La section des finances du Bureau élabore et diffuse des lignes directrices de comptabilité et de gestion financière et publie des directives pour faire respecter les normes en la matière. Le Bureau est doté de systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les transactions sont effectuées conformément aux règlements prescrits, en respectant les autorisations parlementaires, et sont enregistrées en bonne et due forme pour faire la reddition des comptes des dépenses des fonds publics et préserver l'actif du Bureau. Le Bureau cherche également à assurer l'objectivité et l'exactitude des données de ses états financiers en choisissant, en formant et en perfectionnant avec soin du personnel qualifié, en prenant des arrangements organisationnels pour bien répartir les responsabilités et en appliquant des programmes de communications pour que ses règlements, les lignes directrices, normes et pouvoirs de gestion soient bien compris dans toute l'organisation.

Le vérificateur général a examiné l'état des résultats en vue de formuler une opinion éclairée quant à la présentation, de façon juste et en conformité avec les lignes directrices de comptabilité énoncées, des transactions financières du Bureau.

Le Bureau canadien de la sécurité aérienne a été officiellement constitué le 1er mai 1984 et a commencé son activité le 1er octobre 1984. La première année de fonctionnement du Bureau tire à sa fin. Par conséquent, l'état financier et le système de comptabilité en sont à leurs débuts.

Approuvé par:

le Président
BERNARD M. DESCHÊNES, c.r.

la Directrice de l'Administration
HÉLÈNE DUCHARME

le 17 juillet 1985

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE BUREAU CANADIEN DE LA SÉCURITÉ AÉRIENNE
ET
L'HONORABLE DON MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié l'état des résultats du Bureau canadien de la sécurité aérienne pour les six premiers mois terminés le 31 mars 1985. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats d'exploitation du Bureau pour les six premiers mois terminés le 31 mars 1985 selon les conventions comptables énoncées à la note 2 afférente à l'état financier.

Pour le vérificateur général du Canada
RAYMOND DUBOIS, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 16 septembre 1985

Appendice 1—*Fin*

Bureau canadien de la sécurité aérienne—*Fin*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR
LES SIX PREMIERS MOIS TERMINÉS LE 31 MARS 1985

	1984-85
	$
Dépenses	
Bureau:	
Personnel	281,798
Transport et communications	61,941
Services professionnels et spéciaux	51,779
Locations	1,920
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	794
Entretien et réparation	163
Total—Bureau	398,395
Exploitation:	
Personnel	2,535,698
Construction et/ou acquisition de machines et d'équipement	849,136
Transport et communications	405,353
Services professionnels et spéciaux	237,904
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	151,133
Information	87,878
Locations	55,659
Entretien et réparation	45,391
Autres dépenses	256
Total—Exploitation	4,368,408
Administration:	
Personnel	200,521
Services professionnels et spéciaux	195,739
Construction et/ou acquisition de machines et d'équipement	80,603
Transport et communications	67,948
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	42,195
Information	9,243
Entretien et réparation	5,990
Locations	5,220
Autres dépenses	290
Total—Administration	607,749
Coût total de l'exploitation	5,374,552
Recettes	4,877
Coût net de l'exploitation	5,369,675
Conciliation avec l'emploi du crédit:	
Coût net de l'exploitation	5,369,675
Plus: recettes à valoir sur les comptes de recettes non fiscales	4,877
Emploi du crédit	5,374,552

Les notes complémentaires font partie intégrante de l'état.
Approuvé au nom du Conseil:

Président
B. DESCHÊNES

Approuvé au nom de la Direction:

Directeur exécutif
KEN JOHNSON

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT FINANCIER
DU 31 MARS 1985

1. Pouvoir et mission

Le Bureau canadien de la sécurité aérienne a été constitué en vertu de l'article 4 de la Loi sur le Bureau canadien de la sécurité aérienne et est une société ministérielle inscrite à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. La Loi sur le Bureau canadien de la sécurité aérienne a reçu la sanction royale le 17 novembre 1983 et a été proclamée le 18 avril 1984. Le Bureau a été officiellement établi le 1er mai 1984 et a commencé ses activités le 1er octobre 1984. La mission du Bureau est de promouvoir la sécurité aérienne en constatant les manquements à la sécurité mis en évidence par les faits aéronautiques, en procédant à des enquêtes indépendantes et, au besoin, à des enquêtes publiques sur des faits aéronautiques pour faire des constatations quant à leurs causes et autres facteurs en jeu et en faisant rapport publiquement de ses enquêtes indépendantes ou publiques et de ses constatations et en faisant des recommandations conçues pour éliminer ou réduire les manquements à la sécurité. Les dépenses d'exploitation de Bureau sont financées par le biais d'une autorisation budgétaire annuelle.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats a été préparé selon les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

Toutes les dépenses sont comptabilisées d'après la convention comptable des CAPAFE du gouvernement, à l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des congés payés qui sont comptabilisés sur une base de caisse.

b) Comptabilisation des recettes

Les recettes sont comptabilisées sur une base de caisse selon les conventions comptables du gouvernement.

c) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement au cours de l'exercice de l'achat.

3. Crédit parlementaire

	$
Crédit 126b (1984-85)	5,738,400
Annulé	363,848
Emploi du crédit	5,374,552

Appendice 2

Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes selon les conventions comptables indiquées dans les notes afférentes aux états financiers appliquées de façon compatible avec l'exercice de l'année précédente. La responsabilité de ces états financiers, en raison de l'intégrité et de l'objectivité des données, revient à la gestion.

Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. Afin de répondre aux exigences de rapport, différents comptes sont maintenus de façon décentralisée pour chacun des aéroports constituant le Fonds renouvelable, sous l'autorité fonctionnelle de six agents financiers régionaux et du Directeur général des finances, Air, et sont remis aux sièges sociaux à Ottawa afin d'être revisés et consolidés. À compter du 1er avril 1985, le Conseil du Trésor a réduit de vingt-trois à neuf le nombre d'aéroports faisant partie du Fonds (Halifax, Dorval, Mirabel, Ottawa, Toronto, Winnipeg, Edmonton, Calgary et Vancouver) et a approuvé le transfert des quatorze autres aéroports à l'élément de planification «Aéroports dépendant financièrement de l'État» du Programme des transports aériens.

Ces aéroports du Fonds sont soumis aux systèmes de gestion financière et de contrôle interne du ministère et aux politiques, pratiques et procédures qui sont nécessaires afin de faciliter le rapport des données financières du Fonds renouvelable selon les exigences du Conseil du Trésor et du Receveur général du Canada. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont enregistrées afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds renouvelable.

La gestion recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection, la formation et le développement de personnel qualifié, par des arrangements organisationnels fournissant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communications visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités directoriales sont compris dans toute l'organisation. De plus, les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le biais de programmes de vérification interne.

Les états comptables et financiers du Fonds se sont développés au cours des années en fonction des changements, de l'évolution des normes de rapport financier au Canada et, plus récemment, pour répondre aux exigences de rapport du Conseil du Trésor et du Receveur général du Canada.

Les aéroports du Fonds renouvelable sont opérés et maintenus selon les politiques, les normes et les procédures nationales prescrites, sur une base de recouvrement des coûts, de façon à fournir des installations sécuritaires et efficientes et des services qui visent la protection de l'environnement. Certains services essentiels à l'aviation, fournis par les Directions des télécommunications et du contrôle de la circulation aérienne de l'Administration canadienne des transports aériens, sont imputés aux aéroports du Fonds; cependant les éléments d'actif correspondants ne sont pas inscrits dans les comptes des aéroports.

À la demande du Sous-ministre des Transports, ces états financiers, à l'exception de l'état de l'autorisation employée et de la conciliation de l'autorisation non employée, ont été vérifiés par le vérificateur général du Canada. Le rôle du vérificateur général est d'exprimer une opinion, à savoir si les états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds et les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière selon les principes comptables généralement reconnus appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Approuvé par:

Directeur suppléant, Administration financière
(Agent financier supérieur à plein temps)
STANLEY L. ALLEN

Sous-ministre adjoint, Finances
(Agent financier supérieur)
N. VAN DUYVENDYK

Sous-ministre
R. M. WITHERS

le 17 octobre 1985

ÉTAT DE L'AUTORISATION EMPLOYÉE
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985		1984	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Profit net (perte nette) pour l'exercice	(37,642)	5,036	5,568	(2,653)
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds	62,581	61,607	57,901	60,732
Provenances de fonctionnement	24,939	66,643	63,469	58,079
Acquisitions nettes d'immobilisations	(41,192)	(86,609)	(116,093)	(85,281)
Modification du fonds de roulement		4,043		(2,076)
Autres éléments		(2,937)		(1,981)
Autorisation (employée)	(16,253)	(18,860)	(52,624)	(31,259)

Appendice 2—*Suite*

Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR
L'HONORABLE DON MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan du Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes au 31 mars 1985 ainsi que l'état de l'exploitation, l'état du surplus accumulé, l'état du capital d'apport et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

Le Fonds doit développer et exploiter son réseau d'aéroports de manière à recouvrer leurs coûts. Les coûts recouvrables comprennent les frais directs de fonctionnement et d'entretien, les frais indirects, l'amortissement et l'intérêt sur la valeur non amortie des immobilisations. Toutefois, comme le mentionne la note 6 afférente aux états financiers, certains frais généraux du ministère des Transports, le coût des services fournis gratuitement par d'autres ministères du gouvernement et un montant qui représente la dépense d'intérêts du gouvernement liés au capital investi dans le Fonds ne sont pas inclus dans les dépenses comptabilisées par le Fonds. Ces coûts devraient être inclus dans ces états financiers puisqu'ils sont liés à l'exploitation des aéroports que regroupe le Fonds. Si les coûts précités avaient été comptabilisés, les résultats d'exploitation auraient représenté, pour l'exercice terminé le 31 mars 1985, une perte estimée à 140 millions de dollars au lieu d'un profit net de 5 millions de dollars. Il est impossible de fournir une estimation raisonnable des incidences de ce fait sur le capital d'apport et sur le surplus accumulé au 31 mars 1985.

En outre, comme le mentionne également la note 6 afférente aux états financiers, sont inclus dans les dépenses comptabilisées par le Fonds les coûts de certaines installations et d'autres services fournis gratuitement au ministère des Transports et à d'autres ministères du gouvernement. Ces coûts ne devraient pas être inclus dans ces états financiers, puisqu'ils ne sont pas liés à l'exploitation des aéroports que regroupe le Fonds. Le coût de ces installations et services n'a pas été calculé. Ainsi, les incidences sur les résultats de l'exploitation pour l'exercice terminé le 31 mars 1985 ainsi que sur le capital d'apport et sur le surplus accumulé à cette date ne peuvent être estimées.

Ces états financiers ont été dressés par la direction conformément aux conventions comptables énoncées dans les notes afférentes aux états financiers, appliquées de la même manière depuis 1979. Cependant, à mon avis, puisque l'on n'a pas dûment tenu compte des coûts mentionnés dans les paragraphes précédents, ces états financiers ne présentent fidèlement ni la situation financière du Fonds au 31 mars 1985, ni les résultats de son exploitation ni l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus.

Il est essentiel que ces états financiers fournissent au Parlement, à l'industrie aéronautique et aux autres utilisateurs des états financiers, des renseignements valables sur la mesure dans laquelle le Fonds a réussi à recouvrer ses coûts. Des représentants du ministère des Transports m'ont indiqué qu'historiquement, les intérêts relatifs aux contributions en capital versées au Fonds n'apparaissaient pas dans les états financiers et qu'aucun calcul précis des sommes ayant trait aux installations et services susmentionnés n'avait encore été effectué. Toutefois, ils m'ont donné l'assurance que cela sera fait dès que possible et que tous les coûts, y compris les intérêts recouvrables, seront inscrits aux états financiers de manière à ce que, désormais, les résultats de l'exploitation du Fonds puissent présenter fidèlement la mesure dans laquelle il y a recouvrement des coûts.

De plus, j'aimerais signaler qu'au cours de la période de six exercices terminés le 31 mars 1985, le Fonds n'a pas atteint son objectif qui visait à développer et à exploiter son réseau de 23 aéroports de manière à recouvrir leurs coûts, y compris les coûts indiqués dans les paragraphes précédents.À compter du 1er avril 1985, le nombre d'aéroports du Fonds a été réduit de 23 à 9 en vue d'atteindre la viabilité financière.

Le vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 15 octobre 1985

BILAN AU 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF DU FONDS	1985	1984
Disponibilités		
Débiteurs et revenu couru		
Gouvernement fédéral	41,310	37,380
Tiers	29,376	29,774
Stocks de fournitures et d'approvisionnements	8,073	7,836
	78,759	74,990
Immobilisations au coût et valeurs d'expertise (note 3)	1,536,001	1,413,386
Moins: amortissement accumulé	476,761	417,094
	1,059,240	996,292
	1,137,999	1,071,282

PASSIF DU FONDS	1985	1984
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Gouvernement fédéral	4,110	2,999
Tiers	69,364	63,856
Retenues des entrepreneurs	3,965	2,992
Tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	2,084	1,864
	79,523	71,711
Passif à long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	13,655	13,039
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (note 4)	21,248	5,105
Capital d'apport	1,007,184	970,074
Surplus accumulé	16,389	11,353
	1,044,821	986,532
	1,137,999	1,071,282

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Appendice 2—*Suite*

Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes—*Suite*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985 (en milliers de dollars)

	1985	1984
Revenus		
Taxe sur le transport aérien	168,118	154,223
Concessions	90,561	78,571
Droits d'atterrissage	71,322	66,610
Droits généraux de l'aérogare	43,949	40,733
Location	29,009	29,797
Essence d'aviation	12,463	11,941
Honoraires de services et frais divers	15,959	15,096
	431,381	396,971
Frais d'exploitation		
Traitements et salaires	74,409	70,339
Indemnités aux employés	11,454	9,967
Matériel, approvisionnements et services	115,948	103,965
Coût de contrôle de l'aérogare	84,622	80,520
Amortissement	60,423	59,242
Frais généraux des sièges sociaux et des bureaux régionaux	54,829	50,952
Subventions tenant lieu de taxes	23,413	24,022
Intérêt	899	254
Perte sur aliénation d'immobilisations	348	363
	426,345	399,624
Profit net (perte nette) pour l'exercice	5,036	(2,653)

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985 (en milliers de dollars)

	1985	1984
Solde au début de l'exercice	11,353	14,006
Profit net (perte nette) pour l'exercice	5,036	(2,653)
Solde à la fin de l'exercice	16,389	11,353

ÉTAT DU CAPITAL D'APPORT POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985 (en milliers de dollars)

	1985	1984
Solde au début de l'exercice	970,074	956,044
Remboursement du Canada pour des projets entrepris dans le cadre du Programme des projets spéciaux de relance	36,879	14,075
Transfert d'immobilisations au Canada	(114)	(588)
Transfert d'immobilisations du Canada	345	543
Solde à la fin de l'exercice	1,007,184	970,074

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985 (en milliers de dollars)

	1985	1984
Provenances de fonds de roulement		
Exploitation		
Profit net (perte nette) pour l'exercice	5,036	(2,653)
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds		
amortissement	60,423	59,242
perte sur aliénation d'immobilisations	348	363
provision pour indemnités de cessation d'emploi	836	1,127
	66,643	58,079
Remboursement du Canada pour des projets entrepris dans le cadre du Programme des projets spéciaux de relance	36,879	14,075
Augmentation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	16,143	29,607
	119,665	101,761
Utilisations de fonds de roulement		
Acquisitions d'immobilisations	86,609	85,281
Projets spéciaux de relance	36,879	14,075
Variation de la tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	220	329
	123,708	99,685
(Diminution) augmentation du fonds de roulement	(4,043)	2,076
Fonds de roulement au début de l'exercice	3,279	1,203
Fonds de roulement (carence) à la fin de l'exercice	(764)	3,279
Modifications des éléments du fonds de roulement:		
Augmentation des débiteurs et du revenu couru	3,532	19,748
Augmentation des stocks de fournitures et d'approvisionnements	237	889
(Augmentation) des créditeurs et du passif couru	(6,619)	(18,320)
(Augmentation) diminution des retenues des entrepreneurs	(973)	88
(Augmentation) de la tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(220)	(329)
	(4,043)	2,076

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1985 (en milliers de dollars)

	1985	1984
Solde (créditeur) de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(21,248)	(5,105)
Moins: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	65,075	60,144
Plus: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	38,400	36,186
Autorisation nette (employée) fournie à la fin de l'exercice	(47,923)	(29,063)
Limite de l'autorisation	80,000	80,000
Autorisation non employée reportée	32,077	50,937

Appendice 2—*Suite*

Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1985

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des aéroports a été constitué en 1969 et autorisé par le crédit L160 de la Loi n° 3 de 1969, 1968-69, c. 36 portant affectation de crédits dans le but de financer l'exploitation et le développement de certains aéroports. Au 31 mars 1979, le Fonds englobait les comptes des aéroports internationaux de Dorval, Mirabel, Toronto et Vancouver.

À compter du 1er avril 1979, le Conseil du Trésor a approuvé une expansion du Fonds pour y inclure les opérations de cinq aéroports internationaux additionnels (Gander, Halifax, Winnipeg, Calgary, Edmonton) et quatorze aéroports nationaux (Sydney, St. John's, Saint John, Fredericton, Moncton, Charlottetown, Québec, London, Windsor, Ottawa, Saskatoon, Regina, Thunder Bay, Victoria). À cette même date, le ministère des Transports a entrepris de recouvrer du Fonds les frais occasionnés par la prestation de certains services essentiels de fonctionnement, y compris le contrôle de la circulation aérienne et les services d'électronique et de télécommunications.

À compter du 1er avril 1980, le Parlement, par l'adoption de la Loi sur la régularisation des comptes, a abrogé tous les crédits à l'égard des comptes du Fonds renouvelable des aéroports. L'article 31 de cette Loi a déclaré le Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes une entité budgétaire jouissant d'une autorisation statutaire de dépenser de $80 millions. À la fin de l'exercice 1984-85, $32 millions de cette autorisation étaient inemployés. Si l'autorisation de dépenser est épuisée suite aux besoins courants d'exploitation ou suite aux règlements de causes en instance ou imminentes (note 8), une action du Parlement serait requise afin d'octroyer une autorisation supplémentaire de dépenser.

Au 29 novembre 1984, le Conseil du Trésor a approuvé les modalités révisées régissant l'exploitation et le financement du Fonds, y compris la nécessité de faire approuver un plan financier annuel par le Conseil du Trésor. Conformément à ces modalités, le Conseil du Trésor:

a) a approuvé en principe le financement des dépenses en capital au moyen de recettes, d'affectations de fonds ou de prélèvements autorisés en vertu de lois, comme il est déterminé dans le plan financier annuel;

b) a donné son assentiment au principe selon lequel les investissements en capital seront récupérés des utilisateurs au cours de la durée de l'actif en incluant l'amortissement et le rendement de l'actif (comme il est déterminé dans le plan financier) lors de l'établissement des tarifs;

c) a approuvé le principe de fournir des crédits annuels pour compenser le Fonds pour les activités de nature non commerciale; mais n'a pas approuvé de crédits semblables pour 1985-86.

Le Conseil du Trésor a également donné l'autorisation d'inscrire un poste de $1 au Budget des dépenses supplémentaire (C) de 1984-85 en vue de modifier la Loi sur la régularisation des comptes afin de fournir une autorisation spéciale pour:

l'engagement de dépenses en capital à même le Fonds; la fourniture de fonds à partir de recettes, d'affectations de crédits ou de prélèvements; et une compensation annuelle pour les coûts engagés en vue d'atteindre les objectifs non directement liés à l'exploitation des aéroports en tant qu'entité auto-suffisante.

De plus, le Conseil du Trésor a réduit à neuf le nombre d'aéroports faisant partie du Fonds (Halifax, Dorval, Mirabel, Ottawa, Toronto, Winnipeg, Edmonton, Calgary et Vancouver) et a approuvé le transfert des quatorze autres aéroports à l'élément de planification «Aéroports dépendant financièrement de l'État» du Programme des transports aériens. Ce changement entrera en vigueur le 1er avril 1985 (voir note 9).

Les termes et conditions révisées indiquent que le principe de base du Fonds est celui de son exploitation en tant qu'entité financière auto-suffisante, conformément aux termes et conditions suivantes:

(1) Le Fonds sera exploité sur une base d'un plan financier à être soumis chaque année au Conseil du Trésor pour approbation. Ce plan contiendra, entre autre, une revue du rendement antérieur face aux objectifs de gestion et de finances approuvés au préalable, les changements apportés aux redevances, les dépenses en capital, ainsi que la répartition des revenus, les frais généraux et les frais fixes; une prévision quinquennale des revenus, des dépenses et de la rentabilité; et, des recommandations quant à la source et à la répartition des fonds pour l'année suivante.

(2) Le Fonds récupérera toutes ses dépenses par l'entremise de revenus, sous réserve des conditions suivantes:
   a) les fonds requis pour les activités d'exploitation et d'entretien seront pris à même les revenus;
   b) les fonds en capital seront pris à même les revenus, les affectations ou le pouvoir statutaire, tel que déterminé au plan financier approuvé;
   c) les affectations en capital au Fonds doivent être recouvrées sous réserve des termes et conditions soumis dans le plan financier approuvé par le Conseil du Trésor;
   d) sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, le Fonds aura droit à recevoir des paiements, par l'entremise d'affectations au Budget de dépenses principal, pour certaines dépenses occasionnées pour des activités qui n'ont pas trait aux besoins normaux d'une exploitation commerciale; ces dépenses ne seront pas recouvrées des utilisateurs; et
   e) dans toute année donnée, jusqu'à 110% des revenus identifiés au Budget de dépenses principal peut être dépensé sans recours additionnel au Conseil du Trésor.

(3) Tel qu'approuvé au plan financier, tout surplus annuel réalisé par le Fonds, pourra être utilisé pour rembourser tout tirage statutaire accumulé contre l'autorité statutaire permanente, pour faire des paiements à titre de rendement sur l'apport en capital au Fonds du revenu consolidé (FRC) sur les paiements en capital engagés par des crédits, ou encore, s'il n'existe pas de tirage statutaire, ce surplus pourra être retenu au FRC comme un crédit au Fonds.

(4) Les aéroports pourront être incorporés au Fonds, s'ils sont susceptibles de recouvrer, en moyenne, 90% de leurs coûts d'exploitation, y compris l'amortissement, pour une période de cinq ans soit en tant qu'entité distincte, soit en tant qu'aéroport complémentaire desservant une même région géographique.

(5) Les fonds en capital à l'intérieur du Fonds seront assujettis au contrôle des affectations conformément aux politiques du Conseil du Trésor.

Appendice 2—*Suite*

Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1985—*Suite*

(6) Sous réserve de ces termes et conditions, on peut compter que le Fonds sera exploité à l'intérieur des limites des pouvoirs du tirage statutaire approuvé par le Parlement.

2. Conventions comptables importantes

a) Stocks

Les stocks de fournitures et d'approvisionnements, conservés aux aéroports en prévision des réparations et de l'entretien, sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement.

b) Immobilisations

Les immobilisations achetées par le Fonds sont inscrites au prix coûtant. Les immobilisations cédées au Fonds antérieurement au 1er avril 1979 sont inscrites à leurs valeurs d'expertise fixées par Transports Canada conformément à la circulaire du Conseil du Trésor 1970-7 du 8 janvier 1970. Les immobilisations cédées au Fonds au 1er avril 1979 à l'égard des dix-neuf aéroports additionnels (note 1) sont inscrites à leur valeur amortie à cette date. Tous les transferts subséquents d'immobilisations au Canada ou du Canada sont inscrits à la valeur comptable à la date du transfert.

Les frais d'administration des projets, y compris les frais d'intérêt encourus lors de la construction de nouveaux aéroports, sont capitalisés et inclus dans les frais d'aménagement des aéroports en autant que ces frais ne peuvent être reliés à des immobilisations spécifiques. Les ajouts, renouvellements et améliorations qui prolongent la durée économique des immobilisations sont capitalisés. L'entretien et les réparations sont imputés aux frais d'exploitation.

c) Amortissement

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire, sur la vie utile estimative des immobilisations.

Les taux d'amortissement utilisés pour les principales catégories d'immobilisations sont comme suit:

Aérogares et installations	2.5% à 5.0%
Pistes et autres surfaces asphaltées	3.3% à 5.5%
Machinerie	3.3% à 5.0%
Équipement	
Fixe	5.0% à 9.0%
Mobile	6.0% à 18.0%
Amortissement des frais d'aménagement des aéroports (excluant l'intérêt)	10.0%
Amortissement de l'intérêt capitalisé	4.2% (taux moyen d'amortissement)

d) Capital d'apport

Les montants représentant les avances de fonds de roulement, les valeurs assignées aux éléments d'actif cédés au Canada et du Canada, la radiation d'emprunts auprès du Canada, de même que le remboursement du Canada pour des projets entrepris dans le cadre du Programme des projets spéciaux de relance, sont présentés comme capital d'apport.

Les valeurs des éléments d'actif transférés entre le Fonds et le Canada figurent comme additions ou réductions au capital d'apport.

e) Taxe sur le transport aérien

La taxe sur le transport aérien est prélevée en vertu de la Partie II de la Loi sur la taxe d'accise par le ministre du Revenu national. En vertu de l'autorisation conférée par les lois portant affectation de crédits, la taxe reçue durant l'exercice est remise à Transports Canada. De cette taxe, 14.4% est crédité aux services de la navigation aérienne, le reste est réparti entre les aéroports du Programme des transports aériens basé sur le nombre des passagers embarqués et débarqués.

f) Coûts de contrôle terminal

Les coûts de contrôle terminal sont des services de navigation aérienne touchant l'approche, l'atterrissage et le décollage d'aéronefs à un aéroport et le contrôle des vols d'aéronefs en route qui traversent une région de contrôle terminal. Les coûts des services de contrôle terminal comprennent les coûts directs et indirects et les frais d'amortissement des services de la circulation aérienne, des stations d'information de vol, des services de soutien technique, de l'étalonnage en vol, et des services météorologiques.

g) Frais généraux des sièges sociaux et des bureaux régionaux

Les frais généraux des sièges sociaux et des bureaux régionaux comprennent les dépenses encourues par l'Administration canadienne des transports aériens pour les services techniques et administratifs fournis au Fonds. Ces frais ne peuvent être identifiés à des services spécifiques et sont imputés au Fonds selon un pourcentage des frais directs d'exploitation et d'entretien du Fonds.

h) Subventions tenant lieu de taxes

Les subventions tenant lieu de taxes, imposées aux aéroports du Fonds, sont accrues à partir des évaluations municipales estimatives, établies conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Le ministère des Travaux publics verse les subventions et les recouvre du Fonds.

Les subventions ne sont pas conclues tant que le ministère des Travaux publics ne les a pas vérifiées, ce qui prend souvent plusieurs années. Tous les redressements jusqu'à la finalisation sont enregistrés dans l'année du règlement.

i) Régime de retraitre

Les employés de l'Administration canadienne des transports aériens qui exploitent les aéroports du Fonds sont soumis à la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique et à la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime est comprise dans le montant imputé au Fonds à titre de prestations aux employés. Le paiement de la pension comme tel est effectué à même le Compte de pension de retraite de la Fonction publique et le Compte de prestations de retraite supplémentaires.

j) Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi s'accumulent pour les employés de l'Administration canadienne des transports aériens qui exploitent les aéroports du Fonds. Ces indemnités sont versées aux employés qui quittent leur emploi ou prennent leur retraite. Le coût de ces indemnités est imputé aux frais d'exploitation au fur et à mesure qu'il est encouru.

Appendice 2—*Suite*

Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1985—*Suite*

3. Immobilisations

	1985		1984	
	Coût et valeurs d'expertise	Amortissement accumulé	Coût et valeurs d'expertise	Amortissement accumulé
	(en milliers de dollars)			
Terrain et frais d'aménagement du terrain	126,215		126,235	
Aérogares et installations	656,702	231,126	611,817	201,047
Pistes et autres surfaces asphaltées	429,346	152,882	409,517	135,050
Machinerie et équipement	77,640	34,441	65,217	28,859
Frais d'aménagement des aéroports	82,391	58,312	82,391	52,138
Construction en cours	163,707		118,209	
	1,536,001	476,761	1,413,386	417,094
Valeur comptable nette	1,059,240		996,292	

4. Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds à la fin de l'exercice regroupée dans l'avoir du Canada, représente l'accumulation nette de toutes les transactions en espèces effectuées par l'entremise du Fonds du revenu consolidé.

Le Fonds du revenu consolidé est le compte central où sont inscrits toutes les recettes et tous les déboursés du gouvernement. Toutes les transactions en espèces du Fonds sont donc effectuées par l'intermédiaire du Fonds du revenu consolidé. En vertu de son mandat, le Fonds est crédité des revenus qu'il génère et a le pouvoir, en vertu d'une autorisation statutaire, d'effectuer des prélèvements auprès du Fonds du revenu consolidé lorsque ses revenus sont insuffisants.

Un prélèvement sur l'autorisation du Fonds survient lorsque les déboursés accumulés excèdent les encaissements accumulés (solde créditeur) et porte intérêt au taux fixé par le ministre des Finances. Un excédent accumulé d'encaissement sur les déboursés (solde débiteur) représente une autorisation supplémentaire de dépenses du Fonds.

5. Taxes de ventes provinciales

Le ministère des Finances effectue certains versements de taxes de ventes provinciales aux provinces participantes pour le compte du Fonds. Ces versements, au montant estimatif de $3.4 millions en 1984-85 (1983-84—$3.1 millions), ne sont pas recouvrés à même le Fonds présentement et aucune provision pour ces versements n'a été comptabilisée dans les comptes.

6. Transactions avec des tiers ayant un lien de dépendance

Les hauts fonctionnaires de Transports Canada, lesquels sont autorisés et responsables de la planification, la direction et le contrôle des activités du Programme des transports aériens, sont aussi responsables de l'exploitation du Fonds.

En plus des transactions avec des tiers ayant un lien de dépendance indiquées ailleurs dans ces états financiers, les aéroports du Fonds reçoivent gratuitement certains services directionnels et administratifs du ministère des Transports (Administration ministérielle) et de d'autres ministères du gouvernement. De plus, le gouvernement n'impute pas le Fonds pour tout coût associé au capital contribué au Fonds.

En plus, les aéroports du Fonds fournissent gratuitement certaines facilités et d'autres services au Ministère des Transports et à d'autres ministères du gouvernement. Les facilités, qui inclus les hangars, sont utilisées pour servir les aéronefs du gouvernement, pour effectuer des tests de sécurité d'air et d'autres tests semblables, de même que pour fournir certains services essentiels de soutien au niveau de l'exploitation. Les autres services offerts incluent l'exemption des taxes d'atterrissages pour les aéronefs d'état et militaires.

Le coût estimatif annuel de ces facilités et services n'a pas encore été déterminé et par le fait même n'a pas été enregistré dans ces états financiers.

7. Engagements contractuels

Le Fonds, au 31 mars 1985, s'était engagé à effectuer des dépenses d'environ $97 millions en vertu de contrats de construction et d'entretien d'immobilisations.

8. Passif éventuel

Le ministère des Transports doit se défendre dans certaines causes en instance et imminentes relativement à l'exploitation du Fonds. Le montant total des réclamations au 31 mars 1985 est approximativement de $152 millions. Ces réclamations incluent une poursuite légale enregistrée à la Cour fédérale du Canada par un groupe de principaux transporteurs aériens internationaux qui contestent la légalité du Règlement sur les taxes des services aéronautiques concernant la taxe d'atterrissage transocéanique prélevée en vertu de l'article 5 de la Loi sur l'aéronautique. Ils ont réclamé le remboursement de toutes les taxes d'atterrissage transocéanique payées depuis 1974. L'audition de cette cause sera présentée au premier trimestre de 1986.

9. Information financière supplémentaire

Suite au changement dans la composition du Fonds (voir note 1), les soldes d'ouverture du Fonds pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 est présenté ci-dessous:

	(en milliers de dollars)
Actif	
Débiteurs et revenu couru	74,139
Stocks de fournitures et d'approvisionnements	5,546
Immobilisations	859,309
	938,994
Passif	
Créditeurs et passif couru	57,459
Retenues des entrepreneurs	2,358
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	10,005
	69,822
Avoir du Canada	
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	21,248
Capital d'apport	831,535
Surplus accumulé	16,389
	869,172
	938,994

L'actif net au 31 mars 1985 des quatorze aéroports transférés au ministère des Transports totalise $176 millions et est chargé au capital d'apport du Fonds en date du 1er avril 1985.

Appendice 2—*Fin*

Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1985—*Fin*

Pour l'exercice clos le 31 mars 1985, les revenus et les dépenses pour les 9 aéroports demeurant dans le Fonds étaient respectivement de $393 millions et $319 millions.

10. Événement postérieur à la date du bilan

À compter du 15 octobre 1985, le ministère des Transports a établi deux organisations distinctes, le Groupe de la sécurité, de la réglementation et des services de la navigation aérienne, et le Groupe de gestion des aéroports, pour promouvoir la sécurité aérienne et pour rationaliser la structure de gestion des aéroports, incluant ceux dans le Fonds.

Appendice 3

Fonds renouvelable des magasins

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des magasins de Transports Canada tels qu'autorisés par le Conseil du Trésor et selon les normes et exigences de rapport du Receveur général du Canada. La responsabilité première de ces états financiers, en raison de l'intégrité et de l'objectivité des données, revient à la gestion du Fonds.

Ces états financiers ont été préparés selon la convention comptable établie et énoncée à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. Pour accomplir cette responsabilité de rapport, le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le Fonds renouvelable des magasins de Transports Canada fonctionne principalement dans le but de pourvoir aux besoins courants de stock et d'entreposage nécessaires aux opérations à travers le Canada des Administrations de l'air, de la marine, de la surface et du ministère (siège social). Le coût d'opération, d'administration et de contrôle des activités d'approvisionnement du Fonds est assumé conjointement par les gestionnaires des administrations et du siège social, sous la surveillance immédiate du Directeur, matériel et services de contrats et du Sous-ministre adjoint, Finances.

Le Sous-ministre adjoint, Finances développe et propage les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives spécifiques qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le biais de programmes de vérification interne et des contacts sont maintenus entre le personnel rattaché à l'opération du Fonds renouvelable et celui du Bureau du vérificateur général.

Le Fonds recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs de personnel qualifié, par des arrangements organisationnels fournissant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communications visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités directoriales sont compris dans toute l'organisation.

L'autorisation du Fonds a été augmentée à $43,700,000 en vertu de la Loi nº 4 de 1983-84 portant affectation de crédits en anticipation d'activités accrues au sein des administrations.

Approuvé par:

Directeur, Administration financière
(Agent financier supérieur à plein temps)
LÉO A. GAGNON

Sous-ministre adjoint, Finances
(Agent financier supérieur)
N. VAN DUYVENDYK

le 12 août 1985

ÉTAT DE L'AUTORISATION EMPLOYÉE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985		1984	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Modification du fonds de roulement	2,700	(456)	3,100	(49)
Autre élément		1,416		280
Autorisation employée	2,700	960	3,100	231

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF DU FONDS	1985	1984
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Gouvernement fédéral	1,397,330	1,744,255
Tiers	44,861	126,863
Stocks au coût—Matériaux et approvisionnements	33,813,343	32,725,456
	35,255,534	34,596,574

PASSIF DU FONDS	1985	1984
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Gouvernement fédéral	129,070	81,823
Tiers	2,661,419	1,594,002
	2,790,489	1,675,825
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	32,465,045	32,920,749
	35,255,534	34,596,574

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Appendice 3—*Fin*

Fonds renouvelable des magasins—*Fin*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Ventes	17,003,283	14,679,555
Coût de ventes		
Stock au début de l'exercice	32,725,456	32,468,047
Achats durant l'exercice	18,091,170	14,936,964
	50,816,626	47,405,011
Stock à la fin de l'exercice	33,813,343	32,725,456
	17,003,283	14,679,555
Profit net		

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Utilisation de fonds de roulement		
Diminution de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	455,704	48,708
(Diminution) du fonds de roulement	(455,704)	(48,708)
Fonds de roulement au début de l'exercice	32,920,749	32,969,457
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	32,465,045	32,920,749
Modifications des éléments du fonds de roulement:		
(Diminution) augmentation des débiteurs	(428,927)	889,441
Augmentation des stocks	1,087,887	257,409
(Augmentation) des créditeurs et du passif couru	(1,114,664)	(1,195,558)
	(455,704)	(48,708)

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE
AU 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	32,465,045	32,920,749
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	2,790,489	1,675,825
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	1,384,630	1,685,924
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	33,870,904	32,910,650
Limite de l'autorisation	43,700,000	43,700,000
Autorisation non employée reportée	9,829,096	10,789,350

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1985

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des magasins a été autorisé en vertu de la Loi sur la régularisation des comptes, S.C. 1980, c. 17, avec une autorisation de fonds de roulement de $30,000,000, qui a été augmentée à $35,700,000 en vertu de la Loi nº 4 de 1981-82 portant affectation de crédits et à $43,700,000 en vertu de la Loi nº 4 de 1983-84 portant affectation de crédits. Un montant de $25,489,058, représentant l'actif net de l'«avance de fonds de roulement des magasins», fut pris en charge par le Fonds et imputé à cette autorisation au moment où le Fonds est devenu budgétaire en 1981.

L'objectif du Fonds est d'établir un système central de contrôle et de responsabilité efficace sur les achats, les stocks et l'émission d'articles non récupérables, les articles maniables et l'entreposage du stock de rechange initial requis par le ministère.

2. Conventions comptables importantes
   a) Stocks
   Les tocks de matériel sont évalués au prix de l'achat.
   b) Prix de vente
   Les prix de vente aux consommateurs sont basés sur les coûts d'acquisition.

SECTION 28

COMPTES PUBLICS
1984-85

Travail

Ministère
Conseil canadien des relations du travail
Société canadienne d'hypothèques et de logement
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

SOMMAIRE

	Page
Objectifs	28.3
Emploi des crédits	28.4
Coût total des programmes—Budgétaire	28.7
Programmes par activité—Budgétaire	28.8
Subventions et contributions	28.9
Dépenses budgétaires par programme et article courant	28.10
Recettes	28.11
Appendice	28.12

TRAVAIL

Ministère

Objectif

—Promouvoir et entretenir la paix dans les relations industrielles, une juste compensation pour les efforts au travail et un cadre de travail favorisant le bien-être physique et social; protéger les droits et les intérêts des parties en présence dans le monde du travail et assurer l'équité en matière d'accès à l'emploi; entretenir un climat propice à la consultation et à la communication au sein du gouvernement, des syndicats et du patronat.

Conseil canadien des relations du travail

Objectif

—Contribuer au développement de relations industrielles efficaces et les promouvoir dans toute entreprise, toutes affaires ou tout travail relevant du Parlement du Canada.

Société canadienne d'hypothèques et de logement*

Objectif

—Favoriser la construction de nouvelles maisons, la réparation et la modernisation de maisons existantes, ainsi que l'amélioration des conditions de logement et de vie.

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Objectif

—Promouvoir les droits fondamentaux des Canadiens en matière d'hygiène et de sécurité dans le milieu de travail et accroître la santé physique et mentale des travailleurs.

---

* Transférée du ministère des Travaux publics (CP 1984-3192, daté le 17 septembre 1984).

Note: La Société canadienne des postes a été transférée au ministère du Revenu national (CP 1984-3193, daté le 17 septembre 1984).

Emploi des crédits

Crédit	Programme		
	MINISTÈRE		
	Budgétaire		
1	Dépenses de fonctionnement et frais de représentation du Canada dans le domaine des affaires internationales du travail	$	39,122,500
	1b		897,000
	Virement du CT, crédit 10[1]		23,562
5	Subventions inscrites au Budget et contributions	$	6,727,000
	5b		6,522,000
Stat	Ministre du Travail—Traitement et allocation pour automobile		
Stat	Paiements d'indemnités à des employés de la Fonction publique (Loi sur l'indemnisation des employés de l'État) et à des marins marchands (Loi sur l'indemnisation des marins marchands)		
Stat	Programme de soutien du revenu d'adaptation pour les travailleurs		
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents		
	Total du programme—Budgétaire		
	Non budgétaire		
Stat	Avances de fonds d'exploitation aux commissions provinciales sur l'indemnisation afin d'administrer la Loi sur l'indemnisation des employés de l'État, selon l'article 3(4). (Net)		
	CONSEIL CANADIEN DES RELATIONS DU TRAVAIL		
	Budgétaire		
10	Dépenses du programme	$	5,086,000
	10b		408,000
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		
	Total du programme—Budgétaire		
	SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT		
	Budgétaire		
95*	Pour rembourser la Société canadienne d'hypothèques et de logement du montant des remises accordées sur les prêts consentis, des subventions et contributions versées et des dépenses faites, ainsi que des pertes, frais et dépenses subis en vertu des dispositions de la Loi nationale sur l'habitation ou à l'égard de l'exercice de ses pouvoirs ou de celui de ses devoirs ou fonctions qui lui sont assignés en vertu des pouvoirs de toute loi du Parlement du Canada autre que la Loi nationale sur l'habitation, conformément au pouvoir qui est conféré à la Société en vertu de la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement	$	1,344,966,000
	25b		75,825,000
	25c		123,300,000
	Virement du CT, crédit 10[1]		40,392
26b	Conformément au paragraphe 18(5) de la Loi sur l'administration financière, renoncer au remboursement du principal des avances impayées au 30 juin 1984 consenties à la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de l'article 9 de la Loi nationale sur l'habitation		
Stat	Contributions versées pour un projet de rénovation urbaine ou conformément à un accord sur la rénovation urbaine		
Stat	Avances au Fonds d'assurance hypothécaire		
	Total du programme—Budgétaire		
	Non budgétaire		
L100*	Avances consenties à la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vue de l'acquisition, de la viabilisation, de l'aménagement, de la construction ou de l'amélioration de terrains ou de bâtiments, conformément à l'article 55 de la Loi nationale sur l'habitation. (Brut)	$	22,000,000
	L30b		2,500,000
Stat	La Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement, telle que modifiée. L'article 22 autorise des avances du Fonds du revenu consolidé à la Société telles que prescrites par les autorités contenues dans la Loi nationale sur l'habitation, telle que modifiée. L'article 25 réduit le montant des prêts ou des garanties donné par la Société à ces autorités en vertu de la Loi nationale sur l'habitation.		
	Loi nationale sur l'habitation, telle que modifiée.		
	Article 10. Autorisation d'un compte spécial appelé le Fonds d'achat de prêts et hypothèques, aucune avance ne devant dépasser $100,000,000 *moins* le solde du Fonds. (Net)		
	Article 21(1)a). Avances pour prêts directs en vertu de la Partie II, Partie IV-2, Partie VI, Partie VI-1 et les articles 58 et 59, le montant total ne devant dépasser $14,500,000,000. (Brut)		
	Article 21.1(4). Avances, en vue de l'acquisition de terrains pour location à bas prix, ne devant dépasser $40,000,000. (Brut)		
	Article 26(3) réduit le montant total des avances, remboursements et paiements pour le réaménagement urbain provincial et municipal à $351,000,000. (Brut)		
	Article 27.6(2) réduit le montant total des avances pour fins de programme d'amélioration des quartiers à $302,000,000. (Brut)		
	Article 34.14(2) réduit le montant total des avances pour la remise en état des immeubles résidentiels existants à $500,000,000. (Brut)		
	Article 39(1) réduit le montant total des avances pour l'élaboration de projets de recherches sur le logement et de l'aménagement communal à $25,000,000. (Brut)		
	Article 40(3) réduit le montant total des avances et remboursements pour projets de logement public conjoints à $2,700,000,000. (Brut)		
	Article 45.1(7) réduit le montant total des avances et remboursements pour des projets de collectivités nouvelles fédérales-provinciales à $100,000,000. (Brut)		
	Article 48(2) réduit le montant total des avances et remboursements pour fins de prêts pour des projets d'habitation d'étudiants à $550,000,000. (Brut)		
	Article 53(3) réduit le montant total des avances et remboursements pour fins de projets d'égouts et d'approvisionnement en eau potable à $1,674,600,000. (Brut)		
	Total des autorisations brutes de l'article 21(1)a) à 53(3) est de $20,742,600,000.		

Crédits						Soldes		
Exercice en cours								
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
40,043,062		40,043,062		40,043,062	38,123,633	1,919,429		36,091,710
13,249,000		13,249,000		13,249,000	12,009,181	1,239,819		24,338,815
40,500	1,182	41,682		41,682	41,682			40,975
21,414,000	11,484,652	32,898,652		32,898,652	32,898,652			29,695,391
40,179,000	2,012,821	42,191,821		42,191,821	42,191,821			10,682,496
3,711,000	566,000	4,277,000		4,277,000	4,277,000			3,762,000
	11,780	11,780		11,780	11,780			25,178
118,636,562	*14,076,435*	*132,712,997*		*132,712,997*	*129,553,749*	*3,159,248*		*104,636,565*
	207,262	*207,262*	*40,738*	*248,000*	*248,000*			*100,000*
5,494,000		5,494,000		5,494,000	5,116,110	377,890		4,960,096
488,000	75,000	563,000		563,000	563,000			512,000
5,982,000	*75,000*	*6,057,000*		*6,057,000*	*5,679,110*	*377,890*		*5,472,096*
1,544,131,392		1,544,131,392		1,544,131,392	1,482,725,616	61,405,776		1,602,875,064
307,600,000		307,600,000		307,600,000	307,600,000			
4,000,000	(1,262,288)	2,737,712		2,737,712	2,737,712			1,449,354
221,800,000	(49,800,000)	172,000,000		172,000,000	172,000,000			
2,077,531,392	*(51,062,288)*	*2,026,469,104*		*2,026,469,104*	*1,965,063,328*	*61,405,776*		*1,604,324,418*
24,500,000		24,500,000		24,500,000	1,500,000	23,000,000		13,900,000
			100,000,000	100,000,000			100,000,000	(277,135)
			2,012,806,790	2,012,806,790	125,500,000		1,887,306,790	161,500,000
			38,500,000	38,500,000			38,500,000	
			286,500,000	286,500,000	500,000		286,000,000	3,500,000
			250,000,000	250,000,000	500,000		249,500,000	13,500,000
			276,100,000	276,100,000	23,500,000		252,600,000	24,500,000
			25,000,000	25,000,000	8,000,000		17,000,000	
			1,065,500,000	1,065,500,000	117,000,000		948,500,000	190,500,000
			100,000,000	100,000,000			100,000,000	
			111,000,000	111,000,000			111,000,000	
			375,100,000	375,100,000	5,500,000		369,600,000	13,000,000
			4,640,506,790	*4,640,506,790*	*280,500,000*		*4,360,006,790*	*406,222,865*

Emploi des crédits—*Fin*

Crédit	Programme	
Stat	Avances consenties en vertu de la Loi nationale sur l'habitation	
	Emploi des crédits non requis pour l'exercice en cours	
	Total du programme—Non budgétaire	
	CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL[2]	
	Budgétaire	
20	Paiements au Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	$ 5,045,000
21b	Dépenses du programme	2,600,000
	Total—Budgétaire	
	Non budgétaire	

[1] Conseil du Trésor, crédit 10, initiatives visant à créer des emplois.

[2] Au cours de l'exercice, le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail a été nommé comme étant un établissement public à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. Le Conseil du Trésor a autorisé que les fonds non utilisés relatifs aux subventions (crédit 20) soient employés pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.

* Crédits apparaissant antérieurement au Budget des dépenses principal de 1984-85 sous le ministère des Travaux publics.

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
(21,400,000)	21,400,000							
								18,300,000
3,100,000	*21,400,000*	*24,500,000*	*4,640,506,790*	*4,665,006,790*	*282,000,000*	*23,000,000*	*4,360,006,790*	*437,522,865*
7,645,000		*7,645,000*		*7,645,000*	*7,016,344*	*628,656*		*4,803,000*
2,209,794,954	(36,910,853)	2,172,884,101		2,172,884,101	2,107,312,531	65,571,570		1,719,236,079
3,100,000	21,607,262	24,707,262	4,640,547,528	4,665,254,790	282,248,000	23,000,000	4,360,006,790	437,622,865

Coût total des programmes—Budgétaire
(en milliers de dollars)

PROGRAMME	Exercice	Dépenses	*Moins:* Rentrées portées en recettes	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	*Plus:* Autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	Coût total des programmes
MINISTÈRE	1984-85	129,554	441	4,715	814	134,642
	1983-84	104,637	98	4,751	668	109,958
CONSEIL CANADIEN DES RELATIONS DU TRAVAIL	1984-85	5,679	3	1,229	98	7,003
	1983-84	5,472	4	632	77	6,177
SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT	1984-85	1,965,063	927,649			1,037,414
	1983-84	1,604,324	953,911			650,413
CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL	1984-85	7,016	130			6,886
	1983-84	4,803				4,803
Total	1984-85	2,107,312	928,223	5,944	912	1,185,945
	1983-84	1,719,236	954,013	5,383	745	771,351

Programmes par activité—Budgétaire
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
MINISTÈRE								
Médiation et conciliation	3,871	3,595	4	19			3,875	3,614
Services généraux aux travailleurs	17,886	16,520	211	113	6,980	6,534	25,077	23,167
Politique et communications	11,359	10,685	25	201	6,269	5,474	17,653	16,360
Administration	8,976	9,075	50	272			9,026	9,347
Programme de soutien du revenu d'adaptation pour les travailleurs	363	443	1		42,192	42,192	42,556	42,635
Indemnités pour accidents à des employés de l'État et à des marins marchands	55,606	50,924	2		14	10	55,622	50,934
	98,061	91,242	293	605	55,455	54,210	153,809	146,057
Moins: recettes à valoir sur le crédit	21,096	16,503					21,096	16,503
	76,965	74,739	293	605	55,455	54,210	132,713	129,554
Moins: rentrées portées en recettes		441						441
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	4,715	4,715					4,715	4,715
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	814	814					814	814
Coût total du programme	82,494	79,827	293	605	55,455	54,210	138,242	134,642
CONSEIL CANADIEN DES RELATIONS DU TRAVAIL								
Conseil canadien des relations du travail	5,936	5,644	121	35			6,057	5,679
Moins: rentrées portées en recettes		3						3
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère des Travaux publics	1,229	1,229					1,229	1,229
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	98	98					98	98
Coût total du programme	7,263	6,968	121	35			7,384	7,003
SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT								
Logement du marché	100,754	77,471					100,754	77,471
Logement social	1,178,978	1,165,035					1,178,978	1,165,035
Remise en état et conservation	223,120	209,080					223,120	209,080
Équipements communautaires	14,759	9,299					14,759	9,299
Recherche, développement, démonstration et information	23,017	18,967					23,017	18,967
Emplois d'été des étudiants	40	40					40	40
Programme de protection des taux hypothécaires	2,700	2,184					2,700	2,184
Programme national de l'énergie	763	649					763	649
Fonds d'assurance hypothécaire	307,600	307,600					307,600	307,600
Rénovation urbaine	2,738	2,738					2,738	2,738
Avances au Fonds d'assurance hypothécaire	177,500	177,500					177,500	177,500
Remboursement d'avances du Fonds d'assurance hypothécaire	(5,500)	(5,500)					(5,500)	(5,500)
	2,026,469	1,965,063					2,026,469	1,965,063
Moins: rentrées portées en recettes		927,649						927,649
Coût total du programme	2,026,469	1,037,414					2,026,469	1,037,414
CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL*								
Conseil des gouverneurs		90						90
Conseil exécutif		21						21
Président et personnel du Centre		3,914		1,639		1,467		7,020
	1,900	4,025	700	1,639	5,045	1,467	7,645*	7,131
Moins: recettes à valoir sur le crédit		115						115
	1,900	3,910	700	1,639	5,045	1,467	7,645	7,016
Moins: rentrées portées en recettes		130						130
Coût total du programme	1,900	3,780	700	1,639	5,045	1,467	7,645	6,886

*Aucune ventilation de crédits par activité n'est disponible pour ce nouvel établissement public nommé à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière.

Subventions et contributions
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
MINISTÈRE			
Subventions			
Services généraux aux travailleurs			
Subventions à des fins de travaux spéciaux de recherches dans le domaine du travail (prévention des accidents)	16	16	16
Subventions aux syndicats et à leurs membres qui ne sont pas affiliés au Congrès du travail du Canada à des fins d'éducation syndicale	1,069	999	636
Subventions afin d'appuyer les organismes responsables de l'élaboration des normes	10	10	10
Subvention pour la mise en œuvre d'un programme d'attestation pour les infirmières et infirmiers en médecine du travail	75	75	
Politique et communications			
Subventions à des fins de travaux spéciaux de recherches dans le domaine du travail (recherches spéciales)	40	40	40
Subventions afin d'appuyer les activités qui contribuent à la réalisation des objectifs de Travail Canada	62	62	61
Subvention au Conseil syndical du Commonwealth	20	20	40
Subvention au Centre canadien du marché du travail et de la productivité	5,000	5,000	5,000
Subventions à des organisations de travailleurs qui organisent des activités de formation	10	10	
Programme de soutien du revenu d'adaptation pour les travailleurs			
Paiement de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence chez des importateurs, de la restructuration d'une entreprise, de graves perturbations économiques au niveau d'une entreprise ou d'une région	42,192	42,192	24,391
Indemnités pour accidents à des employés de l'État et à des marins marchands			
Indemnisation des marins marchands—Indemnités supplémentaires versées à certaines veuves de marins et à certains enfants à charge ainsi qu'en vue de prolonger le paiement des allocations à l'égard des enfants âgés de moins de 21 ans qui fréquentent l'école	14	10	9
	48,508	*48,434*	*30,203*
Contributions			
Services généraux aux travailleurs			
Contribution aux programmes d'éducation syndicale du Congrès du travail du Canada	3,538	3,538	3,056
Contributions aux organisations de travailleurs non affiliées au Congrès du travail du Canada en vue de promouvoir et d'améliorer les programmes d'éducation syndicale	1,124	1,090	996
Projets relatifs à la qualité de la vie au travail	705	443	431
Centre d'éducation syndicale de la région de l'Atlantique	363	363	322
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			22
Politique et communications			
Contribution pour le Programme gouvernemental-syndical de détachement d'employés	89	56	
Contributions au Fonds de recherche sur les répercussions du changement technologique	286	286	
Affectation gelée	842		
	6,947	*5,776*	*4,827*
	55,455	*54,210*	*35,030*
CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL			
Subventions			
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	*5,045*	*1,467*	*4,803*
Total	60,500	55,677	39,833

Dépenses budgétaires par programme et article courant
(en milliers de dollars)

ARTICLE COURANT	Ministère	Conseil canadien des relations du travail	Société canadienne d'hypothèques et de logement	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	Total
(1) Traitements et salaires	29,299	3,852		1,490	34,641
	27,597	**3,642**		**2,316**	**33,555**
	26,189	*3,482*			*29,671*
(1) Autres frais touchant le personnel	51,204	563			51,767
	46,141	**563**		**251**	**46,955**
	42,589	*512*			*43,101*
(2) Transports et communications	2,835	577		10	3,422
	2,713	**637**		**327**	**3,677**
	2,564	*584*			*3,148*
(3) Information	1,494	90			1,584
	1,301	**116**		**117**	**1,534**
	1,341	*97*			*1,438*
(4) Services professionnels et spéciaux	10,346	590		305	11,241
	10,895	**414**		**493**	**11,802**
	9,701	*479*			*10,180*
(5) Location	455	68			523
	356	**113**		**135**	**604**
	335	*83*			*418*
(6) Achat de services de réparation et d'entretien	130	20		80	230
	192	**20**		**39**	**251**
	135	*14*			*149*
(7) Services publics, fournitures et approvisionnements	732	158		15	905
	696	**111**		**347**	**1,154**
	653	*169*			*822*
(9) Construction et acquisition de machines et de matériel	293	121		700	1,114
	605	**35**		**1,639**	**2,279**
	521	*35*			*556*
(10) Subventions, contributions et autres paiements de transfert	55,455			5,045*	60,500
	54,210			**1,467**	**55,677**
	35,030			*4,803*	*39,833*
(12) Toutes autres dépenses	1,566	18	2,026,469		2,028,053
	1,351	**28**	**1,965,063**		**1,966,442**
	1,254	*17*	*1,604,324*		*1,605,595*
(1-12) Total	153,809	6,057	2,026,469	7,645	2,193,980
	146,857	**5,679**	**1,965,063**	**7,131**	**2,123,930**
	120,312	*5,472*	*1,604,324*	*4,803*	*1,734,911*
(13) *Moins:* recettes à valoir sur le crédit	21,096				21,096
	16,503			**115**	**16,618**
	15,675				*15,675*
Total des dépenses nettes	132,713	6,057	2,026,469	7,645	2,172,884
	129,554	**5,679**	**1,965,063**	**7,016**	**2,107,312**
	104,637	*5,472*	*1,604,324*	*4,803*	*1,719,236*

Les montants en caractères romains représentent les crédits de 1984-85.
Les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de 1984-85.
Les montants en *italique* représentent les dépenses de 1983-84.
* Au cours de l'exercice, le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail a été nommé comme étant un établissement public à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. Le Conseil du Trésor a autorisé que les fonds non utilisés relatifs aux subventions (crédit 20) soient employés pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital. De ce fait, aucune ventilation des crédits non utilisés aux autres articles courants n'est possible.

Recettes

	1984-85	1983-84
	$	$
MINISTÈRE		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	265,976	8,382
Rémunérations de services	665	45
Produits des ventes		30
Autres recettes non fiscales	174,031	89,092
Total	440,672	97,549

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	140,952	
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	125,024	
		265,976
Autres recettes non fiscales:		
Amendes et pénalités remises par les tribunaux suite à des poursuites en vertu du Code canadien du travail	2,300	
Revenu Canada (Impôt)—Crédits à un régime de pension	19,908	
Frais d'inscription pour séminaire d'études présenté par le Bureau de la femme	3,906	
Frais de témoin	50	
Virement de fonds du Compte d'attente du code du travail en raison du manque d'information rendant impossible la localisation d'individus	147,867	
		174,031

	1984-85	1983-84
	$	$
CONSEIL CANADIEN DES RELATIONS DU TRAVAIL		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	869	339
Produits des ventes	2,093	3,438
Autres recettes non fiscales		5
Total	2,962	3,782

	1984-85	1983-84
	$	$
SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	912,953,295	941,142,066
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	3,264,081	1,427,960
Produits des ventes	121,830	145,932
Autres recettes non fiscales	11,309,754	11,195,252
Total	927,648,960	953,911,210

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements:		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Sociétés de la Couronne—		
Institution de crédit—		
Société canadienne d'hypothèques et de logement—		
Intérêt	873,299,069	
Bénéfices	39,654,226	
		912,953,295
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:		
Factures excédentaires en vertu de la Section V de la Loi nationale sur l'habitation		3,264,081
Produits des ventes:		
Ventes de propriétés		121,830
Autres recettes non fiscales:		
Divers	9,677,198	
Recouvrements sur fonds initiaux—Section V	184,924	
Recouvrements—Rénovation urbaine	1,447,632	
		11,309,754

	1984-85	1983-84
	$	$
CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	130,188	

	1984-85
	$
Détail	
Recettes non fiscales—	
Produits de placements:	
Autres comptes—	
Intérêt sur certificats d'investissement à court terme	130,188

Appendice

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état des résultats d'exploitation ci-joint de l'Établissement du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première de cet état financier, en raison de l'intégrité et de l'objectivité des données, revient à la gestion du Centre.

Cet état des résultats d'exploitation a été préparé selon les conventions comptables du Receveur général du Canada. Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une reclassification afin de se conformer au mode de divulgation de l'exercice courant. Certains renseignements compris dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, l'Établissement maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières de l'Établissement. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans l'état des résultats d'exploitation.

La Direction des services financiers de l'Établissement développe et propage les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives spécifiques qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Centre maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif de l'Établissement. L'Établissement vise également à s'assurer de l'objectivité et de l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communications visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

Nous présentons aussi une copie des états financiers vérifiés pour les sept mois clos le 31 mars 1985. Ces états ont été préparés selon les conventions comptables énoncées sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

Afin de fournir l'uniformité, nous avons préparé une conciliation selon les instructions du Receveur général du Canada énoncées à l'article 6 c) du Chapitre 3 des Directives concernant les Comptes publics.

Approuvé par:

Le président
L'HONORABLE MARTIN O'CONNELL

Le président et administrateur en chef
GORDON ATHERLEY

Le secrétaire/trésorier
KASH MANCHUK

le 3 septembre 1985

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LES SEPT MOIS CLOS LE 31 MARS 1985

	Sept mois clos le 31 mars 1985	Huit mois clos le 31 août 1984
	$	$
Dépenses		
Exploitation		
Traitements et indemnités aux employés	2,336,973	2,061,644
Mobilier, équipement et améliorations locatives	1,806,482	83,000
Transport et communications	267,496	193,254
Services publics, matériel et fournitures	229,743	132,611
Locaux	208,517	143,479
Services professionnels et spéciaux	167,218	62,059
Impression et publication	117,311	105,641
Locations	61,287	38,216
Achat de réparation et d'entretien	38,968	64,391
	5,233,995	2,884,295
Administration		
Traitements et indemnités aux employés	178,963	193,502
Gouverneurs, Conseil de direction et comités (tableau I)	115,448	167,457
Services professionnels et spéciaux	94,258	11,667
Voyages	11,307	8,117
	399,976	380,743
	5,633,971	3,265,038
Recettes		
Intérêts		205,093
Vente de publications	6,752	3,271
	6,752	208,364
Coût net de l'exploitation	5,627,219	3,056,674
Conciliation avec l'emploi des crédits:		
Coût net de l'exploitation	5,627,219	3,056,674
Moins: services fournis gratuitement par les ministères gouvernementaux	71,568	
Emploi des crédits	5,555,651	3,056,674

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers. Certaines notes jointes aux états financiers vérifiés de cette section font également partie intégrante de cet état.

CONCILIATION POUR LES SEPT MOIS CLOS LE 31 MARS 1985

	Sept mois clos le 31 mars 1985	Huit mois clos le 31 août 1984
	$	$
Coût net de l'exploitation	5,627,219	3,056,674
Moins: achat de mobiliers, équipement et améliorations locatives	1,806,482	83,000
services fournis gratuitement par les ministères gouvernementaux	71,568	
	1,878,050	83,000
Plus: augmentation des indemnités de cessation d'emploi courues	11,215	17,500
augmentation des indemnités de congé payées	69,693	(14,500)
amortissement	277,819	218,372
augmentation des frais payés d'avances	10,990	
	369,717	221,372
Coût net de l'exploitation selon la comptabilité d'exercice	4,118,886	3,195,046

Appendice—*Suite*

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT
DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
31 MARS 1985

1. Conventions comptables importantes

L'état des résultats d'exploitation a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Réalisation des dépenses

À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des indemnités de congé payées qui sont comptabilisées sur une base de caisse, toute dépense est, selon la convention comptable des comptes à payer à la fin de l'exercice (CAPAFE) du gouvernement, comptabilisée sur une base d'exercice.

b) Réalisation des recettes

Une recette est, selon les conventions comptables du gouvernement, comptabilisée sur une base de caisse.

c) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement, l'année de leur achat.

d) Les montants estimatifs de services fournis gratuitement par les ministères gouvernementaux sont compris dans les dépenses.

2. Modifications des conventions comptables

Le Centre, suite au Projet de loi C-24, a été nommé un établissement public à l'annexe B. Le compte rendu a été changé de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse modifiée du gouvernement. Ce changement permettra l'uniformité de compte rendu figurant dans les Comptes publics, tout en satisfaisant les normes du Receveur général du Canada. Le coût net de l'exploitation a augmenté de $1,508,333 suite à cette modification. Les chiffres comparatifs de 1984 ont été reclassifiés et le coût net de l'exploitation, pour cette période, a diminué de $138,372.

3. Modifications de la présentation de l'état financier

La ventilation entre les dépenses d'exploitation et d'administration a été faite selon les exigences de rapport du Receveur général du Canada.

4. Crédits parlementaires

	Sept mois clos le 31 mars 1985	Huit mois clos le 31 août 1984	Douze mois clos le 31 mars 1985
	(en milliers de dollars)		
Ministère du Travail			
Crédit 20	5,045		5,045
Crédit 21b	2,600		2,600
	7,645		7,645
Annulé	629		629
	7,016	3,057	7,016
Plus: recette non fiscales	7		
Moins: paiement de transfert	1,467		
	5,556	3,057	7,016

GOUVERNEURS, CONSEILS DE DIRECTION ET COMITÉS

TABLEAU I

	1985	1984
	$	$
Honoraires payés	50,825	70,578
Voyages	46,222	42,035
Services professionnels	17,756	33,479
Matériel, fournitures et réparations	645	21,365
	115,448	167,457

Appendice—*Suite*

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE CONSEIL DU CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE
ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL
ET
L'HONORABLE WILLIAM MCKNIGHT, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DU TRAVAIL

J'ai vérifié le bilan du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail au 31 mars 1985 ainsi que les états des résultats et de l'avoir et de l'évolution de la situation financière pour les sept mois terminés à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Centre au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour les sept mois terminés à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de la période précédente.

Pour le vérificateur général du Canada
E.R. ROWE, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 10 juillet 1985

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF	31 mars 1985	31 août 1984
	$	$
À court terme		
Encaisse	11,311	703,959
Dépôts à court terme		3,996,999
Crédit parlementaire à recevoir	1,454,648	
Débiteurs	441	6,398
Intérêt couru à recevoir		108,045
Frais payés d'avance	9,837	20,827
	1,476,237	4,836,228
Immobilisations (note 3)	2,296,243	767,580
	3,772,480	5,603,808

PASSIF	31 mars 1985	31 août 1984
	$	$
À court terme		
Créditeurs	1,610,378	305,376
Subvention parlementaire reportée (note 4)		3,526,250
	1,610,378	3,831,626
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	76,715	65,500
	1,687,093	3,897,126
AVOIR DU CANADA		
Avoir à la fin de la période	2,085,387	1,706,682
	3,772,480	5,603,808

Approuvé par:

Le président du Conseil
L'HONORABLE MARTIN O'CONNELL

Le président et administrateur en chef
GORDON ATHERLEY

Le trésorier
KASH MANCHUK

Appendice—*Suite*

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'AVOIR
POUR LES SEPT MOIS TERMINÉS LE 31 MARS 1985

	Sept mois terminés le 31 mars 1985	Huit mois terminés le 31 août 1984
	$	$
Exploitation		
Traitements, avantages et allocations	2,417,881	2,064,644
Amortissement	277,819	218,372
Transport et communications	262,986	193,254
Services publics, matériel et fournitures	229,743	132,611
Services professionnels et spéciaux	167,218	62,059
Locaux	152,449	143,479
Impression et publication	117,311	105,641
Locations	61,287	38,216
Achat de réparation et d'entretien	38,968	64,391
	3,725,662	3,022,667
Administration		
Traitements et avantages	178,963	193,502
Gouverneurs, Conseil de direction et comités	115,448	167,457
Services professionnels et spéciaux	94,258	11,667
Déplacements	11,307	8,117
	399,976	380,743
	4,125,638	3,403,410
Ventes de publications	(6,752)	(3,271)
Intérêts créditeurs		(205,093)
	(6,752)	(208,364)
Coût de l'exploitation	4,118,886	3,195,046
Subvention ou crédit parlementaire (note 4)	4,497,591	3,719,500
Excédent de la subvention ou du crédit parlementaire sur le coût de l'exploitation	378,705	524,454
Avoir au début de la période	1,706,682	1,182,228
Avoir à la fin de la période	2,085,387	1,706,682

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR LES SEPT MOIS TERMINÉS LE 31 MARS 1985

	Sept mois terminés le 31 mars 1985	Huit mois terminés le 31 août 1984
	$	$
Provenance des fonds		
Subvention parlementaire (note 4)	3,526,250	3,719,500
Crédit parlementaire (note 4)	971,341	
Produit à l'aliénation d'immobilisations		3,030
	4,497,591	3,722,530
Utilisation des fonds		
Coût de l'exploitation	4,118,886	3,195,046
Déduire: postes n'exigeant aucune sortie de fonds		
amortissement	(277,819)	(218,905)
provision pour indemnités de cessation d'emploi	(11,215)	(17,500)
gain à l'aliénation d'immobilisations		533
	3,829,852	2,959,174
Additions aux immobilisations	1,806,482	83,000
	5,636,334	3,042,174
Augmentation (diminution) du fonds de roulement	(1,138,743)	680,356
Augmentation (diminution) du fonds de roulement composée de:		
Encaisse	(692,648)	666,040
Dépôts à court terme	(3,996,999)	2,290,749
Crédit parlementaire à recevoir	1,454,648	
Autres postes	(124,992)	82,252
	(3,359,991)	3,039,041
Créditeurs	(1,305,002)	(33,185)
Subvention parlementaire reportée	3,526,250	(2,325,500)
Augmentation (diminution) du fonds de roulement	(1,138,743)	680,356
Fonds de roulement au début de la période	1,004,602	324,246
Fonds de roulement (négatif) à la fin de la période	(134,141)	1,004,602

Appendice—*Suite*

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1985

*1. Pouvoirs et objectifs

Le Centre a été constitué le 1er octobre 1978 en vertu de la Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail. Les objectifs du Centre sont de promouvoir le droit fondamental des Canadiens de travailler dans des conditions saines et sûres et d'améliorer la santé physique et mentale des travailleurs.

La Loi modifiant la Loi sur l'administration financière à l'égard des sociétés d'État et modifiant d'autres lois en conséquence (Chapitre 31 des Statuts du Canada, 1984), qui est entrée en vigueur le 1er septembre 1984 par promulgation, nomme le Centre à l'Annexe B de la Loi sur l'administration financière en tant que société ministérielle. Auparavant, le Centre n'était pas en annexe à ladite Loi. Les dépenses d'exploitation du Centre sont financées par le biais d'une autorisation budgétaire annuelle.

2. Conventions comptables importantes

Subvention parlementaire

Jusqu'au 1er septembre 1984, le Centre avait un exercice qui coïncidait avec l'année civile et recevait du Parlement, selon l'exercice du gouvernement (1er avril au 31 mars), une subvention qui assurait son exploitation. Par conséquent, au 31 août 1984, sept douzièmes de la subvention reçue quant à l'exercice courant du gouvernement était reporté. Les dépenses d'exploitation du Centre sont maintenant financées par le biais d'une autorisation budgétaire annuelle.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant. Le mobilier de bureau et tout le matériel sont amortis selon une durée utile estimative de cinq ans en utlisant la méthode linéaire. Les améliorations locatives sont amorties sur la durée du bail.

Indemnités de cessation d'emploi et de vacances

Les indemnités de cessation d'emploi et les jours de congé accumulés qui n'ont pas été utilisés à la fin de la période sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

3. Immobilisations

	31 mars 1985			31 août 1984
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Mobilier et matériel de bureau	915,959	320,826	595,133	217,369
Matériel informatique	1,923,772	448,188	1,475,584	364,894
Améliorations locatives	632,719	407,193	225,526	185,317
	3,472,450	1,176,207	2,296,243	767,580

4. Subvention parlementaire

	Sept mois terminés le 31 mars 1985	Huit mois terminés le 31 août 1984	1er avril 1984 au 31 mars 1985
	$	$	$
Reportée de la période précédente	3,526,250	1,200,750	
Reçue au cours de la période de huit mois			
Crédit 20		5,045,000	5,045,000
Crédit 5/Crédit 21b		1,000,000	1,000,000
À recevoir au cours de la période de sept mois			
Crédit 21b/Crédit	1,600,000		1,600,000
			7,645,000
Annulée	(628,659)		(628,659)
	971,341	6,045,000	7,016,341
Reportée à la période suivante		(3,526,250)	
Utilisation des fonds	4,497,591	3,719,500	

Au 1er septembre 1984, les fonds disponibles devaient être virés au Fonds du revenu consolidé. Le virement, toutefois, ne fut pas complété avant décembre 1984. Un excédent des subventions sur les dépenses d'environ $1 million se rapportant à des périodes antérieures au 31 août 1984 faisait partie de cette somme. Cet excédent a servi en partie au financement des dépenses qui ont dépassé d'environ $450,000 le crédit pour les sept mois terminés le 31 mars 1985.

5. Engagements en vertu d'un contrat de location

Le ministère des Travaux publics (MTP), à partir du 1er septembre 1984, a assumé la responsabilité des paiements, en vertu du contrat de location; cependant, le Centre a continué à effectuer les paiements. Les services connexes fournis gratuitement par le MTP s'élevaient à $71,568.

Voici les paiements minimums futurs en vertu d'un contrat de location-exploitation qui expire en 1986:

	$
1985 (neuf mois)	94,875
1986 (quatre mois)	42,167

6. Chiffres comparatifs

Les chiffres comparatifs de la période précédente ont été reclassifiés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période terminée le 31 mars 1985.

*Cette note fait également partie intégrante de l'état des résultats d'exploitation présenté avant ces états et préparé selon la comptabilité de caisse modifiée du gouvernement.

Appendice—*Suite*

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE CONSEIL DU CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE
ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL
ET
L'HONORABLE WILLIAM MCKNIGHT, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DU TRAVAIL

J'ai vérifié le bilan du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail au 31 août 1984 ainsi que l'état des résultats et de l'avoir et l'état de l'évolution de la situation financière pour les huit mois terminés à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Centre au 31 août 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour les huit mois terminés à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 21 novembre 1984

BILAN AU 31 AOÛT 1984

ACTIF	31 août 1984	31 décembre 1983
	$	$
À court terme		
Encaisse	703,959	37,919
Dépôts à court terme	3,996,999	1,706,250
Débiteurs	6,398	4,482
Intérêt couru à recevoir	108,045	28,862
Frais payés d'avance	20,827	19,674
	4,836,228	1,797,187
Immobilisations (note 3)	767,580	905,982
	5,603,808	2,703,169

PASSIF	31 août 1984	31 décembre 1983
	$	$
À court terme		
Créditeurs	305,376	272,191
Subvention parlementaire reportée (note 4)	3,526,250	1,200,750
	3,831,626	1,472,941
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	65,500	48,000
	3,897,126	1,520,941
AVOIR DU CANADA		
Avoir à la fin de la période	1,706,682	1,182,228
	5,603,808	2,703,169

Approuvé par:

Le président du Conseil
L'HONORABLE MARTIN O'CONNELL

Le président et administrateur en chef
GORDON ATHERLEY

Le trésorier
KASH MANCHUK

Appendice—*Suite*

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'AVOIR POUR LES HUIT MOIS TERMINÉS LE 31 AOÛT 1984

	Huit mois terminés le 31 août 1984	Exercice terminé le 31 décembre 1983
	$	$
Dépenses		
Traitements, indemnités et prestations	2,293,180	3,228,080
Loyer	239,879	348,224
Amortissement	218,905	330,899
Voyages, réinstallation, recrutement et formation du personnel	135,017	145,491
Impression et fournitures de bureau	116,920	192,100
Honoraires et frais de voyage des gouverneurs	85,720	87,091
Communications	84,753	146,394
Affranchissement et fret	42,616	48,610
Location et petits achats de matériel	41,320	55,625
Services professionnels et spéciaux	40,794	129,175
Informatique	40,078	79,083
Bibliothèque	33,996	76,385
Honoraires et frais de voyage des membres du Bureau exécutif	15,698	35,970
Séminaires et réunions	15,067	36,465
Perte (gain) à l'aliénation d'immobilisations	(533)	32,334
X[e] Congrès mondial, net		61,464
	3,403,410	5,033,390
Intérêt et autres revenus	208,364	172,805
Coût d'exploitation	3,195,046	4,860,585
Subvention parlementaire (note 4)	3,719,500	4,736,500
Excédent de la subvention parlementaire sur le coût d'exploitation (du coût d'exploitation sur la subvention parlementaire)	524,454	(124,085)
Avoir au début de la période	1,182,228	1,306,313
Avoir à la fin de la période	1,706,682	1,182,228

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR LES HUIT MOIS TERMINÉS LE 31 AOÛT 1984

	Huit mois terminés le 31 août 1984	Exercice terminé le 31 décembre 1983
	$	$
Provenance des fonds		
Subvention parlementaire	3,719,500	4,736,500
Produit de l'aliénation d'immobilisations	3,030	20,276
	3,722,530	4,756,776
Utilisation des fonds		
Coût d'exploitation	3,195,046	4,860,585
Postes que n'affectent pas le fonds de roulement		
Amortissement	(218,905)	(330,899)
Provision pour les indemnités de cessation d'emploi	(17,500)	(48,000)
(Perte) gain à l'aliénation d'immobilisations	533	(32,334)
	2,959,174	4,449,352
Additions aux immobilisations	83,000	144,953
	3,042,174	4,594,305
Augmentation du fonds de roulement	680,356	162,471
Fonds de roulement au début de la période	324,246	161,775
Fonds de roulement à la fin de la période	1,004,602	324,246

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 AOÛT 1984

1. Pouvoirs et objectifs

Le Centre a été constitué le 1[er] octobre 1978, en vertu de la Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail. Les objectifs du Centre sont de promouvoir le droit fondamental des Canadiens de travailler dans des conditions saines et sûres et d'améliorer la santé physique et mentale des travailleurs.

La Loi modifiant la Loi sur l'administration financière à l'égard des sociétés d'État et modifiant d'autres lois en conséquence (Chapitre 31 des Statuts du Canada, 1984), qui est entrée en vigueur le 1[er] septembre 1984 par promulgation, nomme le Centre à l'Annexe B à la Loi sur l'administration financière en tant qu'établissement public. Auparavant, le Centre n'était pas en annexe à ladite Loi.

À la suite du changement décrit au paragraphe précédent, le Centre a fermé ses comptes au 31 août 1984 et a préparé les présents états financiers. À partir du 1[er] septembre 1984, il changera sa fin d'exercice au 31 mars et tiendra ses comptes conformément aux conventions comptables du gouvernement du Canada.

2. Conventions comptables importantes

Subvention parlementaire

Le Centre a un exercice qui coïncide avec l'année civile et reçoit du Parlement, selon l'exercice du gouvernement (1[er] avril au 31 mars), une subvention qui assure son exploitation. Par conséquent, au 31 août 1984, sept-douzièmes (un quart en 1983) de la subvention reçue quant à l'exercice financier courant du gouvernement est reporté.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant. Le mobilier de bureau et tout le matériel sont amortis sur une durée de vie utile estimative de cinq ans, selon la méthode linéaire. Les améliorations locatives sont amorties sur la durée du bail.

Indemnités de cessation d'emploi et de congé

Les indemnités de cessation d'emploi et les jours de congé accumulés qui n'ont pas été pris à la fin de la période sont comptabilisés d'après la méthode de la comptabilité d'exercice.

3. Immobilisations

	31 août 1984			31 décembre 1983
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Mobilier et matériel de bureau	479,252	261,883	217,369	233,072
Matériel informatique	711,973	347,079	364,894	459,824
Améliorations locatives	474,743	289,426	185,317	213,086
	1,665,968	898,388	767,580	905,982

Appendice—*Fin*

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 AOÛT 1984—*Fin*

4. Subvention parlementaire

	Huit mois terminés le 31 août 1984	Exercice terminé le 31 décembre 1983
	$	$
Montant reporté de la période précédente	1,200,750	1,134,250
Montant reçu au cours de la période		
1983-84		4,803,000
1984-85	6,045,000	
Montant reporté à la période suivante	(3,526,250)	(1,200,750)
	3,719,500	4,736,500

En décembre 1984, le Parlement a approuvé un financement supplémentaire pour le Centre à l'égard de l'exercice financier du gouvernement se terminant le 31 mars 1985, pour la somme de $2,600,000 dont $1,000,000 avait été reçu avant le 31 août 1984 et apparaît dans les états financiers ci-joints.

5. Engagements en vertu d'un contrat de location

Voici les paiements minimums futurs en vertu d'un contrat de location-exploitation qui expire en 1986:

	$
1984 (quatre mois)	42,167
1985 (année civile)	126,500
1986 (année civile)	42,167

À la suite du changement décrit à la note 1, le ministère des Travaux publics, à partir du 1er septembre 1984, assumera la responsabilité des paiements en vertu du contrat de location et les recouvrera du Centre.

SECTION 29

COMPTES PUBLICS
1984-85

Travaux publics

Ministère
Commission de la Capitale nationale

SOMMAIRE

	Page
Objectifs	29.3
Emploi des crédits	29.4
Coût total des programmes—Budgétaire	29.10
Programmes par activité—Budgétaire	29.11
Subventions et contributions	29.13
Dépenses budgétaires par programme et article courant	29.14
Recettes	29.16
Appendice	29.19

TRAVAUX PUBLICS

Ministère

Objectifs

PROGRAMME D'ADMINISTRATION

—Assurer l'orientation centrale de la politique et fournir des services centraux de soutien administratif pour tous les programmes du ministère.

PROGRAMME DES SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES

PROGRAMME

—Assurer les services professionnels et techniques nécessaires à l'exécution des programmes du ministère des Travaux publics et d'autres ministères et organismes dans les domaines de la construction et de la prévention des incendies.

FONDS RENOUVELABLE DES SERVICES DE CONSTRUCTION

—Fournir des services de construction, d'amélioration et (ou) d'entretien à l'égard des projets de logement, d'ouvrages maritimes et de voirie à d'autres ministères et organismes fédéraux, à d'autres gouvernements, ou à des locataires du secteur privé de propriétés appartenant à la Couronne ou louées par celle-ci.

PROGRAMME DU LOGEMENT

—Loger, le plus économiquement possible, les ministères et organismes fédéraux dans des locaux conformes aux normes approuvées de quantité, de qualité et d'efficacité.

PROGRAMME DES TRAVAUX MARITIMES

—Aménager et entretenir, le plus économiquement possible, les installations maritimes qu'exigent les programmes fédéraux mis en œuvre pour le développement et le soutien de l'industrie et pour la régularisation des niveaux d'eau.

PROGRAMME DE LA VOIRIE ET AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE

—Aménager et entretenir, le plus économiquement possible, les routes, ponts et services publics qu'exigent les programmes du gouvernement fédéral.

PROGRAMME DE GESTION ET D'AMÉNAGEMENT FONCIERS

—Gérer et aménager les biens-fonds fédéraux de manière à réaliser de plus vastes objectifs en matière sociale, économique et écologique tout en sauvegardant l'efficacité des services gouvernementaux.

PROGRAMME DES SUBVENTIONS AUX MUNICIPALITÉS

—Fournir des subventions aux autorités taxatrices en remplacement d'impôts sur les propriétés appartenant au gouvernement fédéral.

Commission de la Capitale nationale

Objectif

—Faire de la région de la Capitale nationale un symbole d'identité à l'intention de tous les Canadiens.

Note: La Société canadienne d'hypothèques et de logement a été transférée au ministère du Travail (CP 1984-3192, daté le 17 septembre 1984).

Emploi des crédits

Crédit	Programme		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
	Budgétaire		
1	Dépenses du programme		$ 51,264,500
	Virement du CT, crédit 10[1]		45,982
Stat	Ministre des Travaux publics—Traitement et allocation pour automobile		
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		
	Total du programme—Budgétaire		
	PROGRAMME DES SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES		
	Budgétaire		
5	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions		$ 51,529,000
	5c Pour autoriser le virement au présent crédit de $119,999 du crédit 15 (Travaux publics) de la Loi n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits		1
	Virement du: crédit 15		119,999
	CT, crédit 10[1]		106,964
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		
Stat	Arrêts de la Cour fédérale		
	PROGRAMME DES SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES—FONDS RENOUVELABLE DES SERVICES DE CONSTRUCTION		
6c	Conformément à l'article 33 de la Loi sur la régularisation des comptes pour faire passer de $150,000,000 à $300,000,000 le montant par lequel le total des dépenses effectuées en vertu de l'article 26 de ladite loi puisse excéder les recettes mentionnées dans cet article		
Stat	Autorisation du Fonds renouvelable		
	Augmentation de l'autorisation du Fonds renouvelable selon le crédit 6c		
	Total du programme—Budgétaire		
	PROGRAMME DU LOGEMENT		
	Budgétaire		
10	Dépenses de fonctionnement et contribution, fourniture de locaux et prestation de services connexes, sur une base de recouvrement des frais, aux fins du Régime de pensions du Canada et de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage; aide à l'Association récréative du service civil d'Ottawa, sous forme de services d'entretien au Centre commémoratif W. Clifford Clark, à Ottawa, et autorisation de dépenser les recettes perçues durant l'année		$ 508,917,000
	10c Pour autoriser le virement au présent crédit de $12,846,999 du crédit 15 (Travaux publics) de la Loi n° 2 de 1984-85 portant affectation de crédits		1
	Virement du: crédit 15		12,846,999
	CT, crédit 10[1]		76,446
15	Dépenses en capital, y compris les dépenses à l'égard d'ouvrages situés ailleurs que sur une propriété fédérale et autorisation de rembourser les locataires de propriétés fédérales relativement aux améliorations autorisées par le Ministre; et paiements aux sociétés de la Couronne pour fins d'achats d'équipement solaire		$ 151,147,000
	Moins virement sur le: crédit 5	$ 119,999	
	crédit 10	12,846,999	
	crédit 65	3,500,000	
	crédit 85	49,999	16,516,997
20	Paiements à la Société de construction des Musées du Canada Inc. à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital pour la construction de la Galerie nationale du Canada et du Musée national de l'Homme		
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents		
Stat	Arrêts de la Cour fédérale		
	Total du programme—Budgétaire		
	PROGRAMME DES TRAVAUX MARITIMES		
	Budgétaire		
25	Dépenses de fonctionnement et contributions		$ 13,533,000
	Virement du CT, crédit 10[1]		2,618
30	Dépenses en capital, y compris les dépenses à l'égard d'ouvrages situés sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral		$ 8,194,000
	30b		5,709,000
Stat	Subvention à l'égard de bassins de radoub—Canadian Vickers, Montréal (Loi sur les subventions aux bassins de radoub)		
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		
	Emploi des crédits non requis pour l'exercice en cours		
	Total du programme—Budgétaire		

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
51,310,482		51,310,482		51,310,482	49,232,907	2,077,575		47,334,614
40,500	(7,768)	32,732		32,732	32,732			40,975
5,377,000	820,000	6,197,000		6,197,000	6,197,000			6,024,534
56,727,982	***812,232***	***57,540,214***		***57,540,214***	***55,462,639***	***2,077,575***		***53,400,123***
51,755,964		51,755,964		51,755,964	50,561,618	1,194,346		49,299,467
5,215,000	795,000	6,010,000		6,010,000	6,010,000			5,826,769
	324,178	324,178		324,178	324,178			
56,970,964	*1,119,178*	*58,090,142*		*58,090,142*	*56,895,796*	*1,194,346*		*55,126,236*
1		1		1		1		
			144,944,467	144,944,467				
	150,000,000	150,000,000		150,000,000				
1	*150,000,000*	*150,000,001*	*144,944,467*	*294,944,468*	*4,142,065*	*1*	*290,802,402*	*1,505,626*
56,970,965	***151,119,178***	***208,090,143***	***144,944,467***	***353,034,610***	***61,037, 861***	***1,194,347***	***290,802,402***	***56,631,862***
521,840,446		521,840,446		521,840,446	505,783,653	16,056,793		431,458,085
134,630,003		134,630,003		134,630,003	124,824,395	9,805,608		111,266,977
62,000,000		62,000,000		62,000,000	31,495,000	30,505,000		10,776,000
19,757,000	3,011,000	22,768,000		22,768,000	22,768,000			20,231,790
	93,206	93,206		93,206	93,206			439,624
	11,253	11,253		11,253	11,253			7,916
738,227,449	***3,115,459***	***741,342,908***		***741,342,908***	***684,975,507***	***56,367,401***		***574,180,392***
13,535,618		13,535,618		13,535,618	12,590,770	944,848		18,182,770
13,903,000		13,903,000		13,903,000	13,461,381	441,619		
180,000		180,000		180,000	180,000			180,000
987,000	151,000	1,138,000		1,138,000	1,138,000			1,055,000
								167,054
28,605,618	***151,000***	***28,756,618***		***28,756,618***	***27,370,151***	***1,386,467***		***19,584,824***

Emploi des crédits—*Suite*

Crédit	Programme	
	PROGRAMME DE LA VOIRIE ET AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE	
	Budgétaire	
35	Dépenses de fonctionnement, y compris l'autorisation de faire des avances jusqu'à concurrence de l'ensemble des frais d'exploitation du pont de New Westminster	$ 25,987,000
	Virement du CT, crédit 5[1]	43,000
40	Dépenses en capital, y compris les dépenses à l'égard d'ouvrages situés sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	PROGRAMME DE GESTION ET D'AMÉNAGEMENT FONCIERS	
	Budgétaire	
45	Dépenses de fonctionnement	
50	Dépenses en capital	$ 5,316,000
	50b	1,500,000
55	Contributions	$ 13,783,000
	55b	3,622,000
60	Paiements à la Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	
65	Paiements à la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Québec) Inc. pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	$ 10,688,000
	65b Pour autoriser le virement au présent crédit de $3,500,000 du crédit 15 (Travaux publics) de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits et pour prévoir un montant supplémentaire de	11,328,600
	65c	2,054,970
	Virement du crédit 15	3,500,000
70	Paiements à la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	$ 15,900,000
	70b	15,714,000
75	Paiements à la Corporation Place du Havre Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	$ 2,900,000
	75b	40,148,000
	75c	5,052,000
80	Paiements à la Harbourfront Corporation pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital et autorisation de dépenser les recettes perçues pendant l'année concernant les propriétés portuaires de Toronto appartenant à Sa Majesté	$ 16,228,000
	80b	4,597,000
	80c	800,000
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
Stat	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices prédécents	
	Total du programme—Budgétaire	
	PROGRAMME DES SUBVENTIONS AUX MUNICIPALITÉS	
	Budgétaire	
85	Dépenses de fonctionnement	$ 1,813,000
	85c Pour autoriser le virement au présent crédit de $49,999 du crédit 15 (Travaux publics) de la Loi nº 2 de 1984-85 portant affectation de crédits	1
	Virement du crédit 15	49,999
90	Subventions aux municipalités prévues par la Loi sur les subventions aux municipalités relativement aux années de taxation se terminant le ou avant le 31 décembre 1979; a) sous réserve des conditions approuvées par le gouverneur en conseil, subventions aux municipalités en remplacement des impôts d'application générale d'aménagement et de réaménagement qu'une municipalité impose ou prélève afin de financer le coût en capital des services, lorsque des biens du gouvernement fédéral en bénéficient; b) subventions aux provinces, devant être calculées de la même manière que les subventions aux municipalités aux termes de la Loi sur les subventions aux municipalités, à l'égard de biens du gouvernement fédéral situés dans ces provinces, lorsqu'une taxe sur les biens immobiliers a été imposée ou prélevée sur des biens par une province relativement à une année de taxation se terminant le ou avant le 31 décembre 1979 pour financer des services que les municipalités assurent ordinairement dans tout le Canada; et c) pour autoriser des paiements relativement à certains biens établis comme étant des biens fédéraux pour les années de taxation des municipalités 1974, 1975, 1976, 1977, 1978 et 1979	
Stat	Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices en vertu de la Loi sur les subventions aux municipalités, 1980	
Stat	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	
	Total du programme—Budgétaire	
	Sous-total—Budgétaire	

Crédits — Exercice en cours — Autorisations dans les Budgets des dépenses	Crédits — Exercice en cours — Changements autorisés	Crédits — Exercice en cours — Total	Crédits — Reportés	Crédits — Total global	Employés au cours de l'exercice	Soldes — Annulés (suremployés)	Soldes — Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
26,030,000		26,030,000		26,030,000	25,949,016	80,984		25,189,809
55,647,000		55,647,000		55,647,000	45,905,681	9,741,319		42,248,129
462,000	71,000	533,000		533,000	533,000			377,000
82,139,000	***71,000***	***82,210,000***		***82,210,000***	***72,387,697***	***9,822,303***		***67,814,938***
7,258,000		7,258,000		7,258,000	5,883,248	1,374,752		35,046,367
6,816,000		6,816,000		6,816,000	4,614,553	2,201,447		
17,405,000		17,405,000		17,405,000	13,839,359	3,565,641		17,312,084
9,680,000		9,680,000		9,680,000	8,100,011	1,579,989		11,227,805
27,571,570		27,571,570		27,571,570	26,986,570	585,000		32,535,488
31,614,000		31,614,000		31,614,000	31,609,000	5,000		12,641,782
48,100,000		48,100,000		48,100,000	48,100,000			20,935,000
21,625,000		21,625,000		21,625,000	20,912,000	713,000		12,892,261
327,000	50,000	377,000		377,000	377,000			345,000
	133,296	133,296		133,296	133,296			
170,396,570	***183,296***	***170,579,866***		***170,579,866***	***160,555,037***	***10,024,829***		***142,935,787***
1,863,000		1,863,000		1,863,000	1,644,396	218,604		1,941,951
1,000,000		1,000,000		1,000,000	311,797	688,203		249,046
257,500,000	14,526,245	272,026,245		272,026,245	272,026,245			230,818,199
189,000	29,000	218,000		218,000	218,000			181,000
260,552,000	***14,555,245***	***275,107,245***		***275,107,245***	***274,200,438***	***906,807***		***233,190,196***
1,393,619,584	170,007,410	1,563,626,994	144,944,467	1,708,571,461	1,335,989,330	81,779,729	290,802,402	1,147,738,122

Emploi des crédits—*Fin*

Crédit	Programme	
	COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE	
	Budgétaire	
105	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les dépenses de fonctionnement	$ 49,123,000
	Virement du CT, crédit 10[1]	187,935
110	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les dépenses en capital et les contributions aux municipalités locales et autres autorités en ce qui concerne le coût des projets de ces municipalités ou autorités	
115	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les subventions et contributions, y compris les contributions aux municipalités ou autorités locales et autres organismes afin d'encourager le bilinguisme dans la région de la Capitale nationale	
	Total du programme—Budgétaire	
	Non budgétaire	
L120	Prêts à la Commission de la Capitale nationale, en conformité avec l'article 16 de la Loi sur la Capitale nationale, aux fins d'acquérir des propriétés dans la région de la Capitale nationale. (Brut)	
	Total—Budgétaire	
	Non budgétaire	

[1] Conseil du Trésor, crédit 5, éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10, initiatives visant à créer des emplois.

Crédits								
Exercice en cours						Soldes		
Autorisations dans les Budgets des dépenses	Changements autorisés	Total	Reportés	Total global	Employés au cours de l'exercice	Annulés (suremployés)	Reportés	Employés au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$	$
49,310,935		49,310,935		49,310,935	49,256,935	54,000		43,637,245
45,918,000		45,918,000		45,918,000	37,525,000	8,393,000		33,529,000
10,273,000		10,273,000		10,273,000	10,273,000			9,384,000
105,501,935		***105,501,935***		***105,501,935***	***97,054,935***	***8,447,000***		***86,550,245***
2,300,000		***2,300,000***		***2,300,000***		***2,300,000***		
1,499,121,519 2,300,000	170,007,410	1,669,128,929 2,300,000	144,944,467	1,814,073,396 2,300,000	1,433,044,265	90,226,729 2,300,000	290,802,402	1,234,288,367

Coût total des programmes—Budgétaire
(en milliers de dollars)

PROGRAMME	Exercice	Dépenses	*Moins:* Rentrées portées en recettes	*Plus:* Locaux fournis gratuitement par le ministère	*Plus:* Autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	Coût total des programmes
MINISTÈRE						
ADMINISTRATION	1984-85	55,463	96	7,402	1,347	64,116
	1983-84	53,400	106	7,749	1,174	62,217
SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES	1984-85	56,896	397	5,361	975	62,835
	1983-84	55,126	750	4,937	756	60,069
SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES—FONDS RENOUVELABLE DES SERVICES DE CONSTRUCTION	1984-85	4,142				4,142
	1983-84	1,506				1,506
LOGEMENT	1984-85	684,975	37,314	6,761	6,438	660,860
	1983-84	574,180	33,802	6,879	5,609	552,866
TRAVAUX MARITIMES	1984-85	27,370	1,702		292	25,960
	1983-84	19,585	1,358		254	18,481
VOIRIE ET AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE	1984-85	72,388	503		152	72,037
	1983-84	67,815	881		102	67,036
GESTION ET AMÉNAGEMENT FONCIERS	1984-85	160,555	19,972	433	92	141,108
	1983-84	142,936	13,618	445	83	129,846
SUBVENTIONS AUX MUNICIPALITÉS	1984-85	274,200	24,541	225	48	249,932
	1983-84	233,190	24,053	223	42	209,402
	1984-85	1,335,989	84,525	20,182	9,344	1,280,990
	1983-84	1,147,738	74,568	20,233	8,020	1,101,423
COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE	1984-85	97,055	2,091			94,964
	1983-84	86,550	2,177			84,373
Total	1984-85	1,433,044	86,616	20,182	9,344	1,375,954
	1983-84	1,234,288	76,745	20,233	8,020	1,185,796

Programmes par activité—Budgétaire
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
MINISTÈRE								
PROGRAMME D'ADMINISTRATION								
Direction	2,712	2,588	37	98			2,749	2,686
Services administratifs	48,465	46,236	129	344			48,594	46,580
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6,197	6,197					6,197	6,197
	57,374	55,021	166	442			57,540	55,463
Moins: rentrées portées en recettes		96						96
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère	7,402	7,402					7,402	7,402
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	1,347	1,347					1,347	1,347
Coût total du programme	66,123	63,674	166	442			66,289	64,116
PROGRAMME DES SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES								
Services techniques, d'architecture et de génie	48,623	46,670	190	1,005	72	72	48,885	47,747
Services de prévention des incendies et de protection contre les incendies	3,143	3,014	17	90	35	35	3,195	3,139
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6,010	6,010					6,010	6,010
	57,776	55,694	207	1,095	107	107	58,090	56,896
Moins: rentrées portées en recettes		397						397
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère	5,361	5,361					5,361	5,361
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	975	975					975	975
	64,112	*61,633*	*207*	*1,095*	*107*	*107*	*64,426*	*62,835*
PROGRAMME DES SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES—FONDS RENOUVELABLE DES SERVICES DE CONSTRUCTION								
Projets fédéraux	491,878	211,254	419,446	419,446	29	29	911,353	630,729
Autres projets	17,852	7,674					17,852	7,674
	509,730	218,928	419,446	419,446	29	29	929,205	638,403
Moins: recettes à valoir sur le Fonds	634,261	634,261					634,261	634,261
	(124,531)	*(415,333)*	*419,446*	*419,446*	*29*	*29*	*294,944*	*4,142*
Coût total du programme	(60,419)	(353,700)	419,653	420,541	136	136	359,370	66,977
PROGRAMME DU LOGEMENT								
MINISTÈRE								
Immeubles polyvalents	502,988	486,306	79,135	73,372	82	24	582,205	559,702
Immeubles à destination unique	270,802	261,820	54,337	50,379			325,139	312,199
Gestion du programme	58,421	56,483	1,158	1,073			59,579	57,556
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	22,768	22,768					22,768	22,768
	854,979	827,377	134,630	124,824	82	24	989,691	952,225
SOCIÉTÉ DE LA COURONNE								
Construction de musées du Canada	62,000	31,495					62,000	31,495
	916,979	858,872	134,630	124,824	82	24	1,051,691	983,720
Moins: recettes à valoir sur le crédit	310,348	298,745					310,348	298,745
	606,631	560,127	134,630	124,824	82	24	741,343	684,975
Moins: rentrées portées en recettes	27,764	37,314					27,764	37,314
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère	6,761	6,761					6,761	6,761
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	6,438	6,438					6,438	6,438
Coût total du programme	592,066	536,012	134,630	124,824	82	24	726,778	660,860
PROGRAMME DES TRAVAUX MARITIMES								
Soutien de l'industrie	12,104	12,054	12,468	11,274	230	230	24,802	23,558
Régularisation des niveaux d'eau	1,382	1,377	1,435	1,297			2,817	2,674
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,138	1,138					1,138	1,138
	14,624	14,569	13,903	12,571	230	230	28,757	27,370
Moins: rentrées portées en recettes	2,132	1,702					2,132	1,702
Plus: autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	292	292					292	292
Coût total du programme	12,784	13,159	13,903	12,571	230	230	26,917	25,960

Programmes par activité—Budgétaire—*Fin*
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Subventions et contributions		Total	
	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses	Crédits	Dépenses
PROGRAMME DE LA VOIRIE ET AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE								
Installations de transports	26,030	31,496	55,647	40,359			81,677	71,855
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	533	533					533	533
	26,563	32,029	55,647	40,359			82,210	72,388
Moins: rentrées portées en recettes	1,656	503					1,656	503
Plus: autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	152	152					152	152
Coût total du programme	25,059	31,678	55,647	40,359			80,706	72,037
PROGRAMME DE GESTION ET D'AMÉNAGEMENT FONCIERS								
MINISTÈRE—Gestion et aménagement fonciers	7,391	7,961	6,816	2,670	17,405	13,839	31,612	24,470
SOCIÉTÉS DE LA COURONNE—Réaménagement des propriétés portuaires et de Mirabel	138,591	135,708					138,591	135,708
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	377	377					377	377
	146,359	144,046	6,816	2,670	17,405	13,839	170,580	160,555
Moins: rentrées portées en recettes	24,019	19,972					24,019	19,972
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère	433	433					433	433
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	92	92					92	92
Coût total du programme	122,865	124,599	6,816	2,670	17,405	13,839	147,086	141,108
PROGRAMME DES SUBVENTIONS AUX MUNICIPALITÉS								
Administration	1,826	1,641	37	3	1,000	312	2,863	1,956
Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices					272,026	272,026	272,026	272,026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	218	218					218	218
	2,044	1,859	37	3	273,026	272,338	275,107	274,200
Moins: rentrées portées en recettes	17,000	24,541					17,000	24,541
Plus: locaux fournis gratuitement par le ministère	225	225					225	225
autres services fournis gratuitement par d'autres ministères	48	48					48	48
Coût total du programme	(14,683)	(22,409)	37	3	273,026	272,338	258,380	249,932
COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE								
Élaboration de politiques	2,146	2,146					2,146	2,146
Aménagement des terrains	43,089	38,301					43,089	38,301
Transports	18,274	18,274					18,274	18,274
Services publics	250	250					250	250
Loisirs et culture	32,439	28,834					32,439	28,834
Administration et finances	17,549	17,495					17,549	17,495
	113,747	105,300					113,747	105,300
Moins: recettes de la Commission*	8,245	8,245					8,245	8,245
	105,502	97,055					105,502	97,055
Moins: rentrées portées en recettes		2,091						2,091
Coût total du programme	105,502	94,964					105,502	94,964

* Inscrit sous l'article courant 12.

Subventions et contributions
(en milliers de dollars)

	Crédits 1984-85	Dépenses 1984-85	Dépenses 1983-84
MINISTÈRE			
PROGRAMME DES SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES			
Subventions			
Services de prévention des incendies et de protection contre les incendies			
Comité canadien conjoint de publicité relative à la prévention des incendies	10	10	10
Association canadienne des chefs de pompiers	25	25	25
	35	*35*	*35*
Contributions			
Services techniques, d'architecture et de génie			
Institut de formation en gestion de la construction	60	60	46
Association canadienne de normalisation	12	12	12
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			25
	72	*72*	*83*
PROGRAMME DES SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES—FONDS RENOUVELABLE DES SERVICES DE CONSTRUCTION			
Contributions			
Travaux de réparations maritimes	29	29	46
	136	*136*	*164*
PROGRAMME DU LOGEMENT			
Contribution			
Immeubles polyvalents			
Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS)	*82*	*24*	
PROGRAMME DES TRAVAUX MARITIMES			
Subvention			
Soutien de l'industrie			
Subvention à l'égard de bassins de radoub—Canadian Vickers, Montréal	*180*	*180*	*180*
Contributions			
Soutien de l'industrie			
Contribution au Conseil des industries forestières aux fins d'un programme visant à éliminer les débris présents dans les eaux du fleuve Fraser	*50*	*50*	
	230	*230*	*180*
PROGRAMME DE GESTION ET D'AMÉNAGEMENT FONCIERS			
Contributions			
Gestion et aménagement fonciers			
Contributions à des organismes provinciaux et à des particuliers pour des initiatives de développement entreprises selon les ententes-cadres de développement et les ententes auxiliaires en vue d'apporter un rajustement économique et socio-économique	17,405	13,839	17,203
Dépenses non requises pour l'exercice en cours			189
	17,405	*13,839*	*17,392*
PROGRAMME DES SUBVENTIONS AUX MUNICIPALITÉS			
Subventions			
Subventions aux municipalités prévues par la Loi sur les subventions aux municipalités	1,000	312	249
Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices	272,026	272,026	230,818
	273,026	*272,338*	*231,067*
Total	290,879	286,567	248,803

Dépenses budgétaires par programme et article courant
(en milliers de dollars)

ARTICLE COURANT	Programme d'adminis-tration	Programme des services professionnels et techniques — Programme	Programme des services professionnels et techniques — Fonds renouvelable des services de construction	Programme du loge-ment	Programme des travaux maritimes
(1) Traitements et salaires	41,437	40,217	26,420	152,051	7,595
	39,550	**39,769**	**26,420**	**146,019**	**6,914**
	37,986	*38,956*	*23,662*	*140,646*	*7,136*
(1) Autres frais touchant le personnel	6,371	6,222	668	26,294	1,689
	6,494	**6,027**	**668**	**25,648**	**1,506**
	6,298	*6,161*	*479*	*22,875*	*1,465*
(2) Transports et communications	2,945	2,853	8,152	8,444	352
	2,698	**2,694**	**8,152**	**10,100**	**439**
	2,952	*2,630*	*6,675*	*9,299*	*326*
(3) Information	172	38	2,322	868	13
	482	**235**	**2,322**	**2,217**	**17**
	459	*193*	*1,330*	*1,590*	*16*
(4) Services professionnels et spéciaux	4,045	6,529	64,136	80,537	971
	3,610	**5,248**	**64,136**	**82,334**	**1,087**
	2,762	*3,766*	*53,010*	*74,266*	*1,208*
(5) Location	894	397	1,446	379,727	162
	596	**310**	**1,446**	**379,564**	**130**
	550	*303*	*1,568*	*323,409*	*155*
(6) Achat de services de réparation et d'entretien	235	473	93,377	109,317	3,050
	366	**378**	**93,376**	**74,368**	**1,938**
	438	*250*	*83,764*	*62,680*	*2,826*
(7) Services publics, fournitures et approvisionnements	1,254	1,031	10,900	121,247	2,557
	1,218	**1,022**	**10,900**	**127,788**	**2,529**
	1,149	*856*	*8,106*	*118,134*	*2,527*
(8) Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages			406,857	97,712	3,498
		394	**406,857**	**88,303**	**7,421**
		382	*289,402*	*76,808*	*3,329*
(9) Construction et acquisition de machines et de matériel	166	207	12,589	10,852	8,589
	442	**701**	**12,589**	**14,577**	**5,150**
	800	*1,488*	*4,049*	*9,269*	*329*
(10) Subventions, contributions et autres paiements de transfert		107	29	82	230
		107	**29**	**24**	**230**
		118	*46*		*180*
(12) Toutes autres dépenses	21	16	302,309	64,560	51
	7	**11**	**11,508**	**32,778**	**9**
	6	*23*	*2,611*	*13,110*	*88*
(1-12) Total	57,540	58,090	929,205	1,051,691	28,757
	55,463	**56,896**	**638,403**	**983,720**	**27,370**
	53,400	*55,126*	*474,702*	*852,086*	*19,585*
(13) *Moins:* recettes à valoir sur le crédit			634,261	310,348	
			634,261	**298,745**	
			473,196	*277,906*	
Total des dépenses nettes	57,540	58,090	294,944	741,343	28,757
	55,463	**56,896**	**4,142**	**684,975**	**27,370**
	53,400	*55,126*	*1,506*	*574,180*	*19,585*

Les montants en caractères romains représentent les crédits de 1984-85.
Les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de 1984-85.
Les montants en *italique* représentent les dépenses de 1983-84.

Programme de la voirie et autres travaux de génie	Programme de gestion et d'aménagement fonciers	Programme des subventions aux municipalités	Sous-total	Commission de la Capitale nationale	Total
3,599	2,515	1,456	275,290		275,290
3,559	**2,289**	**1,345**	**265,865**		**265,865**
3,429	*2,415*	*1,331*	*255,561*		*255,561*
544	478	226	42,492		42,492
829	**387**	**219**	**41,778**		**41,778**
572	*360*	*205*	*38,415*		*38,415*
703	186	257	23,892		23,892
650	**163**	**205**	**25,101**		**25,101**
577	*166*	*418*	*23,043*		*23,043*
55	36	10	3,514		3,514
88	**204**	**5**	**5,570**		**5,570**
80	*102*	*34*	*3,804*		*3,804*
1,495	2,160	74	159,947		159,947
2,083	**1,996**	**49**	**160,543**		**160,543**
2,793	*2,165*	*81*	*140,051*		*140,051*
351	34		383,011		383,011
256	**20**	**8**	**382,330**		**382,330**
235	9	*1*	*326,230*		*326,230*
23,151	2,043		231,646		231,646
22,416	**2,527**	**1**	**195,370**		**195,370**
21,834	*2,819*	*1*	*174,612*		*174,612*
1,494	758	21	139,262		139,262
2,143	**361**	**27**	**145,988**		**145,988**
1,596	*354*	*36*	*132,758*		*132,758*
50,301	5,828		564,196		564,196
39,889	**2,670**		**545,534**		**545,534**
36,418	*26,666*		*433,005*		*433,005*
491	100	37	33,031		33,031
470	**138**	**3**	**34,070**		**34,070**
262	*13*	*16*	*16,226*		*16,226*
	17,405	273,026	290,879		290,879
	13,839	**272,338**	**286,567**		**286,567**
	17,392	*231,067*	*248,803*		*248,803*
26	139,037		506,020	105,502	611,522
5	**135,961**		**180,279**	**97,055**	**277,334**
19	*90,475*		*106,332*	*86,550*	*192,882*
82,210	170,580	275,107	2,653,180	105,502	2,758,682
72,388	**160,555**	**274,200**	**2,268,995**	**97,055**	**2,366,050**
67,815	*142,936*	*233,190*	*1,898,840*	*86,550*	*1,985,390*
			944,609		944,609
			933,006		**933,006**
			751,102		*751,102*
82,210	170,580	275,107	1,708,571	105,502	1,814,073
72,388	**160,555**	**274,200**	**1,335,989**	**97,055**	**1,433,044**
67,815	*142,936*	*233,190*	*1,147,738*	*86,550*	*1,234,288*

Recettes

	1984-85	1983-84
	$	$
MINISTÈRE		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	23,529,060	22,410,218
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	7,970,120	6,692,200
Rémunérations de services	4,906,432	4,403,119
Privilèges, licences et permis	158,629	11,602
Produits des ventes	21,083,168	13,871,152
Autres recettes non fiscales	26,877,100	27,180,014
Total	84,524,509	74,568,305

	1984-85	
	$	$
Détail		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements:		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Autres—		
Divers—		
Burgeo Leasing Limited—Intérêt	20,723	
Eurocan Pulp and Paper Co Ltd—Intérêt	116,865	
		137,588
Autres comptes—		
Société immobilière du Canada—Mirabel—Intérêt	879,593	
Electrical Reduction Company Ltée—Intérêt	109,854	
Gulf Oil Canada, Ltée—Intérêt	325,321	
Ville de Mount Pearl	3,997	
Location de propriétés	3,682,341	
Location de bâtiments appartenant à la Couronne	15,200,024	
Location de bâtiments publics appartenant à la Couronne	2,930,093	
Divers	260,249	
		23,391,472
		23,529,060

Région	Provenance des recettes	Raison pour recouvrements	Montant	Total
			$	$
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents:				
Quartier général	Société immobilière du Canada	Paiement en trop	24,721	
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	Paiement en trop	112,264	
	Créditeurs à la fin de l'exercice	Rajustement de dépenses de l'exercice précédent	2,467,171	
	Divers		61,378	
Atlantique	Bluebeard Investments	Paiement en trop	9,900	
	Demcon Construction	Paiement en trop	8,465	
	Elmdale Landscaping	Créditeurs à la fin de l'exercice—Paiement en trop	44,880	
	Erco Industries	Remboursement annuel de prêt	142,697	
	Gulf Canada	Remboursement annuel de prêt	178,878	
	Créditeurs à la fin de l'exercice	Rajustement de dépenses de l'exercice précédent	260,153	
	Divers		69,241	
	Ville de Mount Pearl	Remboursement annuel de prêt	10,950	
Québec	AETNA (Venlow Ltd)	Remboursement pour dommages	5,000	
	Construction Belcourt	Clauses de recouvrement pour location	15,526	
	Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée	Remboursement de dépenses de l'exercice précédent	6,400	
	Construction Libra	Clauses de remboursement pour indexation	34,183	
	Coronets Development	Clauses de recouvrement pour location	9,554	
	Gestion Place Victoria	Clauses de recouvrement pour location	40,732	
	Gold Castle Holdings	Remboursement de taxes	5,379	
	Granby Motor Sales	Remboursement de taxes	5,013	
	Boris Lencovitz	Clauses de recouvrement pour location	7,077	
	Commission scolaire Mille-Îles	Révision du calcul de la subvention	5,261	
	Mirabel Poste	Recouvrement des coûts d'opération en 1983	6,101	
	Québec Société Immobilière	Remboursement de taxes	10,814	
	Créditeurs à la fin de l'exercice	Rajustement de dépenses de l'exercice précédent	215,287	

Recettes—*Suite*

Région	Provenance des recettes	Raison pour recouvrements	Montant	Total
			$	$
	Realty Corporation	Clauses de remboursement pour indexation	39,276	
	Société Immobilière Trans-Québec	Clauses de remboursement pour indexation	23,749	
	Divers		167,743	
	Ville de Montréal	Remboursement des taxes pour l'eau suite à l'installation	56,667	
	Ville de Sept-Îles	Révision du calcul de la subvention	6,741	
	Ville St-Laurent	Remboursement de taxes non payables	14,985	
Capitale	Bell Canada	Coûts de fonctionnement et d'entretien en 1981	66,665	
		Coûts de fonctionnement et d'entretien en 1982-83	145,611	
		Coûts de fonctionnement et d'entretien en 1983-84	173,479	
	Cadillac Fairview	Remboursement pour les frais en commun de la Place du Centre 1983-84	38,048	
	Canadian Press	Coûts de fonctionnement et d'entretien en 1983-84	12,883	
	Corporation Forintek Canada	Coûts de fonctionnement et d'entretien en 1983-84	55,442	
	Glenview Management Ltd	Désindexation en 1981-82—Édifice Chomley	32,817	
	Laurentian Realties	Coûts de fonctionnement et d'entretien en 1982-83	54,746	
	Créditeurs à la fin de l'exercice	Rajustement de dépenses de l'exercice précédent	1,721,525	
	Divers		151,194	
Ontario	Manulife	Recouvrement de dépenses de l'exercice précédent	5,289	
	Olympia et York	Recouvrement de dépenses de l'exercice précédent	21,014	
	Créditeurs à la fin de l'exercice	Rajustement de dépenses de l'exercice précédent	214,848	
	Région de Peel	Remboursement relatif à l'eau	5,228	
	Divers		18,708	
Ouest	Adnco Holdings Ltd	Recouvrement des dépenses en 1983-84	41,978	
	Assiniboine Credit Union Limited	Recouvrement des dépenses de fonctionnement	7,500	
	Borden Brokers Ltd	Récupération de la partie proportionnelle des frais de fonctionnement et d'entretien conformément à la convention de location	8,686	
	Société canadienne des postes	Récupération des coûts engagés dans le cadre du Programme national de signalisation, 1er avril 1983 au 31 mars 1984	91,000	
	Affaires indiennes et Nord canadien	Récupération au comptant des frais de fonctionnement et d'entretien	17,787	
	Créditeurs à la fin de l'exercice	Rajustement de dépenses de l'exercice précédent	292,933	
	Divers		39,278	
Pacifique	Burlington Northern Railway	Recouvrement de dépenses de l'exercice précédent—Pont de New Westminster	18,948	
	Cadillac Fairview	Recouvrement des comptes de fonctionnement et d'entretien	24,310	
	Chemins de fer nationaux du Canada	Recouvrement de dépenses de l'exercice précédent—Pont de New Westminster	331,037	
	Approvisionnements et Services	Recouvrement de dépenses de l'exercice précédent	9,367	
	Dominion Management	Recouvrement des coûts de fonctionnement et d'entretien	15,711	
	Fraser River Pile Driving	Dispute relative au travail	8,844	
	Glenmont Holdings	Évaluation en trop des Créditeurs à la fin de l'exercice—Coûts de fonctionnement et d'entretien des exercices précédents	5,274	
	Marathon Realty	Évaluation en trop des Créditeurs à la fin de l'exercice—Coûts de fonctionnement et d'entretien des exercices précédents	10,536	
	Créditeurs à la fin de l'exercice	Rajustement de dépenses de l'exercice précédent	128,666	
	Divers		4,140	
	Sutter Hill Development	Rajustement en trop des Créditeurs à la fin de l'exercice—Coûts de fonctionnement et d'entretien des exercices précédents	9,458	
	Gouvernement du Territoire du Yukon	Annulation des Créditeurs à la fin de l'exercice	120,984	
				7,970,120

	Montant	Total
Rémunérations de services:		
Bénéfices de bassins de radoub—		
Bassin de radoub Champlain—Lauzon, Qué	335,230	
Bassin de radoub Lorne—Lauzon, Qué	96,981	
Chantier de réparation Selkirk—Manitoba	5,452	
Bassin de radoub Esquimalt—C-B	719,842	
Bénéfices de dragues et de vaisseaux maritimes	460	
Bénéfices—New Westminster Railway Bridge	927,003	
Frais de service aux locataires	381,004	
Frais de service aux locataires—Boutiques de métiers	47,600	
Location à bail de la Couronne—Logement	591,708	
Location à bail de la Couronne—Édifices publics	1,801,152	
		4,906,432

Recettes—*Fin*

Région	Provenance des recettes	Raison pour recouvrements	Montant	Total
			$	$
Privilèges, licences et permis:				
	Location de lots de grève		11,833	
	Traversiers—Privilèges		146,796	
				158,629
Produits des ventes:				
	Vente d'énergie		16,194,094	
	Vente d'immeubles		4,539,612	
	Ventes industrielles		349,462	
				21,083,168
Autres recettes non fiscales:				
Quartier général	Ministère de la Défense nationale	Mise à jour du système de microfiche	25,800	
	Transports Canada	Subventions en remplacement des impôts	24,501,192	
	Divers		16,236	
Atlantique	Divers		754,495	
Québec	Divers		35,045	
Capitale	Édifice CD Howe	Taxes immobilières	616,650	
		Fonctionnement et entretien	391,454	
	Centre de Conférence	Fonctionnement et entretien	27,240	
	Centre d'étude fédéral	Intérêt sur les dépenses	80,602	
	Corporation Forintek Canada	Fonctionnement et entretien	133,632	
	Divers		94,949	
Ontario	Divers		73,725	
Ouest	Divers		44,121	
Pacifique	Stationnement—Métro	Recettes du stationnement	46,464	
	Divers		35,495	
				26,877,100

	1984-85	1983-84
	$	$
COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE		
Résumé		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	2,091,213	2,176,905

	1984-85
	$
Détail	
Recettes non fiscales—	
Produits de placements:	
Prêts, dotations en capital et avances—	
Sociétés de la Couronne—	
Autre—	
Commission de la Capitale nationale—Intérêt	2,091,213

Appendice

Fonds renouvelable des services de construction

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers du Fonds renouvelable des services de construction ont été préparés selon la politique du Conseil du Trésor et les exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première de ces états financiers, en raison de l'intégrité et de l'objectivité des données, revient à la gestion du Fonds.

Ces états financiers ont été préparés à partir de données objectives et conformément au principe de «continuité». La gestion du Fonds s'effectue par le maintien de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations du Fonds. Il est, de plus, dirigé et contrôlé grâce à des manuels de procédures, des instructions et des directives. Les opérations sont exécutées selon les règlements prescrits dans le Guide d'administration financière et la Loi sur l'administration financière de façon à maintenir l'imputabilité et exercer un contrôle interne.

Les opérations du Fonds ont fait l'objet d'une vérification par le Bureau du vérificateur général dans le cadre de la révision du contrôle interne et de l'examen des livres, registres et états financiers du ministère.

Approuvé par:

Directeur général des finances
(Agent financier supérieur à plein temps)
H. G. RICHARDS

Sous-ministre adjoint, Finances et administration
(Agent financier supérieur)
J. B. SWAYNE

le 15 août 1985

ÉTAT DE L'AUTORISATION EMPLOYÉE
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985		1984	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Modification du fonds de roulement		(16,062)		51,128
Autre élément		20,204		(49,622)
Autorisation employée		4,142		1,506

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF DU FONDS	1985	1984
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Gouvernement fédéral	221,485,148	161,835,582
Tiers	1,517,968	5,748,176
	223,003,116	167,583,758

PASSIF DU FONDS	1985	1984
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Gouvernement fédéral	14,429,426	556,349
Tiers	125,224,977	67,617,170
	139,654,403	68,173,519
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	83,386,913	99,448,439
Déficit accumulé	(38,200)	(38,200)
	83,348,713	99,410,239
	223,003,116	167,583,758

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Appendice—*Suite*

Fonds renouvelable des services de construction—*Suite*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Frais et imputations	643,421,724	478,213,784
Recouvrements	643,421,724	478,213,784
Profit net pour l'exercice		

ÉTAT DU DÉFICIT ACCUMULÉ
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Solde au début de l'exercice	38,200	38,200
Revenu net pour l'exercice		
Solde à la fin de l'exercice	38,200	38,200

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Provenance de fonds de roulement		
(Diminution) augmentation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(16,061,526)	51,127,489
(Diminution) augmentation du fonds de roulement	(16,061,526)	51,127,489
Fonds de roulement au début de l'exercice	99,410,239	48,282,750
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	83,348,713	99,410,239
Modifications des éléments du fonds de roulement:		
Augmentation des débiteurs	55,419,358	69,917,612
(Augmentation) des créditeurs	(71,480,884)	(18,790,123)
	(16,061,526)	51,127,489

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE
AU 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	83,386,913	99,448,439
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	139,654,403	68,173,519
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	213,843,718	162,566,425
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	9,197,598	5,055,533
Limite de l'autorisation	300,000,000	150,000,000
Autorisation non employée reportée	290,802,402	144,944,467

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1985

1. Objectif et autorisation

L'avance de fonds de roulement des services de construction a été remplacée par le Fonds renouvelable des services de construction le 1[er] avril 1980. Le Fonds a pour objectif de fournir des services de financement provisoire et de contrôle financier, surveillance de la construction et autres services connexes sur une base de recouvrement des frais pour des projets fédéraux et autres entrepris au nom des ministères et organismes fédéraux, à d'autres gouvernements ou à des locataires de propriété fédérale, membres du secteur privé.

La Loi sur la régularisation des comptes, Projet de Loi C-22, a autorisé le fonctionnement du Fonds renouvelable des services de construction pour l'exercice en cours et les exercices subséquents, compte tenu d'une autorisation statutaire limitée à $55 millions.

Conformément à l'article 33 de la Loi sur la régularisation des comptes, et par le budget supplémentaire B, le Fonds renouvelable des services de construction a été modifié de façon à incorporer les imputations à être effectuées aux programmes ministériels des Travaux publics et à augmenter l'autorisation financière de $55 millions à $150 millions.

Dans le budget supplémentaire C de 1984-85, l'autorisation de prélèvement du Fonds renouvelable des services de construction a été augmentée de $150 millions à $300 millions.

2. Conventions comptables importantes et pratiques

Le Fonds renouvelable des services de construction fournit des services de construction sur une base de recouvrement de frais. Les recouvrements égalent toujours les dépenses; ainsi, aucun bénéfice n'est réalisé.

Appendice—*Suite*

Fonds renouvelable des services de construction—*Suite*

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES À L'ÉTAT DE L'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

Noms des clients	Frais, imputations et recouvrements
	$
Conseil consultatif de la situation de la femme	46,449
Agriculture	38,514,327
Commission de contrôle de l'énergie atomique	4,526
Énergie atomique du Canada, Limitée	10,268
Vérificateur général	61,029
Bell Canada	3,585
Bureau de services juridiques des pensions	(6,218)
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	3,979,145
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—Programme d'été des étudiants	1,278
Conseil canadien des relations du travail	11,193
Société canadienne d'hypothèques et de logement	216,322
Société canadienne des ports	44,174
Société canadienne des postes	23,161,431
Société Radio-Canada	114,001
Commission canadienne du lait	6,260
Commission canadienne des grains	39,667
Commission canadienne des droits de la personne	19,138
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	31,480
Agence canadienne de développement international	390,435
Institut canadien international des céréales	42,327
Canadian Library Association	2,102
Canadian National Marine	2,286,110
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	54,766
Société canadienne des paris sportifs	19,997
Commission canadienne des transports	172,422
Centre d'information sur l'unité canadienne	27,072
Commission canadienne du blé	1,727
Société de développement du Cap-Breton	204,134
Directeur général des élections	25,374
Commissaire, Centre correctionnel, Calgary	2,447
Commissaire, Centre correctionnel, Vancouver	18,934
Commissaire à la magistrature fédérale	104,427
Commissaire aux langues officielles	23,273
Communications	6,565,857
Consommation et Corporations	880,029
Service correctionnel	86,515,257
Garderie	1,680
Construction de défense (1951) Limitée	12,878
Développement économique et régional	14,260
Conseil économique du Canada	48,148
Planification d'urgence du Canada	8,478
Énergie, Mines et Ressources	9,194,254
Environnement	48,663,439
Affaires extérieures	387,765
Cour fédérale du Canada	87,197
Finances	290,483
Pêches et Océans	127,675,915
Santé et sport amateur	36,203
Fletcher, N.	1,207
Agence d'examen de l'investissement étranger	4,856
Corporation Forintek Canada	2,696
Qualité de l'eau des Grands Lacs	15,013
Services régionaux de santé de Grenfell	7,288
Commissions des ports	2,204,123
Chambre des communes	2,583,644
Commission d'appel de l'immigration	42,331
Affaires indiennes et Nord canadien	30,467,368
Industrie et Commerce	359,717
Assurances	101,954
Justice	238,278
Travail	257,644
Labrador East Intergrated School Board	1,512
Administration de pilotage des Laurentides	144,838
Le Aqueduc Central De Petit Cap	1,096
Bibliothèque du Parlement	21,626
Conseil de recherches médicales	26,662
Département d'État pour le Développement social	30,506
Centre national des Arts	1,304
Commission des champs de bataille nationaux	4,679
Commission de la Capitale nationale	10,670
Défense nationale	7,610,235
Office national de l'énergie	336,696
Office national du film	274,120
Santé nationale et Bien-être social	21,575,318
Santé nationale et Bien-être social—Jeux olympiques d'hiver de 1988	7,209,599
Bibliothèque nationale	171,745
Musées nationaux du Canada	1,618,064
Commission nationale des libérations conditionnelles	27,527
Conseil national de recherches du Canada	43,163,382
Revenu national—Douanes et Accise	3,137,313
Revenu national—Impôt	1,911,770
Centre national du sport et de la récréation Inc.	87,625
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	32,938
Commission d'énergie du Nord canadien	816,108
Société des transports du Nord Limitée	8,500
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	19,388
Désastre maritime Ocean Ranger	6,586
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada	10,420
Commission de transport régional d'Ottawa-Carleton	6,192
Association récréative du service civil d'Ottawa	4,000
Bureau des passeports	39,980
Pichette, Jean-Claude	3,000
Loi sur le rétablissement agricole des Prairies	66,463
Bureau du Conseil privé	242,525
Archives publiques	818,003
Commission de la Fonction publique	373,821
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	4,663
Travaux publics	82,394
Expansion industrielle régionale	1,951,316
Conseil des écoles catholiques romaines du Labrador	1,454
Aviation royale du Canada	850,104
Monnaie royale canadienne	247,678
Gendarmerie royale du Canada	32,101,548
Schooner, Eleanor (Bella Coola, C-B)	2,632
Sciences et Technologie	6,043
Conseil des sciences du Canada	13,892
Secrétariat d'État	398,751
Solliciteur général	5,823,709
Statistique Canada	1,052,821
Approvisionnements et Services	1,956,547
Cour suprême du Canada	240,441
Commission du tarif	2,794
Cour canadienne de l'impôt	46,977
Sénat	120,140
Transports	90,832,322
Transports—Aérien	7,580
Transports—Maritime	177,623
Transports—Surface	1,819
Conseil du Trésor	202,823
Force aérienne des États-Unis	855,000
Gouvernement des États-Unis—Shakwak	3,927,421
Affaires des anciens combattants	1,393,715
Autres	15,843,109
	634,261,091
Sommes à recouvrer	9,160,633
Total	643,421,724

Appendice—*Fin*

Fonds renouvelable des services de construction—*Fin*

ANALYSE DES SOMMES À RECOUVRER
AU 31 MARS 1985

Noms des clients	Total	Noms des clients	Total
	$		$
Agriculture	1,937,778	Office national du film	95,685
Énergie atomique du Canada, Limitée	4,408	Santé nationale et Bien-être social	650,495
Bureau de services juridiques des pensions	6,218	Santé nationale et Bien-être social—Jeux olympiques d'hiver de 1988	(1,239)
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	523,886	Musées nationaux du Canada	(279,990)
Société immobilière du Canada Limitée—Travaux publics	4,900	Commission nationale des libérations conditionnelles	(27,098)
Société canadienne d'hypothèques et de logement	111,096	Conseil national de recherches du Canada	152,010
Société canadienne des ports	2,157	Revenu national—Douanes et Accise	(4,001)
Société Radio-Canada	63,744	Revenu national—Impôt	(138,530)
Service correctionnel	1,077,738	Centre national du sport et de la récréation Inc.	65,210
Commission canadienne des grains	34,318	Commission d'énergie du Nord canadien	752,839
Agence canadienne de développement international	20,863	Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	1,777
Canadian Library Association	2,000	Désastre maritime Ocean Ranger	2,440
Canadian National Marine	209,090	Régime de pensions du service civil d'Ottawa	3,800
Commission canadienne des transports	(1,924)	Postes (SCP)	10,533,446
Centre d'information sur l'unité canadienne	1,039	Pelletier, Sylvine	4,682
Société de développement du Cap-Breton	10,082	Bureau du Conseil privé	76,609
Directeur général des élections	2,152	Archives publiques	(7,097)
Commissaire à la magistrature fédérale	(21,950)	Commission de la Fonction publique	4,642
Communications	372,802	Travaux publics	(259,892)
Consommation et Corporations	7,298	Expansion industrielle régionale	76,481
Construction de défense (1951) Limitée	8,889	Aviation royale du Canada	83,052
Énergie, Mines et Ressources	595,653	Monnaie royale canadienne	(1,260)
Environnement	1,794,687	Gendarmerie royale du Canada	423,474
Affaires extérieures	7,719	Secrétariat d'État	4,367
Finances	(13,304)	Solliciteur général	99,211
Pêches et Océans	1,003,191	Statistique Canada	(26,529)
Fletcher, N.	(1,207)	Approvisionnements et Services	104,383
Commissions des ports	614,401	Cour canadienne de l'impôt	(8,127)
Chambre des communes	14,588	Sénat	30,615
Affaires indiennes et Nord canadien	848,501	Transports	265,601
Industrie et Commerce	(4,348)	Transports—Maritime	(3,810)
Justice	22,970	Conseil du Trésor	(15,551)
Travail	1,845	Force aérienne des États-Unis	(86,222)
Administration de pilotage des Laurentides	57,334	Gouvernement des États-Unis—Shakwak	31,794
Le Aqueduc Central De Petit Cap	(1,096)	Affaires des anciens combattants	(2,005)
Conseil des Arts du Canada	1,400	Autres	(12,830,746)
Défense nationale	72,989		
Office national de l'énergie	(1,790)	Total	9,160,633

SECTION 30

COMPTES PUBLICS
1984-85

Comptes débiteurs et radiations

SOMMAIRE

	Page
État des comptes débiteurs	**30**.3
Notes afférentes à l'état des comptes débiteurs	**30**.6
Radiations des comptes débiteurs au cours de 1984-85	**30**.7

État des comptes débiteurs

Les recettes du gouvernement sont généralement comptabilisées au titre de l'exercice au cours duquel elles ont été perçues. Par conséquent, les recettes échues mais non perçues, les paiements de dépense en trop, les marchandises livrées ou les services rendus par le gouvernement avant la fin de l'exercice pour lesquels aucun paiement n'a pas été reçu par la fin de l'exercice, et les intérêts capitalisés, reportés, échus et courus ne sont pas inscrits comme comptes débiteurs dans les comptes du Canada, ni déclarés comme éléments d'actif à l'état de l'actif et du passif. Ces éléments sont toutefois contrôlés à l'aide de comptes-mémorandums maintenus par les organismes gouvernementaux et sont présentés dans cet état.

Les éléments publiés comme comptes débiteurs «Interministériels» sont internes du gouvernement et de cette façon ne représentent pas des fonds à être perçus.

Le montant pour «Comptes débiteurs nets» représente le montant à être perçu de tiers par le gouvernement.

	1985							1984
	Exercice courant			Exercices précédents				
	Recouvrables			Recouvrables				
Ministère et organisme	Inter-ministériels	Autres	Irré-couvrables	Inter-ministériels	Autres	Irré-couvrables	Total	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$
AGRICULTURE—								
Ministère	5,286	18,120,289	23,793		4,315,887	7,697,356	30,162,611	20,866,949*
Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes		667,278					667,278	1,225,553
	5,286	18,787,567	23,793		4,315,887	7,697,356	30,829,889	22,092,502*
COMMUNICATIONS—								
Ministère	1,546,266	227,335	99		14,910	5,763	1,794,373	3,707,476
Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales	16,822,025	2,710,824		244,086	23,765		19,800,700	24,505,769
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	3,117	1,015,611	4,887	13,993	562,214	134,172	1,733,994	937,303
Fonds renouvelable de l'Office national du film	2,207,778	1,368,740	64	171,497	294,248	165,894	4,208,221	9,651,439
Bibliothèque nationale	70,561	15,752		26	32	220	86,591	94,887
Musées nationaux du Canada	133	104,536			26,317	133,128	264,114	233,470
Archives publiques	13,548	34,898		1,024	722	8,017	58,209	32,252
	20,663,428	5,477,696	5,050	430,626	922,208	447,194	27,946,202	39,162,596
CONSOMMATION ET CORPORATIONS	1,324	1,308,071	1,407		469,869	430,967	2,211,638	1,915,224
EMPLOI ET IMMIGRATION—								
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada (note A)		2,989,889	668,806		1,944,363	3,025,814	8,628,872	5,949,490
Commission d'appel de l'immigration					1,820		1,820	1,820
		2,989,889	668,806		1,946,183	3,025,814	8,630,692	5,951,310
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—								
Ministère	204,266,053	25,960,829	10,991	89,445,620	45,101,211	1,481,558	366,266,262	348,165,057
Commission de contrôle de l'énergie atomique	396	207				20,000	20,603	20,000
Office national de l'énergie	5,824	155,132		2,608	1,160,628	65,989	1,390,181	1,756,010
	204,272,273	26,116,168	10,991	89,448,228	46,261,839	1,567,547	367,677,046	349,941,067
ENVIRONNEMENT	3,112,650	3,474,163	55,104	70,408	988,186	183,319	7,883,830	3,946,956*
AFFAIRES EXTÉRIEURES—								
Ministère		983,733	5,413		2,963,294	109,780	4,062,220	3,604,649
Fonds renouvelable du Bureau des passeports	42,738	5,932			265		48,935	90,137
Agence canadienne de développement international		4,352,816			63,343	58,830	4,474,989	4,420,118
Société pour l'expansion des exportations—Comptes gérés au nom du gouvernement		63,388,988			52,010,269		115,399,257	105,816,123
Commission mixte internationale		387,315					387,315	224,959
	42,738	69,118,784	5,413		55,037,171	168,610	124,372,716	114,155,986

État des comptes débiteurs—*Suite*

Ministère et organisme	1985							1984
	Exercice courant			Exercices précédents				
	Recouvrables			Recouvrables				
	Inter-ministériels	Autres	Irré-couvrables	Inter-ministériels	Autres	Irré-couvrables	Total	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$
FINANCES—								
Ministère		891,503,665			248		891,503,913	1,291,824,428
Vérificateur général	238	60,797					61,035	39,452
Assurances	476	26,330			51,631	3,319	81,756	61,533
	714	891,590,792			51,879	3,319	891,646,704	1,291,925,413
PÊCHES ET OCÉANS	13,259	27,297,531	10,826		8,847,519	945,664	37,114,799	3,818,102
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—								
Ministère	43,424	7,183,819	38,104	456	14,556,084	33,008,699	54,830,586	55,506,003
Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement		22,598			49,590		72,188	49,590
	43,424	7,206,417	38,104	456	14,605,674	33,008,699	54,902,774	55,555,593
JUSTICE—								
Ministère	116,417	1,191	75,228	17,241	3,301	103,028	316,406	687,326
Cour fédérale du Canada	173	17,758			1,888	1,596	21,415	16,006
Cour suprême du Canada	2	430	1			15	448	623
	116,592	19,379	75,229	17,241	5,189	104,639	338,269	703,955
TRAVAIL—								
Ministère		6,289,417			5,995,297	260	12,284,974	8,727,557
Conseil canadien des relations du travail								542
		6,289,417			5,995,297	260	12,284,974	8,728,099
DÉFENSE NATIONALE	1,531,618	22,959,446			27,534,688		52,025,752	102,514,630
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—								
Ministère	58,533	12,456,112	113,055	18,382	6,309,809	902,717	19,858,608	20,865,160
Conseil de recherches médicales		14,950				1,556	16,506	1,556
	58,533	12,471,062	113,055	18,382	6,309,809	904,273	19,875,114	20,866,716
REVENU NATIONAL—								
Douanes et Accise (note B)	23,477	146,783,118	205,168		39,887,189	21,258,609	208,157,561	114,220,465
Impôt (note C)	180,113	798,307,121	61,501,602	35	2,095,146,363	627,375,076	3,582,510,310	3,308,896,110
	203,590	945,090,239	61,706,770	35	2,135,033,552	648,633,685	3,790,667,871	3,423,116,575
PARLEMENT—								
Chambre des communes	57,774				17,107	10,694	85,575	182,044
CONSEIL PRIVÉ	57,569	129,726			2,583	114	189,992	48,659
TRAVAUX PUBLICS—								
Ministère (note D)	2,140,706	7,764,855	876,265	4,854,900	14,775,242	6,048,503	36,460,471	29,544,535
Fonds renouvelable des services de construction	220,173,236	1,512,722		1,311,912	5,246		223,003,116	167,583,758
	222,313,942	9,277,577	876,265	6,166,812	14,780,488	6,048,503	259,463,587	197,128,293
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE		16,950,774	6,717,391		18,556,681	72,304,607	114,529,453	109,856,452
SCIENCES ET TECHNOLOGIE—								
Conseil national de recherches du Canada	17,027	362,196		200	2,341		381,764	590,625
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		1,131	36,456				37,587	50,386
	17,027	363,327	36,456	200	2,341		419,351	641,011

État des comptes débiteurs—*Fin*

Ministère et organisme	1985							1984
	Exercice courant			Exercices précédents				
	Recouvrables			Recouvrables				
	Inter-ministériels	Autres	Irré-couvrables	Inter-ministériels	Autres	Irré-couvrables	Total	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$
SECRÉTARIAT D'ÉTAT—								
Ministère	19,472	45,322,740	4,120,631	1,029	151,455,192	14,485,678	215,404,742	186,213,728
Commission de la Fonction publique	385,338	86,109		2,168	12,024	14,776	500,415	511,485
Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel	2,544,684	60,096		14,367	1,525	875	2,621,547	2,565,157
Conseil de recherches en sciences humaines		64,520			22,884	7,560	94,964	93,039
	2,949,494	45,533,465	4,120,631	17,564	151,491,625	14,508,889	218,621,668	189,383,409
SOLLICITEUR GÉNÉRAL—								
Ministère		87,045				2,119	89,164	53,536
Service correctionnel	2,900,091	1,776,153	41	4,682	24,238	114,670	4,819,875	4,020,409
Commission nationale des libérations conditionnelles		1,280					1,280	99
Gendarmerie royale du Canada	854,906	116,886,616		1,372	243,750		117,986,644	109,692,777*
	3,754,997	118,751,094	41	6,054	267,988	116,789	122,896,963	113,766,821*
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—								
Ministère—								
Programme des services	1,118,399	561,206		3,577	17,119		1,700,301	2,061,643
Programme des approvisionnements—								
Fonds renouvelable des approvisionnements	130,771,514	5,686,000					136,457,514	163,209,906
Fonds renouvelable de la production de la défense	4,544,402						4,544,402	11,997,298
Corporation de disposition des biens de la Couronne	72,107	2,860,348	21,998				2,954,453	
Statistique Canada	79,517	315,880			619		396,016	23,495*
	136,585,939	9,423,434	21,998	3,577	17,738		146,052,686	177,292,342*
TRANSPORTS—								
Ministère	525,429	70,157,016	248,111	103,707	118,739,155	6,806,658	196,580,076	196,041,707
Fonds renouvelable des magasins	1,397,304	6,837	82	26	17,550	20,392	1,442,191	1,871,118
Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes	4,272,137	63,655,595	58,927	16,851	1,332,653	1,221,196	70,557,359	69,214,413*
Bureau canadien de la sécurité aérienne		1,652					1,652	
Commission canadienne des transports		2,327					2,327	1,457
Administration du pipe-line du Nord	7,967	661,114					669,081	226,807
	6,202,837	134,484,541	307,120	120,584	120,089,358	8,048,246	269,252,686	267,355,502*
CONSEIL DU TRÉSOR	1,370,076	1,453,501			1,812,761		4,636,338	5,098,725
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	133,102	3,732,870	895,829		5,740,820	2,537,966	13,040,587	13,354,877
Total des comptes débiteurs	603,508,186	2,380,296,930	75,690,279	96,300,167	2,621,104,440	800,697,154	6,577,597,156	6,518,502,859*
Moins: total interministériel							699,808,353	404,202,622*
Comptes débiteurs nets							5,877,788,803	6,114,300,237*

*Les chiffres comparatifs pour l'exercice précédent ont été redressés.

Notes afférentes à l'état des comptes débiteurs

NOTE A—EMPLOI ET IMMIGRATION—COMMISSION DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION DU CANADA

Cet état ne comprend pas les comptes débiteurs du Compte d'assurance-chômage qui sont présentés séparément dans les états financiers du Compte d'assurance-chômage au 31 décembre 1984.

NOTE B—REVENU NATIONAL—DOUANES ET ACCISE

Des éventualités à recevoir estimées à $12,816,500 pour droits de douanes et droits d'accise concernant des véhicules moteurs et des pièces de véhicules moteurs importées par des fabricants d'automobiles qui ne sont pas entièrement soumis aux conditions spécifiées en vertu des programmes automobiles, ne sont pas comprises dans cet état.

Le total à recevoir représente 20,722 comptes et comprend:

	Douanes	Accise	Total
	$	$	$
Créances actives	136,036,473	22,351,575	158,388,048
Cette catégorie comprend des créances autres que des créances de faillis ou de débiteurs sous séquestre actuellement en voie de recouvrements et des créances actuellement contestées ou en appel et qui attendent une décision en vertu des règlements et des lois y régissant. Il y a 18,555 comptes de ce genre.			
Créances actives/irrécouvrables	3,440,753	25,865,639	29,306,392
Cette catégorie comprend des créances de faillis ou de débiteurs sous séquestre qui attendent d'être réglées par les fiduciaires ou les syndics, ainsi que les créances qui attendent l'autorisation d'être soumises pour radiation par le Comité ministériel des comptes irrécouvrables. Il y a 1,928 comptes de ce genre.			
Irrécouvrables	5,813,289	14,649,832	20,463,121
Cette catégorie comprend des créances qui ont été reçues et approuvées par le Comité ministériel des comptes irrécouvrables et qui attendent l'autorisation formelle d'être soumises pour radiation par le Ministre ou par le Conseil du Trésor. Il y a 239 comptes de ce genre.			
	145,290,515	62,867,046	208,157,561

NOTE C—REVENU NATIONAL—IMPÔT

Le montant total à recevoir s'élève à $3,582,510,310 et comprend 1,104,298 comptes:

	Recouvrables(1)		Irrécouvrables(2)		Total	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		$		$		$
Par catégorie:						
Impôt sur le revenu—						
Particuliers	849,781	1,574,772,678	12,925	161,542,647	862,706	1,736,315,325
Retenues à la source	137,314	317,684,298	6,040	93,236,853	143,354	410,921,151
Divers(3)	4,190	14,690,940	216	1,088,238	4,406	15,779,178
Impôt différé(4)	693	1,237,231			693	1,237,231
Sociétés(5)	86,179	1,220,342,144	2,037	84,579,139	88,216	1,304,921,283
Non résidents	2,819	89,514,700	83	1,974,842	2,902	91,489,542
Pétrole et gaz	1,677	20,957,527			1,677	20,957,527
Redevances sur ressources	36	445,603			36	445,603
Divers (non fiscal)	292	435,702	16	7,768	308	443,470
Total(5)(6)	1,082,981	3,240,080,823	21,317	342,429,487	1,104,298	3,582,510,310

Note: se référer aux notes au bas de la page suivante.

Notes afférentes à l'état des comptes débiteurs—*Fin*

(en milliers de dollars)

	Nombre de comptes	Montant
SELON LE MODE DE RECOUVREMENT		
Cotisations courantes:		
Depuis le 1er janvier 1985	293,714	802,701
Impôt différé[4]	693	1,237
Cotisations non courantes:		
Exercices précédents		
Mise à part, irrécouvrables[2]	21,287	342,347
Faillites et sous séquestre	28,635	340,675
En appel	4,585	499,646
Autres:		
a) Arrangements conclus[7]	28,572	117,283
b) Mesures prises[8]	19,196	244,433
c) Mesures en instances[9]	140,283	1,103,673
d) Solde de moindre importance	567,025	130,072
e) Diverses recettes non fiscales	308	443
Total[6]	1,104,298	3,582,510

[1] Inclus un montant de $346,447,192 représentant les comptes débiteurs des sociétés et des particuliers en faillites ou sous séquestre, puisque le ministère a inscrit des réclamations contre leurs actifs.

[2] Un montant de $156,890,389 représentant 1,978 comptes irrécouvrables pour les exercices 1980-81, 1981-82, 1982-83, 1983-84 et 1984-85 à être radiés des comptes est compris puisque l'approbation parlementaire de les radier n'a pas encore été accordée.

[3] La catégorie «Divers» comprend des impôts et des pénalités établis à l'égard de déclarations de la série T3-T4-T5.

[4] En vertu de l'article 13 de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu, 1943-44, c. 14, on a établi les impôts qui ne seront exigibles qu'au décès du contribuable.

[5] L'impôt des corporations remboursable en vertu de la Partie VIII à l'égard du crédit d'impôt pour la recherche scientifique n'est pas compris dans les comptes débiteurs d'impôt des corporations. Des cotisations totalisant $2,694,343,345 (soit 1,596 comptes) ont été établies selon les désignations produites. Toutefois, cela ne constitue pas des comptes débiteurs dans le vrai sens du mot, puisque des compensations légales sont permises par la législation et que la possibilité de recouvrer ces cotisations au complet est douteuse.

[6] Des contribuables versent des sommes sans fournir d'identification précise. Par conséquent, ces fonds sont versés dans des comptes d'attente. Comme les impôts établis font partie de ces comptes, les comptes débiteurs sont surestimés d'un montant indéterminable. Le total de ces comptes d'attente, au 31 mars 1985, était de $13,111,597 comprenant 16,947 comptes.

[7] La catégorie «arrangements conclus» représente des comptes pour lesquels des arrangements fermes de payer ont été conclus et où les modalités de paiement sont définies.

[8] La catégorie «mesures prises» représente des comptes pour lesquels des mesures précises de recouvrement ou de poursuite ont été prises pour en assurer le contrôle.

[9] La catégorie «mesures en instances» représente des comptes pour lesquels des arrangements fermes de payer n'ont pas été conclus et dont les modalités de paiement ne sont pas définies.

NOTE D—TRAVAUX PUBLICS

Sous l'entête des Recouvrables des exercices précédents de 1985 sont compris les comptes différés suivants:

	$
Electric Reduction Company of Canada Ltd	1,727,162
Gulf Oil Canada Ltd	3,738,918
	5,466,080

Radiations des comptes débiteurs au cours de 1984-85

Ministère et organisme	Nombre d'éléments	Montant[1]
		$
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN	2	19,853[2]
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL	22,378	4,618,260[3]
REVENU NATIONAL—		
Douanes et Accise	2,538	11,264,710[4]
	36	163,707[5]
Impôt	13,034	40,624,194[6]
	9,735[7]	59,078,744[5]
PARLEMENT—		
Chambre des communes	244	111,313
SCIENCES ET TECHNOLOGIE—		
Conseil national de recherches du Canada	43	22,833
SOLLICITEUR GÉNÉRAL—		
Service correctionnel	12	1,590
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	3,616	2,541,500[8]
	51,638	118,446,704

[1] Les montants reportés sous cette colonne ont été radiés en vertu de l'article 18 de la Loi sur l'administration financière sauf indication contraire.

[2] Autorisation—Crédit 546, Loi n° 3 de 1953 portant affectation de crédits, telle que modifiée.

[3] Remises conformément à l'article 22(3) de la Loi sur la sécurité de la vieillesse.

[4] De ces comptes qui ont été radiés au cours de l'exercice, conformément à l'article 18 de la Loi sur l'administration financière, 1,046 comptes se chiffrant à $4,093,652 ont été approuvés par le ministère en 1984-85 et 1,492 comptes se chiffrant à $7,171,058 ont été approuvés par le ministère au cours des exercices 1980-81 à 1983-84.

En plus, au cours de l'exercice, 106 comptes supplémentaires excédant $25,000 chacun se chiffrant à $9,966,131 ont été approuvés pour radiation par le ministère. Le nouveau règlement sur la radiation de dettes a été établi en mars 1985 et cela n'a pas permis suffisamment de temps pour obtenir l'autorisation du Conseil du Trésor pour être radiés. Ceux-ci sont en plus des 123 comptes excédant $25,000 chacun se chiffrant à $16,369,469 qui ont été approuvés pour radiation par le ministère de 1980-81 à 1983-84.

[5] Autorisation—Loi sur la faillite.

[6] De ce montant, $610,533 est recouvrable du Régime de pensions du Canada.

[7] Non compris les éléments pour la période du 1er janvier 1985 au 31 mars 1985.

[8] Remises conformément à l'article 19(2) de la Loi sur les allocations aux anciens combattants.

SECTION 31

COMPTES PUBLICS
1984-85

Services professionnels et spéciaux

SOMMAIRE

	Page
Agriculture	31.4
Communications	31.5
Consommation et Corporations	31.7
Développement économique et régional	31.7
Emploi et Immigration	31.8
Énergie, Mines et Ressources	31.10
Environnement	31.13
Affaires extérieures	31.14
Finances	31.15
Pêches et Océans	31.16
Gouverneur général	31.18
Affaires indiennes et Nord canadien	31.18
Justice	31.19
Travail	31.20
Défense nationale	31.21
Santé nationale et Bien-être social	31.23
Revenu national	31.25
Parlement	31.26
Conseil privé	31.26
Travaux publics	31.27
Expansion industrielle régionale	31.31
Sciences et Technologie	31.31
Secrétariat d'État	31.33
Développement social	31.34
Solliciteur général	31.34
Approvisionnements et Services	31.37
Transports	31.39
Conseil du Trésor	31.43
Affaires des anciens combattants	31.43

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX

L'état qui suit présente un résumé des services professionnels et spéciaux par ministère et catégorie principale pour l'exercice clos le 31 mars 1985. Cette section présente également, pour chaque programme, le montant total dépensé pour chaque catégorie de services, de même qu'une liste détaillée a) des versements individuels de $50,000 ou plus; ou b) de l'ensemble des versements déboursés à un particulier ou organisme se chiffrant à $50,000 ou plus.

RÉSUMÉ DES SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX PAR CATÉGORIE PRINCIPALE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

Ministère	Services de comptabilité	Services d'informatique	Services techniques (y compris recherche)	Services de santé et de bien-être	Services juridiques
	$	$	$	$	$
Agriculture	620,702	1,505,106	480,984	8,808	39,618
Communications	907,806	2,255,964	10,027,548	2,207	185,879
Consommation et Corporations	68,693	621,413	52,700	591	1,957,872
Développement économique et régional	54,099	64,450			
Emploi et Immigration	36,722,564	585,007	954,167	6,102,194	707,026
Énergie, Mines et Ressources	1,836,053	4,101,943	11,333,791	14,814	240,146
Environnement	703,612	2,216,196	16,192,807	105,614	289,765
Affaires extérieures	318,528	4,453,182	4,365,277	26,386	1,434,137
Finances	4,759,359	397,760		1,791	584,336
Pêches et Océans	1,127,208	4,320,320	6,290,196	5,686	1,154,990
Gouverneur général					
Affaires indiennes et Nord canadien	2,594,342		10,748,281	16,781,849	424,735
Justice	188,470	116,693	3,928	7,673	1,921,132
Travail	146,573	90,537	934,730	34,623	212,213
Défense nationale	43,149	3,306,856	37,929,580	20,550,956	283,141
Santé nationale et Bien-être social	2,018,098	3,500,365		46,009,675	5,978,729
Revenu national	271,033	4,172,031	115,558	441,243	1,208,631
Parlement	27,870	366,568			108,383
Conseil privé	710,403	365,557			383,084
Travaux publics	242,413	295,776	74,981,072	4,532	1,126,489
Expansion industrielle régionale	2,762,211	3,520,123	14,554		259,705
Sciences et Technologie	230,683	1,022,449	8,320,017	3,348	210
Secrétariat d'État	148,466	1,798,200		62,503	22,786
Développement social					
Solliciteur général	294,070	221,697	155,440	40,319,399	658,612
Approvisionnements et Services	4,265,534	4,820,887	216,840		187,396
Transports	1,115,325	4,542,055	22,554,876	600,770	709,885
Conseil du Trésor	19,600				10,968
Affaires des anciens combattants		83,808		106,952,589	15,535
Total	62,196,864	48,744,943	205,672,346	238,037,251	20,105,403

Services de protection	Services scientifiques (y compris recherche)	Enseignement et formation: Non-fonctionnaires	Enseignement et formation: Fonctionnaires	Autres services professionnels	Autres services	Total
$	$	$	$	$	$	$
902,941	6,287,924	12,814	1,436,277	18,630,299	24,783,321	54,708,794
3,302,032	2,005,061	57,090	1,397,860	21,034,973	29,793,136	70,969,556
113,228	4,988,819		496,163	5,193,616	4,538,780	18,031,875
102,175			25,110	371,390	303,039	920,263
1,825,914		517,566,523	1,498,593	29,691,780	13,800,732	609,454,500
1,711,516	35,778,270	759,780	2,369,037	27,044,455	42,773,690	127,963,495
2,913,572	23,051,850	155,315	1,785,026	6,879,778	33,938,916	88,232,451
8,440,792		949,598	3,104,736	10,227,799	27,501,064	60,821,499
526,890		343,412	716,849	4,439,677	5,081,001	16,851,075
1,777,156	18,255,923	103,006	2,092,156	14,201,755	35,158,151	84,486,547
			5,866	80,501	299,535	385,902
3,917,115	1,472,541	5,139,925	1,215,837	14,128,222	12,162,433	68,585,280
695,606			886,603	6,033,770	4,731,929	14,585,804
150,770		1,925	348,807	1,537,466	8,344,331	11,801,975
25,617,246	2,660,823	59,155,525	16,214,877	35,381,088	134,489,175	335,632,416
1,092,041	5,316,733		1,783,854	5,086,877	11,584,500	82,370,872
4,231,377	171,298	5,368	2,078,180	3,493,543	12,135,527	28,323,789
38,050		22,246	376,641	2,527,698	1,590,703	5,058,159
970,810			309,061	6,211,010	5,140,591	14,090,516
11,563,149	1,827,116		918,525	6,230,321	63,353,675	160,543,068
592,583	115,624		1,066,610	15,264,061	13,620,063	37,215,534
1,062,785	2,200,160	43,123	555,572	30,313,045	11,676,404	55,427,796
440,945		30,481	3,463,151	4,072,983	24,706,786	34,746,301
1,657			23,336	92,372	71,315	188,680
14,138,537	93,329	10,944,752	2,846,000	17,282,257	46,351,462	133,305,555
2,144,513	14,920,413	164,750	2,215,585	11,893,973	51,581,273	92,411,164
31,173,249	934,235	348,009	6,161,578	56,215,020	103,557,375	227,912,377
		15,853	398,667	2,361,338	5,329,469	8,135,895
1,301,754			573,229	1,350,650	8,040,049	118,317,614
120,748,403	120,080,119	595,819,495	56,363,786	357,271,717	736,438,425	2,561,478,752

AGRICULTURE $54,708,794

Ministère $52,353,914

PROGRAMME D'ADMINISTRATION $4,847,508[1]

Services de comptabilité $115,267—Deloitte Haskins and Sells Ottawa Ont $87,634.

Services d'informatique $829,724—Domus Software Ltd Ottawa Ont $211,102, Ourscan Group Inc Ottawa Ont $68,174, Ultracom Consulting Services Ltd Ottawa Ont $121,028.

Services de santé et de bien-être $79

Services de protection $126,426—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $105,094.

Services scientifiques (y compris recherche) ($466)

Enseignement et formation--Non-fonctionnaires $3,759

Enseignement et formation—Fonctionnaires $425,373—Berlitz School of Languages of Canada Ottawa Ont $56,546, Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $78,093.

Autres services professionnels $954,540—Deloitte Haskins and Sells Ottawa Ont $118,000, EAC Amy and Sons Ltd Ottawa Ont $69,738, Price Waterhouse Associates Ottawa Ont $50,500.

Autres services $2,392,806—Comshare Ltd Rexdale Ont $700,175, Datacrown Inc Willowdale Ont $474,330, DE Systems Ltd Ottawa Ont $54,421, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $223,345.

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE $25,491,539

Services de comptabilité $280,334—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $96,340.

Services d'informatique $139,287

Services techniques (y compris recherche) $390,483

Services de santé et de bien-être $786

Services juridiques $5,574

Services de protection $565,483—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $441,773.

Services scientifiques (y compris recherche) $1,280,554—CIBC Slough Angleterre $129,036, Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie Ottawa Ont $416,986, Université de la Saskatchewan Saskatoon Sask $97,526.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $266

Enseignement et formation—Fonctionnaires $577,456—Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $94,075.

Autres services professionnels $14,199,192—Buchan Lawton Parent Ltd Ottawa Ont $59,636, Cagric Inc St-Bruno-de-Montarville Qué $53,259, Canadian Canners Ltd Burlington Ont $56,702, Canadian Resourcecon (1983) Ltd Vancouver C-B $104,376, Canola Council of Canada Winnipeg Man $200,000, Canviro Consultants Ltd Kitchener Ont $363,491, Centre de recherche industrielle Ste-Foy Qué $234,475, Deloitte Haskins and Sells Associates Guelph Ont $24,914, Edmonton Alb $28,800, Diversified Research Laboratories Toronto Ont $124,305, F Bernard Inc Consultants St-Hyacinthe Qué $64,000, Ferme Olympique St-Pierre-de-Broughton Qué $220,981, Forintek Canada Corporation Ottawa Ont $100,002, Giffels Associates Rexdale Ont $64,319, Hardy Associates (1978) Dartmouth N-É $205,232, Institut Armand Frappier Laval-des-Rapides Qué $113,769, International Marketing and Investment Ltd Ottawa Ont $114,270, Klein K Lethbridge Alb $73,992, Labatt Brewing Company Ltd London Ont $65,707, Lethbridge Animal Clinic Lethbridge Alb $86,574, MacLaren Plansearch Ltd Halifax N-É $283,743, Manitoba Research Council Portage La Prairie Man $79,388, Maple Lodge Norval Ont $85,394, Ontario 474706 Watford Ont $67,370, Ontario Dairy Herd Improvement Corp Toronto Ont $90,000, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $268,298, Pos Pilot Plant Corporation Saskatoon Sask $59,617, Prairie Agriculture Machinery Institute Portage La Prairie Man $107,379, Price Waterhouse Associates Ottawa Ont $92,975, Toronto Ont $4,282, Ralph G Winfield and Associates Glanworth Ont $55,233, Resources Management Consultants Toronto Ont $77,100, Roche Associés Ltée Ste-Foy Qué $117,831, Ron Pulsifer Public Relations Hantsport N-É $53,056, Saskatchewan Research Council Saskatoon Sask $57,400, Shady Ridge Stock Farms Beachville Ont $50,000, St Lawrence Reactors Ltd Mississauga Ont $84,070, TES Ltd Ottawa Ont $71,948, Trust General du Canada Québec Qué $72,716, Université de: Alberta Edmonton Alb $162,269, Colombie-Britannique Vancouver C-B $515,159, Carleton Ottawa Ont $154,637, Dalhousie Halifax N-É $64,349, Guelph Guelph Ont $416,330, Laval Ste-Foy Qué $235,026, Manitoba Winnipeg Man $503,405, McGill Montréal Qué $278,540, Montréal Montréal Qué $50,793, Ottawa Ottawa Ont $95,432, Régina Régina Sask $51,198, Saskatchewan Saskatoon Sask $551,306, Toronto Toronto Ont $70,303, Western Ontario London Ont $51,772, Urgel Delisle et Associés St-Charles-sur-Richelieu Qué $105,013, Versatile Noble Cultivators Company Nobleford Alb $95,970, Westeel Toronto Ont $82,571.

Autres services $8,052,124—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $1,808,212, Janitorial Services Swift Current Sask $78,050, Office national du film du Canada Montréal Qué $61,000, Ontario Dairy Herd Improvement Corporation Toronto Ont $89,778, la province de la Colombie-Britannique Burnaby C-B $68,484, Université McGill Montréal Qué $95,291.

PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION ET DE L'INSPECTION AGRO-ALIMENTAIRES $5,660,406

Services de comptabilité $36,474

Services d'informatique $406,359—Digital Equipment of Canada Ltd Ottawa Ont $70,690, DMR and Associates Ottawa Ont $117,056.

Services techniques (y compris recherche) $53,897

Services de santé et de bien-être $7,437

Services juridiques $13,769

Services de protection $65,945

Services scientifiques (y compris recherche) $716,028

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $2,362

Enseignement et formation—Fonctionnaires $220,539

Autres services professionnels $618,024

Autres services $3,519,572—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $354,887, Hector Jolicœur Inc Montréal Qué $160,332, Leader Linen Supply Ltd Toronto Ont $75,770, Modern Livestock Ltd Clyde Alb $55,047, Saskatchewan Wheat Pool Régina Sask $68,449, United Co-operative of Ontario Toronto Ont $60,799, Western Linen Supply Company Edmonton Alb $69,152.

PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION ET DE L'INSPECTION AGRO-ALIMENTAIRES—FONDS RENOUVELABLE DE LA SURVEILLANCE DES HIPPODROMES $8,188,997

Services juridiques $248

AGRICULTURE—*Fin*

Services de protection $311

Enseignement et formation—Fonctionnaires $17,895

Autres services professionnels $263,008—Can Test Ltd Vancouver C-B $84,275, Lynn and Johnston Ltd Montréal Qué $99,211, Mann Testing Ltd Toronto Ont $75,060.

Autres services $7,907,535—Can Test Ltd Vancouver C-B $894,633, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $59,481, Lynn and Johnston Ltd Montréal Qué $875,280, Mann Testing Ltd Toronto Ont $1,102,298, Mendelson Films Ltd Toronto Ont $2,812,382, Photo Lambert Ltd Pointe-aux-Trembles Qué $1,193,869.

PROGRAMME DU SERVICE CANADIEN DES FORÊTS $7,941,738(1)

Services de comptabilité $67,500

Services d'informatique $107,027

Services techniques (y compris recherche) $36,577

Services de santé et de bien-être $244

Services de protection $144,776—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $65,764.

Services scientifiques (y compris recherche) $4,265,338—Commonwealth Institute of Biological Control Delemont Suisse $60,104, Dendron Resource Surveys Ltd Ottawa Ont $98,736, Elms Design Ancaster Ont $56,581, Forest Engineering Research Institute of Canada Pointe-Claire Qué $197,415, Vancouver C-B $81,197, Forintek Canada Corporation Ottawa Ont $73,487, Vancouver C-B $776,227, Research & Productivity Council Fredericton N-B $114,286, Université de: Alberta Edmonton Alb $103,354, Colombie-Britannique Vancouver C-B $280,005, Laval Ste-Foy Qué $92,400, McGill Montréal Qué $52,445, Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $124,227, Queen's Kingston Ont $61,175, Toronto Toronto Ont $64,475, Woodlot Services Fredericton N-B $52,549.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $6,427

Enseignement et formation—Fonctionnaires $136,918

Autres services professionnels $488,868—Université de Laval Ste-Foy Qué $175,256.

Autres services $2,688,063—Federation of New Brunswick Woodlot Owners Inc Fredericton N-B $293,736, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $82,306.

PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS $223,726

Services techniques (y compris recherche) $27

Services de santé et de bien-être $262

Services juridiques $5

Services scientifiques (y compris recherche) $26,470

Enseignement et formation—Fonctionnaires $45,680

Autres services professionnels $29,330

Autres services $121,952—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $63,997.

Commission canadienne du lait $2,318,297

Services de comptabilité $100,545

Services d'informatique $22,709

Services juridiques $20,022

Enseignement et formation—Fonctionnaires $9,581

Autres services professionnels $2,072,337—Agropur Coop Agro Alimentaire Granby Qué $55,589, Dairy Bureau of Canada Toronto Ont $702,821, Fédération des producteurs de lait du Québec Longueuil Qué $50,000, Fraser Valley Milk Producers Association Vancouver C-B $68,040, HLA Consultants Edmonton Alb $90,991, Laiterie Etchemin Inc Cté Bellechasse Qué $60,818, Leslie Cheese House Stratford Ont $85,213, National Dairy Council of Canada Ottawa Ont $94,047, Ontario Milk Marketing Board Mississauga Ont $142,319, Université de: Colombie-Britannique Vancouver C-B $154,388, Guelph Guelph Ont $75,433, Laval Ste-Foy Qué $89,009, Saskatchewan Saskatoon Sask $55,589.

Autres services $93,103

Office canadien des provendes $36,583

Services de comptabilité $20,582

Enseignement et formation—Fonctionnaires $2,835

Autres services professionnels $5,000

Autres services $8,166

COMMUNICATIONS $70,969,556

Ministère $37,526,353

PROGRAMME DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE $36,557,857

Services de comptabilité $350,593—Bureau des services de vérifications MAS (Services) Ottawa Ont $241,911.

Services d'informatique $875,907—Data Cap Ltd Ottawa Ont $183,000, Intellitech Canada Ltd Ottawa Ont $55,747, Roy Ball Associates Ltd Ottawa Ont $185,741, Télésat Canada Ottawa Ont $86,340.

Services techniques (y compris recherche) $9,971,471—Adga Ltd Ottawa Ont $210,328, Com Dev Ltd Cambridge Ont $93,488, P Dobbing Ottawa Ont $59,375, Helmer Associates Ottawa Ont $110,444, Ian Martin Associates Ltd Toronto Ont $140,773, Intellitech Canada Ltd Ottawa Ont $95,474, (The) Job Farm Ottawa Ont $123,816, Miller Communications Systems Ltd Kanata Ont $55,176, Mobile Data International Inc Richmond C-B $256,000, Ottawa Mould Craft Ltd Ottawa Ont $558,589, Spar Aerospace Ltd Ste-Anne-de-Bellevue Qué $6,610,725.

Services de santé et de bien-être $2,207

Services juridiques $85,043—Wanda M Noël Nepean Ont $55,221.

Services de protection $601,254—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $586,511.

Services scientifiques (y compris recherche) $1,920,702—Broadcast Holdings (Cdn) Ltd Pointe-Claire Qué $207,583, Canadian Astronautics Ltd Ottawa Ont $97,379, Optotek Ltd Ottawa Ont $160,234, Spar Aerospace Ltd Ste-Anne-de-Bellevue Qué $1,183,866.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $505,149—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $137,471.

Autres services professionnels $15,617,447—ABT Associates of Canada Ottawa Ont $103,000, Adga Ltd Ottawa Ont $257,162, Applied AI Systems Inc Kanata Ont $82,394, Avancom Systems Ltd Winnipeg Man $97,500, Bureau des conseillers en gestion MAS Ottawa Ont $190,084, Canada Consulting Group Inc Toronto Ont $124,740, Canadian Astronautics Ltd Ottawa Ont $146,924, Carleton University Ottawa Ont $114,252, Com Dev Ltd Cambridge Ont

COMMUNICATIONS—*Suite*

$61,370, Comterm Inc Pointe-Claire Qué $475,000, Econanalysis Inc Downsview Ont $127,275, Ekos Research Associates Inc Ottawa Ont $69,325, Electrohome Electronics Kitchener Ont $53,235, Engle and Townsend Toronto Ont $78,378, Fleet Aerospace Corp St-Catharines Ont $81,539, Genesys Group Inc Ottawa Ont $240,700, Goss Gilroy & Associates Ltd Ottawa Ont $115,000, Hi-Tech Canada Ltd Ottawa Ont $77,399, Intellitech Canada Ltd Ottawa Ont $105,057, J F Martin Ottawa Ont $59,484, KVA Communications Electronics Co Downsview Ont $68,179, Miller Communications Systems Ltd Kanata Ont $186,858, Centre national des arts Ottawa Ont $74,750, Nordicity Group Ltd Ottawa Ont $197,000, Norpak Corp Kanata Ont $1,029,645, Peat Marwick Mitchell & Co Ottawa Ont $91,875, SED Systems Inc Saskatoon Sask $54,431, Société de gestion de la cité internationale du cinéma et de l'audiovisuel de Montréal Inc Montréal Qué $125,000, Sonoptic Media & Communications Corp Perth Ont $52,900, Spar Aerospace Ltd Ste-Anne-de-Bellevue Qué $1,389,889, Télésat Canada Ottawa Ont $171,079, T E S Contract Services Inc Toronto Ont $118,482, Trigon Systems Group Inc Toronto Ont $100,000, Université de Montréal Montréal Qué $170,399, Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué $110,323, Université du Québec Montréal Qué $73,787, Université Laval Ste-Foy Qué $100,836, University of Toronto Toronto Ont $195,467, Wescom Communications Studies & Research Ltd Vancouver C-B $116,123, G Woods Montréal Qué $145,000.

Autres services $6,628,084—Automation Centre of Ottawa Ltd Ottawa Ont $50,327, Bradson Personnel Services Ottawa Ont $174,348, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $1,195,258, Acquisitions commerciales MAS Ottawa Ont $564,261, D E Systems Ltd Ottawa Ont $56,707, Intellitech Canada Ltd Ottawa Ont $68,200, Kelly Services Ltd Toronto Ont $117,107, Services spécialisés en information sur le personnel MAS Ottawa Ont $86,181, Quantum Management Services Ottawa Ont $57,232, Acquisitions en science et ingénierie MAS Ottawa Ont $528,482, Software Kinetics Ltd Nepean Ont $51,028.

PROGRAMME DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE—FONDS RENOUVELABLE DE L'AGENCE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS GOUVERNEMENTALES $968,496

Services d'informatique $32,350

Services techniques (y compris recherche) $37,135

Enseignement et formation—Fonctionnaires $58,659

Autres services professionnels $37,472

Autres services $802,880—Gouvernement du Canada—Ministère des Approvisionnements et Services Ottawa Ont $67,651, IBM Canada Ltd Toronto Ont $52,241, L'Industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué $225,415, Plan Tel Inc Montréal Qué $161,956, Silico Computer Systems Ltd Nepean Ont $52,760.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes $1,717,030

Services d'informatique $133,133

Services juridiques $75,108

Services de protection $126,352—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $126,352.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $57,090

Enseignement et formation—Fonctionnaires $65,196

Autres services professionnels $437,691—The Canada Consulting Group Inc Toronto Ont $54,120, Currie Coopers & Lybrand Ottawa Ont $82,633, Erin Research Inc Erin Ont $105,000.

Autres services $822,460—B B M Bureau of Measurement Toronto Ont $87,360, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $62,219, Datacrown Willowdale Ont $250,550.

Office national du film $12,730,233

Services de comptabilité $38,995

Services juridiques $25,728

Services de protection $266,676—Corps canadien des commissionnaires Montréal Qué $266,676.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $152,399

Autres services professionnels $2,433,465

Autres services $9,812,970—Alberta Educational Communications Corp Edmonton Alb $55,000, AV Plus Inc Hull Qué $91,121, Bomi Videotape Productions Ottawa Ont $50,092, Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne Toronto Ont $97,126, Carleton Productions Ltd Ottawa Ont $104,501, Chetwynd Films Ltd Toronto Ont $88,146, Ciné-Doc Inc Montréal Qué $75,191, Corvideocom Ltd Ottawa Ont $117,118, Credo Group Ltd Winnipeg Man $183,694, Imax Systems Toronto Ont $50,000, Insight Film Group Ltd Calgary Alb $61,000, International Psychomedia Vancouver C-B $144,950, Istec Ltd Hamilton Ont $219,596, Lauron Productions Ltd Toronto Ont $127,828, Le Groupe en communication conscient Inc Mont-Saint-Hilaire Qué $60,000, Les Productions La Sterne Inc Montréal Qué $50,055, Les Productions Prisma Inc Montréal Qué $72,979, Normex Electronic Co Ltd St-Laurent Qué $77,134, S D A Productions Ltée Montréal Qué $83,153, Steve Shaw Productions Inc Toronto Ont $51,200, Terry Cochrane Image Projection Ltd Ottawa Ont $51,383, The Interactive Communications Group Ottawa Ont $50,100, T V Ontario Toronto Ont $105,178.

Bibliothèque nationale $6,213,457

Services d'informatique $748,452—Canada Systems Group Mississauga Ont $178,334, Computer Gateways Inc Ottawa Ont $161,858, Cognos Ottawa Ont $224,075, D M R & Associates Ottawa Ont $71,253.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $137,874

Autres services professionnels $746,211—Canadian Institute for Historical Microproduction Ottawa Ont $174,626, University of Toronto Library Toronto Ont $78,462.

Autres services $4,580,920—Central Microfilm Operations Nepean Ont $258,717 Campbell Laser Printing Ottawa Ont $93,934, Conseil national de recherches Ottawa Ont $3,576,563, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $155,025.

Musées nationaux du Canada $7,604,562

Services de comptabilité $169,970—Bureau des services de vérification MAS (Services) Ottawa Ont $162,345.

Services d'informatique $315,962—Ultracom Consulting Services Ottawa Ont $87,050, Interface Consulting Ottawa Ont $187,200.

Services techniques (y compris recherche) $16,109

Services de protection $1,672,772—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $548,266, National Protective Service Ottawa Ont $610,343, Pinkerton Security Ottawa Ont $505,082.

Services scientifiques (y compris recherche) $84,359

Enseignement et formation—Fonctionnaires $324,656—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $102,263.

Autres services professionnels $1,128,899—Cowan McCabe Ottawa Ont $54,500.

COMMUNICATIONS—*Fin*

Autres services $3,891,835—Bradson Personnel Ottawa Ont $73,199, Centre de photographie du gouvernement canadien Ottawa Ont $63,875, Descon Building Systems Ottawa Ont $190,737, HL Goodwin Associates Ottawa Ont $612,972, Parcs Canada Hull Qué $69,160, Sharon Professional Services Ottawa Ont $296,775, Special Events Planning Ltd Ottawa Ont $75,427, Staffing Consultants Ottawa Ont $63,418, Approvisionnements et Services Hull Qué $293,620.

Archives publiques $5,177,921

Services de comptabilité $348,248—Bureau des services de vérification Ottawa Ont $339,248.

Services d'informatique $150,160—Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont $61,846, Systemhouse Ottawa Ont $70,270.

Services techniques (y compris recherche) $2,833

Services de protection $634,978—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $619,315.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $153,927—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $75,654.

Autres services professionnels $633,788—Archival Services Toronto Ont $78,000, Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont $84,424, Currie Coopers & Lybrand Ottawa Ont $71,500.

Autres services $3,253,987—Alphatext Ottawa Ont $57,855, Archival Services Toronto Ont $159,000, Comshare Rexdale Ont $207,059, Canada Systems Group Ottawa Ont $163,211, Société Radio-Canada Ottawa Ont $268,481, Carleton University Ottawa Ont $52,445, DMR and Associates Ottawa Ont $62,697, Film House Group Toronto Ont $148,078, First City Capital Ltd Ottawa Ont $196,215, MacDonald & Brisson Personnel Ottawa Ont $90,075, Media Security Inc Montréal Qué $87,711, Office national du film Montréal Qué $181,502, ARC Industries Ottawa Ont $120,100, Archives publiques de Nouvelle-Écosse Halifax N-É $53,500, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $688,604, Synerlogic Inc Ottawa Ont $56,749, Total Employment Service Ottawa Ont $50,171.

CONSOMMATION ET CORPORATIONS $18,031,875

Ministère $17,711,611

Services de comptabilité $68,693

Services d'informatique $621,413—Datastream Consulting Inc Ottawa Ont $78,288, Honeywell Inc North York Ont $61,171, Indigo Software Ltd Ottawa Ont $127,904, Sysnovators Ltd Nepean Ont $51,450, Systemhouse Inc Ottawa Ont $114,450.

Services techniques (y compris recherche) $52,700

Services de santé et bien-être $591

Services juridiques $1,792,249—Asler Hoskin and Harcourt Toronto Ont $80,826, RL Banks and Associates Inc Washington DC É-U $68,928, Gowling and Henderson Ottawa Ont $737,234, Lang Michener Cranston Farguharson and Wright Toronto Ont $169,378, MacLeod Dixon Barristers and Solicitors Calgary Alb $85,861, McCaffrey and Company Calgary Alb $70,102, B O'Neil Company and Solicitors Saint John N-B $111,641, Weir and Foulds Toronto Ont $161,671.

Services de protection $113,228—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $66,063.

Services scientifiques (y compris recherche) $4,988,819—Acres Consulting Services Ltd Niagara Falls Ont $762,139, BH Levelton Associates Ltd Vancouver C-B $158,257, Société canadienne d'hypothèques et de logement Ottawa Ont $2,267,295, Didak Management Services Inc Ottawa Ont $77,491, Geortic Ltd St John's T-N $234,337, Queen's University of Kingston Kingston Ont $87,292, Technitrol Canada Ltd Pte-Claire Qué $315,414, The Hospital Medical Records Institute Don Mills Ont $91,665, The National Testing Laboratories Ltd Winnipeg Man $310,322, The Proctors Redfern Group Don Mills Ont $348,952.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $489,869—Cégep de Jonquière Jonquière Qué $53,873, Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $155,285.

Autres services professionnels $5,053,227—Canadian Standards Association Rexdale Ont $176,668, Centre de recherche industrielle du Québec Ste-Foy Qué $203,625, Colin Entreprises Nepean Ont $66,992, Co-operative Union of Canada Ottawa Ont $250,000, Ministère des Affaires municipales Fredericton N-B $59,648, Didak Management Services Inc Ottawa Ont $52,938, HD Thomas Communications Ltd Halifax N-É $122,058, JW Wilson and Associates Inc Washington DC É-U $56,484, RS MacLellan Ottawa Ont $60,793, Mack Erb Consulting Ltd Ottawa Ont $64,539, Conseil de recherches du Manitoba Winnipeg Man $96,010, Metri-Stan Services Ltd Victoria C-B $117,053, Victor Nabhan Ottawa Ont $56,054, Office national du film Canada Montréal Qué $68,349, Paramedia Enrg Montréal Qué $86,106, Participaction Toronto Ont $99,570, Paul A Joncas Inc Saint-Laurent Qué $100,835, Price Waterhouse Associates Ottawa Ont $83,000, Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B $56,292, Smith-Scott Consultants Ltd Dorval Qué $59,860, Vellum Communications Ltd Edmonton Alb $115,657.

Autres services $4,530,822—Bradson Personnel Services Ottawa Ont $252,127, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $1,790,885, Contempro Services Inc Ottawa Ont $120,161, Control Data Canada Ltd Mississauga Ont $65,201, Service correctionnel du Canada Ottawa Ont $76,475, Ministère des Approvisionnements et Services Ottawa Ont $612,080, Pergamon Press Canada Ltd Willowdale Ont $53,990, TES Contract Services Inc Toronto Ont $58,853, The 500 Selection Services Ottawa Ont $124,640.

Commission sur les pratiques restrictives du commerce $320,264

Services juridiques $165,623

Enseignement et formation—Fonctionnaires $6,294

Autres services professionnels $140,389

Autres services $7,958

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL $920,263

Services de comptabilité $54,099—Bureau des services de vérification MAS Ottawa Ont $54,099.

Services d'informatique $64,450—Cognos Ottawa Ont $54,450.

Services de protection $102,175—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $102,162.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $25,110

Autres services professionnels $371,390—Bureau des conseillers en gestion (MAS) Ottawa Ont $89,211, Acres Consulting Services Ltd Ottawa Ont $56,448.

Autres services $303,039—Barbara Personnel Inc Ottawa Ont $56,824.

EMPLOI ET IMMIGRATION $609,454,500

Ministère $2,738,762

PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE $2,738,762

Services d'informatique $161,090

Services juridiques $1,784

Enseignement et formation—Fonctionnaires $97,048

Autres services professionnels $811,985—Bureau des conseillers en gestion MAS Ottawa Ont $67,946, Goldfarb Consultants North York Ont $60,000.

Autres services $1,666,855—Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $51,134, I P Sharp Associates Ltd Toronto Ont $143,994, L'Industrielle Services Techniques Montréal Qué $893,701, Nortak Software Ltd Ottawa Ont $247,070, Portage Personnel Ltd Hull Qué $90,461.

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada $606,546,914

PROGRAMME D'ADMINISTRATION $18,689,473

Services de comptabilité $9,050,160—Bureau des services de vérification MAS Ottawa Ont $610,905, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $8,353,530.

Services d'informatique $23,220

Services techniques (y compris recherche) $889,097—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $882,097.

Services de santé et de bien-être $1,933

Services juridiques $5,184

Services de protection $1,194,645—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $1,156,746.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $814,438—Burroughs Canada Ottawa Ont $98,296.

Autres services professionnels $2,321,372—Bureau des conseillers en gestion MAS Ottawa Ont $1,549,858, La Garderie du Portage Hull Qué $78,776, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $183,805.

Autres services $4,389,424—Automation Centre of Ottawa Ltd Ottawa Ont $50,126, Société canadienne des postes Ottawa Ont $206,379, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $502,617, Computer Sciences Canada Ltd Willowdale Ont $80,104, Datacap Ltd Ottawa Ont $51,832, Dynakey Corporation Ottawa Ont $60,282, L'Industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué $161,796, Nortak Software Ltd Ottawa Ont $110,759, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $2,418,431.

PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE $580,709,991

Services de comptabilité $27,649,765—Revenu du Canada/Impôt Ottawa Ont $27,640,000.

Services d'informatique $398,968—Honeywell Ltd North York Ont $103,677, Statistique Canada Ottawa Ont $238,654.

Services techniques (y compris recherche) $65,070

Services de santé et de bien-être $1,542,175—Dr S E Scherer Toronto Ont $110,085.

Services juridiques $483,657

Services de protection $576,703—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $461,111.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $517,566,523—Advance Business College Vancouver C-B $59,233, Applied Linguistics Winnipeg Man $287,136, Canadian Institute of Metal Working Hamilton Ont $64,575, Canadian Mothercraft Society Ottawa Ont $132,475, Canadian Society for Non-destructive Testing Hamilton Ont $55,553, Canadian Underwater Training Centre Toronto Ont $140,801, Career College of Business Calgary Alb $202,793, Carpentry Apprenticeship Joint Board Vancouver C-B $204,435, Control Data Institute North York Ont $180,578, Control Data Institute Vancouver C-B $480,245, Edmonton Catholic School of Broadcasting Edmonton Alb $85,725, Goodwill Services Toronto Ont $57,327, Gouvernements de: Î-P-É Charlottetown Î-P-É $4,582,637, Québec Québec Qué $139,731,299, TN-O Yellowknife TN-O $4,813,700, GRB Professional Welding Edmonton Alb $58,020, Ha-Ho-Payuk School Port Alberni C-B $56,140, Henderson College of Business Calgary Alb $145,109, Holland College Charlottetown Î-P-É $277,316, Imitech Inc Burlington Ont $57,375, International Brotherhood of Electrical Workers Burnaby C-B $612,931, Ironworkers Trade Improvements Hamilton Ont $79,492, Jack Breden Community Institute Edmonton Alb $148,932, Job Kit Vancouver C-B $117,000, Joint Training and Apprenticeship Committee Scarborough Ont $62,019, Keyin Tech St John's T-N $125,736, Kirkness Adult Learning Winnipeg Man $879,692, Labourers Local 183 Toronto Ont $149,311, Life Skills Training Centre Edmonton Alb $452,596, L'Union Culturelle des Francophones Toronto Ont $66,864, Marie Tomko Career College New Westminster C-B $197,277, McKay Career Trainings Ltd Vancouver C-B $96,829, McKay Computer College Edmonton Alb $136,634, Ministre des Finances de la Province de: Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $18,532,117, Nouvelle-Écosse Halifax N-É $20,438,528, Colombie-Britannique Victoria C-B $57,579,061, MTC College Vancouver C-B $119,876, Nfld Career Academy St John's T-N $81,004, Nfld Exchequer Account St John's T-N $13,276,007, Office Assistance Vancouver C-B $375,360, Office of the Future Edmonton Alb $126,240, Ontario March of Dimes Toronto Ont $57,600, Operating Engineers Burnaby C-B $66,387, Pash Systems Winnipeg Man $70,280, Peirre Dhbrulle Culinary School Vancouver C-B $134,950, Petroleum Industry Training Fort Good Hope TN-O $238,500, Piping Industry Apprenticeship Board Burnaby C-B $120,666, Pitman Business College Vancouver C-B $223,559, Prince Albert Business College Prince Albert Sask $111,039, Province du Manitoba Winnipeg Man $21,421,424, Province de la Saskatchewan Régina Sask $22,735,072, Provincial Treasurer Alberta Government Edmonton Alb $47,525,976, Reliance School of Business Ltd Régina Sask $159,366, Salvation Army Toronto Ont $80,140, Saskatoon Business College Saskatoon Sask $120,906, Success Commercial College Winnipeg Man $334,065, Territorial Treasurer Yukon Government Whitehorse TY $1,888,154, The Learning Enrichment Foundation Toronto Ont $55,476, Trésorier de l'Ontario Toronto Ont $149,429,264, Université de l'Alberta Edmonton Alb $127,654, Université du Manitoba Winnipeg Man $555,329, Vancouver Island Industrial Education Centre Ltd Nanaimo C-B $52,932, Willis Business College North York Ont $400,680.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $501,501—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $79,710.

Autres services professionnels $25,303,775—ABT Associates of Canada Toronto Ont $477,483, Ability Personnel Association Victoria C-B $68,306, Action Emploi Mingani BCN Havre St-Pierre Qué $173,834, Arbre «L» Fidéicommis Québec Qué $96,585, Armstrong-Enderby Youth Employment Counselling Association Armstrong C-B $72,395, Association des paraplégiques du Québec Montréal Qué $69,033, Aware Society New Westminster C-B $360,192, Battleford's Native Outreach North Battleford Sask $63,584, BC Corrections Association Vancouver C-B $120,003, Burns Lake Community Development Association Burns Lake C-B $61,844, Calgary

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

ciation of Self Help Calgary Alb $182,973, Canadian Facts Toronto Ont $148,046, Centre de photographie du gouvernement canadien Ottawa Ont $93,784, Institut national des aveugles Toronto Ont $106,422, Career Opportunities Winnipeg Man $173,707, Carrefour le Moutier Longueuil Qué $104,282, Centre de la main-d'œuvre OPEX (82) Sherbrooke Qué $146,429, Centre de main-d'œuvre de Bellechasse Lac Etchemin Qué $109,126, Centre d'orientation Juif Montréal Qué $67,797, Centre de placement spécialiste Hull Qué $61,514, Chilliwack Community Services Chilliwack C-B $63,782, Citizen Action Group Hamilton Ont $218,793, Clifford R S and Associates (1976) Ltd Vancouver C-B $65,000, Club de recherche d'emploi St-Denis Montréal Qué $133,387, CNIB Employment Outreach Fredericton N-B $78,507, CNIB Outreach Régina Sask $69,824, CNIB Vancouver C-B $179,748, CNIB Winnipeg Man $58,562, Committee for Supportive Action Bedford N-É $53,613, Currie Coopers and Lybrand Toronto Ont $132,119, Coast Foundation Society Vancouver C-B $67,145, Corner Brook Chamber of Commerce Corner Brook T-N $56,820, Corner Brook Status of Women Corner Brook T-N $50,007, Costi IIAS Immigrant Services Ottawa Ont $64,811, Croissée «La» en Fidéicommis pour le Programme Extension Québec Qué $106,853, Dakota Ojibway Tribal Council Brandon Man $227,386, Dalcor Innoventures Ltd Edmonton Alb $115,554, Delta Youth Services Delta C-B $71,143, Disabled Persons Employment Services Régina Sask $128,930, Distinctive Employment Counselling Services Edmonton Alb $332,613, Employment Fredericton N-B $125,031, Employment and Resource Centre Beauséjour Man $81,336, Enjeu «L» en Fidéicommis pour le Programme Extension St-Laurent Qué $180,675, E-Quality Employment Inc Winnipeg Man $165,645, Experience Unlimited Vancouver C-B $93,875, Expri-Travail en Fidéicommis pour le Programme Extension Hull Qué $111,317, Extension Services Réalisation St-Gabriel Qué $96,596, Filons 16-24 en Fidéicommis pour le Programme Extension Montréal Qué $125,489, Finances Canada Ottawa Ont $53,800, Fort Outreach Sponsor Committee Fort St James C-B $62,959, Fort St John Lifeline Society Fort St John C-B $58,284, Frontier College Toronto Ont $175,000, Gitksan Wet'Suwet'En Tribal Council Hazelton C-B $98,283, Glengarry Interagency Group Cornwall Ont $90,875, Golden Community Resources Society Golden C-B $59,984, Goût de Vivre en Fidéicommis pour le Programme Extension Drummondville Qué $80,685, Gouvernement du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $55,000, Groupe Sobeco Inc Montréal Qué $124,000, Haliburton Highlands Kingston Ont $85,778, Immigrant Women's Employment Counsel Winnipeg Man $106,882, Immigrant Women's Job Placement Centre Toronto Ont $97,988, Informetrica Ltd Ottawa Ont $110,955, Inter Prif en Fidéicommis pour le Programme Extension Témiscouata Qué $100,700, John Howard Society Toronto Ont $159,957, John Howard Society Vancouver Island Victoria C-B $93,985, Jonathan en Fidéicommis pour le Programme Extension Québec Qué $98,549, Jonction «La» en Fidéicommis pour le Programme Extension Québec Qué $127,799, Kendall Associates Ltd Ottawa Ont $53,155, Kootenay Indian Area Council Cranbrook C-B $60,194, Kuvjjvaq Québec Qué $66,098, Lac la Biche Regional Employment Centre Lac la Biche Alb $87,401, Langley Family Services Outreach Langley C-B $95,483, Le Club East End Boys and Girls Club (Moncton Inc) Moncton N-B $56,046, Le Groupe Gagné-Langevin Inc Charlesbourg Qué $86,560, Les Femmes au Travail/Women at Work Moncton N-B $106,632, Lesser Slave Lake Indian Council High Prairie Alb $60,840, Lethbridge District Youth Employment Centre Lethbridge Alb $94,509, Majie 16-24 en Fidéicommis pour le Programme Extension Mascouche Qué $103,578, Marronniers «Les» en Fidéicommis pour le Programme Extension Montréal Qué $131,820, Matsqui-Abbotsford Community Services Abbotsford C-B $58,706, McIntosh and Partners Calgary Alb $108,813, Meadow Lake Native Outreach Meadow Lake Sask $61,191, Metro Area Community Service Board for the Deaf Halifax N-É $62,758, Metropolitan Mental Health Planning Board Halifax N-É $75,517, Module Jeunes Travailleurs en Fidéicommis pour le Programme Extension Les Saules Qué $148,789, Mount Saint Vincent University Halifax N-É $88,731, Municipality of Metro Toronto Toronto Ont $204,676, Nakusp District Homemaker Society Nakusp C-B $66,773, Nanaimo Women's Resources Society Nanaimo C-B $54,664, Native Council of Nova Scotia Truro N-É $144,505, Native Employment Centre Régina Sask $200,057, Native Employment Service Winnipeg Man $232,166, Native Outreach for Women Kamloops C-B $92,870, Norsask Native Outreach La Ronge Sask $432,185, OPEX (via Travail Inc) Montréal Qué $244,295, Option for Women Edmonton Alb $159,182, Orientation «Femme» en Fidéicommis pour le Programme Extension Ste-Anne-des-Monts Qué $96,250, Outreach 69 Campbell River C-B $98,199, Parkland Education Employment Co-ordinating Committee Yorkton Sask $61,960, Parkland Native Outreach Yorkton Sask $82,345, Parkland Pathfinders Dauphin Man $122,236, Partance en Fidéicommis pour le Programme Extension Drummondville Qué $78,361, Path Employment Services Inc Hamilton Ont $129,907, Peninsula Community Association Sidney C-B $65,562, Phase en Fidéicommis pour le Programme Extension Rouyn-Noranda Qué $108,482, Polaris Board of Sponsors Burnaby C-B $156,272, Powell River Employment Programs Society Powell River C-B $53,260, Prairie Employment Program North Battleford Sask $91,929, Prince Albert Native Outreach Prince Albert Sask $102,677, Quesnel Tillicum Society Quesnel C-B $52,000, Reaching Out Employment Winnipeg Man $131,035, Red Deer Chamber of Commerce Red Deer Alb $83,910, Rehabilitation Foundation for the Disabled Ontario March of Dimes Toronto Ont $68,653, S A N Q U I en Fidéicommis pour le Programme Extension Montréal Qué $171,719, Sagitawak Employment Services Whitecourt Alb $74,122, Saskatoon Native Outreach Saskatoon Sask $154,143, Second Step Society Port Coquitlam C-B $59,560, Selkirk Outreach Selkirk Man $182,937, Senior Citizen Job Bureau Winnipeg Man $84,129, Service d'emploi le Démarrage Joliette Qué $75,033, Shuswap Outreach Society Salmon Arm C-B $65,822, Service Relance en Fidéicommis Alma Qué $115,563, Skidegate Band Council Queen Charlotte City C-B $59,563, Social Planning Council Ottawa Ont $97,317, Special Needs Employment Agency Sarnia Ont $116,251, Statistique Canada Ottawa Ont $70,366, Strathcona Manpower Outreach Project Advisory Group Vancouver C-B $125,142, Approvisionnements et Services Canada/Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont $649,972, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $300,000, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $172,468, The Association for Management of Unemployment Skills and Training for Youth Sydney N-É $158,224, The Jewish Vocational Centre Toronto Ont $86,357, The Pas Outreach The Pas Man $145,956, Times Change Women's Employment Agency Toronto Ont $153,962, Trans Action en Fidéicommis pour le Programme Extension Témiscouata Qué $95,227, Conseil du Trésor du Canada Ottawa Ont $64,017, Tribal and Chiefs Association St Paul Alb $129,956, Truro Boys and Girls Club Truro N-É $67,524, Université d'Ottawa Ottawa Ont $58,463, Université de Toronto Toronto Ont $68,641, United Native Nations Local 108 Vancouver C-B $95,438, Watershed Association Development Enterprise Dartmouth N-É $64,110, W E C S Outreach Project Winnipeg Man $207,505, Westerlund Emond Ltd Toronto Ont $54,021, Western Community Outreach Society Victoria C-B $115,069, Windsor Western Hospital Windsor Ont $116,874, Women's Career Counselling Service Ottawa Ont $126,290, Women's Power Inc London Ont $177,454, Work and Learn Outreach Society Surrey C-B $63,967, Working for Women Saskatoon Sask $194,175, Yellowknife Tribal Council Spruce Grove Alb $62,194, Youth Employment Centre Brandon Man $56,268, Youth Employment Centre Winnipeg Man $141,748, Youth Employment Services Inc Toronto Ont $91,302, YMCA of Metro Toronto Toronto Ont $56,441, YWCA Halifax N-É $83,346.

Autres services $6,621,854—Automation Centre of Ottawa Ont $311,143, Bradson Personnel Services Ottawa Ont $73,018, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $1,370,696, Centre de photographie du gouvernement canadien Ottawa Ont $195,892, Centre de Traitement des données Delstar Québec Qué $76,911, Computer Access Ltd Halifax N-É $164,210, Computer Centres Ltd Calgary

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Fin*

Alb $73,088, I P Sharp Associates Ltd Toronto Ont $233,768, L'Industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué $892,439, M I C R-Com Vancouver C-B $70,569, Office national du film St-Laurent Qué $230,842, Portage Personnel Ltd Hull Qué $114,112, Statistique Canada Ottawa Ont $77,209, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $109,721.

PROGRAMME D'IMMIGRATION $7,120,439

Services d'informatique $1,729

Services de santé et de bien-être $4,558,086—Atlific Inc Ville St-Laurent Qué $229,915, Avion Motor Hotel Malton Ont $841,845, Ville de Vancouver Vancouver C-B $171,858, Guaranty Property Ltd Toronto Ont $304,900, Les services de protection Burns Inc Montréal Qué $443,981, Ministère des Finances au soin du Ministère de la Justice Ste-Foy Qué $107,477, Ministère du Service correctionnel Toronto Ont $742,450, Province de la C-B Victoria C-B $206,215, Treasury of Ontario Toronto Ont $418,948, Uniguard Security Ltd Toronto Ont $652,619, Waldorf Astoria Hotel Toronto Ont $60,980.

Services juridiques $216,401

Services de protection $54,566

Enseignement et formation—Fonctionnaires $66,400

Autres services professionnels $1,158,671—Bar-Yonah Management Consultants Ltd Toronto Ont $139,328, Bureau des conseillers en gestion MAS Ottawa Ont $282,348, Copie Conforme Inc Montréal Qué $54,864, Archives publiques Canada Ottawa Ont $86,969, Susan Davis Toronto Ont $50,215.

Autres services $1,064,586

PROGRAMME DES RENTES SUR L'ÉTAT $27,011

Enseignement et formation—Fonctionnaires $4,625

Autres services $22,386

Commission d'appel de l'immigration $168,824

Services de comptabilité $22,639

Enseignement et formation—Fonctionnaires $14,581

Autres services professionnels $95,977

Autres services $35,627

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES $127,963,495

Ministère $121,993,587

PROGRAMME D'ADMINISTRATION $4,907,136

Services de comptabilité $151,598—Gouvernement du Canada—Bureau des services de vérification/Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $121,973.

Services d'informatique $844,857—Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $80,985, Sharon Professional Services Ottawa Ont $91,507, Silico Computer Systems Ltd Nepean Ont $301,236, Synerlogic Ottawa Ont $128,762.

Services juridiques $292

Services de protection $307,296—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $306,432.

Services scientifiques (y compris recherche) $51,802—Sulfur Development Institute of Canada Calgary Alb $51,802.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $44,206

Enseignement et formation—Fonctionnaires $223,035—The Maple Leaf Language Centre Ltd Ottawa Ont $55,452.

Autres services professionnels $607,830—Gouvernement du Canada—Bureau des conseillers en gestion/Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $198,765, Peat Marwick and Partners Ottawa Ont $64,000.

Autres services $2,676,220—Alphatext Ottawa Ont $51,568, Computer Science Canada Ltd Willowdale Ont $83,273, Control Data Canada Ltd Mississauga Ont $164,590, Datacrown Inc Willowdale Ont $547,796, Dataplotting Inc Don Mills Ont $53,047, D E Systems Ltd Ottawa Ont $126,439, I P Sharp Associates Ltd Toronto Ont $247,696, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $372,958, Quantum Management Services Ltd Montréal Qué $59,115, Victor Temporary Services Ottawa Ont $89,166.

PROGRAMME DE L'ÉNERGIE $52,851,718

Services de comptabilité $1,555,024—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $1,445,699.

Services d'informatique $367,036—Silico Computer Systems Ltd Nepean Ont $226,192.

Services techniques (y compris recherche) $3,427,366—Anger Drouin Simard et Associés Ste-Foy Qué $140,245, Canadian Standards Association Rexdale Ont $69,484, Chalifour Marcotte et Associés Inc Pointe-Claire Qué $58,591, Chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué $243,180, Currie Coopers and Lybrand Edmonton Alb $55,000, Delcan Deleuw Cather Canada Ltd Don Mills Ont $65,674, Les Consultants Dessau Inc Laval Qué $182,415, Engineering Interface Ltd Willowdale Ont $148,058, Inspectra Ltd Montréal Qué $90,869, Kent Marketing Services Ltd London Ont $74,995, Manadrill Drilling Management Inc Calgary Alb $162,841, Mel Consultants Inc Toronto Ont $90,409, Memorial University of Newfoundland St John's T-N $191,668, Gouvernement du Canada—Travaux publics Canada Ottawa Ont $107,500, Research and Productivity Council Fredericton N-B $248,701, Richardson Associates Charlottetown Î-P-É $53,960, Riley J G Halifax N-É $64,444, Totten Sims Hubicki Associates Whitby Ont $72,057, Warnock Hersey Professional Services Lasalle Qué $61,786, Weir Jones Engineering Consultants Vancouver C-B $81,581.

Services de santé et de bien-être $150

Services juridiques $92,007

Services de protection $273,065—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $273,047.

Services scientifiques (y compris recherche) $1,499,479—Canadian Ocean Resources New Westminster C-B $177,554, DSMA Atcon Ltd Toronto Ont $136,181, IRTA Clarence Creek Ont $56,350, Gouvernement du Canada—Environnement Canada Ottawa Ont $300,000, MacLaren Plansearch Inc Halifax N-É $58,460, Northcumberland Research Ltd Ottawa Ont $50,000, Conseil national de recherches Ottawa Ont $50,000, SNC Inc Montréal Qué $168,500, Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué $56,616.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $58,766

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,092,724—Angers Drouin Simard and Associates Ste-Foy Qué $56,525, CMA Interface Inc Willowdale Ont $70,500, Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $261,359, The Maple Leaf Language Centre Ltd Ottawa Ont $194,386.

Autres services professionnels $21,008,554—65302 Manitoba Ltd Winnipeg Man $97,166, Allose Manitoba Ltd Winnipeg Man $94,123, Atlantic Coal Institute Sidney C-B $215,853, Conseil de

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Suite*

recherches de la Colombie-Britannique Vancouver C-B $813,746, Boreal Ecology Services Ltd Yellowknife TN-O $52,806, Burdett Moulton Architects and Engineers Frobisher Bay TN-O $111,668, Canerude Calgary Alb $77,004, Canertech Inc Winnipeg Man $159,808, Canadian Solar Industries Association Inc Ottawa Ont $83,170, Canadian Standards Association Rexdale Ont $153,362, Canadian Wood Energy Institute Don Mills Ont $209,899, Chemetics International Company Vancouver C-B $57,500, Coal Mining Research Centre Devon Alb $114,928, Cogeneration Associates Ltd Toronto Ont $120,000, Currie Coopers and Lybrand Edmonton Alb $111,623, Datametrics Ltd Calgary Alb $51,429, École des hautes études commerciales Montréal Qué $115,617, Econosult Inc Montréal Qué $70,235, Energy Building Group Ottawa Ont $181,405, Energy Pathways Inc Ottawa Ont $157,128, Enerscan Engineering Inc Halifax N-É $85,433, Envirocon Eastern Ltd Mississauga Ont $177,941, EPRI Palo Alto Calif É-U $755,998, Ernst and Whinney Ottawa Ont $293,628, Fenco Shawinigan Engineering Ltd Halifax N-É $72,835, Fennell Cochrane Régina Sask $56,779, Forintek Canada Ottawa Ont $198,735 Foster Research Centre Calgary Alb $54,252, Mizi Gestion Inc Cap-Rouge Qué $77,320, Heuristic Engineering Inc Vancouver C-B $100,723, Hickling Management Consultants Ottawa Ont $69,958, HRAI Islington Ont $55,746, Hudac Saskatoon Sask $1,975,392, Hull Direct Marketing Hull Qué $73,641, Hycarb Ltd Engineering Ltd Calgary Alb $107,141, IBI Group Toronto Ont $106,701, IEA Consulting Group Ltd Charlottetown Î-P-É $231,942, Manecon Partnership Edmonton Alb $62,734, Marbek Resources Consultants Ottawa Ont $424,844, Maunder Butnell Engineering Ltd Weston Ont $394,115, MBB Mechanical Services Ltd Halifax N-É $58,314, Université McGill Montréal Qué $73,580, Montreal Engineering Co Ltd Montréal Qué $197,855, National Insulation and Energy Conservation Contractors Association Ottawa Ont $55,951, Conseil national de recherches Ottawa Ont $115,555, Northern Climate Engineering Whitehorse TY $88,089, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $1,265,601, Peat Marwick and Partners Ottawa Ont $77,263, Perry Engineering Ltd Vancouver C-B $125,559, Prairie Pacific Consulting Ltd Surrey C-B $545,014, Prince Albert Pulp Co Ltd Prince Albert Sask $134,572, Travaux publics Canada Ottawa Ont $477,012, Richardson Associates Charlottetown Î-P-É $355,343, Saskatchewan Power Corp Saskatoon Sask $113,575, Saskatchewan Research Council Saskatoon Sask $586,699, Shawmount Newfoundland Ltd St John's T-N $54,414, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $2,318,760, Sypher Mueller Ottawa Ont $636,681, Systemhouse Ltd Ottawa Ont $55,714, Technican International Scarborough Ont $61,743, Universités de: Manitoba Winnipeg Man $90,228, Waterloo Waterloo Ont $104,494, Western Ontario London Ont $155,459, Webb RF Corporation Ltd Ottawa Ont $70,150, Yuill and Associates Ltd Winnipeg Man $78,522.

Autres services $23,477,547—Automation Centre Ottawa Ont $235,364, Bradson Personnel Ottawa Ont $240,235, British Columbia Hydro Vancouver C-B $119,088, Société canadienne d'hypothèques et de logement Ottawa Ont $80,031, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $112,546, Consumers Gas Co Scarborough Ont $332,710, Drake Interim Ottawa Ont $51,492, Floater Staffing Inc Calgary Alb $85,538, Gaz Inter Cité Québec Ste-Foy Qué $56,528, Gaz Metropolitain Ste-Foy Qué $112,683, Hydro-Québec Montréal Qué $1,259,267, Inland National Gas Co Vancouver C-B $51,717, Manitoba Hydro Winnipeg Man $60,277, Office national du film Montréal Qué $184,936, New Brunswick Electrical Power Commission Fredericton N-B $139,956, Ontario Hydro (Central) Willowdale Ont $94,056, Ontario Hydro (Eastern) Belleville Ont $52,691, Ontario Hydro (Western) London Ont $90,237, Quantum Management Services Montréal Qué $109,917, Saleh Ludvic and Associates Ottawa Ont $82,315, Saskatchewan Power Corporation Régina Sask $64,232, Scott Films Ottawa Ont $116,123, Stacey Personnel Ottawa Ont $130,009, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $315,662, Systemhouse Ltd Ottawa Ont $70,170, Temporarily Yours Toronto Ont $109,717, Terra Surveys Ottawa Ont $116,874, The 500 Selection Services Canada Halifax N-É $73,585, The Job Farm Ottawa Ont $95,586, Total Employment Ottawa Ont $65,397, Union Gas Ltd Chatham Ont $132,835, Victor Temporary Services Ottawa Ont $219,432.

PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE $64,234,733

Services de comptabilité $17,640

Services d'informatique $2,888,555—Cognos Inc Ottawa Ont $163,815, F Y Bircha & Associates Ltd Ottawa Ont $339,946, Gregory Geoscience Ltd Ottawa Ont $702,572, Intera Technologies Ltd Ottawa Ont $460,652, SED Systems Inc Saskatoon Sask $616,440.

Services techniques (y compris recherche) $5,614,986—Cognos Inc Ottawa Ont $107,638, Computer Modelling Calgary Alb $245,000, D A Martin and Associates Ltd Lethbridge Alb $250,000, Earth and Ocean Res Dartmouth N-É $89,012, Geophysical Surveys Inc Québec Qué $97,000, J H Hogg and Assoc Ltd Medicine Hat Alb $122,851, Kenting Earth Sciences Ltd Ottawa Ont $247,987, Marshall Macklin Monaghan Western Ltd Edmonton Alb $167,431, McElhanney Surveying and Engineering Ltd Nepean Ont $79,177, Nevelin Fadier-Brown Vancouver C-B $100,597, Norman Wade Co Ltd Halifax N-É $54,725, Partec Lavalin Inc Toronto Ont $61,950, Questor Surveys Ltd Mississauga Ont $237,269, Richard Branker Ltd Ottawa Ont $98,420, Spar Aerospace Ltd Ste-Anne-de-Bellevue Qué $1,822,816, Summus Resource Evaluations Ltd Edmonton Alb $68,669, Systemhouse Ltd Ottawa Ont $121,616, Techni Metric Inc Trois-Rivières Qué $130,888, Université de Calgary Calgary Alb $53,665, Université de la C-B Vancouver C-B $64,337.

Services de santé et de bien-être $305

Services juridiques $104,594

Services de protection $1,045,202—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $946,906.

Services scientifiques (y compris recherche) $32,657,651—Acres Davy McKee Engineering Inc Burlington Ont $78,434, AMCA International Ltd Kanata Ont $571,867, Associated Mining Consultants Ltd Calgary Alb $120,395, Atmospheric Environment Research Oakville Ont $53,595, Énergie atomique du Canada, Limitée Chalk River Ont $161,065, Babcock and Wilcox Canada Cambridge Ont $105,662, Bacharach JPL and Associates Calgary Alb $77,242, Bacon Donaldson and Associates Ltd Calgary Alb $77,242, Bacon Donaldson and Associates Ltd Vancouver C-B $204,489, Barringer Magenta Laboratories Ltd Calgary Alb $127,118, BBT Geotechnical Consultants Ltd Saskatoon Sask $481,128, BC Research Council Vancouver C-B $149,980, Bondar Clegg and Co Ltd Ottawa Ont $135,747, Cambrian Engineering Group Ltd Calgary Alb $76,002, Canada Cement Lafarge Ltd Montréal Qué $430,660, Université Carleton Ottawa Ont $418,653, CBCL Ltd Ottawa Ont $122,125, Central Canada Potash Colonsay Sask $124,270, Coal Mining Research Centre Bevon Alb $113,091, Columbia University New York NY É-U $558,486, Cominco Ltd Vanscoy Sask $107,598, Computer Modelling Group Calgary Alb $80,000, Consumers' Gas Co Ltd Scarborough Ont $64,629, Centre de recherches industrielles de Québec Ste-Foy Qué $158,953, Université Dalhousie Halifax N-É $81,463, David F Pearson Association Victoria C-B $66,422, Gouvernement du Canada—Ministère des Pêches et Océans Ottawa Ont $2,433,692, Gouvernement du Canada—Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien Sidney C-B $149,823, DSMA Atcon Ltd Toronto Ont $122,353, EDA Instruments Inc Toronto Ont $98,421, Gouvernement du Canada—Environnement Canada Ottawa Ont $195,461, Fenco Engineering Inc Toronto Ont $90,900, Centre for Frontier Engineering Research Edmonton Alb $70,000, Geomarine Association Ltd Halifax N-É $76,488, Geonautics Ltd St John's T-N $74,000, Geophysical Services Inc Calgary Alb $1,316,727, Geoterrex Ltd Ottawa Ont $704,736, Geotex Consultants Vancouver C-B $101,986, Golder Associates Ltd Mississauga

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Suite*

Ont $626,588, Guelph Chemical Labs Ltd Guelph Ont $59,634, Guelph Canada Ltd Mississauga Ont $726,406, Hardy Associates Ltd Calgary Alb $72,467, Hatch Associates Ltd Toronto Ont $62,186, Hi Tec Geoconsultants Ltd Lunenburg County N-É $89,471, Hudson's Bay Co Igloolik TN-O $111,566, IEC Beak Consultants Ltd Mississauga Ont $280,005, Imperial Oil Ltd Don Mills Ont $151,040, Inco Ltd Toronto Ont $131,133, Integ Vancouver C-B $60,153, Intera Environmental Consultants Ottawa Ont $300,807, International Import Custom Brokers Inc Dartmouth N-É $74,783, J Brendan Murphy Antigonish N-É $61,960, Kenting Earth Sciences Ottawa Ont $57,625, Kilborn Ltd Saskatoon Sask $75,020, Knight and Piesold Ltd Vancouver C-B $247,242, Laurentian University Sudbury Ont $76,459, Levelton B A and Associates Ltd Vancouver C-B $85,304, Longyear Canada Inc North Bay Ont $67,593, Luscar Ltd Edmonton Alb $63,000, Marshall Macklin Monaghan Western Ltd Edmonton Alb $303,291, Université McGill Montréal Qué $269,461, McMaster University Hamilton Ont $365,258, MDA Ltd Richmond C-B $210,564, Memorial University of Newfoundland St John's T-N $154,668, Mining Resource Engineering Ltd Kingston Ont $128,360, Monenco Consultants Calgary Alb $138,666, Mono Research Labs Brampton Ont $64,795, Montreal Engineering Co Montréal Qué $87,573, MPB Technologies Inc Dorval Qué $53,104, Conseil national de recherches Ottawa Ont $640,900, Noranda Mines Ltd Pointe-Claire Qué $254,040, Nordco Ltd St John's T-N $102,292, Norwest Resources Consultants Ltd Calgary Alb $98,859, Nova Scotia Research Foundation Corp Dartmouth N-É $91,910, Ontario Hydro Willowdale Ont $57,689, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $880,617, Panarctic Oils Ltd Calgary Alb $97,029, Petroleum Recovery Institute Calgary Alb $300,000, Pollutech Ltd Oakville Ont $140,473, Potash Corp of Saskatchewan Mining Ltd Saskatoon Sask $132,921, Queen's University Kingston Ont $495,979, Questor Surveys Ltd Mississauga Ont $189,090, RE/SPEC Ltd Calgary Alb $114,802, Research Productivity Council Fredericton N-B $127,190, Robert Shnay and Associates Ltd Westmount Qué $64,538, Robertson Nickerson Ottawa Ont $106,492, Robinson Dames and Moore North Vancouver C-B $62,659, Groupe Conseil Roche Ltée Ste-Foy Qué $92,959, S and J Engineering Inc Toronto Ont $51,817, Sandevell Beak Research Group Mississauga Ont $546,480, Scotia Liquicoal Ltd Halifax N-É $76,285, SED Systems Inc Saskatoon Sask $55,300, Senes Consultants Ltd Willowdale Ont $588,300, Sherritt Gordon Mines Ltd Fort Saskatchewan Alb $139,682, Simon Fraser University Burnaby C-B $55,304, SNC Inc Montréal Qué $280,367, St Francis Xavier University Antigonish N-É $115,012, Stelco Inc Hamilton Ont $79,149, Summus Resource Evaluations Ltd Edmonton Alb $88,440, Technical University of Nova Scotia Halifax N-É $204,870, Techno Scientific Inc Downsview Ont $103,384, Teledyne Canada Ltd Thornbury Ont $51,943, Third Generation Explorations Ltd Calgary Alb $241,392, Teracon Geoteq Leduc Alb $53,697, Universités de: Alberta Calgary Alb $440,984, C-B Vancouver C-B $420,307, Calgary Calgary Alb $197,759, Guelph Guelph Ont $71,642, Laval Ste-Foy Qué $131,057, Manitoba Winnipeg Man $126,769, Montréal Montréal Qué $78,252, Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $167,186, Ottawa Ottawa Ont $282,319, Régina Régina Sask $323,121, Saskatchewan Saskatoon Sask $87,161, Toronto Toronto Ont $256,851, Victoria Victoria C-B $183,270, Waterloo Waterloo Ont $394,727, Western Ontario London Ont $159,079, Veritas Geophysical Ltd Calgary Alb $349,980, Volcano Inc St-Hyacinthe Qué $164,570, Watts Cement Ltd Sault Ste Marie Ont $103,888, Welding Institute of Canada Oakville Ont $84,936, York University North York Ont $50,000, Zenon Environmental Inc Burlington Ont $230,991, ZI Consulting Ltd Cochrane Alb $52,000.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $607,726—Conseil national de recherches Ottawa Ont $591,978.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $811,746—Maple Leaf Language Centre Ltd Ottawa Ont $101,805, Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $155,977.

Autres services professionnels $5,254,500—Aquarius Flight Inc Toronto Ont $57,219, Atlantic Paleo Services Ltd Dartmouth N-É $66,408, Bradley Air Services Carp Ont $357,256, Gouvernement du Canada—Bureau des conseillers en gestion/Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $69,520, Gouvernement du Canada—Ministère des Communications Ottawa Ont $123,904, Gouvernement du Canada—Ministère de la Défense nationale Ottawa Ont $97,051, Dipix Systems Ltd Ottawa Ont $118,632, Geomarine Associations Ltd Halifax N-É $57,737, Geophysical Surveys Inc Québec Qué $373,665, Innotech Aviation Ltd Ottawa Ont $1,560,023, Intercommunica Vieux Montréal Qué $58,444, Iron Mountain Drilling Ltd Merritt C-B $57,849, Kenting Earth Sciences Ltd Ottawa Ont $122,650, Marinar Canada Inc Ottawa Ont $129,382, Northwest Surveys Corporation Edmonton Alb $71,167, Roy Ball Associates Ltd Ottawa Ont $139,721, Surnov Corporation Nepean Ont $179,495.

Autres services $15,231,828—Arctic Resources Ltd Montréal Qué $274,806, Ashton Potter Ltd Toronto Ont $232,855, Beauregard Printers Ltd Ottawa Ont $208,643, Béliveau Couture Ste-Foy Qué $502,248, Bradson Personnel Services Ottawa Ont $140,372, Gouvernement du Canada—Ministère des Pêches et Océans Ottawa Ont $87,178, Frank's Janitorial Contracting Ltd Calgary Alb $69,600, K G Campbell Corporation Ottawa Ont $66,852, Kenting Earth Sciences Ltd Ottawa Ont $1,227,044, Love Printing Services Ltd Ottawa Ont $72,031, Mutual Press Ltd Ottawa Ont $65,340, Northwest Geographic Services Ltd Edmonton Alb $125,863, Narwhal Arctic Services Calgary Alb $100,782, Photospur Inc Montréal Qué $688,419, Prologic Systems Ltd Ottawa Ont $172,076, Gouvernement du Canada—Travaux publics Canada Ottawa Ont $117,667, Rileys Datashare International Ltd Calgary Alb $66,880, Sander Geophysics Ltd Kanata Ont $62,981, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $3,693,991, Terra Surveys Ltd Ottawa Ont $852,016, TES Contract Services Toronto Ont $55,526, Topographic Services Ltd Edmonton Alb $61,714, US Department of Commerce (NOAA) Rockville Md É-U $405,832, Ministère des Communications des États-Unis Washington DC É-U $389,700, Utlas Inc Toronto Ont $170,355.

Commission de contrôle de l'énergie atomique $4,942,529

Services de comptabilité $25,144

Services d'informatique $1,495

Services techniques (y compris recherche) $2,262,492—Énergie atomique du Canada, Limitée Ottawa Ont $1,787,261, International Development and Energy Assessment Incorporated Toronto Ont $207,156, Monserco Ltd Mississauga Ont $98,100, Westinghouse Canada Incorporated Hamilton Ont $82,140.

Services de santé et de bien-être $14,359

Services juridiques $36,722

Services de protection $19,040

Services scientifiques (y compris recherche) $1,569,338—Énergie atomique du Canada, Limitée Ottawa Ont $84,425, Concord Scientific Corporation Downsview Ont $66,265, DSMA Action Ltd Toronto Ont $67,066, IEC Beak Consultants Ltd Mississauga Ont $180,826, Man-Machine Consultants Incorporated Toronto Ont $99,870, Moneco Analytical Laboratories Calgary Alb $65,824, Monserco Ltd Mississauga Ont $98,234, Ontario Ministry of Labour Toronto Ont $55,336, Senes Consultants Willowdale Ont $105,473, Statistique Canada Ottawa Ont $175,000, Université de la Colombie-Britannique Vancouver C-B $68,413.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $49,082

Enseignement et formation—Fonctionnaires $100,255

Autres services professionnels $3,418

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Fin*

Autres services $861,184—Cognos Incorporated Ottawa Ont $50,000, Control Data Canada Ltd Mississauga Ont $67,166, Ministère de la Défense nationale Ottawa Ont $106,810, Ministère du Travail de l'Ontario Toronto Ont $326,795, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $123,359.

Office national de l'énergie $1,027,379

Services de comptabilité $86,647—Bureau des services de vérification Ottawa Ont $56,677.

Services techniques (y compris recherche) $28,947

Services juridiques $6,531

Services de protection $66,913—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $66,913.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $141,277

Autres services professionnels $170,153

Autres services $526,911— Canada Systems Group Ottawa Ont $229,056, Gouvernement du Canada—Ministère des Approvisionnements et Services Ottawa Ont $51,407.

ENVIRONNEMENT $88,232,451

Ministère $88,078,198

PROGRAMME D'ADMINISTRATION $4,815,419[1]

Services de comptabilité $359,294

Services d'informatique $85,990

Services techniques (y compris recherche) $42,247

Services de santé et de bien-être $75

Services de protection $56,093

Services scientifiques (y compris recherche) $242,496

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $296

Enseignement et formation—Fonctionnaires $157,409—Albini Formation Hull Qué $94,613.

Autres services professionnels $844,602—Canadian Coalition on Acid Rain Toronto Ont $100,000, MAS/Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont $92,498, National Survival Institute Ottawa Ont $57,900.

Autres services $3,026,917—Barbara Personnel Ottawa Ont $151,880, Canada Systems Group Ottawa Ont $60,067, MAS/CPC Hull Qué $78,290, Engo National Steering Committee Ottawa Ont $51,150, First City Capital Ottawa Ont $385,202, Office national du film Montréal Qué $283,741, Bibliothèque nationale Ottawa Ont $98,850, Portage Personnel Hull Qué $73,100, B Sadler Victoria C-B $54,806, Selective Placements Ottawa Ont $61,964, The 500 Selection Services Ottawa Ont $140,726.

PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT $48,912,530[1]

Services de comptabilité $127,509

Services d'informatique $2,054,334—Cognos Ltd Ottawa Ont $145,360, Dyad Computer Services Inc Toronto Ont $403,428, Hewlett-Packard Ltd Edmonton Alb $78,201, Intera Technologies Ltd Calgary Alb $80,000, Key Tech Data Centres Ltd $96,996, Polaris Computer Systems Ltd Toronto Ont $523,937, SHL Systemhouse Ltd Ottawa Ont $176,113, Systemhouse Inc Toronto Ont $79,168, Tandem Computers Canada Ltd Toronto Ont $64,527, Ultracom Consulting Services Ltd Ottawa Ont $89,491, L V Ursel Ltd Ottawa Ont $85,100.

Services techniques (y compris recherche) $2,503,839—Acres Consulting Services Niagara Falls Ont $110,951, Adga Ltd Ottawa Ont $151,903, Agriculture Canada Ottawa Ont $124,781, IEC Beak Consultants Ltd Mississauga Ont $52,900, Miller Communications Ltd Kanata Ont $358,353, Nordair Ltd Montréal Qué $97,859, Regional Municipality of Waterloo Waterloo Ont $60,000, Scientific Instrument Ltd Saskatoon Sask $132,600, L V Ursel Ottawa Ont $131,100, Western Ecological Services Victoria C-B $50,000.

Services de santé et de bien-être $4,624

Services juridiques $24,203

Services de protection $808,748—Corps canadien des commissionnaires Toronto Ont $86,765, Central Investigation and Security Agency Montréal Qué $57,379.

Services scientifiques (y compris recherche) $21,913,678—Acres Consulting Halifax N-É $87,254, ADI Limited Fredericton N-B $63,000, Alberta Research Council Edmonton Alb $174,897, Amenatech Inc Sherbrooke Qué $68,856, Anachemia Solvents Ltd Mississauga Ont $55,000, W Andrews Powell River C-B $31,636, Arctec Canada Ltd Kanata Ont $73,382, Arctic Laboratories Ltd Inuvik TN-O $100,377, Atmospheric Conditions Port-aux-Basques T-N $78,999, Batelle Memorial Institute Columbus Ohio É-U $68,175, F Bertrand Montréal Qué $66,425, J Beyer Saskatoon Sask $95,012, Bonavista Meteorological Enterprises Bonavista T-N $65,817, W Brown Winnipeg Man $62,871, Burgeo Meteorological Enterprises Burgeo T-N $66,723, Canviro Consultants Ltd Kitchener Ont $188,374, Chemex Labs Alberta Ltd Calgary Alb $52,053, Chemex Labs North Vancouver C-B $51,392, CH Synfuels Ltd Calgary Alb $198,987, Cirrus Enterprises Ltd Nipawin Sask $54,093, City of Flin Flon Man $59,981, Commission on Lead in the Environment of the Royal Society of Canada Toronto Ont $158,000, Concord Scientific Corporation Downsview Ont $621,843, Concord Scientific Corporation Toronto Ont $287,665, Data Resources of Canada Toronto Ont $67,530, Dearborn Chemical Co Ltd Mississauga Ont $320,733, MM Dillon Ltd London Ont $83,950, DMER Ltd Scarborough Ont $50,000, Dobrocky Seatech Sydney C-B $65,000, C Dalter Nipawin Sask $60,412, Dome Petroleum Calgary Alb $50,000, Elms Design Ancaster Ont $104,430, Energy Pathways Inc Ottawa Ont $89,000, Envirochem Services Burnaby C-B $60,075, Environmental Application Group Toronto Ont $54,000, Environmental Research Concord Mass É-U $127,745, Environnement Québec Ville de Québec Qué $568,253, Pêches et Océans Canada Ottawa Ont $78,431, Forest Engineering Research Institute of Canada Pointe-Claire Qué $65,835, Forest Engineering Research Institute of Canada Vancouver C-B $62,803, Forintek Canada Corporation Ottawa Ont $51,450, Garox Services Winnipeg Beach Man $58,177, L Gunn Alta Lake C-B $53,592, T Haughian Kinderslay Sask $56,518, R J Hennessy Burns Lake C-B $103,426, Highlands Contracting Ltd Gander T-N $55,775, IEC Beak Consultants Ltd Mississauga Ont $54,914, Institut national de la recherche Qué $51,800, Intellitech Canada Ltd Ottawa Ont $63,360, Interior Weather Services Blue River C-B $105,348, V Jeffkin Gore Bay Ont $64,381, A R Kennedy and Associates Lindsay Ont $62,135, MacDonald Detwiller and Associates $1,021,200, MacLaren Plansearch Toronto Ont $149,500, M J MacLeod Meadow Lake Man $69,948, Martec Ltd Halifax N-É $72,000, I Martin and Associates Ltd Hamilton Ont $50,809, Massachusetts Institute of Technology Cambridge Mass É-U $55,200, MEP Company Toronto Ont $186,435, Monenco Engineers and Contractors Inc Toronto Ont $147,362, Nordco Ltd St John's T-N $54,000, Normet Services Chetwynd C-B $54,463, Northland Weather Observations Geraldton Ont $81,446, Ocean Ecology Ltd Vancouver C-B $113,490, OIKOS Ecological Research Association Saskatoon Sask $67,586, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $79,000, Optech Inc Toronto Ont $53,395, P Pearse Vancouver C-B $75,334, PHD Associates Rexdale Ont $586,132, Province de la Colombie-

ENVIRONNEMENT—*Fin*

Britannique Victoria C-B $75,000, Science North Sudbury Ont $77,500, S L Ross Environmental Research Ltd Ottawa Ont $111,346, H Snook Mary's Harbour T-N $71,288, E Tessmer Somme Sask $52,972, The Niagara Institute Niagara-on-the-Lake Ont $85,057, Toonoonik-Shansonik Co-op Pond Inlet TN-O $165,047, Conseil du Trésor Ottawa Ont $51,384, Université de: Colombie-Britannique Vancouver C-B $64,100, McMaster Hamilton Ont $94,000, McGill Montréal Qué $96,024, Saskatchewan Saskatoon Sask $53,227, Toronto Toronto Ont $115,857, Verida Weather Cochenour Ont $68,650, West Baffin Eskima Co-op Cape Dorset TN-O $146,035, A Whiting Princeton C-B $53,256, Woodlot Services Fredericton N-B $91,849, Zenon Environmental Inc Burlington Ont $566,347.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $23,685

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,013,240—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $52,000.

Autres services professionnels $4,771,530—DPA Group Inc Ottawa Ont $53,200, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $95,000, Impacts Management Inc Ottawa Ont $59,381, Info-Electronics Systems Inc Pointe-Claire Qué $137,148, International Simultaneous Trans Service Montréal Qué $68,875, P A Lapp Ltd Ottawa Ont $65,437, Miller Communications Ltd Kanata Ont $676,450, Ministre des Finances Winnipeg Man $56,562, Monserco Ltd Mississauga Ont $62,530, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $59,616, Radarr Ltd Wellesley Ont $58,562.

Autres services $15,667,140—Bradson Personnel Inc Ottawa Ont $166,848, Data Crown Systems Ltd Ottawa Ont $152,017, Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $227,416, Environnement Canada ECS Ottawa Ont $225,638, MacDonald Brisson Personnel Services Ltd Ottawa Ont $163,785, Mignat Informatique Montréal Qué $231,486, Network Personnel Ottawa Ont $86,051, J Pammer Painting and Decorating Winnipeg Man $173,722, Travaux publics Ottawa Ont $77,600, Robinson and Heath Ltd Toronto Ont $61,042, Sask Camp Régina Sask $53,670, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $1,305,418, The 500 Selection Services Ottawa Ont $85,109, Total Employment Services Ottawa Ont $91,043, Transports Canada Ottawa Ont $578,000, Université de: Simon Fraser Burnaby C-B $52,930, Toronto Toronto Ont $64,646, Waterloo Waterloo Ont $50,000, US Geological Survey Reston Va É-U $64,567, Victor Temporary Services Ottawa Ont $91,130.

PROGRAMME PARCS CANADA $34,350,249

Services de comptabilité $216,809

Services d'informatique $75,872

Services techniques (y compris recherche) $13,646,721—Ace Construction Co Ltd Calgary Alb $147,712, K G Campbell Ottawa Ont $82,115, J L Caron Trois-Rivières Qué $52,417, Gouvernement du Canada—Ministère de l'Énergie, Mines et Ressources Canada Ottawa Ont $110,467, Hamel Beaulieu et Associés Drummondville Qué $75,603, IKAY Partnership Régina Sask $73,139, Iseppon and Spironello Construction Inc Niagara Falls Ont $153,433, Les Consultants Dessau Laval Qué $90,831, L M B D S Sidam Inc Montréal Qué $77,478, J G Marsan & Associés Rimouski Qué $60,137, Marshall Macklin Monaghan Ltd Don Mills Ont $77,887, P C Workshop Engineering Ltd Mynarski Park Alb $51,290, Reid Crawther and Partners Ltd Calgary Alb $62,332, Roche et Associés Ltée Ste-Foy Qué $62,620, Underwook McLellan Ltd Calgary Alb $75,366.

Services de santé et bien-être $100,915

Services juridiques $232,977

Services de protection $1,941,132—Anderson's Investigation Douglastown N-B $75,441, D Brickner Dawson City TY $54,176, Corps canadien des commissionnaires Halifax N-É $398,518, Saint John N-B $107,216, St John's T-N $168,761, Winnipeg Man $82,374.

Services scientifiques (y compris recherche) $894,546—IEC Beak Consultants Ltd Mississauga Ont $57,880.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $131,334—Prince Albert Rural School Division Prince Albert Sask $70,246.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $614,377—Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $59,869.

Autres services professionnels $1,252,259—Canadian Management Control System Corp Etobicoke Ont $178,148, Woods Gordon Toronto Ont $73,500.

Autres services $15,243,307—Airport Transfer Halifax N-É $225,400, Anderson's Investigations Douglastown N-B $77,773, Baddeck Public Lib Bb Baddeck N-É $156,950, Gouvernement du Canada—Centre des expositions du gouvernement canadien Ottawa Ont $337,303, Centre de photographie du gouvernement canadien Ottawa Ont $601,066, Ministère de la Défense nationale Ottawa Ont $71,307, Ministère des Travaux publics Rimouski Qué $128,704, Ministère des Approvisionnements et Services Hull Qué $2,430,745, Office national du film Montréal Qué $381,180, Chemins de fer nationaux du Canada Toronto Ont $185,101, C E R H A Q Ltée et les Pavages Citadins Chambly Qué $54,860, Chatham Coach Lines Chatham Ont $226,344, Cherokee Holdings Ltd Calgary Alb $132,495, Crawley & McCracken Calgary Alb $117,189, Datacrown Inc Willowdale Ont $267,094, Friends of the Citadel Society Halifax N-É $65,988, Island Coastal Service Charlottetown Î-P-É $218,943, Kelly Services Ltd Calgary Alb $107,136, Metro Cleaning Services Halifax N-É $72,745, Mirlac Inc Shawinigan Qué $52,476, Pépinière Brown Inc Iberville Qué $102,093, Reid Crawther & Partners Ltd Calgary Alb $174,877, Société Historique de St-Boniface St-Boniface Man $66,000, Theatre-on-the-Move Islington Ont $104,962, Thebeau Brothers St-Louis-de-Kent N-B $80,040, Glen Tinley Winnipeg Man $68,315, Victor Temporary Services Ottawa Ont $68,570, Zap Construction Waskesiu Sask $51,373.

Commission des champs de bataille nationaux $154,253

Services juridiques $32,585

Services de protection $107,599

Services scientifiques (y compris recherche) $1,130

Autres services professionnels $11,387

Autres services $1,552

AFFAIRES EXTÉRIEURES $60,821,499

Ministère $51,543,262

PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER $48,518,292

Services de comptabilité $56,839

Services d'informatique $293,593—Gouvernement du Canada—Ministère des Approvisionnements et Services Hull Qué $186,130.

Services techniques (y compris recherche) $4,365,277—Arthur Erickson Associates Toronto Ont $1,114,043, Dubois Plumb and Associates Toronto Ont $197,532, Hanscomb Consultants Toronto Ont $354,184, Hunter and Partners Londres Angleterre $104,935, Neish Owen Rowland and Roy Toronto Ont $584,791, Sankey Partnership Toronto Ont $635,987.

Services de santé et de bien-être $26,386

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Fin*

Services juridiques $1,431,525—Guy & Gilbert Montréal Qué $162,973.

Services de protection $8,232,834—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $1,149,665, Gendarmerie royale du Canada Ottawa Ont $4,546,288.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $949,598

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,424,825—Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $142,525.

Autres services professionnels $8,103,803—Goldfarb Consultants North York Ont $70,000, Gouvernement du Canada—Ministère des Approvisionnements et Services Ottawa Ont $396,916, Intertask Ltd Ottawa Ont $342,277, L'Industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué $1,362,629, Spar Aerospace Ltd Montréal Qué $162,973.

Autres services $23,633,612—Association des Universités et Collèges du Canada Ottawa Ont $86,460, Entraide Universitaire Mondiale du Canada Ottawa Ont $91,550, Gouvernement du Canada—Ministère des Travaux publics Ottawa Ont $66,527, Ministère des Approvisionnements et Services Hull Qué $892,419, Press News Ltd Toronto Ont $187,342, Conseil canadien des normes Ottawa Ont $237,173, World University Service of Canada Ottawa Ont $151,910.

PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER—FONDS RENOUVELABLE DU BUREAU DES PASSEPORTS $2,041,963

Services de comptabilité $115,604—Gouvernement du Canada—Affaires extérieures Canada Ottawa Ont $92,882, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $22,722.

Services de protection $162,316—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $73,768.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $9,428

Autres services $1,754,615—Datacrown Inc Willowdale Ont $104,114, Société canadienne des postes Ottawa Ont $657,673, Affaires extérieures Canada Ottawa Ont $957,805.

PROGRAMME DES CÉRÉALES ET DES GRAINES OLÉAGINEUSES $383,408

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,981

Autres services professionnels $101,950

Autres services $279,477

PROGRAMME DES EXPOSITIONS INTERNATIONALES $599,599

Services juridiques $2,312

Services de protection $3,167

Autres services professionnels $27,173

Autres services $566,947—Grosvenor Communications Ltd Toronto Ont $107,952, Smith-Scott Associates Ltd Ottawa Ont $190,698.

Agence canadienne de développement international $8,906,952

Services de comptabilité $146,085—Bureau des services de vérification Ottawa Ont $146,085.

Services d'informatique $4,159,589—ACS Information Systems Inc Ottawa Ont $109,761, Comshare Rexdale Ont $51,351, Currie Coopers and Lybrand Ltd Ottawa Ont $198,934, DMR and Associates Ottawa Ont $2,124,290, Pierre Dupuis Orléans Ont $51,519, Federal Systems of Canada Ottawa Ont $144,628, IOTA Consulting Ltd Ottawa Ont $110,350, Kersey Information Management Ltd Ottawa Ont $65,524, Maxima Computer Management Consultants Ltd Ottawa Ont $244,238, Systemhouse Ltd Ottawa Ont $178,067, Ultracom Consulting Services Ltd Ottawa Ont $61,293, V K Computer Systems Inc Ottawa Ont $86,024.

Services de protection $42,475

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,640,287—L Boychuk Ottawa Ont $62,565, Carrière Lapointe et Associés Hull Qué $91,975, DMR and Associates Ottawa Ont $63,474, Deltranik Hull Qué $244,217, Devcom Systems for Productivity Ltd Montréal Qué $62,370, Hall and Sloat Training Consultants Ltd Ottawa Ont $193,656, Lemmex and Associates Ltd Ottawa Ont $61,031, Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $93,932, Erlene Waghorn Ottawa Ont $86,796.

Autres services professionnels $1,825,589—Currie Coopers and Lybrand Ltd Ottawa Ont $165,947, Expo Graphics and Displays Hull Qué $75,492, Office national du film du Canada Montréal Qué $107,090, York Advertising Ltd Ottawa Ont $125,000.

Autres services $1,092,927—Barbara's Office Personnel Ottawa Ont $159,816, Bradson Personnel Services Ottawa Ont $215,074, Centre de photographie du gouvernement canadien Ottawa Ont $183,000, Ministère des Approvisionnements et Services Hull Qué $151,537, Selection 500 Services Ottawa Ont $55,548, Victor Temporary Services Ottawa Ont $106,295.

Commission mixte internationale $371,285

Services juridiques $300

Enseignement et formation—Fonctionnaires $28,215

Autres services professionnels $169,284

Autres services $173,486

FINANCES $16,851,075

Ministère $7,377,438

PROGRAMME DES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES $7,165,022

Services de comptabilité $162,888—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $162,888.

Services de santé et de bien-être $1,791

Services juridiques $82,542

Services de protection $504,037—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $497,186.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $12,034

Enseignement et formation—Fonctionnaires $241,966—Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $146,052.

Autres services professionnels $2,453,653—Arthur Anderson & Co Toronto Ont $60,000, The Conference Board of Canada Ottawa Ont $170,000, Decima Research Ltd Toronto Ont $75,000, Generation 5 International J R D Ltée Île d'Orléans Qué $67,755, McLeod Young Ltd Montréal Qué $50,000, Price Waterhouse Toronto Ont $123,494, Seagull Computer Data Systems Ottawa Ont $83,950, Sobeco Group Inc Montréal Qué $63,653, William Mercer Ltd Toronto Ont $63,500, J O Wyspianski and Associates Ltd Ottawa Ont $75,000.

FINANCES—*Fin*

Autres services $3,706,111—Barbara Personnel Inc Ottawa Ont $245,804, Canada Systems Group Ottawa Ont $461,814, The Conference Board of Canada Ottawa Ont $825,000, Dataline Inc Toronto Ont $116,231, Data Resources Inc Toronto Ont $376,806, Datacrown Inc Willowdale Ont $139,542, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $425,649, Gouvernement du Canada—Statistique Canada Ottawa Ont $59,628, IBM Canada Ltd Ottawa Ont $66,561, I P Sharp Associates Ltd Toronto Ont $242,300, L'Industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué $53,205, The Job Farm Ottawa Ont $99,006, Ottawa Congress Centre Ottawa Ont $56,809, Portage Personnel Ltd Hull Qué $52,709, Selective Placements (Ottawa) Ltd Ottawa Ont $27,461, Temporarily Yours Toronto Ont $148,482, T E S Contract Services Inc Toronto Ont $76,934, Victor Temporary Services Ottawa Ont $125,180.

PROGRAMME DU TRIBUNAL CANADIEN DES IMPORTATIONS $172,852

Services juridiques $17,499

Enseignement et formation—Fonctionnaires $9,056

Autres services professionnels $107,834—Steno Tran Services Inc Ottawa Ont $54,870.

Autres services $38,463

PROGRAMME DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES BANQUES $39,564

Services juridiques $5,529

Enseignement et formation—Fonctionnaires $5,797

Autres services professionnels $3,500

Autres services $24,738

Vérificateur général $6,629,183

Services de comptabilité $2,738,813—Arthur Andersen and Co Ottawa Ont $66,040, W P Cunningham Ottawa Ont $64,759, Deloitte Haskin and Sells Ottawa Ont $69,303, ERA Consultants Inc Ottawa Ont $114,560, Esgore Associates Inc Ottawa Ont $72,432, Goss Gilroy and Associates Ottawa Ont $58,530, James F Hickling Ottawa Ont $95,081, Robert Latulipe Montréal Qué $64,642, MacGillivray and Co Ottawa Ont $147,753, Mallette Benoit Boulanger Montréal Qué $126,290, Peat Marwick Mitchell and Co Ottawa Ont $181,670, R J Quesnel and Associates Ottawa Ont $72,662, Raymond Chabot Martin Paré Montréal Qué $175,174, RCA Metrosystem Inc Ottawa Ont $68,040, Samson Bélaire Montréal Qué $136,429, Thorne Stevenson Kellogg Toronto Ont $85,474, Touche Ross and Co Ottawa Ont $57,370.

Services d'informatique $383,260—The Laurier Group Ottawa Ont $75,375, Synerlogic Ottawa Ont $71,925.

Services juridiques $317,416—Gowling and Henderson Ottawa Ont $204,284.

Services de protection $20,533

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $331,378—Touche Ross and Co Toronto Ont $70,503.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $389,687

Autres services professionnels $1,628,026—ACS Group Ottawa Ont $60,000, Coopers and Lybrand Ottawa Ont $72,491, Mallorn Information Systems Nepean Ont $74,363, Ronald Moore Willowdale Ont $51,450, Thorne Stevenson Kellogg Toronto Ont $114,850.

Autres services $820,070—Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $97,497, MAS (Approvisionnements et Services) Ottawa Ont $78,452, Barbara Personnel Services Inc Ottawa Ont $171,625, Bradson Personnel Services Inc Ottawa Ont $107,820, Victor Temporary Services Ottawa Ont $76,040.

Assurances $2,557,099

Services de comptabilité $1,857,658—The Clarkson Company Ltd Toronto Ont $769,336, Price Waterhouse Ltd Toronto Ont $1,060,837.

Services d'informatique $14,500

Services juridiques $150,703—Smith Lyons Torrance Stevenson Mayer Toronto Ont $60,925, Stapells & Sewell Toronto Ont $79,263.

Services de protection $2,320

Enseignement et formation—Fonctionnaires $66,961

Autres services professionnels $25,719

Autres services $439,238—Canada Systems Group Ottawa Ont $218,137, I P Sharp Assoc Ltd Toronto Ont $97,199.

Commission du tarif $287,355

Services juridiques $10,647

Enseignement et formation—Fonctionnaires $3,382

Autres services professionnels $220,945—D Kronick Ottawa Ont $55,900.

Autres services $52,381

PÊCHES ET OCÉANS $84,486,547

Ministère $84,486,547

Services de comptabilité $1,127,208—Price Waterhouse Toronto Ont $783,486, Approvisionnements et Services Canada/Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont $55,737.

Services d'informatique $4,320,320—Arctic Sciences Ltd Sidney C-B $98,806, Beothuk Data Systems St John's T-N $509,751, Block Bros Data Centre Ltd Vancouver C-B $310,000, Comshare Ltd Ottawa Ont $427,372, Control Data Canada Ltd Vancouver C-B $56,341, Control Data Canada Ltd Mississauga Ont $70,491, Service correctionel du Canada Ottawa Ont $54,777, CPRO Computing Enterprises Ltd Victoria C-B $85,142, Ducros Meilleur Roy & Associates Vancouver C-B $139,070, Evans Computer Applications Ltd Halifax N-É $129,799, Forceten Enterprises Inc Halifax N-É $96,302, Interact Computing Services Ltd Sidney C-B $205,761, Maheu Noiseux et Compagnie Québec Qué $98,321, Nfld & Labrador Computer Services St John's T-N $644,812, Quantum Research Ltd Vancouver C-B $216,710, Service Argos Centre Spatial de Toulouse Cedex France $80,609, Université du Manitoba—Ordinateur Winnipeg Man $69,765, Université de Moncton Moncton N-B $628,095.

Services techniques (y compris recherche) $6,290,196—Centre de recherche industrielle du Québec Québec Qué $330,729, GW Cox & Sons Logging Ltd Campbell River BC $125,975, Crustacés Vivants Madelinots Cap-aux-Meules Qué $75,000, JW Delaney Ltée Havre-aux-Maisons Qué $76,083, Ministère des Travaux publics: London Ont $32,000 Ottawa Ont $38,000, Works Sault Ste Marie Ont $41,000, Toronto Ont $48,000, Emco Engineering Castlegar C-B $96,650, Office de commercialisation du poisson d'eau douce Winnipeg Man $409,000, Grove Telecommunications St John's T-N $52,551, International Submarine Engineering Ltd Port Moody C-B $638,805, Kerrwood Leidal Associates North Vancouver C-B $173,311, Les Produits Marins Korman Inc Mansonville Qué $573,186, Les Produits National de la Mer Ltée Havre Aubert

PÊCHES ET OCÉANS—Suite

Qué $101,460, Mandrax Enterprises Ltd Revelstoke C-B $251,176, Navimar Corporation Ltée Québec Qué $553,005, Nortech Surveys (Canada) Incorporated Calgary Alb $230,092, Price Waterhouse Québec Qué $175,084, Québec-Hydro Québec Qué $170,332, Québec-Téléphone Rimouski Qué $125,000, Seashore Engineering St John's T-N $185,000, Université Laval Québec Qué $62,974.

Services de santé et de bien-être $5,686

Services juridiques $1,154,990—Cox Downie & Goodfellow Halifax N-É $380,021, Stikeman Elliott Montréal Qué $61,220.

Services de protection $1,777,156—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $1,123,043, Kondor Services Ltd Vancouver C-B $171,072, Securiguard Services Ltd Vancouver C-B $79,321.

Services scientifiques (y compris recherche) $18,255,923—Aquatic Industries Ltd St Andrews N-B $74,990, Aquatic Resources Ltd Vancouver C-B $185,290, Aqua Life Diagnostic Ltd Vancouver C-B $57,374, Archipelago Marine Research Victoria C-B $66,594, Arctic Biological Consultants Winnipeg Man $57,800, Arctic Laboratories Ltd Sidney C-B $131,192, Arctic Sciences Ltd Sidney C-B $488,350, ASA Consulting Ltd Dartmouth East N-É $69,972, Atlantic Salmon Federation St Andrews N-B $320,000, Atmospheric Dynamics Corporation Victoria C-B $73,894, Baie Verte Development Association Baie Verte T-N $81,938, Bio-Atlantech Dartmouth N-É $65,757, Bio-Conseil Inc Québec Qué $105,720, GA Borstad Ltd Sidney C-B $50,065, C-Core Memorial University of Newfoundland St John's Nfld $60,137, Can Test Limited Vancouver C-B $56,004, Canadian Engineering Surveys Co Ltd Edmonton Alb $266,361, Canadian Paraplegic Associates Halifax N-É $83,976, Cansite Surveys Calgary Alb $1,784,573, Capital Applied Research and Tech Ltd Victoria C-B $54,074, CNR Edmonton Alb $99,817, Consultation Gaspé Enr Gaspé Qué $166,393, Dalhousie University Halifax N-É $291,524, Ministère de l'Environnement Ottawa Ont $58,000, Ministère des Affaires indiennes et Nord canadien Winnipeg Man $65,000 Dobrocky Seatech Ltd Sidney C-B $90,598, DPA Consulting Vancouver C-B $338,826, ESL Environmental Sidney C-B $78,533, Envirocon Ltd Vancouver C-B $405,195, Environment and Resource Management St John's T-N $67,364, Evans Computer Applications Ltd Halifax N-É $138,343, Goetech Ltd Markham Ont $105,254, J F Gorrie Hamilton Ont $98,000, Helix Biotech Ltd Richmond C-B $55,036, Huntsman Marine Laboratory St Andrews N-B $60,023, J C Lee & Associates Ltd Nanaimo C-B $570,936, Lee Straight Consulting Services Ltd Vancouver C-B $50,243, LGL Environmental King City Ont $139,270, LGL Ltd Sidney C-B $575,853, LGL Ltd St John's T-N $124,867, Logimer Inc Québec Qué $53,897, MacLaren Plansearch Ltd Vancouver C-B $199,125, Makivik Corporation Montréal Qué $57,518, Malaspina College Nanaimo C-B $145,188, Marine Research St Andrews N-B $150,000, Maritime Scientific Services Berwick N-É $61,590, G McClelland Boutiliers Point N-É $51,274, McElhanney Group Ltd Calgary Alb $700,011, McMaster University Hamilton Ont $75,806, Moniteq Ltd Concord Ont $140,851, Conseil national de recherches Ottawa Ont $59,805, Nimpkish Indian Band Alert Bay C-B $59,843, Nortech Surveys Canada Inc Calgary Alb $65,164, North/South Consultants Winnipeg Man $96,137, Northwest Enhancement Society Coquitlam C-B $102,000, Office Assistance Ltd Vancouver C-B $171,781, PW Research Sidney C-B $76,042, Pacific Ocean Sciences Ltd Burnaby C-B $170,361, Province de la Colombie-Britannique—Ministère des forêts Victoria C-B $78,500, Salmon Association of Eastern Nfld St John's T-N $205,070, Seakem Oceanography Ltd Sidney C-B $422,144, Seimac Ltd Bedford N-É $55,039, Simon Fraser University Burnaby C-B $90,529, Université technique de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $56,445, Temporarily Yours Vancouver C-B $54,677, Thorne Riddell Vancouver C-B $53,060, University of Manitoba Research Winnipeg Man $50,852, Unicore Services Ltd Burnaby C-B $855,797, Université de la Colombie-Britannique Vancouver C-B $75,373, Université de l'Île-du-Prince Édouard Charlottetown Î-P-É $59,878, West Coast Fish Culture Ltd Nanaimo C-B $89,721, Wycove Systems Ltd Whynatch's Point Tantallon N-É $124,021.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $103,006

Enseignement et formation—Fonctionnaires $2,092,156—Institut de Memramcook St Joseph N-B $55,045, North/South Consultants Winnipeg Man $762,734, Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $69,697.

Autres services professionnels $14,201,755—A1 Professional Services Shediac Bridge N-B $223,376, Atlantic Oceans Co Ltd Dartmouth N-É $63,000, Baie Ste-Anne Property Services Ltd Baie Ste-Anne N-B $100,000, L Bermbach Summerland C-B $64,140, Bio-Conseil Inc Québec Qué $229,910, Canada Systems Group Ottawa Ont $90,093, Office canadien du poisson salé St John's T-N $244,539, CEGIR Ottawa Ont $150,000, Centre de recherche industrielle du Québec Québec Qué $62,573, CLC Canadian Marketing Associates Ltd Downsview Ont $698,500, Coastal Associates St John's T-N $76,253, Contrawl Ltd St John's T-N $90,016, Dataline Inc Ottawa Ont $380,190, Ministère de l'Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $96,264, DPA Group Vancouver C-B $112,582, MAS Ottawa Ont $211,880, Dugas Equipment Ltd Caraquet N-B $92,361, Evans Yetman and Endal Associates Ltd Dartmouth N-É $58,746, Fundy Isles Marine Enterprises Ltd St Andrews N-B $55,470, Glover Business Communications Ltd Vancouver C-B $267,494, Gough Communications Ltd Ottawa Ont $51,480, R Haché Ottawa Ont $117,000, Hardy Associates St John's T-N $54,996, Howard Paish & Associates Coquitlam C-B $193,521, Huntsman Marine Lab St Andrews N-B $51,000, Imata Systems Ottawa Ont $60,035, Impacts Management Incorp Ottawa Ont $70,795, Infomart Ottawa Ont $94,650, Labbé Marine Inc Gaspé Qué $75,944, Les Entreprises Normand Juneau Inc Québec Qué $449,751, LGL Ltd Sidney C-B $66,028, LGL Ltd St John's T-N $93,146, Limnotek Research and Development Inc Vancouver C-B $96,164, H R McNairnay Salmon Arm C-B $54,172, Maritime Resource Management Services Amherst N-É $306,437, New Options Consulting Corp Victoria C-B $72,536, Newlantic Group St John's T-N $106,239, Nortak Software Ottawa Ont $61,723, BJT O'Hagan Burlington Ont $59,452, Ocean Ltd St John's T-N $75,256, Optech Inc Downsview Ont $130,000, A Orlic & Associates Ltd Halifax N-É $76,135, Pacific Coast Bio Resources Ltd Victoria C-B $54,713, Ryane Consulting Inc Vancouver C-B $54,873, Ronald's Federated Ltd Ottawa Ont $86,005, Seal Research Canada Ltd Sidney C-B $74,973, Seimac Newfoundland Ltd St John's T-N $70,748, Sheltner Development & Management Company St Catharines Ont $85,444, Taramun Ltd Nepean Ont $79,750, Terra Surveys Ltd Sidney C-B $100,000, The Longwoods Research Group Ltd Toronto Ont $372,771, The New Lantic Group St John's T-N $60,115, Université de Moncton Moncton N-B $101,544, Université de la Colombie-Britannique Vancouver C-B $132,074.

Autres services $35,158,151—AC Drillers Ltd Keremeos C-B $78,568, Associated Freezers Ltd St John's T-N $81,086, Atlantic Air Survey Ltd Dartmouth N-É $83,314, Atlantic Oceanics Co Ltd Dartmouth N-É $53,411, B & L Cold Storage Ltd St John's T-N $120,184, BCIT Burnaby C-B $111,080, D Bailey Personnel Ltd Vancouver C-B $141,111, Barbara Personnel Services Ottawa Ont $165,987, L A Beaubien & Associates Halifax N-É $153,570, Bella Coola Biological Services Ltd Bella Coola C-B $169,532, Beothuk Data Systems Ltd St John's T-N $2,401,061, Bradson Personnel Services Ottawa Ont $142,957, T Bursey Ltd St John's T-N $142,145, Central Interior Tribal Council Kamloops C-B $136,589, Chehalis Indian Band Agassiz C-B $196,158, Comshare Ottawa Ont $1,056,554, Conook Enterprises Ltd Bowser C-B $67,787, Control Data Canada Ltd Mississauga Ont $51,104, E Couloutis Ottawa Ont $54,700, Cowichan Indian Band Council Duncan C-B $241,001, D J Davies Ltd Burnaby C-B $383,406, Devereux Operations Corp Port Alberni C-B $80,131, Diversified Ova-Tech Ltd Chilliwack C-B $104,423, East-Can Maintenance Ltd Dartmouth N-É $126,652, Entech Environmental Consultants Ltd Vancouver

PÊCHES ET OCÉANS—*Fin*

C-B $88,157, Envirocon Ltd Vancouver C-B $289,045, Eurocan Pulp & Paper Co Ltd Kitimat C-B $87,441, Fort Babine Enterprises Ltd Smithers C-B $60,853, Harpers Marking Company Chiliwack C-B $66,274, Heiltsuk Indian Band Waglisla C-B $190,300, G Kapahi Vancouver C-B $50,675, Kenny Aquaculture Ltd Port Alberni C-B $54,162, Kenting Earth Sciences Ltd Ottawa Ont $72,933, Kincolith Indian Band Kincolith C-B $135,494, Kispiox Indian Band Hazelton C-B $222,630, Kitasoo Indian Band Klemtu C-B $75,992, C Lam Nanaimo C-B $50,175, J Lettic Ladysmith C-B $110,039, Lighthouse Country Business Association Qualicum Beach C-B $56,430, Maritime Scientific Services Berwick N-É $90,529, Marshall Macklin Monaghan Ltd Don Mills Ont $50,053, Masset Indian Band Masset C-B $211,620, PH MacKenize Dartmouth N-É $109,017, Nanaimo Community Employment Nanaimo C-B $250,530, Necoslie Indian Band Fort St James C-B $95,573, Nimpkish Indian Band Alert Bay C-B $255,773, Norrell Temporary Services of Canada Inc Vancouver C-B $84,089, North Thompson Indian Band Barrière C-B $130,461, North Vancouver Island Salmonid Enhancement Association Port Hardy C-B $174,143, Nuu-Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $79,461, Office Assistance Vancouver C-B $400,373, Office Overload Moncton N-B $75,576, Oxford Building Cleaners Winnipeg Man $115,476, P&M Personnel Services Maple Ridge C-B $67,654, Paragon Services Lower Sackville N-É $53,095, R Paterson Burlington Ont $104,458, Port Alberni Community Development Society Port Alberni C-B $58,500, Powell River Salmon Society Powell River C-B $155,430, Travaux publics Canada Halifax N-É $97,050, Qualicum Indian Band Qualicum Beach C-B $149,965, Quantum Personnel Services Ottawa Ont $127,998, S Robichaud Tahsis C-B $51,117, W J Roche & Sons St John's T-N $66,078, Rotary Club-Campbell River Campbell River C-B $56,232, Royal Bank Vancouver C-B $51,652, San Juan Salmon Enhancement Committee Port Renfrew C-B $81,369, Sea Spring Salmon Farm Ltd Chemainus C-B $110,010, Sechelt Indian Band Sechelt C-B $133,709, Sliammon Indian Band Powell River C-B $192,549, Statistique Canada Ottawa Ont $90,300, Supreme Building Maintenance Vancouver C-B $61,587, Temporarily Yours Vancouver C-B $152,408, Terra Surveys Ltd Ottawa Ont $1,172,352, Terra Surveys Sidney C-B $92,532, Terrace Kitsumkalum Salmon Enhancement Society Terrace C-B $189,358, Terrtec Marine Service Ltd Ladysmith C-B $51,482, Thornton Creek Enhancement Society Ucluelet C-B $135,240, Underwood McLellan Ltd Burnaby C-B $241,442, Universal Systems Fredericton N-B $112,888, Université de Moncton Moncton N-B $67,527, Victor Temporary Services Ottawa Ont $127,705, West Coast Fishculture Ltd Nanaimo C-B $132,476, Wycove Systems Ltd Whynacht's Point Tantallon N-É $57,844, P Wanamaker Campbell River C-B $54,228.

GOUVERNEUR GÉNÉRAL $385,902

Enseignement et formation—Fonctionnaires $5,866

Autres services professionnels $80,501

Autres services $299,535

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN $68,585,280

Ministère $68,585,280

PROGRAMME D'ADMINISTRATION $7,774,237

Services de comptabilité $1,889,741—Coopers & Lybrand Ottawa Ont $74,531, Arthur Anderson & Co Ottawa Ont $147,294, Deloitte Haskins & Sells Ottawa Ont $64,949, EAC Amy & Co Ottawa Ont $154,155, Ernst & Whinney Ottawa Ont $193,434, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Hull Qué $617,679, Horwood Young & Wittshire Ottawa Ont $102,430, Microtime Inc Ottawa Ont $62,795, Price Waterhouse Associates Vancouver C-B $103,351, Peat Marwick Mitchell & Co Ottawa Ont $66,699, Ward Mallette Ottawa Ont $59,639, Touche Ross & Co Ottawa Ont $63,441.

Services techniques (y compris recherche) $135,074

Services juridiques $767

Services de protection $37,410

Services scientifiques (y compris recherche) $32,451

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $24,137

Enseignement et formation—Fonctionnaires $211,499—Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $80,932.

Autres services professionnels $3,816,418—Borden & Elliot Toronto Ont $53,065, Bluff Point Management Co Desoronto Ont $75,860, Compugraphic Toronto Ont $89,748 DPA Consulting Ottawa Ont $181,891, Ekos Resources Association Ottawa Ont $451,256, Four Arrows Ottawa Ont $54,843, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Hull Qué $179,675 Hutchins & Soroka Montréal Qué $80,317 Johnston & Buchan Ottawa Ont $68,698, MacDermid & Co Saskatoon Sask $58,744, Niva Writing Services Ottawa Ont $89,380, Sharon Professional Services Ottawa Ont $90,564.

Autres services $1,626,740—Barbara Personnel Ottawa Ont $54,789, Bradson Personnel Ottawa Ont $57,712, Centre de photographie du gouvernement canadien Ottawa Ont $97,279, Datacrown Willowdale Ont $126,245, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Hull Qué $220,354, L'Industrielle-Services Techniques Montréal Qué $105,573, MacDonald & Brisson Ottawa Ont $51,260, Office national du film Montréal Qué $71,625, Utlas Incorporated Toronto Ont $66,019, Victor Temporary Service Ottawa Ont $54,316.

PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT $49,051,790

Services de comptabilité $137,446

Services techniques (y compris recherche) $9,873,908—Associated Engineering (BC) Ltd Burnaby C-B $62,826, BC Hydro and Power Authority Vancouver C-B $71,700, Cangeo Ltd Oil Springs Ont $62,780, Chatwin Engineering Nanaimo C-B $66,389, Delcan Deleuw Cather Can Toronto Ont $72,488, MM Dillon Ltd Toronto Ont $94,667, Equipement WACO INC Port-Cartier Qué $96,097, Gilbert Construction 1981 Ltd Toronto Ont $80,139, Gouvernement du Canada—Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $1,411,034, Travaux publics Canada Ottawa Ont $2,370,991, Jay Dee Drilling Services Langley C-B $63,228, Kerr Wood Liedal Ltd North Vancouver C-B $90,554, Legal Surveys Division Régina Sask $59,502, Marshall Macklin Monaghan Toronto Ont $127,436, Nels Ostero Ltd Taylor C-B $159,050, NESCO Consulting Ltd Edmonton Alb $51,032, Number Ten Architectural Group Winnipeg Man $154,340, Quadro Engineering Consultants Saskatoon Sask $51,874, Southern Engineering Consultants Ltd Calgary Alb $55,089 Stanley Associated Engineering Ltd Saskatoon Sask $53,293, The Corporation of the District of Central Saanich Saanichton C-B $267,375, Urban Systems Ltd Kamloops C-B $125,327, Underwood McLellan Ltd Burnaby C-B $144,862 WM R Walker Engineering Inc Toronto Ont $69,474, WL Wardrop & Associates Winnipeg Man $96,295.

Services de santé et de bien-être $16,775,263—Acropolis Manor Prince Rupert C-B $116,848, Ashern Personal Care Home Ashern Man $101,241, Braemore Home Sydney N-É $98,523, Centre de services sociaux Richelieu Longueuil Qué $83,811, Ebb & Flow Band Store Ebb & Flow Man $78,417, Extendicare (Alberta) Ltd Edmonton Alb $166,512, Hudson's Bay Co Winnipeg Man

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Fin*

$8,766,652, Halifax County Rehabilitation Centre Dartmouth N-É $83,452, Island Lake Trading Co St Theresa Point Man $69,366, Le Centre Garry Taylor Beaconsfield Qué $101,885, Leonard Paul Fuels Eskasoni N-É $187,352, McGillivary Care Home The Pas Man $903,964, Mishetone Trading Co Poplar River Man $91,105, Mountain View Lodge Lillooet C-B $53,409, Nova Scotia Power Corporation Halifax N-É $154,012, Peguis Senior Centre Hodgson Man $151,846, Pereuxs Ltd Fort Alexander Man $54,742, Pinecrest Kenora Ont $90,349, Province du Manitoba Winnipeg Man $59,496, Simon Fraser Hospital Prince George C-B $59,399, Tache Nursing Centre Winnipeg Man $89,278, Terrace View Lodge Terrace C-B $53,598, Westfair Foods Ltd Winnipeg Man $93,583, Rainycrest Dist Home for Aged Fort Frances Ont $199,226, The Bay Northern Stores Division Edmonton Alb $87,218.

Services juridiques $381,098—Taylor Brazzel McCaffrey Winnipeg Man $61,123.

Services de protection $3,879,399—Gendarmerie royale du Canada Ottawa Ont $3,474,319, Sask Parks and Renewable Resources Régina Sask $128,064, Treasurer of Ontario Toronto Ont $161,352.

Services scientifiques (y compris recherche) $68,508

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $4,151,250—Alberta School for the Deaf Edmonton Alb $67,934, Assumption School Powell River C-B $52,641, Confederation College Thunder Bay Ont $59,768, Crownpaper Saskatoon Sask $63,509, Drumheller Valley School Division No 62 Drumheller Alb $126,616, Fanshawe College London Ont $57,102, Lakehead University Lakehead Ont $75,351, Lethbridge Community College Lethbridge Alb $58,228, St Joseph's School CPSVD Chemainus C-B $111,647, The University of Calgary Calgary Alb $132,205, The University of Lethbridge Lethbridge Alb $76,034.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $724,972—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $216,681.

Autres services professionnels $5,418,644—Bailey & Rose Ottawa Ont $51,713, Canadian Executive Services Overseas Toronto Ont $514,971, Société canadienne d'hypothèques et de logement—Services techniques Vancouver C-B $116,322, Cognos Incorporated Ottawa Ont $70,128, Commission Scolaire Kativik Dorval Qué $51,194, Ekos Research Ottawa Ont $145,000, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Hull Qué $108,642, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $73,687, Hartt & Page Ltd Ottawa Ont $61,623, Iota Consulting Ottawa Ont $192,502, Lemmex & Associates Ltd Ottawa Ont $73,212, Leonard Ward Fraser Lake C-B $57,523, Price Waterhouse Vancouver C-B $61,155, Province du Manitoba Winnipeg Man $240,793, Service administratif canadien outre-mer Toronto Ont $168,965, Sharon Professional Services Ottawa Ont $116,627, Synerlogic Ottawa Ont $191,023, Wordsnorth Communications Services Winnipeg Man $63,007.

Autres services $7,641,302—Barbara Personnel Ottawa Ont $57,263, Best Cleaners and Contractors Vancouver C-B $86,300, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $59,176, Canadian Executive Services Overseas Toronto Ont $329,082, Centre de photographie du gouvernement canadien Ottawa Ont $83,603, Currie B Edmonton Alb $50,414, Datacrown Inc Willowdale Ont $1,815,493, Epecan Consultants Ltd Mississauga Ont $81,000, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Hull Qué $187,224, Hewlett Packard Montréal Qué $74,400, L'Industrielle-Services Techniques Montréal Qué $1,307,588, Office national du film Montréal Qué $155,009, Wang Canada Ltd Don Mills Ont $58,577.

PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD $11,752,141

Services de comptabilité $567,155—Gouvernement du Canada—Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $567,155.

Services techniques (y compris recherche) $739,299—Gouvernement du Canada—Travaux publics Ottawa Ont $122,461, Environnement Canada Ottawa Ont $354,151.

Services de santé et de bien-être $6,586

Services juridiques $42,870

Services de protection $306

Services scientifiques (y compris recherche) $1,371,582—Gouvernement du Canada—Environnement Canada Ottawa Ont $858,558, LGL Ltd Ottawa Ont $52,030 McMaster University Hamilton Ont $58,705.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $964,538

Enseignement et formation—Fonctionnaires $278,458—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $61,770.

Autres services professionnels $4,890,369—Beaudrill Ltd Calgary Alb $125,000, Beaufort Mackenzie Calgary Alb $75,000, Beutel Goodman Co Ltd Toronto Ont $221,500, Canarctic Shipping Co Ottawa Ont $55,000, Ken Cannon Ottawa Ont $79,848, Dendron Resources Ltd Ottawa Ont $81,900, Dobrocky Seatech Sidney C-B $63,775, Environmental Sciences Ltd Vancouver C-B $188,171, Gouvernement du Canada—Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $481,029, Affaires extérieures Ottawa Ont $50,000, Pêches et Océans Ottawa Ont $91,092, Hardy Associates Calgary Alb $83,890, LGL Associates Ltd Ottawa Ont $158,845, Northern Pipeline Agency Calgary Alb $209,421 MJ O'Connor Calgary Alb $507,082, Keith Philpath Consulting Ltd Thornhill Ont $105,000, Syncrude Fort McMurray Alb $65,744.

Autres services $2,890,978—Boatel Remote Site Feeding Ltd Richmond C-B $100,986, Centre de photographie du gouvernement canadien Ottawa Ont $160,228, Canadian Marconi Company Montréal Qué $107,270, Datacrown Willowdale Ont $149,839 Gouvernement du Canada—Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $55,546, Approvisionnements et Services Hull Qué $145,395, Fitz Smith Native Development Corporation Ltd Fort Smith TN-O $188,657, Kusawa Contracting Ltd Vancouver C-B $190,712, L'Industrielle-Services Techniques Montréal Qué $128,290, Nishi Khon Forest Services Ltd Rae TN-O $347,375, Nogha Enterprises Ltd Fort Simpson TN-O $53,320, Smitty's Secretarial Services Yellowknife TN-O $102,436, Travers Food Service Ltd Edmonton Alb $68,689.

PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD—FONDS RENOUVELABLE POUR L'ÉTUDE DE L'ENVIRONNEMENT $7,112

Enseignement et formation—Fonctionnaires $908

Autres services professionnels $2,791

Autres services $3,413

JUSTICE $14,585,804

Ministère $8,754,871

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE $8,754,871

Services de comptabilité $172,350

Services d'informatique $109,193

Services de santé et de bien-être $7,624

Services juridiques $1,473,030—Pierre Genest (Cassels & Brock) Toronto Ont $52,086, Langlois Trudeau Tourigney Montréal Qué $79,173, McCaffrey & Company Calgary Alb $126,696.

JUSTICE—*Fin*

Services de protection $314,198—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $312,545.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $279,579

Autres services professionnels $3,212,293—Canadian Law Information Council Ottawa Ont $576,505, Comshare Ottawa Ont $54,923, Hushian Patterson and Milligan Co Ottawa Ont $53,400, Nunavut Communications Inc Ottawa Ont $76,186, Peat Marwick and Partners Ottawa Ont $128,650, PJ and PL Brantingham Ottawa Ont $157,893, QL Systems Kingston Ont $202,444, Special Committee of Pornography & Prostitution c/o Paul Fraser Vancouver C-B $439,450.

Autres services $3,186,604—Barreau du Québec Montréal Qué $81,064, MAS (Approvisionnements) frais de services Ottawa Ont $235,476, Fortier Y Montréal Qué $62,238, Gulf of Maine Adjucation Ottawa Ont $735,999, Law Society of Upper Canada Toronto Ont $116,101.

Commission canadienne des droits de la personne $1,078,281

Services juridiques $105,682—Scott and Aylen Ottawa Ont $73,665.

Services de protection $1,050

Enseignement et formation—Fonctionnaires $24,635

Autres services professionnels $759,615—Ducros Meilleur Roy and Associates Ltd Ottawa Ont $59,771.

Autres services $187,299

Commissaire à la magistrature fédérale $763,482

Enseignement et formation—Fonctionnaires $522,126—Gérard Caron School of Languages Ottawa Ont $179,103, Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $130,541.

Autres services professionnels $75,084

Autres services $166,272

Cour fédérale du Canada $629,745

Services de protection $214,466—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $173,396.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $12,579

Autres services professionnels $47,366

Autres services $355,334

Commission de réforme du droit du Canada $2,119,323

Services de comptabilité $4,408

Enseignement et formation—Fonctionnaires $27,192

Autres services professionnels $1,679,318—Bouchard et Assoc Ottawa Ont $56,033, Clifford Gray Associates Ottawa Ont $82,503, Patrick Fitzgerald Consultants Ltd Ottawa Ont $62,995, François Handfield Hull Qué $68,395, Edward W Keyserlingk Ottawa Ont $60,525, Harold J Levy Toronto Ont $55,000, Winston McCalla Nepean Ont $64,430.

Autres services $408,405—Victor Temporary Ottawa Ont $136,005.

Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada $232,313

Services juridiques $2,416

Services de protection $1,350

Enseignement et formation—Fonctionnaires $14,212

Autres services professionnels $163,688

Autres services $50,647

Cour suprême du Canada $582,533

Services de comptabilité $11,712

Services d'informatique $7,500

Services techniques (y compris recherche) $3,928

Services de santé et de bien-être $49

Services juridiques $340,004

Services de protection $118,310—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $118,310.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $4,230

Autres services professionnels $18,642

Autres services $78,158

Cour canadienne de l'impôt $425,256

Services de protection $46,232

Enseignement et formation—Fonctionnaires $2,050

Autres services professionnels $77,764

Autres services $299,210—Allwest Reporting Ltd Vancouver C-B $80,522, MacKay Morin Maynard & Associés Montréal Qué $111,839, Nethercut & Company Ltd Toronto Ont $86,142.

TRAVAIL $11,801,975

Ministère $10,894,992

Services de comptabilité $146,573—Ministère des Approvisionnements et Services Ottawa Ont $137,628.

Services techniques (y compris recherche) $934,730—Gouvernements de: N-B $53,275, T-N $74,000, TN-O $93,000, The Boiler Inspection and Insurance Co of Canada Toronto Ont $105,809, Irving Methe Caron and Associates Ottawa Ont $166,812, Thermitech Inspection Inc Montréal Qué $148,960.

Services de santé et de bien-être $34,623

Services juridiques $41,036

Services de protection $123,188—Ministère des Travaux publics Ottawa Ont $123,087.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $300,587—Commission de la Fonction publique du Canada Ottawa Ont $93,150.

Autres services professionnels $1,377,424—Canadian Labour Congress Ottawa Ont $92,600, Hushion Patterson Milligan Ottawa Ont $88,000, Statistique Canada Ottawa Ont $82,346, Conseil du Trésor Ottawa Ont $72,161, Waldie Brennan and Associates Kingston Ont $108,214.

Autres services $7,936,831—Canada Systems Group Ottawa Ont $375,678, Comshare Rexdale Ont $66,197, Ministère des Approvisionnements et Services Ottawa Ont $123,771, Commission des accidents du travail de: Alb $534,643, C-B $1,409,284, Man $258,937, N-B $135,345, T-N $64,585, N-É $1,517,549, Ont $1,971,388, Qué $731,979, Sask $290,290.

Conseil canadien des relations du travail $413,959

Services d'informatique $89,087—Cognos Inc Ottawa Ont $80,000.

TRAVAIL—*Fin*

Services juridiques $168,603—Robert Dansereau Barré Marchessault et Lauzon Montréal Qué $51,327.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $17,872

Autres services $138,397—International Simultaneous Translation Service Montréal Qué $53,997.

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail $493,024

Services d'informatique $1,450

Services juridiques $2,574

Services de protection $27,582

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $1,925

Enseignement et formation—Fonctionnaires $30,348

Autres services professionnels $160,042

Autres services $269,103—Pantano Decorators & Contractors Hamilton Ont $107,986.

DÉFENSE NATIONALE $335,632,416

Ministère $335,632,416

PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE $335,632,416

Services de comptabilité $43,149

Services d'informatique $3,306,856—ACS Info System Ottawa Ont $71,505, Bailey and Rose Ltd Ottawa Ont $96,221, Cognos Services Inc Ottawa Ont $161,219, DIGI Plus Verdun Qué $98,150, Federal Systems of Canada Ottawa Ont $183,570, Honeywell Ltd Scarborough Ont $75,033, Litton Systems (Canada) Ltd Rexdale Ont $228,285.

Services techniques (y compris recherche) $37,929,580—Adga Systems International Ltd Ottawa Ont $1,608,330, Aircom Consultant Winnipeg Man $140,911, A J Diamond and Partners Toronto Ont $142,497, Allen and Sherriff Architects Richmond Hill Ont $132,477, AMTEK Management Inc Ottawa Ont $50,857, Architects Four Ltd Moncton N-B $159,653, Associated Engineering Alberta Ltd Calgary Alb $78,884, Bell Canada International Don Mills Ont $91,072, Black & McDonald Ltd Ottawa Ont $1,663,924, Bombardier Inc Drummondville Qué $86,871, Bundeskasse Bei D Allemagne $219,698, Burroughs Canada Ottawa Ont $257,439, Burrys Marine Division Glovertown T-N $72,979, CAE Electronics Ltd Montréal Qué $163,618, Canadian General Electric Toronto Ont $335,704, CBCL Ltd Halifax N-É $96,500, Consultec Canada Ltd Vancouver C-B $84,183, Core Design Group Halifax N-É $92,809, Datastream Ottawa Ont $115,274, W R Davis Engineering Ltd Ottawa Ont $667,106, Construction de défense (1951) Limitée Ottawa Ont $170,625, Daltacom Inc Winnipeg Man $125,668, Design Collaborative Ltd Halifax N-É $53,300, DEW Engineering and Development Ottawa Ont $766,529, Diemaco Inc Kitchener Ont $590,754, DMR and Associates Saint John N-B $187,534, Dumaresq and Byrne Ltd Halifax N-É $67,053, Eyretechnics Ltd Ottawa Ont $2,461,279, Federal Reserve Bank of New York New York NY É-U $109,178, Fenco MacLaren Shawinigan Engineering Inc Calgary Alb $50,323, FLEETWAY Engineering Service Ottawa Ont $185,681, Fodor Engineering Ltd Toronto Ont $95,541, Fullerton Sherwood Engineering Ltd Mississauga Ont $54,675, Gastops Ltd Ottawa Ont $187,117, General Motors Oshawa Ont $85,208, Giffels Associates Ltd Ottawa Ont $94,946, Globus Tool and Die Co Ltd Ottawa Ont $84,112, Harris Corporation Government Support Systems Division Syossat NY É-U $102,002, Hardy Associates (1978) Ltd Dartmouth N-É $58,108, Hawker Siddeley Canada Ltd Toronto Ont $78,518, Honeywell Inc Scarborough Ont $400,600, Hovey and Associates Ltd Ottawa Ont $977,239, Hughes Aircraft Long Beach Calif É-U $118,292, Ian Martin and Associates Toronto Ont $67,074, J Philip Vaughan and Associates Halifax N-É $93,530, Kerr Priestman Keena and Associates Ltd Victoria C-B $72,940, Leigh Instruments Ltd Ottawa Ont $110,457, Litton Systems (Canada) Rexdale Ont $403,986, LMBDS Sidam Inc Jonquière Qué $389,726, W Loates and Associates Ottawa Ont $88,703, Lockheed Aircraft Calif É-U $1,605,730, Mann Testing Laboratories Ltd Rexdale Ont $71,447, Marshall Goldsworthy Associates Victoria C-B $56,643, Maurice Gravel Architecte Chicoutimi Qué $74,083, Morris and Richard Halifax N-É $115,303, McDonnell Douglas Aircraft St Louis Mo É-U $675,801, MKR Associates Inc Saugus Calif É-U $149,570, Noble Lambody Greer Galloway Belleville Ont $58,904, NSCO Trust Acct American Security Bank Washington DC É-U $149,340, Ogilvie and Hogg Architects Ottawa Ont $70,936, Pacer Labs Ltd Ottawa Ont $120,451, Peacock Inc Montréal Qué $3,279,837, Pratt and Whitney Aircraft of Canada Ltd Longueuil Qué $126,904, The Professional Development Institute Ottawa Ont $97,271, Gouvernement du Canada—Travaux publics Canada Ottawa Ont $115,309, Rediffusion Dartmouth N-É $460,553, Reid Crowther and Partners Ltd Edmonton Alb $52,290, Rolf Jensen and Associates Ltd Ottawa Ont $102,589, Schoeler and Heat Ottawa Ont $149,026, Sharon Professional Services Ottawa Ont $197,846, Software Kinetico Ltd Nepean Ont $154,488, Solar Turbines Canada Ltd Edmonton Alb $151,661, Sperry Computer System Winnipeg Man $245,728, Stanley Associates Engineering Ltd Edmonton Alb $61,231, Systemhouse Ltd Ottawa Ont $255,432, Technican International Ltd St-Laurent Qué $105,428, TES Engineering Research Ltd Ottawa Ont $579,446, Texas Instrument Inc Dallas Texas É-U $121,052, Thompson Berwick Pratt and Partners Vancouver C-B $99,457, Thorne Stevenson and Kellogg Halifax N-É $108,800, Triton Engineering Ltd Halifax N-É $156,807, Tudor and Walters Architects Vancouver C-B $107,275, Underwood McLellan Vancouver C-B $217,076, Versatile Vickers Inc Montréal Qué $3,353,659, Victrix Ltd Guelph Ont 68,971, W L Wardrop and Associates Ltd Edmonton Alb $75,300, Whitman Benn and Associates Halifax N-É $204,108, Willis Cunliffe Tait-Dalcan Victoria C-B $378,973.

Services de santé et de bien-être $20,550,956—F J Bethel Ottawa Ont $70,200, W R Coleman Ottawa Ont $64,225, W A Curtis Ottawa Ont $53,967, Dumanic Enr Québec Qué $100,719, Everett Chalmers Fredericton N-B $143,234, Health Science Center Winnipeg Man $163,505, Hôpital de: Calgary Calgary Alb $52,167, Chilliwack Chilliwack C-B $58,014, Foothills Calgary Alb $119,637, Grace General Winnipeg Man $67,933, Grace Maternity Halifax N-É $60,109, Kingston General Kingston Ont $132,710, Metro Calgary and Rural General Calgary Alb $147,208, Metro Edmonton Edmonton Alb $87,727, Oromocto Public Oromocto N-B $322,207, Ottawa Civic Ottawa Ont $270,350, Ottawa General Ottawa Ont $245,157, Royal Alexandra Edmonton Alb $200,320, Royal Jubilee Victoria C-B $117,284, Royal Ottawa Ottawa Ont $58,847, Royal Victoria Barrie Ont $69,421, Shaughnessy Vancouver C-B $51,697, Sunnybrook Toronto Ont $79,058, Université de l'Alberta Edmonton Alb $145,446, Vancouver General Vancouver C-B $82,621, Victoria General Halifax N-É $141,783, Victoria General Victoria C-B $409,720, John Jefferson Fredericton N-B $115,770, O T Portener Ottawa Ont $87,797.

Services juridiques $283,141

Services de protection $25,617,246—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $25,617,246.

Services scientifiques (y compris recherche) $2,660,823—Adga System International Ltd Ottawa Ont $53,756, Hitech Canada Ltd Ottawa Ont $125,197, I P Sharp & Associates Ltd Ottawa Ont $62,568, Miller Communication Systems Ltd Kanata Ont $161,486, Gouvernement du Canada—Office national du film Ottawa Ont $50,100, Prior Data Science Ltd Ottawa Ont $477,650, Roy Ball Associates Ottawa Ont $271,503, Software Kinetics Ltd Nepean Ont $118,600, S & S Software Ottawa Ont $124,672, Systemhouse

DÉFENSE NATIONALE—*Suite*

Ltd Ottawa Ont $51,662, W E Thorp & Associates Ltd Ottawa Ont $299,667, L V Ursel and Associates Ottawa Ont $73,796.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $59,155,525—Agassiz School Division Beauséjour Man $109,253, Annapolis District School Board Annapolis Royal N-É $80,006, Assiniboine South School Board Assiniboine Man $133,534, Calgary Board of Education Calgary Alb $1,499,103, Calgary Catholic School Board Calgary Alb $107,952, Cape Breton District School Board Sydney N-É $67,332, Carleton Board of Education Ottawa Ont $2,081,488, Carleton Roman Catholic Separate School Board Ottawa Ont $75,709, City of Dartmouth Dartmouth N-É $320,950, Colchester East Hants Amalgamated School Board Truro N-É $64,560, Commission Scolaire Lac Mégantic Lac Mégantic Qué $65,336, Commission Scolaire Régionale Ste-Foy Ste-Foy Qué $271,484, Dryden Board of Education Dryden Ont $164,437, Edmonton Public School Board Edmonton Alb $686,619, Edmonton Roman Catholic School Board Edmonton Alb $95,078, Frontenac County School Board Kingston Ont $612,074, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $282,290, Halifax County School Board Halifax N-É $56,991, Halton Board of Education Burlington Ont $132,599, Hastings County Board of Education Belleville Ont $731,326, Hastings Prince Board of Education Belleville Ont $71,946, Kapuskasing Board of Education Kapuskasing Ont $159,971, Kindersley School Board Kindersley Sask $113,417, Kings County District School Board Kentville N-É $616,919, Lakehead Board of Education Thunder Bay Ont $84,450, Lakeland Public School Bonnyville Alb $318,411, Lanark County Board of Education Lanark Ont $78,605, Laurentienne School Board Lachute Qué $56,052, London and Middlesex County Roman Catholic School Board London Ont $50,826, Metropolitan Separate School Board Toronto Ont $277,510, Nipissing Board of Education North Bay Ont $227,269, Ontario Teachers Insurance Plan Toronto Ont $164,013, Ottawa Board of Education Ottawa Ont $573,812, Ottawa Roman Catholic School Board Ottawa Ont $277,172, Peel County Board of Education Mississauga Ont $51,282, Portage La Prairie School Division Portage La Prairie Man $259,093, Saskatoon School Board Saskatoon Sask $62,086, Sudbury Board of Education Stormont Dundas and Glengarry County School Board Cornwall Ont $58,687, Sudbury Board of Education Sudbury Ont $107,778, Wainwright Roman Catholic Separate School Board Wainwright Alb $51,076, Wainwright School Board Wainwright Alb $108,598, Winnipeg School District # 1 Winnipeg Man $563,220.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $16,214,877—Carel School of Languages Vanier Ont $93,632, Collège Ahuntsic Montréal Qué $84,710, Digital Equipment of Canada Ltd Kanata Ont $197,591, E A C Amy and Sons Ltd Ottawa Ont $302,058, Eyretechnics Ltd Ottawa Ont $275,121, Federal Reserve Bank of New York New York NY É-U $2,189,163, Flight Safety International New York NY É-U $248,295, James Hickling Training Center Ottawa Ont $205,035, Highland Helicopters Richmond C-B $140,284, Lafleur Bosse and Associates Inc Montréal Qué $168,936, Lifeskil Corp Cornwallis N-É $180,899, Okanagan Helicopter Ltd Vancouver C-B $135,520, Pan American World Airline Miami Fla É-U $118,918, Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $634,886, Travaux publics Canada Ottawa Ont $88,075, Regents of the University of California Los Angeles Calif É-U $56,244, St Lawrence College Cornwall Ont $61,100, Seneca College Seneca Ont $148,378, Standortkasse Allemagne $50,594, Surfline Engineering Ltd Dartmouth N-É $71,216, Université de: Carleton Ottawa Ont $78,314, Dalhousie Halifax N-É $138,788, Queen's Kingston Ont $51,445, Université Technique de Nouvelle-Écosse Halifax N-É $219,237, Yourdon Canada Inc New York NY É-U $150,523.

Autres services professionnels $35,381,088—Ahearn and Soper Ltd Rexdale Ont $55,393, ANDYNE Computing Kingston Ont $181,023, AOCO Ltd Belleville Ont $143,825, ARRAY Systems Computing Inc Downsview Ont $235,415, Asecor Ltd Manotick Ont $65,895, Atlantic Industrial Research Halifax N-É $57,856, Atlantis Flight Woodbridge Ont $120,810, Ballard Technologies Corp North Vancouver C-B $189,402, Ballistech Systems Inc St-Bruno Qué $199,000, Baron Rubber Ltd St-Jérôme Qué $60,686, Barringer Research Ltd Rexdale Ont $229,382, Barrodale Computer Victoria C-B $256,551, Biokinetics & Associates Ltd Ottawa Ont Ottawa Ont $58,432, Bio Research Laboratory Ottawa Ont $94,150, Boeing of Canada Ltd Winnipeg Man $373,259, Bombardier Inc Drummondville Qué $245,298 Bomem Inc Ste-Foy Qué $118,667, Calian Technology Ottawa Ont $67,275, Calmos Systems Inc Kanata Ont $153,742, Canada Systems Group Ottawa Ont $64,163, Canadair Ltd Montréal Qué $161,696, Canadian Astronautics Ltd Ottawa Ont $270,337, Canadian Instrumentation and Research Ltd Mississauga Ont $107,460, Canadian Marconi Co Ottawa Ont $85,370, Collins & Moon Ltd Guelph Ont $129,007, Computing Devices Ltd Ottawa Ont $306,754 Control Data Canada Ltd Mississauga Ont $98,781, CTF Systems Inc Port Coquitlam C-B $257,699, De Havilland Aircraft Co Downsview Ont $172,506, Engineering Research Associates Thornhill Ont $62,714, Ernst Leitz Canada Ltd Midland Ont $60,811, Eyretechnics Ltd Ottawa Ont $209,788, Farrington Lockwood Co Ltd Ottawa Ont $129,155, General Cybernetics Research & Development Laboratories Ltd Whiterock C-B $57,524, Gouvernement du Canada—Environnement Canada Ottawa Ont $85,937, Travaux publics Canada Ottawa Ont $188,729, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $185,087, Hawker Siddeley Canada Ltd Toronto Ont $113,910, Hermes Electronic Ltd Dartmouth N-É $501,747, H G Engineering Ltd Don Mills Ont $54,242, Hickling Partners Inc Ottawa Ont $224,400, Honeywell Ltd Scarborough Ont $58,946, Hymarc Engineering Ltd Ottawa Ont $64,395, Image & Audio Systems Inc Kingston Ont $98,297, Industries Valcartier Inc Valcartier Qué $51,822, Intellitech Canada Ltd Ottawa Ont $258,364, Interactive Circuits Systems Ltd Ottawa Ont $98,365, I P Sharp & Associates Ltd Toronto Ont $653,776, Irvin Industries Canada Ltd Fort Érié Ont $124,876, Istec Ltd Hamilton Ont $59,586, I T & A Invers Theory and Applications Vancouver C-B $58,000, The Longwoods Research Group Ltd Toronto Ont $65,270, Lumonics Research Ltd Kanata Ont $50,376, Martec Ltd Halifax N-É $377,318, Miller Communication Systems Ltd Kanata Ont $109,377, Mining Resource Engineering Ltd Kingston Ont $101,722, Moniteq Ltd Toronto Ont $71,388, MPB Technologies Inc Ste-Anne-de-Bellevue Qué $465,848, Conseil national de recherches Ottawa Ont $79,503, Netherlands Ship Model Basin Wageningen Pays-bas $56,703, Nova Scotia Research Foundation Dartmouth N-É $86,038, NTT Systems Inc Willowdale Ont $61,635, Offshore System Ltd North Vancouver C-B $180,070, Ontario Research Foundation Toronto Ont $172,264, OPTECH Incorporated Downsview Ont $266,224, Optotek Ltd Ottawa Ont $268,955, Peat Marwick and Partners Ottawa Ont $91,627, Photovac Incorp Thornhill Ont $90,162, Pratt & Whitney Aircraft of Canada Ltd Longueuil Qué $66,289, Prior Data Science Ottawa Ont $95,180, RCA Inc Ottawa Ont $144,066, Roy Ball & Associates Ottawa Ont $74,936, Scintrex Ltd Concord Ont $73,128, Sea-1 Research Canada Ltd Sydney, C-B, $53,889, S & J Engineering Inc Toronto Ont $59,416, SNC Inc Montréal Qué $72,948, Somapro Ltée Montréal Qué $86,803, Spar Aerospace Ltd Toronto Ont $564,260, Synerlogic Inc Ottawa Ont $220,196, Université Technique de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $93,789, Thompson Foss Inc Ottawa Ont $86,411, Tridex Systems Inc Nepean Ont $128,760, Trimag Consultants Ltd Montréal Qué $252,760, Ultra Lasertech Mississauga Ont $92,295, Université de: Alberta Edmonton Alb $274,627, Colombie-Britannique Vancouver C-B $82,958, Carleton Ottawa Ont $96,130, Concordia Montréal Qué $97,568, Laval Montréal Qué $220,788, McGill Montréal Qué $408,925, McMaster Hamilton Ont $212,887, Manitoba Winnipeg Man $108,857, Ottawa Ottawa Ont $335,318, Queen's Kingston Ont $151,170, Sherbrooke Sherbrooke Qué $57,654, Toronto Toronto Ont $661,949, Victoria Victoria C-B $138,623, Waterloo Waterloo Ont $397,293, York Downsview Ont $234,843, VARIAN Canada Inc Georgetown Ont $100,990.

DÉFENSE NATIONALE—*Fin*

Autres services $134,489,175—Adga Systems International Ltd Ottawa Ont $92,901, Air Cadet League Ottawa Ont $393,853, Allied Disposal Ltd Fort Saskatchewan Alb $61,385, Allied Maintenance Scarborough Ont $772,458, Alphatext Ltd Ottawa Ont $233,971, APS Food Management Victoria C-B $207,675, Astral Bellevue Classics Toronto Ont $227,412, Robert Auclair Ancienne Laurette Qué $179,799, Bagnells Launderers Halifax N-É $109,779, Bale Holliday Waste Disposal North Bay Ont $74,993, Carl Bardusch Allemagne $152,306, Beaver Foods Ltd London Ont $316,871, Bee Clean Co of Canada Medicine Hat Alb $173,868, Best Cleaners & Contractors Vancouver C-B $189,259, Boatel Remote Site Feeding Ltd Vancouver C-B $293,970, Bob Charette Trucking Petawawa Ont $119,237, Boisvert Disposal Ltd Grand Centre Alb $140,083, Bradson Personnel Ottawa Ont $86,267, Bridgewater Laundry & Dry Cleaners Bridgewater N-É $75,308, Browning-Ferris Industries Dartmouth N-É $459,786, Buanderie Arvida Ltée Arvida Qué $159,485, Calgary Waste Removal Ltd Calgary Alb $75,850, Cal Van Canus Catering Ltd Vancouver C-B $511,835, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $347,439, Société Radio-Canada Ottawa Ont $397,854, Corporation commerciale canadienne Ottawa Ont $64,132, Fonds central des Forces canadiennes Ottawa Ont $77,060, Canebsco Subscription Services Ltd Toronto Ont $54,824, Chermont Holdings Princeton C-B $70,390, Clean Die Raumpl Allemagne $135,808, Commercial Towel and Linen Supply Co Victoria C-B $172,226, Control Data Canada Ltd Mississauga Ont $279,209, Criterion Pictures Corp Ltd Halifax N-É $124,246, Crystal Building Services Etobicoke Ont $121,212, Dalmar Foods Ltd Toronto Ont $273,887, Datacrown Inc Willowdale Ont $186,006, Digital Equipment of Canada Ltd Kanata Ont $97,923, Domaine de la Jeunesse Inc Arvida Qué $290,453, Domus Software Ottawa Ont $133,287, Mike Dunphy Douglas Man $53,966, Fabric Care Cleaners and Associates Ltd Edmonton Alb $124,649, Fairbairn Executive Services Ltd Ottawa Ont $65,498, Federal Reserve Bank of New York New York NY É-U $380,169, Federal Systems of Canada Ottawa Ont $183,570, Gemini Production Edmonton Alb $55,500, Glacier Catering & Bar Service Victoria C-B $447,330, Gouvernement du Canada—Société canadienne d'hypothèques et de logement Ottawa Ont $258,679, Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $51,028, Environnement Canada Ottawa Ont $6,545,000, Groom & Able Building Maintenance Aldergrove C-B $62,006, Harrington Temporary Services Ottawa Ont $51,586, Hugo Greber Mit Allemagne $95,515, Indigo Software Ltd Ottawa Ont $53,200, Information Service Division Toronto Ont $62,951, International Tele Film Interprises Toronto Ont $55,795, I P Sharp & Associates Toronto Ont $96,999, Jean-Pierre Guay Transport Ste-Blaise Qué $56,013, Jet Janitor Service Ltd Stephenville T-N $624,000, J M Rouleau Inc Québec Qué $337,038, Keltone Cleaners Chilliwack C-B $88,264, Kitchener Dairie Kitchener Ont $152,061, Lacey Garbage Disposal Courtenay C-B $78,995, Lahrer Mull Allemagne $226,968, Laidlaw Waste System Ltd Kitchener Ont Edmonton Alb Winnipeg Man $169,579, Landratsamt Ort Allemagne $102,788, Les Entreprises Gerard Bond Inc Beauport Qué $56,628, Manitoba Data Services Winnipeg Man $99,163, Manpower Personnel Services Ottawa Ont $77,808, Maritime Computer Ltd Halifax N-É $270,870, Maritime Sanitation Services Ltd Fredericton N-B $153,632, Mdm Precision Ste-Catherine Qué $58,748, Mittelbadisch Allemagne $301,745, Modern Cleaners & Lauderers Ltd Toronto Ont $65,733, Moonlight Building Maintenance Ltd Richmond C-B $183,709, McLellan Disposal Service Ltd Mount Forest Ont $102,857, MacCormack Camp Catering Vancouver C-B $405,922, Office national du film du Canada Montréal Qué $575,973, New System Holdings Ltd St John N-B $82,013, Garnet Palmer Kingston N-É $70,840, Paramount Film Service Ltd Toronto Ont $113,719, Parisian Laundry Saskatoon Sask $78,372, Parsons Cleaners Belleville Ont $95,171, Pembroke Dry Cleaners Pembroke Ont $63,228, Pembroke Sanitation Pembroke Ont $119,338, Personnel Adhoc Inc Sillery Qué $64,567, Perth Brandon Ltd Brandon Man $77,215, Perth Whitehall Ltd Winnipeg Man $93,921, Pollack Personnel Ltd Ottawa Ont $84,622, Provision of Facilities at Gatwick and Prestwick $213,330, Gouvernement du Canada—Travaux publics Canada Ottawa Ont $1,046,908, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $55,864,595, Queloz & Associates Inc Québec Qué $76,050, Quinte Sanitation Services Ltd Belleville Ont $161,228, Ray St Germain Production Winnipeg Man $66,900, Royal Canadian Flying Club Ottawa Ont $198,465, Sussex Informatics Ottawa Ont $113,651, Technican International Support Services Ottawa Ont $63,682, P Ferland Teinturier Enr Québec Qué $215,854, The 500 Selection Services (Ottawa) Ltd Ottawa Ont $108,416, Tricil Ltd Kingston Ont $128,398, Universal Films Co Willowdale Ont $149,050, Victoria Laundry Victoria C-B $72,391, Warner Bros Distribution (Canada) Ltd Toronto Ont $149,448, Wendy's Reliable Ltd Halifax N-É $146,004, White Star Laundry Summerside Î-P-É $58,203, Work Wear Corporation of Canada Toronto Ont $112,470, York University Downsview Ont $184,810.

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL $82,370,872

Ministère $82,079,920

PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE $3,519,484

Services de comptabilité $85,154

Services d'informatique $41,562

Services juridiques $95,246

Services de protection $180,015—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $179,342.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $204,300—Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $124,193.

Autres services professionnels $1,412,810—Currie Coopers and Lybrand Ltd Ottawa Ont $107,682, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services/Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont $139,042.

Autres services $1,500,397—Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $441,349, Dataline Inc Toronto Ont $385,109, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Ottawa Ont $114,390.

PROGRAMME DES SERVICES SANITAIRES ET SOCIAUX $4,991,013

Services de comptabilité $1,029,664—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services/Bureau des services de vérification Ottawa Ont $988,695.

Services d'informatique $56,020

Services de santé et de bien-être $237

Services juridiques $374

Services de protection $128

Services scientifiques (y compris recherche) $2,418,895—Agnew Peckham and Associates Toronto Ont 464,139, Associated Health Planners Régina Sask $72,942, Canadian Gallup Poll Ltd Toronto Ont $91,000, Gouvernement du Canada—Statistique Canada Ottawa Ont $81,200 et Approvisionnements et Services/Centre de photographie du gouvernement canadien Ottawa Ont $152,000, MacLean Hunter Ltd Toronto Ont $93,780, Montreal Lithographic Montréal Qué $99,043, Nicholson JP Ottawa Ont $148,083, Toronto Psychiatric Research Foundation Toronto Ont $60,000, Wilson Young and Associates Ottawa Ont $134,801.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $101,869

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

Autres services professionnels $396,993

Autres services $986,833—Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $80,444, Gouvernement du Canada—Office national du film Ottawa Ont $59,970, Approvisionnements et Services/Centre de photographie du gouvernement canadien Ottawa Ont $185,591 et Approvisionnements et Services Ottawa Ont $335,886, The 500 Selection Services (Ottawa) Ltd Ottawa Ont $67,792.

PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX $55,809,677

Services de comptabilité $815,629—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services/Bureau des services de vérification Ottawa Ont $180,000, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $489,275, Manitoba Health Organization Winnipeg Man $94,932.

Services d'informatique $396,190—Abatic Consulting Services Ltd Ottawa Ont $75,502, Hartt and Page Ltd Ottawa Ont $146,959, Ourscan Group Inc Ottawa Ont $70,036.

Services de santé et de bien-être $45,556,315—G Acaster North Battleford Sask $65,898, Alberta Hospital Association Edmonton Alb $4,632,523, J Alexander Edmonton Alb $104,629, Arctic Exploration Services Inuvik TN-O $106,470, Ashern Dental Group Ashern Man $57,899, Associated Radiologists Edmonton Alb $66,198, K Baffoe The Pas Man $56,824, B Bourne St Albert Alb $125,630, J Buyko Ste-Rose-du-Lac Man $59,250, Cameron Dental Clinic Yellowknife TN-O $222,069, P Cassidy Lillooet C-B $70,253, Centre Richelieu of Social Services Mississauga Ont $84,635, J Cheevers Grande Prairie Alb $101,590, E Church Meadow Lake Sask $182,751, Clark Dental Clinic Inuvik TN-O $220,364, C Constabel Williams Lake C-B $74,142, J Crane Caledonia Ont $147,870, A Crowley Pemberton C-B $56,622, M Crozier Flin Flon Man $111,262, Delta House Inuvik TN-O $83,032, R Diamond Winnipeg Man $52,159, Direct Dental Services Inuvik TN-O $116,075, B Duncan Ohsweken Ont $93,922, C Farcnik Vancouver C-B $70,011, Fort McMurray and District Health Unit Fort McMurray Alb $112,146, Fort Smith Dental Clinic Fort Smith TN-O $60,910, G Gasser Prince Albert Sask $54,381, E Gaudet Prince Albert Sask $71,450, B Goldberg Lillooet C-B $51,279, A Gottschling Prince Rupert C-B $66,274, Gouvernement du Canada—Ministère des Affaires indiennes et Nord canadien Saskatoon Sask $116,259, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $128,982, H Griesbach Fort McLeod Alb $70,861, L Harder North Battleford Sask $87,840, Hay River Dental Clinic Hay River TN-O $319,385, Health Education Centre Bella Coola C-B $126,144, Health Sciences Centre Winnipeg Man $178,994, High Level General Hospital High Level Alb $75,856, A Hokhold Burns Lake C-B $113,867, Hospital for Sick Children Toronto Ont $156,336, HTB Management Services Hay River TN-O $231,120, Inuvik Dental Clinic Inuvik TN-O $149,527, D Kalra Vancouver C-B $72,679, S King Winnipeg Man $126,214, Klondike Dental Clinic Whitehorse TY $117,937, S Konan Manitowaning Ont $60,300, B Kops Fort Frances Ont $68,875, Medical Services Plan of BC Victoria C-B $1,255,716, Metropolitan Dental Group Winnipeg Man $102,530, C Meyers Prince Albert Sask $107,274, Michener Centre Red Deer Alb $705,506, L Miller Grenfall Sask $55,477, G Moher Edmonton Alb $71,270, T Mokelby Prince Albert Sask $73,136, Montreal Children's Hospital Montréal Qué $206,590, Ontario Dental Association Toronto Ont $206,746, V O'Reilly Wikwemikong Ont $59,814, Parson's Air Service Flin Flon Man $57,695, Pathology Associates Edmonton Alb $58,072, A Plunz North Battleford Sask $59,862, P Poitras Régina Sask $132,344, O Powell Terrace C-B $83,619, Prince Rupert Regional Hospital Prince Rupert C-B $55,503, F Pyde Prince Rupert C-B $106,169, J Rodie Spiritwood Sask $132,735, Round lake Centre Armstrong C-B $79,604, R Ruzicka Victoria C-B $99,151, Sanitorium Board of Manitoba Winnipeg Man $143,096, J Shocrylas Waglisla C-B $140,059, R Sims Chilliwack C-B $60,644, Stanton Yellowknife Hospital Yellowknife TN-O $64,925, St John Priory of Canada Yellowknife TN-O $58,314, Sudbury Algoma Hospital Sudbury Ont $147,488, R Taillon Calgary Alb $108,492, T Tomlinson Prince Albert Sask $116,972, Universités: Alberta Edmonton Alb $51,172, Manitoba Winnipeg Man $2,671,594, Queen's Kingston Ont $810,453, Toronto Toronto Ont $1,902,649, Western Ontario London Ont $116,006, L Vos Thunder Bay Ont $64,884, K Walters Vancouver C-B $129,905, A Wang Duncan C-B $52,960, R Weibe Chilliwack C-B $61,895, M White Fort Qu'Appelle Sask $50,135, Whitehorse Dental Clinic Whitehorse TY $141,755, Wrinch Memorial Hospital Hazelton C-B $176,221, Yellowknife Dental Clinic Yellowknife TN-O $457,523, J Zucchiatti Terrace C-B $73,396, T Zukiwsky St Paul Alb $101,566.

Services juridiques $685

Services de protection $289,637

Services scientifiques (y compris recherche) $29,099

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,064,793—Dalhousie University Halifax N-É $300,636.

Autres services professionnels $1,621,431—Gouvernement du Canada—Ministère des Travaux publics Ottawa Ont $132,820, Naus and Newlyn of Canada Don Mills Ont $93,727, P Nicholson Ottawa Ont $67,925, Occupational Environment Evaluation Controls Nuns Island Qué $67,900, Walker Zimmerman Management Consulting Services Winnipeg Man $67,465.

Autres services $6,035,898—Canada Catering Company Toronto Ont $850,079, The 500 Selection Services Ottawa Ont $58,230, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services/Centre de photographie du gouvernement canadien Ottawa Ont $58,000, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Ottawa Ont $956,286 Kinetic Ecological Resource Group Nisku Alb $67,330, Ralson Construction Ltd North Bay Ont $797,906, Sioux Lookout General Hospital Sioux Lookout Ont $75,154, Temporarily Yours Vancouver C-B $51,160, VS Services Toronto Ont $342,794.

PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ $11,536,590

Services d'informatique $233,709—Peat Marwick and Partners Ottawa Ont $61,232.

Services de santé et de bien-être $28,682

Services juridiques $5,878,459—Barlow Sperry and Bell Trail C-B $74,932, Baker Newby and Co Chilliwack C-B $88,272, A Bryant London Ont $67,685, Doig and Co Burnaby C-B $103,013, Harris Campbell Threlfall Burnaby C-B $62,657, Hope Heinrich and Hansen Prince George C-B $80,802, Horick and Co Sudbury Ont $61,490, R W Jacobs Surrey C-B $89,168, Jones Emery and Carfra Victoria C-B $283,532, Kinsman and Co Penticton C-B $73,489, Koch and Associates Régina Sask $74,693, Lang and Lang and Nowak Kitchener Ont $85,156, Lemieux Lacroix et Cie Ste-Foy Qué $67,703, Lewis Day Cook and Sheppard St John's T-N $64,154, Monty Coulombe and Associates Sherbrooke Qué $56,992, Murphy O'Brien and Vella Oshawa Ont $58,224, R D Noble Guelph Ont $73,192, Rodnunsky and Co Grande Prairie Alb $65,835, Salloum Doak and Co Kelowna C-B $55,943, Stong and Co Richmond Hill Ont $60,824, Talstra and Co Terrace C-B $54,486, Walsh and Young Calgary Alb $532,444, Whitson and Co Victoria C-B $283,256.

Services de protection $509,675—Corps canadien des commissionnaires Montréal Qué $64,754, Ottawa Ont $303,619 (Payé $316,830 récupéré $2,260 de la Commission de contrôle de l'énergie atomique, $2,836 d'Énergie, Mines et Ressources, $1,387 du Travail Canada et $6,728 du Conseil national de recherches).

Services scientifiques (y compris recherche) $2,868,739—British Columbia Research Vancouver C-B $158,390, Canadian Public Health Association Ottawa Ont $116,953, Concord Scientific

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Fin*

Donwsview Ont $68,995, DSMA Atcon Ltd Toronto Ont $56,000, FDC Consultants Incorporated Oakville Ont $95,727, Federation of Associates on the Canadian Environment Ottawa Ont $54,558, IEC Beak Consultants Mississauga Ont $55,329, Labstat Incorporated Kitchener Ont $228,055, Manpower Services Ottawa Ont $51,528, Michael Holliday and Associates Ottawa Ont $51,243, Gouvernement du Canada—Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada Ottawa Ont $227,509, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $98,276 (Payé $146,276 récupéré $48,000 d'Énergie, Mines et Ressources), Universités: Guelph Guelph Ont $56,990, McGill Montréal Qué $51,093, Montréal Montréal Qué $70,033, Ottawa Ottawa Ont $132,499, Toronto Toronto Ont $94,279.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $213,823—Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $62,846.

Autres services professionnels $140,394

Autres services $1,663,109—Canada Systems Group Ottawa Ont $418,654, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Ottawa Ont $559,876, Victor Temporary Services Ottawa Ont $59,588.

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DU REVENU $4,276,532

Services d'informatique $2,682,124—Associates Consulting Services Ltd Ottawa Ont $293,501, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Hull Qué $2,169,000, Prism Data Services Ltd Toronto Ont $150,000.

Services de santé et de bien-être $424,441—Commission des accidents du travail Toronto Ont $52,460.

Services juridiques $3,965

Services de protection $103,044—Corps canadien des commissionnaires Québec Qué $70,078.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $150,703—Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $69,·05.

Autres services professionnels $264,016—DMR and Associates Ottawa Ont $58,450.

Autres services $648,239—Dataline Incorporated Toronto Ont $84,547, I P Sharp Associates Ltd Toronto Ont $51,383, Manpower Temporary Services Ottawa Ont $50,754.

PROGRAMME DE LA CONDITION PHYSIQUE ET DU SPORT AMATEUR $1,946,624

Services de comptabilité $87,651—Raymond Chabot Martin Paré et Associés Ottawa Ont $55,000.

Services d'informatique $90,760—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Hull Qué $90,760.

Services de protection $5,381

Enseignement et formation—Fonctionnaires $34,420

Autres services professionnels $1,051,763—Communications Consultants Ltd Ottawa Ont $52,075, Loto Canada Inc Ottawa Ont $785,467.

Autres services $676,649—Hinds-Brian and Associates Ltd Ottawa Ont $100,726.

Conseil de recherches médicales $290,952

Services de protection $4,161

Enseignement et formation—Fonctionnaires $13,946

Autres services professionnels $199,470—Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué $117,865.

Autres services $73,375

REVENU NATIONAL $28,323,789

Douanes et Accise $13,406,256

Services de comptabilité $10,071

Services d'informatique $4,172,000—A C S Information Systems Ottawa Ont $69,839, Bell-Northern Research Ltd Ottawa Ont $659,366, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $55,830, Datacap Ltd Ottawa Ont $103,836, Federal Systems of Canada Ltd Ottawa Ont $287,638, GEAC Canada Ltd Ottawa Ont $754,888, Hartt and Page Ltd Ottawa Ont $395,570, Honeywell Ltd North York Ont $126,606, H S T Information Systems Ltd Ottawa Ont $241,566, I D L Integrated Data Ltd Ottawa Ont $88,558, I O T A Consulting Ltd Ottawa Ont $113,734, Ourscan Group Incorporated Ottawa Ont $101,502, Quantum Information Resources Ltd Ottawa Ont $186,070, Sharon Professional Services Ottawa Ont $57,406, Silico Computer Systems Ltd Nepean Ont $233,011, Synerlogic Incorporated Ottawa Ont $378,429, Systemhouse Ltd Ottawa Ont $97,858.

Services techniques (y compris recherche) $43,736

Services de santé et de bien-être $141,275—C F Consultants Montréal Qué $136,563.

Services juridiques $159,012

Services de protection $1,079,911—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $654,240, National Protective Services Company Ltd Ottawa Ont $59,278, St Regis Band Council Cornwall Ont $223,207.

Services scientifiques (y compris recherche) $171,298—Barringer Research Ltd Rexdale Ont $100,000, Conseil national de recherches du Canada Ottawa Ont $61,000.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $5,368

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,108,533—Le Centre de Langues Feuille d'érable Limitée Ottawa Ont $512,854, Commission de la Fonction publique du Canada Ottawa Ont $170,749.

Autres services professionnels $1,031,612—Bureau des conseillers en gestion/Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $166,297, Currie Coopers and Lybrand Ottawa Ont $72,100, Ernst and Whinney Ottawa Ont $152,528, Peat Marwick and Partners Ottawa Ont $74,800, Price Waterhouse and Associates Ottawa Ont $81,808, Sciex Thornhill Ont $67,293.

Autres services $5,483,440—Alphatext Ottawa Ont $260,528, Bradson Personnel Services Ltd Ottawa Ont $58,241, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $143,839, Crawley and McCracken Company Ltd Montréal Qué $362,635, Datacrown Incorporated Willowdale Ont $1,371,959, Ministère des Communications Ottawa Ont ($659,366), Federal Systems of Canada Ottawa Ont $77,349, Hartt and Page Ltd Ottawa Ont $237,004, Honeywell Ltd North York Ont $177,434, H S T Information Systems Ltd Ottawa Ont $84,024, Inst-Systems Incorporated Toronto Ont $135,000, Iota Consulting Ltd Ottawa Ont $66,167, Q L Systems Ltd Kingston Ont $247,523, Quantum Information Resources Ltd Ottawa Ont $128,417, Silico Computer Systems Ltd Nepean Ont $57,546, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $771,184, Synerlogic Incorporated Ottawa Ont $188,238, Systems Network Incorporated Ottawa Ont $103,100.

REVENU NATIONAL—*Fin*

Impôt $14,917,533

Services de comptabilité $260,962—Samson Belair Montréal Qué $205,000.

Services d'informatique $31

Services techniques (y compris recherche) $71,822—Travaux publics Canada Ottawa Ont $71,822.

Services de santé et de bien-être $299,968

Services juridiques $1,049,619—The Clarkson Company Ltd Halifax N-É $141,361, David C Day St John's T-N $53,012, Leduc Lebel Avocats Montréal Qué $67,699, Pateras & Iezzoni Montréal Qué $84,598.

Services de protection $3,151,466—Burns International Security Services Ottawa Ont $201,600, Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $2,049,502, National Protective Service Company Ottawa Ont $71,537, Pinkerton's of Canada Ltd Ottawa Ont $197,227.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $969,647—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $143,049.

Autres services professionnels $2,461,931—Clarkson Gordon Ottawa Ont $52,712, Eton Systems Nepean Ont $67,577, Peat Marwick & Partners Ottawa Ont $104,399, Woods Gordon Management Consultants Ottawa Ont $1,441,845.

Autres services $6,652,087—Société canadienne des postes Ottawa Ont $328,836, Canada Systems Group Ltd Mississauga Ont $55,361, Canadian Bankers Association Toronto Ont $65,280, Crowntek Communications Inc Willowdale Ont $529,262, Ministre des Finances Province de la C-B $68,417, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $1,336,341, Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada Ottawa Ont $2,905,000.

PARLEMENT $5,058,159

Sénat $723,916

Services de protection $13,347

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $22,246

Enseignement et formation—Fonctionnaires $20,475

Autres services professionnels $419,248—Ministère des Communications Ottawa Ont $57,624, Parliamentary for Foreign Affairs and Foreign Trade Ottawa Ont $224,914.

Autres services $248,600

Chambre des communes $3,932,851

Services de comptabilité $10,870

Services d'informatique $366,568—Bodwell Software Technologies Inc Lorraine Qué $269,000.

Services juridiques $108,383—Gowling and Henderson Ottawa Ont $50,558.

Services de protection $24,703

Enseignement et formation—Fonctionnaires $335,826

Autres services professionnels $2,101,650—Biolink Management Consultant Ltd Ottawa Ont $54,500, Société Radio-Canada Ottawa Ont $423,855, Laventhol & Horwath Toronto Ont $261,895, Parliamentary Centre for Foreign Affairs and Foreign Trade Ottawa Ont $173,834.

Autres services $984,851—Bradson Personnel Services Ottawa Ont $144,151, Datacrown Inc Willowdale Ont $77,701, Restaurant parlementaire Ottawa Ont $121,890, Q L Systems Ltd Kingston Ont $122,707.

Bibliothèque du Parlement $401,392

Services de comptabilité $17,000

Enseignement et formation—Fonctionnaires $20,340

Autres services professionnels $6,800

Autres services $357,252—Bibliothèque nationale Ottawa Ont $161,016.

CONSEIL PRIVÉ $14,090,516

Ministère $8,288,739

PROGRAMME DU CONSEIL PRIVÉ $3,807,764

Services de comptabilité $61,389—Approvisionnements et Services Canada/Bureau des services de vérification Ottawa Ont $61,389.

Services d'informatique $348,968—Cognos Inc Ottawa Ont $101,000, James F Hickling Management Consulting Ltd Ottawa Ont $67,700, SHL Systemhouse Ltd Ottawa Ont $91,908.

Services juridiques $42,446

Services de protection $532,887—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $531,469.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $126,879

Autres services professionnels $995,507—Ontario 322299 Ltd Toronto Ont $50,040.

Autres services $1,699,688—ACF Communications Ltd Ottawa Ont $291,075, Barbara Personnel Inc Ottawa Ont $80,508, Centre de photographie du gouvernement canadien Ottawa Ont $91,645, Cognos Inc Ottawa Ont $72,032, Harrington Marketing Ltd Ottawa Ont $90,411, Quantum Management Services Ltd Montréal Qué $58,624, Victor Temporary Services Ottawa Ont $61,308.

COMMISSION ROYALE SUR LE DÉSASTRE MARITIME «OCEAN RANGER» $918,965

Services de comptabilité $6,200

Services juridiques $236,631—Martin Woolridge Poole Althouse and Clarke Corner Brook T-N $152,031, Puddester Orsborn St John's T-N $84,600.

Services de protection $165

Enseignement et formation—Fonctionnaires $615

Autres services professionnels $468,513—Bruneau Resources Management Ltd St John's T-N $58,152, Burness Corlett Holdings Ltd Isle of Man Angleterre $65,590, LeDrew Environmental Management Ltd St John's T-N $67,582.

Autres services $206,841

COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR L'UNION ÉCONOMIQUE CANADIENNE ET LES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT $3,472,662

Services de protection $125

Enseignement et formation—Fonctionnaires $6,651

Autres services professionnels $2,495,165—Gerald Godsoe Halifax N-É $201,824, Ivan Bernier Sillery Qué $82,610, Institute for

CONSEIL PRIVÉ—*Fin*

Research on Public Policy Ottawa Ont $61,968, Mark R Krasnick Victoria C-B $78,812, Donald G McFetridge Ottawa Ont $61,760, Université de Montréal Montréal Qué $88,803, William Graig Riddell Vancouver C-B $76,737, David C Smith Kingston Ont $59,916, John Whaley London Ont $74,251.

Autres services $970,721—Christiane E Kaisin Translating Ottawa Ont $73,212.

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES PRATIQUES DE COMMERCIALISATION DE LA POMME DE TERRE DANS L'EST DU CANADA $69,341

Services juridiques $6,960

Services de protection $107

Enseignement et formation—Fonctionnaires $20

Autres services professionnels $41,390

Autres services $20,864

COMMISSION CHARGÉE D'ÉTUDIER LES TRAITEMENTS DES DÉPUTÉS ET DES SÉNATEURS $10,843

Services juridiques $300

Services de protection $323

Autres services professionnels $9,450

Autres services $770

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES CRIMINELS DE GUERRE $9,164

Services de protection $3,520

Autres services professionnels $4,500

Autres services $1,144

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes $783,931

Services de protection $36,809

Enseignement et formation—Fonctionnaires $111

Autres services professionnels $69,478

Autres services $677,533—ISTS Montréal Qué $69,890, Multitone Downsview Ont $83,833, Travaux publics Ottawa Ont $128,425, Secrétariat d'État Ottawa Ont $82,967.

Directeur général des élections $2,380,983

Services de comptabilité $574,260

Services juridiques $66,361

Services de protection $393,696

Enseignement et formation—Fonctionnaires $13,644

Autres services professionnels $1,081,063—Borden & Elliot Toronto Ont $74,460, C G I Inc Ottawa Ont $98,209, Computer Sciences Canada Ltd Willowdale Ont $105,951, Dalfen Assoc Consulting Inc Ottawa Ont $67,159, J O Gorman Ottawa Ont $58,811, Approvisionnements et Services/Bureau des services de vérification Ottawa Ont $207,158, Approvisionnements et Services/Direction des finances Hull Qué $94,437.

Autres services $251,959—Approvisionnements et Services/Contrôleur Approvisionnements Hull Qué $101,525.

Commissaire aux langues officielles $1,223,569

Services de comptabilité $20,000

Services d'informatique $209

Services juridiques $26,600

Enseignement et formation—Fonctionnaires $38,424

Autres services professionnels $452,138—Sean Kearns Associates Montréal Qué $50,320.

Autres services $686,198

Conseil économique du Canada $1,055,293

Services de comptabilité $19,152

Enseignement et formation—Fonctionnaires $83,348

Autres services professionnels $582,236

Autres services $370,557—L'Industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué $249,717.

Commission des relations de travail dans la Fonction publique $358,001

Services de comptabilité $29,402

Services d'informatique $16,380

Services juridiques $3,786

Services de protection $3,178

Enseignement et formation—Fonctionnaires $39,369

Autres services professionnels $11,570

Autres services $254,316—Canada Systems Group Ottawa Ont $135,750.

TRAVAUX PUBLICS $160,543,068

Ministère $160,543,068

PROGRAMME D'ADMINISTRATION $3,610,030

Services de comptabilité $17,100

Services d'informatique $68,664—Canada Systems Group Ottawa Ont $65,819.

Services juridiques $4,290

Services de protection $146,478—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $141,262.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $404,380—Data General Canada Inc Mississauga Ont $50,898, Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $129,716.

Autres services professionnels $1,149,985—Coopers and Lybrand Ottawa Ont $144,047, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $127,369.

Autres services $1,819,133—Barbara Personnel Inc Ottawa Ont $52,048, Data General Canada Inc Mississauga Ont $101,554, DMR and Assoc Ottawa Ont $129,195, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $239,646, SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont $72,404, Staffing Consultants Toronto Ont $97,127, Quantum Management Services Ltd Montréal Qué $55,936.

TRAVAUX PUBLICS—*Suite*

PROGRAMME DES SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES $4,924,183

Services d'informatique $5,578

Services techniques (y compris recherche) $214,373

Services de santé et de bien-être $25

Services juridiques $18

Enseignement et formation—Fonctionnaires $112,039

Autres services professionnels $2,839,963—Arctec Canada Ltd Kanata Ont $245,086, FG Bercha and Assoc Ltd Calgary Alb $85,800, Canada Systems Group Ottawa Ont $100,000, Canadian General Standards Ottawa Ont $60,000, Candaplan Group Inc Hamilton Ont $683,659, Centre de Recherche Inc Sainte-Foy Qué $158,400, J Richard Clague and Assoc Kleinburg Ont $66,007, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $77,697, Intertask Ltd Ottawa Ont $61,441, Maritime Marine Consul Rothesay N-B $50,680, Conseil national de recherches Ottawa Ont $99,859, Rose Technology Group Ltd Toronto Ont $71,178, Université d'Ottawa/Calgary Ottawa Ont $64,985, Viewscan Ltd Concord Ont $158,291.

Autres services $1,752,187—Alphatext Ottawa Ont $82,199, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $647,235, Datacrown Inc Willowdale Ont $114,096, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $171,463, Ourscan Group Inc Ottawa Ont $95,840, SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont $77,709.

PROGRAMME DES SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES—FONDS RENOUVELABLE DES SERVICES DE CONSTRUCTION $64,460,179

Services de comptabilité $3,733

Services d'informatique $62,413

Services techniques (y compris recherche) $54,591,687—AD-1 (After Design) SE Edmonton Alb $70,583, J Agi and Assoc Vancouver C-B $92,508, Ala Kantti Assoc Ottawa Ont $106,839, Albery Pullerits Dickson and Assoc Don Mills Ont $304,173, Archade Albert Architect Ltd Shediac N-B $1,645,603, Architects Four Ltd Moncton N-B $251,057, The Bae Group St John's T-N $134,390, J D Barnes Willowdale Ont $56,598, N K Becker and Associates Windsor Ont $76,906, Bregman and Hamann Don Mills Ont $163,443, R J Burnside and Assoc Orangeville Ont $50,102, Cantafio Kamiya Architect North Vancouver C-B $85,144, Carr and Donald and Associates Toronto Ont $103,887, CBCL Charlottetown Î-P-É $118,022, Cecon Ltd Gander T-N $95,650, Chandler Kennedy Dandy Edmonton Alb $52,459, Cheetham and Rattan Architect Régina Sask $74,084, CJP Architect New Westminster C-B $197,217, Clemann Large Patterson Ottawa Ont $59,255, The Coal Harbour Vancouver C-B $80,668, Cohos Evamy and Partners Calgary Alb $787,059, Coles Assoc Charlottetown Î-P-É $109,994, Conard Blanchette Architect Ltd Moncton N-B $103,887, Cook Culham Montgomery Pederson and Valentine Calgary Alb $240,504, Corner Brook Engineering Corner Brook T-N $66,158, W A Crandal and Associates Moncton N-B $171,546, Crang and Boake Inc Toronto Ont $456,579, Edward J Cuhaci Ottawa Ont $223,816, M M Dillon Ltd Willowdale Ont $89,867, Peter Dobbing Arch Ottawa Ont $79,854, Dominik Thompson Mallettee Proctor Cornwall Ont $152,004, Duchênes and Fish Neil and Gunter St John N-B $580,222, Ellis Don Ltd Willowdale Ont $3,716,357, Eng and Wright Partn Vancouver C-B $145,755, Epic Consulting Western Saskatoon Sask $79,110, Fairbanks Arch Nelson C-B $73,029, Fenco MacLaren Shawing Calgary Alb $52,847, R E Fennell Architect South Porcupine Ont $70,685, Ferguson Folstad Frigg Saskatoon Sask $587,902, Ferguson Simek Clark Régina Sask $75,455, Fluor Canada Ltd Calgary Alb $75,406, Friesen Rudy and Associates Winnipeg Man $71,139, FMS Engineers Calgary Alb $89,618, Gaboury EJ and Associates Winnipeg Man $237,569, Gavin and Savoie Architects Ltd Barthurst N-B $397,525, GBR and MMP Architects Winnipeg Man $638,610, Giffels Associates Ltd Etobicoke Ont $51,401, Goodkey Weedmark and Assoc Ottawa Ont $121,024, Govan Kaminker Keenleyside Wilson Milne Praetonus Slavenwhite Stevenson Architects Scarborough Ont $66,205, Gugula Smedley and Barbau Architects Sault Ste Marie Ont $123,770, Hansed Eng Ltd Vancouver C-B $98,558, Harland Associates Charlottetown Î-P-É $175,755, Helmer Assoc Ottawa Ont $121,328, ID Engineering Co Winnipeg Man $166,390, Ikoy Winnipeg Man $316,309, Johnson Sustronk Weinstein and Assoc Toronto Ont $89,912, Killick Metz Bowen Vancouver C-B $95,646, Lafontaine Cowie Buratto and Associates Windsor Ont $78,125, Lamarcon Inspect Serv Burnaby C-B $55,072, Landry Gauthier Lefebvre Ottawa Ont $64,703, B H Levelton and Assoc Vancouver C-B $97,943, The LM Architectural Group Winnipeg Man $257,825, MacDonald Cockburn McFeetors Winnipeg Man $222,535, MacFawn and Rogers Architects Halifax N-É $343,931, John M MacLaren Management Ltd Moncton N-B $50,000, MacLaren Plan Search Ltd Halifax N-É $62,091, Marenco Engineering Ltd Charlottetown Î-P-É $71,218, Marshall Macklin Monaghau Don Mills Ont $101,288, McDougal Architect Calgary Alb $58,329, McKee Lockhart and Assoc Ottawa Ont $58,879, Mid Ocean Engineering St John's T-N $116,924, Mill and Ross Architects Kingston Ont $55,974, J M Mulligan Edmonton Alb $99,797, Nfld Design Associates Ltd St John's T-N $218,408, Nolan Davis and Associates Moncton N-B $50,084, Frank Noseworthy and Partners Ltd St John's T-N $65,837, North American Turbote Montréal Qué $82,151, Number Ten Arch Group Winnipeg Man $190,472, Ogilvie and Hogg Arch Ottawa Ont $860,166, C C Parker Consult Ottawa Ont $79,242, R J Pickett and Associates Riverview N-B $160,736, Pye and Richards Arch Ottawa Ont $86,000, Raines Finlayson Barre Calgary Alb $1,163,794, Ranta and Tett Architects Toronto Ont $244,143, Reid Crowther and Partner Saskatoon Sask $80,000, F J Reinders and Associates Canada Ltd Brampton Ont $50,000, Reid Crowther and Partners Ltd Calgary Alb $569,114, J L Richards and Associates Ottawa Ont $112,192, R&D Engineering Winnipeg Man $58,755, Grant Robertson Architect Cobourg Ont $99,087, Royal Bank of Canada Moncton N-B $534,750, D Perry Short Architect Sault Ste Marie Ont $455,999, Sims and Gavel Ltd Sydney N-É $73,530, Stanley and Sheppard Ltd St John's T-N $65,274, Stanley Associates Eng Edmonton Alb $125,000, Stone and Webster Canada Ltd Toronto Ont $502,294, Strechesen Katz Winnipeg Man $58,241, Swan Wooster Eng Vancouver C-B $104,847, Tielker and Sim Arch Vancouver C-B $86,895, Townend Stefura Baleshta and Nicholls Architects Sudbury Ont $282,283, The Unecon Partnership Vancouver C-B $300,067, Underwood McLellan Ltd Calgary Alb $1,253,482, Régina Sask $121,712, Winnipeg Man $194,654, Wade Williams Partn Victoria C-B $485,933, W L Wardrop 8 Associates Thunder Bay Ont $60,884, William McCready Arch Vancouver C-B $81,036, Wood Banani and Assoc Ottawa Ont $90,626, Young Wright Architect Thunder Bay Ont $71,711, Yuan Saint-Denis Arch Ottawa Ont $55,413.

Services de santé et de bien-être $2,368

Services juridiques $784,812

Services de protection $1,219,565—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $290,282, Canadian Protection Services Don Mills Ont $112,752, Dominion Electric Prot Toronto Ont $68,091, Les Services de Prot Montréal Qué $107,653, Universal Alarms Ottawa Ont $73,983.

Services scientifiques (y compris recherche) $1,499,770—Handy and Associates (1978) Edmonton Alb $60,558.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $9,537

Autres services professionnels $762,707—Buchan Lawton Parent Ltd Gloucester Ont $59,418, Dome Petroleum Ltd Calgary Alb

TRAVAUX PUBLICS—*Suite*

$95,000, John Stuart Cauley Arch Weston Ont $62,952, Sheaff and Assoc Engineering Manotick Ont $51,720, Swan Wooster Engineering Vancouver C-B $64,539.

Autres services $5,523,587—Canada Catering Toronto Ont $1,282,474, Canada Capital Building Service Vanier Ont $169,430, Arthur James Child Hamilton Ont $130,000, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $122,426, Modern Building Cleaning Ottawa Ont $214,668, Mosaic Chemical Corp Mississauga Ont $167,541, Provincial Sanitation Kitchener Ont $115,157, Tricil Ltd Ottawa Ont $175,049.

PROGRAMME DU LOGEMENT—EXPLOITATION ET ENTRETIEN $66,639,471

Services de comptabilité $192,367—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $63,413.

Services d'informatique $54,884

Services techniques (y compris recherche) $2,574,518—Bobrow and Fieldman Ottawa Ont $406,756, Forest Bodrug and Assoc Ottawa Ont $285,841, Landry Gauthier and LeFebvre Ottawa Ont $60,732, Sutton and Bell Assoc Toronto Ont $498,229.

Services de santé et de bien-être $269

Services juridiques $105,414

Services de protection $9,755,272—Corps canadiens des commissionnaires Ottawa Ont $6,130,857, Dom Electric Protective Toronto Ont $87,057, National Protective Service Ottawa Ont $408,938, Pinkerton's of Canada Ottawa Ont $483,704, Les Services de Protection Montréal Qué $404,984.

Services scientifiques (y compris recherche) $14,514

Enseignement et formation—Fonctionnaires $363,137—Algonquin College Ottawa Ont $63,000.

Autres services professionnels $918,222—Engineering Interface Willowdale Ont $74,752, Peat Marwick and Partners Ottawa Ont $62,251, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $93,403.

Autres services $52,660,874—Abatic Consulting Services Ottawa Ont $99,582, Ability Janitorial Services Ottawa Ont $210,548, Able Building Maintenance Aldergrove C-B $55,095, Adga Ltd Ottawa Ont $102,867, Advance Cleaning Service Régina Sask $86,400, Allied Cleaning Service Calgary Alb $61,766, The Ambassador Building Maintenance Windsor Ont $116,187, Art Clean Maintenance Ottawa Ont $67,170, Athens Building Cleaning Ottawa Ont $82,455, Atlas Building Cleaning Toronto Ont $65,294, AVS Building Cleaning Ottawa Ont $93,955, Bonanza Building Co Ottawa Ont $109,246, Bordeaux Maintenance Service (Maritime) Ltd Moncton N-B $108,739, Bradson Personnel Services Ottawa Ont $101,314, BT Floor Service Mississauga Ont $162,826, Tom Bursey St John's T-N $238,188, Canada Capital Building Service Vanier Ont $539,802, Canada Systems Group Ottawa Ont $2,214,038, Canada's Capital Building Vanier Ont $397,702, Corps canadien des commissionnaires Edmonton Alb $58,898, Capital City Maintenance Ottawa Ont $225,183, Charette's Tropical Plants Ottawa Ont $148,847, Clarkes Trucking St John's T-N $371,974, Clean-View Janitorial Ottawa Ont $1,179,397, Cleanway Building Maintenance Scarborough Ont $175,666, Commercial Building Cleaning Régina Sask $53,655, Comtek Datasystems Ltd Ottawa Ont $355,628, Culubia 82 Building Cleaning Ottawa Ont $190,712, Datacap Ltd Ottawa Ont $507,733, Datacrown Inc Willowdale Ont $57,313, Deluxe Cleaning Service Victoria C-B $112,905, DMR and Associates Ottawa Ont $213,995, Double MM Janitorial Service London Ont $99,205, Dustmoon Maintenance Nepean Ont $122,854, Les Entreprises de Nettoyages Gatineau Qué $83,043, Evripos Building Cleaning Ottawa Ont $197,478, Faro's Interior Maintenance Ottawa Ont $136,327, Federated Building Maintenance Toronto Ont $578,450, Gaillind Maintenance Ajax Ont $118,978, Jacques Galipeau Ottawa Ont $74,059, General Cleaning St John's T-N $191,388, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $848,810, Ottawa Ont $194,308, Grants Janitor Services Fredericton N-B $60,381, Greek Star Building Cleaning Ottawa Ont $331,596, Guarantee Co Ottawa Ont $56,749, Hartt and Page Ltd Ottawa Ont $69,158, Hexagon Computer Systems Ottawa Ont $63,800, High Country Paving Ltd Calgary Alb $59,945, The Hunt Brothers Ltd Peterborough/Belleville Ont $107,866, IBM Toronto Ont $116,836, Jensen International Ottawa Ont $56,793, Bruce Jensen Nurseries Ottawa Ont $66,111, Kalon and Co Inc Pickering Ont $338,105, Kings Northern Cleaning Thunder Bay Ont $192,059, Lemex and Assoc Ltd Ottawa Ont $102,670, London Floor Service London Ont $67,140, MA Independent Building Ottawa Ont $95,870, Maple Green Toronto Ont $68,796, McDonald Brisson Ottawa Ont $363,988, Metcalfe Realty Company Ottawa Ont $290,677, Metropolitan Maintenance London Ont $51,182, MJK Maintenance Ltd Ottawa Ont $186,609, Modern Building Cleaning Cornwall Î-P-É $91,301, Modern Building Cleaning Fredericton N-B $224,512, Modern Building Cleaning Division London/Sudbury Ont $310,401, Modern Building Cleaning Saskatoon Sask $103,291, Montcalm Window Cleaning Pointe-Gatineau Qué $79,516, Moonlight Building Maintenance Richmond C-B $133,365, MP Building Cleaning Ottawa Ont $185,337, M/R Janitorial Vancouver C-B $51,235, North York Maintenance Toronto Ont $988,485, Otis Elevator Co Ltd Toronto Ont $78,778, Ottawa and District Assoc Ottawa Ont $90,747, Oxford Building Co Ltd Winnipeg Man $505,875 Oxford Building Maintenance London Ont $105,683, Pacific Building Maintenance Richmond C-B $559,394, Pacific Building Maintenance Ltd Calgary Alb $177,494, Peat Marwick and Partners Ottawa Ont $2,242,412, Polar Construction St John's T-N $40,120, Popular Landscaping Surrey C-B $61,584, Prime Building Maintenance Delta C-B $81,516, Pritchard Building Services Edmonton Alb $98,542, Scarborough Ont $478,316, Winnipeg Man $161,061, Professional and Personnel Services St John's T-N $123,617, PSS Building Cleaning Ottawa Ont $206,907, Rapid Construction and Maintenance Toronto Ont $81,184, Reliable Window Cleaners Sudbury Ont $54,062, Rose Building Maintenance Edmonton Alb $249,385, Sales Data System Ltd Ottawa Ont $165,403, Satellite Street Sweep Markham Ont $66,153, Service de Nettoyage Gatineau Qué $56,579, Les services sanitaires Hull Qué $74,199, Service Star Building Ottawa Ont $459,512, ServPro Cleaning Calgary Alb $91,093, Silico Computer System Nepean Ont $270,290, Somapro Ltée Montréal Qué $103,613, Star Top Building Cleaning Ottawa Ont $70,399, Stationnement Métropole Montréal Qué $241,043, Systemhouse Inc Ottawa Ont $877,393, Tricil Ottawa Ont $455,466, Valley Caterers Arnprior Ont $66,235, Veritacq Technology Inc Ottawa Ont $289,207, VS Services Toronto Ont $57,253, Western Building Cleaning Winnipeg Man $70,340, White Stow Cleaning Service Hamilton Ont $54,207, Zenith Vanier Ont $60,305.

PROGRAMME DU LOGEMENT—CAPITAL $15,694,768

Services d'informatique $41,347

Services techniques (y compris recherche) $14,186,508—Adamson Associates Toronto Ont $161,351, Allward and Gouinlock Don Mills Ont $908,233, Blais Bélanger Ouellet Reeves Chartrand Frappier Montréal Qué $577,114, Clemann Large Patterson Ottawa Ont $86,081, Dallaire Brassard et Assoc Jonquière Qué $199,307, DeLeuw-Angus Ottawa Ont $186,692, DeLeuw-Angus Consult Ottawa Ont $96,704, Dery Blouin et Ass St-Romuald Qué $190,600, Desiderum Inc Oakton Va É-U $63,408, Design Workshop NB Ltd Moncton N-B $267,444, Disegno Interior Cons Ottawa Ont $106,115, Elide Albert Architect Ltd Moncton N-B $105,868, Giffels Associates Ltd Toronto Ont $227,076, Graham Bacon Welter Thunder Bay Ont $97,653, Helyar and Associates Toronto Ont $67,768, Hooper and Angus Associates Ltd Toronto Ont $97,957,

TRAVAUX PUBLICS—*Fin*

Joint Venture of Henriquez and Partners and Toby Russell Buckwell Vancouver C-B $471,611, Labelle Marchand Geoffroy Blais Bélanger Montréal Qué $3,487,630, Jacques W Laroche Châteauguay Qué $72,761, Larose Laliberté Petrucci Webb Zerafa Menkes Housden Montréal Qué $224,823, E A Leslie and Associates Willowdale Ont $66,783, Lithwick/Johnston Ottawa Ont $56,179, The LM Architectural G Ottawa Ont $371,478, Mathers and Haldenby Toronto Ont $64,652, McKee Lockhard and Assoc Ottawa Ont $64,900, Moriyama and Teshima Architects Toronto Ont $465,425, Neil and Gunter Halifax N-É $181,504, Ogilvie and Hogg Ottawa Ont $98,105, Ojolik and Sperry Sydney N-É $204,105, Parkin Partnership Toronto Ont $65,000, Raines Finlayson Barre Calgary Alb $110,243, Shore Tilbe Henschel Irwin Peters Toronto Ont $415,670, David Spearing and Assoc Nanaimo C-B $85,367, Sperry Associates Dartmouth N-É $261,375, Toby Russel Buckwell Vancouver C-B $427,667, Townend Stefurg Baleskta and Nicholls Architects Sudbury Ont $119,662, J Douglas Wilson Assoc Toronto Ont $85,876, Wood Banani and Assoc Ottawa Ont $60,275.

Services juridiques $79,245

Services de protection $34,762

Services scientifiques (y compris recherche) $221,313—Warnock Hersey Profess Lasalle Qué $117,436.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $2,448

Autres services professionnels $301,945—George Downing Estate Calumet Qué $59,786.

Autres services $827,200—Gouvernement du Canada—Approvisonnements et Services Canada Ottawa Ont $70,287.

PROGRAMME DES TRAVAUX MARITIMES—EXPLOITATION ET ENTRETIEN $565,138

Services d'informatique $34,500

Services techniques (y compris recherche) $57,517

Services de santé et de bien-être $1,870

Services de protection $190,945—Corps des commissionnaires de C-B Victoria C-B $163,852.

Services scientifiques (y compris recherche) $3,499

Enseignement et formation—Fonctionnaires $13,459

Autres services professionnels $71,612

Autres services $191,736

PROGRAMME DES TRAVAUX MARITIMES—CAPITAL $521,805

Services techniques (y compris recherche) $334,558—Ker Priestman and Assoc Victoria C-B $77,418.

Services de protection $560

Services scientifiques (y compris recherche) $29,863

Autres services professionnels $46,764

Autres services $110,060—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $55,529.

PROGRAMME DE LA VOIRIE ET AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE—EXPLOITATION ET ENTRETIEN $626,665

Services de comptabilité $10,141

Services techniques (y compris recherche) $454,116

Services juridiques $44

Services de protection $32,245

Enseignement et formation—Fonctionnaires $775

Autres services professionnels $45,778

Autres services $83,566—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $63,184.

PROGRAMME DE LA VOIRIE ET AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE—CAPITAL $1,455,984

Services techniques (y compris recherche) $1,339,174—Associated Engineering Edmonton Alb $83,417, DeLeuw Cather Western Ltd Edmonton Alb $112,171, Gord Don Trucking Ltd Port Hardy C-B $187,672, Lombard North Group Calgary Alb $115,848, Reid Crowther and Partners Ltd Edmonton Alb $202,613, Underwood McLellan Ltd Whitehorse TY $56,610.

Services juridiques $27,262

Services de protection $59

Services scientifiques (y compris recherche) $5,150

Autres services $84,339

PROGRAMME DE GESTION ET D'AMÉNAGEMENT FONCIERS—EXPLOITATION ET ENTRETIEN $980,931

Services de comptabilité $19,072

Services d'informatique $18,410

Services techniques (y compris recherche) $282,657—Verhaegan and Bezaire Ltd Windsor Ont $54,762.

Services juridiques $123,679—Soloway Wright Houston Ottawa Ont $100,558.

Services de protection $183,263—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $65,784.

Services scientifiques (y compris recherche) $15,467

Enseignement et formation—Fonctionnaires $7,222

Autres services professionnels $87,553

Autres services $243,608

PROGRAMME DE GESTION ET D'AMÉNAGEMENT FONCIERS—CAPITAL $1,014,672

Services d'informatique $9,980

Services techniques (y compris recherche) $945,697—Anderson Associates Ltd Willowdale Ont $66,684.

Services juridiques $1,621

Services scientifiques (y compris recherche) $37,540

Autres services professionnels $5,792

Autres services $14,042

PROGRAMME DES SUBVENTIONS AUX MUNICIPALITÉS $49,242

Services techniques (y compris recherche) $267

Services juridiques $104

Enseignement et formation—Fonctionnaires $5,528

Autres services $43,343

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE $37,215,534

Ministère $36,889,952

Services de comptabilité $2,762,211—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $2,642,452.

Services d'informatique $3,513,816—ACO Group Ottawa Ont $61,867, B J Giles & Associates Ltd Ottawa Ont $69,266, Canada Systems Group Ottawa Ont $645,992, Cognos Incorporated Ottawa Ont $160,942, Comtek Datasystems Ltd Ottawa Ont $51,160, Dynakey Corporation Ottawa Ont $329,556, DPA Consulting Ottawa Ont $50,003, Michael Eagen Ottawa Ont $55,000, Goss Gilroy & Associates Ltd Ottawa Ont $53,013, HST Information Systems Ltd Ottawa Ont $66,640, Hartt & Page Ltd Ottawa Ont $122,781, L'Industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué $115,045, Massachusetts Institute of Technology Cambridge Mass É-U $51,087, Microtime Inc Nepean Ont $70,787, Ourscan Group Inc Ottawa Ont $63,500, RES Policy Research Inc Ottawa Ont $79,075, SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont $792,467, Silico Computer Systems Ltd Nepean Ont $130,534, Ultracom Consulting Services Ltd Ottawa Ont $456,939, Veritaaq Inc Ottawa Ont $71,230.

Services techniques (y compris recherche) $14,554

Services juridiques $189,612—Goodman and Goodman Toronto Ont $159,167.

Services de protection $572,872— Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $572,872.

Services scientifiques (y compris recherche) $115,624—Frank Maine Consulting Ltd Guelph Ont $70,000.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,044,352—Ottawa Centre for Applied Management Ottawa Ont $123,226, Commission de la Fonction publique Canada Ottawa Ont $356,729.

Autres services professionnels $15,128,063—Adviesbureau Hollander in Van der Mey La Haye Pays-bas $51,863, Aerospace Industries Association Ottawa Ont $71,768, Atlantic Associates Paris France $51,262, Aviation Planning Services Ltd Montréal Qué $61,666, Peter Barnard Associates Ltd Toronto Ont $80,000, Berger & Associates Inc Toronto Ont $81,000, Business Services Inc Chicago Ill É-U $409,883, CAD/CAM Association Montréal Qué $138,360, Canada Newswire Ltd Toronto Ont $77,533, Canadian Consortium UK Londres Angleterre $68,760, Canadian Facts Ottawa Ont $105,000, Canadian Textiles Institute Montréal Qué $74,626, Carlson Rockey & Associates Inc Los Angeles Calif É-U $109,000, New York NY É-U $81,750, Currie Coopers & Lybrand Montréal Qué $325,874, Aaron D Cushman & Associates Inc Chicago Ill É-U $104,000, L J D'Amore & Associates Ltd Montréal Qué $113,912, DMR and Associates Halifax N-É $86,408, Dun & Bradstreet Canada Ltd Toronto Ont $60,764, Ernst & Whinney Toronto Ont $54,800, Société du crédit agricole Canada Ottawa Ont $341,272, Banque fédérale de développement Halifax N-É $70,211, Fulfillment Consultants Ltd Sussex Angleterre $82,600, Fullerton Sherwood Engineering Ltd Ottawa Ont $81,410, Goodman and Carr Toronto Ont $75,000, Goss Gilroy & Associates Ltd Ottawa Ont $83,735, James F Hickling Management Consultants Ltd Ottawa Ont $120,166, Krisam Group Inc Washington DC É-U $114,128, Leipziger & Partner Public Relations Frankfurt Allemagne de l'ouest $69,000, Arthur D Little of Canada Ltd Toronto Ont $66,020, Manitoba Keewatinowi Okimakanak Inc Thompson Man $73,672, Manitoba Metis Federation Inc Winnipeg Man $73,067, Marshall Fenn Ltd Toronto Ont $200,956, D McRae Winnipeg Man $62,728, Media Tapes & Transcripts Ltd Ottawa Ont $58,163, Murray Nicholas & Associates Ltd Ottawa Ont $56,975, Barry Newman Associates Surrey Angleterre $124,300, Ozma Public Relations Co Ltd Tokyo Japon $78,960, Peat Marwick Mitchell & Co Toronto Ont $110,347, Policy Concepts Toronto Ont $58,016, Price Waterhouse & Associates Toronto Ont $118,000, Vancouver C-B $199,151, Travaux publics Canada Ottawa Ont $200,000, RAIC Research Corporation Ottawa Ont $80,857, Dennis Ritzou Public Relations Sydney Australie $54,000, SRI International Menlo Park Calif É-U $155,800, Statistique Canada Ottawa Ont $864,079, Stuart Hulse Associates Ltd Londres Angleterre $66,975, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $2,280,598, TES Contract Services Inc Ottawa Ont $132,237, The Canada Consulting Group Inc Ottawa Ont $50,000, The Innovation & Entrepreneurial Management Corp Toronto Ont $202,640, The Tourism Industry Association of Canada Ottawa Ont $254,750, Thorne Stevenson & Kellogg Montréal Qué $180,000, Touche Ross & Partners Ottawa Ont $87,000, Touristik-Dienst Bischofsheim Allemagne de l'ouest $85,152, Ward Mallette Management Consultants Toronto Ont $70,932, Warwick & Associates Toronto Ont $76,864.

Autres services $13,548,848—Barbara Personnel Inc Ottawa Ont $181,678, Bradson Personnel Services Ottawa Ont $284,055, Canada Systems Group Ottawa Ont $488,850, Centre de photographie du gouvernement canadien Ottawa Ont $177,658, Data Resources Inc Toronto Ont $164,963, Dataline Inc Toronto Ont $95,927, Dun & Bradstreet Canada Ltd Toronto Ont $98,578, Dynakey Corporation Ottawa Ont $230,980, Edmonton Convention & Tourism Authority Edmonton Alb $50,000, Federal Business Development Bank Vancouver C-B $191,167, Nicole Giguère et Cie Montréal Qué $149,553, Harrington Ottawa Ont $124,354, Intertask Ltd Ottawa Ont $81,547, Kelly Services Ltd Toronto Ont $69,440, Les Services de Gestion Quantum Ltée Montréal Qué $132,561, L'Industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué $4,206,178, Morningstar Communications Winnipeg Man $85,065, Office national du film Montréal Qué $970,715, Norrell Temporary Services of Canada Inc Toronto Ont $78,095, Office Overload Ottawa Ont $74,398, Peat Marwick Mitchell & Co Toronto Ont $63,143, Selective Placements (Ottawa) Ltd Ottawa Ont $52,475, Staffing Consultants Toronto Ont $113,626, Statistique Canada Ottawa Ont $256,822, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $3,216,097 The 500 Ottawa Ont $315,970, TES Contract Services Inc Toronto Ont $228,127, Victor Temporary Services Ottawa Ont $377,997.

Agence d'examen de l'investissement étranger $325,582

Services d'informatique $6,307

Services juridiques $70,093

Services de protection $19,711

Enseignement et formation—Fonctionnaires $22,258

Autres services professionnels $135,998—The Sherwood Communications Group Ltd Toronto Ont $85,000.

Autres services $71,215

SCIENCES ET TECHNOLOGIE $55,427,796

Département d'État $695,486

Services de comptabilité $22,951

Services d'informatique $54,554

Services scientifiques (y compris recherche) $162,699—Université de Toronto Toronto Ont $100,000.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $13,184

Autres services professionnels $132,433

Autres services $309,665—Conseil des sciences du Canada Ottawa Ont $87,308.

SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

Conseil national de recherches du Canada $52,488,455

PROGRAMME DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES $48,588,746

Services de comptabilité $207,732—Ernst & Whinney Ottawa Ont $89,800.

Services d'informatique $492,141—Université de Calgary Calgary Alb $232,726.

Services techniques (y compris recherche) $8,315,049—Adga Ottawa Ont $1,856,248, Bristol Aerospace Ltd Winnipeg Man $558,744, Canadian Astronautics Ltd Ottawa Ont $58,850, Freeman Fox and Partners Westminster Londres Angleterre $156,800, Hierogam Assoc Ltd Ottawa Ont $158,710, Hightech Canada Ltd Ottawa Ont $931,255, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $380,047, Precision Machine & Eng Ltd Perth Ont $63,756, S E D Systems Inc Saskatoon Sask $967,006, Spar Aerospace Ltd Weston Ont $1,509,580, Spar Aerospace Ltd Ste-Anne-de-Bellevue Qué $319,526, Stelco Inc Montréal Qué $196,665, T D Overhill Engineering Ltd Ottawa Ont $186,539, University of Arizona Leecson Ariz É-U $134,980, Université de Calgary Calgary Alb $65,181, W R Davis Eng Ottawa Ont $82,550.

Services de santé et de bien-être $3,348

Services juridiques $210

Services de protection $1,062,371—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $966,923, Central Investigation & Society Agency Ltd Montréal Qué $52,445.

Services scientifiques (y compris recherche) $1,224,290—Ontario Research Foundation Mississauga Ont $116,487, York University Downsview Ont $115,684.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $39,394

Enseignement et formation—Fonctionnaires $503,987—Université de Toronto Toronto Ont $176,277.

Autres services professionnels $29,663,233—Acadian Seaplants Ltd Dartmouth N-É $239,776, Acres Consulting Service Ltd Toronto Ont $96,116, Adecon Energy Systems Inc Ottawa Ont $281,361, Alan Seymour Toronto Ont $52,403, Alberta Research Council Edmonton Alb $151,062, Allen-Drerup-White Ltd Toronto Ont $94,774, Aquanumerics Inc Waterloo Ont $79,150, Arctec Nfld Ltd St John's T-N $94,432, Atlantic Industrial Research Institute Halifax N-É $58,394, A D Plating & Electroforming Hamilton Ont $52,909, A L Burwash Consulting Ltd Calgary Alb $50,825, A-Cubed Inc Mississauga Ont $82,000, Ballard Technologies Co N Vancouver C-B $94,256, Bioquest International Inc Winnipeg Man $86,487, Blue Mountain Pottery Ltd Collingwood Ont $97,760, BM Hi-Tech Inc Collingwood Ont $65,417, B A Tripp & Associates Ltd Orangeville Ont $73,473, B C Hydro & Power Authority Surrey C-B $250,000, B C Research Council Vancouver C-B $72,934, B H Levelton & Associates Vancouver C-B $83,162, Cambrian Processes Mississauga Ont $124,549, Canadair Ltd Montréal Qué $88,744, Canadian Astronautics Ltd Ottawa Ont $59,419, Canadian Standards Association Rexdale Ont $107,416, Canatom Dr Barbone Montréal Qué $307,301, Carleton University Ottawa Ont $283,691, Centre de recherche industrielle du Québec Ste-Foy Qué $183,184, Centre de recherche Noranda Pte-Claire Qué $94,062, Chemetics International Ltd Vancouver C-B $200,909, Clearwater Lobsters Ltd Bedford N-É $65,702, Concord Scientific Corp Downsview Ont $262,253, Connaught & Laboratories Ltd Willowdale Ont $1,114,829, Corona Vacuum Coaters Inc Vancouver C-B $113,862, Currie Coopers & Lybrand Ottawa Ont $96,000, C Yan Netten Ruskin C-B $52,230, C I P Inc Gatineau Qué $63,000, Dalhousie University Halifax N-É $162,732, Daychem Laboratory Fairborn Ohio É-U $153,191, DMR & Associates Ottawa Ont $89,803, Dobrocky Sestech Ltd Sidney C-B $107,738, D A F Indal Ltd Mississauga Ont $143,744, D S M A Atcon Ltd Toronto Ont $55,840, École Polytechnique de Montréal Montréal Qué $83,573, Econotech Services Ltd New Westminster C-B $70,363, Enchem Development Ltd Vancouver C-B $586,458, Energy Research Corp Montréal Qué $68,400, Enermodal Eng Ltd Waterloo Ont $84,646, Entropy Control Ltd Thornhill Ont $68,728, Ernst & Whinney Toronto Ont $65,239, E J Fajaci & Associates Ltd Winnipeg Man $67,543, Pêches et Océans Ottawa Ont $113,665, Forest Machinery Co Dundas Ont $114,712, Forintek Canada Corporation Ottawa Ont $104,574, Frank Maine Consulting Ltd Guelph Ont $73,469, Gastops Ltd Ottawa Ont $223,927, Gouvernement de T-N St John's T-N $984,598, G I D Ltd ville de Québec Qué $58,182, Hawes & Wight Ltd Pte-Claire Qué $62,044, Huntec (70) Ltd Scarborough Ont $721,791, Hyd-Mech Engineering Ltd Woodstock Ont $251,318, Indescor Hydrodynamics Concord Ont $170,883, Infrared Photo Ltd Ottawa Ont $90,451, Institut de recherche de l'Hydro-Québec Varennes Qué $68,294, Institute for Hydrogen Systems Mississauga Ont $125,935, IRAD Corporation Kanata Ont $51,890, I B E C Beck Analytical Services Mississauga Ont $96,273, I C A M Technology Pte-Claire Qué $58,811, I N R S Énergie Varennes Qué $272,579, James F Hickling Management Consultant Ltd Ottawa Ont $126,208, J C Bedard Transferts Ltd Ottawa Ont $95,962, J D Reed Machine Limited Brantford Ont $109,519, Kemic Bioresearch Lab Ltd Kentville N-É $57,922, Lenbrook Industries Ltd Scarborough Ont $81,426, Les industries Henri Mitchell Ltée Montréal Qué $82,157, L Jones & Assoc Inc Ottawa Ont $173,865, MacLaren Plansearch Services Ltd Edmonton Alb $260,910, Manitoba H V D C Research Center Winnipeg Man $249,254, McGill University Montréal Qué $543,678, McMaster University Hamilton Ont $123,929, Mechron Energy Ltd Ottawa Ont $79,946, Memorial University St John's T-N $53,056, Moniteq Ltd Concord Ont $175,221, Montreal Engineering Co Ltd Montréal Qué $257,494, MPB Technologies Inc Dorval Qué $319,640, Nenon Burlington Ont $94,964, Noranda Mines Ltd Pte-Claire Qué $633,869, Nordco Ltd St John's T-N $60,934, Norsun Manotick Ont $86,208, Nortec Solar Industries Inc Manotick Ont $216,832, Nova Energy Ltd Dartmouth N-É $172,442, Nova Scotia Research Foundation Corp Dartmouth N-É $54,985, N B Research & Productivity Council Fredericton N-B $68,072, Ontario Hydro Toronto Ont $60,761, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $1,013,746, O B O E Engineering Ltd Ottawa Ont $76,624, Parker Design Ltd Whitby Ont $76,026, Peter Ward & Associates Ltd Vancouver C-B $67,751, Petro Sun Inc Longueuil Qué $162,421, Queen's University à Kingston Kingston Ont $232,145, Resource Ventures Inc Charlottetown Î-P-É $118,981, Saskatchewan Research Council Saskatoon Sask $89,129, Scotia Liquicoal Ltd Halifax N-É $62,656, Seneca College of Applied Arts North York Ont $73,106, Silonex Inc Montréal Qué $98,865, Simon Fraser University Burnaby C-B $140,188, Society of Manufacturing Engineers Windsor Ont $68,926, Solar Applications & Research Ltd Vancouver C-B $54,084, Solar Systems Industries Ltd Richmond C-B $148,464, Solartech Ltd Toronto Ont $51,049, Solevay Energy Corp Vancouver C-B $59,971, Soltrac Inc Lachine Qué $66,183, Spar Aerospace Ltd Weston Ont $886,829, Spectranac Power Conversion Systems Inc Mississauga Ont $482,234, Standard Aero Ltd Winnipeg Man $80,000, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $61,912, Swedish Maritime Goteberg Suède $149,662, Technical University of Nova Scotia Halifax N-É $159,001, Thermactive Systems Corp Hudson Qué $151,692, Town of Edson Edson Alb $95,000, TPK Solar Systems Inc Nepean Ont $86,482, Transports Canada Ottawa Ont $110,000, T A Croil Assoc Ltd Toronto Ont $61,158, T E S Ltd Ottawa Ont $319,649, Uniroyal Ltd Guelph Ont $256,445, Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué $189,410, Université de l'Alberta Edmonton Alb $108,651, Université de: C-B Vancouver C-B $369,526, Calgary Calgary Alb $152,471, Guelph Guelph Ont $111,199, Laval Ste-Foy Qué $201,011, Ottawa Ottawa Ont $311,644, Saskatchewan Saskatoon Sask $267,590, Toronto Toronto Ont $266,507, Waterloo Waterloo Ont $636,141, Western Ontario London Ont $547,255, Watershed Energy Systems Ltd Toronto Ont $105,903, Welding Institute of Canada Oakville Ont $283,731, W L

SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Fin*

Wardrop Associates Ltd Winnipeg Man $93,065, W R Davis Engineering Ottawa Ont $327,048.

Autres services $7,076,991—Allied Maintenance Services Halifax N-É $54,077, Centre de la photographie du gouvernement canadien Ottawa Ont $227,094, Carleton University Ottawa Ont $247,205, Control Data Canada Ltd Mississauga Ont $66,828, Crawley & McCracken Co Ltd Montréal Qué $126,500, DMR & Associates Ottawa Ont $364,073, Environnement Canada Downsview Ont ($85,956), Les 500 services de sélection Montréal Ltée Montréal Qué $52,204, MacDonald & Brisson Personnel Services Ottawa Ont $55,056, Management and Planning Software Group Inc Willowdale Ont $104,419, Modern Building Cleaning Saskatoon Sask $65,101, Modern Cleaning Services Ottawa Ltd Ottawa Ont $743,135, Conseil national de recherches du Canada—Programme d'information scientifique et technique Ottawa Ont $243,216, Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie Ottawa Ont ($577,045), Travaux publics Canada Ottawa Ont $118,396, Service d'entretien d'édifice Allied Qué Inc Montréal Qué $57,000, Society of Manufacturing Engineers Windsor Ont $248,597, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $3,502,802.

PROGRAMME D'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE $3,899,709

Services d'informatique $160,909—Bibliothèque nationale du Canada Ottawa Ont $100,000.

Services techniques (y compris recherche) $4,968

Services scientifiques (y compris recherche) $15,370

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $3,729

Enseignement et formation—Fonctionnaires $18,634

Autres services professionnels $180,040—Sudershan Sehgal Ottawa Ont $87,000.

Autres services $3,516,059—Corona Vacuum Coaters Inc Vancouver C-B $60,720, Lehmann Bookbinding Ltd Waterloo Ont $81,976, Office national du film Ottawa Ont $347,289, Conseil national de recherches du Canada—Programme de recherches scientifiques et industrielles Ottawa Ont $2,044,492, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $118,385, Université de l'Alberta Edmonton Alb $131,942, Université de la Saskatchewan Saskatoon Sask $84,738.

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie $1,430,827

Services d'informatique $314,845—Maxima Computer Management Consultants Ltd Ottawa Ont $271,750.

Services de protection $414

Services scientifiques (y compris recherche) $165,112

Enseignement et formation—Fonctionnaires $3,672

Autres services professionnels $254,151—Currie Coopers and Lybrand Ottawa Ont $85,118.

Autres services $692,633—Gouvernement du Canada—Conseil national de recherches $325,111, MacDonald and Brisson Ottawa Ont $56,186.

Conseil des sciences du Canada $813,028

Services scientifiques (y compris recherche) $632,689

Enseignement et formation—Fonctionnaires $16,095

Autres services professionnels $83,188

Autres services $81,056

SECRÉTARIAT D'ÉTAT $34,746,301

Ministère $26,247,094

PROGRAMME D'ADMINISTRATION ET DES OPÉRATIONS RÉGIONALES $3,686,062

Services de comptabilité $97,854—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $97,854.

Services d'informatique $766,820—Canada Permanent Trust Company Toronto Ont $318,931, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $54,531, Fed System Cda Ottawa Ont $103,910, Synerlogic Ottawa Ont $62,294, Ultracom Consulting Services Ltd Ottawa Ont $117,355.

Services de protection $35,562

Enseignement et formation—Fonctionnaires $180,627—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $82,253.

Autres services professionnels $587,662—Canada Permanent Trust Company Toronto Ont $224,885.

Autres services $2,017,537—Datacrown Inc Willowdale Ont $524,474, DPA Consulting Ltd Ottawa Ont $66,931, Econosult Inc Montréal Qué $69,575, Ontario Institute for Studies in Education Toronto Ont $50,000, Peat Marwick Partners Ottawa Ont $60,675, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $266,474.

PROGRAMME DES LANGUES OFFICIELLES $10,255,813

Services de comptabilité $5

Services d'informatique $102,335

Enseignement et formation—Fonctionnaires $72,359

Autres services professionnels $209,637

Autres services $9,871,477—Barbara Personnel Inc Ottawa Ont $304,154, Brujac Communications Ottawa Ont $67,673, Canacom Inc Montréal Qué $167,506, Centre du Français d'Ottawa Inc Ottawa Ont $113,225, Compagnie de traduction universelle Montréal Qué $278,522, Craidig Kanata Ont $72,828, Datacrown Inc Willowdale Ont $238,137, Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $115,073, Infomart Toronto Ont $86,814, Jay Walsh Inc Ottawa Ont $56,388, Les Traductions Devinat Ltée Wilson's Corners Qué $52,045, Les Traductions Philippe Tanguay East Broughton Qué $64,897, Lexiconsult Inc Ottawa Ont $111,702, Métaphrase Inc Ottawa Ont $66,622, Osgoode Technical Translations Toronto Ont $384,721, Société Ardenn Inc Ottawa Ont $63,393, Société Eskenazi Inc Kenmore Ont $85,226, Société Gamma Inc Ottawa Ont $137,333, Statistique Canada Ottawa Ont $68,100, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $384,543, Termicar Ltée Aylmer Qué $69,190, Tradinter Inc Ottawa Ont $85,515, Traductions B et B 1978 Ltée Montréal Qué $388,179, Traductions Naperco Inc Montréal Qué $50,082, Traductor Montréal Qué $134,633, Transcomm Translation Inc Ottawa Ont $197,235, Translaw Inc Ottawa Ont $51,317, Conseil du Trésor Ottawa Ont $100,354.

PROGRAMME D'AIDE À L'ÉDUCATION $5,416,528

Services d'informatique $71,963—Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $65,600.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $10,095

Autres services professionnels $90,830—A W Johnson Ottawa Ont $58,316.

Autres services $5,243,640—Datacrown Inc Ottawa Ont $87,372, Datacrown Inc Willowdale Ont $441,012, Ministre des Finances

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Fin*

Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B $324,053, Ministre des Finances et de l'Industrie Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $242,090, Newfoundland Exchequer Account St John's T-N $126,090, Trésorier provincial de: Alberta Edmonton Alb $495,229, Manitoba Winnipeg Man $136,966, Nouvelle-Écosse Halifax N-É $284,040, Ontario Toronto Ont $1,477,973, Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $57,764, Saskatchewan Régina Sask $136,257, Statistique Canada Ottawa Ont $1,114,192.

PROGRAMME DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA CULTURE $6,888,691

Services de comptabilité $18,338

Services d'informatique $73,350

Services juridiques $22,786

Enseignement et formation—Fonctionnaires $34,015

Autres services professionnels $1,135,343—DPA Group Inc Vancouver C-B $100,000, Touche Ross and Partners Ottawa Ont $51,864.

Autres services $5,604,859—500 Selections Services Ottawa Ont $57,028, Ampleman Pyrotechnics Montréal Qué $160,039, Barbara Personnel Inc Ottawa Ont $50,053, Bradson Personnel Services Ottawa Ont $54,300, Société Radio-Canada Ottawa Ont $450,983, Datacrown Inc Ottawa Ont $326,000, Datacrown Inc Willowdale Ont $538,127, Hand Fireworks Inc Milton Ont $114,716, J Lemay Winnipeg Man $139,000, Movenpick Toronto Ont $81,639, Commission de la capitale nationale Ottawa Ont $150,000, Défense nationale Ottawa Ont $57,343, Public and Industrial Relations Ottawa Ont $58,462, Statistique Canada Ottawa Ont $85,974, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $488,767, Conseil du Trésor Ottawa Ont $192,897, Victor Temporary Services Ottawa Ont $80,349, Winnipeg Convention Centre Winnipeg Man $164,254.

Conseil consultatif de la situation de la femme $443,285

Services de comptabilité $12

Enseignement et formation—Fonctionnaires $10,550

Autres services professionnels $315,067

Autres Services $117,656

Commission de la Fonction publique $6,826,606

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE $5,682,017

Services d'informatique $657,967—ACS Associates Consulting Services Ottawa Ont $103,830, CGI Information Systems and Management Consultants Ottawa Ont $59,728, Metro Systems Inc Ottawa Ont $61,330, Systemhouse Inc Ottawa Ont $236,437, Ultracom Consulting Ottawa Ont $109,560.

Services de santé et de bien-être $62,503

Services de protection $293,692—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $214,436.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $30,481

Enseignement et formation—Fonctionnaires $2,447,252—Berlitz School of Languages Ottawa Ont $151,040, Memramcook Institute St-Joseph N-B $58,668, Mount Royal College Calgary Alb $62,760, Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $302,177, Université de Moncton Moncton N-B $530,705.

Autres services professionnels $787,545—Peat Marwick and Associates Ottawa Ont $61,006.

Autres services $1,402,577—K G Campbell Corporation Ottawa Ont $111,019, Approvisionnements et Services Hull Qué $446,647, Conseil du Trésor Ottawa Ont $120,000, The 500 Selection Service Ottawa Ont $143,334, Victor Temporary Services Ottawa Ont $71,676.

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE—FONDS RENOUVELABLE DU PERFECTIONNEMENT ET DE LA FORMATION DU PERSONNEL $1,144,589

Services d'informatique $46,735

Services de protection $95,629

Enseignement et formation—Fonctionnaires $647,208—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $62,170.

Autres services professionnels $177,647—Conseil du Trésor Ottawa Ont $56,356.

Autres services $177,370

Conseil de recherches en sciences humaines $574,253

Services de comptabilité $32,257

Services d'informatique $79,030—Systemhouse Ltd Ottawa Ont $79,030.

Services de protection $16,062

Enseignement et formation—Fonctionnaires $41,385

Autres services professionnels $177,504

Autres services $228,015

Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice $655,063

Enseignement et formation—Fonctionnaires $19,660

Autres services professionnels $591,748—Harbourfront Corporation Toronto Ont $100,000, University of Guelph Guelph Ont $112,000.

Autres services $43,655

DÉVELOPPEMENT SOCIAL $188,680

Services de protection $1,657

Enseignement et formation—Fonctionnaires $23,336

Autres services professionnels $92,372

Autres services $71,315

SOLLICITEUR GÉNÉRAL $133,305,555

Ministère $5,009,011

PROGRAMME D'ADMINISTRATION $5,009,011

Services de comptabilité $142,837

Services d'informatique $166,587—Midland Microcomputers Ottawa Ont $64,937, Ourscan Ltd Ottawa Ont $59,670.

Services juridiques $48,884

Services de protection $244,439—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $244,439.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $112,062

Autres services professionnels $2,184,499—Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont $151,496, The Research Group Toronto Ont $175,073, Thorne Riddell Chartered Accountants Ottawa Ont

SOLLICITEUR GÉNÉRAL—*Suite*

$68,276, Simon Fraser University Burnaby C-B $67,848, Statistique Canada Ottawa Ont $178,000.

Autres services $2,109,703—Barbara's Office Personnel Services Ottawa Ont $173,203, Miss Hall's Personnel Services Ottawa Ont $106,812, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $290,492, Statistique Canada Ottawa Ont $70,834, Synergistics Consulting Toronto Ont $118,540.

Service correctionnel $83,951,652

Services de comptabilité $18,736

Services de santé et de bien-être $28,500,627—Agence Sociale Spécialisée de Hull Hull Qué $152,212, Alberta Seventh Step Society Calgary Alb $100,137, Alberta Solicitor General Edmonton Alb $170,254, Alcohol and Drug Dependency Commission Fredericton N-B $92,046, Alcohol and Drug Problem Institute Charlottetown Î-P-É $62,616, Allied Indian and Metis Society Vancouver C-B $140,162, Alta 7th Step Society Calgary Alb $65,098, Arctic House CRC Yellowknife TN-O $52,335, Arid Group Homes Thorold Ont $137,563, Bold Park Lodge Inc Hamilton Ont $87,809, Carrefour Nouveau-Monde Montréal Qué $348,475, Cité de la Santé Laval Qué $384,614, CMA Radiologistes Inc Laval Qué $66,342, CRC Amos Amos Qué $81,583, Derumaux Dr D L Campbellford Ont $53,756, Edmison House Peterborough Ont $281,431, Elizabeth Fry Society Kingston Ont $113,090, Toronto Ont $101,712, Grosvenor Place Winnipeg Man $50,101, Hatfield Society Vancouver C-B $160,150, Horizon House Ottawa Ont $81,061, Hôtel Dieu Hospital Kingston Ont $361,743, House of Hope Ottawa Ont $241,016, Howard House Association Sydney N-É $120,414, Howard J Calgary Alb $51,951, Institute Philippe Pinel Montréal Qué $8,964,000, John Howard CRC Moncton Inc Moncton N-B $208,732, John Howard Society Prince George C-B $62,803, Toronto Ont $183,152, Kelowna C-B $143,092, Edmonton Alb $121,853, Victoria C-B $220,897, Saint John N-B $189,160, St John's T-N $227,260, Vancouver C-B $59,664, Kingston General Hospital Kingston Ont $127,490, Kirkpatrick House Ottawa Ont $197,547, Landry J C Ste-Thérèse Qué $64,000, Laren House Society Victoria C-B $149,276, Leo's Boys Cross Roads Montréal Qué $192,407, Liang Dr Francis Vancouver C-B $63,515, Mackenzie House Society Mackenzie C-B $58,457, Maison le Joins-Toi Granby Qué $159,112, Maison le Portage Montréal Qué $76,810, Maison Painchaud St-Pascal Qué $61,430, Maison Radisson Trois-Rivières Qué $101,495, Maison Transition Montréal Montréal Nord Qué $305,405, Matsqui-Abbotsford Community Services Abbotsford C-B $63,896, Mental Health Centre Penetanguishene Ont $163,762, Micmac Friendship Centre Halifax N-É $136,082, Middleton Dr Kenneth White Rock C-B $63,607, Mission Memorial Hospital Mission C-B $51,739, Moncton Hospital Moncton N-B $133,912, Murray Kenneth R and Associates Surrey C-B $51,691, Native Clan Winnipeg Man $271,295, Native Counselling Service of Alberta Edmonton Alb $148,557, New Hope Therapeutic Society Surrey C-B $51,951, Para Med Health Services Toronto Ont $94,007, Pines Camp Keewatin Ont $95,257, Prince George Activator Society Prince George C-B $192,645, Religious Hospitalliers of Saint Joseph Kingston Ont $75,411, Résidence Emmanuel Grégoire Montréal Qué $390,452, Salvation Army Concord Ont $269,374, St John's T-N $107,824, Toronto Ont $59,195, Salvation Army Residential Halifax N-É $180,769, Serenity House of Quinte Belleville Ont, $57,843, Service Aide-Prisoniers de Sherbrooke Sherbrooke Qué $272,280, Seventh Step Society New Westminster C-B $155,875, Shaughnessy Hospital Vancouver C-B $174,284, Société John Howard Montréal Qué $81,492, St Leonard's House Halifax N-É $96,587, Trenton Ont $51,214, St Leonard's Society Brantford Ont $210,456, Hamilton Ont $269,168, London Ont $250,705, Windsor Ont $145,070, St Leonard's House Sudbury Ont $109,089, Toronto Ont $129,889, St Leonard's Peel Brampton Ont $195,632, St Leonards Society-North Shore Vancouver C-B $59,994, Station Formation Québec Québec Qué $55,697, United Church Halfway House Winnipeg Man $223,983, Université de: Manitoba Winnipeg Man $58,705, Saskatoon Saskatoon Sask $55,388, Upjohn Healthcare Willowdale Ont $106,891, Vancouver General Hospital Vancouver C-B $56,309, Warner Dr D F Red Deer Alb $81,339, Wayside House of St Catharines St Catharines Ont $75,062, Wilson G S L Drumheller Alb $53,641, X-Kalay St Norbert Man $55,668, YMCA Halifax N-É $84,168, YMCA Ottawa Ottawa Ont $58,003.

Services juridiques $190,908

Services de protection $2,421,057—Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B $238,318, Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $1,572,760, Service Protection Burns Montréal Qué $286,547.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $10,300,751—Alcoholism Foundation Winnipeg Man $61,286, Athabasca University Athabasca Alb $125,640, Caisse Populaire Notre-Dame Montréal Qué $176,032, Camosun College Victoria C-B $72,130, Collège Marie-Victorin Montréal Qué $348,126, Compris Inc Ottawa Ont $142,518, Cybershare Ltd Winnipeg Man $237,001, Ministère de l'Éducation Dartmouth N-É $550,383, Drumheller Valley School Division # 62 Drumheller Alb $392,472, Fraser Valley College Abbotsford C-B $333,049, Frontenac County Board of Education Kingston Ont $1,267,408, Frontier School Division Winnipeg Man $66,240, Galryc Ltd Moncton N-B $110,597, Godon N Annonciation Qué $81,825, Jackson John A Coquitlam C-B $58,945, Loyalist College Belleville Ont $402,387, Memramcook Institute St Joseph N-B $91,544, Ministre des Finances Halifax N-É $106,939, Ministère de l'Éducation Montréal Qué $432,397, Ministère de l'Éducation du Québec Québec Qué $437,336, Ministère des Finances Québec Qué $333,875, Natonum Community College Prince Albert Sask $426,011, NB Community College Moncton N-B $485,255, Pacific Vocational Institute Burnaby C-B $99,769, Queen's University Kingston Ont $81,115, Saskatoon Community College Saskatoon Sask $96,449, Scott Paper International New Glasgow N-É $69,299, Seneca College of Applied Arts Willowdale Ont $52,983, Seradep Inc Montréal-Nord Qué $904,032, Simon Fraser University Burnaby C-B $484,610, Tele-University Québec Qué $55,726, Université de Montréal Montréal Qué $55,190, University of Winnipeg Winnipeg Man $67,920, Winnipeg School Division Winnipeg Man $134,795.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,668,733—Bell Canada Don Mills Ont $74,830, Caron School of Languages Vanier Ont $87,372, École de Langues Kingston Kingston Ont $55,597, Frontier College Toronto Ont $249,145, Memramcook Institution St Joseph N-B $69,205, Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $159,197.

Autres services professionnels $14,781,786—Abatic Consulting Services Ltd Ottawa Ont $192,076, Adga Ltd Ottawa Ont $52,345, A H Sheridan and Associates Ottawa Ont $89,982, Alan Pearson Associates Toronto Ont $73,812, Alberta Advance Education Edmonton Alb $91,203, Arthur Slipper and Associates Ltd Vancouver Ouest C-B $101,479, Automated Office Systems Vancouver C-B $68,177, Bailey-Rose Ltd Ottawa Ont $80,349, Bexhill MGMT Consultants Hull Qué $67,150, Binomial Group Ltd Manotick Ont $104,524, Blood Houghton Hughes Marshall Ottawa Ont $52,665, Bryker Data Systems Ltd Willowdale Ont $88,218, Chandler Kennedy Group Calgary Alb $55,957, Collège Marie-Victorin Montréal Qué $75,769, Construction Management Services Ottawa Ont $218,593, Consultants Nurbella Montréal Qué $243,873, Control Data Canada Ltd Mississauga Ont $121,097, Cross Maureen Lois Ottawa Ont $51,573, Decision Management Consultants Ottawa Ont $89,692, DMR and Associates Ottawa Ont $123,415, Domus Software Ltd Ottawa Ont $367,372, DPA Consulting Ltd Ottawa Ont $60,519, Dugas Alphonse Montréal Qué $66,869, EAC Amy and Sons Ltd Ottawa Ont $147,576, Eliasson Apostle and Assoc Ltd Ottawa Ont $65,220, Epix Sherbrooke Qué $145,778, Fraser Valley College Abbotsford C-B $106,914, Free Methodist Church Canada Belleville Ont $54,823, Groupe Modugest Longueuil Qué $56,028, Hartt and Page Ltd Ottawa Ont $254,902, Ian Martin

SOLLICITEUR GÉNÉRAL—*Suite*

Associates Ltd Toronto Ont $56,034, Ingstrup Dr Ole Ottawa Ont $70,133, JSI Systems Engineering Ottawa Ont $825,144, Keith K Paget Eng Ltd Red Deer Alb $75,419, Koopman Dr Peggy Vancouver C-B $51,400, Letra Campbell Calif É-U $231,425, Maclean and Associates Ottawa Ont $55,300, Mana Research Vancouver C-B $65,092, Matsui Baer Vanstone Freeman Toronto Ont $65,549, Mechron Energy Ltd Ottawa Ont $127,139, Meek Klausen Servage Walker Rexdale Ont $103,378, Montreal Engineering Company Ltd Montréal Qué $111,107, NB Community College Moncton N-B $149,261, Opex 82 Montréal Qué $60,774, Peika U Montréal Qué $61,859, Quantum Information Resources Ltd Ottawa Ont $61,396, Queen's University Kingston Ont $297,596, RC Archdiocese of Kingston Kingston Ont $51,716, Real Opportunities for Prisoners Halifax N-É $66,038, Research Group Toronto Ont $56,028, Resomax Management Inc Ottawa Ont $122,186, Roy Ball Association Ltd Ottawa Ont $266,593, Scott Paper International New Glasgow N-É $114,451, Seradep Montréal Qué $285,719, Simon Fraser University Burnaby C-B $87,866, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $1,136,829, Synerlogic Inc Ottawa Ont $179,902, Systemhouse Ltd Ottawa Ont $107,092, Systems and Software Consultants Ottawa Ont $429,658, Total Employment Services Ottawa Ont $62,941, Trantel Information Service Brighton Ont $51,982, Conseil du Trésor Ottawa Ont $62,360, United Church of Canada Toronto Ont $145,033, Vantour James A Orléans Ont $86,546.

Autres services $26,069,054—Action Personnel Services Ottawa Ont $56,628, Alberta Solicitor General Edmonton Alb $294,210, Arthur Richer et Fils Inc Ste-Sophie Qué $70,493, Barbara's Office Personnel Ltd Ottawa Ont $217,921, Bradson Personnel Pool Ottawa Ont $184,722, British Columbia Corrections Association Vancouver C-B $50,016, Bryker Data Systems Ltd Willowdale Ont $74,119, Bryker Data Systems Ltd Don Mills Ont $641,495, Burwash Native Peoples Project Sudbury Ont $104,000, Corps canadien des commissionnaires Saint John N-B $61,868, Centre de photographie du gouvernement canadien Ottawa Ont $50,374, Coalition Supportive Services Halifax N-É $143,964, Service correctionnel du Canada Corcan Ottawa Ont $71,840, Ministère des Communications Ottawa Ont $715,777, Évêché de St-Hyacinthe St-Hyacinthe Qué $51,684, Évêché de St-Jérôme St-Jérôme Qué $68,578, Excavation Bélanger Y Inc Drummondville Qué $151,701, Fairbairn Executive Services Ltd Ottawa Ont $52,920, Fraser Valley College Abbotsford C-B $203,641, Frontier College Toronto Ont $155,000, Henco Software Waltham Mass É-U $52,612, Ives Temporary Services Ltd Saskatoon Sask $85,646, John Howard Society of BC Vernon C-B $50,700, Kingston Heritage Job Fund Kingston Ont $88,213, Lutheran Council in Canada Winnipeg Man $75,556, MacDonald and Brisson Personnel Ottawa Ont $120,205, Malaspina College Nanaimo C-B $53,754, Mana Research Ltd Vancouver C-B $273,979, Manpower Temporary Services Kingston Ont $69,393, Ministre des Finances Fredericton N-B $65,299, Ministère de la Justice Québec Qué $4,204,539, Ministry of Attorney-General BC Victoria C-B $588,808, Modern Building Cleaners Saskatoon Sask $54,516, Network W P Personnel Inc Ottawa Ont $82,207, Newfoundland Exchequer Account St John's T-N $528,005, Office Assistance Vancouver C-B $74,706, Office Overload Kingston Ont $248,411, Pères Franciscains Montréal Qué $76,603, Personnel Search Ltd Moncton N-B $64,718, Prince George Activator Society Prince George C-B $99,993, Province du Manitoba Winnipeg Man $235,218, Province des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $325,340, Province de Nouvelle-Écosse Halifax N-É $162,254, Province de Saskatchewan Régina Sask $180,768, Travaux publics Canada Ottawa Ont $58,702, Quantum Management Services Montréal Qué $475,409, Real Opportunities for Prisoners Halifax N-É $224,370, Résidence Emmanuel Grégoire Montréal Qué $119,000, Sables Fournel et Fils Inc Ste-Anne-des-Plaines Qué $103,799, Scott Paper International New Glasgow N-É $51,028, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $5,309,673, Synod Diocèse de Montréal Montréal Qué $51,371, Tetrad Marketing Sales Ltd Ottawa Ont $738,754, The 500 Selection Services Ltd Montréal Qué $107,492, The 500 Selection Services Ltd Ottawa Ont $64,956, Total Employment Services Toronto Ont $59,116, Trésorier de l'Ontario Toronto Ont $2,079,251, Valley Stenographic Ltd Abbotsford C-B $137,673, VIA Travail Opex Montréal Qué $250,050, Victor Temporary Services Ottawa Ont $84,617.

Commission nationale des libérations conditionnelles $467,590

Services de comptabilité $36,450

Services d'informatique $47,610

Services juridiques $1,687

Services de protection $46,191

Enseignement et formation—Fonctionnaires $84,948

Autres services professionnels $165,493

Autres services $85,211

Gendarmerie royale du Canada $43,877,302

PROGRAMME D'APPLICATION DE LA LOI $43,877,302

Services de comptabilité $96,047—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $67,044.

Services d'informatique $7,500

Services techniques (y compris recherche) $155,440

Services de santé et de bien-être $11,818,772—D S Clément dentist Pointe-Claire Qué $60,027, Ministère des Affaires des anciens combattants Services dentaires Vancouver C-B $77,912, Min des Affaires des anciens combattants Ottawa Ont $154,113, Min des Affaires des anciens combattants Dartmouth N-É $127,147, Dr S Feigunbaum dentiste Westmount Qué $53,348, General Hospital Corporation St John's T-N $68,082, Centre médical de la Défense nationale Ottawa Ont $539,924, Ottawa Civic Hospital Ottawa Ont $78,684, Pharmacie J Hoffman Montréal Qué $53,968, Reddy Memorial Hospital Westmount Qué $73,918, Dr E Rudnicki dentiste Toronto Ont $54,090, Hôpital de l'université de l'Alberta Edmonton Alb $74,350, Hôpital général de Vancouver Vancouver C-B $101,799.

Services juridiques $417,133

Services de protection $11,426,850—Barnes Security Services Ltd Vancouver C-B $754,403, Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B $664,419, Burns International Security Edmonton Alb $108,999, Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $5,243,576, Canadian Surety Company Ottawa Ont $1,892,855, Pinkerton du Québec Ltée Montréal Qué $1,143,545, Pinkerton's of Canada Ltd Halifax N-É $677,294, Province de la C-B $92,794, Twilite Security Ltd Yellowknife TN-O $140,603.

Services scientifiques (y compris recherche) $93,329—Conseil national de recherches Ottawa Ont $79,514.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $644,001

Enseignement et formation—Fonctionnaires $980,257—École des langues du Pacifique Delta C-B $50,365.

Autres services professionnels $150,479—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $64,647.

Autres services $18,087,494—Canadian Paraplegic Association Vancouver C-B $170,104, Compushare Ltd Régina Sask $67,150, Gouvernement de T-N et du Labrador $70,567, Le Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest $62,007, Le Grand Véhicule Montréal Qué $65,578, International Criminal Police Organisation Genève Suisse $169,734, The Laurier Group Inc Ottawa Ont $63,745, Ministre des Finances Provinces de: C-B $266,969, Qué $98,163, Sask $146,405, N-B $144,694, Modern Building Cleaning Régina Sask $69,726, Ottawa Photo Reduction D Ottawa Ont $146,186,

SOLLICITEUR GÉNÉRAL—*Fin*

Oxford Building Cleaning Winnipeg Man $96,278, Province du Manitoba $153,205, Province de la Nouvelle-Écosse $139,123, Travaux publics Canada Ottawa Ont $3,839,171, Sani Building Maintenance Edmonton Alb $130,128, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $2,127,654.

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES $92,411,164

Ministère $72,168,608

PROGRAMME DES SERVICES $24,267,343

Services de comptabilité $1,702,266—Bureau des services de vérification MAS Ottawa Ont $1,123,430, RD Chuchryk and Associates Nepean Ont $101,743, Ergonix Systems Corporation Ottawa Ont $84,888, Jex Information Resource Mgmt Ltd Ottawa Ont $55,157, MAS Services de comptabilité Hull Qué $119,854.

Services d'informatique $3,794,351—ACS-Associates Consulting Services Ottawa Ont $135,177, Edos Research Associates Inc Ottawa Ont $81,045, Federal Systems of Canada Ottawa Ont $158,415, Hartt and Page Ltd Ottawa Ont $563,816, Infomart Toronto Ont $432,000, Infonaut Inc Montréal Qué $50,025, Iota Consulting Ltd Ottawa Ont $62,836, Oaktree Management Consultants Ltd Ottawa Ont $154,400, Quantum Information Resources Ltd Ottawa Ont $332,576, Silico Computer Systems Nepean Ont $71,228, Systemhouse Ltd Ottawa Ont $95,101, Ultracom Consulting Ltd Ottawa Ont $83,828, Veritaaq Inc Ottawa Ont $556,109, Versaterm Systems Ltd Ottawa Ont $66,725.

Services de protection $920,866—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $604,628, MAS Contrôleur des Approvisionnements Hull Qué $273,523.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $82,401

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,384,767—Corporation du 450^e^ anniversaire de Cartier à Gaspé Gaspé Qué $114,506, Dannis Management Ltd Ottawa Ont $56,438, DDC Systems Consultants International Ltd Ottawa Ont $65,325, DMR and Associates Ottawa Ont $60,600, Levasseur Pierre Coom Inc d'Orléans Qué $195,000.

Autres services professionnels $7,626,36—Frans F Anema Ottawa Ont $52,844, Anderson Techno-Products Inc Ottawa Ont $186,493, ASI Consulting Group Inc Ottawa Ont $64,730, Astell and Associates Victoriaville Qué $99,844, Bureau des services de vérification MAS Ottawa Ont $90,828, Lloyd Baron Assoc Ltd Vancouver C-B $95,726, R E Boston Associates Perth Ont $58,357, Boyle M B and Assoc Inc Baie D'Urfé Qué $69,842, S R Bradshaw Nepean Ont $60,271, Business Information Processors Ottawa Ont $55,270, Dannis Management Ltd Ottawa Ont $165,625, DMR and Associates Halifax N-É $55,412, Econolynx International Ltd Ottawa Ont $198,612, Ernst and Whinney Ottawa Ont $69,258, Fineline Management Consulting Inc Etobicoke Ont $62,858, Gere Gestion Resources Ltd Ottawa Ont $67,859, German Marine Inc Montréal Qué $60,810, Marcel Grenier Verdun Qué $59,400, D R Harley Consultants Ltd Ottawa Ont $56,510, Hartt and Page Ltd Ottawa Ont $445,475, Inno-Tech Developments Ltd Cumberland Ont $67,265, Larsson Associates Ottawa Ont $53,450, Loecus Consulting Group Ottawa Ont $50,397, Lubun Associates Ottawa Ont $92,706, Mallette Major Martin Montréal Qué $51,984, Management Counsel International Ottawa Ont $75,828, K A McBirnie and Associates Ottawa Ont $66,392, Microtime Inc Nepean Ont $67,503, Murray Nicholas and Assoc Ottawa Ont $111,376, Nortak Software Ltd Ottawa Ont $79,278, Socar Consultants Ltée Laval Qué $50,501, MAS Services de comptabilité Hull Qué $153,978, Sypher Consultants Inc Ottawa Ont $77,034, Systemhouse Ltd Ottawa Ont $84,129, Touche Ross and Partners Ottawa Ont $76,765, Juan Vabro Gloucester Ont $73,155, Wesley Management Corporation Ottawa Ont $77,869.

Autres services $8,756,388—Alphatext Ltd Ottawa Ont $52,371, Bureau des services de vérification MAS Ottawa Ont $201,423 Audlen Ltd Ottawa Ont $157,176, Automation Centre of Ottawa Ltd Ottawa Ont $67,633, Barbara Personnel Inc Ottawa Ont $72,202, Berger Heatherington and Assoc Ottawa Ont $442,656, Bradson Personnel Services Inc Ottawa Ont $262,418, Bureau des conseillers en gestion MAS Ottawa Ont $138,672, Computer Sciences Can Ltd Willowdale Ont $144,057, Concord Publishing Ltd Toronto Ont $53,250, Cossette Communication-Marketing Québec Qué $402,060, Descon Building System Ont Ltd Ottawa Ont $127,910, D E Systems Ltd Ottawa Ont $93,277, DPA Consulting Ltd Ottawa Ont $80,644, The 500 Selection Services Ottawa Ltd Ottawa Ont $64,572, Bruce Fraser Calgary Alb $51,589, Houston Group Communications Ltd Toronto Ont $307,966, Infomart Toronto Ont $61,075, Inno-Tech Developments Ltd Cumberland Ont $59,164, Jeffery William and Associates Don Mills Ont $55,859, Lansdowne Consulting Group Ottawa Ont $69,311, MacDonald and Brisson Ottawa Ont $160,753, J J McKeage and Assoc Ltd Halifax N-É $89,051, M5 Advertising Ltd St John's T-N $124,438, Miller Wilson and Company Ltd Vancouver C-B $171,063, PMF Editorial Services Ottawa Ont $121,825, Polmac Communications Inc Régina Sask $162,266, Portage Personnel Ltd Hull Qué $162,103, Prologic Systems Ltd Ottawa Ont $108,544, Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $316,124, MAS Contrôleur des Approvisionnements Hull Qué $1,180,446, MAS Services de comptabilité Hull Qué $488,491, Bureau de l'imprimerie du gouvernement du Canada MAS Hull Qué $59,192, Trigon Systems Group Inc Toronto Ont $150,000, Westburn Consultants Winnipeg Man $59,003, Westerlund Emond Toronto Ont $326,994, Williams and Wilson Public Rel Ltd Edmonton Alb $50,100, Wordsnorth Communications Services Winnipeg Man $278,084.

PROGRAMME DES APPROVISIONNEMENTS—FONDS RENOUVELABLE DES APPROVISIONNEMENTS $30,578,947

Services de comptabilité $2,522,771

Services techniques (y compris recherche) $216,840—U R Zinck Nepean Ont $136,022.

Services juridiques $183,645—Blake Cassels and Graydon Toronto Ont $69,032.

Services de protection $374,220—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $214,791.

Services scientifiques (y compris recherche) $5,910

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $82,349

Enseignement et formation—Fonctionnaires $245,342—Valhalla Inn Toronto Ont $141,996.

Autres services professionnels $1,535,429—Acres Consulting Services Ltd Toronto Ont $74,955, Amteck Management Inc Ottawa Ont $359,845, B A Coker Nepean Ont $56,215, R A Rich Nepean Ont $58,012, Ship Shape Marine Design Ltd Ottawa Ont $452,624, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $116,157.

Autres services $25,412,441—Acme Signalisation Pointe-aux-Trembles Qué $408,419, Aménagement Expositions Ltée St-Laurent Qué $358,068, Archex Display Ltd St-Laurent Qué $54,497, Barbara Personnel Inc Ottawa Ont $269,302, Beaver Decalcomania Inc St-Laurent Qué $386,554, Bedfco Div of Gerodon Inc Laval Qué $98,587, Bradson Personnel Services Inc Ottawa Ont $154,550, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $2,431,460, Chairman Mills Ltd Willowdale Ont $141,471, Cincom Systems of Canada Ltd Mississauga Ont $87,071, Computcraft Systems Ltd Ottawa Ont $143,911, Dataline Inc Ottawa Ont $1,189,393, Disney Display Div of Intex Toronto Ont $1,799,006, Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $149,294, Expo 4 Inc Lachine Qué $469,105, Expo

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—*Fin*

Graphics and Displays Div Hull Qué $196,235, Expo Systems Scarborough Ont $3,414,754, Ferguson-Todd Design Assoc Ottawa Ont $85,650, First City Capital Ottawa Ont $652,898, Hexagon Computer Systems Inc Ottawa Ont $158,973, Indigo Software Ltd Ottawa Ont $114,816, International Productions Allemagne de l'Ouest $74,281, Kadoke Display Toronto Ont $700,653, Kelly Services Ltd Toronto Ont $63,938, M Theresa Ault Ltd Ottawa Ont $228,585, MacDonald and Brisson Personnel Ottawa Ont $77,186, McNicol Stevenson Ltd Scarborough Ont $96,994, Micro-Can A Div of Ced-Can Ltd Ottawa Ont $50,227, Office national du film Montréal Qué $54,131, North American Van Lines Dartmouth N-É $129,234, Peat Marwick and Partners Ottawa Ont $52,750, Portage Personnel Ltée/Ltd Hull Qué $206,536, Prologic Systems Ltd Ottawa Ont $227,378, Quasar Systems Ltd/Systèmes Ottawa Ont $130,570, Saunders/McFarlane Ottawa Ont $64,881, Smith-Scott Consultants Ltd Ottawa Ont $1,276,876, Somapro Ltd/Ltée Ottawa Ont $73,254, Approvisionnements et Services Hull Qué $707,547, Synerlogic Ottawa Ont $132,513, Western Display Services Ltd Richmond C-B $113,803.

PROGRAMME DES APPROVISIONNEMENTS—SOUMISSIONS SPONTANÉES $14,914,503

Services scientifiques (y compris recherche) $14,914,503—ABL Forest Science Inc Toronto Ont $62,089, A-Cubed Inc Mississauga Ont $188,400, Aerocoustics Engineering Ltd Rexdale Ont $54,551, AGM Steel Industries Ltd Winfield C-B $98,709, Arctic Sciences Ltd Sidney C-B $51,000, Associated-Kellogg Ltd Toronto Ont $61,021, Atlantic Oceanics Company Ltd Dartmouth N-É $96,441, BC Research Vancouver C-B $64,290, Barringer Research Ltd Rexdale Ont $95,000, Barrodale Computing Services Ltd Victoria C-B $88,000, Bioquest International Inc Winnipeg Man $62,880, Université de la C-B Vancouver C-B $130,523, CIRPA/ADISQ Foundation Toronto Ont $120,375, CTF Systems Inc Port Coquitlam C-B $189,122, Canada Cement Lafarge Ltd Montréal Qué $54,400, Canadair Ltd Saint-Laurent Qué $270,588, Canadian Astronautics Ltd Ottawa Ont $1,431,331, Canadian Engineering Surveys Co Ltd Edmonton Alb $92,200, Canadian Instrumentation and Research Ltd Mississauga Ont $131,954, Canadian Marconi Company Montréal Qué $91,649, Canviro Consultants Ltd Kitchener Ont $51,578, Coastline Environmental Services Ltd Vancouver C-B $88,250, COM DEV Ltd Cambridge Ont $263,808, Contrawl Ltd St John's T-N $173,482, Dearborn Chemical Company Ltd Mississauga Ont $140,000, De Havilland Aircraft of Canada Ltd Downsview Ont $96,355, Dipix Systems Ltd Ottawa Ont $210,000, Dobrocky Seatech Ltd Sidney C-B $85,119, Environnement Illimité Inc Ste-Julie Qué $67,000, Fishery Products International Ltd St John's T-N $117,731, Focal Marine Ltd Bedford N-É $157,075, Geotech Ltd Markham Ont $300,000, Golder Associates (Eastern Canada) Ltd Mississauga Ont $267,564, Grove Telecommunications Ltd St John's T-N $160,363, Hardy Associates (1978) Ltd Dartmouth N-É $65,000, Dr Deborah Hood Henderson Vancouver C-B $60,000, Huntsman Marine Laboratory St Andrews N-B $195,000, Hurley Fisheries Consulting Dartmouth N-É $61,500, IBI Group Toronto Ont $51,500, Instrumentation GDD Inc Sainte-Foy Qué $50,000, Interact Computing Services Ltd Sidney C-B $78,808, Jasco Research Ltd Sidney C-B $120,000, Jatel Communications Systems Ltd Kanata Ont $79,871, Lab-Elite Ltée Montréal Qué $86,730, Université Laval Ste-Foy Qué $273,443, Les Consultants BPR Québec Qué $89,235, LGL Ltd King City Ont $132,808, LGL Ltd Sidney C-B $80,000, Litton Systems Canada Ltd Rexdale Ont $92,422, Logimer Inc Québec Qué $89,900, Université du Manitoba Winnipeg Man $76,468, Maya Heat Transfer Technologies Ltd Montréal Qué $51,640, Meyer Systems Incorporated Vancouver C-B $82,600, Microtel Pacific Research Burnaby C-B $86,501, MMS Man-Machine Systems Consultants Inc Toronto Ont $74,000, Moniteq Ltd Concord Ont $140,000, Morrison Hershfield Ltd Toronto Ont $213,397, MPB Technologies Inc Dorval Qué $430,739, Norpak Corporation Kanata Ont $766,777, Nortech Surveys (Canada) Ltd Calgary Alb $210,000, D Neumann & Associates Pointe-Claire Qué $52,960, Newton Frank Arthur Inc Toronto Ont $53,135, Northern Airborne Technology Ltd Prince George C-B $70,000, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $225,306, Optech Inc Downsview Ont $58,905, Pacific Trident Mariculture Ltd Victoria C-B $80,246, Université du Québec Ste-Foy Qué $53,500, Université du Québec Ville de Laval Qué $68,080, S L Ross Environmental Research Ltd Ottawa Ont $65,000, Saskatchewan Research Council Saskatoon Sask $130,388, Université de la Saskatchewan Saskatoon Sask $51,025, Scientific Instrumentation Ltd Saskatoon Sask $104,000, Seaconsult Marine Research Ltd Vancouver C-B $60,000, Seakem Oceanography Ltd Sidney C-B $222,976, Selco Inc Mississauga Ont $74,978, Services Converto-Braille Cypihot-Galarneau Hull Qué $73,282, Simon Fraser University Burnaby C-B $53,600, Spar Aerospace Ltd Ste-Anne-de-Bellevue Qué $189,945, Stanley Associates Engineering Ltd Edmonton Alb $145,000, Stelco Inc Hamilton Ont $93,957, Sterling Wood Group Inc Vancouver C-B $50,000, Syndel Laboratories Ltd Vancouver C-B $97,000, Techwest Enterprises Ltd St Catharines Ont $145,000, Thompson Foss Inc Ottawa Ont $82,806, Trigon Systems Group Inc Toronto Ont $230,325, Unisearch Associates Inc Concord Ont $60,083, Varian Canada Inc Georgetown Ont $175,000, West Coast Abalone Harvesters Association Vancouver C-B $50,000, Zenon Environmental Inc Burlington Ont $115,341.

PROGRAMME DU CENTRE D'INFORMATION SUR L'UNITÉ CANADIENNE $2,407,815

Services de protection $23,731

Enseignement et formation—Fonctionnaires $11,869

Autres services professionnels $865,496—Contrefort Inc Ste-Foy Qué $50,680, Goldfarb Consultants Willowdale Ont $207,000, Berger and Associates Inc Toronto Ont $85,000, Infras Inc Ste-Foy Qué $93,141, Public and Industrial Relations Ltd Toronto Ont $50,000.

Autres services $1,506,719—Ian Martin Associates Ltd Toronto Ont $830,983.

Statistique Canada $20,242,556

Services de comptabilité $40,497

Services d'informatique $1,026,536—CGI Ottawa Ont $239,726, Ultracom Consulting Services Ltd Ottawa Ont $71,045.

Services juridiques $3,751

Services de protection $825,696—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $825,696.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $573,607—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $116,688.

Autres services professionnels $1,866,744—Westbrook Management Centre Ltd Vancouver C-B $66,000.

Autres services $15,905,725—Alphatext Ottawa Ont $238,959, Bradson Personnel Service Ottawa Ont $97,481, Computrex Centres Ltd Calgary Alb $96,854, Datacrown Willowdale Ont $111,752, L'Industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué $358,583, Province de l'Ontario $137,434, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $602,694.

TRANSPORTS $227,912,377

Ministère $223,903,774

PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE $29,914,482

Services d'informatique $2,092,389—Bailey and Rose Ltd Ottawa Ont $51,466, Datacap Ltd Ottawa Ont $82,197, IBM Canada Ltd Toronto Ont $294,298, Iota Consulting Ltd Ottawa Ont $201,580, Les Systèmes sur mesure PB Inc Montréal Qué $109,719, Ourscan Group Inc Ottawa Ont $60,283, Quantum Information Resources Ltd Ottawa Ont $215,786, Quasar Systems Ltd Ottawa Ont $111,414, Silico Computer Systems Ltd Nepean Ont $81,278, Synerlogic Inc Ottawa Ont $212,021, Tres Computer Systems Inc Dallas Texas É-U $176,842, CM Whittaker and Associates Ltd Ottawa Ont $86,064.

Services de santé et de bien-être $67,230

Services de protection $1,242,439—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $1,242,439.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $149,992

Enseignement et formation—Fonctionnaires $399,591—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $104,956, Transports Canada Cornwall Ont $62,049.

Autres services professionnels $17,840,560—Alcan International Ltd Montréal Qué $105,224, Angus Reed Associates Inc Winnipeg Man $208,000, Arctec Canada Ltd Kanata Ont $704,240, C-B Hydro Surrey C-B $80,000, Bombardier Inc Montréal Qué $365,930, British Columbia Railway Vancouver C-B $386,036, British Columbia Transit Vancouver C-B $225,000, Brown Boveri Canada Ltd Pointe-Claire Qué $168,104, BTM International Inc Montréal Qué $50,000, Canadian Astronautics Ltd Ottawa Ont $181,203, Canadian Fram Ltd Chatham Ont $61,570, Canadian Institute of Guided Ground Transport Kingston Ont $344,328, Canadian Marine Drilling Ltd Calgary Alb $890,853, Chemins de fer nationaux du Canada Winnipeg Man $65,477, Canadien Pacifique Ltée Montréal Qué $206,636, Canarctic Shipping Ltd Ottawa Ont $1,063,090, Celanese Canada Inc Mississauga Ont $63,909, Centre de recherche industrielle Montréal Qué $175,434, Cominco Ltd Mississauga Ont $60,012, CTF Systems Inc Port Coquitlam C-B $190,686, Currie Cooper and Lybrand Ottawa Ont $92,325, WR Davis Engineering Ltd Ottawa Ont $484,586, De Havilland Aircraft Canada Ltd Downsview Ont $245,423, Ernst and Whinney Ottawa Ont $165,489, Fenco Consultants Ltd Calgary Alb $76,006, First Boston Toronto Ont $90,000, German and Milne Inc Montréal Qué $285,084, Communications Gillies Inc Montréal Qué $62,681, Glenayre Electronics Ltd Vancouver C-B $151,300, Golder Associates (Eastern Canada) Ltd Mississauga Ont $101,787, Gouvernement du Canada—Ministère des Pêches et Océans Ottawa Ont $205,000, Conseil national de recherches Ottawa Ont $58,780, Statistique Canada Ottawa Ont $1,166,994, Approvisionnements et Services Canada/Bureau des conseillers en gestion Hull Qué $298,584, B Helm Associates Ltd Toronto Ont $73,725, James F Hickling Management Consultants Ltd Ottawa Ont $357,773, IBI Group Toronto Ont $146,736, Intera Environmental Consultants Ltd Ottawa Ont $278,100, Linamar Machine Ltd Ariss Ont $74,106, Manop Services Ltd North Vancouver C-B $57,209, Martec Ltd Halifax N-É $174,549, Marystown Shipyard Ltd Marystown T-N $104,316, McMaster University Hamilton Ont $57,199, Micronav Ltd Sydney N-É $70,000, MMS Man-Machine Systems Inc Toronto Ont $173,463, MPB Technologies Inc Ste-Anne-de-Bellevue Qué $95,888, Omnitech Steel Works Ltd Chatham Ont $59,186, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $606,464, Ottawa YM-YWCA Ottawa Ont $145,573, Gary Ouellette Ottawa Ont $50,096, P&W Aircraft of Canada Ltd Longueuil Qué $108,649, Jouko A Parviainen and Associates Ltd Oakville Ont $111,050, Pierce Operational Dynamics Inc Ste-Marthe Qué $52,242, Road and Transportation Association of Canada Ottawa Ont $309,639, Saskatchewan Research Council Saskatoon Sask $97,401, SNC Inc Montréal Qué $207,157, Sypher Consultants Inc Ottawa Ont $81,131, TES Ltd Ottawa Ont $446,022, Thorne Stevens and Kellogg Toronto Ont $237,500, Touche Ross and Company Ltd New York NY É-U $52,736, Transitec Industries Ltd Winnipeg Man $70,000, Ultracom Consulting Services Ltd Ottawa Ont $53,369, University of Toronto Toronto Ont $145,858, Urban Transport Development Corporation Toronto Ont $943,454, Viatec Resource Systems Inc Calgary Alb $64,944, RS Wallace and Associates Ltd Manotick Ont $63,369, Walter Zimmerman Consultants Winnipeg Man $57,647.

Autres services $8,122,281—Aiton Power Ltd Burlington Ont $430,937, Bradson Personnel Ottawa Ont $217,777, Société de développement du Cap-Breton Sydney N-É $156,737, Cornwall Regional Hospital Cornwall Ont $119,419, Currie Cooper and Lybrand Ltd Ottawa Ont $71,554, Gouvernement du Canada—Office national du film Ottawa Ont $67,370, Statistique Canada Ottawa Ont $70,675, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $1,249,481, Transports Canada Ottawa Ont $1,075,750, Honeywell Ltd Moncton N-B $180,998, Modern Building Cleaning Ltd Sydney N-É $188,901, Cornwall Ont $671,133, Motards Secretarial Services Ltd Cornwall Ont $52,455, Quantum Management Services Ltd Ottawa Ont $64,790, La Société Sogsabec Ltée Montréal Qué $1,021,142, Soulard Enterprises Ltd Ottawa Ont $69,821, Strotelet Sales Ltd Cornwall Ont $99,694, Suggars News Distributors Ltd Ottawa Ont $65,846, Les Systèmes sur mesure PB Inc Montréal Qué $165,412, The 500 Selection Ottawa Ont $50,383, Victor Temporary Services Ltd Ottawa Ont $119,720.

PROGRAMME DU TRANSPORT MARITIME $57,549,700

Services de comptabilité $143,876—Stamarine Assoc Ltd Ottawa Ont $67,485.

Services d'informatique $342,029—Comshare Ltd Ottawa Ont $50,274, Iota Consulting Ltd Ottawa Ont $80,268, Ourscan Group Inc Ottawa Ont $93,455, Roy Ball Associates Ltd Ottawa Ont $59,600.

Services techniques (y compris recherche) $3,220,357—Burrard Yarrows Corp North Vancouver C-B $450,000, GEC Diesels Inc Toronto Ont $61,448, Gouvernement du Canada—Travaux publics Halifax N-É $198,133, London Ont $333,692, Ottawa Ont $98,387, Sault Ste Marie Ont $134,109, Toronto Ont $169,646 et Vancouver C-B $218,124, Jatel Communications Systems Ltd Kanata Ont $79,997, Les Chantiers Davie Ltée Lévis Qué $450,000, MMS Man-Machine Systems Consultants Inc Toronto Ont $50,000, Newfoundland Design Associates Ltd St John's T-N $149,662, Rhode and Schwarz Canada Inc Nepean Ont $76,471, Saint John Shipbuilding and Drydock Saint John N-B $450,000.

Services de santé et de bien-être $22,931

Services juridiques $270,822—Beard Winter Gordon Toronto Ont $58,283.

Services de protection $1,504,506—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $1,398,544.

Services scientifiques (y compris recherche) $309,601—Gouvernement du Canada—Environnement Bedford N-É $60,000, Lasalle Hydraulic Laboratory Ltd Lasalle Qué $108,824.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $9,980

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,118,266—College of Fisheries Navigation Marine Engineering and Electronics St John's T-N $81,926, Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $159,317, Programme de l'administration centrale/Transports Ottawa Ont $177,675.

TRANSPORTS—*Suite*

Autres services professionnels $7,743,633—Arctec Canada Ltd Kanata Ont $888,688, Canada Ports Corp Ottawa Ont $77,050, Canadian Marine Drilling Ltd Calgary Alb $457,915, Canarctic Shipping Co Ltd Ottawa Ont $975,835, Fenco Consultants Ltd Toronto Ont $76,006, German and Milne Inc Montréal Qué $648,637 et Ottawa Ont $159,138, Gouvernement du Canada—Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $100,000, Environnement Ottawa Ont $80,000, Travaux publics Ottawa Ont $109,406, Québec Qué $585,967 et Toronto Ont $292,889, Statistique Ottawa Ont $275,000, Approvisionnements et Services Hull Qué $435,888, Mechron Energy Ltd Ottawa Ont $143,043, Melville Marine Consultancy Calgary Alb $58,034, Melville Shipping Ltd Calgary Alb $153,276, MMS Man-Machine Systems Consultants Inc Toronto Ont $64,118, Polar Sea Research Ltd Lethbridge Alb $74,922, Sanivan Inc Québec Qué $67,600, Seatronics Technologies Ltd Burnaby C-B $108,935, Gunnar K Sletmo Montréal Qué $87,292, Systemhouse Ltd Ottawa Ont $126,432.

Autres services $42,863,699—ADGA Ltd Ottawa Ont $420,968, Bradson Personnel Services Ottawa Ont $53,440, Derko Ltée Québec Qué $54,325, Gouvernement du Canada—Communications Ottawa Ont $612,063, Environnement Downsview Ont $14,293,000, Travaux publics Halifax N-É $255,733, Montréal Qué $155,410, Ottawa Ont $310,569 et Saint John N-B $110,709, Approvisionnements et Services Hull Qué $7,855,010, Programme de l'administration centrale/Transports Ottawa Ont $487,705, Programme des transports aériens/Transports Ottawa Ont $13,439,898, IP Sharp Associates Ltd Toronto Ont $145,408, Marinex Inc Cap-de-la-Madeleine Qué $64,090, Alvin J Scott Douglastown N-B $60,975.

PROGRAMME DES TRANSPORTS AÉRIENS $62,623,780

Services de comptabilité $174,529—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $126,346.

Services d'informatique $1,341,719—Roy Ball Associates Ltd Ottawa Ont $62,310, Dynakey Corporation Ottawa Ont $84,209, Gouvernement du Canada—Transports Canada Ottawa Ont $56,093, Hickling Partners Inc Ottawa Ont $236,607, Iota Consulting Ltd Ottawa Ont $59,396, Plurilogic Inc Laval Qué $67,292, Policy Research Inc Ottawa Ont $50,494, Prior Data Sciences Ltd Ottawa Ont $199,812, Ultracom Consulting Services Ltd Ottawa Ont $83,778.

Services techniques (y compris recherche) $13,417,245—Associated Engineering Ltd Vancouver C-B $86,808, Aubrey Leitch Owen and House Vancouver C-B $142,970, Aubrey McKinnon and Associates Ltd Vancouver C-B $238,919, Beauchemin-Beaton and Lapointe Inc Montréal Qué $102,335, Robert Bennett Architect Ltd Edmonton Alb $69,526, CJP Architects Ltd Vancouver C-B $76,422, Carlsberg Jackson Partners Vancouver C-B $55,705, Chandler Kennedy Dandyk Kilpatrick Edmonton Alb $236,265, Chopra and Davis Associates Ltd Montréal Qué $246,451, The Cohos Evamy Partnership Edmonton Alb $93,864, Consultants BPR Inc Montréal Qué $77,388, Deleuw Cather Canada Ltd Winnipeg Man $327,268, Marc Denis et Claude Bellier Associates Inc Montréal Qué $81,066, Duncan and Associates Engineering Ltd Vancouver C-B $97,978, Dupont Desmeules et Associés Inc Montréal Qué $423,786, Fairbank Architects Vancouver C-B $52,421, Ferguson Simek Clark and Naylor Ltd Edmonton Alb $270,792, Fichten Soiferman Architectes Montréal Qué $985,209, Trevor P Garwood-Jones Toronto Ont $181,236, Gendron Lefebvre et Associés Montréal Qué $319,597, Groupe-Conseil Saguenay Inc Montréal Qué $156,364, Guy Gérin-Lajoie et Associés Montréal Qué $186,352, Hamel Beaulieu et Associés Ltée Montréal Qué $538,770, Hay and Company Consultants Inc Vancouver C-B $92,120, ID Engineering Ltd Winnipeg Man $220,677, LMBS-Sidam Inc Montréal Qué $84,329, Larose Laliberté Petrucci Montréal Qué $709,174, ND Lea and Associates Ltd Vancouver C-B $73,989, Consultant Lemoine Inc Montréal Qué $61,002, Marshall Mackling Monaghan and Associates Ltd Edmonton Alb $114,445, McCormick Rankin and Associates Ltd Toronto Ont $892,659, McElhanney Surveys Ltd Vancouver C-B $101,466, Monenco Consultants Ltd Edmonton Alb $310,650, Vancouver C-B $63,336, Monette Leclerc St-Denis Montréal Qué $79,200, Nettam and Wright Associates Ltd Halifax N-É $72,287, Niagara District Airport Commission Niagara Falls Ont $115,000, Phillips Barratt and Partners Vancouver C-B $68,066, Pinchin-Harris and Associates Ltd Vancouver C-B $65,610, Pluritec Ltée Montréal Qué $399,560, Reid Crowthers and Partners Edmonton Alb $228,630, Revy and Associates Ltd Toronto Ont $95,348, Roche Associés Ltée Montréal Qué $165,565, Sheppard Hedges and Green Ltd Halifax N-É $223,761, St-Amant Vézina Vinet Brasseur et Associés Inc Montréal Qué $204,454, Stanley Associates Ltd Edmonton Alb $406,662, Touche Ross and Company Ltd New York NY É-U $966,056, Tremblay Deschênes et Associés Ltée Montréal Qué $107,600, Urban Systems Ltd Vancouver C-B $63,111, WL Wardrop and Associates Ltd Winnipeg Man $208,829, Willis Cunliffe Tait Vancouver C-B $128,788.

Services de santé et de bien-être $65,889

Services juridiques $296,692

Services de protection $2,048,083—Groupe Admari Inc Montréal Qué $53,578, Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B $94,690, Burns International Security Services Ltd Halifax N-É $120,669, Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $1,053,188, Canadian Protection Services Ltd Toronto Ont $110,727, City of Edmonton Alb $156,880, Help International Ltd Edmonton Alb $50,067, Metropolitan Base Fort Security Ltd Edmonton Alb $128,931, Sécurité Metropolitan Ltée Montréal Qué $95,178.

Services scientifiques (y compris recherche) $59,284—Neutek Consulting Ottawa Ont $50,000.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $147,419

Enseignement et formation—Fonctionnaires $4,116,621—Air Canada Winnipeg Man $319,602, Canadair Montréal Qué $64,612, CP Air Vancouver C-B $120,724, Department of Transportation—Federal Aviation Administration Washington DC É-U $58,577, Eastern Provincial (1963) Airways Gander T-N $100,117, Exécaire Inc Montréal Qué $106,335, Flight Safety International Inc Flushing NY É-U $758,822, Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $363,396, Transports Canada Ottawa Ont $272,160, Pacific Western Airlines Vancouver C-B $76,876, United Airlines Inc Chicago Ill É-U $61,923.

Autres services professionnels $19,278,513—Adi Ltd Toronto Ont $65,801, Aero Can Aviation Specialists Inc Toronto Ont $104,985, Albery Pullerits Dickson and Associates Ltd Toronto Ont $280,291, RVB Burgoyne Toronto Ont $292,626, Trevor Bywater Toronto Ont $232,571, Carleton Custom Brokers Ltd Ottawa Ont $128,103, Delcan Deleuw Cather Can Ltd Toronto Ont $279,274, Dynamic Sciences Ltd St-Laurent Qué $50,000, Econosult Inc Montréal Qué $73,496, Falta et Associés Inc Montréal Qué $65,561, Georgian College of Applied Arts and Sciences Toronto Ont $143,510, Gilpin Services Ottawa Ont $52,364, Gouvernement du Canada—Environnement Canada Halifax N-É $661,238, Montréal Qué $1,195,500, Ottawa Ont $374,926, Toronto Ont $548,800, Winnipeg Man $640,088, Edmonton Alb $2,180,267, Vancouver C-B $1,297,092, Travaux publics Canada Ottawa Ont $254,715, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $95,528, Approvisionnements et Services Canada/Bureau des conseillers en gestion Hull Qué $370,115, Transports Canada Halifax N-É $60,842, Gregg and Edens Ltd Toronto Ont $97,564, AP Harris and Associates Ottawa Ont $57,854, James F Hickling Management Company Ltd Ottawa Ont $97,748, Horton and Ball Ltd Toronto Ont $150,441, Intellitech Canada Ltd Ottawa Ont $68,800, International Reporting Inc Downsview Ont $57,607, Matsui Baer Vanstone Freeman Toronto Ont $56,913, GA Matthews and Associates Ltd Halifax N-É $136,141, The Mep Company Ltd Toronto Ont $432,454, The Mitre Corporation Boston Mass É-U $94,854, Monenco Ontario Ltd St Catharines Ont $81,900, Monteith Ingram Engineering Ltd

TRANSPORTS—*Suite*

Toronto Ont $267,284, Montreal Epidemiology Centre Inc Montréal Qué $63,520, Northland Engineering Ltd Toronto Ont $272,862, Paragon Engineering Ltd Toronto Ont $203,996, The Ralph M Parsons Company Pasadena Calif É-U $200,273, Perkin-Elmer Canada Ltd Mississauga Ont $316,800, Proctor and Redfern Group Toronto Ont $313,635, Shawmont Nfld Ltd St John's T-N $77,054, Sheppard Hedges and Associates Halifax N-É $53,578, Sica Inc Montréal Qué $57,400, Stanley Associated Engineering Ltd Edmonton Alb $72,343, Task Consulting Ottawa Ont $68,500, Terratech Inc Montréal Qué $59,835, TES Ltd Ottawa Ont $66,830, Thorne Stevenson and Kellogg Ltd Toronto Ont $111,230, Touche Ross and Company New York NY É-U $1,114,224, Université de Waterloo Waterloo Ont $91,772, Water and Earth Science Associates Ltd Ottawa Ont $51,868, RA Webb QA Services Ltd Nepean Ont $54,651.

Autres services $21,677,786—A&A Service Company Ltd Vancouver C-B $100,366, Compagnie d'Entretien Acadia Inc Sept-Îles Qué $140,312, Adga Systems Ltd Vancouver C-B $150,949, Airquest Surveys Ltd Winnipeg Man $123,036, AV-Tech Inc Montréal Qué $145,810, Corporation of the District of Balmertown Ont $141,811, Bordeaux Maintenance Services Ltd Yarmouth N-É $346,339, Bradson Personnel Services Ltd Ottawa Ont $97,514, Transports Brazeau Inc Montréal Qué $154,779, Les services d'entretien CDJ Inc Sept-Îles Qué $50,951, Civil Aviation Authority/Aviation House Edinburgh Écosse $140,326, Comshare Ltd Rexdale Ont $106,317, Datacrown Inc Willowdale Ont $372,767, Days Overhead Maintenance Ltd Toronto Ont $80,895, Digital Equipment of Canada Ltd Kanata Ont $59,647, Echo Bay Mines Ltd Edmonton Alb $123,750, Construction Edec Inc Montréal Qué $131,730, Jean Fournier Inc Montréal Qué $172,596, G&J Trucking Ltd Kenora Ont $210,767, Gouvernement du Canada—Travaux publics Canada Montréal Qué $77,050, Toronto Ont $512,195, Statistique Canada Ottawa Ont $390,261, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $5,948,452, Transports Canada Ottawa Ont $1,179,156, H&H Enterprises Ltd Halifax N-É $68,635, Harrington Personnel Ottawa Ont $50,158, Inuvik Inn Ltd Inuvik TN-O $70,843, JMP Maintenance Ltd Montréal Qué $123,999, Jet Janitor Services Ltd Stephenville T-N $133,387, Kelly Services Ltd Toronto Ont $159,269, King's Northern Cleaning Ltd North Bay Ont $133,851, Michel Miller Inc Montréal Qué $62,179, Motorola Information Systems Inc Edmonton Alb $63,218, City of North Battleford Sask $110,000, Office Overload Ltd Winnipeg Man $64,035, Pacific Building Maintenance Ltd Vancouver C-B $408,670, Pollack Personnel Ltd Ottawa Ont $236,228, Jay Prober Winnipeg Man $285,720, Quantum Management Services Ltd Ottawa Ont $54,638, Fred H Ross and Associates Ltd Edmonton Alb $449,157, St Leonard Airport Commission St Leonard N-B $365,300, Temporarily Yours Vancouver C-B $137,764, Temporary Office Services Inc Toronto Ont $99,316, Tower Arctic Ltd Winnipeg Man $2,895,055, Ulu Janitorial Services Ltd Edmonton Alb $66,217, Victor Temporary Services Ltd Ottawa Ont $106,270, Waskaganish Band Council Montréal Qué $52,760, YFS A/P Management Winnipeg Man $82,135.

PROGRAMME DES TRANSPORTS AÉRIENS—FONDS RENOUVELABLE DES AÉROPORTS AUTONOMES ET SERVICES AU SOL CONNEXES $63,485,049

Services de comptabilité $226,343—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Vancouver C-B $226,045.

Service d'informatique $459,761—Dataline Incorporated Toronto Ont $62,615, Dyad Computer Systems Inc Toronto Ont $85,727, S&S Software Ltd Toronto Ont $179,860.

Services techniques (y compris recherche) $5,903,030—Acres Consulting Services Ltd Vancouver C-B $89,075, Adi Ltd Halifax N-É $91,058, Architectural and Engineering Services Ltd Halifax N-É $68,590, Associated Engineering Ltd Vancouver C-B $132,103, Burnette Resource Surveys Ltd Vancouver C-B $50,168, Chandler Kennedy Dandyk and Kilpatrick Edmonton Alb $88,409, Coles Associates Ltd Halifax N-É $67,780, Dayton and Knight Associates Ltd Vancouver C-B $93,204, Duncan and Associates Ltd Vancouver C-B $84,788, Epix Inc Montréal Qué $87,235, Fenco Nfld Ltd Halifax N-É $157,408, The GCG Engineering Partnership Edmonton Alb $54,164, Jerrett and Associates Ltd Halifax N-É $99,755, Larose Laliberté Petrucci Montréal Qué $215,274, Murray and Murray Griffiths and Rankin Ottawa Ont $1,777,300, Norr Group Consultants Ltd Toronto Ont $125,961, Peterson and Lester Architects Vancouver C-B $293,475, Phillips Barratt Kaiser Ltd Vancouver C-B $165,350, Reid Crowther and Partners Ltd Winnipeg Man $154,703, Savage and Johnstone Inc Vancouver C-B $50,110, H A Simons (Int'l) Ltd Vancouver C-B $116,604, Stanley Associated Engineering Ltd Edmonton Alb $63,946, Vancouver C-B $50,136, St-Gelais Tremblay Bélanger Montréal Qué $71,116, Toby Russell Buckwell and Associates Ltd Vancouver C-B $82,020.

Services de santé et de bien-être $442,367

Services juridiques $34,083

Services de protection $26,320,442— Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B $974,720, The City of Calgary Alb $1,582,620, Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $5,343,806, Gouvernement du Canada—Gendarmerie royale du Canada Halifax N-É $2,140,554, Montréal Qué $4,790,157, Toronto Ont $5,808,641, Winnipeg Man $1,237,967, Edmonton Alb $2,640,160, Vancouver C-B $1,530,923, Service de médecins à domicile Montréal Qué $50,247, Urgence ambulancière Ltée Montréal Qué $112,346.

Services scientifiques (y compris recherche) $10,834

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $8,721

Enseignement et formation—Fonctionnaires $148,534

Autres services professionnels $5,067,457—Atlantic Industrial Distribution Ltd Halifax N-É $169,406, The BAE Group Halifax N-É $71,112, Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B $55,298, Corps canadien des commisssionnaires Ottawa Ont $476,983, Charterways Transportation Ltd Toronto Ont $132,942, Clintar Groundskeeping Services Ltd Toronto Ont $66,376, Coles Associates Ltd Halifax N-É $294,703, Consolidated Maintenance Services Ltd Toronto Ont $363,606, Deleuw Cather Canada Ltd Halifax N-É $91,729, Epix Inc Montréal Qué $69,735, Fenco Engineers Inc Toronto Ont $64,987, Giffels Associates Ltd Toronto Ont $231,897, Linwell Tools and Equipment Ltd Halifax N-É $63,775, Marshall Macklin Monoghan Ltd Toronto Ont $235,854, G A Matthews and Associates Ltd Halifax N-É $84,180, McCormick Rankin and Associates Ltd Toronto Ont $73,126, McLean Peister Ltd Toronto Ont $101,615, City of Mississauga Ont $136,093, Porter Dillon and Associates Ltd Halifax N-É $74,704, SMY Drafting Enterprises Ltd Edmonton Alb $81,362, Superior Trade Services Ltd Toronto Ont $270,186, Totten Sims Hubicki Associates Ltd Toronto Ont $56,633, Turner Electric Inc Toronto Ont $72,665.

Autres services $24,863,477—100921 Canada Inc Dorval Qué $137,559, 127526 Canada Ltée Montréal Qué $129,864, Ace Asphalt and Maintenance Ltd Edmonton Alb $83,487, Admari Groupe Ltée Montréal Qué $173,012, A J Maintenance Services Ltd Halifax N-É $60,606, H M Aquablast Ltd Toronto Ont $117,496, Associated Building Maintenance Ltd Edmonton Alb $76,839, B&M Paving Ltd St John's T-N $204,909, Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B $472,570, Bordeaux Maintenance Services Ltd Yarmouth N-É $307,280, Bot Construction Company Ltd Toronto Ont $837,540, Cafas Inc Montréal Qué $1,002,376, Canada Capital Building Services Ltd Vanier Ont $409,168, Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $361,396, Canadian Locker Company Ltd Montréal Qué $154,795, Capital City Maintenance Ltd Toronto Ont $500,021, Carrier Canada Ltd Edmonton Alb $703,023, Charterways Transportation

TRANSPORTS—*Suite*

Ltd Toronto Ont $270,101, Citicom Inc Toronto Ont $69,028, Stationnement Clark Inc Montréal Qué $251,024, Concord Maintenance Ltd Edmonton Alb $92,979, Ministère du Tourisme Halifax N-É $111,870, Digital Equipment of Canada Ltd Toronto Ont $50,242, Double MM Janitorial Services Ltd Toronto Ont $64,152, Dufferin Construction Company Ltd Toronto Ont $145,600, Dynamic Maintenance Ltd Vancouver C-B $92,458, East-Can Maintenance Ltd Halifax N-É $218,953, Evans Service Enterprises Ltd Edmonton Alb $50,844, Federated Building Maintenance Ltd Toronto Ont $93,381, For-Net Inc Montréal Qué $1,123,492, Gazzola Paving Ltd Toronto Ont $221,114, General Cleaning Services Ltd Halifax N-É $147,903, Gouvernement du Canada—Programme de l'administration centrale/Transports Ottawa Ont $97,763, Grants Janitorial Cleaning Services Ltd Saint John N-B $149,757, Honeywell Ltée Montréal Qué $118,355, Hudson General Aviation Services Ltd Edmonton Alb $302,866, JMP Maintenance Ltd Dorval Qué $1,399,835, Laidlaw Waste Systems Ltd Edmonton Alb $50,642, Metropolitan Parking Inc Montréal Qué $320,738, Toronto Ont $1,215,994, Modern Building Cleaning Ltd Halifax N-É $246,021, Monselet Construction and Equipment Ltd Montréal Qué $669,400, Moore Grate Sand and Gravel Ltd Halifax N-É $58,000, Jim Neary Heavy Equipment Ltd Halifax N-É $63,140, R E O'Brien Construction Ltd Halifax N-É $151,274, Oxford Building Cleaning Company Ltd Edmonton Alb $345,185, Pacific Building Maintenance Ltd Vancouver C-B $160,686, Pal Grewal Holding Ltd Toronto Ont $300,851, Y&R Paquette Inc Montréal Qué $674,691, Patterson Building Services Ltd Vancouver C-B $180,105, Perfect Building Maintenance Ltd Richmond C-B $1,205,543, Pritchard Building Services Ltd Calgary Alb $2,051,992, Rose Building Maintenance Ltd Edmonton Alb $91,687, Routine Cleaning Ltd Toronto Ont $2,276,846, St John Ambulance Ltd Halifax N-É $76,969, Sare's Inc Edmonton Alb $204,417, Sécuribec Inc Montréal Qué $300,249, Sky Valet Services Ltd Edmonton Alb $70,291, Société Sanitaire Laval Ltée Laval Qué $243,124, Wakshinsky Bros Ltd Winnipeg Man $73,586, Winnipeg Convention and Visitors Association Winnipeg Man $53,000.

PROGRAMME DES TRANSPORTS DE SURFACE $10,330,763

Services de comptabilité $423,562—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Hull Qué $363,170.

Services d'informatique $114,992—Nortak Software Ltd Ottawa Ont $54,259.

Services techniques (y compris recherche) $14,244

Services juridiques $71,726—William W Johnson & Assoc St Thomas Ont $65,229.

Services de protection $33,824

Services scientifiques (y compris recherche) $553,929—Gouvernement du Canada—Défense nationale Ottawa Ont $251,766, Le Parcours Inc Ste-Thérèse Qué $68,145, TES Ltd Ottawa Ont $78,800.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $121,617—Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $58,685.

Autres services professionnels $5,507,598—Frederick W Anderson Winnipeg Man $53,418, ADI Ltd Fredericton N-B $162,547, André Raynauld et Associés Inc Montréal Qué $51,016, Biokinetics and Assoc Ltd Gloucester Ont $266,765, Calspan Corp Buffalo NY É-U $77,477, Société canadienne des postes Ottawa Ont $55,500, Canadian Institute of Guided Ground Transport Kingston Ont $65,271, Canadian Public Affairs Consulting Group Vancouver C-B $65,172, Canadian Standards Assoc Rexdale Ont $161,278, Chinook Public Affairs Management Ottawa Ont $105,392, DPA Consulting Ltd Ottawa Ont $70,074, Fiander Good Assoc Ltd Fredericton N-B $60,662, German and Milne Inc Ottawa Ont $69,641, Gouvernement du Canada—Commission canadienne des transports Ottawa Ont $495,395, Défense nationale Ottawa Ont $155,092, Travaux publics Montréal Qué $776,555 et Ottawa Ont $61,884, Approvisionnements et Services Hull Qué $244,908, Programme de l'administration centrale/Transports Ottawa Ont $171,059, James F Hickling Ottawa Ont $142,800, Hugh Horner Barrhead Alb $67,275, IBI Group Toronto Ont $105,788, Donald A Leitch Winnipeg Man $310,694, Moncton Volunteer/Centre du Bénévolat Moncton N-B $50,000, Roads and Transportation Assoc of Canada Ottawa Ont $51,722, Douglas K Stow Winnipeg Man $52,019, Thompson Lightstone and Co Ltd Toronto Ont $115,439, Touche Ross and Partners Ottawa Ont $213,500, Université de Toronto Toronto Ont $64,817, Sydney B Williams Ottawa Ont $51,527.

Autres services $3,489,271—Av-Tech Inc Sherbrooke Qué $114,223, École Polytechnique de Montréal Montréal Qué $196,599, Gouvernement du Canada—Office national du film Ottawa Ont $85,686, Travaux publics Montréal Qué $95,255 et Ottawa Ont $81,766, Statistique Canada Ottawa Ont $525,450, Approvisionnements et Services Hull Qué $265,777, Programme de l'administration centrale/Transports Ottawa Ont $122,813, Université McGill Montréal Qué $129,046, Mille Isles Personnel Services Inc Ste-Thérèse Qué $53,131, Université technique de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $134,704, Université de: Colombie-Britannique Vancouver C-B $172,200, Calgary Calgary Alb $204,833, Manitoba Winnipeg Man $180,990, Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $185,614, Saskatchewan Saskatoon Sask $126,474, Toronto Toronto Ont $135,848, Western Ontario London Ont $234,683.

Bureau canadien de la sécurité aérienne $485,422

Services d'informatique $50,239—James F Hickling Management Consultants Ltd Ottawa Ont $50,239.

Services de santé et de bien-être $2,353

Services de protection $326

Services scientifiques (y compris recherche) $587

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $30,517

Enseignement et formation—Fonctionnaires $23,670

Autres services professionnels $22,561

Autres services $355,169

Commission canadienne des transports $3,143,526

Services de comptabilité $106,252—Touche Ross and Company Ottawa Ont $100,252.

Services d'informatique $18,625

Services juridiques $18,112

Services de protection $23,629

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $1,380

Enseignement et formation—Fonctionnaires $198,092

Autres services professionnels $669,528—Peat Marwick and Partners Montréal Qué $89,958, Gouvernement du Canada—Statistique Canada Ottawa Ont $56,813.

Autres services $2,107,908—Comshare Rexdale Ont $124,378, Canadian Law Information Council Ottawa Ont $55,000, L'Industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué $474,611, Gouvernement du Canada—Statistique Canada Ottawa Ont $603,496, Steno Tran Services Inc Ottawa Ont $73,646, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $113,551, Gouvernement du Canada—Transports Canada Ottawa Ont $298,682.

TRANSPORTS—*Fin*

Administration du pipe-line du Nord $136,971

Services de comptabilité $40,763

Services juridiques $18,450

Enseignement et formation—Fonctionnaires $29,021

Autres services professionnels $37,993

Autres services $10,744

Bureau de l'administrateur de l'Office du transport du grain $242,684

Services d'informatique $122,301—Cybershare Ltd Winnipeg Man $114,301.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $6,166

Autres services professionnels $47,177

Autres services $67,040

CONSEIL DU TRÉSOR $8,135,895

Secrétariat $7,769,172

PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE $7,769,172

Services de comptabilité $19,600

Services juridiques $10,968

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $15,853

Enseignement et formation—Fonctionnaires $316,772—The DPA Group Inc Ottawa Ont $50,610.

Autres services professionnels $2,155,250—Gouvernement du Canada—Société canadienne des postes Ottawa Ont $246,002, Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $411,216, Tyrie and Associates Ltd Smiths Falls Ont $66,820, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $411,251.

Autres services $5,250,729—Alphatext Ottawa Ont $113,651, Barbara Personnel Inc Ottawa Ont $160,952, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $3,886,198, The Human Resources Planning Society New York NY É-U $109,140, IP Sharp Associates Ltd toronto Ont $150,660, Victor Temporary Services Ottawa Ont $94,798.

Contrôleur général $366,723

PROGRAMME DES PRATIQUES ET CONTRÔLES DE GESTION $366,723

Enseignement et formation—Fonctionnaires $81,895

Autres services professionnels $206,088—The ABT Associates of Canada Ottawa Ont $60,000.

Autres services $78,740

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS $118,317,614

PROGRAMME DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS $117,253,837

Services d'informatique $81,297—Ducros Meilleur Roy and Assoc Halifax N-É $66,301.

Services de santé et de bien-être $106,251,587—Alberta Hospital Edmonton Alb $87,296, Alberta Hospital and Medical Care Health Care Edmonton Alb $98,659, Blue Cross Moncton N-B $326,331, Boots Drug Stores Ltd Toronto Ont $290,511, Brockville Psychiatric Hospital Brockville Ont $57,131, Burrows Medical Toronto Ont $61,497, Camp Hill Hospital Halifax N-É $7,585,139, Institut national des aveugles Toronto Ont $140,712, Centre Hospitalier Université de Laval Ste-Foy Qué $1,645,109, Claresholm Care Centre Claresholm Alb $116,362, Deer Lodge Centre Winnipeg Man $8,399,706, Ministère de la santé Régina Sask $100,010, Dr Everett Chalmers Hospital Fredericton N-B $2,142,717, Dr George Dumont Hospital Moncton N-B $1,537,510, E M Found Health Centre Charlottetown Î-P-É $82,396, Emergency Health Service Victoria C-B $70,229, Fromsteins Pharmacy Ltd Toronto Ont $67,181, General Hospital Corporation St John's T-N $2,979,298, Greens Pharmacy Badgers Key T-N $82,247, Health Science Centre Winnipeg Man $50,375, Horst Dental Lab Dundas Ont $53,008, Kelowna General Hospital Kelowna C-B $134,768, Lakeshore Diagnostic Centre Pointe-Claire Qué $50,349, Lions Gate Hospital North Vancouver C-B $61,477, Medical Services Plan of BC Victoria C-B $651,233, Medigas Ltd Toronto Ont $102,439, Metro Calgary and Rural General Hospital District 93 Calgary Alb $830,636, Miramichi Senior Citizens Home Chatham N-B $83,800, Mount Pearl Optical and Hearing Aid Centre Mount Pearl T-N $70,682, Mount St Francis Hospital Kelowna C-B $51,858, Nanaimo Regional Hospital Nanaimo C-B $90,039, Centre médical de la Défense nationale Ottawa Ont $619,321, Northside Harbour View Sydney Mines N-É $1,656,341, Parkwood Hospital London Ont $9,270,104, Penticton General Hospital Penticton C-B $76,991, Peterborough Civic Hospital Peterborough Ont $50,376, Province du Manitoba Winnipeg Man $343,063, Respicare Inc Ottawa Ont $110,009, Riverview Hospital Port Coquitlam C-B $341,279, Royal Columbian Hospital New Westminster C-B $95,267, Royal Inland Hospital Kamloops C-B $107,610, Royal Jubilee Hospital Victoria C-B $1,274,673, Saanich Peninsula Hospital Saanichton C-B $97,509, Saint John Regional Hospital Saint John N-B $3,174,923, St Boniface Hospital Winnipeg Man $103,733, St Paul's Hospital Vancouver C-B $159,789, Shaughnessy Hospital Vancouver C-B $3,297,745, Shaw Laboratories Ltd Calgary Alb $61,920, Shaw Laboratories Ltd Winnipeg Man $58,800, Shoppers Drug Mart Summerside Î-P-É $51,684, Soldiers Memorial Hospital Campbellton N-B $1,141,032, Soldiers Memorial Hospital Middleton N-É $1,064,155, Steads Pharmacy Ltd Charlottetown Î-P-É $56,065, Sunnybrook Hospital Toronto Ont $5,927,814, Sunnybrook Hospital (University of Toronto Clinic) Toronto Ont $135,482, Surrey Memorial Hospital Surrey C-B $66,891, Université de l'Alberta Edmonton Alb $651,628, Valley Health Services Kentville N-É $69,494, Vancouver General Hospital Vancouver C-B $145,203, Victoria General Hospital Halifax N-É $106,828, Victoria General Hospital Victoria C-B $125,121, Victoria Hospital London Ont $7,589,765, Victorian Order of Nurses Toronto Ont $77,282, Victorian Order of Nurses Willowdale Ont $138,132, Wascana Hospital Régina Sask $1,656,258, Waterford Hospital St John's T-N $63,875.

Services juridiques $15,535

Services de protection $1,301,754—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $1,280,948.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $533,990—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $224,180.

Autres services professionnels $1,277,334—Bureau des conseillers en gestion Hull Qué $183,886, Ducros Meilleur Roy and Assoc Halifax N-É $129,569, Touche Ross and Partners Ottawa Ont $87,636, William Jeffery and Associates Toronto Ont $79,102.

Autres services $7,792,340—ACS Information Group Ottawa Ont $181,800, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $2,738,285, Canadian Red Cross Society Toronto Ont $1,769,136, Manpower Temporary Services Moncton N-B $50,136, MacDonald Brisson

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS—*Fin*

Ottawa Ont $101,223, Centre médical de la Défense nationale Ottawa Ont $60,149, Northwest Dental Lab Ltd Vancouver C-B $57,837, Office Overload Moncton N-B $143,270, Travaux publics Canada Ottawa Ont $82,845, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $575,606.

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS $13,872

Enseignement et formation—Fonctionnaires $7,267

Autres services $6,605

PROGRAMME DES PENSIONS $990,124

Services d'informatique $2,511

Services de santé et de bien-être $669,206—Deer Lodge Centre Winnipeg Man $78,227, Victoria Hospital London Ont $64,839.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $26,044

Autres services professionnels $73,316

Autres services $219,047

PROGRAMME DU BUREAU DE SERVICES JURIDIQUES DES PENSIONS $59,781

Services de santé et de bien-être $31,796

Enseignement et formation—Fonctionnaires $5,928

Autres services $22,057

---

(1) Le 17 septembre 1984, le Service canadien des forêts, auparavant sous les programmes d'administration et des services de l'environnement du ministère de l'Environnement, a été transféré aux programmes d'administration et au service canadien des forêts du ministère de l'Agriculture. Les dépenses de l'exercice en cours, reliées au Service canadien des forêts sont donc rapportées, pour la période applicable, sous les deux ministères.

SECTION 32

COMPTES PUBLICS
1984-85

Construction et acquisition

SOMMAIRE

	Page
Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	32.3
Construction et acquisition de machines et de matériel	32.30

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages

Cet état fournit les dépenses totales de chaque programme pour l'exercice en cours, de même que les détails pour les contrats de $250,000 ou plus ($25,000 ou plus pour les contrats au coût plus honoraires fixes). Dans cet état:

— un astérisque (*) vis-à-vis des montants sous la colonne dépenses à ce jour indique que les montants énoncés dans les Comptes publics de l'exercice précédent ont été modifiés dans l'exercice en cours;
— deux astérisques (**) vis-à-vis du nom et lieu de l'entrepreneur indiquent les contrats adjugés par l'entremise du ministère des Travaux publics;
— trois astérisques (***) vis-à-vis des montants sous la colonne montant du contrat indiquent les contrats au coût plus honoraires fixes; et
— un (*f*) vis-à-vis des montants sous la colonne dépenses à ce jour indique les contrats terminés dans l'exercice en cours.

Un sommaire ministériel des dépenses totales pour l'exercice en cours (article courant 08) est fourni à l'Introduction de ce volume (tableau 3).

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1984-85	Dépenses à ce jour
		$	$	$
AGRICULTURE 69,548,000				
Ministère $69,537,000				
PROGRAMME D'ADMINISTRATION $817,325[1]				
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE $45,121,171				
A J Harlick Earthmoving Ltd Swift Current Sask	Travaux en terre Sask	338,654	307,984	307,984(*f*)
Antagon Ltée St-Laurent Qué**	Construction, fondation Qué	302,195	78,281	78,281
Bison Construction Ltd Carman Man	Installations pour traitement de l'eau Man	735,600		367,384*(*f*)
Construction Langer Inc Montréal Qué**	Construction d'un laboratoire Qué	852,005	852,005	852,005(*f*)
Construction Paval Inc Montréal Qué**	Construction d'un laboratoire Qué	9,550,963	2,462,681	8,674,324
Construction Paval Inc Montréal Qué**	Construction d'un laboratoire Qué	6,812,943	947,248	947,248
Construction Paval Inc Montréal Qué**	Construction d'un Centre de recherches Qué	17,830,000	6,082,177	6,082,177
Construction Raoul Beaulieu Québec Qué	Rénovations Qué	417,898	417,898	417,898(*f*)
Construction Renald Blais Sherbrooke Qué	Construction d'une grange Qué	523,000	218,567	526,367(*f*)
Construction Services Co Kindersley Sask	Station de survolteur Sask	473,562	7,955	463,831(*f*)
Custom Builders Ltd Fredericton N-B	Construction d'un pavillon de serre N-B	252,275	206,745	206,745
Delorme & Morin Montréal Qué**	Construction d'un bureau et laboratoire Qué	610,000	150,259	529,197
Doug Little Contracting Ltd Tisdale Sask	Réservoir et poste de pompage pour l'eau Sask	401,232	9,124	399,441(*f*)
Elan Developments Ltd Winnipeg Man	Conduite principale d'eau Man	1,121,756	1,096,619	1,096,619
Fitzgerald & Snow Ltd Summerside Î-P-É	Entrepôt pour les pommes de terre Î-P-É	525,000	442,792	524,982*(*f*)
Graham Construction & Engineering Saskatoon Sask	«Control shafts annulus filling» Sask	670,890	488,559	488,559
Hervé Pomerleau Inc St-Georges Qué**	Construction, fondation Qué	2,162,400	2,430,030	2,430,030
K & B Construction Ltd Port Williams N-É	Complexe pour bovins génisses N-É	369,300	128,284	369,300*(*f*)
Larsons Construction Ltd Radville Sask	Travaux principaux Sask	402,382	10,428	392,785*(*f*)
Lemoine & Assoc St-Hyacinthe Qué**	Construction d'un Centre de recherches Qué	2,230,000	938,423	1,147,672
Marquis & Frères Sherbrooke Qué	Construction d'une grange Qué	581,800	215,945	587,436(*f*)
Mierau Construction Ltd Abbotsford C-B**	Construction d'un moulin à nourriture pour animaux C-B	3,398,856	490,902	490,902
Mustang Engineering & Construction Ltd Nisku Alb	Remplacement du déversoir Sask	2,071,928	1,557,904	1,577,904(*f*)
Nelson River Construction Ltd Winnipeg Man	Travaux des pompes Man	732,121	701,952	701,952
Neuls Construction Regina Sask	Poste de pompage d'approvisionnement en eau Sask	575,069		569,724(*f*)
Paul Martin Inc Québec Qué**	Construction d'un bureau et laboratoire Qué	2,262,862	807,377	807,377
PCL Construction Management Inc et Maxim Calgary Alb	Réparations et modifications au barrage Bassano Alb	10,317,540	1,444,464	1,444,464
Peter Leitch Construction Ltd Winnipeg Man	Travaux principaux Sask	3,270,450	24,592	3,248,409(*f*)
Travaux publics Canada Toronto Ont**	Acquisition de terrains de Matthews Group Ltd Ont	860,016	860,016	860,016(*f*)
Roy & Associés Montréal Qué**	Laboratoire, technique consultative Qué	250,000	205,138	205,138
Tétreault Parent Languedoc Montréal Qué**	Plans et devis, laboratoire Qué	1,575,000	96,705	902,978
Wappel Construction Regina Sask	Conduite d'approvisionnement en eau Sask	689,612	440,557	440,557
PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION ET DE L'INSPECTION AGRO-ALIMENTAIRES $3,824,292				
Ball Brothers Ltd Kitchener Ont**	Construction du laboratoire de Guelph Ont	3,445,000	329,282	329,282
Construction MRC Ltée St-Léonard Qué**	Laboratoire de pathologie pour animaux Qué	12,289,973	846,003	846,003*
David Boulva Cleeve Brodeur & Tanguay Montréal Qué**	Construction d'un laboratoire Qué	985,000	90,000	598,918
Dumajev Montréal Qué**	Construction d'un laboratoire Qué	135,000[2]	57,000	87,000
Evamy Cohos Calgary Alb**	Projection du concept Alb	318,000	316,875	316,875
Getkate Construction Ltd Lethbridge Alb**	Construction du laboratoire d'isolement de Lethbridge Alb	859,836	859,836	859,836*(*f*)
Jim Sylvester Enterprises Tecumseh Ont	Construction d'installations pour quarantaine Ont.	319,531		319,531*(*f*)
PROGRAMME DU SERVICE CANADIEN DES FORÊTS $19,774,212[1]				
Alfred Mechanical Pressure Co[1] Hamilton Ont**	Remplacement de chaudières Ont	425,141	235,902	235,902(*f*)
Cana Construction[1] Victoria C-B**	Construction d'un ajout et améliorations au Centre de recherches forestières du Pacifique C-B	7,975,594	4,689,620	4,689,620

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1984-85	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Conviron Systems Co Winnipeg Man	Approvisionnement et livraison des unités préfabriquées Ont	926,382	926,382	926,382(f)
Crane Steel Structures[1] Brandon Man**	Construction de l'immeuble «Seed Line» Man	437,696	58,979	58,979
Erskine Building Corp[1] Toronto Ont**	Ajouts et modifcations au Centre de recherches forestières des Grands Lacs Ont	10,489,731	5,684,800	5,684,800
Farmer Construction[1] Victoria C-B**	Agrandissement de l'immeuble au Centre de recherches forestières du Pacifique C-B	976,856	9,884	9,884(f)
Les Constructions Roger Blouin Inc[1] Ville Vanier Qué**	Préparation du terrain pour l'ajout au Centre de recherches forestières des Laurentides Qué	375,825	161,583	161,583(f)
Manufacture Parent Ltée[1] St-Augustin Qué**	Travaux de fondation et charpente pour l'ajout au Centre de recherches forestières des Laurentides Qué	1,391,103	429,592	429,592
Perma Construction[1] Victoria C-B**	Construction d'un ajout et améliorations au Centre de recherches forestières du Pacifique C-B	933,589	862,608	862,608
Roger Blouin Ville de Québec Qué**	Travaux préliminaires au Centre de recherches forestières des Laurentides Qué	375,825	375,825	375,825(f)
Telecommunications Terminal Systems Toronto Ont	Approvisionnement et installation du système téléphonique Ont	491,734	491,734	491,734(f)
Office canadien des provendes $11,000				
COMMUNICATIONS $5,326,198				
Ministère $5,326,198				
PROGRAMME DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE $5,326,198				
Construction Canco Inc Chomedey Laval Qué**	Centre de recherches Laval Qué	2,850,475	2,827,176	2,827,176
Massicotte Bros Construction Limited Vanier Ont**	Ajout au Laboratoire David Florida Ont	2,513,244	1,298,356	1,298,356
Rahm Construction Ltd Ottawa Ont**	Ajout à l'immeuble #62 Ont	265,316	65,401	265,316*
Vanson Construction Ltd Greely Ont**	Agrandissement des installations du Laboratoire David Florida Ont	105,152[2]	95,475	95,475(f)
CONSOMMATION ET CORPORATIONS $585,695				
Ministère $585,695				
Robert Construction Ltd (1970) Ottawa Ont**	Laboratoire des analyses volumétriques Ont	878,379	585,695	585,695
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES $5,837,288				
Ministère $5,837,288				
PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE $5,837,288				
Elf Construction and Management Services Ottawa Ont**	Rénovations à la bibliothèque Ont	314,925		79,570(f)
Erskine Building Corporation Toronto Ont**	Construction du Centre de recherches Elliot Lake Ont	4,638,353	3,240,776	3,240,776
Mirtren Contractors Ltd Calgary Alb**	Rénovation mécanique à l'Institut de géologie sédimentaire et pétrolière Alb	842,787	507,339	507,339
Mirtren Contractors Ltd Calgary Alb**	Ajout pour emmagasinage à noyau à l'Institut de géologie sédimentaire et pétrolière Alb	1,364,530	1,103,917	1,103,917
Rahm Construction Ltd Ottawa Ont**	Rénovations au laboratoire de géochronologie Ont	411,900		125,948
Schendel Plumbing and Heating Ltd Winterburn Alb**	Améliorations des usines de charbon Alb	266,635		131,925(f)
Service Royal Inc Sherbrooke Qué**	Aménagement à l'Institut de cartographie Qué	310,193	310,193	310,193(f)
ENVIRONNEMENT $48,868,093				
Ministère $48,868,093				
PROGRAMME D'ADMINISTRATION $473[1]				
PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT $12,275,963[1]				
Alfred Mechanical Pressure Co Ltd[1] Hamilton Ont**	Remplacement de chaudières Ont	425,141	189,239	425,141*(f)
Cana Construction Co Ltd[1] Richmond C-B**	Ajouts et modifications au Centre de recherches forestières du Pacifique (Phase 2A) C-B	7,975,594	1,533,884	6,223,504
Cana Construction Co Ltd Richmond C-B**	Ajouts et modifications au Centre de recherches forestières du Pacifique (Phase 3) C-B	2,094,295	115,407	115,407
Crane Steel Structures[1] Brandon Man**	Construction de l'immeuble «Seed Line» Man	437,696	48,255	107,235
Dawn Enterprises Ltd Thornhill Ont**	Construction des installations de détection par radar Ont	515,416	69,864	515,416*(f)
Erskine Building Corporation[1] Toronto Ont**	Ajouts et modifications au Centre de recherches forestières des Grands Lacs (Phase 2) Ont	10,489,731	1,222,928	6,907,728
Farmer Construction Ltd[1] Victoria C-B**	Ajouts et modifications de la charpente au Centre de recherches forestières du Pacifique C-B	976,856	115,619	976,856(f)
Les Constructions Roger Blouin Inc[1] Ste-Foy Qué**	Construction préliminaire du Centre de recherches forestières Qué	375,825	214,242	375,825
Manufacture Parent Ltée[1] St-Augustin Ste-Foy Qué**	Fondation et charpente—Centre de recherches forestières Qué	1,391,103	429,592	1,139,000
Pan Western Construction Ltd Saskatoon Sask**	Centre de recherches en hydrologie Sask	12,392,678	1,936,320	1,936,320
Perma Construction[1] Victoria C-B**	Ajouts et modifications—Centre de recherches forestières du Pacifique (Phase 2B) C-B	933,589	70,296	932,905

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat $	Dépenses 1984-85 $	Dépenses à ce jour $
Samson Construction (1972) Ltd Sault Ste Marie Ont**	Construction d'un ajout au Centre de recherches forestières des Grands Lacs Ont	1,008,596		1,008,596(/)
Stuart Olson Industrial Contractors Edmonton Alb**	Hangars pour aéronefs TN-O	5,258,191	5,258,191	5,258,191
TR Construction Ltd Dauphin Man**	Construction de serres «Clearwater» Man	792,350	792,350	792,350
PROGRAMME PARCS CANADA $36,591,657				
Argus Installations Ltd Vancouver C-B	Construction d'une usine pour traitement des égouts Alb	4,079,487	212,242	4,079,487*
Ken Beatty Construction Ltd Erickson Man**	Améliorations au fondement et surface des routes Man	323,551	108,351	323,551*(/)
G Beaudet Compagnie Ltée Warwick Qué	Restaurer l'extérieur d'un édifice et équipement Qué	1,838,360	253,444	1,838,360*
Binder Construction Ltd Edmonton Alb**	Centre d'interprétation Alb	325,879	2,569	325,879*(/)
Bishop Marine Construction Ltd Gananoque Ont**	Dragage d'entretien du Trent Severn Waterway Ont	477,000		169,017*
Bouchard & Blanchette Marine Ltée Sept-Îles Qué**	Réparations au quai Qué	265,549		265,549(/)
Brent Construction Ltd Prince Albert Sask**	Construction de l'autoroute et stationnement d'accès Sask	695,617	695,617	695,617
Celeb Construction Candiac Qué	Restauration de la résidence Sir Georges Étienne Cartier Qué	1,230,391	838,764	1,223,391*
Collier Pavey Construction Canmore Alb	Construction de 3 édifices abritant des salles de toilette Alb	378,034		378,034(/)
Construction Lane (1982) Inc Montréal Qué	Réparer un pont Qué	1,347,825	905,243	905,243
Construction Maurice Desrosiers Inc Rimouski Qué	Construction d'un Centre d'interprétation et d'accueil Qué	1,619,806	1,331,241	1,619,806*
Corporation Immobilière Dallaire & Frères Inc Ville Vanier Qué	Stabilisation de la structure du Fort St-Louis Qué	2,985,284	1,000	2,985,284*(/)
DB&J (1971) Inc Charlottetown Î-P-É	Traitement du système d'égouts Î-P-É	290,066	273,048	273,048
Debsco Construction & Development Ltd Edmonton Alb**	Construction de la route panoramique de Bow Valley Alb	1,524,358		1,607,884*
DeFoy Construction Inc Québec Qué	Construction du Haut-Fourneau Qué	2,426,102	70,926	2,411,050*
Deschênes Structures (Eastern) Inc Ottawa Ont	Reconstruction et réparations du canal Rideau Ont	300,658	260,957	260,957
Dexter's Construction Co Ltd Bedford N-É**	Améliorations à l'autoroute T-N	5,270,567		5,202,004
Dominion Bridge Ontario Sault Ste Marie Ont	Réparations à la barrière d'urgence Ont	337,619	240,648	240,648
Ellis-Don Management Services Calgary Alb**	Structure «Whitehorn» Alb	1,298,477	848,560	848,560
ERH Enterprises Ltd St Catharines Ont	Réparations à un quai au canal Murray Ont	317,414	102,347	102,347
Everall Construction Edmonton Alb**	Pavage de l'autoroute Jasper Alb	1,423,036	1,423,036	1,423,036(/)
Everall Construction Edmonton Alb**	Pavage de l'autoroute Yellowhead Alb	1,279,490	1,279,490	1,279,490(/)
Fenka Construction Ltd Airdrie Alb	Construction de 12 unités de logement pour le personnel Alb	944,199	800,452	943,952*
Gauthier Guité Roy Québec Qué	Dessin et supervision de la construction du Haut-Fourneau Qué	329,900	5,000	329,900(/)
Gervais Dubé Inc Trois-Pistoles Qué**	Reconstruction de la route côtière Qué	491,801	498,661	498,661
Gervais Dubé Inc Trois-Pistoles Qué	Reconstruction de la route côtière Qué	527,000	527,000	527,000(/)
GID Ltée Québec Qué	Interprétation du Haut-Fourneau Qué	432,785	25,685	432,785*(/)
Gillet Construction (Calgary) Ltd Calgary Alb**	Rénovations du complexe Alb	1,998,046	28,708	1,998,046*(/)
Gillet Construction (Calgary) Ltd Calgary Alb	Construction d'un réservoir Alb	1,842,192	422,961	1,842,192*(/)
Gillet Construction (Calgary) Ltd Calgary Alb	Réparations de véhicules, ajout à l'atelier et rénovation Alb	941,888	3,000	941,888(/)
Gord-Don Trucking Ltd Port Hardy C-B**	Aménagement de la rivière Fiddle Alb	345,946	7,521	345,946*(/)
Hewlett Services Springdale T-N	Construction d'un édifice d'administration T-N	490,098	484,398	484,398
KER Pipeline Ltd Calgary Alb	Amélioration de l'eau Alb	874,320	262,365	868,926*
Kidco Holdings Calgary Alb**	«Interchange construction» Alb	1,077,632	732,364	732,364
WD Laflamme Ltd Ottawa Ont	Restauration et réparations au barrage et déversoir, canal Rideau Ont	905,261	904,993	904,993
WD Laflamme Ltd Ottawa Ont	Reconstruction du mur de soutènement au bassin de Perth Ont	862,335	21,535	862,335*(/)
WD Laflamme Ltd Ottawa Ont	Reconstruction et réparations d'un mur Ont	250,952	27,852	250,952*(/)
A Leduc Developments (1983) Ltd Aldersyde Alb	Refaire la surface en asphalte et divers travaux en terre Alb	422,389	421,593	421,593
Les Consultants Desseau Inc Laval Qué	Dessin et supervision pour la restauration des écluses, canal Chambly Qué	340,561	104,570	104,570
LJ Fortin Construction Ltd Kapuskasing Ont**	Installations des facilités de Pukaskwa Ont	1,663,700		1,532,532
Lundrigans Group Ltd Corner Brook T-N**	Reconstruction de l'autoroute T-N	4,948,537	93,490	4,948,537*(/)
Lundrigans Group Ltd Corner Brook T-N**	Pavage de l'autoroute T-N	595,620	595,620	595,620(/)
Lundrigans Ltd Corner Brook T-N	Construction d'un Centre d'accueil T-N	1,740,088	508	1,740,088(/)
Colin R MacDonald Ltd Antigonish N-É**	Reconstruction de l'autoroute N-É	2,573,507	31,981	2,573,507*(/)
MacNamara Construction Ltd St John's T-N**	Gradation et drainage T-N	3,115,597	814,462	814,462
Maple Engineering and Construction Canada Ltd Brampton Ont	Réparations au barrage et au mur de soutènement, canal Rideau Ont	530,479	530,479	530,479(/)
Robert McAlpine Ltd Rexdale Ont	Reconstruction du barrage en béton Ont	1,928,171	1,880,116	1,880,116
Miller Western Industries Calgary Alb**	«Miette Hot Springs» Alb	982,590	239,002	239,002
M&M Construction Ltd Edmonton Alb	Construction d'un édifice pour concession d'aliments Alb	328,098	101,804	328,098*(/)
P Morsky Ltd Virden Man**	Cours de la gradation et du fondement Man	1,538,722	375	1,538,722*(/)
Mutual Electric Co Ltd Sault Ste Marie Ont	Installation d'une nouvelle sous-station et d'un système d'électricité Ont	377,404	45,209	377,404*(/)
Newklas Construction Canada Ltd Calgary Alb	Construction de «Miette Hot Pool» Alb	1,528,682	1,217,294	1,528,682*
Newklas Construction Canada Ltd Calgary Alb**	Construction des installations de cabinets de toilette et stationnement Alb	347,977	967	347,976(/)
Nor Lake Construction Calgary Alb**	Aménagement du Lac Louise Alb	298,700	102,523	102,523
Nova Construction Co Ltd Antigonish N-É**	Pavage N-É	1,107,128	1,107,128	1,107,128(/)

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1984-85	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Nova Construction Co Ltd Antigonish N-É**	Reconstruire l'autoroute T-N	4,802,838	586,264	4,802,838*(ƒ)
Pavage Beau-Bassin New Richmond Qué	Réparations de la charpente à un Centre d'interprétation Qué	257,003	434	257,003*(ƒ)
PCL Construction Ltd Calgary Alb	Réaménagement de la fontaine—Caverne et bassin Alb	4,294,138	188,220	4,294,138*
PCL-Maxim Saskatoon Sask	Construire un Centre d'accueil Sask	2,756,219	1,058,158	1,058,158
Ed Penner Construction Ltd Kola Man	Construction d'un édifice pour douches et cuisines Man	418,578	4,678	418,578*(ƒ)
Petrifond Fondation Cie Ltée Montréal Qué	Construire des murs de soutènement au pont Gavin Qué	724,580	204,080	204,080
Remington Construction Calgary Alb**	Pont Blackstone Alb	563,095	503,154	503,154
Review Construction Co Ltd Kamloops C-B**	Route Pyramid Lake Alb	399,722	256,835	256,835
James A Rice Ltd Gormley Ont	Centre «Liftlock» de Peterborough Ont	1,043,905	883,951	883,951
Ron Engineering and Construction (Eastern) Ltd Ottawa Ont	Reconstruction des écluses 1-3 d'Ottawa Ont	8,277,115	290,002	8,175,360
Taplen Construction (1979) Inc Ottawa Ont	Rénovations des écluses et de l'édifice des provisions Ont	707,249	707,249	707,249(ƒ)
W Gordon Tooms Hunter River Î-P-É	Construction d'un système d'égouts Î-P-É	310,644	295,113	295,113
Twin Cities Paving Winnipeg Man**	Pavage de la route panoramique du parc national Riding Mountain et de la route Boat Cove Man	1,485,092	(198)	1,485,092*(ƒ)
Volker Steven Contracting Ltd Calgary Alb	Stationnement et routes connexes, caverne et bassin Alb	859,041	3,[illegible]73	859,041*(ƒ)
Webb and Trace Victoria C-B**	Reconstruire et refaire la surface en asphalte de l'autoroute C-B	3,190,867	3,190,867	3,190,867
Western Construction Ltd Stephenville Crossing T-N**	Pavage de l'autoroute T-N	1,123,612	1,123,612	1,123,612(ƒ)
Zutphen Brothers Construction Ltd Port Hood N-É	Restauration et réparations N-É	2,720,750	1,970,899	1,970,899
Zutphen Brothers Construction Ltd Port Hood N-É	Construction d'un mur N-É	329,941	113,716	329,941*(ƒ)
AFFAIRES EXTÉRIEURES $28,461,195				
Ministère $28,461,195				
PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER $28,461,195				
Consortium C R S Ste-Foy Qué	Approvisionner et ériger la chancellerie préfabriquée Bridgetown Barbades	2,460,000	2,059,580	2,059,580
Diplomatic Corps Services Bureau Moscou URSS	Acquisition d'un terrain pour le complexe de l'Ambassade Moscou URSS	1,201,770		729,306
Dubois Plumb & Associates Toronto Ont	Plans et devis et construction du complexe de l'Ambassade Beijing Chine	2,022,334	413,707	1,674,411
Arthur Erickson Associates Toronto Ont	Plans et devis et construction du complexe de l'Ambassade Washington DC É-U	3,750,000	1,244,728	1,537,495
Fiset Miller Vinois Architectes Montréal Qué	Rénovations à la chancellerie Paris France	1,370,000		1,151,354(ƒ)
Hanscomb Consultants Toronto Ont	Plans et devis et construction d'un complexe diplomatique Lagos Nigéria	462,000	329,453	398,640
Hanscomb Consultants Toronto Ont	Préparation de plans et devis pour le complexe de l'Ambassade Washington DC É-U	376,000	163,910	223,510
Hunter and Partners Londres Angleterre	Rénovations à la chancellerie «MacDonald House» Londres Angleterre	1,150,000	676,329	774,895*
Kyle Stewart Ltd Londres Angleterre	Construction de la résidence officielle Londres Angleterre	1,368,000	1,284,829	1,284,829
Kyle Stewart Ltd Londres Angleterre	Rénovations à la chancellerie «MacDonald House» Londres Angleterre	7,213,200	3,820,536	3,820,536
Laing Wimpey Alireza Ltd Riyadh Arabie Saoudite	Construction d'une chancellerie Riyadh Arabie Saoudite	20,788,832	14,874,416	20,728,732*
Neish Owen Rowland & Roy Toronto Ont	Construction d'une chancellerie Lagos Nigéria	1,250,000	615,225	908,213
Ouellet & Reeves Architectes Montréal Qué	Construction d'une chancellerie Belgrade Yougoslavie	1,072,250	753	821,939*
Sankey Partnership Architects Toronto Ont	Plans et devis et construction d'un complexe diplomatique Riyadh Arabie Saoudite	3,468,000	666,402	3,280,493
Stecer Rome Italie	Rénovations de la résidence officielle Rome Italie	941,500	598,145	917,618(ƒ)
The Building Organization R A D Belgrade Yougoslavie	Construction de la chancellerie Belgrade Yougoslavie	6,994,715	228,621	6,994,715*(ƒ)
PÊCHES ET OCÉANS $133,884,257				
Ministère $133,884,257				
Acadian Dredging Ltd Cocagne N-B**	Dragage N-B	318,783	28,675	318,783*(ƒ)
Acadian Dredging Ltd Cocagne N-B**	Dragage N-B	328,605		328,605*(ƒ)
Adéra Construction Inc Cap-aux-Meules Qué**	Améliorations portuaires Qué	383,616	37,200	383,616*(ƒ)
Alnor Construction Company Ltd Orillia Ont	Dragage—Brise-lames Ont	563,510	570,295	570,295
Alnor Contracting Inc Oshawa Ont**	Brise-lames, dragage, Phase I Ont	420,902	420,902	420,902(ƒ)
Alnor Contracting Inc Oshawa Ont**	Rénovations—Brise-lames de protection Ont	633,767	633,767	633,767
Alnor Contracting Inc Oshawa Ont**	Construction, Lakefront Promenade Park Ont	463,245	463,245	463,245(ƒ)
Alnor Earthmoving Ltd Oshawa Ont**	Construction du brise-lames est Ont	1,212,941		1,212,941(ƒ)
Arrow Building Corporation Dartmouth N-É**	«BIO»—Amélioration au système de protection contre les incendies N-É	640,510	216,070	640,510*
Avalon Construction & Engineering Ltd St John's T-N**	Quai de débarquement T-N	580,108	580,108	580,108(ƒ)
Avalon Construction & Engineering Ltd St John's T-N**	Brise-lames T-N	347,117	254,955	347,117*(ƒ)
Avalon Construction & Engineering Ltd St John's T-N**	Prolongement du quai T-N	1,181,406	508,464	1,181,406*(ƒ)
Avalon Construction & Engineering Ltd St John's T-N**	Réparations et améliorations de brise-lames T-N	838,155	707,133	838,155*(ƒ)
B & M Comeau Construction Ltd Digby Co N-É**	Quai secondaire N-É	435,795	138,458	430,469*(ƒ)

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1984-85	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Bay Chaleur Construction (1981) Ltd Shippegan N-B**	Phase I, dérivation du ruisseau N-B	352,833	20,627	352,833*(/)
Beauséjour Management Ltd Caraquet N-B**	Dragage du quai public «classe B» N-B	1,012,904	551,504	551,504
Beaver Marine Construction Ltd Halifax N-É**	Quai secondaire ouest N-É	975,354	687,884	961,204*
Beaver Marine Construction Ltd Halifax N-É**	Reconstruction du brise-lames nord N-É	891,274	261,787	891,274*(/)
Beaver Marine Construction Ltd Halifax N-É**	Prolongement du quai N-É	1,355,726	915,201	1,355,726*(/)
Beaver Marine Construction Ltd Halifax N-É**	Quai secondaire N-É	903,670		277,320(/)
Bermingham Construction Limited Hamilton Ont	Construction d'un bassin Ont	500,749	500,521	500,521
Bermingham Construction Limited Hamilton Ont**	Construction de brise-lames havre de Portsmouth Ont	367,429		367,429
Gerald Best Excavating Ltd Lansdowne Ont**	Zone de dragage et de confinement Ont	415,671	69,468	415,671*(/)
Béton Provincial Ltée Matane Qué	Fabrication de dolosses Qué	719,000	496,080	496,080
Bilco Construction Ltd Lantzville C-B	Dragage C-B	711,555	595,340	595,340
Bondy E Excavating & Trucking Ltd Amherstburg Ont	Construction, développement du port de plaisance Ont	889,449	816,279	816,279
Louis W Bray Construction Ltd St Andrews Ont**	Excavation—Développement portuaire Ont	578,599	32,530	578,599*(/)
Bridger Construction & Eng Co Ltd Foxtrap T-N**	Reconstruction du quai T-N	230,319	59,638	230,319*(/)
Réal Caissy Inc Nouvelle Qué**	Reconstruction du quai Qué	504,548	166,541	504,548*(/)
Réal Caissy Inc Maria Qué**	Agrandissement du havre Qué	3,071,172	958,756	958,756
Callaghan Contracting Ltd Moncton N-B**	Reconstruction du quai et pont, Phase II Î-P-É	986,575	771,322	771,321
Canadian Steady & Stock Co Ltd (rapporté antérieurement sous Canadian Dredge & Dock Co Ltd) Toronto Ont**	Améliorations des entrées Ont	425,551	96,005	425,551*(/)
Carbo Construction Inc Beauport Qué	Équipement à quai (Bloc «B») Qué	982,335	39,194	39,194
Cartier McNamara Corp Whitby Ont**	Dragage du chenal est N-B	1,156,041	948,254	1,156,041*(/)
CCM Construction (Nfld) Ltd St John's T-N	Dragage T-N	389,118	184,320	184,320
CCM Construction (Nfld) Ltd St John's T-N**	Prolongement du quai et brise-lames T-N	569,406	252,715	566,299*
CCM Construction (Nfld) Ltd St John's T-N**	Développement portuaire T-N	748,400	475,297	475,297
CCM Construction (Nfld) Ltd St John's T-N**	Réparations de brise-lames T-N	605,630	2,315	605,630*(/)
CCM Construction (Nfld) Ltd St John's T-N**	Prolongement du quai, Phase I T-N	460,303	260,064	460,303*
Cecchetto & Sons Limited Sudbury Ont	Rénovations—Développement du port de plaisance Ont	315,930	330,970	330,970
Central Canadian Structures Ltd Fort Whyte Man**	Édifice pour entreposage, partie solaire, Institut des eaux douces Man	326,634		326,634*(/)
Cheverie Construction Limited Souris Î-P-É	Installations pour fabrication de glace et entreposage, quai pour chemin de fer Î-P-É	524,786	524,786	524,786(/)
Julien Chicoine Ltée Grande Vallée Cté Gaspé Qué**	Construction d'un brise-lames Qué	1,096,780	753,760	1,096,780*
Cimco Industries Ltée Montréal Qué	Fabriquer des unités de fabrication et de conservation de glace Qué	2,047,118	1,592,553	1,592,553
Cimco Industries Ltée Montréal Qué	Fabriquer des unités de fabrication et de conservation de glace Qué	705,905	644,107	644,107
J D Coad Construction Co Ltd Trenton Ont**	Édifice et services du quai «Prince Edward-Hastings» Phase II, construction Ont	529,279	217,579	529,279*(/)
Coffrage Ste-Foy (1984) Inc Mont-Joli Qué	Fabriquer les systèmes de manutention et de conservation de glace et de poissons Qué	734,777	424,676	424,676
Coffrage Ste-Foy (1984) Inc Fermont Qué	Fabriquer les systèmes de manutention et de conservation de glace et de poissons Qué	406,912	45,679	45,679
Comeau & Savoie Construction Ltd Cocagne N-B**	Dragage du port de plaisance et entrées du chenal N-B	336,669	310,669	310,669
Construction A Parisée Inc Sept-Îles Qué**	Construction d'un quai pour pêcheurs Qué	376,060	79,985	376,060*(/)
Construction ASLK (Canada) Inc Banville Qué**	Améliorations au havre (parachèvement) Qué	455,000		
Construction Canamot Inc Montréal Qué**	Port de mer (Phase III) Qué	8,665,285	2,930,171	2,930,171
Construction Jean et Robert Ltée Gascons Qué**	Améliorations au havre Qué	599,258	108,658	599,258*(/)
Construction Jean et Robert Ltée Gascons Qué**	Service à quai (Bloc «E») Qué	286,655		
Covex Inc Ancienne Lorette Qué**	Nouveau havre de pêche Qué	3,828,902	2,259,528	2,259,528
Curran & Briggs Ltd Summerside Î-P-É**	Reconstruction du quai—Phase I Î-P-É	481,045	388,756	481,045*(/)
Curran & Briggs Ltd Summerside Î-P-É**	Reconstruction du havre—Phase II Î-P-É	627,177	373,177	627,177*(/)
Curran & Briggs Ltd Summerside Î-P-É**	Agrandissement du port de bateaux Î-P-É	338,943	309,276	338,943*(/)
DDS Salvage & Ship Repairs Inc Thunder Bay Ont**	Installation pour pêche commerciale Ont	261,113		261,113(/)
Dean Construction Co Ltd Tecumseh Ont**	Dragage Ont	262,529	93,267	262,529
Dean Construction Co Ltd Tecumseh Ont**	Dragage du port de plaisance Ont	423,143	301,463	423,143*
Diamond Construction (1961) Ltd Fredericton N-B	Reconstruction et développement portuaire, Phase III, côté nord Î-P-É	427,025	427,025	427,025(/)
Dorset Construction Ltd Corner Brook T-N	Développement portuaire Labrador	1,169,425	796,811	796,811
Dorset Construction Ltd Corner Brook T-N**	Phase II, brise-lames T-N	800,477	540,627	800,477*
R A Douglas New Glasgow N-É**	Reconstruction du quai N-É	329,383	132,581	329,383*(/)
Charles Duranceau Ltée Montréal Qué**	Réparations au quai et voie d'accès Qué	265,314		265,314(/)
Edvan Construction Limited Prince Rupert C-B	Améliorations portuaires—Remplissage C-B	401,997	401,997	401,997
Les Entreprises René Soucy Inc Pointe-au-Père Qué**	Construction d'un brise-lames Qué	349,876		176,336
John Entwistle Construction Ltd Cornwall Ont**	Structures d'accostages Ont	652,932	548,297	652,932*
Excavation Gilbert Gagné Inc Rimouski Qué	Travaux préliminaires (Phase I) Qué	338,845	338,845	338,845(/)
Fahey L D Construction Co Ltd Goose Bay Labrador	Immeuble du Centre de services pour pêcheurs Labrador	1,829,990	917,770	917,770
Floyd's Construction Ltd Rocky Harbour T-N	Améliorations portuaires T-N	459,095	328,480	328,480
Fraser River Piledriving Co Ltd New Westminster C-B**	Construction d'un quai—Structural C-B	319,026		319,026*(/)
Thomas Fuller Ottawa Ont	Phase II et III N-É	34,061,673	8,379,203	29,130,141*
Gaffney Quebec Ltd Stratford Ont**	Améliorations portuaires, étape 1 Ont	2,006,735	341,711	2,006,735*
Gely Construction Inc Ste-Foy Qué**	Améliorations au havre Qué	639,841	332,216	639,841*
Gely Construction Inc Ste-Foy Qué**	Protection du havre (dolosses) Qué	857,226	415,955	857,226*

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1984-85	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Gely Construction Inc Ste-Foy Qué**	Équipement à quai (Bloc «A») Qué	463,500	16,500	16,500
Gely Construction Inc Ste-Foy Qué**	Construction d'un chenal Qué	1,364,920	829,920	1,364,920*(/)
Gentra Construction Inc Québec Qué**	Construction d'un brise-lames Qué	805,130	237,072	805,130*
Les Fondations Geodex Inc Pointe-Claire Qué**	Réparations au havre Qué	529,447	393,419	529,447*
GNRPJ Construction Inc a/s Caisse Pop Grande Rivière Qué	Prolongement du brise-lames Qué	312,037	164,040	164,040
Greyleith Engineering & Construction Ltd Ottawa Ont**	Développement de structures flottantes portuaires Ont	460,370	395,802	460,370*(/)
Grossi T & Son Construction Ltd Leamington Ont**	Construction, édifice du havre et bassin de service Ont	343,853	330,605	330,605
Harbour Development Dartmouth N-É**	Dragage N-É	269,838	269,838	269,838(/)
Harbour Pile Driving Co Ltd Nanaimo C-B**	Améliorations portuaires, quai et flotteurs C-B	660,685	369,556	369,556
Hayes Paving Company Ltd Crapaud Î-P-É**	Reconstruction et agrandissement du havre, Phase II Î-P-É	427,215	427,215	427,215*(/)
Hayes Paving Company Ltd Crapaud Î-P-É**	Développement, Phase I Î-P-É	277,295	119,715	277,295*(/)
Hillcrest Construction Brockville Ont**	Construction du quai, modifications au havre Ont	501,785	165,477	501,785*
Hynes Construction Ltd Dunville P B T-N**	Brise-lames—Prolongement du quai T-N	394,613	147,407	388,314*
JMC Construction Ltd Prince Rupert C-B	Construction de la piscifacture de la rivière Kitimat, conduite d'eau chaude C-B	254,588		265,183(/)
Egide Jean Inc Rimouski Qué**	Service à quai (Bloc «C») Qué	341,117		
Egide Jean Inc Rimouski Qué**	Construction de la jetée sud Qué	800,646	264,595	800,646*(/)
Kast Engineering & Construction Ltd Brantford Ont**	Entretien du chantier d'excavation et de mobilisation Ont	398,307	384,522	384,522
Kesmark Marine Whitby Ont**	Dragage et clayonnage N-É	660,515	28,750	660,515*(/)
E C King Contracting Owen Sound Ont**	Construction de brise-lames Ont	553,221	18,377	553,221*
Lamina Management Ltd Vancouver C-B**	Construction d'un quai et flotteurs C-B	362,632	362,632	362,632
Landry Construction Inc Natashquan Qué**	Construction d'un quai pour pêcheurs Qué	568,140	217,598	568,140*(/)
Landry et Sexton Inc Nouvelle Qué**	Réparations au quai, améliorations au havre Qué	1,052,700	423,419	1,052,700*(/)
Lemay Vican Inc Victoriaville Qué**	Améliorations portuaires Qué	2,480,091	2,414,837	2,414,837*
Lévesque Pierre Paul Inc Ste-Anne-des-Monts Qué**	Construction d'un brise-lames Qué	281,486	281,486	281,486
Lima Harbour Construction Prince Rupert C-B	Améliorations au havre et reconstruction du quai C-B	278,400	278,400	278,400
The Lundrigan Group Ltd Corner Brook T-N**	Reconstruction de brise-lames T-N	1,115,966	788,839	1,115,966*
The Lundrigan Group Ltd Corner Brook T-N**	Reconstruction d'un quai T-N	282,394	66,932	275,129*
Colin R MacDonald Ltd Antigonish N-É**	Développements portuaires N-É	1,532,296	1,465,594	1,465,594
Marine Construction Ltd St John's T-N**	Améliorations à l'entrée du havre (dragage) T-N	321,683	145,699	321,683*(/)
Maritime Dredging Co Ltd Charlottetown Î-P-É**	Reconstruction—Brise-lames est et pont Î-P-É	792,030	391,028	792,030*(/)
Marogna Bros Construction Ltd Prince Rupert C-B**	Sourdough Bay, station maritime et quai de lancement C-B	1,592,099	1,592,099	1,592,099
Paul Martin Inc La Pocatière Qué	Fabriquer des systèmes préfabriqués de congélation et conservation de Bouëtte Qué	2,814,048	2,497,486	2,497,486
Paul Martin Inc La Pocatière Qué	Fabriquer des systèmes préfabriqués de congélation et conservation de Bouëtte Qué	1,744,310	1,734,066	1,734,066
Paul Martin Inc La Pocatière Qué	Fabriquer des systèmes préfabriqués de congélation et conservation de Bouëtte Qué	3,578,584	2,711,693	2,711,693
Robert McAlpine Ltd Rexdale Ont**	Approvisionner et installer un quai flottant Ont	332,472	215,433	332,472*(/)
A B McLean Ltd Sault Ste Marie Ont**	Dragage au bassin du port de plaisance Ont	306,564	106,445	306,564*(/)
McLellan Contracting Co Ltd Port Alberni C-B**	Réparations aux brise-lames et flotteurs C-B	254,156	90,000	90,000
McNamara Construction Limited St John's T-N**	Prolongement du brise-lames sud T-N	606,687	606,687	606,687(/)
Modern Paving Ltd St John's T-N**	Prolongement du quai, Phase II T-N	1,196,598	964,228	1,196,598*
Morrison & Mcrae (1979) Ltd St Eleanors Î-P-É**	Reconstruction du quai/construction du quai de débarquement, Phase II Î-P-É	259,917	118,625	259,917*(/)
Morrison & Mcrae (1979) Ltd St Eleanors Î-P-É**	Reconstruction du brise-lames nord, Phase I Î-P-É	724,055	724,055	724,055*(/)
Mosher & Rawding Enterprises Ltd Liverpool N-É**	Réparations d'un quai N-É	273,177	242,674	242,674
N & L Construction Ltd Stephenville T-N**	Centre de services pour les pêcheurs T-N	916,835	846,214	846,214
The Ontario Construction Co Ltd Niagara-on-the-Lake Ont**	Améliorations des entrées Ont	494,601	30,878	494,601*(/)
The Ontario Construction Co Ltd Niagara-on-the-Lake Ont**	Construction—Quai de service Ont	253,329	189,265	189,265
J P Pierman Sault Ste Marie Ont**	Développement du havre "SRCPP"—Construction Ont	365,598		365,598(/)
Pile Foundations (BC) Ltd Surrey C-B**	Développement du havre C-B	1,835,256	76,180	1,742,731*(/)
Pinsent Construction Co Ltd Stephenville T-N**	Quai pour palangre T-N	275,343	185,983	273,348*
Pomerleau Hervé Inc St-Georges de Beauce Qué	Travaux généraux, Phase VI Qué	13,189,600	241,576	241,576
Pomerleau Hervé Inc St-Georges du Beauce Qué	Bâtiment niveau inférieur, fondation et charpente, Phase V Qué	7,428,934	2,299,067	2,299,067
Pomerleau Hervé Inc St-Georges de Beauce Qué	Réservoir d'eau, Phase IV Qué	2,118,496	1,843,496	1,843,496
Pomerleau Hervé Inc St-Georges de Beauce Qué	Bâtiment niveau supérieur, fondation et charpente, Phase II Qué	919,400	919,400	919,400(/)
Port Construction Ltd Dartmouth N-É**	Nouveau quai N-B	1,499,947	1,341,819	1,341,819
Port Construction Ltd Dartmouth N-É**	Brise-lames N-B	1,531,107	720,064	1,505,954*(/)
Portneuf Construction et Pavage Inc St-Marc des Carrières Qué**	Réparations du quai Qué	1,357,644	1,349,803	1,349,803
Portneuf Construction et Pavage Inc St-Marc des Carrières Qué**	Parachèvement du quai de palplanches Qué	737,967	535,509	737,967*(/)
Precision Builders (Windsor) Ltd Windsor Ont**	Développement du port de plaisance Ont	1,205,415	383,750	1,205,415*
M E C Richard Inc Havre-aux-Maisons Qué	Fabriquer des systèmes de manutention et de conservation de glace et de poissons Qué	697,532	517,772	517,772
Rideau Valley Construction Ltd Stratford Ont**	Construction, flotteurs pour bassin Ont	303,784	74,303	303,784*(/)
Stanley Reid Construction Ltd Sherbrooke N-É**	Prolongement du quai N-É	477,082	236,730	470,743*(/)

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1984-85	Dépenses à ce jour
		$	$	$
RHM Contractors Summerside Î-P-É**	Développement et reconstruction du havre, Phase I Î-P-É	308,326	194,608	308,326*(/)
D Robinson Contracting Ltd Nanaimo C-B**	Reconstruire les flotteurs existants C-B	939,981	939,981	939,981*
Sacrey Gid Ltd Mount Pearl T-N	Quai pour palangre Labrador	604,054	604,054	604,054
Sacrey Gid Ltd Mount Pearl T-N	Prolongement du quai Labrador	226,424	224,424	224,424
Sacrey Gid Ltd Mount Pearl T-N	Reconstruire un quai chafaud communautaire T-N	348,887	228,951	345,438*(/)
Sacrey Gid Ltd Mount Pearl T-N	Reconstruction du brise-lames sud Labrador	291,798	38,503	38,503
S A F Construction Inc St-Henri Qué**	Améliorations portuaires Qué	1,320,675	257,284	1,320,675*
Sass Manufacturing Limited Chatham Ont	Installation des flotteurs Ont	365,224	288,478	364,178
F W Sawatsky Winnipeg Man**	Traitement des eaux, Institut des eaux douces Man	1,694,787	1,435,586	1,435,586*
Sceptre-Riedel-Dawson Constructors Richmond C-B**	Brise-lames et dragage C-B	631,925	18,053	631,925*(/)
Short's Construction Ltd St John's T-N**	Quai secondaire et prolongement d'un quai T-N	592,523	592,523	592,523*(/)
Simard et Beaudry Inc Montréal Qué**	Construction d'un brise-lames Qué	1,100,340	865,590	1,100,340*
Sintra Inc Montréal Qué**	Améliorations portuaires Qué	4,952,979	3,912,463	4,949,479*
Lloyd G Smith Mabou N-É**	Prolongement du quai N-É	651,106	557,159	651,106*
Solid Holdings Ltd Corner Brook T-N**	Phase II, édifices du Centre de services pour les pêcheurs T-N	1,837,747	1,804,429	1,804,429
Stephens and Rankin Inc St Catharines Ont**	Réparations portuaires Ont	738,910	48,006	738,910*(/)
Stikine Construction Ltd Prince Rupert C-B**	Construction de flotteurs C-B	891,290	685,432	685,432
Straight Shore Construction Ltd Musgrave Harbour T-N**	Quai de brise-lames T-N	359,855		
Tidewater Construction Lower Sackville N-É**	Prolongement du quai, améliorations portuaires N-É	1,846,925	1,440,518	1,836,618*
Tidewater Construction Lower Sackville N-É**	Brise-lames N-É	1,382,521	538,905	1,374,724*(/)
Time Construction Co Ltd St Bride's T-N**	Reconstruire un quai pour palangre T-N	710,556	322,601	322,601
Verreault Navigation Inc Matane Qué**	Dragage T-N	583,700	583,700	583,700
Waterworks Construction Ltd Halifax N-É**	Reconstruction du quai N-É	556,151		556,151(/)
Wat-Lan Construction Ltd Charlottetown T-N**	Prolongement du quai T-N	258,396	11,461	269,668*(/)
Webb & Trace Ltd Victoria C-B**	Renouveler les flotteurs C-B	914,757	123,408	911,758*
Woodlawn Construction Dartmouth N-É**	Améliorations portuaires et construction d'un quai N-É	2,560,831	1,097,923	2,541,515*
Woodlawn Construction Dartmouth N-É**	Prolongement du quai N-É	460,854	378,381	460,854*(/)
Zutphen Brothers Construction Ltd Port Hood N-É**	Reconstruction du quai N-É	2,932,011	813,222	2,865,908*
Zutphen Brothers Construction Ltd Port Hood N-É**	Brise-lames de moellons N-É	2,067,300	1,817,817	1,847,576*
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN $71,664,490				
Ministère $71,664,490				
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT $47,522,180				
Amaco Plumbing and Heating Co Ltd Winnipeg Man	Ligne de la prise d'eau à la station de pompage Man	394,858	389,286	389,286
Anaheim Construction Ltd Saskatoon Sask**	École, aqueducs et égouts, réserve indienne Beardy Okenasis Sask	2,136,455		
Antigonish Construction Ltd Antigonish N-É	Construction de l'agrandissement du système d'égouts à la réserve indienne Eskasoni N-É	275,135	265,958	265,958
Argo Industries Ltd Kamloops C-B	Construction d'un système sanitaire d'égouts C-B	732,211		730,970(/)
Arnason Ind Ltd Winnipeg Man**	Construction d'une école Man	1,295,924	1,005,131	1,005,131
D Barkman Construction and Supply Ltd Landmark Man	Construction d'un établissement pour professeurs et salle de classe temporaire Ont	273,324	273,324	273,324(/)
Beacon Mechanical Construction Ltd Port Coquitlam C-B**	Mécanique et électrique C-B	663,072		
Alain Blackburn Construction Inc Ste-Foy Qué**	Construction d'un poste de générateurs Qué	822,942		822,942(/)
Bomac Construction 1978 Ltd Saskatoon Sask**	Système d'aqueducs et d'égouts Sask	1,807,685		1,807,685*(/)
Borland Construction Co Ltd Winnipeg Man	Construction de routes à l'emplacement de la ville Man	445,819	230,214	445,819*(/)
Cecchetto and Sons Ltd Sudbury Ont**	Construction d'une usine de traitement des eaux usées Ont	694,913		694,913
Cox Excavating Marine and General Contractors Tillsonburg Ont**	Construction d'un système d'approvisionnement en eau Ont	2,227,076	584,757	584,757
Descon Entreprises Ltd Kelowna C-B	Construction d'un système d'aqueducs et d'égouts C-B	936,482	664,907	664,907
Descon Entreprises Ltd Kelowna C-B	Construction d'une route d'accès principale C-B	313,423	313,052	313,052(/)
Edvan Construction Ltd Prince Rupert C-B	Construction d'une subdivision résidentielle C-B	260,150		260,150(/)
Fincan Construction Sault Ste Marie Ont**	Nouvelle école et système septique Ont	315,787		309,407*
Gely Construction Inc Ste-Foy Qué	Construction d'un système pour traitement des eaux Qué	506,010	353,299	353,299
T W Judson and Son Ltd Emo Ont**	Installation d'approvisionnement en eau Ont	626,264	567,612	567,612
Kingsgrove Construction Ltd Winnipeg Man**	Construction d'une école et d'un établissement pour professeurs Man	9,415,318	2,909,908	2,909,908
Kraft Construction Ltd Winnipeg Man**	École primaire Man	1,893,786		1,893,786
L & A Equipment Ltd Garibaldi Highlands C-B	Construction de routes et services C-B	292,989	292,989	292,989(/)
Lake Mechanical Systems Corporation Burnaby C-B**	Construction de l'école Klappan pour indiens C-B	380,213		380,213*(/)
Les Entrepreneurs SPEC Inc Montréal Qué**	Reconstruction de 4 salles de classes et réparations au gymnase Qué	1,184,700	1,600	1,184,700(/)
Manitoba Hydro Winnipeg Man	Étendre une ligne pour l'électricité Man	9,011,542		3,228,085(/)
Maritime Builders Ltd Sydney N-É**	Construction d'une école N-É	1,105,059	683,917	683,917
Miracon Ltd Newcastle N-B**	Construction d'une école N-B	2,547,764	32,924	2,547,764*(/)
Nor-Est Renovations Ltd Caraquet N-B	Construction d'un réservoir d'eau N-É	458,377	458,377	458,377

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1984-85	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Norcan Construction Ltd Prince George C-B	Modifications à l'école Federal C-B	454,865	545,865	545,865(*f*)
On-Del Construction Inc Beauport Qué	Travaux divers d'électricité Qué	311,300		
OORD'S Construction Ltd Agassiz C-B	Construction d'un système d'aqueducs et d'égouts C-B	1,287,689	1,287,689	1,287,689(*f*)
OORD'S Construction Ltd Agassiz C-B**	Construction de l'ajout à l'école Fort Ware C-B	1,717,911	5,399	1,717,911*(*f*)
Pace Greentree Building Inc Winnipeg Man**	Construction d'une école Man	2,161,093	1,849,793	1,849,793
P and M Construction Ltd Edmonton Alb**	Construction d'une école et d'un établissement pour professeurs Man	1,976,138	1,482,282	1,482,282*
A K Penner and Sons Blumenort Man**	Construction de l'ajout d'une école Ont	6,461,339	3,139,444	3,139,444
Hervé Pomerleau Inc St-Georges Qué**	Construction d'une école Qué	2,302,878	2,206,123	2,206,123
Gaston H Poulin Contractor Ltd Hearst Ont**	Construction d'aqueducs et d'égouts Ont	512,735	512,735	512,735*(*f*)
Powertel Utilities Contractors Ltd Whitefish Ont**	Électrification, Marten Falls Ont	849,369	849,369	849,369(*f*)
River North Construction Ltd Prince Albert Sask	Construction d'une école primaire Sask	349,697	349,697	349,697*
Southwest Contracting Ltd Surrey C-B	Construction de routes et système d'égouts C-B	303,814	303,814	303,814(*f*)
Stimson Contracting Ltd Hyde Park Ont	Travaux de réparations à l'école Sandy Lake Ont	463,293	149,074	463,293*(*f*)
Strukphex Inc Dorval Qué**	Usine d'épuration Qué	474,317		474,317(*f*)
Sunny Corner Mechanical (1976) Ltd Newcastle N-B**	Construction d'une école N-B	978,850	7,741	978,850(*f*)
Taché Construction Ltd St-Lazaire Lac St-Jean Qué	Construction d'une usine pour traitement des eaux Qué	389,148	22,181	389,148*(*f*)
Taubensee Construction Ltd Winnipeg Man	Construction d'un complexe pour école et améliorations aux services d'aqueducs et d'égouts Man	5,223,837	503,905	5,223,837*(*f*)
Val d'Or Construction Ltd Val d'Or Qué	Construction d'une usine de traitement des eaux Qué	441,832	393,400	393,400
Vanderspoel Construction Ltd Gibbons Alb	Usine de traitement des eaux et poste d'essence pour camions Alb	398,750	61,540	398,750*(*f*)
Vanderzalm Construction Ltd Surrey C-B	Construction d'un champ pour la disposition des eaux usées C-B	545,156	545,156	545,156(*f*)
Volker Stevin Contracting Ltd Calgary Alb**	Aqueducs et égouts Sask	973,702		941,309*
Western Grater Contracting Ltd Victoria C-B	Système de collection des eaux usées C-B	1,084,402	794,544	794,544
J C Wilson Construction Ltd Leaf Rapids Man**	Établissement pour professeurs Man	626,667		626,667(*f*)
A J Wing Construction Ltd Thunder Bay Ont	Construction d'un établissement pour professeurs Ont	270,732	270,732	270,732(*f*)
A J Wing Construction Ltd Thunder Bay Ont	Établissement pour professeurs Ont	390,123	230,280	230,280
PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD $24,142,310				
Antler Construction Co Ltd Prince George C-B**	Reconstruction de l'autoroute km 255.1 à 264.6 TY	2,166,202	1,452,928	1,452,928
Dawson Construction Ltd Whitehorse TY	Reconstruction de l'autoroute km 80 à 126 TY	5,180,864	4,612,143	5,180,864*(*f*)
Deh Cho Corporation Ltd Fort Simpson TN-O**	Dégagement, gradation et système d'écoulement des eaux km 679.7 à 692.8 TN-O	2,599,760	473,569	473,569
Eastbrook Sand and Gravel Ltd Edmonton Alb	Reconstruction et pavage de l'autoroute km 0 à 15 Alb	2,238,960	727,088	2,238,960*(*f*)
Eastbrook Sand and Gravel Ltd Edmonton Alb	Reconstruction et pavage km 68 à 82.7 TN-O	1,637,360	1,517,401	1,517,401(*f*)
General Enterprises Construction Ltd Whitehorse TY**	Gravier, broyage et stockage de l'autoroute km 521.2 TY	470,244	99,794	470,244*(*f*)
General Enterprises Construction Ltd Whitehorse TY**	Broyage, hérisson, reconditionné et surfaçage en gravier de l'autoroute km 34.1 à 108.3 TY	849,899		836,620(*f*)
General Enterprises Construction Ltd Whitehorse TY	Broyage, stockage km 235.3 à 251.7 TY	423,625	407,047	407,047(*f*)
Impact Industries Ltd Lacombe Alb	Gravier, broyage, stockage km 309.6, 321 et 342.4 TY	339,000	296,045	296,045(*f*)
Impact Industries Ltd Lacombe Alb	Broyage et stockage km 262.7, 281.8 et 300.5 TY	421,900	401,352	401,352(*f*)
Impact Industries Ltd Lacombe Alb	Améliorations de la pente et surfaçage km 168, 468 TY	323,095	239,135	239,135(*f*)
Peter Kiewit Sons Co Ltd Edmonton Alb	Reconstruction et pavage km 15 à 40 TN-O	3,067,620	2,907,279	2,907,279
Klippert Transfer Ltd Mayo TY	Installation d'un ponceau TY	403,425	121,225	403,425*(*f*)
Klondike Catering Ltd Whitehorse TY**	Services d'approvisionnements pour campement de 30 personnes TY	769,100	300,523	521,736(*f*)
Hector Lang Construction (Yukon) Ltd Whitehorse TY**	Pont Big Creek TY	339,050	339,024	339,024(*f*)
Karl Mueller Construction Ltd Yellowknife TN-O**	Dégagement, gradation, et système d'écoulement des eaux de l'autoroute km 102.5 à 107.8 TN-O	643,900		624,634
North Star Construction Ltd Inuvik TN-O**	Révision de la pente km 472 TN-O	456,477	456,477	456,477(*f*)
Northern Arc Shipbuilders Ltd Hay River TN-O**	Construction de navires TN-O	809,920		777,290
Poole Construction Ltd Yellowknife TN-O**	Construction du bureau de district de Yellowknife TN-O	434,727		434,727(*f*)
Robinson's Trucking Ltd Yellowknife TN-O	Gravier, broyage de l'autoroute km 15 à 84 TN-O	1,428,000	271,552	1,327,677(*f*)
R W K Construction Ltd Edmonton Alb	Construction du bureau de district de Fort Smith TN-O	494,736	494,736	494,736
W A Soychuk Contracting Ltd Fort St John C-B**	Dégagement, gradation et système d'écoulement des eaux km 190.3 à 207.8 C-B	2,720,986		2,712,986
Tempo Builders Ltd Hay River TN-O**	Construction du pont de Birch River sur l'autoroute km 52.2 TN-O	1,053,136	9,528	1,053,136*(*f*)
Tempo Builders Ltd Hay River TN-O**	Construction du pont Creek km 115.3, pont de la rivière Netla km 138.2 et pont de Rabbit Creek km 190.3 TN-O	2,709,807	2,469	2,709,807*(*f*)
Tower Arctic Ltd Montréal Qué**	Construction du bureau de district de Frobisher Bay TN-O	557,700	362,935	362,935
Wescon Enterprises Whitehorse TY	Reconstruction km 117 à 132 TY	1,727,780	1,710,416	1,710,416(*f*)
DÉFENSE NATIONALE $131,244,298				
Ministère $131,244,298				
PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE $131,244,298				
Aacro Building Products Ltd Edmonton Alb	Isolation et revêtement extérieur des logements pour le personnel marié Sask	338,807	334,494	334,494
Aacro Building Products Ltd Edmonton Alb	Programme pour le remplacement des fenêtres Alb	893,802	498,757	498,757

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1984-85	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Acton Construction (Kingston) Kingston Ont	Modifications aux bâtiments Ont	880,686		880,586
Adamson Associates Architects Toronto Ont	Services d'architecture, Mess des officiers Ont	263,068	19,103	19,103
Air-Way Texturing & Insulation Ltd Edmonton Alb	Programme de contrôle de l'amiante Alb	815,752	815,752	815,752(*f*)
Aircom Consultants Winnipeg Man	Dessin, Immeuble du quartier général du commandement de l'air Man	1,450,775	56,687	1,417,460*
Alberta Energy Company Ltd Calgary Alb	Construction et achèvement de la source de développement Alb	302,800		
300472 Alberta Ltd Edmonton Alb	Améliorations aux logements pour célibataires Alb	550,528	11,801	550,528(*f*)
Allsco Building Supplies Ltd Moncton N-B	Installer fenêtres, isoler et revêtement extérieur des logements pour le personnel marié Î-P-É	747,129	738,082	738,082
Alum-A-Form Industries Ltd Edmonton Alb	Installer fenêtres, isoler et revêtement extérieur des logements pour le personnel marié Alb	797,717	772,129	772,129
Aluminum Home Improvements Ltd Kingston Ont	Remplacer le revêtement extérieur des logements pour le personnel marié Ont	388,977	388,977	388,977(*f*)
Antioch Construction Corp Edmonton Alb	Climatiser un bâtiment Alb	308,263	182,408	307,013*
Arpi's Industries Ltd Calgary Alb	Remplacer les fournaises des logements pour le personnel marié Alb	405,223	405,223	405,223(*f*)
Arrow Building Corp Ltd Dartmouth N-É	Revêtement extérieur et fenêtres des logements pour le personnel marié N-É	280,507	10,952	280,507*(*f*)
Arrow Building Corp Ltd Dartmouth N-É	Rénovations à un bâtiment N-É	414,326	366,632	366,632
Compagnie Asphalte Ltée Jonquière Qué	Réinstallation de la piste Qué	1,841,371	1,782,094	1,782,094
Atlantic Roofers Ltd Halifax N-É	Réparer et remplacer les toits N-É	339,722	335,000	335,000
Atlantic Roofers Ltd Cocagne N-B	Remplacer les systèmes de toiture des logements pour le personnel marié N-É	391,842	55,207	391,842(*f*)
Jean Attore Inc Montréal Qué	Murs de maçonnerie et isolation Qué	5,755,690	1,748,114	5,755,690*(*f*)
Les Entreprises AWSM Ltée Laval Qué	Remplacer les fenêtres des bâtiments de la Base N-B	305,186	601	305,186(*f*)
B-A Construction Ltd Winnipeg Man	Réinstallation de l'aire de trafic Man	1,437,457	1,435,982	1,435,982
Bach-McDougall Eng & Contr Ltd London Ont	Améliorations des logements pour célibataires Ont	334,500	8,605	8,605
Bach-McDougall Eng & Contr Ltd London Ont	Revêtement extérieur partiel et toiture Ont	264,234	264,234	264,234(*f*)
Bach-McDougall Eng & Contr Ltd London Ont	Remplacer les lignes de vapeur secondaires Ont	309,126	309,126	309,126(*f*)
Bacon Engineering Ltd Toronto Ont	Remplacement des compteurs/contrôle de l'usine Ont	344,739	341,875	341,875*
A N Bail Cie Ltée and T Pringle & Son Ltd Montréal Qué	Dessin et construction des installations pour véhicules Qué	2,102,369	27,116	2,102,369*(*f*)
Ball Brothers Ltd Kingston Ont	Agrandissement et modifications Ont	1,097,029	60,977	1,096,929*
Beaver Construction Group Ltd Winnipeg Man	Reconstruire le système d'aqueducs et d'égouts Man	1,158,674	727,981	1,158,674*(*f*)
Beaver Marine Construction Division of Beaver Construction Group Ltd Halifax N-É	Dragage, digue et amoncellement N-É	977,595	1,565	977,595*(*f*)
Beehler Brothers Electric Ltd Kingston Ont	Prolongement du système de distribution d'électricité Ont	323,995	24,316	323,995(*f*)
B E L Contracting Ltd Wainwright Alb	Reconstruction du système d'égouts Alb	691,632	581,509	581,509
Les Constructions Béland & Lapointe Inc Lévis Qué	Remplacer fenêtres et revêtement extérieur des logements pour le personnel marié Qué	304,112	304,112	304,112(*f*)
Bela Vista Homes Construction Ltd Medicine Hat Alb	Agrandissement du dépôt de munitions Alb	789,874	330,822	779,524*
Bela Vista Homes Construction Ltd Medicine Hat Alb	Construire un centre de décontamination Alb	742,163		
Construction Belisle & Vaillancourt Inc Valleyfield Qué	Remplacer le revêtement extérieur aux logements pour le personnel marié Ont	309,735		309,735*(*f*)
Construction L Belisle et Fils Inc Valleyfield Qué	Installer nouveau revêtement extérieur aux logements pour le personnel marié N-B	278,840	263,420	263,420
Les Constructions René Belisle Inc Beauport Qué	Rénover et agrandir le Mess des officiers Qué	425,115	220,446	425,115*(*f*)
Bellevue Constr Ltd Orléans Ont	Rénover le centre de récréation Ont	953,801	102,487	102,487
Joseph-Arthur Belley Entrepreneur Inc Chicoutimi-nord Qué	Installations pour soutien des armements Qué	716,306	713,495	713,495*
Bentorswell Construction Ltd Barrie Ont	Rénovations intérieures Ont	881,818	876,230	876,230
Bertram Bros Construction Ltd Barrie Ont	Construire les installations de parachèvement Ont	517,248	238,862	238,862
Bertram Bros Construction Ltd Barrie Ont	Ajout et modifications à un bâtiment Ont	496,330	28,835	28,835
Big H Construction a Division of Big H Limited (rapporté antérieurement sous Fairwin Construction Co Ltd) Toronto Ont	Agrandissement au Mess des caporaux et des soldats Ont	2,231,042	1,981,683	1,981,683
Bilodeau Électrique Ltée Jonquière Qué	Améliorer le système primaire de distribution d'électricité et le système de conduit de télécommunication Qué	482,014	393,960	393,960
Black & McDonald Ltd Ottawa Ont	Réparer la structure et remplacer les services N-É	1,982,336	935,638	1,982,336*(*f*)
Blunden Construction (1984) Ltd Halifax N-É	Rénovations à un bâtiment N-É	762,244	453,393	453,393
Blunden Construction (1984) Ltd Halifax N-É	Améliorations aux appartements N-É	611,932	403,307	403,307
Blunden Construction (1984) Ltd Halifax N-É	Améliorations aux appartements N-É	578,527	423,625	578,527*(*f*)
Blunden Construction (1984) Ltd Halifax N-É	Rénovations au hangar N-É	541,122	502,965	502,965
Blunden Construction (1984) Ltd Halifax N-É	Revêtement extérieur et fenêtres des logements pour le personnel marié N-É	548,757	544,783	544,783
Blunden Construction (1984) Ltd Halifax N-É	Améliorations N-É	500,094	1,000	500,094(*f*)
Blunden Construction (1984) Ltd Halifax N-É	Rénovations des bâtiments N-É	1,628,200	319,439	319,439
Bockstael Construction (1979) Ltd Winnipeg Man	Rénovations des logements pour les sous-officiers et sergents Man	329,206	329,206	329,206(*f*)
Geo Bolton (1983) Ltd Ottawa Ont	Système d'alarme contre les incendies, CMDN Ont	1,083,240	39,838	1,083,240*(*f*)
Boom Construction Inc Thornhill Ont	Enterrer les conduites de vapeur aériennes et de condensation N-É	334,665	334,665	334,665(*f*)
S Boyd Contracting Ltd Dartmouth N-É	Agrandissement à la cafétéria et améliorer le système de chauffage N-É	479,625	240,493	240,493

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1984-85	Dépenses à ce jour
		$	$	$
S Boyd Contracting Ltd Porters Lake N-É	Rénovations à un bâtiment N-É	520,217	429,427	520,217*(ƒ)
Boyd & Garland Construction Ltd Dartmouth N-É	Usine de traitement de l'eau N-É	1,436,141	21,877	1,434,463*
Boyd & Garland Construction Ltd Dartmouth N-É	Dessin et construction de 54 logements pour le personnel marié N-É	4,090,690	577,170	4,082,690*
Braunfel Engineering & Construction Ltd Lacombe Alb	Remplacement des conduites principales d'eau (Griesbach) Alb	627,582	215,039	626,092*
Brule Construction Ltd Ottawa Ont	5 garages et aire de formation Ont	430,007	3,298	430,007(ƒ)
Construction B S L Inc Ville Vanier Qué	Magasin d'avionique—Bâtiment 79 Qué	1,706,461	1,684,819	1,684,819*
Construction B S L Inc Ville Vanier Qué	Rénovations à un hangar Qué	346,363	342,600	342,600
Construction B S L Inc Charlesbourg Ouest Qué	Remplacement des conduites souterraines de vapeur et de condensation Qué	526,298	2,356	526,298(ƒ)
Buck's Construction Co Ltd Elk Point Alb	Remise en état des routes «PLER» Alb	297,031		275,286
Burnett Construction Ltd St John's T-N	Rajout au champ de tir «CINE» T-N	264,625	10,460	264,625(ƒ)
Caledon Helicopters Ltd Caledon Ont	Maîtrise de la brousse N-B	399,166	399,166	399,166(ƒ)
Calor Mechanical Contracting Ltd Ottawa Ont	Rénovations à diverses pièces Ont	566,905	422,009	422,009
Cambrian Construction Limited Dartmouth N-É	Bâtiment de formation, champ de tir Bedford N-É	534,930	276,938	534,930*(ƒ)
Cambrian Construction Limited Dartmouth N-É	Bâtiment pour locaux d'essais des moteurs N-É	954,258	764,377	764,377
Campbell and Kennedy Electric Ltd Ottawa Ont	Améliorations au système de distribution d'électricité, Centre médical de la Défense nationale Ont	615,222	210,452	596,252*
C & W Campbell Homes Ltd Victoria C-B	Rénovations, laboratoire de la physique C-B	394,881	385,092	385,092
Cana Construction Co Ltd Richmond C-B	Construction d'un hôpital et d'une clinique dentaire C-B	6,156,051	2,463,286	2,463,286*
Cana Construction Co Ltd Richmond C-B	Améliorations des services d'une jetée du chantier maritime C-B	3,608,992	1,150,521	1,150,521
Canada Fence & Pipe Ltd Calgary Alb	Clôture de sécurité Alb	576,187	180,229	180,229
Can-Fab Industries Ltd Regina Sask	Remplacer le bâtiment des pompes contre les incendies et améliorer le système de distribution d'eau à l'aire du magasin d'armes Sask	298,984	292,784	292,784
Cannon Construction Limited Halifax N-É	Construire un manège militaire pour 100 hommes N-É	1,625,657	9,886	1,625,657*(ƒ)
Cannon Construction Limited Halifax N-É	Complexe de routes d'accès—Lac Folly N-É	2,922,662	176,258	2,922,662*(ƒ)
Capton Holdings Ltd Edmonton Alb	Construire un bâtiment avionique Alb	5,122,454	1,448,341	5,116,120*
Cardinal Construction Co Ltd Moose Jaw Sask	Rénovations aux cuisines du Mess des officiers Sask	334,775	329,829	329,829
A V Carlson Construction Corp Ltd Edmonton Alb	Bâtiment de l'atelier et d'emmagasinage Alb	677,511	68,363	677,511*(ƒ)
Central Builders Limited Gander T-N	Réparer les sirènes d'avertissement de l'air dans toute la province de Terre-Neuve	256,628	2,850	256,628(ƒ)
Central Canadian Structures Ltd Fort Whyte Man	Agrandissement au bâtiment nº 86 Man	266,789	594	266,789(ƒ)
Central Canadian Structures Ltd Fort Whyte Man	Agrandissement au bâtiment nº 87 (Côté nord) Man	306,549	96,925	306,549*(ƒ)
Edwards Christensen Roofing (1983) Ltd Edmonton Alb	Remplacement partiel du toit des bâtiments Alb	251,454	117,544	251,454*(ƒ)
City Aluminum Building Products Ltd Pembroke Ont	Rénover les chambres de la caserne Ont	306,633	22,223	22,223
City Aluminum Building Products Ltd Pembroke Ont	Installer fenêtres, contre-portes, isoler et revêtement extérieur de 50 logements pour le personnel marié Ont	341,060	340,060	340,060
CJP Architects Carlberg Jackson Partners New Westminster C-B	Services d'architecture C-B	457,398	35,201	35,201
Les Constructions C L D Inc Jonquière Qué	Ajouts au bâtiment des Transports de la Base Qué	301,290	301,104	301,104
Clements Electric Ltd Edmonton Alb	Séquence du feu clignotant des approches Sask	442,555	440,755	440,755
Cohos Evamy & Partners Calgary Alb	Dessin et spécifications Alb	450,000	1,331	445,526
Con-Pro Industries (Sask) Ltd Saskatoon Sask	Rénovations au bâtiment nº 10 Sask	584,830	128,627	584,830*(ƒ)
Les Constructions Loriot Inc Longueuil Qué	Enlever les tapis et installer des tuiles Qué	262,991	254,328	254,328
Les Constructions Loriot Inc Longueuil Qué	Rénovations aux hangars 101, 102 et 103 Qué	284,377	5,532	284,377*(ƒ)
Les Constructions Loriot Inc Longueuil Qué	Nouvelles installations—Secteur génie Qué	383,885	212,961	383,885*(ƒ)
Constructions E L Inc Repentigny Qué	Ajout à la caserne de pompiers Qué	266,870	126,526	126,526
Constructions G C P Inc Québec Qué	Nouvelles installations sanitaires Qué	354,000	43,625	43,625
Allan G Cook Limited Barrie Ont	Reconstruction des routes Ont	293,853	293,853	293,853(ƒ)
C Cottingham Foundation Contracting Comox C-B	Bâtiment pour buanderie et logistique C-B	406,502	20,709	406,502*(ƒ)
T P Crawford Limited Gloucester Ont	Remplacer le toit et hangars 2 et 4 Ont	358,732	358,732	358,732(ƒ)
Crown Paving Services Ltd Edmonton Alb	Réinstallation de l'aire de trafic Alb	665,508	633,658	633,658
Cummins Developments Ltd Medicine Hat Alb	Agrandissement de l'aire de support de l'entrepôt Alb	722,937	293,232	721,134*
Curran & Briggs Limited Summerside Î-P-É	Réinstallation de l'aire de trafic, côté sud-ouest du hangar nº 8 Î-P-É	776,451	776,451	776,451(ƒ)
Curran & Briggs Limited Summerside Î-P-É	Remplacement du système de distribution de la vapeur Î-P-É	1,146,457	22,862	1,146,457*(ƒ)
Davan Construction Ltd Mission C-B	Ajout de trois salles de classe C-B	388,800	86,650	86,650
Dawcolectric Inc Halifax N-É	Améliorations du système d'alarme contre les incendies à la Base N-É	258,401	42,401	258,401*(ƒ)
G Dayley Trucking Ltd Port Hardy C-B	Remplacer les fenêtres du salon et installer l'isolation et le revêtement en aluminium des logements pour le personnel marié C-B	275,186	275,186	275,186(ƒ)
D B & J (1971) Inc Charlottetown Î-P-É	Remplacer les systèmes de distribution «HTHW» N-B	696,400	12,766	696,400*(ƒ)
D D S Salvage & Ship Repairs Inc Thunder Bay Ont	Réparer le bassin et le quai au bassin Perry Ont	279,437	277,969	277,969
Construction de défense (1951) Ltée Ottawa Ont	Ingénieur civil pour aider «SSOCE» Allemagne	450,042	50,089	425,194
Construction de défense (1951) Ltée Ottawa Ont	Bureau de la gestion du développement de la Base Qué	2,599,506	80,223	2,588,894*
D & H Construction Ltd Medicine Hat Alb	Bâtiment des services techniques Alb	960,735	373,112	953,286
A J Diamond and Partners Toronto Ont	Services d'architecture—Curtis Hall Ont	359,365	142,497	142,497
Dilsa Construction and Engineering Ltd Don Mills Ont	Agrandissement à un bâtiment Ont	250,132		
Dineen Construction (Atlantic) Ltd Dartmouth N-É	Construire l'extension au «syncrolift», chantier maritime N-É	7,911,259	343,829	343,829
Dineen Constructior (Atlantic) Ltd Dartmouth N-É	Hôpital des Forces canadiennes N-É	18,014,661	8,281,002	17,390,638*

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat $	Dépenses 1984-85 $	Dépenses à ce jour $
Dineen Construction Limited Edmonton Alb	Système de combustible/réparation mixte/F404, installation de moteurs Alb	5,841,352	3,093,839	5,782,334*
Dineen Construction Limited Winnipeg Man	Tour de contrôle Sask	1,516,532	382,562	1,495,972*
Dominion Construction & Arlington Lumber Ltd Winnipeg Man	Remplacer les conduites principales d'eau, prise d'eau des logements pour le personnel marié Man	411,001	364,908	364,908
H R Doornekamp Construction Ltd Odessa Ont	Construire une annexe au bâtiment B-69 Ont	392,452	381,274	381,274
Construction J Pierre Doyon Inc Cap-Rouge Qué	Refaire les toits des bâtiments Qué	302,586	10,445	302,586*(f)
Dufferin Roofing Limited Weston Ont	Remplacer les toits, hangars 17 et 18 Ont	399,230	185,518	367,576*
Dumaresq & Byrne Limited Halifax N-É	Dessin de l'Immeuble du quartier général maritime N-É	1,094,604	65,000	1,094,604*(f)
Dwyer Engineering and Construction Ltd Calgary Alb	Remplacement des conduites principales d'eau Alb	367,828	14,910	367,828*(f)
Asbestos Eaman Inc St-Léonard Qué	Revêtement en métal et isolation N-B	320,406	318,406	318,406
Asbestos Eaman Inc St-Léonard Qué	Revêtement en métal et isolation N-B	258,400		
Eastern Canadian Structures Ltd Ste-Croix N-É	Installation des radio-bouées, hangar 11 N-É	301,558	298,565	298,565
Ediltec Construction Inc Montréal Qué	Mégastructure—Piscine Qué	932,116		856,333
Elf Construction and Management Services a Div of Modern Cabinet Industries Ottawa Limited Nepean Ont	Rénover le Bâtiment de formation Ont	1,120,000		
Ellwood-McRorie Ltd Portage La Prairie Man	Hangar de canons au manège militaire Man	347,361	323,404	323,404
Emmons & Mitchell Construction Ltd Kingston Ont	Modifications et remplacement des services Ont	1,446,213	690,253	690,253
Entreprises B L H Inc Jonquière Qué	Remplacer des conduites souterraines de vapeur Qué	1,237,797	24,183	1,237,797*(f)
Les Entreprises P E B Ltée Lac St-Charles Qué	Réparations au système d'égouts sanitaires Qué	430,492	430,492	430,492(f)
Les Entreprises Québec Hab Ltée Québec Qué	Système de disposition des produits chimiques Qué	271,586	237,280	237,280
Exeter Roofing & Sheet Metal Co Ltd Exeter Ont	Refaire le toit d'un bâtiment Ont	448,914	327,480	327,480
Farmer Construction Ltd Victoria C-B	Bâtiment des services d'ingénierie de la Base C-B	4,055,438	325,618	325,618
Fitzgerald & Snow Limited Summerside Î-P-É	Rénovations au hangar 3 Î-P-É	1,132,326	15,263	1,132,326*(f)
Fodor Engineering Limited Don Mills Ont	Dessin des Centres de contrôle des opérations Ont	750,868	91,834	744,484
Foster Wheeler Limited St Catharines Ont	Construire une station de chauffage à lit fluidisé Î-P-É	13,407,095	238,798	13,360,095*
Foundation Maritime a Division of The Foundation Company of Canada Limited Eastern Passage N-É	Services du secteur "E"/améliorations à la jetée 8 N-É	17,970,230	369,089	17,928,764*
Architects Four Limited Moncton N-B	Services de consultation N-B	795,000	76,611	474,487
E S Fox Limited Welland Ont	Agrandissement de la capacité de générateur "CHP" Ont	3,948,102	36,080	3,948,102*(f)
Fraser-Brace Maritimes Div of Pigott Construction Ltd Halifax N-É	Construire l'Immeuble du quartier général du commandement maritime N-É	13,184,542	2,654,015	2,654,015
Fraser-Brace Maritime Limited Halifax N-É	Structure de pont et utilités, jetées N-É	6,561,690	11,264	6,554,110*
Fraser-Brace Maritime Limited Halifax N-É	Bâtiment «SRU (A)»/complexe jetée 2 N-É	40,962,236	562,772	40,944,528*
G W Builders and Co Ltd Winnipeg Man	Améliorer l'extérieur des logements pour le personnel marié Man	442,774	337,154	337,154
G B L Construction Ltd Edmonton Alb	Remplacer abris-garages Alb	391,318	386,818	386,818
Gen-Mec Construction Co Ltd Bonnyville Alb	Installation "10 FTTU-CF18" Alb	4,208,597	136,737	4,201,922*
Gen-Mec Construction Co Ltd Bonnyville Alb	Système de combustible/réparation mixte/ installation des moteurs/fondation et travaux de l'emplacement Alb	1,116,911	11,800	1,116,911(f)
Gen-Mec Construction Co Ltd Bonnyville Alb	Pavage des stationnements et chaussées Alb	413,760	330,848	330,848
The General Accident Assurance of Canada & Kelly Leduc Ltd Ottawa Ont	Approvisionnement de quincaillerie Qué	316,632		315,921
Gervais Jacques Inc Ville Vanier Qué	Renforcement et restauration d'un mur Qué	1,072,682	831,028	861,228*
Gil-Bern-Charles Corporation Ltd Nepean Ont	Construction d'un bâtiment Ont	782,575	445,844	445,844
Graham Construction and Engineering Ltd Saskatoon Sask	Rénovations au bâtiment 155 Sask	1,014,477		
D Grant & Sons Limited Lambeth Ont	Rénovations au Musée Ont	406,089	222,869	222,869
Granville Enterprises Limited Gander T-N	Bâtiment Canex T-N	382,439	271,705	338,984*
Maurice Gravel Architecte Chicoutimi Qué	Dessin—Rénovations à BB 56 Qué	280,683	79,544	172,076
Great Northwest Insulation Ltd Surrey C-B	Remplacer les fenêtres du salon et installer l'isolation et revêtement en aluminium des logements pour le personnel marié C-B	426,150	29,292	426,150(f)
Great Northwest Insulation Ltd Surrey C-B	Remplacer les fenêtres du salon et installer l'isolation et le revêtement en aluminium des logements pour le personnel marié C-B	277,143	140,142	277,143*(f)
Great Northwest Insulation Ltd Surrey C-B	Remplacer revêtement extérieur et fenêtres C-B	424,010	369,564	369,564
Great Northwest Insulation Ltd Surrey C-B	Installer isolation et revêtement en aluminium des logements pour le personnel marié C-B	278,170	278,170	278,170(f)
Guelpa Construction Ltd Courtenay C-B	Rénovations aux installations génératrices C-B	257,999	3,267	257,999*(f)
H B M Mechanical Limited Wolfville N-É	Ajustement à l'immeuble du Centre Hornell N-É	280,701	49,748	280,701*(f)
H M W Industries Halifax N-É	Jetée 4—Réparations à la grue, chantier maritime N-É	278,283	1,776	278,283(f)
Hulst Town Contracting Ltd Bradford Ont	Reconstruire la route Ortona Ont	1,519,531	737,264	737,264
Hume & Rumble Electric Victoria C-B	Améliorations des services—Distribution de l'électricité C-B	1,690,640	4,925	1,690,640(f)
Indal Products Division of Indal Ltd Amherst N-É	Remplacer les fenêtres des logements pour le personnel marié N-B	484,247	484,247	484,247*(f)
Industrial Machine & Iron Works Ltd Fredericton N-B	Remplacer les systèmes de distribution «HTHW» N-B	888,014	787,511	787,511
Island Coastal Services Ltd Charlottetown Î-P-É	Champ de tir, protection de la rive Î-P-É	334,937	7,930	334,937*(f)
J S A Construction Company Ltd North Bay Ont	Projet «ROCC» Phase II Ont	1,165,754	242,376	1,165,754*(f)
J & M Electric Ltd Medicine Hat Alb	Installation du système de chauffage, d'alarmes contre les incendies et d'interception des pompes Alb	275,658		267,034*

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1984-85	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Janin Building & Civil Works (1983) Ltd Toronto Ont	CETT—Bâtiment principal Ont	13,112,315	1,371,094	1,371,094
Janin Building & Civil Works (1983) Ltd Toronto Ont	CETT—Bâtiment pour véhicules blindés Ont	447,128	94,146	94,146
Janin Building & Civil Works (1983) Ltd Toronto Ont	Construire les installations d'entretien de la Base Ont	11,162,827	2,506,410	2,506,410
JCR Construction Ltd Victoria C-B	Installations «ADP» C-B	885,586	574,674	882,586*
Rolf Jensen & Associates Ltd Don Mills Ont	Dessin préliminaire/évaluation des coûts, Immeuble Hornell N-É	350,000	53,903	290,698*
Kelsey Construction Co Ltd Winnipeg Man	Bâtiment pour la police militaire Man	492,711	1,160	492,711(*f*)
Kelsey Construction Co Ltd Winnipeg Man	Construire une nouvelle structure pour le toit, (L102) Man	319,792	1,357	319,792(*f*)
J C Kerkhoff & Sons Construction Ltd Chilliwack C-B	Manège militaire genre A C-B	1,996,003	846,262	1,996,003*(*f*)
Ker Priestman & Associates Ltd Victoria C-B	Services d'ingénierie—Améliorations des services de jetée C-B	445,952	15,953	445,952*(*f*)
King Construction Ltd Fredericton N-B	Récupérer le bâtiment de munitions N-B	544,659		
Kirkmount Builders Limited Dartmouth N-É	Fenêtres, isolation et revêtement extérieur N-É	427,001	305,040	305,040
Kirkmount Builders Limited Dartmouth N-É	Revêtement extérieur et fenêtres N-É	461,316	55,528	461,316*(*f*)
Lakh Construction Corporation St Albert Alb	Magasin «ACMR/1-AIS POD» Alb	365,890	17,567	365,231*
Laval Fortin Ltée Alma Qué	Installation du simulateur d'envol «NFA» Qué	894,197	705,886	889,916*
Alain Lavoie Ltée Chicoutimi Qué	Services d'entretien d'emploi multiple Qué	6,510,051	5,173,531	6,313,235*
Lear Construction Services Ltd Calgary Alb	Améliorations au bâtiment Alb	298,017		
Lear Construction Services Ltd Calgary Alb	Programme d'amélioration des logements pour célibataires Alb	407,584	3,000	407,584(*f*)
Camille Léger Limited Robichaud N-B	Remise en état de l'aire de bureaux N-B	294,895	292,930	292,930
Tony Leite Roofing & Sheet Metal Ltd Mississauga Ont	Refaire le toit à la partie centre du hangar Ont	256,701	256,701	256,701(*f*)
Tony Leite Roofing & Sheet Metal Ltd Mississauga Ont	Refaire le toit du hangar à l'extrémité nord-ouest Ont	425,268	93,849	425,268(*f*)
Les Entreprises Lignec Ltée Ste-Foy Qué	Améliorations du système de distribution d'électricité et de la sous-station Qué	488,888	248,034	488,888*(*f*)
LMBDS-SIDAM Inc Jonquière Qué	Services de consultants—Services d'entretien à emploi multiple Qué	1,403,000	224,218	1,368,218*
LMBDS-SIDAM Inc Jonquière Qué	Services de dessin—Améliorations des installations extérieures, CF-18 Qué	288,000	166,459	279,353
M & S Roofing & Sheet Metal Ltd Mississauga Ont	Remplacer les toits de trois bâtiments Ont	391,885	391,885	391,885(*f*)
MacLean Construction Ltd Charlottetown Î-P-É	Rénovations au hangar Î-P-É	313,511	169,579	169,579
Massicotte Bros Construction Ltd Vanier Ont	Abri pour les troupes Ont	441,152	406,792	441,152*(*f*)
The McBride Group Inc Toronto Ont	Remplacer revêtement extérieur, fenêtres et isoler à nouveau, divers logements pour le personnel marié Ont	441,787	5,099	441,787*(*f*)
McGregor Construction Ltd Edmonton Alb	Amélioration de la distribution de l'électricité primaire et secondaire Alb	707,976	15,148	707,976*(*f*)
Melanson Enterprise Ltd Moncton N-B	Réparations, peinturage et nettoyage intérieur des logements pour le personnel marié N-B	416,056	414,681	414,681
Melanson Enterprise Ltd Moncton N-B	Réparations et peinturage extérieur, divers logements pour le personnel marié N-B	281,447	281,447	281,447(*f*)
Melanson Enterprise Ltd Moncton N-B	Toits prononcés, bâtiments D-25 et H-1 N-B	316,188	302,828	302,828
Melanson Enterprise Ltd Moncton N-B	Rénover cuisines dans les logements pour le personnel marié N-B	368,902	368,902	368,902*(*f*)
Melanson Enterprise Ltd Moncton N-B	Réparations, peinturage et nettoyage intérieur N-B	441,315	15,679	441,315*(*f*)
Michaud et Simard Inc Ville Vanier Qué	Repaver les routes des logements pour le personnel marié Qué	358,582	358,582	358,582(*f*)
Mid-Valley Construction (1982) Ltd Middleton N-É	Installer fenêtres, isoler et revêtement extérieur de 50 logements pour le personnel marié N-É	397,000	189,567	189,567
Mihalco Enterprises Ltd Edmonton Alb	Enlever l'amiante, isoler à nouveau, et raccommoder les bâtiments Alb	267,000		
Mirtren Contractors Limited Trenton Ont	Modifications à un bâtiment Ont	461,500	12,568	461,500*(*f*)
Mirtren Contractors Ltd Calgary Alb	Remplacement des fenêtres de métal Alb	444,740		444,740(*f*)
Michael Monteith Enterprises Ltd Orillia Ont	Ajouts et rénovations à un bâtiment Ont	756,787	8,106	756,787*(*f*)
Multi-Ventures Ltd Tracy N-B	Garage pour camions citernes N-B	362,277	(1,168)	362,277*(*f*)
Municipal Contracting Limited Bedford N-É	Route d'accès et stationnement N-É	1,252,959	1,252,959	1,252,959(*f*)
Municipal Contracting Limited Bedford N-É	Structure des jetées/utilités N-É	5,258,357	99,936	5,258,357*(*f*)
Nichol Electric Co Ltd Victoria C-B	Améliorer le système d'alarme contre les incendies C-B	296,000		286,580*
L Nicolini Construction Ltd Gloucester Ont	Nouveaux logements à efforts personnels et Immeuble de services communautaires Ont	535,704	462,167	462,167
Noralta Construction Ltd Grand Centre Alb	Remplacement des murs de la salle de bain dans les logements pour le personnel marié Alb	313,809	4,524	313,809(*f*)
Nordman Construction Company Caledon East Ont	Réparations de bâtiments Ont	432,000	54,750	54,750
Northwest Pile Driving Ltd Coquitlam C-B	Réparations à des jetées C-B	410,599	387,889	387,889
N S Tractors & Equipment Ltd Halifax N-É	Remplacer fenêtres N-É	257,136	257,136	257,136(*f*)
Ogilvie & Hogg Architects Ottawa Ont	Services de consultants Ont	314,348	70,936	122,759
Ottawa Greenbelt Construction Co Ltd Gloucester Ont	Conduite d'eau principale, services d'égouts, de salubrité et d'électricité Ont	1,022,189	971,596	971,596
Pallotta Metal Works Inc Montréal Qué	Escaliers et linteau fixe en acier Qué	501,837	22,399	501,837*(*f*)
Park Construction Services Ltd Halifax N-É	Rénovations des logements N-É	536,868	12,266	536,868(*f*)
PCL Construction Ltd Winnipeg Man	Construction du quartier général «Aircom» Man	18,386,028	4,900,400	4,900,400

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1984-85	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Pentagon Industries Ltd Edmonton Alb	Rénover l'intérieur des casernes Alb	379,738	20,128	379,738*(/)
J Euclide Perron Ltée Chicoutimi Qué	Addition et rénovations à un bâtiment Qué	917,110	190,048	917,110*(/)
J Euclide Perron Ltée Chicoutimi Qué	Améliorer les installations Qué	595,386	428,383	595,386*(/)
Phoenix Construction and Eng Co Ltd Truro N-É	Construction de 12 logements de célibataires pour caporaux et soldats N-É	260,801	259,570	259,570
Gaston Picard Construction Co Inc Charny Qué	Remplacer fenêtres et revêtement extérieur Qué	284,907	6,491	284,907*(/)
Gaston Picard Construction Co Inc Charny Qué	Isolation des toits Qué	309,049	37,574	309,049*(/)
Gaston Picard Construction Co Inc Charny Qué	Nouvelle pièce pour ordinateurs Qué	425,258	416,940	416,940
Gaston Picard Construction Co Inc Charny Qué	Rénovations extérieures et intérieures à un bâtiment Qué	843,949	416,773	416,773
Pinecrest Chalets 370403 Ontario Ltd Barrie Ont	Réparations à un bâtiment Ont	873,969	123,474	873,969*(/)
Pinecrest Chalets 370403 Ontario Ltd Barrie Ont	Réparations à un bâtiment Ont	450,889	322,099	322,099
Pirocle Inc Québec Qué	Élargir cuisine dans le Mess des officiers Qué	258,880	250,698	250,698
Pitt Meadows Plumbing & Heating Ltd Pitt Meadows C-B	Remplacer chaudières à divers manège militaire C-B	442,854	424,130	424,130
Hervé Pomerleau Inc Cté de Beauce Qué	Services d'entretien d'emploi multiple Qué	2,180,264	109,554	2,177,116
Power Plastics & Aluminum Ltd Winnipeg Man	Amélioration extérieure des logements pour le personnel marié Man	328,884	205,006	205,006
Prairie West Construction Ltd Edmonton Alb	Construire un hangar pour aire de trafic Alb	1,514,960	29,330	1,513,730*
Provincial Industrial Roofing & Sheet Metal Company Limited Concord Ont	Refaire le toit d'un bâtiment T-N	530,772	169,553	530,772(/)
Paul Radke Plumbing and Heating Ltd Kingston Ont	Système de climatisation de l'air Ont	265,136	13,168	265,131*
Regal Builders Company Limited Waverley N-É	Bâtiment des approvisionnements N-É	502,085	5,496	502,085*(/)
Reid Crowther and Partners Ltd Edmonton Alb	Dessin d'architecture et technique—Immeuble d'avionique Alb	704,500	52,290	685,552*
Les Constructions Armand Richard Ltée Beauport Qué	Rénovations au bâtiment de détonation Qué	510,335	212,466	510,335*(/)
Riverside Excavating Ltd Abbotsford C-B	Améliorer le système de sécurité C-B	320,087	259,313	259,313
Rocca Construction Ltd Saint John N-B	Construction générale, contrat principal, HMCS Scotian N-É	4,635,071	3,226,701	4,529,679*
Roscoe Construction Limited Cambridge Station Kings County N-É	Rénovations au Mess des officiers N-É	1,262,774	63,010	63,010
Roscoe Construction Limited Cambridge Station Kings County N-É	Parement en métal aux logements pour le personnel marié N-É	353,112	1,501	353,112(/)
R W K Construction Co Ltd Edmonton Alb	Rénovations des logements pour les caporaux et soldats Alb	289,413		
Excavation & Construction Sédentaire Inc Repentigny Qué	Système de ligne de flottaison Qué	392,157	392,157	392,157(/)
Schoeler & Heaton Architects Ottawa Ont	Services d'architecture Ont	1,191,700	158,835	1,060,545*
Scotia Sprinklers Division of Wormald Canada Inc Dartmouth N-É	Fournir et installer le système de protection contre les incendies «MARCOM H Q» N-É	1,168,473		
Sealand Services Ltd Fredericton N-B	Champ de tir aux armes portatives N-B	506,808	202,161	506,808*(/)
Shannon & Sims Developments Ltd Edmonton Alb	Construction d'un bâtiment préfabriqué en métal pour les fournitures Alb	427,896	237,149	425,620*
Shannon & Sims Developments Ltd Edmonton Alb	Rénover le mur de face, divers bâtiments, caserne Currie Alb	327,017	323,277	323,277*
Sharcon Construction Reg'd Division of 369949 Ontario Ltd Ottawa Ont	Installation de réservoir toute saison pour lavage N-B	785,756	84,763	768,488*
Shauna Contracting Limited Edmonton Alb	Refaire le toit des hangars Sask	551,657	522,662	522,662
Shifflett Plumbing and Heating Limited Wainwright Alb	Remplacer brûleurs et améliorer salles des chaudières Alb	386,750	386,750	386,750(/)
Shore Tilbe Henschel Irwin Peters Architects & Engineers Toronto Ont	Services de consultants Ont	362,000	1,226	1,226
Solid Construction Limited Corner Brook T-N	Poste de police militaire T-N	417,730	404,580	415,580*
Carlo Sorensen Limited Kingston Ont	Installation de systèmes domestiques pour eau chaude dans les logements pour le personnel marié Ont	285,550	216	285,550(/)
Carlo Sorensen Limited Kingston Ont	Construire un ajout au boulodrome Ont	343,706	7,692	343,706*(/)
Spantec Limited Toronto Ont	Services de consultants N-É	1,120,000	22,215	1,099,955*
Standard Paving Maritime Limited Saint John N-B	Asphaltage à certains endroits de la Base N-B	413,385	413,385	413,385(/)
Stangate Weld-All Canada Limited Dartmouth N-É	Installation d'une salle «hyperbaric» Alb	311,847	304,910	304,910*
Star Construction Ltd Summerside Î-P-É	Rénovations à un bâtiment Î-P-É	293,910	835	293,910(/)
Tony Steinmann Contracting Ltd Calgary Alb	Rénover les cuisines Alb	255,206	255,206	255,206(/)
J C Sulpher Construction Limited Ottawa Ont	Décaper et stuquer les bâtiments Ont	438,765	438,765	438,765(/)
Construction Sylt Limited St-Hubert Qué	Construire atelier de soudure Qué	316,660		310,814
TBG Contracting Ltd Edmonton Alb	Concassage et stockage collectif de gravier Alb	292,155	292,155	292,155(/)
Tesc Contracting Limited Sudbury Ont	Agrandissement au manège militaire de Thunder Bay Ont	2,115,391	1,976,604	2,114,696*
Marc Thomassin Inc Beauport Qué	Reconstruction et rénovations Qué	524,544	9,534	524,544(/)
Thompson Berwick Pratt Vancouver C-B	Dessin—Hôpital/clinique dentaire C-B	680,256	72,599	649,161*
Tower Masonry Contractors Limited Dartmouth N-É	Construction de 30 logements pour le personnel marié N-É	2,382,999	2,364,616	2,364,616*
Transcan Construction & Management Ltd & Simons General Insurance Company Toronto Ont	Atelier et entrepôt Alb	332,712	12,209	332,712*(/)
Transit Construction Company Ltd Senneville Qué	Renforcement aux hangars et appentis Qué	584,265	465,288	465,288
Trident Construction Co Limited Lunenburg N-É	Installation pour entreposage de radio-bouées N-É	286,053	262,531	262,531
Tri-Mar Construction Ltd Winnipeg Man	Isolation intérieure, murs de sous-sol dans les logements pour le personnel marié Man	282,390	5,237	282,390(/)
Trochaines Inc Ville Vanier Qué	Réparations au pavé et réparer les fissures Qué	251,308	251,308	251,308(/)

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1984-85	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Trottoirs & Chaines Pilote Inc Ville Vanier Qué	Réparer les routes de béton Qué	253,816	253,816	253,816*(/)
Tudor & Walters Architects Vancouver C-B	Dessin—Bâtiment «CE» de la Base C-B	471,732	120,143	363,749*
Underwood McLellan Ltd/UMA Spantec Ltd Edmonton Alb	Services de consultants Alb	1,234,000	107,587	1,216,642*
Union des Carrières et Pavages Limitée Charlesbourg Qué	Améliorations au système d'égouts Qué	351,467	116,822	116,822
Urban Construction Limited Dartmouth N-É	Revêtement extérieur et fenêtres N-É	404,214	404,214	404,214*(/)
Construction J M Vallé Inc Brossard Qué	Construction d'un entrepôt pour munitions Qué	289,915		
J Philip Vaughan Engineering Associates Limited Halifax N-É	Services techniques—Agrandissement au «syncrolift», chantier maritime N-É	702,446	93,530	610,651*
Vernon Paving Ltd Vernon C-B	Reconstruire et paver les routes C-B	345,554	345,554	345,554(/)
Vinyl Roofing Limited Goose Bay T-N	Refaire les toits des hangars T-N	327,742	292,390	292,390
Wakefield Construction Ltd Victoria C-B	Agrandissement du 3[e] plancher, bâtiment 199 «(DREP)» C-B	250,919	241,442	241,442
Watts & Henderson (Ottawa) Ltd Nepean Ont	Modifications des systèmes mécaniques Ont	2,356,643	1,232,445	2,164,848*
Weather-Guard Windows Inc Downsview Ont	Installer fenêtres, isoler et revêtement extérieur de 100 logements pour le personnel marié Ont	883,150	530,495	530,495
Weather-Guard Windows Inc Downsview Ont	Nouveau revêtement extérieur et fenêtres N-B	349,600	39,132	347,600
Weather-Guard Windows Inc Downsview Ont	Remplacer fenêtres de divers logements pour le personnel marié Ont	737,539	435,559	737,539*(/)
Wellington Construction Co Ltd Wellington Î-P-É	Modifications à la caserne Î-P-É	300,042	1,611	300,042*(/)
Western Division of 431515 Ontario Ltd Barrie Ont	Remplacer les conduites de vapeurs et de condensation Ont	492,807	487,878	487,878
Western Grater Contracting Ltd Victoria C-B	Traitement du système d'égouts C-B	448,864	28,226	28,226
Westland Construction Ltd Winnipeg Man	Rénovations et agrandissement à un bâtiment Man	255,426	224,654	224,654
Westside Construction Ltd Saint John N-B	Réparations à la plate-forme auto-rotation N-B	263,950	134,800	260,950
J Whalley Construction Limited Elderbank N-É	Construire bataillon «QM» N-É	712,156	679,809	679,809
Whitman Benn & Associates Ltd Halifax N-É	Services de dessin—Réparer les bateaux N-É	4,895,670		4,887,138
Whitman Benn & Associates Ltd Halifax N-É	Services—«SRU (A)» jetée 2 N-É	1,136,257	156,007	1,096,979*
Wide Span Steel (1973) Ltd Winnipeg Man	Construction d'un bâtiment préfabriqué en métal pour les fournitures Man	499,077	170,387	170,387
Willis Cunliffe Tait/DelCan Victoria C-B	Services techniques et d'architecture C-B	1,803,000	370,351	370,351
Wilri Construction Limited Orangeville Ont	Ajouts et rénovations Ont	622,039	1,973	622,039*(/)
George Wimpey (Canada) Limited Toronto Ont	Bâtiment de l'École d'administration et de logistique des Forces canadiennes Ont	4,432,320	3,869,391	3,869,391*
Window World Limited Dartmouth N-É	Fournir et installer nouvelles fenêtres en aluminium N-É	262,373	262,373	262,373(/)
Windsor Painting & Decorating Windsor Ont	Fournir et installer nouvelles fenêtres aux logements pour le personnel marié Ont	493,679	33,679	493,679*(/)
Woodlawn Construction Limited Dartmouth N-É	Enlèvement de l'enrochement sous-marin en excès et matériels au fond du havre N-É	343,029	219,192	219,192
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL $30,973,871				
Ministère $30,973,871				
PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX $21,672,056				
Agrena Arctic Ltd Peterborough Ont	Construction d'une résidence TN-O	638,400		632,400(/)
Agrena Arctic Ltd Peterborough Ont	Construction d'un poste de soins infirmiers TN-O	964,737		961,041(/)
Agrena Arctic Ltd Peterborough Ont**	Construction d'un poste de soins infirmiers TN-O	1,858,039	1,782,924	1,782,924
Agrena Arctic Ltd Peterborough Ont**	Construction d'un poste de soins infirmiers TN-O	744,172	1,619	744,172*(/)
Agrena Arctic Ltd Peterborough Ont**	Construction d'un poste de soins infirmiers TN-O	822,648	15,346	822,648*(/)
A K Penner and Sons Ltd Winnipeg Man**	Construction d'un poste de soins infirmiers Ont	884,285		884,285*(/)
A K Penner and Sons Ltd Winnipeg Man**	Rénovations d'un poste de soins infirmiers Ont	850,079	704,669	704,669(/)
A K Penner and Sons Ltd Winnipeg Man**	Construction d'un poste de soins infirmiers Ont	875,549	731,782	731,782
Belcher Construction Ltd Boisbriand Qué**	Construction d'un poste de soins infirmiers et résidence TN-O	1,536,607		1,536,607
Bratt Construction Co Ltd Hyde Park Ont**	Construction de logements pour célibataires Ont	460,480		460,480
Comstock International Ltd Sudbury Ont**	Rénovations à un hôpital Ont	303,112	140,000	140,000
Con-Pro Industries (Man) Ltd Winnipeg Man**	Construction d'un poste de soins infirmiers TN-O	2,007,503	1,869,159	1,869,159
Con-Pro Industries (Man) Ltd Winnipeg Man**	Construction d'un poste de soins infirmiers, résidence et garage TN-O	1,339,551	2,393	1,339,551*(/)
Construction Armand Parisée Inc Sept-Îles Qué**	Construction d'un centre de santé Qué	458,803	45,578	457,667*
Hearn Stratton Construction Ltd Edmonton Alb**	Construction d'un poste de soins infirmiers TN-O	1,594,083	1,509,439	1,509,439
Hembruff & Dambrowitz Ltd Matheson Ont**	Construction d'une unité de quatre logements Ont	576,000	91,504	91,504
Hembruff & Dambrowitz Ltd Matheson Ont**	Construction de cinq logements pour célibataires Ont	570,000	182,921	182,921
Les Entreprises Guy Letarte Inc Beauport Qué**	Construction d'un centre de santé Qué	1,107,543	1,107,543	1,107,543
Mardsen's Ltd Yellowknife TN-O**	Construction d'une clinique TN-O	331,019	331,019	331,019
MNT Custom Builders Ltd Thunder Bay Ont**	Construction d'une unité de cinq logements Ont	743,583	743,583	743,583
Northern Services High Level Alb**	Construction d'une résidence du personnel Alb	288,786	257,500	257,500
Northern Services High Level Alb**	Construction d'une résidence du personnel Alb	288,296	258,300	258,300
Paul Daoust Construction Ltd Ottawa Ont**	Construction d'une résidence TN-O	936,037		936,037(/)
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Rénovations par travail journalier d'une résidence pour infirmières Man	449,300		4,100(/)
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Construction par travail journalier d'un poste de soins infirmiers Sask	1,509,000	1,026,100	1,026,100
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Construction par travail journalier d'un centre de santé Sask	720,000	161,000	711,000

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1984-85	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Rénovations par travail journalier d'un centre de santé Sask	612,000		505,700(*f*)
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Rénovations par travail journalier d'un poste de soins infirmiers Man	427,500	9,917	9,917
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Rénovations par travail journalier à la résidence de l'hôpital Man	824,805	326,311	824,805*
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Construction par travail journalier d'une résidence Man	798,027	159,335	159,335
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Rénovations par travail journalier d'une résidence Man	742,000	413,470	413,470
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Améliorations par travail journalier des installations de santé Man	758,500	1,559	758,500*
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Construction par travail journalier d'un centre de santé Sask	1,167,000	510,400	1,364,700
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Rénovations par travail journalier d'une résidence pour infirmières Man	233,567	40,980	233,567*(*f*)
R Berg Construction Management Ltd Edmonton Alb**	Construction d'un poste de soins infirmiers TN-O	1,506,691	1,506,691	1,506,691
Summit Construction Ltd & Turner Development Ltd Whitehorse TY**	Construction d'un centre de santé TY	351,120	285	351,120*(*f*)
Summit Construction Ltd & Turner Development Ltd Whitehorse TY**	Construction d'une résidence du personnel TY	502,476	502,476	502,476
Tower Arctic Ltd Montréal Qué**	Construction d'une unité de six logements TN-O	1,379,342	898,520	898,520
W E Miners Construction Camrose Alb**	Rénovations à un poste de soins infirmiers TN-O	759,244	56,137	759,244*(*f*)
PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ $2,092,216				
Comstock International Ltd Ottawa Ont**	Remettre à neuf le système d'échappement de fumée dans les laboratoires Ont	1,380,321	322,407	1,230,271*(3)
Gateway Construction (Sask) Ltd Winnipeg Man**	Rénovations aux laboratoires Man	347,205	61,705	347,205*(*f*)
Unecon Partnership Vancouver C-B**	Services d'architecture et technique—Installations de laboratoire et de bureau C-B	847,240	300,067	621,530*
Voth Brothers Construction Ltd Abbotsford C-B**	Construction des installations de laboratoire et de bureau C-B	8,446,044	781,403	781,403
PROGRAMME DES XV^es JEUX OLYMPIQUES D'HIVER $7,209,599				
Cook Culham Montgomery Pederson & Valentine Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	500,000	215,599	215,599
KVN Heavy Construction Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	2,092,203	1,951,796	1,951,796
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Parc Olympique Canada Alb	15,248,000		15,248,000
Reid Crowther & Partners Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	800,000	569,114	569,114
Riverton Construction Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	2,294,922	2,017,275	2,017,275
Roadway Earthmoving Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	324,298	208,273	208,273
Stone & Webster Canada Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	600,000	502,294	502,294
Underwood McLellan Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	1,300,000	1,253,482	1,253,482
REVENU NATIONAL $1,958,981				
Douanes et Accise $1,922,969				
Duquette Construction Ltd Laval Qué**	Construction de nouvelles installations pour douanes Qué	561,423	561,423	561,423(*f*)
Faith Construction Ltd Fredericton N-B**	Construction de nouvelles installations N-B	330,333	112,570	330,333*(*f*)
Graham Construction Ltd Regina Sask**	Construction de nouvelles installations pour douanes Sask	359,319	304,319	304,319
Jean-Paul Trahan Ltd Saint-Jean Qué**	Rénovations majeures au quai Qué	256,593	85,686	256,593*(*f*)
Impôt $36,012				
TRAVAUX PUBLICS $545,534,445				
Ministère $545,534,445				
PROGRAMME D'ADMINISTRATION $80				
PROGRAMME DES SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES $393,953				
PROGRAMME DES SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES—FONDS RENOUVELABLE DES SERVICES DE CONSTRUCTION $406,856,704(4)				
PROGRAMME DU LOGEMENT $88,303,295				
Abel Madsen Enterprises Winnipeg Man	Conversion du système de chauffage d'un édifice fédéral Man	690,658	548,748	690,658*
Acco Canadian Material Handling Burlington Ont	Construction du GEP Qué	4,435,522		4,435,522
Alain Lavoie Ltée Chicoutimi Qué	Fondation et charpente Qué	965,163	965,163	965,163(*f*)
Alco Development Ltd Prince George C-B	Immeuble du gouvernement du Canada—Rajouts et rénovations C-B	555,530	154,993	555,530*(*f*)
Alumicor Ltd Bedford N-É	Remplacement de fenêtres, annexe d'un immeuble du gouvernement fédéral N-B	303,092	303,092	303,092
Arrow Demolition Inc North Vancouver C-B	Bloc 15, développement héritage C-B	572,795		572,795(*f*)

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1984-85	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Bacon Engineering Ltd Toronto Ont	Centrale thermique, conversion de l'huile au gaz Ont	292,809	292,809	292,809
BC Transit Corporation Vancouver C-B	«ALRT Western Connection» au Centre Sinclair C-B	749,686	749,686	749,686(/)
Bécan Inc Québec Qué	Restauration de l'immeuble des Douanes Qué	2,180,024		2,180,024(/)
Black and McDonald Ltd Ottawa Ont	Modifications à la conduite principale d'eau, Édifice Booth Ont	271,967	17,723	17,723
Blackrock Const Ltd Sydney N-É	Rénovations à l'édifice de science N-É	813,364	773,269	773,269
Blackrock Const Ltd Sydney N-É	Rénovations à l'édifice des arts N-É	523,549	122,879	523,549*(/)
F E Buchanan Contracting Ltd Head of Chezzetcook N-É	Rénovations et rajouts, immeuble du gouvernement du Canada N-É	268,770	138,587	268,770*(/)
WMS Burnside Canada Ltd Ottawa Ont	Reconstruction d'un mur, Édifice Lorne Ont	508,410	11,495	508,410*
C Beaudet Cie Ltée Warwick Qué	Enveloppe d'un édifice fédéral Qué	3,631,060	640,960	640,960
Calor Mechanical Contracting Ltd Ottawa Ont	Centre d'information de la GRC, modifications au système de climatisation Ont	499,100	484,345	484,345
Campeau Corporation Montréal Qué	Construction du complexe Qué	31,151,577	1,714,711	30,993,415*
Campeau Corporation Montréal Qué	Construction du complexe Qué	11,228,834	3,956,139	11,133,324*
Campeau Corporation Ottawa Ont	Aménagement, Les Terrasses de la Chaudière Qué	11,774,886		11,774,886*(/)
Canadian Museum Construction Corporation Ottawa Ont	Nouvelle Galerie nationale du Canada, nouveau tunnel de service Ont	600,000	540,000	540,000
Caniwi Enterprises Ltd Whitehorse TY	Poste de frontière des douanes TY	1,233,347	907	1,233,347*
Canvar Const Ltée Montréal Qué	Construction Phase III Qué	2,779,140		2,779,140*(/)
Chubb Security Systems Ltd Vanier Ont	Immeuble de la Banque du Canada Ont	635,062	635,062	635,062
Clifford Masonry Ltd Scarborough Ont	Restauration de maçonnerie Ont	441,556		441,556*(/)
La Commission Scolaire Régionale de L'Outaouais Hull Qué	Achat d'une école Qué	26,288,426	1,304,232	14,224,280
Comstock International Ltd Ottawa Ont	Modifier le système de ventilation, Immeuble Sir Frederick Banting Ont	321,003	9,703	321,003*(/)
Comstock International Ltd Nepean Ont	Colline parlementaire, édifice central, installation des conduits pour le système oasis Ont	267,758	267,758	267,758
Connan et Gravel Const Ltée Laval Qué	Construction du complexe Qué	339,091	335,201	335,201
Les Constructions Deschênes Ltée Aylmer Qué	Reconstruire les entrées et chaussées Qué	254,045	254,045	254,045
Construction Industrielle Clément Belly Inc Sept-Îles Qué	Réaménagement du 1er étage Qué	290,902		290,902
Construction J P Doyon Inc Cap-Rouge Qué	Agrandissement d'un édifice fédéral Qué	415,547	215,787	415,547*(/)
Construction Lavoie Tremblay Delorme Inc Laval Qué	Chaudière à la Biomasse Qué	415,339	356,622	356,622
Construction Roger Blouin Ville Vanier Qué	Enveloppe et division intérieure, La Citadelle Qué	4,207,183	882,841	4,207,183*
Construction Roger Blouin Ville Vanier Qué	Rénovations de l'immeuble Qué	4,254,685		4,254,685*
Construction Val-Gil Rimouski Qué	Rénovations de l'immeuble Qué	314,856		
D&E Roofing Ltd Fort St John C-B	Remplacement du toit, vieil immeuble fédéral C-B	291,223		291,223(/)
David K Richardson Construction Ltd London Ont	Installations pour les handicapés Ont	253,488	133,492	253,488*(/)
Delphis Côté Ltée Montréal Qué	Réfection de la toiture Qué	238,000	70,000	70,000
Donalco Inc Scarborough Ont	Enlèvement de l'amiante N-B	492,081	220,482	220,482
Dover Corporation Ltd Turnbull Elevator Division Saint John N-B	Améliorations des élévateurs, édifice de l'impôt N-B	270,375	190,217	190,217
Doyle Construction Co Ltd Vancouver C-B	Autoroute du Pacifique, poste de frontière, Phase 2 C-B	893,047	893,047	893,047
Elf Construction and Management Services Nepean Ont	Services pour le personnel de l'Institut de recherches vétérinaires, édifice nº 142 Ont	283,761	283,761	283,761(/)
Ellis—Don Ltd Vancouver C-B	Développement héritage, Centre Sinclair, Bloc 15 C-B	23,888,492	14,139,849	14,139,849
Falla Construction Ltd Hamilton Ont	Rénovations pour CEIC Ont	456,900	48,353	48,353
Ferano Construction Ltd Ottawa Ont	Immeuble Blackburn, rénovations Ont	430,220	430,220	430,220(/)
Ferano Construction Ltd Ottawa Ont	Colline parlementaire, édifice central, clôture et réintégration du système oasis Ont	321,540	321,540	321,540
Fernand Ménard Inc Montréal Qué	Système énergétique Qué	891,732	891,732	891,732
Fidelity-Maxim A Joint Venture Calgary Alb	Ajouts à un édifice du gouvernement du Canada Alb	795,654	795,654	795,654(/)
Phil Fletcher Contracting Ltd Kitchner Ont	Installations pour les handicapés Ont	282,731	178,407	282,731*(/)
Formco Inc St-Léonard Qué	Construction du complexe Qué	982,781	279,483	978,217*
Foundation Company Ltd Winnipeg Man	Construction d'un édifice, Centre des données fiscales Man	2,926,232		2,926,232
Garvey Construction Ltd Ottawa Ont	Musée national de l'aviation, Aménagement des édifices «Stolport» Ont	297,124	297,124	297,124
M N Gauthier Ltée Dorion Qué	Démolition intérieure Qué	334,304	334,304	334,304(/)
Gervais Jacques Inc Ville Vanier Qué	Restauration de la redoute La Citadelle Qué	258,288	153,767	258,288*(/)
Goodyear Paving Moncton N-B	Nouveau complexe des douanes N-B	2,151,489	28,602	1,921,489*(/)
Grinnel Fire Protection Systems Co Ltd Ottawa Ont	Édifice La Promenade, améliorations au système de protection contre l'incendie Ont	288,900	101,420	101,420
Janin Construction (1983) Inc Québec Qué	Nouvel immeuble Qué	1,797,121	1,547,533	1,547,533
Klondike Enterprise Ltd Whitehorse TY	Installation d'usines thermiques d'eau chaude TY	657,698	657,698	657,698
J Lewin Inc Montréal Qué	Aménagement, Phase B Qué	544,000	13,030	13,030
V K Mason Montréal Qué	Construction du complexe Qué	2,081,777	786,655	2,036,852*
V K Mason Montréal Qué	Rampe d'accès et charpentes diverses Qué	964,770	373,316	373,316
W G McDonald Construction Co Ltd Ottawa Ont	Édifice de la Banque du Canada, aménagement, Phase 1A Ont	904,437	904,437	904,437
S McNally and Sons Ltd Hamilton Ont	Prolongement des conduites principales d'eau froide et de vapeur Ont	3,895,616	301,354	301,354
HBM Mechanical Ltd Wolfville N-É	Système énergétique N-É	377,543	367,834	367,834
HBM Mechanical Ltd Wolfville N-É	Système énergétique N-É	351,497	341,697	341,697
J M Meunier Inc St-Augustin Qué	Nouvel édifice Qué	1,107,678	25,973	1,107,678*(/)
Michael Monteith Enterprises Ltd Orillia Ont	Bureau du district de la Baie James Ont	726,820	726,820	726,820

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1984-85	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Oakway Ltd Sydney N-É	Système énergétique, modifications N-É	272,618	98,176	272,618*(/)
Paysagiste Lacroix Inc Ste-Foy Qué	Aménagement extérieur Qué	300,082	189,567	300,082*
Pitts Engineering Construction Markham Ont	Construction d'un passage d'utilité, Canal Rideau d'Ottawa Ont	858,156	376,894	858,156*(/)
Plomberie Michel Inc Montréal Qué	Centrale thermique, installation de quatre économiseurs de souche de cheminée Ont	307,689	307,689	307,689
Rahm Construction Ltd Ottawa Ont	Colline parlementaire, édifice de l'ouest Ont	359,557	359,557	359,557(/)
Rampart Enterprises Ltd Toronto Ont	Bail avec option d'achat—Édifice Ont	1,675,000	1,620,813	1,685,517*
Ron Engineering and Construction Ltd Ottawa Ont	Modifications à la Tour de Paix Ont	3,560,129		3,560,129(/)
Sagonaska Builders Ltd Belleville Ont	Enlèvement de l'amiante Ont	482,999	482,999	482,999
Scott and Aylen Ottawa Ont	Rue Sparks, expropriation du club Rideau—Honoraires légaux et débours Ont	324,178	324,178	324,178(/)
Somec Inc Québec Qué	Capteurs solaires Qué	277,631		277,631(/)
Stead and Lindstrom (1977) Ltd Belleville Ont	Rénovations Ont	2,164,047	1,891,970	2,164,047*(/)
Talton Decorators Ltd Whitehorse TY	Isoler unités de soubassement TY	338,849		338,849(/)
Tarcon Ltd Ottawa Ont	Centre de recherches pour animaux, Ferme de la ceinture de verdure Ont	314,420	255,000	255,000
Thomas Fuller Construction Co Ltd Ottawa Ont	Construction du Musée national de l'aviation	16,990,776	5,133,543	6,063,665*
Tureski Construction Co Ltd St Catharines Ont	Ajout à un immeuble du gouvernement du Canada Ont	693,148	303,568	693,148*(/)
Vie-Bilt General Contractor Inc Ottawa Ont	Centre de conférences Ont	681,403	681,403	681,403
Vipond Automatic Sprinkler Co Ltd Nepean Ont	Musée Victoria Ont	918,642	89,709	918,642*
Vipond Automatic Sprinkler Co Ltd Nepean Ont	Édifice de la Cour suprême, améliorations aux systèmes d'urgence contre l'incendie et de sauvetage Ont	419,352	99,300	99,300
Voltelec Inc St-Laurent Qué	Améliorations du réseau alarme-incendie Qué	270,705		270,705*(/)
Voth Bros Construction (1974) Ltd Abbotsford C-B	Autoroute du Pacifique, poste de frontière Phase 3 C-B	8,555,380	3,061,261	3,061,261
Wallace and Akins of Alta Ltd Lethbridge Alb	Rénovations à un immeuble du gouvernement du Canada Alb	3,125,991	205,378	3,115,991*
Westeinde Construction Ltd Nepean Ont	Construction de l'installation d'entreposage d'engrais à la Ferme expérimentale canadienne Ont	484,919	23,167	484,919*(/)
W L Construction Ltd Fort St John C-B	Immeuble du gouvernement du Canada, rénovations et altérations C-B	815,399	722,816	815,399*(/)
PROGRAMME DES TRAVAUX MARITIMES $7,421,154				
Fraser River Pile Driving New Westminster C-B	Base maritime des Travaux publics, Phase I, préparation du site et installations maritimes C-B	978,933		978,933*(/)
Northern Construction Co Ltd Vancouver C-B	Bassin de radoub d'Esquimalt, reconstruction du quai de débarquement sud C-B	8,649,142	5,393,679	5,393,679
Numan Industries Surrey C-B	Base maritime des Travaux publics Phase II C-B	1,080,404		1,080,404*(/)
Simard et Beaudry Inc Montréal Qué	Reconstruction, caisson flottant Qué	3,825,000	1,948,935	3,875,976*
Tri-Bec Inc Québec Qué	Brûleur à l'huile Qué	468,616		468,616*(/)
PROGRAMME DE LA VOIRIE ET AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE $39,888,821				
Antler Construction Co Ltd Prince George C-B	Construction de l'autoroute de l'Alaska TY	5,099,309	1,677,033	5,099,309*(/)
Columbia Bitulithic Ltd Vancouver C-B	Autoroute de l'Alaska, base de la route C-B	922,823	922,823	922,823(/)
Cox Bros Const and Assoc Ltd High Prairie Alb	Autoroute de l'Alaska, broyage et stockage collectif Alb	562,460	186,410	562,460*(/)
Dawson Construction Ltd Vancouver C-B	Excavation de l'autoroute Transcanadienne Alb	1,412,553	1,412,553	1,412,553(/)
Don Gordon Ltd Fort Nelson C-B	Construction de l'autoroute de l'Alaska, gradation et base de la route C-B	1,260,688	1,260,688	1,260,688(/)
Drain Bros Construction Ltd Blairmore Alb	Construction de l'autoroute Transcanadienne Alb	2,030,655	551,400	551,400
Ellis-Don Management Services Ltd Calgary Alb	Construction d'un viaduc Alb	1,659,000	1,345,511	1,345,511
E and M Contractors Prince George C-B	Construction de l'autoroute de l'Alaska C-B	1,582,256	1,582,256	1,582,256(/)
Fedderson Engineering Ltd Calgary Alb	Construction de l'autoroute Alb	604,004		
Fidelity Maxim Calgary Alb	Construction d'un pont Alb	1,725,220	1,463,093	1,590,867*
Freeway Construction Ltd Edmonton Alb	Construction de l'autoroute Alb	2,877,090	1,913,096	1,913,096
Geddes Construction Ltd Kelowna C-B	Construction de l'autoroute Alb	4,437,238	3,264,476	3,264,476
General Enterprises Ltd Whitehorse TY	Construction de l'autoroute de l'Alaska TY	2,479,154	1,136,490	2,479,154*(/)
General Enterprises Ltd Whitehorse TY	Construction de l'autoroute de l'Alaska C-B	3,778,005	6,906	3,778,005*(/)
Goodbrand Construction Ltd Aldergrove C-B	Autoroute de l'Alaska, base de la route et revêtement en asphalte C-B	6,435,426	64,311	6,435,426*
Gord-Don Trucking Ltd Port Hardy C-B	Construction de l'autoroute Alb	320,236	290,236	290,236
Graham Construction & Eng Ltd Calgary Alb	Construction de l'autoroute Alb	765,960	373,727	765,960*(/)
Graham Construction & Eng Ltd Calgary Alb	Construction d'un pont Alb	591,931	535,352	535,352
Graham Construction Ltd Calgary Alb	Construction d'un pont Alb	1,341,402	1,208,642	1,208,642
Graham Construction Ltd Calgary Alb	Construction d'un passage inférieur Alb	572,000	335,350	335,350
Hebert Trucking Ltd Prince George C-B	Construction de l'autoroute de l'Alaska C-B	1,573,010	(42,006)	894,265*
Hydramach Crane Ltd Nisku Alb	Construction de l'autoroute Alb	1,615,415	140,523	1,821,817*
Impact Industries (Western) Ltd Lacombe Alb	Autoroute de l'Alaska, concassage et stockage collectif TY	881,783	881,783	881,783
Kidco Holdings Ltd Calgary Alb	Construction des approches d'un pont Alb	333,225	15,135	333,225*(/)
Kidco Holdings Ltd Calgary Alb	Construction de l'autoroute Alb	439,992	67,699	439,992*(/)
Kidco Holdings Ltd Calgary Alb	Gradation et dégagement Alb	4,110,383	185,013	4,110,383*(/)
Kodiak Earthmovers Ltd Fort St John C-B	Construction de l'autoroute de l'Alaska C-B	6,067,202	450,403	6,067,202*(/)
Kodiak Earthmovers Ltd Fort St John C-B	Construction de l'autoroute de l'Alaska C-B	2,528,012	2,528,012	2,528,012(/)
Kodiak Earthmovers Ltd Fort St John C-B	Construction de l'autoroute de l'Alaska C-B	854,229	854,229	854,229
Lahrmann Construction Ltd Calgary Alb	Construction de l'autoroute Alb	2,190,627	2,190,627	2,190,627(/)
Lebarge Enterprises Whitehorse TY	Construction de l'autoroute de l'Alaska TY	358,438	358,438	358,438(/)

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1984-85	Dépenses à ce jour
		$	$	$
E Lobe Contracting Ltd Whitehorse TY	Construction de l'autoroute de l'Alaska TY	5,447,211	5,447,211	5,447,211(/)
Max Helmer Construction Ltd Radium Hot Springs C-B	Reconstruction d'un pont C-B	628,342	62,791	628,342*(/)
North American Construction Ltd Edmonton Alb	Construction de l'autoroute de l'Alaska TY	3,130,183	3,130,183	3,130,183(/)
Pan Western Construction Ltd Calgary Alb	Construction d'un viaduc Alb	774,609	162,163	162,163
Peters Bros Paving (1981) Ltd Penticton C-B	Autoroute de l'Alaska, approvisionnement et stockage collectif C-B	2,557,116	213,822	2,557,116*(/)
Peters Bros Paving (1981) Ltd Pentincton C-B	Construction de l'autoroute de l'Alaska C-B	1,762,481	1,762,481	1,762,481(/)
Pre-Engineered Structures Calgary Alb	Construction de l'autoroute Transcanadienne Alb	827,992	12,245	827,992*(/)
Quadra Control and Weigh Systems Ltd Surrey C-B	Construction de l'autoroute de l'Alaska C-B	986,707	986,707	986,707
Westcoast Paving Co Ltd Vancouver C-B	Construction de l'autoroute de l'Aslaka C-B	343,282	343,282	343,282
Whissel Engineering Ltd Calgary Alb	Construction de l'autoroute Transcanadienne Alb	1,277,559	(6,582)	1,277,559*(/)
PROGRAMME DE GESTION ET D'AMÉNAGEMENT FONCIERS $2,670,438				
Alden Contracting Ltd Welland Ont	Réparations à la rampe du canal Ont	405,726	381,571	381,571
Hard Rock Paving Co Ltd Port Colborne Ont	Améliorations et réparations des routes Ont	550,328	(117)	550,328*(/)
B Zaitz Construction and Marine (1982) Ltd Collingwood Ont	Promenade pour aqueducs Ont	324,347	331,150	331,150
SCIENCES ET TECHNOLOGIE $45,723,971				
Conseil national de recherches du Canada $45,723,971				
PROGRAMME DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES $45,723,971				
A V Carlson Constructors Ltd Edmonton Alb**	Agrandissement de l'Institut de biotechnologie des plantes Sask	4,048,784	3,650,009	4,048,784*
Bregman and Hamann Ottawa Ont**	Agrandissement à l'édifice M-14, Laboratoires du Chemin de Montréal Ont	637,000	138,821	138,821*
Cadilac Construction Ltd St John's T-N**	Paysage, installations de recherches sur les navires arctiques T-N	418,000	170,850	170,850
Cayouette & Saia Montréal Qué**	Construction, Institut de génie des matériaux Qué	1,725,850		773,016(/)
Construction Château St-Marc Inc Montréal Qué**	Biotechnologie Qué	21,235,116	9,214,474	9,214,474
David Dimacopoulos Edward Montréal Qué**	Biotechnologie Qué	3,600,0[illegible]	876,587	2,733,821*
Ferguson Folstad & Friggstad Saskatoon Sask**	Institut de biotechnologie Sask	375,0[illegible]	101,920	351,349
Formco Incorporée St-Léonard Qué**	Biotechnologie Qué	3,848,476	3,378,924	3,848,476*(/)
GBR & MMP Architects Collaborative Winnipeg Man**	Institut de technologie en production industrielle Man	2,000,000	638,610	1,607,931*
M Sullivan & Son Ltd Arnprior Ont**	Installations pour essais contre les incendies Ont	3,191,374		3,191,374(/)
Northal Construction Montréal Qué**	Construction de l'Institut de génie des matériaux Qué	1,167,747	16,720	1,167,747*(/)
Ogilvie & Hogg Ottawa Ont**	Ajout, Édifice de chimie M-12, Laboratoire du Chemin de Montréal Ont	482,250	183,110	352,737
Ogilvie & Hogg Ottawa Ont**	Installations de recherches sur les navires arctiques T-N	5,421,200	705,399	4,841,618*
Travaux publics Canada St John's T-N	Installations de recherches sur les navires arctiques T-N	912,000	273,000	839,141*
Rahm Construction Ltd Ottawa Ont**	Ajout à l'édifice M-12, Laboratoires du Chemin de Montréal Ont	3,755,264	3,287,438	3,287,438*
Rahm Construction Ltd Ottawa Ont	Ajout à l'édifice U-66, Laboratoires d'Uplands Ont	516,671	56,570	516,671*(/)
Rahm Construction Ltd Ottawa Ont	Ajout à l'édifice U-87, Laboratoires d'Uplands Ont	306,890	99,593	99,593
Robert Construction Co (1970) Ltd Ottawa Ont	Installation d'essais du réseau de capteur Ont	459,810	963	459,810*(/)
Seaboard Construction (78) Ltd St John's T-N	Phase I—Institut de recherches sur les navires arctiques T-N	2,508,544		2,508,544(/)
Subterranean (Winnipeg) Ltd Winnipeg Man**	Construction d'un laboratoire Man	565,944	10,808	565,944*(/)
Thomas Fuller Construction (58) Company Ltd St John's T-N**	Phase II et III, Installations de recherches sur les navires arctiques T-N	34,185,000	5,406,612	34,204,323*
Trident Construction Ltd Winnipeg Man**	Construction d'un laboratoire Man	1,805,237	1,750,970	1,750,970*
Vie-Bilt General Contractors Inc Ottawa Ont	Ajout a l'édifice M-50 Ont	496,640	496,640	496,640(/)
V K Mason Construction Ltd Winnipeg Man**	Construction, Institut de technologie en production industrielle Man	18,038,381	11,167,690	11,167,690
W G McDonald Construction Co Ltd (rapporté antérieurement sous F A MacDonald Construction) Ottawa Ont	Ajout à l'édifice U-70, Laboratoires d'Uplands Ont	539,848	449,848	539,848*(/)
SOLLICITEUR GÉNÉRAL $137,795,329				
Service correctionnel $101,533,368				
Aluminum Home Improvements Ltd Kingston Ont**	Rénovations, améliorations à la chaufferie, édifice #12 Ont	339,292	339,292	339,292
Antioch Construction Core Edmonton Alb**	Réparations au mur périphérique Sask	787,628	787,628	787,628
Atco Construction Ltd Newcastle N-B**	Fondation et structure, unité d'isolement protecteur N-B	2,243,756	251,788	2,243,756*(/)
Atlantic Fabricators Quebec Inc St-Pierre Qué**	Installations, facilités pour roulottes Ont	482,000	482,000	482,000(/)
Atlas Construction Maritimes Fredericton N-B**	Revêtement et toiture N-B	1,745,640	1,063,680	1,745,640*(/)
Atlas Construction Maritimes Fredericton N-B**	Unité d'isolement protecteur, établissement à sécurité maximale N-B	16,170,473	6,494,923	6,494,923
Beaver Seaway Construction Kingston Ont**	Installer ligne principale contre les incendies Ont	295,146	247,916	247,916
Berge Construction Ltd Prince Albert Sask**	Modifications des cuisines Sask	593,073	268,402	593,073*(/)
Britco Structures Ltd Langley C-B**	Plan pour aménagements imprévus, "bunk-house", bureau C-B	282,010***	282,010	282,010(/)
Britco Structures Ltd Langley C-B**	Construction d'une unité de roulottes Alb	382,059		382,059
C M Security Components Ltd St-Laurent Qué**	Construction des unités de logements préfabriquées Qué	4,124,077	45,765	4,124,077*

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1984-85	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Carmacks Construction Ltd Edmonton Alb**	Construction de tours pour gardes Alb	355,779	42,116	42,116
Cavan Construction Edmonton Alb**	Construction à un édifice Sask	8,617,486	4,441,444	8,617,486*(√)
Claude Aubin Ltée St-Jérôme Qué**	Acquisition et installation de 'CCC' #2 Qué	295,545	118,440	118,440
Comstock International Ltd Winnipeg Man**	Installer éclairage extérieur additionnel Man	378,779	2,128	378,779*(√)
Construction Angem Inc Montréal Qué**	Unité résidentielle, édifice 'B' Phase 1 Qué	2,408,768	204,748	2,408,768*
Construction & Pavage Portneuf Inc St-Marc-des-Carrières Qué**	Construction, charpente métallique, édifice principal Qué	1,605,135	1,511,215	1,604,296*
Construction Gaston Picard Inc Charny Qué**	Construction, fondation, édifice principal Qué	357,000	21,775	357,000
Ediltec Inc Montréal Qué**	Unité résidentielle, édifice 'C' Phase 1.7 Qué	2,630,736	2,643,751	2,643,751
Emmons & Mitchell Construction Ltd Kingston Ont**	Rénovations, réparer le mur périphérique, Phase 1 Ont	677,118	9,400	677,118(√)
Eng Con Holdings Ltd Sherwood Park Alb**	Modifications au système d'eau et d'égouts Alb	509,826		509,826(√)
Falkbros Industries Ltd Abbotsford C-B**	Ségrégation/dissociation, construction des installations C-B	2,645,791	240,172	2,645,791*(√)
Fidelity-Maxim A Joint Venture Calgary Alb**	Ségrégation/dissociation, édifice de l'unité de santé Alb	2,177,117	1,970,940	2,046,862*
Fosco Contracting Services Ltd Truro N-É**	Remplacement du toit, Phase II, édifices 5, 7, et 18 N-É	444,550	39,549	39,549
G Beaudet et Compagnie Ltée Warwick Qué**	Agrandissement du Centre régional d'accueil, lot #2 Qué	7,903,927***	4,020,252	7,917,227*
Gloge Property Management Ltd Calgary Alb**	Construction, génératrices d'urgence Alb	406,939	123,894	406,939*(√)
Herb Bate Ltd Victoria C-B**	William Head établissement à sécurité moyenne, Édifice ségrétation/dissociation des soins de la santé C-B	1,133,417	825,820	1,133,417*(√)
Hervé Pomerleau Inc St-Georges Beauce Qué**	Construction, charpente et béton Qué	9,108,414	1,956,519	1,956,519
Hervé Pomerleau Inc St-Georges Beauce Qué**	Construction, réservoir d'eau et filtration Qué	900,013	679,168	679,168
Hervé Pomerleau Inc St-Georges Beauce Qué**	Travail général de construction lot 8 Qué	7,328,021	467,388	467,388
Hervé Pomerleau Inc St-Georges Beauce Qué**	Construction, clôture de sécurité et routes périphériques Qué	1,089,700	208,652	208,652
Hervé Pomerleau Inc St-Georges Beauce Qué**	Nouvel établissement pénal lot 7 Qué	11,666,536	488,079	11,699,036*
Hervé Pomerleau Inc St-Georges Beauce Qué**	Nouvel établissement pénal lot 8 Qué	7,664,646	567,629	7,697,146*
Hervé Pomerleau Inc St-Georges Beauce Qué**	Nouvel établissement pénal lot 9 Qué	2,289,464	395,960	2,309,507*
Hervé Pomerleau Inc St-Georges Beauce Qué**	Nouvel établissement pénal lot 10 Qué	2,418,601	1,067,084	2,451,101*
J D Coad Construction Company Ltd Trenton Ont**	Rénovations, ajout et modifications à une cuisine Ont	259,138	193,262	259,138*(√)
J Heber Brown Ltd Moncton N-B**	Édifice industriel Phase II N-B	1,272,318	10,253	1,272,318(√)
James Kemp Construction Ltd Hamilton Ont**	Rénovations, remplacer porte de contrôle Ont	749,607	658,002	658,002
James Kemp Construction Ltd Hamilton Ont**	Construction, Plan de contingence zone A et B, édifice A-3 Ont	621,820	621,820	621,820*
James Kemp Construction Ltd Hamilton Ont**	Rénovations, améliorations, poste de contrôle interne, Phase I Ont	329,756	56,096	329,756*(√)
Ken Bangma Construction Co Ltd Westbrook Ont **	Rénover édifice A-1 Ont	625,258		625,258(√)
Ken Bangma Construction Co Ltd Westbrook Ont**	Rénovations, agrandissement pour les services de nourriture et salle à dîner des détenus Ont	427,051		427,051*(√)
Lear Construction Services Ltd Calgary Alb**	Édifice du gymnase, construction Alb	1,106,828	36,103	1,106,828*
Lundrigans Construction Ltd Saint John N-B**	Unités de logements, établissement de sécurité maximale N-B	10,606,579	2,771,242	2,771,242
M Sullivan & Son Ltd Arnprior Ont**	Installation d'une centrale thermique, prison pour femmes Ont	2,547,317	64,816	2,547,317*
Merit Mechanical Ltd Lower Sackville N-É**	Rénover le système de chauffage, édifices 8, 9, 10 et 11 N-É	296,398	42,322	296,398*(√)
Niagara Relocatable Buildings Ltd Grimsby Ont**	Construction, unités de logements Ont	291,000	290,315	290,315
Niagara Relocatable Buildings Ltd Grimsby Ont**	Construction, unités de logements Ont	288,323	288,323	288,323
Northall Construction Ltd Montréal Qué**	Agrandissement du Centre régional d'accueil, Phase 1.3 Qué	788,967***	752,168	752,168
Northside Construction Ltd Red Deer Alb**	Agrandissement de la lagune Alb	453,538	450,880	450,880
Ontario Electrical Construction Co Ltd Kingston Ont**	Rénovations, remplacer l'unité auxiliaire du pouvoir Ont	347,600	170,264	170,264
Pan Western Construction Ltd Calgary Alb**	Unités de logements, construction Alb	11,677,843	8,799,047	11,677,843*
Pan Western Construction Ltd Calgary Alb**	Construction d'une sous-centrale d'électricité Alb	3,100,141	1,573,721	3,100,141*
PCL-Maxim A Joint Venture Saskatoon Sask**	Édifice pour nouvelle admission et de mise en liberté Sask	602,930	126,231	126,231
P&M Construction Ltd Edmonton Alb**	Construction des installations recréatives Alb	2,212,918	10,000	2,212,918*(√)
P&M Construction Ltd Edmonton Alb**	Agrandissement à un édifice Alb	3,125,912		3,125,912
P&M Construction Ltd Edmonton Alb**	Construction d'une unité de manutention Sask	906,616	(8,000)	906,616*(√)
Rocois Construction Inc L'Ange Gardien Qué**	Construction, travail général, édifice général Qué	11,124,864	5,534,198	5,534,198
Shannon & Sims Developments Edmonton Alb**	Ajouts à l'édifice d'entretien Alb	487,161	51,914	487,161*
Simmchen Construction Ltd Moncton N-B**	Rénovations au gymnase, édifice B-8 N-B	390,790	390,790	390,790(√)
S&S Electric Ltd Chilliwack C-B**	Réparations suite à une émeute C-B	1,685,714		1,685,714(√)
Sun Electric (1975) Ltd Regina Sask**	Améliorations au système d'électricité Sask	266,565	713	266,565*(√)
Sun Electric (1975) Ltd Regina Sask**	Améliorations à l'éclairage extérieur Sask	362,815	362,815	362,815
Team Construction Moncton N-B**	Nouveau centre de santé N-B	341,120		341,120(√)
Teck Construction Langley C-B**	Réparations suite à une émeute à un établissement à sécurité moyenne C-B	756,411		756,411*(√)
Teck Construction Langley C-B**	Matsqui, édifices, M-2A, M-2D, M-3 C-B	333,774		333,774*(√)
Trend Construction Ltd Edmonton Alb**	Modifications aux cuisines Alb	2,416,951	315,916	315,916
Underground Services (1983) Ltd Rexdale Ont**	Réparations au mur périphérique Phase II, rénovations Ont	524,281	524,281	524,281(√)
Voltelec Inc St-Laurent Qué**	Installation d'un générateur dans une unité résidentielle, Phase 1.6 Qué	366,186	366,186	366,186(√)
W V Wallans Contracting Ltd Carrying Place Ont**	Rénovations, convertir l'unité "E" à son association normale Ont	331,730	249,005	249,005

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1984-85	Dépenses à ce jour
		$	$	$
W V Wallans Contracting Ltd Carrying Place Ont**	Construction, centres de contrôle de sécurité Ont	292,308	373	292,308*(/)
Whitestar Construction Ltd Prince Albert Sask**	Rénovations à un édifice Sask	351,248		351,248(/)
Gendarmerie Royale du Canada $36,261,961				
PROGRAMME D'APPLICATION DE LA LOI $36,261,961				
Allor Building Enterprises Ltd Edmonton Alb**	Construction de détachement Alb	926,151		903,840
Amrak Enterprises Ltd Kelowna C-B**	Construction d'un immeuble de détachement—GRC C-B	860,170		860,170(/)
Berge Construction Ltd Prince Albert Sask**	Détachement—GRC Sask	406,230	406,230	406,230
Black & McDonald Ltd Ottawa Ont**	Unité motrice pour ordinateurs Ont	272,805	272,805	272,805
Bockstael Construction (1979) Ltd Winnipeg Man**	Construction d'un immeuble de détachement Man	696,103	41,893	696,103*(/)
Bockstael Construction (1979) Ltd Winnipeg Man**	Construction d'un immeuble de détachement Man	689,208	24,443	689,208*(/)
Chandies Construction Ltd Edmonton Alb**	Détachement—GRC Alb	635,662	635,662	635,662
Chandies Construction Ltd Edmonton Alb**	Détachement—GRC Alb	609,703	609,703	609,703
Clark Construction Ltd Yellowknife TN-O**	Logements conjugaux TN-O	292,820		292,820
Constructions Cavel Inc (Les) Montréal Qué**	Détachement—GRC Qué	915,075	(1,212)	915,075*(/)
Craftex Const (1983) Ltd Lloydminster Alb**	Détachement—GRC Alb	865,004	682,637	682,637
Dinleen Const Ltd Dartmouth N-É**	Améliorations et réparations—GRC division «H» quartier général N-É	1,682,397	798,350	1,632,397*
N D Dobbin Ltd St John's T-N**	Détachement—GRC T-N	1,351,374	401,618	401,618
Doyle Construction Co Ltd Vancouver C-B**	Aménagement du complexe Fairmount C-B	4,549,401	(60,116)	4,549,401*(/)
Ellis-Don Ltd Willowdale Ont**	Rénovations, aménagement et reconfiguration Ont	5,444,100	3,694,922	3,694,922
Elliston Developments Ltd St John's T-N**	Détachement—GRC T-N	668,938	380,064	668,938*
Ellwood-McRorie Ltd Portage La Prairie Man**	Immeuble de détachement Man	630,733		630,733(/)
Fen Construction Inc Penticton C-B**	Construire un immeuble de détachement C-B	764,501	34,194	764,501*(/)
Forewest Construction Inc Abbotsford C-B**	Détachement compact C-B	447,754	447,754	447,754
Gillett Const Ltd Calgary Alb**	Logements conjugaux de la GRC Alb	400,541	8,382	400,541*(/)
Greene Construction (1981) Ltd Drumheller Alb**	Détachement—GRC Alb	460,759	460,759	460,759
Grinnell Fire Protection Ltée St-Laurent Qué**	Installation du système de gicleurs Qué	393,881	393,881	393,881
Hagen Construction (1977) Ltd Peace River Alb**	Détachement—GRC Alb	548,945	(2,500)	548,945*(/)
G Hakn Contracting Ltd Ft Qu'Appelle Sask**	Détachement—GRC Sask	902,333	699,618	699,618
Hansen Construction Co Ltd Winnipeg Man**	Détachement—GRC Sask	749,547	2,688	749,547*(/)
Hearn Stratton Const Ltd Edmonton Alb**	Construction de logements conjugaux TN-O	284,655	284,655	284,655
Herb Bate Ltd Victoria C-B**	Détachement compact C-B	755,244	210,607	210,607
Hewlett Services Springdale T-N**	Immeuble de détachement T-N	420,317	75,967	420,317*(/)
Hirsch Construction Ltd Estevan Sask**	Détachement—GRC Sask	315,640	301,272	301,272
Howe Sound Construction Langley C-B	Detachement compact—GRC C-B	359,546	288,335	288,335
Kraft Construction Ltd Winnipeg Man	Édifice du quartier général—GRC Sask	15,498,003	528,935	15,485,514*
L'Mariedo Enterprises Chapel Arm T-N	Logements conjugaux Witbourne T-N	265,015	156,195	265,015*(/)
M Battel Construction Ltd Cache Creek C-B**	Construire un immeuble de détachement—GRC C-B	836,441	323,823	836,441*(/)
N&L Construction Stephenville T-N**	Immeuble de détachement T-N	483,668	397,500	397,500
Nelson Lumber Co Ltd Lloydminster Alb**	Détachement—GRC Alb	314,414	30,746	314,414*(/)
Noranda Builders Ltd Edmonton Alb**	Détachement—GRC Alb	608,966	544,425	544,428
Norcan Development Ltd Winnipeg Man**	Eau et égouts, complexe de la GRC Man	331,244	2,697	331,244*(/)
Normay Construction Ltd Saskatoon Sask	Rénovations à un édifice Sask	255,122	143,455	143,455
Olympic Construction Ltd St John's T-N	Édifice—Sous-division T-N	2,535,344	467,135	467,135
Omar Construction Ltd White Rock C-B	Rénovations, détachement—GRC TY	442,120	442,120	442,120
Omex Construction Corp Ltd Red Deer Alb	Détachement—GRC Alb	312,178	178,390	312,178*
D Ostrander Const Ltd Whitecourt Alb	Logements conjugaux de la GRC Alb	296,633	166,789	166,789
Pacific Coast Construction Co Vancouver C-B	Construction d'un détachement—GRC C-B	1,006,406		1,006,406(/)
PCL Construction Ltd Yellowknife TN-O**	Logements conjugaux de la GRC TN-O	385,410		385,410(/)
PCL Construction Western Inc Winnipeg Man**	Construction, laboratoire détection de crimes Man	5,350,126	144,365	144,365
PDI Structures (Ottawa) Inc Ottawa Ont**	Rénovations à la caféteria, quartier général de la GRC Ont	261,537	261,537	261,537
Peace Valley Enterprises Ltd Dawson Creek C-B**	Détachement—GRC Alb	514,129	29,969	514,129*
Pearson Western Ltd Saskatoon Sask**	Détachement—GRC Sask	468,228	203	468,228(/)
Rivers North Const Ltd Prince Albert Sask**	Détachement—GRC Sask	377,422	377,422	377,422
Saunders & Howell Co Ltd St John's T-N**	Détachement—GRC T-N	929,319	595,406	595,406
K Shaw & Sons Contracting Ltd Grande Prairie Alb**	Détachement—GRC Alb	636,262	517,889	517,889
Tower Arctic Ltd Montréal Qué**	Construction de logements conjugaux TN-O	328,894	205,394	328,894*
Trend Construction Edmonton Alb**	Détachement—GRC Alb	619,820	619,820	619,820
Trident Construction Co Ltd Lunenburg N-É**	Construction d'un détachement N-É	533,243		533,243
Varnerin Const Ltd Peace River Alb**	Hangar—GRC Alb	489,020	47,467	489,020*(/)
Weber Construction Ltd Yorkton Sask**	Détachement—GRC Sask	2,391,681	926,055	2,391,681*
J C Wilson Const Ltd Leaf Rapids Man**	Construction d'un immeuble de détachement Man	806,841	726,691	806,841
Woodlawn Construction Ltd Dartmouth N-É	Construction d'un détachement N-É	1,051,877		1,051,877
Zagreb Construction Ltd Coquitlam C-B	Ajouts et modifications, Académie de formation Fairmont C-B	1,428,844	4,755	1,428,844*(/)
TRANSPORTS $245,401,061				
Ministère $245,401,061				
PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE $7,941,601				
Erskine Building Ltd Halifax N-É**	Phase IV—Prolongement du bloc de résidence N-É	9,968,036	3,961,025	3,961,025
Erskine Building Ltd Halifax N-É**	Hangar à bateaux N-É	3,782,400	720,165	720,165

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1984-85	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Lundrigans Ltd Halifax N-É**	Collège de la Garde côtière Point Edward—Résidence N-É	5,632,425	268,171	5,882,425*
M Sullivan and Son Ltd Sydney N-É**	Collège de la Garde côtière Point Edward—Installations de conditionnement physique N-É	5,339,968	540,078	5,839,967*
MacFawn & Rogers Architects Ltd Halifax N-É**	Collège de la Garde côtière Point Edward—Résidence N-É	1,436,262	762,417	1,182,050*
Sims & Gravel Architects Ltd Sydney N-É**	Collège de la Garde côtière Point Edward—Résidence N-É	757,667	338,663	534,048*
V K Mason Construction Ltd Ottawa Ont	Amphithéâtre et cour, Institut de formation du ministère des Transports Ont	1,911,357		1,909,957(*f*)
PROGRAMME DU TRANSPORT MARITIME $50,732,610				
A B McLean Ltd Sault Ste Marie Ont**	Dragage de la rivière Mission et de l'entrée du chenal Ont	699,064	455,925	455,925
A B McLean Ltd Sault Ste Marie Ont**	Dragage de la rivière Kaministikwia centrale et le haut de la rivière Mission, Phase II Ont	556,438	556,438	556,438(*f*)
A B McLean Ltd Sault Ste Marie Ont**	Réparations au mur de revêtement, Phase I, rivière Mission Ont	449,500	84,000	84,000
Beck Construction Ltd St John's T-N**	Centre d'entraînement pour les urgences de la marine T-N	3,640,423		141,106
Bermingham Construction Ltd Hamilton Ont**	Construction—Route/rail/pont quais 24 et 25, développement du port est Ont	946,528	343,482	946,528*(*f*)
Bermingham Construction Ltd Hamilton Ont**	Construction—Développement du port est, construction du quai, Phase 1-D Ont	1,663,336	1,663,336	1,663,336
Bernard & Gerard Lombard Ltd Digby N-É**	Améliorations au brise-lames N-É	416,110	411,110	411,110(*f*)
Black & McDonald Ottawa Ont	Fournir et installer les câbles pour antennes N-É	591,546		591,546(*f*)
Caldwell and Ross Ltd Fredericton N-B**	Construction du quai N-B	2,536,996	2,252,925	2,252,925
Canadian Dredge and Dock Co Ltd Toronto Ont**	Dragage du chenal Ont	487,110	273,575	487,110*(*f*)
Canadian Dredge and Dock Co Ltd Toronto Ont**	Rénovations, quai sud, étayage de l'agrandissement du havre Ont	1,098,411	709,796	709,796
Canadian Dredge and Dock Co Ltd Toronto Ont**	Dragage—Agrandissement du havre Ont	937,335	98,059	98,059
Canadian Dredge and Dock Co Ltd Toronto Ont**	Redraguer les haut-fonds, boucle sud-est Ont	634,459	594,483	634,459*(*f*)
CKS Partnership Richmond C-B**	Prolongement du quai Kitslano C-B	346,370	134,603	134,603
Coffrage Ste-Foy 1984 Inc Ancienne Lorette Qué**	Réparations au quai des pêcheurs Qué	314,182	64,081	64,081
Comeau & Savoie Const Ltd Caraquet N-B**	Prolongement du quai N-B	1,015,808	521,717	1,015,808*(*f*)
Comeau & Savoie Const Ltd Caraquet N-B**	Réparations au quai et éperon, quai public ouest N-B	4,083,374	1,008,898	1,008,898
Condor Construction Ltd Caraquet N-B**	Dépôt N-B	1,254,256	1,065,397	1,065,397
Construction Canamont Inc Montréal Qué**	Réparations majeures au quai traversier Qué	1,547,677	28,562	1,547,677*
Construction Cartier Inc Whitby Ont**	Améliorations portuaires Qué	4,895,369	86,553	4,895,369*(*f*)
Construction Pavage Portneuf Inc St-Marc des Carrières Qué**	Murs de protection, enrochement Qué	456,164	456,164	456,164
Construction Simard & Beaudry Montréal Qué**	Réparations au quai Qué	5,105,178		5,105,178(*f*)
Coopers and Lybrand Ltd Receiver Manager of Upland Excavating (1971) Ltd Campbell River C-B**	Construire un terminal à chalands C-B	2,022,489	2,022,489	2,022,489(*f*)
Dean Construction Co Ltd Tecumseh Ont**	Dragage d'entretien 1984 Ont	591,200	550,510	550,510
Dean Construction Co Ltd Tecumseh Ont**	Reconstruction de la Base Ont	2,539,488	1,808,898	1,808,898
Dean Construction Co Ltd Tecumseh Ont**	Réparations au brise-lames ouest, Phase 4 Ont	359,445		359,445(*f*)
Del Mar Contracting Ltd Fruitland Ont**	Construction quai 25, Phase 1 Ont	1,058,414	(487)	1,058,414*(*f*)
Dorset Construction Ltd Corner Brook T-N**	Modifications au dépôt Seal Head T-N	300,496	300,496	300,496(*f*)
Dragage St-Maurice Ltée Yamaska Qué**	Dragage d'entretien du port Qué	259,890		259,890(*f*)
Eddy McKay Building Ltd Port Hawkesbury N-É**	Développement de l'emplacement du quai N-É	579,609	579,609	579,609
EMG Cape and Company Ltd Don Mills Ont**	Construction de l'édifice principal, Phase II Ont	5,569,770	3,801,023	3,801,023
Equipments Waco Inc Port Cartier Qué**	Modifications à la ligne d'eau Qué	385,759	338,945	338,945
Falk Brothers Industries Ltd Abbotsford C-B	Hangar pour hélicoptères à la Base de la Garde côtière de Prince Rupert C-B	1,094,050		1,026,174
Foundation Maritime Halifax N-É**	Prolongement des éperons du quai, Phase II N-É	5,729,914	5,410,574	5,667,774*
Franki Canada Ltd Montréal Qué**	Pilotis de support N-B	2,038,771	996,029	2,038,771*(*f*)
Fraser River Pile Driving Co Ltd New Westminster C-B**	Remplacement du quai C-B	2,497,914	5,905	2,427,914*(*f*)
Gaffney Québec Ltd Stratford Ont**	Construction—Brise-lames et prolongement du havre Ont	2,573,255	1,579,016	1,579,016
Gid Sacrey Ltd Mount Pearl T-N**	Reconstruction du quai T-N	735,194		735,194
Gionet Construction Caraquet N-B**	Excaver et remplir le quai N-B	1,306,701	382,042	1,306,701*(*f*)
Harbour Development a Division of Atlantic Towing Ltd Dartmouth N-É**	Dragage N-É	597,789	597,789	597,789(*f*)
Hynes Construction Co Ltd Dunville T-N**	Reconstruction du quai T-N	458,313	458,313	458,313
Irenée St-Laurent & Fils Ste-Luce Qué**	Construction, aire d'entreposage au quai Qué	508,805	42,565	508,805*(*f*)
Landry and Sexton Inc Nouvelle Qué**	Réparations au quai traversier N-B	353,322	353,322	353,322
Lang Construction Ltée Sept-Îles Qué**	Réparations Qué	3,018,204		3,018,204
Laval Fortin Ltée Alma Qué**	Construction de l'édifice de la GCC Qué	874,595		874,595
Lemay Vican Inc Victoriaville Qué**	Réparations au quai Qué	2,567,109	459,217	2,567,109*(*f*)
Lévis Construction Inc St-David de Levis Qué**	Centre d'entraînement pour les urgences de la marine Qué	1,594,237		1,594,237
Lundrigans Construction Ltd Burlington Ont**	Reconstruction de la base de la GCC Ont	9,230,463	1,879,995	1,879,995
Miller Paving Limited Unionville Ont**	Rénovations à l'entrée ouest, réparations au quai sud Phase 4 Ont	363,560	267,330	267,330

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1984-85	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Miracom Ltd Newcastle N-B**	Construire un nouveau dépôt N-B	3,443,892	3,440,683	3,440,683
Morin Inc Rivière-du-Loup Qué**	Nouvelle route d'accès au port de St-George Qué	409,749	311,320	409,749*(/)
Morin Inc Rivière-du-Loup Qué**	Nouvelle route d'accès au port de St-George Qué	382,859	382,859	382,859(/)
North West Pile Driving Ltd Coquitlam C-B**	Prolongement du quai C-B	530,364	530,364	530,364
Nova Construction Co Ltd Antigonish N-É**	Prolongement du quai N-É	4,627,897	3,247,177	4,550,240*
Ocean Paving Limited Port Hawkesbury N-É**	Pavage et éclairage N-É	386,593		187,571
Pennecon Ltd St John's T-N**	Améliorations au quai T-N	1,748,110	1,232,111	1,232,111
Pitts Atlantic Construction Ltd Markham Ont**	Dragage T-N	474,435	329,098	474,435(/)
Pitts Atlantic Construction Ltd Markham Ont**	Dragage N-É	799,610	799,610	799,610
Pitts Engineering Construction Markham Ont**	Dragage d'entretien Ont	502,959	134,842	502,959*(/)
Pitts Engineering Construction Markham Ont**	Dragage du chenal Ont	298,371	298,371	298,371(/)
Quadra Construction Co Ltd Vancouver C-B**	Remplacement du quai Seal Cove C-B	1,233,776	77,630	77,630
Rays Contracting Ltd Dalhousie N-B**	Contenus pour déblais au quai est N-B	647,758		647,758
Regina Associates Brockville Ont**	Édifice chauffé d'entreposage, Complexe de la Base maritime de Prescott Ont	592,254		592,254(/)
Robert McAlpine Limited Halifax N-É	Construction du Centre de trafic d'Halifax N-É	691,080		203,314
Sceptre Dredging Ltd Longueuil Qué**	Améliorations portuaires Qué	2,564,923		2,552,550*
Sceptre Riedel-Dawson Construction Richmond C-B**	Dragage de la rivière Fraser C-B	2,823,909	951,909	951,909
Sceptre Riedel-Dawson Construction Contracting Richmond C-B**	Aire de dragage 1, 2, 3 C-B	602,134		602,134
Simard & Beaudry Inc Montréal Qué**	Reconstruction partielle du quai Qué	2,822,229	(860)	2,822,229*(/)
Stabilizers Ltd Charlottetown Î-P-É**	Voies de classement, quai de chemins de fer Î-P-É	404,553	30,719	404,553*(/)
Steen Contractors Charlottetown Î-P-É**	Conduite principale d'eau, gicleurs et égouts, quai de chemins de fer Î-P-É	313,186	263,186	313,186*(/)
Torenco Limited Downsview Ont**	Réparations du quai sud, entrée de la rue ouest Phase 3 Ont	278,610		278,610(/)
Verreault Navigation Inc Matane Qué**	Dragage N-B	806,336	806,336	806,336(/)
Verreault Navigation Inc Matane Qué**	Dragage d'entretien Qué	297,989	77,769	297,989*(/)
Verrault Navigation Inc Matane Qué**	Dragage N-É	1,095,440	958,328	958,328
Vie-Bilt General Contractors Ottawa Ont	Construction d'un Centre d'essai pour aides à la navigation Ont	372,160		369,560
Waverley Construction Fredericton N-B**	Quai public est N-B	994,280	310,225	994,280*
Zutphen Brothers Construction Ltd Port Hood N-É	Installation de rails et camions de la Garde côtière N-É	1,228,652		626,152
PROGRAMME DES TRANSPORTS AÉRIENS $128,761,790				
Aklavik Construction Ltd Aklavik TN-O	Aménagement d'un aéroport TN-O	392,900		323,948
A Lamothe Inc Noranda Qué	Repavage et réfection du drainage Qué	1,469,800	22,600	1,431,500(/)
Allan G Cook Ltd Barrie Ont	Reconstruire une partie et recouvrir la piste à l'aéroport de Timmins Ont	1,521,243	1,449,688	1,449,688
ARC Enterprises 1976 Ltd Winnipeg Man	Réparations à la fondation de l'aérogare Man	536,992		511,103
Argo Industries Kamloops C-B	Services de l'emplacement du complexe de l'aérogare, Phase 2, à l'aéroport de Kamloops C-B	2,002,565	1,827,469	1,972,500
Aspen Construction Inc Prince Albert Sask	Aménagement de l'aéroport et travaux connexes	527,300		472,362(/)
B & K Contractors Ltd Kamloops C-B	Construire la charpente métallique du complexe de l'aérogare à l'aéroport de Kamloops C-B	486,665	1,418	486,665*(/)
Barzeele & Burkosky Ltd Prince Albert Sask	Construction d'un stationnement Sask	284,447	195,476	195,476
Belcher Construction Ltd and Habitat Candiac Inc Boisbriand Qué	Construire un aérogare et logements pour le personnel TN-O	786,319		786,319*(/)
Bernt Gilbertson Enterprises Ltd Richards Landing Ont	Installer «DVOR» Ont	422,496	417,708	417,708
BLH Construction Sept-Îles Qué	Amélioration au système d'eau Qué	740,300		740,300*
Boless Inc Thetford Mines Qué	Aérogare, stationnement public Qué	1,843,300		1,843,300*
Boless Inc Thetford Mines Qué	Agrandir édifice polyvalent Qué	696,900		717,700
Bologna Construction Inc St-Lambert Qué	Garage entretien Qué	284,400		284,400*
Bologna Construction Inc St-Lambert Qué	Garage et aérogare Qué	484,100		484,100*
Bologna Construction Inc St-Lambert Qué	Garage entretien Qué	289,000		289,000*
Bowjen Holdings Ltd Cranbrook C-B	Ligne de courant VOR C-B	307,181	24,290	307,181*(/)
Braniff Construction Ltd Kelowna C-B	Construction d'une nouvelle caserne de pompiers/garage d'entretien et travaux connexes à l'aéroport de Castlegar C-B	909,752		909,752(/)
Bruno's Contracting (Thunder Bay) Ltd Thunder Bay Ont	Construction de l'agrandissement de la piste Ont	465,571	465,571	465,571
Caniwi Enterprises Ltd Whitehorse TY	Construction d'un garage d'entretien à l'aéroport de Tuktoyaktuk TY	667,500	596,613	596,613
Caniwi Enterprises Ltd Whitehorse TY	Construction de casernes de pompiers et d'un entrepôt à l'aéroport de Inuvik TY	1,394,000	1,268,900	1,268,900
Canvar Ltée Montréal Qué	Construction d'un édifice à bureaux lot n° 2 à l'aéroport de Dorval Qué	5,118,278	3,960,427	3,960,427
Carmacks Construction Ltd Edmonton Alb	Installations du terrain de stationnement TY	1,355,623	480,538	1,355,623*
Clément Belley Baie Comeau Qué	«A-VASIS» N-É	329,700		315,700(/)
Columbia Bitulithic Ltd Vancouver C-B	Recouvrement de la piste 6-24 et améliorer la piste 01-19 C-B	549,132		549,132*(/)
Columbia Bitulithic Ltd Vancouver C-B	Recouvrement de la piste 18-36 à l'aéroport d'Abbotsford C-B	601,202	601,202	601,202(/)
Comstock International Constructors Winnipeg Man	Aménagement de l'aéroport et de la route d'accès TN-O	926,776		708,604(/)

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1984-85	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Conmac Western Industries Edmonton Alb	Réinstallation des services de l'air à l'aéroport international de Calgary Alb	371,740	368,780	368,780(/)
Con-Pro Industries (Man) Ltd Winnipeg Man	Construction d'un abri pour passagers TN-O	362,147	11,622	362,147(/)
Con-Pro Industries Ltd Winnipeg Man	Construction d'un abri pour passagers à l'aéroport de Chesterfield TN-O	375,461	375,461	375,461
Construction A Parisée Inc Sept-Îles Qué**	Reconstruction du hangar Qué	373,030	2,089	373,030*
Construction Canvar Ltée Montréal Qué	Construction d'un édifice à bureaux lot n° 1 à l'aéroport de Dorval Qué	507,6[illegible]	507,688	507,688
Construction DCL Ltée St-Hubert Qué	Recouvrir piste 16-34 et voie de circulation Qué	2,398,50[illegible]		2,045,600
Construction DCL Ltée St-Hubert Qué	Construction de la piste 08-26 Qué	2,413,1[illegible]		499,900
Construction Kigiak Westmount Qué	Approvisionnement en gravier Qué	539,1[illegible]0		422,000
Construction Québec-Labrador Inc Sept-Îles Qué	Construire nouvel aéroport Qué	42[illegible]00		403,700
Constructions Lang Ltée Sept-Îles Qué	Recouvrir en béton, piste, voie de circulation, tablier Qué	1,551,300		1,507,700
Cooper Construction Company Limited Etobicoke Ont	Construction de l'agrandissement de l'aérogare à l'aéroport de Hamilton Ont	3,922,439	2,524,598	2,546,489*
Delmar Contracting Ltd Fruitland Ont	Égout sanitaire pour l'aérogare et système de distribution d'eau à l'aéroport de Hamilton Ont	686,161	205,741	679,642(/)
Demik Construction Ltd Hamilton Ont	Construction d'une caserne de pompiers et travaux connexes à l'aéroport de Hamilton Ont	561,068	529,298	559,658*(/)
Denjon Construction Ltd and B&J Equipment Rentals Ltd Thunder Bay Ont	Construction d'un aérogare, prolongement de l'aire de trafic et voie de circulation Ont	852,523	843,722	843,722
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Construction—Recouvrement de la piste 06-24 et travaux connexes à l'aéroport de Hamilton Ont	2,511,611	2,496,915	2,496,915
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Construction de la piste 12L-30 et voies de circulation à l'aéroport de Hamilton Ont	8,558,197	3,651,061	6,427,133*
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Construction du systsème d'entrées et de distribution et travaux connexes à l'aéroport de Hamilton Ont	667,301	23,163	667,943(/)
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Construction des routes d'accès et voie d'intervention rapide Ont	472,393	451,003	451,003
Ediltec Construction Montréal Qué	Remplacer tour de contrôle Qué	1,229,000	607,400	1,409,600
Ellwood Robinson Ltd Sault Ste Marie Ont	Construction d'un complexe aérogare à l'aéroport de Sault Ste Marie Ont	962,545	970,675	970,675
Ent Goulet La Tuque Qué	Installer VOR/DME Qué	295,200		275,100(/)
Entrepreneur Maldec (ICE) Ltée Montréal Qué	Construction d'un édifice à bureaux lot n° 3 à l'aéroport de Dorval Qué	7,464,238	1,714,900	1,714,900
Everall Construction Ltd Edmonton Alb	Construction d'une nouvelle route d'accès pour l'aérogare, stationnement et aire de trafic à l'aéroport de Fort McMurray Alb	2,204,094	1,915,974	1,915,974
Fermar Paving Ltd Rexdale Ont	Améliorations pour aviation générale à l'aéroport de Toronto Ont	533,795	520,286	520,286(/)
Forish Plumbing and Heating Ltd Edmonton Alb	Conduite de distribution d'eau Alb	680,791	219,853	680,791*(/)
Fred H Ross and Associates Ltd Yellowknife TN-O	Amélioration de la piste et concassage du gravier TN-O	496,100	228,717	424,820*(/)
Gaston H Poulin Contracting Ltd Hearst Ont	Installer «DVOR» Ont	277,879	277,879	277,879
Gely Construction Inc Ste-Foy Qué	Construction d'une piste Qué	2,206,300	41,100	2,206,300*
Gely Construction Inc Ste-Foy Qué	Aménagement d'un aéroport Qué	1,667,900	1,560,000	1,667,900*
Gely Construction Inc Ste-Foy Qué	Réaménagement à l'aéroport de Val d'Or Qué	1,132,200	198,900	198,900
Gely Construction Inc Ste-Foy Qué	Aménagement d'un aéroport de Wemindji Qué	1,999,600	1,999,600	1,999,600
Gely Construction Inc Ste-Foy Qué	Achat et installation d'un LOC/DME Qué	444,700	340,500	340,500
Goodbrand Construction Ltd Aldergrove C-B	Éclairage du terrain et service de courant C-B	764,836		764,836
Goodbrand Construction Ltd Aldergrove C-B	Améliorations du système d'égouts C-B	379,220	3,825	375,657
Great Northern Enterprises Ltd Fort St John C-B	Services souterrains à l'aéroport de Fort St John C-B	387,344	387,344	387,344(/)
Groupe Lechasseur Mont-Joli Qué	Ré-asphaltage voies de circulation Qué	1,248,100	872,400	872,400
Guelpa Construction Ltd Courtenay C-B	Agrandissement au complexe de l'édifice des services à l'aéroport de Campbell River C-B	489,263	84,529	489,263*(/)
G W Carlson Construction Ltd Nanaimo C-B	Construction d'une station d'information de vol et travaux connexes à l'aéroport de Nanaimo C-B	605,846	605,846	605,846
Hearn Stratton Construction Ltd Edmonton Alb	Garage d'équipement et travaux connexes TN-O	831,017		832,864(/)
Hugh M Grant Ltd Ottawa Ont	Installation de sécurité pour l'aviation à l'aéroport international d'Ottawa Ont	1,866,225		1,863,983(/)
J A Belley Ent Chicoutimi Qué	Agrandir et réaménager l'aérogare Qué	1,039,100		1,039,100(/)
Jaenar Construction Ltd Edmonton Alb	Agrandissement de l'aérogare à l'aéroport d'Inuvik TY	2,563,000	1,922,145	1,922,145(/)
J M Grant Contractors Ltd New Liskeard Ont	Remettre à neuf les surfaces opérationnelles et éclairage du terrain Ont	1,790,337	1,779,600	1,779,600
J M Meunier Inc St-Augustin de Desmoures Qué	Addition d'un étage à la FSS Qué	320,500	229,000	320,500*
J P Pierman Construction Ltd Sault Ste Marie Ont	Aménagement du complexe de l'aérogare à l'aéroport de Sault Ste Marie Ont	3,076,979	2,328,774	2,328,774
Kelley AM and Son Winnipeg Man	Concassage de gravier, recouvrement de la piste TN-O	537,302		491,040(/)
King Paving and Material Ltd Burlington Ont	Recouvrement du stationnement et de la route d'accès de l'aérogare à l'aéroport de Hamilton Ont	1,233,497	950,220	950,220
K&M Building Contractors Ltd Spirit River Alb	Construction d'une caserne de pompiers à l'aéroport de Dawson Creek C-B	577,421	577,421	577,421
Kraft Construction Co (1978) Ltd Winnipeg Man	Phase II—Fondation de pilotis et travaux connexes pour le projet du centre de contrôle à Winnipeg Man	1,335,449	44,164	44,164
Kraft Construction Co (1978) Ltd Winnipeg Man	Charpente métallique et travaux connexes, Phase III à l'aéroport de Winnipeg Man	805,689	573,492	573,492
La Compagnie de Construction Cris (Québec) Ltée Montréal Qué	Aménagement d'un aéroport Qué	1,584,000	1,584,000	1,584,000

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1984-85	Dépenses à ce jour
		$	$	$
La Compagnie de Construction Cris (Québec) Ltée Montréal Qué	Aménagement d'un aéroport Qué	1,340,800	1,245,300	1,245,300
Lahr Construction Ltd Edmonton Alb	Construction d'une nouvelle aérogare à l'aéroport de Whitehorse TY	5,803,000	3,249,803	3,249,803
Lang Construction Sept-Îles Qué	Pavage, piste et voie circulation et tablier Qué	1,727,400		1,727,400
La Société de Construction D C L Ltée St-Hubert Qué	Recouvrir piste 16-34 et voie de circulation Qué	2,398,500	119,700	2,165,300*(/)
Leclerc & Pelletier Inc Sept-Îles Qué	Construction d'un aérogare Qué	588,500		588,500*
Leo Alaire & Son Ltd Timmins Ont	Aménagement d'une nouvelle aire d'aviation générale à l'aéroport de Timmins Ont	943,830	1,030,620	1,030,620
Les Constructeurs Kigiak Inc Westmount Qué	Relocaliser FSS Qué	890,200	18,500	890,200*
Les Constructeurs Kigiak Inc Westmount Qué	Approvisionnement en gravier Qué	539,100	91,900	513,900*(/)
Les Constructions Désourdy Inc St-Hubert Qué	Reconstruire voie de circulation kilo Qué	675,300		675,300*
Les Pavages Laurentiens (1982) Inc Rimouski Qué	Repaver piste 07-25 Qué	617,100	608,800	608,800
Malamute Saloon Ltd Whitehorse TY	Abri pour passager/cargaison TY	256,983		256,983*
Maple Leaf Construction (1978) Ltd Winnipeg Man	Construction de trois entrepistes de circulation à l'aéroport de St Andrews Man	442,963	17,830	425,999*(/)
M Battel Construction Cache Creek C-B	Contrat pour l'édifice principal—Complexe de l'aérogare à l'aéroport de Kamloops C-B	2,034,685	2,034,685	2,034,685*
M Battel Construction Cache Creek C-B	Complexe de l'aérogare C-B	1,975,101		80,825
MCC Powers A Unit of Mark Controls Edmonton Alb	Gestion pour l'énergie à Grande Prairie, Lethbridge et bureau régional Alb	417,159	291,000	291,000
McKay-Cocker Construction Co Ltd London Ont	Nouvelle aérogare et travaux connexes à l'aéroport de Sarnia Ont	3,206,048	2,163,471	3,168,054*
Michael Monteith Enterprises Ltd Orillia Ont	Nouvelle aérogare et travaux connexes à l'aéroport de Kapuskasing Ont	1,308,464	1,30?,464	1,308,464
Midvalley Construction Co Kelowna C-B	Agrandissement du stationnement pour aéronef, aire de trafic à l'aéroport de Kelowna C-B	622,779	23,832	622,779*(/)
Miller Paving Limited Unionville Ont	Améliorations pour l'aviation générale continue à l'aéroport de Toronto Ont	1,036,300	277,938	277,938
Mustang Eng & Construction Ltd Nisku Alb	Construction de la fondation de l'aérogare à l'aéroport de Fort McMurray Alb	279,014	265,016	265,016
Mustang Eng & Construction Ltd Nisku Alb	Distribution de l'eau, système d'égouts Alb	1,536,433	1,536,433	1,536,433
Nanivisik Mines Calgary Alb	Aménager Arctic B TN-O	4,720,000		4,238,994
Navtel Telecommunication International Dorval Qué	Installation d'un système de sécurité à l'aéroport de Dorval Qué	265,602	86,664	265,602*(/)
Newman Bros Ltd Sault Ste Marie Ont	Aménagement du complexe de l'aérogare à l'aéroport de Sault Ste Marie Ont	809,450	17,160	17,160
Norlon Builders London Ltd London Ont	Agrandissement de l'aérogare à l'aéroport de London Ont	860,720	833,634	833,634
OK Paving Co Ltd Victoria C-B	Réparations d'une partie de l'aire de trafic d'aéronefs C-B	258,185		258,185(/)
Ontario Electrical Construction Company North Bay Ont	Améliorer le système d'électricité à l'aéroport de North Bay	338,221	339,635	339,635
Pavage Beau Bassin Inc New Richmond Cté Bonaventure Qué	Recouvrement de la piste 11-29 Qué	955 300	938,400	938,400(/)
Pennecan Limited St John's T-N	Construire piste, voie de circulation et aire de trafic du stationnement à l'aéroport de St Anthony T-N	3,050,000		796,636
Peter Kiewit & Sons Co Ltd Edmonton Alb	Améliorer la piste 15-33, voie de circulation A et aires de trafic I et II TN-O	1,558,745		1,463,678(/)
Phoenix Power Installation Ltd Qualicum Beach C-B	Reconstruire les services d'éclairage du terrain à l'aéroport de Prince Rupert C-B	642,403	636,029	636,029
Piggot Construction (1969) Ltd Saskatoon Sask	Garage d'équipement Sask	509,479		487,956(/)
P&M Construction Ltd Edmonton Alb	Construire nouvelle aérogare TN-O	5,879,600	2,158,300	2,158,300
Prism Construction Co Ltd Edmonton Alb	Rénovations à l'atelier régional Alb	935,833	103,294	935,833*(/)
Proman Projects Ltd Prince Albert Sask	Système d'aqueducs C-B	280,160		247,915
Richard and B A Ryan (Atlantic) Ltd Labrador City Lab	Édifices de services multiples Lab	1,938,320		1,932,586(/)
River North Construction Ltd Prince Albert Sask	Construction d'une aérogare et travaux connexes à l'aéroport de Prince Albert	580,445	348,377	580,445*
RM Belanger Ltd Chelmsford Ont	Agrandissement du stationnement public et changer à un stationnement payant Ont	355,124	11,257	355,124*(/)
RM Belanger Ltd Chelmsford Ont	Aménager l'aire d'aviation générale—Phase 1A à l'aéroport de North Bay Ont	1,821,191	1,758,568	1,758,568
Robinson's Trucking Ltd Yellowknife TN-O	Aire de trafic et stationnement, aéroport d'Inuvik TN-O	2,327,850	2,231,180	2,231,180
Rossi Construction (1976) Ltd Surrey C-B	Tour de contrôle de la circulation aérienne à l'aéroport de Boundary Bay C-B	1,229,092		402,954(/)
Roy Construction and Supply Co Ltd Timmins Ont	Construction de trois ajouts au garage d'équipement et remplacer les portes de la caserne de pompiers à l'aéroport de Timmins Ont	742,200	721,449	721,449
Schurman Construction Summerside Î-P-É	Construire un édifice des opérations et tour de contrôle Î-P-É	2,261,406		2,261,205
Sintra Inc (Région Estrie) Sherbrooke Qué	Repaver piste 14-32 et voie de circulation et tablier Qué	1,205,100	1,126,200	1,205,100*
S McNally and Sons Ltd Hamilton Ont	Construire une aire d'entraînement pour la lutte contre les incendies à l'aéroport de Hamilton Ont	287,473	292,999	292,999
Smith Bros and Wilson Ltd Vancouver C-B	Phase IV, addition à l'aérogare et travaux connexes à l'aéroport de Kelowna C-B	1,701,500		1,701,500(/)

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1984-85	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Standard Paving Co North Bay Ont	Réparations à la piste 08-26, voie de circulation H et L complet avec drainage, recouvrir la route d'accès de l'aérogare à l'aéroport de North Bay Ont	1,446,633		1,249,0 54(*f*)
Strap Enterprise Inc Toronto Ont	Enlever l'amiante du garage d'équipement et isoler à nouveau l'aéroport de North Bay Ont	297,742		297,742
Stuart Olson Industry Contractors Ltd Edmonton Alb	Construction d'une aérogare, contrat général, aéroport de Fort McMurray Alb	3,205,851	626,400	626,400
Territorial Evergreen Construction Ltd (jadis Claude's Construction (1981) Ltd) Yellowknife TN-O	Fournir et ériger un abri pour passagers/cargaison et clôture de sécurité TN-O	342,501	2,933	342,501*(*f*)
The Cohos Evamy Partnership Calgary Alb	Supervision et dessin préliminaire de la tour de contrôle—Aéroport international de Calgary Alb	1,107,069	182,733	182,733
Thompson Brewick Pratt Partners Vancouver C-B	Modifications et agrandissement de l'aérogare et travaux connexes—Aéroport de Fort Nelson C-B	726,800	366,424	366,424
Trend Construction Ltd Edmonton Alb	Construire tour de contrôle pour trafic aérien Alb	1,195,429	252,998	1,233,160
Trend Construction Ltd Edmonton Alb	Caserne de pompiers—Aéroport de Fort McMurray Alb	725,603	725,603	725,603
Trend Construction Ltd Edmonton Alb	Réservoir/station de refoulement d'égouts et bâtiment des pompes—Aéroport de Fort McMurray Alb	493,972	485,656	485,656
Van Dongen Construction Ltd Kamloops C-B	Charpente métallique de l'édifice du complexe de l'aérogare à l'aéroport de Kamloops C-B	323,584	5,984	323,583*(*f*)
Walter Cabott Construction Ltd Port Moody C-B	Station d'information de vol C-B	511,797		511,797*(*f*)
Wapiti Gravel Suppliers Ltd Grande Prairie Alb	Recouvrement de la piste 11-29, partie de la voie de circulation G et construire plate-forme antisouffle Alb	939,355	844,673	844,673(*f*)
W L Wardrop & Associates Ltd Winnipeg Man	Relocaliser la piste, agrandissement de l'aire de trafic et approvisionnement en énergie TN-O	265,300		219,901(*f*)
Yellowridge Construction Ltd Port Moody C-B	Caserne de pompiers et garage d'entretien et travaux connexes à l'aéroport de Quesnel C-B	1,483,368	1,483,368	1,483,368
PROGRAMME DES TRANSPORTS AÉRIENS—FONDS RENOUVELABLE DES AÉROPORTS AUTONOMES ET SERVICES AU SOL CONNEXES $57,688,850				
Arnott MacPhail Associates Ltd Regina Sask	Administration du contrat et supervision des non-résidents à la construction de l'agrandissement de l'aérogare à l'aéroport de Regina Sask	1,776,000	409,186	1,332,336
Arrow Building Corporation Ltd Dartmouth N-É	Rénover le garage d'entretien à l'aéroport de Halifax N-É	361,559		361,559*(*f*)
BA Construction Ltd Winnipeg Man	Agrandissement de l'aire de trafic du stationnement des aéronefs à l'aéroport international de Winnipeg Man	1,788,034		1,788,034(*f*)
BA Construction Ltd Regina Sask	Reconstruction de la voie de circulation et de l'aire de trafic à l'aéroport de Regina Sask	809,048		795,940
Bailey Controls Division of Babcock and Wilcox Ind Inc Burlington Ont	Mesurer l'énergie et combustion de générateur à l'aéroport international Lester B Pearson Ont	290,791	290,791	290,791
Bâtiments Fortec Ltée Montréal Qué	Reconstruction, murs aux extrémités de l'aéroquai Qué	304,900		304,900*(*f*)
Bau-val Inc Boucherville Qué	Recouvrement en béton bitumineux de la piste 10-28 et travaux connexes à l'aéroport Int'l de Montréal Qué	917,794	917,794	917,794(*f*)
Beaver Asphalt Ltd Ottawa Ont	Renforcer 14-32, point tournant 14 et aire d'attente selon les normes «PLR 12», remplacer les câbles d'approches L-1 de la piste 25 et réparer les balcons à l'aéroport d'Ottawa Ont	2,280,610		2,256,722(*f*)
Beaver Construction Co Ltd Richmond C-B	Voie de raccordement «N» et travaux connexes C-B	700,624	478,549	700,624*
BGM Construction Ltd North Vancouver C-B	Vanne D et travaux connexes—Aéroport international de Vancouver C-B	251,958	251,958	251,958(*f*)
Bird Construction Co Ltd Regina Sask	Construction à la caserne de pompiers à l'aéroport de Regina Sask	707,701	701,348	701,348
Brulé Construction Ltd Ottawa Ont	Charpente métallique et fondation à l'aéroport d'Ottawa Ont	1,442,567	693,596	1,593,396
Bruno's Contracting (Thunder Bay) Ltd Thunder Bay Ont	Recouvrir piste 12/30 et agrandir l'aire de trafic du stationnement à l'aéroport de Thunder Bay Ont	960,610	860,538	860,538
Burnett Construction Ltd St John's T-N	Réservoir d'eau, bâtiments de pompes et conduites principales d'eau à l'aéroport de St John's T-N	867,035		279,210(*f*)
Capital Asphalt Ltd Victoria C-B	Recouvrir piste 13-31, aéroport de Victoire C-B	569,972	569,972	569,972(*f*)
Chagnon (1975) Ltée Montréal Qué	Remplacement d'appareils d'éclairage pour piste 06G-24D, aéroport int'l de Montréal Qué	338,657	328,223	328,223(*f*)
Charles Duranceau Ltée Montréal Qué	Réfection de route «A» «B» «C» et élargissement de route «B», aéroport int'l de Montréal Qué	1,578,160	1,540,451	1,540,451
Cie de Construction Sept Frères Inc Montréal Qué	Construction d'un stationnement étagé, de passerelles et de marquises à l'aéroport int'l de Montréal Qué	14,611,783	6,743,533	6,743,533
Cie de Pavage d'Asphalte Beaver Montréal Nord Qué	Remplacement de dalles et travaux convexes à l'aéroport int'l de Montréal Qué	3,845,178	3,687,278	3,687,278
Clareview Landscaping Ltd Edmonton Alb	Développement de paysage incluant irrigation à l'aéroport de Regina Sask	1,123,966	448,082	448,082
Comstock International Ltd Ottawa Ont	Améliorer le système de distribution de chaleur, hangar 1, à l'aérogare de l'aéroport d'Ottawa Ont	681,756		680,956(*f*)
Construction Canvar Ltée Montréal Qué	Construction d'un ascenseur et modernisation et modification d'ascenseurs existants Qué	328,661	268,061	328,661*(*f*)
Construction MRC Ltée St-Léonard Qué	Remplacer plafonds suspendus Qué	607,300	607,300	607,300*(*f*)
De Leuw Cather Western Ltd Regina Sask	Développement côté ville Sask	845,000	285,885	843,090

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1984-85	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Dibblee Construction Ottawa Ont	Travaux côté ville et côté piste, agrandissement de l'aérogare à l'aéroport international d'Ottawa Ont	5,671,364	4,616,880	4,616,880
Dineen Construction (Atlantic) Ltd Darthmouth N-É	Modifier le système des murs amovibles à l'aéroport de Halifax N-É	449,162		449,162*(*f*)
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Aire 2, phase 2, développement de la voie de circulation Mike Ont	664,503	664,503	664,503*
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Voie de circulation Roméo Ont	3,420,359	151,448	3,071,629*
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Réparation de la voie de circulation Foxtrot à l'aéroport international Lester B Pearson Ont	295,954	295,954	295,954
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Réparations majeures—Aire de trafic T1—Phase III à l'aéroport international Lester B Pearson Ont	513,881	498,023	498,023
Duntri Construction Oshawa Ont	Installation des systèmes d'égouts et d'aqueducs à l'aéroport de Thunder Bay Ont	469,000	438,387	438,387
Earl Jones and Sons Ltd Amherstburg Ont	Renforcement centre de la piste 02-20 et recouvrement de la piste 07-25 à l'aéroport de Windsor Ont	1,346,361	1,223,632	1,223,632(*f*)
Eastern Construction Company Ltd Toronto Ont	Inspection international et système d'embarquement des bagages à l'aéroport international de Toronto Ont	29,391,312	343,031	29,391,312*(*f*)
Enasco Ltd Waterloo Ont	Améliorer le système d'électricité à l'aéroport de London Ont	663,123	619,023	663,123*
Enterprise Guy Sauvé St-Laurent Qué	Agrandir arrivées domestiques Qué	476,500		476,500*(*f*)
Falk Bros Industries Ltd Abbotsford C-B	Caserne de pompiers C-B	646,441	553,980	553,980(*f*)
FA Tucker (Atlantic) Ltd Truro N-É	Construire une piste Î-P-É	5,926,613		4,512,831
Fermar Paving Rexdale Ont	Construire une courbe au seuil de la piste 06 Ont	322,849	8,689	317,757*
Fermar Paving Rexdale Ont	Développpement de l'aire 2, phase 2 route côté piste Ont	677,222	497,222	656,768
Fuller Construction Inc Windsor Ont	Remplacer les tuyaux de drainage à l'aéroport de Windsor Ont	490,656	475,859	475,859
Gazzola Paving Ltd Concord Ont	Reconstruire une partie de l'aire de trafic T2 Ont	399,114	17,670	342,303
Goodbrand Construction Ltd Aldergrove C-B	Améliorations au système d'égouts et travaux connexes à l'aéroport international de Vancouver C-B	2,040,761	908,909	2,005,309*
Goodyear Paving Ltd Moncton N-B	Recouvrir piste 15-33 à l'aéroport de Halifax N-É	2,331,068		2,294,764
Jack Cewe Ltd Coquitlam C-B	Voie de circulation «A», aéroport international de Vancouver C-B	406,582	406,582	406,582
Johnson Controls Ltd Regina Sask	Améliorations pour la conservation d'énergie, l'édifice des opérations et travaux connexes Sask	263,868		263,868(*f*)
La Cie de Pavage d'Asphalte Beaver Ltée Montréal Qué	Recouvrir piste 06D-246 Qué	1,795,300		1,795,300*(*f*)
Lebrun Constructors Ltd Thunder Bay Ont	Construire voies de circulation à l'aéroport de Thunder Bay Ont	2,386,300	2,386,300	2,386,300
Maxim Airfield Lighting Systems Ltd Ajax Ont	Éclairage de la voie de circulation et travaux connexes à l'aéroport international Lester B Pearson Ont	252,524	128,450	185,033*
Meyknecht-Lischer Contractors Ltd Ottawa Ont	T vaux de paysage a l'aéroport d'Ottawa, projet d'agrandissement de l'aérogare Ont	313,373	271,208	271,208
Miller Contracting Ltd Vancouver C-B	Parc de stationnement à usages multiples à l'aéroport international de Vancouver C-B	1,975,706	98,616	1,975,706*(*f*)
Miller Contracting Ltd Vancouver C-B	Voie de raccordement pour le parc de stationnement à l'aéroport de Vancouver C-B	299,476	37,529	299,476*(*f*)
Mississauga Hydro Mississauga Ont	Dessin et installation du système d'électricité à l'aéroport international Lester B Pearson Ont	546,840	359,421	359,421
Mustang Eng and Construction Ltd Nisku Alb	Agrandissement de l'aire de trafic—Aéroport international d'Edmonton Alb	4,116,640	477,165	477,165
Nelson River Construction Winnipeg Man	Élargir les courbes de la voie de circulation et travaux connexes à l'aéroport international de Winnipeg Man	506,493	504,495	504,495
Newfoundland Engineering and Construction Co Ltd St John's T-N	Agrandissement de l'aérogare à l'aéroport international de Gander T-N	2,864,894		2,857,968
Northern Construction Co Ltd Vancouver C-B	Agrandissement de l'aérogare à l'aéroport international d'Edmonton Alb	17,650,067	481,198	17,650,067*(*f*)
Ontario Electrical Construction Toronto Ont	Points d'accès automatique de l'aérogare/côté piste Ont	331,000		318,575
Orlando Construction Ltd Edmonton Alb	Agrandissement d'un couloir côté piste, plafond de l'aire des départs et aire d'attente Alb	571,030	59,724	571,030*(*f*)
Ottawa-Greenbelt Construction Co Ltd Gloucester Ont	Travaux d'améliorations côté ville à l'aéroport international d'Ottawa Ont	1,778,358	150,015	1,778,358*
Pave-Al Limited Mississauga Ont	Développement de l'aire 2, phase 2 Ont	1,138,742		685,736
Pave-Al and Orlando Corp Mississauga Ont	Développement de l'aire 5 Ont	1,054,324		797,637
Phase Electric Ltd Rothesay N-B	Système d'alimentation électrique N-B	673,734		680,486
Phase Electric Ltd Rothesay N-B	Système d'alimentation électrique à l'aéroport de Saint John N-B	434,193		361,198
Piggott Construction (1969) Ltd Saskatoon Sask	Agrandissement du stationnement de l'aire de trafic d'aéronefs Sask	582,339		512,900
Ramsay Construction Ltd Regina Sask	Construction des améliorations du côté ville à l'aéroport de Regina Sask	2,547,341	975,913	2,520,855*
Ramsay Construction Ltd Regina Sask	Reconstruire les voies de circulation M1 et M2 et construction d'une nouvelle voie de circulation C et travaux connexes Sask	1,253,633	1,253,633	1,253,633(*f*)
Robert Mitchell Inc Ville St-Laurent Qué	Passerelle d'embarquement des passagers à l'aéroport international d'Edmonton Alb	588,569		588,569*
Robert Mitchell Inc Ville St-Laurent Qué	Dessin, approvisionnement et installation d'une passerelle d'embarquement pour passagers et travaux connexes à l'aéroport de Saskatoon Sask	508,004	1,077	508,004*

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Fin*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1984-85	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Robert Mitchell Inc St-Laurent Qué	Fournir et ériger une passerelle d'embarquement pour passagers à l'aéroport international de Winnipeg Man	475,034		475,034
Ryles Ltd Ottawa Cnt	Système de chauffage Ont	667,084		611,050(*f*)
S D Combustion St-Léonard Qué	Économie d'énergie—Centrale thermique Qué	538,700		538,700(*f*)
Security Fence Industries Winnipeg Man	Améliorer la clôture de sécurité à l'aéroport international de Winnipeg Man	880,071	76,790	76,790
Simon Lemaire Inc St-Léonard Qué	Centralisation des compresseurs à air Qué	289,300		
Standard Electric Markham Ont	Terminal 2 des sources d'électricité d'urgence à l'aéroport international Lester B Pearson Ont	402,566	116,980	402,168*
Standard General Construction Richmond C-B	Développement de la route côté sud à l'aéroport international de Vancouver C-B	464,849	138,577	464,849*(*f*)
Sun Construction Co Ltd Calgary Alb	Agrandissement de l'aérogare à l'aéroport de Regina Sask	16,587,534	10,786,234	14,222,084*
The GCG Eng Partnership Edmonton Alb	Agrandissement de l'aire de trafic—Phase 1—Aéroport international d'Edmonton Alb	700,630	96,144	96,144
The Ikoy Partnership Winnipeg Man	Agrandissement de l'aérogare Phase II et III à l'aéroport international de Winnipeg Man	2,398,500	1,247,257	1,247,257
Thomas Fuller Construction Ltd Ottawa Ont	Projet d'agrandissement de l'aérogare à l'aéroport international d'Ottawa Ont	27,943,960	5,086,300	5,086,300
Trend Construction Ltd Edmonton Alb	Construire nouvelle caserne de pompiers à l'aéroport international d'Edmonton Alb	761,306	108,269	761,306*
Trottoirs & Chaînes Pilote Inc Ville Vanier Qué	Agrandissement de l'autopark et aire de trafic à l'aéroport de Québec Qué	1,713,100		1,713,100*
Volker Stevin Contracting Ltd Calgary Alb	Modification et agrandissement des routes d'accès et stationnement pour véhicules de dimensions au dessus de la moyenne à l'aéroport international de Calgary Alb	347,889	310,130	347,889*
Volker Stevin Contracting Ltd Calgary Alb	Construire route d'accès et agrandir l'autopark des employés/location d'autos à l'aéroport international de Calgary Alb	730,172	11,380	11,380
W Rourke Ltée Duberger Qué	Agrandir l'aérogare, aire de trafic et parc de stationnement Qué	4,027,900	827,900	4,027,900*(*f*)
Webb and Trace Victoria C-B	Gradation et pavage de l'aérogare, aéroport de Victoria C-B	513,052	511,442	511,442
Westgate Mechanical Contractors Ltd Burnaby C-B	Édifice des services—Modifications mécaniques à l'aéroport international de Vancouver C-B	292,123	6,431	292,123*
Yvon Rivest Inc Montréal Qué	Installation de bouilloires et accessoires électriques Qué	330,900		
XGD Limited Regina Sask	Garage d'entretien et d'équipement et travaux connexes Sask	689,444		689,444(*f*)
PROGRAMME DES TRANSPORTS DE SURFACE $276,210				
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS $555,532				
PROGRAMME DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS $555,532				
Trane Canada Ltée Montréal Qué**	Installation du système de climatisation Qué	500,000	280,142	280,142

* Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.
** Adjugé par l'entremise des Travaux publics.
*** Contrat au coût plus honoraires fixes.
(*f*) Contrat terminé.
(1) Le 17 septembre 1984, le Service canadien des forêts, auparavant sous les programmes d'administration et des services de l'environnement du ministère de l'Environnement, a été transféré aux programmes d'administration et du service canadien des forêts du ministère de l'Agriculture. Les dépenses de l'exercice en cours, reliées au Service canadien des forêts sont donc rapportées pour la période applicable sous les deux ministères.
(2) Ayant rapport à un projet de plus de $250,000.
(3) Projet à frais partagé, en plus du montant rapporté, le ministère des Travaux publics a déboursé $140,000 sur le contrat n° 043184.
(4) Puisque le Fonds renouvelable des services de construction fourni, sur une base de recouvrements des coûts, des services de construction aux autres programmes, ministères et agences du gouvernement du Canada, l'information détaillée pour cet état est donc soumise par les entités qui ont reçu ces services.

Construction et acquisition de machines et de matériel

Cet état fournit une analyse des dépenses de l'exercice en cours (article courant 09) par catégorie principale de machines et de matériel pour l'exercice clos le 31 mars 1985. Un sommaire ministériel des dépenses totales pour l'exercice en cours est fourni à l'Introduction de ce volume (tableau 3).

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport (1)	Munitions et armes de guerre	Matériel de communications	Matériel électronique/ bureautique
	$	$	$	$
AGRICULTURE—				
Ministère—				
Programme d'administration*	38,908		225,048	2,553,978
Programme de développement du secteur agro-alimentaire	2,413,273		271,942	3,885,374
Programme de la réglementation et de l'inspection agro-alimentaires	1,886,191		105,300	968,904
Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes	40,525			825
Programme du service canadien des forêts*	379,685		117,826	1,331,797
Programme de la Commission canadienne des grains			40,917	221,026
Commission canadienne du lait			53,930	134,995
Office canadien des provendes			23,831	7,522
	4,758,582		838,794	9,104,421
COMMUNICATIONS—				
Ministère—				
Programme des communications et de la culture	375,795		1,355,647	2,626,433
Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales	9,200		276,504	105,293
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes			23,973	149,749
Office national du film				836,566
Bibliothèque nationale			13,622	180,228
Musées nationaux du Canada	327,665		95,555	608,524
Archives publiques	146,104		461,915	472,258
	858,764		2,227,216	4,979,051
CONSOMMATION ET CORPORATIONS—				
Ministère	988,405		124,183	2,166,578
Commission sur les pratiques restrictives du commerce				
	988,405		124,183	2,166,578
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL			16,813	
EMPLOI ET IMMIGRATION—				
Ministère—				
Programme de l'administration centrale	15,229		11,099	98,373
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—				
Programme d'administration	181,021		336,516	7,709,642
Programme d'emploi et d'assurance	379,060		289,827	9,720,338
Programme d'immigration	178,898		271,389	179,064
Programme des rentes sur l'État				41,763
Commission d'appel de l'immigration			271,713	
	754,208		1,180,544	17,749,180

Matériel spécialisé [2]	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Machines et matériel de bureau (à l'exclusion de matériel électronique/ bureautique)	Appareils électriques, de chauffage, de climatisation et de réfrigération	Autres équipements et machinerie [3]	Total
$	$	$	$	$	$	$
	351,013	71,166	56,681	747	29,286	3,326,827
13,345,214	694,457	1,022,732	97,775	708,260	7,525,980	29,965,007
1,373,471	317,822	7,502	64,789	127,805	202,211	5,053,995
						41,350
1,321,261	225,768	21,580	87,027	77,475	316,343	3,878,762
372,115	33,164	18,549	3,403	38,075	126,138	853,387
	2,117		5,602			196,644
	5,284					36,637
16,412,061	1,629,625	1,141,529	315,277	952,362	8,199,958	43,352,609
894,697	112,031	191,060	58,677	320,599	1,187,805	7,122,744
	5,023		1,412			397,432
	38,918		12,414			225,054
	72,547		112,147		2,146,290	3,167,550
	19,541		66,937		190,232	470,560
223,230	448,830	156,570	341,766	26,303	537,631	2,766,074
3,036	49,470	46,043	120,575	25,574	1,343,383	2,668,358
1,120,963	746,360	393,673	713,928	372,476	5,405,341	16,817,772
1,188,279	363,420		350,840			5,181,705
	647		5,493			6,140
1,188,279	364,067		356,333			5,187,845
	16,090					32,903
75	10,136		89,768			224,680
1,758	915,223		990,353	728		10,135,241
10,488	318,929		1,169,225	75		11,887,942
3,244	40,605		125,690			798,890
3,481			12,634			57,878
	25,871					297,584
19,046	1,310,764		2,387,670	803		23,402,215

Construction et acquisition de machines et de matériel—*Suite*

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport [1]	Munitions et armes de guerre	Matériel de communications	Matériel électronique/ bureautique
	$	$	$	$
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—				
Ministère—				
Programme d'administration	38,728		963,314	997,198
Programme de l'énergie	124,885		95,601	1,336,730
Programme des minéraux et des sciences de la Terre	691,524		1,494,870	13,260,792
Commission de contrôle de l'énergie atomique	29,846		14,934	87,841
Office national de l'énergie			37,750	108,497
	884,983		2,606,469	15,791,058
ENVIRONNEMENT—				
Ministère—				
Programme d'administration*	11,603		244,765	914,940
Programme des services de l'environnement*	1,941,390		1,136,848	8,293,986
Programme Parcs Canada	3,550,581		486,896	681,197
Commission des champs de bataille nationaux				
	5,503,574		1,868,509	9,890,123
AFFAIRES EXTÉRIEURES—				
Ministère—				
Programme des intérêts du Canada à l'étranger	2,185,184		4,326,257	2,046,926
Fonds renouvelable du Bureau des passeports				447,157
Programme des céréales et des graines oléagineuses				
Agence canadienne de développement international				1,156,757
Commission mixte internationale			14,702	
	2,185,184		4,340,959	3,650,840
FINANCES—				
Ministère—				
Programme des politiques financières et économiques	16,081			2,649,822
Programme du Tribunal canadien des importations				26,309
Programme de l'inspecteur général des banques	11,315			1,295
Vérificateur général	16,218			822,957
Assurances				54,721
Commission du tarif	31,020			
	74,634			3,555,104
PÊCHES ET OCÉANS	43,488,522		1,918,092	4,777,797
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	9,972		162,184	10,908
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—				
Ministère—				
Programme d'administration	17,228		16,802	110,752
Programme des affaires indiennes et inuit	1,878,704		245,745	506,613
Programme des affaires du Nord	206,996		165,398	291,960
Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement				
	2,102,928		427,945	909,325

Matériel spécialisé [2]	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Machines et matériel de bureau (à l'exclusion de matériel électronique/ bureautique)	Appareils électriques, de chauffage, de climatisation et de réfrigération	Autres équipements et machinerie [3]	Total
$	$	$	$	$	$	$
	212,784		17,293	409	65,680	2,295,406
	179,026		94,061	1,630	(132,232)	1,699,701
12,345,974	1,049,216	711,079	108,151	425,592	4,707,969	34,795,167
31,574	43,581		4,513		9,164	221,453
	27,843		707		71,662	246,459
12,377,548	1,512,450	711,079	224,725	427,631	4,722,243	39,258,186
	154,287		99,109	306	16,707	1,441,717
12,355,365	779,020	466,647	152,071	350,027	775,209	26,250,563
733,648	323,318	979,870	162,870	732,031	2,094,364	9,744,775
	510	402	677	12,315		13,904
13,089,013	1,257,135	1,446,919	414,727	1,094,679	2,886,280	37,450,959
1,596,067	11,899,080		2,010,481	4,079,407	376,076	28,519,478
	14,340		64,474			525,971
			6,218			6,218
	665,734		256,137			2,078,628
	2,656					17,358
1,596,067	12,581,810		2,337,310	4,079,407	376,076	31,147,653
301	614,627					3,280,831
						26,309
						12,610
	197,554		20,405		2,669	1,059,803
	19,459		1,495			75,675
	3,926		398			35,344
301	835,566		22,298		2,669	4,490,572
7,722,156	761,545	391,188	300,157	5,803,299	2,895,723	68,058,479
	12,010					195,074
396	55,380	21	77,165	6,158	6,595	290,497
485,144	588,376	20,578	361,592	264,608	258,858	4,610,218
111,541	52,414	19,831	156,950	142,987	406,811	1,554,888
				50		50
597,081	696,170	40,430	595,707	413,803	672,264	6,455,653

Construction et acquisition de machines et de matériel—*Suite*

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport [1]	Munitions et armes de guerre	Matériel de communications	Matériel électronique/ bureautique
	$	$	$	$
JUSTICE—				
Ministère—				
Programme d'administration de la justice	18,171			
Commission canadienne des droits de la personne				800,635
Commissaire à la magistrature fédérale			226,916	
Cour fédérale du Canada			12,769	
Commission de réforme du droit du Canada			183,980	
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada				
Cour suprême du Canada				36,681
Cour canadienne de l'impôt	24,269		253,878	33,510
	42,440		677,543	870,826
TRAVAIL—				
Ministère				
Conseil canadien des relations du travail				266,710
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail			1,501,596	
			1,501,596	266,710
DÉFENSE NATIONALE—				
Ministère—				
Programme des services de défense	1,645,847,973	387,113,801	103,385,442	37,923,907
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—				
Ministère—				
Programme de l'administration centrale	52,523		31,289	729,831
Programme des services sanitaires et sociaux			9,157	267,621
Programme des services médicaux	1,461,355		283,981	850,607
Programme de la protection de la santé	63,067		12,032	1,506,380
Programme de la sécurité du revenu	18,257		40,806	711,465
Programme de la condition physique et du sport amateur			35,116	30,251
Conseil de recherches médicales			12,203	39,659
	1,595,202		424,584	4,135,814
REVENU NATIONAL—				
Douanes et Accise	680,750		153,968	5,370,140
Impôt	15,825		1,316,623	13,460,639
	696,575		1,470,591	18,830,779
PARLEMENT—				
Sénat			4,341	
Chambre des communes	178,438		3,248,693	2,802,199
Bibliothèque du Parlement			1,938	61,396
	178,438		3,254,972	2,863,595

Matériel spécialisé [2]	Mobilier et instalations fixes	Matériel et machinerie industriels	Machines et matériel de bureau (à l'exclusion de matériel électronique/ bureautique)	Appareils électriques, de chauffage, de climatisation et de réfrigeration	Autres équipements et machinerie [3]	Total
$	$	$	$	$	$	$
	245,579		323,901		64,473	1,452,759
	31,504				2,722	261,142
	1,773					14,542
	599,565				8,378	791,923
	13,748		39,960			53,708
	24,564					61,245
	21,618		33,459			366,734
	428,056		61,324		1,876	491,256
	1,366,407		458,644		77,449	3,493,309
	129,964		147,559	60,476		604,709
	34,499					34,499
	137,772					1,639,368
	302,235		147,559	60,476		2,278,576
40,789,544	19,726,686	17,481,521	7,279,831	2,109,046	75,904,242	2,337,561,993
11,066	97,079		71,888	21	4,427	998,124
2,183	62,584		112,499	582	5,326	459,952
2,609,734	1,018,438	146,576	380,759	552,382	125,260	7,429,092
6,856,208	235,535	64,905	207,908	254,471	28,747	9,229,253
83,147	562,150		232,691	1,254	26,718	1,676,488
	16,524				50,137	132,028
	1,333		9,867			63,062
9,562,338	1,993,643	211,481	1,015,612	808,710	240,615	19,987,999
1,383,236	756,908	958	155,758	75,026	435,600	9,012,344
	1,972,889		47,938		64,641	16,878,555
1,383,236	2,729,797	958	203,696	75,026	500,241	25,890,899
	309,947		154,000			468,288
	1,292,202		305,791	41,310	5,312	7,873,945
	52,537		40,565			156,436
	1,654,686		500,356	41,310	5,312	8,498,669

Construction et acquisition de machines et de matériel—*Suite*

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport [1]	Munitions et armes de guerre	Matériel de communications	Matériel électronique/ bureautique
	$	$	$	$
CONSEIL PRIVÉ—				
Ministère—				
Programme du Conseil privé	37,874		334,070	901,214
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes			2,529	3,300
Directeur général des élections	13,305			15,025
Commissaire aux langues officielles	12,690		1,200	144,260
Conseil économique du Canada	11,567			89,409
Commission des relations de travail dans la Fonction publique			5,974	31,266
	75,436		343,773	1,184,474
TRAVAUX PUBLICS—				
Ministère—				
Programme d'administration	30,764		39,002	279,233
Programme des services professionnels et techniques	40,401		37,095	378,138
Fonds renouvelable des services de construction	271,775		39,817	8,965
Programme du logement	1,267,956		1,530,358	6,397,851
Programme des travaux maritimes	4,473,765		83	51,539
Programme de la voirie et autres travaux de génie	81,367		87,969	12,032
Programme de gestion et d'aménagement fonciers				15,363
Programme des subventions aux municipalités				
	6,166,028		1,734,324	7,143,121
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—				
Ministère	209,043		176,466	1,846,009
Agence d'examen de l'investissement étranger			648	61,689
	209,043		177,114	1,907,698
SCIENCES ET TECHNOLOGIE—				
Département d'État	15,492		8,855	23,854
Conseil national de recherches du Canada—				
Programme de recherches scientifiques et industrielles	628,935		3,360,213	7,063,828
Programme d'information scientifique et technique			13,172	77,465
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	13,247		4,557	2,221,046
Conseil des sciences du Canada	13,003			3,795
	670,677		3,386,797	9,389,988
SECRÉTARIAT D'ÉTAT—				
Ministère—				
Programme d'administration et des opérations régionales			26,923	424,507
Programme des langues officielles				7,379
Programme d'aide à l'éducation				429
Programme de la citoyenneté et de la culture			87,621	107,853
Conseil consultatif de la situation de la femme			5,219	
Commission de la Fonction publique	13,992		120,961	1,718,974
Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel			12,208	120,595
Conseil de recherches en sciences humaines			196,541	
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice				
	13,992		449,473	2,379,737
DÉVELOPPEMENT SOCIAL				14,503

Matériel spécialisé [2]	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Machines et matériel de bureau (à l'exclusion de matériel électronique/bureautique)	Appareils électriques, de chauffage, de climatisation et de réfrigération	Autres équipements et machinerie [3]	Total
$	$	$	$	$	$	$
	421,022		63,893			1,758,073
			995			6,824
	43,108		33,223			104,661
	37,240		22,866			218,256
	7,725		8,504			117,205
	21,118		6,990		2,041	67,389
	530,213		136,471		2,041	2,272,408
6,097	37,113		37,922		11,994	442,125
30,446	183,496		6,531		24,522	700,629
8,518,153	448,072	61,276	7,735	2,013,999	1,219,508	12,589,300
198,920	1,377,359	224,041	351,570	2,034,455	1,193,937	14,576,447
13,828	690	397,987		16,391	196,067	5,150,350
59,936	2,298	2,013	1,480	5,785	216,995	469,875
			2,295	112,246	7,945	137,849
			3,373			3,373
8,827,380	2,049,028	685,317	410,906	4,182,876	2,870,968	34,069,948
	367,364		125,293	6,247	109,290	2,839,712
	2,170		796	300	557	66,160
	369,534		126,089	6,547	109,847	2,905,872
	10,241		3,608			62,050
38,920,478	713,440	2,018,676	14,130	1,140,361	619,286	54,479,347
	34,971		7,998	6,821	22,707	163,134
	92,653				200	2,331,703
	4,557		1,009	5,990	3,600	31,954
38,920,478	855,862	2,018,676	26,745	1,153,172	645,793	57,068,188
	241,611		527,109			1,220,150
	83,199		388,229			478,807
	78,999		38,701			118,129
	187,647		138,467			521,588
	1,349					6,568
	132,569		32,840	12,487	44,845	2,076,668
	686,632		5,701	11,617	267,469	1,104,222
	3,161			2,895		202,597
			86,657			86,657
	1,415,167		1,217,704	26,999	312,314	5,815,386
	3,415				1,167	19,085

Construction et acquisition de machines et de matériel—*Fin*

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport [1]	Munitions et armes de guerre	Matériel de communications	Matériel électronique/ bureautique
	$	$	$	$
SOLLICITEUR GÉNÉRAL—				
Ministère—				
Programme d'administration	13,255		1,163	617,348
Service correctionnel	1,740,783		3,254,001	
Commission nationale des libérations conditionnelles			58,929	125,625
Gendarmerie royale du Canada—				
Programme d'application de la loi	20,710,008		18,885,374	5,090,670
	22,464,046		22,199,467	5,833,643
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—				
Ministère—				
Programme des services	13,414		1,840,507	5,792,204
Programme des approvisionnements	128,783		587,113	1,595,250
Programme du Centre d'information sur l'unité canadienne	300			
Statistique Canada			117,148	8,447,593
	142,497		2,544,768	15,835,047
TRANSPORTS—				
Ministère—				
Programme de l'administration centrale	30,918		76,174	4,327,698
Programme du transport maritime	198,614,800		9,530,257	1,220,735
Programme des transports aériens	108,631,519		64,931,817	4,841,045
Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes	7,402,971		965,429	955,949
Programme des transports de surface	1,378,401		163,519	269,998
Bureau canadien de la sécurité aérienne	97,741			
Commission canadienne des transports			6,374	504,756
Bureau de l'administrateur de l'Office du transport du grain			200,296	
	316,156,350		75,873,866	12,120,181
CONSEIL DU TRÉSOR—				
Secrétariat—				
Programme relatif à l'administration centrale de la Fonction publique			577,222	60,158
Contrôleur général—				
Programme des pratiques et contrôles de gestion	14,232		29,688	
	14,232		606,910	60,158
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS—				
Programme des affaires des anciens combattants	49,447		51,064	476,142
Programme de la Commission des allocations aux anciens combattants				27,018
Programme des pensions				41,337
Programme du Bureau de services juridiques des pensions				3,990
	49,447		51,064	548,487
Total	2,055,932,132	387,113,801	233,793,992	193,893,053

* Le 17 septembre 1984, le Service canadien des forêts, auparavant sous les programmes d'administration et des services de l'environnement du ministère de l'Environnement, a été transféré aux programmes d'administration et au service canadien des forêts du ministère de l'Agriculture. Les dépenses de l'exercice en cours, reliées au Service canadien des forêts sont donc rapportées, pour la période applicable sous les deux ministères.

(1) Cette catégorie comprend navires et bateaux, $673,365,740; aéronefs, $1,197,947,447; véhicules militaires routiers automobiles, $85,651,096; véhicules non militaires routiers automobiles, $96,761,205; et, véhicules divers, $2,206,644.

(2) Cette catégorie comprend les articles tels que instruments, appareils et accessoires de mesure, de contrôle, de laboratoire, de médecine et d'optique; matériel de sécurité et d'hygiène, dispositifs d'alarme et de signalisation; etc.

(3) Cette catégorie comprend les articles tels que appareils de radiographie et matériel connexe; matériel de transport, élévatoire et de manutention; instruments et machines agricoles; appareils de cuisson d'aliments; tracteurs agricoles; etc.

Matériel spécialisé (2)	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Machines et matériel de bureau (à l'exclusion de matériel électronique/bureautique)	Appareils électriques, de chauffage, de climatisation et de réfrigération	Autres équipements et machinerie (3)	Total
$	$	$	$	$	$	$
	191,581		14,065		217,420	1,054,832
	1,221,750	7,690,011	3,774,128		6,197,774	23,878,447
	56,811		39,154		141	280,660
4,524,952	2,327,247	127,523	849,728	76,785	2,046,435	54,638,722
4,524,952	3,797,389	7,817,534	4,677,075	76,785	8,461,770	79,852,661
	440,586		69,375		65,035	8,221,121
	21,632	2,752		1,697,973	1,140,836	5,174,339
	3,226		375		13,634	17,535
	225,846		254,389		344,976	9,389,952
	691,290	2,752	324,139	1,697,973	1,564,481	22,802,947
255,402	262,683		794,819		235,695	5,983,389
2,552,680	481,166	166,281	603,572	984,486	6,142,167	220,296,144
893,389	1,032,961		1,345,692		1,407,313	183,083,736
1,112,685	653,506		539,920		724,886	12,355,346
97,237	57,599		44,934		51,311	2,062,999
38,258	76,527		36,748		680,465	929,739
	118,481		55,607			685,218
	3,055		7,423			210,774
4,949,651	2,685,978	166,281	3,428,715	984,486	9,241,837	425,607,345
	5,938					643,318
						43,920
	5,938					687,238
148,466	769,360	58,553	337,346	236,340	361,543	2,488,261
	1,355		855			29,228
2,793	51,235		66,746			162,111
	11,660		2,500			18,150
151,259	833,610	58,553	407,447	236,340	361,543	2,697,750
163,231,353	62,734,470	32,567,891	28,029,121	24,604,206	125,460,174	3,307,360,193

SECTION 33

COMPTES PUBLICS
1984-85

Paiements de dommages-intérêts, Paiements à titre de faveur, Arrêts de la Cour fédérale et Paiements sans contrepartie

SOMMAIRE

	Page
Paiements de dommages-intérêts	33.2
Paiements à titre de faveur	33.11
Arrêts de la Cour fédérale	33.16
Paiements sans contrepartie	33.18

Paiements de dommages-intérêts

Cet état fournit, par ministère et par programme, les détails de tous les paiements de dommages-intérêts de $1,000 ou plus. Les paiements inférieurs à $1,000 sont présentés en un seul montant à la fin de chaque programme, avec le nombre total de ces réclamations. Un paiement de dommages-intérêts est une réclamation dont la Couronne était responsable en vertu de la Loi sur la responsabilité de la Couronne.

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
AGRICULTURE	
Ministère	
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE	
Autorisation—Ministère de la Justice	
Règlement suite à une récolte de blé et une récolte de foin emballotée endommagées par du bétail sorti de leur pâturage—	
Wutzke L	1,800
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Compagnie d'Assurance Belair	1,139
Autorisation—Ministérielle	
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Davidson J C	1,131
Réclamations inférieures à $1,000 (17)	3,491
	7,561
PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION ET DE L'INSPECTION AGRO-ALIMENTAIRES	
Autorisation—Ministère de la Justice	
Règlements suite à des accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Co d'Assurance du Home Canadien	2,408
Co d'Assurance Fireman	1,097
Co d'Assurance Provinces-Unies	1,773
Réclamations inférieures à $1,000 (19)	6,516
	11,794
PROGRAMME DU SERVICE CANADIEN DES FORÊTS	
Réclamations inférieures à $1,000 (6)	*2,331*
	21,686
COMMUNICATIONS	
Ministère	
PROGRAMME DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE	
Autorisation—Ministère de la Justice	
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Co d'Assurance Canadienne Générale	*1,807*
Office national du film	
Autorisation—Ministère de la Justice	
Règlement d'une réclamation suite à une plainte enregistrée en rapport à son emploi—	
Littleton J	15,000
Règlement d'une réclamation pour dommages à une propriété suite à un accident de voiture—	
101430 Canada Inc	3,750
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	158
	18,908
Musées nationaux du Canada	
Autorisation—Ministère de la Justice	
Règlements suite à des accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Hydro-Quebec	1,340
Constitution Insuring Co	1,113

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Règlement suite à l'endommagement du model Triumf lors de son transport—	
Université de la Colombie-Britannique	12,785
Règlement suite à une perte impliquant la Couronne—	
Morin, Lemieux, Blais et Guimont, en fiducie	1,533
Réclamations inférieures à $1,000 (5)	752
	17,523
	38,238
CONSOMMATION ET CORPORATIONS	
Ministère	
Autorisation—Ministère de la Justice	
Règlements suite à des accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Prudential Assurance Co Ltd	1,611
Dutka E	250
Co-Operators	1,485
Greening R	1,392
Autorisation—CT 780720	
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Insurance Corp of British Columbia	2,357
Réclamations inférieures à $1000 (19)	6,480
	13,575
EMPLOI ET IMMIGRATION	
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	
PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
Autorisation—CT 796346	
Intérêts sur le contrat de rente numéro 98976—	
Prouse M E	1,801[1]
Réclamations inférieures à $1,000 (4)	1,850
	3,651
PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE	
Autorisation—Ministérielle	
Règlement des frais encourus dans la préparation des travaux pour un contrat annulé—	
Massicotte M	4,552
Réclamations inférieures à $1,000 (24)	1,852
	6,404
PROGRAMME D'IMMIGRATION	
Autorisation—Ministérielle	
Remboursement d'une réclamation soumise par la Commission d'indemnisation des travailleurs de la Colombie-Britannique suite à un accident de voiture—	
Caviness J, Lockwood K	3,393
Réclamations inférieures à $1,000 (9)	1,364
	4,757
	14,812
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES	
Ministère	
PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
Réclamations inférieures à $1,000 (2)	*732*
PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE	
Réclamations inférieures à $1,000 (5)	*1,553*
	2,285

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
ENVIRONNEMENT	
PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
Réclamations inférieures à $1,000 (6)	*2,153*
PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT	
Autorisation—Ministère de la Justice	
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Saskatchewan Government Insurance	1,343
Règlement pour propriété endommagée suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Mah D	1,054
Réclamations inférieures à $1,000 (16)	6,746
	9,143
PROGRAMME PARCS CANADA	
Autorisation—Ministère de la Justice	
Règlements suite à des accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Armstrong's Dairy Ltd	2,205
Bidinger L	3,737
Bohn V	3,254
Bruder L	1,282
Commercial Union Insurance Co	2,481
Co-operators Insurance Co	1,488
Hesson Auto Body Ltd	7,705
Krawchuk M A	58,921
Payne M	2,633
Penney I	2,757
Royal Insurance Co	4,161
Safeco Insurance Co	3,354
Shoctor Hill Mousseau et Starkman	2,320
Zurich Insurance Co	7,633
Règlement suite à un jugement de la Commission pour les droits de la personne—	
Kelly C	4,822
Réclamations inférieures à $1,000 (66)	23,132
	131,885
	143,181
AFFAIRES EXTÉRIEURES	
Ministère	
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	667
PÊCHES ET OCÉANS	
Ministère	
Autorisation—Ministère de la justice	
Règlements suite à des accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
State Farm Insurance Co	1,020
Royal Insurance Co	1,047
Autorisation—Ministérielle	
Règlements suite à des accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Aivazoff G	1,000
Aivazoff M	3,684
Anderson S	2,712
Bethune G	2,028
City Leaseway	6,165
Commercial Union Insurance Co et MacDonald Pontiac Buick	1,835
Cooperators	1,780
Cooperators et Robichaud B	1,130
Dawe W	5,209
Fordyce L	2,600
Govatsos S	1,860
Hypower Systems Ltd	1,259
Insurance Corp of British Columbia et Maple Solar Ltd	1,612
Insurance Corp of British Columbia et Cuba M	1,124
Insurance Corp of British Columbia	4,438
Insurance Corp of British Columbia	1,763
Insurance Corp of British Columbia	1,308
Insurance Corp of British Columbia	3,179
Insurance Corp of British Columbia et Kopp W L	3,869
Insurance Corp of British Columbia et Pierce S et B Autobody Kyme M	2,213
Lloyds of London	4,987
Mallet D	1,469
Manning A	1,230
Martin, Gordon, McKenna et Bowes en fiducie	7,000
Martin L	36,000
Phoenix Insurances	7,760
Canadian Provincial Insurance Co et Hawker A	1,010
Nova Scotia Power Corp	1,938
Shears F	1,258
Travelers du Canada	5,728
Tilden-Skeena Rent a Car	13,046
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne en location—	
Budget Rent-A-Car	2,301
Règlement pour dommages causés à un véhicule lors d'une saisie—	
Campbell J G	1,500
Règlements pour intérêts en rapport à une perte de traitements—	
Allison E	3,317
Harrison K, Houston D, Rutherford B, Tokes B	10,066
Règlement d'une plainte concernant les droits de la personne—	
Cardell E	2,750
Règlement pour dommages causés à de l'équipement de pêche alors qu'il s'est empêtré dans des sondes de courants—	
Doubleday M	5,895
Règlement pour filets de pêche endommagés—	
Kumagai T	1,095
Règlement suite à un accident de dragage—	
Lloyd D	1,331
Règlement suite à un accident impliquant un bateau du ministère—	
Shelburne Marine	8,017
Réclamations inférieures à $1,000 (58)	23,582
	194,115
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN	
Ministère	
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation suite à l'inondation d'une résidence—	
Irish D	1,000(1)
Autorisation—Ministère de la Justice	
Règlements suite à des accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Nemy, Brown et Roy Barristers	16,852
Lamontagne D	5,411
Réclamations inférieures à $1,000 (7)	1,831
	25,094
PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD	
Autorisation—Ministérielle	
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Canadian Indemnity Co	1,076
Règlement suite à l'endommagement ou la perte de matériaux de construction et de biens—	
Sveinsson D	111(1)
Telgen J	450(1)
Achat d'un chalet endommagé qui fut déplacé d'un terrain qui n'appartenait pas à la Couronne suite à un arrêt de la Cour—	
Telgen J	4,200(1)
Réclamations inférieures à $1,000 (3)	1,522
	7,359
	32,453

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
DÉFENSE NATIONALE	
PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE	
Autorisation—CT 694982	
Règlements suite à des accidents impliquant des véhicules du ministère—	
Abbott E	1,119
Arrow Transportation Systems Inc	1,000
Beaton E D	2,887
Ben Vas Excavation Inc	1,000
Blais Y J	1,219
Bourdon W	4,545
Canadian Pacific Express and Transport	6,233
Canadian Surety Co	2,051
Caputo A	5,000
Carampelas P	1,300
Ville de Halifax	1,342
Connor's Drilling Ltd	2,131
Day D	1,390
Dube Y	1,455
Gilbert E A	1,313
Gordon S F	1,634
Gorman M B	2,715
Grenier Y	1,178
Harper W R	2,230
Henry G	2,642
Hertz Canada Ltd	1,148
Hunt W	1,203
Kenealty P J	1,567
Lamond G	1,249
Latimer C	3,142
Leonard A E	4,500
LeRoy R D	3,909
Love S	1,100
Marinoff G	1,662
Michel H	1,505
Ministre des Finances de la Colombie-Britannique	1,860
Moisan M	1,225
Murdock A A	5,192
Ontario Hydro	1,216
Parsons A	4,013
Patterson S L	1,323
Plouffe S P	1,129
Prefontaine K	1,000
Commission des services publics	2,035
Putters J S	1,096
Reid J M	2,494
Sherbeth K A	1,306
Smith, Bruce, Nina	5,000
Thomas-Garriott	1,332
Ville d'Oromocto	1,746
Trésorier de l'Ontario	4,340
Wong R	1,169
Règlement suite à un incident impliquant un véhicule du ministère—	
Adkins L C	1,500
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule du ministère, causant des blessures à un piéton, L Leclerc—	
Mattar, Menezer, Savage et Merner en fiducie	8,753
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule de location—	
Scott Ford Sales Ltd	4,813
Règlements suite à un accident impliquant un véhicule du ministère et un véhicule appartenant à—	
Lemelin E T	
Albion Insurance Co	1,886
Pergat V	
Allstate du Canada	2,349
H and G Roofing and Sheet Metal Ltd	
Baker, Newby et Co en fiducie	40,000
Steel S	
Broughton et Co en fiducie	19,050
Rasmussen M	
Canadian Home Assurance Co	3,815
Kent S M	
The Canadian Indemnity Co	1,047
Levesque J	
Canadian Provincial Insurance Co	1,306

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Norasco Transit Ltd	
Chick St Martin Auto Body	1,501
Marvin Harold Starr	
Greffier de la Cour fédérale du Canada	7,000
Ben Vas Excavations Inc	
La Compagnie d'assurance Canadienne Générale	6,576
Chopp K	
Constitution Insurance Co of Canada	2,655
Connors D C	
The Co-operators	1,694
Jackson T	
The Co-operators	1,149
White C	
The Co-operators	2,753
Ellis Studios Ltd	
The General Accident Assurance Co of Canada	1,615
Minty M	
The General Accident Assurance Co of Canada	1,889
Bigeau J	
Gold Circle Insurance Co	2,167
Gemmell D J	
Gold Circle Insurance Co	1,120
Prescott K	
Gold Circle Insurance Co	1,436
Russell D	
Gold Circle Insurance Co	1,770
March Elevator Co Ltd	
Gore Mutual Insurance Co	2,053
Steele S	
Hamilton, Duncan et Co en fiducie	6,200
Baker A	
The Home Insurance Co	1,001
Mainhood C	
The Home Insurance Co	1,742
Timtim N	
The Home Insurance Co	2,483
Hildebrand S	
Honeywell, Wotherspoon en fiducie	8,000
Shute D	
Howell Fleming Bark Rishor White et Pakenham	1,000
Anderson B	
Insurance Corp of British Columbia	1,037
Arrow Transportation Systems Inc	
Insurance Corp of British Columbia	1,244
Baker B	
Insurance Corp of British Columbia	2,764
Blasutig M A	
Insurance Corp of British Columbia	2,100
Brandes W C	
Insurance Corp of British Columbia	2,413
Donnelly E	
Insurance Corp of British Columbia	1,700
Kierstead V et J	
Insurance Corp of British Columbia	6,458
Lay R	
Insurance Corp of British Columbia	8,239
Potvin R	
La Laurentienne Co d'Assurances Générales	1,106
Robertson E	
Liberty Mutual Insurance Co	1,106
Fleury R	
The Manitoba Public Insurance Corp	2,997
Gelinas P	
The Manitoba Public Insurance Corp	1,005
Gillis D	
The Manitoba Public Insurance Corp	3,115
O'Donnell N M	
The Manitoba Public Insurance Commission	1,943
Szczurko M	
The Manitoba Public Insurance Corp	3,056
Yusishen T	
The Manitoba Public Insurance Corp	1,413
Andrea G et J	
Metro General Insurance Corp	3,254
Kearsley J	
Metro General Insurance Corp Ltd	2,155
Stark M	
Murphy et Brown	1,610

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Buckingham K	
Norman Insurance Co Ltd	4,931
Fies M A	
Ohio Casualty Co	1,754
Farrell T	
The Personal Insurance Co of Canada	1,292
McNamara W J	
Phoenix Contential Insurance Co	1,054
Cammert G et A	
Pilot Insurance Co	1,733
Calvaruso N	
Prudential Assurance Co Ltd	2,161
Roins Holdings Ltd	
Royal Insurance Co of Canada	1,808
Cade R	
Saskatchewan Government Insurance	1,155
Smith C	
Stephen et Holman en fiducie	6,000
Fowlie I G	
Stewart et Stewart	3,000
Accessoires Miniers JJC Ltée	
Travelers Canada	2,205
Dilorenzo A	
Travelers Canada	2,586
Pimental J	
Walsh, Micay et Co en fiducie	14,300
Vaillancourt A	
Wausau Insurance Co	2,414
Dean J	
The Wawanesa Mutual Insurance Co	1,368
Gardner S et L	
The Wawanesa Mutual Insurance Co	1,160
Wong R	
Western Collision Repairs Ltd	8,483
Booker G	
Zurich Insurance Co	2,250
Rochette P	
Zurich Insurance Co	1,334
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule du ministère et un véhicule appartenant et conduit par—	
McNamee W	
McNamee C	
The Co-operators	4,113
O'Neil C	
James J	
Cousins, David B en fiducie	13,825
McNamee W	
McNamee C	
Lowe et Arsenault en fiducie	2,925
Sherwood L	
Sherwood E	
Phoenix Continental Management Ltd	2,346
Province de l'Ontario	
Constable Cleary L J	
Trésorier de l'Ontario	1,114
Osborne J	
Thomson T	
Willoughby, MacLeod en fiducie	5,800
Boyd A	
Anglo-Gibraltar Insurance Co	1,319
Blum D W	
Budget Rent-A-Car de Régina	5,620
Laverock S	
Ramsay et Smith	23,500
Blum D W	
Saskatchewan Government Insurance	10,764
Semper G	
Scottish et York Insurance Co Ltd	1,094
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne et un véhicule appartenant à, dans lequel E Porter était un passager—	
Ludlow C	
Schwartz/Goulding, Barristers and Solicitors en fiducie	20,603
Règlement pour frais juridiques suite à un accident impliquant un véhicule du ministère et un véhicule appartenant à—	
Pahl E	
Jarvis, Gerbrandt, Cave en fiducie	2,812

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule du ministère et un véhicule appartenant à V E Schewerman dans lequel S Degroot était un passager—	
Greffier de la Cour fédérale du Canada	12,926
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule du ministère causant des dommages au restaurant Patty's Place—	
The Co-operators	7,404
Règlements suite à des biens endommagés—	
Cooper M L	2,077
Danis J P	1,338
Dauphinee R C	1,439
Doyle J R	1,189
Ferguson W D	1,477
Gauthier A	3,718
Goodey M W	1,149
Hodgins H W	1,633
Hubatsch H	3,000
Jesion A	1,003
Joyce L G	1,738
Laplante H J	1,246
Lennon B P	1,897
Marcoux J P P M	1,029
Maclean D	1,382
Moffitt P M	3,408
O'Reiley D W	2,412
Paquette R R	4,536
Pineau R M	1,066
Royer M	1,023
Rudderham R D	1,443
Samson D V	2,141
Scantland J M R	1,513
Silvester C K M	1,486
Smith M R	1,200
Spruce A N	1,057
Verrall R F	2,000
Règlement suite à des biens endommagés re R Boswell—	
Allstate Insurance Co	3,189
Règlements suite à des dommages causés par un exercice militaire—	
Bergeron E	2,600
Hugli Farms Ltd	4,304
Leis B	4,675
Lowe K E	1,000
Pelletier F E	1,080
Smith, Glaude, Kearney en fiducie	6,450
Theriault E J	6,800
Wacowich K	5,020
Yadlowski H	50,915
Règlements suite au survol d'un avion des Forces canadiennes—	
Bennett F	5,322
Gallant H	6,408
Guard C	1,500
Poitras J	30,000
Ross A	8,325
Règlements suite à une perte d'électricité impliquant des hélicoptères des Forces canadiennes—	
Clearwater Lobsters Ltd	88,815
Farmers Co-operative Dairy Ltd	23,994
Règlement pour la mort de C I Boynowski suite à un accident dans lequel de la munition enfouie dans de la ferraille achetée par Alpha Metals fit explosion—	
D'Arcy et Deacon en fiducie	11,000
Règlement suite à l'écrasement d'un avion des Forces canadiennes—	
Blubber Bay Quarry	5,554
Règlement pour blessures subies par C Harmer suite à un accident impliquant un véhicule du ministère—	
Burke, Robertson, Chadwick et Ritchie en fiducie	20,000
Règlement suite à un champ de foin endommagé par un exercice militaire—	
Carroll, Wilbert	1,850
Règlement suite à la perte d'un moteur hors-bord de location—	
Dore Marine (1981) Ltd	2,098
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule appartenant à C MacDonald—	
Gold Circle Insurance Co	1,272

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Règlement pour les frais et intérêts encourus par le contrat de plâtrage de J Braun—	
Gunn and Associates en fiducie	1,178
Règlement suite à une propriété endommagée par un accident de voiture—	
Jon-Enco Ltd Associates	2,375
Règlement pour les frais médicaux encourus par J Pimentel suite à un accident impliquant un véhicule du ministère—	
Commission des services de santé du Manitoba	8,674
Règlement pour blessures subies par T Kehoe suite à un accident impliquant un véhicule du ministère—	
Macdonald, Affleck, Cooligan en fiducie	17,000
Règlement pour broyeur de roches endommagé suite à une explosion au camp d'entraînement de Petawawa—	
Melville G	6,000
Règlement pour routes endommagées par un exercice militaire—	
Région de la municipalité de Wainwright	30,021
Règlement pour la perte de biens suite à un feu à la base des Forces canadiennes de Petawawa—	
Ottawa Cablevision Ltd	2,244
Règlement suite à un feu causé par de la négligence dans l'utilisation de substances inflammables—	
Parcs Canada	10,988
Règlement suite à l'endommagement d'un véhicule de location—	
R and S Leasing Ltd	2,245
Règlement pour blessures subies par D Smith suite à un accident impliquant un véhicule du ministère—	
Smith, Neil J en fiducie	2,800
Règlement suite à un accident causant des blessures à un taureau—	
Toronchuk M	1,859
Règlement suite à une piste d'atterrissage endommagée à l'aéroport municipal d'Oyen par un avion des Forces canadiennes—	
Ville d'Oyen	28,600
Règlement suite à l'endommagement de pneus—	
Urlacher Construction Co	2,373
Autorisation—CP 1970-10/907	
Règlements suite à des accidents impliquant des hélicoptères du ministère—	
Ville de Halifax	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	2,526
IGA Supermarché	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	1,844
Kostek T	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	3,165
MacDonald R	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	1,477
Moe's Catering Service	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	1,863
No Frills Food Store	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	1,443
Red Barn Produce Co	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	4,169
Smith B	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	1,891
Toulany L	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	2,098
Règlement re R C Warren suite à un accident impliquant un véhicule du ministère—	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	1,889
Règlement re Anderson et al suite à un accident impliquant des parachutes des Forces canadiennes—	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	8,030
Règlement re R B Traenenberg suite à des biens endommagés en voyage—	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	1,332
Remboursement de la quote-part du Canada de 75% des réclamations de dommages payées par la «British Claims Agency» pour le Canada en vertu des termes de l'Article VIII des statuts des Forces de l'OTAN signé le 4 April, 1949, aux gouvernements suivants—	

Énoncé et bénéficiaire		Montant
		$
Allemagne 3,600 réclamations de $1,183,758; France 2 réclamations de $811; Belgique 2 réclamations de $3,451		1,188,020
Réclamations réglées par le Quartier général des Nations Unies à Chypre pour le ministère de la Défense nationale		170,482
Réclamations inférieures à $1,000 (1,549)		309,398
		2,625,791
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL		
Ministère		
PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		
Autorisation—Ministère de la Justice		
Règlement suite à un litige civil contre deux employés accusés responsables pour fausse déclaration au cours de l'exercice de leurs fonctions—		
Martin, Lenardon, Scrimshaw en fiducie		2,500
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne—		
Fireman's Fund Insurance Co of Canada	$ 1,414	
Orr Pontiac Buick Ltd	250	
		1,664
		4,164
PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX		
Autorisation—Ministère de la Justice		
Règlements suite à des accidents impliquant des véhicules de la Couronne—		
Alberta Motors Association Insurance Co		1,693
Grant Transport Limited		5,055
Greenwood Trucking		17,143
Manitoba Public Insurance Corp		1,075
Wausau Insurance Co		26,106
Réclamations inférieures à $1,000(25)		7,360
		58,432
PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ		
Autorisation—Ministère de la Justice		
Règlement suite à des accidents impliquant des véhicules de la Couronne—		
Fireman's Fund Insurance Co of Canada	$ 2,196	
Magee W	467	
		2,663
Insurance Corp of British Columbia	$ 927	
Pennock E A	364	
		1,291
Kincaid, Epstein, Logie en fiducie		17,226
The Bank of Nova Scotia		1,200
Réclamations inférieures à $1,000 (2)		1,393
		23,773
		86,369
REVENU NATIONAL		
Douanes et Accise		
Autorisation—Ministère de la Justice		
Règlement suite à une perte de traitement causée par un délai dans la nomination suivant la liste d'éligibilité—		
Marcil G		1,400
Autorisation—Ministérielle		
Règlement pour dommages causés à une Audi 1980 suite à un accident impliquant un véhicule du ministère—		
Assurex International Corp		1,630
Règlement pour remplacement d'une radio et deux colonnes de son d'automobile BMW lorsqu'elle était sous la garde des douanes—		
Campanella C		1,939
Règlement pour perte d'un paquet de boucles d'oreilles en or lorsqu'il était sous la garde des douanes—		
Hayes, Stuart and Co Limited		8,126
Règlement suite à des dommages causés à une Pontiac Firebird impliquée dans un accident avec un véhicule du ministère—		
Roger Viau et Fils		2,725
Réclamations inférieures à $1,000 (68)		7,853
		23,673

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
TRAVAUX PUBLICS	
Ministère	
PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
Autorisation—Ministérielle	
Règlements suite à des accidents de voitures—	
Insurance Corp of British Columbia	1,383
MacLeod, Thorson en fiducie pour D et L Middler	2,168
Réclamations inférieures à $1,000 (3)	1,085
	4,636
PROGRAMME DES SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES	
Autorisation—Ministère de la Justice	
Règlement d'une réclamation re Parsons E pour dommages causer à une propriété privée suite à un accident de voiture—	
Smith, Gawlinski, Parkatti et Olthuis	2,780
Réclamations inférieures à $1,000 (10)	1,518
	4,298
PROGRAMME DES SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES—FONDS RENOUVELABLE DES SERVICES DE CONSTRUCTION	
Autorisation—Ministère de la Justice	
Règlement suite à un accident impliquant une drague de la Couronne—	
Le district de Vancouver	3,914
Règlement suite à des blessures personnelles sérieuses—	
MacIsaac Clark et Co en fiducie	3,000
Règlement suite à un accident de voiture—	
Tilden Rent a Car	1,389
Réclamations inférieures à $1,000 (5)	1,214
	9,517
PROGRAMME DU LOGEMENT	
Autorisation—Ministérielle	
Règlements suite à des accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Cloutier Y	1,276
Co-operative General Insurance	1,600
Kent General Insurance Agency	1,017
Règlement suite à des trous dans divers murs et plafonds de l'édifice Héritage—	
Ville de Saint Jean	5,000
Règlement suite à une collision entre une camionnette du ministère et une bicyclette—	
Ebbs et Guay en fiducie	8,336
Règlements suite à une gelée à l'édifice Brunswick causée par une fenêtre laissée ouverte par temps froid—	
Andrew Hamilton Adjustors Ltd en fiducie	1,881
Cyrand Investments Ltd	1,566
Règlement suite à un pôteau d'hydro endommagé par un véhicule du ministère—	
Ottawa Hydro	1,636
Règlement suite à un retour d'égout dans un sous-sol—	
Hurley K	1,242
Autorisation—Ministère de la Justice	
Règlement suite à un accident de voiture—	
Daigneault-Poirier L	3,645
Réclamations inférieures à $1,000 (63)	16,637
	43,836
PROGRAMME DES TRAVAUX MARITIMES	
Autorisation—Ministère de la Justice	
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne et le véhicule d'une tierce personne—	
Pitch H D en fiducie	6,675
Réclamations inférieures à $1,000 (5)	577
	7,252
PROGRAMME DE LA VOIRIE ET AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE	
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	*278*
	69,817

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE	
Ministère	
Autorisation—Ministère de la Jus	
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne et un véhicule privé à Montréal, Québec—	
Ferron-Ferland J	3,496
SCIENCES ET TECHNOLOGIE	
Conseil national de recherches du Canada	
PROGRAMME DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES	
Autorisation—Ministère de la Justice	
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Bytek Automobiles Inc	1,468
Réclamations inférieures à $1,000 (5)	1,272
	2,740
SECRÉTARIAT D'ÉTAT	
Ministère	
PROGRAMME DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA CULTURE	
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	*595*
Commission de la Fonction publique	
Autorisation—Arrêt T-1019-83	
Règlement suite au jugement d'une commission d'appel établie en vertu de l'article 5(d) de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique en rapport à un appel sous la section 21—	
Soloway, Wright, Houston, Greenberg, O'Grady, Morin en fiducie	1,805[(2)]
Réclamations inférieures à $1,000 (4)	563
	2,368
	2,963
SOLLICITEUR GÉNÉRAL	
Service correctionnel	
Autorisation—Ministère de la Justice	
Indemnisation pour dommages subis lors d'accidents de véhicules—	
Archer D	1,000
Allstate Insurance Co of Canada	1,073
Co Assurance Canadienne Provinciale	1,323
La Co D'Assurances Provinces-Unies	3,873
Federation Insurance Co	2,900
McCloy J en fiducie	2,600
Ouellet M	1,806
Rex G	1,141
Royal Insurance Co	1,392
Wedge D	1,588
Règlement suite à des plaintes portées à la Commission canadienne des droits de la personne au sujet de discrimination sur l'emploi selon le sexe—	
Belzile L	17,620
Bernier C	14,274
Danel M	8,980
Levine A	3,908
Indemnisation versée à B Kaye pour invalidité permanente suite à un accident alors qu'il était un détenu à Saskatchewan Farm Annex—	
Harradence et Longworth en fiducie	65,000
Règlement à l'amiable. Le détenu se trouvait dans un endroit défendu alors qu'un garde à fait feu sur lui sans avertissement—	
Tourigny F en fiducie	8,428
Indemnisation pour la détention illégale de D Lunn à l'institut Springhill—	
MacNeil W P C en fiducie	2,909
Indemnisation pour blessures subies dans un accident de travail à l'institut Leclerc—	
Blanchette G	1,923
Indemnisation versée à G C Beatty pour détention illégale—	
Kopyto H	2,500

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire		Montant
		$
Indemnisation versée suite à la fouille du fils d'un détenu à l'institut Joyceville, sans avoir obtenu son consentement au préalable—		
O'Connor J en fiducie		2,800
Réclamations inférieures à $1,000 (225)		39,471
Paiements à titre de faveur inférieurs à $100 (40)		2,347(3)
Arrêt de la Cour fédérale (1)		389(4)
		189,245
Commission nationale des libérations conditionnelles		
Autorisation—CP 1984-10/2016		
Règlement pour intérêts accumulés sur un paiement en retard de frais de transcription de la Cour—		
Silk R L		*194*(1)
Gendarmerie royale du Canada		
PROGRAMME D'APPLICATION DE LA LOI		
Autorisation—CT 780720		
Règlements de dommages suite à des accidents de voitures—		
Allstate du Canada		1,531
Andrekson B en fiducie		1,550
Archibald et Edwards		3,175
Arsenault P J en fiducie		2,300
Assurance Royal Cie d'assurances		3,460
Sheila B	$ 946	
Dennis Towing	39	
Budget Rent-A-Car Nanaimo	300	1,285
Sandra B		5,000
Baker, Newby et Co		1,249
Boyd et Co en fiducie		7,400
Brighouse Auto Body Ltd		1,828
Buchwald Asper et Henteleff	$ 1,250	
Buchwald Asper et Henteleff	1,750	3,000
Burgess et Gurevitch		21,748
Carey J H		1,800
Chaulker Green et Rowe en fiducie	$ 1,632	
Chaulker Green et Rowe en fiducie	7,343	8,975
Citadel General Assurance Co	$ 1,850	
Kunz T	250	2,100
Poste de police de Dartmouth		1,302
Coen Enterprises Inc		2,395
Cie d'assurances Provinces-Unies	$ 2,400	
Jean Marc Nadeau Ltée	100	2,500
Cie d'assurances Nationale Employers		3,352
Co-Operators		1,628
Co-Operators	$ 967	
Reyda W J	250	1,217
Co-Operators		1,604
Co-Operators General Insurance Co	$ 1,573	
Searls R N	250	1,823
Corporation de la ville d'Ottawa		2,774
Crowe, Duhamel, Manning en fiducie		1,893
George Coutee et Co en fiducie		2,000
Cust A J		1,376
Dahlberg L		3,000
Davis et Co en fiducie		3,600
Demeulenaire D		3,017
Discount Car and Truck Rentals		1,003
Dodds S		2,000
Dominion of Canada General Insurance Co		2,273
Dyer G D		1,350
Gordon Dykstra, avocat et conseiller, en fiducie		2,150
Economical Mutual Insurance Co	$ 1,239	
Hibbert N	100	1,339
Filion M C		23,000
Firemans' Fund Insurance Co		1,536
Firemans' Fund Insurance Co		9,557
Firemans' Fund Insurance Co	$ 4,520	
Kent N W	3,030	
Firemans' Fund Insurance Co	698	8,248

Énoncé et bénéficiaire		Montant
		$
Firemans' Fund Insurance Co	$ 2,077	
Weeks S	100	2,177
Flores R	$ 600	
Flores L	960	
Insurance Corp of British Columbia	750	2,310
Foster J		4,701
Fulton R M		14,183
Galpin Motors Ltd		1,698
General Accident Assurance Co		1,821
Gerrard A		1,500
Gill, B W		4,250
Groupe Commerce Co Assurance		1,309
Heath, Shabbits, Giovando		1,000
Hiebert, V I		1,000
Hirtle F RC		1,234
Holtom D R		1,122
Hubschman and Rotolo-Subrogees of all America Ins Co		3,822
Hunter, Jebson, Clarke en fiducie		57,628
Hunter, Jebson, Clarke en fiducie	$ 481	
	3,750	4,231
Imperial Collision Repairs Ltd		1,630
Insurance Corp of British Columbia		1,038
Insurance Corp of British Columbia		1,077
Insurance Corp of British Columbia		1,195
Insurance Corp of British Columbia		1,611
Insurance Corp of British Columbia		1,859
Insurance Corp of British Columbia		1,927
Insurance Corp of British Columbia		2,911
Insurance Corp of British Columbia		3,315
Insurance Corp of British Columbia		3,615
Insurance Corp of British Columbia		3,690
Insurance Corp of British Columbia		4,322
Insurance Corp of British Columbia	$ 1,556	
Bourne J D	100	1,656
Insurance Corp of British Columbia	$ 1,018	
Tirath S G	300	1,318
Insurance Corp of British Columbia	$ 1,236	
Gracan A	300	1,536
Insurance Corp of British Columbia	$ 931	
Hilland M	100	1,031
Insurance Corp of British Columbia	$ 3,487	
Jeffrey M E	300	3,787
Insurance Corp of British Columbia	$ 2,287	
Jorde Management Ltd	500	2,787
Insurance Corp of British Columbia	$ 1,678	
Le Phat H	100	1,778
Insurance Corp of British Columbia	$ 2,862	
Makonin H	300	3,162
Insurance Corp of British Columbia	$ 2,065	
Mann M	100	2,165
Insurance Corp of British Columbia	$ 1,738	
Rent-A-Wreck	68	1,806
Insurance Corp of British Columbia	$ 2,040	
Saltzman M C	100	2,140
Insurance Corp of British Columbia	$ 974	
Sorley M	742	1,716
Insurance Corp of British Columbia	$ 2,536	
Sunshine Cabs Ltd	240	2,776
Insurance Corp of British Columbia	$ 1,700	
Williams K	100	1,800
Insurance Corp of British Columbia	$ 1,618	
Kear S	200	1,818

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire		Montant
		$
Jennings A		1,500
Kennedy C		9,284
Ken's Auto Body of Kelowna (1976) Ltd et Black T		1,315
Ladner D en fiducie	$ 5,648	
Ladner D en fiducie	296	
		5,944
Ladner D en fiducie		2,500
Leclair E		2,500
Lyons et Brimacombe		2,500
MacDonald, Smith et Co en fiducie	$ 19,026	
Stewart, Ward, Reagh, Perry et Butler en fiducie	1,535	
		20,561
MacIsaac Clark et Co en fiducie		2,500
Mair, Janowsky, Blair en fiducie		14,790
McAuley, Burns, Platana et Mazurski en fiducie		5,200
McQuarrie H en fiducie		2,000
Manitoba Hydro		1,281
Manitoba Public Insurance Corp		4,075
Manitoba Public Insurance Corp		1,226
Manitoba Public Insurance Corp		1,307
Manitoba Public Insurance Corp	$ 6,802	
Commission des services de santé du Manitoba	314	
		7,116
Manitoba Public Insurance Corp	$ 998	
Sukich J	200	
		1,198
Milne, Corbould et Todd en fiducie	$ 6,402	
Ministre des Finances, Colombie-Britannique	304	
		6,706
Ministre des Finances		8,564
Ministre des Finances, Colombie-Britannique		6,889
Montague T	$ 342	
Metro General Insurance Corp Ltd	5,066	
		5,408
Odishan et Odishan en fiducie		2,627
Owen, Cowling et Co en fiducie		5,800
Pattison J Lease		10,003
Noble R T		1,210
Novak P W		1,124
Palmer, O'Connel, Leger, Guerette		13,369
Peace Hills General Insurance Co	$ 1,829	
Holthe R	250	
		2,079
Prudential Assurance Co Ltd	$ 1,027	
Fenrich D E	100	
		1,127
Municipalité régionale de Halton		2,396
Rent-Rite Truck Rentals Ltd		14,074
Ricks C		1,346
Rodnunsky et Marchant		33,000
Saskatchewan Government Insurance		3,792
Saskatchewan Government Insurance		7,347
Saskatchewan Government Insurance		7,508
Saskatchewan Government Insurance	$ 1,141	
Dinsmore Dodge-Chrysler Ltd	500	
		1,641
Saskatchewan Government Insurance		1,000
Saskatchewan Power Corp		1,179
Saunders, Fabris et Murphy en fiducie		2,137
Schwartzwald M H		2,500
Shoctor, Hill, Morisseau et Stackman		2,000
Short D		1,084
Skyline Cabs (1982) Ltd		1,821
Soucy D N		1,528
Sovereign General Insurance Co	$ 4,343	
Merlo B	250	
		4,593
Squires Garage Ltd		1,500
Stander F		1,094
State Farm Insurance Co		1,055
State Farm Mutual Automobile Co	$ 4,450	
Fleischauer R	250	
		4,700
St Paul Fire and Marine Insurance		1,488
Szewczyk and Sundstrom, Barristers and Solicitors		1,745
Thome et Hoy en fiducie		1,200
Commission du transit de Toronto	$ 1,345	
Commission du transit de Toronto	877	
		2,222
Taylor Ford Sales Ltd		1,453

Énoncé et bénéficiaire		Montant
		$
Turner A A		2,675
United Insurance Co	$ 7,925	
J L O'Connor Transport Limited	250	
		8,175
Woodruff et Donaldson en fiducie		23,855
Woodruff et Donaldson en fiducie		6,000
Commission des accidents du travail de la Colombie-Britannique		30,000
Commission des accidents du travail de la Colombie-Britannique		3,314
Worthington, Simm et Co en fiducie		3,500
Zerbib N	$ 1,077	
Zerbib N	398	
		1,475
Paiement des frais juridiques suite à une réclamation de dommages d'une tierce personne—		
Shoctor, Hill, Mousseau et Starkman		1,914
Règlement pour propriété immobilière endommagée—		
Saskatchewan Housing Corp	$ 5,694	
James et Taylor	3,817	
Prothonotary, Liverpool	1,000	
		10,511
Accusations criminelles contre un membre—		
Chamard A		23,000
Règlements pour litiges (assaut, arrestation) selon la recommandation du ministère de la Justice—		
Morrison et Hornung		2,500
Prothonotary, Halifax		1,500
Autorisation—CT 737533		
Règlement de dommages suite à une collision—		
Richard, Vertes, Peterson et Schuler en fiducie		47,600
Autorisation—CT 796957		
Règlement de dommages et de frais médicaux et légaux—		
Vickers et Palmer en fiducie		90,000
Indemnisations pour la perte de biens—		
Ronaldo A		1,380
MacDonald G M		1,227
Mat-Bomar Contracting Ltd		2,331
Sells B D		240
Shumiatcher-Fox		3,500
Taylor et Fominoff en fiducie		2,727
Tucker H		1,290
Réclamations inférieures à $1,000 (485)		149,045
		990,655
		1,180,094

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

Ministère

PROGRAMME DES APPROVISIONNEMENTS—FONDS RENOUVELABLE DES APPROVISIONNEMENTS

Autorisation—Ministère de la Justice		
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne—		
Pharels L		*1,271*

Statistique Canada

Autorisation—Ministère de la Justice		
Paiement suite à un accident impliquant une voiture de la Couronne—		
Thomas Auto Body Ltd		*1,729*
		3,000

TRANSPORTS

Ministère

PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Réclamation inférieure à $1,000 (1)		26

PROGRAMME DU TRANSPORT MARITIME

Autorisation—Ministère de la Justice		
Règlement pour bateau endommagé—		
Burry P		2,300
Règlement pour accidents de véhicules—		
General Accident Assurance Co		2,968
Murley V		1,284
Wawanessa Mutual Insurance Co		4,081

Paiements de dommages-intérêts—*Fin*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Commercial Union Insurance Co	3,742
Travellers du Canada Cie d'Assurance	1,800
Swinton et Co en fiducie	1,040
Règlement pour dommages suite à une collision re Marielle T et Prince E E—	
Sarto Theriault et le Ministre de l'Agriculture, Pêcheries et Alimentation du Québec	45,000
Règlement pour la perte de biens—	
Sidey J D	1,231
Règlement pour dommages sur Niagara on the Lake—	
Marine Basin Ltd	2,000
Règlement pour dommages re M Nomad—	
Ferguson's Lobster Pound Ltd	2,186
Règlement suite aux dommages causés par un feu—	
Ville de Moisie	3,000
Règlement pour dommages causés au Fort Ramesay—	
Marler et Assurance en fiducie	50,000
Règlement pour blessures subies dans un accident—	
Carr W et H	39,832
Règlement d'un litige re D Brothers vs la Reine—	
Parsons, Learmouth, Dunne et O'Hara en fiducie	50,000
Autorisation—CT 792295	
Règlement pour une réclamation de contrat—	
Leigh Instruments Limited	292,800
Autorisation—CT 795891	
Règlement en rapport au quai Gros Cacouna—	
Construction Queng Inc/Quebec Eng Ltd	405,000
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Règlement suite à l'éclatement d'une conduite d'eau—	
Municipalité de Port Stanley	38,376[1]
Règlement suite à la perte de mobilier—	
Russell J	1,380
Autorisation—CP 1985-1/882	
Règlement suite aux dommages subis par la mise au rebut de matériaux de dragage à la Baie-Jolie—	
Ministère de l'Environnement du Québec	335,000[1]
Réclamations inférieures à $1,000 (58)	19,251
	1,302,271
PROGRAMME DES TRANSPORTS AÉRIENS	
Autorisation—CT 796665	
Règlement suite à l'écrasement d'un avion Beach B55 sur une tour de transmission d'ondes radio et télévision—	
Borden et Elliot en fiducie	27,434
Fleming, Smoke et Burgess en fiducie	80,250
Larry Gilbertson et associés en fiducie	446,501
Walter, Poole et Mulligan en fiducie	63,000
Autorisation—CT 796396	
Règlement pour le gaspillage de nourriture gelée—	
Clifford A	1,207
Foster R	1,393
Lloyd D	1,498
Autorisation—Ministère de la Justice	
Règlement suite aux dommages causés à l'avion La Ronge—	
Canadian Indemnity Co	3,750
Règlement suite à des câbles endommagés—	
Manitoba Telephone System	8,944
Règlement suite à un accident à l'aéroport de Prince George—	
Bailey J M	8,346
Règlements suite à des accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Manitoba Public Insurance Corp	1,378

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Wright W	1,089
Verts R	3,274
Yellowknife Motors Inc	1,106
Gignac, Sutts en fiducie	24,500
General Accident Insurance Co of Canada	1,764
Scottish and York Insurance Co	3,716
Assurance Guardian	1,882
Réclamations inférieures à $1,000 (50)	14,794
	695,826
PROGRAMME DES TRANSPORTS AÉRIENS—FONDS RENOUVELABLE DES AÉROPORTS AUTONOMES ET SERVICES AU SOL CONNEXES	
Autorisation—Ministère de la Justice	
Règlements suite à des accidents de véhicules—	
Atlantic Insurance Co	5,641
Kincaid, Epstein, Logie en fiducie	4,358
Elmon, Kum and Hannem	8,057
Règlement suite à des véhicules endommagés par de la peinture—	
Resnick I	1,192
Manitoba Public Insurance Corp	3,594
Règlement suite à un accident à l'aéroport de Thunder Bay—	
Moore V	11,500
Règlement suite à l'endommagement d'une Cesna—	
Straith et Co en fiducie	3,500
Règlements suite à des accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Air Canada	1,924
Beard, Winter, Gordon en fiducie	1,064
Règlement suite à un accident sur l'escalateur du terminal—	
Fedak et Fedak en fiducie	3,500
Règlement suite à un accident avec un chasse-neige de la Couronne—	
Air Canada	9,100
Règlement suite à un feu au système de courroie pour bagages—	
American Airlines	11,982
Règlement suite à une collision impliquant un tracteur de la Couronne—	
Borden et Elliott en fiducie	24,997
Autorisation—CT 792900	
Règlement suite à des biens endommagés par un accident de véhicule—	
Air Canada	143,632
Autorisation—CT 793397	
Règlement suite à un accident causé par des portes à contrôle automatique—	
Paroian, Courney, Cohen, Housten en fiducie	55,548
Réclamations inférieures à $1,000 (121)	25,542
	315,131
	2,313,254
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	
PROGRAMME DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	
Autorisation—Ministère de la Justice	
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Co-operators Group Ltd	2,870
Réclamations inférieures à $1,000 (6)	1,737
	4,607
Total global	6,776,816

(1) Les détails sont également présentés sous «Paiements à titre de faveur».
(2) Les détails sont également présentés sous «Arrêts de la Cour fédérale».
(3) Les détails sont présentés sous «Paiements à titre de faveur».
(4) Les détails sont présentés sous «Arrêts de la Cour fédérale».

Paiements à titre de faveur

Cet état fournit, par ministère et par programme, les détails de tous les paiements à titre de faveur de $100 ou plus. Les paiements inférieurs à $100 sont présentés en un seul montant à la fin de chaque programme, avec le nombre total de ces paiements. Aux fins de cet état, un paiement à titre de faveur est un paiement à l'égard duquel on ne reconnaît aucune obligation, qu'un avantage ou un service ait été reçu ou non, et qui n'est, en réalité, qu'un don fait dans l'intérêt public.

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
AGRICULTURE	
Ministère	
PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour la perte d'un manteau et de clés au travail—	
Gautier M	207
Indemnisation pour la perte d'une radio volée après les heures de bureau—	
McKinnon B A	226
	433
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE	
Autorisation—CT 1985-1/1941	
Indemnisation pour la mauvaise interprétation d'un accord—	
Fédération des Producteurs de Pomme de Terre du Québec	35,000
Prince Edward Island Potato Marketing Board	30,000
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour dommages subis après avoir été arrosé accidentellement par un contenant de déchets liquides—	
Dionne G	144
Paiements inférieurs à $100 (2)	66
	65,210
PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION ET DE L'INSPECTION AGRO-ALIMENTAIRES	
Autorisation—CT 792937	
Indemnisation pour difficultés inutiles suite à la perte de mobiliers et d'effets lors d'une relocalisation de Winnipeg à Edmonton—	
Stagryn R	20,000
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour biens endommagés suite à un accident dont personne n'a été retenu responsable—	
Snider P	119
Paiements inférieurs à $100 (2)	77
	20,196
PROGRAMME DU SERVICE CANADIEN DES FORÊTS	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour lunettes endommagées au travail—	
Bouillon F	250
Indemnisation pour biens endommagés lors de l'inondation d'une maison—	
Evert F	500
	750
Commission canadienne du lait	
Autorisation—CP 1984-1-1369	
Frais juridiques en rapport à certaines allégations portant sur les pratiques commerciales de la Commission—	
Ault Foods	*2,000*
	88,589
COMMUNICATIONS	
Ministère	
PROGRAMME DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE	
Autorisation—CP 1984-4/1188	
Règlement suite à une dispute contractuelle survenue lors de l'installation et de tests de chargement de grues durant la construction d'un ajout au laboratoire de David Florida—	
Secord Manufacturing Ltd	2,500

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Autorisation—Ministérielle	
Paiement pour une paire de lunettes perdue durant son service—	
Robillard M	115
	2,615
Musées nationaux du Canada	
Autorisation—Ministérielle	
Paiement pour remplacer une bicyclette endommagée par un véhicule de la Couronne—	
Quincaillerie Batiscan Enr	*175*
Archives publiques	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour une paire de lunettes endommagée—	
Christian H F	*134*
	2,924
CONSOMMATION ET CORPORATIONS	
Ministère	
Autorisation—Ministère de la Justice	
Indemnisation pour dépenses inutiles encourues lors de la mauvaise interprétation de la Loi sur l'étiquetage du textile—	
Clear View Blinds	1,000
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Indemnisation pour la perte de lunettes—	
Code J	146
Paiements inférieurs à $100 (4)	252
	1,398
EMPLOI ET IMMIGRATION	
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	
PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
Autorisation—CT 796346	
Intérêts sur le contrat de rente numéro 98976—	
Prouse M E	*1,801*[1]
PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE	
Autorisation—Ministérielle	
Remboursement du déductible payé à l'assurance de E Parisien suite à la perte de sa valise durant son service—	
Charles Jacques CIO Limitée	200
Remboursement des dommages causés à sa voiture durant son service—	
Bunch D E	106
Autorisation—CT 793216	
Remplacement de la petite caisse—	
Cappozzi C	102
Autorisation—CT 793631	
Remboursement du compte d'avance de fonds de roulement central—	
Gauthier J	100
Paiements inférieurs à $100 (15)	368
	876
PROGRAMME D'IMMIGRATION	
Autorisation—CT 794344	
Remboursement du compte de prêts pour l'aide au transport—	
Binh T	100
Paiements inférieurs à $100 (3)	116
	216
	2,893

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant $
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES	
Ministère	
PROGRAMME DE L'ÉNERGIE	
Autorisation—CT 794983, CP 1984-8/2816	
Frais d'intérêts selon le taux en vigueur des banques à charte sur les prêts aux entreprises en rapport à l'exemption et le remboursement des frais d'exportation imposés en vertu de l'article 7 de la Loi sur l'administration de l'énergie—	
Ultramar Canada Inc	*75,000*
PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE	
Paiements inférieurs à $100 (3)	*165*
	75,165
ENVIRONNEMENT	
PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
Paiement inférieur à $100 (1)	*37*
PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour la perte de biens lors d'un voyage—	
Jeffrey D	*997*
PROGRAMME PARCS CANADA	
Paiement inférieur à $100 (1)	*93*
	1,127
AFFAIRES EXTÉRIEURES	
Agence canadienne de développement international	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour appareil photo endommagé lors d'un voyage d'affaire en Indonésie—	
Drake D	179
Paiements inférieurs à $100 (2)	122
	301
FINANCES	
Ministère	
PROGRAMME DES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES	
Autorisation—CT 795216	
Indemnisation pour la perte de traitements suite à l'annulation de son affectation à titre de Directeur canadien de «Inter-American Development Bank» à Washington—	
Hodder H J	75,000
PÊCHES ET OCÉANS	
Ministère	
Autorisation—CT 797254	
Indemnisation pour la perte de monnaie lors d'un voyage—	
O'Reilly C	500
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour la perte de biens suite à un feu à bord du Brelene—	
Babin A L	207
Indemnisation pour la perte d'outils—	
Chevarie A	213
Indemnisation pour biens endommagés par un accident de travail—	
Hitchcock R	102
Indemnisation pour la perte de lunettes lors d'un recensement de saumons—	
Loftus K	102
Indemnisation pour la perte de lunettes lors d'une saisie—	
McCormick I	136
Indemnisation pour dépenses encourues dans le repêchage d'équipement océanographique d'amarrage sous-marin—	
Whyte L W Holdings Ltd	950
Paiements inférieurs à $100 (7)	378
	2,588

Énoncé et bénéficiaire	Montant $
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN	
Ministère	
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT	
Autorisation—CT 796236	
Pour compenser le coût des services municipaux fournis aux résidents de Shannonville, Ontario—	
Municipalités de Tyendinaga et de Hastings	32,328
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation suite à l'inondation d'une résidence—	
Irish D	1,000(1)
Indemnisation pour prestations de décès à titre de membre de l'Union internationale des travailleurs d'Amérique—	
Courtorielle G (succession)	100
Paiement inférieur à $100 (1)	91
	33,519
PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD	
Autorisation—Ministérielle	
Règlement suite à l'endommagement ou la perte de matériaux de construction et de biens—	
Sveinsson D	111(1)
Telgen J	450(1)
Achat d'un chalet endommagé qui fut déplacé d'un terrain qui n'appartenait pas à la Couronne, suite à un arrêt de la Cour—	
Telgen J	4,200(1)
	4,761
	38,280
JUSTICE	
Ministère	
Autorisation—CP 1985-1094	
Part dans l'attribution payée par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse à Donald Marshall Jr—	
Gouvernement de la Nouvelle-Écosse	135,000
Paiements inférieurs à $100 (2)	72
	135,072
DÉFENSE NATIONALE	
PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE	
Autorisation—CP 1984-3107	
Paiement des frais juridiques—	
Day J A	5,267
Autorisation—CP 1964-20/435	
Paiement à titre de faveur de $75 par mois suite à un accident de natation causant une quadriplégie permanente à un camp d'été au poste FRCA d'Aylmer, Ontario—	
Delage E	900
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Remboursement pour vêtements endommagés—	
Perron R J	111
Dunnington H J	104
Autorisation—CP 1985-358	
Indemnisation pour traitement qu'elle aurait touché si elle n'avait pas été relevé de ses fonctions—	
Goral C B	17,088
Autorisation—CP 1984-4/2565	
Indemnisation pour la perte de traitement suite à une suspension illégale—	
Poire M R M	1,193
Autorisation—Règlements et Ordres de la Reine 210.05	
Indemnisations pour biens endommagés—	
Baisley S J	1,082
Boisvert L R	114
Dormer C	1,256
Girden R L	500
Goller T J	909
Grant M J S	195
Goulding D	1,528
Harcourt J D	390

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Jackson R L	145
Lavender D S	3,909
McArthur D W	770
Marcotte R A	1,440
Parent J L Y	926
Rask D K	2,628
Richard J R	1,199
St John C M	278
Suzuki B W	886
Paiements inférieurs à $100 (25)	1,222
	44,040

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

Ministère

PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Paiement inférieur à $100 (1)	*39*

PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX

Paiement inférieur à $100 (1)	*52*

PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ

Paiement inférieur à $100 (1)	*46*

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DU REVENU

Autorisation—CP 1983-5/589, CT 785191

Paiement équivalent le montant de pensions au conjoint survivant qu'elle aurait reçu en vertu de la Loi sur la sécurité des personnes âgées pour la période d'octobre 1982 à avril 1984—

French M P	1,097

Autorisation—CP 1984-1859, CT 792858

Paiement équivalent le montant de la pension au conjoint survivant qu'elle aurait reçu en vertu de la Loi sur la sécurité des personnes âgées pour la période de juillet 1982 à mars 1984, ainsi que le revenu supplémentaire garanti pour la période de juillet 1982 à octobre 1982—

Vanselm J R	2,329

Autorisation—CT 792062

Afin de pourvoir jusqu'à sa mort une aide mensuelle à une Canadienne en besoin à l'extérieur du pays, le montant global annuel accordé ne devant pas excéder 50% du montant total annuel pourvu par la République fédérale d'Allemagne et la municipalité de Friedrichshafen, dont le montant n'excédera pas le montant total qui lui aurait été payable en vertu de la Loi sur la sécurité des personnes âgées si elle avait résidé au Canada et était éligible aux prestations maximum en vertu de cette loi—

Massenback Von Mrs	6,807
	10,233
	10,370

REVENU NATIONAL

Douanes et Accise

Autorisation—CP 1985-2/318

Indemnisation pour dépenses encourues lors du refus d'une auto importée expédiée au Canada—

Samson M	1,116

Autorisation—Ordre de paiement à titre de faveur, 1974

Indemnisation pour violon détruit lorsque celui-ci était sous la garde des douanes—

Murphy S	712
Paiements inférieurs à $100 (2)	120
	1,948

Impôt

Autorisation—Ministérielle

Indemnisation suite à un veston en cuir détruit lors de son service—

Richard J M	262
Paiements inférieurs à $100 (28)	737
	999
	2,947

TRAVAUX PUBLICS

Ministère

PROGRAMME D'ADMINISTRATION

Paiement inférieur à $100 (1)	*45*

PROGRAMME DES SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES

Autorisation—CP 1984-1-1513, CT 792675

Indemnisation pour dommages subis suite aux manœuvres de dragage de la rivière Miramichi au Nouveau-Brunswick—

Allain A	5,163
Allain V	928
Boucher E	10,418
Boucher O	14,832
Brennan B	1,500
Jaillet A	18,622
LeBlanc A	7,892
Leger H	7,892
MacDonald A (succession)	5,051
Maillet E	10,709
Quann W	3,340
Richard E	5,163
Richard J	10,935
Richard V	8,134
Trevors O	4,872

Autorisation—CP 1985-6-873, CT 797041

Indemnisations pour dommages subis suite aux manœuvres de dragage de la rivière Miramichi au Nouveau-Brunswick—

Clarke K	1,579
Gibbs R	1,500
Marten E	1,532
Ramsey W	2,100
Thibodeau W	1,200

Autorisation—Ministérielle

Indemnisation pour effet personnel volé (caméra) alors que l'employé travaillait sur un projet du ministère (le ministère ne disposait d'aucune caméra)—

Butler H	100
	123,462

PROGRAMME DU LOGEMENT

Autorisation—CT 793691

Indemnisation suite à une dispute contractuelle—

Goodyear Paving Limited	*386,899*

PROGRAMME DE LA VOIRIE ET AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE

Autorisation—CT 797133

Indemnisation pour dommages causés à un puits de terrain de camping près de l'autoroute Alaska—

Dawes L	
Pink Mountain Campsite	*2,368*

PROGRAMME DE GESTION ET D'AMÉNAGEMENT FONCIERS

Autorisation—CP 1983-11-2424, CT 789272

Indemnisation pour couvrir les frais de déplacement encourus par les résidents de la base militaire de Rivers—

Arnott T	1,250
Bruzell	1,250
Cote E	1,250
Cote M	1,250
Ducharme A	1,250
Flett F	1,250
Fontain L et S	1,250
Harmeson D	1,250
Holmstrom D	1,250
Kline R	1,250
Krawzuk	1,250
Kroeger G	1,250
Lebel P	1,250
Maiwasicunak K	1,250
McKay R	1,250
McLell	1,250
Monias E	1,250
Pashe C	1,250
Purkess J	1,250

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Roth G	1,250
Sangster C	1,250
Schaffer R	1,250
Shingoose S	1,250
Southam E	1,250
Wade I	1,250
Wagner R	1,250
Vanderwal S	1,250
Autorisation—CP 1984-8-308, CT 791642	
Indemnisation pour les frais d'études et de transports des élèves demeurant sur la base aérienne de Rivers allant à l'école de Rolling River—	
La division de l'école Rolling River	72,146
	105,896
	618,670
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE	
Ministère	
Autorisation—CT 797714	
Étude de rentabilité de la part de Superior Bus Mfg Co Ltd—	
Thorne Stevenson et Kellogg	28,000
Paiement inférieur à $100 (1)	41
	28,041
SCIENCES ET TECHNOLOGIE	
Conseil national de recherches du Canada	
PROGRAMME DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES	
Autorisation—Ministère de la Justice	
Indemnisation pour voiture de location endommagée—	
City Rent A Car Ltd	208
Indemnisation pour véhicule endommagé—	
Yee H K C	110
Paiement inférieur à $100 (1)	84
	402
SOLLICITEUR GÉNÉRAL	
Service correctionnel	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Indemnisation pour l'endommagement et la perte de biens personnels durant leur service—	
Bureau D	119
Chateauneuf D	191
Duplain C	373
Durand M	120
McConnell G T	183
Rampersad O H	346
Rines	125
Paiements inférieurs à $100 (33)	890
	2,347
Commission nationale des libérations conditionnelles	
Autorisation—CP 1984-10/2016	
Règlement pour intérêts accumulés sur un paiement en retard de frais de transcription de la Cour—	
Silk R L	*194*(1)
Gendarmerie royale du Canada	
PROGRAMME D'APPLICATION DE LA LOI	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Indemnisations pour dommages causés à des propriétés immobilières—	
Anderson K	139
Boileau P	210
Chassé P	225
Corkum J L	198
Deom P	1,693
Dowland Contracting Ltd	381
Grant M M	200
Hawk Investors Ltd	189
Hiscock D	890

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Hopkins D	246
Horizon M	105
Horrick A	206
Hove Construction	249
Jérome V	180
Kostoula K	185
McCloskey B J	250
M P M Building Materials Ltd	175
Nelson P	232
Papineau E	244
Ready D	133
Spot Contractors Ltd	1,042
Symynuk L W	181
Turcotte J C	201
Indemnisation pour véhicules endommagés—	
Boucher G	233
Hawkins R C	1,267
Henry J F	105
Hill J	1,000
McLean C	225
Nagy V	245
Rent A Wreck	192
Indemnisations pour biens perdus ou endommagés—	
Austinson B J	107
Barrett M W	260
Camponi B	161
Constant D	111
Distacom Paging Ltd	180
Draper J et D	180
Ellis R	347
Emmerson S R	137
Faris G W	4,000
Gunther J	560
Hansen L	291
Herman R M	100
Keller P J	189
Kutcher S	165
Lapointe J N M	114
McConnell D	150
McConnell J P C	164
Mikkelsen L	146
Peruzzo A W	100
Randell R L	160
Roy J J C	160
Schlivert P D	135
Southern D	111
Thompson R L	109
Walton S A	128
Indemnisations pour des paires de lunettes perdues ou endommagées—	
Bernier J V	118
Binet J G A	142
Clapp M A B	149
Fudge E D	142
Hart G J	120
Holt A R	144
Gibbons D D	226
Hooper N R	145
Langlois J	118
Morrison G A	157
Quayle R	170
Ross K D	112
Sturgeon W C	176
Vogstad G A	143
Wyers D A	146
Indemnisations pour vêtements perdus ou endommagés—	
Blahun B A	129
Bourgeois J B A	179
Evans M A	101
Hickman W	321
Houde J R M	112
Lemire J M R	175
Meikle D D	109
Milley W J	195
Plante J R D	112
Poirier J J E	340
Saunders J C	150
Willson D J	332

Paiements à titre de faveur—*Fin*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Indemnisation pour frais d'admission—	
Fearon F M	100
Indemnisation pour le remorquage par erreur d'un véhicule—	
Quesnel A	136
Indemnisation des dépenses encourues pour avoir assisté au tribunal—	
Mallaby W	210
Paiements inférieurs à $100 (210)	8,570
	32,765
	35,306
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES	
Statistique Canada	
Autorisation—Ministère de la Justice	
Règlements de réclamations suite à une attaque par un chien—	
Keogh B	212
Kesten E	148
Vêtements endommagés durant leur service—	
Gibson M	105
Bench J	128
Paiements inférieurs à $100 (8)	374
	967
TRANSPORTS	
Ministère	
PROGRAMME DU TRANSPORT MARITIME	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Règlement suite à l'éclatement d'une conduite d'eau—	
Municipalité de Port Stanley	38,376(1)
Règlement pour la perte de lunettes—	
Cox G H	126
Klarer S	129
McMillan S	127
Nuttal K	152
Règlement pour l'endommagement d'une laveuse à vaisselle—	
Collins F D	471
Règlement pour la perte de mobilier—	
Russell J	1,380
Règlement pour véhicule endommagé—	
Young E	671
Règlement pour la perte de vêtements—	
Soucy N	134
Autorisation—CP 1985-1/882	
Indemnisation pour dommages subis suite à la mise au rebut de matériaux de dragage à Baie-Jolie—	
Ministère de l'Environnement du Québec	335,000(1)
Règlement suite à la perte d'une réclamation pour revenu—	
Moore T J Ltd	900
Vandenburg P	325
Règlement pour la perte de biens—	
Cumberland M R	647
Berscheid I	101
Jossul D	108
Throop R	328
Paiements inférieurs à $100 (9)	648
	379,623
PROGRAMME DES TRANSPORTS AÉRIENS	
Autorisation—CT 796396	
Indemnisation suite au gaspillage de nourriture au lac Baker, Territoires du Nord-Ouest—	
Clifford A	1,498
Conway S	238
Foster R	1,393
Lloyd D	1,207
Paiements inférieurs à $100 (10)	401
	4,737
PROGRAMME DES TRANSPORTS AÉRIENS—FONDS RENOUVELABLE DES AÉROPORTS AUTONOMES ET SERVICES AU SOL CONNEXES	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Remboursement pour le vol de cinq extincteurs—	
Stratton, Jones et associés	280
Autorisation—Ministérielle	
Remboursement pour lunettes endommagées—	
Pelletier M	195
Paiements inférieurs à $100 (2)	146
	621
	384,981
CONSEIL DU TRÉSOR	
Secrétariat	
PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE	
Autorisation—CP 1984-15/1369	
Paiement afin de compenser pour les prestations supplémentaires de décès qui n'étaient pas en vigueur au moment de sa mort—	
Berthiaume F	12,250
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	
PROGRAMME DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	
Paiements inférieurs à $100 (2)	*139*
PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS	
Paiement inférieur à $100 (1)	*51*
PROGRAMME DES PENSIONS	
Paiement inférieur à $100 (1)	*31*
	221
Total global	1,561,532

(1) Les détails sont également présentés sous «Paiements de dommages intérêts».

Arrêts de la Cour fédérale

Cet état fournit, par ministère et par programme, les détails de tous les arrêts de la Cour fédérale payés au cours de l'exercice. Cet état ne comprend pas les autres arrêts de cour.

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
ENVIRONNEMENT	
PROGRAMME PARCS CANADA	
Autorisation—Ministère de la Justice	
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne au parc national Elk Island en Alberta—	
Krawchuk M A	58,921
Shoctor Hill Mousseau et Starkman	2,320
	61,241
PÊCHES ET OCÉANS	
Ministère	
Autorisation—Arrêt T-1417-75	
Paiement pour services rendus en rapport au litige entre Northland Fisheries Ltd et la Couronne pour exercer un commerce de la même façon et sous le même nom que l'entreprise—	
D'Arcy et Deacon	1,144
Autorisation—Arrêt A-569-83	
Indemnisation suite à la perte de leur commerce en raison de la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce—	
D'Arcy et Deacon en fiducie	
Northland Fisheries Co Ltd	1,314,334
Autorisation—Arrêt T-4216-81	
Règlement suite à une dispute sur les restrictions de licenciement pour la pêche à la traille—	
Noel et Lewis Holdings Ltd et G Waryk	3,410
	1,318,888
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL	
Ministère	
PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ	
Autorisation—Arrêt T-3794-79	
Règlement pour annulation de contrat suite au rejet de l'approvisionnement des vaccins utilisés pour le programme d'immunisation contre la grippe porcine—	
Connaught Laboratories Limited	851,589
REVENU NATIONAL	
Impôt	
Frais de la Cour fédérale adjugés en vertu de la Loi sur l'impôt—	
Autorisation—Arrêts:	
T-1114-80, A-1000-82	
Ann—	
Gus Holdings Limited	1,452
T-1020-83	
Baker, Parker, Zener—	
Caspari P	380
T-8329-82, T-8330-82, T-8331-82, T-8332-82, T-564-83, T-565-83	
Birnie, Sturrock et Co—	
Pollon C M	2,998
Pollon J A	704
T-2241-81	
Brisette, St-Jacques, Trépanier, Lamarre—	
Morel R	1,056
A-532-81	
Clarkson, Tétrault—	
Pollock B N	7,018

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
A-848-81, A-849-81, A-850-81, A-851-81	
Code Hunter—	
Burnco Industries Ltd et al	1,612
A-105-83	
Covlin et Co—	
Sills B D	7,991
T-979-83	
Cruickshank, Phillips—	
Bodie A	2,690
T-4632-81	
Farmer Construction Limited	5,969
T-7118-82	
Fillmore et Riley—	
Brinton D	1,062
T-4968-79	
Finley, Hymers et Assoc—	
Kusch W G	3,340
T-8699-82	
Giffen, Pensa—	
Parker H	1,800
T-5613-81, A-1627-83	
Paul E G	3,093
T-1112-80, A-1001-82	
Lusita Holdings Limited	2,092
T-2095-80	
Mattar, Menczer, Savage, Falsetto—	
Gull Bay Development Corp	7,614
T-1610-83	
McCarthy et McCarthy—	
O'Kane J W	75
T-3448-82	
Metcalf, Holm—	
Marine Equipment Limited	1,000
T-3890-80, A-1145-82	
Miller, Thomson, Sedgewick, Lewis, Healy—	
Ennisclare Corp	3,267
T-2770-78, A-895-80	
Miller, Thomson, Sedgewick, Lewis, Healy—	
Jaddco Anderson Limited	8,387
T-4018-82	
Denis Peloquin—	
Geoffrion G	291
T-5902-81	
Sharon Mills Developments Limited	2,986
T-376-83	
Simkin, Gallagher—	
Drescher R	627
T-256-82	
Strikeman, Elliott—	
Chrapko G R	7,216
A-329-81	
Thorsteinsson, Mitchell, Little, O'Keefe, Davidson—	
Columbia Enterprises Ltd	6,368
T-1010-83	
Thorsteinsson, Mitchell, Little, O'Keefe, Davidson—	
Woodbine Developments Ltd	4,076
T-4400-80	
Woolley, Dale, Dingwall—	
Niemi L E	1,442
	86,606

Arrêts de la Cour fédérale—*Fin*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
TRAVAUX PUBLICS	
Ministère	
PROGRAMME DES SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES	
Autorisation—Arrêt T-4179-78	
Dommages-intérêts suite à l'expropriation du Rideau Hall qui a été rapporté aux Comptes publics de 1982-83. En sus du règlement mentionné ci-dessus la Couronne fut chargée de payer les frais juridiques et de déboursements—	
Frais juridiques	226,058
Frais de déboursements	98,120
	324,178
PROGRAMME DU LOGEMENT	
Autorisation—Arrêt T-3308-79	
Dommages-intérêts adjugés pour honoraires juridiques dans le cas de Milton Winberg vs Sa Majesté, au sujet de l'expropriation de la propriété appartenant à Milton Winberg pour la construction d'un aménagement postal sur l'avenue Eastern dans la ville de Toronto—	
Weir et Foulds, avocats et solliciteurs	*11,253*
	335,431
SECRÉTARIAT D'ÉTAT	
Commission de la Fonction publique	
Autorisation—Arrêt T-1019-83	
Règlement suite au jugement d'une commission d'appel établie en vertu de l'Article 5(d) de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique en rapport à un appel sous la section 21—	
Soloway, Wright, Houston, Greenberg, O'Grady, Morin, en fiducie	1,805[1]
SOLLICITEUR GÉNÉRAL	
Service correctionnel	
Autorisation—Arrêt T-2990-83	
Arrêt versé à G Pask en vertu d'une réclamation contre la Couronne au sujet du calcul d'un jugement—	
Projet de loi correctionnel en fiducie	*389*
Gendarmerie royale du Canada	
PROGRAMME D'APPLICATION DE LA LOI	
Autorisation—Arrêt T-3971-81	
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne à Bouctouche, Nouveau-Brunswick—	
Brewer, MacPherson, Quinn, en fiducie	16,291
Administrateur de la Cour fédérale du Canada pour Manual J M, en fiducie	22,000
Autorisation—CT 796734	
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne à Nauwigewauk, Nouveau-Brunswick—	
Barry, O'Neil et Co en fiducie	189,974
Autorisation—Arrêt T-2206-76	
Règlement suite à un litige civil impliquant un membre accusé d'assaut—	
Bassin, Kantor, Plubek, en fiducie	53,188
	281,453
	281,842
Total global	2,937,402

[1] Les détails sont également présentés sous «Paiements de dommages-intérêts».

Paiements sans contrepartie

Cet état fournit, par ministère et par programme, les détails de tous les paiements sans contrepartie de $100 ou plus. Les paiements inférieurs à $100 sont présentés en un seul montant à la fin de chaque programme, avec le nombre total de ces paiements. Aux fins de cet état, un paiement sans contrepartie est un paiement qui est effectué sans qu'aucun avantage ou service n'ait été reçu, mais à l'égard duquel on reconnaît avoir une obligation.

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
AGRICULTURE	
Ministère	
PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
Autorisation—Ministérielle	
Règlement à l'amiable suite à une contrefaçon— Baran D et P	5,000
Frais d'avocat pour le règlement à l'amiable suite à une contrefaçon— Uperich S J	550
Paiement inférieur à $100 (1)	58
	5,608
PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION ET DE L'INSPECTION AGRO-ALIMENTAIRES	
Autorisation—Ministérielle	
Frais judiciaires suite à la défense contre une accusation d'assaut au travail— Parker W F	650
Paiement du coût de remplacement de 1,000 pieds de racines suite à la permission d'importer donnée par erreur— Scott Whaley Nurseries Ltd	463
	1,113
	6,721
EMPLOI ET IMMIGRATION	
Ministère	
PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	
Autorisation—Ministérielle	
Règlement tenant lieu d'indemnisation pour services rendus après la fin du contrat— Stanton R	*1,600*
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	
PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
Autorisation—Ministérielle	
Règlement tenant lieu d'indemnisation pour services rendus lors de l'exécution d'un plan d'éventualité pour le système de localisation d'indicateurs de Montréal— Longtin L en fiducie	7,500
Paiement inférieur à $100 (1)	57
	7,557
PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE	
Paiements inférieurs à $100 (34)	*569*
	9,726
AFFAIRES EXTÉRIEURES	
Ministère	
Autorisation—CP 1984-5/2086, CT 796223	
Remboursement des dépenses additionnelles encourues suite à l'annulation des droits d'atterrissage Aeroflot au Canada—	
Charest L	177
Cloutier G	177
Tamusaitis B	809
Boulé C	181
Simard J	181
Boulé L	181
Perras L	361
Serafini S	515
Sochor M	515
Harrison J R	353
Gauthier R	353
Sieminowski A	1,180
Turek E	1,180
Dick T M	3,226
DiCenzo L	760
Globe Tours	992
Hare G	345
Schultz R A	647
Matte C	181
Kanchir J	1,106
Parsonson J M	170
	13,590
PÊCHES ET OCÉANS	
Ministère	
Paiement inférieur à $100 (1)	23
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN	
Ministère	
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT	
Autorisation—CT 796544	
Offre de paiement afin de régler un litige suite à des délais dans le développement d'un projet résidentiel— Stahaken Developments Ltd	500,000
Autorisation—Ministère de la Justice	
Paiement suite à un détournement au compte de la succession— Franko G	686
	500,686
TRAVAIL	
Ministère	
Autorisation—Ministérielle	
Paiement des frais en rapport à l'annulation tardive d'un contrat qui reservait des salles de conférences— Mont Ste-Marie Limitée	3,400
PARLEMENT	
Chambre des communes	
Autorisation—Ministérielle	
Paiement pour la perte d'une toile dans un atelier de cadrage— Killens T	350
TRAVAUX PUBLICS	
Ministère	
PROGRAMME DU LOGEMENT	
Paiements inférieurs à $100 (3)	249
Autorisation—Ministère de la Justice	
Paiement des frais d'instances et d'appels par Madame Justice Van Camp de la Cour fédérale du Canada— Thomas Fuller Construction (1958) Ltd	1,025
	1,274
PROGRAMME DES TRAVAUX MARITIMES	
Autorisation—Ministérielle	
Paiement pour dommages causés au véhicule d'une autre personne (Greater Winnipeg Gas Co)— Manitoba Public Insurance Corp	*599*
PROGRAMME DE GESTION ET D'AMÉNAGEMENT FONCIERS	
Autorisation—CT 795048	
Indemnisation pour les droits sous le bail de propriété près des écluses de Ste-Anne— Cyclorma de Jérusalem Inc	*13,000*
	14,873

Paiements sans contrepartie—*Fin*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
SECRÉTARIAT D'ÉTAT	
Commission de la Fonction publique	
Autorisation—Ministérielle	
Paiement suite à la perte de trois récepteurs— International Simultaneous Translation Service	750
Paiement inférieur à $100 (1)	75
	825
TRANSPORTS	
Ministère	
PROGRAMME DES TRANSPORTS AÉRIENS	
Autorisation—Ministère de la Justice	
Règlement en rapport à la fin d'un cour sur le contrôle du trafic aérien— Hodgins A	30,000
Autorisation—Ministérielle	
Règlement pour infraction aux normes suite à l'excès de bagages— Ministre des Finances du Québec	100
Paiement inférieur à $100 (1)	71
	30,171
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	
PROGRAMME DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	
Autorisation—Ministère de la Justice	
Paiement suite au vol d'équipement de location— The Camera Shop	*1,000*
PROGRAMME DES PENSIONS	
Paiement inférieur à $100 (1)	*94*
	1,094
Total global	581,459

SECTION 34

COMPTES PUBLICS
1984-85

Divers paiements et Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

SOMMAIRE

	Page
Divers paiements par province et territoire	34.2
Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés par province et territoire	34.8

DIVERS PAIEMENTS PAR PROVINCE ET TERRITOIRE

FINANCES

Paiements de transfert

Provinces et territoires	Subventions statutaires	Péréquation fiscale	Revenu de 1971 non réparti	Imposition réciproque	Utilité publique	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes	Stabilisation fiscale	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$
Terre-Neuve	9,744,145	533,003,000		13,065,771	10,663,966			566,476,882
Île-du-Prince-Édouard	667,674	128,932,000		3,948,269	3,987,724			137,535,667
Nouvelle-Écosse	2,250,724	622,744,000		13,010,754				638,005,478
Nouveau-Brunswick	1,823,587	531,061,000		19,789,652				552,674,239
Québec	4,730,503	3,101,621,000	38,563	55,492,689	22,244,646	(213,131,817)		2,970,995,584
Ontario	6,057,479		107,824	71,598,155	50,953,422			128,716,880
Manitoba	2,194,504	477,878,000	2,155	12,400,026	6,121,005			498,595,690
Saskatchewan	2,178,295				19,346			2,197,641
Alberta	3,644,495		1,114		193,794,967			197,440,576
Colombie-Britannique	2,515,831		1,422	19,741,710	3,379,444		94,000,000	119,638,407
Territoires du Nord-Ouest					926,392			926,392
Territoire du Yukon					397,781			397,781
	35,807,237	5,395,239,000	151,078	209,047,026	292,488,693	(213,131,817)	94,000,000	5,813,601,217

TRAVAIL

Paiements d'indemnités et frais d'administration

Détails	Paiements d'indem-nités	Frais d'adminis-tration	Total des paiements
	$	$	$
Terre-Neuve	446,282	64,585	510,867
Île-du-Prince-Édouard	114,376	18,760	133,136
Nouvelle-Écosse—Fédéral	1,898,988	379,635	2,278,623
Nouvelle-Écosse—Société de développement du Cap-Breton (SDCB)	9,201,327	860,262	10,061,589
Nouvelle-Écosse—SDCB (Article 9a)	2,896,405	277,652	3,174,057
Nouvelle-Écosse—Vieille silicose	695,143		695,143
Nouveau-Brunswick	705,390	135,345	840,735
Québec	7,532,617	726,642	8,259,259
Ontario	9,858,479	1,971,388	11,829,867
Manitoba	1,124,692	258,937	1,383,629
Saskatchewan	1,544,443	290,290	1,834,733
Alberta	3,031,102	534,643	3,565,745
Colombie-Britannique	2,691,883	1,409,284	4,101,167
Paiements à l'égard d'employés engagés sur place hors du Canada	7,774		7,774
Indemnités supplémentaires versées à certaines veuves de marins marchands et aux enfants à leur charge	9,620		9,620
Indemnisations aux employés occasionnels du Québec CT 1979-29	20,071		20,071
Remboursements aux commissions des accidents de travail (CAT) pour paiements en trop	17,289		17,289
Sommes excédentaires versées à des réclamants (cas de subrogation)	374,428		374,428
Salaires recouvrés et retournés aux autres ministères du gouvernement (cas de subrogation)	244,042		244,042
Frais juridiques, médicaux et professionnels (cas de subrogation)	60,181		60,181
	42,474,532	6,927,423	49,401,955
Moins: recouvrements			
Frais d'administration recouvrés des organismes de l'État		1,907,068	1,907,068
Coûts de réclamations recouvrés des organismes de l'État	13,682,741		13,682,741
Montants recouvrés de tiers responsable (subrogation)	893,576		893,576
Surplus de sommes versées à titre d'indemnisations recouvrés des réclamants	19,918		19,918
	14,596,235	1,907,068	16,503,303
Dépenses nettes	27,878,297[1][2]	5,020,355[3]	32,898,652

[1] Comprend les paiements nets d'indemnisation concernant:
a) les employés de l'État (Loi sur l'indemnisation des employés de l'État);
b) les marins marchands (Loi sur l'indemnisation des marins marchands); et,
c) les employés des mines qui ont contracté la silicose avant l'acquisition desdites mines par SDCB.

[2] Comprend $20,071 d'indemnisations aux employés occasionnels du Québec CT 1979-29.

[3] Représente la quote-part du gouvernement fédéral des frais d'administration des commissions provinciales des accidents de travail.

Les réclamations des employés admissibles aux indemnités sont examinées et payées par les commissions provinciales des accidents de travail sur les fonds avancés par le gouvernement fédéral. Les réclamations des employés résidant dans les Territoires du Nord-Ouest et le Territoire du Yukon se règlent par l'intermédiaire de la CAT de l'Alberta.

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

Paiements aux termes de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé
(en milliers de dollars)

Provinces et territoires	Services de santé assurés	Services complé-mentaires de santé	Total 1984-85
Terre-Neuve	139,410	23,166	162,576
Île-du-Prince-Édouard	30,202	5,021	35,223
Nouvelle-Écosse	209,858	34,886	244,744
Nouveau-Brunswick	169,030	28,610	197,640
Québec	1,166,879	262,449	1,429,328
Ontario	1,934,504	358,609	2,293,113
Manitoba	265,558	43,169	308,727
Saskatchewan	264,776	40,339	305,115
Alberta	470,451	94,437	564,888
Colombie-Britannique	654,742	115,291	770,033
Total des provinces	5,305,410	1,005,977	6,311,387
Territoires du Nord-Ouest	10,863	1,989	12,852
Territoire du Yukon	5,260	887	6,147
Total	5,321,533	1,008,853	6,330,386

Les contributions du fédéral en aide aux services de soins de santé provinciaux et territoriaux sont versées en conformité avec la Partie VI de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé. Ces contributions se transforment en un transfert d'un nombre prédéterminé de points relatifs à l'impôt (et à la péréquation qui y est associée) qui ont été évalués à $4.3 milliards en 1984-85, en plus du versement d'un montant d'argent prédéterminé et fondé sur la croissance du produit national brut et de la population. Le paiement des contributions pécuniaires est également assujetti aux différentes dispositions de la Loi canadienne sur la santé. Pour que l'on puisse payer la pleine contribution pécuniaire, les provinces doivent satisfaire les critères des programmes de la gestion publique, d'intégralité, d'universalité, de transférabilité et d'accessibilité pendant toute l'année fiscale, et de reconnaître également des contributions et montants versés par le Canada en vertu de la Loi canadienne sur la santé.

En plus, la Loi exige que les provinces ne permettent pas la surfacturation par un médecin ou par un dentiste ni la vérification de frais modérateurs par un hôpital. Si une province ne se conforme pas à ces conditions, des retenues seront effectuées automatiquement des contributions pécuniaires en vertu de la Loi.

Au cours de 1984-85, les provinces suivantes ne se sont pas conformées à ces conditions et par conséquent, des retenues ont été effectuées du paiement des contributions pécuniaires (telles que mentionnées ci-dessus).

Provinces	Sur-facturation	Frais modé-rateurs	Total 1984-85
	(en milliers de dollars)		
Nouveau-Brunswick	63	3,015	3,078
Québec		7,893	7,893
Ontario	39,996		39,996
Manitoba	810		810
Saskatchewan	1,451		1,451
Alberta	8,109	1,827	9,936
Colombie-Britannique		22,797	22,797
Total	50,429	35,532	85,961

Si avant le 31 mars 1987, une province élimine la surfacturation ou les frais modérateurs, le montant déduit doit être remboursé à la province.

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

Paiements sur le Régime d'assistance publique du Canada
(en milliers de dollars)

Provinces et territoires	Exercice clos le 31 mars		Variation
	1985	1984	
Terre-Neuve	74,081	71,278	2,803
Île-du-Prince-Édouard	17,575	16,553	1,022
Nouvelle-Écosse	104,672	93,050	11,622
Nouveau-Brunswick	126,175	111,678	14,497
Québec[1]	1,147,850	1,043,754	104,096
Ontario	943,523	830,870	112,653
Manitoba	132,178	108,870	23,308
Saskatchewan	143,512	142,540	972
Alberta	334,286	326,020	8,266
Colombie-Britannique	598,787	531,194	67,593
Total des provinces	3,622,639	3,275,807	346,832
Territoires du Nord-Ouest	10,227	10,153	74
Territoire du Yukon	2,424	1,641	783
Total	3,635,290	3,287,601	347,689

La Loi sur le Régime d'assistance publique du Canada autorise le gouvernement à conclure des accords avec les provinces et les deux territoires afin de partager les frais des services d'assistance sociale de bien-être aux personnes dans le besoin. Le fédéral verse 50% des frais admissibles et partageables.

[1] La province de Québec a opté de recevoir les fonds spéciaux au lieu de partager les coûts avec le Régime d'assistance publique du Canada, en accord avec la Partie VII à l'égard des programmes spéciaux de bien-être de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé. D'après ces dispositions, la province de Québec a droit à une partie en espèces et une partie en unités de réduction d'impôt équivalent aux paiements qui auraient été faits si la province avait choisi de participer au Régime d'assistance publique du Canada.

Les montants au Québec étaient:

	1984-85	1983-84
	(en milliers de dollars)	
En espèces	1,147,850	1,043,754
5 unités en réduction d'impôt (valeur estimative)	365,265	355,300
	1,513,115	1,399,054

Sommaire des paiements aux termes de la Loi sur les allocations familiales

Exercice clos le 31 mars	Nombre de bénéficiaires (en milliers)	Nombre d'enfants (en milliers)	Paiements (en millions de dollars)
1985	3,635	6,586	2,418
1984	3,638	6,622	2,326
1983	3,642	6,672	2,231
1982	3,642	6,733	2,020
1981	3,645	6,826	1,851

Les paiements d'allocations familiales sont effectués par le fédéral à l'intention des enfants n'ayant pas encore atteint l'âge de 18 ans. Bien que le versement soit habituellement fait au nom de la mère, il peut être adressé à toute autre personne ayant assumé la garde de l'enfant. Des allocations spéciales sont versées pour des enfants qui sont à la charge d'organismes ou d'institutions. La Loi prévoit l'indexation annuelle du montant de l'allocation en janvier selon l'accroissement des prix à la consommation. Toutefois, l'indexation annuelle était limitée à un total de 5% en 1984, mais a été restituée entièrement en 1985. Le taux fédéral mensuel était de $29.95 par enfant en 1984 et $31.27 en 1985. Les allocations familiales spéciales étaient de $44.68 par mois en 1984 et $46.65 en 1985.

Le gouvernement d'une province peut demander au gouvernement fédéral de varier les taux payables dans cette province selon l'âge ou le nombre d'enfants dans une famille ou les deux, pourvu que le versement mensuel le plus petit dans cette province soit d'au moins 60% du taux fédéral et que le montant mensuel moyen versé à l'intention de tous les enfants de cette province soit égal au taux fédéral mensuel. Le Québec et l'Alberta ont choisi cette dernière option.

En mars 1985, 3,634,510 familles et organismes recevaient en moyenne $57.16 au nom des 6,586,042 enfants admissibles.

Crédit d'impôt pour enfants est un revenu dont les prestations ont été vérifiées et choisi pour aider les familles aux revenus qui sont bas ou moyens. Le montant de base en 1984 pour le crédit d'impôt pour enfants était $367.00 par enfant. Le total du crédit d'impôt payable en 1985 est réduit par 5% sur le revenu de la famille au-dessus de $26,330 en 1984. Les paiements attribuables aux années d'imposition 1982, 1983 et 1984, faits du 1er avril 1984 au 31 mars 1985, s'élevaient à $21,534,192, $891,966,955 et $702,523,561 respectivement, pour un total de $1,616,024,708.

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

Détails des paiements aux termes de la Loi sur les allocations familiales
(en milliers de dollars)

Provinces et territoires	Exercice clos le 31 mars 1985			Exercice clos le 31 mars 1984		
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Paiements	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Paiements
Terre-Neuve	98	190	70,355	98	195	68,775
Île-du-Prince-Édouard	19	36	13,212	19	36	12,699
Nouvelle-Écosse	130	235	86,359	130	237	83,168
Nouveau-Brunswick	111	204	74,988	111	207	72,567
Québec	940	1,638	598,350	947	1,662	586,391
Ontario	1,269	2,277	837,041	1,266	2,279	900,110
Manitoba	151	290	106,293	151	290	101,479
Saskatchewan	147	295	107,713	146	292	101,911
Alberta	355	668	246,219	356	671	236,042
Colombie-Britannique	402	726	267,058	401	726	253,866
Total des provinces	3,622	6,559	2,407,588	3,625	6,595	2,317,008
Territoires du Nord-Ouest	9	20	7,535	9	20	7,070
Territoire du Yukon	4	7	2,632	4	7	2,494
Total	3,635	6,586	2,417,755	3,638	6,622	2,326,572

Sommaire des paiements aux termes de la Loi sur la sécurité de la vieillesse
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars				
	1985	1984	1983	1982	1981
Pension de sécurité de la vieillesse (PSV)	8,216	7,649	7,005	6,140	5,322
Supplément de revenu garanti (SRG)	2,953	2,524	2,416	2,242	1,918
Allocation au conjoint (VAC)	249	233	222	203	178
	11,418	10,406	9,643	8,585	7,418

Des paiements de sécurité de la vieillesse sont effectués sur une base entière ou partielle à toute personne ayant atteint l'âge de 65 ans ou plus et satisfaisant certaines normes de résidence.

Des paiements du supplément de revenu garanti sont des montants additionnels payés aux retraités ayant peu ou aucun autre revenu que la pension de sécurité de la vieillesse. L'admissibilité est fondée sur le revenu de la précédente année civile et calculée en accord avec la Loi de l'impôt sur le revenu. Là où un couple marié est concerné, chacun est considéré afin d'avoir une demie de leur revenu combiné.

L'allocation au conjoint est payable au conjoint du retraité si le conjoint est entre 60 et 64 ans et satisfaisant les normes de résidence. L'admissibilité est fondée sur le revenu combiné du couple de la même manière que les versements du supplément de revenu garanti.

À compter de novembre 1979, l'allocation au conjoint peut continuer à être payée, suivant le décès du conjoint retraité, jusqu'à ce que le conjoint survivant atteigne l'âge de 65 ans ou se remarie, pourvu que l'allocation fut payable pour le mois dans lequel le retraité est décédé. L'admissibilité est fondée sur le revenu du survivant seulement.

Le programme des prestations de sécurité de la vieillesse peut changer en janvier, avril, juillet et octobre de chaque année selon les changements causés par l'indexation des prix à la consommation.

À compter du 1er avril 1985, les prestations en vigueur étaient comme suit:

	$
Prestations mensuelles	
Versement de base PSV	276.54
Versement maximal SRG	
Célibataire ou personne mariée dont le conjoint ne reçoit pas de PSV ou VAC	328.66
Couple marié, les deux retraités—Chacun	214.05
Allocation maximale au conjoint	490.59
Bénéficiaires veufs	541.62

En mars 1985, on comptait 2,569,488 retraités qui recevaient des paiements de sécurité de vieillesse, de ce nombre 1,296,545 ou 50% recevaient aussi un supplément de revenu garanti; la moyenne du supplément payé était de $208.48. En plus, 93,114 conjoints des retraités recevaient des allocations au conjoint. Une moyenne de $228.66 était payée au conjoint.

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Fin*

Détails des paiements aux termes de la Loi sur la sécurité de la vieillesse
(en milliers de dollars)

Provinces et territoires	Exercice clos le 31 mars 1985		Exercice clos le 31 mars 1984	
	Nombre de bénéficiaires*	Paiements**	Nombre de bénéficiaires*	Paiements**
Terre-Neuve	53	268,918	51	244,942
Île-du-Prince-Édouard	16	80,181	16	73,857
Nouvelle-Écosse	106	487,980	103	448,446
Nouveau-Brunswick	82	382,341	79	349,920
Québec	654	2,987,345	635	2,733,226
Ontario	964	3,900,604	933	3,555,167
Manitoba	135	579,875	132	529,554
Saskatchewan	129	556,950	126	509,934
Alberta	184	776,982	177	702,185
Colombie-Britannique	333	1,366,662	321	1,238,716
Total des provinces	2,656	11,387,838	2,573	10,385,947
Territoires du Nord-Ouest	1	8,097	1	7,429
Territoire du Yukon	1	3,773	1	3,421
International	5	17,892	4	9,525
Total	2,663	11,417,600	2,579	10,406,322

* Y compris les bénéficiaires de l'allocation au conjoint.
** Y compris la sécurité de la vieillesse, le supplément de revenu garanti et l'allocation au conjoint.

Détails des paiements Nouveaux Horizons
(en milliers de dollars)

Provinces et territoires	Exercice clos le 31 mars 1985		Exercice clos le 31 mars 1984	
	Nombre de projets financés	Paiements	Nombre de projets financés	Paiements
Terre-Neuve	46	257	41	226
Île-du-Prince Édouard	20	91	24	98
Nouvelle-Écosse	96	531	78	519
Nouveau-Brunswick	69	405	67	399
Québec	699	3,286	667	3,129
Ontario	576	4,881	514	4,682
Manitoba	82	681	84	613
Saskatchewan	181	662	177	629
Alberta	141	915	138	880
Colombie-Britannique	233	1,631	205	1,518
Total des provinces	2,143	13,340	1,995	12,693
Territoires du Nord-Ouest	1	11	2	13
Territoire du Yukon	1	20	2	27
Total	2,145	13,371	1,999	12,733

Le programme Nouveaux Horizons a été établi en 1972 pour encourager les Canadiens retirés à prendre une part plus active dans la communauté. Cet objectif devient possible, grâce à l'aide professionnelle et à l'apport financier à des groupes de personnes âgées, leur permettant de planifier et de développer des projets en accord avec leurs intérêts et leurs talents. Ces projets aident ceux qui y participent à demeurer socialement actifs et leur donnent une opportunité de s'impliquer dans les services communautaires qui aident plusieurs personnes du troisième âge à prolonger un mode de vie indépendant.

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

Détails des subventions et contributions

	$	$
Subventions—		
Programme de développement industriel et régional		
Québec	50,000	
Administration centrale—Région de la capitale nationale (RCN)	601,232	651,232
Programme de la coopération et du développement économiques		
Administration centrale (RCN)		105,000
Programme de la bonification d'intérêts au profit des petites entreprises		
Administration centrale (RCN)		4,059,297
		4,815,529
Contributions—		
Programme de développement industriel et régional		
Terre-Neuve	3,825,984	
Île-du-Prince-Édouard	4,030,195	
Nouvelle-Écosse	8,100,549	
Nouveau-Brunswick	15,053,516	
Québec	176,503,003	
Ontario	86,154,523	
Manitoba	24,214,539	
Saskatchewan	5,018,680	
Alberta	4,658,666	
Colombie-Britannique	8,888,420	
Administration centrale (RCN)	13,893,308	350,341,383
Développer et soutenir la compétence technologique de l'industrie canadienne de la défense		
Administration centrale (RCN)		152,683,106
Subventions pour la construction de bateaux de pêche		
Administration centrale (RCN)		27,295,879
Programme des projets spéciaux de relance		
Nouvelle-Écosse	715,213	
Nouveau-Brunswick	8,823,552	
Manitoba	21,000,000	
Colombie-Britannique	7,023,000	
Administration centrale (RCN)	6,706,210	44,267,975
Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole		
Manitoba	5,509,959	
Saskatchewan	2,994,797	
Colombie-Britannique	2,629,465	
Administration centrale (RCN)	2,352,946	13,487,167
Coûts en capital des centres de commerce		
Québec	539,844	
Administration centrale (RCN)	9,836,336	10,376,180
Ententes-cadres de développement		
Terre-Neuve	25,418,116	
Île-du-Prince-Édouard	1,537,355	
Nouvelle-Écosse	42,580,001	
Nouveau-Brunswick	11,428,790	
Québec	49,557,204	
Ontario	11,075,654	
Manitoba	21,917,189	
Saskatchewan	2,763,107	
Alberta	3,113,126	
Colombie-Britannique	1,661,582	
Administration centrale (RCN)	3,089,317	174,141,441
Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises		
Administration centrale (RCN)		5,939,642
Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises		
Administration centrale (RCN)		28,982,160
Paiements d'assurance des prêts pour Maislin Industries Ltée		
Administration centrale (RCN)		24,256,300
		831,771,233
Total		836,586,762

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS PAR PROVINCE ET TERRITOIRE

Cet état présente, par province et territoire, et pour chaque programme fédéral-provincial à frais partagés, les dépenses de l'exercice en cours et de l'exercice précédent et les dépenses encourues depuis l'inauguration du programme. Ces programmes sont présentés d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'ils soient complétés, même si aucune dépense n'est engagée dans un exercice donné. Un (f) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique les programmes complétés au cours de l'exercice. Dans cet état, les montants en caractères romains représentent les dépenses de l'exercice en cours, les montants en caractères gras représentent les dépenses de l'exercice précédent et les montants en *italique* représentent les dépenses depuis l'inauguration.

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
AGRICULTURE				
Contributions pour les traitements de la rage				
				5
Contributions aux cercles 4-H	9	7	13	7
	9	**7**	**13**	**7**
	47	*31*	*61*	*31*
Pertes de récoltes occasionnées par les oiseaux				
Assurance-récolte	74	1,160	229	1,204
	23	**1,127**	**214**	**973**
	174	*8,359*	*1,903*	*3,665*
Développement économique régional		746		31
		746		*31*
Développement agricole	577			33
	1,207			**2,182**
	4,698(f)		*118(f)*	*8,227(f)*
Institut canadien de recherches en génie forestier(1)				
Développement en foresterie(1)	15,303	660	12	1,945
	11,550	**1,383**	**3,667**	**8,343**
	26,853	*2,043*	*3,679*	*10,288*
Transport du bétail, aller et retour, à la Foire royale d'hiver, Toronto			3	4
		7	**8**	**3**
		28	*21*	*13*
Enquêtes et études sur les eaux de surface et sur la protection contre la sécheresse pour une stratégie à long terme et pour le développement économique				
Total ministériel	15,963	2,573	257	3,224
	12,789	**2,524**	**3,902**	**11,508**
	31,772	*11,207*	*5,782*	*22,260*
COMMUNICATIONS				
Développement économique régional				
CONSOMMATION ET CORPORATIONS				
Programme métrique	22	43		60
	66	**34**		**103**
	302	*196*		*430*
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL				
Étude sur la planification économique				
EMPLOI ET IMMIGRATION				
Main-d'œuvre agricole		4	6	1
		5		**1**
		805	*858*	*541*
Relance de l'aide à l'emploi	99	33	474	1,223
	16,006	**1,266**	**13,233**	**14,918**
	18,734	*1,578*	*16,080*	*16,446*
Total ministériel	99	37	480	1,224
	16,006	**1,271**	**13,233**	**14,919**
	18,734	*2,383*	*16,938*	*16,987*

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
	74					74			74
1	**86**	**2**				**89**			**89**
125	*1,243*	*23*	*18*	*1*		*1,415*			*1,415*
	89	28	29	38	16	236			236
	90	**28**	**32**	**38**	**16**	**240**			**240**
9	*392*	*130*	*144*	*170*	*63*	*1,078*			*1,078*
		47	384	611		1,042			1,042
		88	**452**	**604**		**1,144**			**1,144**
		1,090	*3,303*	*3,638*		*8,031*			*8,031*
28,908	21,088	16,412	64,748	51,217	3,421	188,461			188,461
	20,778	**11,986**	**54,346**	**42,241**	**2,275**	**133,963**			**133,963**
54,365	*147,262*	*110,604*	*443,768*	*296,505*	*21,546*	*1,088,151*			*1,088,151*
						777			777
						777			*777*
1,093		1,326			3,878	6,907			6,907
2,591		**1,649**			**3,207**	**10,836**			**10,836**
6,181		*3,860*			*11,312*(r)	*34,396*			*34,396*
721						721			721
738						**738**			**738**
1,459						*1,459*			*1,459*
8,304	12,591	2,722	389	14	5,500	47,440			47,440
38,434	**7,195**				**4,485**	**75,057**			**75,057**
46,738(r)	*19,786*	*2,722*	*389*	*14*	*9,985*(r)	*122,497*			*122,497*
23	8	19	11	18	4	90			90
26	**7**	**20**	**8**	**23**		**102**			**102**
101	*23*	*129*	*55*	*115*	*14*	*499*			*499*
		91	50			141			141
		467	**71**			**538**			**538**
		1,566	*1,132*			*2,698*			*2,698*
39,049	33,850	20,645	65,611	51,898	12,819	245,889			245,889
41,790	**28,156**	**14,240**	**54,909**	**42,906**	**9,983**	**222,707**			**222,707**
108,978	*168,706*	*120,124*	*448,809*	*300,443*	*42,920*	*1,261,001*			*1,261,001*
		19				19			19
		19				*19*			*19*
			25		56	206			206
		91		**121**	**113**	**528**	**22**	**22**	**572**
358		*173*	*226*	*662*	*729*	*3,076*	*85*	*121*	*3,282*(r)
		10				10			10
		10				**10**			**10**
		20				*20*			*20*
374	183	37	7		3	615			615
582	**455**	**39**	**8**		**3**	**1,093**			**1,093**
6,069	*9,724*	*2,728*	*2,162*	*3,464*	*2,410*	*28,761*			*28,761*
12,036	9,020	4,047	8	988	1,779	29,707	67	1,628	31,402
103,474	**94,235**	**8,704**	**5,239**	**10,295**	**29,148**	**296,518**	**528**	**2,159**	**299,205**
115,510	*108,809*	*12,867*	*6,913*	*11,419*	*32,974*	*341,330*	*595*	*3,787*	*345,712*
12,410	9,203	4,084	15	988	1,782	30,322	67	1,628	32,017
104,056	**94,690**	**8,743**	**5,247**	**10,295**	**29,151**	**297,611**	**528**	**2,159**	**300,298**
121,579	*118,533*	*15,595*	*9,075*	*14,883*	*35,384*	*370,091*	*595*	*3,787*	*374,473*

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES				
Technologie des sables bitumineux et services de recherche				
Exploitation des ressources minérales	1,271 *1,271*		1,012 *1,012*	478 *478*
Ententes auxiliaires Canada-Nouvelle-Écosse			2,296 **2,653** *7,852*	
Huiles lourdes Canada-Saskatchewan				
Comité pour le contrôle sur le sol et préparatifs d'urgence				
Projets pilotes en matière d'économies d'énergie et d'énergie renouvelable	2,753 **1,270** *6,966*		*17*	2,506 **2,255** *8,118*
Données du levé géophysique—Iskwasum, Manitoba				
Évaluation des ressources minérales non renouvelables du Manitoba				
Programme de vérification de l'énergie nationale[3]	267 **375** *806*	10 **450** *1,236*		563 **912** *1,816*
Programme d'exploitation minérale de Terre-Neuve	**1,557** *9,878*			
Projet sur les ressources de charbon en Nouvelle-Écosse			*212*	
Programme d'exploitation minérale de la Nouvelle-Écosse			**1,145** *2,346*	
Énergie marémotrice de la Nouvelle-Écosse			*25,000*	
Câble sous-marin de l'Île-du-Prince-Édouard		20,000 *20,000*		
Programme de démonstration pour communauté éloignée				
Programme de développement pour le renouvellement d'énergie		*4,480*		
Total ministériel	4,291 **3,202** *18,921*	20,010 **450** *25,716*	3,308 **3,798** *36,439*	3,547 **3,167** *10,412*
ENVIRONNEMENT				
Sentier Alexander Mackenzie				
Accord Basse-Côte-Nord				
Accord Canada-Manitoba de coopération sur les castors				

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
				184		184			184
				9		**9**			**9**
				423		*423*			*423*
		941	232			3,934			3,934
		941	*232*			*3,934*			*3,934*
						2,296			2,296
						2,653			**2,653**
						7,852			*7,852*
			1,749			1,749			1,749
			1,876			**1,876**			**1,876**
			8,686			*8,686*			*8,686*
	19					19			19
	19					*19*			*19*
	2,430	1,545	54		7	9,295	134	365	9,794
	4,991	**1,175**	**910**		**2,825**	**13,426**	**1,098**	**512**	**15,036**
9	*12,862*	*3,912*	*2,252*		*5,235*	*39,371*	*2,008*	*1,552*	*42,931*
		25				**25**			**25**
		317				*317*			*317*[f]
		755				*755*			*755*[f]
1,963		90	47		160	3,100			3,100
928		**317**	**262**		**414**	**3,658**			**3,658**
3,032	*130*	*633*	*768*	*128*	*706*	*9,255*			*9,255*
						1,557			**1,557**
						9,878			*9,878*
						212			*212*[f]
						1,145			**1,145**
						2,346			*2,346*[f]
						25,000			*25,000*
						20,000			20,000
						20,000			*20,000*
							165	62	227
							165	*62*	*227*
						4,480			*4,480*[f]
1,963	2,449	2,576	2,082	184	167	40,577	299	427	41,303
928	**4,991**	**1,517**	**3,048**	**9**	**3,239**	**24,349**	**1,098**	**512**	**25,959**
3,041	*13,011*	*6,558*	*11,938*	*551*	*5,941*	*132,528*	*2,173*	*1,614*	*136,315*
					106	106			106
					54[3]	**54**			**54**
					191	*191*			*191*
1,220						*1,220*			*1,220*[f]
		11				11			11
		15				**15**			**15**
		49				*49*			*49*

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Qualité de l'eau des Grands Lacs				
Système de traitement de l'eau au carbone actif granuleux				
Programme avec la province de Québec sur le climat				
Dévastation des récoltes				
Acquisition des terrains riverains au centre-ville de Winnipeg et environnant—Accord «ARC»				
Cartographie des régions inondables	152 **171** *381*		29 **107** *539*	112 **42** *1,220*
Institut canadien de recherche en génie forestier[1]				
Développement en foresterie[1] [4]	 **1,327** *19,760*	681 **159** *840*	 **421** *2,451*	56 **958** *13,887*
Maîtrise des crues de la rivière Fraser				
Église de la Sainte-Trinité—Prince Albert				
Améliorations des réserves en eau dans la ville de Channel-Port-aux-Basques	50 *50*			
Baie-James				
Rénovation du canal Lachine				
Études sur le niveau de mercure dans le système de dérivation de Churchill Nelson				
Maîtrise des crues dans la région de Montréal				
Commission des ressources en eau des provinces des Prairies				
Vallée Qu'Appelle				
Digues périphériques à la rivière Rouge				
Comité de révision pour la région côtière de l'ouest				
Étude du bassin de la rivière Yukon				
Total ministériel	202 **1,498** *20,191*	681 **159** *840*	29 **528** *2,990*	168 **1,000** *15,107*

DIVERS PAIEMENTS ET PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
	1,169					1,169			1,169
	1,357					**1,357**			**1,357**
	7,926					*7,926*			*7,926*
			1,992			1,992			1,992
			1,992			*1,992*			*1,992*
568						568			568
548						**548**			**548**
2,531						*2,531*			*2,531*
		125	279	256		660			660
		102	**277**	**219**		**598**			**598**
		1,910	*3,891*	*4,487*		*10,288*			*10,288*
		719				719			719
		761				**761**			**761**
		2,854				*2,854*			*2,854*
453	427	137				1,310			1,310
1,809	**575**		**167**			**2,871**			**2,871**
4,936	*3,984*	*1,234*	*1,014*			*13,308*			*13,308*
679						679			679
587						**587**			**587**
9,370						*9,370*			*9,370*
92	911					1,740			1,740
4,413	**826**				**515**	**8,619**			**8,619**
146,662(3)(f)	*18,391*				*20,515*(3)(f)	*222,506*			*222,506*
					3,150	3,150			3,150
					4,350	**4,350**			**4,350**
					57,185	*57,185*			*57,185*
			13			**13**			**13**
			100			*100*			*100*(f)
						50			50
						50			*50*
59						59			59
80						**80**			**80**
318						*318*			*318*
550						550			550
1,700						**1,700**			**1,700**
2,250						*2,250*			*2,250*
		85				85			85
		159				*159*			*159*
7,463						*7,463*			*7,463*(f)
		440	*440*	*440*		*1,320*			*1,320*
			148			148			148
			344			**344**			**344**
			6,506			*6,506*			*6,506*
		303				303			303
		149				**149**			**149**
		605				*605*			*605*
					387	387			387
					387	*387*			*387*
								91	91
								498	**498**
								1,094	*1,094*
2,401	2,507	1,380	2,419	256	3,643	13,686		91	13,777
9,137	**2,758**	**1,027**	**801**	**219**	**4,919**	**22,046**		**498**	**22,544**
174,750	*30,301*	*7,251*	*13,943*	*4,927*	*78,278*	*348,578*		*1,094*	*349,672*

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
PÊCHES ET OCÉANS				
Projet Carnation Creek				
Programme d'expansion industrielle	*5,973*	*716*	*2,904*	*2,060*
Total ministériel	*5,973*	*716*	*2,904*	*2,060*
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN				
Gestion du caribou				
Aménagement communautaire à l'intérieur et à l'extérieur des réserves	7,100 **2,537**			
Cree—Conseil scolaire de Katimavik (Baie-James)	*54,487*(3)			
Développement économique(3)				
Protection des forêts				
Route d'accès «Hollow Water»				
Lignes hydro-électriques de surface				
Services de police dans les réserves		18	121	
Logements pour Inuit (Baie-James)	**14**(3) *101*	**16**(3) *154*	**109**(3) *532*	
Étude des routes à Jackhead				
Entente de la Baie-James et du Nord Québec				
École conjointe—Affaires indiennes et inuit				
Développement des ressources naturelles				
Entente du Nord-Est Québec				
Inondations du Nord				
Développement rural du Nord de l'Ontario				
Routes des réserves et routes d'accès				

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
					18	**18**			**18**
					18	*18*			*18*[f]
	75					75			75
	76					**76**			**76**
915	*736*	*14*			*482*	*13,800*			*13,800*[f]
	75				18	93			93
	76					**76**			**76**
915	*736*	*14*			*500*	*13,818*			*13,818*
		25				**25**			**25**
		25				*25*			*25*[f]
						7,100			7,100
						2,537			**2,537**
						54,487			*54,487*
27,603						27,603			27,603
28,604[3]						**28,604**			**28,604**
132,278						*132,278*			*132,278*
							1,442[3]		1,442
							924[3]		**924**
							2,366[3]		*2,366*
	149					149			149
	143					**143**			**143**
	1,452					*1,452*			*1,452*
		25				**25**			**25**
		25				*25*			*25*[f]
825		1,905				2,730			2,730
		2,133				**2,133**			**2,133**
825		*5,616*				*6,441*			*6,441*
		613	707	759	927	3,145	121	208	3,474
		461[3]	**636**[3]	**647**[3]	**818**[3]	**2,721**	**110**[3]	**188**[3]	**3,019**
		2,454	*4,289*	*4,116*	*4,359*	*16,005*	*356*	*974*	*17,335*
3,900						3,900			3,900
5,000						**5,000**			**5,000**
8,900						*8,900*			*8,900*
		30				**30**			**30**
		30				*30*			*30*[f]
8,000						8,000			8,000
8,000						**8,000**			**8,000**
33,247						*33,247*			*33,247*
		944				944			944
		895				**895**			**895**
		15,507				*15,507*			*15,507*
	250					250			250
	230					**230**			**230**
	4,453					*4,453*			*4,453*
1,783						1,783			1,783
18,248						**18,248**			**18,248**
24,657						*24,657*			*24,657*
		77				77			77
		84				**84**			**84**
		212				*212*			*212*
	256					256			256
	79					**79**			**79**
	486					*486*			*486*
		950				950			950
		978				**978**			**978**
		7,231				*7,231*			*7,231*

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Routes de Sioux Lookout				
Services sociaux—Adulte et garderie				
Services sociaux—Entente sur les soins aux enfants				
Services tripartis aux Indiens				
Réservoir d'eau—Témiscaming				
Pelleteries				
Total ministériel	7,100 **2,551** *54,588*	18 **16** *154*	121 **109** *532*	
JUSTICE				
Indemnisation aux victimes d'actes criminels	22 **9** *99*		86 **85** *213*	35 **35** *345*
Aide juridique criminelle	964 **629** *4,482*	147 **121** *901*	1,869 **1,052** *9,023*	922 **1,010** *6,503*
Aide juridique aux autochtones	70 **67** *381*	*52*	*70*	
Projets pilotes relatifs aux tribunaux de la famille	**6** *329*(f)			**9** *362*(f)
Total ministériel	1,056 **711** *5,291*	147 **121** *953*	1,955 **1,137** *9,306*	957 **1,054** *7,210*
TRAVAIL				
Société canadienne d'hypothèques et de logement	8,552 **31,116** *101,387*	3,063 **3,516** *11,323*	19,934 **17,253** *79,134*	13,615 **10,469** *40,627*
DÉFENSE NATIONALE				
Programme de planification d'urgence	1,533 **19** *2,864*	31 **44** *632*	18 **105** *3,277*	1,806 **346** *4,418*
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL				
Régime d'assistance publique du Canada	74,081 **71,278** *713,850*	17,575 **16,553** *160,341*	104,672 **93,050** *807,965*	126,175 **111,678** *963,137*
Services aux jeunes délinquants				419 **768** *5,247*
Réadaptation professionnelle des invalides	1,816 **1,143** *8,111*	324 **502** *2,297*	2,986 **2,664** *22,042*	4,232 **4,401** *22,335*
Total ministériel	75,897 **72,421** *721,961*	17,899 **17,855** *162,638*	107,658 **95,914** *830,007*	130,826 **116,847** *990,719*

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
	12,735					12,735			12,735
	29,168					29,168			29,168
	16,155					16,155			16,155
	12,779					12,779			12,779
	129,211					129,211			129,211
	7,180					7,180			7,180
	5,689					5,689			5,689
	36,791					36,791			36,791
	191					191			191
	153					153			153
	1,055					1,055			1,055
53						53			53
53						53			53
		205				205			205
		205				205			205(1)
42,164	24,181	4,774	707	759	927	80,751	1,563	208	82,522
59,852	31,808	4,551	656	647	818	101,008	1,034	188	102,230
199,960	202,616	31,305	4,289	4,116	4,359	501,919	2,722	974	505,615
652	882	105	99	235	282	2,398	38	5	2,441
648	872	104	98	232	279	2,362	27	18	2,407
5,082	7,708	939	829	1,598	2,365	19,178	194	82	19,454
7,042	16,821	2,711	1,846	5,985	9,526	47,833	448	220	48,501
7,042	14,520	1,291	1,185	2,464		29,314	418	270	30,002
58,273	92,870	11,540	9,439	22,066	27,947	243,044	2,750	1,187	246,981
274	420	221	411	743	590	2,729	246	53	3,028
220	379	196	449	711(3)	635	2,657	202	45	2,904
760	2,836	1,552	2,920	5,042	5,009	18,622	1,436	333	20,391
						15			15
	235		312		48	1,286			1,286
7,968	18,123	3,037	2,356	6,963	10,398	52,960	732	278	53,970
7,910	15,771	1,591	1,732	3,407(3)	914	34,348	647	333	35,328
64,115	103,649	14,031	13,500	28,706	35,369	282,130	4,380	1,602	288,112
66,227	163,374	23,064	6,700	37,101	8,608	350,238	28,532	17,150	395,920
	16,266	8,959	69,773	1,069	2,617	161,038	10,675		171,713
66,227	245,861	46,313	228,877	47,238	23,391	890,378	55,656	17,392	963,426
1,249	1,375	484	125	325	2,354	9,300	58	54	9,412
1,612	622	265	18	14	26	3,071			3,071
20,826	24,577	4,444	2,905	7,123	9,986	81,052	524	219	81,795
1,147,850	943,523	132,178	143,512	334,286	598,787	3,622,639	10,227	2,424	3,635,290
1,043,754	830,870	108,870	142,540	326,020	531,194	3,275,807	10,153	1,641	3,287,601
5,210,581	7,174,876	987,044	1,038,502	2,252,347	3,829,244	23,137,887	80,598	17,976	23,236,461
	18,773				705	19,897		78	19,975
	19,319				3,846	23,933		400	24,333
65,040	178,248				13,160	261,695		3,102	264,797
(5)	34,856	8,848	3,671	21,081	20,981	98,795	743	430	99,968
	35,139	1,671	3,684	10,368	7,050	66,822		686	67,508
	219,795	39,377	33,988	81,108	45,815	474,868	2,370	4,586	481,824
1,147,850	997,152	141,026	147,183	355,367	620,473	3,741,331	10,970	2,932	3,755,233
1,043,754	885,328	110,541	146,224	336,388	542,090	3,366,562	10,153	2,727	3,379,442
5,275,621	7,572,919	1,026,421	1,072,490	2,333,455	3,888,219	23,874,450	82,968	25,664	23,983,082

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
TRAVAUX PUBLICS				
Construction du Centre des douanes et de l'immigration à Woodstock				**702** *1,401*
Construction de l'hôtel Market Square et du centre commercial de Saint-Jean (maximum de $8,086,000)				3,698 **7,740** *16,586*
Coût d'entretien du pont Perley et du pont McDonald-Cartier				
Revitalisation du centre de Moncton				2,999 **825** *3,824*
Programme d'infrastructure de Sault Ste Marie				
Total ministériel				6,697 **9,267** *21,811*
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE				
Développement industriel et régional—Autres[6] [7]	25,253 **17,912** *519,778*	2,070 **8,623** *294,946*	42,580 **71,960** *526,117*	19,252 **21,675** *500,470*
Tourisme	33 **34** *277*	26 **40** *382*	42 **58** *3,262*	34 **42** *402*
Total ministériel	25,286 **17,946** *520,055*	2,096 **8,663** *295,328*	42,622 **72,018** *529,379*	19,286 **21,717** *500,872*
SECRÉTARIAT D'ÉTAT				
Formation linguistique pour les immigrants	20 **17** *72*	2 **2** *8*	19 **16** *136*	*2*
Manuels de langues pour les immigrants		**1** *1*	*6*	
Langues officielles dans l'éducation	2,476 **2,187**[3] *16,795*	1,210 **1,011** *8,403*	4,165 **4,122** *34,007*	26,071 **23,924**[3] *183,212*
Paiements pour l'enseignement postsecondaire—72	*49,939*	*11,895*	*167,713*	*65,030*
Paiements pour l'enseignement postsecondaire—77	59,688 **56,120** *351,383*	12,933 **12,063** *75,174*	89,866 **83,591** *528,946*	73,704 **68,576** *431,656*
Total ministériel	62,184 **58,324** *418,189*	14,145 **13,077** *95,481*	94,050 **87,729** *730,808*	99,775 **92,500** *679,900*
TRANSPORTS				
Aide pour l'amélioration majeure du système d'autobus interurbain	*920*	*199*	*202*	*1,908*
Aide pour le renforcement et l'amélioration du système routier primaire	7,097 **16,545** *65,739*	1,770 **1,283** *11,362*	7,347 **9,161** *55,461*	9,936 **7,436** *54,128*
Aide pour l'étude et la conception d'un plan d'ensemble détaillé sur les ports à bacs et commerciaux				
Construction d'un nouvel aéroport à Chibougamau-Chapais				

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
						702			**702**
						1,401			*1,401*[7]
						3,698			3,698
						7,740			**7,740**
						16,586			*16,586*
	32					32			32
	33					**33**			**33**
	3,397					*3,397*			*3,397*
						2,999			2,999
						825			**825**
						3,824			*3,824*
	6,780					6,780			6,780
	7,108					**7,108**			**7,108**
	14,459					*14,459*			*14,459*
	6,812					13,509			13,509
	7,141					**16,408**			**16,408**
	17,856					*39,667*			*39,667*
49,557	11,076	15,783	3,070	3,113	1,742	173,496	2,371	89	175,956
44,417	**15,859**	**18,556**	**7,898**	**1,668**	**4,783**	**213,351**	**1,146**	**870**	**215,367**
1,065,329	*251,411*	*238,353*	*171,192*	*91,171*	*141,313*	*3,800,080*	*8,896*	*6,943*	*3,815,919*[7]
161	153	90	68	149	137	893	46	28	967
167	**168**	**38**	**34**	**153**	**165**	**899**	**31**	**31**	**961**
1,636	*5,813*	*2,128*	*320*	*1,048*	*3,603*	*18,871*	*180*	*196*	*19,247*
49,718	11,229	15,873	3,138	3,262	1,879	174,389	2,417	117	176,923
44,584	**16,027**	**18,594**	**7,932**	**1,821**	**4,948**	**214,250**	**1,177**	**901**	**216,328**
1,066,965	*257,224*	*240,481*	*171,512*	*92,219*	*144,916*	*3,818,951*	*9,076*	*7,139*	*3,835,166*
963	2,674	396	70	1,016	2,230	7,390			7,390
1,243	**2,829**	**334**	**73**	**1,549**	**2,493**	**8,556**			**8,556**
7,875	*22,526*	*2,048*	*530*	*6,334*	*10,785*	*50,316*			*50,316*
47	100	35	11	185	120	498			498
15	**299**	**24**	**3**	**176**	**175**	**693**			**693**
526	*1,798*	*134*	*61*	*1,012*	*511*	*4,049*			*4,049*
81,474	63,229	6,127	2,854	6,117	7,549	201,272	234	432	201,938
81,623	**60,187**[3]	**5,947**[3]	**2,333**[3]	**5,257**	**5,999**[3]	**192,590**	**180**[3]	**190**[3]	**192,960**
1,143,452	*610,607*	*50,917*	*20,172*	*45,389*	*52,858*	*2,165,812*	*1,131*	*1,642*	*2,168,585*
(21,213)						(21,213)			(21,213)
(3,588)						**(3,588)**			**(3,588)**
1,734,611	*1,303,018*	*178,283*	*145,056*	*366,801*	*189,062*	*4,211,408*			*4,211,408*[7]
484,838	837,358	114,586	115,066	201,801	289,457	2,279,297	4,482	2,258	2,286,037
447,289	**790,175**	**95,703**	**104,103**	**150,875**	**254,848**	**2,063,343**	**3,818**	**1,641**	**2,068,802**
2,735,359	*5,027,757*	*647,857*	*627,681*	*1,087,482*	*1,498,437*	*13,011,732*	*26,823*	*11,671*	*13,050,226*
546,109	903,361	121,144	118,001	209,119	299,356	2,467,244	4,716	2,590	2,474,650
526,582	**853,490**	**102,008**	**106,512**	**157,857**	**263,515**	**2,261,594**	**3,998**	**1,831**	**2,267,423**
5,621,823	*6,965,706*	*879,239*	*793,500*	*1,507,018*	*1,751,653*	*19,443,317*	*27,954*	*13,313*	*19,484,584*
						3,229			*3,229*[7]
						26,150			26,150
						34,345			**34,345**
						186,690			*186,690*
	500					500			500
	700[3]					**700**[3]			**700**[3]
	1,200					*1,200*			*1,200*[7]
3,500						*3,500*			*3,500*[7]

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Fin*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Construction de divisions de gradation				
Amélioration et développement de l'infrastructure des routes		1,133 *1,133*		
Amélioration de l'infrastructure du chemin de fer à Churchill				
Installation de deux systèmes de phares balise pour avions à l'aéroport de Grande Cache				
Relocalisation d'une tour de contrôle à Montmagny				
Amélioration et développement du système de transports routier				6,197 *6,197*
Total ministériel	7,097 **16,545** *66,659*	2,903 **1,203** *12,694*	7,347 **9,161** *55,663*	16,133 **7,436** *62,233*
Total global	209,282 **233,194** *1,986,887*	63,646 **48,133** *620,261*	277,779 **304,887** *2,303,159*	297,318 **290,333** *2,375,046*

Les montants en caractères romains représentent les dépenses de 1984-85.
Les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de 1983-84.
Les montants en *italique* représentent les dépenses depuis l'inauguration (y compris les dépenses de 1984-85).
(f) Programme complété.
(1) Le 17 septembre 1984, le Service canadien des forêts, sous le ministère de l'Environnement, a été transféré au ministère de l'Agriculture. L'information est donc présentée sous les deux ministères pour la période pertinente.
(2) Comprend le programme Énergiebus.
(3) Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.
(4) Ce programme avait le nom de «Accord subsidiaire sur la gestion des forêts».
(5) Aucun paiement n'a été fait au Québec sous cette législation. Cependant, les paiements sont effectués en vertu du Régime d'assistance publique du Canada afin de contribuer au financement de la réadaptation des invalides.
(6) Ce programme avait le nom de «Programme de développement économique et régional».
(7) Comprend les programmes concernant les projets compréhensifs de développement économique rural, la Loi spéciale sur l'aménagement rural et le développement agricole, l'exploitation des possibilités de développement, l'entente de formation en gestion des provinces de l'Atlantique et les services consultatifs de la répartition physique des provinces de l'Atlantique, et la Société de développement de Terre-Neuve et du Labrador.
Ne comprend pas le montant de $32,006 depuis l'inauguration puisque ce montant n'est pas affecté par province.

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
1,000	1,000					2,000			2,000
1,000	*1,000*					*2,000*			*2,000*
						1,133			1,133
						1,133			*1,133*
		48				48			48
		48				*48*			*48*
				54		*54*			*54*(f)
65						*65*			*65*(f)
						6,197			6,197
						6,197			*6,197*
1,000	1,500	48				36,028			36,028
	700					**35,045**			**35,045**
4,565	*2,200*	*48*		*54*		*204,116*			*204,116*
1,918,108	2,175,191	338,164	348,362	666,222	962,480	7,256,552	49,354	25,575	7,331,481
1,840,205	**1,957,824**	**272,137**	**396,852**	**554,753**	**862,333**	**6,760,651**	**29,332**	**9,171**	**6,799,154**
12,729,723	*15,723,895*	*2,392,036*	*2,771,064*	*4,341,395*	*6,021,645*	*51,265,111*	*186,133*	*72,919*	*51,524,163*

SECTION 35

COMPTES PUBLICS
1984-85

Subventions et contributions

(total des dépenses par bénéficiaire ou catégorie de bénéficiaires, de même qu'une liste détaillée des versements individuels de $50,000 ou plus)

SOMMAIRE

	Page
Agriculture	35.2
Communications	35.5
Consommation et Corporations	35.7
Développement économique et régional	35.7
Emploi et Immigration	35.7
Énergie, Mines et Ressources	35.24
Environnement	35.31
Affaires extérieures	35.33
Finances	35.40
Pêches et Océans	35.40
Affaires indiennes et Nord canadien	35.42
Justice	35.59
Travail	35.60
Défense nationale	35.60
Santé nationale et Bien-être social	35.61
Revenu national	35.66
Parlement	35.66
Conseil privé	35.67
Travaux publics	35.67
Expansion industrielle régionale	35.68
Sciences et Technologie	35.78
Secrétariat d'État	35.84
Solliciteur général	35.90
Approvisionnements et Services	35.91
Transports	35.91
Conseil du Trésor	35.94
Affaires des anciens combattants	35.95

AGRICULTURE $862,404,793

Ministère $845,102,787

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE $772,746,718

Recherches agricoles dans les universités et dans d'autres organisations scientifiques au Canada $1,325,830—Universités de: Alberta Edmonton Alb $99,400, British Columbia C-B $171,000, Guelph Guelph Ont $373,000, Laval Québec Qué $131,700, Manitoba Winnipeg Man $155,100, McGill Montréal Qué $103,675, Saskatchewan Saskatoon Sask $131,855.

L'Association canadienne de la journée mondiale de l'alimentation $60,000

Foire royale d'hiver Toronto $100,000

Exposition agricole de l'Ouest canadien Régina $100,000

Le Salon international de l'agriculture et de l'alimentation $50,000—Centre de Promotion de l'Industrie Agricole et Alimentaire du Québec Inc Québec Qué $50,000.

Conseil canadien des cercles 4-H $45,000

Federated Women's Institutes of Canada $20,000

Conseil canadien du labour $10,000

Subventions pour aider à la mise en marché des produits agricoles $20,000

Conseil canadien d'horticulture $30,000

Conseil canadien de recherches agricoles $60,442

Droits d'affiliation du Canada à la Commission internationale de l'irrigation et du drainage $3,000

Foires des catégories «A» et «B», foires d'hiver et de printemps, foires spéciales $2,448,542—Canadian National Exhibition Assoc Toronto Ont $54,511, Edmonton Northlands Edmonton Alb $51,740, Royal Agricultural Winter Fair Toronto Ont $63,538, Salon International de l'Agriculture et de l'Alimentation Montréal Qué $59,943.

Transport du bétail, aller et retour, à la Foire royale d'hiver, Toronto $90,059

Cercles 4-H organisés en collaboration avec le Conseil canadien des cercles 4-H $235,977—Province de l'Ontario $89,310.

Droits d'affiliation du Canada à la Société internationale des sciences horticoles $1,365

Groupements de producteurs et d'industriels, aux universités et aux organismes provinciaux pour stimuler le rendement, créer et adapter de nouvelles cultures et variétés pour fins de production commerciale $752,020—Brights Wines Niagara Ont $51,575, Canola Council of Canada Winnipeg Man $100,107, University of Saskatchewan Saskatoon Sask $79,593.

Contribution au Registre national du bétail canadien pour l'informatisation de ses systèmes d'enregistrement $400,000

Contribution pour la construction, l'agrandissement ou l'amélioration de bâtiments à la Canadian Western Agribition $1,400,000

Contribution à l'Organisation de coopération et de développement économique $12,705

Conseil des grains du Canada $90,000

Contributions aux organisations commerciales, aux associations industrielles, aux universités et aux instituts canadiens pour favoriser l'amélioration de la commercialisation des produits agro-alimentaires canadiens $312,038

Contributions aux groupements de producteurs pour les frais de construction d'entrepôts frigorifiques ordinaires, sans givrage, à atmosphère contrôlée, à double paroi, ou autres de type spécial, pour les patates, les fruits et les légumes, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil $3,303,656—Compton Bros Inc Bangor Î-P-É $58,800, Coopératives des Pomiculteurs Cantons de l'Est Cté Rouville Qué $147,438, Coopératives des Pomiculteurs du Québec Farnham Qué $50,786, Four Season Potato Ltd Winkler Man $126,667, Holes Greenhouses St Albert Alb $88,035, Ingleside Farms Inc Albany Î-P-É $97,300, Jank Bros Manitoba Bruxelles Man $122,444, Lake Area Co-op Growers Kelowna C-B $92,267, Martin Gerrits and Sons Bowmanville Ont $69,828, Miyanago Brothers Farms Taber Alb $82,318, J Nickel Farms Ltd Plum Coulee Man $87,636, 466203 Ontario Ltd Newmarket Ont $125,996, Riverscourt Farms Ltd Niagara on the Lake Ont $143,330, Sanderson Storage Co Cornwall Î-P-É $58,333, Tobriques Farms Ltd Drummond N-B $89,874, Tri-Country Apple Growers Trenton Ont $500,000, Westbank Packers Growers Ltd Westbank C-B $413,333.

Paiements à des organisations de producteurs de montants équivalant (i) à l'intérêt payé ou à payer à l'égard des sommes empruntées par les organisations et utilisées en vue d'effectuer des paiements anticipés aux producteurs pour les récoltes; et (ii) aux montants que les producteurs ont omis de rembourser relativement aux avances garanties par le ministre de l'Agriculture, conformément à la Loi sur le paiement anticipé des récoltes $6,384,592

Contribution à une organisation de promotion de marché, pour promouvoir la vente de pommes de terre de semence d'origine canadienne $105,819—Canadian Seed Potato Export Agency Fredericton N-B $105,819.

Contribution aux Coopératives unies de l'Ontario $7,500,000

Paiements aux associations coopératives, aux transformateurs ou aux organismes de vente en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles $67,044—Fédération des Producteurs de Bleuets du Saguenay Lac St-Jean St-Bruno Qué $58,147.

Stratégie fédérale de développement à l'égard de l'Île-du-Prince-Édouard $1,214,120—Charlottetown Farmers Market Co Charlottetown Î-P-É $214,790, LW Mackay Breadalbane Î-P-É $53,136, PEI Cattlemen's Assoc Kensington Î-P-É $63,030, PEI Quality Swine Inc Charlottetown Î-P-É $92,036, PEI Soil and Crop Improvement Assoc Charlottetown Î-P-É $173,750.

Initiatives en vertu des ententes-cadres de développement $10,855,338—Cobi Foods Inc Berwick N-É $99,119, Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B $3,877,537, JW Mason and Sons Ltd Windsor N-É $51,242, Province du Manitoba Winnipeg Man $1,325,517, Newfoundland Exchequer Account St John's T-N $576,473, Nova Agri Associates Ltd Port Williams N-É $57,066, Nova Scotia Cattlemen's Assoc Truro N-É $57,738, Nova Scotia Fruit Growers Assoc Kentville N-É $52,507, Office de la planification et du développement du Québec Québec Qué $1,092,831.

Initiatives en vertu des programmes dans les zones spéciales $1,427,661—ADELIM Inc Îles-de-la-Madeleine Qué $50,000, Siga informatique St-Hyacinthe Qué $79,660, Société Coopérative de la Baie-des-Chaleurs Paspédiac Qué $265,000.

Initiatives en vertu des ententes sur le développement économique et régional, du plan d'aide pour la province de Québec en matière d'innovation et de transfert technologique $1,493,509—New Brunswick Seed Growers Co-operative Ltd Hartland N-B $135,000, PEI Department of Agriculture Charlottetown Î-P-É $746,000, University of Saskatchewan Saskatoon Sask $98,226.

AGRICULTURE—*Suite*

Contribution aux pomiculteurs en compensation des pertes causées par le gel et pour la mise en place d'installations pour l'exploitation des vergers commerciaux $13,968,343—D Bélanger & S Corbeil St-Joseph-du-Lac Qué $57,564, M Bieler Frelighsburg Qué $70,352, O Blanchard Wickham Qué $53,152, R Côté Rougemont Qué $75,636, L Dauphinais Hemmingford Qué $57,048, P Gadbois Rougemont Qué $73,000, G Guindon St-Joseph-du-Lac Qué $50,220, G C Jodoin Rougemont Qué $56,128, Klear Bright Farms Mouth of Keswick N-É $97,106, Y Lafrance St-Joseph-du-Lac Qué $67,464, Les Missionnaires Oblats Rougemont Qué $65,844, Les Vergers Tougas Inc Bedford Qué $51,244, J D Lussier St-Damase Qué $92,424, M Mailloux Granby Qué $52,848, J C McLean Frelighsburg Qué $52,596, J R McLean Inc Frelighsburg Qué $97,772, D Paquin St-Joseph-du-Lac Qué $58,752, F Plaziac Frelighsburg Qué $74,448, J Proulx Oka Qué $61,644, L St-Aubin Oka Qué $66,184, Stirling Fruit Farms Ltd Wolfville N-É $66,560, Succession L McLean St-Ignace-de-Stanbridge Qué $60,552, Vergers des Horizons Inc Warwick Qué $57,756, Verger Donald Gagnon Inc Dunham Qué $74,820, Verger Paul Jodoin Inc St-Jean-Baptiste Qué $126,536, Verger Modèle Inc Frelighsburg Qué $58,076.

Droits d'affiliation d'Agriculture Canada à la Fédération internationale de laiterie—Canada $14,077

Bureau agricole du Commonwealth $670,627

Paiements aux producteurs pour les produits agricoles désignés par le gouverneur en conseil, et pour les produits agricoles dénommés dépassant le pourcentage minimum de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles $397,263,984

Paiements en vertu de la Loi sur les prêts agricoles bonifiés $10,282,591—Société du crédit agricole Ottawa Ont $10,282,591.

Conseil canadien de la sécurité pour la réalisation de la Semaine nationale de la sécurité à la ferme $4,000

Paiements aux producteurs pour les produits agricoles dénommés, conformément aux prévisions minimums de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles $12,857,142

Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte $188,460,003—Provinces de: Alberta $51,216,905, Colombie-Britanique $3,420,529, Manitoba $16,411,568, Nouveau-Brunswick $1,204,097, Terre-Neuve $73,627, Nouvelle-Écosse $229,017, Ontario $21,087,822, Île-du-Prince-Édouard $1,160,099, Québec $28,908,467, Saskatchewan $64,747,872.

Garantie des prêts en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles $5,700,102

Contributions aux provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, selon des ententes fédérales-provinciales, afin d'indemniser les producteurs de céréales et de grandes cultures des dommages causés par les oiseaux aquatiques migrateurs $1,041,596—Provinces de: Alberta $610,717, Saskatchewan $383,500.

Contributions aux producteurs de grande culture du Manitoba et du nord-est de la Saskatchewan pour les pertes de récoltes attribuables à un excès d'humidité $8,109,914—Provinces de: Manitoba $648,380, Saskatchewan $7,461,533.

Contributions aux fermiers du Québec pour les pertes relatives à la récolte de fourrage de 1983 causées par la mauvaise température $27,000,000

Contributions aux provinces du Manitoba et de la Saskatchewan pour l'exécution d'enquêtes et d'études sur les nappes d'eau souterraines et la lutte contre la sécheresse en vue de l'élaboration d'une stratégie à long terme qui assure le développement économique de ces provinces $141,276—Département des Finances du Manitoba Winnipeg Man $90,754, Environnement Saskatchewan Régina Sask $50,522.

Contributions aux agriculteurs et éleveurs véritables, aux groupements d'agriculteurs et aux petites collectivités du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta pour la mise en place de sources d'approvisionnement fiables en eau $7,400,824—Aalbstadt-Marais Water Co-op Ltd Emerson Man $103,511, Maple Creek Water Co-op Ltd Pine Falls Man $72,960, Rosenfeld Community R M of Rhineland Altona Man $55,584, St George's Utilities Co-op St George Man $56,886, South Side Water Co-op Ltd High Prairie Alb $53,200.

Contributions aux producteurs de bétail dans des régions spécifiques du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta touchées par la sécheresse afin de leur aider à conserver leurs troupeaux d'élevage et à effectuer les paiements pour frais administratifs dus aux provinces $59,814,929—A-7 Ranch Nanton Alb $89,678, Alberta Livestock Transplants Ltd Calgary Alb $50,714, Alberta Provincial Treasurer Edmonton Alb $51,058, C L Ranches Ltd Calgary Alb $55,642, Curry Cattle Co Ltd Youngtown Alb $57,120, McIntyre Ranching Co Ltd Lethbridge Alb $105,618, Nelsons J H Ranches Ltd High River Alb $51,571, Palmer Ranch 1984 Ltd Pincher Creek Alb $53,657, Rocking P Ranch Ltd Nanton Alb $50,266, Rutledge Ranching Co Ltd Monitor Alb $51,000.

Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS)—Projets fédéraux $98,593

PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION ET DE L'INSPECTION AGRO-ALIMENTAIRES $6,537,324

Droits d'affiliation du Canada à l'Office international des épizooties $38,116

Association canadienne des vétérinaires $3,590

Conformément à l'entente conclue avec les provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve, ces paiements sont versés à la province de l'Île-du-Prince-Édouard pour l'acquittement des coûts de conception et de construction d'une école de médecine vétérinaire à Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) $4,341,343—Prince Edward Island Crown Building Corporation Charlottetown Î-P-É $4,341,343.

Indemnités pour animaux abattus aux termes de la Loi sur les maladies et la protection des animaux $484,329

Contributions aux provinces, conformément aux règlements édictés par le gouverneur en conseil, de montants ne dépassant pas les deux cinquièmes des montants versés par les provinces aux propriétaires d'animaux morts des suites de la rage $74,317—Province de l'Ontario $73,977.

Contribution au Collège vétérinaire de l'Ontario à l'université Guelph $150,000

Contribution au XXIII Congrès mondial des vétérinaires $200,000—Canadian Veterinary Medical Assoc Ottawa Ont $200,000.

Conformément à l'entente conclue avec la Province de Québec pour l'acquittement des coûts de construction et d'agrandissement d'une école de médecine vétérinaire à l'université de Montréal à St-Hyacinthe Québec $1,245,629—Gouvernement du Québec Québec Qué $1,245,629.

AGRICULTURE—*Suite*

PROGRAMME DU SERVICE CANADIEN DES FORÊTS $65,710,628[1]

Programme des bourses du Canada $194,985

Contribution au Centre intergouvernemental de protection contre les incendies de forêt $44,655

Contribution à l'université de la Colombie-Britannique $723,262

Institut canadien de recherches en génie forestier $720,747

Contribution au Conseil des industries forestières de la Colombie-Britannique $50,000

Contribution à l'Agence internationale de l'énergie pour l'Accord sur l'énergie forestière $170,030

Contribution à l'égard du Centre de recherche forestière des Maritimes $173,000

Contribution à la société FORINTEK du Canada $4,200,000

Contributions aux organismes provinciaux et aux personnes en ce qui a trait aux initiatives de développement en vertu des ententes cadres sur le développement et des ententes auxiliaires aux fins de rajustement économique et socio-économique $52,402,958—Abitibi-Price Pine Falls Man $96,365, Acadia Forest Products Ltd Nelson Miramichi N-B $290,123, Athol Co-operative Ltd Nappan Cumberland N-É $151,386, Baddeck Valley Wood Producers Co-operative Ltd Baddeck N-É $62,373, Boise Cascade Canada Ltd Newcastle N-B $616,861, Bowater Mersey Paper Company Ltd Liverpool N-É $322,820, Consolidated Bathurst Bathurst N-B $203,775, Federation of Woodlot Owners Fredericton N-B $379,239, Fraser Inc Edmundston N-B $387,829, Harrison E Parrsboro N-É $54,307, JD Irving Saint John N-B $583,297, Juniper Lumber Co Ltd Juniper N-B $78,845, Maccan Forestry Cumberland Forestry Ltd Mahone Bay N-É $95,843, Manfor The Pas Man $66,204, NBIP Ltd Dalhousie N-B $90,215, Nova Scotia Forest Industries Port Hawkesbury N-É $78,000, Plan de développement économique Canada/Gaspésie et Bas St-Laurent Qué $1,701,137, Provinces de: Colombie-Britannique Victoria C-B $5,500,000, Manitoba Winnipeg Man $215,115, Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $1,072,588, Terre-Neuve St John's T-N $15,302,660, Ontario Toronto Ont $12,481,046, Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $660,422, Québec Québec Qué $8,303,992, Scott Paper International Inc New Glasgow N-É $379,276, Sissiboo Forest Management Ltd Digby N-É $69,374, West Pictou Forest Owners Ltd Lyons Brook N-É $66,215.

Contribution pour l'école des gardes forestiers des provinces Maritimes $695,397

Contribution au Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS) ($135)

Contributions à des organisations, à des groupes communautaires, à des entreprises et à des particuliers pour des projets se rapportant au Programme Environnement 2000 $6,335,129—Arbo Conseil Ancienne-Lorette Qué $53,090, L Brace Edmonton Alb $69,789, B Bresnahan Grand Prairie Alb $77,457, E Bussey Hay River TN-O $191,811, Corporation of the County of Lanark Perth Ont $111,819, Corporation of the District of North Cowichan Duncan C-B $80,440, Corporation of the United Counties of Leeds and Grenville Brockville Ont $77,578, County of Northumberland Cobourg Ont $150,329, Elwood Enterprises Ltd Terrace C-B $67,112, Foothills Timer Ltd Atikokan Ont $52,846, Horth Forest Division Victoria C-B $67,891, J D Irving Saint John N-B $366,417, Nova Scotia Landowners and Forest Fibre Producers Association Port Hawkesbury N-É $97,291, Ojibways of Onegaming Band Nestor Falls Ont $61,015, W Omichinski Selkirk Man $102,756, A Pollock Edmonton Alb $386,951, S Ross Montreal Lake Sask $53,175, Sault College of Applied Arts and Technology Sault Ste Marie Ont $42,502, Société d'Exploitation des ressources de la Vallée Inc Lac-au-Saumon Qué $55,546, South Nation River Conservation Authority Berwick Ont $53,837, Université Laval Ste-Foy Qué $95,371, Wabigoon Lake Band No 27 Dinorwick Ont $79,956.

PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS $108,117

Contribution au compte de mise en commun du blé de la Saskatchewan pour la conception, la construction et l'installation d'un système de pesage de contrôle des céréales dans un silo-élévateur portuaire dans le port de Vancouver C-B $104,530

Droits d'affiliation à l'Association internationale de chimie céréalière $3,587

Office canadien des provendes $17,302,006

Aide au transport des céréales fourragères, y compris l'aide pour les frais d'entreposage des céréales, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil $17,004,605—Alberta Wheat Pool Vancouver C-B $85,018, Assoc Coopérative Normandin Normandin Qué $51,313, Borden Mercantile Company Victoria C-B $102,271, Border Feedlot Surrey C-B $71,635, J N Brochu Inc St-Isidore Qué $112,584, Buckerfield's Ltd Armstrong C-B $46,226, Duncan C-B $304,089, Vancouver C-B $489,805, Balfour Guthrie Co Ltd Gibbins Alb $36,923, Winnipeg Man $33,131, Burgess Feeds Ltd Agassiz C-B $145,105, Canada Packers Ltd Bridgewater N-É $67,561, Edmonton Alb $6,702, Maple Ont $222, Montréal Qué $54,242, Port Williams N-É $568,525, St-Romuald Qué $23,814, Summerside Î-P-É $235,515, Sussex N-B $542,997, Toronto Ont $2,561, Truro N-É $432,930, Chaîne Coopérative du Saguenay St-Bruno Qué $119,248, Clearbrook Grain & Milling Company Ltd Clearbrook C-B $241,314, Co-Op Atlantic Moncton N-B $942,020, New Minas N-É $368,978, Truro N-É $31,985, Coopérative Fédérée de Québec Montréal Qué $989,581, Coopérative de Services Agricoles d'Abitibi Ouest Lasarre Qué $132,372, Rémi Corriveau Inc St-Nazaire Qué $52,226, East Chilliwack Fruit Growers Co-Op Assoc Chilliwack C-B $1,430,616, M & H Feeds Inc Surrey C-B $182,713, Ferme de la Poulette Grise Ste-Foy Qué $73,241, W A Flemming Ltd Truro N-É $263,443, Hillcrest Farms Ltd St John's T-N $593,293, Kohler's European Sausage Ltd Aldergrove C-B $56,723, Maple Leaf Mills Ltd Calgary Alb $25,529, Cavan Ont $23,365, Edmonton Alb $4,510, Kensington Î-P-É $55,464, Prescott Ont $23,968, F Ménard Inc L'Ange Gardien Qué $55,154, Meunerie B Breton St-Narcisse-Neubois Qué $60,106, Meunerie Charlevoix Enr St-Urbain Qué $53,314, Mic Mac Feeds Port Williams N-É $69,567, Moulées Nadeau Feeds Ltd Clair N-B $215,354, Moulin Agricole Kénogami Kénogami Qué $102,126, Nanaimo Farmers Co-Op Assoc Nanaimo C-B $108,158, Nutribec Ltée Duberger Qué $56,721, Otter Farm & Home Co Aldergrove C-B $270,647, Prince Edward Island Elevator Corp Kensington Î-P-É $126,438, Ralston Purina of Canada Ltd Drummondville Qué $51,957, Kentville N-É $98,017, Montréal Qué $40,107, St-Romuald Qué $198,415, Truro N-É $368,396, Whitby Ont $11,844, Ritchie Smith Ltd Abbotsford C-B $636,724, Robin Hood Multifood Inc Donovans T-N $954,674, Milton Ont $15,863, Montréal Qué $832, Smith Brokerage Ltd Saint John N-B $226,420, Sure Crop Feeds Ltd Grindrod C-B $206,989, Surrey Co-Op Assoc Abbotsford C-B $661,011, Sussex & Studholm Agricultural Society Sussex N-B $55,711, Top Shelf Feeds Inc Duncan C-B $261,023, United Feeds Armstrong C-B $39,548, Edmonton Alb $24,638, Midnapore Alb $5,559, Valley Feeds Ltd Burtt's Corner N-B $146,084, Wall & Redekop Feeds Ltd Abbotsford C-B $127,651.

AGRICULTURE—*Fin*

Paiements relatifs aux frais d'entreposage et d'intérêt concernant l'augmentation des stocks de céréales fourragères dans les meuneries de régions pauvres en céréales fourragères de l'est du Canada et de la Colombie-Britannique, de concert avec l'accroissement de la capacité d'entreposage des céréales de ces meuneries $297,401

COMMUNICATIONS $126,950,779

Ministère $45,455,255

PROGRAMME DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE $45,455,255

Subvention au Conseil canadien de planification technique de la radio $25,000

Subventions à des établissements et à des administrations sis au Canada conformément à l'article 29 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels $411,598—Archives Publiques du Canada Ottawa Ont $61,178, Galerie Nationale Ottawa Ont $124,450.

Subvention au groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération Charlottetown, Î-P-É $1,085,965

Subventions aux institutions et organismes culturels canadiens sans but lucratif pour le perfectionnement des cadres et pour certaines activités culturelles d'importance nationale $3,500,000—Assoc Québécoise du Jeune Théâtre Montréal Qué $80,000, Bach Tercentenary Festival Edmonton Alb $50,000, Canadian Friends of Beth Hatefusoth Don Mills Ont $100,000, Centrestage Music Toronto Ont $150,000, Comité du Centenaire du Drapeau Acadien Cap-Pele N-B $50,000, Conseil Acadien de Co-opération Culturelle Moncton N-B $100,000, Contemporary Dancers of Canada Winnipeg Man $65,000, Convergence Montréal Qué $100,000, Dawson Museum & Historical Society Dawson City TY $50,000, Digicon 85 Vancouver C-B $90,000, École Nationale de Théâtre Montréal Qué $250,000, Festival Culturel de Montréal Montréal Qué $65,000, Festival International de la Nouvelle Danse Montréal Qué $50,000, Festival International du Spectacle pour Enfants Montréal Qué $125,000, Glenn Gould Memorial Foundation Toronto Ont $100,000, International Symposium on the Arts Banff Alb $200,000, Inuit Musicians Resources Project Toronto Ont $77,000, The Jack Chambers Memorial Foundation Winnipeg Man $50,000, Jeunesses Musicales du Canada Montréal Qué $99,670, Mennonite Bicentennial Commission Waterloo Ont $75,000, Nos Terres Village des Hurons Qué $175,000, Quinzaine Internationale du Théâtre du Québec Québec Qué $125,000, The Saint John 1985 Canada Summer Games Society St John N-B $250,000, Sculptures Society of British Columbia Vancouver C-B $50,000, Vancouver Bach Choir West Vancouver C-B $90,000, Vancouver Children's Festival Vancouver C-B $85,000, Vancouver Sculpture Acquisition Society Vancouver C-B $50,000.

Subventions à des organismes sans but lucratif en vue de la participation aux célébrations du Centenaire de Vancouver $500,000—Vancouver Museum Vancouver C-B $70,000.

Contributions destinées à financer les associations de télécommunications, ainsi que la tenue de conférences, de séminaires et de colloques parrainés par des universités canadiennes $25,000

Contribution à Télésat Canada pour l'acquisition, au Canada, de l'engin spatial Anik-D $330,249—Télésat Canada Ottawa Ont $330,249.

Contribution versée à l'Agence spatiale européenne relativement aux étapes du développement, de l'élaboration et du fonctionnement du Programme de grand satellite de télécommunications $12,244,953—Agence spatiale européenne Paris France $12,244,953.

Contributions à l'industrie canadienne pour aider à la création de nouveaux systèmes de fonctionnement commerciaux Télidon $3,899,052—Canadian Hospital Assoc Ottawa Ont $132,127, Community Information Centre of Metropolitan Toronto Toronto Ont $84,806, Dominion Information Services Burnaby C-B $290,000, Edimedia Québec Qué $329,500, Genesys Group Inc Ottawa Ont $235,000, Infomart Toronto Ont $88,400, Meteorological and Environmental Planning Ltd Markham Ont $71,760, Videotex Atlantic Ltd Halifax N-É $136,695, United Audio Visual Resources Ltd Ottawa Ont $100,000, TV Ontario O E C A Toronto Ont $78,275, Télé-Université de l'université du Québec Montréal Qué $390,000, St Clair Videotex Design Inc Toronto Ont $225,180, Pixel Production Toronto Ont $90,000, The Mep Co Markham Ont $178,240, Institut de Recherches Cliniques de Montréal Montréal Qué $75,886, Infonorth Computing Inc Sudbury Ont $205,000, Fenn Co Inc King Ont $100,900, Faxtel Informations Systems Ltd Toronto Ont $72,519, Cybertex Publishing Ltd Montréal Qué $164,694, Les Systèmes Videotex Formic Montréal Qué $96,000, Telethought Corporation Brampton Ont $65,000, Lansdowne Consulting Group Inc Ottawa Ont $100,000, Groupe Videoway Inc Montréal Qué $105,046, Greater Vancouver Information and Referral Service Vancouver C-B $100,000, Société de Gestion de L'Actualité Médicale Inc Montréal Qué $117,554.

Contribution à l'Association canadienne de normalisation (Comité directeur sur l'immunité au brouillage électromagnétique) $18,000

Contribution à l'Association canadienne de normalisation (Comité directeur des télécommunications) $15,000

Contribution à la Conférence interaméricaine des télécommunications $13,481

Part des frais d'administration d'organismes internationaux de radio, de téléphone et de télégraphie assumée par le Canada: Union internationale des télécommunications, Genève (Suisse) $2,113,216

Contribution au programme volontaire spécial pour la coopération technique de l'Union internationale des télécommunications, Genève Suisse $100,000

Contributions aux organismes nationaux d'activités artistiques et culturelles $695,000—Canadian Conference of the Arts Ottawa Ont $555,000, Canadian Crafts Council Ottawa Ont $140,000.

Contributions aux institutions et organismes culturels canadiens sans but lucratif pour les arts et la technologie, l'amélioration de la gestion, l'achat de matériel technologique de communications $9,359,536—Art Gallery of Ontario Toronto Ont $180,000, Art Gallery of South Okanagan Penticton C-B $100,000, Arts Community Computer Network Toronto Ont $170,730, Artspace Peterborough Ont $285,000, Arts Science and Technology Centre Vancouver C-B $51,258, Assembly of British Columbia Arts Council Vancouver C-B $54,000, Canadian Filmakers Distribution Centre Toronto Ont $61,345, Canadian Museums Association Ottawa Ont $79,441, Canadian Music Centre Toronto Ont $287,303, Capital Theatre Restoration Society Nelson C-B $135,000, Centaur Foundation for the Performing Arts Montréal Qué $117,900, Centre Culturel Maillard Gravelbourg Sask $81,000, Centre des Arts Contemporains du Québec à Montréal Ville D'Anjou Qué $144,000, CIRPA/ADISQ Foundation Toronto Ont $100,000, Citadel Theatre Edmonton Alb $450,000, Co-opérative de Logement et de Production Culturelle Limitée Caraquet N-B $72,000, Corporation du Club des Talons Hauts Inc Québec Qué $360,000, Corporation of the Town of Kenora Kenora Ont $135,000, Cultural Federation of Nova Scotia Halifax N-É $52,150, Foundation Bagatelle Incorporate Sillery Qué

COMMUNICATIONS—*Suite*

$85,050, Fondation du Théâtre du Nouveau Monde Montréal Qué $50,000, Galt Little Theatre Co Cambridge Ont $85,000, Hamilton Central Library Complex Hamilton Ont $67,500, Harbourfront Corporation Toronto Ont $83,500, Image 2-Image de Deuxième Génération Télématique Montréal Qué $75,000, Manitoba Children's Museum Winnipeg Man $67,500, Mechanics Institute of Montréal Montréal Qué $90,000, Memorial University of Newfoundland St John's T-N $1,365,283, Musée d'Art de Joliette Joliette Qué $112,500, National Ballet of Canada Toronto Ont $219,250, Northern Arts and Cultural Centre Yellowknife TN-O $97,200, Nunatta Sunaqutangit Museum Society Frobisher Bay TN-O $90,000, Opera Ballet Hall Corporation Toronto Ont $72,000, Richmond Gateway Theatre Society Richmond Stettlerand District Arts Foundation Stettler Alb $110,000, St Lawrence Centre for the Arts Toronto Ont $90,000, Sudbury Science Centre Sudbury Ont $225,000, Thunder Bay Arts Centre Thunder Bay Ont $590,945, Vieux Port de Montréal Montréal Qué $442,291, Western Front Society Vancouver C-B $51,300.

Contributions pour le développement de l'industrie canadienne de l'édition $9,670,693—87245 Canada Inc Montréal Qué $62,799, Aquila Communications Ltd Toronto Ont $54,175, Assoc of Canadian Publishers Toronto Ont $78,750, Assoc pour l'exportation du livre Canada Ottawa Ont $353,250, Biblio-Informatica Outremont Qué $120,037, Canada Publishing Corporation Agincourt Ont $498,447, Canadian Telebook Agency Willowdale Ont $343,360, Corporation des Éditions Fides Montréal Qué $58,284, Diffusion Prologue Ville St-Laurent Qué $50,000, Douglas and McIntyre Ltd Vancouver C-B $163,102, Éditions de Mortagne Boucherville Qué $123,712, Éditions du Renouveau Pédagogique Montréal Qué $137,839, Éditions France Amérique Montréal Qué $58,285, Éditions Héritage Inc St Lambert Qué $232,030, Éditions Hurtubise HMH Ltée Ville Lasalle Qué $59,050, Éditions Internationales Alain Stanké Ltée Montréal Qué $88,370, Éditions la Presse Ltée Montréal Qué $87,154, Éditions Lemeac Inc Outremont Qué $66,215, Éditions Libre Expression Montréal Qué $83,315, Éditions Marcel Broquet Inc Candiac Qué $57,235, Éditions Québec Amérique Montréal Qué $139,217, Fitzhenry and Whiteside Ltd Markham Ont $65,188, Gaëtan Morin Éditeur Ltd Chicoutimi Qué $120,692, Genera Publishing Co Ltd Don Mills Ont $89,810, Guérin Éditeur Ltée Montréal Qué $380,448, Hancock House Publishers Ltd Surrey C-B $54,705, Hurtig Publishers Edmonton Alb $110,527, Ontario International Self Counsel Press Ltd North Vancouver C-B $79,282, Key Porter Books Ltd Toronto Ont $74,228, Lester and Orpen Denny's Ltd Toronto Ont $52,826, Librairie Beauchemin Ltée Montréal Qué $91,374, Lidec Incorporated Outremont Qué $161,069, Lodd Marketing Ltd Toronto Ont $106,440, McClelland and Stewart Ltd Toronto Ont $373,068, Modulo Éditeur Inc Montréal Qué $51,306, Mondia Éditeurs Laval Qué $53,796, Novalis Le Droit Ottawa Ont $93,651, Presse de L'Université du Québec St-Foy Qué $54,591, Richard de Boo Publishers Don Mills Ont $51,796, Sablier Incorporated Varennes Qué $64,127, Sodiges Ltée Montréal Qué $388,192, Tundra Books Inc Montréal Qué $52,605, University of Toronto Press Toronto Ont $115,876, Welch Publishing Co Inc Burlington Ont $73,751, Western Producers Prairie Books Saskatoon Sask $89,496, Whitecaps Books Ltd North Vancouver C-B $76,404.

Contribution au Festival international de Toronto de 1984 (Cinquentenaire) $150,000—Toronto International Jubilee Festival Toronto Ont $150,000.

Contribution à la Stratford Shakespearean Festival Foundation $200,000—Stratford Festival Theatre Stratford Ont $200,000.

Contributions afin d'appuyer les organismes nationaux de services dans le domaine du film et de la vidéo $279,600—Academy of Canadian Cinema Toronto Ont $160,800.

Contribution au «Montreal International Software Market Inc» (MIM) $500,000—Montreal International Software Market Inc Montréal Qué $500,000.

Contributions destinées à financer le développement de l'infrastructure des entreprises culturelles-ERDA Manitoba $18,912

Contributions au Festival mondial des arts de la scène $300,000—Vancouver Opera Assoc Vancouver C-B $55,000, Vancouver Playhouse Assoc Vancouver C-B $50,000.

Conseil des Arts du Canada $72,614,000

Paiement au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 20 de la Loi sur le Conseil des Arts du Canada, devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la Loi $72,614,000

Office national du film $276,521

Subventions pour aider à payer le coût de certains événements cinématographiques d'importance, qui ont lieu au Canada et qui sont d'intérêt national ou international, selon l'avis du conseil d'administration $10,000

Carrière d'été—Composante d'accès au programme Été Canada de 1984 $15,895

Paiements à la province de Québec en vertu de l'accord fiscal sur l'imposition réciproque $250,626

Bibliothèque nationale $37,303

Subventions à la Fédération internationale des associations de bibliothécaires $10,000

Système international de données sur les publications en série $27,303

Musées nationaux du Canada $8,567,700

Appui total aux musées et autres organisations du Canada aux fins de leur fonctionnement, projets spéciaux, formation, enregistrement, achat de matériel et construction d'installations $8,566,900—Appui pour les programmes publics $4,735,339—Art Gallery of Greater Victoria Victoria C-B $136,500, Art Gallery of Ontario Toronto Ont $214,000, British Columbia Provincial Museum Victoria C-B $144,000, Canadian Museums Assoc Ottawa Ont $175,000, Confederation Centre Art Gallery and Museum Charlottetown Î-P-É $90,000, Edmonton Art Gallery Edmonton Alb $149,000, Glenbow Alberta Institute Calgary Alb $144,000 Manitoba Museum of Man and Nature Winnipeg Man $273,339, McCord Museum Montréal Qué $150,000, Montreal Museum of Fine Arts Montréal Qué $295,500, Musée d'art contemporain Montréal Qué $117,000, Musée du Québec Québec Qué $70,000, Museum of Anthropology University of British Columbia Vancouver C-B $200,000, New Brunswick Museum Saint John N-B $235,000, Newfoundland Museum St John's T-N $125,000, Norman Mackenzie Art Gallery Régina Sask $144,000, Nova Scotia Museum Halifax N-É $197,000, Provincial Museum of Alberta Edmonton Alb $187,000, Royal Ontario Museum Toronto Ont $264,000, Saskatoon Gallery and Conservatory Corporation (Medel Art Gallery) Saskatoon Sask $144,000, Vancouver Art Gallery Vancouver C-B $192,000, Vancouver Museums and Planetarium Assoc Vancouver C-B $160,500, Western Development Museums Saskatoon Sask $120,000, Winnipeg Art Gallery Winnipeg Man $193,000; Programme d'appui pour l'amélioration et les achats d'équipement $1,084,495—Art Gallery of Ontario Toronto Ont $84,500, Direction Générale des Musées Québec Qué $67,700, McMichael Canadian Collection Kleinburg Ont $50,800, Prairie Gallery Society Grande Prairie Alb $180,000, Winnipeg Art Gallery Winnipeg Alb $103,000; Programme d'appui pour l'enregistrement $657,543—Montreal Museum of Fine Arts Montréal Qué

COMMUNICATIONS—*Fin*

$118,700, Nova Scotia Museum Halifax N-É $98,140, Western Development Museums Saskatoon Sask $73,600; Programme d'appui pour les expositions $813,785—Museum of Anthropology University of British Columbia Vancouver C-B $77,500, Saskatoon Gallery and Conservatory Corporation (Mendel Art Gallery) Saskatoon Sask $53,109; Programme d'appui pour les activités spéciales $127,776; Programme d'appui pour la formation $711,413—National Canadian Museums Assoc Ottawa Ont $158,364, Ontario Museum Assoc Toronto Ont $62,800, University of Toronto Toronto Ont $68,600; Programme d'appui pour la conservation $436,549—Glenbow Alberta Institute Calgary Alb $63,500.

College Art Association of America $800

CONSOMMATION ET CORPORATIONS $64,816,524

Ministère $58,204,524

Subventions à l'Association des consommateurs du Canada $200,000—Association des consommateurs du Canada Ottawa Ont $200,000.

Subventions à des organismes de consommateurs $499,959— Public Interest Advocacy Centre Toronto Ont $144,000, Regulated Industries Program Ottawa Ont $100,000.

Contributions à des organismes de consommateurs $988,500— Public Interest Advocacy Centre Ottawa Ont $148,275, Regulated Industries Program Ottawa Ont $180,000, Testing Program and Publications Ottawa Ont $117,000.

Contributions aux propriétaires de maisons aux termes du programme d'aide relatif à la mousse isolante d'urée-formaldéhyde $52,864,997—Condominium Plan 69R13581 Régina Sask $130,000, Riverside Colony Arden Man $60,000, Strata NW 320 Vancouver C-B $141,954.

Contributions aux travailleurs en vertu du Programme des outils de travail en unité métrique $3,651,068

Conseil canadien des normes $6,612,000

Subventions au Conseil canadien des normes $6,612,000—Conseil canadien des normes Ottawa Ont $6,612,000.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL $159,000

Subventions des organismes sans but lucratif pour favoriser la Coopération et le développement économique $159,000—The Niagara Institute Niagara on the Lake Ont $159,000.

EMPLOI ET IMMIGRATION $1,391,730,240

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada $1,391,730,240

PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE $1,358,353,149

Paiements aux employeurs et autres personnes en vertu d'accords de formation industrielle conclus par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada avec de tels organismes en vertu de la Loi nationale sur la formation $150,542,715:

Région de Terre-Neuve—

Inuit Society Happy Valley $77,657, Newfoundland Telephone St John's $52,421, Okalakatiget Society Happy Valley $73,657;

Région de la Nouvelle-Écosse—

Breton Industrial and Marine Ltd Port Hawkesbury $77,772, Société de développement du Cap-Breton Sydney $213,173, Farmers Co-Operative Dairy Ltd Halifax $63,503, Halifax Board of Trade Halifax $310,062, Industrial Marine Products Ltd Dartmouth $295,340, Michelin Tire (Canada) Ltd New Glasgow $266,740, Northern Telecom Canada Ltd Amherst $98,312, SDS Drilling Halifax $52,806, Steel and Engine Products Ltd Liverpool $59,277, Sydney Steel Corporation Sydney $239,014;

Région du Nouveau-Brunswick—

Atlantic Towing Ltd Saint John $122,146, Big Cove Band Council Big Cove $62,693, Brunswick Mining and Smelting Corporation Ltd Bathurst $94,039, Consolidated Bathurst Incorporated Bathurst $52,845, Dr Everett Chalmers Hospital Fredericton $80,655, Hôpital Régional Chaleur Bathurst $86,666, Hôtel Dieu St Joseph Campbellton $57,805, J D Irving Ltd Saint John $70,903, Kent Lines Ltd Saint John $161,966, Miramichi Hospital Newcastle $80,035, New Brunswick Electric Power Commission Fredericton $200,994, Saint John Regional Hospital Saint John $94,885, Saint John Shipbuilding Ltd Saint John $134,520, The Moncton Hospital Moncton $100,151;

Région de l'Île-du-Prince-Édouard—

CN Marine Borden $74,733, Minigoo Indian Art Summerside $67,366, Tannereye Ltd Charlottetown $84,054;

Région du Québec—

Agnico Eagle Mines Joutel $54,080, Agropur Montréal $186,545, Angers Drouin Simard & Associés Ltée Ste-Foy $69,324, Auatag Cultural Institut Montréal $112,763, Bombardier Inc Division Transport en Commun La Pocatière $457,824, Brasserie Molson du Québec Montréal $115,521, CAMCO Inc Montréal $222,557, Canron Anjou $51,584, Centre d'Entretien Voyageur Montréal $240,163, Cie Gaspésia Ltée Chandler $114,753, Chemins de fer nationaux du Canada Ville St-Laurent $161,640, Contracteur Boulianne Jonquière $61,524, Culinar Inc Ste-Marie Beauce $62,562, Donohue Inc Clermont $688,534, Donohue Normick Inc Amos $201,597, Ducros Meilleurs Roy & Associés Ste-Foy $57,398, Edwards (Unit of General Signal) Montréal $63,645, Electrolux Pointe-Claire $199,632, Elkem Metal Canada Inc Beauharnois $116,915, Entreprises Jules Bernard Pierrefonds $55,572, Epoc Montréal $786,065, Gaz Metropolitain Montréal $361,168, General Motors du Canada Ltée Boisbriand $716,254, Goodyear Canada Valleyfield $127,303, Groupe Continental Rent Montréal $52,535, Gulf Canada Inc Montréal $123,680, Ilco Unican Inc Montréal $81,450, Imprimerie Ronald Montréal $116,911, Industries Provinciales St-Damien $137,453, Industries Valcartier Inc Val-Bélair $54,196, Informateck Lachine $119,059, James Bay Cree Community Society Val d'Or $175,998, Kruger Inc Brompteville $154,740, Leviton du Canada Montréal $95,286, Margotteaux Magog $85,231, Marine Industrie Tracy $84,561, Mines Northgate Chibougamau $153,043, Mistassini Band Council Mistassini Lake $60,704, Noranda Mines Montréal $50,108, National Canada Montréal $154,520, Nordair Dorval $714,534, Normick Perron La Sarre $71,474, Oka Band Council Oka $100,576, Papeterie Reed Ltée Québec $60,547, Papiers Scott Ltée Les Crabtree $59,453, Presse Inc La Montréal $93,958, Sanak Maintenance Inc Montréal $58,104, Services de Gestion Teknika Sherbrooke $74,082, Shell Canada Montréal $134,571, Sidbec Dosco Contrecœur $567,591, Socam Inc Village-des-Hurons $209,348, Société Elect Chimie Alcan Jonquière $115,313, Société Elect Chimie Alcan Shawinigan $85,833, Tagramiut Nipingat Inc Salliut $169,387, Tembec Témiscaming $100,409, Tie Communication

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Sherbrooke $108,250, Trans Québec Maritimes Inc Montréal $105,884, Union Carbide Montréal $536,375, Waswanipi Band Council Waswanipi $89,747, Zinc Electrolyque du Canada Valleyfield $199,289;

Région de l'Ontario—

A G Simpsons Co Ltd Scarborough $116,785, Abitibi Price Fine Papers Toronto $89,369, Acres Consulting Services Ltd Toronto $113,869, Air Canada (Base 51) Toronto $75,230, Alcan Canada Products Ltd Toronto $56,807, Algoma Steel Corp Ltd (Algoma Ore Division) Sudbury $56,461, Arnold Manufacturing Ltd Windsor $60,825, Ashlin Computer Consultants Toronto $55,280, B A S E Canada Inc Cornwall $87,823, BATA Engineering Trenton $73,359, Building Products of Canada Ltd Acton $81,540, CIL Inc North York $418,698, CNCP Telecommunication Toronto $71,007, Cableshare Inc London $58,487, Cameo Inc Mississauga $81,265, Centerline Windsor Inc Windsor $58,790, Champion Road Machinery Ltd Goderich $106,267, Chrysler Canada Ltd Windsor $51,405, Clark Equipment Canada Ltd St Thomas $78,946, Collingwood Shipyards Ltd Collingwood $159,974, Combustion Engineering Welland $84,872, Court Valve Inc Beamsville $103,045, Courtaulds Canada Inc Cornwall $65,640, De Havilland Aircraft of Canada Downsview $99,703, Didak Manufacturing Ltd Arnprior $53,848, Dominion Forge Co Ltd Windsor $53,812, Domtar Fine Paper Ltd Cornwall $98,724, Dupont Canada Inc Mississauga $317,479, E B Eddy Forest Products Ltd Timmins $62,457, Eaton Yale Ltd Chatham $95,876, Edwards Owen Sound $169,662, Eldorado Resources Ltd Ottawa $558,245, Essex Manufacturing Windsor $158,056, Esso Petroleum Canada (A Division of Imperial Oil) Sarnia $166,249, Exco Engineering Markham $51,608, Firestone Steel Products of Canada Inc London $102,810, Ford Motors Company of Canada Ltd Niagara Falls $102,026, Frankel Steel Ltd Milton $54,429, GACO Systems Ltd Brantford $70,668, Garrett Manufacturing Rexdale $73,638, General Motors of Canada Ltd Oshawa $725,150, Great Lakes Forest Products Thunder Bay $220,473, Greater Canada Colour Printing Ltd Stevensville $147,234, Gudgeon Brothers Ltd London $53,721, Haley Industries Ltd Haley Station $166,604, Heritage Canada Foundation Ottawa $55,092, Husky Injection Moulding System Bolton $339,303, Inco Ltd Sudbury $151,223, Interbake Foods Ltd London $181,393, International Computer System St Catharines $55,873, Jonas & Erickson Software Willowdale $58,392, Kellogg Salada Canada Inc London $240,717, Kimberly Clark of Canada Ltd Thunder Bay $127,799, Lamko Tool and Mould Inc London $87,210, Linamar Machine Ltd Guelph $110,044, Litton Systems (Canada) Ltd Etobicoke $120,992, Marley Roof Tiles Ltd Milton $93,574, Massey Ferguson Industries Ltd Brantford $276,150, Mathews Conveyor Co Ltd Port Hope $61,533, Mattabi Mines Ltd Ignace $75,324, McDonnell Douglas Canada Ltd Toronto $90,523, Mitel Corporation Ottawa $113,786, Monroe Auto Equipment of Canada Owen Sound $74,094, Office Specialty Newmarket $65,956, Petrosar Ltd Corunna $174,509, Phantom Industries Inc Toronto $67,520, Pirelli Cables Inc Prescott $98,976, Polysar Ltd Sarnia $554,292, Proctor and Gamble Inc Hamilton $296,478, Raymond Industrial Equipment Ltd Brantford $75,371, Reichold Ltd North Bay $61,489, Rio Algom Ltd Elliot Lake $141,854, Robert Bell Industries Ltd Seaforth $52,449, Rockwell International of Canada Malton $59,723, Roger's Cable Systems Inc London $85,273, Saskatchewan Wheat Pool Thunder Bay $54,945, Seeburn Metal Products Ltd Beaverton $55,951, Solus Manufacturing & Sales Wallaceburg $99,380, Spruce Falls Power and Paper Co Kapuskasing $150,834, St Catharines Screw Machines St Catharines $103,396, St Regis Band Council Cornwall $55,838, Stanton Pipes Ltd Hamilton $53,552, Stelco Fastener and Forging Co Brantford $90,931, Stelco Inc Hamilton $314,670, Suncor Inc Sarnia $208,564, T R W Canada Ltd St Catharines $55,244, Teal Manufacturing (Windsor) Ltd Windsor $78,687, The Brick Warehouse Etobicoke $162,624, The Stratford Shakespeare Festival Foundation Stratford $242,749, Toronto Transit Commission Toronto $76,151, Trent Industrial Products Campbellford $56,697, Trenton Machine Tool Trenton $55,837, Union Carbide Canada Ltd Sarnia $90,084, Uniroyal Ltd Rubber Machinery Bracebridge $56,458, Wa Wa Ta Native Communication Sioux Lookout $85,674, Walinga Body and Coach Ltd Guelph $60,589, Webster Manufacturing (London) Ltd London $72,772, Westinghouse Canada Inc Hamilton $83,114, Windsor Match Plate & Tool Ltd Windsor $51,476, Xerox Canada Inc Mississauga $253,706;

Région du Manitoba—

Air Canada Winnipeg $105,005, Awasis Agency of Northern Man Thompson $89,860, Bristol Aerospace Ltd Winnipeg $55,021, Burroughs Canada Winnipeg $58,713, Chemins de fer du canadien Pacifique Winnipeg $176,270, Chemins de fer nationaux du Canada Winnipeg $66,638, City of Winnipeg Winnipeg $174,188, Dakota Ojibway Tribal Council Brandon $76,683, Dominion Tanners Winnipeg $67,045, First Nations Confederacy Winnipeg $66,393, General Aluminum Forgings Winnipeg $59,327, Health Science Winnipeg $134,847, Highway Truck Services Winnipeg $76,102, Industrial Technology Centre Winnipeg $1,086,972, Manitoba Forestry The Pas $84,824, Manitoba Hydro Winnipeg $88,257, Manitoba Indian Agriculture Program Winnipeg $93,753, Mikisew Broadcasting Corp Inc Thompson $86,844, Northern Telecom Winnipeg $86,699, Selkirk Training Plant Selkirk $177,048, Standard Knitting Ltd Winnipeg $52,995, Youth Business Learning and Development Centre Winnipeg $336,432;

Région de la Saskatchewan—

Amok Cluff Mining Cluff Lake $113,075, Canada Packers Moose Jaw $81,658, IMC Esterhazy $56,925, Key Lake Mining Saskatoon $174,146, La Ronge Indian Band La Ronge $152,635, Lockerbie & Hole Co Saskatoon $97,183, Monarch Plumbing & Heating Régina $93,061, Native Courtworkers Régina $53,670, PCS Rocanville Rocanville $92,979, Sandy Lake Band Sandy Lake Reserve $99,908, Saskatchewan Northern Native La Ronge $69,541, Westside Community Beauval $87,921;

Région de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest—

Alberta Gas Ethylene Red Deer Alb $72,695, Alexander Band School Board Morinville Alb $74,958, Anicus Populi Consulting Ltd Vernon C-B $130,455, Baffin Regional Council Frobisher Bay TN-O $129,210, BP Resources Canada Ltd Bonnyville Alb $164,771, Calgary Hospital District #7 Calgary Alb $80,710, Canada Packers Wainwright Alb $133,615, Chemins de fer nationaux du Canada Edmonton Alb $77,029, Cominco Ltd Little Cornwallis Island TN-O $82,858, Continental Can Canada Edmonton Alb $141,761, Delta Projects Ltd Calgary Alb $51,896, Digitech Systems Calgary Alb $72,571, Dome Petroleum Calgary Alb $101,734, Dow Chemical Fort Saskatchewan Alb $563,173, Esso Chemical Canada Ltd Edmonton Alb $541,706, Esso Resources Canada Ltd Calgary Alb $260,319, General Teamsters Local #362 Calgary Alb $53,929, Gulf Canada Products Edmonton Alb $406,918, Inuit Broadcasting Corporation Ottawa Ont $206,557, Inuit Tapirisat of Canada Yellowknife TN-O $233,872, Inuvialuit Communications Inuvik TN-O $126,474, Kehewin Tribal Administration Bonnyville Alb $71,797, Lesser Slave Lake Indian Council Slave Lake Alb $63,974, Nanisivik Mines Nanisivik TN-O $72,822, Novacor Chemicals Ltd Red Deer Alb $186,717, Novatel Communications Ltd Lethbridge Alb $142,973, Operating Engineers Local 955 Edmonton Alb $75,093, Pelican Spruce Mills Edmonton Alb $201,261, Piping Industry Apprentice Burnaby C-B $72,450, Proctor & Gamble Cellulose Grande Prairie Alb $444,519, Shehtah Drilling Norman Wells TN-O $89,015, Shell Canada Ltd Ft Saskatchewan Alb $681,650, Shell Chemicals (Styrene) Peace River Alb $585,486, Sherritt Gordon Mines Ft Saskatchewan Alb $125,808, Suncor Incorporated Ft McMurray Alb $205,961, Syncrude Canada Ltd Ft McMurray Alb $554,074, Tungavik Federation of Nunavuit Ottawa Ont $90,056, Turbo Resources Balzac Alb $218,743, Union Carbide Canada Ltd Red Deer Alb $462,332, Whitefish Lake Band #128 Goodfish Lake Alb $55,425;

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Région de la Colombie-Britannique et Territoire du Yukon—

Air BC Limited Cassidy C-B $109,653, Alcan Smelters & Chemicals Limited Kitimat C-B $223,194, BC Forest Products Crofton C-B $70,198, BC Forest Products Mackenzie C-B $81,784, BC Railway Vancouver C-B $118,593, BC Telephone Company Burnaby C-B $60,402, Beales Steel Products Langley C-B $60,195, Brinco Mining Cassiar C-B $51,888, Brittain Steel Ltd New Westminster C-B $70,478, Bullmoose Operating Corporation Tumbler Ridge C-B $113,811, Burrard Yarrows Corporation North Vancouver C-B $258,043, CAE Machinery Vancouver C-B $58,266, Canadian Forest Products Port Hardy C-B $63,131, Canadian Forest Products Port Mellon C-B $109,027, Canadian Manufacturers Association Vancouver C-B $554,467, Chemins de fer nationaux du Canada Prince George C-B $88,581, CHE Williams Company North Vancouver C-B $64,779, Cominco Kamloops C-B $58,857, Cominco Trail C-B $115,033, Crows Nest Resources Sparwood C-B $165,501, Cyprus Anvil Mining Faro TY $61,044, Data Tech Systems Victoria C-B $103,714, Finning Tractor Vancouver C-B $79,463, Fording Coal Limited Elkford C-B $149,102, Gitksan Wetsuweten Tribal Council Hazelton C-B $152,748, Heiltsuk Tribal Council Waglisla C-B $99,600, Hospitality Industrial Education Advisory Vancouver C-B $91,992, Inter Forest Labour Relations Assoc Kelowna C-B $244,335, Ksan Assoc Hazelton C-B $64,096, MacMillan Bloedel Ltd Port Alberni C-B $253,377, MacMillan Bloedel Ltd Powell River C-B $50,386, Native Communications Society of BC Vancouver C-B $104,562, Nicola Valley Indian Administration Merritt C-B $60,883, Northern Native Fishing Corporation Prince Rupert C-B $132,019, Northern Transportation Company Ltd Vancouver C-B $73,619, Pacific Forest Products Ladysmith C-B $99,873, Quintette Coal Dawson Creek C-B $191,782, Seaspan International North Vancouver C-B $73,915, Skookum Jim Friendship Centre Whitehorse TY $86,931, Trans Mountain Pipeline Ltd Vancouver C-B $60,242, Weldwood of Canada 100 Mile House C-B $198,627, Westar Mining Limited Sparwood C-B $60,277, Western Pulp Limited Partnership Vancouver C-B $58,181, Westmin Resources Ltd Campbell River C-B $76,947, Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY $67,309.

Paiements d'allocations de formation aux personnes qui suivent des cours de formation professionnelle en vertu de la Loi nationale sur la formation $106,349,704

Paiements aux provinces et aux organismes privés qui donnent des cours et sont à but non lucratif en vertu des accords de la Caisse d'accroissement des compétences professionnelles conclus par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada avec de tels organismes en vertu de la Loi nationale sur la formation $86,373,000:

Region de Terre-Neuve—

Bay St George Community College Stephenville $696,464, College of Fisheries St John's $560,884, College of Trades & Technology St John's $743,371, District Vocational School Burin $260,881, District Vocational School Gander $373,661, Fisher Technology College Corner Brook $124,456, Labrador Institute of Northern Studies Happy Valley $321,475;

Région de la Nouvelle-Écosse—

Industrial Cape Breton Board of Trade Sydney $186,074, MicMac Native Friendship Centre Halifax $91,648, Ministre des Finances Province de la Nouvelle-Écosse Halifax $3,034,020, Neighbourhood Work Activity Program Halifax $240,973, Petroleum Industry Training Services Halifax $632,391, Young Women's Christian Assoc Halifax $62,984;

Région du Nouveau-Brunswick—

Province du Nouveau-Brunswick Fredericton $1,856,695;

Région de l'Île-du-Prince-Édouard—

Province de l'Î-P-É Charlottetown $449,615;

Région du Québec—

Aide Sherbrooke $84,963, Epoc Montréal Montréal $107,138, Ministère des Finances Québec $18,769,013;

Région de l'Ontario—

Cambrian College Sudbury $78,200, Canadore College North Bay $614,223, CAWL Toronto $222,900, Centennial College Toronto $462,000, Conestoga College Kitchener $2,708,404, Confederation College Thunder Bay $157,100, Durham College Oshawa $592,736, Fanshawe College London $295,000, George Brown College Toronto $667,920, Georgian College Toronto $630,000, Humber College Toronto $419,200, Kanata High Technology Ottawa $1,200,000, Lakehead University Thunder Bay $439,025, Lambton College Sarnia $979,300, Loyalist College of Applied Arts and Technology Belleville $704,600, Mohawk College Hamilton $695,236, New Decade Prescott $88,309, Niagara College St Catharines $998,927, Northern College Timmins $349,310, Rexdale Community Rexdale $86,394, Ryerson Polytechnical Institute Toronto $4,044,008, Seneca College Toronto $334,000, Sheridan College Oakville $257,494, Sir Sandford Fleming College Peterborough $200,000, St Clair College Windsor $196,058, St Lawrence College Kingston $218,185, Treasurer of Ontario Toronto $2,860,288, YMCA Youth Project Toronto $87,150;

Région du Manitoba—

Dakota Ojibway Tribal Council Brandon $545,363, Province du Manitoba Winnipeg $8,393,971;

Région de la Saskatchewan—

Advanced Technology Training Centre Régina $1,999,920, Gabriel Dumont Institute of Native Studies & Applied Research Régina $886,264, Prince Albert Technical Institute Régina $3,529,790, Saskatchewan Indian Training Institute Saskatoon $550,433, Thunderchild Technical Institute Inc North Battleford $927,518;

Région de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest—

Alberta Vocational Centre Lac La Biche Alb $82,236, Blue Quills Health Sciences Centre St Paul Alb $1,252,134, Blue Quills Vocational Training St Paul Alb $684,418, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $149,109, Jack Bredin Community Institution Edmonton Alb $235,634, Keyano College Ft McMurray Alb $268,439, Northern Alberta Institute of Technology Edmonton Alb $2,943,653, Southern Alberta Institute of Technology Calgary Alb $1,874,834, Western Institute of Technology Stony Plain Alb $122,475, Young Women's Christian Assoc Calgary Alb $96,922;

Région de la Colombie-Britannique et Territoire du Yukon—

British Columbia Institute of Technology Burnaby C-B $2,169,565, Comosun College Victoria C-B $964,000, Cariboo College Kamloops C-B $404,500, College of New Caledonia Prince George C-B $656,249, Epic Industrial Training Society Richmond C-B $1,594,172, Kwantlen College Surrey C-B $724,900, North Island College Comox C-B $477,370, Pacific Marine Training Institute North Vancouver C-B $390,082, Pacific Vocational Institute Burnaby C-B $647,025, Selkirk College Castlegar C-B $209,475, Urban Native Indian Education Vancouver C-B $1,043,837, Vancouver Community College Vancouver C-B $377,936, Vancouver Vocational Institute Vancouver C-B $478,000, Yukon College Whitehorse TY $279,397.

Paiements à des particuliers en vertu de l'article 8 (voyages des stagiaires) du Règlement sur la mobilité de la main-d'œuvre $11,480,233:

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Région du Québec—

Air Inuit (1985) Ltée Montréal $133,369.

Paiements aux municipalités et autres organismes publics et communautaires, ainsi qu'à des groupes privés, corporations, sociétés de personnes et particuliers, en vertu d'accords conclus avec le ministre, pour la réalisation de projets destinés à procurer du travail à des chômeurs et à contribuer au mieux-être de la collectivité $690,715,246:

Région de Terre-Neuve—

Alpco Ltd Deer Lake $50,694, AMS Ltd St John's $51,890, Assoc for the Mentally Retarded Stephenville $102,454, Basilica Parish Council St John's $147,887, Bay Arena Assoc Ltd Bay Roberts $51,261, Bay St George Assoc for the Mentally Retarded Stephenville $54,328, Branch Harbour Improvement Committee Branch $80,312, Central Development Assoc Parsons Pond $153,043, Centre for Inshore Fishermen Seldom $150,000, Citizens Committee of François François $98,252, Committee on Family Violence Corner Brook $56,758, Community of Bide Arm Bide Arm $95,707, Community of Hampden Hampden $63,770, Community of Lewins Cove Lewins Cove $57,500, Community of St Alban's St Alban's $80,000, Concerned Citizens Committee Pines Cove $58,500, Conher Development Assoc Hermitage $172,787, Corner Brook Ski Club Corner Brook $198,300, Council of St Lourdes St Lourdes $69,937, Council of Students Union (MUN) St John's $267,285, Country Cove Water Committee Pollards Point $60,000, Criminology of Correction Assoc St John's $262,290, Development Assoc Bellevue $55,558, Development Assoc Benoits Cove $74,130, Development Assoc Buchans $111,888, Development Assoc Carmanville $54,998, Development Assoc, Green Island Brook $54,285, Development Assoc Jerseyside $173,519, Development Assoc Lewisporte $164,230, Development Assoc New Ferriole $55,000, Development Assoc Newville $393,515, Development Assoc South Port aux Basques $150,711, Development Assoc St Alban's $125,000, Development Assoc St Anthony $173,866, Development Assoc St Fintans $82,550, Development Assoc St Shott's $82,635, Development Assoc Woody Point $149,818, Development Assoc York Harbour $66,584, Development & Recreation Assoc Southeast Bight $63,639, Economic Development Assoc Baie Verte $158,113, Exploits Local Economic Development Botwood $126,992, Fishermen's Assoc Western Bay $56,180, Fishermen's Committee Bartlett's Cove $59,599, Fishermen's Committee Come-By-Chance $89,000, Fishermen's Committee Garnish $64,775, Fishermen's Committee Gates Cove $62,321, Fishermen's Committee Glovers Harbour $51,009, Fishermen's Committee Holyrood $54,791, Fishermen's Committee Musgrave Harbour $51,387, Fishermen's Committee Plate Cove $178,135, Fishermen's Committee Port Saunders $50,000, Fishermen's Committee Ramea $159,977, Fishermen's Committee St Josephs $95,794, Fishermen's Committee Upper Island Cove $65,718, Fishermen's Improvement Carbonear $62,337, Fishermen's Produce Co-Op Petty Harbour $157,768, Fisherperson's Committee Harbour Grace $111,915, Fogo Island Centre Seldom $274,097, Gander Area Development Gander $108,556, Gateway Lead Corporation Port aux Basques $77,908, Glenwood Indian Band Glenwood $202,307, Green Bay Economic Development Springdale $202,307, Hampden Athletic Assoc Hampden $56,345, Humber Valley Development Assoc Deer Lake $125,916, International Grenfell Assoc St Anthony $133,341, Keyin Technical College St John's $195,025, Local Development Committee Normans Cove $61,808, Local Improvement Committee Markland $71,726, Local Service Distribution of Bellevue Bellevue Beach $60,366, Local 1252 NFFAWU Branch Grand Bank $80,079, Marystown Lions Club Marystown $60,000, Mount Scio Community Development St John's $66,238, Mount Cashel Boys Residence St John's $209,704, Nain's Women's Group Nain Labrador $65,340, Native Training & Research Happy Valley Labrador $127,630, NFFAWU Piccadilly Plant Work Lourdes $57,197, Nfld Career Academy St John's $207,149, Nfld Co-Ordinating Council St John's $168,199, Nfld & Labrador Trappers Assoc Corner Brook $56,788, Patrick's Cove Local Development Placentia $50,000, Placentia Area Development Placentia $54,685, Public Wharf Committee Trinity East $55,000, Quinlan Brothers Baie De Verde $299,805, Regional Development Assoc Bellevue $168,335, Regional Development Assoc Dover $52,666, Regional Development Assoc Greens Harbour $275,094, Regional Development Assoc Whiteway $59,745, Regional Liaison Committee Glovertown $83,596, Salmon Assoc of Eastern Nfld St Mary's Bay $360,278, Salvation Army Scouting Mt Moriah $50,000, Seal Cove Fire Brigade Seal Cove $80,000, Southern Shore Regional Development Ferryland $146,454, Special Care Committee Corner Brook $54,520, St Barbe Water Committee St Barbe $50,000, St Bridge's Community Council St Bridge's $169,000, St Mary's Bay Centre St Mary's $86,850, St Shott's Fishermen's Committee St Shott's $65,072, Stephenville Flying Club Stephenville $64,918, Strait Development Assoc Shoal Cove East $61,599, Terra Nova Training St John's $104,708, Torngat Fish Producers Happy Valley Labrador $96,156, Town Council of Bonavista Bonavista $206,841, Town of Bay L'Argent Bay L'Argent $53,142, Town of Bishop Falls Bishops Falls $112,594, Town of Botwood Botwood $112,982, Town of Buchans Buchans $109,687, Town of Burin Burin $69,977, Town of Channel Port-aux-Basques $263,865, Town of Conception Bay South Manuels $51,469, Town of Cottlesville Cottlesville $87,636, Town of Dunville Dunville $177,442, Town of Fogo Fogo $65,768, Town of Gander Gander $86,247, Town of Grand Falls Grand Falls $80,831, Town of Harbour Grace Harbour Grace $56,250, Town of Kippens Kippens $78,756, Town of LaScie LaScie $98,136, Town of Labrador City Labrador City Labrador $125,570, Town of Lewisporte Lewisporte $102,644, Town of Long Harbour Long Harbour $90,000, Town of Marystown Marystown $247,249, Town of Newtown Newtown $64,648, Town of Northern Arm Botwood $57,808, Town of Pasadena Pasadena $59,000, Town of Port au Port Aguathuna $62,573, Town of St Anthony St Anthony $53,579, Town of St Lawrence St Lawrence $260,250, Town of Stephenville Crossing Stephenville Crossing $55,314, Town of Triton Triton $70,000, Town of Upper Island Cove Upper Island Cove $50,000, Town of Victoria Victoria $51,242, Town of Wabush Labrador $64,680, Town of Winsor Winsor $159,904, Trepassey Fishermen's Committee Trepassey $71,431, Upper Humber Rod & Gun Club Deer Lake $56,274, Upper Trinity South Region Development Greens Harbour $64,773, Volunteer Fire Department Fermeuse $50,008, Water & Sewage Disposal Committee Herring Neck $64,608, Water Supply Committee Little St Lawrence $63,921, West Nfld Lead Corporation Corner Brook $59,999, 1986 Nfld & Labour Winter Games Corner Brook $52,438, YM-YWCA Youth Employment St John's $228,195;

Région de la Nouvelle-Écosse—

Annapolis Royal Development Commission Annapolis Royal $328,029, Aylesford Industries Ltd Aylesford $113,607, Bear River Economic Development Bear River $147,192, Breton Development Society Sydney $63,703, Bridgewater Lions Club of Lions International Bridgewater $189,516, Cape Breton District School Board Glace Bay $328,882, Chalmers United Church Glace Bay $59,858, Clearwater Seafoods Ltd Queens County $54,133, Cobequid Neighbourhood Activity Centre Truro $272,321, Community Living Alternatives Wolfville $59,547, Cumberland County Joint Consultants Springhill $51,097, Dalhousie University Halifax $94,787, Down North Economic Development Victoria County $78,307, Eskan Textiles Products Ltd Eskasoni $90,742, Eskasoni Bank Council Eskasoni $127,065, Fortress of Louisbourg Louisbourg $151,163, Gardiner Mines Community Assoc Gardiner Mines $62,233, Glace Bay Action Team Glace Bay $361,049, Glace Bay Community Hospital Glace Bay $51,973, Glace Bay Downtown Development Glace Bay $240,451, Glace Bay General Hospital Glace Bay $129,474, Highland Resources Ltd Sydney $68,533, HOBEC Nova Scotia Ltd Sydney $285,498, Holy Ghost Ukranian Catholic Church Sydney $76,611, Human Resources Development Assoc Halifax $96,730, Industrial Cape Breton Board of Trade Sydney $226,028, Inverness Playground and Recreation Inverness $52,724, King Regional Rehabilitation Waterville $83,926, Kinsmen Club of Sydney Sydney $134,374, Louisbourg

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Harbour Front Park Louisbourg $72,950, Louisdale Lions Club Louisdale $55,108, Maritimes Fishermen's Union Halifax $61,724, Membertou Band Council Sydney $400,624, Mental Health Nova Scotia Halifax $278,224, Merigomish and District Fire Department Merigomish $70,232, Mic Mac Native Friendship Centre Halifax $105,127, Mulgrave and Area Medical Centre Mulgrave $70,849, Mulgrave/Canso Development Incorporated Guysborough $81,616, Municipality of Queens County Liverpool $53,048, Municipality of the County of Cape Breton Sydney $487,914, Municipality of Pictou County Pictou $89,618, New Dawn Enterprises Ltd Sydney $108,908, New Deal Development Ltd Sydney Mines $98,183, Noah Halliday and Donald Halliday Digby $55,384, North Inverness Recreation Centre Inverness County $207,558, Nova Scotia Provincial Exhibition Truro $77,818, Parish of Christ Church Sydney $54,421, Paroisse St Pierre Inverness $52,401, PCV Investments Dunrobin Ont $74,116, Real Opportunities for Prisoner Employment Bedford $234,200, Richmond County Development Corporation Louisdale $144,854, Ring 73 Amateur Boxing Society Glace Bay $98,590, Robb Engineering (Unit of AMCA) Amherst $198,500, Sackville Chamber of Commerce Lower Sackville $231,373, Sanford Port Committee Sanford $50,784, Shubenacadie Band Council Shubenacadie $75,075, Springhill Firefighters Assoc Springhill $108,345, St Catherines of Siena Parish Council Halifax $57,818, St Joseph's Parish Council Richmond County $56,124, St Peters Village Commission Richmond County $73,807, Sydney Parking and Development Corporation Sydney $343,959, Town of Amherst Amherst $75,681, Town of Canso Canso $116,126, Town of Dominion Dominion $124,677, Town of Glace Bay Glace Bay $399,952, Town of Kentville Kentville $79,137, Town of Lockeport Lockeport $61,123, Town of New Glasgow New Glasgow $121,223, Town of New Waterford New Waterford $94,455, Town of North Sydney North Sydney $91,875, Town of Parrsboro Parrsboro $53,778, Town of Pictou Pictou $63,579, Town of Springhill Springhill $89,047, Town of Sydney Mines Sydney Mines $315,876, Town of Trenton Trenton $189,384, VISION—Community Initiatives for Regional Development Sydney $93,816, Wagmatcook Band Council Baddeck $236,798, WA-SU-WEK Ltd Liverpool $51,573, Whycocomagh Band Council Whycocomagh $219,964, Willing Workers Hydroponic Gardens Yarmouth $171,079, Windsor Business Improvement Ltd Windsor $86,688, Yarmouth Development Corporation Yarmouth $101,904, Young Men's Christian Assoc of Halifax Halifax $232,567;

Region du Nouveau-Brunswick—

Adel-Kent Leda Buctouche $157,509, Archevêque Catholique Romain de Moncton Moncton $87,402, A S P Distribution Ltée Kedgwick $87,603, Assoc des Loisirs de Paquetville Inc Paquetville $84,638, Assoc Régionale des Personnes Handicapées de Grand-Sault Inc Grand-Sault $53,760, Atlantic Salmon Federation St Andrews $104,537, Barbara Palmer and Associates Moncton $50,305, Bathurst Marina Inc Bathurst $290,536, Big Cove Band Council Big Cove $132,961, Bi Capitol Project Inc Saint John $52,900, Burnt Church Indian Band Burnt Church $182,880, Campbellton Lions Campbellton $322,271, Canadian Historic Railroad Assoc Hillsborough $208,611, Canadian Mental Health Assoc Moncton $96,803, Capital Films Fredericton $292,438, Centre Récréatif de St-Pons Inc St-Pons $68,279, Centre Universitaire St-Louis Maillet Edmunston $65,282, Charlotte County Day Care Centre St Stephen $78,507, Chatham Business Development Corporation Chatham $129,493, Chatham Head Oldtimers Assoc Chatham $107,515, Chatham Senior Citizens and Handicapped Housing Inc Chatham $105,500, Chevaliers de Colomb Conseil «Le Garreo» #6377 Caraquet $102,685, City of Bathurst Bathurst $161,214, City of Campbellton Campbellton $461,514, City of Edmundston Edmundston $223,997, City of Fredericton Fredericton $61,377, City of Moncton Moncton $266,634, City of Saint John Saint John $68,784, Club de Loisirs de l'Aldouane Inc Richibucto $133,135, Club Pokemouche Inc Pokemouche $331,679, Club Richelieu de Saint Jacques Inc Saint Jacques $72,761, Comité Général de la Vallée de Memramcook Memramcook $71,198, Comité Paroissial de la Paroisse Saint Paul Bas-Caraquet $50,000, Commission de l'Aéroport Régional du Nord-Ouest du Nouveau-Brunswick Saint Leonard $111,850, Commission des Loisirs Tracadie Sheila Tracadie $200,499, Connors Brothers Ltd Blacks Harbour $152,404, Conseil Récréatif de St-Pons Inc St-Pons $51,353, Conseil Scolaire District 33 Edmundston $58,107, Crabbe Mountain Winter Park Ltd Millville $81,839, Campbellton-Dalousie and District Labour Council Dalhousie $193,175, Doris Guimond Kouchibouguac $115,583, Eel Ground Indian Band Newcastle $82,011, Eel River Bar Band Council Eel River $70,973, Foyer Saint-Joseph de Saint-Basile Inc St-Basile $58,315, Fundy Weir Fishermen's Assoc Inc St Andrews $83,472, Galyrc Ltd Moncton $80,532, Grand Manan Fishermen's Assoc Grand Manan $67,396, Huntsman Marine Laboratory St Andrews $115,251, Indian Band Planning Ltd Fredericton $255,450, Initiatives et Developpement Grande-Anse Inc Grande-Anse $142,552, J D Irving Limited Saint John $55,994, John Howard Community Residential Centre (Moncton) Inc Moncton $197,762, Key Industries Silk Screening Inc Saint John $59,897, Kiwanis Club Inc Moncton $128,050, L'Assoc Régionale des Personnes Handicapées Physiquement de Grand-Sault Grand-Sault $171,771, La Chaine d'Or de Grande-Anse Grande-Anse $90,000, La Coopérative Agricole de Kent Nord Ltée St-Louis-de-Kent $54,000, La Coopérative Agrico-Forestière Ltée Kedgwick $56,638, La Municipalité de Kedgwick Kedgwick $57,552, Le Centre de Dévelopement de Saint-Ignace Ltée Saint-Ignace $173,775, Le Centre Sportif de Ste-Marie Inc Ste-Marie-de-Kent $333,881, Le Club East End Boy's and Girls Club Moncton $147,994, Le Club Récréatif de Grande-Digue Inc Grande-Digue $207,020, Le Comité Culturel La Batture de Shediac Shediac $60,105, Le Conseil des Loisirs de Bertrand Inc Bertrand $158,750, Le Foyer Saint-Thomas de la Vallée de Memramcook Inc Memramcook $90,200, Le Groupe Inc Bon Accueil St-Louis-de-Kent $100,181, Les Religieuses Hospitalières de St-Joseph Saint-Basile $69,086, Les Résidences Sénateur Edgar Fournier Inc Saint-Basile $129,752, Local Service District-Dalhousie Junction Dalhousie Junction $67,593, Lord Beaverbrook Rink Committee Saint John $66,995, Madawaska Forest Product Marketing Board Edmundston $63,778, Maga Rebuilding Ltd Charlo $73,912, McAdam Tourism Development Inc McAdam $88,533, Miramichi Commercial Fishermen's Assoc Bay du Vin $61,412, Miramichi Golf Club Limited Chatham $175,812, Miramichi Historical Society Inc Douglastown $85,428, Miramichi Salmon Museum Inc Doaktown $72,456, Modern Business College Saint John $67,527, Mount Allison University Sackville $59,557, Municipalité de Paquetville Paquetville $59,334, Municipalité de Rivière-Verte Rivière-Verte $67,026, Municipalité de Sainte-Anne Ste-Anne-de-Madawaska $87,330, Musée de Kent Inc Buctouche $60,745, New Brunswick Action Group for Homeowners with UFFI Inc Moncton $414,841, New Brunswick Department of Labour and Human Resources Fredericton $59,680, New Brunswick Electric Power Commission Fredericton $67,586, Nepisiguit Salmon Assoc Bathurst $73,594, New Brunswick Native Indian Women's Council Inc Fredericton $84,915, New Brunswick Wildlife Federation Fredericton $124,290, New Lease Inc Saint John $124,752, North Shore Trotting Assoc Inc Chatham $53,927, Oromocto Youth Training Project Inc Oromocto $118,947, Oscar Laforge Edmundston $56,619, Planned Parenthood New Brunswick Fredericton $77,801, Plaster Rock Golf and Curling Club Inc Plaster Rock $223,389, P M S Development Inc Woodstock $51,682, Point La Nim Recreation Council Dalhousie $51,884, Port de Plaisance de Bas-Caraquet Inc Bas-Caraquet $91,100, Recreaplex Inc Dalhousie $364,967, Red Bank Indian Band Red Bank $146,404, Renous Recreation Council Inc Renous $94,211, Résidence Notre-Dame-de-Kent Inc Notre-Dame-de-Kent $68,200, Restigouche Country Club Campbellton $181,268, Saint John Heritage Trust Inc Saint John $66,449, Saint John Human Development Council Inc Saint John $223,956, Southwest Valley Development Corp Inc McAdam $68,206, The Roman Catholic Bishop of Saint John Saint John $105,900, The Saint John 1985 Canada Summer Games Society Saint John $143,594, Tobique Band Council Perth Andover $110,968, Town of Chatham Chatham $51,014, Town of Dalhousie Dalhousie $149,067, Town of Newcastle Newcastle $103,750, Town of Riverview Riverview $117,634, Town of Sackville

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Sackville $152,128, Town of St Stephen St Stephen $99,528, Town of Woodstock Woodstock $67,899, Union des Pêcheurs des Maritimes Le Goulet $126,157, United Maritime Fishermen Co-op Moncton $53,497, Université de Moncton Moncton $65,554, University of New Brunswick Fredericton $391,218, Upper Nashwaak Agrena Assoc Stanley $111,460, Village de Bas-Caraquet Bas-Caraquet $101,606, Village de Saint-André Inc Saint-André $59,658, Village de Saint-Antoine Saint-Antoine $61,826, Village de Saint-Jacques Saint-Jacques $115,338, Village de Saint-Quentin Saint-Quentin $68,174, Village de Sheila Sheila $146,625, Village de St-Joseph St-Joseph $58,741, Village of Blackville Blackville $57,656, Village of Grand Bay Grand Bay $61,580, Village of Jacket River Jacket River $52,384, Village of Loggieville Loggieville $71,023, Village de Neguac Neguac $85,902, Village of Petitcodiac Petitcodiac $59,855, Village of Rexton Inc Rexton $219,587, Ville de Caraquet Caraquet $109,863, Ville de Lameque Lameque $107,079, Ville de Grand-Sault Grand-Sault $53,115, Ville de Shippagan Shippagan $63,223, Ville de St-Leonard St-Leonard $115,376, Ville de Tracadie Tracadie $212,741, Westmorland Historical Society Inc Dorchester $54,907, Whirlteq Ltd Fredericton $181,092;

Région de l'île-du-Prince-Édouard—

Community of O'Leary $81,824 Construction Assoc of PEI Charlottetown $304,913, Downtown Summerside Summerside $97,949, Kings Playhouse Georgetown $120,000, La Coopérative du Village Pioneer Mt Carmel $66,253, Le Village Pioneer Acadian Mt Carmel $65,000, Mahemigew Inc Lennox Island $98,899, Morell Rink Morell $67,100, North Rustico Lions Club North Rustico $50,250, PC Industries Ltd Summerside $80,527, Prince County Shellfish Assoc Freeland $99,542, Prince County Shellfish Assoc Ellerslie $104,540, Rosebank Processors Co-op Rosebank $75,277, South Shore Medical Centre Crapaud $112,879, Summerside Chamber of Commerce Summerside $63,236, Summerside Golf Club Summerside $93,034, Tignish Fisherman Co-op Tignish $80,976, Town of Summerside Summerside $112,791, Tourism Industry of PEI Charlottetown $265,106, West Prince Industrial Commission Bloomfield $62,536, West Prince Ventures Bloomfield $152,329, Workmen Compensation Board Charlottetown $324,641;

Région du Québec—

Aide aux Personnes Agées de Laval Inc Laval-Ouest $64,428, Aliments Pleurote Inc Dolbeau $100,000, Alliance Autochtone du Québec Inc Hull $87,852, Aménagement des Monts-Valin Inc Chicoutimi $137,933, Amison Halte Secours Dolbeau $57,558, Arsenault Raymonde Montréal-Nord $122,973, Assoc Canadienne pour la Santé Mentale Filiale de l'Outaouais Hull $65,000, Assoc Chasse et Pêche de Forestville Forestville $66,142, Assoc Communautaire de Robertson Inc Robertsonville $300,000, Assoc Coopérative Propriétaire de Chevaux Jonquière $55,058, Assoc Culturelle «Nahuentu» Montréal $51,428, Assoc de Chasse et Pêche Chicoutimi Lac St-Jean Chicoutimi $50,252, Assoc des Hommes d'Affaires de Mascouche Inc Mascouche $60,385, Assoc Féminine d'Entraide et d'Orientation de Terrebonne Mascouche Heights $54,413, Assoc Nationale de l'Industrie du Bois Rivière-du-Loup $78,782, Assoc Petits Pêcheurs Côtiers Anse à la Barbe Gascons $57,853, Assoc Québecoise de Lutte Contre les Pluies Acides Montéal $76,789, Assoc Radiodiffuseurs Communautaires du Québec Montréal $234,486, Assoc Récréative du Canadien National Senneterre $170,000, Assoc Récréative de Low Venosta Brennan's Hill Low $55,774, Assoc Touristique du Bas St-Laurent Rivière-du-Loup $57,536, Assoc Touristique Régionale de la Gaspésie Ste-Flavie $161,849, Atelier Coopératif de Reproduction de Cle et Gravure Laval $150,265, Atelier des Vieilles Forges Inc Trois-Rivières $50,123, Assurance-Vie Desjardins Lévis $56,748, Augmitto Explorations Ltd Granada $137,728, Automne 80 Fine Couture Inc Chicoutimi $70,000, Aventures Laurentiennes Inc Ste-Agathe des Monts $57,456, Base Plein Air Port Cartier $54,389, Base Plein Air du Lac Mourier Malartic $135,000, Base Plein Air du Lac Pohenegamook Inc Pohenegamook $345,000, Bechedor et Groupement Forestier Sud Dorchester Ste-Aurélie de Beauce $118,573, Bibliothèque Memphre Magog Magog $295,280, Blondin Michel Montréal $52,496, Bois de Sciage Lafontaine Ste-Perpétue $64,202, Bombardier Inc La Pocatière $118,529, Bombardier Inc (Secteur Véhicules Récréatifs) Valcourt $393,645, Bourse de Montréal Montréal $177,209, Bureau de Recherche de l'industrie de la Tourbe de l'Est du Québec Rivière-du-Loup $302,207, Camp École Keno Sillery $53,872, Camp Familial Abitibi-Témiscaming Val Senneville $242,000, Camp Gatineau Inc Hull $212,000, Carbonneau Daniel Natashquan $55,195, Centraide Québec Charlesbourg $50,000, Centrale des Syndicats Démocratiques Montréal $72,900, Centre Communautaire des Jeunes Sans Emploi Inc Hull $80,000, Centre Coopératif Loisirs Sports Val Neigette Ste-Blandine $256,563, Centre d'Aide et de Formation Pré-Emploi Inc Sherbrooke $278,000, Centre d'Aiguillage de l'Estrie Inc Sherbrooke $260,000, Centre de Bénévolat de Laval Inc Laval $136,292, Centre de Formation Mécanique de Québec Charlesbourg $90,000, Centre des Jeunes (16-25) plus de la Vallée du Richelieu Inc Beloeil $55,000, Centre de Loisirs de Cabano Inc Cabano $51,373, Centre de Recherche d'Emploi des Laurentides St-Jérôme $150,000, Centre de Recherche d'Emploi pour Jeune Adulte Sherbrooke $125,000, Centre de Ressources de la 3[e] Avenue Montréal $73,000, Centre de Travail Laurentide Inc Joliette $381,288, Centre d'Orientation et de Formation pour Femmes en Recherche d'Emploi St-Jean-sur-Richelieu $256,000, Centre Ecolo-Lac St-Jean Inc St-Félicien $123,600, Centre Émersion Baie-Comeau $260,406, Centre Intégration des Immigrants Region 2 Chicoutimi $150,000, Centre Le Pont-Rond Point de la Mauricie Trois-Rivières $395,000, Centre Local Service Communautaire de la Vallée St-André Avellin $124,790, Centre Naturanimo de la Vallée de la Matapédia St-Cléophas $178,087, Centre Plein Air d'Hébertville Inc Hébertville $160,416, Centre Production de Plants Forestiers du Québec Frampton $169,000, Centre Récréatif de Cap-aux-Meules Inc Cap-aux-Meules $50,161, Centre Terry Fox de la Jeunesse Canadienne Montréal $51,372, Centre Vacances Familiales Frampton Frampton $333,476, Chambre de Commerce de Rivière-du-Loup Rivière-du-Loup $58,909, Chambre de Commerce Industrie Région Laurentide L'Annonciation $55,872, Chambre de Commerce Senior de St-Raymond St-Raymond $57,765, Chantier Davie Lauzon $62,749, Ciment Québec St-Basile $59,402, Club de Golf Beattie-Lasarre Inc Lasarre $283,690, Club de Golf Bellechasse St-Damien $77,860, Club de Golf de Cacouana Cacouana $134,032, Club de Golf de Murdochville Inc Murdochville $145,746, Club de Golf de Val Neigette Rimouski $286,425, Club de Golf Revermont 1984 Inc Amqui $246,463, Club de Golf St-Eustache St-Eustache $121,268, Club de Recherche d'Emploi Montréal-Centre-Ville Montréal $150,000, Club de Recherche d'Emploi Montréal-Est Montréal $150,000, Club de Recherche d'Emploi Montréal-Ouest Montréal $150,000, Club de Recherche Thetford-Mines Thetford-Mines $130,000, Club de Ski de Fond des Bois-Francs Inc Victoriaville $78,243, Club de Yacht de Matane Inc Matane $87,144, Club de Yachts Sacré-Cœur Inc Sacré-Coeur $303,000, Club Lion Clermont La Malbaie Pointe-au-Pic La Malbaie $344,667, Club Lions de Cap-Chat Inc Cap-Chat $52,808, Club Lions Mascouche Terrebonne Inc Mascouche $65,341, Club Nairn (Curling) Clermont $155,000, Club Nautique Anse St-Jean Anse St-Jean $252,680, Club Nautique Jacques-Cartier de Gaspé Inc Gaspé $116,273, Club Optimiste St-Louis de France St-Louis de France $80,500, Club Récréatif Boulevard Ste-Geneviève Canton Chicoutimi $52,287, Club Richelieu Lorrainville Lorrainville $218,267, Club Rotary La Sarre La Sarre $143,491, Colonie de Vacances des Grèves Montréal $64,250, Columbia Granit Inc Alma-Roberval $125,660, Comité Action-Chômage de Gaspé Pointe-Jaune $101,133, Comité de Citoyens de Ste-Gertrude Abitibi $67,946, Comité d'Aménagement et d'Ensemencement des Lacs de Pohenegamook et de St-Anasthawase Inc St-Eleuthere $66,978, Comité de Balle Donnée de St-Louis de France St-Louis de France $55,314, Comité Développement Rapides Joachim Inc Rosphton $50,100, Comité (F A M) Femme Action dans son Milieu Mascouche $51,917, Comité Inno Teveikan Sept-Îles $392,053, Comité Organisateur de Fêtes du Centenaire de Ville des Laurentides Inc Ville des Laurentides $51,205, Comité Organisateur de la Finale des Jeux du Québec à Charlesbourg Inc Charlesbourg

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

$119,637, Comité Victimes Miuf de l'Est de Montréal Montréal $264,567, Communauté Urbaine de Montréal (C U M) Montréal $180,173, Compagnie de Gestion Orford Magog $62,500, Compagnie de Papier St-Raymond (1983) Inc St-Raymond $885,168, Comité Restauration Jacques-Cartier Ste-Catherine $302,395, Conseil 6946 des Chevaliers de Colomb de Mars Marsovi $60,931, Conseil Bande Montagnais Lac St-Jean Pointe-Bleue $212,146, Conseil Central de Sorel Tracy $57,672, Conseil de Bande de la Romaine La Romaine $50,512, Conseil de Bande de Natashquan Natashquan $75,409, Conseil de Bande de Sept-Îles Magiothenam Sept-Îles $84,185, Conseil de la Zone Touristique Alma et Lac St-Jean Inc Alma $98,023, Conseil des Montagnais du Lac St-Jean Pointe-Bleue $195,557, Conseil Montagnais de Schefferville Schefferville $80,830, Coopérative de la Haute-Côte Nord Grandes Bergeronnes $374,046, Coopérative Ouvrière de Production Uniforme Trasso Longueuil $110,000, Corporation Centre Sportif Culturel St-Gabriel St-Gabriel $90,941, Corporation d'Aqueduc au Bois-Vert Pointe au Bois-Vert $97,000, Corporation de la Forêt Ouareau Joliette $105,557, Corporation de Développement Touristique de la Matapédia Val-Brillant $79,161, Corporation de Formation et Développement en Exploration Minière Rouyn $237,520, Corporation de Promotion Industrielle Commerciale et Touristique de Sept-Îles Sept-Îles $229,388, Corporation des Artisans de Québec Québec $60,000, Corporation Culturelle Artistique Sociale Alma Alma $50,000, Corporation Développement de Carleton Inc Carleton $225,230, Corporation Développement Escoumins Escoumins $198,000, Corporation Développement Socio-Economique Fatima Îles-de-la-Madeleine $295,456, Corporation Développement Touristique de Matapédia Val-Brillant $177,862, Corporation Développement Touristique Québec Tadoussac $171,000, Corporation Développement Touristique Val-Brillant Val-Brillant $152,722, Corporation du Festival d'Été du Vieux Port de Montréal 1984 Montréal $85,656, Corporation du 450e Anniversaire de Cartier à Gaspé Gaspé $83,685, Corporation l'Enfanthèque Alma $154,504, Corporation Municipale de Maniwaki Campbell's Bay $224,498, Corporation Municipale de Notre-Dame du Portage Notre-Dame du Portage $70,929, Corporation Municipale de Petit Saguenay Petit Saguenay $265,000, Corporation Municipale de St-Roch des Aulnaies St-Roch des Aulnaies $153,396, Corporation Municipale St-Bruno de Guigues St-Bruno de Guigues $140,500, Corporation Municipale St-Joseph de Clericy Clericy $117,988, Corporation Municipale St-Louis-de-France St-Louis-de-France $135,000, Corporation Municipale Village Barraute Barraute $183,000, Corporation Protection de l'Environnement des Sept-Îles Sept-Îles $105,187, Corporation Restons Chez-nous St-Louis de l'Île-aux-Coudres $208,000, Corporation Touristique Domaine des Portes de l'Enfer St-Narcisse $50,517, Corporation Québec 1534-1984 Québec $53,845, Coup de Pouce 05 Inc Sherbrooke $50,652, Dalopharm Inc Montréal $84,119, Daoust Fernand Montréal $75,592, Denis Royal Montréal $107,861, Deniso Lebel Inc Rivière-du-Loup $82,057, Domaine de la Baie Gillies Inc Fugereville $190,731, Domaine Sécurité Optimiste de St-Marc-des-Carrières St-Marc-des-Carrières $55,726, Domtar Inc Montréal $222,212, Draco Ltée Repentigny $87,144, Équipement Moniteur Inc St-Eustache $99,277, Fabrique Paroisse Armenienne Sourp-Hagop Montréal $214,645, Fabrique Paroisse St-Clément de Viauville Montréal $66,537, Fabrique Paroisse St-Conrad Montréal $214,564, Fabrique Paroisse St-Joseph Montréal $69,767, Fédération de l'Union des Producteurs Agricoles de Québec-Nord Duberger $89,917, Fédération des Syndicats de Gestion Agricole Longueuil $76,361, Fédération des Travailleurs du Québec Montréal $99,162, Fermes Carisol (1981) Inc Les Carignan $90,204, Fernand Bois Ltée Lac des Aigles $69,715, Festival de Pêche en Ville Inc Neufchatel $50,000, Fondation Marc-Aurèle Fortin Montréal $67,172, Formation en Administration Village Huron $176,071, Formation et Intégration à l'Emploi pour Femmes Rouyn $356,261, Frairie Viking du Fjord Saguenay Inc St-Fulgence $52,476, Gagnon Pierre J St-Jean-sur-Richelieu $93,729, Gérard Lagacé Ltée Biencourt $101,682, Groupe Agro-forestier Touristique Portneuf St-Raymond $92,443, Groupe d'Environnementalistes de la Rivière Matane (G E R M) Matane $157,096, Groupement Agro-forestier Lotbinière Mégantic Ste-Agathe $72,328, Guerette Inc (Raoul) Ville Dégelis $113,194, G R I A de l'Est du Québec Inc Que Mont-Joli $74,344, Habitation St-Wilbrod Hébertville Station $153,059, Havre Jacques-Cartier—Île-aux-Coudres Inc St-Bernard Est $70,443, Hôpital Notre-Dame du Lac Notre-Dame $61,455, Industrie Tanguay St-Prime $64,172, Jeunes Aubergistes Inc St-Gédéon $129,495, Jeunesse Huntingdon Huntingdon $60,000, La Bleuetière Coopérative de St-Nazaire St-Nazaire $63,111, La Chambre de Commerce d'Industrie Touristique Régionale Grand Port Rivière-du-Loup $198,449, La Chambre de Commerce Senior de St-Raymond St-Raymond $78,740, La Cie de Papiers St-Raymond (1983) Inc St-Raymond $114,500, La Corporation Ambulancière de Beauce Inc Beauceville $144,450, La Corporation Développement des Tourbières Norbec Inc Port Cartier $239,687, La Corporation du Mont-Vidéo Inc Barraute $259,800, La Corporation Vol Libre de Mont St-Pierre Mont St-Pierre $176,087, Lajoie Léon—Paul E Beaudoin Kahnawake $130,854, La Ligue Navale de Cap-Chat Inc Cap-Chat $50,666, La Maison des Jeunes de Lebel-sur-Quevillon Lebel-sur-Quevillon $100,000, La Maison Jean Lapointe Inc Montréal $226,619, La Marina du Lac Matapédia Inc Val-Brillant $65,926, La Relance Atelier de Réadaptation au Travail Inc Hull $260,000, La Société Astronomique de Dolbeau Inc Dolbeau $95,000, La Société Gestion Rivière York et Darmouth Gaspé $55,202, Le Centre de Plein Air Familial de Gaspé Inc Gaspé $192,989, Le Club de Golf Dorchester Inc Frampton $140,000, Le Club Social de Fermont $65,000 Le Comité du Complexe Industriel Mont-Laurier Mont-Laurier $200,000, Legault et Joli en Fiducie Montréal $93,638, Les Aménagements Maria Chapdeleine Péribonka $67,590, Les Bergeries des Hautes Laurentides Inc Ferme Neuve $95,366, Les Bleuetières Coopérative de Gallix Gallix $199,453, Les Entreprises Agricoles-Forestières Percé Cap d'Espoir $136,844, Les Entreprises Auberge du Parc Ltée Paspediac $64,867, Les Entreprises Brian Stanton Ltée Bryson $50,068, Les Frères Riopel St-Alexis $63,254, Les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc Drummondville-Ouest $392,682, Les Loisirs Promo de Giffard Inc Giffard $115,618, Les Mines d'Argent Abcourt Inc Val d'Or $199,178, Les Presses Lithographiques Inc Lac Etchemin $62,331, Les Serres Christian Inc Amos $89,921, Ligue d'Action Communautaire de Laval Laval $65,490, Ligue Navale de Cap-Chat Inc St-Octave de l'Avenir $142,342, L'Intervalle de Repentigny Repentigny $52,945, Loisirs Jeunesse du Cap-de-la-Madeleine Inc Cap-de-la-Madeleine $54,430, Lu Lumco Luceville $159,285, Maison des Jeunes la Cabane (Lasarre) Inc Lasarre $150,900, Maison des Jeunes Renaissance Val d'Or Inc Val d'Or $50,436, Maison François Jarret Verchères $79,584, Maison Notre-Dame de Laval Laval $51,221, Maranda et Labrecque Ltée Québec $62,121, Matériaux Riel Inc Fort Coulonge $50,000, Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake $145,851, Montour Eugène Morris Tom Kahnawake $67,600, Mouvement Éducation Populaire et Action Communautaire du Québec Montréal $53,147, Municipalité de Cloutier Cloutier $60,000, Municipalité de Prévost Prévost $300,000, Municipalité de Ste-Catherine Jacques-Cartier Ste-Catherine $235,625, Municipalité de St-Félix d'Otis St-Félix d'Otis $131,794, Municipalité de St-Faustin St-Faustin $206,900, Municipalité Régionale du Comté de Pontiac Campbell's Bay $140,000, Municipalité Village Mont-Rolland Mont-Rolland $165,100, Musée des Beaux Arts de Montréal Montréal $1,012,068, Office du Tourisme de Portneuf Cap-Santé $50,000, Office Terrain de Jeux (OTJ) Saint-François-Xavier de Brompton St-François-Xavier de Brompton $107,570, Parc du Mont Comi Inc St-Donat $344,929, Parc Régional Rivière du Nord St-Jérôme $350,000, Partage Humanitaire A L P E L Inc Laval $59,340, Passage-Travail Rive-Sud Lévis $150,000, Pavillon d'Animation et de Plein Air d'Oka Oka $82,863, Pavillon du Boulevard Verdun $272,929, Pavillon Marguerite de Champlain Greenfield Park $58,328, Pinkerton Inc Montréal $163,747, Planfor Inc Ste-Famille d'Aumond $427,245, Plaza Maskoutaine Inc St-Hyacinthe $58,648, Port-de-Refuge de Cap-à-l'Aigle Inc Cap-à-l'Aigle $65,956, Produits Cellulaires Waterville Waterville $118,490, Programme d'Organisation au Travail Outremont $304,577, Projet 1984 (Vieux Port de Québec) Inc Québec $1,620,755, Projet d'Intégration des Femmes de l'Outaouais Hull $186,702, Québec 1534-1984 Québec $3,377,479, Religieuses de Jésus-Marie Sillery $263,481, Restigouche Band Council Restigouche $51,599, Richard Pelletier et Fils Inc Squatec $88,922, River Desert Indian Band

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Maniwaki $63,443, Rond-Point 16-18 Inc Montréal $50,171, Scieries du Bas St-Laurent Inc St-Pierre de Lamy $56,320, Scieries du Fjord Ferland Petit-Saguenay $55,922, Scieries Saguenay Ltée Ville de la Baie $81,723, Service 15-20 Inc Verdun $156,879, Service d'Aide à l'Emploi de l'Est Inc Montréal $199,000, Service d'Entretien Prestige Inc Montréal $84,349, Services Loisirs St-Marcel de Pointe-aux-Trembles Pointes-aux-Trembles $83,037, Service Maritime Pekouagani Alma $53,563, Service Travail Jeunesse Artasbaska $148,600, Shigawake Port-Daniel Professionnel Fisherman Assoc Port-Daniel $71,500, Société d'Agriculture du Comté de Portneuf Cap-Santé $177,000, Société d'Aménagement de Port-Cartier Port-Cartier $128,749, Société d'Aménagement Ressource de la Rivière Mont-Joli $292,000, Société de Développement des Massifs Petite Rivière Petite Rivière $117,793, Société de Développement Économique de Drummondville Drummondville $73,512, Société de Fabrication d'Instruments Chirurgicaux Montréal $289,325, Société de Recherche sur la Faillite Sagamie Chicoutimi $54,311, Société Développement Région Mont-Laurier Mont-Laurier $174,468, Société Développement Touristique Inc Ste-Jeanne D'Arc $56,367, Société Développement Touristique Rivière-Éternité Rivière-Éternité $173,005, Société d'Exploitation Ressources des Basques Lac au Saumon $172,145, Société d'Exploitation Ressources Vallée Inc Lac au Saumon $85,134, Société Éducative de Visites et d'Échange au Canada Québec $212,400, Société Forestière Portage Ville Degelis $104,691, Société Transformation Sault-au-Mouton Sault-au-Mouton $283,659, Société Zoologique de St-Donat Inc St-Donat $62,793, Société Zoologique St-Félicien Inc St-Félicien $550,356, Soref Côté-Nord Inc Port-Cartier $104,727, St-Regis Band Council St-Regis $68,878, Station de Formation en Mécanique du Montréal-Métropolitain Laval $135,000, Station de Ski Le Valinouet Inc Chicoutimi $268,138, Station Val d'Irène Inc Ste-Irène $148,382, Syndicat des Producteurs Agricoles du Nord St-Cléophas $154,026, Syndicat des Producteurs Agricoles du Nord—Union des Producteurs Agricoles St-Jean de Matha $60,000, Syndicat des Producteurs d'Autray—Union des Producteurs Agricoles Ste-Élisabeth $54,066, Syndicat des Producteurs de Bois de l'Estrie Rock Forest $53,963, Syndicat des Producteurs de Bois Laurentides Masson $84,068, Syndicat des Producteurs de Bois Laurentides St-Eustache $75,239, The Lions Club of Quyon Quyon $123,000, Tie Communications Sherbrooke $115,026, Travail Non-Traditionnel Inc Montréal $305,000, Tuktu Assistance Corporation Kuujjuao $775,071, Union des Parossiens de St-Ambroise de Chicoutimi Inc Chicoutimi $52,476, Union des Producteurs Agricoles Longueuil $67,289, Vallée Edelweiss Ltée Wakefield $86,375, Village Hospitalité Inc Lac Carre $52,223, Ville d'Amos Amos $325,000, Ville de Dolbeau Dolbeau $205,494, Ville de Granby Granby $59,742, Ville de Roberval Roberval $284,950, Ville de Shawinigan Shawinigan $463,000, XXXIX J C I World Congress Montréal 1984 Inc Montréal $59,742, Young Men Christian Assoc de Montréal Montréal $241,072, 127742 Canada Inc Ste-Agathe $65,750;

Région de l'Ontario—

Academic Ste Cecile Tecumseh $93,425, Ajax Youth Committee Ajax $61,070, Algoma Central Railway Port Colborne $54,131, Algoma Inc Plan Affiliation Sault Ste Marie $55,442, Algonquin Golden Lake Band Golden Lake $78,136, Alternative Computer Training Toronto $268,305, Ambassador Building Windsor $112,490, Armand Gervais Ltd Sturgeon Falls $75,000, Armstrong Employment Group Inc Armstrong $210,713, Arnold Manufacturing Windsor $101,724, Associated Hebrew Schools of Toronto Toronto $90,168, Assoc of Polish Engineers Toronto $59,125, Assoc of United Ukrainian Sudbury $88,596, Assoc Parmi Elles Hearst $175,203, Barrie Youth Opportunity Inc Barrie $281,788, Be Wob Bon Metis Assoc Port McNicholl $89,494, Big Trout Lake Band Big Trout Lake $268,640, Bilt Rite Industries Toronto $62,473, Blackwater Designs Ltd Faymount $50,374, Board of Education for the City of Toronto Toronto $58,500, Board of Education for the City of Windsor Windsor $187,450, Brampton Foundries Brampton $69,299, Brant County Rehabilitation Service Brantford $50,200, Brantford Flying Club Brantford $286,610, Brentwood Recovery Home Windsor $68,648, Buchan House Ltd London $74,902, Byck Ted Parrott Gerry Haileybury $243,445, Callum Paulin Szeto Kitchener $320,860, Cambrian Foundation Sudbury $140,566, Canadian Farm Ltd Chatham $72,150, Canadian National Institute for the Blind Toronto $77,549, Carleton University of Ottawa $61,527, Catholic Education Council St Catharines $59,343, Centre for Advancement in Work Toronto $457,502, Chatham Associates Ltd Hamilton $68,524, Chatham Plastic Finish Chatham $81,716, Chelmsford Motor Inn Chelmsford $132,464, Chippewas of Georgian Island Sutton West $186,300, Chippewas of Nawash Band Council Wiarton $93,369, Chippewas of Sarnia Band Sarnia $251,235, Chippewas of Sarnia Band Council Sarnia $101,132, Christie Brown Company Ltd Toronto $66,875, Chrysler Canada Ltd Windsor $140,998 City of Brampton Brampton $81,930, City of Brantford Brantford $140,980, City of Hamilton Public Works Hamilton $265,512, City of London London $117,004, City of North York Willowdale $82,183, City of Ottawa Ottawa $57,490, City of Peterborough Peterborough $59,500, City of Port Colborne Port Colborne $50,700, City of Toronto Toronto $306,778, City of Windsor Windsor $139,264, City of Woodstock Woodstock $327,080, Club Richelieu de la Vallee Hammer $68,534, Conseil des Organisées Franco Toronto $75,604, Control Data Canada Ltd Mississauga $51,899, Control Data Toronto $267,107, Corporation of the Borough of East York Toronto $159,123, Corporation of the City of Cornwall Cornwall $118,889, Council of Mohawks Deseronto $55,197, Country Squire Motor Hotel Inc Lindsay $204,828, Course for Orientation and Preparation Windsor $378,465, Credit Valley Conservation Authority Meadowvale $230,443, Down to Business Training Program Thunder Bay $265,240, Drake International Inc Toronto $106,587, Duke Electric 1977 Ltd Hamilton $95,203, Dutrisac Evelyn Azilda $52,732, Eagle Lake Band Eagle River $306,679, Elgin Sewing Circle St Thomas $283,089, Elliot Lake Manufacturing Elliot Lake $239,895, Erindale Campus Mississauga $78,974, Espanola Youth Council Espanola $336,054, Essex Region Conservation Authority Essex $194,993, Evergreen Enterprises Toronto $60,800, Firestone Textiles Woodstock $221,729, Fleugel Sharon Banga John Mattawa $107,206, French River Fuels Ltd Noelville $56,118, Friendship Centre Cochrane $371,008, General Motors of Canada Oshawa $76,936, George Brown College Foundation Toronto $148,369, Georgian College Barrie $108,340, Grand River Conservation Authority Cambridge $53,911, Guelph Suburban Metals Ltd Guelph $52,463, Hamilton East Kiwanis Hamilton $79,217, Hamilton Foundry Company Hamilton $61,384, Hamilton Wentworth 3rd Sector Hamilton $300,506, Harbour Front Hamilton $84,067, Hera Metal Manufacturing Corporation Windsor $267,974, Heritage Homes Inc Lindsay $280,000, Highlands Hospitality Training Haliburton $169,316, Home Foam Action Committee Thunder Bay $88,961, Huronia Tourist Assoc Midhurst $75,315, Huronia Youth Employment Inc Midland $101,107, Imperial Oil Ltd Sarnia $96,392, Individual Development Ottawa $78,934, Industrial Training Centre for Women Sudbury $314,425, Intercult Assoc Toronto $112,315, John Howard Society Toronto $88,203, Keyword Walkley Non Profit Corporation Ottawa $236,790, KG Campbell Corporation Ottawa $56,454, Kinsmen Club of Leamington Leamington $101,162, Kleda Corporation Kirkland Lake $151,727, Lakehead University Thunder Bay $51,807, Laurentian University Sudbury $144,568, Leeming Richard and Donna Islington $50,051, Lincoln City Board of Education St Catharines $67,305, Little Business Sarnia $245,217, Logan Design Toronto $157,572, Mattawa Knitwear Guild Mattawa $196,386, McMaster University Hamilton $241,318, Mary's Lunch Sault Ste Marie $52,975, Merricraft Inc Merrickville $278,578, Metis and Non-Status Indian Assoc Kirkland Lake $72,521, Metro Toronto Conservation Authority Downsview $272,491, Metro Toronto Separate School Board Scarborough $51,950, Micro Chip Youth Training Assoc Toronto $295,971, Ministry of Natural Resources Timmins $50,472, Ministry of Tourism and Recreation Toronto $52,783, Mississauga of the New Credit Hagersville $99,751, Mississauga Sawmill Mississauga Reserve $60,584, Mitsubishi Electronics Midland $160,104, Mohawk College of Applied Arts Hamilton $184,613, Monarch Youth Auto Refinishers Ajax $156,388, Moranivan Indian Council Thamesville $56,280, Morewood

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Industries Cornwall $62,129, Mothers on the Move Inc Toronto $247,550, Mount Sinai Hospital Toronto $77,574, Municipality of Metro Toronto $999,000, Municipality of Sudbury Sudbury $54,759, Muskrat Dam Band Muskrat Dam $240,763, N'Swakamok Native Friendship Council Sudbury $280,572, National Congress of Italian Canadians Toronto $127,812, Native People Development Corporation Thunder Bay $273,199, Newmarket Public Library Newmarket $61,216, Niagara Falls Fire Fighters Niagara Falls $83,143, Nickel District Conservation Authority Sudbury $75,119, Nokee KWE Occupational Skill London $307,476, Northern Community Development Fort Frances $280,500, Office Automation Toronto $107,124, Ogwatsih Artisans Ltd St Catharines $198,272, Oneida Band Council South-Wold $336,601, Ontario Business College Belleville $101,348, Ontario Ltd Woodstock $101,250, Ontario Ltd 527125 Sault Ste Marie $136,297, Ontario Ltd 584421 Welland $51,075, Ontario Ministry of Labour Toronto $275,328, Order of the Sons of Italy Niagara Falls $165,245, Orillia Area Lead Corporation Orillia $59,202, Ottawa and District Labour Council Ottawa $64,032, Ottawa BIA Ottawa $166,857, Ottawa Women's Credit Union Ottawa $325,242, Our Lady of Holy Rosary Church Windsor $102,050, Park Plaza Mini Mall Muncey $59,662, Paroisse St Jean Baptiste Long Lac $57,375, Patterson B Toronto $87,000, Peel Regional Police Force Brampton $116,224, Pehtabun Chiefs Tribal Council Pehtabun $645,993, Pehtabun Chiefs Tribal Council Sandy Lake $317,000, Pehtabun Chiefs Tribal Council Sioux Lookout $125,482, People Out of Work (Sudbury) Sudbury $66,593, People Working and Learning Waterloo $217,422, Philip Enterprises Inc Hamilton $64,127, Pinecrest Queensway Community Ottawa $172,543, Polonia Centre Inc Windsor $123,804, Prescott Welding Program Inc Prescott $265,613, Queen's University Kingston $228,052, Quetico Wood Industries Ltd Atibokan $117,579, Quinte Full Growth Development Belleville $116,662, Quorum Inc Hamilton $95,268, Rainy River Business Development Corporation Fort Frances $71,145, Rat Portage Marina Trust Kenora $228,324, Redeemar Lutheran Church Sarnia $86,557, Regional Municipality of Peel Brampton $404,879, Regional Municipality of Sudbury Sudbury $179,516, Rehabilitation Foundation St Catharines $50,253, Rehabilitation Provincial Park Assoc Toronto $79,299, Reliance Products Toronto $89,608, Rexdale Microskills Development Rexdale $181,336, Roman Catholic Episcopal Corporation Ottawa $227,320, St Mary's Church Grimsby $56,101, St Rexis Band Council Cornwall $136,174, Scott's Plains Recycling Inc Peterborough $215,971, Serpent River Band Cutler $173,372, Sisters of St Jospeh Diocese Scarborough $68,148, Six Nations Band Council Oshweken $910,035, Skilrce Assoc North Bay $289,217, Society for Educational Visits Nepean $212,440, Sole Parent Foundation of Barrie Barrie $195,269, Soo Finnish Club Sault Ste Marie $117,950, Source Industries Cornwall $71,994, Strathroy Foods Strathroy $106,600, Sudbury Board of Education Sudbury $52,127, Sudbury Community Legal Clinic Sudbury $62,547, Sudbury and District Labour Council Sudbury $50,315, Sudbury Metro Centre Management Sudbury $60,587, Sudbury YMCA Sudbury $122,240, Sukro Management Ltd Cookstown $120,029, Toronto East General Hospital East York $98,229, Toronto Office Skills Training Toronto $334,650, Tottenham District Chamber of Commerce Tottenham $240,213, Town of Gore Bay Gore Bay $51,500, Town of Paris Paris $65,946, Town of Tillsonburg Tillsonburg $52,170, Town of Valley East Val Caron $294,884, Township of Colchester South Harrow $58,832, Township of Cornwall Long Sault $121,483, Township of Georgina Keswick $180,900, TRW Canada Ltd St Catharines $52,440, ULS International St Catharines $51,156, United Steelworkers of America Toronto $76,000, University of Guelph Guelph $78,304, University of Toronto Toronto $78,898, University of Waterloo Waterloo $79,734, University of Western Ontario London $91,306, University of Windsor Windsor $188,922, Wahnapitae Hotel Inc Wahnapitae $67,248, Walpole Island Band Council Wallaceburg $279,909, Wanepuhnud Corporation Toronto $206,801, Wapekeka Community Development Angling Lake $67,867, Waterloo Regional Hellenic Kitchener $98,358, Wawata Native Community Sioux Lookout $164,828, Webequie Economic Development Webequie $325,191, Welland Soccer Club Welland $112,500, Wentworth Weatherizers Non Profit Inc Hamilton $164,627, West Bay Band West Bay $72,418, West End Women Entering Machining Toronto $300,999, White Farm Manufacturing Brantford $399,581, Whitney Community Development Whitney $202,836, William F Van Gelder Huntsville $109,889, Willowridge Training Wheels Rexdale $239,250, Windsor Bumper Windsor $117,748, Windsor Separate School Board Windsor $124,135, Winter Court Native Development Corporation Toronto $202,941, Women's Training for Employment Kenora $180,503, Working Skills Centre Toronto $280,826, YMCA of Ottawa Ottawa $135,600, YMCA of Sault Ste Marie Sault Ste Marie $102,438, YMCA of St Catharines St Catharines $78,078, YMCA of Metro Toronto Toronto $85,017, York Condominium Corporation Toronto $91,411, York 4 Eglinton Improvement Toronto $50,000, York Senior Citizens Council Toronto $73,450, Youth Opportunities Unlimited Richmond Hill $276,562, Youth Services Bureau of Ottawa Nepean $60,000;

Région du Manitoba—

Agassiz Gold Deposit Lynn Lake $464,310, Air Canada Winnipeg $61,394, Amik Tannery Winnipegosis $52,681, Anicinabe Resource Centre Pine Falls $315,211, Anishinabe Respect Winnipeg $161,295, Arctic Sewing Centre Churchill $63,360, Barren Lands Indian Band Brochet $95,335, Big Foot Forest Products Corp Easterville $56,779, Boeing of Canada Ltd Winnipeg $60,079, Brandon Regional Development Brandon $54,000, Brandon University Brandon $139,394, Bungees Inc Winnipeg $115,566, Business of Living Winnipeg $246,034, Canadian Assoc of the Mentally Retarded Winnipeg $82,696, Chalet Malouin Inc St Malo $157,616, Chamber of Commerce Winnipeg $561,000, Chemawalin Logging Development The Pas $147,636, Children's House Winnipeg $77,264, Children's Home of Winnipeg Winnipeg $635,228, Churchill Indian Band Tadoule Lake $124,483, City of Flin Flon Flin Flon $110,212, City of Winnipeg Winnipeg $1,046,410, Community Economic Development Winnipeg $75,253, Dakota Manufacturing Portage la Prairie $105,250, Dakota Ojibway Tribal Council Brandon $387,244, Dakota Plains Green Dakota Plains $63,167, Dakota Plains Long Band Edwin $64,461, Dauphin Leather Dauphin $141,376, Don Ayre & Associates 1984 Inc Winnipeg $59,045, Doray Enterprises Winnipeg $50,336, Employment Preparation Project Winnipeg $231,591, Fairford Multipurpose Complex Ashern $258,722, Fleece Line Ventures Brandon $216,465, Flin Flon Indian-Metis Friendship Flin Flon $55,536, Fred Douglas Lodge Winnipeg $58,146, Office de commercialisation du poisson d'eau douce Winnipeg $208,275, God's River Band God's River $73,826, God's Lake Narrows Band God's Lake Narrows $79,168, Health Science Winnipeg $96,195, Indian Business Development Winnipeg $212,500, Interlake Residential Child Care Winnipeg $112,659, International Ukrainian Heritage Centre Dauphin $752,002, Island Lake Fisheries Ltd Winnipeg $57,892, Keystone Agricultural Centre Brandon $60,000, Kinew Canada Works Winnipeg $177,108, Kirkfield-Westin Community Centre Winnipeg $214,988, Manitoba Child Care Winnipeg $404,521, Manitoba Indian Educational Assoc Winnipeg $58,017, Manitoba Museum of Man & Nature Winnipeg $132,959, Manitoba Metis Federation Thompson $51,332, Manitoba Women's Newspaper Winnipeg $248,331, Marymound Inc Winnipeg $196,061, Median Credit Union Winnipeg $149,322, Metis Economic Development Training Winnipeg $359,172, Misericordia General Hospital Winnipeg $219,000, Mistik Woodcrafts Inc Leaf Rapids $297,770, Native Clan Wilderness Camp The Pas $80,651, May Ah Quong Garmen Rossburn $185,586, Nelson House Loggers Nelson House $290,104, Niverville Lions Club Niverville $83,051, North Branch YMCA Winnipeg $118,273, North Country Archery Emerson $195,417, Northern Times Newspaper Thompson $174,089, Northwinds Art Company Winnipeg $77,103, Oxford House Band Thompson $63,427, Peguis Band of Indians Hodgson $315,784, Pikwitonei Loggers Thompson $203,210, Portage & Employment & Energy Centre la Prairie $411,386, Riverborne Development Assoc Inc Winnipeg $59,498, Sandy Bay Tackle Amarantha $105,803, Selkirk Development Corporation Selkirk $96,172, Selkirk Water Front Development Corp Selkirk $73,096, Shamatta Loggers Thompson $140,176, Sir Hugh John MacDonald Winnipeg $548,211, Social Planning Council Winnipeg

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

$145,697, Social Skills Orientation Course Winnipeg $242,763, Southeast Resource Development Council Winnipeg $212,926, Split Lake Indian Band Split Lake $56,883, St Annes Anglican Church Winnipeg $54,213, Southdale Recreation Winnipeg $100,000, St Boniface General Hospital Winnipeg $54,631, St James Assiniboia School Division #2 Winnipeg $202,321, Swan Lake Band Swan Lake $71,882, Swan River Life Skills Swan River $263,970, Thompson Crisis Centre Inc Thompson $62,510, Town of Stonewall Stonewall $53,287, Union Management Construction Joint Conference Board Winnipeg $168,609, University of Winnipeg Winnipeg $198,328, Upstart Winnipeg $75,045, War Lake Bank Ilford $53,948, Wasagamack Band Wasagamack $98,967, Wasagamack Woodworking Wasagamack $65,027, Waterhen Indian Band Skownan $152,598, Wee Gwas Printing Selkirk $111,016, Western Canada Aviation Museum Inc Winnipeg $190,068, Westwin Personnel Winnipeg $216,346, Wienusk Wood Products Oxford House $145,736, Winnipeg Council of Status Winnipeg $85,867, Winnipeg Boys and Girls Club Winnipeg $66,916, Winnipeg Football Club Winnipeg $394,192, Winnipeg Presbytery United Church Winnipeg $169,613, X-Kalay Industries Winnipeg $240,338, YMCA of Winnipeg Youth Job Corps Winnipeg $140,684, YMCA Jewish Committee Centre Winnipeg $55,929, Youth Business Learning & Development Centre Winnipeg $135,604, YWCA Westman Women's Shelter Brandon $54,035;

Région de la Saskatchewan—

Ahenaki-Win Sandy Lake Reserve $87,756, All-Sask Mutual Services Ltd Saskatoon $155,144, Amnsis Southeast Area Local #66 Ft Qu'Appelle $88,922, Balgonie Multi-Plex Building Balgonie $56,084, Battleford Bags Manufacturing North Battleford $94,011, Bridging Program Women Learning Working Regina $114,855, Canoe Lake Handicrafts Canoe Lake Reserve $131,044, Cote Leathercraft Centre Cote Indian Reserve $93,940, Cowessess Gulf Course Cowessess Reserve $91,849, Cupar Memorial Rink Complex Cupar $59,749, East Central Lead Corporation Melville $70,640, English River Housing Patuanak $61,087, Forestry Development Project Montreal Lake Indian Reserve $103,695, Handicraft Centre White Bear Reserve $91,265, Hired Hands for Rent Yorkton $179,048, Joseph Bighead Cafe & Arcade Joseph Bighead Reserve $64,241, Kahk Sports & Cultural Grounds Kahkewistahaw Reserve $56,903, Kawula Consulting Ltd Prince Albert $56,000, Key Community Improvements Key Reserve $59,407, Key Lake Mining Corporation Saskatoon $70,797, Kiginak Friendship Centre La Ronge $161,064, Kinistino Jubilee Lodge Kinistino $80,000, Kitsaki Development Corporation La Ronge $72,873, Lac La Ronge Indian Band La Ronge $84,589, Lakeland Preschool Centre Christopher Lake $81,982, La Roche Construction La Roche $100,000, La Ronge Band Vocational Training La Ronge $260,443, Life Skills Orientation Régina $170,816, Meewasin Development Project Saskatoon $57,165, Mini Micro Operator Prince Albert $58,000, Mistawasis Band Hall Mistawasis Reserve $58,620, Montreal Lake Band Development Montreal Lake Reserve $52,538, Montreal Lake Human Resources Development Montreal Lake Reserve $130,930, Museum Upgrading Saskatoon $52,784, Muskey Lake Band Complex Muskey Lake Reserve $54,967, Natacam Construction Red Earth $125,000, N E Sask Leisure Centre Melfort $295,803, Nipawin Daycare Facility Nipawin $57,402, Northwest Local Economic Development Assistance Corporation North Battleford $183,118, Peepeekisis Community Development Peepeekisis Reserve $67,704, Poultry Centre University of Sask Saskatoon $90,287, Red Pheasant Canada Works Red Pheasant Indian Reserve $55,300, Sakimay Land Authority Sakimay Indian Reserve $141,893, S E Job Squad 84 Ft Qu'Appelle $56,813, Southeast Communities Project Ft Qu'Appelle $96,925, Stanley Mission Co-op Upgrading Stanley Mission $64,128, Task La Ronge $303,557, Urban Native Pre-Employment Régina $244,918, Urban Reception Centre Régina $136,189, Wehtamatowin Training Project Régina $189,777, White Bear Gulf Course White Bear Indian Reserve $60,904, White Bear Handicraft Centre White Bear Indian Reserve $168,259, Work Ready Saskatoon $319,570;

Région de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest—

Aerospace Museum Assoc Calgary Alb $80,297, Alberta Council on Aging Edmonton Alb $133,909, Alberta Federation of Labour Edmonton Alb $134,244, Alberta Handicapped Communication Society Edmonton Alb $113,561, Alexander Indian Band #134 Morinville Alb $51,360, Alexis Indian Band Glenevis Alb $125,435, Athabasca Cree Indian Band Ft Chipewyan Alb $164,650, Bethany Chapel Calgary Alb $113,595, Calgary Zoological Society Calgary Alb $61,459, Central Alberta Community Residence Society Red Deer Alb $312,536, City of Calgary Calgary Alb $321,182, Daniel Bowman Banff Alb $216,540, Drumheller & District Development Corporation Drumheller Alb $102,323, Duggan Social Group Work Association Edmonton Alb $132,891, Edmonton Roman Catholic School Board Edmonton Alb $200,132, Employment Development Services Edmonton Alb $258,849, Enviros Wilderness Schools Calgary Alb $195,:04, Fruit Growers Society of Alberta Hythe Alb $66,082, Grande Prairie Friendship Centre Grande Prairie Alb $105,507, Harcourt Matthews Associates Edmonton Alb $61,640, Inglewood Community Assoc Calgary Alb $56,820, Inuvialuit Communications Society Inuvik TN-O $75,553, K & D Associates Edmonton Alb $70,394, Kehewin Indian Band Bonnyville Alb $62,400, Kinsmen Club of St Albert St Albert Alb $185,768, Liard Valley Band Development Fort Liard TN-O $56,980, McMan Youth Service Assoc Edmonton Alb $216,507, Mountainview Assoc for the Mentally Handicapped Olds Alb $60,864, Native Counselling Services Calgary Alb $51,108, Native Women Pre-employment Training Edmonton Alb $284,479, Old Strathcona Foundation Edmonton Alb $77,963, On-Site Placement Services Edmonton Alb $189,193, Our Lady of Grace Church Calgary Alb $109,200, Peigan Employment Service Brocket Alb $91,378, Performance Plus Systems Edmonton Alb $75,410, Pheonix Training & Development Edmonton Alb $350,000, Polish Canadian Assoc Calgary Alb $124,461, Poplar Region Economic Council Wildwood Alb $231,021, St Albert Rugby Football Club St Albert Alb $208,864, St Thomas Moore Roman Catholic Parish Calgary Alb $88,136, Settlement Sooniyaw Corp Edmonton Alb $741,350, Skiing Louise Ltd Calgary Alb $350,055, Slave Lake Native Friendship Centre Slave Lake Alb $203,176, The Entrance Society of Calgary Calgary Alb $287,843, University of Alberta Edmonton Alb $157,850, University of Calgary Calgary Alb $96,042, Village of Innisfree Innisfree Alb $276,730, Wabasca Desmarais Sports & Games Wabasca Alb $52,354, Whitefish Lake Band #128 Goodfish Lake Alb $105,168, Young Men's Christian Assoc Edmonton Alb $198,435, Young Men's Christian Assoc Midnapore Alb $52,033;

Région de la Colombie-Britannique et Territoire du Yukon—

A and D Trucking Terrace C-B $107,894, A and R Enterprise 100 Mile House C-B $257,120, Adams Lake Band Chase C-B $104,668, Ahousaht Indian Band Council Ahousaht C-B $91,691, Alberni Clayoquot Development Society Port Alberni C-B $96,741, Alexandria Indian Band Quesnel C-B $53,598, Alexis Creek Indian Band Chilanko Forks C-B $84,191, Alkali Lake Indian Band Williams Lake C-B $143,567, Allied Indian and Metis Society Vancouver C-B $76,686, Anaham Indian Band Alexis Creek C-B $139,436, Apex Topping and Falling Penticton C-B $108,393, Arbutus Group Social and Economic Development Duncan C-B $51,050, Arjo Logging Revelstoke C-B $197,212, Ashcroft-Cache Creek Regional Golf and Country Club Cache Creek C-B $83,142, British Columbia Forest Museum Society Duncan C-B $90,568, British Columbia Forest Products Campbell River C-B $316,691, British Columbia Forest Products Crofton C-B $1,608,550, British Columbia Forest Products Honeymoon Bay C-B $493,120, British Columbia Forest Products Mackenzie C-B $83,099, British Columbia Fruit Growers Assoc Kelowna C-B $237,372, British Columbia Timber Terrace C-B $146,739, British Columbia Timber-Kootenay Forest Products Nelson C-B $62,431, Bella Coola Band Council Bella Coola C-B $86,788, Binche Keyoh Indian Band Fort Saint James C-B $57,618, Boban Enterprises Ltd Salmon Arm C-B $97,273, Bowen Island Park and Store Bowen Island C-B $74,267, Boys and Girls Club of Vernon Ver-

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

non C-B $65,612, Boys and Girls Club of Victoria Victoria C-B $68,078, Bridge Lake Tree Service 100 Mile House C-B $53,298, Burnaby Assoc for the Mentally Handicapped Burnaby C-B $57,684, Burrard Indian Band North Vancouver C-B $66,296, Cadillac Fairview Corporation Vancouver C-B $50,463, Campbell River Estuary and Watershed Campbell River C-B $59,214, Canadian Forest Products Vancouver C-B $64,090, Canadian Forest Products Woss C-B $241,630, Canadian Forestry Assoc of British Columbia Kelowna C-B $108,819, Canadian Forestry Assoc of British Columbia Vancouver C-B $157,304, Canadian Mental Health Assoc Richmond C-B $83,215, Canadian Mental Health Assoc Vancouver C-B $67,884, Canadian Museum-Flight and Transport Surrey C-B $101,149, Canadian Paraplegic Assoc British Columbia Division Vancouver C-B $95,615, Canadian Steam Press Industrial Architects New Westminster C-B $78,368, Canim Lake Band 100 Mile House C-B $105,368, Canoe Creek Indian Band Dog Creek C-B $97,420, Capital Mental Health Assoc Victoria C-B $57,158, Cariboo Friendship Centre Williams Lake C-B $133,444, Carousels Theatre Society Vancouver C-B $89,992, Carrier-Sekani Tribal Council Prince George C-B $135,983, Cedar Cottage Neighbourhood House Vancouver C-B $66,190, Centre Culturel Francais de l'Ok Kelowna C-B $78,635, Chehalis Indian Band Agassiz C-B $117,052, Chem Indian Band Rosedale C-B $240,042, Chemainus Indian Band Council Ladysmith C-B $134,910, Children's Jubilee Summer Camp Burnaby C-B $153,534, CIP Forest Products Duncan C-B $55,769, CIP Forest Products Victoria C-B $102,523, City of Dawson Dawson City C-B $187,130, City of Kelowna Kelowna C-B $54,757, City of Whitehorse Whitehorse TY $52,933, City of White Rock White Rock C-B $99,725, Clayoquot Indian Band Council Tofino C-B $98,969, Coast Foundation Vancouver C-B $126,300, College of New Caledonia Prince George C-B $91,362, Conayt Friendship Society Merritt C-B $75,464, Conifer Enterprises Nanaimo C-B $59,125, Conservation Society of British Columbia Victoria C-B $64,643, Contact Women's Group Society Williams Lake C-B $62,728, Control Data Institute Vancouver C-B $92,000, Cooper Enterprises Port Coquitlam C-B $64,280, Corporation District of Burnaby Burnaby C-B $55,086, Corporation of District of Northern Cowichan Duncan C-B $646,461, Corporation of District of Surrey Surrey C-B $274,648, Corporation of Municipality of Delta Delta C-B $76,240, Cougar Creek Logging Campbell River C-B $78,396, Council for Yukon Indians Whitehorse TY $60,432, Cowichan Indian Band Council Duncan C-B $206,317, Cowichan Lake Community Activity and Resource Centre Lake Cowichan C-B $74,720, Cranbrook Archives Museum Landmark Cranbrook C-B $66,789, Creative Centre Rehabilitation for the Mentally Handicapped Sardis C-B $55,306, Crestbrook Forest Industries Elko C-B $187,091, Creston Co-op Packers Erickson C-B $67,082, Crossfox Silviculture Vancouver C-B $87,763, Crow Point Enterprises Enderby C-B $84,048, Cyprus Anvil Mining Calgary Alb $1,618,297, Dark Star Forestry South Slocan C-B $72,090, Dawson Indian Band Dawson City C-B $51,467, DB Forest Services Cumberland C-B $112,305, Dease Lake Airport Society Dease Lake C-B $65,447, Delta Museum and Archives Delta C-B $126,341, Delta Recycling Society Delta C-B $74,359, Denis Falling and Bucking Kitimat C-B $83,334, Desolation Sound Tribal Council Powell River C-B $116,002, Dewdney-Alouette Regional District Mission C-B $71,942, Doh Day De Claa Indian Friendship Prince George C-B $211,949, Doig River Indian Band Rose Prairie C-B $129,842, Doug's Market 100 Mile House C-B $99,845, DR Enterprises 100 Mile House C-B $130,254, Elmwood Enterprises Terrace C-B $209,456, Emma's Jambrosia Manufacturing Limited Crescent Valley C-B $71,769, Enderby and District Chamber of Commerce Enderby C-B $78,412, Faber François Lake C-B $50,131, Family Resource Institute Vancouver C-B $54,350, Federation of Mountain Club of British Columbia Vancouver C-B $144,477, Fort George Band Shelly C-B $78,244, Fort Langley Chamber of Commerce Fort Langley C-B $68,618, Fort Langley Lion's Club Fort Langley C-B $56,185, Frog Hollow Neighbourhood House Vancouver C-B $62,864, Gateway House Society Delta C-B $53,934, Gavin Huey Fernie C-B $59,746, GDR Tree Services 100 Mile House C-B $138,912, Get Away Enterprises Richmond C-B $53,788, Gitanmaax Band Council Hazelton C-B $94,456, Gitskan Wetsuweten Tribal Council Hazelton C-B $155,982, Gitlakdamix Band Council New Aiyansh C-B $155,366, Golden District Golf and Country Club Golden C-B $53,469, Goodman Penticton C-B $53,107, Gordon Hamilton Logging Terrace C-B $99,288, Gordon Neighbourhood House Vancouver C-B $286,914, Gordon S Bonner and Associates Inc Vancouver C-B $147,472, Gorman Brothers Lumber Westbank C-B $111,470, Greater Prince George Visitors Convention Bureau Prince George C-B $56,364, Hagwilet Band Council New Hazelton C-B $95,247, Hartley Bay Band Council Hartley Bay C-B $162,283, Hauser JK Whitehorse TY $185,757, Hazelton Area Historical Assoc Hazelton C-B $108,184, Heiltsuk Tribal Council Waglisla C-B $261,310, Hesquiat Band Council Tofino C-B $93,786, Highland Harvesting Systems Kaslo C-B $56,834, Holiday Park Development Winfield C-B $86,000, Homalco Indian Band Campbell River C-B $109,974, Horticulture Center of the Pacific Victoria C-B $56,330, Hospitality Industrial Education Advisory Committee Vancouver C-B $216,726, Hyock Resource Consultants Terrace C-B $177,477, Intensive Forestry Salmo C-B $180,587, Interior Indian Friendship Society Kamloops C-B $74,996, Interior Intensive Forest Service Kamloops C-B $58,085, Interior Native Alcohol and Drug Abuse Society Armstrong C-B $90,195, International Woodworkers Local 171 Terrace C-B $217,798, Iskut Band Council Iskut C-B $68,352, Jack Hamilton Trucking Terrace C-B $152,241, Jen Industries Ltd Kelowna C-B $121,556, JN Jones Trucking Terrace C-B $104,666, John Howard Society Victoria C-B $108,948, John Howard Society Vernon C-B $91,903, Kaleidoscope Theatre Production Society Victoria C-B $57,902, Kamloops Indian Band Kamloops C-B $55,242, Kamloops Trades Training Society Kamloops C-B $263,810, Katzie Indian Band Pitt Meadows C-B $79,303, Kelowna Economic Recovery Employment Kelowna C-B $254,616, Kermode Friendship Center Terrace C-B $252,749, Kids In 'Em Port Alberni C-B $87,459, Kimberley Bavarian Society Kimberley C-B $50,398, Kimmer Forestry Consultant Cranbrook C-B $85,398, Kispioux Band Council Hazelton C-B $89,212, Kitamaat Village Council Kitamaat Village C-B $76,549, Kitasoo Band Council Klemtu C-B $307,128, Kitkatla Band Council Kitkatla C-B $57,200, Kitsumkalum Band Council Terrace C-B $59,569, Kiwassa Neighbourhood Services Assoc Vancouver C-B $67,057, KL Enterprises Eagle Creek C-B $122,801, Kootenay Regional Employment Development Assoc Nelson C-B $53,434, Kootenay Westwood Design Nelson C-B $180,264, Ksan Assoc Hazelton C-B $104,238, Kwakiutl Band Council Port Hardy C-B $103,433, Lakalzap Band Council Greenville C-B $84,780, Lake Babine Band Burns Lake C-B $105,952, Langley Family Services Assoc Langley C-B $63,462, Langley Heritage Society Fort Langley C-B $75,012, Laren House Society Victoria C-B $93,371, Laren's Truck Services 100 Mile House C-B $121,780, Little Oliver Contracting Terrace C-B $73,156, Little Salmon Carmacks Indian Band Carmacks C-B $52,921, Logan Lake Golf Club Logan Lake C-B $136,001, Loiselle Ranches Dawson Creek C-B $56,858, Long Beach Recreation Ucluelet C-B $59,255, Lower Fraser Valley Exhibit Assoc Surrey C-B $68,066, Lower Kootenay Indian Band Creston C-B $59,582, Lower Similkameen Band Keremeos C-B $167,859, Lytton Indian Band Lytton C-B $86,624, Malaspina College Nanaimo C-B $103,800, Mariner Marina Division Sicamous C-B $64,072, Mark of Clover Therapeutic Riding Stable Kelowna C-B $53,546, Marken Marken Castlegar C-B $55,542, Massett Band Council Massett C-B $100,152, Matsqui Abbotsford Community Service Abbotsford C-B $238,750, Mayo Indian Band Mayo C-B $84,486, McClure Volunteer Fire Department McClure C-B $84,449, Meadow Creek Cedear Kaslo C-B $57,789, Metlakatla Band Council Prince Rupert C-B $63,271, Moricetown Band Council Moricetown C-B $357,655, Mosaic Vancouver C-B $275,018, Mount Currie Indian Band Council Mount Currie C-B $125,670, Mount Pleasant Neighbourhood House Vancouver C-B $65,431, Mowachant Band Council Gold River C-B $51,740, Muffin Works Vancouver C-B $89,802, Musqueam Indian Band Vancouver C-B $181,675, Nanaimo Commission Employment Advisory Council Nanaimo C-B $146,365, Nanaimo Indian Band Council Nanaimo C-B $133,386, Nanoose Indian Band Council Lantzville C-B $83,728, Nass Valley Tire Servcie Ltd Terrace C-B $96,513, Native Indian Youth Advisory Council Vancouver C-B $59,123, Necoslie Indian Band Fort St James C-B

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

$108,157, Nelson District Community Resource Society Nelson C-B $111,387, Nemiah Valley Indian Band Nemiah Valley C-B $76,205, Nicole Valley Indian Development Corporation Merritt C-B $304,527, Nimpkish Band Council Alert Bay C-B $431,761, Nishga Tribal Council New Aiyansh C-B $103,827, North Coast Economic Development Corporation Prince Rupert C-B $102,080, North Okanagan Development Corporation Vernon C-B $89,481, North Shore Assoc for the Physically Handicapped North Vancouver C-B $86,959, North Shore Volunteers for Residents in Care Facilities West Vancouver C-B $50,106, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $491,515, Nuxalk Band Administration Bella Coola C-B $77,891, Ocean Point Contractors North Vancouver C-B $80,612, Office Assistance Canada Vancouver C-B $138,915, Ohamil Indian Band Sardis C-B $55,117, Okanagan Commemorative Pioneer Cultural Society Vernon C-B $161,694, Okanagan Indian Band Vernon C-B $145,252, Okanagan Italian Supermarket Kelowna C-B $122,492, Okanagan-Similkameen Community Development Assoc Penticton C-B $89,908, Osoyoos Indian Band Oliver C-B $139,938, Outdoor Recreation Council of British Columbia Vancouver C-B $365,621, Oweekeno Band Council Port Hardy C-B $257,354, Pacific Legal Education Assoc Vancouver C-B $83,000, PAS Lumber Company Prince George C-B $125,935, Pearson Society Assessment and Computer Research Vancouver C-B $93,877, Pelton Reforestation Maple Ridge C-B $56,148, Pender Harbour Golf Club Society Madeira Park C-B $391,170, Penelakut Indian Band Council Chemainus C-B $139,883, Penfor Consulting Sechelt C-B $194,865, Pennyroyal Resources Victoria C-B $116,530, Penticton and District Society for the Mentally Handicapped Penticton C-B $57,927, Penticton Indian Band Penticton C-B $209,745, Peoples Law School Society Vancouver C-B $107,425, Port Alberni Community Development Port Alberni C-B $243,504, Powell River Regional District Powell River C-B $84,887, Powell River Green Growers Co-op Powell River C-B $61,487, Powell River Regional Economic Development Powell River C-B $243,695, PR Enterprises 100 Mile House C-B $321,550, PR Skills Development Nanaimo C-B $72,167, Prince George Assoc for the Individual Mentally Handicapped Prince George C-B $190,148, Prince Rupert Community Enrichment Society Prince Rupert C-B $52,562, Public Education for Peace Society New Westminster C-B $108,707, Quesnel and District Chamber of Commerce Quesnel C-B $51,582, Ramsey's Cedar Craft Terrace C-B $170,269, Reed Stenhouse Associates Vancouver C-B $229,443, Regional District of Alberni Clayoquot Port Alberni C-B $316,513, Regional Recreation Commission #5 Nelson C-B $59,747, Riverside Forest Products Lumby C-B $173,772, Robertson II Sail and Life Training Victoria C-B $61,569, Rocky Mountain Trout Farm Revelstoke C-B $70,506, Rogers Foods (1982) Armstrong C-B $131,548, Rotary Club of Salmon Arm Salmon Arm C-B $92,412, Sallas Forest Limited Partnership Vancouver C-B $93,654, Samcom Software Corporation Richmond C-B $71,083, Saulteaux Indian Band Chetwynd C-B $80,030, Scowlitz Indian Band Lake Errok C-B $104,742, Seabord Island Indian Band Agassiz C-B $283,170, Sechelt Indian Band Sechelt C-B $159,099, Selkirk College Castlegar C-B $55,055, Sheshat Indian Band Council Port Alberni C-B $70,380, Shkuratoff L Terrace C-B $62,526, Shuswap Indian Band Invermere C-B $58,314, Silvatech Consulting Salmon Arm C-B $183,120, Silver Star Sports Vernon C-B $131,533, Simon Fraser Society for the Mentally Handicapped New Westminster C-B $135,719, Simon Fraser University Burnaby C-B $136,217, Skaloan Development Society Salmon Arm C-B $100,494, Skidegate Band Council Queen Charlotte City C-B $108,455, Skills and Industrial Development Victoria C-B $88,389, Sliammon Indian Band Powell River C-B $95,787, Soda Creek Indian Band Williams Lake C-B $82,371, Songhees Band Council Victoria C-B $114,016, Soowahlie Indian Band Vedder Crossing C-B $53,169, South Peace Community Resource Society Dawson Creek C-B $61,959, South Vancouver Neighbourhood House Vancouver C-B $63,823, Squamish Indian Band North Vancouver C-B $101,519, St Ann's Academy Kamloops C-B $68,242, St Mary's Band Cranbrook C-B $69,399, Sterling Wood Group Victoria C-B $225,175, Stewart Community Club Stewart C-B $199,192, S and F Street Jaffray C-B $131,675, Stuart Trembleur Lakes Band Fort St James C-B $80,187, Success Unlimited Burnaby C-B $81,000, Sunshine Coast Economic Development Commission Sechelt C-B $53,321, SYO YS Native Arts Society Mission C-B $140,721, Tobacco Plains Band Terrace C-B $167,906, Takhar Trucking Grasmere C-B $77,340, Tall Timber Golf Course Langley C-B $53,109, Terrace and District Community Services Terrace C-B $101,243, Terrace Kitsumkalum Terrace C-B $80,106, Theytus Books Penticton C-B $63,974, TM Thomson and Associates Victoria C-B $433,356, Tod Mountain Development Kamloops C-B $75,979, Toosey Indian Band Riske Creek C-B $133,399, Tower Lake Community Club Taylor C-B $61,574, Town of Ladysmith Ladysmith C-B $90,875, Tsartlip Band Council Brentwood Bay C-B $152,241, Tsawataineuk Indian Band Council Kingcome Inlet C-B $58,824, Tseycum Indian Band Council Sydney C-B $76,977, Tsulquate Band Council Port Hardy C-B $50,466, Turba Associates Prince George C-B $65,032, Two Jays Silvaculture Weyerhauser Penticton C-B $59,584, Tynehead Zoological Society of British Columbia Surrey C-B $276,570, Tzartus Holdings Victoria C-B $67,565, Ucluelet Indian Band Ucluelet C-B $102,149, United Chinese Community Service Vancouver C-B $65,885, United Croats of Canada Vancouver C-B $122,725, United Fisheries and Allied Workers Local 15 Nanaimo C-B $146,016, United Nations Assoc in Canada Vancouver C-B $66,219, United Native Nations Zone 8 Vernon C-B $57,483, United Native Nations Local 108 Vancouver C-B $94,878, University of British Columbia Vancouver C-B $202,657, University of British Columbia Research Forestry Maple Ridge C-B $245,386, Upper Lake Development Society New Denver C-B $249,593, Upper Lake Economic Development Society Nakusp C-B $82,650, Upper Nicola Indian Band Merritt C-B $78,994, Urban Images for Native Women Society Vancouver C-B $172,588, Urban Native Indian Education Society Vancouver C-B $103,563, Vancouver Community College Vancouver C-B $572,832, Vancouver Indian Centre Vancouver C-B $163,543, Vancouver Island Providence Society Duncan C-B $249,629, Vancouver Island Shakespeare Festival Nanaimo C-B $62,799, Vancouver YMCA Vancouver C-B $465,617, Victoria Handicapped Recreation Committee Victoria C-B $78,744, Village of Alert Bay Alert Bay C-B $77,491, Village of Fort Nelson Fort Nelson C-B $64,038, Village of Fraser Lake Fraser Lake C-B $70,279, Village of Granisle Granisle C-B $72,948, Village of New Denver New Denver $673,112, Village of Valemont Valemont C-B $68,764, W Herrington Contracting Prince George C-B $89,856, W Shadbolt Enterprise Summerland C-B $65,906, Walter Hanson Contracting Terrace C-B $142,819, WC Hughson and Company Prince George C-B $305,899, West Wind Nursery Ltd Kelowna C-B $50,782, Westar Timber Hazelton C-B $78,199, Westbank Indian Band Westbank C-B $67,211, Western Forest Products Holberg C-B $52,189, Western Forest Products Port McNeil C-B $115,512, Western Society for Senior Citizens New Westminster C-B $96,960, Weyerhaeuser Canada Kamloops C-B $163,244, Weyerhaeuser Canada Merritt C-B $92,666, White Rock Coordinating Centre White Rock C-B $148,935, White Rock Summer Theatre Society White Rock C-B $118,122, William Gow Assoc Kelowna C-B $103,421, Williams Lake Community Development Assoc Williams Lake C-B $120,088, Williams Lake Indian Band Williams Lake C-B $80,085, WJ Green Forestry Services Victoria C-B $85,801, Women's Resource Centre Quesnel C-B $51,145, Workmen's Compensation Board Burnaby C-B $230,948, World Silviculture Oliver C-B $104,675, XED Ltd Vancouver C-B $135,747, YM-YWCA of New Westminster New Westminster C-B $120,957, Youth Enrichment Society Prince Rupert C-B $110,203, Yukon Conservation Society Whitehorse TY $66,065, Yukon Indian Development Corporation Whitehorse TY $61,227, Zanzibar Holdings Vancouver C-B $136,502;

Quartier général national—

Reed Stenhouse Ltd Ottawa Ont $67,662.

Paiements aux provinces, aux sociétés de transport et aux particuliers en vertu d'accords conclus entre le ministre de l'Emploi et de l'Immigration et les provinces sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, ainsi qu'avec des corporations ou des particuliers agissant en qualité de directeurs des services de main-

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

d'œuvre agricole, pour l'organisation et l'utilisation de la main-d'œuvre dans les fermes et les industries connexes y compris les engagements non remplis aux termes d'accords antérieurs $6,566,532:

Région de la Nouvelle-Écosse—

Maria Bucher Pictou $91,500, Paul Loomer Kentville $91,490;

Région de l'Île-du-Prince-Édouard—

Charlottetown Farm Labour Pool Charlottetown $109,612, Prince County Farm Labour Pool O'Leary $99,696;

Région du Québec—

Corporation SMAC de l'UPA Longueuil $887,000, Ministère des Finances Gouvernement du Québec Québec $374,413;

Région de l'Ontario—

East Central Canada Farm Labour Pool Port Perry $106,324, Eastern Counties Canada Farm Labour Pool Vankleek Hill $88,324, Elgin County Canada Farm Labour Pool Aylmer $130,824, Essex County Canada Farm Labour Pool Leamington $176,823, Frontenac Leeds Canada Farm Labour Pool Athens $85,823, Gray Bruce Canada Farm Labour Pool Owen Sound $162,823, Haldimaude Area Canada Farm Labour Pool Cayuga $74,823, Kent Area Canada Farm Labour Pool Chatham $165,824, Niagara Region Canada Farm Labour Pool St Catharines $87,824, Northumberland Canada Farm Labour Pool Cobourg $154,823, Ottawa Valley Canada Farm Labour Pool Stittsville $109,824, Quinte Canada Farm Labour Pool Belleville $85,823, Simcoe Area Canada Farm Labour Pool Delhi $141,823, Stormont Dundas Canada Farm Labour Pool Chesterville $103,824, Treasurer of Toronto Toronto $182,495, Tri County Canada Farm Labour Pool Tillsonburg $172,823, Waterloo Wellington Canada Farm Labour Pool Elora $73,824, York Simcoe Canada Farm Labour Pool Schomberg $82,824;

Région du Manitoba—

Canada Farm Labour Pool Brandon $86,646, Canada Farm Labour Pool Dauphin $80,794, Canada Farm Labour Pool Portage la Prairie $116,858, Canada Farm Labour Pool Selkirk $89,780, Canada Farm Labour Pool Steinbach $63,290, Canada Farm Labour Pool Winkler $85,475;

Région de la Saskatchewan—

Moose Jaw Canada Farm Labour Pool Moose Jaw $88,695, North Battleford Canada Farm Labour Pool North Battleford $95,983, Prince Albert Canada Farm Labour Pool Prince Albert $95,791, Saskatoon Canada Farm Labour Pool Saskatoon $88,261, Weyburn Canada Farm Labour Pool Weyburn $65,853, Yorkton Canada Farm Labour Pool Yorkton $74,629;

Région de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest—

Canada Farm Labour Pool Brooks Alb $61,035, Canada Farm Labour Pool Calgary Alb $90,100, Canada Farm Labour Pool Camrose Alb $58,257, Canada Farm Labour Pool Drumheller Alb $64,850, Canada Farm Labour Pool Edmonton Alb $88,750, Canada Farm Labour Pool Grande Prairie Alb $82,375, Canada Farm Labour Pool Lethbridge Alb $113,825, Canada Farm Labour Pool Red Deer Alb $85,350, Canada Farm Labour Pool Vegreville Alb $66,750, Canada Farm Labour Pool Wetaskiwin Alb $65,590;

Région de la Colombie-Britannique et Territoire du Yukon—

A R Cayford Armstrong C-B $66,000, D E Grant Penticton C-B $182,000, D Scotthorne Duncan C-B $104,000, G Bean Abbotsford C-B $196,000, G W Benson Kelowna C-B $144,000, M L Coles Victoria C-B $103,000.

Paiements aux provinces, aux employeurs et aux travailleurs à l'égard des primes d'encouragement à la mobilité de la main-d'œuvre et aux études de main-d'œuvre, en conformité avec le règlement approuvé par le gouverneur en conseil $5,535,579:

Région de la Nouvelle-Écosse—

Dalhousie College and University Halifax $53,548;

Région du Québec—

Assurance Royale du Canada Montréal $72,963, Cie Minière I O C Sept-Îles $60,029, Cie Minière Québec Port-Cartier $582,107, Municipalité de Gagnon Gagnon $165,840;

Région de l'Ontario—

Capital Food Services Ottawa $64,938, Kanata High Technology Kanata $80,703, Massey Ferguson Industrie Brantford $54,526, Pirelli Cables Toronto $53,913;

Région de la Colombie-Britannique et Territoire du Yukon—

Western Star Trucks Incorporation Kelowna C-B $53,405.

Paiements, conformément au règlement approuvé par le gouverneur en conseil, aux personnes ou à l'égard des personnes qui sont déplacées d'un endroit au Canada à un autre endroit au Canada dans le cadre du programme de la mobilité de la main-d'œuvre $12,758,770

Paiements à des organisations ou à des particuliers à titre de soutien d'activités complémentaires à la politique du marché du travail $3,459,826:

Région de Terre-Neuve—

Community Service Council St John's $89,951;

Région du Québec—

Centre d'Adaptation de la Main-d'œuvre Aérospatiale du Québec Montréal $125,000.

Subvention au Programme d'aide à l'emploi et au développement local $6,090,545:

Région de Terre-Neuve—

Exploits Local Economic Development Happy Valley Labrador $86,805, Gander Area Development Corporation Gander $187,200, Gateway LEAD Corporation Port-aux-Basques $140,000, Labrador Happy Valley Labrador $52,995, West Nfld LEAD Corporation Corner Brook $53,000;

Région de la Nouvelle-Écosse—

Richmond County Development Corporation Louisdale $143,992;

Région du Nouveau-Brunswick—

Adel-Kent-Leda Buctouche $323,000, Southwest Valley Development Inc Harvey Station $57,000;

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Région de l'Île-du-Prince-Édouard—

Eastern Ventures and Development Georgetown $170,153, West Prince Ventures Ltd O'Leary $110,000;

Région du Québec—

Adel Haute-Gatineau Inc Maniwaki $300,000, Adelim Inc Cap-aux-Meules $150,000, Aider de la Matapédia Inc Amqui $175,000, Centre de Concertation et d'Aide Technique Arthabaska Erable Victoriaville $125,000, Fond Relance Industrielle et Commerciale Inc Chambly $95,000, Société CLE Champlain Cap-de-la-Madeleine $55,000, Société CLE Mégantic Lac Mégantic $100,000, Société CLE Montmagny l'Islet Montmagny $150,000, Société CLE Waterloo Inc Waterloo $156,400, Société de Développement Bonavignon Inc New-Richmond $200,000, Société Économique de la Région de l'Amiante Thetford-Mines $95,000, Soficar Centre Mauricie Inc Shawinigan $100,000;

Région de l'Ontario—

Kleda Corporation Kirkland Lake $134,000, Orillia Area LEAD Corporation Orillia $160,000, Rainy River Business Development Corporation Fort Frances $170,000;

Région du Manitoba—

Dakota Ojibway Tribal Council Brandon $217,000, Indian Business Development Winnipeg $212,500, Selkirk Development Corporation Selkirk $65,000, Southeast Resource Development Council Winnipeg $96,600;

Région de la Saskatchewan—

Northern Local Economic Development Assistance Corporation North Battleford $275,000;

Région de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest—

Drumheller and District Development Corporation Drumheller Alb $75,000;

Région de la Colombie-Britannique et Territoire du Yukon—

Alberni-Clayoquot Development Society Port Alberni C-B $115,000, Kootenay Regional Employment Development Assoc Nelson C-B $55,000, Nanaimo Community Employment Development Nanaimo C-B $220,000, Nicola Valley Indian Development Corporation Merritt C-B $267,000, North Coast Economic Development Society Prince Rupert C-B $55,000, North Okanagan Development Corporation Nanaimo C-B $220,000, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $155,000, Okanagan Similkameen Community Development Association Penticton C-B $195,000, Williams Lake Community Development Assoc Williams Lake C-B $125,000, Yukon Indian Development Corporation Whitehorse TY $55,000.

Création de l'emploi $117,129,737:

Région de Terre-Neuve—

City of Corner Brook Corner Brook $300,000, Community of St Lunaire Griquet $130,000, Community of Raleigh Raleigh $150,000, 1984 Nfld and Labrador Summer Games Botwood $100,000;

Région de la Nouvelle-Écosse—

Atlantic Winter Fair Directors Halifax $1,521,000, Cathedral Church of All Saints Halifax $50,000, City of Halifax Halifax $105,000, Corporation of St Paul's Church Halifax $100,000, Eskasoni Band Council Eskasoni $88,000, Evergreen Club Senior Citizens Recreation Club Port Hawkesbury $100,000, French Cove Ratepayers Assoc St Peters $52,000, Harbour View Community Foundation Sydney Mines $100,000, Havre Boucher Community Foundation Havre Boucher $50,000, Lebanese Cultural Society Halifax $60,000, Louisbourg Waterfront Development Corporation Louisbourg $350,000, Municipality of the County of Cape Breton Sydney $92,714, Neptune Theatre Foundation Halifax $94,761, Parish of the Holy Ghost Sydney $62,000, Royal Canadian Legion Branch 43 Port Hawkesbury $50,000, Royal Canadian Legion Branch 116 St Margarets Bay $50,000, St Joseph's Church Archdiocese of Halifax Halifax $60,000, St Martha's Building for Health Antigonish $75,000, Sydney Downtown Development and Parking Ltd Sydney $352,681, Sydney Forks Recreation Assoc Sydney $195,000, Town of Mulgrave Mulgrave $100,000, Trustees of St George's Greek Orthodox Church Halifax $70,000;

Région du Nouveau-Brunswick—

Chatham Business Development Corp Chatham $159,127, City of Bathurst Bathurst $171,000, Le Centre Sportif de Ste-Marie Inc Ste-Marie $75,000, Le Club de Golf de Pokemouche Inc Pokemouche $100,000, Renous Recreation Council Inc Renous $191,950, The Old Mill Pond Golf and Country Club Doaktown $749,000, The Saint John 1985 Canada Summer Games Society Inc Saint John $95,000, Village de Bas-Caraquet Bas-Caraquet $600,000, Village de Sheila Sheila $600,000, Ville de Tracadie Tracadie $468,000;

Région de l'Île-du-Prince-Édouard—

Bunbury Southport Pollution Control Bunbury $249,168, Town of Georgetown Georgetown $50,000, Town of Summerside Summerside $73,150;

Région du Québec—

Amphithéâtre l'Islet-Nord Inc St-Jean-Port-Joli $200,000, Archevêque Catholique Romain de Sherbrooke Sherbrooke $140,000, Aréna Régional d'Iberville Iberville $98,163, Assoc Culturelle Arménienne Tekeyan St-Laurent Montréal $50,026, Assoc Culturelle Ururese de Montréal Montréal $60,000, Assoc des Gens d'Affaires Campbell's Bay $59,429, Assoc du Hockey Mineur de Matagami Matagami $70,000, Assoc des Hommes d'Affaires de La Tuque Inc La Tuque $496,345, Assoc des Hommes et des Femmes d'Affaires de la Petite Nation Inc St-André-Avellin $212,207, Assoc des Loisirs de St-David St-David $240,000, Assoc des Loisirs de St-Édouard St-Édouard de Lotbinière $100,000, Assoc des Marchands de la Plaza Duvernay Inc Beloeil $140,000, Assoc Orientale Saint-Sauveur Montréal $75,000, Assoc des Parents de St-Agapit Inc Deux-Montagnes $50,000, Assoc des Pompiers Volontaires de Lavaltrie Lavaltrie $72,000, Assoc des Pompiers Volontaires St-Michel St-Michel $50,000, Assoc des Proprio de Chamfleury Ste-Rose $126,745, Assoc Récréative de Hudson Inc Hudson $360,685, Assoc Sportive Centre-Sud Montréal $140,000, Assoc Sportive de St-Grégoire Inc Bécancour $150,000, Assoc Trevisani Nel Mondo Montréal-Nord $150,000, Assoc des Vétérans de Laval Laval $60,000, Atelier de Travail Jeunesse-01 Inc Rimouski $55,000, Auberge du Filon d'Or Val d'Or $74,638, Aydelu Inc Aylmer $224,975, Base de Plein Air Bellefeuille Pabos Mills $75,000, Bibliothèque Publique de Waterloo Inc Waterloo $90,000, Camp Musical Lac St-Jean St-Jérôme Matabetchouan $58,935, Can Leg of the Britt Service League H79 St-Jean-sur-le-Richelieu $55,676, Le Carrefour Communautaire Villeray Inc Montréal $56,000, Carrefour F M Portneuf St-Thuribe $78,175, Casa d'Italia Maison d'Italie Montréal $131,500, Centre Aquatique de Princeville Inc Princeville $379,821, Centre de Bénévolat d'Acton Vale Acton Vale $175,000, Centre Civique de Valleyfield Inc Valleyfield $200,000, Centre Communautaire d'Arthabaska Inc Arthabaska $600,000, Centre Communautaire Culturel Bois de Boulogne Montréal $54,833, Centre Communautaire Degelis Inc Degelis $300,000,

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Centre Communautaire (Alma) Léon-Juneau Inc Alma $50,000, Centre Communautaire le Rendez-Vous Nicolet $119,625, Centre Communautaire de Maskinongé Inc Maskinongé $200,000, Centre Communautaire de Norbertville (St-Norbert) Norbertville $145,000, Centre Communautaire Notre-Dame Notre-Dame $300,000, Centre Communautaire St-Antoine de Tilly St-Antoine de Tilly $88,599, Centre Coopératif de Loisirs et Sports du Mont-Orignal Lac Etchemin $300,000, Centre Culturel et Communautaire de Warwick Inc Warwick $200,000, Centre Culturel et Sportif de l'Est Montréal $100,000, Centre Durocher Inc Québec $278,736, Centre Hospitalier de l'Université Laval Ste-Foy $60,600, Centre de Formation Laval Québec $70,278, Centre Immaculée-Conception Montréal $249,073, Centre d'Information et Référence du Grand Montréal Montréal $61,175, Centre de Loisir Notre-Dame-du-Rosaire Inc Montréal $80,000, Centre des Loisirs St-Adolphe Inc St-Adolphe $73,390, Centre de Loisir et de Sport de Ste-Perpétue Inc Ste-Perpétue $200,000, Centre de Recherche Appliquée de Richelieu-Yamaska Sorel $200,000, Centre Récréatif d'Asbestos Inc Asbestos $125,000, Centre Récréatif de Grandes Piles Inc Grandes Piles $81,916, Centre Récréatif Kingsley Kingsley Falls $100,000, Centre de ski St-Georges (1981) Inc St-Georges Beauce $100,000, Centre Socio-Culturel et Sportif de St-Isidore St-Isidore $160,000, Centre des Sports et Loisirs Nautique Défi-Voile Inc St-Hubert $72,024, Cercle des Filles d'Isabelle n° 898 La Guadeloupe $59,928, Chambre de Commerce de Farnham Farnham $58,544, Chambre de Commerce de Neuville Neuville $84,000, Chambre de Commerce St-Denis St-Denis de Brompton $185,000, Chambre de Commerce de St-Ubald St-Ubald $159,999, Chambre de Commerce de Weedon Weedon $75,000, Chevaliers de Colomb du Conseil de l'Ancienne Lorette n° 4246 L'Ancienne-Lorette $500,000, Chevaliers de Colomb Arthabaska Arthabaska $120,000, Chevaliers de Colomb Buckingham Buckingham $50,329, Chevaliers de Colomb Drummondville Drummondville $250,000, Chevaliers de Colomb d'Iberville (Conseil 3206) Iberville $60,000, Chevaliers de Colomb de Montmorency Beauport $50,000, Chevaliers de Colomb de St-Amable St-Amable $89,733, Chevaliers de Colomb de St-Casimir St-Casimir $75,000, Chevaliers de Colomb de Varennes Varennes $100,000, Chevaliers de Colomb de Ville Mercier Conseil n° 7554 Ville Mercier $155,000, Club d'Âge d'Or d'Eastman Eastman $50,000, Club d'Âge d'Or Les Alouettes Inc St-Apollinaire $180,000, Club de l'Âge d'Or de Maria Maria $75,000, Club de l'Âge d'Or de St-Hubert St-Hubert $100,000, Club de l'Âge d'Or Ste-Mélanie Ste-Mélanie $100,000, Club de l'Âge d'Or Saint-Pierre-Les-Becquets St-Pierre-Les-Becquets $100,000, Club Aramis Ste-Marie de Beauce Inc Ste-Marie Comté Beauce $60,000, Club de Baseball Aigles Junior de Trois-Rivières Inc Trois-Rivières $191,000, Club de Course de St-Sylvere Inc St-Sylvere $100,000, Club Curling Kénogami Jonquière $60,000, Club de Curling de Riverbend Alma $60,000, Club d'Exposition d'Automne de Poltimore Poltimore $50,000, Club de Golf et Curling d'Asbestos Asbestos $75,000, Club de Golf de Bellechasse St-Damien $75,000, Club de Golf Quevillon Inc Lebel-sur-Quevillon $100,000, Club Lions d'Amos Inc Amos $145,000, Club Lions de Gatineau Inc Gatineau $125,000, Club Lions de Rouyn Centre Rouyn $50,000, Club Lions de St-Edouard de Napierville St-Edouard de Napierille $50,000, Club Lions Laurier St-Flavien Inc Laurier St-Flavien $284,225, Club Loisirs Notre-Dame de Ham Notre-Dame de Ham $50,000, Club de Motos-Neige de Chapais Inc Chapais $50,000, Club de Motos-Neige Rendez-vous de St-Georges de Beauce Inc St-Georges de Beauce Est $50,000, Club Nautique Kitchissipi Gatineau $225,000, Club Nautique de Péribonka Inc Péribonka Comté Roberval $50,000, Club Optimiste Bromptonville Québec Inc Bromptonville $125,000, Club Optimiste Danville $80,000, Club Optimiste de la Visitation Champlain $100,000, Club Optimiste L'Épiphanie Inc L'Épiphanie $143,029, Club Optimiste Pointe-du-Lac Inc Pointe-du-Lac $99,744, Club Optimiste de Ste-Anne-de-la-Pérade Ste-Anne-de-la-Pérade $330,758, Club Optimiste St-Eustache Est Inc St-Eustache $150,000, Club Optimiste de Ste-Thecle Inc Ste-Thecle $343,657, Club Optimiste St-Luc St-Luc $100,000, Club Optimiste Ste-Marthe du Cap Inc Ste-Marthe du Cap $211,739, Club Optimiste Tracy Tracy $236,800, Club Optimiste de Waterloo Québec Inc Shefford $50,000, Club de Récréation Grand Pabos Inc Chandler $150,000, Club Richelieu de Lorrainville Lorrainville $75,000, Club Richelieu de Matagami Inc Matagami $100,000, Club Richelieu Trois-Rivières Ouest Trois-Rivières $429,477, Club Rotary de Huntingdon Inc Valleyfield $100,000, Club Saguenay d'Arvida (Section Golf et Curling) Inc Jonquière $70,000, Club de Ski Le Sillon Inc St-Tite $129,967, Club Social de Ste-Marie Inc Ste-Marie de Blandford $75,000, Club de Tennis de Waterloo (1983) Inc Waterloo $60,000, Comité d'Action Paroissiale Inc St-Pierre-Baptiste $54,956, Comité d'Aménagement du Parc École du Sous-Bois Ste-Thérèse de Beauport $60,000, Comité du Centre Communautaire d'Evain Evain $75,000, Comité des Citoyens de St-Cyriac St-Cyriac Jonquière $54,479, Comité des Citoyens de Ste-Marie-de-Blandford Inc Ste-Marie-de-Blandford $95,800, Comité des Loisirs de Maple Grove Inc Maple Grove $77,511, Comité des Loisirs de Marsboro Marsboro $50,000, Comité des Loisirs Mattawin Mattawin $56,267, Comité des Loisirs de la Paroisse de Lavaltrie Inc Lavaltrie $100,000, Comité des Loisirs de St-Athanase Iberville Iberville $125,000, Comité des Loisirs de Ste-Sophie Ste-Sophie Mégantic $131,200, Comité des Loisirs de Ste-Victoire Ste-Victoire $350,000, Comité des Loisirs de St-Zenon Inc St-Zénon $100,000, Comité Organisateur de la Finale des Jeux de Québec a Dolbeau Inc Dolbeau Mistassini $99,749, Comité d'Organisation et de Gestion des Activités Comunautaires de Ste-Clothilde de Horton Inc Ste-Clothilde de Horton $270,000, Comité Parc-École Chanoine Cote Inc Ville de Vanier $85,000, Comité de Promotion Industrielle de la Zone de Richmond Inc Richmond Windsor $75,000, Comité de Promotion Industrielle de Windsor Windsor $89,578, Commission des Loisirs de Berthier Berthierville $70,000, Communauté Catholique Hongroise de Montréal Montréal $100,000, Communauté des Catholiques Portugais Montréal $200,000, Communauté Chrétienne St-Césaire St-Césaire $85,500, Communauté Chrétienne St-Marc-de-Candiac Candiac $340,000, Communauté Hellenique de Montréal Montréal $109,209, Communauté Sephrade de Ville Saint-Laurent Ville Saint-Laurent $90,000, Conseil Régional de Développement de Lanaudière Lanaudière Joliette $100,000, Coopérative de Promotion Économique La Baie $65,211, Corena Aréna St-Hubert St-Hubert $150,000, Corporation de l'Aréna de Chibougamau Chibougamau $52,000, Corporation Bossanova Inc St-Émile $100,000, Corporation Cibrona Bromptonville $75,000, Corporation du Camp St-Paul Inc St-Paul Île-aux-Noix $100,000, Corporation du Centre Comunautaire de l'Ile-Dupas Inc Ile-Dupas $75,000, Corporation du Centre Culturel de St-Gabriel Inc St-Gabriel de Brandon $3,123,064, Corporation des Chutes de la Petite Bostonnais Inc Haute-Mauricie $101,487, Corporation de Développement Culturel et Sportif de Rosemère Inc Rosemère $450,000, Corporation du Développement Économique du Haute St-François Pierreville $541,943, Corporation de Développement Économique de Malartic Malartic $79,452, Corporation de Développement de St-Mathias St-Mathias $150,000, Corporation Développement Ville de Trois-Rivières-Ouest Trois-Rivières-Ouest $465,619, Corporation de l'Étincelle Montréal $63,322, Corporation des Festivals des Montgolfières du Haut-Richelieu St-Jean-sur-Richelieu $75,000, Corporation des Loisirs Normandin Normandin $67,579, Corporation des Loisirs de St-Zéphirin St-Zéphirin de Bécancour $175,000, Corporation Municipale de St-Prosper Beauce-Sud $100,000, Corporation du Parc de la Rivière Batiscan Batiscan $225,370, Domaine Touristique de La Tuque La Tuque $85,000, Exposition Agricole et Commerciale du Bassin de la Chaudière St-Isidore $62,110, Fabrique Cœur-Immaculée de Marie Verdun Montréal $50,000, Fabrique de Chesterville Chesterville $50,000, Fabrique de la Paroisse de L'Ange Gardien L'Ange Gardien $50,000, Fabrique de la Paroisse de la Purification de la Bienheureuse Vierge Marie Repentigny $125,000, Fabrique de la Paroisse de Saint-Faustin Saint-Faustin $50,000, Fabrique de la Paroisse de Saint-Janvier-de-Joly Saint-Janvier-de-Joly $69,000, Fabrique de la Paroisse de Ste-Claire-d'Assise (Limoilou) Québec $65,000, Fabrique de la Paroisse de Ste-Émilie de Leclercville Leclercville $100,000, Fabrique de la Paroisse de Ste-Marie de Beauce Ste-Marie de Beauce $213,688, Fabrique de la Paroisse de Ste-Marthe-sur-le-Lac Ste-Marthe-sur-le-Lac $50,000, Fabrique de la Paroisse de St-Albert-Le-Grand Québec $56,000, Fabrique de la Paroisse de St-Fidèle Québec

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

$84,529, Fabrique de la Paroisse St-Hubert St-Hubert $130,000, Fabrique de la Paroisse de St-Jean Damascene Montréal $169,143, Fabrique de la Paroisse de St-Jean Eudes de Ragueneau Ragueneau $115,000, Fabrique de la Paroisse de St-Joseph de Hull Hull $50,000, Fabrique de la Paroisse de St-Pierre St-Pierre de Sorel $50,000, Fabrique de la Paroisse de Saint-Sauveur Saint-Sauveur des Monts $200,000, Fabrique de la Paroisse du Christ-Roi Drummondville $55,000, Fabrique de la Paroisse du Précieux Sang Repentigny $50,000, Fabrique de la Paroisse du Précieux Sang de Notre-Seigneur Jésus St-Hyacinthe $50,000, Fabrique de la Paroisse Holy Family Ville de Deux-Montagnes $75,000, Fabrique de la Paroisse Immaculée-Conception St-Hubert $50,000, Fabrique de la Paroisse Notre-Dame de Fatima Plessisville $53,200, Fabrique de la Paroisse Notre-Dame de Grâce Longueuil $75,000, Fabrique de la Paroisse Notre-Dame de la Protection Noranda $50,000, Fabrique de la Paroisse Notre-Dame des Champs Repentigny $60,000, Fabrique de la Paroisse Notre-Dame-du-Sacré-Cœur Lasalle $104,050, Fabrique de la Paroisse Sacré-Cœur de Jésus Longueuil $265,201, Fabrique de la Paroisse Ste-Brigitte-des-Saults Ste-Brigitte-des-Saults $131,000, Fabrique de la Paroisse Ste-Élizabeth de Warwick Ste-Élizabeth de Warwick $60,528, Fabrique de la Paroisse Ste-Famille de Victoriaville Victoriaville $54,716, Fabrique de la Paroisse Ste-Françoise Romaine Ste-Françoise de Lotbinière Comté Lotbinière $120,000, Fabrique de la Paroisse Ste-Gertrude Montréal-Nord $53,816, Fabrique de la Paroisse Ste-Luce Disraeli $88,000, Fabrique de la Paroisse Ste-Sophie-de-Levrard Ste-Sophie-de-Levrard $118,525, Fabrique de la Paroisse Ste-Suzanne Montréal $100,000, Fabrique de la Paroisse St-Ambroise St-Ambroise $50,000, Fabrique de la Paroisse St-Anastase Greenfield Park $85,000, Fabrique de la Paroisse St-Charles Borromée de Drummondville Drummondville $57,100, Fabrique de la Paroisse St-Edmond de Stoneham Charlesbourg $50,000, Fabrique de la Paroisse St-Esprit de Rosemont Montréal $51,060, Fabrique de la Paroisse St-Ferdinand d'Halifax St-Ferdinand $67,000, Fabrique de la Paroisse St-Frédéric de Drummondville Drummondville $125,000, Fabrique de la Paroisse St-Fulgence St-Fulgence $50,000, Fabrique de la Paroisse St-Georges Longueuil $60,000, Fabrique de la Paroisse St-Jean Baptiste de Nicolet Nicolet $220,000, Fabrique de la Paroisse St-Jean de Berchmans Montréal $57,800, Fabrique de la Paroisse St-Jean-de-Matha Montréal $111,300, Fabrique de la Paroisse St-Jean Vianney Longueuil $75,000, Fabrique de la Paroisse St-Joachim de La Plaine La Plaine $67,755, Fabrique de la Paroisse St-Jude Longueuil $50,000, Fabrique de la Paroisse St-Laurent Trois-Rivières $226,995, Fabrique de la Paroisse St-Léonard d'Aston St-Léonard d'Aston $46,000, Fabrique de la Paroisse de St-Maurice St-Maurice $100,000, Fabrique de la Paroisse St-Médard de Deschênes Aylmer $100,000, Fabrique de la Paroisse St-Pascal Baylon Montréal $60,000, Fabrique de la Paroisse St-Roch-de-Richelieu St-Roch-de-Richelieu $75,000, Fabrique de la Paroisse St-Romain d'Hemmingford Hemmingford $50,000, Fabrique de la Paroisse St-Rosaire St-Rosaire $75,000, Fabrique de la Paroisse St-Stanislas St-Stanislas $125,000, Fabrique de la Paroisse St-Sylvere St-Sylvere $100,000, Fabrique de la Paroisse St-Victor Montréal $60,000, Fabrique de la Paroisse St-Vincent de Paul de Vassan Vassan $63,885, Fabrique de la Paroisse St-Wenceslas St-Wenceslas $80,000, Fabrique de la Recouvrance Ville de Vanier $131,000, Fabrique de l'Église Saint-Antoine-sur-Richelieu St-Antoine-sur-Richelieu $70,000, Fabrique de Ste-Thérèse de Beauport Ste-Thérèse de Beauport $75,000, Fabrique de St-Gédéon St-Gédéon $50,000, Fabrique du Christ-Roi Chicoutimi $53,338, Fabrique Marie-Reine-de-la-Paix Montréal $50,000, Fabrique Marie-Reine des Cœurs Montréal $57,725, Fabrique Notre-Dame de la Garde Québec $140,000, Fabrique Notre-Dame de la Visitation Champlain $57,400, Fabrique Notre-Dame de Pierreville Notre-Dame de Pierreville $50,000, Fabrique Notre-Dame de Pompei Montréal $134,910, Fabrique Notre-Dame des Sept Douleurs Montréal $96,250, Fabrique Notre-Dame des Victoires Montréal $77,439, Fabrique Notre-Dame du Foyer Montréal $77,150, Fabrique Paroisse de Ste-Thecle Ste-Thecle $54,455, Fabrique Paroisse Immaculée-Conception de Saint-Ours St-Ours $162,000, Fabrique Paroisse Ste-Anne Yamachiche Yamachiche $108,816, Fabrique Paroisse St-Fulgence Durham Sud $50,000, Fabrique Ste-Angèle Ste-Angèle de Laval $59,500, Fabrique Ste-Anne Chicoutimi Nord $50,000, Fabrique Ste-Cécile Valleyfield $70,000, Fabrique Ste-Élizabeth St-Henri Montréal $55,926, Fabrique Ste-Madeleine d'Outremont Outremont Montréal $93,200, Fabrique Ste-Monique Ste-Monique $222,482, Fabrique St-Antonin Montréal $160,000, Fabrique St-Conrad Anjou $108,585, Fabrique St-Donat Montréal $96,850, Fabrique St-Elphège St-Elphège $99,285, Fabrique St-Esprit de Québec Québec $113,700, Fabrique St-Eugène Vanier $400,000, Fabrique St-François d'Assise Montréal $84,900, Fabrique St-François d'Assise Québec $155,000, Fabrique St-François-Xavier de Brompton St-François-Xavier de Brompton $50,000, Fabrique St-Germain Rimouski $245,000, Fabrique St-Germain Outremont Outremont Montréal $55,000, Fabrique St-Henri-des-Tanneries St-Henri Montréal $71,799, Fabrique St-Isaac-Jogues Montréal $78,750, Fabrique St-Jean de la Croix Montréal $73,000, Fabrique St-Jérôme de l'Auvergne Charlesbourg $59,200, Fabrique St-Jean Bréboeuf Lasalle $128,292, Fabrique St-Laurent Montréal $200,000, Fabrique St-Louis de Courville Beauport $78,900, Fabrique St-Louis de Montfort Laval $76,680, Fabrique St-Malachie St-Malachie $50,000, Fabrique St-Noël Chabanel Thetford-Mines $52,978, Fabrique St-Patrice de Tingwick Tingwick $100,000, Fabrique St-Pierre Claver Montréal $66,285, Fabrique St-Pierre de Sorel Sorel $50,000, Fabrique St-Pierre-Les-Becquets St-Pierre-Les-Becquets $225,000, Fabrique St-Pie X Québec $60,700, Fabrique St-Stanislas Montréal $137,000, Fabrique St-Viateur Outremont Montréal $87,616, Fabrique St-Zéphirin de Courval St-Zéphirin de Courval $130,500, Fabrique Très-St-Rédempteur Montréal $51,621, Festival Western de St-Tite Inc St-Tite $550,000, Fondation Aube Nouvelle St-Victor de Beauce $167,770, Fondation du Mémorial aux Anciens Combattants Lévis $150,000, Garderie Cœur de Pomme Le Gardeur Repentigny $59,590, Garde St-Joseph de Manseau Inc Manseau $165,000, Greek Orthodox Community Archangel Montréal $112,500, Greek Orthodox Community of Montreal West Island Montréal Roxboro $75,000, Habitations Bourgchemin Ltée Bourgchemin Tracy $94,200, Hippodrome Rivière-du-Loup Inc St-Patrice de Rivière-du-Loup $120,000, Holy Trinity Parish Montréal $60,000, Hôpital Neurologique de Montréal Montréal $1,140,524, Jeune Chambre de Val-Bélair Val-Bélair $87,293, La Ligue Navale de Cap-Chat Inc Cap-Chat $100,000, La Tannière Trois-Rivières Ouest $153,000, Légion Canadienne du Cap-de-la-Madeleine Cap-de-la-Madeleine $57,605, Les Glaneuses de Montréal Inc Montréal $77,580, Les Loisirs du Lac Supérieur Lac Supérieur $160,000, Les Loisirs de Pointe du Lac Pointe du Lac $326,528, Les Loisirs de Ste-Julie de Laurierville Laurierville $60,000, Les Loisirs de St-Ephrem de Beauce (1964) Inc St-Ephrem de Beauce $150,000, Les Loisirs de St-Gervais Inc St-Gervais $102,098, Les Loisirs de St-Prosper Inc St-Prosper Comté Portneuf $50,000, Les loisirs du Canton de Granby Inc Granby $202,000, Les Loisirs St-Pierre-Les-Becquets St-Pierre-Les-Becquets (Lotbinière Ouest) $900,000, Les Moniales Clarisses de Sorel St-Pierre de Sorel $60,600, Les Pères Montfortains Montréal $61,000, Les Services Communautaires Catholiques de Montréal Inc St-Gabriel de Brandon $61,600, Les Vaillants Retraités Inc Tracy $99,300, L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Benoit Labre (Beauce) Inc St-Benoit Labre $100,000, L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Léon Inc St-Léon $100,000, Loisirs Baie-du-Febvre Baie-du-Febvre $177,000, Loisirs de Palmarolle Inc Palmarolle $50,000, Loisirs de Parisville Inc Parisville $155,000, Loisirs de Sherrington Sherrington $75,000, Loisirs Jeunesse du Cap-de-la-Madeleine Inc Cap-de-la-Madeleine $504,626, Loisirs Kingsey St-Felix de Kingsey $85,000, Maison de la Jeunesse Val-des-Lacs Val-des-Lacs $329,937, Maison Jean Lapointe Montréal $233,992, Maisonneuve's St-Cutbert's Presbyterian Montréal $57,800, Maison Notre-Dame-de-Sorel Sorel $100,000, Marina de Sorel Sorel $132,060, Meganstade Inc Lac Mégantic $56,331, Mission Marie Auxiliatrice Rivière-des-Prairies Montréal $500,000, Mouvement Action Handicapés de Granby Granby $100,000, Mouvement BP d'Expression Française St-Basile-Le-Grand Inc St-Basile-Le-Grand $50,000, Musée de Longueuil Longueuil $850,640, Oeuvre David Déziel Lévis $125,000, Oeuvre des Loisirs St-Elzéar Inc St-Elzéar-de-Beauce $60,200, O T J de Notre-Dame-des-Anges Notre-Dame-des-Anges $50,000, O T J Desnoyers Inc Ste-Madeleine $55,000, O T J de St-Méthode St-Méthode $200,000, O T J de St-Sébastien Inc St-

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Sébastien $50,000, O T J et Fabrique de St-Rémi St-Rémi-de-Tingwick $50,000, Parc du Mont-Comi Inc St-Donat-de-Rimouski $300,000, Parish of St-Gabriel Montréal $100,000, Parish of St-Michael's and St-Anthony's Montréal $100,000, Paroisse Annonciation Montréal $225,000, Paroisse Christ-Roi Montréal $150,000, Paroisse de St-Eugène de Grantham Drummond $50,000, Paroisse La Visitation de la Bienheureuse Vierge-Marie Montréal $70,000, Paroisse Notre-Dame-de-Grâce Montréal $120,000, Paroisse Notre-Dame-du-Mont-Carmel St-Léonard Montréal $250,000, Paroisse Ste-Thérèse de l'Enfant-Jésus Montréal $99,000, Paroisse St-Denis Montréal $60,000, Paroisse St-Édouard Montréal $64,921, Paroisse St-Étienne Montréal $118,000, Paroisse St-Eusebe de Verceil Montréal $65,000, Paroisse St-Sixte Montréal $150,000, Patro de Jonquière Jonquière $58,000, Patro Roc Amadour (1978) Inc Québec $208,550, Patronage St-Vincent-de-Paul de Québec Québec $72,226, Petit Séminaire de St-Georges Inc St-Georges de Beauce $60,000, Physicentre l'Élan Laurier-Station $241,624, Pionniers Âge d'Or St-Alphonse Thetford-Mines $63,740, Plaza Maskoutaine Inc St-Hyacinthe $852,233, Polydium Châteauguay $352,400, Pompiers Volontaires St-Louis et St-Etienne Inc St-Louis de Gonzague $50,000, Prévention Jeunesse Brossard Inc Brossard $631,018, Pro-Santé Inc Baie St-Paul $94,450, Rabbinat Sepharade du Québec Mont-Royal $150,000, Regroupement des Chômeurs(euses) de la Région Sorel-Tracy Inc Sorel $99,800, Réseau de Plein-Air La Mirabelle Inc Mirabel $50,000, Résidence Laval-des-Rapides Inc Laval-des-Rapides $185,000, Robert Campbell Memorial Church Montréal $51,800, Rosedale United Church Montréal $55,000, Royal Canadian Legion Branch No 34 Carignan $50,000, Salle Communautaire Daveluyville Daveluyville $677,241, Service d'Aide aux Consommateurs de Sorel Sorel $124,910, Service des Loisirs de Ste-Geneviève de Batiscan Ste-Geneviève de Batiscan $104,194, Service des Loisirs de St-Luc de Vincennes Inc St-Luc de Vincennes $75,000, Services des Loisirs St-Alexis St-Alexis des Monts $75,062, Service Récréatif et Sportif Yamachiche Yamachiche $273,194, SIDAC Carré Centre-Ville d'Alma Alma $58,743, Site Touristique de Maddington Inc Maddington Falls $88,000, Société d'Agriculture de Missisquoi Bedford $70,000, Société d'Agriculture de Richmond Richmond $120,000, Société d'Agriculture de St-Hyacinthe St-Hyacinthe $150,000, Société d'Agriculture des Comtés de Montmagny Montmagny $150,000, Société d'Agriculture District Arthabaska Victoriaville $200,000, Société d'Agriculture District Mauricie Yamachiche $66,907, Société d'Agriculture du Comté Lotbinière St-Sylvestre St-Sylvestre Comté Lotbinière $175,000, Société d'Aménagement de Trois-Vallées des Laurentides (St-Faustin) Labelle $237,681, Société de Développement Économique de la Haute-Gatineau Maniwaki $52,103, Société de Développement Région de Mont-Laurier Mont-Laurier $64,439, Société d'Embellissement et d'Aménagement de St-Sauveur St-Sauveur-des-Monts $200,000, Société d'Exploitation des Glaces de Boucherville Inc Boucherville $118,908, Société Gare Acton Vale Acton Vale $50,160, Société Immobilière Lavalloise Inc Chomedey $115,000, Société Zoologique de Granby Inc Granby $240,268, S O S Emmaus Montréal $156,729, Sourp Hagop Armenian Church Montréal $80,000, St George's Orthodox Church Montréal $100,224, St George's Church Montréal $60,000, Stimulation Bécancour Bécancour $1,428,884, Stimulation Bécancour Bécancour $200,701, The Presbyterian Church in St Michel Montréal $120,000, Tourmat Inc Val-Brillant $50,000, Union des Paroissiens de St-Antoine-Chicoutimi Chicoutimi $140,000;

Région de l'Ontario—

AIDS Committee of Toronto Toronto $179,400, Art Gallery of Windsor Windsor $750,000, Associated Hebrew Schools of Toronto Toronto $300,000, Aweres Volunteer Fire Brigade Sault Ste Marie $99,959, Board of Deacons Glen London $50,000, Board of Education of the City of Toronto Toronto $373,525, Board of Education of the City of North York North York $214,014, Bernard Metel Centre for Creativity Willowdale $70,400, Blenheim Town of Blenheim $95,000, Borough of East York Toronto $1,499,898, Breboeuf College School Willowdale $103,000, Bronson Home Ottawa $80,000, Canada Sports Hall of Fame Toronto $133,173, Canadian Alliance for Italians Toronto $524,653, Canadian Hearing Society Foundation Toronto $700,000, Catholic Education Fund of Simcoe Barrie $83,238, Centre for Achievement Downsview $144,177, City of London London $186,750, City of Thunder Bay Thunder Bay $500,000, City of Toronto Toronto $384,004, City of York Toronto $1,500,000, Corporation of the City of Stoney Creek Stoney Creek $165,000, Corporation of the Town of Tecumseh Tecumseh $62,790, Dover Township Dover $106,997, Estaire Wanup Fire Brigade Inc Sudbury $55,000, Friends of the Court Windsor $423,436, Greater Windsor Senior Citizen Windsor $160,000, Humber College of Applied Arts Rexdale $75,000, Huron Country Playhouse Grand Bend $68,000, Improvements to Centre London $374,348, J D Griffen Toronto $60,000, Kinsmen Club of Leamington Leamington $2,258,619, Lincoln County Board of Education Lincoln $103,923, Lincoln County Board of Education St Catharines $75,000, May Court Convalescent Home Nepean $51,711, Mouvement d'Implication Franco Orleans $692,229, Municipality of Waterloo Kitchener Waterloo $700,000, National Council of Jewish Women Toronto $50,000, Niagara South Board of Education Welland $489,427, North York Parks and Recreation Willowdale $189,000, Operation Bootstrap Toronto $122,675, Order of Sons of Italy Toronto $500,000, Ottawa Civil Service Recreation Ottawa $239,769, Participation House Sudbury $197,151, Reena Foundation Downsview $121,860, Rideau Valley Curling Club Ottawa $100,000, Rochester Township St Joachim $66,160, Roman Catholic Episcopal Corporation Ottawa $184,333, Rosalie Hall (Misericordia Sisters) Scarborough $50,000, Royal Canadian Legion London $74,000, St David's United Church Woodstock $243,000, St James Anglican Church Manotick $150,000, St Patrick's Home Ottawa $75,000, St Phillippe's Men's Club Grande Pointe $60,000, St Vincent Hospital Ottawa $80,000, Sarnia Township Sarnia $269,293, Serbian Orthodox Windsor $72,147, Skylight Theatre Inc North York $57,394, Stratford Agricultural Stratford $249,551, The Greek Canadian Community Niagara Falls $197,200, The Lancaster Club Downsview $122,515, The Salvation Army Toronto $198,295, Toupe Pax Humana Group Ottawa $57,577, Town of Bothwell, Bothwell, $79,495, Town of Chapleau Chapleau $50,000, Town of Cochrane Cochrane $215,292, Town of Dresden Dresden $225,000, Town of Forest Forest $100,000, Town of Hearst Hearst $300,000, Town of Kapuskasing Kapuskasing $250,000, Town of Lincoln Lincoln $500,000, Township of East Williams Ailsa Craig $95,000, Township of Michipicoten Wawa $145,000, Vercheres Habitation Cooperative Sudbury $50,000, Via Rail Toronto $130,000, Village of Brussels Brussels $345,000, Village of Lucan Lucan $65,000, Wallaceburg Jaycees Wallaceburg $50,000, Wellington County S S B Guelph $158,110, Western Fair Assoc London $297,734, Westover Treatment Centre Thamesville $75,000, Willowdale Christian School Willowdale $99,337, Woolwich Community Information Elmira $64,500;

Région du Manitoba—

Age and Opportunity Winnipeg $90 560, Fort Rouge Legion Winnipeg $50,000, Fort Garry Women's Resource Centre Winnipeg $134,123, Holy Rosary Church Winnipeg $150,000, Lions Club of Winnipeg Winnipeg $124,000, Manitoba Assoc for Childbirth Winnipeg $67,282, Manitoba Child Care Assoc Inc Winnipeg $86,513, Province of Manitoba Winnipeg $250,000, Rotary Club of Assiniboia Winnipeg $50,000, St Amant Centre Winnipeg $135,000, St Boniface and St Vital Neighbourhood Winnipeg $90,000, St Boniface General Hospital Winnipeg $1,250,000, St Emile Parish Winnipeg $94,000, St Norbert Community Club St Norbert $150,000, The Heather Rink Winnipeg $60,000, Universitaire de St Boniface Winnipeg $101,938, University of Manitoba Students Union Winnipeg $723,294, University of Winnipeg Winnipeg $179,987, Villa Cabrin Inc Winnipeg $283,712, Waverley Heights Winnipeg $125,000, Winnipeg Presbytery United Church Winnipeg $687,860;

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Fin*

Région de la Saskatchewan—

Amsis of Saskatchewan Prince Albert $50,000, Athol Murray College of Notre Dame Wilcox $813,338, Battleford's Diversified Industries North Battleford $80,000, Community Restoration Regina $100,000, Endeavour Recreation Complex Endeavour $50,000, Gull Lake and District Recreation Complex Inc Gull Lake $50,000, John Howard Society Regina $80,000, Kayville Senior Citizens and Swimming Pool Complex Inc Kayville $110,000, Rainbow Youth Centre Regina $50,000, Ranch Ehrlo Society Pilot Butto $100,000, Riceton Co-operative Community Memorial Hall Assoc Riceton $50,000, R M of Excel #71 Viceroy $71,493, Saskatchewan Assoc of Rehabilitation Centres Saskatoon $87,483, Saskatchewan Federation of Labour Regina $100,000, St Andrew's Foundation Moose Jaw $100,000, Thunderchild Technical Institute Turtleford $110,000, University hospital Saskatoon $100,000, University of Saskatchewan Saskatoon $50,000, Village of Mistatim Mistatim $50,000, Village of Theodore Theodore $50,000;

Région de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest—

City of Lloydminster Lloydminster Alb $50,000, Edmonton Ethnic Liason Centre Edmonton Alb $65,013, University of Alberta Edmonton Alb $500,000;

Région de la Colombie-Britannique et Territoire du Yukon—

Big Bam Ski Club Fort St John C-B $60,000, British Columbia Federation of Labour Burnaby C-B $603,803, City of Kimberley Kimberley C-B $150,000, Corporation of the District of Burnaby Burnaby C-B $103,000, Corporation of the District of Surrey Parks and Recreation Surrey C-B $400,000, Corporation of the District of West Vancouver West Vancouver C-B $480,000, Corporation of the Township of Esquimalt Victoria C-B $475,000, Elk Valley Recreation Sparwood C-B $84,500, Interior Native Alcohol and Drug Abuse Society Armstrong C-B $156,000, Invermere District Curling Club Invermere C-B $50,000, Shakwak Valley Community Club Haines Junction TY $55,000, Vancouver Board of Parks and Recreation Vancouver C-B $412,995.

Subvention au Frontier College of Canada $175,000

Subventions à des organisations bénévoles $389,046—Institut canadien pour les aveugles Ottawa Ont $110,000.

Centre canadien du marché du travail et de la productivité Ottawa Ont $1,635,000

Sociétés littéraires $398,570—Laubach Literacy of Canada St John N-B $50,000.

Contribution de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs $158,753,646

PROGRAMME D'IMMIGRATION $33,377,091

Aide à l'adaptation $30,123,872:

Région de l'Ontario—

Alexander's Furniture London $87,388, Amity Assoc of Hamilton Hamilton $126,724, Atlas Furniture Ottawa $110,174, Baron's Motor Inn Kitchener $175,783, Beacon Arms Hotel Ottawa $245,065, Guaranty Properties Toronto $60,670, Holiday Inn Windsor $144,992, K-Mart Canada Ltd Ottawa $107,713, Leonard Hotel St Catharines $52,144, Toronto Apartment Building Co Ltd Toronto $658,911, Town Manor Motor Hotel Hamilton $65,627, Zellers Ltd London $84,033, Zellers Ltd Toronto $121,124, Zellers Ltd Windsor $149,094;

Région du Manitoba—

Balmoral Motor Hotel Winnipeg $233,792, Big 4 Sales Ltd Winnipeg $109,138, J Werier and Co Ltd Winnipeg $202,526;

Région de l'Aberta et des Territoires du Nord-Ouest—

Alberta Health Care Edmonton Alb $63,962, Bissett's Wholesale Furniture Edmonton Alb $187,197, City of Calgary Calgary Alb $142,632, Grantree Furniture Calgary Alb $273,554, Pan American Motel Ltd Edmonton Alb $116,282, York Hotel Calgary Alb $83,882;

Région de la Colombie-Britannique et Territoire du Yukon—

Army and Navy Department Store Vancouver C-B $287,860, English Bay Apartment Hotel Vancouver C-B $269,999, Grantree Rental Returns Sales Vancouver C-B $319,439.

Établissement et adaptation des immigrants $3,203,219:

Région du Québec—

Centre Social d'Aide aux Immigrants Montréal $71,000;

Région de l'Ontario—

Centre for Spanish Toronto $52,140, Costi Ilas Toronto $71,850, International Coalition Toronto $61,000, Latin American Community Toronto $54,870, Ottawa Carleton Immigration Ottawa $123,003, Vietnamese Assoc Toronto $64,440, Working Women Toronto $55,096;

Région du Manitoba—

Immigrant Women's Association Winnipeg $86,050;

Région de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest—

Calgary Catholic Immigration Society Calgary Alb $53,000, Calgary Immigrant Aid Society Calgary Alb $95,900, Edmonton Catholic Social Services Edmonton Alb $80,330, Edmonton Immigrant Services Association Edmonton Alb $76,200;

Région de la Colombie-Britannique et Territoire du Yukon—

Immigrant Services Society of BC Vancouver C-B $102,000, Multilingual Orientation Service Association for Immigrant Communities Vancouver C-B $95,000, Orientation Adjustment Services for Immigrants Society Vancouver C-B $79,700, United Chinese Community Enrichment Services Society Vancouver C-B $91,999.

Programme d'accueil pour les refugiés $50,000

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES $5,899,289,458

Ministère $5,898,845,828

PROGRAMME DE L'ÉNERGIE $5,888,770,460

Université de Calgary pour l'Institut de ressources énergétiques $125,000

Société canadienne d'énergie solaire $10,000

Brace Research Institute de l'Université McGill $7,000

Ocean Ranger Family Foundation $15,000

Institut de l'énergie biochimique Inc $10,000

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Suite*

Contribution à l'appui d'un programme de bourses d'études pour l'Université Laval $169,000

Contribution à la coopérative de Saskatchewan pour amélioration $2,049,150—Newgrade Energy Inc Régina Sask $2,049,150.

À l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux ressources énergétiques $157,000—Canadian Institute of Resource Law Calgary Alb $75,000, Canadian National Committee World Energy Conference Ottawa Ont $75,000.

Subvention tenant lieu de taxes, payées à la Nouvelle-Écosse pour le fonds des recettes provenant des ressources pétrolières et gazières établie par la Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières $21,000,000

Droits d'affiliation à l'Association canadienne de la World Petroleum Congress $1,000

Programme conjoint Canada-Saskatchewan de mise au point des techniques de récupération des huiles lourdes $125,485—Ministère d'Énergie et Mines de la Saskatchewan Régina Sask $125,485.

Remplacement du pétrole—Accroissement des réseaux de distribution $59,999,999—British Columbia Hydro and Power Authority Vancouver C-B $857,260, City of Kitchener Kitchener Ont $173,418, City of Kingston Kingston Ont $96,000, Columbia Natural Gas Ltd Vancouver C-B $238,649, Consumer Gas Co Ltd Willowdale Ont $5,748,518, Gaz Inter-Cité Québec Inc Ste-Foy Qué $24,011,118, Gaz Métropolitain Inc Montréal Qué $10,132,425, Gazifère Inc Hull Qué $567,419, Greater Winnipeg Gas Co Winnipeg Man $126,595, ICG Utilities Ltd Vancouver C-B $125,000, Inland Natural Gas Co Ltd Vancouver C-B $1,273,565, Le Gaz Provincial du Nord de Québec Ltée Willowdale Ont $188,695, Natural Resource Gas Ltd London Ont $758,647, Northern and Central Gas Corp Ltd Willowdale Ont $8,629,408, Pacific Northern Gas Ltd Terrace C-B $301,927, Saskatchewan Power Corp Régina Sask $3,165,324, Union Gas Ltd Chatham Ont $3,606,031.

Fonds pour les paiements d'incitation à l'expansion des marchés ($41,889,089)

Programme de construction des embranchements $170,859,901—Gaz Inter-Cité Québec Inc Ste-Foy Qué $169,430,656, Gaz Métropolitain Montréal Qué $1,429,245.

Programme d'aide à la commercialisation du gaz $20,456,040—Gaz Inter-Cité Québec Inc Ste-Foy Qué $6,481,221, Gaz Métropolitain Inc Montréal Qué $13,974,819.

Programme Canada-Saskatchewan de recherche, de développement et de démonstration pour les combustibles fossiles (1981) $1,623,341—Ministère d'Énergie et Mines de la Saskatchewan Régina Sask $1,623,341.

Programme d'aide au transport du gaz naturel $31,933,907—City of Kingston Kingston Ont $109,066, Consumers Gas Co Ltd Willowdale Ont $13,764,745, Gaz Métropolitain Inc Montréal Qué $5,318,423, Gaz Inter-Cité Québec Inc Ste-Foy Qué $716,472, Northern and Central Gas Corp Ltd Willowdale Ont $1,412,063, Union Gas Ltd Chatham Ont $10,613,138.

Paiements à l'Interprovincial Pipe Line Ltd relativement aux déficits subis par ladite société dans le cadre de la construction et de l'exploitation du prolongement jusqu'à Montréal du réseau de l'Interprovincial Pipe Line $7,156,305

Indemnités à payer en vertu de la Loi sur l'administration de l'énergie, partie IV, division I, en conformité du Règlement sur le programme d'indemnisation pétrolière $3,454,832,427—Alberta Energy Co Ltd Edmonton Alb $42,427,949, Alberta Oil Sands Equity Edmonton Alb $71,031,380, Alberta Petroleum Marketing Commission Calgary Alb $23,692,456, British Columbia Forest Products Ltd Vancouver C-B $1,854,525, Cabot Carbon of Canada Ltd Sarnia Ont $1,604,076, Chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué $6,731,514, Canadian Occidental Petroleum Calgary Alb $56,142,551, Canadien Pacifique Ltée Toronto Ont $862,121, Chevron Canada Ltd Vancouver C-B $19,752,226, Esso Resources Canada Ltd Calgary Alb $106,085,228, Fraser Inc Edmundston N-B ($140,789), Gibson Petroleum Co Ltd Calgary Alb $285,174, Gulf Canada Products Co Ltd Toronto Ont $45,949,844, Gulf Canada Resources Inc Calgary Alb $38,320,971, HBOG Oilsands Ltd Partnership Calgary Alb $21,219,108, Les Huiles Norco Ltée Montréal Qué $1,417,429, Imperial Oil Ltd Toronto Ont $159,425,651, Irving Oil Ltd Saint John N-B $112,715,326, MacMillan Bloedel Ltd Vancouver C-B $1,470,136, Manitoba Minister of Finance Winnipeg Man $26,328,004, McAsphalt Industries Ltd Toronto Ont $1,546,934, New Brunswick Electric Power Commission Fredericton N-B $7,826,469, Newfoundland and Labrador Hydro St John's T-N $12,148,772, Olco Oil Brokers Supply and Transportation Cornwall Ont $6,463,504, Panarctic Oils Ltd Calgary Alb $669,924, Pan Canadian Petroleum Ltd Toronto Ont $16,972,603, Petro-Canada Inc Calgary Alb $72,120,855, Petro-Canada Products Inc Montréal Qué $85,681,719, Petro-Canada Ventures Calgary Alb $728,202, Pétromont and Co Ltd Montréal Qué $2,153,512, Pétroles Crevier Inc St-Laurent Qué $58,562, Petrosar Ltd Sarnia Ont $8,519,691, Pittston Petroleum Montréal Qué $12,355,868, Province of Alberta Edmonton Alb $1,636,753,888, Province of British Columbia Victoria C-B $53,995,517, Province of Ontario Toronto Ont $2,390,679, Robbins Feed and Fuel Co Ltd Fenwick Ont $111,967, Roy-L Canadian Fuels Co Ltd Toronto Ont $442,762, Saskatchewan Energy and Mines Régina Sask $283,126,765, Shell Canada Ltd Toronto Ont $157,503,430, Sipco Oil Ltd Toronto Ont $2,074,073, Sunoco Inc Toronto Ont $125,384,824, Texaco Canada Inc Toronto Ont $31,571,070, Ultramar Canada Inc Don Mills Ont $7,333,956, Ultramar Trading Inc Toronto Ont $130,024,661, Wells MAS Co Ltd Kingston Ont $169,814.

À l'appui de la mise au point et de la commercialisation d'une nouvelle technologie d'utilisation du charbon $10,195,722—Cape Breton Development Corp Sydney N-É $97,943, Canadian Electrical Association Montréal Qué $300,000, Evans Coal Mines Ltd Inverness County N-É $1,430,200, New Brunswick Electric Power Commission Fredericton N-B $7,247,763, Nova Scotia Power Corp Halifax N-É $1,119,816.

Paiement versé à la Commission d'énergie électrique du Nouveau-Brunswick, pour la centrale électrique de l'anse Coleson $16,168,448

Quote-part du gouvernement fédéral au Programme de recherche et de développement de l'Association canadienne de l'électricité $2,912,000

Aide aux propriétaires de véhicules commerciaux pour stimuler l'utilisation du propane comme carburant au lieu de l'essence ou du diesel $15,189,239

À l'appui des projets de démonstration de chauffage solaire $81,597—Norsun Inc Manotick Ont $78,304.

À l'appui d'un fonds de remplacement du pétrole en vue de financer jusqu'à 75% des coûts de la conversion au charbon des centrales électriques alimentées au pétrole, lorsque cette conversion est conforme à la protection de l'environnement $579,115—New Brunswick Electric Power Commission Fredericton N-B $579,115.

Remplacement du pétrole—Aide à la conversion $167,671,388

À l'appui de la mise au point et la démonstration du procédé de gazéification du bois sur lit fluidisé sous pression $908,638—

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Suite*

Nouveler Inc and Canertech Inc c/o Biosyn Montréal Qué $908,638.

À l'appui de la mise au point de meilleures piles d'alimentaton des véhicules fonctionnant à l'électricité $97,586—Ontario Centre for Automotive Parts Technology St Catharines Ont $97,586.

À l'appui des activités conjointes du gouvernement et de l'industrie relatives à la mise au point de nouveaux carburants liquides $81,668

À l'appui de la mise sur pied d'installations de distribution de gaz naturel $436,250—Carburatants GNC Enr Montréal Qué $61,250, Consumer's Gas Ltd Scarborough Ont $75,000.

À l'appui des véhicules au gaz naturel $932,500

À l'appui des projets de démonstration de chauffage solaire $4,904,444—124373 Canada Inc Ottawa Ont $118,809, Ark Solar Products Ltd Victoria C-B $131,340, Denoco Energy Systems Ltd Smiths Falls Ont $60,409, Dirk and Price Engineering Ltd Calgary Alb $76,460, General Solar Inc Carleton Place Ont $581,755, Les Industries Henri Mitchell Ltée Montréal Qué $244,465, Norsun Ltd Manotick Ont $768,268, Petro-Sun International Inc Longueuil Qué $1,798,222, Solar Systems Industries Ltd Richmond C-B $249,292, Soltrac Inc Lachine Qué $80,265, Solcan Ltd London Ont $124,418, Southern Exposure Housing and Design Ltd Antigonish N-É $69,529, Sun Quest Conserver Products Ltd Beford N-É $61,438, Sun Ray Solar Systems Ltd Windsor Ont $140,022, Thermo-Dynamics Ltd Dartmouth N-É $210,526.

Contributions à l'appui des ententes fédérales-provinciales en matières d'élaboration et de démonstration de nouvelles techniques associées aux sources d'énergie renouvelables et non classiques et aux économies d'énergie $9,793,494—Gouvernement du Manitoba Winnipeg Man $1,545,054, Gouvernement du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $2,506,136, Gouvernement de Terre-Neuve et Labrador St John's T-N $2,752,911, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $134,312, Saskatchewan Energy and Mines Régina Sask $53,828, Trésorier du gouvernement des Territoires du Yukon Whitehorse TY $364,826, Trésorier de l'Ontario Toronto Ont $2,429,674.

Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes—Contributions à des particuliers $133,525,032

À l'appui de démonstrations de résidences superéconomiques en énergie $284,300

À l'appui des initiatives peu coûteuses en matière d'économie d'énergie $390,697—L'Association de Covoiturage Québec Inc Montréal Qué $125,000.

À l'appui des établissements industriels, commerciaux et publics pour améliorer l'efficacité énergétique $3,604,624—Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B $160,098, Province du Manitoba Winnipeg Man $90,329, Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $563,338, Province de Terre-Neuve St John's T-N $266,753, Province de Québec Montréal Qué $1,962,503.

Contributions à l'appui des organisations en vue de promouvoir l'utilisation de déchets du bois comme combustible au lieu des combustibles conventionnels et pour produire simultanément de la chaleur et de l'électricité $11,105,782—Avon Valley Greenhouses Ltd Falmouth N-É $79,218, Babine Forest Products Ltd Vancouver C-B $387,340, Bio-Char Steam (Ajax) Inc Brampton Ont $61,677, Campbell AC Contractors Ltd Inverness Co N-É $74,000, Centre Hospitalier Laurentian Ste-Agathe-des-Monts Qué $82,894, Consolidated Bathurst Inc Montréal Qué $585,619, Domtar Inc Montréal Qué $429,302, Doralie Inc Senneterre Qué $78,300, Donohue St-Félicien Inc St-Félicien Qué $242,227, EB Eddy Forest Products Ltd Ottawa Ont $257,033, Enerbois Inc Ste-Foy Qué $279,097, Ford Motor Co of Canada Ltd Oakville Ont $336,307, Fraser Inc Edmundston N-B $251,960, Great Lakes Forest Products Ltd Dryden Ont $126,458, Regional Municipality of Hamilton-Wentworth Hamilton Ont $1,242,699, Houston Forest Products Co Vancouver C-B $353,690, Interforest Ltd Durham Ont $155,185, Irving Pulp and Paper Ltd St John N-B $1,764,140, Peacock Lumber Ltd Oshawa Ont $60,845, Recy-Com Inc Longueuil Qué $68,998, Rustad Bros and Co Ltd Prince George C-B $589,703, Scott Maritimes Ltd New Glasgow N-É $364,265, Victoria Hospital Corp London Ont $408,753, Weldwood of Canada Ltd Vancouver C-B $202,437, Western Pulp Ltd Partnership Vancouver C-B $339,237.

Contributions à l'appui des provinces de l'Atlantique pour aider les établissements industriels, commerciaux et publics à financer une partie de leurs investissements de capitaux dans le domaine de l'économie de l'énergie $5,355,303—Angelo Favretto Stoneybrook N-É $55,512, Avalon Consolidated School Board St John's T-N $189,850, CN Marine Inc Port-aux-Basques T-N $83,576, Campbell and Burns Central Bedeque Î-P-É $98,899, Chemins de fer nationaux du Canada Moncton N-B $82,962, Domtar Inc Amherst N-É $1,054,322, Durham Leaseholds Ltd Barrington Place N-É $179,029, Fraser Inc Atholville N-B $278,302, Hop Stella-Marise-de-Kent Ste-Anne-de-Kent N-B $55,287, Huyck Canada Ltd Kentville N-É $71,404, Lake Utopia Paper St George N-B $116,548, National Sea Products Louisbourg N-É $495,111, Scotia Textiles Moncton N-B $79,677, Tractor's and Equipment (1962) Ltd Fredericton N-B $67,079, White Point Beach Lodge Hunt's Point N-É $73,002.

Paiements versés à des organismes provinciaux et à des particuliers pour des initiatives de développement en vertu des ententes-cadres de développement et des ententes auxiliaires aux fins de rajustement économique et socio-économique $2,296,463—Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $2,296,463.

Contribution pour la mise sur pied d'un groupe de travail sur l'économie de l'énergie dans le secteur des transports $50,000—Institute for Hydrogen Systems Mississauga Ont $50,000.

Programme d'assistance à la conversion industrielle $7,047,680—Co Aciers Slaters Montréal Qué $62,216, Agropier Coop-Agro-Alimentaire Granby Qué $121,308, Alcan Jonquière Montréal Qué $763,000, Atlific Inc Montréal Qué $62,971, Canadien Pacifique Ltée Montréal Qué $273,772, Ciment Québec St-Basil-de-Portneuf Qué $251,329, Dominion Textile Inc Montréal Qué $303,874, Domlin Longueuil Qué $205,126, Domtar Inc Donnacona Qué $62,778, Domtex Richelieu Montréal Qué $69,262, Firestone Canada Inc Hamilton Ont $126,682, GLC Canada Inc Berthierville Qué $132,825, Inco-Levack Sudbury Ont $62,500, Inco Ltd Copper-Cliff Ont $345,530, Kruger Inc Trois-Rivières Qué $267,181, Lignosol Papeterie Reed Ltée Québec Qué $302,928, Noranda Inc Noranda Qué $121,500, Noranda Inc CCR Division Montréal Qué $179,685, Ozite Canada St-Jean-sur-Richelieu Qué $53,350, Price Alma Alma Qué $364,864, Produits American Biltrite Ltée Sherbrooke Qué $70,188, Satextil Inc Montréal Qué $86,642, Société d'Aluminium Reynolds Cap-de-la-Madeleine Qué $115,450, Société d'Électrolyse et de Chimie Alcox Ltée Aluminière Shawinigan Qué $379,940, Stelco 20 Mile Toronto Ont $296,515, Tapis Corone Farnham Qué $78,380, Warren Paving Downsview Ont $75,000.

À l'appui de la mise au point de spécifications et de standards pour des carburants de rechange dans le secteur des transports $88,877—BC Research Council Vancouver C-B $73,877.

À l'appui de la démonstration à l'échelle commerciale de production avancée d'hydrogène électrolytique $690,000—Electrolysee Inc Toronto Ont $410,000, Institute for Hydrogen Systems Mississauga Ont $280,000.

À l'appui de démonstration d'énergie—Contribution à l'appui du Programme de démonstration dans les collectivités éloignées $1,752,384 —Agence de Développement Économique Local des Îles-de-la-Madeleine Cap-aux-Meules Îles-de-la-Madeleine Qué

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Suite*

$50,400, BC Hydro and Power Authority Vancouver C-B $50,320, Fitz Smith Native Development Corp Ltd Fort Smith TN-O $51,303, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $164,602, Island Lake Tribal Council Inc Winnipeg Man $56,998, Kativik Regional Government Fort Chimo Qué $115,000, Newfoundland and Labrador Hydro St John's T-N $53,000, Newfoundland and Labrador Rural Development Council Gander T-N $61,075, Northern Canada Power Commission Edmonton Alb $240,090, NWT Assoc of Municipalities Yellowknife TN-O $58,986, Saskatchewan Power Corporation Régina Sask $54,617, Yukon Electrical Co Ltd Whitehorse TY $71,683, Gouvernement du Yukon Whitehorse TY $62,497.

Contribution pour démonstration d'énergie—Canada $1,686,401—La Coopérative Forestière Ltée Wellington Î-P-É $56,930, Covoiturage Québec Montréal Qué $107,290, Enerplan Consultants Toronto Ont $220,549, Linden Lee Farms Cornwall Î-P-É $67,965, QIT Fer et Titane Montréal Qué $130,930, Resource Ventures Inc Charlottetown Î-P-É $91,530, Sakami Eyou Corp Wemindji Qué $585,281, Ville de Coaticook Coaticook Qué $240,354.

Paiements d'encouragement du secteur pétrolier—Caisse $1,332,769,197—237505 Alberta Ltd Calgary Alb $317,261, 273193 Alberta Ltd Calgary Alb $56,697, 286861 Alberta Ltd Calgary Alb $79,968, 567346 Saskatchewan Ltd Shaunavon Sask $73,345, 60494 Manitoba Ltd Virden Man $56,537, AGIP Canada Ltd Calgary Alb $50,102, AT and S Exploration Ltd Calgary Alb $52,568,398, Abaterra Energy Ltd Calgary Alb $231,680, Aberford Resources Ltd Calgary Alb $2,306,277, Agnew Lake Mines Ltd Calgary Alb $96,075, Alberta Energy Co Ltd Edmonton Alb $9,817,418, Allheart Resources Inc Calgary Alb $303,176, Althen Don C Del Bonita Alb $72,550, American Eagle Petroleums Ltd Calgary Alb $123,645, Amoco Canada Petroleum Co Ltd Calgary Alb $461,642, Andrekson Alevander Edmonton Alb $90,019, Anschutz 1978 Lake Erie Gas Exploration Program Calgary Alb $307,794, Argyll Resources Ltd Calgary Alb $149,494, Argyll Royal Trust 1981 Exploration Program Calgary Alb $161,823, Atcor Resources Ltd Calgary Alb $551,959, Atlantis Resources Ltd Calgary Alb $91,295, Audax Gas and Oil Ltd Calgary Alb $32,783, Aurelian Developers Ltd Port Chester NY É-U $40,916, BDLLS Arctic Ltd Partnership Calgary Alb $1,586,298, BP Canadian Holdings Ltd Toronto Ont $178,027, BP New Holdings Ltd Calgary Alb $200,052, BP Resources Canada Ltd Calgary Alb $130,324, Bailey RB Calgary Alb $11,135, Beau Canada Exploration Ltd Calgary Alb $5,117,221, Bedford Petroleums Ltd Calgary Alb $205,207, Bigstone Gas Producers Ltd Calgary Alb $46,389, Blackrock Exploration Program 1982 Calgary Alb $738,312, Bow Valley Industries Ltd Calgary Alb $84,646,304, BowRio Diversified Hydrocarbon 83-84 Montréal Qué $273,747, BowRio Hydrocarbons Diversified 1984 Montréal Qué $53,400, Bralorne Resources Ltd Calgary Alb $761,917, Brana Oil and Gas Ltd Calgary Alb $67,897, British Columbia Oil Lands Ltd Calgary Alb $245,643, Brosco Fund Ltd Winnipeg Man $22,272, CMP Oil and Gas 1983 Ltd Partnership Montréal Qué $88,673, CN Exploration Inc Montréal Qué $2,524,266, Cabre Exploration Ltd Calgary Alb $35,831, Cairn Petroleums Ltd Calgary Alb $69,171, Calais Resources Ltd Calgary Alb $142,062, Calana Resources Ltd Calgary Alb $476,795, Canada Northwest Energy Ltd Calgary Alb $880,965, Canadian Bashaw Resources Ltd Edmonton Alb $76,008, Canadian Occidental Petroleum Ltd Calgary Alb $68,587, Canadian Offshore Res Expl Toronto Ont $18,047,246, Canadian Pencrown Resources Ltd Montréal Qué $245,083, Canadian Superior Frontier Resources Ltd Calgary Alb $59,121, Canadian Superior Oil Ltd Calgary Alb $30,357, Canalands Resources Corporation Toronto Ont $2,059,962, Cantech Controls Ltd Calgary Alb $160,000, Canterra Energy Ltd Calgary Alb $80,636,640, Costillo Equities Ltd Calgary Alb $56,344, Chauvco Resources Ltd Calgary Alb $142,700, Cherokee Resources Ltd Calgary Alb $177,804, Chevron Canada Ltd Calgary Alb $139,000, Chevron Canada Resources Ltd Calgary Alb $158,000, Chouinard C Dewinton Alb $43,792, Clan Resources Ltd Estevan Sask $29,465, Coho Resources Ltd Calgary Alb $67,324, Coil Resources Ltd Calgary Alb $65,276, Colenco Petroleums Ltd Calgary Alb $120,948, Columbia Gas Development of Canada Ltd Calgary Alb $2,225,389, Comaplex Resources International Ltd Calgary Alb $209,270, Compagnie Minière Gaspésie Ltée Montréal, Qué $54,547, Consolidated Bathurst Inc Montréal Qué $509,201, Consolidated West Petroleum Ltd Calgary Alb $47,822, Consumers Cooperative Refineries Ltd Saskatoon Sask $825,216, Contact Ventures Ltd Winnipeg Man $166,245, Conventures Limited Calgary Alb $20,483, Conwest Petroleum Corp Calgary Alb $329,732, Cooperative Energy Development Corporation Calgary Alb $156,095, Copperfields Mining Corporation Calgary Alb $51,815, Corvair Oil Ltd Edmonton Alb $61,160, Coseka Resources Ltd Calgary Alb $149,048, Crescendo Oil and Gas Ltd Calgary Alb $78,597, Devian Petroleum Ltd Toronto Ont $54,170, Discovery Mines Ltd Toronto Ont $65,590, Dome Canada Limited Calgary Alb $179,633,236, Dot Energy Ltd Calgary Alb $56,912, Drummond Oil and Gas Ltd Calgary Alb $69,651, Durham Resources Inc Toronto Ont $99,183, Dynamar Energy Ltd Calgary Alb $9,941, Dynamic Oil Ltd Vancouver C-B $55,380, Eagle Resources Ltd Calgary Alb $337,299, East Coast Energy Ltd Halifax N-É. $1,919,861, Embassy Resources Ltd Calgary Alb $46,932, Erskine Resources Ltd Calgary Alb $156,790, Esso Resources Canada Ltd Calgary Alb $5,286,121, Eucla Oil and Gas Ltd Calgary Alb $575,822, Exco Energy Ltd Calgary Alb $25,790,905, Exploration Soquip Inc Ste-Foy Qué $428,100, Forbes Resources Inc Tillsonburg Ont $121,482, Forward 1984-2 Drilling Program Calgary Alb $8,587,658, Francisco Petroleum Enterprises Inc Chatham Ont $124,373, Fraser Oil Ltd Régina Sask $337,257, Geo-Ven Ltd Partnership Calgary Alb $70,704, Geocrude Energy Inc Calgary Alb $41,350, Giant Reef Petroleums Ltd Calgary Alb $88,433, Gladstone Petroleum Ltd Calgary Alb $29,130, Global Natural Resources Canada Ltd Houston Texas É-U $168,428, Grace Resources Ltd Saskatoon Sask $14,462, Great Northern Energy Corporation Ltd Calgary Alb $40,835, Gulf Canada Resources Inc Calgary Alb $285,925, Hawkridge Resources Inc Edmonton Alb $308,970, Henuset Resources Management Inc Calgary Alb $63,405, Home Oil Company Ltd Calgary Alb $49,162,246, Hudmac Partnership No 1 Ltd Calgary Alb $488,293, Hudson's Bay Oil and Gas Company Ltd Calgary Alb $1,128,011, Husky Oil Operations Ltd Calgary Alb $122,961,313, ICG Frontier Exploration Ltd Calgary Alb $10,766,628, ICG Resources Ltd Calgary Alb $3,534,911, Inco Energy Resources Ltd Calgary Alb $178,632, Interwest 83 Ltd Partnership Calgary Alb $54,629, Inverness Petroleum Ltd Calgary Alb $52,112, Investors O and G (1980 Tri-Link) Ltd Calgary Alb $109,547, Investors O and G (1982 Tri-Link) Ltd Calgary Alb $596,781, Irving Industries Ltd Calgary Alb $62,119, Irving Oil Ltd Saint John N-B $554,746, JC International Petroleum Ltd Calgary Alb $152,658, Jarrod Oils Ltd Hazlet Sask $37,824, Jecco Oil and Gas Partnership No 1 Calgary Alb $65,373, Joffre Resources Ltd Calgary Alb $453,926, Jorex Ltd Calgary Alb $122,322, Joss Energy Ltd Calgary Alb $78,352, Kardon Oils Ltd Hazlet Sask $92,748, Karon Resources Inc Calgary Alb $977,657, Kennilar Resources Ltd Calgary Alb $93,918, Kidd Creek Mines Ltd Calgary Alb $190,305, Kenstar Resources Ltd Calgary Alb $73,345, Knowlton Realty Ltd Calgary Alb $68,306, Labrador Mining and Exploration Company Ltd Calgary Alb $15,294,506, Lacana Petroleum Ltd Calgary Alb $48,135, Lochiel Exploration Ltd Calgary Alb $10,603,232, MLC Oil and Gas Ltd Calgary Alb $3,987,782, MacDonald Realty Ltd Calgary Alb $106,520, MacKenzie Delta Energy Ltd Calgary Alb $29,849,746, Macedon Resources Ltd Calgary Alb $111,045, Madge W Paul Milk River Alb $74,233, Margay Exploration Ltd Calgary Alb $41,742, Merland Explorations Ltd Calgary Alb $190,583, Midale Petroleums Ltd Midale Sask

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Suite*

$123,353, Mon-Oil Ltd Calgary Alb $3,301,070, Mont Resources Ltd Calgary Alb $51,404, Mosswood Oil and Gas Ltd Calgary Alb $244,388, Mount Royal Petroleums Ltd Calgary Alb $13,155, Nespema Resources Ltd Calgary Alb $5,358,354, New McManus Red Lade Gold Mines Ltd Winnipeg Man $76,824, New Scope Resources Ltd Winnipeg Man $206,250, Noranda Mines Ltd Calgary Alb $640,557, Norcen Energy Resources Ltd Calgary Alb $45,077,842, North American Life Assurance Company Toronto Ont $102,753, North Canadian Oils Ltd Calgary Alb $1,985,570, Northcor Energy Ltd Calgary Alb $13,795,528, Northern Developments Co Ltd Calgary Alb $168,295, Nova Scotia Res (Ventures) Ltd Halifax N-É $13,370,761, Nova Am Alberta Corporation Calgary Alb $89,709, Numac Oil and Gas Ltd Edmonton Alb $24,367, Oakwood Petroleums Ltd Calgary Alb $11,396,463, Ocelot 84-I Development Program Calgary Alb $67,318, Ocelot 84-IV Development Program Calgary Alb $67,318, Ocelot 84-VII Development Program Calgary Alb $40,727, Ocelot 84-VIII Development Program Calgary Alb $30,546, Ocelot 84-XIV Development Program Calgary Alb $134,642, Ocelot Industries Ltd Calgary Alb $133,062, Ocelot Investments Ltd Calgary Alb $53,311, Omega Hydrocarbons Ltd Calgary Alb $2,574,858, Omni Resources Inc Estevan Sask $53,522, Onexco Oil and Gas Ltd Toronto Ont $700,469, Pan-Cana Resources Calgary Alb $45,843, Pan Canadian Petroleum Ltd Calgary Alb $7,096,711, Panarctic Oils Ltd Calgary Alb $17,355,922, Paramount Resources Ltd Calgary Alb $14,927, Parex (A General Part) Calgary Alb $23,771,639, Passburg Alta 1982 Ltd Partnership Calgary Alb $56,598, Passburg Petroleums Ltd Calgary Alb $69,002, Pembina Exploration Co Ltd Calgary Alb $1,908,962, Pembina Resources Ltd Calgary Alb $253,960, Penn West Petroleum Ltd Calgary Alb $96,420, Petro-Canada Inc Calgary Alb $291,765,514, Petroventures Resources Ltd Calgary Alb $66,412, Phoenix Resources Co Oklahoma City Okla É-U $134,779, Pirate Drilling Ltd Kindersby Sask $26,202, Placer Development Ltd Calgary Alb $706,627, Poco Petroleums Ltd Calgary Alb $210,181, Poplar Developments Ltd Estevan Sask $152,990, Prairie Pacific Energy Corp Calgary Alb $266,685, Precambrian Shield Resources Ltd Calgary Alb $1,275,636, Precision Drilling Ltd Calgary Alb $65,365, Prime Energy Ltd Calgary Alb $118,646, Quasar Petroleum Ltd Calgary Alb $62,673, Quest Drilling Fund No 1-A Ltd Partnership Brandon Man $77,070, Quest Drilling Fund No 2-A Ltd Partnership Brandon Man $87,500, Quest Drilling Fund No 4 Partnership Melita Man $202,103, Ram Petroleums Ltd Toronto Ont $519,982, Ranchmen's Resources (1976) Ltd Calgary Alb $1,346,014, Redgas Ltd Redcliff Alb $391,089, Reigate Res (Canada) Ltd Calgary Alb $216,919, Remai Ellen Saskatoon Sask $56,843, Remai Frank Saskatoon Sask $96,310, Resman Holdings Ltd Calgary Alb $177,318, Resman Oil and Gas Ltd Calgary Alb $94,245, Richards W E Calgary Alb $24,474, Rife Resources Ltd Calgary Alb $227,420, Rio Alta Exploration Ltd Calgary Alb $52,665, Roxy Petroleum Ltd Calgary Alb $2,219,191, Ryerson Oil and Gas Ltd Calgary Alb $113,345, Sadelle Holdings Ltd Calgary Alb $57,831, Sasko Oil and Gas Ltd Calgary Alb $83,376, Saul Francis K Langton Ont $54,383, Sceptre Resources Ltd Calgary Alb $153,840, Scotia Energy Resources Ltd Halifax N-É $60,229, Scurry Rainbow Oil Ltd Calgary Alb $33,694,457, Semlac Inc Montréal Qué $54,547, Senlac Resources Inc Toronto Ont $164,971, Shell Canada Resources Ltd Calgary Alb $10,628,123, Shell Explorer Ltd Calgary Alb $495,918, Siebens William W Calgary Alb $114,245, Silver Bay Resources Ltd Calgary Alb $131,096, Sogepet Ltd Toronto Ont $194,816, Sorrel Resources Ltd Calgary Alb $10,920, Sulbath Exploration Ltd Calgary Alb $223,057, Sulpetro Ltd Calgary Alb $81,717, Summit Resources Ltd Calgary Alb $94,039, Suncor Inc Calgary Alb $427,665, Sunstar Resources Ltd Calgary Alb $123,237, Surf Exploration (1978) Ltd Régina Sask $58,575, Sutherland Maxwell S Grande Prairie Alb $90,275, T Bird Oil Ltd Estevan Sask $57,713, T Forbes Equipment Ltd Chesterville Ont $68,755, TCPL Resources Ltd Calgary Alb $3,169,278, Teck Corp Oil and Gas Division Calgary Alb $299,638, Teck Frontier Corporation Calgary Alb $1,888,445, Télé-Métropole Inc Québec Qué $780,150, Tesoro Petroleum Corporation San Antonio Texas É-U $99,592, Texaco Canada Resources Ltd Calgary Alb $95,286, The Charter Partnership 1984-2 Montréal Qué $1,708,687, The Padden Hughes Development Co Ltd Calgary Alb $53,187, The Thomas Jensen Energy Calgary Alb $3,292,370, Thomas Jensen Petroleums Ltd Calgary Alb $236,421, Thunderbird (1983) Exploration and Development Program Calgary Alb $69,358, Tiber Energy Corporation Calgary Alb $104,713, Tiger Ventures Ltd Calgary Alb $298,374, Tipperary Resources Ltd Toronto Ont $76,163, Titus Oil and Gas Corporation Calgary Alb $140,593, Tiverton Petroleums Ltd Calgary Alb $72,654, Transworld Oil and Gas Ltd Calgary Alb $32,527, Tri-Link Resources Ltd Calgary Alb $244,758, Trillium Exploration Corp Toronto Ont $42,524,639, Tugboat 1983 Exploration and Development Program Calgary Alb $52,967, Twin Richfield Oils Ltd Calgary Alb $117,357, Twin Saskatchewan (1983) Development Fund Calgary Alb $175,239, Ulster Petroleums Ltd Calgary Alb $68,343, Ultrapete Resources Ltd Calgary Alb $97,046, Unicorp Resources Ltd Calgary Alb $261,821, Universal Explorations (83) Ltd Calgary Alb $996,082, Vanguard Petroleums Ltd Calgary Alb $142,589, Vista International Petroleum Ltd Régina Sask $56,921, Voyager Petroleums Ltd Calgary Alb $531,992, Weir William Alexander Edmonton Alb $54,076, Wellore Explorations (1980) Ltd Calgary Alb $216,789, Westar Petroleum Ltd Calgary Alb $2,509,659, Westburne Petroleum and Minerals Ltd Calgary Alb $116,488, Westcoast Petroleum Ltd Calgary Alb $10,805,132, Western Decalta Pet (1977) Ltd Calgary Alb $503,098, Westmin Resources Ltd Calgary Alb $5,267,394, Wildmount Resources Ltd Calgary Alb $110,680, Woolley Resources Ltd Calgary Alb $50,089.

Paiements d'encouragement du secteur pétrolier—CAFE $402,561,141—273193 Alberta Ltd Calgary Alb $48,784, 297995 Alberta Ltd Calgary Alb $71,776, 303872 Alberta Inc Calgary Alb $130,676, 60494 Manitoba Ltd Virden Man $39,941, AB Resources Joint Venture 6 Calgary Alb $144,831, AB Resources Joint Venture 7 Calgary Alb $92,881, AT and S Exploration Ltd Calgary Alb $8,251,480, Aberford Resources Ltd Calgary Alb $190,201, Abitibi Price Ltd Toronto Ont $112,429, Alberta Energy Co Ltd Edmonton Alb $9,431,118, Allheart Resources Inc Calgary Alb $2,890, American Eagle Petroleum Ltd Calgary Alb $221,778, Anschutz 1978 Lake Erie Gas Exploration Program Calgary Alb $344,000, Argyll Resources Ltd Calgary Alb $117,663, Argyll Royal Trust 1981 Exploration Program Calgary Alb $10,151, Atlantis Resources Ltd Calgary Alb $737,000, Audax Gas and Oil Ltd Calgary Alb $36,941, Aurelian Developers Ltd Port Chester NY É-U $12,985, BP Canadian Holdings Ltd Toronto Ont $308,684, BP Resources Canada Ltd Calgary Alb $439,712, Bailey RB Calgary Alb $54,921, Beau Canada Exploration Ltd Calgary Alb $674,816, Bigstone Gas Producers Ltd Calgary Alb $28,968, Bow Valley Industries Ltd Calgary Alb $15,691,209, Bow Rio Resources Ltd Calgary Alb $59,286, Bralorne Resources Ltd Calgary Alb $60,929, British Columbia Resources Investment Corporation Vancouver C-B $1,474,705, Brosco Fund Ltd Winnipeg Man $240,619, CMP Oil and Gas (1984) Ltd Partnership Montréal Qué $732,591, Cabre Exploration Ltd Calgary Alb $52,809, Calais Resources Ltd Calgary Alb $2,955, Canada Northwest Energy Ltd Calgary Alb $124,272, Canadian Offshore Res Expl Ltd Toronto Ont $1,816,410, Canadian Pencrown Resources Ltd Montréal Qué $293,283, Canadian Superior Frontier Resources Ltd Calgary Alb $278,340, Canadian Superior Oil Ltd Calgary Alb $236,053, Canterra Energy Ltd Calgary Alb $2,121,685, Castillo Equities Ltd Calgary Alb $35,568, Chauvco Resources Ltd Calgary Alb $4,872, Cherokee Resources Ltd Calgary Alb

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Suite*

$58,681, Chevron Canada Ltd Calgary Alb $1,187,947, Chevron Canada Resources Ltd Calgary Alb $4,788,918, Chouinard C Dewinton Alb $24,522, Clan Resources Ltd Estevan Sask $42,881, Coho Resources Ltd Calgary Alb $214,209, Colenco Petroleum Ltd Calgary Alb $58,681, Columbia Gas Development of Canada Ltd Calgary Alb $626,337, Comaplex Resources International Ltd Calgary Alb $32,700, Consolidated Bathurst Inc Montréal Qué $680,448, Consolidated West Petroleum Ltd Calgary Alb $18,429, Consumers' Cooperative Refineries Ltd Saskatoon Sask $34,632, Contact Ventures Ltd Winnipeg Man $14,483, Conventures Limited Calgary Alb $85,350, Corkan Engineering of Canada Ltd Hamilton Ont $736,748, Coseka Resources Ltd Calgary Alb $189,483, Cromwell Resources Inc Edmonton Alb $131,458, Denison Mines Ltd Calgary Alb $133,212, Dex Resources Ltd Calgary Alb $55,355, Dome Canada Limited Calgary Alb $20,168,735, Dome Petroleum Ltd Calgary Alb $154,056, Dot Energy Ltd Calgary Alb $15,285, Drummond Oil and Gas Ltd Calgary Alb $10,581, Dynamar Energy Ltd Calgary Alb $49,768, East Coast Energy Limited Halifax N-É $121,072, Eastland Oil and Gas Ltd Calgary Alb $1,928,000, Embassy Resources Ltd Calgary Alb $23,061, Erskine Resources Ltd Calgary Alb $59,650, Esso Resources Canada Limited Calgary Alb $2,078,167, Exco Energy Ltd Calgary Alb $16,368,231, Forward (1984-2) Drilling Program Calgary Alb $4,160,000, Fossil 82-I Program Calgary Alb $71,266, Fossil Resources 83-A Energy Program Calgary Alb $71,727, Fossil Resources 84-A Energy Program Calgary Alb $84,520, Francisco Petroleum Enterprises Inc Chatham Ont $57,982, Frobisher Developments Ltd Edmonton Alb $234,939, Gallagher JP Calgary Alb $103,817, Geo-Ven Ltd Partnership Calgary Alb $47,160, Geocrude Energy Inc Calgary Alb $106,063, Giant Reef Petroleum Ltd Calgary Alb $65,355, Gladstone Petroleum Ltd Calgary Alb $23,509, Grace Resources Ltd Saskatoon Sask $37,554, Great Northern Energy Corp Ltd Calgary Alb $16,006, Hawkridge Resources Inc Edmonton Alb $265,621, Hi Cam (1983) Ltd Partnership Toronto Ont $78,478, Home Oil Company Ltd Calgary Alb $29,890,640, Hudmac Partnership No 1 Ltd Calgary Alb $81,035, Husky Oil Operations Ltd Calgary Alb $24,533,985, ICG Frontier Exploration Ltd Calgary Alb $135,640, ICG Resources Ltd Calgary Alb $672,782, Interlake Development Corp Calgary Alb $126,901, Inverness Petroleum Ltd Calgary Alb $53,592, JC International Petroleum Ltd Calgary Alb $320,591, JR&S Holdings Ltd Calgary Alb $53,818, Jarrod Oils Ltd Hazlet Sask $93,087, Joffre Oils Ltd Calgary Alb $215,153, Joss Exploration Program (1984) Calgary Alb $89,046, Kardon Oils Ltd Hazlet Sask $7,581, Karon Resources Ltd Calgary Alb $6,855, Kennibar Resources Ltd Calgary Alb $121,808, Knowlton Realty Ltd Calgary Alb $4,729, Labrador Mining and Exploration Co Ltd Calgary Alb $8,301,456, Lacana Petroleum Ltd Calgary Alb $11,621, Lochiel Exploration Ltd Calgary Alb $2,699,242, MLC Oil and Gas Ltd Calgary Alb $422,574, MacDonald Realty Ltd Calgary Alb $5,525, MacKenzie Delta Energy Ltd Calgary Alb $115,021, Macon Oil and Gas Ltd Calgary Alb $146,390, Margay Exploration Ltd Calgary Alb $22,831, McLimited Partnership No 4 Saskatoon Sask $55,276, Merland Explorations Ltd Calgary Alb $171,962, Midale Petroleums Ltd Midale Sask $46,621, Midland Transport Ltd Saint John N-B $163,975, Mobil Oil Canada Ltd Calgary Alb $37,722,028, Mon-Oil Ltd Calgary Alb $3,680,000, Mont Resources Ltd Calgary Alb $10,696, Moosomin-Assiniboia Exploration Ltd Calgary Alb $394,771, Morrisson Petroleums Ltd Calgary Alb $61,747, Mount Royal Petroleums Ltd Calgary Alb $175,006, Nespema Resources Ltd Calgary Alb $2,694,842, New Campbell Island Mines Ltd Calgary Alb $92,518, Noranda Mines Ltd Calgary Alb $169,931, Norcen Energy Resources Ltd Calgary Alb $5,649,506, Norcen International Ltd Calgary Alb $1,413,028, North Canadian Oils Ltd Calgary Alb $1,286,657, Northcor Energy Ltd Calgary Alb $1,849,663, Northern Developments Company Ltd Calgary Alb $257,485, Ocelot 84-VII Development Program Calgary Alb $52,494, Ocelot 84-VIII Development Program Calgary Alb $74,643, Nova Scotia Res (Ventures) Ltd Halifax N-É $4,565,360, Numac Oil and Gas Ltd Edmonton Alb $26,607, Oakwood Petroleums Ltd Calgary Alb $2,640,312, Ocelot Industries Ltd Calgary Alb $1,286,176, Omega Hydrocarbons Ltd Calgary Alb $970,744, Onexco Oil and Gas Ltd Toronto Ont $294,815, Operating Tech Process Mgmt Ltd Calgary Alb $85,067, PanCana Resources Calgary Alb $14,158, Panarctic Oils Ltd Calgary Alb $2,833,875, Paramount Resources Ltd Calgary Alb $55,986, Parex (A General Part) Calgary Alb $4,811,650, Pembina Exploration Co Ltd Calgary Alb $397,461, Pembina Resources Ltd Calgary Alb $102,000, Petro-Canada Inc Calgary Alb $109,908,095, Petro-Canada Petroleum Inc Calgary Alb $1,419,140, Petro-Canada Ventures Calgary Alb $1,664,518, Phibro Salomon Inc New York NY É-U $180,714, Phoenix Resources Co Oklahoma City Okla É-U $701,184, Pipestone Petroleums Inc Vancouver C-B $53,310, Pirate Drilling Ltd Kendersky Sask $59,830, Poco Petroleum Ltd Calgary Alb $211,881, Prairie Oil Royalties Co Ltd Calgary Alb $130,172, Precambrian Shield Resources Ltd Calgary Alb $580,997, Ranchmen's Resources (1976) Ltd Calgary Alb $3,851, Randall L Moffat Holdings Ltd Winnipeg Man $50,137, Redgas Ltd Redcliff Alb $308,654, Resman Holdings Ltd Calgary Alb $357,874, Resman Oil and Gas Ltd Calgary Alb $137,256, Richards W E Calgary Alb $26,493, Rio Alto Exploration Ltd Calgary Alb $53,260, Roxy Petroleum Ltd Calgary Alb $121,988, Sadelle Holdings Ltd Calgary Alb $54,170, Saskatchewan 83-I Exploration Calgary Alb $735,408, Saskatchewan 83-II Exploration Calgary Alb $752,122, Saskatchewan 83-III Exploration Calgary Alb $469,513, Sasko Oil and Gas Ltd Calgary Alb $15,692, Saul Francis K Langton Ont $36,818, Sceptre Resources Ltd Calgary Alb $192,754, Scotia Energy Resources Ltd Halifax N-É $62,341, Scurry Rainbow Oil Ltd Calgary Alb $5,675,377, Sefel J Calgary Alb $835,565, Siebens William W Calgary Alb $401,095, Sorrel (1984) Ltd Partnership Calgary Alb $149,598, Sorrel Resources Ltd Calgary Alb $66,304, Summit Resources Ltd Calgary Alb $42,595, Suncor Inc Calgary Alb $117,327, T&M Exploration Program Calgary Alb $51,745, T Bird Oil Ltd Estevan Sask $11,167, TCPL Resources Ltd Calgary Alb $556,727, Tangram (1984) Exploration Program Calgary Alb $51,745, Teck Corp Oil and Gas Division Calgary Alb $131,466, Teck Frontier Corporation Calgary Alb $130,009, Tesoro Petroleum Corporation San Antonio Texas É-U $72,534, The Canadian Games Network Toronto Ont $65,955, The Charter Partnership (1984-2) Montréal Qué $31,664, The Consumers' Gas Co Ltd Scarborough Ont $2,412,396, Thompson Jensen Energy Calgary Alb $2,769,501, Tiger Ventures Ltd Calgary Alb $238,910, Tipperary Resources Ltd Toronto Ont $15,124, Transworld Oil and Gas Ltd Calgary Alb $137,079, Tri-Link Resources Ltd Calgary Alb $291,800, Trillium Exploration Corp Toronto Ont $10,161,739, Ulster Petroleum Ltd Calgary Alb $137,183, Unicorp Resources Ltd Calgary Alb $61,040, Union Oil Co of Canada Ltd Calgary Alb $74,449, United Canso Oil and Gas Calgary Alb $104,699, Universal Exploration (83) Ltd Calgary Alb $293,307, Vanguard Petroleums Ltd Calgary Alb $15,368, Voyager Petroleums Ltd Calgary Alb $604,620, Wellore Explorations (1980) Ltd Calgary Alb $358,085, Wells Gray Camp Ltd Calgary Alb $203,525, Wesco Oils Ltd Calgary Alb $93,949, Westar Petroleum Ltd Calgary Alb $265,316, Westburne Drilling (Canada) Ltd Calgary Alb $74,863, Westburne Petroleums and Minerals Ltd Calgary Alb $295,658, Westcoast Petroleum Ltd Calgary Alb $12,092,818, Western Decalta Petroleum (1977) Ltd Calgary Alb $270,543, Westmead Limited Winnipeg Man $130,805, Westmin Resources Ltd Calgary Alb $788,361, Wordsworth Resources Ltd Calgary Alb $53,818.

Contribution à l'agence internationale de l'énergie et agents $175,333—Association of Energy Users and Suppliers Oslo Norvège $55,721.

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Fin*

À l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production et au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière $20,000

À l'appui des programmes de recherche et de développement de l'énergie industrielle $6,302,552—578144 Ontario Inc Toronto Ont $53,075, Algoma Steel Corporation Ltd Sault Ste Marie Ont $80,000, CIP Research Ltd Hawkesbury Ont $202,588, Canada Cement Lafarge Ltd Montréal Qué $65,284, Canadian General Electric Peterborough Ont $499,627, Clearwater Lobsters Inc Bedford N-É $742,503, Dominion Textile Inc Montréal Qué $71,115, Domtar Inc Mississauga Ont $316,133, Dilor Industries Squamish C-B $65,625, Les Industries Erco Ltée Varennes Qué $136,309, GSW Inc Mississauga Ont $114,607, Guertin Bros Coatings and Sealands Ltd Winnipeg Man $174,723, Inco Ltd Toronto Ont $67,780, Lomex Inc Montréal Qué $131,482, Metals and Alloys Co Ltd Toronto Ont $230,353, Montreal Engineering Co Ltd Montréal Qué $2,170,740, Porritts and Spencer Canada Hamilton Ont $56,879, Pulp and Paper Research Institute of Canada Pointe Claire Qué $373,592, Stake Technology Ltd Oakville Ont $131,950, Stackpole Ltd Toronto Ont $309,721.

À l'appui des câbles sous-marins de l'Î-P-É $20,000,000—Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $20,000,000.

À l'appui de systèmes de combustion biomassique à l'Île-du-Prince-Édouard $105,139—PEI Energy Corporation Charlottetown Î-P-É $88,643

Nuclear Project Manager Canada Inc $6,000

À l'appui des villes sur l'énergie $10,000

Contribution à l'appui de liquides de gaz naturel $150,000—SOQUIP Ste-Foy Qué $150,000.

Contribution à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux ressources énergétiques $200,000—Canadian Solar Industries Association Inc Ottawa Ont $50,000, The Institute of Man and Resources Charlottetown Î-P-É $75,000, International Solar Energy Congress Inc Montréal Qué $50,000.

PROGRAMME DE L'ÉNERGIE—FONDS RENOUVELABLE POUR L'ÉTUDE DE L'ENVIRONNEMENT $1,860,834

Contributions pour le paiement des études $1,860,834

PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE $8,214,534

Queen's University for the Centre for Resource Studies $187,000

Comité national canadien du congrès minier mondial $2,000

Comité consultatif canadien de mécanique des roches $3,000

Association canadienne des minéralurgistes $1,000

Subventions en vue d'aider à acquitter les frais de conférences scientifiques sur les sciences géologiques $20,000

Conseil géoscientifique du Canada $17,000

Comité canadien du Programme international des corrélations géologiques $17,500

Société canadienne de télédétection $10,000

Institut canadien d'arpentage $30,000

Institut canadien d'arpentage «FIG» $76,000

Subventions en vue d'encourager la recherche sur les sciences de la Terre, l'énergie et les minéraux $1,398,000—Carleton University Ottawa Ont $63,500, École Polytechnique Montréal Qué $67,400, McGill University Montréal Qué $78,500, McMaster University Hamilton Ont $98,050, Memorial University St John's T-N $70,200, Queen's University Kingston Ont $98,900, University of Alberta Edmonton Alb $108,000, University of British Columbia Vancouver C-B $51,200, University of Calgary Calgary Alb $57,050, University of Saskatchewan Saskatoon Sask $66,740, University of Toronto Toronto Ont $127,100, University of Waterloo Waterloo Ont $72,600.

Projet de recherche sur l'acier au Royaume-Uni $61,783

Institut canadien des mines et métallurgie $22,500

Institut canadien pour la sécurité des radiations $50,000

Ministère du Travail de l'Ontario $19,119

Institut d'Asbestos $1,200,100

Ministère des finances de Terre-Neuve $493,082

Alberta Oil Sands Technology and Research Authority $183,949

Programme des minéraux des régions de Sudbury, Timmins et Algoma $62,924—Université Laurentienne Sudbury Ont $62,924.

Contribution à la National Science Foundation $130,000

Fonds international de séismologie $20,870

Agence spatiale européenne $4,100,000

Droits d'affiliation à l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire $44,907

Association géologique canadienne $15,000

Union internationale des sciences géologiques $19,800

Université Trent $1,000

Queen's University Cartographic Marketing Symposium $4,000

Royal Society of Canada for International Symposium on snow and ice chemistry $15,000

Société canadienne de géologie de pétrole $2,000

Université de la Saskatchewan $7,000

Commission de contrôle de l'énergie atomique $443,630

Subventions à certaines organisations à but non lucratif nationales ou internationales qui font avancer le développement des normes de la sûreté nucléaire $7,500

Subvention à l'Institut canadien de radioprotection $50,000—Institut canadien de radioprotection Elliot Lake Ont $50,000.

Contribution au comité d'enquête (Ontario) sur le contrôle au sol et préparatifs d'urgence $19,119

Contributions sous forme de bourses d'études supérieures afin d'aider à recruter des personnes pour occuper des postes scientifiques $4,000

Contributions à l'Agence internationale de l'énergie atomique; elles doivent servir à maintenir le Programme d'aide en main-d'œuvre à titre gracieux et à fournir les biens et services connexes pour le Programme canadien d'appui des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique $363,011—Agence internationale de l'énergie atomique Vienne Autriche $363,011.

ENVIRONNEMENT $72,371,519

Ministère $72,371,519

PROGRAMME D'ADMINISTRATION $92,012[1]

Subvention à l'Association canadienne des géographes $6,500

Contribution au Conseil canadien des ministres des Ressources et de l'Environnement $84,008

Contributions au Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS) $1,504

PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT $71,653,181[1]

Recherches en météorologie $473,790

Société canadienne de météorologie et d'océanographie $16,000

Subvention au Programme coopératif de surveillance et d'évaluation du transport à grande distance des polluants atmosphériques de la Commission économique pour l'Europe $10,451

Subvention à la Fédération canadienne des naturalistes $10,000

Subvention à la Fédération canadienne de la faune $10,000

Subvention à la Creston Valley Wildlife Management Vancouver C-B $75,000

Subvention aux fins de recherches sur les ressources en eau $250,000

Subvention au Comité canadien de l'Association internationale de recherche sur la pollution de l'eau $2,000

Subvention à l'Institut canadien de la fourrure $20,000

Subvention à Nature Conservancy of Canada $10,000

Subvention à la Fondation Habitat faunique du Canada Ottawa Ont $2,000,000

Subvention à l'Association forestière du Canada $50,000

Subvention à l'Institut forestier du Commonwealth $10,500

Subvention au Festival de la forêt $5,000

Subvention au Programme canadien des bourses d'études $189,414

Subventions aux universités pour des travaux de recherches particuliers sur les forêts $1,789,000—Universités de: Alberta Edmonton Alb $293,200, British Columbia Vancouver C-B $323,000, Lakehead Thunder Bay Ont $293,200, Laval Québec Qué $293,200, New Brunswick Fredericton N-B $293,200, Toronto Toronto Ont $293,200.

Subvention à l'université de Saskatchewan Saskatoon Sask $5,000

Contribution à l'Organisation de coopération et de développement économique Paris France $39,909

Contribution au centre de toxicologie canadien Guelph Ont $23,278

Droits d'affiliation à l'Organisation météorologique mondiale $622,000

Contributions aux Universités canadiennes à l'appui du transport à grande distance des polluants atmosphériques $17,000

Bourses d'études pour le programme météorologique $66,000

Contribution à la province de l'Ontario en vertu de l'accord Canada/Ontario sur la qualité de l'eau des Grands Lacs $1,169,000

Contribution au Conseil intergouvernemental de gestion du caribou $15,000

Contribution aux provinces dans le cadre du programme de construction d'usines de traitement des eaux usées $9,989,899—Province de l'Ontario Toronto Ont $9,989,899.

Contribution à la province du Manitoba pour les études de mercure du réseau de dérivation de la rivière Churchill $85,000

Contribution à la province de la Colombie-Britannique—Maîtrise des crues du Fraser $3,150,000

Contributions aux provinces destinées à des études sur la réduction des dommages causés par les crues et à l'établissement des cartes des régions inondables $1,310,224—Provinces de: Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $112,300, Terre-Neuve St John's T-N $151,700, Nouvelle-Écosse Halifax N-É $28,700, Ontario Toronto Ont $426,910, Québec Québec Qué $453,343, Manitoba Winnipeg Man $137,271.

Contribution à la province de Québec aux fins des accords de contrôle de la qualité des eaux $189,477

Contribution à la province de la Saskatchewan—Vallée Qu'Appelle $148,675

Contribution à la province de Québec—Accord sur les relevés hydrométriques $642,300

Contribution—Channel Port-aux-Basques T-N $180,000

Contribution aux provinces pour compenser les dévastations de récoltes par les oiseaux aquatiques $660,028—Provinces de: Alberta Edmonton Alb $256,378, Manitoba Winnipeg Man $125,134, Saskatchewan Régina Sask $278,516.

Contribution à l'Institut de la fourrure du Canada $395,000

Contribution à la province de la Saskatchewan—Station d'épuration des eaux au charbon actif en grains $1,991,719

Contribution aux Nations Unies pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction $28,000

Contribution à la province du Manitoba pour la construction de digues périphériques à la rivière Rouge $302,523

Contributions au Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS) $298,671

Contribution pour le Programme quinquennal d'associations coopérantes $10,000

Contribution à la province de Québec—Maîtrise des crues $1,250,979

Contributions à la province de l'Ontario en vertu de l'accord Canada/Ontario concernant les projets spéciaux de relance pour la ville de Timmins et les municipalités régionales de Sudbury et Niagara $7,800,000

Contribution à la province de Québec—Accord de la Baie James $100,000

Contributions aux organismes provinciaux et aux personnes en ce qui a trait aux initiatives de développement en vertu des ententes-cadres sur le développement et des ententes auxiliaires aux fins de rajustement économique et socio-économique $6,346,742—Acadia Forest Products Ltd Nelson Miramichi N-B $73,023, Athol Cooperative Ltd Nappan Cumberland N-É $81,689, Baddeck Valley Wood Producers Cooperative Ltd Baddeck N-É $80,353, Boise Cascade Canada Ltd Newcastle N-B $41,693, Conform Ltd Middle Musquodoboit N-É $181,425, Consolidated Bathurst Bathurst N-B $200,528, Federation of Woodlot Owners Fredericton N-B $325,000, Fraser Inc Edmundston N-B $104,503, JD Irving Saint John N-B $586,545, Juniper Lumber Co Ltd Juniper N-B $109,555, La Forêt Acadienne Ltée Church Point N-É $71,673, NBIP Ltd Dalhousie N-B $252,000, North Mountain Woodlands Ltd Middleton N-É $55,551, North Nova Forest Owners Ltd Pugwash N-É $66,318, Northwood Pulp &

ENVIRONNEMENT—*Suite*

Timber Ltd Chatham N-B $46,965, Nova Scotia Forest Industries Port Hawkesbury N-É $77,842, Office de planification et de développement du Québec Gouvernement du Québec Qué $91,834, Plan de développement économique Canada/Gaspésie et Bas St-Laurent Qué $559,750, Province de l'Ontario Toronto Ont $911,098, Province de l'Î-P-É Charlottetown Î-P-É $680,728, Sissiboo Forest Management Ltd Digby N-É $109,254, West Pictou Forest Owners Ltd Lyons Brook N-É $84,206, Williams G Pictou N-É $32,685, Valley Forest Products Nackawic N-B $220,866.

Contribution pour l'école des gardes forestiers des provinces Maritimes $40,601

Contribution à l'Institut canadien de recherches en génie forestier $679,252

Contribution sous le programme Environnement 2000 $29,175,749—4-H Foundation of Alberta Edmonton Alb $55,026, A Bashir and Associates Ltd Elliot Lake Ont $113,995, Action travail Cloridorme Cloridorme Qué $62,000, Algoma Central Railway Sault Ste Marie Ont $126,737, Algonquin Golden Lake Indian Golden Lake Ont $90,635, Aménagement forestier et agricole des sommets Inc St-Malo Qué $108,000, Aménagement forestier Wolfe Inc Ham-Nord Qué $54,000, Assoc coopérative forestière de Colombier Colombier Qué $57,000, Assoc Nationale de l'industrie du bois de sciage Inc Rivière-du-Loup Qué $100,000, Assoc des Techniciens forestiers du Québec Loretteville Qué $50,000, Dr Baird Inc The Pas Man $62,689, Bande Abitibiwinni Amos Qué $58,500, B Bresnahan Grande Prairie Alb $187,306, B Byford Ottawa Ont $99,149, Canadian Forestry Assoc Woss C-B $84,148, Canadœuvre Laval Qué $80,862, Canards Illimités Québec Qué $168,404, Castlegar and Area United Society for Employment Castlegar C-B $71,703, Centre de Conservation de la nature Mont St-Hilaire Qué $56,896, Centre écologique de Port-au-Saumon Rigaud Qué $58,539, Cercle Joseph-Octave Dion Chambly Qué $52,467, Chambre de commerce et de développement de Saint-Paul Saint-Paul-de-Montmagny Qué $136,000, Chippewas of the Thames Muncy Ont $91,126, Chippewas of Rama Band Rama Ont $63,405, Club des ornithologues Jonquière Qué $67,692, Club sportif Mont Arctique Inc L'Alverne Qué $57,000, Coast Thinning Co Ltd Sook C-B $56,794, Comité d'assainissement du bassin Sherbrooke Qué $51,763, Comité des loisirs St-Georges-de-Champlain St-Georges-de-Champlain Qué $65,148, Coopérative de gestion forestière des Appalaches St-Appoline Qué $135,000, Coopérative forestière de Charlevoix La Malbaie Qué $69,000, Coopérative forestière de la Haute Côte Nord Grandes Bergeronnes Qué $135,000, Coopérative forestière des Hautes Laurentides Mont-Laurier Qué $93,000, Corporation Domaine Dumontier Ancienne-Lorette Qué $76,071, Corporation of the City of Brantford Brantford Ont $63,151, Corporation of the County of Lanark Perth Ont $68,507, Corporation of the District of North Cowichan Duncan C-B $173,799, Corporation of the Town of Cochrane Cochrane Ont $63,885, Corporation of the United Counties of Leeds and Grenville Brockville Ont $136,305, Corporation of the Village of Bancroft Bancroft Ont $57,201, Cougar Creek Logging Campbell River C-B $100,596, Council for Yukon Indians Whitehorse TY $52,706, County of Simcoe Midhurst Ont $147,995, Cowichan Band Council Duncan C-B $58,898, Credit Valley Conservation Meadowvale Ont $69,327, Cree Regional Authority Val d'Or Qué $157,500, Crow Valley Conservation Marmara Ont $181,559, Cumberland House Fisherman's Cooperative Cumberland House Sask $64,668, J Cyr Edmonton Alb $156,883, L Dane Souris Man $85,542, Denis Falling and Bucking Kitimat C-B $73,939, V Deament Selkirk Man $69,272, Domtar Inc Ste-Foy Qué $54,000, Dubreuil Brothers Ltd Dubreuilville Ont $54,645, Elwood Enterprises Ltd Terrace C-B $105,250, Evans Products Ltd Savona C-B $65,126, Evergreen Enterprises 1984 Chalk River Ont $98,105, Federation of Mountain Clubs of BC North Vancouver C-B $60,039, Federation of Ontario Naturalists Don Mills Ont $70,220, Foothills Timber Ltd Atikokan Ont $66,162, Garver Enterprises Kemptville Ont $94,715, Gercotech 84 Inc Québec Qué $132,467, Gordon Skrove Construction Ltd Winfield C-B $94,946, Gould's Nursery and Landscaping Kenora Ont $50,224, Grand River Conservation Authority Cambridge Ont $162,488, Great Lakes Institute Windsor Ont $59,970, W J Green Forestry Service Ltd Victoria C-B $123,158, Groupement Agro-forestier Lotbinière Mégantic Inc Ste-Agathe Qué $52,000, Groupement Forestier et Agricole de Beauce Sud Inc Ste-Marie-de-Beauce Qué $89,853, Groupement Forestier et Agricole St-François Inc Windsor Qué $50,000, Groupement Forestier et Agricole Taché Inc St-Cyprien Qué $60,000, Groupement Forestier et Agricole de la Vallée de la Chaudière Inc St-Alfred Qué $58,000, Gullwing Forestry Ltd Dryden Ont $94,095, J Guy Savage Sturgeon Falls Ont $138,329, Hamilton Region Conservation Ancaster Ont $98,745, IWA Local 1-71 Terrace C-B $98,854, Junior Forest Wardens #127 Powell River C-B $58,697, Kakabeka Consulting Services Kakabeka Falls Ont $50,840, Lakeland Mills Ltd Prince George C-B $67,200, A Mageer Hudson Bay Sask $50,364, R Marselais Crabtree Qué $63,510, MATCAM Forestry Consultants Sault Ste Marie Ont $75,522, Mattawa and Area Municipal Association Mattawa Ont $108,602, L D McCoshan Prince Albert Sask $77,797, Metropolitan Toronto and Region Conservation Toronto Ont $65,608, Mistassini Band Council Baie-du-Poste Qué $55,000, North Hastings High School Bancroft Ont $179,701, North Island Secondary School Campbell River C-B $135,255, Northwest Enhancement Society New Westminster C-B $86,908, Nova Scotia Landowners and Forest Fibre Products Associates Port Hawkesbury N-É $153,993, Onobee Region Conservation Peterborough Ont $56,826, Ontario Forestry Assoc Willowdale Ont $143,721, Opération nettoyage de l'environnement territorial Montréal Qué $97,509, Ottawa Valley Forestry Capital Promotion Society Pembrooke Ont $69,096, Pangnirtung Hunters and Trappers Assoc Pangnirtung TN-O $79,031, Penfor Consulting Sechelt C-B $99,582, Plenty Canada Lanark Ont $66,842, CL Polk Forestry Consulting Ltd Renfrew Ont $94,129, A Pollack Edmonton Alb $123,853, Powell River Italian Community Club Powell River C-B $56,377, Powell River Regional District Economic Development Commission Powell River C-B $55,819, Provinces de: Terre-Neuve St John's T-N $427,577, Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $317,109, Nouvelle-Écosse Halifax N-É $697,532, Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $575,610, Raisin Region Conservation Martintown Ont $175,133, RC School Board for St John's St John's T-N $57,420, Récupération Bois-Francs Arthabasca Qué $57,689, Regional Municipality of Sudbury Sudbury Ont $54,167, Rex Forest Systems Revelstoke C-B $52,878, Roddickton Economic Development Association Roddickton T-N $61,935, Rural Municipality of Ethelbert Ethelbert Man $53,334, Sir Sanford Fleming College Lindsay Ont $59,979, JW Slashing Whitehorse TY $61,230, Société d'Exploitation de Sacré-Cœur Inc Sacré-Cœur Qué $136,000, Société d'Exploitation des ressources des Basques Inc St-Mathieu Qué $98,000, Société d'Exploitation Sylvicole du Témiscaming Ltée Moffet Qué $62,000, Société d'Exploitation des ressources de la Vallée Inc Lac-au-Saumon Qué $185,000, Société d'Exploitation Sylvicole de Rousseau Inc Beaucanton Qué $62,000, Société d'histoire et d'archéologie de Coteau-du-Lac Coteau-du-Lac Qué $55,896, Société Forestière de Témiscaming Témiscaming Qué $51,000, Société Sylvicole d'Arthabaska-Drummond Inc Victoriaville Qué $135,000, Société Sylvicole de l'Outaouais Inc Masson Qué $55,000, South Okanagan Silviculture Cooperative Keremeos C-B $67,960, Spallemcheen Peoples Council Enderby Ont $70,042, St Clair Region Conservation Authority Strathroy Ont $66,410, Syndicat des producteurs de bois de la Beauce St-Georges est Qué $54,000, Syndicat des Producteurs de bois du Comté de Labelle St-Eustache Qué $138,000, Syndicat des producteurs de bois de l'Estrie Rock Forest Qué $71,000, Syndicat de l'UPA de la Côte Nord Sacré-Cœur Qué $50,000, The City of Chatham Chatham Ont $52,902, Timbertown Inc Renfrew Ont $155,138, Town of Faro Faro TY $57,899, Trihano Rouyn Qué $70,000,

ENVIRONNEMENT—*Fin*

University of Toronto Toronto Ont $183,836, Waterhen Community Council Waterhen Ont $67,681, Westar Timber Ltd Terrace C-B $124,223, Whitefish Lake Bank Naughton Ont $77,763, Whuneez Development Society Vanderhoof C-B $53,949, Wikwemikong Development Commission Manitowaning Ont $168,468, Winston McEwen Power Line Construction Ltd Kemptville Ont $111,868, Woodlot Management Ltd Nanaimo C-B $72,702.

PROGRAMME PARCS CANADA $626,326

Subvention à l'Association des parcs nationaux et provinciaux du Canada $15,000

Subvention pour l'aménagement du Jardin international de la paix au Manitoba $30,000

Contribution à la Conférence fédérale-provinciale des parcs pour le financement d'un bureau de coordination des activités de la Conférence $12,899

Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles $90,000

Contribution à l'Association des parcs nationaux et provinciaux du Canada pour aider à payer le coût d'une affiche d'un parc national $2,000

Contribution au Comité du lotissement urbain de Jasper $13,070

Contribution au Centre intergouvernemental de protection contre les incendies de forêt $22,328

Contribution canadienne au Fonds du patrimoine mondial $67,064

Contributions aux associations coopératives des activités de Parcs Canada $250,000

Contribution au Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels $69,160

Contribution pour l'acquisition et la rénovation de la Maison Trestler $14,805

Contribution au Conseil international des monuments et des sites $40,000

AFFAIRES EXTÉRIEURES $1,507,602,107

Ministère $167,782,057

PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER $150,103,507

Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones $3,768,197

Fondation Asie-Pacifique du Canada $500,000

Association atlantique des jeunes dirigeants politiques $1,000

Atlantic Council of Canada $57,500

Conférence des banquiers et hommes d'affaires Canada—FRA $19,466

Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement $100,000

Chambre de commerce du Canada pour le Comité de coopération Canada-Pacifique $9,000

Conseil canadien de droit international $8,000

Association canadienne de l'exportation pour le soutien de l'Organisation canadienne pour la simplification des procédures commerciales $12,760

Société germano-canadienne de Hanovre $34,667

Groupe canadien pour la commission trilatérale $20,000

Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales $1,500,000

Institut canadien des affaires internationales $50,000

Représentant canadien au Comité des droits de l'homme des Nations Unies $2,200

Centre des études de la politique étrangère de l'université Dalhousie $12,000

Centre de recherche du secteur privé sur la gestion des relations commerciales internationales $150,000

Centre d'échange législatif $89,300

Centre québécois de relations internationales de l'Université Laval $35,000

Club des relations internationales $3,000

Comité Jacques Cartier Saint-Malo '84 $75,000

Conseil du Commonwealth pour les transports aériens $43,761

Fondation du Commonwealth $645,904

Secrétariat du Commonwealth—Ouganda $84,725

Conseil des sciences du Commonwealth $97,523

Secrétariat du Commonwealth $1,548,636

Programme du Commonwealth pour la jeunesse $660,079

Conférence sur le contrôle des armements en Europe $217,109

Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe $192,036

Conférence sur la réduction mutuelle des forces et des armes en Europe centrale et des mesures connexes $88,663

Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur $20,000

Contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations en vue de favoriser l'augmentation des ventes de produits canadiens à l'étranger $33,197,943—Abax Energy Services Ltd Calgary Alb $151,625, Acres International Ltd Toronto Ont $92,063, Babcox & Wilcox Cda Ltd Cambridge Ont $209,468, Bendix Auelex Inc Montréal Qué $56,032, Bic Inc Downsview Ont $97,135, Bishop Wood Products Inc Pointe-Claire Qué $127,005, Bombardier Inc Montréal Qué $285,331, CAE Electronics Ltd St-Laurent Qué $623,096, Canac Consultants Ltd Montréal Qué $176,986, Canadian Fracmaster Ltd Calgary Alb $70,684, Canadian General Electric Co Ltd Rexdale Ont $114,311, Canadian International Construction Group Ottawa Ont $268,915, Canadian Pacific Consulting Services Ltd Montréal Qué $56,650, Cegir (Leanada) Inc Montréal Qué $216,298, Champion Road Machinery Ltd Goderich Ont $124,717, Cominco Engineering Services Ltd Trail C-B $62,943, Connors Bros Ltd Black's Harbour N-B $352,416, Dupont Canada Inc Mississauga Ont $96,928, Ducras Meilleur Roy & Associates Ltd Toronto Ont $155,074. Fisheries Products Ltd St John's T-N $1,278,942, Flexi-Coil Ltd Saskatoon Sask $146,763, Office de commercialisation du poisson d'eau douce Winnipeg Man $81,100, G and B Automated Equipment Ltd Downsview Ont $150,025, General Motors of Canada London Ont $187,854, Global Thermoelectric Power Systems Ltd Bassano Alb $56,853, H A Simons International Ltd Vancouver C-B $424,016, H B Willis (1974) Inc Charlottetown Î-P-É $56,665, Intatlite Inc Montréal Qué $54,329, Intelcan Technasystems Inc Ottawa Ont $136,698, Karak Systems Toronto Ont $55,513, Keeprite Inc Brantford Ont $406,982 Kenhar Products Inc Guelph Ont $54,782, Klockner Stadler Hurter Ltd Montréal Qué $64,186, Labatt Brewing Company Ltd Toronto Ont $182,500, Lavalin International Inc Montréal Qué $578,866, Leigh Navigation Systems Ltd Pointe-Claire

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

Qué $84,728, Leon's Manufacturing Company Ltd Yorkton Sask $118,508, Libman and Company Ltd Downsview Ont $157,587, Lister Bolt and Chan Ltd Richmond C-B $169,326, Litton Systems Canada Ltd Rexdale Ont $110,881, Loram International Ltd Calgary Alb $251,743, Metro Canada International Ltd Vancouver C-B $266,057, Monaco Group Inc Toronto Ont $130,595, Mustang Metal Products Ltd Surrey C-B $50,076, National Sea Products Ltd Halifax N-É $151,261, Niagara Lockport Industries Trois-Rivières Qué $86,343, Northern Technologies Markham Ont $110,485, Northern Telecom International Ltd Mississauga Ont $55,843, Norwest Resource Consultants Ltd Calgary Alb $76,465, Novacorp International Consulting Ltd Calgary Alb $232,618, Pendrith Mississauga Ont $93,499, Petro-Sun International Inc Calgary Alb $87,143, Photoquip Systems Ltd Toronto Ont $50,568, Planon Systems Inc Mississauga Ont $87,817, Quadro Engineering Inc Waterloo Ont $58,308, Reid Grouther Int'l Ltd Ottawa Ont $443,175, Rock-O-Matic Industries Vonda Sask $57,544, Selkirk Communications Ltd Scarborough Ont $144,626, Shermag Inc Sherbrooke Qué $131,971, Site Oil Tools Ltd Calgary Alb $51,918, Sogex International Inc Montréal Qué $101,142, Spieth Anderson Ltd Orillia Ont $226,436, Spring Instant Structures Ltd Calgary Alb $78,589, Sternson Ltd Brantford Ont $53,833, Sunkiss Thermoreactors Ltd St-Laurent Qué $208,925, Surveyer Nenninger & Chenevert Montréal Qué $328,911, Teledyne Canada Mining Products Thornbury Ont $50,347, Textile Management Services Inc Montréal Qué $58,402, The De Havilland Aircraft of Canada Ltd Downsview Ont $164,382, Vertec Industries Ltd Vermilion Alb $117,018, Wagner Engineering Ltd Vancouver C-B $105,416, Watrous Sales Ltd Scarborough Ont $86,687, Westech Industries Ltd Mississauga Ont $52,186, Western Star Trucks Inc Mississauga Ont $200,019, Wright Engineers Ltd Vancouver C-B $130,925.

Contributions à des personnes, groupes de personnes, instituts et autres organismes dont le but est d'aider et de favoriser l'expansion des entreprises et du commerce $282,621—International Coffee Organization Londres Angleterre $88,826.

Conseil de coopération douanière $316,341

Aide aux services de soutien de la défense accordés aux pays qui ne sont pas membres de l'OTAN $573,359—Gouvernement du Canada Ministère de la Défense nationale Ottawa Ont $333,888.

Faculté de droit de l'université Laval $13,500

Aide financière dans le domaine de la défense et du contrôle des armements $571,000—Women's International Peace Conference Halifax N-É $100,000.

Organisation pour l'alimentation et l'agriculture $9,718,553

Association de la communauté du service extérieur $10,500

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce $1,207,975

Subventions dans le domaine des relations avec les universités $4,343,963—Assoc for Canadian Studies in the United States of America Washington DC É-U $50,000, Council of Ministers of Education Canada Toronto Ont $70,000, Gessellschaft Fur Konada Studier EV Kiel Allemagne $67,000.

Subventions dans le domaine des relations culturelles $4,127,103—Canadian Mediterranean Institute Ottawa Ont $100,000, Canadian Soccer Assoc Vanier Ont $88,591, Gestion Artistique Mondiale Inc Montréal Qué $63,000, Great Artists Management Inc Toronto Ont $179,541, Green Thumb Theatre Vancouver C-B $95,000, Les Grands Ballets Canadiens Montréal Qué $300,000, Nexus Norland Ont $151,665, Studio de musique ancienne de Montréal Montréal Qué $99,000, The National Ballet of Canada Toronto Ont $185,000, The Royal Winnipeg Ballet Winnipeg Man $80,000, Vancouver Symphony Society Vancouver C-B $185,000.

Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil $2,304,245—Corp de la ville d'Ottawa Ont $1,384,104, Corp de la ville de Toronto Ont $232,847, Village de Rockcliffe Park Ont $582,250.

Subventions accordées à certaines personnes ou organisations pour aider au perfectionnement du personnel specialisé ou à l'enseignement dans les domaines importants de l'expansion du commerce international $405,000

Institut interaméricain pour la coopération en agriculture $1,817,279

Comité intergouvernemental pour les migrations $10,000

Agence internationale de l'énergie atomique $3,641,291

Office du baccalauréat international $5,000

Organisation de l'aviation civile internationale $1,113,881

Organisation de l'aviation civile internationale—Remboursement de l'indemnité accordée à ses employés canadiens à l'égard de l'impôt sur le revenu des provinces pour les années d'imposition antérieures $561,170

Commission internationale de protection contre les radiations $5,000

Agence internationale de l'énergie $454,629

Institut international pour l'analyse des systèmes de haut niveau $376,116

Institut international pour les sciences administratives $21,684

Organisation internationale du travail $5,144,313

Organisation maritime internationale $132,445

International Peace Academy $100

Comité organisateur national de la Jamaïque pour l'Année internationale de la jeunesse $40,000

Maison des étudiants canadiens à Paris $2,500,000

Organisation du traité de l'Atlantique Nord—Frais de l'administration civile $2,985,808

Organisation du traité de l'Atlantique Nord—Programmes scientifiques $1,037,618

Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire $202,939

Orchestre mondial des jeunesses musicales $50,000

Organisation de coopération et de développement économiques $3,411,160

Organisation de coopération et de développement économiques (Centre pour la recherche et l'innovation) $77,996

Organisation panaméricaine de la santé $4,191,515

Institut panaméricaine de géographie et d'histoire $10,000

Contributions aux fins de participation aux activités de la francophonie internationale $488,984—Assoc des universités partiellement ou entièrement de langue française Montréal Qué $160,000.

Versement à la Commission du parc international Roosevelt de Campobello, sous réserve et aux fins des dispositions de la Loi concernant la Commission établie pour administrer le parc international Roosevelt de Campobello $534,079

Paiements en vertu de la Loi sur la pension spéciale du service diplomatique $144,986

Cour permanente d'arbitrage $15,107

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

Remboursement aux organisations internationales des indemnités versées aux employés canadiens assujettis à l'impôt du Canada $129,285

Société royale du Commonwealth $50,000

Conférence des parties chargées de l'examen du traité de dénucléarisation des fonds marins $9,169

Secrétariat technique permanent des conférences ministérielles de l'éducation de la jeunesse et des sports des pays d'expression française $27,820

L'Institut indo-canadien Shastri $90,000

Société des Amis de Jacques Cartier $50,000

Association canadienne des Nations Unies $90,000

Comité des Nations Unies pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale $7,148

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture $8,010,000

Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés $125,899

Institut de formation et de recherches des Nations Unies $90,000

Force intérimaire des Nations Unies au Liban $5,675,171

Fonds de fiducie des Nations Unies pour l'année internationale de la jeunesse $75,000

Organisation des Nations Unies $27,142,637

Organisation des Nations Unies—Quote-part établie du Canada aux dépenses de la Force des Nations Unies au Moyen-Orient chargée d'observer le désengagement $1,425,705

Fonds de fiducie des Nations Unies pour l'Afrique du Sud $30,000

Fonds volontaire des Nations Unies pour l'environnement $1,174,261

Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture $60,000

Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme $20,000

Organisation mondiale de la santé $9,386,408

Organisation mondiale de la propriété intellectuelle $244,255

Campagne mondiale pour le désarmement $100,000

PROGRAMME DES CÉRÉALES ET DES GRAINES OLÉAGINEUSES $17,678,550

Conseil canadien des producteurs de canola $400,000

Contribution à la Société de l'usine pilote de protéines, d'huile et d'amidon $2,000,000

Contribution au gouvernement brésilien pour acquitter les coûts techniques et de construction entraînés par l'acquisition et la construction des silos et d'installations de manutention de céréales à des points d'importation et de distribution du grain au Brésil $1,548,719

Contribution au Conseil des grains du Canada $81,000

Contribution à l'Institut canadien international des céréales $1,228,062

Droits d'affiliation au Conseil international du blé $211,225

Programme de stimulants aux marchés $73,107

Paiements, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, en vue de faciliter la vente à crédit du grain et des produits du grain aux pays en voie de développement (paiements faits aux banques à charte canadiennes qui couvrent l'intérêt au nom des pays suivants) $3,099,491—Algérie $2,280,716, Brésil $786,067.

Paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies $8,323,919—Commission canadienne du Blé Winnipeg Man $8,323,919.

Versements aux meuniers de l'Ouest canadien en compensation des frais d'arrêt en transit déboursés entre l'Est et l'Ouest du Canada pour les céréales transformées en farine destinées à l'exportation $713,027—Maple Leaf Mills Ltd Calgary Alb $191,583, Ogilvie Mills Ltd Medicine Hat Alb $118,848, Robin Hood Multifood Ltd Saskatoon Sask $169,521, Soo Line Mills Winnipeg Man $55,585.

Agence canadienne de développement international $1,258,820,050

Bourses d'études et de perfectionnement du Commonwealth $3,946,223—Assoc des Universités et Collèges du Canada Ottawa Ont $3,396,223, Ministère des Affaires des anciens combattants Winnipeg Man $321,816, Revenu Canada Impôt Ottawa Ont $228,183.

Bourses d'études accordées par l'ACDI à des Canadiens qui font des études se rattachant à l'aide au développement international $450,000

Aide au développement aux organismes et institutions de développement international pour leur fonctionnement et leurs programmes généraux, pour les programmes et projets précis ainsi que pour le paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $122,294,076—Agence de coopération culturelle et technique/Programme spécial du développement Paris France $1,400,000, Assoc des universités partiellement ou entièrement de langue française/Fonds international de coopération universitaire Montréal Qué $750,000, Commonwealth Fund for Technical Cooperation Montréal Qué $14,600,000, Consultative Group on International Agricultural Research New York NY É-U $50,000, Ferguson Bros of St Thomas St Thomas Ont $453,567, Food Agriculture Organization Programme for Aquaculture Development and Coordination Rome Italie $630,000, Institut international de planification de l'éducation Paris France $100,000, International Atomic Energy Agency Montréal Qué $869,062, International Board of Plant Genetic Resources Genève Suisse $350,000, International Centre for Tropical Agriculture Toronto Ont $1,600,000, International Centre for Agriculture Research Genève Suisse $750,000, International Council for Research in AFR-Forestry Ottawa Ont $425,000, International Crops Research Institute for the Semi-Arids Tropics Richmond Ont $1,600,000, International Food Policy Research Institute Toronto Ont $250,000, International Institute of Tropical Agriculture Vancouver C-B $1,600,000, International Laboratory for Research on Animal Diseases Toronto Ont $800,000, International Livestock Centre for Africa Ottawa Ont $500,000, International Maize and Wheat Improvement Centre Ottawa Ont $1,550,000, International Potato Centre Ottawa Ont $1,050,000, International Rice Research Institute Manila Philippines $2,700,000, International Service for National Agricultural Research La Haye Pays-Bas $225,000, International Trade Centre Toronto Ont $930,000, Onchocerciasis Control Program Toronto Ont $1,350,000, Secrétariat technique-permanent/Programme de bourses canadiennes Dakar Sénégal $100,000, Tropical Diseases Research Program Downsview Ont $1,250,000, United Nations Children's Fund New York NY É-U $13,640,000, United Nations Development Program Ottawa Ont $60,614,500, United Nations Fund for Population Activities Toronto Ont $10,570,000, United Nations General Trust Fund Account Women Conference New York NY É-U $130,000, West African Rice Development Assoc Ottawa Ont $500,000, World Commission on Environment and Development Montréal Qué $200,000, World Health Organization Vancouver C-B $550,000.

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

Aide alimentaire fournie à des organismes non gouvernementaux internationaux ou à des institutions de développement international et destinée à des bénéficiaires de pays en voie de développement, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $149,900,877—Agricultural Development Corporation of Saskatchewan Régina Sask $513,104, Agro Co of Canada Ltd Montréal Qué $60,900, Alberta Wheat Pool Bow Island Alb $785,025, BC Pea Growers Ltd Armstrong C-B $52,854, Bergerco Canada Agriculture Ltd Moose Jaw Sask $240,735, BP Kent Flour Mills Ltd Virden Man $469,905, Canada Packers Ltd Toronto Ont $2,873,305, Commission canadienne du lait Ottawa Ont $4,665,588, Commission canadienne du Blé Winnipeg Man $37,085,231, Canbra Foods Ltd Lethbridge Alb $960,509, Chatham Beans 66 Ltd Chatham Ont $121,520, Connors Bros Ltd Blacks Harbour N-B $6,169,766, Cook's Division of Gerbro Inc Hensall Ont $1,253,201, Delcanda International Don Mills Ont $590,904, Domtar Inc Montréal Qué $162,393, Dover Flour Mills Cambridge Ont $1,534,296, Ellison Milling Company Lethbridge Alb $846,025, Fennell Cochrane Lavalin Inc Régina Sask $564,441, Ferguson Bros of St Thomas St Thomas Ont $320,016, Fisheries Prices Support Board Ottawa Ont $1,971,860, Great Canadian Bean Company Inc Ailpa Craig Ont $526,235, Harder's Seed Service Ltd Plum Coulee Man $58,968, Hensall District Co-operative Inc Hensall Ont $387,524, Inter-Continental Grain Company Ltd Toronto Ont $967,231, Maple Leaf Mills Ltd Toronto Ont $10,379,991, Maple Leaf Monarch Toronto Ont $1,043,618, Northcumberland Sea Food Charlottetown Î-P-É $126,253, Ogilvie Flour Company Ltd Montréal Qué $2,237,490, Ogilvie Mills Ltd Montréal Qué $7,217,835, Ontario Bean Growers Co-operative London Ont $604,006, Ottawa Valley Grain Products Ltd Renfrew Ont $62,850, Parrish and Heimbecker Ltd Toronto Ont $3,176,055, Protos Shipping Ltd Montréal Qué $329,726, Robin Hood Multifoods Ltd Montréal Qué $10,435,630, Rogers Food (1982) Ltd Armstrong C-B $453,438, Roy Legumex Inc St Jean Baptiste Man $1,228,055, Rozon Milling (1980) Inc Montréal Qué $462,035, Soo Line Mills (1969) Ltd Winnipeg Man $1,422,950, W G Thompson and Sons Ltd Blenheim Ont $249,039, World Food Program Rome Italie $39,817,000.

Aide humanitaire et contingence, aux désastres aux pays, à leurs organismes et à des personnes de ces pays, ainsi qu'à des institutions internationales et des organisations non gouvernementales canadiennes et internationales à l'égard d'opérations et de programmes, projets, activités et appels généraux et particuliers, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $88,699,957—Air Canada Ottawa Ont $645,000, Canadian Catholic Organization for Development and Peace Montréal Qué $1,337,769, Canadian Council for International Cooperation Ottawa Ont $35,379,400, Canadian Council of Churches Toronto Ont $675,000, Canadian Foodgrains Bank Assoc Inc Ottawa Ont $6,010,000, Canadian Lutheran World Relief Winnipeg Man $525,000, Canadian Red Cross Society Toronto Ont $8,842,394, Goodyear Canada Inc Islington Ont $139,748, Office of the United Nations Disaster Relief Co-ordinator Genève Suisse $1,016,000, Oxfam Canada Ottawa Ont $375,000, Oxfam Québec Montréal Qué $50,000, Pan American Health Organization Washington DC É-U $1,440,000, United Nations Border Relief Operations New York NY É-U $1,000,000, United Nations Children's Fund New York NY É-U $4,300,000, United Nations Development Program Ottawa Ont $100,000, United Nations Educational and Training for Southern Africa New York NY É-U $350,000, United Nations High Commissioner for Refugees Genève Suisse $17,870,000, United Nations Relief and Works Agency for Palestanian Refugees Genève Suisse $6,500,000, United Nations Trust Fund for Namibia New York NY É-U $200,000, World Food Program Ottawa Ont $1,260,600, World Health Organization Ottawa Ont $200,000, World Vision Canada Mississauga Ont $225,000, Zim Israel Navigation Company Ltd Montréal Qué $61,600.

Subvention à la Fondation Asie-Pacifique du Canada $500,000

Subvention au Centre international de développement des océans $800,000

Aide au développement aux pays en voie de développement, à leurs organismes et institutions ainsi que des contributions aux organismes et institutions de développement régional et international, aux institutions, organismes et agences canadiennes à l'appui de projets, programmes et activités locales et régionales, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $459,870,183—A J Graham Engineering Consultants Ltd Ottawa Ont $165,755, Algérie $601,328, Afrique Régionale Anglophone $701,292, Angola $101,882, Anguilla $72,220, Antigua $1,224,916, Asie $1,136,982, Institutions régionales d'Asie $2,380,673, Asstech Conseils Ltée Québec Qué $74,711, Bangladesh $41,933,969, Barbade $412,694, Belize $3,846,307, Benin $1,500,444, Bhoutan $99,586, Boileau and Associates Inc Gatineau Qué $53,316, Bolivie $818,295, Botswana $2,516,004, Brésil $4,824,941, Iles Vierges Britanniques $99,995, Birmanie $734,357, Burundi $1,023 278, Cameroun $5,462,134, Can-Mag International Construction Managers Ltd Beaconsfield Qué $116,242, Canergie Inc Baie d'Urfé Qué $90,288, Cap Vert $394,484, Caraïbes régionales $4,778,560, Caricom Secretariat Ottawa Ont $231,797, Celldev Land Development International Inc Wendover Ont $69,200, République d'Afrique centrale $127,406, Tchad $119,024, Chili $100,000, Chine $8,404,056, Colombie $4,172,425, Comores $78,166, Congo $355,832, Costa Rica $630,614, Ministère des Approvisionnements et Services Bureau des Services de vérification Ottawa Ont $950,470, Ministère des Approvisionnements et Services Bureau des conseillers en gestion Hull Qué $3,777,517, Ministère des Approvisionnements et Services Contrôleur—Approvisionnements Hull Qué $682,305, Djibouti $90,536, Dominica $9,257,990, République Dominicaine $1,221,089, Équateur $209,981, Égypte $2,701,212, Salvador $389,418, Environmental Engineering Consultants Ltd Ottawa Ont $51,278, Guinée équatoriale $92,295, Éthiopie $1,419,548, Afrique Régionale Francophone $2,420,110, Gabon $332,700, Gambie $328,354, Gaston R Leal Gloucester Ont $103,106, Ghana $11,882,774, Grenade $3,506,752, Guatemala $540,561, Guinée $14,149,559, Guinée Bissau $387,333, Guyane $798,279, Haïti $4,440,080, Hamilton and Associates Consulting Engineers Ottawa Ont $96,683, Honduras $2,642,337, Hydrosult Inc Montréal Qué $138,606, Inde $4,115,119, Indonésie $14,602,544, Industran Services Ltd Roxboro Qué $54,951, International Briefing Associates Inc Vancouver C-B $108,727, Côte d'Ivoire $3,493,933, Jamaïque $5,091,320, Jordanie $298,257, Kenya $17,872,736, Lafontaine Cowie Buratto and Associates Ltd Windsor Ont $98,688, Amérique latine régionale $2,604,941, Liban $963,996, Leeward and Windward Regional $4,153,029, Les Consultants Equipa Inc Montréal Qué $58,194, Lesotho $2,902,321, Madagascar $256,412, Malawi $3,452,752, Malaisie $1,507,075, Mali $7,508,042, Mauritanie $600,801, Maurice (île) $185,870, McNeely Engineering Ltd Nepean Ont $70,355, Montserrat $136,965, Maroc $2,631,389, Mozambique $166,384, Namibia $57,900, Office national du film du Canada Montréal Qué $132,703, Népal $8,167,027, Nicaragua $1,568,744, Niger $20,920,594, Nigeria $404,234, Normand McNeil Consultants Inc Candiac Qué $64,192, North Yemen $239,433, Pakistan $21,962,118, Panama $177,143, Panaftel $4,992,907, Pérou $7,727,003, Phaneuf Gravelle Blain et Associés Inc Ville St-Laurent Qué $120,453, Philippines $698,910, Powerplan Consultants Inc Westmount Qué $94,208, Raymond Zins Ottawa Ont $103,739, Revenu Canada Impôt Ottawa Ont $755,556, R J Mitchell Ottawa Ont $63,431, R L Walker and Partners Ltd Ottawa Ont $171,872, Ruanda $11,464,892, Sahel Régional $848,687, Saint Kitts Nevis $1,128,275, Sainte-Lucie $2,195,138, Saint-Vincent $346,658, Sénégal $8,572,878, Seychelles $149,502, Sierra Leone $106,686, Somalie $203,856, Afrique du Sud $298,751, Sud Pacifique $1,298,258, South Yemen $121,606, Fond Spécial pour l'Afrique $292,327, Sri Lanka $22,150,976,

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

Soudan $5,664,160, Swaziland $3,078,692, Tanzanie $37,716,001, Thaïlande $7,272,000, Togo $1,144,679, Trinidad et Tobago $154,854, Tunisie $1,346,778, Turks Caicos $100,279, Uganda $2,494,161, University of Botswana Lesotho Swaziland $146,934, University of West Indies $125,228, Urgel Delisle et Associées St-Charles-sur-Richelieu Qué $53,153, Uruguay $53,679, Haute-Volta $8,222,422, Vigyan International Inc Markham Ont $72,980, Zaïre $14,498,378, Zambie $5,767,703, Zimbabwe $5,395,004.

Contributions versées à des organisations, institutions et agences canadiennes, internationales et régionales de développement ainsi qu'aux gouvernements provinciaux à leurs organismes et agences à l'appui de programmes, projets et activités de coopération et développement reliés à l'éducation, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $137,449,269— Action Matadi-Luozi Inc Alma Qué $133,455, Addiction Research Foundation Toronto Ont $66,735, Adventist Development and Relief Agency Oshawa Ont $581,460, African Inland Mission Scarborough Ont $470,962, African Mission and Research Foundation Pickering Ont $85,340, African Wildlife Husbandry Development Assoc Vancouver C-B $200,000, Aga Khan Foundation Canada Vancouver C-B $998,630, Agricultural Development Corporation of Saskatchewan Régina Sask $179,526, Agricultural Institute of Canada Ottawa Ont $140,515, Les Ailes de l'Espérance du Canada Inc Montréal Qué $245,585, Anglican Church of Canada Toronto Ont $884,399, Asia Pacific Festival Society Montréal Qué $71,250, Asian Institute of Management Manila Philippines $249,970, Assistance médicale internationale Montréal Qué $605,500, Assoc for the Advancement of Sciences in Canada Ottawa Ont $62,491, Assoc of Canadian Community Colleges Toronto Ont $1,649,450, Assoc pour le développement participé Longueuil Qué $281,988, Assoc of Kinsmen Clubs Cambridge Ont $58,500, Assoc Québécoise pour l'avancement des Nations Unies Gatineau Qué $178,867, Assoc québécoise des organismes de coopération internationale Montréal Qué $321,351, Assoc des Universités et Collèges du Canada Ottawa Ont $274,000, Au Carrefour des Cèdres Montréal Qué $69,260, Azilda Lions Club Azilda Ont $66,115, Baptist Federation of Canada Toronto Ont $429,028, BC Save the Children Fund Vancouver C-B $192,146, Scouts du Canada Ottawa Ont $150,287, Brandon University Brandon Man $53,405, Camrose One World Institute Camrose Alb $342,500, Canada India Village Aid Assoc Vancouver C-B $63,134, Canadian Addictons Foundation Edmonton Alb $57,600, Canadian Baptist Overseas Mission Board Toronto Ont $89,280, Canadian Bureau for International Education Ottawa Ont $150,500, Canadian Catholic Organization for Development and Peace Montréal Qué $7,354,583, Canadian Comprehensive Auditing Foundation Ottawa Ont $472,421, Canadian Council of Churches Toronto Ont $356,883, Canadian Council for International Cooperation Ottawa Ont $1,050,555, Canadian Crossroads International Toronto Ont $1,195,717, Canadian Executive Service Overseas Toronto Ont $725,000, Canadian Federation of Deans of Management and Administration Studies Ottawa Ont $71,159, Canadian Federation of University Women Nanaimo C-B $162,282, Canadian Friends Service Committee Toronto Ont $71,525, Canadian Home Economics Assoc Ottawa Ont $250,418, Canadian Hunger Foundation Ottawa Ont $241,985, Canadian Institute of Forestry Ottawa Ont $58,180, Canadian Institute of Surveying Ottawa Ont $248,264, Canadian Jesuit Mission Toronto Ont $199,000, Canadian Labour Congress Ottawa Ont $500,892, Canadian Lutheran World Relief Winnipeg Man $2,143,771, Canadian Mental Health Assoc Toronto Ont $146,356, Canadian National Institute for the Blind Toronto Ont $269,801, Canadian Nurses Assoc Ottawa Ont $295,264, Canadian Organization for Development through Education Ottawa Ont $2,697,925, Canadian Ort Organization Montréal Qué $589,860, Canadian Public Health Assoc Ottawa Ont $623,778, Canadian Red Cross Society Toronto Ont $551,387, Canadian Save the Children Fund Toronto Ont $1,392,342, Canadian Society for Civil Engineering Montréal Qué $200,600, Canadian Society for Non-Destructive Testing Foundation Hamilton Ont $336,309, Canadian Teachers Federation Ottawa Ont $700,960, Canadian Unicef Committee Toronto Ont $4,427,223, Cardinal Léger et ses Oeuvres Montréal Qué $1,195,581, Care Canada Ottawa Ont $2,538,882, Carleton University Ottawa Ont $81,174, Carrefour de Solidarité Internationale Sherbrooke Qué $169,240, Carrefour International Montréal Qué $59,612, Carrefour Tiers-Monde Inc Québec Qué $113,469, Centre Amitié de Solidarité Internationale de la région de l'Amiante Thetford Mines Qué $107,769, Centre canadien d'études et de coopération internationale Montréal Qué $4,024,102, Centre Missionnaire Oblat Montréal Qué $381,155, Centre solidarité d'Alma Alma Qué $73,100, Christian Reformed World Relief Committee Burlington Ont $597,011, Club 2/3 Inc Montréal Qué $1,391,533, Coady International Institute Antigonish N-É $667,750, Collaboration Santé Internationale Québec Qué $313,143, Compassion of Canada London Ont $159,100, Confédération des Caisses populaires et d'Économie Desjardins du Québec Lévis Qué $2,920,205, Confédération des syndicats nationaux Montréal Qué $108,598, Conseil canadien pour la coopération internationale Ottawa Ont $71,397, Conseil de la Coopération du Québec Ste-Foy Qué $914,643, Conservatoire cinématographique de Montréal Montréal Qué $100,000, Coopérative Nord Sud en éducation Montréal Qué $85,390, Cooperative Development Foundation Ottawa Ont $4,222,080, Co-workers of Mother Teresa in Canada Toronto Ont $426,098, CUSO Ottawa Ont $17,704,730, Customs Cooperation Council Bruxelles Belgique $125,000, Dalhousie University Halifax N-É $831,454, Development Education Coordinating Council of Alberta Calgary Alb $279,528, Development Education Centre Toronto Ont $70,257, Écoles des Hautes Études Commerciales Montréal Qué $196,465, École Nationale d'Administration publique Ste-Foy Qué $251,940, Emmanual Relief and Rehabilitation International Stouffville Ont $185,728, Entraide Missionnaire Inc Montréal Qué $102,000, Fairview College Fairview Alb $67,180, Fondation Crudem Canado-Haïti Rosemère Qué $165,506, Fondation de La Salle Lachine Qué $105,615, Fondation Internationale Roncalli Montréal Qué $412,150, Food for the Hungry Canada New Westminster C-B $878,234, Forum Fisheries Agency Honiara Solomon Islands $118,645, Foster Parents Plan of Canada Toronto Ont $4,414,613, Frontiers Foundation Inc Toronto Ont $100,000, Girl Guides of Canada Toronto Ont $166,563, Gouvernement de la Nouvelle-Écosse/Ministère des pêcheries Halifax N-É $59,504, Guelph International Resource Centre Guelph Ont $63,025, Help the Aged Toronto Ont $273,535, Horizons of Friendship Cobourg Ont $567,257, Institut Armand-Frappier Laval-des-Rapides Qué $80,000, Institut Fame Pereo Montréal Qué $310,232, Institut international de la Communication Montréal Qué $86,455, Institute for Development Education through the Arts Ottawa Ont $101,866, Inter-Action Vancouver C-B $65,188, Inter Church Fund for International Development Toronto Ont $1,867,306, International Child Care St Catharines Ont $305,300, International Council on Social Welfare Canada Ottawa Ont $50,000, International Council of Voluntary Agencies Genève Suisse $93,000, International Development Education Resources Assoc Vancouver C-B $101,866, Inter Pares Ottawa Ont $950,219, Jamaica Self-Help Organization Peterborough Ont $76,508, Jeunesse Canada Monde Montréal Qué $9,221,664, Jeunesse du Monde Québec Qué $269,708, K-W Overseas Aid Inc Kitchener Ont $90,900, Université Laval Ste-Foy Qué $334,779, Leprosy Mission of Canada Don Mills Ont $146,000, Lester B Pearson College Victoria C-B $292,500, London Cross Cultural Learner Centre Stouffville Ont $139,235, Malaspina College Nanaimo C-B $143,000, Manitoba Council for International Cooperation Winnipeg Man $110,563, Manitoba Institute of Management Winnipeg Man $359,327, Manitoba University of Winnipeg Man $180,439, Match International Centre Ottawa Ont $452,447, McGill University Montréal Qué $434,674, Memorial University of Newfoundland St John's T-N $178,799,

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

Mennonite Central Committee of Canada Winnipeg Man $1,825,397, Mennonite Economic Development Assoc Winnipeg Man $758,792, Mission Aviation Fellowship of Canada Guelph Ont $192,277, Mohawk College of Applied Arts and Technology Hamilton Ont $133,865, Moncton University Moncton N-B $316,157, Mount St-Vincent University Halifax N-É $112,130, Niagara Institute Niagara on the Lake Ont $58,000, North South Institute Ottawa Ont $650,000, Ontario Council for Leadership Education Administration Toronto Ont $53,500, Open Learning Institute of BC Victoria C-B $58,130, Operation Eyesight Universal Calgary Alb $1,035,429, Organisation canadienne pour la Solidarité et le Développement Montréal Qué $1,978,172, Organization for Cooperation in Overseas Development Winnipeg Man $714,295, Oxfam Canada Ottawa Ont $1,385,284, Oxfam Québec Montréal Qué $462,627, Plan Nagua Inc Québec Qué $52,511, Planned Parenthood Federation of Canada Ottawa Ont $145,759, Plenty Canada Lanark Ont $460,260, Presbytarian Church in Canada Don Mills Ont $395,970, Prodeva FIC Inc Surrey C-B $253,130, Project Concern of Alberta Edmonton Alb $96,206, Pueblito Canada Inc Toronto Ont $211,391, Québec University of Montréal Montréal Qué $210,284, Queen's University Kingston Ont $151,240, Rotary Club of Guelph Guelph Ont $1,056,572, Ryerson Polytechnical Institute Toronto Ont $58,850, Saskatchewan Council for International Cooperation Régina Sask $374,110, Save a Family Plan London Ont $88,000, Secours aux Lépreux Montréal Qué $227,962, Seventh Day Adventist World Services Red Deer Alb $190,534, Sir Edmond Hillary Foundation Brampton Ont $77,200, Société de coopération pour le Développement International Ste-Foy Qué $78,500, Society of the Precious Blood Toronto Ont $98,304, Sopar-Limbour Limbour Qué $290,382, South Asia Partnership Ottawa Ont $1,480,091, St Clair College of Applied Arts and Technology Windsor Ont $173,396, St John's Oxfam Committee Toronto Ont $106,677, St Mary's University Ottawa Ont $153,860, Sudan Interior Mission of Canada Scarborough Ont $187,883, Terre des Hommes Pointe-Claire Qué $100,880, Terry Fox Canadian Youth Centre Don Mills Ont $68,875, The Audit Agency of the People's Republic of China Ottawa Ont $56,200, The Gurkha Welfare Trust of Canada Toronto Ont $149,500, The Royal Architecture Institute of Canada Ottawa Ont $80,000, The Salvation Army Toronto Ont $539,985, Tibetan Refugee Aid Society Toronto Ont $154,155, Trent University Peterborough Ont $217,857, Unitarian Service Committee of Canada Ottawa Ont $1,786,219, United Church of Canada Toronto Ont $1,689,036, United Nations Assoc of Canada Toronto Ont $178,710, Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué $54,608, University of Alberta Edmonton Alb $325,331, University of British Columbia Vancouver C-B $126,211, University of Calgary Calgary Alb $624,872, University of Guelp Guelph Ont $687,135, Université de Montréal Montréal Qué $174,764, University of New Brunswick Fredericton N-B $94,547, University of Ottawa Ottawa Ont $409,769, University of Regina Régina Sask $54,931, University of Saskatchewan Saskatoon Sask $538,935, University of South Pacific Suva Fiji $85,502, University of Toronto Toronto Ont $325,203, University of Waterloo Waterloo Ont $436,683, University of Western Ontario London Ont $321,524, Victoria International Development Education Assoc Victoria C-B $146,857, Windsor Coalition for Development Windsor Ont $55,000, World Concern Canada Assoc Surrey C-B $705,706, World Food Day Assoc of Canada Ottawa Ont $53,065, World Literacy of Canada Toronto Ont $70,837, World Relief Canada Willowdale Ont $285,376, World University Service of Canada Ottawa Ont $3,436,434, World Vision of Canada Mississauga Ont $1,400,921, Wycliffe Bible Translators Calgary Alb $220,000, York University Toronto Ont $151,292, Young Men's Christian Assoc Ottawa Ont $1,099,042, Young Women's Christian Assoc Toronto Ont $285,251, Youth Science Foundation Québec Qué $66,500.

Encouragements aux investisseurs, institutions et organisations du secteur privé du Canada, aux institutions internationales, aux gouvernements de pays en voie de développement, à leurs organismes et agences, aux institutions locales et régionales des pays en voie de développement, ainsi qu'aux organisations à l'appui de programmes et projets de coopération industrielle, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $38,506,303—ABC Group Rexdale Ont $75,950, Acres International Ltd Niagara Falls Ont $357,123, Adley Consulting Engineers Ltd Sherwood Park Alb $160,000, Agra Industries Ltd Rexdale Ont $90,000, Aloe Vera Products (Canada) Ltd Calgary Alb $51,336, Amplus International Trade and Investment Corporation Ottawa Ont $262,240, Andrew T Schindler and Associates Inc Ottawa Ont $198,000, Aqua-Guard Sales Inc Vancouver C-B $226,416, Archibald Sharp International Inc Ottawa Ont $571,360, Ardec Consulting Engineers Toronto Ont $85,000, Assaly International Inc Ottawa Ont $230,000, Associated Engineering Services Ltd Vancouver C-B $177,643, Assoc québécoise des organismes de coopération internationale Montréal Qué $71,282, Associés en planification Montréal Qué $50,000, Ateliers Aspasie Inc St-Barnabé Qué $93,119, Audet SBCS Inc Drummondville Qué $103,491, Aviation Planning Services Ltd Montréal Qué $561,199, BC Packers Ltd Richmond C-B $85,251, Baccaro Trading Company Ltd Halifax N-É $96,290, Banff School of Advanced Management Banff Alb $141,500, Bell Canada International Ottawa Ont $210,821, Bennett Environmental Consultants Ltd Vancouver C-B $192,341, B Helms Associates Inc Toronto Ont $58,310, Biomass Thermal Utilities Inc Ottawa Ont $70,681, BIRO Inc Québec Qué $330,000, Brazil-Canada Chamber of Commerce Toronto Ont $131,361, Bondar Clegg and Company Ltd Ottawa Ont $50,000, Bureau de Transport Métropolitain International Montréal Qué $187,410, Calamar Offshore Products Inc Bedford N-É $60,000, Cambrian Engineering Group Ltd Mississauga Ont $104,749, Canac Consultants Ltd Montréal Qué $235,221, Canada India Business Council Ottawa Ont $138,141, Canadian Assoc for Latin America and Caribbean Toronto Ont $1,455,359, Commission canadienne du lait Ottawa Ont $69,299, Canadian Energy Development Systems International Ottawa Ont $106,938, Canadian Executive Service Overseas Toronto Ont $2,570,000, Canadian Export Assoc Ottawa Ont $446,593, Canadian International Technology Exchange Corporation Etobicoke Ont $155,011, Canadian Manufacturers' Assoc Toronto Ont $419,964, Canadian Overseas Airlines International Ltd Richmond C-B $955,000, Canadian Pacific Consulting Service Ltd Montréal Qué $533,976, Canadian Resourcecon (1983) Ltd Vancouver C-B $170,000, Canedcom International Ltd Scarborough Ont $249,553, Cansult International Ltd Don Mills Ont $168,795, Capital Engineering Ltd Calgary Alb $89,963, Carlo Testa Consultants Georgetown Ont $52,000, Carrefour de Solidarité Internationale Sherbrooke Qué $100,000, Centre Études Gestion Information et Recherche Montréal Qué $322,105, Champion Road Machinery Ltd Goderich Ont $133,915, CI Power Services Ltd Montréal Qué $430,568, Conseillers Cofiam Inc Montréal Qué $129,094, Consultasia Inc Montréal Qué $69,562, Crippen International Ltd Vancouver C-B $492,215, Delcanda International Ltd Ottawa Ont $281,748, Descon-SNA Inc Montréal Qué $68,748, Dessau et Associés International Ltée Laval Qué $291,587, DG Malcom and Associates Inc Saskatoon Sask $115,106, EAC Amy and Sons Ltd Ottawa Ont $1,309,061, EB Cowan Ltd Montréal Qué $57,440, Econofitech Ltée Montréal Qué $150,284, Egypt Canada Business Council Montréal Qué $85,000, Electrolyser Corporation Ltd Toronto Ont $117,881, Energy Pathways Inc Ottawa Ont $171,000, E Stikeman Montréal Qué $94,659, FDJ Bilodeau and Associates Ottawa Ont $76,800, Food Processing International Toronto Ont $60,000, Forme-X Inc Longueuil Qué $203,513, Foundation for International Training Don Mills Ont $1,008,350, Gaucher Pringle Consultants Ltd Montréal Qué $683,774, Gaz Metro International Inc Montréal Qué $100,000, Glenayre Electronics Ltd Vancouver

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

C-B $51,021, Harvest Fuel Ltd Toronto Ont $71,400, H A Simons (International) Ltd Vancouver C-B $900,334, Hatfield Consultants Ltd Vancouver C-B $177,467, Héritage Bouvigène Inc Beaconsfield Qué $150,000, Howe International Ltd Ottawa Ont $213,347, Inteck Systems Inc Vancouver C-B $127,500, Intellitech Canada Ltd Ottawa Ont $135,000, Intercontinental Engineering Ltd Vancouver C-B $178,506, Interimco International Inc Montréal Qué $192,707, Interdaco Ottawa Ont $97,850, International Engineering Services Inc Don Mills Ont $62,900, J H Lock and Sons Ltd Toronto Ont $87,395, Kanchar International Inc Hamilton Ont $175,793, Keho Alta Products Ltd Barons Alb $107,191, Kembur Engineer Consultants Ltd Thunder Bay Ont $97,937, Kryton International Inc Richmond C-B $67,440, Laboratoires Dispar International Ltd Joliette Qué $55,075, Laferrière et Associés Inc Montréal Qué $95,825, Lavalin International Inc Montréal Qué $658,476, Loram International Ltd Calgary Alb $150,000, Maclean Hunter Ltd Toronto Ont $151,914, Magee Robertson Inc Vancouver C-B $1,135,635, Maheu Noiseux and Company Montréal Qué $140,150, Manitoba Development Corporation Winnipeg Man $62,000, Manitoba Institute of Management Winnipeg Man $86,693, Mar Land Engineering Ltd Scarborough Ont $226,867, McGurk Mattheins Greggain Lavalin Inc Montréal Qué $78,000, MCS Consultants Vancouver C-B $62,000, Met-Chem Canada Inc Montréal Qué $343,796, Midland Doherty Ltd Toronto Ont $69,000, Montreal Engineering Co Ltd Montréal Qué $206,852, MTX Telecom Services Ltd Winnipeg Man $83,087, National Homes Ltd Abbotsford C-B $74,875, Northern Telecom International Ltd Mississauga Ont $218,022, Novacorp International Consulting Ltd Calgary Alb $186,473, OBOE Engineering Ltd Ottawa Ont $147,460, Ontario Bean Growers' Co-operative London Ont $86,427, Ontenc Toronto Ont $95,000, Overseas Canadian Project Management Planning Inc Charlottetown Î-P-É $170,000, PCM Construction Control Consultants Ltd Calgary Alb $100,000, Pelican International Inc Laval Qué $55,586, Peter Stephenson and Associates Ltd Edmonton Alb $280,440, Plan Process Inc Saint-Dominique Qué $67,723, Polysar Ltd Sarnia Ont $72,349, Price Waterhouse Associates Montréal Qué $180,000, Pro Star Mills (1982) Ltd Saskatoon Sask $72,330, Projecto International Inc Montréal Qué $67,775, Quebec University in Montréal Montréal Qué $145,384, Redma Consultants Ltd Toronto Ont $403,043, Robco Inc Montréal Qué $75,000, Roche et Associés International Ltée Ste-Foy Qué $326,322, Safimar Inc Montréal Qué $245,865, Sandwell and Company Ltd Montréal Qué $262,500, Seadev International Ltd Don Mills Ont $127,092, Seena Consulting Corporation Ottawa Ont $146,443, Sem Engineering Ltd Ottawa Ont $81,943, Sentrol Systems Ltd Downsview Ont $138,050, Société d'ingénierie de systèmes électroniques Burnaby C-B $82,000, Société d'ingénierie Cartier Ltd Montréal Qué $85,000, Société de Gestion Houré Inc Montréal Qué $200,000, Société Nationale de l'Amiante Thetford Mines Qué $206,834, Société Nationale de véhicules industriels Montréal Qué $308,032, Southam Communications Ltd Don Mills Ont $157,948, Stablex Canada Inc Blainville Qué $125,000, Stothert Engineering Group Ltd Vancouver C-B $81,634, Surveyer Nenniger Chenevret Inc Montréal Qué $773,753, Technonet Asia Singapore $423,000, Tecsult International Ltd Montréal Qué $285,803, Teshmont Consultants Inc Winnipeg Man $56,137, Touche Ross and Partners Ottawa Ont $85,000, Trade Facilitation Office Ottawa Ont $501,982, Universal Flavours of Canada Rexdale Ont $90,000, University of Regina Régina Sask $145,000, Vedacom Canada Inc Ottawa Ont $73,450, World Trade Centre Toronto Ont $74,952, World Vision of Canada Mississauga Ont $105,970, WP London and Associates Ltd Niagara Falls Ont $162,100, Wright Engineers Ltd Vancouver C-B $315,042.

Aide alimentaire fournie aux pays en voie de développement, à leurs organismes et à des personnes de ces pays, ou à des organismes non gouvernementaux canadiens et destinée à des bénéficiaires de pays en voie de développement, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $235,950,410—Alberta Food Products Fort Saskatchewan Alb $7,683,211, Alberta Wheat Pool Bow Island Alb $571,454, Anglo Canadian Shipping Company Vancouver C-B $1,284,304, B Terfloth & Cie (Canada) Inc Montréal Qué $1,202,993, Canada Packers Inc Toronto Ont $2,858,649, Commission canadienne du lait Ottawa Ont $8,977,233, Canadian Foodgrains Bank Winnipeg Man $11,499,999, Canadian Lutheran World Relief Winnipeg Man $1,500,000, Office canadien du poisson salé St John's T-N $6,191,762, Canadian Vegetable Oil Processing Hamilton Ont $1,907,910, Commission canadienne du Blé Winnipeg Man $108,045,755, Canagro Marketing Inc Kingston Jamaïque $62,400, Canbra Foods Ltd Lethbridge Alb $787,969, Commodity Control Services (Canada) Inc Montréal Qué $61,511, Connors Bros Limited Black's Harbour N-B $9,937,121, Cook's Division of Gerbro Inc Hensall Ont $4,196,546, CSP Foods Ltd Winnipeg Man $13,519,693, Ministère des Approvisionnements et Services Contrôleur— Approvisionnements Hull Qué $558,535, Ministère des Approvisionnements et Services Finances Hull Qué $62,981, Dover Flour Mills Cambridge Ont $243,527, Ellison Milling Company Lethbridge Alb $288,075, Fednav Ltd Montréal Qué $825,006, Ferguson Bros of St Thomas Ltd St Thomas Ont $812,530, Harder's Seed Service Ltd Plum Coulee Man $289,310, Hensall District Co-op Inc Hensall Ont $167,926, Inspectra Ltd Montréal Qué $106,846, Inter Traffic (Quebec) Ltd Montréal Qué $2,112,955, K and N Fisheries Ltd Upper Port Latour N-É $339,873, Kerr Steamships (Canada) Ltd Montréal Qué $93,470, Kuehne & Nagel International Ltd Mississauga Ont $2,236,431, Logtrans Montréal Qué $1,147,029, Maple Leaf Mills Ltd Toronto Ont $2,326,282, Maritime Agencies Ltd West Vancouver C-B $1,709,023, Mennonite Central Committee Winnipeg Man $2,500,000, Montreal Overseas Transport Ltd Montréal Qué $4,647,427, National Sea Products Ltd Halifax N-É $614,858, Northern Sales Co Ltd Vancouver C-B $160,437, Ogilvie Mills Ltd Montréal Qué $1,790,200, Ontario Bean Growers' Co-operative London Ont $505,617, Ontario Wheat Producers' Marketing Board Chatham Ont $10,864,978, Panalpina Inc Montréal Qué $471,979, Parrish & Heimbecker Ltd Toronto Ont $1,941,482, Protos Shipping Ltd Montréal Qué $475,367, R I Smith Co Ltd Shag Harbour N-É $762,096, Robin Hood Multifoods Inc Montréal Qué $2,255,296, Rogers Foods (1982) Ltd Armstrong C-B $134,187, Ronald A Chisholm Ltd Toronto Ont $165,436, Roy Legumex Inc St Jean Baptiste Man $557,380, Rozon Milling (1980) Inc Montréal Qué $64,647, Sable Fish Packers Ltd Shelburne County N-É $2,033,824, Saga Transport Montréal Qué $693,776, Sanko Kisen (USA) Corp New York NY É-U $652,607, SCAC Transport Canada Inc Montréal Qué $2,716,258, Soo Line Mills (1969) Ltd Winnipeg Man $396,300, St-Arnaud Bergevin Ltée Montréal Qué $1,915,795, Sudan Interior Mission Canada Scarborough Ont $492,725, The Great Canadian Bean Company Inc Ailsa Craig Ont $893,477, United Oilseed Products Ltd Lloydminster Alb $1,186,982, Waters Elevators Ltd Parkhill Ont $1,173,384, W G Thompson and Sons Ltd Blenheim Ont $393,871, World Food Program Montréal Qué $115,412.

Contributions versées à des institutions et organisations de développement international à l'appui de programmes et projets précis d'aide au développement et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $2,439,864—African Development Bank $1,153,526, Asian Development Bank $159,977, Caribbean Development Bank $802,039, Leprosy Mission of Canada Don Mills Ont $136,819.

Contributons à des organismes non gouvernementaux internationaux à l'appui de programmes et de projets d'aide au développement et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $18,012,888—Aga Khan University Foundation Genève

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Fin*

Suisse $100,000, Asian Institute for Rural Development Bangalore Inde $277,200, Assoc africaine d éducation pour le développement Dakar Sénégal $78,860, Assoc Latino Américaine pour la promotion de l'habitat de l'architecture et de l'urbanisme Quito Équateur $94,651, Assoc pour le développement naturel d'une architecture et d'un urbanisme africains Ouagadougou Haute-Volta $371,998, Assoc Mondiale de Prospective Sociale Genève Suisse $125,000, Assoc of African Universities Accra Guyane du Nord $60,000, Assoc of Canada Community Colleges Toronto Ont $314,994, Caribbean Conservation Assoc St-Michael Barbades $75,325, Club de Dakar Paris France $77,000, Conference of NGO in Consultative Status New York NY É-U $85,000, Commonwealth Assoc of Polytechnics in Africa Nairobi Kenya $95,000, Conseil international des radios télévisions d'expression française Genève Suisse $177,000, Consejo de Education de Adultos de America Latina Santiago Chili $95,000, Disabled Peoples International Winnipeg Man $230,000, Environment Liaison Centre Nairibo Kenya $195,000, Euro Action Accord Londres Angleterre $731,414, Fédération internationale des professeurs de français Montréal Qué $100,000, Foundation for International Training Don Mills Ont $395,628, Global Committee of Parliamentarians on Population and Development New York NY É-U $80,500, Independent Commission on International Humanitarian Issues Genève Suisse $450,000, Innovations et Réseaux pour le Développement Genève Suisse $65,000, Institut africain pour le développement économique et social/Formation Abidjan Côte d'Ivoire $425,778, International Centre for Diarrhoeal Disease Research Bangladesh $772,000, International Centre for Ocean Development Ottawa Ont $633,000, International Committee on the Management of Population Programs Selangor Malaisie $78,000, International Council for Adult Education Toronto Ont $719,500, International Development of Law Institute Rome Italie $134,000, International Federation Family Life Promotion Washington DC É-U $65,000, International Federation of Agricultural Producers Paris France $50,000, International Ocean Institute/Department of Political Science Halifax N-É $221,500, International Planned Parenthood Federation Londres Angleterre $6,530,000, International Savings Bank Institute Genève Suisse $115,000, International Union for Conservation of Nature and Natural Resources Gland Suisse $75,801, International Women's Tribune Centre New York NY É-U $142,000, Liaison Committee for Food Crops Programs Waltham É-U $415,000, Obor Incorporated Clinton Conn É-U $68,000, Organisation universitaire inter-américaine Ste-Foy Qué $106,000, Panafrican Institute for Development Douala Cameroun $769,994, Population Council New York NY É-U $300,000, Programme for Applied Technology in Health Ottawa Ont $235,000, Project Counselling Services for Latin America Refugees San Jose Costa Rica $105,000, Sarvodaya Shramadana International Moratuwa Sri Lanka $310,050, Service International d'Appui à la Formation et aux Technologies en Sahel Dakar Sénégal $70,000, Society for International Development Rome Italie $194,250, World Alliance of YMCA Genève Suisse $51,600, World Council of Indigenous Peoples Ottawa Ont $690,000, World Organization of the Scout Movement Genève Suisse $299,000, World University Service Genève Suisse $114,750.

Centre de recherches pour le développement international $81,000,000

Versements au Centre de recherches pour le développement international $81,000,000

FINANCES $5,813,958,827

Ministère $5,813,601,217

PROGRAMME DES PAIEMENTS DE TRANSFERT FISCAL $5,813,601,217

Subventions statutaires aux provinces (Lois constitutionnelles, 1867 à 1982 et autres textes législatifs) $35,807,237—Terre-Neuve $9,744,145, Île-du-Prince-Édouard $667,674, Nouvelle-Écosse $2,250,724, Nouveau-Brunswick $1,823,587, Québec $4,730,503, Ontario $6,057,479, Manitoba $2,194,504, Saskatchewan $2,178,295, Alberta $3,644,495, Colombie-Britannique $2,515,831.

Paiements aux provinces suivants les dispositions de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces $5,698,437,104—Paiements de péréquation $5,395,239,000—Terre-Neuve $533,003,000, Île-du-Prince-Édouard $128,932,000, Nouvelle-Écosse $622,744,000, Nouveau-Brunswick $531,061,000, Québec $3,101,621,000, Manitoba $477,878,000; *Paiements en vertu de la partie V à l'égard de revenu non réparti disponible $151,078*—Québec $38,563, Ontario $107,824, Manitoba $2,155, Alberta $1,114, Colombie-Britannique $1,422; *Paiements sous la Partie VIII de l'imposition réciproque $209,047,026*—Terre-Neuve $13,065,771, Île-du-Prince-Édouard $3,948,269, Nouvelle-Écosse $13,010,754, Nouveau-Brunswick $19,789,652, Québec $55,492,689, Ontario $71,598,155, Manitoba $12,400,026, Colombie-Britannique $19,741,710; *Paiements sous la Partie II en respect de la stabilisation fiscale $94,000,000*—Colombie-Britannique $94,000,000.

Paiements aux provinces sous la Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique $292,488,693—Terre-Neuve $10,663,966, Île-du-Prince-Édouard $3,987,724, Québec $22,244,646, Ontario $50,953,422, Manitoba $6,121,005, Saskatchewan $19,346, Alberta $193,794,967, Colombie-Britannique $3,379,444, Territoires du Nord-Ouest $926,392, Yukon $397,781.

Recouvrement en vertu de la Loi de 1964, c. 26, Sec. 6, sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, Loi sur les allocations aux jeunes ($213,131,817)—Québec ($213,131,817).

Vérificateur général $357,610

Contribution à la Fondation canadienne pour la vérification intégrée $353,800

Subvention à l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques $3,810

PÊCHES ET OCÉANS $34,780,140

Ministère $34,780,140

Subventions aux universités canadiennes et bourses d'études à des recherchistes particuliers à l'appui de la recherche marine et aquatique et des recherches économiques dans le domaine des pêches et de la mer $351,740—Université Dalhousie Halifax N-É $73,500.

Subvention à des étudiants en biologie pouvant suivre des cours et travailler en français $92,000

Laboratoire de recherches sur les sciences de la mer de l'Université Memorial $150,000—Université Memorial St John's T-N $150,000.

Droits d'affiliation à l'Organisation hydrographique internationale $20,837

Fonds de fiducie de la commission océanographique intergouvernementale $15,000

PÊCHES ET OCÉANS—*Suite*

Conseil pour l'utilisation de la mer $15,000

Aide spéciale aux pêcheurs indépendants de l'Atlantique et du Labrador affectés par des conditions de glaces anormales $3,720,461

Aide au comité d'études des phoques et de leur chasse $75,924

Contribution aux pêcheurs commerciaux du saumon de l'Atlantique pour le rachat de leurs permis de pêche $1,692,621

Contributions au développement technologique des pêches de l'Atlantique et au transfert d'information $893,366—College of Fisheries St John's T-N $154,000, M Renaud Cap-aux-Meules Qué $75,000.

Contribution à l'Association canadienne des rédacteurs scientifiques afin de financer les coûts relatifs à l'attribution d'un prix annuel pour la rédaction d'articles dans le domaine des sciences et des ressources naturelles $1,500

Contribution à l'association des chasseurs de phoque du Canada $65,000

Contribution au Club nautique Deschaillons pour l'aménagement d'une marina $606,426—Club nautique Deschaillons Deschaillons Qué $606,426.

Contribution aux programmes de développement des pêches du Labrador $1,073,286—H B Dawe Ltd Cupids T-N $93,689, Eagle River Development Assoc Labrador T-N $81,400, East Coast Development Assoc Labrador T-N $147,400, East Shore Development Assoc Labrador T-N $399,400, Fishermen's Committee Henley Harbour Labrador T-N $51,955, Fishermen's Committee Square Island Labrador T-N $86,110, Labrador Fishermen's Union Shrimp Co Labrador T-N $51,007.

Contributions aux pêcheurs de la Côte-Nord, du Bas Saint-Laurent et des Îles-de-la-Madeleine qui détiennent des permis commerciaux $2,602,092—L Albert Newport Qué $100,000, G Allain Gascons Qué $327,984, L Beauchamps Newport Qué $410,645, R Blanchette Pointe-au-Père Qué $156,000, C Boudreau Lavernière Qué $50,256, G Chevarie Pointe-au-Loup Qué $81,305, R Cotton Rivière-au-Renard Qué $100,000, R Dupuis Anse-à-Valleau Qué $100,000, A English Rivière-au-Renard Qué $91,477, R Langlois Matane Qué $385,000, M O'Connor Rivière-au-Renard Qué $421,765, J P Paradis Rivière-au-Renard Qué $100,000, R Touzel Sheldrake Qué $50,338.

Contributions à l'égard des coûts d'aménagement des installations de fabrication et d'entreposage de la glace dans le cadre du Programme d'infrastructures pour la fabrication et l'entreposage de la glace—Pêches de l'Atlantique $455,200—Abegweit Seafoods Ltd Naufrage Î-P-É $104,000, Barry's Ltd Curling T-N $90,000, Pleasant Bay Fish Co Ltd Pleasant Bay N-É $115,200, Tignish Fisheries Co-op Association Tignish Î-P-É $59,800.

Contribution aux usines enregistrées de transformation du poisson, aux sociétés aux entreprises individuelles ou aux groupes de particuliers, qui travailleront dans les secteurs de l'exploitation, de la transformation, de la commercialisation ou du transport au sein de l'industrie de la pêche à l'Île-du-Prince-Édouard $201,331—Miminegash Ice Club Miminegash Î-P-É $55,253, Tignish Fisheries Co-op Assoc Tignish Î-P-É $68,112.

Contribution au Conseil des industries forestières de la Colombie-Britannique $50,000—Conseil des industries forestières Vancouver C-B $50,000.

Paiements déficitaires pour les produits de morue gelée $148,998—Ocean Harvesters Harbour Grace T-N $62,456.

Contribution au Conseil canadien des pêches $35,000

Contribution pour le programme emploi et perfectionnement jeunesse: ressources halieutiques $4,430,919—Assoc Québécoise de l'industrie de la pêche Québec Qué $1,387,750, Atlantic Salmon Federation St Andrews N-B $76,548, Baie-Ste-Anne Property Services Baie-Ste-Anne N-B $86,116, Bay of Islands South Shore Development Assoc Corner Brook T-N $143,495, H&K Enterprises Ltd Halifax N-É $1,505,999, Margaree Salmon Assoc Margaree Forks N-É $55,554, New Brunswick Wildlife Federation Moncton N-B $106,884, PEI Fishermen's Assoc Charlottetown Î-P-É $193,765, Prince County Fishermen's Assoc Alberton Î-P-É $52,060, Salmon Preservation Assoc Corner Brook T-N $88,291, United Maritime Fishermen Moncton N-B $263,919, Ville de Tracadie Tracadie N-B $76,760.

Contribution aux pêcheurs détenant des permis commerciaux et aux associations des pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine $114,968

Contributions aux autochtones ou groupes d'autochtones du Nord du Québec, relativement à leurs activités de chasse et pêche $250,000—Akulivik Northern Village Akulivik Qué $167,000, Inukjuakd Northern Village Inukjuakd Village Qué $82,900.

Contribution à la International Game Fish Association $10,000

Contribution au club Les Amis de la Marina Inc Shippegan Nouveau-Brunswick pour l'aménagement d'un port de plaisance $300,000—Les Amis de la Marina Shippegan N-B $300,000.

Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche $2,367,424—Bank of British Columbia Vancouver C-B $66,971, Bank of Nova Scotia Toronto Ont $152,546, Canadian Imperial Bank of Commerce Delta C-B $67,455, Canadian Imperial Bank of Commerce Vancouver C-B $546,271, La Caisse Populaire de Ste-Anne-des-Monts Ste-Anne-des-Monts Qué $61,552, Prince Rupert Fishermen's Credit Union Prince Rupert C-B $117,378, Royal Bank of Canada Vancouver C-B $203,744, Toronto Dominion Bank Vancouver C-B $69,883.

Contribution à la Corporation de la Marina Lotbinière Inc pour l'aménagement d'un port de plaisance $49,953

Contributions en vue de couvrir les coûts du Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS) $204,334—Maritime Fishermen's Union Shediac N-B $80,230.

Contribution aux programmes de développement des pêches de l'Île-du-Prince-Édouard $196,859—Prince County Fishermen's Assoc Alberton Î-P-É $100,000.

Contribution aux programmes de développement des pêches dans le sud-est du Nouveau-Brunswick $385,313—L'Association des Fumeurs de Hareng du Cap-Pelé Cap-Pelé N-B $50,000.

Contributions à l'égard des coûts d'aménagement des installations d'entreposage d'appâts, de déchargement du poisson, de fabrication de glace et d'installations pour le poisson salé, approuvées dans le cadre des projets spéciaux de recouvrement de capital $8,279,551—Acadian Fish Processors Ltd Lower West Pubnico N-É $233,491, Arisaig Fisheries Ltd Antigonish N-É $385,356, Atlantic Fishermen's Marketing Cooperative Ltd Yarmouth N-É $172,594, Aucoin Enterprises Cheticamp N-É $117,045, Bay of Fundy Fisheries Ltd Annapolis County N-É $57,914, Casey Fisheries Ltd Digby N-É $68,275, Cheticamp Fish Co-op Cheticamp N-É $163,713, Clearwater Seafoods Ltd Bedford N-É $95,788, Comeau's Seafoods Ltd Saulnierville N-É $50,000, Comité des Pêcheurs de Kégaska Kégaska Qué $635,461, Comité de Pêcheurs de Lourdes-de-Blanc-Sablon Lourdes-de-Blanc-Sablon Qué $586,006, Comité de Pêcheurs de Old Fort Bay Old Fort Bay Qué $769,133, Comité de Pêcheurs de St-Augustin St-Augustin Qué $673,801, Connors Bros Ltd Clarks Harbour N-É $50,000, I Deveau Fisheries Ltd Meteghan N-É $191,468, Doucet Fisheries Ltd Weymouth N-É $58,781, Fort Point Fisheries Ltd Gunning Cove N-É $110,094, G G Fisheries Ltd Shelburne N-É $106,973,

PÊCHES ET OCÉANS—*Fin*

Gidney Fisheries Ltd Sandy Cove N-É $61,472, H Anderson Lobster Sales Auld's Cove N-É $99,769, Havre Boucher Fish & Marine Supply Havre Boucher N-É $51,716, Heighton Lobster Pound River John N-É $96,760, Highland Fisheries Ltd Glace Bay N-É $204,434, Hopkins & Devine Fisheries Ltd Woods Harbour N-É $50,652, D B Kenny Fisheries Ltd Westport N-É $110,355, K & N Fisheries Ltd Upper Port Latour N-É $101,400, L R McRae Fisheries Ltd Halifax N-É $66,526, R & K Murphy Enterprises Ltd Lower Wedgeport N-É $184,460, R E Newell Fisheries Ltd Volgers Cove N-É $212,468, North Bay Fishermen's Co-op Antigonish N-É $66,018, Pointe Sapin Co-op Pointe Sapin N-B $115,000, RIA MAR Fisheries Ltd Hubbards N-É $59,972, Sea-Lect Canada Ltd Bedford N-É $425,539, Stoney Island Fisheries Ltd Stoney Island N-É $155,074, United Maritime Fishermen Moncton N-B $66,687, Victoria Co-op Bay St Lawrence N-É $39,200.

Contribution pour les installations de fabrication de la glace (Initiative spéciale d'emploi) $50,000—North Bay Fishermen's Co-op Antigonish N-É $50,000.

Contribution à la Vancouver Public Aquarium Association $500,000—Vancouver Public Aquarium Association Vancouver C-B $500,000.

Aide conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour la construction de chalutiers à l'égard de laquelle aucune subvention d'équipement n'est payable en vertu de quelque autre autorisation fédérale $5,352,537—L Chiasson et le Ministre des Finances Province du N-B Fredericton N-B $100,000, F D d'Entremont and NS Fisheries Loan Board Halifax N-É $96,748, T Duguay et le Ministre des Finances Province du N-B Fredericton N-B $100,411, L Foulem et le Ministre des Finances Province du N-B Fredericton N-B $100,000, M Green Fredericton NB $62,549, J Haché et le Ministre des Finances Province du N-B Fredericton N-B $100,000, M Noel et le Ministre des Finances Province du N-B Fredericton N-B $125,000, W D Outhouse Fredericton N-B $52,400, AF Theriault & Son Ltd and Inshore Fisheries Ltd Halifax N-É $100,000.

Contribution à la Vancouver Public Aquarium Association $500,000—Vancouver Public Aquarium Association Vancouver C-B $500,000.

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN $1,767,720,714

Ministère $1,767,720,714

PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT $1,155,186,583

Rentes versées aux Indiens—Paiements en vertu de traités $876,035

Subventions aux bandes indiennes de la Colombie-Britannique en remplacement des rentes par habitant $300,000

Subventions à des particuliers, Indiens et Inuit, et à des organisations à l'appui de leur épanouissement culturel et de leur avancement dans le domaine de l'éducation $24,547,932—Williams Lake Band Williams Lake C-B $105,981.

Subventions aux Indiens et aux Inuit, à leurs bandes, à leurs agglomérations, à leurs sociétés ou à d'autres personnes morales aux fins de progrès économique et de l'emploi $4,774,931

Prestations d'aide sociale à des particuliers, Indiens, Inuit et non-Indiens résidant dans des réserves indiennes $55,366,095—Ebb and Flow Band Ebb and Flow Man $586,924, Fort Alexander Band Pinefalls Man $1,123,876, Kluskus Band Quesnel C-B $62,158, Quesnel Band Quesnel C-B $104,093, Nazko Band Quesnel C-B $125,279.

Subventions aux bandes indiennes, à leurs conseils régionaux et aux agglomérations inuit à l'appui de leur administration $19,919,594—Ahousaht Band Ahousaht C-B $71,568, Alexander Band Morinville Alb $53,179, Alexis Band Glenevis Alb $55,842, Alkali Lake Band Williams Lake C-B $53,897, Anaham Band Alexis Creek C-B $67,850, Attawapiskat Band Attawapiskat Ont $67,157, Batchewana Band Sault Ste Marie Ont $50,516, Beardy's Band Duck Lake Sask $69,157, Beausoleil Band Via Penetanguishene Ont $57,184, Bella Coola Band Bella Coola C-B $114,187, Betsiamites Band Bersimis Qué $69,157, Big Cove Band Rexton N-B $69,157, Big River Band Debden Sask $69,157, Bisgtone Band Desmarais Alb $69,157, Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont $55,842, Blackfoot Band Gleichen Alt $69,157, Blood Band Cardston Alb $69,157, Burnt Church Band Legaceville N-B $55,842, Canim Lake Band 100 Mile House C-B $50,733, Cape Mudge Band Quathiaski Cove C-B $50,798, Caribou Lake Band Weagamow Lake Ont $50,516, Carry the Kettle Band Sintaluta Sask $63,831, Chehalis Band Harrison Mills C-B $67,836, Chemainus Band Ladysmith C-B $56,536, Chippewas of Kettle Point Band Forest Ont $61,168, Chippewas of Rama Band Rama Ont $50,516, Chippewas of Sarnia Band Sarnia Ont $58,505, Chippewas of the Thames Band Muncey Ont $66,494, Cold Lake Band Grand Centre Alb $63,831, Constance Lake Band Calstock Ont $55,842, Cote Band Kamsack Sask $69,150, Couchinching Band Fort Frances Ont $55,842, Cowessess Band Broadview Sask $69,157, Cowichan Band Duncan C-B $123,542, Cree Band Fort Chipewyan Alb $63,831, Curve Lake Band Curve Lake Ont $55,842, Dene Tha' Band Chateh Alb $69,200, English River Band Patuanak Sask $50,516, Eskasoni Band Eskasoni N-É $69,157, Enoch Band Winterburn Alb $58,505, Ermineskin Band Hobbema Alb $69,157, Fishing Lake Band Wadena Sask $53,179, Fond du Lac Band Fond du Lac Sask $55,842, Fort Albany Band Fort Albany Ont $61,168, Fort Hope Band Fort Hope Ont $66,494, Fort William Band Thunder Bay Ont $50,516, Frog Lake Band Frog Lake Alb $64,168, Garden River Band Sault Ste Marie Ont $58,505, Gitanmaax Band Council Hazelton C-B $64,142, Gitlakdamix New Aiyansh C-B $79,021, Gitwangak Band Council Kitwanga C-B $57,130, Golden Lake Band Golden Lake Ont $50,516, Gordon Band Punnicky Sask $69,157, Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont $53,179, Great Whale River Cree Band Council Great Whale River Qué $63,861, Heiltsuk Band Waglisla C-B $114,855, Hurons de Lorette Band Village-des-Hurons Qué $69,157, Iroquois of St Regis Band Cornwall Ont $69,157, Islington Band Whitedog Ont $58,505, James Smith Band Kinistini Sask $69,157, John Smith Band Birch Hills Sask $50,516, Kahkewistahew Band Broadview Sask $53,179, Kashechewan Band Kashechewan Ont $61,168, Keeseekoose Band Kamsack Sask $58,505, Kehewin Band Bonnyville Alb $55,842, Key Band Norquay Sask $50,516, Kincolith Band Kincolith C-B $65,898, Kispiox Band Council Hazelton C-B $54,840, Kitamaat Band Kitamaat C-B $61,908, Kitasoo Band Klemtu C-B $81,577, Kitkatla Band Kitkatla C-B $63,520, Lac La Ronge Band La Ronge Sask $69,157, Lac Seul Band Lac Seul Ont $69,157, Lac St Jean Band Pointe-Bleue Qué $69,157, Lakalzap Band Greenville C-B $76,545, Lake Babine Indian Band Burns Lake C-B $84,388, La Romaine Band La Romaine Qué $53,179, Lax Kw'Alaams Band Port Simpson C-B $87,369, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $322,127, Little Pine Band Paynton Sask $58,505, Little Red River Band Fox Lake Alb $69,200, Long Lake No 58 Band Long Lac Ont $55,824, Louis Bull Band Hobbema Alb $55,842, Lower Nicola Band Merritt C-B $56,129, Lytton Band Lytton C-B $63,831, Makwa Sahgaiechan Band Loon Lake Sask $50,516, Manouane Band Berthier Qué $63,861, Masset Band Masset C-B $87,501, Micmacs of Mania Band Council Mania Qué $50,516, Mingan Band Mingan Qué $51,323, Mohawk Council of Kanawake Band Kanawake Qué $69,157, Mohawks of the Bay Quinte Band Deseronto Ont $50,516, Montreal Lake Band Montreal Lake Sask $69,157, Moose Factory Band Moose Factory Ont $51,868, Moosomin Band Cochin Sask $53,179, Moravian of the

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Thames Band Thamesville Ont $50,516, Moricetown Band Council Smither C-B $66,168, Mosquito Band Cando Sask $50,516, Mount Currie Band Mount Currie C-B $84,894, Muskeg Lake Band Leask Sask $53,179, Muskowekwan Band Lestock Sask $53,179, Musqueam Band Vancouver C-B $74,431, Nanaimo Band Nanaimo C-B $57,461, Necoslie Indian Band Fort St James C-B $73,643, Nemaiah Valley Band Nemaiah Valley C-B $61,104, Nimpkish Band Alert Bay C-B $125,283, Nipissing Band Sturgeon Falls Ont $53,179, Nut Lake Band Rose Valley Sask $69,157, Obedjiwan Band Obdejiwan Via Roberval Qué $69,157, Ochapowace Band Whitewood Sask $53,179, Odanak Band Odanak Qué $53,179, One Arrow Band Batoche Sask $50,516, Oneidas of the Thames Band Southwold Ont $69,157, Onion Lake Band Lloydminster Sask $67,157, Osnaburgh Band New Osnaburgh Ont $61,168, Pasqua Band Fort Qu'Appelle Sask $55,842, Paul Band Duffield Alb $58,505, Peepeekisis Band Balcarres Sask $66,494, Peigan Band Standoff Alb $69,157, Piapot Band Cupar Sask $61,168, Pikangikum Band Pikangikum Ont $63,831, Poorman Band Quinton Sask $66,494, Poundmaker Band Cut Knife Sask $53,179, Red Earth Band Red Earth Sask $50,516, Red Pheasant Band Cando Sask $55,842, Restigouche Band Council Restigouche Qué $69,463, River Desert Band Council Maniwaki Qué $70,166, Saddle Lake Band Saddle Lake Alb $69,157, Saint Mary's Band Fredericton N-B $50,516, Sakimay Band Grenfell Sask $53,179, Samson Band Hobbema Alb $69,157, Sandy Lake Band Sandy Lake Ont $69,157, Sandy Lake Band Shell Lake Sask $69,157, Sacee Band Calgary Alb $55,842, Seabird Island Band Agassiz C-B $61,195, Sechelt Band Sechelt C-B $62,971, Seine River Band Mine Centre Ont $67,000, Sept-Îles Maliotenam Band Sept-Îles Qué $69,157, Shubenacadie Band Shubenacadie N-É $63,831, Six Nations Traditional Hereditary Chief of Oka Oka Qué $61,168, Skidegate Band Skidegate C-B $54,362, Spanish River Band Massey Ont $66,494, Squamish Band North Vancouver C-B $93,648, Standing Buffalo Band Fort Qu'Appelle Sask $53,179, Stoney Band Morley Alb $69,157, Stony Creek Indian Band Vanderhoof C-B $62,253, Stony Rapids Band Stony Rapids Sask $55,842, Stuart Trembleur Indian Band Fort St James C-B $83,308, Sturgeon Lake Band Shellbrook Sask $63,831, Sunchild Band Rocky Mountain House Alb $50,896, Sweetgrass Band Gallivan Sask $55,842, Thunderchild Band Turtleford Sask $63,831, Tobique Band Perth-Andover N-B $58,505, Tsulquate Band Port Hardy C-B $56,813, Upper Nicola Band Merritt C-B $56,129, Ulkatcho Band Anahim Lake C-B $58,791, United Chiefs Council of Manit Sudbury Ont $78,750, Walpole Island Band Wallaceburg Ont $69,157, Waterhen Lake Band Waterhen Lake Sask $55,842, West Bay Band Excelsior Ont $63,831, Weymontachie Band Sanmaur Qué $53,179, White Bear Band Carlyle Sask $69,157, Whitefish Lake Band No 128 Goodfish Lake Alb $66,168, Wikwemikong Band Wikwemikong Ont $69,157.

Contributions aux bandes indiennes pour la sélection des terres $1,234,415—Meawpukek Band Conne River T-N $150,000, Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask $50,000, Union of New Brunswick Indians Fredericton N-B $75,799.

Contributions aux commissions pour fins d'enquête, de négociations et de médiation à l'égard des revendications et griefs des Indiens et des Inuit $345,022—Gary Moungman Band Surrey C-B $50,270.

Contribution à la province de Terre-Neuve pour pourvoir aux programmes et services offerts aux autochtones résidant dans cette province et au Labrador $7,099,500—Newfoundland Exchequer Account St John's T-N $7,099,500.

Contribution aux bandes indiennes pour la gestion foncière $1,143,330—Blackfoot Band Gleichen Alb $77,688, Blood Band Cardston Alb $159,359, Cowichan Band Duncan C-B $50,000, Pegigan Band Standoff Alb $150,000, Sechelt Band Sechelt C-B $56,928, Westbank Band Westbank C-B $68,000.

Contribution aux bandes indiennes pour l'administration de l'effectif des bandes $744,875

Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit, à leurs commissions scolaires, et aux gouvernements provinciaux, à des organismes ou à des associations pour des services et des installations relatifs à l'éducation—Services $320,045,716—Abegweit Band Cornwall Î-P-É $180,721, Abitibiwinni Band Amos Qué $675,967, Adams Lake Band Chase C-B $226,643, Atton Band Atton N-É $135,676, Ahousaht Band Ahousaht C-B $394,118, Alderville Band Roseneath Ont $140,675, Alexander Band Morinville Alb $935,263, Alexis Band Glenevis Alb $219,545, Alexis Creek Band Chilanko Forks C-B $152,468, Alkali Lake Band Williams C-B $453,274, Anaham Band Alexis Creek C-B $312,993, Anderson Lake Band D'Arcy C-B $107,050, Anspayaxw School Society Hazelton C-B $510,676, Antigonish School Board Antigonish N-É $185,985, Arcola School Division No 72 Arcola Sask $309,881, Atlantic Provinces Special Education Authority Halifax N-É $59,707, Attawapiskat Band Attawapiskat Ont $220,690, Avatag Cultural Institute Inukjuak Qué $138,838, Awasis Agency of Northern Manitoba Thompson Man $65,736, Baie des Chaleurs Band Carleton Qué $87,762, Balcarres School Division No 87 Balcarres Sask $479,304, Barriere Lake Band Council Rapid Lake Qué $180,444, Batchewana Band Sault Ste Marie Ont $772,965, Battleford School Division No 58 Battleford Sask $76,500, Beardy's Band Duck Lake Sask $1,517,936, Bearskin Lake Band Bearskin Lake Band Ont $80,436, Beaver Lake Band Lac la Biche Alb $439,754, Bella Bella Community School Bella Bella C-B $1,958,684, Bella Coola Band Bella Coola C-B $633,882, Berens River Band Berens River Man $140,998, Betsiamites Band Bersimis Qué $2,593,682, Big «C» Band La Loche Sask $469,720, Biggear School Division No 50 Biggar Sask $346,840, Big Grassy Band Morson Ont $407,676, Big Island Band Morson Ont $133,764, Big River Band Debden Sask $200,245, Bigstone Educations Authority Demarais Alb $541,980, Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont $200,073, Birdtail Sioux Band Beulah Man $376,776, Blackfoot Band Gleichen Alb $179,600, Blood Band Cardston Alb $167,098, Blood Reserve School Bus Co-op Cardston Alb $2,149,155, Bloodvein Band Bloodvein Man $93,047, Blue Quills Native Education St Paul Alb $3,236,794, Bonaparte Band Cache Creek C-B $114,643, Broadview School Division No 18 Broadview Sask $727,861, Brokenhead Band Scanterbury Man $188,749, Buffalo Plains School Division No 21 Régina Sask $55,198, Buffalo River Band Dillon Sask $248,888, BULL Sam Sherwood Park Alb $115,062, Calgary Board of Education Calgary School District No 19 Calgary Alb $589,427, Calgary Catholic Board of Education Calgary Separate School District No 1 Calgary Alb $452,589, Campbell River Band Campbell River C-B $59,700, Canim Lake Band 100 Mile House C-B $499,482, Canoe Creek Band Dog Creek C-B $54,632, Canoe Lake Band Canoe Narrows Sask $273,499, Cape Breton District School Board Sydney N-É $459,142, Cape Mudge Band Quathiaski Cove C-B $125,500, Cardston School Division No 2 Cardston Alb $1,897,004, Caribou Lake Band Weagamow Lake Ont $106,881, Carrier Sekani Tribal Council Prince George C-B $75,000, Cat Lake Band Cat Lake Ont $55,614, Centennial Academy (1975) Inc Montréal Qué $78,167, Central Algoma Board of Education Richard's Landing Ont $70,592, Chapleau Board of Education Chapleau Ont $62,937, Chapel Island Band St Peter's N-É $261,055, Chateauguay Band Chateauguay Qué $88,410, Chehalis Band Harrison Mills C-B $619,389, Chemahawin Band Easterville Man $884,786, Chemainus Band Ladysmith C-B $111,190, Chilliwack Area Indian Council Chilliwack C-B $438,432, Chippewas of Kettle Point Band Forest Ont $134,515, Chippewas of Georgina Island Band Sutton West Ont $159,577, Chippewas of Sarnia Band Sarnia Ont $199,727, Chippewas of the Thames Band Muncey Ont $411,871, Clayoquot Band Tofino C-B $123,698, Colchester East Hants School Board Truro N-É

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

$1,048,798, Cold Lake Band Grand Centre Alb $84,253, Coldwater Band Merritt C-B $267,773, Constance Lake Band Calstock Ont $1,049,252, Cook's Ferry Band Spences Bridge C-B $86,848, Coordination Attikamekw Sipi Committee La Tuque Qué $213,421, Coqualeetza Educational Training Sardis C-B $271,043, Coqualeetza Cultural Centre Sardis C-B $112,000, Cote Band Kamsack Sask $243,791, Couchinching Band Fort Frances Ont $1,335,156, County of Lac St Anne No 28 Sangudo Alb $261,520, County of Newell No 4 Brooks Alb $142,140, County of Parkland No 31 Stony Plain Alb $1,030,994, County of Ponoka No 3 Ponoka Alb $1,088,373, County of Smoky Lake No 13 Smoky Lake Alb $262,294, County of St Paul No 19 St Paul Alb $1,522,291, County of Vulcan No 2 Vulcan Alb $334,580, County of Wetaskiwin No 10 Wetaskiwin Alb $511,474, County of Wheatland No 16 Strathmore Alb $640,467, Cowessess Band Broadview Sask $102,500, Cowichan Band Duncan C-B $707,633, Crane River Band Crane River Man $295,114, Cree Band Fort Chipewyan Alb $110,100, Cree Regional Authority Val d'Or Qué $215,721, Cross Lake Band Cross Lake Man $425,922, Cumberland House Band Cumberland House Sask $246,606, Cupar School Division No 28 Cupar Sask $727,307, Curve Lake Band Curve Lake Ont $815,884, Dakota Ojibway Tribal Council Brandon Man $2,104,070, Dakota Plains Band Edwin Man $250,213, Dakota Tipi Band Portage la Prairie Man $95,144, Dalhousie University Halifax N-É $98,323, Dauphin-Ochre School Area No 1 Dauphin Man $361,525, Dauphin River School Division No 1 Inc Gypsumville Man $202,501, Deer Lake Band Red Lake Ont $136,762, Desolation Sound Tribal Council Powell River C-B $218,732, Ditidaht Band Port Alberni C-B $102,460, Dokis Band Sault Ste Marie Ont $217,023, Drumheller Valley School Division No 62 Drumheller Alb $169,909, Dryden Board of Education Dryden Ont $68,851, Eagle Lake Band Eagle Lake Ont $334,643, Eastern Québec Band Sillery Qué $305,316, Eastern Townships Band Lennoxville Qué $75,344, Ebb and Flow Band Ebb and Flow Man $157,662, Ecole Weston Inc Montréal Qué $63,738, Edmonton Roman Catholic Separate School District No 7 Edmonton Alb $79,165, Ehattesaht Band Queen's Cove C-B $93,000, English River Band Patuanak Sask $399,337, Enoch Band Winterburn Alb $189,170, Ermineskin Band Hobbema Alb $62,319, Eskasoni Band Eskasoni N-É $2,995,763, Espanola Board of Education Espanola Ont $153,183, Exshaw School District No 1699 Exshaw Alb $550,171, Fairford Band Fairford Man $1,175,182, Federation of Saskatchewan Indians Saskatoon Sask $667,750, Fisher River Band Koostatak Man $1,229,575, Flying Dust Band Meadow Lake Sask $649,880, Fond du Lac Band Fond du Lac Sask $241,600, Fort Albany Band Moosonee Ont $52,181, Fort Alexander Band Pine Falls Man $3,547,960, Fort Babine Education Society Smither C-B $147,564, Fort Hope Band Geraldton Ont $338,263, Fort McMurray Roman Catholic Separate School District No 32 Fort McMurray Alb $103,451, Fort McMurray School District No 2833 Fort McMurray Alb $51,246, Fort Nelson Indian Band Fort Nelson C-B $162,300, Fort Vermilion School District No 52 Fort Vermilion Alb $1,789,572, Fort William Band Thunder Bay Ont $115,579, Fountain Band Lillooet C-B $217,145, Four Band Hobbema Alb $325,595, Fraser Lake Indian Band Fort Fraser C-B $110,420, Frog Lake Band Frog Lake Alb $337,143, Frontier School Division No 45 Winnipeg Man $269,050, Frontier School Division No 48 Winnipeg Man $9,269,883, Garden Hill Band Island Lake Man $208,847, Garden River Band Sault Ste Marie Ont $505,086, Geraldton Board of Education Geraldton Ont $56,346, Gibson Band Bala Ont $136,085, Gitanmaax Band Council Hazelton C-B $295,164, Gitksan-Carrier Education Society Hazelton C-B $217,012, Gitlakdamix Band New Aiyansh C-B $262,795, Gitsegukla Native Education Society South Hazelton C-B $306,568, Gitwangak Band Council Kitwanga C-B $128,703, Glen Avon Protestant Separate School District No 5 St-Paul Alb $222,521, God's Lake Band God's Lake Narrows Man $211,697, God's River Band God's River Man $65,839, Golden Lake Band Golden Lake Ont $424,720, Golfe Band Sept-Îles Qué $323,246, Grand Rapids Band Grand Rapids Man $475,608, Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont $111,285, Hagwilget Band Council New Hazelton C-B $187,000, Hartley Bay Band Hartley Bay C-B $80,184, Heart Lake Band Heart Lake Alb $92,543, Heultsuk Band Waglesla C-B $52,776, Hesquiaht Band Tofino C-B $79,027, Hiawatha Band Keene Ont $134,035, Hobbema Transport Ponoka Alb $1,087,377, Hollow Water Band Wanipigow Man $727,652, Homalco Band Churchouse C-B $51,033, Houle Cardinal Bus Lines St Paul Alb $544,835, Hurons de Lorette Band Village-des-Hurons Qué $1,177,560, Indian Head School Division No 19 Indian Head Sask $544,919, Ingenika Indian Band Ingenika Point C-B $139,530, Institut éducatif et culturel Attikamek-Montagnais Village-des-Hurons Qué $297,159, Interlake Reserves Tribal Ashern Man $219,398, Interlake Tribal Division for Schools Inc Ashern Man $1,340,946, Inverness School Board Inverness N-É $113,977, Iroquois of St Regis Band Cornwall Ont $2,360,203, Iskut Band Iskut C-B $77,520, Island Lake Band Loon Lake Sask $378,501, Island Lake Tribal Council Winnipeg Man $1,685,368, Islington Band Whitedog Ont $161,333, Jackhead Band Dallas Man $113,402, James Bay Lowlands James Bay Ont $596,972, James Smith Band Kinistini Sask $1,573,126, John Smith Band Birch Hills Sask $388,767, Joseph Bighead Band Pierceland Sask $347,927, Kahkewestahow Band Broadview Sask $101,584, Kamloops Band Kamloops C-B $164,780, Kamsack School Division No 35 Kamsack Sask $710,566, Kasabonika Lake Band Kasabonika Ont $91,369, Kashechewan Band Kashechewan Band Ont $185,041, Keeseekoose Band Kamsach Sask $182,355, Keeseekoowenin Band Elphinstone Man $373,373, Keewatin Tribal Council Thompson Man $3,240,816, Kehewin Band Bonnyville Alb $929,019, Kenora Board of Education Kenora Ont $450,587, Kenora Roman Catholic SSC Kenora Ont $257,694, Kent County Board of Education Chatham Ont $291,060, Key Band Norquay Sask $74,564, Kilkenny District S B Geraldtonrows Ont $144,300, Kincolith Band Kincolith C-B $183,838, Kinistini Band Chagoness Sask $362,995, Kinistini School Division No 55 Kinistini Sask $88,887, Kipawa Band Council Témiscaming Qué $70,023, Kitamaat Band Kitamaat C-B $349,596, Kitasoo Band Klemtu C-B $624,630, Kitkatla Band Kitkatla C-B $100,944, Kitwancool Band Council Kitwanga C-B $195,000, Kwakiutl Band Port Hardy C-B $64,400, Kyuquot Band Kyuquot C-B $71,559, Lac la Biche School Division No 51 Lac la Biche Alb $104,472, Lac la Croix Band Fort Frances Ont $469,444, Lac la Ronge Band La Ronge Sask $2,775,585, Lac Simon Band Louvicourt Qué $273,150, Lac St-Jean Band Pointe-Bleue Qué $3,847,718, Lac Témiscamingue Band Ville-Marie Qué $442,083, Lakahahmen Band Deroche C-B $59,581, Lakalzap Band Greenville C-B $166,835, Lake Babine Indian Band Burns Lake C-B $978,049, Lakehead Board of Education Thunder Bay Ont $238,932, Lakehead Roman Catholic Secondary School Board Thunder Bay Ont $245,739, Lakehead Superior Board of Education Thunder Bay Ont $375,698, Lakeland Public School District No 5460 Bonnyville Alb $121,298, Lakeland Roman Catholic Separate School District No 150 Bonnyville Alb $155,581, Lake Manitoba Band Vogar Man $822,489, Lake of the Woods Ojibway Cultural Centre Kenora Ont $80,404, Lake St Martin Band Gypsumville Man $210,782, Lambton County Board of Education Lambeth Ont $351,264, Lanaudière Band Joliette Qué $214,416, La Romaine Band la Romaine Qué $109,614, Last Mountain School Division No 29 Govan Sask $956,950, Laurenval Band Duvernay Qué $225,114, Lavérendrye Band Val D'Or Qué $567,472, Lax Kw'Alaams Band Port Simpsom C-B $198,701, Lennox Island Band Lennox Island Î-P-É $161,722, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $6,719,038, Lethbridge Catholic Separate School District No 9 Lethbridge Alb $98,580, Lethbridge School District No 51 Lethbridge Alb $226,628, Lillooet District Indian Council Lillooet C-B $225,340, Little Black Bear Band Goodeve Sask $50,283, Little Black River Band O'Hanley Man $53,019, Little Grand

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Band Little Grand Rapids Man $111,550, Little Pine Band Paynton Sask $395,347, Little Red River Band Fox Lake Alb $121,108, Little Saskatchewan Band Gypsumville Man $179,445, Little Shuswap Band Chase C-B $57,024, Littonal Band Sept-Îles Qué $991,584, London Board of Education London Ont $139,838, Long Lake No 58 Band Long Lac Ont $504,237, Long Lake No 77 Band Long Lac Ont $348,328, Long Point Band Council Winneway River Qué $789,764, Louis Joliet Band Havre St-Pierre Qué $178,811, Lower Kootenay Band Creston C-B $66,684, Lower Nicola Band Merritt C-B $281,656, Lower Similkameen Band Keremeos C-B $167,754, Lytton Band Lytton C-B $513,467, Makwa Sahgaiechon Band Loon Lake Sask $1,315,753, Man Indian Brotherhood Winnipeg Man $100,000, Manitoba Indian Cultural Education Winnipeg Man $218,245, Manitoba Indian Education Board Winnipeg Man $1,597,967, Manitoba Keewatinowi Okimakonae Thompson Man $100,000, Manitoulin Board of Education Little Current Ont $737,916, Manouane Band St-Michel-des-Saints Qué $368,376, Manybears Damien Gleichen Alb $52,525, Maple Creek School Division No 17 Maple Creek Sask $53,920, Marieval Comunity Education Centre Yorkton Sask $1,857,386, Maskwachees Cultural College Hobbema Alb $134,972, Masset Band Masset C-B $327,328, Mathias Colomb Band Pukatawagan Man $172,753, Mattagami Band Gogama Ont $96,048, Maunicie Band Shawinigan Qué $75,305, McLeod Lake Indian Band McLeod Lake C-B $59,622, Melville Comprehensive School Melville Sask $56,727, Membertou Band Sydney N-É $215,171, Metchewais Maynard Grand Centre Alb $151,788, Micmacs of Maria Band Council Maria Qué $302,149, Middlesex County Board of Education London Ont $110,678, Millbrook Band Truro N-É $188,393, Micmac Assoc of Cultural Studies Sydney N-É $292,964, Mingan Band Mingan Qué $142,739, Ministère de l'Éducation de Québec Qué $77,311, Ministre des Finances Province de la Colombie-Britanique Victoria C-B $27,751,030, Ministre des Finances Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $2,549,098, Mississauga Band Blind River Ont $391,394, Mistawasis Band Leask Sask $864,330, MLDC Management Co Ltd Meadow Lake Sask $1,807,461, Mohawk Council of Kanawake Kanawake Qué $2,687,053, Mohawks of the Bay of Quinte Band Deseronto Ont $853,802, Mont Les Escoumins Council Les Escoumins Qué $242,601, Montreal Lake Band Montreal Lake Sask $1,148,779, Mont Schefferville Band Schefferville Qué $385,248, Moose Deer Point Band MacTier Ont $198,660, Moose Factory Band Moose Factory Ont $1,232,739, Moose Lake Band Moose Lake Man $562,321, Moose Woods Band Saskatoon Sask $119,768, Moosomin Band Cochin Sask $274,669, Moravian of the Thames Band Thamesville Ont $95,559, Moricetown Band Council Smithers C-B $875,060, Mosquito Band Cando Sask $301,311, Mount Currie Band Mount Currie C-B $1,144,000, Mowachaht band Gold River C-B $80,880, Muskeg Lake Band Leask Sask $485,955, Muskowekwan Education Centre Lestock Sask $1,150,124, Musqueam Band Vancouver C-B $255,061, Naicatchewenin Band Devlin Ont $358,041, Nanaimo Band Nanaimo C-B $193,355, Naskapi Band Council of de Schefferville Schefferville Qué $235,685, Natashquan Band Natashquan Qué $99,372, Necoslie Indian Band Fort St James C-B $684,860, Nelson House Band Nelson House Man $1,677,381, Nemaiah Valley Band Nemaiah Valley C-B $95,995, Neskainlith Chase C-B $100,676, Nicickousemenecaning Band Fort Frances Ont $524,177, Nimpkish Band Alert Bay C-B $672,600, Ninastako Centre Cardston Alb $164,389, Nipissing Band Sturgeon Falls Ont $699,336, Nipissing Board of Education North Bay Ont $436,976, Nooaitch Band Merrit C-B $93,882, Northern Teachers Education Program (NORTEP) La Ronge Sask $640,477, North Battleford Catholic School North Battleford Sask $135,177, North Battleford Management Association North Battleford Sask $595,664, North Battleford School Division No. 103 North Battleford Sask $382,425, Northern Districts School Board Thunder Bay Ont $50,139, Northern Lakes School Division No 64 Spiritwood Sask $535,760, Northern Lights School Division No 113 Prince Albert Sask $1,511,269, Northland School Division No 61 Peace River Alb $6,752,231, Northern Nishnawbe Educational Centre Pikangikum Ont $4,017,502, North of Superior Roman Catholic Secondary School Board Sault Ste Marie Ont $322,133, Northside Victoria School Board North Sydney N-É $140,189, North Thompson Band Barriere C-B $178,066, Northwest Angle 33 Band Angle Inlet Minn É-U $229,896, Northwest Angle 137 Band Sioux Narrows Ont $118,579, Norway House Band Norway House Man $221,155, Nut Lake Band Rose Valley Sask $240,323, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $71,500, Oak Lake Band Pipestone Man $412,761, Obedjiwan Band Obedjiwan Qué $261,545, Ochapowace Band Whitewood Sask $101,890, O'Chiese Band Rocky Mountain House Alb $81,213, Odanak Band Odanak Qué $188,293, Ojibway Cree Band James Bay Ont $229,633, Ojibway and Cree Cultural Centre Sudbury Ont $156,107, Ojibway and Cree Cultural Centre Timmins Ont $428,091, Ojibway Cultural Foundation West Bay Ont $215,170, Ojibways of Onegaming Band Fort Frances Ont $537,927, Okanagan Band Vernon C-B $596,302, Okanagan Indian Educational Resources Society Penticton C-B $124,000, Oldman River Cultural Centre Brocket Alb $56,019, Old Sun Community College Society Gleichen Alb $324,911, Onake Corporation Cornwall Island Ont $264,549, One Arrow Band Batoche Sask $560,927, Oneidas of the Thames Band Southwold Ont $452,344, Onion Lake Band Lloydminster Sask $2,664,800, Osnaburgh Band New Osnaburgh Ont $84,849, Osoyoos Band Oliver C-B $79,606, Oxford House Band Oxford House Man $146,282, Parkland School Division No 63 Parkland Sask $691,712, Pasqua Band Fort Qu'Appelle Sask $127,689, Paul Band Duffield Alb $260,993, Pavilion Band Cache Creek C-B $85,572, Paynton School Division No 102 Paynton Sask $65,205, Peepeekisis Band Balcarres Sask $612,856, Peguis Band Hodgson Man $2,969,293, Peigan Band Standoff Alb $732,067, Pelican Lake Band Leoville Sask $102,552, Penelakut Band Chemainus C-B $86,599, Penticton Band Penticton C-B $146,647, Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask $2,928,622, Piapot Band Cupar Sask $212,623, Pic Heron Bay Band Heron Bay Ont $110,445, Pic Mobert Band Mobert Ont $146,900, Pictou District School Board Pictou N-É $199,139, Pictou Landing Band Trenton N-É $139,747, Pikangikum Band Pikangikum Ont $180,690, Pincher Creek School Division No 29 Pincher Creek Alb $420,127, Pincher Creek St Michael's Roman Catholic Separate School District No 18 Pincher Creek Alb $172,408, Pine Creek Band Camperville Man $422,113, Ponoka Roman Catholic Separate School District No 95 Ponoka Alb $245,087, Poorman Band Quinton Sask $1,130,403, Poundmaker Band Cut Knife Sask $589,960, Prince Albert Comprehension High School Prince Albert Sask $134,743, Prince Albert District Chiefs Management Co Prince Albert Sask $378,933, Prince Albert Roman Catholic Separate School Prince Albert Sask $343,048, Prince Albert Rural School Division No 56 Prince Albert Sask $512,329, Prince Albert School Division No 3 Prince Albert Sask $470,003, Protestant Châteauguay Valley Band Châteauguay Qué $529,159, Protestant School Board of Greater Montreal Montréal Qué $284,618, Protestant School Board Greater Seven Islands Sept-Îles Qué $83,943, Qu'Appelle Indian Reservation School Lebret Sask $2,183,123, Rainy River Band Emo Ont $549,470, Rat Portage Band Kenora Ont $86,977, Red Earth Band Red Earth Sask $573,821, Red Earth/Shoal Lake Education Authority Prince Albert Sask $1,049,366, Red Pheasant Band Cando Sask $430,740, Red Rock Band Nipigon Ont $168,208, Red Sucker Lake Band Red Sucker Lake Man $79,838, Regina (East) School Division No 77 Régina Sask $157,795, Régina Roman Catholic Separate School Régina Sask $101,608, Régina School Division No 4 Régina Sask $102,716, Regional School Board of Gaspé New Carlisle Qué $82,381, Restigouche Band Council Restigouche Qué $2,078,859, Richmond School Board Arichat N-É $148,981, River Desert Band Council Maniwaki Qué $1,850,230, RJD Williams School for the Deaf Saskatoon Sask $164,856, Rock Bay Band MacDiarmid Ont

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

$72,400, Rocky View School District No 41 Calgary Alb $281,303, Rolling River Band Erickson Man $351,651, Rolling River School Division No 39 Erickson Man $96,535, Roseau River Band Ginew Man $911,683, Saanich Indian School Board Brentwood Bay C-B $379,641, Sachigo Lake Band Sachigo Lake Ont $52,284, Saddle Lake Band Saddle Lake Alb $1,496,720, Saddle Lake Full Gospel Church Christian School Saddle Lake Reserve Alb $77,904, Sagkeeng Cultural Centre Pine Falls Man $79,249, Sakimay Band Grenfell Sask $78,145, Sandy Bay Band Marius Man $1,858,255, Sandy Lake Band Favourable Lake Ont $298,149, Sandy Lake Band Shell Lake Sask $255,549, Sarcee Band Calgary Alb $307,381, Saskatoon Board of Directors Saskatoon Sask $1,186,767, Saskatoon Board of Education Saskatoon Sask $282,693, Saskatoon Indian Community College Saskatoon Sask $135,000, Saskatchewan Indian Cultural College Saskatoon Sask $1,502,214, Saskatoon Indian Federated College Régina Sask $1,883,269, Saulteaux Band Cochin Sask $548,355, Sault Ste Marie Roman Catholic Secondary School Board Sault Ste Marie Ont $161,366, Sault Ste Marie District Board Sault Ste Marie Ont $394,838, Schefferville Band Schefferville Qué $414,347, Seabird Island Agassiz Band C-B $421,960, Sechelt Band Sechelt C-B $247,262, Secwepmc Cultural Education Society Kamloops C-B $133,575, Seine River Band Mine Centre Ont $560,831, Sept-Îles Maliotenam Band Sept-Îles Qué $2,938,060, Serpent River Band Cutler Ont $353,864, Seton Lake Shalalth C-B $58,716, Shackan Band Merritt C-B $93,882, Shamattawa Band Shamattawa Man $56,094, Shawanaga Band Nobel Ont $108,905, Seguiandah Band Sheguiandah Ont $97,159, Shellbrook Agency Chiefs Shellbrook Sask $86,500, Sheshaht Band Port Alberni C-B $313,842, Sheshegwaning Band Sheshegwaning Ont $84,443, Shoal Lake No 39 Band Kejick Ont $308,063, Shoal Lake No 40 Band Kejick Ont $134,380, Shoal Lake Band Pakwaw Lake Sask $482,098, Shoal River Band Pelican Rapids Man $561,552, Short Bear Tribal Council Edwin Man $936,557, Shubenacadie Band Shubenacadie N-É $290,914, Shuswap Band Invermere C-B $71,308, Sioux Valley Band Griswold Man $1,307,678, Six Nations Band Council Ohswehen Ont $695,190, Six Nations Iroquois Confederation Kanawake Qué $82,235, Six Nations Traditional Hereditary Chiefs of Oka Oka Qué $184,358, Skidegate Band Skidegate C-B $105,149, Skwah Band Chilliwack C-B $95,264, Soda Creek Band Williams Lake C-B $66,642, South East Resources Development Council Winnipeg Man $881,594, South East Tribal School Division Winnipeg Man $2,804,545, Spallumcheen Band Enderby C-B $295,855, Spanish River Band Massey Ont $1,364,168, Squamish Band North Vancouver C-B $241,136, Standing Buffalo Band Fort Qu'Appelle Sask $80,233, Stangecoming Band Fort Frances Ont $55,149, Starblanket Band Balcarres Sask $147,204, St Mary's Cranbrook C-B $76,812, Stone Band Hanceville C-B $156,970, Stoney Band Morley Alb $485,522, Stony Creek Indian Band Vanderhoof C-B $323,467, Stoney Creek Indian Band Morley Alb $88,348, Stony Rapids Band Stony Rapids Sask $229,400, St Paul Regional High School District No 1 St Paul Alb $133,544, St Paul School District No 2228 St Paul Alb $286,193, St Theresa Point Band St Theresa Point Man $180,520, Stuart Trembleur Indian Band Fort St James C-B $661,269, Sturgeon Lake Band Shellbrook Sask $1,586,315, Sturgeon School Division No 24 Morinville Alb $191,795, Sturgis School Division No 45 Sturgis Sask $64,711, Sucker Creek Band Little Current Ont $260,286, Sudbury Board of Education Sudbury Ont $152,379, Summer Beaver Settlement Council Pickle Lake Ont $332,700, Sunchild Band Rocky Mountain House Alb $55,205, Swampy Cree Tribal Council The Pas Man $101,292, Swan Lake Band Swan Lake Man $426,512, Swan Valley School Division No 35 Swan River Man $91,683, Sweetgrass Band Gallivan Sask $501,750, Tahltan Band Telegraph Creek C-B $58,434, Takla Lake Indian Band Takla Landing C-B $174,025, Tallcree Band Fort Vermilion Alb $421,583, Temagami Band Temagami Ont $170,843, Teulon Residences Inc Teulon Man $63,700, TFHQ District Chiefs Council Fort Qu'Appelle Sask $345,245, The Pas Band The Pas Man $2,429,489, Thibeault Roman Catholic Separate School District No 35 Morinville Alb $54,765, Thunderchild Band Turtleford Sask $1,078,470, Témiscaming Band Council Notre-Dame-du-Nord Qué $72,164, Timmins Board of Education Timmins Ont $321,250, Tracadieche Band Maria Qué $160,317, Treaty 8 Tribal Assoc Fort St John C-B $52,430, Tsawataineuk Band Kingcomk Inlet C-B $98,500, Tsulquate Band Port Hardy C-B $230,900, Turnor Lake Band Turnor Lake Sask $325,939, Turtleford School Division No 65 Turtleford Sask $156,069, Ulkatcho Band Anahim Lake C-B $280,542, U'Mista Cultural Society Alert C-B $77,708, Université de la Colombie- Britannique Vancouver C-B $355,800, Université du Nouveau-Brunswick Federicton N-B $113,551, Université de la Saskatchewan Saskatoon Sask $127,982, Upper Nicola Band Merritt C-B $341,655, Urban Native Indian Education Society Vancouver C-B $107,500, Val D'Or Band Val D'Or Qué $651,900, Valley River Band Shortdale Man $252,731, Wabigoon Band Dinorwic Ont $139,233, Wadena School Division No 46 Wadena Sask $590,934, Wagmatcook Band Baddeck N-É $218,154, Wahpeton Band Prince Albert Sask $1,338,212, Walpole Island Band Wallaceburg Ont $556,907, Wasagamack Band Wasagamack Man $116,590, Waterchief Mario Gleichen Alb $60,834, Waterhen Band Skownan Man $513,515, Waterhen Lake Band Waterhen Lake Sask $443,481, Waywayseecappo Band Rossburn Man $929,700, Webequie Settlement Council Geraldton Ont $175,389, Weenusk Band Winisk Ont $53,626, Westbank Band Westbank C-B $165,883, West Bay Band Excelsio Ont $1,172,316, West Parry Sound Board of Education Parry Sound Ont $180,359, West Region Tribal Council Dauphin Man $1,126,155, Wetaskiwin Roman Catholic Separate School District No 15 Wetaskiwin Alb $150,401, Wetaskiwin School District No 264 Wetaskiwin Alb $642,759, Weynontachie Band Sanmaur Qué $875,478. White Bear Band Carlyle Sask $301,617, Whitefish Bay Band Pawitik Ont $962,481, Whitefish Lake Band Naughton Ont $290,569, Whitefish Lake Band No 128 Goodfish Lake Alb $155,154, Whitefish River Band Birch Island Ont $533,445, Whycocomagh Band Whycocomagh N-É $351,325, Wilkie School Division No 59 Wilkie Sask $405,806, Williams Lake Band Williams Lake C-B $90,246, Willowcreek School Division No 28 Claresholm Alb $1,095,838, Winnipeg Larry Gleichen Alb $64,128, Winnipeg School Division No 1 Winnipeg Man $152,774, Yellowhead Tribal Council Edmonton Alb $263,910, Yorkton District Chiefs Council Yorkton Sask $68,000, Yukon Indian Cultural Education Whitehorse TY $96,155.

Contributions aux bandes indiennes et aux agglémorations inuit, à leurs commissions scolaires, à des gouvernements provinciaux et à des organismes ou des associations, pour des services et des installations relatifs à l'éducation—Capital $32,869,301— Adams Lake Band Chase C-B $160,000, Alexander Band Morinville Alb $72,040, Anspayazw School Society Hazelton C-B $115,802, Attawapiskat Band Attawapiskat Ont $87,235, Beaver Lake Lac La Biche Alb $793,237, Bella Coola Band Bella Coola C-B $107,500, Betsiamites Band Betsiamites Qué $221,000, Big "C" Band La Loche Sask $50,000, Blackfoot Band Gleichen Alb $81,700, Blood Band Cardston Alb $889,309, Blue Quills Native Education Council St Paul Alb $81,734, Brokenhead Band Scanterbury Man $66,264, Canim Lake Band 100 Mile House C-B $130,500, Chippewas of the Thames Band Muncey Ont $106,600, Cross Lake Band Cross Lake Man $84,200, Cumberland House Band Cumberland House Sask $74,600, Douglas Band Deroche C-B $122,217, Driftpile Band Driftpile Alb $580,400, Fisher River Band Koostatak Man $222,736, Fond du Lac Band Fond du Lac Sask $156,000, Fort Alexander Band Pine Falls Man $242,000, Fort Babine Education Society Smithers C-B $93,293, Fort Nelson Indian Band Fort Nelson C-B $95,295, Four Band Hobbema Alb $64,000, God's Lake Band God's Lake Narrows Man $2,210,655, God's River Band God's River Man $77,000, Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont $79,000, Hurons de

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Lorette Band Village-des-Hurons Qué $59,000, Ingenika Indian Band Ingenika Point C-B $68,426, Interlake Tribal Division for Schools Inc Ashern Man $58,982, Iroquois of St Regis Band Cornwall Ont $103,000, Islington School Whitedog Ont $148,600, James Smith Band Kinistino Sask $110,000, Kasabonika Band Kasabonika Lake Ont $141,000, Kehewin Band Bonnyville Alb $664,300, Lac La Ronge Band La Ronge Sask $1,006,400, Lac St-Jean Band Pointe-Bleue Qué $162,000, Lake Manitoba Band Vogar Man $124,650, La Vérendrye Band Val D'Or Qué $167,265, Lax Kw'Alaams Band Port Simpson C-B $169,000, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $125,000, Little Black River Band O'Hanley Man $147,830, Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man $847,400, Long Point Band Council Winneway River Qué $848,600, Marieval Community Education Centre Yorkton Sask $60,000, Micmacs of Maria Band Council Maria Qué $397,100, Mohawks Bay of Quinte Band Deseronto Ont $50,000, Mohawk Council of Kanawake Kanawake Qué $249,400, Montreal Lake Band Montreal Lake Sask $133,600, Moricetown Band Council Smithers C-B $850,400, Mount Currie Band Mount Currie C-B $52,000, Muskowekwan Education Centre Lestock Sask $75,800, Muskrat Dam Band Pickle Lake Ont $75,000, Nelson House Band Nelson House Man $75,000, Northern Lights School Division N° 113 Prince Albert Sask $301,572, Northlands Band Lac Brochet Man $514,000, Northland School Division N° 61 Peace River Alb $270,000, One Arrow Band Batoche Sask $80,000, Oneidas of the Thames Band Southwold Ont $83,814, Onion Lake Band Lloydminster Sask $85,344, Oxford House Band Oxford House Man $308,494, Peguis Band Hodgson Man Peguis Band Hodgson Man $425,000, Peguis School Board Hodgson Man $125,100, Pelican Lake Band Leoville Sask $120,000, Pine Creek Band Camperville Man $114,400, Qu'Appelle Indian Reserve School Lebret Sask $158,300, Red Earth Band Red Earth Sask $334,300, Red Pheasant Band Cando Sask $65,000, River Desert Band Council Maniwaki Qué $444,735, Saanich Indian School Board Brentwood Bay C-B $59,880, Sandy Bay Band Marius Man $700,000, Sandy Lake Band Shell Lake Sask $55,000, Sept-Îles Maliotenam Band Sept-Îles Qué $128,000, Shamattawa Band Shamattawa Man $667,000, Shoal Lake Band Pakwaw Lake Sask $957,200, Sioux Valley Band Griswold Man $213,690, Sioux Valley School Board Griswold Man $97,000, Stoney Band Morley Alb $3,110,000, St Theresa Point Band St Theresa Point Man $252,000, Stuart Trembleur Indian Band Fort St James C-B $77,953, Swan Lake Band Swan Lake Man $62,500, The Pas Band The Pas Man $186,850, Tsulquate Band Port Hardy C-B $67,300, Val D'Or Band Val D'Or Qué $521,801, Waterhen Lake Band Waterhen Lake Sask $53,200, White Bear Band Carlyle Sask $322,903, Whitefish Bay Band Pawitik Ont $52,500, Wikwemikong Band Wikwemikong Ont $58,000, York Factory Band York Landing Man $50,000.

Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit, à leurs commissions scolaires, et aux gouvernements provinciaux, à des organismes ou à des associations pour des services et des installations relatifs à l'éducation—Entretien et exploitation $22,590,449—Ahousaht Band Ahousaht C-B $73,000, Alexander Band Morinville Alb $97,595, Alkali Lake Band Alkali Lake C-B $102,230, Anspayaxw School Society Hazelton C-B $68,800, Attawapiskat Band Attawapiskat Ont $715,795, Bearskin Lake Band Bearskin Lake Ont $57,990, Beaver Lake Band Lac la Biche Alb $59,200, Bella Bella Community School Bella Bella C-B $315,000, Bella Coola Band Bella Coola C-B $80,000, Betsiamites Band Bersimis Qué $274,388, Big Cove Band Rexton N-B $377,182, Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont $242,615, Blackfoot Band Gleichen Alb $253,775, Blood Band Cardston Alb $70,034, Bloodvein Band Bloodvein Man $75,114, Blue Quills Native Education Centre St-Paul Alb $287,970, Burnt Church Band Legaceville N-B $849,314, Canim Lake Band 100 Mile House C-B $103,790, Caribou Lake Band Weagamow Lake Ont $205,962, Cat Lake Band Cat Lake Ont $79,891, Chehalis Band Harrison Mills C-B $71,165, Chemahawin Band Easterville Man $234,778, Chippewas of the Thame Band Muncey Ont $69,834, Cross Lake Band Cross Lake Man $170,000, Eel Ground Band Newcastle N-B $159,968, Eel River Band Dalhousie N-B $64,875, English River Band Patuanak Sask $57,800, Eskasoni Band Eskasoni N-É $214,996, Fairford Band Fairford Man $205,970, Fisher River Band Koostatak Man $226,221, Garden Hill Band Island Lake Man $181,000, Fort Albany Band Moosonee Ont $53,268, Fort Hope Band Geraldton Ont $241,070, Fort Severn Band Fort Severn Ont $96,823, God's Lake Band God's Lake Narrows Man $107,000, God's River Band God's River Man $62,000, Gordon Band Punnicky Sask $58,500, Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont $71,379, Fond du Lac Band Fond du Lac Sask $51,800, Hurons Lorette Band Village-des-Hurons Qué $74,824, Ingenika Band Ingenika Point C-B $54,500, Islington Band Whitedog Ont $177,034, Jackhead Band Dallas Man $145,039, James Smith Band Kinistino Sask $121,978 Kehewin Band Bonnyville Alb $71,000, Kent Country Board of Education Chatham Ont $706,985, Kingsclear Band Fredericton N-B $230,062, Kitasoo Band Klemtu C-B $162,000, Lac la Croix Band Fort Frances Ont $176,604, Lac la Ronge Band La Ronge Sask $330,296, Lac St-Jean Municipal Centre Pointe-Bleue Qué $443,573, Lake Manitoba Band Vogar Man $121,569, Lake St Martin Band Gypsumville Man $88,316, Lambton County Board of Education Lambeth Ont $306,612, Lesser Slave Lake Regional Council Slave Lake Alb $105,374, Little Black River Band O'Hanley Man $79,354, Little Saskatchewan Band Gypsumville Man $57,080, London Board of Education London Ont $653,890, Manouane Band St-Michel-des-Saints Qué $78,615, Marieval Community Education Centre Yorkton Sask $233,300, Mathias Colomb Band Pukatawagan Man $278,219, Middlesex County Board of Education London Ont $221,432, MLDC Management Co Ltd Meadow Lake Sask $112,500, Mohawks Bay of Quinte Band Desoronto Ont $167,900, Mohawks Council of Kanawake Kanawake Qué $439,449, Montreal Lake Band Montreal Lake Sask $98,940, Moosomin Band Cochin Sask $55,059, Mount Currie Band Mount Currie C-B $155,000, Muskowekwan Education Centre Lestock Sask $196,700, Nelson House Band Nelson House Man $156,675, Ojibways of Onegaming Band Nester Falls Ont $55,645, Obedjiwan Band Obedjiwan Qué $90,291, Oneidas of the Thames Band Southwold Ont $134,550, Onion Lake Band Lloydminster Sask $277,997, Oromocto Band Oromocto N-B $60,895, Oxford House Band Oxford House Man $122,700, Peguis Band Hodgson Man $386,024, Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask $150,521, Pikangikum Band Pikangikum Ont $71,327, Pine Creek Band Camperville Man $96,481, Poorman Band Quinton Sask $75,400, Poundmaker Band Cut Knife Sask $53,684, Qu'Appelle Indian Reserve School Lebret Sask $245,936, Red Bank Band Red Bank N-B $129,114, Red Earth Band Red Earth Sask $144,851, Red Sucker Lake Band Red Sucker Lake Man $95,000, River Desert Band Council Maniwaki Qué $177,724, Roseau River Band Ginew Man $73,880, Saanich Indian School Board Brentwood Bay C-B $69,000, Saddle Lake Band Saddle Lake Alb $189,400, Sandy Bay Band Marius Man $162,569, Sandy Lake Band Favourable Lake Ont $163,997, Saskatoon Board of Director Saskatoon Sask $186,400, Saulteaux Band Cochin Sask $51,264, Sept-Îles Maliotenam Sept-Îles Qué $261,808, Shoal Lake Band Pakwaw Lake Sask $100,992, South East Tribal School Division Winnipeg Man $708,478, Split Lake Band Split Lake Man $53,273, St Mary's Band Fredericton N-B $62,956, St Theresa Point Band St Theresa Point Man $171,100, Stoney Band Morley Alb $80,015, Stuart Trembleur Indian Band Fort St James C-B $61,025, Sturgeon Lake Band Shellbrook Sask $93,396, Sun Child Band Rocky Mountain House Alb $60,550, Swan Lake Swan Lake Man $76,814, Sweetgrass Band Gallivan Sask $77,577, Tallcree Band Fort Vermilion Alb $75,000, Thunderchild Band Turtleford Sask $87,191, Tobique Band Perth-Andover N-B $406,136, Wahpeton Band Prince Albert Sask $58,254, Walpole Island Band Wallaceburg Ont $131,700,

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Wasagamack Band Wasagamack Man $103,300, Waterhen Lake Band Waterhen Lake Sask $55,500, Waywayseecappo Rossburn Man $153,938, West Bay Band Excelsior Ont $109,591, Whitefish Bay Band Pawitik Ont $132,270, Wikwemikong Band Wikwemikong Ont $97,600, Weenusk Band Winisk Ont $53,540, Woodstock Band Woodstock N-B $54,429, Whycocomagh Band Whycocomagh N-É $53,431.

Contribution à la province de Québec, relativement à l'éducation des Indiens Cris et Inuit, conformément à la Convention de la Baie James et du Nord québécois $20,972,313—Ministère de l'Éducation Québec Qué $20,972,313.

Contribution à la province de Québec pour la construction d'écoles en vertu de la Convention de la Baie James et du Nord québécois $4,600,000—Ministère de l'Éducation Québec Qué $4,600,000.

Contribution aux Indiens et aux Inuit, à leurs bandes, à leurs agglomérations, à leurs sociétés, aux gouvernements provinciaux ou à d'autres personnes morales aux fins du progrès économique et de l'emploi $59,119,766—Alexander Band Morinville Alb $53,000, Alexis Band Glenevis Alb $65,400, Attawapiskat Band Attawapiskat Ont $132,000, Batchewana Band Sault Ste Marie Ont $57,186, Bella Coola Band Bella Coola C-B $63,200, Betsiamites Band Bersimis Qué $127,998, Big Cove Band Rexton N-B $50,416, Bigstone Cree Band Desmarais Alb $60,600, Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont $145,232, Blackfoot Band Gleichen Alb $173,300, Blood Band Cardston Alb $372,800, Bonaparte Band Cache Creek C-B $386,721, Boyer River Band High Level Alb $87,400, Cariboo Indian Education Training Centre 150 Mile House C-B $100,000, Carrier-Sekoni Tribal Council Prince George C-B $409,600, Chippewas of Georgina Island Band Sutton West Ont $110,966, Chippewas of Kettle Point Forest Ont $60,476, Chippewas of the Thames Band Muncey Ont $75,974, Chisasibi Band Council Fort Georges Qué $58,000, Constance Lake Band Calstock Ont $64,742, Cowichan Band Ducan C-B $71,800, Council for Yukon Indians Whitehorse TY $155,444, Cree Regional Authority Val D'Or Qué $72,500, Cree Trappers Assoc Val D'Or Qué $67,097, Cumberland House Band Cumberland House Sask $72,000, Curve Lake Band Curve Lake Ont $63,569, Dakota Ojibway Development Group Inc Brandon Man $125,788, Dakota Ojibway Tribal Council Brandon Man $288,858, Dakota Tipi Band Portage la Prairie Man $64,000, Deadman's Creek Band Savona C-B $50,072, Dene Nation Yellowknife TN-O $50,000, Dene Tha Band Cateh Alb $94,800, Dokis Band Monetville Ont $61,948, Eagle Lake Band Eagle Lake Ont $53,793, Federation of Saskatchewan Indians Saskatoon Sask $205,000, Fort Albany Band Moosonee Ont $63,400, Fort Alexander Band Pine Falls Man $180,874, Fort Chipewyan Band Fort Chipewyan Alb $114,411, Fort McKay Band Fort McKay Alb $60,000, Fort McMurray Band Fort McMurray Alb $80,000, Fort Ware Indian Band Fort Ware C-B $73,029, Frog Lake Band Frog Lake Alb $67,940, Garden River Band Sault Ste Marie Ont $52,465, George and Arlene Dion Hoselaw Alb $75,000, Georgian Bay Tribal Council Peterborough Ont $57,276, Gibson Band Bala Ont $63,700, Gitksan Wet'Suweten Tribal Council Hazelton C-B $389,700, Gitlakdamix Band Council New Aiyansh C-B $53,500, Golden Lake Band Golden Lake Ont $60,607, Grand Council of the Crees Val D'Or Qué $300,000, Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont $84,818, Haida Tribal Council Masset C-B $120,000, Heiltsuk Band Waglisla C-B $87,200, Hiawatha Band Keene Ont $154,230, Hurons Lorette Band Village-des-Hurons Qué $201,656, Ingenika Indian Band Ingenika Point C-B $78,370, Interlake Reserve Development Council Ashern Man $230,374, Iroquois of St Regis Band Cornwall Ont $129,092, Island Lake Fisheries Ltd Island Lake Man $129,518, Island Lake Road Constructors Ltd Garden Hill Man $65,000, Island Lake Tribal Council Winnipeg Man $100,116, Islington Band Whitedog Ont $114,674, Kashechewan Band Kashechewan Ont $98,999, Kativik Regional Development Fort Chimo Qué $56,250, Keewatin Tribal Council Thompson Man $357,436, Kehewin Band Bonnyville Alb $58,800, Kitamaat Band Kitamaat C-B $99,478, Kitwancool Band Council Kitwanga C-B $75,000, Kouchin Food Services Ltd Mayo TY $62,125, Lac La Ronge Band La Ronge Sask $58,380, Lakalzap Band Greenville C-B $76,974, La Romaine Band La Romaine Qué $66,073, Lax Ku'Alaams Band Port Simpson C-B $108,795, Les Crustacées de Mingan Inc Mingan Qué $74,510, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $830,820, Little Red River Band Fox Lake Alb $213,125, Little Shuswap Chase C-B $92,959, Lubicon Lake Band Peace River Alb $60,000, Manitoba Indian Agriculture Program Winnipeg Man $1,756,000, Mingan Band Mingan Qué $197,271, Mistassini Band Council Baie-du-Poste Qué $113,518, Micmac Industries of Big Cove Rexton N-B $85,288, MLDC Investment Co Ltd Meadow Lake Sask $140,000, MLDC Management Co Ltd Meadow Lake Sask $225,615, Mississauga Band Blind River Ont $52,089, Mohawk Council of Kanawake Kanawake Qué $670,352, Mohawks of the Bay of Quinte Deseronto Ont $85,845, Mont Schefferville Schefferville Qué $116,301, Moose Factory Band Moose Factory Ont $85,729, Munceys of the Thames Band Muncey Ont $102,762, Natashquan Band Natashquan Qué $152,281, Natural Indian Arts and Crafts Ottawa Ont $380,150, National Indian Business Assoc Ottawa Ont $200,077, Native Brotherhood of British Columbia Vancouver C-B $269,500, New Credit Band Hagersville Ont $50,360, Nicola Valley Indian Administration Merritt C-B $85,000, Nimpkish Band Alert Bay C-B $78,600, Nipissing Band Sturgeon Falls Ont $75,975, North Battleford Management Assoc North Battleford Sask $174,300, North Coast Tribal Council Prince Rupert C-B $145,840, Northern Flood Winnipeg Man $168,299, Northern Flood Committee Winnipeg Man $57,750, Northern Native Fishing Corporation Prince Rupert C-B $3,813,119, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $117,749, Obedjiwan Band Obedjiwan Qué $56,539, O'Chiese Band Rocky Mountain House Alb $68,385, Okanagan Band Vernon C-B $66,665, Oneidas of the Thames Band Southwold Ont $162,137, PA District Chiefs Council Prince Albert Sask $70,000, PA District Chiefs Development Corporation Prince Albert Sask $295,908, Peguis Band Hodgson Man $283,208, Peigan Band Standoff Alb $263,300, Pehtabun Tribal Council Sioux Lookout Ont $174,683, Peigan Band Standoff Alb $100,000, Pic Heron Bay Band Heron Bay Ont $107,508, Pic Mobert Band Mobert Ont $108,130, Pikangikum Band Pikangikum Ont $71,577, Prince Albert District Chiefs Management Co Prince Albert Sask $76,440, Province du Manitoba Winnipeg Man $230,481, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority Régina Sask $168,000, Rainy River Band Emo Ont $64,376, Red Earth Band Red Earth Sask $66,400, Red Rock Band Nipigon Ont $52,920, Restigouche Band Council Restigouche Qué $335,241, River Desert Band Council Maniwaki Qué $128,689, Sagkeeng Education Authority Pine Falls Man $51,120, Sakimay Band Grenfell Sask $58,050, Sarcee Band Calgary Alb $62,820, Saskatchewan Assoc of Friendship Centres Régina Sask $60,000, Saskatchewan Indian Agriculture Program Régina Sask $2,404,000, Saskatchewan Indian Community College Saskatoon Sask $413,000, 565246 Saskatchewan Ltd Saskatoon Sask $75,000, Seabird Island Agassiz C-B $51,010, Sept-Îles Maliotenam Sept-Îles Qué $101,065, Mont Les Escoumins Les Escoumins Qué $135,249, Serpent River Band Cutler Ont $133,418, Six Nations Band Ohseweken Ont $525,210, Shoal Lake No 39 Band Kejick Ont $58,430, Shoal Lake No 40 Band Kejick Ont $72,029, Société Marivik Montréal Qué $129,039, South East Resource Development Council Winnipeg Man $250,960, Spanish River Band Massey Ont $56,045, Special Fure Bay Committee Inc Winnipeg Man $257,000, Split Lake Band Split Lake Man $90,668, Stahaken Developments Ltd Vancouver C-B $83,500, St Theresa Point Band St Theresa Point Man $54,000, Stuart Trembieur Indian Band St James C-B $88,600, Swampy Cree Tribal Council The Pas Man $91,770, Tallcree Band Fort Vermilion Alb $105,750, Temagami Band Temagami Ont $50,600, TFHQ District Chiefs Council Fort Qu'Appelle Sask

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

$132,600, The Pas Band The Pas Man $74,521, Thunderchild Technical Institute North Battleford Sask $66,900, Témiscaming Band Council Notre-Dame-du-Nord Qué $57,189, Ulkatcho Band Anahim Lake C-B $54,524, Vancouver Native Village Development Society Vancouver C-B $95,000, Walpole Island Band Wallaceburg Ont $154,558, Waswanipi Mishtuk Corporation Waswanipi River Qué $127,518, Waterhen Wood Bison Ranches Ltd Dauphin Man $55,000, Western Indian Agricultural Corporation Vancouver C-B $811,990, West Region Tribal Council Dauphin Man $244,927, Whitefish Bay Band Pawitik Ont $81,060, Whitefish Lake Band No 128 Goodfish Lake Alb $142,565, Whitefish River Band Naughton Ont $51,260, Windigo Tribal Council Sioux Lookout Ont $201,633, Wikwemikong Band Wikwemikong Ont $68,952, Wolf Lake Band Council Témiscaming Qué $57,669, Yukon Indian Development Corporation Whitehorse TY $227,500.

Contribution aux emplois d'été pour les étudiants et les jeunes $28,796

Contributions aux bandes indiennes, aux agglomérations inuit, à leurs organisations et aux gouvernements ou organismes provinciaux pour l'aide sociale, y compris les prestations aux non-Indiens résidant dans des réserves indiennes $167,985,127—Abegweit Band Cornwall Î-P-É $176,057, Abitibiwinni Band Amos Qué $327,621, Adams Lake Band Chase C-B $233,057, Afton Band Afton N-É $412,227, Ahousaht Band Ahousaht C-B $626,096, Alexander Band Morinville Alb $237,859, Alexandria Band Quesnel C-B $51,980, Alexis Band Glenevis Alb $279,163, Alexis Creek Band Chilanko Forks C-B $260,687, Alkali Lake Band Williams Lake C-B $236,813, Anaham Band Alexis Creek C-B $728,778, Attawapiskat Band Attawapiskat Ont $330,843, Barren Lands Band Brochet Man $364,743, Beardy's Band Duck Lake Sask $1,122,023, Bearskin Lake Band Bearskin Ont $78,704, Beausoleil Band Penetanguishene Ont $73,035, Beaver Lake Band Lac la Biche Alb $114,234, Bella Coola Band Bella Coola C-B $628,223, Berens River Band Berens River Man $880,944, Betsiamites Band Betsiamites Qué $51,143, Big Cove Band Rexton N-B $1,972,057, Bigstone Cree Band Desmarais Alb $1,539,457, Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont $57,524, Birdtail Sioux Band Beulah Man $288,130, Blackfoot Band Gleichen Alb $2,544,392, Blood Band Cardston Alb $5,074,858, Bloodvein Band Bloodvein Man $420,851, Bonaparte Band Cache Creek C-B $171,866, Boothroyd Band Boston Bar C-B $83,133, Brokenhead Band Scanterbury Man $92,397, Buffalo River Band Dillon Sask $490,823, Burnt Church Band Legaceville N-B $1,405,454, Canim Lake Band 100 Mile House C-B $305,538, Canoe Creek Band Dog Creek C-B $159,453, Canoe Lake Band Canoe Narrows Sask $479,071, Canyon City Band Canyon City C-B $91,427, Cape Mudge Band Quathiaski Cove C-B $123,218, Carcross Band Carcross TY $148,374, Caribou Lake Band Weagamow Ont $68,171, Carry the Kettle Band Sintaluta Sask $688,575, Cat Lake Band Cat Lake Ont $64,930, Chapel Island St Peters N-É $326,747, Chehalis Harrison Mills C-B $287,564, Chemainus Band Ladysmith C-B $586,833, Chemahawin Band Easterville Man $344,376, Chilliwack Area Indian Council Chilliwack C-B $1,217,040, Chippewas of Kettle Point Band Forest Ont $100,345, Chippewas of Sarnia Band Sarnia Ont $54,510, Churchill Band Lynn Lake Man $305,060, City of Brandon Brandon Man $394,797, City of Thompson Thompson Man $168,521, City of Winnipeg Winnipeg Man $1,623,666, Clayoquot Band Tofino C-B $216,803, Clinton Band Kamloops C-B $59,603, Coldwater Band Merrit C-B $298,416, Comox Band Courtenay C-B $74,908, Constance Lake Band Calstock Ont $93,256, Cook's Ferry Band Spences Bridge C-B $83,761, Cote Band Kamsack Sask $767,100, Cowessess Band Broadview Sask $228,255, Cowichan Band Duncan C-B $1,761,417, Crane River Band Crane River Man $219,663, Cross Lake Band Cross Lake Man $2,544,837, Cumberland House Band Cumberland House Sask $278,314, Curve Lake Band Curve Lake Ont $83,078, Dakota Ojibway Tribal Council Brandon Man $177,880, Dakota Plains Band Edwin Man $139,717, Dakota Tipi Band Portage La Prairie Man $150,000, Day Star Band Punnichy Sask $128,294, Dene Tha' Band Chateh Alb $105,210, Desolation Sound Tribal Council Powell River C-B $558,560, Ditidaht Band Port Alberni C-B $61,397, Ebb and Flow Band Ebb and Flow Man $51,358, Eel Ground Band Newcastle N-B $586,936, Eel River Band Dalhousie N-B $500,637, English River Band Patuanak Sask $393,541, Enoch Band Winterburn Alb $65,320, Ermineskin Band Hobbema Alb $103,512, Eskasoni Band Eskasoni N-É $721,536, Esquimalt Band Victoria C-B $66,765, Fairford Band Fairford Man $975,259, Fisher River Band Koostatak Man $714,566, Fishing Lake Band Wadena Sask $360,595, Flying Dust Band Meadow Lake Sask $289,457, Fond du Lac Band Fond du Lac Sask $535,704, Fort Albany Band Moosonee Ont $90,926, Fort Alexander Band Pine Falls Man $95,338, Fort Hope Band Geraldton Ont $378,256, Fort Nelson Indian Band Fort Nelson C-B $124,700, Fountain Band Lillooet C-B $237,960, Fox Lake Band Gillam Man $301,293, Garden Hill Band Island Lake Man $217,281, Garden River Band Sault Ste Marie Ont $52,006, Gitanmaax Band Council Hazelton C-B $255,135, Gitlakoamix Band New Aiyansh C-B $341,631, Gitwangak Band Council Kitwanga C-B $234,867, Glen Vowell Band Council Hazelton C-B $106,236, God's River Band God's River Man $300,610, Gordon Band Punnicky Sask $936,821, Grand Rapids Band Grand Rapids Man $246,852, Hagwilget Band Council New Hazelton C-B $139,974, Halalt Band Chemainus C-B $134,675, Heiltsuk Band Waglisla C-B $978,478, Hesquiaht Band Tofino C-B $59,835, Hollow Water Band Wanipigow Man $335,434, Hurons Lorette Band Village-des-Hurons Qué $288,291, Indian Birch Band Birch River Man $193,638, Indian Island Band Rexton N-B $123,887, Interlake Reserve Development Council Ashern Man $1,666,313, Iroquois of St Regis Band Cornwall Ont $1,261,791, Iskut Band Iskut C-B $177,060, Islington Band Whitedog Ont $143,512, Jackhead Band Dallas Man $220,600, John Smith Band Birch Hills Sask $261,963, Joseph Bighead Band Pierceland Sask $220,199, Kahkewistahow Band Broadview Sask $291,469, Kamloops Band Kamloops C-B $383,175, Kasabonika Lake Band Kasabonika Lake Ont $108,242, Kashechewan Band Kashechewan Ont $468,888, Keeseekoose Band Kamsack Sask $605,963, Keeseekoowenin Band Elphinstone Man $250,864, Little Black River Band O'Hanley Man $226,436, Kehewin Band Bonnyville Alb $246,958, Key Band Norquay Sask $98,821, Kinistino Band Chagoness Sask $197,697, Kispiox Band Council Hazelton C-B $257,730, Kitamaat Band Kitamaat C-B $279,530, Kitasoo Band Klemtu C-B $235,149, Kitsumkalum Band Terrace C-B $63,049, Kitwancool Band Council Kitwanga Terrace C-B $197,480, Kwicksutaineuk Band Simon Sound C-B $62,217, Kyuquot Band Kyuquot C-B $60,450, Lac la Croix Band Fort Frances Ont $54,980, Lac La Hache Band Wallaston Lake Sask $496,660, Lac la Ronge Band La Ronge Sask $2,841,690, Lac Seul Band Lac Seul Ont $74,050, Lac Simon Band Louvicourt Qué $376,860, Lac St-Jean Municipal Centre Pointe-Bleue Qué $1,240,152, Lakalzap Band Greenville C-B $466,157, Lake Babine Indian Band Burns Lake C-B $866,577, Lax Kw'Alaams Port Simpson C-B $758,823, Lennox Island Band Lennox Island Î-P-É $272,382, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $3,015,542, Lillooet District Indian Council Lillooet C-B $300,350, Little Black Bear Band Goodeve Sask $133,068, Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man $811,316, Little Pine Band Paynton Sask $540,746, Little Saskatchewan Band Gypsumville Man $240,205, Little Shuswap Band Chase C-B $236,833, Long Lac No 58 Band Long Lake Ont $89,307, Long Plain Band Edwin Man $612,885, Long Point Band Council Winneway River Qué $318,679, Lower Nicola Band Merritt C-B $447,626, Lower Similkameen Band Keremeos C-B $410,785, Lubicon Lake Band Peace River Alb $244,660, Lytton Band Lytton C-B $410,934, Malahat Band Mill Bay C-B $87,897, Mathias Colomb Band Pukatawagan Man $860,403, Membertou Band Sydney N-É $549,149, Millbrook Band Truro N-É $640,698,

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Ministre des Finances Victoria C-B $2,864,846, Mistassini Band Council Baie-du-Poste Qué $319,077, Mohawk Council of Kanawake Kanawake Qué $2,495,101, Mistawasis Band Leask Sask $477,480, Mohawks of the Bay of Quinte Deseronto Ont $50,810, Mount Currie Band Mount Currie C-B $902,481, Montana Band Hobbema Alb $53,544, Montreal Lake Band Montreal Lake Sask $1,007,950, Moose Factory Band Moose Factory Ont $228,728, Moose Lake Band Moose Lake Man $435,558, Moricetown Band Council Smithers C-B $242,875, Mowachaht Band Gold River C-B $140,711, Munceys of the Thames Band Muncey Ont $54,065, Musqueam Band Vancouver C-B $431,319, Nanaimo Band Nanaimo C-B $371,045, Nanoose Band Lantzville C-B $72,604, Necoslie Indian Band Fort St James C-B $420,561, Nelson House Band Nelson House Man $2,332,247, Nemaiah Valley Band Nemaiah Valley C-B $224,314, Neskainlith Band Chase C-B $238,090, Nimpkish Band Alert Bay C-B $483,373, Nishga Tribal Council New Aiyansh C-B $50,000, Nooaitch Band Merritt C-B $149,209, North Coast Tribal Council Prince Rupert C-B $1,959,568, Northlands Band Lac Brochet Man $632,424, North Thompson Band Barriere C-B $150,003, Norway House Band Norway House Man $3,235,551, Oak Lake Band Pipestone Man $322,793, Ochapowace Band Whitewood Sask $341,569, O'Chiese Band Rocky Mountain House Alb $245,558, Ojibways of Onegaming Band Nestor Falls Ont $105,757, Okanagan Band Vernon C-B $562,385, Okanese Band Balcarres Sask $141,621, Oneidas of the Thames Band Southwold Ont $234,108, Onion Lake Band Lloydminster Sask $1,836,576, Opetcheshaht Band Port Alberni C-B $92,563, Oromocto Band Oromocto N-B $187,680, Osoyoos Band Oliver C-B $252,803, Oweekend Band Dawson Landing C-B $58,844, Paul Band Duffield Alb $72,385, Peigan Band Standoff Alb $1,728,233, Pauquachin Band Brentwood Bay C-B $196,569, Pavilion Cache Creek C-B $129,320, Peguis Band Hodgson Man $2,062,816, Penelakut Band Chemainus C-B $297,038, Penticton Band Penticton C-B $489,304, Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask $630,234, Piapot Band Cupar Sask $481,520, Pictou Landing Band Trenton N-É $309,672, Pine Creek Band Camperville Man $604,010, Poorman Band Quinton Sask $843,668, Poplar River Band Negginan Man $392,360, Poundmaker Band Cut Knife Sask $408,499, Prince Albert Mobile Crisis Unit Prince Albert Sask $82,833, Province du Manitoba Winnipeg Man $6,354,950, Province de l'Ontario Toronto Ont $11,515,472, Provincial Treasurer Social Services and Community Health Edmonton Alb $949,830, Quatsino Band Coal Harbour C-B $80,344, Red Bank Band Red Bank N-B $414,637, Restigouche Band Council Restigouche Qué $180,521, Rolling River Band Erickson Man $131,575, Roseau River Band Ginew Man $826,918, Sagkeeng Child and Family Services Pine Falls Man $51,339, Sakimay Band Grenfell Sask $176,386, Samson Band Hobbema Alb $234,798, Sandy Bay Band Marius Man $2,406,911, Sandy Lake Band Shell Lake Sask $145,973, Sarcee Band Calgary Alb $217,310, Seabird Island Band Agassiz C-B $456,372, Sechelt Band Sechelt C-B $389,708, Sept-Îles Maliotenam Municipal Centre Sept-Îles Qué $69,341, Seton Lake Shalalth C-B $229,145, Shackan Band Merritt C-B $149,209, Shamattawa Band Shamattawa Man $561,125, Sheshaht Band Port Alberni C-B $313,716, Shoal Lake Band Pakwaw Lake Sask $269,195, Shoal River Band Pelican Rapids Man $436,502, Shubenacadie Band Shubenacadie N-É $1,239,292, Sioux Valley Band Griswold Man $1,070,291, Siska Band Lytton C-B $53,281, Six Nations Band Ohsweken Ont $340,119, Soda Creek Band Williams Lake C-B $109,359, Songhees Band Victoria C-B $222,629, South East Resource Development Council Winnipeg Man $61,341, Spallumcheen Band Enderby C-B $575,429, Spanish River Band Massey Ont $68,193, Split Lake Band Split Lake Man $1,427,919, Squamish Band North Vancouver C-B $903,475, Standing Buffalo Band Fort Qu'Appelle Sask $401,366, Star Blanket Band Balcarres Sask $92,186, St Theresa Point Band St Theresa Point Man $96,269, St Mary's Band Fredericton N-B $1,069,660, Stone Band Hanceville C-B $214,469, Stoney Creek Indian Band Vanderhoof C-B $347,453, Stuart Trembleur Indian Band Fort St James C-B $442,010, Sunchild Band Rocky Mountain House Alb $288,040, Swampy Cree Tribal Council The Pas Man $83,726, Swan Lake Band Swan Lake Man $183,036, Sweetgrass Band Galliwan Sask $404,016, Tahltan Band Telegraph Creek C-B $152,267, The Pas Band The Pas Man $1,086,729, Témiscaming Band Council Notre-Dame-du-Nord Qué $311,803, Thunderchild Band Turtleford Sask $532,868, Tobique Band Perth-Andover N-B $792,630, Toosey Band Riske Creek C-B $71,893, Tsartlip Band Brentwood Bay C-B $500,345, Tsawout Band Saanichton C-B $451,102, Tsawataineuk Band Kingcome Inlet C-B $94,640, Tsawwassen Band Ladner C-B $98,008, Tseycum Band Sidney C-B $61,159, Tsulquate Band Port Hardy C-B $189,335, Turnor Lake Band Turnor Lake Sask $63,966, Ucluelet Band Ucluelet C-B $242,515, Ulkatcho Band Anahim Lake C-B $311,457, Upper Nicola Band Merritt C-B $447,626, Valley River Band Shortdale Man $379,095, Wagmatcook Band Wagmatcook N-É $525,934, Wahpeton Band Prince Albert Sask $89,191, Walpole Island Band Wallaceburg Ont $118,900, Wapekeka Band Angling Lake Ont $61,569, Wasagamack Band Wasagamack Man $849,498, Waswanipi Band Council Waswanipi River Qué $145,140, Waterhen Band Skownan Man $404,244, Waterhen Lake Band Waterhen Lake Sask $620,612, Waywayseecappo Band Rossburn Man $819,332, Westbank Band Westbank C-B $681,030, Whe-La-La-U Area Council Alert Bay C-B $131,900, White Bear Band Carlyle Sask $821,034, Whitefish Bay Band Pawitik Ont $58,400, Whycocomagh Band Whycocomagh N-É $759,680, Wikwemikong Band Wikwemikong Ont $187,186, Williams Lake Band Williams Lake C-B $91,141, Woodstock Band Woodstock N-B $213,310, Wunnumin Lake Band Wunnumin Ont $55,835, York Factory Band York Landing Man $195,493.

Contributions aux bandes indiennes, aux agglomérations inuit, à leurs organisations et aux gouvernements provinciaux pour des services de soins, de réadaptation et de prévention $59,028,940—Anishinaabe Child and Family Services Ashern Man $1,226,465, Awasis Agency of Northern Manitoba Thompson Man $4,493,400, Big Cove Band Rexton N-B $347,567, Comité de Coordination Attikamek Sipi La Tuque Qué $474,502, Conseil Attikamek Montagnais Village-des-Hurons Qué $295,220, Bigstone Cree Band Desmarais Alb $53,630, Blackfoot Band Gleichen Alb $513,851, Blood Band Cardston Alb $206,872, Bosco Homes Régina Sask $148,880, Burnt Church Band Legaceville N-B $223,934, Cote Band Kamsack Sask $130,334, Dakota Ojibway Tribal Council Brandon Man $1,756,108, Dakota Oyate Personal Care Home Griswold Man $548,787, Department of Social Services New Brunswick Fredericton N-B $269,444, Department of Social Services Nova Scotia Halifax N-É $761,467, Eel Ground Band Newcastle N-B $125,726, Eskasoni Band Eskasoni N-É $90,000, Kamloops Band Kamloops C-B $69,427, Lac St-Jean Band Pointe-Bleue Qué $445,475, Leonard Miles Memorial Centre Shamattawa Man $53,800, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $1,270,232, Lytton Band Lytton C-B $90,479, Manitoba Indian Brotherhood Winnipeg Man $71,126, Millbrook Band Truro N-É $55,053, Ministre des Finances Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B $9,397,496, Ministry of Human Resources Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B $734,111, Mohawk Council of Kanawake Kanawake Qué $457,243, Santé nationale et Bien-être social Toronto Ont $9,159,509, Neskainlith Band Chase C-B $54,521, Nimpkish Band Alert Bay C-B $77,900, North Coast Tribal Council Prince Rupert C-B $94,792, Norway House Band Norway House Man $471,481, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $82,700, Onion Lake Band Lloydminster Sask $110,000, Peigan Band Standoff Alb $132,445, Provincial Treasurer Social Services and Community Health Edmonton Alb $4,437,321, Ranch Erhlo Society Régina Sask $203,682, River Desert Band Council Maniwaki Qué $158,980, Saddle Lake Alb $194,675, Sagkeeng Child and Family Services Pine Falls Man $336,616, Sagkeeng Personal Care Home Pine Falls Man

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

$862,383, Samson Band Hobbema Alb $58,263, Services sociaux de la Saskatchewan Régina Sask $1,262,879, Services sociaux Abitibi Témiscaming Amos Qué $927,128, Services sociaux Côte-Nord Hauterive Qué $1,979,292, Services sociaux Gaspésie I M Gaspé Qué $829,289, Services sociaux Laurentides Lanaudière Ste-Thérèse Qué $283,309, Services sociaux Outaouais Hull Qué $308,653, Services sociaux Saguenay Lac St-Jean Chicoutimi Qué $91,578, Shubenacadie Band Shubenacadie N-É $89,600, Southeast Child and Family Services Winnipeg Man $1,231,369, Spallumcheen Band Enderby C-B $428,642, St Mary's Band Fredericton N-B $65,284, Tobique Band Perth-Andover N-B $56,672, University of Manitoba Winnipeg Man $188,123, Westbank Band Westbank C-B $327,148, West Region Child and Family Services Dauphin Man $1,369,095, Whycocomagh Band Whycocomagh N-É $99,965.

Contributions aux Indiens et aux Inuit, à leurs bandes, à leurs agglomérations et corporations, aux gouvernements provinciaux et à d'autres organismes en vue d'aider à la conception, la construction, l'entretien et l'exploitation des services, des installations et des logements communautaires—Capital $193,461,599—Abegweit Band Cornwall Î-P-É $73,053, Abénakis Wolinak Band Bécancour Qué $64,940, Abitibiwinni Band Amos Qué $429,290, Adams Lake Band Chase C-B $107,800, Afton Band Afton N-É $145,792, Ahousaht Band Ahousaht C-B $96,300, Alderville Band Roseneath Ont $51,625, Alexander Band Morinville Alb $366,000, Alexandria Band Quesnel C-B $150,000, Alexis Creek Band Chilanko Forks C-B $218,080, Alexis Band Glenevis Alb $234,000, Alkali Lake Band Williams Lake C-B $247,932, Anaham Band Alexis Creek C-B $213,736, Anderson Lake Band D'Arcy C-B $74,728, Ashcroft Band Ashcroft C-B $64,400, Attawapiskat Band Attawapiskat Ont $978,290, Barren Lands Band Brochet Man $183,580, Barriere Lake Band Council Rapid Lake Qué $271,206, Batchewana Band Sault Ste Marie Ont $68,686, BC Hydro and Power Authority Vancouver C-B $934,000, Beardy's Band Duck Lake Sask $398,704, Bearskin Lake Band Bearskin Lake Ont $511,822, Beausoleil Band Penetanguishene Ont $490,044, Beaver Lake Band Lac La Biche Alb $889,000, Bella Coola Band Bella Coola C-B $552,700, Berens River Band Berens River Man $669,184, Betsiamites Band Council Betsiamites Qué $1,035,823, Big «C» Band La Loche Sask $561,800, Big Cove Band Rexton N-B $1,191,705, Big Grassy Band Morson Ont $72,150, Big Island Band Morson Ont $55,600, Big River Band Debden Sask $107,500, Bigstone Cree Band Desmarais Alb $360,000, Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont $735,600, Birdtail Sioux Band Beulah Man $211,103, Blackfoot Band Gleichen Alb $772,000, Blood Band Cardston Alb $1,057,158, Bloodvein Band Bloodvein Man $564,730, Blue Quills Native Education Council St-Paul Alb $267,000, Bonaparte Band Cache Creek C-B $340,000, Boothroyd Band Boston Bar C-B $243,100, Boyer River Band High Level Alb $325,900, Bridge River Band Lillooet C-B $81,144, Brokenhead Band Scanterbury Man $110,145, Buctouche Band Buctouche N-B $68,000, Buffalo River Band Dillon Sask $712,400, Burnt Church Band Legaceville N-B $435,520, Burrard Band North Vancouver C-B $67,369, Campbell River Band Campbell River C-B $103,273, Canim Lake Band 100 Mile House C-B $390,616, Canoe Creek Band Dog Creek C-B $96,856, Canoe Lake Band Canoe Narrows Sask $186,826, Canyon City Band Canyon C-B $236,160, Cape Mudge Band Quathiaski Cove C-B $540,063, Caribou Lake Band Weagamow Ont $109,900, Carry the Kettle Band Sintaluta Sask $413,030, Cat Lake Band Cat Lake Ont $268,900, Cayoose Creek Band Lillooet C-B $146,596, Chapel Island Band St Peters N-É $324,641, Cheam Band Rosedale C-B $71,607, Chehalis Band Harrison Mills C-B $143,214, Chemahanin Band Easterville Man $201,947, Chemainus Band Ladysmith C-B $241,193, Cheslatta Indian Band Burns Lake C-B $62,498, Chippewas of Georgina Island Band Sutton West Ont $352,694, Chippewas of Kettle Point Band Forest Ont $324,370, Chippewas of Rama Band Rama Ont $184,274, Chippewas of Sarnia Band Sarnia Ont $248,600, Chippewas of the Thames Band Muncey Ont $284,700, Churchill Band Lynn Lake Man $269,975, Clayoquot Band Tofino C-B $277,000, Cold Lake Band Grand Centre Alb $729,508, Coldwater Band Merritt C-B $123,500, Columbia Lake Band Windermere C-B $60,000, Conseil de la Police Amérindienne Pointe-Bleue Qué $442,603, Constance Lake Band Calstock Ont $470,108, Cook's Ferry Band Spences Bridge C-B $140,400, Cote Band Kamsack Sask $429,656, Couchinching Band Fort Frances Ont $120,000, Cowessess Band Broadview Sask $395,843, Cowichan Band Duncan C-B $680,327, Crane River Band Crane River Man $298,875, Cree Band Fort Chipewyan Alb $225,300, Cree Housing Corporation Val D'Or Qué $10,311,238, Cross Lake Band Cross Lake Man $1,450,644, Cumberland House Band Cumberland House Sask $187,602, Curve Lake Band Curve Lake Ont $115,100, Dakota Ojibway Tribal Council Brandon Man $253,000, Dakota Plains Band Edwin Man $58,715, Dakota Tipi Band Portage La Prairie Man $70,715, Dalles Band Kenora Ont $142,000, Dauphin River Band Gympsumville Man $77,250, Day Star Band Punnicky Sask $293,565, Deadman's Creek Band Savona C-B $72,652, Deer Lake Band Red Lake Ont $238,700, Dene Tha' Band Cateh Alb $2,005,508, Ministère de l'Expansion industrielle régionale Winnipeg Man $185,000, Ditidaht Band Port Alberni C-B $98,500, Doig River Indian Band Rose Prairie C-B $258,000, Dokis Band Monetville Ont $105,100, Driftpile Band Driftpile Alb $53,800, Eagle Lake Band Eagle Lake Ont $79,500, Earl Beebe Trucking Ltd Prince Albert Sask $251,400, Ebb and Flow Band Ebb and Flow Man $220,290, Eel Ground Band Newcastle N-B $373,066, Eel River Band Dalhousie N-B $219,160, English River Band Patuanak Sask $272,200, Les Escoumins Council Les Escoumins Qué $166,900, Eskasoni Band Eskasoni N-É $749,126, Fairford Band Fairford Man $404,750, Fisher River Band Koostatak Man $881,010, Fishing Lake Band Wadena Sask $441,056, Flying Dust Band Meadow Lake Sask $139,252, Fond du Lac Band Fond du Lac Sask $359,800, Fort Albany Band Moosonee Ont $548,808, Fort Alexander Band Pine Falls Man $1,373,281, Fort Chipewyan Band Fort Chipewyan Alb $286,592, Fort Hope Band Fort Hope Ont $542,200, Fort McKay Band Fort McKay Alb $286,840, Fort McMurray Band Fort McMurray Alb $382,683, Fort Severn Band Fort Severn Ont $577,750, Fort Ware Indian Band Fort Ware C-B $146,290, Fountain Band Lillooet C-B $89,004, Fort William Band Fort Frances Ont $108,958, Fox Lake Band Gillam Man $1,211,600, Fraser Lake Indian Band Fort Fraser C-B $56,498, Frog Lake Band Frog Lake Alb $566,008, Garden Hill Band Island Lake Man $999,994, Garden River Band Sault Ste Marie Ont $129,800, Gibson Band Bala Ont $64,494, Gitanmaax Band Council Hazelton C-B $463,494, Gitlakdamix Band New Aiyansh C-B $591,335, Gitwangak Band Council Kitwanga C-B $249,796, Glen Vowell Band Council Hazelton C-B $165,247, God's Lake Band God's Lake Narrows Man $587,580, God's River Band God's River Man $615,924, Golden Lake Band Golden Lake Ont $103,068, Gordon Band Punnicky Sask $747,659, Grand Rapids Band Grand Rapids Man $261,272, Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont $154,100, Gull Bay Band Armstrong Ont $170,300, Hagwilget Band Council New Hazelton C-B $503,747, Halalt Band Chemainus C-B $50,285, Halfway Indian Band Wonowan C-B $952,747, Hartley Bay Band Hartley Bay C-B $271,265, Heart Lake Band Heart Lake Alb $92,110, Heiltsuk Band Waglisla C-B $925,500, Henvey Inlet Band Pickerel Ont $187,600, Hesquiaht Band Tofino C-B $143,000, Hollow Water Band Wanipigow Man $477,290, Horse Lake Band Hythe Alb $100,000, Hurons Lorette Band Village-des-Hurons Qué $471,646, Indian Birch Band Birch River Man $107,702, Iroquois of St Regis Band Cornwall Ont $714,660, Iskut Band Iskut C-B $177,290, Island Lake Band Loon Lake Sask $294,278, Islington Band Whitedog Ont $576,275, Jackhead Band Dallas Man $148,875, James Smith Band Kinistino Sask $800,982, Janvier Band Chard Alb $255,800, John Smith Band Birch Hills Sask $193,968, Joseph

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Bighead Band Pierceland Sask $136,439, Kahkewistahaw Band Broadview Sask $382,104, Kamloops Band Kamloops C-B $680,331, Kasabonika Lake Band Kasabonika Lake Ont $376,100, Kashechewan Band Kashechewan Ont $728,522, Keeseekoose Band Kamsack Sask $689,300, Keeseekoowenin Band Elphinstone Man $216,145, Kehewin Band Bonnyville Alb $1,147,700, Key Band Norquay Sask $184,878, Kincolith Band Kincolith C-B $378,468, Kingfisher Lake Band Kingfisher Lake Ont $262,800, Kinistino Band Chagoness Sask $122,439, Kipawa Band Council Témiscaming Qué $99,900, Kispiox Band Council Hazelton C-B $213,741, Kitamaat Band Kitamaat C-B $458,430, Kitkatla Band Kitkatla C-B $776,546, Kitsegukla Band Council South Hazelton C-B $168,652, Kitselas Band Terrace C-B $57,105, Kitsumkalum Band Terrace C-B $300,000, Kitwancool Band Council Kitwanga C-B $145,942, Kwakiutl Band Port Hardy C-B $127,000, Kwicksutaineuk Band Simoom Sound C-B $52,468, Kyuquot Band Kyuquot C-B $96,750, Lac La Croix Band Fort Frances Ont $225,081, Lac La Hache Band Wollaston Lake Sask $268,000, Lac La Ronge Band La Ronge Sask $1,323,516, Lac Seul Band Lac Seul Ont $186,950, Lac Simon Band Louvicourt Qué $393,400, Lac St-Jean Band Pointe-Bleue Qué $1,471,560, Lakalzap Band Greenville C-B $501,580, Lake Babine Indian Band Burns Lake C-B $592,561, Lake Manitoba Band Vogar Man $323,375, Lake St Martin Band Gypsumville Man $267,000, Lansdowne House Settlement Council Geraldton Ont $90,000, La Romaine Band Council La Romaine Qué $538,140, Lax Kw'Alaams Band Port Simpson C-B $483,780, Lennox Island Band Lennox Island Î-P-É $229,409, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $5,407,989, Lillooet Band Lillooet C-B $54,096, Little Black Bear Band Goodeve Sask $156,639, Little Black River Band O'Hanley Man $389,145, Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man $776,961, Little Pine Band Paynton Sask $322,278, Little Red River Band Fox Lake Alb $3,072,768, Little Saskatchewan Band Gypsumville Man $124,875, Little Shuswap Band Chase C-B $75,000, Long Lake No 58 Band Long Lac Ont $280,400, Long Lake No 77 Band Long Lac Ont $140,475, Long Plain Band Edwin Man $484,128, Long Point Band Council Winneway River Qué $183,655, Lower Nicola Band Merritt C-B $145,304, Lubicon Lake Band Peace River Alb $145,306, Lytton Band Lytton C-B $1,225,014, Makwa Sahgaiehcan Band Loon Lake Sask $194,065, Marten Falls Band Geraldton Ont $294,372, Masset Band Masset C-B $438,630, Mathias Colomb Band Pukatawagan Man $1,542,867, McLeod Lake Indian Band McLeod Lake C-B $56,568, Membertou Band Sydney N-É $115,016, Metlakatla Band Metlakatla C-B $485,509, Michipicoten Band Wawa Ont $59,384, Micmacs of Maria Band Council Maria Qué $278,786, Millbrook Band Truro N-É $131,121, Mingan Band Mingan Qué $1,210,153, Ministère du Conseil exécutif Québec Qué $3,900,000, Ministère de l'Éducation Québec Qué $8,151,642, Ministère de l'Environnement Québec Qué $52,592, Mississauga Band Blind River Ont $241,768, Mistawasis Band Leask Sask $445,804, Mohawk Council of Kanawake Kanawake Qué $1,619,876, Mohawks of the Bay of Quinte Band Deseronto Ont $579,126, Montreal Lake Band Montreal Lake Sask $562,982, Moose Factory Band Moose Factory Ont $834,567, Moose Lake Band Moose Lake Man $229,354, Moose Woods Band Saskatoon Sask $92,451, Moosomin Band Cochin Sask $210,065, Moravian of the Thames Band Thamesville Ont $148,500, Moricetown Band Council Smithers C-B $284,245, Mosiquito Band Cando Sask $169,252, Mount Currie Band Mount Currie C-B $1,099,870, Mount Schefferville Council Schefferville Qué $651,589, Muncey of the Thames Band Muncey Ont $62,300, Muscowpetung Band Fort Qu'Appelle Sask $231,691, Muskeg Lake Band Leask Sask $234,591, Muskowekwan Band Lestock Sask $390,130, Muskrat Dam Band Pickle Lake Ont $87,500, Musqueam Band Vancouver C-B $172,214, Naicatchewenin Band Devlin Ont $148,425, Nanaimo Band Nanaimo C-B $225,657, Natashquan Band Council Natashquan Qué $551,532, Nazko Indian Band Quesnel C-B $69,320, Necoslie Indian Band Fort St James C-B $529,494, Nelson House Band Nelson House Man $701,310, Nemaiah Valley Band Nemaiah Valley C-B $158,532, New Credity Band Hagersville Ont $271,800, Nicickousemenecaning Band Fort Frances Ont $250,475, Nicomen Band Lytton C-B $229,600, Nikaneet Band Maple Creek Sask $127,252, Nimpkish Band Alert Bay C-B $466,165, Nipissing Band Sturgeon Falls Ont $255,772, North American Lumber Prince Albert Sask $127,717, Northlands Band Lac Brochet Man $781,370, North Spirit Lake Band Cochenour Ont $111,100, North Thompson Band Barriere C-B $103,400, Northwest Angle No 33 Band Angle Inlet Minn É-U $276,550, Northwest Angle No 37 Band Sioux Narrows Ont $98,800, Norway House Band Norway House Man $1,811,105, Nut Lake Band Rose Valley Sask $290,504, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $800,200, Oak Lake Band Pipestone Man $122,875, O'Chiese Band Rocky Mountain House Alb $175,000, Ochapowace Band Whitewood Sask $258,590, Odanak Band Council Odanak Qué $187,650, Ohiaht Band Bamfield C-B $127,621, Ojibways of Onegaming Band Nestor Falls Ont $207,300, Okanagan Band Vernon C-B $597,550, Okanese Band Balcarres Sask $69,626, Old Factory Band Council Old Factory Qué $280,000, One Arrow Band Batoche Sask $157,252, Oneidas of the Thames Band Southwold Ont $488,236, Onion Lake Band Lloydminster Sask $560,556, Opetchesaht Band Port Alberni C-B $60,000, Osnaburgh Band New Osnaburgh Ont $370,900, Osoyoos Band Oliver C-B $144,500, Oweekeno Band Dawson Landing C-B $579,100, Oxford House Band Oxford House Man $86,236, Pabineau Band Bathurst N-B $77,500, Pacheenaht Band Port Renfrew C-B $208,169, Parry Island Band Parry Sound Ont $58,358, Pasqua Band Fort Qu'Appelle Sask $396,130, Paul Band Duffield Alb $126,000, Pauquachin Band Brentwood Bay C-B $115,612, Pavilion Band Cache Creek C-B $81,144, Pays Plat Band Rossport Ont $76,806, Peepeekisis Band Balcarres Sask $208,878, Peguis Band Hodgson Man $1,169,520, Peigan Band Standoff Alb $698,000, Pelican Lake Band Leoville Sask $75,000, Penelakut Band Chemainus C-B $200,395, Piapot Band Cupar Sask $446,703, Pic Heron Bay Band Heron Bay Ont $148,204, Pic Mobert Band Mobert Ont $161,204, Pictou Landing Band Trenton N-É $112,071, Pikangikum Band Pikangikum Ont $737,630, Pine Creek Band Camperville Man $309,500, Poorman Band Quinton Sask $372,130, Poplar Hill Band Red Lake Ont $149,300, Poplar River Band Negginan Man $652,234, Poundmaker Band Cut Knife Sask $296,065, Prophet River Indian Band Mile 232 Alaska Highway C-B $148,691, Province du Manitoba Winnipeg Man $950,000, Provincial Treasurer Alberta Municipal Affairs Edmonton Alb $624,600, Quatsino Band Coal Harbour C-B $114,262, Rainy River Band Emo Ont $390,673, Rat Portage Band Kenora Ont $257,500, Red Earth Band Red Earth Sask $810,811, Red Bank Band Red Bank N-B $293,160, Red Pheasant Band Cando Sask $178,545, Red Rock Band Nipigon Ont $288,502, Red Sucker Lake Band Red Sucker Lake Man $291,389, Restigouche Band Council Restigouche Qué $564,578, River Desert Band Council Maniwaki Qué $1,162,700, Rocky Bay Band MacDiarmid Ont $180,764, Rolling River Band Erickson Man $140,145, Roseau River Band Ginew Man $497,365, Sachigo Band Sachigo Ont $211,100, Saddle Lake Band Saddle Lake Alb $1,220,193, Sakimay Band Grenfell Sask $292,660, Sandy Bay Band Marius Man $689,120, Sandy Lake Band Favourable Lake Ont $1,189,045, Sandy Lake Band Shell Lake Sask $620,837, Sarcee Band Calgary Alb $292,860, Saulteaux Band Cochin Sask $129,439, Saulteaux Indian Band Chetwynd C-B $93,000, Seabird Island Bend Agassiz C-B $162,789, Seine River Band Mine Centre Ont $320,500, Sept-Îles Maliotenam Council Sept-Îles Qué $167,400, Serpent River Band Cutler Ont $177,184, Seton Lake Band Shalath C-B $90,144, Shackan Band Merritt C-B $226,300, Shamattawa Band Shamattawa Man $443,870, Shequiandah Band Shequiandah Ont $154,968, Sheshaht Band Port Alberni C-B $91,706, Shoal Lake Band Pakwaw Lake Sask $127,252, Shoal Lake No 39 Band Kejick Ont $331,200, Shoal Lake No 40 Band Kejick Ont $239,600, Shoal

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

River Band Pelican Rapids Man $332,404, Shubenacadie Band Shubenacadie N-É $425,413, Sioux Valley Band Griswold Man $507,818, Six Nations Band Ohsweken Ont $1,127,051, Six Nations Traditional Hereditary Chiefs of Oka Oka Qué $484,360, Skidgate Band Skidgate C-B $537,412, Skookumchuck Band Port Douglas C-B $110,022, Skwah Band Chilliwack C-B $74,607, Sliammon Band Powell River C-B $132,310, Société Relogement Naskapis Montréal Qué $495,930, Soda Creek Band Williams Lake C-B $54,152, Songhees Band Victoria C-B $61,000, Spallumcheen Band Enderby C-B $326,193, Spanish River Band Massey Ont $415,939, Split Lake Band Split Lake Man $632,072, Squamish Band North Vancouver C-B $342,294, St-Augustin Band Council Cté Duplessis Qué $141,012, St Mary's Band Fredericton N-B $148,667, St Theresa Point Band St Theresa Point Man $761,890, Standing Buffalo Band Fort Qu'Appelle Sask $413,917, Starblanket Band Balcarres Sask $168,926, Stellaquo Indian Band Fraser Lake C-B $231,248, Stone Band Hanceville C-B $58,896, Stony Rapids Band Stony Rapids Sask $426,300, Stoney Creek Indian Band Vanderhoof C-B $141,245, Stuart Trembleur Indian Band Fort St James C-B $218,743, Sturgeon Lake Band Shellbrook Sask $549,288, Sturgeon Lake Band Valleyview Alb $62,550, Sucker Creek Band Little Current Ont $208,648, Sumas Band Abbottsford C-B $137,107, Summer Beaver Settlement Pickle Lake Ont $226,800, Sunchild Band Rocky Mountain House Alb $300,000, Swan Lake Band Swan Lake Man $248,860, Sweetgrass Band Gallivan Sask $210,065, Tahltan Band Telegraph Creek C-B $221,290, Takla Lake Indian Band Takla Landing C-B $689,369, Tallcree Band Fort Vermilion Alb $623,932, Temagami Band Temagami Ont $78,800, The Pas Band The Pas Man $997,747, Thunderchild Band Turtleford Sask $291,691, Thunderchild Technical Institute North Battleford Sask $1,391,000, Témiscaming Band Council Notre-Dame-du-Nord Qué $239,507, Tobique Band Perth-Andover N-B $403,565, Toosey Band Riske Creek C-B $84,049, Tsartlip Band Brentwood Bay C-B $153,676, Tsawataineuk Band Kingcome Inlet C-B $259,044, Tsawout Band Saanichton C-B $120,858, Tsulquate Band Port Hardy C-B $646,584, Turnor Lake Band Turnor Lake Sask $112,800, Uchucklesaht Band Port Alberni C-B $96,706, Ulkatcho Band Anahim Lake C-B $143,136, Upper Nicola Band Merritt C-B $371,905, Valley River Band Shortdale Man $142,745, Wabigoon Band Dinorwic Ont $191,900, Wagmatcook Band Baddeck N-É $121,000, Walpole Island Band Wallaceburg Ont $733,100, Wapekeka Band Angling Lake Ont $86,200, Wasagamack Band Wasagamack Man $555,208, Waterhen Band Skownan Man $590,125, Waterhen Lake Band Waterhen Lake Sask $284,678, Wayne Temple Building Materials Prince Albert Sask $233,906, Waywayseecappo Band Rossburn Man $371,305, Webequie Settlement Council Nakina Ont $616,600, Weenusk Band Winisk Ont $134,759, Westbank Band Westbank C-B $256,790, West Bay Band Excelsior Ont $489,421, West Moberly Indian Band West Moberly Lake C-B $60,000, Weymontachie Band Council Sanmaur Qué $342,900, Whe-La-La-U Area Council Alert Bay C-B $171,806, White Bear Band Carlyle Sask $415,400, Whitefish Bay Band Pawitik Ont $450,100, Whitefish Lake Band Naughton Ont $107,500, Whitefish Lake Band No 128 Goodfish Lake Alb $677,000, Whitefish Lake Band No 459 Atikameg Alb $122,211, Whitefish River Band Birch Island Ont $54,500, Whycocomagh Band Whycocomagh N-É $280,120, Wikwemikong Band Wikwemikong Ont $751,804, Williams Lake Band Williams Lake C-B $225,216, Woodstock Band Woodstock N-B $93,444, Wunnumin Band Wunnumin Lake Ont $219,200, York Factory Band York Landing Man $139,185.

Contributions aux Indiens et aux Inuit, à leurs bandes, à leurs agglomérations et corporations, aux gouvernements provinciaux et à d'autres organismes en vue d'aider à la conception, la construction, l'entretien et l'exploitation des services, des installations et des logements communautaires—Entretien et exploitation $57,052,251—Abegweit Band Cornwall Î-P-É $54,004, Abitibiwinni Band Amos Qué $51,312, Betsiamites Band Bersimis Qué $186,199, Ahousaht Band Ahousaht C-B $70,425, Alexander Band Morinville Alb $156,018, Alexis Band Glenevis Alb $139,379, Alkali Lake Band Williams Lake C-B $57,331, Anaham Band Alexis Creek C-B $97,000, Barriere Lake Band Council Rapid Lake Qué $67,462, Beardy's Band Duck Lake Sask $151,864, Beaver Lake Band Lac La Biche Alb $166,255, Bella Coola Band Bella Coola C-B $103,343, Berens River Band Berens River Man $136,876, Betsiamites Band Council Betsiamites Qué $224,386, Big «C» Band La Loche Sask $91,900, Big Cover Band Rexton N-B $297,607, Bigstone Cree Band Desmarais Alb $228,992, Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont $124,234, Birdtail Sioux Band Beulah Man $68,783, Blackfoot Band Gleichen Alb $442,989, Blood Band Cardston Alb $1,018,142, Bloodvein Band Bloodvein Man $79,996, Boyer River Band High Level Alb $83,505, Brokenhead Band Scanterbury Man $52,161, Buffalo River Band Dillon Sask $94,300, Burnt Church Band Legaceville N-B $161,432, Chapel Island Band St Peters N-É $66,430, Canim Lake Band 100 Mile House C-B $108,295, Canoe Creek Band Dog Creek C-B $71,855, Canoe Lake Band Canoe Narrow Sask $64,800, Carry the Kettle Band Sintaluta Sask $95,652, Chehalis Band Harrison Mills C-B $70,463, Chemahawin Band Easterville Man $71,504, Chemainus Band Ladysmith C-B $106,037, Chippewas of Kettle Point Band Forest Ont $57,175, Chippewas of Rama Band Rama Ont $64,544, Chippewas of the Thames Band Muncey Ont $71,264, City of Fredericton Fredericton N-B $184,344, City of Sydney Sydney N-É $119,003, Clayoquot Band Tofino C-B $64,289, Cold Lake Band Grand Centre Alb $193,216, Conseil de la Police Amérindienne Pointe-Bleue Qué $3,066,936, Cote Band Kamsack Sask $146,375, Cowessess Band Broadview Sask $100,615, Cowichan Band Duncan C-B $157,283, Crane River Band Crane River Man $66,412, Cree Band Fort Chipewyan Alb $64,633, Cross Lake Band Cross Lake Man $248,137, Dakota Ojibway Tribal Council Brandon Man $935,140, Dene Tha' Band Chateh Alb $141,681, Ditidaht Band Port Alberni C-B $66,521, Ebb and Flow Band Ebb and Flow Man $93,463, Eel Ground Band Newcastle N-B $89,998, English River Band Patuanak Sask $93,800, Eskasoni Band Eskasoni N-É $277,070, Fairford Band Fairford Man $75,553, Federation of Sask Indians Saskatoon Sask $175,000, Fisher River Band Koostak Man $76,913, Fishing Lake Band Wadena Sask $58,711, Flying Dust Band Meadow Lake Sask $78,300, Fond du Lac Band Fond du Lac Sask $68,003, Fort Alexander Band Pine Falls Man $247,282, Fort McKay Band Fort McKay Alb $84,118, Fort McMurray Band Fort McMurray Alb $146,001, Fort Nelson Indian Band Fort Nelson C-B $56,835, Fort William Band Thunder Bay Ont $64,707, Fountain Band Lillooet C-B $459,257, Frog Lake Band Frog Lake Alb $201,298, Garden Hill Band Island Lake Man $182,473, Gitanmaax Band Council Hazelton C-B $57,422, Gitlakdamix Band New Aiyawsh C-B $73,220, Gitwangak Band Council Kitwanga C-B $51,238, God's Lake Band God's Lake Narrows Man $131,999, Gordon Band Punnicky Sask $113,573, Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont $130,100, Hartley Bay Band Hartley Bay C-B $196,533, Heart Lake Band Heart Lake Alb $119,848, Heiltsuk Band Waglisla C-B $184,491, Hesquiaht Band Tofino C-B $70,096, Hollwo Water Band Wanipigow Man $66,400, Homalco Band Hope C-B $99,894, Hurons Lorette Band Village-des-Hurons Qué $350,988, Island Lake Band Loon Lake Sask $77,500, Island Lake Tribal Council Winnipeg Man $73,000, Iroquois of St Regis Band Cornwall Ont $217,801, Islington Band White Dog Ont $125,460, James Smith Band Kinistino Sask $199,143, Janvier Band Chard Alb $91,051, John Smith Band Birch Hills Sask $79,853, Joseph Bighead Band Pierceland Sask $67,400, Kahkewistahaw Band Broadview Sask $114,108, Kasabonika Lake Band Kasabonika Lake Ont $70,573, Keeseekoose Band Kamsack Sask $125,154, Kehewin Band Bonnyville Alb $174,909, Key Band Norquay Sask $65,059, Kincolith Band Kincolith C-B $67,890, Kingsclear Band Fredericton N-B $89,724, Kitamaat Band Kitamaat C-B $92,112,

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Kitasoo Band Klemtu C-B $77,690, Kitkatla Band Kitkatla C-B $79,421, Kyuquot Band Kyuquot C-B $70,131, Lac La Hache Band Woollaston Sask $83,747, Lac La Ronge Band La Ronge Sask $193,844, Lac St-Jean Municipal Centre Pointe-Bleue Qué $258,202, Lake Babine Indian Band Burns Lake C-B $80,835, Lake Manitoba Band Vogar Man $87,461, La Romaine Band La Romaine Qué $69,247, Lac Simon Band Louvicourt Qué $58,666, Lax Kw'Alaams Band Port Simpson C-B $147,837, Lennox Island Band Lennox Island Î-P-É $63,560, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $534,745, Little Black Bear Band Balcarres Sask $51,844, Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man $98,555, Little Pine Band Paynton Sask $104,989, Little Red River Band Fox Lake Alb $524,381, Little Saskatchewan Band Gypsumville Man $72,124, Long Lake N° 58 Band Long Lac Ont $112,300, Long Lake N° 77 Band Long Lac Ont $66,000, Long Plain Band Edwin Man $182,553, Lubicon Lake Band Peace River Alb $52,986, Makwa Sahgaiehcan Band Loon Lake Sask $81,900, Manouane Band St-Michel-des-Saints Qué $114,397, Masset Band Masset C-B $90,560, Mathias Colomb Band Pukatawagan Man $144,762, Mingan Band Mingan Qué $61,893, Ministre du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $127,436, Ministre des Finances Ottawa Ont $8,000,000, Meadow Lake District Chiefs Management Co Ltd Meadow Lake Sask $50,100, Mistawasis Band Leask Sask $127,670, Mohawk Council of Kanawake Kanawake Qué $970,569, Mohawks of the Bay of Quinte Deseronto Ont $95,780, Mount Schefferville Council Schefferville Qué $57,218, Mont Sept-Îles Maliotenam Council Sept-Îles Qué $89,468, Moose Lake Band Moose Lake Man $67,529, Moosomin Band Cochin Sask $57,295, Moricetown Band Council Smithers C-B $72,786, Mosquito Band Cando Sask $73,801, Montreal Lake Band Montreal Lake Sask $99,857, Mount Currie Band Mount Currie C-B $145,348, Muscorwpetung Band Fort Qu'Appelle Sask $79,126, Muskeg Lake Band Leask Sask $97,436, Muskowekwan Band Lestock Sask $86,670, Musqueam Band Vancouver C-B $95,304, Nanaimo Band Nanaimo C-B $58,840, Natashquan Band Natashquan Qué $59,083, Nelson House Band Nelson House Man $236,610, Necoslie Indian Band Fort St James C-B $55,590, Nemaiah Valley Band Nemaiah Valley C-B $169,004, Nimpkish Band Alert Bay C-B $111,576, Nipissing Band Sturgeon Falls Ont $226,943, North Battleford Management Assoc North Battleford Sask $50,000, Norway House Band Norway House Man $243,207, Nut Lake Band Rose Valley Sask $96,944, Oak Lake Band Pipestone Man $63,111, Obedjiwan Band Obedjiwan Qué $112,932, O'Chiese Band Rocky Mountain House Alb $64,740, Ochopowace Band Whitewood Sask $93,918, Odanak Band Odanak Qué $53,153, Old Sun Community College Cultural Centre Gleichen Alb $80,000, One Arrow Band Batoche Sask $52,644, Oneidas of the Thames Band Southwold Ont $124,812, Onion Lake Band Lloydminster Sask $241,050, Oweekend Band Dawson Landing C-B $54,490, Oxford House Band Oxford House Man $161,280, Parry Island Band Parry Sound Ont $118,784, Pasqua Band Fort Qu'Appelle Sask $84,445, Paul Band Duffield Alb $118,163, Pauquachin Band Brentwood Bay C-B $59,715, Peguis Band Hodgson Man $333,008, Peigan Band Standoff Alb $438,167, Penelakut Band Chemainus C-B $71,922, Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask $111,427, Piapot Band Cupar Sask $119,139, Pictou Landing Band Trenton N-É $52,052, Pine Creek Band Camperville Man $86,154, Poorman Band Quinton Sask $105,245, Poplar River Band Negginan Man $101,069, Poundmaker Band Cut Knife Sask $93,034, Prince Albert District Chiefs Council Prince Albert Sask $75,000, Prophet River Indian Band Mile 232 Alaska Highway C-B $51,358, Qu'Appelle Indian Residential School Lebret Sask $63,000, Rainy River Band Emo Ont $50,239, Red Bank Band Red Bank N-B $79,203, Red Earth Band Red Earth Sask $60,327, Red Pheasant Band Cando Sask $99,497, Red Sucker Lake Band Red Sucker Lake Man $84,583, Restigouche Band Council Restigouche Qué $185,772, River Desert Band Council Maniwaki Qué $90,514, Rolling River Band Erickson Man $159,090, Roseau River Band Ginew Man $156,102, Sakimay Band Grenfell Sask $102,841, Sandy Bay Band Marius Man $170,957, Sandy Lake Band Shell Lake Sask $88,600, Sandy Lake Band Favourable Lake Ont $59,866, Sarcee Band Calgary Alb $370,278, Saskatchewan Indian Community College Saskatoon Sask $142,000, Saulteaux Band Cochin Sask $59,522, Seabird Island Band Agassiz C-B $70,760, Sechelt Band Sechelt C-B $81,030, Seton Lake Band Shalath C-B $52,860, Sheshaht Band Port Alberni C-B $53,260, Shoal Lake Band Pakwaw Lake Sask $50,631, Shoal Lake No 39 Band Kejick Ont $53,890, Shoal River Band Pelican Rapids Man $50,406, Shubenacadie Band Shubenacadie N-É $142,366, Sioux Valley Band Griswold Man $149,188, Six Nations Band Ohsweken Ont $760,820, Skidegate Band Skidegate C-B $73,801, Spanish River Band Massey Ont $130,305, Squamish Band North Vancouver C-B $87,912, St Theresa Point Band St Theresa Point Man $70,600, Standing Buffalo Band Fort Qu'Appelle Sask $76,573, Starblanket Band Balcarres Sask $63,576, Stoney Band Morley Alb $129,700, Stoney Creek Indian Band Vanderhoof C-B $81,110, Stony Rapids Band Stony Rapids Sask $65,645, Stuart Trembleur Indian Band Fort St James C-B $158,092, Sturgeon Lake Band Shellbrook Sask $129,985, Sunchild Band Rocky Mountain House Alb $62,098, Swan Lake Band Swan Lake Man $71,382, Sweetgrass Band Gallivan Sask $173,594, Tallcree Band Fort Vermilion Alb $148,041, The Pas Band The Pas Man $174,007, Thunderchild Band Turtleford Sask $81,885, Tobique Band Perth-Andover N-B $148,122, Touchwood File Hills District Chiefs Council Fort Qu'Appelle Sask $109,497, Town of Truro Truro N-É $143,049, Ulkatcho Band Anahim Lake C-B $105,194, Valley River Band Shordale Man $121,109, Walpole Island Band Wallaceburg Ont $151,707, Wasagamack Band Wasagamack Man $116,997, Waterhen Band Skownan Man $52,833, Waterhen Lake Band Waterhen Lake Sask $96,200, Waywayseecappo Band Rossburn Man $148,222, Weymontachie Band Sanmaur Qué $174,175, White Bear Band Carlyle Sask $95,848, Whitefish Bay Band Pawitik Ont $159,230, Whitefish Lake Band Naughton Ont $59,408, Whitefish Lake Band No 128 Goodfish Lake Alb $230,067, Whycocomagh Band Whycocomagh N-É $55,565, Williams Lake Band Williams Lake C-B $64,467, Wikwemikong Band Wikwemikong Ont $184,432, Yorkton District Chiefs Council Yorkton Sask $104,000.

Contributions à la province de Québec relativement aux logements des Inuit en vertu de la Convention de la Baie James et du Nord québécois $3,551,642—Province de Québec Québec Qué $3,551,642.

Contribution au Programme des projets spéciaux de recouvrement de capital $1,317,870—Bella Coola Band Council Bella Coola C-B $1,165,100, Blueberry River Band Council Buick C-B $125,500.

Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit pour les frais généraux d'administration $68,130,151—Abegweit Band Cornwall Î-P-É $80,624, Abitibiwinni Band Amos Qué $117,513, Adams Lake Band Chase C-B $101,878, Afton Band Afton N-É $68,141, Ahousaht Band Ahousaht C-B $116,275, Alexander Band Morinville Alb $162,240, Alexis Band Glenevis Alb $178,977, Alexis Creek Band Chilanko Forks C-B $78,156, Alkali Lake Band Williams Lake C-B $100,140, Anaham Band Alexis Creek C-B $126,271, Attawapiskat Band Attawapiskat Ont $356,680, Bella Coola Band Bella Coola C-B $185,517, Barren Lands Band Brochet Man $154,020, Barriere Lake Band Council Rapid Lake Qué $87,335, Batchewana Band Sault Ste Marie Ont $114,520, Bearskin Lake Band Bearskin Lake Ont $126,939, Beardy's Band Duck Lake Sask $193,875, Beausoleil Band Penetanguishene Ont $114,188, Beaver Lake Band Lac La Biche Alb $126,733, Berens River Band Berens River Man $247,015, Betsiamites Band Bersimis Qué $281,194, Big C Band La Loche Sask $135,084, Big Cove Band Rexton N-B $305,079, Big Grassy Band Morson Ont $69,748, Big River Band Debden Sask $109,844, Bigstone Cree Band Desmarais Alb $219,056, Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont $362,925, Birdtail Sioux Band Beulah Man $109,666, Blackfoot Band Gleichen Alb

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

$370,766, Blood Band Cardston Alb $442,482, Bloodvein Band Bloodvein Man $177,422, Blueberry Indian Band Bos 125 Montney C-B $52,054, Bonaparte Band Cache Creek C-B $77,029, Boyer River Band High Level Alb $60,720, Brokenhead Band Scanterbury Man $133,618, Buffalo River Band Dillon Sask $141,808, Burnt Church Band Legaceville N-B $244,681, Campbell River Band Campbell River C-B $59,277, Canoe Creek Band Dog Creek C-B $50,688, Canoe Lake Band Canoe Narrows Sask $141,196, Cape Mudge Band Quathiaski Cove C-B $82,577, Caribou Lake Band Weagamow Lake Ont $169,198, Cariboo Tribal Council Williams Lake C-B $109,400, Carrier Sekani Tribal Council Prince George C-B $166,300, Carry the Kettle Band Sintaluta Sask $111,391, Cat Lake Band Cat Lake Ont $122,464, Central Interior Tribal Council Kamloops C-B $1,168,100, Chamahawin Band Easterville Man $214,876, Chapel Island Band St Peters N-É $122,910, Chehalis Band Harrison Mills C-B $110,212, Chemainus Band Ladysmith C-B $91,852, Chilliwack Area Indian Council Chilliwack C-B $81,000, Chippewas of Georgina Island Band Sutton West Ont $55,200, Chippewas of Kettle Point Band Forest Ont $125,186, Chippewas of Rama Band Rama Ont $95,185, Chippewas of Sarnia Band Sarnia Ont $102,700, Chippewas of the Thames Band Muncey Ont $128,762, Churchill Band Lynn Lake Man $180,290, Clayoquot Band Tofino C-B $88,355, Cold Lake Band Grand Centre Alb $238,543, Coldwater Band Merritt C-B $86,474, Comité Coordination Attikamekw Sipi Manouane Qué $68,500, Conseil de Police Amérindienne Pointe-Bleue Qué $276,600, Constance Lake Band Calstock Ont $122,084, Cote Band Kamsack Sask $150,147, Couchinching Band Fort Frances Ont $135,287, Cowessess Band Broadview Sask $58,188, Cowichan Band Duncan C-B $200,714, Crane River Band Crane River Man $100,913, Cree Band Fort Chipewyan Alb $164,809, Cree Regional Authority Val D'Or Qué $661,620, Cross Lake Band Cross Lake Man $352,916, Cumberland House Band Cumberland House Sask $80,666, Curve Lake Band Curve Lake Ont $126,839, Dakota Ojibway Tribal Council Brandon Man $462,417, Dakota Plains Band Edwin Man $77,216, Dakota Tipi Band Portage La Prairie Man $82,313, Dauphin River Band Gypsumville Man $66,122, Deadman's Creek Band Savona C-B $50,336, Deer Lake Band Red Lake Ont $89,662, Dene Tha' Band Chateh Alb $170,237, Desolation Sound Tribal Council Powell River C-B $102,600, Ditidaht Band Port Alberni C-B $54,607, Dokis Band Monteville Ont $61,263, Eagle Lake Band Eagle Lake Ont $58,417, Ebb and Flow Band Ebb and Flow Man $157,974, Eel Ground Band Newcastle N-B $163,525, Eel River Band Dalhousie N-B $111,550, English River Band Patuanak Sask $142,298, Enoch Band Winterburn Alb $66,553, Ermineskin Band Hobbema Alb $88,067, Eskasoni Band Eskasoni N-É $304,255, Fairford Band Fairford Man $256,275, First Nations of South Island District Council Mill Bay C-B $214,600, Fisher River Band Koostatak Man $280,810, Fishing Lake Band Wadena Sask $101,075, Flying Dust Band Meadow Lake Sask $107,913, Fond du Lac Band Fond du Lac Sask $191,183, Fort Albany Band Moosonee Ont $199,148, Fort Alexander Band Pine Falls Man $264,533, Fort Chipewyan Band Fort Chipewyan Alb $54,536, Fort Hope Band Geraldton Ont $202,369, Fort Nelson Indian Band Fort Nelson C-B $108,434, Fort Severn Band Fort Severn Ont $86,274, Fort Ware Indian Band Fort Ware C-B $52,278, Fort William Band Fort Frances Ont $118,201, Fountain Band Lillooet C-B $91,092, Fox Lake Band Gillam Man $151,221, Frog Lake Band Frog Lake Alb $251,918, Garden Hill Band Island Lake Man $362,833, Garden River Band Sault Ste Marie Ont $52,465, Gitanmaax Band Council Hazelton C-B $104,209, Gitksan-Wet'suwet'en Tribal Council Hazelton C-B $196,700, Gitlakdamix Band New Aiyansh C-B $128,382, Gitwangak Band Council Kitwanga C-B $92,817, Glen Vowell Band Council Hazelton C-B $50,191, God's Lake Band God's Lake Narrows Man $286,895, God's River Band God's River Man $160,475, Golden Lake Band Golden Lake Ont $103,290, Gordon Band Punnicky Sask $139,403, Grand Rapids Band Grand Rapids Man $129,712, Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont $123,811, Gull Bay Band Armstrong Ont $69,545, Hagwilget Band Council New Hazelton C-B $55,800, Hartley Bay Band Hartley Bay C-B $92,754, Heart Lake Band Heart Lake Alb $76,977, Heiltsuk Band Waglisla C-B $184,603, Hesquiaht Band Tofino C-B $57,340, Hollow Water Band Wanipigow Man $167,846, Hurons Lorette Band Village des Hurons Qué $187,405, Indian Birch Band Birch River Man $73,947, Ingenika Indian Band Ingenika Point C-B $64,328, Interlake Reserve Development Council Ashern Man $208,453, Island Lake Band Loon Lake Sask $121,507, Islington Band Whitedog Ont $177,114, Iskut Band Iskut C-B $75,801, Jackhead Band Dallas Man $118,498, James Smith Band Kinistino Sask $167,790, Janvier Band Chard Alb $54,951, John Smith Band Birch Hills Sask $99,854, Joseph Bighead Band Pierceland Sask $106,506, Kahkewistahaw Band Broadview Sask $82,642, Kamloops Band Kamloops C-B $119,279, Kasabonika Lake Band Kasabonika Lake Ont $172,783, Kashechewan Band Kashechewan Ont $307,155, Keeseekoose Band Kamsack Sask $114,976, Keeseeloowenin Band Elphinstone Man $126,989, Keewatin Tribal Council Thompson Man $245,885, Kehewin Band Bonnyville Alb $269,831, Kincolith Band Kincolith C-B $111,634, Kingfisher Lake Band Kingfisher Lake Ont $91,207, Kingsclear Band Fredericton N-B $116,090, Kinistino Band Chagoness Sask $81,665, Kispiox Band Council Hazelton C-B $89,142, Kitamaat Band Kitamaat C-B $130,613, Kitasoo Band Klemtu C-B $132,536, Kitkatla Band Kitkatla C-B $128,377, Kitsegukla Band Council South Hazelton C-B $69,870, Kitwancool Band Council Kitwanga C-B $79,569, Kwakiutl Band Port Hardy C-B $70,198, Kwakiutl District Council Port Hardy C-B $243,100, Kyuquot Band Kyuquot C-B $67,473, Lac La Croix Band Fort Frances Ont $94,194, Lac La Hache Band Wollaston Lake Sask $132,586, Lac La Ronge Band La Ronge Sask $351,814, Lac Seul Band Lac Seul Ont $146,121, Lac Simon Band Louvicourt Qué $101,517, Lac St-Jean Band Pointe-Bleue Qué $365,013, Lakalzap Band Greenville C-B $124,361, Lake Babine Indian Band Burns Lake C-B $205,495, Lake St Martin Band Gypsumville Man $199,375, Lake Manitoba Band Vogar Man $214,631, La Romaine Band La Romaine Qué $153,874, Lax Kw'Alaams Band Port Simpson C-B $181,776, Lennox Island Band Lennox Island Î-P-É $118,269, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $1,595,186, Lillooet Tribal Council Lillooet C-B $159,900, Lillooet District Indian Council Lillooet C-B $150,100, Little Black River Band O'Hanley Man $120,086, Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man $252,008, Little Pine Band Paynton Sask $126,813, Little Red River Band Fox Lake Alb $229,512, Little Saskatchewan Band Gypsumville Man $132,137, Little Shuswap Band Chase C-B $67,192, Long Lake No 58 Band Long Lac Ont $94,310, Long Plain Band Edwin Man $250,356, Long Point Band Council Winniway River Qué $85,426, Lower Nicola Band Merritt C-B $125,929, Lower Similkameen Band Keremeos C-B $97,939, Lubicon Lake Band Peace River Alb $67,310, Lytton Band Lytton C-B $159,813, Makivik Corporation Montréal Qué $246,750, Makwa Sahgaiehcan Band Loon Lake Sask $173,551, Manouane Band Berthier Qué $99,932, Marten Falls Band Nakin Ont $64,558, Masset Band Masset C-B $147,603, Mathias Colomb Band Pukatawagan Man $277,909, Mattagami Band Gogama Ont $53,279, Meadow Lake District Chiefs Management Co Ltd Meadow Lake Sask $116,500, Membertou Band Sydney N-É $140,069, Metlakatla Band Metlakatla C-B $59,563, Micmacs of Maria Band Council Maria Qué $114,856, Millbrook Band Truro N-É $123,397, Mingan Band Mingan Qué $72,583, Mississauga Band Blind River Ont $105,625, Mistawasis Band Leask Sask $148,863, Mohawk Council of Kanawake Kanawake Qué $434,068, Mohawks of the Bay of Quinte Band Deseronto Ont $156,000, Montreal Lake Band Montreal Lake Sask $201,197, Mont Les Escoumins Council Les Escoumins Qué $62,642, Mont Schefferville Council Schefferville Qué $144,527, Moose Factory Band Moose Factory Ont $250,701, Moose Lake Band Moose Lake Man $163,819,

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Moosomin Band Cochin Sask $110,117, Moravian of the Thames Thamesville Ont $79,892, Moricetown Band Council Smithers C-B $107,502, Mosquito Band Cando Sask $92,347, Mount Currie Band Mount Currie C-B $183,569, Mowachaht Band Gold River C-B $71,591, Muscowpetung Band Fort Qu'Appelle Sask $80,443, Muskeg Lake Band Least Sask $90,968, Muskowekwan Band Lestock Sask $88,640, Musqueam Band Vancouver C-B $120,925, Naicatchewenin Band Devlin Ont $51,023, Nanaimo Band Nanaimo C-B $98,230, Natashquan Band Natashquan Qué $125,469, Necoslie Indian Band Fort St James C-B $119,647, Nelson House Band Nelson House Man $266,323, Nemaiah Valley Band Nemaiah Valley C-B $81,319, Neskainlith Band Chase C-B $68,957, New Credit Band Hagersville Ont $93,579, New Post Band Cochrane Ont $83,842, Nimpkish Band Alert Bay C-B $213,148, Nipissing Band Sturgeon Falls Ont $125,252, Nishga Tribal Council New Aiyansh C-B $134,100, North Coast Tribal Council Prince Rupert C-B $185,600, North Lands Band Lac Brochet Man $204,165, North Spirit Lake Band Cochenour Ont $73,685, North Thompson Band Barrière C-B $83,177, Northwest Angle No 33 Band Angle Inlet Minn É-U $61,628, Northwest Angle No 37 Band Sioux Narrows Ont $56,710, Norway House Band Norway House Man $359,272, Nut Lake Band Rose Valley Sask $116,152, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $468,500, Oak Lake Band Pipestone Man $119,743, Obedjiwan Band Obedjiwan Qué $117,055, Ochapowace Band Whitewood Sask $69,739, O'Chiese Band Rocky Mountain House Alb $72,577, Ojibways of Onegaming Band Nestor Falls Ont $78,810, Okanagan Band Vernon C-B $208,000, One Arrow Band Batoche Sask $90,390, Oneidas of the Thames Band Southwold Ont $214,257, Onion Lake Band Lloydminster Sask $274,264, Osnaburgh Band New Osnaburgh Ont $106,812, Osoyoos Band Oliver C-B $64,018, Oxford House Band Oxford House Man $336,673, Parry Island Band Parry Sound Ont $79,580, Pasqua Band Fort Qu'Appelle Sask $99,211, Paul Band Duffield Alb $114,523, Pavilion Band Cache Creek C-B $81,282, Peepeekisis Band Balcarres Sask $118,134, Peguis Band Hodgson Man $343,979, Peigan Band Standoff Alb $258,308, Penelakut Band Chemainus C-B $79,393, Penticton Band Penticton C-B $75,004, Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask $327,503, Pelican Lake Band Leoville Sask $73,743, Piapot Band Cupar Sask $140,262, Pic Heron Bay Band Heron Bay Ont $97,677, Pic Mobert Band Mobert Ont $76,253, Pictou Landing Band Trenton N-É $96,236, Pikangikum Band Pikangikum Ont $174,545, Pine Creek Band Camperville Man $176,661, Poorman Band Quinton Sask $187,171, Poplar River Band Negginan Man $199,303, Poundmaker Band Cut Knife Sask $121,736, Rainy River Band Emo Ont $96,574, Rat Portage Band Kenora Ont $94,820, Red Bank Band Red Bank N-B $107,556, Red Earth Band Red Earth Sask $124,010, Red Pheasant Band Cando Sask $110,721, Red Rock Band Nipigon Ont $52,060, Red Sucker Lake Band Red Sucker Lake Man $190,140, Restigouche Band Council Restigouche Qué $265,556, River Desert Band Council Maniwaki Qué $242,069, Rocky Bay Band MacDiarmid Ont $74,775, Rolling River Band Erickson Man $124,603, Roseau River Band Ginew Man $255,884, Sachigo Lake Band Sachigo Lake Ont $121,410, Saddle Lake Band Saddle Lake Alb $375,990, St Augustin Band Council St-Augustin Qué $53,151, St Mary's Band Fredericton N-B $141,429, St Theresa Point Band St Theresa Point Man $331,142, Sakimay Band Grenfell Sask $58,367, Samson Band Hobbema Alb $67,524, Sandy Bay Band Marius Man $265,441, Sandy Lake Band Favourable Lake Ont $205,347, Sand Lake Band Shell Lake Sask $157,659, Sarcee Band Calgary Alb $126,269, Saskatchewan Indian Community College Saskatoon Sask $222,000, Saulteaux Indian Band Chetwynd C-B $61,764, Saulteaux Band Cochin Sask $116,142, Scowlitz Band Harrison Mills C-B $58,013, Seabird Island Band Agassiz C-B $99,421, Sechelt Band Sechelt C-B $102,306, Seine River Band Mine Centre Ont $74,508, Sept-Îles Maliotnam Band Sept-Îles Qué $137,190, Serpent River Band Cutler Ont $96,689, Seton Lake Band Shalalth C-B $79,887, Shamattawa Band Shamattawan Man $211,396, Sheshaaht Band Port Alberni C-B $92,799, Shoal Lake Band Pakwaw Lake Sask $92,227, Shoal Lake N° 39 Band Kejick Ont $99,043, Shoal Lake N° 40 Band Kejick Ont $65,519, Shoal River Band Pelican Rapids Man $188,879, Shubenacadie Band Shubenacadie N-É $203,962, Sioux Valley Band Griswold Man $200,034, Six Nations Band Ohsweken Ont $398,920, Six Nations Traditional Hereditary Chiefs of Oka Oka Qué $129,530, Témiscaming Band Council Notre-Dame-du-Nord Qué $97,358, Skidegate Band Skidegate C-B $93,093, Sliammon Band Powell River C-B $63,328, Soda Creek Band Williams Lake C-B $52,049, South East Resource Development Council Winnipeg Man $376,591, Spallumcheen Band Enderby C-B $100,364, Spanish River Band Massey Ont $161,035, Split Lake Band Split Lake Man $261,664, Squamish Band North Vancouver C-B $152,149, Standing Buffalo Band Fort Qu'Appelle Sask $104,680, Starblanket Band Balcarres Sask $50,990, Sto:lo Nation Band Sardis C-B $103,595, Stoney Band Morley Alb $177,241, Stoney Creek Indian Band Vanderhoof C-B $101,141, Stony Rapids Band Stony Rapids Sask $176,724, Stuart Trembleur Indian Band Fort St James C-B $135,348, Sturgeon Lake Band Shellbrook Sask $164,457, Sucker Creek Band Little Current Ont $66,569, Summer Beaver Settlement Pickle Lake Ont $77,870, Sunchild Band Rocky Mountain House Alb $68,290, Swampy Cree Tribal Council The Pas Man $326,956, Swan Lake Band Swan Lake Man $153,888, Sweetgrass Band Gallivan Sask $127,079, Takla Lake Indian Band Takla Landing C-B $97,970, Tahltan Band Telegraph Creek C-B $72,926, Tallcree Band Fort Vermilion Alb $80,914 Temagami Band Temagani Ont $63,630, The Pas Band The Pas Man $316,552, Thunderchild Band Turtleford Sask $171,436, Tobique Band Perth-Andover N-B $156,911, Touchwood File Hills Qu'Appelle District Chiefs Council Fort Qu'Appelle Sask $177,800, Tribal Chief's Assoc of Northeastern Alberta St-Paul Alb $58,000, Tsartlip Band Brentwood Bay C-B $68,328, Tsawataineuk Band Kingcome Inlet C-B $76,658, Tsawout Band Saanichton C-B $59,392, Tsulquate Band Port Hardy C-B $94,041, Turnor Lake Band Turnor Lake Sask $78,784, Ucluelet Band Ucluelet C-B $53,443, Ulkatcho Band Anahim Lake C-B $107,671, Upper Nicola Band Merritt C-B $109,844, Valley River Band Shortdale Man $127,656, Wagmatcook Band Baddeck N-É $118,884, Wahpeton Band Prince Albert Sask $87,387, Walpole Island Band Wallaceburg Ont $147,910, Wapekeka Band Angling Lake Ont $95,918, Wasagamack Band Wasagamack Man $262,283, Waterhen Band Skownan Man $152,183, Waterhen Lake Band Waterhen Lake Sask $129,743, Waywayseecappo Band Rossburn Man $188,974, Webequie Settlement Council Nakina Ont $98,238, Weenusk Band Winisk Ont $108,004, Westbank Band Westbank C-B $133,058, West Bay Band Excelsior Ont $177,517, West Region Tribal Council Dauphin Man $239,098, Whe-La-La-U Area Council Alert Bay C-B $84,279, Weymontachie Band Sanmaur Qué $124,423, White Bear Band Carlyle Sask $129,518, Whitefish Bay Band Pawitik Ont $184,430, Whitefish Lake Band Naughton Ont $63,491, Whitefish Lake Band N° 128 Goodfish Lake Alb $230,727, Whitefish River Band Birch Island Ont $82,404, Wikwemikong Band Wikwemikong Ont $248,135, Whycocomagh Band Whycocomagh N-É $145,342, Williams Lake Band Williams Lake C-B $88,210, Woodstock Band Woodstock N-B $88,811, Wunnumin Lake Band Wunnumin Lake Ont $135,258, Yellowhead Tribal Council Edmonton Alb $187,085, York Facotry Band York Landing Man $159,351, Yorkton District Chiefs Council Yorkton Sask $205,000.

Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit aux fins de la planification de l'aménagement local $3,986,410— Alexander Band Morinville Alb $53,000, Comité Coordination Attikamekwsipi La Tuque Qué $157,500, Algonquin de L'Ouest du Québec Council Val d'Or Qué $50,000, Mingan Band Council Mingan Qué $79,429, North Coast Tribal Council Prince Rupert C-B $59,200, Restigouche Band Council Restigouche Qué $50,000, Treaty Eight Renovations Slave Lake Alb $56,583.

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Contributions aux associations indiennes pour l'élaboration de politiques et la consultation en cette matière $16,422,710—Canadian Executive Service Overseas Toronto Ont $114,872, Carrier Sekani Tribal Council Prince George C-B $76,044, Chiefs of Ontario Toronto Ont $176,000, Conseil Algonquin de L'Ouest du Québec Val D'Or Qué $62,000, Conseil Attikamek Montagnais Village des Hurons Qué $209,000, Cree Regional Authority Val D'Or Qué $63,000, Dakota Ojibway Tribal Council Brandon Man $64,400, Federation of Saskatchewan Indians Saskatoon Sask $741,000, First Nations Confederacy Winnipeg Man $50,000, Indian Assoc of Alberta Edmonton Alb $1,010,000, Island Lake Tribal Council Winnipeg Man $65,432, Keewatin Tribal Council Thompson Man $57,664, Kootney Indian Area Council Cranbrook C-B $57,000, Makivik Corporation Montréal Qué $100,000, Manitoba Indian Brotherhood Winnipeg Man $76,355, Manitoba Keewatinowi Okimakonae Band Thompson Man $107,692, Meadow Lake District Chiefs Management Co Ltd Meadow Lake Sask $119,985, National Indian Brotherhood Ottawa Ont $7,597,937, National Indian Veterans Assoc Ottawa Ont $72,147, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $114,308, Oweekeno Kitassoo Nuxalt Tribal Council Bella Coola C-B $54,347, Prairie Treaty Nations Alliance Winnipeg Man $75,755, Prince Albert District Chiefs Prince Albert Sask $67,285, Prince Albert District Chiefs Development Corporation Prince Albert Sask $127,600, Saskatchewan Indian Federated College Régina Sask $129,766, Saskatchewan Indian Veterans Assoc Régina Sask $65,000, Saskatchewan Indian Women's Assoc Saskatoon Sask $125,000, Saskatoon District Chiefs Saskatoon Sask $118,000, Shellbrook Agency Chiefs Shellbrook Sask $50,285, The Alliance Tribal Council Vancouver C-B $51,453, Touchwood File Hills Qu'Appelle District Chiefs Council Fort Qu'Appelle Sask $120,770, Union of British Columbia Chiefs Vancouver C-B $70,000, Union of New Brunswick Indians Fredericton N-B $311,923, Union of Nova Scotia Indians Sydney N-É $283,385, Yukon Indian Women's Assoc Whitehorse TY $78,700.

Contributions aux bandes indiennes pour les régimes d'avantages sociaux des employés $1,363,951—Conseil Attikamek Montagnais Village-des-Hurons Qué $732,841, Conseil de la Police Amérindienne Pointe-Bleue Qué $256,381, Mohawk Council of Kanawake Kanawake Qué $169,728.

Contributions aux bandes indiennes pour les programmes relatifs au perfectionnement de la gestion indienne et à la formation paraprofessionnelle en développement social $6,307,862—Anishinaabe Child and Family Services Ashern Man $77,366, Blackfoot Band Gleichen Alb $50,000, Blood Band Cardston Alb $58,000, Centre for Indian Training and Research Vancouver C-B $100,000, Conseil Algonquin de l'Ouest du Québec Val D'Or Qué $52,900, Conseil Attikamek Montagnais Village-des-Hurons Qué $74,500, Dakota Ojibway Tribal Council Brandon Man $85,000, Iliquik Corporation Dorval Qué $75,000, Indian Chiefs Budget Committee Winnipeg Man $118,367, Keewatin Tribal Council Thompson Man $50,000, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $50,499, Muncey of the Thames Band Muncey Ont $93,185, Native Training Institute Spences Bridge C-B $75,000, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $75,850, Peigan Band Standoff Alb $60,000, Six Nations Band Ohsweken Ont $81,000, Southeast Resource Development Council Winnipeg Man $111,950, Swampy Cree Tribal Council The Pas Man $70,000, University of Western Ontario London Ont $290,702, West Region Tribal Council Dauphin Man $65,000.

PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD $549,633,548

Subventions à des particuliers ou à des organisations pour l'avancement de la culture indienne et de la culture inuit $49,992

Subventions aux universités et instituts canadiens pour la formation relative à la recherche scientifique dans le Nord $825,000—Université McGill Montréal Qué $58,000, Université de l'Alberta Edmonton Alb $51,000, Université Laval Québec Qué $57,000, Université de Toronto Toronto Ont $55,000.

Subvention à l'association universitaire canadienne d'études nordiques en vue de coordonner les activités scientifiques touchant le nord dans les universités canadiennes $180,000—Assoc des universités canadiennes Ottawa Ont $180,000.

Subvention sous forme de prix accordé à une personne dont la contribution aux sciences du Nord est jugée éminente $5,000

Subvention à l'Institut de recherches politiques pour faire une étude sur l'évolution politique dans le Nord $10,000

Subventions à la Yukon Conservation Society afin de favoriser la conservation des ressources naturelles du Yukon $12,000

Subventions au Comité canadien des ressources de l'Arctique en vue de promouvoir l'analyse, par un organisme indépendant, des questions relatives au Nord et des propositions de l'industrie et du gouvernement à l'égard de ces questions $70,000—Comité canadien des ressources de l'Arctique Ottawa Ont $70,000.

Subventions de $10,000 à la British Columbia and Yukon Chamber of Mines; $7,500 à l'Alberta Chamber of Resources; $20,000 à la Yukon Chamber of Mines; $20,000 à la Northwest Territories Chamber of Mines pour aider au fonctionnement des cours de formation de prospecteurs et au maintien de bureaux permanents dans le but d'instruire et d'aider toutes les personnes intéressées par la prospection $57,500

Subventions de $5,000 à la Territories Accident Prevention Association et de $1,500 à la Northwest Territories Mine Safety Association $6,500

Subvention à l'Association des prospecteurs du Yukon $2,000

Subventions aux prospecteurs selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil $50,748

Contribution au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour les soins hospitaliers dispensés aux Indiens et aux Inuit $21,436,211—Gouvernement des TN-O Yellowknife TN-O $21,436,211.

Contribution au gouvernement du Yukon pour les soins hospitaliers dispensés aux Indiens $1,692,111—Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY $1,692,111.

Contribution au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour l'assurance-maladie des Indiens et des Inuit $4,225,942—Gouvernement du TN-O Yellowknife TN-O $4,225,942.

Contribution au gouvernement du Yukon pour l'assurance-maladie des Indiens $587,565—Gouvernement du Yukon Whitehorse TY $587,565.

Contribution au gouvernement du Yukon pour la location ou l'achat de maisons à prix modique $208,000—Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY $208,000.

Contribution aux Inuit en vue de favoriser le progrès économique des Inuit $1,272,384—Arctic Co-operative Ltd Yellowknife TN-O $1,239,000.

Contribution aux associations des autochtones du Nord pour leur permettre d'effectuer des recherches et d'exécuter des projets susceptibles d'étayer leurs intérêts et afin de leur permettre d'obtenir des conseils et d'être consultées sur les questions relatives au développement du Nord $112,978

Contribution aux associations inuit pour leur permettre d'exécuter des programmes selon les objectifs et les critères établis pour le programme des centres d'éducation en culture autochtone

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

$454,000—Inuit Cultural Institute Eskimo Point TN-O $400,000, Labrador Inuit Assoc Nain Labrador $54,000.

Contribution à l'alliance constitutionnelle des Territoires du Nord-Ouest pour obtenir un consensus sur la division des Territoires du Nord-Ouest $1,119,934—Nunarritt Constitutional Forum Yellowknife TN-O $483,907, Webster Constitutional Forum Yellowknife TN-O $636,027.

Contribution au Conseil intergouvernemental de gestion du caribou $15,000

Contribution au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest relativement au projet du pipeline de Norman Wells $1,250,000—Gouvernement du TN-O Yellowknife TN-O $1,250,000.

Contributions destinées aux stratégies de production et de commercialisation des objets d'art et d'artisanat inuit $398,429—Canadian Arctic Producers Ottawa Ont $238,663, Fédération des Coopératives du Nouveau-Québec Montréal Qué $144,764.

Contributions au Programme de subvention fédérale pour les véhicules au propane $31,178

Contribution au conseil des Indiens du Yukon pour prendre part à la formation et à l'embauche des Autochtones $40,000

Contribution à la Cyprus Anvil Mining Corporation pour de l'aide financière $9,471,000—Cyprus Anvil Mining Corporation Whitehorse TY $9,471,000.

Contribution aux Associations dénées et métis relativement au projet du pipeline de Norman Wells $2,989,484—Dene Nation Yellowknife TN-O $2,370,105, Metis Assoc of NWT Yellowknife TN-O $619,379.

Contributions aux gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour les programmes d'amélioration du rendement énergétique des immeubles fédéraux, de remplacement du pétrole et de subvention fédérale pour les véhicules au propane $425,560—Gouvernement du TN-O Yellowknife TN-O $306,822, Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY $118,738.

Contribution aux gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour subventionner les consommateurs d'électricité non gouvernementaux particuliers situés principalement dans les localités septentrionales desservies au diesel $3,177,233—Gouvernement du TN-O Yellowknife TN-O $2,078,814, Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY $1,098,419.

Contributions aux gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour aider les entreprises commerciales non gouvernementales des communautés isolées du Nord à supporter le taux d'électricité $195,500—Gouvernement des TN-O Yellowknife TN-O $195,500.

Contributions pour le Centre interservices des feux de forêt du Canada $22,328

Contribution aux gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour les projets de recherche et de planification dans le cadre du programme d'initiatives pétrolières et gazières dans le Nord $1,142,087—Gouvernement des TN-O Yellowknife TN-O $612,246, Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY $529,841.

Accord pour des subventions en vertu des ressources naturelles $974,834—Baffin Regional Inuit Assoc Frobisher Bay TN-O $98,765, Fitz Smith Native Development Corporation Fort Smith TN-O $52,060, Fort Smith Hunters and Trappers Assoc Fort Smith TN-O $98,119, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $234,635, Keewatin Wildlife Federation Rankin Inlet TN-O $65,429, Patterson Enterprises Hay River TN-O $60,000, Rae Dene Band Rae TN-O $67,750, Baffin Regional Council Frobisher Bay TN-O $76,384, Fort Good Hope Hunters and Trappers Assoc Fort Good Hope TN-O $73,300.

Contribution pour projets intensifs de création d'emplois $605,384—Hamlet of Pangnirtung Pangnirtung TN-O $61,550.

Paiement au gouvernement du Yukon conformément aux accords conclus entre le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, au nom du gouvernement du Canada, et le commissaire du Yukon, au nom du gouvernement du Yukon, les paiements au gouvernement du Yukon devant être calculé selon lesdits accords; autorisation de paiements provisoires au gouvernement du Yukon avant la signature de l'accord pour l'exercice financier en cours (le montant payable en vertu de l'accord devant être diminué du total des paiements provisoires pour l'exercice financier en cours) $83,656,043—Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY $83,656,043.

Paiement au gouvernement du Yukon, conformément à un accord qui doit être conclus entre le ministre des Finances avec l'approbation du gouverneur en conseil, au nom du gouvernement du Canada, et le commissaire du Yukon, au nom du gouvernement du Yukon, cet accord devant prévoir le paiement des dépenses en capital engagées au Yukon; autorisation de paiements provisoires au gouvernement du Yukon avant la signature dudit accord (le montant payable en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires) $29,593,000—Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY $29,593,000.

Paiement au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, conformément aux accords conclus entre le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, au nom du gouvernement du Canada, et le commissaire des Territoires du Nord-Ouest, au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, les paiements au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest devant être calculé selon lesdits accords; autorisation de paiements provisoires au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest avant la signature de l'accord pour l'exercice financier en cours (le montant payable en vertu de l'accord devant être diminué du total des paiements provisoires pour l'exercice financier en cours) $292,873,883—Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $292,873,883.

Paiement au gouvernement des Terriroires du Nord-Ouest, conformément à un accord qui doit être conclu entre le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, au nom du gouvernement du Canada, et le commissaire des Territoires du Nord-Ouest, au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, cet accord devant prévoir le paiement des dépenses en capital engagées dans les Territoires du Nord-Ouest; autorisation de paiements provisoires au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest avant la signature dudit accord (le montant payable en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires) $88,722,000—Gouvernement des TN-O Yellowknife TN-O $88,722,000.

Contributions pour paiement aux fins d'études $1,672,740—Arctic Offshore Ltd Hay River TN-O $430,205, F G Bercha and Assoc Ltd Calgary Alb $51,996, Canadian Marine Drilling Ltd Alb $60,398, D P A Group Inc Calgary Alb $112,050, E S L Environmental Sciences Ltd Vancouver C-B $75,848, Geotenex Ltd Sidney C-B $401,881, Intera Environmental Consultants Ltd Calgary Alb $50,024, S L Ross Environmental Research Ltd Ottawa Ont $81,230, P J Usher Consulting Services Ottawa Ont $78,800.

PROGRAMME DES REVENDICATIONS DES AUTOCHTONES $62,900,583

Subventions aux Indiens et aux Inuit à l'égard de la Convention de la Baie James et du Nord québécois $1,379,855—Cree Regional Authority Val D'Or Qué $828,039, Makivik Corporation Montréal Qué $551,815.

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Fin*

Subvention à la bande indienne de Chemainus en règlement d'une revendication territoriale spéciale $641,728—Chemainus Band Ladysmith C-B $641,728.

Subventions aux sociétés cries et naskapis de la Baie James du Québec relativement à la Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec $19,051,467—Chisasbi Band Chisasbi Qué $1,378,179, Cree Regional Authority Val D'Or Qué $4,844,184, Eastmain Band Eastmain Qué $1,278,408, Grand Council of the Cree of Québec Val D'Or Qué $1,250,000, Great Whale River Band Great Whale River Qué $1,565,297, Mistassini Band Mistassini Lake Qué $1,890,019, Naskapi Band of Québec Québec Qué $1,093,955, Naskapi Development Corporation Québec Qué $132,000, Nemaska Band Chibougamau Qué $1,050,872, Waskaganish Band Fort Rupert Qué $1,635,043, Waswanipi Band Desmaraisville Qué $1,282,508, Wemindji Band Wemindji Qué $1,644,102.

Subventions à la Société Inuvialuit de développement pour le Fonds de développement économique et au Fonds de développement social des Inuvialuit $17,500,000—Inuvialuit Social Development Corporation Inuvik TN-O $17,500,000.

Subventions aux bandes indiennes pour des revendications territoriales particulières $5,061,600—Becher Bay Indian Band Becher Bay C-B $231,600, Peigan Band Brocket Alb $4,830,000.

Subvention à la Société Inuvialuit régionale $12,000,000—Inuvialuit Social Development Corporation Inuvik TN-O $12,000,000.

Contribution aux revendicateurs autochtones pour la préparation et la présentation de réclamations $4,473,320—Assoc of Iroquois and Allied Indians London Ont $245,000, Atlin Indian Band Atlin C-B $125,000, Carrier Sikani Tribal Council Prince George C-B $102,450, Conseil Attikamek-Montagnais Village-des-Hurons Qué $100,000, Federation of Saskatchewan Indians Prince Albert Sask $537,500, First Nation of Treaty No 1 $65,250, Grand Council Treaty No 3 Kenora Ont $236,030, Indian Association of Alberta Edmonton Alb $415,000, Kipawa Indian Band Kipawa Qué $61,625, Nishnawke Aski Nation Toronto Ont $207,000, Northern Superior Ojibway Thunder Bay Ont $50,000, Nuu-Chah-Nulth Tribal Council Fort Albany C-B $320,000, River Desert Indian Band Maniwaki Qué $50,000, Six Nations Council Ohswehen Ont $175,437, Treaties and Aboriginal Rights Winnipeg Man $563,861, Union of BC Indian Chiefs North Vancouver C-B $317,420, Union of New Brunswick Indians Fredericton N-B $170,000, Union of Ontario Indians Toronto Ont $555,000.

Contributions aux organisations considérées ou mises en place pour appliquer la convention définitive des Inuvialuit et aux gouvernements des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon pour les coûts uniques et courants pour l'application de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique $1,595,882—Committee for Original Peoples Inuvik TN-O $1,595,882.

Contribution au Manitoba, aux bandes «Northern Flood» et leurs organisations pour les dépenses en capital et les coûts d'implantation à des fins approuvées pour l'entente «Northern Flood» du Manitoba (en date du 16 septembre 1977) $1,196,731—Northern Flood Committee Winnipeg Man $1,196,731.

JUSTICE $72,782,542

Ministère $57,043,134

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE $57,043,134

Subvention à la Conférence sur l'uniformisation des lois canadiennes pour aider à payer les frais d'administration $4,000

Subvention à la Conférence sur l'uniformisation des lois pour les fins de recherche de la Conférence $617

Subvention à la Commission internationale des juristes $18,500

Subvention à l'Institut international de droit d'expression française (IDEF) $1,500

Subvention au «British Institute of International and Comparative Law (CLAS)» $10,000

Subventions en vue d'encourager les étudiants à se spécialiser dans la rédaction des lois $93,191

Subventions en vue d'encourager l'accès des Autochtones à la profession juridique $212,872

Subventions au programme des bourses Duff-Rinfret $88,876

Subventions à l'Association canadienne des chefs de police $32,000

Subventions à l'Académie de droit international de la Haye $12,000

Subventions à l'Institut canadien du droit des ressources $25,000

Subventions au Centre de recherche en droit public—Université de Montréal $23,400

Subvention au Centre de traduction et de documentation juridique $60,000

Contributions aux provinces et aux territoires, en conformité avec les accords conclus avec le Ministre au nom du Canada, pour les aider à soutenir leurs régimes d'aide juridique $45,820,661—Gouvernements de: Alb $5,664,665, C-B $8,715,420, Man $2,287,509, N-B $919,118, T-N $919,723, TN-O $415,000, N-É $1,675,549, Ont $20,204,713, Î-P-É $142,660, Sask $1,846,637, TY $220,000.

Contributions aux provinces et aux territoires, en conformité avec les accords conclus avec le Ministre au nom du Canada, pour les aider à soutenir leurs programmes visant à indemniser les victimes d'actes criminels violents $2,440,982—Gouvernements de: Alb $235,000, C-B $282,390, Man $104,720, N-É $85,930, Ont $881,590, Qué $652,160, Sask $99,270.

Contributions en vue de promouvoir la recherche et les innovations dans le domaine de l'aide juridique $111,704— Société des services d'aide juridique du Manitoba Winnipeg Man $75,000.

Contributions au programme d'échange d'étudiants en droit civil et en droit coutumier durant l'été $333,091

Contributions au Conseil canadien de la documentation juridique $445,200

Contributions à l'Association canadienne des juges des cours provinciales $69,000

Contributions en vue d'aider à la réforme du droit pénal $416,855—Committee on Sexual Offences against children and youths Toronto Ont $50,000, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $223,853.

Contributions au Programme d'aide juridique des jeunes délinquants $2,469,190—Gouvernements de: Alb $320,000, C-B $811,400, Man $422,560, N-É $194,400, Ont $618,850.

Contributions au programme de justice pour les victimes $218,702

Contributions à la réforme du droit pénal—Fonds de condamnation $91,895

Contributions d'accès au Fonds d'information juridique $125,010

Contributions au programme d'aide juridique aux Autochtones et aux programmes relatifs aux Autochtones et aux responsables de l'administration de la justice $3,042,483—Gouvernement des TN-O $245,506, Trésoriers Provinciaux de: Alb $742,253, C-B

JUSTICE—*Fin*

$591,632, Man $221,491, T-N $70,200, Ont $420,039, Qué $273,231, Sask $411,724, TY $52,795.

Contributions au Fonds de consultation et de préparation $285,856—Canadian Law Information Council Toronto Ont $75,000.

Contributions au Programme de rédaction des lois de l'Université d'Ottawa $84,950

Contributions à la Société canadienne des sciences judiciaires $9,100

Contributions au Fonds pour la Loi sur les droits de la personne $496,499—Canadian Human Rights Reporter Toronto Ont $80,000.

Commissaire à la magistrature fédérale $15,187,593

Gratifications versées au conjoint survivant d'un juge qui décède dans l'exercice de ses fonctions, ou à des personnes à charge en vertu de l'approbation du Conseil du Trésor, d'une somme équivalant au sixième du traitement du juge au moment de son décès $117,900

Pensions aux termes de la Loi sur les juges $15,069,693

Cour suprême du Canada $551,815

Pensions aux termes de la Loi sur les juges $534,048—D C Abbott Ottawa Ont $75,895, E M Hall Saskatoon Sask $75,895, R Martland Ottawa Ont $65,614, L P Pigeon Ottawa Ont $69,009, W F Spence Ottawa Ont $74,234.

Gratifications à la veuve d'un juge décédé dans l'exercice de ses fonctions $17,767

TRAVAIL $55,677,840

Ministère $54,210,622

Subventions pour fins de travaux spéciaux dans le domaine du travail (recherches spéciales) $40,000

Subventions afin d'appuyer les activités qui contribuent à la réalisation des objectifs de Travail Canada $62,000

Subventions pour fins de travaux spéciaux de recherches dans le domaine du travail (Prévention des accidents) $16,000

Subventions aux syndicats et à leurs membres qui ne sont pas affiliés au Congrès du travail du Canada pour fins d'éducation syndicale $999,143—Alberta's Teachers Assoc Edmonton Alb $52,312, British Columbia Teachers Federation Vancouver C-B $50,132, Ontario Nurses' Assoc Nepean Ont $65,433, Syndicat des Fonctionnaires Provinciaux du Québec Inc Québec Qué $59,748, United Brotherhood of Carpenters and Joiners of America Willowdale Ont $89,245.

Subventions à l'appui des organismes responsables de l'élaboration des normes $10,000

Subventions au Conseil syndical du Commonwealth $20,000

Paiement de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence de la part des importateurs, de la restructuration d'une industrie ou de graves perturbations économiques au niveau d'une industrie ou d'une région $42,191,821—Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada $42,191,821.

Subventions au Centre canadien du marché du travail et de la productivité Ottawa Ont $5,000,000

Indemnités supplémentaires versées à certaines veuves de marins et à certains enfants à charge ainsi qu'en vue de prolonger des allocations à l'égard des enfants âgés de moins de 21 ans qui fréquentent l'école $9,620

Subventions à des organisations de travailleurs qui organisent des activités de formation $10,000

Subvention pour la mise en œuvre d'un programme d'attestation pour les infirmières et les infirmiers en médecine du travail $75,000—Canadian Council for Ocupational Nurses Incorporated London Ont $75,000.

Contribution aux programmes d'éducation syndicale du Congrès du travail du Canada $3,538,324—Congrès du travail du Canada Ottawa Ont $3,538,324.

Contributions aux organisations de travailleurs non affiliées au Congrès du travail du Canada en vue de promouvoir et d'améliorer les programmes d'éducation syndicale $1,090,148—Canadian Conference of Teamsters Ottawa Ont $140,992, Canadian Federation of Labour Ottawa Ont $361,332, Centrale de l'enseignement du Québec Ste-Foy Qué $145,778, Centrale des syndicats démocratiques Montréal Qué $96,266, Confédération des syndicats nationaux Montréal Qué $345,780.

Contributions aux projets relatifs à la qualité de la vie au travail $443,242—Institute of Public Affairs Dalhousie University Halifax N-É $50,655, York University Downsview Ont $63,500.

Contributions au Centre d'éducation syndicale de la région de l'Atlantique Antigonish N-É $363,000

Contributions pour les fonds de recherche sur les répercussions des changements technologiques $286,000

Contribution pour le Programme gouvernemental syndical de détachement d'employés $56,324

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail $1,467,218

Paiement au Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail $1,467,218

DÉFENSE NATIONALE $345,350,993

Ministère $345,350,993

PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE $345,350,993

Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth Britannique $18,457

M^me Mary Whittington $200

M^me Eleanor Nixon $1,047

M R P Thompson $9,724

Conférence des associations de défense Ottawa Ont $155,560

Ligue des cadets de l'armée du Canada Ottawa Ont $121,850

Ligue des cadets de l'air du Canada Ottawa Ont $121,850

Ligue navale du Canada Ottawa Ont $121,850

Association de la Marine royale du Canada Toronto Ont $9,125

Association des officiers de marine Toronto Ont $24,700

Association de l'Aviation royale du Canada Ottawa Ont $32,940

Caisse de bienfaisance de la Marine royale du Canada Ottawa Ont $9,890

DÉFENSE NATIONALE—*Fin*

Caisse de bienfaisance de l'Aviation royale du Canada Ottawa Ont $11,625

Caisse d'assistance au personnel des Forces canadiennes $10,870

Sociétés de tir $156,058—Dominion of Canada Rifle Association Ottawa Ont $123,000.

Instituts militaires et des services unis $29,200

Universités canadiennes—Étude de la science militaire $511,826—British Columbia Vancouver C-B $76,500, Calgary Calgary Alb $76,500, Dalhousie Halifax N-É $76,500, Laval Montréal Qué $76,500, Queen's Kingston Ont $76,500.

Institut canadien d'études stratégiques $50,000

Bourse de recherches—Planification d'urgence $40,727

Budget militaire et agences de l'OTAN $28,798,713

Infrastructure de l'OTAN $48,084,766

Système aéroporté de détection lointaine de l'OTAN $6,613,748

Production de matériel devant être transféré au titre de l'aide mutuelle $6,052,369

Contributions aux provinces et aux municipalités aux fins de la préparation d'urgence $5,582,847—Nouveau-Brunswick $1,806,253, Québec $1,249,010, Ontario $1,375,313, Manitoba $483,771, Saskatchewan $125,264, Alberta $325,000, Yukon $53,572, TN-O $57,650.

Contributions aux provinces pour de l'aide financière pour les désastres $3,828,769—Terre-Neuve $1,500,000, Colombie-Britannique $2,328,769.

Contributions aux provinces et aux municipalités pour des projets d'avances de capitaux $2,034,473—Gagetown N-B $330,000, Penhold Alb $254,629, Wainwright Alb $488,061, Petawawa Ont $395,000, Summerside Î-P-É $64,775, Moose Jaw Sask $448,188.

Versements en vertu des parties I à IV de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense $6,778,635

Versements en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires $236,039,174

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL $24,282,885,516

Ministère $24,129,694,517

PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE $3,114,035

Subventions à des organismes bénévoles de services sociaux et de santé en vertu du prix Thérèse Casgrain $5,000

Subvention à l'Institut de recherches sociales et économiques à l'Université du Manitoba $217,000

Subventions aux organismes internationaux $94,035—Assoc internationale de la sécurité sociale Genève Suisse $53,034.

Subvention au Fonds des Nations Unies $333,000

Contribution au «Banff Centre School of Management» $25,000

Contribution au Conseil canadien de développement social $20,000

Contributions aux provinces, territoires et organismes nationalement reconnus et organismes pour le développement de systèmes d'information sur la santé ou le bien-être $2,420,000—British Columbia Ministry of Human Resources Victoria C-B $250,000, Canadian Hospital Assoc Ottawa Ont $150,000, Manitoba Dept of Community Services and Corrections Winnipeg Man $110,000, Manitoba Dept of Employment and Economic Security Winnipeg Man $215,000, New Brunswick Dept of Social Services Fredericton N-B $400,000, Newfoundland Dept of Social Services St John's T-N $238,360, Nova Scotia Dept of Social Services Halifax N-É $251,393, Ontario Ministry of Community and Social Services Toronto Ont $256,713, Saskatchewan Dept of Social Services Régina Sask $500,000.

PROGRAMME DES SERVICES SANITAIRES ET SOCIAUX $10,132,834,986

Subventions aux organismes nationaux bénévoles de santé en vue de partager les coûts d'exploitation des bureaux nationaux $3,025,072—Arthritis Society Toronto Ont $95,250, Assoc canadienne de l'ataxie de Friedreich Montréal Qué $60,000, Canada Safety Council Ottawa Ont $120,000, Canadian Coalition for Neurological Diseases Toronto Ont $51,000, Canadian Committee for Fertility Research Montréal Qué $110,000, Canadian Council on Smoking and Health Ottawa Ont $60,000, Canadian Cystic Fibrosis Foundation Toronto Ont $100,800, Canadian Diabetes Assoc Toronto Ont $78,750, Canadian Friends of Schizophrenics Toronto Ont $50,500, Canadian Hemophilia Society Hamilton Ont $94,500, Canadian Hospital Assoc Ottawa Ont $94,500, Canadian Institute of Child Health Ottawa Ont $66,500, Canadian Mental Health Assoc Toronto Ont $139,330, Canadian Public Health Assoc Ottawa Ont $154,330, Canadian Red Cross Society Toronto Ont $123,340, Des Actions Canada Montréal Qué $50,000, Huntington Society of Canada Cambridge Ont $94,500, Kidney Foundation of Canada Montréal Qué $100,800, Multiple Sclerosis Society of Canada Toronto Ont $99,750, Muscular Dystrophy Assoc of Canada Toronto Ont $51,804, Palliative Care Foundation Toronto Ont $72,710, Planned Parenthood Federation of Canada Ottawa Ont $200,000, Séréna Canada Ottawa Ont $80,000, Société Alzheimer Toronto Ont $84,000, St John Ambulance Assoc Ottawa Ont $95,907, Victorian Order of Nurses for Canada Ottawa Ont $53,907.

Planification familiale—Subventions pour aider au développement des services provinciaux, municipaux et bénévoles et pour certains projets particuliers dans ce domaine $164,015—Alberta West Central Health Unit Edson Alb $60,118, Gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador St John's T-N $59,000.

Subvention à l'Institut de cardiologie de l'Université d'Ottawa à l'hôpital Civic pour acquisition des immobilisations $2,500,000—Institut de cardiologie de l'Université d'Ottawa Ottawa Ont $2,500,000.

Subventions aux organismes nationaux bénévoles de service social en vue de partager les coûts d'exploitation des bureaux nationaux $3,053,107—Autism Society Canada Markham Ont $50,000, Big Brothers of Canada Burlington Ont $80,250, Boys and Girls Clubs of Canada Willowdale Ont $133,350, Canadian Assoc for Children and Adults with Learning Disabilities Ottawa Ont $118,750, Canadian Assoc for the Mentally Retarded Downsview Ont $200,000, Canadian Assoc of Schools of Social Work Ottawa Ont $91,450, Canadian Assoc of the Deaf Toronto Ont $65,750, Canadian Assoc on Gerontology Winnipeg Man $68,000, Canadian Cerebral Palsy Assoc Toronto Ont $52,500, Canadian Coordinating Council on Deafness Ottawa Ont $133,450, Canadian Council of the Blind London Ont $50,000, Canadian Council on Children and Youth Ottawa Ont $91,450, Canadian Council on Rehabilitation and Work Winnipeg Man $137,000, Canadian Council on Social Development Ottawa Ont $528,000, Canadian National Institute for the Blind Toronto Ont $168,000, Canadian Paraplegic Assoc Toronto Ont $126,357, Canadian Rehabilitation Council for the Disabled Toronto Ont $141,750, Epilepsy Canada Montréal Qué $77,500, Family Service Canada Ottawa Ont $150,000, International Social Service Canada Ottawa Ont $136,500, National Anti-Poverty Organization Ottawa Ont $197,400, The National Council of YMCA's of Canada Toronto

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

Ont $75,000, Young Women's Christian Assoc of Canada Toronto Ont $105,000.

Contributions à des personnes et à des organismes à l'appui d'activités d'intérêt national visant à améliorer les services de santé et à l'appui de recherches et de projets pilotes en hygiène publique $18,123,000—Alberta Cancer Board Edmonton Alb $214,098, Almas and Associates Ltd Burlington Ont $57,702, Canadian Committee for Fertility Research Montréal Qué $67,257, Canadian Hospital Assoc Ottawa Ont $70,842, Canadian Red Cross Ottawa Ont $412,710, Cancer Control Agency of British Columbia Vancouver C-B $82,536, Children's Hospital of Eastern Ontario Ottawa Ont $210,541, Clarke Institute of Psychiatry Toronto Ont $144,258, Clinical Research Institute of Montreal Montréal Qué $168,638, Gage Research Institute Toronto Ont $384,890, Hôpital Sainte-Justine Montréal Qué $122,433, Hospital for Sick Children Toronto Ont $522,341, Hugh MacMillan Medical Centre Toronto Ont $203,417, Institut Armand-Frappier Laval Qué $283,478, Labstat Kitchener Ont $58,907, Montreal Children's Hospital Montréal Qué $202,948, Montreal General Hospital Montréal Qué $181,558, Mount Sinai Hospital Toronto Ont $79,890, National Cancer Institute of Canada Toronto Ont $530,000, Northern Medical Unit Winnipeg Man $88,881, Ontario Medical Assoc Toronto Ont $54,194, Royal Victoria Hospital Montréal Qué $135,000, St Joseph's Hospital London Ont $92,889, Toronto General Hospital Toronto Ont $118,155, Traffic Injury Research Foundation of Canada Ottawa Ont $106,286, Universités de: Alberta Edmonton Alb $420,541, British Columbia Vancouver C-B $1,294,060, Calgary Calgary Alb $211,892, Carleton Ottawa Ont $176,475, Concordia Montréal Qué $360,717, Dalhousie Halifax N-É $367,991, Guelph Guelph Ont $101,497, Laval Québec Qué $502,840, Manitoba Winnipeg Man $1,330,612, Memorial St John's T-N $144,985, Montréal Montréal Qué $780,029, McGill Montréal Qué $1,443,411, McMaster Hamilton Ont $1,039,694, New Brunswick Fredericton N-B $143,735, Newfoundland St John's T-N $70,573, Ottawa Ottawa Ont $579,206, Québec à Montréal Montréal Qué $60,385, Queen's Kingston Ont $316,131, Saskatchewan Saskatoon Sask $238,960, Sherbrooke Sherbrooke Qué $290,583, Toronto Toronto Ont $1,729,851, Victoria Victoria C-B $52,323, Waterloo Waterloo Ont $233,062, Western Ontario London Ont $510,398, York Downsview Ont $77,457.

Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances et de la recherche $3,636,294—Canadian Diabetes Assoc Toronto Ont $50,000, Canadian Mental Health Assoc Toronto Ont $149,396, Canadian Public Health Assoc Ottawa Ont $54,600, Canadian Sickle Cell Society Toronto Ont $63,850, Centre Alternatives Montréal Qué $60,643, Children's Hospital of Eastern Ontario Ottawa Ont $51,563, Département de Santé communautaire Hôtel-Dieu de Roberval Roberval Qué $59,912, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $135,315, Immigrant Women's Centre Toronto Ont $64,465, James Bay Community Human Resources and Health Centre Victoria C-B $74,997, Memorial University of Newfoundland St John's T-N $70,857, National Institute on Mental Retardation Downsview Ont $50,000, Newfoundland and Labrador Women's Institute St John's T-N $84,435, Northwestern Ontario International Women's Decade Coordinating Council Thunder Bay Ont $112,592, PEI Department of Health and Social Services Charlottetown Î-P-É $74,919, Planned Parenthood Assoc of Nova Scotia Halifax N-É $53,304, Social Planning and Review Council of British Columbia Vancouver C-B $67,861, Société Alzheimer Society Winnipeg Man $70,526, Toronto Educational Opportunity Fund Toronto Ont $64,480, Vancouver Women's Health Collective Vancouver C-B $108,963, Universités: British Columbia Vancouver C-B $72,250, Laurentienne Sudbury Ont $92,758, Manitoba Winnipeg Man $75,334, Sherbrooke Sherbrooke Qué $62,713.

Contributions à des organismes pour le Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS) $14,289

Contributions aux provinces et aux territoires pour des services de santé assurés en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé $5,321,533,000

Contributions aux provinces et aux territoires pour des services complémentaires de santé en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé $1,008,853,000

Contributions aux provinces, à des organismes de bien-être social, y compris les écoles de service social, et à des particuliers, en vue d'appuyer des travaux d'intérêt national visant à l'amélioration des services de bien-être social $3,324,579—Alberta Children's Hospital Calgary Alb $122,686, British Columbia Federation of Foster Parent Assoc Vancouver C-B $63,750, Canadian Assoc for the Mentally Retarded Downsview Ont $92,605, Canadian Council on Homemaker Services Toronto Ont $100,285, Central Volunteer Bureau of Ottawa-Carleton Ottawa Ont $53,808, Comité de Liaison des Handicapés Physiques du Québec Montréal Qué $83,752, Community Services Council of Newfoundland and Labrador St John's T-N $90,217, Family Service Canada Ottawa Ont $71,501, International Conferences on Social Development Ottawa Ont $60,000, Le Collectif Familles-Gardiennes de la Basse-Ville Inc Québec Qué $51,944, London Battered Women's Advocacy Clinic Inc London Ont $149,882, Play and Learn Montague Î-P-É $79,636, Universités: Manitoba Winnipeg Man $100,406, Montréal Montréal Qué $362,865, Québec à Montréal Montréal Qué $79,210, Régina Régina Sask $292,017, Toronto Toronto Ont $175,098, Vocational and Rehabilitation Research Institute Calgary Alb $103,265.

Paiements aux provinces et aux territoires en vertu du Régime d'assistance publique du Canada $3,635,290,019

Versements aux gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'application de la Loi sur la réadaptation professionnelle des invalides et des accords conclus en vertu de cette loi, y compris les engagements non remplis aux termes d'accords antérieurs $99,967,682

Versements aux termes des accords conclus relativement au coût des services offerts à l'intention des jeunes délinquants qui relèvent d'une autorité correctionnelle plutôt que de celle de l'aide à l'enfance, dans les provinces du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et du Territoire du Yukon $19,974,929

Contributions pour fins de recherches conformément à l'article 6 de la Loi sur la réadaptation professionnelle des invalides $5,000

Contributions à l'égard des projets visant à aider les gens qui se sont retirés du marché du travail à s'aider eux-mêmes, à aider d'autres Canadiens et la collectivité $13,371,000

PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX $64,891,104

Subventions sous forme de bourses à des individus d'ascendance indienne ou inuit pour les aider dans des études débouchant sur une carrière dans le domaine de la santé $23,265

Contributions au nom des Indiens ou des Inuit en vue du coût de la construction, l'agrandissement ou la rénovation d'hôpitaux, d'installations de distribution des soins et d'autres établissements ainsi qu'en vue de l'acquisition de matériel de soins et de matériel connexe $8,121,616—Battleford Indian Health Centre Inc North

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

Battleford Sask $610,671, Beaver Lake Band Lac-la-Biche Alb $100,000, Berens River Indian Band Berens River Man $90,286, Blood Band Stand Off Alb $803,744, Conseil de Bande des Montagnais du Lac St-Jean Pointe-Bleue Qué $56,177, Cree Board of Health and Social Services of James Bay Chasibli Qué $695,279, Day Star Band Punnichy Sask $87,300, God's River Indian Band God's River Man $88,249, James Bay General Hospital Board Moosonee Ont $231,541, Jean Marie Dene Band Jean Marie River TN-O $92,763, Kasabonika Lake Band Kasabonika Ont $1,416,840, Kateri Memorial Hospital Centre Kahnawake Qué $420,000, Lake St Martin Band Gypsumville Man $59,878, Manitoulin Health Centre Little Current Ont $60,654, Melfort Union Hospital Melfort Sask $118,130, Pic 50 Heron Bay Band Heron Bay Ont $233,273, Portage La Loche Band La Loche Sask $212,308, Saddle Lake Band Saddle Lake Alb $1,637,878, Sandy Lake Band Shell Lake Sask $380,000, Tobique Indian Band Perth N-B $54,000, Trout Lake Dene Band Trout Lake TN-O $106,311, West Bay Band West Bay Ont $185,389.

Contributions au gouvernement de Terre-Neuve en vue du coût de distribution des soins aux communautés indiennes et inuit $664,000

Contributions à des bandes indiennes et à des associations ou groupes indiens et inuit ou aux administrations locales pour les services suivants: représentants en santé communautaire, transport à des fins médicales, professionnels de la santé, promotion de la santé et services de soutien $20,833,860—Afton Indian Band Afton N-É $54,420, Ahousat Band Council Ahousat C-B $106,517, Alberta Indian Health Commission Edmonton Alb $568,827, Alexis Band Council Glenevis Alb $126,524, Battleford Indian Health Centre North Battleford Sask $984,640, Beardy's Indian Band Duck Lake Sask $51,201, Beaver Lake Treatment Centre Lac-la-Biche Alb $146,580, Berens River Band Berens River Man $63,074, Big Cove Indian Band Big Cove N-B $52,902, Big River Band Shellbrook Sask $56,655, Big Trout Lake Indian Band Big Trout Lake Ont $59,530, Blackfoot Tribal Administration Gleichen Alb $64,820, Blood Tribal Administration Stand Off Alb $279,354, Blue Quills Educational Centre St Paul Alb $79,912, Cat Lake Indian Band Cat Lake Ont $59,949, Chemainus Indian Band Ladysmith C-B $69,620, Chilliwack Area Indian Council Sardis C-B $59,806, Chipewyan Indian Band Fort Chipewyan Alb $69,167, Chippewas of Kettle and Stoney Point Indian Bands Forest Ont $73,844, Chippewas of Rama Indian Band Rama Ont $89,372, Chippewas of the Thames Indian Band Muncey Ont $50,106, Cold Lake Tribal Administration Cold Lake Alb $66,216, Conne River Indian Band Conne River T-N $180,436, Conseil Attikamek-Montagnais Village-des-Hurons Qué $456,515, Conseil de bande Barrière Lake Rapid Lake Qué $72,518, Conseil de bande de Bersimis Betsiamites Qué $59,217, Conseil de Bande Mohawk de Kahnawake Kahnawake Qué $134,993, Constance Lake Indian Band Calstock Ont $65,752, Council for Yukon Indians Whitehorse TY $68,111, Cowichan Band Council Duncan C-B $82,652, Crane River Band Crane River Man $89,776, Cree Indian Band Fort Chipewyan Alb $115,826, Cross Lake Band Cross Lake Man $130,044, Dene Tha Band Chateh Alb $89,434, Desolation Sound Tribal Council Powell River C-B $76,701, Fairford Band Fairford Man $85,158, First Nations Confederacy Inc Winnipeg Man $80,010, Fisher River Band Koostatak Man $76,300, Fort Alexander Health Care Inc Pine Falls Man $191,350, Four Band Enterprises Hobbema Alb $162,832, Frog Lake Band Frog Lake Alb $52,755, Garden Hill Band Island Lake Man $81,054, Garden River Indian Band Sault Ste Marie Ont $119,229, God's Lake Band God's Lake Narrows Man $73,232, God's River Band God's River Man $55,974, Grand Council Treaty No 3 Kenora Ont $81,876, Hollow Water Band Wanipigow Man $69,959, Indian Birch Indian Band Birch River Man $63,392, Iroquois of St Regis Indian Band Cornwall Ont $51,080, James Smith Indian Band Kinistino Sask $142,349, Kapown Centre Grouard Alb $146,580, Labrador Inuit Alcohol and Drug Abuse Program Happy Valley T-N $108,900, Lakalzap Band Council Greenville C-B $60,967, Lake Babine Indian Band Burns Lake C-B $105,242, Lake Manitoba Band Vogar Man $56,466, Lake St Martin Band Gypsumville Man $85,804, Lax'Kwalaams Band Council Masset C-B $60,556, Lennox Island Indian Band Lennox Island Î-P-É $50,559, Little Red River Band High Level Alb $152,413, Manitoba Keewatinowi Okemakanac Inc Thompson Man $163,884, Masset Band Council Masset C-B $65,163, Mattagami Indian Band Gogama Ont $53,516, Mississauga Indian Band Blind River Ont $69,192, Mistawasis Band Leask Sask $71,962, Mohawks of the Bay of Quinte Band Deseronto Ont $88,214, Montreal Lake Band Montreal Lake Sask $73,948, Moose Factory Indian Band Moose Factory Ont $83,073, Morley Treatment Centre Morley Alb $146,580, Mount Currie Indian Band Mount Currie C-B $137,534, Muskeg Lake Band Leask Sask $85,285, Muskrat Dam Indian Band Muskrat Dam Ont $105,992, Nanaimo Indian Band Nanaimo C-B $53,990, National Indian Brotherhood Ottawa Ont $83,611, Nelson House Band Nelson House Man $59,205, Nimpkish Indian Band Alert Bay C-B $258,114, Nipissing Indian Band Sturgeon Falls Ont $67,391, Nishga Tribal Council New Aiyansh C-B $136,184, Nishnawbe-Aski Nation Grand Council Treaty No 9 Timmins Ont $126,431, North Caribou Lake Indian Band Weagamow Lake Ont $79,449, Northeastern Indian Health Council Gillam Man $60,747, Northern Innu Health Council Happy Valley T-N $69,575, Norway House Band Norway House Man $78,161, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $113,175, Oneida of the Thames Indian Band Southwold Ont $57,780, Onion Lake Band Lloydminster Sask $77,313, Oxford House Band Oxford House Man $51,090, Peguis Indian Band Hodgson Man $192,206, Peigan Band Brocket Alb $59,000, Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask $141,971, Pikangikum Indian Band Pikangikum Ont $56,575, Pine Creek Band Camperville Man $118,236, Rainy River Indian Band Emo Ont $136,843, Saddle Lake Band Saddle Lake Alb $146,827, Sandy Bay Band Marius Man $376,122, Sandy Lake Band Shell Lake Sask $116,187, Sandy Lake Indian Band Sandy Lake Ont $64,994, Shamattawa Band Shamattawa Man $136,555, Shoal River Band Pelican Rapids Man $113,276, Sioux Valley Band Griswold Man $61,819, Six Nations of the Grand River Reserve Band Oshweken Ont $74,207, Southeast Resource Development Council Winnipeg Man $123,696, South Indian Lake Community Council South Indian Lake Man $52,021, Spanish River Serpent River and Mississauga Indian Bands Massey Ont $63,340, Split Lake Band Split Lake Man $54,574, St Theresa Point Band St Theresa Point Man $81,682, Stoney Tribal Administration Morley Alb $252,232, Stuart Trembleur Indian Band Fort St James C-B $50,295, Sturgeon Lake Band Spruce Home Sask $55,641, Swampy Cree Tribal Council The Pas Man $111,780, The Dene Nation Yellowknife TN-O $93,738, The Pas Band The Pas Man $146,027, Thunderchild Indian Band Turtleford Sask $90,843, Tobique Indian Band Perth N-B $50,617, Tree of Peace Yellowknife TN-O $88,664, Union of British Columbia Indian Chiefs Vancouver C-B $64,952, Union of Nova Scotia Indians Sydney N-É $150,307, Union of Ontario Indians Toronto Ont $118,193, Waasagomach Indian Band Waasagomach Man $69,553, Waterhen Band Skownan Man $135,141, Waterhen Band Waterhen Lake Sask $60,175, Whitebear Band Carlyle Sask $73,119, Waywayseecappo Indian Band Rossburn Man $56,517.

Contributions à des bandes indiennes et à des associations ou groupes indiens ou inuit en vertu du Programme national de lutte contre l'abus de l'alcool et des drogues chez les autochtones $29,231,111—Abegweit Band Cornwall Î-P-É $77,543, Aklavik Drop In Centre Aklavik TN-O $131,350, Alkali Lake Band Williams Lake C-B $53,314, Assoc for Native Development in the Performing and Visual Arts Toronto Ont $84,800, Assoc of Iroquois and Allied Indians London Ont $52,096, Baker Lake Hamlet Council Baker Lake TN-O $90,257, Battleford's Indian Health Centre North Battleford Sask $325,209, Beaver Lake Band Lac la Biche Alb $143,908, Bella Coola Indian Band Bella

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

Coola C-B $55,288, Bigstone Alcohol Program Desmarais Alb $60,438, Blackfoot-Siksika Indian Band Stand Off Alb $88,999, Blood Tribal Department of Health Stand Off Alb $96,000, Canadian Native Indian Committee on Alcoholism Thunder Bay Ont $77,504, Canim Lake Band 100 Mile House C-B $52,204, Canoe Lake Band Canoe Narrows Sask $61,482, Cape Dorset Hamlet Council Cape Dorset TN-O $75,181, Carrier-Sekani Tribal Council Prince George C-B $53,412, Centre Hospitalier de la Baie d'Hudson et des Services Sociaux Povungnituk Qué $339,821, Centre Hospitalier et des Services Sociaux de l'Ungava Nouveau Qué $202,053, Chehalis Indian Band Agassiz C-B $53,740, Chiefs of Ontario Office Toronto Ont $267,814, Chilliwack Area Indian Council Sardis C-B $84,207, Cold Lake Counselling Services Grand Centre Alb $65,098, Conne River Indian Band Conne River T-N $108,086, Conseil Attikamek Montagnais Village-des-Hurons Qué $359,515, Coppermine Hamlet Council Coppermine TN-O $54,630, Coté Band Kamsack Sask $144,237, Council for Yukon Indians Whitehorse TY $174,600, Cowessess Band Broadview Sask $129,627, Cowichan Indian Band Duncan C-B $116,055, Cree Board of Health and Social Services of James Bay Chasibli Qué $212,250, Cross Lake Band Cross Lake Man $94,931, Crossroads Treatment Centre for Alcoholism Whitehorse TY $141,274, Dakota Ojibway Tribal Council Brandon Man $50,933, Dene Tha Alcohol Program High Level Alb $64,780, Desolation Sound Tribal Council Powell River C-B $65,640, Eel Ground Indian Band Newcastle N-B $52,398, Federation of Saskatchewan Indians Saskatoon Sask $163,659, First Nations Confederacy Winnipeg Man $130,217, Fitz/Smith Indian Band Fort Smith TN-O $127,902, Fort Chipewyan Alcohol Program Fort Chipewyan Alb $62,528, Fort Franklin Band Fort Franklin TN-O $66,268, Fort Good Hope Dene Band Fort Good Hope TN-O $72,506, Fort Norman Band Fort Norman TN-O $83,003, Fort Simpson Band Fort Simpson TN-O $70,201, Four R Alcohol Program Meadow Lake Sask $151,987, Four Skies Training and Development Services Ltd Edmonton Alb $229,328, Frobisher Bay Band Frobisher Bay TN-O $52,916, Gitksan Carrier Tribal Council Hazelton C-B $147,507, Gitakdamix Council New Aiyansh C-B $51,154, God's Lake Band God's Lake Narrows Man $53,172, Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont $97,626, Grand Council Treaty No 3 Kenora Ont $55,900, Hobbema Indian Board of Health Hobbema Alb $235,699, Hollow Water Indian Band Wanipigow Man $55,906, House of Purification Hazelton C-B $70,000, Ikayiutit Committee Eskimo Point TN-O $63,861, Indian Alcohol Program of Sheshashit North West River T-N $55,413, Interior Native Alcohol and Drug Abuse Society Armstrong C-B $288,583, Interlake Reserve Tribal Council Ashern Man $254,003, Inuvik Indian Band Inuvik TN-O $63,744, Islington Band Whitedog Ont $110,074, James Smith Indian Band Kinistino Sask $68,165, Kamsack Union Hospital Kamsack Sask $89,172, Kapown Treatment Centre Grouard Alb $265,000, Kaska Dena Tribal Council Watson Lake TY $61,443, Katimavik Centre Inc Cambridge Bay TN-O $71,805, Kayahna Area Council Big Trout Lake Ont $258,564, Kehewin Counselling Services Bonnyville Alb $67,625, Kenora Community Legal Clinic Kenora Ont $101,765, Kincolith Indian Band Kincolith C-B $50,062, Kirkness Adult Learning Centre Inc Winnipeg Man $70,731, Kootenay Indian Area Council Cranbrook C-B $114,100, Kwanlin Dun Band Whitehorse TY $52,320, Labrador Inuit Alcohol and Drug Abuse Program Happy Valley T-N $364,027, Lac La Ronge Band La Ronge Sask $76,428, Lake Babine Indian Band Burns Lake C-B $99,956, Lansdowne House Settlement Council Lansdowne House Ont $70,312, Lennox Island Indian Band Lennox Island Î-P-É $119,988, Lesser Slave Lake Alcohol Program Lesser Slave Lake Alb $56,962, Lillooet District Council Lillooet C-B $59,617, Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man $70,411, Longlac Band No 58 Longlac Ont $57,588, Loon Lake Band Meadow Lake Sask $65,505, Lytton Indian Band Lytton C-B $69,520, Magwa-Gani-Gamig-Wikwemikong Native Rehabilitation Center Wikwemikong Ont $495,281, Manitoba Keewatinowi Okimakanak Indian Band Thompson Man $98,462, Masset Band Council Masset C-B $76,177, Mathias Colomb Band Pukatawagan Man $52,318, Meadow Lake Band Meadow Lake Sask $57,023, Micmacs of Maria Band Maria Qué $64,292, Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué $342,529, Montreal Lake Band Montréal Lake Sask $71,542, Moose Factory Indian Band Moose Factory Ont $107,449, Moose Lake Indian Band The Pas Man $79,519, Mount Currie Band Council Mount Currie C-B $76,575, Muscowpetung 3 Band Alcohol Project Edenwold Sask $119,512, Musqueam Indian Band Vancouver C-B $62,755, Nanaimo Indian Band Nanaimo C-B $67,692, National Alcoholism Council of Manitoba Winnipeg Man $731,090, National Assoc of Friendship Centres Ottawa Ont $138,820, National Native Advisory Council on Alcohol and Drug Abuse Ottawa Ont $393,907, National Native Alcohol Program of Davis Inlet Davis Inlet T-N $78,538, National Native Assoc of Treatment Directors Armstrong C-B $83,481, Native Alcohol and Drug Abuse Program of Nova Scotia Eskasoni N-É $745,316, Native Consulting Services Village-des-Hurons Qué $53,825, Native Peoples Alcohol and Drug Centre Ohsweken Ont $181,624, Nechi Institute on Alcohol and Drug Education Edmonton Alb $381,940, Necoslie Indian Band Fort St James C-B $59,084, Nelson House Band Nelson House Man $60,688, Nengayni Treatment Centre Society 150 Mile House C-B $320,480, New Dawn Valley Centre Fort San Sask $654,460, Nimpkish Band Council Alert Bay C-B $90,243, Northern Addiction Services Yellowknife TN-O $99,466, Norway House Band Norway House Man $89,783, Nuu Chan Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $113,340, Okangan Tribal Council Kelowna C-B $87,717, Oneida Indian Band Southwold Ont $90,638, Onion Lake Band Lloydminster Sask $111,347, Paul Band Alcohol Program Duffield Alb $63,217, Pedahbun Lodge Toronto Ont $387,412, Peigan Counselling Services Brocket Alb $97,083, Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask $137,091, Pond Inlet Band Pond Inlet TN-O $64,141, Portage Friendship Centre Inc Portage La Prairie Man $65,831, Red Earth Band Red Earth Sask $68,717, Restigouche Band Council Restigouche Qué $79,169, River Desert Band Council of Maniwaki Maniwaki Qué $57,081, Rosseau River Band Ginew Man $74,239, Saddle Lake Counselling Services Saddle Lake Alb $100,324, Sagkeeng Alcohol Rehabilitation Centre Pine Falls Man $1,640,125, Sandy Bay Band Marius Man $91,646, Sandy Lake Indian Band Sandy Lake Ont $154,204, Sarcee Old Agency Lodge Calgary Alb $205,237, Saskatchewan Indian College Saskatoon Sask $130,000, Seneca Productions Ottawa Ont $244,913, Seton Lake Indian Band Shalalth C-B $60,978, Shellbrook Indian Agency Shellbrook Sask $163,444, Sioux Valley Band Griswold Man $56,616, Six Nations Traditional Hereditary Chiefs Council Oka Qué $74,451, Snowdrift Indian Band Snowdrift TN-O $51,140, Southeast Resource Development Council Winnipeg Man $65,464, Spallumcheen Indian Band Enderby C-B $98,844, Spanish River Indian Band Massey Ont $105,377, Squamish Indian Band North Vancouver C-B $52,317, St Paul's Treatment Centre Cardston Alb $437,787, St Regis Band Cornwall Ont $170,910, St Theresa Point Band St Theresa Point Man $211,188, Stoney Rapids Band Black Lake Sask $155,524, Stuart Trembleur Lake Band Fort St James C-B $111,048, Sweetgrass Band Gallivan Sask $58,602, Takla Lake Indian Band Takla Landing C-B $69,620, The Pas Band The Pas Man $93,225, Touchwood Drop-In Centre Punnichy Sask $185,158, Tree of peace Friendship Centre Yellowknife TN-O $98,373, Tsartlip Indian Band Brentwood Bay C-B $91,298, Tsow-Tun Le'Lum Treatment Centre Society Victoria C-B $106,296, Tsulquate Village Band Council Port Hardy C-B $54,412, Union of New Brunswick Indians Fredericton N-B $830,481, United Native Friendship Centre Fort Frances Ont $51,084, United Native Nations Society Vancouver C-B $54,500, University of Lethbridge Lethbridge Alb $290,760, UNN Metis Assoc Vancouver C-B $77,355, Upper Nicola Indian Band Merritt C-B $92,834, Walpole Island Band Wallaceburg Ont $110,013, Whitebear Band Carlyle Sask $57,707, Whitefish Bay

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

Band No 32A Pawitik Ont $100,014, Whitefish Lake Band Goodfish Lake Alb $89,901, Windigo Tribal Council Weagamow Lake Ont $186,433, Yellowknife Indian Band Yellowknife TN-O $420,471.

Contributions à des associations ou des groupes indiens et inuit pour les consultations au sujet de la santé des Indiens et des Inuit $1,014,563—Inuit Tapirisat of Canada Ottawa Ont $51,590, National Indian Brotherhood Ottawa Ont $947,348.

Contributions à des organismes pour le Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS) $9,500

Contributions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest en vue du transfert du contrôle opérationnel et administratif de l'hôpital général de Frobisher Bay $3,915,038

Contribution au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour la construction de l'hôpital Stanton Yellowknife $767,018

Contributions à des universités, des collèges et d'autres organismes dans le but d'accroître la participation d'étudiants indiens et inuit à des programmes d'étude débouchant sur des carrières professionnelles dans le domaine de la santé $311,133—Old Sun College Gleichen Alb $68,465, Saskatchewan Indian Community College Saskatoon Sask $78,421, Union of BC Indian Chiefs Vancouver C-B $63,600.

PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ $902,144

Subvention au Centre international de recherche sur le cancer Lyon France $782,144

Subvention à la Commission internationale de protection contre les radiations $5,000

Subvention au Centre national de distribution des denrées alimentaires $15,000

Subvention à la Conférence panaméricaine des responsables du contrôle de la qualité des aliments $40,000

Subvention à l'Organisation mondiale de la santé Genève Suisse $50,000

Contributions à des organismes à l'appui d'objectifs de programme $10,000

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DU REVENU $13,835,470,391

Allocations familiales $2,417,754,912

Contributions à des organismes à l'égard du Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS) $114,734

Sécurité de la vieillesse $8,215,897,886

Supplément de revenu garanti $2,952,921,120

Allocations au conjoint $248,781,739

PROGRAMME DE LA CONDITION PHYSIQUE ET DU SPORT AMATEUR $56,081,858

Contributions aux organismes de sport amateur à l'appui des coûts des projets et de l'administration afin d'aider à la promotion et au développement du sport amateur pour les Canadiens $31,859,001—Athlete Information Bureau Vanier Ont $807,110, Canada Sports Hall of Fame Toronto Ont $102,480, Canadian Amateur Basketball Assoc Vanier Ont $960,704, Canadian Amateur Bobsleigh and Luge Assoc Ottawa Ont $594,572, Canadian Amateur Boxing Assoc Punnichy Sask $322,550, Canadian Amateur Diving Assoc Vanier Ont $363,887, Canadian Amateur Football Assoc Vanier Ont $203,366, Canadian Amateur Hockey Assoc Vanier Ont $708,250, Canadian Amateur Rowing Assoc Vanier Ont $685,962, Canadian Amateur Softball Assoc Vanier Ont $304,150, Canadian Amateur Speed Skating Assoc Vanier Ont $741,833, Canadian Amateur Swimming Assoc Vanier Ont $1,021,958, Canadian Amateur Synchronized Swimming Assoc Vanier Ont $369,024, Canadian Amateur Wrestling Assoc Vanier Ont $419,550, Canadian Assoc of Sport Sciences Waterloo Ont $91,996, Canadian Badminton Assoc Vanier Ont $344,368, Canadian Blind Sports Assoc Vancouver C-B $99,750, Canadian Canoe Assoc Vanier Ont $560,194, Canadian Colleges Athletic Assoc Vanier Ont $251,290, Canadian Cricket Assoc Toronto Ont $76,500, Canadian Curling Assoc Vanier Ont $78,245, Canadian Cycling Assoc Vanier Ont $505,435, Canadian Equestrian Federation Vanier Ont $513,119, Canadian Federation of Amateur Baseball Vanier Ont $239,045, Canadian Federation of Sports Organizations for the Disabled Vanier Ont $197,070, Canadian Fencing Assoc Vanier Ont $272,884, Canadian Field Hockey Assoc Vancouver C-B $261,305, Canadian Figure Skating Assoc Vanier Ont $888,826, Canadian Five Pin Bowlers Assoc Ottawa Ont $89,290, Canadian Gymnastics Federation Vanier Ont $627,833, Canadian Interuniversity Athletic Union Vanier Ont $1,145,017, Canadian Lacrosse Assoc Vanier Ont $187,000, Canadian Ladies Curling Assoc Vanier Ont $55,047, Canadian Ladies Golf Assoc Vanier Ont $102,252, Canadian Modern Gymnastics Federation Vanier Ont $205,390, Canadian Modern Pentathlon Assoc Montréal Qué $71,644, Canadian Olympics Assoc Montréal Qué $424,416, Canadian Orienteering Federation Vanier Ont $132,546, Canadian Racquetball Assoc Vanier Ont $139,035, Canadian Rugby Union Vanier Ont $244,265, Canadian Ski Assoc Vanier Ont $131,340, Canadian Ski Assoc (Alpine Skiing) Vanier Ont $1,257,041, Canadian Ski Assoc (Biathlon) Vanier Ont $370,395, Canadian Ski Assoc (Cross-Country Skiing) Vanier Ont $965,007, Canadian Ski Assoc (Freestyle Skiing) Vanier Ont $160,015, Canadian Ski Assoc (Ski Jumping) Vanier Ont $783,448, Canadian Soccer Assoc Vanier Ont $624,650, Canadian Sport Parachuting Assoc Vanier Ont $189,775, Canadian Squash Racquets Assoc Vanier Ont $187,885, Canadian Table Tennis Assoc Vanier Ont $349,956, Canadian Team Handball Federation Vanier Ont $215,189, Canadian Tennis Assoc Vanier Ont $352,272, Canadian Track and Field Assoc Vanier Ont $1,382,195, Canadian Volleyball Assoc Vanier Ont $687,959, Canadian Water Polo Assoc Vanier Ont $305,941, Canadian Water Ski Assoc Vanier Ont $204,980, Canadian Weightlifting Federation Vanier Ont $268,089, Canadian Wheelchair Sports Assoc Vanier Ont $137,786, Canadian White Water Assoc Oakville Ont $52,418, Canadian Women's Field Hockey Assoc Vanier Ont $494,716, Canadian Yachting Assoc Vanier Ont $586,545, Coaching Assoc of Canada Vanier Ont $2,827,145, Curl Canada Vanier Ont $97,724, Federation of Canadian Archers Vanier Ont $203,898, Federation of Silent Sports of Canada Edmonton Alb $74,225, Hockey Canada Calgary Alb $416,000, Judo Canada Vanier Ont $380,716, Lawn Bowls Canada Vanier Ont $158,758, National Sport and Recreation Centre Inc (Professional Development Program for Association Managers) Vanier Ont $83,700, National Sport and Recreation Centre Inc (Technical Translation) Vanier Ont $119,502, National Sport and Recreation Centre Inc (Women's Program) Vanier Ont $166,588, Ringette Canada Vanier Ont $71,285, Royal Canadian Golf Assoc Oakville Ont $64,212, Shooting Federation of Canada Vanier Ont $392,110, Sports Federation of Canada Ottawa Ont $73,370, Sport Medicine Council of Canada Vanier Ont $971,873, University of Manitoba Winnipeg Man $50,000.

Contribution au Centre national du sport et de la récréation Inc à l'appui des coûts des services fournis aux organisations résidentes et non-résidentes $4,358,294—Centre national du sport et de la récréation Inc Vanier Ont $4,358,294.

Contributions en vue des frais scolaires, de subsistance et d'entraînement des sportifs amateurs d'élite $4,890,309

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Fin*

Paiements, conformément aux ententes, aux organismes omnisport commanditaires, tant régionaux et nationaux, qu'internationaux, à l'appui des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital des jeux tenus au Canada et pour les dépenses de fonctionnement des championnats internationaux d'une seule discipline tenus au Canada $5,637,528—Canada Summer Games 1985 Saint John N-B $4,065,368, Canadian Gymnastics Federation Vanier Ont $60,000, Cape Breton N-É Canada Games 1987 Cape Breton N-É $1,350,000.

Paiements, conformément aux ententes conclues avec les organismes commanditaires pour des projets spéciaux de création d'emplois $425,000—University of Manitoba Winnipeg Man $425,000.

Contribution pour les frais relatifs à l'amélioration de l'anneau de patinage de vitesse à Ste-Foy Qué $1,125,000—Canadian Amateur Speed Skating Assoc Vanier Ont $1,125,000.

Contributions à l'appui des coûts de projets ayant pour but d'élever le niveau de la forme physique des Canadiens et contributions aux associations et organismes nationaux des loisirs à l'appui des coûts de projets et d'administration afin d'aider à la promotion et au développement des loisirs des Canadiens $6,951,726—Assoc of Kinsmen Clubs Cambridge Ont $160,825, Canada Fitness Survey Ottawa Ont $625,860, Canadian Amateur Basketball Assoc Vanier Ont $153,720, Canadian Amateur Football Assoc Vanier Ont $74,000, Canadian Amateur Swimming Assoc Vanier Ont $164,678, Canadian Amateur Synchronized Swimming Assoc Vanier Ont $65,891, Canadian Assoc for Health Physical Education and Recreation Vanier Ont $322,127, Canadian Assoc of Disabled Skiing Kimberley C-B $74,487, Canadian Assoc of Sport Sciences Vanier Ont $72,550, Canadian Badminton Assoc Vanier Ont $53,263, Canadian Blind Sports Assoc Vanier Ont $81,990, Canadian Camping Assoc Toronto Ont $103,466, Canadian Council on Children and Youth Ottawa Ont $67,350, Canadian Cycling Assoc Vanier Ont $107,646, Canadian Hostelling Assoc Vanier Ont $72,001, Canadian Intramural Recreation Assoc Burnaby C-B $254,597, Canadian Labour Congress Ottawa Ont $57,081, Canadian Parks/Recreation Assoc Vanier Ont $313,635, Canadian Parks/Recreation Assoc Secretariat for Fitness in the Third Age Vanier Ont $173,315, Canadian Public Health Assoc Ottawa Ont $80,801, Canadian Recreational Canoeing Assoc Hyde Park Ont $84,317, Canadian Red Cross Society Toronto Ont $97,424, Canadian Ski Assoc (Cross-Country) Vanier Ont $96,292, Canadian Ski Council Toronto Ont $148,929, Canadian Ski Patrol System Ottawa Ont $122,095, Canadian Special Olympics Inc Toronto Ont $54,197, Canadian Tennis Assoc Vanier Ont $54,624, Canadian Track and Field Assoc Vanier Ont $150,306, Canadian Yachting Assoc Vanier Ont $66,056, Fitness Ontario Toronto Ont $100,000, Girl Guides of Canada Toronto Ont $78,907, Le Grand Défi de Plein air de Montréal Inc Montréal Qué $113,000, National Council of YMCA's of Canada Toronto Ont $147,935, National Sport and Recreation Centre Inc Vanier Ont $424,455, Oldtimers Hockey Assoc Vanier Ont $82,000, Participaction Special Projects Toronto Ont $788,850, Ringette Canada Vanier Ont $61,155, Royal Life Saving Society of Canada Toronto Ont $100,958, The Duke of Edinburgh's Award in Canada Richmond Hill Ont $73,740, YMCA of Canada Toronto Ont $135,896.

Contribution aux dépenses de fonctionnement de la campagne Participaction visant à susciter chez les Canadiens une prise de conscience des effets bénéfiques des loisirs physiques et à stimuler un mode de vie sain à tous les niveaux de la population $835,000—PARTICIPaction Inc Toronto Ont $835,000.

PROGRAMME DES XV^{es} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER $36,399,999

Paiements relatifs aux coûts de fonctionnement et aux dépenses en capital afin de permettre au gouvernement du Canada d'atteindre ses objectifs en vue de la planification et de la présentation des XV^{es} jeux Olympiques d'hiver qui auront lieu à Calgary en 1988 $36,399,999—University of Calgary Calgary Alb $2,610,762, XV Olympic Winter Games Organizing Committee Calgary Alb $4,481,400, The Trustees of the Olympic Endowment Fund Calgary Alb $29,307,837.

Conseil de recherches médicales $153,190,999

Subventions et bourses visant à promouvoir la recherche et la formation pour la recherche dans les centres d'études de la santé des universités canadiennes et dans d'autres facultés lorsque le projet de recherche est associé de très près à la santé humaine $153,190,999—Universités et institutions: Carleton University Ottawa Ont $234,322, Centre hospitalier Côte-des-Neiges Montréal Qué $259,375, Concordia University Montréal Qué $252,258, Dalhousie University Halifax N-É $5,213,796, Hôpital Louis H Lafontaine Montréal Qué $141,066, Hôpital Maisonneuve Rosemont Montréal Qué $706,786, Hôpital Notre-Dame Montréal Qué $1,070,628, Hôpital Sacré-Cœur Montréal Qué $81,130, Hôpital Ste-Justine Montréal Qué $594,808, Hospital for Sick Children Toronto Ont $6,751,697, Institut Armand-Frappier Laval-des-Rapides Qué $241,705, Institut du Cancer de Montréal Montréal Qué $84,013, Institut de Cardiologie de Montréal Montréal Qué $86,840, Institut de Recherches Cliniques de Montréal Montréal Qué $3,307,942, Jewish General Hospital Sir Mortimer B Davis Montréal Qué $787,662, McGill University Montréal Qué $19,962,162, McMaster University Hamilton Ont $7,404,150, Memorial University St John's T-N $1,960,309, Montreal Children's Hospital Montréal Qué $1,491,324, Montreal General Hospital Montréal Qué $1,669,006, Mount Sinai Hospital Toronto Ont $317,737, National Cancer Institute of Canada Toronto Ont $200,000, Princess Margaret Hospital Toronto Ont $1,502,437, Queen's University Kingston Ont $5,344,379, Simon Fraser University Burnaby C-B $58,876, Toronto Western Hospital Toronto Ont $194,967, Université Laval Québec Qué $5,015,942, Université de Montréal Montréal Qué $7,578,767, Université d'Ottawa Ottawa Ont $3,388,092, Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué $4,077,958, University of Alberta Edmonton Alb $7,270,567, University of British Columbia Vancouver C-B $12,842,452, University of Calgary Calgary Alb $4,656,985, University of Guelph Guelph Ont $750,303, University of Manitoba Winnipeg Man $8,448,530, University of Saskatchewan Saskatoon Sask $3,983,161, University of Toronto Toronto Ont $19,892,017, University of Victoria Victoria C-B $291,538, University of Waterloo Waterloo Ont $337,806, University of Western Ontario London Ont $9,112,913, York University Downsview Ont $160,044; et subventions aux organisations nationales: Canadian Council on Animal Care Ottawa Ont $235,120.

REVENU NATIONAL $47,519

Impôt $47,519

Centre interaméricain des administrateurs fiscaux Panama 9A Panama $38,424

Association des administrateurs fiscaux du Commonwealth Londres Angleterre $9,095

PARLEMENT $1,732,963

Sénat $709,809

Sénateurs—Pensions aux sénateurs à la retraite $279,496

Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth $89,135

PARLEMENT—*Fin*

Groupe canadien de l'Union interparlementaire $83,805

Association parlementaire canadienne de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord $77,760

Section canadienne de l'Association internationale des parlementaires de langue française $61,923

Section canadienne du comité parlementaire mixte canado-américain $40,500

Association interparlementaire Canada-Europe $4,800

Association interparlementaire Canada-France $17,460

Dépenses des délégués assistant à des conférences interparlementaires et dépenses relatives aux visites des délégués d'autres parlements ou aux visites à d'autres parlements $54,930

Chambre des communes $1,023,154

Subventions aux associations parlementaires et de procédure $895,893—Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth Ottawa Ont $207,981, Groupe canadien de l'Union interparlementaire Ottawa Ont $195,545, Association parlementaire canadienne de l'OTAN Ottawa Ont $181,440, Section canadienne de l'Association internationale des parlementaires de langue française Ottawa Ont $144,487, Section canadienne du comité parlementaire mixte canado-américain Ottawa Ont $94,500.

Dépenses des délégués assistant à des conférences interparlementaires et dépenses relatives aux visites des délégués d'autres parlements ou aux visites à d'autres parlements $127,261

CONSEIL PRIVÉ $16,268,309

Ministère $1,198,864

PROGRAMME DU CONSEIL PRIVÉ $75,000

Subventions à l'Institut des relations intergouvernementales, Université Queen Kingston Ont $65,000

Contribution pour études sur l'administration publique canadienne $10,000

PROGRAMME SPÉCIAL $1,123,864

Contributions aux provinces du Manitoba et Terre-Neuve afin de les aider à acquitter les dépenses qu'ont entraînées les désastres naturels de 1978 à 1983 $1,123,864

Directeur général des élections $15,069,445

Remboursements des dépenses d'élection des candidats $11,151,599

Remboursements aux partis $3,917,846

TRAVAUX PUBLICS $286,566,558

Ministère $286,566,558

PROGRAMME DES SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES $106,798

Subventions au Comité canadien conjoint de publicité relative à la prévention des incendies $10,000

Subventions à l'Association canadienne des chefs de pompiers $25,000

Subventions à l'Association canadienne de normalisation $12,000

Contribution à l'Institut de formation en gestion de la construction $59,798

PROGRAMME DES SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES—FONDS RENOUVELABLE DES SERVICES DE CONSTRUCTION $28,870

Travaux de réparations maritimes $28,870

PROGRAMME DU LOGEMENT $23,610

Contribution au Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS) $23,610

PROGRAMME DES TRAVAUX MARITIMES $230,003

Subvention à Environnement Canada $50,000

Subvention à l'égard de bassins de radoub Canadian Vickers Ltd Montréal Qué $180,003

PROGRAMME DE GESTION ET D'AMÉNAGEMENT FONCIERS $13,839,235

Contribution à des organismes provinciaux et à des particuliers pour des initiatives de développement entreprises selon les ententes-cadres de développement et les ententes auxiliaires en vue d'apporter un rajustement économique et socio-économique $13,839,235—Ministre des Finances Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $3,698,479, New Brunswick Community Improvement Corp Fredericton N-B $3,000,000, Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $304,901, La Corporation de la cité de Sault Ste Marie Ont $6,780,446.

PROGRAMME DES SUBVENTIONS AUX MUNICIPALITÉS $272,338,042

Subventions aux municipalités $272,338,042—Central Labrador T-N $225,000, Corner Brook cité T-N $66,206, Gander ville T-N $457,249, Happy Valley Goose Bay T-N $635,000, Labrador cité T-N $88,594, St John's cité T-N $1,370,000, Stephenville cité T-N $52,000, Wabush ville T-N $62,039, Annapolis comté N-É $1,860,056, Antigonish ville N-É $173,619, Bedford ville N-É $502,151, Colchester comté N-É $69,000, Dartmouth cité N-É $2,000,000, Digby district N-É $83,809, Glace Bay ville N-É $68,915, Halifax cité N-É $6,859,689, Halifax comté N-É $336,397, Inverness comté N-É $62,000, Kentville ville N-É $355,366, Kings comté N-É $935,000, North Sydney N-É $51,325, Shelburne district N-É $140,547, Springhill ville N-É $809,000, Sydney cité N-É $328,000, Victoria comté N-É $162,000, Yarmouth district N-É $83,328, Yarmouth ville N-É $207,850, Province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $8,000,000, Gouvernement du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $1,375,814, Aylmer ville Qué $127,158, Baie Comeau ville Qué $61,109, Blainville ville Qué $125,000, Chambly ville Qué $167,522, Chibougamau ville Qué $110,000, Cowansville ville Qué $257,820, Dorval cité Qué $303,817, Drummondville ville Qué $207,000, Farnham ville Qué $119,880, Gaspé ville Qué $63,000, Gatineau ville Qué $257,111, Grand-Calumet canton Qué $128,503, Greater Hull Commission scolaire protestante Aylmer Qué $64,002, Hâvre St-Pierre municipalité Qué $61,744, Hull ville Qué $9,173,051, Joliette ville Qué $50,042, Kirkland ville Qué $54,742, Kiujjuag ville Qué $67,891, La Baie ville Qué $775,000, Lachine ville Qué $50,300, Lac St-Jean Est M R C Qué $58,800, Lasalle ville Qué $87,000, Lauzon ville Qué $54,791, Laval ville Qué $1,140,000, Les Écores Commission scolaire Qué $76,000, Lévis ville Qué $53,497, Longueuil ville Qué $226,000, Matane ville Qué $143,884, Mirabel ville Qué $1,200,000, Moisie corporation municipale Qué $62,945, Mont-Joli ville Qué $66,809, Montréal ville Qué $17,241,632, Oka

TRAVAUX PUBLICS—*Fin*

paroisse Qué $73,785, Outaouais-Hull Commission scolaire Hull Qué $1,014,226, Pointe-Claire ville Qué $90,000, Québec ville Qué $4,865,422, St-Adolphe-d'Howard municipalité Qué $168,463, Ste-Anne-de-Bellevue ville Qué $536,664, Ste-Anne-des-Plaines paroisse Qué $281,786, Ste-Foy ville Qué $1,988,338, St-Gabriel-de-Valcartier ville Qué $720,748, St-Hubert ville Qué $1,750,149, St-Hyacinthe ville Qué $50,716, St-Jean-sur-Richelieu ville Qué $2,387,000, St-Jérôme Commission scolaire Qué $210,000, St-Jérôme ville Qué $67,000, St-Laurent ville Qué $5,200,000, Ste-Madeleine-de-Rigaud paroisse Qué $87,844, St-Paul-de-l'Île-aux-Noix ville Qué $63,499, Ste-Thérèse Commission scolaire Qué $70,000, Ste-Thérèse ville Qué $54,949, Senneterre ville Qué $142,890, Sept-Îles ville Qué $342,000, Shannon municipalité Qué $80,000, Shawinigan Sud ville Qué $284,141, Sherbrooke ville Qué $200,000, Sorel ville Qué $155,463, Trois-Rivières ville Qué $90,000, Val-Bélair ville Qué $236,249, Val D'Or ville Qué $75,704, Verdun ville Qué $95,169, Westmount cité Qué $477,025, Amherstburg ville Ont $51,519, Barrie cité Ont $164,058, Belleville cité Ont $285,825, Bosanquet commune Ont $161,608, Brantford cité Ont $126,877, Brighton commune Ont $544,838, Brockville cité Ont $66,075, Burlington cité Ont $361,073, Cambridge cité Ont $69,784, Chatham cité Ont $144,466, Colchester Sud commune Ont $177,372, Cornwall cité Ont $1,932,068, Ernestown commune Ont $554,660, Essa commune Ont $630,456, Etobicoke cité Ont $269,276, Gloucester cité Ont $3,661,179, Guelph cité Ont $165,522, Hamilton cité Ont $740,921, Kanata cité Ont $74,337, Kenora ville Ont $128,276, Kingston cité Ont $1,224,287, Kingston commune Ont $561,783, Kirkland Lake ville Ont $54,936, Kitchener cité Ont $471,620, Lincoln ville Ont $65,529, London cité Ont $1,630,000, Markham ville Ont $142,773, Mersea commune Ont $89,997, Mississauga cité Ont $8,191,932, Nepean cité Ont $2,719,145, Niagara Falls cité Ont $116,440, Niagara on the Lake ville Ont $85,387, Norfolk commune Ont $123,902, North Bay cité Ont $843,879, North York cité Ont $6,048,264, Oakville ville Ont $158,527, Oshawa cité Ont $583,392, Ottawa cité Ont $58,936,103, Ottawa-Carleton municipalité régionale Ont $933,320, Owen Sound cité Ont $119,247, Pembroke cité Ont $65,883, Petawawa commune Ont $490,747, Petawawa village Ont $130,112, Peterborough cité Ont $420,494, Pickering ville Ont $607,770, Pittsburg commune Ont $1,227,591, Prescott ville Ont $85,907, Rolph Buchanan Wylie & McKay commune Ont $169,148, St Catharines cité Ont $189,000, St Thomas cité Ont $58,427, St Vincent commune Ont $138,527, Sandwich Sud commune Ont $183,924, Sarnia cité Ont $278,180, Sault Ste Marie cité Ont $797,725, Scarborough cité Ont $455,058, Sidney commune Ont $388,308, Sioux Lookout ville Ont $139,000, Smith Falls Ont $51,702, Stratford cité Ont $69,332, Sudbury cité Ont $1,222,496, Thunder Bay cité Ont $983,745, Timmins cité Ont $189,666, Toronto cité Ont $11,178,632, Tosorontio commune Ont $134,492, Valley East ville Ont $141,924, Vanier cité Ont $66,156, Welland cité Ont $531,275, West Carleton commune Ont $93,082, West Nissouri commune Ont $86,460, Windsor cité Ont $1,105,973, Woodstock cité Ont $53,348, York cité Ont $143,285, Brandon cité Man $217,634, District de Churchill gouvernement local Man $521,000, Cornwallis municipalité rurale Man $181,500, Dauphin ville Man $112,000, North Cypress municipalité rurale Man $170,000, Portage La Prairie cité Man $55,623, Portage La Prairie municipalité rurale Man $120,000, Rockwood municipalité rurale Man $419,325, St Andrews municipalité rurale Man $54,869, South Cypress municipalité rurale Man $152,519, Winnipeg cité Man $8,350,000, Northern Manitoba Affairs Man $53,000, Bayne municipalité rurale Sask $51,771, Duck Lake municipalité rurale Sask $258,464, Dundurn municipalité rurale Sask $106,652, Fort Qu'Appelle ville Sask $64,665, Indian Head municipalité rurale Sask $50,024, Meeting Lake municipalité rurale Sask $51,653, Moose Jaw cité Sask $167,246, Moose Jaw municipalité rurale Sask $91,050, North Battleford cité Sask $75,824, Orkney municipalité rurale Sask $62,000, Prince Albert cité Sask $196,592, Régina cité Sask $2,843,228, Reno municipalité rurale Sask $82,500, Saskatoon cité Sask $1,157,748, Swift Current cité Sask $60,000, Swift Current municipalité rurale Sask $154,945, Val Marie municipalité rurale Sask $93,163, Yorkton cité Sask $80,509, Banff district scolaire Alb $1,158,620, Bonnyville district municipal Alb $1,236,719, Calgary cité Alb $6,391,621, Drumheller cité district No 1 Alb $2,132,166, Fort McMurray cité Alb $53,174, Grande Prairie comté Alb $183,740, High Level ville Alb $78,258, Jasper district scolaire Alb $366,714, Leduc comté Alb $870,000, Lethbridge cité Alb $131,776, Lethbridge comté Alb $396,000, Ralston Improvement District No 18 Alb $524,360, Red Deer cité Alb $104,460, Red Deer comté Alb $306,698, Sturgeon district municipal Alb $400,000, Wainwright district municipal Alb $226,825, Burnaby District C-B $132,017, Campbell River District C-B $283,907, Chilliwack District C-B $548,688, Coquitlam District 745 C-B $157,881, Courtenay cité C-B $72,743, Dawson Creek cité C-B $50,616, Delta District C-B $181,156, Esquimalt commune C-B $4,045,600, Fort St James village C-B $106,241, Kamloops cité C-B $290,000, Kelowna cité C-B $88,901, Kent District C-B $125,000, Langley commune C-B $171,440, Masset village C-B $119,365, Matsqui District C-B $400,000, Mission District C-B $285,000, Nanaimo cité C-B $436,982, Nelson cité C-B $75,398, New Westminster cité C-B $400,000, North Saanich District C-B $1,000,000, North Vancouver cité C-B $114,699, Penticton cité C-B $273,128, Pitt Meadows District C-B $77,098, Port Alberni cité C-B $54,874, Port Hardy District C-B $158,587, Prince George cité C-B $386,619, Prince Rupert cité C-B $203,342, Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B $2,901,200, Quesnel cité C-B $62,527, Richmond commune C-B $2,700,000, Saanich District C-B $375,000, Sidney ville C-B $50,893, Smithers ville C-B $72,954, Surrey District C-B $689,033, Ucluelet village C-B $59,529, Vancouver cité C-B $4,356,896, Vernon cité C-B $149,310, Victoria cité C-B $1,534,748, West Vancouver District C-B $227,813, Fort Simpson village TN-O $226,044, Fort Smith ville TN-O $121,189, Frobisher Bay village TN-O $171,513, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $188,252, Hay River ville TN-O $240,950, Inuvik ville TN-O $457,912, Yellowknife cité TN-O $500,000, Dawson Creek cité TY $85,000, Gouvernement du Yukon Whitehorse TY $225,000, Whitehorse cité TY $841,609.

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE $836,601,762

Ministère $836,586,762

Subvention au «Canadian Centre for Creative Technology» $25,000

Subventions en vertu du programme d'études d'innovation technologique $167,680—McMaster University Hamilton Ont $54,700, Wilfrid Laurier University Waterloo Ont $57,000.

Subvention à la Fondation de l'industrie canadienne de l'alimentation $15,000

Subvention en vertu du Programme d'excellence dans la gestion de la petite entreprise $196,115

Subventions, bourses d'études, et bourses d'entretien et prix en vue de favoriser le désign industriel $197,437

Subvention au Centre de Finances et Commerce International Incorporé Montréal Qué $50,000

Subventions à l'appui du programme pour favoriser la coopération et le développement économiques $105,000—The Niagara Institute Niagara on the Lake Ont $100,000.

Programme de subvention au profit des petites entreprises $4,059,297

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Suite*

Programme de développement industriel et régional $252,516,736 — Abex Industries Ltd Amsco Canada Div Winnipeg Man $123,553, Acadia Forest Products Ltd Montréal Qué $63,500, ACDS Système Graphique Inc Hull Qué $264,181, Acier Nova Ltée Dorval Qué $385,000, Advanced Dynamics Corporation Ltd St-Bruno Qué $68,397, Advanced Extrusions Ltd Penetanguishene Ont $628,016, Advanced Medical Technologies Montréal Qué $121,441, Aero Safe Technologies Inc Fort Érié Ont $52,500, AES Data Inc Dorval Qué $479,309, AES Data Ltd Mississauga Ont $130,709, Agrinove Coopérative Agro-alimentaire Ste-Claire Qué $394,482, Alberta Distillers Ltd Calgary Alb $103,772, Alberta Micro-electronics Centre Calgary Alb $200,000, Aldex Chemical Company Ltd Granby Qué $53,592, Aliments Culinar Inc Ste-Martine Qué $229,422, Aliments Delisle Ltée Nicolet Qué $454,260, Aliments FBI Ltée St-Hilaire Qué $100,409, Aliments Mont-Bec Inc Montmagny Qué $57,864, Alkaril Chemical Ltd Mississauga Ont $267,402, All-Fab Building Components Ltd Winnipeg Man $59,548, All-Steel Canada Ltd St-Laurent Qué $91,580, Alpina Salami Inc Laval Qué $100,000, Alumicor Ltd Bedford N-É $125,760, AMCA International Ltd Rexdale Ont $459,401, Amer Sport International Inc Drummondville Qué $82,237, Amnicon Corporation Downsview Ont $104,451, Andres Wines Atlantic Ltd Truro N-É $51,954, Andronic Devices Ltd Vancouver C-B $81,153, Angola Fibres Ltd Kingston Ont $85,779, Anstin Electronics Systems Inc Almont Ont $93,068, Antigonish Abattoir Ltd Antigonish N-É $76,266, Applied Microelectronics Institute Halifax N-É $200,000, APR Industries Ltd Winnipeg Man $97,300, Aptec Engineering Ltd Downsview Ont $152,131, Arpeco Engineering Ltd Mississauga Ont $54,570, Arriscraft Corporation Cambridge Ont $217,524, Asea Inc Varennes Qué $870,432, Assoc Coop Forestière St-Elzéar St-Elzéar Qué $61,883, Assoc Marins Vallée St-Laurent Inc L'Islet-sur-Mer Qué $81,094, Asten-Hill Inc Valleyfield Qué $82,039, Ateliers Benoît Allard (1982) Inc Chicoutimi-Nord Qué $114,234, Ateliers Graphiques Marc Veilleux Inc Cap-Saint-Ignace Qué $96,140, Atkinson Tremblay & Assoc Inc Montréal Qué $215,486, Atlantic Coal Institute Halifax N-É $302,532, Atlantic Industries (NB) Ltd Sackville N-B $233,302, Atlantic Ocean Farms St John's T-N $74,863, Atlantic Pressure Treating Ltd Fredericton N-B $52,739, Atlas Block Co Ltd Victoria Harbour Ont $88,200, Atlas Steels A Div of Rio Algom Ltd Welland Ont $89,543, Automatec Div of BG Checo Int'l Ltée Anjou Qué $52,974, Avico Ltée Iberville Qué $85,000, JJ Barker Company Ltd Cowansville Qué $125,742, Barkman Concrete Ltd Steinback Man $65,631, JD Barnes Ltd Willowdale Ont $129,826, Bartek Chemical Company Ltd Stoney Creek Ont $591,999, BC Microelectronics Society Burnaby C-B $200,000, Beauce Fibre de Verre Inc Ste-Clothilde Qué $87,563, Beckers Lay-Tech Kitchener Ont $106,963, Beckett Elevator Ltd Scarborough Ont $52,421, Rosaire Bédard Ltée St-Étienne Qué $51,000, Bedco Div of Gerodon Inc Laval Qué $108,158, Bestar Ltée Lac Mégantic Qué $81,281, Beton Préfabriqué du Lac (1983) Inc Alma Qué $72,864, Beton Vibre Ltée Trois-Rivières Qué $102,881, Bexel Inc et Coop Fédérée du Québec Ste-Rosalie Qué $126,726, Birchwood Furniture (Manitoba) Ltd Winnipeg Man $89,738, Biscuits Leclerc Ltée Québec Qué $98,152, Bisson & Bisson Inc Matagami Qué $55,587, Blackhawk Industries Inc Régina Sask $60,864, Blanchette & Blanchette Inc Cté Mégantic Compton Qué $96,300, Bloc Vibre Inc Trois-Rivières Qué $62,329, Blue Label Beverages Ltd Edmonton Alb $69,600, Blue Mountain Pottery Ltd Collingwood Ont $212,194, Blue Mountain Resorts Ltd Collingwood Ont $102,283, Boa Franc Ltée St-Georges Est Qué $106,482, Otto Bock Orthopedic Ind of Canada Ltd Winnipeg Man $109,003, Bois Daaquam Inc Daaquam Qué $114,688, Bois Franc Royal Ltée Beloeil Qué $102,298, Bombardier Inc La Pocatière Qué $3,095,663, Valcourt Qué $845,484, M Bonneville Insulation Inc Moncton N-B $63,674, Border Tool and Die Ltd Windsor Ont $166,582, Borg-Warner Oakville Ont $64,845, Bose Canada Inc Ste-Marie-de-Beauce Qué $129,200, O Boucher & Fils Ltée Laval Qué $57,380, Bouvillons Canada (1977) Ltée Cté Beauce Qué $121,642, JP Bowman Ltd Brantford Ont $66,235, Bristol-Meers Pharmaceutical Division Candiac Qué $232,663, Brock Valley Ltd Morris Man $185,785, Brouwer Turf Equipment Ltd Keswick Ont $78,406, HD Brown Enterprises Ltd St-George Ont $71,050, Browning Harvey Ltd St John's T-N $82,125, Brunswick Mining & Smelting Corporation Belledune N-B $59,254, Buckingham's Marine & Fabricating Works Ltd St John's T-N $113,540, Burlington Canada Inc Granby Qué $106,367, Burnstein Castings Ltd St Catharines Ont $57,010, Burroughs Wellcome Inc Kirkland Qué $1,309,889, C & C Wood Products Ltd Quesnel C-B $210,938, Cadmi Microelectronics Inc Fredericton N-B $200,000, Cadoret & Frères Inc Ancienne-Lorette Qué $58,765, CAE Diecast Ltd St Catharines Ont $190,298, Calmang Steel Ltd Atitokan Ont $57,476, Camptech Circuits Markham Ont $164,268, Can Industrial Innov Centre Waterloo Ont $1,324,000, Can Institute of Fisheries Technology Halifax N-É $200,000, Can Tran Co Grafton Ont $67,110, Canada Packers Inc Moose Jaw Sask $409,044, Canada Packers Inc Summerside Î-P-É $114,974, Canada Plastic Containers Ltd Lachine Qué $240,715, Canadian Anglo Machine & Iron Works Inc Winnipeg Man $113,142, Canadian Assoc of Data and Professional Services Organizations Ottawa Ont $63,221, Canadian Automotive Rad Exchange & Mfg Debert N-É $77,650, Canadian Aviation Prog Augmentation Ltd Saskatoon Sask $50,327, Canadian Centre for Advanced Instrumentation Saskatoon Sask $200,000, Canadian Construction Mgmt Development Inst Willowdale Ont $59,798, Canadian Diamant Board Ltd Calgary Alb $355,390, Canadian Forestry Products Ltd High Level Alb $859,450, Canadian Fram Ltd Chatham Ont $84,832, Canadian General Electric Co Ltd Lachine Qué $624,035, St-André Est Qué $118,542, Peterborough Ont $389,561, Canadian Marconi Company Ville-Mont-Royal Qué $285,541, Canadian Plastics Institute Don Mills Ont $200,000, Canadian Rotary Tool Works Ltd Calgary Alb $58,078, Canadian Tool & Die Ltd Winnipeg Man $210,496, Canadian Wood Council Ottawa Ont $139,898, Canplast of Canada Ltd St-Léonard Qué $52,973, Canron Inc Hamilton Ont $1,545,720, Can-AM Containers Ltd Springhill N-É $85,336, Can-Eng Manufacturing Ltd Niagara Falls Ont $57,830, Cardal Controls Canada Ltd Edmonton Alb $51,075, Carol Ann Furniture Mfg Co Ltd Ville D'Anjou Qué $230,761, Carrière Inc (Ernest) St-Denis-sur-Richelieu Qué $63,707, Caterpillar of Canada Ltd Mississauga Ont $368,229, Cavendish Farms New Annan Î-P-É $1,105,650, CDA Industries Inc Peterborough Ont $380,896, Celanese Canada Ltd (Carpets Div) St-Jean Qué $263,577, Celtek Electronics Ltd Westmount Qué $58,782, Centennial Packers Ltd Winnipeg Man $99,783, Centennial Print & Litho Ltd Fredericton N-B $110,971, Center Tool & Mold Company Ltd Windsor Ont $104,593, Central Dynamics Ltd Pointe-Claire Qué $187,845, Centre de Finances et de Commerce International Inc Montréal Qué $50,000, Centre de Ski Développement Mt-St-Sauveur Ltée St-Sauveur-des-Monts Qué $164,893, Centre de Ski Mont Farlangne N-B $161,325, Centre d'Innovation Industrielle Montréal Qué $1,140,689, Cetechi Inc Sillery Qué $146,105, Cham Foods Winnipeg Man $187,607, Champion Road Machinery Ltd Goderich Ont $221,158, Circo Craft Co Inc Kirkland Qué $1,277,750, City Welding (Sudbury) Ltd Sudbury Ont $69,710, Clearwater Seafoods Ltd Bedford N-É $322,943, Clement Roy Inc Cté Montmagny Qué $55,848, Clevemont Industries Ltd Anjou Qué $170,766, Clorox Company of Canada Ltd Vancouver C-B $140,851, Club de Yacht de Québec Québec Qué $444,429, Club Nautique de Baie-Comeau Inc Baie-Comeau Qué $506,286, Club Nautique de l'Île Bacchus St-Laurent Qué $856,117, Club Nautique de Sept-Îles Sept-Îles Qué $661,758, Club Nautique de Vauquelin Inc Neuville Qué $152,195, Geo Cluthe Mfg Waterloo Ont $147,220, CML Computational Methods Ltd Hull Qué $55,120, CMS Rotor Disk Inc Mississauga Ont $56,017, CNC Machining Ltd Dartmouth N-É $408,019, Coastal Plastics Ltd Dartmouth N-É $114,278, Cobi Foods Inc Whitby Ont $164,202, Berwick N-É $326,700, Coggan Douserv Associates Montréal Qué $62,893, Cognos Incorporated

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Suite*

Ottawa Ont $1,087,678, Coldstream Products of Canada Ltd Winnipeg Man $236,511, Collins & Aikman Inc Farnham Qué $332,708, Comact Inc Beauce Sud Qué $137,353, Compagnie de Volailles Maxi Ltée Ville des Laurentides Qué $520,000, Compagnie d'Équipement Idéal Ltée Montréal Qué $204,857, Compagnie Panelfold du Canada Inc St-Augustin Qué $159,079, Comshare Ltd Rexdale Ont $87,240, Comterm Inc Pointe-Claire Qué $1,385,889, Confiserie Comète Ltée St-Hyacinthe Qué $137,305, Conseil de l'Industrie de l'Hydrogène Montréal Qué $200,000, Consolidated-Bathurst Inc St-Fulgence Qué $265,800, Consoltex Inc Sherbrooke Qué $89,497, Control Data Canada Ltd Mississauga Ont $3,096,407, Contronic Ltd Mississauga Ont $157,485, Cooper Canada Ltd Toronto Ont $60,210, Coopérative de Dorchester St-Anselme Qué $92,114, Coopérative du Gros Cap Îles-de-la-Madeleine Qué $88,167, Corporation 450ième anniversaire Cartier à Gaspé Gaspé Qué $89,973, Corporation Consolidated Foods Pointe-Claire Qué $222,926, Corporation de Développement de Carleton Carleton Qué $66,863, Corporation du Festival Montgolfières St-Jean-sur-Richelieu Qué $103,375, Corporation d'Usinage Métro Montréal Qué $55,144, Corporation Havre Jacques-Cartier Inc Île-aux-Coudres Qué $657,309, Corporation Québec 1534-1984 Québec Qué $161,501, Council of Forest Industries of BC Vancouver C-B $1,583,271, Co-op Agricole de la Côte Sud Cté Kamouraska Qué $152,500, CPS Industries Inc Ville St-Laurent Qué $72,823, HJ Crabbe & Sons Ltd Bristol N-B $71,050, Crèmerie St-Fidèle Inc St-Fidèle Qué $73,288, Gérard Crête & Fils Inc Comté Champlain Qué $237,401, Crockett McConnell Inc Bridgewater N-É $92,392, Cybernex Ltd Ottawa Ont $91,837, D & S Resource Engineering Ltd Calgary Alb $120,929, DAF Inda Ltd Mississauga Ont $66,654, Dairytown Products Ltd Sussex N-B $408,000, Danbel Industries Holdings Ltd Toronto Ont $296,284, DAP Électronique Canada Ltée Vanier Ont $115,819, Darling Duro Ltée Montréal Qué $78,222, Datagram Inc Boucherville Qué $83,111, Datamaster Corporation Ltd Fredericton N-B $69,747, Peter Ira Davies Trenton Ont $89,004, WR Davison Grace & Co of Canada Ltd Valleyfield Qué $448,495, Dawson Produce Ltd Borden Î-P-É $60,287, DBM Reflex Enterprises Inc St-Laurent Qué $150,383, Decker Lake Forest Products Ltd Decker Lake C-B $73,000, Decor Doors Manufacturing Ltd Kelowna C-B $54,676, Develcon Electronics Ltd Saskatoon Sask $175,637, Diagnostic Chemicals Ltd Charlottetown Î-P-É $212,562, DID (Diffusion Intl du Design) Montréal Qué $51,244, Dida Manufacturing Arnprior Ont $557,900, Dieppe Industrial Park Ltd Dieppe N-B $177,673, Diffracto Ltd Windsor Ont $910,578, Discovery Canada Merchandisers Ltd Winnipeg Man $64,090, Documented Circuits Inc Kingston Ont $965,807, Dometal Inc Montréal Qué $90,095, Domglas Inc Mississauga Ont $1,551,040, Dominion Bridge Co Winnipeg Man $65,491, Dominion Bridge-Sulzer Inc Lachine Qué $832,742, Dominion Textile Inc Sherbrooke Qué $217,157, Montmorency Qué $161,574, St-Jean Qué $1,164,157, Valleyfield Qué $981,128, Dominion Veterinary Laboratories Ltd Winnipeg Man $58,549 Doorlec Corporation St-Laurent Qué $75,417, Dorwin Industries (1964) Ltd Winnipeg Man $52,393, Dowty Canada Electronics Ltd Peterborough Ont $69,517, Draco Ltée Repentigny Qué $275,000, Drake Locker Plant Drake Sask $75,418, Duchesne & Fils Ltée Yamachiche Qué $324,784, Duo-Pact Equipment Inc Guelph Ont $76,447, Duplate Canada Inc Beauharnois Qué $632,081, Dura Products Ltd Swift Current Sask $115,704, East Coast Converters Ltd St John's T-N $131,981, East Hope Industries Ltd Richmond C-B $97,269, Eastern Tire Services Ltd New Glasgow N-É $81,446, EB Eddy Forest Products Ltd Davidson Qué $64,560, Ébénisterie Rosaire Cyr Inc St-Bonaventure Qué $69,271, EDC Inc St-Laurent Qué $142,370, Edmundston Paper Box Ltd Edmundston N-B $101,903, Edmundston Ski Ltd Edmundston N-B $161,325, Elcorsy Inc St-Laurent Qué $226,417, Electro Trac Circuits Ltd Winnipeg Man $103,452, Electrohome Ltd Kitchener Ont $621,989, Elk Lake Planing Mill Ltd Elk Lake Ont $133,873, Elmhirst Four Seasons Resort Kenne Ont $104,507, Elmira Refiners Ltd Waterloo Ont $109,694, Enfoprise Inc Dorval Qué $323,370, Entreprise Fawcett Inc Sackville N-B $218,189, Entreprises Atlas Inc Low Qué $57,533, Entreprises Hamelin Inc Boucherville Qué $76,707, Entreprises Fopac Ltée Boucherville Qué $64,332, Entreprises P Sherman Québec Inc Pointe-Claire Qué $65,713, Entreprises Roger Gentner Inc St-Léonard Qué $95,528, Envirocon Ltd Vancouver C-B $94,466, Epsilon Data Systems Ltd Ottawa Ont $74,164, Équipement Aganier Ltée Ste-Martine Qué $51,405, Équipement Denis Inc Ste-Rosalie Qué $59,051, Équipement de Transmission (Industriel) Vanier Qué $68,667, Équipement Moniteur Inc St-Eustache Qué $470,546, Équipement Tardif Inc St-Antonin Qué $76,496, Erco Industries Ltd Islington Ont $1,417,362, Etna Automotive Inc Ville d'Anjou Qué $145,380, Euclid Canada Ltd Guelph Ont $261,985, Exeltor Inc Bedford Qué $389,519, Exide Electronics Canada Inc Mississauga Ont $326,919, Export Packers Co Ltd Winnipeg Man $164,112, Ex-Cell-O Corporation Ltd London Ont $169,183, F & T Tooling Inc Peterborough Ont $325,674, Fab Sunstrip International Inc Longueuil Qué $263,702, Fabris Industrial Manufacturing Ltd Winona Ont $125,990, JA Faguy & Fils Ltée St-Laurent Qué $78,341, Fairmont Granite Ltd Beebe Qué $62,666, Farinon Canada Ltée Dorval Qué $525,796, Farmers Co-operative Dairy Ltd Bedford N-É $191,015, Fasa Friction Laboratories Inc St-Laurent Qué $62,087, Festival de Théâtre des Amériques Inc Montréal Qué $51,940, Fisher Gauge Ltd Peterborough Ont $245,790, Fisons Western Corporation Elma Man $58,597, Vancouver C-B $50,283, Fitz Wright & Sine Manufacturing Co Surrey C-B $107,933, Five Star Tool and Die Ltd Walkeburg Ont $85,549, Flake Board Co Ltd St Stephen N-B $1,197,854, Flex Pression Ltd Dorval Qué $99,311, Fonderie de Thetford 1969 Inc Thetford Mines Qué $50,498, Fonderie St-Romuald Inc St-Romuald Qué $163,387, Force 4 Restaurant Ltd Chester N-É $72,632, Forex Leroy Inc Val d'Or Qué $617,500, Formules Municipales Ltée Farnham Qué $148,618, Foxboro Canada Inc Lasalle Qué $66,645, Fraises à Métaux de Montréal Inc Laval Qué $132,053, Fraser Inc Edmundston N-B $286,356, Freed & Freed of Canada Inc Winnipeg Man $282,076, Freshwater Fish Marketing Corporation Winnipeg Man $252,431, Friendly Supply Ltd Woodstock N-B $69,370, Fromage Côté Inc Warwick Qué $90,736, Ganong Bros Ltd St Stephen N-B $296,594, Gate Canada Inc Brantford Ont $77,081, Gateway Industries Ltd Winnipeg Man $171,025, Geac Computer Corporation Markham Ont $1,043,439, Gelbo Inc St-Félicien Qué $51,589, General Signal Ltée Owen Sound Ont $80,100, Genfoot Inc Montréal Qué $83,935, Genie Audio Inc Montréal Qué $126,121, Gentec Inc Ste-Foy Qué $270,120, Gerr Electro-Acoustics Ltd Toronto Ont $103,599, Ginge-Kerr Canada Ltd Pointe-Claire Qué $247,390, Giro Inc/Le Groupe en Informatique Montréal Qué $71,097, Glenayre Electronics Ltd N Vancouver C-B $1,121,605, Globus Tool & Die Company (1983) Ltd Nepean Ont $90,000, Grand Circuit Automobile de Granby Inc Granby Qué $264,030, Grande Cheese Company Ltd Weston Ont $76,590, Granit National Ltée Alma Qué $61,826, Grant Waferboard Englehart Ont $1,069,371, Gravure Graphics Ltd Winnipeg Man $134,413, Greif Containers Inc Niagara Falls Ont $72,171, Groleau et Fils Ltée St-Roch-de-Mekinac Qué $76,410, Réal Grondin Inc St-Comelinière Qué $272,341, Groupe Québécor Inc Val d'Or Qué $93,375, Groupe Videoway Inc Montréal Qué $2,301,328, Guertin Bros Coatings & Sealants Ltd Winnipeg Man $70,951, Maurice Guillemette Inc Ville de Bécancour Qué $55,661, H & K Packers Co Ltd Winnipeg Man $83,537, H & S Heat Treating Port Robinson Ont $76,500, HA Solutec Ltd Montréal Qué $92,870, Habitant Restaurant & Motel Ltd Richibucto N-B $143,800, Harricana Metal Inc Amos Qué $80,259, John T Hepburn Ltd Toronto Ont $180,273, Héritage Industries Ltd Winnipeg Man $58,252, Héroux Inc Longueuil Qué $70,000, Hoeg Bros Lumber Ltd South Hampton N-É $59,946, Hoffman Lumber Ltd St Benedict Sask $54,455, HOP Consulab Inc Beauport Qué $70,695, Hôtel Motel Mont-Joli Inc Sainte-Flavie Qué $53,591, Hôtel Tadoussac (1984) Inc Tadoussac Qué $694,778,

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Suite*

Hovey & Associates (1979) Ltd Ottawa Ont $67,221, Hub Meat Packers Ltd Moncton N-B $302,079, Hudson Bay Mining & Smelting Co Ltd The Pas Man $245,799, Hudson Bay Wood Processors Ltd Telkwa C-B $66,546, Huntingdon Mills Ltd Huntingdon Qué $220,045, Huromic Metal Goderich Ont $162,360, Husky Injection Molding Systems Ltd Bolton Ont $133,016, Icam Technologies Corporation Pointe-Claire Qué $91,348, Ichthus Sea Products Ltd Glovertown T-N $141,296, Ilco Unican Incorporated Montréal Qué $62,242, Imperial Granite Inc Beebe Qué $141,881, Imperial Sheet Metal Ltd Richibucto N-B $51,377, Imprimerie Gagné Ltée Louiseville Qué $172,226, Imprimerie Journal Outaouais Ltée Hull Qué $314,210, Imprimerie Trans-Continentale Inc St-Hyacinthe Qué $202,286, Indoco Industrial Door Co Ltd St-Hubert Qué $61,537, Industrial Applications of Microelectronics Centre Inc Winnipeg Man $200,000, Industrial Tires Mississauga Ont $59,980, Industries Apalache Ltée Thetford Mines Qué $92,861, Industries Aston Inc Aston Qué $84,804, Industries JSP Inc Ste-Mélanie Cté Joliette Qué $65,775, Industries Maibec Inc St-Pamphile Qué $127,466, Industries Modernes Melbourne Inc Melbourne Qué $219,873, Industries PF Inc St-Martin Qué $68,187, Industries SMI Canada Ltée Ste-Foy Qué $188,408, Industries Thundercraft Inc Lachute Qué $79,284, Industries Victoriaville Inc Victoriaville Qué $71,851, Infocentre Ltd St-Laurent Qué $73,934, Ingersoll-Rand Canada Inc Cambridge Ont $198,467, Inno Fish Manufacturing St John's T-N $77,735, Instrumar Ltd St John's T-N $134,126, Intermetco Ltd Downsview Ont $72,299, International Paper Industries Ltd N Vancouver C-B $56,951, Inter-Télévision Image Ltd Montréal Qué $236,270, Invotek Instruments Inc Scarborough Ont $195,639, IPL Inc St-Damien Qué $634,481, Isolomousse du Canada Inc Cté Beauce Qué $77,732, Ivaco Inc Marieville Qué $1,047,132, JAV Enterprises Ltd Winnipeg Man $107,215, JC Foam Inc Toronto Ont $69,657, JD Furniture (Mfg) Ltd Calgary Alb $57,258, JLM Usinage de Précision Inc St-Augustin Desmaures Qué $60,988, JMAR Compressors Inc Richmond C-B $78,870, Johnson & Johnson Inc Montréal Qué $751,515, Joiner Systems JSC Canada Ltd St-Laurent Qué $163,063, Josi Moulds Concord Ont $137,635, JRR Vermay Ltée Cté Roberval Qué $72,014, RW Kangas Ltd Thunder Bay Ont $181,040, Karl Klement Packaging Markham Ont $76,768, KB Electronics Ltd Bedford N-É $71,693, Kehl Tool Ltd Windsor Ont $74,911, Kent Amusement Park Ltd Kouchibouguac N-B $70,915, Kent Homes Ltd Debert N-É $207,120, JH Kesso & Sons Ltd Wallace Ont $70,327, Kew Plate Inc Windsor Ont $210,062, King Equip Mfg Woodstock Ont $488,250, Eric King Fisheries Burnt Islands T-N $101,300, Stewart N King Ltd Winnipeg Man $158,438, Kingston Lumber & Building Supplies Ltd Church Point N-É $52,639, Kitchen Craft of Canada Ltd Winnipeg Man $150,861, Koehring Canada Ltd Brantford Ont $67,739, Komtech Plastics Ottawa Ont $68,792, Kraft Ltd Mont Royal Qué $184,023, Kraus Industries Ltd Winnipeg Man $80,442, Krispy Kernels (Canada) Inc Ste-Foy Qué $62,758, L & A Machine Works Fredericton N-B $209,435, La Compagnie Commonwealth Plywood Ltée Rapide-des-Joachins Qué $394,267, La Compagnie des Portes Industrielles Ind St-Hubert Qué $237,528, La Compagnie Resentel Ltée Marieville Qué $69,562, La Corporation Barrie Laval Qué $54,070, La Corporation du Parc Oueskarini Inc Cheneville Qué $67,434, La Ferme St-Laurent Ltée Montréal Qué $84,318, La Fonderie Stanton Ltée St-Hubert Qué $208,804, La Plus Grande Carte Mondiale Ltée Richibucto N-B $53,164, La Scierie Quexpor Inc Gracefield Qué $167,770, Laboratoires Omega Ltée Montréal Qué $99,585, Lake Erie Foods Inc Leamington Ont $84,321, Lake Louise Ski Area Lake Louise Alb $317,294, Lake Wood Industries Ltd Colchester County N-É $57,210, Lallemand Inc Montréal Qué $75,342, Lamko Tool & Mold Inc London Ont $234,129, Lar Machinerie (1983) Inc Métabetchouan Qué $128,861, Larcan Communications Equipment Inc Mississauga Ont $435,864, A Lassonde & Fils Inc Rougemont Qué $194,162, Lavington Planer Mill Ltd Lavington C-B $696,684, Le Groupe Christie St-Eustache Qué $76,373, L'Assoc Coopérative des Pêcheurs Lamèque N-B $83,148, L'Écho de Louiseville Berthier Qué $172,226, L'Hoir 1984 Inc Lévis Qué $121,747, Lecours Lumber Co Ltd Hearst Ont $269,000, Leech Brook Development Co Ltd Grand Falls T-N $50,625, Leedye Inc Lachine Qué $205,121, Lefebvre Frères Ltée Pointe-aux-Trembles Qué $131,171, Leon's Manufacturing Company Ltd Yorkton Sask $78,158, Alphonse Lepage Inc Cté Rivière-du-Loup Qué $85,669, Les Breuvages Gaspé Inc Gaspé Est Qué $105,637, Les Caoutchoucs Rocfort Ltée Rock Forest Qué $55,463, Les Constructions Beauce-Atlas Inc Ste-Marie Qué $62,438, Les Distributions Jomphe Inc Lavernière Qué $85,500, Les Entreprises Jocnel Ltée Matane Qué $51,537, Les Entreprises Julien Inc Matane Qué $66,657, Les Entreprises P Sherman Québec Inc Ville St-Laurent Qué $65,713, Les Entreprises Roger Gentner Inc St-Léonard Qué $95,528, Les Équipements Tardif Inc St-Antonin Qué $76,496, Les Équipements de Ferme RAD (1979) St-Hyacinthe Qué $75,035, Les Fibres Murray Ltée Duvernay Qué $79,475, Les Fromages Saputo Ltée Mont-Laurier Qué $141,525, Les Industries Dupuis & Arseneault Inc Maskinongé Qué $109,266, Les Industries Georges Deschênes Ltée Dégélis Qué $62,500, Les Industries Lightsteel Inc Ville d'Anjou Qué $113,527, Les Laboratoires Chez-Nous (Lac St-Jean) Cté Lac St-Jean Ouest Qué $54,094, Les Matériaux Cascades Inc Louiseville Qué $53,642, Les Meubles Nilka Inc Iberville Qué $68,646, Les Oeufs Bec-O Inc Upton Qué $126,000, Les Outils Fuller (St-Jean) Ltée St-Jean Qué $194,138, Les Placages de l'Outaouais Inc Gatineau Qué $246,194, Les Placages St-Raymond Ltée St-Raymond Qué $163,298, Les Produits Alimentaires Allard Ltée Chicoutimi Qué $122,047, Les Produits de Bois Bishop Pointe-Claire Qué $139,535, Les Séchoirs à Bois René Bernard Ltée Beauceville Qué $169,241, Les Systèmes Intertape Inc St-Laurent Qué $86,507, Les Tourbières Kent Inc St-Antonin Qué $77,685, Les Viandes Laroches Inc Asbestos Qué $99,475, Leslie Léger & Sons Ltd Cap Pelé N-B $106,373, Lessard Machineries Inc St-Wenceslas Qué $193,459, Levage Sepa Canada Ltée Granby Qué $145,475, Life Savers Div Nabisco Brands Ltd Amherst N-É $138,795, Linear Technology Inc Burlington Ont $362,107, Litens Automotive Inc Downsview Ont $1,070,206, Loewen Manufacturing Co Ltd Altona Man $59,465, Lowneys Inc Amherst N-É $138,795, Lumonics Inc Kanata Ont $500,734, Machinerie Idéale St-Césaire Qué $65,820, Macline Fittings Ltd Lachine Qué $60,091, MacMillan Bloedel Research Vancouver C-B $288,966, Maghemite Inc Mississauga Ont $61,300, Magna Int'l Markham Ont $720,635, James W Mahon & O Whelan St John's T-N $211,000, Malnar Industries Ltd Winnipeg Man $108,719, Mandak Metal Processors Ltd Selkirk Man $106,200, Manisteel Industries Winnipeg Man $116,597, Manitoba Forestry Resources Ltd Pulp The Pas Man $7,239,412, Manupan Ltd Hearst Ont $207,303, Mapei Canada Inc Laval Qué $167,246, Maricko Investments Ltd Watertown Alb $160,131, Marine Lobster Farms Ltd Victoria Î-P-É $112,409, Mark Hot Inc Longueuil Qué $119,089, Marwood Ltd Debert N-É $105,370, Massey-Ferguson Industries Ltd Mississauga Ont $50,111, Matrox Electronics Systems Ltd Mont-Royal Qué $601,826, Montréal Qué $747,771, Matthew McAvan Enterprises Ltd Mississauga Ont $92,699, McAllister Instrumentation Ltd Calgary Alb $231,201, McCain Foods Ltd Florenceville N-B $1,459,905, McGill University Montréal Qué $166,667, McKay's Dairy Ltd Moncton N-B $53,433, CW McLeod Fisheries Ltd Port Mouton N-É $57,795, McRae Ltd Whitney Ont $305,935, MDDC Systems Ltd Pointe-Claire Qué $60,662, Memotec Data Int Montréal Qué $165,472, Mendal Metal Processors Selkirk Man $106,200, Menuiserie Astell Inc Daveluyville Qué $86,128, Mercury Printers Ltd Saskatoon Sask $130,801, Metal Laurentide (1984) Inc Québec Cité Qué $102,866, Metatron Investments Inc St-Laurent Qué $56,362, Metrolitho Inc Sherbrooke Qué $69,360, Meuble Idéal 1980 Ltée St-Charles-de-Bellechasse Qué $317,575, Meubles Biltrite Ltée Montréal Qué $118,134, Meubles Daveluyville Ltée Daveluyville Qué $141,796, Micom Co

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Suite*

Montréal Qué $93,395, Micronav Ltd Sydney N-É $603,822, Midland Transport Ltd St John N-B $254,491, Mid-City Copying Products Inc Vaudreuil Qué $103,526, Miltor Drilling Equipment Ltd Sudbury Ont $109,133, Ministre des Finances du Manitoba Winnipeg Man $928,544, Ministrel Industrial Machines Winnipeg Man $116,597, Miragraph Inc Montréal Qué $205,616, Mirtone Industries Ltd Downsview Ont $443,923, Mitel Corporation Kanata Ont $3,223,597, Mitsubishi Electronics Ind Can Midland Ont $783,271, Modular 5 Mfg Ltd Winnipeg Man $64,924, Molnar Industries Ltd Winnipeg Man $108,718, Monarch Industries Ltd Winnipeg Man $131,094, Mont Sutton Inc Sutton Qué $514,116, Moosehead Breweries Ltd Saint John N-B $1,856,760, Morton-Parker Ltd Trenton Ont $60,925, Motel Fleur de Lys Cap-Chat Qué $62,723, Motel Fraser Inc Pabos Mills Qué $136,739, Motel Thériault et Frères Inc Brossard Qué $55,722, Moteurs Aston Ziehl Inc St-Léonard d'Aston Qué $66,259, Moulage sous Pression de Lyster Ltée Lyster Qué $124,739, Moulées Nadeau Feeds Ltée Clair N-B $108,000, Moules RIF Molds Inc Anjou Qué $65,639, MPB Technologies Inc St-Anne-de-Bellevue Qué $56,355, Multitone Electronics Ltd Downsview Ont $61,027, Mylar & Mold Ltd Walkeburg Ont $82,281, N Ovelette Cap Pelé N-B $50,000, Nadvic Inc Dorval Qué $62,061, Nadwood Corp Bishopton Qué $139,535, Naiad Products Inc Brantford Ont $65,622, National Leather Products Toronto Ont $120,500, National Sea Products Ltd Havre Aubert Qué $165,000, Nautical Electronic Laboratories Ltd Hacketts Cove N-É $54,455, Naylor Communications Ltd Winnipeg Man $65,924, NB Research and Productivity Council Fredericton N-B $179,992, NCR Canada Ltd Mississauga Ont $596,400, Neelon Casting Ltd Sudbury Ont $121,967, Nelson Lumber Co Ltd Edmonton Alb $71,870, Netron Inc Downsview Ont $213,563, Newfoundland and Labrador Development Corporation St John's T-N $100,000, Nexus Engineering Corp Burnaby C-B $75,578, Nicolet Plastique Ltée St-Jean-Baptiste de Nicolet Qué $102,439, Nilus Leclerc Inc L'Isletville Qué $151,079, Noram Electrical Ltd Markham Ont $256,160, Nordfibre Company North Bay Ont $199,442, Normick Perron Inc La Sarre Qué $372,300, Beattyville Qué $199,084, Norpak Ltd Kanata Ont $200,330, North Eastern Drilling Ltd Edmonton Alb $171,266, Northern Breweries Ltd Sault Ste Marie Ont $80,000, Northern Elevator Ltd Scarborough Ont $106,024, Northern Telecom Canada Ltd Winnipeg Man $584,826, Norwest Precision Ltd Weston Ont $544,633, Nutech Inc Disreali Qué $97,618, Océanique Système d'Information Montréal Qué $162,075, Ontario Centre for Advanced Mfg Windsor Ont $128,112, Ontario Drive and Gear Ltd New Hamburg Ont $169,883, Ontario Roll Form Mississauga Ont $90,000, Opto-Electronics Ltd Oakville Ont $130,627, Normand Ouellette Cap Pelé N-B $50,000, Orlick Industries Ltd Stoney Creek Ont $439,001, Outils Coupants International Inc Beebe-Plain Qué $1,520,225, Panneaux Nortex Panels Ltée Lachine Qué $77,000, Panny Forest Products Ltd Llyodminster Alb $71,870, Papier Kingsey Falls Inc Kingsey Falls Qué $319,875, Papiers Grande Ville Inc Montréal Qué $91,092, Paragon Business Forms (Western) Ltd Régina Sask $80,312, Paramount Glass & Millwork Ltd Winnipeg Man $71,813, Parc Nautique Lévy Inc Lévis Qué $868,445, Parkland Alfalfa Products Ltd Zennon Park Sask $262,323, Parrsboro Woodworkers Ltd Truro N-É $320,613, PCL & Eastern Packaging Ltd St Jonn N-B $196,800, PEI Produce Co Ltd Wilmot Î-P-É $98,250, Pêcheries Commerciales Soucy Ltée Sept-Îles Qué $131,834, Pêcheries Norpro Ltée Étang-du-Nord Qué $65,030, Peerless Rug Ltd Wickham Qué $507,611, Pelee Island Winery Inc Kingsville Ont $134,641, Penberthy Inc St Catharines Ont $88,435, Penn-Hafner Ltée Granby Qué $148,705, Perfetto Manufacturing Ltd Lively Ont $50,761, Petromont Société en Commandite Montréal Qué $25,000,000, Petty Harbour Fisheries Ltd Petty Harbour T-N $200,000, Pharmagel Capsules Ltd Qué $150,939, Philips Information Systems Ltd Toronto Ont $93,395, Phillips Cables Ltd Vancouver C-B $78,397, Photochemical Research Associations Inc London Ont $290,113, Picard Industries Inc St-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud Qué $115,875, Richard Piché Inc Cap-Santé Cté Portneuf Qué $191,896, Pierres Lévisiennes Inc St-David de l'Auberivière Qué $69,750, Pima Régina Sask $118,440, Pinette & Therrien Mills Ltd Williams Lake C-B $392,850, PlastiBeton Inc Montréal Qué $89,442, Plastibo Inc St-Damien Qué $73,014, Plastic Film Lektro-Seal Ltd Winnipeg Man $92,206, Plastique DCN Inc Warwick Qué $117,175, Plastiver Inc Québec Qué $59,108, Pluswood Mfg Ltd Atikokan Ont $633,700, Polymer International (NS) Ltd Truro N-É $359,098, Polymos Inc Terasse Vaudreuil Qué $115,109, Polyrim Ltd Thornhill Ont $1,686,561, Polysar Ltd Sarnia Ont $50,000, Port de Refuge Cap-à-l'Aigle Inc Cap-à-l'Aigle Qué $899,447, Positron Inc Montréal Qué $203,315, Post Tax Inc Anjou Qué $227,280, Poudrier Frères Ltée Victoriaville Qué $58,580, Poulies Maska Inc Ste-Claire Qué $68,279, Power Motion Mfg Ltd London Ont $377,015, EH Price Ltd Winnipeg Man $84,355, PVU Inc Princeville Qué $53,959, Prairie Fibre Inc Zennon Park Sask $326,064, Prairie Implement Mfg Assoc Régina Sask $118,440, Pratt & Whitney Canada Longueuil Qué $5,095,776, Precision Rebuilding Ltd St John's T-N $61,937, Presud Communications Inc Montréal Qué $86,046, Prévost Car Inc Ste-Claire Qué $1,014,200, Probe Software Sciences Ltd Montréal Qué $51,520, Process Technology Corporation Ottawa Ont $68,793, Process Technology Ltd Oromocto N-B $52,000, Produits Chimiques Henkel (Canada) Ltée Ville d'Anjou Qué $146,426, Produits de Plastique Age Inc Montréal Qué $83,124, Produits d'Architecture Qué (1979) Inc Bernières Qué $55,497, Produits Forestiers Benoit Inc Ste-Florence Qué $86,159, Produits Forestiers Maniwaki Inc Maniwaki Qué $331,474, Produits Industriels Beaumart Ltée Jonquière Qué $60,070, Produits LB Ltée Montréal Qué $83,124, Produits Ménagers Coronet (1980) Inc St-Hyacinthe Qué $97,574, Produits progressifs de Québec Ltée St-Louis-de-Terrebonne Qué $57,846, Prospec Chemicals Ltd Edmonton Alb $103,538, Proto Manufacturing Ltd Olc Castle Ont $104,860, Prov of BC Victoria C-B $1,661,583, Pulp and Paper Research Institute of Canada The Pas Man $141,223, Purdel Cooperative Agro-Alimentaire Trois-Pistoles Qué $101,242, Pylon Electronic Development Co Ltd Nepean Ont $77,811, Quality Containers Truro N-É $56,497, Quinns Oilfield Supply Ltd Red Deer Alb $161,795, Radioimmunoassay Inc Scarborough Ont $68,615, Raffinerie de sucre du Québec Mont St-Hilaire Qué $1,414,950, Ram Industries Ltd Yorkton Sask $175,123, Réchapage Action Inc St-Jean-sur-Richelieu Qué $92,921, Redifacts Advanced Manufacturing Aids Carp Ont $98,181, Redoe Mold Ltd Windsor Ont $108,982, Reichhold Ltd Mississauga Ont $94,000, Rem Manufacturing Ltd Swift Current Sask $62,325, Research Foods Ltd Downsview Ont $121,597, Résidences Tourismes Gaspésie Inc Gaspé Cté Gaspé Est Qué $100,626, Ressources Aiguebelle Inc Destor Qué $744,000, Rexfor et CIP Inc Grand-Remous Qué $103,035, Rhone-Poulenc Pharma Inc Montréal Qué $365,215, RMS Industrial Controls Inc Port Coquitlam C-B $144,482, Eric C Robinson Inc Albany Î-P-É $54,621, Rol Manufacturing Company Laval Qué $54,342, Rolmex Inc Qué $242,167, Rosedale Furniture Fenelon Falls Ont $135,135, Ross-Ellis Ltée Montréal Qué $89,528, Rotobec Inc Ste-Justine Cté Dorchester Qué $114,484, Royaume Bandag Ltée Chicoutimi Qué $81,000, Rumble Equipment Ltd Rexdale Ont $179,971, Salerno Sacs Transparents Ltée Châteauguay Qué $199,710, Sanden Machine Ltd Cambridge Ont $134,363, Saskatchewan Research Council Saskatoon Sask $900,000, Saskatoon Radiator Sales & Service Ltd Saskatoon Sask $53,924, Saturn Disque Inc St-Laurent Qué $70,349, Scana Industries Ltd Prince George C-B $91,651, Scierie Mitis Inc Matane Qué $1,740,145, Scieries du Bas St-Laurent Inc St-Pierre-de-Lamy Qué $78,750, Sci-Tec Instruments Inc Saskatoon Sask $146,581, Scotian Gold Co-Operative Ltd Coldbrook N-É $121,451, Screen Print Display Advertising Winnipeg Man $166,883, Seaboard Digital Systems Inc Summerside Î-P-É $75,268, SED Systems Inc Saskatoon Sask $316,250, Segufix Systems Ltd Woodstock N-B $76,066, Selinger Wood Ltd Exeter

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Suite*

Ont $74,806, Senstar Corporation Kanata Ont $223,074, Sentrol Systems Ltd Downsview Ont $1,013,344, Secretariat Plus Enr Boucherville Qué $64,378, Sermatech Canada Inc Dorval Qué $106,795, Serviplast Ltée St-Bruno-de-Montarville Qué $295,448, Sheila Cedar Mills Ltd Sheila N-B $83,931, Shelburne Marine Ltd Shelburne N-É $95,091, Shermag Inc Ascot Qué $96,107, Sico Inc Montréal Qué $54,850, Siemens Electric Ltd Pointe-Claire Qué $52,034, Silcofab Ltd Guelph Ont $242,311, Silicart Inc Montréal Qué $615,655, Silonex Inc Montréal Qué $59,675, Siltronics Ltd Kanata Ont $426,345, Simon Lussier Ltée St-Côme Qué $58,913, HA Simons International Vancouver C-B $52,309, Simon-Day Ltd Winnipeg Man $50,582, Slide Fast Water Park Grand Falls T-N $50,625, Smyth Sound Equipment Ltd Longueuil Qué $61,673, Snap-on Tools of Canada Ltd Concord Ont $82,331, Snyder et Fils Inc Debtford Qué $58,250, Société de Micro-électronique Industries de Sherbrooke (SMIS) Sherbrooke Qué $207,345, Société Mise Valeur Montagne Noire VM Saint-Donat Qué $56,250, Société Nardeux SA (France) Montréal Qué $65,700, Sovebois Inc Charny Qué $209,150, SPG International Ltée Drummondville Qué $97,423, Spécialités de Boulangerie BHR Ltée St-Chrysostome Qué $58,360, Sperry Inc Winnipeg Man $214,746, Spiroll Kipp Kelly Ltd Winnipeg Man $132,099, TS Simms & Co Ltd Saint John N-B $73,037, Jack Spratt Manufacturing Inc Sherbrooke Qué $50,142, SR Telecom Inc St-Laurent Qué $1,329,627, STC Canada Inc Montréal Qué $91,392, St Mary's Cold Storage Maritimes Inc Shelburne N-É $128,263, St Mary's Paper Company Sault Ste Marie Ont $923,557, Standard Industries Winnipeg Man $221,140, Standard Machine Ltd Saskatoon Sask $123,807, Stanfield's Ltd Truro N-É $85,341, Startco Engineering Ltd Saskatoon Sask $67,960, Station Val d'Irene Inc Ste-Irène Cté Matapédia Qué $99,697, Steel and Engine Products Ltd Liverpool N-É $84,109, Sterling Circuits Inc Burnaby C-B $57,380, Stone Marine Canadienne Ltée Iberville Qué $114,546, Stow Seed Processors Ltd Graysville Man $134,718, Stowe-Woodward Inc Newton Mass É-U $158,865, Strescon Ltd Bedford N-B $138,083, Maurice St-Laurent Ltée St-Bruno Qué $70,917, Summerside Waterfront Development Corporation Summerside Î-P-É $129,129, Sunwell Engineering Company Ltd Concord Ont $146,517, Super Slide Ltd St John N-B $52,785, Superbelt PEI Ltd Kensington Î-P-É $50,396, Superior Retreaders Ltd Régina Sask $77,225, Superior Scale Co Ltd Winnipeg Man $70,971, Sur-Gard Security Systems Ltd Ville Mont-Royal Qué $51,009, Sweco Canada Ltd Toronto Ont $53,619, Symplastics Ltd Concord Ont $133,927, Synerlogic Inc Ottawa Ont $248,628, Système d'Administration Consa Ltée Montréal Qué $67,873, Tackama Forest Products Ltd & Alfor II Forest Products Ltd Partnership Prince George C-B $861,672, Tannereye Ltd Charlottetown Î-P-É $160,613, Tann-Paper Ltd Woodstock N-B $193,400, Tantalum Mining Corporation of Cda Ltd Winnipeg Man $445,473, Tasty Minit Foods (1981) Ltd Winnipeg Man $53,441, TAT Ltée Montréal Qué $84,901, Techmire Ltée Anjou Qué $251,421, Tech-Rep Electronics Ltd Dorval Qué $55,697, Tectrol Inc Downsview Ont $400,147, Teklogix Ltd Mississauga Ont $61,005, Tektrand International Inc Lachute Qué $53,296, Temfor Inc Ville-Marie Qué $172,827, Tenneco Canada Inc Varennes Qué $208,721, Tenneco Canada Ltd Long Harbour T-N $1,208,641, Terra Nova Fishery Co Ltd Clarenville T-N $257,594, Terra Nova Power & Development Ltd Bishop's Falls T-N $113,782, Terra Nova Shoes Ltd Harbour Grace T-N $61,612, The Complax Corporation Cobourg Ont $308,967, The Corp of the Town of Alexandria Alexandria Ont $135,318, The Milner-Rigsby Co Ltd West Lorne Ont $117,202, The Simmons Group of Companies Calgary Alb $114,054, The Sterling Stall Group/Neaman Fur Div Winnipeg Man $72,638, Thibault Pierre 2000 Inc Pierreville Qué $160,812, Thomas Equipment Ltd Centreville N-B $356,964, Thomas & Betts Ltd Iberville Qué $120,737, Thomson-Gordon Ltd Burlington Ont $55,996, Thunder Bay Northland Machinery Inc Thunder Bay Ont $75,002, Tie Communications Canada Inc Downsview Ont $1,811,877, Tiger Chemicals Ltd Calgary Alb $172,135, Tilly Manufacturing (1973) Ltd St-Jean Qué $131,529, Tisdale Alfalfa Dehy Ltd Tisdale Sask $50,477, TM&T Marble Supply Limited Toronto Ont $63,568, Toronto Kitchen Equipment Ltd Weston Ont $115,673, Tourism Industry Assoc of PEI Charlottetown Î-P-É $53,685, Town of Sackville Sackville N-B $61,721, Henry and Earl Townshend Souris Î-P-É $63,643, Tradesco Mold Ltd Rexdale Ont $287,226, Trans Control Systems Inc Montréal Qué $76,694, Trans-Canada Resources Ltd Calgary Alb $219,855, Trebor Canada (1977) Ltée Granby Qué $337,870, Tree Savers International Ltd Grande Prairie Alb $84,937, Trend Rock Bit International Ltd Victoria C-B $964,433, Tridon Int'l Div of Tridon Ltd Burlington Ont $604,254, Trillium Telephone Systems Inc Kanata Ont $508,001, Trimag Consultants Ltd Westmount Qué $313,832, Triplex Engineering Co Ltée Pointe-Claire Qué $325,509, Triton Tool & Die Mississauga Ont $50,767, Tritton Enterprises Ltd Montréal-Nord Qué $87,835, True-Die Ltd St-Thomas Ont $81,598, Turbo Blast (Canada) Inc Cambridge Ont $63,471, Unicel Inc Boucherville Qué $64,656, Uniflavor Ltd Rexdale Ont $90,075, Uniflyte Co Ltd Winnipeg Man $92,074, Unipain Inc Beauport Qué $54,750, Uniroyal Ltd (Uniroyal Chemical Div) Kitchener Ont $62,375, University of Toronto Toronto Ont $212,069, University of Western Ontario London Ont $287,521, Vac-Aero International Inc Oakville Ont $53,852, Paul Vallée Inc Clifton Est Qué $146,080, Vam Premium Connections Ltd Calgary Alb $259,346, Vancouver Island Shakespeare Festival Society Nanaimo C-B $103,189, Al Van Houtte Ltée Montréal Qué $64,435, Velan Engineering Ltd Granby Qué $345,938, St-Laurent Qué $555,568, Velan Inc Montréal Qué $88,012, Ventura Technologies Corporation Mississauga Ont $207,193, Venture Tool Co (Windsor) Ltd Sandwich South Ont $548,221, Versatile Farm Equipment Company Winnipeg Man $1,275,128, Versatile Vickers Inc Montréal Qué $284,975, Viatec Resource Systems Calgary Alb $111,443, Vicon Inc Cambridge Ont $155,355, Victoria Precision Works Company Ltd Montréal Qué $149,250, Viewstar Inc Scarborough Ont $299,700, Viking Brush Ltd Montréal Qué $67,397, Village of McAdam McAdam N-B $1,313,404, Voice & Data Systems (Int'l) Ltd Nepean Ont $470,436, Volcano Inc St-Hyacinthe Qué $180,381, Volco et A Côté et Frères Joliette Qué $75,000, Volker-Craig Waterloo Ont $87,882, Wabasso Inc Trois-Rivières Qué $333,996, Waferboard Corporation Ltd St-Georges Qué $229,470, Walter's Welding and Fabrication Ltd Timmins Ont $59,258, Warner Shelter Corp Vancouver C-B $80,775, Waterloo Centre for Process Development Waterloo Ont $191,532, Weber Tool & Mold Midland Ont $209,822, Welfab Industries Canada Ltée Pointe-aux-Trembles Qué $102,000, Wellington Wood Products (1972) Ltd Mount Forest Ont $178,719, Westank-Willock (Div of Willock Ind Ltd) Régina Sask $59,440, Westcott Fashions Ltd Winnipeg Man $95,000, Westinghouse Canada Inc Hamilton Ont $1,131,091, Westman Plastics Ltd Dauphin Man $60,748, Westmorland Fisheries Ltd Cap Pelé N-B $55,014, Westmorland Laboratories Inc Sackville N-B $59,572, Westnofa of Canada (1979) Ltd Winnipeg Man $53,968, Wes-T-Rans Ltd Winnipeg Man $83,485, Willock Industries Régina Sask $59,440, Alex Wilson Comstream Ltd Dryden Ont $97,470, Winpak Ltd Winnipeg Man $1,070,000, Woodings-Railcar Ltd Alexandria Ont $61,275, Woodside Fabricators Limited Dartmouth N-É $335,196, WR Communications Ltd Vancouver C-B $49,478, XXXIX JCI World Congress MTL 1984 Inc Montréal Qué $97,200, Yogourmet Inc Lachute Qué $242,167, Zenon Environment Inc Burlington Ont $53,366, 114015 Canada Inc St-Laurent Qué $53,672, 120970 Canada Inc Cowansville Qué $175,250, 124984 Canada Inc East Angus Qué $298,447, 127048 Canada Inc Matane Qué $65,700, 3M Canada Inc Morden Man $614,939, 41185 Man Ltd Winnipeg Man $170,000.

Canadian Industrial Renewal Board $54,237,458—Agropur Coopérative Agro-Alimentaire Plessisville Qué $1,088,775, American Biltrite (Canada) Ltd Magog Qué $128,124, Ani-Mat Inc Magog

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Suite*

Qué $111,150, Atelier Artsoie Inc Plessisville Qué $62,000, Ateliers d'Usinage Robitaille Inc Shawinigan Qué $79,378, Avalon Hosiery Ltd Montréal Qué $74,691, Barbeau Inc (Hilaire) St-Émile Qué $68,733, Bastien et Frères Inc St-Émile Qué $173,922, Belding Corticelli (1982) Inc St-Hyacinthe Qué $63,051, Bertrand Degré Inc Magog Qué $118,669, Beton Vibre Ltée Qué $215,500, Bois JLP Inc Drummondville Qué $521,250, Bonneterre Zephyr Inc Montréal Qué $101,618, Boutique Tricot Inc Montréal Qué $140,731, Bulk-Lift Canada Ltd Hawkesbury Ont $55,950, Cami Montréal Qué $61,000, Campi Ressorts Inc Valleyfield Qué $52,920, Canadelle Inc Lac Mégantic Qué $60,184, Caoutchoucs Acton Ltée Acton Vale Qué $64,947, Celanese Canada Ltd Carpets Division Millhaven Ont $696,122, Chantex Inc and Charan Management Inc Montréal Qué $134,516, Chaussures Faber Inc Québec Qué $86,088, Christina Canada Inc Montréal Qué $199,653, CIP Research Ltd Hawkesbury Ont $119,253, Claudel Lingerie Inc Montréal Qué $86,206, Codet Inc Coaticook Qué $71,860, Comdye Inc Montréal Qué $332,483, Compagnie Ballin Inc Montréal Qué $88,522, Compagnie Motoparts Inc Plessisville Qué $67,500, Cookshiretex Inc Cookshire Qué $653,353, Cowall Manufacturing Inc Montréal Qué $266,130, Dales Inc Montréal Qué $348,250, DPM Thibault Inc Shawinigan Qué $52,273, Diesel Fleurimont Inc Magog Qué $80,100, Du Pont of Canada Ltd Montréal Qué $726,000, Duval and Raymond Knitting Inc Princeville Qué $64,770, Dynamic Closures Cornwall Ont $163,050, Emballages Cascades Inc Plessisville Qué $57,796, Entreprises d'Électrique G Lefebvre Inc Magog Qué $51,241, Ficomat Inc Magog Qué $343,049, Fonderie Grand-Mère Ltée Shawinigan Qué $117,966, Fontaine Ltée (H) Magog Qué $204,679, Goodyear Canada Inc Valleyfield Qué $129,016, Grace Knitting Mills Ltd Montréal Qué $52,125, Graphique Estrie Inc Magog Qué $170,100, Greb Industries Div of Warrington Inc St-Jérôme Qué $563,059, Grenico Inc Limoilou Qué $60,373, Groupe Unimédia Inc Drummondville Qué $3,640,950, HH Brown Shoe Co (Canada) Ltd Richmond Qué $138,020, Harley Inc Montréal Qué $57,293, Imperial Converters Co Ltd Montréal Qué $55,711, Imprimerie Magog-Orford Inc Magog Qué $61,500, Industries GE Gilbert Inc Magog Qué $67,200, Industries Keystone (1970) Ltée Montréal Qué $165,616, Karnuk Marble Industries Inc Cornwall Ont $270,305, Kayser-Roth Canada Ltd Sherbrooke Qué $270,775, Kiddo Children's Wear Ltd Montréal Qué $96,553, Knit Craft Fashion Mills Ltd Montréal Qué $218,978, Kohler Co Kohler Wis É-U $299,351, LPC Paper Ltd Ville Ste-Catherine Qué $100,000, Lady Sandra of Canada Ltd Montréal Qué $51,203, Lainage Victor-de-Beauce St-Victor Qué $692,663, Lamoureux & Fils Inc Magog Qué $148,903, Laser International Holdings (1983) Ltd Hawkesbury Ont $508,830, Le Groupe MES Société en Commandite Magog Qué $90,000, Les Bateaux Peterborough Inc Plessisville Qué $83,491, Les Bois JM Arbour Inc Shawinigan Qué $97,749, Les Distributions Quimpex Ltée Drummondville Qué $118,241, Les Distributions Thona Inc Magog Qué $105,000, Les Entreprises Arseneault & Frères Inc Shawinigan Qué $50,576, Les Industries d'Electrolyseurs du Québec Shawinigan Qué $94,162, Les Papiers-Peints Berkley Inc Magog Qué $1,211,712, Les Tricots Harris Inc Montréal Qué $95,669, Les Usines Quercus Ltée Plessisville Qué $251,437, Liberty Wool Stock Co Ltd Montréal Qué $122,468, Lowney Inc Magog Qué $334,094, Lutfy Ltd/Ltée Qué $108,918, Manufacture Beaulac Inc Garthby Qué $74,869, Manufacture Kute-Knit Inc Montréal Qué $222,346, Manufacturier de Bas Siebruck Ltée Montréal Qué $124,696, Merit Clothing Co Ltd Montréal Qué $213,947, Nalpac Company Montréal Qué $512,918, Niedner Ltd Coaticook Qué $321,789, Norgaz Inc Shawinigan Qué $77,837, Paris Star Knitting Mills Inc Montréal Qué $76,080, Peerless Carpet Corporation Wickham Qué $1,310,146, Pharmacies Universelles Ltée Shawinigan Qué $144,750, Placage Paquet Inc Plessisville Qué $51,252, Pneus Dominic Inc Plessisville Qué $59,582, Quality Elastics Ltd Montréal Qué $91,646, Rayonese Textile Inc St-Jérôme Qué $900,871, Reliable Hosiery Mfg Inc Québec Qué $79,501, Reproduction LPN Inc Plessisville Qué $64,372, Rochervert Inc Valleyfield Qué $125,199, Rosita Shoe (Canada) Ltd Montréal Qué $249,675, Royer Inc (LP) Lac Drolet Qué $52,194, S Cohen Inc/SF Clothing Ltd Montréal Qué $106,840, SPG International Ltée Drummondville Qué $136,259, SSB Log Inc Montréal Qué $98,604, Santana Inc Sherbrooke Qué $65,100, Siemens Electric Ltd Drummondville Qué $138,045, Sodisco Inc Plessisville Qué $268,750, Somavrac Inc Shawinigan Qué $50,219, Soprema Étanchette Inc Drummondville Qué $176,214, Spinto Ltd Granby Qué $62,239, Splend'or Industries Ltd Montréal Qué $107,561, Sport Maska Inc St-Hyacinthe Qué $262,807, St-Georges International Inc Sorel Qué $1,046,250, Systèmes Hydrauliques Tremblay Inc Shawinigan Qué $58,250, Texel Inc St-Elzéar Qué $218,063, Textiles Dionne Inc Ste-Foy Qué $854,791, The Canadian Fur Trade Dev Institute Inc Montréal Qué $150,000, Tie/Tel Canada Ltd & Tie/Com Canada Inc Magog Qué $2,958,281, Tolivic Inc Plessisville Qué $99,262, Travenol Canada Inc Magog Qué $193,654, Tricots Parktown Inc (Les) Montréal Qué $98,775, Valleyfield Metal Div Auto Rebuts Inc Valleyfield Qué $102,979, Vic Design Inc Plessisville Qué $75,777, Wabasso Inc Trois-Rivières Qué $610,128, 108906 Canada Inc (S Hout (1976) Inc) Cap-de-la-Madeleine Qué $167,923, 93845 Canada Ltd Sherbrooke Qué $109,367, 122345 Canada Ltée Princeville Qué $120,000.

Programme d'adaptation de l'industrie et de la main-d'œuvre $29,431,679—A Berger Precision Ltd Bramalea Ont $136,412, Amcan Castings Ltd Hamilton Ont $191,029, Atlas Steels A Div of Rio Algom Ltd Tracy Qué $358,410, Ava Medical Products of Canada Inc Windsor Ont $342,099, Beckers Lay-Tech Inc Kitchener Ont $1,111,699, Brunner Manufacturing & Sales Ltd Niagara Falls Ont $100,000, Canada Flywheels & Products Inc Kitchener Ont $285,750, Canadian Babbitt Bearings Inc Brantford Ont $96,000, Canadian Filter Manufacturing Co Ltd Rexdale Ont $71,354, Canadian Racing Plate Company Ltd Niagara Falls Ont $468,668, Ceramcan Pottery International Inc Montréal Qué $1,500,505, Continental-Arvid Enterprises Inc Windsor Ont $55,410, Court Valve Company Inc Beamsville Ont $118,536, Dafoe and Dafoe Inc Brantford Ont $418,157, Davidson Rubber Company Ltd Port Hope Ont $1,024,129, Del Diesel Equipment Ltd Toronto Ont $362,000, Dennis Mold Design Ltd Windsor Ont $70,836, Dieffenbacher North America Windsor Ont $237,310, Diffracto Ltd Windsor Ont $849,530, Elan Tool & Die Ltd Chatham Ont $80,000, Elmira Refiners Ltd Elmira Ont $86,099, English Plastics Brantford Ont $60,000, Epton Industries Inc Kitchener Ont $825,051, Équipement Pomerleau Inc Cté Frontenac Qué $55,568, Excel Metalcraft Ltd Aurora Ont $155,490, Firestone Canada Inc Hamilton Ont $3,350,920, First City Capital Ltd Ont $158,965, Fonderie de Thetford 1969 Inc (La) Thetford Mines Qué $98,000, Gael Tech Incorporated Ont $739,317, Galt British Forge Company Brantford Ont $394,726, Great Lakes Extruder Screws of Can Ltd Oldcastle Ont $70,300, Guelph Tool and Die Ltd Guelph Ont $122,666, H&O Centreless Grinding Inc Kitchener Ont $85,323, Hamilton Radiator Services Hamilton Ont $124,356, Hamilton Wire Products Ltd Hamilton Ont $220,875, Haynes-Dana Inc Thorold Ont $511,772, Hingchong Trading Corp Brantford Ont $288,426, Horticultural Technologies Waterloo Ont $125,507, Huron Steel Products (Windsor) Ltd Windsor Ont $340,016, Industries Raymond Inc Qué $258,704, Jacmorr Mfg Ltd Kitchener Ont $52,821, Kadet Engineering Ltd Mississauga Ont $50,026, Kaumagraph Ltd Brantford Ont $56,683, Kendan Manufacturing Ltd Windsor Ont $138,062, Kingsbury Machine Tool (Canada) Ltd Burlington Ont $106,725, Kirby Tool & Moulding Windsor Ont $163,665, Laval Tool and Mould Ltd Windsor Ont $150,075, Linamar Machine Ltd Ariss Ont $713,925, Linread Canada Ltd Guelph Ont $461,680, MacMillan Bloedel Ltd Port Alberni C-B $1,073,534, Master Precision Tool & Die Scarborough Ont $194,728, Noma Canada Inc Scarborough Ont $115,772, North American Plastics Co Ltd Ont $126,500, Ohma Systems Inc Windsor Ont $71,976,

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Suite*

Pebra Inc Kitchener Ont $289,916, Peerless-Cascade Plastics Ltd Windsor Ont $182,760, Plastics Holdings Ltd Bowmanville Ont $510,000, Prestressed Systems Windsor Inc Windsor Ont $64,329, Protein Foods Canada Ltd Ont $54,066, Redlaw Industries Inc Brantford Ont $89,807, Rockwell International of Canada Ltd Milton Ont $192,015, Romeo Meat Processing Ltd Windsor Ont $598,500, Superior Performance Prod (Can) Inc Newmarket Ont $423,429, Susan Shoe Industries Ltd Oakville Ont $148,526, Techform Products Ltd Penetanguishene Ont $122,232, Tridon Int'l Div of Tridon Ltd Burlington Ont $534,681, Unilite Industries Ltd Ont $90,860, Unitron Industries Ltd Ont $377,640, Vacform Plastics Inc Ont $60,000, Valiant Machine & Tool Inc Windsor Ont $759,982, WC Wood Company Ltd Guelph Ont $535,866, Waterloo Metal Stampings Ltd Kitchener Ont $67,863, Waterville Cellular Products Ltd St-Jérôme Qué $757,719, WCI Manufacturing Ltd Mississauga Ont $596,598, Westcan Electrical Manufacturing Inc Brantford Ont $312,772, Windsor Ceramic Tile Canada Ltd Windsor Ont $1,641,960, Woodbridge Foam Corporation Rexdale Ont $86,444, 450500 Ontario Ltd Windsor Ont $185,343, 512583 Ontario Ltd Brantford Ont $67,938, 559300 Ontario Inc Downsview Ont $410,216.

Programme de développement économique des autochtones $3,251,978—Appeetogosan Development Incorporated Edmonton Alb $75,329, Central Interior Tribal Council Kamloops C-B $63,500, Cochrane Mistik Wood Products Cochrane Ont $187,094, Indian & Metis Senior Citizen's Group Winnipeg Man $81,310, Indian Arts & Crafts Society of BC Vancouver C-B $50,000, Lonesome Prairie Sand & Gravel Inc Broadview Sask $367,690, Manitoba Metis Community Investments Inc Winnipeg Man $132,800, Metis and Non-Status Indian Development Corporation of New Brunswick Incorporated Fredericton N-B $108,808, Neegan Development Corporation Ltd Edmonton Alb $400,000, Nishnawbe-Aski Development Fund Toronto Ont $181,348, Pimee Well Servicing Ltd St-Paul Alb $300,000, Saskatchewan Indian Nation Company Saskatoon Sask $418,612, Saskatchewan Native Economic Development Corp Régina Sask $277,861, Seneca Communications Inc Caughnawaga Qué $85,327, Settlement Sooniyaw Corp Edmonton Alb $71,382, United Native Nations/Metis Dev Corp Vancouver C-B $158,997, Yellowhead Tribal Council Spruce Grove Alb $56,331.

Programme d'initiatives locales d'emploi $3,112,782—Assoc du Parc Nautique Cap-Rouge Cap-Rouge Qué $540,007, Base de Plein Air Pointe-Racine Mistassini Qué $67,294, Chambre de Commerce de Rouyn-Noranda Rouyn Qué $88,796, Club de Ski Côte des Chats Inc St-Pacôme Qué $200,000, Club de Ski Mont-Fortin Inc Jonquière Qué $69,375, Club Nautique de Baie-Comeau Baie-Comeau Qué $1,100,000, Club Nautique Vauquelin Inc Neuville Qué $250,000, Commission de Développement Économique Port-Daniel Perce Chandler Qué $95,639, Corporation de développement touristique de Bonaventure Bonaventure Qué $54,020, Corporation des Fêtes Populaires de Matane 1534-1984 Inc Matane Qué $66,040, Jeune Chambre de Causapscal Causapscal Qué $115,357, Services maritimes Piekouagami Inc Alma Qué $75,000, Télé Acadie Inc Bathurst N-B $74,000, Yacht Club de Québec Québec Qué $70,000.

Plan de développement d'ensemble de l'Î-P-É $875,000—Province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $875,000.

Programme de développement industriel relié au transport dans l'Ouest $332,067—Alfa Mills Ltd Minnedosa Man $98,632, Homestead Computer Services Ltd Winnipeg Man $86,991, National Hard Chrome Plating Co Ltd Winnipeg Man $91,179.

Programme de relance de l'aide à l'emploi $83,683—Tourbières Tabreco St-Nazaire Qué $83,683.

Contribution à la United Maritime Fisherman's Co-op Moncton N-B $6,500,000

Contributions pour développer et soutenir la compétence technologique de l'industrie canadienne de la défense, en vue de vendre à l'étranger du matériel de défense ou des articles destinés à la consommation civile $152,683,106—Aero Machining Ltd Montréal Qué $68,076, Air Terre Equipment Inc Granby Qué $55,881, Airborne Gear & Machine Ltd St-Léonard Qué $54,631, Almax Industries (1980) Ltd Lindsay Ont $50,000, Alta Précision Inc St-Léonard Qué $239,214, Andrew Antenna Co Ltd Ville d'Anjou Qué $60,389, Bata Industries Ltd Batawa Ont $196,244, Bell Helicopter Textron (Division of Textron Canada) St-Laurent Qué $44,290,698, Bendix Avelix Inc St-Laurent Qué $1,288,643, Boeing of Canada Winnipeg Man $429,493, Bristol Aerospace Ltd Winnipeg Man $1,065,090, C-Tech Ltd Cornwall Ont $51,670, CAE Electronics Ltd Montréal Qué $1,269,631, Canada Alloy Castings Ltd Kitchener Ont $75,611, Canadair Ltd Montréal Qué $9,337,299, Canadian Astronautics Ltd Ottawa Ont $377,101, Canadian Marconi Company Montréal Qué $2,989,048, Chicopee Manufacturing Ltd Kitchener Ont $61,175, Columbus McKinnon Ltd Cobourg Ont $777,898, Cominco Ltd Trail C-B $953,400, Computing Devices of Canada Ottawa Ont $988,439, Control Data Canada Ltd Mississauga Ont $402,213, DAF Indal Ltd Mississauga Ont $264,876, Diemaster Tool Inc Mississauga Ont $83,537, Dowty Equipment of Canada Ltd Ajax Ont $3,534,450, Eastern Precision Casting Inc Montréal Qué $91,100, Exco Engineering Ltd Markham Ont $228,393, Fag Bearings Ltd Stratford Ont $211,683, Firan Glendale Corp Scarborough Ont $186,666, Fleet Industries Fort Érié Ont $180,890, Garrett Manufacturing Ltd Rexdale Ont $1,486,530, Gasco Manufacturing Ltd Weston Ont $326,040, General Kinetics Engineering Corp Malton Ont $335,883, General Motors of Canada Ltd London Ont $3,479,082, Global Thermoelectric Power Systems Ltd Bassano Alb $507,150, Haley Industries Ltd Haley Ont $149,661, Hammond Manufacturing Co Ltd Guelph Ont $96,253, Helix Circuits Inc Montréal Qué $240,852, Hermes Electronics Ltd Darmouth N-É $121,052, Héroux Inc Montréal Qué $398,500, Hochelaga Workshops Inc Montréal Qué $126,551, International Cutting Tools Inc Montréal Qué $243,000, ITT Industries of Canada Ltd Whitby Ont $677,935, IVI Inc Courcelette Qué $648,145, Joly Engineering Ltd Montréal Qué $313,267, Lazer-Tech Ltd Scarborough Ont $75,589, Leigh Instruments Ltd Don Mills Ont $114,156, Carleton Place Ont $816,067, Linamar Machine Ltd Ariss Ont $827,999, Litton Systems Canada Ltd Rexdale Ont $1,717,462, MacDonald Dettwiler and Associates Ltd Richmond C-B $4,554,597, MBB Helicopter Canada Ltd Fort Érié Ont $1,670,291, McDonnell Douglas Canada Ltd Toronto Ont $2,284,242, Microtel Pacific Research Ltd Burnaby C-B $743,708, Mitec Manufacturing Ltd Pointe-Claire Qué $62,729, NW Clayton Co Ltd Guelph Ont $59,847 Nordic Steel Products Ltd Mississauga Ont $196,499, O-Two Systems International Inc Mississauga Ont $75,483, PC World Circuits Inc Scarborough Ont $108,372, Pratt & Whitney Aircraft of Canada Ltd Longueuil Qué $51,767,898, Queensway Machine Products Ltd Toronto Ont $62,720, Rapid Precision Machining & Gearing Ltd Kitchener Ont $53,292, RCA Inc Ste-Anne-de-Bellevue Qué $145,005, Ro-Star Precision Inc Weston Ont $96,000, Rolls-Royce (Canada) Ltd Montréal Qué $541,847, Sciex (Division of MDS Health Group) Thornhill Ont $606,928, Scintrex Ltd Concord Ont $73,384, Spar Aerospace Ltd Toronto Ont $2,064,482, Stevested Machinery & Engineering Ltd Richmond C-B $620,000, Technimeca Ltée Montréal Qué $96,284, The De Havilland Aircraft of Canada Ltd Downsview Ont $607,480, Triplex Engineering Co Ltd Pointe-Claire Qué $80,675, UDT Industries Inc Montréal Qué $386,498, Vac Aero International Inc Oakville Ont $87,350, Velan Inc Montréal Qué $372,978, Walbar of Canada Inc Mississauga Ont $1,004,121, Waltex Components Wallaceburg Ont $606,686, Westinghouse Canada Inc Hamilton Ont $188,440, Wilson Machine Co Ltd Montréal Qué $113,755, 442711 Ontario Ltd (OA Post Machine Co Ltd) Toronto Ont $224,369.

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Suite*

Subventions pour l'achat d'équipement en ce qui a trait à la construction de navires commerciaux et de bateaux de pêche, et pour venir en aide à l'industrie de la construction navale $27,295,879—Allied Shipbuilders Ltd North Vancouver C-B $922,966, Bel Aire Shipyard Ltd North Vancouver C-B $242,007, Burrard Yarrows Corp North Vancouver C-B $3,084,694, Canadian Shipbuilding and Engineering Ltd Collingwood Ont $12,052,431, Davie Shipbuilding Ltd Lévis Qué $3,485,628, Genstar Shipyards Ltd North Vancouver C-B $1,915,631, Georgetown Shipyard Inc Georgetown Î-P-É $365,600, Marine Industries Ltd Sorel Qué $328,475, Marystown Shipyard Ltd Marystown T-N $398,119, McKenzie Barge and Marine Ways Ltd North Vancouver C-B $111,445, Northern Arc Shipbuilders Ltd Hay River TN-O $351,808, Port Weller Dry Docks Ltd St Catharines Ont $544,777, Rivtow Straits Ltd Richmond C-B $617,563, Saint John Shipbuilding and Dry Docks Co Ltd Saint John N-B $2,823,766.

Programme de projets spéciaux de relance $44,267,975— Clayoquot Sound Waterworks District Tofino C-B $2,124,900, Community Improvement Corporation Fredericton N-B $8,823,552, Corporation of the City of Ucluelet Ucluelet C-B $1,824,300, Corporation of the Village of Tofino Tofino C-B $3,073,800, Pulp and Paper Research Institute of Canada Pointe-Claire Qué $6,706,210, Le Ministre des Finances Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $715,213, North Portage Development Corporation Winnipeg Man $21,000,000.

Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole— Special ARDA $13,487,167—Alexis Creek Band Chilanko Forks C-B $109,058, Amaulik Hotel Sanikiluaq TN-O $78,846, Battlefords Friendship Centre North Battleford Sask $50,000, Bella Bella Band Council Waglisla C-B $104,300, Brandon Inn Brandon Man $208,800, Browns Transport Ltd Fort Smith TN-O $88,365, Central Native Fishermen's Co-operative Vancouver C-B $62,000, Cliff McLeod & Sons Sawmilling Whitehorse TY $58,035, Davis Rose Fort Simpson TN-O $72,000, Dawson Indian Band Dawson City TY $82,210, Deloraine Motor Hotel Man $161,280, Delta Plains Industry Delta Plains Man $144,045, Denendeh Dev Corp NWT Metis Dev Corp Yellowknife TN-O $150,041, Denendeh Development Corporation Yellowknife TN-O $84,820, Easterville Fish Station Easterville Man $78,041, Fathom Enterprises Ltd Winnipegosis Man $66,085, Forest Grove Groceteria & Trailer Park Wanless Man $108,194, Fort Good Hope Dene Community Council Fort Good Hope TN-O $134,748, Gitksan Wet'Suwet'En Tribal Council Hazelton C-B $118,759, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $187,144, Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY $88,825, Halfway River Band Wonowon C-B $71,909, Hall Beach Eskimo Co-op Assoc Ltd Hall Beach TN-O $59,750, Harmak SV 1983 Door Ltd Brandon Man $130,705, Hay River Sports Ltd Yellowknife TN-O $61,100, M George Oliver Hubert C-B $65,526, Ingenika Band Vanderhoof C-B $163,500, J Kango Arctic Bay TN-O $54,975, Kekertak Co-op Assoc Gjoa Haven TN-O $70,795, Kississing Lake Lodge Sherridon Man $125,658, Kitasoo Band Council Klemtu C-B $107,112, Letelliter Hotel Letellier Man $68,219, Lionel Gosselin Ste-Rose-du-Lac Man $156,924, Lonesome Prairie Industries Ltd Broadview Sask $113,181, Mayo Indian Band Mayo TY $63,398, Ministre des Finances Régina Sask $306,529, NMI Holdings Ltd Régina Sask $54,960, Native Communications Inc Thompson Man $76,000, Nor-Grit Manufacturing Ltd Thompson Man $56,332, North Country Archery Inc Ginew Man $60,000, Northgate Motors Ltd The Pas Man $110,000, Northland Diesel & Industrial Ltd Berens River Man $74,829, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $177,336, Oakville Motor Hotel Oakville Man $165,500, Peguis Development Corporation Peguis Reserve Man $115,000, Pitsuilak Co-op Assoc Ltd Chesterfield Inlet TN-O $60,802, Polar Oils Ltd Laloche Sask $75,326, Province du Manitoba Winnipeg Man $277,287, Quyta Holdings Ltd Yellowknife TN-O $75,000, Red Earth Band Red Earth Sask $125,325, Rick's Store Campervilie Man $126,685, Sandy Lake Band Shell Lake Sask $139,994, Sinco Developments Ltd Montreal Lake Sask $376,345, Swan Lake Indian Band Swan Lake Man $88,279, Takla Lake Indian Band Fort St-James C-B $200,304, Temple's Trading Post Libau Man $137,862, The Narrows Fish Co-op Lake Manitoba Man $62,490, Thompson Bus Lines Thompson Man $134,350, Tobacco Plains Band Grasmere C-B $72,280, Trim Line Designs of Manitoba Ltd Brandon Man $106,066, Waterhen Indian Band Skownan Man $120,000.

Centres de convention $10,376,180—Metropolitan Toronto Convention Centre Corporation Toronto Ont $4,586,336, Edmonton Northlands Edmonton Alb $5,250,000, Hôtel de Ville de Québec Québec Qué $535,000.

Ententes-cadre de développement $174,141,441—Abitibi-Price Inc Grand Falls T-N $627,018, Atlantic Oceanics Company Ltd Dartmouth N-É $57,600, Baker Lake Contracting & Supplies Ltd Baker Lake TN-O $60,480, Banner Gelatin Products Canada Ltd Olds Alb $98,967, Berens River Band Berens River Man $182,921, Big Trophy Outfitters Gillam Man $123,466, Boise Cascade Canada Ltd Newcastle N-B $299,272, Bowater Mersey Paper Company Limited Liverpool N-É $1,384,394, Bowman Poultry Products Cormorant Man $109,279, BW Enterprises Winnipeg Man $56,250, Camperville Development Corporation Camperviflle Man $76,306, Canbar Foods Lethbridge Alb $83,434, Can-Dive Services Ltd North Vancouver C-B $199,594, Canada Mortgage and Housing Corp Winnipeg Man $217,028, Canada Packages Wainwright Alb $498,456, Cascades Inc East Angus Qué $546,930, Jonquière Qué $1,885,492, Kingsey Falls Qué $378,254, Clearwater Lobsters Ltd Bedford N-É $125,349, Cole and Sons Producers Ltd Didsbury Alb $81,487, Community Improvement Corp Fredericton N-B $6,702,340, Consolidated-Bathurst Ltd Montréal Qué $99,788, New Richmond Qué $723,312, Port Alfred Qué $493,468, Shawinigan Qué $734,805, Corner Brook Pulp & Paper Ltd St John's T-N $334,195, Crane River Sewing Factory Man $50,100, Dept of Indian Affairs and Northern Dev Toronto Ont $227,580, Dominion Diving Ltd Dartmouth N-É $555,984, Domtar Inc Montréal Qué $1,335,620, Donohue Company Ltd Clermont Qué $7,103,722, EB Eddy Forest Products Ltd Ottawa Ont $252,622, Elk Island Lodge God's River Man $89,995, Emploi et Immigration Canada Winnipeg Man $105,429, Fisher River Forest Products Ltd Koostatak Man $54,305, Fisher River Sewing Factory Ltd Koostatak Man $65,276, Fletcher's Ltd Red Deer Alb $466,647, Focal Marine Ltd Bedford N-É $271,021, Gardtal Holdings Ltd Fort Smith TN-O $90,000, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $1,020,529, Hills Alfalfa Process Rolling Hills Alb $65,400, Hollow Water Indian Band Man $54,625, Hostess Food Products Taber Alb $102,147, Industries James MacLaren Inc Masson Qué $8,205,804, Thurso Qué $1,544,258, Institut Canadien de Recherche sur le Développement Régional Moncton N-B $1,000,000, Irving Pulp & Paper Limited Saint John N-B $1,308,307, Jean (John) B MacLeod Inuvik TN-O $84,915, Kruger Inc Trois-Rivières Qué $1,692,792, La Compagnie Price Ltée Beaupré Qué $1,002,399, Chandler Qué $1,188,495, Kenogami Qué $1,015,926, Lakeside Feeders Brooks Alta $438,460, Lake Winnipegosis Development Corp Winnipegosis Man $61,610, Les Industries ITT du Canada Ltée Port-Cartier Qué $401,256, Manigotogan Development Ltd Manigotogan Man $229,702, Marystown Shipyard Marystown T-N $1,144,440, Michelin Tires (Canada) Halifax N-É $6,000,000, Minas Basin Pulp and Power Company Ltd Hantsport N-É $232,155, Ministre des Finances Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $31,547,001, Ministre des Finances Province de la Saskatchewan Régina Sask $2,694,327, Nanyon Food Nanyon Alb $56,277, Newell Vegetables Brooks Alb $50,922, Newfoundland Design Associates Ltd St John's T-N $57,042, Newfoundland Exchequer Account St John's T-N $20,704,835, Novacorp International Calgary Alb $259,003, Oceanroutes Canada Inc Bedford N-É $95,482, Office de Planification et de Développement du Québec Québec Qué $14,310,605,

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Suite*

Papeterie Reed Ltée Limoilou Qué $4,546,094, Papiers Perkins Ltée (Les) Qué $150,322, Pequis Development Corporation Pequis Man $108,800, Pequis Supermarket Hodgson Man $108,800, Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B $1,661,583, Province du Manitoba Winnipeg Man $11,286,975, Province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $1,537,355, Travaux publics Canada St John's T-N $688,813, Ramco Canada Ltd Dartmouth N-É $83,470, Richardsons Foods Claresholm Alb $172,966, Rolland Inc St-Jérôme Qué $69,997, Rothesay Paper Ltd Saint John N-B $820,607, Scott Maritimes Ltd New Glasgow N-É $1,243,943, Soucy Inc Rivière-du-Loup Qué $437,263, Ste Anne Nackawick Pulp & Paper Nackawic N-B $844,439, Stringham & Grant Tandy Inc Winnipeg Man $144,636, Sunrise Helicopters Inuvik TN-O $62,847, Tembec Inc Témiscaming Qué $333,260, Trésorier de l'Ontario Toronto Ont $10,848,074, Wabowden Logging Contractors Wabowden Man $60,532, Waterhen Wood Bison Ranches Ltd Skowman Man $86,141, Woodside Fabricators Ltd Bedford N-É $277,277.

Paiement de pertes en vente de la Loi sur les prêts aux petites entreprises $28,982,160—Caisse d'Entraide Économique pour Tabagie St-Georges (Jonquière) Inc Jonquière Qué $56,411, Caisse d'Établissement pour Assoc Coop des Artisans de la Mer-Haute Côte Nord Chicoutimi Qué $68,362, Caisse Populaire pour 111291 Canada Inc Longueuil Qué $70,823, Auberge St-Côme Inc St-Jean-de-Matha Qué $103,537, Bérubé et Blouin Inc Amqui Qué $83,041, Canapeche Inc Montréal Qué $96,178, Les Sièges Victoriaville Ltée Victoriaville Qué $93,514, R Lortie Cap-de-la-Madeleine Qué $64,649, Racquetball «les Chutes» Inc Shawinigan Qué $108,204, Restaurant Bar Vanier Enrg St-Georges-de-Beauce Qué $83,623, Canadian Imperial Bank of Commerce pour 459140 Ontario Ltd Toronto Ont $53,221, 97684 Canada Ltd Montréal Qué $119,710, Atomar Restaurant Ltd Hamilton Ont $95,267, Anthony M & Marsha Belmont Vancouver C-B $97,603, Brenly Northern Holdings Ltd Vancouver C-B $52,530, Flamecor Steel Products Ltd Ottawa Ont $56,654, Klov Investments Ltd Vancouver C-B $99,123, Le Petit Nashville Steak House Enr Halifax N-É $70,072, Leoville Industries Ltd Toronto Ont $66,080, Littons Family Meats Ltd Nanaimo C-B $58,200, Marsh Transport Calgary Alb $57,549, Mojac Investments Ltd Vancouver C-B $67,869, Gilbert & Fils Transport Ltée Montréal Qué $70,265, Banque de Montréal pour 438693 Ontario Ltd Toronto Ont $57,082, 447028 Ontario Ltd Toronto Ont $101,348, 462075 Ontario Ltd Toronto Ont $84,114, 463837 Ontario Ltd Toronto Ont $73,858, Arte Woodcraft Ltd Calgary Alb $65,603, A Gary Campbell Dawson Creek C-B $50,732, Becker's Canoe Outfitters Lodge & Restaurant Ltd Quesnel C-B $53,239, Canada Caraibes Navigation Ltée Laval Qué $92,461, Chaumière le Homestead Ltée Québec Qué $54,391, Domaine la Sorbière (1980) Inc Québec Qué $78,119, Rovert & Adeline Donnelly Kelowna C-B $94,980, D E Peters Enterprises Ltd Fernie C-B $56,039, D Maclean Trucking Houston C-B $75,591, Émond Bois de Construction Enr Toronto Ont $57,597, Épicerie A & R Audet Inc Amqui Qué $80,475, Group Ten Inc Winnipeg Man $82,757, Ken Donahue Installations Ltd New Westminster C-B $91,870, Les Entreprises Venard Inc Ste-Adèle Qué $116,416, Les Meubles Rowe du Canada Ltée Victoriaville Qué $68,537, Majical Enterprises Ltd Kelowna C-B $69,248, Mitica Services Ltd Halifax N-É $71,660, Physi-Sport Inc Kénogami (Jonquière) Qué $81,833, Spences Bridge Hotel (1980) Ltd Vancouver C-B $108,900, Vulcanisation H B Inc Dolbeau Qué $75,525, Walter Bavis Logging Ltd Prince George C-B $60,599, Banque Nationale du Canada pour 93126 Canada Ltée Sherbrooke Qué $82,705, Antiquités Mi-Guy Inc Victoriaville Qué $65,517, Bleu de France le Gardeur Enr Repentigny Qué $50,373, Brasserie du Travailleur Inc Saint-Jean Qué $126,434, Paul et Nicole Pigeon Galien Tracy Qué $58,425, A Gagnon Garage Ltée Trois-Pistoles Qué $71,055, Garage Trans-Canada Enrg Lévis Qué $100,260, Jardins Bouvillons O C Ltée St-Raymond Qué $84,082, La Renaissance (St-Pascal) Inc Montréal Qué $89,570, Labo-Cel Inc Ste-Julie Qué $61,585, Les Cafétérias M T Inc Québec Qué $125,959, Les Entrp Lennenberg St-Bruno-de-Montarville Qué $70,921, Maison Bavaroise S T Inc Longueuil Qué $88,518, Matériaux Giffard Inc Beauport Qué $113,752, Meubles Guito Inc La Pocatière Qué $52,184, Moraitakis Konstantions St-Polycarpe Qué $61,551, Motel des Journalistes Enrg Mont-Laurier Qué $86,309, Moulin Rouge de la Seigneurie Inc Longueuil Qué $83,146, Noël Serge & Réginald Dolbeau Qué $68,718, Ocean Delight Seafood (1983) Inc Shediac N-B $77,134, Otis & Maltais Inc Jonquière Qué $69,881, Parc Neuville Inc Ste-Foy Qué $103,633, Raynald Pelletier Trois-Pistoles Qué $62,097, Reel Roller Rinks Ltd Dieppe N-B $87,461, Roger Tremblay Chicoutimi Qué $68,834, Salaison Verdun Inc Verdun Qué $80,292, Salon des Viandes G T Inc Mont-Laurier Qué $60,763, Gilles Laroche Spécialités Inc Ville de la Baie Qué $63,715, Terrassements Champlain Inc Montréal Qué $56,410, Tweety Leasing Inc Montréal Qué $76,151, Unitech Informatique Inc Québec Qué $91,543, Val Lee Market Ltd Cap Pele N-B $76,042, Banque de la Nouvelle-Écosse pour 95033 Canada Ltd Toronto Ont $76,399, Aloha Polynesian Foods Inc Toronto Ont $96,075, Gregory's Opaa Ltd Toronto Ont $84,113, Lake Abbey Hotel Inc Toronto Ont $81,820, Moto Centre (1980) Ltd Gander T-N $60,826, Norman Prince Holdings Ltd Edmonton Alb $54,582, Tête-à-Tête Restaurant Ltd Toronto Ont $70,324, Thunderbird Cafe Inc Toronto Ont $60,758, Banque Royale du Canada pour 101302 Canada Inc Montréal Qué $54,892, 112475 Canada Inc Montréal Qué $77,863, 121177 Canada Inc Montréal Qué $65,308, 124624 Canada Inc Montréal Qué $51,592, 228564 Alta Ltd Calgary Alb $73,148, 266093 Alta Ltd c/o Whitehorn Martinizing Montréal Qué $87,856, 393129 Ontario Ltd Montréal Qué $63,817, 418770 Ontario Ltd Ottawa Ont $81,005, 506700 Ontario Ltd Montréal Qué $114,642, Alimentation Alibec Inc Montréal Qué $97,146, Alimentation Philibert Inc Montréal Qué $103,997, All Rental Centre Ltd Montréal Qué $63,090, Atlantic Lipp Storage Systems Ltd Montréal Qué $94,453, Auberge Charlemagne Ltd Vancouver C-B $126,596, Blazer Holdings Ltd Montréal Qué $95,779, Boulangerie Biarotte Enr Montréal Qué $68,959, Boulangerie du Père Antoine Ltée Montréal Qué $65,617, Boutiques le Point Ltée Montréal Qué $74,818, Canada Diamond Trading Co Ltd Montréal Qué $88,887, B & B Enrg Contracteur a/s M Bellavance Montréal Qué $59,397, Danick Automobiles Enrg Montréal Qué $88,741, Datec Holdings Ltd Montréal Qué $70,097, Joe Lumanno Debossage & Peinture Inc Montréal Qué $60,013, Desidradec Inc Montréal Qué $73,606, George Farmer Inc Montréal Qué $71,050, Gilles Villeneuve Gestion Inc Montréal Qué $114,817, Gold Star Meat Ltd Montréal Qué $103,349, Golfplex 4 Inc Montréal Qué $65,297, Guy Nordquist Montréal Qué $70,997, Hanover Holdings Ltd Montréal Qué $60,761, Hermack-Lindahl Enterprises Inc Montréal Qué $57,128, Irvs Deli Inc Montréal Qué $80,212, Jade Garden Holdings Ltd Montréal Qué $81,735, Kube Holdings Ltd Saskatoon Sask $85,062, Le Jardin C E Inc Montréal Qué $53,519, Les Créations Delta Ltée Montréal Qué $136,201, Les Entreprises Shelso Ltée Montréal Qué $70,000, Les Industries Forex Inc Montréal Qué $89,912, Les Placements Anclerc Inc Montréal Qué $57,721, Les Produits Lionic Ltée Montréal Qué $83,368, Mister D & D Food Services Ltd Victoria C-B $57,246, Mr Chips 1979 Montréal Qué $53,109, Nazzcon Data Systems Inc Montréal Qué $66,498, Rechapage 2000 Inc Montréal Qué $50,429, Relais du Canton Inc Montréal Qué $78,585, SKAE Management Consultants Ltd Montréal Qué $116,759, SMB Manufacturing Ltd Montréal Qué $110,515, Terrain de Golf le Ricochet Inc Montréal Qué $59,465, Tobin Lake Air Services Ltd Montréal Qué $51,541, Banque Toronto Dominion pour 466273 Ont Ltd Toronto Ont $65,219, 95407 Canada Inc Toronto Ont $61,202, B2 Enterprises Ltd Edmonton Alb $79,748, Big Daddy's Tonite Cabaret Ltd Vancouver C-B $71,978, Brighouse Shoe Repair Ltd Vancouver C-B $77,014, Carmor Marketing Inc Toronto Ont $58,016, Cimtac Enterprises Ltd Toronto Ont $61,607, First Framers Ltd Vancouver C-B $52,659, Future Encounters Inc Toronto Ont $72,172, James

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Fin*

MacDonald Halifax N-É $56,834, Murs & Mondes Inc Montréal Qué $584,563, Robbie's Place for Ribs Inc Toronto Ont $86,111, S I R Printing Ltd Vancouver C-B $59,355, Timshell Enterprises Co Ltd Edmonton Alb $57,769, Traitement Anodique BSC Inc Montréal Qué $67,368.

Paiement au Programme d'expansion des entreprises—Pertes d'assurance $5,939,642—Bank of Montreal for Briethaupt Leather Ltd Hastings Ont $500,009, Nudent Industries Ltd Vancouver C-B $90,000, Waxattract Inc Niagara Falls Ont $54,540, Bank of Nova Scotia for J Hardt Mfg (1973) Ltd Lachine Qué $306,000, Huromic Metal Industries Ltd Goderich Ont $162,360, Banque Nationale du Canada pour Acier Sorel Inc Sorel Qué $603,991, Placage St-Laurent Ltée et Placage Métropolitain Inc Ville d'Anjou Qué $439,223, Sodispro Technologie Ltée St-Hyacinthe Qué $750,000, Canadian Imperial Bank of Commerce for DuBarry Furniture Ltd Toronto Ont $142,745, Crédit Industriel Desjardins for Acier Sorel Inc Sorel Qué $176,027, Banque Royale du Canada poir Benner Industries Ltd Charlottetown Î-P-É $180,000, Homeware Industries Ltd Downsview Ont $749,637, McKillop's Candy Co Ltd Port Coquitlam C-B $124,875, National Leather Products Ltd Toronto Ont $120,500, Procam Steel Products Ltd Pembroke Ont $301,436, Star Forms Co Ltd Richmond C-B $131,674, Zinetta Pasta Ltd Kamloops C-B $170,000, Roynat Inc for Winiker Industrial Incorporated Trenton Ont $153,900, Toronto Dominion Bank for Digitrak Electronics Ltd Windsor Ont $58,500, Envirowest Energy Systems Ltd Spruce Grove Alb $151,200, Gordon's of Feversham Ltd Feversham Ont $76,140, HTP Control Mfg Ltd Winnipeg Man $180,000, Master Dry Cleaning Co Ltd Edmonton Alb $167,997, Niagara Rug Co Ltd Niagara Falls Ont $90,000.

Paiement de perte d'assurance à la Banque Canadienne Impériale pour Maislin Industries Ltée Lasalle Qué $24,256,300

Agence d'examen de l'investissement étranger $15,000

Contribution au Conference Board du Canada $15,000

SCIENCES ET TECHNOLOGIE $411,037,323

Département d'État $1,895,000

Contribution en vue de couvrir les coûts de la participation du Canada au programme de l'Agence spatiale européenne Paris France $1,895,000

Conseil national de recherches du Canada $108,614,813

PROGRAMME DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES $108,537,160

Affiliations internationales $432,733

Subventions aux municipalités prévues par la Loi sur les subventions aux municipalités $1,628,000—District of Saanich Victoria C-B $85,000, City of Boucherville Boucherville Qué $100,000, City of Gloucester Gloucester Ont $897,152, City of Halifax Halifax N-É $162,889, City of Saskatoon Saskatoon Sask $183,376, City of Winnipeg Winnipeg Man $100,000, Township of Ramsay Ramsay Ont $51,023.

Agence internationale de l'énergie pour la mise en œuvre d'accords $155,805—IEA Heat Pump Centre Karlsruhe Allemagne $93,929.

Institut de recherches d'Hydro Québec—Programme de recherches et développement intéressant la fusion thermonucléaire contrôlée par confinement magnétique $4,428,807—Hydro Québec Varennes Qué $4,428,807.

Contribution à la recherche sur les matières de fusion $1,486,000—Ontario Hydro Corporation Toronto Ont $1,486,000.

Institut de l'homme et des ressources pour la mise en opération du site d'essai éolien de l'Atlantique $200,000—Institut de l'homme et des ressources Charlottetown Î-P-É $200,000.

Centre de recherches du Manitoba sur CCHT—Transmission du CC sous HT—Projet de la rivière Nelson $334,000—Centre de recherches du Manitoba sur le CCHT Winnipeg Man $334,000.

Appui à des conférences scientifiques et techniques $46,927

Aide à l'industrie canadienne pour la recherche appliquée et l'innovation technologique—Programme d'aide à la recherche industrielle $40,634,693—A-Cubed Inc Mississauga Ont $255,700, Agri Seed Chatham Ont $57,422, Agropur Granby Qué $50,000, Alberta Wheat Pool Calgary Alb $164,031, Allied Chemicals Mississauga Ont $59,995, Almax Industries Lindsay Ont $137,661, AMCA International Ltd Kanata Ont $105,379, B M High Tech Inc Collingwood Ont $197,300, Barringer Research Rexdale Ont $123,501, Bell Northern Research Ottawa Ont $247,710, Bio-Research Senneville Qué $228,034, Bright T G & Co Ltd Niagara Falls Ont $76,258, Building Products of Canada Lachine Qué $358,600, C I L Inc Montréal Qué $123,819, Cadre Info Transfer System Rexdale Ont $251,309, CAE Electronics Ltd St-Laurent Qué $124,922, CAE Machinery Ltd Vancouver C-B $50,980, Cambrian Engineering Mississauga Ont $222,638, Canadian Canners Ltd Burlington Ont $233,772, Canadian Forest Products Vancouver C-B $107,696, Canadian Fracmaster Inc Calgary Alb $128,623, Canadian Fram Chatham Ont $166,334, Canadian Steel Wheel Montréal Qué $90,300, Carelift Breslau Ont $63,994, Carte Electric Ltd Winnipeg Man $107,894, Champion Road Machinery Goderich Ont $267,960, Château des Charmes Niagara on the Lake Ont $158,708, CIBA Geigy Seeds Hyde Park Ont $201,453, Colour Your World Toronto Ont $161,000, Com Dev Ltd Cambridge Ont $397,507, Cominco Trail C-B $72,326, Computrol Systems Vancouver C-B $112,811, Coreco Inc Longueuil Qué $202,500, Cuddy Farms Ltd Strathroy Ont $54,048, Data Images Inc Ottawa Ont $126,642, Develcon Electronics Ltd Saskatoon Sask $188,592, Dextran Products Ltd Scarborough Ont $107,550, Diagnostic Chemicals Ltd Chartottetown Î-P-É $51,183, Diffracto Ltd Windsor Ont $94,953, Dighem Ltd Toronto Ont $125,638, Domtar Inc Senneville Qué $120,022, Dunlop Construction Product Mississauga Ont $232,200, Electromec Div Maritime Québec Qué $73,735, Erectoweld Company Ltd Oakville Ont $69,818, Exeltor Inc Bedford Qué $54,844, Export Packers Co Ltd Bramalea Ont $180,168, G S W Inc Mississauga Ont $105,807, Gemtex Co Ltd Rexdale Ont $109,178, Gen-Tec Seeds Ltd Woodslee Ont $114,300, General Foods Ltd Toronto Ont $287,555, Geona Enterprises Calgary Alb $246,076, Glenayre Electronics Ltd Vancouver C-B $88,740, Glenn Seeds Ltd Blenheim Ont $68,000, Global Thermoelectric Bassano Alb $96,700, Griffith Labs Scarborough Ont $408,874, Groupe Christie Ltée St-Eustache Qué $77,892, Guertin Bros Coatings Winnipeg Man $116,341, H J Heinz Co of Canada Toronto Ont $134,863, Hillebrand Estates Winery Niagara on the Lake Ont $54,494, Hi Tech Canada Ltd Nepean Ont $477,337, Holiday Juice Ltd Windsor Ont $51,841, Home Technics Ltd Peterborough Ont $170,582, HSC Research Development Toronto Ont $444,369, Huntsman Russtek Polymer Mansonville Qué $63,338, Huron Chemicals Ltd Kingston Ont $172,100, Hybrid Turkeys (1981) Kitchener Ont $143,000, Imperial Flavours Inc Mississauga Ont $166,760, Ind Provinciales Ltée St-Damien (Bellechasse) Qué $93,977, Int'l Submarine Eng Sidney C-B $315,800, Iotech Inc Ottawa Ont $211,290, Irco Industries Ltd Brantford Ont $81,250, J D Irving Ltd Saint John N-B $282,270, Kelowna Nurseries Kelowna C-B $153,954, King Grain Ltd Chatham Ont $140,000, Koehring Canada Int'l Brantford Ont $248,109, Lab-Volt Québec Inc Ste-Foy Qué $299,461, Lakeside Electronics Ltd

SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

Whitby Ont $82,493, Lassonde et Fils Rougemont Qué $85,104, Leigh Instruments Ltd Ottawa Ont $76,044, Litton Systems Canada Rexdale Ont $247,122, MacDonald Dettwiler Richmond C-B $371,121, MacMillan Bloedel Vancouver C-B $187,526, Majestic Laser Systems Edmonton Alb $593,496, Maple Leaf Mills Chatham Ont $55,439, Mark Hot Inc Longueuil Qué $271,074, Matthew McAvan Mississauga Ont $74,941, Metrex Instruments Ltd Brampton Ont $99,144, Micronav Sydney N-É $178,900, Microtel Pacific Research Burnaby C-B $56,541, Mobile Data International Richmond C-B $205,800, Moli Energy Ltd Burnaby C-B $428,302, Moniteq Ltd Concord Ont $73,792, NCR Canada Ltd Waterloo Ont $77,900, Nelson's Dairy Ltd Weston Ont $147,743, Nordco Ltd St John's T-N $50,800, Opto Electronics Oakville Ont $205,435, Otto Pick & Sons Richmond Hill Ont $150,822, PPRIC Pointe-Claire Qué $365,724, Pratt & Whitney Longueuil Qué $55,717, PTL Research Ltd Oromocto N-B $72,736, QA Laboratories Toronto Ont $85,000, QRL Analysis Nepean Ont $69,588, Research Foods Ltd Downsview Ont $59,369, Rieder Distillery Ltd Grimsby Ont $97,734, Safer Agro-Chem Victoria C-B $159,700, Santé Naturelle Ltée Laprairie Qué $102,698, Saskatchewan Dehy Assoc Tisdale Sask $63,395, Saskatchewan Wheat Pool Saskatoon Sask $160,033, Scannar Engineering Ltd Cornwall Ont $112,100, Scintrex Ltd Concord Ont $208,700, Scotsburn Coop Service Scotsburn N-É $124,101, Selco Photorécepteurs Montréal Qué $58,483, Semico Inc Ste-Rosalie (St-Hyacinthe) Qué $228,160, Senstar Corporation Kanata Ont $61,900, Shamrock Springs Trout Erin Ont $108,020, Sherritt Gordon Mines Toronto Ont $217,678, Siltronics Ltd Kanata Ont $176,968, Stelco Inc Hamilton Ont $178,081, Syslog Inc Montréal Qué $95,552, TC Ophthalmics Product Toronto Ont $115,382, Temfibre Inc Témiscaming Qué $102,887, Thompson W G & Sons Blenheim Ont $233,376, Trans Canada Resources Calgary Alb $94,735, Trench Electronic Scarborough Ont $194,670, Tridon Ltd Oakville Ont $120,146, Trojan Env Products London Ont $85,442, Uniroyal Ltd Don Mills Ont $350,189 United Tire & Rubber Company Rexdale Ont $164,192, Universal Flavours Rexdale Ont $122,957, Valera Electronics Inc Ottawa Ont $96,943, Vertigo Computer Images Vancouver C-B $228,192, Vickers Instruments Nepean Ont $68,679, Warner-Lambert Canada Scarborough Ont $116,263, Western Packaging Richmond C-B $129,436, Worthington Canada Inc Brantford Ont $77,600, Xerox Research Centre Mississauga Ont $77,800, Zenon Environmental Inc Burlington Ont $94,973.

Contributions aux organismes de recherches provinciaux et aux établissements de recherches pour la communication d'informations techniques et la prestation de services régionaux $8,205,356—Alberta Research Council Edmonton Alb $678,125, Assoc of Consulting Engineers Ottawa Ont $864,484, BC Research Vancouver C-B $826,875, Canadian Food Products Development Centre Portage La Prairie Man $55,125, Canadian Industrial Innovation Centre Waterloo Ont $110,125, Canadian Institute of Metalworking Hamilton Ont $118,125, C-Core St John's T-N $69,561, Centre de recherche industrielle du Québec Ste-Foy Qué $541,500, Centre d'innovation industrielle Montréal Qué $126,000, Forintek Canada Corporation Ottawa Ont $94,500, Manitoba Research Council Winnipeg Man $773,246, Newfoundland and Labrador Development Corporation St John's T-N $147,000, NORDCO Ltd St John's T-N $69,562, Nova Scotia Research Foundation Corporation Halifax N-É $790,650, Ontario Centre for Advanced Manufacturing Peterborough Ont $147,000, Ontario Centre for Automotive Parts St Catharines Ont $83,329, Ontario Centre for Farm Machinery and Food Processing Technology Chatham Ont $73,500, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $551,250, PERA Melton Mobray Leicestershire Angleterre $50,000, Protextile St-Hyacinthe Qué $61,250, Research and Productivity Council Moncton N-B $514,500, Saskatchewan Research Council Saskatoon Sask $588,000, University of New Brunswick Fredericton N-B $94,500, Welding Institute of Canada Oakville Ont $301,873.

Programme des projets entre l'industrie et les laboratoires $15,802,525—Abco Plastics Division Mahone Bay N-É $206,824, Allelix Inc Mississauga Ont $951,670, Almax Industries Ltd Lindsay Ont $140,000, Aqua Health Ltd Willowdale Ont $171,763, Atlantis Sea Farms Ltd Clifton Royal N-B $113,742, Barrodale Computing Services Ltd Victoria C-B $57,131, Bell Northern Research Ottawa Ont $1,190,772, Bio-Endo Inc Montréal Qué $346,095, Bio-Research Laboratories Ltd Senneville Qué $159,763, BOMEN Inc Québec Qué $237,451, Canadian Fram Ltd Chatham Ont $81,749, Cangene Corporation Mississauga Ont $78,644, Clay Nurseries Inc Langley C-B $90,464, Computer Integrated Manufacturing Ancaster Ont $212,716, Connaught Research Institute Willowdale Ont $100,799, Dalsa Inc Toronto Ont $227,317, De Havilland Aircraft of Canada Ltd Downsview Ont $219,981, Denison Mines Ltd Elliot Lake Ont $658,961, Diffracto Ltd Windsor Ont $282,439, Dilworth Secord Meagher & Associates Ltd Toronto Ont $75,886, Dipix Systems Ltd Ottawa Ont $262,905, Futurtex Communications Inc Montréal Qué $75,656, George Weston Ltd Toronto Ont $301,522, Global Thermoelectric Bassano Alb $92,180, Guildcraft (1978) Ltd Markham Ont $105,497, H & J Diagnostics Ltd Richmond C-B $54,738, Hypernetics Ltd Arnprior Ont $156,975, ICAM Technologies Pointe-Claire Qué $188,623, Interact Computing Services Ltd Sydney N-É $163,470, International Harvestor Canada Ltd Chatham Ont $152,771, International Tools (1973) Ltd Windsor Ont $59,995, Internav Ltd Sydney N-É $100,334, Julac Inc Dolbeau Qué $76,298, Labatt Brewing Co Ltd London Ont $262,670, Lallemand Inc Montréal Qué $50,645, Langford Research Laboratories Ltd Guelph Ont $222,040, Linear Technology Inc Burlington Ont $221,430, MacDonald Dettwiler & Associates Ltd Richmond C-B $300,171, MacMillan Bloedel Ltd Sturgeon Falls Ont $66,146, Marine Lobster Farms Thornhill Î-P-É $431,126, Memtek Inc Nepean Ont $244,593, MEP Company Markham Ont $78,801, Norpak Corporation Kanata Ont $191,150, Opto-Electronics Ltd Oakville Ont $70,065, Orcatec Inc Ottawa Ont $179,553, OSMOCO (Laboratoire) Inc Pointe-Claire Qué $83,807, Pacific Trident Mariculture Ltd Victoria C-B $106,970, Parrsboro Metal Fabricators Parrsboro N-É $89,094, Partagec Inc Beauport Qué $424,935, Perceptron Computing Inc Downsview Ont $188,046, Polysar Ltd Sarnia Ont $136,911, Press Porcepic Ltd Victoria C-B $82,115, Prince Rupert Fishermen's Co-operative Assoc Prince Rupert C-B $66,020, Proto Manufacturing Ltd Oldcastle Ont $219,562, Pyrotenax of Canada Ltd Trenton Ont $101,041, Quadra Logic Technologies Inc Vancouver C-B $167,165, Rhizotec Inc (Les Laboratoires) St-Jean-Chrysostome Qué $86,444, Robin Hood Multifoods Inc Rexdale Ont $54,503, Rosell (Institut) Inc Montréal Qué $82,654, Safer Agro-Chem Ltd Victoria C-B $220,114, Sci-Tec Instruments Inc Saskatoon Sask $86,802, Sciex (A Division of MDS Health Group Ltd) Thornhill Ont $431,126, Seakem Oceanography Ltd Sidney C-B $77,695, Serres A M Dion Ltée Boisbriand Qué $66,379, Servo-Robot Inc Belœil Qué $112,158, Spar Aerospace Ltd Toronto Ont $244,560, Uniroyal Ltd Guelph Ont $69,816, Urtec Ltd Markham Ont $67,778, Zenon Environmental Inc Burlington Ont $249,651.

Institut de recherche d'Hydro-Québec—Programme de construction d'une génératrice éolienne à axe vertical de grande puissance $6,253,243—Hydro-Québec Varennes Qué $6,253,243.

Conseil canadien pour la réadaptation des handicapés $209,000—Canadian Rehabilitation Council for the Disabled Toronto Ont $209,000.

Quote-part canadienne des frais de la Corporation du Télescope Canada-France-Hawaii $2,165,621—Corporation du Télescope Canada-France-Hawaii Hawaii É-U $2,165,621.

SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

Universités de l'Alberta, Colombie-Britannique, Simon Fraser et Victoria pour la réalisation du projet TRIUMF $25,520,628—Universités de: Alberta Edmonton Alb, Colombie-Britannique Vancouver C-B, Simon Fraser Vancouver C-B, Victoria Victoria C-B $25,520,628.

Appui à des conférences scientifiques et techniques $39,979

New York Energy Research and Development Authority $103,669—New York State Energy Research and Development Authority New York NY É-U $103,669.

Institut de recherche biotechnologique $792,191—DOMTAR Inc Senneville Qué $99,000, Institut de recherches cliniques de Montréal Montréal Qué $520,724, Pulp and Paper Research Institute of Canada Pointe-Claire Qué $172,467.

Centre européen pour la recherche nucléaire $97,983—Centre européen pour la recherche nucléaire Genève Suisse $97,983.

PROGRAMME D'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE $77,653

Institut canadien du film $77,653—Institut canadien du film Ottawa Ont $77,653.

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie $300,527,510

Subventions et bourses pour promouvoir et encourager le développement et l'entretien de la recherche et l'assurance de la main-d'œuvre hautement qualifiée en sciences naturelles et en génie $300,527,510—A C F A S Montréal Qué $55,000, R G Ackman Halifax N-É $82,260, E L Adler Montréal Qué $59,006, A K Adlington London Ont $964,435, J P A Adoul Sherbrooke Qué $88,109, P C Aitcin Sherbrooke Qué $145,626, M G Akben Montréal Qué $73,913, A M Al Taweel Halifax N-É $83,913, W P Alford London Ont $100,000, H Alper Ottawa Ont $110,156, J Amiot Québec Qué $98,860, M Amram Montréal Qué $89,592, Anctil Montréal Qué $61,000, A Anderson Waterloo Ont $65,963, R C Anderson Guelph Ont $52,771, C D Anger Calgary Alb $204,950, R H Angers Québec Qué $154,908, J W ApSimon Ottawa Ont $94,568, J C Armitage Ottawa Ont $133,000, D A Armstrong Calgary Alb $54,725, J B Armstrong Ottawa Ont $51,164, R L Armstrong Toronto Ont $67,348, R L Armstrong Vancouver C-B $73,500, J T Arnason Ottawa Ont $101,774, D R Arnold Halifax N-É $62,704, A S Arrott Burnaby C-B $79,023, H H Arsenault Québec Qué $80,102, J G Arthur Toronto Ont $51,881, H W Arthurs Downsview Ont $576,943, D L Atherton Kingston Ont $148,131, H L Atwood Toronto Ont $61,215, W A Aue Halifax N-É $55,094, G L Austin Montréal Qué $153,676, M M Avedesian Montréal Qué $65,240, W A Ayer Edmonton Alb $133,652, R E Azuma Toronto Ont $97,650, L Babiuk Saskatoon Sask $135,265, R F W Bader Hamilton Ont $64,554, M C Baird Kingston Ont $51,586, N E Balch Halifax N-É $111,400, R Baldur Montréal Qué $50,000, K G Balmain Toronto Ont $155,807, G M Bancroft London Ont $93,215, J W Bandler Hamilton Ont $101,138, E W Banister Burnaby C-B $101,126, L I Barber Régina Sask $190,063, R C Barber Winnipeg Man $60,000, G A Barbery Québec Qué $50,200, M Baril Québec Qué $84,252, J F Barker Waterloo Ont $72,575, R G Barradas Ottawa Ont $71,285, M N Bassim Winnipeg Man $98,716, P Basu Halifax N-É $150,202, P F Bataille Montréal Qué $152,159, G S Bates Vancouver C-B $50,825, H S Bayley Guelph Ont $70,553, A Bazergui Montréal Qué $171,158, F W Beales Toronto Ont $133,051, E G Beauchamp Guelph Ont $63,490, A Beaulnes Laval-des-Rapides Qué $111,826, C Beaumont Halifax N-É $117,281, W Beckel Ottawa Ont $582,866, H A Becker Kingston Ont $87,440, G A Beer Victoria C-B $165,000, P A Bélanger Québec Qué $153,850, J M Bell Saskatoon Sask $51,198, B Belleau Montréal Qué $164,873, B Benard Sherbrooke Qué $196,983, J M Bergeron Sherbrooke Qué $60,800, M A Bergougnou London Ont $95,083, J C Bergstrom Saskatoon Sask $50,000, A J Berlinsky Vancouver C-B $655,294, P Bernard Ottawa Ont $50,420, H Bertrand Régina Sask $115,780, R W Besant Saskatoon Sask $96,298, K J Betteridge Montréal Qué $128,000, W J Bettger Guelph Ont $134,750, T J Beveridge Guelph Ont $55,975, J D Bewley Calgary Alb $168,280, V K Bhargava Montréal Qué $131,199, R Billinton Saskatoon Sask $66,224, T Birchall Hamilton Ont $93,571, P P Biringer Toronto Ont $53,201, P C Birkemoe Toronto Ont $85,599, L P Blanchard Québec Qué $53,942, E Block Ste-Anne-de-Bellevue Qué $54,695, M Bloom Vancouver C-B $94,650, G V Bochmann Montréal Qué $312,898, J Boisvert Montréal Qué $60,000, C T Bolton Toronto Ont $64,615, J R Bolton London Ont $160,769, R R Bonert Toronto Ont $53,000, P M Boorman Calgary Alb $65,740, A R Boothroyd Ottawa Ont $57,600, J H Borden Burnaby C-B $308,348, E F Borra Québec Qué $75,354, T K Bose Trois-Rivières Qué $67,943, B Bosnich Toronto Ont $90,206, M R Bouthillette Montréal Qué $359,400, R Boyd Halifax N-É $64,103, J C D Brand London Ont $68,783, A S Bregman Montréal Qué $132,447, J H Brewer Vancouver C-B $265,000, J K Brimacombe Vancouver C-B $439,262, C E Brion Vancouver C-B $245,627, G J Brisson Québec Qué $191,599, H W Brock Vancouver C-B $75,078, D E Brodie Waterloo Ont $114,822, A G Brook Toronto Ont $67,344, C Brooks Montréal Qué $91,738, D L Brown Ottawa Ont $113,134, J D Brown London Ont $150,337, L M Brown London Ont $52,260, R S Brown Edmonton Alb $104,011, E M Brussell Montréal Qué $136,711, L T Bruton Victoria C-B $54,537, M P Bryden Waterloo Ont $50,126, D A Bryman Victoria C-B $358,000, T A Brzustowski Waterloo Ont $62,439, J G Buchanan-Smith Guelph Ont $52,825, R B Buckland Ste-Anne-de-Bellevue Qué $50,756, J T Buckley Victoria C-B $59,955, H A Buckmaster Calgary Alb $140,229, R J A Buhr Ottawa Ont $86,947, R T Bui Chicoutimi Qué $72,504, E Buncel Kingston Ont $97,474, R B Bunt Saskatoon Sask $77,462, J Bures Montréal Qué $77,900, M D B Burt Fredericton N-B $68,855, A H Bussey Montréal Qué $127,729, J A Buzacott Waterloo Ont $121,070, D E Caldwell Saskatoon Sask $88,955, J C Callaghan Halifax N-É $146,700, S E Calvert Vancouver C-B $87,393, T W Calvert Burnaby C-B $126,368, J M Cameron Edmonton Alb $80,000, R G Cameron Toronto Ont $50,761, R G Campanella Vancouver C-B $173,000, C K Campbell Hamilton Ont $85,070, J L Campbell Guelph Ont $72,278, W H Cannon Downsview Ont $230,122, F F Cantwell Edmonton Alb $57,030, D T Canvin Kingston Ont $75,533, H S Caplan Saskatoon Sask $1,047,000, H C Card Winnipeg Man $149,053, A Cardinal Québec Qué $151,996, T T Carey Guelph Ont $76,846, R K Carnegie Ottawa Ont $460,000, P J Carreau Montréal Qué $145,279, R L Carroll Montréal Qué $53,647, A I Carswell Downsview Ont $54,392, C R Carter Hamilton Ont $59,469, A J Carty Waterloo Ont $152,157, G S P Castle London Ont $55,746, S Caveney London Ont $53,123, P B Cavers London Ont $70,616, Cdn Jour/Chem Ottawa Ont $65,000, Cdn Council/Ani Ottawa Ont $252,525, Cdn Math Soc Toronto Ont $157,150, Cdn Microelec Kingston Ont $5,100,000, Cdn Sc News S Toronto Ont $58,000, N J Cercone Burnaby C-B $215,330, A C D Chaklader Vancouver C-B $78,240, C L Chakrabarti Ottawa Ont $74,691, S G Chamberlain Waterloo Ont $52,700, M J Chamerlain London Ont $107,300, T H Chan Montréal Qué $263,200, J S Chang Hamilton Ont $86,719, T M S Chang Montréal Qué $72,000, S T Chanson Vancouver C-B $63,439, A Chatt Halifax N-É $76,579, C Chavarie Montréal Qué $60,479, J D N Cheeke Sherbrooke Qué $302,760, R M H Cheng Montréal Qué $84,238, J A Cherry Waterloo Ont $248,472, G Chevalier Montréal Qué $206,621, F S Chia Edmonton Alb $57,081, R F Childs Hamilton Ont $108,329, S L Chin Québec Qué $138,871, E Chornet Sherbrooke Qué $280,109, Y L Chow Burnaby C-B $98,183, D A Christensen Saskatoon Sask $80,800, A Chrzanowski Fredericton N-B $51,612, R B Church Calgary Alb $109,763, J Cizek Waterloo Ont $52,813, A H Clark Kingston Ont $113,233, H C Clark Guelph Ont $71,232, D B Clarke Halifax

SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

N-É $559,777, G K C Clarke Vancouver C-B $59,520, R M Clements Victoria C-B $76,432, J F Cochran Burnaby C-B $60,758, K M Cole Vancouver C-B $54,600, G J M Collin Chicoutimi Qué $68,548, M P Collins Toronto Ont $61,215, R A Collins Toronto Ont $61,350, S Conetti Montréal Qué $225,000, G Connell Toronto Ont $1,972,200, B E Conway Ottawa Ont $160,321, F Cooke Kingston Ont $134,366, D E Cormack Toronto Ont $65,765, E A Cossins Edmonton Alb $77,777, J W Costerton Calgary Alb $219,520, Craggs Edmonton Alb $76,002, F I M Craik Toronto Ont $60,660, R J Crawford Edmonton Alb $90,102, M Csörgö Ottawa Ont $59,974, I G Csizmadia Toronto Ont $52,472, W R Cullen Vancouver C-B $160,873, F L Curzon Vancouver C-B $207,990, R J Cushley Burnaby C-B $82,920, M S Cynader Halifax N-É $61,798, J M D'Auria Burnaby C-B $90,000, A D'Iorio Ottawa Ont $451,300, G R Daborn Wolfville N-É $60,434, F W Dalby Vancouver C-B $98,600, J D Dale Edmonton Alb $70,527, I G Dalla Lana Edmonton Alb $56,135, M B Danard Victoria C-B $67,321, J S Daniel Sudbury Ont $94,200, J M Daniels Toronto Ont $51,331, L H Dao Québec Qué $78,250, W R Datars Hamilton Ont $160,362, A J Daugulis Kingston Ont $51,903, A G Davenport London Ont $227,046, K G Davey Downsview Ont $101,951, J H Davis Guelph Ont $54,591, P W Davis St John's T-N $80,688, E J Davison Toronto Ont $64,665, G E Dawson Kingston Ont $76,983, A J De Bold Kingston Ont $151,400, E De Jong Saskatoon Sask $88,891, H I De Lasa London Ont $154,481, P De Mayo London Ont $129,379, R De Mori Montréal Qué $61,042, J M DeMan Guelph Ont $119,132, L DeRoth Montréal Qué $91,653, J M Dealy Montréal Qué $52,447, W Del Bianco Montréal Qué $132,000, C A Delisle Québec Qué $63,140, G Y Delisle Québec Qué $120,773, G Delmas-Patterson Montréal Qué $82,643, D T Dennis Kingston Ont $93,466, P H M Depommier Montréal Qué $112,070, P Deslongchamps Sherbrooke Qué $93,492, J E Desnoyers Sherbrooke Qué $92,545, J I Dickson Montréal Qué $181,077, M J Dignam Toronto Ont $445,832, W H Dilger Calgary Alb $63,441, N Dimopoulos Montréal Qué $51,672, E Dimroth Chicoutimi Qué $96,460, L L Diosady Toronto Ont $64,780, G D Dixon Waterloo Ont $63,695, P Dobos Guelph Ont $91,294, P C Dodwell Kingston Ont $85,354, M A Dokainish Hamilton Ont $122,587, D H Dolphin Vancouver C-B $52,614, R W Donaldson Vancouver C-B $133,900, R Y Y Dong Brandon Man $106,868, A E R Downe Kingston Ont $101,198, R G H Downer Waterloo Ont $55,650, J Downey Fredericton N-B $430,046, R W Doyle Halifax N-É $61,748, J E Drake Windsor Ont $67,480, T E Drake Toronto Ont $130,000, G Drouin Montréal Qué $81,917, J R Drummond Toronto Ont $85,102, M DuBow Montréal Qué $69,727, K Duckworth Calgary Alb $52,100, F A L Dullien Waterloo Ont $146,060, E B Dumbroff Waterloo Ont $80,146, D J Dunlop Toronto Ont $73,975, P Dupuis Montréal Qué $52,369, G Durocher Montréal Qué $73,147, T Durst Ottawa Ont $55,131, M B Dusseault Waterloo Ont $51,309, H C Duthie Waterloo Ont $69,483, G G S Dutton Vancouver C-B $51,913, J G Eales Winnipeg Man $63,996, A J Earp St Catharines Ont $155,100, A R Eastham Kingston Ont $78,065, P A Egelstaff Guelph Ont $100,000, A Eisenberg Montréal Qué $60,846, F El-Hawary Halifax N-É $85,930, M A S Elazhary Montréal Qué $58,921, J E Eldridge Vancouver C-B $280,320, B E Ellis Guelph Ont $92,604, Ellyin Edmonton Alb $79,653, M I Elmasry Waterloo Ont $658,117, J D Embury Hamilton Ont $59,903, W J Emery Vancouver C-B $302,213, N Epstein Vancouver C-B $55,650, P G Estabrooks Ottawa Ont $103,000, B Etkin Toronto Ont $60,500, P Eyre Guelph Ont $61,215, T Z Fahidy Waterloo Ont $126,193, J B Falls Toronto Ont $71,111, R H Farquhar Winnipeg Man $79,300, E Fawcett Toronto Ont $64,394, P P Fazio Montréal Qué $59,051, K Feher Ottawa Ont $235,041, B H Fellenius Ottawa Ont $86,076, M B Fenton Ottawa Ont $50,500, J C Fentress Halifax N-É $83,741, G Ferguson Guelph Ont $55,650, J D Fernie Toronto Ont $162,498, J A Finch Montréal Qué $68,587, J A Findlay Fredericton N-B $60,051, G Finn Moncton N-B $89,760, W D Finn Vancouver C-B $83,763, M E L Fleet London Ont $70,968, D G Fleming Vancouver C-B $80,000, G L Fletcher St John's T-N $85,880, M A Florian Montréal Qué $52,311, D C Ford Hamilton Ont $69,156, R E Foreman Vancouver C-B $56,092, A Forer Downsview Ont $62,328, C W Forsberg Guelph Ont $59,721, P A Forsyth London Ont $188,706, J A Fortin Québec Qué $50,085, R O Foschi Vancouver C-B $50,000, A D Fowler Chicoutimi Qué $56,319, D B Fowler Saskatoon Sask $76,718, J M J Frechet Ottawa Ont $108,331, R C Frecker Toronto Ont $189,616, G R Freeman Edmonton Alb $69,268, R A Freeze Vancouver C-B $104,000, G W Friars Guelph Ont $73,930, J D Friesen Toronto Ont $183,344, W R Frisken Downsview Ont $65,000, P Fritz Waterloo Ont $90,917, B J Frost Kingston Ont $53,085, B L Funt Burnaby C-B $67,364, C A Fyfe Guelph Ont $84,299, W S Fyfe London Ont $78,732, T M Fyles Victoria C-B $73,863, B R Gaines Toronto Ont $115,000, A Gakwaya Chicoutimi Qué $82,825, J E Gale St John's T-N $166,700, B G Galef Hamilton Ont $50,753, J F A Galibois Québec Qué $118,834, J J Ganczarczyk Toronto Ont $57,472, F R Ganders Vancouver C-B $103,565, J W D Garbary Vancouver C-B $53,575, C J R Garrett Halifax N-É $69,900, B K Garside Hamilton Ont $114,715, E T Garside Halifax N-É $61,570, D E Gaskin Guelph Ont $51,198, E M Gates Edmonton Alb $241,596, N D Georganas Ottawa Ont $166,937, J C George Guelph Ont $51,892, D Ghista Hamilton Ont $63,955, A M Gibbins Guelph Ont $50,338, C R Gicquaud Trois-Rivières Qué $76,921, T A Gill Halifax N-É $77,570, R J Gillespie Hamilton Ont $106,848, R W Gillham Waterloo Ont $51,185, J E Gillott Calgary Alb $53,424, P C Gilmore Vancouver C-B $174,704, Y M Giroux Québec Qué $436,892, A D Glass Vancouver C-B $80,955, I I Glass Toronto Ont $54,760, B R Glick Waterloo Ont $80,500, B W Glickman Downsview Ont $120,501, A K Goff Montréal Qué $54,105, J A Goldak Ottawa Ont $86,313, A Goldenberg Toronto Ont $167,460, G H Gonnet Waterloo Ont $117,260, E D Goodman Vancouver C-B $66,139, D I Cough Edmonton Alb $102,651, J R Grace Vancouver C-B $118,955, A D Graham Winnipeg Man $50,415, W A G Graham Edmonton Alb $106,624, D M Gray Saskatoon Sask $80,000, W D Greason London Ont $89,355, H J Green Waterloo Ont $89,366, H J Greenwood Vancouver C-B $694,328, R I Greyson London Ont $76,454, T A Grigliati Vancouver C-B $57,000, J E Gruzleski Montréal Qué $157,829, R Guardo Montréal Qué $152,147, J E Guillet Toronto Ont $306,341, R M Guindon Ottawa Ont $150,313, L V Gusta Saskatoon Sask $94,612, J P Guthrie London Ont $58,513, R I L Guthrie Montréal Qué $174,334, O F Häusser Burnaby C-B $88,000, N F Haard St John's T-N $115,381, R C G Haas Waterloo Ont $105,856, W G Habashi Montréal Qué $135,314, D Haccoun Montréal Qué $111,044, R L Haedrich St John's T-N $58,833, R R Haering Vancouver C-B $143,583, B K Hall Halifax N-É $64,554, J M Hall Halifax N-É $240,074, L D Hall Vancouver C-B $131,052, J S Halperin Toronto Ont $112,932, C Hamel Sherbrooke Qué $410,220, A E Hamielec Hamilton Ont $53,500, S Hanessian Montréal Qué $135,540, W N Hardy Vancouver C-B $72,500, L Harris St John's T-N $504,182, A G Harrison Toronto Ont $60,102, J P Harrison Kingston Ont $134,835, J F Harrod Montréal Qué $64,770, F D A Hartwick Victoria C-B $85,110, M D Hasinoff Vancouver C-B $75,000, J Hayes Montréal Qué $136,168, S S Haykin Hamilton Ont $283,802, R H Haynes Downsview Ont $187,260, I B Heath Downsview Ont $92,296, M C Heath Toronto Ont $72,777, P D N Hebert Windsor Ont $82,636, A C Heidebrecht Hamilton Ont $54,188, P Hell Burnaby C-B $80,044, L G Hepler Edmonton Alb $53,055, J S Hewitt Toronto Ont $90,383, P Hickson Vancouver C-B $62,200, P G Hill Vancouver C-B $106,628, R D Hill Winnipeg Man $95,592, C Hillaire-Marcel Montréal Qué $98,100, B Hird Ottawa Ont $63,281, A Hirose Saskatoon Sask $169,600, C Hiruki Edmonton Alb $75,787, R N Hiscott St John's T-N $137,450, A P Hitchcock Hamilton Ont $72,576, P W Hochachka Vancouver C-B $204,082, W J R Hoefer Ottawa Ont $77,041, D W Hoeppner Toronto Ont $75,947, J L Holmes

SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

Ottawa Ont $83,851, B A Holmlund Saskatoon Sask $237,200, R C Holt Toronto Ont $152,254, P A Horgen Toronto Ont $72,316, G Horlick Edmonton Alb $114,982, V Hornof Ottawa Ont $63,064, M Horowitz Edmonton Alb $1,444,200, F Hron Edmonton Alb $115,680, S E Hrudey Edmonton Alb $136,325, C K Hruska Downsview Ont $74,262, T R Hsu Winnipeg Man $167,374, P M Huang Saskatoon Sask $142,187, R E Huber Calgary Alb $61,215, J Hubert Montréal Qué $142,927, R R Hudgins Waterloo Ont $92,118, P C Hughes Toronto Ont $114,435, J L Hunt Guelph Ont $54,387, L A Hunt Guelph Ont $93,275, W Hunte Montréal Qué $74,000, R B Hunter Guelph Ont $54,196, D A Huntley Halifax N-É $85,000, T Hutchinson Toronto Ont $215,685, J B Hyne Calgary Alb $166,240, A J Hynes Montréal Qué $60,478, R W Ianni Windsor Ont $261,000, D R Idler St John's T-N $380,869, I I Inculet London Ont $106,800, R G Ingram Montréal Qué $231,488, W E Inniss Waterloo Ont $78,938, R J Ireland Ottawa Ont $70,794, D E Irish Waterloo Ont $153,212, G A Irons Hamilton Ont $62,440, M S Q Isaacson Vancouver C-B $95,500, E E Ishiguro Victoria C-B $111,890, V N Iyer Ottawa Ont $158,507, K R Jackson Toronto Ont $80,317, K W Jackson Saskatoon Sask $68,512, P W M Jacobs London Ont $80,097, B R James Vancouver C-B $89,095, N P James St John's T-N $155,982, W James Hamilton Ont $105,051, W Janischewskyj Toronto Ont $124,596, E Jay Fredericton N-B $130,500, D J A Jenkins Toronto Ont $190,000, S E Jensen Edmonton Alb $51,850, R E Jervis Toronto Ont $65,560, R R Johnson Vancouver C-B $85,000, D Johnston Montréal Qué $1,459,156, J J Jonas Montréal Qué $273,222, D R Jones Vancouver C-B $72,365, F W Jones Edmonton Alb $76,881, G Jones Vancouver C-B $374,000, J B Jones Toronto Ont $164,212, W E Jones Halifax N-É $256,159, G A Jullien Windsor Ont $54,795, G Just Montréal Qué $147,935, E Käfer Montréal Qué $50,900, Kabal Montréal Qué $109,300, D Kahneman Vancouver C-B $54,674, P K Kaiser Downsview Ont $84,394, P K Kaiser Edmonton Alb $91,695, J Kalff Montréal Qué $54,537, S Kaliaguine Québec Qué $95,919, M R Kamal Montréal Qué $463,297, J W Kamphuis Kingston Ont $113,944, E R Kanasewich Edmonton Alb $57,876, L W Kannenberg Guelph Ont $85,542, K C Kao Winnipeg Man $50,398, J G Kaplan Edmonton Alb $55,650, R E Kapral Toronto Ont $75,764, R E Karamanos Saskatoon Sask $85,710, G A Karim Calgary Alb $83,216, K J Kasha Guelph Ont $192,338, M Katz Downsview Ont $56,800, B D Kay Guelph Ont $134,600, W W Kay Victoria C-B $67,133, A J Kayll Thunder Bay Ont $140,975, P Kebarle Edmonton Alb $80,850, F J Keenan Toronto Ont $53,449, J F Keffer Toronto Ont $51,198, M Keil Edmonton Alb $113,688, W B Kendrick Waterloo Ont $73,458, J B P Kennedy Windsor Ont $176,188, R W Kennedy Vancouver C-B $194,430, G A Kenney-Wallace Toronto Ont $119,048, P J Kenniff Montréal Qué $485,400, D M Keppie Fredericton N-B $56,586, R Kerrich London Ont $113,441, K A Kershaw Hamilton Ont $202,787, R A Khan St John's T-N $63,185, D Kimura London Ont $54,125, G J King Guelph Ont $50,085, G W King Hamilton Ont $51,198, H W King Halifax N-É $66,197, J D King Toronto Ont $77,980, J S G Kirkaldy Hamilton Ont $70,230, P Kitching Edmonton Alb $115,000, D Kluepfel Laval-des-Rapides Qué $75,400, D Klvana Montréal Qué $61,226, D R Knott Saskatoon Sask $71,921, R Knowles Ste-Anne-de-Bellevue Qué $50,085, J A R Koehler Saskatoon Sask $75,599, B E Kolb Lethbridge Alb $60,857, J A Koningstein Ottawa Ont $59,152, J R Kramer Hamilton Ont $88,486, B Kratochvil Edmonton Alb $56,947, L Krause Windsor Ont $98,650, M O Krause Fredericton N-B $65,537, C J Krebs Vancouver C-B $63,900, A J Kresge Toronto Ont $134,211, C R Krishnamurti Vancouver C-B $69,716, L Kristjanson Saskatoon Sask $674,700, T E Krogh Toronto Ont $71,000, P P Kronberg Toronto Ont $73,448, J A Kuehner Hamilton Ont $791,000, H Kunov Toronto Ont $163,100, D J Kushner Ottawa Ont $80,128, J P Kutney Vancouver C-B $295,486, T K Kyser Saskatoon Sask $283,782, P Lacoste Montréal Qué $827,817, B Ladanyi Montréal Qué $151,780, J G Lafontaine Québec Qué $62,328, C H Langford Montréal Qué $125,105, R B Langley Fredericton N-B $59,308, S Larivière Montréal Qué $58,200, E N Larter Winnipeg Man $77,921, P Laurin Trois-Rivières Qué $102,842, J D Lavers Toronto Ont $70,118, P Lavigne Québec Qué $67,800, J B Lavigueur Montréal Qué $180,750, L M Lavkulich Vancouver C-B $50,085, M A R LeBlanc Ottawa Ont $51,142, R M Leblanc Trois-Rivières Qué $160,815, M J Lechowicz Montréal Qué $72,000, A Lee Hamilton Ont $1,252,624, E S Lee Toronto Ont $239,370, J H S Lee Montréal Qué $51,755, J K P Lee Montréal Qué $615,000, Y Lee Ottawa Ont $87,796, S Leeson Guelph Ont $61,704, L Legendre Québec Qué $66,780, W C Leggett Montréal Qué $177,465, A Lemay Québec Qué $222,125, R U Lemieux Edmonton Alb $144,690, R Lenkinski Guelph Ont $64,763, F Lepore Montréal Qué $65,317, J R Leslie Kingston Ont $585,000, L Lessard Montréal Qué $495,000, A B P Lever Downsview Ont $118,453, J H Lever St John's T-N $133,492, M D Levine Montréal Qué $143,327, S Lin Montréal Qué $69,747, N C Lind Waterloo Ont $52,311, R List Toronto Ont $108,032, A E Litherland Toronto Ont $300,000, J L Littlepage Victoria C-B $101,000, J W H Liu Downsview Ont $104,205, K V Lo Vancouver C-B $78,271, K Y Lo London Ont $60,102, F H Lochovsky Toronto Ont $168,617, C J L Lock Hamilton Ont $82,201, M Locke London Ont $143,780, K E Louden Halifax N-É $143,362, J W Lown Edmonton Alb $69,831, B C Y Lu Ottawa Ont $54,982, W K Lu Hamilton Ont $241,381, D A Ludwig Vancouver C-B $76,383, G J Luste Toronto Ont $877,854, J R MacDonald Guelph Ont $70,115, G H MacEwen Kingston Ont $116,572, J G MacGregor Edmonton Alb $58,989, W A MacKay Halifax N-É $796,346, A F MacKenzie Montréal Qué $107,265, G A MacKinnon Antigonish N-É $186,977, D B MacLean Hamilton Ont $57,214, G MacLean Sackville N-B $123,756, R A MacLeod Ste-Anne-de-Bellevue Qué $105,763, D Mackay Toronto Ont $55,878, G L Mackie Guelph Ont $62,919, G O Mackie Victoria C-B $101,702, A K Mackworth Vancouver C-B $110,253, G A Maclachlan Montréal Qué $98,236, I A Macleod Kingston Ont $103,606, Madsen Vancouver C-B $99,046, S Mahmoud Ottawa Ont $215,944, S Mak Hamilton Ont $103,537, M A Malcolm Waterloo Ont $59,834, M D Mamet Montréal Qué $73,486, F D Manchester Toronto Ont $76,756, A Mandelis Toronto Ont $113,710, R S J Manley Montréal Qué $96,000, E G Manning Waterloo Ont $453,176, A H Manson Saskatoon Sask $102,262, J P Manzagol Montréal Qué $148,318, J W Mark Waterloo Ont $167,126, P Marmet Québec Qué $61,215, R R Marquardt Winnipeg Man $136,447, W D Marshall Montréal Qué $63,608, T A Marsland Edmonton Alb $107,118, J G Martel Québec Qué $93,270, J F Martin Toronto Ont $77,500, J P Martin Montréal Qué $60,000, R F Martin Montréal Qué $53,895, J H Masliyah Edmonton Alb $154,260, L G Mason Québec Qué $83,197, S E Masry Fredericton N-B $80,720, R Massé Québec Qué $71,253, G Massicotte Rimouski Qué $59,280, A T Matheson Victoria C-B $76,000, B C Matthews Guelph Ont $1,134,718, C I Mayfield Waterloo Ont $111,353, A McAuley Victoria C-B $58,584, E A McBean Waterloo Ont $61,200, D R McCalla Hamilton Ont $163,290, J W McConkey Windsor Ont $86,449, M E McCully Ottawa Ont $99,416, M R McDermott Hamilton Ont $75,000, C A McDowell Vancouver C-B $61,747, D J McEwen Saskatoon Sask $54,742, N S McIntyre London Ont $176,563, J S C McKee Winnipeg Man $635,000, W E McKeen London Ont $50,000, B D McKersie Guelph Ont $103,620, P J McLane Kingston Ont $64,911, McLean Toronto Ont $248,304, J N McNeil Québec Qué $112,018, R H McNutt Hamilton Ont $93,223, J B McQuitty Edmonton Alb $66,772, D F Measday Vancouver C-B $67,530, J B Medley Waterloo Ont $56,672, Melzack Montréal Qué $87,404, E Menipaz Ottawa Ont $73,616, T K Menon Vancouver C-B $173,913, M Menzinger Toronto Ont $62,021, Z Merali Ottawa Ont $53,711, A J Merer Vancouver C-B $120,407, R F Mereu London Ont $51,000, D F Mettrick Toronto Ont $72,345, J Meyer Vancouver C-B $246,691, G J Michaud Montréal Qué $56,207, B Michel Québec Qué $120,482, J S Millar London Ont $60,189, J R Miller Downsview

SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

Ont $187,834, M H Miller Guelph Ont $130,169, R C Miller Vancouver C-B $165,321, W A Miller Toronto Ont $52,817, L P Milligan Edmonton Alb $55,220, A Mitchell Vancouver C-B $132,900, D E Mitchell Halifax N-É $62,662, R H Mitchell Thunder Bay Ont $61,479, R J Mitchell Kingston Ont $70,608, V J Modi Vancouver C-B $125,040, P B Moens Downsview Ont $52,311, J B Moffat Waterloo Ont $114,218, G J Mogenson London Ont $69,050, M L Molle Toronto Ont $92,043, S Molotchnikoff Montréal Qué $52,100, M Moo-Young Waterloo Ont $297,768, R V Moody Saskatoon Sask $57,000, T W Moon Ottawa Ont $312,239, W Moon Winnipeg Man $204,486, T R Moore Montréal Qué $70,695, N R Morgenstern Edmonton Alb $275,572, S D Morgera Montréal Qué $52,756, J A Morisset Sherbrooke Qué $104,948, S Morissette Sherbrooke Qué $75,840, D R Morris Fredericton N-B $62,140, A H Morrish Winnipeg Man $130,170, J A Morrison Hamilton Ont $213,696, S R Morrison Burnaby C-B $162,834, N Mrosovsky Toronto Ont $53,981, K Muehlenbachs Edmonton Alb $96,944, W E Muir Winnipeg Man $83,000, R C Mullin Waterloo Ont $75,867, B B Murdock Toronto Ont $59,657, B D Murphy Saskatoon Sask $172,173, E D Murray Winnipeg Man $93,127, J Mylopoulos Toronto Ont $157,824, L A Mysak Vancouver C-B $139,438, J S Nadeau Vancouver C-B $89,240, A Nagy Chicoutimi Qué $104,272, A Naimark Winnipeg Man $922,681, S Nakai Vancouver C-B $61,215, A J Naldrett Toronto Ont $155,800, R N Nazar Guelph Ont $100,885, J M Neelin Ottawa Ont $54,900, W E Neill Vancouver C-B $55,230, D E Nelson Burnaby C-B $76,365, A W Neumann Toronto Ont $130,703, M M Newborn Montréal Qué $92,447, G Newkirk Halifax N-É $208,034, E B S Newman Montréal Qué $83,600, P Nicholls St Catharines Ont $64,554, R W Nicholls Downsview Ont $170,000, P S Nicholson Hamilton Ont $95,553, E Nieboer Hamilton Ont $70,000, P N Nikiforuk Saskatoon Sask $59,323, R A Nolan St John's T-N $77,522, V J Nordin Toronto Ont $183,100, P J O'Brien St John's T-N $55,000, K F O'Driscoll Waterloo Ont $64,273, D O'Shaughnessy Québec Qué $83,314, S F O'Shea Lethbridge Alb $73,387, B A Oaks Hamilton Ont $122,449, A A Offenberger Edmonton Alb $300,770, K K Ogilvie Montréal Qué $66,733, R W Olafson Victoria C-B $68,710, W K Oldham Vancouver C-B $84,102, B T Ooi Montréal Qué $107,284, I Orchard Toronto Ont $72,690, D P Ormrod Guelph Ont $106,000, N S Ostlund Waterloo Ont $80,328, F D Otto Edmonton Alb $91,323, Y B Ouellet Québec Qué $57,647, J N Owens Victoria C-B $80,537, I Ozier Vancouver C-B $80,624, G A Ozin Toronto Ont $63,952, K Ozmon Halifax N-É $130,317, M P Paidoussis Montréal Qué $57,729, A U Paivio London Ont $65,333, J Paldus Waterloo Ont $62,629, W M Palmer Winnipeg Man $55,173, J G Paquet Québec Qué $610,358, J Parent Trois-Rivières Qué $168,625, D Parkinson Calgary Alb $114,370, D L Parnas Victoria C-B $125,148, R R Parsons Vancouver C-B $109,165, J Passmore Fredericton N-B $78,033, J J Pasternak Waterloo Ont $50,694, S Pasupathy Toronto Ont $65,055, P M Patel Montréal Qué $80,000, D D Patterson Montréal Qué $62,516, S Pawluk Edmonton Alb $64,695, S Payette Québec Qué $87,451, T H Pearce Kingston Ont $59,000, R E Pearlman Downsview Ont $66,350, K G Pedersen Vancouver C-B $1,851,267, W R Peltier Toronto Ont $61,215, A D Pelton Montréal Qué $139,989, H Pepin Québec Qué $280,851, L E Peppard Kingston Ont $62,841, P W Percival Burnaby C-B $63,500, J R C Perkin Wolfville N-É $111,180, A S Perlin Montréal Qué $58,625, H E Petch Victoria C-B $517,597, R E Peter Edmonton Alb $56,763, R H Peters Montréal Qué $78,407, E L Peterson Montréal Qué $55,598, R L Peterson Guelph Ont $91,836, M Pezolet Québec Qué $55,847, C L Phan Chicoutimi Qué $65,305, R P Pharis Calgary Alb $172,105, C R Phillips Toronto Ont $55,745, J E Phillips Vancouver C-B $99,684, C Pichette Montréal Qué $123,600, J J C Picot Fredericton N-B $64,121, G R Piercy Hamilton Ont $120,572, E Piers Vancouver C-B $96,987, M R Piggott Toronto Ont $185,313, D A H Pink Antigonish N-É $68,287, M M Pintar Waterloo Ont $63,048, D L Piron Montréal Qué $71,599, G L Plaa Montréal Qué $60,000, R B Podesta London Ont $61,777, G G Poirier Sherbrooke Qué $51,751, J C Polanyi Toronto Ont $419,690, B H Pomeranz Toronto Ont $86,921, G S Pond Vancouver C-B $89,073, R J Poole Montréal Qué $67,553, J M A Poutissou Vancouver C-B $52,000, J D Prentice Toronto Ont $52,000, E Prepas Edmonton Alb $62,519, J F Prescott Guelph Ont $51,225, R K Richard Ste-Anne-de-Bellevue Qué $132,294, H O Pritchard Downsview Ont $54,537, R L Probert Ottawa Ont $92,663, J W Provan Montréal Qué $61,385, R E Prud'homme Québec Qué $102,953, R J Puddephatt London Ont $144,959, R E Pugh Toronto Ont $1,074,500, W C Purdy Montréal Qué $103,110, Québec Science Ste-Foy Qué $50,000, R M Quigley London Ont $85,118, D L Rabenstein Edmonton Alb $89,151, R Racine Montréal Qué $154,707, R J Racine Hamilton Ont $61,956, J I Raeside Guelph Ont $63,200, V G S Raghavan Ste-Anne-de-Bellevue Qué $53,542, J E Rahe Burnaby C-B $50,269, A Rahimtula St John's T-N $69,201, R P Rand St Catharines Ont $55,650, D J Randall Vancouver C-B $84,588, W H Rapson Toronto Ont $94,056, F S Razavi St Catharines Ont $122,368, L W Reeves Waterloo Ont $67,337, D M Regan Halifax N-É $59,768, L J Reha-Krantz Edmonton Alb $74,263, D M Reid Calgary Alb $119,746, J Reid Hamilton Ont $248,544, L D Reid Toronto Ont $66,168, Z F Reif Windsor Ont $51,695, D H Rendell St John's T-N $125,000, D A Rennie Saskatoon Sask $126,729, E Rhodes Waterloo Ont $169,119, P J H Richard Montréal Qué $61,164, F P J Rimrott Toronto Ont $74,436, M J Risk Hamilton Ont $51,475, V Ristic Toronto Ont $54,350, J C Ritchie Toronto Ont $86,276, A Riverin Chicoutimi Qué $124,400, R J Robertson Kingston Ont $84,285, L Robillard Montréal Qué $66,704, M J Robins Edmonton Alb $53,612, C W Robinson Waterloo Ont $183,942, G G C Robinson Winnipeg Man $52,854, P T Robinson Halifax N-É $297,265, J C Roder Kingston Ont $87,225, P J Romaniuk Victoria C-B $62,825, M R Rose Halifax N-É $54,000, R G Rosehart Thunder Bay Ont $123,700, P Ross Montréal Qué $50,171, J Rossant St Catharines Ont $133,119, G Rostoker Edmonton Alb $73,458, D J Roulston Waterloo Ont $91,900, G F Round Hamilton Ont $74,575, J M Rousseau Montréal Qué $61,060, C Roy Sherbrooke Qué $118,619, G Roy Edmonton Alb $510,000, P H Roy Québec Qué $53,861, Royal Soc of Ca Ottawa Ont $54,000, L J Rubin Toronto Ont $199,188, B R Ruddick Halifax N-É $69,112, A Rudin Waterloo Ont $126,190, N Rumin Montréal Qué $144,652, A D Russell Vancouver C-B $155,976, R D Russell Vancouver C-B $98,580, D M Ruthven Fredericton N-B $93,538, P J C Ryall Halifax N-É $147,456, D E Ryan Halifax N-É $122,125, S H Safe Guelph Ont $79,977, R G Saint-Jacques Québec Qué $86,598, C A T Salama Toronto Ont $773,161, K E Sanderson Calgary Alb $75,684, C Sandorfy Montréal Qué $72,345, S Sankar Montréal Qué $182,229, D Sankoff Montréal Qué $85,000, L Savoie Québec Qué $85,000, R Savoie Québec Qué $91,137, M Sayer Kingston Ont $148,817, W G Saywell Burnaby C-B $603,973, T P Schaefer Winnipeg Man $57,335, J R Scheffer Vancouver C-B $63,286, R Scheibling Halifax N-É $93,224, H B Schiefer Saskatoon Sask $140,000, H I Schiff Downsview Ont $117,393, P Schledermann Calgary Alb $51,000, H H Schloessin London Ont $65,667, D J Schoen Montréal Qué $70,000, L Schott Saskatoon Sask $59,407, H P Schreiber Montréal Qué $220,315, H I Schrempf Halifax N-É $55,650, H P Schwarcz Hamilton Ont $55,746, M J Scoble Montréal Qué $273,000, G Scoles Waterloo Ont $113,181, D S Scott Waterloo Ont $95,740, R N Scott Fredericton N-B $51,682, S D Scott Toronto Ont $179,247, G G E Scudder Vancouver C-B $342,629, W D Seabrook Fredericton N-B $112,493, M V Sefton Toronto Ont $93,839, H J J Séguin Edmonton Alb $138,855, A P S Selvadurai Ottawa Ont $131,520, A Semlyen Toronto Ont $77,894, J C Semple Waterloo Ont $52,842, J R Seoane Québec Qué $66,695, N Serpone Montréal Qué $57,876, G A Setterfield Ottawa Ont $52,311, K C Sevcik Toronto Ont $67,739, L Shafai Winnipeg Man $186,495, A M Sharaf Fredericton N-B $58,115, D M Shaw Hamilton Ont $69,356, J S Sheasby London Ont

SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Fin*

$103,569, G G Shepherd Downsview Ont $242,800, D H Shields Winnipeg Man $60,560, I Shih Montréal Qué $74,359, Y M Shin Saskatoon Sask $117,000, R R Shivers London Ont $67,317, E A Silver Calgary Alb $57,000, V Silvestri Montréal Qué $70,388, J S Sim Vancouver C-B $74,341, D J Simkin Montréal Qué $66,023, J J Simpson Guelph Ont $59,000, A R Sinclair Vancouver C-B $126,427, S M Singh London Ont $50,186, H M Skarsgard Saskatoon Sask $170,289, R J Slobodrian Québec Qué $462,200, W W Smeltzer Hamilton Ont $91,350, D C Smith Kingston Ont $622,600, D R Smith Hamilton Ont $627,782, K C Smith Toronto Ont $66,705, M R Smith Calgary Alb $53,550, R J F Smith Saskatoon Sask $62,031, R W Smith Kingston Ont $309,441, T K Smith Guelph Ont $54,478, V H Smith Kingston Ont $128,250, P R Smy Edmonton Alb $102,060, D E Smylie Downsview Ont $54,537, V A Snieckus Waterloo Ont $100,261, G J Sofko Saskatoon Sask $117,784, I D Sommerville Toronto Ont $77,180, T S Sorensen Calgary Alb $52,645, P G Sorenson Saskatoon Sask $371,126, M E Spencer Edmonton Alb $79,023, I D Spenser Hamilton Ont $66,968, E T C Spooner Toronto Ont $54,000, J B Sprague Guelph Ont $97,618, W G Sprules Toronto Ont $90,186, L M Srivastava Burnaby C-B $69,190, M St-Jacques Montréal Qué $58,433, L E St-Pierre Montréal Qué $60,034, K G Standing Winnipeg Man $61,409, R G Stanton Winnipeg Man $96,413, R P Steer Saskatoon Sask $160,776, R Stewart Vancouver C-B $51,198, H F Stich Vancouver C-B $91,256, M J Stillman London Ont $127,901, B P Stoicheff Toronto Ont $350,170, P M Stokes Toronto Ont $51,198, K B Storey Ottawa Ont $119,106, R K Storms Montréal Qué $94,438, J B Stothers London Ont $336,648, M J Stott Kingston Ont $62,676, D W Strangway Toronto Ont $61,104, D W Strangway Toronto Ont $1,232,186, N A Straus Toronto Ont $60,000, O P Strausz Edmonton Alb $59,172, J O Strom-Olsen Montréal Qué $100,118, D F Strong St John's T-N $122,500, S S Stuchly Ottawa Ont $91,160, R E Subden Guelph Ont $86,380, D M B Sutton Montréal Qué $77,440, J C Sutton Guelph Ont $157,686, D T Suzuki Vancouver C-B $121,150, J V Svoboda Montréal Qué $213,864, J F Sykes Waterloo Ont $113,989, B Szabados Hamilton Ont $144,664, W A Szarek Kingston Ont $125,570, G C Tabisz Winnipeg Man $82,299, J Takats Edmonton Alb $81,480, W H Tam London Ont $53,161, P Taras Montréal Qué $120,000, S E Tavares Kingston Ont $132,517, F A Tavenas Québec Qué $52,167, F J R Taylor Vancouver C-B $61,712, D Thalmann Montréal Qué $81,911, D Theall Peterborough Ont $95,520, D A Thompson Hamilton Ont $124,050, J E Thompson Waterloo Ont $141,244, J R Thompson Edmonton Alb $52,483, L K Thompson St John's T-N $69,361, L U Thompson Toronto Ont $81,333, T A Thorpe Calgary Alb $202,286, T T Tidwell Toronto Ont $73,087, T Timusk Hamilton Ont $78,111, R Tinawi Montréal Qué $831,978, S S Tobe Toronto Ont $101,582, J M Toguri Toronto Ont $193,426, F W Tompa Waterloo Ont $91,842, T H Topper Waterloo Ont $85,701, G H N Towers Vancouver C-B $126,882, J M Tranquilla Fredericton N-B $70,550, A M Treisman Vancouver C-B $52,868, J M Trischuk Montréal Qué $50,500, D Tromans Vancouver C-B $55,408, J Trotter Vancouver C-B $79,650, M Trudel Laval-des-Rapides Qué $65,581, A S Tsang Downsview Ont $51,000, D D Tsichritzis Toronto Ont $172,644, J K Tsotsos Toronto Ont $580,739, J Tulip Edmonton Alb $212,077, E Tulving Toronto Ont $60,659, M A Tung Vancouver C-B $144,265, V J Tunnicliffe Victoria C-B $115,000, R A Turkington Vancouver C-B $97,000, C J Turner Toronto Ont $54,255, L E Turner Calgary Alb $74,407, M T Tyree Toronto Ont $55,094, P R Ukrainetz Saskatoon Sask $86,174, H Umezawa Edmonton Alb $54,491, B W Unger Calgary Alb $212,393, W G Unruh Vancouver C-B $99,009, J L Valade Trois-Rivières Qué $162,340, Z Valenta Fredericton N-B $50,000, J P Valleau Toronto Ont $51,574, W T H Van Oers Winnipeg Man $195,000, F R Van de Voort Ste-Anne-de-Bellevue Qué $58,081, C H Vanderwolf London Ont $80,344, J C Vederas Edmonton Alb $68,118, J Veizer Ottawa Ont $56,400, J E S Venart Fredericton N-B $114,066, A N Venetsanopoulos Toronto Ont $82,774, D P S Verma Montréal Qué $243,232, G W Vickers Victoria C-B $134,420, M Vidyasagar Waterloo Ont $425,424, L C Vining Halifax N-É $70,623, T Viswanatha Waterloo Ont $83,629, E W Vogt Vancouver C-B $75,000, R C Von Borstel Edmonton Alb $131,500, Z G Vranesic Toronto Ont $177,817, J C Waddington Hamilton Ont $59,400, N Wagner Calgary Alb $823,992, D B Walden London Ont $87,520, D C Walker Vancouver C-B $78,919, G A H Walker Vancouver C-B $59,100, R G Walker Hamilton Ont $118,430, J S Wallace Toronto Ont $56,978, S C Wallace Toronto Ont $163,108, Walsh Montréal Qué $124,230, J Walsh St John's T-N $89,942, C J Walters Vancouver C-B $126,629, J K S Wan Kingston Ont $50,520, P C F Wan Victoria C-B $56,204, L Wang Edmonton Alb $70,144, P J Wangersky Halifax N-É $139,370, S E Wanke Edmonton Alb $121,500, M A Ward Calgary Alb $307,062, W R Ware London Ont $69,638, J Warkentin Hamilton Ont $71,305, A P Watkinson Vancouver C-B $168,312, A K Watson Ste-Anne-de-Bellevue Qué $70,000, R L Watts Kingston Ont $368,328, G C Weatherly Toronto Ont $53,254, D T Webb Kingston Ont $84,760, G R B Webster Winnipeg Man $58,588, J M Webster Burnaby C-B $249,585, W H Wehlau London Ont $69,000, J A Weil Saskatoon Sask $53,424, F Weinberg Vancouver C-B $307,558, A Weingartshofer Antigonish N-É $115,650, J Weir Waterloo Ont $76,300, M Weisbart Antigonish N-É $61,000, W G Wellington Vancouver C-B $54,554, D E Wells Fredericton N-B $125,890, M R Wertheimer Montréal Qué $393,741, G F West Toronto Ont $108,900, G E G Westermann Hamilton Ont $51,198, J A Westgate Toronto Ont $69,078, J B Westmore Winnipeg Man $292,808, B L White Vancouver C-B $170,000, B N White Kingston Ont $66,020, M A White Halifax N-É $51,613, M A Whitehead Montréal Qué $82,218, K Wiesner Fredericton N-B $67,337, J S Wight Ottawa Ont $91,967, D S Wilkinson Hamilton Ont $84,701, D L Williams Vancouver C-B $111,725, H Williams St John's T-N $55,650, J P Williams Toronto Ont $104,915, M A Winnik Toronto Ont $102,738, S G Withers Vancouver C-B $58,253, I H Witten Calgary Alb $50,875, S Wolfe Kingston Ont $156,238, J M Wood Guelph Ont $64,660, J Woods Lethbridge Alb $174,083, C M Woodside Ottawa Ont $287,672, J C Woolley Ottawa Ont $52,935, D W Wright Waterloo Ont $1,578,040, J D Wuest Montréal Qué $311,463, G R Wyatt Kingston Ont $56,763, J R Wynnyckyj Waterloo Ont $73,710, H Yamazaki Ottawa Ont $56,920, K Yates Toronto Ont $62,199, P Yates Toronto Ont $64,554, R N Yong Montréal Qué $128,176, T S Yoon Toronto Ont $250,000, D York Toronto Ont $63,908, L Young Vancouver C-B $77,042, L G Young Guelph Ont $50,000, Youth Sc Found Ottawa Ont $77,700, M M Yovanovich Waterloo Ont $157,251, S E Zalik Edmonton Alb $50,085, Zielinski St John's T-N $84,800.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT $2,928,022,638

Ministère $2,871,013,638

PROGRAMME DES LANGUES OFFICIELLES $226,775,725

Subventions à des associations bénévoles sans but lucratif afin de favoriser l'utilisation des langues officielles $2,025,443—Assoc des avocats du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $67,025, Canadian Parents for French Saskatchewan Régina Sask $56,000, Canadian Parents for French Ottawa Ont $118,750, Canadian Parents for French (Ont) Oakville Ont $56,455, Centre de recherche en droit comparé Université McGill Montréal Qué $51,802, Centre de traduction et de terminologie juridique Université de Moncton Moncton N-B $298,750, Centre de traduction et documentation juridique Université d'Ottawa Ottawa Ont $207,444, Conférences internationales de développement social Ministère de Santé et Bien-être Ottawa Ont $77,022, Council for Canadian Unity Montréal Qué $59,500, National Sports and Recreation Centre Inc Vanier Ont $74,998.

SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Suite*

Subventions pour aide les fédérations nationales, les associations provinciales ainsi que tout autre groupe, association ou institution qui concourt au développement des communautés minoritaires de langue officielle $18,351,294—Activités Jeunesse 1980 Inc Moncton N-B $210,000, Alliance Québec Montréal Qué $1,183,000, Assoc des Scouts du Canada Montréal Qué $111,870, Assoc Jeunesse Fransaskoise Inc Saskatoon Sask $115,700, Assoc Canadienne Française de l'Alberta Edmonton Alb $603,675, Assoc Canadienne Française de l'Ontario de Prescott-Russell Alfred Ont $55,000, Assoc Canadienne Française de l'Ontario Régionale Rive Nord Elliot Lake Ont $50,000, Assoc Canadienne Française de l'Ontario Ottawa Ont $866,000, Assoc Culturelle Franco Canadienne de la Saskatchewan Régina Sask $596,455, Assoc de Presse Francophone Hors Québec Ottawa Ont $242,258, Assoc des Parents du Programme-Cadre de Français Prince George C-B $60,700, Assoc Francophone de St John's St John's T-N $62,012, Assoc Francophone du Labrador Labrador Cité T-N $98,000, Assoc of Quebec Regional English Media Aqrem Ste-Anne-de-Bellevue Qué $96,750, Assoc Canadienne Française de l'Ontario Régionale de Timmins Timmins Ont $50,000, Assoc Canadienne Française de l'Ontario Région Témiscaming New Liskeard Ont $50,500, Assoc des Francophones du Nord-Ouest de l'Ontario—AFNOO Thunder Bay Ont $56,500, Assoc Culturelle de Haut St-Jean Inc Saint-Basile N-B $52,500, Centre Culturel Franco-Manitobain Saint-Boniface Man $185,000, Centre Culturel la Ronde Inc Timmins Ont $70,000, Centre d'Activités Françaises Penetanguishene Ont $84,000, Centre Régional de Loisirs Culturels Inc Kapuskasing Ont $106,000, Cercle Français de Fredericton Inc Fredericton N-B $51,925, Cercle Français Miramichi Inc Newcastle N-B $66,605, Cercle Français de St John St John N-B $100,000, Chateauguay Valley English Speaking People's Assoc Huntingdon Qué $50,000, Commission Culturelle Fransaskoise Inc Régina Sask $124,450, Committee for Anglophone Social Action New Carlisle Qué $120,000, Conseil Canadien de la coopération Lévis Qué $89,500, Conseil de la coopération de Sask Régina Sask $88,000, Conseil de la Vie Française en Amérique Québec Qué $63,866, Conseil de Promotion et de Diffusion de la Culture Moncton N-B $92,700 Conseil des Organismes Francophones du Toronto Métro Centre Francophone Toronto Ont $122,000, Conseil Économique du Nouveau-Brunswick Inc Moncton N-B $53,900, Conseil Jeunesse Provincial Saint-Boniface Man $150,000, Conseil Régional Niagara de l'Assoc des Canadiens Français d'Ontario ACFO Niagara Welland Ont $50,400, Direction Jeunesse Ottawa Ont $215,000, English Speaking Townshippers Assoc Sherbrooke Qué $245,792, Fédération Acadienne Nouvelle-Écosse Halifax N-É $835,777, Fédération des élèves du Secondaire Franco Ontarien FESFO Inc Ottawa Ont $119,000, Fédération des Femmes Canadiennes Françaises Ottawa Ont $346,789, Fédération des Festivals Acadiens de la Nouvelle-Écosse Comté de Digby N-É $54,231, Fédération des Francophones de Terre-Neuve et du Labrador St John's T-N $151,650, Fédération des Francophones Hors Québec Ottawa Ont $610,960, Fédération des Franco colombiens Vancouver C-B $501,100, Fédération des Jeunes Canadiens Français Ottawa Ont $336,762, Fédération des Scouts de l'Atlantique Moncton N-B $76,028, Fédération Provinciale des Comités de Parents Saint-Boniface Man $200,000, Fédération des Assoc de Parents et Instituteurs de Langue Française Ontario Ottawa Ont $85,000, Festival de la Chanson de Granby Granby Qué $60,900, Francophonie Jeunesse de l'Alberta Assoc Canadienne Française Alb Edmonton Alb $130,000, Guides Canada Guides Catholiques du Canada Secteur Français Montréal Qué $147,871, Institut développement communautaire Comté Digby N-É $85,272, Jeunesse Acadienne Ltée Wellington Î-P-É $90,000, Le Centre des Jeunes de Sudbury Inc Sudbury Ont $115,000, Les Compagnons des Francs Loisirs North Bay Ont $52,000, L'Assoc Canadienne Française de l'Ontario Régionale de Cochrane Iroquois Falls Iroquois Falls Ont $50,500, Outaouais Alliance Hull Qué $104,500, Quebec Farmers Assoc Federation Dorion Qué $80,000, Quebec Young Farmer's Provincial Federation Dorion Qué $60,000, Société Acadienne du Nouveau-Brunswick Petit Rocher N-B $564,000, Société Culturelle Régionale Dieppe-Moncton Inc Moncton N-B $55,200, Société des Jeux de l'Acadie Inc Petit Rocher N-B $67,000, Société Franco Manitobaine Saint Boniface Man $780,000, Société Nationale des Acadiens Shédiac N-B $73,000, Société Saint-Pierre les Trois Pignons Chéticamp N-É $60,000, Société Saint-Thomas d'Aquin Summerside Î-P-É $405,000, Terre Neuviens Français Cap Saint-Georges Cap Saint-Georges T-N $108,695, Théâtre du P'tit Bonheur Toronto Ont $54,500, Théâtre Français d'Edmonton Edmonton Alb $72,500, Théâtre Action Ottawa Ont $89,000, Troupe de la Seizième Vancouver C-B $62,311, Ukrainian Community Development Committee Manitoba Section Winnipeg Man $100,000, Université de Moncton Centre Universitaire Saint-Louis Maillet Edmundston N-B $200,000, Université d'Ottawa service de l'éducation permanente Ottawa Ont $86,652, Voice of English Quebec Québec Qué $138,000.

Contributions selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, à l'égard de programmes relatifs à l'emploi des langues officielles dans des domaines de compétence provinciale, y compris les programmes de bourses d'été pour l'apprentissage des langues et les programmes d'aide aux écoles indépendantes et aux associations d'écoles indépendantes $201,272,042—Collège Notre-Dame Sudbury Ont $107,856, Conseil des ministres de l'Éducation Toronto Ont $13,917,415, Lycée Claudel Ottawa Ont $114,888, Ministre des Finances et de l'Industrie Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $26,070,969, Ministre des Finances Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B $7,504,014, Ministre des Finances Province de la Saskatchewan Régina Sask $2,853,411, Ministre des Finances du Québec Montréal Qué $81,474,155, Ministre des Finances de Terre-Neuve Account Div of Adult and Continuing Education St John's T-N $2,238,817, Ministre des Finances de Terre-Neuve Account Minister of Finance St John's T-N $237,250, Trésorier provincial Province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $1,210,289, Trésorier provincial Province de l'Ontario Toronto Ont $48,206,537, Trésorier provincial Province de l'Alberta Edmonton Alb $6,116,755, Trésorier provincial Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $4,165,397, The Toronto French School Toronto Ont $193,182, Trésorier provincial Province du Manitoba Winnipeg Man $6,084,872.

Contributions, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, à l'égard de programmes relatifs à l'emploi des langues officielles dans des domaines de compétence territoriale $666,340—Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $234,477, Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY $431,863.

Contributions à des établissements, associations, et organismes à des fins de collecte et diffusion d'information et de développement de techniques reliées aux langues officielles dans l'enseignement $714,273—Assoc Canadienne des professeurs de langue seconde Moncton N-B $50,705, Assoc Canadienne des professeurs d'immersion Ottawa Ont $54,415, Canadian Parents for French Ottawa Ont $154,744, Centre International de recherche sur le bilinguisme Québec Qué $87,000, Université d'Ottawa Ottawa Ont $138,051.

Contributions aux fédérations nationales et aux associations provinciales ainsi que tout autre groupe, association ou institution qui concourt au développement des communautés minoritaires de langue officielle $1,971,129—Assoc Culturelle de Bellevue Inc St-Isidore-de-Bellevue Sask $108,900, Centre Culturel Maillard Gravelbroug Sask $250,000, Centre Culturel Colombien Vancouver C-B $144,839, Centre Culturel Français de l'Okanagan Kelowna C-B $67,500, Comité du Centre de Recherche Winnipeg Man $50,000, Fédération Culturelle des Canadiens Français St-Boniface Man $347,153, Productions de l'Étoile Inc Caraquet N-B $83,000, Trésorier provincial de la Nouvelle-Écosse Halifax N-

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Suite*

É $396,668, Société Franco Manitobaine Saint-Boniface Man $230,000, Université de Moncton Edmundston N-B $55,400.

Contributions aux administrations fédérales non publiques ainsi qu'aux associations nationales et provinciales pour le développement des services linguistiques $1,775,204—Assoc des villes jumelées du Canada Montréal Qué $55,516, Canadian Conference of Catholic Bishops Ottawa Ont $78,232, Civil Service Commission Toronto Ont $56,520, Comité Consultatif Interministériel sur les langues officielles Fredericton N-B $162,463, Council for Canadian Unity Montréal Qué $100,000, Ministère de la Justice Fredericton N-B $300,000, Department of Culture Heritage and Recreation Winnipeg Man $381,751, National Council of YMCA's of Canada Ottawa Ont $117,461.

PROGRAMME D'AIDE À L'ÉDUCATION $2,481,607,901

Contributions aux établissements postsecondaires et aux organismes bénévoles pour la création de possibilités nouvelles ou accrues de recherche et de développement $10,232,593—Canadian Institute for Advanced Research Toronto Ont $180,000, Carleton University Ottawa Ont $57,750, Centre d'étude en enseignement du Canada Québec Qué $1,720,000, Institut National de la recherche scientifique Ste-Foy Qué $360,000, Laurentian University of Sudbury Sudbury Ont $103,450, McMaster Univesity Hamilton Ont $69,065, Memorial University Newfoundland St John's T-N $450,000, Nova Scotia Agricultural College Truro N-É $205,050, Saint Mary's University Halifax N-É $86,000, St Thomas Univesity Fredericton N-B $500,000, Trent University Peterborough Ont $250,000, Université d'Ottawa Ottawa Ont $500,000, Université Laval Faculté de Droit et département d'Information et Communications Ste-Foy Qué $500,000, Université Simon Fraser Burnaby C-B $500,000, University Dalhousie Halifax N-É $262,600, Université de Montréal Montréal Qué $474,543, Universités de: Alberta Edmonton Alb $500,000, British Columbia Vancouver C-B $500,000, Calgary Intramural Council Calgary Alb $95,656, New Brunswick Fredericton N-B $325,000, Toronto Toronto Ont $725,000, Victoria Victoria C-B $500,000, Waterloo Waterloo Ont $68,478, Western Ontario London Ont $900,000, York Downsview Ont $400,000.

Paiements pour l'enseignement postsecondaire faits aux provinces conformément à la partie VI de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post secondaire et de santé $2,264,823,867—Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $4,481,500, Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY $2,258,000, Ministre des Finances Provinces de: Nouvelle-Écosse Halifax N-É $89,866,000, Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $12,933,000, Ministre des Finances et de l'Industrie Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $73,704,000, Ministre des Finances Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B $289,457,000, Ministre des Finances du Québec Montréal Qué $463,625,367, Nfld Exchequer Account St John's T-N $59,688,000, Trésorier provincial Provinces de: Saskatchewan Régina Sask $115,066,000, Ontario Toronto Ont $837,358,000, Manitoba Winnipeg Man $114,586,000, Alberta Edmonton Alb $201,801,000.

Octroi de crédits pour les paiements d'intérêts, les obligations contractées et les paiements de remplacement aux provinces en vertu de la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants $206,551,441

PROGRAMME DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA CULTURE $162,630,012

Subventions à des groupes s'occupant de la situation de la femme, à des groupes s'occupant de l'unité canadienne et à des organismes visant à promouvoir le développement et la compréhension entre groupes pour des projets destinés à encourager la participation entière des citoyens dans la société canadienne, à des groupes et des organisations pour des projets d'échange de jeunes $22,239,701—Action Éducation des Femmes Ottawa Ont $50,000, Alberta Status of Women Action Committee Edmonton Alb $70,000, Assoc Féminine d'Éducation et d'Action Sociale AFEAS Montréal Qué $75,000, Assoc des Femmes Collaboratrices Ste-Martine Qué $80,000, Booth Memorial Jr Secondary Prince Rupert C-B $51,805, Canadian Assoc for Adult Education Toronto Ont $157,500, Canadian Congress for Learning Opportunities for Women CCLOW Toronto Ont $189,000, Canadian Day Care Advocacy Assoc Saskatoon Sask $90,000, Canadian Interfaith Network Toronto Ont $135,000, Canadian Mental Health Assoc Toronto Ont $60,000, Canadian Research Institute for the Advancement of Women CRIAW Ottawa Ont $295,715, Canadian Woman Studies Les Cahiers de la Femme Downsview Ont $50,000, Cdn Legal Advocacy Information and Research Assoc of the Disabled Ottawa Ont $50,000, Cdn Red Cross Society Toronto Ont $50,000, Coalition of Provincial Organizations of the Handicapped Winnipeg Man $345,000, Collège St-Charles-Garnier Québec Qué $55,641, Comité Organisateur du XXXIIe Congrès Mondial de 85 de la Fédération Internationale des Jeunesses Musicales Montréal Qué $50,000, École Secondaire Donnacona Donnacona Qué $79,861, École Secondaire le Campus Ste-Foy Que $58,895, École Secondaire les Compagnons de Cartier Ste-Foy Qué $52,221, École Secondaire St-Marc St-Marc-des-Carrières Qué $52,147, Fédération des Femmes du Québec Montréal Qué $69,520, Fondation MacDonald Stewart Montréal Qué $50,000, Frontiers Foundation Inc Toronto Ont $100,000, Groupe Pax Humana Group Ottawa Ont $60,000, Halifax Explosion Memorial Bells Committee Halifax N-É $103,000, Institut Canadien d'Éducation des Adultes Montréal Qué $173,500, Last Touch Regional Youth Council Inc Litpon Sask $78,000, Les Créations des Enfants CS Montréal Qué $63,905, Makomi Status of Women Council Happy Valley Labrador $52,261, Manitoba Action Committee on the Status of Women Winnipeg Man $101,000, Mediawatch Evaluation Medias Vancouver C-B $160,000, Mennonite Central Committee Kitchener Ont $75,000, National Action Committee on the Status of Women Toronto Ont $358,457, National Assoc of Women and the Law Ottawa Ont $107,015, National Council of YMCA's of Canada Ottawa Ont $94,500, National Voluntary Organizations Coalition Ottawa Ont $126,000, Northwestern Ontario Women's Decade Council Thunder Bay Ont $68,000, Okanagan Women's Coalition Vernon C-B $52,480, Ont Assoc of Interval and Transition Houses Toronto Ont $52,144, Polyvalente Charlesbourg Charlesbourg Qué $79,424, Project Mayday Schreiber Ont $51,750, Relais Femmes de Montréal Inc Montréal Qué $78,000, Resources for Feminist Research Documentation sur la recherche féministe Toronto Ont $50,000, Saskatchewan Battered Women's Advocacy Network Régina Sask $51,525, Status of Women Society Sask Action Committee Régina Sask $130,500, TV Ontario Toronto Ont $50,000, United Nations Assoc in Canada Ottawa Ont $58,600, Vancouver Women in Focus Society Vancouver C-B $51,000, Vancouver YMCA and Red Cross Youth Vancouver C-B $60,000, Winnipeg International Children's Festival Inc Winnipeg Man $60,000, Women's Research Centre Vancouver C-B $75,000.

Subventions aux centres d'accueil, aux groupes de femmes autochtones, aux groupes communautaires autochtones ainsi qu'aux sociétés de communications autochtones et journaux autochtones $25,085,527—Aboriginal Multi-Media Society of Alberta Edmonton Alb $461,860, Alberta Native Women's Assoc Region 4 Edmonton Alb $71,155, Algonquin Council of Western Quebec Val d'Or Qué $52,183, Alliance Autochtone du Québec Hull Qué $437,511, Association of Iroquois and Allied Indians London Ont $139,209, Avataq Cultural Institute Inukjuak Qué $65,610, Baffin Region Inuit Assoc Frobisher Bay TN-O $176,469, Batoche Centenary Corporation Saskatoon Sask $200,000, Battleford's Indian and Metis Friendship Centre North Battleford Sask

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Suite*

$189,393, BC Native Women's Society Kamloops C-B $54,300, Bonnyville Canadian Native Friendship Centre Bonnyville Alb $187,433, Brandon Indian and Metis Friendship Centre Inc Brandon Man $154,409, Calgary Native Friendship Society Calgary Alb $192,903, Canadian Native Friendship Centre Edmonton Alb $190,903, Can-Am-Windsor-Indian Friendship Centre Windsor Ont $83,335, Carrier Sekani Tribal Council Prince George C-B $56,216, Central Okanagan Indian Friendship Society Kelowna C-B $111,795, Centre d'Amitié Autochtone de Québec Inc Loretteville Qué $156,394, Centre d'Amitié Autochtone de La Tuque Inc La Tuque Qué $141,185, Centre d'Entraide et d'Amitié Autochtone de Senneterre Inc Senneterre Qué $117,671, Committee for Original Peoples Entitlement Inuvik TN-O $308,531, Conseil Attikamek Montagnais Village-des-Hurons Qué $147,380, Corporation nos terres 1534-1980 François Gros Louis Village des Hurons Qué $50,000, Council for Yukon Indians Whitehorse TY $577,351, Cree Indian Center of Chibougamau Inc Chibougamau Qué $158,936, Dauphin Friendship Centre Inc Dauphin Man $150,488, Deh Cho Society Friendship Centre Fort Simpson TN-O $102,665, Dene Nation Yellowknife TN-O $356,383, Doh Day de Claa Indian Friendship Centre Prince George C-B $161,128, Federation of Newfoundland Indians St George's T-N $94,018, Femmes Autochtones du Québec Inc Montréal Qué $173,508, Flin Flon Indian Metis Friendship Assoc Inc Flin Flon Man $154,587, Fort Erie Native Friendship Centre Fort Erie Ont $84,977, Fort Nelson Liard Native Friendship Society Fort Nelson C-B $103,957, Fort St John Friendship Society Fort St John C-B $124,560, Friendship House Assoc of Prince Rupert Prince Rupert C-B $125,608, Grand Council of the Crees of Quebec Val d'Or Qué $105,672, Grand Council Treaty No 3 Kenora Ont $152,474, Grande Prairie Friendship Centre Grande Prairie Alb $124,073, Hamilton Regional Indian Centre Hamilton Ont $156,601, High Prairie Native Friendship Centre High Prairie Alb $101,619, Indian and Metis Friendship Centre of Winnipeg Inc Winnipeg Man $219,931, Indian Assoc of Alberta Edmonton Alb $462,241, Indian Friendship Centre Sault Ste Marie Ont $130,771, Indian News Media Stand Off Alb $279,700, Indian Metis Friendship Centre of Prince Albert Corp Prince Albert Sask $208,627, Ingamo Hall Friendship Centre Inuvik TN-O $206,368, Ininew Friendship Centre Cochrane Ont $120,648, Interior Indian Friendship Society Kamloops C-B $180,736, Keewatin Inuit Assoc Rankin Inlet TN-O $315,353, Kermode Friendship Society Terrace C-B $126,704, Kiginak Friendship Centre Inc La Ronge Sask $122,069, Kitikmeot Inuit Assoc Cambridge Bay TN-O $322,353, Labrador Friendship Centre Happy Valley Labrador $156,618, Labrador Inuit Assoc Nain Labrador $275,152, Lynn Lake Friendship Centre Inc Lynn Lake Man $147,355, Makivik Corporation Westmount Qué $342,470, Manitoba Keewatinowi Okemakanac Inc Thompson Man $252,716, Ma-Mow-We-Tak Centre Inc Thompson Man $151,534, Metis Assoc of the Northwest Territories Yellowknife TN-O $327,540, Mic Mac Native Friendship Centre Halifax N-É $173,403, Mohawk Nation Quebec Kahnawake Qué $107,835, Moose Jaw Native Friendship Centre Corp Moose Jaw Sask $146,919, Moosonee Native Friendship Centre Moosonee Ont $108,873, Napi Friendship Assoc Pincher Creek Alb $119,427, Naskapi Montagnais Innu Assoc Northwest River Labrador $151,753, National Assoc of Friendship Centres Ottawa Ont $470,450, Native Canadian Centre of Toronto Toronto Ont $249,156, Native Communication Inc Thompson Man $192,000, Native Communications Society of Nova Scotia Sydney N-É $243,694, Native Communications Society of the Western NWT Yellowknife TN-O $234,172, Native Council of Nova Scotia Truro N-É $269,491, Native Council of PEI Charlottetown Î-P-É $193,837, Native Education Concern Group c/o Native Education Branch Winnipeg Man $75,000, Native Friendship Centre Montreal Montréal Qué $165,920, Native Women Coordonating Committee Winnipeg Man $70,900, Native Women's Assoc of Canada Ottawa Ont $50,000, Ne-Chee Friendship Centre Kenora Ont $131,098, New Brunswick Assoc of Metis and Non Status Indians Fredericton N-B $299,086, Niagara Regional Native Centre Niagara on the Lake Ont $169,763, Nishnawbe Gamik Friendship Centre Sioux Lookout Ont $164,721, Nistawoyou Assoc Friendship Centre Fort McMurray Alb $135,327, North Bay Indian Friendship Centre North Bay Ont $127,467, North Coast Tribal Council Prince Rupert C-B $65,627, Northwest Friendship Centre Inc Meadow Lake Sask $155,871, N'Amerind London Friendship Centre London Ont $173,586, N'swakamok Native Friendship Centre Sudbury Ont $156,601, Nunatsiakmiut Incorporated Frobisher Bay TN-O $191,118, Odawa Native Friendship Centre Inc Ottawa Ont $125,657, Okalakatiget Society Postville Labrador $128,227, Ontario Native Women's Assoc Thunder Bay Ont $82,100, Parry Sound Indian Friendship Centre Parry Sound Ont $120,554, Pauktuutit Inuit Women's Assoc Ottawa Ont $185,616, Port Alberni Friendship Centre Port Alberni C-B $126,756, Portage Friendship Centre Inc Portage La Prairie Man $166,682, Quesnel Tillicum Society Quesnel C-B $150,284, Red Lake Indian Friendship Centre Red Lake Ont $202,484, Regroupement des Centres d'Amitié Autochtone du Québec Montréal Qué $102,147, Roaring Rapids Friendship Centre Fort Smith TN-O $146,592, Rocky Native Friendship Centre Rocky Mountain House Alb $123,125, Sagitawa Friendship Centre Society Peace River Alb $119,427, Saskatchewan Native Communications Wheta Matowin Corporation Régina Sask $131,684, Saskatchewan Native Women's Assoc Régina Sask $71,643, Saskatchewan Northern Native Communication Corp La Ronge Sask $53,750, Saskatoon Indian and Metis Friendship Centre Inc Saskatoon Sask $194,693, Selkirk Friendship Centre Inc Selkirk Man $154,409, Sik Ooh Kotok Friendship Society Lethbridge Alb $132,986, Smithers Indian Friendship Centre Society Smithers C-B $123,757, Swan River Indian and Metis Friendship Centre Inc Swan River Man $188,052, The Pas Friendship Centre Inc The Pas Man $168,293, Thunder Bay Indian Youth Friendship Society Thunder Bay Ont $169,763, Thunderbird Friendship Centre Geraldton Ont $113,657, Tillicum Haus Society Nanaimo C-B $130,756, Timmins Native Friendship Centre Timmins Ont $109,862, Tree of Peace Friendship Centre Yellowknife TN-O $220,590, Union BC Indian Chiefs Vancouver C-B $274,776, Union NS Indians Sydney N-É $243,448, Union of NB Indians Fredericton N-B $308,378, Union of Ontario Indians Toronto Ont $241,218, United Native Friendship Centre Fort Frances Ont $131,098, United Native Nations Friendship Society Vernon C-B $95,784, Vale Island Friendship Centre Hay River TN-O $111,863, Valley Native Friendship Centre Society Duncan C-B $99,081, Victoria Native Friendship Centre Victoria C-B $201,463, Wawata Native Communications Society Sioux Lookout Ont $328,222, West Coast Professional Native Women's Assoc Vancouver C-B $66,298, Winnipeg Council of Treaty and Status Inc Winnipeg Man $60,000, Yorkton Friendship Centre Yorkton Sask $158,871.

Subventions à des groupes bénévoles, universités, institutions et particuliers, pour promouvoir le développement culturel $13,961,866—Arusha Cross Cultural Centre Calgary Alb $75,500, Calgary Immigrant Women's Centre Calgary Alb $85,450, Canadian Ethnocultural Council Youth Committee Ottawa Ont $75,000, Canadian Interfaith Network Toronto Ont $65,000, Canadian Labour Congress Ottawa Ont $53,000, Centre Scuola E Cultura Italiana Toronto Ont $172,660, Chinese Lingual Cultural Centre of Canada Toronto Ont $75,840, Edmonton Immigrant Services Assoc Edmonton Alb $59,215, Federation of Sikh Societies of Canada Ottawa Ont $61,500, Festival Mondial de Folklore de Drummondville Drummondville Qué $100,000, Foundation to Commemorate the 1933 Ukraine Famine Lachine Qué $50,000, Greek Community of Metro Toronto Inc Toronto Ont $69,300, Hamilton Dante Centre for Italian Language and Culture Hamilton Ont $54,840, Hellenic Federation Parents and Guardians Greater Montreal Montréal Qué $74,040, Jewish Educational Council of Greater Montreal Montréal Qué $68,660, Kent County Council Committee for the Creation of Uncle Tom's

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Suite*

Cabin Historical Site Chatham Ont $100,000, National Assoc of Japanese Canadians Winnipeg Man $82,000, Oasis Orientation Adjustment Services for Immigrants Society Vancouver C-B $54,000, Ontario Council of Agencies Serving Immigrants OCASI Toronto Ont $75,000, Pacific Immigrant Resources Society PIRS Britannia Community Services Centre Vancouver C-B $50,000, Patronat Italo Canadien pour l'assistance aux immigrants Inc Montréal Qué $90,260, Toronto Board of Jewish Education Willowdale Ont $323,915, Ukrainian Canadian Committee Winnipeg Man $100,000, Ukrainian Canadian Committee Alta Edmonton Alb $55,000, Ukrainian Community Development Committee Manitoba Section Winnipeg Man $90,000, Ukrainian Famine Research Committee Toronto Ont $50,000.

Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnité de voyage et d'accueil pour les frais supportés dans l'exercice de leurs fonctions dans leur capitale provinciale $180,000

Célébrations de la Fête du Canada $2,205,423—Comité de la Fête du Canada au Québec Montréal Qué $59,439.

Subventions à des municipalités et des organisations bénévoles de l'Ontario pour la célébration du bicentenaire de l'Ontario $1,366,972

Subvention à l'association bénévole du Vieux Fort William pour la célébration du bicentenaire de l'Ontario $25,000

Subvention au «Nova Scotia Parade of Sail 1984 Committee» pour le 450ᵉ anniversaire de l'arrivée de Jacques Cartier $50,000—The Nova Scotia Parade of Sail Committee Halifax N-É $50,000.

Subvention à la Corporation du 450ᵉ anniversaire de Cartier à Gaspé for the 450ᵉ anniversaire de l'arrivée de Jacques Cartier $50,000—Corporation du 450ᵉ anniversaire de Cartier Gaspé Qué $50,000.

Subvention aux huit corporations qui accueilleront les participants aux courses de voiliers du Challenge Labatt Canada 1984 $70,000

Subvention au «Festival Villes et Voiliers 1984 du Canada» $38,000

Subventions aux municipalités et aux districts des services locaux du Nouveau-Brunswick pour l'organisation à l'échelle locale de programmes de festivités à l'occasion du Bicentenaire $814,580—City of Moncton Moncton N-B $55,993, City of Saint John Saint John N-B $81,771.

Paiements en vertu de la Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs $111,811

Prestations de retraite supplémentaires—Lieutenants-gouverneurs précédents $30,065

Subventions à des organismes bénévoles, institutions non gouvernementales et à des particuliers pour promouvoir des études sur le Canada $1,174,939—Assoc for Canadian Studies Ottawa Ont $158,316, Assoc of Canadian Community Colleges Toronto Ont $125,000, Assoc of Canadian Community Colleges Bulletin Toronto Ont $75,000, Canada Studies Foundation Toronto Ont $125,000, Cdn Institute for Historical Microreproductions Ottawa Ont $165,000, Fernwood Books Ltd Toronto Ont $65,000.

Subventions à des organismes, à des établissements et à des groupes s'occupant des activités liées aux droits de la personne $802,527—Action Travail Femmes Québec Montréal Qué $50,000, Canadian Human Rights Foundation Montréal Qué $77,220, Cdn Rights and Liberties Federation Ottawa Ont $50,000.

Subventions pour frais de contestations judiciaires en vue de clarifier les dispositions relatives aux droits linguistiques et aux droits à l'instruction dans la langue de la minorité qui sont inscrits dans la Constitution $202,885

Contributions aux frais liés à l'acquisition de la citoyenneté canadienne et à l'enseignement des langues aux immigrants équivalant à la moitié de la part assumée par l'administration provinciale ou territoriale concernée $7,389,629—Ministre des Finances Provinces de: C-B Victoria C-B $2,230,000, Sask Régina Sask $70,016, Québec Montréal Qué $963,208, Trésorier provincial Province de l'Ontario Ministère des Affaires Civiques et Culturelles Toronto Ont $2,224,799, Trésorier provincial Province de l'Ontario Ministère des Collèges et Universités Toronto Ont $449,199, Trésorier provincial Province du Manitoba Winnipeg Man $396,049, Trésorier provincial Province de l'Alberta Edmonton Alb $1,016,204.

Contributions aux provinces et aux territoires destinées à couvrir le coût des manuels de langues pour les cours de préparation à la citoyenneté $498,486—Ministre des Finances Province de C-B Victoria C-B $120,000, Trésorier provincial Province de l'Ontario Toronto Ont $100,000, Trésorier provincial Province de l'Alberta Edmonton Alb $185,484.

Contributions à des groupes s'occupant de la situation de la femme, à des groupes s'occupant de l'unité canadienne et à des organismes visant à promouvoir le développement et la compréhension entre groupes pour des projets destinés à encourager la participation entière des citoyens dans la société canadienne, à des organismes bénévoles pour des projets d'échange de jeunes $55,909,988—Assoc des Médias Écrits Communautaires du Québec Inc Montréal Qué $81,949, Assoc of Canadian Community Colleges Toronto Ont $280,000, Canadian 4-H Council Ottawa Ont $563,059, Canadian Student Debating Federation Toronto Ont $57,932, Cda Student Exchange Program Montréal Qué $106,000, Cdn Bureau for International Education Ottawa Ont $379,274, Cdn Council of Christians and Jews Toronto Ont $550,434, Faculté de l'Éducation Permanente Université de Montréal Montréal Qué $100,000, Foundation for the Study of Processes of Government in Canada Ottawa Ont $65,000, Interchange on Canadian Studies National Conference Summerside Î-P-É $158,936, OPCAN Katimavik Montréal Qué $49,700,000, SEVEC Society for Educational Visits and Exchanges in Canada Ottawa Ont $975,000, Simon Fraser University Student Services Burnaby C-B $500,000, Terry Fox Canadian Youth Center Ottawa Ont $789,500, Vancouver Status Women Vancouver C-B $63,050, YMCA of Metropolitan Toronto Toronto Ont $897,511.

Contributions aux associations autochtones, aux groupes de femmes autochtones, aux sociétés de communications autochtones, aux centres d'accueil et participation aux dépenses d'immobilisations des centres d'accueil $23,028,281—Aboriginal Radio Television Society Edmonton Alb $99,947, Assoc of Metis and Non Status Indians of Sask Régina Sask $760,312, Baffin Region Inuit Assoc Frobisher Bay TN-O $172,087, Brotherhood of Indian Nations Winnipeg Man $85,344, Cariboo Friendship Society Williams Lake C-B $180,789, Centre d'Entraide Autochtone Val d'Or Inc Val d'Or Qué $151,631, Conayt Friendship Society Merritt C-B $95,784, Council for Yukon Indians Whitehorse TY $65,361, Federation of Saskatchewan Indians Prince Albert Sask $561,055, First Nations Confederacy Inc Winnipeg Man $208,943, Hamilton Regional Indian Centre Hamilton Ont $87,500, High Level Native Friendship Centre High Level Alb $80,680, Inuit Broadcasting Corp IBC Ottawa Ont $1,755,625, Inuit Committee on National Issues Ottawa Ont $1,184,823, Inuit Tapirisat Cda Ottawa Ont $751,231, Inuvialuit Communications Society Inuvik TN-O $463,589, James Bay Cree Communications Society Val d'Or Qué $370,413, Kiginak Friendship Centre La Ronge Sask $150,000, Lillooet Friendship Centre Society Lillooet C-B $95,784, Lloydminster Native Friendship Centre Inc Lloydminster Sask $96,520, Louis Riel Metis Assoc of BC Dawson Creek C-B $105,890, Manitoba Metis Federation Inc

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Suite*

Winnipeg Man $672,110, Mannauwanis Native Friendship Centre Society St Paul Alb $80,680, Metis Assoc of Alberta Edmonton Alb $483,477, Metis National Council Saskatoon Sask $1,068,680, Mic Mac Social and Economic Development Assoc Conne River T-N $68,018, Mikisew Broadcasting Corp Inc Thompson Man $350,000, Mission Indian Friendship Centre Mission C-B $119,360, Moose Mountain Friendship Centre Carlyle Sask $96,520, National Assoc of Friendship Centres Ottawa Ont $317,131, National Indian Brotherhood Ottawa Ont $1,679,250, Native Communications Society Northern Broadcasting Terrace C-B $59,400, Native Communications Society of British Columbia Vancouver C-B $357,744, Native Communications Society of the Western NWT Yellowknife TN-O $456,000, Native Council of Canada Ottawa Ont $1,615,320, Native Council of Canada Alberta Calgary Alb $65,929, Native Council of Manitoba Winnipeg Man $83,919, Native Women's Assoc of Canada Ottawa Ont $281,600, Nawican Friendship Centre Dawson Creek C-B $119,361, Nishnawbe Aski Nation Timmins Ont $213,332, Northern Native Broadcasting Yukon Whitehorse TY $495,768, Okalakatiget Society Nain Labrador $490,000, Ont Metis and Non-Status Indian Assoc Sault Ste Marie Ont $731,878, Pauktuutit Inuit Women's Assoc Ottawa Ont $200,000, Qu'Appelle Valley Friendship Centre Inc Fort Qu'Appelle Sask $96,520, Regina Friendship Centre Corp Régina Sask $199,627, Riverton and District Friendship Centre Inc Riverton Man $255,877, Roaring Rapids Friendship Centre Fort Smith TN-O $138,475, Sappujjijit Friendship Centre Rankin Inlet TN-O $107,344, Saskatchewan Northern Native Communication Corp La Ronge Sask $350,000, Skookum Jim Friendship Centre Whitehorse TY $129,215, Slave Lake Native Friendship Centre Society Slave Lake Alb $152,778, Société de Communication Attikamek Montagnaise Village des Hurons Qué $549,200, Tansi Friendship Centre Society Chetwynd C-B $80,680, Tagramiut Nipingat Inc Dorval Qué $1,508,806, United Native Nations Vancouver C-B $555,928, Vancouver Indian Centre Society Vancouver C-B $187,868, Wa Wa Ta Native Communications Society Sioux Lookout Ont $524,000, Ye Sa To Communications Society Whitehorse TY $150,972, Zhahti Koe Friendship Centre Fort Providence TN-O $83,977.

Contributions à des groupes bénévoles, à des universités, des institutions et des particuliers pour promouvoir le développement culturel $4,409,655—Affiliation of Multicultural Societies and Service Agencies of BC Vancouver C-B $70,500, Black Community Council of Quebec Inc Montréal Qué $56,200, Calgary Multicultural Centre Service Group Calgary Alb $57,500, Canadian Arab Federation Islington Ont $65,000, Canadian Assoc of Chiefs of Police Research Foundation 1982 Inc Ottawa Ont $152,103, Canadian Council for Multicultural and Intercultural Education Régina Sask $162,630, Canadian Folk Arts Council Toronto Ont $300,000, Centre Interculturel Monchanin Montréal Qué $57,000, Chinese Canadian National Council Scarborough Ont $79,000, Citizenship Council of Manitoba Inc Winnipeg Man $63,000, Cross Cultural Communications Centre Toronto Ont $90,000, Hamilton and District Multicultural Council Hamilton Ont $53,000, Inter Cultural Assoc of Greater Victoria Victoria C-B $65,747, Maison Internationale Rive Sud Ville Brossard Qué $74,000, Multicultural Council of Saskatchewan Inc Régina Sask $89,000, Multicultural Council of Windsor and Essex County Windsor Ont $52,500, Multicultural Society of Kelowna Kelowna C-B $52,500, National Assoc of Canadians of Origins in India Toronto Toronto Ont $59,600, National Federation of Pakistani Canadians Ottawa Ont $61,000, National Multicultural Theatre Assoc Toronto Ont $115,000, PEI Multicultural Council Charlottetown Î-P-É $62,500, St Catharines Folk Arts Council Multicultural Centre St Catharines Ont $50,400, Sudbury Regional Multicultural Centre Sudbury Ont $77,500, The Celtic Chair Campaign Inc Ottawa Ont $350,000, The Charitable Irish Society Halifax N-É $300,000, The Murray Anthony Elia Charitable Foundation Mississauga Ont $350,000, Thunder Bay Multicultural Assoc Thunder Bay Ont $63,000.

Contributions à la corporation «Québec 1534-1984» pour la célébration du 450e anniversaire de l'arrivée de Jacques Cartier au Québec $200,000—Québec 1534-1984 Québec Qué $200,000.

Contribution à la Commission du bicentenaire du Nouveau-Brunswick pour les célébrations du bicentenaire $935,357—Commission du bicentenaire du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $835,357, New Brunswick Bicentennial Commission Fredericton N-B $100,000.

Contributions à des organismes bénévoles, à des institutions non gouvernementales et à des particuliers pour promouvoir des études sur le Canada $1,657,611—Assoc of Canadian Community Colleges Bulletin Toronto Ont $67,550, Canada Studies Foundation Toronto Ont $286,000, Canadian Learning Materials Centre Halifax N-É $183,530, Centre d'étude en enseignement du Canada Québec Qué $713,063, La Fondation Québécoise d'éducation économique Montréal Qué $50,000, Université Laval Ste-Foy Qué $65,000.

Contributions à des organismes s'occupent des activités liées aux droits de la personne $191,709—Société canadienne de la Croix-Rouge $80,000.

Conseil de recherches en sciences humaines $57,009,000

Formation à la recherche et appui aux chercheurs $18,271,107

Subventions pour promouvoir l'avancement des recherches $16,524,995—J Allard Montréal Qué $77,996, R Cohen Vancouver C-B $75,719, M Connelly Toronto Ont $299,641, M Dagenais Montréal Qué $133,768, E Deleury Québec Qué $60,000, A Discuillo Montréal Qué $70,370, S Dolan Montréal Qué $61,294, G Ducatenzeiller Montréal Qué $53,273, J Gaskell Vancouver C-B $50,415, A Hamilton Kingston Ont $55,586, C Hector Montréal Qué $60,000, J Helliwell Vancouver C-B $80,310, P Hirschbuhler Ottawa Ont $50,120, J Holladay Toronto Ont $68,055, S Hunka Edmonton Alb $75,246, D Jackson London Ont $80,779, H Kallman Ottawa Ont $103,002, R Lambert Waterloo Ont $398,449, W Lambert Montréal Qué $79,749, J Légaré Montréal Qué $207,183, M Lemire Montréal Qué $87,699, G Lemoyne Montréal Qué $70,521, J Lortie Ottawa Ont $65,800, D Lubell Edmonton Alb $124,000, M Luxton Hamilton Ont $52,517, C Montmarquette Montréal Qué $53,290, J Nance Burnaby C-B $69,355, M Paradis Montréal Qué $60,570, L Poirier Québec Qué $55,558, A Prujiner Québec Qué $75,000, D Redford Toronto Ont $69,605, J Shaw Toronto Ont $73,700, R Shiner Edmonton Alb $51,315, J J Simard Québec Qué $64,738, D Tucker Hamilton Ont $50,277, M Wiebe Kingston Ont $53,858, C Wolfart Winnipeg Man $52,472.

Subventions-président $241,445—Canadian Mediterranean Institute Ottawa Ont $65,000.

Subventions du programme $488,750—H Charbonneau Montréal Qué $58,750, E Edgar Halifax N-É $210,000, M Swain Toronto Ont $220,000.

Subvention pour travaux d'édition de grande envergure $4,595,423—R Arbour Ottawa Ont $305,861, B H Bakker Toronto Ont $109,557, A Cameron Toronto Ont $197,846, W G Dean Toronto Ont $754,329, J M Debujanda Sherbrooke Qué $142,047, M J Edwards Ottawa Ont $112,566, B Gooch Victoria C-B $218,626, A K Grayson Toronto Ont $255,449, F G Halpenny Toronto Ont $1,095,000, A Johnston Toronto Ont $179,615, M Juneau Ste-Foy Qué $316,265, P Poirier Québec Qué $200,000, R Rempel Hamilton Ont $437,353, J Robson Toronto Ont $133,914, R Schoeffel Toronto Ont $128,772.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Fin*

Subventions pour recherche générale $3,134,447—Université McGill Montréal Qué $53,844, University of Alberta Edmonton Alb $125,150, University of British Columbia Vancouver C-B $139,961, Université Laval Québec Qué $68,361, Université de Montréal Montréal Qué $73,417, Université d'Ottawa Ottawa Ont $103,883, University of Toronto Toronto Ont $100,136, University of Western Ontario London Ont $59,558, York University Downsview Ont $68,801.

Aide aux revues savantes $1,828,809

Aide pour les textes savants $1,209,834—J Adair Ottawa Ont $472,924, R Runte Ottawa Ont $736,910.

Subventions pour conférence $729,388

Sociétés savantes canadiennes $640,338—Fédération Canadienne des Études Humaines Ottawa Ont $318,162.

Infrastructure $985,396—Canadian Federation for the Humanities Ottawa Ont $199,000, Social Science Federation of Canada Ottawa Ont $359,000.

Subventions pour le rapport des parcs $18,463

Subventions-relations internationales $1,174,212

Aide aux petites universités $549,500

Femmes-Travail-Monde $647,780—D Juneau-Lee Montréal Qué $78,246, M Renaud Montréal Qué $92,502.

Outils de recherche $1,847,813—P Baskerville Victoria C-B $74,155, E G Finley Ottawa Ont $64,109, Glenbow-Alberta Institute Calgary Alb $65,000, G Heggie Willowdale Ont $58,094, McGill University Montréal Qué $50,000, Mount Allison University Sackville N-B $50,000, Queen's University Kingston Ont $63,197, A Richardson London Ont $75,000, Service des Archives du Séminaire de Sherbrooke Inc Sherbrooke Qué $67,396, L Singer Montréal Qué $75,000, University of Saskatchewan Saskatoon Sask $55,398.

Vieillissement de la population $1,217,082—T Balakrishnan London Ont $162,554, Simon Fraser University Burnaby C-B $200,000, B Spencer Hamilton Ont $78,997, University of Manitoba Winnipeg Man $100,000, University of Toronto Toronto Ont $100,000, V Ujimoto Guelph Ont $54,758.

Collections de recherches spécialisées $800,110—M Lonardo St John's T-N $54,250.

Études de la direction $786,488—Canadian Federation of Deans of Management and Administrative Studies Ottawa Ont $54,250.

Identification—Thèmes $68,953

Famille et socialisation des enfants $606,544—J Lewko Sudbury Ont $74,749, Y Peron Montréal Qué $84,763, F F Strayer Montréal Qué $66,425.

Contexte humain de science et technologie $642,123—J P Charland Ottawa Ont $73,375, H Denis Montréal Qué $60,175, J Gandy Toronto Ont $98,230, S Proulx Montréal Qué $60,189.

SOLLICITEUR GÉNÉRAL $31,854,458

Ministère $17,322,276

PROGRAMME D'ADMINISTRATION $17,322,276

Subvention à l'Association canadienne des chefs de police $50,000

Subvention à la Société canadienne pour la prévention du crime $125,000

Subvention à la Société John Howard $50,000

Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celle du Solliciteur général $1,896,159—Canadian Assoc of Elizabeth Fry Societies Ottawa Ont $55,925, Dalhousie University Halifax N-É $50,000, National Joint Committee of the CACP and FSC Ottawa Ont $150,170, Simon Fraser University Burnaby C-B $55,000, Société de Criminologie du Québec Montréal Qué $122,277, St Leonard's Society of Canada Windsor Ont $51,512, Université de Montréal Montréal Qué $130,000, University of Toronto Toronto Ont $110,000.

Subventions à des organismes organisés d'assistance postpénale $1,642,846—Assoc des services de Réhabilitation sociale Québec Montréal Qué $152,300, Canadian Assoc for the Prevention of Crime Ottawa Ont $126,100, Canadian Assoc of Elizabeth Fry Societies Ottawa Ont $466,725, John Howard Society of Canada Ottawa Ont $662,200, Prison Arts Foundation Brantford Ont $65,071, St Leonard's Society of Canada Windsor Ont $75,950, The Salvation Army Toronto Ont $94,500.

Programme de relance de l'aide à l'emploi $324,084—The Frontier College Toronto Ont $64,566.

Financement de base—Organismes bénévoles nationaux $111,300—The Church Council of Justice and Corrections Ottawa Ont $55,000, National Assoc Active in Criminal Justice Ottawa Ont $56,300.

Contributions aux provinces et aux territoires en conformité avec les accords conclus avec le Ministre pour les aider à élaborer des programmes et des systèmes d'information et de tenue des dossiers prévus par la Loi sur les jeunes contrevenants $622,887—Canadian Assoc of Provincial Court Judges Ottawa Ont $60,000, Department of Community Services Province of Manitoba Winnipeg Man $103,034, The John Howard Society of Canada Ottawa Ont $56,800, Minister of Attorney General Victoria C-B $103,730, Trésorier provincial of Alberta Edmonton Alb $82,976.

Subventions aux provinces et aux territoires pour la mise en application de la Loi sur les jeunes contrevenants $12,500,000—Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $250,000, Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY $250,000, Ministre des Finances Province de l'Alberta Edmonton Alb $1,125,000, Ministre des Finances Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B $1,250,000, Ministre des Finances Province du Manitoba Winnipeg Man $750,000, Ministre des Finances Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $500,000, Ministre des Finances Province de Terre-Neuve St John's T-N $500,000, Ministre des Finances Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $625,000, Ministre des Finances Province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $250,000, Ministre des Finances Province de la Saskatchewan Régina Sask $750,000, Ministre des Finances Province de Québec Québec Qué $2,500,000, Trésorier de l'Ontario Toronto Ont $3,750,000.

Service correctionnel $1,306,106

Pensions et autres prestations des employés $164,103

Indemnisation des détenus des pénitenciers en cas d'accidents $15,177

Paiements aux survivants des employés du Service pénitentiaire et du Service national des libérations conditionnelles tués dans l'exercice de leurs fonctions $44,293

Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus, l'éducation et la participation du public relativement aux services correctionnels et à d'autres services complémentaires $945,430—Allied Indian and Metis Society Native Liaison Program Vancouver C-B $113,125, ARCAD Duvernay Qué $53,089, Canadian Training Institute Downsview Ont $95,032, Frontier College Toronto Ont $97,718, M2W2 Association New Westminster C-B $51,875,

SOLLICITEUR GÉNÉRAL—*Fin*

Native Clan Organization Inc Winnipeg Man $113,172, Native Counselling Service of Alberta Edmonton Alb $152,855, Operation Springboard Toronto Ont $77,604.

Contributions aux personnes qui n'ont plus le statut de repris de justice ou aux organismes, y compris les autres ordres de gouvernement en vue de la prestation de services en leur nom $137,103—John Howard Society Vancouver C-B $133,213.

Gendarmerie royale du Canada $13,226,076

PROGRAMME D'APPLICATION DE LA LOI $13,226,076

Subvention à l'Association des anciens de la Gendarmerie royale du Canada $2,500

Subvention à l'Association internationale des chefs de police $1,668

Subventions versés aux survivants de membres de la Gendarmerie royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions $164,069

Contribution aux élèves qui ne sont pas membres de la GRC et qui suivent des cours au Collège canadien de police $188,290

Pensions aux termes de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada $10,967,619

Indemnisation des membres de la Gendarmerie pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions $1,823,795

Pensions aux familles des membres de la Gendarmerie qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions $78,135

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES $1,445,329

Ministère $1,198,413

PROGRAMME DES APPROVISIONNEMENTS $1,198,413

Contributions à des organismes, associations et particuliers relativement à des programmes d'éducation et de sensibilisation du public aux sciences et à la technologie $1,198,413—Youth Science Foundation Ottawa Ont $60,000.

Statistique Canada $246,916

International Association for Research in Income and Wealth New Haven Conn É-U $1,787

Institut interaméricain de statistique Washington DC É-U $40,628

Institut international de statistique Voorburg Pays-Bas $1,706

Conférence internationale sur le système de codage des données sur la santé $5,000

Massachusetts Institute of Technology Cambridge Mass É-U $50,000

Programme de relance de l'aide à l'emploi $20,822

Programme Été Canada $126,973

TRANSPORTS $1,216,476,249

Ministère $473,723,145

PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE $1,867,242

Subventions à des universités, à d'autres organismes, à des étudiants d'universités et à d'autres particuliers à des fins de recherches sur le transport $1,176,761—Universités de: Dalhousie Halifax N-É $75,000, British Columbia Vancouver C-B $97,500, Manitoba Winnipeg Man $71,250, Montréal Montréal Qué $175,000, New Brunswick Fredericton N-B $70,000, Toronto/York Downsview Ont $178,000.

Subventions au Comité de la semaine nationale des transports $20,000

Contributions à l'appui d'études sur les transports menées dans des universités et d'autres établissements $599,481—Universités de: Dalhousie Halifax N-É $112,160, British Columbia Vancouver C-B $70,944, Manitoba Winnipeg Man $63,511, Montréal Montréal Qué $180,919, Toronto/York Downsview Ont $78,696.

Contribution à l'appui des activités de transport des handicapés à la coalition de l'organisme provincial pour les handicapés $50,000—Coalition de l'organisme provincial pour les handicapés Winnipeg Man $50,000.

Contributions à des gouvernements provinciaux et administrations municipales aux fins de recherche et de projets pilotes sur le transport $21,000

PROGRAMME DU TRANSPORT MARITIME $1,103,957

Subvention à la Writer's Federation of Nova Scotia pour le Evelyn Richardson Memorial Literary Award $150

Subventions aux organismes d'aide aux marins $12,300

Subvention au Conseil canadien de la sécurité $1,667

Contribution au Centre for Cold Oceans Resource Engineering (C-Core) à l'appui de la recherche et de son programme de développement $50,000—C-Core St John's T-N $50,000.

Droits d'affiliation à l'Association internationale de signalisation maritime et à l'Association permanente des congrès de navigation $5,620

Contribution au Conseil des industries forestières pour le Programme de diminution des débris transportés par le rivière Fraser $50,000—Environnement Canada Hull Qué $50,000.

Contribution à la Croix rouge canadienne pour son programme de sécurité nautique $250,000—Société canadienne de la Croix-Rouge Toronto Ont $250,000.

Paiement aux associations régionales du Service auxiliaire de sauvetage maritime pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage et promouvoir la sécurité nautique par des programmes d'éducation et de prévention des accidents $534,220—Johnson and Higgins Willis Faber Ltd Toronto Ont $72,490.

Contribution à la Commission du cencinquantième anniversaire de Toronto $200,000—Commission du cencinquantième anniversaire de Toronto Toronto Ont $200,000.

PROGRAMME DES TRANSPORTS AÉRIENS $43,813,360

Subvention à l'Association royale canadienne des aéroclubs $25,000

Subvention au Fonds de fiducie Roger Demers $5,000

Contributions à l'Association du Transport par air du Canada $42,975

Contributions aux aéroclubs royaux canadiens, aux écoles et aux instructeurs de pilotage $25,090

Contributions à la Ligue des cadets de l'air du Canada $25,000

Subventions aux transporteurs aériens fournissant des services aériens au public selon les conditions des ententes contractuelles telles qu'approuvées par le gouverneur en conseil ainsi que le prévoit l'article 18 de la Loi sur l'aéronautique, chapitre A-3, Statuts

TRANSPORTS—*Suite*

révisés du Canada, 1970, tel que modifié: Perimeter Airlines (Inland) pour le fonctionnement des services de transport aérien dans les Prairies $35,000

Contributions à l'exploitation d'aéroports municipaux ou autres $17,664,449—Blanc Sablon Qué $158,700, Brandon Man $214,656, Broughton Island TN-O $187,289, Campbell River C-B $162,762, Cape Dorset TN-O $148,153, Charlevoix Qué $68,700, Charlo N-B $675,100, Chevery Qué $111,000, Clyde River TN-O $111,500, Cranbrook C-B $612,794, Dauphin Man $132,219, Dawson Creek C-B $739,757, District of Lynn Lake Lynn Lake Man $156,355, Dryden Ont $595,157, Flin Flon Man $221,444, Fort Frances Ont $150,870, Gagnon Qué $461,602, Gaspé Qué $290,000, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $3,784,950, Gouvernement des Territoires du Yukon Whitehorse TY $1,156,693, Hamilton Ont $957,989, Havre St-Pierre Qué $106,378, Kelowna C-B $624,239, Lake Harbour TN-O $130,071, Manitoba Hydro Winnipeg Man $125,799, Ministry of Finance Department of Highways and Transportation Winnipeg Man $236,250, Moosonee Ont $147,380, Natashquan Qué $147,493, Pangnirtung TN-O $173,500, Peace River Alb $316,447, Pembroke Ont $243,487, Pond Inlet TN-O $147,471, Prince Albert Sask $208,929, Provincial Treasurer of Alberta Transport Department of Revenue Accounting Finance Services Edmonton Alb $200,397, Rainbow Lake Alb $88,197, Régina Sask $70,049, Rouyn Qué $731,847, Sanikiluag TN-O $172,276, Sarnia Ont $199,926, St John's T-N $500,000, Sudbury Ont $784,281, Thompson Man $310,395, The Toronto Harbour Commission Toronto Ont $380,802.

Quebec Aviation Ltd pour services à St-Léonard N-B $361,591

Contributions afin d'aider à l'établissement ou à l'amélioration des aéroports municipaux, locaux, commerciaux locaux ou autres des installations connexes $9,315,123—Black Tickle Labrador $1,221,618, Cartwright Labrador $292,565, Charlottetown Square Labrador $806,226, Fogo Island Labrador $380,000, Makkovik Labrador $66,877, Mary's Harbour Labrador $273,886, Nain Labrador $59,295, Paradise River Labrador $2,454,819, Port Hope Simpson Labrador $551,801, Postville Labrador $531,500, Rigolet Labrador $400,320, autres paiements au Labrador $58,072, Inujivik Qué $2,169,381.

Autres contributions pour aider à l'établissement ou à l'amélioration d'aéroports municipaux, locaux, commerciaux locaux ou autres, et des installations connexes $5,520,151—Brandon Man $193,400, Brislau Ont $58,632, Chatham N-B $117,522, Cochrane Ont $118,283, Corporation Municipale du Village de Parent Qué $55,000, Dolbeau Qué $93,311, Esterhazy Sask $246,495, Kindersley Sask $250,000, La Tuque Qué $212,311, Maniwaki Qué $125,600, Moosonee Ont $116,047, Ottawa Ont $1,150,000, Port Hawkesbury N-B $97,139, Roberval Qué $267,832, Russell Man $221,936, Springdale T-N $147,486, Ste-Anne-des-Monts Qué $400,000, St Stephen N-B $305,000, Swan River Man $206,541, Thetford Mines Qué $218,816, Village Grandes Bergeronnes Qué $125,000, Waterloo Ont $270,000.

Programme des projets spéciaux de relance $8,987,963—Brandon Man $989,955, Charlottenburg Ont $2,344,000, Fort Frances Ont $807,966, Manitouwadge Ont $613,587, Marathon Ont $682,500, Pembroke Ont $2,047,000, Prince Albert Sask $86,055, Sioux Lookout Ont $1,030,113.

Programme de projets spéciaux de création d'emplois $1,228,125—Carlyle Sask $100,000, Cochrane Ont $50,000 Iroquois Falls Ont $54,451, Mascouche Qué $895,040, Rosetown Sask $100,000.

Versements aux autres gouvernements ou aux organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aérienne et des voies aériennes $19,121—ICAO International Civil Aviation Organization Montréal Qué $19,121.

Paiement au Cégep Saint-Jean sur le Richelieu Qué pour l'entraînement au contrôle de la circulation aérienne $558,772

PROGRAMME DES TRANSPORTS DE SURFACE $426,938,586

Subvention au Comité de l'opération gar-O-train en vue d'appuyer un programme de sécurité des passages à niveau $100,000—Operation gar-O-train Montréal Qué $100,000.

Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs $14,360,315—Ministre des Finances Province de la Colombie-Britannique C-B $14,360,315.

Subvention à la province de Terre-Neuve à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage $2,266,927—Ministère des Transports Gouvernement de Terre-Neuve et Labrador St John's T-N $2,266,927.

Subvention à la province de Québec à l'égard de la prestation de services de traversier côtier pour marchandises et voyageurs $2,869,569—Ministre des Finances Gouvernement du Québec Québec Qué $2,869,569.

Subvention au gouvernement du Québec pour l'amélioration des trains de banlieue de la région de Montréal $1,273,865—Ministre des Finances Gouvernement du Québec Québec Qué $1,273,865.

Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve mutés aux Chemins de fer nationaux du Canada $1,688,314—Chemin de fer nationaux du Canada Montréal Qué $1,688,314.

Caisse de prévoyance des employés des chemins de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard—Paiement aux Chemins de fer nationaux du Canada à l'égard du déficit de ladite caisse pour 1984 et remboursement à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada des montants versés à titre de supplément aux pensions prévues par la Loi sur la Caisse de prévoyance des employés du chemin de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard afin de porter, pour l'année civile 1984, le versement minimum à $50 par mois au lieu de $20 comme le prévoit ladite loi $3,264,169—Chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué $3,264,169.

Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal (crédit 107, Loi des subsides nº 5 de 1963) $2,586,466—Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué $2,586,466.

Paiements à l'appui du «Regina Rail Relocation Project» selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil $69,556—Ville de Régina Régina Sask $69,556.

Contributions aux provinces et aux municipalités pour la construction de croisements étagés $2,000,000—Ministre des Finances Gouvernement du Québec Québec Qué $2,000,000.

Paiements à l'appui de croisements étagés dans huit localités de l'Ontario et sur l'avenue Church à Saint John (Nouveau-Brunswick) approuvés conformément aux parties II et III de la Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemins de fer (Programme des projets spéciaux de relance) $9,560,384—City of Saint John Saint John N-B $800,000, City of Scarborough Scarborough Ont $1,573,150, Corporation of the City of Thunder Bay Thunder Bay Ont $809,874, Corporation of the County of Frontenac Kingston Ont $1,100,768, Municipality of Metro Toronto Toronto Ont $910,122, Regional Municipality of Peel Brampton Ont $1,066,471, Regional Municipality of York Newmarket Ont $2,999,999, Treasurer County of Middlesex London Ont $300,000.

TRANSPORTS—*Suite*

Contribution à l'appui des projets pilotes pour le transport à Winnipeg $261,942—Age and Opportunity Centre Winnipeg Man $135,900, Fort Garry Legion Winnipeg Man $126,042.

Contribution pour le transport des handicapés $200,000—Ministre des Finances Manitoba Winnipeg Man $120,000.

Contribution à Victoriaville pour un projet de transport urbain $300,000—Ministre des Finances Gouvernement du Québec Québec Qué $300,000.

Paiements à l'appui du Programme d'aide aux transports urbains, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil $6,496,022—Ministère des Finances Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $118,865, Ministre des Finances Gouvernement du Québec Québec Qué $5,683,163, Municipality of Metro Toronto Toronto Ont $369,200, Regional Municipality of Peel Brampton Ont $216,000.

Contribution à l'Association des routes et transports du Canada $146,685—Assoc des routes et transports Ottawa Ont $146,685.

Contributions à des organismes de recherches choisis, pour les aider à entreprendre des travaux de recherches et des études dans le cadre du Programme d'élaboration de mesures préventives contre les accidents routiers $39,584

Contributions selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil pour aider à la rénovation et à l'amélioration des routes dans les provinces de la Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard $65,166,314—Ministère des Finances Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $7,126,701, Ministre des Finances Province de l'Île-du-Prince-Écouard Charlottetown Î-P-É $1,990,098, Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $28,172,378, Province de Terre-Neuve St John's T-N $27,877,137.

Contribution à la province de l'Île-du-Prince-Édouard pour un accord auxiliaire sur le développement des Transports $1,133,000—Ministre des Finances Province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $1,133,000.

Contributions en vertu des dispositions et conditions prescrites par le gouverneur en conseil pour un accord auxiliaire avec la province du Nouveau-Brunswick sur le développement des transports pour la construction, la rénovation et l'amélioration des routes dans le cadre de l'Entente sur le développement économique régional $6,196,621—Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $6,196,621.

Contributions pour la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs $9,832,380—Coastal Transport Ltd Saint John N-B $259,000, Northern Cruiser Company Ltd St John's T-N $1,088,487, Northumberland Ferries Ltd Charlottetown Î-P-É $5,770,949, Puddister Trading Company Ltd St John's T-N $529,743, Traversier CTMA Ferry Cap-aux-Meules Qué $2,184,200.

Contribution à Atlantic Container Express Limited pour le maintien des services de transport par paquebot entre Montréal et St John's (Terre-Neuve) $3,747,804—ACE Atlantic Container Express Inc Montréal Qué $3,747,804.

Contribution à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, au Canadien Pacifique Limitée et à la Northern Alberta Railway Company pour payer les dépenses en capital en vue de la remise en état de l'embranchement ferroviaire des Prairies, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil $132,900,000—Compagnie des Chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué $62,900,000, Canadien Pacifique Ltée Toronto Ont $70,000,000.

Contribution à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada et au Canadien Pacifique Limitée conformément au paragraphe 73(2) de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest $29,335,702—Alberta Food Products Ltd Fort Saskatchewan Alb $746,332, Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué $7,613,490, Canadien Pacifique Ltée Montréal Qué $17,522,680, Canbra Foods Ltd Lethbridge Alb $210,187, CSP Foods Ltd Winnipeg Man $1,442,358, Narp Ltd Sexsmith Alb $779,911, United Oilseed Products Ltd Lloydminster Alb $1,020,744.

Paiement à la Commission canadienne du blé pour l'acquisition et la location à bail de wagons-trémies afin de transporter du grain dans l'Ouest canadien $16,142,236—Commission canadienne du Blé Winnipeg Man $16,142,236.

Contributions selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil pour l'achat de wagons-trémies pour le grain par la Commission canadienne du blé de la part de Sa Majesté, et pour leur fonctionnement et entretien selon les conventions conclues entre la Commission canadienne du blé et les compagnies de chemins de fer du Canada $114,669,967—Commission canadienne du Blé Winnipeg Man $114,669,967.

Contributions à certaines compagnies de camionnage touchées par la Loi sur le transport du grain de l'Ouest $175,363—Kelsey Trail Trucking Ltd Tilsdale Sask $74,960, Motrux Burnaby C-B $51,969.

Contribution au Conseil des grains du Canada pour la banque de données sur les grains Grainbase $90,000—Conseil des grains du Canada Winnipeg Man $90,000.

Contribution à la Commission du port de Lakehead visant à couvrir les frais de fonctionnement du groupe de travail sur les questions ferroviaires de Thunder Bay $17,027

Contribution pour l'entente auxiliaire Canada-Manitoba—Churchill pour Infrastructure $48,374

Commission canadienne des transports $742,753,104

Contribution à la Commission du port de Lakehead $17,027

Contributions en vertu de la Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemins de fer $5,765,813—Chemins de fer nationaux du Canada Edmonton Alb $492,260, Moncton N-B $277,542, Montréal Qué $465,775, Toronto Ont $817,612, Winnipeg Man $298,679, Canadien Pacifique Ltée Toronto Ont $1,893,776, Consolidated Rail Corp Philadelphia Pa É-U $118,805, Corp of the City of Port Colborne Port Colborne Ont $94,214, Corp of the City of Cambridge Cambridge Ont $225,166, County of Middlesex London Ont $55,632, La Ville d'Amos Amos Qué $57,797, Ministry of Transportation and Highways Victoria C-B $140,000, Ministry of Transportation and Communications Downsview Ont $217,813, Town of Cobourg Cobourg Ont $121,957.

Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces maritimes $14,531,776—Canada and Gulf Terminal Railway Mont-Joli Qué $154,899, Chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué $12,833,799, Canadien Pacifique Express Cie Ltée Toronto Ont $232,569, Canadien Pacifique Ltée Montréal Qué $939,771, Dominion Atlantic Railway Montréal Qué $291,948, Quebec Central Railway Montréal Qué $78,790.

Versements de subventions de fonctionnement aux transporteurs aériens régionaux $1,500,000—Eastern Provincial Airways Ltd Gander T-N $841,919, Québécair Saint-Laurent Qué $658,081.

Paiements à des compagnies de chemins de fer en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest $589,775,787—Chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué $322,626,981, Canadien Pacifique Ltée Montréal Qué $267,148,806.

Paiements à des compagnies de chemins de fer et de transport en vertu des provisions de la Loi sur les chemins de fer $74,734,213—

TRANSPORTS—*Fin*

Algoma Central Railway Sault-Ste-Marie Ont $3,081,491, Chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué $54,023,395, Canadien Pacifique Ltée Montréal Qué $17,629,327.

Paiements à des compagnies de chemins de fer maritimes et de camionnage en vertu des provisions de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique $56,428,488—Albany Cartage Co Ltd Havelock N-B $107,895, A & M Transport Ltd Havelock N-B $144,644, Robert A Archibald Trucking Ltd Amherst N-É $50,830, G M Armour & Son Ltd Moncton N-B $266,932, Atlantic Searoute Ltd Halifax N-É $327,585, Gerald Battest Trucking Ltd Pictou N-É $64,899, J W Baughan Ltd Sackville N-B $68,536, O Bélanger Transport Inc St-Côme Linière Qué $66,668, Bedford Transport Ltd Halifax N-É $145,845, Beothuck Transport Ltd Kensington Î-P-É $67,399, Big Wheels Transport & Leasing Ltd Kensington Î-P-É $425,854, Black's Harbour Transfer Ltd Black's Harbour N-B $65,792, L Bilodeau & Fils Ltée Bellechasse Qué $61,943, BMC Ltd Saint John N-B $177,352, Boone's Transport Ltd Woodstock N-B $53,624, David Brown United Ltd Waterville N-É $173,546, Jack Brown Ltd Halifax N-É $52,553, Brunswick Petroleum Transport Ltd Dartmouth N-É $292,270, Brunswick Transportation Ltd Campbellton N-B $73,166, Burgess Contracting Ltd Havelock N-B $87,442, Caldwell Transport Ltd Florenceville N-B $80,237, Canadian National Rail Montréal Qué $7,500,621, Canadian National Express Etobicoke Ont $193,006, Canadian Pacific Express & Transport Ltd Willowdale Ont $1,287,027, Canadian Pacific Rail Montréal Qué $685,983, Cape Breton Development Corporation Sydney N-É $2,842,618, Caron et Fils Transport Inc Montmagny Qué $89,539, Eloi Cauchon St-Ubald Qué $56,869, Cement Cartage Co Ltd Havelock N-B $207,993, Clarke Transport Canada Inc Mount Pearl T-N $53,200, Chabot et Desmarais Inc St-Agapit Qué $63,041, Coles' Transport Ltd Hawke's Bay T-N $72,088, Conrad's Transport Ltd Dartmouth N-É $71,527, Constructions F Morin Inc Pohen Egamook Qué $98,457, Les Industries Alex Couture Inc St-Romuald Qué $164,676, DMR Transport Ltd Saint John N-B $60,037, Day & Ross Ltd Hartland N-B $3,483,585, Les Déménagements Bellechasse Ancienne Lorette Qué $54,425, Desvraco Inc Dégélis Qué $264,172, Dominion Atlantic Rail Montréal Qué $151,529, Dow's Trucking Ltd Hartland N-B $89,821, Jean Claude Dumais Inc Luceville Qué $92,896, Léo Dussault Transport Ltée Donnacona Qué $81,962, Easson's Transport Ltd Berwick N-É $275,843, EDF Transport Ltd Antigonish N-É $81,028, Les Entreprises Yvon Lévesque Inc Mont-Joli Qué $78,263, Les Entreprises H Jalbert St-Pamphile Qué $60,211, Falls Transport Ltd Grand Falls N-B $258,107, C E Fisher Transport Ltd Brookfield N-É $55,739, Florist Transport Ltd Falmouth N-É $108,764, R G Freake Ltd Lewisporte T-N $61,940, Jules Fournier Inc Val Brillant Qué $51,315, Noel Godbout Transport Ltée St-Quentin N-B $51,549, Fernand Gosselin Inc St-Romuald Qué $347,595, Grand Falls Central Railway Co Ltd Grand Falls T-N $204,012, John R Gunn Motor Express Inc Mount Stewart Î-P-É $237,841, Boyd B Harding Ltd Plaster Rock N-B $63,176, Hawke Industries Ltd St Barbe South T-N $73,753, E B Hill & Son Ltd Truro N-É $54,491, Hillman's Transfer Sydney N-É $95,480, Higgins Trucking Ltd Chipman N-B $96,448, Household Movers & Shippers Ltd St John's T-N $213,969, A & F Hollett & Son Ltd Norris Arm South T-N $55,545, Interlait Inc St-Agapit Qué $70,917, Jardine Transport Ltd Fredericton N-B $150,256, Jeric Transport Ltd Fredericton N-B $138,848, Canada Steamship Lines Montréal Qué $99,566, Pole Star Transport Ltd Hantsport N-É $246,695, Jumbo Motor Express Ltd Etobicoke Ont $753,907, Harold H Knox Chipman N-B $55,806, Larivière & Fils de Beauce Inc St-Zacharie Qué $50,867, Ledrew's Express Ltd St John's T-N $95,225, Joseph Lefrançois Inc St-Léon-le-Grand Qué $160,891, Harold B Legge Port Williams N-É $145,310, Lundrigan Group Ltd Corner Brook T-N $158,287, Gary L MacDonald Nashwoak Bridge N-B $63,624, MacDonald's Excavating Ltd Pictou N-É $65,106, John E MacLean Enterprises Ltd Margaree Harbour N-É $92,905, J P MacInnis Trucking Ltd Whycocomagh N-É $97,475, Maritime Ontario Freight Lines Ltd Mississauga Ont $952,086, Maritime Warehousing & Transfer Co Ltd Dartmouth N-É $58,718, Matane Gaspésie Transport Inc Matane Qué $234,951, Hervé Matte & Fils Camionneurs Ltée Donnacona Qué $80,832, McAuley's Transfer Ltd Centreville N-B $232,750, McCulley & Son Ltd Truro N-É $61,641, W A McGibbon Trucking Ltd Anagance N-B $63,178, New Brunswick—Québec Transport Ltd Grandfalls N-B $71,143, Midland Transport Ltd Moncton N-B $2,108,487, Roy's Midway Ltd Saint John N-B $358,718, Moffatt Bros Moving & Storage Ltd Truro N-É $237,324, Mervin J Mutch Trucking Ltd Red Bank N-B $55,647, O'Donnell Trucking Ltd Millerton N-B $85,069, O'Neil's Trucking Ltd Florence N-É $103,055, Parent Lumber Ltd St-Quentin N-B $83,564, G T Peyton Trucking Co Ltd Botwood T-N $62,071, Pike's Ltd St John's T-N $174,185, Poirier Trucking Ltd Sussex N-B $79,393, Provincial Carriers Ltd Mount Pearl T-N $55,063, R & G Milk Trucking Co Ltd Sussex N-B $633,934, Refrigerated Carryall Ltd Moncton N-B $277,102, Restigouche Transport Ltd Campbellton N-B $289,669, Vaughan Ross Boiestown N-B $88,392, RST Industries Ltd Saint John N-B $93,042, S & G Transport Ltd Fredericton N-B $128,734, S & M Trucking Sydney River N-É $118,267, Shediac Dairy Ltd Shediac N-B $54,956, Southwest Trucking Ltd Stephenville T-N $50,818, Summers Transport Ltd St John's T-N $117,549, Sunbury Transport Ltd Fredericton N-B $288,046, Syndicat des Producteurs de lait de Québec (UPA) Duberger Qué $193,118, Thompson's Transfer Co Ltd Middleton N-É $359,970, Transbois (Canada) Ltée St-Pamphile Qué $231,243, Transport ADS Inc St-Henri-de-Lévis Qué $125,586, Transport Alimentaire du Bas St-Laurent Inc Matane Qué $195,639, Transport Amical Amqui Qué $81,067, Transport Bruno Boulianne Ltée Beauce Qué $68,524, Transport E J Bourque Ltée Mont-Joli Qué $122,392, Les Transports Julien Bujold Inc St-Anaclet Qué $121,988, Transport Cabano Inc Rivière-du-Loup Qué $55,706, Transport Chabot & Tanguay Inc Ste-Justine Qué $111,180, Transport D'Anjou Inc Rivière-du-Loup Qué $1,140,109, Transport D'Allaire Ltée Montmagny Qué $85,261, Transport Dionne Ltée Mont-Joli Qué $62,916, Les Transports Fraser-Ville Inc Rivière-du-Loup Qué $148,739, Transport Guerette Inc Dégélis Qué $98,854, Transport Félix Huard & Fils Ltée Luceville Qué $148,470, Transport LFL Inc Beauce Qué $59,371, Transport Lac-des-Aigles Ltée Lac-des-Aigles Qué $77,003, Transport PA Lessard Inc Beauce Qué $122,231, Transport Luvrac Inc Luceville Qué $71,905, Transport de la Matapédia Inc Causapscal Qué $66,368, Transport Morneau Inc St-Arsène Qué $114,059, Transport Gérald Pelletier Ltée Isle Verte Qué $134,172, Transport Regis Harrisson Inc Ste-Félicité Qué $80,523, Transport Route Canada Inc Truro N-É $256,303, Transports Route Québec Inc Ancienne Lorette Qué $86,251, Transport Samson Inc Verdun Qué $179,328, Transport Jean Soucy Inc St-Alex André Qué $78,090, Transports Speribel Inc Ancienne Lorette Qué $2,193,179, Transport Théberge Ltée Rimouski Qué $197,661, Transport Y Thébarge Inc Rimouski Qué $50,763, Translait Inc Ste-Claire Qué $201,237, Westfield Transport Ltd Truro N-É $50,070.

CONSEIL DU TRÉSOR $562,719

Secrétariat $562,719

PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE $148,000

Institut de l'administration publique du Canada $145,000

Institut fédéral de la gestion $3,000

CONSEIL DU TRÉSOR—*Fin*

PROGRAMME DE CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR AUX RÉGIMES D'ASSURANCE $414,719

Paiements en vertu des lois antérieures sur la pension et la retraite $8,135

Loi sur la mise au point des pensions du service public $406,584

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS $1,161,125,398

PROGRAMME DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS $490,557,418

Armée de campagne du Nord-Ouest $8,877

Guerre sud-africaine $31,456

Première Guerre mondiale $12,803,785

Seconde Guerre mondiale et opération militaire de Corée $429,063,408

Service durant les deux guerres mondiales $555,225

Allocations de guerre pour les civils $22,317,764

Assistance accordée en conformité avec les dispositions de Règlement sur le Fonds de secours $2,024,676

Subvention au Fonds de bienfaisance de l'Armée $18,000

Subvention à la Légion royale canadienne $9,000

Enfants des morts de la guerre (aide à l'éducation) $794,564

Formation universitaire et professionnelle $42,142

Aide aux anciens combattants canadiens—District d'outre-mer $46,729

Société dite Last Post Fund $1,502,949

Association canadienne des anciens combattants au Royaume-Uni $1,000

Mesures spéciales d'aide au logement pour les anciens combattants $10,365

Paiements en vertu de la Loi sur les indemnités de service de guerre, remboursement, en vertu de l'article 15, de redressements de compensation effectués en conformité avec la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants $35,348

Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays $30,365

Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants $706,522

Commission de sépulture de guerre du Commonwealth $2,047,308

Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée $23,868

Allocations de traitements et prestations connexes $2,996,879

Subventions à diverses provinces relativement à la prestation de services de prothèse aux anciens combattants $203,566

Contributions à diverses provinces conformément aux accords relatifs au transfert des hôpitaux du ministère $9,385,984

Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS) $5,857

Contributions accordées aux anciens combattants âgés, afin de les aider à défrayer les coûts des soins médicaux non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux $5,871,781

Subvention à l'Association des Nations Unies pour les alliés de la guerre de Corée $20,000

PROGRAMME DES PENSIONS $670,567,980

Décret sur le paiement d'indemnités dans le cas d'accidents d'aviation $377,598

Première Guerre mondiale $84,152,135

Seconde Guerre mondiale $542,472,390

Civils, Seconde Guerre mondiale $2,042,034

Défense—Service en temps de paix $26,393,442

Opération militaire de Corée $13,796,017

Indemnités spéciales—Terre-Neuve $17,388

Allocations d'inhumation $1,201,190

Récompenses pour bravoure $27,650

Indemnisation pour perte de salaire $88,136

---

(1) Le 17 septembre 1984, le Service canadien des forêts, auparavant sous les programmes d'administration et des services de l'environnement du ministère de l'Environnement, a été transféré aux programmes d'administration et au service canadien des forêts du ministère de l'Agriculture. Les dépenses de l'exercice en cours, reliées au Service canadien des forêts sont donc rapportées, pour la période applicable, sous les deux ministères.

SECTION 36

COMPTES PUBLICS
1984-85

États divers par ministère

SOMMAIRE

	Page
Commissions	36.2
Dépenses budgétaires par affectation	36.21
Indemnités de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires	36.52
Dépenses pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales (Affaires extérieures)	36.54
Frais de voyage pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales (Affaires extérieures)	36.54
Répartition des dépenses de fonctionnement et de capital pour 1984-85 (Affaires extérieures)	36.56
État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1984-85 (Parlement)	36.58
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres (Parlement)	36.63
Traitements et indemnités aux Ministres d'État (Conseil privé)	36.65
État des dépenses par établissement (Solliciteur général)	36.66
Détails des sommes virées à d'autres ministères pour ajouter à d'autres crédits (Conseil du Trésor)	36.68

Commissions

Renseignements généraux par commission

L'état suivant a pour but de présenter des renseignements généraux pour toutes les commissions faisant partie du gouvernement du Canada à titre d'entité comptable, ainsi que pour toutes les commissions financées au moins à 50% par le gouvernement du Canada. Les montants en *italique* représentent les estimés des dépenses de l'exercice en cours et les montants en caractères romains représentent les dépenses de l'exercice en cours.

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
COMMUNICATIONS					
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	*150,000* 135,016	*200,000* 180,940	*19,517,667* 19,017,983	*6,047,747* 5,917,144	*25,915,414* 25,251,083

Le Conseil a été institué en vertu de la partie I de la Loi sur le Conseil de radio-télévision canadienne, chap 49, 1975. Il est constitué d'au plus neuf membres à temps plein et de dix membres à temps partiel assignés par le gouverneur en conseil. Son mandat est d'encourager le développement et l'implantation de la radiodiffusion nationale et des politiques de télécommunications en relation avec la régularisation et la supervision de la radiodiffusion canadienne et des systèmes de télécommunications. Le Conseil est permanent.

	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
Office national du film	*9,000* 8,625	*5,500* 4,823	*10,500* 9,063	*30,000* 30,106	*55,000* 52,617

Le Conseil d'administration a été établi en vertu de la partie IV de la Loi sur l'Office national du film, 1950, constitué d'un président et de huit autres membres assignés par le gouverneur en conseil. Le Conseil est permanent.

	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
Musées nationaux du Canada					
Conseil d'administration	*140,000* 137,494	*5,000* 4,807			*145,000* 142,301

Le Conseil d'administration a été établi en vertu de la section 3 de la Loi sur les Musées nationaux de 1967-68, c. 21, s. 1. Son mandat est d'établir des politiques générales, l'approbation d'acquisitions pour la collection nationale et autres activités couverts par la Loi sur les Musées nationaux.

	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
CONSOMMATION ET CORPORATIONS					
Commission du système métrique(3)	33,350	24,817	2,419,523	7,874,302	10,351,992

La Commission a été instituée en vertu de l'Ordre du Conseil CP 1971–1146 daté du 10 juin 1971 afin de conseiller le Ministre sur les projets de conversion au système métrique. La Commission est abolie depuis le 31 mars 1985. Cependant, afin

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
d'assurer la coordination continue du programme de conversion au système métrique, la création d'un bureau pour le système métrique à l'intérieur du ministère a été établi.					
Commission sur les pratiques restrictives du commerce[3]	257,955	4,379	602,668	533,329	1,398,331
La Commission a été établie par une Loi, afin de modifier la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et le Code criminel du 4 juillet 1952. L'objectif de la Commission est de maintenir la concurrence libre dans l'économie du marché, éliminer certaines pratiques visant à limiter le commerce et protéger le consommateur contre la publicité fausse et trompeuse. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
EMPLOI ET IMMIGRATION					
Commission d'enquête en matière d'emploi	*38,000* 37,440	*9,000* 7,677	*67,386* 67,386	*305,061* 295,910	*419,447* 408,413
La Commission a été établie en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes par l'Ordre du Conseil CP 1983-1924 du 24 juin 1983. Son mandat est d'enquêter sur le moyen le plus efficace et équitable de promouvoir l'emploi, d'éliminer la discrimination systémique et d'encourager la compétition pour les emplois sur une base égale. La Commission sera dissoute au cours de 1985.					
Commission d'appel de l'immigration	*1,145,000* 1,076,720	*267,000* 200,363	*2,085,000* 1,932,734	*33,000* 85,444	*3,530,000* 3,295,261
La Commission d'appel de l'immigration est un corps juridique indépendant établie par la Loi sur la Commission d'appel de l'immigration, proclamé le 13 novembre 1967. Cette Loi fut annulée le 10 avril 1978 quand la Loi d'immigration 1976 entra en vigueur. La Commission continue à gérer sous cette Loi et y dérive sa juridiction. L'objectif de la Commission est de mettre à la disposition des personnes qui se sont vues refuser l'entrée ou qui ont reçu l'ordre de quitter le Canada, ou à la famille de citoyens Canadiens à qui la demande d'entrer au pays fut rejetée par les autorités d'Emploi et Immigration Canada, un organisme indépendant auprès duquel lesdites personnes peuvent en appeler de telles décisions, en invoquant des motifs juridiques et équitables. En plus, la Commission a le pouvoir de considérer toutes les demandes de réexamen des revendications du statut de réfugié qui ont été refusées par le Ministre de l'Emploi et de l'Immigration.					
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES					
Commission de contrôle de l'énergie atomique[3]	88,591	18,941		5,678	113,210

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
La Commission a été instituée en vertu de la partie III de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique, A-19, 1946. Son mandat est de contrôler l'énergie atomique dans l'intérêt de la santé et de la sécurité nationale.					
Office national de l'énergie	*1,014,400*(2) 887,168(2)	*115,000* 110,081	*17,291,600*(2) 16,482,665(2)	*4,460, 000* 3,820,065	*22,881,000* 21,299,979
L'Office national de l'énergie a été établi selon la partie I de la Loi sur l'Office national de l'énergie, c. N-6, 1974. Ses objectifs sont: a) s'assurer que les meilleurs intérêts du Canada sont exploités dans la construction et l'opération des huiles, pipelines et lignes de pouvoir sujets à la juridiction fédérale, l'exportation et l'importation de la gazoline, l'exportation du pouvoir électrique et dans l'exportation et l'importation de l'huile; b) s'assurer également de la construction et de l'opération sécuritaire des lignes de pouvoir et des pipelines sujets à la juridiction fédérale; c) gérer le contrôle, la supervision, la conservation, l'utilité, le marketing et le développement de l'énergie et des sources énergétiques.					
ENVIRONNEMENT					
Conseil consultatif canadien de l'environnement	40,159	34,559		121,702	*234,600*(1) 196,420
Le Conseil consultatif canadien de l'environnement a été établi en 1972 dans le but de promouvoir entente et communication des divers groupes d'intérêts de la société ainsi que ces dits groupes et le Ministre de l'Environnement. Le sens pratique de cette formation fut conçue par le Conseil pour le Ministre de l'Environnement afin d'appliquer les conseils et avis en ce qui a trait à l'environnement. Le terme de vie du Conseil est normalement de trois ans mais peu cependant se terminer prématurément selon les partis concernés. Le terme peut également être renouvelé ou prolongé.					
Commission des lieux et des monuments historiques du Canada	*17,500* 17,450	*37,000* 36,602	*66,307* 63,666	*74,200* 61,206	*195,007* 178,924
La Commission a été instituée en vertu de la section 6 de la Loi sur les lieux et monuments historiques de l'Ordre du Conseil CP 1969-2/1876 du 1er octobre 1969. La Commission des lieux et des monuments historiques du Canada est une commission statutaire nommée par le gouverneur en conseil afin d'aviser le Ministre de l'Environnement sur la commémoration de notre histoire nationale. Terme indéterminé.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
PÊCHES ET OCÉANS					
Commission internationale des pêches du saumon du Pacifique	*500*	*20,000*			*20,500*
	300	19,584			19,884

La Commission a été instituée en vertu de la Loi de convention des pêches du saumon du Pacifique de 1957, c. 11, s. 1 amendée et consolidée dans les SRC 1970 CF-19 s. 1. Son mandat est d'étudier le saumon rose et le saumon rouge, de régulariser la pêcherie et de répartir les prises entre les pêcheurs de deux partis opposés localisés dans le même milieu de convention. La Commission a une durée de vie indéterminée.

	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
Organisation des pêches du Nord-Ouest de l'Atlantique	*1,500*	*1,200*			*2,700*
	1,200	1,134			2,334

La Commission a été instituée en vertu d'une Convention adhérant au Canada devenue effective le 1er janvier 1979 et de régularisations faites en vertu de la Loi sur les pêcheries. Son mandat est de promouvoir la conservation et l'utilisation maximale des ressources de la pêche dans le Nord-Ouest de l'Atlantique; d'encourager la coopération internationale et la consultation en respect de ces ressources. La Commission a une durée de vie indéterminée.

	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
Société de la caisse de retraite des Commissions internationales des pêcheries		*3,500*			*3,500*
		3,484			3,484

La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur les Corporations du Canada de 1964-65, c. 52, s. 2 et de lettres patentes (152950) provenant du Secrétariat d'État en juillet 1957. Son mandat est d'administrer les pensions et autres politiques de bénéfices pour les employés et leurs dépendants des Commissions internationales des pêcheries établies et soutenues par le Canada et les États-Unis. La Commission a une durée de vie indéterminée.

	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
Commission internationale des pêches des Grands Lacs	*3,500*	*5,000*			*8,500*
	2,725	5,284			8,009

La Commission a été instituée en 1955 en vertu de la Loi de convention des pêches des Grands Lacs de 1955, c. 34, s. 1 amendée et consolidée dans les SRC 1970, c. F-15. Son mandat est de diriger les investigations de la pêche dans les Grands Lacs, d'installer des panneaux lumineux dans les zones appropriées pour le contrôle de la lamproie. La Commission est composée de sections canadiennes et américaines, chacune composée de quatre commissaires assignés par leur gouvernement respectif. La Commission a une durée de vie indéterminée.

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Commission internationale des pêches du Pacifique Nord					
La Commission a été instituée en vertu d'une Convention internationale pour les pêches en haute mer dans le nord de l'Océan Pacifique. Loi de convention sur les pêches du Pacifique Nord, 1952-53, c. 44, s. 1 maintenant SRC 1970 c. F-16. Son mandat est de mener à bien les provisions de la Commission internationale des pêches en haute mer dans le Pacifique Nord; vérifier les intérêts des pêcheries afin qu'ils soient maintenus à un niveau maximum de productivité; promouvoir et coordonner les études scientifiques essentielles à la conservation des mesures requises et de recommander ces mesures aux partis concernés. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Commission internationale du flétan du Pacifique					
La Commission a été instituée en vertu de la Loi de convention sur les pêches du flétan du Pacifique Nord de 1952-53, c. 43, s. 1 amendée et consolidée dans les SRC 1970, c. F-17. Son mandat est de diriger les investigations scientifiques et de faire des recommandations aux gouvernements sur les mesures requises pour l'aménagement des ressources du flétan dans le nord de l'Océan Pacifique. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Organisme de conservation du saumon de l'Atlantique Nord	*4,500* 4,675	*13,000* 12,459			*17,500* 17,134
La Commission a été instituée en vertu d'une convention sur la conservation du saumon dans le nord-ouest de l'Océan Atlantique, le 1er octobre 1983, ratifié par le décret CP 1983-2893. Son mandat est de promouvoir la conservation, la restauration, l'accroissement et l'aménagement rationnel d'approvisionnements de saumons dans le nord de l'Océan Atlantique en vertu de la coopération internationale. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Commission du phoque à fourrure du Pacifique		*12,000* 10,996			*12,000* 10,996
La Commission a été instituée en vertu d'une Convention sur la conservation du phoque à fourrure du Nord en 1957 d'après la Loi de convention sur le phoque à fourrure du Pacifique de 1957, c. 31, s. 1 amendée et consolidée dans les SRC 1970, c. F-33. Son mandat est de s'assurer que les populations de phoques à fourrure se maintiennent à un certain niveau en prévision de la récolte (chasse) annuelle en respectant leur relation envers la productivité de d'autres ressources maritimes vivaces et de coordonner les investigations scientifiques afin de maintenir la réalisation de cet objectif. La Commission a une durée de vie indéterminée.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Commission internationale sur la conservation du thon de l'Atlantique		*2,642* 2,642			*2,642* 2,642

La Commission a été instituée en vertu d'une Convention en 1968, Loi sur les pêcheries, ss. 34, 69 et une Convention adhérant au Canada devenue effective en 1968. Son mandat est de faire l'étude des populations de thon en espèces dans l'Océan Atlantique et les océans adjacents et de faire des recommandations aux partis concernés de mesures entreprises afin de maintenir la population de ces pêcheries à un niveau optimum de bonne prise. Le présent Conseil est formé de membres provenant du Canada, de la France, de la Côte d'Ivoire, du Japon, du Maroc, du Portugal, de l'Espagne et des États-Unis. Chacun des partis concernés est représenté de ces commissaires sans plus. La Commission a une durée de vie indéterminée.

	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
Office des prix des produits de la pêche	*55,000* 51,300	*11,000* 9,987	*90,000* 84,720	*9,000* 7,503	*165,000* 153,510

La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur l'Office des prix des produits de la pêche SRC 1970, c. F-23. Son mandat est de prescrire en temps voulu avec approbation du gouverneur en conseil les taux des produits de la pêche tel que demandé par la Commission, de faire l'achat directement ou indirectement de poissons ou de produits de la pêche; et de débourser de façon directe ou indirecte la différence entre le prix du marché et celui de la Commission aux producteurs. La Commission a une durée de vie indéterminée.

Conseil international de l'exploration de la mer

La Commission a été instituée en vertu du décret CP 2967-1696. Son mandat est d'encourager et de coordonner les études en milieu marin et en particulier sur les ressources de vie de la mer dans l'Atlantique Nord. Le Conseil n'a pas de fonctions régulatrices mais il peut émettre ses avis scientifiques aux demandes qui lui parvient de membres du gouvernement, de groupes ou de commissions internationales. La Commission a une durée de vie indéterminée.

Commission de la chasse au phoque Canada-Norvège

La Commission a été instituée selon l'article 3 d'un traité entre le Gouvernement du Canada et celui de la Norvège sur la chasse au phoque et la conservation des approvisionnements dans le nord-ouest de l'Océan Atlantique, signé à Ottawa le 15 juillet 1971 et entrée en vigueur le 22 décembre 1971. La Commission a été établie afin d'administrer l'entente et de soumettre des propositions aux partis concernés, sur la chasse au phoque, la conservation des approvisionnements, les quotas natio-

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
naux, les dates d'ouverture et de fermeture, les méthodes humaines de chasse, l'inspecteur et les procédures de contrôle. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Commission royale sur les phoques et les industries de la chasse au phoque	*110,000* 109,196	*30,000* 25,265	*135,000* 132,878	*685,000* 501,696	*960,000* 769,035
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes afin de faire l'investigation et des recommandations sur tous les aspects des ressources de gestion du phoque et de la chasse au phoque au Canada et spécialement sur l'économie viable de l'industrie de la fourrure. Le rapport final sera remis au gouverneur en conseil au plus tard le trentième jour de septembre 1985 accomplissant ainsi le mandat de la Commission.					
Conseil consultatif de recherches sur les pêcheries et les océans	*215,000* 213,234	*150,000* 149,871		*40,000* 31,598	*405,000* 394,703
Le Conseil a été institué en vertu de la Loi sur le Conseil consultatif de recherches sur les pêcheries et les océans. Son mandat est d'aviser le Ministre sur les cas s'y référant tels: aux recherches sur les pêcheries et aux sciences de la mer, y compris les progrès technologiques faits dans ces domaines; à la portée et au caractère des politiques scientifiques et des programmes du ministère des Pêches et des Océans relatifs aux pouvoirs et fonctions de ce ministère ainsi que des politiques scientifiques et des obligations internationales du gouvernement du Canada; et à la coordination des programmes de recherches et de développement dans les domaines des recherches sur les pêcheries et des sciences de la mer. Le Conseil est permanent.					
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN					
Commission sur les Indiens de l'Ontario		*21,370* 350	*135,698* 117,168	*61,427* 73,181	*218,495* 190,699
Établie par l'union fédérale-provinciale de l'Ordre du Conseil (et résolution de tous les Chefs de l'Ontario) en 1978, Ordre du Conseil fédéral en cours CP 1983-3069 du 30 septembre 1983 au 30 septembre 1985. Son mandat est d'assister les gouvernements fédéraux et provinciaux et les représentants de la communauté indienne afin de résoudre les dérivés de la vie commune concernant les ententes entre les trois partis, les services sociaux offerts aux Indiens, etc. Fondé conjointement par le fédéral et le provincial.					
Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest	*75,000* 67,519	*50,000* 40,545			*125,000* 108,064

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
L'Office a été institué en vertu de la section 7 de la Loi sur les eaux intérieures du Nord, 1969-70 et consiste en non moins de trois et pas plus de neuf membres désignés par le Ministre. Le contracteur nommé par le Ministre des Affaires indiennes, accepte de donner des services professionnels en tant que membre de l'Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest et de contrôler la régularisation des eaux des Territoires du Nord-Ouest. L'Office sera en fonction tant que la Loi sur les eaux intérieures du Nord sera en vigueur.					
Office des eaux du Territoire du Yukon	*65,000* 51,315	*10,000* 4,412		*12,000* 9,812	*87,000* 65,539
L'Office a été institué en vertu de la section 8 de la Loi sur les eaux intérieures du Nord de 1970. Le contracteur nommé par le Ministre des Affaires indiennes, accepte de donner des services professionnels en tant que membre de l'Office des eaux du Territoire du Yukon et de contrôler la régularisation des eaux du Territoire du Yukon. L'Office sera en fonction tant que la Loi sur les eaux intérieures du Nord sera en vigueur.					
JUSTICE					
Commission canadienne sur la détermination de la peine	*93,200* 82,566	*58,925* 55,641	*184,500* 94,131	*305,875* 242,798	*642,500* 475,136
La Commission canadienne sur la détermination de la peine a été établie le 10 mai 1984 en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes du Canada. La Commission a pour mandat d'examiner les aspects suivants de la détermination de la peine, soient les peines maximales et les peines minimales obligatoires prescrites par le Code criminel et les lois connexes; les différentes méthodes d'aborder l'élaboration des lignes directrices en matière de détermination de la peine compte tenu du contexte canadien; le rapport qui devrait exister entre ces lignes directrices et le pouvoir discrétionnaire des instances de la poursuite, les négociations portant sur les chefs d'accusation et les plaidoyers de même que la libération conditionnelle et la réduction de peine prévue par la loi et enfin les systèmes d'information nécessaires à l'application et la mise à jour des lignes directrices. La Commission doit présenter son rapport en mai 1986.					
Commission canadienne des droits de la personne	*243,000* 239,951	*50,000* 45,308			*293,000* 285,259
La Commission a été instituée en vertu de la Loi canadienne des droits de la personne. Son mandat est de recevoir et d'enquêter toutes plaintes de discrimination, d'obtenir une résolution ou une réclamation là où il y a discrimination et de					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres: Salaires	Membres: Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
réduire les pratiques et politiques discriminatoires au moyen de programmes d'information, d'éducation du public et de recherches. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Commission de réforme du droit du Canada	*320,000* 306,842	*80,000* 73,133	*1,150,000* 1,018,304	*3,463,000* 3,614,863	*5,013,000* 5,013,142
La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur la Commission de réforme du droit du Canada. Son mandat est de faire l'étude et la révision des lois du Canada dans le but d'émettre des recommandations afin de les améliorer, de les moderniser et de les rectifier. La Commission est permanente.					
TRAVAIL					
Office d'aide à l'adaptation des travailleurs	*17,000* 35,107	*24,000* 13,465	*244,000* 248,683	*75,000* 107,213	*360,000* 404,468
L'Office a été institué en vertu de la Loi sur les prestations d'adaptation aux travailleurs. Son mandat est de déterminer si les particuliers sont éligibles à l'application de l'Emploi et Immigration du Canada pour les prestations en vertu de la Loi. Terme: aucune date véritable n'a été déterminée pour l'Office. Quoi qu'il en soit, la date finale pour les applications désignées sous la Loi est le 17 août 1986.					
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL					
Conseil consultatif national du troisième âge[3]	33,525	48,500	177,783	262,724	522,532
Le Conseil a été institué en vertu de l'Ordre du Conseil CP 1980-1195 du 1er mai 1980 en temps que corps consultatif des citoyens au Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Son mandat est de conseiller le ministre sur les questions relatives à la qualité de vie du troisième âge. Le Conseil a une durée de vie indéterminée.					
Conseil national du bien-être social[3]	22,830	46,647	141,493	151,782	362,752
Le Conseil a été institué en vertu de la Loi sur l'organisation du gouvernement de 1969 en temps que corps consultatif des citoyens au Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Son mandat est de conseiller le ministre sur les questions relatives aux politiques de bien-être social. Le Conseil a une durée de vie indéterminée.					
Comité consultatif du régime de pensions du Canada[3]	10,537	20,942		4,065	35,544

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Le Comité a été institué en vertu de la partie III, section 117, de la Loi sur le Régime de pensions du Canada (Ordre du Conseil CP 1965-799 du 5 mai 1965). Son mandat est de reviser le fonctionnement de la Loi sur le Régime de pensions du Canada, la condition du Fonds d'investissement du Régime de pensions du Canada et la suffisance de la couverture et des avantages du régime. Le Comité a une durée de vie indéterminée.					
CONSEIL PRIVÉ					
Commission royale d'enquête sur le désastre maritime «Ocean Ranger»	193,975	48,592	905,185	1,529,248	*3,070,000*(1) 2,677,000
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes faisant suite au décret CP 1982-819 du 17 mars 1982.					
Commission royale d'enquête sur l'unité économique canadienne et les perspectives de développement	720,839	251,419	3,614,019	5,239,920	*9,840,000*(1) 9,826,197
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes faisant suite au décret CP 1982-3581 de novembre 1982.					
Commission d'enquête sur les pratiques de commercialisation de la pomme de terre dans l'Est du Canada		10,703	87,852	162,817	*209,000*(1) 261,372
La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur les enquêtes faisant suite au décret CP 1984-1844 du 31 mai 1984.					
Commission chargée d'étudier les traitements des députés et des sénateurs	54,775	23,377	34,673	25,233	*191,350*(1) 138,058
La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes faisant suite au décret CP 1984-3417 du 25 octobre 1984.					
Commission d'enquête sur les criminels de guerre (3)		2,556	1,723	84,597	88,876
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes faisant suite au décret CP 1985-348 du 7 février 1985.					
Directeur général des élections					
Commissions sur les limites électorales			*263,926* 263,926	*23,945* 23,945	*287,871* 287,871
Les Commissions en vertu de la Loi sur le réajustement des limites électorales ont été instituées suite au décret CP 1982-1536 du 20 mai 1982. Les frais					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
pour les membres et autres membres du personnel ont été institués suite au décret CP 1982-837 du 18 mars 1982 et suite au procès-verbal nº 782567 du Conseil du Trésor du 19 avril 1982. Onze commissions ont été nommées et un président et deux membres ont été attitrés pour chaque commission.					
Conseil économique du Canada			*5,404,000*	*2,241,000*	*7,645,000*
		63,880	5,212,612	2,171,503	7,447,995
Le Conseil a été institué en 1963 par la Loi sur le Conseil économique du Canada en plus d'être une société de la Couronne en vertu de l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. L'objectif du Conseil est d'aviser et de recommander au Premier Ministre par quel moyen le Canada peut parvenir au plus haut niveau possible dans le domaine de l'emploi et de la production par lesquels le pays pourrait jouir d'un niveau économique élevé et compatible pour que les Canadiens puissent vivre une hausse de qualité de vie appréciable.					
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	*1,247,000*	*182,000*	*6,118,000*	*1,599,000*	*9,146,000*
	759,155	86,872	6,081,486	1,323,346	8,250,859
La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique 1966-67. Son mandat est de fixer les cadres à l'intérieur desquels doivent s'exercer les divers droits et être assumées les diverses responsabilités des participants de la négociation collective dans la Fonction publique, et procurer à ces participants des renseignements sur les taux de rémunération et autres conditions d'emploi au Canada.					
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE					
Conseil canadien du renouement industriel		*17,000*		*8,000*	*25,000*
		14,617		7,266	21,883
Le Conseil a été institué en vertu de la section 7 du ministère de l'Industrie et du Commerce (maintenant Expansion industrielle régionale) et de la note de la Loi portant affectation de crédit nº 1, 1980-81. Son mandat est de promouvoir la revitalisation des industries du textile, du vêtement et des chaussures. Le Conseil sera dissous le 31 mars 1986.					
Conseil national de l'esthétique industrielle		*2,500*		*100*	*2,600*
		2,473		63	2,536
Le Conseil a été institué en vertu de la Loi sur le Conseil national de l'esthétique industrielle 1960-61, c. 24, s. 1. Son mandat est de promouvoir et d'activer les améliorations dans les produits des industries canadiennes. Le Conseil poursuivra ses fonctions jusqu'au moment où la Loi sera abrogée.					
Conseil des textiles et du vêtement	*27,000*	*28,000*		*2,000*	*57,000*
	26,100	27,593		1,556	55,249

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres — Salaires	Membres — Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Le Conseil a été institué en vertu de la Loi du Parlement n° 19-20 Elizabeth II chapitre 39. Son mandat est d'enquêter sur les plaintes de l'industrie en rapport à l'importation. Le Conseil poursuivra ses fonctions indéfiniment.					
SCIENCES ET TECHNOLOGIE					
Conseil des sciences du Canada	*173,558* 107,147	*140,000* 114,435		*5,000* 2,000	*318,558* 223,582
Le Conseil des sciences du Canada a été institué en vertu de la Loi sur le Conseil des sciences du Canada, 1966-67, c. 19, s. 1. Son mandat est d'évaluer les exigences scientifiques et technologiques du Canada, de stimuler l'intérêt du public sur ces exigences et l'interdépendance de certains groupes de la société sur le développement et l'utilisation de la science et de la technologie et recommander au gouvernement la meilleure utilisation possible de la science et de la technologie. Le Conseil des sciences du Canada est permanent.					
SOLLICITEUR GÉNÉRAL					
Commission nationale des libérations conditionnelles[3]	2,300,088	461,566			2,761,654
La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus. Son mandat est d'accorder et de contrôler la libération conditionnelle de personnes subissant une sentence d'emprisonnement et d'émettre des recommandations pour les gratitudes et l'exercice de la prérogative royale de clémence. La Commission est permanente.					
TRANSPORTS					
Bureau canadien de la sécurité aérienne	*250,000* 206,063	*50,000* 40,805	*85,000* 75,734	*85,000* 75,406	*470,000* 398,008
Le Conseil a été institué en vertu de la Loi canadienne sur la sécurité aérienne. Son mandat est de faire progresser la sécurité aérienne en: i) identifiant les déficiences sécuritaires ainsi évitées par les incidents aériens; ii) menant des enquêtes indépendantes et, si nécessaire, des enquêtes publiques sur les incidents aériens pour en savoir plus long sur la découverte des facteurs et des causes; et iii) rendant compte publiquement sur ses investigations et enquêtes et faisant des recommandations pour éliminer ou réduire les déficiences.					
Commission canadienne des transports					*788,379,020*[1] 786,398,090[1]
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur le transport national, 1966-67, c. 69, s. 2, constituée d'au plus dix-sept membres assignés par le gouverneur en conseil.					
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS					
Bureau de services juridiques des pensions	*65,000* 50,638	1,220	*3,782,000* 3,723,117	*814,000* 205,415	*4,661,000* 4,580,[illegible]90

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Fin*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Le Bureau a été institué en vertu de la Loi sur les pensions. Son mandat est de fournir un service de consultation aux requérants et retraités avec le respect qui leur est dû concernant la Loi ou tout autre loi octroyant l'attribution d'allocations; d'assister les requérants dans la préparation de leurs demandes et de prendre les dispositions nécessaires pour que les requérants et retraités soient représentés par le service juridique des pensions lors d'auditions de témoignages tenues par la Loi. Le Bureau a une durée de vie indéterminée.					
Commission canadienne des pensions	*1,350,000* 1,280,261	*320,500* 328,293	*10,462,000* 9,898,749	*6,062,012* 5,622,143	*18,194,512* 17,129,446
La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur les pensions. Son mandat est d'étudier les demandes d'indemnisation lors de décès ou d'invalidité survenu au cours du service militaire et autre service. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Conseil de révision des pensions	*423,164* 434,160	*13,708* 33,186	*418,836* 340,742	*297,120* 167,275	*1,152,828* 975,363
Le Conseil de révision des pensions a été institué en vertu de la Loi sur les pensions. Le Conseil détient la juridiction finale en vertu de la Loi sur les pensions et son mandat englobe les jugements en appel contre les critères d'admissibilité ou les Conseils d'évaluation de la Commission canadienne des pensions en ce qui a trait à l'interprétation de la Loi sur les pensions et les statuts s'y référant. Le Conseil a une durée de vie indéterminée.					
Commission des allocations aux anciens combattants	*443,587* 389,558	*10,000* 5,056	*874,413* 805,422	*365,000* 349,634	*1,693,000* 1,549,670
Le cadre statutaire dans lequel la Commission puise ses fonctions provient de la Loi sur les allocations aux anciens combattants, les règlements concernant les allocations aux anciens combattants, la partie XI de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils. Ces lois et règlements décrivent les termes et conditions d'éligibilité aux bénéfices selon la loi. L'objectif du programme est de s'assurer que les anciens combattants et leurs dépendants perçoivent à juste titre leurs droits en vertu de la Loi sur les allocations aux anciens combattants et la partie XI de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils. Terme: la Commission des allocations aux anciens combattants est un organisme indéterminé institué en vertu de la Loi en 1936.					

* Pour des détails concernant les dépenses de l'exercice en cours, voir l'état intitulé— «Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance».
(1) Répartition non disponible.
(2) N'inclut pas de crédit statutaire.
(3) Montants estimés non disponibles.

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance

L'état suivant présente des renseignements détaillés pour chaque membre de commissions. Le statut par membre et l'autorité fixant le taux de déplacement et de subsistance sont codés comme suit:

Statut	Code
Membre à temps plein faisant partie de la Fonction publique	1
Membre à temps plein ne faisant pas partie de la Fonction publique	2
Membre à temps partiel faisant partie de la Fonction publique	3
Membre à temps partiel ne faisant pas partie de la Fonction publique	4

Autorité fixant le taux	Code
Gouverneur en conseil	A
Statut(s) de la Commission	B
Règlement(s) interne(s) de la Commission	C

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1984-85
			$	$
COMMUNICATIONS				
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
Baker R J	4	C	125/jour	7,184
Barrie M E	4	C	125/jour	9,623
Bureau A (Président)	1		dépenses encourues	12,158
Coupal M	1	C	125/jour	2,276
de la Chevrotière J	4	C	125/jour	8,517
DeStefano R	4	C	125/jour	16,897
Gervais M	4	C	125/jour	5,682
Gower R	1	C	125/jour	10,485
Klingle P	1	C	125/jour	14,849
Lawrence J (Vice-président)	1	C	125/jour	2,619
McRae P (nommé le 9 juillet 1984)	1	C	125/jour	2,373
Merchant S	4	C	125/jour	17,299
Mongeau J P	1	C	125/jour	4,084
Patrick S C	4	C	125/jour	10,785
Raines M	4	C	125/jour	21,526
Robson J R	1	C	125/jour	12,668
Soucy G (résigné le 22 mars 1985)	4	C	125/jour	1,082
Therrien R (Vice-président)	1	C	125/jour	6,338
Warren P	4	C	125/jour	14,495
				180,940
Office national du film				
Chertkow M I	4	C	dépenses encourues	1,193
Fortin P (Vice-président)	4	C	dépenses encourues	748
Shain M	4	C	dépenses encourues	1,548
Watson P	4	C	dépenses encourues	1,334
				4,823
Musées nationaux du Canada				
Conseil d'administration				
Alway R	4	C	dépenses encourues	1,636
Bociurkiw B	4	C	dépenses encourues	
Campbell G	4	C	dépenses encourues	117
Dorais L (Vice-président et Secrétaire général)	1	A		
Edwards J	4	C	dépenses encourues	364
Goldfarb G	4	C	dépenses encourues	
Hamel R	4	C	dépenses encourues	1,054
Kerwin L (ex-officio)	3	C		
Nolin-Raynauld M	4	C	dépenses encourues	437
Pelletier G (Président)	4	C	dépenses encourues	1,008
Porteous T (ex-officio)	3	C		
Spivak M	4	C	dépenses encourues	
Tovell R	4	C	dépenses encourues	119
Tremblay R	4	C	dépenses encourues	72
				4,807

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1984-85
			$	$
CONSOMMATION ET CORPORATIONS				
Commission du système métrique				
Archer M (Vice-président)	4	A	dépenses encourues	1,581
Fournier J	4	A	dépenses encourues	1,915
Gossage SM	4	A	dépenses encourues	1,641
Laurin CJ	4	A	dépenses encourues	2,375
MacDonald EF	4	A	dépenses encourues	2,960
McArthur DRB (Président)	3	A	dépenses encourues	4,292
Thode YM	4	A	dépenses encourues	802
Tirrell AS	4	A	dépenses encourues	8,453
Wong S	4	A	dépenses encourues	798
				24,817
Commission sur les pratiques restrictives du commerce				
Holden RB (Vice-président)	1	A	dépenses encourues	3,172
MacLellan RS	1	A		
Roseman F	1	A		
Stoner OG (Président)	1	A		
Wilson LR	1	A		1,207
				4,379
EMPLOI ET IMMIGRATION				
Commission d'enquête en matière d'emploi				
Abella R S	2		dépenses encourues	7,677
Commission d'appel de l'immigration				
Anderson D	1	B	dépenses encourues	10,633
Benedetti U (Vice-président par intérim)	1	B	dépenses encourues	8,882
Chambers E C (Vice-président)	1	B	dépenses encourues	12,211
Davey D (Vice-président)	1	B	dépenses encourues	5,468
Davey P	1	B	dépenses encourues	4,441
Falardeau-Ramsay M (Président)	1	B	dépenses encourues	31,989
Glogowski F (Vice-président)	1	B	dépenses encourues	22,071
Hlady W	1	B	dépenses encourues	20,425
Houle J P	1	B	dépenses encourues	
Howard B	1	B	dépenses encourues	12,751
Loiselle G (Vice-président)	1	B	dépenses encourues	6,734
Petryshyn J	1	B	dépenses encourues	18,018
Suppa B	1	B	dépenses encourues	2,681
Teitelbaum E	1	B	dépenses encourues	9,076
Tisshaw G	1	B	dépenses encourues	6,822
Tremblay R	1	B	dépenses encourues	8,615
Voorhees G	1	B	dépenses encourues	19,219
Weisdorf J (Vice-président)	1	B	dépenses encourues	327
Weselak A B (Vice-président retiré)	1	B	dépenses encourues	
				200,363

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Suite*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1984-85
			$	$
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES				
Commission de contrôle de l'énergie atomique				
Fedoruk S	4	A	dépenses encourues	5,815
Jennekens JH (Président et rédacteur en chef)	1	A	dépenses encourues	11,670
Kerwin Dr L	2	A		
Marmet P	4	A	dépenses encourues	768
Olsen JL	4	A	dépenses encourues	688
				18,941
Office national de l'énergie				
Bell ES	3	A	dépenses encourues	5,089
Brooks RF (Vice-président)	1	A	dépenses encourues	10,931
Edge CG (Président)	1	A	dépenses encourues	21,212
Farmer J	1	A	dépenses encourues	7,555
Gilmour AB	1	A	dépenses encourues	9,994
Hardie JR	1	A	dépenses encourues	8,159
Heath J	3	A	dépenses encourues	7,819
Horner RB	1	A	dépenses encourues	6,004
Hunt AD (Vice-président associé)	1	A	dépenses encourues	2,931
Jenkins JR	1	A	dépenses encourues	7,029
Laking R	3	A	dépenses encourues	8,684
Scotland WR (Vice-président associé)	1	A	dépenses encourues	
Stewart WG	1	A	dépenses encourues	6,600
Thur LM (Vice-président associé)	1	A	dépenses encourues	3,194
Trudel JL	1	A	dépenses encourues	4,880
				110,081
ENVIRONNEMENT				
Conseil consultatif canadien de l'environnement				
Beck T	4	A	dépenses encourues	16,294
Canover SAM	4	A	dépenses encourues	2,031
Gardner JAF	4	A	dépenses encourues	3,243
Giroux L	4	A	dépenses encourues	463
Hancok T	4	A	dépenses encourues	201
Holtz S	4	A	dépenses encourues	122
Hubert B	4	A	dépenses encourues	3,105
Hummel M	4	A	dépenses encourues	2,987
Jeanes TG	4	A	dépenses encourues	1,380
Lepage L	4	A	dépenses encourues	1,028
Mackay D	4	A	dépenses encourues	1,317
McLoughlin PPM	4	A	dépenses encourues	1,749
Rowe JS	4	A	dépenses encourues	639
				34,559
Commission des lieux et des monuments historiques du Canada				
Belanger N	2	A	dépenses encourues	3,281
Careless JMS (Président)	2	A	dépenses encourues	2,607
Daigle J	2	A	dépenses encourues	1,904
Desilets A	2	A	dépenses encourues	2,740
Grover R	2	A	dépenses encourues	4,539
Humphries C	2	A	dépenses encourues	5,906
Maclean RA	2	A	dépenses encourues	2,565
Murphy NF	2	A	dépenses encourues	658
Petryshyn J	2	A	dépenses encourues	3,509
Rogers IL	2	A	dépenses encourues	1,856
Rousseliere GM	2	A	dépenses encourues	1,572
Storey EH	2	A	dépenses encourues	1,353
Smith DE	2	A	dépenses encourues	4,112
				36,602

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1984-85
			$	$
PÊCHES ET OCÉANS				
Commission internationale des pêches du saumon du Pacifique				
Dixon AM	4	B	dépenses encourues	43
Forrest CW	4	B	dépenses encourues	
Shinners CW	3	B	dépenses encourues	19,541
				19,584
Organisation des pêches du Nord-Ouest de l'Atlantique				
May Dr AW	3	B	dépenses encourues	522
McCurdy E	4	B	dépenses encourues	565
Murphy WM	4	B	dépenses encourues	47
				1,134
Société de la caisse de retraite des Commissions internationales des pêcheries				
Clark HD	3	B	dépenses encourues	1,724
Martin JC	3	B	dépenses encourues	1,476
Pethick D	3	B	dépenses encourues	284
Scholey WA	3	B	dépenses encourues	
				3,484
Commission internationale des pêches des Grands Lacs				
Chamut P	3	B	dépenses encourues	2,696
Loftus K	4	B	dépenses encourues	281
Regier HA	4	B	dépenses encourues	2,307
				5,284
Commission internationale des pêches du Pacifique Nord				
Florian M	4	B	dépenses encourues	
Garcia J	4	B	dépenses encourues	
Miller D	4	B	dépenses encourues	
Commission internationale du flétan du Pacifique				
Brynjolfson S	4	B	dépenses encourues	
McLeod D	4	B	dépenses encourues	
Organisme de conservation du saumon de l'Atlantique Nord				
Carter WA	4	A	dépenses encourues	4,023
May Dr AW	3	A	dépenses encourues	237
McCurdy E	4	A	dépenses encourues	3,126
Nadeau GA	4	A	dépenses encourues	3,587
Parsons LS	3	A	dépenses encourues	1,486
				12,459
Commission du phoque à fourrure du Pacifique				
Bigg M	3	B	dépenses encourues	6,818
Hunter M	3	B	dépenses encourues	4,178
				10,996
Commission internationale sur la conservation du thon de l'Atlantique				
Cormier AD	3	B	dépenses encourues	2,642
Parsons LS	3	B	dépenses encourues	
McFadden R	4	B	dépenses encourues	
				2,642

ÉTATS DIVERS PAR MINISTÈRE

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Suite*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1984-85
			$	$
Office des prix des produits de la pêche				
Billard A	2	B	dépenses encourues	
Blais B	2	B	dépenses encourues	997
Doucet FJ	2	B	dépenses encourues	644
Harding KF (Vice-président)	2	B	dépenses encourues	3,861
Maloney A (Président)	1	B	dépenses encourues	
McCurdy E	2	B	dépenses encourues	1,896
Nickerson RE	2	B	dépenses encourues	2,589
				9,987
Conseil international de l'exploration de la mer				
Longhurst AR	3	A	dépenses encourues	
Muir BS	3	A	dépenses encourues	
Commission de la chasse au phoque Canada-Norvège				
May Dr AW	3	A	dépenses encourues	
Commission royale sur les phoques et les industries de la chasse au phoque				
Allen KR	3	A	dépenses encourues	3,580
Barsh R	3	A	dépenses encourues	2,350
Geiststdoerfer P	3	A	dépenses encourues	3,786
Guilland J	3	A	dépenses encourues	4,653
Malouf A (Président)	4	A	dépenses encourues	4,605
McAllister R	3	A	dépenses encourues	3,196
Templeman W	3	A	dépenses encourues	3,095
				25,265
Conseil consultatif de recherches sur les pêcheries et les océans				
Bowen AJ	4	B	dépenses encourues	5,895
Buchanan JB	4	B	dépenses encourues	4,850
Chenard I	4	B	dépenses encourues	679
Clark CW	4	B	dépenses encourues	4,783
Doucet FJ	4	B	dépenses encourues	3,310
Favre HA (Vice-président)	4	B	dépenses encourues	11,757
Filteau G	4	B	dépenses encourues	5,337
Florian M	4	B	dépenses encourues	1,498
Gilbert J	4	B	dépenses encourues	8,561
Hopkins J	4	B	dépenses encourues	1,473
Hudon LD	4	B	dépenses encourues	5,513
Hynes HBN	4	B	dépenses encourues	2,922
Johnson WE (Président)	1	B	dépenses encourues	15,451
Lebel J	4	B	dépenses encourues	5,700
Levelton CR	4	B	dépenses encourues	4,258
Lindsey CC	4	B	dépenses encourues	5,171
MacKay SP	4	B	dépenses encourues	3,926
McInerney J	4	B	dépenses encourues	12,727
Moss P	4	B	dépenses encourues	4,049
Nelson JS	4	B	dépenses encourues	5,612
O'Reilly TJ	4	B	dépenses encourues	2,800
Parsons TR	4	B	dépenses encourues	3,911
Pattinson D	4	B	dépenses encourues	988
Recalma AP	4	B	dépenses encourues	1,733
Riche LG	4	B	dépenses encourues	2,474
Short W	4	B	dépenses encourues	2,064
Shortt CM (Assistant exécutif)	1	B	dépenses encourues	4,625
Studney E	4	B	dépenses encourues	8,603
Templeman W	4	B	dépenses encourues	9,201
				149,871
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN				
Commission sur les Indiens de l'Ontario				
Hartt E	2	A	dépenses encourues	350

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1984-85
			$	$
Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest				
Arden D	4	B	dépenses encourues	6,979
Case W	4	B	dépenses encourues	3,952
Gamble D	4	B	dépenses encourues	14,589
Kennedy C	4	B	dépenses encourues	4,431
Lyall W	4	B	dépenses encourues	7,203
Warner G	4	B	dépenses encourues	3,391
				40,545
Office des eaux du Territoire du Yukon				
Byram K	4	C	dépenses encourues	
Fekete T	4	C	dépenses encourues	140
Granger D	4	C	dépenses encourues	481
Jim MJ	4	C	dépenses encourues	
Sipple D	4	C	dépenses encourues	140
Stehelin M (Président)	2	C	dépenses encourues	539
Woolsey F	4	C	dépenses encourues	3,112
				4,412
JUSTICE				
Commission canadienne sur la détermination de la peine				
Archambault O	2	A	125/jour	5,359
Bisson C	4	A	dépenses encourues	1,449
Chartrand A	4	A	125/jour	5,254
Doob A	4	A	125/jour	5,484
Hayes F	4	A	125/jour	4,092
Langdon E	4	A	125/jour	1,344
Pateras B	4	A	125/jour	2,757
Sinclair W	4	A	dépenses encourues	15,927
Wong R	4	A	dépenses encourues	9,549
Young G	4	A	125/jour	4,426
				55,641
Commission canadienne des droits de la personne				
Cadieux R	1	B	dépenses encourues	3,804
Fairweather G	1	B	dépenses encourues	11,454
Henteleff Y	4	B	dépenses encourues	6,264
Imai G	4	B	dépenses encourues	4,349
MacDonnell M	4	B	dépenses encourues	5,993
O'Brien S	4	B	dépenses encourues	7,786
Quenneville R	4	B	dépenses encourues	3,409
Westmoreland-Traore J	4	B	dépenses encourues	2,249
				45,308
Commission de réforme du droit du Canada				
Fortin J (Vice-président)	1	B	dépenses encourues	12,134
Lemelin L	1	B	dépenses encourues	5,730
Linden A M (Président)	2	B	dépenses encourues	39,777
Maingot J	1	B	dépenses encourues	8,769
Reid A D	1	B	dépenses encourues	6,723
				73,133
TRAVAIL				
Office d'aide à l'adaptation des travailleurs				
deMerlis G	4	B	dépenses encourues	
Deschamps L A	4	B	dépenses encourues	
Kunka G (Vice-président)	3	B	dépenses encourues	
Marshall W	4	B	dépenses encourues	5,284
Morris J (Président)	4	B	dépenses encourues	8,181
				13,465

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Suite*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1984-85
			$	$
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL				
Conseil consultatif national du troisième âge				
Bélanger M	4	A	dépenses encourues	1,152
Brunet Y	4	A	dépenses encourues	1,620
Cooper A	4	A	dépenses encourues	2,930
Daniels B	4	A	dépenses encourues	2,140
Douville C	4	A	dépenses encourues	471
Fisher R	4	A	dépenses encourues	2,831
Gold Y (Président)	4	A	dépenses encourues	18,877
Lalonde F	4	A	dépenses encourues	2,008
Matthews C	4	A	dépenses encourues	7,118
Power A	4	A	dépenses encourues	2,652
Savoie A	4	A	dépenses encourues	1,086
Scambler T	4	A	dépenses encourues	4,242
Stern W	4	A	dépenses encourues	956
Wall C	4	A	dépenses encourues	417
				48,500
Conseil national du bien-être social				
Brousseau J	4	A	dépenses encourues	1,912
Davidson R	4	A	dépenses encourues	2,160
Helmcken G	4	A	dépenses encourues	1,089
Jackson J	4	A	dépenses encourues	1,330
Kawalilak C	4	A	dépenses encourues	3,299
Kert J	4	A	dépenses encourues	3,034
Levasseur P	4	A	dépenses encourues	2,263
McClure C	4	A	dépenses encourues	2,895
McLellan J	4	A	dépenses encourues	1,751
Minna M	4	A	dépenses encourues	2,298
Mondor R	4	A	dépenses encourues	1,570
Morin M	4	A	dépenses encourues	537
Murialdo E	4	A	dépenses encourues	2,061
Newall G	4	A	dépenses encourues	2,496
Paulson E	4	A	dépenses encourues	2,626
Raymond Y (Président)	4	A	dépenses encourues	1,613
Rosenquist C	4	A	dépenses encourues	1,820
Rowe P	4	A	dépenses encourues	3,689
Sale T	4	A	dépenses encourues	2,842
Splane R	4	A	dépenses encourues	1,239
Tramble D	4	A	dépenses encourues	4,123
				46,647
Comité consultatif du régime de pensions du Canada				
Arthur J	2	B	dépenses encourues	1,217
Baldwin R (Président)	2	B	dépenses encourues	408
Cobb W	2	B	dépenses encourues	1,051
De'Ath J	2	B	dépenses encourues	3,270
Dulude L	2	B	dépenses encourues	344
Granger R (Vice-président)	2	B	dépenses encourues	679
Guertin S	2	B	dépenses encourues	2,965
MacDonnell K H	2	B	dépenses encourues	2,568
MacNaughton E	2	B	dépenses encourues	1,303
Munroe L	2	B	dépenses encourues	551
Patenaude N	2	B	dépenses encourues	1,284
Thoem V	2	B	dépenses encourues	4,287
Unsworth G	2	B	dépenses encourues	1,015
				20,942
CONSEIL PRIVÉ				
Commission royale d'enquête sur le désastre maritime "Ocean Ranger"				
Aylward F J QC	2	A	125/jour	9,762(1)
Furst J	2	A	125/jour	10,588(1)
Hickman T A (l'Honorable chef de la Justice) (Président)	2	A	dépenses encourues	12,227

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1984-85
			$	$
Morgan M	2	A	125/jour	4,839(1)
Pardy B	2	A	125/jour	10,240(1)
Winter G A (l'Honorable) (Vice-président)	2	A	125/ jour	936(1)
				48,592
Commission royale d'enquête sur l'unité économique canadienne et les perspectives de développement				
Barber C L	1	A	125/jour	24,226(1)
Breton A A	1	A	125/jour	23,416(1)
Cantwell-Peters M A	1	A	125/jour	7,233(1)
Casselman-Wadds J	1	A	125/jour	23,047(1)
Docquier G E	1	A	125/jour	9,481(1)
Hamilton W (l'Honorable)	1	A	125/jour	17,643(1)
Macdonald D S (l'Honorable) (Président)	1	A	125/ jour	21,847(1)
Messer J R	1	A	125/jour	29,311(1)
Picard L A	1	A	125/jour	19,616(1)
Robert M	1	A	125/jour	13,003(1)
Seaman D K	1	A	125/jour	13,891(1)
Shoyama T K	1	A	125/jour	28,494(1)
Wallace C T	1	A	125/jour	20,211(1)
				251,419
Commission d'enquête sur les pratiques de commercialisation de la pomme de terre dans l'Est du Canada				
Carter F G (l'Honorable Juge)	2	A	dépenses encourues	10,703
Commission chargée d'étudier les traitements des députés et des sénateurs				
Campbell C	2	A	125/jour	16,080(1)
Clarke W H (Président)	2	A	125/jour	7,297(1)
				23,377
Commission d'enquête sur les criminels de guerre				
Deschênes J (l'Honorable chef de la Justice)	2	A	dépenses encourues	2,556
Directeur général des élections				
Commissions sur les limites électorales				
Aucoin P C	4	A		
Barnhart G L	4	A		
Blache P	4	A		
Black G	4	A		
Boylan D	4	A		
Cadieux J	4	A		
Campbell A B (Président)	1	A	dépenses encourues	
Carter G R	4	A		
Corrigan D	4	A		
Cummings H H (Président)	1	A	dépenses encourues	
Dechene A (Président)	1	A	dépenses encourues	
Dickson D M (Président)	1	A	dépenses encourues	
Henry D H W (Président)	1	A	dépenses encourues	
Kirby W J C (Président)	1	A	dépenses encourues	
Langlier J	4	A		
Lochat R	4	A		
MacDonald B (Président)	1	A	dépenses encourues	
McWhinney E	4	A		
Monin A M (Président)	1	A	dépenses encourues	
Muggah A D	4	A		
Pace L L (Président)	1	A	dépenses encourues	
Prud'homme C	4	A		
Roberge G (Président)	1	A	dépenses encourues	

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Suite*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1984-85
			$	$
Sancton A	4	A		
Soberman D A	4	A		
Steele H R	4	A		
Thomas P G	4	A		
Vavasour J E	4	A		
Ward N	4	A		
Wark K A	4	A		
Wilson H	4	A		
Wimmer C C (Président)	1	A	dépenses encourues	
Woodley O L	4	A		
Conseil économique du Canada				
Barter PC	4	B	dépenses encourues	3,647
Beauchemin R	4	B	dépenses encourues	1,854
Bellemare D	4	B	dépenses encourues	1,179
Brien P	4	B	dépenses encourues	485
Cornell P (Directeur)	1	A	dépenses encourues	3,931
Cornish-Kehoe M	4	B	dépenses encourues	2,415
Dalpé P	4	B	dépenses encourues	1,658
Guérard Y	4	B	dépenses encourues	1,223
Goldenburg S	4	B	dépenses encourues	199
Harris E	4	B	dépenses encourues	347
Hickey T E	4	B	dépenses encourues	1,506
Hill G	4	B	dépenses encourues	1,737
Kay J F	4	B	dépenses encourues	1,003
McDougall D	4	B	dépenses encourues	666
Podovinikoff P	4	B	dépenses encourues	5,095
Robert P (Directeur)	1	A	dépenses encourues	3,007
Ross A	4	B	dépenses encourues	2,873
Schuler G	4	B	dépenses encourues	4,412
Shimbashi P	4	B	dépenses encourues	2,619
Slater D W (Président)	1	A	dépenses encourues	18,422
Sultan R	4	B	dépenses encourues	1,031
Thomas D P	4	B	dépenses encourues	2,334
Weinstein J	4	B	dépenses encourues	722
Zucker I	4	B	dépenses encourues	1,515
				63,880
Commission des relations de travail dans la Fonction publique				
Abbott R D	4	A	dépenses encourues	305
Adams G W	4	A	dépenses encourues	50
Ashley S	4	A	dépenses encourues	32
Bast A	4	A	dépenses encourues	819
Beatty D	4	A	dépenses encourues	
Bedard M	4	A	dépenses encourues	37
Bendel M (Vice-président)	1	A	dépenses encourues	4,456
Brown D	4	A	dépenses encourues	343
Brown J H (Président)	1	A	dépenses encourues	3,550
Brown R	4	A	dépenses encourues	
Brown T W	1	A	dépenses encourues	10,638
Cantin J M (Vice-président)	1	A	dépenses encourues	16,996
Chertkow M	4	A	dépenses encourues	718
Crosby P	4	A	dépenses encourues	10
Cunningham W B	4	A	dépenses encourues	559
D'Avignon G R (Vice-président)	1	A	dépenses encourues	3,974
Frankel S J	1	A	dépenses encourues	393
Galipeault J	1	A	dépensca encourues	14,935
Hope A	4	A	dépenses encourues	1,546
Korngold Wexler M I	1	A	dépenses encourues	6,421
Kwavnick D	1	A	dépenses encourues	3,156
MacLean D	4	A	dépenses encourues	78
MacNeil E J	4	A	dépenses encourues	6
Manion A V	4	A	dépenses encourues	96
McWilliams G R	4	A	dépenses encourues	483
Mitchell L	4	A	dépenses encourues	819
Nisbet W L (Vice-président)	1	A	dépenses encourues	6,980
Preston K W	4	A	dépenses encourues	1,323
Rose J	4	A	dépenses encourues	64
Saltman M	4	A	dépenses encourues	879
Shuttleworth W O	4	A	dépenses encourues	1,312
Walker G	4	A	dépenses encourues	1,700
Weiler J	4	A	dépenses encourues	32
Williams B	4	A	dépenses encourues	711
Wolfgang J E	4	A	dépenses encourues	1,467
Young R	1	A	dépenses encourues	1,984
				86,872
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE				
Conseil canadien du renouvement industriel				
Barford R	2	A	dépenses encourues	296
Castonguay C	2	A	dépenses encourues	
Dalpé PE	2	A	dépenses encourues	122
Desmarais P (Président)	2	A	dépenses encourues	
Duwowec W	2	A	dépenses encourues	3,055
Fox S	2	A	dépenses encourues	1,118
Kerr J	2	A	dépenses encourues	1,677
Kroeger A	1	A	dépenses encourues	
Latimer R	1	A	dépenses encourues	72
Lavigueur G	1	A	dépenses encourues	
Lussier G	1	A	dépenses encourues	100
McGee RH	1	A	dépenses encourues	253
McGiverin DS	2	A	dépenses encourues	1,813
Russel FW	2	A	dépenses encourues	4,004
Savard M	2	A	dépenses encourues	
Soubrey P (Vice-président)	2	A	dépenses encourues	2,107
Teschke WB	1	A	dépenses encourues	
				14,617
Conseil national de l'esthétique industrielle				
Baltzan R	4	A	dépenses encourues	
Critchley N	4	A	dépenses encourues	
Desbarats G	4	A	dépenses encourues	
Friebert J	4	A	dépenses encourues	
Gadoury G (Président)	4	A	dépenses encourues	593
Haid H	4	A	dépenses encourues	616
O'Connell D	4	A	dépenses encourues	
Vaughan JP	4	A	dépenses encourues	1,264
				2,473
Conseil des textiles et du vêtement				
Hawkins WL	4	A	dépenses encourues	957
St-Laurent J	4	A	dépenses encourues	12,130
Thur O (Président)	1	A	dépenses encourues	14,506
				27,593
SCIENCES ET TECHNOLOGIE				
Conseil des sciences du Canada				
Arrisson N L	4	B	dépenses encourues	2,238
Arseneau D F	4	B	dépenses encourues	2,567
Bachynski M P	4	B	dépenses encourues	1,675
Blais R	4	B	dépenses encourues	123
Boulet J L	4	B	dépenses encourues	517
Branigan D W	4	B	dépenses encourues	3,735
Case W	4	B	dépenses encourues	1,440
Craig D B	4	B	dépenses encourues	1,231
Cutt J	4	B	dépenses encourues	2,330
Drake E L	4	B	dépenses encourues	3,040
Fournier R O	4	B	dépenses encourues	4,080
Garant J-P	4	B	dépenses encourues	422
Gilson J C	4	B	dépenses encourues	101
Kenney-Wallace G A	4	B	dépenses encourues	7,959
Kydon D W	4	B	dépenses encourues	4,724
MacDonald J S	4	B	dépenses encourues	4,588
Maine F W	4	B	dépenses encourues	6,691
Nasser K W	4	B	dépenses encourues	845

Commissions—*Fin*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Fin*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1984-85
			$	$
Reil W H	4	B	dépenses encourues	1,561
Robertson B E	4	B	dépenses encourues	388
Scriver C	4	B	dépenses encourues	474
Sheinin R	4	B	dépenses encourues	1,052
Simek S	4	B	dépenses encourues	4,410
Smith S L (Président)	1	B	dépenses encourues	33,318
Snyder H	4	B	dépenses encourues	3,169
Suzuki D	4	B	dépenses encourues	1,087
Vikis-Freibergs V (Vice-président)	3	B	dépenses encourues	8,869
Webster J M	4	B	dépenses encourues	9,884
Winters H C	4	B	dépenses encourues	700
Wynne-Edwards H R	4	B	dépenses encourues	949
Zimmerman A H	4	B	dépenses encourues	268
				114,435
SOLLICITEUR GÉNÉRAL				
Commission nationale des libérations conditionnelles(3)				
TRANSPORTS				
Bureau canadien de la sécurité aérienne				
Constantinou R	1	B	dépenses encourues	2,983
Deschênes B M (Président)	1	B	dépenses encourues	10,046
Lacroix J L R	1	B	dépenses encourues	12,398
MacEachren WM M	1	B	dépenses encourues	4,045
Portelance A	1	B	dépenses encourues	3,266
Stevenson R	1	B	dépenses encourues	8,067
Thurston F R	4	B	dépenses encourues	
				40,805
Commission canadienne des transports				
Armstrong M D	1	A	dépenses encourues	
Bourret J L	1	A	dépenses encourues	
Chapman D H	1	A	dépenses encourues	
Drainville J G (Président du Comité)	1	A	dépenses encourues	
Dubé Y (Vice-président de la recherche)	1	A	dépenses encourues	
Jones D H (Président du Comité)	1	A	dépenses encourues	
Lambert M	1	A	dépenses encourues	
Landers M	1	A	dépenses encourues	
Langlois P (Président du Comité)	1	A	dépenses encourues	
Marchand J (Président)	1	A	dépenses encourues	
McDonough J M (Président)	1	A	dépenses encourues	
Munro J C	1	A	dépenses encourues	
Orange R J	1	A	dépenses encourues	
Thompson J D (Vice-président de la Loi)	1	A	dépenses encourues	
Trahan A M (Président du Comité)	1	A	dépenses encourues	
Walter J F (Président du Comité)	1	A	dépenses encourues	
Wolfe B R	1	A	dépenses encourues	
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS				
Bureau de services juridiques des pensions				
Hanway L M (Avocat en chef des pensions) (retiré le 24 décembre 1984)(2)	2			1,220
Lemieux A (Avocat en chef des pensions) (nommé le 22 mars 1985)(2)	2			
				1,220
Commission canadienne des pensions				
Caron Y	2	B	dépenses encourues	8,700
Chatwood A	2	B	dépenses encourues	19,864
Clark H (Vice-président)	2	B	dépenses encourues	4,783
Douglas C	2	B	dépenses encourues	16,324
Ferguson J W C	2	B	dépenses encourues	14,604
Foucault L A	2	B	dépenses encourues	
Gadbois Y	2	B	dépenses encourues	10,086
Garneau J C A	2	B	dépenses encourues	
Glibbery C L	2	B	dépenses encourues	17,228
Hatton G H	2	B	dépenses encourues	5,171
Hender D J	2	B	dépenses encourues	4,738
MacDonald M M	2	B	dépenses encourues	20,009
MacFarlane M L	2	B	dépenses encourues	12,412
MacKenzie A R	2	B	dépenses encourues	15,558
Mersereau H B	2	B	dépenses encourues	
Mitchell R B (Président)	2	B	dépenses encourues	28,053
Morison J B	2	B	dépenses encourues	21,817
Morrison W C	2	B	dépenses encourues	15,842
Paré Y	2	B	dépenses encourues	12,616
Poirier E	2	B	dépenses encourues	20,268
Ritchie F I	2	B	dépenses encourues	18,027
Sinclair G V	2	B	dépenses encourues	15,872
Théoret M	2	B	dépenses encourues	15,825
Thérrien A	2	B	dépenses encourues	3,638
Tremblay J	2	B	dépenses encourues	19,289
Tweedie E T	2	B	dépenses encourues	3,466
Walsh P	2	B	dépenses encourues	73
Wolfe J P	2	B	dépenses encourues	4,030
				328,293
Commission de révision des pensions				
Beckett J(2)	2			
Blain C (Vice-président)(2)	2			8,045
Craig N(2)	2			14,343
Diamond J(2)	2			
Knight D(2)	2			2,931
MacArthur R(2)	2			
MacKay G(2)	2			1,353
McKenna B(2)	2			
Ménard J(2)	2			1,279
Pimlott N(2)	2			741
Plant F (Président)(2)	2			4,494
				33,186
Commission des allocations aux anciens combattants				
Brehaut J H	2	B	dépenses encourues	
Favreau J M	2	B	dépenses encourues	
MacFarlane A M	2	B	dépenses encourues	
Stewart C E	2	B	dépenses encourues	
Thompson D M (Président)	2	B	dépenses encourues	5,056
Weinsheimer J C	2	B	dépenses encourues	
Wither G B	2	B	dépenses encourues	
				5,056

* Voir l'introduction à l'état ci-dessus.
(1) Inclut des frais de transport.
(2) En accord avec la Directive du Conseil du Trésor sur les indemnités de déplacement, chapitre 370.
(3) Détails non disponibles.

Dépenses budgétaires par affectation

Cet état présente les dépenses budgétaires par affectation telle qu'approuvée par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 24 de la Loi sur l'administration financière.

	Affectations $	Dépenses $
AGRICULTURE		
Ministère		
PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	32,592,692	32,592,691
Services d'aide temporaire	155,156	155,155
Autres coûts de fonctionnement	17,312,755	17,312,755
Construction mineure	843,883	843,883
Équipement	627,201	627,201
Aide à la mise en œuvre	282,538	282,538
Programme fédéral sur les véhicules propanes	4,465	4,465
Emploi d'été—Accès fédéral aux internes	51,799	51,301
Gelée	20,310	
	51,890,799	*51,869,989*
Crédits statutaires	*4,661,682*	*4,661,682*
	56,552,481	56,531,671
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	173,440,200	172,985,622
Réserve pour rajustement de traitement	1,272,000	
Services d'aide temporaire	385,400	270,097
Services à forfait du personnel	141,600	43,127
Recherche et développement énergétiques		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	222,000	206,765
Autres coûts de fonctionnement	7,748,000	6,254,999
Office des produits agricoles		
Autres coûts de fonctionnement	17,130,000	14,720,162
Autres coûts de fonctionnement	58,376,600	57,395,344
Emploi d'été—Accès fédéral aux internes	2,270,387	2,202,385
Projet compréhensif de développement de l'Î-P-É		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	895,000	825,891
Autres coûts de fonctionnement	407,100	341,562
Initiatives dans des régions spéciales		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	298,000	225,828
Autres coûts de fonctionnement	274,000	59,356
Entente de développement agro-alimentaire de la Nouvelle-Écosse		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	770,000	760,171
Autres coûts de fonctionnement	940,000	759,452
Ententes de développement économique et régional		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,480,000	430,263
Autres coûts de fonctionnement	1,534,400	503,524
Services d'aide temporaire	29,600	
Taureaux et alimentation	2,950,000	2,652,000
Gelée—Autres coûts de fonctionnement	75,000	
Gelée	339,100	
	270,978,387	*260,636,548*
Crédit 10—Dépenses en capital—		
Construction majeure	20,207,000	13,067,571
Construction mineure	3,145,000	3,121,953
Équipement	27,566,613	27,566,613
Projet compréhensif de développement de l'Î-P-É		
Équipement	288,900	288,802
Amélioration pour la conservation d'énergie	1,110,000	1,093,686
Ententes de développement économique et régional		
Équipement	639,000	469,754
Autres coûts de fonctionnement	207,668	207,668
Ententes auxiliaires par intérim	1,169,000	1,150,152
Projets spéciaux de relance		
Centre de recherche sur l'alimentation	21,025,452	21,025,452
Réhabilitation des travaux d'irrigation	2,346,525	2,346,525
Centres de service agricole	20,000	14,379
Autres dépenses en capital	7,281,742	6,981,492
	85,006,900	*77,334,047*
Crédit 15—Subventions et contributions—		
Subventions—		
Subventions aux fins de recherches agricoles dans les universités et dans d'autres organisations scientifiques au Canada	1,326,000	1,325,830
Subventions pour aider à la mise en marché des produits agricoles	20,000	20,000
Conseil canadien d'horticulture	30,000	30,000
Foire royale d'hiver, Toronto	100,000	100,000
Exposition agricole de l'Ouest canadien, Régina	100,000	100,000
Le Salon international de l'agriculture et de l'alimentation	50,000	50,000
Conseil canadien des cercles 4-H	45,000	45,000
Federated Women's Institutes of Canada	20,000	20,000
Conseil canadien du labour	10,000	10,000
L'association canadienne de la Journée mondiale de l'alimentation	60,000	60,000
Contributions—		
Conseil canadien de recherches agricoles	66,780	60,442
Droits d'affiliation du Canada à la Commission internationale de l'irrigation et du drainage	3,000	3,000
Droits d'affiliation du Canada à la Société internationale des sciences horticoles	2,500	1,365
Contributions aux groupements de producteurs pour les frais de construction d'entrepôts frigorifiques ordinaires, sans givrage, à atmosphère contrôlée, à double paroi ou autres de type spécial, pour les patates, les fruits et les légumes, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil	3,320,000	3,303,656
Foires des catégories «A» et «B», foires d'hiver et de printemps, foires spéciales	2,460,000	2,448,542
Transport du bétail, aller et retour, à la Foire royale d'hiver, Toronto	178,000	90,059
Contributions aux cercles 4-H organisés en collaboration avec le Conseil canadien des cercles 4-H	240,200	235,977
Conseil des grains du Canada	90,000	90,000
Contributions aux groupements de producteurs et d'industriels, aux universités et aux organismes provinciaux pour stimuler le rendement, créer et adapter de nouvelles cultures et variétés aux fins de production commerciale	752,020	752,020

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Droits d'affiliation d'Agriculture Canada à la Fédération internationale de laiterie—Canada	15,000	14,077
Bureau agricole du Commonwealth	693,692	670,627
Paiements aux producteurs pour les produits agricoles désignés par le gouverneur en conseil, et pour les produits agricoles dénommés dépassant le pourcentage minimum de la Loi sur la stabilisation des produits agricoles	397,404,242	397,263,984
Contribution au Conseil canadien de la sécurité pour la réalisation de la semaine nationale de la sécurité à la ferme	4,000	4,000
Contributions aux organisations commerciales, aux associations industrielles, aux universités et aux instituts canadiens pour favoriser l'amélioration de la commercialisation des produits agro-alimentaires canadiens	312,038	312,038
Paiements en vertu de la Loi sur les prêts agricoles bonifiés	10,297,000	10,282,591
Contributions aux organismes provinciaux et à des personnes pour des initiatives de développement en vertu des ententes-cadres de développement et des ententes auxiliaires aux fins de rajustement économique et socio-économique	14,230,000	10,855,338
Contributions aux provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, selon les ententes fédérales-provinciales, afin d'indemniser les producteurs de céréales et de grandes cultures des dommages causés par les oiseaux aquatiques migrateurs	1,071,000	1,041,596
Contribution en vue de stratégie fédérale de développement à l'égard de l'Île-du-Prince-Édouard	1,447,000	1,214,120
Contribution à une organisation de promotion de marché, pour promouvoir la vente de pommes de terre de semence d'origine canadienne	131,000	105,819
Contribution pour la construction, l'agrandissement ou l'amélioration de bâtiments à la Canadian Western Agribition	1,400,000	1,400,000
Projets fédéraux du Programme de relance de l'aide à l'emploi	150,801	98,593
Initiatives en vertu des programmes dans les zones spéciales	2,614,000	1,427,661
Contributions aux provinces du Manitoba et de la Saskatchewan pour l'exécution d'enquêtes et d'études sur les nappes d'eau souterraines et la lutte contre la sécheresse en vue de l'élaboration d'une stratégie à long terme qui assure le développement économique de ces provinces	272,000	141,276
Contributions aux agriculteurs et éleveurs véritables, aux groupements d'agriculteurs et aux petites collectivités du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta pour la mise en place de sources d'approvisionnement fiables en eau	7,652,000	7,400,824
Contribution aux pomiculteurs en compensation des pertes causées par le gel et pour la mise en place d'installations pour l'exploitation de vergers commerciaux	14,032,000	13,968,343
Contribution à l'Organisation de coopération et de développement économiques	22,000	12,705
Contribution au registre national du bétail canadien	400,000	400,000
Contribution à Atlantic Winter Fair pour la construction d'installations pour aménager des foires, des salons et des expositions commerciales (gelée)	508,000	
Initiatives en vertu des ententes sur le développement économique et régional, du plan d'aide pour la province de Québec en matière d'innovation et de transfert technologique	3,757,000	1,493,509
Contribution aux Coopératives unies de l'Ontario	7,500,000	7,500,000
Contributions aux producteurs de bétail dans des régions spécifiques du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta touchées par la sécheresse afin de leur aider à conserver leurs troupeaux d'élevage et à effectuer les paiements pour frais administratifs dus aux provinces	59,820,000	59,814,929
Contributions aux producteurs de grande culture du Manitoba et du nord-est de la Saskatchewan pour les pertes de récoltes attribuables à un excès d'humidité	9,000,000	8,109,914
Contributions aux fermiers du Québec pour les pertes relatives à la récolte de fourrage de 1983 causées par la mauvaise température	27,000,000	27,000,000
Paiements dans la présente année et dans les années financières suivantes pour le rajustement sur le développement de petites fermes conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	20,893,095	
	589,499,368	*559,277,835*
Crédits statutaires	*477,963,892*	*240,121,034*
	1,423,448,547	1,137,369,464
PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION ET DE L'INSPECTION AGRO-ALIMENTAIRES		
Crédit 25—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	140,809,170	139,997,417
Réserve pour rajustement de traitement	1,189,000	
Services d'aide temporaire	252,000	218,715
Autres coûts de fonctionnement	27,777,000	27,339,535
Emploi d'été—Accès fédéral aux internes	511,819	510,804
Gelée—Autres coûts de fonctionnement	257,200	
Projets spéciaux de relance—Gelée	1,245,630	
	172,041,819	*168,066,471*
Crédit 30—Dépenses en capital—		
Construction majeure	7,062,644	3,600,072
Construction mineure	469,000	327,406
Équipement	5,188,356	5,188,356
	12,720,000	*9,115,834*
Crédit 35—Contributions—		
Droits d'affiliation du Canada à l'Office international des épizooties	42,000	38,116
Association canadienne des vétérinaires	5,000	3,590
Indemnités pour animaux abattus aux termes de la Loi sur les maladies et la protection des animaux	1,325,000	484,329
Contributions aux provinces conformément aux règlements édictés par le gouverneur en conseil, de montants ne dépassant pas les deux cinquièmes de montants versés par les provinces aux propriétaires d'animaux morts des suites de la rage	140,000	74,317

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Indemnités, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux propriétaires d'animaux morts des suites du charbon bactéridiens	10,000	
Indemnisation en conformité avec la Loi sur l'indemnisation pour dommages causés par les pesticides et la Loi sur la quarantaine des plantes	10,000	
Contribution à l'université de Guelph, Ontario, Collège vétérinaire	150,000	150,000
Contribution conformément à l'entente conclue avec les provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve, ces paiements sont versés à la province de l'Île-du-Prince-Édouard pour l'acquittement des coûts de conception et de construction d'une école de médecine vétérinaire à Charlottetown, Î-P-É	6,499,370	4,341,343
Contribution au XXIII[ième] Congrès mondial des vétérinaires	200,000	200,000
Paiements pour les frais de construction à l'Université de Montréal	1,245,630	1,245,629
	9,627,000	*6,537,324*
Crédits statutaires (incluant le Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes)	*22,747,615*	*20,418,427*
	217,136,434	204,138,056

PROGRAMME DU SERVICE CANADIEN DES FORÊTS

	Affectations	Dépenses
Crédit 36b—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	23,258,564	22,143,023
Réserve pour rajustement de traitement	203,992	
Gelée—Reclassifications	79,000	
Services d'aide temporaire	312,765	312,673
Services à forfait du personnel	317,589	238,170
Recherche et développement énergétiques	2,062,681	1,978,004
Entente Canada-Manitoba sur le renouvellement forestier	330,000	188,438
Programme d'action sur les huiles et pétrole du Nord	81,000	71,240
Traitements et salaires—Environnement 2000	821,000	511,616
Autres coûts de fonctionnement—Environnement 2000	445,000	279,987
Programme fédéral sur les véhicules propanes	13,000	2,800
Autres coûts de fonctionnement	12,553,939	11,766,413
	40,478,530	*37,492,364*
Crédit 37b—Dépenses en capital—		
Capital	5,985,844	5,612,567
Projets spéciaux de relance	23,762,902	18,474,031
Recherche et développement énergétiques	24,451	22,800
Programme d'amélioration du rendement énergétique dans les immeubles fédéraux et de remplacement du pétrole	60,000	25,007
	29,833,197	*24,134,405*
Crédit 38b—Subventions et contributions—		
Subventions—		
Institut forestier du Commonwealth	3,500	
Programme canadien sur les bourses d'étude	200,586	194,985
Contributions—		
Contribution au Centre intergouvernemental de protection contre les incendies de forêt	44,656	44,655
Contribution à l'Université de la Colombie-Britannique	750,000	723,262
Institut canadien de recherches en génie forestier	720,748	720,747
Contribution au Conseil des industries forestières de la Colombie-Britannique	50,000	50,000
Contribution à l'Agence international de l'énergie pour l'Accord sur l'énergie forestière	172,000	170,630
Contribution à l'égard du Centre de recherche forestière des Maritimes	196,000	173,000
Contribution à la société FORINTEK du Canada	4,200,000	4,200,000
Contributions aux organismes provinciaux et aux personnes en ce qui a trait aux initiatives de développement en vertu des ententes-cadres sur le développement et des ententes auxiliaires aux fins de rajustement économique et socio-économique	58,637,258	52,402,958
Contribution pour l'école des gardes forestiers des provinces Maritimes	2,813,399	695,397
Contribution au Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS)	11,497	(135)
Contributions à des organisations, à des groupes communautaires, à des entreprises et à des particuliers pour des projets se rapportant au programme Environnement 2000	6,884,732	6,335,129
	74,684,376	*65,710,628*
	144,996,103	127,337,397

PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS

	Affectations	Dépenses
Crédit 40		
Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	29,213,400	26,626,142
Réserve pour rajustement de traitement	272,900	
Autres coûts de fonctionnement	5,628,000	5,085,178
Équipement	1,098,470	894,640
Gelée—Autres coûts de fonctionnement	50,700	
Contributions—		
Droits d'affiliation du Canada à l'association internationale de chimie céréalière	4,000	3,587
Contribution au compte de mise en commun du blé de la Saskatchewan pour la conception, la construction et l'installation d'un système de pesage de contrôle des céréales dans un silo-élévateur portuaire dans le port de Vancouver	104,530	104,530
	36,372,000	*32,714,077*
Crédits statutaires	*4,823,940*	*4,823,940*
	41,195,940	37,538,017
Sous-total—Ministère	1,883,329,505	1,562,914,605

Commission canadienne du lait

	Affectations	Dépenses
Crédit 45—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	2,803,800	2,492,448
Services d'aide temporaire	40,000	26,533
Autres coûts de fonctionnement	3,618,200	3,457,741
Réserve pour rajustement de traitement	18,000	
	6,480,000	5,976,722

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations $	Dépenses $
Office canadien des provendes		
Crédit 50—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	965,526	893,871
Réserve pour rajustement de traitement	1,874	
Services d'aide temporaire	2,000	
Autres coûts de fonctionnement	572,000	462,501
Gelée	1,600	
	1,543,000	*1,356,372*
Crédit 55—Contributions—		
Aide au transport des céréales fourragères, y compris l'aide pour les frais d'entreposage des céréales, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil	17,100,000	17,004,605
Paiements relatifs aux frais d'entreposage et intérêt concernant l'augmentation des stocks de céréales fourragères dans les meuneries des régions pauvres en céréales fourragères de l'est du Canada et de la Colombie-Britannique, de concert avec l'accroissement de la capacité d'entreposage des céréales de ces meuneries	600,000	297,401
	17,700,000	*17,302,006*
	19,243,000	18,658,378
Canagrex		
Crédit 60—Dépenses du programme—		
Autres coûts de fonctionnement	5,400,000	5,400,000
Total global	1,914,452,505	1,592,949,705

COMMUNICATIONS

Ministère

PROGRAMME DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE

	Affectations $	Dépenses $
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements et salaires	77,676,800	73,652,342
Services d'aide temporaire	700,000	483,095
Services à forfait du personnel	1,370,000	551,378
Été Canada	25,993	25,993
SSC—Fonds pour contrat industriel	3,000,000	2,840,049
L-SAT	80,000	58,705
Bureau du système des communications	3,621,000	3,559,982
Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS)	167,434	69,709
WPARC-Opération	1,873,000	707,636
ERDA-Manitoba	2,000	200
SATCOM-Applications	420,000	412,952
ERDA-Québec	150,000	145,001
Coûts de fonctionnement	35,904,066	33,041,705
Gelée	5,878,200	
	130,868,493	*115,548,747*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
L-SAT	5,000	551
Programme d'exploitation du Télidon	8,310,000	7,269,525
Programme d'extension du Télidon	100,000	93,462
DOC/CBC teletext	750,000	750,000
WPARC—Construction	6,933,000	3,535,635
Palais des Congrès	1,500,000	565,073
M-SAT	4,350,000	4,301,950
M-SAT—Construction	200,000	135,808
Bureau du système des communications	10,000	9,907
Expansion du lab David Florida	1,600,000	1,599,403
SATCOM—Applications	240,000	226,907
Programme fédéral sur les véhicules propanes	4,000	
Coûts en capital	6,445,000	6,415,627
Gelée	6,955,000	
	37,402,000	*24,903,848*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions—		
Conseil canadien de planification technique de la radio	25,000	25,000
Subventions à des établissements et à des administrations sis au Canada conformément à l'article 29 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels	2,190,000	411,598
Subvention au groupe fiduciaire des édifices de Pères de la Confédération	1,086,000	1,085,965
Subventions aux institutions et organismes culturels canadiens sans but lucratif pour le perfectionnement des cadres et pour certaines activités culturelles d'importance nationale	3,500,000	3,500,000
Subventions à des organismes sans but lucratif en vue de la participation aux célébrations du Centenaire de Vancouver	500,000	500,000
Contributions—		
Contributions destinées à financer les associations en télécommunications, en tenue de conférences, de séminaires et de colloques parrainés par des universités canadiennes	25,000	25,000
Contributions aux organisations canadiennes qui travaillent vers une collaboration internationale dans diverses activités	350,000	
Contribution à Télésat Canada pour l'acquisition au Canada de l'engin spatial Anik-D	331,000	330,249
Contribution versée à l'Agence spatiale européenne relativement aux étapes du développement, de l'élaboration et du fonctionnement du Programme de grand satellite de télécommunications	12,245,000	12,244,953
Contributions à l'industrie canadienne pour aider à la création de nouveaux systèmes de fonctionnement Télidon	4,270,000	3,899,052
Contributions à des organisations canadiennes pour le développement de la technologie en communication	1,500,000	
Contributions à l'Association canadienne de normalisation	38,000	33,000
Contributions afin d'appuyer les organismes nationaux de services dans le domaine du film et de la vidéo	300,000	279,600
Contribution à la Conférence interaméricaine des télécommunications (CITEL)	16,000	13,481
Part des frais d'administration d'organismes internationaux de radio, de téléphone et de télégraphie assumée par le Canada (UIT)	2,150,000	2,113,216
Contribution au programme spécial volontaire (UIT) de coopération en technologie	100,000	100,000
Contribution à Cybertech Inc. pour l'amélioration des appareils de télécommunications pour les sourds	45,000	
Contributions aux organismes nationaux d'activités artistiques et culturelles	695,000	695,000
Contributions aux institutions et organismes culturels canadiens sans but lucratif pour les arts et la technologie, l'amélioration de la gestion, l'achat de matériel technologique de communications	9,375,992	9,359,536

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Contributions au développement de l'industrie canadienne de l'édition	9,672,000	9,670,693
Contribution au Festival international de Toronto de 1984 (Cinquantenaire)	150,000	150,000
Contribution à la Stratford Shakespearean Festival Foundation	200,000	200,000
Contribution au Montreal International Software Market Inc. (MIM '85)	500,000	500,000
Contributions au festival du monde de l'Expo 86 sur les arts du spectacle	300,000	300,000
Contributions pour le développement de l'infrastructure des entreprises culturelles	20,000	18,912
Gelée	4,170,130	
	53,754,122	*45,455,255*
Crédit 15—Versements à la Société canadienne des postes	*55,650,000*	*55,650,000*
Crédits statutaires (incluant le Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales)	*26,840,791*	*10,405,465*
Crédit 2c—Augmentation de l'autorisation du Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales de $15,000,000 à $19,000,000	*1*	
Sous-total—Ministère	304,515,407	251,963,315
Conseil des Arts du Canada		
Crédit 25—Paiements au Conseil des Arts du Canada	72,614,000	72,614,000
Société Radio-Canada		
Crédit 30—Dépenses de fonctionnement	*808,450,000*	*808,450,000*
Crédit 35—Travaux de fonds de roulement	*4,700,000*	*4,700,000*
Crédit 40—Dépenses en capital	*91,777,000*	*91,777,000*
	904,927,000	904,927,000
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne		
Crédit 45—Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	45,571,494	45,571,494
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
Crédit 50—Dépenses du programme et subventions—		
Traitements et salaires	17,001,513	16,617,998
Réserve pour rajustement de traitement	98,254	
Coûts de fonctionnement	6,021,000	5,881,206
Services d'aide temporaire	60,000	43,668
Services à forfait du personnel	140,000	146,463
Gelée	32,900	
	23,353,667	*22,689,335*
Crédits statutaires	*2,561,747*	*2,561,747*
	25,915,414	25,251,082
Corporation du Centre national des Arts		
Crédit 55—Paiements à la Corporation du Centre national des Arts	14,932,000	14,932,000
Office national du film		
Crédit 60		
Déficit de fonctionnement et dépenses en capital—		
Traitements et salaires	32,311,969	32,283,180
Coûts de fonctionnement	26,589,855	25,857,725
Dépenses en capital	3,167,550	3,167,550
Subventions et contributions	282,085	276,520
	62,351,459	*61,584,975*
Crédit statutaire	*6,545,850*	*(98,375)*
	68,897,309	61,486,600
Bibliothèque nationale		
Crédit 65—Dépenses du programme et subventions—		
Traitements et salaires	15,842,000	15,777,793
Autres coûts de fonctionnement	13,107,000	12,141,205
Subventions	38,009	37,303
	28,987,009	*27,956,301*
Crédit statutaire	*2,207,193*	*2,207,193*
	31,194,202	30,163,494
Musées nationaux du Canada		
Crédit 70—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements et salaires	36,585,737	35,944,500
Coûts de fonctionnement	19,868,609	19,858,832
Services à forfait du personnel	6,950	6,933
Services d'aide temporaire	403,441	388,761
Compte d'achat	3,290,106	2,744,829
Été Canada	369,735	369,440
IMPAC	110,000	109,728
Programme d'action sur les huiles et pétrole du Nord	233,000	149,133
Publicité et boutiques	318,000	315,068
Gelée—Services aux locataires	315,000	
Gelée—Reclassifications	65,100	
	61,565,678	*59,887,224*
Crédit 75—Subventions—		
Subvention au College Art Association of America	800	800
Subventions aux musées et autres organisations du Canada aux fins de leur fonctionnement, projets spéciaux, formation, enregistrement, achat de matériel et construction d'installation	8,566,900	8,566,900
	8,567,700	*8,567,700*
Crédits statutaires	*5,268,186*	*5,268,186*
	75,401,564	73,723,110
Archives publiques		
Crédit 80—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	23,590,706	23,206,284
Autres coûts de fonctionnement	14,673,000	14,495,186
Moins: recettes à valoir sur le crédit	1,725,000	1,970,425
	36,538,706	*35,731,045*
Crédit statutaire	*3,521,000*	*3,521,000*
	40,059,706	39,252,045
Total global	1,584,028,096	1,519,884,140

CONSOMMATION ET CORPORATIONS

	Affectations	Dépenses
Ministère		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements et salaires	82,776,100	81,345,058
Autres coûts de fonctionnement	43,115,250	38,869,704
Services d'aide temporaire	1,042,000	915,726
Services à forfait du personnel	11,000	4,916
Recherche et développement énergétiques		
Traitements et salaires	114,000	100,058
Autres coûts de fonctionnement	856,000	161,423
Energuide	350,000	350,000
Programme d'éducation coopérative	39,750	
Commission d'enquête sur l'industrie pharmaceutique	1,000,000	801,335
Marque de fabrique automatisée		
Autres coûts de fonctionnement	308,000	297,686
Services d'aide temporaire	190,000	189,999
Virement du CT, crédit 10—Programme Été Canada	76,483	55,790
Gelée—Reclassifications	156,900	

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Réserve pour rajustement de traitement	492,000	
Gelée—Construction d'un laboratoire volumétrique	350,000	
	130,877,483	*123,091,695*
Crédit 5—Subventions et contributions—		
Subventions à l'Association des consommateurs du Canada	200,000	200,000
Subventions à divers organismes œuvrant dans l'intérêt du consommateur	500,000	499,959
Contributions à divers organismes œuvrant dans l'intérêt du consommateur	989,000	988,500
Contributions aux travailleurs en vertu du Programme des outils de travail en unité métrique	5,000,000	3,651,068
Commission du système métrique—Gelée—Contributions	1,500,000	
Contributions aux propriétaires de maisons aux termes du programme d'aide relatif à la mousse isolante d'urée-formaldéhyde	75,000,000	52,864,997
Propriétaires de maisons aux termes du programme d'aide relatif à la mousse isolante d'urée-formaldéhyde—Gelée—Contributions	26,500,000	
	109,689,000	*58,204,524*
Crédits statutaires	*12,454,936*	*12,454,936*
Sous-total—Ministère	253,021,419	193,751,155
Commission sur les pratiques restrictives du commerce		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	959,600	360,623
Autres coûts de fonctionnement	575,000	400,862
Services d'aide temporaire	10,000	6,216
Services à forfait du personnel	15,000	10,630
Gelée—Reclassifications	1,400	
Réserve pour rajustement de traitement	10,000	
	1,571,000	*1,278,331*
Crédit statutaire	*120,000*	*120,000*
	1,691,000	1,398,331
Conseil canadien des normes		
Crédit 15—Paiements versés au Conseil canadien des normes	6,612,000	6,612,000
Total global	261,324,419	201,761,486
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL		
Crédit 1		
Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	13,079,400	3,418,826
Réserve pour rajustement de traitement	180,000	
Coûts de fonctionnement	5,321,000	1,171,681
Services d'aide temporaire	401,000	63,893
Projets spéciaux de relance	2,253,000	751,000
Gelée—Directives concernant les sociétés de la Couronne	155,000	
Gelée—Reclassifications	26,300	
Subventions et contributions	250,000	159,000
	21,665,700	*5,564,400*
Crédits statutaires	*764,767*	*764,767*
Total global	22,430,467	6,329,167
EMPLOI ET IMMIGRATION		
Ministère		
PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	15,485,900	14,865,879
Fonctionnement et entretien	6,055,000	4,348,169
Services à forfait du personnel	25,000	
Services d'aide temporaire	375,000	143,993
Emplois d'été pour étudiants	155,000	126,899
Gelée	29,600	
Moins: recouvrement du Compte d'assurance-chômage	14,378,000	13,876,000
	7,747,500	*5,608,940*
Crédits statutaires	*2,349,683*	*2,349,683*
Sous-total—Ministère	10,097,183	7,958,623
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada		
PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Crédit 5—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	111,126,300	108,058,078
Fonctionnement et entretien	149,409,000	146,266,026
Emplois d'été pour étudiants	1,264,959	1,089,204
Services à forfait du personnel	75,000	24,110
Services d'aide temporaire	208,000	147,433
Gelée	170,700	
Moins: recouvrement du Compte d'assurance-chômage	231,794,700	227,120,000
	30,459,259	*28,464,851*
Crédit statutaire	*13,346,000*	*13,346,000*
	43,805,259	41,810,851
PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE		
Crédit 10—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements et salaires	551,113,700	538,935,400
Fonctionnement et entretien	182,398,300	167,094,173
Emplois d'été pour étudiants	30,622,947	28,376,152
Achats relatifs aux cours de formation de la main-d'œuvre canadienne	530,489,000	517,565,778
Services à forfait du personnel	126,000	24,853
Services d'aide temporaire	364,000	357,029
Gelée	1,271,600	
Moins: recouvrement du Compte d'assurance-chômage	673,899,000	665,428,000
	622,486,547	*586,925,385*
Crédit 15—Subventions et contributions—		
Subventions—		
Programme d'aide au développement de l'emploi	7,710,000	6,090,546
Création d'emplois	172,721,000	117,129,737
Services d'emplois nationaux	3,145,000	2,597,616
Contributions—		
Formation d'emploi	399,763,000	354,745,652
Travail Canada	466,824,384	443,242,538
Accès aux carrières	168,793,003	135,545,089
Corps de Travail	37,642,175	37,332,131
Programme d'aide au développement de l'emploi	75,130,000	67,126,832
Création d'emplois	6,517,442	2,599,100
Option de formation de la jeunesse	45,101,000	6,832,853
Services d'emplois nationaux	36,790,000	26,357,408
Gelée	48,418,000	
	1,468,555,004	*1,199,599,502*
Crédits statutaires	*3,022,780,057*	*3,022,780,057*
	5,113,821,608	4,809,304,944
PROGRAMME D'IMMIGRATION		
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements et salaires	70,751,100	68,434,624
Fonctionnement et entretien	15,455,500	14,374,123
Services à forfait du personnel	1,363,000	1,206,384
Services d'aide temporaire	145,000	36,557
Emplois d'été pour étudiants	199,342	186,366
Gelée	625,900	
	88,539,842	*84,238,054*

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Crédit 25—Contributions—		
Transport des immigrants et autre assistance	30,608,000	30,123,872
Contributions de services de bien-être aux immigrants	3,205,000	3,203,219
Programme d'hôtellerie	50,000	50,000
	33,863,000	*33,377,091*
Crédits statutaires	*9,996,040*	*9,996,040*
	132,398,882	127,611,185
PROGRAMME DES RENTES SUR L'ÉTAT		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	2,594,100	2,391,226
Réserve pour rajustement de traitement	17,000	
Coûts de fonctionnement	383,000	291,255
Mesures administratives en contrainte	4,900	
	2,999,000	*2,682,481*
Crédits statutaires	*425,029*	*425,029*
	3,424,029	3,107,510
Commission d'appel de l'immigration		
Crédit 35—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	3,187,700	3,009,455
Gelée	6,300	
Réserve pour rajustement de traitement	36,000	
Coûts de fonctionnement	1,053,000	1,061,393
Services d'aide temporaire	16,000	13,429
	4,299,000	*4,084,277*
Crédit statutaire	*484,000*	*484,000*
	4,783,000	4,568,277
Total global	5,308,329,961	4,994,361,390
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES		
Ministère		
PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Coûts de personnel	18,038,700	17,015,038
Recherche et développement énergétiques—Coûts de personnel	46,000	36,369
Été Canada	10,098	9,765
Co-op Étudiant	24,640	19,848
Coûts de fonctionnement	16,705,360	14,659,024
Recherche et développement énergétiques—Coûts de fonctionnement	119,000	65,691
Services d'aide temporaire	264,000	220,287
Gelée—Reclassifications	33,800	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	9,364,000	7,810,762
	25,877,598	*24,215,260*
Crédits statutaires	*2,756,509*	*2,756,509*
	28,634,107	26,971,769
PROGRAMME DE L'ÉNERGIE		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Coûts de personnel	53,131,382	49,707,825
Coûts de personnel—Recherche et développement énergétiques	1,669,000	1,506,940
Coûts de personnel—Éducation coopérative	44,934	11,991
Réserve d'affectation pour rajustement de traitement (RART)	462,478	
Été Canada	31,416	31,416
Coûts de fonctionnement	76,190,416	58,828,429
Affectations spéciales		
Services à forfait du personnel	716,000	242,822
Services d'aide temporaire	2,028,000	1,539,449
Programme fédéral sur la gestion énergétique—Amélioration	1,715,000	1,541,362
Programme d'aide à la conversion dans les industries	148,000	30,427
Coûts en capital	1,902,000	1,662,570

	Affectations	Dépenses
	$	$
Coûts de fonctionnement et de capital—Recherche et développement énergétiques	11,397,590	7,543,472
Gelée—Coûts de personnel	107,200	
Gelée—Coûts de fonctionnement	1,191,000	
	150,734,416	*122,646,703*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions—		
Subvention à l'Université de Calgary pour l'institut des ressources énergétiques	125,000	125,000
Subvention à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux ressources énergétiques	47,000	47,000
Contributions à l'appui des organisations en vue de promouvoir l'utilisation de déchets du bois comme combustible au lieu des combustibles conventionnels et pour produire simultanément de la chaleur et de l'électricité	11,105,782	11,105,782
Contributions à l'appui des provinces de l'Atlantique pour aider les établissements industriels, commerciaux et publics à financer une partie de leurs investissements de capitaux dans le domaine de l'économie de l'énergie	7,200,000	5,355,303
Paiements versés à des organismes provinciaux et à des particuliers pour des initiatives de développement en vertu des ententes-cadres de développement et des ententes auxiliaires aux fins de rajustement économique et socio-économique	3,012,000	2,296,463
Programme d'incitation à l'expansion des marchés—Programme d'aide à la commercialisation du gaz (*moins*)	26,300,000	
Programme d'assistance à la conversion industrielle	7,047,681	7,047,680
Contribution à l'appui de la mise sur pied d'installations de distribution de gaz naturel	1,140,000	436,250
Contribution à l'appui de l'achat de véhicules au gaz naturel	1,855,000	932,500
Contribution à l'appui des projets de démonstration de chauffage solaire	8,050,000	4,986,041
Programme Canada-Saskatchewan de recherche, de développement et de démonstration pour les combustibles fossiles (1981)	2,850,000	1,623,341
Contribution à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux ressources énergétiques	462,000	439,000
Programme d'aide au transport du gaz naturel	33,700,000	31,933,907
Contribution à l'appui de recherches en énergie industriel et de programme de développement en recherche afin d'améliorer l'utilisation de l'énergie	6,302,552	6,302,552
Contribution à l'appui de systèmes de combustion biomassique à l'Île-du-Prince-Édouard	750,000	105,139
Contribution à l'appui du développement et de la démonstration de nouvelles technologies relatives à l'énergie renouvelable, sources d'énergie non conventionnelles, conservation d'énergie et au remplacement de l'huile par du combustible conventionnel	9,670,000	3,438,785

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Contribution à l'appui d'un programme de bourses d'études pour l'Université Laval	169,000	169,000
Programme conjoint Canada-Saskatchewan de mise au point des techniques de récupération des huiles lourdes	1,304,000	125,485
Programme de construction des embranchements	179,100,000	170,859,901
Programme d'aide à la commercialisation du gaz	27,000,000	20,456,040
Contribution à l'appui de la mise au point et de la commercialisation d'une nouvelle technologie d'utilisation du charbon	10,195,722	10,195,722
Paiement versé à la Commission d'énergie électrique du Nouveau-Brunswick pour la centrale électrique de l'anse Coleson	20,000,000	16,168,448
Contributions—		
Quote-part du gouvernement fédéral au Programme de recherche et de développement de l'association canadienne de l'électricité	2,912,000	2,912,000
Aide aux propriétaires de véhicules commerciaux pour stimuler l'utilisation du propane comme carburant au lieu de l'essence ou du diésel	15,189,240	15,189,239
Contributions à l'appui d'un fonds de remplacement du pétrole en vue de financer jusqu'à 75% des coûts de la conversion au charbon des centrales électriques alimentées au pétrole, lorsque cette conversion est conforme à la protection de l'environnement	580,000	579,115
Contribution à l'appui de la mise au point et la démonstration du procédé de gazéification du bois sur le lit fluidisé sous pression	2,500,000	908,638
Contribution à l'appui du Programme de démonstration dans les collectivités éloignées	1,330,000	
Contribution à l'appui de la mise au point de meilleures piles d'alimentation des véhicules fonctionnant à l'électricité	100,000	97,586
Contribution à l'appui des activités conjointes du gouvernement et de l'industrie relatives à la mise au point de nouveaux carburants liquides	100,000	81,668
Contributions à l'appui des ententes fédérales-provinciales en matière d'élaboration et de démonstration de nouvelles techniques associées aux sources d'énergie renouvelables et non classiques et aux économies d'énergie	10,432,746	9,793,494
Contributions à l'appui de démonstrations de résidences superéconomiques en énergie	1,500,000	284,300
Contributions à l'appui des initiatives peu coûteuses en matière d'économie d'énergie	496,000	390,697
Contributions à l'appui des établissements industriels, commerciaux et publics pour améliorer l'efficacité énergétique	4,000,000	3,604,624
Contribution par catégorie à l'Agence internationale de l'énergie (AIE) ou à ses agents, pour la recherche en énergie et pour des projets de développement relatifs aux intérêts des canadiens	300,000	175,333
Contribution à l'appui de la mise au point de spécifications et de standards pour des carburants de rechange dans le secteur des transports	100,000	88,878
Paiement à Newgrade Energy Inc. afin de mettre sur pied une étude de rentabilité concernant la construction et l'opération d'un système amélioré d'huile lourde en Saskatchewan	3,200,000	2,049,150
Contribution à l'appui de la démonstration à l'échelle commerciale de production avancée d'hydrogène électrolytique	700,000	690,000
Contribution à l'appui du développement des réserves de gaz naturel liquide	150,000	150,000
Câble sous-marin de l'Î-P-É	20,000,000	20,000,000
Contribution à l'appui de la mise au point et de la commercialisation d'une nouvelle technologie d'utilisation du charbon	80,278	
	368,456,001	*351,144,061*
Crédit 15—Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes— Contributions à des particuliers	*145,500,000*	*133,525,032*
Crédit 20—Programme canadien de remplacement du pétrole—		
Programme d'expansion	60,000,000	59,999,999
Aide à la conversion	167,779,000	167,671,388
Incitation à l'expansion des marchés—		
Programme pour fonds—Programme de distribution des systèmes d'expansion (*moins*)	41,890,000	41,889,089
	185,889,000	*185,782,298*
Crédit 25—Programme d'encouragement du secteur pétrolier	*1,750,000,000*	*1,735,330,338*
Crédit 26b—Paiements pour l'indemnisation pétrolière	*840,800,000*	*808,598,427*
Crédits statutaires (incluant le Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement)	*589,390,679*	*474,043,468*
	4,030,770,096	3,811,070,327

PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE

	Affectations	Dépenses
Crédit 35		
Dépenses de fonctionnement—		
Coûts de personnel	110,891,200	109,019,741
Recherche et développement énergétiques—Coûts de personnel	4,889,000	4,567,058
Été Canada	529,278	470,800
Programme d'éducation coopérative	194,000	71,219
Programme d'action sur les huiles et pétrole du Nord—Coûts de personnel	120,000	64,598
Coûts de fonctionnement	91,125,100	79,512,359
Recherche et développement énergétiques—Coûts de fonctionnement	25,821,001	25,682,885
Services à forfait du personnel	3,827,600	3,729,650
Services d'aide temporaire	626,000	625,843
Programme d'action sur les huiles et pétrole du Nord—Coûts de fonctionnement	363,000	359,972
Programme fédéral sur la conversion	40,000	40,000
Subventions et contributions—		
Subventions—		
Institut canadien d'arpentage-FIG	76,000	76,000
Subventions en vue d'encourager la recherche sur les sciences de la terre, l'énergie et les minéraux	1,398,000	1,398,000
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des		

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
activités liées à la technologie des sciences de la terre et aux ressources minérales	165,500	165,500
Contributions—		
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités liées à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales	234,000	176,360
Contributions au Comité d'enquête (Ontario) sur le contrôle au sol et préparatifs d'urgence	20,000	19,119
Contribution à l'Asbestos Strategy	1,250,000	1,200,100
Contribution à la Province de Terre-Neuve dans le cadre d'une entente fédérale-provinciale conjointe sur l'exploitation minérale	620,000	493,082
Programme des minéraux des régions de Sudbury, Timmins et Algoma	100,000	62,924
Contribution au «Centre for Resource Studies» de l'Université Queen	187,000	187,000
Agence spatiale européenne	4,100,000	4,100,000
Recherche sur les sables bitumineux de l'Alberta	112,000	54,382
Contribution à l'Alberta Sands Technology and Research Authority (AOSTRA) démonstration de nouvelles techniques pour Bitumen/Huile lourde	17,000	4,591
Contribution à l'Alberta Oil Sands Technology and Research Authority (AOSTRA) Centre de démonstration des sables bitumineux, phase III	187,500	124,975
Contribution à l'Institut minier et métallurgique canadien à l'appui du dixième congrès mondial sur les effectifs du charbon	22,500	22,500
Contribution à la National Science Foundation	130,000	130,000
Gelée—Reclassifications	212,300	
Gelée—Contribution	188,000	
Gelée—Régimes d'avantages sociaux des employés	27,000	
	247,472,979	*232,358,658*
Crédit 40—Dépenses en capital—		
Coûts en capital	35,694,032	32,436,033
Recherche et développement énergétiques—Coûts en capital	8,097,000	8,087,886
Programme d'action sur les huiles et pétrole du Nord—Coûts en capital	105,000	104,371
	43,896,032	*40,628,290*
Crédits statutaires	*16,785,376*	*16,785,376*
	308,154,387	289,772,324
Sous-total—Ministère	4,367,558,590	4,127,814,420
Commission de contrôle de l'énergie atomique		
Crédit 45		
Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	12,047,156	11,113,887
Réserve pour rajustement de traitement	268,024	
Services d'aide temporaire	20,000	12,877
Services à forfait du personnel	60,000	36,960
Autres coûts de fonctionnement	8,583,020	7,020,602
Subventions et contributions—		
Subventions à des organismes sans but lucratif qui mettent au point les normes de sûreté nucléaire	10,000	7,500
Subvention à l'Institut canadien de radioprotection	50,000	50,000
Contributions au ministère du Travail de l'Ontario de la part du comité sur le contrôle au sol et préparatifs d'urgence	20,000	19,119
Contributions sous forme de bourses d'études supérieures	24,000	4,000
Contributions—IAEA—Programme à l'appui de garanties	446,300	363,011
	21,528,500	*18,627,956*
Crédit statutaire	*1,825,000*	*1,825,000*
	23,353,500	20,452,956
Énergie atomique du Canada, Limitée		
Crédit 50—Dépenses de fonctionnement	*300,851,000*	*294,435,698*
Crédit 55—Dépenses en capital	*31,226,000*	*31,100,000*
	332,077,000	325,535,698
Office national de l'énergie		
Crédit 60—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	18,157,000	17,369,833
Réserve pour rajustement de traitement	149,000	
Coûts de fonctionnement	4,495,000	3,894,163
Services d'aide temporaire	20,000	15,420
Services à forfait du personnel	60,000	20,563
	22,881,000	*21,299,979*
Crédit statutaire	*2,743,000*	*2,743,000*
	25,624,000	24,042,979
Petro-Canada		
Crédit 65—Paiement à Petro-Canada	*17,039,532*	*17,039,532*
Crédit 66c—Pour plus de certitude, Petro-Canada est expressément autorisée à emprunter de l'argent d'autres sources que de Sa Majesté	*1*	
Crédits statutaires	*18,205,384*	
	35,244,917	17,039,532
Société Petro-Canada pour l'assistance internationale		
Crédit 70—Paiements à la Société Petro-Canada pour l'assistance internationale	60,500,000	60,500,000
Total global	4,844,358,007	4,575,385,585
ENVIRONNEMENT		
Ministère		
PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Crédit 1		
Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	29,506,174	28,957,770
Réserve pour rajustement de traitement	152,151	
Recherche et développement énergétiques (traitements et salaires)	50,000	50,000
Recherche et développement énergétiques (coûts de fonctionnement)	31,000	21,373
Services d'aide temporaire	645,000	634,073
Services à forfait du personnel	185,000	176,217
IMPAC (traitements et fonctionnement)	570,000	566,780
Programme Été Canada	117,997	117,879
Co-op Étudiants (traitements et salaires)	16,864	9,120
Gelée—Reclassifications	57,700	
Environnement 2000 (traitements et salaires)	1,317,000	1,248,099
Environnement 2000 (coûts de fonctionnement)	816,000	629,515
Expo 86—Gelée	10,000	
Autres coûts de fonctionnement (incluant le capital)	12,093,344	11,863,294

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Subventions et contributions—		
Subventions—		
Association canadienne des géographes	7,000	6,500
Union géographique internationale	2,000	
Contributions—		
Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS)	3,477	1,504
Contribution au Conseil canadien des ministres des Ressources et de l'Environnement, équivalente au tiers de son Budget de fonctionnement	145,840	84,008
	45,726,547	*44,366,132*
Crédits statutaires	*4,640,733*	*4,640,733*
	50,367,280	49,006,865
PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements et salaires	187,526,154	185,817,336
Réserve pour rajustement de traitement	745,621	
Recherche et développement énergétiques (traitements et salaires)	587,000	503,591
Recherche et développement énergétiques (coûts de fonctionnement)	8,771,319	8,022,642
Services d'aide temporaire	2,166,235	2,148,372
Services à forfait du personnel	1,039,411	969,661
Co-op Étudiants	262,185	187,068
Programme Été Canada	3,338,078	3,337,148
Programme d'action sur les huiles du Nord (traitements et salaires)	237,000	128,182
Programme d'action sur les huiles du Nord (coûts de fonctionnement)	703,000	593,785
Environnement 2000 (traitements et salaires)	2,267,300	2,090,901
Environnement 2000 (coûts de fonctionnement)	1,195,700	1,083,087
Gelée—Reclassifications	322,200	
Autres coûts de fonctionnement	114,216,389	110,081,940
	323,377,592	*314,963,713*
Crédit 10—Dépenses en capital—		
Recherche et développement énergétiques	455,549	445,242
Projets spéciaux de relance	2,347,096	2,347,096
Institut national de recherche sur l'hydrologie—Gelée	530,500	
Programme d'action sur les huiles du Nord	160,000	151,497
Environnement 2000	107,000	67,305
Programme fédéral sur la conversion	50,000	3,500
Autres coûts de fonctionnement	39,645,658	37,564,529
	43,295,803	*40,579,169*
Crédit 15—Subventions et contributions—		
Subventions—		
Comité canadien de l'Association internationale de la recherche sur la pollution de l'eau	5,000	5,000
Recherches en météorologie	479,200	473,790
Société canadienne de météorologie et d'océanographie	16,000	16,000
Programme coopératif de surveillance et d'évaluation du transport à grande distance des polluants atmosphériques de la Commission économique pour l'Europe	10,000	10,000
Recherches sur les ressources en eau	250,000	250,000
Comité canadien de l'Association internationale de recherche sur la pollution de l'eau	2,000	2,000
Fédération canadienne de la faune	10,000	10,000
Fédération canadienne des naturalistes	10,000	10,000
Creston Valley Wildlife Management	75,000	75,000
Institut canadien de la fourrure	20,000	20,000
Habitat faunique du Canada	2,000,000	2,000,000

	Affectations	Dépenses
	$	$
Nature Conservancy of Canada	10,000	10,000
Institut forestier du Commonwealth	10,500	10,500
Festival de la forêt	5,000	5,000
Subventions aux universités pour des travaux de recherches particuliers sur les forêts	1,978,414	1,978,414
Association forestière du Canada	50,000	50,000
Contributions—		
Centre de toxicologie—Guelph et Toronto	23,278	23,278
Centre de toxicologie—Guelph et Toronto—Gelée	1,309,751	
Contributions à des organisations, à des groupes communautaires, à des entreprises et à des particuliers pour des projets se rapportant au programme Environnement 2000	30,760,268	29,175,749
Organisation sur la coopérative économique et le développement (OCED)	46,000	39,909
Initiative de novembre—Gelée	674,722	
Droits d'affiliation—Organisation météorologique mondiale	622,000	622,000
Bourse d'étude pour le programme météorologique	80,000	66,000
Aux universités canadiennes afin d'aider le transport à grande distance des polluants atmosphériques	26,250	17,451
Accord Canada/Ontario concernant les projets spéciaux de relance pour la ville de Timmins et les municipalités régionales de Sudbury et Niagara	7,800,000	7,800,000
Provinces destinées à d'autres projets fédéraux-provinciaux concernant les ressources en eau	141,000	
Provinces destinées à des études sur la réduction des dommages causés par les crues et à l'établissement des cartes des régions inondables	1,330,000	1,310,224
Québec—Accord sur les relevés hydrométriques	793,000	642,300
Accord Canada/Ontario sur la qualité de l'eau des Grands Lacs	1,200,000	1,169,000
Québec—Accord de la Baie James	100,000	100,000
Manitoba pour les études de mercure du réseau de dérivation de la rivière Churchill	85,000	85,000
Nations Unies pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction	28,000	28,000
Manitoba pour la construction de digues périphériques à la rivière Rouge	500,000	302,523
Provinces dans le cadre du programme de construction d'usines de traitement des eaux usées	10,000,000	9,989,899
Québec aux fins des accords de contrôle de la qualité des eaux	197,000	189,477
Conseil intergouvernemental de gestion du caribou	15,000	15,000
Saskatchewan—Vallée Qu'Appelle	400,000	148,675
Québec—Maîtrise des crues dans la région de Montréal	1,600,000	1,250,979
Colombie-Britannique—Maîtrise des crues du Fraser	4,000,000	3,150,000
Associations coopérantes	10,000	10,000
Institut canadien de la fourrure	395,000	395,000
Canada/Saskatchewan pour la station d'épuration des eaux au charbon actif en grains	2,000,000	1,991,719
À la ville de Channel-Port-aux-Basques, Terre-Neuve pour un système de purification d'eau	180,000	180,000
Dévastations de récoltes par les oiseaux aquatiques	770,001	660,028
Institut canadien de recherches en génie forestier	679,252	679,252

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Organismes provinciaux et aux personnes en ce qui a trait aux initiatives de développement en vertu des ententes-cadres sur le développement et des ententes auxiliaires aux fins de rajustement économique et socio-économique	6,346,742	6,346,742
Pour l'école des gardes forestiers des provinces maritimes	40,601	40,601
Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS)	322,609	299,093
	77,406,588	*71,653,603*
Crédits statutaires	*32,355,300*	*32,355,300*
	476,435,283	459,551,785
PROGRAMME PARCS CANADA		
Crédit 20		
Dépenses de fonctionnement—		
Traitements et salaires	127,671,007	126,534,924
Programme Été Canada	259,626	256,545
Co-op Étudiants	46,000	25,322
Environnement 2000 (traitements et salaires)	2,660,000	2,602,309
Environnement 2000 (coûts de fonctionnement)	897,000	848,407
Autres coûts de fonctionnement	58,282,090	56,877,636
Services d'aide temporaire	563,300	478,366
Services à forfait du personnel	204,700	196,901
Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS)	28,425	18,311
Subventions et contributions—		
Subventions—		
Jardin national de la paix au Manitoba	30,000	30,000
Association des parcs nationaux et provinciaux du Canada	15,000	15,000
Contributions—		
Conférence fédérale-provinciale sur les parcs	12,978	12,899
Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources	90,000	90,000
Parc national des Prairies	548,900	
Parc national Poster	2,000	2,000
Comité du lotissement urbain de Jasper	15,600	13,070
Centre intergouvernemental de protection des incendies	50,000	22,328
Fonds du patrimoine mondial	80,000	67,064
Associations coopérantes	250,000	250,000
Centre national d'études pour la conservation et la restauration	77,000	69,160
Maison Tresler	25,000	14,805
Conseil international sur les monuments et sites	40,000	40,000
	191,848,626	*188,465,047*
Crédit 25—Dépenses en capital—		
Dépenses en capital	108,643,702	96,257,853
Environnement 2000	166,000	143,176
Programme sur les facilités de conversion	275,400	205,407
Projets spéciaux de relance	3,772,000	3,771,868
Projets spéciaux de relance—Gelée	1,360,000	
Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS)	9,299	9,298
	114,226,401	*100,387,602*
Crédit 30—Paiements à la Commission des champs de bataille nationaux (1[er] avril au 31 août 1984)	*1,943,429*	*1,943,429*
Crédits statutaires	*18,852,357*	*18,852,357*
	326,870,813	309,648,435
Sous-total—Ministère	853,673,376	818,207,085

	Affectations	Dépenses
	$	$
Commission des champs de bataille nationaux		
Virement du crédit 30 (Environnement)	922,571	814,388
Total global	854,595,947	819,021,473
AFFAIRES EXTÉRIEURES		
Ministère		
PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements et salaires (base du Canada)	157,146,942	156,843,828
Traitements et salaires (personnel local engagé)	54,087,475	51,296,913
Indemnités pour services à l'étranger	34,371,000	33,761,694
Services d'aide temporaire	2,094,000	1,831,134
Services à forfait du personnel	1,670,800	912,910
Dépenses de fonctionnement	252,418,081	238,278,093
Virement du CT, crédit 30—Aide à la mise en œuvre	700,000	539,917
	502,488,298	*483,464,489*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Dépenses en capital	34,672,681	32,449,818
Long Range Capital Program	37,113,700	37,171,926
Solar Heating (PUSH) Program	330,000	307,012
	72,116,381	*69,928,756*
Crédit 10—Subventions inscrites au Budget et contributions	*151,111,846*	*147,958,520*
Crédits statutaires	*25,115,793*	*25,115,793*
	750,832,318	726,467,558
PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER—FONDS RENOUVELABLE DU BUREAU DES PASSEPORTS		
Crédit statutaire	8,148,204	(3,198,342)
PROGRAMME DES CÉRÉALES ET DES GRAINES OLÉAGINEUSES		
Crédit 15—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements et salaires	2,165,000	1,526,917
Services d'aide temporaire	55,000	36,612
Services à forfait du personnel	37,000	
Dépenses de fonctionnement	1,262,000	941,219
	3,519,000	*2,504,748*
Crédit 20—Subventions inscrites au Budget et contributions	*10,506,000*	*9,354,631*
Crédits statutaires	*125,553,377*	*125,553,377*
	139,578,377	137,412,756
PROGRAMME DES EXPOSITIONS INTERNATIONALES		
Crédit 25—Dépenses du programme et contributions—		
Traitements et bénéfices	90,000	89,467
Traitements et salaires	613,976	579,310
Dépenses de fonctionnement	9,565,690	9,606,420
Contributions	7,310	
	10,276,976	*10,275,197*
Crédit statutaire	*89,000*	*89,000*
	10,365,976	10,364,197
Sous-total—Ministère	908,924,875	871,046,169
Corporation commerciale canadienne		
Crédit 30—Dépenses du programme	24,755,000	17,617,060

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations $	Dépenses $
Agence canadienne de développement international		
Crédit 35—Dépenses de fonctionnement—		
Coûts de fonctionnement	23,815,127	22,933,813
Traitements et salaires	42,968,500	42,105,222
Réserve pour rajustement de traitement	183,000	
Services d'aide temporaire	610,313	594,997
Services à forfait du personnel	2,342,060	2,118,090
Réserve pour reclassification	81,500	
Virement du CT, crédit 10—Emploi d'été pour étudiants	69,377	69,377
	70,069,877	*67,821,499*
Crédit 40—Subventions et contributions—		
Subventions—		
Bourses d'études et de perfectionnement du Commonwealth	3,950,000	3,946,223
Bourses d'études accordées par l'ACDI à des Canadiens qui font des études se rattachant à l'aide au développement international	450,000	450,000
Aide au développement aux organismes et institutions de développement international pour leur fonctionnement et leurs programmes généraux; pour les programmes et projets précis ainsi que pour le paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	122,300,000	122,294,076
Aide alimentaire fournie à des organismes non gouvernementaux internationaux ou à des institutions de développement international et destinée à des bénéficiaires de pays en voie de développement, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	149,930,000	149,900,877
Aide humanitaire et contingence, aux désastres aux pays, à leurs organismes et à des personnes de ces pays, ainsi qu'à des institutions internationales et des organisations non gouvernementales canadiennes et internationales à l'égard d'opérations et de programmes, projets, activités et appels généraux et particuliers, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	88,700,000	88,699,957
Contributions—		
Aide au développement aux pays en voie de développement, à leurs organismes et institutions ainsi que des contributions aux organismes et institutions de développement régional et international, aux institutions, organismes et agences canadiennes à l'appui de projets, programmes et activités locales et régionales, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	459,876,401	459,870,183
Contributions versées à des organisations, institutions et agences canadiennes, internationales et régionales de développement ainsi qu'aux gouvernements provinciaux à leurs organismes et agences à l'appui de programmes, projets et activités de coopération et développement reliés à l'éducation, et paiements de dépenses administratives particulières s'y rapportant	137,500,000	137,449,269
Encouragements aux investisseurs, institutions et organisations du secteur privé du Canada, aux institutions internationales, aux gouvernements de pays en voie de développement, à leurs organismes et agences, aux institutions locales et régionales des pays en voie de développement, ainsi qu'aux organisations à l'appui de programmes et projets de coopération industrielle, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	38,540,000	38,506,303
Aide alimentaire fournie aux pays en voie de développement, à leurs organismes et à des personnes de ces pays, ou à des organismes non gouvernementaux canadiens et destinée à des bénéficiaires de pays en voie de développement, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	236,007,000	235,950,410
Contributions versées à des institutions et organisations de développement international à l'appui de programmes et projets précis d'aide au développement et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	2,445,500	2,439,864
Contributions à des organismes non gouvernementaux internationaux à l'appui de programmes et de projets d'aide au développement et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	18,013,000	18,012,888
	1,257,711,901	*1,257,520,050*
Crédits statutaires	*7,578,000*	*7,578,000*
	1,335,359,778	1,332,919,549
Centre de recherches pour le développement international		
Crédit 60—Paiements au Centre de recherches pour le développement international	81,000,000	81,000,000
Commission mixte internationale		
Crédit 65—Traitements et dépenses—		
Traitements et salaires	1,715,000	1,449,600
Autres coûts de fonctionnement	1,446,000	1,223,385
	3,161,000	*2,672,985*
Crédit statutaire	*257,000*	*257,000*
	3,418,000	2,929,985
Total global	2,353,457,653	2,305,512,763
FINANCES		
Ministère		
PROGRAMME DES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	31,818,800	31,374,351
Biens et services	13,011,000	12,914,430
Gelée	59,700	
Services à forfait du personnel	2,639,000	2,432,188
	47,528,500	*46,720,969*
Crédits statutaires	*42,987,486*	*42,987,486*
	90,515,986	89,708,455
PROGRAMME DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE		
Crédit statutaire	22,551,172,645	22,551,172,645
PROGRAMME DES PAIEMENTS DE TRANSFERT FISCAL		
Crédits statutaires	5,813,601,216	5,813,601,216

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
PROGRAMME DU TRIBUNAL CANADIEN DES IMPORTATIONS		
Crédit 5—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	1,377,000	1,343,432
Réserve pour rajustement de traitement	21,000	
Biens et services	416,000	393,100
Services à forfait du personnel	5,000	
	1,819,000	*1,736,532*
Crédit statutaire	*187,000*	*187,000*
	2,006,000	1,923,532
PROGRAMME DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES BANQUES		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	1,438,000	1,253,667
Réserve pour rajustement de traitement	16,000	
Biens et services	212,000	186,772
Services à forfait du personnel	4,000	3,500
	1,670,000	*1,443,939*
Crédit statutaire	*206,000*	*206,000*
	1,876,000	1,649,939
PROGRAMME SPÉCIAL		
Crédit 15—Coûts de fonctionnement	*100,000*	*100,000*
Crédit statutaire	*75,000,000*	
	75,100,000	100,000
Sous-total—Ministère	28,534,271,847	28,458,155,787
Vérificateur général		
Crédit 25—Dépenses du programme et subventions et contributions—		
Dépenses du programme et subventions et contributions	37,132,000	35,732,461
Virement du CT, crédit 10—Compagnie des jeunes travailleurs	8,415	8,415
	37,140,415	*35,740,876*
Crédits statutaires	*3,985,922*	*3,985,922*
	41,126,337	39,726,798
Assurances		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	8,404,400	7,950,933
Réserve pour rajustement de traitement	65,000	
Coûts de fonctionnement	3,662,000	3,420,624
Services d'aide temporaire	24,000	22,102
Services à forfait du personnel	40,000	25,719
Gelée—Reclassifications	16,600	
	12,212,000	*11,419,378*
Crédits statutaires	*1,578,595*	*1,578,595*
	13,790,595	12,997,973
Commission du tarif		
Crédit 35—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	1,444,870	1,240,493
Autres coûts de fonctionnement	850,000	623,700
	2,294,870	*1,864,193*
Crédits statutaires	*912,827*	*912,827*
	3,207,697	2,777,020
Total global	28,592,396,476	28,513,657,578
PÊCHES ET OCÉANS		
Ministère		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements et salaires	220,772,500	218,132,391
Coûts de fonctionnement	216,820,000	209,047,643
Services d'aide temporaire	1,953,900	1,814,334
Services à forfait du personnel	393,500	203,106
Recherche et développement énergétiques	6,529,000	6,424,660

	Affectations	Dépenses
	$	$
Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS)	1,557,400	1,465,129
Initiatives spéciales d'emploi	1,323,800	934,769
IMPAC	180,000	134,765
Été Canada	2,033,771	2,033,771
Gelée—Coûts de fonctionnement	120,000	
NOGAP	4,571,000	4,495,946
Initiative de novembre—Affectation réservée	2,618,000	
	458,872,871	*444,686,514*
Crédit 2b—Achats de produits de la pêche, désignés par le gouverneur en conseil, conformément à la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche	11,850,000	3,086,691
Gelée	150,000	
	12,000,000	*3,086,691*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Coûts en capital	32,858,000	30,854,768
Ports pour petits bateaux	32,584,800	32,126,514
Plan stratégique pour l'acquisition de navires	40,100,000	33,086,184
Construction majeure/Stratégie d'ajustement du capital	12,208,000	5,136,691
Recherche et développement énergétiques	1,187,000	1,201,983
Projets spéciaux de relance	105,796,000	95,352,250
Initiatives spéciales d'emploi	8,608,700	4,945,060
Conversion de l'énergie	374,000	250,360
Dommages causés par les tempêtes	1,700,000	427,427
NOGAP	1,913,000	1,981,330
Initiative de novembre—Affectation réservée	3,264,000	
Gelée—SRCPP	588,000	
	241,181,500	*205,362,567*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subvention à des étudiants en biologie pouvant suivre des cours et travailler en français	92,000	92,000
Laboratoire de recherches sur les sciences de la mer de l'Université Mémorial de Terre-Neuve	150,000	150,000
Aide spéciale aux pêcheurs indépendants de l'Atlantique et du Labrador affectés par des conditions de glaces anormales	3,781,332	3,720,461
Droits d'affiliation à l'Organisation hydrographique internationale	22,000	20,837
Fonds de fiducie de la commission océanographique intergouvernementale	15,000	15,000
Conseil pour l'utilisation de la mer	15,000	15,000
Subventions aux universités canadiennes et bourses d'études à des chercheurs particuliers à l'appui de la recherche marine et aquatique et des recherches économiques dans le domaine des pêches et de la mer	360,000	351,740
Aide au comité d'études des phoques et de leur chasse	111,000	75,924
Contribution pour le programme Emploi et perfectionnement jeunesse: ressources halieutiques	4,435,000	4,430,919
Contribution au camp sur les ressources de la pêche de l'Université Mémorial de Terre-Neuve	3,600	
Contribution au Fonds mondial pour la nature (Canada) pour une étude sur les cétacés de l'Arctique	22,500	22,500
Contribution au Conseil des industries forestières de la Colombie-Britannique	50,000	50,000
Contribution à l'Association de l'aquarium publique de Vancouver	500,000	500,000
Aide, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour la construction de chalu-		

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations $	Dépenses $
tiers à l'égard de laquelle aucune subvention d'équipement n'est payable en vertu de quelque autre autorisation fédérale	8,500,000	5,352,537
Contribution aux programmes de développement des pêches au Labrador	1,740,000	1,073,286
Contribution aux programmes de développement des pêches dans l'Î-P-É	197,000	196,859
Contribution aux programmes de développement des pêches dans le sud-est du Nouveau-Brunswick	420,000	385,313
Contributions en vue de couvrir les coûts du Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS)	405,815	204,334
Contributions à l'égard des coûts d'aménagement des installations d'entreposage d'appâts, de déchargement du poisson, de fabrication de glace et d'installations pour le poisson salé, approuvées dans le cadre des projets spéciaux de recouvrement de capital	8,609,969	8,279,551
Contribution aux pêcheurs détenant des permis commerciaux et aux associations des pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine	115,000	114,968
Contributions aux pêcheurs de la Côte-Nord, du Bas Saint-Laurent et des Îles-de-la-Madeleine qui détiennent des permis commerciaux	2,988,000	2,602,092
Contributions aux autochtones ou groupes d'autochtones du nord du Québec, relativement à leurs activités de chasse et pêches	250,000	250,000
Contribution au développement technologique des pêches de l'Atlantique et au transfert d'information	1,003,000	893,366
Contribution à la Corporation de la marina Lotbinière pour l'aménagement d'une marina	434,000	49,953
Contribution au Club nautique d'Eschaillons pour l'aménagement d'une marina	632,000	606,426
Contribution aux usines enregistrées de transformation du poisson aux sociétés, aux entreprises individuelles ou au groupe de particuliers qui travailleront dans les secteurs de l'exploitation de la transformation, de la commercialisation ou du transport au sein de l'industrie de la pêche à l'Île-du-Prince-Édouard	202,000	201,331
Contribution au canton de Bosanquet (Ontario) pour la construction d'infrastructures nautiques et autres travaux maritimes approuvés sous l'égide du Programme des projets spéciaux de relance	300,000	
Contributions à l'égard des coûts d'aménagement des installations de fabrication et d'entreposage de la glace dans le cadre du Programme d'infrastructures pour la fabrication et d'entreposage de la glace—Pêches de l'Atlantique	460,000	455,200
Contribution aux pêcheurs commerciaux du saumon de l'Atlantique pour le rachat de leurs permis de pêches	1,694,400	1,692,621
Contribution pour le coût d'achat d'harenguiers-seineurs basés au Nouveau-Brunswick	3,000,000	
Contribution au Club nautique La Batture pour le dragage de la rivière Nicolet	250,000	
Contribution au club Les Amis de la marina Inc., Shippegan (Nouveau-Brunswick) pour l'aménagement d'un port de plaisance	300,000	300,000
Contribution au Canadian Sealers Association	65,000	65,000

	Affectations $	Dépenses $
Contribution au International Game Fish Association	10,000	10,000
Contribution au Fisheries Council of Canada	35,000	35,000
Contribution à l'égard des coûts d'aménagement des installations de fabrication et d'entreposage de la glace	50,000	50,000
Paiements déficitaires pour les produits des morues gelées	150,000	148,998
Contribution à l'Association canadienne des rédacteurs scientifiques afin de financer les coûts relatifs à l'attribution d'un prix annuel pour la rédaction d'articles dans le domaine des sciences et des ressources naturelles	1,500	1,500
	41,370,116	*32,412,716*
Crédits statutaires	*35,219,594*	*35,219,594*
Total global	788,644,081	720,768,082
GOUVERNEUR GÉNÉRAL		
Credit 1—Dépenses du programme	*5,517,333*	*5,122,400*
Crédits statutaires	*677,670*	*677,670*
Total global	6,195,003	5,800,070
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN		
Ministère		
PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et allocations	33,389,026	33,051,908
Réserve pour rajustement de traitement	153,424	
Services d'aide temporaire	680,000	679,725
Dépenses de fonctionnement	10,808,750	8,921,001
Services à forfait du personnel	3,154,100	2,753,618
Gelée—Services comptables	562,000	
Virement du CT, crédit 10—Emploi d'été pour étudiants	24,123	20,084
	48,771,423	*45,426,336*
Crédits statutaires	*5,097,952*	*5,097,952*
	53,869,375	50,524,288
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et allocations	136,804,027	135,985,493
Réserve pour rajustement de traitement	1,261,935	
Traitements—Virement des programmes aux bandes (gelée)	1,925,000	
Dépenses de fonctionnement	77,245,361	77,044,054
Services à forfait du personnel	324,196	4,248
Services d'aide temporaire	956,500	918,037
Fonctionnement et maintien des actifs en réserve	24,172,800	21,374,439
Virement du CT, crédit 10—Programme d'emploi d'été pour étudiants	408,381	408,381
	243,098,200	*235,734,652*
Crédit 10—Dépenses en capital—		
Dépenses en capital	60,085,965	60,085,965
Projets spéciaux de relance	4,220,135	4,011,360
	64,306,100	*64,097,325*
Crédit 15—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	1,151,567,077	1,154,281,752
Virement du CT, crédit 10—Programme d'emploi d'été pour étudiants	28,796	28,796
	1,151,595,873	*1,154,310,548*
Crédits statutaires	*39,206,175*	*33,668,709*
	1,498,206,348	1,487,811,234

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations $	Dépenses $
PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD		
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et allocations	32,819,691	31,609,689
Réserve pour rajustement de traitement	200,517	
Dépenses de fonctionnement	38,543,452	36,513,331
Services d'aide temporaire	326,065	326,065
Services à forfait du personnel	230,733	60,237
Comité consultatif communautaire—Norman Wells	558,499	69,006
Emplois d'été pour étudiants	102,878	102,878
	72,781,835	*68,681,206*
Crédit 21c—Valeur des actions de la Coopérative des producteurs de l'Arctique canadien	*406,465*	*406,465*
Crédit 25—Dépenses en capital—		
Coût en capital	14,265,500	14,166,434
Projets spéciaux de relance	12,650,000	12,649,903
	26,915,500	*26,816,337*
Crédit 30—Subventions inscrites au Budget et contributions	*59,481,369*	*53,115,883*
Crédit 35—Paiements de transfert au gouvernement du Territoire du Yukon	*113,249,044*	*113,249,043*
Crédit 40—Paiements de transfert au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	*389,595,883*	*381,595,883*
Crédits statutaires (incluant le Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement)	*8,923,638*	*5,959,388*
	671,353,734	649,824,205
PROGRAMME DES REVENDICATIONS DES AUTOCHTONES		
Crédit 45—Contributions	*32,020,728*	*32,020,728*
Crédits statutaires	*30,879,855*	*30,879,855*
	62,900,583	62,900,583
Total global	2,286,330,040	2,251,060,310
JUSTICE		
Ministère		
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Réserve pour rajustement de traitement	120,918	
Traitements et salaires	52,978,600	49,750,721
Services d'aide temporaire	281,000	252,116
Fonctionnement et entretien	20,201,325	19,049,519
IMPAC et IAP	361,200	104,765
Commission canadienne sur la détermination de la peine	522,500	469,185
	74,465,543	*69,626,306*
Crédit 5—Subventions et contributions—		
Subventions—		
Conférence sur l'uniformisation des lois—Frais d'administration	4,000	4,000
Conférence sur l'uniformisation des lois—Recherche	25,000	618
Commission international des juristes	18,500	18,500
L'Institut international de droit d'expression française (IDEF)	1,500	1,500
Subventions en vue d'encourager les étudiants à se spécialiser dans la rédaction des lois	94,000	93,190
Subventions en vue d'encourager l'accès des autochtones à la profession juridique	213,066	214,692
Programme des bourses Duff-Rinfret	95,550	87,056

	Affectations $	Dépenses $
Subventions aux chefs de police destinées au Comité sur les modifications de la Loi	32,000	32,000
British Institute of International and Comparative Law (CLAS)	10,000	10,000
Académie de droit international de La Haye	12,000	12,000
Institut canadien du droit des ressources	25,000	25,000
Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal	23,400	23,400
Traduction et Droit Doc Ottawa	60,000	60,000
Contributions—		
Contributions aux provinces et aux territoires, en conformité avec les accords conclus avec le Ministre au nom du Canada pour les aider à soutenir leurs régimes d'aide juridique	56,732,012	45,820,661
Contributions aux provinces et aux territoires, en conformité avec les accords conclus avec le Ministre au nom du Canada, pour les aider à soutenir leurs programmes visant à indemniser les victimes d'actes criminels violents	2,475,600	2,440,982
Contributions en vue de promouvoir la recherche et les innovations dans le domaine de l'aide juridique	300,000	111,704
Contributions au programme d'échange d'étudiants en droit civil et en droit coutumier durant l'été	342,000	333,091
Conseil canadien de la documentation juridique	445,200	480,200
Justice pour victimes	352,000	218,702
Association canadienne des juges des cours provinciales	70,000	69,000
Contributions en vue d'aider à la réforme du droit pénal	417,500	381,855
Contributions au Programme d'aide juridique aux autochtones et aux programmes relatifs aux autochtones et aux responsables de l'administration de la justice	3,365,380	3,042,483
Fonds de consultation et de préparation	335,000	285,856
Détermination de la peine	240,000	91,895
Les jeunes contrevenants—Aide juridique	10,325,000	2,469,190
Programme de rédaction des lois de l'Université d'Ottawa	85,260	84,950
Société canadienne des sciences judiciaires	36,750	9,100
Programme de vulgarisation et d'information juridiques	250,900	125,010
Fonds pour la Loi sur les droits de la personne	500,000	496,500
	76,886,618	*57,043,135*
Crédits statutaires	*7,699,683*	*7,699,683*
Sous-total—Ministère	159,051,844	134,369,124
Commission canadienne des droits de la personne		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	5,703,167	5,252,285
Réserve pour rajustement de traitement	23,733	
Autres coûts de fonctionnement	2,609,500	2,546,123
Services d'aide temporaire	113,500	103,715
Gelée—Reclassifications	11,100	
	8,461,000	*7,902,123*
Crédit statutaire	*860,000*	*860,000*
	9,321,000	8,762,123
Commissaire à la magistrature fédérale		
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement et subventions—		
Traitements et salaires	980,541	962,612
Services d'aide temporaire	55,000	53,465

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Services à forfait du personnel	68,459	55,846
Coûts de fonctionnement	1,641,000	1,592,629
Subventions inscrites au Budget	124,001	117,900
	2,869,001	*2,782,452*
Crédit 25—Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements et salaires	83,000	24,336
Services d'aide temporaire	15,000	14,867
Coûts de fonctionnement	217,000	214,103
	315,000	*253,306*
Crédits statutaires	*86,213,272*	*86,213,272*
	89,397,273	89,249,030
Cour fédérale du Canada		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	5,050,633	4,592,486
Réserve pour rajustement de traitement	20,000	
Services d'aide temporaire	40,000	38,941
Services à forfait du personnel	310,000	179,056
Coûts de fonctionnement	2,118,000	2,026,073
Coûts en capital	800,000	791,923
	8,338,633	*7,628,479*
Crédit statutaire	*729,000*	*729,000*
	9,067,633	8,357,479
Commission de réforme du droit du Canada		
Crédit 35—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	1,397,494	1,397,493
Services d'aide temporaire	318,582	318,582
Fonctionnement et entretien	1,434,297	1,437,485
Services à forfait du personnel	1,660,627	1,660,627
	4,811,000	*4,814,187*
Crédit statutaire	*233,000*	*233,000*
	5,044,000	5,047,187
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada		
Crédit 40—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	1,743,500	1,581,230
Réserve pour rajustement de traitement	12,000	
Services d'aide temporaire	30,000	27,448
Services à forfait du personnel	23,000	21,329
Autres coûts de fonctionnement	867,000	548,900
Gelée	3,500	
	2,679,000	*2,178,907*
Crédit statutaire	*264,000*	*264,000*
	2,943,000	2,442,907
Cour suprême du Canada		
Crédit 45—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	1,974,300	1,967,774
Gelée—Reclassifications	3,700	
Services d'aide temporaire	7,800	7,278
Services à forfait du personnel	373,550	373,562
Subventions	17,767	17,767
Coûts en capital	374,810	366,734
Autres coûts de fonctionnement	1,771,840	1,771,597
	4,523,767	*4,504,712*
Crédits statutaires	*1,765,327*	*1,765,327*
	6,289,094	6,270,039
Cour canadienne de l'impôt		
Crédit 50—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	2,117,800	1,338,523
Réserve pour rajustement de traitement	29,000	
Services d'aide temporaire	43,000	14,070
Services à forfait du personnel	547,000	330,658

	Affectations	Dépenses
	$	$
Coûts de fonctionnement	1,762,400	1,118,783
Gelée—Reclassifications	3,200	
	4,502,400	*2,802,034*
Crédit statutaire	*247,000*	*247,000*
	4,749,400	3,049,034
Total global	285,863,244	257,546,923
TRAVAIL		
Ministère		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	*40,043,062*	*38,123,633*
Crédit 5—Subventions et contributions—		
Subventions—		
Subventions à des fins de travaux spéciaux de recherches dans le domaine du travail (recherches spéciales)	40,000	40,000
Subventions afin d'appuyer les activités qui contribuent à la réalisation des objectifs de Travail Canada	62,000	62,000
Subventions à des fins de travaux spéciaux de recherches dans le domaine du travail (prévention des accidents)	16,000	16,000
Subventions aux syndicats et à leurs membres qui ne sont pas affiliés au Congrès du travail du Canada à des fins d'éducation syndicale	1,069,000	999,142
Subventions afin d'appuyer les organismes responsables de l'élaboration des normes	10,000	10,000
Subvention pour la mise en œuvre d'un programme d'attestation pour les infirmiers et infirmières en médecine du travail	75,000	75,000
Subvention au Conseil syndical du Commonwealth	20,000	20,000
Subvention au Centre canadien du marché du travail et de la productivité	5,000,000	5,000,000
Subventions à des organisations de travailleurs qui organisent des activités de formation	10,000	10,000
Contributions—		
Contributions au Congrès du travail du Canada à des fins d'éducation syndicale	3,538,000	3,538,324
Contributions aux syndicats et à leurs membres qui ne sont pas affiliés au Congrès du travail du Canada à des fins d'éducation syndicale	1,124,000	1,090,148
Projets relatifs à la qualité de la vie au travail	705,000	443,243
Centre d'éducation syndicale de la région de l'Atlantique	363,000	363,000
Contributions pour le Programme gouvernemental-syndical de détachement d'employés	89,000	56,324
Contributions pour les fonds de recherche sur les répercussions des changements technologiques	286,000	286,000
Gelée	842,000	
	13,249,000	*12,009,181*
Crédits statutaires	*79,420,935*	*79,420,935*
Sous-total—Ministère	132,712,997	129,553,749
Conseil canadien des relations du travail		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	3,819,000	3,642,307
Réserve pour rajustement de traitement	33,000	
Services d'aide temporaire	20,000	13,030

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Services à forfait du personnel	173,650	89,087
Coûts de fonctionnement	1,448,350	1,371,686
	5,494,000	*5,116,110*
Crédit statutaire	*563,000*	*563,000*
	6,057,000	5,679,110
Société canadienne d'hypothèques et de logement		
Crédit 95—Pour rembourser la Société canadienne d'hypothèques et de logement	*1,544,131,392*	*1,482,725,616*
Crédit 26b—Pour renoncer au remboursement du principal des avances impayées consenties à la Société canadienne d'hypothèques et de logement	*307,600,000*	*307,600,000*
Crédits statutaires	*174,737,712*	*174,737,712*
	2,026,469,104	1,965,063,328
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
Crédits 20 et 21b—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	4,844,000	2,666,560
Coûts de fonctionnement	2,801,000	4,349,784
	7,645,000	7,016,344
Total global	2,172,884,101	2,107,312,531
DÉFENSE NATIONALE		
PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements et salaires des civils	950,703,681	950,703,681
Soldes des militaires	2,480,545,523	2,480,545,523
Coûts de fonctionnement	2,107,626,700	2,081,166,414
Services d'aide temporaire	1,256,206	1,256,206
Services à forfait du personnel	728,827	728,827
Virement du CT, crédit 10—Programme d'emploi d'été pour étudiants	13,625,807	13,625,807
Programme des langues officielles	13,021,309	13,021,309
	5,567,508,053	*5,541,047,767*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Coûts en capital	2,518,104,226	2,526,520,197
Services à forfait du personnel	23,000	23,000
Programme sur les projets énergétiques nationaux	5,085,376	5,085,376
Projets spéciaux de relance	35,655,398	35,655,398
Moins: affectation réservée	9,328,806	
	2,549,539,194	*2,567,283,971*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions inscrites au Budget	1,550,033	1,520,312
Contributions pour des projets d'avances de capitaux	2,034,473	2,034,473
Contributions à l'OTAN—		
Budgets militaires et agences	31,746,564	28,798,713
Infrastructure de l'OTAN	48,588,000	48,084,766
Contributions à l'OTAN—Système aéroporté de détection lointaine et de contrôle aérien de l'OTAN	6,613,747	6,613,747
Aide mutuelle	6,052,369	6,052,369
Contributions aux provinces et aux territoires aux fins de la préparation d'urgence	5,582,847	5,582,847
Contributions aux provinces pour de l'aide financière pour les désastres	3,828,769	3,828,769
	105,996,802	*102,515,996*
Crédits statutaires	*700,802,259*	*700,802,259*
	8,923,846,308	8,911,649,993

	Affectations	Dépenses
	$	$
PROGRAMME DE CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE		
Crédit 15—Construction de défense (1951) Limitée	14,500,000	14,487,807
Total global	8,938,346,308	8,926,137,800
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL		
Ministère		
PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		
Crédit 1		
Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	29,131,501	28,322,597
Autres coûts de fonctionnement	10,541,501	9,889,197
Services d'aide temporaire	200,000	196,072
Virement du CT, crédit 10—Programme d'emplois et d'activités d'été pour étudiants du Programme Été Canada 1984	9,350	9,350
Virement du CT, crédit 30—Aide à la mise en œuvre	675,000	656,088
Moins: recouvrements du Régime de pensions du Canada	1,551,000	1,551,000
Subventions et contributions—		
Subventions—		
Subventions à des organismes bénévoles de services sociaux et de santé en vertu du prix Thérèse Casgrain	5,000	5,000
Subvention à un Institut de recherches sociales et économiques à l'université du Manitoba	217,000	217,000
Subventions au Fonds de Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues	333,000	333,000
Subventions aux organismes internationaux	98,500	94,034
Contributions—		
Système d'information en matière de bien-être social	2,420,000	2,420,000
Banff Centre School of Management	25,000	25,000
Conseil canadien sur le développement social	20,000	20,000
	42,124,852	*40,636,338*
Crédits statutaires	*4,548,683*	*4,548,683*
	46,673,535	45,185,021
PROGRAMME DES SERVICES SANITAIRES ET SOCIAUX		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements et salaires	19,845,000	19,259,446
Autres coûts de fonctionnement	15,141,000	14,256,525
Services d'aide temporaire	265,000	261,697
Virement du CT, crédit 10—Programme d'emplois et d'activités d'été pour étudiants du Programme Été Canada 1984	42,636	37,574
	35,293,636	*33,815,242*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions—		
Subventions aux organismes nationaux bénévoles de santé	3,026,000	3,025,072
Subventions aux organismes nationaux de services sociaux	3,167,000	3,053,107
Planification familiale	174,000	164,015
L'Institut de cardiologie de l'Université d'Ottawa à l'Hôpital Civic	2,500,000	2,500,000
Contributions—		
Programme de santé nationale de recherche et de développement	18,123,000	18,123,000
Promotion de la santé	3,640,000	3,636,295

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Développement des services sociaux	3,497,000	3,324,579
Réadaptataion professionnelle des invalides	99,968,000	99,967,682
Services offerts aux jeunes délinquants	24,433,000	19,974,929
Recherche sur la réadaptation professionnelle des invalides	75,000	5,000
Nouveaux Horizons	13,371,000	13,371,000
Virement du CT, crédit 10—Programme de relance de l'aide à l'emploi	15,000	14,289
	171,989,000	*167,158,968*
Crédits statutaires	*9,968,608,024*	*9,968,608,024*
	10,175,890,660	10,169,582,234
PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX		
Crédit 15		
Dépenses de fonctionnement—		
Réserve pour rajustement de traitement	684,000	
Traitements et salaires	106,197,000	105,924,330
Autres coûts de fonctionnement	161,347,000	161,208,579
Services d'aide temporaire	800,000	707,948
Services à forfait du personnel	700,000	671,267
Virement du CT, crédit 10—Programme d'emplois et d'activités d'été pour étudiants du Programme Été Canada 1984	160,640	160,640
Subventions et contributions—		
Subventions—		
Services de santé des Indiens		
Subventions à des individus d'ascendance indienne ou inuit pour les aider dans des études débouchant sur une carrière dans le domaine de la santé	75,000	23,265
Contributions—		
Services de santé des Indiens		
Contributions aux noms des Indiens et des Inuit pour:		
Installations des soins et du matériel	8,448,800	7,917,543
Représentants en santé communautaire, transport à des fins médicales, professionnels de la santé, promotion de la santé et services de soutien	20,931,000	20,365,833
Programme national de lutte contre l'abus de l'alcool et des drogues chez les autochtones	27,084,000	26,557,747
Consultation au sujet de la santé des Indiens et des Inuit	950,000	947,348
Contributions à des universités, des collèges et d'autres organismes dans le but d'accroître la participation d'étudiants Indiens et Inuit à des programmes d'étude débouchant sur des carrières professionnelles dans le domaine de la santé	600,000	311,133
Paiement à Terre-Neuve pour distribution des soins aux Indiens et Inuit	989,000	664,000
Services de santé du Nord—		
Contributions au nom des Indiens et des Inuit pour:		
Installations des soins et de matériel	225,000	204,074
Consultation au sujet de la santé des Indiens et des Inuit	77,000	67,215
Programme national de lutte contre l'abus, de l'alcool et des drogues chez les autochtones	3,217,000	2,673,364
Représentants en santé communautaire, transport à des fins médicales, professionnels de la santé, promotion de la santé et service de soutien	631,000	468,027
Contributions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest en vue du transfert du contrôle opérationnel et administratif de l'hôpital général de Frobisher Bay	4,280,000	3,915,038
Contribution au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour la construction de l'hôpital Stanton-Yellowknife	866,000	767,018
Virement du CT, crédit 10—Programme de relance de l'aide à l'emploi	12,000	9,500
	338,274,440	*333,563,869*
Crédit 20—Dépenses en capital—		
Dépenses en capital	29,227,201	29,001,347
Programmes d'amélioration thermique des immeubles fédéraux et de remplacement du pétrole	100,000	99,800
	29,327,201	*29,101,147*
Crédits statutaires	*14,201,226*	*14,201,226*
	381,802,867	376,866,242
PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ		
Crédit 25		
Dépenses de fonctionnement—		
Traitements et salaires	65,584,000	65,290,821
Traitements et salaires—Programme d'éducation coopérative	321,000	305,000
Autres coûts de fonctionnement	19,140,000	18,678,978
Services d'aide temporaire	285,000	284,452
Coûts de poursuite en vertu de la Loi sur le contrôle des narcotiques et de la Loi sur l'alimentation et les drogues	7,077,000	5,974,524
Programme national de l'énergie—Nouveaux gas liquides	1,029,000	948,860
Virement du CT, crédit 10—Programme d'emplois et d'activités d'été pour étudiants du Programme Été Canada 1984	21,505	21,505
Subventions et contributions—		
Subventions—		
Centre national de distribution des denrées alimentaires	15,000	15,000
Organisation mondiale de la santé	50,000	50,000
Commission internationale de protection contre les radiations	5,000	5,000
Conférence panaméricaine des responsables du contrôle de la qualité des aliments	40,000	40,000
Centre internationale de recherche sur le cancer	792,000	782,144
Contributions—		
Association canadienne de la santé publique	5,000	5,000
Congrès international sur la nutrition, l'immunisation et la maladie chez les personnes âgées	5,000	5,000
	94,369,505	*92,406,284*
Crédit 30—Dépenses en capital	*10,998,000*	*11,321,470*
Crédits statutaires	*10,541,305*	*10,541,305*
	115,908,810	114,269,059

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DU REVENU		
Crédit 35		
Programme régulier incluant la décentralisation des bureaux de l'Ontario et de la Nouvelle-Écosse—		
Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	75,077,400	74,041,885
Traitements et salaires—Gelée—Reclassifications	142,600	
Traitements et salaires—Programme d'éducation coopérative	10,000	10,000
Traitements et salaires—Affectation réservée—Initiative de novembre	250,000	
Autres coûts de fonctionnement	20,977,996	19,230,043
Autres coûts de fonctionnement—Affectation réservée—Initiative de novembre	150,000	
Services d'aide temporaire	160,000	159,126
Virement du CT, crédit 10—Programme d'emplois et d'activités d'été pour étudiants du Programme Été Canada 1984	8,041	8,041
Moins: recouvrements du Régime de pensions du Canada	36,611,000	35,661,401
Contributions—		
Virement du CT, crédit 10—Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS)	115,000	114,735
	60,280,037	*57,902,429*
Système d'intégration des programme de la sécurité du revenu—		
Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	550,000	516,113
Autres coûts de fonctionnement	1,690,000	1,161,539
Services d'aide temporaire	10,000	8,158
Moins: recouvrements du Régime de pensions du Canada	1,245,000	717,142
	1,005,000	*968,668*
Crédits statutaires	*13,846,271,657*	*13,846,271,657*
	13,907,556,694	13,905,142,754
PROGRAMME DE LA CONDITION PHYSIQUE ET DU SPORT AMATEUR		
Crédit 40—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements et salaires	4,334,240	4,334,159
Autres coûts de fonctionnement	4,040,000	4,040,500
Services d'aide temporaire	49,480	49,481
Services à forfait du personnel	573,450	573,448
Virement du CT, crédit 10—Programme d'emplois et d'activités d'été pour étudiants du Programme Été Canada 1984	11,781	11,781
	9,008,951	*9,009,369*
Crédit 45—Contributions—		
Contributions—		
Paiements conformément aux ententes conclues avec les organismes commanditaires, pour des projets de création d'emploi	425,000	425,000
Frais d'administration et de projets d'organismes nationaux sur le sport amateur	34,358,000	31,859,001
Centre national du sport et de la récréation Inc.	4,390,000	4,358,294
Contributions en vue des frais scolaires, de subsistance et d'entraînement des sportifs amateurs d'élite	4,890,000	4,890,309
Paiements conformément aux ententes des organismes omnisports commanditaires, tant régionaux et nationaux, qu'internationaux à l'appui des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital des jeux tenus au Canada d'une seule discipline	5,944,531	5,637,528
L'amélioration de l'anneau de patinage de vitesse à Ste-Foy (Québec)	1,125,000	1,125,000
À l'appui des coûts de projets ayant pour but d'élever le niveau de la forme physique des Canadiens afin d'aider à la promotion et au développement des loisirs des Canadiens	6,952,000	6,951,726
Participaction	835,000	835,000
	58,919,531	*56,081,858*
Crédit 48b—Paiement à des fins particulières à la Société canadienne des paris sportifs	*16,500,000*	*16,500,000*
Crédit 49b—Pour renoncer au remboursement des prêts impayés consentis à la Société canadienne des paris sportifs	*20,000,000*	*20,000,000*
Crédit statutaire	*673,000*	*673,000*
	105,101,482	102,264,227
PROGRAMME DES XV^{es} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER		
Crédit 46a—XV^{es} Jeux Olympiques d'hiver—Dépenses en capital	*8,100,001*	*7,209,599*
Crédit 47a—XV^{es} Jeux Olympiques d'hiver—Contributions—		
Paiements pour les coûts de fonctionnement et les dépenses en capital afin de permettre au gouvernement du Canada d'atteindre ses objectifs en vue de la planification des XV^{es} Jeux Olympiques d'hiver	*36,400,000*	*36,399,999*
	44,500,001	43,609,598
Sous-total—Ministère	24,777,434,049	24,756,919,135
Conseil de recherches médicales		
Crédit 50—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements et salaires	2,079,650	1,921,590
Services d'aide temporaire	14,500	14,217
Services à forfait du personnel	15,000	11,178
Réserve pour rajustement de traitement	18,350	
Coûts en capital	63,000	63,062
Autres coûts de fonctionnement	1,319,500	1,288,841
	3,510,000	*3,298,888*
Crédit 55—Subventions et bourses pour appuyer la recherche	*153,191,000*	*153,190,999*
Crédit statutaire	*310,000*	*310,000*
	157,011,000	156,799,887
Total global	24,934,445,049	24,913,719,022

REVENU NATIONAL

Douanes et Accise

	Affectations	Dépenses
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements et salaires	303,287,900	302,918,390
Réserve pour rajustement de traitement	886,000	
Coûts de fonctionnement	51,251,800	48,830,583
Services à forfait du personnel	21,000	12,251
Services d'aide temporaire	337,200	300,138
Amélioration de projet de gestion	276,000	276,000
Programme d'éducation coopérative	80,000	80,000
	356,139,900	*352,417,362*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Coûts en capital	*12,121,000*	*11,130,017*
Crédits statutaires	*44,994,974*	*44,994,974*
	413,255,874	408,542,353

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations $	Dépenses $
Impôt		
Crédit 10		
Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	533,433,864	520,075,076
Réserve pour rajustement de traitement	2,639,000	
Affectation réservée—Reclassification	1,036,500	
Coûts de fonctionnement	122,058,000	111,929,422
Services d'aide temporaire	150,000	144,914
Moins: produits et recettes à valoir sur le crédit	75,851,000	65,832,000
Contributions—		
Centre interaméricain des administrateurs fiscaux	48,000	38,424
Association des administrateurs fiscaux du Commonwealth	10,000	9,095
	583,524,364	*566,364,931*
Crédit 15—Dépenses en capital	*18,313,000*	*16,914,567*
Crédits statutaires	*79,930,914*	*79,930,914*
	681,768,278	663,210,412
Société canadienne des postes		
Crédit 15—Paiements à la Société canadienne des postes	*176,962,000*	*176,962,000*
Crédit 21c—Frais de fonctionnement et frais imputables sur le revenu de la Société canadienne des postes	*1*	
Crédits statutaires	*338,869,228*	*338,869,228*
	515,831,229	515,831,228
Total global	1,610,855,381	1,587,583,993
PARLEMENT		
Sénat		
Crédit 1—Dépenses du programme et subventions et contributions	*15,830,000*	*15,563,128*
Crédits statutaires	*10,449,368*	*10,449,368*
	26,279,368	26,012,496
Chambre des communes		
Crédit 5		
Dépenses du programme	110,735,000	109,036,618
Subventions, contributions et autres paiements de transfert	1,359,853	1,023,154
	112,094,853	*110,059,772*
Crédits statutaires	*47,705,162*	*47,705,162*
	159,800,015	157,764,934
Bibliothèque du Parlement		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	7,397,000	7,379,025
Autres coûts de fonctionnement	1,723,000	1,677,488
	9,120,000	*9,056,513*
Crédit statutaire	*1,125,000*	*1,125,000*
	10,245,000	10,181,513
Total global	196,324,383	193,958,943
CONSEIL PRIVÉ		
Ministère		
PROGRAMME DU CONSEIL PRIVÉ		
Crédit 1		
Dépenses du programme—		
Réserve pour rajustement de traitement	167,148	
Traitements et salaires	20,694,819	20,668,694
Été Canada	16,456	16,456
Coûts de fonctionnement	16,823,100	16,700,314

	Affectations $	Dépenses $
Services d'aide temporaire	565,000	532,249
Services à forfait du personnel	350,000	326,533
Commission royale d'enquête sur l'union économique canadienne et les perspectives de développement	9,500,000	9,486,197
Gelée	37,100	
Subventions et contributions—		
Institut des relations intergouvernementales, Université Queen	65,000	65,000
Études sur l'administration publique canadienne	25,000	10,000
	48,243,623	*47,805,443*
Crédits statutaires	*3,073,262*	*3,073,262*
	51,316,885	50,878,705
PROGRAMME SPÉCIAL		
Crédit 2b—Contributions—		
Contributions—Désastres naturels		
Manitoba	623,864	623,864
Terre-Neuve	500,000	500,000
	1,123,864	1,123,864
Sous-total—Ministère	52,440,749	52,002,569
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes		
Crédit 5—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	882,000	795,413
Autres coûts de fonctionnement	1,376,000	1,484,206
	2,258,000	*2,279,619*
Crédit statutaire	*133,000*	*133,000*
	2,391,000	2,412,619
Directeur général des élections		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	1,581,000	1,567,903
Autres coûts de fonctionnement	234,100	177,737
	1,815,100	*1,745,640*
Crédits statutaires	*91,748,793*	*91,748,793*
	93,563,893	93,494,433
Commissaire aux langues officielles		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	5,214,000	5,003,740
Emplois d'été pour étudiants	12,155	12,003
Dépenses de fonctionnement	4,017,000	3,479,974
	9,243,155	*8,495,717*
Crédits statutaires	*871,032*	*871,032*
	10,114,187	9,366,749
Conseil économique du Canada		
Crédit 20—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	5,404,000	5,212,612
Services d'aide temporaire	12,000	7,851
Coûts de fonctionnement	2,229,000	2,227,532
	7,645,000	*7,447,995*
Crédit statutaire	*807,000*	*807,000*
	8,452,000	8,254,995
Commission des relations de travail dans la Fonction publique		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	6,158,000	5,910,641
Réserve pour rajustement de traitement	49,000	
Coût de fonctionnement	1,955,000	1,380,905
Services d'aide temporaire	4,000	1,416
Services à forfait du personnel	50,000	27,897
	8,216,000	*7,320,859*
Crédit statutaire	*930,000*	*930,000*
	9,146,000	8,250,859
Total global	176,107,829	173,782,224

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
TRAVAUX PUBLICS		
Ministère		
PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	41,532,500	39,813,670
Coûts de fonctionnement	9,732,000	9,419,237
Virement du CT, crédit 10—Programme d'emplois d'été des jeunes	45,982	
	51,310,482	*49,232,907*
Crédits statutaires	*6,229,732*	*6,229,732*
	57,540,214	55,462,639
PROGRAMME DES SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES		
Crédit 5		
Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	40,322,000	39,786,388
Coûts de fonctionnement	11,220,000	10,668,432
Virement du CT, crédit 10—Programme d'emplois d'été des jeunes	106,964	
Subventions et contributions—		
Comité canadien conjoint de publicité relative à la prévention des incendies	10,000	10,000
Subventions à l'Association canadienne des chefs de pompiers	25,000	25,000
Subventions à l'Association canadienne de normalisation	12,000	12,000
Contribution à l'Institut de formation en gestion de la construction	60,000	59,798
	51,755,964	*50,561,618*
Crédits statutaires	*6,334,178*	*6,334,178*
	58,090,142	56,895,796
PROGRAMME DES SERVICES PROFESSIONNELS ET TECHNIQUES—FONDS RENOUVELABLE DES SERVICES DE CONSTRUCTION		
Crédit 6c—Dépenses de fonctionnement—		
Coûts de fonctionnement	*1*	
Crédit statutaire	*294,944,467*	*4,142,065*
	294,944,468	4,142,065
PROGRAMME DU LOGEMENT		
Crédit 10—		
Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	155,501,000	148,756,454
Coûts de fonctionnement	366,181,000	357,003,589
Virement du CT, crédit 10—Emplois d'été des jeunes	76,446	
Subventions et contributions—		
Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS)	82,000	23,610
	521,840,446	*505,783,653*
Crédit 15—Dépenses en capital—		
Coûts en capital	*134,630,003*	*124,824,395*
Crédit 20—Paiements à la Société de construction des Musées du Canada Incorporée—		
Coûts de fonctionnement	*62,000,000*	*31,495,000*
Crédits statutaires	*22,872,459*	*22,872,459*
	741,342,908	684,975,507

	Affectations	Dépenses
	$	$
PROGRAMME DES TRAVAUX MARITIMES		
Crédit 25—Dépenses de fonctionnement et contributions—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	8,143,000	7,281,238
Coûts de fonctionnement	5,340,000	5,259,532
Virement du CT, crédit 10—Emplois d'été des jeunes	2,618	
Contribution au Conseil des industries forestières	50,000	50,000
	13,535,618	*12,590,770*
Crédit 30—Dépenses en capital—		
Coûts en capital	*13,903,000*	*13,461,381*
Crédits statutaires	*1,318,000*	*1,318,000*
	28,756,618	27,370,151
PROGRAMME DE LA VOIRIE ET AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE		
Crédit 35—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,190,000	1,229,725
Coûts de fonctionnement	24,797,000	24,719,291
Virement du CT, crédit 5—Éventualités du gouvernement	43,000	
	26,030,000	*25,949,016*
Crédit 40—Dépenses en capital—		
Coûts en capital	*55,647,000*	*45,905,681*
Crédit statutaire	*533,000*	*533,000*
	82,210,000	72,387,697
PROGRAMME DE GESTION ET D'AMÉNAGEMENT FONCIERS		
Crédit 45—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	2,616,000	2,213,893
Coûts de fonctionnement	4,642,000	3,669,355
	7,258,000	*5,883,248*
Crédit 50—Dépenses en capital—		
Coûts en capital	*6,816,000*	*4,614,553*
Crédit 55—Contributions—		
Contributions aux agences provinciales	*17,405,000*	*13,839,359*
Crédit 60—Paiements à la Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée—		
Coûts de fonctionnement	*9,680,000*	*8,100,011*
Crédit 65—Paiements à la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Québec) Inc—		
Coûts de fonctionnement	*27,571,570*	*26,986,570*
Crédit 70—Paiements à la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée—		
Coûts de fonctionnement	*31,614,000*	*31,609,000*
Crédit 75—Paiements à la Canada Harbour Place Corporation—		
Coûts de fonctionnement	*48,100,000*	*48,100,000*
Crédit 80—Paiements à la Harbourfront Corporation—		
Coûts de fonctionnement	*21,625,000*	*20,912,000*
Crédits statutaires	*510,296*	*510,296*
	170,579,866	160,555,037

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
PROGRAMME DES SUBVENTIONS AUX MUNICIPALITÉS		
Crédit 85—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,464,000	1,346,313
Coûts de fonctionnement	399,000	298,083
	1,863,000	*1,644,396*
Crédit 90—Subventions aux municipalités	*1,000,000*	*311,797*
Crédits statutaires	*272,244,245*	*272,244,245*
	275,107,245	274,200,438
Sous-total—Ministère	1,708,571,461	1,335,989,330
Commission de la Capitale nationale		
Crédit 105—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements et salaires	32,557,000	32,503,000
Réserve pour rajustement de traitement	236,000	236,000
Services d'aide temporaire	700,000	700,000
Services à forfait du personnel	150,000	150,000
Coûts de fonctionnement	15,480,000	15,480,000
Emplois d'été pour étudiants	187,935	187,935
	49,310,935	*49,256,935*
Crédit 110—Dépenses en capital	*45,918,000*	*37,525,000*
Crédit 115—Subventions et contributions—		
Subventions en remplacement d'impôt	9,973,000	9,973,000
Contributions en vue d'encourager le bilinguisme	300,000	300,000
	10,273,000	*10,273,000*
	105,501,935	97,054,935
Total global	1,814,073,396	1,433,044,265
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE		
Ministère		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres rémunérations	121,926,500	113,041,607
Dépenses de fonctionnement	118,448,100	100,214,842
Services d'aide temporaire	2,500,000	2,312,434
Virement du CT, crédit 10—Été Canada	415,233	147,487
Services à forfait du personnel	150,000	49,804
	243,439,833	*215,766,174*
Crédit 5—Commission du textile et du vêtement—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres rémunérations	695,000	598,486
Services d'aide temporaire	20,000	13,889
Coûts de fonctionnement	485,000	314,840
	1,200,000	*927,215*
Crédit 6b—Dépenses de fonctionnement	*1*	
Crédit 7c—Dépenses de fonctionnement	*1*	
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions—		
Subventions accordées à certaines personnes ou organisation pour aider au perfectionnement du personnel spécialisé ou à l'enseignement dans les domaines importants de l'industrie et du commerce canadien	1,000,000	
Subventions en vertu de la Loi sur les bonifications d'intérêts au profit des petites entreprises	3,859,000	651,232
Aide au développement industriel et régional	141,000	105,000

	Affectations	Dépenses
	$	$
Contributions—		
Pour développer et soutenir la compétence technologique de l'industrie canadienne de la défense	157,200,614	152,761,725
Subventions pour l'achat d'équipement en ce qui a trait à la construction de navires commerciaux et de bateaux de pêche	43,000,000	27,295,879
En vue d'accroître l'efficience énergétique des processus industriels grâce à l'appui de projets de recherche et de développement	7,600,000	
En vue des coûts en capital des centres de commerce au Canada	15,000,000	10,376,180
Pour l'expansion industrielle et le relèvement social	3,217,586	3,112,782
À l'appui de projets de recherche et de développement	84,028	83,683
En vue d'appuyer la Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole	15,400,000	13,487,167
Planification économique du Nord	69,000,000	3,251,978
Aide à l'adaptation	47,744,386	29,431,679
À la Corporation des Pêcheurs unis de la Maritime	6,500,000	6,500,000
Conseil canadien du renouement industriel	67,500,000	54,237,458
Paiements à des compagnies de chemins de fer en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest	11,400,000	332,067
Pour l'expansion industrielle et le relèvement social, sous forme de versements à des organismes provinciaux et à des particuliers pour des programmes relatifs à la recherche industrielle et à l'établissement de services destinés à l'industrie	202,776,000	174,141,441
Aux programmes de développement de l'Île-du-Prince-Édouard	875,000	875,000
Autres programmes	318,002	
À des personnes, groupes de personnes, instituts et autres organismes dont le but est d'aider et de favoriser l'expansion des entreprises, des industries et du commerce	45,782,000	44,267,975
Aide au développement industriel et régional	271,923,386	252,438,117
	970,321,002	*773,349,363*
Crédit 15—Paiements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation	*350,000*	*350,000*
Crédit 20—Paiements en vertu de la Loi sur la bonification d'intérêts au profit des petites entreprises	*11,000,000*	*4,059,297*
Crédits statutaires	*75,944,640*	*75,944,640*
Sous-total—Ministère	1,302,255,477	1,070,396,689
Société financière Canadair Inc.		
Crédit 56c—Paiement à la Société financière Canadair Inc.	300,000,000	300,000,000
Société de développement du Cap-Breton		
Crédits 35 et 40—Dépenses en capital	*135,425,000*	*96,957,756*
Crédit 45—Paiements à la Société de développement du Cap-Breton	*10,615,000*	*10,615,000*
	146,040,000	107,572,756
Banque fédérale de développement		
Crédit 50—Paiements à la Banque fédérale de développement	*26,502,000*	*24,107,981*
Crédit statutaire	*104,400,000*	*7,000,000*
	130,902,000	31,107,981

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations $	Dépenses $
Agence d'examen de l'investissement étranger		
Crédit 55—Dépenses du programme et contributions—		
Traitements, salaires et autres rémunérations	5,251,000	5,076,214
Coûts de fonctionnement	993,000	886,949
Services d'aide temporaire	24,000	14,449
Contribution au Conference Board du Canada	15,000	15,000
	6,283,000	*5,992,612*
Crédit statutaire	*786,000*	*786,000*
	7,069,000	6,778,612
Société de Haviland Aircraft of Canada, Limited		
Crédit 58c—Paiement à la Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited	150,000,000	150,000,000
Total global	2,036,266,477	1,665,856,038
SCIENCES ET TECHNOLOGIE		
Département d'État		
Crédit 1—Dépenses du programme et contributions—		
Traitements et salaires	3,918,300	3,335,409
Réserve pour rajustement de traitement	44,000	
Coûts de fonctionnement	1,753,000	1,305,120
Services d'aide temporaire	120,000	106,155
Contributions	1,895,000	1,895,000
Gelée—Reclassifications	7,700	
	7,738,000	*6,641,684*
Crédits statutaires	*617,131*	*617,131*
Sous-total—Ministère	8,355,131	7,258,815
Conseil national de recherches du Canada		
PROGRAMME DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	127,410,000	127,148,790
Services d'aide temporaire	600,000	446,895
Services à forfait du personnel	1,400,000	1,059,760
Programme pour l'industrie—Projets de laboratoire	2,224,000	2,223,079
Programme des sciences spatiales	2,159,000	2,143,556
Commission d'énergie		
Services d'aide temporaire	100,000	36,966
Services à forfait du personnel	299,000	272,314
Autres dépenses de fonctionnement	27,465,000	24,105,868
Autres dépenses de fonctionnement	67,380,000	66,567,427
Gelée—Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	310,000	
Programme d'emplois d'été et d'activités pour étudiants—Programme Été Canada 1984	85,439	85,439
Moins: produits et recettes à valoir sur le crédit	11,024,000	8,701,620
	218,408,439	*215,388,474*
Crédit 10—Dépenses en capital—		
Projets spéciaux de relance	52,919,000	41,047,842
Programme des sciences spatiales	14,200,000	13,720,865
Fonds de la Commission d'énergie	8,193,000	5,624,898
Autres dépenses en capital	52,076,000	43,857,306
Programme fédéral sur la rénovation des édifices et sur la conservation	250,000	238,829
Moins: produits et recettes à valoir sur le crédit	210,000	104,908
	127,428,000	*104,384,832*

	Affectations $	Dépenses $
Crédit 15—Subventions et contributions—		
Affiliations internationales	583,000	432,733
Subventions aux municipalités prévues par la Loi sur les subventions aux municipalités	1,628,000	1,628,000
Centre européen pour la recherche nucléaire	100,000	97,983
Aide à l'industrie canadienne pour la recherche appliquée et l'innovation technologique	42,683,000	40,634,693
Institut de recherche en biotechnologie	800,000	792,191
Contributions aux organismes de recherche provinciaux et aux établissements de recherche pour la communication d'informations techniques et la prestation de services régionaux	8,464,558	8,205,356
Programme des projets entre l'industrie et les laboratoires	20,140,442	15,802,525
Conseil canadien pour la réadaptation des handicapés	209,000	209,000
Quote-part canadienne des frais de la Corporation du Téléscope Canada-France-Hawaii	2,166,000	2,165,621
Universités de l'Alberta, Colombie-Britannique, Simon Fraser et Victoria pour la réalisation du projet TRIUMF	25,522,000	25,520,628
Appui à des conférences scientifiques et techniques	60,000	39,979
Centre et réseau d'information national sur la technologie industrielle	85,000	
Centre de recherches du Manitoba sur les hautes tensions en courant direct (HTCD)—Transmission HTCD de la rivière Nelson	334,000	334,000
Institut ontarien de l'amélioration des arbres et de la biomasse forestière	146,000	
Contribution à l'Agence internationale de l'énergie pour la mise en œuvre d'accords	229,000	155,805
Institut de recherche d'Hydro-Québec—Programme de recherches et développement intéressant la fusion thermonucléaire contrôlée par confinement magnétique	5,220,756	4,428,807
Contribution à la recherche sur les matières de fusion	1,486,000	1,486,000
Institut de l'homme et des ressources pour la mise en opération du site d'essai éolien de l'Atlantique	200,000	200,000
Appui à des conférences scientifiques et techniques	50,000	46,927
Institut de recherche d'Hydro-Québec—Programme de construction d'une génératrice éolienne à axe vertical de grande puissance	6,253,244	6,253,243
New York Energy Research and Development Authority	104,000	103,669
	116,464,000	*108,537,160*
Crédit statutaire	*18,486,000*	*18,486,000*
	480,786,439	446,796,466
PROGRAMME D'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE		
Crédit 20—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	7,271,000	7,254,228
Services d'aide temporaire	85,000	78,031
Services à forfait du personnel	35,000	
Institut canadien du film	78,000	77,653
Autres dépenses de fonctionnement	20,846,000	16,793,938
Moins: produits et recettes à valoir sur le crédit	5,093,000	4,079,616
	23,222,000	*20,124,234*
Crédit statutaire	*1,038,000*	*1,038,000*
	24,260,000	21,162,234

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations $	Dépenses $
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
Crédit 25—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements et salaires	4,127,788	4,127,051
Autres dépenses de fonctionnement	6,109,702	6,112,930
Services à forfait du personnel	42,000	39,366
Services d'aide temporaire	167,000	166,438
	10,446,490	*10,445,785*
Crédit 30—Subventions inscrites au Budget	*300,553,510*	*300,527,510*
Crédit statutaire	*586,000*	*586,000*
	311,586,000	311,559,295
Conseil des sciences du Canada		
Crédit 35—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	2,588,021	2,526,897
Réserve pour rajustement de traitement	14,251	
Initiatives d'emploi	4,862	4,862
Coûts de fonctionnement	1,890,728	1,866,842
Services d'aide temporaire	9,000	8,200
Services à forfait du personnel	7,000	
	4,513,862	*4,406,801*
Crédit statutaire	*390,000*	*390,000*
	4,903,862	4,796,801
Total global	829,891,432	791,573,611

SECRÉTARIAT D'ÉTAT

Ministère

PROGRAMME D'ADMINISTRATION ET DES OPÉRATIONS RÉGIONALES

	Affectations $	Dépenses $
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	21,132,700	20,870,005
Réserve pour rajustement de traitement	93,000	
Été Canada	10,285	10,285
Services d'aide temporaire	216,300	211,778
Services à forfait du personnel	449,300	396,041
Autres coûts de fonctionnement	10,576,800	10,266,477
Gelée—Reclassifications	37,800	
	32,516,185	*31,754,586*
Crédits statutaires	*3,075,683*	*3,075,683*
	35,591,868	34,830,269

PROGRAMME DES LANGUES OFFICIELLES

	Affectations $	Dépenses $
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements et salaires	61,610,000	61,242,804
Été Canada	52,734	52,734
Services d'aide temporaire	396,200	378,181
Traduction automatisée	100,000	
Système d'information opérationnel	150,000	
Équipement pour traitement de mots	630,000	
Contrats de traduction	8,683,202	6,403,890
Autres coûts de fonctionnement	9,370,800	8,560,376
	80,992,936	*76,637,985*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions—		
Promotion des langues officielles		
Subventions à des associations bénévoles sans but lucratif afin de favoriser l'utilisation des langues officielles	2,270,000	2,025,444
Subventions pour aider les fédérations nationales, les associations provinciales ainsi que tout autre groupe, association ou institution qui concourt au développement des communautés minoritaires de langue officielle	18,440,961	18,351,294
Contributions—		
Langues officielles dans l'enseignement		
Contributions, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, à l'égard de programmes relatifs à l'emploi des langues officielles dans des domaines de compétence provinciale, y compris les programmes de bourses d'été pour l'apprentissage des langues et les programmes d'aide aux écoles indépendantes	201,979,102	200,922,042
Contributions, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, à l'égard de programmes relatifs à l'emploi des langues officielles dans des domaines de compétence territoriale	829,000	666,340
Contributions à des établissements, associations et organismes à des fins de collecte et diffusion d'information et de développement de techniques reliées aux langues officielles dans l'enseignement	893,000	714,273
Projets spéciaux de relance—Miramichi, N-B	350,000	350,000
Promotion des langues officielles		
Contributions aux fédérations nationales et aux associations provinciales ainsi que tout autre groupe, association ou institution qui concourt au développement des communautés minoritaires de langue officielle	2,077,039	1,971,129
Contributions aux administrations fédérales non publiques ainsi qu'aux associations nationales et provinciales pour le développement des services linguistiques	2,375,000	1,775,204
	229,214,102	*226,775,726*
Crédit statutaire	*9,188,000*	*9,188,000*
	319,395,038	312,601,711

PROGRAMME D'AIDE À L'ÉDUCATION

	Affectations $	Dépenses $
Crédit 15—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements et salaires	3,398,300	3,235,378
Réserve pour rajustement de traitement	26,000	
Services d'aide temporaire	45,000	43,799
Autres coûts de fonctionnement	6,568,000	6,399,728
Gelée—Reclassifications	6,200	
	10,043,500	*9,678,905*
Crédit 20—Contributions—		
Contributions aux établissements post-secondaires et aux organismes bénévoles pour la création de possibilités nouvelles ou accrues de recherche et de développement	*18,545,000*	*10,232,592*
Crédits statutaires	*2,471,859,308*	*2,471,859,308*
	2,500,447,808	2,491,770,805

PROGRAMME DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA CULTURE

	Affectations $	Dépenses $
Crédit 25—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements et salaires	21,258,600	20,477,052
Traitements—Projet Sydney	80,000	77,768
Réserve pour rajustement de traitement	92,000	
Été Canada	155,958	155,958
Services d'aide temporaire	431,300	386,690
Services à forfait du personnel	29,700	23,527
Native Friendship Centre—Données de base	171,000	

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Autres coûts de fonctionnement—Projet Sydney	86,000	77,859
Autres coûts de fonctionnement	17,659,200	16,358,411
Programme d'éducation coopérative	6,600	2,321
Gelée—Reclassifications	37,000	
	40,007,358	*37,559,586*
Crédit 30—Subventions et contributions—		
Subventions—		
Développement de la citoyenneté		
Subventions à des groupes s'occupant de la situation de la femme, à des groupes s'occupant de l'unité canadienne et à des organismes visant à promouvoir le développement et la compréhension entre groupes pour des projets destinés à encourager la participation entière des citoyens dans la société canadienne, à des groupes, à des organisations pour des projets d'échange de jeunes	22,444,500	22,239,701
Subventions aux centres d'accueil, aux groupes de femmes autochtones, aux groupes communautaires autochtones ainsi qu'aux sociétés de communications autochtones et journaux autochtones	25,272,643	25,085,527
Gelée—Subventions à l'appui des activités de l'année internationale de la jeunesse	115,000	
Multiculturalisme		
Subventions à des groupes bénévoles, universités, institutions et particuliers, pour promouvoir le développement culturel	14,052,000	13,961,866
Subvention pour la création d'un organisme favorisant la justice sociale dans la société canadienne	6,000,000	
Culture canadienne		
Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnité de voyage et d'acceuil pour les frais supportés dans l'exercice de leurs fonctions dans leur capitale provinciale:		
Terre-Neuve	15,000	15,000
Île-du-Prince-Édouard	12,000	12,000
Nouvelle-Écosse	15,000	15,000
Nouveau-Brunswick	15,000	15,000
Québec	22,000	22,000
Ontario	22,000	22,000
Manitoba	19,000	19,000
Saskatchewan	19,000	19,000
Alberta	19,000	19,000
Colombie-Britannique	22,000	22,000
Célébrations de la Fête du Canada	2,305,000	2,205,423
Subventions à des municipalités et des organisations bénévoles de l'Ontario pour la célébration du bicentenaire de l'Ontario	1,389,000	1,366,972
Subvention à l'association bénévole du Vieux Fort William pour la célébration du bicentenaire de l'Ontario	25,000	25,000
Subvention au «Nova Scotia Parade of Sail 1984 Committee» pour le 450ᵉ anniversaire de l'arrivée de Jacques Cartier	50,000	50,000
Subvention à la «Corporation du 450ᵉ anniversaire de Cartier à Gaspé» pour le 450ᵉ anniversaire de l'arrivée de Jacques Cartier	50,000	50,000
Subventions aux huit corporations qui accueilleront les participants aux courses de voiliers du Challenge Labatt Canada 1984	70,000	70,000
Subvention au «Festival Villes et Voiliers 1984 du Canada»	41,000	38,000
Subventions aux municipalités et aux districts des services locaux du Nouveau-Brunswick pour l'organisation à l'échelle locale de programmes de festivités à l'occasion du Bicentenaire	814,643	814,580
Subventions à des organismes bénévoles, à des institutions non gouvernementales et à des particuliers pour promouvoir des études sur le Canada	1,200,000	1,174,939
Droits de la personne		
Subventions à des organismes, à des établissements et à des groupes s'occupant des activités liées aux droits de la personne	809,100	802,527
Subventions pour frais de contestations judiciaires en vue de clarifier les dispositions relatives aux droits linguistiques et aux droits à l'instruction dans la langue de la minorité qui sont inscrits dans la Constitution	260,000	202,885
Contributions—		
Enregistrement de la citoyenneté et promotion du civisme		
Contributions aux frais liés à l'acquisition de la citoyenneté canadienne et à l'enseignement des langues aux immigrants équivalant à la moitié de la part assumée par l'administration provinciale ou territoriale concernée	7,502,000	7,389,629
Contributions aux provinces et aux territoires destinées à couvrir le coût des manuels de langues pour les cours de préparation à la citoyenneté	586,000	498,486
Développement de la citoyenneté		
Contributions à des groupes s'occupant de la situation de la femme, à des groupes s'occupant de l'unité canadienne et à des organismes visant à promouvoir le développement et la compréhension entre groupes pour des projets destinés à encourager la participation entière des citoyens dans la société canadienne, à des organismes bénévoles pour des projets d'échange de jeunes; OPCAN	56,181,846	55,909, 988
Contributions aux associations autochtones, aux groupes de femmes autochtones, aux sociétés de communications autochtones, aux centres d'accueil et participation aux dépenses d'immobilisations des centres d'accueil	23,661,657	23,028,281
Multiculturalisme		
Contributions à des groupes bénévoles, à des universités, des institutions et des particuliers pour promouvoir le développement culturel	4,377,000	4,369,655
Contributions aux provinces afin de promouvoir le développement culturel	40,000	40,000

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations $	Dépenses $
Culture canadienne		
Contribution à la corporation «Québec 1534-1984» pour la célébration du 450e anniversaire de l'arrivée de Jacques Cartier au Québec	300,000	200,000
Contributions à la Commission du bicentenaire du Nouveau-Brunswick pour les célébrations du bicentenaire	935,357	935,357
Contributions à des organismes bénévoles, à des institutions non gouvernementales et à des particuliers pour promouvoir des études sur le Canada	1,660,000	1,657,611
Droits de la personne		
Contributions à des organismes, des établissements, et des groupes s'occupant des activités liées aux droits de la personne	204,900	191,709
	170,526,646	*162,488,136*
Crédits statutaires	*3,414,471*	*3,414,471*
	213,948,475	203,462,193
Sous-total—Ministère	3,069,383,189	3,042,664,978
Conseil consultatif de la situation de la femme		
Crédit 35—Dépenses du programme	2,427,000	2,390,899
Commission de la Fonction publique		
Crédit 40—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	81,294,569	78,595,826
Réserve pour rajustement de traitement	480,031	
Gelée—Traitements	158,400	
Emplois d'été pour étudiants	95,931	79,101
Co-op Étudiants	32,900	2,393
Services d'aide temporaire	750,000	444,461
Services à forfait du personnel	850,000	475,671
Division du développement du personnel auxiliaire	2,885,000	2,885,000
Toutes autres dépenses	22,596,100	19,192,948
	109,142,931	*101,675,400*
Crédits statutaires (incluant le Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel)	*20,165,731*	*11,582,052*
	129,308,662	113,257,452
Conseil de recherche en sciences humaines		
Crédit 85—Dépenses de fonctionnement	*5,347,001*	*5,341,363*
Crédit 90—Subventions inscrites au Budget	*57,009,000*	*57,009,000*
Crédit statutaire	*510,000*	*510,000*
	62,866,001	62,860,363
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice		
Crédit 45—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	1,542,000	1,450,488
Autres coûts de fonctionnement	1,677,862	1,416,020
	3,219,862	*2,866,508*
Crédit statutaire	*218,000*	*218,000*
	3,437,862	3,084,508
Total global	3,267,422,714	3,224,258,200
DÉVELOPPEMENT SOCIAL		
Crédit 1—Dépenses du programme	*6,455,500*	*2,402,565*
Crédits statutaires	*284,222*	*284,222*
Total global	6,739,722	2,686,787

	Affectations $	Dépenses $
SOLLICITEUR GÉNÉRAL		
Ministère		
PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Crédit 1		
Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	11,732,722	11,696,435
Coûts de fonctionnement	10,756,358	9,395,140
Services d'aide temporaire	434,762	373,520
Services à forfait du personnel	47,000	5,543
Gelée—Reclassifications	17,700	
Gelée—Jeunes délinquants	354,000	
Subventions et contributions—		
Subventions—		
Subvention aux organismes autorisés d'assistance postpénale	1,642,846	1,642,846
Subvention à l'Association canadienne des chefs de police	50,000	50,000
Subvention à l'Association canadienne pour la prévention du crime	125,000	125,000
Subvention à la société John Howard	50,000	50,000
Subventions aux provinces et aux territoires pour la mise en application de la Loi sur les jeunes contrevenants	12,500,000	12,500,000
Contributions—		
Paiements aux provinces, aux territoires, et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du Solliciteur général	2,304,000	1,896,159
Programme de relance de l'aide à l'emploi (RELAIS)	356,916	324,084
Contributions aux provinces et aux territoires en conformité avec les accords conclus avec le Ministère pour les aider à élaborer des programmes et des systèmes d'information et de tenues des dossiers prévus par la Loi sur les jeunes contrevenants	2,400,000	622,887
Contributions aux provinces et aux territoires à l'égard d'ententes approuvées par le gouverneur en conseil pour le partage des coûts des services juridiques pour les adolescents aux termes de la Loi sur les jeunes contrevenants	72,719,000	
Financement de base—Organismes bénévoles nationaux	238,018	111,300
	115,728,322	*38,792,914*
Crédits statutaires	*1,478,183*	*1,478,183*
Sous-total—Ministère	117,206,505	40,271,097
Service correctionnel		
Crédit 5		
Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—		
Dépenses de fonctionnement—		
Traitements et salaires	310,951,438	310,138,903
Traitements à l'administration des cas de délinquance	49,272,662	39,299,818
Gelée—Reclassifications	637,900	
Réserve pour rajustement de traitement	2,855,000	
Services d'aide temporaire	3,002,284	2,818,009
Services à forfait du personnel	14,973,935	14,982,594
Coûts de fonctionnement	189,638,201	184,214,745
Réserve pour système d'information des délinquants	951,000	
Programme d'emplois d'été et d'activités pour étudiants—Programme Été Canada 1984	553,333	553,333

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Subventions et contributions—		
Subventions—		
Indemnisation des détenus en cas d'accidents	35,000	15,177
Aux survivants des employés tués dans l'exercice de leurs fonctions	118,450	44,293
Contributions—		
Afin de fournir des services aux libérés conditionnels et aux détenus et la participation du public, etc.	1,027,130	945,430
Repris de justice	200,000	137,103
	574,216,333	*553,149,405*
Crédit 10—Dépenses en capital	*138,693,001*	*132,463,715*
Crédits statutaires	*54,275,772*	*54,275,772*
	767,185,106	739,888,892
Commission nationale des libérations conditionnelles		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	10,171,106	9,946,668
Réserve pour rajustement de traitement	102,494	
Autres coûts de fonctionnement	2,519,000	2,347,738
Services d'aide temporaire	38,000	36,336
Services à forfait du personnel	85,000	81,270
Virement du CT, crédit 10—Programme d'emplois d'été pour étudiants	37,400	53,937
Gelée	19,400	
	12,972,400	*12,465,949*
Crédit statutaire	*1,507,000*	*1,507,000*
	14,479,400	13,972,949
Gendarmerie royale du Canada		
PROGRAMME D'APPLICATION DE LA LOI		
Crédit 20		
Dépenses de fonctionnement—		
Réserve pour rajustement de traitement (fonctionnaires)	687,000	687,000
Réserve pour rajustement de traitement (membres de la GRC)	4,560,000	4,560,000
Traitements et salaires	770,993,000	746,201,831
Coûts de fonctionnement	263,436,000	241,421,209
Services d'aide temporaire	800,000	440,589
Services à forfait du personnel	400,000	96,612
Virement du CT, crédit 10—		
Gendarmes spéciaux surnuméraires	1,200,000	1,169,042
Programme d'emplois d'été et d'activités pour étudiants—Programme Été Canada 1984	85,646	133,130
Virement entre crédit pour le nouveau programme d'expansion et de développement de l'emploi	1,300	
Moins: montant recouvrable (maximum 125%-$489,762,500)	391,810,000	388,005,871
Subventions et contributions—		
Subvention à l'Association des anciens de la Gendarmerie royale du Canada	2,500	2,500
Subvention à l'Association internationale des chefs de police	1,500	1,668
Survivants de membres tués dans l'exercice de leurs fonctions	600,000	164,069
Contributions pour frais de transport pour les élèves qui ne sont pas membres de la GRC et qui suivent des cours au Collège canadien de police	255,000	188,290
	651,211,946	*607,060,069*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Crédit 25—Dépenses en capital	*101,205,000*	*90,900,682*
Crédits statutaires	*137,916,307*	*137,916,307*
	890,333,253	835,877,058
Total global	1,789,204,264	1,630,009,996
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES		
Ministère		
PROGRAMME DES SERVICES		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	166,143,317	160,800,620
Coûts de fonctionnement	8,286,000	8,221,121
Autres coûts de fonctionnement	106,497,415	97,251,080
Moins: produits et recettes à valoir sur le crédit	96,925,000	86,681,041
	184,001,732	*179,591,780*
Crédits statutaires	*24,863,683*	*24,863,683*
	208,865,415	204,455,463
PROGRAMME DES APPROVISIONNEMENTS		
Crédit 5—Dépenses du programme—		
Soumissions R&D spontanées	15,000,000	14,915,000
Diffusion gratuite et subventionnée des publications gouvernementales	3,866,000	3,866,000
Expansion des entreprises	10,000,000	2,514,693
Perception publique de la science et de la technologie	1,200,000	1,198,413
	30,066,000	22,494,106
PROGRAMME DES APPROVISIONNEMENTS—FONDS RENOUVELABLE DES APPROVISIONNEMENTS		
Crédit statutaire	148,436,512	(35,545,328)
PROGRAMME DES APPROVISIONNEMENTS—FONDS RENOUVELABLE DE LA PRODUCTION DE DÉFENSE		
Crédit statutaire	90,889,525	(2,857,176)
PROGRAMME DU CENTRE D'INFORMATION SUR L'UNITÉ CANADIENNE		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Documentation audio-visuel	227,000	103,048
Information et publications	11,204,000	10,818,883
Liaison et projets spéciaux	4,686,000	2,407,056
	16,117,000	*13,328,987*
Crédit statutaire	*349,000*	*349,000*
	16,466,000	13,677,987
Sous-total—Ministère	494,723,452	202,225,052
Statistique Canada		
Crédit 10		
Dépenses du programme—		
Programme d'aide à la mise en œuvre	100,000	100,000
Traitements et salaires (excluant le recensement)	133,898,040	133,858,187
Traitements et salaires (recensement)	5,575,960	5,555,861
Co-op Étudiants	37,000	36,619
Coûts de fonctionnement (excluant le recensement)	54,116,128	54,206,618
Coûts de fonctionnement (recensement)	782,500	729,081
Capital (recensement)	57,721	57,435
Fonds dédicacés (recensement)	6,279	3,604
Fonds dédicacés (non recensement)	230,579	230,420
Programme Été Canada	126,973	126,973
Services d'aide temporaire	323,750	315,691
Services à forfait du personnel	285,100	274,736
Moins: recetter à valoir sur le crédit	8,177,000[1]	8,537,919

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Subventions et contributions—		
Subventions—		
Institut interaméricain de statistique	40,628	40,629
Institut international de statistique	1,706	1,706
International Association for Research in Income and Wealth	1,787	1,787
Conférence internationale sur le système de codage des données sur la santé	5,000	5,000
Contributions—		
Massachusetts Institute of Technology	50,000	50,000
Programme de relance de l'aide à l'emploi	20,822	20,822
	187,482,973	*187,077,250*
Crédit statutaire	*20,976,000*	*20,976,000*
	208,458,973	208,053,250
Total global	703,182,425	410,278,302
TRANSPORTS		
Ministère		
PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement et subventions et contributions—		
Traitements et salaires	62,227,300	61,576,579
Programme d'emplois d'été pour étudiants	2,805	2,805
Services d'aide temporaire	942,100	860,321
Services à forfait du personnel	892,700	485,109
Programme d'aide à la mise en œuvre	505,000	505,000
Gelée	516,700	
Recherche et développement énergétiques	9,244,000	10,201,143
Subventions et contributions	2,156,000	1,867,240
Coûts de fonctionnement	43,940,200	37,234,675
Moins: revenu estimatif	5,827,000	5,877,163
	114,599,805	*106,855,709*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Coûts en capital	14,214,000	9,402,183
Projets spéciaux de relance	8,850,000	5,122,846
	23,064,000	*14,525,029*
Crédits statutaires (incluant le Fonds renouvelable des magasins)	*19,933,032*	*10,103,936*
	157,596,837	131,484,674
PROGRAMME DU TRANSPORT MARITIME		
Crédit 10—Dépenses de fonctionnement et subventions et contributions—		
Traitements et salaires	214,730,982	213,581,411
Réserve pour rajustement de traitement	1,674,181	
Coûts de fonctionnement	188,215,220	174,305,581
Réparation de navires	31,951,000	29,065,671
Services à forfait du personnel	332,000	31,555
Services à forfait du personnel—Services d'aide temporaire	588,000	548,643
Subventions et contributions	1,305,617	1,103,957
Gelée	4,061,600	
Programme d'emplois d'été pour étudiants	42,075	42,075
Moins: revenu estimatif	8,751,000	9,381,996
	434,149,675	*409,296,897*
Crédit 15—Dépenses en capital—		
Coûts en capital	75,765,700	65,226,916
Recherche et sauvetage	14,366,000	9,548,189
Projets spéciaux de relance	272,599,005	238,474,225
Gelée	2,900,000	
	365,630,705	*313,249,330*
Crédit 16b—Paiements à la Compagnie de navigation Carnarctic Limitée re: navire NM Arctic	*6,514,000*	*6,513,995*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Crédit 17b—Paiement à la Commission du port de Windsor	*515,000*	*515,000*
Crédit 20—Paiement à l'Administration de pilotage de l'Atlantique	*386,000*	*90,403*
Crédit 25—Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée	*3,303,000*	*2,590,806*
Crédit 30—Paiement à la société Les ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée	*4,387,000*	*4,387,000*
Crédit 35—Paiement à la Société canadienne des ports—		
Projets d'investissement	3,830,000	3,357,270
Programme d'emplois d'été pour étudiants	26,928	25,432
Projets spéciaux de relance	33,699,000	31,784,368
	37,555,928	*35,167,070*
Crédit 36c—En vue de construire et d'exploiter un navire de charge brise-glace classe arctique 2, en vue d'y incorporer les modifications et la conversion du navire en un navire de type vracquier/pétrolier d'un niveau d'au moins classe arctique 3 ainsi que le financement et l'opération du navire	*1*	
Crédit 37c—Paiement à l'Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée	*432,000*	*263,064*
Crédit 40—Paiement à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent pour le coût de la réfection du canal Welland	*3,000,000*	*3,000,000*
Crédit 45—Paiement à la Commission du port de Hamilton	*3,049,000*	*3,048,733*
Crédit 46c—Paiement à l'Administration de pilotage des Laurentides	*1,400,000*	*1,370,672*
Crédit 50—Paiements à la Société des Transports du Nord Limitée	*1,200,000*	
Crédit 55—Paiement à l'Administration de pilotage des Laurentides pour les services de pilotage relatifs à la Rencontre des grands voiliers à Québec, 1534-1984	*106,000*	*106,000*
Crédits statutaires	*32,115,251*	*32,115,251*
	893,743,560	811,714,221
PROGRAMME DES TRANSPORTS AÉRIENS		
Crédit 65—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements et salaires	396,911,344	390,259,341
SARA	2,930,656	
Services d'aide temporaire	1,100,000	1,099,353
Services à forfait du personnel	500,000	306,940
Programme d'éducation coopérative	300,000	274,933
Programme d'emplois d'été pour étudiants	97,203	576,936
Autres coûts de fonctionnement	178,816,476	161,292,281
Réserve des initiatives de novembre	50,000	
Fonds gelés	2,402,600	
Moins: revenu estimatif	252,826,000	249,431,818
	330,282,279	*304,377,966*
Crédit 70—Dépenses en capital—		
Coûts en capital	137,502,900	130,711,735
Acquisition d'un avion	44,091,000	44,086,657
Programme de modernisation des radars	33,956,800	32,905,684
Fonds gelés	8,695,200	
Projets spéciaux de relance	148,406,100	123,431,869
	372,652,000	*331,135,945*
Crédit 75—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	56,420,500	43,813,360
Fonds gelés	1,405,000	
	57,825,500	*43,813,360*

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations $	Dépenses $
Crédit 80—Afin de rembourser le Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes	*121,732,000*	*36,878,645*
Crédits statutaires	*58,702,148*	*58,702,148*
	941,193,927	774,908,064
PROGRAMME DES TRANSPORTS AÉRIENS—FONDS RENOUVELABLE DES AÉROPORTS AUTONOMES ET SERVICES AU SOL CONNEXES		
Crédit 76c—Fonds renouvelable des aéroports	*1*	
Crédit statutaire	*50,937,099*	*18,860,244*
	50,937,100	18,860,244
PROGRAMME DES TRANSPORTS DE SURFACE		
Crédit 85—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements et salaires	11,238,800	10,727,144
Coûts de fonctionnement	14,927,531	13,487,794
Programme d'emplois d'été pour étudiants	125,000	125,129
Services à forfait du personnel—Services d'aide temporaire	282,000	238,558
Services à forfait du personnel	215,000	191,357
Coûts en capital	2,497,000	2,380,619
Fonds gelés	1,435,200	
	30,720,531	*27,150,601*
Crédit 90—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	457,083,398	395,016,418
Fonds gelés	1,471,966	
	458,555,364	*395,016,418*
Crédit 95—Paiements à CN Marine Inc et à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour services de transport maritime	*164,707,000*	*164,707,000*
Crédit 100—Paiements à VIA Rail Canada Inc—		
Aide à l'exécution du travail	10,300,000	10,299,999
Coûts de fonctionnement	471,550,000	471,451,232
Coûts en capital	65,357,000	44,623,000
Bas St-Laurent-Gaspé	2,500,000	330,000
Programme Canrail Pass	750,000	750,000
Projets spéciaux de relance	20,343,000	9,962,000
Programme des initiatives spéciales d'emploi	300,000	100,000
Fonds gelés	29,000,000	
	600,100,000	*537,516,231*
Crédit 105—Paiements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada et le CN Marine Inc re avantages accordés aux employés de Terre-Neuve	*2,000,000*	*1,445,816*
Crédit 110—Paiements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada re essais et évaluations	*9,200,000*	*8,263,040*
Crédits statutaires	*39,320,357*	*33,649,169*
	1,304,603,252	1,167,748,275
Sous-total—Ministère	3,348,074,676	2,904,715,478
Bureau canadien de la sécurité aérienne		
Crédit 126b—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	3,306,300	3,018,018
Autres coûts de fonctionnement	1,490,700	1,426,795
Coûts en capital	941,400	929,739
	5,738,400	5,374,552

	Affectations $	Dépenses $
Commission canadienne des transports		
Crédit 120—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	30,192,532	30,117,964
Autres coûts de fonctionnement	9,133,000	9,112,021
	39,325,532	*39,229,985*
Crédit 125—Contributions	*23,700,000*	*21,814,617*
Crédits statutaires	*725,353,488*	*725,353,488*
	788,379,020	786,398,090
Administration du pipe-line du Nord		
Crédit 5—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	2,691,000	2,518,846
Réserve pour révisions des traitements	36,000	
Autres coûts de fonctionnement	715,000	664,616
Services à forfait du personnel	42,000	37,993
Services d'aide temporaire	4,000	1,616
	3,488,000	*3,223,071*
Crédit statutaire	*301,000*	*301,000*
	3,789,000	3,524,071
Bureau de l'administrateur de l'Office du transport du grain		
Crédit 130b—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	1,000,000	635,420
Autres coûts de fonctionnement	1,220,000	706,000
	2,220,000	1,341,420
Total global	4,148,201,096	3,701,353,611
CONSEIL DU TRÉSOR		
Secrétariat		
PROGRAMME RELATIF A L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE		
Crédit 1—Dépenses du programme et subventions—		
Traitements et salaires	32,634,862	32,546,608
Gelée—Reclassifications	63,100	
Coûts de fonctionnement	17,832,600	17,038,354
Services d'aide temporaire	439,800	433,246
Services à forfait du personnel	992,600	636,050
Subventions à l'Institut de l'administration publique du Canada	145,000	145,000
Subvention à l'Institut fédéral de la gestion	3,000	3,000
	52,110,962	*50,802,258*
Crédits statutaires	*4,940,683*	*4,940,683*
	57,051,645	55,742,941
PROGRAMME DES ÉVENTUALITÉS DU GOUVERNEMENT ET PROGRAMMES FINANCÉS PAR L'ADMINISTRATION CENTRALE		
Crédit 5—Éventualités du gouvernement	287,478,241	
PROGRAMME DE CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR AUX RÉGIMES D'ASSURANCE		
Crédit 15—Dépenses du programme	*214,076,000*	*200,571,555*
Crédits statutaires	*1,551,927*	*1,551,927*
	215,627,927	202,123,482

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations $	Dépenses $
PROGRAMME D'AFFECTATIONS TEMPORAIRES		
Crédit 20—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	2,879,700	2,447,660
Gelée—Reclassifications	5,300	
Réserve pour rajustement de traitement	50,000	
Coûts de fonctionnement	58,000	30,788
Moins: recettes à valoir sur le crédit	2,448,000	1,973,918
	545,000	*504,530*
Crédit statutaire	*408,000*	*408,000*
	953,000	912,530
Sous-total—Ministère	561,110,813	258,778,953
Contrôleur général		
PROGRAMME DES PRATIQUES ET CONTRÔLES DE GESTION		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	7,596,900	7,322,781
Biens et services	2,423,000	2,248,450
Services à forfait du personnel	371,000	140,500
Réserve pour rajustement de traitement	53,100	
	10,444,000	*9,711,731*
Crédit statutaire	*1,145,000*	*1,145,000*
	11,589,000	10,856,731
PROGRAMME D'AIDE À LA MISE EN OEUVRE		
Crédit 30—Pour ajouter à d'autres crédits afin d'aider les ministères à mettre en œuvre des plans destinés à améliorer les pratiques et les procédures de contrôle en matière de gestion	172,800	
Total global	572,872,613	269,635,684

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

	Affectations $	Dépenses $
PROGRAMME DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements et salaires	94,065,000	93,880,366
Traitements et salaires—Gelée	179,000	
Coûts de fonctionnement	154,189,000	151,560,375
Coûts de fonctionnement—Gelée	3,208,000	
Coûts en capital	2,445,000	2,441,194
Services d'aide temporaire	380,000	270,657
Services à forfait du personnel	2,968,000	2,061,039
Relocalisation—Traitements et salaires	3,246,000	3,212,392
Relocalisation—Coûts de fonctionnement	2,587,000	2,350,098
Développement de systèmes—Traitements et salaires	830,000	370,579
Développement de systèmes—Coûts de fonctionnement	766,000	411,294
Programme Été Canada	52,883	49,259
	264,915,883	*256,607,253*
Crédit 5—Subventions et contributions—		
Allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils	471,164,000	464,780,516
Assistance accordée en conformité avec les dispositions du Règlement sur le fonds de secours	2,100,000	2,024,676
Subvention au Fonds de bienfaisance de l'armée	18,000	18,000
Subventions à la Légion royale canadienne	9,000	9,000
Subvention à l'Association canadienne des anciens combattants au Royaume-Uni	1,000	1,000
Enfants des morts de la guerre	1,115,000	794,564
Formation universitaire et professionnelle	50,000	42,142
Aide aux anciens combattants canadiens—Outre-mer	60,000	46,729
Remboursement en vue de la Loi sur la réadaptation	2,000	
Corporation dite Last Post Fund	1,584,000	1,502,949
Mesures spéciales d'aide au logement pour les anciens combattants	72,000	10,365
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	2,500,000	2,047,308
Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée	30,000	23,868
Allocations de traitements et prestations connexes	4,007,000	2,996,879
Subventions à diverses provinces relativement à la prestation de services de prothèse aux anciens combattants	240,000	203,566
Contributions aux provinces respectives, conformément aux accords relatifs au transfert des hôpitaux du ministère	13,550,000	9,385,984
Contributions accordées aux anciens combattants âgés, afin de les aider à défrayer les coûts des soins médicaux non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux	7,726,000	5,871,781
Programme RELAIS	6,000	5,857
Subvention à l'Association des Nations Unies pour les alliés de la guerre de Corée	20,000	20,000
	504,254,000	*489,785,184*
Crédits statutaires	*17,808,247*	*17,808,247*
	786,978,130	764,200,684
PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	1,303,000	1,194,980
Traitements et salaires—Gelée	2,000	
Réserve pour rajustement de traitement	13,000	
Coûts de fonctionnement	170,000	153,506
Services d'aide temporaire	7,000	3,184
	1,495,000	*1,351,670*
Crédit statutaire	*198,000*	*198,000*
	1,693,000	1,549,670
PROGRAMME DES PENSIONS		
Crédit 15—Conseil de révision des pensions—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements et salaires	830,000	774,902
Traitements et salaires—Gelée	1,000	
Réserve pour rajustement de traitement	11,000	
Coûts de fonctionnement	192,000	86,135
Services d'aide temporaire	7,000	2,498
	1,041,000	*863,535*
Crédit 20—Commission canadienne des pensions—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements et salaires	11,676,000	11,336,009
Traitements et salaires—Gelée	22,000	
Réserve pour rajustement de traitement	114,000	
Coûts de fonctionnement	4,402,000	3,859,206

Dépenses budgétaires par affectation—*Fin*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Services d'aide temporaire	196,000	160,564
Services à forfait du personnel	59,000	49,635
Programme Été Canada	27,340	25,860
	16,496,340	*15,431,274*
Crédit 25—Subventions et contributions—		
Pensions	716,257,000	670,479,844
Indemnisation pour pertes de salaires	150,000	88,136
	716,407,000	*670,567,980*
Crédit statutaire	*1,810,000*	*1,810,000*
	735,754,340	688,672,789
PROGRAMME DU BUREAU DE SERVICES JURIDIQUES DES PENSIONS		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Traitements et salaires	3,831,000	3,773,755
Traitements et salaires—Gelée	7,000	
Réserve pour rajustement de traitement	9,000	
Coûts de fonctionnement	238,000	230,635
	4,085,000	*4,004,390*
Crédit statutaire	*576,000*	*576,000*
	4,661,000	4,580,390
Total global	1,529,086,470	1,459,003,533

(1) La circulaire du Conseil du Trésor 1969-4 accorde aux ministères d'excéder l'autorisation créditant les recettes à valoir sur le crédit de plus de 25% sans l'approbation du Conseil du Trésor. En 1984-85, l'autorisation de $8,177,000 a excédé $360,919 (4.4%).

Indemnités de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires

	Crédit	Montant
		$
AGRICULTURE		
Ministres—		
Hon R Ferguson	1	5,091
Hon G Merrithew	36b	11,916
Hon E Whelan	1	33,053
Hon J Wise	1	19,780
Secrétaires parlementaires—		
A Bachand	1	460
P Blais	1	3,326
COMMUNICATIONS		
Ministres—		
Hon F Fox	1	3,237
Hon M Masse	1	5,802
Secrétaires parlementaires—		
J Burghardt	1	351
G Scott	1	1,460
CONSOMMATION ET CORPORATIONS		
Ministres—		
M Côté	1	10,694
J Erola	1	20,250
Secrétaire parlementaire—		
B Domm	1	287
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL		
Ministre—		
Hon D Johnston	1	274
Secrétaire parlementaire—		
R Dion	1	77
EMPLOI ET IMMIGRATION		
Ministres—		
Hon F MacDonald	1	21,088
Hon J Roberts	1	51,319
Secrétaires parlementaires—		
R Bujold	1	1,064
J G Dubois	1	2,452
J G Hudon	1	1,330
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES		
Ministres de l'Énergie—		
Hon P Carney	1	29,999
Hon J Chrétien	1	2,731
Hon G Regan	1	15,801
Ministres d'État des Mines—		
Hon J Erola	1	827
Hon R Layton	1	21,526
Hon W Rompkey	1	35,039
Secrétaires parlementaires—		
L Hopkins	1	48
J McDermid	1	515
F O'Berle	1	112
ENVIRONNEMENT		
Ministres—		
Hon S Blais-Grenier	1	7,499
Hon C Caccia	1	32,782
Secrétaires parlementaires—		
D Ethier	1	98
G Gurbin	1	3,996
AFFAIRES EXTÉRIEURES		
Ministres—		
Hon M Argue	30	28,846
Hon J Chrétien	1	18,862
Rt Hon J Clark	1	82,077
Hon F Fox	1	14,160
Hon J Kelleher	1	49,168
Hon A J MacEachen	1	13,848
Hon C Mayer	30	12,895
Hon J-L Pepin	1	3,309
Hon G Regan	1	35,248
Hon M Vézina	1	24,982
Secrétaire parlementaire—		
G Weiner	1	5,761
Agence canadienne de développement international		
Secrétaire parlementaire—		
G Weiner	35	1,200
FINANCES		
Ministres—		
Hon M Lalonde	1	31,987
Hon R MacLaren	1	6,809
Hon B McDougall	1	22,144
Hon M Wilson	1	27,821
Secrétaires parlementaires—		
R Ferguson	1	1,480
C Lanthier	1	1,096
PÊCHES ET OCÉANS		
Ministres—		
Hon H Breau	1	4,071
Hon P De Bané	1	16,815
Hon J Fraser	1	19,682
Secrétaires parlementaires—		
M Gass	1	46
M Harquail	1	4,160
D Tobin	1	4,826
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN		
Ministres—		
Hon D Crombie	1	56,100
Hon D Frith	1	14,189
Hon J Munro	1	36,523
Secrétaires parlementaires—		
G Fretz	1	1,585
R Gingras	1	1,621
JUSTICE		
Ministres—		
Hon J C Crosbie	1	14,216
Hon M MacGuigan	1	28,177
Secrétaire parlementaire—		
C Speyer	1	3,318
TRAVAIL		
Ministres—		
Hon B McKnight	1	16,731
Hon A Ouellet	1	24,358
DÉFENSE NATIONALE		
Ministres—		
Hon J-J Blais	1	47,215
Hon R C Coates	1	83,597
Hon E Nielsen	1	1,228
Secrétaires parlementaires—		
Dr S Hudecki	1	1,940
R Wenman	1	6,040
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL		
Ministres—		
Hon M Bégin	1	44,401
Hon J Epp	1	29,800
Secrétaires parlementaires—		
G Bertrand	1	514
R MacLellan	1	549
PROGRAMME DE LA SANTÉ ET DU SPORT AMATEUR		
Ministres—		
Hon O Jelinek	40	36,025
Hon J Lapierre	40	30,874
Hon J Olivier	40	29,733
REVENU NATIONAL		
Douanes et Accise		
Ministres—		
Hon P Beatty	1	10,399
Hon P Bussières	1	22,635
Hon R MacLaren	1	7,620
Secrétaire parlementaire—		
P Vincent	1	4,606
CONSEIL PRIVÉ		
Premiers Ministres—		
Rt Hon B Mulroney	1	17,702
Rt Hon P E Trudeau	1	4,267
Rt Hon J Turner	1	16,940

Indemnités de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires—*Fin*

	Crédit	Montant
		$
Présidents du Conseil privé—		
Hon R J Hnatyshyn	1	277
Hon E H Nielsen	1	3,104
Hon Y Pinard	1	2,800
Leaders du gouvernement au Sénat—		
Hon A J MacEachen	1	2,871
Hon H A Olson	1	4,576
Hon D Roblin	1	1,999
Leader du gouvernement à la Chambre des communes—		
Hon R J Hnatyshyn	1	443
Ministre de la Justice et Procureur général du Canada—		
Hon J C Crosbie	1	959
Secrétaire parlementaire du Premier Ministre—		
L Gustafson	1	59
TRAVAUX PUBLICS		
Ministres—		
Hon R LaSalle	1	16,322
Hon R Leblanc	1	15,068
Secrétaires parlementaires—		
J E Malepart	1	135
R Stewart	1	1,007
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE		
Ministres—		
Hon A Bissonnette	1	37,941
Hon R Bujold	1	36,871
Hon E Lumley	1	78,343
Hon T McMillan	1	35,587
Hon D Smith	1	16,896
Hon S Stevens	1	20,074
Secrétaire parlementaire—		
A Maltais	1	707
SCIENCES ET TECHNOLOGIE		
Ministre—		
Hon T Siddon	1	13,681
Secrétaire parlementaire—		
B Valcourt	1	1,367
SECRÉTARIAT D'ÉTAT		
Ministres—		
Hon A Champagne	1	20,640
Hon D Collenette	1	20,418
Hon C Hervieux-Payette	1	18,316
Hon S Joyal	1	6,819
Hon J C Lapierre	1	9,343
Hon W McLean	1	20,469
Hon J B Murta	1	12,334
Secrétaires parlementaires—		
R Gourd	1	1,387
M Landry	1	4,045
SOLLICITEUR GÉNÉRAL		
Ministres—		
Hon R Kaplan	1	15,776
Hon E MacKay	1	9,646
Secrétaires parlementaires—		
A Tardif	1	536
G Towers	1	1,409
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES		
PROGRAMME DES SERVICES		
Ministres—		
Hon H Andre	1	12,357
Hon C Lapointe	1	43,392
Secrétaire parlementaire—		
B Bradley	1	866
TRANSPORTS		
Ministres—		
Hon L Axworthy	1	10,013
Hon B Bouchard (État)	1	4,267
Hon D F Mazankowski	1	5,900
Secrétaire parlementaire—		
M Forrestall	1	303
CONSEIL DU TRÉSOR		
Ministres—		
Hon R De Cotret	1	16,533
Hon H Gray	1	8,690
Secrétaire parlementaire—		
M Foster	1	1,819
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS		
Ministres—		
Hon W B Campbell	1	5,355
Hon G Hees	1	4,527

AFFAIRES EXTÉRIEURES

Dépenses pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales

Conférences et réunions	Montant
	$
Conférence sur l'éducation pour adulte	70,002
Sommet économique	61,018
Ministres francophones de la jeunesse et des sports	49,664
Conférence internationale sur l'éducation	49,311
Organisation de coopération économique et de développement	40,922
Assemblée générale des Nations Unies	464,864
Conférences et réunions diverses	277,601
Total	1,013,382

Frais de voyage pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales

Conférence sur l'éducation pour adulte—$62,742
Membres de la Chambre des communes
Landry M, McLean Hon W F.
Affaires extérieures
Gauthier J J, Wright G.
Secrétariat d'État
Cameron D, Hudelot D, Millons J.
Gouvernements provinciaux
Beaupre L, Berghofer D, Desilets E, McIntyre G, Morrison I, Unruh D.

Sommet économique—$46,964
Affaires extérieures
Berry L M, Brown E S, Deschambault J, Dudoit A, Etheridge N, Higginbotham J, Horner W, Johnstone B V, Lehouillier R, Noble J, MacKinnon K, Shenstone M, Weekes J M.

Ministres francophones de la jeunesse et des sports—$47,364
Membre de la Chambre des communes
Champagne Hon A.
Agence canadienne de développement international
Couturier J.
Affaires extérieures
Paquet G, Potvin A.
Santé et sport amateur
Bedard M.
Gouvernements provinciaux
Chevrette G, Comeault J, Desrosiers G, Harvey B, Lamoureux P, Ouellet J P, Rioux F, Turgeon J, Wells G.

Conférence internationale sur l'éducation—$43,084
Affaires extérieures
Beauchamp L, de Chantal R.
Secrétariat d'État
Millons J.
Gouvernements provinciaux
Brown W, Deware M, Fenske M R, Fleck P W E, Lane R, Nicholls G, Ryan N.

Organisation de coopération économique et de développement—$37,446
Affaires extérieures
Brady S, Chambers W B, Dudoit A, Enos S, Higginbotham J, Johnstone B V, Kergin M, Lyons A, MacAngus R, Malone D M, Noble J, O'Neil B, Weekes J M, White J.

Assemblée générale des Nations Unies—$439,594
Membres du Sénat
Belisle Hon R, Giguère Hon L de G, Murray Hon L.
Membres de la Chambre des communes
Blouin A, Boudria D, Chartrand G, Clark Rt Hon J, Cooper A, Corbett B, Duplessis S, Fretz G, Hawked J, Holtman F, Howie Hon J R, Jacques C, Jewett P, Johnston Hon D, Jourdennis F, Lanthier C, Lawrence Hon A, MacDougall J, Mantha M, McDonald L, Nicholson R, Oberle F, Pennock R, Pépin L, Peterson P, Pietz A, Price J, Prud'homme M, Redway A, Suluk T, Vézina Hon M, Waddell I.
Affaires extérieures
Brady S, Delvoie L A, Despres A A, Elliott R, Gaudreau J, Halpin R, Harrington J, Kirsch P, Laverdure C, Martin B, Mawhinney B, Middleton R M, Murray G, Roche D, Roy A, Shenstone M, Sinclair D, Sinclair J, Skinner J R, Swords C, Warren G D, Wedick S, White J, Wilder L J.
Délégués non gouvernementaux
Bayefsky A, Enns H, Gertler A, Levesque J, Mackay C, Miller J, Nahwegahbow D, Rastoul J, Turp D.
Secrétariat d'État
Dadson A.
Condition féminine
Niemann L.

Conférences et réunions diverses—$237,828
Membre du Sénat
Roblin Hon D.
Membres de la Chambre des communes
Blais Hon J-J, Clark Rt Hon J, Halliday B, Marsden L, Masse Hon M.
Agence canadienne de développement international
Archambault M, Bradley T, Copland J, Couturier J, Devlin J, Harrington J A, Johnston B, Khiari S, Lorin J C, MacKinnon A R, McMaster C, Shales D.
Communications
Bélanger J, Lyrette J, Marchand R, Mauviel S, Racine P, Terrillon-MacKay L.
Emploi et Immigration
Samuel T J.
Affaires extérieures
Allen J J, Anderson J F, Armstrong D, Bergbusch E J, Bourque I, Brady S, Brown C, Buckley B, Bull R, Carrier J P, Crowe J R, de Kerckove F, Delvoie L A, Devlin T, Dhavernas D, Dupuis J, Ferguson I, Fortier B, Francis J R, Gibbons S, Green L E, Hall

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

Frais de voyage pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales—*Fin*

I M, Harrington J M, Herman B, Hill D R, Horner W, Johnstone B V, Kergin M F, Lyons A, Lortie M, Marchand de M, Marleau R, Martin B, Mathys F, Middleton R, Paquet G, Popp A, Potvin A, Ritchie D A, Rousseau J J, Scholler S L, Sheehan T B, Smith D W, Snider D, Stanford J F, Sullivan A, Taylor J H, Weston H, White J, Woodward P E.

Finances
McGown D.

Santé et Bien-être
Anston E M.

Défense nationale
Akamoto G J, Anderson J F, Audet P, Battista A, Beckett W M, Carpenter F S, Cotter J, Leduc J, Lessard E G, Lindsey G R, Morency J W M, Slade J C, Thériault G C E.

Expansion industrielle régionale
Lessard M.

Secrétariat d'État
Nolan R.

Transports
Millar F, Prager V M.

Gouvernements provinciaux
Bertrand J F, Bérubé N G, Bordeleau M A, Bosetti R A, Butler E, Cormier C, Coté J, Coté L, Fenske M, Gendron F, Giroux J, Haeberle R, Hart B, Lampron M, Lessard C, Martin N, Ouellet J P, Paquet M, Penny D A, Pronovost J, Prud'homme R, Rich T, Rioux F, Roquet C, Roy G, Royer F, Shirley A, Stephenson B, St-Onge Y, Wong W.

Délégués non gouvernementaux
Bergeron de Villiers L, Boivin C P, Burns W, Clark T, Dale P, Green L, Hurley C M, Limoges J, Milne V I, Myers G, Nielsen B, Parr J, Rivera D, Roulston T M, Willis T.

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

Répartition des dépenses de fonctionnement et de capital pour 1984-85

	Dépenses de fonctionnement				
	Frais de rémunération	Autres	Total	Dépenses en capital	Total
	$	$	$	$	$
Administration centrale	87,474,692	83,799,945	171,274,637	8,519,888	179,794,525
POSTES DIPLOMATIQUES—					
Algérie	1,302,582	1,241,672	2,544,254	133,420	2,677,674
Argentine	931,747	786,105	1,717,852	228,448	1,946,300
Australie	1,393,120	1,287,004	2,680,124	260,246	2,940,370
Autriche et délégation permanente à la Conférence sur la réduction mutuelle et l'équilibre des forces armées	2,164,361	1,791,895	3,956,256	169,487	4,125,743
Bangladesh	977,267	840,916	1,818,183	502,637	2,320,820
Barbade	1,268,068	1,094,014	2,362,082	2,184,763	4,546,845
Belgique	2,537,618	4,046,497	6,584,115	587,999	7,172,114
Brésil	1,123,712	957,656	2,081,368	184,163	2,265,531
Bretagne	8,309,748	7,074,683	15,384,431	5,984,157	21,368,588
Cameroun	952,309	895,379	1,847,688	70,542	1,918,230
Chili	895,755	810,684	1,706,439	504,524	2,210,963
Chine, République populaire de	2,009,446	1,621,227	3,630,673	554,694	4,185,367
Colombie	1,141,510	1,040,751	2,182,261	141,486	2,323,747
Costa Rica	845,345	949,733	1,795,078	497,619	2,292,697
Cuba	1,049,488	1,013,307	2,062,795	170,253	2,233,048
Tchécoslovaquie	1,010,659	751,481	1,762,140	94,139	1,856,279
Danemark	830,111	481,013	1,311,124	73,076	1,384,200
Équateur	294,267	390,151	684,418	46,095	730,513
Égypte, République d'	1,629,297	1,909,109	3,538,406	439,682	3,978,088
Éthiopie	487,656	936,829	1,424,485	266,070	1,690,555
Finlande	473,692	346,372	820,064	57,464	877,528
France	6,952,334	8,128,076	15,080,410	1,002,107	16,082,517
Gabon	255,166	399,934	655,100	83,082	738,182
Allemagne	3,372,943	2,501,248	5,874,191	363,911	6,238,102
Ghana	734,367	902,486	1,636,853	456,625	2,093,478
Grèce	1,259,845	743,018	2,002,863	166,155	2,169,018
Guatemala	684,754	577,274	1,262,028	281,362	1,543,390
Guyane	611,224	1,399,602	2,010,826	681,372	2,692,198
Haïti	1,074,382	940,142	2,014,524	153,835	2,168,359
Saint-Siège	358,873	334,424	693,297	137,442	830,739
Hongrie	806,482	1,036,371	1,842,853	907,043	2,749,896
Inde	2,863,717	2,449,075	5,312,792	1,449,389	6,762,181
Indonésie	1,620,332	2,134,485	3,754,817	404,723	4,159,540
Iran	144,968	217,775	362,743	151	362,894
Irak	926,140	849,875	1,776,015	146,420	1,922,435
Irlande	634,549	584,622	1,219,171	99,079	1,318,250
Israël	1,577,992	1,831,278	3,409,270	162,919	3,572,189
Italie	2,879,748	2,403,466	5,283,214	1,234,208	6,517,422
Côte d'Ivoire	1,524,073	1,807,986	3,332,059	219,431	3,551,490
Jamaïque	1,197,842	1,899,865	3,097,707	1,926,668	5,024,375
Japon	6,303,049	5,694,261	11,997,310	812,307	12,809,617
Jordanie	573,923	1,103,805	1,677,728	402,817	2,080,545
Kenya	1,638,252	1,153,288	2,791,540	264,138	3,055,678
Corée	1,373,440	2,012,246	3,385,686	116,636	3,502,322
Koweït	846,955	1,453,164	2,300,119	104,823	2,404,942
Liban	1,341,004	913,097	2,254,101	195,007	2,449,108
Malaisie	945,415	1,285,638	2,231,053	244,493	2,475,546
Mexique	1,776,742	2,142,783	3,919,525	210,426	4,129,951
Maroc	729,572	490,218	1,219,790	115,816	1,335,606
Pays-bas	1,447,859	1,174,291	2,622,150	190,379	2,812,529
Nouvelle-Zélande	628,956	519,636	1,148,592	54,158	1,202,750
Nigeria	1,161,433	2,300,433	3,461,866	1,217,244	4,679,110
Norvège	742,353	621,448	1,363,801	84,164	1,447,965
Pakistan	1,518,664	919,675	2,438,339	534,137	2,972,476
Pérou	1,050,122	1,342,248	2,392,370	1,461,827	3,854,197
Philippines	1,472,762	2,155,210	3,627,972	707,685	4,335,657
Pologne	1,342,937	1,293,115	2,636,052	251,499	2,887,551
Portugal	722,639	538,129	1,260,768	770,889	2,031,657
Roumanie	733,992	1,026,308	1,760,300	151,240	1,911,540
Arabie Saoudite	1,513,432	1,823,111	3,336,543	17,278,879	20,615,422
Sénégal	897,922	966,558	1,864,480	269,526	2,134,006
Singapour	1,336,035	1,594,405	2,930,440	71,481	3,001,921
Afrique du Sud	878,649	749,946	1,628,595	122,598	1,751,193
Espagne	915,945	723,524	1,639,469	104,017	1,743,486
Sri Lanka	577,530	740,546	1,318,076	230,017	1,548,093
Suède	1,227,209	1,393,571	2,620,780	406,136	3,026,916
Suisse	1,171,840	859,915	2,031,755	176,003	2,207,758
Tanzanie	843,040	838,859	1,681,899	233,976	1,915,875
Thaïlande	1,924,174	2,100,688	4,024,862	379,497	4,404,359
Trinidad et Tobago	1,386,202	1,677,572	3,063,774	343,326	3,407,100
Tunisie	885,726	719,751	1,605,477	130,594	1,736,071

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Fin*

Répartition des dépenses de fonctionnement et de capital pour 1984-85—*Fin*

	Dépenses de fonctionnement				
	Frais de rémunération	Autres	Total	Dépenses en capital	Total
	$	$	$	$	$
Turquie	875,484	778,363	1,653,847	163,131	1,816,978
Union des Républiques Socialistes Soviétiques	2,387,999	1,543,518	3,931,517	232,230	4,163,747
États-Unis d'Amérique	7,668,113	7,637,106	15,305,219	1,750,205	17,055,424
Vénézuela	1,212,561	1,036,906	2,249,467	136,848	2,386,315
Yougoslavie	1,551,322	1,134,519	2,685,841	1,444,456	4,130,297
Zaïre	1,004,922	883,884	1,888,806	1,757,882	3,646,688
Zambie	577,043	496,853	1,073,896	85,032	1,158,928
Zimbabwe	732,280	468,770	1,201,050	125,774	1,326,824
POSTES CONSULAIRES—					
Atlanta, É-U	1,274,791	1,258,695	2,533,486	30,467	2,563,953
Birmingham, R-U	410,550	236,355	646,905	5,417	652,322
Boston, É-U	1,662,916	1,604,727	3,267,643	316,692	3,584,335
Buffalo, É-U	1,016,589	632,382	1,648,971	41,812	1,690,783
Chicago, É-U	1,628,465	1,519,659	3,148,124	52,152	3,200,276
Cleveland, É-U	879,500	924,009	1,803,509	264,705	2,068,214
Dallas, É-U	1,202,033	1,260,778	2,462,811	47,938	2,510,749
Détroit, É-U	1,394,167	1,045,611	2,439,778	113,605	2,553,383
Dusseldorf, Allemagne	500,637	494,320	994,957	14,968	1,009,925
Glasgow, R-É	495,424	258,955	754,379	16,107	770,486
Hambourg, Allemagne	505,674	469,877	975,551	25,812	1,001,363
Bordeaux, France	226,569	125,817	352,386	2,454	354,840
Los Angeles, É-U	1,979,371	1,969,464	3,948,835	48,153	3,996,988
Marseille, France	583,397	494,071	1,077,468	39,528	1,116,996
Melbourne, Australie	522,296	1,011,477	1,533,773	71,212	1,604,985
Milan, Italie	806,210	660,741	1,466,951	44,812	1,511,763
Minneapolis, É-U	838,268	896,602	1,734,870	110,503	1,845,373
Munich, Allemagne	493,897	803,466	1,297,363	34,711	1,332,074
Nouvelle-Orléans, É-U	249,040	179,262	428,302	7,461	435,763
New-York, É-U	3,480,155	5,851,097	9,331,252	292,335	9,623,587
Philadelphie, É-U	619,387	751,390	1,370,777	176,996	1,547,773
Rio de Janeiro, Brésil	638,421	565,677	1,204,098	50,454	1,254,552
San Francisco, É-U	1,366,317	1,420,064	2,786,381	34,783	2,821,164
Sao Paulo, Brésil	580,284	520,864	1,101,148	33,131	1,134,279
Seattle, É-U	1,363,952	1,165,155	2,529,107	136,647	2,665,754
Strasbourg, France	272,008	266,911	538,919	14,759	553,678
Sydney, Australie	991,099	1,188,722	2,179,821	78,533	2,258,354
Berlin Ouest, Allemagne	224,226	221,440	445,666	23,271	468,937
DÉLÉGATIONS AUPRÈS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES—					
Conseil de l'Atlantique Nord, Bruxelles	1,588,996	549,489	2,138,485	38,671	2,177,156
Mission permanente du Canada auprès de l'Organisation des États Américains, Washington	286,611	195,755	482,366	7,476	489,842
Mission permanente du Canada auprès des Communautés européennes, Bruxelles	1,076,231	343,518	1,419,749	28,059	1,447,808
Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies, Genève	2,070,459	1,404,979	3,475,438	151,369	3,626,807
Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies, New-York	1,770,604	2,354,770	4,125,374	133,086	4,258,460
Organisation de coopération économique et de développement, Paris	700,348	330,168	1,030,516	662,020	1,692,536
AUTRES POSTES—					
Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis	208,269	1,485,973	1,694,242	692,819	2,387,061
Bamako, Mali	204,828	262,726	467,554	81,874	549,428
Conakry, Guinée	347,528	512,652	860,180	35,740	895,920
Frankfurt, Allemagne	248,771	363,097	611,868	6,705	618,573
Kigali, Rwanda	215,817	288,071	503,888	33,246	537,134
Niamey, Niger	274,343	367,290	641,633	296,725	938,358
Ouagadougou, Haute-Volta	201,147	324,379	525,526	164,912	690,438
Perth, Australie	225,530	266,133	491,663	13,090	504,753
Victoria, Hong Kong	2,723,259	2,255,056	4,978,315	575,479	5,553,794
Tctal	242,848,062	240,616,427	483,464,489	69,928,756	553,393,245

PARLEMENT

Sénat

État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1984-85

Honorables sénateurs	Indemnités payées à l'année	Allocations pour dépenses payées à l'année	Frais de voyage	Total
	$	$	$	$
Adams W	53,250	8,650	27,945	89,845
Anderson M	53,250	8,650	8,335	70,235
Argue H	53,250	8,650	13,166	75,066
Asselin M	53,250	8,650	11,028	72,928
Austin J	53,250	8,650	19,457	81,357
Balfour J	53,250	8,650	10,659	72,559
Barootes EW	15,211	2,454	6,008	23,673
Barrow AI	53,250	8,650	14,921	76,821
Beaubien LP	53,250	8,650	374	62,274
Belisle R	53,250	8,650	9,393	71,293
Bell AE Hadden	53,250	8,650	19,797	81,697
Succession de Benidickson WM	44,150	6,544	695	51,389
Bielish M	53,250	8,650	20,202	82,102
Bonnell L	53,250	8,650	14,291	76,191
Bosa P	53,250	8,650	9,026	70,926
Buckwold SL	53,250	8,650	11,852	73,752
Cameron D	53,250	8,650	1,654	63,554
Charbonneau G	53,250	8,650	5,580	67,480
Indemnité à titre d'Orateur du Sénat	12,725			12,725
Cook E	16,749	2,701	1,891	21,341
Cools AC	53,250	8,650	16,580	78,480
Corbin E	38,773	6,292	8,970	54,035
Cottreau E	53,250	8,650	7,263	69,163
Croll DA	53,250	8,650	11,606	73,506
Davey K	53,250	8,650	12,188	74,088
De Bané P	40,197	6,523	3,973	50,693
Denis A	53,250	8,650	3,932	65,832
Deschatelets J-P	53,250	8,650	240	62,140
Donahoe RA	25,813	4,204	2,838	32,855
Doody CW	53,250	8,650	17,630	79,530
Indemnité à titre de président en chef du gouvernement	6,782			6,782
Doyle RJ	1,908	307		2,215
Everett DD	53,130	8,530	14,776	76,436
Fairbairn J	40,343	6,547	10,783	57,673
Flynn J	53,250	8,650	6,681	68,581
Indemnité à titre de chef de l'Opposition	9,176			9,176
Frith R	53,250	8,650	8,151	70,051
Indemnité à titre de président en chef du gouvernement	5,718			5,718
Indemnité à titre de président en chef de l'Opposition	4,361			4,361
Gigantès PD	53,250	8,650	7,002	68,902
Giguere L de G	53,250	8,650	4,451	66,351
Godfrey JM	53,250	8,650	11,365	73,265
Grafstein JS	53,250	8,650	12,910	74,810
Graham BA	53,250	8,650	25,835	87,735
Guay J-P	53,250	8,650	27,269	89,169
Haidasz S	53,250	8,650	13,319	75,219
Hasting E	53,250	8,650	25,645	87,545
Hays DP	40,343	6,547	21,497	68,387
Hébert J	53,250	8,650	7,476	69,376
Hicks HD	53,250	8,650	15,796	77,696
Inman FE	53,250	8,650		61,900
Kelly WM	53,250	8,650	14,791	76,691
Kenny C	40,343	6,547	11,366	58,256
Kirby M	53,250	8,650	14,163	76,063
Kolber L	53,250	8,650	7,231	69,131
Lafond PC	53,250	8,650	515	62,415
Lang DA	51,750	7,150	3,023	61,923
Langlois L	53,250	8,650	7,117	69,017
Lapointe R	53,250	8,650	272	62,172
Lawson EM	53,250	8,650	10,560	72,460
Leblanc FE	53,250	8,650	6,146	68,046
Leblanc R	40,197	6,524	6,086	52,807
Lefebvre TM	38,773	6,292	2,413	47,478
LeMoyne J	53,250	8,650	288	62,188
Lewis D	53,250	8,650	20,239	82,139
Lucier P	53,250	8,650	22,929	84,829
MacDonald F	15,211	2,454	1,320	18,985
MacDonald JM	53,250	8,650	11,163	73,063
Indemnité à titre de whip du gouvernement	524			524
Indemnité à titre de whip de l'Opposition	1,937			1,937
MacEachen AJ	40,197	6,524	8,101	54,822
Indemnité à titre de chef de l'Opposition	10,874			10,874
Macquarrie H	53,250	8,650	9,967	71,867
Marchand L	40,343	6,547	22,128	69,018
Marsden L	53,250	8,650	15,550	77,450
Marshall J	53,250	8,650	8,953	70,853
McElman C	53,250	8,650	7,714	69,614
McGrand FA	53,250	8,650	2,443	64,343
Molgat GL	53,250	8,650	27,933	89,833
Molson H de M	52,350	7,750	1,209	61,309
Muir R	53,250	8,650	8,562	70,462
Murray L	53,250	8,650	6,029	67,929
Neiman J	53,250	8,650	13,653	75,553
Nurgitz N	53,250	8,650	26,768	88,668
Olson HA (Bud)	53,250	8,650	14,351	76,251
Perrault RJ	53,250	8,650	31,667	93,567
Petten WJ	53,250	8,650	11,660	73,560
Indemnité à titre de whip du gouvernement	2,951			2,951
Indemnité à titre de whip de l'Opposition	2,288			2,288
Phillips OH	53,250	8,650	13,937	75,837
Indemnité à titre de whip du gouvernement	2,975			2,975
Pitfield PM	53,250	8,650	7,458	69,358
Riel M	53,250	8,650	1,708	63,608
Indemnité à titre d'Orateur du gouvernement	13,075			13,075
Succession de Riley D	26,400	3,894	4,879	35,173
Rizzuto P	53,250	8,650	4,063	65,963
Robertson BM	15,211	2,454	3,741	21,406
Robichaud LJ	53,250	8,650	6,557	68,457
Roblin D	53,250	8,650	12,627	74,527
Indemnité à titre de président en chef de l'Opposition	3,689			3,689
Rousseau Y	53,250	8,650	4,198	66,098
Rowe FW	53,250	8,650	14,656	76,556
Sherwood CB	53,250	8,650	3,936	65,836
Sinclair I	53,250	8,650	7,103	69,003
Sparrow HO	53,190	8,590	33,291	95,071
Stanbury RJ	53,250	8,650	11,755	73,655
Steuart DG	53,250	8,650	9,481	71,381
Stewart JB	53,250	8,650	17,072	78,972
Stollery P	53,250	8,650	14,262	76,162
Sullivan JA	47,075	7,654		54,729
Thériault LN	53,250	8,650	23,021	84,921
Thompson AE	53,250	8,650		61,900
Tremblay A	53,250	8,650	11,603	73,503
Turner C	38,773	6,292	5,865	50,930
Van Roggen GC	53,250	8,650	33,803	95,703
Walker D	53,250	8,650	3,539	65,439
Watt C	53,250	8,650	24,587	86,487
Wood D	53,250	8,650	5,468	67,368
Yuzyk P	53,250	8,650	8,975	70,875
	5,313,255	847,271	1,148,345	7,308,871

PARLEMENT—*Suite*

Chambre des communes

État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1984-85

Députés	Indemnités payées à l'année	Allocations pour dépenses payées à l'année	Frais de voyage	Total
	$	$	$	$
Allmand L'hon W	53,250	17,750	6,844	77,844
Althouse V	53,250	17,750	24,937	95,937
Indemnité à titre de whip en chef d'un parti	2,717			2,717
Andre L'hon H	53,250	17,750	22,675	93,675
Anguish D	22,440	9,222	12,148	43,810
Angus I	30,810	10,270	12,560	53,640
Appolloni U	22,440	7,480	7,942	37,862
Attewell B	30,810	10,270	6,541	47,621
Axworthy L'hon L	53,250	17,750	23,156	94,156
Bachand A	22,440	7,480	9,017	38,937
Baker G	53,250	21,875	16,135	91,260
Beatty L'hon P	53,250	17,750	9,196	80,196
Beauchamp-Niquet S	22,440	7,480	14,026	43,946
Bégin L'hon M	22,440	7,480	1,626	31,546
Belsher R	30,810	10,270	23,118	64,198
Benjamin L	53,250	17,750	19,463	90,463
Berger D	53,250	17,750	9,724	80,724
Bernier G	30,810	10,270	13,287	54,367
Bertrand G	30,810	10,270	4,451	45,531
Binns P	30,810	10,270	15,486	56,566
Bissonnette L'hon A	30,810	10,270	1,700	42,780
Blackburn D	53,250	17,750	13,810	84,810
Blackburn J-P	30,810	10,270	9,817	50,897
Blaikie B	53,250	17,750	22,599	93,599
Blais L'hon J-J	22,440	7,480	1,341	31,261
Blais P	30,810	10,270	9,921	51,001
Blais-Grenier L'hon S	30,810	10,270	566	41,646
Blaker R	14,477	4,826	2,348	21,651
Blenkarn D	53,250	17,750	14,290	85,290
Bloomfield GM	22,440	7,480	9,205	39,125
Blouin A	30,810	10,270	7,214	48,294
Bockstael R	22,440	7,480	7,974	37,894
Bosley L'hon JW	53,250	17,750	11,502	82,502
Indemnité à titre d'Orateur de la Chambre des communes	16,709			16,709
Bossy M	22,440	7,480	7,708	37,628
Bouchard L'hon B	30,810	10,270	10,007	51,087
Boudria D	30,810	10,270	4,294	45,374
Bourgault L	30,810	10,270	6,210	47,290
Boyer P	30,810	10,270	9,390	50,470
Bradley B	53,250	17,750	20,051	91,051
Breau L'hon H	22,440	7,480	8,054	37,974
Brightwell AHH	30,810	10,270	7,028	48,108
Brisco B	30,810	10,270	37,427	78,507
Broadbent L'hon E	53,250	17,750	2,658	73,658
Indemnité à titre de chef d'un parti	24,500			24,500
Browes P	30,810	10,270	8,592	49,672
Bujold L'hon R	22,440	7,480	17,903	47,823
Burghardt J	22,440	7,480	5,487	35,407
Bussières L'hon P	22,440	7,480	3,290	33,210
Caccia L'hon CL	53,250	17,750	9,927	80,927
Cadieux PH	30,810	10,270	233	41,313
Caldwell J	30,810	10,270	9,305	50,385
Campbell C	22,440	7,480	9,821	39,741
Campbell J	22,440	7,480	4,485	34,405
Campbell L'hon WB	22,440	7,480	9,632	39,552
Cardiff M	53,250	17,750	17,838	88,838
Carney L'hon P	53,250	17,750	16,096	87,096
Cassidy M	30,810	10,270	2,495	43,575
Champagne L'hon AP	30,810	10,270	578	41,658
Champagne M	30,810	10,270	8,105	49,185
Charest JJ	30,810	10,270	9,475	50,555
Indemnité à titre de vice-président des comités de la Chambre	3,684			3,684
Chartrand G	30,810	10,270	6,029	47,109
Chénier R	22,440	7,480	13,465	43,385
Chrétien L'hon J	53,250	17,750	8,273	79,273
Clark L'hon J	53,250	21,875	10,370	85,495
Clark L	53,250	17,750	33,569	104,569
Clarke W	22,440	7,480	10,624	40,544
Clifford T	30,810	10,270	11,631	52,711
Clinch R	30,810	10,270	12,534	53,614
Coates L'hon RC	53,250	17,750	17,168	88,168
Cochrane DH	30,810	10,270	10,034	51,114
Collenette L'hon DM	22,440	7,480	749	30,669
Collins M	30,810	10,270	26,855	67,935
Comeau G	30,810	10,270	13,746	54,826
Comtois R	22,440	7,480	7,487	37,407
Cook C	53,250	17,750	41,348	112,348
Indemnité à titre de whip en chef de l'Opposition et whip en chef du gouvernement	11,845			11,845
Cooper A	53,250	21,875	22,051	97,176
Copps S	30,810	10,270	11,372	52,452
Corbett R	53,250	17,750	22,275	93,275
Corbin E	14,477	4,826	6,049	25,352
Indemnité à titre d'Orateur de la Chambre des communes et président des comités de la Chambre	5,813			5,813
Corriveau L	22,440	7,480	5,791	35,711
Cosgrove L'hon PJ	14,477	4,826	7,374	26,677
Cossitt J	53,250	17,750	7,386	78,386
Côté C	30,810	10,270	6,753	47,833
Côté E	22,440	7,480	16,393	46,313
Côté L'hon M	30,810	10,270	2,021	43,101
Cousineau R	22,440	7,480	1,904	31,824
Crofton P	30,810	10,270	24,499	65,579
Crombie L'hon D	53,250	17,750	6,484	77,484
Crosbie L'hon JC	53,250	17,750	11,065	82,065
Crosby H	53,250	17,750	27,091	98,091
Crouse LR	53,250	17,750	15,837	86,837
Cullen L'hon B	16,748	5,583	5,010	27,341
Cyr A	22,440	7,480	11,257	41,177
Danis M	30,810	10,270	6,873	47,953
Indemnité à titre d'Orateur et président des comités de la Chambre	8,773			8,773
Dantzer V	53,250	17,750	47,253	118,253
Darling S	53,250	17,750	10,582	81,582
Daubney D	30,810	10,270	1,144	42,224
Daudlin R	14,477	4,826	20,262	39,565
Dawson D	22,440	7,480	10,070	39,990
Deans I	53,250	17,750	14,662	85,662
Indemnité à titre de chef d'un parti	8,650			8,650
De Bané L'hon P	13,053	4,351		17,404
de Corneille R	53,250	17,750	12,536	83,536
de Cotret L'hon R	30,810	10,270	223	41,303
de Jong S	53,250	17,750	36,157	107,157
Della Noce V	30,810	10,270	9,844	50,924
Demers Y	22,440	7,480	4,160	34,080
Deniger P	22,440	7,480	3,991	33,911
Indemnité à titre de whip du gouvernement	3,484			3,484
Desjardins G	30,810	10,270	14,265	55,345
Desmarais LR	22,440	7,480	2,755	32,675
Desrosiers E	30,810	10,270	4,288	45,368
Dick P	53,250	17,750	10,131	81,131
Dingwall D	53,250	17,750	26,922	97,922
Dion R	22,440	7,480	9,337	39,257
Dionne M	22,440	7,480	11,758	41,678
Dionne MA	22,440	7,480	5,861	35,781
Domm B	53,250	17,750	13,660	84,660

PARLEMENT—*Suite*

Chambre des communes—*Suite*

État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1984-85—*Suite*

Députés	Indemnités payées à l'année	Allocations pour dépenses payées à l'année	Frais de voyage	Total
	$	$	$	$
Dorin M	30,810	10,270	16,390	57,470
Dubois J-G	22,440	7,480	5,999	35,919
Duclos L	22,440	7,480	4,936	34,856
Duguay L	30,810	10,270	13,184	54,264
Duplessis S	30,810	10,270	6,090	47,170
Dupont R	22,440	7,480	6,013	35,933
Dupras M	14,477	4,826	3,425	22,728
Duquet G	22,440	7,480	4,146	34,066
Edwards J	30,810	10,270	21,787	62,867
Ellis JR	53,250	17,750	10,449	81,449
Elzinga P	53,250	17,750	39,068	110,068
Epp E	30,810	12,653	13,706	57,169
Epp L'hon J	53,250	17,750	20,924	91,924
Erola L'hon J	22,440	7,480	3,329	33,249
Ethier D	14,477	4,826	4,501	23,804
Evans J	22,440	7,480	2,252	32,172
Fennell S	53,250	17,750	14,408	85,408
Ferguson L'hon R	22,440	7,480	5,207	35,127
Ferland M	30,810	10,270	8,257	49,337
Finestone S	30,810	10,270	3,917	44,997
Fisher D	22,440	7,480	10,355	40,275
Fleming L'hon J	22,000	7,333	4,878	34,211
Flis JP	22,440	7,480	5,489	35,409
Fontaine G	30,810	10,270	7,702	48,782
Forrestall M	53,250	17,750	22,500	93,500
Indemnité à titre de whip en chef de l'Opposition	3,338			3,338
Foster M	53,250	17,750	19,088	90,088
Fox L'hon F	22,440	7,480	733	30,653
Fraleigh S	30,810	10,270	9,282	50,362
Francis L'hon L	22,440	7,480		29,920
Indemnité à titre d'Orateur de la Chambre des communes	24,016			24,016
Fraser L'hon JA	53,250	17,750	18,504	89,504
Fretz G	53,250	17,750	13,819	84,819
Friesen B	53,250	17,750	47,052	118,052
Frith L'hon DC	53,250	17,750	19,972	90,972
Fulton J	53,250	21,875	31,162	106,287
Gagliano A	30,810	10,270	4,490	45,570
Gagnon P	30,810	10,270	21,239	62,319
Gamble J	22,440	7,480	4,291	34,211
Garant A	22,440	7,480	9,942	39,862
Garneau R	30,810	10,270	5,642	46,722
Gass M	53,250	17,750	19,068	90,068
Gauthier J-R	53,250	17,750	1,946	72,946
Indemnité à titre de whip en chef de l'Opposition	5,386			5,386
Gendron R	14,477	4,826	7,464	26,767
Gérin F	30,810	10,270	7,336	48,416
Gervais A	30,810	10,270	11,432	52,512
Gilchrist G			920	920
Gimaiel P	22,440	7,480	8,353	38,273
Gingras R	22,440	9,222	8,130	39,792
Girard A	30,810	10,270	9,858	50,938
Gormley J	30,810	12,653	15,302	58,765
Gottselig WA	30,810	10,270	18,967	60,047
Gourd R	22,440	7,480	6,064	35,984
Gourde G	22,440	7,480	7,907	37,827
Graham S	30,810	10,270	23,034	64,114
Gravel M	30,810	10,270	5,292	46,372
Gray DL	30,810	10,270	13,395	54,475
Gray L'hon H	53,250	17,750	13,732	84,732
Indemnité à titre de chef de l'Opposition	10,874			10,874
Greenaway L	53,250	21,875	36,763	111,888
Grisé R	30,810	10,270	8,478	49,558
Guilbault J	53,250	17,750	5,777	76,777
Indemnité à titre de vice-président des comités de la Chambre	5,291			5,291
Guilbault J-G	30,810	10,270	6,151	47,231
Gurbin GM	53,250	17,750	20,724	91,724
Gustafson L	53,250	17,750	23,384	94,384
Halliday B	53,250	17,750	16,561	87,561
Hamelin C	30,810	10,270	8,614	49,694
Hamilton L'hon A	53,250	17,750	17,143	88,143
Hamilton F	22,440	7,480	12,243	42,163
Hardey E	30,810	10,270	9,427	50,507
Hargrave B	22,440	7,480	12,980	42,900
Harquail M	22,440	7,480	10,028	39,948
Harvey A	30,810	10,270	12,912	53,992
Hawkes J	53,250	17,750	29,058	100,058
Heap D	53,250	17,750	13,925	84,925
Hees L'hon G	53,250	17,750	4,248	75,248
Henderson G	53,250	17,750	23,271	94,271
Herbert H	22,440	7,480	3,143	33,063
Indemnité à titre de vice-président des comités de la Chambre	5,291			5,291
Hervieux-Payette C	22,440	7,480	2,587	32,507
Hicks B	30,810	10,270	6,359	47,439
Hnatyshyn R	53,250	17,750	26,570	97,570
Indemnité à titre de chef de l'Opposition	9,176			9,176
Hockin T	30,810	10,270	9,095	50,175
Holtmann F	30,810	10,270	16,303	57,383
Hopkins L	53,250	17,750	8,354	79,354
Horner B	30,810	10,270	6,477	47,557
Hovdebo SJ	53,250	17,750	24,116	95,116
Howie L'hon JR	53,250	17,750	19,584	90,584
Hudecki S	22,440	7,480	5,010	34,930
Hudon J-G	30,810	10,270	3,719	44,799
Huntington L'hon R	22,440	7,480	11,342	41,262
Irwin R	22,440	7,480	7,103	37,023
Isabelle G	53,250	17,750	1,842	72,842
Ittinuar P	22,440	9,945	21,134	53,519
Jacques C	30,810	10,270	6,737	47,817
James K	30,810	10,270	11,333	52,413
Jardine WRB	30,810	10,270	15,502	56,582
Jarvis L'hon B	22,440	7,480	12,853	42,773
Jelinek L'hon O	53,250	17,750	13,058	84,058
Jepson J	30,810	10,270	7,360	48,440
Jewett P	53,250	17,750	20,909	91,909
Johnson M	30,810	12,653	24,546	68,009
Johnston L'hon DJ	53,250	17,750	3,562	74,562
Joncas J-L	30,810	10,270	13,436	54,516
Jourdenais F	30,810	10,270	4,413	45,493
Joyal L'hon S	22,440	7,480	5,088	35,008
Kaplan L'hon B	53,250	17,750	12,907	83,907
Keeper C	53,250	17,750	21,623	92,623
Kelleher L'hon J	30,810	10,270	3,993	45,073
Kelly N	22,440	7,480	10,501	40,421
Kempling B	53,250	17,750	13,416	84,416
Kilgour D	53,250	17,750	19,851	90,851
Killens T	53,250	17,750	7,930	78,930
Kindy A	30,810	10,270	22,068	63,148
King F	53,250	17,750	43,430	114,430
Knowles L'hon SH	22,000	7,333	6,156	35,489
Korchinski S	22,440	9,222	14,666	46,328
Kristiansen LS	22,440	7,480	32,142	62,062
Kushner J			9,266	9,266
Lachance C-A	22,440	7,480	2,220	32,140
Ladouceur F	30,810	10,270	4,027	45,107
Lajoie CG	14,477	4,826	4,443	23,746
Lalonde L'hon M	22,440	7,480	803	30,723

PARLEMENT—*Suite*

Chambre des communes—*Suite*

État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1984-85—*Suite*

Députés	Indemnités payées à l'année	Allocations pour dépenses payées à l'année	Frais de voyage	Total
	$	$	$	$
Lambert L'hon M	22,000	7,333	13,861	43,194
Lamontagne L'hon JG			631	631
Landers M	14,477	4,826	4,360	23,663
Landry M	30,810	10,270	2,812	43,892
Lang P	22,440	7,480	10,542	40,462
Langdon S	30,810	10,270	16,307	57,387
Laniel G	19,445	6,482	3,012	28,939
Lanthier C	30,810	10,270	4,122	45,202
Lapierre L'hon J	53,250	17,750	10,697	81,697
Lapointe L'hon C	22,440	7,480	1,099	31,019
Lapointe N	22,440	7,480	9,294	39,214
LaSalle L'hon R	53,250	17,750	5,297	76,297
Lawrence L'hon A	53,250	17,750	16,197	87,197
Layton L'hon B	30,810	10,270	2,876	43,956
Le Blanc L'hon R	13,053	4,351	1,218	18,622
Leblanc N	30,810	10,270	4,961	46,041
Leduc J-L	22,440	7,480	3,123	33,043
Lefebvre T	14,477	4,826	3,192	22,495
Lesick B	30,810	10,270	19,165	60,245
Lewis D	53,250	17,750	12,489	83,489
Lewycky L	22,440	7,480	22,403	52,323
Loiselle B	22,440	7,480	7,005	36,925
Lonsdale B	30,810	10,270	19,537	60,617
Lopez R	30,810	10,270	9,151	50,231
Lumley L'hon E	22,440	7,480	277	30,197
MacBain A	22,440	7,480	7,115	37,035
MacDonald L'hon F	53,250	17,750	1,419	72,419
MacDougall J	53,250	27,594[(1)]	21,604	102,448
MacEachen L'hon AJ	13,053	4,351	526	17,930
MacGuigan L'hon M	13,053	4,351	292	17,696
Mackasey L'hon B	14,477	4,826	3,473	22,776
MacKay L'hon EM	30,810	10,270	9,944	51,024
MacLaren L'hon R	22,440	7,480	3,895	33,815
MacLellan R	53,250	17,750	24,390	95,390
Mailly C	30,810	10,270	4,447	45,527
Indemnité à titre de whip du gouvernement	3,499			3,499
Malépart J-C	53,250	17,750	5,696	76,696
Malone A	53,250	17,750	40,128	111,128
Maltais A	22,440	9,222	19,493	51,155
Manly J	53,250	17,750	26,277	97,277
Mantha M	30,810	10,270	7,937	49,017
Marceau G	22,440	7,480	9,599	39,519
Marchi S	30,810	10,270	10,714	51,794
Marin CE	30,810	10,270	5,132	46,212
Martin S	30,810	10,270	6,277	47,357
Masse L'hon M	30,810	10,270	981	42,061
Massé P-A	22,440	7,480	7,162	37,082
Masters J	22,440	9,222	11,366	43,028
Indemnité à titre de whip du gouvernement	3,484			3,484
Mayer L'hon C	53,250	17,750	25,592	96,592
Mazankowski L'hon D	53,250	17,750	26,133	97,133
McCain FA	53,250	17,750	15,308	86,308
McCauley GF	22,440	7,480	10,475	40,395
McCrossan PW	30,810	10,270	7,045	48,125
McCuish L	53,250	21,875	17,933	93,058
McCurdy H	30,810	10,270	9,683	50,763
McDermid J	53,250	17,750	15,024	86,024
McDonald L	53,250	17,750	12,260	83,260
McDougall L'hon B	30,810	10,270	1,812	42,892
McGrath L'hon JA	53,250	17,750	21,230	92,230
McInnes S	30,809	10,270	10,705	51,784
McKenzie D	53,250	17,750	27,297	98,297
McKinnon L'hon AB	53,250	17,750	45,625	116,625
McKnight L'hon B	53,250	17,750	29,310	100,310
McLean L'hon W	53,250	17,750	13,987	84,987
McMillan L'hon T	53,250	17,750	8,985	79,985

Députés	Indemnités payées à l'année	Allocations pour dépenses payées à l'année	Frais de voyage	Total
	$	$	$	$
McRae PE	14,335	4,779	5,997	25,111
Merrithew L'hon GSG	30,810	10,270	4,962	46,042
Miller T	22,440	7,480	28,491	58,411
Minaker G	30,810	10,270	15,577	56,657
Mitchell M	53,250	17,750	26,652	97,652
Mitges G	53,250	17,750	15,499	86,499
Moore B	30,810	10,270	4,190	45,270
Mulroney Rt Hon B	53,250	20,133	1,332	74,715
Indemnité à titre de chef de l'Opposition	18,629			18,629
Munro DW	22,440	7,480	16,191	46,111
Munro L'hon JC	13,053	4,351	4,364	21,768
Murphy R	53,250	21,875	25,798	100,923
Murta L'hon J	53,250	17,750	20,484	91,484
Neil D	22,440	7,480	14,044	43,964
Nicholson A	53,250	17,750	11,309	82,309
Nicholson R	30,810	10,270	10,076	51,156
Nickerson D	53,250	23,575	20,872	97,697
Nielsen L'hon E	53,250	21,875	14,683	89,808
Nowlan P	53,250	17,750	28,521	99,521
Nunziata JV	30,809	10,270	8,434	49,513
Nystrom L	53,250	17,750	33,428	104,428
Oberle F	53,250	21,875	29,288	104,413
Ogle B	22,440	7,480	14,213	44,133
Olivier J	22,440	7,480	3,801	33,721
O'Neil LI	30,810	10,270	20,560	61,640
Oostrom J	30,810	10,270	6,551	47,631
Orlikow D	53,250	17,750	21,828	92,828
Ostiguy M	22,440	7,480	6,454	36,374
Ouellet L'hon A	53,250	17,750	3,177	74,177
Paproski L'hon SE	53,250	17,750	31,022	102,022
Indemnité à titre de vice-président des comités de la Chambre	3,684			3,684
Parent G	22,440	7,480	13,946	43,866
Parker S	22,440	7,480	26,092	56,012
Parry J	30,810	12,653	23,240	66,703
Patterson A	22,440	7,480	11,376	41,296
Pelletier I	22,440	7,480	6,505	36,425
Penner K	53,250	21,875	43,177	118,302
Pennock B	30,810	10,270	8,399	49,479
Pepin L'hon J-L	22,000	7,333	453	29,786
Pépin L	30,810	10,270	3,837	44,917
Peterson J	22,440	7,480	14,304	44,224
Peterson P	30,810	10,270	5,241	46,321
Pietz A	30,810	10,270	8,552	49,632
Pinard L'hon Y	13,053	4,351		17,404
Plamondon L	30,810	10,270	8,702	49,782
Plourde A	30,810	10,270	5,351	46,431
Portelance A	14,477	4,826	5,297	24,600
Porter B	30,810	10,270	17,940	59,020
Price J	30,810	12,653	21,703	65,166
Prud'homme M	53,250	17,750	4,781	75,781
Ravis D	30,810	10,270	18,273	59,353
Redway A	30,810	10,270	6,621	47,701
Regan L'hon G	22,440	7,480	1,868	31,788
Reid J	53,250	17,750	9,678	80,678
Reid L'hon JM	22,440	9,222	13,043	44,705
Reimer J	30,810	10,270	8,161	49,241
Ricard G	30,810	10,270	3,922	45,002
Riis NA	53,250	17,750	51,270	122,270
Roberts L'hon J	22,440	7,480	1,382	31,302
Robichaud F	30,810	10,270	13,191	54,271
Robinson SJ	53,250	17,750	42,715	113,715
Robinson WK	22,440	7,480	7,531	37,451
Roche D	22,440	7,480	16,350	46,270
Rodriguez JR	30,810	10,270	9,230	50,310
Roman T	30,810	10,270	4,940	46,020
Rompkey L'hon W	53,250	21,875	9,687	84,812

PARLEMENT—*Suite*

Chambre des communes—*Suite*

État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1984-85 —*Fin*

Députés	Indemnités payées à l'année	Allocations pour dépenses payées à l'année	Frais de voyage	Total
	$	$	$	$
Rooney D	22,440	9,222	12,396	44,058
Rossi C	53,250	17,750	7,320	78,320
Indemnité à titre de whip en chef de l'Opposition	3,499			3,499
Roy M	22,440	7,480	5,065	34,985
Sargeant T	22,440	7,480	20,156	50,076
Savard R	22,440	7,480	3,080	33,000
Schellenberg T	30,810	10,270	34,044	75,124
Schellenberger S	53,250	17,750	32,590	103,590
Schroder J	22,440	7,480	4,376	34,296
Scott G	53,250	17,750	17,315	88,315
Scott WC	53,250	17,750	8,711	79,711
Scowen J	30,810	12,653	18,289	61,752
Shields J	53,250	21,875	48,667	123,792
Siddon L'hon T	53,250	17,750	34,071	105,071
Simmons R	22,440	9,222	23,318	54,980
Skelly R	53,250	21,875	61,778	136,903
Smith L'hon D	22,440	7,480	1,667	31,587
Sparrow BJ	30,810	10,270	17,741	58,821
Speyer C	53,250	17,750	18,019	89,019
St-Germain G	53,250	17,750	41,977	112,977
St-Julien G	30,810	12,653	8,366	51,829
Stackhouse R	30,810	10,270	8,506	49,586
Stevens L'hon S	53,250	17,750	9,363	80,363
Stewart R	53,250	17,750	13,236	84,236
Suluk T	30,810	13,630	44,696	89,136
Tardif A	53,250	17,750	17,937	88,937
Tardif MB	30,810	10,270	5,512	46,592
Taylor G	53,250	17,750	35,187	106,187
Tessier C	22,440	7,480	12,567	42,487
Thacker BA	53,250	17,750	29,931	100,931
Thomson J	22,440	7,480	21,447	51,367
Tobin B	53,250	21,875	22,836	97,961
Toupin R	30,810	10,270	7,735	48,815
Tousignant H	22,440	7,480	28,766	58,686
Towers G	53,250	17,750	23,479	94,479
Tremblay M	30,810	10,270	8,271	49,351
Tremblay MR	30,810	10,270	8,288	49,368
Trudeau Rt Hon PE	22,440	7,480		29,920
Tupper B	30,810	10,270	3,678	44,758
Turner B	30,810	10,270	2,294	43,374
Turner C	14,477	4,826	376	19,679
Indemnité à titre de whip en chef du gouvernement	3,044			3,044
Turner Rt Hon JN	30,810	10,270	3,202	44,282
Indemnité à titre de chef de l'Opposition	22,096			22,096
Valcourt B	30,810	10,270	7,733	48,813
Vankoughnet B	53,250	17,750	9,835	80,835
Veillette M	22,440	7,480	6,323	36,243
Vézina L'hon M	30,810	10,270	3,487	44,567
Vincent PH	30,810	10,270	11,529	52,609
Waddell I	53,250	17,750	33,693	104,693
Warner N	30,810	10,270	3,329	44,409
Watson I	22,440	7,480	6,544	36,464
Weatherhead D	22,440	7,480	5,293	35,213
Weiner G	30,810	10,270	6,916	47,996
Wenman RL	53,250	17,750	47,175	118,175
Whelan L'hon EF	17,600	5,914	2,669	26,183
Wilson G	30,810	10,270	22,450	63,530
Wilson L'hon M	53,250	17,750	10,622	81,622
Winegard WC	30,810	10,270	10,639	51,719
Wise L'hon J	53,250	17,750	10,470	81,470
Witer A	30,810	10,270	7,802	48,882
Wright B	22,440	7,480	23,893	53,813
Yanakis A	22,440	7,480	5,247	35,167
Young N	53,250	17,750	8,958	79,958
Indemnité à titre de whip en chef d'un parti	3,733			3,733
Yurko B	22,440	7,480	24,882	54,802
	14,932,280	5,019,318	5,397,125	25,348,723

(1) Y compris un redressement de $5,719 relatif aux frais électoraux par district des exercices précédents.

PARLEMENT—*Suite*

Chambre des communes—*Suite*

Traitements des secrétaires parlementaires des ministres

Noms	Secrétaire parlementaire du	Montant $
Bachand A	Ministre de l'Agriculture du 1er mars au 9 juillet 1984	2,416
Beauchamp-Niquet S	Député Premier Ministre et Secrétaire d'État aux Affaires extérieures du 1er octobre 1983 au 9 juillet 1984	2,416
Bertrand G	Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social du 1er novembre 1984 au 31 octobre 1985	3,783
Blais P	Ministre de l'Agriculture du 1er novembre 1984 au 31 octobre 1985	3,783
Blaker R	Ministre du Commerce international du 13 janvier au 9 juillet 1984	2,416
Bloomfield G	Ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme) du 1er mars au 9 juillet 1984	2,416
Bockstael R	Secrétaire d'État du Canada du 1er mars au 9 juillet 1984	2,416
Bradley B	Ministre des Approvisionnements et Services du 1er novembre 1984 au 31 octobre 1985	3,783
Burghardt J	Ministre des Communications du 1er octobre 1982 au 9 juillet 1984	2,416
Côté E	Ministre des Transports du 1er mars au 9 juillet 1984	2,416
Cousineau R	Ministre de l'Expansion industrielle régionale du 1er mars au 9 juillet 1984	2,416
Dick P	Ministre d'État (Chef du Gouvernement) du 1er novembre 1984 au 27 février 1985 et Président du Conseil privé du 27 février au 31 octobre 1985	3,783
Dion R	Ministre d'État de l'Expansion économique régionale et Ministre d'État des Sciences et de la Technologie du 1er octobre 1983 au 9 juillet 1984	2,416
Domm B	Ministre de la Consommation et des Corporations du 1er novembre 1984 au 31 octobre 1985	3,783
Dubois J-G	Ministre de l'Emploi et de l'Immigration du 1er octobre 1983 au 9 juillet 1984	2,416
Ethier D	Ministre de l'Environnement du 1er octobre 1982 au 9 juillet 1984	2,440
Evans J	Président du Conseil privé du 11 septembre 1983 au 9 juillet 1984	2,416
Ferguson R	Ministre des Finances du 1er mars au 9 juillet 1984	2,200
Forrestall J M	Ministre des Transports du 1er novembre 1984 au 31 octobre 1985	3,783
Foster M	Président du Conseil du Trésor du 1er mars au 9 juillet 1984	2,416
Fretz G	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien du 1er novembre 1984 au 31 octobre 1985	3,783
Garant A	Ministre d'État (Finances) du 1er mars au 9 juillet 1984	2,416
Gass M	Ministre des Pêches et Océans du 1er novembre 1984 au 31 octobre 1985	3,783
Gimaïel P	Ministre d'État (Mines) du 1er mars au 9 juillet 1984	2,416
Gingras R	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien du 1er mars au 9 juillet 1984	2,416
Gourd R	Ministre d'État (Multiculturalisme) du 1er mars au 9 juillet 1984	2,416
Gourde G	Solliciteur général du 1er mars au 9 juillet 1984	2,416
Gurbin G M	Ministre de l'Environnement du 1er novembre 1984 au 31 octobre 1985	3,783
Gustafson L	Premier Ministre du 1er novembre 1984 au 31 octobre 1985	3,783
Harquail M	Ministre des Pêches et Océans du 1er mars au 9 juillet 1984	2,416
Hopkins L	Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources du 1er mars au 9 juillet 1984	2,416
Hudecki S	Ministre de la Défense nationale du 1er octobre 1982 au 9 juillet 1984	2,416
Hudon J-G	Ministre de l'Emploi et de l'Immigration du 1er novembre 1984 au 31 octobre 1985	3,783
Kilgour D	Ministre des relations extérieures du 1er novembre 1984 au 31 octobre 1985	3,783
Landry M	Secrétaire d'État du Canada du 1er novembre 1984 au 31 octobre 1985	3,783
Lang P	Ministre d'État (Jeunesse) du 1er mars au 9 juillet 1984	2,416
Lanthier C	Ministre des Finances du 1er novembre 1984 au 31 octobre 1985	3,783
Lapointe N	Ministre du Travail du 1er octobre 1983 au 9 juillet 1984	2,416
Leduc J-L	Ministre des Affaires des Anciens combattants du 1er mars au 9 juillet 1984	2,416
Lewis D	Président du Conseil du Trésor du 1er novembre 1984 au 31 octobre 1985	3,783
MacBain A	Ministre de la Justice et Procureur général du Canada du 1er octobre 1982 au 9 juillet 1984	2,416
MacLellan R	Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social du 1er mars au 9 juillet 1984	2,416
Malépart J-C	Ministre des Travaux publics du 1er octobre 1982 au 9 juillet 1984	2,416
Massé P-A	Ministre des Approvisionnements et Services du 1er octobre 1983 au 9 juillet 1984	2,416
McDermid J	Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources du 1er novembre 1984 au 31 octobre 1985	3,783
McInnes S	Ministre du Commerce international du 1er novembre 1984 au 31 octobre 1985	3,783
McKenzie D	Ministre des Affaires des Anciens combattants du 1er novembre 1984 au 31 octobre 1985	3,783
Oberle F	Ministre d'État (Mines) du 1er novembre 1984 au 31 octobre 1985	3,783
Price J	Ministre du Travail du 1er novembre 1984 au 31 octobre 1985	3,783

PARLEMENT—*Fin*

Chambre des communes—*Fin*

Traitements des secrétaires parlementaires des ministres—*Fin*

Noms	Secrétaire parlementaire du	Montant
		$
Robinson K	Ministre du Revenu national du 1er mars au 9 juillet 1984	2,416
Scott G	Ministre des Communications du 1er novembre 1984 au 31 octobre 1985	3,783
Speyer C	Ministre de la Justice et Procureur général du Canada du 1er novembre 1984 au 31 octobre 1985	3,783
Stewart R	Ministre des Travaux publics du 1er novembre 1984 au 31 octobre 1985	3,783
Tardif M B	Ministre de l'Expansion industrielle régionale du 1er novembre 1984 au 31 octobre 1985	3,783
Towers G	Solliciteur général du 1er novembre 1984 au 31 octobre 1985	3,783
Valcourt B	Ministre d'État des Sciences et de la Technologie du 1er novembre 1984 au 31 octobre 1985	3,783
Veillette M	Ministre de la Consommation et des Corporations du 1er mars au 9 juillet 1984	2,416
Vincent P H	Ministre du Revenu national du 1er novembre 1984 au 31 octobre 1985	3,783
Weiner G	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures du 1er novembre 1984 au 31 octobre 1985	3,783
Wenman R	Ministre de la Défense nationale du 1er novembre 1984 au 31 octobre 1985	3,783
		184,411

CONSEIL PRIVÉ

Traitements et indemnités aux Ministres d'État

Noms des Ministres d'État	Traitements	Indemnités	Total
	$	$	$
Hon HR Argue	9,987	494	10,481
Hon A Bissonnette	21,054	1,078	22,132
Hon B Bouchard	21,054	1,078	22,132
Hon A Champagne	21,054	1,078	22,132
Hon M Collenette	18,629	922	19,551
Hon C Hervieux-Payette	10,100	500	10,600
Hon OJ Jelinek	21,054	1,078	22,132
Hon JC Lapierre	8,528	422	8,950
Hon RE Layton	21,054	1,078	22,132
Hon R MacLaren	10,100	500	10,600
Hon CJ Mayer	21,054	1,078	22,132
Hon BJ McDougall	21,054	1,078	22,132
Hon TM McMillan	21,054	1,078	22,132
Hon GS Merrithew	21,054	1,078	22,132
Hon JB Murta	21,054	1,078	22,132
Hon J Olivier	10,100	500	10,600
Hon W Rompkey	18,628	922	19,550
Hon D Smith	18,628	922	19,550
Total	315,240	15,962	331,202

SOLLICITEUR GÉNÉRAL

Service correctionnel

État des dépenses par établissement

	Fonctionnement et entretien de pénitenciers	Construction, améliorations et matériel	Total
	$	$	$
Administration centrale nationale, Ottawa, Ont	107,092,332	10,933,994	118,026,326
Administration régionale, Moncton, N-B	5,072,296	833,966	5,906,262
Centre Carlton CCC, Halifax, N-É	345,221	6,169	351,390
Établissement Springhill, Springhill, N-É	14,990,938	1,727,634	16,718,572
Pénitencier Dorchester, Dorchester, N-B	17,473,464	2,804,397	20,277,861
Établissement Westmorland, Dorchester, N-B	4,501,015	671,506	5,172,521
Centre Sand River CCC, Parsboro, N-É	658,566	40,500	699,066
Centre Parrtown CCC, Saint John, N-B	303,562	1,622	305,184
Établissement Atlantique, Renous, N-B	503,077	13,112,848	13,615,925
Bureau de Halifax, Halifax, N-É	2,206,289	3,178	2,209,467
Bureau de Moncton, Moncton, N-B	1,496,622	39,996	1,536,618
Bureau de St John's T-N, St John's, T-N	1,067,759	25,200	1,092,959
Bureau de Truro, Truro, N-É	624,950	29,363	654,313
Bureau de Sydney, Sydney, N-É	379,059	850	379,909
Bureau de Saint John, Saint John, N-B	877,568	171	877,739
Administration régionale, Montréal, Qué	21,565,018	1,932,652	23,497,670
Centre La Ferrière CCC, St-Jérôme, Qué	8,718	433,981	442,699
Établissement Montée St-François, Laval, Qué	4,219,740	769,565	4,989,305
Établissement Laval, Laval, Qué	18,268,202	1,103,106	19,371,308
Centre fédéral de formation, Laval, Qué	11,988,892	812,326	12,801,218
Établissement Donnacona Maximum, Donnacona, Qué	152,775	12,721,111	12,873,886
Centre sud de libération, Montréal, Qué	318,960		318,960
Centre nord de libération, Montréal, Qué	300,603		300,603
Centre de libération Décarie, Montréal, Qué	375,521		375,521
Centre de libération de Longueuil, Longueuil, Qué	418,056		418,056
Établissement Leclerc, Laval, Qué	15,900,835	1,239,540	17,140,375
Établissement Archambault, Ste-Anne-des-Plaines, Qué	13,421,143	1,143,146	14,564,289
Établissement Ste-Anne-des-Plaines, Ste-Anne-des-Plaines, Qué	7,922,070	1,360,283	9,282,353
Centre régional de réception, Ste-Anne-des-Plaines, Qué	12,929,675	7,940,468	20,870,143
Établissement de Drummondville, Drummondville, Qué	3,798,799	5,842,574	9,641,373
Établissement Cowansville, Cowansville, Qué	14,516,442	1,091,111	15,607,553
Établissement Donnacona Medium, Donnacona, Qué	65,818		65,818
Établissement Lamacaza, L'Annonciation, Qué	8,566,076	4,459,061	13,025,137
Centre de développement correctionnel, Laval, Qué	6,203,359	76,751	6,280,110
Établissement nº 7 Medium, Drummondville, Qué		8,309	8,309
Bureau du district de Montréal, Montréal, Qué	263,064	25,860	288,924
Centre Martineau CCC, Montréal, Qué	402,334	2,242	404,576
Centre Ogilvy CCC, Montréal, Qué	348,678	137	348,815
Centre Pie IX CCC, Montréal, Qué	378,689	35,899	414,588
Centre Sherbrooke CCC, Montréal, Qué	403,409	2,034	405,443
Centre Hochelaga CCC, Montréal, Qué	367,401	32,058	399,459
Centre de libération Acadie, Montréal, Qué	360,731		360,731
Centre Langelier CCC, St-Léonard, Qué	401,774		401,774
Centre de libération de la ville de Québec, Québec, Qué	384,655	6,785	391,440
Centre de libération de Granby, Granby, Qué	627,381	8,640	636,021
Centre de libération de Rimouski, Rimouski, Qué	133,851	11,746	145,597
Centre de libération de Chicoutimi, Chicoutimi, Qué	126,782	10,687	137,469
Centre de libération de Trois-Rivières, Trois-Rivières, Qué	278,201	11,032	289,233
Centre Benoit XV CCC, Québec, Qué	347,544	2,976	350,520
Bureau du district est du Québec, Ste-Foy, Qué	137,307	8,966	146,273
Bureau du district de St-Jérôme, St-Jérôme, Qué	212,337	64,560	276,897
Centre de libération Duvernay, Laval, Qué	531,963		531,963
Centre de libération Rouyn-Noranda, Rouyn, Qué	138,984		138,984
Centre de libération Hull, Hull, Qué	243,264	7,624	250,888
Centre de libération Fabre, Laval, Qué	498,309		498,309
Centre de libération des Laurentides, St-Jérôme, Qué	537,369		537,369
Centre de libération Ste-Thérèse, Ste-Thérèse, Qué	417,370		417,370
Centre B-12 CCC, Laval, Qué	356,315	2,174	358,489
Centre de libération L'Annonciation, L'Annonciation, Qué	28,131	19,688	47,819
Administration régionale, Kingston, Ont	12,577,548	1,824,800	14,402,348
Centre régional de psychiatrie, Kingston, Ont	2,748,212	24,201	2,772,413
Pénitencier de Kingston, Kingston, Ont	14,898,515	2,082,381	16,980,896
Établissement Millhaven, Bath, Ont	15,945,298	2,342,540	18,287,838
Établissement Bath, Bath, Ont	1,442,714	275,180	1,717,894
Prison pour femmes, Kingston, Ont	5,154,925	580,316	5,735,241
Établissement Collins Bay, Kingston, Ont	13,740,096	2,387,904	16,128,000
Établissement Frontenac, Kingston, Ont	3,135,489	418,617	3,554,106
Établissement Beaver Creek, Gravenhurst, Ont	1,410,789	582,286	1,993,075
Établissement Joyceville, Kingston, Ont	15,367,234	2,434,388	17,801,622
Établissement Pittsburg, Kingston, Ont	3,001,539	386,845	3,388,384
Établissement Warkworth, Campbellford, Ont	14,373,992	2,337,255	16,711,247
Centre de libération du district de l'est, Kingston, Ont	142,703	23,597	166,300
Centre de libération du district de Kingston, Kingston, Ont	1,333,616		1,333,616

SOLLICITEUR GÉNÉRAL—*Fin*

Service correctionnel—*Fin*

État des dépenses par établissement—*Fin*

	Fonctionnement et entretien de pénitenciers	Construction, améliorations et matériel	Total
	$	$	$
Centre de libération Peterborough, Peterborough, Ont	1,043,165		1,043,165
Centre Portsmouth CCC, Kingston, Ont	248,781	4,094	252,875
Centre de libération de la région d'Ottawa, Ottawa, Ont	1,241,474		1,241,474
Centre de libération du district central, Toronto, Ont	1,393,310	23,883	1,417,193
Centre Keele CCC, Toronto, Ont	381,412	28,335	409,747
Centre de libération de Toronto, Toronto, Ont	309,641		309,641
Centre de libération de la région de Scarborough, Scarborough, Ont	327,491		327,491
Centre de libération de la région de Etobicoke, Toronto, Ont	355,832		355,832
Centre Montgomery CCC, Toronto, Ont	364,923		364,923
Centre de libération de la région de Sudbury, Sudbury, Ont	527,855		527,855
Centre de libération du district de l'ouest, London, Ont	194,280	11,142	205,422
Centre de libération du district de London, London, Ont	606,527		606,527
Centre de libération de la région de Guelph, Guelph, Ont	298,330		298,330
Centre de libération de la région de Hamilton, Hamilton, Ont	815,028		815,028
Centre de libération de la région de Windsor, Windsor, Ont	332,583		332,583
Centre de libération de St Catharine, St Catharine, Ont	443,512		443,512
Centre de libération de la région de Brantford, Brantford, Ont	420,517		420,517
Administration régionale, Saskatoon, Sask	6,979,083	1,163,727	8,142,810
Centre régional de psychiatrie, Saskatoon, Sask	8,716,909	447,205	9,164,114
Centre Osborne CCC, Winnipeg, Man	400,055	35,134	435,189
Établissement Stony Mountain, Winnipeg, Man	15,800,799	1,969,807	17,770,606
Établissement Rockwood, Stony Mountain, Man	1,687,267	687,020	2,374,287
Pénitencier Saskatchewan, Prince Albert, Sask	14,343,076	8,899,099	23,242,175
Ferme Saskatchewan, Prince Albert, Sask	2,352,914	440,863	2,793,777
Unité spéciale de renforcement de Saskatchewan, Prince Albert, Sask	2,958,001	9,346	2,967,347
Centre Oskana CCC, Régina, Sask	316,778	10,273	327,051
Établissement Drumheller, Drumheller, Alb	14,387,764	2,131,483	16,519,247
Centre Altadore CCC, Calgary, Alb	368,831	46,312	415,143
Maison Portal CCC, Calgary, Alb	425,999	10,166	436,165
Centre Grierson CCC, Edmonton, Alb	1,605,775	379,055	1,984,830
Établissement Bowden, Innisfail, Alb	10,277,578	17,302,355	27,579,933
Établissement Edmonton, Edmonton, Alb	11,802,241	1,354,694	13,156,935
Centre de libération de Winnipeg, Winnipeg, Man	1,807,746	21,103	1,828,849
Centre de libération Brandon, Brandon, Man	231,174	14,494	245,668
Centre de libération Thunder Bay, Thunder Bay, Ont	103,839	1,092	104,931
Centre de libération Prince Albert, Prince Albert, Sask	685,407	41,958	727,365
Centre de libération de Régina, Régina, Sask	580,255	9,408	589,663
Centre de libération de Saskatoon, Saskatoon, Sask	337,583	18,589	356,172
Centre de libération de Lethbridge, Lethbridge, Alb	142,281	2,695	144,976
Centre de libération d'Edmonton, Edmonton, Alb	1,582,844	23,567	1,606,411
Centre de libération de Calgary, Calgary, Alb	1,198,591	9,865	1,208,456
Centre de libération Red Deer, Red Deer, Alb	339,648	10,128	349,776
Centre de libération Kenora, Kenora, Ont	170,024		170,024
Centre de libération Thompson, Thompson, Man	162,923	19,543	182,466
Centre de libération Yellowknife, Yellowknife, TN-O	296,144	1,827	297,971
Administration régionale, Abbotsford, C-B	10,250,913	1,511,517	11,762,430
Centre Robson CCC, Vancouver, C-B	417,077	16,965	434,042
Établissement William Head, Victoria, C-B	6,757,165	1,744,744	8,501,909
Centre Pandora CCC, Pandora, C-B	293,810	10,046	303,856
Établissement Matsqui, Abbotsford, C-B	12,163,820	1,897,426	14,061,246
Centre régional de psychiatrie, Abbotsford, C-B	8,402,697	348,053	8,750,750
Établissement Mountain Prison, Agassiz, C-B	6,973,092	804,982	7,778,074
Centre Sumas CCC, Abbotsford, C-B	327,242	138,367	465,609
Établissement Kent, Agassiz, C-B	12,300,386	1,344,833	13,645,219
Établissement Elbow Lake, Harrison Mills, C-B	1,373,666	452,997	1,826,663
Établissement Ferndale, Mission, C-B	1,688,193	220,843	1,909,036
Établissement Mission, Mission, C-B	9,204,706	859,507	10,064,213
Centre de libération de Vancouver, Vancouver, C-B	921,083	31,545	952,628
Centre de libération de Victoria, Victoria, C-B	500,642	8,282	508,924
Centre de libération Abbotsford, Abbotsford, C-B	957,962	13,510	971,472
Centre de libération Prince George, Prince George, C-B	391,926	38,327	430,253
Centre de libération Chilliwack, Chilliwack, C-B	400,806	16,784	417,590
Centre de libération Kamloops, Kamloops, C-B	194,784	2,500	197,284
Perfectionnement et formation du personnel, Ottawa, Ont	1,952,627	26,509	1,979,136
Centre d'admission du personnel, Kingston, Ont	2,403,061	278,017	2,681,078
Collège du personnel de correction Atlantic, Moncton, N-B	275,409	8,181	283,590
Collège du personnel de correction de Québec, Laval, Qué	2,950,619	97,885	3,048,504
Collège du personnel de correction de l'Ontario, Kingston, Ont	2,132,694	326,799	2,459,493
Collège du personnel de correction Prairie, Edmonton, Alb	1,074,878	7,578	1,082,456
Collège du personnel de correction Pacific, Mission, C-B	2,017,785	10,454	2,028,239
Total	607,425,166	132,463,709	739,888,875

CONSEIL DU TRÉSOR

Détails des sommes virées à d'autres ministères pour ajouter à d'autres crédits

Ministère ou organisme	Crédit visé	Sommes virées du Conseil du Trésor — Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Projets de création d'emplois	Crédit 30 Aide à la mise en œuvre
		$	$	$
Agriculture				
Ministère—				
Administration	1		51,799	300,000
Développement du secteur agro-alimentaire				
Fonctionnement	5		1,608,387	
Règlementation et de l'inspection agro-alimentaires				
Fonctionnement	25		511,819	
Communications				
Ministère—				
Communications et culture				
Fonctionnement	1		25,993	
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	50		7,667	
Office national du film	60		21,459	
Bibliothèque nationale	65		20,009	
Musées nationaux du Canada				
Fonctionnement	70	330,659	261,613	110,000
Archives publiques	80		156,706	
Consommation et Corporations				
Ministère—				
Fonctionnement	1		76,483	
Emploi et Immigration				
Ministère—				
Administration centrale	1		155,000	
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada				
Administration	5	4,640,000	1,124,959	
Emploi et assurances				
Fonctionnement	10	19,189,000	28,762,947	
Subventions et contributions	15		112,081,555	
Immigration				
Fonctionnement	20	1,938,000	199,342	
Énergie, Mines et Ressources				
Ministère—				
Administration	1		10,098	
Énergie				
Fonctionnement	5		31,416	
Minéraux et sciences de la Terre				
Fonctionnement	35		529,278	
Environnement				
Ministère—				
Administration	1		117,997	570,000
Services de l'environnement				
Fonctionnement	5		2,958,078	
Parcs Canada				
Fonctionnement	20		259,626	
Affaires extérieures				
Ministère—				
Intérêts du Canada à l'étranger				
Fonctionnement	1		17,017	700,000
Expositions internationales	25		8,976	
Agence canadienne de développement international				
Fonctionnement	35		69,377	
Finances				
Vérificateur général	25		8,415	
Commission du tarif	35	128,100		
Pêches et Océans				
Ministère—				
Fonctionnement	1		2,033,771	180,000
Affaires indiennes et Nord canadien				
Ministère—				
Administration	1		24,123	
Affaires indiennes et inuit				
Fonctionnement	5		368,577	
Subventions et contributions	15		28,796	
Affaires du Nord				
Fonctionnement	20		65,076	

CONSEIL DU TRÉSOR—*Suite*

Détails des sommes virées à d'autres ministères pour ajouter à d'autres crédits—*Suite*

Ministère ou organisme	Crédit visé	Sommes virées du Conseil du Trésor — Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Projets de création d'emplois	Crédit 30 Aide à la mise en œuvre
		$	$	$
Justice				
Ministère—				
Administration de la justice				
Fonctionnement	1		88,593	361,200
Cour suprême du Canada	45	50,000		
Travail				
Ministère—				
Fonctionnement	1		23,562	
Défense nationale				
Services de défense				
Fonctionnement	1		13,541,552	
Santé nationale et Bien-être social				
Ministère—				
Administration centrale	1		9,350	675,000
Services sanitaires et sociaux				
Fonctionnement	5		42,636	
Services médicaux				
Fonctionnement	15		160,640	
Protection de la santé				
Fonctionnement	25		21,505	
Sécurité du revenu	35		8,041	
Condition physique et sport amateur				
Fonctionnement	40		11,781	
Revenu national				
Douanes et Accise	1			276,000
Impôt	10		589,364	
Conseil privé				
Ministère	1		16,456	
Commissaire aux langues officielles	15		12,155	
Travaux publics				
Ministère—				
Administration	1		45,982	
Services professionnels et techniques	5		106,964	
Logement				
Fonctionnement	10		76,446	
Travaux maritimes				
Fonctionnement	25		2,618	
Voirie et autres travaux de génie				
Fonctionnement	35	43,000		
Société canadienne d'hypothèques et de logement	95		40,392	
Commission de la Capitale nationale	105		187,935	
Expansion industrielle régionale				
Ministère—				
Fonctionnement	1		415,233	
Sciences et Technologie				
Conseil national de recherches				
Recherches scientifiques et industrielles				
Fonctionnement	5		85,439	
Conseil des sciences du Canada	35		4,862	
Secrétariat d'État				
Ministère—				
Administration et opérations régionales	1		10,285	
Langues officielles				
Fonctionnement	5		52,734	
Citoyenneté et culture				
Fonctionnement	25		155,958	
Commission de la Fonction publique	40		95,931	
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	45		4,862	
Solliciteur général				
Ministère—				
Administration	1		94,622	
Service correctionnel	5		553,333	
Commission nationale des libérations conditionnelles	15		37,400	
Gendarmerie royale du Canada				
Application de la Loi				
Fonctionnement	20		1,285,646	

CONSEIL DU TRÉSOR—*Fin*

Détails des sommes virées à d'autres ministères pour ajouter à d'autres crédits—*Fin*

Ministère ou organisme	Crédit visé	Sommes virées du Conseil du Trésor: Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Projets de création d'emplois	Crédit 30 Aide à la mise en œuvre
		$	$	$
Approvisionnements et Services				
Ministère—				
Services	1		100,232	
Statistique Canada	10		126,973	100,000
Transports				
Ministère—				
Administration centrale				
Fonctionnement	1		2,805	505,000
Transports maritimes				
Fonctionnement	10		42,075	
Paiement au Conseil des ports nationaux	35		26,928	
Transports aériens				
Fonctionnement	65		97,203	
Transports de surface				
Fonctionnement	85		58,531	
Commission canadienne des transports				
Fonctionnement	120		81,532	50,000
Conseil du Trésor				
Secrétariat—				
Administration centrale de la Fonction publique	1		4,862	
Affectations temporaires	20	215,000		
Affaires des anciens combattants				
Fonctionnement	1	988,000	52,883	
Pensions				
Commission canadienne des pensions	20		27,340	
Total		27,521,759	170,000,000	3,827,200

SECTION 37

COMPTES PUBLICS
1984-85

Index

REMARQUE—LES CHIFFRES EN CARACTÈRE GRAS RENVOIENT AUX SECTIONS

A

Académie de droit international de la Haye, subvention, **19**•10, **35**•59
Accès—Carrière, contribution, **13**•9
Accidents routiers, Programme d'élaboration de mesures préventives contre les, contributions, **27**•17, **35**•93
Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, contribution, **2**•16, **35**•34
Accords fiscaux réciproques, contribution, **6**•11, **35**•6
Actes criminels violents, victimes d', contributions, **19**•10, **35**•59
Activité—Budgétaire, Programmes par *voir* section ministérielle appropriée
Administration centrale de la Fonction publique, Programme relatif à l', **7**•3
Administration centrale, Programme de l', **13**•3, **23**•3, **27**•3
Administration de la justice, Programme d', **19**•3
Administration du pipe-line du Nord, **27**•3
Administration et des opérations régionales, Programme d', **25**•3
Administration, Programme d', **3**•3, **4**•3, **13**•3, **14**•3, **15**•3, **26**•3, **29**•3
Administration publique canadienne, contribution, **8**•8, **35**•67
Aéroclubs, aux écoles et aux instructeurs de pilotage, contributions aux, **27**•16, **35**•91
Aéroports, améliorations, contribution, **27**•16
Aéroports, municipaux, locaux, commerciaux, contributions, **27**•16, **35**•92
Aéroports municipaux ou autres, contributions, **27**•16, **35**•92
Aéroports, navigation aérienne et voies aériennes, versements, **27**•16, **35**•92
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS, **1**
  Objectifs, **1**•3
Affaires des anciens combattants, Programme des, **1**•3
Affaires du Nord, Programme des, **3**•3
AFFAIRES EXTÉRIEURES, **2**
  Objectifs, **2**•3
Affaires indiennes et inuit, Programme des, **3**•3
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN, **3**
  Objectifs, **3**•3
Affectation gelée, contribution, **15**•9, **27**•16, **27**•17, **28**•9
Affectations temporaires, Programme d', **7**•3
Affiliations internationales, subvention, **24**•8, **35**•78
Agence canadienne de développement international, **2**•3, **2**•18, **35**•18
Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones, contribution, **2**•16, **35**•33
Agence de l'organisation de coopération et de développement économique pour l'énergie nucléaire, contributions, **2**•16, **35**•34
Agence des télécommunications gouvernementales, Fonds renouvelable, **6**•3, **6**•16
Agence d'examen de l'investissement étranger, **16**•3
Agence internationale de l'énergie, contribution, **2**•16, **4**•15, **14**•13, **24**•8, **35**•4, **35**•29, **35**•34, **35**•78
Agence internationale de l'énergie atomique, contribution, **2**•16, **14**•14, **35**•30
Agence spatiale européenne, contribution, **6**•10, **14**•14, **24**•8, **35**•5, **35**•30, **35**•78
AGRICULTURE, **4**
  Objectifs, **4**•3
Aide à l'adaptation, contribution, **13**•9, **28**•9, **35**•24, **35**•60
Aide à la mise en œuvre, Programme d', **7**•3
Aide à l'éducation, Programme d', **25**•3
Aide alimentaire
  contribution, **2**•18, **35**•39
  subvention, **2**•18, **35**•36
Aide au développement
  contributions, **2**•18, **35**•35, **35**•36
  subventions, **2**•18, **35**•35, **35**•36
Aide humanitaire, subvention, **2**•18, **35**•36
Aide juridique, contributions, **19**•10, **35**•59

A—*Suite*

Aide mutuelle, contribution, **10**•6, **35**•61
Air Canada, **27**•3
Alberta
  divers paiements, **34**
  indemnisation *re* dommages causés par des oiseaux aquatiques migrateurs, contribution, **4**•14, **35**•3
  mise en place de sources d'approvisionnements fiables en eau, contributions, **4**•14, **35**•3
  Oil Sands Technology and Research Authority, contribution, **14**•14, **35**•30
  producteurs de bétail, contributions, **4**•14, **35**•3
Allocations au conjoint, versements, **23**•14, **35**•65
Allocations de traitement et prestations connexes, subvention, **1**•7, **35**•95
Allocations familiales, versements, **23**•14, **35**•65
Amélioration de la gestion des entreprises, contribution, **13**•9
Anciens combattants, pensions, **1**•7, **35**•95
  allocations d'inhumation
  civils, Seconde guerre mondiale
  décret sur le paiement d'indemnités dans le cas d'accidents d'aviation
  défense, service en temps de paix
  indemnisation pour perte de salaire
  indemnités spéciales, Terre-Neuve
  opération militaire de Corée
  Première guerre mondiale
  Seconde guerre mondiale
  récompenses pour bravoure
Anciens combattants, subventions et contributions, **1**•7, **35**•95
  aide à l'éducation
  aide au logement des
  aide aux, district d'outre-mer
  cession des hôpitaux du Ministère
  coûts des soins médicaux non couverts
  services de prothèse des
Appendices *voir* section ministérielle appropriée
Application de la loi, Programme d', **26**•3
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES, **5**
  Objectifs, **5**•3
Approvisionnements, Programmes des, **5**•3
Archives publiques, **6**•3
Arrêts de la Cour fédérale (par ministère), **33**•16
Asbestos Strategy, contribution, **14**•13
Assistance postpénale, subventions, **26**•8, **35**•90
Association atlantique des jeunes dirigeants politiques, subvention, **2**•16, **35**•33
Association canadienne de la Journée mondiale de l'alimentation, subvention, **4**•13, **35**•2
Association canadienne de l'électricité, contribution, **14**•12, **35**•25
Association canadienne de l'exportation, contribution, **2**•17, **35**•33
Association canadienne de normalisation, contribution, **6**•10, **29**•13, **35**•5, **35**•67
Association canadienne des anciens combattants au Royaume-Uni, subvention, **1**•7, **35**•95
Association canadienne des chefs de police
  contributions, **19**•10, **35**•59
  subvention, **19**•10, **26**•8, **35**•59, **35**•90
Association canadienne des chefs de pompiers, subvention, **29**•13, **35**•67
Association canadienne des géographes, subvention, **15**•9, **35**•31
Association canadienne des juges des cours provinciales, contribution, **19**•10, **35**•59
Association canadienne des rédacteurs scientifiques, subvention, **21**•7, **35**•41
Association canadienne des vétérinaires, contribution, **4**•14, **35**•3
Association canadienne d'hygiène publique, contribution, **23**•13
Association de la communauté du service extérieur, subvention, **2**•16, **35**•34

A—*Fin*

Association de la Marine royale du Canada, subvention, 10 • 6, 35 • 60
Association des anciens de la Gendarmerie royale du Canada, subvention, 26 • 8, 35 • 91
Association des chasseurs de phoque du Canada, contribution, 21 • 7, 35 • 41
Association des consommateurs du Canada, subvention, 9 • 6, 35 • 7
Association des officiers de marine, subvention, 10 • 6, 35 • 60
Association des parcs nationaux et provinciaux du Canada, 15 • 10, 35 • 33
Association des routes et transports du Canada, subvention, 27 • 17, 35 • 93
Association forestière du Canada, subvention, 15 • 9, 35 • 31
Association internationale de chimie céréalière, droits d'affiliation, 4 • 15, 35 • 4
Association internationale de recherche sur la pollution de l'eau, Comité canadien de l', subvention, 15 • 9, 35 • 31
Association internationale de signalisation maritime, droits d'affiliation, 27 • 15, 35 • 91
Association internationale des chefs de police, subvention, 26 • 8, 35 • 91
Association internationale permanente des congrès de navigation, droits d'affiliation, 27 • 15, 35 • 91
Association royale canadienne des aéroclubs, subvention, 27 • 15, 35 • 91
Association universitaire canadienne d'études nordiques, subvention, 3 • 12, 35 • 57
Associations coopérantes, contribution, 15 • 10, 35 • 31
Associations de télécommunications, contributions, 6 • 10, 35 • 5
Associations dénées et métis *re* pipe-line de Norman Wells, contribution, 3 • 12, 35 • 58
Associations des Autochtones du Nord, contribution, 3 • 12, 35 • 57
Associations parlementaires et de procédure, subventions, 20 • 7, 35 • 67
Assurance-hospitalisation, Programme de l', contribution, 23 • 12
Assurances, 17 • 3
Atlantic Container Express Limited, contribution, 27 • 17, 35 • 93
Atlantic Council of Canada, subvention, 2 • 16, 35 • 33
Atlantic Winter Fair, contributions, 4 • 14
Atlantique nord, surveillance des glaces, contribution, 27 • 15
Autochtones
- activités de chasse et pêche, contributions, 21 • 7, 35 • 41
- aide juridique, contributions, 19 • 10, 35 • 59
- préparation et présentation de réclamations, contributions, 3 • 13, 35 • 59
- profession juridique, subventions, 19 • 10, 35 • 59
- revue publique des propositions sur le transport d'hydrocarbures, contribution, 3 • 12
- Terre-Neuve, contributions, 3 • 11

Avance de fonds de roulement de la Défense nationale—Compte d'avances fixes, avances permanentes et prêts autorisés, 10 • 9
Aviation royale du Canada
- Association, subvention, 10 • 6, 35 • 60
- caisse de bienfaisance, subvention, 10 • 6, 35 • 61
- versements aux ayants droit de certains membres, subvention, 10 • 6, 35 • 60

B

Banff Centre School of Management, contribution, 23 • 12, 35 • 61
Banque fédérale de développement, 16 • 3
Bibliothèque du Parlement, 20 • 3
Bibliothèque nationale, 6 • 3
Bien-être social, systèmes d'information, contributions, 23 • 12, 35 • 61
Bilinguisme *voir* Langues officielles
Bourses d'études pour le programme météorologique, contribution, 15 • 9, 35 • 31
Bourses d'études supérieures *re* postes scientifiques, contributions, 14 • 14, 35 • 30

B—*Fin*

British Institute of International and Comparative Law, subvention, 19 • 10, 35 • 59
British Sailors' Society (Canada), subvention, 27 • 15
Bureau canadien de la sécurité aérienne, 27 • 3, 27 • 22
Bureau de l'administrateur de l'Office du transport du grain, 27 • 3
Bureau de services juridiques des pensions, Programme du, 1 • 3
Bureau des passeports, Fonds renouvelable du, 2 • 3, 2 • 22
Bureau international des expositions, droits d'affiliation du Canada, 2 • 18
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada, 19 • 3

C

Caisse de prévoyance des employés des chemins de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard, contribution, 27 • 16, 35 • 92
Campagne mondiale pour le désarmement, contribution, 2 • 17, 35 • 35
Canada au travail, contribution, 13 • 9
Canadian Vickers, Montréal, subvention, 29 • 13, 35 • 67
Canadian Western Agribition, 4 • 13, 35 • 2
Canadiens d'origine ethnique, subvention, 25 • 10
Canagrex, 4 • 3
Carburants liquides, mise au point de nouveaux, contribution, 14 • 12, 35 • 26
Célébrations de la Fête du Canada, subventions, 25 • 10, 35 • 88
Célébrations du Centenaire de Vancouver, subventions, 6 • 10, 35 • 5
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, 28 • 3, 28 • 12
- subventions, 28 • 9, 35 • 60

Centre canadien du marché du travail et de la productivité, subventions, 13 • 9, 28 • 9, 35 • 24, 35 • 60
Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement, subvention, 2 • 16, 35 • 33
Centre d'échange législatif, subvention, 2 • 16, 35 • 33
Centre d'éducation syndicale de la région de l'Atlantique, contribution, 28 • 9, 35 • 60
Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal, subvention, 19 • 10, 35 • 59
Centre de recherches du Manitoba sur le CCHT, contribution, 24 • 8, 35 • 78
Centre de recherches du secteur privé sur la gestion des relations commerciales internationales, contribution, 2 • 17, 35 • 33
Centre de recherches forestières des Maritimes, contribution, 4 • 15, 35 • 4
Centre de recherches pour le développement international, 2 • 3, 2 • 21, 35 • 40
- versements au, 2 • 18

Centre de toxicologie—Guelph et Toronto, contributions, 15 • 9, 35 • 31
Centre de traduction et de documention juridique d'Ottawa, subvention, 19 • 10, 35 • 59
Centre des études de la politique étrangère de l'université Dalhousie, contribution, 2 • 17, 35 • 33
Centre d'information sur l'unité canadienne, Programme du, 5 • 3
Centre européen pour la recherche nucléaire, contribution, 24 • 8, 35 • 80
Centre for Cold Oceans Resource Engineering (C-Core), contribution, 27 • 15, 35 • 91
Centre interaméricain des administrateurs fiscaux, contribution, 22 • 7, 35 • 66
Centre intergouvernemental de protection contre les incendies de forêt, contribution, 4 • 15, 35 • 4, 35 • 33
Centre international de développement des océans, subvention, 2 • 18, 35 • 36
Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels, contribution, 15 • 10, 35 • 33

C—Suite

Centre international de recherche sur le cancer, subvention, 23•13, 35•65
Centre interservices des feux de forêt du Canada, contribution, 3•12, 15•10, 35•34, 35•58
Centre national de distribution des denrées alimentaires, subvention, 23•13, 35•65
Centre national du sport et de la récréation Inc, contribution, 23•14, 35•65
Centre national et réseau d'information sur la technologie de la production industrielle, contribution, 24•8
Centre québécois de relations internationales de l'Université Laval, subventions, 2•16, 35•33
Centres d'accueil, subventions et contributions, 25•10, 25•11, 35•86, 35•88
Centres de commerce au Canada, contributions, 16•9, 35•76
Céréales
  capacité d'entreposage, 4•15
  gouvernement brésilien, contribution, 2•17, 35•35
  versements aux meuniers, 2•17, 35•35
Céréales et graines des oléagineuses, Programme des, 2•3
Céréales fourragères, contributions, 4•15, 35•4, 35•5
Chalutiers, construction de, contribution, 21•7, 35•42
Chambre des communes, 20•3
Charbon bactéridien, indemnités aux propriétaires d'animaux, 4•14
Charbon, nouvelle technologie d'utilisation, contributions, 14•12, 35•25
Chauffage solaire, contributions, 14•12, 14•13, 35•25, 35•26
Chemins de fer nationaux du Canada
  abolition des péages sur le pont Victoria, versements, 27•16, 35•92
  allocations aux anciens employés mutés, contribution, 27•16, 35•92
Citoyenneté, cours de préparation à la, coût des manuels de langues, contributions, 25•12, 35•88
Citoyenneté et de la culture, Programme de la, 25•3
Club des relations internationales, contribution, 2•16, 35•33
Club Les Amis de la marina Inc, contribution, 21•7, 35•41
Club nautique Deschaillons, contribution, 21•7, 35•41
Club nautique La Batture, contribution, 21•7
College Art Association of America, subvention, 6•11
Collège canadien de police, contribution, 26•8, 35•91
Colombie-Britannique
  divers paiements, 34
  maîtrise des crues du Fraser, contribution, 15•10, 35•31
  services de traversier et de cabotage, subvention, 27•16, 35•92
Comité canadien conjoint de publicité relative à la prévention des incendies, subvention, 29•13, 35•67
Comité canadien des ressources de l'Arctique, subvention, 3•12, 35•57
Comité de coopération Canada-Pacifique, subvention, 2•16, 35•33
Comité de la semaine nationale des transports, subvention, 27•15, 35•91
Comité de l'opération gar-O-train, subvention, 27•16, 35•92
Comité d'étude des phoques et de leur chasse, contribution, 21•7
Comité du contrôle de la base et de l'état d'alerte d'urgence, contribution, 14•13
Comité intergouvernemental pour les migrations, contribution, 2•16, 35•34
Comité Jacques Cartier Saint-Malo '84, contribution, 2•16, 35•33
Comité organisateur national de la Jamaïque pour l'Année internationale de la jeunesse, subvention, 2•16, 35•34
Commerce international, contribution, 2•17
Commissaire à la magistrature fédérale, 19•3
Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada, Bureaux du, 19•3
Commissaire aux langues officielles, 8•3
Commission canadienne des droits de la personne, 19•3
Commission canadienne des grains, 4•27
  Programme de la, 4•3

C—Suite

Commission canadienne des transports, 27•3
Commission canadienne du blé, acquisition de wagons-trémies, contribution, 27•17, 35•93
Commission canadienne du lait, 4•3
Commission d'appel de l'immigration, 13•3
Commission de contrôle de l'énergie atomique, 14•3, 14•18
Commission de la Capitale nationale, 29•3
Commission de la Fonction publique, 25•3, 25•14
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, 13•3, 13•12
Commission d'énergie du Nord canadien, 3•3
Commission d'énergie électrique du Nouveau-Brunswick, paiement, 14•12, 35•25
Commission de réforme du droit du Canada, 19•3
Commission des allocations aux anciens combattants, Programme de la, 1•3
Commission des champs de bataille nationaux, 15•3, 15•13
Commission des relations de travail dans la Fonction publique, 8•3
Commission du cent cinquantième anniversaire de Toronto, contribution, 27•15, 35•91
Commission du parc international Roosevelt de Campobello, versement, 2•17, 35•34
Commission du port de Lakehead, contribution, 27•17, 35•93
Commission du système métrique, contributions, 9•6
Commission du tarif, 17•3
Commission économique pour l'Europe, programme coopératif de surveillance et d'évaluation, subvention, 15•9, 35•31
Commission internationale de l'irrigation et du drainage, droits d'affiliation, 4•13, 35•2
Commission internationale de protection contre les radiations, subventions, 2•16, 23•13, 35•34, 35•65
Commission internationale des juristes, subvention, 19•10, 35•59
Commission mixte internationale, 2•3
Commission nationale des libérations conditionnelles, 26•3
Commission océanographique intergouvernementale, versement, 21•7, 35•40
Commission sur les pratiques restrictives du commerce, 9•3
Commission trilatérale, groupe canadien pour la, contribution, 2•17, 35•33
Commissions, 36•2
Commissions de planification des ressources humaines, contributions, 13•9
Commonwealth
  Association des administrateurs fiscaux du, contribution, 22•7, 35•66
  bourses d'étude et de perfectionnement, subvention, 2•18, 35•35
  Bureau agricole du, contribution, 4•14, 35•3
  Commission des sépultures de guerre du, subvention, 1•7, 35•95
  Conseil des sciences du, contribution, 2•16, 35•33
  Conseil du, pour les transports aériens, contribution, 2•16, 35•33
  Conseil syndical du, subventions, 28•9, 35•60
  Fondation du, contribution, 2•16, 35•33
  Institut forestier du, subvention, 4•15, 15•9, 35•31
  Programme du, pour la jeunesse, contribution, 2•16, 35•33
  Secrétariat du, contribution, 2•16, 2•17, 35•33
  Société royale du, subvention, 2•16, 35•35

COMMUNICATIONS, 6
  Objectifs, 6•3
Communications et de la culture, Programme des, 6•3
Compagnie de travailleurs, contribution, 13•9
Comptes débiteurs et radiations, 30
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice, 25•3
Condition physique et du sport amateur, Programme de la, 23•3
Conference Board du Canada, contribution, 16•9, 35•78
Conférence des associations de défense, subvention, 10•6, 35•60
Conférence des banquiers et hommes d'affaires, Canada-FRA, contributions, 2•17, 35•33
Conférence fédérale-provinciale des parcs, contribution, 15•10, 35•33

C—*Suite*

Conférence interaméricaine des télécommunications, contribution, **6**·10, **35**·5
Conférence internationale sur la nutrition, l'immunité et la maladie chez les personnes agées, contributions, **23**·13
Conférence internationale sur le système de codage des données sur la santé, subvention, **5**·8, **35**·91
Conférence panaméricaine des responsables du contrôle de la qualité des aliments, subvention, **23**·13, **35**·65
Conférence sur la réduction mutuelle des forces et des armes en Europe centrale, contribution, **2**·16, **35**·33
Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), contribution, **2**·16, **35**·33
Conférence sur le contrôle des armements en Europe, contribution, **2**·17, **35**·33
Conférence sur l'uniformisation des lois canadiennes
  aide à payer les frais d'administration, subvention, **19**·10, **35**·59
  fins de recherche de la Conférence, subvention, **19**·10, **35**·59
Conférences scientifiques et techniques, appui à des, contribution, **24**·8, **35**·78, **35**·80
Congrès du travail du Canada, subventions et contributions, **28**·9, **35**·60
Congrès mondial des vétérinaires, contribution, **4**·14, **35**·3
Congrès mondial sur la préparation du charbon, contribution, **14**·14
Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur, (CAMES), contribution, **2**·16, **35**·33
Conseil canadien de développement social, contribution, **23**·12, **35**·61
Conseil canadien de droit international, subvention, **2**·16, **35**·33
Conseil canadien de la documentation juridique, contributions, **19**·10, **35**·59
Conseil canadien de la sécurité
  contribution, **4**·14, **35**·3
  subvention, **27**·15, **35**·91
Conseil canadien de planification technique de la radio, subvention, **6**·10, **35**·5
Conseil canadien de recherches agricoles, contribution, **4**·13, **35**·2
Conseil canadien des cercles 4-H
  contribution, **4**·13, **35**·2
  subvention, **4**·13, **35**·2
Conseil canadien des ministres des Ressources et de l'Environnement, contribution, **15**·9, **35**·31
Conseil canadien des normes, **9**·3, **9**·6, **35**·7
Conseil canadien des pêches, contribution, **21**·7, **35**·41
Conseil canadien des producteurs de canola, subvention, **2**·17, **35**·35
Conseil canadien des relations du travail, **28**·3
Conseil canadien d'horticulture, subvention, **4**·13, **35**·2
Conseil canadien du labour, subvention, **4**·13, **35**·2
Conseil canadien pour la réadaptation des handicapés, contribution, **24**·8, **35**·79
Conseil consultatif de la situation de la femme, **25**·3
Conseil de coopération douanière, contribution, **2**·16, **35**·34
Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II sur les maladies de l'enfance, **23**·17
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, **6**·3
Conseil de recherches en sciences humaines, **25**·3, **25**·17
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, **24**·3, **24**·13
Conseil de recherches médicales, **23**·3, **23**·19
Conseil des Arts du Canada, **6**·3
  subventions, **6**·11, **35**·6
Conseil des expéditeurs canadiens, contribution, **27**·15
Conseil des grains du Canada, contribution, **2**·17, **4**·13, **27**·17, **35**·2, **35**·35, **35**·93
Conseil des Indiens du Yukon, contributions, **3**·12, **35**·58
Conseil des industries forestières, contributions, **27**·15, **29**·13, **35**·67, **35**·91
Conseil des industries forestières de Colombie-Britannique, contribution, **4**·15, **21**·7, **35**·4, **35**·41
Conseil des sciences du Canada, **24**·3, **24**·17

C—*Fin*

CONSEIL DU TRÉSOR, 7
  Objectifs, **7**·3
Conseil économique du Canada, **8**·3, **8**·14
Conseil intergouvernemental de gestion du caribou, contribution, **3**·12, **15**·10, **35**·31, **35**·58
Conseil international des monuments et des sites, contribution, **15**·10, **35**·33
Conseil international du blé, droits d'affiliation, **2**·17, **35**·35
Conseil national de recherches du Canada, **24**·3, **24**·11
Conseil pour l'utilisation de la mer, subvention, **21**·7, **35**·41
CONSEIL PRIVÉ, **8**
  Objectifs, **8**·3
Conservation de l'énergie, contributions, **14**·13, **35**·26
CONSOMMATION ET CORPORATIONS, 9
  Objectifs, **9**·3
Construction de croisements étagés, contributions, **27**·16, **35**·92
Construction de Défense (1951) Limitée, Programme de, **10**·3
Construction et acquisition, **32**
Construction et acquisition de machines et de matériel (par ministère), **32**·30
Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages (par ministère), **32**·3
Contribution à la classe, **14**·12, **14**·13
Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance, Programme de, **7**·3
Contrôleur général, **7**·3
Conversion au charbon des centrales électriques alimentées au pétrole, contribution, **14**·12, **35**·25
Conversion au système métrique, contributions, **9**·6
Conversion industrielle, Programme d'assistance à la, contribution, **14**·13, **35**·26
Coopérative de Saskatchewan, contribution, **14**·12, **35**·25
Coopératives unies de l'Ontario, contribution, **4**·13, **35**·2
Corporation commerciale canadienne, **2**·3
Corporation de développement des investissements du Canada, **16**·3
Corporation de développement du Canada, **16**·3
Corporation de disposition des biens de la Couronne, **5**·3, **5**·11
Corporation de la Marina Lotbinière, contributions, **21**·7, **35**·41
Corporation du Centre national des Arts, **6**·3
Corporation du 450ᵉ anniversaire de Cartier à Gaspé, subvention, **25**·10, **35**·88
Corporation du Téléscope Canada-France-Hawaii, contribution, **24**·8, **35**·79
Corporation Québec 1534-1984, contribution, **25**·11, **35**·89
Cour canadienne de l'impôt, **19**·3
Cour fédérale du Canada, **19**·3
Cour permanente d'arbitrage, contribution, **2**·17, **35**·34
Cour suprême du Canada, **19**·3
Courses de voiliers du Challenge Labatt Canada 1984, subventions, **25**·11, **35**·88
Coût total des programmes—Budgétaire *voir* section ministérielle appropriée
Création d'emplois,
  contribution, **13**·9, **27**·16, **35**·92
  projets de, contribution, **3**·13, **35**·58
  subvention, **13**·9
Création locale d'emplois, subventions et contributions, **13**·9, **35**·19
Crédits, Emploi des *voir* section ministérielle appropriée
Creston Valley Wildlife Management, subvention, **15**·9, **35**·31
Croix-rouge canadienne, programme de sécurité nautique, contribution, **27**·15, **35**·91
Cybertech Inc, contribution, **6**·10
Cyprus Anvil Mining Corporation, La, contribution, **3**·12, **35**·58

D

Déchets du bois comme combustible, contributions, **14**·13, **35**·26

D—*Fin*

Défense accordée aux pays qui ne sont pas membre de l'OTAN, contributions, **2**•16, **35**•34
Défense et contrôle des armements,
aide financière, **2**•16, **35**•34
contributions, **2**•16

DÉFENSE NATIONALE, **10**
Objectifs, **10**•3
Défense—Service en temps de paix, pensions, subvention, **1**•7, **35**•95
Délégués, dépenses, contributions, **20**•7, **35**•67
Délinquants, services offerts aux jeunes, contribution, **23**•12, **35**•62
Département d'État, **24**•3
Dépenses budgétaires par affectation, **36**•21
Dépenses budgétaires par programme et article courant *voir* section ministérielle appropriée
Dépenses d'élections des candidats, contributions, **8**•8, **35**•67
Dépenses pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales (Affaires extérieures), **36**•54
Détails des paiements aux termes de la Loi de la sécurité de la vieillesse (Santé nationale et Bien-être social), **34**•6
Détails des paiements aux termes de la Loi sur les allocations familiales (Santé nationale et Bien-être social), **34**•5
Détails des paiements Nouveaux Horizons (Santé nationale et Bien-être social), **34**•6
Détails des sommes virées à d'autres ministères pour ajouter à d'autres crédits (Conseil du Trésor), **36**•68
Détails des subventions et contributions (Expansion économique régionale), **34**•7
Détenus des pénitenciers, indemnisation, paiements, **26**•8, **35**•90
Dévastations de récoltes par les oiseaux aquatiques, contributions, **15**•10, **35**•31
Développement, appui de programmes et projets, contributions, **2**•18, **35**•37
Développement culturel
contributions, **25**•11, **35**•89
subventions, **25**•10, **35**•87
Développement du secteur agro-alimentaire, Programme de, **4**•3
Développement économique, subventions et contributions, **11**•6, **16**•9, **35**•7, **35**•68

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL, **11**
Objectif, **11**•3
Développement économique et socio-économique dans le secteur agro-alimentaire
initiatives en vertu des ententes-cadres de développement, **4**•13, **35**•2
initiatives en vertu des ententes sur le développement économique et régional *re* Québec, contributions, **4**•13, **35**•2
initiatives en vertu des programmes dans les zones spéciales, contributions, **4**•13, **35**•2
stratégie fédérale de développement (Î-P-É), contributions, **4**•13, **35**•2

DÉVELOPPEMENT SOCIAL, **12**
Objectif, **12**•3
Directeur de l'établissement de soldats, **1**•10
Directeur des terres destinées aux anciens combattants, **1**•11
Directeur général des élections, **8**•3
Bureau du, **8**•12
Divers paiements et Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés (par province), **34**
Divers paiements par province et territoire, **34**•2
Douanes et Accise, **22**•3
Droits de la personne, subventions et contributions, **25**•11, **35**•88, **35**•89
Droits linguistiques inscrits dans la Constitution, subventions, **25**•11, **35**•88
Duff-Rinfret, Programme des bourses, subventions, **19**•10, **35**•59

E

École des gardes forestiers des provinces Maritimes, contribution, **4**•15, **15**•10, **35**•4, **35**•32
Efficacité énergétique, contributions, **14**•13, **35**•26
Efficience énergétique des processus industriels, contributions, **16**•9
Eldorado Aviation Limitée, **16**•3
Eldorado Nucléaire Limitée, **16**•3
Emploi des crédits *voir* section ministérielle appropriée
Emploi et d'assurance, Programme d', **13**•3
EMPLOI ET IMMIGRATION, **13**
Objectifs, **13**•3
Emplois d'été des étudiants et placement des jeunes, contribution, **3**•11, **35**•49
Employés, pensions et prestations des, subventions, **26**•8, **35**•90
Énergie
démonstration, contributions, **14**•13, **35**•26, **35**•27
élaboration et démonstration de nouvelles techniques, contributions, **14**•13, **35**•26
initiatives peu coûteuses en matière d'économie, contributions, **14**•13, **35**•26
Énergie atomique du Canada, Limitée, **14**•3
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES, **14**
Objectifs, **14**•3
Énergie, Programme de l', **14**•3
Enseignement des langues aux immigrants, contributions, **25**•12, **35**•88
Ententes-cadres de développement et des ententes auxiliaires, contribution, **4**•15, **14**•13, **15**•10, **29**•13, **35**•24, **35**•26, **35**•31, **35**•67
Ententes connexes aux ententes sur le développement économique et régional, contributions, **27**•15
Entreprises culturelles, développement de l'infrastructure, contributions, **6**•11, **35**•6
ENVIRONNEMENT, **15**
Objectifs, **15**•3
Environnement, Programme des services de l', **15**•3
Établissements industriels, commerciaux et publics, contributions, **14**•13, **35**•26
État des comptes débiteurs (par ministère et organisme), **30**•3
État des dépenses par établissement (Solliciteur général), **36**•66
État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1984-85 (Parlement), **36**•58
États divers par ministère, **36**
Études, paiement aux fins d', contribution, **3**•13, **14**•13, **35**•30, **35**•58
Études sur le Canada, contributions, **25**•11, **35**•88, **35**•89
Étudiants en biologie, subvention, **21**•7, **35**•40
Événements cinématographiques, subventions, **6**•11, **35**•6
Éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale, Programme des, **7**•3
Expansion des entreprises et du commerce, contributions, **2**•17, **35**•34
Expansion du commerce international *re* au perfectionnement ou à l'enseignement, subventions, **2**•16, **35**•34
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE, **16**
Objectifs, **16**•3
Exposition agricole de l'Ouest canadien, Régina, subvention, **4**•13, **35**•2
Expositions internationales, Programme des, **2**•3

F

Federated Women's Institutes of Canada, subvention, **4**•13, **35**•2
Fédération canadienne de la faune, subventions, **15**•9, **35**•31
Fédération canadienne des naturalistes, subvention, **15**•9, **35**•31
Fédération internationale de laiterie—Canada, droits d'affiliation, **4**•14, **35**•3
Fédération internationale des associations de bibliothécaires, subventions, **6**•11, **35**•6
Festival de la forêt, subvention, **15**•9, **35**•31

F—*Fin*

Festival international de Toronto de 1984 (Cinquantenaire), contribution, **6**•11, **35**•6
Festival mondial des arts et de la scène, contribution, **6**•10, **35**•6
Festival Villes et Voiliers 1984 du Canada, subvention, **25**•11, **35**•88
Fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération, Charlottetown (Î-P-É), subvention, **6**•10, **35**•5
FINANCES, **17**
  Objectifs, **17**•3
Foire royale d'hiver, Toronto
  subvention, **4**•13, **35**•2
  transport du bétail, contribution, **4**•13, **35**•2
Foires «A» et «B», d'hiver et de printemps, spéciales, contribution, **4**•13, **35**•2
Fondation Asie-Pacifique du Canada, subvention, **2**•16, **2**•18, **35**•33, **35**•36
Fondation canadienne pour la vérification intégrée, contribution, **17**•11, **35**•40
Fondation Habitat faunique du Canada, subvention, **15**•9, **35**•31
Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II sur les maladies de l'enfance, Conseil de fiducie du, **23**•17
Fonds de bienfaisance de l'Armée, subvention, **1**•7, **35**•95
Fonds de consultation et de préparation, contribution, **19**•10, **35**•60
Fonds de fiducie Roger Demers, subvention, **27**•15, **35**•91
Fonds de prêts d'aide à l'immigration, **13**•18
Fonds de recherche sur les répercussions du changement technologique, contributions, **28**•9, **35**•60
Fonds de secours, Règlement sur le, subvention, **1**•7, **35**•95
Fonds des bandes indiennes, **3**•18
Fonds du patrimoine mondial, contribution, **15**•10, **35**•33
Fonds mondial pour la nature, contribution, **21**•7, **35**•42
Fonds pour la Loi sur les droits de la personne, contribution, **19**•10, **35**•60
Fonds renouvelable de la production de défense, **5**•3, **5**•22
Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes, **4**•3, **4**•30
Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes, **27**•24
Fonds renouvelable des approvisionnements, **5**•3, **5**•25
Fonds renouvelable des magasins, **27**•3, **27**•31
Fonds renouvelable des services de construction, **29**•3, **29**•19
Fonds renouvelable du Bureau des passeports, **2**•3, **2**•22
Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel, **25**•3, **25**•14
Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement, **3**•3, **3**•16, **14**•3, **14**•21, **35**•30
Forces canadiennes, Caisse d'assistance au personnel des, subvention, **10**•6, **35**•61
FORINTEK du Canada, Société, contribution, **4**•15, **35**•4
Formation universitaire et professionnelle, subvention, **1**•7, **35**•95
Forme physique des Canadiens, contributions, **23**•14, **35**•66
Frais de voyage pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales (Affaires extérieures), **36**•54
Francophonie internationale, contributions, **2**•17, **35**•34
Frontier College of Canada, subvention, **13**•9, **35**•24

G

Gaz naturel,
  conversion ou achat des véhicules, contribution, **14**•12, **35**•26
  liquides de, contribution, **14**•12, **35**•30
  mise sur pied d'installations de distribution de, contribution, **14**•12, **35**•26
  Programme d'aide au transport de, contribution, **14**•12, **35**•25
  Programme d'expansion des marchés de, contribution, **14**•12
Gazéification du bois sur le lit fluidisé sous pression, contribution, **14**•12, **35**•25
Gendarmerie royale du Canada, **26**•3
  familles des membres, pensions, **26**•8, **35**•91
  membres de, pour blessures, indemnisation, **26**•8, **35**•91

G—*Fin*

  paiements sous forme d'indemnités versés aux survivants *re* accidents de travail, **26**•8, **35**•91
Gestion et d'aménagement fonciers, Programme de, **29**•3
GOUVERNEUR GÉNÉRAL, **18**
  Objectif, **18**•3
Grain, pays en voie de développement, paiements, **2**•17, **35**•35
Groupements de producteurs et d'industriels, contributions, **4**•13, **35**•2
Groupements de producteurs pour les frais de construction d'entrepôts frigorifiques, **4**•13, **35**•2
Guerres, subventions, **1**•7, **35**•95
  allocations de guerre pour les civils
  armée de campagne du Nord-Ouest
  civils, Seconde guerre mondiale
  enfants des morts de la guerre (aide à l'éducation)
  Guerre sud-africaine
  Première guerre mondiale
  récompenses pour bravoure—Seconde guerre mondiale et contingent spécial
  Seconde guerre mondiale et opération militaire de Corée
  service durant les deux guerres mondiales

H

Hydrogène électrolytique, contribution, **14**•12, **35**•26
Hygiène publique, projets pilotes d', contributions, **23**•12, **35**•62

I

Île-du-Prince-Édouard
  câble sous-marin, contribution, **14**•13, **35**•30
  construction d'une école de médecine vétérinaire à Charlottetown, **4**•14, **35**•3
  divers paiements, **34**
  entente auxiliaire pour l'amélioration du transport, contribution, **27**•17, **35**•93
  industrie de la pêche, contribution, **21**•7, **35**•41
  rénovation et amélioration des routes, contributions, **27**•17, **35**•93
  systèmes de combustion biomassique, contribution, **14**•13, **35**•30
Immigrants, établissement et adaptation, contribution, **13**•9, **35**•24
Immigration, Programme d', **13**•3
Imposition réciproque, paiements de transfert, **17**•11
Impôt, **22**•3
Indemnisation pétrolière, contributions, **14**•12, **35**•25
Indemnités de déplacement des ministres et des secrétaires parlementaires, **36**•52
Indiens, Inuit et/ou Esquimaux (agglomérations, associations, bandes, commissions scolaires, conseils, corporations, organisations, particuliers)
  administration, subvention et contributions, **3**•11, **35**•42, **35**•43, **35**•54
  aide sociale, prestations, **3**•11, **35**•42, **35**•49
  art et artisanat, contribution, **3**•12, **35**•58
  bande Chemainus, subvention, **3**•13, **35**•59
  Colombie-Britannique, subventions, **3**•11, **35**•42
  consultations au sujet de la santé, contributions, **23**•13, **35**•65
  Convention de la Baie James et du Nord québécois, subventions et contributions, **3**•11, **3**•13, **35**•48, **35**•54, **35**•58
  culture, subventions, **3**•12, **35**•57
  épanouissement culturel et éducation, subventions, **3**•11, **35**•42
  études *re* carrière dans le domaine de la santé, subventions, **23**•13, **35**•62, **35**•65
  gestion foncière, contributions, **3**•11, **35**•43
  hôpitaux pour, contributions, **23**•13, **35**•62
  Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec, subventions, **3**•13, **35**•59

I—*Suite*

lutte contre l'abus de l'alcool chez les, contributions, **23**•13, **35**•63
perfectionnement de la gestion et formation paraprofessionnelle, contributions, **3**•11, **35**•57
planification de l'aménagement local, contribution, **3**•11, **35**•56
politiques, élaboration et consultation de, contributions, **3**•11, **35**•57
programme des centres d'éducation en culture autochtone, contribution, **3**•12, **35**•57
progrès économique, Inuit, **3**•12, **35**•57
progrès économique et de l'emploi, contribution, **3**•11, **35**•42, **35**•48
régimes d'avantages sociaux des employés, contributions, **3**•11, **35**•57
rentes versées, subvention, **3**•11, **35**•42
représentants en santé communautaire, contributions, **23**•13, **35**•63
revendications et griefs, contributions, **3**•11, **35**•43
revendications territoriales, subventions, **3**•13, **35**•59
sélection des terres, contributions, **3**•11, **35**•43
services de soins, réadaptation et prévention, contributions, **3**•11, **35**•50
services et installations relatifs à l'éducation, contributions, **3**•11, **35**•43, **35**•46, **35**•47
services, installations et logements communautaires, contributions, **3**•11, **35**•51, **35**•53

Industrie(s)
canadienne de la défense, contributions, **16**•9, **35**•75
canadienne de l'édition, contributions, **6**•11, **35**•6
construction navale, contribution, **16**•9
du tourisme au Canada, contributions, **16**•9
et commerce, contributions, **16**•9
et laboratoires, programme et projets, contributions, **24**•8, **35**•79
expansion industrielle et relèvement social, contributions, **16**•9

Information scientifique et technique, Programme d', **24**•3
Informations et renseignements juridiques, contribution, **19**•10, **35**•59
Inspecteur général des banques, Programme de l', **17**•3
Installations de fabrication de la glace, contribution, **21**•7, **35**•42
Institut canadien d'arpentage, subvention, **14**•13, **35**•30
Institut canadien de la fourrure, subvention et contribution, **15**•9, **15**•10, **35**•31
Institut canadien d'études stratégiques, subvention, **10**•6, **35**•61
Institut canadien de radioprotection, subvention, **14**•14, **35**•30
Institut canadien de recherches en génie forestier, contribution, **4**•15, **15**•10, **35**•4, **35**•32
Institut canadien des affaires internationales, subvention, **2**•16, **35**•33
Institut canadien du droit des ressources, subvention, **19**•10, **35**•59
Institut canadien du film, contribution, **24**•8, **35**•80
Institut canadien international des céréales, contribution, **2**•17, **35**•35
Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales, subvention, **2**•16, **35**•33
Institut canadien pour la sécurité des radiations, subventions, **14**•13, **35**•30
Institut de formation en gestion de la construction, contributions, **29**•13, **35**•67
Institut de l'administration publique du Canada, subvention, **7**•8, **35**•94
Institut de l'homme et des ressources pour la mise en opération du site d'essai éolien de l'Atlantique, contribution, **24**•8, **35**•78
Institut de recherche biotechnologique, contribution, **24**•8, **35**•80
Institut de recherche d'Hydro-Québec
fusion thermonucléaire, Programme de recherches et développement, contribution, **24**•8, **35**•78
génératrice éolienne à axe vertical, Programme de construction, contribution, **24**•8, **35**•79

Institut de recherches politiques, subvention, **3**•12, **35**•57
Institut de recherches sociales et économiques à l'Université du Manitoba, subvention, **23**•12, **35**•61

I—*Fin*

Institut des relations intergouvernementales, Université Queen, subvention, **8**•8, **35**•67
Institut des ressources énergétiques, subvention à l'Université de Calgary pour l', **14**•12, **35**•24
Institut fédéral de la gestion, subvention, **7**•8, **35**•94
Institut indo-canadien Shastri, contribution, **2**•17, **35**•35
Institut interaméricain de statistique, droits d'affiliation, **5**•8, **35**•91
Institut interaméricain pour la coopération en agriculture, contribution, **2**•16, **35**•34
Institut international de droit d'expression française, subvention, **19**•10, **35**•59
Institut international de statistique, subvention, **5**•8, **35**•91
Institut international pour l'analyse des systèmes de haut niveau, contribution, **2**•16, **35**•34
Institut international pour les sciences administratives, contribution, **2**•16, **35**•34
Institut ontarien de l'amélioration des arbres et de la biomasse forestière, contribution, **24**•8
Institut panaméricain de géographie et d'histoire, droits d'affiliation, contributions, **2**•17, **35**•34
Institutions et organismes culturels canadiens sans but lucratif, subventions et contributions, **6**•10, **6**•11, **35**•5
Instituts militaires et des services unis, subvention, **10**•6, **35**•61
Intérêts du Canada à l'étranger, Programme des, **2**•3
International Association for Research in Income and Wealth, subvention, **5**•8, **35**•91
International Game Fish Association, contribution, **21**•7, **35**•41
International Peace Academy, subvention, **35**•34
Interprovincial Pipe Line Limited, contribution, **14**•12, **35**•25
Isolation thermique des résidences canadiennes, Programme d', contribution, **14**•13, **35**•26

J

Jardin international de la paix au Manitoba, subvention, **15**•10, **35**•33
Jasper, Comité du lotissement urbain de, contribution, **15**•10, **35**•33
Jeunes délinquants, services offerts aux, contributions, **23**•12, **35**•62
Jeux tenus au Canada, contribution, **23**•14, **35**•66
Juge, gratifications versées au conjoint survivant d'un, **19**•10, **35**•60
JUSTICE, **19**
Objectifs, **19**•3
Justice pour victimes, contribution, **19**•10, **35**•59

L

Langue officielle, groupes minoritaires,
contributions, **25**•11, **35**•85
subventions, **25**•10, **35**•85
Langues officielles
contributions, **25**•10, **35**•85
Programme des, **25**•3
subventions, **25**•10, **35**•84
Last Post, Société dite, subvention, **1**•7, **35**•95
Légion royale canadienne, subvention, **1**•7, **35**•95
Lieutenants-gouverneurs
indemnité de voyage, subventions, **25**•10, **35**•88
prestations de retraite supplémentaires, **25**•11, **35**•88
Ligue des cadets de l'air du Canada, subvention, **10**•6, **27**•15, **35**•60, **35**•91
Ligue des cadets de l'armée du Canada, subvention, **10**•6, **35**•60
Ligue navale du Canada, subvention, **10**•6, **35**•60
Logement, Programme du, **29**•3
Loi canadienne sur les prêts aux étudiants, contribution, **25**•10, **35**•86
Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur le financement des programmes établis, contributions, **23**•12, **25**•10, **35**•62, **35**•86
Loi d'indemnisation des anciens prisonniers de guerre, subvention, **1**•7

L—*Fin*

Loi nationale sur la formation, paiements, **13**•9, **35**•7, **35**•9
Loi sur la bonification d'intérêts au profit des petites entreprises, subventions, **16**•9
Loi sur la continuation de la pension des services de défense, versements, **10**•6, **35**•61
Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, subvention, **26**•8, **35**•91
Loi sur l'aéronautique, contribution, **27**•16, **35**•91
Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole, contributions, **16**•9, **35**•76
Loi sur la mise au point des pensions du service public, subvention, **7**•8, **35**•95
Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs, subventions, **25**•11, **35**•88
Loi sur la pension spéciale du service diplomatique, paiements, **2**•16, **35**•34
Loi sur la radiodiffusion, subventions à la recherche, **6**•11
Loi sur la réadaptation des anciens combattants, remboursement, **1**•7, **35**•95
Loi sur l'assurance-récolte, contributions, **4**•14, **35**•3
Loi sur la stabilisation des prix agricoles, contributions, **4**•14, **35**•3
Loi sur la vente coopérative des produits agricoles, contribution, **4**•13, **35**•2
Loi sur le Conseil canadien des normes, subventions, **9**•6
Loi sur le Conseil des Arts du Canada, subventions, **6**•11, **35**•6
Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemins de fer, contributions, **27**•16, **27**•17, **35**•92, **35**•93
Loi sur le développement industriel et régional, subventions et contributions, **16**•9, **35**•69
Loi sur le transport du grain de l'Ouest, contribution, **27**•17, **35**•93
Loi sur les chemins de fer, paiements, **27**•17, **35**•93
Loi sur les indemnités de service de guerre , subvention, **1**•7, **35**•95
Loi sur les jeunes contrevenants, subventions et contributions, **26**•8, **35**•90
Loi sur les juges, pensions, subventions, **19**•10, **35**•60
Loi sur les maladies et la protection des animaux, indemnités, **4**•14, **35**•3
Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme, subvention, **4**•13
Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies, contributions, **2**•18, **35**•35
Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, versements, **10**•6, **35**•61
Loi sur les prêts agricoles bonifiés, paiements, **4**•14, **35**•3
Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche, contribution, **21**•7, **35**•41
Loi sur les prêts aux petites entreprises, contribution, **16**•9, **35**•77
Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, garantie des prêts, **4**•14, **35**•3
Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique, paiements, **27**•17, **35**•94
Loi sur les subventions aux municipalités, subvention, **24**•8, **29**•13, **35**•78
Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes, contribution, **27**•17, **35**•93
Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, subvention, **1**•7, **35**•95
Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels, subvention, **6**•10, **35**•5
Loi sur l'indemnisation pour dommages causés par les pesticides et Loi sur la quarantaine des plantes, contribution, **4**•14

M

Main-d'œuvre
  agricole, contributions, **13**•9, **35**•19
  mobilité de la, contributions, **13**•9, **35**•9, **35**•19
  Programme de mobilité de la, contribution, **13**•9

M—*Fin*

Maislin Industries Ltée, contribution, **16**•9, **35**•78
Maison des étudiants canadiens à Paris, subvention, **2**•16, **35**•34
Maison Trestler, contribution, **15**•10, **35**•33
Manitoba
  construction de digues périphériques à la rivière Rouge, contribution, **15**•9, **35**•31
  désastres naturels, contributions, **8**•8, **35**•67
  divers paiements, **34**
  enquêtes et études sur les nappes d'eau souterraines et la lutte contre la sécheresse, contributions, **4**•14, **35**•3
  entente auxiliaire, contribution, **27**•17, **35**•93
  entente «Northern Flood», contribution, **3**•13, **35**•59
  études de mercure du réseau de dérivation de la rivière Churchill, contribution, **15**•9, **35**•31
  indemnisation *re* dommages causés par des oiseaux aquatiques migrateurs, contribution, **4**•14, **35**•3
  mise en place de sources d'approvisionnements fiables en eau, contributions, **4**•14, **35**•3
  producteurs de bétail, contributions, **4**•14, **35**•3
  re aux pertes de récoltes, contributions, **4**•14, **35**•3
Marine royale du Canada, Caisse de bienfaisance, subvention, **10**•6, **35**•60
Mariners' House of Montreal, Montréal, subvention, **27**•15
Marins marchands, indemnisation, **28**•9, **35**•60
Massachusetts Institute of Technology, contribution, **5**•8, **35**•91
Mesures correctives, contributions aux propriétaires, **9**•6
Minéraux et des sciences de la Terre, Programme des, **14**•3
Mission(s) to Seamen, subvention, **27**•15
Monnaie royale canadienne, **5**•3
Montreal International Software Market Inc, **6**•10, **35**•6
Mousse isolante d'urée-formaldéhyde, mesures correctives, contributions, **9**•6, **35**•7
Musées et autres organisations du Canada, subventions, **6**•11, **35**•6
Musées nationaux du Canada, **6**•3, **6**•24

N

National Science Foundation, contribution, **14**•14, **35**•30
Nations Unies
  Association canadienne des, subvention, **2**•16, **2**•17, **35**•35
  Association des, subvention, **1**•7, **35**•95
  cimetière commémoratif des, en Corée, subvention, **1**•7, **35**•95
  Comité des droits de l'homme, représentant canadien, contribution, **2**•16, **35**•33
  Comité des, pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, contribution, **2**•17, **35**•35
  convention sur le commerce international, faune et flore, contribution, **15**•9, **35**•31
  Fonds de fiducie des, pour l'Afrique du Sud, subvention, **2**•16, **35**•35
  Fonds de fiducie, pour l'Année internationale de la jeunesse, subvention, **2**•16, **35**•35
  Fonds volontaire
    pour la Décennie pour la femme, subvention, **2**•16, **35**•35
    pour l'environnement, contribution, **2**•17, **35**•35
    pour les victimes de la torture, subvention, **2**•16, **35**•35
  Force intérimaire au Liban, contribution, **2**•17, **35**•35
  Forces des, au Moyen Orient, contribution, **2**•17
  Haut Commissariat des, réfugiés, subvention, **2**•17, **35**•35
  Institut de formation et de recherches des, contributions, **2**•17, **35**•35
  lutte contre l'abus des drogues, Fonds des, subvention, **23**•12, **35**•61
  Organisation des, contributions, **2**•17, **35**•35
  Organisation des, pour l'éducation, la science et la culture, **2**•17, **35**•35
Nature Conservancy of Canada, subvention, **15**•9, **35**•31

N—*Fin*

New York Energy Research and Development Authority, contribution, **24**•8, **35**•80
Nord, aide à l'exploitation minérale du, subvention, **3**•12
Nord, sciences du, subvention, **3**•12, **35**•57
Northwest Territories Mine Safety Association, subventions, **3**•12, **35**•57
Notes afférentes à l'état des comptes débiteurs, **30**•6
Nouveau-Brunswick
  Bicentenaire, contribution, **25**•11, **35**•88, **35**•89
  coût d'achat d'harenguiers-seineurs, contribution, **21**•7
  divers paiements, **34**
  Entente sur le développement économique régional, contributions, **27**•17, **35**•93
  Programme des projets spéciaux de relance, contributions, **27**•17
  rénovation et amélioration des routes, contributions, **27**•17, **35**•93
Nouvelle-Écosse
  divers paiements, **34**
  rénovation et amélioration des routes, contributions, **27**•17, **35**•93
  ressources pétrolières et gazières, subvention, **14**•12, **35**•25
Nova Scotia Parade of Sail 1984 Committee, subvention, **25**•10, **35**•88

O

Office canadien des provendes, **4**•3
Office canadien du poisson salé, L', **21**•3
Office de commercialisation du poisson d'eau douce, L', **21**•3
Office de stabilisation des prix agricoles, **4**•24
Office des prix des produits de la pêche, **21**•9
Office des produits agricoles, **4**•19
Office du baccalauréat international, subvention, **2**•16, **35**•34
Office international des épizooties, droits d'affiliation, **4**•14, **35**•3
Office national de l'énergie, **14**•3, **14**•23
Office national du film, **6**•3, **6**•19
Olympiques, XV^es^ Jeux d'hiver, Calgary, **23**•14, **35**•66
Ontario
  célébration du bicentenaire, subvention, **25**•10, **35**•88
  divers paiements, **34**
  projets spéciaux de relance, contributions, **15**•9, **21**•7, **35**•31
  qualité de l'eau des Grands Lacs, contributions, **15**•9, **35**•31
  travail sur la stabilité du champ et de l'état d'alerte préventive pour les urgences dans les mines, contribution, **14**•14, **35**•30
Opération militaire de Corée, subvention, **1**•7, **35**•95
Option formation des jeunes, contribution, **13**•9
Options Nord, contribution, **13**•9
Orchestre mondial des jeunesses musicales, subvention, **2**•16, **35**•34
Organisation de coopération et de développement économiques, contributions, **2**•16, **4**•13, **15**•9, **35**•2, **35**•31, **35**•34
Organisation de l'aviation civile internationale
  contribution, **2**•16, **35**•34
  remboursement de l'indemnité, contribution, **2**•16, **35**•34
Organisation de promotion de marché, contributions, **4**•13, **35**•2
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
  frais de l'administration civile, contribution, **2**•16, **35**•34
  programmes scientifiques, contribution, **2**•16, **35**•34
Organisation hydrographique internationale, droits d'affiliation, **21**•7, **35**•40
Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques, subvention, **17**•11, **35**•40
Organisation internationale du travail, contribution, **2**•16, **35**•34
Organisation maritime internationale, contribution, **2**•16, **35**•34
Organisation météorologique mondiale, droits d'affiliation, **15**•9, **35**•31
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, contribution, **2**•17, **35**•35
Organisation mondiale de la santé, subvention, **2**•17, **23**•13, **35**•35, **35**•65

O—*Fin*

Organisation panaméricaine de la santé, contribution, **2**•16, **35**•34
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, contribution, **2**•16, **35**•34
Organisations bénévoles, subvention, **13**•9, **35**•24
Organisations de producteurs, contribution, **4**•13, **35**•2
Organisations de travailleurs, subventions, **28**•9, **35**•60
Organisations internationales, remboursement aux, **2**•17, **35**•35
Organismes bénévoles nationaux, contributions, **26**•8, **35**•90
Organismes canadiens pour le développement de technologie de communications, contributions, **6**•10
Organismes du consommateur, subventions et contributions, **9**•6, **35**•7
Organismes internationaux, subvention, **23**•12, **35**•61
Organismes nationaux bénévoles de santé, subventions, **23**•12, **35**•61
Organismes nationaux d'activités artistiques et culturelles, contributions, **6**•11, **35**•5
Organismes nationaux de services dans le domaine du film et de la vidéo, contributions, **6**•11, **35**•6
Organismes nationaux de services sociaux, subventions, **23**•12
Organismes responsables de l'élaboration des normes, subventions, **28**•9, **35**•60
OTAN, contributions, **10**•6, **35**•61
Ottawa-Carleton, municipalité régionale, *re* construction d'un réseau d'adduction d'eau, contributions, **27**•15

P

Paiements à titre de faveur, par ministère, **33**•11
Paiements aux termes de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de la santé (Santé nationale et Bien-être social), **34**•3
Paiements de dommages-intérêts (par ministère), **33**•2
Paiements de transfert, **34**•2
Paiements de transfert fiscal, Programme des, **17**•3
Paiements d'indemnités et frais d'administration, **34**•2
Paiements par province et territoire, divers, **34**•2
Paiements sans contrepartie (par ministère), **33**•18
Paiements sur le Régime d'assistance publique du Canada (Santé nationale et Bien-être social), **34**•4
Parcs Canada, associations coopératives des activités de, contribution, **15**•10, **35**•33
Parcs Canada, Programme, **15**•3
PARLEMENT, **20**
  Objectifs, **20**•3
Parlementaires canadiens, stagiaires, subvention, **2**•16
Participaction, campagne, contribution, **23**•14, **35**•66
Participation des citoyens dans la société canadienne, subventions et contributions, **25**•10, **25**•11, **35**•86, **35**•88
Partis, remboursement aux, contribution, **8**•8, **35**•67
Patinage de vitesse, amélioration de l'anneau de, contribution, **23**•14, **35**•66
Pêches de l'Atlantique, contributions, **21**•7, **35**•41
PÊCHES ET OCÉANS, **21**
  Objectifs, **21**•3
Pêcheurs commerciaux du saumon de l'Atlantique, contribution, **21**•7, **35**•41
Pêcheurs, contribution de l'État, **13**•9, **35**•24
Pêcheurs de l'Atlantique et du Labrador, subvention, **21**•7, **35**•41
Pêcheurs détenant des permis commerciaux, contribution, **21**•7, **35**•41
Pensions de la Fonction publique, lois antérieures sur la pension et la retraite, subvention, **7**•8, **35**•95
Pensions et rentes versées à des civils
  M^me^ Eleanor F Nixon, subvention, **10**•6, **35**•60
  M R P Thompson, subvention, **10**•6, **35**•60
Pensions, Programme des, **1**•3
Péréquation fiscale, paiements de transfert, **17**•11, **35**•40

P—*Suite*

Perimeter Airlines (Inland) Limited, subventions aux transporteurs aériens, contribution, **27** • 16, **35** • 92
Personnes du troisième âge, contributions, **23** • 13
Personnes qui n'ont plus le statut de repris de justice, contributions, **26** • 8, **35** • 91
Petro-Canada, **14** • 3
Pétrole (huile)
 paiements des primes d'encouragement du secteur pétrolier, contribution, **14** • 13, **35** • 27, **35** • 28
 production et transport, contributions, **14** • 13, **35** • 30
 remplacement du, contributions, **14** • 12, **35** • 25
Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique, subvention, **10** • 6
Planification d'urgence, bourse de recherches, subvention, **10** • 6, **35** • 61
Planification familiale, subventions, **23** • 12, **35** • 61
Politique du marché du travail, contribution, **13** • 9, **35** • 19
Politiques financières et économiques, Programme des, **17** • 3
Polluants atmosphériques, transport, contribution, **15** • 9, **35** • 31
Prairies, embranchement ferroviaire des, remise en état, contribution, **27** • 17, **35** • 93
Pratiques et contrôles de gestion, Programme des, **7** • 3
Préparation d'urgence, contributions, **10** • 6, **35** • 61
Prix Thérèse Casgrain, subventions, **23** • 12, **35** • 61
Producteurs, pour les frais de construction d'entrepôts, contributions, **4** • 13
Produits agricoles, mise en marché, subventions, **4** • 13, **35** • 2
Produits agro-alimentaires canadiens, contributions, **4** • 13, **35** • 2
Produits canadiens, vente de, à l'étranger, contributions, **2** • 17, **35** • 33
Produits de morue congelés, contribution, **21** • 7, **35** • 41
Programme Canada-Saskatchewan *re* les combustibles fossiles, contribution, **14** • 12, **35** • 25
Programme conjoint Canada-Saskatchewan *re* récupération des huiles lourdes, contributions, **14** • 12, **35** • 25
Programme d'accroissement des réseaux de distribution, contribution, **14** • 12
Programme d'aide à la commercialisation du gaz, contribution, **14** • 12, **35** • 25
Programme d'aide aux transports urbains, paiements, **27** • 16, **35** • 93
Programme d'alternance travail-études, contribution, **13** • 9
Programme de bourses du Canada, subvention, **4** • 15, **35** • 4
Programme de construction des embranchements, contribution, **14** • 12, **35** • 25
Programme d'échange d'étudiants, contributions, **19** • 10, **35** • 59
Programme de démonstration dans les collectivités éloignées, contribution, **14** • 12, **14** • 13
Programme de développement des petites fermes, contribution, **4** • 13
Programme de relance de l'aide à l'emploi, contribution, **1** • 7, **4** • 13, **4** • 14, **4** • 15, **5** • 8, **6** • 11, **15** • 9, **15** • 10, **21** • 7, **23** • 12, **23** • 13, **23** • 14, **26** • 8, **29** • 13, **35** • 3, **35** • 4, **35** • 31, **35** • 41, **35** • 62, **35** • 65, **35** • 67, **35** • 90, **35** • 91, **35** • 95
Programme de stimulants aux marchés, contribution, **2** • 18, **35** • 35
Programme d'expansion des entreprises, contributions, **16** • 9, **35** • 78
Programme des services de défense, **10** • 3
Programme des minéraux des régions de Sudbury, Timmins et Algoma, contributions, **14** • 14, **35** • 30
Programme des projets spéciaux de relance, contribution, **3** • 11, **27** • 16, **35** • 54, **35** • 92
Programme Environnement 2000, contributions, **4** • 15, **15** • 9, **15** • 10, **35** • 4, **35** • 32
Programme Été Canada, contribution, **5** • 8, **35** • 91
Programme gouvernemental-syndical de détachement d'employés, contribution, **28** • 9, **35** • 60
Programmes—Budgétaire, coût total des *voir* section ministérielle appropriée
Programmes de développement des pêches, contribution, **21** • 7, **35** • 41
Programmes d'extension, contributions, **13** • 9

P—*Fin*

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés par province et territoire, **34** • 8
Programmes par activité—Budgétaire *voir* section ministérielle appropriée
Projet de recherche sur l'acier au Royaume-Uni, subvention, **14** • 13
Projets d'avances de capitaux, contribution, **10** • 6, **35** • 61
Projets spéciaux de création d'emplois, contributions, **23** • 14, **35** • 66
Projets spéciaux de relance, contributions, **21** • 7, **35** • 41
Promotion de la santé, contribution, **23** • 12, **35** • 62
Propane, utilisation du, contribution, **14** • 12, **35** • 25
Propriétés diplomatiques, consulaires et organisations internationales au Canada, subventions, **2** • 16, **35** • 34
Propriétés diplomatiques secondaires au Canada, subvention, **2** • 16
Prospecteurs
 cours de formation, subvention, **3** • 12, **35** • 57
 subvention aux, **3** • 12, **35** • 57
Protection de la santé, Programme de la, **23** • 3

Q

Qualité de la vie au travail, contribution, **28** • 9, **35** • 60
Québec
 accord de la Baie James, contribution, **15** • 9, **35** • 31
 accord sur les relevés hydrométriques, contribution, **15** • 9, **35** • 31
 accords de contrôle de la qualité des eaux, contribution, **15** • 10, **35** • 31
 aéroports inuit, contribution, **27** • 16
 Aviation Ltd, contribution, **27** • 16, **35** • 92
 Convention de la Baie James et du Nord québécois, contribution, **3** • 11, **35** • 48
 divers paiements, **34**
 maîtrise des crues dans la région de Montréal, contributions, **15** • 10, **35** • 31
 services de traversier côtier, subvention, **27** • 16, **35** • 92
 re pertes relatives à la récolte de fourrage de 1983, contributions, **4** • 14, **35** • 3
 trains de banlieue de la région de Montréal, subvention, **27** • 16, **35** • 92
XV[es] Jeux Olympiques d'hiver, Calgary, contribution, **23** • 14
XV[es] Jeux Olympiques d'hiver, Programme des, **23** • 3, **35** • 66

R

Radiations des comptes débiteurs au cours de 1984-85 (par ministère et organisme), **30** • 7
Rage, contribution aux provinces, **4** • 14, **35** • 3
Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des
 anciens combattants, **1** • 7, **35** • 95
 soldats de retour au pays, **1** • 7, **35** • 95
Réadaptation professionnelle des invalides,
 contribution, **23** • 12, **35** • 62
 recherche sur la, contribution, **23** • 12, **35** • 62
Recettes *voir* section ministérielle appropriée
Recherche(s)
 agricoles, subvention, **4** • 13, **35** • 2
 appliquée et innovation technologique, contribution, **24** • 8, **35** • 78
 en météorologie, subventions, **15** • 9, **35** • 31
 et développement énergétique industriel, contribution, **14** • 13, **35** • 30
 établissements postsecondaires, contributions, **25** • 10, **35** • 86
 marine et aquatique, subventions, **21** • 7, **35** • 40
 organismes de, contribution, **24** • 8, **35** • 79
 sciences de la Terre, l'énergie et les minéraux, subventions, **14** • 13, **35** • 30
 scientifique dans le Nord, **3** • 12, **35** • 57
 sur les forêts, subvention, **15** • 9, **35** • 31
 sur les matières de fusion, contribution, **24** • 8, **35** • 78

R—*Fin*

sur les ressources en eau, subvention, **15**•9
sur les transports, subventions, **27**•15, **35**•91
technologie des sciences de la Terre et ressources minérales, subventions, **14**•13, **14**•14
Recherches scientifiques et industrielles, Programme de, **24**•3
Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes, paiements de transfert, **17**•11, **35**•40
Rédaction des lois
encourager étudiants à se spécialiser, subventions, **19**•10, **35**•59
Programme de l'Université d'Ottawa, contribution, **19**•10, **35**•60
Réforme du droit pénal, **19**•10, **35**•59
Régime d'assistance publique du Canada, paiements, **23**•12, **35**•62
Regina Rail Relocation Project, contribution, **27**•16, **35**•92
Régions inondables, contributions, **15**•9, **35**•31
Registre national du bétail canadien, contributions, **4**•13, **35**•2
Règlement sur la mobilité de la main-d'œuvre, paiements, **13**•9
Réglementation et de l'inspection agro-alimentaires, Programme de la, **4**•3
Relations avec les universités, subventions, **2**•16, **35**•34
Relations culturelles, subventions, **2**•16, **35**•34
Rentes sur l'État, Programme des, **13**•3
Répartition des dépenses de fonctionnement et de capital pour 1984-85, (Affaires extérieures), **36**•56
Ressources en eau, contributions, projets, **15**•9, **35**•31
Ressources énergétiques, subvention et contribution, **14**•12, **35**•25, **35**•30
Ressources halieutiques, contribution, **21**•7, **35**•41
Ressources naturelles, contribution, **3**•13, **35**•58
Revendications des Autochtones, Programme des, **3**•3
Revenu de 1971 non réparti disponible, paiements de transfert, **17**•11
Revenu garanti, supplément, versements, **23**•14, **35**•65
REVENU NATIONAL, **22**
Objectifs, **22**•3

S

Saint-Jean sur Richelieu CEGEP, contribution, **27**•16, **35**•92
Salon international de l'agriculture et de l'alimentation, Le, subvention, **4**•13, **35**•2
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL, **23**
Objectifs, **23**•3
Saskatchewan
divers paiements, **34**
enquêtes et études sur les nappes d'eau souterraines et la lutte contre la sécheresse, contributions, **4**•14, **35**•3
exploitation pétrolière et gazière, contribution, **15**•10
indemnisation *re* dommages causés par des oiseaux aquatiques migrateurs, contribution, **4**•14, **35**•3
mise en place de sources d'approvisionnements fiables en eau, contributions, **4**•14, **35**•3
producteurs de bétail, contributions, **4**•14, **35**•3
re aux pertes de récoltes, contributions, **4**•14, **35**•3
station d'épuration, contribution, **15**•10, **35**•31
Vallée Qu'Appelle, contribution, **15**•10, **35**•31
Wheat Pool, contribution, **4**•15, **35**•4
Science militaire, études—Universités canadiennes, subvention, **10**•6, **35**•61
Sciences et technologie, éducation et sensibilisation du public, contributions, **5**•8, **35**•91
SCIENCES ET TECHNOLOGIE, **24**
Objectifs, **24**•3
Sciences humaines, subventions, **25**•11, **35**•89
Seamen's Mission Society, Saint John (N-B), subvention, **27**•15
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, **8**•3
SECRÉTARIAT D'ÉTAT, **25**
Objectifs, **25**•3
Secrétariat technique permanent, contribution, **2**•17, **35**•35
Sécurité de la vieillesse, versements, **23**•14, **35**•65

S—*Suite*

Sécurité du revenu, Programme de la, **23**•3
Sénat, **20**•3
Sénateurs à la retraite, pensions, subventions, **20**•7, **35**•66
Sentence, contribution, **19**•10
Service auxiliaire de sauvetage maritime, associations régionales, paiement, **27**•15, **35**•91
Service canadien des forêts, Programme du, **4**•3
Service correctionnel, **26**•3
Service de la dette publique, Programme du, **17**•3
Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles, subvention, **26**•8, **35**•90
Services complémentaires de santé, Programme des, contribution, **23**•12
Services correctionnels et autres services complémentaires, contributions, **26**•8, **35**•90
Services de bien-être social, contribution, **23**•12, **35**•62
Services de défense, Programme des, **10**•3
Services de l'environnement, Programme des, **15**•3
Services de santé, contribution, **23**•12
Services linguistiques, développement des, contributions, **25**•10, **35**•86
Services médicaux, Programme des, **23**•3
Services professionnels et spéciaux, **31**
Services professionnels et techniques, Programme des, **29**•3
Services, Programme des, **5**•3
Services sanitaires et sociaux, Programme des, **23**•3
Société canadienne de météorologie et d'océanographie, subvention, **15**•9, **35**•31
Société canadienne des postes, **22**•3
Société canadienne des sciences judiciaires, contribution, **19**•10, **35**•60
Société canadienne d'hypothèques et de logement, **28**•3
Société canadienne pour la prévention du crime, subvention, **26**•8, **35**•90
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, **6**•3
Société de développement du Cap-Breton, **16**•3
Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited, **16**•3
Société de l'usine pilote des protéines, d'huile et d'amidon, contribution, **2**•17, **35**•35
Société des Amis de Jacques Cartier, subvention, **2**•16, **35**•35
Société du crédit agricole, **4**•3
Société financière Canadair Inc, **16**•3
Société germano-canadienne de Hanovre, subvention, **2**•16, **35**•33
Société internationale des sciences horticoles, droits d'affiliation, **4**•13, **35**•2
Société Inuvialuit de développement, subvention, **3**•13, **35**•59
Société Inuvialuit régionale, subvention, **3**•13, **35**•59
Société John Howard, subvention, **26**•8, **35**•90
Société Petro-Canada pour l'assistance internationale, **14**•3
Société pour l'expansion des exportations, **2**•3
Société Radio-Canada, **6**•3
Sociétés de tir, subvention, **10**•6, **35**•61
Soins médicaux, Programme des, **23**•12
SOLLICITEUR GÉNÉRAL, **26**
Objectifs, **26**•3
Solliciteur général, activités complémentaires à celles du, paiements, **26**•8, **35**•90
Sommaire des paiements aux termes de la Loi sur la sécurité de la vieillesse (Santé nationale et Bien-être social), **34**•5
Sommaire des paiements aux termes de la Loi sur les allocations familiales (Santé nationale et Bien-être social), **34**•4
Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés (par ministère), **34**•8
Sport amateur pour les Canadiens, contributions, **23**•14, **35**•65
Sportifs amateurs d'élite, contributions, **23**•14, **35**•65
Stabilisation fiscale, paiements de transfert, **17**•11
Statistique Canada, **5**•3

S—*Fin*

Stratford Shakespearean Festival Foundation, contribution, 6•11, 35•6
Subventions aux municipalités
 autorités taxatrices, 29•13, 35•67
 Programme des, 29•3
Subventions et bourses, 23•14, 24•8, 35•66, 35•80
Subventions et contributions par ministère *voir* section ministérielle appropriée
 total des dépenses par bénéficiaire ou catégorie de bénéficiaires, de même qu'une liste détaillée des versements individuels de $50,000 ou plus, 35
Subventions statutaires, paiements de transfert, 17•11, 35•40
Sûreté nucléaire, subventions, 14•14, 35•30
Surveillance des hippodromes, Fonds renouvelable de la, 4•3, 4•30
Système international de données sur les publications en série, subvention, 6•11, 35•6

T

Télésat Canada, contribution, 6•10, 35•5
Télidon, contribution, 6•10, 35•5
Terre-Neuve
 aéroport, construction de pistes et d'installations, contribution, 27•16
 Autochtones, contributions, 3•11, 35•43
 désastres naturels, contributions, 8•8, 35•67
 distribution des soins aux communautés, contributions, 23•13, 35•63
 divers paiements, 34
 entente fédérale-provinciale conjointe sur l'exploitation, minérale, contribution, 14•13
 programme des projets spéciaux de relance, contribution, 27•17
 rénovation et amélioration des routes, contributions, 27•16, 35•93
 services de traversier et de cabotage, subvention et contribution, 27•16, 35•92
 système de purification d'eau, Channel Port-aux-Basques, contribution, 15•10, 35•31
 Université Memorial, contribution, 21•7
Territoires du Nord-Ouest
 Alliance constitutionnelle des, contribution, 3•12, 35•58
 assurance-maladie, contribution, 3•12, 35•56
 autres paiements de transfert, 3•13, 35•58
 chauffage domiciliaire au mazout, contribution, 3•12
 consommateurs d'électricité, contribution, 3•12, 35•58
 construction de l'hôpital Stanton—Yellowknife, contribution, 23•13, 35•65
 divers paiements, 34
 Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit et de la région de l'ouest de l'Arctique, contributions, 3•13, 35•59
 programme d'initiatives pétrolières et gazières dans le Nord, contribution, 3•13, 35•58
 programmes d'amélioration du rendement énergétique des immeubles fédéraux, contribution, 3•12, 35•58
 projet du pipe-line de Norman Wells, contribution, 3•12, 35•58
 soins hospitaliers, contribution, 3•12, 35•57
 supporter le taux d'électricité, contribution, 3•12, 35•58
 transfert du contrôle de l'hôpital général de Frobisher Bay, contributions, 23•13, 35•65
Territories Accident Prevention Association, subventions, 3•12, 35•57
Traité de dénucléarisation des fonds marins, contribution, 2•17, 35•35
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres (Parlement), 36•63
Traitements et indemnités aux Ministres d'État (Conseil privé), 36•65
Transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique, paiements de transfert, 17•11, 35•40

T—*Fin*

Transport des handicapés, activités de, contributions, 27•15, 27•16, 35•91, 35•93
Transport maritime, Programme du, 27•3
Transport, services spéciaux, contribution, 27•16, 35•93
Transport urbain, contribution, 27•16, 35•93
Transporteurs aériens régionaux, contributions, 27•17, 35•93
TRANSPORTS, 27
 Objectifs, 27•3
Transports aériens, Programme des, 27•3
Transports, appui d'études, contributions, 27•15, 35•91
Transports, carburants de rechange, contribution, 14•12, 35•26
Transports de surface, Programme des, 27•3
Transports, recherches sur les, subventions et contributions, 27•15, 35•91
TRAVAIL, 28
 Objectifs, 28•3
Travail, contributions, 13•9, 35•9
Travail Canada, subventions, 28•9, 35•60
Travail, médecine du, subvention, 28•9, 35•60
Travail, travaux de recherches, subventions, 28•9, 35•60
Travaux de réparations maritimes, contribution, 29•13, 35•67
Travaux maritimes, Programme des, 29•3
TRAVAUX PUBLICS, 29
 Objectifs, 29•3
Traversier et cabotage, prestations de services, contributions, 27•17, 35•93
Tribunal canadien des importations, Programme du, 17•3
TRIUMF, contribution, 24•8, 35•80

U

Union géographique internationale, subvention, 15•9
Union internationale des télécommunications, Genève, (Suisse), contribution, 6•10, 35•5
Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources, contribution, 15•10, 35•33
Université
 de la Colombie-Britannique, subvention, 4•15, 35•4
 de Montréal, contribution, 4•14, 35•3
 d'Ottawa, Institut de cardiologie, subvention, 23•12, 35•61
 Laval, contribution, 2•17, 14•12, 35•25, 35•34
Université de Guelph, Collège vétérinaire, contribution, 4•14, 35•3
Université Memorial, subvention
 Centre for Cold Oceans Resource Engineering (C-Core), contribution, 27•15, 35•91
 contribution au Camp sur les ressources de la pêche, 21•7
 laboratoire de recherches sur les sciences de la mer, 21•7, 35•40
Université Queen's, Centre for Resource Studies, subvention, 14•13, 35•30
Usines de traitement des eaux usées, contributions, 15•10, 35•31

V

Vancouver Public Aquarium Association, contribution, 21•7, 35•42
Véhicules au propane, contribution, 3•12, 35•58
Véhicules fonctionnant à l'électricité, contribution, 14•12, 35•26
Ventes de produits canadiens à l'étranger, contributions, 2•17, 35•33
Vergers commerciaux, pomiculteurs, contribution, 4•14, 35•3
Vérificateur général, 17•3
Voirie et autres travaux de génie, Programme de la, 29•3

W

Welland Canal Mission for Sailors, subvention, 27•15

Y

Yukon, Territoire du
Association des prospecteurs du, subvention, 3 • 12, **35** • 57
assurance-maladie, contribution, 3 • 12, **35** • 57
autres paiements de transfert, 3 • 13, **35** • 58
centre d'information sur les répercussions du pipeline, subvention, 3 • 12
chauffage domiciliaire au mazout, contribution, 3 • 12
Conseil des Indiens du, contribution, 3 • 12
Conservation Society, subvention, 3 • 12, **35** • 57
consommateurs d'électricité, contribution 3 • 12, **35** • 58
divers paiements, **34**

Y—*Fin*

Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit et de la région de l'Ouest de l'Arctique, contributions, 3 • 13, **35** • 59
maisons à prix modique, contribution, 3 • 12, **35** • 57
programme d'initiatives pétrolières et gazières dans le Nord, contribution, 3 • 13, **35** • 58
programmes d'amélioration du rendement énergétique des immeubles fédéraux, contribution, 3 • 12, **35** • 58
soins hospitaliers, contribution, 3 • 12, **35** • 57
supporter le taux d'électricité, contribution, 3 • 12, **35** • 58

Volume

3

Gouvernement du Canada | Government of Canada

L'hon. Stewart D. McInnes
Receveur général du Canada

comptes publics du canada

1985

Volume III

Le Président du Conseil du Trésor :

Rapport annuel au Parlement sur les sociétés d'État et les autres sociétés en coparticipation du Canada

Canada

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1985

En vente au Canada par l'entremise de nos

agents libraires agréés
et autres librairies

ou par la poste auprès du:

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnements et Services Canada
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue P 51-1/1985-3F — au Canada: $8.00
ISBN 0-660-91576-6 — à l'étranger: $9.60

Prix sujet à changement sans préavis

Préparé par la
Division des systèmes et de l'information
Direction générale des sociétés d'État
Ministère des Finances et Conseil du Trésor du Canada

Gouvernement du Canada / Government of Canada

L'hon. Stewart D. McInnes
Receveur général du Canada

comptes publics du canada

1985

Volume III

Le Président du Conseil du Trésor :

Rapport annuel au Parlement sur les sociétés d'État et les autres sociétés en coparticipation du Canada

Canada

INTRODUCTION AUX COMPTES PUBLICS

Nature des Comptes publics

Les Comptes publics constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé à chaque exercice par le Receveur général, comme l'exige l'article 55 de la Loi sur l'administration financière.

Le rapport couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars et est préparé à partir de données contenues dans les comptes du Canada et de registres plus détaillés tenus par les ministères et organismes. Les comptes du Canada constituent le registre centralisé des opérations financières du gouvernement, tenu par le Receveur général, et qui résume les opérations de tous les ministères et organismes. Chaque ministère est responsable de l'accord de ses comptes avec les comptes de contrôle du Receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices précédents.

Présentation des Comptes publics

Les Comptes publics sont publiés en trois volumes.

Le **volume I** présente un résumé et une analyse des opérations financières du gouvernement alors que le **volume II** présente, par ministère et organisme associé, les opérations financières du gouvernement ainsi que des renseignements et analyses supplémentaires de certains genres de paiements.

Le **volume III** donne suite aux exigences du paragraphe 153(1) de la Partie XII de la Loi sur l'administration financière, proclamée le 1[er] septembre 1984, stipulant que le président du Conseil du Trésor doit présenter au Parlement un rapport annuel global des activités de toutes les sociétés d'État mères. Le rapport énumère les sociétés d'État et les autres sociétés dans lesquelles l'État détient des actions ou dans lesquelles des actions sont détenues au nom de l'État ou d'une société d'État, à une date particulière. On retrouve également dans ce volume plusieurs renseignements, dont des données sur l'effectif et les finances ainsi que sur le total des emprunts des sociétés d'État.

INTRODUCTION

Le paragraphe 153(1) de la nouvelle Partie XII de la *Loi sur l'administration financière*, qui a été proclamée le 1er septembre 1984, stipule que le président du Conseil du Trésor doit présenter au Parlement un rapport annuel global des activités de toutes les sociétés d'État mères. Ce rapport doit être déposé avant la fin de l'année civile. Durant la première année d'application de la nouvelle loi, un rapport provisoire, portant sur les activités antérieures au 31 juillet 1984, a été déposé le 25 juin 1985. Le présent Rapport traite des activités des sociétés pour l'exercice qui s'est terminé au plus tard le 31 juillet 1985.

APERÇU

À la fin de leur exercice, le 31 juillet 1985 ou avant cette date, les 54 sociétés d'État mères pour lesquelles je dois rendre compte ainsi que leurs filiales employaient 197,000 personnes et détenaient un actif total de 53.3 milliards de dollars. Ces chiffres ne diffèrent que légèrement de ceux figurant dans le Rapport annuel de 1983-1984.

Prises dans leur ensemble, les sociétés ont accru leurs dettes de 580 millions de dollars durant la période de référence. Si on la compare à la variation de l'endettement déclarée dans le dernier Rapport annuel, la plus grande partie de la variation est attribuable aux emprunts exceptionnellement élevés de la Société d'assurance-dépôts du Canada durant la période 1983-1984 ainsi qu'à une diminution des nouveaux emprunts contractés en 1984-1985 par la Société du crédit agricole, suite à la chute des prêts agricoles demandés par rapport aux exercices précédents. Un autre facteur important dans l'évolution du niveau d'endettement est la renonciation par le Canada, en 1984-1985, à 308 millions de dollars de créances de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (mesure qui a cependant entraîné l'inscription d'un montant équivalant aux affectations budgétaires consenties à cette société pour la période de référence).

Sociétés d'État

Les données sur les finances et l'effectif portent sur 54 sociétés d'État mères, y compris quatre nouvelles sociétés ajoutées depuis le 31 juillet 1984. Trois d'entre elles ont été inscrites à l'annexe C-I de la *Loi sur l'administration financière* (LAF): l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales, le Centre international d'exploitation des océans et Pêcheries Canada Inc. L'inscription de la quatrième, la Société du port de St. John's, était imminente au moment de la rédaction du Rapport. Sept autres sociétés d'État* sont dispensées des exigences auxquelles ce Rapport donne suite, mais comme celui-ci est le compte rendu officiel des activités des sociétés d'État, leurs états financiers vérifiés y figurent.

Au cours de l'année, un certain nombre de sociétés inactives ont été recensées et des projets de loi ont été déposés afin de liquider ou de dissoudre les sociétés suivantes:

La Société canadienne des paris sportifs
Canagrex
Canadian National (West Indies) Steamships, Ltd.
Loto Canada Inc.
St. Anthony Fisheries Limited
Societa a responsibilita limitata Immobiliare San Sebastiano
Uranium Canada, Ltée

En vertu du projet de loi C-53, qui a reçu la sanction royale le 27 juin 1985, l'une des sociétés reconnues par le gouvernement comme candidate idéale à la privatisation, la Société des transports du Nord Ltée, a été vendue en juillet 1985.

Même si la situation des sociétés susmentionnées évolue, leurs activités sont déclarées dans cette édition et le Rapport annuel de 1985-1986 en fera état, jusqu'à la date où elles auront cessé de figurer à l'annexe C de la LAF.

---

* La Banque du Canada, le Conseil des arts du Canada, la Société Radio-Canada, la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, la Commission canadienne du blé, le Centre de recherches pour le développement international et la Corporation du Centre national des arts.

Entreprises mixtes et entreprises en coparticipation

Conformément au paragraphe 153(3) de la Partie XII de la LAF, le président du Conseil du Trésor doit inclure dans le Rapport annuel la liste intégrale de toutes les sociétés à l'égard desquelles l'État détient des actions. Cette mesure législative prescrit ainsi au Conseil du Trésor, pour la première fois, de rendre compte des «entreprises mixtes» (celles dont le capital-actions est détenu conjointement par le Canada et le secteur privé) et des «entreprises en coparticipation» (celles dont le capital-actions est détenu conjointement par le Canada et par des administrations provinciales ou municipales).

Dans son *Rapport de 1985 à la Chambre des communes*, le vérificateur général du Canada indiquait que le Rapport annuel de 1983-1984 comprenait l'unique liste vraiment complète des entreprises mixtes et en coparticipation du Canada et présentait des observations sur les renseignements qui y figuraient. Des révisions pertinentes ont donc été intégrées à cette édition. Elles visent à fournir au Parlement une meilleure base de renseignements, en vertu d'un régime renforcé de responsabilité à l'égard des entreprises mixtes et en coparticipation.

Ce Rapport annuel remplace la publication suivante, qui cessera de paraître:

Sociétés de la Couronne et autres sociétés en coparticipation du gouvernement canadien (publié par le Conseil du Trésor du Canada, en décembre 1982 et mars 1984)

CONTRÔLE ET OBLIGATION DE RENDRE COMPTE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

L'exercice financier 1984-1985 était le premier exercice pendant lequel les sociétés d'État étaient tenues d'observer la nouvelle structure de contrôle et d'obligation de rendre compte découlant de la nouvelle Partie XII de la LAF. Cette nouvelle partie oblige le président du Conseil du Trésor à rendre compte au Parlement conformément à l'alinéa 153.1(1) et au paragraphe 153(1); j'ai le plaisir de déclarer que toutes les exigences législatives connexes ont été respectées en temps opportun.

Le Conseil du Trésor a terminé le premier cycle complet d'examen des plans d'entreprise et des budgets des sociétés, et les lecteurs intéressés peuvent consulter les *Rapports trimestriels au Parlement* pour un complément d'information sur l'à-propos du dépôt, par les ministres de tutelle, des résumés des plans d'entreprise et des budgets et des rapports annuels.

Outre les dispositions législatives qui obligent les sociétés à présenter tous les ans un plan d'entreprise et un budget, j'ai demandé aux sociétés de présenter des rapports trimestriels sur leur performance afin que le Conseil du Trésor puisse suivre les progrès réalisés par rapport aux plans d'entreprise et aux budgets approuvés.

Afin de faciliter l'application de la nouvelle législation, on a promulgué, durant l'année, les trois règlements suivants:

Règlement général sur les sociétés d'État (Avis, aliénation de biens par les sociétés mandataires, rémunération et règlements administratifs) - 31/8/84 DORS/84-743.

Règlement sur les emprunts des sociétés d'État (Opérations, approbations et exemptions) - 31/8/84 DORS/84-742, modifié par 7/3/85 DORS/85-230.

Règlement sur les modalités de temps du dépôt des résumés des sociétés d'État - 24/1/84 DORS/85-128.

Les deux projets suivants ont également été réalisés durant la période de référence:

un examen approfondi du mandat d'un grand nombre de sociétés d'État afin de déterminer si elles sont toujours d'intérêt public;

l'application par le gouvernement d'une meilleure gestion de la trésorerie à l'égard des sociétés d'État, ainsi que le recouvrement des fonds jugés excédentaires aux besoins des sociétés.

SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET PRIVATISATION

La question de la privatisation des sociétés d'État a été particulièrement d'actualité au cours du dernier exercice. Dans le budget du 23 mai, le gouvernement annonçait son intention de passer en revue tout son portefeuille de sociétés

d'État et ses titres de participation, en se fondant sur le principe que les intérêts qu'il détient devraient être vendus s'ils ne répondent plus aux objectifs de la politique publique. Le budget énumérait en outre divers principes que le gouvernement entend suivre en regard de la privatisation. Il prêtera notamment l'oreille aux préoccupations des travailleurs, de la direction et des autres paliers de gouvernement. Il supposera par ailleurs que le mode de dessaisissement variera selon le cas et qu'il faudra à l'occasion passer par l'étape d'une propriété mixte, privée et publique. Le gouvernement, enfin, ne vendra pas les sociétés d'État à la hâte et à n'importe quel prix.

Les documents budgétaires précisaient également qu'un Groupe de travail ministériel spécial avait été formé pour coordonner le programme de privatisation du gouvernement. Je préside le Groupe de travail, avec l'appui de mes collègues, le ministre de l'Expansion industrielle régionale, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et le ministre d'État aux Finances. Pour aider le Groupe de travail, le Secrétariat à la privatisation a été établi, sous la direction d'un ancien vice-président du conseil d'administration de Northern Telecom Limitée, lequel est assisté d'un ancien coordonnateur fédéral au développement économique de l'Ontario. La société Salomon Brothers fera fonction de conseiller financier auprès du Groupe de travail et du Secrétariat.

Nous comptons, pour l'an dernier, des réalisations concrètes à ce chapitre. La vente de la Société des transports du Nord Limitée, à la Inuvialuit Development Corporation et à la Nunasi Corporation, a ainsi été conclue le 15 juillet 1985. Au moment de mettre sous presse, les soumissions présentées à l'égard des Arsenaux canadiens Limitée et de Téléglobe Canada faisaient l'objet de négociations. Le gouvernement a en outre amorcé les démarches nécessaires afin de vendre 23 millions de ses 30.7 millions d'actions de la Corporation de développement du Canada. Enfin, des discussions sont entamées avec les acheteurs éventuels de Canadair, de de Havilland Aviation et d'Eldorado nucléaire Limitée.

Ayant accordé une haute priorité à la privatisation, le gouvernement applique le plan d'action qui a été arrêté à ce sujet. Le Groupe de travail passe en revue toutes les sociétés afin d'inventorier celles que le gouvernement, dans l'intérêt des Canadiens, devrait transférer au secteur privé. Le Groupe veillera à ce que le programme de privatisation soit exécuté avec toute l'attention requise. L'expérience tirée de la vente des sociétés signalées dans le budget de mai sera particulièrement utile aux travaux de planification des activités de dessaisissement ultérieures.

Dans le cadre de son examen, le Groupe de travail fera connaître d'autres sociétés susceptibles d'être vendues.

FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE DES SOCIÉTÉS

Comme ce Rapport traite des 54 sociétés d'État mères et de leurs filiales et qu'il est difficile de sélectionner les faits qui méritent d'être soulignés, mon choix se fonde sur l'importance des faits mentionnés pour la société en question. Des renseignements détaillés sur les 54 sociétés figurent dans les rapports annuels pertinents déposés au Parlement.

Énergie atomique du Canada Limitée

À cause de la baisse de la demande de nouvelles centrales électriques au Canada et de la pénurie de commandes de l'étranger, la société a rationalisé ses opérations et fermé ses deux usines d'eau lourde. Malgré la diminution graduelle des subventions fédérales, elle compte poursuivre ses travaux de recherche nucléaire en haussant les frais imposés à sa clientèle.

Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC)

Dans les six premiers mois de 1985, les opérations de trois institutions membres de la SADC ont été suspendues par les organismes de réglementation. Quatre autres institutions font face depuis à des difficultés financières et la SADC devra probablement effectuer des versements considérables à l'égard des dépôts assurés de ces institutions.

En janvier 1985, la ministre d'État aux Finances formait un comité du secteur privé, le comité Wyman, pour étudier les activités, la structure et le financement de la SADC. Déposé en juin 1985, le rapport du comité est présentement étudié par le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques de la Chambre des communes.

Canadair

En mars 1984, Canadair a été réorganisée en deux compagnies: la première, la Société financière Canadair Inc., prend en charge la dette à long terme de 1,150 millions de dollars; la deuxième, Canadair Limitée, assume l'actif de l'exploitation. Par la suite, le Parlement a autorisé le gouvernement à assumer la dette et le transfert devrait être effectué d'ici la fin de l'année.

Des ventes importantes à la République fédérale d'Allemagne et au ministère de la Défense nationale, ainsi que de nouvelles ventes dans les milieux d'affaires, ont permis à Canadair de réaliser des bénéfices de 9 millions de dollars dans les six premiers mois de 1985. La société devrait continuer à accumuler des bénéfices pendant le reste de l'année.

Société canadienne des postes

L'an dernier, la Société canadienne des postes a réussi à négocier différentes conventions collectives avec ses employés syndiqués. Depuis la formation de la Société, c'était la première fois que de telles négociations étaient menées à terme sans interruption du service.

Le nombre de plaintes du public sur la qualité du service n'a cependant pas diminué. En conséquence, le ministre de tutelle a annoncé, en juin 1985, la formation d'un comité d'examen du secteur privé chargé d'étudier le mandat et la productivité de la Société.

Société de développement du Cap-Breton

Les nouveaux dirigeants ont à nouveau mis l'accent sur la rationalisation commerciale. De meilleurs contrats d'approvisionnements ont été signés avec la Nova Scotia Power Corporation. La mise en valeur de la mine de Phalen et l'achèvement du premier des deux tunnels d'essai d'échantillons houillers à Donkin-Morien illustrent la volonté de la Société de poursuivre son expansion et de se préparer aux nouveaux débouchés possibles.

CN Marine Inc.

Un projet de loi sera présenté sous peu afin de faire de CN Marine, actuellement une filiale du CN, une société d'État mère. Elle pourra ainsi mieux répondre aux besoins des provinces atlantiques, tout en réduisant ses frais d'administration.

Banque fédérale de développement

Un contrôle plus rigoureux des frais d'administration, l'amélioration de la conjoncture et d'autres facteurs ont permis à la Banque d'enregistrer des bénéfices d'exploitation de $932,000 en 1984-1985, avant l'inscription de postes extraordinaires totalisant 5.6 millions de dollars. Il s'agit là d'un progrès notable par rapport aux résultats des années précédentes. En 1983-1984 par exemple, la Banque avait déclaré des pertes nettes de 64 millions de dollars.

Petro-Canada

Conformément à son mandat commercial, Petro-Canada a renforcé l'état de son bilan et a accru sa part du marché en augmentant, par l'acquisition d'actifs de Gulf Canada, sa capacité de raffinage et de vente au détail dans l'Ouest canadien. Pour la première fois par ailleurs, la société a versé 50 millions de dollars au gouvernement à titre de dividendes sur les actions ordinaires.

Téléglobe Canada

Le 14 juin 1985, Téléglobe a versé au Trésor des dividendes en espèces de 108.1 millions de dollars, jugés excédentaires à ses dépenses d'exploitation.

LES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI

Comme il est indiqué dans mon dernier Rapport annuel, le gouvernement fédéral annonçait, en mars 1985, une politique visant à appliquer dans les sociétés d'État, et ce à compter de l'automne 1985, un programme d'équité en matière d'emploi visant les femmes, les autochtones, les personnes handicapées et les membres des minorités visibles. Les objectifs visés sont analogues à ceux de la fonction publique fédérale, c'est-à-dire l'identification et la suppression, dans les systèmes et les pratiques d'emploi, des obstacles qui empêchent les membres des groupes désignés de profiter des perspectives d'emploi des autres groupes; l'application de mesures impartiales et spéciales afin de corriger les effets des désavantages subis en matière d'emploi; et la promotion d'un effectif dans lequel les groupes désignés sont équitablement représentés.

Les sociétés d'État devront entreprendre d'importantes analyses de leur effectif et de leurs systèmes d'emploi, fixer des objectifs et présenter des plans d'action annuels et des rapports d'étape. Entre l'annonce de la politique et le début

du programme à l'automne de 1985, le Secrétariat du Conseil du Trésor a établi des lignes directrices pertinentes, en consultation avec les sociétés d'État mères, et offre aux agents compétents des sociétés d'État un programme de formation technique sur l'équité en matière d'emploi. De plus, il offre en permanence aide et conseils au sujet de l'analyse, de l'élaboration et de l'application de stratégies connexes axées sur les résultats.

LES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET LES LANGUES OFFICIELLES

Les sociétés d'État sont assujetties aux dispositions de la *Loi sur les langues officielles* depuis son adoption en 1969. Depuis 1977, le Conseil du Trésor aide activement les sociétés d'État à mettre en oeuvre les objectifs du gouvernement touchant les langues officielles. En 1982, la *Charte canadienne des droits et libertés* a donné aux Canadiens le droit exécutoire de communiquer avec les institutions fédérales, y compris les sociétés d'État, et d'en recevoir des services dans la langue officielle de leur choix. En 1984, les modifications apportées à la *Loi sur l'administration financière* ont assujetti à la *Loi sur les langues officielles* les filiales à cent pour cent des sociétés d'État constituées en vertu d'une loi fédérale.

Les sociétés sont tenues d'offrir leurs services au public dans les deux langues officielles, à leur siège social, dans la Région de la Capitale nationale et là où la demande est importante, dans le reste du Canada. En général, cette exigence est respectée dans la Région de la Capitale nationale et au Québec. Ailleurs, s'ils étaient traditionnellement offerts en anglais, les services ne sont pas toujours disponibles en français dans les régions où la demande est importante, mais des progrès ont été réalisés. En 1985, le Conseil du Trésor a entamé des consultations auprès des principales sociétés d'État mères au sujet des répercussions de la législation de 1984, afin que les politiques sur les langues officielles soient appliquées d'une façon raisonnable à leurs filiales à cent pour cent, compte tenu de la diversité des mandats, des activités et de la localisation.

LES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET L'AVENIR

L'importance que le gouvernement attache à la privatisation se répercutera sur de nombreuses sociétés d'État. Aucune n'est à l'abri. Le gouvernement a pour politique de se départir des sociétés d'État ou des titres de participation lorsqu'il n'y a plus de raison, d'intérêt public, que l'État les possède. La marche à suivre à cet égard sera empreinte de bon sens et d'efficacité.

Comme il est mentionné plus haut, nous procédons actuellement à un examen approfondi des mandats des sociétés d'État et les travaux afférents se poursuivront l'an prochain. Certaines sociétés viendront s'ajouter aux actuelles candidates à la privatisation. Celles qui ont été reconnues inactives ou improductives sont en cours de liquidation ou seront liquidées. On prévoit enfin que quelques sociétés qui figurent actuellement à l'annexe C de la LAF seront inscrites, avec plus d'à-propos, à titre d'établissements publics, ou que leurs fonctions seront absorbées par le ministère pertinent.

Outre l'examen interne des mandats, un certain nombre d'initiatives sont en cours, notamment l'examen de la Société canadienne des postes et de la Société d'assurance-dépôts du Canada. Entre autres, on examinera:

> Les institutions financières: Le ministre du Commerce extérieur et le ministre des Finances ont publié un document de consultation sur le financement des exportations, dans lequel sont abordées différentes questions relatives au rôle et au mandat de la Société pour l'expansion des exportations et de la Corporation commerciale canadienne, et dans lequel sont traitées différentes options concernant des programmes de vente directe des produits canadiens à l'étranger. Un examen du rôle et du mandat de la Banque fédérale de développement a également été amorcé.
>
> VIA Rail Canada Inc.: Dans les documents budgétaires qu'il a déposés à la Chambre des communes le 23 mai 1985, le ministre des Finances, l'honorable Michael Wilson, proposait des mesures afin d'améliorer les services aux voyageurs qu'offre VIA Rail, tout en réduisant la dépendance de la société à l'égard des crédits fédéraux. Mon collègue, le ministre des Transports, compte déposer sous peu au Parlement un projet de loi visant à conférer à VIA Rail le pouvoir et la responsabilité nécessaires pour qu'elle puisse gérer ses activités de façon plus efficace et efficiente.
>
> La Commission d'énergie du Nord canadien: Le ministre des Affaires indiennes et du Nord a annoncé son intention d'entamer des discussions en vue du transfert éventuel, aux autorités du Nord, de la responsabilité fédérale à l'égard de la Commission. Les options envisagées vont de la privatisation de la Commission à sa dévolution aux administrations territoriales, l'objectif étant qu'un organisme solvable puisse répondre aux besoins du Nord canadien.

Suite à ces examens, la mission des sociétés d'État sera réorientée. Celles qui subsisteront jouiront d'un mandat renouvelé et viseront des objectifs de rendement précis; grâce à la privatisation d'autres sociétés, nous nous rapprocherons de notre objectif ultime qui consiste à réduire l'intervention de l'État dans les secteurs commerciaux et industriels lorsqu'elle n'a vraiment pas de raison d'être.

Dans mon prochain Rapport annuel au Parlement, j'espère pouvoir faire état de progrès notables à l'égard de la réduction du portefeuille des sociétés d'État, soit par de nouvelles ventes, soit, le cas échéant, par la réalisation des démarches juridiques nécessaires pour dissoudre les sociétés ou les faire inscrire à une autre annexe de la LAF.

Je suis heureux des progrès réalisés durant la première année d'application de la nouvelle loi touchant les sociétés d'État. Nous avons prouvé que la structure de contrôle et d'obligation de rendre compte établie par cette loi fonctionne, et qu'elle permet aux sociétés de maintenir leur autonomie tout en aidant les parlementaires à obtenir, en temps opportun, des renseignements plus détaillés sur les activités des sociétés.

Robert R. de Cotret

TABLE DES MATIÈRES

Page

PARTIE I Rapport global des activités de toutes les sociétés d'État mères

1. Introduction à la Partie I 3

2. Tableau 1: La situation financière de chaque société d'État mère inscrite à l'annexe C de la *Loi sur l'administration financière* 6

3. Tableau 2: Emploi, emprunts et crédits budgétaires du Canada de chaque société d'État mère inscrite à l'annexe C de la *Loi sur l'administration financière* 8

4.1 Pages récapitulatives et états financiers vérifiés des sociétés d'État mères inscrites à l'annexe C de la *Loi sur l'administration financière*

Administration de la voie maritime du Saint-Laurent 14
Administration de pilotage de l'Atlantique 26
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée 31
Administration de pilotage des Laurentides 35
Administration de pilotage du Pacifique 39
Air Canada 43
Arsenaux canadiens Limitée, Les 49
Associés Mingan, Ltée, Les 54
Banque fédérale de développement 56
Canadian National (West Indies) Steamships, Ltd. 61
Canagrex 64
Centre international d'exploitation des océans 68
Commission canadienne du lait 70
Commission de la Capitale nationale 77
Commission d'énergie du Nord canadien 82
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada 87
Conseil canadien des normes 101
Construction de défense (1951) Limitée 105
Corporation commerciale canadienne 109
Corporation de développement des investissements du Canada 113
Corporation Place du Havre Canada 138
Énergie atomique du Canada, Limitée 142
Harbourfront Corporation 148
Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales 152
Loto Canada Inc. 156
Monnaie royale canadienne 160
Office canadien des provendes 165
Office canadien du poisson salé 169
Office de commercialisation du poisson d'eau douce 178
Pêcheries Canada Inc. 185
Petro-Canada 191
Societa a responsabilita limitata Immobiliare San Sebastiano 203
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée 205
Société canadienne des paris sportifs 209
Société canadienne des ports 216
Société canadienne des postes 223
Société canadienne d'hypothèques et de logement 234
Société d'assurance-dépôts du Canada 245
Société de construction des musées du Canada Inc. 250
Société de développement du Cap-Breton 255
Société des transports du Nord Limitée, La 257

		Page
	Société du crédit agricole	261
	Société du port de Halifax	267
	Société du port de Montréal	271
	Société du port de Prince Rupert	275
	Société du port de Québec	279
	Société du port de St. John's	282
	Société du port de Vancouver	284
	Société immobilière du Canada Limitée	288
	Société pour l'expansion des exportations	295
	St. Anthony Fisheries Limited	303
	Téléglobe Canada	305
	Uranium Canada, Ltée	312
	VIA Rail Canada Inc.	315
4.2	États financiers des sociétés d'État mères exemptes:	
	Banque du Canada	322
	Centre de recherches pour le développement international	324
	Commission canadienne du blé	328
	Conseil des Arts du Canada	348
	Corporation du Centre national des Arts	354
	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	361
	Société Radio-Canada	365

PARTIE II Sociétés d'État et autres participations

1.	Introduction à la Partie II	373
2.	Résumé statistique	374
3.	Répertoire des sociétés et entreprises:	
	.1 Sociétés d'État mères, filiales en propriété exclusive, autres filiales et sociétés affiliées	375
	.2 Entreprises mixtes et en coparticipation	382
	.3 Autres entités	383
	.4 Organismes internationaux	385
	Annexe «A»: Sociétés ajoutées à la Partie II ou radiées	386
4.	Renseignements sur les sociétés	
	.1 Entreprises mixtes et en coparticipation	388
	.2 Autres entités	391
	.3 Organismes internationaux	396

PARTIE I

RAPPORT GLOBAL DES ACTIVITÉS DE TOUTES LES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES

INTRODUCTION À LA PARTIE I

La Partie I de ce Rapport annuel fait état comme suit des activités financières des sociétés d'État mères:

- Les tableaux 1 et 2 présentent des données d'ensemble sur la situation financière et l'effectif des 53 sociétés d'État énumérées à l'annexe C de la *Loi sur l'administration financière* (LAF), au cours des 12 mois se terminant le 31 juillet 1985, ainsi que des données sur une société d'État qui devait incessamment être inscrite à cette annexe à la fin de la période en question. Ainsi, dans la période visée, l'actif total s'établissait à 53.3 milliards de dollars, on comptait un effectif de 196,600 employés et les nouveaux emprunts nets, de toutes provenances, s'élevaient à 580 millions. (Vu que les données sous-jacentes sont liées aux exercices financiers des sociétés, et que ces exercices varient selon la société, les totaux indiqués ne correspondent pas à une seule date ou à une période unique.)

- La Partie I comprend également, pour la période indiquée, les états financiers vérifiés de chacune des 54 sociétés susmentionnées, sauf lorsque les circonstances ne le permettaient pas.

- Une page récapitulative contenant divers renseignements sur la société, notamment un résumé des données financières relatives à plusieurs années de fonctionnement, précède chaque série d'états vérifiés.

- Les états financiers vérifiés des sept sociétés d'État non assujetties à certaines dispositions de la Partie XII de la *Loi sur l'administration financière* sont aussi inclus dans cette partie, laquelle ne comprend toutefois pas de pages récapitulatives sur ces sociétés.

Nous tenons à souligner l'importante contribution du personnel du ministère des Approvisionnements et Services au travail de compilation des données présentées dans cette partie du Rapport annuel.

Présentation ininterrompue des rapports sur les données financières des sociétés

Conformément aux modifications apportées à la LAF en 1984, un rapport global sur les sociétés d'État doit désormais être présenté tous les ans au Parlement. Ces modifications ont, par ailleurs, modifié le statut de bon nombre de sociétés par rapport aux annexes de la Loi. Quelques observations et un tableau explicatif sont présentés ci-dessous dans le but de simplifier la tâche des personnes intéressées à examiner les données financières d'une société pour un certain nombre d'années.

Suite aux modifications apportées en 1984, quatre sociétés qui étaient auparavant des établissements publics sont devenues des sociétés mères et deux autres sociétés, qui figuraient auparavant parmi les sociétés quasi commerciales, ont été inscrites à la nouvelle annexe B. Ces changements de catégorie ont des répercussions importantes sur la destination des rapports que les sociétés doivent présenter sur leurs activités financières. Les rapports de ces sociétés et de toutes les autres sociétés énumérées aux annexes, à l'égard des périodes de rapport (correspondant à l'exercice fédéral) qui suivent l'entrée en vigueur des modifications apportées à la LAF, devront être présentés conformément aux modalités suivantes:

- Les activités des sociétés énumérées à l'annexe B continueront, à l'égard de la période de rapport, d'être déclarées dans le volume II des *Comptes publics* avec les activités du ministère compétent.

- Les activités des sociétés d'État mères qui figuraient aux annexes C ou D avant l'entrée en vigueur des modifications et qui étaient auparavant déclarées dans le volume III des *Comptes publics*, ainsi que les activités de toute nouvelle société d'État mère, continueront d'y être déclarées.

- Désormais, si une société change d'annexe durant une période de rapport, ses activités seront déclarées à deux endroits pour cette période: d'abord, conformément à l'annexe à laquelle elle figurait au début de la période de rapport et, ensuite, conformément à l'annexe à laquelle elle figurait à la fin de cette période.

Enfin, si les états financiers vérifiés d'une société ne sont pas disponibles quand le rapport pertinent est mis sous presse, ces états devront être présentés dès que possible dans le volume II ou le volume III (le présent rapport), selon le cas, en fonction de l'annexe à laquelle la société figurait durant la période en question.

Où trouver les états financiers des sociétés d'État

Le tableau suivant récapitule la présentation des rapports:

SOCIÉTÉ D'ÉTAT	DOCUMENT CONSIGNANT LES ÉTATS FINANCIERS	
	Pour les périodes de rapport jusqu'en 1983-1984	Pour les périodes de rapport à compter de 1984-1985
Commission des champs de bataille nationaux Corporation de disposition des biens de la Couronne	Volume III des *Comptes publics*	Volume II des *Comptes publics*
Centre de recherches pour le développement international Conseil canadien des normes Conseil des arts du Canada Corporation du Centre national des arts	Volume II des *Comptes publics*	*Rapport annuel au Parlement sur les sociétés d'État et les autres sociétés en coparticipation du Canada (Volume III des Comptes publics)*
Toutes les autres sociétés d'État mères	Volume III des *Comptes publics*	*Rapport annuel au Parlement sur les sociétés d'État et les autres sociétés en coparticipation du Canada (Volume III des Comptes publics)*

Les tableaux 1 et 2 ci-après donnent suite à l'exigence de la *Loi sur l'administration financière* (LAF) voulant que soient présentées les données financières de chaque société, y compris les données ayant trait à l'emploi et au total des emprunts. Les données se rapportent aux «exercices financiers se terminant au plus tard le 31 juillet 1985», et les totaux ne se rapportent donc pas à une seule et même période de 12 mois. De plus, les données rapportées pour quelques sociétés ne couvrent pas douze mois: Trois sociétés de port locales ont notamment commencé leurs activités alors que leurs exercices étaient bien avancés et Téléglobe Canada a changé la fin de son exercice pendant la période visée, de sorte que les données à son égard ne se rapportent qu'à neuf mois.

Les sociétés d'État mères nommées dans ces tableaux sont au nombre de 54 suite à l'inclusion de la Société du port de St. John's, dont le fonctionnement a débuté vers la fin de la période. La Société devait incessamment être inscrite en annexe au moment de mettre sous presse.

Les données s'accordent aux principes suivants:

- **Fins d'exercices:** Les exercices clos le 31 décembre se rapportent à 1984; les autres fins d'exercices se rapportent à 1985, sauf pour les exceptions annotées.
- **Données sur l'emploi:** Les données n'incluent pas le personnel temporaire ou à temps partiel. Elles se rapportent à la société mère et à toutes ses filiales. Les «Notes» indiquent les cas spéciaux.
- **Données sur les nouveaux emprunts:** Les données comprennent les changements au cours de l'exercice de chaque société dans les montants de principal impayé relatifs aux emprunts à court et à long termes, et aux locations-acquisitions. Elles ne tiennent pas compte des ajustements résultant des variations dans les taux de change ou des transferts d'actifs et de dettes connexes entre les administrations des ports.
- **Crédits budgétaires:** Les crédits comprennent les fonds versés aux sociétés mères ainsi que les fonds versés directement à leurs filiales.

Tableau 1

La situation financière des sociétés d'État mères inscrites à l'annexe C de la LAF

(Données de la fin de l'année financière
pour les exercices se terminant au plus tard le 31 juillet 1985)

Annexe de la LAF	Exercice clos le	Actif total	Passif à court terme	Autre passif	Avoir des actionnaires
		(en millions de dollars)			
C-I:					
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	31 mars	696.5	15.6	334.4	346.5
Administration de pilotage de l'Atlantique	31 décembre	1.7	0.6	1.2	(0.1)
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée.	31 décembre	4.3	3.1	3.4	(2.2)
Administration de pilotage des Laurentides	31 décembre	5.1	4.5	0.7	(0.1)
Administration de pilotage du Pacifique	31 décembre	4.4	1.3	0.5	2.6
Arsenaux canadiens Limitée, Les	31 mars	126.0	58.2	15.1	52.7
Associés Mingan Limitée, Les[1]	31 décembre	négl.	négl.	négl.	négl.
Banque fédérale de développement	31 mars	1,566.1	658.1	705.9	202.1
Canadian National (West Indies) Steamships, Ltd.	31 décembre	1.0	0.4	négl.	0.6
Canagrex	31 mars	2.2	0.4	néant	1.8
Centre international d'exploitation des océans	31 mars	négl.	négl.	néant	néant
Commission canadienne du lait[2]	31 juillet	304.0	317.6	néant	(13.6)
Commission d'énergie du Nord canadien	31 mars	267.5	21.4	231.3	14.8
Commission de la Capitale nationale	31 mars	428.7	20.6	30.8	377.3
Conseil canadien des normes	31 mars	5.3	0.6	0.3	4.4
Construction de défense (1951) Limitée	31 mars	1.2	4.3	néant	(3.1)
Corporation commerciale canadienne	31 mars	380.9	344.6	néant	36.3
Corporation Place du Havre Canada	31 mars	88.3	11.8	négl.	76.5
Énergie atomique du Canada, Limitée	31 mars	1,225.7	320.0	757.5	148.2
Harbourfront Corporation	31 mars	18.3	7.7	10.4	0.2
Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales	31 mars	1.3	0.1	néant	1.2
Loto Canada Inc.	31 mars	négl.	négl.	(négl.)	négl.
Monnaie royale canadienne	31 décembre	72.4	55.7	15.7	1.0
Office canadien des provendes	31 mars	2.9	2.1	0.1	0.7
Office canadien du poisson salé	31 mars	14.5	16.9	0.9	(3.3)
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	30 avril	25.0	20.8	2.6	1.6
Pêcheries Canada Inc.	31 décembre	20.9	5.1	3.5	12.3
Societa a responsabilita limitata Immobiliare San Sebastiano[1]	31 décembre	0.1	négl.	néant	0.1

Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	31 mars	1.3	0.4	0.2	0.7
Société canadienne des paris sportifs	31 mars	8.2	8.2	néant	néant
Société canadienne des postes	31 mars	2,369.9	418.7	349.7	1,601.5
Société canadienne d'hypothèques et de logement	31 décembre	10,277.0	234.6	9,992.4	50.0
Société d'assurance-dépôts du Canada[4]	31 décembre	1,360.6	27.0	2,205.0	(871.4)
Société de construction des musées du Canada Inc.	31 mars	50.1	5.3	négl.	44.8
Société de développement du Cap-Breton	31 mars	397.1	62.0	négl.	335.1
Société du crédit agricole	31 mars	4,940.2	225.1	4,586.0	129.1
Société immobilière du Canada Limitée[1]	31 mars	16.0	16.0	négl.	néant
Société pour l'expansion des exportations[5]	31 décembre	6,611.4	2,252.8	3,504.1	854.5
St. Anthony Fisheries Limited[1]	31 mars	1.5	1.4	négl.	0.1
Uranium Canada, Ltée	31 décembre	négl.	néant	néant	négl.
VIA Rail Canada Inc.	31 décembre	749.8	134.8	6.2	608.8
C-I, Total		32,047.4	5,277.8	22,757.9	4,011.7
C-II:					
Air Canada	31 décembre	2,512.6	599.8	1,399.7	513.1
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	31 décembre	7,466.6	1,286.6	2,855.7	3,324.3
Corporation de développement des investissements du Canada	31 décembre	678.6	139.9	1,247.5	(708.8)
Petro-Canada[3]	31 décembre	9,055.3	855.0	3,623.7	4,576.6
Société canadienne des ports	31 décembre	245.1	15.3	124.2	105.6
Société des transports du Nord Limitée, La	31 décembre	75.1	7.6	29.4	38.1
Société du port de Halifax	31 décembre	58.3	4.9	31.2	22.2
Société du port de Montréal	31 décembre	237.2	14.8	244.5	(22.1)
Société du port de Prince Rupert	31 décembre	79.6	1.9	87.7	(10.0)
Société du port de Québec	31 décembre	83.6	3.2	0.7	79.7
Société du port de St. John's	31 décembre	une division de la Société canadienne des ports			
Société du port de Vancouver	31 décembre	221.0	13.0	109.4	98.6
Téléglobe Canada	31 décembre	574.6	100.7	111.7	362.2
C-II, Total		21,287.6	3,042.7	9,865.4	8,379.5
Annexe, C Total		53,335.0	8,320.5	32,623.3	12,391.2

Voir «Notes» suivant ces tableaux.

Tableau 2

Sociétés d'État mères inscrites à l'annexe C de la LAF

(Données sur l'emploi, les emprunts et les crédits budgétaires pour les exercices se terminant au plus tard le 31 juillet 1985)

Annexe de la LAF	Exercice clos le	Emplois	Durant les exercices — Nouveaux emprunts nets plus locations-acquisitions; du (remboursés au) secteur privé	du (remboursés au) Canada	Crédits budgétaires du Canada
			(en millions de dollars)		
C-I:					
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	31 mars	1,142	néant	néant	7.4
Administration de pilotage de l'Atlantique[6]	31 décembre	82	néant	(0.1)	0.1
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée[6]	31 décembre	148	néant	néant	0.3
Administration de pilotage des Laurentides[6]	31 décembre	312	0.3	néant	1.5
Administration de pilotage du Pacifique[6]	31 décembre	152	néant	néant	néant
Arsenaux canadiens Limitée, Les	31 mars	750	8.5	néant	néant
Associés Mingan Limitée, Les[1]	31 décembre	néant	néant	néant	néant
Banque fédérale de développement	31 mars	1,280	101.7	(157.0)	31.1
Canadian National (West Indies) Steamships, Ltd.	31 décembre	néant	néant	néant	néant
Canagrex	31 mars	1	néant	néant	5.4
Centre international d'exploitation des océans	31 mars	néant	néant	néant	0.8
Commission canadienne du lait[2]	31 juillet	78	néant	(51.3)	303.6
Commission d'énergie du Nord canadien	31 mars	325	néant	(8.9)	néant
Commission de la Capitale nationale	31 mars	850	néant	(4.8)	97.1
Conseil canadien des normes	31 mars	75	néant	néant	6.6
Construction de défense (1951) Limitée	31 mars	200	néant	néant	14.5
Corporation commerciale canadienne	31 mars	120	néant	néant	17.6
Corporation Place du Havre Canada	31 mars	57	néant	néant	48.1
Énergie atomique du Canada, Limitée	31 mars	6,767	(8.1)	(46.3)	325.5
Harbourfront Corporation	31 mars	230	néant	néant	20.9
Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales	31 mars	9	néant	néant	1.5
Loto Canada Inc.	31 mars	néant	néant	néant	(16.6)
Monnaie royale canadienne	31 décembre	641	(0.2)	(2.0)	néant
Office canadien des provendes	31 mars	25	néant	néant	18.6
Office canadien du poisson salé	31 mars	53	néant	(1.8)	néant

Office de commercialisation du poisson d'eau douce	30 avril	410	néant	3.5	néant
Pêcheries Canada Inc.	31 décembre	528	néant	0.5	néant
Societa a responsabilita limitata Immobiliare San Sebastiano[1]	31 décembre	néant	néant	néant	néant
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	31 mars	27	néant	néant	0.4
Société canadienne des paris sportifs	31 mars	1	néant	néant	36.5
Société canadienne des postes	31 mars	62,477	néant	néant	580.5
Société canadienne d'hypothèques et de logement	31 décembre	3,700	néant	(218.8)	1,728.0
Société d'assurance-dépôts du Canada	31 décembre	16	170.9	(30.0)	néant
Société de construction des musées du Canada Inc.	31 mars	32	néant	néant	31.5
Société de développement du Cap-Breton	31 mars	3,582	néant	2.1	107.6
Société du crédit agricole	31 mars	635	264.9	(199.8)	10.3
Société immobilière du Canada Limitée[1]	31 mars	130	néant	néant	66.7
Société pour l'expansion des exportations[5]	31 décembre	577	602.3	(118.7)	néant
St. Anthony Fisheries Limited[1]	31 mars	néant	néant	néant	néant
Uranium Canada, Ltée	31 décembre	néant	néant	néant	néant
VIA Rail Canada Inc.	31 décembre	3,653	néant	néant	473.5
C-I, Total		89,065	1,140.3	(833.4)	3,919.0
C-II:					
Air Canada	31 décembre	21,800	240.8	(18.1)	néant
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	31 décembre	66,234	76.5	(8.0)	171.0
Corporation de développement des investissements du Canada[6]	31 décembre	9,287	90.6	(0.5)	550.0
Petro-Canada	31 décembre	6,697	(113.4)	néant	71.7
Société canadienne des ports[6]	31 décembre	517	néant	4.1	35.0
Société des transports du Nord Limitée, La	31 décembre	564	néant	(3.0)	néant
Société du port de Halifax	31 décembre	55	néant	néant	0.6
Société du port de Montréal	31 décembre	700	néant	(0.6)	néant
Société du port de Prince Rupert	31 décembre	12	néant	néant	1.2
Société du port de Québec	31 décembre	123	néant	néant	néant
Société du port de St. John's	31 décembre	une division de la Société canadienne des ports			
Société du port de Vancouver	31 décembre	230	néant	(0.1)	néant
Téléglobe Canada	31 décembre	1,298	3.9	(0.6)	néant
C-II, Total		107,517	298.4	(26.8)	829.5
Annexe-C, Total		196,582	1,438.7	(860.2)	4,748.5

Voir «Notes» suivant ces tableaux.

Notes afférentes aux tableaux

1. Aucun état financier vérifié consolidé n'était disponible pour certaines sociétés pour la période visée au moment de la mise sous presse du Rapport. Par conséquent, des données provisoires sont fournies à l'égard des sociétés suivantes:

   Société immobilière du Canada Limitée
   Les associés Mingan, Ltée
   St. Anthony Fisheries Limited
   Societa a responsibilita limitata Immobiliare San Sebastiano

2. Les données à l'égard de la Commission canadienne du lait sont tirées des états financiers vérifiés pour la période de 12 mois se terminant le 31 juillet 1984.

3. Les données pour Petro-Canada incluent les affaires de la Société Petro-Canada pour l'assistance internationale; celles de Canertech Inc. sont représentées à la mesure seulement de l'investissement ($1.00) de Petro-Canada dans cette filiale. Le montant de financement budgétaire indiqué au Tableau 2 est entièrement attribuable à la Société Petro-Canada pour l'assistance internationale.

4. Le montant d'avoir du Canada dans la Société d'assurance-dépôts du Canada tient compte du Fonds d'assurance-dépôts.

5. Les données à l'égard de la Société pour l'expansion des exportations se rapportent au compte corporatif. Elles excluent les prêts, les obligations, les appuis budgétaires, etc., à l'égard des comptes administrés par la société pour le Canada.

6. Dans ces tableaux, les données sur l'emploi:

   - de la Corporation de développement des investissements du Canada incluent les emplois de Eldorado Nucléaire Limitée, de Canadair Limitée et de la Société de Havilland Aviation du Canada, Limitée, outre ceux de la société mère;
   - de la Société canadienne des ports n'incluent pas les emplois dans les ports locaux nommés dans ces tableaux, sauf dans le cas de la Société du port de St. John's;
   - des quatre administrations de pilotage incluent les pilotes contractuels.

4.1

PAGES RÉCAPITULATIVES ET ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES INSCRITES À L'ANNEXE C DE LA LAF

Une page récapitulative précède les états financiers vérifiés de chacune des sociétés d'État mères inscrites à l'annexe C de la LAF pour la période visée par ce Rapport.

Chaque page récapitulative présente des renseignements de base relatifs au mandat de la société, à ses origines et à sa situation actuelle, ainsi que les noms de ses cadres supérieurs en date du 1er septembre 1985. De plus, l'état financier récapitulatif présente, entre autres, des renseignements ayant trait aux engagements (qui représentent le montant impayé du capital des emprunts à court et à long termes et les autres fonds à rembourser, plus les locations-acquisitions) et des détails sur l'argent fourni à la société et à ses filiales par le Canada. Les sommes non budgétaires qui figurent dans l'état financier récapitulatif comprennent les infusions de capital social ainsi que le financement de prêts.

Les valeurs entre parenthèses (   ) représentent un déficit dans le cas des actifs ou des avoirs et un versement au Fonds du revenu consolidé dans le cas de l'argent reçu du Canada.

PAGE RÉCAPITULATIVE

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT

MANDAT

Construire, exploiter et entretenir les canaux, les ponts, les ouvrages et autres biens immobiliers ayant un rapport avec la voie navigable en eau profonde située entre le Port de Montréal et le lac Érié, qui est connue sous le nom de Voie maritime du Saint-Laurent.

ANTÉCÉDENTS

L'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent a été créée en 1954 afin de construire et d'exploiter la voie maritime de concert avec une administration appropriée des États-Unis et de construire, entretenir et exploiter des ponts et autres ouvrages et biens immobiliers connexes, comme le gouverneur en conseil le juge nécessaire. L'Administration exploite 13 écluses et 21 ponts mobiles au Canada le long de la voie ainsi que 4 ponts surélevés qui franchissent le fleuve Saint-Laurent. Deux écluses aux États-Unis sont exploitées par la Saint-Lawrence Seaway Development Corporation.

Une filiale à part entière, la Corporation du Pont international de la voie maritime Ltée, a été créée en 1962 afin d'administrer le pont international à Cornwall (Ontario). Une seconde filiale à part entière, les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée, a été créée afin d'administrer les deux ponts surélevés à Montréal lorsque la responsabilité de ceux-ci a été transférée du Conseil des ports nationaux en 1978. Une troisième filiale à part entière, l'Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée, est une société d'État mère aux fins de la *Loi sur l'administration financière*. La travée canadienne du pont des Mille-Îles à Lansdowne (Ontario) est directement administrée par l'Administration depuis le transfert de cette propriété au Canada en 1976.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Place de Ville Tour A 18e étage 320, rue Queen Ottawa (Ontario) K1R 5A3
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Donald F. Mazankowski, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1er juillet 1954; article 3 de la *Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent* (S.R.C. 1970, C. S-1)
PRÉSIDENT	W.A. O'Neil
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF* en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1984-1985	1983-1984	1982-1983	1981-1982
À la fin de l'exercice				
Actif total	668.9	668.2	664.4	666.6
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	210.0	210.0	210.0	210.0
Avoir du Canada	432.5	434.6	434.3	438.0
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
—budgétaire	3.0	3.0	néant	néant
—non budgétaire	néant	néant	néant	néant

* Les données financières comprennent les filiales susmentionnées à la mesure *seulement* de l'investissement de l'Administration dans celles-ci (qui est de $9,000).

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE DON MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent au 31 mars 1985 ainsi que les états des résultats, du déficit et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Administration au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Administration dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et aux règlements administratifs de l'Administration.

Le vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 24 mai 1985

BILAN AU 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984
À court terme		
Encaisse et dépôts à terme	13,467	15,406
Débiteurs	3,092	3,347
Intérêts courus à recevoir	2,197	2,016
Stocks de fournitures	2,432	2,171
	21,188	22,940
Débiteurs à long terme (note 3)	455	595
Placements		
Obligations du Canada (note 4)	36,558	37,520
Dépôts auprès du Fonds du revenu consolidé (note 5)	13,000	5,000
Filiales (note 6)	10	10
	49,568	42,530
Immobilisations (note 7)	597,657	602,095
	668,868	668,160

PASSIF	1985	1984
À court terme		
Créditeurs	3,677	3,903
Frais courus	9,799	7,235
	13,476	11,138
À long terme		
Prestations de cessation d'emploi courues	12,897	12,425
Intérêts reportés (note 8)	210,000	210,000
	222,897	222,425
	236,373	233,563
Éventualités (note 12)		
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport (note 8)	624,950	624,950
Déficit	(192,455)	(190,353)
	432,495	434,597
	668,868	668,160

Approuvé:

Le Président
W. A. O'NEIL

Le Contrôleur et Trésorier
R. J. FORGUES

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985					1984
	Secteur Montréal–lac Ontario	Secteur Welland	Total Voie Maritime	Pont des Mille-Îles	Total	Total
Revenus						
Péages	29,632	29,830	59,462		59,462	54,967
Baux et permis	420	1,879	2,299	83	2,382	2,294
Autres revenus	508	744	1,252	817	2,069	1,802
	30,560	32,453	63,013	900	63,913	59,063
Dépenses						
Exploitation	6,394	9,652	16,046		16,046	15,364
Entretien	14,096	16,687	30,783	93	30,876	21,148
Administration	4,291	4,233	8,524	285	8,809	8,128
Bureau central	4,080	4,297	8,377	36	8,413	7,727
Amortissement	4,111	4,708	8,819	32	8,851	8,871
Prestations de cessation d'emploi	582	621	1,203		1,203	1,357
	33,554	40,198	73,752	446	74,198	62,595
Bénéfice (perte) d'exploitation	(2,994)	(7,745)	(10,739)	454	(10,285)	(3,532)
Revenus de placements	3,433	3,616	7,049		7,049	5,498
Bénéfice (perte) avant l'élément extraordinaire	439	(4,129)	(3,690)	454	(3,236)	1,966
Redressement définitif (provision) pour le règlement d'une réclamation		1,134	1,134		1,134	(1,685)
Bénéfice net (perte) pour l'exercice	439	(2,995)	(2,556)	454	(2,102)	281

ÉTAT DU DÉFICIT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985			1984
	Voie Maritime	Pont des Mille-Îles	Total	Total
Déficit (bénéfices non répartis) au début de l'exercice	191,494	(1,141)	190,353	190,634
Perte (bénéfice net) pour l'exercice	2,556	(454)	2,102	(281)
Déficit (bénéfices non répartis) à la fin de l'exercice	194,050	(1,595)	192,455	190,353

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985			1984
	Voie Maritime	Pont des Mille Îles	Total	Total
Provenance des fonds				
Exploitation				
Bénéfice (perte) avant l'élément extraordinaire	(3,690)	454	(3,236)	1,966
Éléments n'exigeant aucune sortie de fonds				
Amortissement	8,819	32	8,851	8,871
Prestations de cessation d'emploi	1,203		1,203	1,356
Perte (gain) à l'aliénation d'immobilisations	(68)		(68)	18
	6,264	486	6,750	12,211
Redressement définitif pour le règlement d'une réclamation	1,134		1,134	
Produit de l'échéance d'obligations du Canada	962		962	2,977
Produit de l'aliénation d'immobilisations	214		214	54
Remboursement des débiteurs à long terme	140		140	135
	8,714	486	9,200	15,377
Utilisation des fonds				
Dépôt auprès du Fonds du revenu consolidé	8,000		8,000	5,000
Additions aux immobilisations	4,559		4,559	4,532
Tranche des prestations de cessation d'emploi courues virée au passif à court terme	731		731	1,005
Provision pour le règlement d'une réclamation				1,685
	13,290		13,290	12,222
Augmentation (diminution) du fonds de roulement	(4,576)	486	(4,090)	3,155
Fonds de roulement (insuffisance) au début de l'exercice	12,063	(261)	11,802	8,647
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	7,487	225	7,712	11,802

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985

1. Autorité et objectifs

L'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent a été constituée en 1954 en vertu de la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et elle est classifiée en tant que société d'État mère à l'Annexe «C» de la Partie I de la Loi sur l'administration financière.

L'Administration a été constituée dans le but de construire et d'exploiter une voie navigable en eau profonde entre le port de Montréal et le lac Érié et les installations et autres propriétés tels les ponts qui font partie d'une voie navigable en eau profonde, selon les exigences du gouverneur en conseil.

2. Principales conventions comptables

a) Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont enregistrés au prix coûtant.

b) Placements dans les filiales

Les placements dans les filiales sont comptabilisés au prix coûtant. Les états financiers des filiales n'ont pas été consolidés dans les présents états financiers parce que les changements dans l'avoir des filiales ne reviennent pas à l'Administration. Des états financiers vérifiés distincts pour chaque société filiale sont disponibles au public.

c) Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées au prix coûtant. Les remplacements et les améliorations importantes qui augmentent la capacité du système de la voie navigable en eau profonde ou qui prolongent les durées utiles estimatives des éléments d'actif actuels sont capitalisés. Les dépenses de réparation et d'entretien sont imputées à l'exploitation au moment où elles sont faites. Le coût des éléments d'actif vendus, retirés ou abandonnés ainsi que l'amortissement accumulé s'y rapportant, sont supprimés des comptes lors de l'aliénation. Les gains ou les pertes lors de l'aliénation sont crédités ou imputés à l'état des résultats.

L'amortissement est enregistré selon la méthode linéaire, d'après les durées utiles estimatives des éléments d'actif.

d) Prestations de cessation d'emploi

Les employés de l'Administration ont droit à des prestations particulières lors de leur cessation d'emploi ainsi que le prévoient leurs contrats de travail et les conditions d'emploi. L'élément de passif à l'égard de ces prestations est inscrit aux comptes au fur et à mesure que s'accumulent les prestations pour les employés.

e) Régime de retraite

Tous les employés de l'Administration font partie du Régime de pension de retraite de la Fonction publique, qui est administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au régime sont exigées et des employés et de l'Administration. Ces contributions représentent le passif total de l'Administration et elles sont comptabilisées de façon courante.

f) Pont des Mille-Îles

En septembre 1976, le ministre des Transports a confié à l'Administration la gestion et l'exploitation du Pont des Mille-Îles tandis que la valeur immobilisée était transférée à Sa Majesté, du chef du Canada. Les dépenses en capital effectuées subséquemment par l'Administration pour améliorer le Pont ont été inscrites aux immobilisations. Les bénéfices non répartis du Pont représentent ses bénéfices accumulés depuis septembre 1976.

Les présents états financiers déclarent de manière distincte l'exploitation du Pont des Mille-Îles en prenant pour acquis que sa gestion et son exploitation par l'Administration sont autonomes par rapport à l'exploitation de la voie maritime.

3. Débiteurs à long terme

L'Administration a conclu des accords contractuels à long terme pour la vente de deux parcelles de terrain et pour le recouvrement du coût qui est associé à la construction de certaines installations. Les débiteurs à long terme suivants n'avaient pas été réglés au 31 mars:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Une créance venant à échéance en juillet 1986 et portant intérêt à 5¼%, comportant le remboursement annuel d'une somme de $99,519, capital et intérêts réunis	94	184
Une créance venant à échéance en 1995 et portant intérêt à 5½%, comportant le remboursement annuel d'une somme de $28,000, capital et intérêts réunis	191	207
Une créance venant à échéance en 1990 et ne portant pas intérêt, comportant le remboursement annuel d'une somme de $33,952	170	204
	455	595

4. Obligations du Canada

Les placements en obligations du Canada, mis à part par l'Administration afin d'établir une provision quant aux grands projets d'amélioration des immobilisations à venir, se détaillent comme suit au 31 mars:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Coût, échéance à des dates diverses jusqu'en 2003	36,558	37,520
Valeur nominale	37,000	38,000
Valeur au marché	33,467	32,083

5. Dépôts auprès du Fonds du revenu consolidé

Les dépôts auprès du Fonds du revenu consolidé, mis à part par l'Administration afin d'établir une provision quant aux versements futurs de prestations de cessation d'emploi, viennent à échéance le 31 mars 1989.

6. Filiales

Les placements dans les filiales comportent les éléments suivants:

	Nombre d'actions	Coût
		$
L'Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée (A.p.G.L.)	15	1,500
Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée (P.J.C.C.)	1	100
La Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée (C.P.i.V.m.)	8	8,000
		9,600

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1985, l'Administration a fourni à la P.J.C.C. certains services administratifs pour lesquels elle a réclamé $550,000 (1984—$529,000). Au 31 mars 1985, la somme de $46,000 n'était pas réglée (1984—$44,000).

Chaque année civile, la C.P.i.V.m. verse une redevance d'utilisation à l'Administration (1984—$304,000; 1983—$301,000) afin d'amortir, pour l'Administration, les frais de construction et d'intérêt reliés au Pont du chenal nord. Au 31 mars 1985, $11.9 millions (1984—$12.2 millions) en frais de construction et d'intérêt n'avaient pas été amortis.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985—*Fin*

7. Immobilisations

	Taux d'amortissement	1985 Coût	1985 Amortissement accumulé	1985 Valeur nette	1984 Valeur nette
		(en milliers de dollars)			
Voie maritime					
Terrain		30,654		30,654	31,073
Chenaux et canaux	1%	249,093	61,201	187,892	190,383
Écluses	1%	235,969	78,043	157,926	160,108
Ponts et tunnels	2%	86,391	32,938	53,453	55,087
Bâtiments	2%	12,086	6,071	6,015	6,191
Matériel	2-20%	15,697	7,337	8,360	8,763
Travaux de réfection-dépenses pour des propriétés possédées par d'autres, reliées à la construction de la voie maritime	1%	134,530	22,654	111,876	112,720
Intérêt au cours des travaux de construction (voir ci-après)		32,822		32,822	32,822
Travaux en cours		7,289		7,289	3,546
		804,531	208,244	596,287	600,693
Pont des Mille-Îles					
Améliorations	2%	1,552	182	1,370	1,402
		806,083	208,426	597,657	602,095

Puisque l'intérêt non acquitté sur les emprunts auprès du Canada pourrait être remis (voir la note 8), aucune provision pour l'amortissement n'a été établie sur l'intérêt de $32.8 millions capitalisé lors des travaux de rénovation du canal de Welland.

8. Financement par capitaux propres

Au 1er avril 1977, des emprunts auprès du Canada d'une somme de $624.95 millions ont été convertis en avoir en vertu d'un crédit parlementaire. Cette somme a été enregistrée en tant que capital d'apport. Les intérêts en souffrance sur ces emprunts, au montant de $210 millions n'ont pas été convertis et ils sont déclarés au bilan en tant qu'intérêts reportés. Ces intérêts reportés, sur lesquels il n'est plus exigé de comptabiliser les intérêts courus, n'apparaissent pas dans le passif à court terme car la Direction des sociétés d'État du ministère des Finances et le Conseil du Trésor étudient actuellement cette question afin d'obtenir du Parlement l'approbation à la remise de l'intérêt non acquitté. Lors de la remise, la somme de $32.8 millions sera créditée aux immobilisations (voir la note 7) et la somme de $177.2 millions sera portée en réduction du déficit.

Le crédit parlementaire autorisant la conversion en 1977 des emprunts auprès du Canada en avoir autorise également le ministre à fixer, de temps à autre, le montant qui devra être versé annuellement par l'Administration à même ses revenus de péages, à titre de rendement sur le capital. Aucun rendement sur le capital n'a été exigé au cours des exercices terminés les 31 mars 1985 et 1984.

Le ministre des Finances a annoncé dans ses documents budgétaires, déposés à la Chambre des communes le 23 mai 1985, que l'Administration sera sommée de contribuer $30 millions au gouvernement du Canada au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 1987.

9. Programme des projets d'investissement spéciaux de relance

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1985, l'Administration a eu droit à une somme de $3 millions dans le cadre du Programme des projets d'investissement spéciaux de relance du gouvernement fédéral (1984—$3 millions) dont $1 million a été reçu (1984—$1.1 million) et $2 millions font partie des comptes débiteurs (1984—$1.9 million). Ces subventions, qui ont trait en entier au Canal Welland, ont été créditées à l'exploitation en tant que réduction des dépenses d'entretien.

10. Impôts sur le revenu

L'Administration, en tant que société d'État fédérale ainsi que prescrite, est assujettie aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu. L'Administration n'est assujettie à aucun impôt provincial sur le revenu.

La fraction non amortie du coût en capital des immobilisations, aux fins de l'impôt sur le revenu, dépasse la valeur comptable nette de ces immobilisations par une somme d'environ $186 millions. L'incidence fiscale de cet écart n'a pas été inscrite dans les comptes.

L'Administration a effectué des dépenses de recherches et développement pour une somme de $4 millions. En vertu de l'article 37 de la Loi de l'impôt sur le revenu, ces dépenses ont été reportées et sont disponibles pour réduire le revenu imposable des exercices à venir.

11. Engagements

Les engagements contractuels relatifs aux dépenses en immobilisations et autres dépenses se chiffraient au 31 mars 1985 à $4.3 millions (1984— $962,000).

12. Éventualités

Dix poursuites juridiques s'élevant à $5.4 millions ont été intentées contre l'Administration par des sociétés maritimes qui allèguent des pertes économiques subies à la suite du bris du pont de Valleyfield en novembre 1984. De plus, l'Administration a reçu 284 avis d'intention quant à des réclamations reliées à cette même affaire. L'Administration conteste toutes ces réclamations; toutefois, le dénouement de celles-ci ne peut être établi présentement. L'Administration a donné avis à ses assureurs quant aux réclamations.

L'Administration est également requérante ou défenderesse dans certains autres procès ou réclamations en cours ou dont on la menace. La direction est d'avis que ces actions en justice n'auront pas pour résultat d'engager de façon importante la responsabilité financière de l'Administration.

ANNEXE 1

LA CORPORATION DU PONT INTERNATIONAL DE LA VOIE MARITIME, LTÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE DON MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de La Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée au 31 décembre 1984 ainsi que les états des résultats et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Corporation au 31 décembre 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Corporation dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, à la Loi sur l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent et aux règlements administratifs de la Corporation.

Pour le vérificateur général du Canada
RAYMOND DUBOIS, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 15 février 1985

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1984

ACTIF	1984	1983
	$	$
À court terme		
Encaisse et dépôts à terme	295,878	292,961
Débiteurs	6,601	14,590
	302,479	307,551
Immobilisations		
Matériel, au prix coûtant	166,867	164,015
Moins: amortissement accumulé	124,655	107,722
	42,212	56,293
	344,691	363,844

PASSIF	1984	1983
	$	$
À court terme		
Créditeurs et passif couru	47,747	41,285
Montant à payer à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	34,321	81,802
Revenus reportés	17,811	17,485
	99,879	140,572
À long terme		
Indemnités courues de cessation d'emploi	228,812	207,272
Débentures à payer (note 3)	8,000	8,000
	236,812	215,272
	336,691	355,844
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions		
Autorisé—Un nombre illimité d'actions ordinaires		
Émis et entièrement acquitté—8 actions	8,000	8,000
	344,691	363,844

Approuvé par le conseil d'administration:

Président et administrateur
W. A. O'NEIL

Vice-président et administrateur
JAMES L. EMERY

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ANNEXE 1—*Fin*

LA CORPORATION DU PONT INTERNATIONAL DE LA VOIE MARITIME, LTÉE—*Fin*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984

	1984	1983
	$	$
Revenus		
Péages	1,350,801	1,329,642
Location	63,762	57,761
Intérêt	39,798	27,668
Autres	7,640	9,431
	1,462,001	1,424,502
Dépenses		
Salaires et avantages sociaux	855,410	812,998
Matériaux et services d'entretien	146,801	131,943
Indemnités de cessation d'emploi	42,616	49,169
Assurances	33,290	33,843
Subventions tenant lieu de taxes municipales	11,300	27,500
Amortissement	16,933	16,753
Location de matériel pour la perception des péages	14,713	14,673
Électricité	12,482	11,901
Fournitures de bureau	8,923	9,766
Autres	15,212	14,801
	1,157,680	1,123,347
Bénéfice avant la redevance pour l'utilisation du pont	304,321	301,155
Redevance pour l'utilisation du pont (note 4)	304,321	301,155
Bénéfice net pour l'exercice	—	—

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984

	1984	1983
	$	$
Provenance des fonds		
Exploitation		
Bénéfice net pour l'exercice		
Éléments n'exigeant aucune sortie de fonds		
Indemnités de cessation d'emploi	42,616	49,169
Amortissement	16,933	16,753
	59,549	65,922
Utilisation des fonds		
Indemnités de cessation d'emploi	21,076	76,035
Acquisition d'immobilisations	2,852	20,648
	23,928	96,683
Augmentation (diminution) du fonds de roulement	35,621	(30,761)
Fonds de roulement au début de l'exercice	166,979	197,740
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	202,600	166,979

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1984

1. Autorisation et activités

La Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée est une corporation en vertu de la Loi sur l'administration financière, telle que modifiée par le projet de loi C-24, et est une filiale de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, société mère mentionnée à la partie I de l'annexe C de cette Loi. La Corporation a été constituée en 1962 en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes et est continuée en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes aux fins d'exploiter et de gérer le pont international à péage reliant Cornwall (Ontario) et Rooseveltown (New York), pour le compte de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et de la Saint Lawrence Seaway Development Corporation.

2. Conventions comptables importantes

Amortissement

L'amortissement du matériel est basé sur la durée utile estimative des éléments d'actif, calculé selon la méthode linéaire, aux taux annuels suivants:

Automobiles	20%
Ateliers	10% à 20%
Bureaux et installations de péage	10%

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des indemnités déterminées de cessation d'emploi en conformité avec leurs conditions de travail. Cet élément de passif est inscrit aux comptes au fur et à mesure que les employés ont droit aux indemnités.

Régime de retraite

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique que gère le gouvernement du Canada. Tant l'employé que la Corporation doivent verser des cotisations au Régime. Ces cotisations représentent le passif total de la Corporation et sont comptabilisées sur une base courante.

Revenus reportés

Les revenus des jetons de péage non retirés sont reportés.

3. Débentures à payer

Les débentures, qui viennent à échéance le 31 décembre 2012, ne portent aucun intérêt et sont payables à la Saint Lawrence Seaway Development Corporation.

4. Redevance pour l'utilisation du pont

Selon l'entente conclue entre l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et la Saint Lawrence Seaway Development Corporation, le revenu annuel de la Corporation est payé comme redevance pour l'utilisation du pont; premièrement à l'Administration pour compenser l'amortissement du coût du pont du chenal nord ainsi que les intérêts; et ensuite à la Saint Lawrence Seaway Development Corporation pour compenser l'amortissement du coût du pont de la rivière Racquette; et le solde, s'il en est, est divisé également entre les deux parties.

Depuis le début de l'exploitation, toutes les redevances pour l'utilisation du pont ont été versées à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent.

5. L'utilisation du pont

La Corporation, avec l'approbation de la Commission canadienne des transports, continue d'offrir gratuitement l'utilisation du pont à certains Indiens d'Amérique du Nord. Ceci représente une partie importante de la circulation sur le pont.

6. Opérations entre apparentés

En plus des opérations déclarées dans les présents états financiers, l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent fournit à la Corporation, sans frais, certains services de génie et de soutien administratifs.

7. Engagements

La Corporation est liée en vertu d'un bail à long-terme pour la location des installations et du matériel pour la perception des péages. Les loyers annuels minimums à être versés au cours du solde de la durée du bail sont comme suit:

	$
1985	14,235
1986	14,235
1987	11,700
	40,170

ANNEXE 2

LES PONTS JACQUES CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE DONALD FRANK MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée au 31 mars 1985 ainsi que l'état des résultats, l'état du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, ainsi qu'à la charte et aux règlements administratifs de la Société.

Je désire souligner l'existence d'un litige entre la Société et la Société du port de Montréal quant à la valeur de services de fonctionnement fournis par celle-ci. La note 6 aux états financiers rapporte que la Société a comptabilisé une somme de $1,720,610 pour ces services rendus au cours de l'exercice. Par contre, la Société du port de Montréal réclame une somme additionnelle de $53,159 par mois à partir du 12 juin 1984, soit $512,100 jusqu'au 31 mars 1985. La Société ne reconnaît pas le bien-fondé de toute demande en sus du montant qu'elle a comptabilisé du fait qu'elle a demandé et qu'elle a reçu un niveau moindre de service.

Le vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 3 mai 1985

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Encaisse et dépôts à terme	4,995,786	4,488,491
Débiteurs	160,546	142,713
	5,156,332	4,631,204
Immobilisations		
Terrains	3,785,545	3,785,545
Ponts	73,276,394	73,276,394
Véhicules et équipement	608,052	505,902
	77,669,991	77,567,841
Moins: amortissement accumulé	55,496,168	54,393,013
	22,173,823	23,174,828
	27,330,155	27,806,032

PASSIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Créditeurs	1,317,560	939,386
Montant dû à la société mère	45,826	51,975
Montant dû au Canada	213,584	32,759
Revenus reportés	387,846	415,568
	1,964,816	1,439,688
À long terme		
Provision pour prestations de cessation d'emploi	611,861	663,755
Emprunts auprès du Canada (note 3)	66,242,472	66,242,472
Arrérages d'intérêts (note 4)	44,513,580	44,513,580
	111,367,913	111,419,807
	113,332,729	112,859,495
AVOIR NÉGATIF DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions		
Autorisé—50 actions sans valeur nominale		
Émis et entièrement libéré—1 action	100	100
Capital déficitaire (note 5)	(71,793,882)	(71,919,606)
Déficit	(14,208,792)	(13,133,957)
	(86,002,574)	(85,053,463)
	27,330,155	27,806,032

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
WILLIAM A. O'NEIL

Administrateur
JACQUES Y. LAVIGNE

ANNEXE 2—*Suite*

LES PONTS JACQUES CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	Pont Jacques Cartier	Pont Champlain	Total 1985	Total 1984
	$	$	$	$
Revenus				
Péages		6,028,129	6,028,129	5,641,056
Intérêts	105,395	316,187	421,582	374,152
Autres sources	104,404	92,891	197,295	170,206
	209,799	6,437,207	6,647,006	6,185,414
Dépenses				
Fonctionnement	850,008	2,778,888	3,628,896	3,992,054
Entretien	3,302,651	2,053,484	5,356,135	3,905,414
Administration	477,210	1,180,563	1,657,773	1,555,889
Amortissement	81,633	1,045,096	1,126,729	1,122,166
	4,711,502	7,058,031	11,769,533	10,575,523
Perte pour l'exercice	4,501,703	620,824	5,122,527	4,390,109

ÉTAT DU DÉFICIT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Solde au début de l'exercice	13,133,957	12,040,119
Perte pour l'exercice	5,122,527	4,390,109
	18,256,484	16,430,228
Crédit parlementaire d'exploitation	4,047,692	3,296,271
Solde à la fin de l'exercice	14,208,792	13,133,957

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Provenance des fonds		
Crédit parlementaire		
Exploitation	4,047,692	3,296,271
Immobilisations	125,724	66,970
	4,173,416	3,363,241
Produit de l'aliénation d'immobilisations	3,428	
	4,176,844	3,363,241
Utilisation des fonds		
Exploitation		
Perte pour l'exercice	5,122,527	4,390,109
Postes n'exigeant pas de sortie de fonds		
Amortissement	(1,126,729)	(1,122,166)
Diminution de la provision pour prestations de cessation d'emploi	51,894	28,328
	4,047,692	3,296,271
Acquisition d'immobilisations	129,152	66,970
	4,176,844	3,363,241
Variation du fonds de roulement		
Fonds de roulement au début de l'exercice	3,191,516	3,191,516
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	3,191,516	3,191,516

ANNEXE 2—*Suite*

LES PONTS JACQUES CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985

1. Statut et activités

Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, constituée le 3 novembre 1978 en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, est une filiale à part entière de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, laquelle est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

La Société dépend partiellement du gouvernement du Canada pour son financement.

La Société a la responsabilité depuis le 1er décembre 1978 de la gestion, de l'entretien et du contrôle du pont Jacques Cartier, du pont Champlain ainsi que d'une section de l'autoroute Bonaventure, situés dans la région de Montréal.

2. Conventions comptables importantes

Immobilisations

Les immobilisations prises en charge le 1er décembre 1978 furent comptabilisées à leur valeur comptable à cette date dans les livres du Conseil des ports nationaux (maintenant la Société canadienne des ports) de qui la Société les a obtenues. Les immobilisations acquises subséquemment sont comptabilisées au prix coûtant.

Les immobilisations sont amorties sur leur durée économique prévue, d'après la méthode de l'amortissement linéaire, aux taux suivants:

Pont Jacques Cartier	4.8%
Pont Champlain	2.5%
Véhicules et équipement	10% et 20%

Le coût de la section de l'autoroute Bonaventure dont elle a la charge ainsi que le coût initial du pont Jacques Cartier sont complètement amortis.

Crédit parlementaire

Le crédit parlementaire pour combler la perte pour l'exercice est présenté à l'état du déficit. À ce titre, les dépenses d'exploitation ne comprennent pas l'amortissement et la variation de la provision pour prestations de cessation d'emploi.

Le crédit parlementaire pour financer l'acquisition d'immobilisations est crédité au capital déficitaire.

Tout crédit parlementaire perçu en sus des besoins est inscrit comme montant dû au Canada. La politique de la Société à cet égard est de rembourser ce montant au cours de l'exercice suivant.

Revenus reportés

La valeur estimative des jetons de péage et des billets vendus et non-utilisés ainsi que les revenus de location perçus par anticipation sont inscrits comme revenus reportés.

Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des prestations de cessation d'emploi tel que le prévoient leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

Régime de retraite

Tous les employés participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de la Société. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués. Le mode de paiement des contributions pour services antérieurs est déterminé en fonction des conditions de rachat en vigueur, généralement sur le nombre d'années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

Dépenses

Les dépenses engagées en regard de la section de l'autoroute Bonaventure dont elle a la charge sont comprises avec celles du Pont Champlain.

Impôt sur le revenu

À titre de société d'État fédérale, la Société n'est pas assujettie à l'impôt provincial sur le revenu. Par contre, elle est assujettie aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu fédérale du fait que sa société mère y est assujettie en vertu d'un règlement à cette fin. Elle a subi des pertes importantes au cours des exercices antérieurs qui peuvent être reportées pour fins fiscales sur les exercices futurs et ainsi en diminuer le revenu imposable.

3. Emprunts auprès du Canada

	$
Attestation de créance	59,752,867
Avance	6,489,605
	66,242,472

L'attestation de créance, datée du 1er avril 1981, ne porte pas intérêt et ne comporte pas de date d'échéance ni de remboursement de capital.

L'avance, qui ne porte pas intérêt, a été comptabilisée dans les comptes du Canada comme prêt improductif et imputée au déficit accumulé du Canada au moment où elle a été consentie.

4. Arrérages d'intérêts

Des intérêts simples accumulés au 31 mars 1981, sur des emprunts auprès du Canada, sont inscrits au bilan comme passif à long terme du fait que la Société ne prévoit pas les verser, en tout ou en partie, au cours de l'exercice suivant. Lesdits intérêts ne comprennent pas l'intérêt depuis 1962, au taux de 2¾%, sur un certificat de créance se chiffrant à $7,576,000 émis en regard du Pont Jacques Cartier. L'enregistrement de cet intérêt a été discontinué lorsque les péages sur ce pont furent abolis.

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Fin*

ANNEXE 2—*Fin*

LES PONTS JACQUES CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1985—*Fin*

5. Capital déficitaire

Lors de l'acquisition des immobilisations prises en charge le 1er décembre 1978, la Société a assumé les dettes s'y rattachant. L'excédent de ces dettes sur la valeur comptable des éléments d'actif, se chiffrant à $72,448,371 à cette date, fut imputé au poste capital déficitaire. Le capital déficitaire a diminué de $125,724 durant l'exercice ($66,970 en 1984), soit le montant du crédit parlementaire pour financer l'acquisition des immobilisations.

6. Transactions entre apparentés

Les transactions entre apparentés, non présentées distinctement dans ces états financiers, sont les suivantes:

La Société a reçu des services de fonctionnement de la Société du port de Montréal et a comptabilisé à cet égard une somme de $1,720,610 pour l'exercice 1985 ($2,152,970 pour 1984) dont $132,900 comme solde à payer au 31 mars 1985 ($186,059 au 31 mars 1984).

La Société a reçu des services administratifs de sa société mère d'une valeur de $549,850 ($528,700 en 1984). Au 31 mars 1985, un solde impayé à cet égard de $45,820 ($44,058 au 31 mars 1984) est inclus dans le montant dû à la société mère. À ce titre, la Société s'est engagée à lui verser une somme de $575,000 au cours de 1986.

7. Engagements

La Société a conclu des baux à long terme pour la location de locaux et d'équipement dans le cadre de ses activités. Le loyer minimum global annuel qui sera versé au cours des prochains exercices s'établit comme suit:

	$
1986	269,495
1987	265,334
1988	179,446
1989	171,608
1990	171,608
1991-92	343,217

8. Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, la Société est requérante ou défenderesse dans certaines réclamations ou poursuites en justice. La Direction estime que ces actions n'auront pas pour résultat d'engager de façon importante la responsabilité financière de la Société.

PAGE RÉCAPITULATIVE

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DE L'ATLANTIQUE

MANDAT

Établir, exploiter, maintenir et administrer, dans l'intérêt de la sécurité, un service de pilotage efficace dans certaines eaux territoriales intérieures et désignées des provinces de l'Atlantique.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1972, l'Administration offre des services de pilotage et a le pouvoir, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'édicter des règlements qui établissent des zones de pilotage obligatoires, qui prescrivent les navires et les catégories de navires assujettis au pilotage obligatoire, les conditions d'exemption du pilotage obligatoire et les tarifs de pilotage, et qui traitent de la délivrance des brevets de pilote et de l'émission des certificats de pilotage. Les tarifs doivent être équitables et raisonnables en même temps qu'une source suffisante de recettes pour permettre à l'administration d'être financièrement autonome.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Tour de la Banque de Montréal 5151, rue George Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 1M5
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Donald F. Mazankowski, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur le pilotage* (S.C. 1970-71-72, C. 52) proclamée le 1er février 1972
PREMIER DIRIGEANT	A. Douglas Latter
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1984	1983	1982	1981
À la fin de l'exercice				
Actif total	1.7	1.9	1.7	1.7
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	0.5	0.6	0.6	0.7
Avoir du Canada	(0.1)	négl.	négl.	négl.
Argent reçu du Canada pour l'année				
— budgétaire	0.1	néant	0.5	néant
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DE L'ATLANTIQUE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE DONALD MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de l'Administration de pilotage de l'Atlantique au 31 décembre 1984 ainsi que les états des résultats, du déficit, du capital d'apport et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Administration au 31 décembre 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Administration dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur le pilotage et aux règlements administratifs de l'Administration de pilotage de l'Atlantique.

Pour le vérificateur général du Canada
RAYMOND DUBOIS, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 4 mars 1985

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1984

ACTIF	1984	1983
	$	$
À court terme		
Encaisse	218,165	439,476
Débiteurs	691,233	661,106
Frais payés d'avance	12,541	11,979
	921,939	1,112,561
Immobilisations, au coût (note 3)	1,469,715	1,514,583
Moins: amortissement accumulé	735,208	720,488
	734,507	794,095
	1,656,446	1,906,656

PASSIF	1984	1983
	$	$
À court terme		
Créditeurs et charges à payer	282,846	267,349
Somme due au Canada au titre des crédits parlementaires	186,468	385,000
Obligations en vertu des contrats de location-acquisition (note 4)	71,558	65,917
Tranche à court terme des indemnités courues de cessation d'emploi	14,188	27,416
	555,060	745,682
À long terme		
Indemnités courues de cessation d'emploi	728,576	681,399
Obligations en vertu des contrats de location-acquisition excluant la tranche à court terme (note 4)	448,899	520,457
	1,177,475	1,20[illegible],856
	1,732,535	1,947,538
CAPITAL D'APPORT ET DÉFICIT		
Capital d'apport	845,503	771,971
Déficit	(921,592)	(812,853)
	(76,089)	(40,882)
	1,656,446	1,906,656

Approuvé par l'Administration:

Président
A. D. LATTER

Membre
C. R. WORTHINGTON

Secrétaire
J. KUSHNER

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DE L'ATLANTIQUE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984

	1984	1983
	$	$
Revenus		
Droits de pilotage	5,826,312	5,452,895
Intérêt et autres revenus	32,798	27,394
	5,859,110	5,480,289
Charges		
Honoraires, traitements et prestations des pilotes	2,969,199	2,713,842
Bateaux-pilotes, frais d'exploitation	1,801,874	1,699,109
Traitements et prestations du personnel	391,148	305,508
Transport et déplacements	239,173	210,728
Services professionnels et spéciaux	174,731	158,819
Location	131,662	119,395
Services publics, fournitures et approvisionnements	75,888	81,387
Amortissement	73,686	78,364
Intérêt des contrats de location-acquisition	48,651	54,033
Communications	61,837	55,304
	5,967,849	5,476,489
Bénéfice net (perte) pour l'exercice	(108,739)	3,800

ÉTAT DU DÉFICIT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984

	1984	1983
	$	$
Solde au début de l'exercice	812,853	816,653
Bénéfice net (perte) pour l'exercice	(108,739)	3,800
Solde à la fin de l'exercice	921,592	812,853

ÉTAT DU CAPITAL D'APPORT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984

	1984	1983
	$	$
Solde au début de l'exercice	771,971	771,971
Crédits parlementaires pour financer les		
Additions aux immobilisations	1,974	
Paiements de capital des contrats de location	71,558	
	73,532	
Solde à la fin de l'exercice	845,503	771,971

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984

	1984	1983
	$	$
Provenance des fonds		
Exploitation		
Bénéfice net (perte)	(108,739)	3,800
Rajustements pour tenir compte des éléments n'exigeant pas de sortie de fonds		
Augmentation des indemnités courues de cessation d'emploi, tranche à long terme	75,330	90,036
Amortissement	73,686	78,364
Gain lors de l'aliénation d'immobilisations	(333)	(1,336)
Fonds provenant de l'exploitation	39,944	170,864
Produit de l'aliénation d'immobilisations	3,220	2,554
Crédits parlementaires	73,532	
Total de la provenance des fonds	116,696	173,418
Utilisation des fonds		
Obligations en vertu des contrats de location-acquisition	71,558	65,917
Diminution des indemnités courues de cessation d'emploi, tranche à long terme	28,153	81,636
Additions aux immobilisations	16,985	16,960
Total de l'utilisation des fonds	116,696	164,513
Augmentation du fonds de roulement		8,905
Fonds de roulement au début de l'exercice	366,879	357,974
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	366,879	366,879

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1984

1. Nature des activités

L'Administration de pilotage de l'Atlantique a été constituée le 1er février 1972 en vertu de la Loi sur le pilotage. Elle a pour objet d'établir, de faire fonctionner, d'entretenir et de gérer un service de pilotage sûr et efficace dans des eaux canadiennes précises. De plus, la Loi prévoit que les tarifs des droits de pilotage doivent être équitables et raisonnables, permettant à l'Administration d'en tirer un profit qui, augmenté de fonds d'autres sources, permettra l'autofinancement des ses opérations.

2. Conventions comptables importantes

a) Crédits parlementaires

Habituellement, les déficits d'exploitation et les dépenses en capital, calculés selon la méthode de la comptabilité de caisse, sont récupérés à même les crédits parlementaires. Lorsque l'Administration reçoit des crédits qui dépassent ces montants, elle les inscrit au bilan sous le passif à court terme à la rubrique «Somme due au Canada au titre des crédits parlementaires».

b) Amortissement

L'amortissement des immobilisations est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire et il est fondé sur la durée de vie utile estimative suivante des immobilisations:

Bâtiments	20 ans
Bateaux-pilotes	20 ans
Bateaux-pilotes sous location-acquisition	25 ans
Mobilier et matériel	10 ans

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1984—*Suite*

c) Capital d'apport

Les montants représentant les valeurs attribuées aux éléments d'actif transférés du Canada à l'Administration en 1972, plus le coût des immobilisations et les paiements de capital des contrats de location-acquisition financés à même les crédits parlementaires sont inscrits comme capital d'apport.

d) Contrats de location-acquisition

L'Administration loue trois bateaux-pilotes du Canada selon des contrats de financement à long terme en vertu desquels elle assume les droits de propriété des bateaux et les obligations connexes. Conséquemment, les contrats de location sont considérés comme des achats et la fraction «capital» du loyer est capitalisée et amortie sur la durée de vie utile estimative des bateaux. Le passif correspondant est réduit de la fraction «capital» du loyer et l'intérêt est imputé aux dépenses de l'exercice visé.

e) Régime de retraite

Tous les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique, administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations au régime sont exigées à la fois de l'employé et de l'Administration. Les cotisations au titre du service courant sont imputées aux dépenses de l'exercice en cours. Les cotisations au titre du service antérieur sont imputées aux dépenses au moment où elles sont versées et sont généralement réparties sur le nombre d'années de service qu'il reste aux pilotes avant leur retraite.

f) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de l'Administration ont droit à des indemnités de cessation d'emploi ainsi que le prévoient leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. L'élément de passif que représentent ces indemnités est inscrit aux comptes dès que les employés commencent à les accumuler.

3. Immobilisations

	1984			1983
	Coût	Amortissement accumulé	Net	Net
	$	$	$	$
Terrains et bâtiments	1,450	1,000	450	450
Bateaux-pilotes	378,490	269,603	108,887	131,857
Bateaux-pilotes loués en vertu de contrats de location-acquisition	964,000	389,600	574,400	612,960
Mobilier et matériel	125,775	75,005	50,770	48,828
	1,469,715	735,208	734,507	794,095

4. Contrats de location-acquisition

L'Administration loue trois bateaux-pilotes en vertu de contrats de financement à long terme. Le loyer exigé aux termes des contrats est le suivant:

	1984	1983
	$	$
Contrat de location à 9½%, échéant en avril 1991, comportant des paiements annuels (capital et intérêt) de $54,785	383,500	438,285
Contrat de location à 8%, échéant en octobre 1989, comportant des paiements annuels (capital et intérêt) de $31,077	155,382	186,459
Contrat de location à 8%, échéant en novembre 1989, comportant des paiements annuels (capital et intérêt) de $31,077	155,382	186,459
Total des paiements de location	694,264	811,203
Moins: montant représentant l'intérêt	173,807	224,829
Montant du capital des contrats de location-acquisition	520,457	586,374
Moins: tranche à court terme	71,558	65,917
Montant du capital des contrats de location-acquisition excluant la tranche à court terme	448,899	520,457

Voici un tableau des paiements minimums exigibles en vertu des contrats de location-acquisition venant à échéance en octobre 1989 et en avril 1991:

	1984	1983
	$	$
Exercice se terminant le 31 décembre		
1984		116,939
1985	116,939	116,939
1986	116,939	116,939
1987	116,939	116,939
1988	116,939	116,939
1989	116,939	116,939
Total des paiements exigibles après 1989	109,569	109,569
Total des paiements minimums exigibles	694,264	811,203

À l'échéance de ces contrats, l'Administration peut, si elle le désire, acheter chaque bateau pour la somme de $1.

5. Régime de retraite

En vertu de la Loi sur le pilotage, les pilotes peuvent choisir de devenir des employés de l'Administration et faire compter leurs années de service antérieur comme période ouvrant droit à une pension en vertu de la Loi sur la pension de la Fonction publique. Lorsque les pilotes choisissent de racheter, aux fins du régime de pension, leurs années de service antérieur, l'Administration est tenue de verser une cotisation égale à celle de l'employé. Les dépenses relatives aux cotisations pour service antérieur se sont élevées à $19,234 en 1984 ($23,989 en 1983). Au 31 décembre 1984, le montant estimatif des cotisations non capitalisées pour les années de service antérieur de ces employés était d'environ $152,000 ($176,000 au 31 décembre 1983). Ces cotisations seront comptabilisées sur le nombre d'années de service qu'il reste aux pilotes avant leur retraite ou en fonction des conditions de rachat en vigueur, le montant le moins élevé étant retenu.

6. Opérations entre apparentés

La Garde côtière canadienne, par l'intermédiaire de ses Centres de gestion du trafic maritime en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et à Terre-Neuve, fournit gratuitement à l'Administration des services d'expédition des pilotes.

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DE L'ATLANTIQUE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1984—*Fin*

7. Impôt sur le revenu

Conformément aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu, l'Administration n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

8. Données comparatives

Certaines données de 1983 ont été reclassifiées conformément à la présentation adoptée pour 1984.

9. Événement postérieur à la date du bilan

Un navire, qui était conduit par un pilote breveté à l'emploi de l'Administration de pilotage de l'Atlantique, s'est échoué le 17 janvier 1985 et a, par la suite, coulé. Il n'y a eu aucune perte de vie.

Selon la direction et le service du contentieux de l'Administration de pilotage de l'Atlantique, et comme l'indique l'article 29 de la Loi sur le pilotage, l'Administration ne peut être, de quelque manière, tenue responsable de cet accident et aucune provision n'a été inscrite aux comptes à ce titre.

À la date des présents états financiers, aucune réclamation n'a été établie, aucune responsabilité n'a été attribuée et il est impossible d'établir le montant estimatif des pertes éventuelles découlant de l'accident.

10. Éventualités

Le 14 juin 1984, un navire, conduit par un pilote breveté de l'Administration de pilotage de l'Atlantique, a causé des dommages en heurtant un pont à Newcastle, au Nouveau-Brunswick.

Le pilote a été cité en justice à la suite de cet accident. En vertu de l'article 30 de la Loi sur le pilotage, le montant des dommages-intérêts qu'il peut être tenu de payer ne peut dépasser mille dollars.

Selon la direction et le service du contentieux de l'Administration de pilotage de l'Atlantique, et comme l'indique l'article 29 de la Loi sur le pilotage, la responsabilité de l'Administration n'est aucunement engagée en cette affaire et, par conséquent, aucune provision n'a été inscrite aux comptes à ce titre.

PAGE RÉCAPITULATIVE

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRAND LACS, LTÉE

MANDAT

Établir, exploiter, maintenir et administrer, dans l'intérêt de la sécurité, un service de pilotage efficace dans les eaux canadiennes désignées dans la région des Grands Lacs, dans les eaux intérieures et limitrophes de l'Ontario et dans les eaux désignées du Manitoba et du fleuve Saint-Laurent, au sud des écluses de Saint-Lambert au Québec.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1972, l'Administration offre des services de pilotage et a le pouvoir, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'édicter des règlements qui établissent des zones de pilotage obligatoires, qui prescrivent les navires et les catégories de navires assujettis au pilotage obligatoire, les conditions d'exemption du pilotage obligatoire et les tarifs de pilotage, et qui traitent de la délivrance des brevets de pilote et de l'émission des certificats de pilotage. Les tarifs doivent être équitables et raisonnables en même temps qu'une source suffisante de recettes pour permettre à l'Administration d'être financièrement autonome.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	132, 2e rue est Cornwall (Ontario) K6H 5R9
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Donald F. Mazankowski, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	Établie en vertu de la *Loi sur le pilotage* (S.C. 1970-71-72, C. 52) et constituée en société en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes* en mai 1972 en tant que filiale de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	Richard G. Armstrong
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1984	1983	1982	1981
À la fin de l'exercice				
Actif total	4.3	3.9	3.9	2.9
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	(2.2)	(1.9)	(1.4)	(2.1)
Argent reçu du Canada pour l'année				
— budgétaire	0.3	0.2	néant	0.6
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS, LTÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE DON MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de l'Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée au 31 décembre 1984 ainsi que l'état des résultats, l'état du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Administration au 31 décembre 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, je déclare que les opérations de l'Administration dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur le pilotage et aux règlements administratifs de l'Administration.

Le vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 1er février 1985

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1984

ACTIF	1984	1983
	$	$
À court terme		
Encaisse et dépôts à court terme	2,923,996	2,502,592
Débiteurs	1,375,157	1,400,230
	4,299,153	3,902,822
Immobilisations, au coût		
Bâtiments	63,642	63,642
Matériel et ameublement	64,757	60,047
	128,399	123,689
Moins: amortissement accumulé	101,284	88,595
	27,115	35,094
	4,326,268	3,937,916

PASSIF	1984	1983
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	3,096,275	2,681,782
Indemnités courues de cessation d'emploi	3,454,650	3,161,414
	6,550,925	5,843,196
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE NÉGATIF		
Capital-actions		
Autorisé—Illimité		
Émis et versé—15 actions	1,500	1,500
Capital d'apport	82,074	82,074
Déficit	(2,308,231)	(1,988,854)
	(2,224,657)	(1,905,280)
	4,326,268	3,937,916

Approuvé par le Conseil:

Directeur
RICHARD ARMSTRONG

Directeur
LOUIS E. BÉLAND

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984

	1984	1983
	$	$
Revenus		
Droits de pilotage	10,487,323	9,722,132
Revenus divers d'expédition	203,746	177,052
Intérêt et autres revenus	160,419	135,319
	10,851,488	10,034,503
Dépenses		
Traitements et prestations des pilotes	8,487,629	7,781,729
Traitements et prestations du personnel	1,049,573	1,022,885
Transport et déplacements	708,408	669,849
Bateaux-pilotes	478,135	418,187
Indemnités de cessation d'emploi	414,654	382,100
Communications	81,098	82,545
Services professionnels et spéciaux	50,714	44,206
Achat de services d'expédition	43,128	42,849
Location	42,261	30,418
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	22,366	21,191
Réparations et entretien	15,542	15,352
Créances douteuses	14,280	
Amortissement	12,869	12,835
	11,420,657	10,524,146
Perte pour l'exercice	569,169	489,643

ÉTAT DU DÉFICIT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984

	1984	1983
	$	$
Solde au début de l'exercice	1,988,854	1,499,211
Crédit parlementaire (note 3)	(249,792)	
Perte pour l'exercice	569,169	489,643
Solde à la fin de l'exercice	2,308,231	1,988,854

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984

	1984	1983
	$	$
Provenance des fonds		
Crédit parlementaire	249,792	
Utilisation des fonds		
Exploitation		
Perte pour l'exercice	569,169	489,643
Éléments n'exigeant pas de sortie de fonds		
Indemnités de cessation d'emploi	(293,236)	(227,016)
Amortissement	(12,869)	(12,835)
	263,064	249,792
Additions aux immobilisations	4,890	824
	267,954	250,616
Diminution du fonds de roulement	18,162	250,616
Fonds de roulement au début de l'exercice	1,221,040	1,471,656
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	1,202,878	1,221,040

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1984

1. Statut et objectifs

L'Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée a été établie le 1er février 1972 en vertu de la Loi sur le pilotage, constituée comme une société à responsabilité limitée le 17 mai 1972 et continue ses opérations aux termes de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes. Selon la Loi sur l'administration financière, telle que modifiée par le projet de Loi C-24, l'Administration est considérée comme une société d'État mère inscrite à la partie I de l'annexe C. La plupart des actions émises par l'Administration sont détenues par l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, aussi une société d'État mère. Le reste est détenu par le président et six membres nommés par le gouverneur en conseil.

L'Administration a été créée pour établir, exploiter, entretenir et administrer un service de pilotage efficace et sûr à l'intérieur d'un secteur précis des eaux canadiennes. La Loi stipule que les tarifs des droits de pilotage doivent être équitables, raisonnables et suffisants qui, augmentés d'autres sources, pourraient permettre à l'Administration de subvenir à l'autofinancement de ses opérations.

L'Administration n'est assujettie à aucune des dispositions des lois de l'impôt sur le revenu.

2. Conventions comptables importantes

Crédits parlementaires

Lorsque les revenus ne sont pas suffisants pour permettre l'autofinancement des opérations de l'Administration, les pertes d'exploitation calculées selon la méthode de comptabilité de caisse sont recouvrées à même les crédits parlementaires. Les crédits parlementaires sont comptabilisés lorsqu'ils sont approuvés par le Parlement et figurent à l'état du déficit.

Les crédits parlementaires obtenus pour financer les dépenses en immobilisations sont inscrits comme capital d'apport.

Amortissement

L'amortissement des immobilisations est calculé selon la méthode linéaire et est fondé sur la vie utile estimative des immobilisations comme suit:

Bâtiments	20 ans
Matériel et ameublement	5 à 10 ans

Régime de retraite

Le régime de pension de retraite de la Fonction publique, administré par le Gouvernement du Canada, s'adresse à tous les employés. Les employés et l'Administration doivent contribuer à ce Régime. La part de l'Administration au titre du service courant est imputée aux dépenses de la période en cours et celle pour services passés lors de son versement. Ces contributions pour services passés sont calculées de façon générale selon le nombre d'années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés ont droit à certaines indemnités lors de leur cessation d'emploi, comme le prévoient leurs contrats de travail et les conditions d'emploi. Cet élément de passif est inscrit aux comptes dès que les indemnités sont gagnées par les employés.

3. Crédit parlementaire

Le crédit parlementaire de $249,792 figurant à l'état du déficit apparaît dans le budget supplémentaire C de 1983-84 et sert à combler la perte d'exploitation de 1983 calculée selon la méthode de comptabilité de caisse. Une autorisation a été obtenue du Conseil du Trésor pour inclure un poste dans le budget supplémentaire C de 1984-85 pour combler les dépenses d'exploitation de 1984 calculées selon la méthode de caisse.

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS, LTÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1984—*Fin*

4. Régime de retraite

Aux termes de la Loi sur le pilotage, les pilotes qui choisissent de devenir des employés de l'Administration peuvent faire compter leurs services passés comme période donnant droit à une pension en vertu du Régime de pension de retraite de la Fonction publique. Dans le cas des pilotes qui ont choisi de racheter les prestations de retraite applicables à leurs services passés, la part de l'Administration doit égaler la contribution des employés. La contribution estimée non provisionnée au fonds de retraite pour les services passés de ces employés était, au 31 décembre 1984, d'environ $460,000 ($480,000 en 1983). Cette somme sera capitalisée selon le nombre d'années de service qu'il reste aux pilotes avant leur retraite ou selon la valeur de rachat en vigueur, ce qui sera le moins élevé.

Le total des dépenses de prestations de retraite était de $581,763 en 1984 ($570,177 en 1983) y compris $68,968 ($72,983 en 1983) à titre de contributions pour service antérieur.

5. Engagement

L'Administration a conclu un bail à long terme pour la location des espaces à bureaux. Le montant minimum à payer annuellement sur la durée de bail est comme suit:

	$
1985	30,460
1986	32,140
1987	33,820
1988	35,500
1989	2,970
	134,890

PAGE RÉCAPITULATIVE

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES LAURENTIDES

MANDAT

Établir, exploiter, maintenir et administrer, dans l'intérêt de la sécurité, un service de pilotage efficace dans les eaux du Saint-Laurent comprises entre Les Escoumins et l'entrée nord des écluses de Saint-Lambert, dans les eaux de la rivière Saguenay et de la Baie des Chaleurs.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1972, l'Administration offre des services de pilotage et a le pouvoir, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'édicter des règlements qui établissent des zones de pilotage obligatoires, qui prescrivent les navires et les catégories de navires assujettis au pilotage obligatoire, les conditions d'exemption du pilotage obligatoire et les tarifs de pilotage, et qui traitent de la délivrance des brevets de pilote et de l'émission des certificats de pilotage. Les tarifs doivent être équitables et raisonnables en même temps qu'une source suffisante de recettes pour permettre à l'Administration d'être financièrement autonome.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	1080, côte Beaver Hall Bureau 1804 Montréal (Québec) H2Z 1S8
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Donald F. Mazankowski, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur le pilotage* (S.C. 1970-71-72, C. 52); proclamée afin de prendre effet le 1er février 1972
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	Paul Bailly
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1984	1983	1982	1981
À la fin de l'exercice				
Actif total	5.1	5.2	5.4	5.1
Engagements envers le secteur privé	0.4	0.1	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	(0.1)	0.3	1.1	1.1
Argent reçu du Canada pour l'année				
— budgétaire	1.5	1.0	néant	néant
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES LAURENTIDES

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE DONALD FRANK MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de l'Administration de pilotage des Laurentides au 31 décembre 1984 ainsi que l'état des résultats, l'état du capital d'apport, l'état du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Administration au 31 décembre 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Administration dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur le pilotage et ses règlements et aux règlements administratifs de l'Administration.

Pour le vérificateur général du Canada
RAYMOND DUBOIS, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 11 février 1985

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1984

ACTIF	1984	1983
	$	$
À court terme		
Encaisse	13,829	2,452
Débiteurs	3,725,409	3,928,628
	3,739,238	3,931,080
Immobilisations (note 3)		
Terrains, bâtiments, bateaux-pilotes et autres installations	2,123,104	1,937,705
Moins: amortissement accumulé	794,326	707,588
	1,328,778	1,230,117
	5,068,016	5,161,197

PASSIF	1984	1983
	$	$
À court terme		
Emprunt de banque	375,000	100,000
Créditeurs	4,143,590	4,205,845
	4,518,590	4,305,845
Provision pour prestations de cessation d'emploi	647,000	596,000
	5,165,590	4,901,845
AVOIR (NÉGATIF) DU CANADA		
Capital d'apport	650,175	278,128
Déficit	(747,749)	(18,776)
	(97,574)	259,352
	5,068,016	5,161,197

Approuvé par l'Administration:

Président
PAUL BAILLY

Membre
YVON MATTE

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES LAURENTIDES—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984

	1984	1983
	$	$
Revenus		
Droits de pilotage (note 4)	25,523,601	23,795,763
Intérêts et autres revenus	100,312	155,147
	25,623,913	23,950,910
Dépenses		
Honoraires, traitements et prestations des pilotes	21,529,416	19,881,571
Coût d'exploitation des bateaux-pilotes	2,743,773	2,398,199
Traitements et prestations du personnel	1,577,311	1,541,077
Services professionnels et indemnités des membres	437,672	239,516
Loyers	210,806	241,946
Communications	125,068	228,754
Déplacements	122,983	80,418
Mauvaises créances	100,031	2,143
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	65,871	55,071
Maintenance	40,302	43,743
Autres dépenses	102,252	110,176
	27,055,485	24,822,614
Perte nette avant gain extraordinaire	1,431,572	871,704
Gain extraordinaire (note 5)	45,529	
Perte nette pour l'exercice	1,386,043	871,704

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984

	1984	1983
	$	$
Provenance des fonds		
Crédit parlementaire		
Exploitation	594,037	
Immobilisations	372,047	
	966,084	
Gain extraordinaire (note 5)	45,529	
	1,011,613	
Utilisation des fonds		
Exploitation		
Perte nette avant gain extraordinaire	1,431,572	871,704
Postes n'exigeant pas de sortie de fonds		
Amortissement	(165,457)	(167,196)
Services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement	(63,033)	(44,471)
Augmentation de la provision pour prestations de cessation d'emploi	(51,000)	(66,000)
	1,152,082	594,037
Acquisition nette d'immobilisations	264,118	372,047
	1,416,200	966,084
Diminution du fonds de roulement	404,587	966,084
Fonds de roulement (négatif) au début de l'exercice	(374,765)	591,319
Fonds de roulement négatif à la fin de l'exercice	779,352	374,765

ÉTAT DU CAPITAL D'APPORT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984

	1984	1983
	$	$
Solde au début de l'exercice	278,128	278,128
Crédit parlementaire pour financer l'acquisition d'immobilisations	372,047	
Solde à la fin de l'exercice	650,175	278,128

ÉTAT DU DÉFICIT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984

	1984	1983
	$	$
Bénéfices réinvestis réservés pour le renouvellement et l'acquisition d'immobilisations importantes		
Solde au début de l'exercice		808,457
Libération pour l'exercice		(808,457)
Solde à la fin de l'exercice		
Montant non réservé		
Déficit au début de l'exercice	18,776	
Perte nette pour l'exercice	1,386,043	871,704
Crédit parlementaire d'exploitation	(594,037)	
Services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement	(63,033)	(44,471)
Libération du montant de la réserve pour le renouvellement et l'acquisition d'immobilisations importantes		(808,457)
Déficit à la fin de l'exercice	747,749	18,776
Déficit à la fin de l'exercice	747,749	18,776

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1984

1. Statut et activités

L'Administration de pilotage des Laurentides, constituée le 1[er] février 1972 en vertu de la Loi sur le pilotage, a le mandat d'établir, de faire fonctionner, d'entretenir et de gérer, pour la sécurité de la navigation, un service de pilotage efficace dans certaines eaux canadiennes sises dans la province de Québec et certaines eaux limitrophes. La Loi prévoit que les tarifs des droits de pilotage doivent être équitables et raisonnables et tenir compte du fait que l'Administration devra en tirer un revenu qui, avec tout revenu provenant d'autres sources, sera suffisant pour lui permettre le financement autonome de ses opérations.

L'Administration est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

2. Conventions comptables importantes

Immobilisations

Les immobilisations obtenues du Canada lors de la constitution de l'Administration furent comptabilisées à la valeur qui leur a alors été attribuée. Les immobilisations achetées par la suite par l'Administration sont comptabilisées au prix coûtant.

L'amortissement des immobilisations est calculé d'après la méthode de l'amortissement linéaire, à des taux établis selon la durée estimative d'utilisation des biens.

Capital d'apport

La valeur attribuée aux immobilisations obtenues du Canada lors de la constitution de l'Administration et le coût net des immobilisations financé par crédit parlementaire sont comptabilisés à titre de capital d'apport.

Crédit parlementaire

Tout crédit parlementaire reçu pour combler un excédent des dépenses sur les recettes est comptabilisé, dans l'exercice où il est voté par le parlement, au capital d'apport pour la partie se rappor-

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1984—*Fin*

tant à l'acquisition d'immobilisations et au déficit pour celle relative à l'exploitation. À ce titre, les dépenses d'exploitation ne comprennent que celles qui exigent des sorties de fonds.

Services fournis gratuitement

Des montants estimatifs pour tenir compte de services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement du Canada sont compris dans les dépenses. La contrepartie est créditée au déficit.

Régime de retraite

Tous les employés de l'Administration participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et l'Administration partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de l'Administration. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués. Le mode de paiement des contributions pour services antérieurs est déterminé en fonction des conditions de rachat en vigueur, généralement sur le nombre d'années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

Provision pour prestations de cessation d'emploi

Les employés de l'Administration ont droit à des prestations de cessation d'emploi tel que le prévoient leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

3. Immobilisations

Les immobilisations se détaillent comme suit:

	1984			1983
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur nette	Valeur nette
	$	$	$	$
Terrains	9,300		9,300	9,300
Bâtiments	23,622	21,663	1,959	3,636
Bateaux-pilotes	1,386,892	504,248	882,644	846,406
Mobilier et agencements	49,226	38,941	10,285	10,593
Équipement de communication	204,842	108,472	96,370	93,373
Installations d'embarquement	208,662	87,195	121,467	118,827
Améliorations à un quai	169,033	33,807	135,226	143,678
Améliorations locatives	71,527		71,527	
Automobiles				4,304
	2,123,104	794,326	1,328,778	1,230,117

L'amortissement pour l'exercice est de $165,457 ($167,196 en 1983).

Les durées utiles prévues pour chacune des principales catégories d'immobilisations pour le calcul de l'amortissement sont les suivantes:

Bâtiments	20 ans
Bateaux-pilotes	10, 15 et 20 ans
Mobilier et agencements	10 ans
Équipement de communication	10 ans
Installations d'embarquement	10 et 20 ans
Améliorations à un quai	20 ans
Améliorations locatives	selon la durée des baux

4. Services de pilotage relatifs à la Rencontre des grands voiliers à Québec

Au cours de l'exercice, l'Administration a reçu un crédit parlementaire de $106,000 afin de pourvoir à des services de pilotage relatifs à la Rencontre des grands voiliers à Québec dans le cadre des festivités 1534-1984. Les sommes reçues ont été comptabilisées comme droits de pilotage et en diminution des dépenses selon la nature des services fournis par l'Administration.

5. Gain extraordinaire

Au cours de l'exercice, l'Administration a obtenu un jugement final lui octroyant $45,529, déduction faite de certains déboursés, à titre de récompense pour le secours en 1983 d'un navire désemparé.

6. Régime de retraite

Le montant du passif non comptabilisé pour les services antérieurs des employés est estimé à $89,900 au 31 décembre 1984 ($122,300 au 31 décembre 1983).

7. Passif éventuel

Au cours de l'exercice 1982, à la suite d'un arrêt du service de pilotage, une action judiciaire a été intentée contre l'Administration pour un montant de $235,000. On ne peut estimer le montant de toute perte qui pourrait découler de ce litige et aucune provision n'a été prise en compte à cet égard.

8. Gain éventuel

Au cours de l'exercice 1984, un bateau-pilote de l'Administration a répondu à un appel de détresse afin de secourir un bateau désemparé. L'Administration a soumis une réclamation pour récompense mais le montant du gain éventuel ne peut être déterminé à cette date. L'Administration comptabilisera le résultat de cette réclamation à titre de poste extraordinaire au moment de sa réalisation.

9. Événement postérieur

Le 31 janvier 1985, le Conseil du Trésor a approuvé une affectation temporaire de $300,000 prélevée sur son crédit 5, Éventualités du gouvernement, jusqu'au dégagement d'un crédit de $1,400,000 lors de l'adoption du Budget des dépenses supplémentaires «C» de 1984-85, pour couvrir l'excédent des dépenses sur les recettes de l'année civile 1984. Tout montant ainsi reçu par l'Administration sera crédité à l'Avoir du Canada.

PAGE RÉCAPITULATIVE

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DU PACIFIQUE

MANDAT

Établir, exploiter, maintenir et administrer, dans l'intérêt de la sécurité, un service de pilotage efficace dans certaines eaux intérieures et territoriales désignées de la province de Colombie-Britannique.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1972, l'Administration offre des services de pilotage et a le pouvoir, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'édicter des règlements qui établissent des zones de pilotage obligatoires, qui prescrivent les navires et les catégories de navires assujettis au pilotage obligatoire, les conditions d'exemption du pilotage obligatoire et les tarifs de pilotage, et qui traitent de la délivrance des brevets de pilote et de l'émission des certificats de pilotage. Les tarifs doivent être équitables et raisonnables en même temps qu'une source suffisante de recettes pour permettre à l'Administration d'être financièrement autonome.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	1199, rue Hastings ouest Pièce 300 Vancouver (Colombie-Britannique) V6E 4G9
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Donald F. Mazankowski, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur le pilotage* (S.C. 1970-71-72, C. 52); proclamée afin de prendre effet le 1er février 1972
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	R.A. Hubber-Richard
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1984	1983	1982	1981
À la fin de l'exercice				
Actif total	4.4	4.5	3.9	2.8
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	0.3	néant
Engagements envers le Canada	0.1	0.1	0.1	0.2
Avoir du Canada	2.6	2.5	1.8	1.0
Argent reçu du Canada pour l'année				
— budgétaire	néant	néant	néant	néant
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

L'ADMINISTRATION DE PILOTAGE DU PACIFIQUE

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers contenus dans le présent rapport annuel ont été préparés par la direction conformément aux normes de comptabilité généralement reconnues, et l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers sont la responsabilité de la direction. Cette dernière doit également répondre de tout autre renseignement compris dans ce rapport annuel et de la cohérence de ces renseignements avec l'information et les données des états financiers. Pour l'assister dans ce travail, la direction a élaboré un système de vérification interne afin de fournir une garantie raisonnable quant à la fiabilité des renseignements financiers et à la protection des actifs.

Le conseil d'administration doit s'assurer que la direction assume ses responsabilités vis-à-vis des rapports financiers et de la vérification interne, et endosse cette responsabilité à l'aide du Comité de vérification du conseil. Ce conseil est composé de deux directeurs et du Président du conseil. Le Comité de vérification, la direction et le vérificateur général, si nécessaire, se réunissent régulièrement.

Le vérificateur général effectue un examen indépendant, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et émet son opinion sur les états financiers. Cet examen comprend la révision et l'évaluation du système de vérification interne de l'Administration, et les sondages et autres procédés destinés à donner la garantie raisonnable que les états financiers sont présentés de façon équitable. Le vérificateur général peut en tout temps entrer en communication avec le Comité de vérification du conseil, et rencontre ce dernier sur une base régulière.

Le Président et chef de la direction
R.A. HUBBER-RICHARD
Le Chef comptable
A.O. KORNMAN

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE DONALD MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de l'Administration de pilotage du Pacifique au 31 décembre 1984 ainsi que les états des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Administration au 31 décembre 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Administration dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur le pilotage et aux règlements administratifs de l'Administration.

Pour le vérificateur général du Canada
RAYMOND DUBOIS, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 1er février 1985

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

ACTIF	1984	1983
À court terme		
Encaisse	805	803
Débiteurs	2,512	2,616
Frais payés d'avance	82	16
	3,399	3,435
Immobiliers et matériel (note 3)	988	1,049
	4,387	4,484

PASSIF	1984	1983
À court terme		
Créditeurs et frais courus	1,244	1,410
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 4)	24	22
	1,268	1,432
À long terme		
Prestations de cessation d'emploi courues	416	420
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 4)	83	107
	499	527
	1,767	1,959
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	806	806
Bénéfices non répartis	1,814	1,719
	2,620	2,525
	4,387	4,484

Approuvé par l'Administration:

Le Président
R. A. HUBBER-RICHARD

Un membre
J. A. HORNE

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Revenus		
Droits de pilotage	20,024	18,850
Intérêt et autres revenus	97	104
	20,121	18,954
Dépenses		
Honoraires des pilotes sous contrat	13,752	12,441
Coûts d'exploitation des bateaux-pilotes	2,225	2,149
Transport et déplacements	1,709	1,652
Traitements et prestations du personnel	905	813
Traitements et prestations des pilotes	624	590
Coûts du logiciel d'ordinateur	249	
Amortissement	175	156
Services professionnels et spéciaux	152	149
Location	78	53
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	69	69
Communications	64	61
Réparations et entretien	13	19
Intérêt sur le contrat de location-acquisition	10	97
Mauvaises créances	1	1
	20,026	18,250
Bénéfice net pour l'exercice	95	704

ÉTAT DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Affectés		
Solde au début de l'exercice	500	815
Virement en provenance des (aux) bénéfices non affectés		(315)
Solde à la fin de l'exercice	500	500
Non affectés		
Solde au début de l'exercice	1,219	200
Bénéfice net pour l'exercice	95	704
Virement en provenance des (aux) bénéfices affectés		315
Solde à la fin de l'exercice	1,314	1,219
	1,814	1,719

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Provenance des fonds		
Exploitation		
Bénéfice net pour l'exercice	95	704
Sans incidence sur les fonds		
Amortissement	175	156
Prestations de cessation d'emploi	(4)	46
Gain lors de la vente d'immobiliers et de matériel		(31)
	266	875
Produit de la vente d'immobiliers et de matériel		33
	266	908
Utilisation des fonds		
Ajouts aux immobiliers et matériel	114	282
Diminution de l'obligation à long terme découlant d'un contrat de location-acquisition	24	258
	138	540
Augmentation du fonds de roulement	128	368
Fonds de roulement au début de l'exercice	2,003	1,635
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	2,131	2,003

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1984

1. Nature des activités

L'Administration de pilotage du Pacifique a été constituée le 1er février 1972 en vertu de la Loi sur le pilotage. Elle a pour objet d'établir, de faire fonctionner, d'entretenir et de gérer un service de pilotage sûr et efficace dans des eaux canadiennes précises. De plus, la Loi prévoit que les tarifs des droits de pilotage doivent être équitables et raisonnables, permettant à l'Administration d'en tirer un profit qui augmenté d'autres sources, pourra subvenir à l'autofinancement de ses opérations.

Les services de pilotage sur le fleuve Fraser sont assurés par des pilotes à l'emploi de l'Administration; dans d'autres régions côtières, un contrat passé avec une association locale de pilotes brevetés assure ces services.

L'Administration n'est assujettie à aucun impôt sur le revenu.

2. Conventions comptables importantes

Contrats de location-acquisition

En vertu des modalités de certaines ententes par bail, l'Administration prend à son compte les droits et obligations d'un propriétaire. Ces baux sont traités comme des contrats de location-acquisition. Un actif et une obligation sont enregistrés à une somme égale à la valeur au marché des biens en cause lors du commencement du bail. L'obligation est diminuée annuellement de la partie des versements exigibles en vertu du bail qui est le principal et la partie intérêt est portée à la dépense.

Amortissement

L'amortissement des immobiliers et du matériel est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire et il est fondé sur la durée utile estimative suivante des éléments de l'actif:

Bâtiments	20 ans
Bateaux-pilotes	20 ans
Matériel	5 et 10 ans
Améliorations locatives	7 ans

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1984—*Fin*

Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des indemnités définies de cessation d'emploi en conformité avec les conventions collectives et avec leurs conditions de travail. Le passif pour ces versements est inscrit aux comptes dès que les indemnités s'accumulent aux employés.

Capital d'apport

Les montants représentant les valeurs attribuées aux immobiliers et au matériel virés du Canada en 1972 et le coût de tous les immobiliers et matériel financés à même les crédits parlementaires sont déclarés comme capital d'apport.

Bénéfices non répartis

Des sommes sont affectées de temps à autre par l'Administration afin de prévoir les coûts extraordinaires découlant du renouvellement ou de l'acquisition d'immobilisations et pour les éventualités.

Régime de retraite

Tous les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique que gère le gouvernement du Canada. Tant l'employé que l'Administration doivent verser des cotisations au Régime. Ces contributions représentent le passif en entier de l'Administration et elles sont portées aux comptes de façon courante.

3. Immobiliers et matériel

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Bâtiments	40	40
Bateaux-pilotes	1,142	1,142
Matériel	661	547
Améliorations locatives	98	98
	1,941	1,827
Amortissement accumulé	953	778
	988	1,049

Les éléments de l'actif ci-haut comprennent les immobiliers et le matériel loués en vertu de contrats de location-acquisition d'une valeur totale de $276,000 (1983—$276,000) moins l'amortissement accumulé de $166,000 (1983—$152,000).

4. Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Total des versements minimums en vertu d'une entente par bail à 8% avec le Canada pour le bateau-pilote, échéant en avril 1988, à payer en versements annuels de capital et d'intérêt réunis de $32,000	129	161
Somme qui représente l'intérêt	(22)	(32)
Solde de l'obligation	107	129
Fraction à court terme	(24)	(22)
Fraction à long terme	83	107

Lors de l'échéance du bail, l'Administration peut exercer l'option d'acheter le bateau-pilote pour $1.

5. Engagements

L'Administration a une obligation en vertu d'un bail à long terme pour des locaux de bureaux se chiffrant dans l'ensemble à $1,156,800 pour la période allant du 1er janvier 1985 au 31 décembre 1999 à un loyer annuel de base de $77,120.

L'Administration a un contrat de location-exploitation à l'égard des services d'un bateau-pilote avec équipage comportant un loyer annuel garanti de $58,000 jusqu'en 1990, plus les dépenses d'exploitation. Il y a une option d'achat du bateau, en tout temps, à un prix à établir lors de l'exercice de l'option.

PAGE RÉCAPITULATIVE

AIR CANADA

MANDAT

Assurer un service public de transport aérien et se livrer à d'autres affaires liées aux opérations aériennes en s'appuyant sur de solides fondements commerciaux et, en particulier, ayant égard aux profits.

ANTÉCÉDENTS

Les activités de la société ont débuté en 1937. Jusqu'en 1978, elle était une filiale de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada. Aujourd'hui, avec une flotte de 112 avions à réaction et un effectif de 21,800 employés, elle compte pour 60 p. 100 des passagersmilles payants au Canada. Le gouvernement fédéral n'a investi aucun fond dans Air Canada depuis 1978, année de la conversion en avoir d'une dette de 324 millions de dollars représentant les engagements de la société envers le Canada.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	500, rue Dorchester ouest Montréal (Québec) H2Z 1X5
STATUT	— Annexe C, Partie II — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Donald F. Mazankowski, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur les Lignes aériennes trans-Canada* de 1937, abrogée et remplacée par la *Loi constituant Air Canada* de 1977 (S.C. 1977-1978, C. 5)
PREMIER DIRIGEANT	Pierre J. Jeanniot
PRÉSIDENT	Claude I. Taylor
VÉRIFICATEUR	Clarkson Gordon

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1984	1983	1982	1981
À la fin de l'exercice				
Actif total	2,513	2,191	2,041	1,870
Engagements envers le secteur privé	1,087	846	629	431
Engagements envers le Canada	228	246	263	279
Avoir du Canada	513	486	482	528
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	néant	néant	néant
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

AIR CANADA

COMMENTAIRE DE LA DIRECTION

La direction répond de la sincérité et de l'objectivité des états financiers consolidés du présent rapport, lesquels ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus. Elle répond également de l'information contenue ailleurs dans le rapport annuel et de sa concordance avec celle des états financiers. La direction a pour politique de maintenir un système de contrôle interne qui vise à assurer, dans une mesure raisonnable, la fiabilité de l'information financière et la protection de l'actif. La Société dispose de son propre service de vérification qui a notamment pour fonction le suivi des mécanismes de contrôle interne et de leur application.

Le Conseil d'administration veille à ce que la direction remplisse ses fonctions en matière d'information financière et de contrôle interne, ce qu'il fait par l'intermédiaire du Comité de vérification du Conseil, composé d'administrateurs extérieurs au personnel de la Société. Le Comité de vérification se réunit au moins quatre fois l'an avec la direction ainsi que les vérificateurs internes et externes.

Les vérificateurs externes, Clarkson Gordon, effectuent une vérification indépendante conforme aux normes généralement reconnues et expriment leur opinion sur les états financiers. Cette vérification comporte l'examen et l'évaluation du système de contrôle interne de la Société, ainsi que les sondages et procédés jugés nécessaires pour assurer, dans une mesure raisonnable, la présentation fidèle des états financiers. Les vérificateurs externes ont libre accès auprès du Comité de vérification, qu'ils rencontrent régulièrement.

Le Président
directeur général
PIERRE J. JEANNIOT

Le Premier vice-président
Finances et Planification
WILLIAM J. REID

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À MONSIEUR
LE MINISTRE DES TRANSPORTS
ET
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'AIR CANADA

Nous avons vérifié le bilan consolidé d'Air Canada au 31 décembre 1984 ainsi que l'état consolidé des résultats et des bénéfices non répartis et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, à l'exception de la modification apportée à la méthode de comptabilisation des devises étrangères expliquée dans la note 1 afférente aux états financiers, avec laquelle nous sommes d'accord.

Nous déclarons également qu'à notre avis les opérations de la Société et de ses filiales que nous avons relevées dans le cours de notre vérification des états financiers étaient conformes à la Partie XII de la *Loi sur l'administration financière* et ses règlements ainsi qu'à la *Loi d'Air Canada* et ses règlements intérieurs.

Comptables agréés
CLARKSON GORDON

Montréal, Canada
le 15 février 1985

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

ACTIF	1984	1983
Actif à court terme		
Encaisse et placements à court terme	50,684	45,995
Débiteurs	269,581	208,567
Pièces de rechange, matériaux et fournitures	78,079	69,619
Frais payés d'avance	10,581	6,302
Impôts sur le revenu reportés	38,923	37,503
	447,848	367,986
Immeubles et matériel (note 3)	1,893,056	1,637,830
Matériel volant en location-acquisition (note 4)	106,380	120,869
Participations dans d'autres sociétés (note 5)	21,575	46,745
Débiteurs et frais reportés à long terme	43,755	17,137
	2,512,614	2,190,567

PASSIF	1984	1983
Passif à court terme		
Créditeurs et frais courus	350,125	270,505
Recettes de transport perçues d'avance	153,052	146,140
Échéance à moins de un an de la dette et des engagements de location-acquisition à long terme	96,612	83,857
	599,789	500,502
Dette à long terme (note 6)	1,103,079	873,512
Engagements de location-acquisition à long terme (note 7)	115,497	135,126
Autres éléments du passif à long terme	17,618	12,769
Crédits reportés		
Impôts sur le revenu	130,057	176,356
Autres	33,512	6,199
	1,999,552	1,704,464
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions		
Autorisé: $750 millions en actions de $1,000 chacune		
Émis et entièrement libéré: 329,009 actions	329,009	329,009
Bénéfices non répartis	184,053	157,094
	513,062	486,103
	2,512,614	2,190,567

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du Conseil d'administration:

Le Président du Conseil
CLAUDE I. TAYLOR

Le Président-directeur général
PIERRE J. JEANNIOT

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Recettes d'exploitation		
Passages	1,989,019	1,844,462
Fret	298,464	269,772
Contrats de services et divers	229,975	199,381
	2,517,458	2,313,615
Dépenses d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	873,214	831,269
Carburant avion	542,177	538,490
Commissions sur ventes	174,951	151,796
Matériaux, fournitures et services de maintenance	111,878	96,535
Restauration et services — Passagers	129,468	114,225
Amortissement et désuétude	164,693	144,377
Autres	478,305	408,556
	2,474,686	2,285,248
Bénéfice d'exploitation	42,772	28,367
Revenus hors exploitation (dépenses)		
Intérêt sur la dette et les engagements de location-acquisition à long terme	(101,539)	(79,779)
Intérêts créditeurs	8,934	9,042
Intérêts capitalisés	9,048	9,835
Profit à l'alinéation d'immeubles, de matériel et de placements	31,277	18,523
Autres	15,137	14,764
	(37,143)	(27,615)
Bénéfice avant impôts sur le revenu et postes extraordinaires	5,629	752
Recouvrement d'impôts sur le revenu reportés (note 8)	15,564	5,338
Bénéfice net avant postes extraordinaires	21,193	6,090
Postes extraordinaires (note 2)	5,766	(2,296)
Bénéfice net	26,959	3,794
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	157,094	153,300
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	184,053	157,094

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Provenance des fonds		
Exploitation		
Résultats	109,694	106,498
Augmentation (diminution) des valeurs réalisables, à l'exception des titres de placement	18,606	(21,425)
	128,300	85,073
Produit de l'aliénation d'immeubles, de matériel et de placements	92,385	20,193
Emprunts à long terme	307,886	282,167
Augmentation (diminution) des recettes de transport perçues d'avance	6,912	(4,376)
Autres	2,720	(5,050)
Total	538,203	378,007
Affectation des fonds		
Immeubles et matériel, y compris versements proportionnels	430,547	343,780
Remboursement de la dette à long terme	66,085	52,251
Remboursement au titre des engagements de location-acquisition	21,292	19,910
Augmentation (diminution) des pièces de rechange, matériaux et fournitures	15,590	(5,564)
Total	533,514	410,377
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des placements à court terme	4,689	(32,370)
Encaisse et placements à court terme au début de l'exercice	45,995	78,365
Encaisse et placements à court terme à la fin de l'exercice	50,684	45,995

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1. **Principales conventions comptables**

a) Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes d'Air Canada et de ses filiales en propriété exclusive, Touram Inc. et Les immeubles d'entretien aéronautique Limitée. Toutes les opérations intersociétés ont été éliminées.

b) Amortissement

Les immeubles et le matériel d'exploitation ainsi que les éléments d'actif en location-acquisition sont amortis, jusqu'à concurrence de la valeur résiduelle estimative, suivant la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée prévue d'utilisation. Pour le matériel volant, la durée prévue d'utilisation est de 14 à 18 ans, sauf quand des modifications majeures la prolongent. Elle est de 5 à 30 ans pour les autres éléments immeubles et matériel.

c) Maintenance

Les frais de maintenance et de réparation sont portés aux dépenses d'exploitation, sauf les modifications majeures qui sont capitalisées.

d) Pièces de rechange, matériaux et fournitures

Les pièces de rechange du matériel volant et les autres pièces de rechange, matériaux et fournitures sont évalués au coût moyen, après provision pour désuétude des pièces de rechange du matériel volant. Cette provision se fonde sur la durée prévue d'utilisation du matériel volant correspondant.

e) Recettes de transport

Les ventes passages et fret de la Société deviennent des recettes d'exploitation quand le transport est fourni. La valeur du transport non encore fourni est inscrite au passif à court terme.

f) Intérêts capitalisés

Les intérêts sur les fonds affectés à l'acquisition de nouveau matériel volant et à la construction d'installations au sol majeures sont capitalisés pour les périodes qui précèdent la date d'entrée en service des éléments d'actif considérés.

g) Conversion des devises

La Société a adopté, à effet le 1er janvier 1984, les récentes recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés sur la conversion des devises. Les éléments d'actif et de passif libellés en devises sont convertis aux taux de change des fins de mois. Les profits et pertes sur change sont compris dans les résultats de l'exercice, sauf les profits et pertes sur change non concrétisés au titre d'éléments d'actif et de passif monétaires à long terme, qui sont reportés et amortis, suivant la méthode de l'amortissement linéaire, sur la durée de vie restante des éléments correspondants. Les résultats d'exercices antérieurs ont été redressés pour qu'ils tiennent compte de cette modification. Au 31 décembre 1984, des profits sur change non concrétisés de $27,9 millions sont reportés. Sans cette modification, le bénéfice net de l'exercice serait supérieur de $21,2 millions.

h) Crédits d'impôt à l'investissement

Les crédits d'impôt à l'investissement sont comptabilisés dans les résultats, après déduction d'impôts sur le revenu reportés applicables, suivant la méthode d'imputation à l'exercice.

2. Postes extraordinaires

Des changements à la méthode d'affectation des crédits d'impôt à l'investissement, occasionnés par des modifications apportées à la *Loi de l'impôt sur le revenu* en 1983, ont donné lieu à la comptabilisation dans les résultats de $19,5 millions de crédits d'impôt à l'investissement disponibles provenant d'exercices antérieurs, après déduction de $18 millions d'impôts sur le revenu reportés.

La provision pour le coût de vastes programmes de réduction de l'effectif s'établit à $13,7 millions en 1984 et à $2,3 millions en 1983, après les recouvrements respectifs de $12,7 millions et de $2,1 millions d'impôts sur le revenu reportés applicables.

3. Immeubles et matériel

	1984	1983
	$	$
Coût		
Matériel volant	2,308,617	1,995,831
Autres éléments immeubles et matériel	597,014	580,504
	2,905,631	2,576,335
Amortissement cumulé		
Matériel volant	740,735	769,673
Autres éléments immeubles et matériel	349,396	318,080
	1,090,131	1,087,753
	1,815,500	1,488,582
Versements proportionnels	77,556	149,248
Valeur comptable nette	1,893,056	1,637,830

Le matériel volant comprend neuf appareils retirés du service et d'une valeur comptable nette de $12,6 millions. La valeur marchande estimative de ces appareils est supérieure à leur valeur comptable nette.

4. Matériel volant en location-acquisition

	1984	1983
	$	$
Matériel volant en location-acquisition	292,103	285,663
Moins: amortissement cumulé	185,723	164,794
Valeur comptable nette	106,380	120,869

5. Participations dans d'autres sociétés

Les participations comptabilisées à la valeur de consolidation comprennent Nordair Ltée (86,5%—jusqu'au 31 mai 1984), GPA Group Limited (22,7%), Innotech Aviation Limitée (30%), MATAC Cargo Ltée (50%) et Global Travel Computer Holdings Ltd. (21,1%—à partir du 29 novembre 1984). La quote-part de leurs bénéfices pour 1984 revenant à la Société est comprise dans les revenus hors exploitation au poste Autres et s'élève à $4,3 millions ($3,6 millions en 1983). La Société a vendu sa participation dans Nordair Ltée le 31 mai 1984.

6. Dette à long terme

	1984	1983
	$	$
Gouvernement du Canada		
Billet 7,2%, remboursable en versements semestriels, échéant en 1993	215,198	232,987
Billet 8,31%, remboursable en versements annuels, échéant en 2001	12,851	13,193
	228,049	246,180
Autres		
Billets 8,7%, échéances 1995-96	493,531	279,945
Obligations 11,25%, échéance 1994	61,196	
Billets 8%, échéances 1990-91	56,543	61,320
Billet 8,5%, échéances 1991-92	51,598	55,600
Obligations 6,25%, échéance 1992	50,800	57,110
Obligations 5,5%, échéance 1995	50,800	57,110
Obligations 9%, échéance 1992	41,880	45,670
Obligations 7,375%, échéance 1993	41,880	45,670
Billet 8,375%, échéance 1990	40,456	45,026
Billet 9,25%, échéance 1991	26,386	8,669
Billets divers, échéances de 1986 à 1996, au taux d'intérêt moyen de 10,84%	34,020	34,126
	949,090	690,246
	1,177,139	936,426
Échéance à moins de un an	74,060	62,914
	1,103,079	873,512

Aucune dette à long terme n'est garantie.

Les sommes à rembourser au cours des cinq prochains exercices portent sur $424,1 millions, soit $74,1 millions en 1985, $80,1 millions en 1986, $84,9 millions en 1987, $89,3 millions en 1988 et $95,7 millions en 1989.

La dette à long terme comprend $618,7 millions remboursables en dollars des États-Unis, $61,2 millions en livres sterling, $101,6 millions en francs suisses, $83,8 millions en deutsche Mark et $23,1 millions en francs français. La dette remboursable en dollars des États-Unis est couverte par des contrats de change à court et à long terme en dollars des États-Unis.

Au 31 décembre 1984, les accords de financement établis par la Société s'élèvent à $97 millions US. Principalement intervenus avec l'Export-Import Bank des États-Unis, ces accords supposent un taux d'intérêt moyen de 8,7% et des périodes de remboursement allant jusqu'à 12 ans. La Société est aussi partie à des accords de crédits renouvelables et à terme totalisant $200 millions avec deux banques à charte canadiennes. Les crédits renouvelables et à terme portent respectivement sur trois et cinq ans. Au 31 décembre 1984, il n'existe aucun prélèvement impayé en vertu de ces accords.

7. Engagements de location

Les loyers minimaux futurs au titre des contrats de location-acquisition et de location-exploitation sont les suivants:

	Location-acquisition—Appareils	Location-exploitation—Appareils et immeubles
	$	$
1985	33,066	26,439
1986	32,441	23,423
1987	31,125	22,122
1988	30,500	13,462
1989	26,174	6,843
Au-delà	26,741	25,329
Total des loyers minimaux futurs	180,047	117,618
Moins: sommes représentant l'intérêt	41,998	
Valeur actuelle des engagements de location-acquisition	138,049	
Moins: échéance à moins de un an	22,552	
Valeur actuelle des engagements de location-acquisition à long terme	115,497	

Les contrats de location-acquisition sont comptabilisés à la valeur actuelle des loyers, selon le taux d'intérêt implicite de chaque contrat. Le taux d'intérêt implicite moyen s'appliquant à ces engagements est de 7,6% avec échéances allant de 1986 à 1991.

8. Impôts sur le revenu

Le recouvrement d'impôts sur le revenu reportés effectué par la Société se ventile comme suit:

	1984	1983
	$	$
Provision pour impôts sur le revenu, fondée sur un taux d'imposition obtenu en combinant les taux de base du fédéral et des provinces	(2,702)	(361)
Recouvrement d'impôts attribuable aux éléments suivants		
Crédits d'impôt à l'investissement, après déduction de $11,439 d'impôts sur le revenu reportés	12,392	
Taux d'imposition moyen inférieur sur les gains en capital	3,680	3,753
Bénéfices de sociétés apparentées exemptés d'impôts	2,001	1,752
Divers	193	194
	15,564	5,338

Au 31 décembre 1984, la Société dispose de crédits d'impôt à l'investissement de $40,5 millions qui pourront servir à réduire l'impôt fédéral sur le revenu des exercices de 1985 à 1988. Aucun avantage n'est comptabilisé à ce titre.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Fin*

9. Engagements

Au 31 décembre 1984, les contrats relatifs aux modifications d'avions et aux acquisitions de réacteurs de rechange s'élèvent à environ $26 millions US. Les autres engagements au titre d'immeubles, de matériel au sol et de pièces de rechange atteignent environ $34 millions CAN.

10. Régimes de retraite

Les frais de financement des services courants au titre des régimes de retraite sont imputés à l'exploitation dès qu'ils sont engagés. La dette non provisionnée, déterminée par des évaluations actuarielles, est pourvue par versements annuels imputés à l'exploitation sur les périodes recommandées par les actuaires et conformément aux stipulations réglementaires. Les excédents et déficits actuariels, déterminés par des évaluations actuarielles, sont passés aux résultats sur une période de trois ans.

Le total des frais au titre de ces régimes s'élève à $36,2 millions pour l'exercice ($51,6 millions en 1983), après déduction d'un excédent actuariel de $20,4 millions.

Au 31 décembre 1984, la dette non provisionnée des régimes de retraite de la Société est de $224 millions ($262 millions en 1983), selon les dernières évaluations actuarielles effectuées au 31 décembre 1983, dette qui est pourvue par versements annuels sur diverses périodes, jusqu'en 2003. Au 31 décembre 1984, la valeur marchande de l'actif des caisses de retraite dépasse la valeur des avantages acquis.

11. Éventualités

Diverses affaires judiciaires et extra-judiciaires entamées par ou contre la Société sont actuellement en cours. De l'avis de la direction, le dénouement de ces affaires n'aura aucune incidence marquée sur la situation financière ou sur les résultats de la Société.

12. Opérations entre apparentés

Dans le cadre de son exploitation courante, la Société effectue des opérations avec des apparentés, à savoir le gouvernement du Canada, ses organismes et d'autres sociétés d'État. La Société perçoit, auprès des apparentés, des recettes au titre des passages, du fret et des contrats de services. Les dépenses faites auprès des apparentés comprennent des redevances d'atterrissage et d'aéroport, des taxes et des intérêts sur la dette à long terme.

Les soldes des comptes qui résultent de ces opérations figurent au bilan et sont réglés selon l'usage commercial courant.

13. Chiffres correspondants

Certains chiffres de 1983 donnés à titre de comparaison dans l'état des résultats et des bénéfices non répartis sont reclassés pour assurer la concordance avec la présentation adoptée en 1984.

14. Loi constitutive

La Société assure son exploitation en vertu de la *Loi d'Air Canada de 1977* modifiée.

15. Événement postérieur à la clôture de l'exercice

Le 22 janvier 1985, la Société a passé un contrat de location-exploitation avec un bailleur canadien. D'une durée de 15 ans, le contrat porte sur deux Boeing 767, plus des pièces de rechange. Les loyers minimaux futurs s'élèvent à $212 millions.

PAGE RÉCAPITULATIVE

LES ARSENAUX CANADIENS LIMITÉE

MANDAT

Assurer une base industrielle capable de répondre aux exigences relatives à la défense nationale du Canada en matière de munitions de gros calibre et de produits connexes, avec l'aide du secteur privé dans toute la mesure du possible.

ANTÉCÉDENTS

La société fut chargée de rationaliser et de réduire les activités et les installations en usage au cours de la Seconde Guerre mondiale et du conflit de Corée. Son unique acheteur important est le ministère de la Défense nationale et ses prix de vente sont fonction de ses coûts. Au cours des dernières années, elle n'a pas eu besoin de financement à même le Fonds du revenu consolidé.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	5, Montée des Arsenaux Ville le Gardeur Québec (Québec) J5Z 2P4
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Stewart D. McInnes, c.p., député
MINISTÈRE	Approvisionnements et Services
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	Lettres patentes du 10 septembre 1945, partie I, *Loi sur les compagnies* de 1934; prorogation en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes* du 20 octobre 1980
PREMIER DIRIGEANT	Laurent A. Bergeron
PRÉSIDENT	Pierre MacDonald
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1984-1985	1983-1984	1982-1983	1981-1982
À la fin de l'exercice				
Actif total	126.0	88.9	83.5	93.4
Engagements envers le secteur privé	10.3	1.7	0.2	0.3
Engagements envers le Canada	4.7	4.7	4.7	4.7
Avoir du Canada	52.7	43.9	38.2	34.3
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	néant	néant	néant
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

LES ARSENAUX CANADIENS LIMITÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE HARVIE ANDRE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

J'ai vérifié le bilan de Les Arsenaux Canadiens Limitée au 31 mars 1985 ainsi que l'état des résultats et des bénéfices réinvestis, l'état du surplus d'apport et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

La Société impute l'amortissement des immobilisations cédées par le Canada au surplus d'apport plutôt qu'aux résultats, puisque le Canada ne reconnaît pas cet amortissement comme un élément de coût lors de la négociation des prix de vente. À cet égard, les états financiers ne sont pas conformes aux principes comptables généralement reconnus. Si l'on avait imputé cet amortissement aux résultats, le bénéfice net pour l'exercice aurait été inférieur de $2,358,582 ($2,608,683 en 1984) et le solde des bénéfices réinvestis et du surplus d'apport aurait été respectivement inférieur et supérieur de $7,469,406 ($5,110,824 en 1984).

À mon avis, à l'exception des effets de la non-comptabilisation de l'amortissement aux résultats indiqués au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, ainsi qu'à la charte et aux règlements administratifs de la Société.

Le vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 31 mai 1985

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Encaisse	5,108,538	3,570,648
Débiteurs		
Canada	20,719,759	18,701,914
Autres	3,488,745	2,143,709
Facturation proportionnelle des fournisseurs	5,346,606	3,824,568
Stocks (note 3)	42,375,959	25,905,227
	77,039,607	54,146,066
Immobilisations (note 4)	44,894,652	34,087,003
Frais reportés (note 5)	4,499,439	651,825
	126,433,698	88,884,894

PASSIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Créditeurs	22,125,780	17,096,915
Facturation proportionnelle aux clients		
Canada	33,757,484	19,923,585
Autres	527,686	302,167
Montant dû au Canada (note 6)	1,224,941	1,224,941
Portion à court terme de l'obligation découlant de contrats de location-acquisition (note 7)	50,090	81,120
	57,685,981	38,628,728
À long terme (note 7)	15,892,674	6,340,810
	73,578,655	44,969,538
AVOIR DU CANADA		
Capital-actions		
Autorisé—1,000 actions sans valeur nominale		
Émis et entièrement libéré—30 actions	30	30
Surplus d'apport	16,904,783	19,263,365
Bénéfices réinvestis	35,950,230	24,651,961
	52,855,043	43,915,356
	126,433,698	88,884,894

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
PIERRE MACDONALD

Administrateur
YVAN ALLAIRE

LES ARSENAUX CANADIENS LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES RÉINVESTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Ventes (note 8)	103,752,140	97,631,300
Coût des produits vendus	84,439,498	81,826,766
Bénéfice brut	19,312,642	15,804,534
Autres revenus	726,788	426,239
	20,039,430	16,230,773
Dépenses d'administration	8,721,357	7,668,367
Frais de financement	19,804	22,534
	8,741,161	7,690,901
Bénéfice net pour l'exercice	11,298,269	8,539,872
Bénéfices réinvestis au début de l'exercice	24,651,961	16,112,089
Bénéfices réinvestis à la fin de l'exercice	35,950,230	24,651,961

ÉTAT DU SURPLUS D'APPORT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Solde au début de l'exercice	19,263,365	22,127,850
Immobilisations cédées par le Canada		
Amortissement (note 4)	(2,358,582)	(2,608,683)
Redressement aux valeurs comptabilisées		(255,802)
Solde à la fin de l'exercice	16,904,783	19,263,365

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Provenance des fonds		
Exploitation		
Bénéfice net pour l'exercice	11,298,269	8,539,872
Postes n'affectant pas les fonds		
Amortissement des frais reportés	633,163	
Amortissement des immobilisations	599,259	394,446
Augmentation (diminution) de la provision pour prestations de cessation d'emploi	232,556	(23,506)
	12,763,247	8,910,812
Avances en vertu d'une entente de location	9,348,464	1,553,135
Obligation à long terme découlant de contrats de location-acquisition	22,784	47,373
Produit de l'aliénation d'immobilisations		24,073
	22,134,495	10,535,393
Utilisation des fonds		
Acquisition d'immobilisations	13,765,490	8,693,325
Virement des frais de développement de nouveaux produits d'exercices antérieurs aux frais reportés	2,182,385	
Frais reportés	2,298,392	432,262
Diminution de l'obligation à long terme découlant de contrats de location-acquisition	51,940	85,618
	18,298,207	9,211,205
Augmentation du fonds de roulement	3,836,288	1,324,188
Fonds de roulement au début de l'exercice	15,517,338	14,193,150
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	19,353,626	15,517,338

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985

1. Statut et activités

Les Arsenaux Canadiens Limitée, constituée le 20 septembre 1945 et continuée en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

La Société manufacture des munitions de moyen et gros calibres ainsi que des produits militaires complémentaires.

2. Conventions comptables importantes

a) Immobilisations et amortissement

Les immobilisations achetées ou acquises par le biais de contrats de location-acquisition sont comptabilisées au prix coûtant. Celles cédées par le Canada au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1982 sont comptabilisées à leur coût de reconstitution actuel à cette date qui a été établi par le ministère des Travaux publics en ce qui concerne les biens immeubles, et une firme d'évaluateurs indépendants en ce qui concerne les biens meubles. Les dépenses, qui augmentent de beaucoup la valeur des biens ou qui en prolongent la durée d'utilisation, sont capitalisées. Les dépenses courantes d'entretien, de réparation et de renouvellement sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

Les immobilisations en service sont amorties d'après la méthode de l'amortissement linéaire, à des taux établis selon la durée estimative d'utilisation des biens. L'amortissement des immobilisations achetées ou acquises par le biais de contrats de location-acquisition est imputé aux résultats de l'exercice. L'amortissement des immobilisations cédées par le Canada est imputé au surplus d'apport puisque le Canada ne reconnaît pas cet amortissement comme un élément de coût lors de la négociation des prix de vente.

b) Stocks

Les matières premières et les fournitures sont évaluées au moindre du prix coûtant et du coût de remplacement au Canada. Les produits en cours et finis sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur nette de réalisation.

Les achats de brevets et de licences ainsi que les frais de développement engagés pour le compte de clients sont imputés aux stocks et sont portés au coût des produits vendus au moment de la vente.

c) Frais reportés

Les frais de développement de nouveaux produits sont amortis sur une période de trois ans à compter du début de la fabrication du produit à l'échelle commerciale ou sont radiés lorsque la commercialisation du produit est improbable.

Les frais de démarrage de la division St-Augustin seront amortis d'après la méthode de l'amortissement linéaire sur la période de cinq ans commençant le 1er avril 1985, la date du début de la production commerciale.

d) Constatation du bénéfice

Les ventes sont constatées au moment de la livraison de biens et de leur acceptation par le client, selon les dispositions des contrats de vente, et lorsque la Société a acquis un droit inconditionnel au paiement complet. Elles sont comptabilisées à des prix fermes ou, les cas échéants, à des prix qui tiennent compte des clauses d'échelles mobiles prévues dans les contrats. Dans ces derniers cas, les prix définitifs demeurent cependant sujets à négociation entre la Société et ses clients et tout redressement final est comptabilisé sur une base courante.

e) Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des prestations de cessation d'emploi comme le prévoient leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

f) Régime de retraite

Les employés participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de la Société. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués.

3. Stocks

	1985	1984
	$	$
Matières premières	27,442,036	17,386,113
Produits en cours	12,483,802	3,187,382
Produits finis	655,861	2,474,061
Frais de développement	1,287,494	2,234,101
Brevets et licences	506,766	623,570
	42,375,959	25,905,227

4. Immobilisations

	1985			1984
	Valeur comptable	Amortissement accumulé	Valeur nette	Valeur nette
	$	$	$	$
Terrains	1,412,025		1,412,025	1,415,973
Bâtiments et aménagements	17,780,371	2,704,731	15,075,640	13,618,319
Équipement	12,391,472	4,608,069	7,783,403	8,560,371
Mobilier et équipement de bureau	2,298,598	823,148	1,475,450	994,604
Matériel roulant	610,364	240,714	369,650	386,522
Immobilisations en cours	18,778,484		18,778,484	9,111,214
	53,271,314	8,376,662	44,894,652	34,087,003

Les immobilisations comprennent celles détenues ou à être détenues en vertu de contrats de location-acquisition à un coût de $10,458,228 et $205,034 à titre d'amortissement accumulé ($2,234,190 et $206,166 au 31 mars 1984).

L'amortissement des immobilisations achetées ou acquises par le biais de contrats de location-acquisition, imputé aux résultats, est de $599,259 ($394,446 en 1984). L'amortissement des immobilisations cédées par le Canada, imputé au surplus d'apport, est de $2,358,582 ($2,608,683 en 1984), y compris $162,291 ($319,574 en 1984) à titre de perte sur aliénation d'immobilisations.

Les durées utiles prévues pour chacune des principales catégories d'immobilisations aux fins du calcul de l'amortissement sont les suivantes:

	Nombre d'années
Bâtiments et aménagements	20 à 40
Équipement	10 à 15
Mobilier et équipement de bureau	5 et 10
Matériel roulant	3 à 10

5. Frais reportés

	1985	1984
	$	$
Frais de démarrage de la division St-Augustin	2,038,070	651,825
Frais de développement de nouveaux produits	2,461,369	
	4,499,439	651,825

Au cours de l'exercice des frais de développement de nouveaux produits d'exercices antérieurs se chiffrant à $2,182,385 furent virés des stocks aux frais reportés.

Les frais de recherche et de développement imputés aux résultats sont de $2,229,747 ($1,274,355 en 1984).

6. Montant dû au Canada

Le montant dû au Canada constitue le solde de crédits parlementaires.

7. Passif à long terme

	1985	1984
	$	$
Avances en vertu d'une entente de location	10,901,599	1,553,135
Emprunt auprès du Canada	3,500,000	3,500,000
Provision pour prestations de cessation d'emploi	1,638,474	1,405,918
Obligation découlant de contrats de location-acquisition	112,691	172,877
	16,152,764	6,631,930
Moins: portion à court terme de la provision pour prestations de cessation d'emploi incluse dans les créditeurs	210,000	210,000
portion à court terme de l'obligation découlant de contrats de location-acquisition	50,090	81,120
	15,892,674	6,340,810

L'emprunt du Canada, obtenu à titre de fonds de roulement, ne porte pas intérêt et ne comporte aucune date fixe de remboursement.

La valeur actuelle de l'obligation découlant de contrats de location-acquisition est déterminée comme suit:

Versements à effectuer au cours des exercices:

	$
1986	60,930
1987	43,798
1988	13,679
1989	11,682
1990	3,693
	133,782
Moins: portion représentant les intérêts à des taux variables qui seront imputés aux résultats des exercices auxquels ils s'appliquent	21,091
	112,691

La Société a signé une entente avec une société de location d'une banque à charte pour louer de l'équipement de fabrication d'un coût global n'excédant pas 11 millions de dollars, aux termes de laquelle pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété lui sont transférés. Elle a signé concurremment une autre entente en vertu de laquelle elle fut nommée agent du bailleur pour acheter ledit équipement de fabrication contre remboursement des sommes versées. Les avances de $10,901,599 ($1,553,135 au 31 mars 1984), incluant $760,112 à titre d'intérêts courus ($30,253 en 1984), ainsi consenties à la Société au 31 mars 1985, ajoutées à celles qui seront versées pour des achats futurs,

LES ARSENAUX CANADIENS LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985—*Fin*

seront converties en des baux de location-acquisition spécifiant les termes de remboursement. Les avances portent intérêt au taux annuel de 1% au-dessus du taux d'intérêt demandé par le bailleur pour ses billets garantis échéant à trente jours (10.4% au 31 mars 1985). Les baux de location-acquisition prévoieront un intérêt annuel de 0.5% au-dessus du taux d'intérêt demandé par le bailleur sur ses billets garantis de l'échéance choisie par la Société mais n'excédant pas 60 mois.

8. Ventes

Les ventes au gouvernement du Canada, au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1985, se chiffrent à $95,516,433 soit 92.1% du chiffre d'affaires de la Société ($87,618,391, en 1984, soit 89.7%).

Les ventes au gouvernement du Canada comprennent $3,355,123 ($4,006,059 en 1984) de ventes au prix coûtant de produits achetés.

9. Représentants et agents commerciaux

Au cours de l'exercice, la Société a versé $76,066 ($51,310 en 1984) à titre de rémunération et de dépenses aux représentants et agents commerciaux suivants: Cormorant Limited, Pakistan; Matren Ltd., Grèce; Seri Mechan Products Sdn Bhd, Malaisie; Unicorn International Pte Ltd., Singapour; Vetecin S.A., Vénézuela; Holland Arma B.V., Hollande; S. Kittivat, Thaïlande; Byron, États-Unis et Vrabel, États-Unis.

10. Engagements

Au 31 mars 1985, le coût estimatif pour compléter les projets en immobilisations prévus et en cours s'élève à environ $1,500,000. À cette date, les engagements contractuels s'élèvent à environ $850,000.

11. Licence pour fabrique d'explosifs

Le ministère de l'Énergie, Mines et Ressources n'a renouvelé la licence pour la fabrique d'explosifs dans un secteur particulier de l'usine de la Société que jusqu'au 30 juin 1985 afin de lui permettre de revoir les nouvelles parties du plan de modernisation de ce secteur. La Société prévoit présentement que les travaux requis pour rencontrer les exigences sécuritaires du ministère seront effectués dans le cadre d'une modernisation extensive de son usine à Le Gardeur étalée sur cinq ans. Cette modernisation, en plus de satisfaire aux exigences sécuritaires, prévoit aussi l'accroissement de la capacité de production et s'inscrit dans un programme global de construction dont le coût est estimé présentement à $82,000,000.

12. Privatisation annoncée de la Société

Le ministre des Finances a annoncé le 23 mai 1985 dans son discours sur le budget l'intention du gouvernement du Canada de vendre la Société au secteur privé. Le processus de la privatisation et le prix de vente éventuel ne peuvent être déterminés au moment de la préparation des présents états financiers.

PAGE RÉCAPITULATIVE

LES ASSOCIÉS MINGAN, LTÉE

MANDAT

Achat de terres pour aliénation éventuelle.

ANTÉCÉDENTS

Cette société a été achetée pour le compte du Canada en 1983 dans le but d'obtenir les terres et les droits de pêche qui lui appartiennent. Ces actifs doivent être convertis en biens rattachés à la réserve indienne, après quoi, la compagnie sera dissoute. Il faudra toutefois d'abord régler la poursuite judiciaire qu'a intentée la province de Québec, alléguant ses droits sur les terres.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	10, rue Wellington 18e étage Les Terrasses de la Chaudière Hull (Québec) K1A 0H4
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable David Crombie, c.p., député
MINISTÈRE	Affaires indiennes et du Nord canadien
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	Décret 1983-4029; société constituée en vertu de la partie 1A de la *Loi des compagnies* du Québec
PREMIER DIRIGEANT	Poste vacant
PRÉSIDENT	Poste vacant

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF Cette société est inactive. Son actif total ne représente qu'une valeur nominale.

LES ASSOCIÉS MINGAN, LTÉE.

**LES ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS POUR L'EXERCICE CLOS
LE 31 DÉCEMBRE 1984 N'ÉTAIENT PAS DISPONIBLES À LA DATE D'IMPRESSION**

PAGE RÉCAPITULATIVE

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT

MANDAT

Promouvoir la mise sur pied et l'expansion d'entreprises au Canada et y contribuer, en fournissant une aide financière, une orientation et une formation en gestion, des informations et des conseils.

ANTÉCÉDENTS

Depuis 1974, la Banque fournit une aide financière aux entreprises canadiennes, en agissant comme prêteur supplémentaire et comme source de financement sur l'avoir net. Elle assure aussi des services de planification financière, d'orientation et de formation et d'autres services de gestion.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	800, Place Victoria Montréal (Québec) H4T 1L4
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Sinclair Stevens, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Expansion industrielle régionale
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1974; *Loi sur la Banque fédérale de développement*. (Cette société a succédé à la Banque d'expansion industrielle, établie en 1944.)
PREMIER DIRIGEANT	Guy A. Lavigueur
PRÉSIDENT	Harold H. MacKay, c.r.
VÉRIFICATEUR	Maheu Noiseux et Price Waterhouse

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

À la fin de l'exercice	1984-1985	1983-1984	1982-1983	1981-1982
Actif total	1,566	1,616	1,907	1,958
Engagements envers le secteur privé	1,023	821	909	879
Engagements envers le Canada	263	420	592	763
Avoir du Canada	202	200	207	163
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	31	78	118	18
— non budgétaire	néant	néant	26	46

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT AUX ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers ci-joints de la Banque fédérale de développement ont été dressés par la Direction selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, appliqués avec continuité. Les données financières se retrouvant à d'autres sections de ce rapport annuel respectent le contenu des états financiers.

La Direction est responsable de la justesse et de l'objectivité des états financiers ainsi que des systèmes comptables dont ils émanent. À cette fin, elle maintient un système élaboré de contrôles internes destinés à donner l'assurance raisonnable que les transactions sont autorisées, que les biens de l'entreprise sont protégés et que les registres nécessaires sont maintenus. Le système de contrôle interne est complété par une revue périodique des différents aspects des opérations de la Banque par le personnel de la vérification interne et celui de l'inspection. De plus, le vice-président à l'inspection et les vérificateurs externes ont plein et libre accès au Comité de vérification du conseil d'administration de la Banque dont le rôle est de s'assurer du maintien de systèmes de contrôles adéquats et de la qualité du contenu des rapports financiers.

Ces états financiers ont été vérifiés et ont fait l'objet d'un rapport par les vérificateurs externes de la Banque, M. Claude D. Henry, c.a., de Maheu Noiseux, comptables agréés et M. Raymond J. Morcel, f.c.a., de Price Waterhouse, comptables agréés.

Le président
GUY A. LAVIGUEUR

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

L'HONORABLE MINISTRE DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE
L'HONORABLE MINISTRE D'ÉTAT PETITES ENTREPRISES

Nous avons vérifié le bilan de la Banque fédérale de développement au 31 mars 1985, ainsi que les états d'exploitation, du déficit et de l'évolution de l'encaisse pour l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Banque au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de son encaisse pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Nous déclarons de plus que, à notre avis, les opérations de la Banque qui ont été portées à notre connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards d'importance, en conformité avec la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, la Loi sur la Banque fédérale de développement et les règlements administratifs de la Société.

de Price Waterhouse
RAYMOND J. MORCEL, F.C.A.

de Maheu Noiseux
CLAUDE D. HENRY, C.A.

Montréal, le 5 juin 1985

BILAN AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984
Encaisse	504	418
Bons du Trésor	41,523	51,270
	42,027	51,688
Valeurs mobilières émises par le Canada	40,495	40,690
Prêts	1,560,019	1,626,727
Placements de risque (note 4)	34,640	34,567
Intérêts échus et courus	29,302	35,776
	1,623,961	1,697,070
Moins: provision accumulée pour pertes (note 5)	157,737	195,190
	1,466,224	1,501,880
Immobilisations, moins amortissement accumulé	5,130	7,410
Frais d'émission de la dette à terme non amortis	3,371	5,509
Autres éléments d'actif	8,838	8,696
	1,566,085	1,615,873

PASSIF	1985	1984
Chèques en circulation	16,393	7,139
Billets à court terme	318,889	99,926
Intérêts courus sur les billets à court et à long terme	49,787	58,521
Autres éléments du passif	12,245	9,561
	397,314	175,147
Billets détenus par le Canada (note 6)	263,000	420,000
Billets à payer, autres qu'à l'ordre du Canada (note 7)	703,708	820,968
	1,364,022	1,416,115
CAPITAL		
Capital versé par le Canada (note 8)	456,600	449,600
Déficit	(254,537)	(249,842)
	202,063	199,758
	1,566,085	1,615,873

Passif éventuel (note 9)

Approuvé par le Conseil:

Administrateur
H. H. MACKAY

Administrateur
GUY A. LAVIGUEUR

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT—*Suite*

SERVICES FINANCIERS

ÉTAT D'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Revenu d'intérêts		
Prêts	213,000	239,067
Placements de risque	4,817	2,866
	217,817	241,933
Frais d'intérêts		
Billets à long terme	127,818	155,797
Billets à court terme	17,027	8,847
	144,845	164,644
Revenu net d'intérêts	72,972	77,289
Provision pour pertes sur prêts, cautions et placements de risque	17,052	73,557
Revenu net d'intérêts après la provision pour pertes	55,920	3,732
Frais autres que d'intérêts		
Traitements et avantages relatifs au personnel	34,785	46,236
Frais de locaux et d'équipement, y compris l'amortissement	8,858	10,078
Autres frais	13,243	13,812
	56,886	70,126
Imputés aux Services de gestion-conseil	1,898	2,116
Frais nets autres que d'intérêts	54,988	68,010
Bénéfice (perte) avant poste extraordinaire	932	(64,278)
Poste extraordinaire (note 3)	(5,627)	
Perte nette de l'exercice	4,695	64,278

SERVICES DE GESTION-CONSEIL

ÉTAT D'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Traitements et avantages relatifs au personnel	11,123	9,532
Frais de locaux et d'équipement	4,140	3,263
Publications—Formation et services de renseignements	1,245	937
Honoraires de consultation—CASE	2,829	2,731
Autres frais	7,178	6,045
	26,515	22,508
Imputés par les Services financiers	1,898	2,116
Total des frais	28,413	24,624
Moins: revenus de consultation—CASE, frais d'inscription aux séminaires de formation et autres activités	4,305	3,342
Montant recouvré du ministère de l'Expansion industrielle régionale en vertu du crédit 50 (crédit 65 en 1984)	24,108	21,282
Ventilation des frais		
Service de conseils en gestion	7,162	6,696
Formation des cadres	4,439	4,900
Service de renseignements	10,064	7,084
Administration	3,475	2,877
Dépenses en immobilisations	1,375	951
	26,515	22,508
Imputés par les Services financiers	1,898	2,116
	28,413	24,624

ÉTAT DU DÉFICIT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Déficit à l'ouverture	249,842	185,564
Perte nette de l'exercice	4,695	64,278
Déficit à la clôture	254,537	249,842

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ENCAISSE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Provenance de l'encaisse		
Prêts de sources autres que le Canada	50,000	
Augmentation nette de billets à court terme	218,963	5,483
Capital versé par le Canada	7,000	56,600
Remboursements sur prêts et placements	355,782	423,463
Vente de valeurs mobilières		10,427
Divers	1,613	5,451
	633,358	501,424
Bénéfice (perte) avant poste extraordinaire	932	(64,278)
Postes n'affectant pas l'encaisse		
Provision pour pertes	17,052	73,557
Amortissement	1,727	1,721
Amortissement des frais d'émission de la dette à terme	2,948	3,728
Intérêts courus, variation nette	(2,260)	(4,450)
Encaisse provenant de l'exploitation	20,399	10,278
	653,757	511,702
Affectation de l'encaisse		
Décaissements sur prêts et placements	347,602	249,408
Remboursement de billets échus	324,260	260,312
Frais d'émission de la dette à terme	810	
	672,672	509,720
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des Bons du Trésor, moins les chèques en circulation	(18,915)	1,982

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1985

1. Objectifs et fonctionnement de la Corporation

La Banque fédérale de développement est une Société de la Couronne détenue à part entière par le Gouvernement du Canada. Constituée le 20 décembre 1974 par la Loi sur la Banque fédérale de développement, elle succédait à la Banque d'expansion industrielle dont les opérations avaient commencé en 1944.

Les objectifs de la Banque, tels qu'énoncés dans la Loi, sont de promouvoir et d'aider à l'implantation d'entreprises commerciales au Canada en mettant à leur disposition une aide financière, des services de gestion-conseil, un service de formation des cadres et des services de renseignements tout en accordant une attention particulière aux besoins de la petite entreprise.

La Banque effectue des prêts et des opérations de placements bancaires par l'entremise de ses Services financiers. Les Services de gestion-conseil englobent les services de conseils en gestion, de formation des cadres et de renseignements. Un état d'exploitation distinct est préparé pour les Services de gestion-conseil étant donné que le financement est pourvu par une appropriation du Parlement.

La Banque fédérale de développement est, à toutes ses fins, mandataire du Gouvernement du Canada, et, à ce titre, toutes les dettes de la Corporation sont des obligations directes du Gouvernement du Canada.

La Banque n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

2. Conventions comptables importantes

Prêts et placements de risque

Les prêts consentis et les placements de risques sont inscrits à leur montant en principal.

Provision pour pertes sur prêts, cautions et placements de risque

Une imputation sur les bénéfices est effectuée aux fins de rajuster la provision accumulée pour pertes au montant requis pour pourvoir aux pertes probables sur prêts, cautions et placements de risque déjà spécifiquement identifiées de même qu'à une provision générale pour pertes encore inconnues. La portion générale de la provision accumulée est destinée à parer aux pertes sur les prêts, cautions et placements de risque qui n'ont pas été spécifiquement identifiées.

Comptabilisation du revenu

Le revenu englobe les intérêts courus sur les prêts. Toutefois, les intérêts ne courent pas sur les prêts lorsque la Direction de la Banque est d'avis que ceux-ci ne seront pas recouvrés. Les dividendes, intérêts et gains en capital sur les placements de risque sont pris en compte à titre de revenu au moment de l'encaissement.

Valeurs mobilières émises par le Canada

Les valeurs sont comptabilisées à la valeur amortie.

Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'origine.

L'amortissement est imputé aux opérations d'après la méthode de l'amortissement linéaire ou la méthode de l'amortissement dégressif à des taux établis en fonction de la vie utile estimative des biens en question.

En ce qui concerne les Services de gestion-conseil de la Banque, toutes les dépenses en immobilisations sont recouvrées du ministère de l'Expansion industrielle régionale et pour cette raison elles ne sont pas capitalisées.

Frais d'émission de la dette à terme

L'escompte, la prime et les frais relatifs à l'émission de titres de dette à long terme sont amortis d'après la méthode linéaire sur la durée de chaque émission en cause et le montant amorti est imputé aux frais d'intérêts.

Conversion des devises étrangères

Les billets à payer en devises étrangères sont assortis de contrats de change à terme et ils sont convertis en dollars canadiens aux taux prévus à ces contrats. La différence entre le montant éventuel à rembourser et le montant perçu lors de l'émission est assimilée à un coût de financement, et est dès lors imputée au poste des frais d'intérêts selon la méthode de l'amortissement linéaire pratiquée sur la durée de chaque émission. Le solde non amorti de ces coûts est inclus au poste des frais d'émission de la dette à terme non amortis au bilan. L'intérêt sur les billets en cause est également assorti de contrats de change à terme et est converti en dollars canadiens aux taux prévus à ces contrats.

Contrats à terme sur taux d'intérêts

Les contrats à terme sur taux d'intérêts sont effectués avec l'intention de réduire les effets de la fluctuation des taux d'intérêts. Les gains et les pertes réalisés sur les contrats fermés sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes auxquelles ils se rapportent. Les gains et les pertes non amortis sont comptabilisés à autres éléments d'actif au bilan.

3. Poste extraordinaire

Suite à des changements organisationnels et à des mesures de réduction de coûts, une somme de $5,627,000 a été encourue au titre de la diminution du personnel, de la radiation de certaines immobilisations, de frais de déménagements et de frais reliés au surplus d'espaces.

4. Placements de risque

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Actions	18,539	16,532
Avances d'actionnaire	12,037	12,185
Débentures avec privilège de participation	942	4,670
Débentures convertibles	3,122	1,180
	34,640	34,567

5. Provision accumulée pour pertes

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Provision accumulée à l'ouverture	195,190	174,705
Montants radiés au cours de l'exercice	(58,465)	(57,396)
Recouvrement de montants radiés antérieurement	3,960	4,324
	140,685	121,633
Provision additionnelle requise pour l'exercice	17,052	73,557
Provision accumulée à la clôture	157,737	195,190

6. Billets détenus par le Canada

Les échéances par exercice s'établissaient comme suit

Taux %	1986	1987	1988	Total
	(en milliers de dollars)			
8¼-8½	34,000			34,000
9-9⅛	43,000	43,000		86,000
10-10⅛	42,000	50,000	51,000	143,000
	119,000	93,000	51,000	263,000

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1985—*Fin*

7. Billets à payer, autres qu'à l'ordre du Canada

Les échéances par exercice s'établissaient comme suit

Taux %	1986	1987	1988	1989	1990	1991-95	Total
			(en milliers de dollars)				
10¼-11¾	113,000	3,000	28,000	3,000	3,000	75,000	225,000
12¼-13⅞	90,755		109,600				200,355
14-14⅞		103,453	30,000	106,400			239,853
17⅛		38,500					38,500
	203,755	144,953	167,600	109,400	3,000	75,000	703,708

Un montant de $157,472,000 É.-U. fait partie des échéances susmentionnées.

La Banque a effectué des dépôts totalisant $55,000,000 dans des actes de fiducie irrévocable pour être utilisés uniquement pour l'extinction de billets à payer spécifiques s'élevant à $60,145,000 qui sont remboursables durant l'exercice 1986. Ces dépôts en fidéicommis sont considérés comme étant effectivement un remboursement anticipé de dette et seulement le montant net de $5,145,000 est considéré comme payable et est inclus dans le tableau ci-dessus.

8. Capital versé par le Canada

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Capital à l'ouverture	449,600	393,000
Montant versé	7,000	56,600
Capital à la clôture	456,600	449,600

9. Passif éventuel et engagements

La Banque a accordé sa caution sur des prêts totalisant $18,903,000 contre lesquels une provision adéquate a été prévue par la Direction.

Les montants non déboursés au 31 mars 1985 sur les prêts et les placements de risques autorisés s'élevaient à $139,878,000 (1984—$90,008,000).

10. Engagements découlant de contrats de location-exploitation

Les engagements minimaux futurs au titre des contrats de location-exploitation relatifs à la location des locaux de la Banque sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
1986	4,617
1987	4,360
1988	3,390
1989	2,717
1990	2,314
1991-1996	14,597
	31,995

11. Caisse de retraite

Les employés de la Banque bénéficient d'une Caisse de retraite à contributions mixtes et dont la gestion des avoirs est confiée à des fiduciaires. Les frais, déduction faite des contributions des employés, sont imputés aux résultats d'exploitation au fur et à mesure de leur paiement. Selon une expertise actuarielle indépendante au 31 décembre 1984, les engagements du régime de retraite étaient entièrement capitalisés à cette date.

12. Limitations légales touchant l'exploitation

Conformément à la Loi constitutive de la Banque fédérale de développement, le ministre des Finances du Canada peut, avec l'approbation du Gouverneur en Conseil, autoriser des versements de capital à la Banque pourvu que le total de ces versements n'excède pas la somme de $475 millions. Le total du passif réel et du passif éventuel de la Banque ne peut dépasser les montants de son capital et déficit multipliés par 12 (ou par 15 avec l'approbation du Gouverneur en Conseil) et est assujetti à un plafonnement de $3,2 milliards. Le ratio du passif réel et du passif éventuel de la Banque à son capital, tel que défini, s'établissait à 7,1:1 au 31 mars 1985.

13. Division des Placements bancaires

Les résultats d'exploitation de la division des Placements bancaires se retrouvant à l'intérieur de l'état d'exploitation des Services financiers sont présentés ci-bas. Le capital de la Banque aux 31 mars 1984 et 1985 incluait un montant de $35,6 millions versé par le Gouvernement du Canada pour financer le portefeuille des placements de risque.

RÉSULTATS DE LA DIVISION DES PLACEMENTS BANCAIRES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Revenu de placements de risque	4,817	2,866
Diminution (augmentation) de la provision requise pour pertes sur les placements de risque	437	(1,079)
Revenu après la provision pour pertes	5,254	1,787
Frais autres que d'intérêts		
Traitements et avantages relatifs au personnel	1,032	1,797
Autres frais	1,110	975
Bénéfice net (perte) de l'exercice	3,112	(985)

14. Renseignements financiers comparatifs

Certains montants se rapportant à l'exercice financier terminé le 31 mars 1984 ont été regroupés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

PAGE RÉCAPITULATIVE

CANADIAN NATIONAL (WEST INDIES) STEAMSHIPS, LTD.

MANDAT

Percevoir les sommes qui lui sont dues à la suite de la vente de huit paquebots à une société cubaine.

ANTÉCÉDENTS

La Société, qui assurait un service de paquebots aux Antilles, est inactive depuis 1958, époque à laquelle sa flotte de navires a été vendue à la société Banco Cubana de La Havane. En 1959, la gestion de l'entreprise a été confiée à des fonctionnaires fédéraux pour qu'ils puissent percevoir le produit de la vente. Suite à l'adoption par le gouvernement américain, le 3 juillet 1963, des Cuban Assets Control Regulations, la lettre de crédit irrévocable délivrée par la Banque d'Amérique pour couvrir le dernier versement sur le capital n'a pas été honorée. Le maintien de la compagnie avait pour seul but de recouvrer le capital impayé et ces intérêts, soit 0.9 million de dollars au 31 décembre 1984. Toutefois, le Parlement a autorisé la dissolution de la société par l'adoption du projet de loi C-60.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Tour C Place de Ville Ottawa (Ontario) K1A 0N5
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Donald F. Mazankowski, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	Créée par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada en 1927 en vertu de la *Dominion Companies Act* et maintenue (78/11/21) en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER	Stanley L. Allen
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice financier correspond à l'année civile.

	1984	1983	1982	1981
À la fin de l'exercice				
Actif total	1.0	0.9	0.8	0.7
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	0.3	0.3	0.3	0.3
Avoir du Canada	0.6	0.6	0.5	0.4
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	néant	néant	néant
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

CANADIAN NATIONAL (WEST INDIES) STEAMSHIPS LTD.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE DON MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de Canadian National (West Indies) Steamships Ltd. au 31 décembre 1984 ainsi que l'état des résultats et des bénéfices non répartis pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1984 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes et aux règlements administratifs de la société.

Pour le vérificateur général du Canada
RAYMOND DUBOIS, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 15 mars 1985

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1984

ACTIF	1984	1983
	$	$
Encaisse	1,448	1,465
Fonds détenus auprès du Receveur général du Canada	95,000	95,000
Fonds gelés (note 2)	878,582	791,753
	975,030	888,218

PASSIF	1984	1983
	$	$
Droit de dépôt à payer		30
Obligations échues et non réclamées (note 3)	14,025	14,025
Montant à payer au Canada (note 4)	324,024	324,024
	338,049	338,079
AVOIR DU CANADA		
Capital-actions		
Autorisé et émis		
10 actions de catégorie A, sans valeur nominale	976	976
Bénéfices non répartis	636,005	549,163
	636,981	550,139
	975,030	888,218

Approuvé par le Conseil d'administration:

Directeur
W. A. KENNETT

Directeur
STANLEY L. ALLEN

CANADIAN NATIONAL (WEST INDIES) STEAMSHIPS LTD.—*Fin*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984

	1984	1983
	$	$
Intérêts créditeurs	86,872	74,096
Droit de dépôt	30	30
Bénéfice net pour l'exercice	86,842	74,066
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	549,163	475,097
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	636,005	549,163

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1984

1. Autorisation et activités

La société est continuée en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes et est une société d'État mère inscrite à la Partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière. Elle a cessé son exploitation active en 1957 lorsqu'elle a vendu sa flotte de huit navires à des intérêts cubains.

2. Fonds gelés

Le versement final de $470,400 sur la vente des huit navires à des intérêts cubains devait être effectué le 19 août 1963 au moyen d'une lettre de crédit irrévocable émise par la BankAmerica International (auparavant connu sous le nom de Bank of America). Cependant, le United States Cuban Assets Control Regulations, entré en vigueur le 3 juillet 1963, a interdit à la Bank d'honorer le paiement de la traite. Les modifications des règlements, entrées en vigueur le 2 mars 1979, exigent que les fonds gelés soient conservés dans un compte portant intérêt. Le montant d'intérêt accumulé au 31 décembre 1984 s'établissait à $408,182 ($321,353 en 1983).

Les négociations entreprises pour obtenir un statut particulier en vue de recouvrer les fonds gelés n'ont pas été couronnées de succès. La Direction estime, selon l'avis de ses conseillers juridiques, que les sommes ne seront perçues que lorsque les règlements auront été abrogés. Une renonciation afin de faire valoir la prescription a été obtenue jusqu'au 1er janvier 1989 et des prolongations additionnelles seront obtenues si nécessaire.

3. Obligations échues et non réclamées

Les obligations échues n'ont pas été réclamées depuis le 1er mars 1955 et, par conséquent, en vertu de la loi fixant les délais de prescription, il n'existe aucune obligation légale de les rembourser. Cependant, la société a l'intention d'honorer toutes obligations en souffrance qu'on lui présentera.

4. Montant à payer au Canada

Les avances du Canada ne porte aucun intérêt et seront remboursables lors du recouvrement des fonds gelés.

PAGE RÉCAPITULATIVE

CANAGREX

MANDAT

Promouvoir et faciliter l'exportation des produits agricoles et des produits alimentaires du Canada et, sur demande expresse, y participer.

ANTÉCÉDENTS

Constituée en 1983, la société a commencé ses activités en 1984. La société doit être dissoute et ses activités doivent être transférées à d'autres ministères et organismes du gouvernement. Le projet de loi C-42, qui a été présenté en première lecture à la Chambre des communes le 18 avril 1985, demande l'autorisation de procéder à la dissolution.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	234, avenue Laurier ouest Ottawa (Ontario) K1P 5W6
STATUT	—Annexe C, Partie I —mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Wise, c.p., député
MINISTÈRE	Agriculture
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur Canagrex* (S.C. 1980-81-82-83, C. 152)
PREMIER DIRIGEANT	A. Edwin Story
PRÉSIDENT	Glenn Flatten
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars

	1984-1985	**1983-1984**
À la fin de l'exercice:		
Actif total	2.3	0.3
Engagements envers le secteur privé	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant
Avoir du Canada	1.8	0.2
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice		
— budgétaire	5.4	0.7
— non budgétaire	néant	néant

CANAGREX

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE JOHN WISE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE L'AGRICULTURE

J'ai vérifié le bilan de Canagrex au 31 mars 1985 ainsi que les états des résultats et du surplus et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de Canagrex au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de la période précédente.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Société Canagrex et aux règlements administratifs de la Société.

Le vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 7 juin 1985

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF	1985	1984	PASSIF	1985	1984
	$	$		$	$
À court terme			À court terme		
Encaisse	2,189,682	282,514	Créditeurs et frais courus	435,626	144,635
Débiteurs	17,221		AVOIR DU CANADA		
Frais payés d'avance		5,282			
	2,206,903	287,796	Surplus	1,846,278	189,166
Immobilisations, nettes (note 3)					
Mobilier et matériel de bureau	75,000	46,005			
Améliorations locatives	1				
	2,281,904	333,801		2,281,904	333,801

Approuvé par le Conseil:

Président du conseil d'administration
GLENN FLATEN

Président—Directeur général
A. E. STORY

CANAGREX—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU SURPLUS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	Exercice terminé le 31 mars 1985	Trois mois terminés le 31 mars 1984
	$	$
Recettes		
Intérêts créditeurs	140,637	14,219
Frais de garanties	88,903	
	229,540	14,219
Dépenses (note 6)		
Traitements et avantages sociaux	1,590,564	146,468
Versements de cessation d'emploi	715,582	
Location de mobilier et de matériel de bureau	420,519	43,981
Rétablissement des employés	206,937	22,829
Déplacements et représentation	182,664	18,954
Publicité et promotion	153,847	46,139
Téléphone, télex et messageries	122,916	14,079
Amortissement	96,124	11,502
Papeterie, fournitures et bibliothèque	66,763	31,159
Honoraires et frais des administrateurs	50,569	19,376
Honoraires professionnels	27,892	169,481
Subventions et contributions—Au net des sommes récupérées	18,377	
Dépenses diverses	18,472	1,085
	3,671,226	525,053
Coût de l'exploitation	3,441,686	510,834
Crédit parlementaire	5,400,000	700,000
Excédent du crédit parlementaire sur le coût de l'exploitation	1,958,314	189,166
Provision pour réduire la valeur des immobilisations et des améliorations locatives à la valeur estimative de réalisation (note 3)	301,202	
	1,657,112	189,166
Surplus au début de l'exercice	189,166	
Surplus à la fin de l'exercice	1,846,278	189,166

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	Exercice terminé le 31 mars 1985	Trois mois terminés le 31 mars 1984
	$	$
Provenance des fonds		
Exploitation		
Excédent du crédit parlementaire sur le coût de l'exploitation	1,958,314	189,166
Élément n'exigeant pas de sortie de fonds		
Amortissement, net	96,124	11,502
	2,054,438	200,668
Utilisation des fonds		
Achat d'immobilisations et d'améliorations locatives, net	426,322	57,507
Augmentation du fonds de roulement	1,628,116	143,161
Fonds de roulement au début de l'exercice	143,161	
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	1,771,277	143,161
Le fonds de roulement est composé comme il suit		
Actif à court terme	2,206,903	287,796
Passif à court terme	435,626	144,635
	1,771,277	143,161

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985

1. La Société

La Société a été constituée en juin 1983 en vertu de la Loi sur la Société CANAGREX et elle a entrepris ses opérations en janvier 1984. Elle est une société d'État nommée à la Partie I de l'Annexe C de la Loi sur l'administration financière.

CANAGREX a pour but d'aider les producteurs et les transformateurs canadiens à augmenter leurs exportations de produits agro-alimentaires. La Société a œuvré dans les secteurs tant public que privé afin de promouvoir, faciliter et prendre part à l'exportation des produits agricoles et alimentaires et à la prestation de services connexes.

Au cours de l'exercice, la Société a participé à l'organisation et à l'évaluation de propositions. Elle a aussi garanti une marge de crédit de $15 millions à Cuba pour l'achat de produits agricoles.

L'annonce fut faite par le ministre des Finances, le 8 novembre 1984, que le programme Canagrex serait discontinué. Depuis, la Société s'est occupée de la liquidation ordonnée de ses affaires. Le Projet de loi C-42, «Loi portant dissolution de la société Canagrex et modifiant certaines lois en conséquence» est actuellement devant le Parlement. Lorsque promulgué, le Projet de loi entraînera la liquidation ordonnée de la Société.

2. Conventions comptables importantes

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant, moins l'amortissement cumulé. Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée du bail, et aucune provision n'est établie quant à une prolongation possible du bail. Le mobilier et le matériel sont amortis selon la méthode de l'amortissement dégressif au taux annuel de 20%. L'amortissement est prévu pour une année complète sur les éléments d'actif acquis lors de l'exercice.

Étant donné la discontinuation prévue de la Société, les immobilisations et les améliorations locatives ont été réduites à leur valeur estimative de réalisation au 31 mars 1985 (voir la note 3).

Régime de retraite

Les employés de la Société participent au Régime de pensions de retraite de la Fonction publique. Les contributions au Régime sont effectuées de façon égale à la fois par les employés et la Société, et ces contributions au titre du service courant sont portées aux dépenses de l'exercice au cours duquel les services ont été rendus.

3. Immobilisations

	1985	1984
	$	$
Mobilier et matériel de bureau		
Coût	172,637	57,507
Moins l'amortissement cumulé	44,430	11,502
	128,207	46,005
Moins la provision afin de réduire à la valeur nette de réalisation	53,207	
	75,000	46,005
Améliorations locatives		
Coût	309,995	
Moins l'amortissement cumulé	61,999	
	247,996	
Moins la provision afin de réduire à la valeur nette de réalisation	247,995	
Valeur estimative de réalisation	1	

CANAGREX—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985—*Fin*

4. Engagements

a) Espace de bureau loué à bail

Le 9 mai 1984, la Société a signé une lettre d'intention afin de prendre à bail de l'espace à bureau pour une période de cinq ans et entraînant des versements annuels minimums de $295,000.

b) Autres baux

La Société, dans le cours normal des affaires, a conclu des baux à diverses échéances pour du matériel de bureau. Étant donné la liquidation prévue de la Société, Canagrex doit en vertu de ces baux verser des coûts d'annulation d'environ $100,000.

Aucune provision n'a été établie pour ces engagements au sein des présents états financiers vu qu'il est prévu que ces baux pourront faire l'objet d'une cession.

5. Passif éventuel

a) Les garanties non échues en vertu de l'ouverture de crédit à Cuba s'élevaient à $8,311,728 au 31 mars 1985. Ces garanties seront prises en charge par le ministère de l'Agriculture lorsque la Société sera dissoute conformément au Projet de loi C-42.

b) À cause de la liquidation prévue, la Société a donné avis de cessation d'emploi, avec effet le 29 mars 1985, à ses employés. Divers règlements de cessation ont été conclus avec certains des employés. À ce jour, quatre employés n'ont pas consenti aux règlements, deux de ces employés ont fait connaître leur intention de poursuivre en justice. Une provision a été établie quant aux coûts prévus des prestations de cessation d'emploi.

6. Chiffres comparatifs

Les dépenses de l'exercice 1984 ont été regroupées en conformité avec la présentation adoptée pour l'exercice de 1985.

PAGE RÉCAPITULATIVE

CENTRE INTERNATIONAL D'EXPLOITATION DES OCÉANS

MANDAT

Amorcer, stimuler et appuyer la coopération entre le Canada et les pays en développement dans le domaine du développement des ressources océaniques.

ANTÉCÉDENTS

Le Centre a été créé en novembre 1983 sous forme d'organisme non gouvernemental dont le financement serait assuré par l'ACDI. Suite à une revue du mandat et de la structure du Centre, le gouvernement l'a acquis à titre de société d'Etat afin qu'il fasse rapport au Parlement.

Le travail du Centre appuie celui de l'ACDI et du CRDI ainsi que de plusieurs autres organismes canadiens non gouvernementaux qui s'occupent de questions de développement. Il ajoute une nouvelle dimension importante aux efforts canadiens en matière d'aide aux nations moins fortunées, soit une grande expérience de la gestion des ressources marines.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	5670, Spring Garden Road 9e étage C.P. 2003, succursale M Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2Z1
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	Le très honorable Joe Clark, c.p., député
MINISTÈRE	Affaires extérieures
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur le Centre international d'exploitation des océans* (S.C. 1984-85, C. 6, s. 24) proclamée le 27 février 1985
PREMIER DIRIGEANT	G.C. Vernon
PRÉSIDENT	C. Hanson Dowell
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1984-1985
À la fin de l'exercice	
Actif total	négl.
Engagements envers le secteur privé	néant
Engagements envers le Canada	néant
Avoir du Canada	négl.
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice	
— budgétaire	0.8
— non budgétaire	néant

AUCUN ÉTAT FINANCIER RELATIF À LA PÉRIODE DE CE RAPPORT N'ÉTAIT DISPONIBLE,
VU QUE LA SOCIÉTÉ EST DEVENUE UNE SOCIÉTÉ D'ÉTAT
TARD DANS LA PÉRIODE

PAGE RÉCAPITULATIVE

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT

MANDAT

Offrir aux producteurs efficaces de lait et de crème l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant en produits laitiers de bonne qualité.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1966, la Commission administre les éléments suivants du programme laitier fédéral: établissement d'un prix-cible pour la crème et le lait de transformation; soutien du marché pour le prix-cible au moyen d'un programme d'offre d'achat pour le beurre et le lait écrémé en poudre; versement d'un subside pour les expéditions admissibles de lait et de crème; mise en marché au niveau national et international de certains produits laitiers; réception des retenues que les provinces perçoivent des producteurs pour financer les pertes à l'exportation des produits excédentaires aux besoins domestiques et coordination du système de gestion des approvisionnements de lait industriel en fonction des besoins domestiques.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Édifice Pebb 2197, promenade Riverside Ottawa (Ontario) K1A OZ2
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Wise, c.p., député
MINISTÈRE	Agriculture
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur la Commission canadienne du lait* (S.R.C. 1970, C. C-7)
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	Gilles Choquette
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 juillet

	1983-1984	1982-1983	1981-1982
À la fin de l'exercice			
Actif total	304.0	360.5	296.1
Engagements envers le secteur privé	60.6	56.5	50.2
Engagements envers le Canada	180.4	231.8	206.9
Avoir du Canada	(13.6)	7.1	(16.1)
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice			
— budgétaire	303.6	309.9	302.4
— non budgétaire, montant net	(51.3)	24.9	101.5

LES ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS POUR L'EXERCICE
CLOS LE 31 JUILLET 1985 N'ÉTAIENT PAS
DISPONIBLES À LA DATE D'IMPRESSION

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE JOHN WISE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE L'AGRICULTURE

J'ai vérifié le bilan de la Commission canadienne du lait au 31 juillet 1984 ainsi que l'état des résultats du programme de soutien laitier financé par le gouvernement du Canada, l'état des résultats de la commercialisation financée par les producteurs, l'état du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

Ces états financiers présentent dans les comptes débiteurs et dans les résultats de la commercialisation financée par le gouvernement du Canada une somme de $10.05 millions. À la date de mon rapport, le gouvernement du Canada a écarté l'acceptation du passif pour cette somme. Par conséquent, l'évaluation des comptes débiteurs n'est pas conforme aux principes comptables généralement reconnus. Si cette somme n'avait pas été comptabilisée, les comptes débiteurs auraient été diminués de $10.05 millions et l'insuffisance du financement sur le coût des opérations de la commercialisation et le déficit à la fin de l'exercice auraient été augmentés de $10.05 millions.

À mon avis, à l'exception des comptes débiteurs de $10.05 millions qui ont été comptabilisés ainsi qu'il est décrit au paragraphe précédent, ces états financiers présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de la Commission au 31 juillet 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, je déclare que la Commission, à mon avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que les états financiers sont conformes à ces derniers et que les opérations dont j'ai eu connaissance ont été effectuées dans le cadre de ses pouvoirs statutaires.

Pour le vérificateur général du Canada
D. L. MEYERS, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 16 novembre 1984

BILAN AU 31 JUILLET 1984
(en milliers de dollars)

ACTIF	1984	1983
Débiteurs		
Clients (note 3)	40,911	51,778
Gouvernement du Canada	73,632	79,041
Cotisations des producteurs	59,395	97,981
Stocks (note 4)	128,614	129,508
Frais payés d'avance	1,453	2,182
	304,005	360,490

PASSIF ET SURPLUS	1984	1983
Créditeurs et passif couru	63,131	57,255
Provision pour les pertes sur les engagements (note 5)	13,561	7,849
Subventions à payer aux producteurs	60,472	56,486
Emprunts auprès du gouvernement du Canada (note 6)	180,422	231,767
	317,586	353,357
(Déficit) surplus	(13,581)	7,133
	304,005	360,490

Approuvé:

Le Président
GILLES CHOQUETTE

Le Vice-président
E. G. HODGINS

Le Directeur des finances
PAUL SIMARD

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS DU PROGRAMME DE SOUTIEN LAITIER FINANCÉ PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1984
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Subventions aux producteurs de lait et de crème utilisés à des fins industrielles (tableau A)	276,951	270,851
Frais liés aux opérations de la commercialisation		
Intérêt	14,138	30,819
Fret	4,890	4,588
Entreposage	3,758	5,547
Manutention	1,183	1,221
Frais divers	423	1,107
	24,392	43,282
Déduire: frais virés aux opérations de la commercialisation (note 7)	3,792	10,282
	20,600	33,000
Frais d'administration (tableau B)	4,267	4,339
Recherche	1,699	1,694
Coût des opérations du programme de soutien laitier	303,517	309,884
Financement par le gouvernement du Canada (note 7)		
Office de stabilisation des prix agricoles	297,551	303,851
Crédit parlementaire	5,702	5,769
Services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement	264	264
	303,517	309,884

ÉTAT DES RÉSULTATS DE LA COMMERCIALISATION FINANCÉE PAR LES PRODUCTEURS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1984
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Ventes	320,290	393,151
Coût des ventes	553,416	611,958
Perte sur les ventes	233,126	218,807
Frais et aide		
Aide à l'exportation et aide domestique	22,729	11,107
Commissions à des agents (note 9)	4,478	4,803
Frais de mise en marché	4,392	4,919
Annonces et réclame (note 12)	2,724	789
Aide en capital (note 8)	571	6,126
Recouvrements d'aide en capital (note 8)	(747)	(719)
	34,147	27,025
Ajouter: frais virés des opérations du programme de soutien laitier (note 7)	3,792	10,282
	37,939	37,307
Coût des opérations de la commercialisation avant le financement	271,065	256,114
Financement à même les cotisations des producteurs (note 7)		
Lait industriel (tableau C)	233,418	264,041
Lait à l'état naturel (tableau D)	6,883	6,799
	240,301	270,840
Gouvernement du Canada (notes 7 et 11)	10,050	8,548
	250,351	279,388
(Insuffisance) excédent du financement sur le coût des opérations de la commercialisation (tableau E)	(20,714)	23,274

ÉTAT DU DÉFICIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1984
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Solde (déficit) au début de l'exercice	7,133	(16,141)
(Insuffisance) excédent du financement sur le coût des opérations de la commercialisation	(20,714)	23,274
(Déficit) solde à la fin de l'exercice	(13,581)	7,133

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1984
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Provenance des fonds		
Excédent du financement sur le coût des opérations de la commercialisation		23,274
Emprunts auprès du gouvernement du Canada	457,639	425,479
Diminution des comptes débiteurs	54,862	
Augmentation des autres montants créditeurs	15,574	16,311
Diminution des stocks	894	45,712
Diminution des frais payés d'avance	729	
	529,698	510,776
Utilisation des fonds		
Insuffisance du financement sur le coût des opérations de la commercialisation	20,714	
Emprunts remboursés au gouvernement du Canada	508,984	400,652
Augmentation des comptes débiteurs		107,942
Frais payés d'avance		2,182
	529,698	510,776

Les fonds se définissent comme étant l'actif moins le passif et le déficit.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 JUILLET 1984

1. Objectifs et opérations

Les objectifs de la Commission, ainsi qu'établis par la Loi sur la Commission canadienne du lait de 1966-67, sont «d'offrir aux producteurs efficaces de lait et de crème l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et d'assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité».

Les producteurs sont responsables du coût de l'aliénation des produits en surplus, y compris toutes les pertes reliées à la production spéciale pour l'exportation en vertu du programme du quota à l'exportation, et des coûts de commercialisation attribuables à la production excédentaire.

Tout surplus des opérations de la commercialisation jusqu'à concurrence de $10 millions ne peut être remboursé aux producteurs et ne peut être pris en compte lors de l'établissement du taux des cotisations de l'exercice suivant. La disposition de tout surplus excédentaire à $10 millions doit être établie par le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 JUILLET 1984—*Suite*

2. Conventions comptables importantes

Conversion en devises étrangères

Tout élément d'actif, de passif, de revenu ou dépense provenant d'une opération en devises étrangères est converti en dollars canadiens au taux du change en vigueur le jour de l'opération. Les effets monétaires en devises étrangères à la date du bilan sont rajustés au taux du change en vigueur à cette date. Tout gain ou perte au change résultant de la conversion ou du règlement d'effets en devises étrangères est imputé aux opérations de la commercialisation financées par les producteurs.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette.

Immobilisations

L'acquisition de mobilier et de matériel est imputée aux frais d'administration de l'exercice d'achat.

Engagements envers l'achat

Les pertes provenant des engagements envers l'achat des surplus de beurre et de poudre de lait écrémé au prix canadien de soutien et les autres produits laitiers à des prix négociés par contrat, qui sont normalement plus élevés que les prix à l'exportation, sont imputées aux opérations de la commercialisation financées par les producteurs, à la date où l'engagement est pris.

3. Comptes débiteurs

Un compte débiteur de $8.3 millions qui résulte des ventes au Nigéria sera recouvré en quatorze versements trimestriels à partir d'octobre 1986 avec intérêt au taux préférentiel (États-Unis) + 1% à payer en versements trimestriels à partir du 5 octobre 1984.

4. Stocks

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Coût		
Beurre	128,327	126,459
Lait écrémé en poudre	51,627	39,548
Autres produits laitiers	14,854	15,110
	194,808	181,117
Déduire la provision pour la moins-value		
Beurre	30,080	24,711
Lait écrémé en poudre	31,900	24,391
Autres produits laitiers	4,214	2,507
	(66,194)	(51,609)
	128,614	129,508

Les stocks qui sont comptabilisés au coût standard ont été rajustés vu que les prix du surplus de beurre, du lait écrémé en poudre et des autres produits laitiers (y compris le lait évaporé, le lait entier en poudre et le beurre non salé) sur le marché à l'exportation sont inférieurs à ceux du marché domestique, ce qui entraîne une valeur de réalisation nette moindre que les coûts et les prix canadiens de soutien. La provision pour la moins-value des stocks a été imputée aux opérations de la commercialisation (coût des ventes) financées par les producteurs.

5. Engagements

Au 31 juillet 1984, la Commission s'était engagée à acheter du beurre et du lait écrémé en poudre à des prix canadiens de soutien et d'autres produits laitiers fabriqués avant le 31 juillet 1984 à des prix négociés par contrats, pour environ $23.4 millions (1983—$14.6 millions). Les pertes qui pourraient découler de ces achats, à des prix supérieurs aux prix d'exportation, ont été estimées à environ $13.6 millions (1983—$7.8 millions), nécessitant une augmentation de la provision pendant l'exercice de $5.7 millions (1983—réduction de $5.4 millions), ce qui a été imputé aux opérations de la commercialisation (coût des ventes) financées par les producteurs.

6. Emprunts auprès du gouvernement du Canada

Ces emprunts servent à financer l'achat de produits laitiers et portent des taux d'intérêt qui varient de 9.625% à 13.00% par année (1983—9.25% à 9.625%). Les modalités de remboursement ne sont pas précisées. L'intérêt, calculé comme intérêt simple, est versé au moment de tout remboursement du capital.

7. Financement

Gouvernement du Canada

L'Office de stabilisation des prix agricoles, au moyen du crédit 15, effectue le financement de la Commission pour le bénéfice des producteurs afin de stabiliser le prix du lait industriel et de la crème. Pendant l'exercice terminé le 31 juillet 1984, le financement pour cette fin s'est élevé à $307.60 millions, dont $297.55 millions ont été crédités aux opérations du programme de soutien laitier et $10.05 millions (voir la note 11) ont été crédités aux opérations de la commercialisation.

Les frais d'administration et de recherche sont financés par le crédit 35—Agriculture dont $617,000 sont devenus périmés (1983—$365,000). Certains ministères du gouvernement ont aussi fourni gratuitement des services.

Producteurs

Les coûts encourus par la Commission lors de l'aliénation des produits laitiers en surplus et les autres programmes de commercialisation, comprenant l'alimentation animale et l'aide à l'exportation et à l'investissement ainsi que les frais d'intérêt et les frais reliés à la commercialisation au-delà du maximum de $20.6 millions, auquel le gouvernement s'est engagé, sont financés par les producteurs au moyen de cotisations prélevées par les agences et les bureaux provinciaux de commercialisation et remises à la Commission. Les cotisations sont calculées sur les livraisons de lait industriel.

8. Aide en capital

À l'intérieur d'un programme visant l'exportation de produits de lait entier, jusqu'à un maximum de 10% des besoins canadiens ou un maximum de 4.4 millions d'hectolitres de lait et à la suite de l'accord du Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait et du gouvernement, la Commission a contribué à la construction de deux usines de transformation pour le lait évaporé et une usine de transformation pour le lait entier en poudre dit «instant».

L'aide en capital de $22.7 millions a débuté en 1980. Ce coût selon l'estimation effectuée sera réduit à $17.7 millions sur une période de six ans à compter de 1980 grâce à la récupération de la valeur résiduelle des usines et du matériel, y compris une réduction du prix d'achat pour un maximum de caisses à acheter, et les octrois en provenance du gouvernement du Canada. Les recouvrements à ce jour s'élèvent à $2.9 millions.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 JUILLET 1984—*Fin*

9. Commissions à des agents

La Commission a employé les services d'agents de ventes relativement à la commercialisation de produits laitiers sur le marché d'exportation et les commissions furent celles qui suivent:

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Coop Fédérée du Québec, Canada	2,578	3,804
L&M Exports Inc., Canada	943	54
Gestion Y. Dessarrollo—Commercial S.A. Peru	395	510
Intercontinental, Mexique	355	223
Canada Expa (1980) Inc., Canada	184	212
Gerber Agri-Export	23	
	4,478	4,803

10. Passif éventuel

Un compte débiteur s'élevant à $13.5 millions plus les intérêts portant sur une période de neuf mois a été escompté auprès d'une banque commerciale avec un droit de recours. Par conséquent, selon les termes du contrat d'escompte, la Commission sera passible envers la banque du montant à recevoir ainsi escompté, dans l'éventualité où le client ne respecterait pas son engagement. Toutefois, la direction est d'avis que cette éventualité est éloignée, d'autant plus que les paiements se font présentement selon les échéances convenues.

11. Bureau laitier de la Colombie-Britannique

En juillet 1982, le Bureau laitier de la Colombie-Britannique signifiait à la Commission son intention de se retirer du plan commun de mise en marché du lait. Pendant l'exercice terminé le 31 juillet 1984, le Bureau n'a pas remis de cotisations à la Commission. Les cotisations applicables à la production laitière de la Colombie-Britannique se seraient élevées à $11.50 millions. Une somme de $10.05 millions, soit l'équivalent des subventions qui auraient été payées sur la production de lait en Colombie-Britannique, a été créditée aux opérations de la commercialisation financées par les producteurs. Le solde de $1.45 million est recouvrable de la province.

12. Réclame pour la crème et la crème glacée

La Commission a été autorisée par le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait à contribuer jusqu'à $4.5 millions à la réclame pour la crème et la crème glacée entreprise par le Bureau laitier du Canada. À ce jour, $3.5 millions ont été versés et imputés aux opérations de la commercialisation financées par les producteurs.

SUBVENTIONS AUX PRODUCTEURS DE LAIT ET DE CRÈME UTILISÉS À DES FINS INDUSTRIELLES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1984 — TABLEAU A

	Livraisons admissibles		Subventions	
	1984	1983	1984	1983
	(en milliers de kilogrammes)		(en milliers de dollars)	
Île-du-Prince-Édouard	3,220	3,194	5,394	5,350
Nouvelle-Écosse	2,134	2,085	3,574	3,493
Nouveau-Brunswick	2,244	2,168	3,758	3,632
Québec	81,383	79,087	136,316	132,470
Ontario	53,993	53,236	90,438	89,171
Manitoba	6,595	6,379	11,047	10,684
Saskatchewan	4,413	4,353	7,392	7,291
Alberta	11,335	11,168	18,986	18,706
Colombie-Britannique (note 11)	6,027	6,261	46	54
	171,344	167,931	276,951	270,851

FRAIS D'ADMINISTRATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1984 (en milliers de dollars) — TABLEAU B

	1984	1983
Traitements	1,979	1,781
Services professionnels et spéciaux	659	895
Transport et communications	345	482
Services de traitement des données et d'émission des chèques	264	264
Autres coûts au titre du personnel	287	195
Rémunération des membres de la Commission	190	182
Locations	190	161
Acquisitions de mobilier et de matériel	163	139
Honoraire du Bureau des services de vérification	72	99
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	75	89
Réparations et entretien	41	13
Frais divers	2	39
	4,267	4,339

COTISATIONS DES PRODUCTEURS SUR LE LAIT INDUSTRIEL POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1984 — TABLEAU C

	Livraison de lait		Cotisations des producteurs — À l'intérieur du quota		Exportation		Hors-quota		Total	
	1984	1983	1984	1983	1984	1983	1984	1983	1984	1983
	(en milliers de litres)		(en milliers de dollars)							
Île-du-Prince-Édouard	78,355	80,478	3,581	3,806	446	301		517	4,027	4,624
Nouvelle-Écosse	52,385	53,151	2,394	2,468	299	194	129	668	2,822	3,330
Nouveau-Brunswick	52,897	50,651	2,417	2,253	302	201			2,719	2,454
Québec	2,250,749	2,292,874	102,859	106,750	12,829	8,502		22,263	115,688	137,515
Ontario	1,311,443	1,352,847	59,933	62,726	7,475	4,968	10,394	17,503	77,802	85,197
Manitoba	150,858	150,690	6,894	7,190	860	571	549	960	8,303	8,721
Saskatchewan	100,421	95,147	4,590	4,665	572	374	980		6,142	5,039
Alberta	280,655	268,419	12,826	12,365	1,600	1,055			14,426	13,420
Colombie-Britannique (note 11)	158,479	166,916	118	550			1,371	3,191	1,489	3,741
	4,436,242	4,511,173	195,612	202,773	24,383	16,166	13,423	45,102	233,418	264,041

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT—*Fin*

COTISATIONS DES PRODUCTEURS SUR LE LAIT À L'ÉTAT NATUREL POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1984

TABLEAU D

	Ventes		Cotisations des producteurs*	
	1984	1983	1984	1983
	(en milliers de litres)		(en milliers de dollars)	
Île-du-Prince-Édouard	13,396	13,109	40	40
Nouvelle-Écosse	114,659	112,285	346	350
Nouveau-Brunswick	70,509	69,239	213	209
Québec	654,018	641,433	1,917	1,876
Ontario	972,777	955,372	2,986	2,936
Manitoba	103,702	102,362	315	311
Saskatchewan	98,425	96,969	289	285
Alberta	256,175	261,372	777	792
Colombie-Britannique (note 11)	303,509	304,135		
	2,587,170	2,556,276	6,883	6,799

*Calculées à 5% du taux de subvention de $6.03 par hectolitre de ventes.

RÉSULTATS DE LA COMMERCIALISATION FINANCÉE PAR LES PRODUCTEURS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1984

TABLEAU E

	1984						1983			
	Domestique	Exportation					Domestique	Exportation		
	Beurre	Lait écrémé en poudre	Lait évaporé	Autres produits*	Total	Total	Beurre	Lait écrémé en poudre	Lait évaporé	Autres produits*
					(en milliers de dollars)					
Ventes	124,761	77,978	94,236	23,315	320,290	393,151	85,744	158,817	110,760	37,830
Coût des ventes	125,344	232,481	146,090	49,501	553,416	611,958	91,220	319,285	141,940	59,513
Perte sur les ventes	583	154,503	51,854	26,186	233,126	218,807	5,476	160,468	31,180	21,683
Frais et aide										
Aide à l'exportation et aide domestique	29	14,762	22	7,916	22,729	11,107	33	5,854	63	5,157
Commissions à des agents		750	3,125	603	4,478	4,803		720	3,428	655
Frais de mise en marché		1,566	2,395	431	4,392	4,919		1,895	2,663	361
Annonces et réclame				2,724	2,724	789				789
Aide en capital			571		571	6,126			1,609	4,517
Recouvrements d'aide en capital			(264)	(483)	(747)	(719)			(236)	(483)
	29	17,078	5,849	11,191	34,147	27,025	33	8,469	7,527	10,996
	612	171,581	57,703	37,377	267,273	245,832	5,509	168,937	38,707	32,679
Ajouter: frais virés des opérations du programme de soutien laitier					3,792	10,282				
Coût des opérations de la commercialisation avant le financement					271,065	256,114				
Financement					250,351	279,388				
(Insuffisance) excédent du financement sur le coût des opérations de la commercialisation					(20,714)	23,274				

	Volume (en millions)				Volume (en millions)			
	Kilogrammes	Kilogrammes	Caisses	Kilogrammes	Kilogrammes	Kilogrammes	Caisses	Kilogrammes
Ventes	28.0	78.2	5.3	10.4	19.8	141.6	5.6	14.0
Achats	26.6	82.0	5.2	10.0	21.3	105.6	5.7	11.9

*Les autres produits comprennent le lait entier en poudre et le fromage.

PAGE RÉCAPITULATIVE

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

MANDAT

Préparer des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la Capitale nationale, et fournir une aide dans ces domaines.

ANTÉCÉDENTS

Les subventions du Canada à la CCN incluent des prêts pour l'achat de biens, mais revêtent surtout la forme de paiements budgétaires. Les recettes de la société sont d'environ 9 p. 100 de ses frais de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	161, rue Laurier ouest 14e étage Ottawa (Ontario) K1P 6J6
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Roch La Salle, c.p., député
MINISTÈRE	Travaux publics
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1958; *Loi sur la Capitale nationale*, (S.R.C. 1970, C. N-3). Le Canada est actionnaire de la société depuis 1899, lors de la création de la Commission d'embellissement d'Ottawa (1899-1927), qui est devenue la Commission du district fédéral (1927-1958)
PRÉSIDENT	Jean Pigott
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars

	1984-1985	1983-1984	1982-1983	1981-1982
À la fin de l'exercice				
Actif total	428.8	411.6	389.3	391.9
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	26.3	31.1	31.1	40.9
Avoir du Canada	377.3	344.5	330.1	313.4
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	97.1	86.6	82.2	97.8
— non budgétaire	néant	néant	néant	0.2

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE ROCH LASALLE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié le bilan de la Commission de la Capitale nationale au 31 mars 1985 ainsi que les états des résultats, de l'avoir du propriétaire et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Commission au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente aux états financiers, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, à l'exception de ce qui est décrit au paragraphe suivant, les opérations de la Commission dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Capitale nationale, aux statuts et aux règlements administratifs de la Commission.

Le 1[er] septembre 1984, le gouvernement a promulgué des modifications à la Loi sur l'administration financière lesquels, entre autres, exigent que la Commission prépare ses états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus. La note 2 décrit les conventions comptables qui se rattachent aux immobilisations. La note indique que l'état des résultats comprend le coût d'acquisition des immobilisations, et que les gains ou les pertes à l'aliénation d'immobilisations sont présentés dans l'état de l'avoir du propriétaire et non dans l'état des résultats. La note indique également que l'amortissement n'est pas enregistré. À cet égard, les états financiers ne sont pas conformes aux principes comptables généralement reconnus ainsi que l'exige l'alinéa 138(4) de la Loi sur l'administration financière. Toutefois, tout comme l'énonce la note 2, la Commission s'est engagée à faire en sorte que des états financiers soient préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus pour l'exercice financier 1985-86.

Le vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 7 juin 1985

BILAN AU 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984
À court terme		
Encaisse et dépôts à court terme	49,893	45,258
Débiteurs		
Ministères et organismes d'État	991	415
Locataires et autres	776	1,293
Fournitures d'exploitation, petit outillage et stocks des pépinières	645	687
Frais payés d'avance	1,479	1,046
	53,784	48,699
Immobilisations		
Biens immobiliers (note 3)	361,910	350,935
Matériel, mobilier et véhicules	13,074	10,683
	374,984	361,618
	428,768	410,317

PASSIF	1985	1984
À court terme		
Créditeurs et passif couru	17,387	24,561
Expropriations de terrains non réglées	1,609	1,665
Retenues et dépôts des entrepreneurs et autres	1,580	1,155
	20,576	27,381
À long terme		
Emprunts auprès du Canada (note 4)	26,309	31,104
Prestations de cessation d'emploi courues	4,537	4,399
	30,846	35,503
AVOIR DU CANADA		
Avoir du propriétaire	377,346	347,433
	428,768	410,317

Approuvé par la Commission:

Le Président
JEAN E. PIGOTT

Le Commissaire
A. MARTIN

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985				1984
	Fonctionnement	Capital	Subventions et contributions	Total	Total
Revenus					
Crédits parlementaires	49,257	37,525	10,273	97,055	86,550
Revenus des propriétés	6,421			6,421	5,873
Intérêts créditeurs	1,538	1,421		2,959	1,968
Revenus divers	1,182			1,182	995
	58,398	38,946	10,273	107,617	95,386
Dépenses					
Aménagement des terrains	14,418	8,337	8,320	31,075	30,579
Loisirs et culture	25,039	9,664	96	34,799	31,182
Transports		12,559		12,559	15,206
Administration et finances	14,312	930		15,242	14,080
Services d'utilité publique		913		913	1,850
Élaboration de politiques	2,076	3		2,079	2,105
	55,845	32,406	8,416	96,667	95,002
Excédent des revenus sur les dépenses	2,553	6,540	1,857	10,950	384

ÉTAT DE L'AVOIR DU PROPRIÉTAIRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Solde au début de l'exercice	347,433	330,129
Excédent des revenus sur les dépenses	10,950	384
Dépenses capitalisées (note 2)	17,455	11,313
Gain net à l'aliénation d'immobilisations	1,508	1,885
Rajustement de la provision pour les cessions de terrain à un prix inférieur au prix coûtant (note 3)		807
Rajustement de la provision des subventions tenant lieu d'impôts fonciers (note 8)		2,915
Solde à la fin de l'exercice	377,346	347,433

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Provenance des fonds		
Excédent des revenus sur les dépenses	10,950	384
Ajouter les éléments qui n'exigent pas de fonds	137	326
	11,087	710
Produits de l'aliénation d'immobilisations	5,542	2,909
Diminution des exportations de terrains non réglées	56	206
Rajustement de la provision au titre des subventions tenant lieu d'impôts fonciers (note 8)		2,915
	16,685	6,740
Utilisation des fonds		
Acquisition de biens immobiliers à être financés par des emprunts auprès du Canada		306
Remboursement d'emprunts auprès du Canada	4,795	18
	4,795	324
Augmentation du fonds de roulement	11,890	6,416
Fonds de roulement au début de l'exercice	21,318	14,902
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	33,208	21,318

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985

1. Autorité et objectifs

La Commission de la Capitale nationale a été établie par la Loi sur la Capitale nationale de 1958 et elle est une Société mandataire en vertu de la Loi sur l'administration financière. La Commission a pour buts et objets la préparation des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la Capitale nationale afin que la nature et le caractère du siège du gouvernement du Canada soient dignes de son importance nationale.

2. Conventions comptables importantes

a) Méthode de comptabilité

Le 1er septembre 1984, la Loi sur l'administration financière a fait l'objet de modifications dont l'une a pour effet d'obliger la Commission à dresser ses états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus. Toutefois, comme par le passé, la Commission a dressé ses états financiers de l'exercice en cours conformément aux principes comptables généralement reconnus sauf en ce qui concerne les immobilisations (voir ci-après). La Commission est en train de revoir ses politiques financières et ses systèmes comptables de manière à pouvoir se conformer à la loi en 1985-86.

b) Immobilisations

i) Dépenses en immobilisations

Les dépenses en immobilisations à l'état des résultats comprennent celles qui augmentent la valeur des immobilisations de même que les dépenses pour les relevés, études et contributions aux programmes à frais partagés.

ii) Biens immobiliers

Seules les dépenses qui résultent en biens immobiliers qui sont la propriété de la Commission sont capitalisées. La capitalisation se fait au prix coûtant. Le coût des biens immobiliers ne renferme pas l'intérêt sur les emprunts dans le but de financer l'acquisition de ceux-ci. Les gains ou les pertes à l'aliénation de biens immobiliers sont déclarés dans l'état de l'avoir du propriétaire et aucun amortissement n'est comptabilisé.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1985—*Suite*

iii) Matériel, mobilier et véhicules
Le matériel, le mobilier et les véhicules sont comptabilisés au prix coûtant. Les pertes, qui sont enregistrées uniquement lors de la destruction ou de l'aliénation, sont déclarées à l'état de l'avoir du propriétaire. Aucun amortissement n'est enregistré.

c) Fournitures d'exploitation, petit outillage et pépinières

Les fournitures d'exploitation et le petit outillage sont comptabilisés au dernier prix coûtant. Les stocks des pépinières sont évalués au coût estimatif de remplacement moins une provision pour les frais généraux, et l'emballage.

d) Régime de retraite

Les employés de la Commission participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations au Régime sont effectuées à la fois par les employés et la Commission.

e) Prestations de cessation d'emploi

En général, les indemnités de départ s'accumulent aux employés au cours de la durée de leur emploi et elles seront versées lors de leur départ ou retraite. La provision pour ces prestations est comptabilisée comme un élément du passif.

3. Biens immobiliers

Voici les principales catégories de biens immobiliers au 31 mars:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Ceinture de verdure	53,569	50,800
Promenades	68,675	67,324
Parcs	42,245	38,627
Ponts et voies d'accès	25,183	25,103
Lieux historiques	15,103	14,710
Installations récréatives	12,157	9,048
Propriétés louées	135,083	136,001
Expropriations non réglées	1,609	1,665
Immeubles d'administration et de service	10,366	9,737
	363,990	353,015
Moins: la provision pour les cessions à un prix inférieur au prix coûtant	2,080	2,080
	361,910	350,935

La provision pour les cessions à un prix inférieur au prix coûtant se rapporte à des biens immobiliers qui seront cédés en exécution d'accords avec la province de Québec concernant la cession gratuite de terrains pour les voies d'accès au pont MacDonald-Cartier et la cession, au prix de $1, de terrains d'emprise de l'autoroute 550.

4. Emprunts auprès du Canada

La Commission a acheté certains biens immobiliers à partir de fonds avancés à même le Fonds du revenu consolidé du Canada au moyen d'emprunts autorisés par le Parlement, et selon les modalités approuvées par le gouverneur en conseil.

L'intérêt sur ces emprunts doit être versé semestriellement à des taux qui varient de 5.0% à 9.0%, en moyenne 6.7% (7.0% en 1984). Les frais d'intérêt au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1985 s'élevaient à $2.1 millions ($2.2 millions en 1984). Aucune date de remboursement n'est précisée sauf que les emprunts, et l'intérêt, doivent être remboursés au moment de l'aliénation des biens immobiliers financés par ces emprunts. Quant aux biens immobiliers qui ne font pas partie de la Ceinture de verdure, les produits serviront à rembourser en entier les emprunts pertinents et tout excédent des produits à rembourser d'autres emprunts non réglés; quant aux biens immobiliers de la Ceinture de verdure, l'excédent des produits sur le coût d'acquisition servira à rembourser les autres emprunts non réglés.

5. Engagements

a) Sous réserve d'affectations de crédits du Parlement, la Commission s'est engagée à verser des contributions à d'autres paliers gouvernementaux, notamment comme il suit:

i) à la province de Québec, la moitié du coût d'un réseau routier à l'intérieur de la région de la Capitale nationale. L'engagement de la Commission s'élève à 128.5 millions de dollars dont 118.8 millions de dollars ont été dépensés;

ii) à la province de Québec et à la Communauté régionale de l'Outaouais, le tiers du coût d'un réseau régional d'évacuation des eaux usées. L'engagement de la Commission s'élève à 52.4 millions de dollars dont 51.7 millions de dollars ont été dépensés;

iii) à la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton et à la ville d'Ottawa, une contribution envers le coût de l'aménagement du secteur Rideau. L'engagement de la Commission s'élève à 11.4 millions de dollars dont 11.1 millions de dollars ont été dépensés; et

iv) à la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton, la moitié du coût d'un nouveau pont sur la rivière Rideau dans le secteur des chemins Hunt Club et Knoxdale. L'engagement de la Commission s'élève à 7.0 millions dont 4.6 millions de dollars ont été dépensés.

b) La province de Québec a exproprié, au nom de la Commission, certains terrains du parc Laurier. La Commission a déjà versé un acompte de 0.4 million de dollars, les $1,253,000 qui restent devant être payés à la province sur réception des titres de propriété.

c) La Commission a conclu des ententes à l'égard de services informatiques et des baux pour du matériel et des locaux de bureau. Les versements annuels en vertu de ces ententes sont environ comme suit:

	(en milliers de dollars)
1985-86	1,606
1986-87	1,393
1987-88	132
1988-89	3
	3,134

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985—*Fin*

6. Éventualités

a) Réclamations

Les réclamations présentées à la Commission ou pouvant l'être s'élèvent en tout à environ 28.4 millions de dollars à l'endroit de la résiliation injuste présumée de certaines ententes, de dommages présumés, et d'autres questions, mais elles ne figurent pas dans les comptes.

L'issue définitive de ces réclamations ne peut être établie. Toutefois, de l'avis de la direction et du conseiller juridique, la position de la Commission est défendable, et tous les paiements nécessaires au règlement de ces réclamations ne modifieront pas substantiellement la situation financière de la Commission. Les règlements, le cas échéant, à la suite de la solution à ces réclamations seront comptabilisés lors de l'exercice au cours duquel se feront les règlements.

b) Entente avec la province de l'Ontario

En 1961, la Commission a signé une entente avec la province de l'Ontario par laquelle cette dernière a établi et entretient une forêt de 2,654 hectares (6,557 acres). À l'échéance de l'entente en l'an 2011, ou sur résiliation, la Commission remboursera la province de l'excédent des dépenses sur les revenus ou la province versera à la Commission l'excédent des revenus sur les dépenses. Au 31 mars 1984, les dépenses excédaient les revenus de 0.99 million de dollars et ceci n'est pas présenté dans les comptes de la Commission.

7. Événements postérieurs au bilan

Le 23 mai 1985, le gouvernement du Canada a fait savoir qu'il donnerait ordre à la Commission de remettre au Receveur général en 1985-86, 33 millions de dollars, somme qu'il considère comme excédentaire par rapport aux besoins de la Commission.

Pour 1985-86, le Conseil du Trésor a restreint l'utilisation des excédents cumulés des revenus sur les dépenses résultant de l'exploitation et des versements de subventions et de contributions. Au 31 mars 1985, ces excédents s'élevaient à 7.7 millions de dollars.

8. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 1984 présentés à des fins comparatives ont été modifiés pour se conformer à la présentation de 1985 et pour redresser des provisions excessives au titre du passif au 31 mars 1984. Il s'agit, entre autres de:

a) la suppression de la valeur capitalisée et de l'élément de passif correspondant au titre de l'achat de terrains comme le mentionne la note 5b);

b) la réduction de provisions au titre des subventions tenant lieu d'impôts fonciers versées à l'égard des terrains utilisés à des fins de gestion forestière. Cette réduction a été créditée à l'avoir du propriétaire.

PAGE RÉCAPITULATIVE

COMMISSION D'ÉNERGIE DU NORD CANADIEN

MANDAT

Planifier, construire et exploiter, de façon autonome, des services d'utilité publique dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon et, avec l'approbation du gouverneur en conseil, ailleurs au Canada.

ANTÉCÉDENTS

Depuis 1948, la Commission développe des ouvrages pour la production et la distribution d'électricité au nord du 60e parallèle. Depuis 1982, son plus important client dans le Yukon, la mine Cyprus Anvil, a suspendu ses opérations. La capacité de production d'électricité excédentaire a obligé le gouvernement à décharger la Commission de l'obligation de lui rembourser certains intérêts. Cependant, l'économie des T.N-O a été relativement stable récemment, fournissant un surplus financier à la Commission, dont la rentabilité dépend fortement du secteur minier dans le Nord.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	7909, 51e avenue C.P. 5700 Succursale L Edmonton (Alberta) T6C 4J8
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable David Crombie, c.p., député
MINISTÈRE	Affaires indiennes et du Nord canadien
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1948; *Loi sur la Commission d'énergie des Territoires du Nord-Ouest* (remplacée par la *Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien*, S.R.C. 70, C. N-21)
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	James Smith
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1984-1985	1983-1984	1982-1983	1981-1982
À la fin de l'exercice				
Actif total	267.5	270.4	251.7	212.3
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	241.0	249.9	239.6	206.3
Avoir du Canada	14.8	8.9	3.1	(4.2)
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	négl.	négl.	1.9
— non budgétaire	5.0	20.1 net	37.0	9.6

COMMISSION D'ÉNERGIE DU NORD CANADIEN

RAPPORT SUR L'OBLIGATION DE RENDRE DES COMPTES POUR LA GESTION

Les états financiers en accompagnement relèvent de la responsabilité de la direction et du Conseil d'administration de la Commission d'énergie du Nord canadien. Les états financiers sont préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus qui sont appropriés dans les circonstances.

La Commission maintient des pratiques et des systèmes financiers et de gestion qui sont conçus dans le but d'apporter l'assurance raisonnable que des renseignements financiers et non financiers qui soient fiables sont disponibles en temps opportun, que les éléments de l'actif sont acquis de façon économique, qu'ils servent à promouvoir les buts de la Commission, et qu'ils sont protégés de la perte ou de l'usage sans autorisation et que la Commission agit en conformité avec les lois du Canada. La direction de la Commission reconnaît sa responsabilité en ce qui a trait à la conduite des affaires conformément aux exigences des lois et des principes qui s'y appliquent et au maintien des normes de conduite qui sont appropriées lorsqu'il s'agit d'un mandataire de la Couronne. Un vérificateur interne passe en revue le fonctionnement des systèmes financiers et de gestion afin d'en promouvoir la conformité et d'en recenser les exigences de nature changeante ou les améliorations nécessaires.

À chaque année, le Vérificateur général du Canada effectue un examen autonome et objectif de l'acquittement par la direction de sa responsabilité de faire rapport fidèlement des résultats de l'exploitation et de la situation financière de la Commission conformément aux principes comptables généralement reconnus. Il envisage également que les opérations dont il a eu connaissance au cours de sa vérification, en tenant compte de tous leurs aspects importants, sont conformes aux lois prescrites. La Commission a demandé au Vérificateur général, et celui-ci est d'accord, d'entreprendre, cet automne, un examen spécial en profondeur de la suffisance du système de la Commission à l'égard des contrôles financiers et de gestion.

Le Conseil d'administration exerce les fonctions de la Commission et il fait office également de Comité de vérification. Le Comité se réunit régulièrement avec la direction afin de passer en revue et d'exercer le contrôle sur les pratiques et le fonctionnement de la Commission en matière de comptabilité et de présentation de rapports. Le Vérificateur général a accès à ce Comité, que la direction y soit présente ou non, afin de discuter des résultats de sa vérification et de son examen ainsi que de son opinion sur la qualité lorsqu'il s'agit de la présentation de rapports financiers et sur la suffisance au titre des contrôles de la gestion financière. Le vérificateur interne rencontre aussi le Comité afin de discuter de la portée et des résultats de ses vérifications, et il reçoit ses directives du Comité.

Le Président-directeur général
J. SMITH

Le Gérant général par intérim
B. G. CHRISTIE

Le contrôleur
R. A. PHILLIPS

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE DAVID EDWARD CROMBIE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

J'ai vérifié le bilan de la Commission d'énergie du Nord canadien au 31 mars 1985 ainsi que l'état des résultats et des bénéfices non répartis et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Commission au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués, après avoir donné effet rétroactivement au changement comptable pour les bénéfices non répartis comme l'explique la note 3 afférente aux états financiers, de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Commission dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, et la Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien.

Pour le vérificateur général du Canada
RAYMOND DUBOIS, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 14 juin 1985

BILAN AU 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984
Biens-fonds et matériel		
En service (note 4)	224,520	229,892
Construction en cours	529	248
	225,049	230,140
À court terme		
Encaisse et dépôts à terme	14,282	12,345
Débiteurs		
Services publics	12,177	10,728
Autres débiteurs	2,390	3,808
Stocks		
Combustibles et lubrifiants	11,239	11,145
Autres fournitures	2,382	2,253
	42,470	40,279
	267,519	270,419

PASSIF	1985	1984 (redressé)
À long terme		
Emprunts auprès du Canada (note 5)	231,336	240,797
À court terme		
Tranche à court terme de la dette à long terme	9,653	9,068
Créditeurs	11,479	10,694
Retenues des entrepreneurs	251	935
	21,383	20,697
	252,719	261,494
AVOIR DU CANADA		
Réserve pour les éventualités	5,635	2,166
Bénéfices non répartis	9,165	6,759
	14,800	8,925
	267,519	270,419

Approuvé par la Commission:

Le Président-directeur général
JAMES SMITH

Membre
I. J. CABLE

COMMISSION D'ÉNERGIE DU NORD CANADIEN—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984 (redressé)
Revenus		
Vente de courant	80,128	73,749
Vente de chaleur	6,601	7,043
Autres revenus	1,414	1,127
	88,143	81,919
Dépenses		
Exploitation et entretien	53,051	47,764
Amortissement	10,118	7,843
Administration générale et services de génie (note 6)	5,956	5,577
	69,125	61,184
Bénéfice de l'exploitation	19,018	20,735
Intérêt (note 7)	13,143	14,879
Bénéfice net pour l'exercice	5,875	5,856
Bénéfices non répartis		
Au début de l'exercice		
Ainsi que déclaré précédemment	8,925	3,069
Rajustement de la période antérieure (note 3)	(2,166)	
Ainsi que redressé	6,759	3,069
Virement à la réserve pour les éventualités	(3,469)	(2,166)
À la fin de l'exercice	9,165	6,759

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Provenance des fonds		
Exploitation		
Bénéfice net pour l'exercice	5,875	5,856
Éléments n'exigeant aucune mise de fonds		
Amortissement	10,118	7,843
Autre élément	(65)	159
	15,928	13,858
Produit de l'assurance sur la perte lors de l'incendie à Inuvik	6,864	
Emprunts à long terme auprès du Canada	5,000	141,560
Aliénation de biens-fonds et matériel	518	
Augmentation des créditeurs et des retenues des entrepreneurs	101	2,571
Total de la provenance des fonds	28,411	157,989
Utilisation des fonds		
Remboursement de la dette à long terme	13,876	131,315
Additions aux biens-fonds et matériel	12,344	30,098
Augmentation des stocks	223	1,512
Augmentation des débiteurs	31	2,569
Total de l'utilisation des fonds	26,474	165,494
Encaisse et dépôts à terme		
Augmentation (diminution) pour l'exercice	1,937	(7,505)
Au début de l'exercice	12,345	19,850
À la fin de l'exercice	14,282	12,345

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985

1. Autorisation et objectif

La Commission d'énergie du Nord canadien, auparavant la «Northwest Territories Power Commission» établie en 1948, est une société d'État nommée à l'Annexe C, Partie I de la Loi sur l'administration financière et elle opère en vertu de la Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien. La Commission est exempte de l'impôt sur le revenu.

La Commission a pour objectif de fournir des services d'utilité publique, sur une base d'auto-suffisance, aux Territoires du Nord-Ouest, au Territoire du Yukon et, avec l'approbation du gouverneur en conseil, ailleurs au Canada.

2. Conventions comptables

Les présents états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus, jugés convenables vu les circonstances et appliqués de façon uniforme par rapport à l'exercice précédent. Voici le résumé des principales conventions comptables de la Commission:

Biens-fonds et matériel

Les biens-fonds et le matériel, à l'exception des éléments virés à titre gratuit à la Commission par le Canada et d'autres éléments qui ont été comptabilisés à la valeur nominale, sont enregistrés au prix coûtant moins l'amortissement accumulé. Les coûts des additions, des améliorations et des remplacements importants sont capitalisés. Outre les coûts directs de biens et de services, le coût des projets d'immobilisations comprend l'intérêt, au taux régnant, sur les fonds empruntés pour financer les projets de construction pendant la durée de la construction et une partie des frais des services de génie et de l'administration générale qui sont directement attribuables aux projets.

Les pertes à l'aliénation de biens-fonds et de matériel à la suite de circonstances exceptionnelles, telle l'aliénation d'éléments d'actif qui n'ont pas été introduits dans le cycle de production, sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les pertes sont reconnues. Quant aux mises hors services normales et aux pertes couvertes par l'assurance, le coût des biens-fonds et du matériel retirés moins le produit de l'aliénation ou autres produits est imputé ou crédité à l'amortissement accumulé sans qu'il n'y ait de gain ou de perte présenté aux résultats.

Amortissement

L'amortissement des biens-fonds et du matériel, financés à même des emprunts auprès du Canada, mis en service avant le 31 mars 1977, à l'exception de l'immeuble du siège social, est calculé en tant que somme équivalente au remboursement du capital de l'emprunt qui y est relié. Les emprunts sont remboursés sous la forme de rente pour la durée économique estimative des éléments d'actif. Les biens-fonds et le matériel, financés à même des emprunts auprès du Canada et mis en service après le 31 mars 1977, y compris l'immeuble du siège social, et les biens-fonds et le matériel achetés à même ses propres fonds, sont amortis selon la méthode linéaire.

Les taux d'amortissement, pour les diverses catégories d'éléments d'actif, sont calculés en fonction des durées économiques estimatives que voici pour les principales catégories d'éléments de l'actif:

Centrales hydro-électriques	30 à 50 ans
Moteurs diesel et matériel connexe	10 à 15 ans
Matériel d'entreposage des combustibles	20 ans
Bâtiments	20 à 30 ans
Systèmes de chauffage	20 ans
Réseaux de transmission et de distribution	20 à 30 ans
Matériel divers et de bureau	10 à 15 ans
Véhicules automobiles	4 ans

COMMISSION D'ÉNERGIE DU NORD CANADIEN—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985—*Suite*

Stocks

Les stocks sont évalués au coût moyen. Une provision est établie pour tenir compte de toute réduction de la valeur des stocks dont l'écoulement est lent.

Réserve pour les éventualités

Le décret du Conseil C.P. 1980-1989 du 24 juillet 1980 autorise la Commission à établir une réserve pour les éventualités qui ne doit pas dépasser $10 millions afin d'établir une provision pour les pertes extraordinaires qui ne font pas partie de l'échelle de taux. Une provision pour les éventualités fondée sur 4% des ventes de services d'utilité publique a été approuvée quant à son insertion dans l'échelle des taux, afin d'être utilisée en premier lieu pour recouvrer les déficits de périodes antérieures et ensuite pour édifier une réserve. Les déficits des exercices antérieurs ont été récupérés et des virements à la réserve ont été effectués annuellement ne dépassant pas 4% des ventes de services d'utilité publique, ou lorsque le bénéfice net de l'exercice est moindre, jusqu'à ce que la limite autorisée soit atteinte.

Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des prestations particulières lors de leur départ comme le prévoient leurs contrats de travail et leurs conditions d'emploi. Le passif à l'égard de ces versements est inscrit aux comptes à mesure que les prestations s'accumulent aux employés.

Régime de retraite

Tous les employés font partie du Régime de pensions de retraite de la fonction publique géré par le gouvernement du Canada. Les cotisations au Régime sont exigées à la fois des employés et de la Commission. Ces cotisations représentent à la limite le passif de la Commission et elles sont portées aux comptes de façon courante.

Subventions tenant lieu de taxes

Les subventions tenant lieu de taxes sont fondées sur une estimation des évaluations municipales rajustées en conformité de la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions sont versées après que les sommes ont été vérifiées par la Division des subventions aux municipalités de Travaux publics Canada. Tous les rajustements lors de l'étape définitive sont présentés dans les comptes de l'exercice du règlement.

3. Changement comptable

Au cours de l'exercice la Commission a apporté un changement à sa comptabilité pour les bénéfices non répartis avec effet rétroactif à 1984. Lors de cet exercice les déficits des exercices antérieurs de $4,608,000 ont été recouvrés en entier à même la provision pour les éventualités déjà approuvée et qui était incorporée à l'échelle des taux et les virements à la réserve pour les éventualités pouvaient alors être effectués. C'est pourquoi les bénéfices non répartis au 1er avril 1984 ont été réduits de $2,166,000 au titre de la somme qui est réputée avoir été virée à la réserve pour les éventualités en 1984.

4. Biens-fonds et matériel en service

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Centrales hydro-électriques	239,706	231,443
Réseaux de transmission et de distribution	39,073	37,866
Autres services d'utilité publique	3,686	3,819
Locaux du personnel	3,721	3,829
Entrepôts, véhicules automobiles et installations générales	8,003	7,041
	294,189	283,998
Moins: l'amortissement accumulé	69,669	54,106
	224,520	229,892

5. Emprunts auprès du Canada

La Commission reçoit du Canada des fonds pour ses dépenses d'immobilisations sous forme de prêts portant intérêt. L'intérêt aux taux régnant s'accumule pendant la durée de la construction d'un projet et est ajouté à la somme empruntée. Le prêt en entier, comprenant l'intérêt couru, est remboursé selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil.

Au cours de l'exercice 1979, la Commission a également reçu un prêt de $7,500,000 pour son fonds de roulement. Les conditions prévoient le remboursement du capital en 10 versements annuels égaux de $750,000 à compter du 31 mars 1990. Il s'agit d'un prêt sans intérêt. Toutefois, si un versement n'est pas payé à la date d'échéance prévue, un intérêt, au taux courant à ce moment-là, sera perçu pour la période allant de la date d'échéance à la date du paiement.

Au 31 mars 1985, les emprunts pour les dépenses d'immobilisations portaient intérêt à des taux variant de 4% à 15.625%, avec un taux d'intérêt moyen pondéré de 10.135% (1984—10.098%). Les emprunts au cours de l'exercice furent consentis à un taux moyen d'intérêt de 11.625% (1984—9.553%).

Les emprunts auprès du Canada viennent à échéance de la façon suivante:

	(en milliers de dollars)
1986	9,653
1987	10,055
1988	10,496
1989	10,616
1990	11,170
1991-2024	188,999
	240,989
Moins: la tranche à court terme	9,653
	231,336

6. Dépenses d'administration générale et services de génie

Les dépenses d'administration générale et services de génie ont été réduites d'une somme de $453,000 (1984—$642,000) attribuée aux projets d'immobilisations.

7. Dépense d'intérêt

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Intérêt sur les emprunts à long terme	24,484	21,700
Autres emprunts		676
	24,484	22,376
Moins: intérêt capitalisé		5,667
revenu provenant des dépôts à terme et des débiteurs	2,247	1,830
	2,247	7,497
	22,237	14,879
Rajustement d'intérêt	(9,094)	
	13,143	14,879

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985—*Fin*

Vu le déclin de l'activité minière dans le Territoire du Yukon, la pleine capacité du système hydro-électrique de Whitehorse a été sous-utilisée au cours de l'exercice. Les revenus du système ne furent pas suffisants pour combler pleinement l'intérêt applicable à payer de $13,801,000 sur l'emprunt, compris dans l'intérêt sur les emprunts à long terme. Le décret du Conseil C.P. 1985-6/1041 du 28 mars 1985 établit un taux d'intérêt de zéro pourcent pour l'exercice financier 1985 sur certains prêts applicables au système, de ce fait réduisant par $9,094,000 l'intérêt par ailleurs à payer sur les prêts.

L'on s'attend à ce que la sous-utilisation du système hydro-électrique de Whitehorse se prolonge dans un avenir prévisible. La Commission a fait l'estimation que l'intérêt par ailleurs à payer en 1985-86 devra être réduit par $10,700,000.

8. Engagements

Au 31 mars 1985, le coût estimatif de l'engagement pour l'achèvement des projets d'immobilisations en voie de construction se chiffrait à environ $741,000 (1984—$1,127,000).

9. Opérations entre apparentés

En plus des opérations mentionnées aux notes 4 et 7, la Commission effectue un nombre appréciable d'opérations avec le gouvernement du Canada et ses organismes, ainsi qu'avec les administrations territoriales et municipales des territoires du Nord-Ouest et du Yukon. Ces opérations et les soldes qui en découlent comprennent:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Vente d'énergie et de chaleur	43,492	42,964
Achat de combustible	8,932	7,815
Cotisations au Régime de pensions de retraite de la fonction publique	678	655
Bons du trésor et intérêt couru	11,545	11,948
Débiteurs	5,261	4,783
Créditeurs	3,015	1,287

De plus, la Commission reçoit des services de vérification ainsi que des services juridiques sans frais du Bureau du vérificateur général du Canada et du ministère fédéral de la Justice.

PAGE RÉCAPITULATIVE

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA

MANDAT

Exploiter un réseau national de chemins de fer, ainsi que des services de transport et des services connexes tels que le transport maritime, le camionnage, les télécommunications et l'hôtellerie.

ANTÉCÉDENTS

La société a été créée par le fusionnement de plus de 200 compagnies, la plupart non rentables, afin d'empêcher la monopolisation du transport ferroviaire. Son mandat consistait à fusionner un certain nombre de compagnies ferroviaires en un seul réseau national fort et concurrentiel desservant toute la nation. Sa structure financière a été modifiée en 1937, en 1952 et, de nouveau, en 1978. La société est rentable depuis 1976, à l'exception de 1982.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	935, rue de la Gauchetière ouest Montréal (Québec) H3B 2M9
STATUT	— Annexe C, Partie II — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Donald F. Mazankowski, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada* de 1919, remplacée par la Loi de 1955 du même nom (S.R.C. 70, C. C-10)
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	J. Maurice LeClair
PRÉSIDENT ET CHEF DE L'EXPLOITATION	Ronald E. Lawless
VÉRIFICATEUR	Coopers & Lybrand

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1984	**1983**	**1982**	**1981**
À la fin de l'exercice				
Actif total	7,467	6,790	6,336	6,134
Engagements envers le secteur privé	2,618	2,269	2,200	1,732
Engagements envers le Canada	275	283	290	296
Avoir du Canada	3,324	3,113	2,841	3,060
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire*	171	175	173	161
— non budgétaire	18	102	4	7

* N'inclut pas les subventions, etc., versées à une catégorie générale de récipiendaires.

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié les bilans consolidés du Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada aux 31 décembre 1984 et 1983 ainsi que les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour chacun des exercices de la période de trois ans terminée le 31 décembre 1984. Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues et ont comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière du Réseau aux 31 décembre 1984 et 1983 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour chacun des exercices de la période de trois ans terminée le 31 décembre 1984, selon les principes comptables généralement reconnus et, à l'exception de l'adoption de la méthode de conversion des devises étrangères, dont il est question à la note 1 h) des états financiers, ces principes comptables ont été appliqués uniformément.

À notre avis également, les opérations de la Compagnie et de chaque filiale qui sont venues à notre connaissance au cours de l'établissement de notre rapport étaient de la compétence du Réseau.

Comptables agréés
COOPERS & LYBRAND

Montréal, Canada
le 25 février 1985

BILAN CONSOLIDÉ
(en milliers de dollars)

ACTIF	31 décembre 1984	31 décembre 1983
Actif à court terme		
Encaisse		59,544
Débiteurs	427,622	402,613
Fournitures et approvisionnements	390,362	363,814
Autres éléments d'actif à court terme	201,901	209,269
	1,019,885	1,035,240
Caisse d'assurances	5,612	5,903
Participations	362,121	36,399
Immobilisations	5,770,982	5,612,173
Autres éléments d'actif et charges reportées	308,011	100,050
	7,466,611	6,789,765

PASSIF		31 décembre 1984		31 décembre 1983
Passif à court terme				
Emprunts bancaires et autres dettes		91,687		600
Créditeurs		645,725		591,210
Charges courues		261,545		247,930
Tranche à payer de la dette à long terme		119,773		46,667
Autres éléments de passif à court terme		167,900		180,824
		1,286,630		1,067,231
Provision pour assurances		5,612		5,903
Autres éléments de passif et crédits reportés		273,071		288,576
Dette à long terme		2,572,613		2,311,131
Part des actionnaires minoritaires dans les filiales		4,345		4,345
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE				
Capital-actions de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada; 6,523,902 actions ordinaires sans valeur nominale (6,487,502 en 1983) autorisées émises et en circulation	2,606,425		2,588,225	
Bénéfices non répartis	717,915	3,324,340	524,354	3,112,579
		7,466,611		6,789,765

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du Conseil d'administration:

Administrateur
ELIZABETH J. HEWES

Administrateur
J. MAURICE LECLAIR

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1984	1983	1982
CN Rail			
Recettes	3,789,158	3,388,494	2,969,291
Dépenses	3,484,726	3,127,800	3,012,609
Bénéfice (perte)	304,432	260,694	(43,318)
TerraTransport			
Recettes	53,445	47,839	46,799
Dépenses	86,384	82,397	79,193
Perte	(32,939)	(34,558)	(32,394)
Grand Trunk Corporation			
Recettes	524,035	436,464	444,272
Dépenses	509,720	448,688	498,777
Bénéfice (perte)	14,315	(12,224)	(54,505)
Entreprises CN			
Communications CN			
Recettes	278,887	257,883	244,016
Dépenses	239,632	223,402	211,919
Bénéfice	39,255	34,481	32,097
Hôtels CN			
Recettes	102,186	103,340	110,761
Dépenses	104,500	106,107	111,476
Perte	(2,314)	(2,767)	(715)
CN Exploration			
Recettes	31,873	24,667	18,578
Dépenses	15,729	14,349	7,474
Bénéfice	16,144	10,318	11,104
Immeubles CN			
Recettes	30,544	22,701	19,711
Dépenses	15,635	12,166	8,415
Bénéfice	14,909	10,535	11,296
Autres entreprises			
Bénéfice (perte)	(260)	611	(649)
Total Entreprises CN			
Bénéfice	67,734	53,178	53,133
CN Route			
Recettes	163,427	169,656	179,769
Dépenses	193,192	203,026	226,152
Perte	(29,765)	(33,370)	(46,383)
Divers			
Perte	(37,894)	(41,283)	(116,075)
Total Secteurs d'activité en exploitation	285,883	192,437	(239,542)
CN Marine Inc.			
Bénéfice	21,888	19,803	16,507
Bénéfice (perte) avant amortissement de la perte de change reportée, impôts sur le revenu et élément extraordinaire	307,771	212,240	(223,035)
Moins: amortissement de la perte de change reportée	65,427		
impôts sur le revenu	117,123	99,290	
Bénéfice (perte) avant élément extraordinaire	125,221	112,950	(223,035)
Réduction des impôts sur le revenu découlant du report de pertes d'exercices antérieurs	116,730	99,383	
Bénéfice net (perte nette)	241,951	212,333	(223,035)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1984	1983	1982
Solde au début de l'exercice	524,354	354,487	577,522
Bénéfice net (perte nette) de l'exercice	241,951	212,333	(223,035)
	766,305	566,820	354,487
Dividende	48,390	42,466	
Solde à la fin de l'exercice	717,915	524,354	354,487

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1984	1983	1982
Encaisse au début de l'exercice*	58,944	(114,005)	(63,721)
Fonds provenant de (utilisés pour) l'exploitation			
Provenance			
Bénéfice net (perte nette) de l'exercice	241,951	212,333	(223,035)
Imputations hors caisse au bénéfice			
Amortissement	260,950	254,006	240,079
Amortissement de la perte de change reportée	65,427		
Autre amortissement	494	508	512
Part de la perte (du bénéfice) non répartie par les sociétés comptabilisée à la valeur de consolidation moins les dividendes	(16,207)	731	(1,979)
Provision pour dévalorisation de participations			97,407
Modifications aux éléments du fonds de roulement**	84,123	195,906	(48,878)
Produit net de l'aliénation d'éléments d'actif	31,874	41,728	16,236
Autres	(37,894)	54,590	24,321
	630,718	759,802	104,663
Utilisation			
Nouvelles immobilisations	713,149	714,413	648,100
Participations	19,569	1,623	4,673
Fonds de roulement de filiale antérieurement consolidée	15,855		
Dividende	48,390	42,466	
	796,963	758,502	652,773
Fonds nets provenant de (utilisés pour) l'exploitation	(166,245)	1,300	(548,110)
Fonds provenant du (utilisés pour le) financement			
Émission de dette à long terme	132,140	124,207	536,076
Réduction de la dette à long terme	(134,726)	(54,358)	(42,550)
Émission de capital-actions	18,200	101,800	4,300
Fonds nets provenant du financement	15,614	171,649	497,826
Augmentation (diminution) de l'encaisse en cours d'exercice	(150,631)	172,949	(50,284)
Encaisse à la fin de l'exercice*	(91,687)	58,944	(114,005)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

*Net des emprunts bancaires et autres dettes à court terme.
**Encaisse et emprunts bancaires et autres dettes à court terme non compris.

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Note 1: Principales conventions comptables

Introduction

Dans les présentes notes, toutes les références faites à la «Compagnie» incluent la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, propriété exclusive du gouvernement du Canada et, sauf indication contraire du contexte, ses filiales consolidées; toutes les références au «Réseau» incluent la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada et ses filiales consolidées ainsi que les lignes de chemin de fer, les installations maritimes, les installations de télécommunications et les autres biens dont le gouvernement du Canada a confié la gestion et l'exploitation à la Compagnie.

a) Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de toutes les filiales, à l'exception de CN Marine Inc., ainsi que la part de la Compagnie aux éléments d'actif et de passif, aux recettes et aux dépenses des Télécommunications CNCP, comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle; la part du CN aux activités des Télécommunications CNCP représente un peu moins des deux tiers des activités des Communications CN. Conformément aux lois régissant le Réseau, les états financiers consolidés comprennent aussi les comptes des Chemins de fer du gouvernement canadien que le gouvernement du Canada a confiés à la Compagnie. Puisque, en vertu de décrets prononcés en décembre 1984, le contrôle de CN Marine Inc. est passé, le 1[er] janvier 1985, au gouvernement du Canada et comme il est prévu que le CN en cédera la propriété au Gouvernement au cours de 1985, les comptes de cette société ont été retirés de la consolidation, à compter du 1[er] janvier 1984, et la participation du CN a été comptabilisée à la valeur de consolidation.

Les participations non majoritaires sont comptabilisées à la valeur de consolidation dans les cas appropriés.

b) Présentation des résultats par Division

Les charges pour services rendus par d'autres Divisions et par les Entreprises CN, facturés habituellement à leur valeur marchande, n'ont pas été éliminées des résultats par Division. Cette façon de procéder n'a aucun effet sur le bénéfice net consolidé.

c) Fournitures et approvisionnements

Les stocks sont évalués au coût en magasin, calculé à partir d'une moyenne pondérée pour les rails et les traverses, des dernières factures pour le carburant et les fournitures neuves, et de la valeur estimative d'usage ou de revente pour les fournitures usagées, désuètes ou réformées.

d) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant. Les biens incorporés au Réseau le 1[er] janvier 1923 sont comptabilisés à la valeur qui figurait dans les livres des compagnies constituantes, moins la somme de $262.8 millions radiée lors de la révision du capital en 1937.

La comptabilité relative aux installations ferroviaires et de télécommunications s'effectue conformément aux règlements de la Commission canadienne des transports, du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (au Canada) et de l'Interstate Commerce Commission (aux États-Unis). En général, les immobilisations importantes qui s'ajoutent aux installations existantes ou qui les remplacent sont capitalisées et les frais d'intérêts sont imputés aux résultats.

Le coût des éléments d'actif amortissables désaffectés ou aliénés, moins la valeur de récupération, est imputé à l'amortissement accumulé conformément au plan d'amortissement par catégories, sauf dans le cas des divisions CN Route et Hôtels CN pour lesquelles on emploie la méthode de l'amortissement à l'unité. Selon cette méthode, les gains et les pertes sont imputés au fur et à mesure aux résultats.

e) Amortissement

L'amortissement est calculé à des taux suffisants pour en permettre la répartition sur la durée estimative d'utilisation des biens, généralement selon la méthode linéaire. La Commission canadienne des transports, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes et l'Interstate Commerce Commission autorisent les taux pour les installations ferroviaires et de télécommunications. Les taux s'appliquant aux principales catégories de biens sont les suivants:

	Taux annuel
Traverses	2.89%
Rails	1.87%
Autre matériel de voie	1.90%
Ballast	2.76%
Locomotives de ligne	3.23%
Wagons	1.73%-3.18%
Installations de télécommunications commerciales	6.12%

Les biens hôteliers sont amortis à des taux annuels variant de 2% à 10%.

f) Recettes du transport

Les recettes d'exploitation tirées du transport sont généralement comptabilisées lorsque les mouvements sont terminés; en trafic d'échange, on considère un mouvement comme terminé lorsque le transporteur correspondant a pris possession de la marchandise. Les coûts découlant de mouvements qui ne sont pas encore terminés sont généralement reportés.

g) Régimes de retraite

Le coût des services courants est imputé aux résultats selon la comptabilité d'exercice. Le coût des services passés est imputé aux résultats à raison de montants annuels, comprenant le principal et les intérêts, sur des périodes variables.

Les versements de capitalisation sont déterminés selon la méthode actuarielle de répartition des coûts basée sur les avantages courus.

h) Devises étrangères

Depuis le 1[er] janvier 1984, la Compagnie a adopté les recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés en matière de conversion des devises étrangères. Les états financiers et l'information concernant les périodes antérieures à 1984 n'ont pas été redressés en fonction de ce nouveau principe comptable.

Les établissements étrangers de la Compagnie ont été comptabilisés comme étant intégrés, et leur conversion et leur comptabilisation se fondent sur les bases suivantes: l'actif à court terme (fournitures et approvisionnements non compris), le passif à court terme et la dette à long terme sont convertis aux taux en vigueur à la date du bilan, tandis que d'autres éléments d'actif et de passif sont convertis selon les cours historiques. Les recettes et les dépenses sont converties aux taux moyens de l'année, sauf l'amortissement qui est converti aux taux de change en vigueur lors de l'acquisition des immobilisations en cause. Les gains et les pertes de change sont imputés au bénéfice net de l'exercice, à l'exception de ceux qui n'ont pas été réalisés sur la dette à long terme et qui sont reportés et amortis sur la durée restante de la dette considérée.

Les autres éléments d'actif et de passif de la Compagnie exprimés en devises étrangères sont traités de la même façon. Les recettes et les dépenses sont converties aux taux en vigueur au moment où les opérations sont effectuées.

i) Contrats de location

Les contrats de location qui répondent aux critères des contrats de location-acquisition et qui ont été passés après 1981 ont été capitalisés. Les autres contrats de location ont été comptabilisés comme contrats de location-exploitation.

Note 2: Participations

	Pourcentage des actions avec droit de vote	31 décembre 1984	31 décembre 1983
		(en milliers de dollars)	
Sociétés comptabilisées à la valeur de consolidation			
Chicago and Western Indiana Railroad Company	20%	5,916	6,010
CN Marine Inc.*	100%	324,682	
Compagnie du complexe ferroviaire de Toronto	50%	10,682	10,682
Autres		15,894	15,146
		357,174	31,838
Autres sociétés et investissements, au prix coûtant, moins les provisions pour dévalorisation, le cas échéant		4,947	4,561
Total		362,121	36,399

* La participation dans CN Marine Inc. a remplacé l'actif net ci-dessous qui a été retiré de la consolidation le 1[er] janvier 1984 (voir note 1 a).

		(en milliers de dollars)
Actif net au 1[er] janvier 1984		
Actif net à court terme		15,855
Immobilisations nettes		261,516
Autres éléments d'actif et charges reportées nets		12,753
		290,124
Changements intervenus en 1984		
Participation au capital-actions	18,200	
Bénéfice selon la valeur de consolidation	21,888	
	40,088	
Moins: dividende	5,530	34,558
Actif net — Avoir au 31 décembre 1984		324,682

Note 3: Immobilisations

	31 décembre 1984			31 décembre 1983		
	Prix coûtant	Amortissement accumulé	Montant net	Prix coûtant	Amortissement accumulé	Montant net
	(en milliers de dollars)					
CN Rail	7,256,076	2,675,878	4,580,198	6,785,361	2,597,619	4,187,742
TerraTransport	100,118	54,646	45,472	98,871	50,311	48,560
Grand Trunk Corporation	553,658	150,214	403,444	537,143	135,287	401,856
Entreprises CN						
Communications CN	709,762	281,943	427,819	674,181	258,557	415,624
Hôtels CN	199,035	68,549	130,486	193,352	68,821	124,531
CN Exploration	41,731	5,264	36,467	28,171	2,285	25,886
Immeubles CN	66,261	17,812	48,449	54,492	11,879	42,613
Autres entreprises	33,529	1,615	31,914	31,552	26	31,526
CN Route	105,630	56,472	49,158	108,873	54,586	54,287
Divers	28,783	11,208	17,575	27,525	9,493	18,032
CN Marine Inc.*				302,721	41,205	261,516
	9,094,583	3,323,601	5,770,982	8,842,242	3,230,069	5,612,173
Montants compris ci-dessus relatifs aux Chemins de fer du gouvernement canadien confiés à la Compagnie par le gouvernement du Canada	982,132	540,085	442,047	945,772	524,886	420,886

Au 31 décembre 1984, la valeur brute des éléments d'actif détenus en vertu de contrats de location-acquisition compris dans les chiffres ci-dessus s'élevait à $51.3 millions ($38 millions en 1983) et l'amortissement accumulé correspondant, à $4 millions ($2.7 millions en 1983).

*Voir note 1a).

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Suite*

Note 4: Dette à long terme

	Échéance	Monnaie de paiement	31 décembre 1984	31 décembre 1983
			(en milliers de dollars)	
Obligations, débentures et billets				
Canadien National 5¾% obligations 25 ans (a, b)	1er janv. 1985	$CAN	63,211	64,168
Canadien National 8⅜% obligations 10 ans	15 nov. 1986	$US	83,232	83,232
Canadien National 8⅞% obligations 10 ans (b)	1er mars 1987	$CAN	46,157	47,924
Canadien National 5% obligations 27 ans (a, b)	1er oct. 1987	$CAN	97,433	100,141
Canadien National 14⅜% billets 10 ans	1er déc. 1991	$US	117,817	117,817
Canadien National 9¼% débentures à caisse d'amortissement 20 ans	15 mars 1998	$US	124,631	133,533
Canadien National 8⅜% débentures à caisse d'amortissement 25 ans	1er juill. 2002	$US	95,342	100,639
Canadien National 9⁷⁄₁₀% débentures à caisse d'amortissement 25 ans	15 juill. 2004	$US	174,940	174,940
Canadien National 13% débentures à caisse d'amortissement 20 ans	15 nov. 2004	$CAN	100,000	
Canadien National 14% débentures à caisse d'amortissement 25 ans	15 janv. 2006	$US	178,783	178,783
Canadien National 15% débentures à caisse d'amortissement 25 ans	1er juin 2006	$US	181,238	181,238
Canadien National 16¼% débentures à caisse d'amortissement 25 ans	1er mars 2007	$US	183,053	183,053
Canadien National 14¾% débentures à caisse d'amortissement 30 ans	1er sept. 2012	$US	247,984	247,984
Canadien National 12% débentures à caisse d'amortissement 30 ans	15 mars 2013	$US	122,548	122,548
Buffalo and Lake Huron 5½% obligations 1re hypothèque	Perpétuelles	Sterling	795	795
Buffalo and Lake Huron 5½% obligations 2e hypothèque	Perpétuelles	Sterling	1,228	1,228
Total			1,818,392	1,738,023
Prêt et avances du gouvernement du Canada (c)				
Emprunt du gouvernement du Canada		$CAN	260,331	268,377
Chemins de fer du gouvernement canadien: avances au fonds de roulement		$CAN	14,075	14,075
Total			274,406	282,452
Autres				
Montants à payer aux termes de conventions portant sur l'achat de matériel (d)		$US	160,993	183,637
Emprunts suisses (e)		FS	129,158	129,158
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (f)		Divers	42,509	30,297
Billet à ordre de 9⅝% (g)		$CAN	1,423	1,703
Débenture à revenu variable (h)		$CAN	8,243	
Ajustement du taux de change courant (voir note 1h)			271,660	
Total			613,986	344,795
			2,706,784	2,365,270
Moins: tranche à payer de la dette à long terme (convertie aux taux de change courants en 1984 et aux cours historiques en 1983)			119,773	42,273
Autres			14,398	11,866
			134,171	54,139
Dette à long terme			2,572,613	2,311,131

a) Garanties par le gouvernement du Canada.

b) Assujetties à des dispositions de rachat.

c) De l'emprunt auprès du gouvernement du Canada, $213.5 millions portent intérêt au taux annuel de 8¾% et sont remboursables en versements semestriels égaux de $13.63 millions, comprenant les intérêts et le principal, jusqu'au 30 juin 1998. Les conditions relatives au solde n'ont pas encore été arrêtées. Le taux d'intérêt moyen pondéré applicable au prêt de $213.5 millions et aux avances aux 31 décembre 1984 et 1983 s'établissait à environ 8.2% l'an.

d) Garantis par le matériel roulant, remboursables en versements semestriels ou trimestriels, sur différentes périodes jusqu'en 1995, et portant intérêt à des taux s'échelonnant de 8 à 17¾%. Au 31 décembre 1984, les montants en principal à payer étaient de $US 153 millions ($US 174.7 millions au 31 décembre 1983).

e) Placement privé de 100 millions de francs suisses portant un intérêt de 5⅛%, remboursable le 16 mars 1988, et emprunt bancaire de 100 millions de francs suisses portant un intérêt de 5½%, remboursable le 8 avril 1988, tous deux assujettis à une clause autorisant un remboursement anticipé.

f) Les taux d'intérêts applicables varient d'environ 10¾% à 15¾% et les dates d'échéance vont de 1985 à 2003 inclusivement. Les intérêts implicites sur les contrats de location se chiffrent à $44.4 millions ($15.1 millions en 1983).

g) Remboursable en versements semestriels de $218,503, comprenant les intérêts et le principal, jusqu'au 1er août 1988.

h) Le versement des intérêts annuels non cumulatifs de 16.55% et le remboursement du principal pendant la durée de la débenture et à son échéance en 2008 dépendent des résultats de l'exercice de l'un des secteurs d'activité de la Compagnie.

i) Les montants en principal à payer sur la dette en cours au 31 décembre 1984, compte tenu des exigences des caisses d'amortissement et des possibilités de rachat, s'établissent comme suit:

	(en milliers de dollars)
Exercice se terminant le 31 décembre:	
1985	119,773
1986	167,476
1987	205,423
1988	238,529
1989	73,671
1990-1994	628,017
1995-1999	527,849
2000-2004	416,352
2005-2009	169,178
2010-2013	81,284

Note 5: Avoir de l'actionnaire

a) Capital-actions

Au cours de l'exercice, 36,400 (203,600 en 1983) actions ordinaires sans valeur nominale de la Compagnie ont été émises en faveur du gouvernement du Canada pour une valeur de $18,200,000 ($101,800,000 en 1983), en application d'une entente en vertu de laquelle le Gouvernement a acheté des parts du capital-actions de la Compagnie à titre de participation financière aux projets d'immobilisations de CN Marine Inc. La valeur globale des actions émises au 31 décembre 1984 aux termes de cette entente se chiffre à $157,590,000.

b) Bénéfices non répartis

Aux termes de la loi qui la régit, la Compagnie doit verser au Receveur général du Canada un dividende égal à 20% du bénéfice net de l'exercice, ou tout pourcentage plus élevé de ce bénéfice que prescrirait le gouverneur en conseil. À ce titre a donc été comptabilisé un montant de dividende représentant 20% du bénéfice net de l'exercice, inscrit aux Autres éléments de passif à court terme.

Note 6: Engagements importants

a) Contrats de location

i) Au 31 décembre 1984, les engagements de la Compagnie en vertu de contrats de location, à l'exclusion de ceux qui ont été capitalisés et pour lesquels les obligations découlant des contrats de location-acquisition ont été comptabilisées avec la dette à long terme (voir note 4), s'établissaient comme suit:

Baux non résiliables

	Contrats de location-acquisition	Contrats de location-exploitation
	Exercice se terminant le 31 décembre	
	(en milliers de dollars)	
1985	50,414	62,652
1986	45,059	55,764
1987	43,302	51,974
1988	40,282	48,195
1989	32,562	44,460
1990-1994	28,282	97,449
1995-1999	4,596	44,942
ultérieurement	1,891	8,133
Total des versements minimaux à effectuer	246,388	413,569
Moins montant représentant les intérêts implicites	60,459	
Valeur actualisée des versements minimaux nets à effectuer en vertu de contrats de location-acquisition	185,929	

Les contrats de location portent principalement sur du matériel roulant ferroviaire, et bon nombre contiennent des clauses de renouvellement et une clause permettant l'achat des biens à leur valeur marchande à l'expiration du bail.

ii) Les frais de location aux termes de l'ensemble des baux s'établissaient comme suit:

	Exercice clos le 31 décembre		
	1984	1983	1982
	(en milliers de dollars)		
Total des frais	197,041	169,328	176,073
Frais en vertu des contrats de location-acquisition non compris dans la dette à long terme	49,380	46,899	47,779

iii) L'écart net dans le bénéfice et les augmentations de l'actif et du passif, qui paraîtraient aux états financiers consolidés si les baux conclus avant 1982 et satisfaisant aux critères des contrats de location-acquisition avaient été capitalisés, s'établissent comme suit:

	Exercice clos le 31 décembre		
	1984	1983	1982
	(en milliers de dollars)		
Augmentation nette du bénéfice	3,036	2,272	596
Augmentation de l'actif			
Immobilisations			
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition	293,825	295,782	296,019
Moins amortissement accumulé	193,172	172,959	152,292
	100,653	122,823	143,727
Autres éléments d'actif et charges reportées			
Perte de change reportée non amortie	23,323		
	123,976	122,823	143,727
Augmentation du passif à court terme			
Valeur actualisée des obligations découlant des contrats de location-acquisition	33,954	28,500	25,817
Augmentation du passif à long terme			
Valeur actualisée des obligations découlant des contrats de location-acquisition	154,832	186,288	208,292
Ajustement du taux de change courant (voir note 1 h)	31,097		
	185,929	186,288	208,292
Moins tranche à court terme	33,954	28,500	25,817
	151,975	157,788	182,475

b) Autres engagements importants

Au 31 décembre 1984, la Compagnie avait des engagements de dépenses en immobilisations de $124.5 millions pour des traverses et de $104.9 millions pour du matériel roulant.

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Suite*

Note 7: Subventions

Les recettes comprennent les subventions suivantes:

	Exercice clos le 31 décembre		
	1984	1983	1982
	(en milliers de dollars)		
Gouvernement du Canada			
a) Versements au titre de la Loi sur les chemins de fer, prévus par cette loi et par la loi y afférente portant affectation de crédits, à l'égard de certains services non rentables et de tarifs imposés dont le maintien est obligatoire en vertu de la Loi sur les chemins de fer	48,762*	205,468	229,494
b) Paiements intérimaires destinés à compenser partiellement l'absence de recettes associée au coût du transport de céréales à des tarifs statutaires non rentables	8,660*	228,452	
c) Subventions au titre de la Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes et de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique	20,727	17,361	16,161
d) Divers	2,433	6,154	6,529
Divers	168	168	803
	80,750	457,603	252,987

*Il est prévu dans la Loi sur le transport du grain de l'Ouest, entrée en vigueur le 1[er] janvier 1984, des majorations de tarifs de transport ferroviaire pour certaines céréales et certains produits céréaliers qui, pour la plupart, étaient anciennement transportés à des tarifs statutaires non rentables. Les nouveaux taux permettent à la Compagnie de recouvrer la quasi-totalité des coûts qu'elle engage dans le transport des céréales grâce à des frais tarifaires que se partagent le gouvernement du Canada et les expéditeurs. De plus, à part un paiement final reporté, reçu en 1984, les paiements intérimaires mentionnés en b) ci-dessus ont cessé, à l'instar de ceux dont il est fait mention en a) au titre de lignes secondaires redevenues rentables.

Note 8: Régimes de retraite

La Compagnie offre à presque tous ses employés des régimes de retraite en vertu desquels ceux-ci ont droit, à l'âge de la retraite, à des prestations fondées sur la rémunération et les années de service et/ou les cotisations. Le coût annuel de ces régimes s'établit comme suit:

Exercice clos le 31 décembre		
1984	1983	1982
(en milliers de dollars)		
167,156	138,252	185,359

L'évaluation actuarielle la plus récente a donné lieu à une réduction des coûts des régimes de retraite de l'ordre de $46.4 millions pour 1984 ($47.1 millions en 1983).

Aux 31 décembre 1984, 1983 et 1982, le coût total des services passés restant à imputer aux résultats, fondé sur l'évaluation actuarielle la plus récente alors et compte tenu de rajustements ultérieurs, s'élève à:

	31 décembre		
	1984	1983	1982
	(en milliers de dollars)		
Régimes canadiens	1,480,297	1,415,981	1,526,280
Régimes américains	13,347	13,682	13,710
	1,493,644	1,429,663	1,539,990

Le coût des services passés au titre des régimes canadiens, au 31 décembre 1984, sera imputé aux résultats en montants annuels, comprenant les intérêts et le principal, comme suit:

	Coût annuel (en milliers de dollars)
1985	96,182
1986	162,959
1987	150,380
1988	158,842
1989	167,769
1990	177,188
1991	187,124
1992	173,984
1993	157,413
1994	161,924
1995	171,066
1996	174,200
1997	128,463
1998	100,047
1999	97,367
2000	102,722
2001	108,372
2002	51,882
2003	54,735
2004	57,746
2005	60,922
2006	64,273

La plus grande partie du coût des services passés au titre des régimes américains, au 31 décembre 1984, sera en général amortie d'un montant annuel de $1.6 million, comprenant les intérêts et le principal, jusqu'en 1993 inclusivement.

En 1984 et 1983, le montant d'imputation aux résultats a dépassé respectivement de $36.6 millions et de $25.4 millions le montant à capitaliser, alors qu'en 1982 le montant à capitaliser avait excédé de $4.3 millions l'imputation aux résultats. L'excédent cumulatif des imputations aux résultats sur les montants à capitaliser s'élève à $118.2 millions ($81.6 millions en 1983), $54.1 millions (rien en 1983) étant compris dans le passif à court terme et $64.1 millions ($81.6 millions en 1983) dans les Autres éléments de passif et crédits reportés.

La valeur actuarielle des prestations acquises au 31 décembre 1981, date de la dernière évaluation actuarielle, excédait de $214.8 millions la valeur totale des caisses de retraite à cette date.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Suite*

Note 9: Perte du secteur Divers

La perte du secteur Divers découle des éléments suivants:

	Exercice clos le 31 décembre		
	1984	1983	1982
	(en milliers de dollars)		
Recettes diverses	1,887	1,851	1,839
Intérêts			
Intérêts totaux sur la dette à long terme	281,097	274,180	236,206
Amortissement de la différence de change à la conversion de la dette à long terme	65,427		
Intérêts sur les emprunts à court terme	15,907	7,950	7,182
Intérêts sur les placements	(13,320)	(13,687)	(3,015)
Intérêts totaux (net)	349,111	268,443	240,373
Intérêts imputés aux Divisions	(261,407)	(248,507)	(214,169)
Amortissement indiqué séparément dans les résultats	(65,427)		
	22,277	19,936	26,204
Autres dépenses (net)*	17,504	23,198	91,710
Total des dépenses	39,781	43,134	117,914
Total de la perte du secteur Divers	37,894	41,283	116,075

*Les Autres dépenses (net) reflètent le montant des recettes et des dépenses de nature générale et tenaient compte, en 1982, d'une provision de $61.5 millions pour la dévalorisation d'un placement de portefeuille.

Note 10: Impôts sur le revenu

a) La Compagnie dispose d'écarts temporaires d'environ $500 millions qu'elle peut affecter à la réduction du revenu imposable des années à venir. De ce montant, environ $200 millions sont attribuables à l'excédent du coût en capital non amorti aux fins d'impôts sur la valeur comptable nette des éléments d'actif amortissables.

De plus, la Compagnie peut se prévaloir, au titre de crédits d'impôts à l'investissement, de réductions concernant l'impôt sur le revenu des années suivantes:

Échéance	(en millions de dollars)
1985	28.2
1986	35.0
1987	32.0
1988	4.2
1990	25.7
1991	35.1

La Compagnie a droit au remboursement de 20% des crédits d'impôts à l'investissement applicables à l'année en cours, relativement à des dépenses admissibles. L'avantage de $8.8 millions découlant de ce remboursement a été comptabilisé au secteur Divers.

b) La provision constituée par la Compagnie pour les impôts sur le revenu comprend les éléments suivants:

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Provision pour impôts sur le revenu constituée à partir du taux de base combiné de 48% (48.6% en 1983) des gouvernements fédéral et provinciaux	116,325	103,149
Augmentation (diminution) des impôts attribuable aux éléments suivants		
Produit net de la vente de crédits d'impôts reliés aux dépenses non admissibles engagées pour la recherche scientifique	5,469	
Crédits d'impôts à l'investissement remboursables	(4,224)	(3,062)
Profit de la vente de terrains	(4,076)	(2,221)
Autres	3,629	1,424
Provision réelle pour impôts sur le revenu, traduisant un taux d'imposition réel de 48.3% (46.9% en 1983)	117,123	99,290

Note 11: Information sectorielle

a) Zones géographiques

Pratiquement toutes les activités du Réseau ainsi que ses éléments d'actif se situent au Canada, à l'exception de ceux de la Grand Trunk Corporation qui est exploitée aux États-Unis.

b) Trafic international

En plus de l'apport de la Grand Trunk Corporation, le Réseau tire des recettes du trafic en provenance ou à destination de chemins de fer des États-Unis. En 1984, ces recettes se sont chiffrées approximativement à $662 millions ($581 millions en 1983 et $528 millions en 1982).

c) Éléments d'actif identifiables par Division

	31 décembre		
	1984	1983	1982
	(en milliers de dollars)		
CN Rail	5,332,545	4,886,466	4,612,860
TerraTransport	56,920	57,901	65,616
Grand Trunk Corporation	605,774	591,851	586,727
Entreprises CN			
Communications CN	486,828	471,750	463,827
Hôtels CN	156,482	138,783	138,781
CN Exploration	42,035	31,111	20,845
Immeubles CN	66,987	57,720	52,046
Autres entreprises	42,212	51,287	45,480
CN Route	87,821	90,564	92,531
Divers	589,007	103,149	52,596
CN Marine Inc.*		309,183	204,662
Total de l'actif selon le bilan consolidé	7,466,611	6,789,765	6,335,971

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Fin*

d) Dépenses en immobilisations et amortissement par Division

	Dépenses en immobilisations**			Amortissement		
	Exercice clos le 31 décembre					
	1984	1983	1982	1984	1983	1982
	(en milliers de dollars)					
CN Rail	596,882	508,318	469,057	183,178	166,463	161,692
TerraTransport	2,912	1,202	1,276	5,237	4,044	3,361
Grand Trunk Corporation	18,231	11,264	26,161	12,772	13,366	13,553
Entreprises CN						
Communications CN	54,061	45,631	62,260	42,323	40,679	36,374
Hôtels CN	14,728	5,074	6,168	5,725	5,748	5,932
CN Exploration	16,987	15,216	11,988	2,992	2,028	
Immeubles CN	231	10,747	1,661	709	637	451
Autres entreprises	506	8,736	34,101	1,035	822	730
CN Route	8,223	8,164	4,696	5,741	7,524	8,380
Divers	388	372	280	1,238	1,093	1,089
CN Marine Inc.*		99,689	30,452		11,602	8,517
	713,149	714,413	648,100	260,950	254,006	240,079

*Voir note 1a).
**Nouvelles immobilisations.

Note 12: Autres renseignements

a) La Compagnie fait normalement affaire avec divers organismes contrôlés par le gouvernement du Canada, aux mêmes conditions que pour les opérations courantes avec les tiers non apparentés.
La Compagnie assure par ailleurs, sous contrat, des services ferroviaires et maritimes ainsi que des opérations de maintenance pour le gouvernement du Canada et divers organismes que contrôle ce dernier. Les recettes tirées de ces services ont totalisé $364.8 millions en 1984 ($462.2 millions en 1983 et $487.3 millions en 1982).

b) À compter de 1977, le gouvernement du Canada a convenu de verser à la Compagnie sous forme de subventions, jusqu'à concurrence de $557.9 millions, certaines sommes relativement aux frais de remise en état des lignes secondaires dans l'Ouest canadien. Le total des paiements reçus au 31 décembre 1984 s'élevait à $353.2 millions, dont $64.8 millions en 1984 ($50.2 millions en 1983).

c) Dans le cadre d'un programme d'essai et d'évaluation de l'exploitation ferroviaire à Terre-Neuve entrepris en 1981, le gouvernement du Canada a remboursé au CN certains salaires et frais connexes. La facture globale de ce programme se chiffrait à $4.1 millions en 1984 ($18.4 millions en 1983).

Note 13: Reclassification des chiffres correspondants

En 1984, des modifications ont été apportées à la classification de certains éléments et, pour faciliter les comparaisons, la nouvelle classification a été appliquée aux chiffres correspondants de 1983 et de 1982. Dans le cas des comptes retirés de la consolidation, mentionnés à la note 1a), la nouvelle classification des chiffres correspondants a été appliquée à l'état consolidé des résultats. D'autres reclassifications de 1984 découlent de la fusion du Camionnage CN et des Messageries CN en une nouvelle division, CN Route, et de l'expiration, à la division des Hôtels CN, du contrat de gérance de deux hôtels importants passé avec Hilton.

ANNEXE

CN MARINE INC.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'ACTIONNAIRE UNIQUE DE
CN MARINE INC.

Nous avons vérifié le bilan de CN Marine Inc. au 31 décembre 1984 ainsi que les états des résultats et bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière de l'exercice clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la compagnie au 31 décembre 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Les chiffres montrés pour fins de comparaison ont été vérifiés par d'autres vérificateurs.

Comptables agréés
MALLETTE, BENOIT, BOULANGER,
RONDEAU & ASSOCIÉS

Montréal, Canada
le 8 février 1985

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

ACTIF	1984	1983
Éléments à court terme		
Encaisse	34	7,361
Débiteurs	23,717	15,613
Montant à recevoir de la compagnie mère	36,465	26,685
Fournitures et approvisionnements	7,933	6,970
Frais reportés au prochain exercice	1,249	1,331
	69,398	57,960
Débiteurs à long terme	1,640	3,485
Immobilisations (note 2)	291,908	261,516
Autre élément et frais reportés	79	13,902
	363,025	336,863

PASSIF	1984	1983
Dette à court terme		
Fournisseurs et frais courus	37,518	35,796
Revenu reporté	5	10,553
Dette à long terme échéant au cours du prochain exercice	58	146
	37,581	46,495
Dette à long terme (note 3)		58
Impôts sur le revenu reportés	41,043	30,546
Crédits reportés	1,132	
Provision pour la remise en état des navires	159	787
Provision pour blessures corporelles	941	869
	80,856	78,755
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (note 4)		
Autorisé		
Nombre illimité d'actions, sans valeur nominale		
Déclaré		
517,061 actions ordinaires (1983—480,661)	258,530	240,330
Bénéfices non répartis	23,639	17,778
	282,169	258,108
	363,025	336,863

Au nom du Conseil d'administration:

Administrateur
D. WILSON

Administrateur
R. J. TINGLEY

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

ANNEXE—*Suite*

CN MARINE INC.—*Suite*

RÉSULTATS ET BÉNÉFICES NON RÉPARTIS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Revenu		
Exploitation	206,314	197,355
Dépenses		
Exploitation	177,901	167,152
Amortissement	12,443	11,602
Intérêts sur la dette à long terme	5	34
	190,349	178,788
	15,965	18,567
Revenus d'intérêts	3,023	1,236
Bénéfice avant impôts sur le revenu compte non tenu du poste extraordinaire	18,988	19,803
Impôts sur le revenu	9,657	10,218
Bénéfice compte non tenu du poste extraordinaire (note 5)	9,331	9,585
Poste extraordinaire (note 5)	2,060	
Bénéfice net de l'exercice	11,391	9,585
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	17,778	11,726
	29,169	21,311
Dividendes	5,530	3,533
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	23,639	17,778

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Provenance du fonds de roulement		
Exploitation		
Bénéfice compte non tenu du poste extraordinaire	9,331	9,585
Éléments n'impliquant aucun mouvement de fonds		
Amortissement des immobilisations	12,132	11,602
Amortissement des frais reportés	311	
Impôts sur le revenu reportés	10,497	10,218
Provision pour la remise en état des navires	(628)	(140)
Provision pour blessures corporelles	185	174
Fonds provenant de l'exploitation	31,828	31,439
Poste extraordinaire	2,060	
Virement d'autre élément aux immobilisations	12,900	
Émission de capital-actions	18,200	101,800
Produit de l'aliénation d'immobilisations	217	497
Diminution des débiteurs à long terme	1,845	
Augmentation des crédits reportés	1,132	
Diminution des frais reportés	1,415	
	69,597	133,736
Affectation du fonds de roulement		
Acquisitions d'immobilisations	42,741	99,689
Augmentation d'autre élément et des frais reportés	803	13,078
Augmentation des débiteurs à long terme		2,188
Dividendes	5,530	3,533
Diminution de la dette à long terme	58	57
Diminution de la provision pour blessures corporelles	113	107
	49,245	118,652
Augmentation du fonds de roulement	20,352	15,084
Fonds de roulement (négatif) au début de l'exercice	11,465	(3,619)
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	31,817	11,465

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1984

1. Résumé des principales conventions comptables

Fournitures et approvisionnements

Les stocks sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur de remplacement. Le prix coûtant est calculé selon la méthode du prix coûtant moyen pondéré.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant moins l'amortissement accumulé.

Amortissement

L'amortissement est calculé à des taux suffisants pour en permettre la répartition sur la durée estimative d'utilisation des biens, généralement selon la méthode linéaire. Les biens acquis en 1979 de la Compagnie des Chemins de fer nationaux du Canada sont amortis à partir de la valeur à l'origine que le ministère des Transports a établie à 197,7 millions de dollars. Les taux s'appliquant à chacune des principales catégories de biens sont les suivants:

Navires	5%
Installations portuaires	2,5%
Matériel	2,5%, 10%, 12,5% et 25%

Subventions de mise en chantier naval

Les subventions de mise en chantier naval, disponibles à l'achat d'immobilisations par le biais de contrats de construction à long terme, sont comptabilisées selon la méthode du degré d'avancement des travaux et sont portées en diminution du prix coûtant des biens en construction.

Frais reportés

Les frais reportés sont comptabilisés au coût.

Crédits reportés

Les crédits reportés composés de crédits d'impôt à l'investissement sont comptabilisés lorsque les dépenses admissibles sont engagées et lorsqu'il y a une certitude raisonnable que les crédits se matérialiseront.

Amortissement des crédits reportés

L'amortissement des crédits reportés est calculé selon la même méthode et les mêmes taux que ceux utilisés pour les immobilisations auxquelles ils se rapportent.

Provision pour blessures corporelles

La provision pour les blessures corporelles correspond aux estimations de la Commission de la santé et de la sécurité au travail du coût des prestations requises pour les cas d'invalidité prolongée déjà enregistrés.

Revenu de contrats

Les indemnités de vacances accumulées et les frais courus pour la remise en état des navires sont considérés récupérables par le biais de contrats conclus avec le ministère des Transports. Par conséquent, la compagnie a accumulé un montant équivalent à titre de revenu contractuel.

Pièces de rechange pour les navires

La compagnie conserve des pièces de rechange pour les navires en service. L'achat des pièces de rechange est porté aux résultats de l'exercice durant lequel l'achat est effectué.

Régimes de retraite

Presque tous les employés de la compagnie participent aux Régimes de retraite de 1935 et de 1959 de la Compagnie des Chemins de fer nationaux du Canada. Le coût des services courants

ANNEXE—*Suite*

CN MARINE INC.—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1984—*Suite*

est imputé aux résultats selon la comptabilité d'exercice et le coût des services passés est imputé aux résultats à raison de montants annuels, comprenant le capital et les intérêts, sur des périodes variables allant jusqu'à l'an 2006.

Les versements de capitalisation sont déterminés selon la méthode actuarielle de répartition des coûts basée sur les avantages courus.

Impôts sur le revenu

Le bénéfice net de la compagnie est attribué au Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada à l'égard des impôts sur le revenu. La compagnie calcule ses impôts sur le revenu séparément et remet à sa compagnie mère, la Compagnie des Chemins de fer nationaux du Canada, les impôts sur le revenu qui seraient exigibles.

Les impôts sur le revenu sont pourvus aux taux courants pour tous les éléments figurant à l'état des résultats, sans tenir compte du moment où ces éléments sont déclarés à l'égard de l'impôt. Le solde des impôts sur le revenu reportés représente les impôts reportés dû à l'excédent de l'amortissement fiscal réclamé sur l'amortissement comptable.

2. Immobilisations

	1984			1983
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur nette	Valeur nette
	(en milliers de dollars)			
Navires	145,352	34,573	110,779	112,510
Installations portuaires	59,126	11,622	47,504	47,044
Matériel	9,923	6,324	3,599	2,672
Améliorations locatives	603	114	489	625
Bien loué en vertu d'un contrat de location-acquisition				218
	215,004	52,633	162,371	163,069
Biens en construction (note 7)	129,537		129,537	98,447
	344,541	52,633	291,908	261,516

Les versements relativement aux biens en construction à un chantier naval sont supérieurs à la valeur des travaux complétés au 31 décembre 1984 par un montant de 31,6 millions de dollars (1983—60,8 millions de dollars).

Les subventions de mise en chantier naval comptabilisées en réduction du coût des biens en construction totalisent 7,8 millions de dollars (1983—2,4 millions de dollars).

3. Dette à long terme

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Emprunt non garanti et sans intérêt, échéant en août 1985, remboursable à raison de $33,333 U.S. par année	33	67
Emprunt non garanti et sans intérêt, échéant en décembre 1985, remboursable à raison de $24,508 par année	25	49
Obligations découlant de contrats de location-acquisition, échéant en 1984 et dont les paiements minimums de loyers en 1984 s'élèvent à $92,700 moins un montant de $4,700 représentant l'intérêt calculé à 13%		88
	58	204
Déduire: portion à court terme	58	146
Dette à long terme totale		58

4. Capital-actions

Au cours de l'exercice, la compagnie a émis 36,400 actions ordinaires d'une valeur de 18,2 millions de dollars en faveur de la Compagnie des Chemins de fer nationaux du Canada.

La compagnie doit obtenir l'autorisation du ministre des Transports avant de déclarer des dividendes supérieurs à 45% du bénéfice net de l'exercice.

5. Poste extraordinaire

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Profit net sur l'aliénation d'un navire déduction faite des impôts sur le revenu reportés de $840,000	2,060	

Suite à l'encaissement par la compagnie du produit net sur l'aliénation d'un navire totalisant $2,900,000, Transports Canada s'est prévalu de l'article 33(1) de l'Entente Tripartite signée le 9 mai 1979. Selon cet article de l'Entente Tripartite, Transports Canada peut réclamer comme ajustement à leurs versements contractuels au cours de l'année de l'événement, un montant équivalent au produit net sur l'aliénation d'immobilisations qu'il considère être en sus des besoins de la compagnie.

En conséquence, les revenus contractuels pour l'exercice clos le 31 décembre 1984 ont été diminués de $2,900,000 et les comptes à payer au 31 décembre 1984 augmentés du même montant.

6. Contrats de location-exploitation

La compagnie utilise des biens disponibles en vertu de contrats de location-acquisition comportant les loyers minimaux suivants:

	(en milliers de dollars)
1985	10,186
1986	2,492
1987	1,588
1988	1,394
1989	416
1990	176
Total des loyers minimaux	16,252

7. Obligation contractuelle

Le coût estimatif de l'achèvement des biens en construction s'élève à 19,6 millions de dollars.

8. Éventualités

Le constructeur d'un des nouveaux navires de la compagnie a déposé une réclamation s'élevant à environ 22 millions de dollars. La compagnie a déposé une réclamation s'élevant à environ 21 millions de dollars. Le litige est en arbitrage. Il est prévu que tout règlement financier résultant du litige sera comptabilisé comme redressement affecté aux exercices antérieurs.

9. Opérations entre apparentés

La compagnie assure des services de traversiers maritimes en vertu d'arrangements contractuels conclus avec le gouvernement canadien et la compagnie mère. Le revenu tiré de ces services s'élève à 164,2 millions de dollars en 1984 (155 millions de dollars en 1983). Les marchandises et les services reçus de compagnies affiliées totalisent environ 18,7 millions de dollars en 1984 (18,5 millions de dollars en 1983).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1984—*Fin*

Le revenu d'intérêts reçu de la compagnie mère s'élève à 3,0 millions de dollars en 1984 (1,2 million de dollars en 1983).

10. Événement important

En vertu de décrets prononcés en décembre 1984, le contrôle de la compagnie est passé, le 1er janvier 1985, au Gouvernement du Canada. Il est prévu que la compagnie des Chemins de fer nationaux du Canada cédera la propriété de la compagnie au gouvernement en 1985.

PAGE RÉCAPITULATIVE

CONSEIL CANADIEN DES NORMES

MANDAT

Encourager et promouvoir la normalisation volontaire dans les domaines de la construction, de la fabrication, de la production, de la qualité, du rendement et de la sécurité en ce qui concerne les bâtiments, les ouvrages, les articles ouvrés ainsi que les produits et autres biens qui ne sont pas expressément régis par une loi, afin de promouvoir l'économie nationale, de servir le public et de protéger les consommateurs.

ANTÉCÉDENTS

Le Conseil coordonne les activités des organismes canadiens qui sont impliqués en matières de normalisation; aussi, le Conseil représente le Canada auprès des organismes internationaux de normalisation.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	350, rue Sparks Pièce 1210 Ottawa (Ontario) K1R 7S8
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Michel Côté, c.p., député
MINISTÈRE	Consommation et Corporations
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur le Conseil canadien des normes* (S.R.C. 1970, C. C-41, premier supplément) proclamée le 7 octobre 1970
PREMIER DIRIGEANT	John R. Woods
PRÉSIDENT	Georges Archer
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1984-1985	**1983-1984**	**1982-1983**	**1981-1982**
À la fin de l'exercice				
Actif total	5.3	4.0	3.6	3.0
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	4.4	3.4	3.0	2.3
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	6.6	6.0	5.8	4.8
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

CONSEIL CANADIEN DES NORMES

RAPPORT SUR L'IMPUTABILITÉ POUR LA DIRECTION

Les états financiers en accompagnement et tous les renseignements que contient le Rapport annuel relèvent de la responsabilité du Conseil et de ses cadres. Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus qui conviennent aux activités du Conseil. Les renseignements non financiers figurant dans le Rapport annuel ont été choisis en fonction de leur pertinence par rapport aux objectifs du Conseil.

Le Conseil a un système de méthodes et procédés de contrôle financiers et de gestion permettant d'assurer de façon raisonnable que les opérations du Conseil sont effectuées conformément à ses objectifs et dans les limites de son mandat tel qu'il est formulé dans la Loi sur le Conseil canadien des normes.

Le Vérificateur général effectue une fois l'an un examen objectif et autonome des registres financiers afin d'établir que les états financiers font rapport fidèlement des résultats de l'exploitation et de la situation financière du Conseil conformément aux principes comptables généralement reconnus.

Le Conseil, par le truchement de son Comité de vérification, est chargé d'examiner les méthodes utilisées par la direction à l'égard des finances et des rapports. Le Comité de vérification, composé uniquement de membres du Conseil, rencontre la direction et le Vérificateur général afin de s'assurer que la direction s'acquitte de façon appropriée de ces responsabilités.

le Président
GEORGES ARCHER

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE CONSEIL CANADIEN DES NORMES
ET
L'HONORABLE MICHEL CÔTÉ, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE LA CONSOMMATION ET DES CORPORATIONS

J'ai vérifié le bilan du Conseil canadien des normes au 31 mars 1985 ainsi que les états des résultats, du surplus et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Conseil au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, après avoir accordé un effet rétroactif à la modification de la pratique comptable relative à l'achat de mobilier et de matériel de bureau tel qu'il est expliqué à la note 3 afférente aux états financiers.

De plus, à mon avis, les opérations du Conseil dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur le Conseil canadien des normes et aux règlements administratifs du Conseil.

Pour le vérificateur général du Canada
D. L. MEYERS, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 8 mai 1985

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Encaisse et dépôts à court terme	4,627,872	3,617,063
Intérêt couru	225,468	82,654
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	124,347	260,540
Autres	95,458	54,983
Frais payés d'avance	47,578	17,083
	5,120,723	4,032,323
Immobilisations		
Mobilier et matériel de bureau (note 4)	182,482	126,685
	5,303,205	4,159,008

PASSIF	1985	1984
	$	$
Créditeurs et frais courus	531,471	438,713
Dépôts des clients et autres dépôts	105,990	27,821
Provision pour prestations de cessation d'emploi	227,214	208,836
	864,675	675,370
AVOIR DU CANADA		
Surplus	4,438,530	3,483,638
	5,303,205	4,159,008

Approuvé par le Conseil:

Le Président
GEORGES ARCHER

Le Directeur général
JOHN WOODS

CONSEIL CANADIEN DES NORMES—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Dépenses		
Traitements, salaires et prestations	2,627,357	2,651,902
Frais de voyage	949,561	897,349
Aide financière à des organismes rédacteurs de normes	881,000	873,500
Publications et impression	528,702	576,148
Cotisations à titre de membre à des organismes internationaux	438,797	452,568
Coût direct des achats de normes	380,575	338,714
Location de bureaux	341,571	349,851
Frais de relations publiques	281,455	116,415
Services professionnels et spéciaux	237,238	161,561
Téléphone et frais d'affranchissement	197,823	165,472
Frais des secrétariats internationaux	177,260	137,732
Matériel de bureau (location)	65,039	60,100
Amortissement	49,873	35,493
Fournitures de bureau	47,872	32,228
Coût de réunions	34,935	30,336
Autres	88,757	53,723
	7,327,815	6,933,092
Moins: frais d'exploitation du point de renseignement GATT récupérés du ministère des Affaires extérieures	291,871	260,540
frais de programmes d'aide à des pays en développement récupérés du ministère des Affaires extérieures et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI)	45,795	
	6,990,149	6,672,552
Revenus		
Intérêts créditeurs	755,483	510,324
Ventes de normes	565,543	541,535
Autres	12,015	24,078
	1,333,041	1,075,937
Coût de l'exploitation	5,657,108	5,596,615
Crédit parlementaire		
Crédit 15, Consommation et Corporations	6,612,000	5,978,000
Excédent du crédit parlementaire sur le coût de l'exploitation pour l'exercice	954,892	381,385

ÉTAT DU SURPLUS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Affecté (note 5)		
Solde au début de l'exercice	1,064,709	871,000
Montant affecté (libéré) au cours de l'exercice, net	(19,359)	193,709
Solde à la fin de l'exercice	1,045,350	1,064,709
Non affecté		
Solde au début de l'exercice		
Déclaré précédemment	2,418,929	2,122,988
Modification d'une pratique comptable (note 3)		108,265
Redressé	2,418,929	2,231,253
Excédent du crédit parlementaire sur le coût de l'exploitation pour l'exercice	954,892	381,385
Montant libéré (affecté) au cours de l'exercice, net	19,359	(193,709)
Solde à la fin de l'exercice	3,393,180	2,418,929
	4,438,530	3,483,638

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Provenance des fonds		
Exploitation		
Excédent du crédit parlementaire sur le coût de l'exploitation pour l'exercice	954,892	381,385
Éléments ne nécessitant pas de sortie de fonds		
Amortissement	49,873	35,493
Prestations de cessation d'emploi	18,378	52,593
	1,023,143	469,471
Augmentation des comptes créditeurs et frais courus	92,758	
Augmentation des dépôts des clients et autres dépôts	78,169	13,139
Diminution des comptes débiteurs	95,718	
	1,289,788	482,610
Utilisation des fonds		
Achat de mobilier et de matériel de bureau	105,670	53,913
Augmentation de l'intérêt couru	142,814	29,680
Augmentation des comptes débiteurs		106,931
Augmentation des frais payés d'avance	30,495	2,841
Diminution des comptes créditeurs et frais courus		31,351
	278,979	224,716
Augmentation des fonds pour l'exercice	1,010,809	257,894
Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice	3,617,063	3,359,169
Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice	4,627,872	3,617,063

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1985

1. Pouvoirs et objectifs

Le Conseil canadien des normes a été créé par le Parlement en 1970 en tant que corporation en vertu de la loi sur le Conseil canadien des normes; il est responsable de la coordination des activités de normalisation volontaire au Canada. À la suite de l'adoption du Projet de loi C-24, promulgué le 1er septembre 1984, le Conseil est devenu une société d'État nommée à la partie I de l'Annexe C de la Loi sur l'administration financière. Le Conseil remplit ses tâches par le biais du Système de normes nationales, une fédération d'organismes accrédités qui s'occupent de rédaction de normes, de certification et d'essai. Le Conseil est responsable de coordonner ce système.

Le Conseil a pour objet d'encourager et de favoriser la normalisation volontaire dans les domaines reliés à la construction, à la fabrication, à la production, à la qualité, au rendement et à la sécurité de bâtiments, de structures, d'articles et produits manufacturés et autres marchandises et promouvoir la coopération internationale dans le domaine des normes.

2. Conventions comptables importantes

a) Conversion des devises étrangères

Les transactions en devises étrangères sont converties en dollars canadiens au cours du change en vigueur à la date de l'opération. Toutes les sommes à payer ou à recevoir en devises étrangères à la fin de l'exercice sont converties en dollars canadiens au cours du change en vigueur à la date du bilan.

b) Mobilier et matériel de bureau

Le mobilier et le matériel de bureau sont comptabilisés au prix coûtant et l'amortissement est calculé d'après la méthode linéaire sur la durée utile estimative des biens comme suit:

Mobilier	5 ans
Matériel	4 ans

CONSEIL CANADIEN DES NORMES—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985—*Fin*

c) **Prestations de cessation d'emploi**

Les employés ont droit à certaines prestations de cessation d'emploi, tel qu'il est prévu dans les contrats de travail et les conditions d'emploi. Depuis 1978, la dette résultant de ces prestations a été inscrite aux comptes au fur et à mesure que les prestations gagnées s'accumulent aux comptes des employés.

d) **Régime de retraite**

Depuis sa constitution en société, les employés du Conseil canadien des normes participent au Régime de pensions de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au Régime sont exigées à la fois des employés et du Conseil. Les contributions à l'égard des services courants sont portées aux dépenses de l'exercice en cours.

e) **Crédits parlementaires**

Les crédits parlementaires sont inscrits lorsqu'ils sont reçus.

3. **Modification d'une pratique comptable**

Au cours de l'exercice, le Conseil a adopté la pratique de capitaliser les immobilisations et de les amortir en fonction de leur durée utile estimative. Auparavant, les sommes versées pour l'achat de mobilier et de matériel de bureau étaient imputées aux dépenses de l'exercice d'acquisition. Ce changement de pratique a eu pour effet d'augmenter le résultat net pour l'exercice courant d'une somme de $55,797. Ce changement a été adopté avec effet rétroactif, de sorte que le résultat net pour l'exercice terminé le 31 mars 1984 a été augmenté de $18,420 et le surplus non affecté au 1er avril 1983 a été augmenté de $108,265 par rapport au montant déclaré précédemment.

4. **Mobilier et matériel de bureau**

	1985			1984
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Mobilier de bureau	93,485	40,930	52,555	54,441
Matériel de bureau	208,072	78,145	129,927	72,244
	301,557	119,075	182,482	126,685

5. **Surplus affecté**

	1985	1984
	$	$
Réserve pour défrayer les frais à venir d'installation informatique interne	500,000	500,000
Réserve pour défrayer les frais d'accueil de la Réunion générale de la Commission électrotechnique internationale en mai 1985	498,476	517,835
Réserve pour imprévus	46,874	46,874
	1,045,350	1,064,709

6. Événements postérieurs

Les éléments qui suivent pourraient entraîner une réduction possible en 1985-86 des niveaux de provisionnement en fonds:

- Le crédit parlementaire compris dans le Budget principal des dépenses de 1985-86 pour le Conseil canadien des normes s'élève à $5,4 millions ($6,6 millions en 1984-85).
- Les Documents budgétaires déposés à la Chambre des communes par le ministre des Finances le 23 mai 1985 prévoyaient le recouvrement de la somme supplémentaire de $1 million auprès du Conseil en 1985-86.

7. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice 1984, présentés à des fins de comparaison, ont été modifiés en conformité avec la présentation adoptée pour l'exercice 1985.

PAGE RÉCAPITULATIVE

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

MANDAT

Entreprendre et superviser de grands projets de construction et d'entretien militaires demandés par le ministère de la Défense nationale; fournir, moyennant la récupération des coûts, une aide technique et administrative aux ministères et organismes fédéraux en ce qui concerne les questions de construction.

ANTÉCÉDENTS

Cette société est en activité depuis 1951.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Immeuble SBI Plaza Billings Bridge 2323, promenade Riverside Ottawa (Ontario) K1A 0K3
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Erik Nielsen, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Défense nationale
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur la production de défense* (S.R.C. 1970, C. D-2); maintenue en vertu de la *Loi sur les sociétés canadiennes*, 78/11/21
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	J.R. Lorne Atchison
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1984-1985	**1983-1984**	**1982-1983**	**1981-1982**
À la fin de l'exercice				
Actif total	1.2	1.0	1.2	0.9
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	0.4	0.2
Avoir du Canada	(3.1)	(3.2)	(3.0)	(3.0)
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	14.5	12.9	11.4	10.2
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE ERIK NIELSEN, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

J'ai vérifié le bilan de Construction de défense (1951) Limitée au 31 mars 1985 ainsi que les états des résultats et du déficit et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la production de défense et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le vérificateur général du Canada
E. R. ROWE, C. A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 24 mai 1985

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Encaisse	315,427	754,876
Débiteurs—Ministères et organismes du gouvernement	51,655	66,903
À recevoir du Canada	465,568	12,651
Autres éléments	23,801	21,675
	856,451	856,105
Immobilisations, au prix coûtant		
Mobilier et matériel	815,647	640,306
Déduire: amortissement cumulé	499,604	459,897
	316,043	180,409
	1,172,494	1,036,514

PASSIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	1,174,826	1,316,587
Dépôts de garantie des entrepreneurs (note 3)	233,250	117,950
	1,408,076	1,434,537
Provision pour prestations aux employés (note 4)	2,911,710	2,844,162
	4,319,786	4,278,699
CAPITAL-ACTIONS ET DÉFICIT		
Capital-actions		
Autorisé—1,000 actions sans valeur au pair		
Émis — 31 actions entièrement libérées	31	31
Déficit (note 5)	(3,147,323)	(3,242,216)
	(3,147,292)	(3,242,185)
	1,172,494	1,036,514

Approuvé par le Conseil:

Directeur
J. R. L. ATCHISON

Directeur
L. E. DAVIES

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Dépenses		
Traitements	10,156,676	10,196,573
Prestations aux employés	1,150,067	1,083,033
Voyages et déménagements	757,396	763,541
Location de bureaux	480,726	343,418
Téléphone	308,064	304,633
Fournitures de bureau et entretien	185,930	201,036
Publicité	166,972	239,508
Affranchissement, messagerie et transport	159,264	175,692
Amortissement	111,492	80,101
Services professionnels	104,106	106,323
Location de matériel	102,614	66,397
Formation et perfectionnement	46,588	19,644
Perte lors de l'aliénation d'immobilisation	26,202	
Autres	20,037	7,927
	13,776,134	13,587,826
Recouvrements de dépenses (note 6)	255,459	400,209
Coût de l'exploitation	13,520,675	13,187,617
Crédits parlementaires (note 2)	13,615,568	12,897,652
Excédent du coût de l'exploitation sur les crédits parlementaires (crédits parlementaires sur le coût de l'exploitation)	(94,893)	289,965
Déficit au début de l'exercice	3,242,216	2,952,251
Déficit à la fin de l'exercice	3,147,323	3,242,216

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Provenance (utilisation) des fonds		
Financement	13,615,568	12,897,652
Exploitation	(13,781,689)	(13,078,394)
Investissement	(273,328)	(67,060)
Diminution nette des fonds	439,449	247,802
Fonds au début de l'exercice	754,876	1,002,678
Fonds (encaisse) à la fin de l'exercice	315,427	754,876
Provenance du financement		
Crédits parlementaires	13,615,568	12,897,652
Exploitation		
Coût de l'exploitation déclaré	13,520,675	13,187,617
Éléments n'exigeant aucune sortie de fonds		
Provision pour prestations aux employés	(382,445)	(421,108)
Amortissement	(111,492)	(80,101)
Perte lors de l'aliénation d'immobilisation	(26,202)	
	13,000,536	12,686,408
Augmentation du fonds de roulement	466,256	208,752
Prestations versées aux employés	314,897	183,234
Utilisation des fonds	13,781,689	13,078,394
Investissement		
Dépenses au titre du matériel	288,307	67,060
Aliénation de matériel	(14,979)	
Montant net des fonds investis	273,328	67,060

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985

1. Pouvoirs, objectifs et fonctionnement

Construction de Défense (1951) Limitée a été constituée en 1951 en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes et poursuit ses activités en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, en conformité avec les pouvoirs de la Loi sur la production de défense, afin de conclure des contrats pour les constructions militaires importantes et les projets d'entretien que le ministère de la Défense nationale juge nécessaires. Elle est une société d'État nommée à la Partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière. Elle n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

Les principales fonctions de la Société dans le domaine de la gestion de la construction sont d'obtenir des soumissions, de faire des recommandations quant aux contrats prévus, d'adjuger et de voir à la réalisation des contrats. Une phase importante de ses responsabilités en ce domaine est d'assurer l'exécution du travail comme il est stipulé dans le contrat et d'attester la véracité des demandes de versements échelonnés à être payés à même les fonds du ministère de la Défense nationale. Elle retient également les services de cabinets d'architectes et d'ingénieurs pour la préparation de plans et de devis selon les besoins du ministère de la Défense nationale. Elle peut fournir sur demande de l'aide technique et administrative en matière de construction à d'autres ministères du gouvernement.

2. Conventions comptables importantes

Dépenses

Les comptes de la Société n'indiquent que les dépenses d'administration engagées en vue d'assurer l'exécution des travaux de construction et d'entretien des projets de défense effectués au nom du ministère de la Défense nationale, ainsi que l'exécution d'autres travaux de construction ayant l'approbation du Conseil du Trésor.

Amortissement

L'amortissement se fait selon la méthode linéaire sur une période de cinq ans.

Prestations aux employés

Les prestations aux employés sont portées aux dépenses dès qu'elles ont été gagnées par les employés.

Pensions

Au cours de l'exercice, la Société a effectué des paiements de $553,815 ($530,674 en 1984) à l'égard des cotisations courantes au Compte de pension de retraite de la Fonction publique du gouvernement du Canada. Le Compte fait l'objet d'une évaluation actuarielle tous les cinq ans. Les cotisations et les dettes inscrites de la Société se limitent à des montants équivalant aux cotisations des employés au titre de leurs services courants et à certaines cotisations au titre de leurs services passés. La Société n'est pas tenue de verser des cotisations à l'égard des déficits actuariels du Compte.

Crédits parlementaires

Le coût de l'exploitation est financé par les crédits parlementaires, c'est-à-dire le crédit 15 du ministère de la Défense nationale, selon les besoins annuels nets de trésorerie.

3. Dépôts de garantie des entrepreneurs

	1985	1984
	$	$
Dépôts de soumissions	191,700	41,550
Dépôts pour plans et devis	41,550	76,400
	233,250	117,950

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985—*Fin*

4. Provision pour prestations aux employés

	1985	1984
	$	$
Indemnités de cessation d'emploi	2,638,627	2,588,800
Assurance-vie	91,553	97,303
Indemnités d'ancienneté	181,530	158,059
	2,911,710	2,844,162

5. Déficit

Le déficit de la Société consiste principalement en les dettes à l'égard des prestations aux employés qui devront à l'avenir, à mesure qu'elles seront versées, être financées par les crédits parlementaires.

6. Recouvrements de dépenses

La Société fournit certains services administratifs et techniques au ministère de la Défense nationale et à d'autres ministères et organismes du gouvernement. Le coût de ces services est remboursable. Au 31 mars 1985, les montants à recevoir au titre de ces recouvrements s'élevaient à $51,228 ($66,438 en 1984).

Au cours de l'exercice, dans le cours normal de ses opérations, le ministère de la Défense nationale a fourni des locaux sans frais à 196 employés de la Société.

7. Engagements en vertu des contrats de location

Dans le cadre de ses activités, la Société loue du matériel ainsi que des locaux. Le loyer futur minimum global s'établit comme suit:

	1985
	$
Exercice se terminant le 31 mars	
1986	58,079
1987	56,774
1988	48,988
1989	46,178
1990	26,937
	236,956

8. Éventualités

Des réclamations s'élevant approximativement à $1,098,000 à l'égard d'obligations contractuelles ont été reçues par la Société mais n'apparaissent pas dans les comptes. Selon la direction et le conseiller juridique, la position de la Société est défendable, toutefois l'issue finale de telles réclamations ne peut être déterminée présentement. Les paiements résultant de la résolution de ces réclamations seront financés par les crédits parlementaires du ministère de la Défense nationale au cours de l'exercice pendant lequel ces réclamations seront réglées.

9. Renseignements supplémentaires

Les activités contractuelles de la Société au nom des ministères et organismes du gouvernement se résument comme suit:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Contrats en cours au début de l'exercice	327,022	287,352
Contrats adjugés	243,287	175,118
	570,309	462,470
Contrats terminés	165,554	135,448
Contrats en cours à la fin de l'exercice	404,755	327,022
Versements sur les contrats en cours à la fin de l'exercice	294,219	244,055
Travail non terminé sur les contrats en cours à la fin de l'exercice	110,536	82,967

10. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs de l'exercice 1984 ont été modifiés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice 1985.

PAGE RÉCAPITULATIVE

CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE

MANDAT

Favoriser l'expansion du commerce entre le Canada et d'autres pays.

ANTÉCÉDENTS

Établie en 1946, la Corporation agit à titre d'entrepreneur principal lorsque d'autres pays désirent acheter des biens et services du Canada au niveau gouvernemental. En outre, elle facilite les ventes aux organismes internationaux.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	112, rue Kent Tour B — 17e étage Ottawa (Ontario) K1A 1E9
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	Le très honorable Joe Clark, c.p., député
MINISTÈRE	Affaires extérieures
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur la corporation commerciale canadienne*, 01-05-1946 (S.R.C. 70, C. C-6)
PREMIER DIRIGEANT	O.I. Matthews (par intérim)
PRÉSIDENT	Poste vacant
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1984-1985	**1983-1984**	**1982-1983**	**1981-1982**
À la fin de l'exercice				
Actif total	380.9	382.5	367.8	277.8
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	36.3	32.4	28.6	25.2
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	17.6	17.2	16.8	18.7
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE TRÈS HONORABLE CHARLES JOSEPH CLARK, C.P., DÉPUTÉ
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES

J'ai vérifié le bilan de la Corporation commerciale canadienne au 31 mars 1985 ainsi que les états des résultats et des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Corporation au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Corporation commerciale canadienne et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le vérificateur général du Canada
E. R. ROWE, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 31 mai 1985

BILAN AU 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984
Encaisse et dépôts à court terme	28,476	34,567
Dépôt auprès du Receveur général du Canada (note 1)	8,000	8,000
Débiteurs		
Gouvernements étrangers (note 3)	148,805	78,503
Gouvernement du Canada—Crédits parlementaires (note 4)	1,530	1,613
Autres	141	160
Avances aux fournisseurs	3,413	3,324
Réclamations proportionnelles payées ou dues	190,505	256,333
	380,870	382,500

PASSIF	1985	1984
Créditeurs et frais courus	133,480	77,374
Avances reçues des clients	18,538	13,132
Paiements proportionnels reçus ou dûs	189,135	256,333
Dû au gouvernement du Canada (note 4)	1,443	1,559
Dû au Fonds renouvelable de la production de la défense	1,417	1,525
Provision pour frais additionnels de contrats (note 5)	525	150
	344,538	350,073
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	10,000	10,000
Surplus d'apport	10,000	10,000
Bénéfices non répartis	16,332	12,427
	36,332	32,427
	380,870	382,500

Certifié exact:

Contrôleur
F. O. KELLY

Approuvé par le Conseil:

Président intérimaire
O. I. MATTHEWS

Directeur
D. W. SALSMAN

CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Revenus		
Contrats facturés	716,278	649,963
Honoraires et autres revenus	221	437
Intérêts créditeurs	3,022	2,974
Gains sur change	1,051	485
	720,572	653,859
Dépenses		
Coût des contrats facturés	716,278	649,963
Frais additionnels de contrats	341	
Services fournis par Approvisionnements et Services Canada	15,488	15,086
Frais d'administration	1,773	1,569
Frais et dépenses juridiques engagés par le ministère de la Justice (note 6)	356	513
Autres	48	53
	734,284	667,184
Coût net de l'exploitation	13,712	13,325
Crédits parlementaires	17,617	17,168
	3,905	3,843
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	12,427	8,584
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	16,332	12,427

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Provenance de l'encaisse		
Crédits parlementaires		
Montant prélevé	17,617	17,168
Rajustement relatif à la diminution des débiteurs du gouvernement du Canada	83	1,067
	17,700	18,235
Utilisation de l'encaisse		
Exploitation		
Coût de l'exploitation	18,006	17,221
Intérêts et autres revenus	4,294	3,896
Coût net de l'exploitation	13,712	13,325
Rajustements		
Solde d'exploitation à recevoir des clients et à payer aux fournisseurs	14,026	(2,354)
Avances et réclamations proportionnelles reçues des clients et versées aux fournisseurs	(3,947)	(2,254)
Total de l'encaisse utilisée	23,791	8,717
Augmentation de l'encaisse et des quasi-espèces	(6,091)	9,518
Encaisse et quasi-espèces au début de l'exercice	42,567	33,049
Encaisse et quasi-espèces à la fin de l'exercice	36,476	42,567
Analyse		
Encaisse et dépôts à court terme	28,476	34,567
Dépôt auprès du Receveur général du Canada	8,000	8,000
	36,476	42,567

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985

1. Statut et activité

La Corporation, constituée en 1946 en vertu de la Loi sur la Corporation commerciale canadienne, est une société d'État mandataire figurant à l'annexe «C» de la Partie I de la Loi sur l'administration financière. La Corporation n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

La Corporation agit à titre d'organisme contractant principal lorsque des pays ou des organismes internationaux désirent acheter des produits et des services du Canada et veulent transiger de gouvernement à gouvernement.

La Corporation conclut des contrats avec les gouvernements acheteurs, puis des contrats équivalents avec les entreprises canadiennes.

Approvisionnements et Services Canada offre des services contractuels, qui sont facturés selon les taux prédéterminés approuvés par le Conseil du Trésor et établis d'après le montant des contrats obtenus, et offre certains services d'administration au prix coûtant.

Si le ministre l'ordonne, la Corporation doit virer au Receveur général du Canada tout montant qu'il considère excédentaire aux besoins de celle-ci. Ces montants peuvent par la suite être remis à la disposition de la Corporation si le ministre le juge nécessaire. Pendant l'exercice 1983-84, celle-ci a viré au Receveur général du Canada $8 millions sur lesquels elle ne touche aucun intérêt.

2. Conventions comptables importantes

a) Contrats facturés

Les recettes des contrats sont inscrites au moment de la livraison, sauf s'il s'agit de contrats comportant des paiements proportionnels, auquel cas elles sont inscrites à l'échéance. Comme il n'y a pas eu transfert aux clients du titre des biens, relativement à ces facturations proportionnelles, la Corporation inscrit un montant correspondant à son passif et au coût des contrats facturés. Elle inscrit à son actif toutes les facturations proportionnelles provenant de fournisseurs. L'actif et le passif sont réduits, conformément au contrat, au fur et à mesure des livraisons.

b) Devises étrangères

Les éléments d'actif et de passif exprimés en devises étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les recettes et les dépenses sont converties au taux de change moyen pour le mois pendant lequel les transactions ont eu lieu. Les gains et les pertes sur les opérations de change figurent à l'état des résultats.

c) Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires sont inscrits au cours de l'exercice pendant lequel les dépenses correspondantes sont engagées, mais ils ne sont prélevés qu'au moment du décaissement.

3. Débiteurs—Gouvernements étrangers

Au 31 mars 1985, la Corporation a fait provision de $844,000 ($879,000 en 1984) en prévision du non-recouvrement éventuel de certains montants à recevoir d'un gouvernement étranger.

4. Gouvernement du Canada

Au 31 mars 1985, des fonds pour régler des dépenses de $1,530,000 relatives aux crédits de 1984-85 n'avaient pas encore été prélevés et des montants totalisant $1,443,000 n'avaient pas encore été versés à divers ministères.

CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985—*Fin*

5. Obligations contractuelles

Au 31 mars 1985, les obligations contractuelles de la Corporation s'élevaient à $911 millions ($909 millions en 1984).

La Corporation est garante envers ses clients des obligations de ses fournisseurs et peut, par conséquent, devoir engager des frais additionnels si certains fournisseurs ne s'acquittent pas de leurs obligations contractuelles. Il existe à cet effet une provision de $525,000 ($150,000 en 1984).

6. Frais juridiques et dépenses engagés par le ministère de la Justice

Le Conseil du Trésor a donné instruction à la Corporation de rembourser au ministère de la Justice les frais juridiques et les dépenses résultant des poursuites judiciaires intentées contre la Corporation relativement au contrat mentionné à la note 7a. Ces coûts se sont élevés à $356,000 ($513,000 en 1984).

7. Éventualités

a) La Corporation est défenderesse dans une poursuite judiciaire intentée en 1975 pour les pertes présumées subies conséquemment à la résiliation d'une partie d'un contrat. La réclamation s'élève à $6.8 millions montant auquel s'ajoutent les frais et les intérêts courus.

Se basant sur l'avis juridique reçu, l'administration ne juge pas nécessaire d'établir une provision pour règlement.

b) La Corporation a un contrat qui, si toutes les options étaient exercées, s'élèverait à $61.8 millions. Le fournisseur connaît de graves difficultés financières. Il est pour le moment impossible de déterminer le montant de la dette éventuelle que la Corporation devrait assumer dans le cas où le fournisseur ne pourrait remplir ses obligations contractuelles.

c) La Corporation risque une perte de $1.8 million (correspondant aux paiements progressifs qu'elle a déjà faits au fournisseur original) et qu'elle pourrait ne pas récupérer si elle devait avoir recours à un autre fournisseur pour faire exécuter ses obligations contractuelles envers ses clients, ou si le contrat était résilié. Le fournisseur en question fait face à de graves problèmes financiers et il ne respecte pas les modalités de ses contrats. Cependant, la Corporation a pris des mesures pour limiter au minimum ou éviter totalement la perte.

8. Accords pour services de représentation

La Corporation a conclu des accords pour les services de représentation avec la Dismatica Industrials C.A. du Vénézuela et la Luis Fafie & CIA SA du Honduras. Aucun honoraire n'a été versé pendant l'exercice et aucun n'est exigible.

PAGE RÉCAPITULATIVE

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

MANDAT

Vendre ses avoirs au secteur privé tout en faisant un produit juste pour le Canada et, entretemps, assurer que ses filiales sont gérées selon des pratiques commerciale saines.

ANTÉCÉDENTS

La société a été constituée en 1982 pour tenir et gérer les entreprises et les investissements qui lui ont été assignés par le gouvernement fédéral et en disposer au moment approprié. Les investissements actuels que la société possède et ceux qui lui sont assignés à des fins de gestion comprennent Canadair, de Havilland, Eldorado Nucléaire, Téléglobe, la Société de développement du Canada et Massey-Ferguson. Auparavant, ce mandataire a aussi eu brièvement la responsabilité des intérêts du gouvernement fédéral dans quelques sociétés de pêcheries de la côte de l'Est. Le 30 octobre 1984, le ministre de l'Expansion industrielle régionale a déclaré que la plupart des actifs détenus ou gérés par la société seraient mis en vente auprès du secteur privé.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	1, First Canadian Place Toronto (Ontario) M5X 1A4
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Sinclair Stevens, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Expansion industrielle régionale
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	Constitution par le biais de la Corporation de développement du Canada aux termes de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*
PREMIER DIRIGEANT	Paul M. Marshall
PRÉSIDENT	Richard Bonnycastle
VÉRIFICATEUR	Peat, Marwick, Mitchell et Cie et le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'année financière correspond à l'année civile.

	12 mois au 31 décembre 1984	**9 mois au 31 décembre 1983 (reformulé)**	**10 mois au 31 mars 1983**
À la fin de l'exercice			
Actif total	679	175	(778)
Engagements envers le secteur privé*	1,299	1,208	néant
Engagements envers le Canada	néant	négl.	négl.
Avoir du Canada	(709)	(1,042)	(779)
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice			
— budgétaire	550	300	400
— non budgétaire	néant	néant	néant

* N'inclut ni les comptes créditeurs, ni les charges et autres montants à payer aux parties associées. Ces obligations sont en grande partie celles de sa filiale, la Société financière Canadair Inc., dont les engagements, contrairement aux autres filiales, ne sont pas comptabilisés avec la valeur de l'avoir présentée ici et qui est extraite des états financiers consolidés de la Corporation.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

L'HONORABLE SINCLAIR McKNIGHT STEVENS, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE RESPONSABLE DE LA CORPORATION DE
DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la Corporation de développement des investissements du Canada au 31 décembre 1984 ainsi que les états consolidés des résultats et du déficit, du surplus d'apport et de l'évolution de la situation financière de l'exercice clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la société et de ses filiales en propriété exclusive dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers consolidés ont été effectués, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, aux chartes et aux règlements administratifs de la société et de ses filiales en propriété exclusive.

Vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Comptables agréés
PEAT, MARWICK, MITCHELL & CIE

Toronto, Canada
le 28 mars 1985

BILAN CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

ACTIF	1984	1983 (tel que retraité)
Actif à court terme		
Encaisse et placements à court terme	9,863	8,435
Sommes à recevoir d'apparentés	710	73
	10,573	8,508
Investissements	606,067	142,519
Pertes de change non amorties	61,514	24,111
Divers	411	337
	678,565	175,475

PASSIF ET AVOIR DE L'ACTIONNAIRE (NÉGATIF)	1984	1983 (tel que retraité)
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	14,177	9,029
Somme à payer aux apparentés	74,551	207
Intérêts cumulés	37,957	38,489
Principal de la dette à long terme échéant à moins d'un an	13,217	37,332
Dette bancaire		20,379
Somme à payer au gouvernement du Canada		500
	139,902	105,936
Dette à long terme de Financière Canadair	1,247,540	1,111,954
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE (NÉGATIF)		
Capital-actions		
Autorisé—Nombre illimité d'actions ordinaires		
Émis et libérés—101 actions ordinaires	1	1
Surplus d'apport	1,772,007	1,222,007
Déficit cumulé	(2,480,885)	(2,264,423)
	(708,877)	(1,042,415)
	678,565	175,475

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Engagements et éventualités (notes 2, 4 et 10)

Au nom du Conseil:

Administrateur
PAUL M. MARSHALL

Administrateur
DONALD McQ. SHAVER

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT CUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

	Canadair	de Havilland	Eldorado	CDIC	1984 Total	1983 (retraité)
Bénéfice d'exploitation (perte)	7,338	11,363	65,457	(650)	83,508	(91,013)
Frais financiers	1,504	9,878	52,316	185,906	249,604	201,692
Charges de nature inhabituelle	(285)	41,658	3,119		44,492	262,389
Redevances et charge fiscale	1,523	204	16,595		18,322	8,639
	4,596	(40,377)	(6,573)	(186,556)	(228,910)	(563,733)
Postes extraordinaires	1,448		11,000		12,448	
Bénéfice net (perte) de l'exercice	6,044	(40,377)	4,427	(186,556)	(216,462)	
Total de l'exercice clos le 31 décembre 1983 (tel que retraité)	(184,516)	(236,474)	9,958	(152,701)		(563,733)
Déficit cumulé, au début de l'exercice					(2,264,423)	(1,700,690)
Déficit cumulé, à la fin de l'exercice					(2,480,885)	(2,264,423)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

ÉTAT CONSOLIDÉ DU SURPLUS D'APPORT POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Solde au début de l'exercice	1,222,007	922,007
Contributions en espèces du gouvernement du Canada aux filiales		
Financière Canadair	310,000	240,000
de Havilland	240,000	60,000
Solde à la fin de l'exercice	1,772,007	1,222,007

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Ressources		
Des activités de la société	(650)	(3,006)
Plus: éléments hors fonds—Amortissement	130	35
	(520)	(2,971)
Surplus d'apport (Financière Canadair)	310,000	240,000
Distribution de fonds provenant d'Eldorado		10,000
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	5,148	(15,958)
Augmentation de la dette à long terme	40,212	84,111
Diminution (augmentation) d'autres éléments, net	1,754	(238)
	356,594	314,944
Emplois		
Intérêts débiteurs et frais financiers de la dette prise en charge, déduction faite de l'amortissement des pertes de change	152,050	136,056
Prêt consenti par le gouvernement du Canada	500	(500)
Diminution des sommes à payer aux apparentés	80,656	
Diminution (augmentation) de la dette bancaire	23,507	(15,733)
Contribution présumée à Canadair Limitée	98,453	186,686
	355,166	306,509
Augmentation de l'encaisse et des placements à court terme	1,428	8,435
Encaisse et placements à court terme au début de l'exercice	8,435	
Encaisse et placements à court terme à la fin de l'exercice	9,863	8,435

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1984

1. La société

La Corporation de développement des investissements du Canada (la «société») fut constituée le 26 mai 1982 en vertu des dispositions de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes et est la propriété exclusive de Sa Majesté du chef du Canada. La société est assujettie à la Loi sur l'administration financière et à la Loi sur le fonctionnement des compagnies de l'État et elle est un agent de Sa Majesté.

2. Base de présentation

Les présents états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus s'appliquant à une entreprise en exploitation. Ils indiquent que la société a un avoir de l'actionnaire très négatif et que les pertes de l'exercice sont importantes. Outre l'important déficit cumulé, la société a, par l'entremise de sa filiale la Société Financière Canadair Inc. («Financière Canadair»), une dette à long terme importante (voir note 5), ce qui porte à se demander si la société pourra continuer d'exercer ses activités à titre d'entreprise en exploitation.

Le gouvernement du Canada a le pouvoir de garantir certaines ententes financières conclues entre Financière Canadair et des institutions financières et ce, jusqu'à concurrence de $1,350,000,000. Les besoins de trésorerie prévus de la société indiquent que, sans ententes financières supplémentaires, la dette totale pour laquelle Financière Canadair aura besoin de garanties du gouvernement sera supérieure, en 1985, à la limite susmentionnée. Des apports de capital supplémentaires ou l'augmentation de la limite de garantie, ou les deux, seront nécessaires pour fournir à Financière Canadair le fonds de roulement requis pour régler ses dettes au fur et à mesure qu'elles échoient. Le gouvernement du Canada a confirmé son intention d'augmenter les fonds propres de Financière Canadair de $300,000,000 à l'aide de crédits supplémentaires compris dans le budget des dépenses supplémentaires devant être adopté par le Parlement du Canada avant le 31 mars 1985.

Dans une déclaration datée du 30 octobre 1984, le ministre du gouvernement du Canada, chargé du dossier de la société, a annoncé l'intention du gouvernement de forcer la société à se désaisir systématiquement de ses participations dans Massey-Ferguson Limitée («Massey-Ferguson»), Canadair Limitée («Canadair»), The de Havilland Aircraft of Canada, Limited («de Havilland») et Eldorado Nucléaire Limitée («Eldorado»). Le conseil d'administration de la société étudie une façon d'aliéner ces participations qui satisfasse aux exigences du gouvernement. Tout plan ou projet devra être sanctionné par ce dernier conformément aux exigences de la Loi sur l'administration financière.

Étant donné ce qui précède, la société est d'avis qu'il lui faut continuer de comptabiliser ses participations dans Canadair, de Havilland et Eldorado à la valeur de consolidation. Il se peut que les prix de vente éventuels soient supérieurs ou inférieurs à la valeur comptable.

3. Principales conventions comptables

a) Périmètre de consolidation

Les états financiers de Financière Canadair ont été groupés avec ceux de la société.

b) Investissements dans des filiales non consolidées

Les investissements dans des filiales, Canadair, de Havilland et Eldorado sont comptabilisés à la valeur de consolidation. Les états financiers de la société et ceux de ses filiales n'ont pas été consolidés, la société étant d'avis que la comptabilisation à la valeur de consolidation offre une information plus détaillée à l'actionnaire. Les états financiers consolidés de chaque filiale non consolidée sont joints aux présentes.

c) Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille de la société sont comptabilisés au coût, à moins qu'il y ait eu une diminution tangible permanente de la valeur, auquel cas le placement est réduit de façon à constater la perte.

d) Conversion des devises étrangères

L'actif et le passif libellés en monnaie étrangère sont convertis en dollars canadiens d'après la méthode temporelle selon laquelle l'actif et le passif monétaires sont convertis au taux en vigueur à la clôture de l'exercice, l'actif et le passif non monétaires, aux taux en vigueur à la date des opérations.

Les différences de change découlant de la conversion des emprunts bancaires à terme et d'autres dettes à long terme sont reportées et amorties de façon linéaire sur le terme de la dette.

Le résultat des fluctuations du taux de change sur les contrats de change à terme conclus par la société est:

(i) compris dans le calcul du bénéfice net de l'exercice au cours duquel la fluctuation a eu lieu si le contrat expire au cours de l'exercice en cours ou de l'exercice suivant; ou

(ii) amorti sur le terme du contrat si le contrat se prolonge au-delà de la fin de l'exercice suivant.

e) Escompte et frais d'émission non amortis sur la dette à long terme

L'escompte et les frais d'émission afférents à la dette à long terme sont amortis selon la méthode linéaire sur le terme de la dette et sont compris dans les intérêts débiteurs et autres frais financiers.

4. Investissements

Prenait fin le 30 mars 1984 la restructuration financière de Canadair Limitée, qui a donné lieu à la mise sur pied d'une nouvelle filiale qui a pris la dénomination «Canadair Limitée». L'ancienne société Canadair a changé sa dénomination pour la Société Financière Canadair Inc. («Financière Canadair») et a transféré son actif et son passif à court terme à Canadair Limitée («Canadair»), société nouvellement constituée, tout en conservant sa dette et ses intérêts accumulés et charges reportées, le tout s'élevant à $1,100,000,000. Cette restructuration n'ayant modifié en rien la participation à titre de propriétaire véritable dans l'actif, le passif et les opérations de Canadair, elle a été comptabilisée comme «fusion inversée d'intérêts communs». En conséquence, les états financiers de Canadair et de Financière Canadair ont été préparés comme si la restructuration avait eu lieu avant 1983. En outre, la société continue d'inscrire ses investissements dans Canadair à la valeur de consolidation et groupe les états financiers de Financière Canadair avec ses propres états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1984—*Suite*

Ainsi, le solde d'ouverture du compte Investissements dans Canadair a été retraité comme suit:

	(en milliers de dollars)
Tel que divulgué au 31 décembre 1983	(1,254,998)
Soldes résultant de la restructuration	
Dette à long terme	1,111,954
Passif à court terme	104,085
Perte de change non amortie	(24,111)
Tel que retraité	(63,070)

La valeur comptable des investissements est maintenant la suivante:

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
a) Filiales non consolidées		
Canadair	196,428	(63,070)
de Havilland	21,082	(178,541)
Eldorado	262,208	257,781
	479,718	16,170
b) Placements de portefeuille Actions privilégiées, série D de Massey-Ferguson	126,349	126,349
	606,067	142,519

La société croit que le coût de son investissement dans Massey-Ferguson, tel qu'il est inscrit dans les présents états financiers, est supérieur à la valeur de ce placement; toutefois, on ne peut raisonnablement estimer la valeur précise de ce placement de portefeuille à ce moment-ci.

Le gouvernement du Canada autorise et garantit les emprunts de Canadair, de de Havilland et d'Eldorado comme suit:

	Montant maximal autorisé	Garanties maximales	Emprunt au 31 décembre 1984
	(en milliers de dollars)		
Canadair			
de Havilland		450,000	54,763
Eldorado	600,000		581,700

Outre les emprunts autorisés et garantis ci-dessus, Canadair avait une hypothèque et une autre dette impayée de $16,215 au 31 décembre 1984.

5. Dette à long terme de Financière Canadair

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Emprunt à terme échéant le 4 octobre 1984, intérêt de 9¾% ($30,000,000 US)		37,332
Emprunt à terme échéant le 22 août 1985 intérêt de 9¾% ($10,000,000 US)	13,217	12,444
Emprunt à terme échéant le 7 mai 1986, intérêt au taux LIBOR majoré de ½% ($187,500,000 US)	247,819	233,325
Emprunt à terme échéant le 1er décembre 1986, intérêt au taux LIBOR majoré de ⅜% ($75,000,000 US)	99,128	93,330
Billets à terme échéant le 15 mars 1987, intérêt de 15½%, remboursables à vue après le 15 mars 1985 à 101% du principal; 100½% après le 15 mars1986 ($150,000,000 US)	198,255	186,660
Effets échéant le 1er juin 1987, intérêt de 16⅛% ($50,000,000 US)	66,085	62,220
Emprunt bancaire à terme échéant le 11 novembre 1988, intérêt au taux LIBOR majoré de ⅜% ou au taux préférentiel des banques américaines, renouvelable jusqu'au 11 novembre 1986, paiements équivalant à 25% du solde impayé, à compter du 11 mai 1987 et par la suite à tous les six mois jusqu'à échéance ($85,000,000 US)	112,345	74,664
Emprunt bancaire en consortium échéant le 6 mars 1989, intérêt au taux LIBOR majoré de ⅜% ou au taux préférentiel des banques américaines au 12 mars 1985 et au taux LIBOR majoré de ½% ou au taux préférentiel des banques américaines majoré de ⅛% par la suite, renouvelable jusqu'au 6 mars 1987, paiements correspondants à 25% du solde impayé à compter du 6 septembre 1987 et par la suite à tous les six mois jusqu'à échéance ($75,000,000 US)	99,128	62,220
Effets échéant le 15 novembre 1989, intérêt à 12½%, remboursables à au plus 105% du principal ($175,000,000 US)	231,298	217,770
Emprunts à terme échéant le 22 mars 1992, intérêt au taux préférentiel moins ⅜%, renouvelables jusqu'au 22 mars 1987, paiements correspondant à 5% du solde impayé à compter du 22 mars 1988 et par la suite, à tous les six mois; le solde devant être remboursé à l'échéance	63,216	42,444
Emprunt à terme échéant le 22 mars 1992, intérêt au taux préférentiel moins ⅜%, paiements correspondant à $5,000,000 à compter du 22 mars 1988 et à tous les six mois par la suite, solde à rembourser à l'échéance	100,000	100,000
Billet escompté échéant le 26 avril 1992, intérêt à 8½%, versements annuels de $6,000,000 US à compter du 26 avril 1988 ($30,000,000 US)	39,650	37,332
Moins l'escompte non amorti à l'émission de la dette à long terme	(9,384)	(10,455)
Total	1,260,757	1,149,286
Moins le principal inclus dans le passif à court terme	(13,217)	(37,332)
	1,247,540	1,111,954

Les échéances de la dette à long terme, de 1985 à 1989, inclusivement, sont les suivantes:

	(en milliers de dollars)
1985	13,217
1986	346,947
1987	345,214
1988	122,984
1989	280,332

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1984—*Fin*

6. Intérêts et autres frais financiers—Financière Canadair

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Intérêt sur la dette à long terme (y compris l'amortissement de l'escompte)	146,641	132,821
Intérêt sur autres dettes	2,713	1,931
Devises étrangères	36,552	14,943
	185,906	149,695

7. Bénéfice (perte) d'exploitation—CDIC

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Frais de service des filiales	5,862	2,249
Intérêts créditeurs sur placements à court terme	694	552
	6,556	2,801
Frais généraux	7,206	5,807
	(650)	(3,006)

8. Rémunération des administrateurs et des dirigeants

	Jetons de présence	Traitements et avantages sociaux	Divers	Total
	(en milliers de dollars)			
Rémunération des administrateurs				
Nombre d'administrateurs: 15				
À la charge de la société	151			151
Rémunération des dirigeants[1]				
À la charge de la société		1,117	72[2]	1,189
Totaux	151	1,117	72	1,340

Note 1 Onze personnes ont servi la société à titre de dirigeants au cours de l'exercice. La société comptait sept dirigeants à la clôture de l'exercice.

Note 2 Coût estimatif à payer par la société en 1984 pour les avantages proposés en vertu d'un régime enregistré de retraite.

9. Impôts sur le revenu

Au 31 décembre 1984, Financière Canadair disposait de pertes fiscales de $1,596,000,000 pouvant servir à réduire le revenu imposable selon les échéances suivantes:

	(en milliers de dollars)
1987	1,108,000
1990	256,000
1991	232,000
	1,596,000

10. Engagements au titre des contrats de location

Les engagements en vertu de contrats de location-exploitation de bureaux ayant un terme de plus d'un an s'élèvent à $1,172,000. Les loyers annuels globaux minimaux en vertu de ces contrats sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
1985	526
1986	499
1987	147
	1,172

Au cours de l'exercice, la société a fermé certains de ses bureaux. Le coût estimatif de résiliation des contrats de location y afférents est pris en compte dans les états financiers consolidés.

ANNEXE 1

CANADAIR LIMITÉE

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AUX ACTIONNAIRES DE
CANADAIR LIMITÉE

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Canadair Limitée au 31 décembre 1984 ainsi que les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis (déficit) et de l'évolution de la situation financière de l'exercice clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, après répercussion rétroactive de la restructuration financière dont il est question à la note 2 des états financiers consolidés.

Nous signalons en outre, qu'à notre avis, les opérations qui ont été portées à notre connaissance dans le cours de notre vérification des présents états financiers consolidés sont conformes, à tous égards d'importance, à la Loi sur l'administration financière et à ses règlements de même qu'à la charte et aux règlements de la société.

Comptables agréés
THORNE RIDDELL

Montréal, Canada
le 28 mars 1985

BILAN CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

ACTIF	1984	1983 (redressé, note 2)
À court terme		
Encaisse	5,331	5,115
Débiteurs	34,736	35,248
Sommes à recevoir d'un affilié (note 2)	74,405	
Contrats et programmes en cours et stocks, moins avances et facturations proportionnelles (note 5)	183,990	149,838
Frais payés d'avance	1,381	2,358
	299,843	192,559
Biens-fonds, usines et matériel (note 6)	123,288	120,931
Moins: l'amortissement cumulé	68,573	66,011
	54,715	54,920
Autres éléments d'actif		
Certificats de dépôts (note 4)	38,921	
Créance à terme, déduction faite de la tranche à court terme	5,490	5,138
	44,411	5,138
	398,969	252,617

PASSIF	1984	1983 (redressé, note 2)
À court terme		
Créditeurs	75,558	86,166
Frais courus	110,768	212,281
Tranche de la dette à long terme échéant à court terme	1,789	1,542
	188,115	299,989
Dette à long terme (note 7)	14,426	15,698
Éventualités (note 15)		
AVOIR DES ACTIONNAIRES (note 2)		
Capital-actions (note 8)	179,031	24,030
Bénéfices non répartis (déficit)	17,397	(87,100)
	196,428	(63,070)
	398,969	252,617

Au nom du Conseil d'administration:

Administrateur
GUY J. DESMARAIS

Administrateur
GILBERT S. BENNETT

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 1—*Suite*

CANADAIR LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1984 (en milliers de dollars)

	1984	1983 (redressé, note 2)
Ventes	376,443	387,136
Coût des marchandises vendues	309,294	364,612
Marge brute	67,149	22,524
Charges d'exploitation		
Recherche et développement (note 11)	10,821	33,120
Frais de vente, frais généraux et d'administration	48,990	77,292
Intérêts sur la dette à long terme	1,504	1,508
	61,315	111,920
Bénéfice (perte) avant les postes exceptionnels, les impôts sur le revenu et le poste extraordinaire	5,834	(89,396)
Postes exceptionnels (note 12)	285	(95,042)
Bénéfice (perte) avant les impôts sur le revenu et le poste extraordinaire	6,119	(184,438)
Impôts sur le revenu	1,523	78
Bénéfice (perte) avant le poste extraordinaire	4,596	(184,516)
Poste extraordinaire		
Réduction des impôts par suite de l'application de déductions fiscales non utilisées au cours des exercices antérieurs	1,448	
Bénéfice net (perte)	6,044	(184,516)

ÉTAT CONSOLIDÉ DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS (DÉFICIT) DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1984 (en milliers de dollars)

	1984	1983 (redressé, note 2)
Déficit au début de l'exercice	(87,100)	(89,270)
Surplus d'apport présumé (note 2)	98,453	186,686
Bénéfice (perte) de l'exercice	6,044	(184,516)
Bénéfices non répartis (déficit) à la clôture de l'exercice	17,397	(87,100)

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1984 (en milliers de dollars)

	1984	1983 (redressé, note 2)
Provenance des fonds		
Exploitation		
Bénéfice (perte) avant le poste extraordinaire	4,596	(184,516)
Redressement pour les postes hors-caisse		
Amortissement	5,374	5,963
Impôts sur le revenu reportés	1,448	
Total de l'exploitation	11,418	(178,553)
Émission d'actions contre numéraire	155,001	
Diminution des sommes à recevoir d'un affilié—Paiements en numéraire	80,595	
Apport présumé d'un affilié (note 2)	98,453	186,686
Diminution des débiteurs	512	7,797
Diminution des frais payés d'avance	977	2,682
Total de toutes provenances	346,956	18,612
Affectation des fonds		
Certificats de dépôt (note 4)	38,921	
Prêt à un affilié (note 2)	155,000	
Acquisitions de matériel, montant net	5,169	2,704
Diminution (augmentation) des créditeurs et des frais courus, montant net	112,121	(425)
Augmentation des contrats et des programmes en cours et des stocks, montant net	34,152	22,187
Augmentation des autres éléments d'actif	352	9
Diminution (augmentation) de la dette	1,025	(5,481)
Total de toutes affectations	346,740	18,994
Augmentation (diminution) de l'encaisse	216	(382)
Encaisse au début de l'exercice	5,115	5,497
Encaisse à la clôture de l'exercice	5,331	5,115

ANNEXE 1—*Suite*

CANADAIR LIMITÉE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1984

1. Sommaire des principales conventions comptables

Méthode de présentation et principes de consolidation

Les présents états financiers tiennent compte d'une restructuration financière qui a été complétée le 30 mars 1984 (note 2).

Le bilan consolidé de même que les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis (déficit) et de l'évolution de la situation financière comprennent l'actif et le passif, les résultats de l'exploitation et l'évolution de la situation financière des filiales en propriété exclusive de la société, Canadair Services Limited, Canadair Challenger Inc. et Challenger Aviation Service GmbH.

Comptabilisation des contrats et des programmes à long terme

Conformément à la pratique en vigueur dans l'industrie, les travaux en cours aux termes des contrats gouvernementaux à long terme et des contrats et programmes commerciaux à long terme sont inscrits au bilan à titre d'élément d'actif à court terme, même s'il est prévu qu'une partie ne sera pas réalisée en moins d'un an.

Les contrats gouvernementaux sont principalement comptabilisés en utilisant la méthode de l'avancement des travaux selon laquelle les ventes sont inscrites au fur et à mesure que les frais sont engagés ou que les unités sont livrées, et comprennent la proportion du profit estimatif à l'achèvement des contrats équivalents aux frais engagés à ce jour par rapport aux frais estimatifs à l'achèvement des contrats. Les travaux en cours comprennent les frais directs engagés, les frais généraux de fabrication et les frais généraux et d'administration, plus le profit estimatif sur de tels frais, moins les avances et les facturations proportionnelles. La société ne comptabilise pas de profit tant que la production n'est pas suffisamment avancée et que le risque que comporte l'évaluation du total du profit sur les contrats n'est pas minimisé. Lorsque la production est suffisamment avancée et que le risque est minimisé, les profits sont inscrits selon le travail réalisé à ce jour. Les pertes estimatives sont imputées aux résultats dès qu'elles sont identifiées.

Les contrats et les programmes commerciaux sont principalement comptabilisés selon la méthode de comptabilisation de programmes et sont inscrits selon les frais de production réels engagés incluant les frais généraux de fabrication et, sauf en ce qui a trait au programme Challenger (note 3), les frais de développement, d'outillage et les frais généraux et d'administration, moins les avances et les facturations proportionnelles. Les ventes et les profits sont comptabilisés sur les unités au fur et à mesure qu'elles sont livrées. Le coût des unités livrées est calculé au prix de vente réel moins la marge brute, lequel coût est estimé aux fins comptables en utilisant une quantité prudente dans le cadre de chaque programme. Les programmes sont soumis à des évaluations périodiques afin d'estimer leur ratio de marge brute. Advenant la prévision d'une marge brute négative, la valeur des travaux en cours sera alors réduite à la valeur nette de réalisation estimative.

Les profits ou les pertes estimatifs sur les contrats gouvernementaux et les contrats et les programmes commerciaux sont déterminés d'après les produits et les charges de fabrication prévus, compte tenu de divers facteurs, tels les ventes prévues, les niveaux des prix, les coûts de production et d'autres variables qui échappent au contrôle de la société. Étant donné que ces facteurs ne peuvent être déterminés de façon précise, les évaluations sont soumises à des révisions périodiques. Les profits et les pertes inscrits au cours de l'exercice peuvent comprendre l'incidence cumulative des révisions aux évaluations des exercices antérieurs.

Le titre de propriété du travail exécuté aux termes de certains contrats en cours et aux stocks y afférants est dévolu au client conformément aux dispositions des contrats.

Stocks

Les stocks de produits commerciaux, de matières et de pièces de rechange sont évalués selon le moins élevé du prix coûtant moyen et de la valeur nette estimative de réalisation.

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement recouvrables aux termes des contrats sont inclus dans les travaux en cours. Les frais de développement de produits directement reliés à des programmes parrainés sont imputés aux résultats de l'exercice.

Conversion des devises étrangères

Les éléments d'actif et de passif libellés en devises étrangères, comprenant ceux des filiales étrangères Canadair Challenger Inc. et Challenger Aviation Service GmbH, sont convertis en dollars canadiens selon la méthode temporelle. Selon cette méthode, l'actif et le passif monétaires sont convertis au cours en vigueur à la clôture de l'exercice et l'actif et le passif non monétaires, de même que les produits et les charges, sont convertis au cours réel en vigueur à la date des opérations.

Bien fonds, usines et matériel

Les bâtiments, l'outillage et le matériel sont comptabilisés au prix coûtant. Les terrains sont comptabilisés à la valeur d'expertise de 1974, déduction faite des aliénations.

L'amortissement est calculé principalement selon la méthode de l'amortissement dégressif. Les taux d'amortissement des bâtiments varient de 4% à 10% et de 20% à 30% pour l'outillage et le matériel. L'amortissement de certaines pièces d'outillage est fondé sur le degré d'utilisation au cours de la durée de vie prévue de ces biens.

Charges de retraite

Les charges relatives aux services courants aux termes des régimes de retraite de la société sont imputées aux frais au fur et à mesure qu'elles s'accumulent et sont capitalisées selon les besoins suivant la plus récente révision actuarielle des régimes. Les charges relatives aux services passés sont imputées aux frais engagés sur diverses périodes, au fur et à mesure qu'elles sont capitalisées.

2. Restructuration financière

Le 30 mars 1984, la société a complété une restructuration financière qui, essentiellement, a consisté à séparer l'actif et le passif engagés dans les activités de la société, de la dette garantie par le gouvernement.

La restructuration s'est effectuée comme suit:

a) la Corporation de développement des investissements du Canada (la société mère de la société) a formé la société comme étant une nouvelle filiale portant la dénomination «Canadair Limitée»;

b) la société antérieure, Canadair, a changé sa dénomination pour celle de Société financière Canadair Inc;

c) le gouvernement du Canada a versé à la Société financière Canadair Inc. la somme de 310 millions de dollars à titre de capitaux propres; la Société financière Canadair Inc. a versé

ANNEXE I—*Suite*

CANADAIR LIMITÉE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1984—*Suite*

155 millions de dollars à la société à titre de capitaux propres; la société a prêté les 155 millions de dollars (sans intérêt et remboursables sur demande) à la Société financière Canadair Inc. afin de permettre à cette dernière de réduire temporairement sa dette en cours; et

d) la société a acquis l'actif et le passif engagés activement dans l'exploitation de la Société financière Canadair Inc., laissant à cette dernière une dette, des intérêts courus et des frais reportés connexes de 1,1 milliard de dollars.

En conséquence de la restructuration, la société se retrouve avec une dette à long terme de 15,5 millions de dollars, et l'avoir des actionnaires se chiffre à 179 millions de dollars.

La restructuration de la société a été comptabilisée à titre de «fusion d'intérêts communs inversés», ce qui signifie, entre autres, que les éléments d'actif et de passif engagés dans l'exploitation acquis par la société sont toujours comptabilisés à leur valeur comptable antérieure. L'analyse qui suit est un sommaire des bilans de la société et de la Société financière Canadair Inc. au 30 mars 1984, résultant de la répartition des éléments d'actif et de passif.

	Avant la restructuration	Restructuration	Société financière Canadair Inc.	La Société
	(en millions de dollars) non vérifié			
Actif à court terme	219,1			219,1
Sommes à recevoir de la Société financière Canadair Inc.		155,0		155,0
Investissements dans la société		179,0	179,0	
Immobilisations	55,2			55,2
Autres éléments d'actif	55,3		50,0	5,3
Total de l'actif	329,6	334,0	229,0	434,6
Passif à court terme	240,1			240,1
Sommes à payer à la société		155,0	155,0	
Dette à court terme et intérêts courus	90,8		90,8	
Dette à long terme	999,7		984,2	15,5
Total du passif	1,330,6	155,0	1,230,0	255,6
Avoir des actionnaires (déficit)	(1,001,0)	179,0	(1,001,0)	179,0
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	329,6	334,0	229,0	434,6

En vertu de la méthode de fusion d'intérêts communs inversés utilisée pour la restructuration, les états financiers de la société reflètent les résultats financiers des activités qui lui ont été transférées le 30 mars 1984, comme si la société avait acquis ces activités avant 1983. Les chiffres de 1983 présentés à des fins de comparaison ont été redressés comme si les besoins nets de trésorerie avaient été financés par des apports présumés de capitaux de la Société financière Canadair Inc. Par conséquent, le déficit au 31 décembre 1983 de 87,1 millions de dollars (89.3 millions de dollars au 31 décembre 1982) représente l'excédent des pertes de la société sur le surplus d'apport présumé avoir été reçu.

Le capital-actions de la société (179 millions de dollars) représente la valeur de l'actif net acquis au 30 mars 1984 (24 millions de dollars) plus l'investissement de capitaux propres dans la société fait par la Société financière Canadair Inc. à cette date (155 millions de dollars).

Aux fins des impôts sur le revenu, les éléments d'actif amortissables ont été transférés à la société à leur coût en capital non amorti. La société ne peut pas utiliser la perte fiscale reportée de 1,391 millions de dollars au 31 décembre 1983 pour réduire son revenu imposable des exercices à venir.

3. Programme Challenger

La société suit la méthode de comptabilisation de programmes (note 1) pour le programme Challenger 601, avec comme base 62 appareils, soit le nombre d'unités qu'elle s'est engagée à produire. Afin d'être en mesure de respecter son actuel calendrier de production pour l'exercice 1987 et les exercices suivants, au-delà des 62 appareils prévus dans le programme aux fins comptables, la société a pris des engagements totalisant 208 millions de dollars avec des fournisseurs pour l'achat de certaines pièces de matériel dont le délai d'approvisionnement est long. Par suite de la restructuration financière (note 2), un taux prudent de marge brute a été inscrit relativement aux appareils livrés. Actuellement, la société fabrique des appareils Challenger 601 au rythme approximatif de 15 par année.

Par suite d'une évaluation de programme effectuée en décembre 1982, tous les coûts non susceptibles de se répéter ont été radiés et, par conséquent, les coûts actuellement inventoriés n'incluent pas les frais de développement et d'outillage, ni les coûts d'apprentissage excessifs ou autres frais reportés. Tous les frais d'amélioration des produits, les frais de services reliés à la production, les frais de commercialisation et les frais généraux et d'administration reliés au Challenger sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés. Les appareils inclus dans les stocks de produits finis sont évalués au prix coûtant ou à la valeur nette de réalisation estimative, selon le moins élevé des deux.

Au 31 décembre 1984, un total de 120 appareils avait été produit dans le cadre du programme Challenger, soit 85 Challenger 600 et 35 Challenger 601.

4. Certificats de dépôt

Conformément à un contrat pour la vente d'appareils CL-601, la société a reçu d'un client des dépôts de 38,9 millions de dollars en décembre 1984 et de 47,8 millions de dollars en janvier 1985. Ces dépôts ont été investis en certificats de dépôts, lesquels certificats ont été cédés par la société à une institution financière à titre de sûreté pour une garantie de dépôt fournie au client par l'institution financière, tel qu'il est stipulé au contrat. Les certificats seront remis à la société au fur et à mesure que les appareils équipés seront livrés au client à compter de janvier 1986.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 1—*Suite*

CANADAIR LIMITÉE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1984—*Suite*

5. Contrats en programmes en cours et stocks

Au 31 décembre, les contrats et les programmes en cours de même que les stocks se composaient de ce qui suit:

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Programme Challenger		
Produits finis incluant les appareils, moins les avances (aucune en 1984—15,9 millions de dollars en 1983)	83,470	69,584
Travaux en cours, matières, pièces et fournitures, moins les avances de 41,6 millions de dollars (56,9 millions de dollars en 1983)	58,514	33,372
	141,984	102,956
Autres programmes, contrats et produits commerciaux		
Produits finis incluant les appareils	14,125	19,729
Travaux en cours, matières, pièces et fournitures, moins les avances et les facturations proportionnelles de 42,9 millions de dollars (6,2 millions de dollars en 1983)	17,311	19,445
	31,436	39,174
Contrats gouvernementaux		
Travaux en cours	10,570	7,708
	183,990	149,838

6. Biens-fonds, usines et matériel

Au 31 décembre, les biens-fonds, usines et matériel se composaient de ce qui suit:

	1984			1983
	Actif	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Bâtiments	44,599	20,223	24,376	25,039
Outillage et matériel				
En propriété	59,372	43,608	15,764	13,431
Loués, en vertu de contrats de location-acquisition	7,249	4,742	2,507	4,382
	111,220	68,573	42,647	42,852
Terrains, à la valeur d'expertise de 1974, déduction faite des aliénations	12,068		12,068	12,068
	123,288	68,573	54,715	54,920

7. Dette à long terme

Au 31 décembre, la dette à long terme se composait des éléments suivants:

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Emprunt hypothécaire échéant le 1er janvier 1994, portant intérêt à 7⅛ % jusqu'au 1er janvier 1989 et à 7¼ % par la suite, remboursable en versements semestriels à compter du 1er janvier 1987 (6 millions de dollars U.S.)	7,930	7,466
Financement par le Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense	1,733	2,063
Obligations découlant d'un contrat de location-acquisition échéant le 28 février 1989, portant intérêt à 13¼ %	5,338	6,108
Obligations découlant d'un contrat de location-acquisition échéant en 1987, portant intérêt à des taux variants de 9 1/10% à 19 1/50%	1,214	1,603
Total de la dette à long terme	16,215	17,240
Moins le capital inclus dans le passif à court terme	(1,789)	(1,542)
	14,426	15,698

Les remboursements estimatifs exigibles au cours des exercices à venir sont les suivants:

	Contrats de location-acquisition	Autres titres de dette à long terme
	(en milliers de dollars)	
1985	2,263	307
1986	2,231	285
1987	1,931	1,078
1988	1,669	1,078
1989	302	1,276
Exercices suivants		5,639
	8,396	9,663
Intérêts sur les contrats de location-acquisition	(1,844)	
	6,552	9,663

8. Capital-actions

Le capital-actions autorisé de la société se compose d'un nombre illimité d'actions ordinaires et d'un nombre illimité d'actions privilégiées ne comportant pas de droit de vote, rachetables, donnant droit à un dividende non cumulatif de 8% de la valeur versée pour ces actions.

ANNEXE I—*Suite*

CANADAIR LIMITÉE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1984—*Suite*

Le 30 mars 1984, soit la date de la restructuration financière, la société a émis 10 millions d'actions ordinaires en contrepartie de mille dollars en numéraire, 155,000 actions privilégiées en contrepartie de 155 millions de dollars et 24,030 actions privilégiées en contrepartie de l'actif net transféré à la société (note 2).

9. Ventes par secteur d'activité

La quasi-totalité des activités de la société se rapporte à l'industrie aérospatiale. Les ventes se répartissent comme suit:

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Appareils	354,768	370,091
Appareils de reconnaissance	17,375	12,595
Autres	4,300	4,450
	376,443	387,136

Les ventes à l'exportation de la société en 1984 s'élèvent à 313,5 millions de dollars (343 millions de dollars en 1983).

10. Opérations entre apparentés

La société est une filiale en propriété exclusive de la Corporation de développement des investissements du Canada, une société d'État, et elle est dépendante du gouvernement du Canada pour ses besoins financiers.

Les ventes faites au gouvernement (comprenant les entités controlées par le gouvernement) se sont élevées à 47,6 millions de dollars en 1984 (18,3 millions de dollars en 1983). Au 31 décembre 1984, les sommes à recevoir du gouvernement et les sommes à payer à ce dernier s'élevaient respectivement à 4,4 millions de dollars et à 2,9 millions de dollars (2,5 millions de dollars et 26,2 millions de dollars respectivement en 1983). Les ventes entre apparentés au cours de l'exercice ont été conclues à des conditions similaires à celles des ventes avec des tiers. En 1983, le gouvernement du Canada a commandé 17 appareils CL-215. En 1984, les paiements proportionnels effectués pour cette commande totalisaient 34 millions de dollars.

Des intérêts de 2,6 millions de dollars ont été recouvrés de la Société financière Canadair Inc. Cette somme représente les intérêts sur des réclamations reportées de fournisseurs provisionnées à une date antérieure à la restructuration (note 2).

Des honoraires de gestion de 3,2 millions de dollars ont été versés à la Corporation de développement des investissements du Canada en 1984 (1,2 million de dollars en 1983).

11. Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement engagés durant l'exercice se résument comme suit:

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Recherche et développement financés par la société	23,226	33,120
Moins: crédit d'impôt à la recherche scientifique	(12,405)	
Recherche et développement, montant net	10,821	33,120

Le 14 février 1984, la société a cédé à un tiers un crédit d'impôt à la recherche scientifique d'un montant de 12,5 millions de dollars, résultant des dépenses admissibles au titre de la recherche scientifique menée durant la période du 20 avril 1983 au 31 décembre 1984. Le produit net de la cession de 12,4 millions de dollars a été porté en diminution des frais de recherche et de développement engagés durant 1984. En faisant cette cession, la société a renoncé au droit de déduire une somme de 25 millions de dollars de dépenses au titre de la recherche scientifique aux fins fiscales (12,4 millions de dollars en 1984 et de 12,6 millions de dollars en 1983).

12. Postes exceptionnels

En 1984, un montant de 285 mille dollars a été crédité aux postes exceptionnels. Cette somme comprend des redressements de 11,1 millions de dollars aux provisions établies dans les exercices antérieurs, contrebalancés par des crédits de 11,4 millions de dollars provenant d'autres provisions, incluant la contrepassation d'un montant couru d'intérêts qui dorénavant n'est plus requis.

13. Impôts sur le revenu

Au 31 décembre 1984, la valeur fiscale des biens amortissables excédait la valeur comptable nette correspondante d'environ 110 millions de dollars. De plus, la société dispose de dépenses au montant de 11 millions de dollars déductibles aux fins du calcul des revenus imposables des exercices à venir. Les futurs avantages fiscaux possibles découlant de ces éléments n'ont pas été comptabilisés dans les états financiers.

14. Engagements découlant de contrats de location

Les engagements futurs découlant de contrats de location-acquisition dont les durées sont de plus d'un an sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
1985	5,970
1986	1,913
1987	1,164
1988	653
1989	630
Exercices suivants	15,007
	25,337

Certains des engagements découlant des contrats de location ont été inscrits aux frais courus au 31 décembre 1984.

15. Éventualités

Litiges

Le 30 mai 1983, la société a intenté, dans la province de Québec, une action en dommages-intérêts de 109,6 millions de dollars contre Avco Corporation de Greenwich, Connecticut aux États-Unis. L'action intentée par la société allègue qu'Avco n'a pas rempli ses obligations contractuelles portant sur la mise au point, la fabrication et la livraison de moteurs pour les appareils Challenger 600. Le 3 août 1983, Avco a intenté, dans l'État du Connecticut, une action contre la société aux termes de laquelle elle lui

réclame 100 millions de dollars U.S. en raison de la prétendue résiliation unilatérale par la société du contrat portant sur les moteurs des appareils Challenger 600, du non-paiement des sommes dues et des torts causés à la réputation de Avco. En outre, Avco réclame des dommages-intérêts à titre de pénalité dont le montant est indéterminé. Le 21 décembre 1983, la société a modifié son action contre Avco, haussant les dommages-intérêts réclamés à 480 millions de dollars.

En mai 1984, les propriétaires de deux appareils Challenger 600 ont intenté, dans la province de Québec, une action en justice contre la société, Avco Corporation et la Société pour l'expansion des exportations. Dans l'action intentée, les propriétaires des appareils allèguent des défaillances au chapitre du rendement des appareils et tentent i) de résilier les contrats en vertu desquels les propriétaires ont acheté les Challenger de Canadair, ii) de résilier les contrats en vertu desquels la Société pour l'expansion des exportations a financé l'achat des Challenger par les propriétaires, et iii) de recouvrer 27 millions de dollars, représentant le total du prix d'achat des deux appareils Challenger, des frais d'intérêt et de financement, de la perte de certains avantages fiscaux transférables et d'autres dommages-intérêts présumés. Cette poursuite est activement contestée par la société.

En juillet 1984, le propriétaire d'un appareil Challenger CL-600 a intenté, dans la province de Québec, une action contre la société en dommages-intérêts pour la somme de 17,2 millions de dollars. Le propriétaire de l'appareil allègue que son appareil n'atteint pas le rendement assuré par sa garantie. Cette poursuite est activement contestée par la société.

Tous les montants que la société devra payer ou qu'elle pourra recevoir aux termes du jugement qui sera rendu ou du règlement conclu concernant les litiges précités seront comptabilisés dans l'exercice au cours duquel le jugement sera rendu ou le règlement obtenu.

Ententes de rachat conditionnel

Dans certaines circonstances précises, ou advenant certains événements désignés, les propriétaires d'un total de huit appareils Challenger ont le droit d'exiger de la société le rachat de leurs appareils. La direction considère qu'il est peu probable que les circonstances ou les événements désignés se produisent.

Provisions pour réclamations

Des diminutions dans le taux de production du programme Challenger ont entraîné des diminutions de la demande de pièces et de matières. Les fournisseurs de certaines de ces pièces et matières ont déposé des réclamations pour recouvrer les frais accrus de production et de livraison causés par la baisse de volume. La société a comptabilisé une provision pour ces réclamations; toutefois, en raison de la complexité des négociations en cours et des divers facteurs en cause, la dette exacte de la société concernant ces réclamations ne peut être déterminée avec précision. Le montant des règlements éventuels avec ces fournisseurs pourrait être supérieur ou inférieur à la provision établie, et par conséquent, la provision pourrait nécessiter certains redressements.

La société a inscrit en charges toutes les autres dettes dont elle avait connaissance, ayant recours à des estimés, lorsque nécessaire.

Remboursement de l'aide gouvernementale

La société a un passif éventuel de 40,3 millions de dollars au chapitre de l'aide gouvernementale (40,2 millions de dollars en 1983), montant remboursable d'après les revenus ou les profits sur les ventes futures. Tout remboursement sera imputé au coût des marchandises dans l'exercice au cours duquel les revenus ou les profits seront comptabilisés.

16. Aide gouvernementale

En 1984, l'aide du gouvernement du Canada accordée aux termes de programmes gouvernementaux établis au chapitre du financement de programmes de production, d'expansion et d'acquisition de matériel s'est chiffrée à 4 millions de dollars (6,2 millions de dollars en 1983). Le montant de l'aide a été comptabilisé comme suit:

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Programmes de production		
Credités aux coûts des programmes ou aux ventes	3,964	4,651
Programmes d'expansion		
Credités aux ventes		1,239
Acquisition de matériel		
Réduction des coûts du matériel		330
	3,964	6,220

Le remboursement de l'aide gouvernementale aux termes de certains contrats est inclus dans la dette à long terme (note 7); une autre partie de l'aide est éventuellement remboursable à même le produit des ventes futures dans le cadre des programmes (note 15).

17. **Rémunération des agents de vente et des représentants techniques**

Au cours de l'exercice, la rémunération et les dépenses payées aux agents de vente et aux représentants techniques suivants, relativement aux ventes conclues à l'étranger, incluant les paiements effectués au titre des services de gestion, ont totalisé 1,9 million de dollars (2,1 millions de dollars en 1983):

M. Augustin, France; Avionic, Grèce; Compagnia Importazioni Exportazioni Rappresentage, Italie; Dismatica Industrial CA, Venezuela; Estudios Technologicos S.L., Espagne; Executive Airfleet Inc., É.U.; S. Kittivat R.O.P., Thaïland; Commonwealth Group Inc., É.U.; T. Shahabuddin, Malaisie.

18. **Rémunération des administrateurs et des dirigeants**

Le tableau suivant présente la rémunération qu'a versée la société au cours de 1984 aux administrateurs et aux dirigeants:

	Nature de la rémunération gagnée		
	Jetons de présence	Traitements et avantages	Total
	(en milliers de dollars)		
Rémunération des dix-huit administrateurs (actuels et précédents)	104.3		104.3
Rémunération des quatorze dirigeants		1,720.5	1,720.5
	104.3	1,720.5	1,824.8

ANNEXE I—*Fin*

CANADAIR LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1984—*Fin*

Le traitement du président est payé par la Corporation de développement des investissements du Canada et celui-ci ne reçoit aucune rémunération de la société.

Les salariés de la société peuvent contribuer, sur une base optionnelle, au régime d'épargne et de placement destiné aux employés. La société contribue elle aussi au régime selon un certain pourcentage des contributions faites par les employés, et ce montant devient acquis après une période de trois ans. Les sommes ainsi versées par la société durant l'exercice pour le compte des quatorze dirigeants totalisent 89,7 mille dollars.

19. Régimes de retraite

Les régimes de retraite de la société couvrent la plupart des employés. Les coûts des régimes de retraite engagés en 1984 et 1983, comprenant la capitalisation de la dette découlant des modifications apportées aux régimes et des révisions actuarielles les plus récentes, n'ont pas excédé les surplus accumulés des régimes. Par conséquent, la société n'a pas eu à y verser de contributions en 1984 ou 1983.

20. Événement postérieur à la date du bilan

Le 28 mars 1985, le gouvernement du Canada et la société ont conclu une entente en vertu de laquelle le gouvernement achètera de la société 8 appareils Challenger 600 et 4 appareils Challenger 601.

Rétrospective des cinq derniers exercices

	1984	1983	1982	1981	1980
	(en milliers de dollars)				
Pour l'exercice					
Vente à l'étranger	313,394	342,796	371,398	233,693	93,036
Vente au pays	63,049	44,340	57,981	51,969	23,176
Total	376,443	387,136	429,379	285,662	116,212
Bénéfice (déficit) net	6,044	(184,516)	(1,011,852)	3,035	3,532
En fin d'exercice					
Immobilisations	54,715	54,920	58,179	55,801	54,720
Dette à long terme	14,426	15,698	10,258	10,670	11,411
Nombre d'employés	4,570	4,315	5,534	6,959	6,596

Certains chiffres des exercices antérieurs à 1984 ont été redressés au besoin comme si la restructuration financière décrite dans la note 2 des états financiers de 1984 avait été réalisée avant 1980.

ANNEXE 2

THE DE HAVILLAND AIRCRAFT OF CANADA, LIMITED

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AUX ACTIONNAIRES DE
THE DE HAVILLAND AIRCRAFT OF CANADA, LIMITED

Nous avons vérifié le bilan consolidé de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited au 31 décembre 1984 ainsi que l'état consolidé de la perte et du déficit et l'état consolidé de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Nous déclarons également qu'à notre avis, les opérations de la société dont nous avons pu nous rendre compte se conforment à la Loi sur l'administration financière, aux règlements, à la charte et aux statuts de la société ainsi qu'aux directives qui lui ont été données.

Vérificateurs
DELOITTE HASKINS & SELLS

Toronto, Canada
le 11 février 1985

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

ACTIF	1984	1983
Actif à court terme		
Encaisse et dépôts à court terme (note 4)	21,150	950
Comptes débiteurs (note 5)	15,175	13,485
Effets à recevoir	237	130
Stocks (note 6)	144,990	183,669
Frais payés d'avance	220	1,435
	181,772	199,669
Bien-fonds, usine et matériel (note 7)	44,758	52,105
	226,530	251,774

PASSIF	1984	1983
Passif à court terme		
Dette bancaire	430	311
Comptes créditeurs	26,053	12,481
Frais courus et provisions	108,629	113,319
Acomptes sur contrats de vente	15,981	18,289
	151,093	144,400
Dette à long terme (note 8)	54,333	285,890
Impôts reportés	22	25
	205,448	430,315
AVOIR DES ACTIONNAIRES (DÉFICIT)		
Capital-actions (note 9)		
Autorisé (nombre illimité)		
Actions de catégorie A sans valeur nominale		
Actions ordinaires de catégorie B sans valeur nominale		
Émis		
32,000 actions de catégorie A et 10,000 actions ordinaires de catégorie B	306	306
Surplus d'apport (note 10)	500,000	260,000
Déficit	(479,224)	(438,847)
	21,082	(178,541)
	226,530	251,774

Passif éventuel (notes 2 et 16)

Au nom du Conseil:

Administrateur
W. B. BOGGS

Administrateur
PIERRE GENEST

ANNEXE 2—*Suite*

THE DE HAVILLAND AIRCRAFT OF CANADA, LIMITED—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA PERTE ET DU DÉFICIT DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Ventes	204,001	121,737
Frais		
Coût des produits et des services	158,164	121,876
Frais de vente et d'administration	30,555	35,543
Poursuite de la recherche et de la mise au point	3,919	3,752
	192,638	161,171
Bénéfice (perte) d'exploitation	11,363	(39,434)
Mise au point du Dash 8 et coût de surproduction (note 3)	78,075	87,347
Intérêts sur dette à long terme	9,878	29,551
Provision relative aux stocks		80,000
Perte nette, compte non tenu du virement du crédit d'impôt à la recherche scientifique et des impôts sur le revenu	(76,590)	(236,332)
Virement du crédit d'impôt à la recherche scientifique (note 13)	36,417	
Perte nette avant impôts sur le revenu	(40,173)	(236,332)
Impôts sur le revenu	204	142
Perte nette	(40,377)	(236,474)
Déficit, au début	(438,847)	(202,373)
Déficit, à la fin	(479,224)	(438,847)

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NOTE 1) DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Provenance des fonds		
Diminution des frais payés d'avance	1,215	2,162
Diminution des stocks	38,679	20,856
Augmentation (diminution) des comptes créditeurs, des frais courus et des provisions	8,879	(6,629)
Augmentation du surplus d'apport (note 10)	240,000	60,000
Augmentation de la dette à long terme (note 8)	39,000	75,568
	327,773	151,957
Utilisation des fonds		
Exploitation		
Perte nette	40,377	236,474
Redressements relatifs aux postes hors caisse		
Amortissement	(4,389)	(4,617)
Bâtiment radié (note 7)	(3,825)	
Provision relative aux stocks		(80,000)
	32,163	151,857
Augmentation (diminution) des effets à recevoir	107	(2,177)
Augmentation des comptes débiteurs	1,690	232
Ajouts au bien-fonds et au matériel	867	2,340
Diminution (augmentation) des dépôts des clients	2,308	(853)
Remboursement de la dette à long terme	270,557	
	307,692	151,399
Augmentation nette des fonds	20,081	558

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984
(tous les chiffres sont exprimés en milliers de dollars, à l'exception des montants par action).

1. Principales conventions comptables

Les états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada et comprennent les conventions suivantes:

Présentation et consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la société et de sa filiale en propriété exclusive, de Havilland Canada, Inc. Dans l'état de l'évolution de la situation financière, le terme «fonds» s'applique à l'encaisse et aux dépôts à court terme, moins les prêts bancaires à court terme.

Genre d'activités

La société s'occupe principalement de la mise au point, de la fabrication et de la vente d'avions et de pièces de rechange.

Stocks

Les stocks sont évalués comme suit:

a) Matières premières—Au moindre du coût moyen et de la valeur de réalisation nette;

b) Travaux en cours, avions finis, pièces de rechange, marchandises en transit et paiements proportionnels de sous-traitance—Au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Tous les stocks, déduction faite des paiements proportionnels des clients, y compris la fraction non matérialisée à moins d'un an, sont inclus dans l'actif à court terme.

Comptabilisation des programmes de production

En ce qui concerne les nouveaux programmes de production, le coût de la vente de chaque avion et celui des stocks en cours de fabrication et d'avions finis sont établis selon la méthode du coût moyen par programme de production. Le coût de la vente d'un appareil livré est calculé selon un pourcentage du prix de vente officiel, correspondant à la fraction du coût de production global estimatif de la totalité du programme par rapport aux prix de vente globaux estimatifs du programme complet. Cette même méthode est utilisée pour évaluer les stocks d'appareils achevés ainsi que de ceux qui sont en cours de fabrication.

Les coûts de production engagés au début d'un programme, qui dépassent la moyenne estimative des coûts de production de ce programme, sont virés aux frais reportés. Ces frais reportés, en plus des frais de mise au point et d'outillage, sont amortis en fonction du nombre estimatif d'avions requis pour atteindre le seuil de rentabilité. (Voir note 3).

Ces frais reportés sont révisés périodiquement au cours des divers programmes et redressés, au besoin, en regard de la valeur de réalisation nette.

Bien-fonds, usine et matériel

Le bien-fonds, l'usine et le matériel sont inscrits au coût. Lorsque le coût d'un élément d'actif excède $1,000 l'intérêt est capitalisé selon le coût des emprunts de la société sur le versement d'acompte- ou de paiements proportionnels effectués au cours de la construction ou au moment de l'achat. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement constant en fonction de leur durée d'utilisation prévue.

ANNEXE 2—*Suite*

THE DE HAVILLAND AIRCRAFT OF CANADA, LIMITED—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984—*Suite*

Comptabilisation des revenus

a) Les revenus tirés de la vente d'avions sont comptabilisés lorsque le client accepte l'avion et qu'il le paie intégralement.

b) La société effectue, sous contrat, de la recherche et de la mise au point. Ces contrats prévoient la facturation des frais aux clients à mesure qu'ils sont engagés; ces sommes sont comptabilisées au titre des ventes.

Conversion des devises

Les comptes en devises sont convertis en dollars canadiens de la façon suivante:

a) Actif et passif monétaires—Au cours du change existant à la date du bilan;

b) Autres éléments d'actif et de passif, ventes et frais—À un taux se rapprochant du cours existant au moment des opérations.

Régime de retraite

La société offre un certain nombre de régimes de retraite qui s'adressent à la plupart de ses employés. Les coûts de ces régimes sont imputés aux bénéfices et provisionnés en fonction de calculs actuariels effectués tous les trois ans. Les coûts des services courants sont imputés aux bénéfices de l'exercice. Les coûts des services passés sont provisionnés et imputés aux bénéfices sur une période de treize ans, à compter des dates auxquelles ces coûts ont été établis.

2. Garanties gouvernementales et arrangements financiers

Le 29 mars 1984, le gouvernement du Canada a versé $240,000 au compte de capital de la société et s'est réservé le pouvoir de garantir, jusqu'à concurrence de $450,000, certains arrangements financiers que la société conclut avec des établissements financiers. Le conseil d'administration de la société est d'avis que le programme Dash 8 revêt une très grande importance pour la société et s'attend à ce que le gouvernement fournisse de l'aide directe et indirecte de façon à rendre possible la poursuite du programme. Compte tenu de l'apport en capital mentionné ci-dessus et de l'aide supplémentaire qui pourrait être accordée à la société par le gouvernement, les présents états financiers ont été dressés en supposant que la société continuera à exercer ses activités.

3. Frais reportés

Certains frais relatifs au programme Dash 8 peuvent être reportés en fonction des prévisions à long terme concernant les ventes et les frais, en tenant compte de certains facteurs comme le volume des ventes, les prix, les coûts de production, les taux d'intérêt et les cours du change prévus. Nombre de ces facteurs ne dépendent pas de la société et ne peuvent être quantifiés avec une précision suffisante pour prévoir de façon raisonnable la position à long terme du programme Dash 8. De ce fait, tous les frais engagés au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1984 qui peuvent être reportés, soit $78,075 ($87,347 en 1983), ont été imputés à l'exercice.

4. Encaisse et dépôts à court terme

L'encaisse et les dépôts à court terme comprennent des dépôts totalisant $485 ($875 en 1983) qui ont été cédés à titre de garantie sur les montants dus à une banque commerciale par des clients actuels et éventuels de la société.

5. Comptes débiteurs

	1984	1983
Comptes-clients	11,615	12,743
Intérêts sur effets à recevoir	45	98
Intérêts sur dépôts à court terme	9	9
Autres comptes débiteurs	3,506	635
	15,175	13,485

6. Stocks

	1984	1983
Matières premières	21,414	45,806
Travaux en cours	91,097	66,911
Avions finis	39,579	58,180
Pièces de rechange	16,932	21,800
Marchandises en transit	11,854	1,905
Paiements proportionnels de sous-traitance	11,099	2,573
	191,975	197,175
Paiements proportionnels des clients	(46,985)	(13,506)
	144,990	183,669

7. Bien-fonds, usine et matériel

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Taux d'amortissement
Terrain	10		10	
Bâtiments	44,039	12,327	31,712	4%
Améliorations immobilières	3,085	922	2,163	4%
Matériel et outillage	28,943	18,192	10,751	12 ½%-20%
Matériel roulant	1,127	1,005	122	25%
	77,204	32,446	44,758	

Les coûts des produits et des services de l'exercice comprennent une radiation de $3,825 en vue de tenir compte de la capacité de production inutilisée d'un bâtiment dont la construction n'est pas terminée.

8. Dette à long terme

Le 28 juin 1984, la société a exercé son droit de renouveler un emprunt de $72,000, conformément à une entente de prêt à long terme garanti par le gouvernement du Canada, dont $39,000 ont été utilisés. D'autres emprunts en vertu de prêts à terme renouvelables et reportables s'élèvent à $9,251. Les emprunts portent intérêt à des taux fluctuant en fonction du taux préférentiel et du marché monétaire, soit environ 11% au 31 décembre 1984. Le solde de $6,082 correspond à un emprunt en monnaie américaine, soit $4,602 US, qui porte intérêt au taux annuel de 8½%.

9. Capital-actions

Les actions de catégorie A sont égales aux actions ordinaires de catégorie B sous tous les rapports, sauf que les actions de catégorie A donnent droit à un dividende privilégié non cumulatif de $2 au cours de chaque année où des dividendes sont versés sur les actions de catégorie B. Une fois qu'un tel dividende a été versé, les actions des deux catégories donnent plein droit aux autres dividendes.

ANNEXE 2—*Suite*

THE DE HAVILLAND AIRCRAFT OF CANADA, LIMITED—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984—*Suite*

10. Surplus d'apport

Le 29 mars 1984, le gouvernement canadien a versé $240,000 à la société.

11. Exportations

Les ventes à des clients étrangers se sont élevées à $188,879 en 1984 et à $107,656 en 1983.

12. Impôts sur le revenu

Au 31 décembre 1984, la société pouvait se prévaloir, aux fins de l'impôt, d'un report de perte prospectif totalisant $197,905, susceptible de réduire ses revenus imposables futurs. Ces pertes expirent comme suit:

1985	
1986	22,711
1987	11,758
1990	55,501
1991	67,005
	40,930
	197,905

De plus, la société a inscrit un amortissement comptable excédant d'environ $97,013, son amortissement fiscal et elle a reporté des frais de recherche et de mise au point totalisant environ $124,310. Ces sommes peuvent également servir à réduire ses revenus imposables futurs.

Les présents états financiers ne tiennent pas compte des économies latentes d'impôt pouvant résulter des éléments susmentionnés.

13. Crédits d'impôt à la recherche scientifique

Le 28 février 1984, la société a cédé à des tiers des crédits d'impôt à la recherche scientifique en ce qui concerne la période allant du 21 avril 1983 au 31 décembre 1984. La société a ainsi réalisé un produit net de $36,417 dont $19,685 s'appliquent à l'exercice 1984 et le solde, à l'exercice 1983.

14. Régime de retraite

Selon l'évaluation actuarielle effectuée au 31 décembre 1983, la valeur actuelle estimative du coût non provisionné des régimes de retraite de la société au titre des services passés, non imputé aux bénéfices, s'établit à $6,912 au 31 décembre 1984; de ce chiffre, une somme de $1,196 constitue des avantages acquis.

15. Engagements

a) Engagements en vertu de baux

Les engagements en vertu de contrats de location-exploitation d'une durée supérieure à un an se chiffrent à $5,679 et sont payables comme suit:

1985	1,592
1986	1,220
1987	971
1988	948
1989	948
	5,679

b) Engagements de capitaux

Les engagements pour dépenses en immobilisations, qui n'étaient pas encore déboursés au 31 décembre 1984, s'élèvent à environ $421 ($418 en 1983).

c) Engagements d'achat

Le caractère des activités de la société oblige celle-ci à contracter d'importants engagements d'achat en prévision de la production et de la vente des avions. Au 31 décembre 1984, ces engagements s'élevaient à environ $420,000 ($245,000 en 1983).

En vertu d'une convention d'achat et de rachat, la société a vendu, au coût, des moteurs à un établissement financier et s'est engagée à les racheter ultérieurement. La société paie des intérêts au taux préférentiel relativement à l'engagement global.

	1984	1983
Engagement de rachat	9,662	11,059
Intérêts débiteurs	1,228	1,276

16. Passif éventuel

a) Comme on le mentionne à la note 3, il n'est pas encore possible de prévoir les résultats finals du programme Dash 8. Si des évaluations ultérieures du programme laissent entrevoir une perte éventuelle, la société verra alors à constituer une provision en conséquence.

b) Un certain nombre de fournisseurs avec lesquels la société a signé des contrats d'achat ont présenté une réclamation en dommages-intérêts par suite de la révision des calendriers de production. La société a constitué une provision relativement aux frais qu'elle prévoit engager pour le règlement de ces réclamations. Toutefois, en raison de la complexité des négociations et des nombreuses variables en cause, dont certaines dépendent d'événements futurs, il n'est pas possible de déterminer avec précision le passif qui découle des réclamations des fournisseurs.

c) La dette éventuelle résultant principalement des arrangements concernant les garanties relatives aux ventes et les rachats conditionnels s'élève à $71,000. La société a des droits sur les éléments d'actif faisant l'objet de telles opérations, en ce qui concerne la plus grande partie du passif éventuel.

d) Le montant global de la participation actuelle et passée de l'État, qui est éventuellement remboursable, s'élève à $106,548 ($107,320 en 1983). Au 31 décembre 1984, aucune provision n'a été constituée dans les comptes relativement à cette éventualité, étant donné que le remboursement dépend des bénéfices futurs, des ventes ou de la rentabilité des divers programmes ainsi que d'un réinvestissement ultérieur dans les programmes de recherche et de mise au point de la société.

ANNEXE 2—*Fin*

THE DE HAVILLAND AIRCRAFT OF CANADA, LIMITED—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984—*Fin*

e) Il est possible qu'un client soit en droit de présenter une réclamation contre la société par suite d'une déclaration, qui a pu être inexacte, d'un contrat de vente d'avions conclu pendant une période précédente. Aucune provision n'a été constituée à cet effet car, de l'avis du conseiller juridique, on ne peut pas calculer de manière précise le montant éventuel que le client pourrait réclamer et obtenir; toutefois, un tel montant pourrait s'élever à $12,625 plus, dans le cas d'un procès, tout autre montant que la cour pourrait accorder. Le cas échéant, tout montant versé par la société sera comptabilisé au titre d'un redressement des chiffres de l'exercice antérieur. Des renseignements importants ont été cachés à la société et, si elle y avait eu accès, la situation mentionnée ci-dessus aurait fait l'objet d'une divulgation dans les états financiers des périodes terminées le 31 mai 1982 et le 31 décembre 1982.

17. Opérations entre apparentés

La Corporation de développement des investissements du Canada (une société de la Couronne) détient la totalité des actions en circulation de la société, sauf une. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1984, les ventes de produits à divers organismes et ministères fédéraux de même qu'à des sociétés de la Couronne se sont chiffrées à $5,270 ($6,581 en 1983).

Les frais de gestion versés à la Corporation se sont élevés à $2,208 ($1,000 en 1983).

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1984, la société a reçu $1,581 ($2,950 en 1983) en vertu de divers programmes fédéraux d'aide gouvernementale. Au 31 décembre 1984, la société a inscrit dans ses livres une somme de $8,107 ($7,334 en 1983) à titre de remboursement de l'aide gouvernementale.

18. Rémunération des administrateurs et des principaux dirigeants

	Jetons de présence	Rémunération	Gratifications	Autres	Total
Administrateurs Nombre d'administrateurs: 19*	88				88
Directeurs Nombre de directeurs: 9		846		109**	955
Total	88	846		109	1,043

*Comprend deux administrateurs qui n'ont reçu aucun jeton de présence.

**Coût global des prestations versées en vertu du régime de retraite.

19. Méthode commerciale

Au cours de l'exercice, la société détenait 75 ententes relatives à la vente et à la commercialisation qui avaient été conclues avec des représentants, des conseillers et des distributeurs, à qui des commissions et des honoraires pouvaient être versés. En 1984, ces paiements ont totalisé $8,653, dont $1,009 se rapportaient à des engagements conclus avant 1984. Pour des raisons d'ordre commercial, le nom des représentants, des conseillers et des distributeurs est confidentiel.

ANNEXE 3

ELDORADO NUCLÉAIRE LIMITÉE

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'ACTIONNAIRE

Nous avons vérifié l'état consolidé de la situation financière de l'Eldorado Nucléaire Limitée au 31 décembre 1984, l'état consolidé des résultats et des bénéfices non répartis ainsi que l'état consolidé de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à la même date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la compagnie au 31 décembre 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus et appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, nous déclarons que la compagnie, à notre avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que les états financiers sont conformes à ces derniers et que les opérations dont nous avons pris connaissance ont été effectuées, à tous égards importants, dans le cadre de ses pouvoirs statutaires.

Comptables agréés
COOPERS & LYBRAND

Ottawa, Canada
le 8 février 1985

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Actifs à court terme		
Encaisse et placements à court terme	5,779	9
Comptes débiteurs	44,017	41,437
Report débiteur d'impôt	11,872	26,171
Stocks	103,497	111,228
Fournitures et dépenses payées à l'avance	11,321	9,959
	176,486	188,804
Passifs à court terme		
Emprunts et avances bancaires	20,000	38,108
Comptes créditeurs	67,161	48,566
Dette à long terme exigible sur un an		80,093
Provision pour fermeture de la mine		28,920
	87,161	195,687
Fonds de roulement (déficitaire)	89,325	(6,883)
Actifs à long terme		
Placement en coparticipation		202,064
Propriété et équipement	795,141	504,715
Frais reportés	23,267	15,981
Autres actifs	3,471	3,641
	821,879	726,401
Capital utilisé	911,204	719,518
Représenté par		
Dette à long terme	577,360	439,956
Autres passifs	5,551	510
Provision pour récupération	22,585	21,271
Actionnaire minoritaire dans une filiale	43,500	
	648,996	461,737
Avoir de l'actionnaire		
Capital-actions	296,586	296,586
Bénéfices non répartis (déficitaire)	(34,378)	(38,805)
	262,208	257,781
Total du capital sous financement	911,204	719,518

(Voir remarques ci-après).

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
MARCEL BÉLANGER

Administrateur
N. M. EDIGER

ANNEXE 3—*Suite*

ELDORADO NUCLÉAIRE LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Revenus		
Ventes de produits et de services	208,139	154,047
Dépenses		
Coûts des produits et services rendus	127,168	102,803
Exploration	5,779	5,015
Recherche et développement	2,822	2,645
Administration	8,209	6,875
Dépenses de financement	52,316	20,938
Autres dépenses (revenus)	(1,296)	(2,606)
Total des dépenses	194,998	135,670
Bénéfices avant déduction d'impôts et autres	13,141	18,377
Impôts sur le revenu et redevances	16,595	8,419
Répartition aux détenteurs d'actions privilégiées d'une filiale	3,119	
Gains (pertes) avant poste extraordinaire	(6,573)	9,958
Diminution de la provision pour la fermeture de la mine	11,000	
Bénéfices nets	4,427	9,958
Bénéfices non répartis (déficitaire) en début d'exercice	(38,805)	(48,763)
Bénéfices non répartis (déficitaire) en fin d'exercice	(34,378)	(38,805)

(Voir remarques ci-après).

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Exploitation		
Ventes au comptant	205,623	132,691
Provenance des fonds		
Coûts de production	96,119	93,094
R&D, exploration et administration	13,599	14,094
Redevances	16,595	8,419
	126,313	115,607
Fonds en provenance de l'exploitation	79,310	17,084
Investissement		
Provenance des fonds		
Impôts versés en trop l'année précédente	14,299	(737)
Vente d'équipement	1,582	1,500
	15,881	763
Utilisation des fonds		
Acquisition de propriété et d'équipement	49,785	112,999
Augmentation des charges reportées	7,137	10,491
Fermeture de la mine	3,533	9,698
Achat d'intérêts sur les bénéfices	5,000	
Placement en coparticipation		32,377
	65,455	165,565
Fonds utilisés à des fins d'investissement	49,574	164,802
Financement		
Provenance des fonds		
Nouvelles dettes à long terme	125,071	30,000
Vente d'intérêts sur redevances	5,000	
Vente de crédits d'impôts R&D	2,485	
Revenus d'intérêts sur les investissements	630	5,882
	133,186	35,882
Utilisation des fonds		
Remboursement de dettes à long terme	70,000	5,201
Frais nets de change sur dette à court terme	18,108	(38,108)
Dépenses d'intérêts	65,925	59,853
Répartition aux actionnaires d'actions privilégiées	3,119	
Diminution du Capital-actions		10,000
	157,152	36,946
Fonds aux fins de financement	23,966	1,064
Augmentation (diminution) pour l'année	5,770	(148,782)
Encaisse et investissement à court terme en début d'exercice	9	148,791
Encaisse et investissement à court terme en fin d'exercice	5,779	9

(Voir remarques ci-après).

ANNEXE 3—*Suite*

ELDORADO NUCLÉAIRE LIMITÉE—*Suite*

ÉNONCÉ DES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés ci-joints ont été préparés par la Direction selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, jugés appropriés dans les circonstances et appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent. Un sommaire de ces conventions comptables est présenté ci-après afin d'aider le lecteur à mieux comprendre les présents états financiers.

Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de l'Eldorado Nucléaire Limitée, de ses filiales en propriété exclusive ainsi que de sa participation minoritaire au projet en coparticipation de la Key Lake Mine.

Stocks

Les stocks de concentrés miniers et autres produits raffinés et transformés sont évalués à la moindre des deux valeurs suivantes: le prix coûtant moyen pondéré ou la valeur nette à la vente. Le coût des produits raffinés appartenant aux clients ne comprend que les coûts encourus pour le raffinage et la transformation.

Les concentrés miniers sont d'abord mesurés puis comptabilisés dans les états financiers au moment où le produit est placé dans le conteneur scellé, au terme des opérations de traitement.

Fournitures

Les fournitures générales ou aux fins d'exploitation sont comptabilisées au plus bas du prix coûtant et de la valeur du marché.

Propriété et équipement

Ces éléments d'actif sont comptabilisés au prix coûtant. Les coûts de rajout, les améliorations et les rénovations sont capitalisés. Lorsque des éléments d'actif sont réformés ou vendus, les gains ou les pertes qui en résultent sont comptabilisés dans les bénéfices courants.

Les dépenses d'entretien et de réparation sont imputées aux coûts de production.

Amortissement

Les propriétés minières de même que les immobilisations et équipements servant aux fins d'extraction et de transformation en combustibles sont amortis selon la méthode proportionnelle au rendement. Selon cette méthode, le coût de ces actifs est réparti sur chacune des périodes comptables et selon la durée estimative de la production ou encore du total des réserves récupérables durant cette même période.

Quant au matériel roulant et autres actifs, ils sont amortis selon la méthode linéaire d'amortissement dont le calcul est fonction de la durabilité estimée des biens qui d'ordinaire varie entre 3 et 10 ans.

Certains coûts de mise en valeur et de transformation en cours d'expansion sont reportés en tant que coûts de préproduction jusqu'au moment d'atteindre l'étape de production commerciale. Ces coûts sont amortis sur une période de 10 ans en ce qui a trait aux installations de transformation et selon la méthode proportionnelle au rendement pour ce qui est des actifs d'extraction. Les autres coûts sont portés au poste de la production.

Amortissement des coûts de financement

Les rabais d'emprunt et autres dépenses entourant le financement à long terme sont amortis sur la durée de la dette.

Capitalisation de l'intérêt

Les coûts d'intérêts sur les emprunts servant au financement de travaux majeurs de construction et de développement sont capitalisés durant la période de construction et de développement jusqu'à ce que l'on ait atteint le niveau commercial de production.

Provision à des fins de récupération

Les coûts estimatifs de démantèlement et de récupération des propriétés minières en exploitation sont comptabilisés au poste des dépenses d'exploitation selon la méthode proportionnelle au rendement. Les coûts réels de démantèlement et de récupération sont imputés à cette provision.

Coûts de recherche, de développement et d'exploration

Les dépenses entourant la recherche appliquée et le développement de produits et de procédés de même que les coûts d'exploration géologique sont imputés aux bénéfices dès qu'ils sont engagés.

Vente de produits et de services

Conformément aux pratiques courantes dans l'industrie, la compagnie négocie des contrats pour la vente de concentrés miniers et de services de raffinage. Les ventes sont imputées à l'exercice au cours duquel a lieu le transfert de propriété ou la livraison du produit appartenant aux clients et transformé par la compagnie.

Devises étrangères

L'encaisse, les placements à court terme, les comptes débiteurs et créditeurs de même que les emprunts à long terme en devises étrangères sont convertis en devises canadiennes au taux d'échange en vigueur à la fin de l'exercice. Les revenus et dépenses sont convertis au taux d'échange en vigueur au moment de la transaction.

À l'exception de certaines dettes à long terme en devises américaines devant servir à réduire les risques inhérents à la fluctuation du dollar US, la valeur des fonds canadiens sur toute la durée de la dette en devises étrangères est amortie en tranches égales jusqu'à la date d'échéance. En ce qui a trait à tous les comptes, gains ou pertes résultant de la conversion des devises, ils sont reflétés dans l'état consolidé des résultats et des bénéfices non répartis.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 31 DÉCEMBRE 1984

1. Eldorado Nucléaire Limitée

   L'Eldorado Nucléaire Limitée est constituée en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes et est assujettie à la Loi sur l'administration financière, la Loi sur le fonctionnement des compagnies de l'État en plus d'être un agent de Sa Majesté du Chef du Canada et la propriété exclusive de la Corporation de développement et des investissements du Canada.

   La compagnie est surtout engagée dans l'exploration minière et l'extraction, le raffinage et la transformation de l'uranium comme combustible dans les réacteurs nucléaires canadiens et étrangers servant à des fins de génération de l'électricité.

2. Conventions comptables

   Un énoncé des principales conventions comptables en usage au sein de la compagnie paraît dans cet état.

ANNEXE 3—*Suite*

ELDORADO NUCLÉAIRE LIMITÉE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1984—*Suite*

3. Autres dépenses (revenus)

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Vente de crédits d'impôts R&D	(2,485)	
Intérêt sur investissements	(630)	(5,882)
Autres	(2,780)	(3,659)
Autres dépenses non liées à l'exploitation	2,358	4,980
Perte sur devises étrangères	2,241	1,955
Total	(1,296)	(2,606)

4. Impôts sur le revenu et redevances minières

Suit les états relatifs à l'impôt et les redevances minières:

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Impôts sur le revenu		
Redevances minières	16,595	8,419
Total	16,595	8,419

La conciliation de taux d'imposition réglementaire fédéral par rapport au taux effectif de l'impôt et des redevances minières se présente comme suit:

	Pourcentage des bénéfices avant impôts	
	1984	1983
	%	%
Taux réglementaire d'impôt (récupération)	50.9	50.9
Allocation des ressources et d'épuisement	(68.7)	(31.1)
Taux de réajustement d'impôt (récupération)	(17.8)	19.8
Allocation pour les stocks	(13.3)	(9.5)
Intérêt non admissible sur les obligations		6.9
Autres	31.1	(17.2)
Taux effectif d'impôt (récupération)	0.0	0.0
Redevances minières	126.3	45.8
Taux effectif net de l'impôt (récupération)	126.3	45.8

Les redevances minières provinciales non déductibles dans le calcul de l'impôt sur le revenu fédéral sont établies en partie selon le pourcentage des revenus et, conséquemment, le taux en vigueur est sujet à des fluctuations annuelles importantes.

Au 31 décembre 1984, la compagnie disposait d'un débit d'impôt d'environ $38,5 millions devant être soustrait des bénéfices imposables futurs. Cette situation provient de l'excédent des coûts d'amortissement par rapport à l'amortissement du coût des dépenses en immobilisations faisant l'objet d'une déduction d'épuisement et pour des dépenses sur les actifs éligibles à une telle déduction et d'autres dépenses éligibles à des crédits d'impôts à l'investissement.

5. Stocks

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Concentrés miniers	78,515	87,496
Services de combustibles	23,084	22,498
Métaux spéciaux	1,898	1,234
Total	103,497	111,228

6. Propriété et équipement

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Mines		
Usines et équipements	174,799	105,344
Travaux de mise en valeur	46,485	17,311
Propriétés minières	156,460	
En développement	66,534	26,396
Services de combustibles		
Usines et équipements	428,431	77,012
En construction		325,724
Autres	16,509	18,150
Total—Propriété et équipement	889,218	569,937
Moins: amortissement	94,077	65,222
Total—Net propriété et équipement	795,141	504,715
Amortissement pour l'exercice	29,064	15,432

La production commerciale devant débuter en 1984 à la mine de Key Lake, l'investissement de la compagnie a été porté au poste de la propriété et équipement et autres fonds de roulement de ce même exercice.

7. Frais reportés

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Traitement en préproduction	19,185	11,524
Coûts de financement non amortis	4,082	4,457
Total	23,267	15,981
Amortissement pour l'année	2,037	1,035

8. Actionnaire minoritaire dans une filiale

Une filiale de l'Eldorado s'est portée acquéreur en avril 1984 de tous les droits et bénéfices dans la société 1970 New Continental Oil (NCO) suite à une entente sur redevances avec l'Aberford Resources Limited, la Hacienda Oil & Minerals Ltd. et la Oak Ridge Oil & Minerals Ltd. En vertu de cette entente, l'acquéreur détient un droit de participation de 20% des bénéfices découlant de l'exploitation de certaines propriétés minières du bassin de l'Athabasca détenues par Les Mines Eldor, une filiale de l'Eldorado, et par d'autres sociétés. La compagnie a versé en retour $5,0

millions et des actions préférentielles rachetables d'une valeur de $43,5 millions appartenant à sa filiale. Ces actions, à l'exception de quelques restrictions, peuvent être rachetées en 1988 et 1994 et elles portent un intérêt annuel de 10%.

En garantie, les trois sociétés détiennent un lien sur des stocks d'uranium. Ce lien peut à la discrétion de l'Eldorado faire l'objet d'une lettre de crédit. Ce lien couvre la valeur des actions préférentielles rachetables et ses dividendes éventuels et ce jusqu'à l'échéance désignée des actions. Chaque versement de dividendes ou le rachat d'actions vient réduire d'autant le montant du lien. La compagnie disposait au 31 décembre 1984 de stocks dépassant la valeur indiquée.

L'Aberford Resources Limited, la Hacienda Oil & Minerals Ltd. et la Oak Ridge Oil & Minerals Ltd. ont acquis de l'Eldorado pour une somme comptant de $5 millions une redevance sur les ventes d'uranium en provenance de certaines propriétés minières. Cette redevance s'applique aux ventes dépassant un coût de vente déterminé et il sera ajusté annuellement selon le taux d'inflation. En 1984, les ventes n'ont pas excédé le prix convenu et aucune redevance n'a été versée.

9. Dettes à long terme

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
i) Canada		
Billets à 11.875% échéant en 1986	10,093	10,093
ii) Autres		
Billets à 13.25% ($50 millions US) échéant en 1986	66,070	62,220
Emprunt à 7% (100 millions francs suisses) échéant en 1991	50,800	57,110
Billets à 9.19% (10,108 milliards de yens) échéant en 1988	53,097	54,330
Emprunt à 8.8% (2 milliards de yens) échéant entre 1987-1992	10,506	10,750
Billets à 14.5% ($100 millions US) échéant en 1992)	132,140	124,440
Emprunt à 14.25% ($44.7 millions US) échéant en 1992	59,002	55,562
Obligations à 8.5% (10 milliards de yens) dont 10% du principal vient à échéance chaque année entre 1988-1991	52,530	53,750
Obligations échéant en 1988 à 11%	30,000	30,000
Billets Euro échéant en 1989 et dont l'intérêt est fixé semi-annuellement à partir du taux LIBOR ($100 millions US)	132,140	
Obligations à revenu variable échéant le 3 janvier 1984		40,000
Billets promissoires échéant en 1984		30,000
Total partiel	596,378	528,255
Moins: tranche de la dette à long terme exigible sur un an		80,093
perte reportée sur devises étrangères	19,018	8,206
Total	577,360	439,956

Les remboursements annuels sur la dette à long terme au cours des cinq prochaines années sont comme suit: 1985—néant; 1986—$76,2 millions; 1987—$1,1 millions; 1988—$90,5 millions; 1989—$139,5 millions.

10. Capital-actions

	1984	1983
Autorisé		
Actions ordinaires	(en nombre illimité sans valeur au pair)	
Actions préférentielles	1,600,000	1,600,000
	(en milliers de dollars)	
Émis et entièrement payé		
Ordinaires—3,852,880 actions (1983—3,8*2,880)	201,586	201,586
Préférentielles—800,000 actions (1983—800,000)	95,000	95,000
	296,586	296,586

Chaque action préférentielle est rachetable au gré des parties à une valeur de $118,75 par action et elle porte un dividende non-cumulatif de $7,125 annuellement.

11. Engagements et éventualités

a) La compagnie a conclu des baux à long terme sur certaines propriétés jusqu'en 1987 à un taux annuel de location s'élevant en moyenne à $395,000.

b) La compagnie dispose de régimes contributoirs à prestations définies couvrant l'ensemble de ses employés travaillant à temps plein. Les fonds de retraite sont administrés par des sociétés de fiducie indépendantes et ils sont évalués tous les trois ans par des actuaires experts-conseils. Selon les plus récentes évaluations effectuées le 1 juillet 1982 et le 30 juin 1983, les régimes enregistrent un surplus de $7.5 millions.

c) Par l'entremise de l'une de ses filiales en propriété exclusive, la compagnie détient un sixième des intérêts en coparticipation dans l'exploitation du gisement de Key Lake en Saskatchewan. Selon cette entente en coparticipation, l'Eldorado est tenue d'assumer proportionnellement au montant de sa participation ses engagements face à ce projet. À l'exclusion des dépenses normales d'exploitation, la compagnie n'avait aucun engagement en vigueur au 31 décembre 1984.

d) Dans le cours de ses activités, l'Eldorado est défenderesse dans un certain nombre de poursuites en justice. La Direction est d'avis, en accord avec ses conseillers juridiques, que ces actions ne l'obligeront pas à verser des sommes en dommage.

ANNEXE 3—*Fin*

ELDORADO NUCLÉAIRE LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1984—*Fin*

12. Renseignements supplémentaires

a) La compagnie a versé en 1984 des commissions de vente à la Marubeni Corporation, la Toyomenka Canada Ltd. et la Uranerzbergbau—GmbH.

b) Des intérêts s'élevant à $18,0 millions ont été capitalisés en 1984 et portés au poste de propriété et équipement (1983—$37,4 millions).

c) Le 27 juin 1984, on a porté le nombre des membres du Conseil de 10 à 16; la rémunération des membres non employés par la société s'est élevée à $95,500 (1983—$79,709). Par contre, la rémunération versée à l'ensemble des supérieurs de l'Eldorado s'est établie en 1984 à $650,129 (1983—$661,583). Un cadre supérieur est aussi membre du Conseil, mais il ne reçoit aucune rémunération à ce titre ou pour sa participation aux travaux du Conseil et de ses comités.

13. Information sectorielle

a) Secteur industriel

Tous les revenus découlant des ventes proviennent du secteur industriel, plus particulièrement du secteur relatif aux combustibles nucléaires.

b) Secteur des ventes

Les revenus de la compagnie proviennent en majeure partie de la vente d'uranium à des sociétés canadiennes et étrangères productrices d'électricité, comme suit:

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Ventes à l'étranger	159,297	107,362
Ventes au Canada	48,842	46,685
Total des ventes	208,139	154,047

14. Provision pour la fermeture de la mine

Cette provision qui a été établie en 1981 représente les coûts prévus de fermeture du complexe minier de Beaverlodge, de son démantèlement et de la récupération du site. Depuis lors, les coûts afférents à cette activité ont été portés au compte de cette provision. En fin d'exercice, les travaux en étaient à leur phase finale. Il s'ensuit que la provision a été réévaluée et l'excédent de $11,0 millions a été comptabilisé comme une recette extraordinaire et la dette restante a été ajoutée au poste des comptes créditeurs. Un impôt de $5,6 millions lié à cette activité est venu s'ajouter aux débits d'impôts non encore réclamés.

15. Vente de crédits d'impôts à des fins de recherche et de développement

Durant l'exercice, la compagnie s'est départie de crédits d'impôts à des fins de recherche à l'endroit d'un investisseur par l'émission d'une obligation s'élevant à $5,0 millions et valeur de rachat d'environ la moitié du prix original. L'obligation a été rachetée et il en est résulté un gain de $2,5 millions.

PAGE RÉCAPITULATIVE

CORPORATION PLACE DU HAVRE CANADA

MANDAT

Planifier, construire et dans certains cas exploiter des installations à la Jetée B.C. au quai du centre-ville de Vancouver.

ANTÉCÉDENTS

Depuis 1982, la Corporation procède à la conception et à la construction d'installations à la Jetée B.C.: un terminal pour navires de croisière, un garage de stationnement, un théâtre IMAX, le Pavillon du Canada à l'Expo 86, un centre de commerce et des congrès et d'autres installations publiques. Ces travaux, financés en grande partie par le gouvernement fédéral, devraient être terminés à temps pour l'ouverture de l'Expo 86 en mai 1986.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	999, rue Hastings ouest Bureau 1660 Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 2W2
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Donald F. Mazankowski, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	Au moyen de lettres patentes (n° 132316) en juin 1982 en vertu de la *Loi sur les corporations commerciales canadiennes*
PREMIER DIRIGEANT	Kenneth G. Bream
PRÉSIDENT	Ian Barclay
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1984-1985	1983-1984	1982-1983
À la fin de l'exercice			
Actif total	88.3	34.8	12.9
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant
Avoir du Canada	76.5	28.4	7.4
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice			
— budgétaire	48.1	20.9	7.4
— non budgétaire	néant	néant	néant

CORPORATION PLACE DU HAVRE CANADA

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE DON MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de la Corporation Place du Havre Canada au 31 mars 1985 ainsi que l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Corporation au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Corporation dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, et les statuts et les règlements administratifs de la Corporation.

Pour le vérificateur général du Canada
E. R. ROWE, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 17 mai 1985

BILAN AU 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984
Encaisse et placements à court terme	6,227	6,532
Crédit parlementaire à recevoir (note 6)	19,200	
Débiteurs	2,951	4
Construction en cours (note 3)	52,233	28,148
Frais reportés (note 4)	7,650	75
	88,261	34,759

PASSIF	1985	1984
Créditeurs	11,751	6,404
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (note 5)		
Capital d'apport (note 6)	76,510	28,355
	88,261	34,759

Approuvé par le Conseil:

Administrateur
K. G. BREAM

Administrateur
L. P. STARCK

CORPORATION PLACE DU HAVRE CANADA—*Suite*

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Provenance des fonds		
Capital d'apport	48,155	20,935
Recettes provenant de l'entente pour l'aménagement (note 8)	16,810	
Créditeurs	5,347	877
Recettes en vertu d'ententes par bail (note 7)	1,900	27,938
Revenus reportés	286	
Débiteurs		311
	72,498	50,061
Utilisation des fonds		
Construction en cours	42,795	48,610
Crédit parlementaire à recevoir	19,200	
Frais reportés	7,861	75
Débiteurs	2,947	
	72,803	48,685
Augmentation (diminution) des fonds	(305)	1,376
Encaisse et placements à court terme		
Au début de l'exercice	6,[illegible]	5,156
À la fin de l'exercice	6,227	6,532

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985

1. Autorité et objectifs

La Corporation Place du Havre Canada a été constituée le 9 juin 1982 en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes. La Corporation est mandataire de Sa Majesté selon la Loi sur le fonctionnement des compagnies de l'État, et elle est nommée en tant que société d'État mandataire à la Partie I de l'Annexe C de la Loi sur l'administration financière. Les trois actions émises et en circulation sont toutes détenues du chef du Canada par le ministre des Transports, le ministre responsable qui exerce le contrôle sur la Corporation.

La Corporation est exempte de l'impôt sur le revenu.

Les objectifs de la Corporation sont de jouer le rôle de promoteur et d'acquérir, administrer et aliéner des terrains, et de gérer des biens immobiliers pour le gouvernement du Canada à Vancouver (C.B.). Dans ce but, elle doit concevoir et construire une installation à «Canada Place» comprenant un terminus pour les bateaux de croisière et un pavillon d'accueil du Canada pour Expo '86 propre à être converti en centre de commerce et de congrès. En outre, la Corporation a l'autorisation de gérer et d'exploiter l'installation à «Canada Place», seule ou avec d'autres, et d'organiser, exploiter et gérer la participation du gouvernement du Canada à titre d'exposant et de nation hôte pour Expo '86.

L'estimation du coût total de l'installation à «Canada Place», comprenant le Pavillon du Canada pour Expo '86 et les coûts de conversion du Pavillon en centre de commerce et de congrès, s'élève à $227.3 millions dont la contribution prévue de $159.7 millions par le gouvernement, de $22.8 millions par la Société du port de Vancouver à l'égard du terminus pour les bateaux de croisière et $44.8 millions en provenance d'autres sources.

Le ministre responsable doit faire des recommandations au gouverneur en conseil avant le 31 décembre 1988 quant au prolongement des activités de la Corporation au delà de cette date.

2. Conventions comptables importantes

Construction en cours

Toutes les dépenses, y compris celles pour l'acquisition, la conception, la construction et l'administration pour les structures permanentes à «Canada Place» seront capitalisées jusqu'à ce que l'installation soit pleinement aménagée. Les intérêts créditeurs sont portés au crédit de la construction en cours. Les recettes provenant de la vente des droits d'aménagement et des tenures à bail sont également défalquées des coûts de la construction.

Éléments reportés—Pavillon du Canada

Les dépenses pour la conception, la construction et l'équipement du Pavillon du Canada et pour organiser, exploiter et gérer la participation du gouvernement du Canada à titre d'exposant et de nation hôte pour Expo '86, selon le cas, sont enregistrées en tant que frais reportés et elles seront imputées aux résultats lors de la période d'exploitation de l'Exposition, soit de mai à octobre 1986. Les revenus d'exploitation reçus avant la période d'exploitation du Pavillon du Canada et des installations de «Canada Place» sont reportés jusqu'à la période d'exploitation de ces installations.

3. Construction en cours

	Cumulatif au 31 mars 1984	Dépenses 1985	Cumulatif au 31 mars 1985
	(en milliers de dollars)		
Achat du site	3,731		3,731
Ouvrages sur le site et infrastructure	18,139	278	18,417
Acier de structure	12,156	2,739	14,895
Contrat général	8,233	35,182	43,415
Architectes et experts-conseils	5,960	930	6,890
Accès	5,557	2,988	8,545
Conversion en centre de commerce et de congrès	30	308	338
	53,806	42,425	96,231
Administration (note 13)	3,417	1,845	5,262
	57,223	44,270	101,493
Moins les intérêts créditeurs	1,137	1,475	2,612
	56,086	42,795	98,881
Moins les recettes			
En vertu des ententes par bail (note 7)	27,938	1,900	29,838
En vertu de l'entente pour l'aménagement (note 8)		16,810	16,810
	28,148	24,085	52,233

Le titre à l'égard de cette partie du lit du havre de Vancouver sur lequel l'installation est située a été viré à la Corporation en provenance de la Société du port de Vancouver à la valeur d'un dollar et a été comptabilisé ainsi dans les coûts d'achat du site.

4. Frais reportés

	Cumulatif au 31 mars 1984	Dépenses 1985	Cumulatif au 31 mars 1985
	(en milliers de dollars)		
Frais du Pavillon du Canada			
Théâtre Imax		3,051	3,051
Éléments d'exposition	29	2,290	2,319
Affaires publiques	10	415	425
Programmes culturels		235	235
Autre construction		82	82
Exploitation		8	8
Administration	36	1,780	1,816
Total des frais reportés	75	7,861	7,936
Moins les revenus de parrainages		286	286
Frais reportés	75	7,575	7,650

5. Capital-actions

Il y a trois actions autorisées, émises et entièrement payées à $1 l'action.

Au cours de l'exercice la Corporation a été ajoutée à la Partie I de l'Annexe C de la Loi sur l'Administration financière et les

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985—*Fin*

deux actions détenues par la Société immobilière du Canada Limitée, également une société d'État à la Partie I de l'Annexe C, et l'unique action détenue du chef du Canada par le ministre alors responsable, le ministre d'État au développement social, furent virées avec l'approbation du gouverneur en conseil au nouveau ministre responsable, le ministre des Transports.

6. Capital d'apport

	Cumulatif au 31 mars 1984	Recettes 1985	Cumulatif au 31 mars 1985
	(en milliers de dollars)		
Gouvernement du Canada	28,355	48,155	76,510

Au cours de l'exercice, les crédits des Travaux publics aux fins de la Corporation s'élevèrent à $48.1 millions (1984—$24.8 millions) dont $28.9 millions (1984—$20.9 millions) furent reçus par la Corporation et le solde de $19.2 millions était dû à la Corporation en fin d'exercice.

7. Recettes en vertu des ententes par bail

En 1983, la Corporation a conclu des ententes par bail de 99 ans avec la «Tokyu Canada Corporation» pour la location à Tokyu des droits sur l'espace aérien à «Canada Place». En vertu des modalités des ententes, Tokyu a convenu de verser à la Corporation en première instance un paiement non remboursable de $15 millions pour les droits sur l'espace aérien et $15.556 millions envers les coûts reliés à la construction d'installations pour supporter des locaux à bureau et un hôtel à être construits par Tokyu à l'intérieur de l'attribution de droits sur l'espace aérien. Les coûts de $.262 million au moment de conclure et $.456 million en coûts à rembourser ont entraîné un compte débiteur de $29.838 millions en vertu de ce bail. Tokyu paiera également un loyer en plus pour sa part de l'aire en commun et des coûts d'exploitation. De plus, Tokyu peut exercer l'option d'exploiter le centre de commerce et de congrès à «Canada Place» (voir la note 11).

8. Recettes provenant de l'entente pour l'aménagement

Au cours de l'exercice, la Corporation a passé une entente d'aménagement avec la Société du port de Vancouver (S.P.V.) dans le but de construire un terminus pour les bateaux de croisière à raison de $22.8 millions dans le cadre du projet «Canada Place». Au 31 mars 1985, la S.P.V. a versé à la Corporation $16.8 millions et le solde est prévu d'ici le 30 septembre 1985.

9. Obligations à contrat

Au 31 mars 1985, la construction et les coûts y reliés pour achever le projet y compris les coûts de conversion sont évalués à $121 millions dont environ $21 millions ont déjà été engagés.

Selon les conditions de l'entente pour le parrainage du théâtre Imax et d'un film, les Chemins de fer nationaux du Canada contribueront $5 millions envers le coût.

10. Engagements à bail

La Corporation a conclu des ententes par bail pour des locaux à bureau et le système de projection Imax. Voici les versements minimums à venir selon l'exercice financier au titre des baux:

	(en milliers de dollars)
1986	545
1987	554
1988	708
1989	162
1990	162
	2,131

11. Éventualité

Si la Corporation acquiert un exploitant pour le centre de commerce et de congrès d'ici le 31 décembre 1986, la Corporation a la responsabilité de convertir le Pavillon du Canada d'Expo '86 en un centre de commerce et de congrès de première classe.

Si l'on a pas repéré un exploitant d'ici le 31 décembre 1985, la «Tokyu Canada Corporation» a le droit d'exercer l'option d'exploiter le centre de commerce et de congrès. Dans ce cas, la Corporation a l'obligation contractuelle de convertir le Pavillon du Canada, y compris l'installation d'ameublement, d'agencements et de matériel, à un centre de commerce et de congrès à un coût estimatif de $15 millions. De même, la Corporation a convenu de rembourser Tokyu la moitié de toutes les pertes nettes d'exploitation du centre jusqu'à concurrence de trois ans pour un maximum de $.333 million par année.

12. Régime de retraite

Vu la nature du projet due à son échéance, la Corporation a convenu d'effectuer des versements annuels pour tous les employés aux régimes de retraite de leur choix et d'établir une provision quant à une allocation de retraite pour les cadres supérieurs. Ces prestations sont l'équivalent de 8 ½% du traitement annuel pour chaque employé et cadre.

13. Administration

	Cumulatif au 31 mars 1984	Dépenses 1985	Cumulatif au 31 mars 1985
	(en milliers de dollars)		
Traitements et salaires	1,054	730	1,784
Frais juridiques et autres frais professionnels	561	195	756
Affaires publiques	401	208	609
Commercialisation	217	238	455
Location	287	156	443
Assurance	209	92	301
Bureau	163	123	286
Améliorations locatives, ameublement et matériel	219	31	250
Déplacements et représentation	176	72	248
Droits et permis	130		130
	3,417	1,845	5,262

14. Opérations entre apparentés

La Corporation est apparentée aux termes de la propriété en commun à tous les ministères, organismes et sociétés d'État constitués du gouvernement du Canada.

La Corporation se trouve à la charge du gouvernement du Canada quant au fonds de roulement et au financement des dépenses.

Toutes les opérations importantes entre apparentés sont déclarées aux notes 3, 6 et 8.

15. Événement postérieur au bilan

À la suite de l'approbation du Plan de la Corporation par le gouverneur en conseil ainsi que l'exige la Loi sur l'administration financière, les budgets de fonctionnement et d'investissement de la Corporation pour l'exercice se terminant le 31 mars 1986 furent approuvés par le Conseil du Trésor et incorporés dans le sommaire du Plan de la Corporation déposé au Parlement le 16 mai 1985.

PAGE RÉCAPITULATIVE

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE

MANDAT

Promouvoir l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1952, l'EACL a élaboré la technologie pour la fabrication de réacteurs Candu et la production d'eau lourde et a établi des installations connexes. Par son entremise, trois services publics provinciaux ont bénéficié de fonds fédéraux pour la construction d'installations nucléaires et les remboursements qu'ils lui versent maintenant sont retransmis au Canada. La société a été chargée des réacteurs Candu construits récemment en Argentine et en Corée et collabore à la construction de deux autres en Roumanie.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	275, rue Slater Ottawa (Ontario) K1A 0S4
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Patricia Carney, c.p., député
MINISTÈRE	Énergie, Mines et Ressources
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	Constitution le 14 février 1952, aux termes de la partie I de la *Loi sur les corporations canadiennes* et prorogation le 8 juillet 1977 aux termes de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*; certificat relatif modifié le 15 juillet 1982. Le mandat de la société est fixé par le paragraphe 10(1) de la *Loi sur le contrôle de l'énergie atomique* ainsi que par sa charte et ses statuts
PREMIER DIRIGEANT	James Donnelly
PRÉSIDENT	Robert Després, o.c.
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1984-1985	1983-1984	1982-1983	1981-1982
À la fin de l'exercice				
Actif total	1,226	1,285	1,348	1,331
Engagements envers le secteur privé	36	44	52	59
Engagements envers le Canada	720	767	773	790
Avoir du Canada	148	143	179	149
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	326	336	315	284
— non budgétaire	néant	5	8	3

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE

RESPONSABILITÉ DE LA COMMUNICATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers et l'information présentés dans ce rapport annuel sont la responsabilité de la direction et du Conseil d'administration de la Société. Les états financiers ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus et comprennent des estimations fondées sur l'expérience et le jugement de la direction.

La Société maintient des systèmes financiers, de contrôle de gestion et d'information, de même que des pratiques de gestion conçus pour fournir une garantie raisonnable que des informations financières fiables et précises soient disponibles au moment opportun; que les ressources soient gérées économiquement et de façon efficiente dans le cadre des objectifs de la Société et que les transactions soient conformes à la Loi sur l'administration financière et à ses règlements ainsi qu'aux règlements administratifs et aux politiques de la Société.

Le vérificateur interne de la Société, qui fait rapport indépendamment au Président du Conseil, a la responsabilité d'examiner les systèmes de contrôle interne de la Société. Le vérificateur général du Canada effectue une vérification indépendante des états financiers de la Société et présente son rapport au Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Le Comité de vérification du Conseil d'administration, composé d'administrateurs qui ne sont pas des employés de la Société, examine les états financiers et le rapport du vérificateur général et avise le Conseil à cet égard et supervise les activités de la vérification interne. Le Comité de vérification rencontre régulièrement la direction, le vérificateur interne et le vérificateur général.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE PATRICIA CARNEY, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES RESSOURCES

J'ai vérifié le bilan de l'Énergie Atomique du Canada, Limitée au 31 mars 1985 ainsi que les états des résultats, du capital d'apport, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la charte et aux règlements administratifs de la Société.

Le vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 9 mai 1985
(le 24 mai 1985 pour la note 11)

BILAN AU 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984
À court terme		
Encaisse et dépôts à court terme	122,664	120,967
Débiteurs	122,224	160,917
Stocks (note 3)	54,503	62,820
	299,391	344,704
Stocks à long terme (note 3)	11,907	15,190
Débiteurs à long terme (note 4)	748,343	766,663
Investissement et coûts reportés (note 5)	111,509	104,403
Propriétés, installations et matériel (note 6)	54,556	54,314
	1,225,706	1,285,274

PASSIF	1985	1984
À court terme		
Créditeurs et frais courus	93,221	64,390
Intérêts courus et tranche des dettes à long terme échéant au cours du prochain exercice	85,232	85,016
Revenus reportés	79,006	74,243
Provision pour contrats en cours	62,560	99,204
	320,019	322,853
Dettes à long terme (note 7)	757,529	819,107
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions		
Autorisé—75,000 actions ordinaires		
Émis—54,000 actions ordinaires	15,000	15,000
Capital d'apport	58,641	63,560
Bénéfices non répartis	74,517	64,754
	148,158	143,314
	1,225,706	1,285,274

Approuvé au nom du Conseil d'administration:

Administrateur
ROBERT DESPRÉS

Administrateur
JAMES DONNELLY

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Opérations commerciales		
Revenus		
Approvisionnements et services nucléaires	146,271	196,047
Irradiateurs et isotopes	82,546	80,161
Investissement (note 5)		16,356
Intérêt	80,276	77,500
	309,093	370,064
Coûts et frais		
Coût des ventes et services	183,041	226,269
Développement des produits	11,105	13,252
Marketing et administration	37,834	44,041
Intérêt	69,556	71,800
	301,536	355,362
Bénéfice d'exploitation	7,557	14,702
Activités de recherche et développement		
Dépenses	223,867	210,840
Moins: revenus	27,391	23,584
crédits parlementaires	195,013	184,446
Dépenses nettes	(1,463)	(2,810)
Exploitation des réacteurs prototypes		
Dépenses	25,310	49,509
Moins: revenus	3,635	34,138
crédits parlementaires	11,053	12,410
virement au capital d'apport (note 8)	14,291	
Revenus nets (dépenses)	3,669	(2,961)
Bénéfice net de l'exercice	9,763	8,931

ÉTAT DU CAPITAL D'APPORT
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Solde au début de l'exercice	63,560	108,289
Crédits parlementaires utilisés pour acquitter le capital des emprunts	9,372	8,715
	72,932	117,004
Coûts de fermeture de la centrale de Douglas Point (note 8)	14,291	
Radiation du réacteur prototype de Douglas Point		53,444
Solde à la fin de l'exercice	58,641	63,560

ÉTAT DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Solde au début de l'exercice	64,754	55,823
Bénéfice net de l'exercice	9,763	8,931
Solde à la fin de l'exercice	74,517	64,754

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Provenance du fonds de roulement		
De l'exploitation	14,940	17,766
Réduction des stocks à long terme	3,283	8,721
Réduction des débiteurs à long terme	33,138	20,817
Augmentation des emprunts à long terme	5,105	24,644
Crédits parlementaires pour le remboursement des dettes à long terme	9,372	8,715
	65,838	80,663
Utilisation du fonds de roulement		
Augmentation des débiteurs à long terme	14,818	46,061
Augmentation des coûts reportés	7,106	10,232
Acquisitions de propriétés commerciales, installations et matériel	5,419	13,165
Réduction des dettes à long terme	66,683	30,855
Coûts de fermeture de la centrale de Douglas Point	14,291	
	108,317	100,313
Diminution du fonds de roulement	(42,479)	(19,650)
Fonds de roulement au début de l'exercice	21,851	41,501
Fonds de roulement (négatif) à la fin de l'exercice	(20,628)	21,851

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Ces états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de façon uniforme. Les principales conventions comptables utilisées sont les suivantes:

Conversion des devises étrangères

Les transactions libellées en devises étrangères sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les éléments d'actif et de passif monétaires à la date du bilan sont ajustés de façon à refléter le taux de change en vigueur à cette date. Les gains et les pertes de change résultant de la conversion des devises étrangères sont inclus dans les revenus.

Stocks

Les irradiateurs et les matières sont évalués au moindre du coût moyen ou de la valeur de réalisation nette. Les fournitures générales et d'entretien sont évaluées au coût. Les stocks d'eau lourde sont évalués au moindre du coût moyen moins les crédits parlementaires y afférents ou de la valeur de réalisation nette. Les stocks d'eau lourde que l'on ne prévoit pas vendre au cours du prochain exercice sont classés comme élément d'actif à long terme.

Investissement et coûts reportés

L'investissement et les coûts reportés sont inscrits à leur coût et imputés en réduction des revenus qui en découlent au cours de la période probable pendant laquelle ils produisent des revenus.

Propriétés, installations et matériel

Les propriétés, les installations et le matériel pour la recherche et le développement sont comptabilisés au coût et imputés aux dépenses au cours de l'exercice de leur acquisition.

Les autres propriétés, installations et matériel sont comptabilisés au coût et sont amortis selon la méthode linéaire en fonction de la durée probable d'utilisation de chacun des éléments comme suit:

Matériel et outillage	— 3 à 20 ans
Bâtiments	— 20 à 50 ans

Les coûts de déclassement des installations nucléaires sont imputés aux résultats lorsqu'ils sont engagés.

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE—*Suite*

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES—*Fin*

Contrats à long terme

Les revenus et les coûts reliés aux contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux. Cette méthode est appliquée avec prudence considérant que ces projets à long terme comportent un certain degré d'incertitude. Une provision complète a été inscrite pour toutes les pertes anticipées pour l'achèvement des contrats en cours.

Crédits parlementaires

Le gouvernement du Canada, au moyen de crédits parlementaires, finance certaines activités de la Société, comme il est expliqué à la note 2. Les crédits parlementaires sont appliqués en réduction des dépenses afférentes, à l'exception de la portion utilisée pour réduire le capital de certains emprunts; cette portion est comptabilisée comme une augmentation du capital d'apport.

Le gouvernement du Canada, par le biais de crédits parlementaires, fournit également du financement pour l'acquisition de certains biens. Ce financement est imputé au compte des emprunts auprès du gouvernement du Canada.

Régime de pension

Les employés de la Société participent au Régime de pension de la Fonction publique, lequel est administré par le gouvernement du Canada. La cotisation de la Société envers le coût du régime se limite à un montant égal à la cotisation versée par les employés au titre de leurs services courants. Ces contributions représentent la totalité du passif de la Société en regard du régime de pension et sont imputées aux résultats sur une base courante.

Prestations de cessation d'emploi

Les employés de la Société ont droit à des prestations de cessation d'emploi en vertu de leurs conventions collectives et des conditions d'emploi. Le passif découlant de ces prestations est imputé aux résultats au fur et à mesure que les prestations sont gagnées par les employés.

Assurances

La Société, de façon générale, assume tous les risques concernant les biens et les opérations reliés aux activités de recherche et développement ainsi qu'aux réacteurs prototypes. Les biens et les opérations reliés aux activités commerciales sont assurés à une valeur appropriée.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

1. Conventions comptables

Le résumé des principales conventions comptables fait partie intégrante des présents états financiers.

2. Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires ont été utilisés au cours de l'exercice pour les fins suivantes:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Activités de recherche et développement	195,013	184,446
Exploitation des réacteurs prototypes	11,053	12,410
Eau lourde		
—Production	104,634	124,711
—Versements sur emprunts—Capital	9,372	8,715
—Intérêt	2,928	3,585
—Entretien des installations de LaPrade	2,536	2,450
	325,536	336,317

Financement sous forme de prêts pour l'acquisition de propriétés, installations et matériel	4,800

3. Stocks

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
À court terme		
Irradiateurs et matières	37,484	38,813
Fournitures générales et d'entretien	4,375	3,044
Eau lourde	12,644	20,963
	54,503	62,820
À long terme		
Eau lourde	537,501	436,150
Moins les crédits parlementaires accumulés	525,594	420,960
	11,907	15,190

Ces crédits parlementaires accumulés sont remboursables, de même que l'intérêt s'y rapportant, jusqu'à concurrence des revenus provenant des ventes futures. Au 31 mars 1985, aucun contrat pour la vente d'eau lourde financée par le gouvernement n'avait été définitivement conclu.

4. Débiteurs à long terme

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Billets à recevoir		
À recevoir de commissions électriques provinciales pour le financement d'installations nucléaires à des taux d'intérêt variant de 7.795% à 9.706%, échéant en 1992 et 2008. Voir la note 7 pour l'élément de passif correspondant	642,685	661,476
Débiteurs contractuels		
À recevoir à des taux d'intérêt fixes variant de 7% à 10.5% et à des taux variables, échéant jusqu'en 1995	123,269	120,666
Débiteurs hypothécaires et autres	5,232	5,628
	771,186	787,770
Échéance à moins d'un an	22,843	21,107
	748,343	766,663

5. Investissement et coûts reportés

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Investissement dans les unités 1 et 2 de Pickering		
La Société, Ontario Hydro et la province de l'Ontario ont signé une entente pour la construction et l'exploitation des unités 1 et 2 de la centrale nucléaire Pickering «A», lesquelles appartiennent à Ontario Hydro. Selon l'entente, la Société est en droit de recevoir jusqu'en l'an 2001 des versements qui sont fonction de la différence entre le coût de production de l'électricité dans les unités 1 et 2 de Pickering et celui des unités 1 et 2 de Lambton qui sont alimentées au charbon	84,012	84,012
Coûts reportés		
Coûts engagés lors de la modification des installations appartenant à des tiers dans le but de générer des revenus, et autres coûts reportés	27,497	20,391
	111,509	104,403

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985—*Suite*

Les unités 1 et 2 de Pickering sont toujours fermées afin de permettre le remplacement des tubes de force; par conséquent, la Société n'a réalisé aucun revenu durant l'exercice. Conséquemment, aucun amortissement de l'investissement n'a été imputé aux résultats de l'exercice ($4,8 millions en 1984). Il est prévu que les réacteurs seront en opération au début de l'année 1987.

6. Propriétés, installations et matériel

	1985			1984
	Coût	Financement gouvernemental et amortissement accumulé	Valeur nette	Valeur nette
	(en milliers de dollars)			
Opérations commerciales				
Terrains	2,577	878	1,699	975
Bâtiments	42,918	15,782	27,136	26,849
Matériel et outillage	41,523	19,045	22,478	22,616
Usines d'eau lourde	802,881	802,881		
	889,899	838,586	51,313	50,440
Activités de recherche et développement				
Terrains	9,262	9,262		
Bâtiments	66,184	62,941	3,243	3,874
Réacteurs et matériel	234,050	234,050		
Construction en cours	50,224	50,224		
	359,720	356,477	3,243	3,874
Exploitation des réacteurs prototypes				
Réacteurs et matériel	170,557	170,557		
	1,420,176	1,365,620	54,556	54,314

L'amortissement des propriétés, installations et matériel reliés aux opérations commerciales pour l'exercice terminé le 31 mars 1985 s'est élevé à 5,2 millions de dollars ($4,0 millions en 1984).

Les dépenses en immobilisations pour la recherche et le développement imputées à l'exercice terminé le 31 mars 1985 se sont élevées à 23,9 millions de dollars ($21,8 millions en 1984).

Le déclassement d'installations de recherche nucléaire et de réacteurs prototypes fait partie intégrante du programme nucléaire. Présentement, les réacteurs prototypes de Gentilly 1 et de Douglas Point sont fermés. Comme première étape du programme de déclassement, un programme a été développé et mis à exécution pour assurer un stockage sûr. Le coût net futur du déclassement des installations de recherche nucléaire et des prototypes ne peut être déterminé en ce moment, à cause de l'incertitude reliée à la nature exacte, au moment et au choix de méthodes de dispositions éventuelles. Selon la politique de comptabilité de la Société, de telles dépenses seront inscrites lorsqu'elles seront engagées.

7. Dette à long terme

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Emprunts auprès du Canada		
Pour le financement des installations nucléaires de commissions électriques provinciales, à des taux d'intérêt variant de 6,687% à 9,706%, échéant en 1992 et 2008. Voir la note 4 pour les débiteurs correspondants	642,003	660,796
Pour le financement d'eau lourde louée et autres biens, échéant jusqu'en 2003, portant intérêt à des taux variant de 3,5% à 10,125%	78,368	105,898
Emprunts auprès de tiers		
Pour financer l'achat des usines d'eau lourde de Port Hawkesbury et de Glace Bay, à des taux d'intérêt implicites de 7,375% et 8,875%, échéant en 1985 et en 1998	35,711	43,804
Charge à payer pour les prestations de cessation d'emploi et autres	38,725	40,910
	794,807	851,408
Échéance à moins d'un an	37,278	32,301
	757,529	819,107

Les versements sur emprunts exigibles au cours des prochains exercices sont comme suit (en millions de dollars): 1987—$26.0; 1988—$92.9; 1989—$28.2; 1990—$30.4; exercices ultérieurs à 1991—$544.4.

8. Coûts de fermeture de la centrale de Douglas Point

Le réacteur prototype de Douglas Point a été fermé au mois de mai 1984 puisqu'il avait atteint son objectif premier en tant que prototype de démonstration dans le cadre du programme de recherche et d'utilisation nucléaire de la Société et que son exploitation n'était plus économiquement rentable. Le prototype a été financé initialement par des emprunts auprès du gouvernement du Canada, lesquels ont fait l'objet d'une remise au moyen d'un crédit parlementaire au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1978 et lequel a été crédité à cette date au capital d'apport.

Le programme de fermeture du réacteur visant à le placer en un mode de stockage sûr, conformément aux exigences des organismes de réglementation a débuté au cours de l'exercice et sera complété au cours du prochain exercice. Les coûts de l'exercice courant de 14,3 millions de dollars ont été imputés aux dépenses et virés au capital d'apport, ce qui a réduit le crédit original à un solde de 2,1 millions de dollars. Les coûts de parachèvement du programme de fermeture au cours du prochain exercice sont présentement évalués à 15 millions de dollars.

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985—*Fin*

9. Opérations entre apparentés

En plus des opérations présentées ailleurs dans ces états financiers, la Société a effectué les transactions suivantes avec le gouvernement du Canada:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Remboursement des emprunts et de l'intérêt	119,715	65,280
Paiement au Régime de pension de la Fonction publique	15,651	15,761

Dans le cours normal de ses activités, la Société a également effectué diverses transactions avec le gouvernement du Canada, ses organismes et d'autres sociétés d'État.

10. Renseignements supplémentaires

Constitution

Conformément à l'autorité et aux pouvoirs du Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources en vertu de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique, la Société a été constituée en 1952 en vertu des dispositions de la Loi sur les corporations canadiennes (et continuée en 1977 en vertu des dispositions de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes) dans le but de développer l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

La Société est une société d'État en vertu de la Loi sur l'administration financière et est mandataire de Sa Majesté. La Société n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

Opérations

Les opérations de la Société sont présentées dans l'état des résultats sous les rubriques suivantes: «opérations commerciales», «activités de recherche et développement», et «exploitation des réacteurs prototypes».

Les opérations commerciales comprennent l'ingénierie et la conception électronucléaire, la gestion de projets, les services de soutien pour l'exploitation des centrales, la production d'eau lourde, la production de radioisotopes et d'irradiateurs à des fins médicales et industrielles et les investissements.

Les activités de recherche et développement comprennent la recherche fondamentale et appliquée en matière nucléaire et les services contractuels de recherche et développement.

L'exploitation des réacteurs prototypes comprend les centrales nucléaires prototypes de Gentilly-1 et de Douglas Point.

11. Événements postérieurs au bilan

Le 23 mai 1985 le gouvernement a confirmé la fermeture des usines d'eau lourde de Glace Bay et de Port Hawkesbury. Il donnait ainsi suite à la recommandation faite initialement par la Société en 1982. On complète présentement les plans de fermeture et les estimations des coûts qui s'y rapportent. Les coûts d'exploitation et de fermeture des usines seront financés à même les crédits parlementaires alloués à l'EACL.

L'EACL dispose de stocks suffisants d'eau lourde pour répondre aux besoins prévisibles des marchés national et international; ces fermetures ne perturberont donc aucunement les services qu'elle est en mesure d'offrir à ses clients actuels et aux acquéreurs futurs de réacteurs CANDU.

PAGE RÉCAPITULATIVE

HARBOURFRONT CORPORATION

MANDAT

Exploiter, gérer, entretenir et aménager les terrains du port de Toronto dans l'intérêt public.

ANTÉCÉDENTS

Acquise par le Canada en 1973, la société a aménagé des lieux publics au port de Toronto et y organise des activités récréatives et multi-culturelles pour resserrer les liens avec les habitants des quartiers résidentiels et commerciaux limitrophes.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	417, Queen's Quay ouest Bureau 500 Toronto (Ontario) M5V 1A2
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Roch La Salle, c.p., député
MINISTÈRE	Travaux publics
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	Terminal Warehouses Ltd, le 16 juin 1936, en vertu de la *Ontario Companies Act*; Harbourfront Corporation, le 14 juillet 1978 en vertu de la *Business Corporations Act* de l'Ontario; maintenue en vertu de la *Loi sur les corporations commerciales canadiennes*, le 21 décembre 1984
PREMIER DIRIGEANT	Howard E. Cohen
PRÉSIDENT	Benson Orenstein
VÉRIFICATEUR	Green et Cadsby

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1984-1985	1983-1984	1982-1983	1981-1982
À la fin de l'exercice				
Actif total	18.3	9.8	5.9	1.8
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	(4.1)	néant	néant	néant
Avoir du Canada	0.2	0.5	1.4	négl.
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	20.9	14.0	8.5	5.5
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

HARBOURFRONT CORPORATION

(Puisque les états financiers vérifiés ne sont pas disponibles en français, voici la version anglaise)

AUDITORS' REPORT

THE HONOURABLE ROCH LASALLE, P.C., M.P.
MINISTER OF PUBLIC WORKS

We have examined the balance sheet of Harbourfront Corporation as at March 31, 1985 and the statements of Receipts and Expenditures and Retained Equity, Capital Improvements Fund and Special Recovery Capital Projects Programme Fund for the year then ended. Our examination was made in accordance with generally accepted auditing standards and accordingly included such tests and other procedures as we considered necessary in the circumstances.

In our opinion, these financial statements present fairly the financial position of the Corporation as at March 31, 1985 and the results of its operations for the year then ended in accordance with the accounting policies set out in Note 2 to the financial statements applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Further, in our opinion, except as described in the following paragraph, the transactions of the Corporation that have come to our notice during our examination of the financial statements have, in all significant respects, been in accordance with the Financial Administration Act and regulations, the Canada Business Corporations Act and the articles and by-laws of the Corporation.

On September 1, 1984, the Government proclaimed amendments to the Financial Administration Act which, inter alia, require that the Corporation prepare its financial statements in accordance with generally accepted accounting principles. Note 2 describes the accounting policies relating to fixed assets. The note indicates that fixed assets acquired by the Corporation are not capitalized and depreciated over their useful life. In these respects the financial statements are not in accordance with generally accepted accounting principles as required under section 138(4) of the Financial Administration Act. However, as noted in Note 2, the Corporation is committed to cause financial statements to be prepared in accordance with generally accepted accounting principles for the March 31, 1986 fiscal year.

GREEN AND CADSBY
Chartered Accountants

Toronto, Canada
June 21, 1985

BALANCE SHEET MARCH 31, 1985

ASSETS	1985	1984
	$	$
Current		
Cash and term deposits	5,912,413	7,031,572
Contribution receivable—Government of Canada	6,514,000	
Grants receivable		213,136
Accounts receivable	863,965	375,763
Interest receivable	288,540	1,293,549
Sundry assets and deposits	843,916	861,847
	14,422,834	9,775,867
Deposit with Receiver General	3,841,370	
Fixed (Note 2)	1	1
	18,264,205	9,775,868

LIABILITIES	1985	1984
	$	$
Current		
Accounts payable and accrued expenses	3,497,753	1,809,493
Due on land purchase	800,000	
Site improvement advance and unearned revenue	954,495	308,520
Due to Harbourfront Capital Account Fund (Note 3a)	2,454,875	2,981,837
	7,707,123	5,099,850
Fund balances		
Harbourfront Capital Account Fund (Note 3a)	3,841,370	
Special Recovery Capital Projects Programme Fund (Note 4)	4,959,786	2,125,366
Capital Improvements Fund (Note 5)	1,512,732	2,077,000
	10,313,888	4,202,366
SHAREHOLDER'S EQUITY		
Share capital		
Authorized		
500,000—Common shares		
Issued		
215,500—Common shares	1	1
Retained equity	243,193	473,651
	243,194	473,652
	18,264,205	9,775,868

See accompanying notes.

On behalf of the Board:

A. VIOLI
Director

B. APPEL
Director

HARBOURFRONT CORPORATION—*Continued*

STATEMENT OF RECEIPTS AND EXPENDITURES AND RETAINED EQUITY FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 1985

	1985	1984
	$	$
Receipts		
Government of Canada—Contribution	347,300	786,000
Rental from revenue producing property	1,933,916	1,603,644
Concessions and other income	2,765,973	2,485,225
Events, admissions and sponsorships	2,002,687	1,221,955
Interest earned under Harbourfront Capital Account (Note 3a)	590,920	
Interest earned under development agreements (Note 3b)	1,621,746	2,370,309
	9,262,542	8,467,133
Expenditures		
Personnel (Note 6)	4,016,722	3,704,940
Property and operations	1,260,474	1,126,725
Events production	2,288,202	1,373,657
General and administration	1,927,602	1,792,940
	9,493,000	7,998,262
Excess (Deficiency) of receipts over expenditures	(230,458)	468,871
Retained equity at beginning of year	473,651	4,780
Retained equity at end of year	243,193	473,651

See accompanying notes.

STATEMENT OF SPECIAL RECOVERY CAPITAL PROJECTS PROGRAMME FUND FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 1985

	1985	1984
	$	$
Receipts		
Government of Canada—Contribution	13,478,000	8,532,000
Other income	266,098	100,638
	13,744,098	8,632,638
Expenditures		
Parking Garage	3,328,720	4,857,950
Ice Rink	27,711	867,426
Spadina Pier	2,927,078	154,383
Queen's Quay West improvements	768,698	49,059
Water's edge	402,522	28,388
Peter Slip bridge	1,304,664	108,209
York Quay Centre improvements	1,027,814	27,966
Art Centre	731,433	33,486
Spadina Square	5,970	
	10,524,610	6,126,867
Overhead expenses	385,068	380,405
	10,909,678	6,507,272
Excess of receipts over expenditures	2,834,420	2,125,366
Fund balance at beginning of year	2,125,366	
Fund balance at end of year	4,959,786	2,125,366

See accompanying notes.

STATEMENT OF CAPITAL IMPROVEMENTS FUND FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 1985

	1985	1984
	$	$
Receipts		
Government of Canada—Contribution	6,286,700	4,657,000
Government of Canada—Land purchase contribution	800,000	
	7,086,700	4,657,000
Expenditures		
Site improvements	4,777,628	2,915,542
Land acquisition	2,873,340	1,084,082
	7,650,968	3,999,624
Excess (Deficiency) of receipts over expenditures	(564,268)	657,376
Fund balance at beginning of year	2,077,000	1,419,624
Fund balance at end of year	1,512,732	2,077,000

See accompanying notes.

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS MARCH 31, 1985

1. General

The Company, incorporated under the Laws of Ontario, was continued under Section 181 of the Canada Business Corporations Act by Certificate of Continuance dated December 21, 1984.

The Company is a Crown corporation listed under Part I of Schedule C of the Financial Administration Act. Share capital is held by Her Majesty the Queen in Right of Canada as represented by the Minister of Public Works.

Pursuant to an agreement dated June 13, 1980 as subsequently amended, Her Majesty the Queen in Right of Canada, has granted the Corporation the right to operate, manage, maintain and develop certain lands and buildings situated on the Toronto harbourfront for the benefit of the Public. This agreement expires on June 12, 1987, at which time Her Majesty the Queen in Right of Canada will assume the obligations of the Corporation.

2. Accounting policies

The accounting policies of the Corporation are in accordance with generally accepted accounting principles except that fixed assets acquired by the Corporation are not capitalized and depreciated over their useful life. On September 1, 1984, the Government proclaimed amendments to the Financial Administration Act which, inter alia, require that the Corporation prepare its financial statements in accordance with generally accepted accounting principles. The Corporation is committed to capitalize fixed assets commencing with the March 31, 1986 fiscal year.

(a) The land is owned by Her Majesty the Queen in Right of Canada, and consequently, is not reflected in the balance sheet. Other fixed assets and chattels were transferred to the Corporation by Order in Council for $1. The cost of maintaining these assets and new acquisitions is recorded as expenditures in the year incurred.

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS
MARCH 31, 1985—*Concluded*

(b) The Corporation has entered into various equipment capital lease agreements that are being treated as operating leases. The contractual principal repayments under the leases are as follows:

Year ending March 31	$
1986	119,414
1987	119,220
1988	102,798
1989	38,089
1990	25,891
	405,412

3. Site development

(a) Capital receipts and "Harbourfront Capital Account"

Funds received on account of development rights are remitted to the Harbourfront Capital Account, an interest bearing trust account within the Consolidated Revenue Fund of the Government of Canada.

The unpaid capital amounts are not recorded in these financial statements. Such funds, when received, will be remitted to the Harbourfront Capital Account.

Interest earned by the Corporation from the investment of monies held in the Capital Account is revenue of the Corporation.

As of March 31, 1985, the Corporation had paid $3,841,370 into the Capital Account. In addition, further capital amounting to $2,454,875 received on account of development rights, was due to the Capital Fund.

The Corporation may, with the approval of the Governor in Council upon recommendation of the Treasury Board, withdraw amounts of principal remitted to the Harbourfront Capital Account for purposes consistent with the development and financial objectives of the Corporation.

(b) Interest income under development agreements

Interest earned on unpaid capital amounts due under development agreements is part of the operating revenues of the Corporation.

4. Special Recovery Capital Projects Programme Fund

"SRCPP" funding is for specific projects. The balance in this fund is reserved for the completion of the approved projects.

5. Capital Improvements Fund

Contributions from Public Works Canada are received in instalments based on projected expenditures. The balance of unused funds received on account of the capital expenditure budget is carried forward as the "Capital Improvements Fund."

6. Personnel

Personnel costs were incurred in each operational area as follows:

	1985	1984
	$	$
Property and operations	1,159,202	1,047,930
Events production	1,796,315	1,575,663
General and administration	666,949	737,661
Planning and development	394,256	343,686
	4,016,722	3,704,940

7. Comparative figures

Certain 1984 comparative figures have been reclassified in order to conform with the Financial Statement presentation adopted for 1985.

PAGE RÉCAPITULATIVE

INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ MONDIALES

MANDAT

L'Institut a pour mission d'accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité mondiales d'un point de vue canadien, particulièrement en matière de limitation des armements, de désarmement, de défense et de solution des conflits.

ANTÉCÉDENTS

L'institut a été fondé en 1984 en vertu d'une loi spéciale. Un projet de loi est en préparation dans le but de donner à l'Institut un statut semblable à celui des sociétés d'État culturelles et de l'exempter de la plupart des dispositions de la partie XII de la LAF.

L'Institut est autorisé à utiliser les moyens suivants pour remplir son mandat:

a) stimuler, subventionner et poursuivre des recherches;
b) stimuler les études de niveau supérieur;
c) faire des études et proposer des idées et des politiques;
d) recueillir et diffuser des informations et encourager des débats publics sur les questions relatives à la paix et à la sécurité mondiales.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	307, rue Gilmour C.P. 3425, Succursale D Ottawa (Ontario) K1A 6L4
STATUT	—Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	Le très honorable Joe Clark, c.p., député
MINISTÈRE	Affaires extérieures
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	15 août 1984, en vertu de la *Loi sur l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales* (S.C. 1983-84, C. 37)
PREMIER DIRIGEANT	Geoffrey Pearson
PRÉSIDENT	William H. Barton
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1984-1985
À la fin de l'exercice	
Actif total	1.3
Engagements envers le secteur privé	néant
Engagements envers le Canada	néant
Avoir du Canada	1.2
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice	
— budgétaire	1.5
— non budgétaire	néant

INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ MONDIALES

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA
SÉCURITÉ MONDIALES
ET
LE TRÈS HONORABLE CHARLES JOSEPH CLARK, C.P., DÉPUTÉ
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES

J'ai vérifié le bilan de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales au 31 mars 1985 ainsi que les états des résultats et de l'avoir du Canada, et de l'évolution de la situation financière pour la période première de six mois terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Institut au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour la période première de six mois terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Institut dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales et aux règlements administratifs provisoires de l'Institut.

Pour le vérificateur général du Canada
E. R. ROWE, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 30 mai 1985

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF	1985 $
Actif à court terme	
Encaisse et dépôt à terme	224,330
Bons du Trésor du Canada	1,026,247
Intérêt couru	26,147
Frais payés d'avance	51,829
	1,328,553
Immobilisations, au prix coûtant	
Mobilier et matériel de bureau	4,482
Moins: l'amortissement cumulé	897
	3,585
	1,332,138

PASSIF	1985 $
Passif à court terme	
Créditeurs et frais courus	96,183
AVOIR DU CANADA	
Avoir du Canada	1,235,955
	1,332,138

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par:

Le Président du Conseil
WILLIAM H. BARTON

Administrateur délégué
GEOFFREY A. H. PEARSON

INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ MONDIALES—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'AVOIR DU CANADA POUR LA PÉRIODE PREMIÈRE DE SIX MOIS TERMINÉE LE 31 MARS 1985

	1985
	$
Dépenses	
Conseil d'administration	132,704
Administration	108,049
Direction	33,276
Recherche	28,484
Programmes publics	14,200
Systèmes d'information de gestion	9,509
	326,222
Revenu	
Intérêt créditeur	62,177
Coût net de l'exploitation	264,045
Crédit parlementaire	1,500,000
Excédent du crédit parlementaire sur le coût net de l'exploitation, qui représente l'avoir du Canada à la fin de la période	1,235,955

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR LA PÉRIODE PREMIÈRE DE SIX MOIS TERMINÉE LE 31 MARS 1985

	1985
	$
Provenance des fonds	
Exploitation	
Excédent du crédit parlementaire sur le coût net de l'exploitation	1,235,955
Élément n'exigeant pas de sortie de fonds	
Amortissement	897
Fonds provenant de l'exploitation	1,236,852
Augmentation des créditeurs et frais courus	96,183
	1,333,035
Utilisation des fonds	
Augmentation de l'intérêt couru	26,147
Augmentation des frais payés d'avance	51,829
Acquisition de mobilier et de matériel de bureau	4,482
	82,458
Augmentation de l'encaisse et des quasi-espèces au cours de la période et solde à la fin de la période	1,250,577

Le solde renferme du comptant, des dépôts à terme et des bons du Trésor.
Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985

1. Pouvoirs et exploitation

L'Institut a été constitué en juin 1984 sous l'empire de la Loi sur l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales et il a commencé son exploitation le 1[er] octobre 1984. L'institut est une société d'État nommée à la Partie I de l'Annexe C de la Loi sur l'administration financière.

L'Institut a pour mission d'accroître la connaissance des questions liées à la paix et à la sécurité mondiales du point de vue Canadien, particulièrement en matière de limitation des armements, du désarmement, de la défense et de la solution aux conflits, ainsi que:

a) de stimuler, subventionner et poursuivre des recherches sur des questions liées à la paix et à la sécurité mondiales;

b) de stimuler les travaux de niveau supérieur en matière de paix et de sécurité mondiales;

c) d'étudier et de proposer des idées et des politiques quant à la mise en valeur de la paix et de la sécurité mondiales; et

d) de recueillir et diffuser des renseignements sur des questions de paix et de sécurité mondiales et d'encourager le public à en discuter.

Lors de sa période première de six mois l'Institut a surtout fait converger ses efforts sur l'établissement dans l'ensemble de son administration.

2. Conventions comptables importantes

Immobilisations

Le mobilier et le matériel de bureau sont comptabilisés au prix coûtant et ils sont amortis selon la méthode linéaire à un taux annuel de 20%.

Régime de pensions de retraite

Les employés participent au Régime de pensions de retraite de la Fonction publique lequel est administré par le gouvernement du Canada. Les contributions de l'Institut sont égales aux cotisations versées par ses employés à l'égard du service courant. Ces contributions représentent la dette totale de l'Institut au titre du Régime de pensions de retraite et elles sont enregistrées en tant que dépenses encourues au cours de la période où sont rendus les services des employés.

Crédit parlementaire

Le crédit parlementaire est porté aux comptes lorsqu'il est reçu.

3. Engagement

Après la fin de l'exercice, l'Institut a conclu un bail de cinq ans pour la location de bureaux. L'Institut peut renouveler ce bail pour une période supplémentaire de cinq ans. Le loyer annuel minimum pour les cinq exercices prochains s'élève à $120,000.

INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ MONDIALES—*Fin*

TABLEAU DES DÉPENSES
POUR LA PÉRIODE PREMIÈRE DE SIX MOIS TERMINÉE LE 31 MARS 1985

	Conseil d'administration	Administration	Direction	Recherche	Programmes publics	Systèmes d'information de gestion	Total
	$	$	$	$	$	$	$
Honoraires des administrateurs	84,350						84,350
Traitements et avantages des employés		21,744	29,701	5,525			56,970
Marchés de services personnels		14,020	2,415	18,360	2,000	7,050	43,845
Déplacements	26,062		1,085	3,311		1,811	32,269
Services de consultation		15,805			10,000		25,805
Location et locaux		23,597					23,597
Logement et repas	18,177			886		429	19,492
Honoraires juridiques		10,500					10,500
Impression, papeterie et fournitures		9,143					9,143
Télécommunications		7,249					7,249
Fret, livraison et affranchissement		2,651					2,651
Documents et traduction	2,579						2,579
Publications					2,200		2,200
Représentation	1,108		75	63			1,246
Amortissement		897					897
Réparations et entretien		777					777
Autres dépenses	428	1,666		339		219	2,652
	132,704	108,049	33,276	28,484	14,200	9,509	326,222

PAGE RÉCAPITULATIVE

LOTO CANADA INC.

MANDAT

Diriger et gérer une loterie nationale.

ANTÉCÉDENTS

La société a cessé ses activités. L'autorisation législative pour la dissoudre a été accordée et la société devrait être dissoute au cours de 1985.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	255, rue Albert Ottawa (Ontario) K1G 3Z4
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Jake Epp, c.p., député
MINISTÈRE	Santé et Bien-être social
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1976; *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*
PREMIER DIRIGEANT	Hugh Mullington
PRÉSIDENT	Poste vacant
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1984-1985	1983-1984	1982-1983	1981-1982
À la fin de l'exercice				
Actif total	négl.	15.4	14.4	13.1
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	(négl.)	15.2	14.2	13.1
Avoir du Canada	négl.	négl.	négl.	négl.
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	(16.4)	néant	néant	néant
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

LOTO CANADA INC.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE JAKE EPP, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

J'ai vérifié le bilan de Loto Canada Inc. au 31 mars 1985 ainsi que les états des résultats et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements et à la charte et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le vérificateur général du Canada
RAYMOND DUBOIS, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 24 mai 1985
(le 14 juin 1985
pour la note 2)

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF	1985	1984
	$	$
Encaisse et dépôt à court terme		14,853,676
À recevoir du Canada (note 3)		400,314
À recevoir de la Société canadienne des paris sportifs		65,279
Intérêt couru		57,646
Débiteurs —Dirigeant		6,500
		15,383,415

PASSIF	1985	1984
	$	$
Créditeurs		
—Travail Canada		163,957
—Autres		7,978
À payer au (à recevoir du) Receveur général du Canada (note 4)	(1)	15,211,479
	(1)	15,383,414
CAPITAL-ACTIONS		
Une action ordinaire autorisée, émise et entièrement libérée	1	1
		15,383,415

Approuvé par le conseil d'administration:

Administrateur
H. J. MULLINGTON

Administrateur
DAVID KIRKWOOD

LOTO CANADA INC.—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Intérêts créditeurs	1,010,017	1,353,707
Frais		
Honoraires professionnels	11,600	163,055
Dépenses de bureau	3,975	42,075
Frais de déplacement et d'accueil	2,775	73,091
Règlement de réclamations	1,422	210
Traitements et prestations aux employés		161,910
Location d'immeubles et frais d'entretien		54,905
Téléphone		20,983
Rémunération des administrateurs		9,750
Autres		325
	19,772	526,304
Moins: frais répartis au Canada		181,449
à la Société canadienne des paris sportifs		134,193
		315,642
Provision pour les frais non facturés (recouvrement)	(385,153)	181,449
	(385,153)	134,193
	(365,381)	392,111
Bénéfice net pour l'exercice (note 4)	1,375,398	961,596

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Provenance des fonds		
Bénéfice net pour l'exercice	1,375,398	961,596
Recouvrement des sommes à recevoir du Canada	400,314	
Recouvrement des sommes à recevoir de la Société canadienne des paris sportifs	65,279	
Encaissement de l'intérêt couru	57,646	
Recouvrement des débiteurs—Dirigeant	6,500	
Recouvrement des débiteurs—Autres		1,408
Réduction des frais payés d'avance		8,859
Augmentation des créditeurs—Travail Canada		31,866
	1,905,137	1,003,729
Utilisation des fonds		
Paiement des créditeurs—Travail Canada	163,957	
Paiement des créditeurs—Autres	7,978	9,639
Versement des sommes à payer au Receveur général du Canada	15,211,480	
Versement du bénéfice net de l'exercice courant au Receveur général du Canada	1,375,398	
Accroissement des sommes à recevoir de la Société canadienne des paris sportifs		65,279
Accroissement de l'intérêt couru		45,197
	16,758,813	120,115
(Réduction) accroissement de l'encaisse et des dépôts à court terme	(14,853,676)	883,614
Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice	14,853,676	13,970,062
Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice		14,853,676

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1985

1. Cessation des activités de loterie

Loto Canada Inc., société d'État figurant à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière, a été constituée en 1976 en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes. La Société avait pour objectif d'exploiter et de gérer une loterie nationale en conformité avec les règlements sur la loterie nationale autorisée par le code criminel.

Au cours du mois d'août 1979, des représentants des administrations fédérale et provinciales ont signé un document en vertu duquel Loto Canada Inc. se retirait des opérations de vente de billets de loterie à compter du 31 décembre 1979. Après cette date, le gouvernement fédéral devait voir à ce que la Société mette fin à ses activités aussi rapidement que ses obligations juridiques, financières et administratives le lui permettraient. L'actionnaire a ordonné au conseil d'administration de procéder, à partir du 21 août 1979, à la cessation méthodique des activités de la Société. Les activités de loterie ont cessé le 31 décembre 1979 et le droit de réclamer des lots a pris fin le 31 décembre 1980. Le conseil d'administration, au cours de sa réunion du 7 juillet 1983, a adopté une résolution demandant que débute immédiatement le processus de liquidation définitive de la Société.

2. Dissolution de Loto Canada Inc.

Le Projet de Loi C-2, une Loi portant sur la dissolution de la Société canadienne des paris sportifs et de Loto Canada Inc. a été adopté en troisième lecture à la Chambre des communes le 14 juin 1985. Les articles qui ont trait à la Corporation se lisent comme suit:

> «6.(1) Les droits et les biens de Loto Canada Inc., ceux qui sont détenus en son nom ou en fiducie pour elle, ainsi que ses obligations et engagements, sont réputés être ceux de Sa Majesté.
>
> (2) Le ministre peut prendre toutes mesures nécessaires ou liées à la dissolution de Loto Canada Inc. et à sa liquidation.
>
> 7.(1) Les procédures judiciaires relatives aux obligations et engagements de . . . Loto Canada Inc., ainsi que ceux pris par le ministre au cours de leur liquidation, peuvent être intentées contre Sa Majesté devant la juridiction qui aurait eu compétence pour connaître des procédures intentées contre . . . (Loto Canada Inc.). . .
>
> (2) Les procédures judiciaires pendantes contre . . . Loto Canada Inc. peuvent être poursuivies contre Sa Majesté au même titre qu'elles auraient pu l'être contre . . . Loto Canada Inc. . . . n'eut été l'entrée en vigueur de la présente loi.»

Loto Canada Inc. a géré ses affaires et a mis fin à ses activités de loterie en présumant que cette loi serait adoptée. La Société a donc, après qu'une résolution eut été présentée par l'actionnaire, le ministre de la Santé et du Bien-être social, enregistré auprès du directeur de la Direction des corporations du ministère de la Consommation et des Corporations, une déclaration d'intention de dissolution de Loto Canada Inc., conformément à l'article 203 de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes. Un certificat d'intention de dissolution a été délivré par le directeur en novembre 1984 mais la dissolution comme telle n'aura lieu qu'après l'adoption du projet de loi C-2 susmentionné.

LOTO CANADA INC.—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985—*Fin*

3. Recouvrement des frais de recherche et de développement

De janvier 1981 à mars 1984, la Société a investi, au total, $2,139,163, pour financer des recherches sur les concepts de jeu, y compris des travaux de recherche et de développement relatifs à un concours de pronostics sportifs. Au cours du mois d'août 1981, le Cabinet a décidé que ce concours de pronostics sportifs serait géré par un nouvel organisme fédéral. En janvier 1982, le conseil d'administration de Loto Canada Inc. a confirmé de nouveau que la Société continuerait à demander un remboursement intégral des sommes d'argent consacrées aux travaux de recherche et de développement relatifs au concours de pronostics sportifs. Les recherches sur les concepts de jeu qu'a financées la Société ont permis de produire la documentation qui a été utilisée pour rédiger la Loi sur les paris collectifs sportifs, adoptée le 29 juin 1983, et pour créer la Société canadienne des paris sportifs (SCPS) dont les activités ont commencé le 20 octobre 1983.

Des opinions juridiques ont été obtenues en ce qui a trait aux pouvoirs réglementaires autorisant la Société à financer la recherche et le développement au titre du concours de pronostics sportifs. Bien que les opinions juridiques ne soient pas unanimes sur cette question, la Société est d'avis que la décision de financer ces travaux de recherche et de développement était une décision de nature commerciale respectant les pouvoirs généraux attribués à la Société ainsi que les intentions du gouvernement fédéral.

Au cours de l'exercice, la société Loto Canada Inc. a recouvré du Canada, de la SCPS et d'un dirigeant tous les frais encore recouvrables au titre du concours de pronostics sportifs, y compris les sommes non facturées antérieurement.

4. À payer au (à recevoir du) Receveur général du Canada

	1985	1984
	$	$
Solde au début de l'exercice	15,211,479	14,249,883
Bénéfice net pour l'exercice	1,375,398	961,596
	16,586,877	15,211,479
Versements au cours de l'exercice	16,586,878	
Solde à la fin de l'exercice	(1)	15,211,479

5. Opérations entre apparentés

En novembre 1984, la composition du conseil d'administration a été modifiée en vue de la liquidation finale de la Société. Un seul membre de l'ancien conseil est demeuré en poste. Se sont joints à lui un secrétaire adjoint du Conseil du Trésor et le sous-ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Deux membres du conseil actuel sont également des dirigeants de la Société canadienne des paris sportifs.

Toutes les opérations entre le gouvernement du Canada et la Société canadienne des paris sportifs ont été complétées au cours de l'exercice.

6. Éléments de passif éventuel

En 1980, certains grossistes qui ont vendu des billets en Ontario ont intenté des poursuites judiciaires contre la Société. À ce jour, trois d'entre eux l'ont assignée en justice et deux de ces derniers lui ont réclamé des dédommagements s'élevant à $4,175,000, frais en sus. La Société rejette toute responsabilité à cet égard et les résultats des procédures légales engagées ne sont pas encore connus. Tout remboursement découlant de la résolution de cette éventualité sera comptabilisé conformément aux dispositions de l'article 7.(2) du projet de loi C-2 (note 2).

7. Services fournis gratuitement

La Société canadienne des paris sportifs a fourni gratuitement certains services administratifs à Loto Canada Inc. Le coût de ces services ne figure pas dans les états financiers.

8. Vente d'immobilisations

Durant l'exercice, des meubles d'une valeur marchande estimative de $4,400 ont été vendus à la Fondation Terry Fox pour un dollar.

Toutes les autres immobilisations, pour lesquelles une valeur n'a pas pu être estimée, ont été vendues à la Société canadienne des paris sportifs pour un dollar.

Conformément aux principes comptables utilisés par Loto Canada Inc., ces immobilisations ont été imputées à l'exercice au cours duquel elles ont été achetées.

PAGE RÉCAPITULATIVE

MONNAIE ROYALE CANADIENNE

MANDAT

Produire des pièces de monnaie canadienne et en organiser la production et la fourniture; produire des pièces de monnaie de pays étrangers; fondre, titrer et affiner l'or, l'argent et d'autres métaux; acheter et vendre de l'or, de l'argent et d'autres métaux, etc.; frapper des pièces de monnaie et exercer d'autres activités en vue de réaliser des bénéfices.

ANTÉCÉDENTS

La Monnaie royale canadienne a été un organisme ministériel jusqu'en 1969, année où elle a été constituée en société en vertu de la loi. Pour frapper les pièces de monnaie canadienne de circulation, elle reçoit un paiement selon le principe de la récupération des coûts. La frappe de pièces numismatiques et de pièces de monnaie-lingot, etc. amène des profits qui sont versés au Canada. À l'occasion, elle reçoit des prêts du Canada pour son fonds de roulement et pour financer ses projets d'immobilisations.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	355, chemin River Tour 'B', 6e étage Vanier (Ontario) K1A OG8
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Stewart D. McInnes, c.p., député
MINISTÈRE	Approvisionnements et Services
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1er avril 1969; *Loi sur la Monnaie Royale Canadienne* de la *Loi sur l'organisation du gouvernement* de 1968-1969, C. 28, article 71 (S.R.C. 1970 C. R-8)
PREMIER DIRIGEANT	J. C. Corkery
PRÉSIDENT	Raymond Hession
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1984	1983	1982	1981
À la fin de l'exercice				
Actif total	72.4	73.1	83.5	72.2
Engagements envers le secteur privé	0.6	0.8	néant	néant
Engagements envers le Canada*	49.7	49.3	67.9	55.2
Avoir du Canada	1.0	1.0	1.0	1.0
Argent reçu du Canada (versé au Canada) au cours de l'exercice, net				
— budgétaire	néant	(24.4)	néant	(14.8)
— non budgétaire	(2.0)	(2.1)	(2.1)	(2.1)

* **Incluent le surplus d'exploitation dû au Canada.**

MONNAIE ROYALE CANADIENNE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE HARVIE ANDRE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

J'ai vérifié le bilan de la Monnaie royale canadienne au 31 décembre 1984 ainsi que l'état des résultats et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi de la Monnaie royale canadienne et aux règlements administratifs de la Société.

Le vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 28 février 1985

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

ACTIF	1984	1983
À court terme		
Encaisse	23,814	17,949
Débiteurs		
Ministères du gouvernement	3,132	2,098
Autres	4,067	2,289
Stocks (note 4)	22,870	35,295
Frais payés d'avance (note 5)	495	1,788
	54,378	59,419
Immobilisations (note 6)	17,328	13,675
Frais reportés (note 7)	660	
	17,988	13,675
	72,366	73,094

PASSIF	1984	1983
À court terme		
Créditeurs		
Ministères du gouvernement	1,031	5,444
Autres	6,859	6,351
À payer au gouvernement du Canada		
Bénéfices nets (note 8)	44,801	33,427
Échéance à moins d'un an des emprunts à long terme (note 10)	2,132	2,131
Intérêts courus sur emprunts à long terme	349	373
Revenus reportés (note 9)	567	6,683
	55,739	54,409
À long terme		
Emprunts auprès du gouvernement du Canada (note 10)	11,763	13,735
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 11)	578	768
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	3,286	3,182
	15,627	17,685
AVOIR DU CANADA		
Réserve pour pertes (note 2)	1,000	1,000
	72,366	73,094

Approuvé par la direction:

Président
J. C. CORKERY

Vice-président
Administration et finances
G. A. LAHAIE

Approuvé par le Conseil d'administration:

Président
R. V. HESSION

MONNAIE ROYALE CANADIENNE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984 (en milliers de dollars)

	1984	1983
Revenus		
La feuille d'érable en or	583,976	419,682
Pièces numismatiques canadiennes	41,891	40,077
Pièces de monnaie canadienne de circulation	32,148	25,384
Contrats avec pays étrangers	10,053	6,892
Affinerie	4,276	3,548
Divers	1,588	2,178
	673,932	497,761
Dépenses (note 12)		
Coût des matières utilisées	616,493	446,196
Traitements, salaires et bénéfices	19,729	19,204
Publicité	9,673	8,842
Services d'utilité publique et fournitures	4,409	3,912
Transport et communications	3,147	2,791
Services professionnels et spéciaux	2,921	2,823
Amortissement	2,206	1,950
Intérêts sur les emprunts et l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition à long terme	1,539	1,633
Location de bâtiments et d'équipement	1,021	1,396
Divers	1,420	1,141
	662,558	489,888
Bénéfice net pour l'exercice (note 2)	11,374	7,873

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984 (en milliers de dollars)

	1984	1983
Provenance des fonds		
Exploitation		
Bénéfice net pour l'exercice	11,374	7,873
Éléments n'affectant pas les fonds		
Amortissement	2,206	1,950
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	104	453
	13,684	10,276
Emprunt auprès du gouvernement du Canada	5,000	
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition		1,006
	18,684	11,282
Utilisation des fonds		
Bénéfice net pour l'exercice, à payer au gouvernement du Canada	11,374	7,873
Diminution des emprunts et de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition à long terme	7,162	2,369
Acquisitions d'immobilisations	5,859	2,243
Augmentation dans les frais reportés	660	
	25,055	12,485
Diminution des fonds	6,371	1,203
Fonds de roulement au début de l'exercice		
Solde déjà établi	170	6,213
Reclassification d'un emprunt au passif à long terme	4,840	
Solde redressé	5,010	6,213
Fonds de roulement (négatif) à la fin de l'exercice	(1,361)	5,010

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1984

1. Autorité et objectifs

La Monnaie a été constituée en 1969, en vertu de la Loi sur la Monnaie royale canadienne et est une société mandataire de Sa Majesté mentionnée à la Partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière. La Monnaie transige par le biais du Fonds du revenu consolidé.

Les objectifs de la Monnaie royale canadienne consistent en la fabrication de pièces de monnaie dans l'anticipation de profits et l'exercice d'autres activités connexes.

2. Restrictions financières statutaires

À la demande de la Monnaie et sur la recommandation du ministre des Approvisionnements et Services, le ministre des Finances peut consentir des prêts à la Monnaie selon les modalités qu'approuve le gouverneur en conseil pour les raisons suivantes:

a) les dépenses d'établissement et de fonctionnement de la Monnaie, les montants ne devant pas dépasser $5 millions;

b) le financement des frais de projets d'investissements approuvés par le gouverneur en conseil;

c) à des fins temporaires, les montants ne dépassant pas $1 million, et chaque prêt doit être remboursé en dedans de douze mois à compter de la date du prêt.

Le montant total des prêts dus en vertu de (a) et de (b) ci-dessus, ne doit à aucun moment dépasser $35 millions.

De plus, la Monnaie peut, par prélèvement sur les bénéfices, constituer une réserve contre les pertes possibles, mais le montant global de la réserve ne doit à aucun moment dépasser $1 million. Les bénéfices nets de la Monnaie pour l'année seront appliqués:

a) premièrement, sur les pertes des années antérieures qui ne peuvent être comblées par la réserve;

b) deuxièmement, à la réserve; et

c) tout excédent, aux revenus du Canada.

3. Principales conventions comptables

a) Conversion des devises étrangères

Les opérations effectuées en devises étrangères sont converties en dollars canadiens au cours du change en vigueur à la date où elles sont effectuées. Les éléments d'actif et de passif fixés en devises étrangères à la date du bilan sont convertis en dollars canadiens selon le cours du change à cette date.

b) Stocks

Les stocks de matières premières, de travaux en cours et de produits finis sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen.

Les stocks de fournitures d'exploitation et d'entretien sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1984—*Suite*

c) Immobilisations

Les immobilisations sont présentées à leur coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

Améliorations au terrain	5%
Bâtiments	5%
Équipement	10%
Équipement détenu en vertu d'un contrat de location-acquisition	20%
Améliorations locatives	50%

Les dépenses relatives aux projets d'immobilisations en cours sont portées à la rubrique des immobilisations et seront amorties lorsque les projets seront achevés conformément à la politique de la Société.

d) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des indemnités à la cessation de leur emploi comme le prévoient leurs contrats de travail et les conditions d'emploi. Ces indemnités sont inscrites au passif dès qu'elles sont gagnées par les employés.

e) Régime de retraite

Les employés de la Monnaie participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au Régime sont exigées et des employés et de la Monnaie. Ces contributions représentent la responsabilité totale de la Monnaie et sont comptabilisées sur une base courante.

4. Stocks

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Matières premières	15,612	22,272
Travaux en cours	1,936	2,097
Produits finis	3,200	8,490
Fournitures d'exploitation et d'entretien	2,122	2,436
	22,870	35,295

Afin de faciliter la production des pièces en or, la Monnaie emprunte les quantités d'or dont elle a besoin et paie des intérêts calculés sur la valeur de l'or établie sur le marché de Londres. Au 31 décembre 1984, ces stocks représentent 722,439 onces et n'apparaissent pas aux états financiers. De plus, la Monnaie utilise dans son processus d'affinage environ 135,000 onces d'or qui ne sont pas incluses dans les stocks.

5. Frais payés d'avance

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Métaux		1,177
Assurances, timbres et transport	204	257
Publicité	209	193
Autres	82	161
	495	1,788

6. Immobilisations

	1984			1983
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Terrain	619		619	619
Améliorations au terrain	976	486	490	539
Bâtiments	13,240	5,371	7,869	6,036
Équipement	18,941	11,565	7,376	5,575
Équipement détenu en vertu d'un contrat de location-acquisition	1,006	300	706	906
Améliorations locatives	306	38	268	
	35,088	17,760	17,328	13,675

Le projet de consolidation des installations de la région de la Capitale nationale coûtera environ $21,3 millions. Au 31 décembre 1984, les dépenses qui s'élevaient à $2,3 millions apparaissent à la rubrique bâtiments.

7. Frais reportés

Ce poste représente les frais reliés au lancement du programme de pièces olympiques 1988. Ces frais sont présentés au coût et seront amortis sur la durée du programme qui s'échelonnera de 1985 à 1988 inclusivement.

8. À payer au gouvernement du Canada, bénéfices nets

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	33,427	49,914
Bénéfice net pour l'exercice	11,374	7,873
Payé durant l'exercice		(24,360)
Solde à la fin de l'exercice	44,801	33,427

9. Revenus reportés

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
La feuille d'érable en or		3,917
Pièces numismatiques canadiennes	567	1,483
Contrats avec pays étrangers		1,283
	567	6,683

MONNAIE ROYALE CANADIENNE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1984—*Fin*

10. Emprunts auprès du gouvernement du Canada

Ces emprunts portent intérêt à des taux annuels variant de 7,625% à 11,625% et sont remboursables selon l'échéancier suivant:

	(en milliers de dollars)
1985	2,132
1986	1,532
1987	932
1988	792
1989	5,476
1990-1998	3,031
	13,895
Échéance à moins d'un an	2,132
	11,763

La dépense d'intérêts sur ces emprunts s'élève à $1,4 million pour l'exercice ($1,5 million en 1983).

11. Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition

Les loyers minimums futurs exigibles en vertu d'une obligation découlant d'un contrat de location-acquisition sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
1985	283
1986	283
1987	283
1988	102
Total des loyers minimums futurs	951
Moins: somme représentant les intérêts	183
Valeur actualisée de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	768
Moins: échéance à moins d'un an	190
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition à long terme	578

Le contrat de location-acquisition est comptabilisé à la valeur actualisée des loyers minimums futurs selon le taux d'intérêt implicite du contrat. Le taux d'intérêt implicite s'appliquant à cette obligation est de 14,3% et celle-ci échoit en 1988.

12. Dépenses

Les dépenses incluent le coût des marchandises vendues établi comme suit:

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Matières utilisées	616,493	446,196
Main-d'œuvre directe	2,336	2,337
Frais généraux de fabrication	21,398	20,802
	640,227	469,335

13. Transactions avec un apparenté

Ces états financiers reflètent des transactions avec le ministère des Finances relativement à l'emprunt, l'affinage et l'achat d'or et d'argent. Ces transactions ont été effectuées dans le cours normal des affaires, aux mêmes conditions que celles conclues avec des tiers non apparentés.

14. Engagements

La Monnaie a introduit un programme de retraite anticipée qui entrera en vigueur le 1[er] janvier 1985. Ce programme a comme objectif de minimiser les effets défavorables occasionnés par les changements organisationnels nécessités par la consolidation des installations dans la région de la Capitale nationale. De ce fait, la Monnaie aura à rencontrer au cours des exercices 1985 à 1988 inclusivement une obligation estimée dans l'ensemble à $2,187,000 sous forme d'indemnité de départ, laquelle n'est pas reflétée dans les présents états financiers.

De plus, subséquemment au 31 décembre 1984, la Monnaie est engagée à acheter cinq millions d'onces d'argent pour le programme de pièces olympiques 1988.

PAGE RÉCAPITULATIVE

OFFICE CANADIEN DES PROVENDES

MANDAT

Assurer la disponibilité de quantités suffisantes de céréales de provende pour répondre aux besoins des éleveurs de bétail et la disponibilité de lieux adéquats d'entreposage des céréales de provende dans l'Est du Canada; assurer une stabilité raisonnable des prix des céréales de provende dans l'Est du Canada, en Colombie-Britannique, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest; assurer une péréquation équitable des prix des céréales de provende dans ces régions.

ANTÉCÉDENTS

Établi en 1967, l'Office a rempli son mandat en versant des subsides pour une partie du coût de transport des céréales de provende, en payant des frais fixes sur les stocks des fournisseurs locaux de façon à assurer la protection des céréales de provende sur le plan local et en administrant un programme de construction et d'agrandissement des élévateurs d'entreposage des céréales de provende. Ces programmes sont financés au moyen de paiements budgétaires effectués par le Canada.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	5180, chemin Queen Mary C.P. 177, Succursale Snowdon Montréal (Québec) H3X 3T4
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Wise, c.p., député
MINISTÈRE	Agriculture
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de fermes* (S.R.C. 1970, C. L-9)
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	Denis Ethier
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1984-1985	1983-1984	1982-1983	1981-1982
À la fin de l'exercice				
Actif total	2.9	2.4	2.6	2.8
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	0.7	0.4	0.6	0.7
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	18.6	16.7	15.4	17.4
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

OFFICE CANADIEN DES PROVENDES

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE JOHN WISE, C.P. DÉPUTÉ
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET
L'OFFICE CANADIEN DES PROVENDES

J'ai vérifié le bilan de l'Office canadien des provendes au 31 mars 1985 ainsi que l'état des résultats, l'état de l'avoir du Canada et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Office dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme et ses règlements et aux règlements administratifs de l'Office.

Le vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 4 juin 1985

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Débiteurs	18,726	9,785
Crédits parlementaires à recevoir	2,116,026	1,495,338
	2,134,752	1,505,123
Débiteurs en vertu du programme d'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs (note 3)	811,426	935,528
	2,946,178	2,440,651

PASSIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Créditeurs	112,350	103,854
Contributions à payer	2,037,519	1,877,945
	2,149,869	1,981,799
Provision pour prestations de cessation d'emploi	101,809	99,381
	2,251,678	2,081,180
AVOIR DU CANADA		
Avoir du Canada	694,500	359,471
	2,946,178	2,440,651

Approuvé par la direction:

Directeur des finances
PIERRE MORIN

Approuvé par l'Office:

Président
DENIS ÉTHIER

OFFICE CANADIEN DES PROVENDES—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Contributions		
Aide au transport des céréales fourragères	16,547,673	15,154,070
Aide à la sécurité des approvisionnements locaux en céréales fourragères	292,030	397,965
Aide à la construction de nouveaux silos intérieurs (note 3)	86,262	100,000
	16,925,965	15,652,035
Dépenses d'administration		
Salaires et avantages sociaux	895,467	826,707
Voyages	94,644	97,780
Loyers	75,112	75,030
Services de comptabilité et d'émission de chèques	70,400	66,200
Téléphone	57,395	45,434
Papeterie et fournitures de bureau	54,936	51,404
Affranchissements	38,804	33,910
Services professionnels et spéciaux	36,583	51,545
Équipement et mobilier de bureau	36,077	48,742
Publication de rapports	32,705	38,165
Améliorations de bureau	11,000	
Électricité	8,152	8,689
Honoraires du comité consultatif	3,500	3,250
Divers	13,298	9,060
	1,428,073	1,355,916
	18,354,038	17,007,951
Revenus d'abonnement		12,797
Coût de l'exploitation pour l'exercice	18,354,038	16,995,154

ÉTAT DE L'AVOIR DU CANADA POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Solde au début de l'exercice	359,471	624,517
Crédits parlementaires	18,618,667	16,663,908
Services fournis gratuitement par un ministère du gouvernement	70,400	66,200
	19,048,538	17,354,625
Coût de l'exploitation pour l'exercice	18,354,038	16,995,154
Solde à la fin de l'exercice	694,500	359,471

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Provenance des fonds		
Crédits parlementaires	18,618,667	16,663,908
Remboursements de débiteurs en vertu du programme d'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs	37,840	36,868
	18,656,507	16,700,776
Utilisation des fonds		
Exploitation		
Coût de l'exploitation pour l'exercice	18,354,038	16,995,154
Postes n'exigeant pas de sortie de fonds		
Services fournis gratuitement par un ministère du gouvernement	(70,400)	(66,200)
Diminution (augmentation) de la provision pour prestations de cessation d'emploi	(2,428)	4,563
Provision pour pertes relativement aux débiteurs en vertu du programme d'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs	(86,262)	(100,000)
	18,194,948	16,833,517
Augmentation (diminution) du fonds de roulement	461,559	(132,741)
Fonds de roulement négatif au début de l'exercice	476,676	343,935
Fonds de roulement négatif à la fin de l'exercice	15,117	476,676

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985

1. Statut et objectifs

L'Office, une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière, a été constitué en 1967 en vertu de la Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme, avec l'objectif d'assurer:

— la disponibilité de provendes pour répondre aux besoins des éleveurs d'animaux de ferme;

— la disponibilité, en vue de l'emmagasinage de provendes dans l'Est du Canada, d'un espace suffisant pour répondre aux besoins des éleveurs d'animaux de ferme; et

— une stabilité raisonnable et une péréquation équitable des prix des provendes dans l'Est du Canada, en Colombie-Britannique, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest.

2. Conventions comptables importantes

a) Contributions

L'aide au transport des céréales fourragères est imputée aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont expédiées.

L'aide à la sécurité des approvisionnements locaux en céréales fourragères est imputée aux résultats de l'exercice au cours duquel les dépenses admissibles sont engagées par les bénéficiaires.

L'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs, déduction faite des montants remboursables, est imputée aux résultats de l'exercice au cours duquel les dépenses admissibles sont engagées par les bénéficiaires. Toute radiation ou provision pour pertes relativement aux montants préalablement comptabilisés comme remboursables est imputée aux résultats de l'exercice au cours duquel le recouvrement est considéré douteux.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985—*Fin*

b) **Dépenses en capital**

Les achats d'équipement, de mobilier de bureau, de véhicules et les améliorations de bureau sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont effectués.

c) **Crédits parlementaires**

Les crédits parlementaires sont comptabilisés à l'état de l'avoir du Canada pour l'exercice auquel ils s'appliquent.

d) **Services fournis gratuitement**

Un montant estimatif pour tenir compte des services de comptabilité et d'émission de chèques fournis gratuitement par un ministère du gouvernement est compris dans les dépenses. La contrepartie est créditée à l'avoir du Canada.

e) **Prestations de cessation d'emploi**

Les employés ont droit à des prestations de cessation d'emploi tel que le prévoient leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

f) **Régime de retraite**

Tous les employés participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et l'Office partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de l'Office. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués. Le mode de paiement des contributions pour services antérieurs est déterminé en fonction des conditions de rachat en vigueur, généralement sur le nombre d'années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

3. **Débiteurs en vertu du programme d'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs**

Dans le cadre du programme d'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs, l'Office a contribué aux coûts de certains travaux de construction. En date du 31 mars 1983, toutes les contributions de l'Office avaient été versées aux propriétaires de silos. Ces propriétaires doivent rembourser à l'Office, sans intérêt, une partie de la contribution reçue. Les montants des remboursements sont déterminés en fonction des quantités emmagasinées de la quatrième à la dixième année d'exploitation des nouveaux silos, mais n'excédant pas 40% de la contribution reçue.

Au 31 mars 1985, l'Office estime que les montants qui lui seront remboursés, compte tenu d'une provision pour pertes, s'élèvent à $811,426 ($935,528 au 31 mars 1984). La base de calcul des remboursements ne permet pas de déterminer les montants à recevoir pour chacun des exercices concernés.

PAGE RÉCAPITULATIVE

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ

MANDAT

Réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation de poisson salé en provenance des provinces participantes (Québec basse-côte nord et Terre-Neuve), de manière à accroître les gains des pêcheurs-producteurs de morue fumée.

ANTÉCÉDENTS

En vertu de sa loi d'autorisation, la Société doit acheter tout le poisson salé de qualité raisonnable qui lui est offert et diriger ses opérations de manière à pouvoir faire ses frais sans nécessiter de crédits.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Immeuble Saltfish Torbay Road C.P. 6088 St. John's (Terre-Neuve) A1C 5X8
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Fraser, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Pêches et Océans
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur le poisson salé* (S.R.C. 70, C. 37, 1er supplément)
PREMIER DIRIGEANT	Bill Moyse (par intérim)
PRÉSIDENT	Donald D. Tansley
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1984-1985	1983-1984	1982-1983	1981-1982
À la fin de l'exercice				
Actif total	14.5	18.3	18.9	12.6
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	12.3	14.1	8.4	1.7
Avoir du Canada	(3.3)	0.4	5.4	5.4
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	néant	néant	néant
— non budgétaire, net	(1.8)	5.7	6.7	(0.3)

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE JOHN A. FRASER, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS

J'ai vérifié le bilan de l'Office canadien du poisson salé au 31 mars 1985 ainsi que les états des résultats, des bénéfices non répartis (déficit) et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Office dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la charte et aux règlements administratifs de l'Office, sauf dans le cas des activités concernant les produits du poisson congelés lesquelles sont décrites à la note 1 afférente aux états financiers. À mon avis, ces activités ne sont pas autorisées par la Loi sur le poisson salé.

Pour le vérificateur général du Canada
E. R. ROWE, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 31 mai 1985

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Encaisse		105,883
Débiteurs	9,861,178	7,038,998
Stocks (note 3)	3,408,049	8,783,788
Avances aux producteurs de produits du poisson congelés (note 1)	129,287	1,215,979
	13,398,514	17,144,648
Débiteurs à long terme	3,598	7,077
Immobilisations (note 4)		
Terrain, bâtiments et matériel, au prix coûtant ou à la valeur estimative	2,863,623	2,773,507
Déduire: amortissement accumulé	1,753,433	1,585,303
	1,110,190	1,188,204
	14,512,302	18,339,929

PASSIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Découvert en banque	10,323	
Emprunts auprès du Canada pour le fonds de roulement (note 5)	11,500,000	13,000,000
Créditeurs et frais courus	5,248,105	3,578,362
Tranche à court terme des emprunts auprès du Canada pour fins d'immobilisations	185,000	271,000
	16,943,428	16,849,362
À long terme		
Emprunts auprès du Canada pour fins d'immobilisations moins la tranche à court terme (note 5)	650,000	835,000
Provision pour les indemnités de cessation d'emploi	231,946	213,010
	881,946	1,048,010
AVOIR (NÉGATIF) DU CANADA		
Bénéfices non répartis (déficit)	(3,313,072)	442,557
	14,512,302	18,339,929

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
D. D. TANSLEY

Administrateur
A. MALONEY

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Ventes		
Produits de poisson salé	37,557,697	35,394,893
Produits de poisson mis en marché	1,140,750	1,608,962
Produits du poisson congelés (note 1)	22,109,033	5,478,748
	60,807,480	42,482,603
Déduire: transport et assurance	2,438,091	2,359,330
	58,369,389	40,123,273
Coût des biens vendus		
Coûts de production	34,137,380	34,236,566
Transport, entreposage et emballage	2,162,872	2,282,839
Autres coûts d'achat	1,046,963	1,039,106
Produits du poisson congelés (note 1)	22,109,033	5,478,748
	59,456,248	43,037,259
Perte avant les frais	1,086,859	2,913,986
Frais		
Frais de vente	630,776	603,978
Frais d'administration	689,966	621,521
Intérêt —À long terme	100,489	131,835
—À court terme	1,580,212	909,541
Gain sur change	(332,673)	(197,972)
	2,668,770	2,068,903
Perte nette pour l'exercice	3,755,629	4,982,889

ÉTAT DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS (DÉFICIT)
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Non affectés		
Solde au début de l'exercice	442,557	3,121,446
Perte nette pour l'exercice	(3,755,629)	(4,982,889)
	(3,313,072)	(1,861,443)
Ajouter: virement en provenance des bénéfices affectés		2,304,000
Solde à la fin de l'exercice	(3,313,072)	442,557
Affectés		
Solde au début de l'exercice		2,304,000
Déduire: virement aux bénéfices non affectés		2,304,000
Solde à la fin de l'exercice		
	(3,313,072)	442,557

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Utilisation des fonds		
Exploitation		
Perte nette déclarée (redressée pour tenir compte de l'amortissement et de la perte sur aliénation d'immobilisations)		4,830,132
Diminution des débiteurs, avances et créditeurs		(61,190)
Augmentation des stocks		490,938
		5,259,880
Achats d'immobilisations	98,930	8,580
Diminution de la provision pour les contributions supplémentaires à payer aux pêcheurs et aux producteurs		825,000
Diminution des emprunts auprès du Canada pour le fonds de roulement	1,500,000	
Diminution des emprunts auprès du Canada pour fins d'immobilisations	271,000	300,000
Total de l'utilisation des fonds	1,869,930	6,393,460
Provenance des fonds		
Exploitation		
Perte nette déclarée (redressée pour tenir compte de l'amortissement)	(3,578,685)	
Diminution des débiteurs, avances et créditeurs	(65,745)	
Diminution des stocks	5,375,739	
	1,731,309	
Diminution des débiteurs à long terme	3,479	10,479
Augmentation des emprunts auprès du Canada pour le fonds de roulement		6,000,000
Augmentation de la provision pour les indemnités de cessation d'emploi	18,936	19,822
Total de la provenance des fonds	1,753,724	6,030,301
Utilisation nette des fonds	116,206	363,159
Encaisse au début de l'exercice	105,883	469,042
Encaisse (découvert en banque) à la fin de l'exercice	(10,323)	105,883

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985

1. Objectifs et exploitation de l'Office

L'Office canadien du poisson salé a été constitué en mars 1970, en vertu de la Loi sur le poisson salé, pour augmenter les gains des producteurs primaires de morue préparée. L'Office est une société d'État, mentionnée à l'annexe C partie I de la Loi sur l'administration financière, et son exploitation doit être financièrement autonome. Il dépend du gouvernement du Canada pour ce qui est du fonds de roulement et des emprunts à long terme. Il n'est pas assujetti à l'impôt sur le revenu.

L'Office possède le droit exclusif d'acheter, de vendre et de commercialiser le poisson préparé et ses sous-produits dans la province de Terre-Neuve et sur la basse Côte nord du Québec, et doit acheter tout le poisson préparé d'un niveau de qualité acceptable offert pour la vente dans ces régions. Le poisson est acheté à des pêcheurs, traité par des mandataires de l'Office et subséquemment mis sur le marché par l'Office.

Ventes de poisson et de produits du poisson congelés

L'Office s'occupe de la commercialisation des produits du poisson congelés pour le compte de producteurs indépendants.

1. L'Office commercialise le poisson frais et le poisson salé, ainsi que les produits du poisson congelés (commerce du poisson) en tant que courtier, et il reçoit une commission à cet effet. Les ventes de poisson et les frais qui s'y rattachent sont inscrits dans l'état des résultats. Le montant des ventes de poisson frais et de produits du poisson congelés compris dans celui des ventes des produits de poisson mis en marché s'est élevé à $810,083 pour l'exercice.
2. L'Office commercialise également des produits du poisson congelés en vertu de contrats passés avec un certain nombre de compagnies. En vertu de ces contrats, l'Office avance jusqu'à 70% de la valeur marchande prévue pour le producteur. Le solde de la valeur marchande que reçoit le producteur est fonction du prix de vente final et de tous les frais qui s'y rattachent. L'Office ne reçoit aucune rémunération pour ce service, mais il récupère les coûts directs qu'entraîne la prestation du service, les intérêts, les avances et les frais généraux.

Dans certains cas, pour se prémunir contre toute réclamation provenant d'une tierce partie à l'endroit du producteur, l'Office acquiert le droit de propriété du produit lorsque celui-ci quitte l'usine de production. En vertu des ententes conclues avec le producteur, c'est à ce dernier que revient tout gain ou toute perte qui découle de la vente finale du produit. Ces ventes de produits du poisson congelés ainsi que les dépenses afférentes servent donc à compenser des dépenses de l'ordre de $22,109,033 (1984—$5,478,748), et elles sont inscrites comme telles dans l'état des résultats. Lorsque le droit de propriété n'est pas transféré à l'Office, les ventes $3,100,796 (1984—$8,442,505) ne sont pas inscrites dans les comptes de l'Office et viennent s'ajouter aux ventes inscrites dans l'état des résultats.

2. Conventions comptables importantes

Amortissement

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire et se fonde sur la durée prévue d'utilisation des immobilisations, de la façon suivante:

Bâtiments	20 ans
Matériel	3 à 10 ans
Ameublement et accessoires	5 ans

Conversion des devises étrangères

Les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis aux taux en vigueur à la date du bilan. Les recettes et les dépenses sont converties au taux en vigueur au moment de l'opération. Les gains et pertes sur change qui en résultent sont inclus dans le calcul du bénéfice net.

Provision pour les contributions supplémentaires aux pêcheurs et aux producteurs.

L'Office achète le poisson salé au prix fixé en premier par son conseil d'administration et obtient des services de traitement à des taux négociés. Le conseil d'administration décide d'accorder ou non des contributions supplémentaires aux pêcheurs et aux producteurs, en fonction des résultats d'exploitation. Ces contributions sont accordées à l'égard des produits achetés et traités pendant l'exercice et sont donc imputées aux résultats de l'exercice pendant lequel leur répartition est approuvée.

Régime de pensions

Les employés de l'Office participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique qu'administre le gouvernement du Canada. Les employés ainsi que l'Office doivent verser des cotisations à ce régime. Les cotisations versées à l'égard des services courants sont portées aux dépenses de la période en cours.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de l'Office ont droit à certaines indemnités de cessation d'emploi, conformément aux contrats de travail et aux conditions d'emploi. La dette relative à ces indemnités est inscrite dans les comptes au fur et à mesure que ces indemnités sont accumulées par les employés.

3. Stocks

Les stocks comprennent les catégories qui suivent:

	1985	1984
	$	$
Poisson, au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette	1,883,140	6,123,257
Emballages et fournitures, au prix coûtant	223,129	318,079
Sel, au prix coûtant	318,976	380,130
	2,425,245	6,821,466
Poisson congelé, au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette	982,804	1,962,322
	3,408,049	8,783,788

4. Immobilisations

	1985			1984
	Coût ou valeur estimative	Amortissement accumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Terrain	117,274		117,274	117,274
Bâtiment	940,092	290,698	649,394	675,269
Matériel	1,592,000	1,337,294	254,706	323,384
Ameublement et accessoires	214,257	125,441	88,816	72,277
	2,863,623	1,753,433	1,110,190	1,188,204

La dépense d'amortissement pour l'exercice terminé le 31 mars 1985 est de $176,944 ($199,964 en 1984).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985—*Fin*

5. Emprunts auprès du Canada

Les emprunts pour le fonds de roulement portent intérêt et sont remboursables dans un délai d'un an.

Le montant total des emprunts auprès du Canada et des banques à charte ne doit pas dépasser 50 millions de dollars.

Les emprunts obtenus pour le financement des dépenses en immobilisations portent intérêt et deviennent remboursables en dix versements égaux. Voici les emprunts à long terme non réglés:

Date d'échéance	Taux d'intérêt	1985	1984
	%	$	$
19 juin 1984	$7\frac{3}{4}$		73,500
22 septembre 1985	$7\frac{3}{4}$	22,500	45,000
31 mars 1986	$8\frac{7}{8}$	12,500	37,500
27 mars 1989	$10\frac{1}{4}$	40,000	50,000
28 septembre 1989	10	400,000	480,000
30 septembre 1990	$12\frac{3}{8}$	360,000	420,000
		835,000	1,106,000
Déduire: tranche à court terme		185,000	271,000
		650,000	835,000

Les exigences annuelles de remboursement au cours des cinq prochains exercices sont de $185,000 en 1986, $150,000 en 1987, 1988 et 1989 et $140,000 en 1990.

6. Événement postérieur au bilan

Le «U.S. International Trade Commission» a déclaré un droit de 20.75% de la valeur de la morue salée livrée à la frontière des É-U. à partir du mois de juillet 1985. Il est trop tôt pour évaluer l'effet global sur les activités de l'Office et sur sa situation en ce qui a trait au marché aux États-Unis.

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE JOHN A. FRASER, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS

J'ai vérifié le bilan de l'Office canadien du poisson salé au 31 mars 1984 ainsi que l'état du bénéfice brut, l'état des résultats, l'état des bénéfices non répartis et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de l'Office au 31 mars 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, sauf dans le cas de la méthode de comptabilisation des gains et pertes sur change (voir la note 2 afférente aux états financiers).

De plus, je déclare que l'Office, à mon avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés et que les états financiers sont conformes à ces derniers. Les opérations dont j'ai eu connaissance ont été effectuées dans le cadre des pouvoirs statutaires de l'Office, sauf dans le cas des activités concernant les produits du poisson congelés, lesquelles sont décrites à la note 1 afférente aux états financiers. À mon avis, ces activités ne sont pas autorisées par la Loi sur le poisson salé.

Le vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 6 juillet 1984

BILAN AU 31 MARS 1984

ACTIF	1984	1983
	$	$
À court terme		
Encaisse	105,883	469,042
Débiteurs	7,038,998	8,816,257
Stocks (note 4)	8,783,788	8,292,850
Avances aux producteurs de produits du poisson congelés (note 1)	1,215,979	
	17,144,648	17,578,149
Débiteurs à long terme	7,077	17,556
Immobilisations (note 5)		
Terrain, bâtiments et matériel, au prix coûtant ou à la valeur estimative	2,773,507	2,764,927
Déduire: amortissement accumulé	1,585,303	1,432,546
	1,188,204	1,332,381
	18,339,929	18,928,086

PASSIF	1984	1983
	$	$
À court terme		
Emprunts auprès du Canada pour le fonds de roulement (note 6)	13,000,000	7,000,000
Créditeurs et frais courus	3,578,362	4,078,452
Provision pour les contributions supplémentaires à payer aux pêcheurs et aux producteurs (note 3)		825,000
Tranche à court terme des emprunts auprès du Canada pour fins d'immobilisations	271,000	312,500
	16,849,362	12,215,952
À long terme		
Emprunts auprès du Canada pour fins d'immobilisations moins la tranche à court terme (note 6)	835,000	1,093,500
Provision pour les indemnités de cessation d'emploi (note 3)	213,010	193,188
	1,048,010	1,286,688
AVOIR DU CANADA		
Bénéfices non répartis	442,557	5,425,446
	18,339,929	18,928,086

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
D. D. TANSLEY

Administrateur
WILLIAM WELLS

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ—*Suite*

ÉTAT DU BÉNÉFICE BRUT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1984

	1984			1983
	Salé et mis en marché	Congelé	Total	Salé et mis en marché
	$	$	$	$
Ventes				
Produits de poisson salé	35,394,893		35,394,893	47,332,804
Produits mis en marché	1,608,962		1,608,962	5,304,978
Produits du poisson congelés (note 1)		5,478,748	5,478,748	
	37,003,855	5,478,748	42,482,603	52,637,782
Déduire: transport et assurance	2,359,330		2,359,330	3,502,605
	34,644,525	5,478,748	40,123,273	49,135,177
Coût des biens vendus				
Coûts de production	34,236,566		34,236,566	43,982,598
Transport, entreposage et emballage	2,282,839		2,282,839	1,877,954
Autres coûts d'achat	1,039,106		1,039,106	842,272
Produits du poisson congelés (note 1)		5,478,748	5,478,748	
	37,558,511	5,478,748	43,037,259	46,702,824
Bénéfice brut (perte)	(2,913,986)		(2,913,986)	2,432,353

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1984

	1984	1983
	$	$
Bénéfice brut (perte)	(2,913,986)	2,432,353
Frais		
Frais de vente	603,978	834,484
Frais d'administration	621,521	560,743
Intérêt—À long terme	131,835	160,389
—À court terme	909,541	80,232
Gain sur change	(197,972)	(62,261)
	2,068,903	1,573,587
(Perte) bénéfice, compte non tenu des contributions supplémentaires aux pêcheurs et aux producteurs	(4,982,889)	858,766
Contributions supplémentaires aux pêcheurs et aux producteurs (note 3)		825,000
Bénéfice net (perte) pour l'exercice	(4,982,889)	33,766

ÉTAT DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1984

	1984	1983
	$	$
Non affectés		
Solde au début de l'exercice	3,121,446	3,087,680
Bénéfice net (perte) pour l'exercice	(4,982,889)	33,766
	(1,861,443)	3,121,446
Ajouter: virement en provenance des bénéfices affectés	2,304,000	
Solde à la fin de l'exercice	442,557	3,121,446
Affectés (note 7)		
Solde au début de l'exercice	2,304,000	2,304,000
Déduire: virement aux bénéfices non affectés	2,304,000	
Solde à la fin de l'exercice		2,304,000
	442,557	5,425,446

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1984

	1984	1983
	$	$
Provenance du fonds de roulement		
Exploitation		
Bénéfice net (perte) pour l'exercice	(4,982,889)	33,766
Postes n'exigeant pas de sortie de fonds		
Amortissement	199,964	227,575
Augmentation de la provision pour les indemnités de cessation d'emploi	19,822	32,426
	(4,763,103)	293,767
Diminution des débiteurs à long terme	10,479	17,185
	(4,752,624)	310,952
Utilisation du fonds de roulement		
Additions nettes aux immobilisations	55,787	64,822
Emprunts auprès du Canada pour fins d'immobilisations devenant exigibles à court terme	258,500	312,500
	314,287	377,322
Diminution du fonds de roulement	5,066,911	66,370
Fonds de roulement au début de l'exercice	5,362,197	5,428,567
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	295,286	5,362,197

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1984

1. Objectifs et exploitation de l'Office

L'Office canadien du poisson salé a été constitué en mars 1970, en vertu de la Loi sur le poisson salé, pour augmenter les gains des producteurs primaires de morue préparée. L'Office est une société mandataire de l'État, mentionnée à l'annexe C de la Loi sur l'administration financière, et son exploitation doit être financièrement autonome. Il dépend du gouvernement du Canada pour ce qui est du fonds de roulement et des emprunts à long terme. Il n'est pas assujetti à l'impôt sur le revenu.

L'Office possède le droit exclusif d'acheter, de vendre et de commercialiser le poisson préparé et ses sous-produits dans la province de Terre-Neuve et sur la basse Côte nord du Québec, et doit acheter tout le poisson préparé d'un niveau de qualité acceptable offert pour la vente dans ces régions. Le poisson est acheté à des pêcheurs, traité par des mandataires de l'Office et subséquemment mis sur le marché par l'Office.

Ventes de poisson et de produits du poisson congelés

L'Office s'occupe de la commercialisation des produits du poisson congelés pour le compte de producteurs indépendants.

1. L'Office commercialise le poisson frais et le poisson salé, ainsi que les produits du poisson congelés (commerce du poisson) en tant que courtier, et il reçoit une commission à cet effet. Les ventes de poisson et les frais qui s'y rattachent sont inscrits dans l'état des bénéfices bruts. Le montant des ventes de poisson frais et de produits du poisson congelés compris dans celui des ventes des produits mis en marché s'est élevé à $907,229 pour l'exercice.
2. L'Office commercialise également des produits du poisson congelés en vertu de contrats passés avec un certain nombre de compagnies. En vertu de ces contrats, l'Office avance jusqu'à 70% de la valeur marchande prévue pour le producteur. Le solde de la valeur marchande que reçoit le producteur est fonction du prix de vente final et de tous les frais qui s'y rattachent. L'Office ne reçoit aucune rémunération pour ce service, mais il récupère les coûts directs qu'entraîne la prestation du service, les intérêts, les avances et les frais généraux.

   Dans certains cas, pour se prémunir contre toute réclamation provenant d'une tierce partie à l'endroit du producteur, l'Office acquiert le droit de propriété du produit lorsque celui-ci quitte l'usine de production. En vertu des ententes conclues avec le producteur, c'est à ce dernier que revient tout gain ou toute perte qui découle de la vente finale du produit. Ces ventes de produits du poisson congelés ainsi que les dépenses afférentes servent donc à compenser des dépenses de l'ordre de $5,478,748, et elles sont inscrites comme telles dans l'état du bénéfice brut. Lorsque le droit de propriété n'est pas transféré à l'Office, les ventes ($8,442,505) ne sont pas inscrites dans les livres de comptes de l'Office et viennent s'ajouter aux ventes inscrites dans l'état du bénéfice brut.

2. Politique en matière d'opérations de change

Depuis le 1er avril 1983, l'Office a adopté comme convention comptable l'inclusion de tous les gains et pertes qui découlent de la conversion des éléments d'actif et de passif monétaires pour l'exercice. Auparavant, les gains non réalisés à la fin de l'exercice n'étaient pas inscrits. Cette façon de procéder permet de mieux rapporter les résultats d'opérations de change. Comme les répercussions de ce changement sur les gains déclarés lors d'exercices précédents ne sont pas importantes, la convention n'a pas été appliquée rétroactivement.

3. Conventions comptables importantes

Amortissement

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire et se fonde sur la durée prévue d'utilisation des immobilisations, de la façon suivante:

Bâtiments	20 ans
Matériel	3 à 10 ans
Ameublement et accessoires	5 ans

Conversion des devises étrangères

Les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis aux taux en vigueur au moment de la présentation du bilan. Les recettes et les dépenses sont converties au taux en vigueur au moment de l'opération. Les gains et pertes sur change sont inclus dans le calcul du bénéfice net.

Provision pour les contributions supplémentaires aux pêcheurs et aux producteurs.

L'Office achète le poisson salé au prix fixé en premier par son conseil d'administration et obtient des services de traitement à des taux négociés. Le conseil d'administration décide d'accorder ou non des contributions supplémentaires aux pêcheurs et aux producteurs, en fonction des résultats d'exploitation. Ces contributions sont accordées à l'égard des produits achetés et traités pendant l'exercice et sont donc imputées aux résultats de l'exercice pendant lequel leur répartition est approuvée.

Régime de pensions

Les employés de l'Office participent tous au Régime de pension de retraite de la Fonction publique qu'administre le gouvernement du Canada. Les employés ainsi que l'Office doivent verser des cotisations à ce régime. Les cotisations versées à l'égard des services courants sont portées aux dépenses de la période en cours.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de l'Office ont droit à certaines indemnités de cessation d'emploi, conformément aux contrats de travail et aux conditions d'emploi. La dette relative à ces indemnités est consignée dans les comptes étant donné que ces indemnités reviennent aux employés.

4. Stocks

Les stocks comprennent les catégories qui suivent:

	1984	1983
	$	$
Poisson, au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette	6,123,257	7,560,960
Emballages et fournitures, au prix coûtant	318,079	208,483
Sel, au prix coûtant	380,130	523,407
	6,821,466	8,292,850
Poisson congelé, au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette	1,962,322	
	8,783,788	8,292,850

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1984—*Fin*

5. Immobilisations

			1984	1983
	Coût ou valeur estimative	Amortissement accumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Terrain	117,274		117,274	117,574
Bâtiments	904,540	229,271	675,269	714,896
Matériel	1,587,260	1,263,876	323,384	420,320
Ameublement et accessoires	164,433	92,156	72,277	79,591
	2,773,507	1,585,303	1,188,204	1,332,381

La dépense d'amortissement pour l'exercice terminé le 31 mars 1984 est de $199,964 ($277,575 en 1983).

6. Emprunts auprès du Canada

Les emprunts afférents au fonds de roulement portent intérêt et sont remboursables dans un délai d'un an.

Le montant total des emprunts auprès du Canada et des banques à charte ne doit pas dépasser 30 millions de dollars.

Les emprunts obtenus pour le financement des dépenses en capital portent intérêt et deviennent remboursables en dix versements égaux. Voici les emprunts à long terme non réglés:

Date d'échéance	Taux % d'intérêt	1984	1983
		$	$
25 mars 1984	7⅝		54,000
19 juin 1984	7⅛	73,500	147,000
22 septembre 1985	7¾	45,000	67,500
31 mars 1986	8⅜	37,500	37,500
27 mars 1989	10¼	50,000	60,000
28 septembre 1989	10	480,000	560,000
30 septembre 1990	12⅛	420,000	480,000
		1,106,000	1,406,000
Déduire: tranche à court terme		271,000	312,500
		835,000	1,093,500

Les exigences annuelles de remboursement au cours des cinq prochains exercices sont de $271,000 en 1985, de $185,000 en 1986 et de $150,000 en 1987, 1988 et 1989.

7. Bénéfices non répartis affectés

Le conseil d'administration a établi que les sommes suivantes seraient prélevées sur les bénéfices non répartis:

	31 mars 1984	31 mars 1983
	$	$
Réinvestissement en immobilisations		1,004,000
Éventualités générales		1,000,000
Amélioration de la qualité et du traitement		200,000
Recherche et développement		100,000
		2,304,000

PAGE RÉCAPITULATIVE

OFFICE DE COMMERCIALISATION DU POISSON D'EAU DOUCE

MANDAT

Réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce.

ANTÉCÉDENTS

La loi régissant la société lui permet de monopoliser le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce provenant des Territoires du Nord-Ouest, des trois provinces des Prairies et d'une partie du Nord de l'Ontario. Cette société a pour objectif a) de structurer la commercialisation du poisson; b) d'augmenter les revenus des pêcheurs; et c) de promouvoir les marchés internationaux du poisson et d'augmenter le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson. Cette loi exige aussi que la société mène ses opérations de façon financièrement autonome, c'est-à-dire sans l'apport de crédits.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	1199, Plessis Road Winnipeg (Manitoba) R2C 3L4
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Fraser, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Pêches et Océans
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1968; *Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce* (S.R.C. 70, C. F-13)
PREMIER DIRIGEANT	J.T. Dunn
PRÉSIDENT	Donald D. Tansley
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 30 avril.

	1984-1985	1983-1984	1982-1983	1981-1982
À la fin de l'exercice				
Actif total	25.0	19.5	23.3	24.2
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	13.3	9.8	18.1	14.8
Avoir du Canada	1.6	1.3	1.1	1.0
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	néant	néant	néant
— non budgétaire, net	3.5	(8.3)	3.3	0.4

OFFICE DE COMMERCIALISATION DU POISSON D'EAU DOUCE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE JOHN A. FRASER, C.P., C.R., DÉPUTÉ
MINISTRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS

J'ai vérifié le bilan de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce au 30 avril 1985 ainsi que les états des résultats et des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 30 avril 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Office dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce et aux règlements administratifs de l'Office.

Pour le vérificateur général du Canada
D. LARRY MEYERS, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 19 juillet 1985

BILAN AU 30 AVRIL 1985

ACTIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Débiteurs		
Commerce	4,338,544	5,264,374
Contributions (note 3)	136,878	225,000
Autres	954,024	851,220
Stocks		
Produits finis du poisson	11,724,446	5,702,542
Matériaux d'emballage et accessoires	928,532	1,032,787
Frais payés d'avance	65,406	70,831
	18,147,830	13,146,754
Terrains, bâtiments et matériel (note 4)	6,807,631	6,316,909
	24,955,461	19,463,663

PASSIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Dette bancaire	254,086	128,426
Créditeurs	2,175,503	2,060,636
Intérêts courus à payer	305,972	276,496
Emprunts auprès du Canada pour le fonds de roulement (note 5)	9,787,000	5,750,000
Tranche à court terme des emprunts auprès du Canada pour les immobilisations (note 5)	883,046	530,043
Provision pour les paiements définitifs à verser aux pêcheurs	7,328,638	5,885,943
	20,734,245	14,631,544
À long terme		
Emprunts hypothécaires	9,000	25,098
Emprunts auprès du Canada pour les immobilisations (note 5)	2,627,159	3,510,205
	2,636,159	3,535,303
	23,370,404	18,166,847
AVOIR		
Bénéfices non répartis	1,585,057	1,296,816
	24,955,461	19,463,663

Approuvé par le Conseil:

Administrateur
D. M. CAUVIN

Administrateur
R. E. ENGLAND

OFFICE DE COMMERCIALISATION DU POISSON D'EAU DOUCE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 AVRIL 1985

	1985	1984
	$	$
Ventes	42,005,955	44,696,689
Dépenses		
Coût des ventes	31,075,952	34,777,050
Intérêts (note 6)	1,102,311	1,241,129
Traitements et prestations aux employés	1,010,944	1,069,548
Amortissement	757,620	650,422
Créances irrécouvrables	121,962	242,194
Autres	586,146	570,066
	34,654,935	38,550,409
Bénéfice, avant la provision pour les paiements définitifs à verser aux pêcheurs et le poste extraordinaire	7,351,020	6,146,280
Provision pour les paiements définitifs à verser aux pêcheurs	7,328,638	5,911,219
Bénéfice avant le poste extraordinaire	22,382	235,061
Poste extraordinaire (note 7)	265,859	
Bénéfice net pour l'exercice	288,241	235,061
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	1,296,816	1,061,755
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	1,585,057	1,296,816

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 AVRIL 1985

	1985	1984
	$	$
Provenance des fonds		
Exploitation		
Bénéfice avant le poste extraordinaire	22,382	235,061
Amortissement, poste n'exigeant pas de sortie de fonds	757,620	650,422
Poste extraordinaire	265,859	
	1,045,861	885,483
Fonds obtenus d'emprunts hypothécaires		25,098
	1,045,861	910,581
Utilisation des fonds		
Remboursement des emprunts hypothécaires	16,098	
Additions aux terrains, bâtiments et matériel	1,248,342	528,760
Diminution des emprunts auprès du Canada pour les immobilisations	883,046	530,043
	2,147,486	1,058,803
Augmentation du fonds de roulement négatif	1,101,625	148,222
Fonds de roulement négatif au début de l'exercice	1,484,790	1,336,568
Fonds de roulement négatif à la fin de l'exercice	2,586,415	1,484,790

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 30 AVRIL 1985

1. Objectifs et activités

L'Office a été établi en 1969 par la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce, à titre de société sans capital-actions, en vue de commercialiser, de vendre et d'acheter du poisson ainsi que des produits et des sous-produits du poisson à l'intérieur et à l'extérieur du Canada. L'Office est une société d'État mandataire nommée à la Partie I de l'Annexe C de la Loi sur l'administration financière. L'Office est tenue de mener ses opérations sur une base financière autonome. L'ensemble de ses emprunts auprès du Canada et des banques ne peut dépasser $30 millions.

L'Office bénéficie du droit exclusif de commercialiser les produits de la pêche commerciale des provinces qui participent au programme et ce, aux niveaux interprovincial et international. La participation du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta, de l'Ontario et des Territoires du Nord-Ouest a été établie en vertu d'une entente conclue avec le gouvernement du Canada.

2. Conventions comptables importantes

Stocks

Les stocks de produits finis du poisson sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur nette de réalisation. Les matériaux d'emballage et accessoires sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur de remplacement.

Amortissement

L'amortissement est calculé en fonction de la durée prévue d'utilisation des immobilisations selon les méthodes et les taux annuels suivants:

Bâtiments	—Stations lacustres	Amortissement linéaire	10%
	—Usines	Amortissement linéaire	2 ½%
Matériel	—Machines et matériel de bureau	Amortissement dégressif	10-25%
	—Roulant	Amortissement dégressif	30%
Bacs de livraison du poisson frais		Amortissement linéaire	10%
Bateau collecteur		Amortissement linéaire	6 ⅔%

Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire pendant la durée du bail. Les baux sont d'une durée de 20 ans au maximum.

Paiements aux pêcheurs

L'Office achète le poisson à des prix de base établis par le Conseil d'administration et le coût de ces achats est compris dans le coût des ventes. Les prix de base sont calculés à partir des prévisions établies par l'Office et se situent ordinairement à 80% de l'ensemble des paiements (de base et définitifs) que l'Office prévoit devoir verser aux pêcheurs. Après la fin de l'exercice, le Conseil établit, s'il y a lieu, les paiements définitifs à verser aux pêcheurs en fonction des résultats d'exploitation de l'exercice. Les paiements définitifs sont effectués à l'égard des produits achetés au cours de l'exercice et sont donc imputés aux résultats de l'exercice en cours.

Conversion des devises étrangères

Les comptes débiteurs et les comptes créditeurs exprimés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens au taux du change en vigueur à la fin de l'exercice. Les opérations commerciales effectuées en devises étrangères au cours de l'exercice sont converties en dollars canadiens au taux en vigueur au moment de l'opération. Les gains et pertes qui découlent des conversions sont imputés aux intérêts débiteurs.

Contributions

Les contributions reçues relativement aux terrains, bâtiments et matériel sont portées au crédit du coût des immobilisations; celles qui sont reçues relativement au programme d'étude de la recherche sur le marché sont portées au crédit des créditeurs et sont réduites à mesure que les fonds sont dépensés, et celles à l'égard de l'étude sur la productivité des usines sont créditées au coût des ventes.

3. Contributions

L'Office a reçu les contributions suivantes envers les coûts des terrains, bâtiments et matériel, et d'autres programmes financés par un certain nombre de ministères et d'organismes fédéraux et provinciaux:

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 30 AVRIL 1985—*Fin*

	Terrains, bâtiments et matériel	Étude sur l'augmentation de la productivité des usines	Développement de la recherche sur le marché
	$	$	$
Gouvernement du Canada			
Ministère des Pêches et des Océans	409,737		
Commission de l'Emploi et de l'Immigration du Canada	197,809		
Ministère de l'Expansion industrielle régionale	194,215	77,638	
Ministère des Affaires extérieures			114,846
Province du Manitoba			
Projet spécial «A.R.D.A.»	154,167		
Territoires du Nord-Ouest			
Projet spécial «A.R.D.A.»	187,379		
Province de l'Ontario			
Ministère des Richesses naturelles			8,110
	1,143,307	77,638	122,956

4. Terrains, bâtiments et matériel

	1985			1984
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
	$	$	$	$
Terrains	330,587		330,587	332,060
Bâtiments	5,205,379	1,784,456	3,420,923	3,555,001
Matériel	5,263,541	3,460,955	1,802,586	1,299,042
Bacs de livraison du poisson frais	1,321,961	769,892	552,069	744,457
Bateau collecteur	363,794	282,361	81,433	96,945
Améliorations locatives	420,904	339,809	81,095	96,061
Construction en cours	538,938		538,938	193,343
	13,445,104	6,637,473	6,807,631	6,316,909

5. Emprunts auprès du Canada

Ces emprunts sont garantis par des billets à ordre et ils sont consentis en vertu de l'article 17 de la Loi. Voici les emprunts non réglés au 30 avril 1985:

	Taux d'intérêt	Montant
	%	$
Emprunts pour le fonds de roulement	9½	1,000,000
	9⅝	1,787,000
	10	1,500,000
	10⅜	3,000,000
	11½	2,500,000
		9,787,000
Emprunts pour les immobilisations	8¼	610,975
	10⅛	300,000
	10⅜	1,191,122
	14	408,108
	15⅜	450,000
	15⅝	550,000
		3,510,205
Déduire: la tranche à court terme		883,046
		2,627,159

Les emprunts pour le fonds de roulement sont remboursables sur demande et les emprunts pour les immobilisations sont remboursés en montants correspondants à la somme de la provision annuelle pour l'amortissement des terrains, bâtiments et matériel plus le produit tiré de l'aliénation de ces derniers.

6. Intérêts débiteurs

	1985	1984
	$	$
Intérêts sur les emprunts auprès du Canada		
Fonds de roulement	833,847	938,213
Immobilisations	425,883	474,112
	1,259,730	1,412,325
Gain sur le change étranger	(146,928)	(121,103)
Intérêts créditeurs (nets)	(10,491)	(50,093)
	1,102,311	1,241,129

7. Poste extraordinaire

Au cours de l'exercice, l'Office a subi une perte due à l'incendie à l'Île Simpson (T.N.-O.). Les produits de l'assurance ont dépassé la valeur comptable de la propriété détruite par une somme de $265,859.

8. Impôts sur le revenu

L'Office peut déduire aux fins de l'impôt un dégrèvement de 3 p. 100 à l'égard de ses stocks et une partie de son allocation du coût en capital admissible; elle n'a donc aucun revenu imposable pour l'exercice. En outre, au 30 avril 1985, l'excédent de la fraction non amortie du coût en capital sur la valeur comptable nette des terrains, bâtiments et matériel, qui se chiffrait à $4,446,049 ($4,349,509 en 1984), peut servir à réduire le revenu imposable des exercices ultérieurs.

9. Rémunération à des représentants étrangers

Au cours de l'exercice, l'Office a versé des sommes totalisant $668,228 ($767,630 en 1984) aux représentants de vente étrangers qui suivent: L.H. Frohman and Sons, Juhl Brokerage Incorporated, Bill Bush & Associates, R.M. Sloan Co., Mile Hi Country Sales Co., Sahakian & Salm, Benolken Brokerage, International Pacific Seafoods, Inc., 4 J's Foodservices Sales (États-Unis); I. LeGrand H. Malo et Cie (France); Lejos Oy (Finlande); A.B.P. Jorgensen (Suède); et Rud Kanzow GmbH & Co. (Allemagne).

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE HERB BREAU, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS

J'ai vérifié le bilan de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce au 30 avril 1984 ainsi que l'état des résultats et des bénéfices non répartis et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de l'Office au 30 avril 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, je déclare que l'Office, à mon avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que les états financiers sont conformes à ces derniers et que les opérations dont j'ai eu connaissance ont été effectuées dans le cadre de ses pouvoirs statutaires.

Le vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 20 juillet 1984

BILAN AU 30 AVRIL 1984

ACTIF	1984	1983
	$	$
À court terme		
Débiteurs		
Commerce	5,264,374	4,062,838
Coûts récupérables (note 3)		789,577
Contributions (note 4)	225,000	
Autres	851,220	939,246
Stocks		
Produits finis du poisson	5,702,542	9,655,300
Matériaux d'emballage et accessoires	1,032,787	1,321,593
Frais payés d'avance	70,831	96,777
	13,146,754	16,865,331
Terrains, bâtiments et matériel (note 5)	6,316,909	6,438,571
	19,463,663	23,303,902

PASSIF	1984	1983
	$	$
À court terme		
Dette bancaire	128,426	728,402
Créditeurs	2,060,636	3,007,489
Intérêts courus à payer	276,496	414,215
Emprunts auprès du Canada pour le fonds de roulement (note 6)	5,750,000	13,450,000
Tranche à court terme des emprunts auprès du Canada pour les immobilisations (note 6)	530,043	601,793
Provision pour paiements définitifs à verser aux pêcheurs	5,885,943	
	14,631,544	18,201,899
À long terme		
Hypothèques à payer	25,098	
Emprunts auprès du Canada pour les immobilisations (note 6)	3,510,205	4,040,248
	3,535,303	4,040,248
	18,166,847	22,242,147
AVOIR		
Bénéfices non répartis	1,296,816	1,061,755
	19,463,663	23,303,902

Approuvé par le Conseil:

Administrateur
R. E. ENGLAND

Administrateur
D. D. TANSLEY

OFFICE DE COMMERCIALISATION DU POISSON D'EAU DOUCE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 AVRIL 1984

	1984	1983
	$	$
Ventes	44,696,689	39,200,624
Coût des ventes	34,777,050	34,611,980
Marge brute	9,919,639	4,588,644
Frais de vente et d'administration		
Intérêts (note 7)	1,241,129	2,085,722
Traitements et prestations aux employés	1,069,548	1,021,701
Amortissement	650,422	683,609
Mauvaises créances	242,194	195,588
Autres	570,066	560,264
	3,773,359	4,546,884
Bénéfice avant les paiements définitifs à verser aux pêcheurs	6,146,280	41,760
Provision pour paiements définitifs à verser aux pêcheurs	5,911,219	
Bénéfice net pour l'exercice	235,061	41,760
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	1,061,755	1,019,995
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	1,296,816	1,061,755

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 AVRIL 1984

	1984	1983
	$	$
Provenance des fonds		
Exploitation		
Bénéfice net pour l'exercice	235,061	41,760
Amortissement, poste n'exigeant pas de sortie de fonds	650,422	683,609
	885,483	725,369
Hypothèques obtenues	25,098	
	910,581	725,369
Utilisation des fonds		
Additions aux terrains, bâtiments et matériel	528,760	246,876
Diminution des emprunts auprès du Canada pour les immobilisations	530,043	601,793
	1,058,803	848,669
Augmentation du fonds de roulement négatif	148,222	123,300
Fonds de roulement négatif au début de l'exercice	1,336,568	1,213,268
Fonds de roulement négatif à la fin de l'exercice	1,484,790	1,336,568

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 30 AVRIL 1984

1. Objectifs et activités

L'Office a été créé en 1969 par la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce, à titre de société sans capital-actions, en vue de commercialiser, de vendre et d'acheter du poisson ainsi que des produits et des sous-produits du poisson à l'intérieur et à l'extérieur du Canada. L'Office est une société (de propriétaire) de la Couronne et figure à l'annexe D de la Loi sur l'administration financière. L'Office est tenue de mener ses opérations sur une base financière autonome. Ses emprunts auprès du Canada ou des banques ne peuvent dépasser $20 millions.

L'Office bénéficie du droit exclusif de commercialiser les produits de la pêche commerciale des provinces qui participent au programme et ce, aux niveaux interprovincial et international. La participation du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta, de l'Ontario et des Territoires du Nord-Ouest a été établie en vertu d'une entente conclue avec le gouvernement du Canada.

2. Conventions comptables importantes

Stocks

Les stocks de produits finis du poisson sont évalués au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. Les matériaux d'emballage et accessoires sont évalués au prix coûtant ou à la valeur de remplacement, selon le moins élevé des deux.

Amortissement

L'amortissement est calculé en fonction de la durée prévue d'utilisation des immobilisations selon les méthodes et les taux annuels suivants:

Bâtiments	—Stations lacustres	Amortissement linéaire	10%
	—Usine	Amortissement linéaire	2 ½%
Matériel	—Usine	Amortissement dégressif	10-25%
	—Mobile	Amortissement dégressif	30%
Bacs de livraison de poisson frais		Amortissement linéaire	10%
Bateau collecteur		Amortissement linéaire	6 ⅔%

Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire pendant la durée du bail. Les baux sont d'une durée de 20 ans au maximum.

Paiements aux pêcheurs

L'Office achète le poisson à des prix de base établis par le Conseil d'administration et le coût de ces achats est compris dans le coût des ventes. Les prix de base sont calculés à partir des prévisions établies par l'Office et se situent ordinairement à 80% de l'ensemble des paiements (de base et définitifs) que l'Office prévoit devoir verser aux pêcheurs. Après la fin de l'exercice, le Conseil détermine, s'il y a lieu, les paiements définitifs à verser aux pêcheurs en fonction des résultats de l'exploitation de l'exercice. Les paiements définitifs sont effectués à l'égard des produits achetés au cours de l'exercice et sont donc imputés à l'exploitation de l'exercice en cours.

Conversion des devises étrangères

Les débiteurs et les créditeurs exprimés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les transactions commerciales effectuées en devises étrangères au cours de l'exercice sont converties en dollars canadiens au taux en vigueur au moment de la transaction. Les gains et pertes qui découlent des conversions sont imputés aux intérêts débiteurs.

Contributions

Les contributions reçues relativement aux terrains, bâtiments et matériel sont portées au crédit du coût des immobilisations; celles qui sont reçues relativement aux programmes de création d'emplois sont portées au crédit des créditeurs et sont réduites à mesure que les fonds sont dépensés.

3. Coûts récupérables

L'Office exploite certaines usines d'emballage et de traitement du poisson qui, en raison de leur éloignement, entraînent des frais de transport et autres coûts excessifs. Il prévoit récupérer ces sommes auprès des divers ministères fédéraux et provinciaux de qui dépend la poursuite de ces opérations. Dans le cas où ces frais ne pourraient être perçus des gouvernements concernés, l'Office entend les récupérer à même les paiements définitifs à verser aux pêcheurs.

OFFICE DE COMMERCIALISATION DU POISSON D'EAU DOUCE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 30 AVRIL 1984—*Fin*

4. Contributions

L'Office a reçu, au titre des coûts relatifs aux terrains, bâtiments et matériel et au titre des programmes de création d'emplois, des contributions versées par un certain nombre de ministères et d'organismes fédéraux et provinciaux. En voici un bref relevé:

	Programmes de création d'emplois	Terrains, bâtiments et matériel
	$	$
Gouvernement du Canada		
Ministère des Travaux publics		14,984
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	776,232	
Ministère des Pêches et Océans	587,349	
Province du Manitoba		
Projet spécial A.R.D.A.	129,673	
Programme de création d'emplois dans le Nord	1,779	
Programme de soutien à l'emploi	125,040	
Province de la Saskatchewan		
Ministère des Parcs et des Ressources renouvelables	3,484	
Province de l'Ontario		
Ministère des Richesses naturelles	35,026	
	1,658,583	14,984

Outre les sommes susmentionnées, l'Office a reçu $72,980 du ministère fédéral des Affaires extérieures au titre d'un programme de recherche portant sur l'expansion du marché du corégone.

5. Terrains, bâtiments et matériel

	1984			1983
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur nette	Valeur nette
	$	$	$	$
Terrain	332,060		332,060	316,692
Bâtiments	5,155,720	1,600,719	3,555,001	3,509,929
Matériel	4,629,532	3,330,490	1,299,042	1,353,271
Bacs de livraison de poisson frais	1,344,334	599,877	744,457	889,213
Bateau collecteur	339,688	242,743	96,945	98,687
Améliorations locatives	429,241	333,180	96,061	109,437
Construction en cours	193,343		193,343	161,342
	12,423,918	6,107,009	6,316,909	6,438,571

6. Emprunts auprès du Canada

Ces emprunts, garantis par des billets à ordre, sont faits en vertu de l'article 17 de la Loi. Voici les emprunts non réglés au 30 avril 1984:

	Taux d'intérêt	Montant
	%	$
Emprunts pour le fonds de roulement	9⅞	450,000
	10⅛	3,300,000
	11⅜	2,000,000
		5,750,000
Emprunts pour les immobilisations	8¼	801,044
	9⅛	339,974
	10¼	300,000
	10⅞	1,191,122
	14	408,108
	15⅛	450,000
	15⅝	550,000
		4,040,248
Moins: la tranche à court terme		530,043
		3,510,205

Les emprunts pour le fonds de roulement sont remboursables sur demande. Les emprunts pour les immobilisations sont habituellement remboursés en montants correspondants à la somme de la provision annuelle pour l'amortissement des terrains, bâtiments et matériel plus le produit tiré de l'aliénation de ces derniers.

7. Intérêts débiteurs

	1984	1983
	$	$
Intérêts sur les emprunts auprès du gouvernement du Canada		
Fonds de roulement	938,213	1,602,890
Immobilisations	474,112	516,765
	1,412,325	2,119,655
Pertes ou (gains) sur la conversion des devises étrangères	(121,103)	6,953
Intérêts créditeurs (nets)	(50,093)	(40,886)
	1,241,129	2,085,722

8. Impôts sur le revenu

L'Office peut déduire aux fins de l'impôt un dégrèvement de 3 p. 100 à l'égard de ses stocks et une partie de son allocation du coût en capital admissible; elle n'a donc aucun revenu imposable pour l'exercice. En outre, au 30 avril 1984, l'excédent de la fraction non amortie du coût en capital sur la valeur comptable nette des terrains, bâtiments et matériel, qui se chiffrait à $3,002,175 ($3,033,472 en 1983), peut servir à réduire le revenu imposable des exercices ultérieurs.

9. Rémunération des représentants à l'étranger

Au cours de l'exercice, l'Office a versé des sommes totalisant $767,630 ($603,302 en 1983) à ses représentants des ventes à l'étranger: L.H. Frohman and Sons, Juhl Brokerage Incorporated, Bill Bush & Associates, R.M. Sloan Co., Mile Hi Country Sales Co., Associated Gourment Brokers, Sahakian & Salm, Benolken Brokerage, Robert A. Smith Seafoods, International Pacific Seafoods, Inc., 4 J's Foodservices Sales (États-Unis); I. LeGrand H. Malo et Cie (France); Lejos Oy (Finlande); A.B.P. Jorgensen (Suède); et Rud Kanzow GmbH & Co. (Allemagne).

10. Événement postérieur à la date du bilan

Le projet de Loi C-24, visant à modifier la Loi sur l'administration financière en ce qui a trait aux sociétés de la Couronne, a été adopté le 28 juin 1984. Une fois que la Loi sera entrée en vigueur, l'Office sera classée parmi les sociétés mentionnées à l'annexe C de la Partie I.

PAGE RÉCAPITULATIVE

PÊCHERIES CANADA INC.

MANDAT

PCI est une société de portefeuille, sans mandat d'exploitation.

ANTÉCÉDENTS

Constituée en février 1984, elle est devenue société d'État mère le 27 février 1985. Elle détient 87 pour cent des actions émises par Pêcheries Cartier Inc., une entreprise de transformation des produits de la pêche.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	1155, boul. Dorchester ouest Pièce 3900 Montréal (Québec) H3B 3V2
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Sinclair Stevens c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Expansion industrielle régionale
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	Le 29 février, 1984 par lettres patentes de constitution en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	Michel Vennat
VÉRIFICATEUR	Price Waterhouse

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	5 mars 1984 au 31 décembre 1984
À la fin de l'exercice	
Actif total	20.9
Engagements envers le secteur privé	néant
Engagements envers le Canada	0.5
Avoir du Canada	12.3
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice	
— budgétaire	néant
— non budgétaire	31.5

PÊCHERIES CANADA INC.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'ACTIONNAIRE DE
PÊCHERIES CANADA INC.

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Pêcheries Canada Inc. au 31 décembre 1984 ainsi que l'état des résultats et déficit consolidés et l'état de l'évolution de la situation financière consolidée pour la période allant du 5 mars au 31 décembre 1984. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1984, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour la période allant du 5 mars au 31 décembre 1984 selon les principes comptables généralement reconnus.

De plus, nous déclarons que la compagnie, à notre avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que les états financiers sont conformes à ces derniers et que les opérations dont nous avons pris connaissance ont été effectuées dans le cadre de ses pouvoirs statutaires.

Comptables agréés
PRICE WATERHOUSE

le 15 mars 1985

BILAN CONSOLIDÉ
31 DÉCEMBRE 1984

ACTIF	1984 $	1984 $
À court terme		
Débiteurs (note 3)	5,131,171	
Stocks (note 4)	3,807,446	
Charges payées d'avance	159,402	9,098,019
Prêts hypothécaires		203,078
Immobilisations, net (note 5)		9,538,209
Autres éléments d'actif (note 6)		307,277
Achalandage (déduction faite d'un amortissement de $197,135) (note 2d))		1,774,237
		20,920,820

PASSIF	1984 $	1984 $
À court terme		
Emprunts à vue et découverts bancaires (note 7)	2,680,272	
Créditeurs et charges à payer	2,423,163	5,103,435
Crédit reporté—Subventions gouvernementales (note 8)		489,000
Part des actionnaires minoritaires (note 9)		3,074,070
CAPITAL-ACTIONS ET DÉFICIT		
Capital-actions (note 10)		28,500,000
Déficit		(16,245,685)
		12,254,315
		20,920,820

Approuvé par le Conseil:

Administrateur
JOHN SYLVAIN

Administrateur
RAYMOND GAGNÉ

PÊCHERIES CANADA INC.—*Suite*

RÉSULTATS ET DÉFICIT CONSOLIDÉS
PÉRIODE ALLANT DU 5 MARS AU 31 DÉCEMBRE 1984

	1984	
	$	$
Ventes		19,186,835
Coût des produits vendus		19,740,337
Perte sur ventes		553,502
Charges		
Marketing et distribution	1,710,222	
Frais d'administration	2,086,551	
Frais financiers	212,321	
Amortissement de l'achalandage	197,135	4,206,229
		4,759,731
Autres revenus		(796,592)
Perte au titre des activités poursuivies		3,963,139
Perte au titre des activités abandonnées (note 14)		1,325,966
Perte avant postes ci-dessous		5,289,105
Frais non récurrents		
Frais de démarrage	653,118	
Frais de normalisation (note 11)	4,606,841	5,259,959
Perte avant impôt sur le revenu, part des actionnaires minoritaires et postes extraordinaires		10,549,064
Impôt sur le revenu		42,929
Perte avant part des actionnaires minoritaires et postes extraordinaires		10,591,993
Part des actionnaires dans une filiale		17,162
Perte avant postes extraordinaires		10,609,155
Postes extraordinaires		
Frais marginaux afférents aux acquisitions (note 13)	2,743,579	
Perte au titre de l'abandon et de la cession d'usines (note 14)	2,892,951	5,636,530
Perte de la période et déficit à la fin de la période		16,245,685

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
PÉRIODE ALLANT DU 5 MARS AU 31 DÉCEMBRE 1984

	1984	
	$	$
Provenance du fonds de roulement		
Produit de l'émission d'actions	28,500,000	
Produit de l'émission d'actions aux actionnaires minoritaires	3,000,000	
Produit de la cession d'éléments d'actif à long terme	1,256,832	32,756,832
Utilisation du fonds de roulement		
Activités poursuivies		
Perte au titre des activités poursuivies, y compris l'impôt sur le revenu	4,006,068	
Ajouter (déduire): charges n'entraînant pas de sortie de fonds		
Amortissement	(930,652)	
Perte sur cession d'immobilisations	(52,788)	
Amortissement de l'achalandage	(197,135)	
Amortissement et radiation de crédits reportés	99,140	
	(1,081,435)	2,924,633
Activités abandonnées		
Perte au titre des activités abandonnées	1,325,966	
Déduire: poste hors fonds inclus	261,885	1,064,081
Autres postes		
Acquisition d'immobilisations	3,875,193	
Acquisitions d'autres éléments d'actif	774,967	
Remboursement de la dette à long terme	2,287,675	6,937,835
Frais non récurrents		5,259,959
Postes extraordinaires		
Frais marginaux afférents aux acquisitions	2,743,579	
Déduire: perte sur cession d'éléments d'actif à long terme	98,153	2,645,426
Acquisitions		
Coût de l'actif net acquis de Pêcheries Canada Inc. (note 13)	12,225,012	
Déduire: fonds de roulement acquis	3,053,390	9,171,622
Coût de l'acquisition de Les Crevettes du St-Laurent Inc. (note 12)	855,854	
Déduire: fonds de roulement acquis	97,162	758,692
		28,762,248
Fonds de roulement à la fin de la période		3,994,584

PÊCHERIES CANADA INC.—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 31 DÉCEMBRE 1984

1. La Société

Pêcheries Canada Inc. a été constituée le 29 février 1984 en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes et est assujettie à la Loi sur l'administration financière, la Loi sur le fonctionnement des compagnies de l'État en plus d'être un agent de sa Majesté du Chef du Canada et est la propriété exclusive de la Corporation de développement et investissements du Canada. En date du 28 février 1985, les actions de Pêcheries Canada Inc. ont été transférées au ministre de l'Expansion industrielle régionale.

Par l'entremise de Pêcheries Cartier Inc. et de ses compagnies affiliées, la Société est engagée dans la province de Québec où elle exerce son activité principalement comme important conditionneur et distributeur international de produits de la mer.

2. Principales conventions comptables

a) Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de toutes les filiales depuis la date de consolidation. Les actifs, passifs et les résultats inclus dans ces états financiers sont pratiquement ceux de Pêcheries Cartier Inc.

Les principales filiales opérantes sont les suivantes:

Filiales	Participation dans les droits de vote
Directement contrôlée	
Pêcheries Cartier Inc.	96%
Contrôlée par Pêcheries Cartier Inc.	
Chantier Maritime de Gaspé Inc.	100%
Pêcheries Atlantiques du Québec Inc.	75%

b) Évaluation des stocks

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur de réalisation nette, si elle est inférieure. Le coût des produits transformés est calculé selon la méthode de l'épuisement successif et comprend le coût des matières premières, la main-d'œuvre directe et les frais généraux de fabrication. Le coût des produits achetés est le coût en magasin, calculé selon la même méthode.

c) Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût, moins les crédits d'impôt à l'investissement correspondants. Le coût des immobilisations achetées par le biais d'une acquisition d'entreprise (voir notes 12 et 13) correspond à la juste valeur attribuée à la date de l'acquisition. L'amortissement est calculé suivant la méthode de l'amortissement dégressif à taux constant fondé sur la durée d'utilisation prévue des biens en cause, comme suit:

Immeubles	de 2½% à 10%
Matériel d'usine	de 12½% à 20%
Matériel roulant	30%
Matériel, mobilier et agencement de bureau	20%

d) Achalandage

L'achalandage, représentant l'excédent du coût de la participation de la Société sur la valeur fondamentale de l'actif net acquis, est amorti sur dix ans.

e) Crédit reporté—Subventions gouvernementales

Des subventions ont été versées à une filiale relativement à l'achat de certaines immobilisations. Elles sont comptabilisées à titre de crédit reporté et amorties suivant la même méthode que les biens en cause.

f) Conversion des monnaies étrangères

Les éléments d'actif et de passif à court terme libellés en monnaies étrangères sont convertis en dollars canadiens aux cours du change à la clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis aux cours en vigueur à la date de l'opération. Les gains et les pertes résultant de la conversion sont imputés aux résultats.

3. Débiteurs

Les débiteurs se composent des éléments suivants:

	$
Comptes clients (déduction faite d'une provision de $668,960 pour créances douteuses)	3,872,279
Avances à des pêcheurs (déduction faite d'une provision de $223,498 pour créances douteuses)	245,752
Tranche des prêts hypothécaires échéant à moins d'un an	346,513
Autres	666,627
	5,131,171

Avances à des pêcheurs

Ces avances sont normalement garanties par des hypothèques maritimes de premier et deuxième rangs. Leur recouvrement est fonction du succès de la saison de pêche.

4. Stocks

Les stocks se composent des éléments suivants:

	$
Produits finis	2,780,223
Matières premières	216,358
Matériel et fournitures d'emballage	369,049
Autres produits vendables	382,182
Produits en cours	59,634
	3,807,446

5. Immobilisations et amortissement cumulé

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	$	$	$
Terrains	82,302		82,302
Immeubles	6,985,512	868,421	6,117,091
Matériel d'usine	3,958,449	1,528,858	2,429,591
Matériel roulant	546,830	286,511	260,319
Matériel, mobilier et agencement de bureau	241,767	81,593	160,174
	11,814,860	2,765,383	9,049,477
Valeur de réalisation nette estimative des installations abandonnées et devant être cédées	488,732		488,732
	12,303,592	2,765,383	9,538,209

6. Autres éléments d'actif

Les autres éléments d'actif se composent des éléments suivants:

	$
Participations et dépôts	116,610
Permis de pêche, au coût	170,000
Charges reportées	20,667
	307,277

PÊCHERIES CANADA INC.—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1984—*Suite*

Permis de pêche

Ce permis n'a pas servi au cours de la période. Sa valeur comptable ne correspond pas forcément à sa valeur éventuelle.

7. Emprunts bancaires à vue

Les emprunts bancaires à vue sont garantis par une cession générale des dettes aux livres et par une cession des débiteurs et stocks.

8. Crédit reporté—Subventions gouvernementales

Le crédit reporté se rapporte à des subventions gouvernementales reçues par une filiale au cours d'exercices antérieurs.

Des subventions gouvernementales pour un total de $687,660 ont été reçues relativement à l'achat de certaines immobilisations et à la création d'emplois. Étant donné que cette filiale n'a pas rempli toutes les conditions relatives à la création d'emplois, une partie des subventions reçues est susceptible d'être remboursée. Aucune provision n'a été constituée dans les états financiers à cet égard.

Au cours de la période, ce compte a évolué commme suit:

	$
Solde non amorti au début de la période	588,140
Radiation d'un crédit reporté pour des subventions à recevoir auxquelles la filiale n'a pas eu droit	(74,015)
Amortissement de la période	(25,125)
Solde non amorti à la fin de la période	489,000

9. Part des actionnaires externes dans les filiales

La part des actionnaires externes dans les filiales se compose des éléments suivants:

	$
Pêcheries Cartier Inc.	
Catégorie «B», 5% non cumulatif, non votantes, privilégiées	2,000,000
Catégorie «C», 5% non cumulatif, votantes, privilégiées	1,000,000
Pêcheries Atlantiques du Québec Inc.	
Actions ordinaires	74,070
	3,074,070

10. Capital-actions

Le capital-actions autorisé de la Société se compose d'un nombre illimité d'actions ordinaires.

Capital-actions émis

	$
2,850,000 actions	28,500,000

11. Frais de normalisation

Ces frais ont été engagés pour permettre à Pêcheries Cartier Inc. de se conformer aux normes d'hygiène de production imposées par le gouvernement du Québec. De l'avis de Pêcheries Cartier Inc., ces frais apportent une valeur économique négligeable; ils ont donc été passés en charges.

12. Acquisition et fusion d'une filiale

Avec effet au 1[er] juin 1984, Pêcheries Cartier Inc. a acquis la totalité des actions ordinaires en circulation de Les Crevettes du St-Laurent Inc., une entreprise de conditionnement de crevettes située à Cap-Chat, au Québec.

Les résultats d'exploitation nets de cette filiale depuis la date d'acquisition sont pris en compte dans les résultats consolidés.

L'acquisition se résume comme suit:

	$
Actif net acquis	
Immobilisations	1,472,570
Autres éléments d'actif à long terme	9,207
Achalandage	64,024
Fonds de roulement	97,162
	1,642,963
Dette à long terme prise en charge	787,109
Prix d'achat de l'actif net acquis	855,854

Le 30 novembre 1984, cette filiale a été liquidée, Pêcheries Cartier Inc. ayant acquis les actifs et pris en charge les passifs à cette date.

13. Acquisition de l'actif de la Fédération des Pêcheurs Unis du Québec

Avec effet au 5 mars 1984, la Société a acquis les actifs de la Fédération des Pêcheurs Unis du Québec et ses filiales, qui a fait une cession volontaire de ses biens.

Par la suite, ces actifs furent transférés à Pêcheries Cartier Inc. qui avait auparavant renoncé à ses droits concernant l'acquisition.

Sur une base consolidée, l'acquisition se résume comme suit:

	$
Actif acquis	
Immobilisations	9,067,724
Autres éléments d'actif	342,163
Achalandage	1,907,349
Fonds de roulement	3,053,390
	14,370,626
Passif pris en charge	
Dette à long terme	1,500,566
Crédits reportés	588,140
Part des actionnaires minoritaires	56,908
	2,145,614
Prix d'achat de l'actif net acquis	12,225,012

Une fois l'acquisition conclue, Pêcheries Cartier Inc. a décidé de verser des paiements à certains créanciers ordinaires de l'entreprise faillie en contrepartie de la subrogation de leurs droits aux dividendes.

De plus, Pêcheries Cartier Inc. a subi d'autres pertes sur des éléments d'actif acquis au 5 mars 1984. Pour l'essentiel, ces pertes sont attribuables à des stocks qui se sont révélés de qualité inférieure et qui ont été vendus à vil prix.

Ces coûts se répartissent comme suit:

	$	$
Paiements à des créanciers	2,762,724	
Déduire: dividendes	718,138	2,044,586
Perte marginale nette subie au titre des éléments d'actif à court terme acquis de la faillite		600,840
Perte subie sur la cession d'immobilisations et d'autres éléments d'actif acquis de la faillite		98,153
		2,743,579

Dans le cadre de l'acquisition de la Fédération des Pêcheurs Unis du Québec, la Pêcheries Cartier Inc. a obtenu les droits au surplus de la caisse de retraite des anciens employés. Elle estime avoir droit à ce surplus et étudie les divers moyens légaux qui lui permettraient d'en prendre possession. Une étude en cours vise à déterminer le montant de ce surplus éventuel.

PÊCHERIES CANADA INC.—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1984—*Fin*

14. Activités abandonnées

Au cours de la période, Pêcheries Cartier Inc. a décidé de se dessaisir de certaines usines et autres installations qui ne sont pas compatibles avec ses stratégies commerciales à long terme.

Usine de Newport

Cette usine n'est plus rentable depuis qu'un important concurrent a implanté des installations plus modernes tout près.

Usines de Cloridorme, de St-Maurice et des Îles-de-la-Madeleine

D'une manière générale, ces usines sont désuètes et non productives. De plus, les coûts pour les moderniser et les améliorer dans le but de les rendre productives et conformes aux normes d'hygiène fixées par la loi seraient prohibitifs. En fin de compte, l'investissement estimatif total n'est pas susceptible de produire un rendement suffisant, même à long terme. En conséquence, la valeur comptable des éléments d'actif en cause a été réduite à leur valeur de réalisation nette estimative.

Perte sur l'abandon et la cession d'usines

	$
Valeur comptable nette des activités abandonnées	
Actif de l'usine de Newport	2,378,797
Actif des usines de St-Maurice et des Îles-de-la-Madeleine	639,335
Actif de l'usine de Cloridorme	304,408
Autres installations	59,143
	3,381,683
Valeur de réalisation nette estimative	488,732
	2,892,951

Perte au titre des activités abandonnées

Voici les résultats des activités abandonnées pour la période écoulée:

	Usine de Newport	Usines de St-Maurice et des Îles-de-la-Madeleine	Usine de Cloridorme	Total
	$	$	$	$
Ventes	3,327,404		729,235	4,056,639
Coût des produits vendus et autres charges	4,357,785	174,642	850,178	5,382,605
Perte	1,030,381	174,642	120,943	1,325,966

15. Pertes fiscales et crédits d'impôt

Les filiales de la Société disposent de pertes fiscales d'à peu près $7,218,000 qu'elles peuvent porter en diminution de leur revenu imposable d'exercices ultérieurs et qui échoient comme suit:

	$
1985	128,000
1987	427,000
1990	1,106,000
1991	5,557,000

Elles disposent en outre de crédits d'impôt à l'investissement d'environ $4,896,000 qu'elles peuvent porter en diminution de leur impôt sur le revenu à payer au cours d'exercices ultérieurs et qui échoient comme suit:

	$
1985	555,000
1986	346,000
1987	79,000
1988	112,000
1991	3,804,000

Les avantages fiscaux latents provenant de ces pertes et crédits ne sont pas reflétés dans les états financiers.

16. Litige

Le syndicat des anciens employés de la Fédération des Pêcheurs Unis du Québec a intenté des procédures contre une filiale de la Société réclamant l'embauche de certains anciens employés. Suite à une décision de la Cour supérieure du district de Montréal prononcée le 7 décembre 1984, les conseillers légaux de la filiale ont été mandatés pour en appeler de ce jugement.

Les dirigeants de la filiale ne sont pas en mesure d'évaluer l'aspect monétaire d'une telle éventualité. Conséquemment, aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers.

PAGE RÉCAPITULATIVE

PETRO-CANADA

MANDAT

S'occuper d'exploration, de recherche, de mise en valeur, de production et de distribution concernant les hydrocarbures et autres types de combustibles et d'énergie; s'adonner aux opérations connexes ou y investir.

ANTÉCÉDENTS

Après neuf ans d'exploitation, la société compte maintenant 6,700 employés et affiche un actif total de 9 milliards de dollars. Son expansion est due principalement à l'acquisition successive des droits et autres actifs d'Atlantic Richfield, de Pacific Petroleums, de Petrofina et de BP Canada mais aussi à d'importants nouveaux investissements qu'elle a faits dans les opérations de forage dans les régions pionnières.

Cette société est l'un des importants actionnaires du prometteur champ Hibernia, situé au large des côtes, et participe à l'exploitation des champs pétroliers dans la mer de Beaufort et à Venture (Nouvelle-Écosse) et, dans le cadre du projet Syncrude, à l'exploitation des sables bitumineux.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	C.P. 2844 1000, 407 — 2e rue, S.-O. Calgary (Alberta) T2P 3E3
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Patricia Carney, c.p., député
MINISTÈRE	Énergie, Mines et Ressources
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur la Société Pétro-Canada* (S.C. 1975, C. 61) proclamée le 30 juillet 1975
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	Wilbert H. Hopper
VÉRIFICATEUR	Peat, Marwick, Mitchell and Co.

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1984	1983	1982	1981
À la fin de l'exercice				
Actif total	9,055	8,239	7,552	6,613
Engagements envers le secteur privé	1,469	1,583	1,795	2,777
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	4,577	4,010	3,342	1,640
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	néant	néant	néant
— non budgétaire	425	642	1,306	902

PETRO-CANADA

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus et appropriés dans les circonstances. La direction est responsable des autres renseignements contenus dans le rapport annuel et qui correspondent, le cas échéant, à ceux contenus dans les états financiers. La direction est aussi responsable d'implanter et de tenir un système de contrôle interne qui offre une assurance raisonnable quant à la fiabilité des renseignements financiers produits. La Société bénéficie en outre d'un service de vérification interne qui a entre autres fonctions celle d'évaluer le système de contrôle interne afin d'assurer que celui-ci est adéquat et qu'il fonctionne convenablement.

Le Conseil d'administration est tenu de s'assurer que la direction remplit ses obligations concernant les rapports financiers et le contrôle interne. Le Conseil assume ses responsabilités par l'entremise de son comité de vérification, composé en majorité d'administrateurs qui ne sont pas à l'emploi de la Société. Le comité rencontre la direction, les vérificateurs internes et les vérificateurs externes pour s'assurer que les responsabilités sont convenablement assumées et pour examiner les états financiers.

Les vérificateurs externes, Peat, Marwick, Mitchell & Cie, effectuent un examen indépendant, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et donnent leur avis sur les états financiers. Leur vérification comporte un examen et une évaluation du système de contrôle interne de la Société, des sondages et des procédés appropriés pour s'assurer de façon raisonnable que les états financiers sont présentés fidèlement. Les vérificateurs externes ont pleinement accès au comité de vérification du Conseil d'administration.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE PATRICIA CARNEY, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES RESSOURCES
CHAMBRE DES COMMUNES

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Petro-Canada au 31 décembre 1984 ainsi que les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus et, à l'exception de la modification de la méthode de comptabilisation de la conversion des devises étrangères, dont il est question à la note 2 des états financiers consolidés, ces principes comptables ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Nous sommes en outre d'avis que les activités de la Société et de ses filiales en propriété exclusive consolidées venues à notre connaissance au cours de notre vérification des états financiers consolidés de Petro-Canada étaient sous tous les aspects importants conformes à la Loi sur l'administration financière et aux règlements adoptés sous son empire, à la charte et aux règlements de la Société et de ses filiales en propriété exclusive consolidées et à toutes directives données à la Société.

Comptables agréés
PEAT, MARWICK, MITCHELL & CIE

Calgary, Canada
le 20 février 1985

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

ACTIF	1984	1983
Actif à court terme		
Encaisse et dépôts à court terme	32,819	55,584
Comptes clients	827,894	787,876
Stocks (note 4)	845,715	711,006
Impôts sur le revenu récupérables	23,036	27,265
Dépôts et frais payés d'avance	21,394	18,674
	1,750,858	1,600,405
Placements (note 5)	599,852	312,269
Immobilisations, montant net (note 6)	6,605,366	6,247,689
Charges reportées (note 7)	99,206	78,662
	9,055,282	8,239,025

PASSIF ET AVOIR DE L'ACTIONNAIRE	1984	1983
Passif à court terme		
Comptes fournisseurs et charges à payer	807,913	792,531
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	47,102	30,252
	855,015	822,783
Dette à long terme (note 8)	109,947	158,156
Avances sur les livraisons futures de gaz naturel	173,436	153,170
Participation minoritaire dans les filiales (note 9)	419,813	422,915
Impôts sur le revenu reportés	1,608,412	1,277,356
Actions privilégiées rachetables (note 10)	1,312,080	1,394,085
Capital (note 11)	4,161,072	3,736,072
Surplus d'apport	62,461	62,461
Bénéfices non répartis	353,046	212,027
	4,576,579	4,010,560
	9,055,282	8,239,025

Approuvé au nom du Conseil:

Administrateur
W. H. HOPPER

Administrateur
W. McBURNEY ELLIOTT

PETRO-CANADA—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984 (en milliers de dollars)

	1984	1983
Produits		
Exploitation	4,881,293	4,123,817
Produits des investissements et produits divers	110,132	48,526
	4,991,425	4,172,343
Charges		
Achats de pétrole brut et de produits	2,780,170	2,410,131
Production et raffinage	475,331	393,377
Frais généraux et frais de marketing et d'administration	407,442	345,744
Amortissement et épuisement	367,911	329,897
Taxes autres que les impôts sur le revenu (note 12)	343,784	285,636
Intérêt sur la dette à long terme	11,324	29,027
Autres intérêts		2,325
	4,385,962	3,796,137
Bénéfice avant les postes ci-dessous	605,463	376,206
Provision pour impôts sur le revenu (note 13)		
Reportés	331,056	227,788
Exigibles	27,836	21,178
	358,892	248,966
	246,571	127,240
Participation minoritaire	4,961	5,823
Bénéfice avant postes extraordinaires et dividendes des actions privilégiées rachetables	251,532	133,063
Postes extraordinaires		16,515
Bénéfice net de l'exercice avant dividendes des actions privilégiées rachetables	251,532	116,548
Dividendes des actions privilégiées rachetables (note 10)	100,083	86,379
Bénéfice net de l'exercice après dividendes des actions privilégiées rachetables	151,449	30,169

ÉTAT CONSOLIDÉ DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984 (en milliers de dollars)

	1984	1983
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	212,027	186,232
Bénéfice net de l'exercice avant dividendes des actions privilégiées rachetables	251,532	116,548
Dividendes des actions privilégiées rachetables	(100,083)	(86,379)
Bénéfice net de l'exercice après dividendes des actions privilégiées rachetables	151,449	30,169
Redressement de change sur le rachat des actions privilégiées rachetables (note 10)	(10,430)	(4,374)
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	353,046	212,027

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984 (en milliers de dollars)

	1984	1983
Fonds autogénérés		
Fonds de roulement provenant de l'exploitation (note 14)	939,529	676,315
Produit de la vente d'immobilisations	51,454	41,911
Avances sur les livraisons futures de gaz naturel	20,266	28,844
Fonds autogénérés	1,011,249	747,070
Activités de placement		
Acquisition de Raffinage et Marketing BP Canada Limitée		115,781
Moins l'encaisse obtenue		(24,695)
		91,086
Dépenses affectées aux immobilisations	1,151,820	1,019,252
Subventions au titre du Programme d'encouragement du secteur pétrolier	(380,304)	(468,488)
Augmentation (diminution) du fonds de roulement d'exploitation (note 15)	140,986	(34,485)
Augmentation (diminution) des placements, montant net	282,103	(1,412)
Augmentation des charges reportées, montant net	14,196	12,208
(Augmentation) diminution de la participation minoritaire dans des filiales	(1,859)	438,443
	1,206,942	1,056,604
Activités de financement et dividendes		
Émission d'actions ordinaires	425,000	642,917
Dividendes des actions privilégiées rachetables	(100,083)	(86,379)
Produit de l'émission de titres d'emprunt à long terme		404,289
Réduction de la dette à long terme	(59,554)	(549,941)
Rachat d'actions privilégiées rachetables	(92,435)	(74,664)
	172,928	336,222
Augmentation (diminution) de l'encaisse	(22,765)	26,688
Encaisse au début de l'exercice	55,584	28,896
Encaisse à la fin de l'exercice	32,819	55,584

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 31 DÉCEMBRE 1984

(les montants dans les tableaux sont indiqués en milliers de dollars)

1. Résumé des principales pratiques comptables

a) Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Petro-Canada, un agent de Sa Majesté du chef du Canada, et de toutes ses filiales (la «Société») à l'exception de ceux de Canertech Inc., dont l'exclusion est expliquée à la note 5.

L'excédent de la contrepartie versée pour les actions des filiales sur leur valeur comptable nette sousjacente aux dates d'acquisition a été réparti à l'actif connexe acquis et est amorti sur la durée utile de cet actif.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1984—*Suite*

b) Stocks

Les stocks sont évalués au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux.

c) Placements

La Société comptabilise ses placements dans les sociétés sur lesquelles elle exerce une influence prépondérante selon la valeur de consolidation et les placements à long terme, selon la valeur d'acquisition.

d) Immobilisations

La Société a adopté, pour ses propriétés pétrolifères et gazéifères, la méthode de capitalisation du coût entier selon laquelle tous les frais se rapportant à l'exploration et à l'exploitation des réserves pétrolifères et gazéifères sont capitalisés. Ces frais incluent les frais d'acquisition des concessions, les dépenses se rapportant aux travaux de géologie et de géophysique, les frais de location des terrains inexploités, les frais de forage tant des puits productifs que des puits improductifs et les frais généraux ayant trait à l'exploration. La Société applique un «critère de plafonnement» aux frais capitalisés de chaque centre de frais productif afin d'assurer que ces frais ne dépassent pas les produits nets estimatifs devant être tirés de la production obtenue des réserves prouvées et ce, en termes de coûts et de frais d'exploitation actuels, plus la juste valeur marchande estimative des gisements non évalués.

On a établi des centres de frais séparés pour les régions du Canada autres que les régions éloignées, le projet Syncrude, pour chacune des régions étrangères où la Société détient un intérêt, pour chacune des cinq régions éloignées du Canada et pour les autres concessions de sables bitumineux.

Les frais d'intérêt de la dette attribuable à la construction de nouvelles installations importantes sont capitalisés au cours de la période de construction.

La plupart des activités d'exploration et de production de la Société relativement au pétrole et au gaz sont menées conjointement avec d'autres parties. Les états financiers ne tiennent compte que de l'intérêt proportionnel de la Société dans ces activités.

e) Amortissement et épuisement

Les frais annuels engagés dans les centres de frais des régions autres que les régions éloignées du Canada, dans le Projet Syncrude et dans les centres de frais des régions étrangères productives sont amortis ou épuisés séparément selon la méthode de l'amortissement proportionnel au rendement basé sur les estimations des réserves prouvées de pétrole et de gaz récupérable. Pour fins de calcul de l'amortissement et de l'épuisement, la production de gaz naturel et les réserves sont converties en unités équivalentes de pétrole brut basées sur le contenu énergétique relatif de chaque produit.

Les frais annuels engagés dans les autres centres de frais sont amortis selon la méthode linéaire durant toute la période au cours de laquelle on prévoit poursuivre les travaux d'exploration de ces régions. Quand l'exploration s'avère fructueuse, c'est-à-dire quand des réserves de qualité commerciale sont mises à jour, on interrompt l'amortissement et on calcule l'épuisement du solde non amorti du centre de frais selon la méthode de l'amortissement proportionnel au rendement une fois que la production a débuté. Lorsque les résultats de l'exploration s'avèrent négatifs, et que le centre de frais est condamné ou abandonné, le solde non amorti de ce centre est alors imputé aux résultats.

L'amortissement des autres immobilisations se fait selon la méthode de l'amortissement proportionnel au rendement ou selon la méthode de l'amortissement linéaire comme il convient. L'amortissement linéaire annuel varie de 2,0 p. cent à 25,0 p. cent.

f) Charges reportées

Les frais relatifs à l'enlèvement du mort-terrain des sables bitumineux qui feront l'objet d'exploitation dans les années à venir sont reportés et seront imputés aux résultats lorsque lesdits sables bitumineux seront exploités.

La Société reporte les frais engagés pour les études de faisabilité reliées aux évaluations économiques et aux travaux d'ingénierie préliminaires relativement aux activités de transport, de production et à d'autres travaux. Lorsque l'on a terminé les études menant au lancement de travaux ou à l'amélioration d'un projet existant, les dépenses connexes sont virées aux immobilisations et imputées aux résultats sur la vie utile estimative des travaux ou, autrement, tous les frais connexes sont imputés aux résultats à ce moment.

Certains des frais relatifs au programme de redésignation du réseau de marketing de la Société sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur les périodes au cours desquelles on prévoit réaliser un bénéfice.

g) Programme canadien d'indemnisation pétrolière

En vertu du programme d'indemnisation pétrolière, le gouvernement fédéral assume une part des frais reliés au pétrole consommé au Canada au profit des importateurs admissibles, pourvu que les prix de certains produits ne soient pas supérieurs aux niveaux recommandés par le gouvernement. L'indemnisation versée en vertu du programme est inscrite comme réduction des achats de pétrole brut et de produits. Le gouvernement fédéral offre également une indemnisation aux producteurs de pétrole brut synthétique. L'indemnisation qui est versée à la société pour sa quote-part de production du projet Syncrude est incluse dans les produits d'exploitation.

h) Impôts sur le revenu

La Société fait toutes les provisions nécessaires pour les impôts sur le revenu reportés du fait qu'elle réclame aux fins d'impôt un amortissement, des frais d'exploration et de mise en valeur et d'autres frais qui diffèrent des montants imputés aux résultats dans les états financiers. La Société comptabilise les crédits d'impôt à l'investissement selon la méthode d'imputation à l'exercice.

i) Conversion des devises étrangères

L'actif à court terme, sauf les stocks et les frais payés d'avance, le passif à court terme et la dette à long terme sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan. L'actif à long terme, les stocks, les frais payés d'avance, les impôts sur le revenu reportés et les actions privilégiées rachetables sont couverts aux taux en vigueur à la date de chacune des opérations en cause. Les postes de produits et de charges sont convertis aux taux moyens en vigueur durant l'exercice, à l'exception de l'amortissement, corporel et incorporel, et de l'épuisement qui reflètent les taux en vigueur lorsque l'actif a été acquis.

Les gains et les pertes de change qui en résultent sont portés aux résultats, à l'exception des gains et pertes de change non réalisés afférents à la conversion de la dette à long terme, lesquels sont reportés et amortis sur le terme restant de la dette.

Les exploitations étrangères sont considérées comme étant intégrées et sont donc converties de la façon mentionnée plus haut.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1984—*Suite*

j) Régimes de retraite

Les frais des prestations de retraite pour les services courants des employés sont capitalisés et imputés aux résultats à mesure qu'ils s'accumulent. Les frais découlant de modifications apportées aux régimes en ce qui a trait aux services des employés au cours d'exercices antérieurs ainsi que les insuffisances sont capitalisés conformément aux lois pertinentes régissant les régimes de retraite et sont imputés aux résultats sur des périodes ne dépassant pas quinze ans.

2. Modification de convention comptable

En date du 1er janvier 1984, la Société a modifié sa méthode de comptabilisation des devises étrangères, conformément aux recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (note 1 i).

Antérieurement, la dette à long terme remboursable en devises étrangères était convertie aux taux de change en vigueur lorsque la dette avait été contractée et les gains et pertes de change étaient portés aux résultats lorsqu'ils étaient réalisés. L'effet de ce changement sur les résultats de l'exercice en cours n'est pas significatif; une charge reportée de $9,085,000 a toutefois été comptabilisée au 31 décembre 1984 (note 7).

Cette modification n'aurait pas modifié les résultats de 1983 de façon significative, et a été appliquée prospectivement.

3. Acquisitions

a) Produits Petro-Canada Inc. («Produits»)

Aux termes d'un appel d'offres daté du 28 février 1983, la Société s'est engagée à acquérir toutes les actions portant droit de vote et ne portant pas droit de vote de Produits (anciennement Raffinage et Marketing BP Canada Limitée) en contrepartie de $419,805,000 (y compris les frais estimatifs).

Le 1er mars 1983, la Société s'est portée acquéreur de la totalité des actions avec droit de vote et de 9,4% des actions sans droit de vote en contrepartie de $121,586,000 en espèces et charges à payer. Au cours de 1984, la Société a acquis une tranche supplémentaire de 0,4% des actions sans droit de vote en circulation en contrepartie de $1,165,000 en espèces, portant ainsi sa participation à 9,8% des actions sans droit de vote. En vertu de cette offre, la Société a convenu d'acheter en 1985 le solde des actions sans droit de vote en circulation, et ce, à des prix qui tiendront compte d'une augmentation par rapport au prix initial en fonction d'un facteur d'intérêt. Conséquemment, la participation minoritaire est établie au coût estimatif d'acquisition de toutes les actions sans droit de vote en circulation qui n'ont pas encore été acquises par la Société.

Le détail de l'acquisition qui a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple se présente comme suit:

Valeur comptable de l'actif acquis		508,123
Valeur comptable du passif pris en charge		(378,732)
		129,391
Excédent de la valeur attribuée sur la valeur comptable de l'actif net acquis:		
Raffinage et marketing	286,089	
Dette à long terme	4,325	290,414
Actif net acquis à la valeur attribuée		419,805
Participation minoritaire au 31 décembre 1984 (note 9)		297,054
Contrepartie au 31 décembre 1984		122,751

Au cours de la période du 1er janvier au 20 février 1985, la Société se portait acquéreur d'une tranche supplémentaire de 87,4% des actions sans droit de vote en circulation pour une contrepartie en numéraire de $288,275,000, augmentant ainsi sa participation à 97,2% des actions sans droit de vote. Les fonds provenaient des fonds réservés à des fins d'appel d'offres, soit $123,000,000 (note 5) et d'une émission de titres d'emprunt à long terme de $165,275,000. L'offre demeure valide jusqu'au 25 février 1985, et la Société a l'intention de racheter, au plus tard le 27 mai 1985, les actions non acquises en vertu de l'offre, à $15,34 l'action.

b) Panarctic Oils Ltd. («Panarctic»)

Au cours de 1984, la Société a encore acheté des actions ordinaires de la Panarctic Oils Ltd. en contrepartie des dépenses d'exploration engagées, ce qui a eu pour effet de maintenir sa participation à 54,4% des actions ordinaires en circulation.

4. Stocks

Les stocks se composent de:

	1984	1983
Pétrole brut, produits raffinés et marchandises	768,774	601,100
Matériaux et fournitures	76,941	109,906
	845,715	711,006

5. Placements

Les placements de la Société se présentent ainsi:

	1984	1983
À la valeur de consolidation		
Centre Petro-Canada	222,505	86,353
Westcoast Transmission Company Limited	176,984	173,949
Sedpex Inc.	20,952	18,133
Autres	4,418	4,247
Au prix coûtant		
Fonds réservés à des fins d'appel d'offres (note 3)	131,879	
Hypothèques et autres placements	43,114	29,587
Canertech Inc.		
	599,852	312,269

Centre Petro-Canada

Au 31 décembre 1984, la Société détenait une participation de 50% dans une co-entreprise qui est propriétaire du Centre Petro-Canada, un complexe de bureaux de Calgary. La Société a conclu un contrat de location à long terme en vue d'occuper une partie du complexe (note 20) et a garanti une tranche de $64,500,000 de la dette à long terme afférente à ce complexe.

Westcoast Transmission Company Limited («Westcoast»)

Au 31 décembre 1984, la Société détenait 31,2% du total des actions ordinaires en circulation de la Westcoast.

La valeur attribuée au placement dans la Westcoast lorsqu'il a été acquis par la Société et le prix des achats d'actions subséquents excédaient la valeur comptable nette sous-jacente aux dates d'acquisition. Cet excédent est amorti sur les vies utiles estimatives des éléments d'actif sous-jacents s'y rapportant par une imputation à la part de la Société dans le bénéfice net de la Westcoast.

La Westcoast est une société de services d'utilité publique réglementée et est assujettie à des directives de réglementation qui peuvent changer les composantes des frais du service. Les changements résultant de ces directives n'ont pas d'effet direct sur le bénéfice net en raison des considérations du taux de rendement sur la base des tarifs qui entrent aussi en ligne de compte dans le processus de réglementation.

Aux 31 décembre 1984 et 1983, la valeur à la cote du placement de la Société dans la Westcoast était de $190,924,000.

Sedpex Inc.

La Société détenait, au 31 décembre 1984, la moitié de toutes les actions ordinaires en circulation de Sedpex Inc., une société qui est propriétaire d'un navire de forage semi-submersible. Ce navire est actuellement loué à la Société (note 20).

Canertech Inc. («Canertech»)

Les comptes de Canertech Inc., une filiale en propriété exclusive, ont été exclus de la consolidation car on a l'intention ferme de se défaire du placement dans cette filiale. La Société a constitué Canertech en 1981 afin de mettre en valeur des sources d'énergie de remplacement à la demande expresse du gouvernement canadien. Celui-ci avait alors fait connaître son intention d'acheter le placement de la Société au prix coûtant et de transformer la Canertech en société d'état autonome. Au cours de 1984, le gouvernement a ordonné à la Société d'effectuer la dissolution de la Canertech. Le placement de la Société dans la Canertech est inscrit aux livres au coût initial de $1.

6. Immobilisations

Les immobilisations comprennent:

	1984			1983
	Coût*	Amortissement et épuisement accumulés	Net	Net
Pétrole et gaz				
Au Canada				
—Régions non éloignées	3,748,266	649,700	3,098,566	3,024,133
—Régions éloignées	1,139,088	214,890	924,198	778,585
À l'étranger	142,824	60,221	82,603	60,977
Raffinage et marketing	1,602,230	208,962	1,393,268	1,361,741
Sables bitumineux				
Projet Syncrude et concessions afférentes	574,653	73,947	500,706	484,610
Autres concessions de sables bitumineux et dépenses s'y rapportant	265,052	49,791	215,261	162,997
Liquides extraits du gaz naturel	183,765	50,965	132,800	134,418
Autres immobilisations	337,463	79,499	257,964	240,228
	7,993,341	1,387,975	6,605,366	6,247,689

*Le coût est indiqué déduction faite des subventions au titre du Programme d'encouragement du secteur pétrolier.

7. Charges reportées

Les charges reportées comportent:

	1984	1983
Au prix coûtant		
Frais d'enlèvement du mort-terrain des sables bitumineux	41,511	38,208
Moins portion afférente aux sables bitumineux qui seront exploités dans l'année	10,730	7,734
	30,781	30,474
Projet Gaz polaire	18,651	17,626
Au prix amorti		
Programme de redésignation du réseau de marketing	35,274	30,202
Redressement de conversion de la dette à long terme	9,085	
Autres	5,415	360
	99,206	78,662

8. Dette à long terme

La dette à long terme comporte:

	Échéance	1984	1983
En dollars canadiens			
Billets non garantis 8,25%	1993	14,375	14,143
Billets à ordre, portant intérêt au taux préférentiel	1985	13,192	15,692
Emprunts non garantis portant intérêt du taux préférentiel au taux préférentiel majoré de ½%	1985	9,500	26,722
Billets non garantis 5,75%	1986	6,961	8,265
Autres emprunts et obligations à long terme	1985-1997	1,923	10,222
En dollars américains			
Billets non garantis 9% ($45,000,000 US)	1996	59,466	57,976
Billets non garantis 7,75% ($16,000,000 US)	1993	21,142	16,191
Billets non garantis 8,45% ($15,000,000 US)	1987	19,821	23,992
Billets non garantis 5,25% ($6,500,000 US)	1985	8,589	12,835
Hypothèques 5,75% à 6,25% ($1,574,000 US)	1988	2,080	2,370
		157,049	188,408
Moins la portion exigible		47,102	30,252
		109,947	158,156

Remboursement de la dette à long terme

Le remboursement minimal de la dette à long terme dans chacun des cinq exercices à venir est le suivant:

1985	47,102,000
1986	19,364,000
1987	13,039,000
1988	7,317,000
1989	7,315,000

9. Participation minoritaire dans des filiales

La participation minoritaire dans des filiales se présente comme suit:

	1984	1983
Panarctic		
Actions ordinaires	138,278	135,254
Participation au bénéfice	(15,519)	(10,558)
	122,759	124,696
Produits Petro-Canada Inc.		
Actions ordinaires sans droit de vote	297,054	298,219
	419,813	422,915

10. Actions privilégiées rachetables

Les actions privilégiées rachetables, émises par une filiale à un groupe de banques à charte canadiennes, sont des actions privilégiées, sans droit de vote, à dividende cumulatif à taux variable. Les actions sont rachetables, au gré de la filiale, à $100 US l'action, plus les dividendes accumulés. En 1984, la filiale a exercé son droit de racheter 700,000 actions (600,000 actions en 1983) en contrepartie de $70,000,000 US ($60,000,000 US en 1983) et, au 31 décembre 1984, 11,200,000 actions étaient toujours en circulation.

En vertu des conditions d'une entente entre les banques et la Société, si la filiale n'exerce pas son droit de rachat des actions sur une période de neuf ans échéant le 31 décembre 1993, ou si certains événements ont lieu en vertu des dispositions de l'entente, les

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1984—*Suite*

banques ont le droit d'exiger que la Société achète les actions à $100 US chacune, plus les dividendes accumulés. Ces droits passent de $75,000,000 US à $170,000,000 US sur le reste de la période.

Les dividendes cumulatifs, payables trimestriellement, sont basés selon le choix de la filiale, sur les taux de base des États-Unis, ou les taux interbanques des eurobanques de Londres. Le taux de dividende était d'environ 6% par an le 31 décembre 1984.

11. Capital

Autorisé

Globalement, le capital autorisé est le suivant:

a) 71,188 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100,000 chacune.

b) Actions privilégiées émises au gouvernement du Canada; ces actions et tous les emprunts obtenus, et en cours, en provenance du Fonds du revenu consolidé du gouvernement du Canada ne doivent pas dépasser $1,000,000,000.

Émis (au gouvernement du Canada):

	1984		1983	
	Nombre d'actions	Contre-partie	Nombre d'actions	Contre-partie
Actions ordinaires				
Solde au début de l'exercice	27,633	2,763,300	21,221	2,122,100
Au comptant	4,250	425,000	3,675	367,500
En contrepartie des fonds reçus du compte de propriété canadienne			2,737	273,700
Solde à la fin de l'exercice	31,883	3,188,300	27,633	2,763,300
Actions privilégiées				
Solde au début et à la fin de l'exercice	972,771,853	972,772	972,771,853	972,772
Total du capital à la fin de l'exercice		4,161,072		3,736,072

Les actions privilégiées ont une valeur nominale de $1 chacune et sont rachetables au pair au gré de la Société; elles ne comportent aucun taux de dividende déclaré et le dividende n'est pas cumulatif.

12. Taux autres que les impôts sur le revenu

Les taxes autres que les impôts sur le revenu sont les suivantes:

	1984	1983
Taxe de vente fédérale	184,508	148,327
Taxe sur les recettes gazières et pétrolières	118,536	106,850
Autres taxes	40,740	30,459
	343,784	285,636

13. Impôts sur le revenu

La provision pour impôts sur le revenu de $358,892,000 (1983—$248,966,000) représente un taux réel de 59,3% (1983—66,2%) sur le bénéfice avant impôts de $605,463,000 (1983—$376,206,000). Le calcul de la provision, qui requiert un rajustement du bénéfice avant impôts sur le revenu pour tenir compte des postes non imposables et non déductibles aux fins fiscales, se présente comme suit:

	1984	1983
Bénéfice avant impôts sur le revenu	605,463	376,206
Ajouter (déduire)		
Redevances et autres paiements à des gouvernements provinciaux	327,560	302,698
Abattements fédéraux		
Abattement pour ressources	(245,909)	(221,470)
Épuisement fiscal	(29,268)	(31,157)
Abattement pour stocks	(10,498)	(22,560)
Taxes sur les recettes pétrolières et gazières	118,536	106,850
Amortissement non déductible de l'excédent de la valeur attribuée sur la valeur comptable de l'actif acquis à l'achat de filiales	83,566	63,966
Amortissement et épuisement non déductible	24,284	21,646
Participation au bénéfice de sociétés affiliées	(20,536)	(24,227)
Perte (gains) de change	(4,846)	8,846
Autres	291	2,066
Bénéfice rajusté avant impôts sur le revenu	848,643	582,864

	1984	1983
Taux combiné d'impôts sur le revenu canadien fédéral et provinciaux à 46% (1983—46,9%) appliqué au bénéfice rajusté	390,376	273,363
Impôts provinciaux, déduction faite de l'abattement fédéral	3,721	9,909
Déduire rabais et crédits fiscaux		
Crédit d'impôt fédéral à l'investissement	(18,829)	(18,025)
Programme de dégrèvements provinciaux d'impôt sur le revenu	(9,080)	(14,211)
Crédits d'impôt pour la recherche scientifique	(7,296)	(2,070)
Provision pour impôts sur le revenu	358,892	248,966

14. Fonds de roulement tiré de l'exploitation

Le fonds de roulement tiré de l'exploitation se présente comme suit:

	1984	1983
Bénéfice net avant postes extraordinaires et dividendes des actions privilégiées rachetables	251,532	133,063
Ajouter (déduire)		
Amortissement et épuisement	367,911	329,897
Impôts sur le revenu reportés	331,056	227,788
Bénéfice de participation, moins les dividendes reçus	(5,302)	(9,900)
Divers	(5,668)	(4,533)
	939,529	676,315

15. Variation des composantes du fonds de roulement d'exploitation

L'augmentation (la diminution) du fonds de roulement d'exploitation résulte des variations suivantes au cours de l'exercice:

	1984	1983
Créances	40,018	38,274
Stocks	134,709	(44,285)
Impôts sur le revenu recouvrables	(4,229)	55,892
Dépôts et frais payés d'avance	2,720	6,237
Comptes fournisseurs et charges à payer	(15,382)	(141,780)
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	(16,850)	43,034
Fonds de roulement d'exploitation déficitaire obtenu à l'acquisition de Raffinage et Marketing BP Canada Limitée		8,143
	140,986	(34,485)

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1984—*Suite*

16. Régimes de retraite

Selon les plus récentes évaluations actuarielles des régimes de retraite de la Société, les obligations non capitalisées pour les services antérieurs sont d'environ $54,000,000 au 31 décembre 1984. Toutes les prestations accumulées, y compris celles acquises, au 31 décembre 1984 sont entièrement capitalisées.

17. Opérations d'importance avec des parties apparentées

La Société a des opérations avec le gouvernement du Canada et avec des institutions gouvernementales; ces opérations ont lieu dans le cours normal des affaires et, en conséquence, aux mêmes conditions qu'avec des parties non apparentées.

18. Information sectorielle

La Société exerce son activité principalement dans les secteurs suivants:

Ressources naturelles

Exploration, mise en valeur et mise en production de pétrole brut, de gaz naturel, de liquides de terrain, de soufre, de sables pétrolifères, de charbon et de minéraux; extraction de liquides du gaz naturel; transport, distribution et marketing de liquides extraits du gaz naturel.

Produits du pétrole raffiné

Achat et vente de pétrole brut; raffinage de pétrole brut en produits du pétrole; distribution et marketing de ceux-ci et de produits du pétrole raffiné achetés.

Les résultats d'exploitation par secteur commercial se présentent comme suit:

	Ressources naturelles		Produits du pétrole raffiné		Éliminations		Total	
	1984	1983	1984	1983	1984	1983	1984	1983
Ventes aux clients	1,450,252	1,175,122	3,431,041	2,948,695			4,881,293	4,123,817
Transferts intersectoriels	88,572	216,016			(88,572)	(216,016)		
Total des produits d'exploitation	1,538,824	1,391,138	3,431,041	2,948,695	(88,572)	(216,016)	4,881,293	4,123,817
Coûts incorporables et frais d'exploitation	534,472	467,705	2,809,601	2,551,819	(88,572)	(216,016)	3,255,501	2,803,508
Amortissement et épuisement	254,473	221,981	85,494	86,998			339,967	308,979
Taxes autres que les impôts sur le revenu	121,688	109,713	222,096	175,923			343,784	285,636
Total des charges d'exploitation	910,633	799,399	3,117,191	2,814,740	(88,572)	(216,016)	3,939,252	3,398,123
Bénéfice d'exploitation	628,191	591,739	313,850	133,955			942,041	725,694
Frais généraux et frais de marketing et d'administration							(407,442)	(345,744)
Provision pour impôts sur le revenu							(358,892)	(248,966)
Produits des investissements et produits divers							110,132	48,526
Autre amortissement							(27,944)	(20,918)
Intérêt sur la dette à long terme							(11,324)	(29,027)
Participation minoritaire							4,961	5,823
Autres intérêts								(2,325)
							(690,509)	(592,631)
Bénéfice net avant postes extraordinaires et dividendes des actions privilégiées rachetables							251,532	133,063

PETRO-CANADA—*Suite*

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1984—*Fin*

Les transferts intersectoriels sont comptabilisés à la valeur marchande.

Les revenus tirés du secteur des ressources naturelles sont:

	1984	1983
Pétrole brut et liquides de terrain	867,366	799,582
Liquides extraits du gaz naturel	325,058	319,594
Gaz naturel	284,522	238,220
Autres	61,878	33,742
	1,538,824	1,391,138

Les revenus tirés du secteur des produits du pétrole raffiné sont:

	1984	1983
Essence	1,813,981	1,545,048
Distillats	1,025,140	872,508
Autres	591,920	531,139
	3,431,041	2,948,695

Les éléments d'actif sectoriels au 31 décembre et le montant des dépenses en immobilisations de l'exercice, par secteur commercial, se présentent comme suit:

	Éléments d'actif sectoriels		Dépenses en immobilisations*	
	1984	1983	1984	1983
Ressources naturelles	5,514,126	5,201,776	969,455	835,664
Produits du pétrole raffiné	2,652,369	2,426,954	141,885	110,924
Autres	888,787	610,295	204,900	83,460
	9,055,282	8,239,025	1,316,240	1,030,048

*Les dépenses en immobilisations sont présentées avant déductions des subventions au titre du Programme d'encouragement du secteur pétrolier.

Les autres éléments d'actif sectoriels comprennent l'encaisse et les dépôts à court terme, les placements dans d'autres sociétés, l'actif général de la Société et diverses entreprises.

19. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants de 1983 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation de l'exercice courant.

20. Engagements et passif éventuel

a) Engagements

La Société a loué un certain nombre de navires de forage en mer avec tout équipement nécessaire pour des périodes de un à cinq ans. La Société utilise ces navires de forage au cours de la saison de forage canadienne et les loyers sont partagés avec les participants aux coentreprises. Les navires peuvent être sous-loués lorsqu'ils ne sont pas utilisés par la Société.

La location brute de navires de forage en mer ainsi que les loyers annuels minimaux afférents au Centre Petro-Canada (note 5) et à d'autres contrats non résiliables sont estimés à $166,000,000 en 1985, à $137,000,000 en 1986, à $100,000,000 en 1987, à $44,000,000 en 1988, à $29,000,000 en 1989 et à $14,000,000 par année par la suite jusqu'en 2008.

b) Passif éventuel

La Société est partie dans des litiges et réclamations découlant du cours normal des affaires. La direction est d'avis que les règlements éventuels n'auront pas d'effet significatif sur la situation financière de la Société.

PETRO-CANADA—*Suite*

(Puisque les états financiers vérifiés ne sont pas disponibles en français, voici la version anglaise)

ANNEXE

CANERTECH INC.

AUDITORS' REPORT

TO THE SHAREHOLDER OF CANERTECH INC.

We have examined the Balance Sheet of Canertech Inc. (a wholly-owned subsidiary of Petro-Canada) as at December 31, 1984 and the Statements of Loss and Deficit and Changes in Financial Position for the year then ended. Our examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as we considered necessary in the circumstances.

In our opinion, these financial statements present fairly the financial position of the company as at December 31, 1984 and the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles, which, except for the changes explained in Note 1, have been applied on a basis consistent with that of the preceding year.

BURKE, NEWMAN & CO.
Chartered Accountants

Winnipeg, Canada
August 21, 1985

BALANCE SHEET DECEMBER 31, 1984
(in thousands of dollars)

ASSETS	1984	LIABILITIES AND SHAREHOLDER'S DEFICIT	1984
Cash and term deposits	13,596	Accounts payable and accrued liabilities	122
Due from Energy, Mines and Resources Canada (Note 2)	2,410	Obligation under capital leases (Note 12)	103
Investment in Canertech Conservation Inc. (Note 3)	4,261	Accrual for dissolution costs (Notes 6 and 12)	6,196
Other investments (Notes 4 and 12)	1,175	Advances from the Government of Canada (Note 7)	31,800
Fixed assets (Note 12)	175	Commitments (Note 10)	
Income taxes recoverable (Note 5)	680		38,221
Other assets	39		
		Shareholder's Deficit	
		Share capital (Note 8)	
		Deficit	15,885
			15,885
	22,336		22,336

The accompanying notes are an integral part of this balance sheet.

Approved on behalf of the Board:

G. M. WILSON
Director

F. B. GRANT
Director

PETRO-CANADA—*Suite*

ANNEXE—*Suite*

CANERTECH INC.—*Suite*

STATEMENT OF LOSS AND DEFICIT YEAR ENDED DECEMBER 31, 1984
(in thousands of dollars)

	1984
Income	
Interest income	1,897
Equity in loss of Canertech Conservation Inc.	(363)
	1,534
Administrative expenses	1,842
Loss before extraordinary item	308
Extraordinary item (Note 9)	9,861
Net loss for the year	10,169
Deficit, beginning of year	5,716
Deficit, end of year	15,885

The accompanying notes are an integral part of this statement.

STATEMENT OF CHANGES IN FINANCIAL POSITION YEAR ENDED DECEMBER 31, 1984
(in thousands of dollars)

	1984
Source of funds	
Loss before extraordinary item	308
Deduct: items not affecting funds	
Amortization and depreciation	75
Equity in loss of Canertech Conservation Inc.	363
Funds provided from operations	130
Decrease in other assets	31
	161
Use of funds	
Increase in amount due from Energy, Mines and Resources Canada	2,260
Net advances to investees	2,434
Purchase of fixed assets, net	44
Decrease in accounts payable	178
Decrease in obligation under capital leases	21
	4,937
Decrease in cash and term deposits	4,776
Cash and term deposits, beginning of year	18,372
Cash and term deposits, end of year	13,596

The accompanying notes are an integral part of this statement.

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS DECEMBER 31, 1984

Order-in-Council

On December 21, 1984, the Government of Canada issued Order-in-Council P.C. 1984-4187 whereby the parent corporation was directed to bring about the dissolution of Canertech Inc. and take such steps as are necessary to dispose of the existing investment portfolio with the provision that Canertech Conservation Inc., a wholly-owned subsidiary of Canertech Inc., be continued with the expressed intent of replacing Crown ownership with private Canadian ownership.

1. Summary of significant accounting policies

(a) Basis of accounting

Prior to 1984, the subsidiaries of Canertech Inc. were consolidated with the accounts of the company. Consistent with the terms of the Order-in-Council, these financial statements have been prepared on the liquidation basis with the exception of the investment in Canertech Conservation Inc. Assets have been presented at their estimated net realizable values before costs of dissolution.

Canertech Conservation Inc. is accounted for by the equity method as management believes that consolidation of this subsidiary with Canertech Inc. would not result in a more informative financial presentation.

(b) Comparative figures

As the 1983 financial statements were prepared on a going-concern basis, no comparative figures have been provided.

2. Due from Energy, Mines and Resources Canada

These amounts arose from the corporation's participation in the Ethanol-from-Cellulose development program and the Societe Biosyn (Reg'd) joint venture. Prior to the above mentioned Order-in-Council, the corporation was to be reimbursed for these amounts by Energy, Mines and Resources Canada. It is anticipated that the ultimate settlement of these amounts will require the direction of the Treasury Board of the Government of Canada and may involve a set-off against the advances from the Government of Canada.

3. Investment in Canertech Conservation Inc.

Canertech Conservation Inc., a wholly-owned subsidiary of the corporation, enters into contracts to design, install and finance energy retrofit measures identified through energy studies performed on the clients' facilities. These energy conservation retrofit contracts permit the client to undertake energy conservation projects without any outlay of capital and to repay these retrofit costs from realized energy savings.

PETRO-CANADA—*Fin*

ANNEXE—*Fin*

CANERTECH INC.—*Fin*

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS
DECEMBER 31, 1984—*Concluded*

The investment is accounted for on the equity method as follows:

	(in thousands of dollars)
Investment, at cost	5,245
Losses incurred to date	984
	4,261

Condensed financial information from Canertech Conservation Inc.'s December 31, 1984 consolidated financial statements is as follows:

Condensed consolidated balance sheet

	1984	1983
	(in thousands of dollars)	
Assets		
Cash and other assets	1,741	1,839
Retrofit contracts	1,333	4
Investment in Econoler Inc., at cost	1,225	1,225
Fixed assets	204	145
Royalties, license and deferred costs	448	366
	4,951	3,579
Liabilities and shareholder's deficit		
Accounts payable and other	395	143
Non-current advances from Canertech Inc.	5,245	3,970
Deferred revenue	89	
Minority interests	206	86
Shareholder's deficit	(984)	(620)
	4,951	3,579

Condensed consolidated statement of loss and deficit	(in thousands of dollars)	
Contract revenue	243	50
Cost of contracts	(244)	(57)
Other income	388	150
Administrative expenses net of amount applied to contracts	(778)	(584)
Minority interests in loss	27	14
Net loss for the year	364	427
Deficit, beginning of year	620	193
Deficit, end of year	984	620

4. Other investments

As of December 31, 1984, the corporation held a majority interest in Mechron Energy Ltd., Hunter Enterprises Orillia Limited, Sparfil International Inc. and Trecan Limited, an interest in Pacific Enercon Inc. and Valera Electronics Inc. and joint venture interests in Societe Biosyn (Reg'd) and Omnifuel Gasification Systems, the latter through a wholly-owned subsidiary, 107744 Canada Inc. The corporation is negotiating to dispose of these investments; consequently, these investments are recorded at estimated net realizable values before costs of disposition.

5. Income taxes recoverable

This amount represents the recovery of all income taxes previously paid by the corporation.

The benefits resulting from any future income tax reductions have not been recorded in these financial statements.

6. Accrual for dissolution costs

The accrual for dissolution costs represents management's anticipation of costs to complete the disposition of assets, including interim funding requirements, employee termination arrangements and settlement of liabilities. Should the corporation not conclude the disposition of investments as currently contemplated by management, additional costs may be incurred.

7. Advances from the Government of Canada

The advances are without requirement for interest or repayment.

8. Share capital

Authorized—An unlimited number of common shares

Issued and fully paid—1 common share for $1

9. Extraordinary item

The extraordinary item results from the adjustments required to present the financial statements on the liquidation basis and includes equity in the losses of other investments, income tax recovery, write-down of assets and accrual for dissolution costs.

10. Commitments

Canertech Conservation Inc. has committed a maximum of approximately $2,000,000 to subscribe proportionately with the minority shareholders for shares of its operating subsidiaries and to make advances of approximately $4,300,000 as may be required to support the growth of subsidiaries. In addition, the subsidiaries have committed to complete retrofit contracts and energy studies with costs in excess of current resources of approximately $2,000,000 which may require future funding by Canertech Inc.

11. Contingencies

The corporation is a defendant in legal actions amounting to approximately $77 million and legal counsel is of the opinion that the actions are without foundation and accordingly, no provision for such claims has been made in the accounts of the company.

12. Events subsequent to year end

In accordance with the Order-in-Council directing the dissolution of the corporation, the following events have occurred subsequent to year end:

The corporation has disposed of its investments in Mechron Energy Ltd. and Pacific Enercon Inc. at the values recorded. The proceeds of disposition include a promissory note in the amount of $350,000 due without interest in seven equal annual installments.

Negotiations were at an advanced stage for the divestiture of the corporation's interest in Societe Biosyn (Reg'd), Omnifuel Gasification Systems and Trecan Limited.

Further funding of approximately $950,000 was advanced to Canertech Conservation Inc., the majority of which was on account of the commitments disclosed in Note 10.

The fixed assets were disposed of at the values recorded. As part of this disposition, the purchaser accepted the obligation under capital leases.

Of the $6,196,000 accrual for dissolution costs approximately $2,100,000 was expended during the six months ended June 30, 1985.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIETA A RESPONSIBILITA LIMITATA IMMOBILIARE SAN SEBASTIANO

MANDAT

Acheter et administrer la résidence de l'ambassadeur canadien au Saint-Siège.

ANTÉCÉDENTS

Le seul actif de cette société est la propriété sise au 13/A Via di Porta San Sebastiano, à Rome. Cette propriété a servi de résidence officielle pour les ambassadeurs canadiens auprès du Saint-Siège, depuis l'ouverture de cette mission, en 1970. En 1982, le ministère des Affaires extérieures s'est prévalu du droit d'acheter la résidence officielle, en faisant l'acquisition de toutes les actions émises et en circulation de la société Immobiliare San Sebastiano S.R.L.

Le Parlement a autorisé la dissolution de la société par l'adoption du projet de loi C-60.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	À l'attention de: David M. Stockwell Ministère des Affaires extérieures 125, promenade Sussex Ottawa (Ontario) K1A 0G2
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	Le très honorable Joe Clark, c.p., député
MINISTÈRE	Affaires extérieures
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	Code civil italien régissant les compagnies à responsabilité limitée
ADMINISTRATEUR UNIQUE	Paul Tardif
VÉRIFICATEUR	il Dr Giovanni Vigoriti

AUCUN ÉTAT FINANCIER VÉRIFIÉ N'ÉTAIT DISPONIBLE
À LA DATE D'IMPRESSION

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES BREVETS ET D'EXPLOITATION LIMITÉE

MANDAT

Optimiser les avantages que le Canada tire des projets de technologie exploitable commercialement financés par le gouvernement fédéral.

ANTÉCÉDENTS

La Société rend accessible au public la propriété industrielle et intellectuelle découlant de la recherche et du développement financés par le gouvernement. Elle prend des arrangements avec l'industrie privée en ce qui concerne la délivrance de permis; les sommes reçues couvrent la plupart de ses frais d'exploitation. Des prix sont décernés aux inventeurs en vertu de la *Loi sur les inventions des fonctionnaires*.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	275, rue Slater Ottawa (Ontario) K1A 0R3
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Sinclair Stevens, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Expansion industrielle régionale
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	Lettres patentes en vertu de la *Loi sur les compagnies* — 47/10/24
PREMIER DIRIGEANT	W. Dallas Gordon
PRÉSIDENT	William F. Graydon
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1984-1985	1983-1984	1982-1983	1981-1982
À la fin de l'exercice				
Actif total	1.3	1.7	1.5	1.7
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	0.7	0.9	0.9	1.1
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	0.4	0.4	néant	0.4
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES BREVETS ET D'EXPLOITATION LIMITÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE SINCLAIR STEVENS, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

J'ai vérifié le bilan de la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée au 31 mars 1985 ainsi que les états des résultats et du surplus et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes et aux règlements administratifs de la Société.

Le vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 31 mai 1985

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Encaisse	141,232	211,939
Dépôts à terme	570,000	590,000
Débiteurs	348,464	623,000
Intérêt couru	7,430	6,519
Frais payés d'avance	11,171	7,947
	1,078,297	1,439,405
Placement en obligations du Canada (valeur marchande, 1985—$218,750; 1984—$204,575)	247,500	247,500
Droits de propriété industrielle et intellectuelle (notes 2, 3 et 5)	1	1
Matériel expérimental prêté à un détenteur de licence (note 4)	1	1
	1,325,799	1,686,907

PASSIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	401,465	553,120
Redevances perçues d'avance	53,562	48,344
	455,027	601,464
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	176,002	151,071
	631,029	752,535
AVOIR DU CANADA		
Capital-actions		
Autorisé—10,000 actions sans valeur au pair		
Émis—5,000 actions entièrement payées	296,199	296,199
Surplus	398,571	638,173
	694,770	934,372
	1,325,799	1,686,907

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
W. D. GORDON

Administrateur
DENNIS P. DEMELTO

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES BREVETS ET D'EXPLOITATION LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU SURPLUS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Revenus		
Redevances	1,450,845	1,442,560
Intérêt sur placements	96,315	78,900
Frais de gestion en vertu d'ententes de mandataires	48,465	52,179
Intérêt sur comptes en souffrance	6,288	22,190
Divers	5,269	13,576
	1,607,182	1,609,405
Dépenses		
Traitements et prestations aux employés	1,111,460	1,040,331
Honoraires des agents et autres dépenses connexes pour l'obtention et le maintien de la protection des droits de propriété industrielle et intellectuelle (note 5)	359,711	244,624
Location de locaux, de matériel et autres	206,051	136,521
Montants versés ou à verser à des tiers en vertu des redevances gagnées	145,857	151,643
Récompenses aux inventeurs	105,900	95,616
Honoraires d'avocat	105,149	85,758
Services professionnels et spéciaux	54,689	47,171
Fournitures de bureau, imprimerie, matériel et ameublement	45,160	48,464
Communications	33,259	32,788
Voyages et déplacements	27,165	36,888
Divers	1,274	2,190
Créances irrécouvrables	1,109	8,005
	2,196,784	1,929,999
Coût de l'exploitation	589,602	320,594
Crédit parlementaire	350,000	350,000
Excédent du crédit parlementaire sur le coût de l'exploitation (du coût de l'exploitation sur le crédit parlementaire) pour l'exercice	(239,602)	29,406
Surplus au début de l'exercice	638,173	608,767
Surplus à la fin de l'exercice	398,571	638,173

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Provenance du fonds de roulement		
Crédit parlementaire	350,000	350,000
	350,000	350,000
Utilisation du fonds de roulement		
Coût de l'exploitation	589,602	320,594
Provision pour indemnités de cessation d'emploi, un élément n'exigeant aucune sortie de fonds	(24,931)	(27,043)
	564,671	293,551
Augmentation (diminution) du fonds de roulement	(214,671)	56,449
Fonds de roulement au début de l'exercice	837,941	781,492
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	623,270	837,941

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985

1. Objectifs et exploitation

La Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée est une société d'État nommée à l'annexe C, Partie I de la Loi sur l'administration financière et a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes. La Société a été constituée dans le but de rendre accessible au public, par l'entremise de licences négociées avec l'industrie, la propriété industrielle et intellectuelle résultant des travaux de recherche et développement financés au moyen de fonds publics.

La Société reçoit et traite toute propriété industrielle et intellectuelle en vertu d'ententes conclues avec les ministères du gouvernement fédéral, les sociétés et agences de l'État, les universités et autres organismes financés à même les fonds publics. Une protection adéquate est recherchée au Canada et à l'étranger pour la propriété industrielle et intellectuelle lorsque celle-ci pourrait servir à des fins commerciales. La Société se sert du revenu de l'exploitation de cette propriété pour récompenser les fonctionnaires inventeurs conformément à la Loi sur les inventions des fonctionnaires et pour indemniser d'autres initiateurs de propriété industrielle ou intellectuelle conformément aux ententes conclues avec eux.

2. Conventions comptables importantes

Placement en obligations du Canada

Le placement en obligations du Canada est comptabilisé au prix coûtant car la direction a l'intention de conserver ces obligations jusqu'à leur échéance en 1989.

Droits de propriété industrielle et intellectuelle

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle sont inscrits au bilan à une valeur nominale de $1. Le coût net relatif à l'acquisition, à la protection et au maintien des droits de propriété industrielle et intellectuelle est imputé aux résultats lorsqu'il est subi (notes 3 et 5).

Matériel expérimental prêté à un détenteur de licence

Le matériel expérimental prêté à un détenteur de licence est comptabilisé à une valeur nominale de $1. Le coût de ce matériel est imputé aux résultats au cours de l'exercice de son acquisition.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des indemnités déterminées de cessation d'emploi en conformité avec les conventions collectives et les conditions d'emploi. L'élément de passif relié à ces indemnités est comptabilisé dès que les indemnités sont gagnées par les employés.

Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires sont comptabilisés lorsqu'ils sont encaissés.

Régime de retraite

Les employés de la Société sont couverts par le Régime de pension de retraite de la Fonction publique que le gouvernement du Canada administre. Les cotisations de la Société au coût du régime sont limitées, d'après les lois actuelles, à un montant égal au montant des cotisations versées par les employés au titre des services courants. Ces cotisations, qui s'élevaient à $58,369 pour l'exercice terminé le 31 mars 1985 ($53,550 en 1984), représentent les obligations totales de la Société au titre du régime de retraite et sont comptabilisées aux états financiers de l'exercice en cours. D'après les lois actuelles, la Société n'est pas tenue de verser une contribution au titre des insuffisances actuarielles du Compte de pension de la Fonction publique ou au titre d'imputations au Fonds du revenu consolidé pour l'indexation des prestations en vertu de la Loi sur les Prestations de retraite supplémentaires.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES BREVETS ET D'EXPLOITATION LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1985—*Fin*

3. Droits de propriété industrielle et intellectuelle

   Le coût accumulé du présent inventaire des droits de brevets non expirés et autres droits de propriété industrielle et intellectuelle s'élève à $2,441,566 ($2,128,966 en 1984).

4. Matériel expérimental prêté à un détenteur de licence

   Le coût accumulé du matériel expérimental acheté en vertu de contrats actifs de développement et détenu par un détenteur de licence s'élève à $123,500 ($123,500 en 1984).

5. Honoraires des agents et autres dépenses connexes pour l'obtention et le maintien de la protection des droits de propriété industrielle et intellectuelle

	1985	1984
	$	$
Honoraires et autres dépenses connexes	505,971	390,490
Moins: recouvrements	146,260	145,866
	359,711	244,624

6. Engagement par bail

   En vertu d'un bail en date du 30 septembre 1983, la Société verse un loyer annuel de $169,425 pour des locaux. La période couverte par le bail est du 1er novembre 1983 au 31 octobre 1988.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PARIS SPORTIFS

MANDAT

Assurer l'exploitation et la gestion publiques de paris collectifs sur les combinaisons de certaines épreuves ou manifestations sportives.

ANTÉCÉDENTS

Constituée en 1983, cette société a cessé ses activités en 1984 et a été dissoute en juin 1985.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	255, rue Albert C.P. 9705 Succursale T Ottawa (Ontario) K1G 3Z4
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Jake Epp, c.p., député
MINISTÈRE	Santé et Bien-être social
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur les paris collectifs sportifs*, 83/06/29 (S.C. 1980-81-82-83, c. 161)
VÉRIFICATEUR	Mallette, Benoit, Boulanger, Rondeau & associés

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1984-1985	**1983-1984**
À la fin de l'exercice		
Actif total	8.2	11.3
Engagements envers le secteur privé	3.5	11.3
Engagements envers le Canada	néant	néant
Avoir du Canada	4.7	néant
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice		
— budgétaire	36.5*	10.5
— non budgétaire	néant	néant

* Inclut les prêts reçus mais auxquels le Canada a renoncé au cours de la période.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PARIS SPORTIFS

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

Nous avons vérifié le bilan de la Société canadienne des paris sportifs au 20 juin 1985 ainsi que l'état des résultats et de la valeur nette du Canada de l'exercice de 81 jours clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société canadienne des paris sportifs au 20 juin 1985 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice de 81 jours clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

À notre avis, les livres de comptabilité appropriés ont été tenus et les opérations venues à notre connaissance étaient de la compétence de la société.

Notre rapport se rapportant aux états financiers de l'exercice clos le 31 mars 1985 contenait la restriction suivante: dû à la structure et à la nature des opérations de la société, les revenus provenant de la vente de billets de paris collectifs ne se prêtaient pas à une vérification de leur intégralité. En conséquence, notre vérification de ces revenus avait été limitée aux sommes inscrites aux livres de la société et nous n'avions pu déterminer si certains redressements auraient dû être apportés aux revenus, aux comptes à recevoir et à la valeur nette du Canada.

Comptables agréés
MALLETTE, BENOIT, BOULANGER,
RONDEAU & ASSOCIÉS

Montréal, Canada
le 12 juillet 1985

BILAN

ACTIF	20 juin 1985	31 mars 1985	PASSIF	20 juin 1985	31 mars 1985
	$	$		$	$
Éléments à court terme			Dette à court terme		
Encaisse	669,454	460,423	Fournisseurs et frais courus (note 7)	140,906	3,148,709
Encaisse—Lots gagnants	170,475	370,375	Provision pour lots gagnants (note 8)	170,475	370,375
Certificat de dépôt	4,000,000	7,000,000		311,381	3,519,084
Comptes à recevoir	89,568	29,313	Valeur nette du Canada	4,618,117	4,686,674
	4,929,497	7,860,111			
Immobilisations (notes 6 et 9b)	1	345,647			
	4,929,498	8,205,758		4,929,498	8,205,758

Éventualités, engagements contractuels et événement important (notes 9, 10 et 11)

Pour le Conseil d'administration:

Administrateur
H. MULLINGTON

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PARIS SPORTIFS—*Suite*

RÉSULTATS ET VALEUR NETTE DU CANADA

	Exercice clos le 20 juin 1985 (81 jours)	Exercice clos le 31 mars 1985 (12 mois)
	$	$
Ventes—Billets de paris collectifs		7,747,068
Coût des ventes (annexe A)		15,481,455
Perte brute		(7,734,387)
Frais d'administration (annexe B)	129,943	28,499,712
Perte d'exploitation	(129,943)	(36,234,099)
Autres revenus		
Revenu provenant du Gouvernement du Canada (note 4)		47,000,000
Intérêts	103,085	863,221
Lots gagnants non réclamés (note 8)	196,661	
	299,746	47,863,221
Excédent des revenus sur les dépenses avant postes exceptionnels	169,803	11,629,122
Postes exceptionnels		
Radiation des immobilisations (note 9b)	238,360	
Pénalités et frais de fermeture (note 5)		6,942,448
	238,360	6,942,448
Excédent des revenus (dépenses) sur les dépenses (revenus)	(68,557)	4,686,674
Valeur nette du Canada au début de l'exercice	4,686,674	
Valeur nette du Canada à la fin de l'exercice	4,618,117	4,686,674

NOTES COMPLÉMENTAIRES
20 JUIN 1985

1. Statuts constitutifs

La Société canadienne des paris sportifs est une société de la Couronne détenue à part entière par le Gouvernement du Canada; elle a été constituée le 29 juin 1983 selon la Loi sur les paris collectifs sportifs.

2. Conventions comptables

a) Revenus et dépenses

Les revenus provenant de la vente de billets de paris collectifs sont comptabilisés à la date du tirage sur une base de caisse. Les dépenses et les autres revenus sont comptabilisés sur une base d'exercice.

b) Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition.

L'amortissement des immobilisations est calculé selon la méthode de la ligne droite aux taux suivants:

Mobilier et équipement de bureau	20%
Équipement informatique	30%
Améliorations locatives	100%

Aucun amortissement n'a été comptabilisé pour l'exercice de 81 jours clos le 20 juin 1985.

3. État de l'évolution de la situation financière

L'état de l'évolution de la situation financière n'a pas été préparé car il n'améliore pas l'information contenue à ces états financiers.

4. Revenus provenant du Gouvernement du Canada

	20 juin 1985	31 mars 1985
	$	$
Revenus provenant du Fonds du revenu consolidé		10,500,000
Montants perçus du Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social		
Radiation d'emprunts		20,000,000
Paiement relatif à la fermeture de la société		16,500,000
		47,000,000

5. Pénalités et frais de fermeture

	20 juin 1985	31 mars 1985
	$	$
Impression des billets		2,900,000
Salaires et compensations pour perte d'emploi		1,981,086
Distribution des billets		1,708,000
Divers		286,357
Loyer		67,005
		6,942,448

6. Immobilisations

	20 juin 1985 Valeur nette	31 mars 1985 Valeur nette
	$	$
Mobilier et équipement de bureau	1	237,539
Équipement informatique		108,108
Améliorations locatives		
	1	345,647

7. Fournisseurs et frais courus

	20 juin 1985	31 mars 1985
	$	$
Fournisseurs	140,906	149,399
Déductions à la source		50,167
Pénalités		1,852,842
Intérêts sur emprunts		1,096,301
	140,906	3,148,709

8. Provision pour lots gagnants

Ce poste représente une provision pour les lots gagnants non réclamés. En vertu de la Loi sur les paris collectifs sportifs, les lots gagnants ne peuvent pas être réclamés après un an suivant la clôture du tirage. Les lots gagnants non réclamés après un an suivant le tirage seront comptabilisés comme revenu au cours de l'exercice de leur expiration.

9. Éventualités

a) Une demande d'injonction permanente a été déposée par la Ligue Nationale des équipes professionnelles de baseball suite à l'allégation d'atteinte à la réputation, et d'infraction à la marque commerce et aux droits d'auteur.

La société est d'opinion que cette cause ne sera vraisemblablement jamais portée au rôle d'audition de la cour suite à la décision du gouvernement fédéral de mettre fin aux opérations de la société.

NOTES COMPLÉMENTAIRES
20 JUIN 1985—*Fin*

b) Toutes les immobilisations restantes ont été transférées à la Corporation de disposition des biens de la Couronne pour aliénation. Vu que le produit éventuel de disposition ne peut être estimé, les immobilisations restantes ont été évaluées à $1.

10. Engagements contractuels

La société s'est engagée par contrats de bail de trois ans à compter du 1er avril 1984. Le loyer global minimum à payer suivant ces baux, exclusion faite des clauses escalatoires d'impôts fonciers et autres se chiffre à $1,179,226. Le solde de l'engagement au 20 juin 1985 s'établit à $705,228 et les paiements minimums exigibles au cours des deux prochains exercices en vertu de ces baux sont les suivants:

	$
1985-86	393,076
1986-87	312,152

11. Événement important

La loi C-2, Loi liquidant Sport Select et Loto Canada, a reçu la sanction royale le 20 juin 1985. Depuis, tous les droits et les biens de la société, ceux qui sont détenus en son nom ou en fiducie pour elle, ainsi que ses obligations et engagements, seront réputés être ceux de Sa Majesté.

ANNEXES A ET B—AUTRES RENSEIGNEMENTS

A. Coût des ventes

	Exercice clos le	
	20 juin 1985 (81 jours)	31 mars 1985 (12 mois)
	$	$
Lots gagnants		7,019,149
Impression et distribution des billets		6,947,842
Escomptes aux détaillants		1,514,464
		15,481,455

B. Frais d'administration

	$	$
Salaires et avantages sociaux		9,006,253
Publicité et promotion		8,431,295
Traitements des données		2,249,988
Radiation des frais d'établissement		2,134,731
Services professionnels	10,263	2,113,472
Intérêts sur emprunts		1,096,301
Frais de déplacement	1,879	1,048,142
Loyer et frais incidents	104,617	883,124
Papeterie, fournitures de bureau et location d'équipement	8,387	639,512
Téléphone et frais postaux	486	496,909
Amortissement des immobilisations		264,575
Assurances et taxes	506	100,549
Intérêts et frais bancaires	3,805	34,861
	129,943	28,499,712

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PARIS SPORTIFS—*Suite*

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

Nous avons vérifié le bilan de la Société canadienne des paris sportifs au 31 mars 1985 ainsi que l'état des résultats et de la valeur nette de l'exercice clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances, à l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous.

À cause de la structure et de la nature des opérations de la société, les revenus provenant de la vente de billets de paris collectifs ne se prêtent pas à une vérification de leur intégralité. En conséquence, notre vérification de ces revenus a été limitée aux sommes inscrites aux livres de la société et nous n'avons pu déterminer si certains redressements auraient dû être apportés aux revenus, aux comptes à recevoir et à la valeur nette.

À notre avis, à l'exception de l'effet d'éventuels redressements que nous aurions pu juger nécessaires si nous avions été en mesure de vérifier l'intégralité des revenus provenant de la vente de billets de paris collectifs dont il est question au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société canadienne des paris sportifs au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

À notre avis, les livres de comptabilité appropriés ont été tenus et les opérations venues à notre connaissance étaient de la compétence de la société.

Comptables agréés
MALLETTE, BENOIT, BOULANGER,
RONDEAU & ASSOCIÉS

Montréal, Canada
le 10 avril 1985

BILAN AU 31 MARS

ACTIF	1985	1984
	$	$
Éléments à court terme		
Encaisse	460,423	9,101,777
Encaisse—Lots gagnants	370,375	
Certificat de dépôt	7,000,000	
Comptes à recevoir	29,313	
Frais payés d'avance		36,462
Frais d'établissement (note 4)		2,134,731
	7,860,111	11,272,970
Immobilisations (notes 7 et 10b)	345,647	62,573
	8,205,758	11,335,543

PASSIF	1985	1984
	$	$
Dette à court terme		
Fournisseurs et frais courus (note 8)	3,148,709	701,218
Revenus reportés		10,500,000
Revenus d'intérêts reportés		134,325
Provision pour lots gagnants (note 9)	370,375	
	3,519,084	11,335,543
Valeur nette	4,686,674	
	8,205,758	11,335,543

Éventualités et événement important (notes 10 et 11).

Pour le Conseil d'administration:

Administrateur
H. MULLINGTON

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PARIS SPORTIFS—*Suite*

RÉSULTATS ET VALEUR NETTE
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1985

	1985
	$
Ventes—Billets de paris collectifs	7,747,068
Coût des ventes	
Lots gagnants	7,019,149
Impression et distribution des billets	6,947,842
Escomptes aux détaillants	1,514,464
	15,481,455
Perte brute	(7,734,387)
Frais d'administration	
Salaires et avantages sociaux	9,006,253
Publicité et promotion	8,431,295
Traitements des données	2,249,988
Radiation des frais d'établissement (note 4)	2,134,731
Services professionnels	2,113,472
Intérêts sur emprunts	1,096,301
Frais de déplacement	1,048,142
Loyer et frais incidents	883,124
Papeterie, fournitures de bureau et location d'équipement	639,512
Téléphone et frais postaux	496,909
Amortissement des immobilisations	264,575
Assurances et taxes	100,549
Intérêts et frais bancaires	34,861
	28,499,712
Perte d'exploitation	(36,234,099)
Autres revenus	
Revenu provenant du Gouvernement du Canada (note 5)	47,000,000
Intérêts	863,221
	47,863,221
Excédent des revenus sur les dépenses avant poste exceptionnel	11,629,122
Poste exceptionnel	
Pénalités et frais de fermeture (note 6)	6,942,448
Excédent des revenus sur les dépenses et valeur nette	4,686,674

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 1985

1. Statuts constitutifs

La Société canadienne des paris sportifs est une société de la Couronne détenue à part entière par le Gouvernement du Canada; elle a été constituée le 29 juin 1983 selon la Loi sur les paris collectifs sportifs.

2. Conventions comptables

a) Revenus et dépenses

Les revenus provenant de la vente de billets de paris collectifs sont comptabilisés à la date du tirage sur une base de caisse. Les dépenses et les autres revenus sont comptabilisés sur une base d'exercice.

b) Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition.

L'amortissement des immobilisations est calculé selon la méthode de la ligne droite aux taux suivants:

Mobilier et équipement de bureau	20%
Équipement informatique	30%
Améliorations locatives	100%

3. État de l'évolution de la situation financière

L'état de l'évolution de la situation financière n'a pas été préparé car il n'améliore pas l'information contenue à ces états financiers.

4. Frais d'établissement

	1985	1984
	$	$
Services professionnels		847,365
Salaires et avantages sociaux		670,720
Publicité et promotion		357,389
Divers		112,355
Papeterie, fournitures de bureau et location d'équipement		98,319
Loyers et frais incidents		48,583
		2,134,731

5. Revenus provenant du gouvernement du Canada

	1985	1984
	$	$
Revenus provenant du Fonds du revenu consolidé	10,500,000	
Montants perçus du Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social		
Radiation d'emprunts	20,000,000	
Paiement relatif à la fermeture de la société	16,500,000	
	47,000,000	

6. Pénalités et frais de fermeture

	1985	1984
	$	$
Impression des billets	2,900,000	
Salaires et compensations pour perte d'emploi	1,981,086	
Distribution des billets	1,708,000	
Divers	286,357	
Loyer	67,005	
	6,942,448	

7. Immobilisations

	1985			1984
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur nette	Valeur nette
	$	$	$	$
Mobilier et équipement de bureau	296,924	59,385	237,539	35,927
Équipement informatique	154,440	46,332	108,108	21,878
Améliorations locatives	108,378	108,378		4,768
	559,742	214,095	345,647	62,573

8. Fournisseurs et frais courus

	1985	1984
	$	$
Fournisseurs	149,399	463,273
Déductions à la source	50,167	
Pénalités	1,852,842	
Intérêts sur emprunts	1,096,301	
Autres frais courus		237,945
	3,148,709	701,218

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PARIS SPORTIFS—*Fin*

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 1985—*Fin*

9. Provision pour lots gagnants

Ce poste représente une provision pour les lots gagnants non réclamés au 31 mars 1985. En vertu de la Loi sur les paris collectifs sportifs, les lots gagnants ne peuvent pas être réclamés après un an suivant la date du tirage. Les lots gagnants non réclamés après un an suivant le tirage seront comptabilisés comme revenu au cours de l'exercice de leur expiration.

10. Éventualités

a) Une demande d'injonction permanente a été déposée par la Société des Loteries et Loisirs du Québec (Loto Québec) et la Ligue Nationale des équipes professionnelles de baseball suite à l'allégation d'atteinte à la réputation, et d'infraction à la marque commerce et aux droits d'auteur.

Par ailleurs, le Procureur général de chacune des provinces poursuit le Gouvernement du Canada suite à l'allégation que les opérations de la société contreviennent aux termes d'une entente fédérale/provinciale conclue en 1979.

La société est d'opinion que ces causes ne seront vraisemblablement jamais portées au rôle d'audition de la cour suite à la décision du Gouvernement du Canada de mettre fin aux opérations de la société.

b) Aucune provision pour pertes éventuelles sur aliénation d'immobilisations n'a été comptabilisée puisque le produit éventuel de disposition ne peut être estimé. Les pertes sur aliénation d'immobilisations seront comptabilisées au cours de la période où celles-ci seront aliénées.

11. Événement important

Si le projet de loi C-2, Loi liquidant Sport Select et Loto Canada, reçoit la sanction royale, les droits et les biens de la société, ceux qui sont détenus en son nom ou en fiducie pour elle, ainsi que ses obligations et engagements, seront réputés être ceux de Sa Majesté.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS

MANDAT

Planifier et coordonner l'aménagement des 15 ports qui étaient sous l'autorité du Conseil des ports nationaux afin d'atteindre les objectifs de la politique sur les ports nationaux et d'appuyer les objectifs du Canada en matière de commerce international ainsi que d'autres objectifs sociaux et économiques. La Société a également pour mandat d'administrer, de gérer et de contrôler directement les ports qui ne sont pas constitués en sociétés de port locales.

ANTÉCÉDENTS

Établie en 1983, la Société était responsable des 15 ports canadiens qui étaient sous l'autorité du Conseil des ports nationaux. Par la suite, des sociétés de port locales ont été établies à Montréal et Vancouver (en juillet 1983), à Halifax, Québec et Prince-Rupert (en juin 1984) et à St. John's (en juin 1985). À l'heure actuelle, ces sociétés fonctionnent avec beaucoup d'autonomie.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Tour A, Place de Ville 320, rue Queen Ottawa (Ontario) K1A 0N6
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Donald F. Mazankowski, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur le Conseil des ports nationaux* (S.R.C. 1970, C. N-8, art. 3); reconstituée en vertu de la *Loi sur la Société canadienne des ports* (S.C. 1980-81-82-83, C. 121, art. 1), proclamée le 24 février 1983
PREMIER DIRIGEANT	Denis de Belleval
PRÉSIDENT	Ronald Huntington
VÉRIFICATEUR	Touche, Ross et Cie

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF* en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1984	**1983**
À la fin de l'exercice		
Actif total	245.2	445.8
Engagements envers le secteur privé	néant	néant
Engagements envers le Canada	105.2	216.5
Avoir du Canada	105.6	185.9
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice		
— budgétaire	35.0	23.8
— non budgétaire	4.9	7.1

* Des actifs et les engagements connexes de la Société ont été transférés aux nouvelles sociétés de port locales.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE DONALD MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de la Société canadienne des ports au 31 décembre 1984 ainsi que les états des résultats, du déficit, du capital d'apport et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société canadienne des ports dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne des ports et aux règlements administratifs de la Société.

Comptables agréés
TOUCHE ROSS & CIE

Winnipeg, Canada
le 11 mars 1985

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

ACTIF	1984	1983
À court terme		
Encaisse	894	1,356
Placements (note 4)	59,134	92,814
Débiteurs	4,116	13,405
Créance sur le Canada	3,468	2,017
Matériaux et fournitures	530	756
	68,142	110,348
À long terme		
Placements (note 4)	19,973	26,476
Débiteurs		238
	19,973	26,714
Placement dans Ridley Terminals Inc. (note 5)	19,733	19,271
Immobilisations (note 7)	137,321	289,510
	245,169	445,843

PASSIF	1984	1983
À court terme		
Créditeurs et frais courus (note 8)	14,607	19,195
Subventions tenant lieu de taxes municipales	678	2,031
	15,285	21,226
À long terme		
Avantages sociaux courus	1,562	3,506
Financement fourni par une province (note 9)	18,596	19,406
Emprunts auprès du Canada (note 10)	104,110	166,617
Contribution remboursable auprès du Canada (note 11)		49,152
	124,268	238,681
AVOIR DU CANADA		
Contribution auprès du Canada (note 13)	20,072	20,072
Capital d'apport	142,319	322,385
Déficit	56,775	156,521
	85,544	165,864
	245,169	445,843

Au nom du Conseil:

Président du Conseil
A. R. HUNTINGTON

Président et dirigeant principal intérimaire
MICHAEL W. SWINWOOD

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Produits d'exploitation	27,229	28,623
Frais d'exploitation et d'administration	18,530	19,703
Amortissement	6,651	6,005
Subventions tenant lieu de taxes municipales	2,317	2,348
Frais d'intérêt	3,568	3,053
	31,066	31,109
Résultat déficitaire net d'exploitation	(3,837)	(2,486)
Revenu de placement	8,160	7,713
Résultat net avant les postes décrits ci-dessous	4,323	5,227
Résultat net des ports constitués en société de port locale (note 3)	2,866	22,714
Poste de nature inhabituelle (note 14)		(11,800)
Quote-part du résultat déficitaire de Ridley Terminals Inc. (note 5)	(2,697)	
Résultat net	4,492	16,141

ÉTAT DU DÉFICIT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Déficit au début de l'exercice	156,521	185,542
Résultat net	4,492	16,141
	152,029	169,401
Déficit assumé par les sociétés de port locales (note 3)	(95,254)	(80,316)
Surplus transféré à une société de port locale (note 3)		67,436
Déficit à la fin de l'exercice	56,775	156,521

ÉTAT DU CAPITAL D'APPORT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Capital d'apport au début de l'exercice	322,385	349,361
Capital d'apport transféré aux sociétés de port locales (note 3)	(180,066)	(26,976)
Capital d'apport à la fin de l'exercice	142,319	322,385

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Provenance des fonds		
Exploitation		
Résultat net	4,492	16,141
Postes n'exigeant aucune sortie de fonds		
Amortissement	7,981	13,572
Intérêt reporté	2,392	1,855
Poste de nature inhabituelle		11,800
Quote-part du résultat déficitaire de Ridley Terminals Inc.	2,697	
Autres	(241)	1,343
	17,321	44,711
Emprunts auprès du Canada	4,881	7,110
Contribution remboursable auprès du Canada	106	8,379
Subventions pour projets d'immobilisations	34,880	15,425
Produit de la vente de placements à long terme		5,076
Autres	242	77
	57,430	80,778
Utilisation des fonds		
Acquisitions d'immobilisations	43,516	54,615
Placement dans Ridley Terminals Inc.—Net	3,159	14,942
Tranche exigible des emprunts auprès du Canada	1,112	747
Diminution du financement fourni par une province	810	1,204
	48,597	71,508
Augmentation du fonds de roulement avant le transfert aux sociétés de port locales	8,833	9,270
Fonds de roulement transféré aux sociétés de port locales (note 3)	(45,098)	(65,972)
Diminution du fonds de roulement	(36,265)	(56,702)
Fonds de roulement au début de l'exercice	89,122	145,824
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	52,857	89,122

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1984

1. La Loi sur la Société canadienne des ports

La Société canadienne des ports est constituée en vertu de la Loi sur la Société canadienne des ports. Cette loi permet l'établissement de nouvelles sociétés de port locales pour la gestion et l'exploitation de certains ports déterminés. La Société est énumérée dans la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière. Elle n'est pas assujettie aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu.

2. Principales conventions comptables

a) États financiers

Les états financiers de la Société canadienne des ports comprennent les comptes de tous les ports et des autres installations qui relèvent de son administration. Les activités des sociétés de port locales sont exclues des états financiers depuis la date de leur constitution en société de port locale.

b) Placements

Les placements sont des titres directs et garantis par le Canada. Ils sont indiqués au coût amorti et la prime ou l'escompte est amorti jusqu'à l'échéance.

c) Placement dans Ridley Terminals Inc.

Le placement dans Ridley Terminals Inc. est comptabilisé à la valeur de consolidation.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1984—*Suite*

d) Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées au prix coûtant, sauf celles qui sont transférées du Canada à la Société et qui sont enregistrées à la valeur d'expertise ou à la juste valeur marchande établie au moment du transfert. Les subventions pour les projets d'immobilisations reçues du Canada et de tierces parties sont créditées directement au coût du bien correspondant.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, dès que le bien devient opérationnel, et ce pour l'année entière, selon des taux calculés sur la durée probable d'utilisation des immobilisations.

e) Coûts du régime de pension

Le régime de pension de retraite de la Fonction publique, administré par le Canada, couvre tous les employés permanents de la Société. Ces employés et la Société doivent contribuer à ce régime. Les contributions annuelles au régime de pension sont la responsabilité de la Société et sont imputées aux frais d'exploitation de l'exercice courant.

f) Assurance

La Société assume essentiellement toutes les responsabilités quant aux incendies et risques généraux ainsi que les demandes d'indemnisation des accidentés du travail. Les frais qui peuvent découler de ces responsabilités sont imputés dans l'exercice au cours duquel ils peuvent être raisonnablement estimés.

g) Subventions tenant lieu de taxes municipales

Les frais de subventions tenant lieu de taxes municipales sont établis selon les évaluations municipales estimatives, modifiées conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions ne sont versées qu'après vérification par la Division des subventions aux municipalités du Ministère des Travaux publics. Toute régularisation subséquente est enregistrée dans les comptes de l'exercice au cours duquel le montant final est remis.

h) Avantages sociaux

Chaque année, la Société comptabilise une provision pour les éléments de passif estimatifs qui découlent des indemnités de cessation d'emploi, de vacances, de congés de maladie et de congés compensatoires pour temps supplémentaire; ces indemnités sont payables aux employés dans les exercices subséquents en vertu des conventions collectives ou selon la politique de la Société.

i) Intérêt sur la contribution du Canada

L'intérêt sur la contribution auprès du Canada est démontré dans les états financiers de l'exercice où il est payé puisqu'il est conditionnel au versement de dividendes par Ridley Terminals Inc.

3. Sociétés de port locales

En date du 1er juin 1984, les ports de Halifax, de Québec et de Prince Rupert ont été constitués en société de port locale sous les raisons sociales de Société du port de Halifax, de Société du port de Québec et de Société du port de Prince Rupert. Les ports de Montréal et de Vancouver avaient été antérieurement constitués en société de port locale le 1er juillet 1983 sous les raisons sociales de Société du port de Montréal et Société du port de Vancouver.

Conformément avec la Loi sur la Société canadienne des ports, les actifs, passifs et avoir ont été transférés aux sociétés de port locales à la valeur comptable indiquée dans les comptes de la Société de la façon suivante:

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Actif		
Fonds de roulement	45,098	65,972
Placements à long terme	6,589	50,364
Débiteurs à long terme	245	6,309
Immobilisations	152,425	246,058
	204,357	368,703
Passif		
Avantages sociaux courus à long terme	1,619	6,092
Emprunts auprès du Canada	68,668	348,515
Contribution remboursable auprès du Canada	49,258	
	119,545	354,607
Avoir		
Capital d'apport	180,066	26,976
Déficit	(95,254)	(80,316)
Surplus		67,436
	204,357	368,703

L'état des résultats comprend les résultats d'exploitation des ports de Halifax, de Québec et de Prince Rupert pour la période de cinq mois terminée le 31 mai 1984 et pour l'exercice terminé le 31 décembre 1983, et les résultats d'exploitation des ports de Montréal et de Vancouver pour la période de six mois terminée le 30 juin 1983, de la façon suivante:

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Produits d'exploitation	13,487	100,418
Frais d'exploitation et d'administration	10,073	77,015
Amortissement	1,330	7,567
Subventions tenant lieu de taxes municipales	1,262	4,690
Frais d'intérêt		462
	12,665	89,734
Résultat net d'exploitation	822	10,684
Revenu de placement	2,044	12,030
Résultat net des ports constitués en société de port locale	2,866	22,714

4. Placements

Les placements, lesquels sont des titres directs et garantis par le Canada, s'élèvent:

	1984		1983	
	(en milliers de dollars)			
	Coût	Valeur marchande	Coût	Valeur marchande
À court terme	59,134	59,360	92,814	92,597
À long terme	19,973	20,015	26,476	25,794

5. Placement dans Ridley Terminals Inc.

Ridley Terminals Inc. (RTI), a été constitué en décembre 1981 en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes pour développer, gérer et exploiter un terminus de charbon à Ridley Island au port de Prince Rupert. L'entente préalable à la constitution, conclue entre la Société canadienne des ports (la Société) et l'autre actionnaire Fednav Limited, stipule qu'au moins 90% des actions ordinaires de RTI doivent être assignées et émises à la Société et que la Société doit acquérir une valeur équivalente d'actions privilégiées de classe A à la valeur d'actions privilégiées de classe B émises à l'autre actionnaire.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1984—*Suite*

Le placement dans Ridley Terminals Inc. se compose de:

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	19,271	4,329
Placement en action	3,450	15,042
Élimination de charges intersociétés	(291)	(100)
Quote-part du résultat déficitaire	(2,697)	
Solde à la fin de l'exercice	19,733	19,271

Au 31 décembre 1984, la Société avait fait l'acquisition, au coût de $23,021,400, de 90% des actions ordinaires émises ($900) et de 100% des actions privilégiées de classe A ($23,020,500) de RTI. Ces actions privilégiées de classe A portent un dividende fixe cumulatif au taux annuel de 18%. Au 31 décembre 1984, Fednav Limited a fait l'acquisition, au coût de $23,020,600, de 10% des actions ordinaires émises ($100) et de 100% des actions privilégiées de classe B ($23,020,500) de RTI. Ces actions privilégiées de classe B portent un dividende fixe cumulatif au taux annuel de 20% après impôt.

Un sommaire du bilan de RTI qui figure dans ses états financiers vérifiés indique:

	au 31 décembre	
	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Actif		
À court terme	8,202	1,201
Frais d'exploitation reportés		2,465
Immobilisations	234,375	218,859
Autres	100	108
	242,677	222,633
Passif		
À court terme	3,768	15,667
Emprunts et acceptations de banque garantis par le Canada	198,261	167,824
	202,029	183,491
Avoir	40,648	39,142
	242,677	222,633

Les dividendes privilégiés arriérés et l'intérêt s'y rapportant au 31 décembre 1984 s'élèvent à:

	1984
	(en milliers de dollars)
Actions privilégiées de classe A détenues par la Société canadienne des ports	7,196
Actions privilégiées de classe B détenues par Fednav Limited	15,793
	22,989

Le placement de la Société dans RTI est comptabilisé à la valeur de consolidation. L'application de cette méthode exige que la Société comptabilise sa quote-part des résultats d'exploitation de RTI dans ses états financiers. Dans les exercices au cours desquels RTI montre une situation déficitaire, cette quote-part équivaut à la participation de la Société dans les capitaux propres totaux de RTI laquelle s'élevait à 50% au 31 décembre 1984. Dans les exercices au cours desquels RTI montre des bénéfices non répartis, la quote-part est proportionnelle à la participation de la Société dans les actions ordinaires de RTI, après avoir reconnu les exigences des dividendes des deux classes d'actions privilégiées.

RTI est devenu opérationnel le 1er septembre 1984. Les résultats de son exploitation pour la période de quatre mois terminée le 31 décembre 1984, indiquent:

	1984
	(en milliers de dollars)
Produits d'exploitation	10,291
Frais d'exploitation et d'administration	5,242
Amortissement	2,255
Frais d'intérêt	8,188
	15,685
Résultat déficitaire net	5,394

RTI a négocié un emprunt de banque à crédit renouvelable de $80,000,000, garanti par les actifs de RTI, pour financer son exploitation. Au 31 décembre 1984, aucun prélèvement n'a été fait sur cette facilité de crédit.

6. Débentures de Saint John Harbour Bridge Authority

Saint John Harbour Bridge Authority (l'Administration) doit la somme de $14,355,000 ($14,447,000—en 1983) à la Société qui la doit au Canada, en conformité avec les dispositions du crédit L106B de la Loi des subsides n° 7, 1967, 1967-68, chap. 8. Les conditions relatives à l'intérêt et au remboursement des avances parlementaires accordées à la Société sont identiques à celles des débentures de l'Administration. Selon les conditions de l'entente entre le Canada et l'Administration, le Canada a, de fait, garanti le remboursement du capital et de l'intérêt sur ces débentures. Par conséquent, les débentures à recevoir et les emprunts et les avances à payer au Canada se compensent et ne sont donc pas inscrits au bilan, comme éléments d'actif et de passif. Ainsi donc, les revenus et frais d'intérêt de $985,000 ($991,000—en 1983), s'annulent également et n'apparaissent pas à l'état des résultats.

Le 9 juillet 1981, le Conseil du trésor a approuvé le transfert des responsabilités découlant de l'administration de la dette de Saint John Harbour Bridge Authority de même que l'emprunt remboursable au Canada des comptes de la Société à ceux de Transport Canada. Au 31 décembre 1984, ce transfert n'avait pas été parachevé.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1984—*Suite*

7. Immobilisations

a) Sommaire

	1984				1983
	Taux d'amortissement (%)	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
			(en milliers de dollars)		
Terrains		38,843		38,843	75,735
Dragage	2.5-6.7	11,297	5,678	5,619	7,282
Installations d'amarrage	2.5-10	101,940	43,425	58,515	82,749
Immeubles	2.5-10	33,512	19,435	14,077	32,316
Services publics	3.3-10	10,446	3,526	6,920	12,013
Routes et surfaces	2.5-10	7,173	4,997	2,176	9,440
Machinerie et matériel	5-100	22,200	14,742	7,458	8,020
Mobilier et matériel de bureau	20	1,790	1,276	514	807
Projets en cours de construction		3,199		3,199	61,148
		230,400	93,079	137,321	289,510

b) Subventions pour projets d'immobilisations

Au cours de l'exercice, la Société a reçu des subventions pour des projets d'immobilisations totalisant $34,880,000 ($15,425,000—en 1983) en vue de la construction de projets d'immobilisations. De ces montants $33,930,000 ($10,549,000—en 1983) ont été reçus du Canada.

c) Engagements pour dépenses en immobilisations

On estime à $7,900,000 les engagements contractuels pour l'achèvement, la construction et l'achat d'immobilisations. La Société prévoit débourser la plupart de ces montants au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 1985.

8. Créditeurs et frais courus

Les postes suivants sont compris dans les créditeurs et frais courus:

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Produits reportés	1,003	2,179
Tranche de la dette à long terme, échéant à moins d'un an	2,212	1,719

9. Financement fourni par une province

La province du Nouveau-Brunswick a fourni un montant de $25,000,000 pour le financement partiel de la construction du terminus Rodney, à Saint-Jean, N.-B., propriété de la Société. D'ici à ce que l'avance ne portant pas intérêt soit remboursée, la province recevra annuellement des versements de capital équivalant à 47% du résultat net d'exploitation du terminus.

10. Emprunts auprès du Canada

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Emprunts portant des taux d'intérêt variant de 6,44% à 15,625%, des paiements annuels de capital et d'intérêt réunis de $4,732,000 et échéant entre le 31 décembre 1993 et 2002	29,470	25,336
Moins: tranche échéant à moins d'un an (comprise dans les créditeurs et frais courus)	1,112	747
	28,358	24,589
Intérêt reporté	4,247	1,855
Emprunts sans intérêt dont la date d'échéance est indéfinie	55,609	108,250
Intérêt couru sur emprunts n'étant pas dû et payable	15,896	31,923
	104,110	166,617

L'intérêt sur des emprunts auprès du Canada de $19,154,000 pour la construction d'un nouveau terminus au port Saint-Jean, N.-B., portant intérêt à des taux variant entre 11,0% et 15,6%, est reporté jusqu'à l'achèvement du projet (prévu pour octobre 1985) et par la suite sera remboursé sur une période de dix ans.

Le remboursement du capital de la dette à long terme au cours de chacun des cinq prochains exercices s'élève à $1,112,000 en 1985, $1,241,000 en 1986, $1,384,000 en 1987, $1,545,000 en 1988 et $1,725,000 en 1989.

11. Contribution remboursable auprès du Canada

La Société a obtenu l'approbation d'une contribution remboursable de $50,400,000 pour la construction de l'infrastructure du terminus de charbon de Ridley Island au port de Prince Rupert. La contribution a été transférée à la Société d port de Prince Rupert le 1er juin 1984.

12. Éventualités

Des réclamations totalisant environ $6,000,000 ont été reçues par la Société à l'égard de procès, de garanties, de conventions collectives, de dommages présumés subis sur les propriétés de la Société et diverses autres questions en litige et n'apparaissent pas dans les états financiers. De l'avis de la Société, ces réclamations ne devraient entraîner aucun déboursé important.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1984—*Fin*

13. Contribution auprès du Canada

En 1982, la Société a reçu du Canada une contribution de $20,072,000 pour l'achat d'actions de Ridley Terminals Inc. Les termes et conditions du remboursement de la contribution seront déterminés par le Conseil du trésor et la Société avant le 1er avril 1989.

L'intérêt sur la contribution est calculé au taux moyen d'emprunt des sociétés de la Couronne en vigueur aussi longtemps que la contribution est impayée. Le paiement de l'intérêt et du capital dépend du versement de dividendes par Ridley Terminals Inc. Les intérêts accumulés au 31 décembre 1984 sur cette contribution s'élèvent à environ $7,200,000 et figureront dans les états financiers dans l'exercice au cours duquel ils seront versés.

14. Poste de nature inhabituelle

La perte de nature inhabituelle résulte d'une réduction du coût d'une jetée pour démontrer les coûts majeurs qui devront être engagés pour rétablir la jetée à son état d'exploitation normal.

15. Événement postérieur à la date du bilan

La demande pour la constitution d'une société de port locale au port de St. John's a été approuvée en 1984 conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports. La société de port locale sera constituée dès que les lettres patentes de constitution en société seront émises, ce qui devrait se produire en 1985.

Au 31 décembre 1984, les états financiers de la Société comprennent un fonds de roulement de $4,863,000, un surplus de $396,000, un actif total de $14,688,000 et un résultat net de $848,000 pour ce port.

16. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants de 1983 ont été reclassés afin de se conformer à la présentation adoptée cette année.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

MANDAT

Créer et exploiter un service postal comportant la levée, la transmission et la distribution, tant au pays qu'à l'étranger, de messages, renseignements, fonds ou marchandises. Assurer les prestations ainsi que la réalisation et la fourniture des produits qu'elle estime nécessaires à son exploitation.

ANTÉCÉDENTS

En vertu de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, la Société est tenue de remplir son mandat en tenant compte de la possibilité d'améliorer, qualitativement et quantitativement, ses prestations et ses produits et de veiller à l'autofinancement de son exploitation. Elle doit également viser à assurer l'efficacité de son exploitation par un déploiement rationnel de ses moyens humains et par la stimulation de la conscience professionnelle et de l'esprit de service chez son personnel.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Immeuble Sir Alexander Campbell Confederation Heights Ottawa (Ontario) K1A 0B1
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Michel Côté, c.p., député
MINISTÈRE	Consommation et Corporations
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur la Société canadienne des postes* (S.C. 1981, C. 54) proclamée le 16 octobre 1981
PREMIER DIRIGEANT	Donald H. Lander (par intérim)
PRÉSIDENT	René J. Marin
VÉRIFICATEUR	Maheu Noiseux et le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1984-1985	**1983-1984**	**1982-1983**	**Du 16 oct. 1981 au 31 mars 1982**
À la fin de l'exercice				
Actif total	2,370	2,403	2,260	2,203
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	1,602	1,645	1,638	1,669
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire*	347	306	262	178
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

* Les fonds budgétaires ne comprennent pas les paiements spéciaux versés à l'égard du courrier des catégories culturelles ou autres.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

RESPONSABILITÉ VIS-À-VIS LES ÉTATS FINANCIERS

Le conseil d'administration est responsable des états financiers ainsi que de l'intégrité et de l'objectivité des données qu'ils présentent. Les états financiers ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus et comprennent, lorsqu'il y a lieu, des données qui font appel à leur jugement et à leurs estimations.

La direction a développé et maintient des registres et documents comptables, des systèmes de contrôle et d'information financiers, des systèmes d'information de gestion, ainsi que des pratiques de gestion. Ces systèmes et pratiques ont pour but d'assurer, à un degré raisonnable de certitude, que les biens sont protégés et contrôlés et que les opérations sont conformes à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne des postes et aux règlements administratifs de la Société. Des vérifications internes sont effectuées pour évaluer ces systèmes et pratiques.

Le conseil d'administration nomme le comité de vérification composé de cinq membres du conseil dont trois ne sont pas à l'emploi de la Société. Le comité de vérification se réunit au moins une fois par an afin d'examiner les états financiers et le rapport annuel des vérificateurs et pour conseiller à ce sujet le conseil d'administration. De plus, le comité de vérification surveille les activités de vérification interne de la Société et exécute les autres fonctions qui lui sont attribuées.

Les vérificateurs externes de la Société, le Vérificateur général du Canada et Maheu Noiseux, vérifient les états financiers et soumettent leur rapport au ministre responsable de la Société canadienne des postes.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

L'HONORABLE PERRIN BEATTY, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE RESPONSABLE DE LA
SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

Nous avons vérifié le bilan de la Société canadienne des postes au 31 mars 1985 ainsi que l'état de l'avoir du Canada, l'état d'exploitation et du financement du gouvernement et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, la Loi sur la Société canadienne des postes et aux règlements administratifs de la Société.

Vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Comptables agréés
MAHEU NOISEUX

Ottawa, Canada
le 12 juin 1985

BILAN 31 MARS
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984
À court terme		
Encaisse	389,191	222,723
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	4,284	180,022
Administrations postales étrangères	74,015	70,247
Autres	9,782	13,413
Frais payés d'avance	38,893	35,577
	516,165	521,982
Immobilisations (notes 4 et 9)		
Terrains, bâtiments et équipement	1,747,204	1,714,872
Moins: l'amortissement accumulé	243,170	166,881
	1,504,034	1,547,991
Autres		
Avantages reportés reliés à la cessation d'emploi	349,714	333,511
Musée national des postes (note 6)	1	1
	349,715	333,512
	2,369,914	2,403,485

PASSIF ET AVOIR DU CANADA	1985	1984
Passif à court terme		
Créditeurs et frais courus		
Gouvernement du Canada	31,747	39,224
Administrations postales étrangères	5,659	7,401
Autres	53,129	103,997
Salaires et avantages	134,686	100,785
Revenus reportés	124,037	112,696
Mandats-poste en circulation	63,167	54,269
Dépôts	6,240	6,110
	418,665	424,482
Avantages reliés à la cessation d'emploi (note 7)	349,714	333,511
AVOIR DU CANADA	1,601,535	1,645,492
	2,369,914	2,403,485

Dettes éventuelles (note 8)

Approuvé par le conseil d'administration:

Président
RENÉ J. MARIN

Président du comité de vérification
IRVING R. GERSTEIN

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES—*Suite*

AVOIR DU CANADA
EXERCICE CLOS LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Capital d'apport		
Au début de l'exercice	1,673,779	1,672,079
Crédit parlementaire pour fins spéciales (note 9)	3,913	1,700
À la fin de l'exercice	1,677,692	1,673,779
Régularisation accumulée du financement du gouvernement		
Au début de l'exercice	28,287	33,969
Perte d'exploitation	395,069	300,139
Financement du gouvernement	(347,199)	(305,821)
À la fin de l'exercice	76,157	28,287
Avoir du Canada	1,601,535	1,645,492

EXPLOITATION ET FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT
EXERCICE CLOS LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Revenus		
Affranchissement	2,119,123	2,026,707
Règlements internationaux	96,151	88,536
Ventes de produits philatéliques et ventes au détail	21,396	20,229
Location des cases postales	18,445	16,913
Droits sur mandats-poste	10,634	10,767
Autres	8,849	14,199
	2,274,598	2,177,351
Subvention pour publications culturelles (note 10)	225,650	223,000
	2,500,248	2,400,351
Dépenses		
Salaires et avantages	2,120,040	1,975,710
Transport, déplacements et communications	337,888	316,619
Frais relatifs aux bâtiments	149,812	143,862
Amortissement	77,287	71,025
Services d'ordinateur, de sécurité et services professionnels	51,532	38,860
Règlements internationaux	47,587	44,805
Approvisionnements	44,639	50,838
Commissions et honoraires	31,145	30,093
Publicité et publications	15,682	9,372
Location, réparations et entretien	9,708	8,237
Autres	9,997	11,069
	2,895,317	2,700,490
Perte d'exploitation	395,069	300,139
Régularisation du financement du gouvernement (note 11)	(47,870)	5,682
Financement du gouvernement (note 11)	347,199	305,821

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE CLOS LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Provenance du fonds de roulement		
Financement du gouvernement	347,199	305,821
Crédit parlementaire pour fins spéciales	7,584	4,710
Produit net lors de l'aliénation d'immobilisations	429	197
	355,212	310,728
Affectation du fonds de roulement		
Exploitation		
Perte d'exploitation	395,069	300,139
Moins l'amortissement n'exigeant pas de sortie de fonds	77,287	71,025
	317,782	229,114
Acquisitions d'immobilisations	37,430	81,614
	355,212	310,728
Évolution du fonds de roulement		
Fonds de roulement au début et à la fin de l'exercice	97,500	97,500

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1985

1. Constitution

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur la Société canadienne des postes le 16 octobre 1981 pour exploiter un service postal qui s'autofinance tout en offrant un service dont les normes répondent aux besoins de la population du Canada. Il s'agit d'une société d'État comprise à la Partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière et elle est mandataire de Sa Majesté. La Société est exemptée de l'impôt sur le revenu.

Aux termes de la Loi sur la Société canadienne des postes, tous les biens, droits, obligations et responsabilités du ministère des Postes sont transférés du gouvernement du Canada à la Société.

2. Réglementation des tarifs

La Loi sur la Société canadienne des postes stipule que la Société peut, par règlement, préciser des tarifs de port qui sont justes et réalistes pour permettre d'assurer des recettes qui, jointes à celles d'autres sources, suffisent à équilibrer les dépenses engagées par la Société dans le cadre de son exploitation. La Société doit publier les projets de règlements pour que toute personne intéressée puisse présenter ses observations au Ministre responsable pour la Société. Ensuite, le Ministre soumet les règlements à l'examen du gouverneur en conseil qui doit donner ou refuser son approbation des règlements.

3. Principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus. Les principales conventions comptables suivies par la Société se résument comme suit:

a) Immobilisations et amortissement

Les terrains, les bâtiments et le matériel qui ont été transférés du gouvernement du Canada le 16 octobre 1981, ont été comptabilisés à leur juste valeur à cette date, établie de la façon suivante:

Terrains	—à la valeur marchande fondée sur leur utilisation
Bâtiments	—au coût de remplacement non amorti
Équipement, véhicules, mobilier et matériel de bureau et des comptoirs de vente	—au coût de remplacement non amorti ou au coût d'origine moins l'amortissement estimatif

La valeur marchande des terrains et le coût de remplacement non amorti des bâtiments transférés du gouvernement du Canada ont été déterminés par une évaluation indépendante. Les terrains, les bâtiments et le matériel achetés après le 16 octobre 1981 sont comptabilisés au prix coûtant.

Le petit matériel, y compris les sacs postaux et boîtes aux lettres, a été comptabilisé au coût de remplacement estimatif non amorti qui s'élevait à $34,640,000 au 16 octobre 1981. Ce montant de base ne sera plus amorti. Les acquisitions ultérieures de ce genre de matériel seront imputées aux dépenses d'exploitation au moment de l'achat.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire pendant la durée d'utilisation estimative des éléments d'actif, comme suit:

Bâtiments	30 et 40 ans
Équipement	de 4 à 30 ans
Véhicules	de 5 à 10 ans
Mobilier et matériel de bureau et des comptoirs de vente	de 5 à 20 ans

b) Avantages reliés à la cessation d'emploi

Les employés de la Société ont droit à des avantages précis reliés à la cessation d'emploi, calculés selon les salaires en vigueur à la date de cessation, conformément aux conventions collectives et aux conditions d'emploi.

La valeur actualisée des coûts prévus pour les avantages reliés à la cessation d'emploi est comptabilisée comme une dette à long terme contrebalancée par une charge reportée, puisque ces coûts seront récupérés à même les recettes postales futures ou le financement du gouvernement (notes 7 et 11). Cette méthode de comptabilisation continuera jusqu'à ce que la Société soit en mesure de s'autofinancer (prévu pour l'exercice se terminant le 31 mars 1987). La valeur actualisée des coûts reportés est amortie et imputée aux dépenses d'exploitation en fonction du paiement de la dette et récupérée à même les recettes postales ou le financement du gouvernement.

c) Comptabilisation des revenus

Les montants reçus et pour lesquels les services afférents n'ont pas encore été rendus à la fin de l'exercice sont reportés.

d) Crédits parlementaires

Le gouvernement du Canada affecte des fonds à la Société au moyen de crédits parlementaires pour certaines activités telles que décrites aux notes 9, 10 et 11. La Société comptabilise ces crédits parlementaires à l'exploitation de l'exercice au cours duquel les activités sont entreprises. Les crédits parlementaires reçus, représentant l'apport du gouvernement, sont crédités à l'avoir du Canada. Cependant, lorsque les éléments en capital sont financés en vertu d'un programme d'assistance du gouvernement, le financement est porté en diminution du coût en capital.

e) Indemnités pour accidents du travail

La Société prend en charge tous les risques reliés aux demandes d'indemnisation pour les accidents du travail. Les coûts estimatifs de ces réclamations pour blessures subies au travail sont imputés aux dépenses d'exploitation au cours de l'exercice pendant lequel la blessure a été subie. Toutes les indemnités versées pour des blessures subies avant le 16 octobre 1981 par des employés du ministère des Postes sont assumées par le gouvernement du Canada puisque cette responsabilité incombe au ministère du Travail.

f) Régime de retraite

Les employés de la Société participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique que le gouvernement du Canada administre. Les cotisations de la Société au régime se limitent, d'après les lois actuelles, à un montant égal au montant des cotisations versées par les employés au titre des services courants. Ces cotisations, qui s'élevaient à $94,459,000 ($91,229,000 en 1984), représentent les obligations totales de la Société au titre du régime de retraite; ces cotisations sont comptabilisées à l'exploitation de l'exercice courant. D'après les lois actuelles, la Société n'est pas tenue de verser une cotisation au titre des insuffisances actuarielles du Compte de pension de la Fonction publique ou au titre d'imputations au Fonds du revenu consolidé pour l'indexation des prestations en vertu de la Loi sur les Prestations de retraite supplémentaires.

g) Frais de développement

Les frais de développement sont imputés aux dépenses d'exploitation lorsqu'ils sont encourus, sauf si le marché futur et la faisabilité technique d'un service ou système sont clairement définis et les frais reliés au développement sont considérés récupérables à un degré raisonnable de certitude. Dans cette éventualité, les frais encourus sont reportés jusqu'à la mise en œuvre du service ou du système. Les frais reportés sont amortis et imputés aux dépenses d'exploitation selon la méthode linéaire pendant la durée d'utilisation estimative du service ou du système.

h) Conversion en devises étrangères

Les revenus et les dépenses ayant trait aux opérations avec des administrations postales étrangères sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au moment de l'opération. Les montants à payer ou à recevoir de ces administrations postales étrangères à la date du bilan sont convertis aux taux de change en vigueur à cette date. Les gains ou les pertes provenant de la conversion des devises étrangères sont portés aux comptes d'exploitation.

4. Immobilisations

	1985			1984
	Prix coûtant ou juste valeur	Amortissement accumulé	Montant net	Montant net
	(en milliers de dollars)			
Terrains	236,622		236,622	236,640
Bâtiments	952,181	119,042	833,139	849,505
Équipement	413,676	92,886	320,790	347,257
Véhicules	49,132	21,539	27,593	33,634
Sacs postaux, boîtes aux lettres et autres	34,640		34,640	34,640
Mobilier et matériel de bureau et des comptoirs de vente	60,953	9,703	51,250	46,315
	1,747,204	243,170	1,504,034	1,547,991

5. Frais de développement

La Société a entrepris de nouvelles activités de développement importantes au cours de l'exercice. Les frais reliés au développement de systèmes pour le courrier électronique, du système d'évaluation de la production et du système de paye se chiffrent à $22,823,000. Ces frais ont été imputés aux dépenses d'exploitation.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1985—*Suite*

6. Musée national des postes

La Société exploite un musée qui contient du matériel philatélique, des objets de collection, une bibliothèque spécialisée ainsi que d'autres pièces commémoratives. Puisque ces collections et livres ne sont pas destinés à la vente et que leur valeur n'est pas déterminée, un montant symbolique de $1,000 leur a été attribué dans les états financiers.

7. Avantages reliés à la cessation d'emploi

Lors de sa constitution le 16 octobre 1981, la Société a assumé la dette au titre des avantages reliés à la cessation d'emploi acquis par les employés du ministère des Postes. En plus, la Société a comptabilisé la dette pour les avantages acquis par les employés de la Société depuis le 16 octobre 1981. La valeur actualisée de ces dettes prévues et les coûts reportés correspondants non amortis et non imputés aux dépenses d'exploitation au 31 mars se chiffrent à:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Accumulés au 16 octobre 1981	258,956	273,020
Accumulés après le 16 octobre 1981	90,758	60,491
	349,714	333,511

Le total imputé aux dépenses d'exploitation pour les avantages reliés à la cessation d'emploi se chiffre à $20,958,000 ($14,055,000 en 1984).

8. Dettes éventuelles

a) Deux plaintes ont été déposées auprès de la Commission canadienne des Droits de la personne alléguant qu'il y a eu discrimination au sujet de travail à valeur égale. Une entente a été conclue, sans résultat rétroactif, pour une des plaintes. Cette entente doit être approuvée par la Commission et ratifiée par les membres du groupe de négociations. La Société complète présentement une revue de la deuxième plainte. On ne peut, à ce moment, établir le résultat de cette revue. Les frais éventuels reliés à ces plaintes, advenant qu'elles soient justifiées, seront récupérés à même les tarifs de port futurs (conformément à la Loi sur la Société canadienne des postes), ou du gouvernement du Canada.

b) Les employés peuvent accumuler des congés de maladie. Toutefois, ces congés ne constituent pas des droits acquis mais plutôt des réserves en cas de maladies futures. Les frais éventuels reliés aux congés de maladie accumulés auxquels les employés auront droit ne peuvent pas être déterminés de façon précise. Les congés de maladie sont imputés aux dépenses d'exploitation au fur et à mesure qu'ils sont payés.

9. Crédit parlementaire pour fins spéciales

Les crédits pour fins spéciales reçus par la Société du gouvernement du Canada sont répartis comme suit:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Solde non déboursé au début de l'exercice	3,114	
Crédit parlementaire pour fins spéciales	6,962	8,109
Total disponible	10,076	8,109
Crédité comme suit		
Avoir du Canada (relocalisation dirigée par le gouvernement)	3,913	1,700
Acquisitions d'immobilisations (aide du gouvernement)	3,671	3,010
Dépenses d'exploitation		285
	7,584	4,995
Solde non déboursé à la fin de l'exercice (au passif à court terme)	2,492	3,114

10. Subvention pour publications culturelles

Le gouvernement du Canada appuie l'industrie de l'édition par le biais des paiements suivants faits à la Société afin de compenser les recettes postales réduites provenant de ce secteur:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Ministère du Travail	170,000	170,000
Ministère des Communications	55,650	53,000
	225,650	223,000

La direction prévoit que cette aide se poursuivra à un niveau comparable au cours du prochain exercice mais, par la suite, à des niveaux réduits.

11. Financement du gouvernement

Aux termes de la Loi sur la Société canadienne des postes, lorsque les revenus annuels de la Société sont insuffisants pour lui permettre de payer tous ses frais d'exploitation et ses frais imputables sur le revenu, le montant du déficit doit être intégré, sous forme d'un article portant affectation de crédits aux déficits, dans le prochain budget présenté au Parlement.

Il a été convenu avec le gouvernement du Canada que l'affectation annuelle de crédits aux déficits comprendra la perte d'exploitation, telle qu'elle est reflétée aux états financiers de la Société, régularisée de la différence entre l'amortissement et les dépenses en immobilisations.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1985—*Fin*

12. **Engagements découlant de contrats de location**

La Société loue certaines installations en vertu de contrats de location-exploitation échéant à diverses dates entre 1986 et 2002. Les paiements minimums futurs que la Société devra verser aux termes des contrats de location-exploitation de plus d'un an sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
1986	28,804
1987	23,869
1988	19,670
1989	17,222
1990	13,011
1991 à 2002	34,820
	137,396

13. **Opérations entre apparentés**

La Société a conclu les opérations suivantes avec ses apparentés en plus de celles présentées ailleurs dans les présents états financiers.

a) Gestion des biens immobiliers

D'après une entente avec le ministère des Travaux publics pour la gestion de ses biens immobiliers, la Société a engagé les frais suivants:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
(i) Frais d'exploitation et d'entretien pour les bâtiments de la Société, à l'exception de subventions tenant lieu d'impôts fonciers	90,190	89,390
(ii) Frais de location pour certaines installations appartenant à des tiers	39,950	36,500
(iii) Frais d'occupation pour l'utilisation de certains édifices du gouvernement du Canada	16,010	16,100
(iv) Frais reliés aux dépenses en immobilisations pour les installations	23,440	13,980

b) Financement

Actuellement, les recettes de la Société sont déposées au crédit de la Société dans le Fonds du revenu consolidé du gouvernement du Canada et ses dépenses sont payées à même ce Fonds. Dans le cas où les recettes disponibles de la Société sont insuffisantes pour acquitter à leur échéance tous les frais d'exploitation et les frais imputables sur le revenu, le ministre des Finances peut, après approbation, mettre à la disposition de la Société les montants nécessaires pour lui permettre de faire face à toutes ces obligations. Aucun intérêt n'est imputé à la Société et celle-ci ne reçoit aucun intérêt sur le solde dans le Fonds du revenu consolidé.

c) Mandats-poste

Les fonds reçus de l'émission de mandats-poste sont déposés au crédit de la Société dans le Fonds du revenu consolidé du gouvernement du Canada jusqu'au moment où ces fonds sont requis pour le paiement ou le remboursement des mandats-poste. Aucun intérêt n'a été reçu des fonds en dépôt et aucun frais n'a été imputé par le gouvernement du Canada pour des dépenses relatives au paiement ou au remboursement des mandats-poste.

d) Autres

Dans le cours normal des affaires, la Société effectue diverses autres opérations avec le gouvernement du Canada, ses agences et d'autres sociétés d'État. Parmi ces opérations, la Société fournit des services postaux et achète des services de transport aérien et ferroviaire.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES—*Suite*

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

L'HONORABLE PERRIN BEATTY, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE RESPONSABLE DE LA
SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

Nous avons vérifié le bilan de la Société canadienne des postes au 31 mars 1984 ainsi que l'état de l'avoir du Canada, l'état d'exploitation et du financement du gouvernement et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus lesquels, après avoir accordé un effet rétroactif à l'adoption de la convention comptable concernant les avantages reliés à la cessation d'emploi dont il est question à la note 4 afférente aux états financiers, ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, nous déclarons qu'à notre avis, la Société a tenu des livres de comptabilité appropriés, que les états financiers sont conformes à ces derniers et que les opérations dont nous avons eu connaissance ont été effectuées dans le cadre de ses pouvoirs statutaires.

Le vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Comptables agréés
MAHEU NOISEUX

Ottawa, Canada
le 5 octobre 1984

BILAN
(en milliers de dollars)

ACTIF	31 mars 1984	31 mars 1983 (redressé)
À court terme		
Encaisse	222,723	303,959
Débiteurs	180,022	
Gouvernement du Canada	70,247	77,168
Administrations postales étrangères	13,413	2,206
Autres	35,577	33,325
Frais payés d'avance		
	521,982	416,658
Immobilisations (notes 5 et 9)		
Terrains, bâtiments et équipement	1,714,872	1,637,375
Moins: l'amortissement accumulé	166,881	96,766
	1,547,991	1,540,609
Autres		
Avantages reportés reliés à la cessation d'emploi	333,511	303,214
Musée national des Postes (note 6)	1	1
	333,512	303,215
	2,403,485	2,260,482

PASSIF	31 mars 1984	31 mars 1983 (redressé)
À court terme		
Créditeurs et frais courus		
Gouvernement du Canada	39,224	22,496
Administrations postales étrangères	7,401	4,852
Autres	103,997	54,582
Salaires et avantages	100,785	73,966
Revenus reportés	112,696	108,201
Mandats-poste en circulation	54,269	49,174
Caisse d'épargne postale et autres dépôts	6,110	5,887
	424,482	319,158
Avantages reliés à la cessation d'emploi (note 7)	333,511	303,214
AVOIR DU CANADA	1,645,492	1,638,110
	2,403,485	2,260,482

Dettes éventuelles (note 8)

Approuvé par le conseil d'administration:

Président
RENÉ J. MARIN

Président du comité de vérification
GEORGE A. COHON

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES—*Suite*

AVOIR DU CANADA
(en milliers de dollars)

	Exercice clos le 31 mars	
	1984	1983
Capital d'apport		
Au début de l'exercice tel qu'établi antérieurement	1,684,279	1,683,124
Correction aux congés annuels courus tel qu'établi le 16 octobre 1981	(12,200)	(12,200)
Redressé	1,672,079	1,670,924
Crédit parlementaire pour fins spéciales	1,700	
Construction de bâtiments par le ministère des Travaux publics		1,155
À la fin de l'exercice	1,673,779	1,672,079
Redressement accumulé du financement du gouvernement		
Au début de l'exercice tel qu'établi antérieurement	67,485	14,502
Redressement des avantages reliés à la cessation d'emploi des exercices antérieurs (note 4)	(33,516)	(9,013)
Redressé	33,969	5,489
Perte d'exploitation	300,139	290,520
Financement du gouvernement	(305,821)	(262,040)
À la fin de l'exercice	28,287	33,969
Avoir du Canada	1,645,492	1,638,110

EXPLOITATION ET FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT
(en milliers de dollars)

	Exercice clos le 31 mars	
	1984	1983
		(redressé)
Revenus		
Affranchissement	2,026,707	1,882,591
Règlements internationaux	88,536	95,884
Ventes de produits philatéliques et ventes au détail	20,229	23,084
Location des cases postales	16,913	15,426
Droits sur mandats-poste	10,767	10,529
Autres	14,199	10,889
	2,177,351	2,038,403
Subvention pour publications culturelles (note 10)	223,000	220,000
	2,400,351	2,258,403
Dépenses		
Salaires et avantages	1,975,710	1,859,067
Transport, déplacements et communications	316,619	322,984
Frais relatifs aux bâtiments	143,862	130,865
Amortissement	71,025	67,690
Approvisionnements	50,838	51,367
Règlements internationaux	44,805	38,973
Services d'ordinateur, de sécurité et services professionnels	38,860	30,998
Commissions et honoraires	30,093	27,299
Location, réparations et entretien	8,237	8,560
Publicité et publications	9,372	5,171
Autres	11,069	5,949
	2,700,490	2,548,923
Perte d'exploitation	300,139	290,520
Redressement du financement du gouvernement (note 11)	5,682	(28,480)
Financement du gouvernement (note 11)	305,821	262,040

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(en milliers de dollars)

	Exercice clos le 31 mars	
	1984	1983
		(redressé)
Provenance du fonds de roulement		
Financement du gouvernement	305,821	262,040
Crédit parlementaire pour fins spéciales (note 9)	4,710	
Produit net lors de l'aliénation d'immobilisations	197	188
Construction de bâtiments par le ministère des Travaux publics		1,155
	310,728	263,383
Affectation du fonds de roulement		
Exploitation		
Perte d'exploitation	300,139	290,520
Moins: l'amortissement n'exigeant pas de sortie de fonds	71,025	67,690
	229,114	222,830
Acquisitions d'immobilisations	81,614	40,553
	310,728	263,383
Évolution du fonds de roulement		
Fonds de roulement au début et à la fin de l'exercice	97,500	97,500

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1984

1. Constitution

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur la Société canadienne des postes le 16 octobre 1981 pour exploiter un service postal qui s'autofinance tout en offrant un service dont les normes répondent aux besoins de la population du Canada. Il s'agit d'une société d'État comprise à l'annexe C de la Loi sur l'Administration financière et elle est mandataire de Sa Majesté. La Société est exemptée de l'impôt sur le revenu.

Aux termes de la Loi sur la Société canadienne des postes, tous les biens, droits, obligations et responsabilités du ministère des Postes sont transférés du gouvernement du Canada à la Société.

2. Réglementation des tarifs

La Loi sur la Société canadienne des postes stipule que la Société peut, par règlement, préciser des tarifs de port qui sont justes et réalistes pour permettre d'assurer des recettes qui, jointes à celles d'autres sources, suffisent à équilibrer les dépenses engagées par la Société dans le cadre de son exploitation. La Société doit publier les projets de règlements pour que toute personne intéressée puisse présenter ses observations au Ministre responsable pour la Société. Ensuite, le Ministre soumet les règlements à l'examen du gouverneur en conseil qui doit donner ou refuser son approbation des règlements.

3. Principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus. Les principales conventions comptables suivies par la Société se résument comme suit:

a) Immobilisations et amortissement

Les terrains, les bâtiments et le matériel qui ont été transférés du gouvernement du Canada le 16 octobre 1981, ont été

comptabilisés à leur juste valeur à cette date, établie de la façon suivante:

Terrains	—À la valeur marchande fondée sur leur utilisation
Bâtiments	—Au coût de remplacement amorti
Équipement, véhicules, mobilier et matériel de bureau et des comptoirs de vente	—Au coût de remplacement amorti ou au coût d'origine moins l'amortissement estimatif

La valeur marchande des terrains et le coût de remplacement amorti des bâtiments transférés du gouvernement du Canada ont été déterminés par une évaluation indépendante. Les terrains, les bâtiments et le matériel achetés après le 16 octobre 1981 sont comptabilisés au prix coûtant.

Le petit matériel, y compris les sacs postaux et boîtes aux lettres, a été comptabilisé au coût de remplacement estimatif amorti qui s'élevait à $34,640,000 au 16 octobre 1981. Ce montant de base ne sera plus amorti. Les acquisitions ultérieures de ce genre de matériel seront imputées aux dépenses au moment de l'achat.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire pendant la durée d'utilisation estimative des éléments d'actif, comme suit:

Bâtiments	30 et 40 ans
Équipement	de 4 à 30 ans
Véhicules	de 5 à 10 ans
Mobilier et matériel de bureau et des comptoirs de vente	de 5 à 20 ans

b) Avantages reliés à la cessation d'emploi

Les employés de la Société ont droit à des avantages précis reliés à la cessation d'emploi, calculés selon les salaires en vigueur à la date de cessation, conformément aux conventions collectives et aux conditions d'emploi.

La valeur actualisée des coûts prévus pour les avantages reliés à la cessation d'emploi est comptabilisée comme une dette à long terme contrebalancée par une charge reportée, puisque ces coûts seront récupérés à même les recettes postales futures ou le financement du gouvernement (notes 7 et 11). Cette méthode de comptabilisation continuera jusqu'à ce que la Société soit en mesure de s'autofinancer (prévu pour l'exercice se terminant le 31 mars 1987). La valeur actualisée des coûts reportés est amortie et imputée aux dépenses d'exploitation en fonction du paiement de la dette et récupérée à même les recettes postales ou le financement du gouvernement.

c) Comptabilisation des revenus

Les montants reçus et pour lesquels les services afférents n'ont pas encore été rendus à la fin de l'exercice sont reportés.

d) Crédits parlementaires

Le gouvernement du Canada affecte des fonds à la Société au moyen de crédits parlementaires pour certaines activités telles que décrites aux notes 9, 10 et 11. La Société comptabilise ces crédits parlementaires à l'exploitation de l'exercice au cours duquel les activités sont entreprises. Les crédits parlementaires reçus pour les éléments en capital sont crédités à l'avoir du Canada. Cependant, lorsque les éléments en capital sont financés en vertu d'un programme d'assistance du gouvernement, le financement est porté en diminution du coût en capital.

e) Indemnités pour accidents du travail

La Société prend en charge tous les risques reliés aux demandes d'indemnisation pour les accidents du travail. Les coûts estimatifs de ces réclamations pour blessures subies au travail sont comptabilisés au titre des dépenses au cours de l'exercice pendant lequel la blessure a été subie. Toutes les indemnités versées pour des blessures subies avant le 16 octobre 1981 par des employés du ministère des Postes sont assumées par le gouvernement du Canada puisque cette responsabilité incombe au ministère du Travail.

f) Régime de retraite

Les employés de la Société participent au Régime de retraite de la Fonction publique que le gouvernement du Canada administre. Les cotisations de la Société au régime se limitent, d'après les lois actuelles, à un montant égal au montant des cotisations versées par les employés au titre des services courants. Ces cotisations, qui s'élevaient à $91,229,000 ($87,040,000 en 1983), représentent les obligations totales de la Société au titre du régime de retraite; ces cotisations sont comptabilisées à l'exploitation de l'exercice courant. D'après les lois actuelles, la Société n'est pas tenue de verser une cotisation au titre des insuffisances actuarielles du Compte de pension de la Fonction publique ou au titre d'imputations au Fonds du revenu consolidé pour l'indexation des prestations en vertu de la Loi sur les Prestations de retraite supplémentaires.

g) Conversion en devises étrangères

Les revenus et les dépenses ayant trait aux opérations avec des administrations postales étrangères sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au moment de l'opération. Les montants à payer ou à recevoir de ces administrations postales étrangères à la date du bilan sont convertis aux taux de change en vigueur à cette date. Les gains ou les pertes provenant de la conversion des opérations conclues en devises étrangères sont portés aux comptes d'exploitation.

4. Modification d'une convention comptable

La méthode que la Société utilise pour imputer à l'exploitation les avantages reliés à la cessation d'emploi a été clarifiée. La Société a donc adopté la convention comptable de reporter la valeur actualisée des coûts prévus pour les avantages reliés à la cessation d'emploi pour les services rendus après le 16 octobre 1981 et d'amortir ces coûts en fonction du paiement et de la récupération de la dette au moyen de ses recettes ou du financement du gouvernement. Antérieurement, ces coûts étaient imputés à l'exploitation au fur et à mesure que les avantages dévolus aux employés s'accumulaient. Cette modification a été complétée rétroactivement et résulte en une diminution des dépenses pour salaires et avantages de $26,975,000 ($24,503,000 en 1983; $9,013,000 en 1982).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1984—*Suite*

5. Immobilisations

	1984			1983
	Prix coûtant ou juste valeur	Amortissement accumulé	Montant net	Montant net
	(en milliers de dollars)			
Terrains	236,640		236,640	234,719
Bâtiments	933,350	83,845	849,505	862,883
Équipement	412,605	65,348	347,257	365,073
Véhicules	47,635	14,001	33,634	30,744
Sacs postaux, boîtes aux lettres et autres	34,640		34,640	34,640
Mobilier et matériel de bureau et des comptoirs de vente	50,002	3,687	46,315	12,550
	1,714,872	166,881	1,547,991	1,540,609

6. Musée national des Postes

La Société exploite un musée qui contient du matériel philatélique, des objets de collection, une bibliothèque spécialisée, des expositions d'objets qui retracent l'histoire de la poste ainsi que d'autres pièces commémoratives. Puisque ces collections, objets d'exposition et livres ne sont pas destinés à la vente et que leur valeur n'est pas déterminée, un montant symbolique de $1,000 leur a été attribué dans les états financiers.

7. Avantages reliés à la cessation d'emploi

Lors de la constitution le 16 octobre 1981, la Société a assumé la dette au titre des avantages reliés à la cessation d'emploi acquis par les employés du ministère des Postes. En plus, la Société a comptabilisé la dette pour les avantages acquis par les employés de la Société depuis le 16 octobre 1981. La valeur actualisée de ces dettes prévues et les coûts reportés correspondants non amortis à l'exploitation au 31 mars, se chiffrent à:

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Accumulés au 16 octobre 1981	273,020	269,698
Accumulés après le 16 octobre 1981	60,491	33,516
	333,511	303,214

Le total imputé à l'exploitation pour les avantages reliés à la cessation d'emploi se chiffre à $14,055,000 ($11,699,000 en 1983).

8. Dettes éventuelles

a) Deux plaintes ont été déposées auprès de la Commission sur les Droits de la personne alléguant qu'il y a eu discrimination au sujet de travail à valeur égale. La Société complète présentement une revue de ces plaintes. On ne peut, à ce moment, établir le résultat de cette revue. Les frais éventuels reliés à ces plaintes, advenant qu'elles soient justifiées, seront récupérés à même les tarifs de port futurs conformément à la Loi sur la Société canadienne des postes, ou du gouvernement du Canada.

b) Les employés peuvent accumuler des congés de maladie. Toutefois, ces congés ne constituent pas des droits acquis mais plutôt des réserves en cas de maladies futures. Les frais éventuels reliés aux congés de maladie accumulés auxquels les employés auront droit ne peuvent pas être déterminés de façon précise. Les congés de maladie sont imputés aux résultats au fur et à mesure qu'ils sont payés.

9. Crédit parlementaire pour fins spéciales

Au cours de l'exercice, le gouvernement du Canada a crédité à la Société $8,109,000 pour des fins spéciales. De ce montant, $1,700,000 représente le financement pour une relocalisation dirigée par le gouvernement et a été crédité au capital d'apport. Le solde, qui représente l'aide du gouvernement, a été crédité aux acquisitions d'immobilisations ($3,010,000), aux dépenses d'exploitation ($285,000) et au passif à court terme ($3,114,000).

10. Subvention pour publications culturelles

Le gouvernement du Canada appuie l'industrie de l'édition par le biais de paiements faits à la Société afin de compenser les recettes postales réduites provenant de ce secteur. La direction prévoit que cette aide se poursuivra et ce, à des niveaux comparables, au cours des deux prochains exercices et, par la suite, elle diminuera.

11. Financement du gouvernement

Aux termes de la Loi sur la Société canadienne des postes, lorsque les revenus annuels de la Société sont insuffisants pour lui permettre de payer tous ses frais d'exploitation et ses frais imputables sur le revenu, le montant du déficit doit être intégré, sous forme d'un article portant affectation de crédits aux déficits, dans le prochain budget présenté au Parlement.

Il a été convenu avec le gouvernement du Canada que l'affectation annuelle de crédits aux déficits comprendra la perte d'exploitation, telle qu'elle est reflétée aux états financiers de la Société, redressée de la différence entre l'amortissement et les dépenses en immobilisations.

12. Engagements découlant de contrats de location

La Société loue certaines installations en vertu de contrats de location-exploitation échéant à diverses dates entre 1985 et 2001. Les paiements minimums futurs que la Société devra verser aux termes des contrats de location-exploitation sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
1985	24,440
1986	20,505
1987	16,605
1988	13,626
1989	11,612
1990 à 2001	41,183
	127,971

13. Opérations entre apparentés

La Société a conclu les opérations suivantes avec ses apparentés en plus de celles présentées ailleurs dans les présents états financiers.

a) Gestion des biens immobiliers

D'après une entente avec le ministère des Travaux publics pour la gestion de ses biens immobiliers, la Société a engagé les frais suivants:

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
i) Frais d'exploitation et d'entretien pour les bâtiments de la Société, à l'exception de subventions tenant lieu d'impôts fonciers	89,390	78,490
ii) Frais de location pour certaines installations appartenant à des tiers	36,500	33,530
iii) Frais d'occupation pour l'utilisation de certains édifices du gouvernement du Canada	16,100	16,470
iv) Frais reliés aux dépenses en immobilisations	13,980	8,700

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1984—*Fin*

b) Financement

Actuellement, les recettes de la Société sont déposées au crédit de la Société dans le Fonds du revenu consolidé du gouvernement du Canada et ses dépenses sont payées à même ce Fonds. Dans le cas où les recettes disponibles de la Société sont insuffisantes pour acquitter à leur échéance tous les frais d'exploitation et les frais imputables sur le revenu, le ministre des Finances peut, après approbation, mettre à la disposition de la Société les montants nécessaires pour lui permettre de faire face à toutes ces obligations. Aucun intérêt n'est imputé à la Société et celle-ci ne reçoit aucun intérêt sur le solde dans le Fonds du revenu consolidé.

c) Mandats-poste

Les fonds reçus de l'émission de mandats-poste sont déposés au crédit de la Société dans le Fonds du revenu consolidé du gouvernement du Canada jusqu'au moment où ces fonds sont requis pour le paiement ou le remboursement des mandats-poste. Aucun intérêt n'a été reçu des fonds en dépôt et aucun frais n'a été imputé par le gouvernement du Canada pour des dépenses relatives au paiement ou au remboursement des mandats-poste.

d) Autres

Dans le cours normal des affaires, la Société effectue diverses autres opérations avec le gouvernement du Canada, ses agences et d'autres sociétés d'État. Parmi ces opérations, la Société fournit des services postaux et achète des services de transport aérien et ferroviaire.

14. Négociations syndicales

Les conventions collectives avec le Syndicat des postiers du Canada et l'Union des facteurs du Canada, qui avaient été prolongées en vertu de la Loi concernant la rémunération dans le secteur public au Canada (C-124), ont expiré le 30 septembre 1984. Les conventions collectives de cinq autres syndicats des Postes ont expiré ou vont expirer d'ici le 31 mars 1985. Les négociations en vue de leur renouvellement ont débuté avant la date d'expiration de chacune des conventions. Ces négociations sont en cours ou les conventions sont en voie de ratification.

15. Chiffres comparatifs

Les chiffres comparatifs, lorsqu'opportun, ont été réagencés conformément à la méthode de présentation adoptée durant l'exercice.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

MANDAT

Promouvoir la construction de nouvelles habitations, la réparation et la rénovation des habitations existantes et l'amélioration des conditions de vie et de logement.

ANTÉCÉDENTS

Établie en 1946, la Société fait fonction de mandataire du gouvernement en ce qui concerne l'octroi de subventions et de contributions de manière à promouvoir l'habitation et le développement communautaire; elle effectue des recherches et fournit des conseils en matière de politique au gouvernement; elle gère le Fonds d'assurance hypothécaire qui vise principalement à assurer une source suffisante de fonds hypothécaires pour l'habitation. Enfin, elle prête à des groupes ou à des particuliers à des fins d'habitation et elle investit dans des projets touchant l'habitation.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Chemin de Montréal Ottawa (Ontario) K1A 0P7
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable William McKnight, c.p., député
MINISTÈRE	Travail
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur la Société centrale d'hypothèques et de logement*, 1946 (S.R.C. 1970, C-16)
PREMIER DIRIGEANT	Robert C. Montreuil
PRÉSIDENT	Robert E. Jarvis, C.R.
VÉRIFICATEUR	Burke, Newman et Cie ainsi que Samson Bélair

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1984	1983 (reformulé)	1982	1981
À la fin de l'exercice				
Actif total	10,277	10,383	10,684	10,472
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	9,990	10,212	10,192	10,142
Avoir du Canada				
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	1,728	1,890	1,454	1,095
— non budgétaire	374	424	431	563

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

LES RAPPORTS FINANCIERS— UNE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

C'est à la direction de la Société qu'il incombe d'instaurer et de tenir un ensemble de registres comptables, de dossiers, de contrôles internes et de pratiques de gestion qui lui permettent, avec un degré de certitude satisfaisant, de produire des données financières fiables, de protéger et contrôler ses avoirs, de diriger ses opérations conformément aux lois et règlements qui la régissent, de gérer ses ressources avec compétence et économie et de mener ses activités avec efficacité.

La direction est, en outre, tenue d'assurer l'intégrité et l'objectivité des états financiers. Elle a préparé les états ci-joints conformément aux conventions comptables décrites dans les notes à ces états et appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent. Les données financières présentées ailleurs dans le présent rapport annuel correspondent à celles qu'on retrouve dans les états financiers.

Le Conseil d'administration, pour sa part, doit s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière de production de rapports financiers et de contrôle interne. Le Conseil assume cette charge par l'entremise du Comité de vérification, dont les membres, dans leur majorité, ne sont pas employés par la Société. Lorsqu'il y a lieu, le Comité tient des réunions avec la direction, les vérificateurs de la Société et les vérificateurs externes indépendants, afin d'étudier la façon dont ces groupes remplissent leur mission, et afin de s'entretenir sur les questions de vérification, de contrôle interne et sur d'autres aspects des questions financières. Le comité de vérification a examiné les états financiers avec les vérificateurs externes et a soumis son rapport au Conseil d'administration. Celui-ci a ensuite revu attentivement les états financiers et les a approuvés.

Les états financiers ont été vérifiés par James J. Smith, C.A., du cabinet Burke, Newman & Co., et par Paul-André Michaud, C.A., du cabinet Samson Bélair, vérificateurs de la Société, et leur rapport présente une opinion impartiale sur les états financiers soumis à l'honorable Bill McKnight, ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

**À L'HONORABLE BILL McKNIGHT, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE RESPONSABLE DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT**

Nous avons vérifié les bilans de la Société canadienne d'hypothèques et de logement: Compte corporatif, Fonds d'assurance hypothécaire, Caisse d'assurance des prêts pour l'amélioration des maisons et Caisse de garantie des loyers au 31 décembre 1984, ainsi que les états des résultats et fonds de réserve, résultats et déficit ou excédent, évolution de la situation financière et compte du Ministre pour l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1984, ainsi que les résultats de ses opérations, l'évolution de sa situation financière, et les dépenses et recouvrements pour le compte du Ministre, pour l'exercice terminé à cette date, selon les conventions comptables mentionnées à la note 1 de ces états financiers, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, nous déclarons que, à notre avis, à l'exception du doute quant aux pouvoirs réglementaires mentionnés à la note 2 de l'état du compte du Ministre, les opérations dont nous avons pris connaissance ont été, à tout égard important, effectuées dans le cadre des pouvoirs de la Société.

du cabinet Burke, Newman & Co.
JAMES J. SMITH, C.A.

du cabinet Samson Bélair
PAUL-ANDRÉ MICHAUD, C.A.

Ottawa, Canada
le 20 février 1985

COMPTE CORPORATIF

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

ÉTAT C1

ACTIF	1984	1983
Prêts et Placements—Tableau I		
Logement du marché	2,212,710	2,315,733
Logement social	6,318,867	6,208,096
Remise en état et conservation	160,898	165,542
Équipements communautaires	1,505,936	1,555,006
Financement de la Société	22,575	20,670
	10,220,986	10,265,047
Encaisse et dépôts à court terme		15,790
Débiteurs		
Du Ministre	21,818	49,092
Des fonds gérés		6,333
Autres	5,448	16,785
	27,266	72,210
Impôts reportés	8,975	9,908
Locaux, matériel et mobilier de bureau		
Au coût	32,533	29,639
Amortissement accumulé	19,725	17,855
	12,808	11,784
Autres éléments	6,941	7,771
	10,276,976	10,382,510

PASSIF	1984	1983
Emprunts du gouvernement du Canada	9,944,807	10,159,950
Chèques en circulation excédant les montants en dépôt	105,291	
Créditeurs et frais courus		
Au receveur général du Canada	45,444	52,121
Aux fonds gérés	1,760	
Autres	82,144	63,758
	129,348	115,879
Engagement actuariel à l'égard de la Caisse de retraite	7,592	11,254
Profits reportés	39,938	45,427
	10,226,976	10,332,510
CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE		
Capital—Autorisé et entièrement payé par le gouvernement du Canada	25,000	25,000
Fonds de réserve	25,000	25,000
	50,000	50,000
	10,276,976	10,382,510

Voir notes aux états financiers.

Président
ROBERT C. MONTREUIL

Comptable en chef
HAROLD S. PERRIE

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

COMPTE CORPORATIF

ÉTAT DES RÉSULTATS ET FONDS DE RÉSERVE
(en milliers de dollars)

ÉTAT C2

	Exercice terminé le 31 décembre 1984		Exercice terminé le 31 décembre 1983	
Logement du marché				
Intérêts gagnés	214,290		229,833	
Profit sur vente de biens immobiliers	1,151		1,630	
	215,441		231,463	
Frais d'intérêt	182,742	32,699	184,081	47,382
Logement social				
Intérêts gagnés	519,597		499,856	
Profit sur vente de biens immobiliers	560		2,034	
	520,157		501,890	
Frais d'intérêt	481,717	38,440	464,517	37,373
Remise en état et conservation				
Intérêts gagnés	18,472		18,394	
Frais d'intérêt	16,291	2,181	15,812	2,582
Équipements communautaires				
Intérêts gagnés	132,071		131,382	
Profit sur vente de projets de regroupement de terrains	9,192		6,921	
	141,263		138,303	
Frais d'intérêt	125,847	15,416	118,434	19,869
Financement de la Société				
Profit sur vente de terrains	1,451			
Frais de possession	1,042	409	1,096	(1,096)
Autres revenus d'intérêt		14,502		12,859
Marge sur activités de financement		103,647		118,969
Services à des tiers		17,525		17,826
		121,172		136,795
Frais d'administration		47,676		47,163
Bénéfice avant impôts		73,496		89,632
Impôts —Exigibles	32,909		41,428	
—Reportés	933	33,842	1,196	42,624
Bénéfice net		39,654		47,008
Fonds de réserve au début de l'exercice		25,000		25,000
		64,654		72,008
Versement au receveur général du Canada		39,654		47,008
Fonds de réserve à la fin de l'exercice		25,000		25,000

Voir notes aux états financiers.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

COMPTE CORPORATIF

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(en milliers de dollars) ÉTAT C3

	Exercice terminé le 31 décembre	
	1984	1983
Ressources de l'encaisse		
Bénéfice avant impôts	73,496	89,632
Ajouter: évolution nette des intérêts courus	4,767	15,774
amortissement	1,870	1,397
	80,133	106,803
Remboursements des prêts et des placements	563,170	628,449
Emprunts du gouvernement du Canada	374,000	423,500
Diminution des sommes à recevoir du Ministre	27,274	149,356
Diminution des sommes à recevoir des fonds gérés	8,093	
Autres	27,658	14,225
	1,080,328	1,322,333
Affectation de l'encaisse		
Augmentation des prêts et des placements	525,708	549,738
Remboursement d'emprunts du gouvernement du Canada	592,800	619,613
Diminution de l'engagement actuariel non capitalisé à l'égard de la Caisse de retraite des employés	3,662	4,435
Augmentation du montant à recevoir des fonds gérés		28,440
Paiement au receveur général du Canada		
—Impôts	32,085	42,845
—Excédent du fonds de réserve	47,008	10,018
—Autres	146	124
	1,201,409	1,255,213
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des dépôts à court terme	(121,081)	67,120
	1,080,328	1,322,333

Voir notes aux états financiers.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement a été constituée en société de la Couronne, par une loi fédérale, le 1er janvier 1946. Ses activités sont régies par la Loi nationale sur l'habitation, la Loi sur la société canadienne d'hypothèques et de logement et, à certains égards, par la Loi sur l'administration financière. Ses principales activités se résument comme suit:

Compte corporatif

Permet le financement de l'habitation et l'amélioration des collectivités suivant des modalités précises et à des taux d'intérêts normalement équivalents à ceux du marché, lesquels sont généralement supérieurs aux taux que la Société paie sur les sommes qu'elle emprunte du gouvernement du Canada.

Compte du Ministre

Permet de verser certaines sommes ou d'engager des frais relatifs à l'application de programmes d'habitation au nom du gouvernement canadien. Ces débours et frais comprennent, entre autres, des subsides, contributions, subventions, renonciations de prêts, pertes sur biens immobiliers, pertes en vertu d'ententes fédérales-provinciales, pertes sur taux d'intérêt, frais de recherche et de développement et certains frais d'administration. Provision est faite pour ces paiements et dépenses dans le budget principal ou dans le budget des dépenses supplémentaires qui sont soumis au Parlement. Celui-ci donne son approbation par le biais de lois portant affectation de crédits et de pouvoirs réglementaires qui autorisent le Ministre responsable à rembourser la Société de ces paiements et dépenses pour l'exercice financier s'y rapportant.

Fonds d'assurance et Caisses d'assurance et de garantie

Permettent de gérer certains fonds d'assurance et caisses d'assurance et de garantie pour le compte du gouvernement du Canada. Le Fonds d'assurance hypothécaire, le plus important de ces instruments, sert d'outil visant à établir un climat de confiance qui permette aux établissements financiers du secteur privé d'exercer leurs activités de prêts hypothécaires. Cet instrument facilite l'offre de capitaux destinés aux prêts, en réduisant le risque du prêteur et en favorisant le marché secondaire des prêts hypothécaires.

COMPTE CORPORATIF

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1984

1. Principales conventions comptables

Les états financiers de la Société sont préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus ou, dans certains cas, conformément à des pratiques comptables appropriées aux activités de la Société et aux lois qui les régissent. Les états financiers du Fonds d'assurance hypothécaire et des Caisses d'assurance et de garantie ne sont pas consolidés à ces états financiers. Les principales conventions comptables observées par la Société sont les suivantes:

a) Prêts

Les prêts sont comptabilisés au fur et à mesure qu'ils sont déboursés. Lorsque certains prêts contiennent des clauses de remise, cette dernière est comptabilisée au moment même où les prêts sont accordés, puis elle est recouvrée du Ministre. Les prêts consentis en vertu de certains programmes entraînent des pertes d'intérêt, lesquelles sont également recouvrées du Ministre. Aucune provision pour perte éventuelle n'est comptabilisée sur ces prêts. Les pertes sur les prêts assurés sont indemnisées à même le Fonds d'assurance hypothécaire, tandis que les pertes sur les prêts non assurés pour lesquelles la propriété est reprise en raison du défaut, sont recouvrées selon les modalités décrites à la rubrique «biens immobiliers». Les autres pertes sur les prêts non assurés sont recouvrables du Ministre.

b) Ententes fédérales-provinciales

Les placements effectués en vertu d'ententes avec les provinces pour encourager la construction de logements locatifs, le regroupement de terrains, les habitations coopératives et le logement pour les ruraux et les autochtones, sont considérés comme des entreprises en participation. Ce poste inclut des conventions de vente, des prêts hypothécaires et des biens immobiliers.

En général, la Société détient une participation égale à 75 p. 100 des entreprises en participation et ces placements sont comptabilisés à la valeur de consolidation. Lorsque la province est responsable de l'administration des projets, la Société se fie aux renseignements financiers fournis par cette dernière.

La Société conserve les bénéfices réalisés à la vente de projets de regroupement de terrains et ils sont portés aux revenus selon la méthode de la comptabilité de caisse. Les pertes subies sur les placements provenant d'ententes fédérales-provinciales sont recouvrables du Ministre.

c) Biens immobiliers

Les biens immobiliers sont comptabilisés au coût d'acquisition. Ces biens immobiliers repris pour défaut sont comptabilisés au montant du solde du prêt à la date du défaut, plus les

intérêts courus jusqu'à la date de reprise ainsi que les frais d'acquisition, de modernisation et d'amélioration. Les frais recouvrables du Ministre comprennent les frais d'exploitation nets avant l'aliénation des immeubles, incluant l'amortissement de même que les pertes nettes qui en résultent. Les profits réalisés à la vente de biens immobiliers sont portés aux revenus selon la méthode de la comptabilité de caisse.

d) Amortissement

L'amortissement des biens immobiliers est comptabilisé selon la méthode de l'amortissement linéaire, sur la période fixée pour le remboursement des emprunts qui ont financé la construction ou l'acquisition de ces biens.

La Société amortit ses locaux administratifs, son matériel et son mobilier selon la méthode de l'amortissement dégressif, aux taux de l'amortissement fiscal, conformément aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada.

e) Impôt sur le revenu

La Société est assujettie à l'impôt sur le revenu du Canada, qu'elle comptabilise selon la méthode du report d'impôt. Selon cette méthode, la provision pour impôt sur le revenu est calculée sur le bénéfice figurant à l'état des résultats, plutôt que sur le revenu imposable de la Société.

f) Régime de retraite des employés

Le coût relatif aux services courants du régime de retraite des employés de la Société est imputé à l'exploitation et capitalisé d'après une étude actuarielle réalisée au moins tous les trois ans, conformément aux dispositions de la Loi sur les normes des prestations de pension qui relève du département des Assurances Canada. La prochaine réévaluation de régime de retraite aura lieu en 1986.

Les insuffisances et excédents actuariels sont comptabilisés dans l'année où ils sont constatés. La dette actuarielle existante est provisionnée par des versements annuels comprenant le capital et l'intérêt, jusqu'au 31 décembre 1994.

g) Profits reportés

La Société vend des biens immobiliers et des ensembles de regroupement de terrains en vertu d'ententes fédérales-provinciales et elle consent des prêts hypothécaires et contracte des conventions de vente comportant des modalités diverses de remboursement. Le revenu provenant de ces dispositions est reconnu lorsque les paiements sont encaissés.

h) Fonds de réserve

Le bénéfice ou la perte après impôts sur le revenu est viré au fonds de réserve, dont la limite est fixée par décret à 25 millions de dollars. L'excédent est viré au crédit du receveur général du Canada.

i) Revenus et dépenses d'intérêts

Les revenus et les dépenses d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

2. Biens immobiliers

La valeur marchande estimative globale des biens immobiliers, établie au 30 novembre 1984, excède de 33,7 millions de dollars leur valeur comptable. Toutefois, les pertes éventuelles sur certains immeubles pourraient s'élever à 21,2 millions, d'après ces valeurs marchandes estimatives. Les biens immobiliers sont présentés nets de l'amortissement accumulé totalisant 17 millions en 1984 (16 millions en 1983).

3. Emprunts du gouvernement du Canada

En vertu des dispositions de l'article 22 de la Loi sur la SCHL et des articles 40 et 55 de la Loi nationale sur l'habitation, la Société emprunte du gouvernement du Canada les fonds nécessaires au financement de ses placements sous forme de prêts, d'ententes fédérales-provinciales, de biens immobiliers, de conventions de vente et de prêts hypothécaires résultant de ventes de biens immobiliers. Ces emprunts, garantis par des débentures, qui portent intérêt à divers taux, sont remboursables sur des périodes n'excédant pas cinquante ans.

4. Passif éventuel

Dans le cours normal de ses opérations, la Société fait l'objet de réclamations judiciaires dont l'effet ne peut être déterminé tant qu'elles n'ont pas été réglées. On ne prévoit pas que les réclamations en instance au 31 décembre 1984 soient importantes par rapport à la situation financière de la Société. Cependant, en 1982, un grand nombre de poursuites judiciaires d'une valeur totale approximative de 48 millions de dollars ont été conjointement intentées contre la Société et autres tierces parties en réclamation de dommages-intérêts résultant de l'installation de mousse isolante d'urée formaldéhyde. La Société n'admet pas de responsabilité dans ces cas, mais, tant que les actions n'auront pas été entendues devant les tribunaux, il est impossible de déterminer s'il existe une responsabilité à ce propos. En conséquence, aucune provision n'apparaît à ce sujet aux états financiers. Dans l'éventualité où des coûts résulteraient de ces actions, ils seraient imputés à l'exercice au cours duquel ils ont été occasionnés.

5. Recouvrement des pertes sur intérêt

La Société a été autorisée par le gouvernement du Canada à approuver certains prêts LNH à un taux réduit et à recouvrer cette perte du gouvernement. Les recouvrements d'intérêt sur les prêts et les ententes fédérales-provinciales sont inclus dans les intérêts gagnés. Les recouvrements par programme se présentent comme suit:

	1984	1983
	(en millions de dollars)	
Logement du marché	50.0	37.4
Logement social	19.3	19.1
Remise en état et conservation		.1
Équipements communautaires	1.3	1.3

6. Services à des tiers

Les services à des tiers comprennent, entre autres, l'administration des subventions en vertu du Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes, effectuée pour le compte du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, les inspections et l'administration de prêts hypothécaires pour des tiers.

7. Frais d'administration

Les frais d'administration pour l'année terminée le 31 décembre 1984 s'établissent à 176,7 millions de dollars (173,5 millions en 1983). De ce montant, 47,7 millions se rapportent au compte corporatif, (47,2 millions en 1983).

8. Engagements

Les engagements pour placements en vertu d'ententes fédérales-provinciales et les prêts étaient de 600 millions de dollars au 31 décembre 1984 (800 millions au 31 décembre 1983).

9. Données comparatives

Certaines données comparatives de l'année 1983 ont été reclassées de façon à les rendre conformes à la présentation adoptée en 1984.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

COMPTE CORPORATIF

PRÊTS ET PLACEMENTS
(en milliers de dollars)

TABLEAU 1

	Solde au 31 décembre		Acquisitions au cours de l'exercice	
	1984	1983	1984	1983
Logement du marché				
Prêts	2,074,299	2,149,874	135,896	125,920
Ententes fédérales-provinciales	81,087	90,891		2
Biens immobiliers	14,642	23,441	2,911	3,752
Conventions de vente et hypothèques	42,682	51,527		
	2,212,710	2,315,733	138,807	129,674
Logement social				
Prêts	5,027,965	5,048,559	18,171	21,808
Ententes fédérales-provinciales	1,235,161	1,094,600	149,392	143,829
Biens immobiliers	36,266	45,169	236	9,961
Conventions de vente et hypothèques	19,475	19,768		
	6,318,867	6,208,096	167,799	175,598
Remise en état et conservation				
Prêts	160,519	164,658	186,252	172,758
Biens immobiliers	379	884	822	1,555
	160,898	165,542	187,074	174,313
Équipements communautaires				
Prêts	1,358,453	1,387,067	13,155	44,645
Ententes fédérales-provinciales	147,483	167,939	11,841	14,532
	1,505,936	1,555,006	24,996	59,177
Financement de la Société				
Biens immobiliers	22,575	20,670	7,032	10,976
Total	10,220,986	10,265,047	525,708	549,738

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

COMPTE DU MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES ET RECOUVREMENTS
(en milliers de dollars) ÉTAT G1

	Exercice terminé le 31 décembre	
	1984	1983
Dépenses		
Fonds d'assurance hypothécaire	367,500	
Logement du marché	91,602	491,043
Logement social	938,826	792,086
Remise en état et conservation	212,551	336,982
Équipements communautaires	19,097	42,473
Recherche, développement, démonstration et information	7,562	9,895
Frais d'administration	63,385	67,695
Total	1,700,523	1,740,174
À recevoir du Ministre au début de l'exercice	49,092	198,448
	1,749,615	1,938,622
Recouvrements	1,727,797	1,889,530
À recevoir du Ministre à la fin de l'exercice	21,818	49,092

Voir notes aux états financiers.

Président
ROBERT C. MONTREUIL

Comptable en chef
HAROLD S. PERRIE

COMPTE DU MINISTRE

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1984

1. Principale convention comptable

Les dépenses versées pour le compte du Ministre responsable de la Société sont comptabilisées comme compte à recevoir lorsque ces frais sont reconnus.

2. Programme canadien d'encouragement à l'accession à la propriété (PCEAP)

Les pouvoirs réglementaires autorisant la Société à effectuer des paiements au titre du PCEAP ont été mis en doute en 1982 par un coprésident du comité mixte permanent du Sénat et de la Chambre des communes, des règlements et autres textes réglementaires. Les objections portent sur l'absence de réglementation précise du gouvernement à propos de ces paiements et au manque de garantie lorsque les sommes sont payées pour des prêts susceptibles de remise. Cependant, la Société est d'avis que les montants versés sont dûment autorisés et garantis par des dispositions de la Loi nationale sur l'habitation.

3. Passif éventuel

Dans le cours normal de ses opérations, la Société fait l'objet de réclamations judiciaires dont l'effet ne peut être déterminé tant qu'elles n'ont pas été réglées. En 1982 un grand nombre de poursuites judiciaires d'une valeur totale approximative de 48 millions de dollars ont été conjointement intentées contre la Société et autres tierces parties en réclamation de dommages-intérêts résultant de l'installation de mousse isolante d'urée formaldéhyde. La Société n'admet pas de responsabilité dans ces cas, et il est difficile de savoir si les frais éventuels qu'entraîneraient ces poursuites pourraient être imputés au gouvernement du Canada. En conséquence, aucune provision n'apparaît à ce sujet aux états financiers. Dans l'éventualité où des coûts résulteraient de ces actions, ils seraient imputés à l'exercice au cours duquel ils ont été occasionnés.

4. Assurance hypothécaire

Les dépenses d'assurance hypothécaire sont composées de remises de 307,6 millions et d'avances de 59,9 millions.

5. Chiffres comparatifs

Certaines données comparatives de l'année 1983 ont été reclassées de façon à les rendre conformes à la présentation adoptée en 1984.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

FONDS GÉRÉS—
FONDS D'ASSURANCE HYPOTHÉCAIRE

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

ÉTAT F1

ACTIF	1984	1983
Débiteurs		
Société canadienne d'hypothèques et de logement	1,767	
Autres	11,340	14,109
	13,107	14,109
Placements à court terme		32,106
Prêts hypothécaires	110,125	124,680
Biens immobiliers		
Au coût	315,326	275,901
Provision pour réévaluation	166,145	124,707
	149,181	151,194
	272,413	322,089

PASSIF	1984	1983
Créditeurs et frais courus	5,234	17,416
Provision pour pertes sur les règlements d'assurance	394,942	141,350
Primes non gagnées	214,500	174,373
Insuffisance de primes	384,000	196,905
Dû à la Société canadienne d'hypothèques et de logement		6,308
Emprunts du gouvernement du Canada	59,900	298,980
	1,058,576	835,332
Déficit	786,163	513,243
	272,413	322,089

Voir notes aux états financiers.

Président
ROBERT C. MONTREUIL

Comptable en chef
HAROLD S. PERRIE

FONDS GÉRÉS—
FONDS D'ASSURANCE HYPOTHÉCAIRE

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DÉFICIT
(en milliers de dollars)

ÉTAT F2

	Exercice terminé le 31 décembre 1984	1983
Revenus		
Primes	66,833	54,536
Droits de demande	15,752	17,071
Intérêts	13,364	16,389
Total	95,949	87,996
Dépenses		
Émission d'assurance	41,612	38,626
Perte sur les règlements d'assurance	423,833	191,170
Intérêts	23,929	41,481
	489,374	271,277
Régularisation pour insuffisance de primes	187,095	77,012
Total	676,469	348,289
Perte avant recouvrements	580,520	260,293
Recouvrements de pertes	307,600	
Perte nette	272,920	260,293
Déficit au début de l'exercice	513,243	252,950
Déficit à la fin de l'exercice	786,163	513,243

Voir notes aux états financiers.

FONDS GÉRÉS—
FONDS D'ASSURANCE HYPOTHÉCAIRE

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(en milliers de dollars)

ÉTAT F3

	Exercice terminé le 31 décembre 1984	1983
Ressources de l'encaisse		
Exploitation		
Produit de la vente de biens immobiliers	220,756	288,242
Primes	106,960	97,833
Droits de demande	15,752	17,071
Intérêts	13,728	16,948
	357,196	420,094
Remboursement de prêts hypothécaires	19,859	19,160
Avances de la Société canadienne d'hypothèques et de logement		28,427
Encaissement de placements à court terme	32,089	3,586
Emprunts du gouvernement du Canada	387,800	
	796,944	471,267
Affectation de l'encaisse		
Exploitation		
Règlements d'assurance	356,497	295,869
Activités immobilières	23,099	32,602
Frais d'administration	65,608	58,481
Intérêts	34,065	44,315
	479,269	431,267
Paiements à la Société canadienne d'hypothèques et de logement	8,075	
Remboursement d'emprunts du gouvernement du Canada	309,600	40,000
	796,944	471,267

Voir notes aux états financiers.

FONDS GÉRÉS—
CAISSE D'ASSURANCE DES PRÊTS POUR L'AMÉLIORATION DE MAISONS

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

ACTIF	1984	1983	PASSIF	1984	1983
Encaisse et placements en valeurs mobilières	7,592	6,945	Dû à la Société canadienne d'hypothèques et de logement	7	18
Prêts hypothécaires	13	22	Primes non gagnées	8	17
			Excédent	7,590	6,932
	7,605	6,967		7,605	6,967

Voir notes aux états financiers.

Président
ROBERT C. MONTREUIL

Comptable en chef
HAROLD S. PERRIE

FONDS GÉRÉS—
CAISSE D'ASSURANCE DES PRÊTS POUR L'AMÉLIORATION DE MAISONS

ÉTAT DES RÉSULTATS ET EXCÉDENT
(en milliers de dollars) ÉTAT F4

	Exercice terminé le 31 décembre 1984	1983
Revenus		
Primes	10	18
Recouvrements sur les règlements d'assurance	69	49
Intérêts	697	633
Revenus de prêts hypothécaires	1	2
Total	777	702
Dépenses		
Règlements d'assurance et frais d'administration	119	162
Revenu net	658	540
Excédent au début de l'exercice	6,932	6,392
Excédent à la fin de l'exercice	7,590	6,932

Voir notes aux états financiers.

FONDS GÉRÉS—
CAISSE DE GARANTIE DES LOYERS

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

ACTIF	1984	1983	PASSIF	1984	1983
Encaisse et placements en valeurs mobilières	21,148	19,254	Dû à la Société canadienne d'hypothèques et de logement		7
Prêts hypothécaires		10,075	Excédent	26,548	29,322
Biens immobiliers					
Coût	10,579				
Moins: provision pour perte	5,179				
	5,400				
	26,548	29,329		26,548	29,329

Voir notes aux états financiers.

Président
ROBERT C. MONTREUIL

Comptable en chef
HAROLD S. PERRIE

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

FONDS GÉRÉS— CAISSE DE GARANTIE DES LOYERS

ÉTAT DES RÉSULTATS ET EXCÉDENT
(en milliers de dollars) ÉTAT F5

	Exercice terminé le 31 décembre	
	1984	1983
Revenus		
Intérêts	1,904	1,745
Revenus de prêts hypothécaires	519	1,164
Total	2,423	2,909
Dépenses		
Perte sur saisies immobilières	5,179	
Autres	18	19
Total	5,197	19
Revenu net	(2,774)	2,890
Excédent au début de l'exercice	29,322	26,432
Excédent à la fin de l'exercice	26,548	29,322

Voir notes aux états financiers.

FONDS GÉRÉS

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1984

1. Principales conventions comptables

Les états financiers du Fonds d'assurance hypothécaire et des Caisses d'assurance et de garantie sont présentés conformément aux principes comptables généralement reconnus. Les principales conventions comptables suivies par la Société dans la gestion du Fonds d'assurance et des Caisses d'assurance et de garantie sont:

a) Primes

Les primes exigées pour les polices d'assurance sont calculées en fonction du risque assuré et des coûts d'émission. La fraction se rapportant au risque est reportée et échelonnée comme revenu gagné sur la durée des polices en question. Le calcul qui sert à déterminer les primes gagnées tient compte du risque couru annuellement au cours de la durée de l'assurance, d'après des facteurs de risque fixés par le département des Assurances Canada. La fraction qui se rapporte aux coûts d'émission de la police est portée aux revenus dès qu'elle est encaissée.

b) Droits de demande

Les droits de demande reçus pour les polices d'assurance sont portés aux revenus dès qu'ils sont encaissés.

c) Coûts d'émission de l'assurance

Les coûts d'émission de l'assurance sont imputés à la dépense lorsqu'ils sont engagés.

d) Insuffisance de primes

L'insuffisance de primes représente l'excédent du coût estimatif escompté des demandes de règlement éventuelles, sur le revenu de primes non gagné à l'égard des polices en vigueur.

e) Biens immobiliers

Les biens immobiliers sont acquis au moment d'un règlement d'assurance résultant de défaut et ils sont comptabilisés à la valeur de réalisation nette. Le coût comprend le solde du prêt plus les intérêts courus jusqu'à la date de reprise, plus les frais d'acquisition et d'amélioration. La valeur de réalisation nette représente la valeur marchande courante de l'immeuble, déterminée par la Société, moins la valeur escomptée des coûts estimatifs de revente, d'exploitation et de financement. Aucun amortissement n'est comptabilisé sur les biens immobiliers.

f) Provision pour perte sur les règlements d'assurance

Cette provision représente la perte estimative sur les demandes de règlement en cours et sur les demandes prévues mais non encore signalées à la Société.

g) Revenus et dépenses d'intérêts

Les revenus et les dépenses d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

h) Prêts hypothécaires

Les prêts hypothécaires sont présentés au montant net, déduction faite d'une provision pour perte.

i) Impôt sur le revenu

Le Fonds d'assurance hypothécaire et les caisses d'assurance et de garantie ne sont pas assujettis aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada.

2. Emprunts du gouvernement du Canada—Fonds d'assurance hypothécaire

En vertu des dispositions de l'article 9 de la Loi nationale sur l'habitation, la Société emprunte du gouvernement du Canada, pour le compte du Fonds d'assurance hypothécaire, les fonds nécessaires pour s'acquitter de ses obligations. Une nouvelle autorisation d'emprunt a été émise par décret le 8 août 1984 et ce dernier autorise la Société à emprunter au plus 400 millions de dollars. Toutes les avances reçues selon les nouvelles ententes d'emprunt ne portent pas intérêt et sont garanties par des billets à demande. Les emprunts non remboursés au 8 août 1984, portant intérêt à un taux moyen de 13 p. 100, ont été remboursés et remplacés par des avances sans intérêt d'un montant égal. En décembre 1984, des emprunts de 307,6 millions ont été remis, tel que mentionné à la note 4.

3. Évaluation actuarielle—Fonds d'assurance hypothécaire

Au 30 septembre 1984, une étude actuarielle entreprise par la Société au cours de l'année révèle que le Fonds demeure insuffisant pour compenser les demandes futures de règlement, compte tenu des assurances en vigueur. Les raisons majeures qui ont entraîné ce déficit sont les programmes à caractère social pour lesquels les primes demandées étaient insuffisantes (programmes d'aide à l'accession à la propriété et d'aide au logement locatif) et la chute de l'économie albertaine. Le déficit prévu au 30 septembre 1984 était de 708 millions et s'établissait à 786 millions au 31 décembre 1984.

4. Recouvrement de pertes—Fonds d'assurance hypothécaire

En décembre 1984, le Parlement a approuvé la remise de 307,6 millions que le Fonds devait au gouvernement du Canada, à titre de remboursement partiel des pertes subies dans le cadre des programmes d'aide à l'accession à la propriété et d'aide au logement locatif. Au 31 décembre 1984, les pertes additionnelles subies sur ces deux programmes sont évaluées à 324 millions.

En 1985, la Société demandera des remboursements additionnels pour les pertes résultant de ces programmes.

5. Événement postérieur—Fonds d'assurance hypothécaire

En janvier 1985, des décrets du conseil ont été approuvés afin de permettre à la Société d'augmenter les droits de demande et les primes exigés par le Fonds d'assurance hypothécaire.

6. Caisse d'assurance des prêts pour l'amélioration de maisons et Caisse de garantie des loyers

FONDS GÉRÉS

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1984—*Fin*

Ces deux programmes sont terminés et des négociations sont en cours dans le but de liquider les avoirs de ces deux caisses.

7. Assurances en vigueur—Fonds d'assurance hypothécaire

Au 31 décembre 1984, les polices d'assurance en vigueur s'établissaient à environ 38,3 milliards de dollars (33,5 milliards en 1983).

8. Frais d'administration—Fonds gérés

Les frais d'administration imputés aux fonds gérés par la Société pour l'année terminée le 31 décembre 1984 s'élèvent à 65,6 millions (58,6 millions en 1983).

9. Chiffres comparatifs

Certaines données comparatives de l'année 1983 ont été reclassées de façon à les rendre conformes à la présentation adoptée en 1984.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA

MANDAT

Assurer dans une certaine mesure les dépôts que les particuliers font dans les institutions fédérales (banques, sociétés de fiducie et compagnies de prêts) et dans les institutions provinciales approuvées (sociétés de fiducie et compagnies de prêts).

ANTÉCÉDENTS

Établie en vertu de la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada de 1967, la Société avait accumulé jusqu'en 1982, grâce à la perception de primes, des réserves substantielles dans son Fonds d'assurance-dépôts, mais les remboursements versés aux déposants des institutions financières insolvables ont récemment placé ce fonds en situation de déficit net.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	112, rue Kent B Bureau 1808 C.P. 2340, Succursale D Ottawa (Ontario) K1P 5W5
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Michael Wilson, c.p., député
MINISTÈRE	Finances
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* (S.R.C. 1970, C. C-3 tel que modifié)
PREMIER DIRIGEANT	Charles C. de Léry
PRÉSIDENT	W.A. Kennett (par intérim)*
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1984	1983	1982	1981
À la fin de l'exercice				
Actif total	1,361	1,157	255	233
Engagements envers le secteur privé	976	805	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	30	néant	néant
Avoir du Canada	néant	néant	néant	néant
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	néant	néant	néant
— non budgétaire, net	(30)	30	néant	néant

* M. Ronald McKinlay a été nommé président le 30 septembre 1985.

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE MICHAEL WILSON, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES FINANCES

J'ai vérifié le bilan de la Société d'assurance-dépôts du Canada au 31 décembre 1984 ainsi que les états des résultats des placements et des opérations administratives, du Fonds d'assurance-dépôts et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, lesquels, à l'exception du changement de la convention comptable décrit à la note 3 afférente aux états financiers, ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada et aux règlements administratifs de la Société.

Le vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 23 mai 1985

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

ACTIF	1984	1983
Encaisse et bons du Trésor	79,459	145,424
Placements		21,001
Primes et autres débiteurs	12,388	10,643
Intérêts courus sur les bons du Trésor	541	2,043
Prêts hypothécaires	2,224	9,174
Prêts à des institutions membres (note 4)	1,064,790	944,625
Réclamations reliées aux dépôts assurés (note 5)	200,974	23,514
Mobilier, matériel et améliorations locatives	186	81
	1,360,562	1,156,505

PASSIF	1984	1983
Dette bancaire	22,273	
Créditeurs	4,737	726
Impôts sur le revenu à payer	454	1,145
Emprunts auprès d'institutions membres	953,910	805,266
Emprunts auprès du Fonds du revenu consolidé		30,000
Impôts sur le revenu reportés	545	1,473
	981,919	838,610
Provision générale pour perte (note 6)	1,250,000	650,000
	2,231,919	1,488,610
FONDS D'ASSURANCE-DÉPÔTS		
Déficit à la fin de l'exercice	(871,357)	(332,105)
	1,360,562	1,156,505

Approuvé par le Conseil d'administration:

Président
ROBERT DECOSTER

Administrateur
W. E. A. KENNETT

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS DES PLACEMENTS ET DES OPÉRATIONS ADMINISTRATIVES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Revenus d'intérêt		
Bons du Trésor	11,352	10,723
Obligations du Canada	163	3,961
Prêts hypothécaires	752	1,255
Autres	123	401
	12,390	16,340
Dépenses		
Frais d'inspection et autres frais	1,629	1,683
Frais généraux, d'administration et autres	1,008	807
Traitements et avantages sociaux	433	262
	3,070	2,752
Bénéfice avant impôts sur le revenu	9,320	13,588
Impôts sur le revenu		
Exigibles	6,709	12,045
Reportés	(928)	(325)
	5,781	11,720
Bénéfice net des placements et des opérations administratives	3,539	1,868

ÉTAT DU FONDS D'ASSURANCE-DÉPÔTS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Déficit (surplus) au début de l'exercice	332,105	(253,129)
Opérations d'assurance		
Primes	53,884	51,098
Intérêts sur prêts consentis à des institutions membres	112,451	62,188
	166,335	113,286
Provision générale pour perte (note 6)	600,000	650,000
Recouvrement d'une réclamation		(440)
Intérêts sur prêts consentis par des institutions membres	109,126	50,828
	709,126	700,388
(Perte) brute des opérations d'assurance	(542,791)	(587,102)
Déficit avant le bénéfice net des placements et des opérations administratives	874,896	333,973
Bénéfice net des placements et des opérations administratives	3,539	1,868
Déficit à la fin de l'exercice	871,357	332,105

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Provenance des fonds		
Exploitation		
Bénéfice net des placements et des opérations administratives	3,539	1,868
Éléments sans incidence sur les fonds		
Impôts sur le revenu reportés	(928)	(325)
Amortissement net des primes et escomptes	(77)	(333)
Amortissement	50	31
	2,584	1,241
Emprunts auprès d'institutions membres	148,644	805,266
Intérêts sur prêts consentis à des institutions membres	112,451	62,188
Emprunts auprès du Fonds du revenu consolidé		140,000
Remboursement des prêts consentis à des institutions membres		50,000
Diminution des placements		
—Obligations du Canada	20,000	32,350
—Autres obligations et débentures	1,006	162
Recouvrements de réclamations reliées aux dépôts assurés	407	1,060
Augmentation des créditeurs	4,011	225
Augmentation des impôts sur le revenu à payer		1,125
Primes pour l'exercice	53,884	51,098
Réalisation des prêts hypothécaires	7,021	4,397
Découvert bancaire	22,273	
Diminution des intérêts courus	1,502	
	373,783	1,149,112
Utilisation des fonds		
Prêts à des institutions membres	120,165	942,483
Intérêts sur prêts consentis par des institutions membres	109,126	50,828
Remboursement des emprunts auprès du Fonds du revenu consolidé	30,000	110,000
Augmentation des primes et autres débiteurs	1,745	9,358
Augmentation des intérêts courus		771
Achats de mobilier, matériel, et améliorations locatives	154	78
Paiement de réclamations reliées aux dépôts assurés	177,867	22,783
Diminution des impôts sur le revenu à payer	691	
	439,748	1,136,301
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des bons du Trésor	(65,965)	12,811
Encaisse et bons du Trésor au début de l'exercice	145,424	132,613
Encaisse et bons du Trésor à la fin de l'exercice	79,459	145,424

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1984

(Montant en milliers de dollars sauf lors d'indication contraire)

1. Autorisation et rôle

La Société d'assurance-dépôts du Canada a été constituée en 1967 en vertu de la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada (la Loi). Elle est une société d'État nommée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

La Société est chargée de fournir une assurance sur les dépôts faits auprès de ses institutions membres (banques, compagnies de fiducie et de prêt constituées en vertu d'une loi fédérale ou provinciale) et ce, jusqu'à concurrence de $60,000 par déposant par institution membre. En vertu de l'article 11 de la Loi qui la régit, la Société peut acquérir des biens d'une institution membre ou même lui accorder des avances afin de diminuer ou d'écarter une perte anticipée pour la Société.

2. Conventions comptables (voir la note 3)

Méthodes de préparation des états financiers

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. La note 3 présente le changement apporté au cours de l'exercice à une convention comptable.

Les présents états financiers n'englobent pas les éléments d'actif et de passif, ni les résultats des institutions membres dont les opérations sont graduellement réduites et qui, dans l'intervalle, sont financées par la Société.

Les principales pratiques comptables suivies sont expliquées ci-après.

Calcul des primes

Le montant des primes est calculé au prorata des dépôts assurés détenus par les institutions membres au 30 avril de chaque année. Ces primes sont exigibles au 31 décembre de la même année et comptabilisées à cette même date.

Provision générale pour perte

La provision générale pour perte indique avec le plus de justesse possible les pertes que subira la Société au titre des prêts qu'elle a consentis à des institutions membres, des dépôts remboursés aux déposants et éventuellement des réclamations et frais résultant des opérations effectuées jusqu'à la fin de l'exercice et des cas subséquents d'insolvabilité (note 9).

3. Changement d'une convention comptable

Comme il est mentionné à la note 2, la Société a adopté une nouvelle convention comptable en ce qui a trait à la provision générale pour perte. Auparavant, la provision générale pour perte ne représentait que les déficits accumulés des institutions membres devenues insolvables en date de l'état financier.

Ce changement, qui n'a pas été appliqué de façon rétroactive, a permis de porter la provision générale pour perte à environ 460 millions de dollars (voir la note 6).

4. Prêts à des institutions membres

En 1983, certaines institutions membres ont connu des difficultés financières et ont été assujetties au contrôle d'un organisme de réglementation. Par la suite, conformément à l'article 11(a) de la Loi sur la SADC, la Société a conclu des accords de représentation et d'exploitation avec d'autres institutions membres (appelées mandataires) en vertu desquels elle les chargeait de réduire progressivement, sur une période de cinq ans, les activités de ces compagnies. Les éléments de passif et les activités de ces compagnies sont financés au moyen de prêts consentis directement par la Société, ou indirectement, par les mandataires agissant au nom de la Société.

Au 31 décembre 1984, les prêts suivants ont été consentis directement par la Société ou indirectement, par le biais des mandataires:

Institutions membres	Par la société	Par les mandataires	Total
Assujetties à un accord de représentation et d'exploitation			
Greymac Mortgage Corporation	55,000	50,250	105,250
Greymac Trust Company	40,434	119,500	159,934
Société de fiducie Fidélité	38,332	257,774	296,106
Crown Trust Company		297,750	297,750
Corporation d'hypothèque Seaway		54,500	54,500
District Trust Company		11,026	11,026
	133,766	790,800	924,566
En liquidation			
Amic Mortgage Investment Corporation	2,083		2,083
Seaway Trust Company		137,651	137,651
	135,849	928,451	1,064,300
Créances sur intérêts courus	490		490
Solde au 31 décembre 1984	136,339	928,451	1,064,790
Solde au 31 décembre 1983	139,359	805,266	944,625

La Société a enregistré une charge flottante sur tous les éléments d'actif des compagnies susmentionnées, garantissant ainsi les prêts consentis. Durant la période visée par les accords de représentation et d'exploitation, les mandataires doivent acquitter tous les éléments de passif venant à échéance et se départir des biens de façon à en obtenir un produit maximal. L'actif de ces compagnies est surtout constitué de prêts hypothécaires et de biens immeubles. Le rendement ultime de ces éléments d'actif dépend de la conjoncture économique, des taux d'intérêt et du marché immobilier en général.

En 1984, la Société a cessé de charger de l'intérêt sur les prêts qu'elle consent directement ou indirectement aux institutions membres placées en liquidation. Elle continue à charger des intérêts sur les prêts consentis par les institutions mandataires. Les intérêts courus sont inclus dans le bilan au titre des prêts aux institutions membres.

5. Réclamations reliées aux dépôts assurés

Le détenteur d'un dépôt qui obtient un remboursement de la Société doit subroger en faveur de la Société ses droits et intérêts au regard des éléments d'actif de l'institution mise en liquidation. Les réclamations de la Société reliées aux dépôts remboursés sont énumérées ci-après. L'année de mise en liquidation de chaque compagnie est inscrite entre parenthèses.

	Réclamations remboursées	Sommes recouvrées	Radiations	Réclamation nette 1984	Réclamation nette 1983
Astra Trust (1980)	21,625	18,086	3,200	339	731
Amic Mortgage Investment (1983)	22,783	15		22,768	22,783
Seaway Trust (1984)	150,062			150,062	
Northguard Mortgage (1984)	27,805			27,805	
	222,275	18,101	3,200	200,974	23,514

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1984—*Fin*

6. Provision générale pour perte

	1984	1983
Solde au début de l'exercice	650,000	
Déficits rapportés des institutions insolvables	140,000	650,000
Pertes futures prévues des institutions insolvables	330,000	
Provision pour perte résultant des événements ultérieurs (note 9)	130,000	
	600,000	650,000
Solde à la fin de l'exercice	1,250,000	650,000

7. Emprunts auprès du Fonds du revenu consolidé

La Société peut, avec l'autorisation du gouverneur en conseil, emprunter jusqu'à concurrence de 1,5 milliard de dollars sur le Fonds du revenu consolidé. Entre la fin de l'exercice et le 17 mai 1985, la Société a emprunté la somme de 325 millions de dollars sur le Fonds du revenu consolidé.

8. Passif éventuel

La Société est défenderesse dans diverses poursuites judiciaires découlant de la faillite ou de l'insolvabilité de certaines institutions membres. La Société estime ne pas être responsable des activités de ces institutions et n'a, en conséquence, prévu aucune provision pour des réclamations pouvant découler de ces poursuites.

9. Événements postérieurs à la date du bilan

Depuis la fin de l'exercice, les institutions membres sous-mentionnées sont devenues insolvables et ont été mises en liquidation:

Compagnie Pioneer Trust	février 1985
Compagnie de fiducie Western Capital	avril 1985
London Loan	avril 1985

La Société a déboursé environ 305 millions de dollars pour rembourser les dépôts assurés dans ces trois institutions devenues insolvables. En retour, les déposants lui ont subrogé leurs droits et intérêts au regard des éléments d'actif des mêmes institutions membres mises en liquidation.

De plus, la banque Commerciale du Canada a obtenu un prêt de refinancement dont 75 millions de dollars provenaient de la SADC. Aucune provision pour perte n'a été prévue à ce titre puisque la SADC s'attend à recouvrer la totalité de son prêt.

10. Déficit du Fonds d'assurance-dépôts

La Société estime que le taux actuel des primes qu'elle perçoit de ses institutions membres et qui correspond au taux maximal prévu par la loi n'est pas suffisant pour éponger le déficit du Fonds d'assurance-dépôts.

11. Impôt sur le revenu

La Société doit payer l'impôt fédéral sur ses revenus de placement moins ses frais administratifs. Ses revenus provenant des primes ou des sommes recouvrées dans le cadre de son programme d'assurance ne sont pas imposables.

12. Dépôts assurés

Au 30 avril 1984 et au 30 avril 1983, la Société assurait les dépôts suivants d'après les déclarations reçues des institutions membres:

	1984	1983
	(en milliards de dollars)	
Institutions fédérales	149	142
Institutions provinciales	13	12
	162	154

13. Données comparatives

Certaines données de l'exercice 1983 ont été reclassifiées conformément à la présentation adoptée pour l'exercice 1984.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES MUSÉES DU CANADA INC.

MANDAT

Dans la région de la Capitale nationale, construire la Galerie nationale du Canada, le Musée national de l'Homme et tout autre musée que le gouverneur en conseil pourra indiquer.

ANTÉCÉDENTS

Les principales structures des deux projets de la Société doivent être terminées en 1986-1987.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	55, rue Murray Ottawa (Ontario) K1N 5M3
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Roch La Salle, c.p., député
MINISTÈRE	Travaux publics
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	Lettres patentes (no 0132114) du 21 juin 1982, en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	M.A.J. Lafontaine
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1984-1985	**1983-1984**	**1982-1983**
À la fin de l'exercice			
Actif total	50.1	15.5	3.5
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant
Avoir du Canada	44.8	13.4	2.6
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice			
— budgétaire	31.5	10.8	2.6
— non budgétaire	néant	néant	néant

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES MUSÉES DU CANADA INC.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE ROCH LASALLE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié le bilan de la Société de construction des Musées du Canada Inc. au 31 mars 1985 ainsi que l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements et aux statuts et règlements administratifs de la Société.

Je veux attirer votre attention sur le fait que, selon la description à la note 1, la Société n'a pas établi de provision pour le coût des emplacements dans ses propositions pour le financement. Bien que la construction soit en cours, aucun accord définitif quant au permis pour l'occupation n'a été obtenu pour l'emplacement du Musée national de l'Homme. De plus, quelques parcelles des emplacements pour les deux musées ne sont pas la propriété de l'État fédéral. La note énonce également que la Société, dans ses documents de planification, a fait l'estimation de carences de financement d'environ $53 millions. À ce jour, le Conseil du Trésor n'a pas accepté la proposition de la Société à l'égard du financement supplémentaire pour ces deux projets. À mon avis, sans l'apport de solution à l'exigence de financement, il est peu probable que les deux musées puissent devenir pleinement opérationnels conformément à la conception des édifices et des calendriers approuvés au début par le Cabinet.

Le vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 21 juin 1985

BILAN AU 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984	PASSIF	1985	1984
Encaisse et dépôts à court terme	4,025	1,406	Créditeurs et frais courus	5,237	2,118
Débiteurs (note 9)	88	195	**AVOIR DES ACTIONNAIRES**		
Construction en cours (tableau)	45,971	13,869	Capital-actions (note 3)		
			Capital d'apport (note 4)	44,847	13,352
	50,084	15,470		50,084	15,470

Approuvé au nom du Conseil:

Le Président-directeur général
MAURICE A. J. LAFONTAINE

Un Administrateur
JEAN E. PIGOTT

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES MUSÉES DU CANADA INC.—*Suite*

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Provenance des fonds		
Capital d'apport (note 4)	31,495	10,776
Débiteurs	107	
Créditeurs et frais courus	3,119	1,203
	34,721	11,979
Utilisation des fonds		
Construction en cours (tableau)	32,102	11,180
Débiteurs		45
	32,102	11,225
Augmentation des fonds	2,619	754
Encaisse et dépôts à court terme		
Au début de l'exercice	1,406	652
À la fin de l'exercice	4,025	1,406

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985

1. Pouvoirs et activités

La Société a été constituée le 21 juin 1982 en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes en tant que mandataire de Sa Majesté conformément à la Loi sur le fonctionnement des compagnies de l'État, et elle a été nommée société d'État mère le 7 février 1985 à l'Annexe C, Partie I, de la Loi sur l'administration financière. Les deux tiers du capital-actions sont détenus par la Société immobilière du Canada Limitée, qui est également une société d'État mère. Le 16 mai 1985 un tiers fut transféré du ministre des Communications au ministre des Travaux publics.

Les activités de la Société se limitent à la construction, dans la région de la Capitale nationale, de bâtiments pour la Galerie nationale du Canada (GNC), le Musée national de l'Homme (MNH) et tout autre musée national selon les instructions données, de temps à autre, par le gouverneur en conseil, y compris l'acquisition, le contrôle, l'administration et la cession des terrains nécessaires à la construction.

En septembre 1981 le Comité du Cabinet sur les priorités et la planification a attribué $185 millions aux deux projets. Ceci a maintenant été revisé à $191.45 millions pour la période allant jusqu'au 31 mars 1987 de la manière suivante:

	GNC	MNH	Total
	(en millions de dollars)		
Construction	84.75	77.90	162.65
Architectes et conseillers	7.50	9.50	17.00
	92.25	87.40	179.65
Dépenses d'administration	5.90	5.90	11.80
	98.15	93.30	191.45

En novembre 1983, le Cabinet a approuvé les emplacements de construction, les architectes et la conception des édifices ainsi que la mise au point par les architectes et la prévision à long terme du calendrier pour l'érection et les besoins de financement pour chaque musée. Aucune provision n'a été établie quant au coût des emplacements.

- Emplacements des édifices

De grandes parties des emplacements pour les deux musées sont la propriété de l'État fédéral alors que le titre juridique aux terrains appartient présentement à la Commission de la Capitale nationale. Des négociations dans le but de résoudre la question du titre juridique à des parcelles des emplacements qui ne sont pas la propriété de l'État fédéral sont actuellement en cours. Bien que la construction soit en cours, aucun accord définitif quant au permis d'occupation n'a été octroyé par la Commission pour l'emplacement du Musée national de l'Homme.

- Exigences de financement

Le 25 mai 1984, la Société a annoncé qu'elle avait obtenu l'approbation du Cabinet permettant le lancement d'une campagne pour recueillir des fonds dont l'objectif est de recueillir $24 millions à même le secteur privé visant l'amélioration des deux musées.

À la suite du changement de gouvernement en septembre 1984, un groupe de travail a été réuni en décembre 1984 par le ministre des Communications afin de passer en revue les coûts et mettre au point des choix touchant la réduction des coûts. Dans son rapport publié en février 1985, le groupe de travail a arrivé à des choix visant à réduire les coûts quant à chaque projet.

Dans ses documents de planification qui ont été présentés au Conseil du Trésor en mars 1985, la Société a fait des estimations à l'égard des carences de financement se chiffrant à environ $36 millions au 31 mars 1987, et elle a indiqué qu'un nouveau financement serait nécessaire à l'endroit de cette somme (y compris $8.15 millions pour des éléments auparavant exclus) afin d'achever les deux projets. De plus, on a fait l'estimation qu'une autre somme de $17.1 millions serait une exigence à venir à l'égard des éventualités liées à la construction, du paysagement et des accessoires pour les aires publiques. Le total au titre de l'insuffisance du financement a été établi à $53 millions. À ce jour, le Conseil du Trésor n'a pas accepté les propositions portant sur le financement supplémentaire à l'égard des deux projets.

Le 26 avril 1985, le ministre des Communications a ordonné à la Société d'adopter certaines recommandations du rapport du groupe de travail et il a autorisé une somme supplémentaire de $14.1 millions, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor.

- Changement apporté à la responsabilité

Le 16 mai 1985 le Président du Conseil du Trésor a annoncé que le ministère des Travaux publics se chargerait de la responsabilité en ce qui a trait à la construction des deux musées fédéraux et que la Société serait dissoute d'une manière ordonnée. Les décrets du conseil suivants furent publiés:

a) Le ministre des Travaux publics fut désigné en tant que ministre compétent à l'endroit de la Société, et la part d'un tiers du capital-actions de la Société aux mains du ministre des Communications ainsi que le contrôle de la Société furent transférés au ministre des Travaux publics.

b) Le sous-ministre des Travaux publics fut nommé président-directeur général de la Société et deux cadres supérieurs des Travaux publics furent nommés administrateurs de la Société.

Le ministre des Travaux publics a ordonné que soit entrepris immédiatement un examen des budgets et des calendriers de construction pour les deux projets.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1985—*Suite*

Le 23 mai 1985 une résolution fut votée par le Conseil d'administration de la Société demandant l'autorisation du gouverneur en conseil pour changer le statut de la Société en vertu de la Loi sur l'administration financière la faisant passer de société d'État mère à une filiale en propriété exclusive de la Société immobilière du Canada Limitée.

2. Conventions comptables importantes

a) Méthode de comptabilité

Les présents états financiers tiennent compte des coûts défrayés par la Société pour la construction des musées. Ils ne tiennent pas compte des coûts défrayés par la Commission de la Capitale nationale pour les emplacements ou par les Musées nationaux du Canada pour la planification des locaux et les aménagements.

b) Capitalisation

Toutes les dépenses, y compris celles qui sont consacrées à l'évaluation des emplacements, à la conception, à la construction et à l'administration, seront capitalisées jusqu'à ce que la construction des musées soit achevée. Les intérêts créditeurs et autres revenus sont crédités aux travaux de construction en cours. Les coûts sont répartis directement sur chaque musée lorsqu'ils peuvent être recensés de façon précise. Tous les autres coûts sont attribués de façon égale aux deux musées.

3. Capital-actions

Trois actions sont autorisées et émises à un dollar l'action et elles ne doivent pas être transférées sans l'approbation du gouverneur en conseil.

4. Capital d'apport

Au cours de l'exercice, un financement de $31.495 millions (crédit 20) a été fourni à même le budget du ministère des Travaux publics pour les dépenses de la Société ($10.776 millions en 1984, crédit 11c).

	1984-85	1983-84
	(en milliers de dollars)	
Solde au début	13,352	2,576
Fonds fournis à même le Budget des dépenses	31,495	10,776
Solde à la fin	44,847	13,352

5. Régimes de pension de retraite

La Société a conclu une entente avec un de ses cadres en vue de lui fournir des prestations supplémentaires de pension. Pourvu que toutes les conditions de son contrat de travail soient respectées, cet employé devra recevoir, lorsqu'il terminera son emploi le 31 mars 1987, une pension annuelle de $35,000, comprenant le fonds de pension reporté d'un emploi précédent; ces prestations seront indexées au plus élevé des taux suivants: soit le coût de la vie, soit 6%. Au 31 mars 1985, la somme de $225,000 avait été pleinement provisionnée par la Société ce qui, de pair avec les intérêts courus, devrait être suffisant pour répondre de la dette future.

De plus, la Société a institué de pair avec une organisation du secteur privé un régime de pensions mixte pour tous ses employés permanents. Les employés ainsi que la Société versent des cotisations égales à ce régime. Les cotisations de la Société, qui représentent sa dette totale, sont consignées aux comptes sur une base courante.

Le coût de ces régimes de pension s'est élevé à $102,745 pour l'exercice terminé le 31 mars 1985 ($54,000 en 1984).

6. Obligations à contrat

Au 31 mars 1985, les engagements envers la construction et les coûts connexes s'élevaient à environ $35.8 millions répartis de la façon suivante:

	(en milliers de dollars)
Galerie nationale du Canada	21,415
Musée national de l'Homme	14,428
	35,843

7. Engagements à bail

La Société a conclu une entente par bail pour des locaux à bureaux. En vertu des conditions du bail les versements minimums de loyer à effectuer sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
1985-86	540
1986-87	540
	1,080

8. Éventualités et réclamations

Les villes d'Ottawa et de Hull sont en quête des honoraires de permis de construction et de frais de développement auprès de la Société pour une somme de $1.2 million. La Société fait sienne l'opinion de son conseiller juridique et elle n'a pas l'intention de verser ces honoraires et d'acquitter ces frais. En outre, la Société a reçu des réclamations en provenance d'entrepreneurs, d'architectes, d'ingénieurs et d'autres personnes se chiffrant à environ $3.6 millions.

Vu que la Société ne peut évaluer la vraisemblance quant à son obligation d'effectuer des versements à l'égard de ces réclamations ou cotisations, aucune provision n'a été établie aux présents états financiers.

9. Opérations entre apparentés

Au cours de l'exercice, la Société a facturé le ministère des Travaux publics pour une somme de $600,000 au titre des coûts liés à la construction d'un tunnel utilitaire sous l'emplacement de la Galerie nationale. Le solde des comptes débiteurs au 31 mars 1985 comprend une somme de $60,000 due par le ministère des Travaux publics.

10. Événement postérieur au bilan

Le 31 mai 1985, le Conseil d'administration a voté une résolution, intérinée par le ministre des Travaux publics, visant à payer à l'architecte concepteur du Musée national de l'Homme une somme ne dépassant pas $512,000 au titre des coûts supplémentaires. De cette somme $200,000 apparaissaient aux frais courus dans les comptes au 31 mars 1985 et ils furent par la suite acquittés. Cette résolution exige que les paiements qui restent à effectuer soient versés au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES MUSÉES DU CANADA INC.—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985—*Fin*

11. **Dépenses d'administration**

La Société a défrayé les dépenses d'administration qui suivent lesquelles ont été réparties de façon égale à chaque musée selon le Tableau de la construction en cours.

	1984-85	1983-84
	(en milliers de dollars)	
Traitements et prestations aux employés	1,463	1,046
Services professionnels et spéciaux	294	447
Location des bureaux	253	351
Déplacements et transport	174	174
Communications	155	95
Mobilier et matériel de bureau	126	196
Renseignements au public	81	91
Location de matériel	79	62
Services publics, fournitures et approvisionnement	78	86
Autres	13	10
	2,716	2,558

TABLEAU DE LA CONSTRUCTION EN COURS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985 (en milliers de dollars)

	Galerie nationale du Canada			Musée national de l'Homme			Total		
	Cumulatif au 31 mars 1984	Dépenses 1985	Cumulatif au 31 mars 1985	Cumulatif au 31 mars 1984	Dépenses 1985	Cumulatif au 31 mars 1985	Cumulatif au 31 mars 1984	Dépenses 1985	Cumulatif au 31 mars 1985
Évaluation des emplacements	108		108	108		108	216		216
Architectes et conseillers	3,071	2,810	5,881	2,830	3,489	6,319	5,901	6,299	12,200
Directeurs de la construction	419	989	1,408	509	807	1,316	928	1,796	2,724
Autres coûts de construction	2,262	13,534	15,796	542	8,591	9,133	2,804	22,125	24,929
	5,860	17,333	23,193	3,989	12,887	16,876	9,849	30,220	40,069
Administration (note 11)	2,127	1,358	3,485	2,127	1,358	3,485	4,254	2,716	6,970
	7,987	18,691	26,678	6,116	14,245	20,361	14,103	32,936	47,039
Moins: intérêts créditeurs	117	417	534	117	417	534	234	834	1,068
	7,870	18,274	26,144	5,999	13,828	19,827	13,869	32,102	45,971

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

MANDAT

Favoriser et appuyer le financement et l'expansion de l'industrie, fournir des emplois aux habitants de l'Île-du-Cap-Breton et exploiter les mines de charbon du Cap-Breton.

ANTÉCÉDENTS

Créée originalement en 1967 dans le but d'assurer la fermeture de l'industrie des mines de charbon de l'Île avec le moins de perturbation possible, la Société est le plus grand employeur dans la région de Sydney/Glace Bay. Le mandat de la Division du charbon de la Société a pris une allure plus commerciale et la Division compte maintenant environ 3,470 employés. Elle a déjà ouvert deux nouvelles mines de charbon, Prince et Lingan-Harbour, et se prépare à en ouvrir une troisième à Phalen. Presque toute sa production de charbon actuelle est vendue à la Nova Scotia Power Commission; toutefois, des nouveaux marchés seront nécessaires pour la production de Phalen dès 1987. La Société revoit donc actuellement ses stratégies d'exploitation et de vente, y compris le développement accéléré de nouvelles technologies minières, dans le but d'assurer une industrie du charbon rentable pour le Cap-Breton.

La Division du développement industriel de la Société emploie environ 150 personnes dans ses entreprises, et elle a le pouvoir en vertu de la *Loi sur la Société de développement du Cap-Breton* de consentir des prêts et d'effectuer des placements dans les secteurs de l'hôtellerie, de l'expansion agricole et des entreprises de fabrication. La Division a adopté en 1985 un plan quinquennal axé sur les entreprises locales rentables. Aussi, elle collabore avec le gouvernement dans l'examen des options qui peuvent le mieux stimuler l'économie du Cap-Breton.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	500, Kings Road C.P. 1330 Sydney (Nouvelle-Écosse) B1P 6K3
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Sinclair Stevens, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Expansion industrielle régionale
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur la Société de développement du Cap-Breton* (S.R.C. 1970, C. C-13)
PREMIER DIRIGEANT	Derek Rance
PRÉSIDENT	Poste vacant
VÉRIFICATEUR	Touche, Ross et Cie

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1984-1985	1983-1984	1982-1983	1981-1982
À la fin de l'exercice ·				
Actif total	397	359	324	302
Engagements envers le secteur privé	négl.	négl.	négl.	négl.
Engagements envers le Canada	13	11	néant	néant
Avoir du Canada	335	306	290	272
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	108	110	96	133
— non budgétaire	2	11	néant	néant

LES ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS POUR L'EXERCICE
CLOS LE 31 MARS 1985 N'ÉTAIENT PAS
DISPONIBLES À LA DATE D'IMPRESSION

PAGE RÉCAPITULATIVE

LA SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS DU NORD LIMITÉE

MANDAT

Assurer sur une base rentable le transport maritime et des services connexes qui soient économiques, fiables et complets dans le Nord canadien et l'Arctique.

ANTÉCÉDENTS

La Société assure des services de transport maritime le long des rives du fleuve Mackenzie depuis 1934 ainsi que dans les Îles et sur la côte Ouest de l'Arctique depuis 1957. Depuis 1975, elle approvisionne le Keewatin à partir de Churchill (Manitoba) et, aux termes de marchés passés avec Transports Canada, elle assure depuis lors le ravitaillement de cinq collectivités de la côte occidentale de la baie d'Hudson ainsi que de Havre de Corail, sur l'île Southampton. Outre les versements contractuels pour l'approvisionnement du Keewatin, la STNL ne reçoit aucun fond fédéral.

La Société a deux filiales en propriété exclusive. La Grimshaw Trucking and Distributing Ltd. livre, à partir d'Edmonton et de Calgary, des marchandises de tous genres à diverses collectivités du nord de l'Alberta et aux grands centres des Territoires du Nord-Ouest. La seconde filiale, la Nortran Offshore Ltd., offre des contrats d'affrètement spécialisés aux entreprises d'exploitation pétrolière et gazière sous-marine.

La Société a été vendue le 15 juillet 1985 à la Inuvialuit Development Corporation et à la Nunasi Corporation.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	9945, 108e rue Edmonton (Alberta) T5K 2G9
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Donald F. Mazankowski, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	Constitution fédérale en 1947 et prorogation en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes* de 1977
VÉRIFICATEUR	Deloitte Haskins & Sells

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1984	1983	1982	1981
À la fin de l'exercice				
Actif total	75.1	76.1	78.2	75.0
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	0.6	1.0
Engagements envers le Canada	27.7	30.7	34.0	36.9
Avoir du Canada	38.1	36.8	34.8	30.2
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	0.6	1.1	0.6
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS DU NORD LIMITÉE

RAPPORT DE LA DIRECTION

La direction a dressé les états financiers consolidés de la société conformément aux principes comptables généralement reconnus, appliqués d'une manière uniforme.

La direction se porte garante de l'information fournie dans le rapport annuel et de la fidélité, de l'objectivité et de la véracité des données contenues dans ces états financiers, y compris les estimations et les jugements qu'elle a dû faire sur les questions non conclues en fin d'exercice.

La société a établi des systèmes de contrôle financier interne pour assurer la sauvegarde de ses biens et garantir la fiabilité de son information financière. De plus, la direction et les vérificateurs de la société font rapport au moins deux fois par année au comité de vérification et de rémunération du Conseil d'administration sur ces systèmes de contrôle financier interne, sur les états financiers, les rapports de vérification interne et les rapports d'attestations. Seuls des administrateurs étrangers à la société font partie de ce comité.

Selon la direction, ces états financiers ont été dressés correctement, compte tenu du principe de l'importance relative et de toutes les conventions comptables exposées à la note 1 afférente aux états financiers consolidés.

Le président et
chef de la direction
STANLEY D. CAMERON

Le vice-président aux finances
et trésorier
J. GUNNAR ANDERSON

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

L'HONORABLE DON MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié l'état consolidé de la situation financière de la Société des Transports du Nord Limitée au 31 décembre 1984 ainsi que l'état consolidé des résultats, l'état consolidé des bénéfices non répartis et l'état consolidé de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, nous déclarons que les opérations de la société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification se conforment, à notre avis, à la Loi sur l'administration financière et aux règlements connexes, à la charte et aux règlements de la société ainsi qu'à toute autre directive donnée à cette dernière.

Comptables agréés
DELOITTE HASKINS & SELLS

Edmonton, Canada
le 1er février 1985

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Actif à court terme		
Encaisse et dépôts bancaires à court terme	21,723	19,963
Comptes débiteurs	3,218	3,448
Matériel d'exploitation et fournitures générales	1,844	2,096
Frais payés d'avance	656	105
	27,441	25,612
Passif à court terme		
Comptes créditeurs et frais courus	4,378	4,973
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	3,261	3,014
	7,639	7,987
Fonds de roulement	19,802	17,625
Actif à long terme		
Biens-fonds et matériel (note 6)	42,301	45,638
Fonds de placement d'assurance	5,325	5,325
	47,626	50,963
Capital utilisé	67,428	68,588
Mode de financement		
Dette à long terme (note 7)	24,465	27,726
Impôts sur le revenu reportés (note 4)	4,833	4,071
	29,298	31,797
Avoir de l'actionnaire		
Capital-actions (note 8)	25,052	25,052
Bénéfices non répartis	13,078	11,739
	38,130	36,791
	67,428	68,588

Éventualité (note 12)

Au nom du Conseil d'administration:

Administrateur
S. D. CAMERON

Administrateur
J. B. FOREST

SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS DU NORD LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Produits d'exploitation		
Transport de marchandises (note 2)	34,223	39,265
Affrètement, location et divers	6,572	5,821
	40,795	45,086
Frais d'exploitation		
Transport de marchandises	13,696	14,615
Exploitation des gares maritimes et fluviales	8,957	9,432
Entretien et réparations	7,004	7,647
Administration et commercialisation	4,533	4,787
Amortissement	5,058	5,250
	39,248	41,731
Bénéfices d'exploitation	1,547	3,355
Autres produits (frais)—Montant net (note 3)	667	(250)
Bénéfice, compte non tenu des impôts sur le revenu	2,214	3,105
Impôts sur le revenu (note 4)	875	1,448
Bénéfice net	1,339	1,657

ÉTAT CONSOLIDÉ DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Bénéfices non répartis au début de l'exercice		
Solde déjà établi	11,451	9,794
Redressement de l'exercice précédent (note 5)	288	288
Solde redressé	11,739	10,082
Bénéfice net	1,339	1,657
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	13,078	11,739

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Provenance du fonds de roulement		
Bénéfice net	1,339	1,657
Éléments n'exigeant aucune sortie de fonds	5,617	5,531
Fonds de roulement provenant de l'exploitation	6,956	7,188
Produit de l'aliénation de biens-fonds et de matériel	208	160
	7,164	7,348
Utilisation du fonds de roulement		
Achat de biens-fonds et de matériel	1,726	2,850
Diminution de la dette à long terme	3,261	3,067
Virement au fonds de placement d'assurance		800
	4,987	6,717
Augmentation du fonds de roulement	2,177	631
Fonds de roulement au début de l'exercice—Montant redressé	17,625	16,994
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	19,802	17,625

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984

1. Principales conventions comptables

Les états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus. Les principales conventions comptables sont présentées ci-dessous.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la société et de ses filiales en propriété exclusive, la Grimshaw Trucking and Distributing Ltd. et la Nortran Offshore Limitée. Toutes les opérations intersociétés importantes ont été supprimées lors de la consolidation.

Matériel d'exploitation et fournitures générales

Ces stocks sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur estimative de remplacement.

Fonds de placement d'assurance

Dans le cadre de son programme d'assurance, la société a souscrit à une assurance globale contre les risques de perte ou d'avarie de ses biens-fonds et de son matériel. Un fonds a en outre été constitué afin de couvrir la franchise globale ainsi que la tranche non assurée des pertes ou avaries. Ce fonds, dont le produit est investi dans des titres de placement garantis, est fonction de la franchise globale de l'assurance ci-dessus et ne peut être supérieur à $6,000,000.

Baux

Les baux se divisent en deux catégories: les contrats de location-acquisition et les contrats de location-exploitation. Est défini comme un contrat de location-acquisition tout bail qui transmet au preneur la plupart des avantages et des risques inhérents à la possession d'un bien. Au tout début d'un contrat de location-acquisition, la société comptabilise l'actif et l'obligation correspondante au moindre du coût minimum du loyer et de la juste valeur du bien au début du bail. Tous les autres baux sont comptabilisés à titre de contrats de location-exploitation, c'est-à-dire que les loyers sont imputés aux résultats d'exploitation au fur et à mesure.

Biens-fonds et matériel

Les biens-fonds et le matériel sont comptabilisés au coût. Les coûts d'acquisition et de remplacement des immobilisations importantes, y compris les éléments d'actif acquis en vertu de contrats de location-acquisition, sont capitalisés. Les remplacements de moindre importance, les frais d'entretien et de réparation, y compris les provisions constituées pour couvrir le coût estimatif de réparation des navires endommagés, ainsi que les profits ou les pertes réalisés à la suite de la mise au rancart ou de l'aliénation de ces biens, sont imputés aux résultats d'exploitation.

Amortissement

Les navires sont amortis selon la méthode de l'amortissement proportionnel à l'utilisation. Cette méthode tient compte de la capacité de production estimative de chaque bâtiment, exprimée en tonnes-kilomètres sur une période de 15 ans, à raison d'un taux annuel minimum de 4% établi en fonction d'une durée maximale d'utilisation de 25 ans. Le coût des autres éléments d'actif amortissables, y compris ceux qui ont été acquis en vertu de contrats de location-acquisition, est amorti selon la méthode linéaire sur une durée d'utilisation estimative de 10 à 20 ans pour les bâtiments, les autres installations et les aménagements et de 5 à 10 ans pour le reste du matériel.

Régime de retraite

Tous les membres du personnel permanent de la Société des Transports du Nord Limitée sont protégés par un régime de retraite fin de carrière contributif à prestation indépendante. L'actif du régime est détenu par un fiduciaire indépendant. Le coût des services courants est capitalisé et imputé au fur et à mesure aux résultats d'exploitation. La dette non provisionnée et les coûts d'amélioration du régime établis par évaluation actuarielle sont provisionnés au moyen d'annuités imputées aux résultats d'exploitation sur un nombre donné d'exercices, selon les recommandations de l'actuaire-conseil et les stipulations de la Loi sur les normes des prestations de pension.

SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS DU NORD LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984—*Fin*

2. Produits d'exploitation—Transport de marchandises

Ces produits sont réduits de $329,000, soit l'écart entre les coûts admissibles (y compris une marge de bénéfice), et les produits du service de ravitaillement du district de Keewatin qui devaient être virés au gouvernement en vertu de la convention signée avec Transport Canada. En 1983, la société a reçu une subvention de $643,000 relativement à ce service.

3. Autres produits (frais)—Montant net

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Produits		
Intérêts	2,685	2,092
Gain sur aliénation de biens-fonds et de matériel	203	137
Divers	76	135
	2,964	2,364
Frais		
Intérêts sur la dette à long terme	2,297	2,546
Autres intérêts		68
	2,297	2,614
	667	(250)

4. Impôts sur le revenu

a) La provision pour impôts se répartit comme suit:

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Impôts à payer (recouvrés)	113	(17)
Impôts reportés	762	1,465
	875	1,448

b) Les impôts reportés représentent une dette future correspondant à l'excédent de l'amortissement fiscal sur l'amortissement comptable.

5. Redressement de l'exercice antérieur

Par suite du règlement d'une réclamation en vue du recouvrement des frais de réparation de matériel maritime endommagé pendant l'affrètement au cours d'un exercice antérieur, les bénéfices non répartis au 1er janvier 1983 ont été redressés de $288,000, soit le montant du règlement moins les impôts sur le revenu et les frais connexes. Les comptes débiteurs et les impôts sur le revenu reportés ont également été redressés.

6. Biens-fonds et matériel

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Terrains	2,043	2,043
Navires	68,677	68,305
Bâtiments, autres installations et aménagements	25,837	25,913
Matériel divers	22,276	21,580
	118,833	117,841
Amortissement cumulé	76,532	72,203
	42,301	45,638

7. Dette à long terme

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Effets à payer au gouvernement du Canada		
Effet 7,45% échéant entre 1985 et 1991	24,046	26,597
Effet 8,375% échéant en 1989	1,180	1,643
Effets 8,5% échéant en 1990	2,500	2,500
	27,726	30,740
Moins tranche échéant à moins d'un an	3,261	3,014
	24,465	27,726

Les montants en capital exigibles au cours de chacun des cinq prochains exercices s'établissent comme suit: $3,261,000 en 1985; $3,042,000 en 1986; $3,329,000 en 1987; $4,010,000 en 1988 et $4,278,000 en 1989.

8. Capital-actions

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Autorisé		
400,000 actions ordinaires sans valeur nominale		
Émis et entièrement libéré		
250,520 actions attribuées au gouvernement du Canada	25,052	25,052

9. Contrats de location-acquisition

Certains biens sont pris à bail en vertu de contrats à long terme. Les engagements au titre des loyers s'établissent comme suit: $615,000 en 1985; $427,000 en 1986; $405,000 en 1987; $356,000 en 1988; $79,000 en 1989 et $1,281,000 par la suite.

10. Régime de retraite

Selon une évaluation actuarielle effectuée au 31 décembre 1983, le régime de retraite du personnel de la Société des Transports du Nord Limitée a été déclaré entièrement provisionné.

11. Opérations entre apparentés

La société a signé antérieurement des billets au gouvernement du Canada dont il est fait mention à la note 7 et a conclu des opérations avec le gouvernement du Canada et certains de ses organismes, avec l'administration des Territoires du Nord-Ouest et avec plusieurs sociétés fédérales de la Couronne. Toutes ces opérations se sont faites dans le cours normal des affaires aux mêmes conditions que les opérations effectuées avec des tiers non apparentés. Les soldes en résultant sont comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière.

12. Éventualité

Le 21 décembre 1984, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il avait accepté sous condition et en principe la proposition d'une société privée d'acheter la totalité des actions émises et en circulation de la société.

La vente de la société et la perte de son statut de société de la Couronne peuvent entraîner des modifications importantes de sa situation financière, de son fonds de roulement et de ses résultats futurs.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

MANDAT

Aider les agriculteurs canadiens à établir et à mettre en valeur des entreprises agricoles viables, en leur fournissant des crédits à long terme et d'autres services financiers.

ANTÉCÉDENTS

Depuis 1959, en vertu de la *Loi sur le crédit agricole*, la Société accorde des prêts aux agriculteurs pour l'achat de terres agricoles, pour l'amélioration permanente de leurs fermes, pour l'achat de bétail et de machinerie et pour le refinancement de leurs dettes. En vertu de la *Loi sur le crédit aux syndicats agricoles*, la Société peut accorder des prêts à des groupes d'agriculteurs pour l'acquisition conjointe d'installations et d'équipement aratoires. Le prêt maximum dans le cas d'un particulier est de $350,000; pour un syndicat, il est de $100,000. Au 31 mars 1985, la Société comptait 79,270 prêts en cours. La Société dispose d'un personnel de 635 employés répartis entre le bureau de l'administration centrale, les 7 bureaux régionaux et les 100 bureaux de district et sous-bureaux.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	C.P. 2314 Succursale D 434, rue Queen Ottawa (Ontario) K1P 6J9
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Wise, c.p., député
MINISTÈRE	Agriculture
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1959; *Loi sur le crédit agricole*. Cette société a remplacé la Commission du prêt agricole canadien, fondée en 1929
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	Eiliv H. Anderson
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

À la fin de l'exercice	**1984-1985**	**1983-1984**	**1982-1983**	**1981-1982**
Actif total	4,940	4,901	4,300	3,854
Engagements envers le secteur privé	571	306	50	néant
Engagements envers le Canada	4,110	4,310	3,955	3,584
Avoir du Canada	129	131	164	154
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	10.3	néant	néant	néant
— non budgétaire	(171)*	642	558	503

* Ce montant non budgétaire net tient compte d'une injection de capitaux de 28 millions de dollars. correspond à l'année civile.

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

COMMENTAIRE DE LA DIRECTION

Le Conseil d'administration de la Société du crédit agricole a approuvé les présents états financiers, et la direction se porte garante de toute l'information contenue dans le présent rapport annuel. Certains chiffres qui figurent aux états financiers représentent des estimations fondées sur l'expérience et le jugement de la direction.

Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, lesquels ont été appliqués de façon uniforme. Les renseignements financiers contenus ailleurs dans le rapport annuel sont conformes à ceux contenus dans les états financiers.

La direction maintient un système de contrôle interne qui offre un degré raisonnable de certitude quant à la fiabilité et à l'intégrité des renseignements et garantit que les opérations sont autorisées, que les biens sont protégés et que des registres appropriés sont tenus. La Société bénéficie d'un service de vérification interne qui effectue une vérification périodique des différents aspects de ses opérations. En outre, les vérificateurs internes et externes ont libre accès au comité de vérification du Conseil d'administration qui contrôle la façon dont la direction veille au maintien de systèmes de contrôle adéquats et à la qualité des rapports financiers.

Les présents états financiers ont été vérifiés par le vérificateur de la Société, le vérificateur général du Canada, dont le rapport fait partie du présent rapport annuel.

Le Président et principal fonctionnaire exécutif
EILIV H. ANDERSON

Le Contrôleur et principal agent financier
WILLIAM G. MANN

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE JOHN WISE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE L'AGRICULTURE

J'ai vérifié le bilan de la Société du crédit agricole au 31 mars 1985 ainsi que les états des résultats et du déficit et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur le crédit agricole et aux règlements administratifs de la Société.

Le vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 5 juin 1985

BILAN AU 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984
Encaisse		40,828
Débiteurs	92	396
Prêts (note 3)	4,992,728	4,917,100
Moins: provision pour pertes sur prêts	105,400	86,650
	4,887,328	4,830,450
Biens-fonds	26,987	14,301
Immobilisations	1,738	1,580
Frais d'émission de la dette non amortis	24,084	13,667
	4,940,229	4,901,222

PASSIF	1985	1984
Dette bancaire	161	
Créditeurs et frais courus	6,223	5,981
Billets à court terme	97,333	
Provision pour prestations de cessation d'emploi	2,844	2,495
Emprunts (note 4)	4,704,563	4,761,863
	4,811,124	4,770,339
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport (note 5)	218,333	189,933
Déficit	89,228	59,050
	129,105	130,883
	4,940,229	4,901,222

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le Conseil:

Président et Principal fonctionnaire exécutif
EILIV H. ANDERSON

Vice-président et Chef de l'exploitation
PAUL BABEY

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Revenus d'intérêt		
Prêts	514,410	481,336
Placements	12,851	5,924
	527,261	487,260
Frais d'intérêt		
Emprunts	466,670	441,508
Billets à court terme	13,312	4,312
	479,982	445,820
Revenu net d'intérêt	47,279	41,440
Provision pour pertes sur prêts	46,278	65,708
	1,001	(24,268)
Honoraires et autres revenus	907	2,516
	1,908	(21,752)
Frais d'administration		
Salaires et prestations aux employés	23,978	23,718
Locaux	2,353	2,273
Voyages	2,183	2,509
Autres	3,572	3,143
	32,086	31,643
Perte avant poste extraordinaire	30,178	53,395
Poste extraordinaire (note 6)		3,319
Perte de l'exercice	30,178	56,714
Déficit au début de l'exercice	59,050	2,336
Déficit à la fin de l'exercice	89,228	59,050

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Provenance des fonds		
Emprunts sur les marchés de capitaux	167,543	255,599
Augmentation (diminution) nette des billets à court terme	97,333	(5,000)
Remboursements de prêts	235,247	230,024
Capital d'apport du Canada	28,400	23,900
	528,523	504,523
Utilisation des fonds		
Exploitation		
Perte avant poste extraordinaire	30,178	53,395
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Provision pour pertes sur prêts	(46,278)	(65,708)
Augmentation des intérêts à recevoir des emprunteurs	45,754	26,527
Variation nette des intérêts courus sur les emprunts	32,458	17,153
Autres	3,322	8,680
Encaisse affectée à l'exploitation	65,434	40,047
Emprunts remboursés au Canada	867,025	263,966
Moins: emprunts auprès du Canada	667,200	618,300
	199,825	(354,334)
Prêts aux agriculteurs	270,798	806,991
Moins: prêts refinancés	12,605	20,959
	258,193	786,032
Pertes sur prêts à recevoir et dévaluation de biens-fonds	27,528	13,728
Augmentation des biens-fonds	12,686	6,669
Variation nette des autres éléments d'actif et de passif	5,846	785
	46,060	21,182
	569,512	492,927
Augmentation (diminution) de l'encaisse	(40,989)	11,596
Encaisse au début de l'exercice	40,828	29,232
Encaisse à la fin de l'exercice	(161)	40,828

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985

1. La Société

La Société du crédit agricole a été constituée en vertu de la Loi sur le crédit agricole en 1959 afin de succéder à la Commission du prêt agricole canadien. Elle est une société d'État mentionnée dans l'Annexe C, Partie I de la Loi sur l'administration financière. Son objectif premier est d'aider les agriculteurs canadiens à établir et à aménager des exploitations agricoles viables, en leur fournissant du crédit à long terme sous le régime de la Loi sur le crédit agricole.

La Société administre également un programme de crédit autorisé sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles. Cette loi a remplacé la Loi sur le crédit aux syndicats de machines agricoles qui avait été votée en 1964. L'objectif de la L.C.S.A. est de prêter aux agriculteurs qui se regroupent en syndicats, afin de partager le coût de l'achat et de l'utilisation de machines aratoires, de bâtiments de ferme et d'équipement fixe.

En vertu des dispositions de la Loi sur le crédit agricole, la Société est aussi appelée à appliquer certains programmes à la demande du gouvernement. C'est ainsi que la Société a consenti du crédit dans le cadre du Programme spécial d'aide financière à l'agriculture, un programme temporaire qui a pris fin en juin 1984 et qui avait été lancé afin de venir en aide aux agriculteurs en difficulté financière.

2. Principales conventions comptables

a) Provision pour pertes sur prêts

La provision pour pertes sur prêts a trait aux prêts à recevoir et représente les pertes que la Société prévoit subir sur les comptes impayés à la fin de l'exercice. Relativement à cette estimation, la Société reconnaît qu'il est impossible de prédire les conditions agricoles et économiques futures et que ces facteurs peuvent donc avoir un impact variable sur la possibilité de percevoir ces comptes.

Les pertes réelles sur les prêts ainsi que les dévaluations des biens-fonds acquis à leur valeur nette de réalisation sont imputées à la provision tandis que les pertes recouvrées y sont créditées. Le rajustement de la provision au niveau approprié, est imputé aux résultats à titre de provision pour pertes sur prêts.

b) Constatation des revenus

Les revenus d'intérêt sont inscrits selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les honoraires reliés aux demandes de prêts sont inscrits aux revenus au moment de l'encaissement. Les honoraires d'évaluation, déduits à même les fonds de prêts, sont inscrits lorsque les prêts sont déboursés. Les frais de mainlevée partielle sont inscrits au moment où la mainlevée est accordée.

Les frais de service réalisés sur les prêts aux syndicats agricoles sont comptabilisés lorsque les prêts sont déboursés.

Les pénalités imputées aux paiements de prêts anticipés sont comptabilisées lorsque les paiements anticipés sont appliqués en réduction du principal du prêt.

c) Biens-fonds

Les biens-fonds sont comptabilisés au coût d'origine ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. Il s'agit de propriétés agricoles acquises dans le cadre de l'administration de prêts impayés à recevoir. La Société doit se départir de ces propriétés dans les cinq années qui suivent leur acquisition ou au cours de toute période supplémentaire que peut prescrire le Gouverneur en conseil.

d) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'origine moins l'amortissement accumulé. Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode linéaire pour la durée du bail plus une période de renouvellement. Le matériel et le logiciel informatiques sont amortis, selon la méthode linéaire, sur la durée de leur vie utile estimative. Les autres immobilisations sont amorties selon la méthode du solde dégressif aux taux annuels de 20% pour le mobilier et le matériel et de 30% pour les automobiles.

e) Frais d'émission de la dette

Les escomptes et les frais liés à l'émission de titres sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de l'émission et le montant amorti est imputé aux frais d'intérêt sur les emprunts.

f) Conversion des devises étrangères

Les emprunts à payer en devises étrangères sont assortis d'accords de conversion de devises, et ils sont convertis en dollars canadiens aux taux prévus à ces accords. Les écarts entre les montants définitifs à rembourser aux taux contractuels et les montants perçus lors de l'émission de la dette à terme sont assimilés à des coûts de financement, et sont donc imputés au poste de frais d'intérêt selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de chaque émission. La tranche non amortie de ces coûts est présentée au bilan au poste des frais d'émission de la dette non amortis. L'intérêt sur ces émissions est également assorti d'accords de conversion de devises et il est converti en dollars canadiens aux taux prévus à ces accords.

g) Régime de retraite

Les employés de la Société participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société contribuent à part égale à ce régime. Les cotisations relatives aux services courants sont imputées aux résultats de l'exercice pendant lequel les services ont été rendus.

h) Prestations de cessation d'emploi

Au moment de leur cessation d'emploi, les employés de la Société peuvent recevoir des indemnités de départ en vertu de leurs modalités d'emploi. Le passif à l'égard de ces prestations est comptabilisé à mesure que les prestations s'accumulent aux employés.

i) Impôts sur le revenu

La Société comptabilise les impôts sur le revenu selon la méthode du report d'impôts, selon laquelle les impôts sur le revenu sont calculés sur tous les éléments compris à l'état des résultats indépendamment du moment où ces éléments seront envisagés du point de vue fiscal.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1985—*Suite*

3. Prêts

	Échéances n'excédant pas	Taux d'intérêt annuel %	1985	1984
			(en milliers de dollars)	
Prêts aux agriculteurs, garantis par hypothèques	30 ans	5-7 ⅞	669,626	718,747
	30 ans	8-10 ⅞	1,895,046	1,966,614
	30 ans	11-13 ⅞	2,180,322	1,582,323
	30 ans	14-16 ¾	205,247	610,782
			4,950,241	4,878,466
Prêts aux syndicats agricoles, garantis par billets à ordre	15 ans	6 ¼-17 ½	11,512	13,770
Prêts à recevoir résultant de ventes de biens-fonds, garantis par des contrats de vente ou des hypothèques	27 ans	5-16 ¾	25,020	18,652
Prêts à recevoir aux termes du Programme de développement des petites fermes, garantis par des contrats de vente	20 ans	7-10	5,955	6,212
			4,992,728	4,917,100

Les échéances par exercice financier sont les suivantes:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
1985		429,450
1986	502,998	118,421
1987	138,036	126,558
1988	148,228	135,036
1989	158,937	144,046
1990	170,538	154,560
1991 à 2015	3,873,991	3,809,029
	4,992,728	4,917,100

Des intérêts courus de $263.0 millions (1984—$255.6 millions) et des arrérages de $164.2 millions (1984—$110.5 millions) sont inclus dans les prêts au 31 mars 1985 et présentés comme venant à échéance au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 1986.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu des agriculteurs $101.6 millions (1984—$129.5 millions) en paiements anticipés de principal.

4. Emprunts

	Échéances n'excédant pas	Taux d'intérêt annuel %	1985	1984
			(en milliers de dollars)	
Emprunts auprès du Canada garantis par billets à ordre				
Loi sur le crédit agricole	20 ans	4-7⅞	726,078	826,201
	20 ans	8-10⅞	1,550,144	1,563,447
	20 ans	11-13⅞	1,815,966	1,521,803
	20 ans	14-16¾		377,234
			4,092,188	4,288,685
Loi sur le crédit aux syndicats agricoles	7 ans	8-16½	10,518	13,367
Programme de développement des petites fermes	20 ans	6-9	7,323	7,802
			4,110,029	4,309,854
Emprunts sur les marchés de capitaux, garantis par des billets à ordre				
Loi sur le crédit agricole	10 ans	9-12⅞	461,575	299,992
Montant dû—«Accords de conversion de devises et d'intérêts»	10 ans	10-10⅞	11,568	5,608
			4,583,172	4,615,454
Intérêts courus			121,391	146,409
			4,704,563	4,761,863

Les échéances par exercice financier sont les suivantes:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
1985		348,463
1986	318,260	201,136
1987	191,198	191,157
1988	187,996	188,293
1989	203,330	204,051
1990	830,469	213,946
1991 à 2004	2,973,310	3,414,817
	4,704,563	4,761,863

Les intérêts courus au 31 mars 1985, soit $121.4 millions (1984—$146.4 millions) paraissent comme venant à échéance au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 1986.

Par décret du Conseil, le Ministre des Finances est autorisé à accorder une augmentation nette des emprunts auprès du Canada de $90.0 millions pour l'exercice se terminant le 31 mars 1986. La Société a également reçu l'autorisation d'emprunter jusqu'à concurrence de $326.7 millions sur les marchés de capitaux pendant l'exercice qui s'achève le 31 mars 1986. Le total des emprunts de ces deux sources ne dépassera pas $326.7 millions.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985—*Fin*

5. Capital d'apport

Le capital d'apport de la Société représente le montant reçu du Canada en vertu de l'article 12 de la Loi sur le crédit agricole. La limite statutaire actuelle de ce montant est de $225.0 millions (1984—$225.0 millions). Au cours de l'exercice, le Canada a versé à la Société $28.4 millions (1984—$23.9 millions) au titre du capital d'apport.

6. Impôts sur le revenu

Au 31 mars 1985, la Société présentait divers écarts temporaires d'environ $89.0 millions, qui n'avaient pas été comptabilisés dans les comptes et qui découlaient principalement d'écarts entre la provision pour pertes sur prêts imputée aux résultats et le montant déduit pour fins fiscales conformément à l'article 33 de la Loi de l'impôt sur les revenus.

Le montant de $3.3 millions en réductions fiscales futures potentielles, comptabilisé comme un actif au 31 mars 1983, a été radié comme poste extraordinaire au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1984 lorsque la Société a jugé qu'il n'était plus approprié de comptabiliser ces réductions.

7. Limites d'emprunt

La Loi sur le crédit agricole limite le montant global du solde des emprunts non réglés de la Société, aux termes de la Loi, à vingt-cinq fois son capital. Au 31 mars 1985, le solde des emprunts non réglés en vertu de cette Loi, qui se composait de billets à court terme s'élevant à $97.1 millions et de prêts à payer s'élevant à $4,560.3 millions, représentait 21.33 fois le capital de $218.3 millions (1984—24.20 fois).

La Loi sur le crédit aux syndicats agricoles limite les emprunts auprès du Canada, aux termes de la Loi, à vingt-cinq millions de dollars. Au 31 mars 1985, les emprunts de la Société en vertu de cette Loi s'élevaient à $10.5 millions (1984—$13.4 millions).

8. Engagements envers les agriculteurs

Les prêts approuvés aux agriculteurs mais non déboursés au 31 mars 1985 s'élevaient à $41.2 millions (1984—$61.0 millions). La plupart portaient un taux d'intérêt de 12¾% à 13½%. On prévoit que la plupart de ces prêts seront déboursés au cours du semestre se terminant le 30 septembre 1985, à même des fonds que la Société empruntera aux taux commerciaux en vigueur au moment de l'emprunt.

9. Contrats de location-exploitation

Les versements minimums futurs exigibles par exercice financier, en vertu de contrats de location-exploitation comportant une durée initiale non résiliable de plus d'un an se résument comme suit:

	(en milliers de dollars)
1986	1,678
1987	1,507
1988	1,026
1989	704
1990	585
1991 et après	2,235
	7,735

Ces baux prévoient généralement le paiement par la Société des impôts fonciers et des frais d'exploitation en sus des montants fixés au début du terme du bail.

10. Information sectorielle

Les activités de la Société se limitent à un seul secteur, soit l'octroi de prêts à long terme aux agriculteurs canadiens.

11. Chiffres comparatifs

Les chiffres comparatifs de l'exercice 1984 ont été modifiés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 1985.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DU PORT DE HALIFAX

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de Halifax ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui relevaient auparavant de la Société canadienne des ports ou, avant le 24 février 1983, du Conseil des ports nationaux.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de Halifax a été créée le ler juin 1984 en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de port locales aux principaux ports qui étaient auparavant administrés de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. En 1984, 14.3 millions de tonnes, dont 2 millions de tonnes de marchandises conteneurisées, sont passées par ce port.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Case postale 336 Ocean Terminal Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P6
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Donald F. Mazankowski, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1er juin 1984; lettres patentes de constitution émises par le ministre des Transports en vertu de l'alinéa 6.2(1) de la *Loi sur la société canadienne des ports*
PREMIER DIRIGEANT	David F. Bellefontaine
PRÉSIDENT	Raymond V. Beck
VÉRIFICATEUR	Doane, Raymond

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	Sept mois* jusqu'au 31 décembre 1984
À la fin de l'exercice	
Actif total	58.3
Engagements envers le secteur privé	néant
Engagements envers le Canada	30.6
Avoir du Canada	22.2
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice	
— budgétaire	0.6
— non budgétaire	néant

* L'exploitation de la Société a commencé le 1er juin 1984.

SOCIÉTÉ DU PORT DE HALIFAX

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE DONALD MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de la Société du port de Halifax au 31 décembre 1984, ainsi que l'état des résultats et du déficit et de l'évolution de la situation financière pour la période de sept mois se terminant à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1984, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour la période de sept mois terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

Nous déclarons en outre être d'avis que les opérations de la Société dont nous avons pris connaissance au cours de notre vérification sont conformes, en tenant compte de tous leurs aspects importants, à la *Loi sur l'administration financière* et à ses règlements, à la *Loi sur la Société canadienne des ports*, ainsi qu'aux règlements de la Société.

Comptables agréés
DOANE RAYMOND

Halifax, Canada
le 31 janvier 1985

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1984

ACTIF	1984 $
À court terme	
Encaisse	238,978
Placements (note 3)	11,683,144
Débiteurs	2,315,218
Créance sur le Canada	238,502
Matériaux et fournitures	85,416
	14,561,258
Placements (note 3)	32,985
Débiteurs	268,499
Immobilisations (note 4)	43,397,035
	58,259,777

PASSIF	1984 $
À court terme	
Créditeurs et frais courus	4,129,316
Subventions tenant lieu de taxes municipales	184,634
Produits reportés	541,879
	4,855,829
Avantages sociaux courus	693,154
Emprunts auprès du Canada (note 5)	30,556,933
	36,105,916
AVOIR DU CANADA	
Capital d'apport	72,136,346
Déficit	(49,982,485)
	22,153,861
	58,259,777

Engagements (note 6)

Au nom du Conseil:

Le président du Conseil
R. V. BECK

Le directeur général et dirigeant principal
D. F. BELLEFONTAINE

SOCIÉTÉ DU PORT DE HALIFAX—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT
SEPT MOIS SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 1984

	1984
	$
Produits d'exploitation	6,959,101
Frais d'exploitation et d'administration	5,129,113
Amortissement	906,107
Subventions tenant lieu de taxes municipales	524,400
	6,559,620
Résultat net d'exploitation	399,481
Revenu de placement	718,247
Résultat net	1,117,728
Déficit assumé par la société de port locale	(51,100,213)
Déficit à la fin de la période	(49,982,485)

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
SEPT MOIS SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 1984

	1984
	$
Provenance des fonds	
Exploitation	
Résultat net	1,117,728
Amortissement	906,107
Perte à l'aliénation d'immobilisations	15,619
	2,039,454
Subventions pour projets d'immobilisations	600,408
Produits de l'aliénation d'immobilisations	9,987
	2,649,849
Utilisation des fonds	
Acquisitions d'immobilisations	4,825,739
Autres	93,617
	4,919,356
Diminution du fonds de roulement	(2,269,507)
Fonds de roulement transféré à la société de port locale	11,974,936
Fonds de roulement à la fin de la période	9,705,429

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1984

1. Une requête d'établissement d'une société de port locale à Halifax ayant été approuvée en vertu des articles 6,1 et 6,2 de la *Loi sur la Société canadienne des ports*, la Société du port de Halifax a été constituée le 1[er] juin 1984.

   Conformément à la *Loi sur la Société canadienne des ports*, l'actif, le passif et l'avoir de la Société canadienne des ports ayant trait au port de Halifax ont été virés à la Société du port de Halifax, à leur valeur comptable.

2. Conventions comptables importantes

   a) Placements

   Les fonds sont investis dans des titres directs et garantis du gouvernement du Canada et sont indiqués au coût amorti. Les primes ou les escomptes sont amortis jusqu'à échéance.

   b) Immobilisations

   Les immobilisations sont inscrites au prix coûtant, à l'exception de celles qui ont été virées à la Société par le Canada, lesquelles sont enregistrées à la juste valeur marchande ou à la valeur d'expertise établie au moment du virement. Les subventions pour projets d'immobilisations reçues du gouvernement du Canada et de tierces parties sont créditées directement au coût du bien correspondant.

   L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, pour l'année entière et selon des taux calculés sur la durée probable d'utilisation des immobilisations, dès la mise en exploitation de ces dernières.

   c) Coût du régime de pension

   Le régime de pension de retraite de la Fonction publique, administré par le Canada, s'applique à tous les employés permanents de la Société. Les employés et la Société doivent contribuer à ce régime. Ces contributions annuelles représentent la responsabilité de la Société en cette matière et sont imputés aux frais d'exploitation de l'exercice courant.

   d) Assurance

   La Société canadienne des ports assume virtuellement toutes les responsabilités quant aux incendies et risques généraux, ainsi que les demandes d'indemnisation des accidentés du travail. Les frais qui peuvent découler de ces responsabilités sont imputés à l'exercice au cours duquel ils peuvent être raisonnablement estimés.

   e) Subventions tenant lieu de taxes municipales

   Les frais de subventions tenant lieu de taxes municipales sont établis selon les évaluations municipales estimatives, modifiées conformément à la *Loi sur les subventions aux municipalités*. Les subventions ne sont versées qu'après vérification par la Division des subventions aux municipalités du ministère des Travaux publics. Tout redressement subséquent est porté aux comptes de l'exercice pendant lequel le montant final est remis.

   f) Avantages sociaux

   Chaque année, la Société comptabilise une provision pour les éléments de passif estimatifs qui découlent des indemnités de cessation d'emploi, de vacances et de congés compensatoires pour temps supplémentaire, payables aux employés au cours des années subséquentes en vertu des conventions collectives ou selon la politique de la Société.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1984—*Fin*

3. **Placements**

	Coût amorti	Valeur nominale
	$	$
À court terme	11,683,144	12,089,900

	Coût amorti	Valeur marchande
À long terme	32,985	30,380

4. **Immobilisations**

	Taux d'amortissement	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	%	$	$	$
Terrains		18,024,654		18,024,654
Dragage	2.5-6.7	2,596,947	2,147,840	449,107
Installations d'amarrage	2.5-10	24,230,941	16,070,560	8,160,381
Immeubles	2.5-10	17,210,957	11,079,540	6,131,417
Services publics	3.3-10	2,939,557	1,444,172	1,495,385
Routes et revêtements	2.5-10	5,381,534	2,554,277	2,827,257
Machinerie et matériel	5-100	8,711,720	7,149,424	1,562,296
Mobilier et matériel de bureau	20	319,694	152,359	167,335
Travaux de construction en cours		4,579,203		4,579,203
		83,995,207	40,598,172	43,397,035

Au cours des sept mois se terminant le 31 décembre 1984, le port a porté à ses comptes des subventions pour projets d'immobilisations totalisant $600,408.

5. **Emprunts auprès du Canada**

	$
Emprunts sans intérêt, dont la date d'échéance n'est pas définie	25,555,762
Intérêt couru sur emprunts, n'étant pas dû ni payable	5,001,171
	30,556,933

Les emprunts auprès du Canada ne sont pas garantis.

6. **Engagements**

Les fonds engagés dans l'exécution de projets d'immobilisations se chiffraient au 31 décembre 1984 à $9,390,801. La Société s'attend de débourser la plupart de ces montants au cours de 1985.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DU PORT DE MONTRÉAL

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de Montréal ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui relevaient auparavant de la Société canadienne des ports ou, avant le 24 février 1983, du Conseil des ports nationaux.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de Montréal a été créée le 1er juillet 1983 en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de ports locales aux principaux ports qui étaient auparavant administrés de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. Le trafic du port de Montréal, le plus important port de la côte Est du Canada, est plus diversifié que celui des autres ports déjà administrés par la Société canadienne des ports. En 1984, 23.8 millions de tonnes de marchandises, dont 5.8 millions de tonnes de céréales et 4.1 millions de tonnes de marchandises conteneurisées, sont passées par le port.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Édifice du Port de Montréal Aile no 1 Cité du Havre Montréal (Québec) H3C 3R5
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Donald F. Mazankowski, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1er juillet 1983; lettres patentes de constitution émises par le ministre des Transports en vertu de l'alinéa 6.2(1) de la *Loi sur la société canadienne des ports*
PREMIER DIRIGEANT	Dominic J. Taddeo
PRÉSIDENT	Ronald Corey
VÉRIFICATEUR	Samson Bélair

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 décembre.

	1984	**6 mois, jusqu'au 31 déc. 1983**
À la fin de l'exercice		
Actif total	237.2	213.6
Engagements envers le secteur privé	néant	néant
Engagements envers le Canada	239.5	240.1
Avoir du Canada	(22.1)	(48.9)
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice		
— budgétaire	néant	néant
— non budgétaire	néant	néant

SOCIÉTÉ DU PORT DE MONTRÉAL

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE DONALD MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié les états des résultats, du déficit et de l'évolution de la situation financière de la Société du port de Montréal pour l'exercice clos le 31 décembre 1984 ainsi que son bilan à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement les résultats des opérations et l'évolution de la situation financière de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 1984 ainsi que sa situation financière à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Nous déclarons de plus que, à notre avis, les opérations de la Société qui ont été portées à notre connaissance au cours de notre vérification ont été effectuées, à tous égards d'importance, en conformité avec la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, la charte et les règlements administratifs de la Société et les instructions qui ont été données à la Société.

Comptables agréés
SAMSON BÉLAIR

Montréal, Canada
le 12 février 1985

BILAN AU 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

ACTIF	1984	1983
À court terme		
Encaisse	644	820
Placements (note 3)	67,116	52,115
Débiteurs	9,469	9,699
Matériaux et fournitures	733	797
	77,962	63,431
À long terme		
Placements (note 3)	38,984	39,259
Débiteurs	578	1,023
	39,562	40,282
Immobilisations (note 4)	119,626	109,904
	237,150	213,617

PASSIF	1984	1983
À court terme		
Créditeurs et frais courus (note 5)	9,277	11,133
Subventions tenant lieu de taxes municipales	5,496	6,540
	14,773	17,673
À long terme		
Avantages sociaux courus	5,277	5,331
Emprunts auprès du Canada (note 6)	239,208	239,527
	244,485	244,858
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	19,243	19,243
Déficit	(41,351)	(68,157)
	(22,108)	(48,914)
	237,150	213,617

Au nom du Conseil:

Président
ROMÉO BOYER

Directeur général et dirigeant principal
DOMINIC J. TADDEO

SOCIÉTÉ DU PORT DE MONTRÉAL—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1984 (12 mois)	1983 (6 mois)
Revenus de l'exploitation	57,325	30,714
Frais d'exploitation et d'administration	35,829	18,074
Amortissement	6,298	2,586
Subvention tenant lieu de taxes municipales	4,287	2,158
Frais d'intérêts sur emprunts auprès du Canada	542	282
	46,956	23,100
Résultat net de l'exploitation	10,369	7,614
Revenus de placements	10,232	4,545
Résultat net avant poste extraordinaire	20,601	12,159
Poste extraordinaire		
Gain net sur aliénation et dévaluation d'immobilisations (note 10)	6,205	
Résultat net de l'exercice	26,806	12,159

ÉTAT DU DÉFICIT
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1984 (12 mois)	1983 (6 mois)
Solde au début	68,157	
Déficit transféré de la Société canadienne des ports (note 1)		80,316
Résultat net de l'exercice	26,806	12,159
Solde à la fin	41,351	68,157

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1984 (12 mois)	1983 (6 mois)
Provenance des fonds		
Exploitation		
Résultat net avant poste extraordinaire	20,601	12,159
Postes n'exigeant aucune sortie de fonds		
Amortissement	6,298	2,586
Perte sur aliénation d'immobilisations	647	
Autres	275	63
	27,821	14,808
Produit sur aliénation d'immobilisations	13,244	
Produit sur vente de placements à long terme		6,814
Autres	390	68
	41,455	21,690
Utilisation des fonds		
Acquisition de placements		7,661
Acquisition d'immobilisations	23,705	4,864
Tranche exigible des emprunts auprès du Canada	319	301
	24,024	12,826
Augmentation du fonds de roulement	17,431	8,864
Fonds de roulement au début de l'exercice	45,758	
Fonds de roulement transféré de la Société canadienne des ports (note 1)		36,894
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	63,189	45,758

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1984

1. Statut

Auparavant, le port de Montréal était sous la juridiction de la Société canadienne des ports, anciennement le Conseil des ports nationaux; le 1er juillet 1983, la Société du port de Montréal a été constituée par lettres patentes en vertu du paragraphe 6,2(1) de la Loi sur la Société canadienne des ports.

En vertu de l'article 6,5 de la même Loi, lorsqu'une société de port locale est constituée à l'égard d'un port, les droits, engagements et dettes de la Société canadienne des ports, relativement à ce port, sont dévolus à la société de port locale et l'administration de tous les biens et ouvrages, dans les limites de ce port, administrés par la Société canadienne des ports est réputée avoir été transférée à la société de port locale en l'occurrence la Société du port de Montréal.

Au 1er juillet 1983, le transfert total des actifs moins les passifs que la Société se trouve à assumer se soldait en un excédent des passifs sur les actifs répartis en un capital d'apport de $19,243,000 et en un déficit de $80,315,689. Le fonds de roulement transféré au 1er juillet 1983 était de $36,894,158.

Les immobilisations ont été comptabilisées au coût d'origine avec l'amortissement accumulé et les placements au coût d'origine plus l'escompte amorti ou moins la prime amortie.

2. Principales conventions comptables

a) Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont enregistrées au coût d'origine avec l'amortissement accumulé transférés de la Société canadienne des ports; les acquisitions subséquentes sont comptabilisées au prix coûtant.

L'amortissement des immobilisations est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire dès que le bien devient opérationnel et ce, pour l'année entière, à des taux calculés sur la durée probable d'utilisation des immobilisations.

b) Régime de pension

Le régime de pension de retraite de la Fonction publique, administré par le gouvernement du Canada, s'adresse à tous les employés permanents de la Société du port de Montréal. Ces employés et la Société du port de Montréal doivent contribuer à ce régime. Les contributions représentent la responsabilité totale de la Société du port de Montréal en cette matière et sont imputées aux dépenses d'exploitation de l'exercice courant.

c) Subventions tenant lieu de taxes municipales

Les subventions tenant lieu de taxes municipales sont établies selon les évaluations municipales estimatives, modifiées conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions ne sont versées qu'après vérification par la Division des subventions aux municipalités du ministère des Travaux publics. Toute régularisation subséquente est enregistrée aux comptes de l'exercice pendant lequel le montant final est remis.

d) Avantages sociaux

Chaque année, la Société du port de Montréal comptabilise une provision pour les éléments de passif estimatif qui découlent des indemnités de cessation d'emploi, de vacances, de congés de maladie et de congés compensatoires pour temps supplémentaire; ces indemnités sont payables aux employés dans les années subséquentes en vertu des conventions collectives ou selon la politique de la Société du port de Montréal.

SOCIÉTÉ DU PORT DE MONTRÉAL—*Fin*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1984—*Fin*

3. Placements

Les fonds sont investis dans des titres directs et garantis par le gouvernement du Canada. Les placements sont indiqués au coût amorti et la prime ou l'escompte est amorti jusqu'à l'échéance. La valeur du marché des placements à court terme est équivalente à leur coût amorti, celle des placements à long terme est de $37,694,896 ($37,890,394 en 1983).

4. Immobilisations

	Taux d'amortissement	Coût	Amortissement accumulé	Valeur nette 1984	Valeur nette 1983
	%		(en milliers de dollars)		
Terrains (note 10)		17,967		17,967	20,017
Dragage	2.5	15,325	11,273	4,052	4,163
Installations d'amarrage	2.5	58,474	35,002	23,472	22,779
Immeubles	2.5	59,949	26,273	33,676	32,815
Services publics	5	11,985	5,519	6,466	5,732
Routes et revêtement	2.5-10	21,796	7,517	14,279	8,284
Machines et matériel	5-20	41,356	24,783	16,573	9,068
Mobilier et matériel de bureau	20	764	544	220	209
		227,616	110,911	116,705	103,067
Travaux de construction en cours		2,921		2,921	6,837
		230,537	110,911	119,626	109,904

5. Créditeurs et frais courus

Les comptes créditeurs et frais courus comprennent des revenus reportés au montant de $272,380 ($272,330 en 1983) ainsi que la tranche du passif à long terme échéant à moins d'un an au montant de $319,403 ($583,545 en 1983).

6. Emprunts auprès du Canada

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Emprunts, portant intérêts au taux de 6,25% avec un remboursement annuel de capital et d'intérêts réunis de $842,561 et échéant en l'an 2000	8,370	8,954
Moins: tranche échéant à moins d'un an	319	584
	8,051	8,370
Emprunts, sans intérêt et dont la date d'échéance est indéfinie	132,995	132,995
Intérêts courus sur emprunts n'étant pas dus ni payables	98,162	98,162
	239,208	239,527

Les versements de capital requis au cours des cinq prochains exercices sont de:

	$
1985	319,403
1986	339,365
1987	360,576
1988	383,112
1989	407,056

7. Éventualités

Des réclamations totalisant environ $5,800,000 ont été reçues par la Société du port de Montréal à l'égard de procès, garanties et dommages supposément subis sur les propriétés de la Société du port de Montréal et de diverses autres questions en litige et n'apparaissent pas dans les états financiers. Selon l'opinion de la Société, sa position est défendable et ces réclamations ne devraient entraîner aucun déboursé important.

8. Engagements

Les engagements contractuels estimés pour l'achèvement, la construction et l'achat d'immobilisations sont d'environ $6,300,000.

9. Opérations entre apparentés

Dans le cadre de ses opérations, la Société du port de Montréal effectue des opérations avec des apparentés, à savoir le gouvernement du Canada et ses organismes ainsi que d'autres sociétés d'État.

La Société perçoit principalement auprès des apparentés des revenus d'entreposage de grain et de droits de manœuvre de chemin de fer. Les dépenses faites auprès des apparentés consistent surtout en frais d'administration.

Exceptionnellement en 1984, la Société dans le cadre de la mission du Vieux-Port de Montréal, a effectué d'autres transactions déjà décrites à la note 10.

10. Poste extraordinaire

a) Dans le cadre de la mission du Vieux-Port de Montréal, le Conseil des ports nationaux, par l'entremise du port de Montréal, a effectué en 1981 ainsi qu'en 1983 un transfert de terrains au ministère des Travaux publics.

Le Conseil du Trésor a donné son approbation à ce transfert le 27 novembre 1984 et la Société du port de Montréal a comptabilisé celui-ci dans les comptes de 1984 comme suit:

		(en milliers de dollars)
Immobilisations cédées		
Valeur nette correspondante		2,827
Considération reçues en contrepartie		
Argent reçu en 1984	8,800	
Argent reçu en 1983	1,200	
Terrain	2,000	
Solde dû au ministère des Travaux publics depuis 1979	1,204	
		13,204
Gain sur aliénation d'immobilisations		10,377

b) Le coût d'un terrain qui fera l'objet d'une transaction en 1985 a été diminué d'un montant de $4,172,000 suite à une évaluation par la firme J.A. Marois (1980) Inc. le 31 janvier 1984

Perte sur dévaluation d'immobilisations	4,172
Gain net sur aliénation et dévaluation d'immobilisations	6,205

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DU PORT DE PRINCE RUPERT

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de Prince Rupert ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui relevaient auparavant du Conseil des ports nationaux ou, avant le 24 février 1983, de la Société canadienne des ports.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de Prince Rupert a été créée le 1er juin 1984 en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de port locales indépendantes aux principaux ports qui étaient administrés de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. Le port a récemment terminé l'aménagement d'un nouveau site à l'île Ridley. Un élévateur à grain moderne et très efficace et un terminal d'expédition du charbon (construit par des intérêts privés) sont entrés en service à ce nouveau site en 1984.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	110, 3e avenue ouest Prince Rupert (Colombie-Britannique) V8J 1K8
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Donald F. Mazankowski, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1er juin 1984; lettres patentes de constitution émises par le ministre des Transports en vertu de l'alinéa 6.2(1) de la *Loi sur la Société canadienne des ports*
PREMIER DIRIGEANT	Kenneth R. Krauter
PRÉSIDENT	W.J. Scott
VÉRIFICATEUR	Thorne Riddell

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	7 mois* jusqu'au 31 déc. 1984
À la fin de l'exercice	
Actif total	79.6
Engagements envers le secteur privé	néant
Engagements envers le Canada	87.6
Avoir du Canada	(10.0)
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice	
— budgétaire	1.2
— non budgétaire	néant

* L'exploitation de la Société a commencé le 1er juin 1984.

SOCIÉTÉ DU PORT DE PRINCE RUPERT

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE DONALD MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de la Société du port de Prince Rupert au 31 décembre 1984, ainsi que l'état des résultats et du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière pour la période de sept mois terminée à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1984, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour la période de sept mois terminée à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne des ports et aux règlements administratifs de la Société.

Comptables agréés
THORNE RIDDELL

Vancouver, Canada
le 30 janvier 1985

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1984

ACTIF	1984	
	$	
À court terme		
Encaisse	61,970	
Placements (note 3)	5,840,910	
Débiteurs	611,315	
Somme à recevoir du Canada	82,839	
Matériaux et fournitures	73,470	
		6,670,504
Immobilisations (note 4)		72,919,342
		79,589,846

PASSIF	1984	
	$	
À court terme		
Créditeurs et frais courus	616,615	
Subventions tenant lieu de taxes municipales	963,822	
Revenus reportés	343,941	
		1,924,378
À long terme		
Emprunts auprès du Canada (note 5)	38,110,991	
Contribution remboursable auprès du Canada (note 6)	49,511,928	
		87,622,919
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	678,275	
Déficit	10,635,726	
		(9,957,451)
		79,589,846

Au nom du Conseil:

Le président
W. J. SCOTT

Le directeur général et dirigeant principal
K. R. KRAUTER

SOCIÉTÉ DU PORT DE PRINCE RUPERT—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT POUR LES SEPT MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 1984

		1984
		$
Revenus de l'exploitation		5,903,491
Frais		
Frais d'exploitation et d'administration	4,547,456	
Amortissement	488,843	
Subventions tenant lieu de taxes municipales	164,831	
		5,201,130
Résultat net d'exploitation		702,361
Revenu d'intérêt		400,579
Perte à l'aliénation d'immobilisations		(64,772)
Résultat net		1,038,168
Déficit au début de la période		11,673,894
Déficit à la fin de la période		10,635,726

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR LES SEPT MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 1984

	1984
	$
Provenance du fonds de roulement	
Opérations	
Résultat net	1,038,168
Postes n'exigeant aucun fonds de roulement	
Amortissement	488,843
Perte à l'aliénation d'immobilisations	64,772
	1,591,783
Subventions pour projets d'immobilisations	898,480
Contribution remboursable auprès du Canada	254,259
Produit de l'aliénation d'immobilisations	37,000
	2,781,522
Utilisation du fonds de roulement	
Acquisitions d'immobilisations	1,517,363
Augmentation du fonds de roulement	1,264,159
Fonds de roulement au début de la période	3,481,967
Fonds de roulement à la fin de la période	4,746,126

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR LES SEPT MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 1984

1. Société de port locale

La Société du port de Prince Rupert (la Société) a été constituée en vertu de la *Loi sur la Société canadienne des ports* (la Loi) le 1er juin 1984. Elle n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

Le 1er juin 1984, l'actif et le passif de la Société canadienne des ports ayant trait au port de Prince Rupert ont été transférés à la Société, en vertu de la Loi, à la valeur aux livres indiquée par la Société canadienne des ports. L'excédent du passif sur l'actif a été enregistré comme capital d'apport de $678,275 et comme déficit de $11,673,894. En conséquence, les états financiers de la Société du port de Prince Rupert ont été préparés comme si cette dernière avait charge de ces postes depuis leur établissement.

2. Énoncés des conventions comptables principales

a) Placements

Les fonds sont investis dans des titres directs et garantis du gouvernement du Canada et sont indiqués en fonction du coût amorti. Les primes ou les escomptes sont amortis jusqu'à échéance.

b) Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au prix coûtant. Les subventions pour projets d'immobilisations reçues du gouvernement du Canada et de tierces parties sont créditées directement au coût du bien correspondant.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, pour l'année entière et selon des taux calculés sur la durée probable d'utilisation des immobilisations, dès la mise en exploitation de ces dernières.

c) Coût du régime de pension

Le régime de pension de retraite de la Fonction publique, administré par le Canada, s'applique à tous les employés permanents de la Société. Les employés et la Société doivent contribuer à ce régime. Ces contributions annuelles représentent la responsabilité de la Société en cette matière et sont imputés aux frais de l'exploitation de l'exercice courant.

d) Assurance

La Société assume virtuellement toutes les responsabilités quant aux incendies et risques généraux, ainsi que les demandes d'indemnisation des accidentés du travail. Les frais qui peuvent découler de ces responsabilités sont imputés à l'exercice au cours duquel ils peuvent être raisonnablement estimés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR LES SEPT MOIS TERMINÉS
LE 31 DÉCEMBRE 1984—*Fin*

e) Subventions tenant lieu de taxes municipales

Les frais de subventions tenant lieu de taxes municipales sont établis selon les évaluations municipales estimatives, modifiées conformément à la *Loi sur les subventions aux municipalités*. Les subventions ne sont versées qu'après vérification par la Division des subventions aux municipalités du ministère des Travaux publics. Tout redressement subséquent est porté aux comptes de l'exercice pendant lequel le montant final est remis.

f) Avantages sociaux

Chaque année, la Société comptabilise une provision pour les éléments de passif estimatifs qui découlent des indemnités de cessation d'emploi, de vacances et de congés compensatoires pour temps supplémentaire, payables aux employés au cours des années subséquentes.

3. Placements

	$
Coût amorti	5,840,910
Valeur marchande	5,857,165

4. Immobilisations

a) Sommaire

	Taux d'amortissement	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	%	$	$	$
Terrains		60,090,585		60,090,585
Dragage	2.5-6.7	5,177	906	4,271
Installations d'amarrage	2.5-10	8,584,082	1,920,157	6,663,925
Immeubles	2.5-10	2,003,625	227,079	1,776,546
Services publics	3.3-10	2,599,285	851,556	1,747,729
Routes et revêtement	2.5-10	2,816,685	1,041,130	1,775,555
Machines et matériel	5-10	1,715,024	918,039	796,985
Mobilier et matériel de bureau	20	107,498	43,752	63,746
		77,921,961	5,002,619	72,919,342

b) Subventions pour projets d'immobilisations

Au cours des sept mois terminés le 31 décembre 1984, la Société a remboursé $1,100,000 au gouvernement du Canada, par suite de subventions pour projets d'immobilisations excédentaires, et elle a reçu une subvention pour projets d'immobilisations de $652,007 de la Province de l'Alberta.

5. Emprunts auprès du Canada

	$
Emprunts sans intérêt, dont la date d'échéance n'est pas définie	27,084,979
Intérêt couru sur emprunts, n'étant pas dû ni payable	11,026,012
	38,110,991

6. Contribution remboursable auprès du Canada

La Société a obtenu l'approbation d'une contribution remboursable de $50,400,000 pour la construction de l'infrastructure du terminal charbonnier de l'île Ridley. La contribution reçue ou à recevoir au 31 décembre 1984 s'élevait à $49,511,928.

Cette contribution ne porte pas intérêt avant le 1er avril 1989; après cette date, elle porte un intérêt approximatif de 13,9%.

Sous réserve des recettes tirées de la perception d'une redevance supplémentaire directe sur le charbon manutentionné, la Société devra rembourser une partie de la contribution, soit $48,300,000 sur une période de vingt ans, à compter du 1er avril 1989 et payer l'intérêt afférent. Le solde de $2,100,000 est remboursable sur une période de vingt ans également, à compter du 1er avril 1989, sous forme de versements fixes incluant capital et intérêt.

7. Opérations entre apparentés

Au cours des sept mois terminés le 31 décembre 1984, le port a perçu une somme de $580,302 de la société *Ridley Terminals Inc.*, dans laquelle la Société canadienne des ports détient un placement important. Les débiteurs au 31 décembre 1984 comprennent un montant de $255,723 à recevoir de la société *Ridley Terminals Inc.*

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DU PORT DE QUÉBEC

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de Québec ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui relevaient auparavant de la Société canadienne des ports ou, avant le 24 février 1983, du Conseil des ports nationaux.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de Québec a été créée le 1er juin 1984 en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de port locales aux principaux ports qui étaient antérieurement administrés de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. Le port est un important point de transbordement des exportations de céréales canadiennes et a récemment modernisé ses deux élévateurs à grain qui sont exploités par une société privée en vertu d'un contrat. En 1984, 17.7 millions de tonnes de marchandises, dont 8 millions de tonnes de céréales, sont passées par le port.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	150, rue Dalhousie C.P. 2268 Québec (Québec) G1K 7P7
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Donald F. Mazankowski, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1er juin 1984; lettres patentes de constitution émises par le ministre des Transports en vertu de l'alinéa 6.2(1) de la *Loi sur la Société canadienne des ports*
PREMIER DIRIGEANT	Henri Allard
PRÉSIDENT	Ross Gaudreault
VÉRIFICATEUR	Thorne Riddell

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	7 mois* jusqu'au 31 décembre 1984
À la fin de l'exercice	
Actif total	83.6
Engagements envers le secteur privé	néant
Engagements envers le Canada	néant
Avoir du Canada	79.7
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice	
— budgétaire	néant
— non budgétaire	néant

* L'exploitation de la Société a commencé le 1er juin 1984.

SOCIÉTÉ DU PORT DE QUÉBEC

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE DONALD MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de la Société du Port de Québec au 31 décembre 1984 ainsi que l'état des résultats et du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière des sept mois arrêtés à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Port au 31 décembre 1984 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour la période de sept mois terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

De plus, à notre avis, les opérations de la société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, la Loi de la société canadienne des ports et les lettres patentes et les règlements de la société.

Comptables agréés
THORNE RIDDELL

Québec, Canada
le 20 février 1985

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1984

ACTIF	1984		PASSIF	1984	
	$			$	
À court terme			À court terme		
Encaisse	288,267		Créditeurs et frais courus	2,059,188	
Placements (cours du marché: $30,341,504)	30,205,593		Subventions tenant lieu de taxes municipales	456,450	
Débiteurs	5,479,237		Revenus reportés	710,067	3,225,705
Matériaux et fournitures	62,986	36,036,083	À long terme		
Placements			Avantages sociaux courus		739,700
Obligations du Canada (cours du marché: $6,468,502)		6,571,166			3,965,405
		42,607,249	AVOIR DU CANADA		
Immobilisations (note 3)		41,031,689	Capital d'apport	107,251,631	
			Déficit	27,578,098	79,673,533
		83,638,938			83,638,938

Au nom du Conseil:

Président
J. E. FORTIER

Directeur général et dirigeant principal
HENRI ALLARD

SOCIÉTÉ DU PORT DE QUÉBEC—*Fin*

RÉSULTATS ET DÉFICIT DES SEPT MOIS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 1984

		1984
		$
Revenus de l'exploitation		8,509,154
Charges		
Amortissement des immobilisations	1,097,127	
Frais d'administration et d'exploitation	4,381,969	
Subventions tenant lieu de taxes municipales	586,749	6,065,845
Bénéfice de l'exploitation		2,443,309
Autres revenus		
Revenus de placements		2,458,436
Bénéfice net		4,901,745
Déficit transféré de la société canadienne des ports au début de la période		32,479,843
Déficit à la fin de la période		27,578,098

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DES SEPT MOIS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 1984

		1984
		$
Provenance du fonds de roulement		
Opérations		
Bénéfice net		4,901,745
Postes n'affectant pas le fonds de roulement		
Amortissement de l'escompte sur les obligations du Canada	(15,359)	
Amortissement des immobilisations	1,097,127	
Perte sur disposition d'immobilisations	4,586	
Avantages sociaux courus	(116,500)	969,854
		5,871,599
Produit de disposition d'immobilisations		1,751
		5,873,350
Affectation du fonds de roulement		
Acquisitions d'immobilisations		2,703,926
Augmentation du fonds de roulement		3,169,424
Fonds de roulement transféré de la société canadienne des ports au début de la période		29,640,954
Fonds de roulement à la fin de la période		32,810,378

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DES SEPT MOIS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 1984

1. Incorporation

La société du Port de Québec a été constituée en vertu du paragraphe 6,2(1) de la Loi sur la Société canadienne des Ports en date du 1er juin 1984. À cette date, conformément à la Loi sur la Société canadienne des Ports, les actifs, passifs et avoir du Port de Québec ont été transférés à la Société du Port de Québec à la valeur aux livres présentée dans les comptes de la Société canadienne des Ports au 31 mai 1984.

2. Énoncé des principales conventions comptables

a) Placements

Les placements sont des titres directs et garantis par le Canada. Ils sont comptabilisés au coût amorti et la prime ou l'escompte est amorti jusqu'à l'échéance.

b) Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées au prix coûtant, sauf celles qui sont transférées du Canada à la Société et qui sont enregistrées à la valeur d'expertise ou à la juste valeur marchande établie au moment du transfert. Les subventions pour les projets d'immobilisations reçues du Canada et de tierces parties sont créditées directement au coût du bien correspondant.

L'amortissement est calculé d'après la méthode d'amortissement linéaire, dès que le bien devient opérationnel, et ce pour l'année entière, en utilisant les taux annuels suivants:

Dragage	2,5-6,7%
Installations d'amarrage	2,5-10%
Bâtiments	2,5-10%
Services publics	3,3-10%
Routes et surfaces	2,5-10%
Machinerie et matériel	5-100%
Mobilier et matériel de bureau	20%

c) Coûts du régime de retraite

Le régime de pension de retraite de la Fonction publique, administré par le Canada, couvre tous les employés permanents de la société. Ces employés et la société doivent contribuer à ce régime. Les contributions annuelles représentent la responsabilité de la société en cette matière et sont imputées aux frais de l'exploitation de l'exercice courant.

d) Assurances

La Société du Port de Québec assume toute responsabilité quant aux demandes d'indemnisation des accidentés du travail. Les frais qui peuvent découler de cette responsabilité sont imputés dans l'exercice au cours duquel ils peuvent être raisonnablement estimés.

e) Subventions tenant lieu de taxes municipales

Les frais de subventions, tenant lieu de taxes municipales sont établis selon les évaluations municipales estimatives, modifiées conformément à la loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions ne sont versées qu'après vérification par la division des subventions aux municipalités du ministère des Travaux publics. Toute régularisation subséquente est enregistrée dans les comptes de l'exercice pendant lequel le montant final est remis.

f) Avantages sociaux

Chaque année, la société comptabilise une provision pour les éléments de passif estimatifs qui découlent des indemnités de cessation d'emploi, de vacances, de congés de maladie et de congés compensatoires pour temps supplémentaire; ces indemnités sont payables aux employés dans les années subséquentes en vertu des conventions collectives de travail ou selon la politique de la société.

3. Immobilisations

	Prix coûtant	Amortissement accumulé	Montant net
	$	$	$
Terrains	11,043,602		11,043,602
Dragage	4,561,341	3,839,064	722,277
Installations d'amarrage	21,792,125	15,078,150	6,713,975
Bâtiments	28,494,520	11,384,178	17,110,342
Services publics	3,206,207	1,691,713	1,514,494
Routes et surfaces	5,226,635	2,156,309	3,070,326
Machinerie et matériel	360,919	329,956	30,963
Mobilier et matériel de bureau	201,624	113,107	88,517
Projets en cours de construction	737,193		737,193
	75,624,166	34,592,477	41,031,689

4. Éventualités

Des réclamations totalisant environ $5,500,000 ont été reçues par la société à l'égard de procès, de garanties, de conventions collectives, de dommages supposément subis sur les propriétés de la société et de diverses autres questions en litige. Ces montants n'apparaissent pas dans les états financiers. De l'avis de la société, sa position est défendable et ces réclamations ne devraient entraîner aucun déboursé important.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DU PORT DE ST. JOHN'S

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de St. John's ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui relevaient auparavant de la Société canadienne des ports ou, avant le 24 février 1983, du Conseil des ports nationaux.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de St. John's a été créée le 1er juin 1984 en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de port locales indépendantes dans les principaux ports qui étaient administrés de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. En 1984, 1.1 million de tonnes de marchandises sont passées par le port, dont 0.4 million de tonnes consistaient en produits de pétrole en vrac, manutentionnés par des intérêts privés. Toutefois, ce port est en train de devenir de plus en plus important comme base d'approvisionnement pour les travaux d'exploitation pétrolière au large de la côte.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	3, Water Street St. John's, Terre-Neuve A1C 5XB
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Donald F. Mazankowski, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1er juin 1985, lettres patentes de constitution émises par le ministre des Transports en vertu de l'alinéa 6.2(1) de la *Loi sur la Société canadienne des ports*.
PREMIER DIRIGEANT	Fred Milley
PRÉSIDENT	David Fox

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF l'exercice correspond à l'année civile. La Société a commencé ses activités en 1985, après la fin de la période visée.

SOCIÉTÉ DU PORT DE ST JOHN'S

AUCUN ÉTAT FINANCIER RELATIF À LA PÉRIODE DE CE RAPPORT N'ÉTAIT DISPONIBLE.
LA SOCIÉTÉ N'AYANT ÉTÉ ÉTABLIE QUE LE 1er JUIN 1985

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DU PORT DE VANCOUVER

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de Vancouver ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui relevaient auparavant de la Société canadienne des ports ou, avant le 24 février 1983, du Conseil des ports nationaux.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de Vancouver a été créée le 1er juillet 1984 en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de port locales aux principaux ports qui étaient administrés de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. Vancouver est le plus important port du Canada. Un volume record de 59.3 millions de tonnes de marchandises y sont passées en 1984, soit une augmentation de 14.8 p. 100 par rapport à l'année précédente. Le charbon (19.8 millions de tonnes) et les céréales (10.9 millions de tonnes) constituent les plus importantes marchandises. Toutefois, le soufre et la potasse occupent une place croissante.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	1900, carré Granville 200, rue Granville Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 2P9
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Donald F. Mazankowski, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1er juillet 1983; lettres patentes de constitution en société émises par le ministre des Transports en vertu de l'alinéa 6.2(1) de la *Loi sur la Société canadienne des ports*
PREMIER DIRIGEANT	Francis J. MacNaughton
PRÉSIDENT	H.D. Perry
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1984	6 mois jusqu'au 31 déc. 1984
À la fin de l'exercice		
Actif total	221.0	206.3
Engagements envers le secteur privé	néant	néant
Engagements envers le Canada	108.5	108.7
Avoir du Canada	98.6	81.8
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice		
— budgétaire	néant	néant
— non budgétaire	néant	néant

LA SOCIÉTÉ DU PORT DE VANCOUVER

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE DONALD MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de La Société du port de Vancouver au 31 décembre 1984 ainsi que les états des résultats et des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne des ports et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le vérificateur général du Canada
RAYMOND DUBOIS, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 1er février 1985

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

ACTIF	1984	1983
À court terme		
Encaisse	827	259
Placements (note 3)	28,692	29,884
Débiteurs	9,264	9,639
Matériaux et fournitures	718	570
	39,501	40,352
À long terme		
Placements (note 3)	9,410	9,348
Débiteurs (note 4)	4,596	4,929
	14,006	14,277
Immobilisations (note 5)	167,446	151,708
	220,953	206,337

PASSIF	1984	1983
À court terme		
Créditeurs et frais courus	6,186	6,737
Subventions tenant lieu de taxes municipales	4,710	5,095
Revenus reportés	2,129	3,303
	13,025	15,135
À long terme		
Indemnités courues des employés	952	839
Emprunts auprès du Canada (note 6)	108,377	108,538
	109,329	109,377
	122,354	124,512
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport (note 1)	7,733	7,733
Bénéfices non répartis	90,866	74,092
	98,599	81,825
	220,953	206,337

Approuvé par le Conseil:

Le Vice-président
CECIL S. COSULICH

Administrateur
ALAN F. CAMPNEY

LA SOCIÉTÉ DU PORT DE VANCOUVER—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

	1984 (12 mois)	1983 (6 mois)
Revenus d'exploitation	94,746	42,484
Frais d'administration et d'exploitation	73,294	32,911
Subventions tenant lieu de taxes municipales	4,391	3,202
Amortissement	4,526	1,837
Frais d'intérêt	361	187
	82,572	38,137
Bénéfice d'exploitation	12,174	4,347
Revenus de placements	4,600	2,309
Bénéfice net	16,774	6,656
Bénéfices non répartis, au début de la période	74,092	67,436
Bénéfices non répartis, à la fin de la période	90,866	74,092

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984
(en milliers de dollars)

	1984 (12 mois)	1983 (6 mois)
Provenance des fonds		
Exploitation		
Bénéfice net	16,774	6,656
Éléments sans incidence sur les fonds		
Amortissement	4,526	1,837
Autre élément	115	(45)
	21,415	8,448
Diminution des débiteurs à long terme	333	319
Produits de la vente d'immobilisations	16	11
Produits de la vente des placements à long terme		2,642
	21,764	11,420
Utilisation des fonds		
Ajouts aux immobilisations	20,344	15,132
Diminution des emprunts à long terme auprès du Canada	161	149
	20,505	15,281
Augmentation (diminution) du fonds de roulement	1,259	(3,861)
Fonds de roulement, au début de la période	25,217	29,078
Fonds de roulement, à la fin de la période	26,476	25,217

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1984

1. Constitution en société et objectifs

La Société du port de Vancouver (la Société) a été établie, avec entrée en vigueur le 1er juillet 1983, en tant que société locale du port en vertu de la Loi sur la Société canadienne des ports et elle est nommée comme société d'État à l'Annexe C, Partie II de la Loi sur l'administration financière. La Société n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

Les objectifs de la Société sont de gérer et opérer le port de Vancouver en tant qu'instrument efficace à l'appui de la politique des ports nationaux ainsi qu'elle est présentée dans la Loi sur la Société canadienne des ports.

En conformité avec la Loi sur la Société canadienne des ports, tous les droits, obligations et éléments du passif de la Société canadienne des ports (S.C.P.), autrefois le Conseil des ports nationaux, se rattachant au port de Vancouver furent virés à la Société par la S.C.P., avec entrée en vigueur le 1er juillet 1983. L'actif net viré fut comptabilisé par la Société en tant que capital d'apport de $ 7,733,000 et de bénéfices non répartis de $ 67,436,000 selon les valeurs comptables établies dans les comptes de la S.C.P.

2. Conventions comptables importantes

Les présents états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus et que l'on considère appropriés dans les circonstances. Voici un résumé des conventions comptables importantes de la Société:

Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont enregistrées au prix coûtant à l'exception de celles virées du Canada au Conseil des ports nationaux, maintenant la S.C.P., qui sont enregistrées à des valeurs établies au moment de ce virement (valeur d'expertise ou juste valeur marchande). L'amortissement des immobilisations est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire, à partir de l'exercice pendant lequel l'élément de l'actif est mis en opération, à des taux fondés sur la durée d'utilisation estimative des éléments d'actif, notamment:

Dragage	40 ans
Installations d'amarrage, immeubles, routes et surfaces	10 à 40 ans
Services publics	10 à 33 ans
Machinerie et matériel	1 à 20 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 ans

Régime de pension

Le régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le Gouvernement du Canada s'adresse à tous les employés permanents de la Société. Les contributions au Régime sont exigées à la fois de l'employé et de la Société. Ces contributions représentent le passif total de la Société et elles sont imputées dans les comptes de la période courante.

LA SOCIÉTÉ DU PORT DE VANCOUVER—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1984—*Fin*

Assurance

La Société assume essentiellement toutes les responsabilités quant aux incendies et dommages à la propriété, ainsi que les demandes d'indemnisation des accidentés du travail. Toutes les coûts découlant de ces responsabilités sont inscrits aux comptes de la période pendant laquelle ils sont encourus.

Subventions tenant lieu de taxes municipales

Les subventions tenant lieu de taxes municipales sont établies selon les évaluations municipales estimatives modifiées conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Après la vérification des sommes par la Division des subventions aux municipalités du ministère des Travaux publics, tous les rajustements pour rendre définitif sont présentés dans les comptes de la période du règlement.

Indemnités des employés

La Société accumule dans ses comptes un passif estimatif pour la cessation d'emploi et les congés annuels. L'on établit une provision pour ces indemnités en vertu des conventions collectives et selon la politique de la Société.

3. Placements

Les fonds sont investis dans les bons du trésor (court terme) et les obligations (long terme) du gouvernement du Canada qui sont déclarés au coût amorti, les primes ou les escomptes étant amortis sur les périodes jusqu'à échéance. Au 31 décembre 1984, la valeur marchande des bons du trésor se rapprochait de la valeur comptable; la valeur marchande des obligations était de $9,085,000.

4. Débiteurs à long terme

Les débiteurs à long terme, qui proviennent à l'origine des ventes d'immobilisations par la S.C.P., deviendront dus au cours de périodes de 10 à 12 ans à des taux d'intérêt variant de 5.75 % à 6.625 %.

5. Immobilisations

	1984			1983
	Prix coûtant	Amortissement accumulé	Net	Net
	(en milliers de dollars)			
Terrains	79,083		79,083	79,079
Dragage	247	147	100	106
Installations d'amarrage	41,536	19,723	21,813	21,792
Immeubles	19,330	7,202	12,128	12,530
Services publics	9,767	3,829	5,938	5,650
Routes et surfaces	24,384	10,586	13,798	12,408
Machinerie et matériel	21,666	6,089	15,577	4,790
Mobilier et matériel de bureau	576	470	106	85
Travaux de construction en cours	18,903		18,903	15,268
	215,492	48,046	167,446	151,708

6. Emprunts auprès du Canada

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Emprunt portant intérêt à 7.5% remboursable en versements de capital et d'intérêt réunis jusqu'au 31 décembre 2000	4,667	4,816
À déduire: tranche à court terme	161	149
	4,506	4,667
Emprunt sans intérêt avec une échéance indéfinie	76,494	76,494
Intérêt couru non échu	27,377	27,377
	108,377	108,538

L'emprunt sans intérêt et l'intérêt couru non échu furent virés à la Société par la S.C.P. à partir du 1er juillet 1983. Cet emprunt remplace un emprunt pour la même somme et portant intérêt sur lequel l'intérêt de $27,377,000 s'était accumulé au 31 décembre 1980.

Les exigences de remboursement du capital au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à $161,000 en 1985, $173,000 en 1986, $185,000 en 1987, $199,000 en 1988 et $214,000 en 1989.

7. Engagements et éventualités

Au 31 décembre 1984, le coût estimatif d'achèvement des projets d'investissement approuvés était de $32 millions pour lesquels la Société avait des obligations à contrat à cette date de $11.8 millions. Cette dernière somme comprend $8.0 millions qui représentent le solde dû à la Corporation Place du Hâvre Canada pour la construction d'une installation de bateau de croisière à Place Canada à Vancouver (C.B.). La Société a versé $14.8 millions en 1984 du prix du contrat de $22.8 millions.

Des réclamations totalisant environ $2 millions à l'égard de procès, de garanties, de conventions collectives, de dommages que l'on prétend avoir subis sur la propriété de la Société et de diverses autres questions en litige ont été établies à l'encontre de la Société. De l'avis de la direction, le dénouement final quant à ces réclamations n'entraînera pas de perte importante.

La Société a des obligations en vertu de baux à long terme pour des locaux de bureaux s'élevant dans l'ensemble à $1,717,000 pour la période allant du 1er janvier 1985 jusqu'au 31 octobre 1988 qui comportent un loyer annuel de base de $448,000. Les obligations exigent également le paiement d'une quote-part au prorata des coûts d'exploitation estimatifs de $65,000 pour 1985.

8. Opérations entre apparentés

La Société est apparentée aux termes de la propriété en commun à tous les ministères, organismes et sociétés d'État constitués par le gouvernement du Canada.

En plus des emprunts auprès du Canada déclarés à la note 6 et des versements à Corporation Place du Hâvre Canada mentionnés à la note 7, la Société a versé $1.7 million à la Société canadienne des ports en tant que sa quote-part des dépenses du siège social de cette Société.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE

MANDAT

La Société immobilière du Canada Limitée a pour mandat de détenir certains baux sur une propriété à Londres en Angleterre et sur deux propriétés sur des réserves indiennes au Canada. La Société est aussi l'actionnaire unique de trois filiales.

ANTÉCÉDENTS

La Société, autrefois la Société immobilière des Travaux publics limitée, s'est concentrée sur ses filiales qui opèrent, respectivement, au Vieux-Port de Montréal, au Vieux-Port de Québec et à Mirabel.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Immeuble Sir Charles Tupper Tour 7, Confederation Heights Promenade Riverside Ottawa (Ontario) K1A 0M2
STATUT	—Annexe C, Partie I —mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Roch La Salle, c.p., député
MINISTÈRE	Travaux publics
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	Lettres patentes du 7 mars 1956; réorganisation en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes*, 19-09-77 (certificat de continuation —LSCC, 07-07-81)
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	M.A.J. Lafontaine
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars. Les données présentées concernent respectivement la Société et ses trois filiales: la Société immobilière du Canada (Mirabel) limitée; la Société immobilière du Canada (le Vieux-Port de Montréal) limitée et la Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc.

	1984-1985 *	1983-1984	1982-1983	1981-1982
À la fin de l'exercice				
Actif total				
—société mère	néant	néant	néant	néant
—filiale de Mirabel	5.0	4.8	1.8	3.8
—filiale de Montréal	6.5	1.8	1.1	0.5
—filiale de Québec	4.5	11.0	2.0	2.8
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada net				
—société mère	néant	néant	néant	néant
—filiale de Mirabel	4.3	4.1	0.7	1.0
—filiale de Montréal	3.2	0.1	négl.	(0.2)
—filiale de Québec	0.5	(1.1)	(0.7)	(0.4)
Avoir du Canada	néant	néant	néant	néant
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
—non budgétaire	néant	néant	néant	néant
—budgétaire				
—société mère	néant	néant	néant	néant
—filiale de Mirabel	8.1	11.2	9.9	11.6
—filiale de Montréal	31.6	12.6	6.3	4.1
—filiale de Québec	27.0	32.5	19.3	13.4

* Données provisoires

LES ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS POUR LES EXERCICES
CLOS LE 31 MARS 1982 À 1985 N'ÉTAIENT PAS
DISPONIBLES À LA DATE D'IMPRESSION

ANNEXE 1

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (MIRABEL) LIMITÉE

LES ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS POUR L'EXERCICE
CLOS LE 31 MARS 1985 N'ÉTAIENT PAS
DISPONIBLES À LA DATE D'IMPRESSION

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE—*Suite*

ANNEXE 2

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (LE VIEUX-PORT DE MONTRÉAL) LIMITÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE ROCH LASALLE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié le bilan de la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) limitée au 31 mars 1985 ainsi que l'état des transactions pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la charte et aux règlements administratifs de la Société, ainsi qu'à la convention entre la Société et Sa Majesté du chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics.

Pour le vérificateur général du Canada
RAYMOND DUBOIS, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 31 mai 1985

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF	1985	1984
	$	$
Encaisse et placements temporaires, au coût (approximativement la valeur du marché)	3,858,960	1,777,378
Débiteurs	107,406	31,967
Montant à recevoir du ministre des Travaux publics (note 3)	2,486,618	
Frais payés d'avance	8,218	830
	6,461,202	1,810,175

PASSIF	1985	1984
	$	$
Créditeurs	5,710,347	1,718,799
Montant dû au receveur général du Canada (note 4)	750,855	74,612
Montant dû au ministre des Travaux publics (note 3)		16,764
	6,461,202	1,810,175
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-action (note 5)		
	6,461,202	1,810,175

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
ROGER BEAULIEU

Administrateur
BENOÎT LEMAY

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE—*Suite*

ANNEXE 2—*Suite*

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (LE VIEUX-PORT DE MONTRÉAL) LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT DES TRANSACTIONS EFFECTUÉES À TITRE D'AGENT ET AU NOM DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
DÉPENSES		
Exploitation		
Coût du personnel	1,059,205	791,028
Services professionnels et techniques	599,734	399,012
Frais d'entretien de la propriété	445,697	261,219
Frais administratifs	326,313	173,520
Frais de voyage et de représentation	103,217	54,966
	2,534,166	1,679,745
Capital	29,066,216	10,459,979
Programme des communications et de la culture	262,291	
Programme de création d'emplois		384,039
Total à être pourvu (note 3)	31,862,673	12,523,763
Cumulatif depuis le 26 novembre 1981	51,601,050	19,738,377
PRODUITS		
Intérêts	508,949	173,425
Stationnement	75,332	109,794
Loyers	142,043	104,119
Autres	65,256	8,100
Total à être remis (note 4)	791,580	395,438
Cumulatif depuis le 26 novembre 1981	1,354,217	562,637
EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES PRODUITS		
Pour l'exercice	31,071,093	12,128,325
Cumulatif depuis le 26 novembre 1981	50,246,833	19,175,740

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985

1. Statut et activités

La Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) limitée, constituée le 26 novembre 1981 en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, est une filiale à part entière de la Société immobilière du Canada limitée, laquelle est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Depuis le 1er février 1982, en vertu d'une convention entre la Société et Sa Majesté du chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics, la Société a le mandat de développer et de promouvoir le développement du territoire du Vieux-Port de Montréal et d'administrer, de gérer et d'entretenir les biens de Sa Majesté y situés. La Société exécute ce mandat au nom et pour le compte du ministre des Travaux publics, qui conserve la propriété des immobilisations pour le bénéfice de Sa Majesté.

Le Parlement n'a pas donné son accord à ce que la Société conserve pour ses fins les fruits de son exploitation.

2. Conventions comptables importantes

a) Présentation des états financiers

Les états financiers présentent les transactions effectuées par la Société à titre d'agent et au nom du ministre des Travaux publics. Toutes les dépenses sont engagées au nom du ministre et sont remboursables à la Société. Tous les produits sont à remettre au receveur général du Canada. Les écarts entre les crédits parlementaires reçus et les dépenses sont comptabilisés par la Société comme un montant à recevoir ou un montant dû au ministre des Travaux publics.

b) Dépenses en capital

Les dépenses en capital comprennent les coûts qui augmentent de façon significative la valeur ou la durée de vie utile des biens administrés par la Société. Ces dépenses comprennent aussi les coûts de démolition de bâtiments.

c) Prestations de cessation d'emploi

Les employés de la Société ont droit à des prestations de cessation d'emploi comme le prévoit la politique de rémunération de la Société. Le coût de ces prestations est comptabilisé dans l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés. La dette estimative qui découle de cette politique est comprise dans les créditeurs.

d) Régime d'épargne-retraite

La Société a établi un régime collectif d'épargne-retraite prévoyant l'établissement d'une fiducie unique auprès d'une société du secteur privé pour recevoir les contributions devant servir à assurer un revenu de retraite aux employés en vertu de régimes individuels enregistrés d'épargne-retraite. Les contributions sont entièrement à la charge des employés, la Société n'agissant qu'à titre d'agent et n'assumant aucune responsabilité à cet égard.

3. Montant à recevoir du (montant dû au) ministre des Travaux publics

	1985	1984
	$	$
Montant à recevoir (à payer) au début de l'exercice	(16,764)	99,912
Dépenses	31,862,673	12,523,763
	31,845,909	12,623,675
Moins:		
Fonds tirés sur le crédit 70 du ministère des Travaux publics (crédit 56 en 1984)		
Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée	29,097,000	12,256,400
Fonds tirés sur le crédit 10 du ministère des Communications		
Programme des communications et de la culture	262,291	
Fonds tirés sur le crédit 10 du Conseil du Trésor		
Programme d'initiatives visant à créer des emplois		384,039
	29,359,291	12,640,439
Montant à recevoir (à payer) à la fin de l'exercice	2,486,618	(16,764)

ANNEXE 2—*Fin*

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (LE VIEUX-PORT DE MONTRÉAL) LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1985—*Fin*

4. Montant dû au receveur général du Canada

	1985	1984
	$	$
Solde au début de l'exercice	74,612	148,571
Produits	791,580	395,438
	866,192	544,009
Remises au Fonds du revenu consolidé	115,337	469,397
Solde à la fin de l'exercice	750,855	74,612

5. Capital-action

La Société est autorisée à émettre une seule action, laquelle doit être détenue en fiducie pour Sa Majesté du chef du Canada, et aucun transfert ne peut s'effectuer sans le consentement du gouverneur en conseil. L'action autorisée a été émise en contrepartie de services rendus.

6. Engagements

Les engagements contractuels de la Société s'élèvent à environ 3.2 millions de dollars au 31 mars 1985.

ANNEXE 3

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (VIEUX-PORT DE QUÉBEC) INC.

LES ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS POUR LES EXERCICES CLOS LE 31 MARS 1984 ET 1985 N'ÉTAIENT PAS DISPONIBLES À LA DATE D'IMPRESSION

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS

MANDAT

Favoriser et intensifier les exportations en fournissant des assurances, des garanties, des prêts et d'autres moyens financiers.

ANTÉCÉDENTS

Le financement assuré par le Canada à l'égard des opérations afférentes aux comptes de la Société provient de prêts et d'apports de capitaux propres. La croissance du chiffre d'affaires de la Société, au cours des dernières années, a été financée surtout par ses emprunts dans le secteur privé. Outre ses activités en tant que société, la SEE administre pour le Canada certaines opérations de financement des exportations jugées dans l'intérêt du pays, y compris celles effectuées en vertu de l'article 31 de la Loi sur la SEE.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	151, rue O'Connor 14e étage C.P. 655 Ottawa (Ontario) K1P 5T9
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	Le très honorable Joe Clark, c.p., député
MINISTÈRE	Affaires extérieures
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1969; *Loi sur l'expansion des exportations* (S.R.C. 1970, C. E-18)
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	Sylvain Cloutier
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

COMPTE DE LA SOCIÉTÉ	**1984**	**1983**	**1982**	**1981**
À la fin de l'exercice				
Actif total	6,611	6,063	5,282	4,270
Engagements envers le secteur privé	5,113	4,511	3,844	2,973
Engagements envers le Canada	258	376	448	529
Avoir du Canada	855	769	651	535
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	néant	néant	néant
— non budgétaire	79	116	115	40
COMPTE DU CANADA				
À la fin de l'exercice				
Financement par le Canada, somme cumulative	1,061	900	753	686

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS

RESPONSABILITÉ DES ÉTATS FINANCIERS

Les présents états financiers ont été établis par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, appliqués de façon uniforme, et tous leurs points essentiels respectent les normes comptables internationales. Il incombe à la direction de veiller à ce que les données contenues dans ces états financiers soient présentées de façon intègre et objective. La direction est également responsable des autres renseignements contenus dans le rapport annuel et doit s'assurer, le cas échéant, qu'ils sont conformes aux renseignements et aux données contenus dans les états financiers. Dans le cadre de ses responsabilités, la direction a recours à des systèmes et méthodes de contrôle financier et de contrôle de gestion pour obtenir un degré raisonnable de certitude que les données financières sont exactes, que les biens de la Société ont été protégés et que les opérations sont menées à bien de façon efficace. Le Service de la Vérification interne de la Société réévalue régulièrement les mécanismes de contrôle interne et leur pertinence.

Le Conseil d'administration doit veiller à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités en ce qui concerne les rapports financiers et les contrôles internes. Il confie cette tâche au Comité de vérification du Conseil, composé d'administrateurs qui ne sont pas des employés de la Société. Le Comité de vérification rencontre régulièrement les membres de la direction, les vérificateurs internes et les représentants du vérificateur général du Canada.

Le Conseil d'administration est responsable de toutes les opérations entreprises par la Société. Les contrats qui, de l'avis du Conseil d'administration, comportent des risques pour une période et un montant dépassant ce à quoi la Société s'engagerait normalement peuvent être autorisés par le gouverneur en conseil, si le ministre les considère dans l'intérêt national. Le Conseil d'administration n'assume aucune responsabilité en ce qui concerne ces contrats, son obligation se limitant à veiller à ce qu'ils soient bien administrés. Les fonds requis dans leur cas sont versés par le Canada à la Société et les fonds recouvrés sont remis au Canada, déduction faite des montants retenus pour couvrir les frais d'administration connexes. Les comptes administrés pour le Canada sont présentés à la note 10 afférente aux états financiers de la Société.

Le vérificateur général du Canada effectue un examen indépendant, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et formule une opinion sur les états financiers. Son examen comprend une étude et une évaluation des systèmes de contrôle interne de la Société, de même que des sondages et autres procédés lui permettant de déclarer si les états financiers sont présentés fidèlement et si les opérations dont il a eu connaissance durant la vérification sont conformes aux pouvoirs statutaires énoncés. Le vérificateur général a librement accès au Comité de vérification du Conseil et rencontre régulièrement ses membres.

Président du Conseil et Président
SYLVAIN CLOUTIER

Premier vice-président aux Finances et Trésorier
B.A. CULHAM

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE TRÈS HONORABLE JOE CLARK, C.P., DÉPUTÉ
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES

J'ai vérifié le bilan de la Société pour l'expansion des exportations au 31 décembre 1984 ainsi que l'état des résultats et des bénéfices non répartis et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, je déclare que les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur l'expansion des exportations et au Règlement administratif de la Société.

Le vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 27 février 1985

BILAN AU 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

ACTIF	1984	1983
Prêts à recevoir (note 2)		
Capital	5,716,384	5,141,041
Moins: participation d'autres prêteurs	65,906	90,304
	5,650,478	5,050,737
Intérêts et honoraires courus	272,054	188,496
	5,922,532	5,239,233
Moins: provision pour pertes sur prêts	83,261	62,342
	5,839,271	5,176,891
Placements		
Encaisse et dépôts à court terme	677,504	814,360
Obligations du Canada, au coût amorti (valeur marchande: 1984—$4,481; 1983—$9,381)	5,048	10,053
Intérêts courus	10,330	7,782
	692,882	832,195
Autres éléments d'actif		
Valeur non amortie de l'escompte à la souscription et des frais d'émission	47,235	24,246
Autres	32,048	29,691
	79,283	53,937
	6,611,436	6,063,023

PASSIF	1984	1983
Emprunts		
À court terme	1,533,345	1,238,748
À long terme (note 3)	3,837,615	3,648,599
Intérêts courus	179,091	174,139
	5,550,051	5,061,486
Autres éléments de passif et crédits reportés		
Créditeurs	51,259	91,639
Revenu reporté et autres crédits	133,293	120,479
Provision pour sinistres sur assurances et garanties	22,287	20,356
	206,839	232,474
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (note 4)	660,000	581,000
Bénéfices non répartis	194,546	188,063
	854,546	769,063
	6,611,436	6,063,023

Engagements et passif éventuel (note 5)

Approuvé par le Conseil d'administration:

Le Président du Conseil et Président
SYLVAIN CLOUTIER

Le premier vice-président aux Finances et Trésorier
B. A. CULHAM

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Suite*

RÉSULTATS ET BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Prêts et garanties		
Revenu d'intérêt	553,469	462,150
Revenu d'honoraires	19,611	15,264
Revenu d'intérêt sur placements	81,481	70,032
	654,561	547,446
Dépenses d'intérêt		
À long terme	436,928	423,932
À court terme	175,434	93,422
Provision pour pertes sur prêts	24,120	9,671
	636,482	527,025
	18,079	20,421
Assurances et garanties		
Primes et revenu d'honoraires	17,433	17,897
Revenu d'intérêt sur placements	5,613	2,726
	23,046	20,623
Provision pour sinistres	6,411	8,823
	16,635	11,800
Bénéfice d'exploitation	34,714	32,221
Frais d'administration	28,231	30,245
Bénéfice net	6,483	1,976
Bénéfices non répartis		
Début de l'exercice	188,063	186,087
Fin de l'exercice	194,546	188,063

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Provenance des fonds		
Emprunts à long terme	795,416	734,806
Remboursement de prêts à recevoir	578,690	486,257
Capital-actions émis	79,000	116,000
Revenu d'honoraires et de primes	47,321	53,609
Obligations du Canada vendues et échues	5,005	16,444
Total de la provenance des fonds	1,505,432	1,407,116
Utilisation des fonds		
Bénéfice net	(6,483)	(1,976)
Sans incidence sur les fonds		
Provisions pour sinistres et pertes sur prêts	(30,531)	(18,494)
Augmentation nette des charges et des reports	165,662	78,907
À l'exploitation	128,648	58,437
Augmentation des prêts à recevoir	949,955	890,897
Remboursement d'emprunts à long terme	661,196	372,874
Remboursement d'emprunts du Canada	119,366	71,985
Diminution (augmentation) des créances	42,775	(22,994)
Remboursement de la participation d'autres prêteurs	29,032	53,851
Dépenses en immobilisations	5,590	2,203
Règlements de sinistres, nets des recouvrements	323	23,631
Total des fonds utilisés	1,936,885	1,450,884
Diminution des fonds	431,453	43,768
Représentée par		
Augmentation des emprunts à court terme	294,597	279,875
Diminution (augmentation) de l'encaisse et des dépôts à court terme	136,856	(236,107)
	431,453	43,768

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS 31 DÉCEMBRE 1984

1. Résumé des principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, appliqués de façon uniforme, et tous leurs points essentiels respectent les normes comptables internationales. On trouvera, ci-après, un résumé des principales conventions comptables.

Revenu d'intérêt sur les prêts

Les intérêts s'accumulent sur le capital à recevoir, jusqu'à ce que la Société accélère tous les paiements dus aux termes d'une convention de prêt ou lorsque, de l'avis de la direction, le recouvrement du prêt présente de sérieux doutes ou que le prêt est en souffrance. Par prêt en souffrance, on entend tout prêt rééchelonné pour lequel un versement important n'a pas été reçu pendant un an.

Les frais de financement et de service, à la charge des exportateurs, sont comptabilisés au revenu d'intérêt pendant les périodes de versement et de remboursement des prêts.

Honoraires sur les prêts

Les frais d'administration sont inscrits au revenu durant les périodes de versement et de remboursement des prêts, et les commissions d'engagement sont inscrites au revenu durant la période de versement.

Les commissions d'encours, à la charge des exportateurs, sont comptabilisées pendant les périodes de versement et de remboursement des prêts.

Revenu d'intérêt sur placements

Les intérêts gagnés sur les placements sont répartis entre les prêts et les garanties ainsi qu'entre les assurances et les garanties, au prorata de la moyenne des fonds placés.

Dépenses d'intérêt

Les dépenses d'intérêt comprennent l'amortissement linéaire, sur la durée de la dette, de l'escompte à la souscription et des frais d'émission.

Provision pour pertes sur prêts

La provision pour pertes sur prêts est établie en fonction de la valeur de recouvrement de tous les prêts à percevoir auprès de débiteurs publics et commerciaux. À cet égard, la Société n'ignore pas que les perspectives économiques et politiques de certains pays débiteurs sont influencées par diverses pressions et incertitudes. Il s'ensuit donc parfois des retards dans les remboursements de capital et d'intérêt.

Dans le cas des prêts consentis à des entités souveraines ou garantis par celles-ci, c'est-à-dire des gouvernements ou leurs organismes, les arriérés de paiements ne représentent pas nécessairement des pertes éventuelles pour lesquelles il faut créer une provision. Les entités souveraines et leurs obligations financières internationales ne s'éteignent pas du point de vue financier et le système international ne tolère pas la renonciation unilatérale à une obligation souveraine. Par ailleurs, le système international prévoit plusieurs mécanismes et institutions auxquels les pays en difficulté financière peuvent avoir recours pour établir d'autres modalités de remboursement avec leurs créanciers. Donc, sauf dans de rares cas où l'on convient de radier la valeur active établie par les créanciers, la direction est d'avis que la perception ultime d'une obligation souveraine et, partant, de sa valeur active, ne pose aucun problème, même s'il faut entrevoir des retards.

À même ses bénéfices, et en plus des provisions particulières faites après étude des prêts en cours, la Société constitue une provision pour divers montants dont la somme est proportionnelle au capital et aux intérêts des prêts à recevoir pour lesquels aucune provision particulière n'a été faite.

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1984—*Suite*

Primes d'assurance

Pour ce qui est des polices globales d'assurance à l'exportation, les primes sont comptabilisées au revenu dès que la couverture entre en vigueur. En ce qui concerne les autres polices d'assurance à l'exportation, les primes sont comptabilisées au revenu selon des méthodes qui reflètent généralement la part des risques assumés pendant la durée des polices. Les primes d'assurance-investissement à l'étranger sont comptabilisées au revenu et réparties également sur la durée de la couverture, à l'exception de la prime de la première année qui est comptabilisée intégralement au revenu dès sa réception.

Provision pour sinistres sur assurances et garanties

La Société constitue une provision qui tient compte des sinistres subis antérieurement, provision à laquelle peut venir se greffer une provision spéciale, après étude du passif éventuel. Les indemnités payées sont comptabilisées aux valeurs de récupération estimatives et incorporées aux autres éléments d'actif. Les gains ou pertes nets qui en découlent subséquemment sont portés au crédit ou au débit du revenu.

Conversion des devises

La Société couvre ses éléments d'actif et de passif en dollars américains sur l'ensemble de son portefeuille. Les risques nets associés aux fluctuations des taux de change du dollar américain sont attribuables à des décalages de trésorerie à court terme. La Société gère ses éléments d'actif et de passif libellés en dollars américains de façon à minimiser ces risques nets. Il s'ensuit que les éléments d'actif et de passif en dollars américains sont convertis en dollars canadiens, aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice.

Les gains et les pertes résultant de la conversion d'éléments d'actif ou de passif non couverts à long terme en devises autres qu'en dollars américains sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée de vie restante de l'actif ou du passif. Le solde non amorti des gains ou des pertes reportés est inclus dans le revenu reporté ou dans les autres éléments d'actif.

Les revenus et les dépenses sont convertis aux taux de change moyens mensuels en vigueur pendant l'exercice. Les gains et les pertes découlant de la conversion des soldes et des opérations en devises étrangères sont portés au revenu d'intérêt sur placements.

2. Prêts à recevoir

Les prêts à recevoir des débiteurs publics et commerciaux, nets de la participation d'autres prêteurs, sont consentis à des taux d'intérêt compétitifs par rapport à ceux que pratiquent des organismes de crédits à l'exportation semblables dans d'autres pays et sont généralement inférieurs aux taux commerciaux. Les échéances de ces prêts se présentent comme suit:

	31 décembre 1984	1983
	(en milliers de dollars)	
En souffrance	154,391	79,939
1984		571,419
1985	667,067	606,429
1986	692,068	597,504
1987	674,885	574,161
1988	704,733	580,920
1989	655,644	523,053
1990 à 1994	1,795,150	1,329,114
1995 et subséquemment	306,540	188,198
	5,650,478	5,050,737
Prêts commerciaux inclus ci-dessus	1,509,481	1,467,571

La répartition géographique de ces prêts est la suivante:

	31 décembre 1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Pacifique	400,345	341,236
Asie du Nord	272,239	274,830
Asie du Sud	120,753	109,894
Moyen-Orient et Afrique de l'Est	487,842	451,741
Afrique du Nord et de l'Ouest	1,089,087	857,741
Europe orientale	647,212	620,133
Europe occidentale	643,800	626,450
États-Unis et Antilles	715,181	628,678
Mexique et Amérique centrale	369,895	370,954
Amérique du Sud (Est)	471,706	430,879
Amérique du Sud (Ouest)	432,418	338,201
	5,650,478	5,050,737

En 1984, des intérêts en souffrance de $141,019 mille (1983—$61,011 mille) ont été comptabilisés et les intérêts non reconnus sur les prêts en souffrance se sont élevés à $2,966 mille (1983—$2,619 mille).

La répartition géographique du capital et des intérêts en souffrance, dont les montants s'élevaient respectivement à $154,391 mille (1983—$79,939 mille) et $141,019 mille (1983—$61,011 mille) s'établit comme suit:

	31 décembre 1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Pacifique	880	819
Moyen-Orient et Afrique de l'Est	5,252	12,235
Afrique du Nord et de l'Ouest	22,385	21,485
Europe orientale	67,685	35,482
Europe occidentale	9,979	4,740
États-Unis et Antilles	10,082	9,691
Mexique et Amérique centrale	33,601	15,242
Amérique du Sud (Est)	96,240	33,936
Amérique du Sud (Ouest)	49,306	7,320
	295,410	140,950

En vue de faciliter le recouvrement de certains prêts ou parties de prêts, la Société a rééchelonné les paiements de capital et d'intérêts comme suit:

	31 décembre 1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Pendant l'exercice		
Public—Capital	48,358	39,487
—Intérêts	18,620	18,331
	66,978	57,818
Solde des prêts rééchelonnés en cours		
Public	213,031	205,515
Commercial	4,598	9,805
	217,629	215,320
Montants en souffrance	7,297	5,764

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1984—*Suite*

3. Emprunts à long terme

La situation des emprunts à long terme est la suivante:

	31 décembre 1984	31 décembre 1983
	(en milliers de dollars)	
Emprunts commerciaux		
Taux d'intérêt allant de 5.38% à 16.88% (1983—5.38% à 16.88%)	3,579,931	3,272,246
Emprunts du Canada		
Taux d'intérêt allant de 5.50% à 9.25% (1983—5.50% à 9.25%)	257,684	376,353
	3,837,615	3,648,599

Les échéances de ces emprunts se présentent comme suit:

	31 décembre 1984	31 décembre 1983
	(en milliers de dollars)	
1984		733,687
1985	489,153	470,901
1986	442,949	427,828
1987	867,747	822,711
1988	1,101,961	1,047,971
1989	491,917	59,908
1990 à 1994	443,888	85,593
	3,837,615	3,648,599

4. Capital-actions

Le capital-actions autorisé est de $1.5 milliard divisé en 15 millions d'actions d'une valeur nominale de $100 chacune. La ventilation des actions émises et entièrement libérées est la suivante:

	31 décembre 1984	31 décembre 1983
	(en milliers d'actions)	
Début de l'exercice	5,810	4,400
Émises	790	1,410
Fin de l'exercice	6,600	5,810

5. Limites statutaires, engagements et passif éventuel

Aux termes de la Loi sur l'expansion des exportations (la Loi), la Société peut avoir des prêts en cours et des engagements avec des emprunteurs étrangers jusqu'à concurrence de $15 milliards. Conformément à cette loi, la situation se présente comme suit:

	31 décembre 1984	31 décembre 1983
	(en milliers de dollars)	
Prêts à recevoir, moins la participation	5,650,478	5,050,737
Engagements non déboursés relatifs à des conventions de prêt signées, moins la participation sans recours, dont la majorité ont été signées entre décembre 1975 et décembre 1984 à des taux nominaux de 7.75% à 13.60% (1983—entre décembre 1975 et décembre 1983 à des taux nominaux de 7.80% à 14.10%)	3,302,566	3,067,185
Participation d'autres prêteurs avec recours sur les prêts à recevoir	1,610	5,424
Moins: montants non assujettis aux limites statutaires	88,761	86,990
	8,865,893	8,036,356
Passif éventuel compris dans les postes ci-dessus	1,610	5,424

Les engagements non déboursés relatifs à des conventions de prêt signées seront normalement versés au fur et à mesure de la livraison des biens, de la prestation des services ou de la progression des projets, la période de versement étant généralement de trois ans. La Société compte financer ces engagements peu avant les versements en émettant des titres de créance sur les marchés financiers internationaux, à des taux d'intérêt commerciaux, et en augmentant le capital-actions, tout en s'efforçant d'apparier les échéances et les devises avec celles de la moyenne de ses prêts à l'exportation. En raison des fluctuations des taux d'intérêt et d'autres facteurs indépendants de sa volonté, la Société n'est pas toujours en mesure de financer ses engagements de prêts non déboursés à des taux d'intérêt pouvant se traduire par un profit.

La Loi prévoit que la responsabilité de la Société en vertu des contrats d'assurance, des garanties afférentes et des garanties émises dans le cadre du programme des prêts ne peut jamais dépasser $15 milliards. Conformément à la Loi, la situation se présente comme suit:

	31 décembre 1984	31 décembre 1983
	(en milliers de dollars)	
Assurances et garanties afférentes	2,274,935	2,262,129
Garanties sur prêts —Versés	185,038	180,827
—Non versés	7,874	5,676
	2,467,847	2,448,632
Passif éventuel compris dans les postes ci-dessus	2,009,817	1,865,717

La Loi prévoit que la Société peut emprunter jusqu'à concurrence d'un montant égal à dix fois le total du capital versé de temps en temps et des bénéfices non répartis, établi selon ses états financiers vérifiés les plus récents. Au 31 décembre 1984, la limite d'emprunt était de $8,481 millions (1983—$7,671 millions) et les emprunts s'élevaient à $5,371 millions (1983—$4,887 millions).

6. Dépôts et emprunts à court terme

Le mouvement des dépôts et des emprunts à court terme se présente comme suit:

	Exercice terminé le 31 décembre	
	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Dépôts à court terme		
moyenne journalière	820,600	708,900
maximum	1,248,700	1,077,300
minimum	416,800	356,100
Emprunts à court terme		
moyenne journalière	1,670,600	1,004,800
maximum	2,147,800	1,449,100
minimum	1,209,500	636,000

La Société disposait également de lignes de crédit et de facilités de découvert totalisant $2,095 millions au 31 décembre 1984 (1983—$1,400 millions).

7. Soldes en devises étrangères

La Société possède un actif et un passif considérables en dollars américains et en d'autres devises. L'équivalent en dollars canadiens s'établit comme suit:

	31 décembre	
	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Dollars américains		
Actif	4,522,260	3,957,147
Passif	4,499,725	4,077,494
	22,535	(120,347)
Contrats de change à terme	4,593	48,770
Situation nette	27,128	(71,577)
Taux de change pour $1.00 US	1.3217	1.2444
Francs suisses, yen et deutsche mark		
Actif	24,309	9,057
Passif	193,470	122,587
	(169,161)	(113,530)
Contrats de change à terme	(6,054)	110,156
Situation nette	(175,215)	(3,374)

8. Opérations entre apparentés

Les transactions avec le Canada se résument comme suit:

	Exercice terminé le 31 décembre	
	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Postes de revenus et de dépenses		
Dépenses d'intérêt	23,758	33,187
Moins: recouvrements des frais d'administration	6,472	2,834
revenu d'intérêt	925	2,269
	16,361	28,084

	31 décembre	
	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Montants dus au (à recevoir du) Canada		
Obligations du Canada portant intérêt de 9.50% à 9.75% (1983—9.50% à 9.75%), et venant à échéance de 1985 à 1994	(5,048)	(10,053)
Intérêts courus à recevoir	(23)	(226)
Comptes administrés pour le Canada (note 10)	19,255	28,395
Emprunts à long terme	257,684	376,353
Intérêts courus à payer	7,175	10,958
Crédit parlementaire non utilisé		39,000
Autres éléments de passif		9,136
	279,043	453,563

Le gouvernement du Canada a l'intention de recommander que le Parlement vote des crédits à la Société afin que celle-ci puisse couvrir ses pertes d'exploitation éventuelles. De tels crédits n'ont pas été requis jusqu'à présent.

La Société n'est pas assujettie à la Loi de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne ses bénéfices.

La Société conclut également des opérations avec d'autres sociétés de la Couronne, dans le cours normal de ses activités.

9. Information sectorielle

La Société a deux secteurs industriels dominants: les prêts et les assurances.

Les revenus d'exploitation relatifs à ces deux catégories sont calculés avant déduction des frais d'administration et compris dans l'État des résultats et des bénéfices non répartis, aux postes «prêts et garanties» et «assurances et garanties».

Les éléments d'actif de la Société proviennent surtout du programme des prêts et garanties. La répartition géographique de ces prêts figure à la note 2.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 1984, les revenus provenant des intérêts sur prêts et des honoraires gagnés hors du Canada s'élèvent à $551 millions (1983—$461 millions).

Les revenus provenant des primes d'assurance et des honoraires sont gagnés au Canada.

10. Comptes administrés pour le Canada

a) Aux termes de la Loi, la Société administre pour le Canada certains programmes de prêts et d'assurances autorisés par le gouverneur en conseil, pour lesquels le Conseil d'administration n'est pas responsable si ce n'est en ce qui concerne l'administration des contrats.

Les renseignements financiers résumés ci-après sont présentés au Parlement dans le cadre des responsabilités de la Société, et sont intégrés chaque année, au 31 mars, dans les états financiers du gouvernement du Canada, qui font l'objet d'un rapport distinct du vérificateur général du Canada. Ces renseignements ont été préparés, en ce qui concerne tous les aspects importants, selon les conventions comptables énoncées à la note 1, mais aucune provision n'a été prévue pour les pertes sur les prêts à recevoir et, conformément aux pratiques comptables établies par le gouvernement du Canada, aucune provision n'a été prévue pour les demandes d'indemnisation sur assurances et garanties.

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1984—*Fin*

Les prêts à recevoir, comptabilisés selon les montants versés nets des remboursements, comprennent certains prêts dont les taux d'intérêt étaient considérablement inférieurs aux taux commerciaux en vigueur au moment de la signature des contrats:

	31 décembre	
	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Actif		
Prêts à recevoir (note 10b)		
Capital	985,188	865,002
Moins: participation d'autres prêteurs	19,744	30,185
	965,444	834,817
Intérêts et honoraires courus	76,299	46,337
Autres créances	15	1,695
À recevoir de la Société (note 8)	19,255	28,395
	1,061,013	911,244
Passif		
Revenu reporté		10,915
Actif net	1,061,013	900,329

L'actif net a été financé par le Canada comme suit:

	Exercice terminé le 31 décembre	
	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Fonds provenant du Canada, moins les remboursements de capital et d'intérêt, nets de la participation	19,876	51,938
Intérêts gagnés sur prêts, honoraires, primes d'assurance et de garanties	111,774	81,130
Règlements de sinistres, nets des recouvrements	(5,591)	(3,456)
Frais d'administration	(6,472)	(2,834)
Augmentation des sommes à payer au Canada	41,097	20,546
	160,684	147,324
Actif net financé par le Canada		
Début de l'exercice	900,329	753,005
Fin de l'exercice	1,061,013	900,329

b) Compte du Canada—Prêts à recevoir

Les prêts à recevoir des débiteurs publics et commerciaux, nets de la participation d'autres prêteurs, viennent à échéance comme suit:

	31 décembre	
	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
En souffrance	78,712	49,835
1984		62,215
1985	72,261	68,359
1986	75,176	71,229
1987	74,034	70,103
1988	65,284	61,829
1989	52,568	50,434
1990 à 1994	323,047	253,525
1995 et subséquemment	224,362	147,288
	965,444	834,817
Prêts commerciaux inclus ci-dessus	73,987	78,743
Intérêts en souffrance	61,583	32,601

En vue de faciliter le recouvrement de certains prêts ou parties de prêts, des accords ont été conclus avec l'approbation du gouverneur en conseil pour rééchelonner les paiements de capital et d'intérêt venant à échéance durant l'exercice en cours comme suit:

	31 décembre	
	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Pendant l'exercice		
Public—Capital	8,758	5,481
—Intérêts	1,782	2,673
	10,540	8,154
Solde des prêts rééchelonnés en cours		
Public	52,175	43,713
Montants en souffrance	6,413	2,673

c) Compte du Canada—Limites statutaires, engagements et passif éventuel

La Loi prévoit que les prêts et les engagements en cours avec des emprunteurs étrangers ne peuvent excéder $6 milliards sur les comptes administrés pour le Canada. Conformément à la Loi, la situation est la suivante:

	31 décembre	
	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Prêts à recevoir, moins la participation	965,444	834,817
Engagements non déboursés relatifs à des conventions de prêt signées, moins la participation sans recours	373,237	529,000
Participation d'autres prêteurs avec recours sur les prêts à recevoir	19,744	30,185
Moins: montants non assujettis aux limites statutaires	2,591	3,109
	1,355,834	1,390,893
Passif éventuel compris dans les postes ci-dessus	19,744	30,185

La Loi prévoit également que la responsabilité engagée sur les comptes administrés pour le Canada en vertu des contrats d'assurance, des garanties afférentes et des garanties émises dans le cadre du programme des prêts ne peut jamais dépasser $7 milliards. Conformément à la Loi, la situation est la suivante:

	31 décembre	
	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Assurances et garanties afférentes	428,139	417,418
Garanties sur prêts—Versés		6,831
	428,139	424,249
Passif éventuel compris dans les postes ci-dessus	374,049	360,461

PAGE RÉCAPITULATIVE

ST. ANTHONY FISHERIES LIMITED

MANDAT

Voir au fonctionnement de l'usine de pêche de St. Anthony's pendant l'année 1982, de façon aussi efficace et économique que possible.

ANTÉCÉDENTS

La société est inactive. Le Parlement a autorisé sa dissolution, par l'adoption du projet de loi C-60.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Immeuble Saltfish Chemin Torbay, C.P. 6068 St. John's (Terre-Neuve) A1C 5X8
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Fraser, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Pêches et Océans
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	21 mai 1982; *Companies Act* (Terre-Neuve, S.R. C. 54)
PREMIER DIRIGEANT	Donald D. Tansley
PRÉSIDENT	Poste vacant
VÉRIFICATEUR	Ernest R. Spurrell

LES ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS POUR LES EXERCICES CLOS LE
31 MARS 1984 À 1985 N'ÉTAIENT PAS DISPONIBLES
À LA DATE D'IMPRESSION

PAGE RÉCAPITULATIVE

TÉLÉGLOBE CANADA

MANDAT

Établir, maintenir et exploiter, au Canada et à l'étranger, des services de télécommunications internationales afin d'assurer les communications publiques.

ANTÉCÉDENTS

Initialement désignée sous le nom de Société canadienne des télécommunications transmarines, cette société est devenue, en 1975, Téléglobe Canada en vertu de la *Loi sur Téléglobe Canada*. Elle exploite un réseau de câbles transocéaniques et d'autres systèmes de communication et les a augmentés grandement. Elle est rentable et sa privatisation a été amorcée.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	680, rue Sherbrooke ouest Montréal (Québec) H3A 2S4
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Sinclair Stevens, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Expansion industrielle régionale
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1949; *Loi sur la Société canadienne des télécommunications transmarines* (S.R.C. 1970, C. C-11)
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	Jean-Claude Delorme
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; vers la fin de 1984, la date de clôture de l'exercice a été changée du 31 mars au 31 décembre.

	9 mois jusqu'au 31 déc. 1984	**1983-1984**	**1982-1983**	**1981-1982**
À la fin de l'exercice				
Actif total	574.6	520.0	448.7	399.4
Engagements envers le secteur privé	68.3	64.4	43.9	6.3
Engagements envers le Canada	5.2	5.9	9.2	12.4
Avoir du Canada	362.2	325.7	284.5	239.3
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	néant	(9.4)	(7.4)
— non budgétaire	(0.6)	(3.3)	3.2)	(3.0)

TÉLÉGLOBE CANADA

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE SINCLAIR MCKNIGHT STEVENS, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

J'ai vérifié le bilan de Téléglobe Canada au 31 décembre 1984 ainsi que l'état des résultats et des bénéfices réinvestis et l'état de l'évolution de la situation financière pour la période terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour la période terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur Téléglobe Canada et ses règlements et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le vérificateur général du Canada
RAYMOND DUBOIS, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 19 février 1985

BILAN
(en milliers de dollars)

ACTIF	31 décembre 1984	31 mars 1984
À court terme		
Encaisse et placements temporaires, au coût (valeur du marché: 31 décembre 1984—$134,101; 31 mars 1984—$94,598)	129,665	93,838
Débiteurs	100,551	81,230
Frais payés d'avance	1,283	2,127
	231,499	177,195
Immobilisations (note 4)	331,530	332,193
Autres éléments d'actif		
Créances à long terme	9,159	9,400
Frais reportés (note 5)	2,380	1,171
	11,539	10,571
	574,568	519,959

PASSIF	31 décembre 1984	31 mars 1984
À court terme		
Créditeurs	82,501	76,340
Impôt sur le revenu à payer	7,053	1,666
Montant estimatif dû aux membres de la Commonwealth Telecommunications Organisation (note 11b)	1,915	1,915
Portion de la dette à long terme échéant en deçà d'un an (note 6)	9,210	3,908
	100,679	83,829
Dette à long terme (note 6)	64,351	66,402
Crédits reportés		
Impôt sur le revenu (note 9)	44,871	41,472
Autres	2,485	2,593
	47,356	44,065
AVOIR DU CANADA		
Bénéfices réinvestis	362,182	325,663
	574,568	519,959

Approuvé par le Conseil:

Administrateur
RONALD MONTCALM

Administrateur
DONALD L. GILLIS

Président-directeur général
JEAN-CLAUDE DELORME

TÉLÉGLOBE CANADA—*Suite*

RÉSULTATS ET BÉNÉFICES RÉINVESTIS
(en milliers de dollars)

	Période de 9 mois terminée le 31 décembre 1984	Exercice terminé le 31 mars 1984
Revenus		
Services publics	427,466	526,859
Autres services	7,893	9,222
Part des revenus d'Intelsat et d'Inmarsat	13,694	15,353
	449,053	551,434
Quotes-parts des télécommunicateurs et autres frais de réalisation	284,241	350,003
Revenus d'exploitation	164,812	201,431
Frais d'exploitation		
Salaires et charges sociales	41,211	50,883
Maintenance et location	31,094	38,405
Amortissement	27,606	30,782
Autres frais	13,536	17,023
	113,447	137,093
Bénéfice d'exploitation	51,365	64,338
Autres revenus (note 7)	21,058	19,914
	72,423	84,252
Frais financiers (note 8)	4,479	4,901
Bénéfice avant impôt sur le revenu	67,944	79,351
Impôt sur le revenu (note 9)	31,425	38,175
Bénéfice net	36,519	41,176
Bénéfices réinvestis au début	325,663	284,487
Bénéfices réinvestis à la fin	362,182	325,663

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(en milliers de dollars)

	Période de 9 mois terminée le 31 décembre 1984	Exercice terminé le 31 mars 1984
Provenance des fonds		
Exploitation		
Bénéfice net	36,519	41,176
Éléments n'influant pas sur le fonds de roulement		
Amortissement	27,606	30,782
Amortissement des frais financiers	210	358
Impôt sur le revenu reporté	3,399	8,652
Provision pour les fonds utilisés pendant la construction	(5,001)	(9,419)
	62,733	71,549
Produit de l'aliénation d'immobilisations	5,503	36,940
Dette à long terme	6,503	22,814
Diminution des créances à long terme	241	
Augmentation des autres crédits reportés		1,344
	74,980	132,647
Utilisation des fonds		
Acquisition d'immobilisations	27,398	98,686
Créances à long terme		9,400
Diminution de la dette à long terme	8,554	3,908
Frais reportés	1,466	1,338
Diminution des autres crédits reportés	108	
	37,526	113,332
Augmentation du fonds de roulement	37,454	19,315
Fonds de roulement au début	93,366	74,051
Fonds de roulement à la fin	130,820	93,366

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 1984

1. Statut et activités

Téléglobe Canada, constituée en vertu de la Loi sur Téléglobe Canada, a pour mandat d'établir, d'assurer et d'exploiter des services de télécommunications internationales et de coordonner ces services à ceux d'autres pays.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada. La Société observe les principales conventions comptables suivantes:

a) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition, qui comprend les salaires, les charges sociales et certains frais généraux reliés aux travaux de construction. Ce coût comprend également une provision pour les fonds utilisés pendant la réalisation des grands projets de construction.

Les immobilisations détenues en copropriété sont comptabilisées proportionnellement à la participation de la Société.

La Société acquiert, à l'occasion, des droits d'utilisation de circuits servant aux télécommunications internationales, qui sont irrévocables pendant une période de temps déterminée. Par ailleurs, elle cède des droits d'utilisation de circuits qu'elle possède ou qu'elle avait précédemment acquis d'autres administrations. Les montants versés ou reçus aux termes de ces transactions sont comptabilisés au poste des immobilisations et amortis selon la durée de chaque entente.

La Société a été désignée par le gouvernement du Canada comme signataire des Accords d'exploitation de l'Organisation internationale de télécommunications par satellites (Intelsat) et de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (Inmarsat). La quote-part des signataires est ajustée périodiquement selon leur pourcentage d'utilisation du réseau ou selon tout autre pourcentage choisi selon les dispositions des Accords. La Société comptabilise sa part de propriété au poste des immobilisations et l'amortit selon la politique d'amortissement des immobilisations.

b) Provision pour les fonds utilisés pendant la construction

La provision pour les fonds utilisés pendant la réalisation des grands projets de construction est calculée à un taux déterminé principalement en fonction du taux d'intérêt que le ministre des Finances exige des sociétés de la Couronne pour les prêts consentis à moyen terme par le gouvernement. Cette provision est comptabilisée comme un revenu durant la période d'exécution des travaux.

c) Amortissement des immobilisations

L'amortissement est calculé d'après la méthode de l'amortissement linéaire, à des taux établis selon la durée d'utilisation prévue des biens.

Lorsque des biens amortissables cessent d'être utilisés, leur valeur comptable nette, moins leur valeur de récupération, est imputée au poste de l'amortissement. Dans le cas des autres biens, tout gain ou toute perte qui en découle est porté aux résultats de l'exercice.

En cas d'échec du lancement d'un satellite ou de panne d'un satellite sur orbite, les coûts sont amortis selon la durée utile des satellites de la même série.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 1984—*Suite*

d) Revenus d'exploitation

—Services publics

Les revenus proviennent des services publics de télécommunications internationales-téléphone, télex et télégraphe-assurés par la Société. Ainsi ils représentent les montants facturés aux usagers canadiens par les sociétés exploitantes nationales et les montants reçus ou à recevoir des administrations étrangères pour acheminer les communications à destination. Ces revenus comprennent certaines estimations qui tiennent compte du trafic pour lequel les sociétés exploitantes nationales et les administrations étrangères n'ont pas encore fait rapport à la Société à la fin de l'exercice. Les revenus des services publics comprennent aussi les revenus de location de circuits aux télécommunicateurs des pays étrangers pour leur trafic acheminé via le Canada.

—Autres services

Les revenus des autres services proviennent principalement de la location de circuits à des usagers du secteur privé.

—Part des revenus d'Intelsat et d'Inmarsat

La part des revenus d'Intelsat et d'Inmarsat représente la participation de la Société aux revenus du système international de télécommunications terrestres et maritimes par satellites.

e) Quotes-parts des télécommunicateurs et autres frais de réalisation

—Quotes-parts des télécommunicateurs

Les quotes-parts des télécommunicateurs représentent les montants revenant aux sociétés nationales et aux administrations étrangères pour avoir participé à l'acheminement des communications.

—Autres frais de réalisation

Les autres frais de réalisation comprennent:

- la contribution volontaire que la Société verse aux pays en développement membres du Commonwealth selon l'Accord financier de 1983 de la Commonwealth Telecommunications Organisation
- la part de la Société dans les frais d'exploitation du système international de télécommunications terrestres et maritimes par satellites, sauf l'amortissement, s'élevant à 3,3 millions de dollars pour la période de 9 mois terminée le 31 décembre 1984 (4,0 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 mars 1984).

f) Conversion des devises étrangères

Les éléments d'actif ou de passif ainsi que les revenus ou les dépenses résultant d'une opération conclue en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens à un taux de change moyen en vigueur le mois de l'opération, sauf si cette opération fait l'objet d'une couverture.

Lorsque l'achat ou la vente de biens ou de services en devises étrangères fait l'objet d'une couverture antérieure, le prix de ces biens ou de ces services en dollars canadiens est établi selon les conditions de la couverture. Si la couverture est incomplète parce que la Société a passé un contrat de change comprenant une devise autre que celle de l'opération et le dollar canadien, le prix des biens ou des services est d'abord établi selon les conditions de la couverture, puis converti en dollars canadiens en utilisant le taux de change moyen de cette devise en vigueur le mois de l'opération.

Lorsque l'achat ou la vente de biens ou de services en devises étrangères fait l'objet d'une couverture postérieure à l'opération, complète ou incomplète, le montant à payer ou à recevoir en dollars canadiens est redressé selon les conditions de la couverture. L'écart ainsi constaté est porté aux résultats de l'exercice comme un gain ou une perte sur change.

À la fin de l'exercice, les éléments monétaires libellés en devises étrangères sont redressés en fonction du cours du change à la date du bilan. L'écart ainsi constaté sur les éléments faisant l'objet d'un contrat de change à terme est reporté. Le gain ou la perte constaté sur les autres éléments est porté aux résultats de l'exercice comme un gain ou une perte sur change, sauf si le gain ou la perte correspond à un élément monétaire libellé en devises étrangères dont la durée de vie prédéterminée ou prévisible, à la fin de l'exercice, est de plus d'un an. Dans ce cas, le gain ou la perte est reporté et amorti sur la durée de vie restante de cet élément d'après la méthode de l'amortissement linéaire. Le solde non amorti des gains ou des pertes sur change reportés est comptabilisé au bilan à titre de crédit reporté ou de frais reportés. L'effet des contrats de change à terme sur la dette à long terme est comptabilisé comme un élément de cette dette.

Les engagements libellés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan, sauf s'ils font l'objet d'une couverture; dans ce cas, ils sont convertis selon les conditions du contrat de change.

g) Régime de retraite

Tous les employés de la Société participent à un régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Ces employés et la Société partagent le coût du régime pour les services courants. Ces contributions représentent la responsabilité totale de la Société à cet égard et sont imputées aux résultats de l'exercice.

h) Prestations de retraite

La Société verse aux employés au moment de leur retraite une somme équivalant à la moitié des jours de congé de maladie accumulés et non utilisés au 31 mars 1981, plus un crédit de cinq jours pour chaque année de service après cette date, au salaire en vigueur au moment de la retraite. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel ces jours ont été acquis par les employés.

3. Changement de fin d'exercice

Au cours de 1984, le Conseil d'administration, avec l'approbation du Gouverneur général en conseil, a autorisé le changement de fin d'exercice de la Société du 31 mars au 31 décembre. Par suite de cette modification, les états financiers présents portent sur la période de 9 mois terminée le 31 décembre 1984. Les chiffres comparatifs couvrent l'exercice de 12 mois terminé au 31 mars 1984.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 DÉCEMBRE 1984—*Suite*

4. Immobilisations

a) Les immobilisations se ventilent comme suit:

	31 décembre 1984			31 mars 1984
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur nette	Valeur nette
	(en milliers de dollars)			
Terrains	4,965		4,965	4,927
Bâtiments et améliorations locatives	48,458	14,901	33,557	28,284
Mobilier	9,750	4,398	5,352	5,016
Câbles	135,707	59,494	76,213	56,940
Équipement terminal, de transmission et de commutation	191,365	93,099	98,266	91,039
Secteur spatial du système international à satellites (Intelsat-Inmarsat)	40,990	26,825	14,165	16,026
Autres installations et équipements	27,925	16,687	11,238	10,740
Constructions en cours	87,774		87,774	119,221
	546,934	215,404	331,530	332,193

b) Les immobilisations détenues intégralement par la Société ou en copropriété avec d'autres sociétés exploitantes de télécommunications s'établissent comme suit:

	31 décembre 1984			31 mars 1984
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur nette	Valeur nette
	(en milliers de dollars)			
Propriété intégrale	319,369	122,281	197,088	196,325
Copropriété (part de la Société)	227,565	93,123	134,442	135,868
	546,934	215,404	331,530	332,193

c) Les durées utiles prévues pour chacune des principales catégories d'immobilisations aux fins du calcul de l'amortissement sont les suivantes:

	Nombre d'années
Bâtiments	25 – 40
Améliorations locatives	selon la durée des baux
Mobilier	8 – 10
Câbles	20 – 28
Équipement terminal, de transmission et de commutation	1 – 15
Secteur spatial du système international à satellites (Intelsat-Inmarsat)	6 – 12
Autres installations et équipements	1 – 25

d) Au 31 décembre 1984, les constructions en cours comprenaient un montant de $40,280,000 ($35,471,900 au 31 mars 1984) pour le secteur spatial du système international à satellites (Intelsat-Inmarsat).

e) Au 31 décembre 1984, la part que la Société détenait dans Intelsat s'élevait à 2,980056 pour cent (2,981573 pour cent au 31 mars 1984) et sa part dans Inmarsat s'élevait à 2,56864 pour cent (2,57122 pour cent au 31 mars 1984).

5. Frais reportés

Les frais reportés non amortis comprennent les éléments suivants:

	31 décembre 1984	31 mars 1984
	(en milliers de dollars)	
Pertes sur change non matérialisées ayant trait à la dette à long terme	2,380	1,171
Frais d'engagements financiers reliés au projet ANZCAN		210
Coût de raccordement de la station des Laurentides		47
	2,380	1,428
Moins: portion à court terme comprise dans les frais payés d'avance		257
	2,380	1,171

6. Dette à long terme

Au 31 décembre 1984, la dette à long terme de la Société était constituée de prêts du gouvernement du Canada portant intérêt à des taux allant de 3½ pour cent à 5¾ pour cent, et de montants dus aux entrepreneurs généraux pour la construction du câble sous-marin ANZCAN portant intérêt au taux de 8¾ pour cent payables en livres sterling et en dollars américains.

Selon les ententes conclues avec les deux entrepreneurs généraux du projet ANZCAN, 15 pour cent des coûts ont été versés par la Société selon l'état d'avancement des travaux et le paiement du solde est réparti sur une période de 17 semestres ayant débuté à la fin des travaux. D'après les dispositions de l'une des ententes, les paiements de la Société à l'entrepreneur général sont garantis au moyen de traites tirées par ce dernier et acceptées par la Société.

Comme le mentionne la note 10b), la Société a passé des contrats de change à terme pour se protéger contre les fluctuations de la livre sterling. L'effet de cette couverture a été comptabilisée comme un élément de la dette à long terme.

Au 31 décembre 1984, la dette à long terme se détaillait comme suit:

Échéance	Prêts du gouvernement du Canada	Montants dus aux entrepreneurs généraux du projet ANZCAN	Effet des contrats de change à terme	Totaux
	(en milliers de dollars)			
1985	1,329	5,615	2,266	9,210
1986	1,276	5,615	2,303	9,194
1987	759	5,615	2,339	8,713
1988	325	5,615	2,388	8,328
1989	234	5,615	2,443	8,292
1990-98	1,311	19,529	8,984	29,824
	5,234	47,604	20,723	73,561
Portion échéant en deçà d'un an	1,329	5,615	2,266	9,210
	3,905	41,989	18,457	64,351

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 DÉCEMBRE 1984—*Suite*

7. **Autres revenus**

	Période de 9 mois terminée le 31 décembre 1984	Exercice terminé le 31 mars 1984
	(en milliers de dollars)	
Intérêt sur les placements temporaires	10,345	9,502
Provision pour les fonds utilisés pendant la construction	5,001	9,419
Autres intérêts	1,781	1,782
Gain (perte) sur change	3,349	(1,239)
Gain sur la réalisation de placements temporaires	185	
Autres	397	450
	21,058	19,914

8. **Frais financiers**

	Période de 9 mois terminée le 31 décembre 1984	Exercice terminé le 31 mars 1984
	(en milliers de dollars)	
Intérêt sur la dette à long terme	3,444	3,478
Autres intérêts	825	1,065
Amortissement des frais d'engagements financiers reliés au projet ANZCAN	210	358
	4,479	4,901

9. **Impôt sur le revenu**

Téléglobe Canada est assujettie à l'impôt fédéral sur le revenu.

L'impôt sur le revenu reporté résulte principalement du décalage temporaire entre l'imputation comptable et la déduction fiscale de l'amortissement des immobilisations.

La dépense d'impôt sur le revenu se détaille comme suit:

	Période de 9 mois terminée le 31 décembre 1984	Exercice terminé le 31 mars 1984
	(en milliers de dollars)	
Montant exigible	28,026	29,523
Montant reporté	3,399	8,652
	31,425	38,175

10. **Engagements**

a) **Constructions en cours**

Au 31 décembre 1984, le coût estimatif pour effectuer les travaux de construction prévus et en cours s'élevait à environ $122,800,000, dont $38,100,000 pour l'exercice qui se terminera le 31 décembre 1985. Au 31 décembre 1984, les engagements contractuels s'élevaient à environ $17,230,000.

b) Contrats de change à terme

Dans le cadre de la participation de la Société au projet ANZCAN, la Société doit verser des montants à un entrepreneur général en livres sterling.

Afin de se protéger contre les fluctuations de la livre sterling, la Société a passé des contrats de change à terme avec deux banques à charte canadiennes pour acheter un total de 44,678,000 livres sterling. Le solde des montants visés par ces contrats, qui ont pour but de couvrir les coûts de construction et les intérêts, est réparti comme suit:

Échéances	Livres sterling	Dollars américains
	(en milliers)	
1985	6,624	10,754
1986	5,769	9,421
1987	5,459	8,964
1988	5,151	8,522
1989	4,842	8,079
1990-93	14,514	24,657
	42,359	70,397

Aux taux en vigueur le 31 décembre 1984, la valeur d'échange de 42,359,000 livres sterling couverte en dollars américains était de 48,988,000 dollars américains.

c) Baux à long terme

La Société a signé des baux à long terme pour la location d'installations et d'immeubles. Le loyer minimum global annuel qui sera versé au cours des prochains exercices s'établit comme suit:

	(en milliers de dollars)
1985	15,330
1986	13,633
1987	12,994
1988	12,552
1989	7,862
1990-94	11,787

Les coûts de location d'installations et d'immeubles imputés aux résultats de la période de 9 mois terminée le 31 décembre 1984 se chiffraient à $11,026,000 ($15,467,000 pour l'exercice terminé le 31 mars 1984).

d) Entente avec le ministère des Transports

En vertu d'une entente convenue entre le ministère des Transports et la Société, celle-ci affrète le câblier brise-glaces John Cabot de la Garde côtière canadienne et s'engage à rembourser les coûts en fonction de l'utilisation qu'elle fait du navire. Cette entente peut être annulée sur préavis de douze mois. La Société a engagé une somme de $6,969,000 au cours de la période de 9 mois terminée le 31 décembre 1984 ($6,271,000 pour l'exercice terminé le 31 mars 1984) en vertu de cette entente.

e) Engagements d'Intelsat et d'Inmarsat

Au 31 décembre 1984, la participation de la Société aux engagements d'Intelsat et d'Inmarsat s'élevait respectivement à $40,372,000 et $4,974,000 selon les états financiers de ces organismes au 31 décembre 1984.

TÉLÉGLOBE CANADA—*Fin*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 DÉCEMBRE 1984—*Fin*

11. Éventualités

a) Indemnités de retraite

Avant le 1er novembre 1974, la Société prévoyait une assurance-vie qui entrait en vigueur lorsque les employés prenaient leur retraite. À cette date, ce régime a été remplacé par un autre qui prévoit une indemnité de retraite pour tous les employés qui étaient alors à son service. Le coût de ce régime est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel les versements sont effectués. Au 31 décembre 1984, la somme totale que la Société aurait dû verser si tous les employés admissibles avaient pris leur retraite à cette date s'élevait à $1,738,000 ($1,821,000 au 31 mars 1984).

b) Montant estimatif dû aux membres de la CTO

La Société a signé la fin de l'Accord financier de 1973 de la Commonwealth Telecommunications Organisation (CTO) au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1984. Cet accord prendra légalement fin, rétroactivement au 31 mars 1983, lorsque les gouvernements de tous les 26 pays membres auront complété les formalités pour la signature de la fin de l'entente. Cependant, les comptes des membres signataires de l'Accord n'ont été réglés de façon définitive que jusqu'au 31 mars 1981. Pour les exercices n'ayant fait l'objet d'aucune répartition finale, la Société a inscrit à son passif la partie des montants provisoires reçus qu'elle estime devoir rembourser au moment des répartitions finales. Le résultat éventuel des règlements finals des comptes de ces exercices pourrait cependant différer des montants estimés.

12. Privatisation annoncée de la Société

Le ministre de l'Expansion industrielle régionale a annoncé le 30 octobre 1984 l'intention du gouvernement du Canada de vendre la Société au secteur privé. Le processus de la privatisation et le prix de vente éventuel ne peuvent être déterminés au moment de la préparation des présents états financiers.

PAGE RÉCAPITULATIVE

URANIUM CANADA, LTÉE

MANDAT

Négocier, exécuter et remplir les accords pour l'achat, le stockage et la vente de concentrés d'uranium, et exercer toutes les activités qui y sont nécessaires ou qui s'y rattachent.

ANTÉCÉDENTS

La société a accumulé 24 millions de livres d'oxyde d'uranium et en a vendu une partie aux entreprise d'électricité à l'étranger. Les derniers stocks (14.5 millions de livres) ont été confiés à Eldorado Nucléaire Limitée en 1981.

Le Parlement a autorisé la dissolution de la société, par l'adoption du projet de loi C-60.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	580, rue Booth Ottawa (Ontario) K1A 0E4
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Patricia Carney, c.p., député
MINISTÈRE	Énergie, Mines et Ressources
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	Lettres patentes obtenues le 21 juin 1971 en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes*; maintien en activité en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*, le 4 novembre 1980
PREMIER DIRIGEANT	G.M. MacNabb
PRÉSIDENT	Poste vacant
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF La société n'a que des avoirs négligeables et est inactive.

URANIUM CANADA, LIMITÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE PAT CARNEY, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES RESSOURCES

J'ai vérifié le bilan de Uranium Canada, Limitée au 31 décembre 1984. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1984 selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connais-s[illegible] au cours de ma vérification de l'état financier ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements à la charte et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le vérificateur général du Canada
D. L. MEYERS, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 21 mars 1985

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1984

ACTIF	1984	1983	AVOIR DU CANADA	1984	1983
	$	$		$	$
			Capital-actions		
			Autorisé et émis		
Encaisse	9	9	1,000 actions sans valeur au pair	9	9
	9	9		9	9

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
G. M. MacNABB

Administrateur
H. B. MERLIN

URANIUM CANADA, LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT FINANCIER DU 31 DÉCEMBRE 1984

1. Objectif de la société

La société a pour objectif de négocier, de conclure et d'exécuter des ententes concernant l'achat, le stockage et la vente de concentrés d'uranium, et de se procurer tous les moyens d'action nécessaires ou accessoires à ces fins, sous réserve de l'approbation du Gouverneur en conseil. Depuis que les stocks généraux d'uranium ont été transférés à l'Eldorado Nucléaire, Limitée en 1981, la société n'a effectué aucun achat et aucune vente; il n'y a donc pas eu de revenus et de dépenses, et, en conséquence, aucun état des résultats n'a été présenté.

2. L'objectif de la société pour 1985

L'objectif de la société, tel que proposé dans le plan d'entreprise de l'Uranium Canada, Limitée pour la période s'échelonnant de 1985 à 1989, vise à compléter les arrangements pour liquider les affaires de la société. Il n'existe aucune demande prévisible pour l'acquisition et le stockage de concentrés d'uranium de la part du gouvernement fédéral qui pourrait justifier la continuation des activités de la société. Le plan d'entreprise a été approuvé par le Gouverneur général en conseil le 21 décembre 1984 (C.P. 1984-4163). Le Parlement doit donner son approbation à la loi nécessaire pour dissoudre la société.

3. Services fournis à titre gratuit

Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources fournit à l'Uranium Canada, Limitée des services administratifs à titre gratuit; la valeur de ces services n'est pas inscrite dans le présent état financier.

PAGE RÉCAPITULATIVE

VIA RAIL CANADA INC.

MANDAT

Gérer les services de transport ferroviaire des voyageurs au Canada, de manière à ce qu'ils soient efficients, efficaces et économiques.

ANTÉCÉDENTS

Conformément aux marchés conclus avec le ministre des Transports, VIA Rail assure des services interurbains, transcontinentaux, régionaux et éloignés de transport ferroviaire des voyageurs en utilisant les chemins de fer du CN et du CP.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	2, Place Ville-Marie Montréal (Québec) H3B 2G6
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Donald F. Mazankowski, c.p., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	12 janvier 1977; *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*; le ministre des Transports a fait l'acquisition de toutes les actions ordinaires de la société, le 1er avril 1978
PREMIER DIRIGEANT	Pierre A.H. Franche
PRÉSIDENT	Lawrence Hanigan
VÉRIFICATEUR	Samson Bélair

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1984	1983	1982	1981
À la fin de l'exercice				
Actif total	749.8	652.4	538.4	401.6
Encaisse et titres à court terme	27.4	157.2	131.3	26.2
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	11.0	19.7
Avoir du Canada	608.8	531.5	383.5	277.7
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	473.5	597.6	534.8	530.9
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

VIA RAIL CANADA INC.

RESPONSABILITÉ DE LA PRÉPARATION ET DE L'EXACTITUDE DES ÉTATS FINANCIERS

La direction de VIA est responsable de la préparation et de l'exactitude des états financiers présentés dans son rapport annuel. Ces états ont été dressés selon des principes comptables généralement reconnus et comprennent nécessairement des montants déterminés d'après la meilleure appréciation que la direction pouvait avoir de la situation. La direction considère que les états traduisent fidèlement la situation financière de VIA et qu'ils exposent exactement les résultats de ses activités.

Pour s'acquitter de sa responsabilité, VIA applique des contrôles et des méthodes comptables internes visant à assurer la fiabilité de l'information financière et à garantir la sécurité de l'actif. Les systèmes de contrôle interne et les livres sont soumis à l'examen des vérificateurs internes et, pendant la vérification des états financiers, à celui du cabinet de comptables agréés Samson Bélair.

Le Comité de vérification du Conseil d'administration se réunit périodiquement avec les vérificateurs internes et externes et avec la direction pour approuver le champ d'application de l'exercice de vérification et évaluer les rapports sur la vérification effectuée. Les états financiers ont été examinés par le Comité de vérification et, comme suite à sa recommandation, approuvés par le Conseil d'administration.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

MONSIEUR LE MINISTRE
DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié les états des résultats et des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière de VIA Rail Canada Inc. de l'exercice clos le 31 décembre 1984 ainsi que son bilan à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1984 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de la situation financière pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Nous déclarons de plus que, à notre avis, les opérations de la Société qui ont été portées à notre connaissance au cours de notre vérification ont été effectuées, à tous égards d'importance, en conformité avec la Partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, la charte et les règlements administratifs de la Société et les instructions qui ont été données à la Société.

Comptables agréés
SAMSON BÉLAIR

Montréal, Canada
le 4 février 1985

BILAN AU 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Actif à court terme		
Encaisse et valeurs négociables à court terme	27,387	157,157
Débiteurs	9,588	9,329
Avances sur contrats (note 3)	8,432	22,680
À recevoir du gouvernement du Canada	113,765	18
Inventaire et fournitures	9,089	909
	168,261	190,093
Actif à long terme		
Installations et matériel (note 4)	570,452	450,461
Frais reportés (note 2f)	11,123	11,827
	581,575	462,288
	749,836	652,381

	1984	1983
Passif à court terme		
Créditeurs et frais courus	131,903	112,834
Produits reportés	2,873	2,977
	134,776	115,811
Passif à long terme		
Impôts sur le revenu reportés	6,249	5,033
	6,249	5,033
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (note 5)	9,300	9,300
Surplus d'apport (note 6)	592,829	517,129
Bénéfices non répartis	6,682	5,108
	608,811	531,537
	749,836	652,381

Signé au nom du Conseil:

Administrateur et Président du Comité de vérification
JACK WIEBE

Administrateur et Président du Conseil
HAROLD A. RENOUF

VIA RAIL CANADA INC.—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Produits		
Recettes services voyageurs	177,041	173,325
Recettes services sous contrats (note 11b)	397,796	451,200
Autres	24,046	21,188
	598,883	645,713
Charges		
Frais d'exploitation et de maintenance (notes 1b, 2b et 11b)	356,847	418,314
Frais afférents aux services à la clientèle et aux services de soutien	153,661	137,063
Frais généraux et frais d'administration	51,653	60,449
Amortissements	33,932	26,700
	596,093	642,526
Bénéfice avant impôts sur le revenu	2,790	3,187
Provision pour impôts sur le revenu reportés	1,216	1,565
Bénéfice net	1,574	1,622
Bénéfices non répartis		
Solde au début de l'exercice	5,108	3,486
Solde à la fin de l'exercice	6,682	5,108

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Provenance des fonds		
Exploitation		
Bénéfice net de l'exercice	1,574	1,622
Éléments n'exigeant aucun mouvement de fonds		
Amortissements	33,932	26,700
Impôts sur le revenu reportés	1,216	1,565
Perte découlant de la mise au rancart d'éléments d'actif	430	6,167
Fonds de roulement provenant de l'exploitation	37,152	36,054
Avances en capital du gouvernement du Canada	75,700	146,440
Avance sur contrat		15,775
	112,852	198,269
Utilisation des fonds		
Acquisition d'installations et de matériel	149,216	129,454
Frais reportés	4,433	5,678
Remboursement de la dette à long terme		2,175
	153,649	137,307
Augmentation (diminution) du fonds de roulement	(40,797)	60,962
Fonds de roulement au début de l'exercice	74,282	13,320
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	33,485	74,282

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1984

1. Contrats d'exploitation

   a) Contrat d'exploitation de services ferroviaires voyageurs

   La Société a passé un contrat avec le gouvernement du Canada en vertu duquel la Société s'engage à fournir les services et à exercer les activités nécessaires pour rendre, gérer et exploiter des services ferroviaires voyageurs au Canada.

   Le contrat prévoit également la conclusion d'ententes relatives aux demandes de service complémentaire, entre le ministre des Transports et la Société à l'égard de certains services ferroviaires voyageurs interurbains.

   b) Compagnie des Chemins de fer Nationaux du Canada et Canadien Pacifique Limitée

   La Société a conclu des contrats d'exploitation avec les chemins de fer, selon lesquels les chemins de fer permettent à la Société d'utiliser leurs voies et installations et s'engagent à fournir le personnel nécessaire au fonctionnement des trains et à assurer l'entretien et la remise en état du matériel roulant.

   Les coûts relatifs à ces contrats compte non tenu des dépenses en capital se sont élevés à $341,739,000 pour l'exercice 1984 ($390,092,000 en 1983); ces coûts sont compris dans les frais d'exploitation et de maintenance.

2. Énoncé des principales conventions comptables

   a) Comptabilisation des produits

   Les recettes provenant des services voyageurs sont comptabilisées lorsque le service a été rendu. Les recettes provenant des services sous contrats sont comptabilisées lorsqu'elles sont réalisées et sur une base d'estimation.

   b) Coût d'exploitation et de remise en état

   Les charges à payer aux chemins de fer contractants en vertu des contrats d'exploitation sont comptabilisées selon les frais engagés et estimés.

   Ces dépenses peuvent être redressées par la Commission canadienne des transports par suite de la révision des coûts réels engagés à chaque année par les parties intéressées.

   c) Inventaire et fournitures

   L'inventaire et les fournitures sont évalués au plus bas du coût, déterminé selon la méthode de l'épuisement successif et de la valeur de remplacement.

   d) Installations et matériel

   Comptabilisés au prix coûtant et comprennent la capitalisation des coûts de remise en état et de réfection du matériel roulant engagés pour la première fois dans le but d'améliorer et de prolonger la durée d'utilisation de ces éléments d'actif. À l'exception des réparations importantes, les frais de remise en état du matériel roulant engagés pour la deuxième fois, sont imputés à l'exploitation. Ces derniers frais s'élèvent pour le présent exercice à $18,834,000 ($17,125,000 en 1983) et sont compris dans les frais d'exploitation et de maintenance.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1984—*Suite*

e) Amortissement

L'amortissement du matériel roulant est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire à des taux déterminés pour en répartir le coût sur la durée probable d'utilisation. Le matériel roulant est amorti sur une période de huit à trente ans.

L'amortissement des gares et autres immobilisations est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les périodes d'amortissement varient de trois à dix ans.

L'amortissement du mobilier et du matériel de bureau est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois à vingt ans.

Les améliorations locatives et de l'infrastructure sont amorties sur la durée des baux ou d'après la durée probable d'utilisation, selon le cas. Les périodes d'amortissement varient de quatre à trente-huit ans.

Les projets en voie de réalisation ne font pas l'objet d'amortissement.

f) Frais reportés

Les frais reportés représentent principalement les coûts engagés à l'égard de l'élaboration de systèmes informatiques, le plus important étant un système automatisé de réservation et de billetterie. Ces coûts sont amortis sur une période de trois à sept ans. L'amortissement accumulé des frais reportés s'est élevé à $21,895,000 ($17,456,000 en 1983).

g) Régimes de retraite

Les charges au titre des services courants sont imputées à l'exploitation, et des provisions sont constituées au fur et à mesure qu'elles deviennent exigibles.

Les charges au titre des services passés sont imputées à l'exploitation et les cotisations sont versées en montants annuels couvrant le capital et les intérêts sur des périodes n'excédant pas vingt-cinq ans.

h) Impôts sur le revenu

La Société comptabilise ses impôts sur le revenu selon la méthode du report d'impôts. Selon cette méthode, les provisions pour impôts sur le revenu reportés sont établies en fonction du revenu comptabilisé dans les états financiers, et les impôts relatifs aux écarts temporaires qui surviennent entre le moment où l'on tient compte des revenus aux fins comptables et aux fins fiscales, sont reportés.

3. Avances sur contrats

Les avances sur contrats sont constituées de dépôts à l'égard de dépenses en immobilisations devant être engagées pour la construction d'installations de maintenance, l'amélioration de l'infrastructure et l'achat de matériel roulant.

4. Installations et matériel

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Terrains	365	365
Matériel roulant	357,545	336,121
Gares et autres immobilisations	3,245	2,790
Mobilier et matériel de bureau	16,114	12,013
Améliorations locatives et de l'infrastructure	33,057	18,110
	410,326	369,399
Amortissements accumulés	86,048	57,485
	324,278	311,914
Projets en voie de réalisation	246,174	138,547
	570,452	450,461

5. Capital-actions

	1984	1983
	(en milliers de dollars)	
Autorisé		
Nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale		
Émis et entièrement payé		
93,000 actions ordinaires	9,300	9,300

6. Surplus d'apport

Le surplus d'apport est constitué d'avances reçues ou à recevoir du gouvernement du Canada, pour des dépenses en immobilisations.

7. Engagements

Au 31 décembre 1984, la Société avait des engagements d'environ $34,007,000 surtout à l'égard de l'achat d'installations et de matériel.

8. Baux

La Société a des engagements relatifs à des baux sur des immeubles et à la location de matériel et de services informatiques. Ces engagements annuels minimums s'établissent comme suit:

	(en milliers de dollars)
1985	13,908
1986	13,944
1987	9,021
1988	7,183
1989	6,276
1990 et ultérieurement	97,217
	147,549

9. Régimes de retraite

La Société a des régimes de retraite auxquels participent tous ses employés permanents et en vertu desquels ceux-ci ont droit, à l'âge de la retraite, à des prestations fondées sur la rémunération et les années de service. Une évaluation actuarielle des régimes de retraite a été effectuée en date du 31 décembre 1983. Selon l'évaluation actuarielle, la dette non capitalisée relative aux prestations au titre des services passés est évaluée à $20,202,000 en date du 31 décembre 1984 ($33,512,000 en 1983). Les charges des régimes de retraite imputées aux résultats s'élèvent à $15,936,000 pour l'exercice ($11,507,000 en 1983) incluant des charges pour services passés de $11,589,000 ($7,597,000 en 1983).

10. Opérations entre apparentés

VIA Rail Canada Inc. est une société de la Couronne dont toutes les actions émises sont détenues par le gouvernement du Canada.

Dans le cours normal des affaires, la Société s'est engagée par contrat à recevoir des services d'autres sociétés de la Couronne, qui se sont chiffrés en 1984 à $300,368,000 ($328,648,000 en 1983). Au 31 décembre 1984, les sommes à verser à ces sociétés de la Couronne s'élevaient à $14,460,000 ($12,721,000 en 1983).

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1984—*Fin*

11. Reclassement

a) Certains chiffres de l'exercice 1983 ont été reclassés afin de les adapter à la présentation adoptée en 1984.

b) Les chiffres de 1984 apparaissant à l'état des résultats tiennent compte de révisions apportées à certaines estimations portant sur les charges des sociétés ferroviaires. La révision de ces estimations est la conséquence directe des renseignements supplémentaires obtenus durant l'exercice écoulé. Ces révisions ont donné lieu, pour 1984, à des réductions de charges de $21,021,000 et à une diminution correspondante de $21,021,000 pour les recettes de services sous contrats. Si en 1983, de telles révisions avaient été comptabilisées aux résultats de l'exercice courant, conformément au traitement accordé en 1984, les charges de 1983 seraient diminuées de $27,891,000 et les recettes de services sous contrats seraient diminuées de $27,891,000.

12. Éventualité

Lors de la vérification des déclarations d'impôt de la corporation pour les exercices financiers terminés le 31 décembre 1979, 1980 et 1981, Revenu Canada, lors de discussions avec la direction, a adopté la position que les montants reçus du Gouvernement du Canada inclus au surplus d'apport (note 6), constituent une forme d'aide et devraient, selon la Loi de l'impôt sur le revenu, être appliqué en réduction du coût en capital des éléments d'actifs acquis.

Cette position engendrerait un passif d'impôt additionnel estimé approximativement à 52 millions de dollars pour toutes les années fiscales jusqu'au 31 décembre 1984. De ce montant, environ 18 millions de dollars serait attribuable à 1984 et environ 14 millions de dollars à 1983.

Étant donné la position d'actionnaire unique qu'a le gouvernement, la direction de la corporation est d'avis que les montants en question représentent des versements de capitaux et qu'en conséquence, ces montants ont été correctement comptabilisés à titre de surplus d'apport, selon les principes comptables généralement reconnus. Ce point de vue a été appuyé par les conseillers juridiques spéciaux.

Aucun avis de recotisation n'a été émis par Revenu Canada. La direction de la corporation maintient fermement son opinion que les déclarations d'impôt de la corporation, telles que produites, sont correctes. En conséquence, aucune provision n'a été prise dans les livres de la corporation pour refléter toute autre position que celle de continuer à traiter les versements de capitaux comme du surplus d'apport.

13. Événements subséquents

a) La corporation a conclu des ententes contractuelles (note 1b) avec les compagnies de chemins de fer. Les frais découlant de ces ententes sont sujet à être redressés (note 2b) par la Commission canadienne des Transports, suite à une révision des coûts réels engagés.

La direction a été avisée le 31 janvier 1985 par la Commission canadienne des Transports que le niveau d'ajustement recommandé relativement à ces frais pour l'année 1983 fera l'objet d'un rapport le 31 mars 1985. Jusqu'à présent aucun chiffre ferme n'est disponible pour évaluer le montant final de ces frais. Tout ajustement résultant de cette révision sera comptabilisé à l'état des résultats au cours de la période où la situation aura été résolue.

b) Le 15 janvier 1985, le ministre des Transports du Canada a annoncé la décision de laisser à VIA Rail Canada Inc. son autonomie de société de la Couronne distincte et de la doter d'un mandat spécifique défini par voie législative.

Le Ministre a réaffirmé l'intention du gouvernement d'améliorer les services ferroviaires voyageurs au Canada. À cet égard, il a annoncé le rétablissement de six liaisons ainsi que certaines mesures destinées à renouveler le parc de matériel roulant de la Société.

La direction est convaincue que ces mesures auront une incidence sur les résultats d'exploitation et sur la situation financière de la Société. Cependant, il est impossible pour l'instant d'en évaluer avec certitude l'importance.

4.2

ÉTATS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES EXEMPTES

BANQUE DU CANADA

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Nous avons vérifié l'état de l'actif et du passif de la Banque du Canada au 31 décembre 1984, ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Banque au 31 décembre 1984, ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon l'énoncé ci-joint des principales conventions comptables, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

THORNE RIDDELL
RAYMOND, CHABOT, MARTIN, PARÉ & ASSOCIÉS

Ottawa, Canada
le 14 janvier 1985

ÉTAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF
AU 31 DÉCEMBRE 1984
(avec chiffres comparatifs pour 1983)
(en milliers de dollars)

ACTIF	1984	1983
Dépôts payables en devises étrangères		
Devises américaines	183,699	305,045
Autres devises	3,320	4,068
	187,019	309,113
Avances aux membres de l'Association canadienne des paiements	50,000	25,000
Placements, à leurs valeurs amorties (note 2)		
Bons du Trésor du Canada	3,483,072	2,762,816
Autres valeurs mobilières émises ou garanties par le Canada, échéant dans les trois ans	4,654,031	4,575,975
Autres valeurs mobilières émises ou garanties par le Canada, n'échéant pas dans les trois ans	9,015,242	9,687,675
Autres placements	476,448	274,070
	17,628,793	17,300,536
Immeubles de la Banque (note 3)	93,324	85,420
Chèques tirés sur les membres de l'Association canadienne des paiements	531,524	2,210,625
Intérêts courus sur placements	401,189	431,505
Solde des recouvrements et des paiements en cours de règlement		
Gouvernement du Canada (montant net)	36,318	312,571
Autres éléments d'actif	5,470	5,742
	18,933,637	20,680,512

PASSIF	1984	1983
Capital versé (note 4)	5,000	5,000
Fonds de réserve (note 5)	25,000	25,000
Billets en circulation	15,236,012	14,163,088
Dépôts		
Gouvernement du Canada	54,950	90,407
Banques à charte	2,772,117	3,446,392
Autres membres de l'Association canadienne des paiements	36,585	146,805
Autres dépôts	230,291	149,459
	3,093,943	3,833,063
Passif payable en devises étrangères		
Gouvernement du Canada	12,642	82,925
Autres	25	24
	12,667	82,949
Chèques de la Banque du Canada non compensés	552,701	2,566,286
Autres éléments de passif	8,314	5,126
	18,933,637	20,680,512

Voir notes complémentaires aux états financiers.

Le Gouverneur
G. K. BOUEY

Le Comptable en Chef
A. C. LAMB

BANQUE DU CANADA—*Fin*

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1984
(avec chiffres comparatifs pour 1983)
(en milliers de dollars)

	1984	1983
Revenus		
Revenus de placements et d'autres sources après déduction des intérêts payés sur les dépôts, soit $6,724 ($2,493 en 1983)	1,981,564	1,861,559
Dépenses		
Traitements[1]	51,762	47,588
Contributions aux régimes de retraite et d'assurance du personnel[2]	6,516	6,033
Autres frais de personnel[3]	1,871	1,529
Honoraires des administrateurs	98	87
Honoraires et frais des vérificateurs	338	319
Impôts municipaux et taxes d'affaires	7,146	6,535
Coût des billets de banque	26,408	27,086
Informatique	3,845	4,687
Entretien des immeubles—Après déduction des revenus de location[4]	10,827	8,790
Impression des publications	568	563
Autres travaux d'impression et fournitures de bureau	1,927	1,532
Postes et messageries	1,785	1,607
Télécommunications	1,668	1,574
Déplacements et mutations	1,871	1,524
Autres dépenses	1,223	1,005
	117,853	110,459
Amortissement des bâtiments et de l'équipement	11,526	6,899
	129,379	117,358
Revenu net versé au compte du Receveur général du Canada (note 5)	1,852,185	1,744,201

(Voir notes complémentaires aux états financiers).

[1] Traitements y compris le temps supplémentaire des employés autres que ceux affectés à l'entretien des immeubles. Le nombre d'années-employés utilisées (y compris le temps supplémentaire et les heures de travail fournies par les surnuméraires et les employés à temps partiel) a été de 2,129 en 1984 comparé à 2,078 en 1983.

[2] Contributions aux régimes de retraite et d'assurance des employés, sauf ceux affectés à l'entretien des immeubles.

[3] Les autres frais de personnel comprennent les frais d'exploitation des cafétérias, les gratifications de départ à la retraite, les frais de formation professionnelle et des services médicaux.

[4] Les frais d'entretien des immeubles comprennent l'entretien des bâtiments et de l'équipement ainsi que les frais de personnel connexes.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 1984

1. Principales conventions comptables

La présentation des états financiers de la Banque satisfait aux exigences de la Loi sur la Banque du Canada et de ses statuts administratifs en matière de comptabilité et de divulgation. Les principales conventions comptables de la Banque sont énumérées ci-dessous:

a) Revenus et dépenses

Les revenus et les dépenses ont été comptabilisés selon la méthode d'exercice.

b) Placements

Les placements, qui consistent surtout en bons du Trésor et en obligations du gouvernement du Canada, sont inscrits au prix coûtant ajusté de l'amortissement de l'escompte ou de la prime à l'achat. Cet amortissement ainsi que les gains ou pertes sur disposition de ces placements sont imputés aux revenus.

c) Conversion des devises étrangères

Les éléments de l'actif et du passif en devises étrangères ont été convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les gains ou les pertes sur la conversion des devises étrangères et les opérations qui s'y rapportent sont imputés aux revenus.

d) Immeubles de la Banque

Les immeubles de la Banque, qui comprennent les terrains, les bâtiments et l'équipement, sont inscrits à leur coût moins l'amortissement accumulé. L'amortissement est inscrit selon la méthode du solde dégressif aux taux annuels suivants:

Bâtiments	5%
Équipement informatique	35%
Autre équipement	20%

2. Placements

Les placements incluent $40,102,870 de valeurs mobilières du gouvernement du Canada ($220,587,546 en 1983) qui sont détenues en vertu de conventions d'achat et de revente.

3. Immeubles de la Banque

	1984			1983
	Coût	Amortissement accumulé	Net	Net
	(en milliers de dollars)			
Terrains et bâtiments	112,876	46,481	65,395	66,449
Équipement informatique	16,764	8,771	7,993	8,274
Autre équipement	22,095	13,760	8,335	6,051
	151,735	69,012	82,723	80,774
Projets en cours	10,601		10,601	4,646
	162,336	69,012	93,324	85,420

4. Capital versé

La Banque a un capital-actions autorisé de $5,000,000 réparti en 100,000 actions d'une valeur nominale de $50 chacune. Les actions ont été payées intégralement et, conformément à la Loi sur la Banque du Canada, elles ont été émises au nom du ministre des Finances qui les détient pour le compte du Canada.

5. Fonds de réserve

Le fonds de réserve établi en vertu de la Loi sur la Banque du Canada représente la réserve générale de la Banque. Conformément à cette loi, le fonds de réserve a été accumulé au moyen de prélèvements sur le revenu net de la Banque jusqu'à ce qu'il eût atteint, en 1955, le montant maximum stipulé, soit $25,000,000. Depuis, la totalité du revenu net est versée au Receveur général du Canada.

6. Passif éventuel

La Banque du Canada a convenu avec la Banque des règlements internationaux de participer à une initiative internationale dont le but est de fournir des facilités de crédit au Fonds monétaire international. En vertu de cet accord, qui expire en septembre 1987, l'engagement éventuel de la Banque se limite aux dépôts effectués au besoin auprès de la Banque des règlements internationaux pour le financement des prêts accordés en vertu de cette initiative. Le passif éventuel de la Banque au 31 décembre 1984 s'élève à $81,216,065. Le montant maximum pour lequel la Banque s'est engagée en vertu de l'accord en question est de 180,000,000 de DTS ($233,197,738 au taux de change en vigueur le 31 décembre 1984).

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE CENTRE DE RECHERCHES POUR LE
DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
ET
LE TRÈS HONORABLE CHARLES JOSEPH CLARK, C.P., DÉPUTÉ
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES

J'ai vérifié le bilan du Centre de recherches pour le développement international au 31 mars 1985 ainsi que les états des résultats, de l'avoir du Canada et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Centre au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 14 juin 1985

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Encaisse	467,781	292,165
Placements (note 3)	14,768,861	16,379,708
Débiteurs	444,586	685,257
Frais payés d'avance	827,819	661,244
	16,509,047	18,018,374
Dépôts recouvrables	435,329	182,806
Immobilisations (note 4)	3,350,611	3,501,636
	20,294,987	21,702,816

PASSIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus (note 5)	9,453,247	10,736,463
Fonds pour les contrats de recherches	268,100	387,985
Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition	69,903	58,966
	9,791,250	11,183,414
À long terme		
Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition (note 6)	275,331	345,233
Indemnités courues de cessation d'emploi	2,199,784	2,255,458
	2,475,115	2,600,691
	12,266,365	13,784,105
AVOIR		
Avoir du Canada	8,028,622	7,918,711
	20,294,987	21,702,816

Approuvé:

Le Contrôleur général et Trésorier
V. G. JORSSEN

Le Président
IVAN L. HEAD

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Dépenses		
Recherches en développement		
Subventions de projets	42,698,341	35,028,345
Projets du Centre	6,192,636	6,470,802
	48,890,977	41,499,147
Activités reliées à la recherche		
Élaboration et financement de projets	4,543,729	3,197,026
Diffusion de l'information	1,975,359	1,839,571
Bibliothèque spécialisée en recherche en développement	1,212,198	1,138,760
	7,731,286	6,175,357
Aide à la recherche opérationnelle		
Assistance technique	10,675,987	8,704,415
Bureaux régionaux et de liaison	4,456,076	3,477,706
Gestion des divisions	3,997,117	3,376,809
	19,129,180	15,558,930
Contrats de recherches	494,900	436,935
Total des dépenses de recherches et de soutien (annexe 1)	76,246,343	63,670,369
Dépenses d'administration (annexe 2)	8,303,128	6,940,920
	84,549,471	70,611,289
Revenus		
Subvention du Parlement du Canada	81,000,000	67,400,000
Intérêt sur placements et autres revenus	3,164,482	2,638,579
Contrats de recherches	494,900	436,935
	84,659,382	70,475,514
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus)	109,911	(135,775)

ÉTAT DE L'AVOIR DU CANADA
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Avoir au début de l'exercice	7,918,711	8,054,486
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus)	109,911	(135,775)
Avoir à la fin de l'exercice	8,028,622	7,918,711

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Provenance des fonds		
Exploitation		
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus)	109,911	(135,775)
Postes n'impliquant aucun mouvement de fonds		
Amortissement	875,896	645,832
Radiation du logiciel	358,378	
Indemnités de cessation d'emploi	250,893	200,514
(Gain) perte lors de l'aliénation d'immobilisations	(52,333)	365
	1,542,745	710,936
Produit de l'aliénation d'immobilisations	83,820	15,099
Augmentation des postes à court terme exception faite de l'encaisse et des placements		2,286,133
Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition		366,574
	1,626,565	3,378,742
Utilisation des fonds		
Diminution des postes à court terme exception faite de l'encaisse et des placements	1,318,068	
Acquisition d'immobilisations	1,114,735	1,315,196
Paiement d'indemnités de cessation d'emploi	306,568	347,993
Augmentation des dépôts recouvrables	252,523	29,648
Diminution de l'obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition	69,902	21,341
	3,061,796	1,714,178
(Diminution) augmentation des fonds	(1,435,231)	1,664,564
Fonds au début de l'exercice	16,671,873	15,007,309
Fonds à la fin de l'exercice	15,236,642	16,671,873
Constitués comme suit		
Encaisse	467,781	292,165
Placements	14,768,861	16,379,708
	15,236,642	16,671,873

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985

1. Statuts et objectif

Le Centre de recherches pour le développement international est une société sans capital-actions, créée en 1970 par une loi du Parlement du Canada appelée la Loi sur le Centre de recherches pour le développement international. Le Centre a reçu une subvention annuelle du Parlement du Canada en conformité avec les Crédits 60 et 45 du ministère des Affaires extérieures, ceci pour les exercices terminés le 31 mars 1985 et le 31 mars 1984 respectivement.

Le Centre a pour objet d'entreprendre, d'encourager, de soutenir et de poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada et traduisent les conventions suivantes:

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant et sont amorties sur la durée estimative d'utilisation des biens. Les améliorations locatives sont amorties selon la durée des contrats de location respectifs. Les méthodes comptables et les taux annuels prévus pour l'amortissement des immobilisations sont comme suit:

	Méthode	Taux
Ordinateur	Linéaire	20%
Améliorations locatives	Linéaire	6⅔%-33⅓%
Mobilier et matériel de bureau	Solde dégressif	20%
Véhicules	Solde dégressif	30%
Matériel sous location-acquisition	Linéaire	20%

Dépenses de recherches

Certaines dépenses pour la recherche en développement, les activités reliées à la recherche et les contrats de recherches sont imputées aux comptes au moment du déboursé et aux échéances prévues dans les ententes contractuelles. Toute autre dépense pour la recherche est inscrite selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Contrats de recherches

Le Centre a conclu des accords lui permettant d'effectuer des recherches à contrat au nom de plusieurs organismes donateurs. Le Centre comptabilise les revenus des contrats de recherches au moment où les dépenses afférentes sont engagées. Les fonds reçus en sus des dépenses engagées pour les contrats de recherches sont indiqués sous le passif à court terme.

Coût des régimes de retraite

Les employés du Centre participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique fédérale administré par le gouvernement du Canada. L'employé et le Centre doivent cotiser au Régime. Ces cotisations représentent la totalité de la responsabilité du Centre et elles sont comptabilisées sur une base courante.

Impôts sur le revenu

Le Centre est exempt des impôts sur le revenu.

Conversion des devises étrangères

L'actif et le passif monétaires sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. L'actif non monétaire est converti en dollars canadiens au taux de change en vigueur au moment où les transactions sont effectuées. La conversion des devises étrangères en dollars canadiens se fait selon un taux de change moyen qui est très près du taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains et les pertes réalisés lors des opérations de change sont imputés aux résultats de l'exercice courant.

3. Placements

Les placements constituent des dépôts et des billets à court terme et des bons du Trésor, comme suit:

	1985	1984
	$	$
Banques à charte canadiennes	12,194,159	9,448,940
Gouvernements et entreprises gouvernementales	1,084,412	5,949,218
Entreprises commerciales	990,290	981,550
Compagnies hypothécaires et de fiducies	500,000	
	14,768,861	16,379,708

4. Immobilisations

	1985			1984
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
	$	$	$	$
Ordinateur—Matériel et logiciel	1,803,714	719,164	1,084,550	1,245,541
Améliorations locatives	1,775,403	1,072,452	702,951	852,480
Mobilier et matériel de bureau	1,471,662	707,264	764,398	637,476
Véhicules	684,776	271,272	413,504	328,208
Matériel sous location-acquisition	472,794	87,586	385,208	437,931
	6,208,349	2,857,738	3,350,611	3,501,636

Le Centre a radié la fraction non amortie de $239,415 relative aux coûts du logiciel acquis au cours des exercices antérieurs de même que les achats de logiciel de l'exercice courant au montant de $118,963. Les coûts futurs reliés au logiciel seront passés aux dépenses au moment de l'achat. L'amortissement pour l'exercice terminé le 31 mars 1985 s'établit à $875,896 ($645,832 en 1984).

5. Créditeurs et frais courus

	1985	1984
	$	$
Frais courus—Projets	6,475,773	7,491,383
Prestations accumulées de congés annuels et autres congés	1,287,894	1,421,118
Autres	1,689,580	1,823,962
	9,453,247	10,736,463

6. Obligation à long terme en vertu d'un contrat de location-acquisition

Les loyers minimums futurs s'établissent comme suit:

	1985	1984
	$	$
Exercice se terminant le 31 mars		
1985		108,636
1986	108,636	108,636
1987	108,636	108,636
1988	108,636	108,636
1989	108,636	108,636
Total des loyers minimums futurs	434,544	543,180
Moins la somme des intérêts à 13.5%	89,310	138,981
Valeur actuelle de l'obligation	345,234	404,199
Moins la portion à court terme	69,903	58,966
	275,331	345,233

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985—*Fin*

L'obligation en vertu du contrat de location-acquisition est comptabilisée selon un montant égal à la valeur actuelle des paiements minimums au titre du loyer, en utilisant le taux d'intérêt implicite de 13.5% contenu dans le bail.

7. Contrats de location—Exploitation

Le Centre a conclu différents contrats de location de bureaux, de matériel et de logement du personnel tant au Canada que dans plusieurs autres pays. En vertu des contrats de location, les engagements du Centre sont les suivants:

Exercice se terminant le 31 mars	$
1986	2,733,558
1987	2,048,974
1988	766,965
1989	16,300
Autre	
	5,565,797

8. Engagements contractuels—Subventions de projets et élaboration

Le Centre s'est engagé à verser des subventions totalisant $79,400,000 au cours des quatre prochains exercices, à condition que le Parlement du Canada mette les fonds nécessaires à sa disposition et à condition que les récipiendaires se conforment aux modalités de subvention des projets. Le Centre a également offert de façon officielle des subventions à des récipiendaires susceptibles de les recevoir, pour un montant total de $25,300,000; il attend l'acceptation de ces offres.

9. Événement postérieur à la date du bilan

Un recouvrement de $15 millions du Centre a été proposé par le projet budgétaire dont la Chambre des communes a été saisi le 23 mai 1985 par le Ministre des Finances. Cette proposition est l'objet de discussions avec le Gouvernement fédéral.

10. Éventualités

Le Centre est le défendeur dans une poursuite concernant des dommages et des frais que le demandeur prétend avoir subis. La Direction et le Conseiller juridique sont d'avis que le demandeur n'a aucun recours contre le Centre. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers.

DÉPENSES DE RECHERCHES ET DE SOUTIEN POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

ANNEXE 1

	1985					1984
	Recherches en développement	Activités reliées à la recherche	Aide à la recherche opérationnelle	Contrats de recherches	Total	Total
	$	$	$	$	$	$
Programmes						
Sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition	16,171,230	551,041	3,775,770	109,590	20,607,631	17,852,339
Sciences sociales	11,392,867	792,641	3,187,609	74,800	15,447,917	14,286,766
Sciences de l'information	6,780,358	577,572	2,054,305		9,412,235	7,742,052
Sciences de la santé	6,595,751	424,162	1,884,192	75,848	8,979,953	7,308,020
Bourses	3,868,803	134,723	666,848		4,670,374	3,631,499
Programmes de coopération	2,356,322	501,457	947,686		3,805,465	2,375,303
Activités reliées aux programmes						
Bureaux régionaux, de liaison et unité de coordination		633,699	4,553,863		5,187,562	3,965,729
Diffusion de l'information	359,500	1,975,358	1,500,650	48,527	3,884,035	3,274,622
Activités des Programmes spéciaux	1,339,093	569,012		143,229	2,051,334	1,288,851
Bibliothèque spécialisée en recherche en développement		1,212,198			1,212,198	1,138,760
Liaison et relations extérieures	27,053	359,423	558,257	42,906	987,639	806,428
	48,890,977	7,731,286	19,129,180	494,900	76,246,343	63,670,369

DÉPENSES D'ADMINISTRATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

ANNEXE 2

	1985	1984
	$	$
Traitements et prestations	5,448,313	4,623,727
Amortissement	692,153	358,925
Locaux	615,341	515,448
Bureaux et divers	473,652	490,853
Déplacements	457,114	414,663
Réunions des Gouverneurs	246,279	171,286
Services professionnels et spéciaux	198,149	203,285
Télécommunications	111,792	123,850
Intérêts	49,671	23,924
Assurances	10,664	14,959
	8,303,128	6,940,920

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

Nous avons vérifié le bilan de la Commission canadienne du Blé au 31 juillet 1984 ainsi que l'état des résultats d'exploitation de l'exercice 1983-84 pour les comptes de mise en commun des blé, blé dur, avoine, avoine de premier choix, orge et orge de premier choix de la période allant du 1er août 1983 jusqu'à la fin de l'exploitation le 31 octobre 1984, l'état des frais d'administration, des frais généraux et des imputations à l'exploitation de l'exercice terminé le 31 juillet 1984, l'état des versements en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies en date du 31 juillet 1984, et l'état des opérations du compte spécial de l'exercice terminé le 31 juillet 1984. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Commission au 31 juillet 1984 ainsi que les résultats de son exploitation pour les périodes indiquées selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de manière uniforme.

Les vérificateurs
DELOITTE, HASKINS & SELLS

Winnipeg, Canada
le 13 mars 1985

BILAN AU 31 JUILLET 1984
(avec chiffres correspondants de l'exercice précédent)

TABLEAU I

ACTIF	1984	1983
	$	$
Stocks de céréales		
—Blé	1,349,117,354	1,295,013,740
—Blé dur	122,731,578	201,247,589
—Avoine	2,182,761	13,055,599
—Avoine de premier choix	93,890	333,330
—Orge	52,713,112	144,198,070
—Orge de premier choix	7,686,257	18,578,199
	1,534,524,952	1,672,426,527
Lettres de change plus intérêts courus (note 2)	3,202,275,567	2,373,094,258
Comptes débiteurs (note 3)		
Montant à recevoir des agents de la Commission lors de la conclusion des ventes	166,927,017	105,871,073
Divers	30,883,405	33,628,844
Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	7,682,214	18,268,555
Montant à recevoir du Gouvernement du Canada concernant le déficit d'exploitation des comptes de mise en commun		
Orge 1982-83		5,544,235
Immeuble de la Commission canadienne du Blé à Winnipeg, au prix coûtant moins l'amortissement	2,162,188	2,272,326
Wagons-trémies au prix coûtant moins l'amortissement (note 4)	76,161,228	79,507,901
Ameublement des bureaux, matériel et véhicules, au prix coûtant moins l'amortissement	1,004,198	956,898
Frais reportés et frais payés d'avance	8,229,251	5,249,955
	5,029,850,020	4,296,820,572

PASSIF	1984	1983
	$	$
Obligation envers les banques (note 5)	3,162,952,155	2,432,671,670
Débentures à payer (note 6)	65,475,000	61,655,000
Obligation envers les agents concernant les céréales achetées des producteurs (note 7)	826,390,827	1,098,454,073
Obligation envers les agents concernant les bons de livraison reportés (note 8)	203,160,168	222,888,349
Frais courus et comptes créditeurs (note 9)	86,151,364	66,229,446
Chèques non touchés aux producteurs; corrections et ajustements de fin de campagne		
—Blé	570,324	487,741
—Blé dur	49,257	37,386
—Avoine	14,274	615
—Avoine de premier choix	391	2,381
—Orge	34,799	81,136
—Orge de premier choix	12,319	29,368
Compte spécial—Solde net des comptes non répartis (note 10)	5,778,515	6,858,057
Provision pour les frais relatifs aux ajustements de fin de campagne (note 11)	7,196,788	6,641,070
Excédent d'exploitation		
Compte de mise en commun		
—Blé	478,602,282	359,240,183
—Blé dur	50,593,695	31,152,957
—Avoine	385,062	1,640,765
—Avoine de premier choix	591,895	259,767
—Orge	110,509,643	
—Orge de premier choix	31,381,262	8,490,608
	5,029,850,020	4,296,820,572

Le commissaire en chef
W. E. JARVIS

L'adjoint au commissaire en chef
R. L. KRISTJANSON

Le commissaire
J. L. LEIBFRIED

Le commissaire
F. M. HETLAND

Le commissaire
W. H. SMITH

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
COMPTE DE MISE EN COMMUN DU BLÉ 1983-84
DE LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1983 À LA FIN DES ACTIVITÉS LE 31 OCTOBRE 1984
(avec chiffres correspondants de l'exercice 1982-83)

TABLEAU II

	1983-84		1982-83	
	Tonnes	Montant	Tonnes	Montant
		$		$
Blé acquis				
Acheté des producteurs aux prix initiaux de la Commission, aux magasins de Thunder Bay ou de Vancouver	20,186,978	3,352,896,639	22,231,894	3,711,880,032
Tonnes nettes acquises suite aux corrections des surplus et des déficits, etc., aux silos de collecte et aux silos portuaires, aux prix initiaux de la Commission, aux magasins de Thunder Bay ou de Vancouver	85,330	14,532,873	85,591	14,665,163
Acheté du compte de mise en commun du blé de la campagne précédente	844,767	153,715,767	268,018	43,661,082
	21,117,075	3,521,145,279	22,585,503	3,770,206,277
Blé vendu				
Ventes conclues au 31 juillet, aux magasins de Thunder Bay, de Vancouver ou de Churchill				
Marché intérieur	1,210,094		1,376,632	
Exportation	12,974,962		14,126,166	
Freintes	10,160		(377)	
	14,195,216	2,795,055,087	15,502,421	2,973,110,683
Stocks de Blé—Non vendus au 31 juillet, et inscrits à la valeur définitive reçue lors de la vente aux magasins de Thunder Bay, de Vancouver ou de Churchill				
Ventes conclues après le 31 juillet				
Marché intérieur	403,268		398,506	
Exportation	6,036,131		5,839,809	
Vente au compte de mise en commun du blé suivant	482,460		844,767	
	6,921,859	1,349,117,354	7,083,082	1,295,013,740
	21,117,075	4,144,172,441	22,585,503	4,268,124,423
Excédent sur les opérations relatives au blé		623,027,162		497,918,146
Frais d'exploitation				
Frais fixes				
Frais fixes sur le blé entreposé dans les silos de collecte		89,905,467		95,374,468
Frais de magasinage sur le blé entreposé dans les silos portuaires		18,909,270		19,301,107
		108,814,737		114,675,575
Intérêts, frais bancaires et intérêts nets d'autres comptes de la Commission		(3,463,630)		(18,084,165)
Indemnités de surestarie		(435,169)		9,094,749
Fret supplémentaire —Sur le blé expédié des gares régionales aux silos portuaires		2,422,929		3,580,308
—Augmentation des tarifs ferroviaires		8,246,530		
Frais de manutention et d'arrêt sur le blé entreposé dans les silos industriels		(49,462)		(38,566)
Frais de séchage		1,713,617		788,818
Location de wagons-trémies				1,749,597
Intérêts et amortissement sur les wagons-trémies de la CCB		9,424,620		9,876,572
Frais généraux et administratifs de la Commission		17,750,708		17,035,075
		144,424,880		138,677,963
Excédent d'exploitation de la Commission sur le compte de mise en commun du blé pour la période allant du 1er août 1983 au 31 octobre 1984		478,602,282		359,240,183

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
COMPTE DE MISE EN COMMUN DU BLÉ DUR AMBRÉ 1983-84
DE LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1983 À LA FIN DES ACTIVITÉS LE 31 OCTOBRE 1984
(avec chiffres correspondants de l'exercice 1982-83)

TABLEAU III

	1983-84		1982-83	
	Tonnes	Montant	Tonnes	Montant
		$		$
Blé dur acquis				
Acheté des producteurs aux prix initiaux de la Commission, aux magasins de Thunder Bay ou de Vancouver	2,278,079	406,403,268	2,885,156	495,730,824
Tonnes nettes acquises suite aux corrections des surplus et des déficits, etc., aux silos de collecte et aux silos portuaires, aux prix initiaux de la Commission, aux magasins de Thunder Bay ou de Vancouver	8,408	1,496,395	8,894	1,523,289
Acheté du compte de mise en commun du blé dur de la campagne précédente	463,843	90,544,238	133,446	23,662,942
	2,750,330	498,443,901	3,027,496	520,917,055
Blé dur vendu				
Ventes conclues au 31 juillet, aux magasins de Thunder Bay, de Vancouver ou de Churchill				
Marché intérieur	86,034		81,576	
Exportation	2,061,514		1,912,646	
Freintes	2,749		12,149	
	2,150,297	444,897,812	2,006,371	372,603,991
Stocks de Blé dur—Non vendus au 31 juillet et inscrits à la valeur définitive reçue lors de la vente aux magasins de Thunder Bay, de Vancouver ou de Churchill				
Ventes conclues après le 31 juillet				
Marché intérieur	28,876		28,728	
Exportation	571,157		528,554	
Vente au compte de mise en commun du blé dur suivant			463,843	
	600,033	122,731,578	1,021,125	201,247,589
	2,750,330	567,629,390	3,027,496	573,851,580
Excédent sur les opérations relatives au blé dur ambré		69,185,489		52,934,525
Frais d'exploitation				
Frais fixes				
Frais fixes sur le blé dur entreposé dans les silos de collecte		10,884,477		12,517,284
Frais de magasinage sur le blé dur entreposé dans les silos portuaires		2,442,679		3,619,402
		13,327,156		16,136,686
Intérêts et frais bancaires		(274 924)		1,261,723
Indemnités de surestarie		1,495,075		520,557
Fret supplémentaire —Sur le blé dur expédié des gares régionales aux silos portuaires		269,658		117,958
—Augmentation des tarifs ferroviaires		701,687		
Frais de manutention et d'arrêt sur le blé dur entreposé dans les silos industriels		3,642		882
Frais de séchage		2,793		24,232
Location de wagons-trémies				227,053
Intérêts et amortissement sur les wagons-trémies de la CCB		1,063,558		1,281,737
Frais généraux et administratifs de la Commission		2,003,149		2,210,740
		18,591,794		21,781,568
Excédent d'exploitation de la Commission sur le compte de mise en commun du blé dur pour la période allant du 1er août 1983 au 31 octobre 1984		50,593,695		31,152,957

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'AVOINE 1983-84
DE LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1983 À LA FIN DES ACTIVITÉS LE 31 OCTOBRE 1984
(avec chiffres correspondants de l'exercice1982-83)

TABLEAU IV

	1983-84		1982-83	
	Tonnes	Montant	Tonnes	Montant
		$		$
Avoine acquise				
Achetée des producteurs aux prix initiaux de la Commission, aux magasins de Thunder Bay ou de Vancouver	55,389	5,496,654	170,900	15,287,956
Achetée du compte de mise en commun de l'avoine de la campagne précédente	43,173	4,959,168	32,024	3,426,701
	98,562	10,455,822	202,924	18,714,657
Avoine vendue				
Ventes conclues au 31 juillet, aux magasins de Thunder Bay ou de Vancouver	78,012	9,515,302	87,151	9,523,661
Freintes			13	
Stocks d'avoine—Non vendus au 31 juillet et inscrits à la valeur définitive reçue lors de la vente aux magasins de Thunder Bay ou de Vancouver				
Ventes conclues après le 31 juillet	4,181	396,859	72,587	8,096,431
Ventes au compte de mise en commun de l'avoine suivant	16,369	1,785,902	43,173	4,959,168
	98,562	11,698,063	202,924	22,579,260
Excédent sur les transactions d'avoine		1,242,241		3,864,603
Frais d'exploitation				
Frais fixes				
Frais fixes sur avoine entreposée dans les silos de collecte		374,439		1,106,878
Frais de magasinage sur l'avoine entreposée dans les silos portuaires		181,254		460,565
		555,693		1,567,443
Intérêts et frais bancaires		20,530		225,162
Fret supplémentaire —Sur l'avoine expédiée des gares régionales aux silos portuaires		177,403		210,909
—Augmentation des tarifs ferroviaires		28,989		
Frais de séchage				13,449
Location de wagons-trémies				75,923
Intérêts et amortissement sur les wagons-trémies de la CCB		25,859		
Frais généraux et administratifs de la Commission		48,705		130,952
		857,179		2,223,838
Excédent d'exploitation de la Commission sur le compte de mise en commun de l'avoine pour la période allant du 1er août 1983 au 31 octobre 1984		385,062		1,640,765

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'AVOINE DE PREMIER CHOIX 1983-84
DE LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1983 À LA FIN DES ACTIVITÉS LE 31 OCTOBRE 1984
(avec chiffres correspondants de l'exercice 1982-83)

TABLEAU V

	1983-84		1982-83	
	Tonnes	Montant	Tonnes	Montant
		$		$
Avoine de premier choix acquise				
Achetée des producteurs aux prix initiaux de la Commission, aux magasins de Thunder Bay ou de Vancouver	40,023	5,498,760	30,792	4,225,541
Avoine de premier choix vendue				
Ventes conclues au 31 juillet, aux magasins de Thunder Bay ou de Vancouver	39,429	5,973,437	28,425	4,139,445
Stocks d'avoine de premier choix—Non vendus au 31 juillet et inscrites à la valeur définitive reçue lors de la vente aux magasins de Thunder Bay ou de Vancouver				
Ventes conclues après le 31 juillet	594	93,890	2,367	333,330
	40,023	6,067,327	30,792	4,472,775
Excédent sur les opérations relatives à l'avoine de premier choix		568,567		247,234
Frais d'exploitation				
Intérêts		(77,206)		(52,229)
Location de wagons-trémies				2,423
Intérêts et amortissement sur les wagons-trémies de la CCB		18,685		13,679
Frais généraux et administratifs de la Commission		35,193		23,594
		(23,328)		(12,533)
Excédent d'exploitation de la Commission sur le compte de mise en commun de l'avoine de premier choix pour la période allant du 1er août 1983 au 31 octobre 1984		591,895		259,767

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'ORGE 1983-84
DE LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1983 À LA FIN DES ACTIVITÉS LE 31 OCTOBRE 1984
(avec chiffres correspondants de l'exercice 1982-83)

TABLEAU VI

	1983-84		1982-83	
	Tonnes	Montant	Tonnes	Montant
		$		$
Orge acquise				
Achetée des producteurs aux prix initiaux de la Commission, aux magasins de Thunder Bay ou de Vancouver	4,007,756	438,761,246	4,574,888	500,382,278
Tonnes nettes acquises suite aux corrections des surplus et des déficits, etc., aux silos de collecte aux silos portuaires, aux prix initiaux de la Commission, aux magasins de Thunder Bay ou de Vancouver	23,728	2,602,169	21,280	2,349,085
Achetée du compte de mise en commun de l'orge de la campagne précédente			392,351	45,855,958
	4,031,484	441,363,415	4,988,519	548,587,321
Orge vendue				
Ventes conclues au 31 juillet, aux magasins de Thunder Bay, de Vancouver ou de Churchill	3,673,279	507,159,484	3,718,622	421,410,551
Freintes	2,034		2,581	
Stocks d'orge—Non vendus au 31 juillet et inscrits à la valeur définitive reçue lors de la vente aux magasins de Thunder Bay, de Vancouver ou de Churchill				
Ventes conclues après le 31 juillet	356,171	52,713,112	1,267,316	144,198,070
	4,031,484	559,872,596	4,988,519	565,608,621
Excédent sur les opérations relatives à l'orge		118,509,181		17,021,300
Frais d'exploitation				
Frais fixes				
Frais fixes sur l'orge entreposée dans les silos de collecte		4,683,339		11,634,461
Frais de magasinage sur l'orge entreposée dans les silos portuaires		2,246,162		2,827,574
		6,929,501		14,462,035
Intérêts et frais bancaires		(7,543,393)		(265,115)
Indemnités de surestarie		1,941,439		1,031,954
Fret supplémentaire —Sur l'avoine expédiée des gares régionales aux silos portuaires		902,833		1,266,470
—Augmentation des tarifs ferroviaires		207,308		
Frais de manutention et d'arrêt sur l'orge entreposée dans les silos industriels		(108,820)		(33,710)
Frais de séchage		275,505		205,978
Location de wagons-trémies				360,030
Intérêts et amortissement sur les wagons-trémies de la CCB		1,871,085		2,032,403
Frais généraux et administratifs de la Commission		3,524,080		3,505,490
		7,999,538		22,565,535
Excédent (perte) d'exploitation de la Commission sur le compte de mise en commun de l'orge pour la période allant du 1er août 1983 au 31 octobre 1984		110,509,643		(5,544,235)

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'ORGE DE PREMIER CHOIX 1983-84
DE LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1983 À LA FIN DES ACTIVITÉS LE 31 OCTOBRE 1984
(avec chiffres correspondants de l'exercice 1982-83) **TABLEAU VII**

	1983-84		1982-83	
	Tonnes	Montant	Tonnes	Montant
		$		$
Orge de premier choix acquise				
Achetée des producteurs aux prix initiaux de la Commission, aux magasins de Thunder Bay ou de Vancouver	1,004,377	139,939,761	1,029,868	161,381,046
Orge de premier choix vendue				
Ventes conclues au 31 juillet, aux magasins Thunder Bay ou de Vancouver	959,264	161,150,487	916,292	150,557,193
Stocks d'orge de premier choix—Non vendus au 31 juillet et inscrites à la valeur définitive reçue lors de la vente aux magasins de Thunder Bay ou de Vancouver				
Ventes conclues après le 31 juillet	45,113	7,686,257	113,576	18,578,199
	1,004,377	168,836,744	1,029,868	169,135,392
Excédent sur les opérations relatives à l'orge de premier choix		28,896,983		7,754,346
Frais d'exploitation				
Intérêts		(3,836,353)		(2,063,962)
Location de wagons-trémies				81,047
Intérêts et amortissement sur les wagons-trémies de la CCB		468,910		457,521
Frais généraux et administratifs de la Commission		883,164		789,132
		(2,484,279)		(736,262)
Excédent d'exploitation de la Commission sur le compte de mise en commun de l'orge de premier choix pour la période allant du 1er août 1983 au 31 octobre 1984		31,381,262		8,490,608

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT DES FRAIS D'ADMINISTRATION, DES FRAIS GÉNÉRAUX ET DES IMPUTATIONS À L'EXPLOITATION DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1984
(avec chiffres correspondants de l'exercice 1982-83)

TABLEAU VIII

	1983-84	1982-83
	$	$
Frais généraux et administratifs		
Salaires—Membres de la Commission, dirigeants et personnel	14,686,316	14,247,061
Assurance-chômage, caisse de retraite, assurance collective, assurance-maladie et autres avantages sociaux	1,735,497	1,604,101
Impôt-Santé et Éducation de la province du Manitoba	212,116	55,292
Comité consultatif—Frais de déplacement et indemnités journalières	76,758	177,816
Location et éclairage des bureaux, y compris l'entretien de l'immeuble de la Commission canadienne du Blé à Winnipeg	1,475,438	1,363,598
Téléphone—Bureau central et appels interurbains	368,022	301,358
Télégrammes, câblogrammes et télex	160,557	154,419
Affranchissement	666,414	635,741
Imprimerie, papeterie et fournitures de bureau	642,284	468,038
Rapport annuel, «Mini Report», L'actualité céréalière, etc.	152,638	140,321
Réunions régionales	16,588	16,666
Frais de bureau	692,626	634,247
Frais de déplacement et de mutation du personnel	760,513	757,273
Frais de déplacement—Inspecteurs	217,726	157,341
Honoraires des avocats et frais de justice	28,791	49,760
Honoraires des vérificateurs	91,000	80,000
Matériel informatique—Location et divers	1,725,593	2,268,613
Réparation et entretien des machines et du matériel de bureau	67,923	48,663
Publications et services du marché des céréales	75,726	85,335
Quote-part de la Commission du blé dans les frais d'exploitation de l'Institut international du Canada pour le Grain	822,506	843,166
Cautions et assurance	27,792	25,839
Cotisations à la Bourse des Denrées	12,670	12,670
Amortissement—Immeuble, ameublement, matériel et véhicules	352,402	289,250

	1983-84		1982-83
	$		$
Imputations à l'exploitation			
1. Commercialisation des céréales des producteurs			
Compte de mise en commun du Blé 1983-84	9,527,401		
Compte de mise en commun du Blé dur 1983-84	1,075,158		
Compte de mise en commun de l'Avoine 1983-84	26,141		
Compte de mise en commun de l'Avoine de premier choix 1983-84	18,889		
Compte de mise en commun de l'Orge 1983-84	1,891,493		
Compte de mise en commun de l'Orge de premier choix 1983-84	474,024		
Compte de mise en commun du Blé 1982-83	7,689,329		
Compte de mise en commun du Blé dur 1982-83	997,889		
Compte de mise en commun de l'Avoine 1982-83	59,109		
Compte de mise en commun de l'Avoine de premier choix 1982-83	10,650		
Compte de mise en commun de l'Orge 1982-83	1,582,316		
Compte de mise en commun de l'Orge de premier choix 1982-83	356,200		
	23,708,599		22,884,213
2. Répartition des ajustements de fin de campagne aux producteurs			
a) Blé et Blé dur			
Compte de mise en commun du Blé 1982-83	181,613		
Compte de mise en commun du Blé dur 1982-83	30,252		
Compte de mise en commun du Blé 1981-82	32,244		
Compte de mise en commun du Blé dur 1981-82	5,527		
Compte de mise en commun du Blé 1980-81	10,111		
Compte de mise en commun du Blé dur 1980-81	1,379		
Compte de mise en commun du Blé 1979-80	3,727		
Compte de mise en commun du Blé dur 1979-80	509		
Compte de mise en commun du Blé 1978-79	4,963		
Compte de mise en commun du Blé dur 1978-79	675		
Compte de mise en commun du Blé 1977-78	3,765		
	274,765		337,419
b) Céréales secondaires			
Compte de mise en commun de l'Avoine 1982-83	15,588		
Compte de mise en commun de l'Avoine de premier choix 1982-83	1,044		
Compte de mise en commun de l'Orge de premier choix 1982-83	24,773		
Compte de mise en commun de l'Avoine de premier choix 1981-82	2,563		
Compte de mise en commun de l'Orge 1981-82	18,192		
Compte de mise en commun de l'Orge de premier choix 1981-82	2,825		
Compte de mise en commun de l'Avoine 1980-81	1,184		
Compte de mise en commun de l'Orge 1980-81	4,255		
Compte de mise en commun de l'Orge de premier choix 1980-81	751		

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT DES FRAIS D'ADMINISTRATION, DES FRAIS GÉNÉRAUX ET DES IMPUTATIONS À L'EXPLOITATION DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1984—*Fin*
(avec chiffres correspondants de l'exercice 1982-83)

TABLEAU VIII

	1983-84	1982-83		1983-84	1982-83
	$	$		$	$
			Compte de mise en commun de l'Orge 1979-80	3,294	
			Compte de mise en commun de l'Orge de premier choix 1979-80	580	
			Compte de mise en commun de l'Avoine 1978-79	2,225	
			Compte de mise en commun de l'Orge 1978-79	3,223	
			Compte de mise en commun de l'Orge de premier choix 1978-79	570	
			Compte de mise en commun de l'Orge 1977-78	2,947	
			Compte de mise en commun de l'Orge de premier choix 1977-78	518	
				84,532	194,936
			3. Imputation autorisée par décret du Conseil au Compte spécial—Comptes non répartis, en paiement partiel des frais généraux et administratifs, engagés conformément à la loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	1,000,000	1,000,000
	25,067,896	24,416,568		25,067,896	24,416,568

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTATS DES PAIEMENTS ANTICIPÉS AUX PRODUCTEURS AU 31 JUILLET 1984 EN VERTU DE LA LOI SUR LES PAIEMENTS ANTICIPÉS POUR LES GRAINS DES PRAIRIES

TABLEAU IX

	Avances aux producteurs en espèces	Rembour-sement des avances par les producteurs	Solde rembour-sable par les producteurs
	$	$	$
Campagne 1957-58	35,203,467	35,200,848	2,619
Campagne 1958-59	34,369,653	34,366,768	2,885
Campagne 1959-60	38,492,505	38,490,056	2,449
Campagne 1960-61	63,912,550	63,904,499	8,051
Campagne 1961-62	16,656,713	16,651,008	5,705
Campagne 1962-63	29,251,526	29,245,974	5,552
Campagne 1963-64	62,136,418	62,129,676	6,742
Campagne 1964-65	32,961,844	32,955,723	6,121
Campagne 1965-66	40,600,386	40,596,508	3,878
Campagne 1966-67	36,668,270	36,664,915	3,355
Campagne 1967-68	47,280,533	47,277,264	3,269
Campagne 1968-69	151,852,319	151,770,634	81,685
Campagne 1969-70	272,777,516	272,473,427	304,089
Campagne 1970-71	91,105,890	91,076,240	29,650
Campagne 1971-72	68,142,360	68,104,534	37,826
Campagne 1972-73	20,754,104	20,743,090	11,014
Campagne 1973-74	35,259,387	35,219,656	39,731
Campagne 1974-75	46,635,399	46,589,871	45,528
Campagne 1975-76	20,236,528	20,207,943	28,585
Campagne 1976-77	130,592,220	130,465,864	126,356
Campagne 1977-78	119,090,916	118,894,716	196,200
Campagne 1978-79	151,316,450	151,179,603	136,847
Campagne 1979-80	99,146,581	99,047,547	99,034
Campagne 1980-81	61,640,150	61,583,361	56,789
Campagne 1981-82	333,688,190	332,967,794	720,396
Campagne 1982-83	309,022,755	306,786,235	2,236,520
Campagne 1983-84	286,736,519	273,889,385	12,847,134
	2,635,531,149	2,618,483,139	

Solde remboursable par les producteurs au 31 juillet 1984		17,048,010
Plus: intérêts bancaires au 31 juillet 1984 payables par le gouvernement du Canada	99,514,152	
Moins: montant payé au 31 juillet 1984	99,050,442	463,710
		17,511,720
Moins: solde des fonds reçus pour couvrir les paiements anticipés en défaut		
Gouvernement du Canada	1,101,703	
Compagnies manutentionnaires	72,834	
Intérêts encaissés sur paiements en défaut	8,654,969	9,829,506
Montant dû à la Commission canadienne du Blé au 31 juillet 1984		7,682,214

OPÉRATIONS DU COMPTE SPÉCIAL DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1984

TABLEAU X

	$	$
Solde du compte spécial au 31 juillet 1983		6,858,057
Virement au compte spécial autorisé par décret du conseil C.P. 1984-2688 à partir du		
Compte du blé et compte de correction 1976	383,951	
Compte de l'avoine et compte de correction 1976	39,437	
Compte de l'orge et compte de correction 1976	302,925	
Compte de l'orge de premier choix 1976	158,123	884,436
		7,742,493

Dépenses

Autorisées par décret du conseil n°	Raison	Autorisées non effectuées au 31 juillet 1983	Autorisation campagne 1983-84	Autorisées non effectuées au 31 juillet 1984	Effectuées pendant la campagne 1983-84	
		$	$	$	$	
C.P. 1984-2690	Missions des pays-clients	150,740	200,000	282,951	67,789	
C.P. 1984-2689	Promotion générale des ventes et publicité outre-mer	86,838	150,000	124,454	112,384	
C.P. 1984-2642	Développement des marchés		500,000	500,000		
C.P. 1984-1185	50ᵉ anniversaire		250,000	224,226	25,774	
C.P. 1983-3764	Programme d'essais du blé canadien HY 320		267,000	28,298	238,702	
C.P. 1983-2007	Institut international du Canada pour le Grain—Dépenses de premier établissement	150,000		86,288	63,712	
C.P. 1983-2006	Développement des marchés 1983-84	179,736			179,736	
C.P. 1983-2003	Comité conjoint de coordination des politiques visant les producteurs de blé américains et canadiens	100,000		90,030	9,970	
C.P. 1983-806	Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies—Administration	2,000,000		1,000,000	1,000,000	
C.P. 1982-2464	Développement des marchés 1982-83	85,751		75,650	10,101	
C.P. 1981-3517	Projet de télédétection	20,312		20,312		
C.P. 1981-3436	Bourses universitaires et Bourses de perfectionnement	129,284	150,716	36,517	243,483	
C.P. 1980-669	Symposium sur la production dans les Prairies	25,330		25,242	88	
		2,927,991	1,517,716	2,493,968		1,951,739
						5,790,754

Moins: versements aux producteurs concernant des anciens comptes déjà virés au compte spécial	12,239
Solde du compte spécial au 31 juillet 1984	5,778,515

Au 31 juillet 1984, il existait un total de $2,493,968 en dépenses autorisées non affectées laissant un solde de $3,284,547 disponible dans le compte.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers de la Commission canadienne du Blé pour la campagne qui vient de s'écouler, ainsi que les notes qui s'y rattachent, consistent en un bilan (tableau I) qui expose la situation financière de la Commission au 31 juillet 1984, ainsi qu'en d'autres états (tableaux II à X) donnant les résultats d'exploitation de la Commission pour la campagne se terminant à cette date.

Les résultats finals d'exploitation des comptes de mise en commun sont inclus dans les comptes de la Commission au 31 juillet lorsque les opérations commerciales prennent fin avant la publication du rapport annuel. Les opérations des comptes de mise en commun du blé, du blé dur ambré, de l'avoine, de l'avoine de premier choix, de l'orge et de l'orge de premier choix 1983-84 ont été arrêtées le 31 octobre 1984 si bien que les résultats finals d'exploitation sont donnés ici avec les notes qui se rapportent à chacun d'eux.

Bien que l'unité de mesure du grain ait été la «tonne» depuis le 1[er] février 1978, pour votre gouverne, une tonne est égale à 36.74371 boisseaux de blé, 64.84183 boisseaux d'avoine et 45.92963 boisseaux d'orge.

Compte de mise en commun—Blé

Acompte à la livraison

Au cours de la campagne céréalière, la Commission a été autorisée à acheter du blé des producteurs moyennant un acompte préétabli de $170/t pour le blé roux de printemps n° 1 de l'Ouest (n° 1 CWRS).

Ressources en blé

Les ressources en blé du compte de mise en commun 1983-84 se sont élevées à 21,117,075 tonnes, soit 20,186,978 tonnes livrées par les producteurs, 85,330 tonnes acquises d'autres sources et 844,767 tonnes achetées du compte de mise en commun précédent.

Répartition par grade

Le grain livré au compte de mise en commun 1983-84 était de bien meilleure qualité que le grain réceptionné les autres années. Les livraisons de blé roux de printemps n° 1 et n° 2 de l'Ouest se sont élevées à 15.029 millions de tonnes, soit 74.45 p. cent du total réceptionné, tandis que les livraisons de blé roux de printemps n° 3 de l'Ouest, à 3.703 millions de tonnes, en représentaient 18.35 p. cent. Les livraisons de blé d'utilité, dont le grade «Canada fourrager», se sont chiffrées à 550,000 tonnes ou 2.72 p. cent du total livré par les producteurs. Environ 3.08 p. cent du blé livré a été agréé «gourd» et 0.22 p. cent «humide».

État des résultats d'exploitation et de l'excédent à répartir entre les producteurs—Blé—Tableau A

Les opérations commerciales du compte de mise en commun du blé se sont soldées par un excédent d'exploitation de $478,602,282. L'excédent net devant être réparti entre les producteurs, compte tenu des frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne et des intérêts créditeurs estimatifs à compter du 31 octobre 1984, s'est chiffré à $490,326,963 ce qui représente une moyenne de $24.289/t sur une production marchande de 20,186,978 tonnes.

Le tableau B donne l'acompte à la livraison, l'ajustement de fin de campagne et le prix total réalisé par les producteurs pour les principaux grades livrés au compte de mise en commun du blé 1983-84. Il en ressort que les producteurs ont reçu un prix total de $193.980/t pour le blé roux de printemps n° 1 de l'Ouest contre $192.344/t au compte de mise en commun précédent.

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DE L'EXCÉDENT À RÉPARTIR ENTRE LES PRODUCTEURS COMPTE DE MISE EN COMMUN DU BLÉ 1983-84 POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1[er] AOÛT 1983 AU 31 OCTOBRE 1984

(avec chiffres du compte de mise en commun 1982-83 par comparaison)

TABLEAU A

	Mise en commun 1983-84		Mise en commun 1982-83	
	Total	La tonne	Total	La tonne
Reçu des producteurs	20,186,978 tonnes		22,231,894 tonnes	
	$	$	$	$
Produit des ventes	3,975,923,801	196.955	4,209,798,178	189.359
Acomptes versés aux producteurs	3,352,896,639	166.092	3,711,880,032	166.962
Excédent brut	623,027,162	30.863	497,918,146	22.397
Moins les frais d'exploitation				
Frais fixes				
Aux silos de collecte	89,905,467	4.453	95,374,468	4.290
Aux silos portuaires	18,909,270	.937	19,301,107	.868
Total des frais fixes	108,814,737	5.390	114,675,575	5.158
Intérêts bancaires et intérêts nets d'autres comptes de la Commission	(3,463,630)	(.172)	(18,084,165)	(.813)
Indemnités de surestarie	(435,169)	(.022)	9,094,749	.409
Fret supplémentaire —Jusqu'aux silos portuaires	2,422,929	.120	3,580,308	.161
—Chgt aux tarifs ferroviaires	8,246,530	.409		
Manutention et arrêt	(49,462)	(.002)	(38,566)	(.002)
Séchage	1,713,617	.085	788,818	.036
Wagons-trémies, location			1,749,597	.079
Wagons-trémies de la CCB, intérêts et amortissement	9,424,620	.467	9,876,572	.444
Frais d'administration de la CCB	17,750,708	.879	17,035,075	.766
Total des frais d'exploitation	144,424,880	7.154	138,677,963	6.238
Excédent d'exploitation	478,602,282	23.709	359,240,183	16.159
Plus: intérêts créditeurs a/c du 31 octobre	11,883,105	.588	8,199,780	.369
Moins: frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne	158,424	.008	183,317	.008
Excédent à répartir entre les producteurs	490,326,963	24.289	367,256,646	16.520

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

PRIX TOTAL RÉALISÉ PAR LES PRODUCTEURS POUR LES PRINCIPALES CLASSES DE BLÉ, PAR GRADE, EN MAGASIN À THUNDER BAY OU À VANCOUVER — TABLEAU B

Classe et grade	Acompte à la livraison	Ajustement de fin de campagne	Total
	(en dollars la tonne)		
Blé roux de printemps			
N° 1 de l'Ouest	170.00	23.980	193.980
N° 2 de l'Ouest	164.21	26.023	190.233
N° 3 de l'Ouest	159.21	19.346	178.556
N° 1 Utilité	155.21	19.346	174.556
N° 2 Utilité	141.21	22.777	163.987
Canada fourrager	138.21	7.252	145.462
Blé rouge d'hiver			
N° 1 de l'Ouest	159.21	19.346	178.556
N° 2 de l'Ouest	156.21	20.346	176.556
Blé tendre blanc de printemps			
N° 1 de l'Ouest	147.21	26.516	173.726
N° 2 de l'Ouest	144.21	28.516	172.726

Frais d'exploitation

Les frais d'exploitation engagés par la Commission et imputables au compte de mise en commun du blé se sont élevés à $144,424,880 soit $7.154/t. Ils se ventilent comme suit:

Frais fixes — $108,814,737

Le total des frais fixes engagés par la Commission, y compris les frais d'entreposage et les intérêts aux silos de collecte et les frais d'entreposage aux silos portuaires se sont chiffrés à $108,814,737 soit $5.390/t.

Intérêts bancaires et intérêts nets d'autres comptes de la Commission — ($3,463,630)

Ce poste comprend des intérêts bancaires ainsi que des intérêts versés à d'autres comptes de la Commission ou reçus d'eux. Les intérêts créditeurs ont dépassé les intérêts débiteurs de $3,463,630 soit $0.172/t.

Fret supplémentaire — Jusqu'aux silos portuaires — $2,422,929 — Chgt aux tarifs ferroviaires — $8,246,530

Au cours de la campagne, la Commission a versé $2,422,929 en fret supplémentaire en raison du mouvement des grains en direction opposée.

En outre, depuis l'abolition des tarifs ferroviaires du «Nid de Corbeau» le 31 décembre 1983, les tarifs de transport par fer ont subi une augmentation de 18 p. cent environ le 1er janvier 1984, augmentation à laquelle viendra s'ajouter une hausse supplémentaire de 31 p. cent environ le 1er août 1984. La Commission s'est vue dans l'obligation de payer le fret supplémentaire sur le grain détenu par ses agents à la collecte en date du 1er janvier, puis du 1er août, soit la somme de $8,246,530 pour le seul compte de mise en commun du blé.

Séchage — $1,713,617

Les frais de séchage de la campagne 1983-84 se sont élevés à $1,713,617, une augmentation importante par rapport à la dernière campagne. Bien que les quantités de grain gourd et humide réceptionnées en 1983-84 aient été beaucoup moins importantes que la campagne précédente, une plus forte proportion des livraisons ont été séchées.

Wagons-trémies de la Commission, intérêts et amortissement — $9,424,620

Les frais d'utilisation des 2,000 wagons-trémies de la Commission englobent l'amortissement et les intérêts. La quote-part des frais imputables au compte de mise en commun du blé 1983-84 s'élève à $9,424,620 contre $9,876,572 au compte précédent.

Compte de mise en commun — Blé dur ambré

Acompte à la livraison

Au début de la campagne, la Commission a été autorisée à acheter du blé dur des producteurs moyennant un acompte préétabli de $165/t pour le blé dur ambré n° 1 de l'Ouest (n° 1 CWAD). Puis, à compter du 20 février 1984, l'acompte pour le blé dur ambré n° 1 de l'Ouest a été relevé à $180/t.

Ressources en blé dur ambré

Les ressources en blé dur ambré du compte de mise en commun 1983-84 se sont élevées à 2,750,330 tonnes, soit 2,278,079 tonnes livrées par les producteurs, 8,408 tonnes acquises d'autres sources et 463,843 tonnes achetées du compte de mise en commun précédent.

Répartition par grade

Les livraisons de blé dur ambré n° 1, n° 2 et n° 3 de l'Ouest se sont élevées au total à 2.225 millions de tonnes, soit 98.10 pour cent du total livré par les producteurs. Les livraisons de blé dur agréées «gourd» et «humide» en représentaient 0.43 pour cent.

État des résultats d'exploitation et de l'excédent à répartir entre les producteurs — Blé dur ambré — Tableau C

Le tableau C donne les résultats d'exploitation du compte de mise en commun pour la campagne. Les opérations commerciales se sont soldées par un excédent de $50,593,695. Les frais d'exploitation se sont chiffrés à $18,591,794 pour la campagne, soit $8.161/t. Les frais fixes, à $13,327,156 ou $5.850/t en occupent le poste principal. L'excédent net devant être réparti entre les producteurs, compte tenu des frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne et des intérêts créditeurs estimatifs à compter du 31 octobre 1984, s'est chiffré à $51,825,733 ce qui représente une moyenne générale de $22.750/t sur une production marchande de 2,278,079 tonnes.

Le tableau D donne le prix total réalisé par les producteurs pour les principaux grades de blé dur ambré livré au cours de la campagne. Il en ressort que les producteurs ont reçu un prix total de $204.043/t pour le blé dur ambré n° 1 de l'Ouest contre $187.445/t la campagne précédente.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DE L'EXCÉDENT À RÉPARTIR ENTRE LES PRODUCTEURS COMPTE DE MISE EN COMMUN DU BLÉ DUR 1983-84 POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1983 AU 31 OCTOBRE 1984 (avec chiffres du compte de mise en commun 1982-83 par comparaison)

TABLEAU C

	Mise en commun 1983-84		Mise en commun 1982-83	
	Total	La tonne	Total	La tonne
Reçu des producteurs	2,278,079 tonnes		2,885,156 tonnes	
	$	$	$	$
Produit des ventes	475,588,757	208.767	548,665,349	190.168
Acomptes versés aux producteurs	406,403,268	178.397	495,730,824	171.821
Excédent brut	69,185,489	30.370	52,934,525	18.347
Moins les frais d'exploitation				
Frais fixes				
Aux silos de collecte	10,884,477	4.778	12,517,284	4.339
Aux silos portuaires	2,442,679	1.072	3,619,402	1.254
Total des frais fixes	13,327,156	5.850	16,136,686	5.593
Intérêts bancaires et intérêts nets d'autres comptes de la Commission	(274,924)	(.120)	1,261,723	.437
Indemnités de surestarie	1,495,075	.656	520,557	.181
Fret supplémentaire —Jusqu'aux silos portuaires	269,658	.118	117,958	.041
—Chgt aux tarifs ferroviaires	701,687	.308		
Manutention et arrêt	3,642	.002	882	.000
Séchage	2,793	.001	24,232	.008
Wagons-trémies, location			227,053	.079
Wagons-trémies de la CCB, intérêts et amortissement	1,063,558	.467	1,281,737	.444
Frais d'administration de la CCB	2,003,149	.879	2,210,740	.766
Total des frais d'exploitation	18,591,794	8.161	21,781,568	7.549
Excédent d'exploitation	50,593,695	22.209	31,152,957	10.798
Plus: intérêts créditeurs a/c du 31 octobre	1,256,179	.551	711,077	.247
Moins: frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne	24,141	.010	31,230	.011
Excédent à repartir entre les producteurs	51,825,733	22.750	31,832,804	11.034

PRIX TOTAL RÉALISÉ PAR LES PRODUCTEURS POUR LES PRINCIPAUX GRADES DE BLÉ DUR, EN MAGASIN À THUNDER BAY OU À VANCOUVER

TABLEAU D

Grade	Acompte à la livraison	Ajustement de fin de campagne	Total
	(en dollars la tonne)		
Blé dur ambré			
Nº 1 de l'Ouest	180.00	24.043	204.043
Nº 2 de l'Ouest	177.21	21.833	199.043
Nº 3 de l'Ouest	175.21	18.833	194.043
Nº 4 de l'Ouest	159.21	13.252	172.462
Nº 5 de l'Ouest	153.21		153.210

Compte de mise en commun — Avoine

À compter du 1er août 1981, en vertu d'un décret du Conseil, l'avoine sélectionnée et acceptée par les usines de transformation et de mouture en vue de la consommation humaine a été portée dans un compte de mise en commun distinct à titre d'avoine de premier choix. Les opérations décrites ici ne représentent donc que les résultats de la commercialisation des différents grades d'avoine fourragère.

Acompte à la livraison

Au début de la campagne, la Commission a été autorisée à acheter de l'avoine des producteurs moyennant un acompte préétabli de $75/t pour l'avoine fourragère nº 1. Puis, à compter du 24 octobre 1983, l'acompte pour l'avoine fourragère nº 1 a été relevé à $100/t.

Répartition par grade

Les livraisons d'avoine nº 1 et nº 2 de l'Ouest ont représenté 1.64 p. cent des livraisons des producteurs et les grades fourragers 98.36 p. cent du total. Environ 6.02 p. cent des livraisons à la Commission ont été agréées «gourd» ou «humide».

État des résultats d'exploitation et de l'excédent à répartir entre les producteurs — Avoine — Tableau E

Le tableau E donne les résultats d'exploitation du compte de mise en commun pour la campagne 1983-84. Les opérations commerciales se sont soldées par un excédent de $385,062. Les frais d'exploitation se sont chiffrés à $857,179 soit $15.475/t. Les frais fixes, à $555,693 soit $10.032/t, en occupent le poste principal. L'excédent net devant être réparti entre les producteurs, compte tenu des frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne et des intérêts créditeurs estimatifs à compter du 31 octobre 1984, s'est chiffré à $390,763 ce qui représente une moyenne générale de $7.055/t sur une production marchande de 55,389 tonnes.

Le tableau F donne le prix total réalisé par les producteurs pour les principaux grades d'avoine livrés au cours de la campagne.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DE L'EXCÉDENT À RÉPARTIR ENTRE LES PRODUCTEURS COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'AVOINE 1983-84 POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1983 AU 31 OCTOBRE 1984

(avec chiffres du compte de mise en commun 1982-83 par comparaison)

TABLEAU E

	Mise en commun 1983-84		Mise en commun 1982-83	
	Total	La tonne	Total	La tonne
Reçu des producteurs	55,389 tonnes		170,900 tonnes	
	$	$	$	$
Produit des ventes	6,738,895	121.664	19,152,559	112.069
Acomptes versés aux producteurs	5,496,654	99.237	15,287,956	89.456
Excédent brut	1,242,241	22.427	3,864,603	22.613
Moins les frais d'exploitation				
Frais fixes				
Aux silos de collecte	374,439	6.760	1,106,878	6.477
Aux silos portuaires	181,254	3.272	460,565	2.695
Total des frais fixes	555,693	10.032	1,567,443	9.172
Intérêts	20,530	.371	225,162	1.317
Fret supplémentaire —Jusqu'aux silos portuaires	177,403	3.203	210,909	1.234
—Chgt aux tarifs ferroviaires	28,989	.523		
Séchage				
Wagons-trémies, location			13,449	.079
Wagons-trémies de la CCB, intérêts et amortissement	25,859	.467	75,923	.444
Frais d'administration de la CCB	48,705	.879	130,952	.766
Total des frais d'exploitation	857,179	15.475	2,223,838	13.012
Excédent d'exploitation	385,062	6.952	1,640,765	9.601
Plus: intérêts créditeurs a/c du 31 octobre	9,560	.173	37,451	.219
Moins: frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne	3,859	.070	14,727	.086
Excédent à répartir entre les producteurs	390,763	7.055	1,663,489	9.734

PRIX TOTAL RÉALISÉ PAR LES PRODUCTEURS POUR LES PRINCIPAUX GRADES D'AVOINE, EN MAGASIN À THUNDER BAY OU À VANCOUVER

TABLEAU F

Grade	Acompte à la livraison	Ajustement de fin de campagne	Total
	(en dollars la tonne)		
Avoine			
N° 1 de l'Ouest	106.00	13.107	119.107
N° 2 de l'Ouest	104.00	13.232	117.232
Fourragère n° 1	102.00	9.807	111.807
Fourragère n° 1	100.00	6.607	106.607
Fourragère n° 2	95.92	7.687	103.607

Compte de mise en commun — Avoine de premier choix

Depuis le 1er août 1981, l'avoine livrée par les producteurs à la Commission pour être vendue par son intermédiaire à des acheteurs qui l'ont sélectionnée et acceptée pour transformation et mouture en vue de la consommation humaine, a été portée dans un compte de mise en commun distinct. Ce nouveau compte a pour titre «Avoine de premier choix» et les résultats d'exploitation ainsi que les remarques appropriées sont donnés ici.

Acompte à la livraison

Au début de la campagne, la Commission a été autorisée à acheter de l'avoine de premier choix des producteurs moyennant des acomptes préétablis respectifs de $125 et de $123/t pour l'avoine n° 1 et n° 2 de l'Ouest; et de $119/t pour l'avoine fourragère n° 1. Puis, à compter du 24 octobre 1983, les acomptes ont été relevés à $140/t pour la n° 1, à $138/t pour la n° 2 et à $134/t pour la fourragère n° 1.

Ressources et répartition par grade

Les ressources en avoine du compte de mise en commun de l'avoine de premier choix se sont élevées à 40,023 tonnes. Elles représentaient les livraisons d'avoine sélectionnée et acceptée par les acheteurs pour transformation et mouture en vue de la consommation humaine et faites à la Commission. De ce total, 27,202 tonnes, soit 67.97 p. cent, ont été agréées n° 1 et n° 2 de l'Ouest. Les grades fourragers en représentaient 12,821 tonnes, soit 32.03 pour cent des livraisons.

État des résultats d'exploitation et de l'excédent à répartir entre les producteurs — Avoine de premier choix — Tableau G

Le tableau G fait ressortir les résultats d'exploitation du compte de mise en commun de l'avoine de premier choix pour la campagne. Les opérations commerciales se sont soldées par un excédent de $591,895. Il faut remarquer ici que les frais d'exploitation n'entrent pas en compte dans le cas de ce type d'avoine. En effet, l'avoine de premier choix n'entraîne pas les frais de manutention encourus par l'avoine fourragère puisqu'elle n'est pas entreposée par la Commission mais sélectionnée par l'acheteur et expédiée, à sa demande, directement de l'exploitation agricole à l'usine de transformation via un silo de collecte. Donc, les seuls frais imputables à l'avoine de premier choix sont les frais se rapportant aux wagons-trémies de la Commission et les frais administratifs de la Commission, soit $53,878 ou $1.346/t. Ces frais cnt été plus que compensés par les intérêts créditeurs sur l'excédent cumulé dans le compte dont le montant s'est élevé à $77,206 ou $1.929/t. Compte tenu des frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne et des intérêts créditeurs estimatifs à compter du 31 octobre 1984, l'excédent net à répartir entre les producteurs s'est chiffré à $605,979 soit une moyenne de $15.141/t sur une production marchande de 40,023 tonnes.

Le tableau H donne le prix total réalisé par les producteurs pour les principaux grades d'avoine de premier choix livrés au cours de la campagne.

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DE L'EXCÉDENT À RÉPARTIR ENTRE LES PRODUCTEURS
COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'AVOINE DE PREMIER CHOIX 1983-84
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1983 AU 31 OCTOBRE 1984
(avec chiffres du compte de mise en commun 1982-83 par comparaison)

TABLEAU G

	Mise en commun 1983-84		Mise en commun 1982-83	
	Total	La tonne	Total	La tonne
Reçu des producteurs	40,023 tonnes		30,792 tonnes	
	$	$	$	$
Produit des ventes	6,067,327	151.596	4,472,775	145.259
Acomptes versés aux producteurs	5,498,760	137.390	4,225,541	137.230
Excédent brut	568,567	14.206	247,234	8.029
Moins les frais d'exploitation				
Intérêts et frais bancaires	(77,206)	(1.929)	(52,229)	(1.696)
Wagons-trémies, location			2,423	.079
Wagons-trémies de la CCB, intérêts et amortissement	18,685	.467	13,679	.444
Frais d'administration de la CCB	35,193	.879	23,594	.766
Total des frais d'exploitation	(23,328)	(.583)	(12,533)	(.407)
Excédent d'exploitation	591,895	14.789	259,767	8.436
Plus: intérêts créditeurs a/c du 31 octobre	14,696	.367	5,929	.193
Moins: frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne	612	.015	657	.021
Excédent à répartir entre les producteurs	605,979	15.141	265,039	8.608

PRIX TOTAL RÉALISÉ PAR LES PRODUCTEURS POUR LES PRINCIPAUX GRADES D'AVOINE DE PREMIER CHOIX, EN MAGASIN À THUNDER BAY OU À VANCOUVER

TABLEAU H

Grade	Acompte à la livraison	Ajustement de fin de campagne	Total
	(en dollars la tonne)		
Avoine de premier choix			
N° 1 de l'Ouest	140.00	16.832	156.832
N° 2 de l'Ouest	138.00	16.832	154.832
Fourragère n° 1 extra	136.00	12.332	148.332
Fourragère n° 1	134.00	10.332	144.332
Fourragère n° 2	130.00	12.332	142.332

Compte de mise en commun — Orge

Depuis le 1er août 1975, en vertu d'un décret du Conseil, l'orge sélectionnée et acceptée des producteurs en vue de son utilisation en malterie, ou pour la production d'orge mondée ou perlée, a été portée dans un compte de mise en commun distinct à titre d'orge de premier choix. Donc, les opérations décrites ici, dans le compte de mise en commun de l'orge, représentent surtout les résultats de la commercialisation des différents grades d'orge fourragère.

Acompte à la livraison

Au début de la campagne, la Commission a été autorisée à acheter de l'orge des producteurs moyennant un acompte préétabli de $95/t pour l'orge fourragère n° 1. Puis, à compter du 24 octobre 1983, il a été relevé à $110/t.

Ressources et répartition par grade

Les ressources en orge du compte de mise en commun de l'orge fourragère se sont élevées à 4,031,483 tonnes, soit 4,007,756 tonnes livrées par les producteurs et 23,727 tonnes provenant d'autres sources. Les livraisons d'orge fourragère n° 1 et n° 2 représentaient 98.67 p. cent des livraisons des producteurs et l'orge agréée «gourd» et «humide», 4.41 p. cent du total.

État des résultats d'exploitation et de l'excédent à répartir entre les producteurs — Orge — Tableau I

Les résultats d'exploitation du compte de mise en commun de l'orge pour la campagne agricole 1983-84 sont donnés au tableau I. Les opérations commerciales se sont soldées par un excédent de $110,509,643. Les frais d'exploitation se sont élevés à $7,999,538 pour la campagne, soit $1.996/t. Les frais fixes à $6,929,501 soit $1.729/t en représentent le poste principal. L'excédent net devant être réparti entre les producteurs, compte tenu des frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne et des intérêts créditeurs estimatifs à compter du 31 octobre 1984, s'est chiffré à $113,185,268 ce qui représente une moyenne générale de $28.242/t sur une production marchande de 4,007,756 tonnes.

Le tableau J fait ressortir que les producteurs ont reçu un prix total de $138.023/t pour l'orge fourragère n° 1.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DE L'EXCÉDENT À RÉPARTIR ENTRE LES PRODUCTEURS
COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'ORGE 1983-84
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1983 AU 31 OCTOBRE 1984
(avec chiffres du compte de mise en commun 1982-83 par comparaison)

TABLEAU I

	Mise en commun 1983-84		Mise en commun 1982-83	
	Total	La tonne	Total	La tonne
Reçue des producteurs	4,007,756 tonnes		4,574,888 tonnes	
	$	$	$	$
Produit des ventes	557,270,427	139.048	517,403,578	113.097
Acomptes versés aux producteurs	438,761,246	109.478	500,382,278	109.376
Excédent brut	118,509,181	29.570	17,021,300	3.721
Moins les frais d'exploitation				
Frais fixes				
Aux silos de collecte	4,683,339	1.169	11,634,461	2.543
Aux silos portuaires	2,246,162	.560	2,827,574	.618
Total des frais fixes	6,929,501	1.729	14,462,035	3.161
Intérêts	(7,543,393)	(1.882)	(265,115)	(.058)
Indemnités de surestarie	1,941,439	.484	1,031,954	.226
Fret supplémentaire —Jusqu'aux silos portuaires	902,833	.225	1,266,470	.277
—Chgt aux tarifs ferroviaires	207,308	.052		
Manutention et arrêt	(108,820)	(.027)	(33,710)	(.007)
Séchage	275,505	.069	205,978	.045
Wagons-trémies, location			360,030	.079
Wagons-trémies de la CCB, intérêts et amortissement	1,871,085	.467	2,032,403	.444
Frais d'administration de la CCB	3,524,080	.879	3,505,490	.766
Total des frais d'exploitation	7,999,538	1.996	22,565,535	4.933
Excédent (Déficit) d'exploitation	110,509,643	27.574	(5,544,235)	(1.212)
Plus: intérêts créditeurs a/c du 31 octobre	2,743,818	.685		
Moins: frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne	68,193	.017		
Excédent à répartir entre les producteurs	113,185,268	28.242		

PRIX TOTAL RÉALISÉ PAR LES PRODUCTEURS POUR LES PRINCIPAUX GRADES D'ORGE, EN MAGASIN À THUNDER BAY OU À VANCOUVER

TABLEAU J

Grade	Acompte à la livraison	Ajustement de fin de campagne	Total
	(en dollars la tonne)		
Orge			
N° 1 de l'Ouest à six rangs	112.93	28.593	141.523
N° 2 de l'Ouest à six rangs	111.93	28.593	140.523
N° 2 de l'Ouest à deux rangs	111.93	28.593	140.523
Fourragère n° 1	110.00	28.023	138.023
Fourragère n° 2	107.43	29.903	137.333

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

Compte de mise en commun — Orge de premier choix

Comme nous l'avons déjà mentionné, depuis le 1[er] août 1975, l'orge livrée à la Commission pour être vendue par son intermédiaire à des acheteurs qui veulent l'utiliser en malterie ou pour la production d'orge mondée ou perlée, a été portée dans un compte de mise en commun distinct. Ce nouveau compte a pour titre «Orge de premier choix». Les résultats d'exploitation de ce compte et les remarques appropriées sont donnés ici.

Acompte à la livraison

Au cours de la campagne, la Commission a reçu l'autorisation d'acheter de l'orge de premier choix des producteurs moyennant un acompte préétabli de $140/t et pour l'orge n° 2 de l'Ouest à six rangs et pour l'orge n° 2 de l'Ouest à deux rangs.

Ressources et répartition par grade

Les ressources en orge du compte de mise en commun de l'orge de premier choix se sont chiffrées à 1,004,377 tonnes. Elles représentaient les livraisons d'orge sélectionnées et acceptées par les acheteurs en vue de leur utilisation en malterie, ou pour la production d'orge mondée ou perlée, et faites à la Commission par des producteurs au cours de la campagne. De ce total, 753,804 tonnes, soit 75.05 p. cent, ont été agréées «à deux et six rangs» et 250,573 tonnes, soit 24.95 p. cent, dans les grades fourragers. Les livraisons d'orge gourde ou humide se sont chiffrées à 6,030 tonnes, soit 0.60 p. cent du total.

État des résultats d'exploitation et de l'excédent à répartir entre les producteurs — Orge de premier choix — Tableau K

Le tableau K fait ressortir les résultats d'exploitation du compte de mise en commun de l'orge de premier choix pour la campagne. Les opérations commerciales se sont soldées par un excédent de $31,381,262. Il faut remarquer ici que les frais d'exploitation n'entrent pas en compte dans le cas de l'orge de premier choix. En effet, l'orge de premier choix n'entraîne pas les frais de manutention encourus par l'orge fourragère puisqu'elle n'est pas entreposée par la Commission mais sélectionnée par l'acheteur et expédiée, à sa demande, directement de l'exploitation agricole à l'usine de transformation via un silo de collecte. Donc, les seuls frais imputables à ce type d'orge sont les frais se rapportant aux wagons-trémies de la Commission et les frais administratifs de la Commission, soit $1,352,074 ou $1.346/t. Ces frais ont été plus que compensés par les intérêts créditeurs sur l'excédent cumulé dans le compte dont le montant s'est élevé à $3,836,353 ou $3.819/t. Compte tenu des frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne et des intérêts créditeurs estimatifs à compter du 31 octobre 1984, l'excédent net à répartir entre les producteurs s'est chiffré à $32,149,480 ce qui représente une moyenne de $32.009/t sur une production marchande de 1,004,377 tonnes. La campagne précédente, les chiffres respectifs étaient de $8,670,924 et de $8.419/t.

Le tableau L fait ressortir le prix total réalisé par les producteurs pour les principaux grades d'orge de premier choix. Les producteurs ont reçu respectivement $168.085 et $176.625/t pour leurs livraisons d'orge n° 2 de l'Ouest à six rangs et n° 2 de l'Ouest à deux rangs contre $163.377/t et $169.036/t pour ces deux grades la campagne précédente.

ÉTAT D'EXPLOITATION ET EXCÉDENT POUR DISTRIBUTION AUX PRODUCTEURS
COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'ORGE DE PREMIER CHOIX 1983-84
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1[er] AOÛT 1983 AU 31 OCTOBRE 1984
(avec chiffres du compte de mise en commun 1982-83 par comparaison)

TABLEAU K

	Mise en commun 1983-84		Mise en commun 1982-83	
	Total	La tonne	Total	La tonne
Reçu des producteurs	1,004,377 tonnes		1,029,868 tonnes	
	$	$	$	$
Produit des ventes	168,836,744	168.101	169,135,392	164.230
Acomptes versés aux producteurs	139,939,761	139.330	161,381,046	156.701
Excédent brut	28,896,983	28.771	7,754,346	7.529
Moins les frais d'exploitation				
Intérêts	(3,836,353)	(3.819)	(2,063,962)	(2.004)
Wagons-trémies, location			81,047	.079
Wagons-trémies de la CCB, intérêts et amortissement	468,910	.467	457,521	.444
Frais d'administration de la CCB	883,164	.879	789,132	.766
Total des frais d'exploitation	(2,484,279)	(2.473)	(736,262)	(.715)
Excédent d'exploitation	31,381,262	31.244	8,490,608	8.244
Plus: intérêts créditeurs a/c du 31 octobre	779,158	.776	193,801	.188
Moins: frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne	10,940	.011	13,485	.013
Excédent à répartir entre les producteurs	32,149,480	32.009	8,670,924	8.419

PRIX TOTAL RÉALISÉ PAR LES PRODUCTEURS POUR LES PRINCIPAUX GRADES D'ORGE DE PREMIER CHOIX, EN MAGASIN À THUNDER BAY OU À VANCOUVER **TABLEAU L**

Grade	Acompte à la livraison	Ajustement de fin de campagne	Total
	(en dollars la tonne)		
Orge de premier choix			
N° 1 de l'Ouest à six rangs	141.27	27.815	169.085
N° 2 de l'Ouest à six rangs	140.00	28.085	168.085
N° 1 de l'Ouest à deux rangs	141.27	37.626	178.896
N° 2 de l'Ouest à deux rangs	140.00	36.625	176.625
Fourragère n° 1	136.77	30.215	166.985
Fourragère n° 2	134.77	28.815	163.585

Notes aux états financiers

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

1. Principes comptables

a) Résultats d'exploitation et évaluation des stocks de céréales

Les résultats d'exploitation finals des comptes de mise en commun de l'exercice terminé le 31 juillet sont inclus dans les comptes annuels de la Commission au 31 juillet, date à laquelle les opérations commerciales ont pris fin en vue de la publication du rapport annuel de l'exercice. Le calcul des excédents à répartir relativement à chacun des comptes de mise en commun de la Commission au 31 juillet inclut.

i) les stocks de céréales détenus à cette date, au montant reçu lors de la vente, aux magasins de Thunder Bay, de Vancouver ou de Churchill;

ii) des provisions pour les frais engagés ou devant être engagés avant que le produit des ventes soit réalisé en espèces ou en lettres de change, y compris les frais généraux et administratifs qui seront engagés après le 31 juillet relativement à la commercialisation et à la comptabilisation des céréales des différents comptes de mise en commun avant la clôture de ces derniers.

Lorsque les opérations commerciales d'un compte de mise en commun ne sont pas terminées avant la publication du rapport annuel, les stocks non vendus au 31 juillet sont portés dans les livres à leur prix coûtant, soit l'acompte à la livraison. Aucune provision n'est constituée pour les frais fixes, les frais d'administration et les intérêts après cette date. Le bilan fait état de tout solde créditeur ou débiteur de ces comptes.

b) Conversion des devises

Les lettres de change à recevoir en devises américaines et faisant l'objet de contrats de change à terme sont converties aux taux stipulés par les contrats. Dans les autres cas, les lettres de change à recevoir et les emprunts bancaires à payer en devises américaines ainsi que toute autre obligation découlant de débentures remboursables en monnaie américaine sont convertis au cours en vigueur à la date du bilan.

Les résultats d'exploitation tiennent compte des corrections résultant de la conversion des lettres de change et des emprunts bancaires. Par contre, lorsqu'il s'agit de la conversion de la dette relative aux débentures, la correction est amortie sur toute la durée des titres en cause.

c) Amortissement

Les taux d'amortissement, calculés en vue d'amortir totalement les biens sur leur durée d'utilisation estimative, s'établissent comme suit:

Wagons-trémies	30 ans
Immeuble à bureaux	40 ans
Matériel et fourniture de bureau	10 ans
Véhicules automobiles	2 ans

(jusqu'à concurrence du tiers, soit la valeur résiduelle)

d) Frais généraux et administratifs

Les frais généraux et administratifs, sauf les frais relatifs à la répartition des ajustements de fin de campagne aux producteurs, sont imputés aux divers comptes de mise en commun auxquels se rapportent les services, en fonction du tonnage. Les frais relatifs aux ajustements de fin de campagne sont répartis selon le nombre de producteurs qui reçoivent un chèque des différents comptes de mise en commun de la Commission.

2. Lettres de change plus intérêts courus

Le montant des lettres de change à recevoir comprend la somme de $1,330,848,725 ($962,977,686 en 1983) qui correspond aux $1,016,302,959 ($780,940,464 en 1983) remboursables en devises américaines.

Les soldes à recevoir découlent des ventes de céréales aux pays suivants: Brésil, Égypte, Haïti, Iraq, Israël, Jamaïque, Mexique, Pérou, Pologne, République démocratique allemande et Zambie. Le remboursement intégral doit se faire au cours des 36 mois qui suivent la date d'expédition, sauf pour le Pérou, la Pologne et la Zambie. Pour ces trois pays en effet la Commission a convenu, de concert avec le gouvernement fédéral, de reporter à plus tard les dates d'échéance de certains remboursements. En vertu des nouvelles conditions, ces pays vont verser des intérêts et rembourser le capital sur huit ans. Au 31 juillet, les nouvelles modalités de paiement portaient sur $155,242,824, y compris $38,339,041 correspondant à $29,570,040 à recevoir en devises américaines. Après la fin de l'exercice, le gouvernement du Canada et d'autres pays créanciers ont convenu de changer de nouveau les dates d'échéance de la dette de la Zambie. Par conséquent, les nouvelles modalités de paiement englobent $5,981,939 de plus en raison de cette dernière modification.

Bien que la Pologne ait obtenu la révision de ses obligations échues en 1981, elle n'a fait aucun versement, de capital et d'intérêt entre le 1[er] janvier 1982 et la fin de la présente campagne. Au 31 juillet 1984, les montants non réglés s'élevaient à $1,165,761,318, y compris $388,752,759 à recevoir en devises américaines. On prévoit que les montants échus et non réglés au cours des années civiles 1982, 1983 et 1984 totalisant $1,366,860,889, y compris $526,409,691 à recevoir en devises américaines, feront l'objet d'un nouveau plan de remboursement au début de 1985 conformément à l'entente multilatérale conclue entre la Pologne et ses créanciers officiels.

Au cours de la campagne, le gouvernement du Canada et les autres pays créditeurs ont convenu d'étaler sur huit ans le remboursement de certaines obligations du Brésil. La Commission et le gouvernement du Canada ont conclu une entente bilatérale de remboursement après la fin de l'exercice. Au 31 juillet 1984, les livres de la Commission comprenaient une somme de $316,109,424 qui allait être régie par ce nouveau plan.

Également au cours de la campagne, la Commission et le gouvernement du Canada ont convenu de régulariser la situation des arriérés de paiement d'Haïti. Au 31 juillet 1984, les livres de la Commission incluaient une somme de $11,634,610 qui lui sera remboursée par versements mensuels égaux. La totalité de cette somme devrait être intégralement réglée dans un délai de 36 mois.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Fin*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Fin*

Après la fin de l'exercice, le gouvernement du Canada et d'autres pays créanciers ont convenu d'étaler sur neuf ans certaines obligations de la Jamaïque. Au 31 juillet 1984, les livres de la Commission englobaient une somme de $6,846,942 qui sera régie par le nouveau plan de remboursement.

Les ventes à crédit sont effectuées selon des limites fixées par le gouvernement du Canada qui garantit les emprunts de la Commission contractés en vue de financer de telles ventes, capital et intérêt.

3. Comptes débiteurs

Les montants à recevoir des agents de la Commission relativement aux ventes conclues au 31 juillet ont été versés peu après cette date. Les comptes débiteurs divers comprennent surtout des frais de transport qui ont été recouvrés lors de la conclusion des ventes.

4. Wagons couverts à trémies

La Commission a acheté 2,000 wagons-trémies en 1979-80 dont le coût initial s'élevait à $90,555,623 et l'amortissement cumulé à $13,443,561 au 31 juillet 1984. De ce nombre, 21 wagons ont été détruits lors de déraillements si bien qu'il n'en restait que 1,979 à la fin de l'exercice. La valeur des wagons endommagés est remboursée à la Commission en vertu d'un accord d'exploitation avec le Canadien National.

5. Obligation envers les banques

Voici la ventilation des emprunts bancaires de la Commission:

	au 31 juillet	
	1984	1983
	$	$
Activités ordinaires	150,914,705	82,219,221
Financement des ventes à crédit	3,012,037,450	2,350,452,449
	3,162,952,155	2,432,671,670

De ces obligations, $1,329,541,729 ($962,313,138 en 1983) correspondent aux $1,015,304,871 ($780,401,539 en 1983) remboursables en devises américaines.

Les emprunts de la Commission auprès des banques à charte sont garantis par le gouvernement du Canada.

6. Débentures remboursables

Le 1[er] décembre 1982, la Commission a émis des débentures d'une valeur nominale de $50,000,000 U.S., escomptées à $99.50 par tranche de $100, et portant un intérêt de 11 ¼% par an payable le 1[er] décembre de chaque année. Le remboursement du capital n'est pas exigé avant l'échéance, le 1[er] décembre 1990. Dans certaines circonstances, la Commission a le pouvoir d'en effectuer le remboursement, total ou partiel, avant l'échéance. De plus, selon la situation, une prime peut être payable sur le montant du capital ainsi remboursé.

Les débentures de la Commission sont garanties par une charge sur les céréales qu'elle détient.

7. Obligations envers les agents concernant les céréales achetées des producteurs

Les compagnies de grains agissant à titre d'agent de la Commission acceptent les livraisons des producteurs aux silos de collecte et versent à ces derniers, au nom de la Commission, l'acompte alors en vigueur. Ces achats ne sont définitivement réglés qu'au moment où les agents en ont terminé la livraison à la Commission, aux silos portuaires ou aux minoteries. Les obligations de la Commission envers les agents totalisent $826,390,827 ($1,098,454,073 en 1983) payables relativement aux 5,064,789 (6,980,841 en 1983) tonnes de blé, de blé dur ambré, d'avoine et d'orge conservées dans les silos de collecte et en transit au 31 juillet, mais qui seront livrées et payées après la fin de l'exercice.

8. Obligations envers les agents concernant les bons de livraison reportés

Les compagnies de grains ont, à titre d'agents de la Commission, le droit de reporter les bons de livraison au comptant établis sur des céréales de la Commission et de les mettre en dépôt auprès d'elle. Les fonds en garde sont ensuite remis aux compagnies de grains afin de couvrir les bons de livraison reportés des producteurs venant à échéance au cours des premiers jours de l'année civile suivante.

9. Frais courus et comptes créditeurs

Ce poste comprend surtout des intérêts, des frais fixes, des frais de stockage et de transport courus jusqu'au 31 juillet 1984, ainsi que tout autre compte divers non réglé à cette date. Il inclut également des provisions pour les frais de commercialisation des comptes de mise en commun du blé, du blé dur ambré, de l'avoine, de l'avoine de premier choix, de l'orge et de l'orge de premier choix qui ont été engagés entre le 1[er] août et la fin des activités, le 31 octobre.

10. Compte spécial — Solde net des comptes non répartis

Conformément à l'article 30 de la Loi sur la Commission canadienne du blé, le gouverneur-en-conseil peut autoriser la Commission à virer à un compte spécial le solde non réclamé des comptes qui ont été payables aux producteurs au cours d'une période de six ans ou plus. Outre le paiement des réclamations justifiées de certains producteurs à propos de ces vieux comptes, l'article prévoit que ces fonds peuvent être employés aux fins que le gouverneur-en-conseil, sur la recommandation de la Commission, pourrait juger utiles aux producteurs.

11. Provision pour les frais de l'ajustement de fin de campagne

Ce poste présente le solde des réserves prévues par la Commission pour couvrir les frais relatifs au versement des ajustements de fin de campagne une fois les comptes arrêtés. Six ans après la clôture d'un compte particulier, le solde est viré au compte spécial par décret du Conseil.

12. Engagements en vertu de baux

À titre d'agent de Sa Majesté du chef du Canada, la Commission loue 2,000 wagons-trémies pour le gouvernement du Canada. Tous les frais associés à la location de ces wagons sont recouvrés auprès du gouvernement du Canada et ne sont pas à la charge de la Commission. Sous ce chef, la Commission a reçu des versements totaux se chiffrant à $16,166,224 ($16,272,614 en 1983) au cours de l'exercice terminé le 31 juillet 1984. Les contrats de location ont une durée de 20 et de 25 ans.

CONSEIL DES ARTS DU CANADA

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU CONSEIL DES ARTS DU CANADA ET
L'HONORABLE MARCEL MASSE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES COMMUNICATIONS

J'ai vérifié le bilan du Compte de dotation et le bilan des Fonds spéciaux du Conseil des Arts du Canada au 31 mars 1985 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état de l'avoir du Compte de dotation et l'état des revenus et dépenses et de l'avoir des Fonds spéciaux et l'état de l'évolution de la situation financière du Compte de dotation pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Conseil au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 7 juin 1985

COMPTE DE DOTATION

BILAN AU 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984
Encaisse et dépôts à court terme	5,186	3,088
Intérêts courus	1,442	1,720
Débiteurs	125	148
Frais payés d'avance	300	100
Placements (note 4)	80,457	82,373
Matériel et améliorations locatives (note 5)	266	329
Oeuvres d'art	9,516	8,804
	97,292	96,562

PASSIF	1985	1984
Découvert en banque	1,479	731
Subventions autorisées à payer	18,451	16,251
Créditeurs et frais courus	1,564	1,424
Revenu reporté	210	189
Dû aux Fonds spéciaux (note 6)	2,197	7,232
Provision pour prestations de cessation d'emploi	1,015	827
	24,916	26,654
AVOIR		
Fonds de capital		
Principal de la caisse établie en vertu de l'article 14 de la Loi	50,000	50,000
Gains nets accumulés lors de l'aliénation de placements	9,586	8,773
	59,586	58,773
Surplus d'apport—Oeuvres d'art	9,516	8,804
	69,102	67,577
Surplus		
Affecté	2,300	2,300
Non affecté	974	31
	3,274	2,331
	72,376	69,908
	97,292	96,562

Approuvé par le Conseil:

Trésorier
PETER BROWN

Présidente
MAUREEN FORRESTER

CONSEIL DES ARTS DU CANADA—*Suite*

FONDS SPÉCIAUX

BILAN AU 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984
Encaisse et dépôts à court terme	1,527	1,811
Intérêts courus	504	436
Placements (note 4)	27,446	19,914
Dû par le Compte de dotation (note 6)	2,197	7,232
	31,674	29,393

PASSIF	1985	1984
Découvert en banque	154	
Subventions autorisées à payer	2,415	1,579
	2,569	1,579
AVOIR		
Fonds de capital		
Principal	27,809	26,265
Gains nets accumulés lors de l'aliénation de placements	881	976
	28,690	27,241
Surplus non affecté	415	573
	29,105	27,814
	31,674	29,393

Approuvé par le Conseil:

Trésorier
PETER BROWN

Présidente
MAUREEN FORRESTER

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES DU COMPTE DE DOTATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Revenus		
Subvention parlementaire	72,614	65,581
Intérêts et dividendes	10,601	9,816
Location, Banque d'œuvres d'art	596	580
Annulation de subventions, autorisées au cours des exercices précédents, et remboursements	334	437
	84,145	76,414
Dépenses		
Arts		
Subventions et services	69,396	64,661
Administration (tableau)	6,042	5,611
Oeuvres d'art	712	844
	76,150	71,116
Commission canadienne pour l'Unesco		
Administration (tableau)	852	813
Subventions	189	115
	1,041	928
Administration générale (tableau)	6,011	5,928
	83,202	77,972
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus) pour l'exercice	943	(1,558)

CONSEIL DES ARTS DU CANADA—*Suite*

ÉTAT DE L'AVOIR DU COMPTE DE DOTATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	Fonds de capital				Surplus d'apport		Surplus			
		Gains nets accumulés lors de l'aliénation de placements	Total		Total				Total	
	Principal		1985	1984	1985	1984	Affecté	Non affecté	1985	1984
Solde au début de l'exercice	50,000	8,773	58,773	54,534	8,804	7,960	2,300	31	2,331	3,889
Gains nets lors de l'aliénation de placements		813	813	4,239						
Oeuvres d'art achetées au cours de l'exercice					712	844				
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus) pour l'exercice								943	943	(1,558)
Solde à la fin de l'exercice	50,000	9,586	59,586	58,773	9,516	8,804	2,300	974	3,274	2,331

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES ET DE L'AVOIR DES FONDS SPÉCIAUX (NOTE 2) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	Fonds à la mémoire d'Izaak Walton Killam	Fonds spécial de bourses Killam	Jean A. Chalmers	Prix Molson	Lynch-Staunton	Francis E. Barwick	John B.C. Watkins	Vida Peene	Total 1985	Total 1984
Revenus et dépenses										
Revenus										
Intérêts et dividendes	1,467	1,093	32	102	105		17	65	2,881	2,293
Dépenses										
Subventions	1,220	1,107		100	87			65	2,579	1,753
Administration	117	105		4					226	169
	1,337	1,212		104	87			65	2,805	1,922
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus)	130	(119)	32	(2)	18		17		76	371
Avoir										
Fonds de capital										
Principal										
Solde au début de l'exercice	13,036	10,930		1,000	699			600	26,265	18,340
Argent comptant reçu		770	500			40			1,310	7,737
Revenu net capitalisé	135	99							234	188
Solde à la fin de l'exercice	13,171	11,799	500	1,000	699	40		600	27,809	26,265
Gains nets accumulés lors de l'aliénation de placements										
Solde au début de l'exercice	554	260		55	107				976	60
Gains nets (pertes) lors de l'aliénation de placements	(82)	(36)		11	12				(95)	916
Solde à la fin de l'exercice	472	224		66	119				881	976
	13,643	12,023	500	1,066	818	40		600	28,690	27,241
Surplus non affecté										
Solde au début de l'exercice	6	219		4	261		83		573	390
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus)	130	(119)	32	(2)	18		17		76	371
Revenu net capitalisé	(135)	(99)							(234)	(188)
Solde à la fin de l'exercice	1	1	32	2	279		100		415	573
	13,644	12,024	532	1,068	1,097	40	100	600	29,105	27,814

CONSEIL DES ARTS DU CANADA—*Suite*

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DU COMPTE DE DOTATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Provenance des fonds		
Exploitation		
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus) pour l'exercice	943	(1,558)
Postes n'exigeant pas de sortie de fonds		
Amortissement	204	140
Prestations de cessation d'emploi	188	174
Subventions à payer	2,200	612
Autres	262	(68)
	3,797	(700)
Diminution des placements	1,916	
Augmentation des gains nets accumulés lors de l'aliénation des placements	813	4,239
Augmentation du montant dû aux Fonds spéciaux		1,866
	6,526	5,405
Utilisation des fonds		
Diminution du montant dû aux Fonds spéciaux	5,035	
Acquisition de matériel et d'améliorations locatives	141	256
Augmentation des placements		11,140
	5,176	11,396
Augmentation (diminution) des fonds pour l'exercice	1,350	(5,991)
Encaisse et dépôts à court terme		
Solde au début de l'exercice	2,357	8,348
Solde à la fin de l'exercice	3,707	2,357
Composé de		
Encaisse et dépôts à court terme	5,186	3,088
Découvert en banque	(1,479)	(731)
	3,707	2,357

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985

1. Autorité et activités

Le Conseil des Arts du Canada a été constitué en 1957 en vertu de la Loi sur le Conseil des Arts du Canada laquelle autorisait la création d'une Caisse de dotation de $50 millions. À l'exception de la subvention parlementaire annuelle, les fonds et les biens donnés au Conseil en vertu de l'article 20 de la Loi sont habituellement comptabilisés dans les Fonds spéciaux. Le Conseil n'est pas mandataire de Sa Majesté. Le Conseil a pour objectifs de favoriser et de promouvoir l'étude, l'appréciation ainsi que la production d'œuvres d'art.

2. Fonds spéciaux

a) Fonds à la mémoire d'Izaak Walton Killam

Un legs de $12,339,615 en espèces et sous forme de titres a été reçu de la succession de feue M^{me} Dorothy J. Killam, pour l'établissement du Fonds à la mémoire d'Izaak Walton Killam pour études avancées, en vue de décerner des bourses «pour études ou recherches avancées dans des universités, hôpitaux, instituts de recherches ou d'études scientifiques ou autres institutions équivalentes ou analogues établies au Canada et à l'étranger, dans n'importe quel domaine d'étude ou de recherche autre que «les arts», selon la définition qu'en donne actuellement la Loi sur le Conseil des Arts du Canada, mais pouvant se situer hors du domaine des «humanités et des sciences sociales» selon cette même Loi».

Le legs comporte les conditions suivantes: «le Fonds ne doit pas être intégré au Compte de dotation ni être autrement assimilé à d'autres biens du Conseil»; et «advenant la dissolution du Conseil, sa disparition ou son incapacité de continuer à administrer le Fonds Killam à la suite d'une modification de pouvoirs et d'autorité, les biens constituant ce Fonds devront être remis à certaines universités déjà bénéficiaires du testament».

Les espèces et les titres reçus de même que leurs produits ont été placés dans un portefeuille distinct.

b) Fonds spécial de bourses Killam

Un don de $4,353,609 a été reçu de la succession de feue M^{me} Dorothy J. Killam pour la création d'un Fonds spécial de bourses. Le don a été fait sous forme d'actions privilégiées dans une compagnie canadienne. Le produit du rachat de ces actions a été investi et les revenus qui en découlent peuvent servir à accorder des bourses à des Canadiens désireux de faire des études supérieures ou des recherches dans les domaines de la médecine, des sciences et du génie, dans des universités, hôpitaux, instituts de recherches ou d'études scientifiques ou autres établissements équivalents ou analogues au Canada.

Le Fonds comprend également des actions ordinaires d'une compagnie dont les biens importants ont été vendus. Le Conseil a reçu $770,000 au cours de l'exercice ($6.4 millions en 1984).

c) Prix Molson

Des dons totalisant $1,000,000 ont été reçus de la Fondation Molson pour la constitution du Fonds des prix Molson. Les revenus de ce Fonds servent à octroyer des prix en argent à des Canadiens qui se sont distingués dans les domaines des arts, des humanités ou des sciences sociales par des réalisations de nature à enrichir la vie culturelle ou intellectuelle du pays ou à contribuer à l'unité nationale. Le récipiendaire n'est pas restreint quant à l'utilisation qu'il fera du prix.

d) Lynch-Staunton

Ce Fonds a été établi par un legs en espèces de $699,066 reçu de la succession de feu V.M. Lynch-Staunton et peut servir aux programmes ordinaires du Conseil.

e) Jean A. Chalmers

Le Conseil des Arts du Canada a reçu une dotation de $500,000 en espèces de M^{me} Floyd S. Chalmers dans le but d'établir un Fonds spécial Jean A. Chalmers pour l'artisanat. À la suite de consultations avec le Conseil canadien de l'artisanat, le revenu provenant du Fonds sert à apporter un nombre restreint de subventions pour des projets spéciaux visant le perfectionnement ou l'avancement de l'artisanat au Canada.

f) John B.C. Watkins

Ce Fonds a été établi par un legs comportant le revenu net du reliquat de la succession de feu John B.C. Watkins pour fournir des bourses d'études universitaires supérieures dans des pays déterminés.

g) Vida Peene

Ce Fonds a été établi par un legs en espèces de $599,761 reçu de la succession de feue Vida Peene, pour effectuer des versements à des organismes déterminés.

h) Francis Elizabeth Barwick

Un legs de $40,000 en espèces a été reçu de la succession de feue M^{me} Francis Elizabeth Barwick à la condition «que ce legs soit appliqué au profit et à l'encouragement des arts».

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985—*Suite*

i) Legs desquels l'on recevra éventuellement des fonds

i) J.P. Barwick

Ce Fonds, évalué à $40,000, a été légué «à la condition que ledit legs soit mis à la disposition de la division musicale des arts et serve à encourager les arts musicaux».

ii) Edith Davis Webb

Ce Fonds, évalué à $400,000, «devra servir à l'attribution de subventions ou de bourses pour études musicales, selon un mode établi par le Conseil».

iii) Kathleen Coburn

Ce Fonds dont le montant ne peut être établi en ce moment, a pour but de permettre des échanges d'universitaires entre Israël et le Canada.

3. Conventions comptables importantes

a) Méthode de comptabilité

Les revenus et dépenses sont enregistrés selon la comptabilité d'exercice, à l'exception des dividendes qui sont enregistrés selon la comptabilité de caisse.

b) Placements

Les obligations, débentures, actions et hypothèques sont évaluées au prix coûtant. Les portefeuilles de trois Fonds spéciaux (Frances Barwick, Prix Molson et Lynch-Staunton) ont été fusionnés avec le portefeuille du compte de dotation. La participation de chacun des Fonds est établie selon la valeur marchande. Des rajustements trimestriels sont effectués pour tenir compte de tous les retraits de capital et les placements supplémentaires. L'intérêt, les dividendes, les gains et pertes à l'aliénation de placements sont attribués à chaque Fonds selon le pourcentage établi au début de chaque trimestre.

c) Matériel et améliorations locatives

Le matériel et les améliorations locatives sont enregistrés au prix coûtant et amortis sur les durées utiles estimatives selon la méthode linéaire, comme il suit:

Matériel	3 à 5 ans
Améliorations locatives	durée du bail (maximum de 5 ans)

d) Oeuvres d'art

Les œuvres d'art sont enregistrées au prix coûtant.

e) Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des prestations particulières de départ ainsi que le prévoient la politique du Conseil et les conditions de travail. Le coût de ces prestations est porté aux dépenses de l'exercice pendant lequel elles ont été gagnées.

f) Gains et pertes lors de l'aliénation de placements

En vertu de l'article 19(2) de la Loi, les gains nets qui résultent de l'aliénation de placements sont crédités aux fonds de capital-gains nets accumulés lors de l'aliénation de placements. Les pertes nettes qui résultent de l'aliénation de placements sont imputées à ce compte, dans la mesure où les fonds de ce compte le permettent. Dans l'éventualité où les pertes excéderaient le solde disponible dans le compte, l'excédent serait imputé aux dépenses de l'exercice lors de leur réalisation.

g) Surplus d'apport

Les montants payés aux artistes durant l'exercice, pour l'achat d'œuvres d'art, sont imputés aux dépenses. Ces achats sont alors capitalisés comme surplus d'apport—Œuvres d'art et aucun amortissement n'est enregistré.

h) Surplus affecté

Le Conseil a décidé d'établir une réserve afin d'absorber toute diminution de valeur du Compte de dotation original qui serait due à l'inflation. Le Conseil approuve tout changement au compte de surplus affecté.

i) Capitalisation des revenus nets de Fonds spéciaux

Pour préserver l'avoir de ces Fonds à l'intention de futurs boursiers et sur l'avis des fiduciaires, le Conseil capitalise 10% des revenus moins les dépenses d'administration, du Fonds Izaak Walton Killam pour études avancées et du Fonds spécial de bourses Killam. Toutefois le Conseil pourra toujours prélever de l'argent sur ces revenus nets capitalisés, dans le cadre des objectifs de ces Fonds.

j) Régime de pension

Les employés font partie du Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Conseil contribuent à parts égales à ce Régime. Cette cotisation représente en entier le passif du Conseil. Les cotisations à l'égard des services courants sont portées aux dépenses au fur et à mesure.

k) Subventions

Les subventions autorisées par le Conseil sont inscrites au titre des dépenses dans l'exercice établi par le trésorier en consultation avec la Division des Arts. Les subventions annulées au cours de l'exercice après avoir été autorisées au cours des exercices précédents, de même que les remboursements, apparaissent comme revenus au Compte de dotation. Dans le cas des Fonds spéciaux, les subventions annulées et les remboursements sont déduits des dépenses de subventions.

4. Placements

	1985		1984	
	Prix coûtant	Valeur marchande	Prix coûtant	Valeur marchande
	(en milliers de dollars)			
Compte de dotation				
Obligations et débentures	48,895	50,792	49,723	47,997
Actions	28,443	38,739	28,867	36,615
Hypothèques	3,119	2,626	3,783	3,141
	80,457	92,157	82,373	87,753
Fonds spéciaux				
Obligations et débentures	17,343	18,055	12,485	11,977
Actions	9,697	12,038	7,007	8,266
Hypothèques	406	273	422	284
	27,446	30,366	19,914	20,527

5. Matériel et améliorations locatives

	1985			1984
	Prix coûtant	Amortissement accumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Matériel	594	394	200	169
Améliorations locatives	264	198	66	160
	858	592	266	329

CONSEIL DES ARTS DU CANADA—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985—*Fin*

6. Dû aux Fonds spéciaux/Dû par le Compte de dotation

Ces comptes représentent les placements et les intérêts courus relativement aux trois Fonds spéciaux fusionnés au portefeuille de dotation, moins les frais d'administration des portefeuilles Killam et les subventions à verser par la succession de John B.C. Watkins.

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Lynch-Staunton	1,173	1,128
Prix Molson	1,169	1,159
Frances Elizabeth Barwick	40	
Bourses spéciales Killam		5,125
	2,382	7,412
John B.C. Watkins		(15)
Portefeuilles Killam	(185)	(165)
	2,197	7,232

À partir du 1[er] avril 1984, sur la recommandation du Comité de placement et après l'entérinement par le Comité de Direction, les éléments d'actif de la Bourse spéciale Killam furent virés à même le portefeuille du Compte de dotation vers le Fonds Killam de manière à établir un nouveau portefeuille distinct.

7. Engagements à bail

Le 1[er] mars 1985, le Conseil a signé une offre d'intention afin de conclure un bail pour de l'espace à bureaux qui porte sur une période minimale de 10 ans débutant le 1[er] novembre 1985. En se fondant sur les dispositions de cette offre de prendre à bail, le versement annuel de location, soit $1.4 million, débutera le 1[er] février 1987. Ceci résulte d'une période de base non assujettie à un loyer. En outre, le bailleur doit prendre en charge tous les droits et obligations découlant de la présente entente par bail y compris les modifications et les sous-locations qui s'y rattachent.

8. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent furent reclassifiés pour fins de présentation comparative.

TABLEAU DES DÉPENSES D'ADMINISTRATION DU COMPTE DE DOTATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	Arts	Commission canadienne pour l'Unesco	Administration générale	Total 1985	Total 1984
Traitements et prestations aux employés	5,067	617	3,131	8,815	8,306
Location et entretien	146		895	1,041	908
Déplacement du personnel	562	55	83	700	704
Communications	105	20	570	695	971
Services professionnels	15	10	363	388	354
Réunions du Conseil, y compris les indemnités des membres		107	252	359	290
Impression, publication et reproduction	86	25	209	320	283
Amortissement			204	204	140
Fournitures et autres frais de bureau	15	11	140	166	163
Traitement informatisé des données	4	6	104	114	127
Frais de garde des titres			56	56	55
Transports et entreposage	22			22	40
Divers	20	1	4	25	11
	6,042	852	6,011	12,905	12,352

CORPORATION DU CENTRE NATIONAL DES ARTS

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION DE LA CORPORATION
DU CENTRE NATIONAL DES ARTS

J'ai vérifié le bilan de la Corporation du Centre national des Arts au 31 août 1984 ainsi que l'état des revenus et dépenses, l'état du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Corporation au 31 août 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent après avoir accordé un effet rétroactif à la nouvelle méthode de comptabiliser les dépenses en immobilisations dont il est question à la note 3 afférente aux états financiers.

Le vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 16 novembre 1984

BILAN AU 31 AOÛT 1984

ACTIF	1984	1983
	$	$
À court terme		
Encaisse	184,995	227,757
Placements à court terme	8,766,206	11,435,850
Débiteurs (note 4)	683,343	762,397
Stocks	438,106	417,580
Coûts des programmes en cours	411,123	455,914
Frais payés d'avance	262,041	382,343
	10,745,814	13,681,841
Immobilisations (note 5)	3,367,780	1,902,252
	14,113,594	15,584,093

PASSIF	1984	1983
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus (note 6)	2,208,668	2,145,115
Revenus reportés (note 7)	2,045,422	1,549,679
Échéance à moins d'un an de l'obligation à long terme	64,008	55,883
Crédits parlementaires reportés		
Exploitation (note 8)	8,652,000	8,415,700
Réparations extraordinaires à l'édifice (note 9)	1,100,358	2,015,702
	14,070,456	14,182,079
Obligation à long terme découlant d'un contrat location-acquisition (note 10)	67,092	131,100
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	357,812	297,365
	424,904	428,465
	14,495,360	14,610,544
AVOIR (DÉFICIT) DU CANADA		
(Déficit) surplus	(381,766)	973,549
	14,113,594	15,584,093

Approuvé par la direction:

Le Directeur général
D.J.A. MACSWEEN

Le Directeur général adjoint
Finances et administration
R. BLACKBURN

Approuvé par le Conseil d'administration:

Le Vice-président
CLAUDE C. FRENETTE

Membre
B. PRÉFONTAINE

CORPORATION DU CENTRE NATIONAL DES ARTS—*Suite*

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1984

	1984	1983
	$	$
Revenus d'exploitation		
Programmes des arts d'interprétation (tableau 1)	6,617,050	6,325,821
Restaurants (tableau 2)	2,644,111	2,387,966
Garage (tableau 3)	1,288,157	1,145,751
Location	254,543	259,531
Boutique	55,741	
Autres	758,563	722,336
	11,618,165	10,841,405
Dépenses d'exploitation		
Programmes des arts d'interprétation (tableau 1)		
Frais d'exploitation directs	14,130,270	13,416,632
Services de soutien	3,176,217	2,881,910
Restaurants (tableau 2)	2,723,395	2,438,098
Garage (tableau 3)	442,129	364,760
Exploitation des bâtiments (tableau 4)	4,255,475	3,714,797
Services administratifs (tableau 5)	3,654,809	3,741,023
Boutique (tableau 7)	97,939	
	28,480,234	26,557,220
Excédent des dépenses d'exploitation sur les revenus d'exploitation	16,862,069	15,715,815
Autres revenus		
Intérêts sur placements à court terme	666,054	1,075,646
Subvention municipale régionale	245,000	230,000
	911,054	1,305,646
Excédent des dépenses sur les revenus	15,951,015	14,410,169

ÉTAT DU DÉFICIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1984

	1984	1983
	$	$
(Déficit) surplus au début de l'exercice		
Déclaré antérieurement	(669,485)	387,994
Modification d'une convention comptable (note 3)		
Édifice, matériel et améliorations locatives	1,555,906	981,507
Terrain et projets d'immobilisations en cours	115,240	90,000
Matériel et obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	(28,112)	(29,183)
Redressé	973,549	1,430,318
Excédent des dépenses sur les revenus pour l'exercice	(15,951,015)	(14,410,169)
	(14,977,466)	(12,979,851)
Crédit parlementaire	14,595,700	13,953,400
(Déficit) surplus à la fin de l'exercice	(381,766)	973,549

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1984

	1984	1983
	$	$
Provenance des fonds		
Crédits parlementaires		
Exploitation	14,595,700	13,953,400
Réparations extraordinaires à l'édifice	915,344	1,303,166
Intérêts sur placements à court terme et subvention régionale municipale	911,054	1,305,646
	16,422,098	16,562,212
Utilisation des fonds		
Excédent des dépenses d'exploitation sur les revenus d'exploitation	16,862,069	15,715,815
Éléments n'exigeant pas de sortie de fonds		
Augmentation de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(60,447)	(34,360)
Amortissement	(540,025)	(341,271)
Fonds absorbés par l'exploitation	16,261,597	15,340,184
Acquisition d'immobilisations	2,005,553	965,426
Réparations extraordinaires à l'édifice	915,344	1,303,166
Diminution de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	64,008	55,883
	19,246,502	17,664,659
Diminution du fonds de roulement	(2,824,404)	(1,102,447)
Fonds de roulement (négatif) au début de l'exercice	(500,238)	602,209
Fonds de roulement (négatif) à la fin de l'exercice	(3,324,642)	(500,238)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 AOÛT 1984

1. Objectifs et exploitation

La Corporation a pour objectifs d'exploiter et de maintenir le Centre national des Arts, de développer les arts d'interprétation dans la région de la capitale nationale et d'aider le Conseil des Arts du Canada à développer les arts d'interprétation ailleurs au Canada.

Pour faciliter la réalisation de ses objectifs, la Corporation peut organiser et patronner des réalisations, au Centre, dans le domaine des arts d'interprétation; encourager et aider le perfectionnement des troupes d'arts d'interprétation rattachées au Centre; organiser ou patronner des émissions de radio et de télévision ainsi que la projection de films au Centre; aménager au Centre, selon les modalités et aux conditions que la Corporation peut fixer, des locaux pour les organisations nationales et locales poursuivant, entre autres, le développement et l'encouragement des arts d'interprétation au Canada; et à la demande du gouvernement du Canada ou du Conseil des Arts du Canada, organiser des représentations ailleurs au Canada par des troupes d'arts d'interprétation, établies ou non au Canada et organiser des représentations hors du Canada par des troupes d'arts d'interprétation établies au Canada.

Afin de réaliser ces objectifs, Sa Majesté a cédé et loué l'édifice du Centre national des Arts à la Corporation pour une période de vingt ans échéant le 31 mai 1989. Selon les clauses du bail, la Corporation est chargée de l'entretien et de l'exploitation de l'édifice mais est exempte du paiement d'un loyer.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 AOÛT 1984—*Suite*

2. Principales conventions comptables

a) Méthode de comptabilité

Les comptes de la Corporation sont tenus selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

b) Placements à court terme

Les placements à court terme sont évalués au coût, ce qui est proche de la valeur marchande.

c) Subventions

Les subventions sont inscrites aux revenus dans l'exercice pendant lequel des engagements fermes ont été pris vis-à-vis la Corporation par les donateurs.

d) Coûts des programmes en cours

Les frais directs, y compris les avances aux troupes et artistes, encourus avant la fin de l'exercice pour les programmes en cours sont reportés et imputés à l'exercice pendant lequel les programmes se terminent. Les frais indirects et les services communs non attribuables à des spectacles particuliers sont imputés aux dépenses dans l'exercice pendant lequel ils sont encourus.

e) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette pour la nourriture, la boisson et le matériel de la boutique ou au coût de remplacement pour les matériaux de production.

f) Immobilisations

Les immobilisations utilisées au cours de l'exploitation, autre que le complexe du CNA sont enregistrées au coût. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, comme suit:

Édifice—l'Atelier	20 ans
Matériel	5 et 7 ans
Améliorations locatives	10 ans

Les gains et les pertes réalisés lors de l'aliénation d'immobilisations sont crédités ou imputés à l'exploitation.

Les coûts relatifs aux projets d'immobilisations en cours sont reportés à la rubrique appropriée des immobilisations lorsque le projet est achevé, et ils sont alors amortis conformément à la politique de la Corporation.

Les réparations extraordinaires à l'édifice du CNA sont déduites du crédit parlementaire reçu à cet effet et ne sont pas capitalisées.

g) Revenus reportés

Les revenus provenant de billets vendus avant la fin de l'exercice pour les programmes en cours sont reportés et crédités aux revenus de l'exercice pendant lequel les programmes se terminent. Les certificats-cadeaux et bons d'échange non utilisés par les détenteurs dans les trois ans de leur émission, sont radiés des livres et crédités aux revenus. Un pourcentage de ceux de moins de trois ans est aussi crédité aux revenus.

h) Contrat de location-acquisition

Le matériel et l'obligation correspondante inscrits aux livres en vertu d'un contrat de location-acquisition sont capitalisés à la valeur actualisée des paiements futurs à effectuer. Le matériel inscrit en vertu d'un contrat de location-acquisition est amorti selon la méthode linéaire conformément à la politique de la Corporation sur les immobilisations. L'obligation inscrite en vertu d'un contrat de location-acquisition est réduite par le paiement de la location moins les intérêts imputés.

i) Dépenses d'exploitation

Les dépenses des programmes des arts d'interprétation ne comprennent pas les coûts visant l'entretien des bâtiments et du matériel, des services publics, des services administratifs du mobilier et du matériel. Les dépenses des restaurants, du garage et de la boutique ne comprennent pas les coûts visant les services publics, les services administratifs et l'entretien des bâtiments. Ces coûts sont divulgués respectivement comme dépenses d'exploitation des bâtiments et services administratifs.

j) Régime de retraite

Les employés de la Corporation font partie du Régime de pension de retraite de la Fonction publique, qui est administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au régime sont exigées et des employés et de la Corporation. Ces contributions représentent la dette totale de la Corporation et sont comptabilisées lorsqu'elles deviennent exigibles.

k) Imdemnités de cessation d'emploi

Les employés de la Corporation ont droit à certaines indemnités lors de leur cessation d'emploi, comme le prévoient leurs contrats de travail et les conditions d'emploi. Ces indemnités sont inscrites au passif dès qu'elles sont gagnées par les employés selon les conditions d'emploi.

l) Crédits parlementaires

Le crédit parlementaire d'exploitation reçu durant l'exercice terminé le 31 août se rapporte à l'exercice financier du gouvernement du Canada se terminant le 31 mars de l'exercice suivant. En conséquence, vu que le montant reçu jusqu'au 31 août représente le crédit total, $^{7}/_{12}$ième est reporté à l'exercice suivant et le solde, y compris le montant reporté de l'exercice précédent, est crédité aux revenus de l'exercice courant.

Le crédit parlementaire reçu pour réparations extraordinaires à l'édifice est considéré comme revenu reporté jusqu'à son utilisation. Un montant égal aux réparations encourues durant l'exercice est déduit du crédit parlementaire reporté—Réparations extraordinaires à l'édifice. Advenant le cas où le coût total des réparations serait moindre que le coût prévu, le solde serait viré au Fonds du revenu consolidé.

3. Modification d'une convention comptable

Au cours de l'exercice, la Corporation a modifié avec effet rétroactif sa méthode de comptabiliser les dépenses en immobilisations, afin d'obtenir un meilleur appariement des revenus et des dépenses:

a) Les dépenses en immobilisations concernant l'édifice, le matériel, les améliorations locatives et le matériel détenu en vertu d'un contrat location-acquisition, autrefois imputées aux dépenses de l'exercice d'acquisition, sont maintenant capitalisées et amorties.

b) Les dépenses en immobilisations concernant le terrain et les projets d'immobilisations en cours, autrefois imputées aux dépenses de l'exercice d'acquisition, sont maintenant capitalisées.

Il en résulte que l'excédent des dépenses sur les revenus pour les exercices terminés le 31 août 1984 et 1983 a été diminué de $1,572,672 et de $600,710 respectivement.

CORPORATION DU CENTRE NATIONAL DES ARTS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 AOÛT 1984—*Suite*

4. Débiteurs

	1984	1983
	$	$
Comptes clients	510,162	513,563
Provision pour créances irrécouvrables	(39,394)	(25,211)
	470,768	488,352
Subventions	66,227	57,500
Intérêts courus	65,392	105,757
Prêts aux musiciens—L'achat d'instruments	61,250	96,785
Autres	19,706	14,003
	683,343	762,397

5. Immobilisations

	1984			1983
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Terrain	90,000		90,000	90,000
Édifice—l'Atelier	298,069	44,072	253,997	268,901
Matériel	2,482,765	986,560	1,496,205	884,360
Matériel détenu en vertu d'un contrat de location-acquisition	302,025	190,872	111,153	158,871
Améliorations locatives	1,475,264	363,614	1,111,650	419,495
Projets d'immobilisations en cours	304,775		304,775	80,625
	4,952,898	1,585,118	3,367,780	1,902,252

6. Créditeurs et frais courus

	1984	1983
	$	$
Fournisseurs	1,207,652	1,170,166
Salaires et congés annuels courus	524,121	553,307
Déductions à la source et taxes de vente	460,283	373,438
Retenues sur contrats	16,612	48,204
	2,208,668	2,145,115

7. Revenus reportés

	1984	1983
	$	$
Billets vendus avant la fin de l'exercice relativement à des programmes en cours	1,916,309	1,418,288
Certificats-cadeaux non utilisés et autres	129,113	131,391
	2,045,422	1,549,679

8. Crédit parlementaire—Exploitation

	1984	1983
	$	$
Reporté de l'exercice précédent	8,415,700	7,942,100
Reçu durant l'exercice	14,832,000	14,427,000
Crédité à l'état du déficit	(14,595,700)	(13,953,400)
Reporté à l'exercice suivant	8,652,000	8,415,700

9. Crédit parlementaire—Réparations extraordinaires à l'édifice

	1984	1983
	$	$
Reporté de l'exercice précédent	2,015,702	3,318,868
Dépenses de l'exercice	(915,344)	(1,303,166)
Reporté à l'exercice suivant	1,100,358	2,015,702

10. Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition

Les loyers minimum futurs exigibles en vertu d'une obligation découlant d'un contrat de location-acquisition sont les suivants:

Exercice se terminant le 31 août	$	$
1984		83,070
1985	83,070	83,070
1986	73,367	73,367
Total des loyers minimum futurs	156,437	239,507
Moins: somme représentant les intérêts	25,337	52,524
Valeur actualisée de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	131,100	186,983
Moins: échéance à moins d'un an	64,008	55,883
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition à long terme	67,092	131,100

Le contrat de location-acquisition est comptabilisé à la valeur actualisée des loyers minimum futurs selon un taux d'intérêt implicite de 16%. Cette obligation échoit en 1986.

11. Engagements par bail

Les engagements minimum futurs par bail de la Corporation au 31 août 1984 s'élevaient à $1,148,978 et sont exigibles comme suit:

Exercice se terminant le 31 août	$
1985	350,956
1986	291,869
1987	294,967
1988	211,186
	1,148,978

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 AOÛT 1984—*Fin*

12. **Opérations entre apparentés**

En plus de la location de l'édifice du CNA, fourni sans frais, la Corporation reçoit des services de vérification sans frais du Bureau du vérificateur général du Canada.

Durant l'exercice et dans le cours normal de ses opérations, la Corporation a payé des montants totalisant $495,000 au ministère des Travaux publics pour des services publics et $102,122 à la Commission de la Capitale nationale pour l'entretien du terrain et le déblaiement de la neige.

13. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice terminé le 31 août 1983 ont été reclassifiés pour qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice terminé le 31 août 1984.

TABLEAU DES REVENUS ET DÉPENSES DES PROGRAMMES DES ARTS D'INTERPRÉTATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1984

TABLEAU 1

	Danse et variétés		Musique		Théâtre		Festival		Total	
	1984	1983	1984	1983	1984	1983	1984	1983	1984	1983
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Revenus										
Guichets	3,142,590	3,304,000	1,123,573	848,149	1,458,078	1,213,887	342,926	490,496	6,067,167	5,856,532
Subventions particulières			7,800	300	2,000				9,800	300
Recouvrement de coûts	70,948	3,658	187,015	227,555	64,740	32,939	757	70,198	323,460	334,350
Autres	748		19[illegible],805	102,756	17,070	15,534		16,349	216,623	134,639
	3,214,286	3,307,658	1,517,193	1,178,760	1,541,888	1,262,360	343,683	577,043	6,617,050	6,325,821
Dépenses										
Directes										
Interprètes et musiciens	2,669,679	2,472,538	3,070,451	2,511,708	1,348,440	961,410	442,300	853,080	7,530,870	6,798,736
Décors, accessoires de scène et machinistes	609,053	429,408	283,710	221,302	1,493,308	1,805,387	127,119	470,361	2,513,190	2,926,458
Costumes	16				121,408	165,041	57,046	173,699	178,470	338,740
Services artistiques et professionnels	40,926	5,390	17,735	10,129	336,939	302,609	35,962	76,519	431,562	394,647
Théâtre et autres dépenses de production	155,362	113,450	97,893	99,715	211,634	198,760	34,916	54,040	499,805	465,965
	3,475,036	3,020,786	3,469,789	2,842,854	3,511,729	3,433,207	697,343	1,627,699	11,153,897	10,924,546
Publicité										
Spectacles	504,851	2[illegible],530	212,032	95,849	295,592	206,559	41,042	163,230	1,053,517	715,168
Abonnements	43,829	[illegible]4,965	216,832	179,598	189,609	148,896			450,270	383,459
	548,680	304,495	428,864	275,447	485,201	355,455	41,042	163,230	1,503,787	1,098,627
Administration (tableau 6)	323,400	193,499	373,699	359,254	682,062	688,393	93,425	152,313	1,472,586	1,393,459
Frais d'exploitation directs	4,347,116	3,518,780	4,272,352	3,477,555	4,678,992	4,477,055	831,810	1,943,242	14,130,270	13,416,632
Excédent des dépenses sur les revenus avant les frais non répartis	1,132,830	211,122	2,755,159	2,298,795	3,137,104	3,214,695	488,127	1,366,199	7,513,220	7,090,811
Services de soutien (tableau 6)									3,176,217	2,881,910
Excédent des dépenses sur les revenus									10,689,437	9,972,721

CORPORATION DU CENTRE NATIONAL DES ARTS—*Suite*

TABLEAU DES REVENUS ET DÉPENSES DES RESTAURANTS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1984 TABLEAU 2

	1984	1983
	$	$
Revenus		
Nourriture	1,473,339	1,307,663
Boisson	1,150,710	1,C49,300
Autres	20,062	31,003
	2,644,111	2,387,966
Dépenses		
Coût des ventes		
Nourriture	610,933	529,355
Boisson	378,787	336,988
	989,720	866,343
Marge brute	1,654,391	1,521,623
Frais généraux et d'administration		
Traitements, salaires et prestations aux employés	1,331,419	1,243,223
Fournitures et location de matériel	199,495	158,198
Amortissement	52,599	15,707
Réparations et entretien	35,545	19,589
Mobilier et matériel	29,559	41,177
Musique et divertissement	21,252	37,697
Commission sur les cartes de crédit	21,096	19,285
Publicité et promotion	18,814	15,067
Services professionnels	6,558	415
Voyages	3,016	7,859
Autres	14,322	13,538
	1,733,675	1,571,755
Total des dépenses	2,723,395	2,438,098
Excédent des dépenses sur les revenus	79,284	50,132

TABLEAU DES REVENUS ET DÉPENSES DU GARAGE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1984 TABLEAU 3

	1984	1983
	$	$
Revenus		
Stationnement	1,284,320	1,143,783
Autres	3,837	1,968
	1,288,157	1,145,751
Dépenses		
Traitements, salaires et prestations aux employés	353,717	331,360
Réparations et entretien	43,818	6,981
Fournitures	25,416	15,274
Publicité	7,714	262
Amortissement	5,055	5,055
Mobilier et matériel	4,594	3,327
Autres	1,815	2,501
	442,129	364,760
Excédent des revenus sur les dépenses	846,028	780,991

TABLEAU DES DÉPENSES— EXPLOITATION DES BÂTIMENTS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1984 TABLEAU 4

	1984	1983
	$	$
Traitements, salaires et prestations aux employés	1,596,799	1,490,928
Services publics	970,970	749,818
Réparations et entretien des bâtiments et du matériel	923,136	812,453
Amortissement	480,721	320,509
Services professionnels et frais connexes	129,134	92,138
Mobilier et matériel	99,762	191,864
Blanchisserie et nettoyage à sec	18,513	18,663
Uniformes	12,117	2,743
Frais de voyages et de représentation	6,547	13,027
Frais de bureau	3,930	2,706
Autres	13,846	19,948
	4,255,475	3,714,797

TABLEAU DES DÉPENSES— SERVICES ADMINISTRATIFS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1984 TABLEAU 5

	1984	1983
	$	$
Traitements, salaires et prestations aux employés	2,534,668	2,457,375
Frais de bureau	308,834	301,040
Télécommunications	209,913	367,963
Loyer des bureaux	152,435	96,463
Publicité et promotion	97,118	138,285
Assurances	71,884	68,597
Services professionnels et frais connexes	70,116	73,518
Honoraires et dépenses des membres du Conseil	64,391	100,668
Frais de voyages et de représentation	54,485	68,187
Formation	26,439	27,075
Réparations et entretien	19,198	11,901
Autres	45,328	29,951
	3,654,809	3,741,023

TABLEAU DES DÉPENSES— PROGRAMMES DES ARTS D'INTERPRÉTATION— ADMINISTRATION ET SERVICES DE SOUTIEN POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1984 TABLEAU 6

	Administration		Services de soutien	
	1984	1983	1984	1983
	$	$	$	$
Traitements, salaires et prestations aux employés	1,280,888	1,219,909	2,027,075	1,788,103
Frais de voyages et de représentation	123,399	107,597	36,907	57,046
Mauvaises créances	19,327	900		
Frais de bureau	17,459	14,758	283,994	210,780
Services professionnels et frais connexes	10,422	27,195	73,647	65,777
Publicité et promotion			430,339	425,390
Loyer de l'entrepôt			132,202	127,385
Commissions et frais de service			98,691	120,095
Intérêts du contrat de location-acquisition			27,187	34,281
Autres	21,091	23,100	66,175	53,053
	1,472,586	1,393,459	3,176,217	2,881,910

CORPORATION DU CENTRE NATIONAL DES ARTS—*Fin*

TABLEAU DES REVENUS ET DÉPENSES DE LA BOUTIQUE POUR LES 10 MOIS TERMINÉS LE 31 AOÛT 1984 TABLEAU 7

	1984	1983
	$	$
Revenus		
Ventes	55,741	
Dépenses		
Coût des marchandises vendues	34,616	
Marge brute	21,125	
Frais généraux et d'administration		
Traitements, salaires et prestations aux employés	44,117	
Mobilier et matériel	9,729	
Fournitures et location de matériel	3,846	
Voyages	1,716	
Amortissement	1,650	
Autres	2,265	
	63,323	
Total des dépenses	97,939	
Excédent des dépenses sur les revenus	42,198	

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE MARCEL MASSE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES COMMUNICATIONS

J'ai vérifié le bilan de la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne au 31 mars 1985 ainsi que l'état des résultats, l'état de l'avoir du Canada et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le vérificateur général du Canada
RAYMOND DUBOIS, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 5 juin 1985

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Prêts aux producteurs		
Longs métrages	3,205,805	2,382,201
Émissions canadiennes	1,606,284	1,918,578
Crédit parlementaire à recevoir (note 3)	6,329,318	2,952,028
Débiteurs	361,319	271,455
Frais payés d'avance	109,667	38,698
	11,612,393	7,562,960
Immobilisations (note 4)		
Mobilier, équipement, automobile et améliorations locatives	857,777	521,072
Moins: amortissement accumulé	286,594	159,578
	571,183	361,494
	12,183,576	7,924,454

PASSIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Créditeurs	3,771,564	1,080,524
Montant à payer au Canada (note 5)		4,000,000
Portion à court terme de l'obligation découlant de contrats de location-acquisition		54,251
	3,771,564	5,134,775
Provision pour prestations de cessation d'emploi	202,000	90,030
	3,973,564	5,224,805
AVOIR DU CANADA		
Avoir du Canada	8,210,012	2,699,649
	12,183,576	7,924,454

Approuvé par le Conseil:

Président
EDOUARD PRÉVOST

Approuvé par la direction:

Directeur exécutif
ANDRÉ LAMY

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985			1984
	Émissions canadiennes	Longs métrages	Total	Total
	$	$	$	$
Dépenses de support (note 6)				
Production anglaise	25,539,836	1,854,462	27,394,298	6,310,039
Production française	10,927,351	2,122,054	13,049,405	5,202,671
Commercialisation et distribution		2,999,291	2,999,291	478,480
Développement de l'industrie		1,771,825	1,771,825	322,108
	36,467,187	8,747,632	45,214,819	12,313,298
Revenus				
Intérêts sur les prêts aux producteurs	271,412	398,886	670,298	283,079
Honoraires de gestion	1,067,587	181,101	1,248,688	301,644
	1,338,999	579,987	1,918,986	584,723
Coût de l'exploitation avant dépenses d'administration	35,128,188	8,167,645	43,295,833	11,728,575
Dépenses d'administration (note 7)			1,759,093	910,857
Coût de l'exploitation pour l'exercice			45,054,926	12,639,432

ÉTAT DE L'AVOIR DU CANADA POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Solde au début de l'exercice	2,699,649	381,988
Crédit parlementaire	46,565,289	14,957,093
Virement d'un montant à payer au Canada (note 5)	4,000,000	
	53,264,938	15,339,081
Coût de l'exploitation pour l'exercice	45,054,926	12,639,432
Solde à la fin de l'exercice	8,210,012	2,699,649

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Provenance des fonds		
Crédit parlementaire	46,565,289	14,957,093
Libération de l'obligation de rembourser un montant à payer au Canada	4,000,000	
	50,565,289	14,957,093
Utilisation des fonds		
Exploitation		
Coût de l'exploitation pour l'exercice	45,054,926	12,639,432
Postes n'exigeant pas de sortie de fonds		
Amortissement	(134,348)	(94,944)
Augmentation de la provision pour prestations de cessation d'emploi	(111,970)	(39,333)
	44,808,608	12,505,155
Acquisition nette d'immobilisations	344,037	338,204
Diminution de l'obligation à long terme découlant de contrats de location-acquisition		48,018
	45,152,645	12,891,377
Augmentation du fonds de roulement	5,412,644	2,065,716
Fonds de roulement au début de l'exercice	2,428,185	362,469
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	7,840,829	2,428,185

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985

1. Statut et activités

La Société a été constituée en 1967 par la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne avec l'objectif de favoriser et d'encourager le développement de l'industrie du long métrage au Canada. Depuis, elle s'est vue confier la gestion du Fonds de développement de la production d'émissions canadiennes établi le 1er juillet 1983 dans le cadre de la Stratégie canadienne de la radiotélédiffusion ainsi que la gestion de nouveaux programmes dans le cadre de la Politique du film et de la vidéo de mai 1984.

La Société est une société d'État régie par la Loi sur l'administration financière selon les dispositions de la partie VIII de cette loi telle qu'elle existait lors de son abrogation et au même titre que si elle avait continué d'être mentionnée à l'annexe C de cette loi.

2. Conventions comptables importantes

a) Prêts aux producteurs

Les prêts consentis aux producteurs de longs métrages et d'émissions canadiennes sont montrés au bilan à leur valeur nominale, déduction faite d'une provision pour pertes.

b) Placements

Les fonds avancés aux producteurs de longs métrages et d'émissions canadiennes en contrepartie de participations aux bénéfices sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont versés, à titre de support à la production.

Tout encaissement subséquent, jusqu'à concurrence du montant du placement y relatif, est crédité aux résultats en diminution des dépenses de support de production faites au cours de l'exercice. Tout montant additionnel, le cas échéant, est comptabilisé aux revenus.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985—*Suite*

c) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant.

L'amortissement est calculé d'après la méthode de l'amortissement dégressif, aux taux annuels de 20% pour le mobilier et l'équipement et de 30% pour l'automobile. Celui des améliorations locatives est calculé d'après la méthode de l'amortissement linéaire, à des taux établis en fonction de la durée des baux.

d) Crédit parlementaire

Le crédit parlementaire voté aux fins prévues de la Société comporte un montant qui est reporté aux exercices futurs pour le développement de l'industrie du long métrage, et un autre montant relatif au Fonds de développement de la production d'émissions canadiennes qui périme. La partie non périmée du crédit parlementaire est comptabilisée à l'avoir du Canada. Tout solde admissible non utilisé à la fin de l'exercice est présenté au bilan comme crédit parlementaire à recevoir.

e) Prestations de cessation d'emploi

Les employés de la Société ont droit à des prestations de cessation d'emploi tel que le prévoient leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

f) Régime de retraite

Tous les employés participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de la Société. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués. Le mode de paiement des contributions pour services antérieurs est déterminé en fonction des conditions de rachat en vigueur, généralement sur le nombre d'années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

3. Crédit parlementaire à recevoir

	1985	1984
	$	$
Financement temporaire aux producteurs et distributeurs de longs métrages	794,195	1,617,799
Développement de l'industrie du long métrage	3,260,028	1,187,929
Production d'émissions canadiennes	2,275,095	146,300
	6,329,318	2,952,028

4. Immobilisations

	1985			1984
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur nette	Valeur nette
	$	$	$	$
Mobilier et équipement	717,867	264,326	453,541	237,562
Automobile	18,844	5,653	13,191	9,139
Équipement détenu en vertu de contrats de location-acquisition				59,729
Améliorations locatives	121,066	16,615	104,451	55,064
	857,777	286,594	571,183	361,494

5. Montant à payer au Canada

Le 29 mai 1984, le gouvernement a libéré la Société de l'obligation de rembourser un crédit parlementaire de $4,000,000 octroyé en 1982 à la Société pour le financement temporaire accordé aux producteurs et distributeurs de longs métrages. Ce montant a donc été viré à l'avoir du Canada au cours de l'exercice.

6. Dépenses de support

	1985			1984
	Émissions canadiennes	Longs métrages	Total	Total
	$	$	$	$
Placements	36,083,096	7,276,018	43,359,114	10,851,974
Retours de placements	(910,383)	(1,104,211)	(2,014,594)	(218,631)
Prêts radiés		70,636	70,636	319,712
Remboursements de prêts déjà radiés		(478,776)	(478,776)	(338,848)
	35,172,713	5,763,667	40,936,380	10,614,207
Dépenses de fonctionnement	1,294,474	2,983,965	4,278,439	1,699,091
	36,467,187	8,747,632	45,214,819	12,313,298

7. Dépenses de fonctionnement

	1985	1984
	$	$
Salaires et avantages sociaux	2,997,573	1,358,463
Location, taxes, chauffage et électricité	683,495	266,118
Impression, affranchissement et frais de bureau	476,784	218,953
Services de conseillers	374,500	194,887
Honoraires professionnels	353,299	154,782
Voyages	326,171	143,485
Publicité et frais de représentation	280,434	82,791
Téléphone et télex	149,390	83,367
Amortissement	134,348	94,944
Expédition de films aux festivals	116,814	
Films et sous-titrages de films	83,461	
Frais de relocalisation	50,872	
Frais financiers	10,391	12,158
	6,037,532	2,609,948
Portion attribuée aux dépenses de support (note 6)	4,278,439	1,699,091
Portion attribuée aux dépenses d'administration	1,759,093	910,857

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1985—*Fin*

8. Engagements

Au 31 mars 1985, la Société est engagée contractuellement à avancer des fonds totalisant $10,124,954 à titre de prêts et de placements, dont $1,356,287 en regard de productions françaises et $8,768,667 en regard de productions anglaises. De plus, elle a accepté des projets de financement qui pourraient appeler des déboursés d'environ 21 millions de dollars dont 2.8 millions de dollars en regard de productions françaises et 18.2 millions de dollars en regard de productions anglaises.

La Société a signé des baux à long terme pour la location de locaux et d'équipement dans le cadre de ses activités. Le loyer minimum global annuel qui sera versé au cours des prochains exercices s'établit comme suit:

	$
1986	601,041
1987	536,842
1988	526,547
1989	417,687
1990	302,201
1991-1995	965,901
	3,350,219

9. Éventualités

Au 31 mars 1985, la Société est poursuivie pour un montant de $370,000 pour allégation de bris de contrat. Cette cause n'a pas encore été entendue. Se basant sur des avis juridiques reçus, la direction est d'avis que la perte, s'il y en a, qui peut résulter du dénouement de cette cause ne sera probablement pas importante et, pour cette raison, aucune provision n'a été prise en compte.

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA ET
L'HONORABLE MARCEL MASSE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES COMMUNICATIONS

J'ai vérifié le bilan de la Société Radio-Canada au 31 mars 1985 ainsi que l'état des revenus et dépenses et des crédits parlementaires d'exploitation, l'état du Compte du fonds effectif et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la radiodiffusion de 1968 et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le vérificateur général du Canada
E. R. ROWE, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 14 juin 1985

BILAN AU 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984
À court terme		
Encaisse	10,433	8,834
Débiteurs	52,911	50,279
À recevoir du gouvernement du Canada	10,797	1,028
Prêt hypothécaire à recevoir		5,500
Fournitures techniques et de production	11,803	10,363
Émissions réalisées et en cours de production	51,334	50,748
Droits sur films et textes et autres frais payés d'avance	30,981	35,950
	168,259	162,702
Placements (note 3)	5,588	6,332
Immobilisations (note 4)	516,962	469,746
	690,809	638,780

PASSIF	1985	1984
À court terme		
Créditeurs et frais courus	116,179	93,290
Accroissement de la paie de vacances	39,379	37,779
Solde remboursable des crédits parlementaires—Immobilisations (note 5)	352	94
Dû au Gouvernement du Canada		6,119
	155,910	137,282
À long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	88,860	87,378
Avances du Gouvernement du Canada (note 6)	33,000	33,000
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition (note 7)	504	615
	122,364	120,993
	278,274	258,275
AVOIR DU CANADA		
Compte du fonds effectif	412,535	380,505
	690,809	638,780

Les notes ci-jointes et l'annexe A font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le Conseil d'administration:

Vice-président aux finances
RONALD FOURNIER

Administrateur
PIERRE JUNEAU

Administrateur
MICHEL VENNAT

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA—*Suite*

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES ET DES CRÉDITS PARLEMENTAIRES D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Dépenses		
Service national de radiodiffusion, coûts des émissions et de la distribution (voi annexe A) (note 13)	962,357	876,995
Radio Canada International, service de radiodiffusion	16,679	15,473
Visite du pape	9,013	
Total des services de radiodiffusion	988,049	892,468
Ingénierie	9,562	8,706
Administration (note 15)	55,070	36,757
Commissions aux agences et réseaux	30,170	24,873
Frais de vente	17,721	16,612
	1,100,572	979,416
Revenus		
Publicitaires	212,287	179,111
Divers	16,176	13,314
Crédits d'exploitation	808,450	736,442
	1,036,913	928,867
Excédent des dépenses sur les revenus	63,659	50,549
Déduire: dépenses ne nécessitant pas de sorties de fonds (note 5)	47,960	46,295
Déficit de l'exercice courant	(15,699)	(4,254)
Excédent reporté—En début d'exercice	5,848	10,102
Excédent (déficit)—En fin d'exercice	(9,851)	5,848

Les notes ci-jointes et l'annexe A font partie intégrante des états financiers.

TABLEAU DES COÛTS DES ÉMISSIONS ET DE LA DISTRIBUTION DU SERVICE NATIONAL DE RADIODIFFUSION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars) **ANNEXE A**

	1985	1984
Émissions		
Anglaises		
Radio		
Réseau	47,367	42,614
Régionales	53,370	48,761
Télévision		
Réseau	217,813	198,066
Régionales	134,379	122,279
Françaises		
Radio		
Réseau	38,403	34,730
Régionales	22,229	21,452
Télévision		
Réseau	166,231	138,216
Régionales	45,000	45,199
	724,792	651,317
Distribution		
Radio		
Réseau	15,732	14,460
Stations	23,920	21,597
Télévision		
Réseau	53,743	50,161
Stations	35,394	31,118
Remboursement—Publicité du réseau—Part des affiliées	16,010	14,950
	144,799	132,286
Frais généraux d'administration		
Émissions et distribution		
Radio	22,824	22,649
Télévision	69,942	70,743
	92,766	93,392
	962,357	876,995

ÉTAT DU COMPTE DU FONDS EFFECTIF POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Solde au début de l'exercice	380,505	353,229
Ajouter (déduire): crédits parlementaires—Immobilisations (note 5)	91,519	66,791
crédits parlementaires — Fonds de roulement (note 5)	4,700	12,020
perte sur aliénation d'immobilisations	(530)	(986)
déficit de l'exercice courant	(15,699)	(4,254)
dépenses ne nécessitant pas de sorties de fonds (note 5)	(47,960)	(46,295)
Solde—Fin d'exercice	412,535	380,505

Les notes ci-jointes et l'annexe A font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA—*Suite*

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Provenance des fonds		
Crédits parlementaires		
Exploitation	799,458	736,442
Immobilisations	91,777	66,885
Fonds de roulement	4,700	12,020
Visite du pape	8,992	
	904,927	815,347
Recettes publicitaires	212,287	179,111
Revenus divers	16,176	13,314
Placements	744	
Aliénation d'immobilisations	3,059	3,413
	1,137,193	1,011,185
Utilisation des fonds		
Frais d'exploitation	1,100,572	979,416
Déduire: éléments n'exigeant pas de sorties de fonds		
amortissement	43,672	39,715
provision pour indemnités de cessation d'emploi	1,472	5,997
	1,055,428	933,704
Acquisition d'immobilisations	94,578	70,302
Placements		59
Remboursement des crédits non engagés d'immobilisations	258	94
	1,150,264	1,004,159
Augmentation/diminution des fonds de roulement	(13,071)	7,026
Fonds de roulement en début d'exercice	25,420	18,394
Fonds de roulement en fin d'exercice	12,349	25,420

Les notes ci-jointes et l'annexe A font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985

1. Pouvoirs et objectif

La Société Radio-Canada a été constituée en vertu des Lois sur la radiodiffusion de 1936, 1958 et 1968. Elle est un agent de Sa Majesté et tout bien qu'elle acquiert devient la propriété de cette dernière.

L'objectif de la Société consiste à créer et à offrir un service national de diffusion à tous les Canadiens dans les deux langues officielles, à la télévision et à la radio, ainsi qu'un service international, le contenu et le caractère de ces deux services devant être principalement canadiens.

2. Principales pratiques comptables

Les états financiers de la Société ont été préparés par la direction conformément aux pratiques comptables généralement reconnues et appliquées de façon uniforme. Étant donné que dans bien des cas la valeur précise de certains éléments d'actif et de passif dépend d'événements futurs, la préparation d'états financiers périodiques suppose nécessairement le recours à des estimations et à des approximations. La direction estime que les états financiers ont été préparés avec soin dans un contexte suffisamment concret et selon des pratiques comptables que nous résumons ci-dessous:

a) Fournitures techniques et de production

Les stocks de fournitures techniques et de production sont inscrits au plus bas du prix coûtant moyen et de la valeur de remplacement.

b) Émissions réalisées et en cours de production

Les émissions réalisées et en cours de production sont inscrites à l'inventaire au prix coûtant, qui comprend le coût des biens et services, la main-d'œuvre directe ainsi que la part des frais généraux imputables à chaque émission. Le coût global d'une émission est imputé à l'exploitation lors de la diffusion ou lorsque l'émission est déclarée inutilisable.

c) Droits sur films

La Société prend des engagements pour les droits de diffusion de films. Ces engagements figurent dans les comptes à titre de «Droits sur films payés d'avance» à mesure que les paiements sont effectués selon les dispositions de chaque contrat. Ces droits sont imputés à l'exploitation lors de la diffusion des films ou lorsqu'ils sont jugés inutilisables.

d) Placements

Le placement dans une entreprise mixte est comptabilisé à la valeur de consolidation et la participation de la Société aux profits ou aux pertes est portée aux revenus ou dépenses de la Société. Les autres placements sont comptabilisés au prix coûtant.

e) Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au prix coûtant, qui comprend les matériaux, les services d'ingénierie, les frais directs de main-d'œuvre et les frais généraux qui s'y rapportent. Elles sont amorties selon la méthode linéaire en utilisant des taux basés sur la durée d'utilisation probable des biens, comme suit:

Immeubles	33 ans
Équipement technique	
Émetteurs et pylônes	20 ans
Autres	10 ans
Mobilier et matériel de bureau	10 ans
Véhicules	5 ans

Les améliorations locatives dites «majeures» sont capitalisées et amorties selon la durée du contrat de location (durée maximale de cinq ans). Les sommes relatives aux projets d'immobilisations en cours sont reportées à la rubrique appropriée des immobilisations lorsque le projet est achevé, et elles sont alors amorties conformément à la politique de la Société. Les gains et les pertes réalisés lors de l'aliénation des biens immobilisés sont portés au Compte du fonds effectif.

f) Contrats de location-acquisition

Les biens et les obligations y afférentes relatifs aux contrats de location-acquisition sont comptabilisés à la valeur actualisée des paiements à effectuer. Les biens inscrits en vertu de contrats de location-acquisition sont amortis selon la méthode linéaire en utilisant des taux basés sur la durée d'utilisation probable des biens ou sur la durée des contrats de location, selon le cas. Les obligations afférentes sont réduites par les paiements de la location moins les intérêts imputés.

g) Indemnités de cessation d'emploi et paies de vacances

Les indemnités de cessation d'emploi et les paies de vacances sont comptabilisées comme dépenses au fur et à mesure qu'elles s'accumulent selon les conditions d'emploi.

h) Régime de retraite

Les coûts du financement courant des prestations de retraite sont imputés à l'exploitation au fur et à mesure. Le passif non capitalisé établi par évaluation actuarielle est financé par des paiements imputés à l'exploitation selon les périodes recom-

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1985—*Suite*

mandées par les actuaires et conformément aux exigences réglementaires. Les paiements supplémentaires sont imputés à l'exploitation dès qu'ils sont effectués.

i) Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires pour les dépenses d'exploitation sont comptabilisés comme revenus. Les crédits parlementaires nets d'immobilisations et ceux du fonds de roulement sont portés au Compte du fonds effectif.

3. Placements

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
La «Soirée du hockey»—Entreprise en participation, à la valeur de consolidation	5,376	5,980
Télévision St-François Inc.—Actions privilégiées, au prix coûtant	210	350
Master FM Limited—Actions ordinaires, au prix coûtant	2	2
	5,588	6,332

4. Immobilisations

	1985			1984
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur au livre	Valeur au livre
	(en milliers de dollars)			
Terrains	35,082		35,082	37,783
Immeubles	228,358	87,926	140,432	138,050
Équipement technique	521,349	255,139	266,210	245,363
Mobilier et matériel de bureau	21,375	7,964	13,411	11,581
Véhicules	10,354	7,396	2,958	2,611
Améliorations locatives	5,786	1,770	4,016	3,859
Propriétés en location-acquisition	798	232	566	729
Projets en cours	54,287		54,287	29,770
	877,389	360,427	516,962	469,746

5. Crédits parlementaires

	Visite du Pape	Exploitation	Immobilisations	Fonds de roulement	Total
	(en milliers de dollars)				
Paiements à la Société pour assurer le service de diffusion	8,992	799,458	91,777	4,700	904,927
Remboursable au gouvernement du Canada			258		258
Sommes retenues —1985	8,992	799,458	91,519	4,700	904,669
—1984		736,442	66,791	12,020	815,253

Les dépenses suivantes ne nécessitent pas de crédits parlementaires d'exploitation courants:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Amortissement	43,672	39,715
Provision pour indemnités de cessation d'emploi et paies de vacances	4,288	6,580
	47,960	46,295

6. Avances du Gouvernement du Canada

Des avances sans intérêt sont consenties par le gouvernement du Canada pour le fonds de roulement. Ces avances deviennent remboursables dès que l'encaisse et les bons du trésor dépassent les besoins en fonds de roulement de la Société.

7. Obligations en vertu de contrats de location

Au 31 mars 1985, les obligations de la Société, exigibles en vertu de contrats majeurs de location-acquisition et de location-exploitation, qui ont une durée de plus d'un an se présentaient comme suit:

	Location-acquisition	Location-exploitation
	(en milliers de dollars)	
1986	210	35,379
1987	183	34,645
1988	151	29,118
1989	85	25,540
1990	8	14,929
1991-2061		9,753
Total des loyers futurs	637	149,364
Déduire: la somme représentant l'intérêt	133	
Obligations à long terme en vertu de contrats de location-acquisition	504	

8. Engagements

Au 31 mars 1985, les engagements pour des droits sur films s'établissaient à 27,0 millions (37,5 millions en 1984).

9. Caisse de retraite

Pratiquement tous les employés permanents adhèrent au régime de retraite de la Société. Les versements globaux imputés à l'exploitation pour le coût du régime au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1985 étaient de 38,2 millions (36,4 millions pour l'exercice terminé le 31 mars 1984). Au 31 mars 1985, la valeur actuelle du passif non capitalisé était évaluée à 112,3 millions sur la base de l'évaluation actuarielle du 31 décembre 1983.

En vertu des règlements de la Loi sur les normes des prestations de pension, la Société s'est engagée à liquider progressivement le passif découvert d'ici au 31 décembre 2006.

10. Éventualités

Dans le cours normal des affaires, diverses revendications et poursuites ont été intentées contre la Société. La direction estime que les pertes, s'il y en a, qui peuvent résulter du règlement de ces litiges ne seront probablement pas importantes et il n'en a pas été fait mention dans les comptes de la Société.

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985—*Fin*

11. Impôt

En tant que société d'État, Radio-Canada est assujettie aux dispositions de la Loi fédérale de l'impôt sur le revenu en vertu de la partie LXXI du Règlement de l'impôt sur le revenu. Cependant, au cours d'exercices antérieurs, la Société a subi des pertes fiscales qui sont reportées et peuvent être déduites des revenus imposables futurs.

Au 31 mars 1985, les pertes reportées pour fins d'impôt totalisaient 31,2 millions. Au cas où ces pertes ne seraient pas utilisées, leur utilité fiscale expirerait comme suit:

	(en milliers de dollars)
31 mars	
1987	6,674
1990	1,267
1991	4,837
1992	18,415
	31,193

12. Opérations entre organismes apparentés

La Société est apparentée directement, en propriété commune, à tous les ministères du gouvernement canadien, organismes et sociétés d'État et elle est financée principalement par le Parlement du Canada. Les opérations conclues avec le Canada sont indiquées dans les notes 5, 6 et 14.

Les opérations conclues au cours de l'exercice avec les ministères, organismes et sociétés d'État apparentés découlaient de l'exploitation courante, sans influence ni importance particulière, et selon l'usage commercial courant applicable à toutes les personnes et entreprises.

La vente du terrain de la Société à Winnipeg au Conseil national de recherches au prix de 2,7 millions (voir note 14) constitue un recouvrement du prix d'achat initial.

13. Coûts des suppressions de postes

Par suite de la réduction des crédits parlementaires de 1985-86, la Société a mis en œuvre un programme de suppressions de postes entraînant des coûts de mises à pied de 22 millions, subis et comptabilisés durant l'exercice 1984-85.

14. Vente d'un terrain à Winnipeg (Manitoba)

La Société a été autorisée par le Décret CP 1984-8/2564 à céder au Conseil national de recherches un terrain de 2,11 hectares à Winnipeg (Manitoba) pour 2,7 millions. Conformément au Décret, la Société a conservé cette somme.

15. Gestion et services

Des dépenses de $55,070,000 pour la Gestion et les services comprenaient une somme d'environ 15 millions représentant des articles de dépenses extraordinaires couvrant: du nouveau matériel, le développement des systèmes et les services de soutien, de nouveaux systèmes financiers, le regroupement des programmes de formation nationale et des relations avec les employés et les artistes, un nouveau Programme d'aide aux employés, des projets spéciaux de communication, une partie des coûts de suppression de postes, des sondages spéciaux de recherche sur l'auditoire, ainsi qu'une accélération des accroissements de la provision pour les congés et les mises à pied. Les 3,3 millions qui restent ainsi que l'augmentation de 18,3 millions sont attribuables à l'inflation et à des articles divers.

PARTIE II

SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET AUTRES PARTICIPATIONS

1. INTRODUCTION À LA PARTIE II

Cette partie est conforme à la disposition de la *Loi sur l'administration financière*, alinéa 153(3)a) voulant que le Rapport du président contienne «notamment les renseignements suivants: la liste, à une date déterminée, de toutes les sociétés d'État et de toutes les personnes morales dont les actions sont détenues par Sa Majesté, une société d'État, pour leur compte ou en fiducie pour elles».

Les renseignements donnés indiquent la situation des sociétés d'État et autres sociétés en coparticipation du gouvernement canadien, au 31 juillet 1985, sauf indication contraire.

Chacune des listes comprend:

les sociétés d'État mères, leurs filiales et leurs sociétés affiliées. Les filiales et sociétés sont regroupées comme suit:

- **les filiales en propriété exclusive**, propriété à 100 p. 100,
- **les filiales en propriété majoritaire**: si une société d'État détient 50 p. 100 et plus en capital, ou
- **les sociétés affiliées**, dans le cas d'une participation inférieure à 50 p. 100:

(Les sous-filiales ne figurent habituellement que jusqu'à un niveau de propriété secondaire.)

les entreprises en coparticipation, celles qui sont la propriété directe du Canada et d'un autre gouvernement (étranger, provincial ou municipal); le pourcentage de participation indiqué est fondé sur le nombre de votes détenus par l'État;

les entreprises mixtes, celles qui sont la propriété directe du Canada et d'intérêts du secteur privé; le pourcentage de participation indiqué est fondé sur le nombre de votes détenus par l'État;

les autres entités, celles sans capital-actions dans lesquelles le gouvernement du Canada a, directement ou par l'intermédiaire d'une société d'État, en vertu d'une loi, d'un article de constitution, d'une lettre patente ou d'un règlement, le droit de nommer un ou plusieurs membres du conseil d'administration ou d'un organe de direction du même genre;

les organismes internationaux, créés en vertu des accords internationaux, auxquels le Canada a le droit de nommer ou d'élire des membres d'un organe de direction.

Un résumé statistique du nombre d'entités appartenant à chacune des catégories figure ci-dessous.

Le lecteur est prié de noter que les descriptions des mandats des sociétés qui figurent dans cette partie ne visent qu'à donner l'essentiel de chaque mandat. Elles n'ont aucun caractère légal. De même, les objectifs du gouvernement indiqués ne se veulent qu'un résumé. Si le lecteur désire en savoir plus à ce sujet, il trouvera l'information s'y rapportant dans les actes constitutifs, les articles de constitution ou les rapports annuels des sociétés.

2. RÉSUMÉ STATISTIQUE

31 juillet 1985

Sociétés d'État	
Sociétés d'État mères, dont les sept sociétés exemptes de la Partie XII de la LAF	59*
Filiales à 100 p. 100	134
TOTAL	193
Investissements des sociétés d'État (directs et indirects)	
Filiales à participation à 50 p. 100 ou plus et inférieure à 100 p. 100	38
Sociétés affiliées à participation inférieure à 50 p. 100	96
TOTAL	134
Entreprises en coparticipation et entreprises mixtes	
TOTAL	25
Autres entités	
Entités sans capital-actions	38
Organismes internationaux	
Entités créées en vertu d'accords internationaux	13

* Inclut:

— sociétés en cours de dissolution	1
— sociétés dissoutes mais figurant toujours à l'annexe C	5
	6

3. RÉPERTOIRE

3.1 SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES, FILIALES EN PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE, AUTRES FILIALES ET SOCIÉTÉS AFFILIÉES

Notes

1. Lorsque les sociétés figurent dans les annexes de la *Loi sur l'administration financière* (LAF), l'annexe en question est indiquée entre parenthèses juste après le nom de la société.

2. En vertu de la LAF, une filiale est une société d'État si elle est détenue à 100 p. 100, directement ou indirectement, par une société d'État mère.

---

1. Administration de la voie maritime du Saint-Laurent (C-I)
   - Filiales en propriété exclusive:
     - La Corporation du pont international de la Voie maritime Limitée
     - Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Inc.

2. Administration de pilotage de l'Atlantique (C-I)

3. Administration de pilotage des Grands Lacs Ltée (C-I)

4. Administration de pilotage des Laurentides (C-I)

5. Administration de pilotage du Pacifique (C-I)

6. Air Canada (C-II)
   - Filiales en propriété exclusive:
     - Airtransit Canada
     - Carte enRoute Inc.
     - Service Air Canada Inc.
     - Touram Inc.
       - Touram Group Service, Inc.
   - Filiales en propriété majoritaire:
     - Matac Cargo Limitée (50%)
   - Sociétés affiliées en propriété minoritaire:
     - Aeronautical Radio, Inc. (1.0%)
     - Air Cargo Facilities (2.5%)
     - Airlines Clearing House Inc. (1.00%)
     - Airlines Reporting Corporation (1.0%)
     - Airline Tariff Publishing Co. (6.69%)
     - Global Travel Computer Holdings Limited (21.1%)
     - GPA Group Limitée (22.68%)
       - Air Maple Limitée
       - Air Tara Limitée
       - Aviation Consultants Limitée
       - Elasis B.V.
       - GPA Corporation
       - GPA (Europe) Limited
       - GPA Financial Services Limited
       - GPA Insurance Brokers Limited
       - GPA Leasing (NA) NV
       - GPA Midland Limited (51%)
       - GPA Spacecon Limited

Guinness Peat Aviation Asia Limited
Guinness Peat Western Limited
Irish Aerospace Limited
TAI Limited
TAI Incorporated
Innotech Aviation Limitée (30%)
Cross Canada Flights Limited
Innotech Aviation Nfld. Limited
International Aeradio (Caribbean) Limited (1%)
Société internationale de télécommunications aéronautiques (0.78%)

7. Les Arsenaux canadiens Limitée (C-I)

8. Les Associés Mingan, Ltée (C-I)

9. Banque du Canada (société exempte)

10. Banque fédérale de développement (C-I)

11. Canadian National (West Indies) Steamships, Ltd. (C-I)

12. Canagrex (C-I)*

13. Centre de recherches pour le développement international (société exempte)

14. Centre international d'exploitation des océans (C-I)

15. Commission canadienne du blé (société exempte)

16. Commission canadienne du lait (C-I)

17. Commission de la Capitale nationale (C-I)

18. Commission d'énergie du Nord canadien (C-I)

19. Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (C-II)

Filiales en propriété exclusive:
Autoport Limitée
The Canada and Gulf Terminal Railway Company
Canat Limited
C.N. (France) S.A.
CNM Inc.
Holding industriel de Halifax, Limitée (33.3%)
Lakespan Marine Inc. (50%)
Seabase Limitée (15%)
Coastal Transport Limited
CN Marine Inc.
CN Transactions Inc.
Canac Consultants Limitée
Canaprev Inc. (50%)
Canaven Limitée
CN Exploration Inc.
CN Hotels Inc.
Compagnie du complexe ferroviaire de Toronto (50%)
Aménagements du triage de l'Est Limitée (50%)
Hôtels nationaux du Canada (Moncton) Limitée
Compagnie des messageries nationales du Canada
Compagnie nationale de correspondance du Canada Limitée
Compagnie nationale de navigation du Canada Limitée

---

* Société en cours de dissolution

Compagnie des télégraphes nationaux du Canada
La Compagnie du grand télégraphe du Nord-Ouest (94.54%)
Compagnie du tunnel et du complexe ferroviaire Mont-Royal, Limitée
Grand Trunk Corporation
Central Vermont Railway, Inc.
Domestic Four Leasing Corporation
Domestic Three Leasing Corporation
Domestic Two Leasing Corporation
Duluth, Winnipeg and Pacific Railway Company
Grand Trunk Land Development Corporation
Grand Trunk Radio Communications, Inc.
Grand Trunk Western Railroad Company
The Belt Railway Company of Chicago (8.33%)
Chicago and Western Indiana Railroad Company (20%)
Trailer Train Company (2.63%)
The Minnesota and Manitoba Railroad Company
The Minnesota and Ontario Bridge Company
Northwestel Inc.
Télécommunications Terra Nova Inc.
La Tour CN Limitée
Trust des titres des chemins de fer nationaux du Canada
Les transports nationaux du Canada, Limitée
Transport Chapman Limitée
Transports Empire Limitée
Transport Royal Limitée
Transport Route Canada Inc.
Chalut Transport (1974) Inc.
Les Entreprises Bussières Limitée (50%)

Filiales en propriété majoritaire:
Compagnie canadienne du chemin de fer du Nord québécois (59.7%)
Compagnie canadienne du chemin de fer du Sud (50%)
La Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac St-Jean (89.1%)
Compagnie du complexe ferroviaire Shawinigan (50%)
Compagnie du tunnel de la rivière Détroit (50%)
Compagnie de holding du Nord Limitée (71.9%)
EID Systèmes d'identification électroniques Limitée (60%)
Les marchés publics, Limitée (50%)

Sociétés affiliées en propriété minoritaire:
Les armateurs eurocanadiens, Limitée (18%)
Compagnie de gestion de Matane Inc. (49.9%)
Compagnie de holding Fort Point Limitée (25%)
Halterm Limitée (33.3%)
Intercast S.A. (18%)
OCRA Communications Inc. (5.51%)
Sciences informatiques du Canada, Limitée (7.87%)
Télésat Canada (3.75%)

20. Conseil canadien des normes (C-I)

21. Conseil des Arts du Canada (société exempte)

22. Construction de défense (1951) Limitée (C-I)

23. Corporation commerciale canadienne (C-I)

24. Corporation de développement des investissements du Canada (C-II)

Filiales en propriété exclusive:
- Canadair Limitée
- Eldorado Nucléaire Limitée
  - Eldorado MPI Limitée
  - Eldorado Aviation Limitée
  - Les Ressources Eldorado Limitée
  - 119371 Canada Limitée
    - Les Ressources Eldor Limitée
    - Kcy Lake Mining Corporation (16.6%)
- Société de Havilland Aviation du Canada, Limitée
  - De Havilland Canada, Inc.
- Société financière Canadair
  - Canadair Inc.
  - Canadair International Limitée
  - Canarch Limitée
  - Challenger Aviation Service GmbH
  - Les Services Canadair Limitée
  - La Société générale atomique du Canada Limitée

25. Corporation du Centre national des Arts (société exempte)

26. Corporation Place du Havre Canada (C-I)

27. Énergie atomique du Canada Limitée (C-I)

28. Harbourfront Corporation (C-I)

Filiale en propriété exclusive:
- Harbourpoint

Filiale en propriété minoritaire:
- Harbourfront Developments (Harbourfront) Limited

Filiales sans capital-actions:
- Art Gallery at Harbourfront
- School-By-the-Water

29. Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales (C-I)

30. Loto Canada Inc. (C-I)*

31. Monnaie royale canadienne (C-I)

32. Office canadien des provendes (C-I)

33. Office canadien du poisson salé (C-I)

34. Office de commercialisation du poisson d'eau douce (C-I)

35. Pêcheries Canada Inc. (C-I)

Filiales en propriété majoritaire:
- Pêcheries Cartier Inc. (87%)
  - Chantier maritime de Gaspé
  - Pêcheries Atlantiques du Québec Inc. (75%)

36. Petro-Canada (C-II)

Filiales en propriété exclusive:
- Bent Horn Development Inc.
- Canertech Ltée.

---

* Dissoute mais figurant toujours à l'annexe C.

Hunter Enterprises Orillia Limited (60.0%)
Sparfil International Inc. (49.0%)
Trecan Limited (51.0%)
Valera Electronics Inc. (11.3%)
Canertech Conservation Inc.
- Canertech Conservation (N.-B. - I.-P.-É.) Inc. (81.6%)
- Canertech Conservation (N.-É.) Inc. (80.0%)
- Canertech Conservation (Ontario) Inc. (88.9%)

107744 Canada Inc.

Petro-Canada Consulting Corporation

Société Petro-Canada pour l'assistance internationale

Petro-Canada Inc.
- Arctic Islands Resources Limited
- Arctic Pilot Project Inc.
- Asher American, Inc.
- Big Eagle Oil & Gas Limited
  - Aquilla Holdings Limited
- Blakeny & Son (1979) Limited
- Fifth Pacific Stations Limited
- GMI Co. (Bahamas) Limited
- Independent Fuels & Lumber Limited
- Joseph Elie Limited
- Opal Oils Limited
  - Commodore Oils Limited
    - First Pacific Stations Limited
    - Second Pacific Stations Limited
    - Third Pacific Stations Limited
    - Fourth Pacific Stations Limited
- *Les produits pétrochimiques du Pacifique Limitée
- *Pacific Petroleums Limited
- Pacific Petroleums (Overseas) Limited
- Pacific Pipelines, Inc.
- Petro-Canada Chimie Inc.
- Petro-Canada Drilling Inc.
- *Petro-Canada Enterprises Inc.
- Petro-Canada Espanola, S.A.
- Petro-Canada Norway A#S
- Petro-Canada Oil & Gas Inc.
- *Pétroles Petro-Canada Inc.
- Ressources pétrolières Petro-Canada Inc.
  - Les produits Petro-Canada Inc.
    - BP Home Comfort Limited
    - BP Marketing Canada Limited
    - Dépanneurs Le Frigo Limitée
    - Les Restaurants Chatelaine Limited
    - L.M. Petroleum Inc.
    - Saint Laurent Petroleum Inc.
- Petro-Canada (U.K.) Limited
- Petroleum Transmission Company
- Petron Petroleum Limited
- Prairie Leaseholds Limited
- Prairie Minerals Limited
- Rocair Limited

---

* Filiales en cours de dissolution

Tri-Mountain Petroleums Limited
Value Serve Stations Limited
Venezuelan Canadian Oils, C.A.
Venezuelan Pacific Petroleums, C.A.
Xychem Inc.
103912 Canada Inc.
106616 Canada Inc.
106617 Canada Inc.
106618 Canada Inc.
106619 Canada Inc.
106620 Canada Inc.
106621 Canada Inc.
123627 Canada Inc.

Filiales en propriété majoritaire:
Cal-Jet Holdings Ltd (50%)
Canstar Oils Sands Limited (50%)
Keyanaw Oils Sands Limited (50%)
Les Huiles Du Royaume Inc. (50%)
Marchand Petroleum (Canada) Inc. (50%)
Panarctic Oils Limited (52.73%)
Petro-Canada Centre Finance Inc. (50%)
Petro-Canada Centre Inc. (50%)
Sedpex Inc. (50%)
Viatec Resource Systems, Inc. (50%)
Wapisoo Oils Sands Limited (50%)
288564 Alberta Ltd. (50%)

Filiales en propriété minoritaire:
Ducharme & Carbone (1981) Inc. (43.8%)
Harvey's Oil Limited (49.9%)
Internationale de Services Industriels et Scientifique, S.A. (27%)
Les Huiles Desroches Inc. (45%)
Les Pétroles Sherbrooke Inc. (47%)
Mcasphalte Inc. (49%)
Marc Dufresne (1978) Inc. (49.99%)
Northward Development Limited (17%)
Perry Fuels Inc. (49%)
Pétroles de la Mauricie (Canada) Inc. (49.99%)
Pétroles M. Miron Inc. (49.9%)
Pétroles St-Jean-sur-Richelieu Inc. (49%)
Roma Fuels Limited (49%)
Sulconam Inc. (7.6%)
Syncrude Canada Limited (17%)
Thermo Page Inc. (49.9%)
Town & Country Fuels (1980) Inc. (49%)
Westcoast Transmission Company Limited (31.2%)
113989 Canada Ltd. (49.9%)
128963 Canada Inc. (49%)
139741 Canada Ltée (49%)

Filiales à participation inférieure à 5%:
Campbell Resources Inc.
Cheyenne Petroleum Corp. (NPL)
Cynthia Gas Gathering Company
International Standard Resources Limited

Manhattan Continental Development Corporation
Mascot Gold Mines Limited
New Nadina Explorations Limited
Nova, An Alberta Corporation
Pacific Energy Resources Limited
Pacific Northern Gas
Peace Pipe Line Limited
Petrogas Processing Limited
Polar Gas Engineering Services Ltd.
Redwater Water Disposal Co.
Riley's Data Share
Rimbey Pipe Line Co. Limited
Sultran Limited
Wardean Drilling Co. Limited
204383 Enterprises Inc.

37. Societa a responsibilita limitata Immobiliare San Sebastiano (C-I)*

38. Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée (C-I)

39. Société canadienne des ports (C-II)

Filiale en propriété majoritaire:
Ridley Terminals Inc. (90%)

40. Société canadienne des postes (C-I)

41. Société canadienne d'hypothèques et de logement (C-I)

42. Société d'assurance-dépôts du Canada (C-I)

43. Société de construction des musées du Canada Inc. (C-I)

44. Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne (société exempte)

45. Société de développement du Cap-Breton (C-I)

Filiales en propriété exclusive:
Cape Breton Cerbofuels Limited
Darr (Cape Breton) Limitée
Dundee Estates Limitée

Filiale en propriété majoritaire:
Whale Cove Summer Village Limited (62.5%)

Sociétés affiliées en propriété minoritaire:
Bay Lumber Limited (7%)
Cape Breton Offshore Fabricators Limited (33 ⅓%)
Eastern Carbide Tools Limited (1%)
Haak Conveyor & Manufacturing Limited (42%)
Newco Mining Limited (10%)
Sun Mountain Development Limited (Cape Breton Ski Club) (4%)
4 M Panga Hotel Co. Limited (45%)

46. Société du crédit agricole (C-I)

47. Société du port de Halifax (C-II)

48. Société du port de Montréal (C-II)

49. Société du port de Prince Rupert (C-II)

* Société en cours de dissolution

50. Société du port de Québec (C-II)

51. Société du port de St. John's (C-II)

52. Société du port de Vancouver (C-II)

53. Société immobilière du Canada Limitée (C-I)

Filiales en propriété exclusive:
Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée
Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée
Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc.

54. Société pour l'expansion des exportations (C-I)

55. Société Radio-Canada (société exempte)

Sociétés affiliées en propriété minoritaire:
Master FM Limited (20%)
Visnews Limitée (33%)
News Film Services Limited
British Commonwealth International Newsfilm Agency Limited
Viscom International (USA) Limited

56. St. Anthony Fisheries Limited (C-I)*

57. Téléglobe Canada (C-II)

Filiale en propriété exclusive:
Téléglobe Canada Limitée

58. Uranium Canada, Ltée (C-I)*

59. VIA Rail Canada Inc. (C-I)

3.2 ENTREPRISES MIXTES ET EN COPARTICIPATION

Entreprises dont le capital-actions appartient à l'État et à d'autres gouvernements ou organismes, afin d'encourager la réalisation d'objectifs communs.

Note: Les filiales et sociétés affiliées ne figurent pas sur cette liste.

1. Compagnie de navigation Canarctic Limitée

2. Corporation de développement du Canada

3. Lower Churchill Development Corporation

4. Mohawk St-Régis Lacrosse Ltée (société inactive)

5. Nanisivik Mines Limitée

6. Newfoundland and Labrador Development Corporation Ltée

7. North Portage Development Corporation

8. N.S. Holdco Limited

9. Produits de la mer nationaux Ltée

*Société en cours de dissolution.

10. Société coopérative de l'énergie

11. Société Inter-Port de Québec

12. Télésat Canada

13. 125459 Canada Limited

En vertu de la *Loi sur la faillite*, le surintendant des faillites a reçu des parts dans les sociétés suivantes:

14. Prestige Poultry Products Ltd.

15. Mount Nansen Mines Ltd.

16. Geoform Designs Inc.

17. Captain Scotts Fish & Chips (1978) Ltd.

18. Romfield Building Corporation Ltd.

19. Sixpro Inc.

20. International Hydrodynamics Co. Ltd.

21. Wilanour Resources Ltd.

22. Blake Resources

23. Totran Services Ltd.

24. House of Brougham Ltd.

25. Equity Capital Investments Ltd.

3.3 AUTRES ENTITÉS

Entités sans capital-actions dans lesquelles le gouvernement du Canada a le droit de nommer un ou plusieurs membres du conseil d'administration ou d'un organe de direction du même genre.

1. Administration du pont Blue Water

2. Administration du pont du port de Saint John

3. Association canadienne des entraîneurs

4. Association pour l'exportation du livre canadien

5. Buffalo and Fort Erie Public Bridge Authority

6. Caisse du souvenir

7. Calgary Olympic Development Association

8. The Canadian Co-operative Implements Limited

9. Centre national du sport et de la récréation, Inc.

Commissions des ports

10. Commission du port du fleuve Fraser
11. Commissaires du port de Hamilton
12. Commission du port de Nanaïmo
13. Commission du port de North Fraser
14. Commission du port d'Oshawa
15. Commission du port de Port Alberni
16. Commission du port de Thunder Bay
17. Commissaires du port de Toronto
18. Commission du port de Windsor

19. Commission du parc international Roosevelt de Campobello
20. Conseil de fiducie du fonds canadien de recherche de la Reine Elizabeth II sur les maladies d'enfance
21. Conseil des grains du Canada
22. Le Conseil médical du Canada
23. Enquête Condition Physique Canada (99488 Canada Inc.)
24. Fondation Asie - Pacifique du Canada
25. Fonds de bienfaisance de l'armée
26. Hockey Canada Inc.
27. Institut canadien de recherches en génie forestier
28. Institut canadien du cuir et de la chaussure
29. Institut international du Canada pour le grain
30. Institut Vanier de la famille
31. The Nature Trust of British Columbia
32. Office des produits agricoles
33. Oo-za-we-kwun Centre Inc. (société inactive)
34. PARTICIPaction (Sport Participation Corporation)
35. Prix humanitaire Terry Fox Inc.
36. Société de caisse de retraite de la commission internationale des pêcheries
37. Société de l'usine-pilote de protéines, huiles et amidons
38. Western Grains Research Foundation

3.4 ORGANISMES INTERNATIONAUX

Entités créées en vertu d'accords internationaux dans lesquelles le Canada a le droit de nommer ou d'élire des membres à un organe de direction.

1. Association internationale de développement
2. Banque africaine de développement
3. Banque asiatique de développement
4. Banque de développement des Caraïbes
5. Banque interaméricaine de développement
6. Banque internationale pour la reconstruction et le développement
7. Commission de la frontière internationale
8. Commission mixte internationale
9. Commission des sépultures de guerre du Commonwealth
10. Fonds monétaire international
11. Fonds africain de développement
12. Fonds international de développement agricole
13. Société financière internationale

ANNEXE «A»

Sociétés ajoutées à la Partie II ou radiées

Société	Nature du changement	Notes
1. Aerocet Investment Company	Radiation	Air Canada
2. Airlines Reporting Corporation	ajout	Air Canada
3. Avion Investment Company	Radiation	Air Canada
4. Bent Horn Development Inc.	ajout	Petro-Canada
5. Buffalo and Fort Erie Public Bridge Authority	ajout	Omise des listes précédentes
6. Calgary Olympic Development Association	ajout	Créée en 1979 - omise des listes précédentes
7. Compagnie canadienne du chemin de fer du Sud	ajout	Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada
8. Compagnie du tunnel de la rivière Détroit	ajout	Companie des chemins de fer nationaux du Canada
9. Cape Breton Carbofuels Limited	ajout	Société de développement du Cap-Breton
10. Elasis B.V.	ajout	Air Canada
11. Carte Enroute Inc.	ajout	Air Canada
12. Fondation Asie-Pacifique du Canada	ajout	Créée le 14 juin 1984
13. GPA Financial Services Limited	ajout	Air Canada
14. GPA Insurance Brokers Limited	ajout	Air Canada
15. GPA Leasing (NA) NV	ajout	Air Canada
16. GPA Spacecon Limited	ajout	Air Canada
17. GPM (Cayman) Limited	radiation	Air Canada
18. Global Travel Communications Inc.	radiation	Air Canada
19. Guillemot Limitée	radiation	Air Canada
20. Guinness Peat Aviation Asia Limited	ajout	Air Canada
21. Guinness Peat Western Limited	ajout	Air Canada
22. Grimshaw Trucking and Distributing Ltd.	radiation	Filiale de la Société des transports du Nord Limitée (vendue)

Société	Nature du changement	Notes
23. Harbourpoint	ajout	Harbourfront Corporation
24. Les immeubles d'entretien aéronautiques, Limitée	radiation	Air Canada
25. Irish Aerospace Limited	ajout	Air Canada
26. Mechron Energy Ltd.	radiation	Canertech
27. Nortran Offshore Limited	radiation	Société des transports du Nord Limitée*
28. Petro-Canada Petroleum Marketing Inc.	ajout	Petro-Canada
29. Produits de la mer nationaux Ltée	ajout	Détenue conjointement avec N.S. Holdco Ltd.
30. Société canadienne des paris sportifs	radiation	Dissoute
31. Société des transports du Nord Limitée	radiation	Vendue
32. Société du port de St. John's	ajout	Nouvellement constituée
33. Transport Husband (Québec) Inc.	radiation	Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada

* Vendue

4. RENSEIGNEMENTS SUR LES SOCIÉTÉS

4.1 Entreprises mixtes (M) et en coparticipation (C) – Capital-actions détenu conjointement par l'État et d'autres gouvernements ou organismes

Nom de la société		Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/ Objectifs du gouvernement	Pourcentage de participation fédérale*
Compagnie de navigation Canarctic Limitée	M	350, rue Sparks Bureau 809 Ottawa (Ontario) K1R 7S8	Transports	1975, Loi sur les corporations	31 décembre	Coopers et Lybrand	Acheter, vendre, louer et affréter des bateaux de toutes sortes, et faire tout ce qui est nécessaire dans ce commerce.	51
Corporation de développement du Canada	M	444, rue Yonge Bureau 200 Toronto (Ontario) M5B 2H4	Expansion industrielle régionale	1971, Loi sur la Corporation de développement du Canada	31 décembre	Thorne Riddell et Cie	Mettre sur pied et entretenir des sociétés solides, contrôlées et gérées par les Canadiens dans le secteur privé, élargir les possibilités d'investissement offertes aux Canadiens et exploiter ces sociétés de façon rentable dans le meilleur intérêt de tous les actionnaires.	47.2
Lower Churchill Development Corporation Limitée	C	C.P. 9100 St. John's (T.-N.) A1A 2X8	Énergie, Mines et Ressources	1978, Loi sur les sociétés de Terre-Neuve	31 décembre	Clarkson, Gordon et Cie	Établir le mode de mise en valeur, en totalité ou en partie, du potentiel hydro-électrique du bassin inférieur du fleuve Churchill et l'acheminement de cette énergie aux marchés	49
Mohawk St-Régis Lacrosse Ltée	C	a/s de Honeywell, Wotherspoon 500-90, rue Sparks Ottawa (Ontario) K1P 5B4	Affaires indiennes et du Nord canadien	1975, Loi sur les sociétés de l'Ontario	31 août	(société inactive)	Faire l'acquisition des éléments d'actif d'une fabrique insolvable de bâtons de jeu de crosse, située dans la réserve de St-Régis, sur l'île de Cornwall.	(société inactive)
Nanisivik Mines Limitée	M	44, rue Victoria Bureau 401 Toronto (Ontario) M5C 1Y2	Affaires indiennes et du Nord canadien	1974, Loi sur les sociétés de l'Alberta	31 mars	Touche, Ross et Cie	Étudier la possibilité d'exploiter des mines de plomb et de zinc dans l'Arctique canadien, de créer de l'emploi pour les Inuits et d'augmenter la présence canadienne dans l'Arctique.	18
Newfoundland and Labrador Development Corporation Ltée	C	136, ch. Crosbie Immeuble Viking St. John's (T.-N.) A1B 3K3	Expansion industrielle régionale	1973, Loi sur les sociétés de Terre-Neuve	31 mars	Coopers et Lybrand	Aider les petites et les moyennes entreprises de Terre-Neuve et du Labrador au moyen de prêts et d'investissements, de services consultatifs de gestion ainsi que d'autres services et formes d'appui connexes.	40
North Portage Development Corporation	C	4333, avenue Portage Winnipeg (Manitoba) R3B 2E1	Expansion industrielle régionale	1983, Loi sur les sociétés du Manitoba	31 mars	Coopers et Lybrand	Favoriser le développement socio-économique de la région du Portage du Nord au centre de la ville de Winnipeg. En vertu du Programme des projets spéciaux de relance, favoriser la reprise économique du Canada et du Manitoba.	33.3

* Fondé sur le nombre de votes.

Nom de la société		Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/ Objectifs du gouvernement	Pourcentage de participation fédérale
N.S. Holdco Limited	M	a/s Cox, Downie Goodfellow 800, Barrington Tower Scotia Square Halifax (N.-É.) B3J 3E1	Expansion industrielle régionale	1983, Loi sur les corporations commerciales canadiennes; maintenue en 1983 en vertu de la Loi sur les sociétés de Nouvelle-Écosse	31 décembre	Ernst & Whinney	Détenir des actions dans les Produits de la mer national Limitée. Restructurer les pêcheries de l'Atlantique.	31
Produits de la mer nationaux Limitée	M	1959 Upper Water Halifax (N.-É.) B3J 3B7	Expansion industrielle régionale	1953, Loi sur les sociétés de Nouvelle-Écosse	31 décembre	Clarkson, Gordon et Cie	Traiter et mettre en marché des produits et des sous-produits de la pêche. Restructurer les pêcheries de l'Atlantique.	20
Société coopérative de l'énergie	M	2000 Trans Canada Pipelines Tower 530–8 Avenue S.W. Calgary (Alberta) T2P 3S8	Énergie, Mines et Ressources	1982, Loi sur la Société coopérative de l'énergie	31 décembre	Touche, Ross et Cie	Exploiter une société de l'énergie dont le but primordial est d'explorer et de développer de nouvelles ressources en pétrole et en gaz naturel canadien. Regrouper des coopératives dans les domaines financier, agricole, des services et de la mise en marché, dans le but de stimuler leur participation dans l'industrie pétrolière et gazière canadienne.	25
Société Inter-Port de Québec	C	1126, chemin St-Louis Bureau 802 Place Sillery Sillery (Québec) G1S 1E5	Expansion industrielle régionale	1974, Loi spéciale du Gouvernement du Québec	31 mars	Poissant, Richard, Thorne, Riddell et Cie	Élaborer et mettre en œuvre des plans et des programmes pour un complexe industriel utilisant l'infrastructure du port de Québec et contribuant au développement de celle-ci.	40
Télésat Canada	M	333, chemin River Vanier (Ontario) K1L 8H9	Communications	1969, Loi sur Télésat Canada	31 décembre	Peat, Marwick, Mitchell et Cie	Établir un réseau national de communications par satellites qui serait utilisé à plusieurs fins.	50
125459 Canada Limited	M	a/s Cox, Downie Goodfellow 800, Barrington Tower Scotia Square Halifax (N.-É.) B3J 3E1	Expansion industrielle régionale	1983, Loi sur les corporations commerciales canadiennes.	31 décembre	Ernst & Whinney	Détenir des actions dans la société Fishery Products International Limited. Restructurer les pêcheries de l'Atlantique.	62.6

Notes

En vertu de la *Loi sur la faillite*, le surintendant des faillites a reçu des parts dans les sociétés suivantes, parts tenant lieu de contributions payables à la Couronne:

Prestige Poultry Products Ltd.
Mount Nansen Mines Ltd.
Geoform Designs Inc.
Captain Scotts Fish and Chips (1978) Ltd.
Romfield Building Corporation Ltd.
Sixpro Inc.
International Hydrodynamics Co. Ltd.
Wilanour Resources Ltd.
Blake Resources
Totran Services Ltd.
House of Brougham Ltd.
Equity Capital Investments Ltd.

4.2 Autres entités – Organismes sans capital-actions pour lesquels le gouvernement du Canada a le droit de nommer un ou plusieurs membres du conseil d'administration

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/ Objectifs du gouvernement	Pourcentage de participation fédérale
Administration du pont Blue Water	Rue Bridge Point Edward (Ontario) N7T 7H7	Transports	1964, Loi sur l'Administration du pont Blue Water	31 août	Williams J. Hipple	Détenir, exploiter, entretenir et réparer la partie canadienne du pont Blue Water qui relie Point Edward (Ontario) et Port Huron, au Michigan (États-Unis) et qui traverse la rivière St. Clair.	s.o.
Administration du pont du port de Saint John	C.P. 6176 Succursale A Saint John (N.-B.) E2L 4R6	Finances	1962, Constituée en vertu d'une loi provinciale	31 mars	Touche, Ross et Cie	Construire un pont qui traverse le port de Saint John et conclure des ententes avec les gouvernements fédéral, provincial et municipaux et des personnes ou des sociétés privées en ce qui a trait au financement et à la construction d'un tel pont.	s.o.
Association canadienne des entraîneurs	333, Chemin River B-10 Vanier (Ontario) K1L 8H9	Santé et Bien-être social	1970, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Clarkson, Gordon et Cie	Fournir des programmes, des services et des publications pour améliorer l'efficacité de l'entraînement à la grandeur du Canada.	s.o.
Association pour l'exportation du livre canadien	C.P. 349 Succursale «A» Ottawa (Ontario) K1N 8Z3	Communications	1972, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Robert B. Shortly	Collaborer à l'expansion de l'exportation de livres publiés au Canada.	s.o.
Buffalo and Fort Erie Public Bridge Authority	Peace Bridge Peace Bridge Place Buffalo, N.Y. U.S.A. 14213	Finances	1934, Loi constituant la Buffalo and Fort Erie Bridge Company	31 décembre	Arthur Young and Co.	Construire et assurer le fonctionnement et l'entretien d'un pont reliant Fort Erie (Ontario) et Buffalo (N.Y.) sur la rivière Niagara.	s.o.
Caisse du souvenir	685, rue Cathcart Bureau 921 Montréal (Québec) H3B 1M7	Affaires des anciens combattants	1922, Charte fédérale	31 mars	François Bourgault	Donner une sépulture honorable à certains anciens membres des Forces armées.	s.o.
The Canadian Co-operative Implements Limited	770, avenue Pandora Est Winnipeg (Manitoba) R2C 3N1	Agriculture	1940, Dominion Companies Act	31 octobre	Touche, Ross et Cie	Poursuivre la fabrication, la production, la distribution, l'importation, l'exportation, la location, l'achat, la vente (tant en gros qu'en détail), l'assemblage, l'échange et la négociation d'instruments, d'équipement, de machinerie, d'outils, de biens et de marchandises de toutes sortes, et s'occuper de leur description.	s.o.

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/ Objectifs du gouvernement	Pourcentage de participation fédérale
Calgary Olympic Development Association	560 Bow Valley Square 4 250–6th Ave., S.W. Calgary (Alberta) T2P 3H7	Santé et Bien-être social*	1979, Loi sur les sociétés d'Alberta	31 mars	Dennard, Johannesen and Co.	Favoriser le développement de l'athlétisme canadien; administrer le Olympic Endowment Fund; assurer le fonctionnement et l'entretien du Parc Olympique du Canada.	s.o.
Centre national du sport et de la récréation, Inc.	333, chemin River Vanier (Ontario) K1L 8H9	Santé et Bien-être social	1974, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Peat, Marwick, Mitchell et Cie	Aider les organismes concernés au développement du sport canadien en fournissant des services de soutien dans les secteurs de l'administration et de la publicité.	s.o.
Commission du port du fleuve Fraser	713, rue Columbia Bureau 505 New Westminster (C.-B.) V3M 1B2	Transports	1913, Loi sur les commis-saires du port de New Westminster	31 décembre	Thorne Riddell et Cie	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.	s.o.
Commissaires du port de Hamilton	605, rue James nord Hamilton (Ontario) L8L 1K1	Transports	1912, Loi sur les commissaires du port de Hamilton	31 décembre	Spicer McGillivray et Cie	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.	s.o.
Commission du port de Nanaïmo	C.P. 131 104, rue Front Nanaïmo (C.-B.) V9R 5K4	Transports	1960, Loi sur les commissions des ports	31 décembre	Bestwick and Partners	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.	s.o.
Commission du port de North Fraser	2020 Airport Road Richmond (C.-B.) V7B 1C6	Transports	1913, Loi sur les commissaires du port de North Fraser	31 décembre	Dunwoody et Cie	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.	s.o.
Commission du port d'Oshawa	1050, av. Farewell Oshawa (Ontario) L1H 6N6	Transports	1961, Loi sur les commissaires du port d'Oshawa	31 décembre	K.R. Craven	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.	s.o.
Commission du port de Port Alberni	C.P. 99 2750 Harbour Road Port Alberni (C.-B.) V9Y 7M6	Transports	1947, Loi sur les commissions des ports	31 décembre	Newman, Hill, Duncan and Lacoursière	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.	s.o.
Commission du port de Thunder Bay	C.P. 2266 Thunder Bay (Ontario) P7B 5E8	Transports	1958, Loi sur les commissaires du port de Lakehead	31 décembre	Clarkson, Gordon et Cie	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.	s.o.

* Deux directeurs sont nommés par le ministre d'État (Condition physique et sport amateur) qui a reçu ce pouvoir du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/ Objectifs du gouvernement	Pourcentage de participation fédérale
Commissaires du port de Toronto	60, rue Harbour Toronto (Ontario) M5J 1B7	Transports	1911, Loi sur les commissaires du port de Toronto	31 mars	Thorne, Riddell et Cie	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.	s.o.
Commission du port de Windsor	500, promenade Riverside ouest Windsor (Ontario) N9A 5K6	Transports	1957, Loi sur les commissaires du port de Windsor	31 décembre	Clarkson, Gordon et Cie	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.	s.o.
Commission du parc international Roosevelt de Campobello	C.P. 9 Welshpool Île Campbello (N.-B.) E0G 3H0	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1964, Loi sur la commission du parc international Roosevelt de Campobello	31 décembre	Brooks et Carter	Administrer le parc international Roosevelt de Campobello comme site commémoratif.	s.o.
Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherche de la Reine Elizabeth II sur les maladies d'enfance	Fonds canadien de recherche de la Reine Elizabeth II Édifice Jeanne-Mance Tunney's Pasture Ottawa (Ontario) K1A 0W9	Santé et Bien-être social*	1959, Loi sur le Fonds canadien de recherche de la Reine Elizabeth II	31 mars	Vérificateur général du Canada	Fournir un appui financier aux chercheurs dans le domaine des maladies de l'enfance.	s.o.
Conseil des grains du Canada	360, rue Main Bureau 760 Winnipeg (Manitoba) R3C 3Z3	Expansion industrielle régionale/ Agriculture	1969, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Thorne, Riddell et Cie	Réunir des représentants de tous les milieux de l'industrie des céréales afin de discuter de leurs problèmes communs, d'étudier des questions spécifiques et de conseiller le gouvernement.	s.o.
Le Conseil médical du Canada	1867, Promenade Alta Vista C.P. 8234 Ottawa (Ontario) K1G 3H7	Santé et Bien-être social	1912, Loi médicale du Canada	31 décembre	Thorne, Riddell et Cie	Promouvoir et appliquer l'établissement d'un diplôme en médecine, de façon à ce que les récipiendaires soient habilités à exercer dans toutes les provinces et qualifiés à cette fin.	s.o.
Enquête Condition physique Canada (99488 Canada Inc.)	506-294, rue Albert Ottawa (Ontario) K1P 6E6	Santé et Bien-être social	1980, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Deloitte, Haskins et Sells	Recueillir, interpréter et communiquer l'information concernant la condition physique des Canadiens.	s.o.
Fondation Asie-Pacifique du Canada	1140 West Pender Vancouver (C.-B.) V6E 4G1	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1984, Loi constituant la Fondation Asie-Pacifique du Canada	30 juin	Coopers et Lybrand	Raffermir les liens entre les peuples et les institutions du Canada et ceux de l'Asie du Pacifique.	s.o.

* Deux directeurs du Conseil sont nommés par Sa Majesté en commission du Grand Seau.

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/ Objectifs du gouvernement	Pourcentage de participation fédérale
Fonds de bienfaisance de l'armée	Édifice des anciens combattants 284, rue Wellington Ottawa (Ontario) K1A 0P4	Affaires des anciens combattants	1947, Loi sur le Fonds de bienfaisance de l'armée	31 mars	Vérificateur général du Canada	Accorder des subventions ou une aide financière aux anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale. Le Fonds a reçu les profits des services destinés à aider l'armée canadienne au cours de la guerre.	s.o.
Hockey Canada Inc.	333, chemin River B-10 Ottawa (Ontario) K1L 8H9	Santé et Bien-être social	1969, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Clarkson, Gordon et Cie	Aider les équipes nationales de hockey à représenter le Canada dans les épreuves internationales et encourager, de façon générale, le hockey au Canada.	s.o.
Institut canadien de recherches en génie forestier	143, place Frontenac Pointe-Claire (Québec) H9R 4Z7	Agriculture	1974, Loi sur les corporations canadiennes	31 décembre	Touche, Ross et Cie	Effectuer des travaux de recherche et de développement pour trouver des façons pratiques d'augmenter l'efficacité de la récolte du bois au Canada.	s.o.
Institut canadien du cuir et de la chaussure	1010, rue Ste-Catherine Ouest Bureau 710 Montréal (Québec) WH3B 3R4	Expansion industrielle régionale	1976, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Clarkson, Gordon et Cie	Aider les industries canadiennes de la chaussure et de la tannerie, et particulièrement les petites et les moyennes entreprises, en leur fournissant l'aide d'experts pour leur permettre de croître autant que possible, de conserver et d'améliorer leur rendement et leur viabilité en étant plus efficaces.	s.o.
Institut international du Canada pour le grain	1000–303, rue Main Winnipeg (Manitoba) R3C 3G7	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1972, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Deloitte, Haskins et Sells	Offrir à certains utilisateurs importants à l'extérieur du Canada des cours en technologie et manutention des céréales afin de développer les marchés actuels et éventuels à l'étranger pour les céréales et les graines oléagineuses. Organisme de promotion pour l'exportation de ces produits.	s.o.
Institut Vanier de la famille	151, rue Slater Bureau 207 Ottawa (Ontario) K1P 5H3	Premier ministre	1965, Loi sur les corporations commerciales canadiennes	31 décembre	Coopers et Lybrand	Favoriser le bien-être spirituel et matériel des familles canadiennes et, pour y arriver, étudier leur milieu et leurs caractéristiques sociales, physiques, mentales, morales et financières.	s.o.
The Nature Trust of British Columbia	909–100 Park Royal S.W. Vancouver Ouest (C.-B.) V7T 1A2	Consommation et Corporations	1971, Loi sur les corporations canadiennes	31 décembre	Thorne, Riddell et Cie	Acheter et préserver de façon écologique d'importantes étendues de terre en Colombie-Britannique.	s.o.
Office des produits agricoles	Édifice Sir John Carling Pièce 775 Ottawa (Ontario) K1A 0C5	Agriculture	1951, Loi sur l'Office des produits agricoles	31 mars	Vérificateur général du Canada	Acheter, vendre ou importer des produits agricoles. L'Office peut acheter et conserver des produits pour les vendre ultérieurement, les utiliser en cas d'urgence au Canada, ou pour des programmes d'aide à l'étranger.	s.o.

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/ Objectifs du gouvernement	Pourcentage de participation fédérale
Oo-za-we-kwun Centre Inc.*	a/s Frank E. Price and Associates 62, rue Margrove Bureau 105 Winnipeg (Manitoba) R3C 1N1	Affaires indiennes et du Nord canadien	1971, Loi sur les sociétés du Manitoba	31 mars		Offrir des cours de formation aux autochtones.	s.o.
PARTICIPaction (Sport Participation Corporation)	80, rue Richmond Ouest Bureau 805 Toronto (Ontario) M5H 2A4	Santé et Bien-être social	1971, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Peat, Marwick Mitchell et Cie	Informer les Canadiens des effets positifs de la bonne forme physique et les inciter à adopter un style de vie sain qui fait place à l'activité physique.	s.o.
Prix humanitaire Terry Fox Inc.	711-151, rue Sparks Ottawa (Ontario) K1P 5E3	Santé et Bien-être social	1982, Loi sur les corporations canadiennes	30 avril	Touche, Ross et Cie	Encourager les jeunes Canadiens à tendre vers de hauts idéaux, à l'exemple de Terry Fox, en décernant des bourses commémoratives.	s.o.
Société de caisse de retraite de la Commission internationale des pêcheries	a/s du Conseil du Trésor du Canada Édifice Vanier 222, rue Nepean Ottawa (Ontario) K1A 0R5	Pêches et Océans	1957, Loi sur les corporations canadiennes	30 septembre	Vérificateur général du Canada	Prendre des dispositions pour que les employés de toute commission internationale de pêches dont l'administration centrale est située au Canada ou aux États-Unis soient protégés par une caisse de retraite ou un régime d'assurance et voir à l'administration de ceux-ci.	s.o.
Société de l'usine-pilote de protéines, huiles et amidons	118 Veterinary Road Saskatoon (Saskatchewan) S7K 2R4	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1973, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Peat, Marwick, Mitchell et Cie	Faire augmenter la capacité de traitement des céréales et graines oléagineuses. Développer des produits agricoles à valeur nutritive élevée et en promouvoir la consommation au Canada et l'exportation.	s.o.
Western Grains Research Foundation	111, rue Sparks Ottawa (Ontario) K1P 5B8	Agriculture	1981, Loi sur les corporations canadiennes	31 décembre	G.A. Welch et Cie	Aider à améliorer la productivité et la rentabilité des grains et des graines oléagineuses produits dans les provinces des Prairies.	s.o.

4.3 Organismes internationaux – Entités créées en vertu d'accords internationaux pour lesquelles le Canada a le droit de nommer ou d'élire un ou plusieurs cadres de direction

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/ Objectifs du gouvernement	Pourcentage de participation fédérale
Association internationale de développement	1818, H Street N.W. Washington D.C. U.S.A. 20433	Finances	1960, Articles d'accord; 1960, Loi sur l'association internationale de développement	30 juin	Price Waterhouse et Cie	Promouvoir le développement économique, augmenter la productivité et ainsi relever les niveaux de vie dans les pays sous-développés du monde.	3.5
Banque africaine de développement	01 BP 1387 Abidjan 01 Côte d'Ivoire Afrique	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1963, Entente signée par les pays membres	31 décembre	Akintola Williams et Cie	Contribuer à l'accélération du développement économique des pays membres, individuellement et collectivement. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.	3.2
Banque asiatique de développement	C.P. 789 Manille Philippines	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1965, Entente signée par les pays membres	31 décembre	Deloitte, Haskins et Sells	Prêter des fonds, encourager les investissements et fournir de l'aide technique aux pays en développement et, de façon générale, promouvoir la croissance économique en Asie. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.	53
Banque de développement des Caraïbes	C.P. 408 Wildey, St. Michael Barbade	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1969, Entente signée par les pays membres	31 décembre	Price, Waterhouse et Cie	Contribuer à la croissance et au développement économiques harmonieux des pays membres et à leur intégration en portant une attention spéciale et urgente aux besoins des pays moins développés de la région. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.	61
Banque interaméricaine de développement	808 17th St., N.W. Washington (D.C.) U.S.A. 20577	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1959, Entente signée par les pays membres	31 décembre	Price, Waterhouse et Cie	Contribuer à accélérer le développement économique des pays membres, individuellement et collectivement. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.	5
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	1818, H Street, N.W. Washington (D.C.) U.S.A. 20433	Finances	1945, Loi sur les accords de Bretton Woods	30 juin	Price, Waterhouse et Cie	Aider à la reconstruction et au développement des territoires des pays membres.	3

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/ Objectifs du gouvernement	Pourcentage de participation fédérale
Commission de la frontière internationale	615, rue Booth Ottawa (Ontario) K1A 0E9	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1908, Traité; 1960, Loi sur la Commission de la frontière internationale	31 mars	Vérificateur général du Canada	Assurer que la frontière soit bien dégagée et indiquée afin de faciliter l'application des lois du Canada et des États-Unis concernant les douanes, l'immigration, la pêche et d'autres lois. La Commission s'intéresse aux choses fixes situées à la frontière ou à proximité de celle-ci et non aux choses ou aux gens qui la traversent.	s.o.
Commission mixte internationale	100, rue Metcalfe Ottawa (Ontario) K1P 5M1	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1909, Loi du Traité des eaux limitrophes	31 mars	Vérificateur général du Canada	S'occuper de l'utilisation, de l'obstruction et de la dérivation des eaux limitrophes et des rivières qui traversent la frontière entre le Canada et les États-Unis.	s.o.
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	2, Marlow Road Maidenhead (Berks.) Royaume-Uni S16 7DX	Affaires des anciens combattants	1917, Charte Royale	31 mars	Vérificateur général du Canada	Entretenir les sépultures et monuments commémoratifs; tenir les dossiers des sujets du Commonwealth morts au cours des deux grandes guerres mondiales.	s.o.
Fonds monétaire international	700 19th St., N.W., Washington (D.C.) U.S.A. 20431	Finances	1945, Entente signée par les pays membres	30 avril	Comité de vérification externe	Favoriser le bien-être économique par l'expansion du commerce, le maintien d'accords commerciaux ordonnés et la diminution de la balance des paiements.	s.o.
Fonds africain de développement	01 BP 1387 Abidjan 01 Côte d'Ivoire Afrique	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1972, Entente signée par les pays membres	31 décembre	Deloitte, Haskins et Sells	Aider la Banque africaine de développement à contribuer de plus en plus efficacement au développement socio-économique des membres de la banque. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.	s.o.
Fonds international de développement agricole	107 Via Del Serafico 00142 Rome Italie	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1976, Accord international	31 décembre	Price, Waterhouse et Cie	Mobiliser des ressources supplémentaires prenant la forme de concessions qui contribueront au développement agricole des États membres. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.	s.o.
Société financière internationale	1818, H Street N. W. Washington (D.C.) U.S.A. 20433	Finances	1956, Articles de l'accord; 1956, crédit 731, Loi nº 6 portant affectation de crédits	30 juin	Price, Waterhouse et Cie	Favoriser le développement économique en encourageant l'expansion d'entreprises productives dans les pays membres, en appuyant les activités de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.	4